Recueil des délibérations du **conseil d'administration** 2023

université de BORDEAUX

Édito

L'université de Bordeaux, créée par le décret n° 2013-805 du 3 septembre 2013, regroupe les universités Bordeaux 1, Bordeaux 2 et Bordeaux IV qui ont cessé d'exister au 1er janvier 2014.
Les délibérations adoptées par l'assemblée constitutive provisoire, depuis le 11 octobre 2013, jusqu'à l'installation du conseil d'administration de l'université de Bordeaux, sont *consultables ici.*
Le présent recueil regroupe l'ensembledes délibérations adoptées par le conseil d'administration de l'université de Bordeaux sur l'année 2023.

Pour effectuer une recherche par mot-clé :

› veuillez taper simultanément sur les boutons Ctrl et f de votre clavier.

› tapez votre mot-clé dans la fenêtre qui s'ouvre en haut à droite de la page, puis appuyez sur entrée.

› tous les mots se rapportant à votre recherche sont surlignés dans le recueil, il ne vous reste qu'à faire défiler les résultats en cliquant sur : précédent ou suivant.

ou

› vous pouvez accéder directement au document recherché en utilisant les signets, en dépliant l'onglet sur la gauche en haut du document.

Sommaire des délibérations du conseil d'administration
année 2023 (après CA du 11-07-2023)

Toutes les délibérations sont accessibles sur la page dédiée au conseil d'administration (cliquez sur ce lien)

Affaires institutionnelles

Elections/Désignations

Comités et commissions consultatives

- Désignation des membres du CA pour siéger au sein de la commission chargée de désigner les membres experts du conseil des transitions environnementales et sociétales **(CTES)** — *CA 03/02/2023* *n°* *2023* 06
- Désignation du représentant du collège A et B du CA appelé à siéger à la commission paritaire d'établissement de l'UB **(CPE)** — *CA 03/02/2023* *n°* *2023* 03
- Désignation des membres du CA pour siéger au sein de la commission d'orientation de l'action sociale **(COAS)** — *CA 03/02/2023* *n°* *2023* 05
- Création du comité éthique de la recherche de l'université — *CA 11/07/2023* *n°* *2023* 49

Autres désignations

- Désignation des représentants des élus étudiants du CA à la commission académique de discipline pour les épreuves de baccalauréat et de BTS — *CA 23/05/2023* *n°* *2023* 34

Statuts

de l'université :

- Création de l'unité mixte de service MART et modification de l'annexe 3 des statuts de l'UB — *CA 03/02/2023* *n°* *2023* 04

des composantes de coordination

- Départements

- Modification de l'article 7 des statuts des 11 départements de recherche — *CA 13/04/2023* *n°* *2023* 26

Règlements Intérieurs/Chartes

- Adoption du règlement intérieur du comité social d'administration (CSA) de l'UB — *CA 13/04/2023* *n°* *2023* 28
- Adoption de la charte informatique et de la politique générale de sécurité des systèmes d'information (PGSSI) — *CA 23/05/2023* *n°* *2023* 35
- Adoption du règlement intérieur de la cellule d'écoute, de veille et de signalement (CEVS) — *CA 23/05/2023* *n°* *2023* 37
- Adoption du règlement intérieur de la salle de musculation du Pôle de vie Carreire — *CA 20/06/2023* *n°* *2023* 42
- Adoption du règlement intérieur de la salle d'escalade du Pôle de vie Carreire — *CA 20/06/2023* *n°* *2023* 43
- Adoption du règlement intérieur du comité éthique de la recherche — *CA 11/07/2023* *n°* *2023* 50
- Adoption de la Charte "Labos en transition" — *CA 11/07/2023* *n°* *2023* 51

Rapports / Bilans / Shémas directeurs / Feuille de route / Plans

- Approbation du Rapport Annuel de Performance de l'université de Bordeaux (RAP) — *CA 13/04/2023* *n°* *2023* 27

Pour information

-	Présentation de l'institut des transitions (création au 1er janvier 2023)	*CA 03/02/2023*
-	Présentation de la politique d'archivage	*CA 14/03/2023*
-	Présentation des représentants des usagers amenés à siéger au comité social d'administration	*CA 14/03/2023*
-	Le Conseil d'Administration de l'UB anticipe les effets de la réforme de la retraite sur l'université de Bordeaux, ses personnels et sa trajectoire budgétaire	*CA 14/03/2023*
-	Point de situation sur l'occupation du site de la Victoire	*CA 13/04/2023*
-	Présentation du calendrier institutionnel 2023-2024	*CA 23/05/2023*
-	Bilan 2020-2022 de la Convention de coordination territoriale en Nouvelle-Aquitaine	*CA 23/05/2023*

Formation, gestion des cursus et vie universitaire

- Approbation des critères d'éligibilité au congé pour projet pédagogique (CPP) — *CA 23/02/2023 n° 2023* 18

Calendriers

- Adoption du calendrier universitaire 2023-2024 — *CA 23/05/2023 n° 2023* 40

Modalités d'inscription

- Approbation des capacités d'accueil en 2ème et 3ème année du premier cycle des formations de santé pour l'année 2023-2024 dans les filières de médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie (MMOP) — *CA 23/05/2023 n° 2023* 39

Diplômes/certificats

- Approbation de la signature pour le renouvellement de la convention de double diplôme chimie des polymères entre l'université de Bordeaux et l'université du Pays Basque (Espagne) — *CA 13/04/2023 n° 2023* 31

FSDIE

- Adoption du bilan du fonds de soutien et de développement des initiatives étudiants (FSDIE) 2022 — *CA 14/03/2023 n° 2023* 24

Tarifs, droits, frais et exonérations liés aux inscriptions

- Approbation des critères généraux des droits d'inscriptions pour les étudiants ressortissants d'Ukraine au titre de l'année 2023-2024 — *CA 23/02/2023 n° 2023* 16
- Approbation des critères généraux des droits d'inscriptions pour les étudiants ressortissants du Liban au titre de l'année 2023-2024 — *CA 23/02/2023 n° 2023* 17
- Approbation de la modification tarifaire du Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires (DAEU) — *CA 11/07/2023 n° 2023* 57

Conventions

- Approbation de la mise en œuvre des articles 6 et 7 de la convention de partenariat entre l'UB et l'ASUBX — *CA 03/02/2023 n° 2023* 11
- Approbation de la demande de subvention complémentaire de l'association sportive de l'UB (ASUBX) — *CA 03/02/2023 n° 2023* 12
- Approbation de la signature de l'avenant à la convention de partenariat avec l'association sportive de l'UB — *CA 23/02/2023 n° 2023* 15
- Approbation de la signature pour le renouvellement de la convention de double diplôme chimie des polymères entre l'université de Bordeaux et l'université du Pays Basque (Espagne) — *CA 13/04/2023 n° 2023* 31

Pour information

- Bilan 2020-2022 de la Convention de coordination territoriale en Nouvelle-Aquitaine — *CA 23/05/2023*

Ressources humaines

- Approbation des critères d'éligibilité au congé pour projet pédagogique (CPP) *CA 23/02/2023 n° 2023* 18
- Approbation de la délibération relative au contingent CRCT – année 2023-2024 *CA 14/03/2023 n° 2023* 23
- Modification de la délibération n°2022-44 portant création du comité social d'administration (CSA) de l'UB *CA 14/03/2023 n° 2023* 19
- Adoption du règlement intérieur du comité social d'administration (CSA) de l'UB *CA 13/04/2023 n° 2023* 28
- Approbation de la modification du dispositif de cumul d'activités *CA 13/04/2023 n° 2023* 29
- Approbation de la modification de la délibération n°2020-43 du conseil d'administration du 9 juillet 2020 instituant le forfait mobilité durable *CA 13/04/2023 n° 2023* 30
- Adoption du règlement intérieur de la cellule d'écoute, de veille et de signalement (CEVS) *CA 23/05/2023 n° 2023* 37

Dispositifs indemnitaires

Tout personnel

- Approbation de la création de la commission d'aides exceptionnelles *CA 23/05/2023 n° 2023* 38

Enseignants chercheurs et enseignants

- Approbation des principes généraux de répartition des primes RIPEC *CA 11/07/2023 n° 2023* 54
- Approbation de l'enveloppe prévisionnelle 2023 pour le RIPEC *CA 11/07/2023 n° 2023* 55

Pour information

- Présentation des représentants des usagers amenés à siéger au comité social d'administration *CA 14/03/2023*
- Point de situation sur les personnels enseignants du second degré affectés dans le supérieur *CA 13/04/2023*
- Présentation de la décision fixant la cartographie des fonctions et responsabilités particulières relevant de composante fonctionnelle C2 du RIPEC *CA 11/07/2023*

Affaires financières

Affaires comptables

Admissions en non valeur de créances et remises gracieuses de créances

- Approbation de remises gracieuses et non-valeurs — *CA 23/05/2023 n° 2023* 36

Autre

- Approbation du Rapport Annuel de Performance de l'université de Bordeaux (RAP) — *CA 13/04/2023 n° 2023* 27

Comptes financiers et affectations de résultats

- Adoption du bilan du plan d'Actions Achats 2022 et du bilan budgétaire 2022 — *CA 14/03/2023 n° 2023* 21
- Adoption du compte financier de l'université et affectation des résultats pour l'exercice 2022 — *CA 14/03/2023 n° 2023* 22
- Approbation des comptes financiers consolidés de l'université et de ses filiales pour l'exercice 2022 — *CA 11/07/2023 n° 2023* 53

Achats

- Révision de la politique de voyage de l'UB — *CA 11/07/2023 n° 2023* 52

Subventions

Approbation de la demande de subvention complémentaire de l'association sportive de l'université de Bordeaux (ASUBX) — *CA 03/02/2023 n° 2023* 12

Tarifs, hors formation gestion des cursus et vie universitaire, et patrimoine

- Approbation de la modification de la grille tarifaire des prestations du service commun des animaleries de l'UB — *CA 23/02/2023 n° 2023* 14

Pour information

- Débat d'orientation budgétaire 2024 — *CA 11/07/2023*

Patrimoine

- Approbation du dossier d'expertise du projet immobilier SIREAUCO sur le campus de Talence — *CA 03/02/2023* *n°* *2023* 07
- Approbation du protocole d'accord entre Bordeaux métropole et l'UB relatif au réseau de chaleur urbain — *CA 03/02/2023* *n°* *2023* 08
- Déclaration d'inutilité et renonciation à l'affectation d'un bien immobilier, propriété de l'Etat — *CA 03/02/2023* *n°* *2023* 09
- Autorisation de vente d'un bien immobilier appartenant à l'UB — *CA 03/02/2023* *n°* *2023* 10
- Approbation du rapport annuel de l'utilisation des intérêts de la dotation Opération Campus — *CA 14/03/2023* *n°* *2023* 20
- Approbation du déclassement de la maison Jupiter du site de Floirac — *CA 11/07/2023* *n°* *2023* 56

Pour information

- Présentation du projet SIREAUCO (Arcachon et Talence) — *CA 03/02/2023*

FILIALES

- Approbation des comptes financiers consolidés de l'université et de ses filiales pour l'exercice 2022 — *CA 11/07/2023* *n°* *2023* 53

SRIA

- Approbation du rapport des administrateurs de l'UB siégeant auCA de la SRIA pour les exercices 2021 et 2022 — *CA 20/06/2023* *n°* *2023* 47

SATT

- Approbation du rapport des administrateurs de l'UB siégeant au CA de la SATT AST pour les exercices 2021 et 2022 — *CA 20/06/2023* *n°* *2023* 46

ADERA

- Approbation du rapport des administrateurs de l'UB siégeant au CA de l'ADERA pour les exercices 2021 et 2022 — *CA 20/06/2023* *n°* *2023* 44
- Approbation de la signature de l'avenant 1 de prolongation de la convention signée en date du 26 août 2020 avec l'ADERA — *CA 20/06/2023* *n°* *2023* 45

Pour information

- Présentation générale de la politique de filialisation de l'UB — *CA 20/06/2023*
- Présentation du rapport annuel de l'ADERA — *CA 20/06/2023*
- Présentation du rapport annuel de la SATT AST — *CA 20/06/2023*
- Présentation du rapport annuel de la SRIA — *CA 20/06/2023*

université de BORDEAUX

Talence, le 24 janvier 2023

Le Président de l'université
à
Mesdames et Messieurs les membres du conseil
d'administration de l'Université de Bordeaux

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à la réunion du conseil d'administration de l'université qui aura lieu **le vendredi 3 février à 8h30** (salle Henri Bricaud, campus de Carreire)

ORDRE DU JOUR

1. Informations générales

2. Procès-verbaux

- PV des 12 mai et 14 novembre 2022 — pour délibération

3. Affaires institutionnelles et générales

- Tirage au sort des représentants du collège A et B du conseil d'administration pour siéger à la CPE — pour délibération
- Création de l'unité mixte de service MART et modification de l'annexe 3 des statuts de l'UB — pour délibération
- Présentation de l'institut des transitions — pour information
- Désignation des membres de la Commission d'orientation de l'action sociale — pour délibération
- Désignation des membres de la Commission chargée de désigner les membres experts du conseil des transitions environnementales et sociétales — pour délibération

4. Patrimoine

- Présentation du projet SIREAUCO — pour information
- Dossier d'expertise du projet SIREAUCO — pour délibération
- Approbation du protocole d'accord entre Bordeaux Métropole et l'Université de Bordeaux relatif au Réseau de Chaleur Urbain — pour délibération
- Déclaration d'inutilité des parcelles MZ83 — pour délibération
- Modification de la délibération n°2022-56 autorisant la vente de l'immeuble des Eyzies — pour délibération

5. Formation, gestion des cursus et vie universitaire

- Mise en œuvre des articles 6 et 7 de la convention de partenariat entre l'université de Bordeaux et l'ASUBX, approuvé par le CA de juillet 2022 - relatifs au montant de la subvention annuelle de l'ASUBx — pour délibération

6. Questions diverses

Dean LEWIS
Président du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 3 février 2023

Président du conseil d'administration : Monsieur Dean LEWIS

Le conseil est composé de 36 membres

PRESENTS : 19	PROCURATIONS : 10	ABSENTS : 7
Enseignants-chercheurs et enseignants		
BEDEL Aurélie CHABANOL Marie-Line CHARBONNEAU Alexandre DOUSSET Vincent FELIX Patrick GAUTHIER Catherine GODINAUD Ghislaine LEWIS Dean LUBAC Bertrand PERAUD-PUIGSEGUR Stéphanie	CAZALS Géraldine HERNOULD Michel LANNEGRAND Lyda PAGEZE Joanne ROUX Pascale TOURNAUX Sébastien	
BIATSS		
BERTRAND Xavier COUSSY-LACROIX Hélène PECOSTE Christian PROUZET-MAULEON Valérie	GRIMBERT-BRAQUESSAC Maureen	CHAGNAUD Elodie
Etudiants		
BEURY Louis POTIE Clara	CHAGNAUD Raphaël	BARNEIX Simon CALLEWAERT Ludivine BOULITE Mounia
Personnalités extérieures		
CHAMPION Isabelle HERMES Younis VERRECKT Laurent	DELPEYRAT Stéphane EVEN Marie	CUVELIER Marie-Laure LAPLACE Jérôme PAPIN Céline

Le quorum étant atteint, les points à l'ordre du jour peuvent être abordés.

Autres personnes présentes :

Marc JARDINE, représentant la rectrice de l'académie de Bordeaux, chancelière des universités
Vincent MOREAU, directeur général des services
Marie-Béatrice CELABE, DGSa pôle AGRH
Thierry PESTANA, agent comptable
Julien ROPIQUET, directeur de la DAJ
William L'HONORÉ, responsable BAIS

université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 3 février 2023

N°2023-01 Adoption du procès-verbal du 12 mai 2022

N°2023-02 Adoption du procès-verbal du 14 novembre 2022

N°2023-03 Désignation du représentant du collège A et B du conseil administration appelé à siéger à la commission paritaire d'établissement de l'université de Bordeaux

N°2023-04 Création de l'unité mixte de service MART et modification de l'annexe 3 des statuts de l'université de Bordeaux

N°2023-05 Désignation des membres du conseil d'administration pour siéger au sein de la commission d'orientation de l'action sociale

N°2023-06 Désignation des membres du conseil d'administration pour siéger au sein de la commission chargée de désigner les membres experts du conseil des transitions environnementales et sociétales

N°2023-07 Approbation du dossier d'expertise du projet immobilier SIREAUCO sur le campus de Talence

N°2023-08 Approbation du protocole d'accord entre Bordeaux métropole et l'université de Bordeaux relatif au réseau de chaleur urbain

N°2023-09 Déclaration d'inutilité et renonciation à l'affectation d'un bien immobilier, propriété de l'Etat

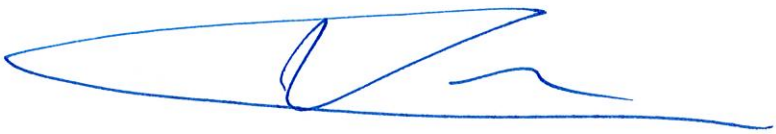
N°2023-10 Autorisation de vente d'un bien immobilier appartenant à l'université de Bordeaux

N°2023-11 Approbation de la mise en œuvre des articles 6 et 7 de la convention de partenariat entre l'université de Bordeaux et l'ASUBX

N°2023-12 Approbation de la demande de subvention complémentaire de l'association sportive de l'université de Bordeaux

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 3 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 12 MAI 2022

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 12 mai 2022 est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 3 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 NOVEMBRE 2022

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 14 novembre 2022 est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 3 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DES COLLÈGES A ET B DU CONSEIL ADMINISTRATION APPELÉS A SIÉGER A LA COMMISSION PARITAIRE D'ETABLISSEMENT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu le décret n°99-272 du 6 avril 1999 relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur et notamment son article 18 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu la décision du 09 décembre 2022 portant proclamation des résultats pour les élections des représentants des personnels au sein des instances de dialogue social (CSA, CPE, CPPANT) de l'université de Bordeaux ;

Considérant l'absence de candidats pour le groupe AENES catégorie C de la commission paritaire d'établissement lors des élections professionnelles du 1er au 8 décembre 2022 ;

Considérant le refus du fonctionnaire tiré au sort de siéger en tant que représentant du personnel du groupe AENES catégorie C de la commission paritaire d'établissement, il y a lieu de tirer au sort un représentant des enseignants-chercheurs du conseil d'administration pour siéger en tant que représentant du personnel du groupe AENES catégorie C de la commission paritaire d'établissement ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Madame ROUX Pascale et Monsieur CHARBONNEAU Alexandre, représentants des collèges A et B du conseil d'administration sont tirés au sort pour siéger en tant que représentants suppléants du groupe AENES catégorie C de la commission paritaire d'établissement.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 03 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT CREATION DE L'UNITÉ MIXTE DE SERVICE MART ET MODIFICATION DE L'ANNEXE 3 DES STATUTS DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;
Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;
Vu les statuts du Département Santé publique ;
Vu l'avis émis par le conseil du Département Santé publique en date du 14 novembre 2022 ;
Vu l'avis émis par la Commission de la recherche en date du 17 novembre 2022 ;
Vu l'avis de la commission des statuts du 17 janvier 2023 ;

Considérant la décision InsermDAJ n°2022-159 portant création de l'unité de service US 54 MART ;
Considérant le contrat sexennal de la vague B du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2027 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Est créée à compter du 1er septembre 2022 et jusqu'au 31 décembre 2027 au sein des composantes de recherche, l'unité mixte de service suivante :

US 54 MART

Intitulé : Methods and Applied Research for Trial

Acronyme : MART

Etablissement(s) tutelle(s) : Université de Bordeaux ; Inserm

Département de rattachement : Santé publique

Article 2.

Les modifications de l'annexe 3 des statuts de l'Université, joints à la présente délibération, sont adoptées.

Article 3.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Adoptée à la majorité des votes exprimés (30 votants)
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 0

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS
Président de l'université de Bordeaux



université de BORDEAUX

Statuts de l'Université de Bordeaux

- vu l’avis du conseil académique du 7 décembre 2018 ;
- vu l’avis du comité technique du 31 mars 2018 ;
- vu l’avis de la commission des statuts du 5 décembre 2022 ;
- vu la délibération du conseil d’administration du 13 décembre 2022 ;

Table des matières

DISPOSITIONS GENERALES 6

Article 1. Création de l'université de Bordeaux 6
Article 2. Domaines d'activité 6
Article 3. Missions 6
Article 4. Les composantes de l'université 7
Article 5. Autres structures internes 7

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE 8

PILOTAGE CENTRAL ET COORDINATION TRANSVERSALE 8

Organes de direction 8

Article 6. Désignation du président de l'université 8
Article 7. Compétences du président de l'université 8
Article 8. Les vice-présidents et chargés de missions 9
Article 9. Le bureau 9
Article 10. Le bureau élargi 10
Article 11. Le conseil des directeurs de composantes 10

Conseils statutaires 10

Article 12. Composition du conseil d'administration 10
Article 13. Compétences du conseil d'administration 11
Article 14. Composition du conseil académique 12
Article 15. Compétences du conseil académique en formation plénière 13
Article 15.1 Compétences de la commission de la recherche 14
Article 15.2 Compétences de la commission de la formation et de la vie universitaire 15
Article 16. La section compétente à l'égard des questions individuelles relatives aux enseignants-chercheurs 16
Article 17. La section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants et enseignants-chercheurs 16
Article 18. La section disciplinaire compétente à l'égard des usagers 16

Comités et commissions consultatifs 17

Article 19. Composition et fonctionnement du comité social d'administration de l'université de Bordeaux 17
Article 20. Attributions du comité social d'administration 17
Article 21. Composition et fonctionnement de la formation spécialisée du comité social d'administration 18
Article 22. Attribution de la formation spécialisée du comité social d'administration 18
Article 23. Les formations spécialisées de site du comité social d'administration 19
Article 24. Attribution des formations spécialisées de site du comité social d'administration 19
Article 25. Composition de la commission paritaire d'établissement (CPE) 20
Article 26. Mode de désignation des représentants de la commission paritaire d'établissement 20
Article 27. Fonctionnement de la commission paritaire d'établissement 20
Article 28. Commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires 21
Article 29. Commission consultative compétente à l'égard des enseignants du premier et du second degré 21

Article 30. Le comité électoral consultatif 21
Instances consultatives 22
Article 31. Le comité pour le développement de l'université de Bordeaux 22
Article 32. Le comité d'orientation de la politique patrimoniale (COPP) 23
Article 33. La commission patrimoine 24
Article 34. Le comité d'orientation des systèmes d'information et du numérique (COSINUS) 25
Article 35. La commission des statuts 26
Article 36. La commission des moyens 26
Article 37. Le conseil des transitions environnementales et sociétales 27
Article 38. Commission d'orientation de l'action sociale 28
PILOTAGE INTERMEDIAIRE ET TRANSVERSAL 30
Le collège 30
Article 39. Définition du collège 30
Article 40. Organisation du collège 30
Article 41. Les compétences du collège 31
Le département de recherche 32
Article 42. Définition du département de recherche 32
Article 43. Organisation du département de recherche 33
Article 44. Les compétences du département de recherche 33
Le collège des écoles doctorales 35
Article 45. Définition du collège des écoles doctorales 35
Article 46. Organisation du collège des écoles doctorales 35
Les conseils de la vie de campus 35
Article 47. Définition du conseil de la vie de campus 35
Article 48. Composition des conseils de la vie de campus 36
Article 49. Les vice-présidents étudiants des conseils de la vie de campus 37
Article 50. Fonctionnement des conseils de la vie de campus 37
LES COMPOSANTES DE FORMATION 38
Article 51. Les composantes de formation 38
Article 52. L'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) 38
Article 53. L'institut universitaire de technologie (IUT) 38
LES UNITES DE RECHERCHE 40
Article 54. Les unités de recherche 40
DISPOSITIONS ELECTORALES 41
ELECTION DU PRESIDENT 41
Article 55. Modalités relatives à l'élection du président 41
ELECTION DES MEMBRES DES CONSEILS 42
Dispositions communes 42
Article 56. Organisation des élections 42

Article 57. Dépôt de candidature 42
Article 58. Conditions d'exercice du droit du suffrage - listes électorales 42
Article 59. Procuration 42
Article 60. Conditions d'éligibilité 43
Article 61. Propagande 43
Article 62. Durée des mandats, renouvellement 43
Article 63. Vote dématérialisé 43
Dispositions relatives au conseil d'administration 44
Article 64. Composition des listes de candidatures 44
Article 65. Attribution des sièges - prime majoritaire 44
Article 66. Renouvellement des mandats et dissolution du conseil d'administration 44
Article 67. Modalités d'appel à candidatures pour les personnalités extérieures 44
FONCTIONNEMENT DES INSTANCES 45
LES CONSEILS CENTRAUX 45
Article 68. Convocations, ordre du jour et documents 45
Article 69. Périodicité des réunions 45
Article 70. Quorum 45
Article 71. Procuration 46
Article 72. Confidentialité 46
Article 73. Modalités de vote 46
Article 74. Procès-verbaux 46
PRESIDENCE DES CONSEILS CENTRAUX 47
Article 75. Présidence du conseil d'administration 47
Article 76. Présidence du conseil d'académique 47
TENUE DES INSTANCES DE L'UNIVERSITE PAR VOIE DEMATERIALISEE 47
Article 77. Modalités de délibération des instances de l'université par visioconférence 47
ANNEXES 49
ANNEXE N°1 : RATTACHEMENT DES PERSONNELS AUX GRANDS SECTEURS DE FORMATION DE L'UNIVERSITE POUR LES ELECTIONS AUX CONSEILS CENTRAUX 50
ANNEXE N° 2 : RATTACHEMENT DES ETUDIANTS AUX GRANDS SECTEURS DE FORMATION 51
ANNEXE N° 3 : LISTE DES COMPOSANTES DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX 55
ANNEXE N° 4 : MODALITES DE PUBLICATION DES ACTES REGLEMENTAIRES DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX 63
ANNEXE N° 5 : UTILISATION DES LOCAUX DU DOMAINE UNIVERSITAIRE ET REGLES APPLICABLES A SA VOIRIE 64

DISPOSITIONS GENERALES

Article 1. **Création de l'université de Bordeaux**

L'université de Bordeaux est créée, en application de l'article L.718-6 du code de l'éducation, par la fusion des universités Bordeaux I, II et IV. La constitution de l'université de Bordeaux sous la forme d'un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel doté de la personnalité juridique et de l'autonomie pédagogique, scientifique, administrative et financière est approuvée par le décret n°2013-805 du 3 septembre 2013 portant création de l'université de Bordeaux. Les biens, droits et obligations, y compris les contrats des personnels, des universités Bordeaux I, II et IV sont transférés à l'université de Bordeaux au 1er janvier 2014.

L'université a son siège à Bordeaux.

Article 2. **Domaines d'activité**

L'université exerce essentiellement ses missions dans les domaines des Sciences Humaines et Sociales, des Sciences de la Vie, des Sciences de la Santé et des Sciences et Technologies.

Ces domaines sont ventilés pour constituer quatre grands secteurs de formation (droit - économie – gestion, lettres - sciences humaines et sociales, sciences et technologies, santé) au sein de l'université, dont le détail de leur composition figure à l'annexe 1 des présents statuts.

Article 3. **Missions**

L.123-3 et D123-2 et suivants

Dans les domaines qui sont les siens, l'université a pour missions :

- La formation initiale et continue tout au long de la vie ainsi que la formation par apprentissage;
- La recherche scientifique et technologique, la diffusion, la valorisation de ses résultats au service de la société. Cette dernière repose sur le développement de l'innovation, du transfert de technologie lorsque celui-ci est possible, de la capacité d'expertise et d'appui aux associations et fondations, reconnues d'utilité publique, et aux politiques publiques menées pour répondre aux défis sociétaux, aux besoins sociaux, économiques et de développement durable ;
- L'orientation, la promotion sociale et l'insertion professionnelle ; La diffusion de la culture humaniste, en particulier à travers le développement des sciences humaines et sociales, et de la culture scientifique, technique et industrielle;
- La participation à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche;
- La coopération internationale.

L'université assure, en outre, la formation des élus locaux, peut fournir des prestations de services à des créateurs d'entreprises ou à de jeunes entreprises et peut accueillir des volontaires au service civique.

Article 4. **Les composantes de l'université**

L.713-1

L'université de Bordeaux est composée de collèges de formation et de départements de recherche regroupant respectivement en leur sein, des composantes de formation internes (UFR, écoles, instituts, unités ou départements de formation) et des unités de recherche (équipes d'accueil et unités mixtes de recherche).

Ces regroupements de composantes sont créés par délibération du conseil d'administration de l'Université après avis du conseil académique ou, le cas échéant, pour les regroupements d'écoles ou d'instituts relevant de l'article L.713-9, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition ou après avis du conseil d'administration de l'université et du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les statuts de l'université précisent les compétences du conseil d'administration ou du conseil académique qui sont déléguées aux collèges de formation et aux départements de recherche, à l'exception des compétences de la section disciplinaire ou de la formation restreinte aux enseignants-chercheurs.

L'Université comprend également un institut national supérieur du Professorat et de l'Education (INSPE) créé sur proposition du conseil d'administration de l'Université et accrédité par un arrêté conjoint des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de l'éducation nationale, après avis du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Les composantes de l'Université, dont la liste est détaillée en annexe, déterminent leurs statuts, qui sont approuvés par le conseil d'administration de l'Université, et leurs structures internes.

Article 5. **Autres structures internes**

L. 714-1 – D.714-1 et suivants et D.714-77 et suivants

L'université comprend des services généraux et des services communs.

Les services généraux sont créés par délibération du conseil d'administration et dirigés par un directeur.

Les services communs sont créés dans des conditions fixées par décret, notamment pour assurer l'organisation des bibliothèques et des centres de documentation, le développement de la formation permanente, l'accueil, l'information et l'orientation des étudiants, l'exploitation d'activités industrielles et commerciales, l'organisation des actions associées à la responsabilité sociale de l'établissement.

L'université comprend un centre de formation des apprentis (CFA) créé par délibération du conseil d'administration et par la signature d'une convention pluriannuelle avec la région Nouvelle-Aquitaine.

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

PILOTAGE CENTRAL ET COORDINATION TRANSVERSALE

ORGANES DE DIRECTION

L 712-1

Article 6. **Désignation du président de l'université**

L712-2

Le président de l'université est élu à la majorité absolue des membres du conseil d'administration parmi les enseignants-chercheurs, chercheurs, professeurs ou maîtres de conférences associés ou invités, ou tous autres personnels assimilés, sans condition de nationalité.

Son mandat, d'une durée de quatre ans, expire à l'échéance du mandat des représentants élus des personnels du conseil d'administration. Il est renouvelable une fois.

Dans le cas où le président cesse ses fonctions, pour quelque cause que ce soit, un nouveau président est élu pour la durée du mandat de son prédécesseur restant à courir.

Ses fonctions sont incompatibles avec celles de membre élu du conseil académique, de directeur de composante, d'école ou d'institut ou de toute autre structure interne de l'université et celles de dirigeant exécutif de tout établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel ou de l'une de ses composantes ou structures internes.

Article 7. **Compétences du président de l'université**

L712-2

Le président assure la direction de l'université.

A ce titre :

1. Il préside le conseil d'administration, prépare et exécute ses délibérations. Il prépare et met en œuvre le contrat pluriannuel d'établissement.
2. Il représente l'université à l'égard des tiers ainsi qu'en justice, conclut les accords et les conventions ;
3. Il est ordonnateur des recettes et des dépenses de l'université ;
4. Il a autorité sur l'ensemble des personnels de l'université. Il affecte dans les différents services de l'Université les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service. Aucune affectation d'un agent relevant de ces catégories de personnels ne peut être prononcée si le président émet un avis défavorable motivé, après consultation de représentants de ces personnels dans des conditions fixées par l'article 27 des statuts de l'établissement. Ces dispositions ne sont pas applicables à la première affectation des personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service recrutés par concours externe ou interne lorsque leurs statuts particuliers prévoient une période de stage.
5. Il nomme les différents jurys, sauf si une délibération du conseil d'administration prévoit que les compétences relatives aux jurys d'examen sont exercées par les directeurs des composantes de l'Université.

6. Il est responsable du maintien de l'ordre et peut faire appel à la force publique. Il peut recourir à des personnels chargés d'assurer le respect des règlements et de constater les éventuels manquements à la discipline universitaire. Ces personnels prêtent devant l'autorité prévue à l'article R. 712-1 le serment d'exercer fidèlement leurs fonctions ;
7. Il est responsable de la sécurité dans l'enceinte de son établissement et assure le suivi des recommandations du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail permettant d'assurer la sécurité des personnels et des étudiants accueillis dans les locaux ;
8. Il exerce, au nom de l'université, les compétences de gestion et d'administration qui ne sont pas attribuées à une autre autorité par la loi ou le règlement ;
9. Il veille à l'accessibilité des enseignements et des bâtiments aux personnes handicapées, étudiants et personnels de l'université ;
10. Il installe, sur proposition conjointe du conseil d'administration et du conseil académique, une mission « égalité entre les hommes et les femmes » ;
11. Il conduit le dialogue de gestion avec les directeurs des composantes de pilotage intermédiaire et transversal et avec le directeur du collège des écoles doctorales ;
12. Il est responsable de l'élaboration et de la mise en place d'une politique de développement durable de l'établissement.

Le président peut exercer, par délégation, certaines des compétences attribuées au conseil d'administration par l'article L.712-3 du code de l'éducation, à l'exception de celles mentionnées aux 1°, 2°, 4°, 7°, 7° bis, 8° et 9°. Celui-ci rend compte, dans les meilleurs délais, au conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation.

Toutefois, le conseil d'administration peut, dans des conditions qu'il détermine, déléguer au président le pouvoir d'adopter les budgets rectificatifs.

Le président peut déléguer sa signature au vice-président du conseil d'administration, aux membres du bureau âgés de plus de dix-huit ans, au directeur général des services et aux agents de catégorie A placés sous son autorité ainsi que, pour les affaires intéressant les composantes et les services communs, énumérés aux articles 4 et 5 des présents statuts, à leurs responsables respectifs.

Article 8. **Les vice-présidents et chargés de missions**

Des vice-présidents du conseil d'administration, du conseil académique et de chacune de ses deux commissions sont élus, sur proposition du président, par chaque conseil ou commission concerné.

Le président désigne d'autres vice-présidents et des chargés de mission chargés de l'assister dans la mise en œuvre de la politique de l'établissement.

La fonction de vice-président est incompatible avec l'exercice d'un mandat d'exécutif d'une structure interne de l'université.

La fonction de chargé de mission est incompatible avec l'exercice d'un mandat d'exécutif d'une structure qui le place en situation d'arbitrer ou d'influer sur les moyens (budget et ressources humaines) qui y sont alloués ou sur les carrières (nominations, promotions, primes etc…) des personnels qui y sont affectés.

Article 9. **Le bureau**

L-712.2

Le président est assisté d'un bureau élu sur sa proposition dont il fixe la composition par décision.

Article 10. **Le bureau élargi**

Le bureau élargi est composé du président, des vice-présidents, du DGS, des DGS adjoints, des directeurs de collèges, de départements, de l'INSPE, du directeur de l'IUT, du directeur de l'ISVV, du directeur du collège des écoles doctorales, de l'agent comptable, d'un représentant de l'INSERM et d'un représentant du CNRS.

Le président invite, compte tenu de l'ordre du jour fixé, toute autre personne dont la présence lui paraît utile. Le bureau élargi se réunit sur convocation du président afin de coordonner la mise en œuvre de la politique de l'établissement.

Article 11. **Le conseil des directeurs de composantes**

L. 713-1

Le conseil des directeurs de composantes de l'Université est composé des directeurs de collèges, des directeurs des composantes de formation internes regroupées en leur sein, du directeur de l'INSPE, du directeur de l'IUT, du directeur de l'ISVV, de l'UF de biologie, des directeurs des départements de recherche et des directeurs des unités de recherche regroupées en leur sein.

Le président invite, compte tenu de l'ordre du jour fixé, toute autre personne dont la présence lui paraît utile.

Le conseil se réunit sur convocation du président et participe à la préparation et à la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration et du conseil académique.

CONSEILS STATUTAIRES

Article 12. **Composition du conseil d'administration**

L.712-3

Le conseil d'administration de l'Université comprend trente-six membres ainsi répartis :

- Seize représentants des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés, des enseignants et des chercheurs, en exercice dans l'établissement, dont la moitié de professeurs des universités et personnels assimilés ;
- Six représentants des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé en exercice dans l'établissement ;
- Six représentants des étudiants et des personnes bénéficiant de la formation tout au long de la vie inscrits dans l'établissement ;
- Huit personnalités extérieures, dont :
  - 1 représentant du Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine, 1 représentant de Bordeaux Métropole et 1 représentant de la ville de Bordeaux, désignés par et parmi les membres de leurs organes délibérants ;
  - 1 représentant du CNRS, désigné par cet organisme ;
  - 4 personnalités désignées après un appel public à candidatures par les membres élus du conseil et les personnalités désignées par les collectivités et les organismes, dont :
    - 1 personne assumant des fonctions de direction générale au sein d'une entreprise,
    - 1 représentant des organisations représentatives des salariés,
    - 1 représentant d'une entreprise employant moins de cinq cents salariés,
    - 1 représentant d'un établissement d'enseignement secondaire.

Au moins une de ces quatre personnalités a la qualité d'ancien diplômé de l'Université.

Le choix final des personnalités désignées au titre de la 3ème catégorie tient compte de la répartition par sexe des personnalités désignées au titre des deux premières catégories afin de garantir la parité entre les femmes et les hommes parmi les personnalités extérieures membres du conseil d'administration

Les personnalités extérieures à l'établissement, de nationalité française ou étrangère, membres du conseil d'administration, sont, à l'exception des personnalités désignées au titre de la 3ème catégorie, désignées avant la première réunion du conseil d'administration.

Le nombre de membres du conseil est augmenté d'une unité lorsque le président est choisi hors du conseil d'administration. Le président invite, avec voix consultative et compte tenu de l'ordre du jour fixé, toute personne dont la présence lui paraît utile.

Article 13. **Compétences du conseil d'administration**

L.712-3

Le conseil d'administration détermine la politique de l'établissement.

A ce titre :

1. Il approuve le contrat d'établissement de l'Université ;
2. Il vote le budget, répartit les moyens en fonction de la stratégie d'établissement qu'il arrête, et approuve les comptes ;
3. Il approuve les accords et les conventions signés par le président de l'établissement et, sous réserve des conditions particulières fixées par décret, les emprunts, les prises de participation, les créations de filiales et de fondations prévues à l'article L. 719-12, l'acceptation de dons et legs et les acquisitions et cessions immobilières ;
4. Il adopte le règlement intérieur de l'Université ;
5. Il fixe, sur proposition du président et dans le respect des priorités nationales, la répartition des emplois qui lui sont alloués par les ministres compétents ;
6. Il autorise le président à engager toute action en justice ;
7. Il approuve le rapport annuel d'activité, qui comprend un bilan et un projet, présenté par le président. Il approuve le bilan social présenté chaque année par le président, après avis du comité technique. Ce bilan présente l'évolution de l'équilibre entre les emplois titulaires et contractuels et les actions entreprises en faveur de la résorption de la précarité au sein des personnels de l'établissement. Les données et résultats de ce bilan sont examinés au regard des objectifs de gestion prévisionnelle des ressources humaines précisés par le contrat mentionné à l'article L. 711 -1 ;
8. Il adopte le plan d'actions relatif à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes ;
9. Il délibère sur toutes les questions que lui soumet le président au vu notamment des avis et vœux du conseil académique et approuve les décisions de ce dernier lorsqu'elles comportent une incidence financière ;
10. Il adopte le schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap proposé par le conseil académique. Chaque année, le président présente au conseil d'administration un rapport d'exécution de ce schéma, assorti d'indicateurs de résultats et de suivi ;
11. Il définit la politique pluriannuelle d'investissements.

Sous réserve des dispositions statutaires relatives à la première affectation des personnels recrutés par concours national d'agrégation de l'enseignement supérieur, aucune affectation d'un candidat à un emploi d'enseignant-chercheur ne peut être prononcée si le conseil d'administration, en formation restreinte aux enseignants-chercheurs et personnels assimilés, émet un avis défavorable motivé.

Il peut déléguer certaines de ses attributions, à l'exception de celles mentionnées aux 1°, 2°, 4°, 7°, 8° et 9°, au président ou aux conseils des composantes de regroupement. Les statuts prévoient que sont déléguées aux conseils des regroupements de composantes de l'Université certaines des compétences du conseil d'administration.

Ceux-ci rendent compte, dans les meilleurs délais, au conseil d'administration des décisions prises en vertu de cette délégation.

Toutefois, le conseil d'administration peut, dans des conditions qu'il détermine, déléguer au président le pouvoir d'adopter des budgets rectificatifs.

En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Article 14. **Composition du conseil académique**

L. 712-4

Le conseil académique regroupe les membres de la commission de la recherche mentionnée à l'article L. 712-5 et de la commission de la formation et de la vie universitaire mentionnée à l'article L. 712-6.

Sont constituées en son sein, la section disciplinaire mentionnée à l'article L. 712-6-2 et la section compétente pour l'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs.

Ces quatre-vingt membres sont ainsi répartis :

La commission de la recherche comprend *(40 membres):*

- **14 représentants des professeurs, dont :**
  - **6** représentants du secteur des sciences et technologies
  - **5** représentants du secteur de la santé
  - **2** représentants du secteur droit- économie- gestion
  - **1** représentant du secteur des lettres, sciences humaines et sociales

- **7 représentants des personnels habilités à diriger des recherches, dont :**
  - **3** représentants du secteur des sciences et technologies
  - **2** représentants du secteur de la santé
  - **1** représentant du secteur droit- économie- gestion
  - **1** représentant du secteur des lettres, sciences humaines et sociales

- **6 représentants des docteurs n'appartenant pas à la catégorie précédente, dont :**
  - **3** représentants du secteur des sciences et technologies
  - **1** représentant du secteur de la santé
  - **1** représentant du secteur droit- économie- gestion
  - **1** représentant du secteur des lettres, sciences humaines et sociales

- **1 représentant des autres personnels enseignants**

- **3 représentants des ingénieurs et techniciens**

- **1 représentant des autres personnels**

- **4 représentants des doctorants, dont 1 représentant par secteur de formation ;**

- **4 personnalités extérieures** qui peuvent être des enseignants-chercheurs ou des chercheurs appartenant à d'autres établissements, dont un représentant de l'INSERM et deux représentants des autres EPST désignés par ces organismes, et une personnalité extérieure désignée par la commission de la recherche, sur proposition du président de la commission.

La commission de la formation et de la vie universitaire comprend *(40 membres):*

- **16 représentants des enseignants-chercheurs et enseignants, dont :**
  - **8 représentants des professeurs, répartis comme suit :**
    - **2** représentants du secteur des sciences et technologies
    - **2** représentants du secteur de la santé
    - **2** représentants du secteur droit- économie- gestion
    - **2** représentants du secteur des lettres, sciences humaines et sociales
  - **8 représentants des autres enseignants-chercheurs et enseignants répartis comme suit :**
    - **2** représentants du secteur des sciences et technologies
    - **2** représentants du secteur de la santé
    - **2** représentants du secteur droit- économie- gestion
    - **2** représentants du secteur des lettres, sciences humaines et sociales

- **4 représentants des personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé ;**

- **16 représentants des étudiants, dont :**
  - **4** représentants du secteur des sciences et technologies
  - **4** représentants du secteur de la santé
  - **4** représentants du secteur droit- économie- gestion
  - **4** représentants du secteur des lettres, sciences humaines et sociales

- **4 personnalités extérieures** désignées par la commission de la formation, sur proposition du président de la commission, dont au moins un représentant d'un établissement d'enseignement secondaire.

Le directeur du centre régional des œuvres universitaires et scolaires ou son représentant assiste aux séances de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique.

Le président de l'Université préside le conseil académique. A ce titre, il préside la commission de la formation et de la vie universitaire et la commission de la recherche. Il est assisté par deux vice-présidents élus, sur sa proposition, par chacune des commissions du conseil et par un vice-président du conseil académique.

En cas de partage égal des voix, le président a voix prépondérante.

Le vice-président étudiant du conseil académique est élu par le conseil académique parmi les membres élus étudiants de la commission de la formation.

Article 15. **Compétences du conseil académique en formation plénière**

L. 712-4

Le conseil académique en formation plénière assure la cohérence et l'articulation entre les politiques de formation et de recherche. A ce titre, le conseil académique adopte et transmet, au

conseil d'administration, une analyse consolidée des orientations stratégiques proposées par les composantes de pilotage intermédiaires et transversales et par le collège des écoles doctorales.

Il est consulté ou peut émettre des vœux sur :

- les orientations des politiques de formation, de recherche, de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle, de documentation scientifique et technique ;
- la qualification à donner aux emplois d'enseignants-chercheurs et de chercheurs vacants ou demandés ;
- sur la demande d'accréditation mentionnée à l'article L. 613-1
- le contrat d'établissement ;

Il est consulté sur :

- toutes les mesures visant à garantir l'exercice des libertés universitaires et des libertés syndicales et politiques des étudiants ;
- les conditions d'utilisation des locaux mis à disposition des usagers ;
- la création des composantes de l'Université ;

Il propose au conseil d'administration :

Un schéma directeur pluriannuel en matière de politique du handicap, qui couvre l'ensemble des domaines concernés par le handicap. Après avis du comité technique mentionné à l'article L. 951-1-1 du présent code, ce schéma définit les objectifs que l'établissement poursuit afin de s'acquitter de l'obligation instituée par l'article L. 323-2 du code du travail.

Il peut être consulté sur :

- la proposition de répartition des moyens entre les composantes de pilotage intermédiaires et transversales, le collège des écoles doctorales et entre les dispositifs transversaux/stratégiques ou dédiés à des fonds d'intervention, avant soumission aux commissions du conseil ;
- la détermination des besoins prioritaires en termes d'infrastructures.

Article 15.1 Compétences de la commission de la recherche

La commission participe à l'élaboration de la politique de recherche et de valorisation.

A ce titre, la commission :

- répartit l'enveloppe des moyens destinée à la recherche telle qu'allouée par le conseil d'administration et sous réserve du cadre stratégique de sa répartition, tel que défini par le conseil d'administration ;
- fixe les règles de fonctionnement des laboratoires ;
- adopte les mesures de nature à permettre aux étudiants de développer les activités de diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle ;
- est consultée sur les conventions avec les organismes de recherche ;
- est consultée sur les critères de choix des bénéficiaires de la prime d'excellence scientifique ainsi que sur le barème afférent au sein duquel s'inscrivent les attributions individuelles ;
- est consultée sur les programmes transversaux et sur les politiques de valorisation

La commission de la recherche peut être consultée sur :

- l'élaboration de la stratégie de recherche en lien avec celles des partenaires cotutelles des unités communes, notamment le CNRS ;
- le volet recherche des rapports d'activité et sur la cohérence des projets d'orientation des composantes de pilotage intermédiaires et transversales et du collège des écoles doctorales ;
- émet un avis sur la détermination des besoins prioritaires en termes d'infrastructures ;
- la définition des orientations de la politique de documentation scientifique et technique ;

Article 15.2 Compétences de la commission de la formation et de la vie universitaire

La commission participe à l'élaboration de l'offre de formation et contribue à l'amélioration de la vie universitaire.

A ce titre, la commission de la formation et de la vie universitaire adopte :

- la répartition de l'enveloppe des moyens destinée à la formation telle qu'allouée par le conseil d'administration et sous réserve du respect du cadre stratégique de sa répartition, tel que défini par le conseil d'administration ;
- les règles relatives aux examens,
- les règles d'évaluation des enseignements
- des mesures recherchant la réussite du plus grand nombre d'étudiants ;
- les mesures de nature à permettre la mise en œuvre de l'orientation des étudiants et de la validation des acquis, à faciliter leur entrée dans la vie active et à favoriser les activités culturelles, sportives, sociales ou associatives offertes aux étudiants, ainsi que les mesures de nature à améliorer les conditions de vie et de travail, notamment les mesures relatives aux activités de soutien, aux œuvres universitaires et scolaires, aux services médicaux et sociaux, aux bibliothèques et aux centres de documentation et à l'accès aux ressources numériques ;
- des mesures visant à promouvoir et développer des interactions entre sciences et société, initiées et animées par des étudiants ou des enseignants-chercheurs, au sein des établissements comme sur le territoire de rayonnement de l'établissement ;
- Les mesures nécessaires à l'accueil et à la réussite des étudiants présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé, conformément aux obligations incombant aux établissements d'enseignement supérieur au titre de l'article L. 123-4-2

La commission de la formation et de la vie universitaire est consultée et émet un avis sur :

- les programmes de formation des composantes,
- la création d'un bureau d'aide à l'insertion professionnelle des étudiants ;

La commission peut être consultée sur :

- les demandes d'accréditation des diplômes, aux vues de l'intérêt pédagogique de ces formations, de leur impact pour les milieux économiques et sociaux et de leurs coûts prévisionnels de fonctionnement,
- sur le volet formation des rapports d'activité et sur la cohérence des projets d'orientation des composantes de pilotage intermédiaires et transversales et du collège des écoles doctorales,

- la détermination des besoins prioritaires en termes d'infrastructures,

Les décisions du conseil académique comportant une incidence financière sont approuvées par le conseil d'administration.

Les statuts prévoient que sont déléguées aux conseils des regroupements de composantes de l'Université certaines des compétences du conseil académique, à l'exception des compétences de la section disciplinaire ou de la formation restreinte aux enseignants-chercheurs. Ces conseils rendent compte, dans les meilleurs délais, au conseil académique des décisions prises en vertu de cette délégation.

Article 16. La section compétente à l'égard des questions individuelles relatives aux enseignants-chercheurs

Lorsqu'elle examine des questions individuelles relatives aux enseignants-chercheurs autres que les professeurs d'Université et assimilés, la section est composée à parité d'hommes et de femmes, ainsi que de représentants des professeurs des universités et des autres enseignants-chercheurs, dans des conditions précisées par décret.

La section est l'organe compétent mentionné à l'article L. 952-6 pour l'examen des questions individuelles relatives au recrutement, à l'affectation et à la carrière des enseignants-chercheurs. Elle délibère sur l'intégration des fonctionnaires des autres corps dans le corps des enseignants-chercheurs et sur le recrutement ou le renouvellement des attachés temporaires d'enseignement et de recherche.

Article 17. La section disciplinaire compétente à l'égard des enseignants et enseignants-chercheurs

Article L712-6-2 et R 712-9 à R 712-46 du code de l'éducation

Le conseil académique, constitué en section disciplinaire, exerce le pouvoir disciplinaire en premier ressort, à l'égard des enseignants-chercheurs et des enseignants de l'établissement. Le président de la section disciplinaire est un professeur des universités ; il est élu en leur sein par l'ensemble des enseignants-chercheurs membres de la section.

Sa composition qui respecte strictement la parité entre les hommes et les femmes et ses modalités de fonctionnement sont définies par les articles du code visés ci-dessus.

Les poursuites sont engagées devant la section disciplinaire par le président de l'université, ou en cas de défaillance, par le recteur de région académique, chancelier des universités, qui engage la procédure, à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de la notification d'une demande expresse à l'autorité compétente à cette fin

Article 18. La section disciplinaire compétente à l'égard des usagers

Article L811-5 et R811-10 et suivants

Le conseil académique constitué en section disciplinaire, exerce le pouvoir disciplinaire à l'égard des usagers. La section comprend en nombre égal des représentants du personnel enseignant et des usagers. Ses membres sont élus respectivement par les représentants élus des enseignants-chercheurs et enseignants et des usagers au conseil académique.

Le président de la section disciplinaire et deux vice-présidents sont élus par et parmi les enseignants-chercheurs membres de la section disciplinaire.

Dans le cas où les usagers n'usent pas de leur droit de se faire représenter au sein de la section disciplinaire et dans le cas où, étant représentés, ils s'abstiennent d'y siéger, cette section peut valablement délibérer en l'absence de leurs représentants.

Relève du régime disciplinaire tout usager de l'université lorsqu'il est auteur ou complice, notamment :

1° D'une fraude ou d'une tentative de fraude commise notamment à l'occasion d'une inscription, d'une épreuve de contrôle continu, d'un examen ou d'un concours ;

2° De tout fait de nature à porter atteinte à l'ordre, au bon fonctionnement ou à la réputation de l'université. Relèvent de cette catégorie le non-respect des décisions prises par les organes compétents de l'établissement, telles que les décisions du président, les statuts de l'université et toute délibération du conseil d'administration, notamment.

Les poursuites sont engagées devant la section disciplinaire par le président de l'université dans les cas prévus aux 1° et 2° de l'article R. 811-11. Elles peuvent également être engagées par le recteur de région académique, à son initiative ou sur saisine de toute personne s'estimant lésée par des faits imputés à l'usager.

COMITES ET COMMISSIONS CONSULTATIFS

Article 19. **Composition et fonctionnement du comité social d'administration de l'université de Bordeaux**

Article L 251-1, L251-2, L252-1 à L252-14 Code général de la fonction publique

Le comité social d'administration de l'université de Bordeaux est composé de 10 représentants du personnel titulaires et d'un nombre égal de suppléants.

Le mandat des membres élus du comité social d'administration est fixé à quatre ans.

Il comprend, en outre, le président de l'université, ou son représentant, qui le préside, et le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines.

Lors de chaque réunion du comité, le président est assisté, en tant que de besoin, par le ou les représentants de l'administration exerçant des fonctions de responsabilité et concernés par les questions ou projets de texte soumis à l'avis du comité social d'administration.

Un règlement intérieur est arrêté par le président de l'université, après avis du comité social d'administration et après avoir reçu les propositions de la formation spécialisée du comité et des formations spécialisées de site qui lui sont rattachées. Ce règlement intérieur vient préciser les modalités de fonctionnement du comité social d'administration.

Des réunions préparatoires au comité social d'administration peuvent être organisées selon les modalités définies par son règlement intérieur.

Le règlement intérieur vient, le cas échéant, préciser les modalités de fonctionnement du comité social d'administration.

Article 20. **Attributions du comité social d'administration**

Article L 253-1 Code général de la fonction publique

Le comité social d'administration examine les questions relatives :

1° Au fonctionnement et à l'organisation des services ;

2° A l'accessibilité des services et à la qualité des services rendus ;

3° Aux orientations stratégiques sur les politiques de ressources humaines ;

4° Aux lignes directrices de gestion en matière de mobilité, de promotion et valorisation des parcours professionnels. La mise en œuvre des lignes directrices de gestion fait l'objet d'un bilan, sur la base des décisions individuelles, devant le comité social d'administration ;

5° Aux enjeux et aux politiques d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations. Le comité social d'administration est consulté sur le plan d'action pluriannuel en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes mentionné à l'article L. 132-1 du code général de la fonction publique et informé annuellement de l'état de sa mise en œuvre ;

6° Aux autres questions relevant des domaines mentionnés à l'article L. 112-1 du code général de la fonction publique, à l'exception de l'examen des décisions individuelles.

Le comité social d'administration débat chaque année sur :

1° Le bilan de la mise en œuvre des lignes directrices de gestion sur la base des décisions individuelles ;
2° Le rapport social unique qui sert de support à un débat relatif à l'évolution des politiques des ressources humaines.

Le règlement intérieur vient, le cas échéant, préciser les attributions du comité social d'administration.

Article 21. **Composition et fonctionnement de la formation spécialisée du comité social d'administration**

Article L 251-1, L251-2, L252-1 à L252-14 Code général de la fonction publique

Une formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail est créée au sein du comité social d'administration de l'université de Bordeaux.

Elle comprend le même nombre de représentants du personnel titulaires, soit 10 représentants titulaires, et le même nombre de représentants du personnel suppléants, soit 10 représentants suppléants, siégeant dans le comité social d'administration.

Les représentants du personnel titulaires de la formation spécialisée sont désignés parmi les représentants du personnel, titulaires ou suppléants, du comité social d'établissement. Les suppléants de chaque formation spécialisée sont désignés librement par les organisations syndicales siégeant au comité social d'établissement.

Elle est présidée par le président de l'université de Bordeaux, ou son représentant. Le médecin de prévention et le conseiller de prévention de l'Université assistent aux réunions.

Le président de l'université de Bordeaux peut, à son initiative ou à la demande des membres titulaires de l'instance concernée, convoquer des experts afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour.

Le règlement intérieur vient, le cas échéant, préciser les modalités de fonctionnement de la formation spécialisée du comité social d'administration.

Article 22. **Attribution de la formation spécialisée du comité social d'administration**

Articles L 253-1, L253-2 Code général de la fonction publique

La formation spécialisée est chargée d'examiner les questions relatives à la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions

légales y afférentes sauf lorsque ces questions se posent dans le cadre de projets de réorganisation de services examinés directement par le comité social d'administration.

Le règlement intérieur vient, le cas échéant, préciser les attributions de la formation spécialisée du comité social d'administration.

Article 23. **Les formations spécialisées de site du comité social d'administration**

Article L 251-1, L251-2, L252-1 à L252-14 Code général de la fonction publique

Il est institué trois formations spécialisées de site rattachés au comité social d'administration de l'université de Bordeaux.

La formation spécialisée de site du site de Talence est dénommée « **Formation spécialisée de Talence** »

La formation spécialisée de site du site de Pessac est dénommée « **Formation spécialisée de Pessac** »

La formation spécialisée de site du site de Carreire est dénommée « **Formation spécialisée de Carreire** »

Les formations spécialisées de site du comité social d'administration sont présidées par le président de l'université ou son représentant.

Le nombre de représentants titulaires des trois formations spécialisées est déterminé en fonction du nombre d'agents exerçant leurs fonctions sur le périmètre duquel les formations de site sont instituées. Les composantes de formation et de recherche sont réparties selon leur affectation géographique principale et rattachées à l'une des trois formations spécialisées de site. Les pôles et directions (Direction des systèmes d'information, Direction de la documentation, Direction des services comptables) sont rattachés à la formation spécialisée de site dont dépend géographiquement leur directeur.

Les formations spécialisées de site comprennent chacune un nombre égal de membres titulaires et de membres suppléants.

Le Président de l'université de Bordeaux peut, à son initiative ou à la demande des membres titulaires de l'instance concernée, convoquer des experts afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour.

Le règlement intérieur vient, le cas échéant, préciser les modalités de fonctionnement des formations spécialisées de site du comité social d'administration.

Article 24. **Attribution des formations spécialisées de site du comité social d'administration**

Articles L 253-1, L253-2 Code général de la fonction publique

Les formations spécialisées sont chargées d'examiner, pour le périmètre du site au titre desquels les formations ont été créées, les questions relatives la protection de la santé physique et mentale, à l'hygiène, à la sécurité des agents dans leur travail, à l'organisation du travail, au télétravail, aux enjeux liés à la déconnexion et aux dispositifs de régulation de l'utilisation des outils numériques, à l'amélioration des conditions de travail et aux prescriptions légales y afférentes sauf lorsque ces questions se posent dans le cadre de projets de réorganisation de services examinés directement par le comité social d'administration.

Chaque année, les formations spécialisées de site informent la formation spécialisée du comité social d'administration à laquelle elles sont rattachées, des activités et résultats de la politique de prévention des risques professionnels mise en œuvre.

Le règlement intérieur vient, le cas échéant, préciser et les attributions des formations spécialisées du comité social d'administration.

Article 25. **Composition de la commission paritaire d'établissement (CPE)**

Décret n° 99-272 du 6 avril 1999 relatif aux commissions paritaires d'établissement des établissements publics d'enseignement supérieur.

Le nombre des représentants du personnel par catégorie dans chacun des groupes est défini comme suit: (le nombre de représentants suppléants est égal au nombre de titulaires).

	Représentants de l'administration	Représentants des personnels
Groupe 1 :Personnels ITRF		
Catégorie A :	3	3
Catégorie B :	3	3
Catégorie C :	3	3
Groupe 2 : personnels AENESR		
Catégorie A :	2	2
Catégorie B :	2	2
Catégorie C :	2	2
Groupe 3 : Personnels des Bibliothèques		
Catégorie A :	2	2
Catégorie B :	2	2
Catégorie C :	2	2
Total en format plénier	21	21

Article 26. **Mode de désignation des représentants de la commission paritaire d'établissement**

Les représentants du personnel sont élus au scrutin de liste à un tour dans les conditions fixées par le décret susvisé.

Les représentants de l'établissement sont nommés par le président dans les quinze jours suivant la proclamation des résultats.

Article 27. **Fonctionnement de la commission paritaire d'établissement**

La CPE, en commission plénière ou restreinte, est présidée par le président de l'Université ou par son représentant. La CPE se réunit au moins une fois par an en formation plénière et au moins une fois par an en formation restreinte à chaque catégorie de chaque groupe de corps. Elle se réunit dans les conditions fixées par le décret susvisé.

La CPE prépare les travaux des commissions paritaires des corps d'ingénieurs et de personnels techniques et administratifs de recherche et de formation ainsi que des autres corps administratifs, techniques ouvriers, de services, sociaux, de santé et de bibliothèques exerçant à l'Université.

La CPE est saisie du projet d'avis défavorable motivé du président relatif à l'affectation d'un personnel ingénieur, administratif, technique, ouvrier ou de service, en application du 4° de l'article L. 712-2 du code de l'éducation.

Des groupes de travail préparatoires peuvent être mis en place, à l'initiative du président de l'université, pour préparer les travaux de la commission paritaire de l'établissement. La composition et le fonctionnement de ces groupes sont définis dans le règlement intérieur de la CPE.

Article 28. **Commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires**

Décret n°86-83 du 17 janvier 1986

Décision du président du 19 octobre 2015

Il est institué une commission consultative paritaire comprenant en nombre égal des représentants de l'administration et des représentants des personnels des agents non titulaires, élus pour un mandat de quatre ans.

Les représentants du personnel sont désignés au scrutin sur sigle. Les règles applicables à ces élections sont celles prévues par le décret n°2011-184 du 15 février 2011 relatif aux comités techniques dans les administrations et les établissements publics de l'Etat.

La commission est obligatoirement consultée sur les décisions individuelles relatives aux licenciements intervenant postérieurement à la période d'essai et aux sanctions disciplinaires autres que l'avertissement et le blâme. Elle peut en outre être consultée sur toute question d'ordre individuel relative à la situation professionnelle des agents non titulaires. A l'occasion de sa réunion, elle est informée sur toute question relative à la politique de l'établissement à l'égard des agents non titulaires.

Article 29. **Commission consultative compétente à l'égard des enseignants du premier et du second degré**

Il est institué une commission consultative paritaire compétente à l'égard des enseignants du premier et du second degré chargée de préparer les travaux de la Commission Administrative Paritaire Académique (CAPA) placée auprès du recteur d'académie. Cette instance sera obligatoirement consultée pour traiter de l'examen des dossiers de promotion, de notation, de titularisation, les éventuels renouvellements de stages ou tout autre problème touchant à la situation individuelle des personnels du premier et du second degré affectés à l'Université.

Cette commission rend des avis motivés au président de l'Université.

Elle est composée de neuf représentants des enseignants du premier et du second degré et de neuf membres de l'administration désignés comme suit :

- les directeurs des collèges ;
- le directeur de l'IUT ;
- le directeur de l'INSPE ;
- le vice-président de la commission formation du conseil académique ;
- la directrice générale des services adjointe en charge du pôle ressources humaines et développement social ;
- la directrice de la gestion des personnels et des relations sociales ou son représentant.

Article 30. **Le comité électoral consultatif**

Article D 719-3 du code de l'éducation

Un comité électoral consultatif est constitué au sein de l'Université, pour assister le président dans l'organisation des élections, et notamment émettre un avis sur ses décisions relatives au déroulement du processus électoral.

Le comité électoral consultatif est composé des membres permanents ainsi répartis :

- le président de l'Université ou son représentant,
- le directeur général des services, ou son représentant,
- le directeur des affaires juridiques, ou son représentant,
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant des personnels enseignants-chercheurs, enseignants ou chercheurs, désignés par et parmi chaque liste représentée au conseil d'administration
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant des personnels BIATSS, désignés par et parmi chaque liste représentée au conseil d'administration
- 1 représentant titulaire et 1 représentant suppléant des usagers, désignés par et parmi chaque liste représentée au conseil d'administration
- 1 représentant désigné par le recteur d'académie
- lorsqu'ils sont connus, les délégués des listes de candidats, mentionnés à l'article D. 719-22 du code de l'éducation, participent au comité

Les représentants des personnels doivent être affectés dans l'établissement et les représentants des usagers, doivent être inscrits dans l'établissement. Les directeurs de composante ainsi que les responsables des pôles et des directions administratives impliqués dans le processus électoral peuvent être invités à assister à la réunion du comité électoral consultatif avec voix consultative.

Peut être invité à la réunion tout personnel dont la compétence est requise pour l'organisation des élections, avec voix consultative.

Le comité peut être consulté et émettre ses avis par voie électronique, lorsqu'un renouvellement partiel est organisé dans les mêmes conditions que celles fixées par la décision d'organisation du scrutin initial.

INSTANCES CONSULTATIVES

Article 31. **Le comité pour le développement de l'université de Bordeaux**

L'université se dote d'un comité pour le développement qui participe à la définition des orientations stratégiques et suit la mise en œuvre des grands projets stratégiques de l'établissement. Il a également pour charge de surveiller la bonne exécution de l'initiative d'excellence de l'université de Bordeaux dans les termes définis par la convention de dévolution, dont notamment sa dimension partenariale.

Missions du Comité

Le comité pour le développement de l'université de Bordeaux est une instance de concertation qui permet à l'université d'associer ses partenaires, ses financeurs et sa tutelle aux orientations, à la mise en œuvre et au suivi de sa politique de développement.

Son objectif est de faciliter la convergence des stratégies et de coordonner la mobilisation des moyens au bénéficie de la performance de la formation, de la recherche, de l'innovation, et de la recherche dans l'enseignement supérieur afin d'en optimiser l'impact sur les territoires.

En son sein sont débattues et formulées des recommandations à destination des administrateurs de l'université de Bordeaux et de ses composantes.

Organisation et Composition
Le comité se réunit au moins trois fois dans l'année en amont des conseils d'administration de l'université de Bordeaux consacrés aux affaires budgétaires :

- en fin d'année avant le vote du budget initial
- au printemps avant le compte financier
- en début d'été avant le débat d'orientation budgétaire

Il peut se réunir à d'autres occasions et sous diverses formes (séminaire, atelier…).

Le comité pour le développement de l'université de Bordeaux est constitué des membres suivants :

Pour l'université de Bordeaux

- le président de l'université de Bordeaux
- l'ensemble des vice-présidents désignés par le président de l'université
- le directeur général des services

Pour les établissements partenaires de l'université de Bordeaux

- un représentant du CNRS
- un représentant de l'INSERM
- le directeur du Centre Bordeaux-Aquitaine de l'INRAE ou son représentant
- le directeur du Centre INRIA Bordeaux - Sud-Ouest ou son représentant
- le directeur général du CHU de Bordeaux ou son représentant

Pour les établissements associés à l'université de Bordeaux

- le directeur de Bordeaux INP ou son représentant
- le directeur de Sciences Po Bordeaux ou son représentant
- le directeur de l'ESTIA ou son représentant

Pour les Acteurs publics territoriaux

- le président de Bordeaux Métropole ou son représentant
- le président du CRNA ou son représentant

Pour les Partenaires socioéconomiques

- le président de la fondation Bordeaux Université ou son représentant

Représentants de l'État

- le préfet ou son représentant
- le recteur délégué à l'ESRI ou son représentant

Invités permanents

- le directeur de Bordeaux Sciences Agro ou son représentant
- le délégué régional du CNRS en région Nouvelle-Aquitaine ou son représentant
- le délégué régional de l'INSERM en région Nouvelle-Aquitaine ou son représentant

Le président de l'université préside ce comité. Il invite, compte tenu de l'ordre du jour fixé, toute autre personne dont la présence lui paraît utile.

Les représentants des établissements associés à l'université, des organismes de recherche, des acteurs publics territoriaux, des partenaires socio-économiques et de l'Etat sont désignés par chacune des structures selon leurs propres règles.

Article 32. **Le comité d'orientation de la politique patrimoniale (COPP)**

Le comité définit les orientations du schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'établissement et contribue à sa mise en œuvre opérationnelle. Il est consulté sur les schémas directeurs d'aménagement patrimonial et immobilier et sur toute question relative à la politique patrimoniale.

Il est présidé par le président de l'Université, ou son représentant.

Le comité est composé des membres suivants :

- **des représentants désignés comme suit :**
  - Le président, ou son représentant ;
  - Le directeur général des services ;
  - Le vice-président du conseil d'administration ;
  - Le vice-président en charge du patrimoine ;
  - Le vice-président étudiant ;
  - Deux membres du conseil d'administration dont au moins un BIATSS ;
  - Un membre élu de la commission recherche ;
  - Un membre élu de la commission formation et vie universitaire ;
  - Un représentant de chaque conseil de vie de campus et de chaque conseil de site ;
  - Un représentant pour chaque organisation syndicale représentée au sein du comité technique de l'établissement ;
  - Le secrétaire du comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail central.
- **des invités permanents :**
  - Les directeurs de collège, de département, de l'INSPE, de l'IUT et de l'ISVV ;
  - Le vice-président en charge de la recherche ;
  - Le vice-président en charge de la formation ;
  - Le vice-président en charge des partenariats ;
  - Le chargé de mission Handicap ;
  - Le directeur général des services adjoint en charge des questions patrimoniales ;
  - L'ingénieur régional de l'équipement de l'académie de Bordeaux ;
  - Un représentant de Bordeaux métropole ;
  - Un représentant du conseil régional d'Aquitaine.

Le comité est présidé par le président, ou son représentant. Participe à ce comité, toute personne dont la présence paraît utile aux travaux du comité, en fonction de l'ordre du jour fixé.

Article 33. **La commission patrimoine**

L'Université se dote d'une commission patrimoine chargée de mettre en perspective toutes questions patrimoniales examinées en conseil d'administration avec la stratégie immobilière de l'établissement. La commission patrimoine se réunit en amont du conseil d'administration dès lors que ce dernier doit délibérer sur un des sujets listés ci-après.

Y sont partagées et contextualisées, au regard du schéma directeur immobilier, les orientations prises en matière de suivi :

- d'opérations et programmes immobiliers,
- de domanialité et de gestion foncière,
- des schémas directeurs eau-énergies et mobilité,
- de politique des transitions et de développement durable en matière de patrimoine,
- de soutenabilité du modèle économique et des enjeux financiers en matière de patrimoine,

- de sobriété des usages des surfaces bâties et de qualité mesurable des espaces de travail,

La commission patrimoine est composée de 16 membres, dont:
- le président de l'université ;
- le vice-président du conseil d'administration ;
- le vice-président en charge du patrimoine ;
- le directeur général des services ;
- le directeur général des services adjoint du pôle patrimoine environnement
- le directeur des affaires juridiques

de 10 membres désignés par et parmi les membres du conseil d'administration, dont :
- 2 personnels enseignants du collège A du conseil d'administration ;
- 2 personnels enseignants du collège B du conseil d'administration ;
- 2 personnels BIATSS ;
- 2 étudiants ;
- 2 personnalités extérieures.

Pour chaque membre titulaire des personnels et usagers, un suppléant peut être désigné dans les mêmes conditions.
La commission est présidée par le président de l'Université, ou son représentant.
Le président de la commission peut inviter toute personne dont la présence lui paraît nécessaire aux travaux de la commission, en fonction de l'ordre du jour fixé.

Article 34. **Le comité d'orientation des systèmes d'information et du numérique (COSINUS)**

Le Comité d'Orientation des Systèmes d'Information et du Numérique (COSINUS) est informé et consulté sur tous les éléments concernant la stratégie numérique de l'établissement.

Y sont discutées les orientations de la feuille de route pluriannuelle du numérique. Il contribue à poser les priorités sur les projets numériques au regard de la valeur apportée à l'établissement tenant compte de leur faisabilité et de leur soutenabilité.

Par ailleurs, il est informé et consulté sur l'implication de l'établissement dans les projets régionaux et nationaux à caractère numérique.

Le COSINUS est composé des membres suivants :

- Le président de l'université, ou son représentant
- Le vice-président en charge du numérique
- Les vice-présidents en charge des Affaires Institutionnelles, de la Formation, de la Recherche et des Partenariats et des territoires
- Le directeur général des services
- Le directeur des systèmes d'information
- Le fonctionnaire sécurité défense
- Le responsable de la sécurité des systèmes d'information
- Le vice-président étudiant
- Un membre élu de la commission recherche
- Un membre élu de la commission formation et vie universitaire

- Deux membres élus du conseil d'administration de l'établissement dont au moins un BIATSS
- Les directeurs des composantes de niveau intermédiaire, ou leur représentant

Le COSINUS est présidé par le président ou son représentant. Participe à ce comité toute personne dont la présence paraît nécessaire aux travaux du comité, en fonction de l'ordre du jour fixé. Il se réunit deux fois par an.

Article 35. **La commission des statuts**

Une commission des statuts est créée au sein de l'Université. Elle est chargée de procéder à l'examen des projets de rédaction ou de modification des statuts et règlements intérieurs de l'Université et de ses composantes, avant leur soumission au conseil d'administration ou au conseil de la composante de regroupement compétente, par délégation.

La commission des statuts est composée de 14 membres, dont:

- le président de l'Université,
- le vice-président du conseil d'administration
- le directeur général des services
- le directeur des affaires juridiques
- de 10 membres désignés par et parmi les membres du conseil d'administration, dont :
  - 2 personnels enseignants du collège A du conseil d'administration
  - 2 personnels enseignants du collège B du conseil d'administration
  - 2 personnels BIATSS,
  - 2 étudiants,
  - 2 personnalités extérieures.

Pour chaque membre titulaire des personnels et usagers, un suppléant peut être désigné dans les mêmes conditions.

La commission des statuts est présidée par le président de l'Université, ou son représentant.

Participent aux travaux de la commission, toute personne dont la présence paraît nécessaire aux travaux de la commission, en fonction de l'ordre du jour fixé.

En cas de nécessité, et de manière exceptionnelle, les membres de la commission peuvent être consultés par voie électronique.

Article 36. **La commission des moyens**

L'Université se dote d'une commission des moyens, chargée d'instruire, d'analyser et de formuler un avis sur les projets de budgets primitifs. Elle peut également être saisie pour la préparation de tous les documents budgétaires et financiers préalablement à leur présentation devant le conseil d'administration de l'Université et toutes les décisions rectificatives du budget pour l'adoption desquelles le président de l'Université a reçu délégation du conseil d'administration.

La commission des moyens est composée de 15 membres, dont:

- le président de l'Université,
- le vice-président du conseil d'administration
- le directeur général des services
- le directeur des services financiers
- l'agent comptable
- de 10 membres désignés par et parmi les membres du conseil d'administration, dont :
  - 2 personnels enseignants du collège A du conseil d'administration

- 2 personnels enseignants du collège B du conseil d'administration
- 2 personnels BIATSS,
- 2 étudiants,
- 2 personnalités extérieures.

Pour chaque membre titulaire des personnels et usagers, un suppléant peut être désigné dans les mêmes conditions.

La commission est présidée par le président de l'Université, ou son représentant.

Le président de la commission invite toute personne dont la présence lui paraît nécessaire aux travaux de la commission, en fonction de l'ordre du jour fixé.

Article 37. **Le conseil des transitions environnementales et sociétales**

L'Université se dote d'un Conseil des Transitions Environnementales et Sociétales (CTES), chargé de veiller à la mise en œuvre de la politique de l'établissement dans le domaine du développement durable et de la responsabilité sociétale. Le conseil a également vocation à instruire, analyser et formuler des avis ou des vœux en lien avec l'impact environnemental ou sociétal de l'établissement.

Il peut se saisir de toute question ou travailler sur la base de questions qui lui sont posées par le président, de sa propre initiative ou à la demande des administrateurs de l'université.

L'équipe de direction présente chaque année l'avancement et les orientations de sa politique au conseil. Ce dernier rédige un rapport sur les actions menées par l'université au regard des objectifs définis, qui est rendu accessible à l'ensemble de la communauté universitaire.

Le conseil tend à être composé à parité de femmes et d'hommes, de personnels et d'étudiants des deux catégories suivantes :

- des experts : personnalités engagées dans le domaine des transitions environnementales ou sociétales, désignées parmi les membres de la communauté universitaire, les anciens étudiants de l'université ou des personnalités extérieures ;

  10 experts titulaires et 10 suppléants sont désignés, dont la moitié d'étudiants et à parité de femmes et d'hommes.

  Ces membres sont désignés après appel à candidatures par une commission composée d'élus des conseils centraux.

- 20 représentants de la communauté universitaire (personnels affectés et étudiants inscrits au sein des composantes et structures de l'université), tirés au sort, sur la base de « collèges de tirage » définis afin de tendre vers le respect des représentations suivantes :

  - parité entre étudiants et personnels
  - représentation des différents campus
  - représentation des différentes catégories de personnels : académique (E, EC, C) ou BIATSS

  Pour chaque titulaire, deux suppléants du même genre et du même « collège de tirage » sont tirés au sort et ne siègent qu'en l'absence de ce dernier, selon l'ordre du tirage au sort.

Les membres sont désignés pour un mandat de 2 ans, renouvelable une fois, au regard de l'assiduité constatée sur l'exercice échu.

Les étudiants "ambassadeurs des Transitions Environnementales et Sociétales" identifient l'un d'entre eux pour siéger au sein du CTES.

Les personnels "référents des Transitions Environnementales et Sociétales" identifient l'un d'entre eux pour siéger au sein du CTES (de l'autre sexe que l'ambassadeur)

Le CTES est présidé par une personnalité extérieure désignée par le président de l'université pour la durée de son mandat. Le président du CTES invite toute personne dont la présence lui paraît utile en fonction de l'ordre du jour.

Modalité de désignation des experts

La commission chargée de désigner les membres experts est présidée par le VP CA et composée de 6 élus de chacun des conseils centraux, désignés par collège, dont :

- 2 enseignants-chercheurs/enseignants/chercheurs
- 1 BIATSS
- 3 étudiants

Article 38. **Commission d'orientation de l'action sociale**

Article L 951-1 de code de l'éducation

L'université de Bordeaux définit et met en œuvre sa politique d'action sociale en sa qualité d'employeur. La commission d'orientation de l'action sociale (COAS) contribue à l'orientation et à la gestion de l'action sociale telle que définie par le président de l'université de Bordeaux.

La commission d'orientation de l'action sociale est présidée par le Président de l'université ou son représentant. Son animation est assurée et prise en charge par le pôle administratif en charge de la définition et de la mise en œuvre de l'action sociale de l'université.

La commission se donne pour objectif de travailler à ses missions de manière collaborative et participative.

La commission d'orientation de l'action sociale est composée des :

a) Représentants suivants :

- Le président de l'université ou son représentant ;
- Le directeur général des services ou son représentant ;
- Le directeur général des services adjoint en charge de l'administration générale et des ressources humaines ou son représentant ;
- Le directeur de l'action sociale et de l'innovation sociétale ;
- Le vice-président du conseil d'administration ;
- Le vice-président en charge des ressources humaines ;
- Le vice-président qualité de vie et santé au travail.

En tant que de besoin tout vice-président, chargé de mission ou expert, interne ou externe à l'université, utile selon les sujets inscrits à l'ordre du jour peut être invité à participer aux réunions de la commission. Notamment en fonction des sujets abordés et au regard de leurs compétences : le vice-président en charge des partenariats et des territoires, le vice-président en charge de la vie étudiante et la vie de campus, le coordonnateur du campus Périgord, le représentant du comité de Site Victoire, le coordonnateur du site d'Agen ou leurs représentants.

b) Représentants suivants désignés comme suit :

▪ Par et parmi les représentants élus des conseils centraux :

- 2 élus du conseil d'administration (hors élus représentants les étudiants) dont un personnel enseignant et un personnel BIATSS ;

- 2 élus du conseil académique : 1 issu de la commission de la recherche (hors élus représentants les étudiants) et 1 issu de la commission de la formation et de la vie universitaire (hors élus représentants les étudiants).

▪ 8 représentants des organisations syndicales représentatives du comité social d'administration, désignés librement par ces dernières. Dans le cas où les organisations syndicales sont inférieures à 8, les sièges des représentants leur sont attribués par ordre des résultats obtenus aux élections jusqu'à épuisement. Dans le cas contraire, seules les 8 premières organisations syndicales se voient attribuer un siège de représentant.

c) Représentants suivants désignés comme suit :

sur la base du volontariat, après appel à candidature auprès des seuls personnels de l'université, quel que soit leur statut, permettant d'**assurer la représentation géographique suivante**:

- 2 agents titulaires et 4 agents suppléants exerçant leurs missions sur les sites de Talence, Gradignan ou Villenave d'Ornon ;

- 1 agent titulaire et 2 agents suppléants exerçant leurs missions sur le site de Pessac ;

- 1 agent titulaire et 2 agents suppléants exerçant leurs missions sur le site de Bordeaux ou Mérignac ;

- 1 agent titulaire et 2 agents suppléants exerçant leurs missions sur le site d'Agen, Périgueux ou les autres sites de l'université (territoires néo-aquitains),

sous la seule condition d'être en poste au sein de l'université et d'y exercer leur fonction à titre principal.

Chaque titulaire se présente avec deux suppléants, ces trios de candidats doivent dans la mesure du possible assurer une représentativité des catégories et corps des agents de l'université.

Ces représentants perdent leur qualité de membre de la commission dès lors qu'ils n'y exercent plus leur fonction à titre principal, un des suppléants devient titulaire. Dans le cas où ce dernier perd lui aussi la qualité de membre de la commission, un nouvel appel à candidature est lancé pour nommer un titulaire et un suppléant pour le restant du mandat à courir.

En cas de pluralité de candidature pour représenter un même site géographique, le choix entre les trios est fait par les représentants mentionnés aux points a) et b) ci-avant. Le mandat de ces représentants prend fin avec celui des membres représentants les conseils centraux de l'université.

Une décision de nomination signée du Président officialise la participation de ces agents au sein de la commission et leur permet de justifier leur participation au sein de toutes les réunions organisées dans le cadre des missions de la commission.

Il est entendu que ces agents s'engagent à représenter uniquement l'intérêt général de l'ensemble des bénéficiaires de l'action sociale.

La commission se réunit au minimum trois fois par an. Elle est consultée pour avis simple sur les sujets suivants :

- Le budget dédié par l'université à l'action sociale ;
- La politique d'action sociale mise en place par l'université ;
- Les aides sociales d'initiative universitaire ;
- La présentation du projet d'animation et le bilan des associations des personnels ;

- Sur tout sujet relatif à l'action sociale en amont du conseil d'administration dès lors que ce dernier doit délibérer.

Un bilan annuel de l'action sociale lui est présenté.

A la demande de l'administration ou de la majorité des membres de la commission (hors suppléants), elle peut se réunir ou être consultée à d'autres occasions et sous diverses formes (groupes de travail, sous commissions thématiques, séminaires, ateliers) notamment en vue d'échanger sur la mise en œuvre des sujets ci-avant mentionnés dans le cadre de commissions préparatoires. L'ensemble des membres, qui demeurent libres de s'organiser entre titulaires et suppléants au regard des thématiques abordées, est convoqué à ces réunions.

L'administration est chargée de préparer l'ensemble des documents de travail et autres dossiers transmis aux membres de la commission.

Le cas échéant, des membres de la commission peuvent être invités à participer aux réunions d'autres instances traitant de sujets en lien avec ceux de la commission.

Elle peut être consultée par voie électronique. Participe aux travaux et réunions de la commission, toute personne dont la présence paraît nécessaire à ses travaux, en fonction de l'ordre du jour.

Pilotage intermédiaire et transversal

LE COLLEGE

Article 39. **Définition du collège**

Le collège est créé par délibération du conseil d'administration de l'Université, après avis du conseil académique, ou, le cas échéant, pour les regroupements d'écoles ou d'instituts relevant de l'article L.713-9, par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition ou après avis du conseil d'administration de l'Université et du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Il regroupe une ou plusieurs composantes de formation internes dont il assure la coordination de l'offre de formation. La composition de chaque collège est définie en annexe.

Article 40. **Organisation du collège**

Chaque collège est administré par un conseil et dirigé par un directeur élu par les membres élus du conseil parmi les enseignants et les enseignants-chercheurs, qui participent à l'enseignement et qui sont affectés ou rattachés au collège.

Le directeur est élu pour une durée de cinq ans renouvelable une fois. En cas de vacance, son successeur est désigné pour la durée du mandat restant à courir. Il peut être assisté de directeurs adjoints, élus sur sa proposition par le conseil, selon les modalités définies par chaque collège. Les fonctions de directeur et de directeur adjoint sont incompatibles avec l'exercice d'un autre mandat exécutif d'une structure qui le placerait en situation d'arbitrer ou d'influer sur les moyens (budget et ressources humaines) qui y sont alloués ou sur les carrières (nominations, promotions, primes, etc…) des personnels qui y sont affectés.

S'ils ne sont pas élus du conseil du collège, les directeurs adjoints du collège, les directeurs de composantes de formation internes au collège, les directeurs des instituts rattachés, les responsables de la formation continue, du bureau des sports et du département des langues sont invités à participer aux séances du conseil avec voix consultative, en fonction de l'ordre du jour de la séance.

Les directeurs de départements de recherche, d'écoles doctorales, des autres collèges de l'établissement, du CFA associé au collège, de l'INSPE et de l'IUT, sont invités à participer aux séances du conseil avec voix consultative, en fonction de l'ordre du jour de la séance.

Un comité des directeurs, composé des directeurs des composantes de formation et de collèges partenaires peut assister le directeur du collège dans la préparation des conseils.

Les statuts et règlement intérieur de chaque collège, compatibles avec les statuts de l'établissement, précisent leurs modalités d'organisation et de fonctionnement. Les statuts sont approuvés par le conseil d'administration de l'Université.

Article 41. **Les compétences du collège**

Le président de l'Université conduit le dialogue de gestion avec le directeur du collège. Le directeur du collège conduit, à son tour, le dialogue de gestion avec les directeurs des composantes regroupées au sein du collège.

Le conseil adopte :

- La répartition des moyens qui lui sont alloués, entre ses composantes internes dans le cadre du dialogue de gestion
- Le rapport d'activité annuel et le projet d'orientation du collège.

Le conseil, dans le cadre d'une délégation de compétences du conseil d'administration et du conseil académique, et dans le respect des orientations définies par ces derniers :

- **Conventions :**

Emet l'avis requis au titre de l'article L.712-6-1 sur les projets et approuve la signature, par le président, des conventions relatives aux formations relevant **exclusivement de son périmètre,** à l'exclusion des conventions internationales. Chacune de ces conventions doit s'inscrire dans le cadre de la politique d'établissement arrêtée par les conseils centraux et être accompagnée d'une annexe financière qui en détaille le modèle économique.

- **Diplômes d'université :**

- Emet l'avis requis au titre de l'article L.712-6-1 sur les projets qui recueillent l'avis favorable du président et décide de la création, des modifications et de la suppression des diplômes d'université qui relèvent **exclusivement de son périmètre**, à l'exclusion des DU organisés en partenariat international. Chacune de ces créations ou modifications doit s'inscrire dans le cadre de la politique d'établissement arrêtée par les conseils centraux et être accompagnée d'une annexe financière qui en détaille le modèle économique.

Le conseil, dans le cadre d'une délégation de compétences du conseil d'administration :

- **Statuts :**

Approuve les statuts des composantes et structures internes au collège, après leur adoption par l'organe délibérant de ces dernières, et après avis favorable de la commission des statuts de l'Université.

Si le conseil décide, à l'issue de deux délibérations, de ne pas approuver les statuts régulièrement adoptés par la composante, le conseil d'administration de l'Université recouvre l'intégralité de ses compétences en la matière, jusqu'à ce que les statuts soient approuvés.

Les statuts de l'unité de formation de biologie sont approuvés par les collèges « science et technologie » et « santé » dans les mêmes termes.

Le conseil rend compte au conseil d'administration et au conseil académique des décisions prises en vertu de cette délégation, en alimentant en temps réel, l'espace nuxéo prévu à cet effet. Un lien permanent vers ces décisions sera communiqué avec la convocation aux séances de la commission de la formation et de la vie universitaire et du conseil d'administration.

Le conseil adopte, dans le cadre des orientations définies par le conseil académique et sauf dispositions réglementaires particulières :

- Les modalités de contrôle des connaissances,
- L'organisation de passerelles entre les cursus de formation,
- Les modalités de l'internationalisation des formations qui lui sont rattachées,
- La mise en œuvre des certifications de ses formations,
- La conception, l'organisation et la mise en œuvre de l'offre de formation tout au long de la vie,
- La mise en œuvre de l'apprentissage et de l'alternance,
- La mise en œuvre de l'enseignement à distance,
- Les processus communs d'insertion professionnelle et d'orientation,
- Les modalités particulières d'admission aux études,

Le conseil est consulté et émet des vœux sur :

- Le volet formation du projet stratégique d'établissement,
- Les demandes de création, d'accréditation et l'amélioration continue de diplômes relevant de ses champs disciplinaires,
- Les projets de conventions qui ne relèvent pas du périmètre des pouvoirs délégués,
- Les appels à projets pédagogiques,
- Le profil des postes d'enseignants ou enseignants-chercheurs ouverts au recrutement, après avis du conseil de département de recherche, sur le volet recherche de ces profils,
- Le profil des postes de soutien à la formation
- L'attribution des contrats pédagogiques étudiants,
- Les propositions relatives aux frais de formation,
- Les calendriers et rythmes d'enseignement,
- Toute question que le conseil d'administration lui soumet.

LE DEPARTEMENT DE RECHERCHE

Article 42. **Définition du département de recherche**

Le département est une composante interne de recherche de l'université de Bordeaux, créée conformément à l'article L. 713-1 du code de l'éducation par le regroupement d'unités de recherche, d'unités de service et de structures listées en annexe 3 aux statuts de l'Université.

Une unité de recherche ne peut relever que d'un seul département, mais peut être rattachée, à titre secondaire, à un second département, après avis de la commission recherche de l'établissement. Une unité qui n'est pas sous tutelle de l'université de Bordeaux peut être associée à un département de l'UB, dans les conditions définies par ses statuts. Il associe l'ensemble des parties prenantes de la recherche.

A titre expérimental, une structure interne (laboratoire, unité de recherche etc…) peut être rattachée à titre principal à deux départements après avis de la commission de recherche de

l'établissement et des conseils desdits départements, et sous réserve, le cas échéant, de l'avis de la commission des statuts et après avis du conseil d'administration. Cette expérimentation a une durée déterminée, inférieure à trois ans.

Un bilan de l'expérimentation est établi à l'issue de celle-ci, en vue de définir des conditions définitives de rattachement.

Pour la durée de l'expérimentation, l'établissement établit une charte de bon fonctionnement pour encadrer, notamment, les questions relatives à la gestion des personnels, du budget et des affaires courantes.

Article 43. **Organisation du département de recherche**

Chaque département est administré par un conseil et dirigé par un directeur nommé par le président de l'Université, après avis du conseil, parmi les enseignants-chercheurs ou les chercheurs membres du département.

Le directeur est nommé pour un mandat de 4 ans, renouvelable une fois. En cas de vacance, un successeur est désigné pour la durée du mandat restant à courir.

Il peut être assisté d'un directeur adjoint, désigné dans les mêmes conditions que le directeur.

Son mandat ne peut excéder celui du président qui l'a nommé. Il assure cependant la direction jusqu'à désignation de son successeur.

Les désignations du directeur et du directeur adjoint sont faites dans le respect de la charte de l'élu. A ce titre, ils ne peuvent cumuler cette fonction avec un mandat d'exécutif d'une composante interne.

Le président, les vice-présidents et s'ils ne sont pas membres élus du conseil, le directeur adjoint et le référent administratif, sont invités permanents du conseil avec voix consultative. Les directeurs des unités rattachées ou associées sont invités à assister au conseil, avec voix consultative, en fonction de l'ordre du jour. Le directeur invite, compte tenu de l'ordre du jour fixé, toute autre personne dont la présence lui paraît utile, notamment, les porteurs des grands programmes et des EUR, les directeurs des autres composantes de niveau intermédiaire.

Un comité des directeurs, présidé par le directeur du département assiste et conseille le directeur dans la préparation des conseils. Il émet notamment des avis dans la définition de la politique scientifique, l'allocation des moyens, le pilotage des contrats objectifs moyens et l'élaboration de la campagne d'emploi.

Les statuts de chaque département, compatibles avec les statuts de l'établissement, précisent les modalités d'organisation et de fonctionnement de chaque département. Ils sont approuvés par le conseil d'administration de l'université.

Article 44. **Les compétences du département de recherche**

Le président de l'Université conduit le dialogue de gestion avec le directeur du département.

Le directeur du département conduit, à son tour, le dialogue de gestion portant sur les moyens dédiés à la stratégie scientifique avec les directeurs des composantes regroupées au sein du département.

Le conseil du département :

- adopte la répartition des moyens dédiés à la stratégie scientifique qui lui sont alloués entre les structures regroupées au sein du département dans le cadre du dialogue de gestion ;

- approuve le rapport d'activité annuel et le projet d'orientation du département ;
- définit ses priorités sur le projet de plan de gestion des emplois ;
- adopte les modifications de ses statuts, soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Dans le cadre d'une délégation de compétences des conseils centraux au conseil du département, et dans le respect des orientations définies par le conseil académique, le conseil :

- Approuve les statuts des laboratoires du département ;
- Emet un avis sur les règlements intérieurs des unités de recherche, UMR, UMS, avant leur signature par le représentant de chaque tutelle ;
- Approuve la signature des conventions de recherche stratégiques et structurantes :
  - la création de groupement d'intérêt scientifique, de groupements de recherche, d'unité mixte technologique, de laboratoires internationaux associés,
  - des conventions spécifiques de coopération internationale.
- émet l'avis requis au titre de l'article L.712-6-1, sur les projets de conventions d'application avec les organismes de recherche relevant exclusivement de son périmètre.

Le conseil rend compte, dans les meilleurs délais, au conseil d'administration des décisions prises en vertu de ces délégations.

En vertu des statuts de l'Université de Bordeaux, le conseil est consulté et émet des vœux sur :

- Le volet recherche du projet d'établissement ;
- La contractualisation des unités ;
- Les projets d'articulation entre la formation et la recherche
- Le volet recherche des profils de poste d'enseignants-chercheurs ;
- Les propositions de création et d'évolution des postes des personnels BIATSS affectés aux structures du département ;
- Les classements en matière de délégations, congés pour recherches et conversions thématiques (CRCT) ;
- Le classement des postes d'enseignants invités dont le nombre d'équivalent-mois est fixé par les conseils de l'Université ;
- Les demandes d'éméritats ;
- Les demandes de changement d'affectation ;
- Les conventions-cadres avec les organismes de recherche ou les entreprises qui relèvent du périmètre du département ;
- Les formations doctorales ;
- Les programmes institutionnels internationaux de recherche ;
- Les appels à projets gérés par le département ou auxquels il participe ;
- La mise en œuvre opérationnelle de la politique de valorisation ;
- La coordination des projets transversaux, dont le programme des investissements d'avenir.

- Le volet recherche des profils d'ATER.

En formation restreinte, le conseil peut être consulté et émettre des vœux sur les questions individuelles relatives à la carrière des enseignants-chercheurs.

LE COLLEGE DES ECOLES DOCTORALES

Article 45. Définition du collège des écoles doctorales

Le collège des écoles doctorales est une composante de l'université de Bordeaux, créée par délibération du conseil d'administration de l'université, après avis du conseil académique.
Il associe l'ensemble des écoles doctorales de l'Université, dont il a vocation à coordonner et à mutualiser les actions.

Article 46. Organisation du collège des écoles doctorales

Le collège est administré par un conseil et dirigé par un directeur nommé par le président de l'université, pour une durée de cinq ans renouvelable une fois, après avis du conseil du collège.

Les statuts du collège, compatibles avec les statuts de l'établissement, précisent ses modalités d'organisation et de fonctionnement. Ils sont approuvés par le conseil d'administration de l'université.

LES CONSEILS DE LA VIE DE CAMPUS

Article 47. Définition du conseil de la vie de campus

Les conseils de la vie de campus ont vocation à être saisis des conditions de vie de la communauté des personnels et étudiants et notamment de la régulation des usages des lieux de chaque campus. Chaque conseil s'inscrit dans une démarche de concertation et initie la mise en œuvre de projets, afin d'améliorer la qualité de vie sur les campus *(notamment autour des questions sport, culture, patrimoine, handicap, bibliothèques, santé/social, vie étudiante, rythmes de vie, restauration et transport…)*.

Les conseils émettent des avis et des vœux et soumettent un rapport annuel d'activité à destination de la commission formation et de la vie universitaire du conseil académique. Le conseil académique peut également solliciter l'avis des conseils de la vie de campus sur tout sujet en lien avec la vie de campus.

Les conseils de la vie de campus prennent en compte les problématiques partagées des différents sites, liées à leur implantation territoriale.

Les différents sites de l'Université sont regroupés au sein de l'un des trois conseils de la vie de campus, ou au sein des conseils de site suivants :

- Conseil de la vie de campus de Bordeaux
- Conseil de la vie de campus de Pessac
- Conseil de la vie de campus de Talence
- Conseil de site d'Agen
- Conseil de site de Périgueux

D'autres conseils de site pourront être créés. Toute modification des statuts portant sur le nombre de conseils ou sur leur périmètre de représentation territoriale est soumise à l'avis préalable de la commission de la formation et de la vie universitaire du conseil académique.

Article 48. **Composition des conseils de la vie de campus**

Chaque conseil de la vie de campus est composé de représentants des structures hébergées *(collèges, départements, composantes, services)* ainsi que de représentants des organismes partenaires de l'Université impliqués par la vie du campus. Chaque conseil est composé de membres élus, d'au moins 3 personnalités extérieures avec voix délibérative, et de membres invités avec voix consultative, désignés dans les conditions suivantes :

Membres élus :

- **Représentants des personnels :**

- **3 binômes (titulaire et suppléant)**, composés d'un enseignant, enseignant-chercheur ou chercheur et d'un BIATSS, désignés par et parmi les membres élus de chaque conseil de collège présent sur le campus, à raison d'au moins un titulaire par catégorie de personnels ;
- **1 binôme (titulaire et suppléant)**, composé d'un enseignant, enseignant-chercheur ou chercheur et d'un BIATSS, désigné par et parmi les membres élus des conseils de l'IUT, de l'INSPE ou de l'ISVV présent sur le campus ;
- **1 binôme (titulaire et suppléant)**, composé d'un enseignant, enseignant-chercheur ou chercheur et d'un BIATSS, désigné par et parmi les membres élus des conseils de département présent sur le campus ;
- **1 binôme (titulaire et suppléant)**, composé d'un enseignant, enseignant-chercheur ou chercheur et d'un BIATSS, désigné par le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail spécial concerné ;
- **1 binôme (titulaire et suppléant)**, composé d'un enseignant, enseignant-chercheur ou chercheur et d'un BIATSS, désigné par et parmi les élus de l'action sociale du campus concerné.

- **Représentants des usagers :**

- **des binômes (titulaire et suppléant)**, désignés par et parmi les membres élus de chaque conseil de collège présent sur le campus ;
- **1 binôme (titulaire et suppléant)**, désigné par et parmi les membres élus des conseils de l'IUT, de l'INSPE ou de l'ISVV présent sur le campus ;
- **1 binôme (titulaire et suppléant),** représentant les doctorants, désigné par et parmi les membres élus de chaque conseil de département présent sur le campus.

Personnalités extérieures :

- 1 représentant de chaque collectivité territoriale impliquée, désigné par ces dernières, en fonction de l'ordre du jour ;
- 1 représentant du CROUS ;
- 1 personnalité extérieure désignée par le président, après avis du conseil.

Les membres invités

- le directeur de chaque composante de niveau intermédiaire concernée ;
- les responsables des différents services des pôles concernés, en fonction de l'ordre du jour ;
- le vice-président étudiant ;
- un représentant de l'association des personnels.

Lorsqu'une composante est implantée sur plusieurs campus, le même représentant siège au sein des différents conseils de vie de campus.

Le mandat des membres étudiants du conseil est de deux ans et de quatre ans pour les autres membres.

Le président invite, compte tenu de l'ordre du jour fixé, toute autre personne dont la présence lui paraît utile.

Article 49. **Les vice-présidents étudiants des conseils de la vie de campus**

Chaque conseil de la vie de campus élit un vice-président étudiant parmi les étudiants élus du conseil.

Lorsque la vie de campus est fragmentée, un deuxième vice-président est élu dans les mêmes conditions afin d'assurer la représentation des sites géographiques.

En cas de démission ou perte de la qualité au titre de laquelle ils ont été désignés, il est procédé dans les mêmes conditions à leur remplacement pour la durée du mandat restant à courir.

Article 50. **Fonctionnement des conseils de la vie de campus**

Chaque conseil est présidé par le président de l'Université ou son représentant, assisté du vice-président étudiant du conseil de la vie de campus.

Le président convoque au moins deux réunions annuelles et rend compte au moins une fois par an, au conseil académique des travaux du conseil de la vie de campus.

Le conseil de la vie de Campus émet un avis sur les propositions de répartition des moyens alloués à la vie universitaire et à la vie de campus pour le campus concerné.

Les composantes de formation

L 713-1, L713-2, L 713-4, L 713-9 et L.721-1

Article 51. **Les composantes de formation**

L'université regroupe :

- Des unités de formation et de recherche et des unités ou départements de formation créés par délibération du conseil d'administration de l'université après avis du conseil de collège concerné et du conseil académique ;
- Des écoles et des instituts, créés par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur sur proposition ou après avis du conseil d'administration de l'université et du Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Ces composantes déterminent leurs statuts, qui sont approuvés par leurs structures internes et par le conseil d'administration de l'université. Le mandat des directeurs de composante est renouvelable une fois.

Le président associe les composantes de formation à la préparation et à la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'établissement.

Leur conseil adopte un rapport d'activité annuel et un projet d'orientation.

Article 52. **L'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE)**

L. 713-1, L.721-1 et suivants et D. 721-1 à 721-8

L'institut national supérieur du professorat et de l'éducation (INSPE) est administré par un conseil de l'institut et dirigé par un directeur. Il comprend également un conseil d'orientation scientifique et pédagogique.

Le conseil de l'institut adopte le rapport d'activité annuel et le projet d'orientation politique et budgétaire de l'INSPE. Le président de l'université conduit le dialogue de gestion avec le directeur de l'INSPE.

L'INSPE vote ses statuts qui sont approuvés par le conseil d'administration de l'université. Son règlement intérieur est adopté par le conseil de l'institut.

Article 53. **L'institut universitaire de technologie (IUT)**

L. 713-1, L. 713-9, D642-1 à D.643-62-6

L'IUT de l'Université est un institut au sens des articles L. 713-1 et L. 713-9 du code de l'éducation. Il est administré par un conseil, et dirigé par un directeur.

L'IUT de l'Université Bordeaux a pour missions :

- de dispenser, en formation initiale et continue, une formation supérieure technologique et générale, sanctionnée par le Diplôme Universitaire de Technologie (DUT), préparant les étudiants à leurs fonctions de cadres intermédiaires,
- d'assurer d'autres formations technologiques professionnalisantes, en particulier les licences professionnelles dans le cadre de l'offre globale de formation de l'Université de Bordeaux,
- d'être un lieu d'éducation permanente assurant le perfectionnement et la mise à niveau des connaissances, nécessités par l'évolution des sciences, des technologies, des techniques et de l'organisation juridique, économique et sociale,

- d'assurer la formation continue de personnes ayant ou non une activité professionnelle, et d'instruire les dossiers de Validation des Acquis Professionnels (VAP) et Validation des Acquis de l'Expérience (VAE),
- de développer les actions de coopération internationale dans les domaines de compétence de l'Institut,
- de contribuer à la recherche universitaire et au transfert de technologie, en son sein, et en collaboration avec les établissements universitaires et les organismes publics ou privés.

Le conseil d'IUT adopte le rapport d'activité annuel et le projet d'orientation de l'IUT.

L'IUT regroupe des départements correspondant aux différentes spécialités enseignées, parmi celles listées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur conformément à l'article D.643-2 du code de l'éducation. Chaque département est dirigé, sous l'autorité du directeur de l'institut, par un chef de département choisi dans l'une des catégories de personnels ayant vocation à enseigner dans les instituts universitaires de technologie. Le chef de département est assisté d'un conseil.

Les statuts de l'IUT, compatibles avec le code de l'éducation et avec les statuts de l'établissement, précisent leurs modalités d'organisation et de fonctionnement. Ils sont adoptés par le conseil de l'IUT et approuvés par le conseil d'administration de l'Université.

Les unités de recherche

L 713-1

Article 54. **Les unités de recherche**

Les unités de recherche sont créées par délibération du conseil d'administration de l'université après avis de la commission recherche du conseil académique.

Elles peuvent se regrouper et constituer des structures fédératives ou à vocation de service commun.

Elles déterminent leurs statuts, adaptés des statuts types, qui sont adoptés par leur conseil et approuvés par le conseil d'administration de l'Université. Le mandat des directeurs d'unité est renouvelable une fois.

Le président associe les unités de recherche à la préparation et à la mise en œuvre du contrat pluriannuel d'établissement.

Leur conseil adopte un rapport d'activité annuel et un projet d'orientation.

DISPOSITIONS ELECTORALES

Election du président

Article 55. **Modalités relatives à l'élection du président**

L'élection du président de l'Université est organisée sous la responsabilité du président de l'Université sortant, ou en cas de démission ou de décès de ce dernier, par le vice-président du conseil d'administration ou l'administrateur provisoire de l'Université.

Les candidatures doivent être formulées par écrit, accompagnées d'une profession de foi écrite, et adressées à la direction générale des services au moins quinze jours francs avant la date de réunion du conseil d'administration devant procéder à l'élection, par lettre recommandée avec accusé de réception, ou déposées dans le même délai.

La liste des candidats et leur profession de foi sont communiquées aux membres du conseil d'administration au moins huit jours francs avant la date de réunion du conseil d'administration devant procéder à l'élection, ainsi que publiées sur le site internet de l'Université. Seuls sont convoqués à cette séance les membres en exercice et les candidats.

Tous les candidats doivent présenter leur candidature au conseil d'administration avant l'ouverture du scrutin, sur un temps de parole qui ne doit pas excéder vingt minutes.

Pour l'élection du président de l'Université, la séance du conseil est présidée par le conseiller le plus âgé, assisté du deuxième plus âgé et du plus jeune des membres en exercice du conseil d'administration. Ces trois administrateurs, non candidats, composent le bureau de vote. L'élection a lieu à scrutin secret, le passage en isoloir est obligatoire.

L'élection est acquise au premier tour à la majorité absolue des membres en exercice. A défaut, il est procédé à un second puis éventuellement à un troisième tour de scrutin toujours à la majorité absolue.

En cas de besoin, le conseil d'administration est de nouveau convoqué dans un délai de quinze jours et ainsi de suite, sans qu'il puisse être procédé à plus de trois scrutins par réunion.

Entre deux réunions, de nouvelles candidatures peuvent être déposées par écrit avec profession de foi, ou retirées, dans un délai de 8 jours francs avant l'ouverture de la séance suivante. Dans ce cas, les candidats sont invités à présenter leur candidature au conseil d'administration dans les conditions précédemment définies.

Election des membres des conseils

DISPOSITIONS COMMUNES

Les modalités applicables à l'élection des membres élus des conseils centraux et des UFR, écoles et instituts sont, sauf dispositions contraires, celles définies par les articles L. 719-1 et 2 et D. 719-1 à 719-40 du code de l'éducation.

Article 56. **Organisation des élections**

Le président de l'Université est responsable de l'organisation des élections. À ce titre, il a compétence pour :

- arrêter la date limite de dépôt des listes de candidats, qui ne peut être antérieure de plus de quinze jours francs ni de moins de cinq jours francs à la date du scrutin ;
- arrêter les listes électorales par collège et faire procéder à leur affichage, celui-ci se faisant vingt jours au moins avant la date du scrutin ;
- inscrire sur la liste électorale, y compris le jour du scrutin, toute personne remplissant les conditions pour être électeur qui constaterait que son nom ne figure pas sur la liste électorale du collège dont elle relève ;
- vérifier l'éligibilité des candidats ;
- assurer une stricte égalité entre les listes de candidats, notamment en ce qui concerne la répartition des emplacements réservés à l'affichage électoral, l'accès aux listes de diffusion électronique ou l'attribution de salles de réunion, ces modalités étant arrêtées en collaboration avec le comité électoral consultatif ;
- proclamer les résultats du scrutin.

Article 57. **Dépôt de candidature**

Le dépôt de candidature est obligatoire. Les listes de candidats doivent être adressées par lettre recommandée, ou déposées auprès des services de l'université visés par la décision portant organisation des élections, avec accusé de réception. Les listes doivent être accompagnées d'une déclaration de candidature signée par chaque candidat. Les listes peuvent être incomplètes, dès lors qu'elles comportent un nombre de candidats au moins égal à la moitié des sièges à pourvoir.

Pour l'élection des représentants des usagers, les listes peuvent également être incomplètes mais doivent comporter un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre des sièges de membres titulaires et suppléants à pourvoir. Les candidats sont rangés par ordre préférentiel.

Article 58. **Conditions d'exercice du droit du suffrage - listes électorales**

Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure sur une liste électorale.

Toute personne remplissant les conditions pour être électeur, y compris, le cas échéant, celle d'en avoir fait la demande, et dont le nom ne figure pas sur la liste électorale, peut demander au président de l'Université de faire procéder à son inscription, y compris le jour de scrutin. En l'absence de demande effectuée au plus tard le jour du scrutin, elle ne peut plus contester son absence d'inscription sur la liste électorale.

Article 59. **Procuration**

Les électeurs qui ne peuvent voter personnellement ont la possibilité d'exercer leur droit de vote par un mandataire, en lui donnant procuration écrite pour voter en leur lieu et place.

Chaque procuration est établie sur un imprimé numéroté par l'établissement. Le mandant doit justifier de son identité lors du retrait de l'imprimé auprès des services de l'établissement. La procuration écrite lisiblement doit mentionner les nom et prénom du mandataire. Elle est signée par le mandant. Elle ne doit être ni raturée, ni surchargée. La procuration, qui peut être établie jusqu'à la veille du scrutin, est enregistrée par l'établissement. L'établissement établit et tient à jour une liste des procurations précisant les mandants et les mandataires. Les procurations peuvent être établies par voie électronique.

Le mandataire doit être inscrit sur la même liste électorale que le mandant. Nul ne peut être porteur de plus de deux mandats.

Article 60. **Conditions d'éligibilité**

Sont éligibles, au sein des collèges dont ils sont membres, tous les électeurs régulièrement inscrits sur les listes électorales.

Nul ne peut être électeur ni éligible dans le collège des usagers s'il appartient à un autre collège de l'établissement.

Les élus s'engagent à ne pas siéger dans plus de deux conseils de composantes (conseil de collège, département, unité de formation, unité de recherche) simultanément et à ne pas siéger à plus d'un conseil de l'université (CA, CAC, CR et CFVU).

Lorsque le nombre de candidats déclarés recevables est inférieur ou égal au nombre de sièges à pourvoir, ces candidats sont déclarés élus par le président de l'Université. Si les candidats délc

Article 61. **Propagande**

La propagande est autorisée à compter de la publication de la décision portant organisation des opérations électorales.

Pendant la durée du scrutin, la propagande est autorisée dans les bâtiments de l'Université, à l'exception des salles où sont installés les bureaux de vote.

L'affichage de documents relatifs à la propagande est autorisé uniquement sur les panneaux d'affichage prévus à cet effet.

Article 62. **Durée des mandats, renouvellement**

Les représentants des personnels sont élus pour un mandat de quatre ans. Les représentants étudiants sont élus pour un mandat de deux ans. Les personnalités extérieures sont désignées pour un mandat de quatre ans. Les membres des conseils siègent valablement jusqu'à la désignation de leurs successeurs

En cas de vacance d'un siège, un nouveau membre est désigné pour la durée du mandat restant à courir selon des modalités fixées par décret.

Article 63. **Vote dématérialisé**

Le vote peut être dématérialisé, dans le respect du décret n° 2020-1205 du 30 septembre 2020.

Les modalités de sa mise en œuvre sont arrêtées par une décision « cadre » du président de l'université prise après consultation du comité technique et avis du comité électoral consultatif.

Le président de l'université fixe les modalités propres à chaque scrutin dans la décision portant organisation de ces élections après avis du comité électoral consultatif.

DISPOSITIONS RELATIVES AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Article 64. **Composition des listes de candidatures**

Les listes de candidatures des personnels enseignants-chercheurs et assimilés, et des étudiants pour l'élection de leurs représentants au conseil d'administration, doivent assurer la représentation d'au moins trois des quatre secteurs de formation mentionnés à l'article L.712-4 du code de l'éducation.

Chaque liste de candidats, des personnels et des étudiants, est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Article 65. **Attribution des sièges - prime majoritaire**

Pour les élections des représentants des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés au conseil d'administration de l'Université, il est attribué dans chacun des collèges, deux sièges à la liste qui a obtenu le plus de voix. Les autres sièges sont répartis entre toutes les listes. Toutefois, les listes qui n'ont pas obtenu un nombre de suffrages au moins égal à 10 % des suffrages exprimés ne sont pas admises à la répartition des sièges.

Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus jeune des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

Article 66. **Renouvellement des mandats et dissolution du conseil d'administration**

Le renouvellement d'un ou plusieurs collèges de représentants des personnels du conseil d'administration, pour quelque cause que ce soit, intervient pour la durée du mandat du président de l'Université restant à courir.

La démission concomitante des deux tiers des membres titulaires du conseil d'administration ou l'annulation des élections dans un ou plusieurs collèges de représentants des personnels et des étudiants correspondant aux deux tiers des membres élus titulaires du conseil d'administration emportent la dissolution du conseil d'administration et du conseil académique et la fin du mandat du président de l'Université.

Article 67. **Modalités d'appel à candidatures pour les personnalités extérieures**

Art. D. 719-47-5

Le choix final des personnalités extérieures du conseil d'administration, désignées au 3° du II de l'article L. 712-3 (autres que celles représentants les collectivités territoriales et les organismes de recherche), intervient après un appel à candidatures selon les modalités suivantes.

L'appel à candidatures est porté à la connaissance des administrateurs et est publié, dans un quotidien local à très grande diffusion et dans l'espace dédié au conseil d'administration, sur le site internet de l'université au moins 30 jours avant la réunion du conseil d'administration procédant à leur désignation.

Le dépôt des candidatures est ouvert à compter de la publication du présent appel, pour une durée minimale de 15 jours. Les candidats sont appelés à envoyer leur curriculum vitae et leur lettre de motivation, qui seront transmis aux administrateurs 8 jours au moins, avant la séance du conseil d'administration au cours de laquelle les personnalités seront désignées.

Le choix des personnalités extérieures tient compte de la répartition par sexe des personnalités mentionnées aux 1° et 2° de l'article L.712-3, afin de garantir la parité entre les femmes et les hommes parmi les personnalités extérieures membres de ce conseil.

Si les candidatures recueillies après un premier appel à candidatures ne permettent pas de garantir la parité entre les femmes et les hommes au sein des personnalités extérieures du conseil d'administration de l'université, un nouvel appel à candidatures est organisé.

FONCTIONNEMENT DES INSTANCES

LES CONSEILS CENTRAUX

Article 68. **Convocations, ordre du jour et documents**

Sauf dispositions réglementaires contraires, les convocations aux réunions des conseils sont envoyées par voie électronique, au moins dix jours avant la séance, accompagnées d'un projet d'ordre du jour établi par le président du conseil.

Les documents nécessaires à l'étude des questions figurant à l'ordre du jour sont diffusés au moins huit jours avant la séance.

Toutefois, à titre exceptionnel, la convocation et les documents peuvent être adressés dans un délai plus bref.

En cas de nécessité, l'ordre du jour peut être complété par le président, deux jours avant la séance, au plus tard. Des points peuvent être ajoutés à l'ordre du jour, en cours de séance, à l'initiative du président, avec l'accord de la majorité des membres présents.

Le président peut décider de retirer des points de l'ordre du jour en cours de séance.

Des questions diverses peuvent être adressées au président 72 heures avant le jour de la séance.

Seuls les étudiants titulaires sont convoqués, à charge pour eux de se faire représenter par leur suppléant en cas d'empêchement.

Article 69. **Périodicité des réunions**

Un calendrier prévisionnel annuel des séances des conseils est présenté en début de chaque année universitaire.

Le conseil se réunit au moins quatre fois par an.

Il est en outre réuni de plein droit à l'initiative du président ou à la demande du tiers des membres en exercice. Dans ce dernier cas, ces derniers doivent indiquer au président, la ou les questions qu'ils désirent voir porter à l'ordre du jour et le conseil est convoqué dans le respect des dispositions du 1er alinéa de l'article précédent.

Article 70. **Quorum**

Les conseils délibèrent valablement lorsque plus de la moitié de leurs membres en exercice sont présents ou représentés. En matière budgétaire, le conseil d'administration délibère valablement si la moitié des membres en exercice est présente.

Ce quorum, constaté en début de séance à partir des signatures apposées sur la feuille d'émargement, vaut pour la durée du conseil.

Si le quorum n'est pas atteint lors d'une première réunion convoquée dans le respect du 1er alinéa de l'article 14, le conseil est à nouveau convoqué par le président dans un délai de quarante-huit heures et avec le même ordre du jour. Il peut alors valablement délibérer sans nécessité de

quorum sur toute question, à l'exception de celles de nature budgétaire ou relatives à l'approbation des statuts de l'établissement.

Article 71. **Procuration**

La représentation est possible pour toutes les catégories de membres.

Tout membre d'un conseil, en l'absence de son éventuel suppléant, peut donner mandat de le représenter à tout autre membre.

Toutefois aucun membre du conseil ne peut être porteur de plus de deux procurations en formation plénière et d'une procuration en formation restreinte.

Le mandant envoie son mandat signé et scanné au secrétariat du conseil depuis sa messagerie électronique institutionnelle.

Article 72. **Confidentialité**

Les documents identifiés comme étant « confidentiels » qui sont adressés aux membres des conseils ne sont pas communicables. Les débats en séances ne peuvent être rendus publics qu'après publication du procès-verbal de la séance.

Article 73. **Modalités de vote**

Les votes ont lieu à main levée, sauf si un membre du conseil demande un scrutin secret.

Sauf dispositions législatives ou règlementaires particulières, les votes sont acquis à la majorité simple des suffrages exprimés, sans que les abstentions, les votes blancs ou nuls ne soient pris en compte.

En matière budgétaire, les délibérations sont prises à la majorité des suffrages exprimés des membres présents ou représentés.

Les délibérations relatives à l'approbation ou à la modification des statuts sont prises à la majorité absolue des membres en exercice.

Article 74. **Procès-verbaux**

Chaque séance d'un conseil donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal, par le secrétariat du conseil, sous l'autorité du président de séance. Pour assurer une retranscription rigoureuse des délibérations, les échanges en conseil pourront être enregistrés par les services de l'université. Ces enregistrements seront conservés jusqu'à l'approbation du procès-verbal.

Ce procès-verbal fait mention des membres présents et de ceux ayant donné procuration, des membres absents et des personnes invitées qui ont assisté à la séance ainsi que des délibérations et votes émis par le conseil.

Le projet de procès-verbal est transmis, dans la mesure du possible, aux membres du conseil pour approbation, et à la direction générale des services pour information, au plus tard, huit jours avant la séance suivante.

Toutefois, à titre exceptionnel, le projet de procès-verbal peut être adressé dans un délai plus bref.

Après approbation du procès-verbal, le relevé de décisions est publié sur le site de l'Université.

PRESIDENCE DES CONSEILS CENTRAUX

Article 75. **Présidence du conseil d'administration**

Le conseil d'administration est présidé par le président de l'Université, assisté par le vice-président du conseil d'administration. En cas d'absence ou d'empêchement du président, le vice-président du CA ou, à défaut, un autre vice-président anime le conseil.

Article 76. **Présidence du conseil d'académique**

Le conseil académique est présidé par le président de l'Université, en formation plénière et restreinte. En cas d'absence de ce dernier le vice-président du conseil académique ou, à défaut, un des vice-présidents des commissions ou un vice-président désigné par le président de l'Université est chargé d'animer le conseil.

TENUE DES INSTANCES DE L'UNIVERSITE PAR VOIE DEMATERIALISEE

Ordonnance n°2014-1329 du 6 novembre 2014, relative aux délibérations à distance des instances administratives à caractère collégial

Article 77. **Modalités de délibération des instances de l'université par visioconférence**

Le président du conseil peut décider de le réunir par visioconférence dans les conditions suivantes.

Les dispositions des statuts de l'université demeurent applicables en matière de :

- Convocations, ordre du jour et documents ;
- Quorum ;
- Procès-verbaux.

Les dispositions particulières suivantes sont applicables aux délibérations à distances :

- Chaque membre doit créer un compte sur le site ou l'application dédiée au logiciel par lequel la séance est organisée, en utilisant ses prénom et NOM connus par l'administration.

- Afin de garantir la confidentialité des échanges chaque membre doit se connecter via un appareil (ordinateur, tablette, téléphone) qui permette la visioconférence tout au long de la séance.

- Lorsqu'un membre titulaire du conseil est dans l'impossibilité de participer à la réunion, il informe l'administration et son suppléant qui pourra siéger à la place du titulaire, ou donne procuration, dans les conditions fixées par les statuts. Si un membre doit quitter la séance avant son terme, il peut donner procuration, en informant l'ensemble des membres via l'outil de communication, après s'être assuré que le mandataire choisi peut la recevoir (ex : ne dispose pas déjà de deux procurations).

- Le vote se fait soit à main levée, soit à bulletin secret. Lorsqu'il est procédé à un vote à bulletin secret, le dispositif de vote garantit que l'identité de l'électeur ne peut à aucun moment être mise en relation avec l'expression de son vote.

Les échanges générés pendant la séance du conseil (oraux ou écrits) sont enregistrés et conservés jusqu'à l'approbation du procès-verbal par les membres du conseil.

Annexes

ANNEXE N°1 : Rattachement des personnels aux grands secteurs de formation de l'Université pour les élections aux conseils centraux

1/ Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants du second degré de l'Université sont rattachés, pour l'élection aux conseils centraux, aux 4 grands secteurs de formation de la manière suivante :

Répartition des enseignants-chercheurs

Secteurs de formation	Droit - Economie - Gestion	Lettres, Sciences humaines et sociales	Sciences et technologies	Santé
Sections CNU	n°1 à 6	N° 7 à 24 N° 70 à 74	n° 25 à 37 n° 60 à 63 n° 64 à 69	n°42 à 55 n° 56 à 58 n° 80 à 82 et 85 à 87

Répartition des enseignants du 2nd degré

Secteurs de formation	Droit - Economie - Gestion	Lettres, Sciences humaines et sociales	Sciences et technologies	Santé
Disciplines du second degré	Economie-gestion Informatique et gestion Comptabilité bureautique	Sciences économiques et sociales Lettres modernes Lettres classiques Philosophie Anglais Allemand Espagnol Autres langues Histoire Géographie Education musicale et artistique Arts plastiques Documentation EPS	Mathématiques Physique-chimie Sciences physiques Génie civil Génie électrique Génie mécanique Génie énergie Productique Sciences de la vie et de la Terre Technologie	

2/ Les chercheurs sont rattachés au principal secteur disciplinaire de leur unité de recherche d'affectation

3/ Les personnels enseignants du 1er degré sont rattachés au secteur "Lettres, Sciences humaines et sociales"

4/ Les personnels scientifiques des bibliothèques sont rattachés au principal secteur disciplinaire de leur bibliothèque d'affectation

ANNEXE N° 2 : Rattachement des étudiants aux grands secteurs de formation

L'inscription principale d'un usager à un diplôme, détermine son rattachement à un secteur de formation, au sens de l'article L.719-1 du code de l'éducation, dans les conditions suivantes :

Secteur	Composante de niveau intermédiaire ou opérationnelle	Composante d'inscription ou structure interne de rattachement
Droit-économie-gestion	Collège de droit - science politique – économie - gestion	Faculté de Droit et science politique Institut du travail Faculté d'Économie, gestion et AES Institut d'administration des entreprises (IAE)
	Institut universitaire de technologie de Bordeaux (IUT)	Département gestion administrative et commerciale des organisations Département carrières juridiques Département gestion des entreprises et des administrations Département gestion logistique et transport Département techniques de commercialisation (site de Périgueux et de Bordeaux Bastide) Département carrières sociales – gestion urbaine
	Collège des écoles doctorales	École doctorale de droit Ecole doctorale « Entreprise, économie, société »

Secteur	Composante de niveau intermédiaire ou opérationnelle	Composante d'inscription ou structure interne de rattachement
Santé	Collège des sciences de la santé	Unité de formation et de recherche des sciences médicales Unité de formation et de recherche des sciences pharmaceutiques Unité de formation et de recherche des sciences odontologiques Institut de santé publique, d'épidémiologie et de développement (ISPED) Institut du thermalisme
	Institut des sciences de la vigne et du vin (ISVV)	
	Collège des écoles doctorales	École doctorale des Sciences de la vie et de la santé

Secteur	Composante de niveau intermédiaire ou opérationnelle	Composante d'inscription ou structure interne de rattachement
Sciences et technologies	Collège sciences et technologies	Unité de formation des sciences chimiques Unité de formation de mathématiques et interactions Unité de formation d'informatique Unité de formation de physique Unité de formation des sciences de l'ingénieur Unité de formation des sciences de la terre et environnement Département licence Unité de formation de biologie
	Institut universitaire de technologie de Bordeaux (IUT)	Département qualité, logistique industrielle et organisation Département génie mécanique et productique Département génie électrique et informatique industrielle Département hygiène, sécurité et environnement Département informatique Département mesures physiques Département science et génie des matériaux Département génie civil – construction durable Département génie biologique Département génie chimique – génie des procédés
	Collège des écoles doctorales	École doctorale de Mathématiques et informatique. École doctorale des Sciences physiques et de l'ingénieur. École doctorale Sciences et environnements. École doctorale de Sciences chimiques.

Secteur	Composante de niveau intermédiaire ou opérationnelle	Composante d'inscription ou structure interne de rattachement
Lettres et sciences humaines et sociales	Collège sciences de l'homme	Unité de formation d'anthropologie Unité de formation de psychologie Unité de formation des sciences de l'éducation Unité de formation des sciences et techniques des activités physiques et sportives Unité de formation de sociologie
	Institut national supérieur du professorat et de l'éducation d'Aquitaine (INSPE)	
	Collège des écoles doctorales	Ecole doctorale « sociétés, politique, santé publique »

ANNEXE N° 3 : Liste des composantes de l'Université de Bordeaux

Collèges de l'Université de Bordeaux	Composantes de formation internes du collège
Droit, science politique, économie, gestion	Faculté de Droit et science politique Institut du Travail Faculté d'Économie, gestion et AES Institut d'administration des Entreprises (IAE) Département des langues
Sciences de la santé	Unité de formation et de recherche des sciences médicales Unité de formation et de recherche des sciences pharmaceutiques Unité de formation et de recherche des sciences odontologiques Institut de santé publique, d'épidémiologie et de développement (ISPED) Institut du thermalisme
Sciences et technologies	Unité de formation des sciences chimiques Unité de formation de mathématiques et interactions Unité de formation d'informatique Unité de formation de physique Unité de formation des sciences de l'ingénieur Unité de formation des sciences de la terre et environnement Département licence Département des langues, lettres et communication Unité de formation de biologie
Sciences de l'Homme	Unité de formation d'anthropologie Unité de formation de psychologie Unité de formation des sciences de l'éducation et de la formation Unité de formation des sciences et techniques des activités physiques et sportives Unité de formation de sociologie Département des langues et cultures

IUT de Bordeaux

Institut universitaire de technologie de Bordeaux

INSPE

Institut national supérieur du professorat et de l'éducation

ISVV

Institut des sciences de la vigne et du vin

Collège des Ecoles Doctorales

Départements de recherche de l'Université de Bordeaux	Unités et structures de recherche du département	acronyme	type	n°	autres tutelles
Bordeaux Neurocampus	Bordeaux Imaging Center	BIC	UAR US	3420-004	UBx - CNRS - INSERM
	Ecole des Neurosciences de Bordeaux	ENB	US UBx	0004	UBx
	Institut Interdisciplinaire de Neurosciences	IINS	UMR	5297	UBx - CNRS
	Institut des Maladies Neurodégénératives	IMN	UMR	5293	UBx - CNRS
	Institut de Neurosciences Cognitives et Intégratives d'Aquitaine	INCIA	UMR	5287	UBx - CNRS
	Neurocentre Magendie	MAGENDIE	UMR	1215	UBx - INSERM
	Nutrition et Neurobiologie Intégrée	NutriNeurO	UMR	1286	UBx - INRAE – Bx INP
	Sommeil, Attention, Addiction et Neuropsychiatrie	SANPSY	USR	6033	UBx - CNRS
CHANGES Sciences sociales des changements contemporains	Centre Emile Durkheim - science politique et sociologie comparatives	CED	UMR	5116	UBx - IEP Bx - CNRS
	Laboratoire Cultures et Diffusion des Savoirs	CeDS	UR	7440	UBx
	Bordeaux Sciences Economiques	BSE	UMR	6060	UBx - CNRS
	Laboratoire épistémologie et didactiques des disciplines	Lab-E3D	UR	7441	UBx
	Passages	PASSAGES	UMR	5319	UBx - UBM – CNRS – ENSAP Bx
	Sciences, Philosophie, Humanités	SPH	UMR	4574	UBx - UBM

Départements de recherche de l'Université de Bordeaux	Unités et structures de recherche du département	acronyme	type	n°	autres tutelles
Droit et transformations sociales	Centre d'Etudes et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'Etat	CERCCLE	UR	7436	UBx
	Centre Européen de Recherches en droit des familles, des assurances, des personnes et de la santé	CERFAPS	UR	4600	UBx
	Centre de droit Comparé du Travail et de la Sécurité Sociale	COMPTRASEC	UMR	5114	UBx - CNRS
	Centre de recherche et de documentation européennes et internationales	CRDEI	UR	4193	UBx
	Institut Léon Duguit	ILD	UR	7439	UBx
	Institut du Droit des Affaires et du Patrimoine	IRDAP	UR	4191	UBx
	Institut de Recherche Montesquieu	IRM	UR	7434	UBx
	Institut des Sciences Criminelles et de la Justice	ISCJ	UR	4633	UBx
Evaluation, Comportements et Organisations	Institut de Recherche en Gestion des Organisations	IRGO	UR	4190	UBx
	Laboratoire de Psychologie	LabPsy	UR	4139	UBx
	Laboratoire Cultures Education Sociétés	LACES	UR	7437	UBx
	Bordeaux Sciences Economiques	BSE	UMR	6060	UBx - CNRS
Santé Publique	Bordeaux Population Health Research Center	BPH	UMR-S	1219	UBx - INSERM
	Centre d'Investigation Clinique de Bordeaux	CIC	CIC	1401	UBx - INSERM
	Methods and Applied Research for Trial	MART	UMS	54	UBX - INSERM

Départements de recherche de l'Université de Bordeaux	Unités et structures de recherche du département	acronyme	type	n°	Tautres tutelles
Sciences archéologiques	De la Préhistoire à l'Actuel : Culture, Environnement et Anthropologie	PACEA	UMR	5199	UBx - CNRS-MIC
Sciences biologiques et médicales	Bordeaux Institute of Oncology	BRIC	UMR	1312	UBx - INSERM
	Biologie des Maladies Cardiovasculaires	BMC	UMR	1034	UBx - INSERM
	Institut de Biochimie et Génétique Cellulaire	IBGC	UMR	5095	UBx - CNRS
	Infections Humaines à Mycoplasmes et à Chlamydiae	IHMC	EA USC	3671	
	Immunologie Conceptuelle, Expérimentale et Translationnelle	Immuno ConcEpT	UMR	5164	UBx - CNRS
	Microbiologie Fondamentale et Pathogénicité	MFP	UMR	5234	UBx - CNRS
	Maladies rares : génétique et métabolisme	MRGM	UMR-S	1211	UBx - INSERM
	TBM-Core	TBM-Core	UAR US	34276 / 005	UBx - CNRS - INSERM

Départements de recherche de l'Université de Bordeaux	Unités et structures de recherche du département	acronyme	type	n°	autres tutelles
Sciences de la Matière et du Rayonnement	Centre Lasers Intenses et Applications	CELIA	UMR	5107	CNRS-CEA
	Centre de Recherche Paul Pascal	CRPP	UMR	5031	CNRS
	Institut de Chimie de la Matière Condensée de Bordeaux	ICMCB	UMR	5026	UBx - CNRS – Bx INP
	Institut des Sciences Moléculaires	ISM	UMR	5255	UBx - CNRS - Bx INP
	Laboratoire d'Astrophysique de Bordeaux	LAB	UMR	5804	UBx - CNRS
	Laboratoire de Chimie des Polymères Organiques	LCPO	UMR	5639	UBx - CNRS - Bx INP
	Laboratoire des Composites Thermostructuraux	LCTS	UMR	5801	UBx - CNRS - CEA - HERAKLES
	Laboratoire Ondes et Matière d'Aquitaine	LOMA	UMR	5798	UBx - CNRS
	Laboratoire de Physique des 2 infinies de Bordeaux	LP2I	UMR	5797	CNRS
	Laboratoire Photonique, Numérique et Nanosciences	LP2N	UMR	5298	UBx - IOGS-CNRS
	Plateforme Aquitaine de Caractérisation des Matériaux	PLACAMAT	UMS	3626	UBx - CNRS

Départements de recherche de l'Université de Bordeaux	Unités et structures de recherche du département	acronyme	type	n°	autres tutelles
Sciences de l'Environnement	Biologie du Fruit et Pathologie	BFP	UMR-A	1332	UBx - INRAE
	BIOdiversité, Genes et Communautés	BIOGECO	UMR-A	1202	UBx - INRAE
	Écophysiologie et Génomique Fonctionnelle de la Vigne	EGFV	UMR-A	1287	UBx - INRA - BSA
	Environnements et Paléoenvironnements Océaniques et Continentaux	EPOC	UMR	5805	UBx - CNRS - Bx INP
	Observatoire de la Faune Sauvage de Nouvelle Aquitaine	FAUNA	US UBx	0002	UBx
	Laboratoire de Biogenèse Membranaire	LBM	UMR	5200	UBx - CNRS
	Oenologie	OENO	UMR	1366	UBx - Bx INP - INRAE - BSA
Sciences de l'Ingénierie et du numérique	Institut de Mécanique et d'Ingénierie de Bordeaux	I2M	UMR	5295	UBx - CNRS – Bx INP – ENSAM
	Institut de Mathématiques de Bordeaux	IMB	UMR	5251	UBx - Bx INP - CNRS
	Laboratoire d'Intégration du Matériau au Système	IMS	UMR	5218	UBx - CNRS - Bx INP
	Laboratoire Bordelais de Recherche en Informatique	LaBRI	UMR	5800	UBx - CNRS - Bx INP
	Mésocentre de Calcul Intensif en Aquitaine	MCIA	US UBx	0001	UBx

Départements de recherche de l'Université de Bordeaux	Unités et structures de recherche du département	acronyme	type	n°	autres tutelles
Sciences et technologies pour la santé	Acides nucléiques : Régulations Naturelles et Artificielles	ARNA	UMR-S UMR	1212-5320	UBx - INSERM - CNRS
	Bio-Ingénierie Tissulaire et Cellulaire	BIOTIS	UMR-S	1026	UBx - INSERM
	Chimie et Biologie des Membranes et des Nanoobjets	CBMN	UMR	5248	UBx - Bx INP - CNRS
	Centre de recherche cardio-thoracique de Bordeaux	CRCTB	UMR-S	1045	UBx - INSERM
	Centre de Résonance Magnétique des Systèmes Biologiques	CRMSB	UMR	5536	UBx - CNRS
	Bio-Imagerie de Bordeaux		UAR	3767	UBx - CNRS
	Institut Européen de Chimie et Biologie	IECB	UAR	3033	UBx - CNRS – INSERM

OASU
Observatoire Aquitain des Sciences de l'Univers (UMS POREA)

ANNEXE N° 4 : Modalités de publication des actes réglementaires de l'Université de Bordeaux

Conseil d'administration
Séance du 30 janvier 2014

REGLEMENT PORTANT MODALITES DE PUBLICATION DES ACTES A CARACTERE REGLEMENTAIRE DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Vu le code de l'éducation, et notamment ses articles L 712-1 à L 712-6-1 ;
Vu le décret n°2013-805 du 3 septembre 2013 portant création de l'Université de Bordeaux ;
Vu les statuts de l'Université de Bordeaux adoptés par l'assemblée constitutive provisoire en sa séance du 11 octobre 2013 ;
Vu la délibération du conseil d'administration de l'Université de Bordeaux en date du 30 janvier 2014.

La publication des actes à caractère réglementaire pris par le conseil d'administration, par le conseil académique et par le président de l'Université de Bordeaux est assurée comme suit :

Article 1
Les actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux sont affichés sur des tableaux réservés à cet effet sur les sites visés en annexe au présent règlement.
Les affichages demeurent visibles sur lesdits tableaux durant une période ne pouvant être inférieure à deux mois.
Il est porté mention de la date d'affichage sur chacun des actes, le jour de leur affichage.
Les actes à caractère réglementaire, retirés des tableaux au-delà du délai de deux mois sont consultables par toute personne intéressée auprès de la direction des affaires juridiques, bâtiment C4, Domaine du Haut-Carré, rue Pierre Noailles -33405 Talence, de 8h30 à 12h30 et de13h30 à 17h30.

Article 2
L'affichage prévu à l'article 1er du présent règlement est complété par une publicité sur le site internet de l'université sous la rubrique intitulée « Actes à caractère réglementaire », à l'adresse suivante: http://www.u-bordeaux.fr.
Il est porté mention de la date d'insertion de chacun des actes publiés sur le site internet.

Article 3
Toute personne y ayant intérêt peut former un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Bordeaux contre les actes à caractère réglementaire ainsi publiés dans les deux mois suivant leur date d'affichage. Au-delà de ce délai, l'intéressé sera forclos à agir.

Article 4
Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent règlement.

Article 5
Le présent règlement sera publié conformément aux dispositions dudit règlement et annexé aux statuts de l'Université de Bordeaux.

Annexe fixant la liste des sites ainsi que la localisation des panneaux d'affichage

Site de Talence :
Bâtiment A 33-hall d'entrée-351 Cours de la Libération
Site de Pessac :
Bâtiment Administration-Hall d'entrée (entre les entrées A et B), Avenue Léon Duguit
Site de Bordeaux- Carreire :
Galerie couverte située entre l'accueil et le bâtiment AD, 146 rue Léo Saignat

Le président du conseil d'administration,
Manuel TUNON de LARA

ANNEXE N° 5 : Utilisation des locaux du domaine universitaire et règles applicables à sa voirie

Article 1

La voirie du domaine universitaire est soumise aux dispositions du code de la route. Le stationnement sauvage ou sur des emplacements réservés, tels que les places de stationnement et les accès dédiés aux personnes à mobilité réduite, les voies d'échelle ou voie d'engin et sur les trottoirs, notamment, sont interdits.

Article 2

L'ensemble des locaux de l'université est soumis au « règlement d'utilisation des locaux de l'université de Bordeaux à l'attention des structures internes » en vigueur.

Article 3

Sont interdits sur tout le domaine universitaire:

- Le stationnement ininterrompu d'un véhicule terrestre à moteur ou des véhicules de loisir pendant une période excédant 24 heures.
- Le stationnement des véhicules d'un gabarit supérieur à 220 centimètres de haut.
- De camper.

Tout stationnement en infraction avec le présent article sera considéré comme abusif au sens de l'article R417-12 du code de la route.
Le stationnement abusif ou gênant (au sens de l'article R 417-10) est passible d'une contravention et/ou d'une mise en fourrière.

Article 4

Les interdictions fixées à l'article précédent ne s'appliquent pas aux véhicules des prestataires ou livreurs de l'université ni aux personnes autorisées par l'autorité universitaire compétente.

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
séance du 03 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR SIÉGER AU SEIN DE LA COMMISSION D'ORIENTATION DE L'ACTION SOCIALE

Vu le code de l'éducation et notamment son article L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'Université de Bordeaux, et notamment l'article 38 ;

Vu l'appel à candidatures en date du 5 janvier 2023 ;

Considérant que la commission d'orientation de l'action sociale est composée de 2 membres désignés par et parmi les membres du conseil d'administration dont un personnel enseignant et un personnel BIATSS.

Le Conseil d'administration de l'Université de Bordeaux, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

Article 1.

Sont désignés pour siéger à la **commission d'orientation de l'action sociale** :

Commission des statuts **constituée notamment de 2 membres du CA dont :**	
1 personnel enseignant	Aurélie BEDEL
1 personnel BIATSS	Valérie PROUZET-MAULÉON

Article 2.

Les représentants siègent au sein de la commission d'orientation de l'action sociale jusqu'à échéance de leur mandat au sein du conseil d'administration de l'Université de Bordeaux.

Article 3.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (30 votants)
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
séance du 03 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT DÉSIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR SIÉGER AU SEIN DE LA COMMISSION CHARGÉE DE DÉSIGNER LES MEMBRES EXPERTS DU CONSEIL DES TRANSITIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIÉTALES

Vu le code de l'éducation et notamment son article L. 712-3 ;
Vu les statuts de l'Université de Bordeaux, et notamment l'article 37 ;
Vu l'appel à candidatures en date du 5 janvier 2023 ;

Considérant que la commission chargée de désigner les membres experts du conseil des transitions environnementales et sociétales est composée de 6 membres désignés par et parmi les membres du conseil d'administration dont **deux personnels enseignants, un personnel BIATSS et trois étudiants.**

Le Conseil d'administration de l'Université de Bordeaux, après en avoir délibéré, décide, à l'unanimité :

Article 1.

Sont désignés pour siéger à la **commission chargée de désigner les membres experts du conseil des transitions environnementales et sociétales** :

Commission des statuts **constituée notamment de 6 membres du CA dont :**	
2 personnels enseignants	1. Géraldine CAZALS
	2. Alexandre CHARBONNEAU
1 personnel BIATSS	1. Maureen BRAQUESSAC
3 étudiants	1. Jérôme ALIKER
	2. Louis BEURY
	3. Clara POTIÉ

Article 2.

Les représentants siègent au sein de la commission chargée de désigner les membres experts du conseil des transitions environnementales et sociétales jusqu'à échéance de leur mandat au sein du conseil d'administration de l'Université de Bordeaux.

Article 3.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS
Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (30 votants)
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 3 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU DOSSIER D'EXPERTISE DU PROJET IMMOBILIER SIREAUCO SUR LE CAMPUS DE TALENCE

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L 712-3 ;

Vu les statuts de l'Université de Bordeaux ;

Vu la circulaire n°ESRS2016520C du 16 juillet 2020 relative à la procédure d'expertise des opérations immobilières des établissements relevant du ministère en charge de l'enseignement supérieur ;

Considérant qu'il y a lieu de présenter à l'Etat un dossier d'expertise dans le cadre du projet de construction du bâtiment « SIREAUCO » à Talence afin de confirmer la cohérence du projet immobilier avec les différents cadres stratégiques de l'enseignement supérieur existants et avec la politique immobilière de l'Etat et de ses établissements, ainsi que la faisabilité technique et financière du projet.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide :

Article 1.

D'approuver le dossier d'expertise du projet immobilier « SIREAUCO » sur le campus universitaire de Talence.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Annexe :

- Dossier d'expertise du projet immobilier SIREAUCO sur Talence

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (30 votants)
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 0

MINISTÈRE
DE L'ENSEIGNEMENT
SUPÉRIEUR,
DE LA RECHERCHE
ET DE L'INNOVATION

Liberté
Égalité
Fraternité

Pôle Patrimoine & Environnement

Contrat de Plan Etat Région 2021-2027

DOSSIER D'EXPERTISE DU PROJET SIREAUCO

Création d'une **S**tructure **I**nterdisciplinaire de **R**echerche sur les **E**nvironnements **A**q**U**atiques : du **C**ontinent vers l'**O**céan : **SIREAUCO – Site de PESSAC**

S O M M A I R E

1.CONTEXTES, OBJECTIFS ET PROJET RETENU **4**

1.1. **CONTEXTE DE l 'OPERATION** 4

1.1.1.Genèse et historique du projet *4*

1.1.2.Contexte réglementaire, le cas échéant *5*

1.1.3.Stratégies de l'Etat *5*

1.1.4.Stratégies locales : politique de site *10*

1.1.5.Stratégie du porteur de projet *15*

1.2. **PRESENTATION GENERALE DE l 'OPERATION** 18

*1.2.1.**Localisation*** *18*

1.2.2.Contexte - Objectifs recherchés – Enjeux *21*

1.2.3.Contexte foncier — Urbanisme et servitudes, capacité des terrains Inscription dans le paysage urbain et le territoire (accès, transport, etc) *22*

1.2.4.Administrations de tutelle consultées *26*

1.2.5.Expression des besoins réalisée en bonne et due forme pour la recherche d'une implantation le cas échéant ; (L) *26*

1.2.6.Description : démolition — reconstruction — réhabilitation lourde — construction neuve — prise â bail réaménagement, etc. ; *27*

1.2.7.Services concernés ou impactés par le projet *29*

1.2.8.Échéance de l'opération envisagée / prévue. *32*

1.3. **OBJECTIFS DE L'OPERATION** 33

1.3.1.Objectifs fonctionnels *34*

1.3.2.Objectifs architecturaux *37*

1.3.3.Objectifs énergétiques et environnementaux *39*

1.3.4.Objectifs exploitation maintenance *41*

1.3.5. DONNEES JURIDIQUES 43

2.SITUATION ACTUELLE **43**

2.1. **PANORAMA DE L'EXISTANT** 43

2.2. DIFFICULTES ET INADAPTATIONS DES LOCAUX ACTUELS 47
2.3. ETAT DES LIEUX DE LA PERFORMANCE ENERGETIQUE 48
2.4. LA SITUATION FUTURE DU SITE SANS PROJET (« OPTION DE REFERENCE ») 51
3.PRÉSENTATION DES DIFFÉRENTS SCÉNARIOS ÉTUDIÉS 55
3.1. LES DIFFERENTS SCENARIOS NON RETENUS 57
3.2. LE SCENARIO PRIVILEGIE 57
3.2.1.Présentation du scénario privilégié et argumentaire 57
3.2.2.Dimensionnement du projet 60
3.2.3.Performances techniques spécifiques 63
3.2.4.Perfomances énergétique 64
3.2.5.Traitement des réseaux & branchements 65
3.3. **SYNTHESE DE L'ENSEMBLE DES SCENARIOS (Y COMPRIS L'OPTION DE REFERENCE)** 71
3.3.1. CHOIX DU MODE DE REALISATION ET DE LA PROCEDURE 71
3.3.2. Analyse des risques 74
3.4. **COUTS ET SOUTENABILITE DU PROJET** 77
3.4.1.Coûts du projet *77*
3.4.2. Financement du projet *79*
3.4.3. DECLARATION DE SOUTENABILITE 80
3.5. **ORGANISATION DE LA CONDUITE DE PROJET** 80
3.5.1. MODALITES DE LA CONDUITE DE PROJET *80*
3.5.2. Organisation de la maîtrise d'ouvrage *80*
3.5.3. Principes d'organisation *81*
3.5.4. Prestations en régie *81*
3.5.3. Prestations externalisées *81*
3.6. **PLANNING PREVISIONNEL DE L'OPERATION** 82
3.7. **ANNEXES** 83
3.7.1. PLANNING PREVISIONNEL DE L'OPERATION 84
3.7.2. Annexe 2 : tableau des surfaces du projet *85*

1. Contextes, objectifs et projet retenu

1.1. Contexte de l ’opération

1.1.1. Genèse et historique du projet

Le projet SIREAUCO désigne la création d’une Structure Interdisciplinaire de Recherche sur les Environnements Aquatiques : du Continent vers l’Océan. Il fait suite à l’arrêt du projet POA (Pôle Océanique Aquitaine) à Arcachon en 2019.

Inscrit au CPER, le projet du Pôle Océanographique Aquitain (POA) avait pour ambition de créer *de novo* un espace (11 205 m²) de recherche, d’enseignement et de médiation scientifique dans le domaine des sciences de l’environnement marin et aquatique afin de constituer un noyau d’agrégation aux échelles nationale et européenne de référence, en remplacement de l’actuelle station marine vétuste et inadaptée située place Peyneau à Arcachon.

Pour ce faire, le projet prévoyait un financement partiel obtenu par la vente par l’État de la totalité du site actuel de la station marine permettant ainsi de couvrir une part significative du coût de construction du futur bâtiment sur une autre parcelle cédée par le Conseil Départemental et situé sur le Petit Port d’Arcachon.

Toutes les démarches administratives ont été conduites jusqu’à la notification des marchés de travaux en novembre 2018 et l’établissement des ordres de services d’exécution permettant d’envisager un démarrage des travaux début 2019.
Pour autant, ce projet, très attendu par la communauté scientifique, a rencontré d’importants blocages émanant de la collectivité locale qui ont rendu impossible sa réalisation et qui ont conduit *in fine* le conseil d’administration de l’université a décidé par délibération en date du 18 octobre 2021 de son abandon et de la réorientation du projet afin de répondre néanmoins aux enjeux scientifiques et pédagogiques que ce projet portait et qui demeurent essentiels pour l’établissement.

Les services du pôle Patrimoine & Environnement, en partenariat avec le laboratoire EPOC, conduisent, depuis cette décision, une réflexion approfondie visant à définir les contours d’un projet alternatif basé sur une double implantation : à Arcachon et sur le domaine universitaire à Pessac.
Un comité partenarial organisé le 22 février 2020, en présence du Conseil Régional et des services de l’État (rectorat et D2RT), a permis, entre autres :

–d’entériner les grands principes de réalisation de ce projet alternatif baptisé SIREAUCO (*besoins programmatiques, implantations, coûts d’investissement, calendrier prévisionnel de réalisation*) ;

–d’obtenir l’accord des partenaires sur la réorientation des crédits inscrits au contrat de plan État Région 2015–2020 pour permettre la réalisation d’une première phase d’étude et de travaux ;

–d’inscrire prioritairement le projet alternatif SIREAUCO au CPER 2021–2027 en cours de négociation pour ce qui relèvera des phases suivantes du projet et des compléments de financement associés.

L'objectif de SIREAUCO est de poursuivre l'effort de structuration de l'université de Bordeaux dans le domaine des sciences environnementales. SIREAUCO permettra de rassembler sur deux sites universitaires l'ensemble du potentiel de recherche de l'université de Bordeaux consacré à l'étude des environnements aquatiques, continentaux et marins. Il permettra de disposer d'infrastructures du plus haut niveau dans les domaines disciplinaires concernés, ce qui est indispensable pour maintenir sur le moyen-long terme une recherche performante dans chacun d'entre eux et pour répondre aux enjeux sociétaux des décennies à venir.

Ce nouveau dossier d'expertise présente donc une réorientation du projet anciennement dénommé POA et basé sur une infrastructure bilocalisée : l'une à Pessac, l'autre à Arcachon, tout en conservant un focus important sur la station marine pour le volet Océanographie Biologique et Ecotoxicologie. Une rationalisation des espaces basée sur cette bilocalisation est proposée : la partie expérimentale et les activités en lien avec l'eau de mer sont localisées à Arcachon ; les grosses plateformes analytiques, les laboratoires et les expérimentations n'ayant pas besoin d'accès direct à l'eau de mer sont localisées sur le site de Pessac en proximité immédiate des autres équipes d'EPOC déjà localisées sur ce site permettant ainsi une bonne synergie.

Cette nouvelle infrastructure est intitulée **S**tructure **I**nterdisciplinaire de **R**echerche sur les **E**nvironnements **Aqu**atiques du **C**ontinent vers l'**O**céan : **SIREAUCO.**

Le site bordelais et la région Nouvelle-Aquitaine possèdent des atouts spécifiques (localisation géographique, fort potentiel scientifique pluridisciplinaire, grande diversité d'écosystèmes modèles) pour positionner au meilleur niveau international la recherche sur les environnements aquatiques actuels. Un tel positionnement suppose néanmoins à la fois une remise à niveau des infrastructures et le regroupement géographique des équipes concernées. Le projet de création de SIREAUCO répond à ces deux besoins et s'inscrit donc clairement dans une démarche de développement de l'excellence scientifique du laboratoire EPOC.

1.1.2. Contexte réglementaire, le cas échéant

Sans objet.

1.1.3. Stratégies de l'Etat

La présente demande d'expertise immobilière s'inscrit dans l'ensemble des stratégies nationales ayant trait aux problématiques de recherche (SNR) et leur déclinaison locale (StraTer). Le projet SIREAUCO entre également en parfaite cohérence avec les orientations stratégiques de l'État en matière de politique immobilière.

A. Stratégie nationale de recherche (SNR)

Initiée par la loi sur l'enseignement supérieur et la recherche du 22 juillet 2013, la stratégie nationale de recherche (S.N.R.) vise *« à répondre aux défis scientifiques, technologiques, environnementaux et sociétaux en maintenant une recherche fondamentale de haut niveau. »*

En phase avec l'Agenda stratégique de la recherche et de l'innovation France Europe 2020, la S.N.R. s'est donc attelée aux 10 grands défis suivants :

> gestion sobre des ressources et adaptation au changement climatique,
> une énergie propre, sûre et efficace,
> stimuler le renouveau industriel,
> santé et bien-être,
> sécurité alimentaire et défi démographique,
> mobilité et systèmes urbains durables,
> société de l'information et de la communication,
> sociétés innovantes, intégrantes et adaptatives,
> une ambition spatiale pour l'Europe,
> liberté et sécurité de l'Europe, de ses citoyens et de ses résidents.

Le projet SIREAUCO s'inscrit pleinement dans plusieurs des défis de société définis dans le cadre de la SNR et notamment :
- la gestion sobre des ressources et adaptation au changement climatique,
- la sécurité alimentaire et le défi démographique
- la santé et le bien-être.

Il répond également à plusieurs des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU (ODD 6, 11, 12, 13, 14, 15) pour 2030 repris dans le programme FP9 de l'Europe (2021-2027), dans les grands Défis identifiés dans le Contrat d'objectifs et de performance du CNRS (2020) ainsi que dans le Green New Deal européen.

L'université de Bordeaux possède d'excellents atouts et ressources pour mettre en place un projet autour de l'étude de la qualité et des fonctionnements des hydrosystèmes, avec une particularité forte qui est de couvrir tout le continuum du continent à l'océan et notamment d'avoir de nombreux spécialistes du fonctionnement des interfaces (nappes, estuaires, lagunes). Cela permettra ainsi de créer à l'échelle nationale un centre d'excellence unique d'envergure européenne focalisé sur les réponses aux différents niveaux d'organisation (du moléculaire au populationnel), en tenant compte des forçages tant climatiques que physiques, aux grandes questions des sciences de l'environnement dans le domaine des écosystèmes aquatiques.

Sur le plan national, la recherche française dans ce domaine est largement déficitaire par rapport à l'ensemble des pays européens qui présentent d'ores et déjà des pôles ou des instituts fédérés et lisibles (NIVA, SMHI, EAWAG, DELTARES, NIOZ, etc.). SIREAUCO permettra de consolider la structuration de l'Université autour des Sciences de l'Environnement, initiée notamment par l'OASU et le LabEx COTE, qui devrait être poursuivie dans le cadre de son Département des Sciences Environnementales.

Les activités de recherche, de transfert et de valorisation sont dans ce domaine étroitement liées à une activité d'enseignement forte et attractive, associant des formations en chimie de l'environnement, écotoxicologie, océanographie, sédimentologie, climatologie, physique, biologie et écologie. Cette activité d'enseignement se répartit tout au long du cursus supérieur (LMD) et est déclinée tant pour la recherche que pour la

professionnalisation. Sans être exhaustifs, nous pouvons citer les formations suivantes dont certaines sont des parcours internationaux :

- Licence Chimie, option Chimie de l'Environnement
- Licence Science de la Vie, parcours Sciences du Vivant
- Licence Sciences de la Terre, parcours Géosciences et Environnement
- Master Chimie, mention Toxicologie et Ecotoxicologie, parcours Ecotoxicologie et Chimie de l'Environnement (EXCE), dont le volet bi-diplomant MOBBIDIQ (UB et INRS Québec)
- Master Sciences de la Mer, dont le parcours international MER, label Erasmus Mundus
- Master ECT+ (Environmental Contamination and Toxicology), label Erasmus Mundus
- Master Biodiversité, Écologie et Évolution (BEE)
- Doctorat d'Université : Ecole Doctorale Sciences de l'Environnement ; Ecole Doctorale des Sciences Chimiques

L'ensemble de ces formations gagneront en qualité et en attractivité avec le renforcement de l'interdisciplinarité grâce à une meilleure synergie entre les équipes disciplinaires, mais aussi avec l'addition de compétences au sein des équipes pédagogiques par le rapprochement entre les chercheurs des laboratoires universitaires et ceux issus des autres établissements souhaitant s'installer au sein du campus bordelais.

De façon globale la structuration proposée est en cohérence avec les politiques ministérielles en relation avec la protection de l'environnement. On peut par exemple citer les actions coordonnées par l'AFB pour la préservation de la biodiversité, ou les actions du plan micropolluant et du plan résidus de médicaments ou encore le plan ECOPHYTO 2 pilotés par le Ministère de la transition écologique et solidaire et par le Ministère de la cohésion des territoires.

La structuration est également en cohérence avec la politique scientifique du CNRS. Ainsi, les thèmes de recherche développés dans SIREAUCO sont inclus dans les actions des programmes Ec2Co ou LEFE. On peut citer par exemple le thème transverse « **Les écosystèmes d'interface fleuve-mer : fonctionnement et dynamique »** de l'Appel d'Offres 2020 d'EC2CO. Ces questions se retrouvent également parmi les priorités retenues par les prospectives de recherche conduites par l'INEE et par l'INSU en 2018, 2021 et 2022, mais aussi au centre des réflexions de la Mission pour les Initiatives Transverses et Interdisciplinaires (MITI) et notamment les chantiers Océan, Micro-plastiques, ou encore le programme « Make our Planet great again ». SIREAUCO est également en cohérence avec plusieurs Programmes et équipements prioritaires de recherche (PEPR) (One Water, Fair Carbon, Irima) dans lesquels l'Université de Bordeaux est fortement impliquée notamment via la participation de membres d'EPOC aux comités de pilotage (One water, Irima)

B. Stratégie territoriale de l'enseignement supérieur et de la recherche (StraTer)

La démarche StraTer vise à proposer aux acteurs territoriaux un outil d'aide à la réflexion stratégique à l'échelle des sites *« sous la forme de diagnostics : un diagnostic territorial portant sur l'enseignement supérieur, la recherche et l'innovation et un focus académique sur les formations post-baccalauréat »*.

SIREAUCO permettra de consolider la structuration régionale autour des sciences environnementales, initiée notamment par l'OASU et le LabEx COTE. Au niveau régional, SIREAUCO s'inscrit pleinement dans plusieurs réseaux de recherche existants ou en cours de développement (e.g. ACCLIMATERRA et FUTUR-ACT sur le climat, BIOSENA sur la biodiversité, NAIADES sur les questions de l'Eau, RIVAGE pour le littoral).

SIREAUCO entend ainsi jouer un rôle moteur dans la recherche liée à l'eau, aux ressources et aux risques naturels au niveau de la Nouvelle Aquitaine. Dans le domaine de l'océanographie côtière, le paysage national est actuellement dominé par Paris (avec ses 3 stations marines de Banyuls, Roscoff et Villefranche-sur-Mer), Brest (avec l'IUEM et les centres IFREMER et IPEV) et Marseille (avec le COM et le centre IRD). L'analyse de la distribution géographique des stations marines montre également :
(1) l'importance du linéaire de côte de la Région Nouvelle-Aquitaine,
(2) l'existence de nombreux écosystèmes emblématiques le long de ce linéaire, et
(3) l'existence de plusieurs centres de recherche en son sein.

Un autre enjeu majeur consiste par conséquent en l'opportunité de fédérer les différentes infrastructures dans le domaine de la recherche océanographique en Région Aquitaine notamment via l'OASU et de consolider cette recherche par la réalisation d'une station marine ambitieuse et moderne telle que celle portée par SIREAUCO. Ainsi la réalisation de SIREAUCO permettrait notamment à la région Nouvelle-Aquitaine d'être la seule entité française, avec Paris, à structurer ses activités dans le domaine de l'océanographie côtière autour d'un réseau de laboratoires de très haut niveau (e.g. LIENs, EPOC, IPREM, IFREMER, INRAE).

SIREAUCO abritera plusieurs plateformes labellisées (fédération des plateformes labellisées de l'Université de Bordeaux et réseau national CNRS RéGEF) qui seront ouvertes aux PME et PMI de Nouvelle Aquitaine (BIOTOX, TOXGEN …), afin de renforcer les actions de valorisation et de transfert de compétences ou de technologies. Ce transfert se fera en collaboration avec les cellules de transfert labellisées hébergées par SIREAUCO (CDTA, Géo-transfert), en étroite interaction avec la SATT Aquitaine Science Transfert.

Ceci renforcera le lien entre la recherche et le tissu socio-économique régional, apportant une nette plus-value aux recherches entreprises dans les laboratoires. De nombreux acteurs régionaux publics (SIBA, Bordeaux Métropole, SMIDDEST, Grand Port Maritime de Bordeaux, Aires Marines Protégées, Agence de l'Eau, GIP Littoral…), des instituts de recherche (INRA-Irstea, IFREMER, BRGM), des entreprises et des groupes privés installés en région (TOTAL, SUEZ, EDF) entretiennent déjà des relations très proches (projets, partenariats) avec l'Université dans les domaines de la compréhension et de la gestion de l'environnement et notamment ceux concernant les hydrosystèmes. SIREAUCO renforcera le potentiel de recherche et constituera un saut qualitatif dans les relations avec ces organismes.

Enfin, en parallèle des équipes de recherche, des associations ou structures de médiation interconnectées à la communauté de SIREAUCO (Association Terre & Océan, Capsciences, Maison Ecocitoyenne, etc.) feront le lien avec le tissu culturel, éducationnel et le grand-public, permettant de mieux diffuser les connaissances scientifiques et de contribuer à la prise de conscience auprès des citoyens des enjeux liés à la ressource en eau et aux changements globaux et climatiques.

Le contexte actuel est favorable à l'émergence d'un pôle de recherche universitaire dédié à l'étude des environnements aquatiques. Une telle création permettrait de faire de la région Nouvelle-Aquitaine un acteur national de premier plan dans ce domaine. La réalisation de SIREAUCO constitue clairement un élément clef de cette démarche.

C. Politique immobilière de l'État

La politique immobilière de l'État se décline de manière transversale dans un ensemble de politiques publiques touchant à de nombreux domaines de l'État. Le document de politique transversale (DPT) pour la politique immobilière de l'État liste 6 objectifs pour l'axe « améliorer la gestion du patrimoine immobilier de l'État » :

Objectif n° 1 : adapter le patrimoine immobilier de l'État à ses missions.
Objectif n° 2 : améliorer l'efficience de la gestion immobilière.
Objectif n° 3 : améliorer la gestion des projets immobiliers.
Objectif n° 4 : améliorer la conservation du patrimoine immobilier de l'État.
Objectif n° 5 : maîtriser l'évolution du coût des loyers.
Objectif n° 6 : réduire la durée de vente des biens et droits immobiliers.

Le projet de construction de SIREAUCO est en adéquation avec les objectifs suivants :

Objectif 1 : la grande majorité des locaux actuels sont incompatibles avec les nouvelles exigences et technologies des recherches qui y sont menées ; ce nouveau bâtiment sera complètement adapté et sa modularité permettra de faire face aux évolutions des besoins des équipes de recherche ;

Objectif 2 : la mutualisation des locaux de recherche, salles de réunion, plateformes expérimentales et locaux techniques permettra d'optimiser le taux d'occupation et d'optimiser la surface en m² par chercheur ;

Objectif 3 : la conservation en bon état du futur bâtiment sera assurée dans un premier temps par l'augmentation très significative de sa valeur d'usage et grâce aux moyens financiers qui seront dédiés à la maintenance et au gros entretien renouvellement (GER).
Le bâtiment sera conforme à la réglementation concernant l'accessibilité du bâtiment aux personnes en situation de handicap. Par conséquent, il sera conformes à l'objectif n°7 de l'axe « ETRE UN ETAT EXEMPLAIRE » de la vision immobilière de l'État qui vise à rendre accessible les sites aux personnes en situation de handicap.

D. Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière

L'université de Bordeaux dispose d'un Schéma Pluriannuel de Stratégie Immobilière **(SPSI)** pour la période 2018-2023. Le SPSI 2023-2027 est en cours d'élaboration et sa mise en œuvre fera l'objet d'un suivi renforcé depuis la dévolution du patrimoine obtenu le 15 juillet 2019. À ce titre, elle s'engage à se conformer à la politique immobilière de l'Etat énoncée supra.

Ce document établi avant la prise de décision d'abandonner le projet POA n'a pu intégrer les nouvelles orientations relatives au projet alternatif objet du présent dossier d'expertise.

Cependant, le projet SIREAUCO s'engage à respecter les orientations stratégiques du SPSI en ce qu'il participe :

- à la remise à niveau du parc immobilier
- à l'optimisation et à la réduction des surfaces
- à l'atteinte des objectifs en matière de transition énergétique
- à la soutenabilité économique du modèle de gestion immobilière.

1.1.4 Stratégies locales : politique de site

A. Le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI)

Le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI), est construit autour de 5 grandes ambitions :

1. Améliorer le potentiel universitaire et scientifique de la région dans une dynamique d'excellence : rattraper les retards constatés et construire un espace régional d'excellence ;

2. Lutter contre les inégalités présentes sur le territoire régional en matière d'enseignement supérieur et de recherche : augmenter les taux de poursuite d'étude dans le supérieur et affirmer une spécialisation territoriale de l'ESRI (aménagement équilibré du territoire), articuler le premier cycle universitaire sur tout le territoire et l'entrée dans le deuxième cycle ;

3. Structurer en réseaux des forces d'enseignement supérieur et de recherche pour répondre aux grands enjeux sociétaux : faire émerger des leaderships nationaux et internationaux (visibilité et performance) ;

4. Développer l'impact économique, social et environnemental de l'enseignement supérieur et de la recherche sur le territoire régional : structurer les territoires d'innovation autour des pôles universitaires ;

5. Aider les citoyens à mieux appréhender ce qu'est la science et ses applications ainsi que leurs impacts sur la société : prendre en compte l'enjeu sociétal et démocratique de la diffusion de la culture scientifique, technique et industrielle (CSTI). »

Le projet SIREAUCO entend apporter sa contribution à ces 5 ambitions :

Ambition 1 : l'amélioration du potentiel universitaire et scientifique de la région

Cette ambition vise à développer l'attractivité et le rayonnement de ses différents sites d'enseignement supérieur et de recherche et à apporter des réponses aux déficits constatés en Nouvelle-Aquitaine par rapport à son poids démographique et aux moyennes nationales, tant sur le plan de la recherche que de la formation (effectifs étudiants, nombre de chercheurs publics et privés ou d'enseignants-chercheurs).

Ambition 2 : la lutte contre les inégalités territoriales

La région Nouvelle-Aquitaine s'attache à lutter contre les disparités présentes sur le territoire telles que l'accès à l'enseignement supérieur, la réussite étudiante ou encore le développement de la recherche :

> localisation des forces universitaires et scientifiques ;

> conditions d'études et de vie des étudiants.

Face à ces constats, le SRESRI vise à :

> faciliter l'accès à l'enseignement supérieur ;

> développer les conditions de réussite des étudiants ;

> favoriser les coopérations intra-régionales pour une solidarité territoriale.

Le projet SIREAUCO contribuera à améliorer l'accueil des étudiants en leur donnant accès à des structures *in situ* dans des milieux de recherche particuliers et hors les murs, avec un niveau de prestations élevé et complet. Locaux de travail variés et appropriés, adossement étroit avec les laboratoires de pointes, accès aux plateformes expérimentales interdisciplinaires ouvertes aux chercheurs internationaux seront de nature à « *upgrader* » significativement la qualité d'intégration des étudiants dans l'université et sur tout le territoire.

Par ailleurs, des outils et moyens de communication et de travail de haute technologie seront disponibles grâce à un lien structurel moderne entre le campus métropolitain bordelais et Arcachon sur lequel sera implantée la future station marine moderne.

Le projet SIREAUCO a vocation à devenir un lieu symbolique fort de des sciences de l'environnement aquatique (chimie, physique, toxicologie de l'environnement, océanographie, biogéochimie, …).

Ambition 3 : structurer en réseaux les forces de recherche et d'enseignement supérieur associées

Afin de répondre aux grands enjeux sociétaux, la région Nouvelle-Aquitaine souhaite structurer au niveau régional les forces de recherche pluridisciplinaires et d'enseignement supérieur associées (développer des formations dont le contenu doit être associé aux avancées de la recherche) et pour cela:

> caractériser les enjeux et les dynamiques régionales associées ;

> initier des réseaux de recherche pluridisciplinaires intra-régionaux ;

L'enjeu du projet SIREAUCO au niveau régional pour la recherche sera donc de créer un réseau de laboratoires dédié à l'étude des environnements aquatiques.

Ambition 4 : développer les déterminants de l'innovation sur le territoire régional

La Région Nouvelle Aquitaine entend soutenir et promouvoir la créativité et l'innovation des acteurs au sein d'espaces infrarégionaux, dits « territoires d'innovation », et des filières constituées au niveau régional et pour cela :

> promouvoir une offre de formation initiale et continue en lien avec les besoins des territoires ;
> renforcer les connections entre les mondes académique et socio-économique pour soutenir les processus d'innovation ouverte ;
> favoriser et accompagner les dynamiques et initiatives entrepreneuriales.

Les multiples partenariats de recherche et d'enseignement développés par le laboratoire EPOC et l'université de Bordeaux dans le cadre du projet SIREAUCO sont de nature à contribuer à la réussite de ces ambitions à un niveau de qualité exceptionnel pour le territoire régional.

Ambition 5 : aider les citoyens à mieux appréhender la science, ses applications et leurs impacts

La diffusion de la Culture Scientifique, Technique et Industrielle (CSTI), sous quelque forme que ce soit, contribue à développer l'information et la réflexion des citoyens, à renforcer leur esprit critique, leur curiosité et leur capacité à débattre et à enrichir la vie démocratique et culturelle d'un territoire. Pour ce faire, la Région s'appuie sur une diversité d'acteurs et d'actions pour :

> partager une stratégie de diffusion de la CSTI ambitieuse impliquant tous les acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
> structurer le réseau de la culture scientifique, technique et industrielle ;
> promouvoir une démarche qualité pour partager un socle de valeurs et de standards pour la création et le déploiement d'actions de diffusion de la CSTI.

Le projet SIREAUCO par sa composante médiation contribue à répondre à cette ambition, notamment grâce à un partenariat étroit et historique notamment avec Cap Sciences.

Par ailleurs, SIREAUCO est d'ores et déjà dans une dynamique de collaboration avec les jeunes, en particulier par le biais d'associations telles que « Terre et Océan » ou « L'Astragale et la Fourmi ».

SIREAUCO participera également à la transmission des savoirs dans le cadre des journées portes ouvertes ainsi que lors de la Fête de la Science qui organise des évènements chaque année avec des circuits et des thèmes mettant très souvent les questions d'environnement et de changement globaux et climatiques au cœur du dispositif. Nos partenariats avec des associations comme CESEAU, ou encore la Maison écocitoyenne, mais aussi la Maison de l'Eau, Bordeaux Métropole, le SIBA seront impliqués dans la valorisation et la diffusion des résultats des travaux de recherche.

B. Le CPER 2021-2027

Les grands enjeux du volet ESRI ont été repris dans ceux du CPER 2021-2027 et s'articulent autour de 11 grands domaines prioritaires visant à faire progresser notamment le système productif de la Région, organisés en réseau et s'appuyant sur des spécificités de sites :

1. Transition écologique et énergétique
2. Santé et biotechnologies
3. Economie bleue et océan
4. Energies renouvelables et alternatives
5. Aéronautique et spatial
6. Chimie et matériaux
7. Laser et photonique
8. Techniques et ingénierie de la construction
9. Hautes technologies, numérique, Intelligence Artificielle (IA) et robotique
10. Projets pluridisciplinaires et sciences humaines et sociales
11. La transformation numérique de l'Enseignement supérieur et de la Recherche »

De par ses thématiques de recherches, le projet SIREAUCO répond en particulier aux enjeux de:

1. Transition écologique et énergétique
2. Santé et biotechnologiques
3. Economie bleue et océan
4. Energies renouvelables et alternatives
6. Chimie et matériaux

Par ailleurs, le projet SIREAUCO, via la construction d'un nouveau bâtiment performant qui prévoit de se conformer à la réglementation RE 2020, sera ambitieux dans sa gestion de l'eau, développera le recours aux énergies renouvelables et alternatives. Ces travaux s'inscriront dans la continuité de ceux en cours sur le domaine universitaire issus du plan de **Relance pour la transition énergétique des bâtiments** pour lequel l'établissement s'est vu doté d'une enveloppe de 51 M€.

C. L'enjeu, pour la formation, au niveau régional

Le projet SIREAUCO va contribuer à renforcer les formations niveau master pour le secteur des sciences de l'environnement de l'université de Bordeaux.

Pour être performante sur le long terme, une structure de recherche doit s'appuyer sur une offre de formation lisible et bien positionnée au plan national et international. Dans cet esprit, la Loi de Réforme des Universités et le plan Campus de l'université de Bordeaux ont prévu un meilleur adossement des filières de Master aux laboratoires de Recherche.

Dans ce contexte, la création du projet SIREAUCO permettra de moderniser l'offre d'enseignement de Master dans les domaines de la recherche sur les environnements aquatiques.



Pour les étudiants, la création de SIREAUCO permettra notamment d'assurer :

> l'accès à un enseignement de haut niveau directement adossé à la recherche dans les différents champs disciplinaires nécessaires pour développer une bonne expertise dans les sciences de l'environnement (chimie, physique et toxicologie de l'environnement, biogéochimie, océanographie, …) ;
> les meilleures garanties pour la formation à l'interdisciplinarité via l'enseignement d'une approche intégrée de l'étude de la structuration et du fonctionnement des écosystèmes dans une optique de gestion durable.

L'enjeu au niveau régional pour la médiation : SIREAUCO va contribuer à la protection et la mise en valeur d'un patrimoine culturel et scientifique local ainsi qu'à la prise de conscience des générations futures à la protection de notre environnement.

Les laboratoires possèdent également deux collections remarquables, constituant un héritage patrimonial à conserver, transmettre et valoriser :

-une collection de pierre à finalité pédagogique, présentation et étude de différents types de roches de la nature auxquelles sont associées des fiches sur internet (Site de pétrographie Gros Cailloux (u-bordeaux.fr))

-une collection de spéléothèmes (stalagmites, collection D. Genty et R. Maire) exposées dans des vitrines (armoires et étagères) qui pourront être valorisées tant pour des actions pédagogiques, que pour des activités de médiation mais également dans le cadre d'actions de recherche très originales de par leur singularité et leur qualité (spéléothèque de premier niveau internationnal) (accueil et/collaborations de chercheurs de tout pays).

L'objectif du projet SIREAUCO consiste tout à la fois à pérenniser et à moderniser la présentation aux étudiants et stagiaires de ce patrimoine scientifique majeur en l'adossant à une structure de recherche performante avec laquelle il possède des relations historiques étroites.

Ces collections sont aujourd'hui menacées par la vétusté des locaux dans lesquelles elles sont entreposées et doivent pouvoir être stockées dans de bonnes conditions de température et d'hygrométrie pour garantir leur conservation.

1.1.5 Stratégie du porteur de projet

Le développement des activités humaines induit des pressions directes ou indirectes sur l'environnement, altérant sa qualité et son fonctionnement. Mais dans le même temps, l'évolution des sociétés humaines est étroitement liée à la disponibilité et à la qualité des ressources et des services issus des écosystèmes naturels et exploités.
Le fonctionnement de ces écosystèmes est aujourd'hui fortement perturbé par les impacts des activités humaines (changement climatique, pollution de l'air, des milieux terrestres et aquatiques, intensification des cultures, surexploitation des ressources naturelles, perte de la biodiversité, etc.).
Restaurer ou préserver la qualité de l'environnement représente donc de forts enjeux scientifiques, économiques et politiques. Une politique cohérente et intelligente de développement durable ne peut se baser que sur des critères de décision rationnels. Il est donc nécessaire de documenter les pressions, d'en cerner les sources, les mécanismes, les impacts, de façon à en appréhender les conséquences et proposer des solutions adaptées.

C'est dans ce contexte général que se situe le projet SIREAUCO ; la nécessité de renforcer les bases scientifiques du développement durable étant désormais une priorité reconnue par les acteurs politiques et les institutions scientifiques.

Ainsi, à l'heure où notre planète est entrée dans une ère nouvelle fortement anthropisée, conduisant irrémédiablement à des changements planétaires conséquents, nous sommes tous fortement sensibilisés aux questions scientifiques sous-jacentes. Or, malgré des avancées notables, notre compréhension du milieu reste insuffisante pour prédire les impacts des changements globaux et du changement climatique. Disposer d'infrastructures modernes fédérant des équipes de recherche de pointe dans le domaine des sciences de l'environnement et associant chimie, biologie, écotoxicologie, physique, géologie et climatologie est un prérequis pour développer une recherche ambitieuse dans une logique interdisciplinaire.

La situation du milieu aquatique est particulièrement alarmante en raison de son rôle de réceptacle ultime des matières continentales et des polluants, de la vulnérabilité des organismes et de son importance dans les cycles mondiaux**.**

Il s'agit donc de conforter une recherche de très haut niveau permettant de comprendre, prédire, anticiper les évolutions des écosystèmes aquatiques le long du continuum continent-océan, pour en assurer un fonctionnement durable tant en termes de milieux de vie, pour les très nombreuses espèces qui en dépendent, que de ressources pour les sociétés humaines.

L'objectif du projet SIREAUCO est de rassembler et d'organiser au sein du campus de l'université de Bordeaux une communauté scientifique de très haut niveau dans le domaine des Sciences de l'Environnement et notamment dans le domaine de l'étude des hydrosystèmes en constituant une masse critique au niveau régional, national et international.

SIREAUCO se positionne dans la continuité de la structuration et la maturation d'un pôle Environnement à l'université de Bordeaux. Il est par ailleurs complémentaire des autres pôles universitaires en Région Nouvelle Aquitaine présentant des forces notables dans le domaine des Sciences de l'Environnement et notamment l'Université de la Rochelle avec le LIENSs ou le CEBC, l'université de Pau et des Pays de l'Adour avec la fédération MIRA (dont l'IPREM), l'université de Poitiers avec l'IC2MP, l'université de Limoges avec le pôle GEIST (*liste non exhaustive*). La communauté rassemblée autour de SIREAUCO a quant à elle le potentiel et l'originalité d'aborder des questions scientifiques intégrées pour comprendre et prédire :

1) le fonctionnement des hydrosystèmes sous pressions anthropiques et climatiques le long du continuum bassin versant-océan côtier et profond ;
2) le climat du passé à l'échelle régionale et globale pour déterminer et comprendre les mécanismes de la variabilité climatique récente et future ;
3) les phénomènes hydrodynamiques et sédimentaires des environnements littoraux (plages sableuses, estuaires, lagunes) ;
4) les effets multistress associant pressions anthropiques, pollutions, changement climatique et changement global sur les écosystèmes mais aussi les effets des organismes sur leur environnement.

L'objectif du projet SIREAUCO est de poursuivre l'effort de structuration de l'Université de Bordeaux dans le domaine des sciences environnementales en parfaite cohérence avec les objectifs d'U30 et notamment du projet ACT (Une université Augmentée pour un Campus et un monde en Transition).

L'objectif d'ACT est de transformer l'ensemble des campus de l'université en un vaste campus expérimental ouvert visant à développer, tester, valider et diffuser de nouvelles façons d'aborder les grands problèmes environnementaux, sociaux et de transition économique. Le projet s'appuie sur une nouvelle approche interdisciplinaire mêlant sciences naturelles et sciences humaines et sociales, se nourrissant des sciences des données et guidée par l'impact des recherches ainsi menées. Il mobilise l'expertise multidisciplinaire et la diversité des communautés scientifiques de l'université de Bordeaux, mais intègre aussi le regard de ses parties prenantes externes et des citoyens. Le projet SIREAUCO de par son ambition visant à rassembler des laboratoires de recherche de pointe en sciences de l'environnement s'inscrit pleinement dans cette démarche. Différents projets menés par des personnels d'EPOC s'inscrivent dans la trajectoire d'ACT comme les projets de living lab du RRI Tackkling ou encore le living lab UB-Breath.

SIREAUCO permettra de rassembler ainsi sur deux sites universitaires l'ensemble du potentiel de recherche de l'université de Bordeaux consacré à l'étude des environnements aquatiques, continentaux et marins. Il permettra de disposer d'infrastructures du plus haut niveau dans les domaines disciplinaires concernés, ce qui est indispensable pour maintenir sur le moyen-long terme une recherche performante dans chacun d'entre eux et pour répondre aux enjeux sociétaux des décennies à venir. Ce rassemblement interviendra au sein de l'Unité Mixte de Recherche « Environnements et Paléoenvironnements Océaniques et Continentaux » (UMR 5805). Il s'agit ici de constituer deux ensembles de recherche cohérents et complémentaires :

i) le premier localisé sur le site actuel de la station marine d'Arcachon et concernant les recherches en océanographie biologique et en écotoxicologie aquatique ;
ii) le second localisé sur le campus bordelais au plus près du bâtiment NB18 de l'OASU, sur le campus de Pessac, pour renforcer la synergie avec les équipes scientifiques y étant hébergées, et concernant en matière de relocalisation les équipes de chimie de l'environnement et de physique du littoral d'EPOC.

SIREAUCO concerne donc la totalité de l'UMR EPOC, soit **70** chercheurs (CNRS, EPHE) et enseignants-chercheurs (Université de Bordeaux), ainsi que **60** personnels techniques de haut niveau associés à de nombreuses plateformes techniques et analytiques labellisées, d'envergure régionale, nationale et internationale, et plus d'une centaine de doctorants, post-doctorants et contractuels supports, soit un total de plus de 230 personnels.

Le projet proposé permettra donc de constituer deux pôles forts et innovants très complémentaires, traitant la problématique des écosystèmes aquatiques dans une logique de continuum des bassins versants à l'océan.

Au niveau national et international, au-delà des actions de recherche, de nombreux chercheurs et enseignants-chercheurs associés à SIREAUCO sont impliqués en tant qu'experts dans de nombreuses agences, programmes ou organismes ayant trait à l'étude de la qualité et au fonctionnement des hydrosystèmes (ALLENVI, ANSES, PIREN-SEINE, SEINE-AVAL, CS LEFE, CS EC2CO, AFB, CS Agences de l'Eau), témoignant de l'excellence de l'expertise de notre communauté dans ce domaine. Des chercheurs de SIREAUCO coordonnent au niveau national deux des principaux services d'observation (SNO) labellisés par l'INSU (SOMLIT et DYNALIT dédiés à l'environnement littoral), et participent à plusieurs réseaux de recherche nationaux (GDR Ecotoxicologie Aquatique, GDR LIGA, GIS Médicaments, GDR Suie, GDR EMIE, RESOMAR, CROCO, etc.) et internationaux (GPCPE, NORMAN, ECOBIM, IFQM, JERICO, PAGES, ITN, IODP, …).

La mise en place de cette infrastructure permettra de renforcer, d'harmoniser et de conforter la dimension nationale et l'excellence de la science développée dans les domaines des Sciences de l'Environnement au sein de l'Université de Bordeaux, dimension nécessaire aujourd'hui pour faire face aux problèmes et à la gestion de l'environnement. Cette dimension inclut la présence d'une Station Marine, d'importance majeure car la seule sur la façade atlantique néo-aquitaine et qui assurera une attractivité nationale et internationale des recherches en océanographie biologique et biologie marine. Cette station sera interconnectée au pôle construit sur le campus bordelais avec les deux bâtiments, NB18 (déjà construit) et B19a (à construire) posant les bases d'un pôle d'excellence sur l'eau.

Au niveau international, SIREAUCO donnera également une meilleure visibilité à plusieurs thèmes de recherche dans lesquels l'université de Bordeaux possède déjà un leadership national, comme, par exemple, la physique littorale et les risques côtiers leur permettant de jouer un rôle majeur dans les grands projets européens. Il confortera

enfin l'excellente visibilité internationale de la communauté d'écotoxicologie et de chimie de l'environnement.

Par ailleurs, les plateformes déjà citées plus haut, et labellisées aussi au niveau national (Réseau REGEF du CNRS-INSU) seront accessibles à des organismes d'envergure nationale ou internationale, aussi bien dans le secteur public (BRGM, INRAE, IFREMER, LNE, INERIS, AQUAREF, AFB, IRSN, CEA) que dans le secteur industriel (EDF, VEOLIA, SUEZ, DANONE, NESTLE, TOTAL).

Dans la droite ligne de la politique immobilière de l'Etat, le projet SIREAUCO de Pessac conforte également la stratégie immobilière de l'université de Bordeaux.

La construction du B19a qui doit accueillir les équipes de recherche se substitue partiellement à l'avortement du projet du POA d'Arcachon tout en en conservant les grandes orientations et permettrait ainsi :

-de **rationaliser les espaces** actuellement dédiés aux laboratoires et répartis sur l'ensemble du Campus en réduisant significativement la surface totale (regroupement des équipes aujourd'hui installés dans les bâtiments B2, A2, A38 et mutualisation grâce à ce regroupement des espaces communs),

-**Oeuvrer pour la transition énergétique** et l'amélioration des performances énergétiques du patrimoine universitaire grâce à la construction d'une nouvelle superstructure répondant aux normes de la réglementation énergétique 2020,

-Enfin, **la remise en état du patrimoine** des locaux ainsi libérés dans le respect des normes environnementales actuelles.

La construction de plateaux libres de bureaux modulables développés au sein d'un bâtiment connexe, le B19b et de 3500 m² supplémentaires pour **permettre la valorisation foncière** du terrain d'assiette du projet et **renforcer l'attractivité du campus** universitaire pour accueillir des entreprises privées et des start-ups qui souhaitent créer des partenariats avec les UMR et notamment avec l'UMR EPOC.

Le projet SIREAUCO intègre ainsi à toutes ses étapes un projet scientifique ambitieux mais également un projet innovant s'inscrivant dans une politique immobilière sobre et cohérente avec la politique de l'Etat en la matière.

1.2 Présentation générale de l'opération

1.2.1 Localisation

Le projet SIREAUCO fera l'objet d'une double implantation :

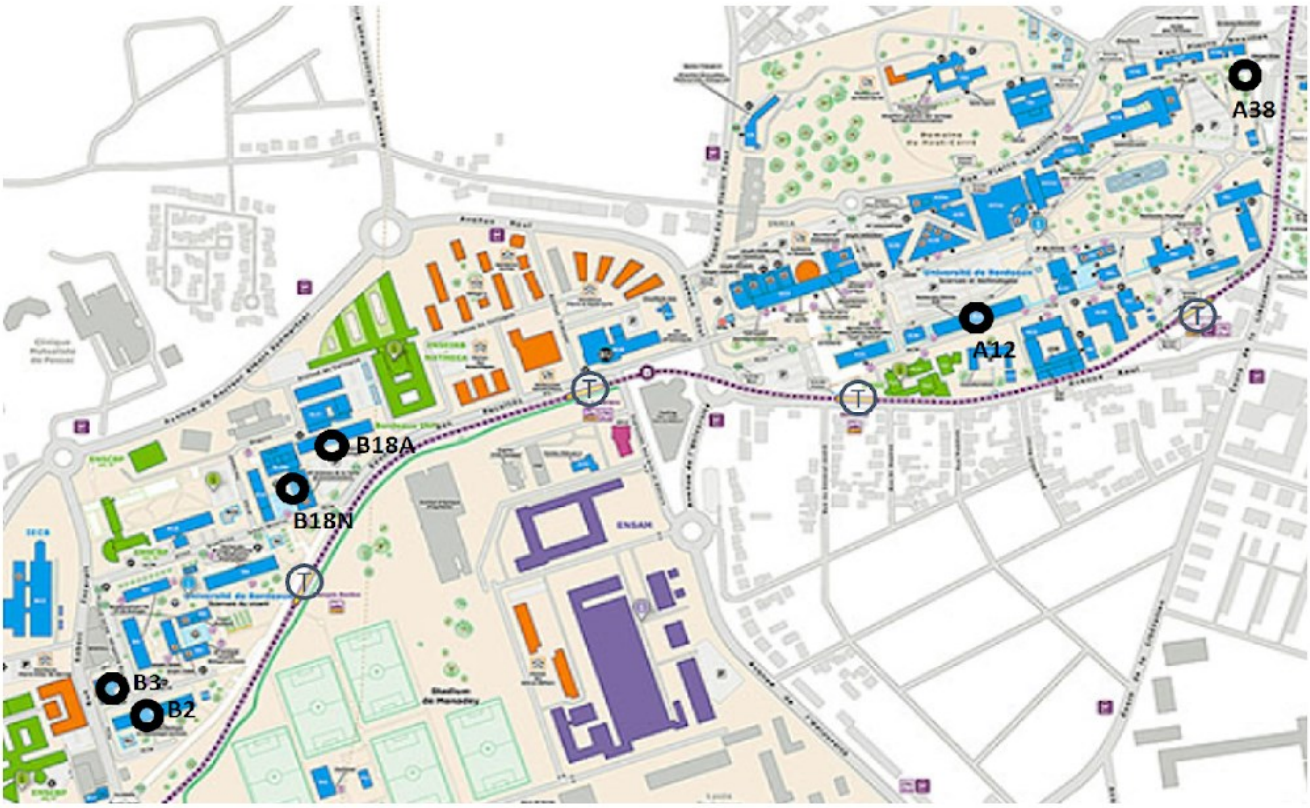
- la première sur le site de l'actuelle station marine basée sur la commune d'Arcachon*;*
- la deuxième, à Pessac, sur le domaine universitaire et plus précisément sur le Campus Bordes, à proximité du B18N (B18 Nouveau) et des équipes d'EPOC déjà implantées dans ce bâtiment livré en 2016 dans le cadre de l'opération Campus.

Le présent dossier d'expertise, même s'il a vocation à décrire le projet scientifique SIREAUCO dans sa globalité ne traitera que la partie du projet relevant de l'implantation sur Pessac.

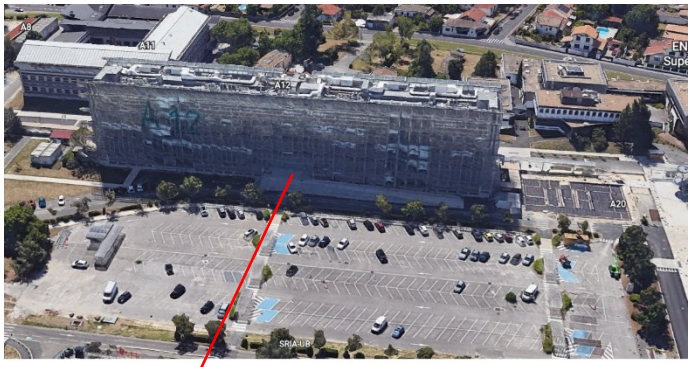


L'ensemble immobilier impacté par le projet SIREAUCO est donc éclaté sur l'ensemble du campus dans plusieurs bâtiments dans lesquels sont réparties les différents laboratoires et les différentes équipes de recherche. Cette dispersion complexifie les interactions et ne favorise pas les échanges.

Situation : Domaine universitaire : Campus Bordes et Peixotto.



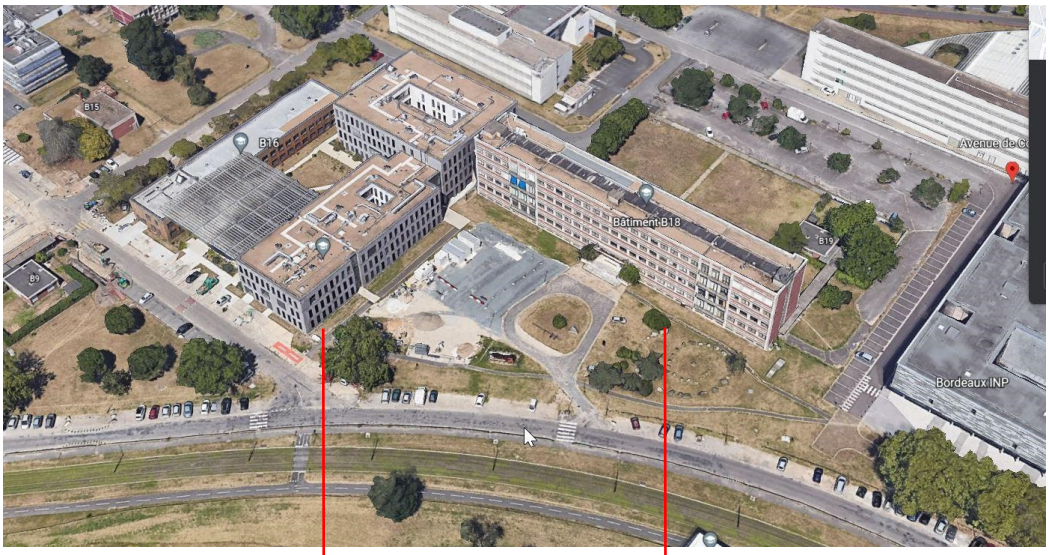
Implantations actuelles des équipes d'EPOC ayant vocation à être relocalisées dans le futur bâtiment, objet du présent dossier d'expertise.





Bât. A12 (Vue façade Nord)

Bât. B2 (Vue façade Sud)



Bât. B18 N

Bât. B18 ancien

(vus depuis le sud / sud-est)



Bât. A38

Les cinq bâtiments du campus constituent un patchwork d'entités éparses ; l'objectif est de reconsidérer cet ensemble global afin de créer une seule unité fonctionnelle optimisée sur le campus à Pessac tout en maintenant une activité complémentaire de haut niveau en lien avec l'expérimentation en milieu marin indispensable à un ensemble scientifique dédié aux environnements aquatiques localisée à la Station Marine d'Arcachon.

1.2.2 Contexte - Objectifs recherchés – Enjeux

Les équipes d'EPOC implantées actuellement sur le domaine universitaire souffrent en premier lieu d'un éclatement à plusieurs endroits et bâtiments du campus Sciences et Technologie (*cf. Schéma ci-dessus*) peu favorable à une vie d'Unité.

Cette dispersion géographique qui rend parfois les échanges entre équipes plus complexes et diminue la visibilité de la globalité du laboratoire vers l'extérieur, nuit en particulier au fonctionnement de base de l'UMR, à son animation et à la synergie entre les équipes.

Il apparaît ainsi fortement nécessaire de rassembler le plus possible les différentes équipes autour de fonctionnalités partagées dans des locaux communs avec une dispersion géographique la plus faible possible.

Ceci se renforce d'autant plus avec l'extension d'EPOC tant du point de vue thématique qu'humain du fait de l'arrivée des personnels de l'EA « Géoressources et environnement » qui fusionne avec EPOC pour le prochain contrat quinquennal, créant ainsi une UMR de tout premier plan abordant toutes les questions de recherche touchant à l'Eau dans toutes ses dimensions et questionnant tant les problématiques de quantité que de qualité, questions prenant une importance croissante au regard des changements globaux et des changements climatiques.

Améliorer l'interconnexion entre les différentes équipes de recherche permettrait ainsi de mieux pratiquer l'interdisciplinarité, ce qui constitue une priorité pour l'UMR EPOC et ses tutelles. Au-delà de l'animation scientifique, celle-ci passera par un regroupement sur un nombre de sites restreint permettant une meilleure communication et des échanges plus naturels et quotidiens. Cela aura aussi une incidence sur la projection en termes d'identité d'appartenance pour les personnels qui actuellement se projettent au niveau des sites plus qu'au niveau des structures.

Certains des bâtiments (**A12, B2**) ont été partiellement rénovés dans le cadre de l'Opération Campus via des interventions complètes sur le clos couvert. Ces occupations étant considérées comme provisoires et les installations techniques précaires, ces interventions n'ont pas intégré les restructurations intérieures et réaménagements des plateaux occupés actuellement par les équipes d'EPOC et qui leur auraient permis de pouvoir travailler, à long terme, dans des conditions optimales voire de confort ordinaire. Les équipes y sont globalement très à l'étroit, et les systèmes de régulation de température inadéquats aux activités et au matériel et machines utilisés par les chercheurs : au-delà de l'inconfort éprouvé et du manque de considération ressenti par les équipes, ces conditions dégradées nuisent directement à la bonne tenue des travaux de recherches et aux résultats sur lesquels se fonde la réputation des laboratoires.

De plus, le bâtiment **B18 Ancien** (r*enommé dans l'ensemble du présent document B18A*) qui abrite une partie conséquente de ce laboratoire, n'a subi aucune intervention puisque voué à la démolition dans le cadre de l'opération Campus concomitamment à la livraison du projet POA prévu initialement en 2023 mais abandonné depuis 2019.
A ce déficit d'entretien, sont venues s'ajouter les conséquences d'un incendie d'origine criminel survenu dans la nuit du 18/02/2021 ayant fortement endommagé les parties communes et le sous-sol de ce bâtiment aggravant ainsi les conditions de travail des personnels.

Le service terrain d'EPOC pour les équipes localisées sur le campus de Bordeaux est situé en première tranche dans un local totalement vétuste, dangereux ne respectant aucune des normes modernes de sécurité. Cette activité terrain est essentielle pour des équipes de recherche travaillant dans les sciences de l'environnement et mettant en œuvre des chantiers d'observation long terme, de surveillance et d'expérimentation. Le bâtiment en question (A38) est voué à être démoli.

Il convient enfin d'ajouter à ce constat, celui relevant de l'état actuel de vétusté et d'obsolescence des bâtiments du site d'Arcachon qui présentent également de très fortes pathologies dues à un déficit d'entretien de plus de 3 décennies sur un site fortement exposé aux intempéries et aux embruns marins, difficilement rattrapable actuellement par le rythme et le volume de travaux d'entretien.

L'abandon du projet POA a donc eu comme principale conséquence celle de faire perdurer l'occupation par une partie des équipes d'EPOC dans des locaux vétustes et inadaptés qui ne permettent plus d'assurer pleinement dans des conditions optimales et sécuritaires les activités relevant des missions d'enseignement supérieur et de recherche.

L'enjeu majeur du projet SIREAUCO, objet du présent dossier d'expertise, est donc d'offrir aux équipes d'EPOC des infrastructures nouvelles et adaptées aux conditions d'exercice d'une recherche de très haut niveau, permettant un regroupement de l'unité autour et à proximité du reste de l'équipe actuellement au B18 N construit dans le cadre de l'opération Campus (2018).

1.2.3 Contexte foncier — Urbanisme et servitudes, capacité des terrains Inscription dans le paysage urbain et le territoire (accès, transport, etc)

Le site d'implantation a été choisi à l'issue de l'analyse de plusieurs sites potentiels, soumis à l'analyse des contraintes de l'opération :

- possibilité effective d'insertion d'un grand bâtiment ;
- proximité au B18N ;
- continuité et maintien de l'activité ;
- insertion dans l'environnement urbain ;
- proximité des équipements et des services universitaires.

Du bilan de cette étude, les raisons du choix du foncier du B18A ont été :

- la possibilité de créer une forte interaction entre les laboratoires du B18N et le projet SIREAUCO,
- la possibilité de bénéficier des services, des équipements et de la vie du campus,
- la proximité des services et équipements métropolitains et du réseau de transports en commun et d'une offre résidentielle conséquente et variée,
- les lieux de résidence actuels des usagers de SIREAUCO et par conséquent un impact réduit des émissions des gaz à effet de serre liées aux déplacements pendulaires,
- la faisabilité et la soutenabilité économique de l'opération.

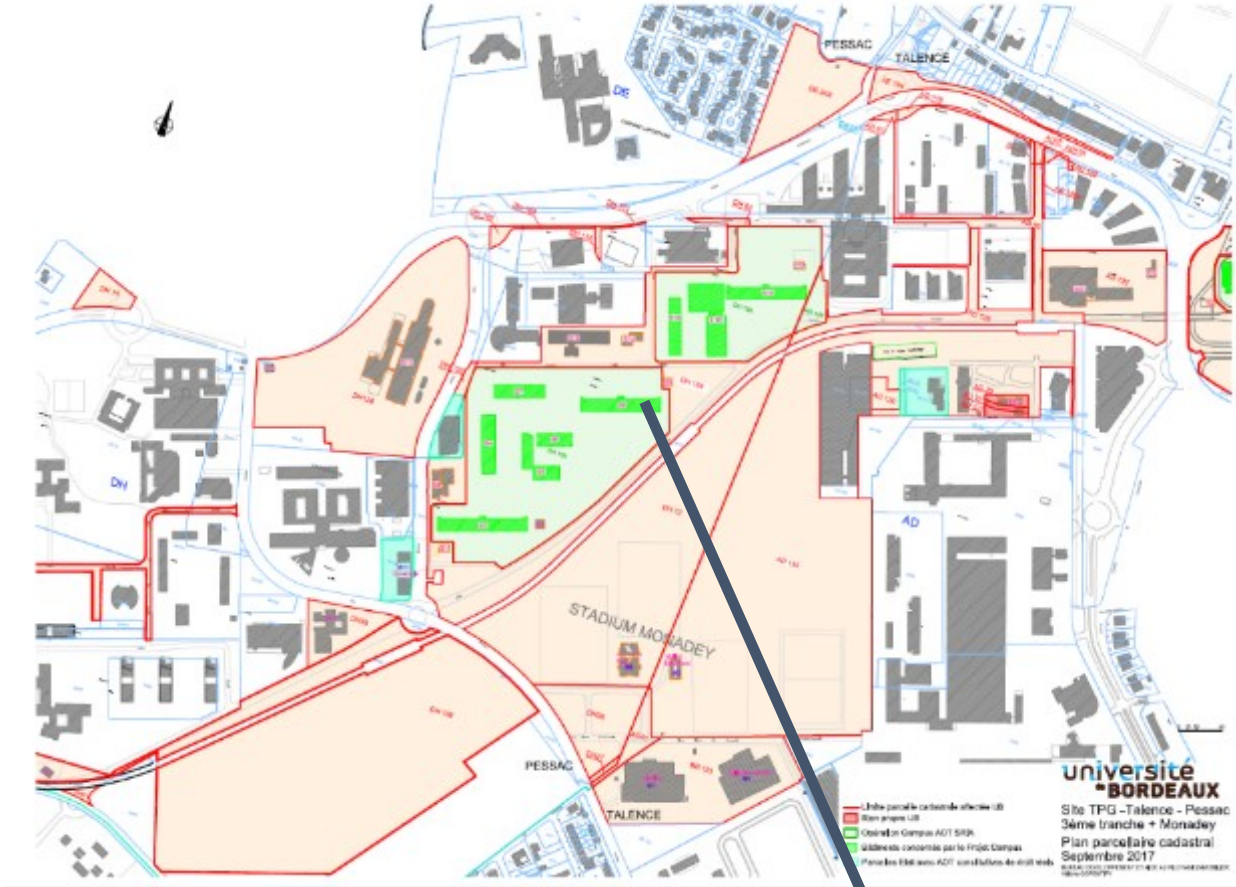


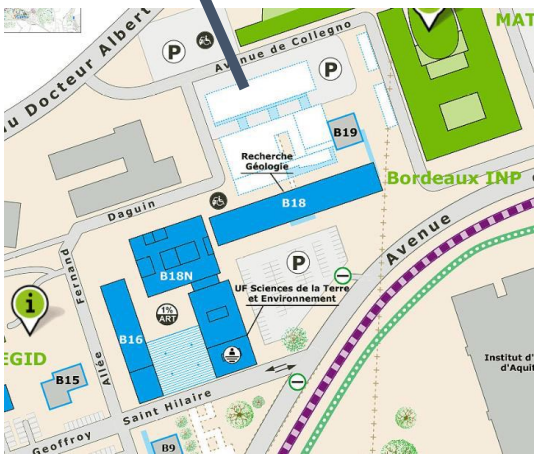
Bât. B18 N ***Bât. B18 ancien (vus depuis le sud/sud-ouest)***

Pour les raisons évoquées précédemment, le site choisi pour implanter ce futur bâtiment est situé à Pessac sur le domaine universitaire et plus précisément sur la parcelle du bâtiment B18 A en lieu et place de celui-ci une fois démoli.

Ce secteur est desservi par le tram B (stations François Bordes à Pessac et Arts et Métiers à Talence) et les lianes 8, 34, 37 et 87.

La gare de Pessac, à 8 stations de tram du B18N, relie SIREAUCO à la gare d'Arcachon en moins de 45 minutes et à une fréquence d'au moins une fois par heure toute l'année. L'itinéraire en voiture via l'autoroute représente environ 50 minutes pour relier le B18N ou le B19 à la station marine.

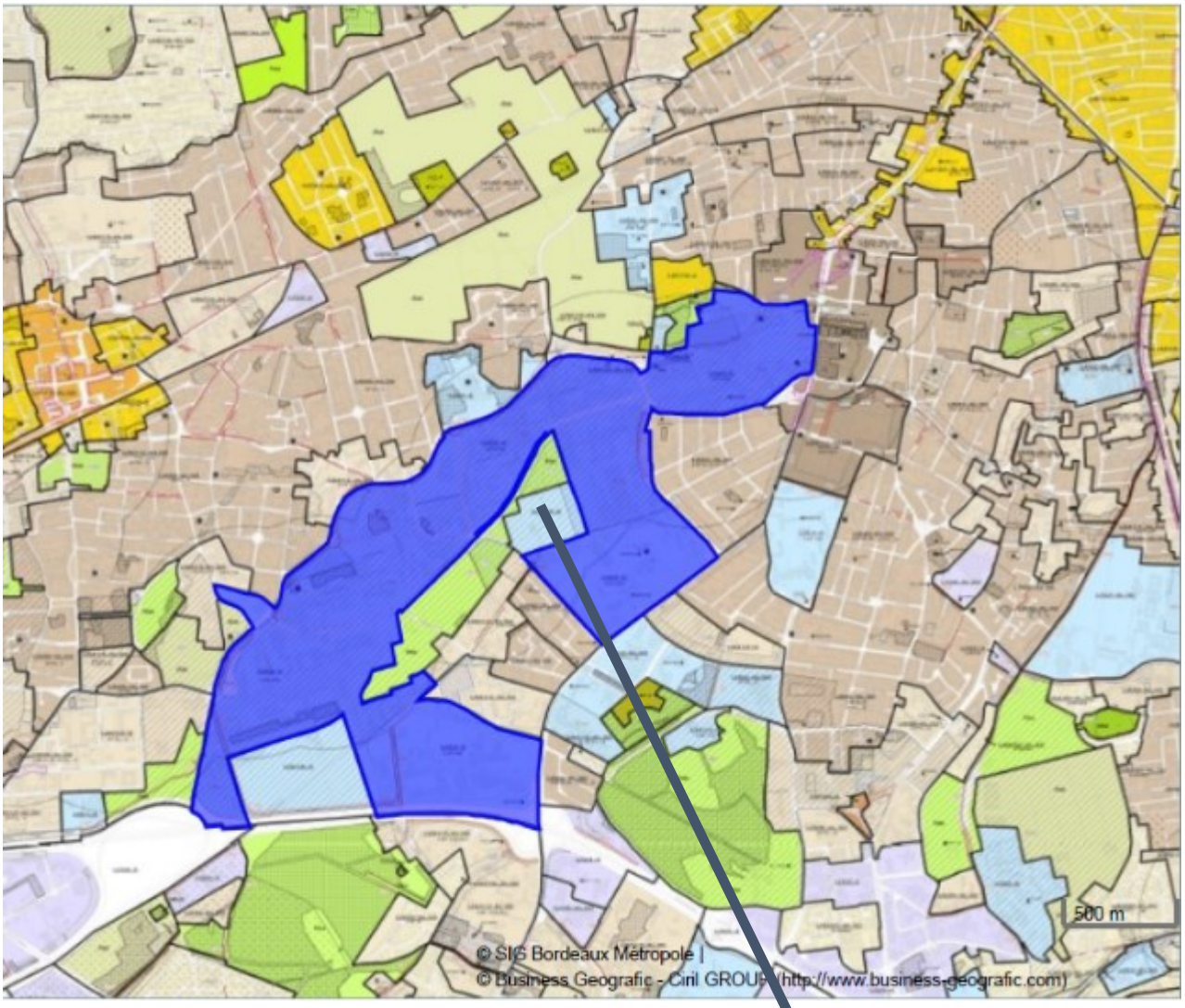


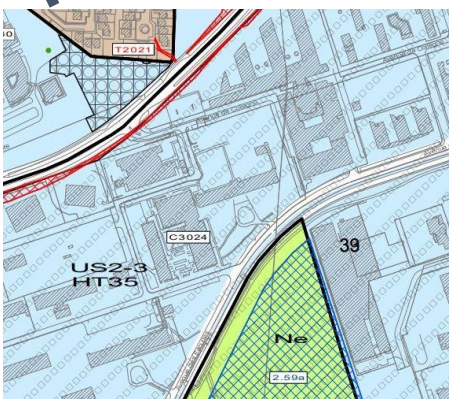


Le bâtiment B18A est sis Allée Geoffroy St Hilaire à Pessac, sur la parcelle DH136 d'une surface d'environ 22 652 m². La parcelle AD167 d'une surface de 1123 m² est quant à elle localisée sur la commune de Talence.

La parcelle est aujourd'hui occupée par 4 bâtiments (B16, B17, B18 ancien et B18 nouveau) ainsi que par un parking de 75 places. Le terrain d'assiette est donc déjà largement artificialisé.

Le terrain se situe en zone US 2-3 « Zones urbaines liées aux équipements » du PLU de Bordeaux Métropole (1ère révision approuvée en date du 16/12/2016, 10ème modification du 28/01/2022). Ce zonage est compatible avec le projet SIREAUCO et n'implique pas de contrainte inadéquate avec le programme.


500 m
© SIG Bordeaux Métropole |
© Business Geografic - Ciril GROUP (http://www.business-geografic.com)


T2021
C3024
US2-3
HT35
39
Ne
2.59a

1.2.4. Administrations de tutelle consultées

Dans le cadre de l'instruction du dossier d'expertise et plus généralement pour fédérer les acteurs autour de ce projet emblématique, plusieurs administrations de tutelle sont régulièrement consultées via des comités de partenariat SIREAUCO pour affermir les grandes orientations du projet et vérifier sa soutenabilité en réunissant, à un rythme a minima annuel :

-la Région Nouvelle Aquitaine,

-le Rectorat,

-le CNRS,

-Bordeaux Métropole.

1.2.5. Expression des besoins réalisée en bonne et due forme pour la recherche d'une implantation le cas échéant

Au regard des contraintes et des besoins liés aux projets scientifiques (confère paragraphes "*Présentation générale de l'opération*" et "*Contexte - Objectifs recherchés – Enjeux*" ci-dessus) et au foncier disponible sur le campus, l'établissement a identifié l'opportunité d'implantation sur les parcelles DH 136, en lieu et place du bâtiment B18A et de son parking.

Afin de préciser les besoins fonctionnels et techniques relatifs au regroupement souhaité d'EPOC sur le site de Pessac, la direction immobilière de l'université de Bordeaux a désigné en avril 2020 le cabinet ACOBA [1] pour vérifier la faisabilité des implantations et mener une étude de programmation pour l'ensemble du projet SIREAUCO et ses 2 implantations : Arcachon et Pessac.
Concernant l'implantation sur Pessac, il ressort de cette étude un besoin de **5640 m²** de surface de plancher.
Cette surface est détaillée de la manière suivante:

TALENCE

Besoins théoriques pour Talence

Surfaces Tranche Ferme

Locaux	SU Totale m²	r/t SdO	Surface SdO
BUREAUX EQUIPES	709 m²	1,35	957 m²
SERVICES COMMUNS	625 m²	1,35	844 m²
LABORATOIRE Ecotoxicologie Aquatique (EA)	281 m²	1,35	379 m²
LABORATOIRE ECOBIOC	233 m²	1,35	315 m²
LABORATOIRE LPTC	455 m²	1,35	614 m²
LABORATOIRE METHYS	140 m²	1,35	189 m²
PLATEFORME EXPERIMENTATION	176 m²	1,35	238 m²
PLATEFORME M&M's	66 m²	1,35	89 m²
PLATEFORME PLATINE	425 m²	1,35	574 m²
LOGISTIQUE	869 m²	1,20	1 043 m²
TOTAL SURFACES UTILES	**3 979 m²**		
Estimation Circulations			1 024 m²
Estimation Locaux Techniques Bâtiment			239 m²
Estimation Locaux Techniques Plateforme PLATINE			30 m²
TOTAL SURFACES DANS ŒUVRE			**5 271 m²**
ratio SDO/SU		1,32	
TOTAL SURFACE DE PLANCHER			**5 640 m²**
ratio SP/SU		1,42	

1 AMO Programmiste pour l'université de Bordeaux, société ACOBA devenue société KAPEA en avril 2021

Afin de renforcer le lien entre la recherche et le tissu économique régional, l'université souhaite adosser à ce projet des surfaces complémentaires destinées à accueillir des structures tierces qui souhaiteraient profiter de l'écosystème universitaire (LYRE-SUEZ, start-up, autres, ...).

Cette extension qui s'inscrit par ailleurs dans la stratégie de valorisation souhaitée par l'université au travers de son SPSI sera financée sur fonds propres de l'établissement, les occupants devant s'engager à verser un loyer au titre de leur occupation et de l'accès aux services proposés par l'université *(salle serveur, prestations de maintenance courante, etc.)*
Le besoin identifié à ce stade est estimé à **3500 m²** de surface de plancher.

Le projet immobilier décrit ci-après concernera donc un ensemble de **9 140 m²** de surface de plancher, scindé en deux corps de bâtiments (B19a et B19b) dont les fonctionnements seront traités de manière indépendante (en annexe du présent document, les tableaux des surfaces détaillés).

1.2.6. Description du programme : démolition — reconstruction — réhabilitation lourde — construction neuve

Pour ce faire, le projet prévoit, après la démolition totale du bâtiment B18A prévue au printemps 2023 et dont le financement est intégré à l'opération Campus, la construction d'un nouvel ensemble immobilier de **9 140 m²** en lieu et place du B18 ancien et qui intégrera la reconstitution d'un parking d'au moins 60 places.
Pour offrir aux équipes d'EPOC installées dans le B18 ancien des conditions de travail élémentaires et libérer *de facto* le terrain d'assiette du B18A, l'université a par ailleurs fait le choix d'anticiper l'installation provisoire des équipes de recherche (installation prévue en juillet 2023 - Cf "*planning prévisionnel*" en annexe) dans des bâtiments modulaires jusqu'à leur installation définitive prévue à la livraison du nouveau bâtiment objet du présent dossier.

L'étude de programmation précitée a abouti au scénario d'implantation suivant:



Légende : en blanc les bâtiments existants (B17, B18N), en beige le bâtiment B19a à construire pour le laboratoire EPOC, en bleu l'extension dédiée à la valorisation d'espaces tertiaires à louer (B19b). L'ensemble à construire prendra le nom de bâtiment B19. Cette volumétrie indicative extraite de la pré-étude de programmation, a permis de vérifier la capacité et la faisabilité du projet et ne correspond aucunement au projet architectural définitif qui sera retenu de manière partenariale lors des jurys de concours en 2022 et 2023. De fait cette volumétrie n'intègre pas la question de l'insertion urbaine qui prescrit obligatoirement une percée visuelle et physique depuis l'avenue des Facultés vers l'entrée du B17.

En tout état de cause, une des grandes orientations fixées par le cahier des charges architectural destiné aux maîtres d'œuvre consiste à ce que la volumétrie permette à terme une porosité depuis l'Avenue de Facultés au sud et le long de laquelle le tramway dessert le quartier et la plateforme multi-technique de Pôle Patrimoine & Environnement de l'Université (B17) et livrée au printemps 2021 dans le cadre de l'opération Campus. En effet, ce bâtiment extrêmement fonctionnel et utile à la vie du campus, ouvert à tous les usagers du campus, est aujourd'hui complètement obstrué par le volume frontal de 93 mètres de long du bâtiment du B18 ancien. Cette imperméabilité, aussi bien visuelle que physique, constitue un invariant du projet car elle doit également faciliter l'accès aux stations de bus situées sur l'Avenue du Docteur Albert Schweitzer plus au nord.
La partie bleue pourrait être construite sur pilotis afin de maintenir une accessibilité ou bien les deux corps de bâtiments pourraient être entièrement divisés et scindés de manière à créer une faille visuelle au profit de l'entrée et du parvis du B17. Un rez-de-chaussée dégagé permettrait aussi de dédier une partie de plain-pied à un usage logistique (retour terrain abrité, etc).

1.2.7. Services concernés ou impactés par le projet

A. Recherche

L'ensemble immobilier à créer est situé à proximité du bâtiment NB18, lequel héberge déjà 3 équipes de recherche de l'UMR EPOC spécialisées en paléoclimatologie (PALEO), en sédimentologie (GEOLSED), en écodynamique des pollutions métalliques continentales et marines (TGM), une partie de l'équipe de chimie de l'environnement (LPTC) avec le volet atmosphère, et à proximité du bâtiment de l'ENSEGID qui héberge une équipe spécialisée en hydrologie et étude des transferts (PROMESS).

Il regroupera en plus 2 équipes (METHYS et LPTC), ainsi qu'une partie des équipes ECOBIOC et EA, rassemblant sur le futur bâtiment B19a 35 personnels permanents et près de 35 doctorants, post-doctorants et contractuels ainsi qu'une cellule de transfert (CDTA ; centre de transfert et de développements analytiques) :

- Les océanographes physiciens (équipe METHYS) spécialisés dans l'étude de la dynamique du littoral (plages, estuaires et lagunes), sa modélisation et les modifications du trait de côte et la télédétection. Cette équipe est actuellement implantée au bâtiment B18A et restera localisée en totalité sur le campus bordelais.
- Les chimistes de l'environnement, spécialisés dans l'étude des contaminants organiques (équipe LPTC) qui étudient l'écodynamique des contaminants organiques et leur impact toxique. Cette équipe est actuellement implantée sur le bâtiment A12 du campus de Pessac. Elle restera localisée en totalité sur le campus bordelais.
- Les biogéochimistes spécialisés dans l'étude des cycles biogéochimiques du carbone et de la matière organique et les biologistes spécialisés dans l'étude de la composition, de la dynamique et du fonctionnement des communautés végétales dans le contexte de l'influence des changements globaux. Ces personnels font partie de l'équipe ECOBIOC et sont localisés dans le B18a.
- Les toxicologues de l'environnement (équipe EA) localisés dans le B2 spécialisés dans l'étude de l'impact toxique des micropolluants, des éléments traces métalliques et des microplastiques, n'ayant pas besoin d'infrastructures lourdes en expérimentation aquatique notamment marine.
- Ce rassemblement permettra notamment la recomposition de l'équipe LPTC et favorisera également l'émergence de nouvelles recherches interdisciplinaires, notamment avec l'équipe TGM dans le domaine de l'étude de l'écodynamique des micropolluants (organiques et métaux traces), permettant de mieux appréhender les effets de mélanges en termes d'impact environnemental, ainsi qu'avec les équipes EA et ECOBIOC pour l'étude de l'impact des changements globaux sur les dynamiques des écosystèmes sous contraintes anthropiques et climatiques ou encore avec l'équipe PALEO dans le domaine des biomarqueurs moléculaires appliqués à la reconstruction des environnements anciens.

Le regroupement envisagé sur le campus pourrait par ailleurs être connecté à plusieurs projets satellites en cours de discussion impliquant le site bordelais, à savoir :

1) l'installation d'un pôle de recherche, afin de développer des projets d'envergure internationale dans le domaine de la modélisation des risques littoraux et de leur prévision en lien avec le changement climatique (réseau RIVAGE);

2) le redéploiement du centre de recherche LyRE (SUEZ) qui pourrait ainsi bénéficier d'une proximité immédiate avec des équipes comme TGM et LPTC, avec lesquelles ils développent de nombreux projets

de recherche sur la qualité de l'eau et la gestion de sa ressource ;

3) l'élaboration d'une nouvelle unité résultant du regroupement de l'UMR EPOC et de l'EA Géoressources et Environnement adossée à l'ENSEGID (Institut Polytechnique Bordeaux, EA 4592). Des échanges, réunions et discussions ont abouti à la proposition d'une nouvelle UMR. Le projet de nouvelle UMR a été présenté à l'HCERES en janvier 2021 et a démarré en janvier 2022. Une telle opération pourrait bénéficier de la proximité géographique entre les deux ensembles immobiliers, d'une part le nouveau complexe de l'ENSEGID et le futur complexe « NB18+B19 » de l'université de Bordeaux, ce qui permettrait de disposer d'une structure et d'un réseau, unique au niveau national, pouvant traiter les problématiques tant de quantité que de qualité de l'eau dans une logique de continuum, des eaux souterraines aux eaux de surface.

4) Enfin, ce regroupement à proximité de l'UMR BIOGECO (Bâtiment B2), en lien étroit avec l'OASU, pourrait préfigurer un Campus de l'Environnement **(ENVIRO-CAMPUS)** qui pourrait accueillir des chercheurs IFREMER, INRAE dans une logique de montage de projet, partenariat, mobilité à court et à moyen termes. Ceci permettra de consolider la structuration autour des sciences environnementales, initiée notamment par l'OASU et le LabEx COTE, qui devrait être poursuivie dans le cadre d'un Grand Programme en cours de montage au sein de l'université de Bordeaux et de son Département des Sciences Environnementales.

Pour ce qui relève des seuls besoins d'EPOC, les effectifs concernés sont représentés dans le tableau ci-dessous

Equipe	A12	B2	B18	Arcachon	TOTAL
EA					**12**
EC UB		3		1	
C CNRS et autres		0		1	
BIATSS UB tech		1		0	
ITA CNRS		0		1	
BIATSS admin		0		0	
CDI ADERA		0		1	
Doc		2		0	
Post doc		2		0	
ECOBIOC					**10**
EC UB			5	1	
C CNRS et autres			0	0	
BIATSS UB tech			1	0	
ITA CNRS			0	0	
BIATSS admin			0	0	
Doc			2		
Post doc			1		
LPTC	**31**				**31**
EC	4				
C CNRS et autres	3				
BIATSS UB tech	3				
ITA CNRS	4				
BIATSS admin	0				
Doc	10				
Post doc	7				
METHYS					**15**
EC/C			4		
C CNRS et autres			3		
BIATSS UB tech			1		
ITA CNRS			1		
BIATSS admin			0		
Doc			3		
Post doc			3		
Cellule Transfert	**2**				**2**
ITA ingénieur CDI	2				
Services communs	**3**				**3**
SC / Géomatique / Terrain	3				
Total sans stagiaires					**73**
Stagiaires					**30**
Total général					**103**

B. Enseignement

Les enseignants-chercheurs (et certains chercheurs) de l'UMR EPOC participent aux enseignements dispensés à l'université de Bordeaux depuis la licence jusqu'au doctorat. Responsables de mentions (de Licence, licence pro et de Master), d'unités d'enseignement, de travaux pratiques ou simples intervenants de cours, l'implication des personnels d'EPOC dans les filières de formations est conséquente. Les chercheurs et enseignants-chercheurs contribuent également à la formation des étudiants soit en intervenant dans la formation (cours, séminaires) soit en encadrant des stages.
Ils interviennent principalement dans les formations suivantes :

- En Licences « Sciences de la vie » , « Sciences de la terre » et « Chimie »,
- En licence professionnelle « Chimie analytique, contrôle, qualité, environnement : Méthodes physico-chimiques d'analyse »,
- Dans les mentions de master « Biodiversité, Ecologie et Evolution », « Sciences de la Mer » et son parcours international « Marine Environnent and Ressources », « Toxicologie et éco-toxicologie » et son parcours international « Environnemental Contamination and Toxicology » (ECT+ Erasmus mondus), « Chimie » et « Métiers de l'Enseignement, de l'Education et de la Formation, parcours Sciences de la vie et de la Terre » (Figure 1),
- En année de préparation à l'agrégation en sciences de la vie - sciences de la terre,
- Au sein des écoles doctorales « Sciences et environnements » et « Sciences chimiques ».

Ces mentions de master profitent d'un adossement recherche fort aux thématiques développées dans les équipes de l'UMR EPOC, permettant un enseignement de pointe dynamique et évolutif.

A Pessac, le projet SIREAUCO ne prévoit aucun espace de formation neuf. En effet, les locaux de formation existants sur le campus bordelais ne sont pas touchés par le projet. En revanche la construction d'un ensemble immobilier du domaine universitaire, hébergeant de nombreux chercheurs et enseignants-chercheurs ainsi que le personnel technique des différentes équipes, permettra une très bonne synergie et mutualisation des différents locaux du campus pour les différentes formations en environnement ainsi que dans le cadre de l'EUR SENSE.

- Stagiaires accueillis à Pessac

Les équipes d'EPOC sont sollicitées par de nombreuses demandes de stage. Chaque année elles accueillent sur le site sur des périodes courtes (1 à 3 semaines) des stagiaires de niveau collège (3ème) ou lycée (pour 2nde ou 1ère technique) pour des stages « d'observation ». Cette mission de formation par les stages se poursuit également à l'université avec l'accueil de stagiaire à tous les niveaux : depuis la licence (L1, L2 ou L3, stage d'un mois en général), au master (2 à 4 mois en M1 ; 6 mois en M2). Au cours de l'année civile 2019, les deux équipes ont accueilli 25 stagiaires (2 étudiants en BTS ou IUT, 6 étudiants en licence, 15 étudiants niveau master et 2 apprentis).

1.2.8. Échéance de l'opération envisagée / prévue.

Compte tenu des enjeux liés à l'état des locaux et au retard engendré par l'abandon du projet POA, la livraison du bâtiment dénommé B19 est souhaitée pour début 2026 (*cf.détail au 3.7 du présent document et le planning de l'opération en annexe).*

1.3 Objectifs de l'opération

Comme évoqué plus haut dans le 1.1.1 (« *Genèse et historique du projet* »), le projet SIREAUCO s'inscrit dans la continuité du projet de POA, pour suppléer, pallier son abandon et répondre à un besoin urgent de rassembler les chercheurs et les doter d'un équipement à la hauteur de leur grande qualité.

L'enjeu pour EPOC est de :

- se regrouper géographiquement : l'UMR est actuellement éclatée sur plusieurs sites et dans une multitude de bâtiments. Cet éclatement nuit aujourd'hui au lien entre les équipes, et ralentit les coopérations scientifiques et les projets ;
- conserver le lien avec le Campus Bordelais : La contribution de l'UMR aux enseignements nécessite un ancrage sur la métropole bordelaise, en proximité des lieux d'enseignements du domaine universitaire.

En outre, depuis 2001, l'UMR EPOC fait partie intégrante de l'Observatoire Aquitain des Sciences de l'Univers. L'UMR est aussi en connexion avec l'ENSEGID (Ecole Nationale Supérieure en Environnement, Géoressources et Ingénierie du Développement durable) de par sa fusion avec l'EA « Géoressources et Environnements ».

Au total, ce seront plus de 230 personnes de l'UMR EPOC qui seront localisées en permanence sur le site en comptabilisant les différents bâtiments du campus dont le B19a.

Stratégie de mise en œuvre en parallèle à l'opération Campus

Il s'agit de transposer le projet pédagogique et scientifique à l'organisation spatiale de l'université pour sa composante « science de l'environnement » et notamment :

- de traiter l'urgence immobilière et repenser les espaces de vie et de travail ;
- d'agir pour le développement d'une qualité optimale des campus, levier de l'appartenance et du rayonnement ;
- de s'inscrire en cohérence avec les projets des collectivités et participer à leurs dynamiques de développement.
- Développements de living lab, mise en place de réseaux de capteurs de la qualité de l'air et de l'eau (interactions fortes avec Bordeaux Métropole, implication dans ACT, dans le RRI tackling).

La valorisation et l'optimisation du patrimoine immobilier

La création du nouveau bâtiment de recherche à proximité immédiate du B18N est l'occasion de conforter la lisibilité des travaux de recherche sur les environnements aquatiques et en éco-toxicologie en réorganisant les fonctions en une seule localisation au sein du campus.

Le POA, ancien projet abandonné et dont découle aujourd'hui le projet SIREAUCO, était déjà issu du constat qui avait été fait de l'impossibilité fonctionnelle et structurelle de maintenir l'activité scientifique en lieu et place de l'actuelle station marine, principalement pour des raisons d'éloignement important avec les moyens d'accès à la mer et aux installations portuaires. Une nouvelle construction sur un nouveau site permettait d'envisager un seul déménagement sans trop de perturbations pour les activités scientifiques.

Enfin, étant donnée la localisation du projet en zone tendue, qui plus est dans le secteur attractif du sud-ouest de

la métropole bordelaise entre Talence et Pessac, il a été possible d'envisager, adossé au projet des 5000 m² de SIREAUCO, la valorisation du terrain d'assiette du B18N et B18A via la création de surfaces de plancher supplémentaires de bureaux et tertiaire à hauteur de 3500m², modulables et flexibles.
Cette projection se conforme à la tendance actuelle du marché immobilier local tout en correspondant à l'opportunité concrète de répondre à une forte demande de structures publiques ou privées, ayant des interactions importantes avec les laboratoires de recherche sur les environnements aquatiques.

En effet, des entreprises à caractère public ou du secteur privé se sont rapprochées de l'université de Bordeaux en émettant le souhait de pouvoir adosser leurs activités à celles des chercheurs hébergés dans SIREAUCO : les 3500m² de plateaux libres de bureaux supplémentaires permettront d'envisager cette éventualité tout en garantissant la viabilité du modèle économique de ce volume de bureaux annexe (B19b), répartie sur plusieurs niveaux.

1.3.1 Objectifs fonctionnels

L'université de Bordeaux, confirmée comme initiative d'excellence IdEx en 2016, poursuit aujourd'hui sa trajectoire de transformation vers une université multidisciplinaire de recherche rayonnant au plan européen et international. Cette volonté de transformation s'appuie tout d'abord sur un plan stratégique réactualisé (U30) voté en conseil d'administration le 13 décembre 2021 qui doit lui permettre, à l'horizon 2030, d'organiser une action à la hauteur des multiples enjeux qu'elle souhaite relever.

En voulant faire de sa position d'université internationale à forte activité de recherche, un levier au service des grands défis scientifiques et sociétaux du XXIe siècle, elle s'est par ailleurs saisie des opportunités offertes par de grands plans d'investissement (IdEx, NCU, etc.) pour engager un cycle de transformations profondes au travers de projets institutionnels (H2020 RESET, EASI Lab, UBGRS 2.0) et d'initiatives transverses (ACT, Feuille des transitions, ENLIGHT, InnovationS,…).

De profondes mutations seront engendrées par la mise en œuvre de ces projets, lesquelles conduiront inéluctablement à interroger les besoins futurs de l'université en matière d'infrastructures immobilières et numériques.

Le pôle Patrimoine & Environnement s'engage à nourrir cette réflexion dans le cadre du renouvellement du SPSI en cours d'élaboration pour la période 2023–2028 et qui s'appuiera en particulier sur les projets et initiatives structurants (Horizon U30, ENLIGHT, ACT, Feuille de route des transitions.

Les nouvelles technologies de communication et d'information

La conception architecturale et technique du futur bâtiment prend en compte le développement des moyens dédiés aux nouvelles technologies de communication et d'information, avec notamment des équipements de visio-conférence, la généralisation de la distribution des réseaux sur l'ensemble des espaces, ainsi qu'une nouvelle

desserte aux réseaux de liaisons avec l'infrastructure informatique universitaire régionale.

Concernant les acteurs de l'activité « Recherche » du projet SIREAUCO, celui-ci comporte plusieurs objectifs et notamment, ceux de :

- faire émerger de nouvelles recherches interdisciplinaires utilisant les écosystèmes régionaux comme le Bassin d'Arcachon, le littoral aquitain, l'estuaire de la Gironde, etc., comme écosystèmes modèles;
- disposer d'infrastructures de laboratoires et de plateformes expérimentales du meilleur niveau, indispensables pour maintenir sur le long terme une recherche performante ;
- compléter le réseau d'infrastructures existant en Aquitaine dans les domaines de recherche du pôle.

Le rassemblement fonctionnel des équipes d'EPOC permettant ainsi d'assurer le développement d'approches interdisciplinaires attendu en deux lieux interconnectés s'organisera de la manière suivante:

- Équipes ayant vocation à se déplacer :

  - l'équipe METHYS (100% sur le site de Pessac) composée d'océanographes physiciens pour leurs intérêts majeurs relatifs à la dynamique des plages, les modifications du trait de côte et la télédétection ;
  - l'équipe ECOBIOC (70% sur le site d'Arcachon et 30% sur le site de Pessac) composée d'écologues et bio-géochimistes, spécialistes de la biodiversité, du fonctionnement des écosystèmes côtiers et de leur interaction avec le changement global ;
  - l'équipe LPTC (85% sur le site de Pessac) comprenant des chimistes de l'environnement spécialisés dans l'étude des contaminants organiques et des cycles biogéochimiques des contaminants organiques et leur impact toxique ;cette équipe sera de plus rassemblée car une partie (volet atmosphère) est déjà localisée dans le NB18 (15%).
  - l'équipe EA (70% sur le site d'Arcachon et 30% sur le site de Pessac) regroupant des écotoxicologues pour les études des contaminants métalliques, des microplastiques et les fonctionnements et dysfonctionnement dans les écosystèmes aquatiques face aux contaminants.

- Équipes déjà installées sur le site de Pessac :

  - PALEO (100% site de Pessac) spécialisée en paléoclimatologie
  - GEOLSED (100% site de Pessac) spécialisée en sédimentologie
  - TGM (100% site de Pessac) spécialisée en écodynamique des pollutions métalliques continentales et marines
  - PROMESS (100% bâtiment ENSEGID site de Pessac) spécialisée en hydrologie et en transferts

Le site de Pessac hébergera par ailleurs les plateformes analytiques et instrumentales de haut niveau rassemblant à proximité celles qui se déplacent (PLATINE et M&Ms laser) et qui rejoindront ainsi celles existantes implantées dans le NB18 (M&Ms historique qui de ce fait sera rassemblée, PACS, Isotopie) ainsi qu'un service terrain moderne de haut niveau (halle technique); ce rassemblement permettra en outre de pouvoir bénéficier des services communs déjà présents dans le NB18 (gestion/administration, géomatique et analyse d'image, une partie du service terrain (véhicule et carothèque).

Le premier enjeu du programme consiste à associer sur un même site, les activités des équipes de recherche du B18N avec celles de SIREAUCO (B19), dans une large autonomie fonctionnelle, tout en proposant de mutualiser

l'ensemble des fonctions communes ou partageables. Pour ce faire, le projet propose d'organiser ces deux entités autour d'une ou plusieurs pièces d'accueil ou d'entrée communs, articulées et reliées concrètement entre elles, par une passerelle ou une galerie couverte : ce trait d'union constitue une véritable interface entre les deux bâtiments, propice à la rencontre et aux échanges.

Un deuxième enjeu est que le pôle de recherche soit conçu comme un outil de travail de pointe pour les chercheurs et les étudiants. Pour répondre à cette exigence, la programmation prévoit des systèmes fonctionnels et techniques rationnels, modernes et modulables. D'un point de vue fonctionnel et qualitatif, cet ensemble répond parfaitement aux besoins exprimés par les chercheurs au travers du programme.

Les bureaux des chercheurs sont situés à proximité de leurs laboratoires (tout en étant séparés et à l'abri des risques chimiques et biologiques dans un espace dédié) et les locaux étudiants à proximité de chaque équipe de recherche. Un point fort réside dans le déploiement des plateformes analytiques en synergie et au plus près des laboratoires d'expérimentation. La disposition du plateau retour terrain au pied du quai de déchargement est stratégique car elle permet une liaison douce et sans perturbation pour les échantillons et prélèvements depuis le milieu naturel (retour des véhicules et des camions laboratoires) jusqu'aux laboratoires et plateformes analytiques.

La répartition des équipes de recherches dans les étages courants de SIREAUCO, tel qu'envisagé dans la programmation, prévoit que les quatre équipes sont réparties dans une logique fonctionnelle et relationnelle imposée par : (1) la forme du projet, (2) les besoins relationnels des équipes entre elles, et (3) les exigences techniques de ces dernières en particulier liées aux besoins en fluides spéciaux et en équipements techniques des laboratoires.
Le rez-de-chaussée, outre les fonctions de stationnement des véhicules pour les besoins du projet, accueillera les plateformes expérimentales. Les océanographes physiciens (équipe METHYS) dont les centres d'intérêts majeurs concernent la dynamique des plages, les modifications du trait de côte et la télédétection, seront localisées à proximité immédiate de l'entrée principale du bâtiment et des locaux d'enseignement. Les écologues et bio-géochimistes (équipe ECOBIOC) qui étudient la biodiversité, les réseaux trophiques et plus largement le fonctionnement des écosystèmes côtiers ainsi que leur interaction avec le changement global seront répartis sur les étages courants. Les chimistes de l'environnement (équipe LPTC) spécialisés dans l'étude des contaminants organiques qui étudient les cycles biogéochimiques des contaminants organiques et leur impact toxique, occuperont un niveau à définir. Les écotoxicologues, spécialisés dans l'étude des contaminants métalliques (équipe EA) seront également localisés sur les autres étages courants.

Les laboratoires et bureaux seront en lien permanent entre eux de par la proximité spatiale, permise par la volumétrie et la configuration du bâtiment. Des liaisons verticales, accolées aux escaliers et gaines techniques verticales, mettront en relation les laboratoires avec les plates formes expérimentales et les fonctions logistiques en rez-de-chaussée, avec les équipes de recherche réparties sur les étages courants.
De manière à fluidifier les interactions entre équipes de recherche du B18N et du B19A, une passerelle ou une galerie couverte, de plain-pied, connectera les deux ailes. Le programme du projet SIREAUCO intègre également d'autres équipements scientifiques de pointe très spécifiques et notamment des plateformes scientifiques expérimentales dédiées à la recherche en biologie marine sur des échantillons de spécimens vivants, constituées d'un ensemble de locaux aux caractéristiques très particulières en matière d'ergonomie, de qualité des équipements courants et des éléments techniques ou architecturaux capables de résister à une fort taux d'hygrométrie ou de sable très abrasif.

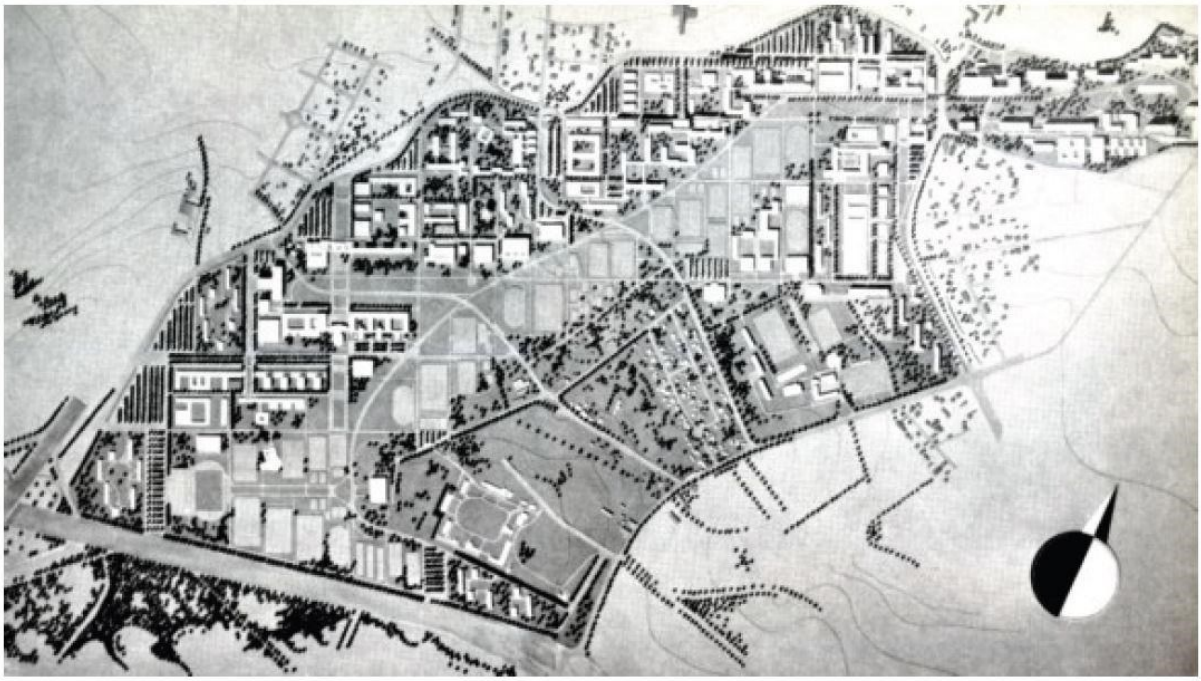
Les infrastructures inadaptables sont rapidement dépassées par rapport aux recherches menées par les laboratoires : les chercheurs utilisent par exemple des machines de quantification qui nécessitent des évolutions permanentes d'organisation des espaces et des aménagements flexibles. Le changement d'échelle des études, en évolution permanente, nécessite une expertise spécifique et des locaux autrement dimensionnés que ceux que proposent l'ensemble des bâtiments occupés actuellement par les équipes (A12, B2, A38, B18A..).

La programmation du projet SIREAUCO doit également permettre de pallier les manques du NB18 et entrer en complémentarité avec les équipements du NB18 (exemple : retour terrain, salle de convivialité et salle de repas, nouvelle offre de salle de réunion et partition espaces de labos et de bureaux). Aujourd'hui aucune des structures n'est dotée de salle blanche, or cet équipement est indispensable pour permettre les recherches ultra-traces, de plus en plus incontournables et nécessaires pour faire avancer les recherches.
Relié aux équipements et à une offre de service complète, sa proximité avec le campus est un atout majeur (proximité des bibliothèques, des auditoriums, présences aux colloques et évènements de la vie universitaire…).

Le choix d'un programme neuf va également permettre de fixer des objectifs en matière de performance environnementale de l'ouvrage et viser la sobriété énergétique.

1.3.2. Objectifs architecturaux

Sur le campus bordelais, le bâtiment neuf s'intégrera sur le site, composé majoritairement de bâtiments universitaires de R+2 à R+4. A proximité immédiate des bâtiments NB18 et de l'ENSEGID, le projet s'attachera à créer une continuité avec le bâti existant. Le volume s'insérera dans la trame du plan de masse du domaine universitaire de Louis Sainsaulieu et s'intégrera en élévation de manière à correspondre à l'épannelage existant des constructions voisines.

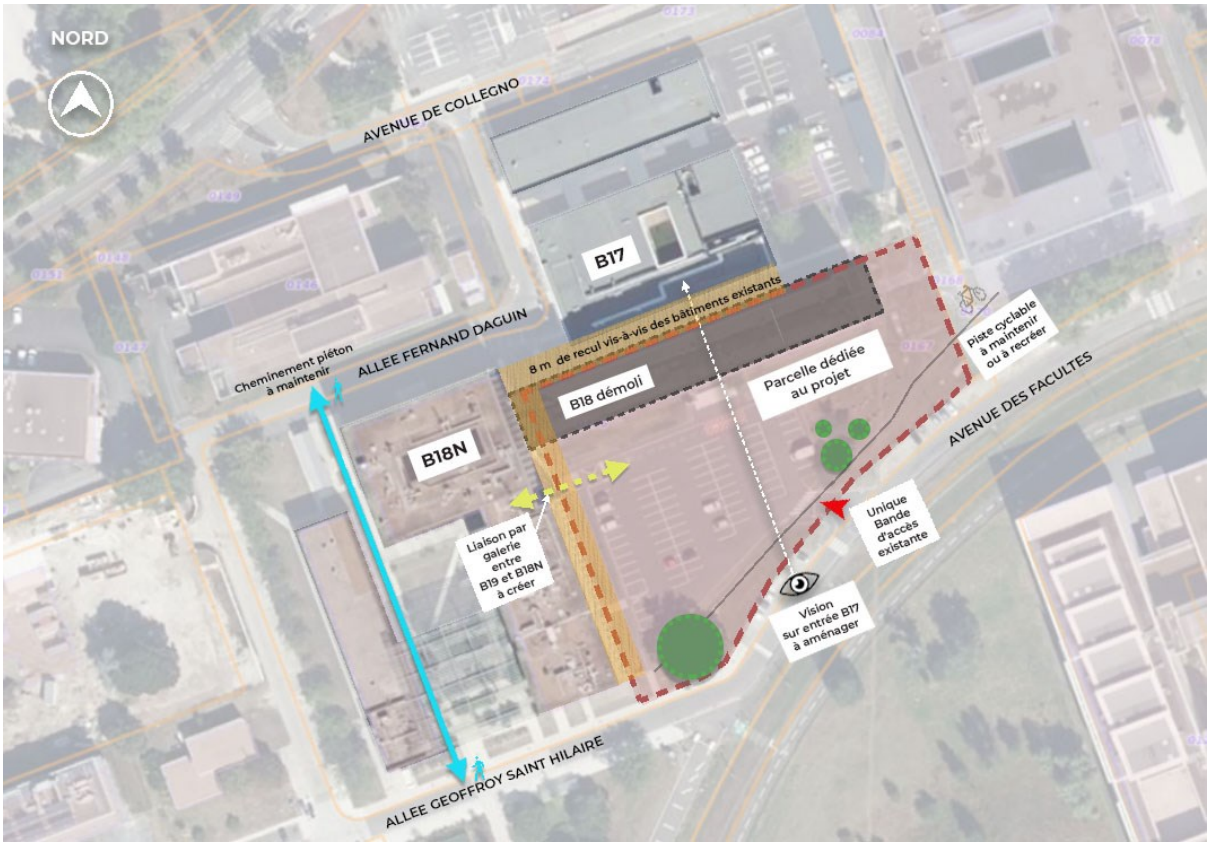


Plan du domaine universitaire de Bordeaux/Talence par Louis Sainsaulieu.
© CNAM/SIAF/CAPA/Archives d'architecture du XX^{e} siècle, fonds DAU 133 IFA 225/1.

Une partie est souhaitée en pilotis afin de rendre visible, depuis l'avenue des facultés, l'entrée du bâtiment B17, plateforme multi-technique du pôle Immobilier et Environnement.
Le bâtiment à construire devra prévoir une galerie de liaison ou passage couvert en rez-de-chaussée avec le bâtiment B18N afin de favoriser les échanges entre les équipes de ces deux bâtiments.

Dans le cadre de l'insertion urbaine et de manière à assurer une continuité visuelle et physique avec les équipements déjà existants à proximité du projet (plateforme multi-technique B17, accès aux transports en commun, station de tram, bus, continuités cyclables, etc), le bâtiment B19a (SIREAUCO) et B19b (plateaux libres de bureaux à valoriser) grâce à leur dispositions spatiales, devront assurer une percée visuelle vers l'entrée piétonne principale en façade sud de la plateforme multi-technique. Aucune porosité, que ce soit pour faciliter l'accès ou la visibilité à cette entrée n'est aujourd'hui possible, empêchée par le bâtiment B18 ancien, en ordre horizontal par rapport à la trame historique du domaine. Un réajustement des nouveaux volumes pour se conformer à un ordre vertical permettra de résoudre assez simplement ce qui représente aujourd'hui une contrainte spatiale forte.

La nouvelle implantation du bâtiment devra également respecter un recul minimum de 8 mètres entre le projet B19 et les bâtiments existants, un éloignement minimum de 10 mètres entre la soute et les autres bâtiments (existants et B19), dissocier les flux logistiques vis-à-vis des autres flux, assurer le maintien ou le déplacement de la piste cyclable existante le long de l'Avenue de Facultés et conserver autant que faire se peut les arbres existants sur le site.



Le concours de maîtrise d'œuvre lancé en juin 2022 permettra de retenir 4 équipes admises à concourir parmi les 107 groupements ayant candidaté.

Le projet SIREAUCO, de par son ampleur, son exigence et sa localisation sur la métropole bordelaise constitue une vitrine sur la plan architectural, environnemental et technique dont les personnes qualifiées du territoire ont bien conscience.
Des architectes de renommée nationale et internationale ont ainsi répondu à la publication du marché. Majoritairement de grande qualité, les architectes ont composé des équipes pluridisciplinaires aux compétences multiples obligatoires et très attendues de manière à respecter le cahier des charges exigeant sur ce projet et notamment pour répondre aux enjeux :
-du paysage (agence de paysage),
-environnementaux (bureaux d'étude, agent de commissionnement,...)
-de haute technicité (BE acoustique, BIM manager, ingénieur animalier…)

1.3.3. Objectifs énergétiques et environnementaux

Les ambitions énergétiques et environnementales du projet sont d'ores et déjà identifiées et conformes aux ambitions de l'établissement inscrites dans la feuille de route des transitions énergétiques et environnementales adoptées par l'université en 2021 :

- **Ambition 1 : préservation de la ressource en eau**
  - Récupération des eaux de pluie
  - Limitation des process à eau perdue
  - Si process avec eau chaude, mise en place de systèmes de récupération de calories
  - Mise en place de comptage télérelevé
  - Traitement des effluents

- **Ambition 2 : sobriété et mix énergétique**
  - Respect de la RE2020 : le projet prévoit dès à présent le respect de la réglementation RE2020, avec la mise en place d'une production d'énergie locale par l'installation de panneaux photovoltaïques (environ 300 m²) ;
  - Identifier les sources de besoin en chaleur et en froid pour mettre en place un échange thermique
  - Favoriser le confort d'été passif
  - Raccordement au réseau de chaleur du domaine universitaire ;

- **Ambition 3 : limitation de l'impact carbone de l'opération sur tout la chaine** (prélèvement des ressources / travaux / fin de vie
  - Favoriser le recyclage et le réemploi
  - Favoriser l'utilisation de matériaux durables et respectueux de l'environnement

- **Ambition 4 : préservation de la qualité de l'air (intérieur / extérieur)**
  - Une démarche exemplaire est prévue sur le projet afin que les rejets issus notamment des sorbonnes soient filtrés au mieux, allant au-delà de la réglementation imposée ;
  - Utilisation de peintures et de matériaux et de mobilier sans COV

- **Ambition 5 : préservation de la biodiversité et de la flore**
  - Installation d'habitats pour la faune
  - Végétalisation des toitures terrasses
  - Désimperméabilisation / désartificialisation des sols
  - Limitation de l'impact lumineux

- **Ambition 6 : Limitation des nuisances**
  - Le chantier à faibles nuisances : l'un des aspects de la réduction de l'impact environnemental est la maîtrise des nuisances dues à la construction du bâtiment. Il faudra une stratégie opérationnelle répondant aux objectifs de la charte « Chantiers à faibles nuisances » avec les entreprises ;
  - Le traitement des déchets d'activité **:** les activités de SIREAUCO relèvent de la chimie de l'environnement qui nécessite l'utilisation de solvants, de gaz et de produits chimiques générant des déchets chimiques qui seront traités ;

- **Ambition 7 : Déplacement doux**
  - Encourager les déplacements doux **:** le projet SIREAUCO permettra d'encourager les déplacements doux : une accessibilité à pied aisée, des espaces sécurisés de stationnement pour les vélos seront disponibles, l'accessibilité au tramway est facilitée; sa localisation sur le campus bordelais au sein de la métropole bordelaise permet à SIREAUCO et à ses futurs usagers de bénéficier d'un réseau de transports en commun conséquent.

Les ambitions listées feront l'objet d'un suivi détaillé durant toute la mise en œuvre du projet. Dans cet objectif, au-delà de la compétence d'un agent de commissionnement exigée de manière obligatoire dans le cadre du concours, l'université de Bordeaux s'est dotée des compétences d'un assistant à maîtrise d'ouvrage spécifique pour le suivi des ambitions environnementales du projet SIREAUCO.

Dans un premier temps, cet AMO environnement accompagne le porteur de projet pour fixer des ambitions environnementales du projet, ni trop ambitieuses ni trop limitatives, mais de manière à s'assurer de la tenue des engagements.

Tout au long du processus de conception du projet, les propositions détaillées et exposées sont non limitatives, et seront discutées à la lumière des propositions de la maîtrise d'œuvre.

Par ailleurs, en parallèle de la mission de l'agent de commissionnement, l'AMO interviendra aussi les deux, voire trois premières années qui suivront la réception et la livraison de SIREAUCO. Cette mission permettra de tenir les objectifs environnementaux en phase exploitation, en garantissant le suivi au plus près des consommations énergétiques, en temps réel, pour assurer un reporting complet et exhaustif périodiquement auprès de l'université et réajuster autant que de besoin auprès des concessionnaires et des entreprises avec lesquelles sont engagées des contrats d'entretien.

La démarche environnementale

A l'occasion du concours d'architecture, l'université de Bordeaux a réalisé un document cadre pour la démarche environnementale avec l'aide d'un bureau d'étude spécialisé fixant les priorités du maître d'ouvrage.

Ce document est composé de deux parties majeures :

- Le profil environnemental de l'opération ;
- les niveaux d'exigences associés et le contenu de la notice environnementale remis aux équipes de maîtrise d'œuvre.

Le maître d'ouvrage a exprimé les exigences particulières suivantes dès le lancement de l'étude :

- la réduction des consommations énergétiques : dans le cadre d'une opération à forte lisibilité sociale pouvant servir de support pédagogique, l'université souhaite qu'une attention particulière soit portée sur les économies d'énergie ;
- le confort hygrothermique : ce confort devra être maintenu en fonction des contraintes hygrothermiques de chaque saison ;
- l'entretien et la maintenance : ce bâtiment doit garantir des charges minimales ;
- Le chantier à faibles nuisances : l'un des aspects de la réduction de l'impact environnemental est la maîtrise des nuisances dues à la construction du bâtiment. Il faudra une stratégie opérationnelle répondant aux objectifs de la charte « Chantiers à faibles nuisances » avec les entreprises ;
- la gestion et la qualité sanitaire de l'eau et de l'air : pour les expérimentations de certains laboratoires. La quantité, la composition et la qualité des rejets devront être exemplaires ;
- le traitement des déchets d'activité : les activités des équipes de chercheurs relèvent de la chimie de l'environnement qui nécessitent l'utilisation de solvants, de gaz et de produits chimiques générant des déchets chimiques, seront traités.

L'objectif, pour un programme technique de laboratoire avec des contraintes fortes, n'est pas l'atteinte d'une labellisation trop ambitieuse pour cette catégorie de bâtiment qui ne serait de toute façon pas réaliste mais bien plutôt de privilégier la mise en place d'une démarche cohérente et exemplaire permettant de respecter les enjeux environnementaux pré définis.

1.3.4. Objectifs exploitation maintenance

Les objectifs à atteindre pour l'université de Bordeaux, en matière d'exploitation, de maintenance et de GER (Gros Entretien Renouvellement) sont les suivants :

- garantir les conditions techniques optimales à la réalisation des activités d'enseignement et de recherche au sein des bâtiments ;
- assurer les meilleures conditions de confort, d'hygiène et de sécurité, pour le personnel et le public accueilli ;
- garantir la durabilité et les performances de fonctionnement des installations et des équipements ;
- garantir la pérennité du patrimoine technique dans son ensemble ;

- garantir une capacité de mobilisation pour toute situation d'urgence ou de crise.

En plus des comptages rendus obligatoires par la réglementation, les consommations électriques suivantes seront suivies :

- équipements électromécaniques ;
- production de froid liée aux process (ex : chambre froide, split pour le local VDI, …) ;
- éclairage extérieur ;
- éclairage de mise en valeur ;
- bureautique ;
- autres équipements énergétiques non destinés à assurer le confort des personnes.

Ce suivi sera réalisé *via* un système automatique assurant l'archivage des valeurs et permettant de faire des statistiques. Le suivi des conditions du confort thermique sera assuré par :

- les contrôles et pilotage centralisés des plages de températures de consigne par zone;
- le suivi du taux de CO2 et/ou de l'hygrométrie dans les salles de réunion ;
- l'asservissement des débits d'air au taux de CO2 et/ou à l'hygrométrie et/ou à la présence dans les salles de réunion.

Des outils de supervision et de communication seront mis en place :

- GMAO (Gestion de Maintenance Assistée par ordinateur) ;
- utilisation de la GTC afin d'optimiser les paramètres de fonctionnement des installations ;
- mise en place d'un plan de mesures et de vérifications compatible avec l'IPMVP (Protocole International de Mesure et de Vérification de la performance énergétique) ; compte-rendu périodique d'activité comportant l'évolution des consommations d'énergies.

Des dispositions seront prises pour faciliter l'accès et diminuer la fréquence d'entretien des façades, toitures, revêtements intérieurs, fenêtres, protections solaires et cloisons intérieures.

Au-delà de la programmation environnementale du projet SIREAUCO, comme indiqué dans le chapitre 1.3.3, l'AMO environnement viendra également en supervision du reporting assuré par l'agent de commissionnement* et proposera des synthèses au maître d'ouvrage dans le cadre de son suivi de la mission de l'agent de commissionnement*.

Cette mission se déroulera en étroite collaboration avec le pôle Patrimoine & Environnement et en particulier avec les services Pilotage de l'exploitation et Performance Environnementale, rattachés à la Direction de l'Immobilier de l'université.

L'agent de commissionnement (*compétence intégrée au groupement de maîtrise d'œuvre) récupère et collecte les informations, l'AMO les analysera et les soumettra au maître d'ouvrage. Le suivi de l'exploitation sur les deux années qui suivent la livraison de l'immeuble doit permettre de régler, ajuster et peaufiner les consommations et les comportements. Dans ce cadre, l'AMO :

- Vérifiera que les travaux réalisés sont conformes au programme et aux prescriptions des pièces contractuelles et alerte la maîtrise d'ouvrage en cas de non-conformité,
- Sera en charge de la supervision du suivi des objectifs de performances et de confort et du reporting sur les consommations et la production d'énergie,

- Proposera des synthèses au maître d'ouvrage dans le cadre de son suivi de la mission de l'agent de commissionnement (compétence intégrée au groupement de maîtrise d'œuvre),
- Vérifiera le respect des dispositions réglementaires et normatives concernant le confort hygrothermique des occupants et des consignes liées à leurs **usages spécifiques de recherche (laboratoires)** et de service informatique,
- Contrôlera, analysera et donnera son avis sur les plannings d'essais et **contrôles réglementaires** réalisés à la livraison (mise à blanc, confinement des installations d'extractions spécifiques) et les comptes rendus effectués par celui-ci aux services exploitation et pilotage de l'université,
- Contrôlera la réactivité du prestataire de maintenance pour répondre aux demandes d'intervention (tous corps d'états liés aux contrat maintenance en places CVC, Ascenseur, SSI…) dans un souci permanent de qualité de service et de **compte rendu à l'occupant,**
- Vérifiera en permanence l'optimisation et l'amélioration des systèmes pour **réduire les consommations d'énergie de l'université,**
- Analysera et donnera son avis sur la conduite et l'entretien des installations effectuées par l'exploitant (maintenance d'entretien courant, maintenance corrective et maintenance préventive).
- L'AMO Environnement réalisera les essais d'étanchéité à l'air à la réception pour valider la conformité des travaux vis-à-vis des objectifs initiaux.
- Mise à jour éventuelle du rapport d'évaluation entre la phase DCE et la livraison.

1.3.5. Données juridiques

Par décision ministérielle en date du 15 juillet 2019 portant transfert du patrimoine immobilier de l'Etat vers l'université, cette dernière est devenue propriétaire du terrain d'assiette destiné à recevoir la construction du nouveau bâtiment B19. Ce transfert fait actuellement l'objet d'un acte notarié en cours de rédaction qui devrait être signé en mars 2023.

2. Situation actuelle

2.1 Panorama de l'existant

Surfaces :
Les activités EPOC destinées à être hébergées au sein du projet SIREAUCO sur la métropole Bordelaise, sont actuellement réparties sur les sites de Pessac et d'Arcachon.

Nota : les tableaux ci-dessous ont été remplis selon les définitions de surfaces utiles nettes et brutes du SPSI, raison pour laquelle les surfaces de laboratoires, fortement présentes dans ce projet n'apparaissent que dans les surfaces utiles brutes.

Le laboratoire EPOC est en pleine croissance depuis une vingtaine d'années et occupent toujours les mêmes locaux, cette situation génère une saturation des espaces occupés aussi bien par les bureaux que par les

laboratoires. Cette situation n'est pas compatible avec l'activité. Cela explique les faibles surfaces actuellement occupées.

Ces données sont issues du système d'information patrimoniales de l'établissement, mis en place depuis 2015. Ces données sont fiabilisées et font l'objet d'enquêtes annuelles de la DIE (RT OAD).

Paramètres	Catégories	Situation
Numéro Chorus du/des bâtiment(s)	B18 A	197967/443640
	A12	198396/444578
	B2	197967/443623
	B3	197967/443624
	A38	198396/444636
Occupation		
Statut juridique (D/L/MD) (1) ou bien propre		Bien propre UB (en cours de transfert via processus de dévolution du patrimoine)

Surfaces		**Sun (surface utile nette) occupée par EPOC**	**Sub (surface utile brute) EPOC**	**SP (Surface de plancher occupée EPOC)**
	Administration	0	0	0
	Enseignement	0	0	0
	Recherche			
	B18A EPOC – 2ème étage	484,49	734,80	1 138,00
	Sous-sol B18A EPOC	0	397,38	442,90
	A12 R+2 EPOC	263,79	807,21	872,78
	A12 sous-sol EPOC	0	321,46	362,86
	A12 Soute	0	120,00	130,00
	B2 sous-sol EPOC	0	26,58	26,94
	B2 R+4 EPOC	84,64	325,62	357,05
	B3 EPOC	0	21,74	24,39
	A38 EPOC RDC	0	119	130,00
	Arcachon (uniquement les espaces occupés par les équipes qui vont à Pessac)	59,21	89,8	139,08
	Autre	0	0	0
	Total	892,13	2 963,59	3 624,01

Effectifs / Postes de travail (PdT) (L)	Pour activité « Administration » (L)	Postes de travail
	ETPT Enseignants chercheurs et assimilés B18A	9
	Agents /BIATSS B18A	2
	Chercheurs hébergés B18A	13
	ETPT Enseignants chercheurs et assimilés A12	4
	Agents /BIATSS A12	3
	Chercheurs hébergés A12	26
	ETPT Enseignants chercheurs et assimilés B2	3
	Agents /BIATSS B2	1
	Chercheurs hébergés B2	2
	ETPT Enseignants chercheurs et assimilés Arcachon	4
	Agents /BIATSS Arcachon	0
	Chercheurs hébergés Arcachon	3
	Personnel technique services communs	3
	Total	73
Effectifs étudiants		
	Stagiaires M1/L3	14
	Stagiaires Master	16
	Total	30
Taux d'occupation (L)	**Pour activité « Recherche » (R)**	
	Ratio Sun/Sub	0,30
	Ratio Sub/PDT	28,77
	Ratio Sun/PDT	8,66
Autres données	Surface d'archives /Stockage (en m²)	718,84
	Emplacements de stationnement (nombre)	75

Faute de place, certains bureaux sont convertis en laboratoires. L'existant ne comprend pas non plus de salle de réunion, salle de détente ce qui permet de relativiser le ratio de 12,74 SUN/PTD.

Coûts actuels :

Pour le calcul des charges annuelles rapportées aux bâtiments actuellement occupés, nous nous sommes basés sur les données chiffrées exploitables les plus récentes (2021), par bâtiment, l'année 2020 n'étant pas représentative de l'activité du fait de la crise sanitaire et l'année 2022 n'étant pas complètement achevée.

Coûts infrastructures, base année 2021	B18 A	A12	B2	B3	A38	Arcachon	TOTAL
Surfaces actuelles m² SP	1 580,90	1 365,65	383,99	24,39	130,00	139,08	3 624,01
Maintenance	46 167,91 €	40 884,90 €	7 978,71 €	888,11	1 760,82 €	2 618,33 €	
Gardiennage/sécurité incendie	9 477,04 €	12 137,34 €	2 316,29 €	143,74 €	1 072,75 €	265,67 €	
Énergie/Fluides (eau, électricité, gaz) *	24 097,72 €	55 803,47 €	10 501,04 €	1 306,36 €	1 231,55 €	2 191,97 €	
Nettoyage des locaux	17 367,61 €	27 135,97 €	4 244,86 €	263,40 €	2 366,83 €	19,58 €	
Déchets	1 200 €	5 800 €	7 000 €	3 000 €	100 €	200 €	
GER	6 039,68 €	4 008,91 €	1 476,23	91,61 €	354,29 €	274,00 €	
Total général	104 349,96 €	145 770,60 €	33 517,12 €	5 693,21 €	6 886,24 €	5 569,55 €	301 786,67 €

Ces moyens apparaissent limités en particulier s'agissant du budget de GER très insuffisant *(4,40 €/m² sur le bâtiment B18A contre 20 €/m² recommandé*) ce qui peut expliquer l'état actuel de dégradation technique de ces biens et la dépréciation de ce patrimoine.

Le coût en énergie/fluide est peu représentatif pour le B18A (15,2 €/m²) : les faibles coûts sur ce bâtiment s'expliquent notamment par le faible taux d'occupation du bâtiment.

Ces faibles coûts s'expliquent par l'absence d'investissement sur ce bâtiment destiné à la démolition depuis plusieurs années.

Enfin, à surface égale, il est important de noter que la multiplicité des sites et des bâtiments a nécessairement pour conséquence l'augmentation des coûts de maintenance.

Performances techniques spécifiques du bâtiment B18A

État réglementaire et technique	Données/observations	Dates
Date de construction du/des bâtiment(s)	1967	
ERP (catégorie)	Code du travail	
Caractère IGH (oui/non)	Non	
Diagnostic amiante ou DTA	Oui	2020/2022
Diagnostic thermique		
Diagnostics complémentaires	Diagnostics géotechniques, Diagnostic structure du bâtiment B18A	
Autres		

2.2 Difficultés et inadaptations des locaux actuels

Les bâtiments du site de Talence campus Sciences et Technologies ont été partiellement rénovés, notamment pour les bâtiments A12 et B2, de manière à accueillir provisoirement les laboratoires qui présentaient un besoin de relocalisation urgent.
En effet, le bâtiment B18 ancien abritant la majeure partie de ces laboratoires, n'a subi aucune intervention ni gros travaux d'entretien et de réparation depuis de nombreuses années ; sa démolition, programmée au troisième trimestre 2023 dans le cadre de l'opération Campus, est prévue dès l'installation du laboratoire EPOC dans des modulaires dont la livraison est planifiée pour le deuxième trimestre 2023.

Le bâtiment B18A subit des défauts de maintenance du fait d'un déficit d'entretien récurrent renforcé par la perspective de sa démolition. A cela, s'ajoute un incendie criminel déclenché dans les sous-sols du bâtiment en février 2021. L'incendie s'est propagé dans le sous-sol et dans les cages d'escaliers rendant inopérant une partie du matériel et des installations techniques.

Cette situation ne permet que très difficilement d'assurer dans des conditions de confort et de sécurité minimales, les missions relevant de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Pour illustrer ce niveau de vétusté, le constat de la situation actuelle permet de citer entre autre :

- un réseau électrique, en particulier dépourvu de secours, à reprendre en totalité,
- des installations du SSI (Système Sécurité Incendie) à renouveler en totalité,
- des règles de sécurité de stockage et cheminement des fluides qui ne sont pas respectées,

- actuellement, le dimensionnement des réseaux et la puissance délivrée dans les différents locaux ne sont pas en adéquation avec le besoin. Certains locaux n'ont plus d'émetteurs (radiateurs) suite à un réaménagement des espaces et d'autres atteignent difficilement les températures de 18 à 19°C en période froide. Le complément de chaleur n'étant pas fourni par les Centrales de Traitement d'Air neuf hygiénique qui ne fonctionnent plus à ce jour, les occupants se plaignent d'un manque général de chaleur,
- des fuites ont été constatées dans le bâtiment et des récipients ont été installés pour récupérer l'eau,
- dans une grande partie des circulations et dans les escaliers, le type des appareils installés et/ou leur implantation ne permet pas d'atteindre les niveaux d'éclairement minimum demandés par la réglementation PMR,
- un éclairage du bâtiment qui ne présente aucune uniformité dans les types d'appareils installés.

D'une manière générale, le bâtiment date des années 70 ; il a déjà fait l'objet de nombreux travaux d'adaptations et bien que d'une conception originelle très flexible, sa structure et son organisation ne sont plus ni adaptées ni adaptables à l'usage de recherche au regard des standards actuels.

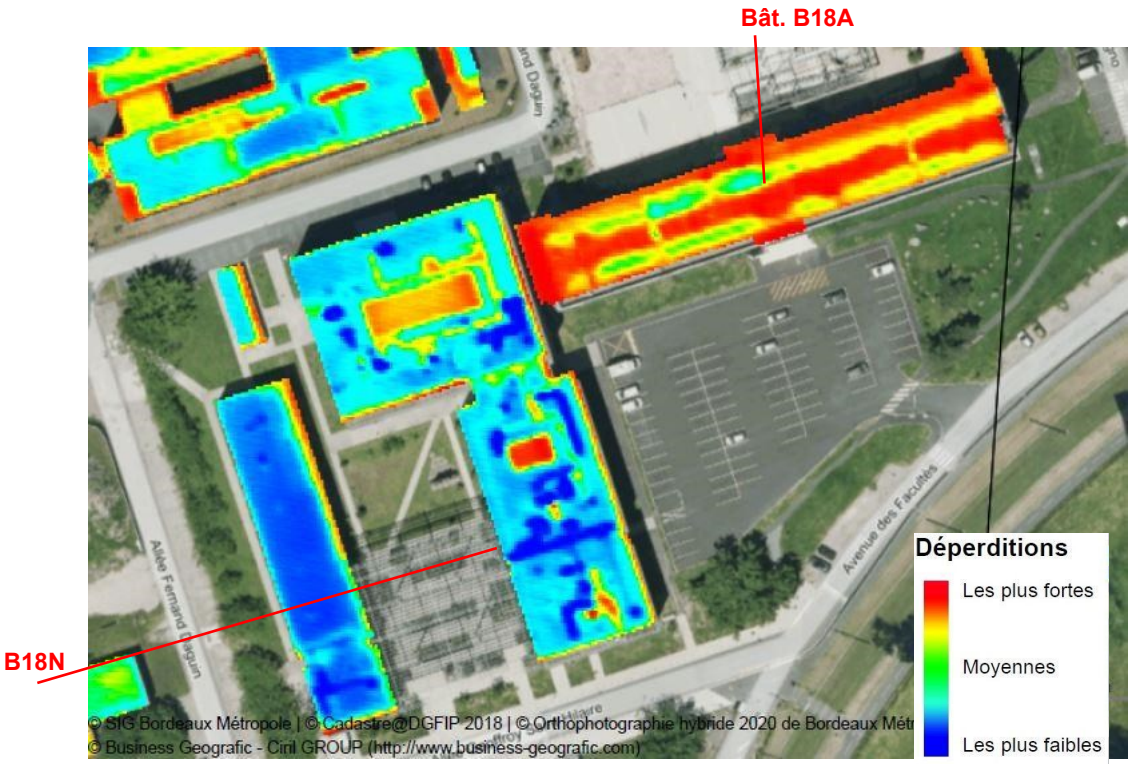
Concernant l'accessibilité aux PMR, un diagnostic a été réalisé et intégré à l'Agenda d'accessibilité programmée de l'établissement (Ad'AP) établi en 2016. L'état des lieux a mis en avant de très nombreuses non-conformités au regard de la réglementation en matière d'accessibilité à l'intérieur même des laboratoires : (*circulation autour des paillasses et de pièces à pièces par exemple*).

Voué à la démolition, le bâtiment B18A n'a fait l'objet d'aucun travaux relevant de la mise en accessibilité. En particulier, ses monte-charges sont vieillissants et ne sont plus accessibles depuis l'extérieur.

2.3 Etat des lieux de la performance énergétique

A Pessac, les bâtiments A12 et B2 ont été traités dans le cadre de l'Opération Campus pour ce qui concerne la performance énergétique au travers d'une requalification du clos-couvert.

Le bâtiment B18A est faiblement isolé, les déperditions thermiques statiques sont importantes auxquelles s'ajoutent les pertes par renouvellement d'air (liées à la ventilation naturelle par défauts d'étanchéité ou à la ventilation mécanique des laboratoires).



Ci-dessus, Thermographie acquise dans les nuits des 15 au 16 novembre et 16 au 17 novembre 2017, 8 au 9 février et 22 au 23 février 2018 | © Bordeaux Métropole/MaRénov (https://geo.bordeaux-metropole.fr/thermographie/)

En effet, d'importants défauts d'étanchéité à l'air ont été constatés au niveau des ouvrants (ouvrants défectueux, étanchéité du cadre, …), des grilles de ventilation, des galeries de passage de gaines techniques en toiture, ainsi que des faux-plafonds). Suite à l'incendie de février 2021 sus-cité, son état d'usage s'est fortement dégradé.



Vue est-ouest sur le bâtiment B18A et sur les pierres pédagogiques

Au même titre que le bâtiment B18A, le bâtiment B3 est un bâtiment de plain-pied non isolé. Il bénéficie cependant d’une maintenance plus régulière.

Enfin, le bâtiment A38, destiné à du stockage de matériel, de bateau et de véhicule attaché à l'activité de recherche n’a pas été audité. Il est considéré comme non isolé. Sa parcelle est par ailleurs destinée à des projets de valorisation inscrits au SPSI de l’établissement.

2.4 La situation future du site sans projet (« scénario de référence »)

Les surfaces existantes occupées à Talence, Pessac et Arcachon sont les suivantes :

Surfaces	Sun (surface utile nette) occupée par EPOC	Sub (surface utile brute) EPOC	SP (Surface de plancher occupée EPOC)
A12	263,79	1248,67	1 365,65
B18	484,49	1132,18	1 580,90
B2	84,64	352,2	383,99
B3	0	21,74	24,39
A38	0	119	130,00
Arcachon (espaces occupés par les équipes qui vont à Pessac uniquement)	59,21	89,80	139,08
Total	892,13	2 963,59	3 624,01

Si le projet de construction ne peut pas se concrétiser, le maintien de la situation actuelle éclatée imposerait les actions suivantes :

*Hypothèses de calcul**

Ratio du coût travaux de réhabilitation lourde clos couvert d'un bâtiment (sans aménagement des espaces) : 1 725 € HT/m²

Ratio du coût travaux d'aménagement d'espaces de recherches en même temps qu'une réhabilitation lourde : 1 150 € HT/m²

Ratio du coût travaux de modernisation de locaux de recherche en site occupé :

1 725 € HT/m²

Ratio du coût travaux neufs pour de l'atelier terrain / stockage : 2 300 € HT/m²

Ratio coûts toutes dépenses confondues (TDC) HT/travaux de restructuration : 1,52

**Indices BT Juillet 2022*

Le B18A devrait être intégralement restructuré, mis en accessibilité et en sécurité. Concernant le bâtiment B18A, il conviendrait donc de réhabiliter 3674,58 m² SU (5674 m² SP), dont **1132 m² SU** (1580,90 m² SP) occupés par EPOC (dans le scénario de référence).

Estimations septembre 2022	Coût € HT/m²	SP (m²)	Coût travaux € HT	Coût TDC € HT
Restructuration TOTALE B18 A *(pour mémoire)*	**2 875**	**5674**	16 312 7500	**24 795 380**
Scénario de référence : Part EPOC B18A				
Réhabilitation clos couvert de l'ensemble du bâtiment	1 725	5674	9 787 650	14 877 228
Réhabilitation intérieure des espaces EPOC uniquement	1 150	1 580,90	1 818 035	2 763 413,20
TOTAL EPOC B18 A			11 605 685	**17 640 641,20**

Pour permettre à EPOC de rester au B18A, il conviendrait de restructurer intégralement le bâtiment (5674 m² SP) et de réaménager les espaces qu'ils occupent actuellement (1581 m²SP), **pour un coût total TDC de 17,64 M€ HT.** Ces travaux ne pouvant être réalisés en site occupé, il serait également nécessaire de relocaliser les équipes d'EPOC du B18A dans des locaux provisoires.

Le bâtiment A12, a quant à lui, bénéficié également d'une amélioration de son enveloppe et d'une mise en accessibilité dans le cadre de l'opération Campus, mais il nécessiterait une modernisation et une remise aux normes actuelles par rapport à son activité de recherche. Les plateaux occupés actuellement par EPOC (LPTC) sont de **1249 m² SU**.

Le bâtiment B3 nécessiterait lui aussi une requalification lourde, sur une surface utile de **22 m² SU** occupée par les équipes EPOC.

Les espaces occupés par les équipes d'Arcachon nécessitent par ailleurs également une mise en accessibilité, mise en sécurité et une restructuration lourde pour une surface de **90 m² SU.**

Le bâtiment A38 étant voué à la démolition, les espaces logés actuellement au A38 (stockages et ateliers) devront être recréés ailleurs, si possible à proximité des équipes. Il conviendra ainsi de créer un espace équivalent neuf d'environ **120 m² SU** correspondant à l'espace occupé par les équipes EPOC**.** Dans le mesure du possible, le foncier doit être maîtrisé par l'université de Bordeaux de manière à ne pas rajouter au coût de construction.

On considère dans le scénario « *sans projet* » que le bâtiment B2 a été récemment restructuré et ne nécessite aucun aménagement supplémentaire.

En synthèse voici les coûts estimés pour les bâtiments A12, B3, Arcachon, A38 et B2, pour un total de **4,75 M€ HT TDC :**

	m² SU	m² SP	Coût travaux € HT	Coût TDC € HT
A12	1 248,67	1 365,65	2 355 746,25	3 580 734,30
B3	21,74	24,39	70 121,25	106 584,30
Arcachon	89,80	139,08	399 855	607 779,60
Stockage et atelier équivalent A38	119	130	299 000	454 480
B2	352,20	383,99	0	0
TOTAL	1 831,41	2 043,11	2 717 137,47	**4 749 578,20**

Les équipes du B18A devront par ailleurs être relogées le temps des travaux. Pour ce faire, l'implantation de 520 m² de bâtiments modulaires à l'achat est estimée à **1,89 M€ HT/TDC** (voir détail dans le paragraphe 3.2.1).

Le chiffrage total du scénario de référence tel qu'il ressort de l'analyse précédente s'élève ainsi à 24,63 M€ HT TDC répartis de la manière suivante :

Réhabilitation du B18A, part occupée par EPOC HT TDC	17 640 641,20
Rénovation A12, B3, Arcachon, A38 HT TDC	4 749 578,20
Modulaires HT TDC	1 890 000,00
Transferts HT TDC	350 000,00
TOTAL en € HT TDC	**24 630 219,40**

Au-delà de la démultiplication des interventions et des coûts afférents, ce scénario ne permettrait pas le regroupement des équipes de recherche EPOC et obérerait le développement de la recherche transdisciplinaire attendue dans ce domaine.

Le coût de l'opération sur 10, 20 et 30 ans :

Pour finaliser l'étude de ce scénario de référence, il est nécessaire d'évaluer le coût de maintenance et d'exploitation des espaces du scénario de référence. Il est alors nécessaire d'appliquer les coûts adaptés au bon usage des bâtiments, ce qui n'est pas le cas actuellement, soit :

	m² SU	m² SP
A12	1 248,67	1 365,65
B18	1 132,18	1 580,90
B3	21,74	24,39
Arcachon	89,80	139,08
Stockage et atelier équivalent A38	119,00	130,00
B2	352,20	383,99
TOTAL	2 963,59	3 624,01

Le coût des infrastructures actuelles est estimé à :

Coûts infrastructures actuelles revalorisés		
Surfaces actuelles m² SP	€/m²	3 624,01
Maintenance	20	72 480,10 €
Gardiennage/sécurité incendie	7	25 368,04 €
Énergie/Fluides (eau, électricité, gaz) *	22	79 728,11 €
Nettoyage des locaux	16	57 984,08 €
Déchets	0,54	1 956,96 €
GER	20	72 480,10 €
TOTAL		**309 997,40 €**

Enfin, nous sommes partis sur une hypothèse d'évolution des prix de 2% par an. Soit des coûts d'infrastructures sur 10, 20 et 30 ans :

Taux d'inflation annuel de 2%

	Estimation base 2021		Coûts d'exploitation et maintenance et GER	Coûts de l'opération en euros HT TDC
	En 2021, coût d'exploitation maintenance et GER pour une année		309 997,40 €	24 630 219,40
Sur 10 ans		2031	3 772 265,27 €	28 402 484,67
Sur 20 ans		2041	7 992 750,98 €	32 622 970,38
Sur 30 ans		2051	9 574 722,71 €	37 67 718,91

3. Présentation des différents scénarios étudiés

Dans le cadre des études de faisabilité et de programmation menées à partir de la décision d'abandon du projet POA, plusieurs scénarii ont été étudiés et présentés à l'ensemble des partenaires du projet (CRNA, Rectorat, CNRS) lors d'un premier comité de pilotage Partenarial organisé le **30/01/2020. Les scénarii étudiés sont :**

- Scénario 1 : **Restructuration totale du bâtiment B18A et rapatriement de toutes les équipes**,
- Scénario 2 : **Démolition du bâtiment B18A et reconstruction d'un nouveau bâtiment complémentaire et à proximité du B18N**,
- Scénario 3 **: Construction, sur une nouvelle parcelle, d'un nouveau bâtiment regroupant l'ensemble des équipes d'EPOC**, y compris celles actuellement implantées dans le B18N

3.1 Les différents scénarios non retenus

Les scénarios non retenus sont :

- **Scénario 1** : Restructuration totale du bâtiment B18 A **et rapatriement des équipes**, estimée en 2017 à 14M€, mais réévalué à **27,035 M€** du fait de l'incendie et du contexte économique et sanitaire peu favorable et de la nécessité de reloger les équipes pendant les travaux ;

Avantages :

- Liaison immédiate avec NB18
- Pas de nouvelle artificialisation des sols
- Coût de réhabilitation inférieur à celui d'une construction neuve :

Restructuration TOTALE B18 A	**24 795 380 €**
Modulaires HT TDC	1 890 000 €
Transferts HT TDC	350 000 €
TOTAL	**27 035 380 €**

Inconvénients :

- Besoin de relocalisation temporaire, estimé à 1,89 M€ HT et 350 k€ HT pour réaliser les transferts
- Projet contraire au projet urbain : déficit de liaison nord-sud, accès à la plateforme multi technique non adapté
- Une enveloppe et un gabarit contraignant et donc un bâtiment moins fonctionnel et un ouvrage inadapté aux nouveaux usages de recherche
- Coût global sur 30 ans équivalent à celui d'un bâtiment neuf.

Taux d'inflation annuel de 2%

Estimation base 2021		Coûts d'exploitation et maintenance et GER	Coûts de l'opération en euros HT TDC
En 2021, coût d'exploitation maintenance et GER pour une année		485 353,96 €	24 795 380 €
Sur 10 ans	2031	5 906 134,22 €	20 701 514,22
Sur 20 ans	2041	12 514 035,10 €	37 309 415,10
Sur 30 ans	2051	20 569 029,41 €	45 364 409,41

Soit un coût global sur 30 ans estimé à **45,36 M€ HT** contre **43,90 M€ HT** pour un bâtiment neuf y compris les démolitions, les coûts de transferts et la relocalisation temporaire.

- **Scénario 3 : Construction, sur une nouvelle parcelle, d'un nouveau bâtiment regroupant l'ensemble des équipes d'EPOC**, y compris celles actuellement implantées dans le B18N, les surfaces libérées pouvant être réaffectées à de nouvelles activités de valorisation.

Avantages :

- Respect du projet urbain et maintien de la démolition du bâtiment B18A prévu dans le cadre de l'opération campus,
- Libération d'espaces au B18 N (*pouvant accueillir d'autres équipes)*

Inconvénients :

- Coût élevé de l'opération, évalué à 33,58 M€ HT, indice BT juillet 2022,
- Artificialisation des sols,
- Besoin d'une relocalisation temporaire vu l'état de vétusté du B18 Ancien,
- Parcelles identifiées trop éloignées *du B18N (3A) ou hors propriété UB (3B)*

Ces scénarii ne sont pas retenus.

3.2 Le scénario privilégié

Le scénario privilégié est le **scénario 2** :

- **Scénario 2** : **Démolition du bâtiment B18A et reconstruction d'un nouveau bâtiment complémentaire et à proximité du B18N**, reconstruction évaluée à 22,7M€ en 2021, mais réévalué à **24,3 M€** (hors coûts annexes) suite à l'étude de programmation menée avec KAPEA, la prise en compte de l'ensemble des coûts annexes **et l'inflation récente des indices de la construction** ;

3.2.1 Présentation du scénario privilégié et argumentaire

L'analyse des avantages /inconvénients propres à chacun de ces scénarios a été présentée lors de ce comité et a permis de retenir le **scénario 2**, lequel fera l'objet de l'étude de programmation fonctionnelle menée par le cabinet KAPEA et détaillée dans la suite du présent document.

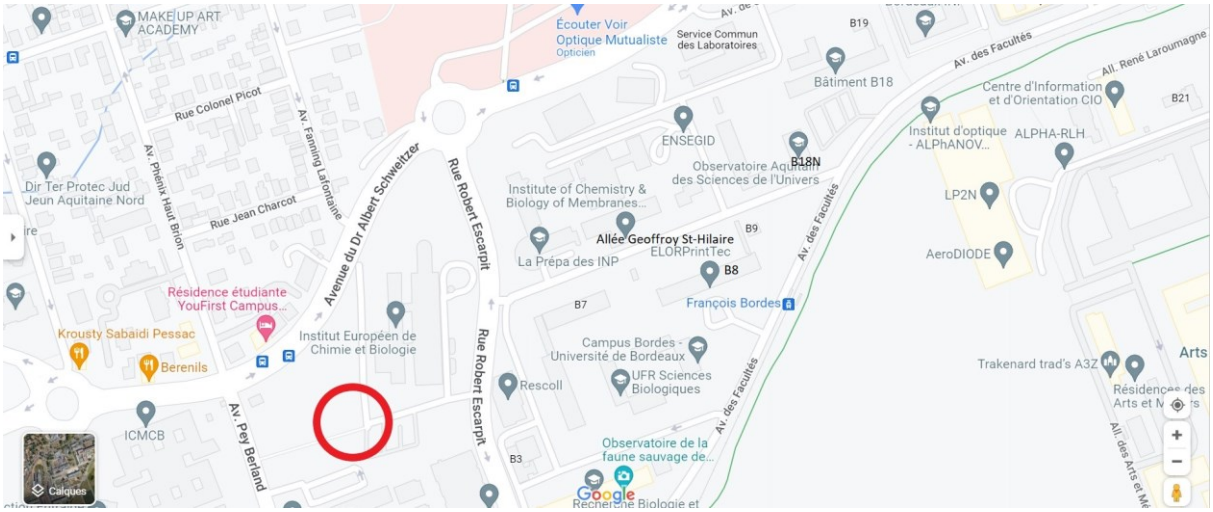
Le scénario 2 semble être le meilleur compromis des 3 scénarii puisqu'il permet une liaison immédiate avec le bâtiment B18N, il respecte le projet urbain et permet le renouvellement d'un patrimoine définitivement obsolète avec la démolition du bâtiment B18A. De plus, en comparaison avec le dernier scénario, la construction d'un nouveau bâtiment en lieu et place du B18A et de l'aire de stationnement actuelle, permet d'éviter une nouvelle artificialisation des sols. Néanmoins, ce projet nécessitera la relocalisation des équipes le temps des travaux puisque l'implantation du nouveau bâtiment ne permettra pas le maintien des équipes dans le B18A.

Tel qu'il découle de l'analyse précédemment évoquée, le **scénario retenu** consistera à démolir totalement le bâtiment B18A et à reconstruire un nouveau bâtiment de **9 054 m² rebaptisé B19, scindé en deux unités fonctionnelles (B19a et B19b)** incluant d'une part l'extension d'une soute pour la gestion des produits et déchets dangereux à l'échelle de l'ensemble immobilier reconstitué et d'autres part, des espaces destinés à accueillir des équipes tierces au profit du développement de projets connexes (LYre, entreprises ou start-up d'initiatives privées, autres,...) tel que décrits à l'article 2.7 du présent document.

Ce nouveau bâtiment sera implanté sur les emprises du bâtiment B18A et du parking actuel attenant. Le projet prévoit également la reconstitution d'au moins 60 places de stationnement et des espaces sécurisés pour le stationnement des deux-roues et vélos.

Le présent dossier d'expertise ne concerne que les surfaces du bâtiment B19a destiné à l'accueil des équipes d'EPOC pour **5640 m² SP,** les espaces à valoriser (d'une surface totale d'environ **3500 m² SP**) étant quant à eux financés sur la base d'un modèle économique autofinancé restant à définir et dont le montage opérationnel et le planning prévisionnel n'entraveront pas la construction du B19a : au contraire cette concomitance géographique et calendaire doit être considérée comme une opportunité pour la valorisation du patrimoine et la mise en commun des moyens nécessaires à leurs mises en oeuvre en réalisant des économies d'échelle.

Ce projet nécessitera par ailleurs la relocalisation provisoire des équipes d'EPOC actuellement situées au B18A. Suite à l'incendie de février 2021 et à l'état de dégradation avancée qui s'en est suivie, l'université a décidé d'anticiper et d'accélérer cette installation temporaire via l'acquisition de bâtiments modulaires qu'elle a prévu de financer sur fonds propres. Celle-ci est d'ores et déjà engagée (*études en cours*) et le transfert des équipes du B18a dans les modulaires est prévu à l'été 2023. L'implantation retenue pour cette installation (*assiette foncière cf. schéma ci-dessous*) a été choisie avec l'accord des équipes d'EPOC pour être au plus près du B18 ancien et nouveau.



Compte tenu de la durée prévisionnelle d'occupation envisagée (supérieure à 2 ans), l'université a décidé d'acheter ces bâtiments modulaires, prévoyant par la suite de pouvoir les réutiliser à des fins de mise en œuvre du SPSI, soit pour reloger des équipes de recherches dans le cadre de nouveaux projets de restructuration/développement, soit pour accueillir des start-up ou des entreprises souhaitant bénéficier des infrastructures du Campus et de la proximité avec les laboratoires de recherche de l'université. L'estimation de cette opération est de **1,89 M€ HT/TDC**

Ci-dessous le détail de la répartition des surfaces des modulaires EPOC :

TABLEAU DES SURFACES		
Local	Surface Totale	Observations
Entrée		
Total entrée - SU	10 m²	
Bureaux		
Effectifs		44 postes de travail
Total Bureaux - SU	260 m²	
Laboratoires		
Total Laboratoires - SU	215 m²	
Espaces Annexes		
Total espaces annexes - SU	34 m²	
TOTAL SU	**519 m²**	

L'étude menée avec l'aide de la société KAPEA a permis de détailler les besoins programmatiques du projet tel que présenté en annexe du présent document.

3.2.2 Dimensionnement du projet

Le dimensionnement des besoins d'EPOC découlant de l'étude de programmation KAPEA est détaillé ci-après :

Paramètres	Catégories	Situation	
Numéro Chorus du/des bâtiment(s)	B19a	bâtiment neuf	
Occupation			
Statut juridique (D/L/MD) (1) ou bien propre	Propriété Etat		
Surfaces		**Sun (surface utile nette)**	**Sub (surface utile brute)**
	Administration		
	Enseignement		
	Recherche		
	EPOC	1207	3979
	Autre		
	Total	1207	3979
Effectifs / Postes de travail (PdT) (L)	**Pour activité « Administration » (L)**	**Postes de travail**	
	ETPT Enseignants chercheurs et assimilés	20	
	Agents /BIATSS	6	
	Chercheurs hébergés	44	
	Services communs / Géomatique / Terrain	3	
	Total	**73**	
Effectifs étudiants			
	Post Doc et Stagiaires M1/L3	14	
	Post Doc et Stagiaires Master	16	
	Total	**30**	
Taux d'occupation (L)	**Pour activité « Recherche » (R)**		
	Ratio Sun/Sub	0,30	
	Ratio Sub/PDT	38,63	
	Ratio Sun/PDT	**11,71**	
Autres données	Surface d'archives / Stockage (en m²)	899	
	Emplacements de stationnement (nombre)	**60**	

Effectifs de SIREAUCO et ratios de dimensionnement : UMR EPOC (actualisé septembre 2022)

En annexe du présent document, le tableau des surfaces détaillées du projet.

Synthèse :

L'opération consiste à créer *de novo* un bâtiment destiné à abriter des activités de recherche et accueillera **73 personnels permanents** (Chercheurs, Enseignants-chercheurs, Ingénieurs et Techniciens)**.** Le bâtiment accueillera également a minima **environ 30 stagiaires,** cet effectif pouvant varier énormément d'un semestre à l'autre.
Au total, 103 personnes, a minima, pourraient ainsi se réunir et travailler concomitamment dans le bâtiment B19a.

La répartition programmatique dans une configuration spatiale optimale telle que présentée sur les schémas de principe des étages courants (Cf supra) conduit aux surfaces chiffrées présentées dans le tableau du programme fourni en annexe, soit un total de 3 979 m² de surfaces utiles consacrées aux fonctions « recherche » de SIREAUCO.

Sur ces presque 4000m² de surface utile, les bureaux occuperont à peine plus de 700m² (environ 18 %), et les laboratoires un peu plus de 1100m² (environ 28 %). Les plateformes expérimentales et les surfaces dédiées à la logistique, plus gourmandes en surface si on les rapporte au ratio du nombre de personne qui les utilisent, correspondent à 1536 m² (667m² pour les plateformes et 869m² pour la logistique soit environ 39 %).

La surface de plancher estimée selon un ratio de 1,4 par rapport à la surface utile, prend en compte les surfaces de circulations et les locaux techniques indispensables au fonctionnement de base d'un bâtiment courant.

Un tel ensemble constituera clairement le pôle de référence en matière de recherche sur les environnements aquatiques et en éco-toxicologie de la région Nouvelle Aquitaine qui en est actuellement dépourvue et un pôle de référence par rapport aux champs de recherche traités, d'importance nationale voire internationale. Grâce à son ouvrage ultra-technique et ses équipements de pointe, SIREAUCO se caractérisera notamment par des capacités du meilleur niveau dans les domaines expérimentaux et analytiques.

Coût des infrastructures :

Pour rappel :

Le coût de l'opération y compris ses coûts annexes est de 27,5 M€ HT TDC.

Le coût de l'opération sur 10, 20 et 30 ans :

La finalisation de l'étude de ce scénario nécessite d'évaluer le coût de maintenance et d'exploitation des espaces. Les hypothèses retenues sont celles d'un bâtiment à fortes performances énergétiques telle que le prévoit la réglementation énergétique 2020 (RE 2020) :

Coûts infrastructures		2021	Projet
Surfaces actuelles m² SP	prix € /m²		5 640,00
Maintenance	20	€ /m²	112 800,00
Gardiennage/sécurité incendie	7	€ /m²	39 480,00
Énergie/Fluides (eau, électricité, gaz) *	13	€ /m²	71 989,00
Nettoyage des locaux	16	€ /m²	90 240,00
Déchets	0,54	€ /m²	3 045,60
GER	20	€ /m²	112 800,00
Total général		€ HT /m²	430 354,60

Enfin, cette estimation intègre une évolution des prix de 2% par an :

Estimation base 2021		Coûts d'exploitation et maintenance et GER	Coûts de l'opération en € HT TDC
En 2021, coût d'exploitation maintenance et GER pour une année		430 354,60 €	25 604 432,98 €
Sur 10 ans	2031	5 291 862,02€	30 896 295,00
Sur 20 ans	2041	11 150 968,52 €	36 755 401,50
Sur 30 ans	2051	18 293 186,65€	**43 897 619,63**

3.2.3 Performances techniques spécifiques

Le projet SIREAUCO constitue un observatoire marin dont les composantes d'observation et d'analyse des milieux relèvent notamment de la biologie, de la chimie et de la physique tout en s'appuyant sur des équipements de maintien, d'observation et d'expérimentation d'échantillons naturels prélevés sur les milieux observés. Il intègre à ce titre des équipements scientifiques de pointe très spécifiques. S'agissant de l'implantation sur Pessac, ces spécificités techniques concernent notamment:

- des **sorbonnes et des systèmes d'extraction et de ventilation des laboratoires de biologie et de chimie** : le projet SIREAUCO comprend un important pouvoir analytique en chimie de l'environnement et en biologie, ainsi qu'un grand nombre de laboratoires d'études nécessitant un travail confiné sous sorbonnes, totalisant une centaine d'équipements d'extraction. Ces dispositifs engendreront un surcoût important du projet du fait des exigences de traitement d'air de compensation et la qualité optimale des extractions.
- des **plateformes scientifiques expérimentales** dédiées à la recherche en biologie marine sur des échantillons et spécimens vivants, constituées d'un ensemble de locaux aux caractéristiques très particulières en matière d'ergonomie, de qualité des équipements courants et des éléments techniques ou architecturaux capables de résister à un fort taux d'hygrométrie ou de sable très abrasif. Ces locaux vont permettre la mise en œuvre d'expérimentations sur échantillons naturels et vivants avec un contrôle d'un grand nombre de paramètres tels que la température, le taux de salinité, le PH, l'oxygène, etc.
- des **réseaux de gaz spéciaux complexes et ultra qualitatifs** pour des raisons analytiques de pointe (ultra-trace). En particulier, le laboratoire de chimie LPTC, extrêmement en pointe sur l'analyse chimique, a besoin de performances qualitatives de cet équipement qui dépasse de très loin celles des pratiques courantes dans le domaine médical par exemple. Spécifiquement dans le domaine de l'ultra-trace, une infinitésimale dose de polluant ou d'éléments étrangers compromettrait les travaux d'études.
- des équipements et **infrastructures de liaisons terrain/laboratoire** : il s'agit ici de mettre en place des moyens en terme de locaux et d'équipement de ces locaux pour une liaison « terrain /labo » la plus performante possible, avec : (1) zone de prétraitement des échantillons, (2) levage et transport des équipements de terrain et échantillonnages de terrain, (3) préparation et transfert en zone d'expérimentation et mise en place sur la plateforme expérimentale
- des **normes et règles environnementales** qui sont fixées conjointement entre l'université de Bordeaux et l'AMO environnement.

3.2.4. Performance énergétique

Données de références 2021

	données 2021 - bâtiments complets			
SITE	**électricité**	**chauffage (réseau de chaleur)**	**total**	**SP bâtiment**
	kWh EF	**kWh EF**	**kWh EP**	**m²**
BATIMENT B18A	76 121	543 311	739 704	5674
A12	374 791	608 117	1 575 077	9928
B2	74 374	108 324	300 210	8241
B3	18 091	-	46 675	693
A38	148 310	33 006	415 645	659
TOTAL	**691 687**	**1 292 758**	**3 077 311**	**25 195**

Par souci de simplification et de lisibilité, nous n'avons pas considéré ici les espaces occupés actuellement par les équipes d'Arcachon qui seront rapatriées sur le nouveau bâtiment (environ 139 m² SDP).

Situation existante :

	Situation existante : année de référence 2021 *les consommations des bâtiments sont réparties au prorata des surfaces occupées par EPOC (UMR 5805) dans chaque bâtiment*				
SITE (Bâtiments)	**N°REFX (code chorus)**	**SP (en m²) occupée par les équipes EPOC**	**Consommation énergétique primaire**	**FACTURE électricité + chaleur**	**GES**
			kWhep/An	**€ TTC**	**tCO2e***
B18 A	197967/443640	1 581	739 704	31 118	110,32
A12	198396/444578	1 366	1 575 077	66 441	146,35
B2	197967/443623	384	300 210	12 631	26,67
B3	197967/443624	24	46 675	1 903	1,43
A38	198396/444636	130	81 994	3 352	-
TOTAL		**3 624,01**	**2 743 660**	**115 445**	**248,77**

** Facteur d'émission 1kWh d'électricité kgCO2e/kWh = 0,08, Gaz = 0,21, Bois = 0,02 (Source ADEME)*

Projet B19 :

L'estimation est basée sur les hypothèses suivantes:

- **100kWhEP/m² SP** pour la partie tertiaire (*bureaux, salles de réunion, etc.)* qui devra relever de la RE 2020

- **300kWhEP/m² SP** pour la partie laboratoire, *a priori* non soumise à la RE 2020, basée sur notre retour d'expérience et les meilleures pratiques de conception des laboratoires les plus récents.

	Projet : hypothèses RE 2020 *applicable avec une cible max de 100 kWhEP/m2 SP, facture valorisée aux prix 2019*				
SITE	**N°REFX**	**SP (m²)**	**Consommation énergétique primaire**	**FACTURE électricité + chaleur**	**GES**
			kWhep/An	**€ TTC**	**kg.eqCO2/an**
Nouveau bâtiment B19a *(hors B19b)*		5640	1 511 211	71 989	86 389
TOTAL		6%	**8%**	**13%**	**51%**

3.2.5. Traitement des réseaux et branchements

Le projet s'implante sur une parcelle du campus universitaire déjà alimentée en fluides.
Une étude sera réalisée en phase de programmation détaillée pour déterminer si une augmentation de puissance ou une modification des réseaux existants sera rendue nécessaire par la démolition du B18A et la création du bâtiment neuf B19.

Un diagnostic préalable des réseaux existants a été réalisé en janvier 2021 concluant à la présence sur le site d'une zone nommée **cœur de réseau** qui sera une contrainte au projet, aucune construction n'étant possible dans cette zone.

A l'Est du bâtiment B18 se situe la chambre « cœur de réseau » du site universitaire.

Dans le cadre de la présente opération le cœur de réseau devra soit être conservé à son emplacement actuel, soit être déplacé.



Synthèse de l'ensemble des scénarios (y compris l'option e référence)

	Option de référence	Scénario préférentiel EPOC Seul
Descriptif	-**Restructuration lourde du bâtiment B18 Ancien et réaménagement partiel** du bâtiment (ici, nous ne chiffrons que les espaces occupés par EPOC), estimée à 17,64 M€ HT TDC, -**Modernisation** et rafraîchissement des espaces occupés par les équipes EPOC au bâtiment **A12**, -**Reconstruction des espaces de stockage et ateliers** situés actuellement dans le bâtiment A38, voué à démolition, la parcelle étant destinée à valorisation dans le SPSI de l'établissement. -**Construction d'un espace de stockage sécurisé** de 120 m² dédié aux produits chimiques, fluides spéciaux, déchets chimiques, nommé la soute Ces trois postes sont évalués à 4,76 M€ HT TDC **Soit au total 22,4 M€ HT TDC** NB : Les équipes actuellement situées dans le bâtiment **B2 et B3** resteraient en lieu et place sans travaux.	**Construction d'un bâtiment de 5640 m²** SDP en R+4 permettant d'accueillir l'ensemble des équipes du laboratoire EPOC, à proximité du bâtiment B18 N occupé par les équipes EPOC et de l'ENSEGID é**valué à 24,29 M€ HT TDC**
Avantages		Un bâtiment neuf, moderne, fonctionnel, répondant aux enjeux environnementaux et à la nouvelle réglementation énergétique RE 2020.
Inconvénients	-Suite à l'incendie du bâtiment B18 Ancien, la restructuration lourde des plateaux devient urgente. Une relocalisation est nécessaire. -Les équipes resteraient éclatées sur le territoire. -Des travaux parfois en site occupé avec des relocalisations à prévoir pour les espaces A12 notamment et B18A.	
Montant de l'investissement initial (en M€ HT)	**24,6 M€** Y compris relocalisations nécessaires pendant les travaux	**27,5 M€** Y compris démolition B18 A

Coût total de l'opération sur 10, 20 et 30 ans (en M€ HT)	10 ans	28,40	10 ans	30,90
	20 ans	32,62	20 ans	36,76
	30 ans	37,76	30 ans	43,90
Si location, montant du loyer et des charges annuelles	-		-	
Numéro Chorus du/des bâtiment(s) si répertorié(s)	B18 A	197967/443640		
	A12	198396/444578		
	B2	197967/443623		
	B3	197967/443624		
	A38	198396/444636		
Surface de plancher SP en m²	3 624		5 640	
Consommation énergétique primaire kWhep/an sur le site **(L)**	2 743 660		1 511 211	
Consommation énergétique primaire kWhep/an / m²	757		268	
GES kg.eqCo2/an sur le site **(L)**	168 221		86 389	
Consommation énergétique primaire kWhep/an à l'échelle globale du projet (inclus les sites libérés) **(L)**	NC		NC	
GES kg.eqCo2/an à l'échelle globale du projet (inclus les sites libérés) **(L)**	NC		NC	
Occupation				
Statut juridique (D/L/MD) (1) ou bien propre	Bien propre		Bien propre	
Surfaces	**SUB**	**SUN**	**SUB**	**SUN**
Administration				
Enseignement				
Recherche	2 963,59	892,13	3979	1207
Autres				
Total	2 963,59	892,13	3 979,00	1 207,00
Effectifs Postes de travail pour activité « Administration »				
ETPT Enseignants chercheurs et assimilés	20		20	

Agents / BIATSS	6	6
Chercheurs hébergés	44	44
Serv. communs/ Géomatique/ Terrain	3	3
Total	73	73

Étudiants		
Post Doc et Stagiaires M1/L3	14	14
Post Doc et Stagiaires Master	16	16
Total	30	30
Taux d'occupation		
Ratio Sun/Sub	0,30	0,30
Ratio Sub/PDT	28,77	38,63
Ratio Sun/PDT	8,66	11,71
Surface d'archives (en m²)	718,84	899
Emplacements de stationnement (nb)	75	60

Incidence du projet sur le contexte socio-économique

L'opération SIREAUCO est spécifiquement dédiée aux environnements aquatiques. Les principaux enjeux sociétaux qui lui sont associés sont donc de nature environnementale.

SIREAUCO contribuera significativement à la préservation d'écosystèmes emblématiques (estuaire de la Gironde, Bassin d'Arcachon, grands lacs côtiers, côte aquitaine) par la mise en commun (et à la disposition d'un large public d'acteurs) des capacités intellectuelles, analytiques et expérimentales indispensables à la compréhension de leur structuration et de leur fonctionnement. Ce faisant, le projet répond directement à l'enjeu sociétal majeur que constitue la préservation du patrimoine naturel aquitain. De par les connaissances qu'il générera, SIREAUCO permettra également de développer efficacement le concept de développement durable en région et au-delà.
Le projet SIREAUCO répond à plusieurs enjeux majeurs (dont le maintien des filières halieutiques y compris l'ostréiculture, et celui des activités touristiques sur le long terme) dont certaines sont explicitement traitées, via les volets Environnement (« Eau », « Littoral », « Patrimoine naturel »), Mer (« Pêche maritime et en eaux intérieures », « Conchyliculture », « Pisciculture ») et Tourisme (« Développement maîtrisé du tourisme littoral ») des actions développées par le Conseil Régional Nouvelle-Aquitaine. La création du projet SIREAUCO permettra également de mieux structurer et de renforcer les interactions qu'entretient l'UMR EPOC avec le monde industriel *via* ses deux cellules de transfert (Global Environnement Observation TRANSFERT et Centre de transfert et de développement Analytique, pour un chiffre d'affaires annuel total de 650 K€ HT) qui y seront toutes deux hébergées.
La composante de médiation scientifique de SIREAUCO via la valorisation de sa collection de pierres à finalité pédagogique et de sa collection de stalagmytes, permettra quant à elle la pérennisation et l'optimisation d'éléments

majeurs du patrimoine naturel international.

Impact sur les emplois

SIREAUCO visant au regroupement d'activités de recherche et d'enseignement existantes sur plusieurs sites de l'université de Bordeaux, il n'est pas générateur de créations d'emplois directs. Néanmoins, il sera à la base de la création d'emplois indirects au travers d'activités de services aux entreprises et aux personnes, générés par le surcroît significatif des activités de maintenances techniques et immobilières. Il est toutefois très difficile d'estimer le nombre de ces emplois.
Le projet SIREAUCO a donc des effets indirects sur les emplois sur la métropole bordelaise. Ces effets sont positifs et permanents.

Impact sur les activités

Le projet SIREAUCO s'implante sur une zone occupée actuellement par un bâtiment vétuste (le B18 ancien) et un parking. Le besoin en stationnement constaté localement étant important, la réalisation du projet en zone urbaine dense ne prévoit néanmoins pas la disparition totale de cette surface de parking. Toutefois, à proximité immédiate d'une offre en transports en commun riche, l'université souhaite conforter son plan de mobilité inter établissement. Aussi le projet SIREAUCO s'élèvera en superstructure sur pilotis au-dessus d'un rez-de-chaussée de service, partiellement libre de toute construction, de manière à conserver un minimum de 60 places de stationnement véhicules et deux-roues, couvertes ou non-couvertes, contre 75 aujourd'hui et ce bien que le nombre de salariés sur place sera à terme plus important qu'aujourd'hui. En effet, les surfaces de plateaux de bureaux qui viennent s'ajouter au programme SIREAUCO induiront nécessairement une croissance significative du nombre de salariés amenés à fréquenter l'établissement. Des places seront également équipées pour permettre le chargement de véhicules électriques et encourager ce type de motorisation.
Le projet a un effet positif direct, permanent sur le secteur tertiaire de la métropole bordelaise. La politique de l'université en matière de stationnement qui trouvera à s'appliquer ici est vertueuse et incitera au changement de comportement des usagers et salariés évoluant sur ce secteur.

Une intégration d'un nouveau pôle de recherche universitaire participant à la vie du campus bordelais et à l'animation des quartiers

Le projet SIREAUCO s'intégrera dans la métropole bordelaise et plus spécifiquement sur le campus bordelais, entre Pessac et Talence suivant une logique fonctionnelle de parcours usager. Le campus se verra ainsi dotée d'un nouveau point d'intérêt par la création d'un pôle de recherche emblématique et par l'arrivée de nouveaux salariés en contribuant à la vie du quartier talençais de « Lycée, Peylanne, Plume la Poule » et du quartier pessacais de « Brivazac, Candau ». L'intégration urbaine de ce bâtiment vitrine sera assurée par un traitement architectural et paysager de qualité dans l'environnement du campus tout en garantissant la porosité visuelle et physique favorables aux mobilités douces entre la ligne de tram B sur l'Avenue des Facultés au Sud et l'Allée Geoffroy Saint-Hilaire et les lignes de bus situées au Nord de la parcelle. Il constituera un bâtiment signal, un élément structurant dans les parcours de la ville. Sa volumétrie permettra d'assurer son intégration optimale dans le maillage historique du domaine universitaire.

Avec la plaine des sports du Monadey au Sud et ses nombreux équipements sportifs, l'offre de restauration

universitaire et de services associés, la Clinique Mutualiste, les pôles structurants de proximité (quartier Forum, quartier Plume la Poule…), les nombreuses crèches et établissements scolaires du premier et du deuxième degré, les services et équipements culturels (librairies, Forum des Arts et de la Culture, UGC 7ème art…), les nombreux hectares de parcs et jardins de proximité ouverts au public, SIREAUCO bénéficie d'un environnement urbain, universitaire et paysager privilégié.

3.3. Procédure, risques, données financières, conduite du scénario privilégié

3.3.1. Choix du mode de réalisation et de la procédure

L'opération sera traitée en loi MOP (loi relative à la maîtrise d'ouvrage publique).

Ce choix découle d'une analyse comparative du montage juridique le plus adapté à l'opération. Deux montages possibles ont ainsi été étudiés :

- le Partenariat Public Privé (via un MPGP);
- les montages en contrats séparés (appelé aussi montage MOP).

Le marché global de performance :

Le **marché global de performance (MGP)** est un marché public qui associe l'exploitation ou la maintenance à la réalisation ou à la conception-réalisation. À la différence d'un marché de conception-réalisation, un marché global de performance ne nécessite pas la présence d'un motif technique ou d'amélioration de l'efficacité énergétique, mais il faudra qu'il comporte **des engagements de performance mesurables**, pouvant notamment porter sur le niveau d'activité, la qualité du service, l'efficacité énergétique ou l'incidence écologique.
Pour ce type de marché, les modalités de respect des objectifs de performance et la notion de coût global entrent en ligne de compte dans l'attribution du marché.

Ce type de marché peut donc avoir un intérêt pour le projet SIREAUCO, qui comporte des bâtiments très techniques, dont la dérive des coûts de fonctionnement (entretien, maintenance, fluides) peut être importante et dommageable.

Ce marché permet de transférer une partie des risques sur l'opérateur privé.
Néanmoins ce transfert de risques à un coût, **nous estimons une augmentation du coût des travaux de 15%.**

Ce montage n'est pas adapté au projet d'extension dédié aux espaces à valoriser puisqu'il nécessite un engagement financier sur la totalité dès la notification du MPGP, ce qui n'est pas envisagé à ce stade.

Les montages en contrats séparés (appelé aussi montages MOP)

Selon l'article 1 du Code des marchés publics : « *Les marchés publics sont les contrats conclus à titre onéreux entre les pouvoirs adjudicateurs définis à l'article 2 et des opérateurs économiques publics ou privés, pour répondre à leurs besoins en matière de travaux, de fournitures ou de services* ».

Les avantages du recours à une solution de type marché public dans le cadre de la loi MOP sont les suivants :

> la procédure de passation est simple,

> le montage permet une forte implication de la personne publique dans le projet (suivi des études et des travaux, maîtrise des délais et mise en place du financement).

L'université de Bordeaux a recours à des marchés publics de travaux pour la construction des bâtiments ainsi qu'à des marchés publics de services pour la gestion et la maintenance des bâtiments.
Dans ce cas précis, l'université de Bordeaux doit conclure, préalablement à la passation du marché public de travaux, un marché de maîtrise d'œuvre ayant pour objet de confier à celle-ci les études de conception nécessaires à la réalisation des travaux.

En effet, la loi MOP s'oppose à ce que l'entrepreneur soit également chargé de la conception des ouvrages[2].

Par conséquent l'université doit réaliser successivement la passation :

- d'un marché de maîtrise d'œuvre couvrant la conception des ouvrages ;
- de marchés pour la sélection de prestataires intellectuels (contrôleur technique, coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, …) ;
- de marchés de travaux ;
- des marchés de services à venir pour l'exploitation et la maintenance des ouvrages réalisés.

Le recours aux marchés publics dans le cadre de la loi MOP nécessite une grande attention pour réussir l'intégration des différents acteurs, maître d'œuvre, entrepreneur, mainteneur puisque les prestations de conception, de construction et d'exploitation/maintenance sont dissociées. Cependant la phase programmation et la démarche HQE avec pour cibles à haut niveau de performance (par exemple les cibles 4 & 7 : « Gestion de l'énergie » et « Maintenance et pérennité des installations » permettent d'anticiper la bonne prise en compte de la future exploitation du bâtiment.
L'avantage de ce mode de dévolution a été de conduire en parallèle la poursuite de la consolidation du plan de financement fragilisé par la nature même de l'apport État (conditionné à une vente), puis d'affiner le projet ainsi que de fiabiliser son coût par le lancement des appels d'offres travaux.

Ce montage est particulièrement adapté au projet de Pessac.

En parallèle de ces marchés de services pour l'exploitation et la maintenance des ouvrages, l'université prévoit deux missions complémentaires pour « prévenir l'éventuel risque de dérive des coûts de fonctionnement » qui pourraient avantager un montage MPGP au détriment d'un marché type loi MOP (Cf compléments aux chapitres 1.3.3 et 1.3.4) :
-la mission exigée dans le groupement de maîtrise d'œuvre de la bonne mise en œuvre des équipements puis du suivi des consommations par un agent de commissionnement,
-mission doublée d'une expertise, sous pilotage direct du porteur de projet, d'un AMO environnemental chargé du suivi et du reporting de l'exploitation sur les deux, voire trois premières années de la gestion du bâtiment de manière à corriger les éventuels défauts de conception ou de réalisation et maîtriser les consommations.

2 Cf. article 7, alinéa 2, de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 : « *Pour la réalisation d'un ouvrage, la mission de maîtrise d'œuvre est distincte de celle d'entrepreneur* ».

Le montage en contrats séparés est adapté pour une opération de cette nature, du fait d'une complexité technique courante, pour laquelle les risques d'interface et de gestion des délais sont parfaitement maîtrisables. Les risques éventuels liés à l'exploitation et la gestion de l'ouvrage sont absorbés par des missions de garde-fous complémentaires intégrées au financement de l'opération.
Par conséquent, le montage en contrats séparés a été retenu.

3.3.2. Analyse des risques

Pour les projets en MOP

En phase amont (programmation, études de conception avant travaux) :

Nature du risque	Caractérisation précise	Impact sur les coûts*	Impact sur les délais*	Probabilité*	Mesures de maîtrise ou de réduction**	Pilotage du risque***
Mise en place du financement	Cofinancement CPER Etat/Région/CD33/CNRS/Fonds propres	Faible	Moyen	Faible	Conventionnement avec les financeurs	Interne UB (Pôles P&E et FA)
Concours de maîtrise d'œuvre	Concours lancé en juin 2022.	Faible	Faible	Moyen		Interne UB (P&E)
Prévention des aléas techniques spécifiques (plomb, amiante, sols, etc.)	Risques géotechniques. Risques liés aux nœuds de réseaux situés à proximité immédiate	Moyen	Moyen	Moyen	Diagnostics et relevés en cours	Interne UB (P&E)
Prévention des aléas techniques particuliers (site occupé, opération à tiroirs, monument historique, etc.)	Le bâtiment B18 ancien devra être démoli avant la construction. Ce bâtiment est aujourd'hui occupé, une relocalisation temporaire est nécessaire. Un PC provisoire devra être déposé.	Moyen	Moyen	Faible	Relocalisation temporaire prévue et anticiper du fait de l'état de dégradation avancée du B18A suite à l'incendie de février 2021.	UB (P&E)
Retard ou recours contre les autorisations administratives	Le site universitaire pessacais est peu sensible au risque de recours.	Faible	Fort	Faible	Prise de contact avec les services instructeurs en phase Etudes.	UB (P&E) MOE

* Qualifier l'impact et la probabilité de façon qualitative (très faible, faible, moyen, important, très important, variable)

** Détailler les mesures susceptibles de contribuer à la maîtrise ou à la réduction des risques identifiés.

*** Préciser de quel échelon organisationnel relève le pilotage et la gestion du risque ; et s'il s'agit d'un risque exogène (MOA externe à l'établissement) ou endogène.

En phase de travaux :

Nature du risque	Caractérisation précise	Impact sur les coûts*	Impact sur les délais*	Probabilité*	Mesures de maîtrise ou de réduction**	Pilotage du risque***
Mise en place du financement	Cofinancement CPER Etat/Région/CD33/CNRS/Fonds propres	Faible	Moyen	Faible	Conventionnement avec les financeurs	Interne UB (Pôles P&E et FA)
Difficultés dans les travaux causées par les entreprises ou la maîtrise d'ouvrage (retards, défaillances, modification du programme, etc.)		Moyen	Faible	Moyen	Chef de projet dédié côté maitrise d'ouvrage (service conduite d'opération). Procédures suivi de travaux mis en place	Interne UB (P&E)
Découvertes non anticipées au niveau du sol ou des bâtiments	Nœud de réseau à proximité	Faible	Moyen	Moyen	Diagnostics à réaliser	Interne UB (P&E)
Difficultés dans la passation des marchés	Risques d'infructueux	Faible	Moyen	Moyen	Phase de négociation à intégrer au délai global	UB (P&E, FA))
Aléas inhérents au déroulement du chantier (climat, sinistres, etc.)		Moyen	Moyen	Faible	Chef de projet dédié côté maîtrise d'ouvrage (service conduite d'opération).	Interne UB (P&E)

* Qualifier l'impact et la probabilité de façon qualitative (très faible, faible, moyen, important, très important, variable)

** Détailler les mesures susceptibles de contribuer à la maîtrise ou à la réduction des risques identifiés.

*** Préciser de quel échelon organisationnel relève le pilotage et la gestion du risque ; et s'il s'agit d'un risque exogène (MOA externe à l'établissement) ou endogène.

En phase d'exploitation :

Nature du risque	**Caractérisation précise**	**Impact sur les coûts***	**Impact sur les délais***	**Probabilité***	**Mesures de maîtrise ou de réduction****	**Pilotage du risque*****
Dérive des coûts d'exploitation et/ou des performances des ouvrages	Bâtiments de laboratoires très techniques.	Fort	Très faible	Moyenne	Notion de coût global intégré aux attentes du marché de MOE Forte implication des services d'exploitation maintenance à toutes les phases du projet	Interne UBx (Pôle P&E) Maîtrise d'œuvre

* Qualifier l'impact et la probabilité de façon qualitative (très faible, faible, moyen, important, très important, variable)

** Détailler les mesures susceptibles de contribuer à la maîtrise ou à la réduction des risques identifiés.

*** Préciser de quel échelon organisationnel relève le pilotage et la gestion du risque ; et s'il s'agit d'un risque exogène (MOA externe à l'établissement) ou endogène.

3.4. Coûts et soutenabilité du projet

3.4.1. Coûts du projet

- **Coût d'acquisition foncière**

Le coût de l'acquisition foncière est nul, le foncier sera propriété de l'université de Bordeaux en mars 2023.

- En synthèse, **le coût des travaux** (hors espaces à valoriser du B19b) est estimé à :

	Surface concernée (SP)	Ration € HT/m² SP	Coût en € HT
Construction neuve	5 512		
+ Coûts construction tvx, soute, VRD, interventions sur énergie	128		
Total coût travaux Bâtiment B19 EPOC			

**hors coûts soulte, VRD, interventions sur énergie*

Sur la base d'une opération de type Loi MOP, voici le détail des coûts de l'opération :

Loi MOP SIREAUCO TALENCE BATIMENT B19a

	Montant HT	
Prestations intellectuelles et frais divers		
honoraires MOE y compris CSSI		
Etudes diverses (géomètre…+ ré-féré+fouilles archéo		
OPC		
AMO (technique …)		
Contrôle technique		
Coordination SPS		
Frais consultations		
Indemnités candidats (MOE)		
Assurances		
droits et taxes diverses		
1% artistique		
Total PI et frais divers		
Provisions tolérances et aléas		
Taux de tolérance études		
Aléas MOA pour évolution pro-gramme, réglementation, calen-drier		
Aléas chantier-tolérance travaux		

Total		
Travaux		
Coût des travaux construction du bâtiment y compris soute, estimation date de Juin 2022		
Sous-total Travaux		
Provisions pour actualisation / révision		
Concours (de 06/2022 à 09/2023)		
Etudes 1 an		
Travaux 2 ans		
Sous-total provisions pour actualisation / révision		
SOUS-TOTAL GENERAL TVX BAT B19a		
Coûts annexes (financés hors CPER)		
MOE démolitions du bâtiment B18A		
Diagnostics démolitions		
démolitions du bâtiment B18A		
Modulaires coûts travaux hors frais de relogements (TDC)		
Frais de transferts (déménagement)		
Mobilier en dehors des paillasses et des sorbonnes prévues dans l'opération	Non estimé, réutilisation au maximum du mobilier déjà présent dans le laboratoire	
Sous-total coûts annexes		
TOTAL GENERAL		
TOTAL ARRONDI		

- **Assujettissement de l'opération à la TVA**

L'établissement bénéficie d'un droit à déduction qui est fonction des activités réellement exercées tout au long du contrat dans les bâtiments inclus dans le périmètre du projet. Ce dispositif est prévu par les articles 205 et 206 de l'annexe 2 du Code général des impôts, et précisé par la note du 9 décembre 2011 de la direction de la législation fiscale (DLF) de la direction générale des finances publiques (DGFiP) relative au régime de TVA sur les investissements immobiliers des opérations universitaires, qui rappelle que « en cas d'utilisation exclusive des locaux pour des travaux de recherche soumis à TVA, dans la mesure où ils sont susceptibles d'aboutir à une commercialisation de leurs résultats, l'université pourrait déduire la taxe ».

Les m² de surfaces utiles du projet sont majoritairement affectés à des activités de recherche valorisables, ouvrant droit à déduction totale de TVA. Ainsi le projet est présenté en € HT.

3.4.2. Financement du projet

Le montant total de l'opération du B19a (compris démolition B18a, relocalisation temporaire, transfert) s'élève à **27,5 M€ HT TDC** dont **24,34 M€ HT TDC** pour la construction seule du bâtiment B19a financé au titre du CPER.

Comme détaillé dans le paragraphe d'introduction "*Le scénario privilégié*", l'estimation initiale de l'opération du B19a s'élevait à 22,7 M€ HT TDC. La mise à jour de juin 2022 de l'estimation initiale accuse une augmentation de 1,6M€ HT TDC qui s'explique par la hausse de l'indice du BT et le nouveau coût de l'opération à 24,3 M€ HT TDC.

Le coût de construction de l'opération B19, compris B19a et la tranche conditionnelle du B19b correspondant aux plateaux libres valorisables s'élève à 34,84 M€ HT TDC.

Ci-dessous le bilan complet de l'opération :

Coûts opérations	En € HT
Coût de construction B19a	24 340 000
Coût de construction B19b – Tranche conditionnelle	10 503 000
Coût total B19a et B19b	**34 843 000**

Le financement de l'opération du B19a se fera principalement dans le cadre du CPER 2021-2027, il sera complété par un financement prévu dans le cadre de l'opération campus (démolition du bâtiment B18 ancien) et par un apport en fonds propres de l'université de Bordeaux (financement de bâtiments modulaires pour zone tampon suite à démolition du bâtiment B18 ancien).

Financeurs	**Montant en €**
Région Nouvelle Aquitaine (CPER)	16 000 000
Etat	5 000 000
Bordeaux Métropole	1 500 000
Fonds propres université de Bordeaux	247 300
Ss-total subventions collectivités	**22 747 300**
Reliquat opération POA / Reliquat crédit Etat	1 592 700
Total subventions avec reliquat	**24 340 000**
Frais de transfert	350 000
Opération Campus (démolition B18A y c. MOE et diag)	998 000
Fonds propres université de Bordeaux (bât modulaire/zone tampon)	1 890 000
Total financement	**27 578 000**

3.4.3. Déclaration de soutenabilité

Les études et travaux seront réalisés dans le périmètre de l'enveloppe allouée. Les marchés seront notifiés après un contrôle de la cohérence financière globale.

Dans le périmètre de l'opération SIREAUCO, l'université de Bordeaux s'engage à dégager les moyens financiers nécessaires à la bonne exécution des tâches de maintenance grâce aux moyens issus de son budget maintenance actuel complétés ou allégés par :

> la prise en charge financière du GER sur les moyens prévus par la nouvelle politique d'établissement en matière immobilière inscrite dans son schéma directeur immobilier (SDI) 2018/2038 ;

> la participation aux charges de fonctionnement de l'ensemble des acteurs associés à l'usage des locaux

du projet SIREAUCO ;

> la maîtrise des surfaces globales à maintenir ;

> l'amélioration des performances énergétiques du bâtiment construit.

3.5. Organisation de la conduite de projet

3.5.1. Modalités de la conduite de projet

La maîtrise d'ouvrage est assurée par la direction de l'Immobilier de l'université de Bordeaux, laquelle possède des compétences et des moyens spécifiques au travers du service "Maîtrise d'Ouvrage".

3.5.2. Organisation de la maîtrise d'ouvrage

Le projet sera suivi par le service maîtrise d'ouvrage de la direction de l'Immobilier de l'université de Bordeaux, dont la cheffe de service est Delphine Caradec. Elle s'appuiera sur l'expertise de l'ensemble du pole Patrimoine et Environnement. Le Service maîtrise d'ouvrage comprend une cheffe de service, cinq chefs de projets, quatre conducteurs de travaux et une assistante.

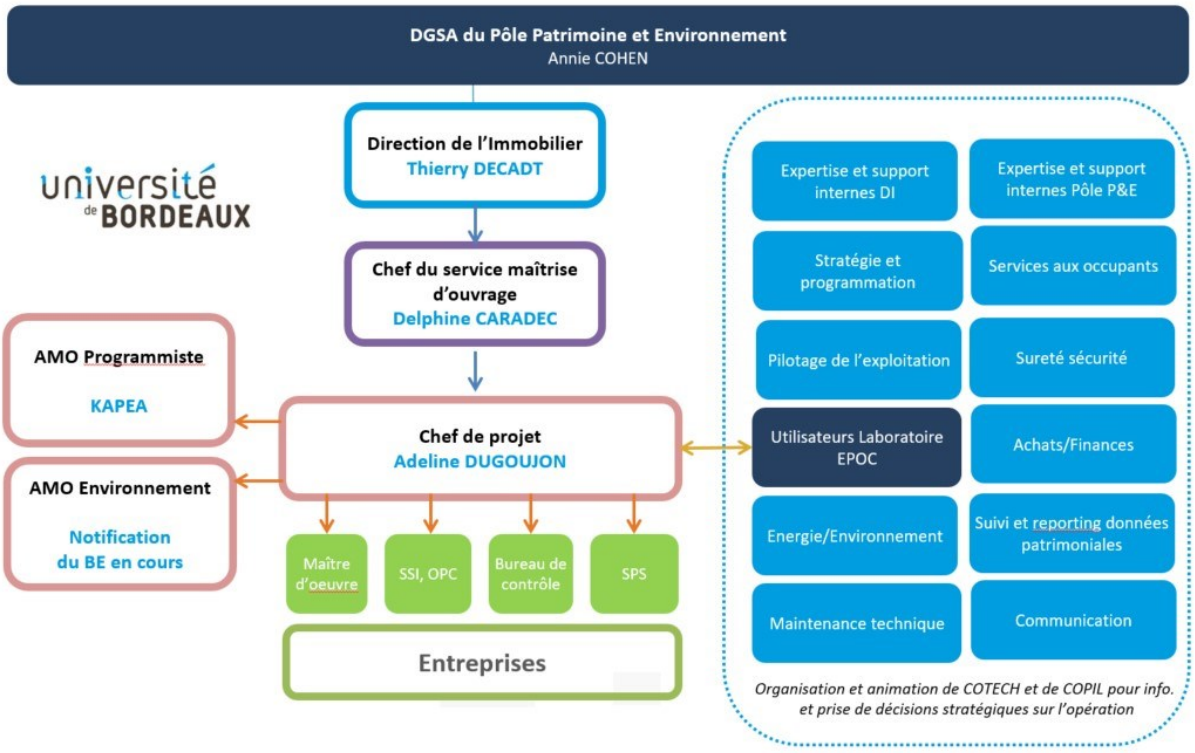
Adeline Dugoujon, cheffe de projet expérimentée, désignée pour conduire la présente opération, cumule 16 ans d'expérience en conduite d'opérations dont 7 en maîtrise d'oeuvre et 9 en maîtrise d'ouvrage.

L'équipe est accompagnée par l'AMO KAPEA pour la partie programmation de l'opération et assistera en tant que conseil technique le chef de projet université pour la conduite d'opérations en phases études et travaux. Elle est également accompagnée d'un AMO environnemental qui assurera le suivi du projet pour garantir la bonne mise en œuvre des ambitions environnementales.

Les chefs de projet s'appuient sur l'ensemble des compétences juridiques, financières et achats de l'université.

Sur la partie technique, elle s'appuie sur les compétences de l'ensemble des services de la direction de l'Immobilier, et plus particulièrement celles des services "performance environnementale", " stratégie et programmation", "pilotage de l'exploitation" et "maintenance technique". Elle s'appuie également des services du Pôle Patrimoine et Environnement avec la direction de la sécurité et sûreté et la direction des services aux occupants.

3.5.3 Principes d'organisation



Concernant la forte implication des utilisateurs au projet, un comité opérationnel est créé avec des rendez-vous réguliers pendant toute la durée des phases programmation, études de maîtrise d'œuvre et travaux. Ce comité sera composé de représentants HSE, de représentants de chaque équipe du laboratoire, d'un référent en charge des gaz spéciaux.

3.5.4. Prestations en régie

Sur cette opération, la conduite d'opération, la gestion financière et la gestion des marchés seront réalisés en régie.

3.5.5. Prestations externalisées

Il s'agira d'un projet de type loi MOP, où l'AMO KAPEA a été nommé pour assister le MOA pour la partie programmation et assistera l'université pour une mission de conseil en conduite de l'opération sur les études et les travaux. L'AMO environnemental assistera l'université pour garantir les objectifs du projet en matière d'ambitions environnementales.

La maîtrise d'œuvre sera désignée par concours. A l'issue d'une première phase de candidatures, 4 groupements de maîtrise d'œuvre seront retenus. L'appel à candidature a été lancé en juin 2022.

Un bureau de contrôle, un coordonnateur SSI et un coordonnateur SPS seront désignés dès que possible pour être intégrés dès la phase concours.

Enfin, les entreprises seront désignées par appel d'offres.

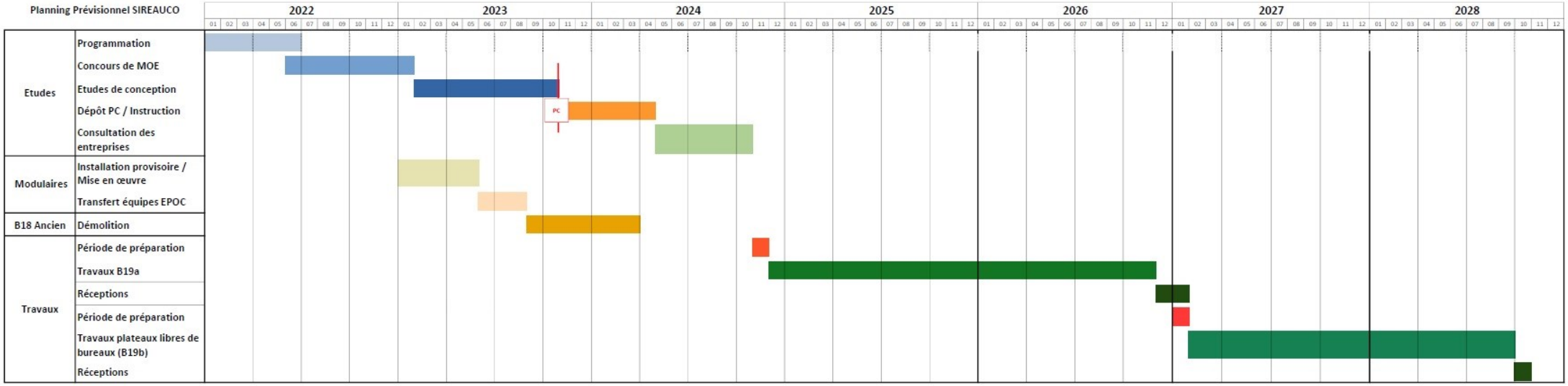
3.6. Planning prévisionnel de l'opération

Le Planning détaillé de l'opération est en annexe du présent document.

Calendrier prévisionnel	Date ou période
Validation des études de programmation/faisabilité	2021
Conception réalisation pour la mise en place des bungalows Installation des équipes dans des bungalows	T3 2022 à partir du T2-T3 2023 et jusqu'à la livraison de SIREAUCO
Lancement du concours ou marché de maîtrise d'œuvre	Candidatures en Août 2022 Jury déc 2022 et avril 23
Notification du groupement de maîtrise d'œuvre	mai 2023
Fin des études APS/APD	octobre 2023
Dépôt du permis de construire	Novembre 2023
Fin des études (PRO/DCE)	Avril 2024
Consultation des entreprises	Avril 2024 à octobre 2024
Notification des marchés de travaux	Octobre 2024
Lancement des travaux	Novembre 2024
Fin des travaux - livraison	Novembre 2026
Mise en service du Bâtiment EPOC	Fin 2026 / début 2027

3.7. Annexes

3.7.1. Annexe 1 : Planning de l'opération



3.7.2. Annexe 2 : tableau des surfaces du projet

POLE	Code Local	Locaux	Besoins					Commentaires
			Nb	SU m²	SU Totale m²	r/t SdO	Surface SdO	
SERVICES COMMUNS	SERV	**SERVICES COMMUNS**			**629 m²**	**1,35**	**849 m²**	
	SERV 1	**Accueil**			**50 m²**			
	SERV1a	Hall d'accueil	1	50 m²	50 m²			
	SERV 2	**Bureaux de passage et invités**			**116 m²**			
	SERV 2a	Bureaux Cellules de transfert (2 bureaux simple)	1	20 m²	20 m²			Les espaces photocopieuses seront installés dans les couloirs (renfoncements, niches).
	SERV 2b	Bureaux de passage (4 bureaux triple)	4	24 m²	96 m²			
	SERV 3	**Salles de réunions mutualisées**			**152 m²**			
	SERV 3a	Grande salle de réunion	1	80 m²	80 m²			avec cloison mobile permettant de disposer de 2 salles de 40 m²
	SERV 3b	Petite salle de réunion	3	24 m²	72 m²			
	SERV 4	**Espaces de convivialité**			**130 m²**			
	SERV 4a	Salle commune de repas	1	70 m²	70 m²			
	SERV 4b	Espace convivialité café	1	60 m²	60 m²			Cafés canapés tables hautes. Penser à trouver des espaces café dans les circulations en étage (créer des niches ?)
	SERV 5	**Services entretien**			**37 m²**			
	SERV 5a	local prise de travail / salle de repos	1	10 m²	10 m²			
	SERV 5b	rangement matériel/pdts entretien (RdC)	1	9 m²	9 m²			lave linge et sèche linge
	SERV 5c	rangement matériel/pdts entretien (ts niveaux hors RdC)	3	6 m²	18 m²			
	SERV 6	**Service Ateliers**			**40 m²**			
	SERV 6a	Atelier info/électronique (métrologie)	1	15 m²	15 m²			
	SERV 6b	Atelier info/électronique spectro (analyse)	1	25 m²	25 m²			
	SERV 7	**Locaux sanitaires**			**104 m²**			
	SERV 7a	Vestiaires F/H (personnel laboratoires)	2	12 m²	24 m²			1 vestiaire par sexe avec espace déshabillloir desservant 2 cabines de douche dont 1 PMR
	SERV 7b	Sanitaires	pm	pm	80 m²			

POLE	Code Local	Locaux	Besoins					Commentaires
			Nb	SU m²	SU Totale m²	r/t SdO	Surface SdO	
BUREAUX EQUIPES	BE	**BUREAUX EQUIPES**			**757 m²**	**1,35**	**1 022 m²**	
	BE 1	**Bureaux EA**			**90 m²**			
	BE 1a	Bureau individuel	5	10 m²	50 m²			1 poste de travail
	BE 1b	Bureau double	1	16 m²	16 m²			2 postes de travail
	BE 1c	Doc post doc EA	1	24 m²	24 m²			3 postes de travail
	BE 2	**Bureaux ECOBIOC**			**110 m²**			
	BE 2a	Bureau individuel	7	10 m²	70 m²			1 poste de travail
	BE 2b	Bureau double	1	16 m²	16 m²			2 postes de travail
	BE 2c	Bureau Doc post doc	1	24 m²	24 m²			3 postes de travail
	BE 3	**Bureaux METHYS**			**144 m²**			
	BE 3a	Bureau individuel	8	10 m²	80 m²			1 poste de travail
	BE 3b	Bureau double	1	16 m²	16 m²			2 postes de travail
	BE 3c	Bureau Doc post doc	2	24 m²	48 m²			3 postes de travail
	BE 4	**Bureaux LPTC**			**206 m²**			
	BE 4a	Bureau individuel	7	10 m²	70 m²			1 poste de travail
	BE 4b	Bureau double	4	16 m²	64 m²			2 postes de travail
	BE 4c	Bureau Doc post doc	3	24 m²	72 m²			3 postes de travail
	BE 5	**Bureaux Etudiants**			**192 m²**			
	BE 5a	Bureau Licence M1 toutes équipes	4	24 m²	96 m²			3 postes de travail
	BE 5b	Bureau M2 toutes équipes	4	24 m²	96 m²			3 postes de travail
	BE 6	**Locaux annexes**			**15 m²**			
	BE 6a	Local repro / Courrier	3	5 m²	15 m²			

POLE	Code Local	Locaux	Besoins					Commentaires
			Nb	SU m²	SU Totale m²	r/t SdO	Surface SdO	
LABORATOIRE Ecotoxicologie Aquatique (EA)	EA	**LABORATOIRE Ecotoxicologie Aquatique (EA)**			**281 m²**	**1,35**	**379 m²**	
		Locaux Labo			**281 m²**			
	EA 1	Salle biochimie TOX	1	46 m²	46 m²			extraction conditionnement
	EA 2	Laboratoire d'analyse TOX	1	40 m²	40 m²			analyse spectro fluo cytomètre de flux
	EA LPTC 1	Salle de culture cellulaire avec 3 box	1	45 m²	45 m²			PSM et salle de culture. mutualisé avec LPTC
	EA 3	Salle de toxicologie TOX TOX	1	35 m²	35 m²			
	EA 4	Salle d'histologie	1	15 m²	15 m²			
	EA 5	Salle Comètes	1	10 m²	10 m²			salle noire
	EA ECO 2	Laverie TOX	1	17 m²	17 m²			mutualisée ECOBIOC
	EA ECO 3	Autoclave	1	6 m²	6 m²			
	EA LPTC 2	Chambre froide pour expérimentation à 4°C	1	12 m²	12 m²			mutualisée LPTC
	EA 6	Salle de pesée produits chimiques-stockage	1	7 m²	7 m²			
	EA 7	Salle congélateurs travail	1	13 m²	13 m²			
	EA ECO 1	Préparation biologie moléculaire	1	20 m²	20 m²			mutualisée ECOBIOC
	EA 8	Stockage -80	1	15 m²	15 m²			Deux congélateurs -80

POLE	Code Local	Locaux	Besoins					Commentaires
			Nb	SU m²	SU Totale m²	r/t SdO	Surface SdO	
LABORATOIRE ECOBIOC	ECO	**LABORATOIRE ECOBIOC**			**233 m²**	**1,35**	**315 m²**	
		Biogéochimie			**125 m²**			
	ECO1	Labo spectrophotométrie et prépa des échantillons	1	30 m²	30 m²			
	ECO2	Labo carbone	1	30 m²	30 m²			chromato (GC, LECO, Shimadzu)
	ECO3	Labo général	1	25 m²	25 m²			(MillQ, etuves, lyoph, vaisselle) Bruit
	ECO4	Stockage	1	40 m²	40 m²			10 congélateurs + le reste (Retour Terrain propre à Ecobioc, magasin)
		Ecologie des plantes - zoo			**43 m²**			
	ECO5	Salle "Echantillons sales"	1	15 m²	15 m²			Retour terrain echantillon (matériel sale). Etuve.
	ECO6	Laboratoire "Analyse d'échantillons"	1	20 m²	20 m²			optique planimètre + optique de zooplancton
	ECO7	Fluoplancton	1	8 m²	8 m²			pièce obscure
		Microbiologie			**35 m²**			
	ECO 8	Retour terrain	1	15 m²	15 m²			pièce humide sale. Proche labo
	EA ECO 1	Préparation biologie moléculaire		pm				mutualisée EA attention surface
	EA ECO 2	Laverie		pm				autoclave dans une salle à part; 20 m² dédiée à la préparation bio mol, pièce autoclave mutualisée EA, LPTC, ECOBIOC; laverie mutualisée EA/ECOBIOC 20 m²
	EA ECO 3	Autoclave		pm				
	ECO 9	Préparation microbiologie	1	20 m²	20 m²			
		Stockage			**30 m²**			
	ECO 10	Stockage mutualisé ECOBIOC	1	30 m²	30 m²			(10 eco des plantes +15 microbio +5 fluoplancton)

POLE	Code Local	Locaux	Besoins					Commentaires
			Nb	SU m²	SU Totale m²	r/t SdO	Surface SdO	
LABORATOIRE METHYS	METH	**LABORATOIRE METHYS**			**140 m²**	**1,35**	**189 m²**	
		Locaux Labo			**140 m²**			
	METHYS 1	Salle instrumentation hydrosédimentaire	1	35 m²	35 m²			
	METHYS 2	Salle mesure physique	1	20 m²	20 m²			
	METHYS 3	Salle sedimento	1	20 m²	20 m²			
	METHYS 4	Salle Optique	1	25 m²	25 m²			
	METHYS 5	Salle de calcul scientifique	1	40 m²	40 m²			

POLE	Code Local	Locaux	Besoins					Commentaires
			Nb	SU m²	SU Totale m²	r/t SdO	Surface SdO	
	LPTC	**LABORATOIRE LPTC**			**455 m²**	**1,35**	**614 m²**	
		Locaux Labo			**455 m²**			
	LPTC 1	Salle congélateurs de travail	1	10 m²	10 m²			
	LPTC 2A	Laverie lave-vaisselle Micropolluants	1	15 m²	15 m²			réseau eau pure entre LPTC2a et LPTC22
	LPTC 2B	Laverie four	1	15 m²	15 m²			
	LPTC 3A	Salle Lyophilisation	1	20 m²	20 m²			
	LPTC 3B	Salle Broyage	1	15 m²	15 m²			
	LPTC 4	Salle Extraction Préparation Sale	1	15 m²	15 m²			
	LPTC 5	Salle Filtration	1	15 m²	15 m²			
	LPTC 6	Salle Préparation mission	1	15 m²	15 m²			
	LPTC 7	Salle Balance contaminants organiques	1	12 m²	12 m²			
	LPTC 8	Salle SPE robot eau	1	20 m²	20 m²			
	LPTC 9	Salle Préparation Contaminée	1	30 m²	30 m²			
LABORATOIRE LPTC	LPTC 10	Salle Préparation ultra trace (salle blanche)	1	30 m²	30 m²			
LABORATOIRE LPTC	LPTC 11	Salle Extraction ultra trace (salle blanche)	1	15 m²	15 m²			
LABORATOIRE LPTC	LPTC 12	Salle Préparation biologique	1	18 m²	18 m²			
LABORATOIRE LPTC	LPTC 13	Salle extraction normale	1	15 m²	15 m²			
LABORATOIRE LPTC	LPTC 14	Salle préparation normale	1	40 m²	40 m²			
LABORATOIRE LPTC	LPTC 15	Salle capteurs passifs - POCIS - aliquotage	1	15 m²	15 m²			
LABORATOIRE LPTC	LPTC 16	Salle déchets	1	10 m²	10 m²			loin des pièces ultra trace et normale
LABORATOIRE LPTC	LPTC 17	Salle verrerie propre	1	15 m²	15 m²			
LABORATOIRE LPTC	LPTC 18	Salle Chimie (pétrochimie)	1	15 m²	15 m²			loin des pièces ultra trace
LABORATOIRE LPTC	LPTC 20	Salle réactivité	1	40 m²	40 m²			
LABORATOIRE LPTC	A LPTC EC0	Ultracentrifugeuse	1		0 m²			Mutualisée EA ECOBIOC LPTC
LABORATOIRE LPTC	LPTC 21	Salle Procédés membranaires	1	15 m²	15 m²			limiter linéaire de réseau gaz (pureté)
LABORATOIRE LPTC	LPTC 22	Salle Vaisselle MO	1	15 m²	15 m²			réseau eau pure entre LPTC2a et LPTC22
	LPTC 23	Salle Stockage (verrerie propre)	1	10 m²	10 m²			
	LPTC 24	Salle Osmose Inverse	1	20 m²	20 m²			

POLE	Code Local	Locaux	Besoins					Commentaires
			Nb	SU m²	SU Totale m²	r/t SdO	Surface SdO	
PLATEFORME EXPERIMENTATION	PF EXPE	**PLATEFORME EXPERIMENTATION**			**176 m²**	**1,6**	**282 m²**	
		Locaux Plateforme			**176 m²**			
	Pf Expe 1	Laverie gros volume	1	15 m²	15 m²			mutualisée LPTC
	Pf Expe 2	Salle quarantaine	1	15 m²	15 m²			mutualisée LPTC
	Pf Expe 3	Salle Nourriture animaux	1	10 m²	10 m²			
	Pf Expe 4	Salle Microcosmes 1	1	30 m²	30 m²			
	Pf Expe 5	Salle Elevage	1	20 m²	20 m²			
	Pf Expe 6	Salle Préparation contamination	1	10 m²	10 m²			mutualisée LPTC
	Pf Expe 7	Salle Exposition embryonnaire	1	15 m²	15 m²			
	Pf Expe 8	Salle Capteurs passifs	1	15 m²	15 m²			
	Pf Expe 9	Salle Microcosmes FC	1	30 m²	30 m²			
	Pf Expe 10	Salle Photochimie	1	10 m²	10 m²			
	Pf Expe 11	Sas d'entrée	1	3 m²	3 m²			
	Pf Expe 12	Sas de sortie	1	3 m²	3 m²			

POLE	Code Local	Locaux	Besoins					Commentaires
			Nb	SU m²	SU Totale m²	r/t SdO	Surface SdO	
PLATEFORME M&M's	PF MM	**PLATEFORME M&M's**			**66 m²**	**1,35**	**89 m²**	
		Locaux Plateforme			**66 m²**			
	PF MM 1	Salle Minéralisation	1	16 m²	16 m²			Salle blanche desservie par sas
	PF MM 2	Salle analytique dosage Métaux	1	50 m²	50 m²			Salle blanche desservie par sas Surface intégrant la surface du sas desservant les 2 salles Organisé avec un local technique pour balance séparé de la salle des analyseurs

POLE	Code Local	Locaux	Besoins					Commentaires
			Nb	SU m²	SU Totale m²	r/t SdO	Surface SdO	
PLATEFORME PLATINE	PF PLATINE	**PLATEFORME PLATINE**			**425 m²**	**1,35**	**574 m²**	
		Locaux Plateforme			**425 m²**			
	Pf PLAT. 1	Salle IRMS	1	25 m²	25 m²			indépendante. Gaz de calibration isotopiques à placer en armoire à proximité, dans le local climatisé.
	Pf PLAT. 2	Salle GC/MSMS	1	50 m²	50 m²			Bloc fonctionnel gaz Très purs. 6.0 Gaz inertes. Oxygène, Méthane. Bouteilles à l'intérieur (ou en proximité immédiate, si impossible du fait de la réglementation)
	Pf PLAT. 3	Salle GC/MS – GC/TOF	1	60 m²	60 m²			
	Pf PLAT. 4	Salle GC	1	30 m²	30 m²			
	Pf PLAT. 5	Salle LC/MS/MS	1	90 m²	90 m²			
	Pf PLAT. 6	Local technique générateur LC			pm			20 m² hors surface utile, local spécifique avec générateurs/compresseurs reliés aux instrumentations LC/MS/MS et GC/MS/MS (différents de l'air compressé général du bâtiment)
	Pf PLAT. 7	Salle LC + TOF	1	60 m²	60 m²			
	Pf PLAT. 8	Local technique gaz			pm			15 m² hors surface utile
	Pf PLAT. 9	Local Préparation	1	10 m²	10 m²			en proximité des salles machines. immédiate des salles LC. Traversée couloir max pour les locaux GC
	Pf PLAT. 10a	Salle de retraitement Salles GC	1	15 m²	15 m²			2 bureaux traitement données. À l'entrée (plutôt LC) en surface vitrée (pour garder l'œil sur les machines), si possible localisé entre le boc fonctionnel Lc et le bloc fonctionnel GC
	Pf PLAT. 10b	Salle de retraitement Salles LC	1	15 m²	15 m²			
	Pf PLAT 11	Salle Spectroscopie optique	1	20 m²	20 m²			limiter linéaire de réseau gaz (pureté)
	Pf PLAT. 12	Salle traitement données	1	10 m²	10 m²			
	Pf PLAT. 13	Salle AF4	1	20 m²	20 m²			
	Pf PLAT. 14	Salle Analyse MO	1	20 m²	20 m²			limiter linéaire de réseau gaz (pureté)

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 3 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU PROCOTOLE D'ACCORD ENTRE BORDEAUX METROPOLE ET L'UNIVERSITE DE BORDEAUX RELATIF AU RESEAU DE CHALEUR URBAIN

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L 712-3 ;

Vu les statuts de l'Université de Bordeaux ;

Considérant que Bordeaux Métropole et l'Université de Bordeaux poursuivent des objectifs ambitieux en terme de transition énergiques.

Considérant que les réseaux de chaleur urbain sont un moyen privilégié de massifier la production d'énergie renouvelable et de récupération.

Considérant que Bordeaux Métropole a proposé à l'Université de Bordeaux de mener des études d'opportunité et de faisabilité pour la création d'un réseau de chaleur sur le sud de la métropole incluant le campus.

Considérant que pour acter ce partenariat entre Bordeaux Métropole et l'Université de Bordeaux, les Parties ont convenu de signer un protocole d'accord fixant les modalités de coopération.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide :

Article 1.

D'approuver le protocole d'accord entre Bordeaux Métropole et l'Université de Bordeaux relatif au réseau de chaleur urbain.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Annexes :

- Projet de protocole d'accord
- Projet de COT au profit de Bordeaux Métropole

Le président du conseil d'administration,

Adoptée à la majorité des votes exprimés (30 votants)
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 0

Dean LEWIS
Président de l'université de Bordeaux



PROTOCOLE D'ACCORD

ENTRE :

L'UNIVERSITE DE BORDEAUX dont le siège se situe 35, Place Pey Berland à Bordeaux (33000) et son adresse postale 351, Cours de la Libération à Talence (33405), représentée par son Président en exercice, Monsieur Dean Lewis, dûment habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération n°X

Ci-après dénommée « l'***Université*** »

D'une part

ET

Bordeaux Métropole dont le siège se situe Esplanade Charles-de-Gaulle à Bordeaux (33045), représentée par son Président en exercice, dûment habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération du Conseil de la Métropole n°2020/142 en date du 17 juillet 2020

Ci-après dénommée la « ***Métropole*** »

D'autre part

Ci-après dénommées individuellement *la « **Partie** »* ou ensemble *les « **Parties** »*

PREAMBULE

1. Les objectifs poursuivis par la Métropole et l'Université de Bordeaux en termes de transition énergétique sont convergents.

En effet, les réseaux de chaleur ont été identifiés par la Métropole comme un moyen privilégié de massifier la production d'énergie renouvelable et de récupération (ENRr) dans sa délibération du 9 juillet 2021 relative à sa stratégie métropolitaine des énergies renouvelables. L'objectif est d'atteindre une production totale de 2200 GWh en 2030, dont 780 GWh à partir des réseaux de chaleur alimentés a minima par 80% d'énergies renouvelables, soit plus de 3 fois la production de 2019.

La Métropole a proposé à l'Université de Bordeaux de mener des études d'opportunité puis de faisabilité pour la création d'un réseau de chaleur sur le sud de la métropole incluant le campus.

Pour la Métropole, ce projet représenterait environ 150 GWh et 30 000 équivalents logements, soit 20% des objectifs de déploiement de réseaux ENRr à 2030 avec un mix énergétique basé sur la géothermie et la biomasse, avec un complément en électricité verte. Il permettrait d'éviter l'émission annuelle de 24 000 tonnes de CO2.

Pour l'Université, ce projet permettrait de respecter ses engagements en termes de transition énergétique, particulièrement en termes de réduction de ses émissions de gaz à effet de serre. Alors que le taux d'énergie renouvelable du réseau de l'Université est actuellement de 20%, le réseau projeté aura un taux de 80% et permettra l'atteinte de l'objectif quantitatif que s'est fixé l'Université : - 40% minimum d'émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030

2. L'Université dispose d'un réseau de chaleur desservant plusieurs bâtiments et pouvant être étendu (ci-après le *« **Périmètre UB** »*) [Annexe nº1].

Son territoire et celui des établissements d'enseignements supérieurs de recherche voisins et le CROUS (ci-après les « Partenaires ESR ») présentent un potentiel raccordable élevé (ci-après le *« **Périmètre des Partenaires ESR** »*) [Annexe nº2]. L'Université envisage sur le Périmètre ***des Partenaires de l'ESR***, le recours à un contrat de la commande publique et la constitution d'une structure juridique dédiée (ci-après la *« **Structure ESR** »*) pour le développement de canalisations (ci-après le *« **Projet ESR** »*). La mise en œuvre d'un tel processus suppose la constitution par les partenaires de l'ESR d'un groupement de commande (le « ***Groupement des Partenaires de l'ESR*** »).

3. La Métropole est compétente en matière de réseaux de chaleur urbains en application de l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales.

A ce titre, la Métropole a délibéré, le 7 juillet 2022, en vue de la réalisation d'un réseau au sud du territoire métropolitain avec un fort taux d'ENR&R (ci-après le *« **Projet Met Sud** »*) par le biais d'un contrat de concession mixte (ci-après le *« **Contrat du Projet Met Sud** »*) avec un titulaire (ci-après le *« **Concessionnaire** »*) sélectionné à l'issue d'une procédure de publicité et de mise en concurrence qui doit être publiée en début d'année 2023 pour respecter le planning fixé.

La viabilité du Projet Met Sud dépend, techniquement, de la mise en place d'une centrale de production (ci-après la *« **Centrale** »*) et, économiquement, de la production et vente de volumes de chaleur importants.

4. Les modalités de raccordement du Périmètre des Partenaires de l'ESR au Projet Met Sud se déclinent suivant deux plans :

- Le plan A consiste à raccorder le Périmètre des Partenaires de l'ESR en tête de réseau, dès le début de la concession. Le Périmètre des Partenaires de l'ESR serait considéré par le Concessionnaire comme un seul abonné, raccordé en un point unique, avec une tarification

spécifique de la chaleur facturée à la Structure ESR. Le Projet ESR permettrait à la Structure ESR d'acheminer la chaleur en pied de chaque bâtiment ESR, en dehors du Contrat du Projet Met Sud (le « ***Plan A*** »).

- Le plan B consiste à déployer le projet Met Sud sur le Périmètre des Partenaires de l'ESR, avec un raccordement en pied de bâtiment, c'est-à-dire que le Périmètre des Partenaires de l'ESR serait constitué d'une multitude d'abonnés, chacun équipé d'un poste de livraison de la chaleur et d'un contrat de fourniture de chaleur associé.

  Le plan B comprend un mécanisme de réversibilité permettant aux Partenaires de l'ESR de revenir au Plan A par rachat du réseau construit par le Concessionnaire sur le Périmètre des Partenaires de l'ESR. (le « ***Plan B*** »).

5. Comme précisé en COTECH et COPIL, les Parties se sont entendues pour faire converger leurs besoins :

- L'Université a besoin d'une alimentation en ENR sur le Périmètre UB (ci-après la *« **Livraison de Chaleur** »*),

- La Métropole a besoin d'un foncier pour l'implantation de la Centrale et d'un volume suffisant de Livraison de chaleur pour amortir ses investissements et atteindre un prix de la chaleur acceptable par les abonnés.

6. Les Parties se sont donc rapprochées pour définir les conditions de leur accord (ci-après l'*« **Accord** »*) et ainsi acter les modalités d'ordre financier et technique des engagements pris respectivement.

Ils sont détaillés : aux articles du Chapitre I pour ce qui concerne l'Université ; aux articles du Chapitre II pour ce qui concerne la Métropole.

Ceci étant exposé, il est convenu ce qui suit.

Chapitre I Engagements de l'Université

Article 1 Terrain, voie d'accès et servitudes

1.1 Terrain

En vue de permettre l'implantation de la Centrale dans le cadre du Projet Met Sud, un terrain de 7000 m², propriété de l'Université et répondant aux caractéristiques techniques requises, a été identifié sur la plaine de Rocquencourt (ci-après le *« **Terrain** »*) [Annexe nº3].

L'université s'engage à mettre à disposition ce terrain dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire (la « ***COT*** ») constitutive de droits réels d'une durée de 50 ans [Annexe nº4] moyennant une redevance qui ne pourra pas être supérieure à l'estimation de la Direction de l'Immobilier de l'Etat (DIE).

A cette fin, les parties conviennent de :

- Procéder au lever topographique par la Métropole en vue du document d'arpentage d'ici la fin d'année 2022 ;
- Saisir conjointement la DIE en janvier 2023 ;
- Finaliser la COT suite au retour de la DIE ;
- Faire approuver la COT par leurs instances respectives et la faire signer par leurs Présidents avant l'attribution de la concession au 1er trimestre 2024.

Par ailleurs, l'Université reconnaît pleinement les enjeux attachés au bon fonctionnement du service public et à l'impératif de continuité. A cet effet, les Parties ont entamé des discussions tenant à la conclusion d'une COT d'une durée de 50 ans, assortie d'une clause de revoyure permettant, dans un délai de dix ans avant le terme de la COT, de considérer sa prolongation sans que la COT n'excède 70 ans.

1.2 Voie d'accès

L'Université dispose d'une voie d'accès, dénommée la rue Lucie Aubrac, desservant le Terrain (ci-après la *« **Voie d'accès** »*) [Annexe nº5] et gérée par le service inter-établissements de gestion du domaine universitaire (ci-après le *« **SIDGU** »*).

L'Université s'engage à mettre à disposition, selon la même durée que la COT, la Voie d'accès sur une distance de 300 m environ, tel que décrit en Annexe nº5 et à autoriser la Métropole, ses préposés et / ou le Concessionnaire du Projet Met Sud à procéder à tous travaux nécessaires pour permettre l'accès au Terrain et à la Centrale dans des conditions normales d'exploitation. Il en va ainsi notamment de tous travaux de voiries et de réseaux divers, de l'élargissement de la Voie d'accès ou encore de toutes mises aux normes, notamment nécessaires pour le passage des réseaux et la circulation des camions.

A cette fin, un arrêté de circulation et une permission de voirie seront mis en place.

1.3 Servitudes

L'Université s'engage à permettre le passage des canalisations du réseau de chaleur sur son domaine et a rédigé, à cet effet, un projet de convention de servitudes [Annexe nº6].

Article 2 Raccordements sur le périmètre des Partenaires de l'ESR

2.1 Périmètre

2.1.1 Périmètre de consommation

En vue de l'intégration du plan A dans le DCE par la Métropole, l'Université devra se positionner **au plus tard fin 2022** sur le **périmètre géographique** du Projet ESR ainsi que sur la liste des Partenaires de l'ESR inclus dans le plan A. Un courrier cosigné par l'Université et les autres Partenaires de l'ESR sera transmis à cet effet à la Métropole.

2.1.2 Mise à disposition du Périmètre UB dans le cadre du plan B

En vue de l'intégration du plan B dans le DCE par La Métropole, l'Université mettra son réseau à disposition du Concessionnaire, en vue d'une distribution de chaleur en pied de bâtiment moyennant le paiement d'une redevance dont le montant est défini dans l'arrêté 2022/BM0067 du 27 janvier 2022 relatif aux redevances applicables aux AOT.
Les chaufferies (biomasse, gaz et cogénération) sont exclues de cette mise à disposition.

L'université s'engage à ce que, au moment où le Périmètre UB sera raccordé au Projet ESR dans le cadre du Projet Met Sud (plan B), la chaufferie centrale gaz existante du Périmètre UB soit déraccordée hydrauliquement. Les coûts de ce déraccordement hydraulique seront pris en charge par l'Université.

2.2 Choix du Plan A ou du Plan B

Au plus tard 3 mois après la date de notification de la concession (prévue 1er semestre 2024), le Groupement des Partenaires de l'ESR indiquera sans réserve à la Métropole si elle choisit **le Plan A ou le Plan B.**

A défaut de choix sans réserve du Groupement des Partenaires de l'ESR entre les Plans A et B trois mois après la notification de la concession, le Plan B sera retenu.

Dans le cas de choix du Plan A, le Groupement des Partenaires de l'ESR devra confirmer à la Métropole la liste des Partenaires de l'ESR qui en font partie (cf. article 2.1) ainsi que le calendrier et les principales caractéristiques techniques du Projet ESR, tels que transmis dans le cadre de l'article 6.1.1.

A défaut de confirmation de ces éléments dans un délai de 1 mois supplémentaire (soit 4 mois après la notification du contrat), le Plan B sera retenu.

2.3 Réversibilité du plan B

2.3.1 Principe de la réversibilité

Dans l'éventualité du choix des Partenaires de l'ESR de recourir au Plan B, la Structure ESR pourra demander à la Métropole une rétrocession des ouvrages en vue d'une application du plan A (la « ***Réversibilité*** »).

2.3.2 Conditions d'exercice de la clause de Réversibilité

Dans le cadre d'une telle réversion de plan, les Partenaires de l'ESR verseront au Concessionnaire une indemnité correspondant :

- au montant révisé des investissements engagés par le concessionnaire pour la création du réseau et des sous-stations, non encore amortis pour les installations concernées ;
- Aux investissements correspondants à la construction d'une sous-station d'échange et sa connexion au Projet Met Sud d'une part et au Projet ESR d'autre part. La Métropole permettra l'implantation de cette sous-station d'échange sur le terrain visé à l'article 1.1
- au coût de financement de ces investissements ;
- aux frais encourus par la Métropole pour permettre le déclassement des biens.

Le tarif de vente de la chaleur appliqué aux Partenaires de l'ESR après l'exercice de la réversibilité sera celui calculé dans le cadre du plan A.

2.4 Déraccordement

2.4.1 Principe du Déraccordement

Le déraccordement s'entend d'une situation dans laquelle, par l'effet de la volonté de la structure ESR, le Périmètre des Partenaires ESR ne serait plus alimenté par la Centrale (le « ***Déraccordement*** »). Dans l'éventualité du choix du Plan B à l'issue des procédures de sélection, le Déraccordement suppose l'exercice préalable de la Réversibilité.

2.4.2 Conditions d'exercice du droit de Déraccordement

En cas de déraccordement, la Structure ESR versera au Concessionnaire une indemnité correspondant :

- au montant révisé des investissements non encore amortis et frais de maintenance additionnels engagés par le Concessionnaire du fait du surdimensionnement de la Centrale lié au besoin initial en alimentation du Périmètre des Partenaires ESR.
- au coût de financement de ces investissements

Les frais de déraccordement prévus dans la police d'abonnement viendront en déduction des présents frais.

Chapitre II Engagements de la Métropole

Article 3 Terrain et voie d'accès

3.1 Terrain

La Métropole s'engage à verser en une fois la redevance estimée par la DIE en contrepartie de la mise à disposition du terrain dans le cadre de la COT constitutive de droits réels de 50 ans.

La Métropole prend l'engagement de démanteler la Centrale dès lors qu'elle n'est plus nécessaire au service public et à remettre le terrain en l'état.

3.2 Voie d'accès

La Métropole s'engage à accepter la mise à disposition de la Voie d'accès et à procéder ou faire procéder à tous travaux nécessaires pour permettre l'accès au Terrain et à la Centrale dans des conditions normales d'exploitation.

Article 4 Spécifications du DCE de la Métropole

4.1 Raccordement périmètre des Partenaires de l'ESR

La Métropole prend l'engagement d'intégrer dans son dossier de consultation des entreprises (« ***DCE*** ») et, plus particulièrement dans son projet de contrat, des articles relatifs au Plan A et au Plan B pour le raccordement du Périmètre des Partenaires de l'ESR avec obligation pour les candidats de bien définir une tarification spécifique à ce périmètre et associée à chacun de ces deux plans, en vue de permettre une comparaison.

4.2 Réversibilité et Déraccordement

De plus, les candidats devront préciser dans leurs offres respectives les conditions techniques et financières de la Réversibilité dans le cadre du Plan B sur le Périmètre des Partenaires de l'ESR avec notamment un tableau d'amortissement pour les investissements non encore amortis (cf.article 2.3).

La Métropole intégrera également dans le DCE l'obligation pour le candidat à la Concession de :

- présenter un tableau d'amortissement relatif à la Centrale, en y identifiant la part relative à l'amortissement de son surdimensionnement lié à la desserte du Périmètre des Partenaires ESR.
- réserver une emprise sur la parcelle de la chaufferie permettant d'y installer une sous-station dans l'hypothèse de l'application de la réversibilité.

Article 5 Engagements complémentaires

5.1 Déclassement du réseau en cas d'activation de la clause de réversibilité

La Métropole s'engage à procéder au déclassement du réseau de chaleur sur le Périmètre des Partenaires de l'ESR dans l'éventualité de l'activation de la clause de réversibilité prévue à l'Article 2.3.

5.2 Insertion des contraintes paysagères

La Métropole s'engage à intégrer, dans son DCE, les éléments d'insertion urbaine, paysagère et architecturale pour sa chaufferie située sur la plaine de Rocquencourt que l'Université lui donnera avant fin novembre 2022 au plus tard.

5.3 Coordination avec les des Partenaires de l'ESR

Pour accentuer les synergies entre le projet Met Sud et les Partenaires de l'ESR, la Métropole intégrera dans le DCE du projet Met Sud une obligation pour les candidats de faire des propositions associant les partenaires de l'ESR, notamment en termes d'innovation et de recherche, ainsi que des dispositions facilitant l'ouverture et la visite du site sous réserve des règles de sécurité.

Chapitre III Engagements conjoints

Article 6 Communications relatives aux procédures

6.1 Engagements de transparence sur les principales caractéristiques techniques du projet ESR

6.1.1 Eléments techniques

Le projet ESR peut avoir des impacts économiques et techniques importants sur le Projet Met Sud, ainsi que sur les relations avec les entreprises qui candidateront au Projet Met Sud. La bonne information de ces candidats est indispensable à leur bonne mise en concurrence et à l'obtention des conditions techniques et économiques les plus favorables des Partenaires de l' ESR et à l'ensemble des abonnés du Projet Met Sud.

L'Université s'engage à informer La Métropole, dès qu'elle en aura connaissance, de l'avancement du Projet ESR en ce qu'il impacte directement le projet Met Sud :

- Certains éléments clé du calendrier de mise en œuvre : dates prévisionnelles de la consultation des entreprises et de l'attribution du contrat, date prévisionnelle de mise en service du réseau (éventuellement par phase) ;
- Certaines caractéristiques techniques essentielles en lien avec la fourniture d'énergie au Projet ESR par le Projet Met Sud : recours éventuel à des moyens de production de chaleur propres aux Partenaires de l'ESR, existants ou à venir (chaufferie gaz, chaufferie bois, cogénération, géothermie…) avec leurs principales caractéristiques (puissance et quantité de chaleur envisagées), besoins de chaleur sur le périmètre et évolution de ces besoins.

L'université s'engage à transmettre à la Métropole, début 2023, les premiers éléments caractéristiques du Projet ESR, pour intégration dans le DCE du Contrat du Projet Met Sud.

6.1.2 Communication du calendrier

Les Parties s'engagent à communiquer leur calendrier indicatif de mise en œuvre du Projet ESR et du Projet Met Sud, lequel est annexé aux présentes en Annexe nº7.

Les Parties s'engagent également à se communiquer mutuellement toute déviation significative de leur programme de mise en œuvre, ainsi qu'à se confirmer l'atteinte des jalons principaux lorsque ceux-ci interviennent. Le cas échéant, les Parties se communiqueront un calendrier actualisé lequel sera considéré comme automatiquement annexé aux présentes.

6.2 Communication des DCE

Les Parties s'engagent mutuellement à se communiquer les versions préparatoires de leurs DCE respectifs dans un délai permettant à chaque Partie de présenter ses observations éventuelles.

Chaque Partie pourra présenter à l'autre Partie des suggestions de modification et/ou d'adaptation du DCE dans un souci de cohérence de l'opération d'ensemble.

Chapitre IV Clauses diverses

Article 7 Clause de revoyure

Si lors de l'activation du plan A tel que défini à l'article2.2, soit la liste des Partenaires de l'ESR diffère de la liste fournie à l'article 2.1, soit le calendrier ou les principales caractéristiques techniques du Projet ESR diffèrent notablement de ceux fournis à l'article 2.2, les Parties conviennent de se rencontrer pour analyser les impacts sur le Projet Met Sud et les traduire par un ajustement de la tarification proposée à la Structure ESR.

Article 8 Clause de substitution

La Métropole reconnaît que l'Université pourra être substituée dans ses droits au titre du présent Protocole d'Accord par toute structure (en ce inclus la Structure ESR) qui pourrait être constituée entre l'Université et un ou plusieurs Partenaires de l'ESR aux fins de la réalisation du Plan A.

Article 9 Clause résolutoire

Les Parties conviennent qu'il est automatiquement mis fin à leurs engagements respectifs au titre de l'Accord dès lors que l'un des cas suivants se produit :

- La procédure de publicité et de mise en concurrence du Contrat du Projet Met Sud n'aboutit pas à son attribution, pour quelque cause que ce soit ;
- Le Contrat du Projet Met Sud n'est pas conclu ;
- Le Projet Met Sud ne se réalise pas.

Article 10 Défaut d'exécution

En cas de manquement de l'une des Parties à ses engagements, la Partie la plus diligente pourra saisir le tribunal administratif de Bordeaux.

Article 11 Annexes

Les annexes font partie intégrante du présent Protocole d'Accord. Elles pourront être complétées postérieurement à la conclusion des présentes, par simple envoi d'un courriel entre les Parties, aux adresses mentionnées ci-après :

- Pour la Métropole :

A l'attention de M. Xavier ETCHEGARAY (x.etchegaray@bordeaux-metropole.fr), avec copie adressée à Mme Aude ROSENER (a.rosener@bordeaux-metropole.fr).

- Pour les des Partenaires de l'ESR

A l'attention de M. Thierry DECADT (thierry.decadt@u-bordeaux.fr), avec copie adressée à M. Benjamin ROCHE-BLANDIN (benjamin.roche-blandin@u-bordeaux.fr).

Les annexes seront considérées comme définitivement annexées si dans un délai de quinze (15) jours calendaires, celles-ci n'ont pas fait l'objet d'une quelconque contestation de la part de l'autre Partie. Les annexes pourront entrer en vigueur antérieurement au délai mentionné, sur acceptation expresse de l'autre Partie.

Fait à Bordeaux, le XX

En deux exemplaires originaux

Pour l'Université de Bordeaux Son Président Monsieur Dean Lewis	Pour La Métropole Son Président Monsieur Alain Anziani

Chapitre V Annexes

Annexe nº1 Périmètre UB
Annexe nº2 Liste des Partenaires de l'ESR avec le courrier de soutien mentionné à l'article 2.1.1et périmètre géographique associé et besoins de chaleur associés
Annexe nº3 Plan du terrain
Annexe nº4 projet de Convention d'occupation temporaire (COT) pour le foncier
Annexe nº5 Plan de la voie d'accès
Annexe nº6 Projet de convention de servitudes
Annexe nº7 Calendriers respectifs de mise en œuvre

CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC DE L'UNIVERSITE DE BORDEAIX

ENTRE

L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège est au 35 place Pey-Berland 33000 Bordeaux cedex et son adresse postale au 351, cours de la Libération 33405 Talence cedex
N°SIRET : 130 018 351 00010
Code APE : 8542 Z
TVA Intracommunautaire : FR 23 130 018 351.

Représentée par son Président, Monsieur Dean LEWIS

Ci-après dénommée « **l'Université** »

ET

BORDEAUX METROPOLE,
Forme juridique
Adresse
N°SIRET :
Code APE :
TVA Intracommunautaire :

Représenté par son Président, Monsieur Alain ANZIANI habilité à signer la présente

Ci-après dénommé « **l'Occupant** »

L'Université et l'Occupant étant individuellement et collectivement désignés par « Partie » et « Parties ».

Il est préalablement exposé que :

Dans le cadre du projet de réseau de chaleur urbain, ++++++++++++++++++

L'Université de Bordeaux dispose du foncier nécessaire pour accueillir les éléments nécessaires au projet, à savoir, un puit géothermique, une station de traitement des eaux, une chaufferie bois et un appoint de secours gaz. Ce foncier est sis campus Rocquencourt, avenue Jean babin à Pessac. Ce foncier fait l'objet d'une convention de servitude de passage dédiée, mais à laquelle cette convention d'occupation temporaire est liée.

Il est précisé que l'emprise concernée dans la présente convention pourra être revue exclusivement à la baisse en fonction du projet retenu dans le cadre de la procédure de commande publique utilisée.

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 - Définitions

Les Parties conviennent que les termes ci-dessous définis conserveront un sens identique, dans la Convention, ses avenants et ses annexes, qu'ils soient employés au singulier ou au pluriel.

Convention : la présente convention d'occupation temporaire.

Règlementation : notamment lois, règlements, décrets, ordonnances applicables.

ARTICLE 2 - Objet

L'Université consent à l'Occupant qui l'accepte, une occupation précaire et met à sa disposition les locaux ci-après désignés, relevant de son domaine public, en application des articles L 2121-1 et suivants du code de la propriété des personnes publiques.

ARTICLE 3 - Caractère de l'occupation

En vertu des articles L 2122-2 et L 2122-3 du code général de la propriété des personnes publiques, l'occupation ou l'utilisation du domaine public ne peut être que temporaire et l'occupation présente un caractère précaire et révocable.

Cette convention d'occupation est constitutive de droits réels au sens de l'article L2341-2 du Code Général de la propriété des personnes publiques.
Les droits réels consentis sont les prérogatives et obligations du propriétaire, tels que définis par l'article L 2122-6 du code général de la propriété des personnes publiques, en ce compris la gestion des occupations illicites du domaine.

Toutefois l'Occupant ne pourra, en aucun cas, se prévaloir des dispositions sur la propriété commerciale ou d'une autre réglementation quelconque susceptible de conférer un droit au maintien dans les lieux et à l'occupation et à quelque autre droit.

L'Occupant ou son concessionnaire s'engagent à occuper personnellement dans un premier temps le foncier, puis dans un second les locaux édifiés.
Toute mise à disposition par l'Occupant au profit d'un autre tiers, à titre onéreux ou gratuit, est strictement interdite.

ARTICLE 4 - Désignation du foncier mis à disposition

La présente Convention porte sur le foncier repéré sur les plans en annexe I à la présente, d'une superficie totale de 7000m² et situés avenue Jean Babin à Pessac (33600).

Désignation du foncier :

L'Université de Bordeaux est propriétaire des parcelles BD26 et BD41 figurant ainsi au cadastre :

Section	N°	Adresse postale	Surface
BD	26	Rue Lucie Aubrac GRADIGNAN	176m²
BD	41	Rue Lucie Aubrac GRADIGNAN	29 742m²

Les 7000m² portent sur une partie seulement des parcelles désignées ci-dessus.

Afin de faire correspondre l'assiette foncière du projet à des parcelles au cadastre, il a été convenu entre les Parties de faire procéder à la division des parcelles aux frais de Bordeaux Métropole.

La superficie de 7000m² est la superficie maximale pouvant être accordée dans le cadre du projet de réseau de chaleur urbain. Ainsi, en fonction des options et de la solution retenue par Bordeaux Métropole, cette superficie pourra être revue à la baisse en fonction du projet final arrêté.
La modification de la superficie et de la dénomination des parcelles donnera lieu à la conclusion d'un avenant.

ARTICLE 5 - Conditions de la mise à disposition du foncier

Le foncier est mis à disposition en l'état.

Prescriptions particulières architecturales et paysagères ? >UB

Prescriptions particulières sur le calendrier opérationnel ? > UB

ARTICLE 6 - Destination et usage des locaux

Le foncier, objet de la présente Convention, est utilisé par l'Occupant et son exploitant, à usage exclusif d'activités liées à l'exploitation d'un réseau de chaleur urbain, telles que décrites dans l'exposé des motifs de la présente Convention.

Est prévue la construction des ouvrages suivants :

- un puit géothermique ;
- une station de traitement des eaux ;
- une chaufferie bois ;
- un appoint de secours gaz ;
- un bassin tampon.

L'Occupant et son exploitant s'engagent à occuper paisiblement le foncier mis à leur disposition et à exercer leurs activités en conformité avec celles de l'Université.

L'Occupant et son exploitant s'interdisent toute utilisation des locaux non prévue par la présente Convention.

L'Occupant veillera à faire respecter les dispositions de la Présente à son exploitant dûment habilité par lui.

ARTICLE 7 - Modalités financières

7.1 - Redevance d'occupation

La redevance d'occupation fixée à (cf estimation de la DNID).

7.2 - Modalité de paiement

L'Occupant se libèrera du paiement total de la redevance dans un délai de 30 jours à compter de la date de signature de la convention.

Le paiement sera effectué par l'Occupant dans les trente (30) jours de la réception de la facture, par virement bancaire au compte ouvert au nom de l'Agent Comptable de l'Université de Bordeaux : Trésor Public agence de Bordeaux n° 10071 33000 00001001241 clé : 28.

Un RIB de l'Université de Bordeaux est joint en annexe de la présente Convention.

L'adresse de facturation est celle indiquée en première page de la présente Convention

ARTICLE 8 - Responsabilités et Assurances

L'Occupant déclare être assuré auprès d'une compagnie notoirement solvable pour le risque aux tiers et sa responsabilité civile d'exploitation ainsi que contre l'incendie, les risques locatifs, les dégâts des eaux, les explosions de gaz et les bris de glace et, généralement contre tout risque susceptible de causer des dommages à l'immeuble, à ses objets mobiliers, aux matériels ou aux marchandises.

L'Occupant devra maintenir et renouveler ces assurances pendant toute la durée de son occupation, en acquitter régulièrement les primes et en justifier à toute réquisition de l'Université de Bordeaux.

A ce titre, l'Occupant produit une attestation d'assurance (annexe).

L'Occupant aura l'entière responsabilité des dommages et nuisances éventuelles pouvant survenir, de son fait ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestations et à tout tiers pouvant se trouver dans les lieux objet de la présente Convention, ainsi qu'à leurs biens.

L'Occupant demeurera par ailleurs gardien et responsable du matériel qu'il sera amené à entreposer dans les locaux mis à sa disposition.

Il est formellement convenu que l'Occupant et ses assureurs renoncent à tout recours qu'ils pourraient intenter en cas de sinistre contre l'Université et ses assureurs.

L'Occupant sera seul responsable des dégradations qui pourraient survenir pendant la période de son occupation.

L'Occupant devra faire son affaire personnelle des préjudices qu'il pourrait subir dans les situations ci-dessus et généralement dans tous autres cas fortuits ou de force majeure, la responsabilité de l'Université ne pouvant en aucun cas être engagée.

ARTICLE 9 - Durée et modifications

La présente Convention est conclue à compter de la date de signature pour une durée ferme et consécutive de 50 ans.

La présente Convention pourra être modifiée par voie d'avenant.

ARTICLE 10 – Résiliation

L'Université pourra mettre fin à la présente Convention pour tout motif et à tout moment. Dans tous les cas, l'Université informe l'Occupant de sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, deux mois avant la prise d'effet de la résiliation.

Si la résiliation résulte de manquements aux obligations contractuelles de l'Occupant, la redevance qui serait payée d'avance par l'Occupant restera acquise à l'Université.

Si la résiliation se fait pour tout autre motif que la non-exécution des obligations listées à la présente, la redevance payée d'avance sera remboursée à l'Occupant au prorata de l'occupation déjà réalisée.

En tout état de cause, l'Occupant ne peut se prévaloir d'une quelconque indemnité d'éviction.

L'Occupant pourra également résilier la présente Convention. Il devra en informer l'Université deux mois avant la prise d'effet par lettre recommandée avec accusé de réception.
La redevance payée d'avance sera remboursée à l'Occupant au prorata de l'occupation déjà réalisée si aucun manquement aux obligations de l'Occupant n'est constaté.

Il est précisé que cette convention d'occupation temporaire est consentie en lien avec la convention de servitudes autorisant le passage des ouvrages et personnes nécessaires à l'exploitation du Réseau de Chaleur Urbain. Si cette dernière venait à prendre fin avant la durée des 50 ans prévus, la présente convention se trouverait privée de son objet et n'aurait par conséquent plus lieu d'être.
Dans ce cas, les Parties conviennent qu'il sera mis fin automatiquement à la présente convention, sans qu'aucune mise en demeure ou délai de prévenance ne soit nécessaire.

ARTICLE 11 – Clause de revoyure

Sans préjudice de la faculté de modifier la Convention par avenant les Parties se rencontreront 10 ans avant son terme, en vue d'examiner l'opportunité de la poursuite de l'exploitation du réseau de chaleur au-delà de la durée de la Présente.

ARTICLE 12 - Litiges

La présente convention est régie par la loi française.

Tout litige, relatif à la présente convention, qui pourrait naître notamment à l'occasion, sans que cette liste ne soit limitative, de l'interprétation, de l'existence, de la validité, de

l'exécution ou de mauvaise exécution et/ou de sa cessation pour quelque cause que ce soit donnera lieu à une tentative de règlement amiable entre les Parties.

La procédure amiable sera mise en œuvre par la Partie la plus diligente. La procédure amiable à suivre sera la suivante :

Le représentant légal de chaque Partie désignera un représentant parmi son personnel (hors interlocuteurs habituels) afin de trouver une solution acceptable par les deux parties. Avant les rencontres des représentants, ces derniers devront :

- identifier le litige et son origine,
- établir un calendrier de négociations, avec les rencontres et échanges qu'ils considèrent nécessaires pour l'aboutissement d'une solution.

Faute pour les Parties de parvenir à un accord dans un délai de deux mois ces dernières pourront, à l'initiative de la Partie la plus diligente, porter leur différend devant le tribunal administratif de Bordeaux

ARTICLE 13 – Annexes

- annexe 1 : plan de la parcelle mise à disposition
- annexe 2 : police d'assurance souscrite par l'Occupant
- annexe 3 : RIB de l'Université de Bordeaux

Les annexes font corps avec la présente Convention. Néanmoins, en cas de contradiction entre les annexes et la Convention, cette dernière prévaudra.

Fait en deux exemplaires originaux, à Talence, le ……..

Pour l'Université de Bordeaux	Pour Bordeaux Métropole
Dean LEWIS Président	Alain ANZIANI Président

ANNEXE 1 : Plan de la parcelle

ANNEXE 2 : Attestation d'assurance de l'Occupant

ANNEXE 3 : RIB de l'université de Bordeaux

université de BORDEAUX

Création : 04/12/2013	Révision : 22/01/2014	Version : 04
DIRECTION DES SERVICES COMPTABLES		Page 1 sur 1
FICHE D'IDENTITE UNIVERSITE DE BORDEAUX		

IDENTIFICATION

Adresse
UNIVERSITE DE BORDEAUX
35 PLACE PEY BERLAND
33000 BORDEAUX

S.I.R.E.T.	S.I.R.E.N.	A.P.E.	T.V.A. intracommunautaire	N° Déclaration d'existence	R.N.E.
130 018 351 00010	130 018 351	8542 Z	FR 23 130 018 351	72330934133	0333298F

Personne habilitée
Pr. MANUEL TUNON DE LARA – PRESIDENT

RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE (destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs)

TRESOR PUBLIC - 24 Rue François de Sourdis 33060 - BORDEAUX CEDEX

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB	Domiciliation
10071	33000	00001001241	28	TP BORDEAUX TRES GALE

Identifiant international de compte bancaire - IBAN (International Bank Account Number)
FR76 1007 1330 0000 0010 0124 128

Identifiant international de l'établissement bancaire - BIC (Bank Identifier Code)
TRPUFRP1

Titulaire du compte
UNIVERSITE DE BORDEAUX
35 PLACE PEY BERLAND
33000 BORDEAUX

ADRESSE DE FACTURATION

Université de Bordeaux
Service facturier
146 rue Léo Saignat
Bâtiment ED - CS 61292
33076 BORDEAUX CEDEX

F_SFACT_Fiche_Identite_ub_v4.docx

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 3 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT DECLARATION D'INUTILITE ET RENONCIATION A L'AFFECTATION D'UN BIEN IMMOBILIER PROPRIETE DE L'ETAT

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu le décret n°2007-1910 du 26 décembre 2007 du ministère de l'enseignement supérieur ;

Vu les délibérations n° 00.0030 en date du 16 décembre 1999 du Conseil Général et n'°02.2284 de la Commission Permanente en date du 25 novembre 2002 ;

Vu la convention en date du 21 février 2003 portant sur la mise à disposition par le département de la Gironde à l'Etat des biens meubles et immeubles de l'ancienne Ecole Normale ;

Considérant que l'université de Bordeaux est affectataire d'un ensemble immobilier, dénommé INSPE Caudéran ; constitué des parcelles MZ82 et MZ83 sises au 49 rue de l'école Normale.

Considérant les besoins de Bordeaux Métropole pour le projet de Bus à Haut Niveau de Service (BHNS), exposés dans le courrier adressé à l'Université le 12 octobre 2022.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

La parcelle cadastrée section MZ 83 et dont le plan cadastral est annexé à la présente délibération, située 49 rue de l'école Normale à Bordeaux (33000), est déclarée inutile à l'Université de Bordeaux, pour permettre à Bordeaux Métropole de mettre en œuvre le projet de BHNS.

Article 2.

L'Université de Bordeaux renonce à l'affectation par l'Etat de la parcelle MZ83.

Article 3.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

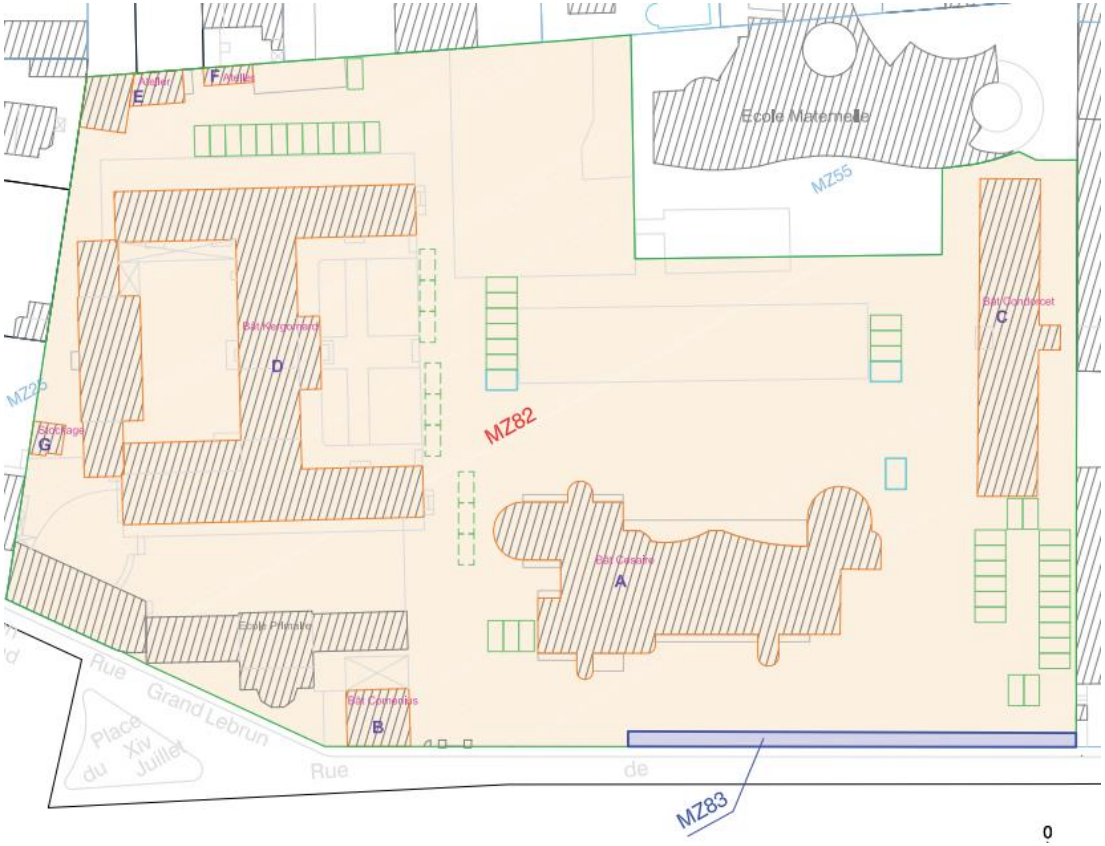
Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (30 votants)
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 0

Impact du projet BHNS sur le foncier UB



<u>Déclaration d'inutilité prévue au CA du 3 février</u> pour que le Rectorat puisse mettre fin à la mise à disposition **<u>pour la parcelle MZ83</u>**.

C'est un bien immeuble :

- propriété du Département
- donné en gestion à l'Etat en 2003
- affecté à l'Université en 2007 par arrêté.

Début des travaux prévus :

- février 2023 pour la clôture
- mars 2023 pour l'aménagement de l'espace public.

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 3 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT AUTORISATION DE VENTE D'UN BIEN IMMOBILIER APPARTENANT A L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques et notamment ses articles L3211-1 et suivants ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu la délibération du conseil d'administration n°2014-57 en date du 10 avril 2014 approuvant le principe de mise en vente du bien immobilier situé 36 rue de la Préhistoire 24620 Les Eyzies de Tayac - Sireuil;

Vu la décision du président de l'université de Bordeaux portant déclassement des parcelles AC90 et AC91 en date du 30 novembre 2021

Vu la délibération 2022-56 du 12 juillet 2022 autorisant la signature par le Président de la vente

Vu le mandat de vente confié par l'université de Bordeaux à Demeures en Périgord SAS

Vu l'offre d'achat déposée par Monsieur Florent LEBON en date du 8 avril 2022

Considérant que l'université de Bordeaux est propriétaire d'un ensemble immobilier constitué de deux parcelles (AC90 et AC91) sis au 36 rue de la Préhistoire 24620 Les Eyzies de Tayac – Sireuil.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

- D'autoriser la vente du bien immobilier sis 36 rue de la Préhistoire 24620 Les Eyzies de Tayac – Sireuil à la SCI truffière de la Faye (SCI créée par M Lebon) pour un montant de 173 500€ net vendeur.
- D'autoriser le président de l'université à signer la promesse de vente, l'acte notarié et tout avenant sans incidence financière découlant de la présente délibération.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (30 votants)
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 0



université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 3 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DE LA MISE EN ŒUVRE DES ARTICLES 6 ET 7 DE LA CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX ET L'ASUBX

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu la convention de partenariat entre l'université de Bordeaux et l'Association sportive de l'universitaire de Bordeaux du 10 janvier 2023 et notamment son article 6 et 7 ;

Considérant que l'université attribue à l'ASUBX une subvention de fonctionnement dont le montant est fixé chaque année à 120.000€ ;

Considérant la demande de subvention de l'Association Sportive de l'université de Bordeaux d'un montant de 120.000 euros au titre de l'année 2023 afin de concourir aux compétitions nationales et internationales organisées par la FFSU, permettre le rayonnement sportif de l'université de Bordeaux au niveau national et international, développer l'attractivité du campus bordelais pour tous les sportifs et favoriser la citoyenneté et l'engagement associatif étudiant ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Au regard des comptes financiers et des activités de l'année 2022, l'université de Bordeaux attribue une subvention de fonctionnement d'un montant de 120.000€ à l'association sportive de l'université de Bordeaux au titre de l'année 2023.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (30 votants)
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 0

Conseil d'administration
Séance du 3 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DE LA DEMANDE DE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE DE L'ASSOCIATION SPORTIVE DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Vu la convention de partenariat entre l'université de Bordeaux et l'Association sportive de l'universitaire de Bordeaux du 10 janvier 2023 et notamment son article 6 ;

Considérant que l'université attribue à l'ASUBX une subvention de fonctionnement dont le montant est fixé chaque année à 120.000€ mais qui peut être revue et ajustée en fonction de circonstances exceptionnelles ;

Considérant la demande de subvention complémentaire de l'Association Sportive de l'université de Bordeaux d'un montant de 50.000 euros au titre de l'année 2023 afin de concourir aux Championnats d'Europe Universitaires 2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

L'université de Bordeaux attribue une subvention complémentaire d'un montant de 50.000€ à l'association sportive de l'université de Bordeaux au titre de l'année 2023 afin de concourir aux Championnats d'Europe Universitaires 2023

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (30 votants)
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Relevé des points d'information du conseil d'administration du 3 février 2023

- Présentation de l'institut des transitions (création au 1er janvier 2023)
- Présentation du projet SIREAUCO (Arcachon et Talence)



Dean LEWIS

Président du conseil d'administration

3 février 2023

Conseil d’administration

Installation de

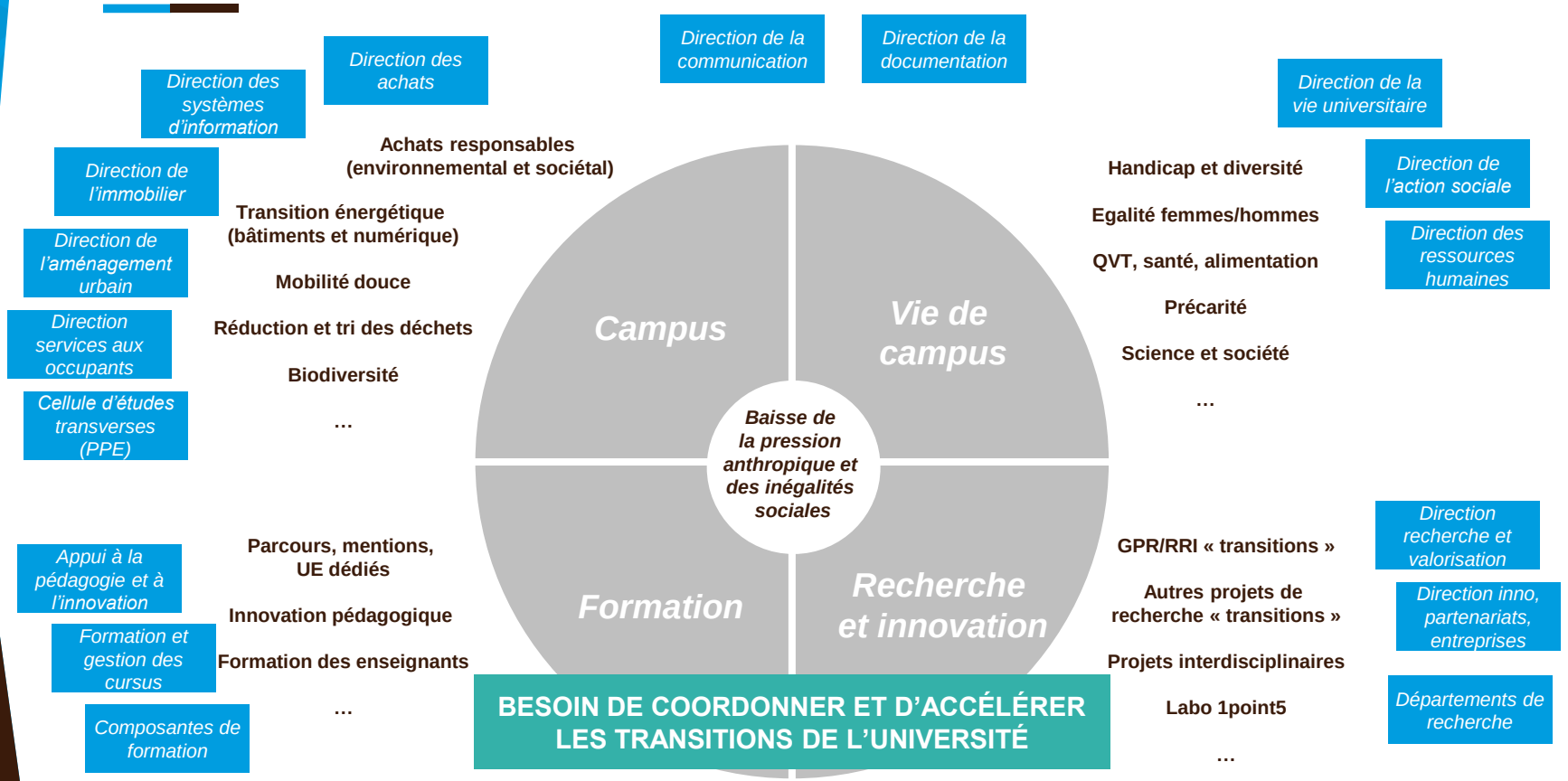
l’Institut des transitions

Contexte

- Une université engagée depuis plusieurs années en faveur du développement durable
- Depuis 2019, une démarche collaborative pour structurer ses engagements à travers une **feuille de route des transitions**, diffusée fin 2020 ; en parallèle, **labellisation DDRS**
- Une politique des transitions de l'université, centrale dans « **Horizons stratégiques 2030** », au cœur du **programme du nouveau président** Dean Lewis, qui souhaite faire de l'université de Bordeaux « un **établissement de référence** pour son engagement en faveur des transitions en réponse aux défis globaux dont celui du changement climatique »
- Une lettre de mission du Vice-président en charge des transitions environnementales et sociétales :

*« Définir le cadre et installer le futur **Institut des Transitions** qui sera emblématique de l'engagement de l'UB et devra être un levier pour impulser, animer, coordonner et rendre plus efficace l'ensemble des actions de transition de l'établissement »*

Les transitions environnementales et sociétales : l'affaire de tous au sein de l'université



L’installation de l’Institut des transitions

Décision du Codir du 12 septembre 2022 :

- Une structure administrative pérenne qui a rang de **Direction** au sein du pôle Pilotage et Aide à la Stratégie (PAS)
- Financement par le grand programme France 2030 ACT : 11 ETP
- Intégration du programme ACT au sein de l’Institut
- Une organisation et un dimensionnement cibles qui tiennent compte des besoins de toute la communauté : un modèle distribué équipe cœur / réseau élargi

Raison d'être de l'institut des transitions

Equipe étendue déjà existante dans les pôles et composantes
+ Equipe de coordination
dans une nouvelle direction du pôle PAS

DASIS, DVU, SPEV, mobilité, référents, ambassadeurs…

Accompagnement : conseil, méthodes, portage de projets
Co-construction
Sensibilisation

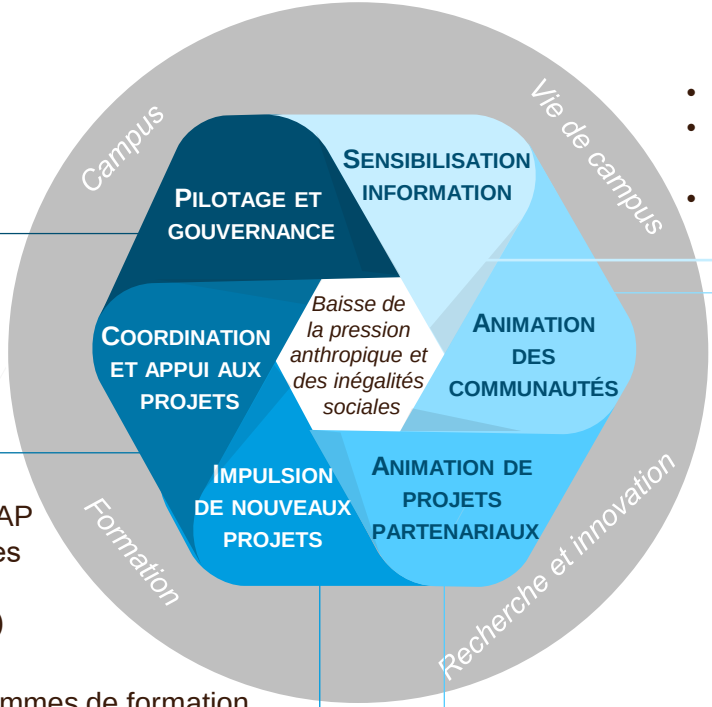
Une équipe au service des communautés et de l'établissement pour la réalisation de leurs objectifs de transition

Les étudiants, les personnels, les structures (composantes, unités de recherche, pôles administratifs), les partenaires…

- *Baisse de pression anthropique (réduction empreinte carbone, programmes de recherche…)*
- *Baisse des inégalités sociales (lutte contre la précarité, diversité, formations dédiées…)*

L'institut des transitions : une équipe au service des communautés de l'établissement pour la réalisation de leurs objectifs de transition

- Aide à la stratégie transitions (notamment en lien avec les réseaux transitions européens)
- Suivi de la politique transitions (comités de pilotage, CTES)
- Référentiels et classements (DD&RS, THE Impact)
- Tableau de bord impact et suivi (réalisation bilan carbone)
- Aide à la mesure d'impact
- Chefferie de programme ACT



- Animation de formations
- Organisation de conférences thématiques et autres événements
- Communication transitions (co-construite avec la DCOM)

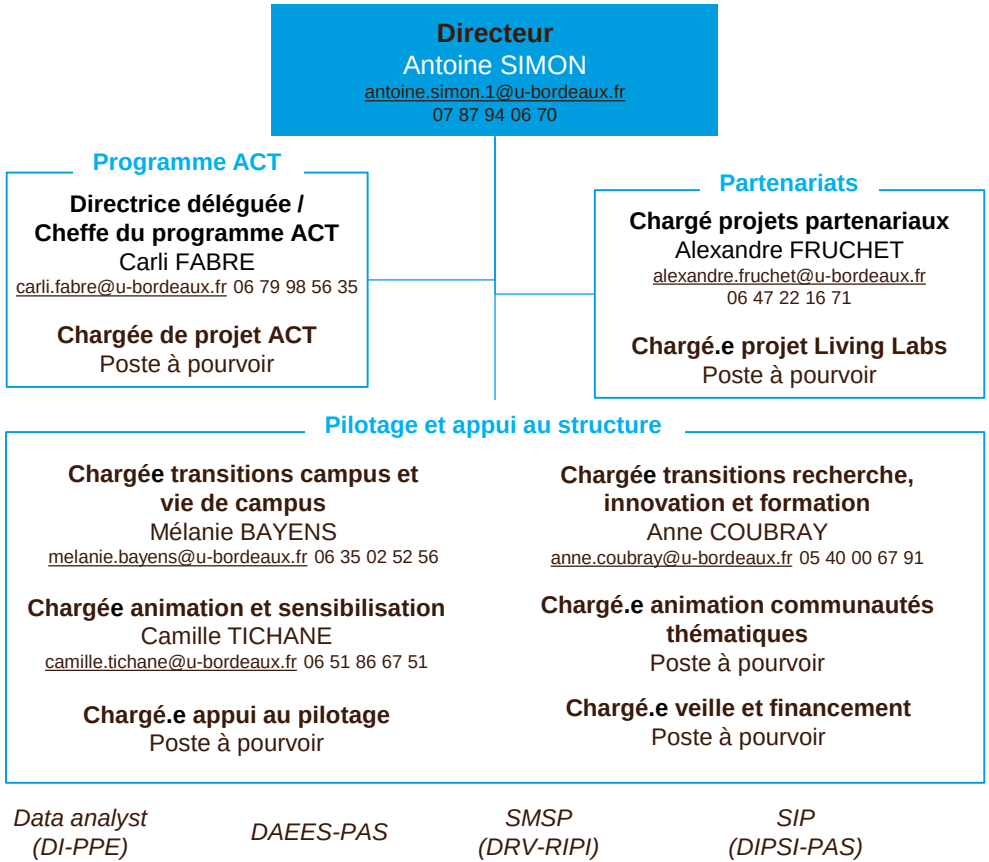
- Animation des communautés de référents et ambassadeurs
- Mise en réseau autour de thématiques transitions
- Participation aux réseaux locaux, nationaux et internationaux (Agir ensemble, CIRSES, RESES, ENLIGHT, RESET…)

- Veille et prospective
- Accompagnement réponse aux AAP
- Formalisation de plan d'actions des pôles et structures
- Lien science et société (SUNSET)

- Structuration de nouveaux programmes de formation (innovation pédagogique) et de recherche (recherche action) notamment transdisciplinaires
- Lancement de projets transverses établissement (impact activités de recherche, événementiel, tiers-lieux, etc.)

- Structuration et animation de Living Labs
- Développement de la « Plateforme des transitions »
- Rencontres des transitions et suivi de projets

Organigramme de l'institut des transitions
Une nouvelle direction au sein du pôle PAS



Quelques réalisations en cours

Chantier transformation établissement
- Lancement d'un atelier « Mesure d'impact » en association avec le pôle PAS et InnovationS
- Mise en place d'un « Tableau de bord dynamique de pilotage par la donnée et l'impact »
- Suivi du label DDRS, du classement THE Impact, de la Feuille de route des transitions de l'UB
- Animation du pilotage du nouveau Schéma directeur « développement durable et responsabilité sociétale » (DD&RS) dans le cadre du Plan climat-biodiversité et transition écologique de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

Chantier formation
- Organisation et synthèse d'un groupe de travail inter-Collèges de formulation d'un cahier des charges des formations « transitions » (connaissances / compétences / ingénierie pédagogique)
- Contractualisation avec la MAPI en mode projet ACT (1 ETP) pour la mise en place d'un portail et d'une méthode (alignement MESR / projet établissement)

Chantier recherche
- Organisation et synthèse d'un groupe de inter-départements de formulation d'un cahier des charges d'engagement des unités de recherche dans une perspective transition dans leurs pratiques et leurs objets
- Rédaction d'une charte « Labos en transition » : validation par Codir recherche et Commission recherche puis rencontres avec les DU via les codir de départements pour signature par les conseils des unités au cours de 2023

Chantier campus
- Lancement avec les pôles PPE et RIPI d'un living lab « énergie » en associant les équipes de recherche (ITE Nobatek), les partenariats ESR et autres (Bordeaux Métropole, Port autonome, CHU…etc.)

Chantier vie de campus
- Lancement deux deux living labs avec le pôle FIPVU et les partenaires : Alimentation avec le CROUS et Bordeaux Métropole ; « Healthy Campus » avec les équipes BPH / CHU

Chantier partenariats
- Lancement des premières « Rencontres des transitions » en partenariat avec Cap Sciences
- Discussions avec Bordeaux Métropole de la mise en place d'une « Plateforme des transitions » associant l'ensemble des partenaires du territoire (= « Regional academy » dans le cadre de ENLIGHT).

Présentation SIREAUCO CPER

Conseil d’administration du 3 fevrier 2023

université de BORDEAUX

SIREAUCO Pessac

Structure **I**nterdisciplinaire de **R**echerche sur les **E**nvironnements **A**q**U**atiques du **C**ontinent vers l'**O**céan

1 Historique

Pole Océanographique Aquitain (POA):
Ambition de créer un nouvel ensemble immobilier de 11 205 m² dédié à la recherche, l'enseignement et la médiation scientifique dans le domaine des sciences de l'environnement marin et aquatique, à Arcachon sur le site du petit port.

→ Arrêt du projet POA d'Arcachon par délibération en CA du 18 octobre 2019

→ Accord projet alternatif SIREAUCO Pessac lors du comité partenarial du 22 février 2020

→ Envoi du dossier d'expertise pour instruction au rectorat le 14 octobre 2022 et aux institutions partenaires en novembre 2022

2 Objectifs du projet

Pour l'activité de recherche

- regrouper géographiquement les équipes du laboratoire EPOC aujourd'hui éclatées sur le Campus
- conserver et affermir le lien avec le Campus Bordelais
- faire émerger de nouvelles recherches interdisciplinaires utilisant les écosystèmes régionaux,
- disposer d'infrastructures de laboratoires et de plateformes expérimentales adaptées et du meilleur niveau,
- compléter le réseau d'infrastructures existant en Aquitaine dans les domaines de recherche du pôle

Au titre des engagements en matière de transition environnementale :

- Ambition 1 : préservation de la ressource en eau
- Ambition 2 : sobriété et mix énergétique
- Ambition 3 : limitation de l'impact carbone de l'opération sur toute la chaîne
- Ambition 4 : préservation de la qualité de l'air (intérieur / extérieur)
- Ambition 5 : préservation de la biodiversité et de la flore
- Ambition 6 : Limitation des nuisances
- Ambition 7 : Déplacements doux

3 Profil environnemental retenu

Le projet immobilier privilégie essentiellement :
- la réduction des consommations énergétiques,
- le confort hygrothermique,
- la garantie de charges minimales en matière d'entretien et de maintenance,
- le respect de la charte « chantier faibles nuisances »,
- la gestion et la qualité sanitaire de l'eau et de l'air exemplaire,
- le traitement des déchets d'activité.

Respect de la **nouvelle réglementation énergétique RE 2020**
Inscription du projet dans la démarche d'évaluation
Bâtiment Durable Nouvelle Aquitaine (BDNA)

4 Situation actuelle des équipes EPOC
(du projet SIREAUCO Pessac)

Surfaces de plancher actuelles	3624 m²
B18 ancien	1581 m²
A12	1366 m²
B2	384 m²
B3	24 m²
A38	130 m²
Arcachon	139 m²

Effectif/ Postes de travail :
73 chercheurs, enseignants et personnels administratifs
30 stagiaires

Ratio
SUN/PdT : 8,66

Le laboratoire EPOC est en croissance depuis une vingtaine d'années et occupent toujours les mêmes locaux:

- saturation des espaces occupés aussi bien par les bureaux que par les laboratoires
- faute de place, certains bureaux sont convertis en laboratoires
- situation pas compatible avec l'activité

-> Cela explique les faibles surfaces actuellement occupées

L'existant ne comprend pas non plus de salles de réunion, espaces collaboratif et de convivialité ce qui permet de relativiser le ratio actuel.

5 Situation future des équipes EPOC
(du projet SIREAUCO Pessac)

Surfaces de plancher prévisionnelle:
Bâtiment neuf **B19A** 5510 m²

Coût d'investissement : **24,3 M€ HT TDC**
Financement inscrit au CPER 2022-2027

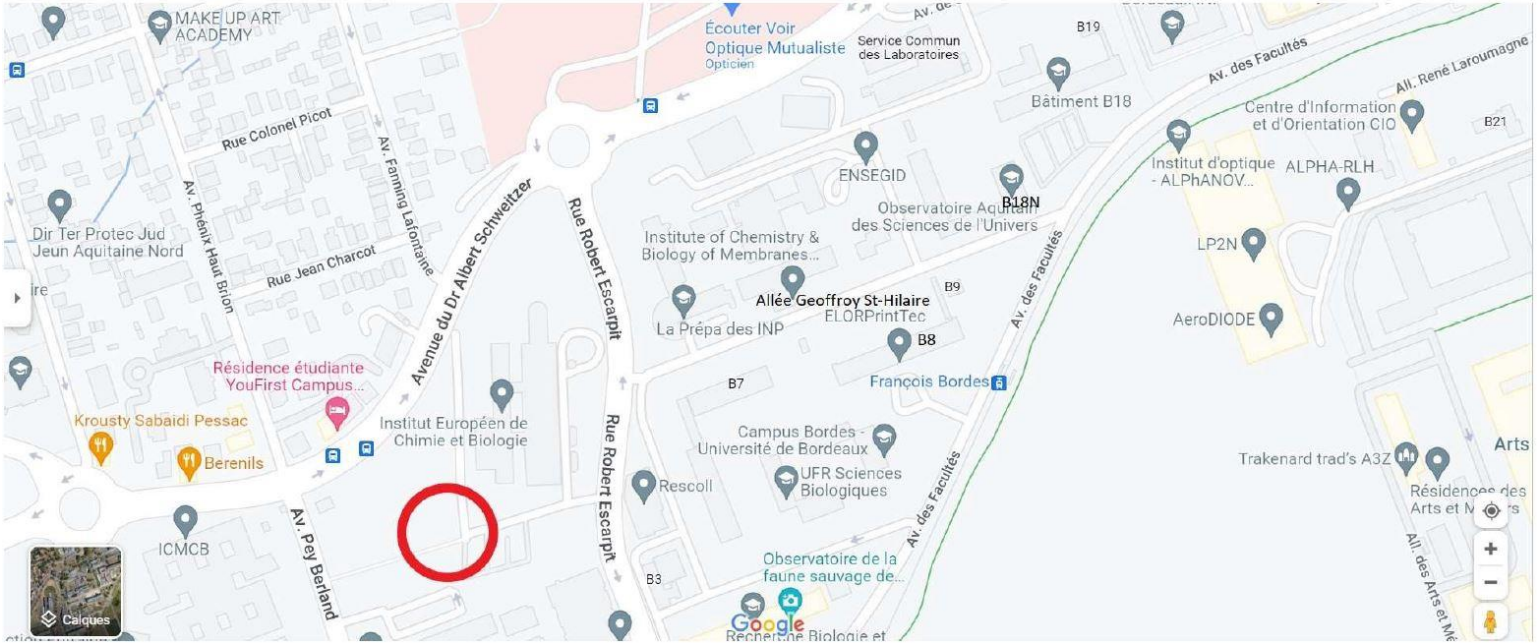
Effectif/ Postes de travail :
73 chercheurs, enseignants et personnels administratifs
30 stagiaires
une évolution des effectifs est prévisible

Ratio
SUN/PdT : 11,7 (cible max de l'Etat à 12)

Options au projet

B19 B1 et B19 B2:
Autres plateaux tertiaires pour l'accueil de tiers (Lyre SUez, etc.)
-> conditionnées à capacité de financement :
Surfaces de plancher prévisionnelle: 3500 m²
Coût d'investissement : 10,7 M€ HT TDC

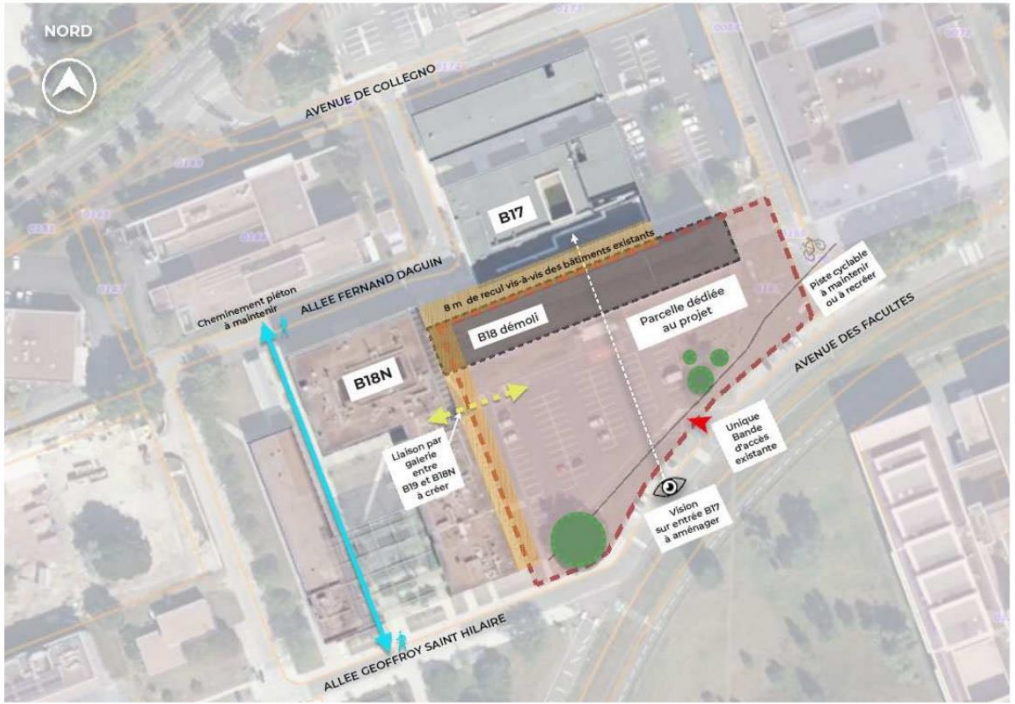
6 Installation provisoire dans des modulaires



Coût de **l'installation provisoire** : 1,89 M€ HT/TDC financés en fonds propres par l'université de Bdx.
Démolition du B18 ancien (y compris MOE et diagnostics) : 998 000 € HT (opération Campus tranche 1)

→ Installation équipes dans les modulaires et démolition B18 ancien : été/ rentrée 2023

7 Enjeux insertion urbaine



- Lien physique par une galerie fermée entre le B18N et le B19a (SIREAUCO équipes EPOC),
- Perméabilité du projet pour visualiser l'entrée du bâtiment B17,
- Eloignement minimal de 8m par rapport aux bâtiments existants
- Totale autonomie de fonctionnement entre le B19a et le B19b,
- Dissociation des flux logistiques vis-à-vis des autres flux,
- Maintien (ou déplacement) de la piste cyclable existante,
- Conservation des arbres existants.

8 Programmation



Scénario d'implantation / volumétrie indicative extraite de l'étude de capacité

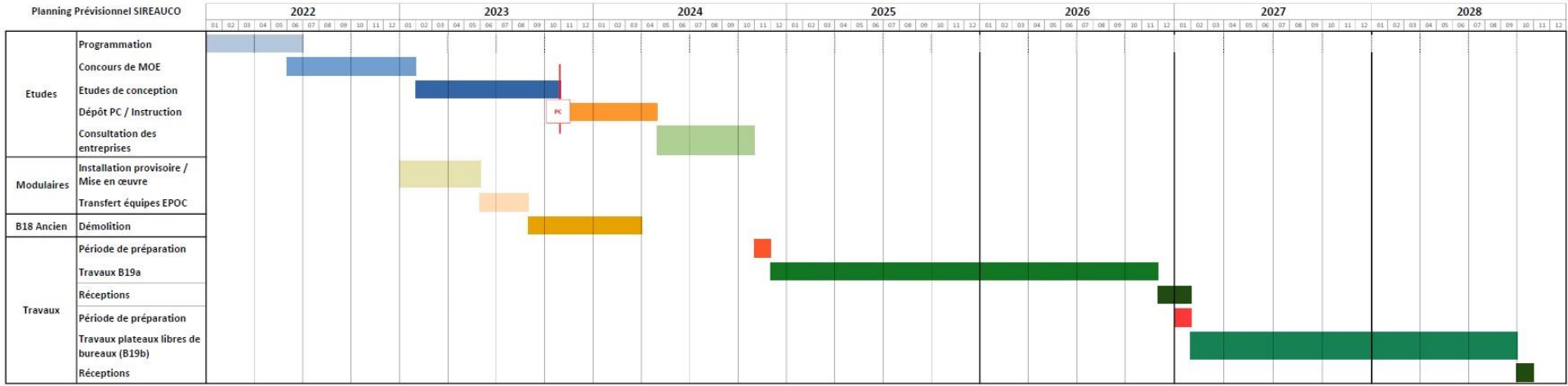
-Le bâtiment B19a de 5510 m² SDP accueillera laboratoires, bureaux et locaux logistiques stockages et techniques de l'UMR EPOC

-Le bâtiment B19b correspondant au programme tertiaire à valoriser sera scindé en deux entités (B19b1 et B19b2) aux fonctionnements autonomes de 1750 m² SDP chacune

2.9 Plan de financement

Financeurs	Montant en €
Région Nouvelle Aquitaine (CPER)	16 000 000
Etat (CPER)	5 000 000
Bordeaux Métropole (CPER)	1 500 000
CNRS	200 000
Ss-Total subventions collectivités	**22 700 000**
Reliquat opération POA	1 600 000
Total subventions avec reliquat	**24 300 000**
Opération camus	998 000
Fonds propres université de Bordeaux (bât modulaires zone tampon)	1 870 000
Total financement	**27 168 000**

10 Calendrier opérationnel prévisionnel



Merci de votre attention

Maitrise d'ouvrage
PPE Direction de l'Immobilier
Service Maitrise d'ouvrage
Cheffe de projet
Adeline Dugoujon
adeline.dugoujon@u-bordeaux.fr

université de BORDEAUX

Talence, le 13 février 2023

Le Président de l'université
à
Mesdames et Messieurs les membres du conseil
d'administration de l'Université de Bordeaux

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à la réunion du conseil d'administration de l'université qui aura lieu **le jeudi 23 février à 14h** (en visioconférence)

ORDRE DU JOUR

1. Informations générales

2. Procès-verbaux

- PV du 13 décembre 2022 — pour délibération

3. Affaires financières et comptables

- Modification de la grille tarifaire des prestations du Service Commun des Animaleries (SCA) — pour délibération

4. Convention

- Avenant n° 1 à la Convention de partenariat entre l'Association Sportive de l'Université de Bordeaux et l'Université de Bordeaux — pour délibération

5. Formation, gestion des cursus et vie universitaire

- Exonération des droits d'inscriptions pour les étudiants ressortissants du Liban et de l'Ukraine au titre de l'année 2023-2024 — pour délibération
- Révision des critères d'éligibilité au congé pour projet pédagogique (CPP) — pour délibération

6. Questions diverses

Dean LEWIS
Président du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 23 février 2023

Président du conseil d'administration : Monsieur Dean LEWIS

Le conseil est composé de 36 membres

PRESENTS : 21	PROCURATIONS : 10	ABSENTS : 5
Enseignants-chercheurs et enseignants		
BEDEL Aurélie CHABANOL Marie-Line DOUSSET Vincent GAUTHIER Catherine HERNOULD Michel LANNEGRAND Lyda LEWIS Dean LUBAC Bertrand PERAUD-PUIGSEGUR Stéphanie ROUX Pascale TOURNAUX Sébastien	CAZALS Géraldine CHARBONNEAU Alexandre GODINAUD Ghislaine FELIX Patrick	PAGEZE Joanne
BIATSS		
BERTRAND Xavier COUSSY-LACROIX Hélène GRIMBERT-BRAQUESSAC Maureen PECOSTE Christian PROUZET-MAULEON Valérie	CHAGNAUD Elodie	
Etudiants		
BEURY Louis CHAGNAUD Raphaël POTIE Clara		BARNEIX Simon CALLEWAERT Ludivine BOULITE Mounia
Personnalités extérieures		
HERMES Younis VERRECKT Laurent	CHAMPION Isabelle CUVELIER Marie-Laure DELPEYRAT Stéphane EVEN Marie PAPIN Céline	LAPLACE Jérôme

Le quorum étant atteint, les points à l'ordre du jour peuvent être abordés.

Autres personnes présentes :

Maryan DANEDE, représentant la rectrice de l'académie de Bordeaux, chancelière des universités
Vincent MOREAU, directeur général des services
Marie-Béatrice CELABE, DGSa pôle AGRH
Thierry PESTANA, agent comptable
Julien ROPIQUET, directeur de la DAJ
William L'HONORÉ, responsable BAIS

université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 23 février 2023

N°2023-13 Adoption du procès-verbal du 13 décembre 2022

N°2023-14 Approbation de la modification de la grille tarifaire des prestations du service commun des animaleries de l'université de Bordeaux

N°2023-15 Approbation de la signature de l'avenant à la convention de partenariat avec l'association sportive de l'université de Bordeaux

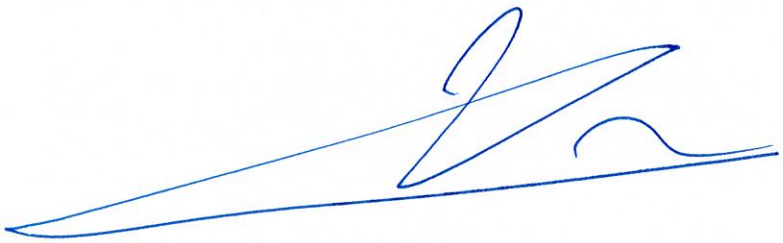
N°2023-16 Approbation des critères généraux des droits d'inscriptions pour les étudiants ressortissants d'Ukraine au titre de l'année 2023-2024

N°2023-17 Approbation des critères généraux des droits d'inscriptions pour les étudiants ressortissants du Liban au titre de l'année 2023-2024

N°2023-18 Approbation des critères d'éligibilité au congé pour projet pédagogique (CPP)

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 23 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 13 DECEMBRE 2022

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 13 décembre 2022 est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (31 votants)
Pour : 31
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 23 février 2023

DÉLIBÉRATION FIXANT LA GRILLE TARIFAIRE DES PRESTATIONS DU SERVICE COMMUN DES ANIMALERIES DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1, L. 712-3 et L. 719-4 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Vu les statuts du département Sciences et Technologies pour la santé.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Les modifications de la grille tarifaire des prestations du Service commun des animaleries de l'université de Bordeaux, annexées à la présente délibération, sont adoptées.

Article 2.

Ces tarifs s'appliquent aux utilisateurs académiques, qui exercent leur activité dans une structure sous tutelle ou cotutelle de l'université de Bordeaux (unité de recherche, unité de formation, autre) ou dans une unité de recherche extérieure à l'université. Ils s'appliquent aux prestations réalisées à compter de janvier 2023 et sont révisables annuellement.

Article 3.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (31 votants)
Pour : 27
Contre : 0
Abstention : 4

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 23 février 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DE LA SIGNATURE DE L'AVENANT A LA CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ASSOCIATION SPORTIVE DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu la convention de partenariat entre l'université de Bordeaux et l'Association Sportive de l'université de Bordeaux du 10 janvier 2023 ;

Considérant que les parties à la convention souhaitent apporter des évolutions à la convention de partenariat ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

La signature de l'avenant de la convention de partenariat avec l'Association Sportive de l'université de Bordeaux est approuvée.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (31 votants)
Pour : 31
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'Administration
Séance du 23 février 2023

DELIBERATION FIXANT LES CRITERES GENERAUX DES DROITS D'INSCRIPTIONS POUR LES ETUDIANTS RESSORTISSANTS DE L'UKRAINE AU TITRE DE L'ANNEE 2023-2024

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L 712-3, R 719-49 et suivants ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2019 modifié relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'université de Bordeaux du 16 avril 2019 fixant les critères généraux d'exonération des droits d'inscription ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Considérant qu'il appartient au conseil d'administration de l'université de fixer les critères généraux d'exonération des droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national délivré par l'université de Bordeaux au bénéfice des étudiants, non compris les personnes mentionnées aux articles R719-49, R719-49-1, R719-50 et R719-50-1 du code de l'éducation ;

Considérant que le présent avis fixant les critères généraux d'exonération ne concerne pas les étudiants déjà exonérés en vertu d'autres dispositions ;

La conseil d'administration décide :

Article unique

Au regard de la situation de l'Ukraine et dans la continuité de la politique de soutien de la France, une exonération totale des droits d'inscription est accordée au titre de l'année universitaire 2023-2024 aux étudiants ressortissants d'Ukraine en cours de cycle ou primo-entrant, dans une formation de licence, licence professionnelle master ou doctorat à l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (31 votants)
Pour : 31
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'Administration
Séance du 23 février 2023

DELIBERATION FIXANT LES CRITERES GENERAUX DES DROITS D'INSCRIPTIONS POUR LES ETUDIANTS RESSORTISSANTS DU LIBAN AU TITRE DE L'ANNEE 2023-2024

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L 712-3, R 719-49 et suivants ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'arrêté du 19 avril 2019 modifié relatif aux droits d'inscription dans les établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;

Vu la délibération du conseil d'administration de l'université de Bordeaux du 16 avril 2019 fixant les critères généraux d'exonération des droits d'inscription ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Considérant qu'il appartient au conseil d'administration de l'université de fixer les critères généraux d'exonération des droits d'inscription afférents à la préparation d'un diplôme national délivré par l'université de Bordeaux au bénéfice des étudiants, non compris les personnes mentionnées aux articles R719-49, R719-49-1, R719-50 et R719-50-1 du code de l'éducation ;

Considérant que le présent avis fixant les critères généraux d'exonération ne concerne pas les étudiants déjà exonérés en vertu d'autres dispositions ;

La conseil d'administration décide :

Article unique

Au regard de la situation du Liban, notamment de la crise économique et politique et dans la continuité de la politique de soutien de la France, une exonération totale des droits d'inscription est accordée au titre de l'année universitaire 2023-2024 aux étudiants ressortissants du Liban en cours de cycle ou primo-entrant, dans une formation de licence, licence professionnelle master ou doctorat à l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (31 votants)
Pour : 31
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'Administration
Séance du 23 février 2023

DELIBERATION FIXANT LES CRITÈRES D'ÉLIGIBILITÉ AU CONGÉ POUR PROJET PÉDAGOGIQUE

Vu le code de l'éducation pris notamment en son article L712-6-1 6° ;

Vu l'arrêté du 30 septembre 2019 relatif à la création et conditions d'attribution et d'exercice d'un congé pour projet pédagogique applicable aux enseignants-chercheurs et aux autres personnels chargés de fonctions d'enseignement dans les établissements d'enseignement supérieur ;

Vu la circulaire du 16 novembre 2019 relative aux conditions d'attribution et d'exercice d'un congé pour projet pédagogique applicable aux enseignants-chercheurs et aux autres personnels chargés de fonctions d'enseignement dans les établissements d'enseignement supérieur ;

Considérant qu'il appartient à l'université de Bordeaux de fixer les critères d'éligibilité pour les demandes de congés pour projet pédagogique ;

La conseil d'administration décide :

Article unique

Les critères d'éligibilité pour les demandes de congés pour projet pédagogique, tels que définis dans le cadrage interne relatif au CPP annexé à la présente délibération, sont approuvés.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (31 votants)
Pour : 31
Contre : 0
Abstention : 0



ANNEXE : Cadrage interne CPP

université de BORDEAUX

Note de cadrage

Formation et vie universitaire

Objet : Cadrage interne CPP
Date : Février 2023

1. Cadrage national

1.1 Contexte général

Le dispositif de congé pour projet pédagogique (CPP) s'adresse à l'ensemble des personnels enseignants et enseignants-chercheurs affectés dans un établissement d'enseignement supérieur et de recherche professeurs des universités, maîtres de conférences titulaires et aux personnels assimilés au sens de l'arrêté du 15 juin 1992[1] ainsi qu'aux professeurs titulaires des premiers et seconds degrés. Il a pour objectif de permettre l'approfondissement des compétences nécessaires à l'évolution prévisible de leur métier d'enseignant. Le CPP est régi par l'arrêté du 30 septembre 2019 relatif à la création et aux conditions d'attribution et d'exercice d'un congé pour projet pédagogique. Le dispositif CPP est financé par le ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation (MESRI). Le nombre maximum de congés pour projet d'enseignement pouvant être attribués annuellement est fixé par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, qui les répartit entre les établissements d'enseignement supérieur. Le nombre de semestres alloués à l'université de Bordeaux est, depuis 2021, de 25 semestres par an.

1.2 Principales caractéristiques

Ce dispositif présente certaines similitudes avec le congé pour recherches ou conversions thématiques(CRCT) :

- appel à candidature national avec un calendrier commun au dispositif CRCT pour la phase de dépôt de candidature ;
- dépôt de candidature sur l'application Galaxie ;
- attribution de 1 semestre ou de 2 semestres
- attribution d'un semestre au plus par période de 3 ans et de deux semestres sur une période de 6 ans ;
- possibilité d'attribution d'un CPP d'un semestre à l'issue d'un congé maternité, parental ou d'adoption;
- sur leur demande, à l'issue de leur mandat, les enseignants-chercheurs qui ont exercé les fonctions de président ou de directeur d'établissement public d'enseignement supérieur ou de recteur d'académie bénéficient d'un CPP.

Le CPP présente certaines spécificités :

- il est attribué par l'établissement selon des critères définis préalablement par ce dernier et en fonction du contingent alloué par le MESRI;
- il est accessible à l'ensemble des enseignants et enseignants-chercheurs titulaires;
- une part des congés pour projet d'enseignement peut être attribuée en priorité aux enseignants qui ont effectué pendant au moins quatre ans des tâches d'intérêt général

1.3 Cadrage propre aux établissements

[1] Arrêté fixant la liste des corps de fonctionnaires assimilés aux professeurs des universités et aux maîtres de conférences pour la désignation des membres du Conseil national des universités : https://www.legifrance.gouv.fr/loda/id/LEGITEXT000019860291

Les candidatures doivent être accompagnées d'une description du parcours de l'intéressé permettant d'apprécier son engagement dans les missions de recherche et d'enseignement et d'une note détaillée présentant le projet pour lequel le congé de formation est demandé.

Le projet devra permettre d'apprécier notamment les éléments suivants :
- contexte et/ou place et intérêt de l'initiative au regard des et de la politique pédagogique et de formation de l'établissement ;
- positionnement du projet dans le contexte national ;
- objectifs notamment en matière de dimension novatrice du projet, d'accompagnement à la réussite des étudiants, d'évaluation par les étudiants des enseignements, de création de nouveaux contenus, de transformation des pratiques pédagogiques et des situations d'apprentissages ou encore usage d'outils numériques.

Il s'agit de préciser les éléments suivants :
- modalités de réalisation du projet ;
- résultats attendus ;
- acteurs impliqués / partenaires pédagogiques ou socio-économiques ;
- nombre d'étudiants pouvant bénéficier du projet et niveaux de diplômes concernés ;
- possibilité de diffusion et d'essaimage des réalisations et des pratiques nouvelles.

2. Cadrage de l'université de Bordeaux

2.1 Contexte général

L'université de Bordeaux, dans le cadre de la nouvelle accréditation 2022-2027, a mis en place une politique d'amélioration continue de l'offre de formation afin d'accompagner les transitions pédagogiques. Celle-ci est centrée sur la réussite éducative de l'étudiant, qu'il soit en formation initiale ou continue, et quel que soit son cycle d'études. Le cahier des charges des formations s'articule ainsi autour de trois grands axes : l'ouverture des cursus, le renforcement de la connexion des programmes d'étude avec le monde environnant, et le renforcement de l'autonomisation et de l'implication des étudiants. Cette transformation pédagogique est soutenue par des appels à projets régionaux, nationaux et européens tout aussi convergents comme le programme STEP (soutien à la transformation et à l'expérimentation pédagogique) ou le programme NewDEAL co-financé par le plan de relance 2030 et l'Idex de l'université de Bordeaux.

Le congé pour projet pédagogique doit s''inscrire en cohérence avec la politique d'amélioration continue de l'offre de formation de l'université de Bordeaux, en permettant à des enseignants de s'engager dans cette stratégie.

2.2 Actions et critères retenus par l'université de Bordeaux

Les actions visées par le congé pour projet pédagogique peuvent consister en :
- la conception d'une formation à caractère transformant ;
- la coordination d'un projet pédagogique national ou international ;
- la mise en œuvre de dispositifs de soutien pédagogique à la réussite ;
- la diffusion et le transfert de connaissances pédagogiques en lien avec des projets réalisés au sein de l'établissement.

Outre ces actions explicitées en annexe de la présente note, un semestre de CPP pourra être attribué pour :
- le suivi d'une formation favorisant la reconversion pédagogique et la politique de transformation ;
- une mobilité internationale favorisant la reconversion pédagogique et la politique de transformation.

Les projets soumis seront appréciés au regard de leur cohérence avec la politique d'amélioration continue de l'offre de formation de l'établissement et au regard des conditions suivantes :
- les actions de transformation pédagogique structurante dont l'expérimentation peut s'essaimer largement en dehors du périmètre initial ;
- les actions inscrites dans les priorités visées par la note de cadrage de l'amélioration continue de l'offre de formation et/ou dans la ou les feuilles de route des mentions concernées ;

- le rôle et les activités du candidat au congé pour projet pédagogique sont détaillés.
- l'implication de plusieurs enseignants d'une même équipe pédagogique et/ou le cas-échéant des partenaires ;
- l'éventuelle synergie avec un programme/projet[2] structurant de l'université : NewDeal, ACT, Enlight, UBGRS 2.0, InnovationS, ACCES, projets répondant à l'AMI CMA, etc.

Les actions ainsi identifiées devront prouver qu'elles sont soutenables dans le temps et dans l'environnement dans lequel elles s'insèrent.

Par ailleurs, un congé pour projet pédagogique pourra être sollicité en complément d'un soutien déjà octroyé par l'établissement ou par un programme structurant (Step, NewDeal, etc.). Dans ce cadre, le critère principal d'attention sera l'adéquation de la demande de congé avec les besoins du projet déjà validés par l'établissement.

En fonction de l'envergure du projet, jusqu'à 2 CPP (pour 2 personnes distinctes) pourront être attribués la même année sur un même projet.

En outre, dans le cadre de l'accompagnement au retour d'un congé parental ou d'un retour de congé maternité, un congé pour projet pédagogique de 1 semestre pourra être attribué dans les mêmes conditions que pour les autres bénéficiaires.

2.3 Dossier de candidature

Le dossier de candidature devra être constitué :
- d'un résumé du projet (1/2 page) ;
- d'un descriptif de l'équipe pédagogique impliquée dans le projet ;
- d'un descriptif du projet (max 6 pages), précisant la cohérence avec les actions et critères retenus pour l'obtention d'un CPP, le public visé, le nombre d'étudiants concernés, le nombre d'ECTS impactés par la transformation pédagogique, le nombre de collègues impliqués et leurs rôles, le calendrier de mise en œuvre, les résultats attendus et les moyens mobilisés.
- d'un CV du candidat (max 4 pages) précisant notamment les implications dans des activités pédagogiques
- de l'avis de la direction du collège ou de l'institut de formation ainsi que de la composante (UF, faculté, département), et dans le cas où des conséquences sur l'activité de recherche auraient été signalées par le candidat, d'un avis du directeur de l'unité de recherche.

2.4 Processus d'attribution

Le conseil académique (CAC) en formation restreinte se prononce sur les attributions après avoir instruit les dossiers en fonction des projets présentés, des avis et classements formulés, et de la situation du candidat (en particulier en cas de candidature à d'autres dispositifs de congés et délégations).
Au préalable, et pour éclairer le travail d'instruction du CAC, les dossiers sont transmis :

- aux collèges et instituts de formation qui émettent un avis sur les demandes et proposent un classement ;
- aux unités de recherche qui émettent un avis au regard de l'impact sur l'activité de recherche, signalé par le candidat (cf. supra) ;
- à la commission permanente pour les projets pédagogiques (C3P) qui statue sur la cohérence du projet avec la politique de transformation pédagogique de l'établissement.

2.5 Accompagnement au montage et à la mise en œuvre du projet par la MAPI

Pour accompagner la conception et la mise en oeuvre du projet de transformation pédagogique pour lequel est sollicité le congé, le candidat peut solliciter l'accompagnement de la MAPI pour :
- De l'aide au montage et au suivi de projet : définition des objectifs, résultats attendus, moyens nécessaires, plan d'action et gouvernance et/ou ;

[2] La liste des programmes et des projets structurants/institutionnels mentionnés est non exhaustive et peut potentiellement être modifiée en fonction des nouvelles réponses de l'université de Bordeaux à des appels à projets nationaux et internationaux.

- de l’ingénierie pédagogique et/ou de formation : intégration de l’enseignement visé dans l’offre de formation, scénarisation pédagogique, proposition de dispositifs pédagogiques adaptés aux objectifs visés, conseils à l’alignement pédagogique, formation à la prise en main des outils, etc.

Cet accompagnement pourra être mis en place pour la phase de montage du dossier et/ou pour la phase de mise en œuvre du projet, selon les besoins exprimés par le candidat et le plan de charge de la MAPI au moment de la sollicitation.

ANNEXE : ENTRÉES POSSIBLES POUR L'ATTRIBUTION DU CONGÉ POUR PROJET PÉDAGOGIQUE

1/ CONCEPTION D'UNE FORMATION A CARACTERE TRANSFORMANT dont la visée est de **:**

- permettre de personnaliser le cursus selon le projet de l'étudiant
- permettre aux étudiants une progression au plus proche de leurs acquis d'apprentissage
- former/sensibiliser les étudiants aux transitions environnementales et sociétales
- former/initier les étudiants aux enjeux de la recherche
- apporter une dimension professionnalisante à la formation des étudiants
- permettre aux étudiants de développer des compétences en lien avec l'internationalisation des formations
- permettre aux étudiants de développer des compétences transversales
- favoriser l'autonomisation des étudiants dans les apprentissages et/ou dans leur projet d'étude

2/ COORDINATION D'UN PROJET PEDAGOGIQUE NATIONAL OU INTERNATIONAL

- animation d'une équipe et relations aux partenaires (périmètre national ou international) pour mener à bien un projet de formation
- réponse à un appel à projet de transformation pédagogique d'envergure nationale ou internationale
- mise en œuvre d'une convention de partenariat d'enseignement ou de coopération internationale

3/ ACTION DE SOUTIEN PEDAGOGIQUE D'AIDE A LA REUSSITE, comme :

- le développement d'une approche inclusive et la prise en compte de la diversité des publics
- l'aide à la construction et à l'accompagnement du projet étudiant tout au long du parcours
- la continuité des parcours entre lycée, université et orientation professionnelle
- la conception de nouveaux espaces d'apprentissages et de leurs usages

4/ DIFFUSION ET TRANSFERT DE CONNAISSANCES PEDAGOGIQUES EN LIEN AVEC DES PROJETS REALISES AU SEIN DE L'ETABLISSEMENT

- valorisation scientifique de projets pédagogiques (articles, ouvrages, rapports, communications dans le cadre d'une conférence d'experts en pédagogique universitaire, etc.) ;
- mise en œuvre d'une démarche SOTL (scholarship of teaching and learning) en vue d'une diffusion scientifique
- accompagnement et formation des pairs sur des pratiques pédagogiques innovantes ou sur la mise en œuvre du cadrage

© Université de Bordeaux, direction de la communication - janvier 2023.

université de Bordeaux
351 cours de la Libération
33405 Talence Cedex

En savoir +

www.u-bordeaux.fr

@univbordeaux

univbordeaux

universitedebordeaux

universite-de-bordeaux

université de BORDEAUX

université de BORDEAUX

Talence, le 07 mars 2023

Le Président de l'université
à
Mesdames et Messieurs les membres du conseil
d'administration de l'Université de Bordeaux

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à la réunion du conseil d'administration de l'université qui aura lieu **le mardi 14 mars à 14h** (Salle des Actes – campus de Pessac)

ORDRE DU JOUR

1. Informations générales	
2. Affaires institutionnelles et générales	
▪ Présentation de la politique d'archivage	pour information
▪ Modification de la délibération n°2022-44 portant création du comité social d'administration de l'université de Bordeaux	pour délibération
▪ Désignation des représentants des usagers appelés à siéger au comité social d'administration de l'université de Bordeaux	pour information
3. Patrimoine	
▪ Approbation du rapport annuel de l'utilisation des intérêts de la dotation Opération Campus	pour délibération
4. Affaires financières	
▪ Bilan du plan d'Actions Achats 2022 Bilan budgétaire 2022	pour délibération
▪ Compte financier de l'université et affectation des résultats pour l'exercice 2022	pour délibération
5. Ressources humaines	
▪ Délibération relative au contingent CRCT - année 2023-2024	pour délibération
6. Formation, gestion des cursus et vie universitaire	
▪ Bilan de fonds de soutien et du développement des initiatives étudiantes (FSDIE) 2022	pour délibération
7. Questions diverses	

Dean LEWIS
Président du conseil d'administration

université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 14 mars 2023

Président du conseil d'administration : Monsieur Dean LEWIS

Le conseil est composé de 36 membres

PRESENTS : 22	PROCURATIONS : 11	ABSENTS : 3
Enseignants-chercheurs et enseignants		
BEDEL Aurélie CAZALS Géraldine CHABANOL Marie-Line DOUSSET Vincent FELIX Patrick GAUTHIER Catherine GODINAUD Ghislaine LEWIS Dean LUBAC Bertrand PAGEZE Joanne PERAUD-PUIGSEGUR Stéphanie ROUX Pascale	CHARBONNEAU Alexandre HERNOULD Michel LANNEGRAND Lyda TOURNAUX Sébastien	
BIATSS		
BERTRAND Xavier CHAGNAUD Elodie COUSSY-LACROIX Hélène PECOSTE Christian PROUZET-MAULEON Valérie	GRIMBERT-BRAQUESSAC Maureen	
Etudiants		
BEURY Louis POTIE Clara	CHAGNAUD Raphaël	BARNEIX Simon BOULITE Mounia CALLEWAERT Ludivine
Personnalités extérieures		
CHAMPION Isabelle CUVELIER Marie-Laure HERMES Younis	DELPEYRAT Stéphane EVEN Marie LAPLACE Jérôme PAPIN Céline VERRECKT Laurent	

Le quorum étant atteint, les points à l'ordre du jour peuvent être abordés.

<u>Autres personnes présentes</u> :

Maryan DANEDE, représentant la rectrice de l'académie de Bordeaux, chancelière des universités
Vincent MOREAU, directeur général des services
Marie-Béatrice CELABE, DGSa, délégué au pôle AGRH
Thierry PESTANA, agent comptable
Julien ROPIQUET, directeur de la DAJ
William L'HONORÉ, responsable BAIS

université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 14 mars 2023

N°2023-19 Adoption de la modification de la délibération n°2022-44 portant création du comité social d'administration de l'université de Bordeaux

N°2023-20 Approbation du rapport annuel de l'utilisation des intérêts de la dotation Opération Campus

N°2023-21 Adoption du bilan du plan d'Actions Achats 2022 et du bilan budgétaire 2022

N°2023-22 Adoption du compte financier de l'université et affectation des résultats pour l'exercice 2022

N°2023-23 Approbation de la délibération relative au contingent CRCT – année 2023-2024

N°2023-24 Adoption du bilan du fonds de soutien et de développement des initiatives étudiants (FSDIE) 2022

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 14 mars 2023

DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX ET FIXANT LES PARTS RESPECTIVES DE FEMMES ET D'HOMMES AU SEIN DE CE COMITE

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 951-1-1 ;
Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, notamment son article 9 bis, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;
Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat ;
Vu le décret n°2023-106 du 16 février 2023 relatif à la représentation des usagers au sein des comités sociaux d'administration des établissements publics d'enseignement supérieur relevant du ministre chargé de l'enseignement supérieur ;
Vu les statuts de l'université de Bordeaux en vigueur ;
Vu la délibération n°2022-44 du conseil d'administration du 12 mai 2022 portant création du comité social d'administration ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Il est institué, auprès du président de l'université de Bordeaux, un **comité social d'administration de proximité** dénommé **comité social d'administration d'établissement public**, en application de l'article 6 du décret du 20 novembre 2020 susvisé.
Le comité social d'administration d'établissement public est compétent dans les matières et conditions fixées par le titre III du même décret pour les questions intéressant l'organisation et le fonctionnement de l'établissement public.

Article 2.

Le comité social d'administration d'établissement public mentionné à l'article 1er de la présente délibération présidé par le président de l'université de Bordeaux comprend également le responsable ayant autorité en matière de gestion des ressources humaines.
Le comité social d'administration d'établissement public comprend les représentants du personnel suivants : 10 titulaires et 10 suppléants élus au scrutin de liste, dans les conditions fixées à l'article 20 du décret du 20 novembre 2020 susvisé.
Le président de l'université de Bordeaux est assisté en tant que de besoin par le ou les représentants de l'établissement exerçant des fonctions de responsabilité et concernés par les questions ou projets de textes soumis à l'avis du comité social d'administration d'établissement public.
Le Président de l'université de Bordeaux peut, à son initiative ou à la demande des membres titulaires de l'instance concernée, convoquer des experts afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour.

Article 3.

En application de l'article 21 du décret du 20 novembre 2020 susvisé, les parts de femmes et d'hommes composant les effectifs pris en compte pour la création du comité social d'administration d'établissement de l'université de Bordeaux sont ainsi fixées au 1er janvier 2022 :

Effectifs au 1er janvier 2022		
Femmes	**3385**	54%
Hommes	**2821**	46%
Total :	**6206**	100%

Ces chiffres seront actualisés en tant que de besoin par décision du Président de l'université de Bordeaux.

Article 4.

Une **formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail** est créée au sein du comité social d'administration de l'université de Bordeaux, dénommée formation spécialisée du comité, conformément à l'article 9 du décret du 20 novembre 2020 susvisé :
Elle est compétente dans les matières et les conditions fixées par le chapitre II du titre III du même décret.

Article 5.

La formation spécialisée du comité est présidée par le président de l'université de Bordeaux, ou son représentant.

Elle comprend le même nombre de représentants du personnel titulaires siégeant dans le comité social d'administration d'établissement public, désignés dans les conditions fixées à l'article 24 du décret du 20 novembre 2020 susvisé.

Le Président de l'université de Bordeaux peut, à son initiative ou à la demande des membres titulaires de l'instance concernée, convoquer des experts afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour.

Article 6.

En application de l'article 10 du décret du 20 novembre 2020 susvisé, il est institué trois formations spécialisées de site rattachées au comité social d'administration de l'université de Bordeaux :

- La formation spécialisée de site du site de Talence est dénommée « **Formation spécialisée de Talence** » et couvre le périmètre de compétence géographique suivant*:*
  - Campus de Talence (tranches A et B, domaine du Haut-Carré, parc Peixotto)
  - Arcachon
  - Mérignac
  - Le Barp
  - Les Eyzies
  - Floirac
  - Villenave d'Ornon.

- La formation spécialisée de site du site de Carreire est dénommée « **Formation spécialisée Carreire** » et couvre le périmètre de compétence géographique suivant :
  - Campus de Carreire
  - Victoire
  - Pey-Berland

- Argonne
- site de l'Hôpital Xavier Arnozan

- La formation spécialisée de site du site de Pessac est dénommée « **Formation spécialisée de de Pessac** » et couvre le périmètre de compétence géographique suivant :
  - Pessac (site principal, Rocquencourt, Monadey)
  - Gradignan
  - Périgueux
  - Agen
  - Bayonne
  - Dax
  - Bordeaux Bastide
  - Mérignac parc de Bourran
  - Bordeaux Caudéran
  - Pau
  - Mont-de-Marsan

Les formations spécialisées de site sont compétentes dans les matières et les conditions fixées par le chapitre II du titre III du même décret sur le périmètre de site pour lequel elles sont créées. L'université de Bordeaux, au vu de son implantation territoriale (3 campus principaux et 14 campus de proximité), de la dimension scientifique de ses unités de recherche (88 laboratoires), du nombre de personnels permanents (plus de 6.000 dont 54% d'enseignants et enseignants-chercheurs) et de la présence de plus de 54.000 étudiants, privilégie trois formations spécialisées de site permettant un dialogue social et des échanges de proximité. Les composantes de formation et de recherche sont réparties selon leur affectation géographique principale et rattachées à l'une des trois formations spécialisées de site. Les pôles et directions (Direction des systèmes d'information, Direction de la documentation, Direction des services comptables) sont rattachés à la formation spécialisée de site dont dépend géographiquement leur directeur.

Article 7.

Les formations spécialisées de site du comité social d'administration sont présidées par le Président de l'université de Bordeaux, ou son représentant.

Conformément aux dispositions de l'article 16 du décret du 20 novembre 2020 susvisé, pour la formation spécialisée de site, le nombre des représentants titulaires est égal à :

- Dix au plus lorsque les effectifs des services sont supérieurs à sept cents agents ;
- Huit au plus, lors les effectifs des services sont supérieurs à cinq cents agents et inférieurs ou égaux à sept cents agents ;
- Sept au plus lorsque les sélectives des services sont supérieurs à deux cents agents et inférieurs ou égaux à cinq cents agents ;
- Cinq au plus lorsque les effectifs des services sont inférieurs ou égaux à deux cents agents.

La composition des formations spécialisées de site des sites de Talence, de Pessac et de Bordeaux Carreire sera précisée ultérieurement par arrêté du président de l'université de Bordeaux.

Les formations spécialisées de site comprennent chacune un nombre égal de membres titulaires et de membres suppléants désignés dans les conditions fixées aux articles 25 et 26 du décret du 20 novembre 2020 susvisé. Les listes des organisations syndicales habilitées à désigner les représentants du personnel titulaires et suppléants des trois formations spécialisées de site sont arrêtées par l'autorité auprès de laquelle les formations sont constituées.

Le Président de l'université de Bordeaux peut, à son initiative ou à la demande des membres titulaires de l'instance concernée, convoquer des experts afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour.

Article 8.

En application de l'article R.951-5-2 du code de l'éducation, la formation spécialisée du comité social d'administration et les formations spécialisées de site peuvent se réunir en formation élargie aux représentants des usagers pour l'examen des questions mentionnées aux articles 73 et 74 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020. Ces représentants sont au nombre de trois titulaires et trois suppléants, n'ont pas voix délibérative, sont désignés librement par leurs organisations syndicales représentées au conseil d'administration de l'université. Le nombre de sièges attribués aux représentants des usagers est réparti selon la représentation proportionnelle au plus fort reste, en fonction du nombre de voix obtenues par chaque liste présentée par les organisations mentionnées ci-dessus lors de l'élection au conseil d'administration de l'établissement. Cette désignation intervient dans un délai de quinze jours à compter de la proclamation des résultats de cette élection.

La liste nominative des représentants des usagers est portée à la connaissance des usagers par tout moyen approprié.

La durée du mandat des représentants des usagers est fixée à deux ans.

Article 9.

Le comité technique et le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'université de Bordeaux institués par les statuts de l'université de Bordeaux demeurent compétents jusqu'au 1er janvier 2023. Le mandat de leurs membres est maintenu jusqu'à la même échéance.

Article 10.

Sous réserve de l'article 8, les dispositions de la présente délibération entrent en vigueur au prochain renouvellement général des instances de représentation du personnel de la fonction publique.

Article 11.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS
Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (33 votants)
Pour : 33
Contre : 0
Abstention : 0

Conseil d'Administration
séance du 14 mars 2023

DÉLIBÉRATION RELATIVE A L'APPROBATION DU RAPPORT D'UTILISATION DES INTERETS DE LA DOTATION CAMPUS

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L 712-3 ;

Vu les statuts de l'Université de Bordeaux ;

Vu la convention de versement de la dotation campus signée avec l'Etat le 15 juin 2017 ;

Vu l'avis de la direction régionale des finances publiques sur le rapport annuel d'utilisation des intérêts de la dotation campus exercice 2022 en date du 10 mars 2023;

Vu l'avis du recteur sur l'utilisation des intérêts de la dotation campus en date du 28 février 2023.

Considérant que conformément à la convention de versement de la dotation campus signée avec l'Etat le 15 juin 2017, un rapport annuel sur l'opération Campus de Bordeaux est présenté au conseil d'administration de l'Université.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide :

Article 1.

Le rapport annuel sur l'utilisation des intérêts de la dotation campus (exercice 2022), joint à la présente délibération, est approuvé.
Le présent rapport sera joint au compte financier 2022.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS
Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (33 votants)
Pour : 33
Contre : 0
Abstention : 0



Opération Campus Bordeaux
Rapport annuel d'utilisation des intérêts de la dotation Campus - Exercice 2022

Février 2023

Conformément à la convention de versement de la dotation Campus, signée avec l'Etat le 15 juin 2017, un rapport annuel sur l'Opération Campus Bordeaux doit être soumis à l'avis du Recteur et du Directeur régional des Finances publiques, puis présenté au Conseil d'administration de l'établissement.

Ce rapport présente l'état d'avancement opérationnel des opérations listées dans la convention de site, arrêté au 31 décembre 2022, ainsi qu'un tableau de synthèse financier.

Sommaire

1. Présentation de l'Opération Campus Bordeaux 4
2. Avancement opérationnel 8
2.1 Réhabilitation du bâtiment A11 – campus Peixotto 9
2.2 Réhabilitation du bâtiment A29 – campus Peixotto 11
2.3 Construction de la plate-forme technique multi-services – campus Bordes 12
2.4 Rénovation de la halle des sports (phase 3) – campus Monadey 14
2.5 Rénovation de la piscine universitaire – campus Monadey 16
2.6 Aménagement du secteur Béthanie – campus Peixotto 18
2.7 Aménagement du campus Bordes 20
2.8 Aménagement du secteur « station Arts & Métiers » 21
2.9 Désamiantage et/ou démolition des bâtiments A3, A4 – campus Peixotto 22
2.10 Démolition du bâtiment B18 – campus Bordes 24
2.11 Réhabilitation du patrimoine - tranche 2 SHS – campus Montaigne - Montesquieu 25
2.12 Construction du bâtiment H – campus Montesquieu 29
2.13 Réhabilitation du pôle Archéologie – campus Montaigne 31
2.14 Aménagement du campus Montaigne-Montesquieu 33
2.15 Rénovation terrains de rugby - campus Rocquencourt 35
2.16 Construction du bâtiment SMART - campus Rocquencourt 36
2.17 Construction des vestiaires rugby - campus Rocquencourt 38
2.18 Réhabilitation du bâtiment TP et construction d'un bâtiment Recherche – tranche 3 – campus Carreire 40
2.19 Construction du pôle de vie - campus Carreire 44
2.20 Aménagement de la liaison est-ouest – Carreire 46
2.21 Aménagement de la liaison nord-sud - campus Carreire 47
2.22 Aménagement de la rue Hoffmann-Martinot - campus Carreire 48
2.23 Reconversion du bâtiment Marne – campus Victoire 49
3. Récapitulatif des livraisons de projets 52
4. Bilan financier des intérêts perçus depuis le transfert de la dotation 54
3. 55
4. 55
4.1 Bilan de consommation des intérêts de la dotation 2021 - 2022 et prévisions 2023 55
4.2 Tableaux budgétaires 57
4.3 Bilan Convention d'ingénierie 59

1. PRESENTATION DE L'OPERATION CAMPUS BORDEAUX

L'Opération Campus sur le site bordelais a été sélectionnée en 2008 parmi les six premiers projets retenus.

Portée par l'université de Bordeaux depuis 2014, le projet global des universités bordelaises est estimé à plus de 600 M€, dont environ 490 M€ d'investissement sur la période 2010 - 2024. Au-delà du financement apporté par l'Etat dans le cadre du Plan Campus, d'autres partenaires se sont mobilisés pour accompagner la rénovation des campus bordelais.

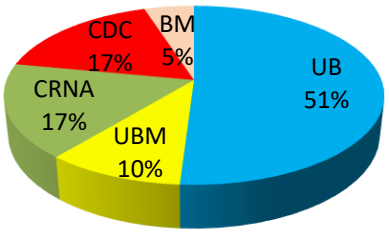
Le financement :

- Etat : dotation en capital de 475 M€, produisant un revenu de 19,1 M€/an
- Région Nouvelle-Aquitaine : subventions de 112 M€ (56 M€ sur la première tranche et 56 M€ supplémentaires sur les tranches suivantes)
- Bordeaux Métropole : subventions de 54,6 M€, en priorité sur les aménagements et les opérations dites de « vie de campus »
- Banque des territoires (groupe Caisse des Dépôts) : investisseur et prêteur (67 M€)
- Banque européenne d'Investissement : prêt de 100 M€

Le montage :

Le site de Bordeaux a opté pour un montage alternatif au contrat de partenariat public-privé. Ce montage a amené le 8 avril 2010 à la création de la SRIA (Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement), société de réalisation à capital intégralement public, en relation de quasi régie avec ses actionnaires, initialement au nombre de trois : l'université de Bordeaux majoritaire, le groupe Caisse des Dépôts et le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine. En 2015, l'Université Bordeaux Montaigne a rejoint le capital de la SRIA. Enfin, un décret du 20 février 2019 a autorisé Bordeaux Métropole à entrer au capital de la SRIA.

Répartition du capital de la SRIA (2 538 934 euros) à fin 2020



En complément de la mission Campus, direction de projet au sein de l'université de Bordeaux et en charge de l'ingénierie de montage et du pilotage partenarial de l'Opération campus, la SRIA a été créée pour assurer le portage des actifs immobiliers, la fonction de maîtrise d'ouvrage, et le financement de tout ou partie des projets. Cette société transfère les obligations de conception, de réalisation et de maintenance à un ensemble d'opérateurs privés.

Par ailleurs, le recours à des montages plus classiques de maîtrise d'ouvrage publique (MOP) est utilisé sur plusieurs sites. Afin de s'adapter à la nature des opérations, de favoriser le recours aux petites et moyennes entreprises régionales, les partenaires de l'Opération Campus ont souhaité que les modes de réalisation des opérations se diversifient par rapport à la première tranche livrée en 2016.

Les projets :

L'Opération Campus Bordeaux cumulera au terme de sa mise en œuvre plus d'une cinquantaine de projets immobiliers et d'aménagement.

Il peut être distingué en premier lieu trois grands projets, sous maîtrise d'ouvrage de la SRIA, en conception-réalisation-maintenance et dénommés parfois tranches 1, 2 et 3 sur les sites des 3 grands secteurs d'enseignement : Sciences et Technologie, Sciences Humaines et Sociales et Santé. Ces grands projets de rénovation du parc immobilier sont les plus complexes, souvent conduits en milieu occupé et avec des enjeux importants de performance énergétique, de technicité et de coordination de chantier.

En second lieu, une vingtaine de projets réalisés dans les premières années de l'Opération Campus sont qualifiés d'« opérations intermédiaires ». Ces projets le plus souvent dédiés à la vie de campus ont été

financés par l'Etat grâce à des intérêts de la dotation non encore transférée aux universités (donc dans une période dite intermédiaire) et se sont donc ajoutés à ceux mentionnés dans le cadre de l'appel à projet du Plan Campus et inscrits dans la convention partenariale de site. Ils ne seront pas rappelés dans ce rapport annuel d'avancement.

Enfin, plus d'une vingtaine de projets sont ou ont été réalisés en montage dit loi MOP, avec une période de conception par une maîtrise d'œuvre, un appel d'offres pour des travaux en corps d'état séparés permettant le choix d'entreprises puis la réalisation du projet par les entreprises sous la direction de la maîtrise d'œuvre.

En termes d'avancement opérationnel, l'Opération Campus Bordeaux poursuit sa trajectoire de finalisation de projets, avec une majorité de projets en phase de réalisation.

Après des premières années entre 2010 et 2014 consacrées aux études urbaines et à la réalisation des « opérations intermédiaires », les années 2014 – 2015 ont vu à la fois la réalisation de la tranche 1 sur le secteur Sciences et Technologie et la programmation ainsi que la réalisation des différents dossiers de demande d'agrément des futurs projets.

Sur la période 2016 – 2018, un certain nombre d'opérations (Odontologie, bâtiment A11, bâtiment H-maison de l'économie, etc.) ont été lancées en études et travaux mais ce sont les dialogues compétitifs pour les tranches 2 (secteur Sciences Humaines et Sociales) et 3 (secteur Biologie santé) qui ont mobilisé fortement les équipes techniques ainsi que les différents utilisateurs référents pour les projets. Le marché de la tranche 3 est notamment notifié au groupement retenu en novembre 2018.

En 2019, les livraisons de projets (bâtiment A29, soute, liaison est-ouest, aménagement Bordes, terrain de rugby) se sont succédé. De plus, la SRIA a notifié le marché public global de performance de la tranche 2 au groupement retenu ce qui a acté le lancement de la dernière grande opération. 2019 a été aussi l'année des premiers tirages bancaires des derniers contrats de financement auprès de la Banque Européenne d'Investissement et de la Banque des Territoires, à des taux favorables.

L'année 2020, initialement prévue comme une année importante en termes d'avancement de travaux et de livraisons de projet, a été impactée par la crise sanitaire mondiale et ses conséquences. Du point de vue calendaire, les confinements et les modalités alourdies d'organisation du travail ont allongé la durée des chantiers (de 3 à 8 mois selon les spécificités des projets) mais aussi des études. Ont cependant été réceptionnés la rénovation des terrains de rugby, les réhabilitations de la piscine et de la halle des sports.

Sur le plan financier, les conséquences de la pandémie Covid_19 (contraintes sanitaires sur les modalités de travail, négociations contractuelles pour les surcoûts, etc.) sont restées limitées. Le surcoût après négociations a été pour l'ensemble des chantiers de l'ordre de 1,5 M€ HT soit 0,8% des budgets cumulés (avec des variations selon l'avancement des travaux et la taille des projets, de 0,5 à 2%).

En 2021, l'activité a été de nouveau très soutenue. En particulier, les travaux des tranches 2 SHS et 3 Bio-santé ont avancé de manière significative, avec des réceptions partielles de locaux. De plus, les réceptions de 3 opérations, prévues en 2020, ont eu lieu sur le premier semestre : bâtiment A11, bâtiment H et plate-forme technique multiservices.

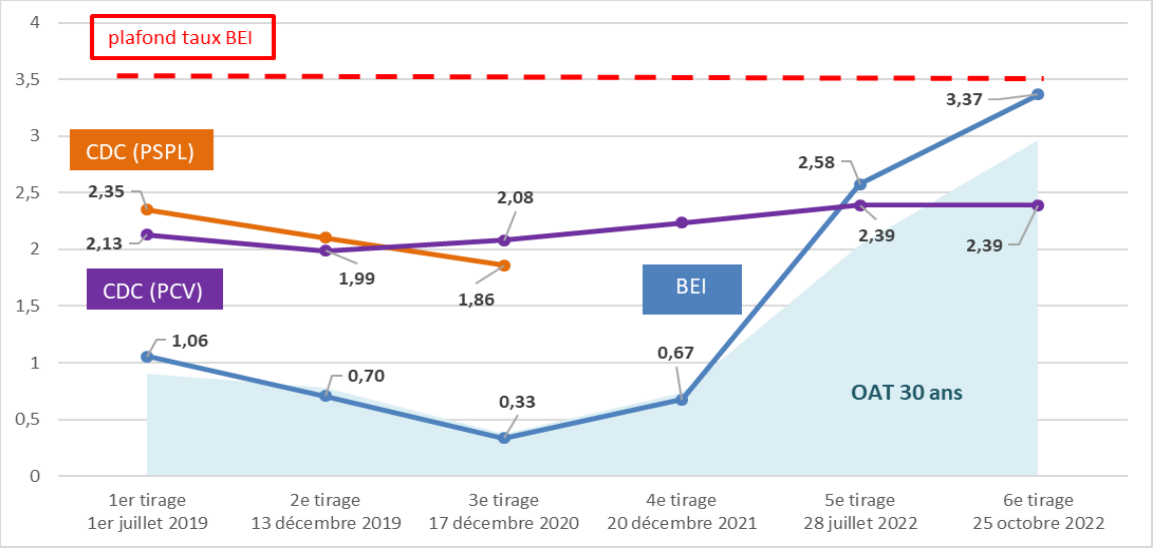
L'année 2022 a été une nouvelle période de forte activité : les chantiers des pôle de vie Marne et bâtiment Smart se sont ajoutés à ceux déjà en cours. Ont pu être livrés les aménagements complémentaires de Béthanie à Talence, le pôle vie de campus Carreire et l'aménagement de la liaison nord-sud sur Carreire.

L'analyse du contexte économique présenté l'an dernier (hausse des prix, pénurie de matériaux) s'est confirmé en 2022 avec malheureusement la guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'approvisionnement énergétique. Les deux conséquences principales ont été :

- Une actualisation des budgets d'opérations du fait de la forte hausse des prix de construction ; les index permettant des suivre l'évolution des coûts de la construction ont subi des hausses de près de 14 % sur les deux années écoulées. L'évolution prévisible de ces indices, avant la crise sanitaire, ne pouvait dépasser 2 à 3%. Cette augmentation a conduit à rehausser les budgets d'opération et d'autre part, en particulier pour les tranches 2 et 3 à négocier les réclamations d'entreprises en phase travaux afin de lever les risques financiers portant sur les opérations ;

- un allongement des calendriers opérationnels.

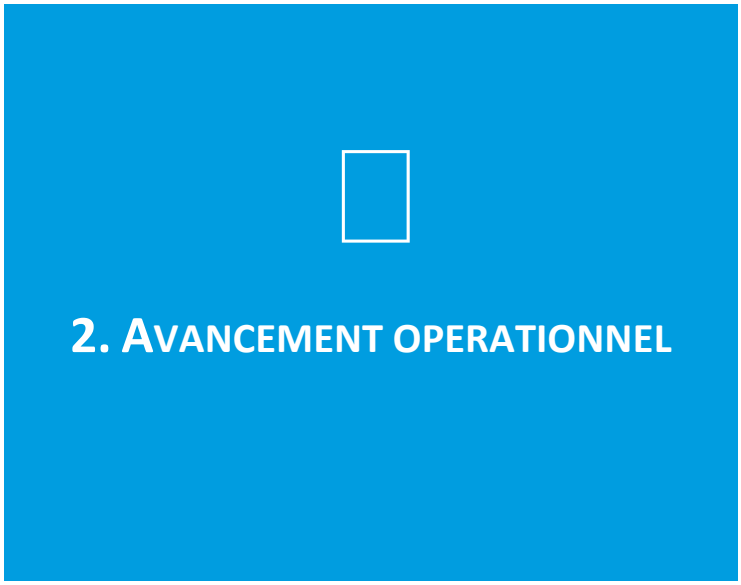
L'année 2022 a vu aussi la fin des tirages sur les contrats de financement par emprunts auprès de la Banque Européenne d'Investissement (100 M€) et de la Banque des Territoires (32,7M€). Un tirage supplémentaire autorisé par les tutelles a permis de collecter, sur ces lignes de crédit, des financements complémentaires (7,4 M€) pour la tranche 2 SHS. Même si la finalisation des tirages est intervenue sur une période de remontée des taux d'intérêt, le niveau global des taux cristallisés a permis de lever les risques pour taux provisionnés dans le modèle financier de l'opération Campus.



Enfin, l'université de Bordeaux et Bordeaux Métropole ont lancé, dans le cadre de l'opération Campus, un plan de mobilité inter-établissements regroupant 16 structures d'enseignement supérieur et de recherche sur le domaine universitaire Pessac – Talence – Gradignan. Après une phase diagnostic-enquêtes menée en 2022, l'élaboration du plan d'actions puis les premières actions seront à l'ordre du jour de la nouvelle année.

L'année 2023 devrait être l'année des dernières livraisons de projet immobiliers de l'opération Campus ; année intense vu le nombre de projets en cours de travaux avec notamment les tranches 2 SHS et 3 Santé.

Ce sera ensuite la phase de réalisation des derniers projets d'aménagement urbain, de 2023 à 2025. L'opération Campus Bordeaux sera alors finalisée et aura ainsi pris toute sa part dans la transformation des campus bordelais.



2. AVANCEMENT OPERATIONNEL

2.1 Réhabilitation du bâtiment A11 – campus Peixotto

2.1.1 Présentation de l'opération

Ce projet finalise la constitution sur le campus Peixotto d'un « pôle Physique » fort et visible constitué d'un ensemble de structures de recherche de haut niveau. Le bâtiment A11 rénové accueille désormais 3 départements (GCE, APY et TREFLE) ainsi que la direction de l'institut de la fédération I2M (Institut de Mécanique et Ingénierie).

Le projet a porté sur :

- La restructuration du bâtiment sur 4 800 m² ;
- La rénovation technique (mise aux normes, réfection complète du clos-couvert, ventilation, …) et le réaménagement de locaux ;
- La démolition de 350 m² et la reconstruction de 1 000 m².

Le projet a été réalisé sous maîtrise d'ouvrage de la SRIA (montage conventionnel COT-CL).



2.1.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

La pandémie du Covid_19 et ses multiples conséquences (arrêt de chantier du fait du confinement général, contraintes sanitaires sur les modalités de travail, négociations contractuelles sur les surcoûts, etc.) associés à des défaillances d'entreprises ont malheureusement retardé sensiblement la livraison de ce projet. La réception finale a eu lieu le 28 janvier 2021.
Les emménagements des personnels et équipements des différents laboratoires ont ensuite eu lieu sur le premier semestre 2021. L'année 2021 a porté principalement sur les levées de réserves de réception.

Le projet a fait l'objet d'une certification NF HQE Bâtiments Tertiaires et NF Bâtiments Tertiaires HPE pour les phases Conception et Réalisation par CERTIVEA. L'audit pour le « label BBC Effinergie rénovation 2009 » réalisé en juillet 2021 a aussi été favorable.

En 2022, est intervenu la levée des réserves de fin d'année de garantie de parfait achèvement.

2.1.3 Points de vigilance

- Clôture de l'opération en cours

2.1.4 Budget prévisionnel

Le budget initial d'opération s'établissait à 11 641 135 €. Suite à un appel d'offres infructueux, il a paru nécessaire d'ajuster l'enveloppe à l'évolution des conditions économiques. L'enveloppe financière prévisionnelle d'opération a ainsi été réévaluée dans un premier temps à 12 687 394 € mais en resserrant les possibilités d'aléas.

Puis, grâce à un refléchage du solde de subvention (499 714 €) de la Région sur la tranche 1 en 2019, l'enveloppe financière a pu être consolidée par la SRIA à hauteur de **13 187 109 € HT**.

Grâce à la maîtrise du budget, y compris au regard des conséquences de la crise sanitaire, le solde identifié avant même la finalisation du bilan d'opération a permis de constater un solde de l'ordre d'un million d'euros.

Les partenaires de l'Opération Campus ont validé fin 2021 le refléchage de ce solde sur deux opérations en besoin de financement :

- 500 000 € de la subvention régionale refléchés vers la tranche 2 UB-SHS à Pessac ;
- 500 000 € vers l'opération de parachèvement des aménagements de Béthanie.

Le bilan prévisionnel **a été ainsi recalé à 12 187 109 € HT**.

Le processus de solde de l'opération en 2022 confirme un reliquat complémentaire. L'engagement de dépenses supplémentaires en fin d'opération afin de lever des réserves ou réparer des sinistres (incendie armoire électrique et infiltrations toiture) a été compensé par des recettes (garanties à première demande des entreprises Plamursol et Saita et prises en charge assurances dommages ouvrage).

Financement prévisionnel	Montant initial	Montant recalé
ANR – intérêts intermédiaires 2014	600 000 €	600 000 €
Intérêts de la dotation Campus	515 086 €	15 086 €
Région Nouvelle-Aquitaine	6 299 714 €	5 799 714 €
Emprunt BEI	2 560 000 €	2 560 000 €
Emprunt Banque des territoires (CDC)	2 560 000 €	2 560 000 €
Compte courant d'associés SRIA	112 309 €	112 309 €
Fonds propres SRIA	540 000 €	540 000 €
Total	**13 187 109 €**	**12 187 109 €**

2.2 Réhabilitation du bâtiment A29 – campus Peixotto

2.2.1 Présentation de l'opération

Le bâtiment présente une surface de 2 200 m². Le projet a permis la création de 2 grandes salles d'enseignement de 120 places, à l'intérieur du bâtiment, sans création de surfaces supplémentaires.
Des travaux de mise en conformité règlementaire, de réaménagement intérieur et d'amélioration du bâti et de la performance énergétique ont également été réalisés.
L'université de Bordeaux a délégué la maîtrise d'ouvrage à la SRIA via une convention de mandat signée le 9 février 2016.



2.2.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

La réception finale des travaux a été prononcée le 12 mars 2019.
Grâce aux aléas disponibles, l'université a planifié des travaux complémentaires, en particulier sur les espaces extérieurs du bâtiment, et a confié un mandat à la SRIA pour piloter cette opération (projet commun avec des compléments aux aménagements du secteur Béthanie).

2.2.3 Points de vigilance

- Clôture d'opération

2.2.4 Budget prévisionnel

Le budget s'établissait à **3 100 000 €.**

Le solde disponible de l'opération était de l'ordre de 290 000 € TTC. L'université a utilisé ces fonds en 2022 afin de réaliser des travaux de parachèvement sur les espaces extérieurs du secteur Béthanie.

Financement prévisionnel	**Montant**
Etat - ANR - Intérêts intermédiaires	2 300 000 €
Etat - Intérêts de la dotation	300 000 €
Financement campus (solde tranche 1)	500 000 €
Total	**3 100 000 €**

2.3 Construction de la plate-forme technique multi-services – campus Bordes

2.3.1 Présentation de l'opération

Le projet a porté sur la construction d'un bâtiment (2 330 m²) destiné à remplacer divers locaux obsolètes permettant ainsi une rationalisation et une amélioration des implantations des fonctions techniques supports de l'université de Bordeaux.

L'objectif était de mutualiser les ateliers d'entretien-maintenance des sites de Talence et Pessac et les imprimeries des sites de Carreire, Pessac et Talence, tout en corrigeant les manques actuels de surfaces.

Le bâtiment est implanté sur une parcelle en position centrale du domaine universitaire, à l'arrière du B18 à Pessac (Campus Bordes).



2.3.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

La pandémie du Covid 19 et ses multiples conséquences (arrêt de chantier du fait du confinement général, contraintes sanitaires sur les modalités de travail, négociations contractuelles sur les surcoûts, etc.) ont malheureusement retardé sensiblement la livraison de ce projet.
Initialement prévue en novembre 2020, la réception a eu lieu le 12 mai 2021. En 2022, les réserves de parfait achèvement ont été effectuées.

2.3.3 Points de vigilance

- Respect de l'enveloppe financière (réclamations d'entreprises)
- Expertise par l'assurance de la maîtrise d'œuvre en cours pour non atteinte de l'objectif d'étanchéité du bâtiment (en fin d'année de garantie, 7 lots concernés par cette réserve de réception non levée ont vu leur décision de réception rapportée)
- Clôture d'opération

2.3.4 **Budget prévisionnel**

Le budget initial d'opération s'établissait à 4 550 000 €. Compte tenu de l'augmentation des prix du marché de la construction, l'enveloppe financière consacrée aux travaux a été réévaluée en phase d'APS à hauteur de 10 % ce qui a conduit à un recalage du bilan financier prévisionnel à hauteur de **5 250 000 €**.

Le financement complémentaire (700 K€) a été prélevé sur le solde de financement non consommé de la tranche 1.

Malgré cette réévaluation financière réalisée début 2018, les résultats d'appel d'offres en juin 2019 ont nécessité de puiser dans les provisions pour aléas du bilan prévisionnel compte tenu de la poursuite de l'évolution des prix à la hausse. La gestion financière de la période des travaux comportait ainsi peu de marges.

Il s'est avéré que malheureusement l'épidémie Covid 19 intervenant en pleine phase de travaux courant 2020 a occasionné des coûts supplémentaires non prévisibles pour le projet. Pour ces raisons, il est apparu nécessaire de reconstituer les révisions de prix et le budget d'aléas, les réclamations des entreprises pouvant se poursuivre post réception lors des décomptes généraux définitifs. **Le budget total a donc été recalé à 5 550 000 €**.

L'augmentation de 300 000 € a pu être financée grâce aux intérêts de la dotation Etat réservés initialement au budget de l'ingénierie campus, budget qui cumulait plus d'un exercice d'avance de reliquat compte tenu de besoins de financement en diminution en cette fin de projet Opération Campus.

Enfin, une participation du Service Commun des Laboratoires DGCCRF – DGDDI, pour participation au dévoiement de réseaux lui appartenant et présents sur le foncier du projet, a été versée à l'université en 2022 pour un montant de 17 983,25 €.

Financement prévisionnel	**Montant initial**	**Montant recalé**
Etat – ANR Intérêts intermédiaires	622 000 €	622 000 €
Emprunt BEI	3 300 000 €	3 300 000 €
Etat - Intérêts dotation Campus	628 000 €	928 000 €
Solde financement tranche 1	700 000 €	700 000 €
Total	**5 250 000 €**	**5 550 000 €**
Participation SCL	**16 875 €**	**17 983 €**
Total	**5 266 875 €**	**5 567 983 €**

2.4 Rénovation de la halle des sports (phase 3) – campus Monadey

2.4.1 Présentation de l'opération

La halle des sports est située sur le campus Monadey, à proximité de la piscine universitaire.

La grande salle, d'une surface de 2 375 m² permet la pratique de différentes disciplines : le tennis, le tennis de table, le badminton, le basket-ball, le volley-ball, le tir à l'arc, le roller, le hockey. Des salles spécifiques, d'une surface totale de 365 m² permettent la pratique du squash et de l'escalade. C'est un bâtiment très fréquenté par les étudiants qui contribue fortement à la vie et à l'image du campus mais dont l'accueil et toute la zone hors gymnase étaient très dégradés.

L'opération, pilotée par la mission campus, a porté sur :

- la rénovation de la zone vestiaires, entrée, squash et escalade et des abords ;
- la création d'une salle de musculation.



2.4.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

La pandémie du Covid_19 et ses multiples conséquences (arrêt de chantier du fait du confinement général, contraintes sanitaires sur les modalités de travail, négociations contractuelles sur les surcoûts, etc.) associés à des retards de certains lots de travaux (notamment étanchéité) ont retardé sensiblement la livraison de ce projet. Initialement prévue en mars 2020, la réception finale est intervenue le 21 septembre 2020.
En 2022, les marchés ont été soldés et la clôture de l'opération finalisée.

2.4.3 Points de vigilance

- Clôture d'opération
- Sinistre sol du gymnase en cours d'expertise

2.4.4 **Budget prévisionnel**

Le budget initial d'opération s'établissait à 2 700 000 €.

Dans un contexte très favorable aux entreprises en 2018 et malgré des relances de consultation et des négociations, les résultats de l'appel d'offres ont dépassé fortement l'estimation prévisionnelle des travaux (+ 17%), conduisant à un dépassement total de l'enveloppe financière d'opération de 800 000 € TTC.

Il a alors été convenu que compte tenu du contexte économique et de l'urgence à conduire cette rénovation, il était nécessaire de réajuster le budget de l'opération à hauteur de 3 442 800 €, en réaffectant en particulier 500 000 € issus du solde de financement de la tranche 1 et en complétant ce complément avec les intérêts de la dotation.

En 2020, l'épidémie Covid 19 intervenant en pleine phase de travaux a occasionné des coûts supplémentaires non prévisibles (de l'ordre de 40 K€) pour le projet. Pour ces raisons, il est apparu nécessaire de reconstituer le budget d'aléas à hauteur de 70 K€, les réclamations des entreprises pouvant se poursuivre post réception lors des décomptes généraux définitifs. **Le budget total a donc été recalé à 3 512 800 €**.

L'augmentation de 70 000 € a pu être financée sans difficulté grâce aux intérêts de la dotation Etat réservés initialement au budget de l'ingénierie campus, budget qui cumule plus d'un exercice d'avance de reliquat compte tenu de besoins de financement en diminution en cette fin de projet Opération Campus.

Financement prévisionnel	**Montant initial**	**Montant recalé**
Subvention Bordeaux Métropole	1 350 000 €	1 350 000 €
Emprunt BEI	931 800 €	931 800 €
Etat - Intérêts dotation Campus	581 000 €	651 000 €
Solde financement tranche 1	500 000 €	500 000 €
Fonds propres SUAPS Université de Bordeaux	80 000 €	80 000 €
Total	**3 442 800 €**	**3 512 800 €**

Le montant final de l'opération constaté fin 2022 est de 3 504 488 €.

2.5 Rénovation de la piscine universitaire – campus Monadey

2.5.1 Présentation de l'opération

La 3ème phase de réhabilitation de la piscine universitaire, située sur le campus Monadey, visait à pérenniser l'ouverture de cet équipement au regard de la réglementation et du confort offert.

Ainsi, l'ensemble des locaux hors bassin ont été démolis puis reconstruits : accueil, vestiaires, bureaux, salles d'enseignement, etc. La conception du hall d'accueil et des vestiaires permettra d'accueillir un public élargi. Malheureusement, la rénovation des plages du bassin et des locaux techniques n'a pas pu être réalisée compte tenu du sinistre portant sur la charpente-couverture découvert en 2018 et devra être traitée lors d'une opération ultérieure.



2.5.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

La réception des travaux concernant la phase 3 de rénovation de la piscine a eu lieu le 21 janvier 2020.

Du point de vue de l'Opération Campus, il reste à finaliser la zone bassin, inaccessible depuis le sinistre intervenu en 2018. La réalisation de ces travaux demeure cependant suspendue à la procédure judiciaire en cours. L'expertise judiciaire initiée en 2018 visant d'une part à analyser les responsabilités du sinistre charpente – étanchéité et d'autre part à proposer des préconisations techniques de reprise des dégradations, a abouti en novembre 2021.

Dans l'attente, la partie accueil-vestiaires de la piscine est utilisable mais le bassin reste fermé au public.

2.5.3 Points de vigilance

- La procédure judiciaire en cours peut durer encore plusieurs années, ce qui pourrait retarder d'autant la réouverture de la piscine

2.5.4 **Budget prévisionnel**

Suite à la survenance d'aléas et à un résultat d'appel d'offres supérieur de 10 % aux estimations (compte tenu des remontées des prix), le budget de la phase 3 avait été recalé en 2018 à **4 240 000 €.**

Le projet de rénovation a été impacté financièrement par le sinistre sur le bâtiment (arrêts de chantier, etc.), de l'ordre de plusieurs dizaines de milliers d'euros et a dû faire l'avance. La prise en charge des surcoûts par les assurances n'interviendra en effet qu'à moyen terme.

Financement	**Montant**
Etat ANR – intérêts intermédiaires	220 000 €
Subvention Région Nouvelle-Aquitaine	1 870 000 €
Subvention Bordeaux Métropole	1 500 000 €
Etat - Intérêts de la dotation Campus	450 000 €
Etat ANR - intérêts intermédiaires (solde projet des CTA de Pessac)	200 000 €
Total	**4 240 000 €**

Le solde exact de refléchage des intérêts de l'opération « CTA de Pessac) est 209 231,43 € qui a été acté via un avenant à la convention de financement ANR en date du 13 octobre 2022.

Le montant du bilan définitif est de l'ordre de 3 700 000 € et donc le reliquat disponible pour une dernière phase de travaux est de l'ordre de 500 000 €.

2.6 Aménagement du secteur Béthanie – campus Peixotto

2.6.1 Présentation de l'opération

L'entrée Béthanie, situé sur le campus Peixotto, est l'entrée la plus empruntée des universitaires en « Sciences et Technologies ». Desservie par la station Béthanie de la ligne B du tramway, elle regroupe en particulier les bâtiments A22 et A21 qui constituent le pôle Licence de Sciences et Technologie et rassemblent la plus forte concentration d'étudiants sur ce campus.

Dans ce contexte, le projet d'aménagement avait pour objectif de constituer une entrée attractive de l'université, d'organiser les circulations routières périphériques du site au profit des modes doux et de la qualité de vie au cœur du campus et de créer des espaces publics attractifs, aux usages et ambiances variés.



Parvis du A22

2.6.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

Le projet d'aménagement a été livré en juin 2018.
Grâce à un solde financier disponible, des travaux de parachèvement (communs avec ceux du bâtiment A29) qui n'avaient pu être retenus dans le projet initial ont été confiés à la SRIA en 2021. Les travaux de cette phase complémentaire ont commencé fin 2021. Ils ont été réceptionnés le 18 juillet 2022. Des travaux de finition et de levée de réserves devraient intervenir début 2023.

2.6.3 Points de vigilance

- Clôture d'opération

2.6.4 **Budget prévisionnel**

Le bilan financier de l'opération d'aménagement initiale a fait apparaître un solde de financement, de l'ordre de 835 K€ TTC, qui permet de finaliser certains aménagements sur le secteur Béthanie.

Financement prévisionnel phase initiale	**Montant**
Etat – ANR Intérêts intermédiaires	1 675 000 €
Solde de financement tranche 1 - SRIA	1 000 000 €
Subvention Bordeaux Métropole	2 800 000 €
Total	**5 475 000 €**

Ainsi une opération d'aménagement complémentaire a été réalisée via un mandat à la SRIA. Cette opération comprenait aussi un financement de reliquats du projet de réhabilitation du A29 afin de traiter ses espaces extérieurs ainsi que de reliquats de l'opération de restructuration du A11.

Financement prévisionnel phase complémentaire	**Montant**
Reliquat aménagement Béthanie	835 000 €
Reliquat réhabilitation A29	290 000 €
Reliquat restructuration A11	500 000 €
Total	**1 625 000 €**

2.7 Aménagement du campus Bordes

2.7.1 Présentation de l'opération

Situé au centre du domaine universitaire Pessac – Talence - Gradignan, à l'interface entre le boulevard du Docteur Albert Schweitzer et le parc linéaire, le campus Bordes nécessitait une requalification forte avec les enjeux suivants : donner une identité au site, améliorer la mobilité douce, traiter le paysage et aménager les espaces verts en cœur d'îlot.

L'université de Bordeaux a délégué la maîtrise d'ouvrage à la SRIA via une convention de mandat signée le 28 juin 2016.



2.7.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

Les travaux ont été réceptionnés en juin 2019. L'opération a été clôturée en 2022.

2.7.3 Points de vigilance

2.7.4 Budget prévisionnel

Financement prévisionnel	Montant
Solde financement tranche 1 - SRIA	834 000 €
Subvention Bordeaux Métropole	2 900 000 €
Total	**3 734 000 €**

Le montant final de l'opération est de 3 692 781,15 €.

2.8 Aménagement du secteur « station Arts & Métiers »

2.8.1 Présentation de l'opération

Situé au centre du domaine universitaire Pessac – Talence - Gradignan, à l'interface entre le boulevard du Docteur Albert Schweitzer et le parc linéaire, le campus Bordes nécessitait une requalification forte avec les enjeux suivants : donner une identité au site, améliorer la mobilité douce, traiter le paysage et aménager les espaces verts en cœur d'îlot.

L'université de Bordeaux a délégué la maîtrise d'ouvrage à la SRIA via une convention de mandat signée le 19 décembre 2022.



2.8.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

Le pré-programme a été finalisé en 2022 et a abouti à la signature de la convention de mandat avec la SRIA en décembre 2002.

2.8.3 Points de vigilance

- Cohérence avec études Bordeaux Métropole en matière de mobilité (bus express)

2.8.4 Budget prévisionnel

Financement prévisionnel	Montant
Financement Etat sur intérêts dotation	810 000 €
Subvention Bordeaux Métropole	3 240 000 €
Total	**4 050 000 €**

2.9 Désamiantage et/ou démolition des bâtiments A3, A4 – campus Peixotto

2.9.1 Présentation de l'opération

Situé à l'est du domaine universitaire, le secteur autour de la station Peixotto jouxte le centre-ville de Talence, place stratégique en tant qu'interface entre l'université et la ville.

Le secteur de la station Peixotto est à l'heure actuelle une zone peu qualitative, constituée d'une nappe de stationnement bétonnée, de quelques petits bâtiments et préfabriqués et d'un bâtiment atelier (A3).

Le tramway a été en effet implanté sur les arrières du campus, qu'il faut donc transformer en une nouvelle façade, une nouvelle entrée. Ce secteur est donc situé à une place stratégique, pouvant être facilement inséré dans le tissu urbain talençais.

Dans le cadre de ses réflexions en termes de valorisation foncière, l'université envisage, plutôt qu'une démolition du bâtiment A4 qui ne manque pas de qualités, un désamiantage suivi d'une rénovation, idéalement avec un percement en RDC qui permettrait de donner une continuité au mail depuis la station vers le parc central. Ce secteur deviendrait un lieu de rencontre dynamique et lisible, porteur de programmes mixtes (universitaire, activités économiques, logements) et du développement de nouvelles fonctions universitaires.

Le projet comprend aussi la démolition du bâtiment A3 (l'université souhaitant conserver le A14, celui-ci a été sorti de l'opération) recevant les ateliers techniques transférés en 2021 dans la nouvelle plate-forme technique multiservices.

L'université de Bordeaux a délégué la maîtrise d'ouvrage à la SRIA via une convention de mandat signée le 3 juillet 2020.



Bâtiment A4

2.9.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

L'université a signé la convention de mandat avec la SRIA le 3 juillet 2020. La consultation de maîtrise d'œuvre a été lancée en août et a abouti à un choix en décembre 2020. L'année 2021 a été consacrée aux études techniques et à la préparation de l'appel d'offres.

Le projet a dû être interrompu car le projet de relocalisation du dernier laboratoire présent dans le bâtiment A4 vers l'IUT de Gradignan, prévu pour fin 2021, a abouti à un projet plus ambitieux, nécessitant un projet de réhabilitation d'une durée d'une année.

Les études ont repris fin 2022. Les travaux devraient intervenir plutôt sur le deuxième semestre 2023.

2.9.3 Points de vigilance

- Libération des surfaces universitaires

2.9.4 Budget prévisionnel

Financement prévisionnel	**Démolition**
Etat – ANR Intérêts intermédiaires	1 200 000 €
Etat – Intérêts de la dotation campus	223 000 €
Emprunt BEI	4 000 000 €
Total	**5 423 000 €**

2.10 Démolition du bâtiment B18 – campus Bordes

2.10.1 Présentation de l'opération

Le bâtiment B18 est situé sur le campus Bordes. L'université de Bordeaux s'est engagé auprès de l'Etat, en contrepartie de la construction du B18N et de l'accord sur le projet Sireauco, à le démolir. Cette démolition était prévue dans le cadre de la tranche 1 de l'opération Campus livrée en 2016 mais n'a pu intervenir compte tenu des difficultés opérationnelles sur le projet d'Arcachon qui devait permettre la relocalisation de laboratoires et personnels.

La SRIA, maître d'ouvrage, intervient dans le cadre de la COT-CL de la tranche 1.



2.10.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

L'université de Bordeaux a demandé à la SRIA de lancer les études pour la démolition du B18. Elle s'est engagée à libérer le bâtiment de ses occupants pour septembre 2022.

2.10.3 Points de vigilance

- Libération des surfaces universitaires (réinstallation dans des locaux modulaires pilotée par l'université)

2.10.4 Budget prévisionnel

Financement prévisionnel	Démolition
Solde tranche 1 - SRIA	703 000 €
Total	**703 000 €**

2.11 Réhabilitation du patrimoine - tranche 2 SHS – campus Montaigne - Montesquieu

2.11.1 Présentation de l'opération

Le projet porte sur la réhabilitation du patrimoine des deux établissements, l'université de Bordeaux et l'Université Bordeaux Montaigne, présents sur le campus Montaigne-Montesquieu à Pessac dédié aux Sciences Humaines et Sociales.

Ce site accueille la plus grande concentration d'étudiants sur le domaine universitaire : plus de 26 000 étudiants pour un patrimoine total de plus 75 000 m².

✓ **Sur le patrimoine de l'Université Bordeaux Montaigne, les objectifs sont les suivants :**

- Réorganiser le service commun de documentation en 3 pôles documentaires ;
- Améliorer les performances du patrimoine immobilier ;
- Anticiper les nouveaux usages des espaces du campus ;
- Apporter de la cohérence spatiale aux services de l'Université.

En parallèle du projet Opération Campus, un projet concomitant et complémentaire de réhabilitation des **bâtiments H, J, Accueil et Administration,** prévu initialement sous maîtrise d'ouvrage de l'université, avec des financements propres de l'université et du CPER, a été intégré au périmètre du Marché Public Global de Performance (MPGP) de l'Opération campus sous maîtrise d'ouvrage de la SRIA.

✓ **Sur le patrimoine de l'université de Bordeaux :**

<u>Collège Droit-Sciences Politiques-Economie-Gestion (DSPEG)</u> :

Le projet sur les locaux DSPEG porte sur un retour à la fonctionnalité d'origine des bâtiments, avec une remise en cohérence des espaces :

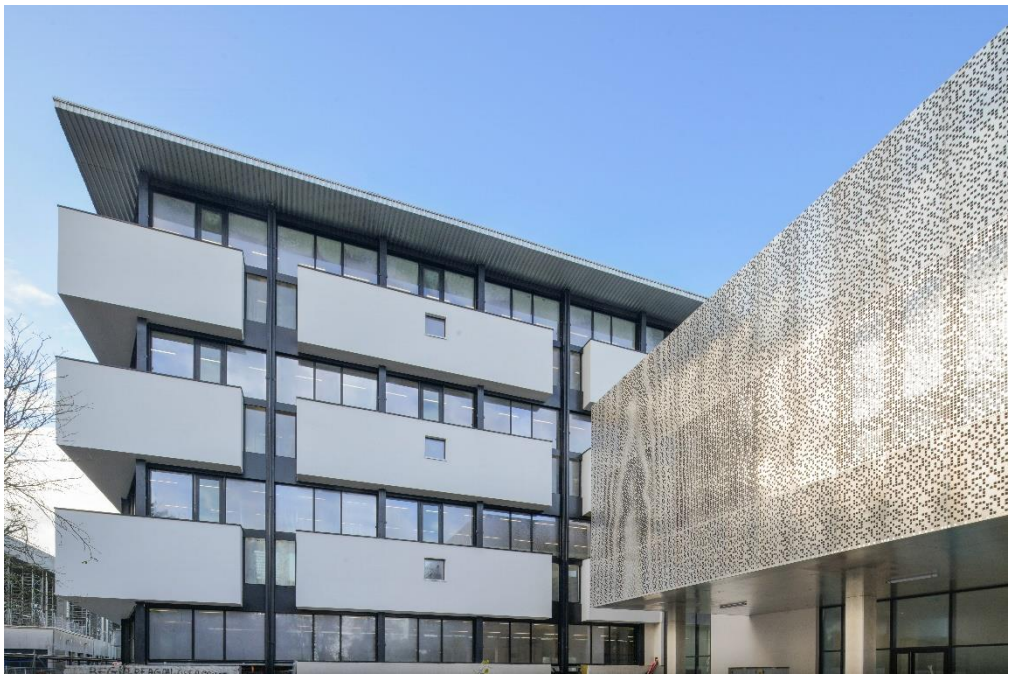
- Des salles de cours retrouvées en rez-de-chaussée, proches du cœur de campus ; plutôt qu'éclatées dans les différents bâtiments et tous les étages ;
- Mise aux normes du bâtiment (accessibilité, sécurité incendie) ;
- Requalification de l'enveloppe du bâtiment afin d'améliorer les performances énergétiques (remplacement des menuiseries, etc.) ;
- Restructuration de locaux dans le bâtiment C.



© Eiffage

BU Droit-Lettres :

- Mise aux normes (accessibilité, sécurité incendie) ;
- Requalification de l'enveloppe du bâtiment dans une perspective d'amélioration des performances énergétiques (notamment la tour) ;
- Réaménagements et restructuration partielle de l'existant pour adapter les espaces aux nouveaux usages de la bibliothèque ;
- Création d'une extension de 1 500 m² dans ce même objectif d'adaptation aux nouveaux usages : vie de campus, horaires élargis, etc.



© Eiffage

L'université de Bordeaux et l'Université Bordeaux Montaigne ont conclu chacune une Convention d'Occupation Temporaire (COT) assortie de droits réels avec la SRIA, permettant à cette dernière d'exercer les droits et obligations du maître d'ouvrage sur les bâtiments.

La SRIA a conclu un Marché Public Global de Performance (MPGP) pour mener les travaux d'investissement ainsi que le GER-maintenance (sur une période de 5 ans renouvelable une fois) des bâtiments concernés par cette opération. Une Convention de Location (CL) définit les modalités d'occupation des bâtiments par les établissements, en échange d'un loyer versé à la SRIA.

Dans le cadre du plan de relance lancé par l'Etat, l'université de Bordeaux a obtenu un financement de 4 260 000 € pour la rénovation de la BU Droit Lettres, programme qu'elle a confié à la SRIA en 2021, dans le cadre du MPGP.

En 2022, l'université de Bordeaux a confié également à la SRIA des travaux de désamiantage de l'amphithéâtre Aula Magna (555 560 €).

2.11.2 **Avancement 2022 / calendrier prévisionnel**

Pour mémoire, le marché public global de performance a été notifié au groupement Eiffage Construction le 30 septembre 2019.

Associée à un retard dans les autorisations de permis de construire (obtenus en août), la pandémie du Covid_19 et ses multiples conséquences (arrêt de chantier du fait du confinement général en mars-avril,

contraintes sanitaires sur les modalités de travail, négociations contractuelles sur les surcoûts, etc.) ont malheureusement retardé sensiblement le démarrage des travaux (lancé en novembre 2020).

En 2021, les difficultés d'approvisionnement de matériaux ainsi que la hausse des coûts, ajoutés aux arrêts de travail pour cause de Covid, ont de nouveau perturbé l'avancement du chantier.
En 2022, le chantier a avancé dans de bonnes conditions. La réception des parties UBM et UB DSPEG est prévue pour avril 2023, la réception de la BU DL pour juin 2023.

2.11.3 Points de vigilance

- La planification et le phasage des transferts de postes de travail et relocalisations des personnels sont des points d'attention
- Les nuisances des travaux dans des bâtiments partiellement occupés font l'objet d'une analyse attentive afin de faire évoluer le cas échéant les conditions d'intervention
- La hausse des coûts des matières premières ont conduit l'entreprise mandataire Eiffage à engager des discussions avec la SRIA afin que ces éléments soient pris en compte dans le marché.
- Le budget a peu de marge en termes d'aléas

2.11.4 Budget prévisionnel

Le budget prévisionnel de l'opération au titre de l'Opération Campus (hors budgets des projets propres pour UBM et projets plan de relance BU et désamiantage amphithéâtre Aula Magna pour UB, intégrés dans le MPGP) était de l'ordre de **64,9 M€.**

Le constat des conditions économiques a conduit à privilégier en 2022 la reconsolidation du budget d'opération afin de s'assurer de pouvoir financer de possibles réclamations du groupement ou des aléas supplémentaires.

La région Nouvelle-Aquitaine a accepté de reflécher sur ce projet 500 000 € de subvention non utilisée sur le projet de rénovation du bâtiment A11 (secteur sciences et technologie) via un avenant en date du 17 mai 2022.

En parallèle, il a été constaté une capacité de financement par emprunt BEI encore disponible au niveau global Opération Campus.

Il a été décidé de flécher celle-ci sur des programmes de travaux complémentaires s'inscrivant tous dans le cadre de l'opération tranche 2 Sciences humaines et sociales, sur des thématiques sécurité et performance énergétique, pour un montant total de 7,4 M€ :

- Travaux complémentaires de désenfumage (UBM) sur les bâtiments : 2 M€
- Changement de l'isolation-étanchéité en toiture et déploiement de panneaux photovoltaïque sur le bâtiment C (UB) : 1,9 M€
- Installation d'une ventilation double flux dans le bâtiment C (UB) : 3,5 M€

L'université Bordeaux Montaigne a demandé à la SRIA de piloter les travaux de désenfumage la concernant.

Grâce à ces refléchages, le budget recalé atteint donc **72,8 M€.**

Prestations	**Montant initial**	**Montant recalé**
Etudes et travaux	60 245 045 €	60 745 045 €
Frais SRIA	3 905 399 €	3 905 399 €
Travaux complément./désenfumage UBM		2 000 000 €
Sous-total (affecté à la SRIA)	**64 150 444 €**	**66 650 444 €**
Mission OPC transfert	801 324 €	801 324 €
Travaux complément./isolation toiture UB		1 900 000 €
Travaux complément./ventilation UB		3 500 000 €
Sous-total (affecté à UB)	**801 324 €**	**6 201 324 €**
Total	**64 951 768 €**	**72 851 768 €**

Le budget confié à la SRIA s'établit désormais à 62,7 millions d'euros (récupération totale de la TVA) auxquels il convient d'ajouter 3,9 millions d'euros pour les frais de structure immobilisables, soit 66,6 millions d'euros au total.

Un budget de 0,8 millions d'euros TTC est conservé par l'université pour la mission d'ordonnancement-pilotage et coordination des transferts.

Plan de financement :

Financement prévisionnel	**Montant initial**	**Montant recalé**
Avances sur fonds propres SRIA	597 483 €	597 483 €
Subvention Bordeaux Métropole	7 000 000 €	7 000 000 €
Subvention Région	10 609 000 €	11 109 000 €
Sous-total perçu directement par la SRIA	**18 206 483 €**	**18 706 483 €**
Intérêts de la dotation campus Etat	13 245 285 €	13 245 285 €
Emprunt BEI	18 750 000 €	26 150 000 €
Emprunt CDC	14 750 000 €	14 750 000 €
Sous-total perçu directement par UBx	**46 745 285 €**	**54 145 285 €**
Total	**64 951 768 €**	**72 851 768 €**

- NB : non compris financements directs UB et UBM pour programmes hors Opération campus

2.12 Construction du bâtiment H – campus Montesquieu

2.12.1 Présentation de l'opération

Le projet a porté sur la construction d'un bâtiment pour l'université de Bordeaux comprenant :

- le pôle économie qui regroupe les équipes de recherche en Economie ;
- les administrations des UFR « Droit et Science politique» et « Economie, Gestion AES » logées dans des locaux préfabriqués bâtis en 2013 ;
- un amphithéâtre de 200 places ; un espace documentaire regroupant des ressources dispersées ;
- des espaces de formation et des locaux communs ; un logement de fonction.

L'université de Bordeaux a délégué la maîtrise d'ouvrage à la SRIA via une convention de mandat signée le 24 juillet 2015.



© SRIA

2.12.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

Le démarrage des travaux est intervenu en juin 2018.

En 2020, la pandémie du Covid_19 et ses multiples conséquences (arrêt de chantier du fait du confinement général, contraintes sanitaires sur les modalités de travail, négociations contractuelles sur les surcoûts, etc.) associés à des défaillances d'entreprises ont retardé sensiblement la livraison de ce projet.

De plus, le bâtiment a connu en phase chantier des problèmes d'infiltration des eaux pluviales dans le sous-sol technique qui ont nécessité des reprises d'étanchéité. La réception finale est intervenue le 5 mai 2021. Les emménagements ont eu lieu durant l'été 2021.

En 2022, est intervenue principalement la levée des réserves de fin d'année de garantie de parfait achèvement.
Le bâtiment H a reçu le 30 septembre 2022 la certification NF HQE Bâtiments Tertiaires Niveau Excellent en phase réalisation et le label Biosourcé niveau 1.

2.12.3 **Points de vigilance**

- Réclamation de l'entreprise Roncarolo (lot Gros œuvre). Un règlement à l'amiable ayant échoué, l'entreprise a présenté une requête auprès du Tribunal Administratif de Bordeaux le 19 avril 2022. Une provision est prévue dans le budget prévisionnel.
- Pendant la période de parfait achèvement, des infiltrations dans le bâtiment ont été constatées dans des locaux sans que l'origine n'ait pu être déterminée par la maîtrise d'œuvre ou les entreprises concernées. Une déclaration de sinistre Dommages Ouvrage a été réalisée le 4 novembre 2022. La première visite d'expertise est prévue le 3 janvier 2023.

2.12.4 **Budget prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'opération pour l'université de Bordeaux s'élève à **19 334 856 €**. Le solde d'opération devrait être positif mais son montant reste cependant dépendant de celui qui sera arbitré pour la réclamation d'entreprise en cours de jugement.

Financement prévisionnel	**Montant**
Etat – ANR Intérêts intermédiaires	1 400 000 €
Subvention Région Nouvelle-Aquitaine	9 667 428 €
Emprunt BEI	4 133 714 €
Emprunt Banque des Territoires	4 133 714 €
Total	**19 334 856 €**

2.13 Réhabilitation du pôle Archéologie – campus Montaigne

2.13.1 Présentation de l'opération

Le Pôle Archéologie de l'Université Bordeaux Montaigne est composé de deux bâtiments : la Maison de l'Archéologie et l'Archéopôle.



Source : O. Got

La Maison de l'Archéologie se compose de 4 unités raccordées entre elles par des passerelles et occupé principalement par deux laboratoires : Ausonius et CRP2A-IRAMAT.

L'Archéopôle est un bâtiment sur deux niveaux essentiellement dédié à la recherche, comprenant au rez-de-chaussée des locaux de recherche des équipes Ausonius et Archéovision 3D : bureaux, espaces d'expositions, auditorium, etc. ainsi qu'un espace pédagogique et au niveau 1, des locaux de recherche pour ces deux entités.

Sur le plan fonctionnel, le projet a porté sur :

- un rééquilibrage des surfaces de bureaux, pour un meilleur fonctionnement des 3 entités ;
- une amélioration des conditions d'accueil et de travail au sein de la bibliothèque Robert Etienne ;
- une restructuration légère de la bibliothèque Robert Etienne pour augmenter sa surface sans modifier l'architecture du bâtiment ;
- une réutilisation du vide de construction (au rez-de-chaussée et au 1er étage) du bâtiment Archéopole pour recréer des surfaces de bureaux, en parfaite intégration à l'architecture du bâtiment.

Le programme de travaux se traduit donc par des interventions ponctuelles, intégrée à une campagne de travaux techniques (mise aux normes, isolation, performance énergétique, etc.) sur les deux bâtiments.

Cette opération est réalisée sous la maîtrise d'ouvrage directe de l'Université Bordeaux Montaigne.

2.13.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

L'appel d'offres travaux a été lancé fin 2020. Après une phase de négociation, la notification des marchés de travaux est intervenue en mai 2021 et le démarrage des travaux en juin 2020.

Après plusieurs mois de retard, la réception des travaux est intervenue le 27 janvier 2023 pour les lots bâtiment.

2.13.3 Points de vigilance

- Respect du budget

2.13.4 Budget prévisionnel

Le budget initial d'opération s'établit à 3 503 527 € tel que présenté au dossier d'expertise ayant fait l'objet d'un avis favorable en date du 2 août 2017.

Les études de conception réalisées en 2020 par la maîtrise d'œuvre ont montré des surcoûts non identifiés lors des études de faisabilité, en particulier la portance insuffisante de la charpente métallique pour accueillir un renforcement de l'isolation sous l'étanchéité de toiture prévu au programme. La reprise de la structure occasionne un surcoût identifié de l'ordre de 200 000 €.

Le budget total a donc nécessité un rehaussement à **3 703 527 €**.
L'augmentation de 200 000 € a pu être financée sans difficulté grâce aux intérêts de la dotation Etat réservés initialement au budget de l'ingénierie de campus, budget qui cumule plus d'un exercice d'avance de reliquat compte tenu de besoins de financement en diminution en cette fin de projet Opération Campus.

Financement prévisionnel	Montant initial	Montant recalé
Etat – ANR Intérêts intermédiaires	260 000 €	260 000 €
Etat - Intérêts de la dotation campus	3 243 527 €	3 443 527 €
Total	**3 503 527 €**	**3 703 527 €**

2.14 Aménagement du campus Montaigne-Montesquieu

2.14.1 Présentation de l'opération

Le campus Montaigne-Montesquieu est situé sur le territoire de la commune de Pessac. Il regroupe, principalement autour de la station de tramway Montaigne-Montesquieu, les sciences humaines et sociales (SHS). Il cumule 26 000 étudiants sur les établissements suivants :

- Université de Bordeaux – collège Droit Sciences Politiques Economie et Gestion ;
- Université Bordeaux Montaigne ;
- Sciences Po Bordeaux.



Le secteur Montaigne-Montesquieu est marqué par le plan d'urbanisme institué par l'architecte Sainsaulieu lors de la création du domaine universitaire, qui délimite des espaces publics à grande échelle aujourd'hui traversés par la ligne B du tramway.

Il est caractérisé par la présence des deux universités (l'Université de Bordeaux et l'Université Bordeaux Montaigne), le CROUS, les bibliothèques universitaires et Sciences Po Bordeaux. La densité d'étudiants est élevée et pose la question de l'aménagement et l'appropriation de cet espace public de qualité.

Le vaste espace public qui entoure la station de tramway la plus utilisée du domaine universitaire présente des atouts urbains et paysagers. En revanche, il nécessiterait plus d'espaces aménagés pour favoriser la vie de campus et il souffre par ailleurs d'un état très dégradé, particulièrement en pieds de bâtiments.

L'objectif est donc d'aménager un vaste espace public central, formé par l'alignement maîtrisé des façades, fédérateur et de grande qualité paysagère et urbaine, en lien avec les lieux d'enseignement et de recherche et une bibliothèque agrandie et rénovée.

Prévue initialement dans le cadre du projet d'aménagement, la réfection de l'esplanade des Antilles n'a pas été intégrée lors de la programmation. Elle sera en effet traité principalement dans le cadre des travaux d'implantation de la ligne d'un futur bus express par Bordeaux Métropole.

2.14.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

Lancée fin 2017, l'étude de programmation urbaine a été finalisée en 2019. Elle s'est appuyée sur une large concertation : questionnaires en ligne, ateliers, réunions thématiques, etc.

La programmation a été requestionnée en 2020 suite à la mise en place des nouvelles gouvernances à la fois à l'Université Bordeaux Montaigne et à Bordeaux Métropole.

Il est apparu notamment le souhait de différer les travaux sur l'esplanade des Antilles afin de mieux prendre en compte les contraintes du passage possible d'un futur Bus à Haut Niveau de Service. La programmation a donc reconsidéré les périmètres d'étude et aboutit à ne retenir qu'une seule opération d'aménagement prenant en compte cependant les abords de l'Université Bordeaux Montaigne. Cette opération consolide donc les deux budgets prévisionnels des secteurs Montaigne – Montesquieu (7 010 000 €) et Antilles (4 464 921 €).

L'étude de programmation a été définitivement validée par le comité de pilotage du projet début 2021. Une convention de mandat a ensuite été signée en juillet 2021 avec la SRIA afin qu'elle engage le lancement de la consultation de la maîtrise d'œuvre.

En 2022, se sont déroulées les études de conception. En fin d'année, le comité de pilotage a validé l'avant-projet (AVP). L'appel d'offres devrait être lancé au printemps 2023 et les travaux intervenir entre septembre 2023 et février 2025.

2.14.3 Points de vigilance

- Respect budgétaire compte tenu des conditions économiques actuelles. Des arbitrages ont été nécessaires en phase AVP afin de sécuriser le budget.

2.14.4 Budget prévisionnel

Financement prévisionnel	Total projet
Intérêts dotation campus Etat	2 500 000 €
Subvention Bordeaux Métropole	9 464 921 €
Total	**11 964 921 €**

Pour mémoire, suite à une demande de Bordeaux Métropole en date du 19 avril 2018 proposant un projet d'enfouissement de la ligne électrique haute tension Paillères-Pessac 2 présente sur le domaine universitaire, les partenaires de l'Opération Campus ont accepté une participation prélevée sur la participation financière de Bordeaux Métropole prévue pour le secteur d'aménagement Antilles-Bardanac, au titre de l'Opération Campus. Le montant réel communiqué en 2020 est de 535 079 € HT et vient en déduction de la subvention métropolitaine prévue à hauteur de 4 000 000 €, soit un solde de 3 464 921 €.

2.15 Rénovation terrains de rugby - campus Rocquencourt

2.15.1 Présentation de l'opération

La plaine des sports Rocquencourt est un des deux espaces majeurs, avec la plaine Monadey, accueillant les pratiques sportives sur le domaine universitaire.

La rénovation de la plaine des sports Rocquencourt constitue une opportunité pour repenser l'aménagement de ce secteur, pour reconsidérer les besoins en équipements sportifs au regard de l'ambition des établissements et des potentialités de mutualisation avec les équipements communaux. Il a donc été décidé de lancer la mise en œuvre d'un schéma directeur global d'aménagement (sports, culture, paysage, …), afin de déterminer les actions immobilières et d'aménagement, qui a été finalisé en juin 2018.

Le projet de requalification de 2 terrains de rugby (notamment remplacement de la pelouse par du synthétique) a été retenu comme prioritaire.



2.15.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

Les deux terrains ont été livrés en 2019 et 2020, après des travaux réalisés pendant la période estivale.

2.15.3 Points de vigilance

2.15.4 Budget prévisionnel

Le budget prévisionnel du projet de rénovation des deux terrains de rugby était de **3 000 000 €.**

Financement prévisionnel	**Terrains de rugby**
Etat – Intérêts de la dotation campus	2 130 000 €
Subvention Bordeaux Métropole	870 000 €
Total	**3 000 000 €**

Le budget final s'élève à **2 737 785 €**.

2.16 Construction du bâtiment SMART - campus Rocquencourt

2.16.1 Présentation de l'opération

Le schéma directeur global d'aménagement de la plaine des sports Rocquencourt a permis de prioriser trois projets principaux dans le cadre de l'Opération Campus : la rénovation de deux terrains de rugby ; la construction d'un bâtiment SMART – Maison des sports et la reconstruction des vestiaires rugby accompagné d'aménagements extérieurs.

Le bâtiment SMART a pour objectif d'accueillir le siège pour l'organisation et la gestion du sport universitaire (SIUAPS), un centre de pratique sportive, d'accueil, de convivialité et de vie de campus, mais également un centre de formation et de recherche innovant et de haut niveau.

Le projet SMART (Sport / Mouvement / Ambition / Recherche / Technologie) vise ainsi à créer un gymnase intelligent à forte signature universitaire (recherche, formation, innovation), proposant deux salles de sports connectées et instrumentées, salle de préparation physique, espace enseignement et séminaire concernant:

- l'enseignement et la pratique sportive qualifiante, personnelle et compétitive ;
- l'innovation pédagogique grâce à un maillage de caméras intelligentes (vision par ordinateur au service de la performance sportive) reliées à des salles informatiques surplombant les salles de sport ;
- l'étude scientifique du mouvement humain en contexte écologique ;
- le développement d'outils numériques et technologiques innovants.

Le bâtiment comprendra plus globalement :

- un lieu de convivialité et d'accueil avec boutique, club house avec écran et espace traiteur ;
- les locaux du SIUAPS et des associations sportives ;
- des équipements sportifs : gymnase, salle de danse et salle de fitness, salle de préparation physique ;
- une salle de recherche – terrain de basket – et ses locaux annexes.

Par ailleurs, le bâtiment a été retenu comme centre de préparation pour les JO de Paris 2024.



2.16.2 **Avancement 2022 / calendrier prévisionnel**

La programmation du projet, débutée fin 2018, a été finalisée en 2019. Le concours de maîtrise d'œuvre a été lancé en septembre 2019 et a dû être ralenti compte tenu de la crise sanitaire. Après mise au point, le marché a été notifié en octobre 2020. Les études de conception ainsi que l'appel d'offres ont occupé toute l'année 2021.
La remise des offres travaux a eu lieu fin décembre 2021. Comme pressenti, Le total des offres mieux-disantes a dépassé l'enveloppe financière prévisionnelle de manière importante (2,2 M€ soit +27%). Cependant, l'université a obtenu des offres sur tous les lots, souvent en nombre. L'analyse a montré que les offres étaient globalement cohérentes entre elles ce qui ne justifierait pas une relance de l'appel d'offres.

Afin de financer le surcoût de l'ordre de 1,8 M€, les partenaires ont validé le principe de recourir aux intérêts de la dotation provisionnés pour le sinistre piscine (2184 K€). Cette provision, réalisée avant la crise sanitaire, avait comme objectif de préfinancer les travaux de traitement du sinistre charpente, sans attendre le règlement judiciaire et la prise en charge par les assurances concernées.

Les travaux ont donc pu débuter en mars 2022 et devraient se terminer en septembre 2023.

2.16.3 **Points de vigilance**

- Maîtrise du budget compte tenu des conditions économiques

2.16.4 **Budget prévisionnel**

Le budget initial du projet de construction du bâtiment SMART était de l'ordre de **11 870 000 €.**

Suite aux résultats d'appel d'offres, le budget a été abondé d'1 800 000 €, ce qui a porté le budget total à **13 670 000 €.**

Cette opération est ainsi financée par la région (1 500 000 €), par Bordeaux Métropole (3 980 000 €) et par les intérêts de la dotation Etat (8 190 000 €).

Par ailleurs, toujours dans le cadre de la notification des marchés de travaux, l'université de Bordeaux (via SUAPS et collège santé) apporte un complément de 202 813 € pour financer un mur d'escalade et 190 000 € pour les locaux kiné et médecine du sport. **Le budget immobilier est ainsi de l'ordre de 14 062 813 €.**

Ce financement est complété par 750 000 € apportés par l'université de Bordeaux afin de financer des équipements innovants rattachés au bâtiment (lots de prestations complémentaires aux lots bâtiment). Le budget « équipements » de 1,5 millions d'euros est complété par la région Nouvelle-Aquitaine à hauteur de 750 000 €.

Financement prévisionnel	**Bilan initial**	**Bilan actualisé**
Etat – Intérêts de la dotation campus	6 390 000 €	8 190 000 €
Subvention Bordeaux Métropole	3 980 000 €	3 980 000 €
Subvention Région	1 500 000 €	1 500 000 €
Total	**11 870 000 €**	**13 670 000 €**
PM : subvention UB-SUAPS		202 813 €
PM : Subvention UB-Collège santé		190 000 €
Sous-total immobilier		**14 062 813 €**
PM : Subvention UB pour équipements	750 000 €	750 000 €
PM : Subvention Région pour équipements	750 000 €	750 000 €

2.17 Construction des vestiaires rugby - campus Rocquencourt

2.17.1 Présentation de l'opération

Le schéma directeur global d'aménagement de la plaine des sports Rocquencourt a permis de prioriser outre la rénovation de deux terrains de rugby et la construction d'un bâtiment SMART, la reconstruction des vestiaires rugby ainsi que si possible des aménagements extérieurs.



2.17.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

La programmation du projet a été réalisée mi 2021. Les études de conception ont débuté fin 2021. L'appel d'offres a été lancé à l'été 2022.
Malgré un budget recalé, les résultats de l'appel d'offres ont dépassé de plus de 30% l'estimation. Le comité de pilotage du projet a décidé de demander à la maîtrise d'œuvre de relancer les études.

2.17.3 Points de vigilance

- Respect budgétaire
- Décalage planning

2.17.4 Budget prévisionnel

Le budget initial du projet de construction du bâtiment vestiaires était de l'ordre de **610 000 €.** Ce budget était faible et correspondait au reliquat du budget identifié pour les autres projets sur Rocquencourt.

Il a pu par la suite être rehaussé à hauteur de **1 292 588 €** grâce au solde d'environ 150 000 € issus du projet de terrains de rugby, à l'apport de 148 226 € issu du solde positif de la convention d'ingénierie de la dotation Campus et enfin, en 2022, à 384 362 € provenant du solde encore disponible du financement qui avait été provisionné sur une ligne budgétaire « sinistre piscine », et déjà réaffecté en grande partie sur le projet SMART.

Financement prévisionnel	Montant initial	Montant actualisé
Intérêts dotation	610 000 €	610 000 €
Intérêts dotation (reliquat terrains rugby)	241 774 €	150 000 €
Intérêts dotation (refléchage ingénierie)	148 226 €	148 226 €
Intérêts dotation (ex budget sinistre piscine)		384 362 €
Total	**1 000 000 €**	**1 292 588 €**

2.18 Réhabilitation du bâtiment TP et construction d'un bâtiment Recherche – tranche 3 – campus Carreire

2.18.1 Présentation de l'opération

L'activité « biologie santé » de l'université de Bordeaux se situe principalement sur le campus Carreire à Bordeaux. Ce campus se déploie sur environ 15 ha. Il est enchâssé entre le groupe hospitalier Pellegrin du CHU et le centre hospitalier Charles Perrens (hôpital psychiatrique). Il accueille l'enseignement en médecine, odontologie, pharmacie, sciences de la vie et santé publique ainsi que certaines disciplines paramédicales. La recherche est également très présente sur le campus principalement dans les domaines des neurosciences, de la santé publique, des technologies pour la santé et de la médecine translationnelle. Ce sont environ 12 500 étudiants et 2 000 personnels administratifs, enseignants et enseignants-chercheurs qui sont présents sur le campus.

a/ La réhabilitation du bâtiment TP

Le bâtiment TP a été construit entre 1969 et 1972. Il est composé de 6 niveaux (sous-sol à R+4). La surface (SHON) totale du bâtiment est de 14 070 m².

Le bâtiment TP abrite des équipes de recherche (santé publique notamment), leurs laboratoires et bureaux, des locaux administratifs ainsi que des salles d'enseignement, essentiellement des salles de travaux pratiques.

A terme, le bâtiment sera composé d'un niveau logistique et technique, de trois niveaux dédiés à recherche en santé publique et de deux niveaux pour les sciences médicales. Le programme prévoit :

- La mise aux normes du bâtiment (accessibilité des personnes en situation de handicap, sécurité incendie, réseaux évacuations spécifiques) ;
- La requalification de l'enveloppe du bâtiment dans une perspective d'amélioration des performances énergétiques et des conforts d'hiver et d'été ;
- Des restructurations internes légères ou avancées.



© Vinci

b/ La construction d'un nouveau bâtiment de recherche

L'opération vise à implanter un nouveau bâtiment dédié à la recherche sur le terrain hébergeant l'ancienne résidence Léo Saignat, conduisant ainsi à la libération partielle de l'ensemble « zone nord ». Les fédérations de recherches concernées sont la « Biologie Fondamentale et Appliquée à la Médecine », ou « TransBioMed », les Technologies pour la Santé et les Neurosciences.

La surface du bâtiment s'établira à environ 20 000 m² accueillant des unités de recherche (laboratoires humides), des animaleries et des plateaux techniques mutualisés. Le projet prévoit en effet la création de 3 animaleries (animalerie conventionnelle, animaleries des neurosciences, animalerie EOPS) sur une surface de 2 520 m² avec robotisation, ainsi que des locaux dits inter FR, mutualisés entre les fédérations de recherche : salle de réunion, plateformes de radioactivité, de vectorologie, de chimie analytique, de biophysique, cytométrie.

La maîtrise d'ouvrage de l'ensemble du projet a été confiée à la SRIA via une Convention d'Occupation Temporaire (COT). La SRIA assurera ensuite le Gros Entretien Renouvellement et les bâtiments seront mis à la disposition de l'université de Bordeaux au moyen d'une Convention de Location (CL), en échange du versement d'un loyer à la SRIA.



© Vinci

2.18.2 **Avancement 2022 / calendrier prévisionnel**

En novembre 2018, un marché public global de performance (en conception réalisation maintenance) a été notifié par la SRIA à un groupement dont le mandataire est Vinci Construction.

Les travaux de rénovation du bâtiment TP et de construction du bâtiment Recherche ont débuté en septembre 2019 avec des dates de réception contractuelles fixées à décembre 2021 pour le bâtiment Recherche et juillet 2022 pour le bâtiment TP.

La crise sanitaire intervenue en 2020 et ses multiples conséquences (ralentissement de chantier du fait du confinement général en mars, contraintes sanitaires sur les modalités de travail, négociations contractuelles sur les surcoûts, etc.) ont impacté l'avancement des travaux mais de manière limitée ; le groupement Vinci ayant décidé de ne pas interrompre son activité.

En 2021, les difficultés d'approvisionnement de matériaux ainsi que la hausse des coûts, ajoutés aux arrêts de travail pour cause de Covid, ont perturbé l'avancement du chantier.

En 2022, les travaux sont rentrés dans leur phase de finalisation et d'essais. En fin d'année, la SRIA a signé un avenant avec l'entreprise mandataire Vinci afin de prendre en compte les conséquences financières des circonstances exceptionnelles (crise sanitaire, hausse du coût des matériaux, allongement des délais, etc.).

Compte tenu des éléments de contexte ainsi que du délai de mise au point technique du bâtiment, la date de réception pour le bâtiment Recherche (baptisée Bordeaux Biologie Santé), a été décalée à plusieurs reprises en 2022. La réception devrait intervenir fin février 2023. Les emménagements interviendront ensuite de mars à août 2023.
Concernant le bâtiment TP, la réception finale est prévue pour fin 2023, le R+4 étant réhabilité après transfert des occupants vers le bâtiment Recherche livré.

2.18.3 Points de vigilance

- Nuisances de chantier pour les occupants du bâtiment TP
- Transferts des équipements et des mobiliers

2.18.4 Budget prévisionnel

Prestations	Montant initial	Montant recalé
Etudes et travaux	80 939 927 €	78 939 927 €
Frais SRIA	3 905 399 €	3 905 399 €
Sous-total (affecté à la SRIA)	**84 845 326 €**	**82 845 326 €**
Mission OPC transfert	655 814 €	655 814 €
Frais complémentaires	1 102 600 €	1 102 600 €
Sous-total (affecté à UBx)	**1 758 414 €**	**1 758 414 €**
Total	**86 603 740 €**	**84 603 740 €**

Le budget confié à la SRIA dans le cadre du dispositif conventionnel « Convention d'Occupation Temporaire - Convention de Location » s'établit à 78,9 millions d'euros (récupération totale de la TVA) auxquels il convient d'ajouter 3, 9 millions d'euros pour les frais de structure immobilisables.

Le budget est globalement maîtrisé, ce qui a permis d'une part de confirmer une tranche conditionnelle sur le bâtiment TP et d'autre part de procéder à un refléchage de 2 millions d'euros vers le projet de pôle de vie Marne.

Un budget de 1,7 millions d'euros est conservé par l'université pour des frais et aléas complémentaires (sécurité, frais financiers, etc.) et pour la prestation d'ordonnancement-pilotage et coordination des transferts.

Financement prévisionnel	Montant initial	Montant initial
Subvention Région Nouvelle-Aquitaine	16 941 433 €	16 941 433 €
Avances sur fonds propres SRIA	1 439 142 €	1 439 142 €
Sous-total perçu directement par la SRIA	**18 380 575 €**	**18 380 575 €**
Intérêts de la dotation campus Etat	7 470 470 €	7 470 470 €
Emprunt BEI	50 752 696 €	48 752 696 €
Emprunt CDC	10 000 000 €	10 000 000 €
Sous-total perçu par UBx	**68 223 166 €**	**66 223 166 €**
Total	**86 603 740 €**	**84 603 740 €**
PM : refléchage vers projet Marne		- 2 000 000 €

NB :

Le programme de la tranche 3 prévoit la construction d'animaleries dans le bâtiment neuf « Recherche ».

Ces animaleries ne peuvent fonctionner sans la mise en place d'équipements scientifiques. La nature de ces équipements, leurs spécificités et leur encombrement, les rendent indissociables du bâtiment qui va les accueillir. La conception de l'ouvrage doit prendre en compte leurs caractéristiques et leur installation à posteriori de la livraison du bâtiment s'avère impossible sans travaux modificatifs et surcoûts pour l'université.

Il est donc apparu indispensable à l'Université que ces équipements soit fournis par la SRIA maître d'ouvrage de l'opération Campus tranche 3 et livrés dans le même calendrier que le bâtiment. Ils font ainsi l'objet d'une tranche optionnelle au marché de travaux.

L'université de Bordeaux a obtenu des aides financières du CNRS, de l'Etat, de la Région Nouvelle-Aquitaine et du FEDER au titre du programme CPER 2015-2020 AniMUB pour financer l'achat des équipements scientifiques nécessaires au fonctionnement des animaleries.

Elle reversera sa participation via plusieurs conventions de reversement distinctes pour un montant total de 3 586 895 €.

Une convention signée le 11 décembre 2020 entre la SRIA et l'université de Bordeaux prévoit les modalités de reversement de l'Université de Bordeaux à la SRIA des subventions obtenues, pour un montant de 2 282 950 € qui doit permettre à la SRIA de financer la fourniture d'un premier lot d'équipements.

2.19 Construction du pôle de vie - campus Carreire

2.19.1 Présentation de l'opération

L'opération, située sur le campus Bordeaux Carreire, a porté sur la création d'un pôle vie de campus d'une surface de 1 800 m², comprenant notamment :

- des salles multisports (type yoga / danse / gymnastique) ;
- une salle polyvalente ;
- des salles associatives (bureaux, foyer) ;
- une grande salle polyvalente (sport, vie universitaire, etc.).



© Debaig

2.19.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

L'appel d'offres pour la construction a été lancé à l'été 2020 et après négociation, les marchés de travaux et ordres de service ont pu être notifiés début décembre 2020.

Malheureusement, et malgré des études préalables, des réseaux gaz et assainissement ont été signalés lors des premiers terrassements. L'université a demandé aux concessionnaires les dévoiements de réseaux nécessaires mais les travaux ont reculé le démarrage effectif de la construction d'environ deux mois.

En 2022, le chantier a connu un certain nombre de retards, ce qui a conduit à une réception du bâtiment le 10 octobre 2022.

2.19.3 Points de vigilance

- Respect de l'enveloppe budgétaire
- Clôture d'opération

2.19.4 **Budget prévisionnel**

Le budget global de l'opération était fixé initialement à 7 730 000 €.

Cependant, compte tenu à la fois d'une augmentation des prix du bâtiment déjà engagée depuis 3 ans et des conséquences de la crise sanitaire (contraintes sanitaires sur les conditions d'exécution des travaux), les résultats d'appel d'offres ont montré une hausse des prix nécessitant un recalage substantiel du budget prévisionnel de l'opération.

Le comité technique de suivi de l'Opération campus a ainsi approuvé en 2020, sous réserve de l'accord de l'Etat, le principe d'un financement complémentaire, grâce au solde prévisionnel non utilisé du financement ANR pour le projet Odontologie, projet appartenant au même campus Santé. Le budget a ainsi été recalé à 8 300 000 € dans un premier temps puis à **8 583 093 €** (soit intégrant la totalité du solde Odontologie) fin 2021.

Sur la base de l'atterrissage du budget du pôle de vie Carreire en cours, il apparaît que le budget initial de 7 730 000 € est suffisant et ne nécessite plus de refléchage de financement.

Financement prévisionnel	**Montant**	**Montant recalé**
Subvention Bordeaux Métropole	3 000 000 €	3 000 000 €
Etat - Intérêts de la dotation campus	1 230 000 €	1 230 000 €
Emprunt BEI	3 500 000 €	3 500 000 €
Total initial	**7 730 000 €**	**7 730 000 €**
Etat – refléchage intérêts intermédiaires du projet Odontologie	**570 000 €**	**853 093 €**
Total recalé	**8 300 000 €**	**8 583 093 €**

2.20 Aménagement de la liaison est-ouest – Carreire

2.20.1 Présentation de l'opération

Le campus Carreire se déploie sur 15 ha sur la commune de Bordeaux. Il est enchâssé entre le groupe hospitalier Pellegrin du CHU et le centre Hospitalier Charles Perrens (hôpital psychiatrique).

Le projet de liaison douce est-ouest a permis de fermer un axe traversant à circulation automobile au profit des modes doux. Il a compris l'aménagement d'une placette d'entrée, la transformation de la voie centrale en voir verte et la reconquête d'espaces piétons colonisés par le stationnement.

L'université de Bordeaux a délégué la maîtrise d'ouvrage à la SRIA via une convention de mandat le 26 juillet 2018.



2.20.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

Le projet a été livré en juin 2019.

2.20.3 Points de vigilance

2.20.4 Budget prévisionnel

Le budget initial était de l'ordre de 3 030 000 €. Compte tenu d'un résultat d'appel d'offres à l'été 2018 laissant peu de marge malgré des négociations et peu de choix et dans la nécessité de lancer les travaux rapidement, il a été décidé de recaler le budget à 3 258 000 € grâce à des intérêts de la dotation campus.

Financement prévisionnel	Montant
Subvention Bordeaux Métropole	2 380 000 €
Etat – Intérêts intermédiaires ANR	650 000 €
Etat – Intérêts de la dotation Campus	228 000 €
Total	**3 258 000 €**

2.21 Aménagement de la liaison nord-sud - campus Carreire

2.21.1 Présentation de l'opération

Le campus Carreire représente un secteur urbain enclavé, enchâssé entre les hôpitaux Pellegrin et Charles Perrens. Le projet de liaison douce nord-sud vise à créer une voie réservée aux piétons et vélos permettant d'irriguer l'intérieur du campus mais aussi de relier les quartiers Tauzin et Saint-Augustin à travers le campus et le CHU. Il comprend donc principalement l'aménagement d'une voie qui s'étend de l'emplacement du futur pôle de vie de campus jusqu'à l'entrée CHU rue de la Pelouse de Douet (station de tramway Saint-Augustin).

L'université de Bordeaux et le CHU, co-maîtres d'ouvrage du projet, ont délégué la maîtrise d'ouvrage à la SRIA via une convention de mandat le 14 février 2019.



2.21.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

Les études préliminaires, l'esquisse et les études d'avant-projet ont été réalisées avant la fin de l'année 2019. Cependant, suite à une position négative de l'INSERM concernant le passage de la liaison au droit de son bâtiment, l'université a mis à l'arrêt les études en 2020.

Les études pour un tracé alternatif ont repris en 2021 et abouti à l'appel d'offres travaux fin novembre 2021. Les travaux ont pu débuter en avril 2022. La réception a été prononcée le 22 novembre 2022.

2.21.3 Points de vigilance

- Clôture de l'opération

2.21.4 Budget prévisionnel

Compte tenu d'un léger dépassement de l'enveloppe financière, il a été effectué un recalage budgétaire, de l'ordre de 48 K€ sur intérêts de la dotation, afin de pouvoir procéder à la notification des marchés de travaux, soit une évolution du budget de 1 380 000 € à 1 428 000 €.

Financement prévisionnel	Montant initial	Montant recalé
Subvention Bordeaux Métropole	1 100 000 €	1 100 000 €
Etat - Intérêts de la dotation Campus	280 000 €	328 000 €
Total	**1 380 000 €**	**1 428 000 €**

2.22 Aménagement de la rue Hoffmann-Martinot - campus Carreire

2.22.1 Présentation de l'opération

La rue Hoffmann - Martinot pénètre en impasse jusqu'au cœur du campus Carreire où elle rejoint la grande galerie nord-sud.
Les voitures en stationnement sauvage recouvrent le moindre espace libre et la totalité des trottoirs. Elles dégradent fortement l'image et la fonctionnalité de cette entrée qui pourrait être majeure pour l'université.
Le projet envisagé vise à élargir l'emprise publique pour créer un mail piéton planté, entrée ouest de l'université, dans le but de faciliter l'accès aux piétons et vélos et accompagner le développement du site sur le foncier accueillant les bâtiments Odontologie et Recherche.
L'université de Bordeaux a délégué la maîtrise d'ouvrage à la SRIA via une convention de mandat signée le 19 décembre 2022.



© Zoé Fontaine
Vue d'artiste

2.22.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

Le programme a été finalisé en 2022 et a fait l'objet d'une convention de mandat avec la SRIA en décembre 2022. La consultation de la maîtrise d'œuvre sera lancée début 2023 puis suivront les études de conception.

2.22.3 Points de vigilance

- Gestion des croisements de flux

2.22.4 Budget prévisionnel

Financement prévisionnel	Montant
Subvention Bordeaux Métropole	610 000 €
Etat - Intérêts de la dotation Campus	1 290 000 €
Total	**1 900 000 €**

2.23 Reconversion du bâtiment Marne – campus Victoire

2.23.1 Présentation de l'opération

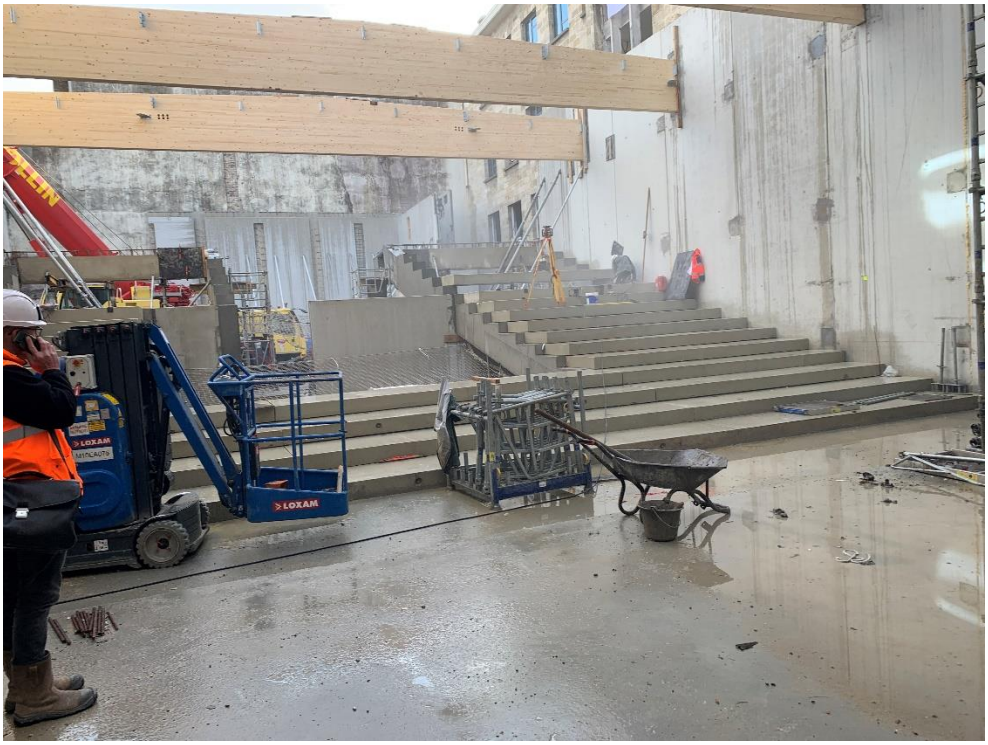
Le projet porte sur la transformation du bâtiment situé 16 à 20 cours de la Marne, situé sur le campus Victoire à Bordeaux, en un pôle « vie de campus ». L'immeuble de 4 niveaux a été construit en 1953 et appartient à la ville de Bordeaux. Une convention de transfert de gestion a été signée entre la ville et l'Etat en mai 1999. Une partie mineure de l'emprise est propriété de l'Etat.

Le campus « Victoire » regroupe plusieurs espaces géographiques, le plus important étant celui aujourd'hui consacré aux filières Sciences Humaines et Sociales. Il est jouxté de part et d'autre par les espaces « Broca » et « Marne ». Au terme de l'opération « Pôle Vie de campus » concernant le bâtiment « Marne », les bâtiments situés rue Broca ne seront plus utilisés par l'université pour les activités d'enseignement.

Le pôle « vie de campus » comprendra :

- Des locaux d'accueil, de vie étudiante associative et de sociabilité ;
- Un amphithéâtre polyvalent d'une capacité de 400 publics destiné à l'enseignement, à la tenue de colloques et conférences, mais également à des activités culturelles (projections et spectacles vivants) ;
- Deux salles de sports polyvalentes ;
- Un centre documentaire permettant de développer l'offre de la Bibliothèque Universitaire de Bordeaux en dotant le campus centre-ville d'un centre documentaire de nouvelle génération

L'université de Bordeaux a délégué la maîtrise d'ouvrage à la SRIA via une convention de mandat le 28 février 2018.



2.23.2 Avancement 2022 / calendrier prévisionnel

L'appel d'offres travaux a été lancé fin 2020. La remise des offres est intervenue en mars 2021. Un fort dépassement de l'estimation a nécessité une analyse détaillée, des négociations avec les entreprises et un temps important pour stabiliser le nouveau budget. Les marchés ont pu être notifiés début novembre 2021. Les travaux ont débuté en janvier 2022. En mars 2022, suite à la découverte du système porteur de la façade mitoyenne en fond de parcelle du bâtiment Marne Ouest, les travaux de démolition de la dalle existante ont dû être stoppés entrainant un arrêt de chantier de 9 semaines. Durant cet arrêt, il a été nécessaire que la maîtrise d'oeuvre adapte techniquement et architecturalement le projet. Les travaux ont pu reprendre le 23 mai 2022.
L'arrêt de chantier consécutif à l'aléa du bâtiment Marne Ouest (9 semaines) et l'augmentation du délai pour réaliser les travaux suite à l'adaptation technique et architecturale du projet (1 semaine) induisent un allongement du délai global de 10 semaines, soit 2,5 mois. La réception initialement programmée au 23 juin 2023 a été décalée au 1er septembre 2023. La livraison est prévue courant octobre 2023.

2.23.3 Points de vigilance

- Difficultés en termes d'installations et de déroulement de chantier du fait d'un site contraint en hyper-centre-ville ;
- Maîtrise budgétaire du fait d'aléas et de demandes modificatives de programme
- Prise en compte des moyens et de l'organisation afin d'assurer le fonctionnement du bâtiment conformément aux objectifs du projet.

2.23.4 Budget prévisionnel

Le budget initial du projet atteignait **12 259 354 €** dont 6 675 000 € HT pour les travaux. L'estimation de la maîtrise d'œuvre et acceptée par le comité de pilotage était de 7 332 000 € HT pour les travaux (en phase APD) ce qui nécessitait de caler le projet à 12 659 354 € TDC (coût opération). Suite à l'instruction du permis de construire, les demandes en termes de sécurité incendie ont abouti à une évolution du coût travaux à 8,12 M€ HT.

Il s'est avéré que les résultats constatés mi-mars de l'appel d'offres restreint ont fait état d'un montant total plus important : 11,5 M€ (avec pour certains lots, des dépassements de 60%). L'analyse de la maîtrise d'œuvre a identifié plusieurs facteurs : le contexte économique (hausse matières premières) et sanitaire, une situation très contrainte du projet en centre-ville, une concurrence médiocre sur certains lots, des spécificités techniques ainsi qu'une technicité mal estimée par la maîtrise d'œuvre. Les conclusions ne préconisaient pas la relance des études puis d'une consultation, le bénéfice potentiel paraissant incertain dans ces conditions. Les partenaires de l'Opération campus ont donc recherché plutôt une reconsolidation du budget à hauteur de **17 359 354 €** soit un financement complémentaire de 5,1 M€.

Plusieurs possibilités de financement ont pu émerger :
- la région a décidé de réaffecter le solde (1,3 M€) de son financement du projet Odontologie sur ce projet
- la SRIA a identifié une marge de 2 M€ sur le projet tranche 3 sur Carreire
- la mission campus a pu flécher 1,8 M€ d'intérêts dans le modèle financier de l'Opération campus

Enfin, compte tenu des aléas découverts lors des travaux de démolition ainsi que de la nécessité de prendre en compte l'évolution des indices de révision de prix, un ajustement de budget prévisionnel substantiel est nécessaire, de l'ordre de 780 K€ TTC.
Ce financement complémentaire, en cours de régularisation avec le ministère, sera issu des reliquats du financement pour le projet Odontologie.

Financement prévisionnel	Montant initial	Montant recalé
Subvention Bordeaux Métropole	4 400 000 €	4 400 000 €
Subvention Région Nouvelle-Aquitaine	2 500 000 €	2 500 000 €
Etat - Intérêts de la dotation campus	359 354 €	359 354 €
Emprunt BEI	5 000 000 €	5 000 000 €
Sous-Total	**12 259 354 €**	**12 259 354 €**
Subvention Région (reliquat Odontologie)		1 300 000 €
Etat - Intérêts dotation supplémentaires		1 800 000 €
Refléchage tranche 3 / prêt BEI		2 000 000 €
Sous-Total		**5 100 000 €**
Total	**12 259 354 €**	**17 359 354 €**



3. RECAPITULATIF DES LIVRAISONS DE PROJETS

OPERATION CAMPUS BORDEAUX

DATES DE LIVRAISON DES PROJETS

31-janv.-23

Typologie	Secteur	Désignation de l'opération	Date de livraison	Statut de l'opération
Opération intermédiaire	Secteur sciences humaines et sociales	Interventions pôle UB SHS	1-sept.-11	Terminée
Opération intermédiaire	Equipements sportifs	Piscine - 1ère tranche (forage)	1-déc.-11	Terminée
Opération intermédiaire	Vie de campus	Participation construction Crèche interuniversitaire	1-janv.-12	Terminée
Opération intermédiaire	Secteur biologie-santé	Rénovation Cour Leyteire	1-sept.-12	Terminée
Opération intermédiaire	Equipements sportifs	Piscine - 2ème tranche (Chauffage-ventilation)	1-oct.-12	Terminée
Opération intermédiaire	Secteur sciences humaines et sociales	Réhabilitation Maison des Arts	1-nov.-12	Terminée
Opération intermédiaire	Secteur sciences et technologies	Rue du A22 (vie de campus)	1-juin-13	Terminée
Opération intermédiaire	Equipements sportifs	Halle des sports - 1ère tranche	1-nov.-13	Terminée
Opération intermédiaire	Secteur sciences humaines et sociales	Rénovation Patio du forum	1-déc.-13	Terminée
Opération intermédiaire	Equipements sportifs	Rénovation stadium Monadey	27-mai-14	Terminée
Opération intermédiaire	Secteur sciences et technologies	Rénovation réseau chauffage sciences et techno	1-oct.-14	Terminée
Opération intermédiaire	Equipements sportifs	Réhabilitation COSEC	1-oct.-14	Terminée
Opération intermédiaire	Vie de campus	Construction Espace santé étudiants	1-juin-15	Terminée
Opération intermédiaire aménagement	Aménagement urbain	Eaux pluviales A22	7-juil.-15	Terminée
Opération intermédiaire	Secteur biologie-santé	Changement centrales traitement d'air Carreire	20-août-15	Terminée
Opération périmètre convention de site	Secteur sciences et technologies	Tranche 1 - sciences et technologie	1-mars-16	Terminée
Opération périmètre convention de site	Secteur sciences humaines et sociales	Maison de la Recherche	1-mai-16	Terminée
Opération intermédiaire	Secteur biologie-santé	Réhabilitation Bibliothèque Carreire ph. 1 et 2	1-juil.-16	Terminée
Opération périmètre convention de site	Aménagement urbain	Acquisition foncier Léo Saignat Carreire	4-oct.-16	Terminée
Opération intermédiaire	Secteur sciences humaines et sociales	Changement centrales traitement d'air UB Pessac	21-oct.-16	Terminée
Opération intermédiaire	Secteur biologie-santé	Audit animaleries	15-juil.-17	Terminée
Opération intermédiaire	Equipements sportifs	Halle des sports - 2ème tranche	1-sept.-17	Terminée
Opération intermédiaire	Secteur sciences humaines et sociales	Réhabilitation amphithéâtres UBM	1-sept.-17	Terminée
Opération périmètre convention de site	Aménagement urbain	Rue Bethmann Carreire	15-mai-18	Terminée
Opération périmètre convention de site	Secteur biologie-santé	Construction Odontologie	24-mai-18	Terminée
Opération périmètre convention de site	Aménagement urbain	Béthanie	1-juin-18	Terminée
Opération intermédiaire aménagement	Aménagement urbain	Mobilités douces PTG	1-juil.-18	Terminée
Opération périmètre convention de site	Secteur sciences et technologies	Réhabilitation A29	12-mars-19	Terminée
Opération périmètre convention de site	Secteur sciences et technologies	Construction soute	3-mai-19	Terminée
Opération périmètre convention de site	Aménagement urbain	Bordes	1-juin-19	Terminée
Opération périmètre convention de site	Aménagement urbain	Liaison Est-Ouest Carreire	18-juil.-19	Terminée
Opération périmètre convention de site	Equipements sportifs	Piscine - 3ème tranche	21-janv.-20	Terminée
Opération périmètre convention de site	Equipements sportifs	Rénovation terrains rugby Rocquencourt	10-sept.-20	Terminée
Opération périmètre convention de site	Equipements sportifs	Halle des sports - 3ème tranche	21-sept.-20	Terminée
Opération périmètre convention de site	Secteur sciences et technologies	Réhabilitation A11	28-janv.-21	Terminée
Opération intermédiaire	Secteur biologie-santé	Relocalisation du CRCB - PTIB	15-avr.-21	Terminée
Opération périmètre convention de site	Secteur sciences humaines et sociales	Construction bât H - Maison éco	5-mai-21	Terminée
Opération périmètre convention de site	Secteur sciences et technologies	Construction plate-forme technique	12-mai-21	Terminée
Opération aménagement	Aménagement urbain	Antilles-enfouissement ligne HT	13-juil.-21	Terminée
Opération aménagement	Aménagement urbain	Béthanie - travaux complémentaires	18-juil.-22	Terminée
Opération périmètre convention de site	Secteur biologie-santé	Construction Pôle vie de campus - Carreire	10-oct.-22	Terminée
Opération périmètre convention de site	Aménagement urbain	Liaison Nord-Sud Carreire	22-nov.-22	Terminée
Opération périmètre convention de site	Secteur sciences humaines et sociales	Pôle Archéologie	27-janv.-23	Terminée
Opération périmètre convention de site	Secteur biologie-santé	Tranche 3 - biologie santé	*1-mars-23*	Travaux en cours
Opération périmètre convention de site	Secteur sciences humaines et sociales	Tranche 2 - SHS Pessac	*1-juil.-23*	Travaux en cours
Opération périmètre convention de site	Equipements sportifs	Construction Bât. SMART Rocquencourt	*15-sept.-23*	Travaux en cours
Opération périmètre convention de site	Secteur biologie-santé	Restructuration Pôle vie de campus - Marne	*10-oct.-23*	Travaux en cours
Opération périmètre convention de site	Secteur sciences et technologies	Démolition A4		Etudes en cours
Opération périmètre convention de site	Secteur sciences et technologies	Démolition B18		Etudes en cours
Opération périmètre convention de site	Aménagement urbain	Montaigne-Montesquieu		Etudes en cours
Opération périmètre convention de site	Aménagement urbain	Rue Hoffmann-Martinot Carreire		Etudes en cours
Opération périmètre convention de site	Aménagement urbain	Peixotto		Programmation
Opération périmètre convention de site	Aménagement urbain	Arts et Métiers		Programmation
Opération périmètre convention de site	Aménagement urbain	Doyen Brus		Programmation

4. BILAN FINANCIER DES INTERETS PERÇUS DEPUIS LE TRANSFERT DE LA DOTATION

4.1 Bilan de consommation des intérêts de la dotation 2021 - 2022 et prévisions 2023

Utilisation des intérêts de la dotation Etat Campus	Exécution 2021		Exécution 2022		Prévision 2023	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Loyers et GER	**0**	**3 303 355**	**84 294 187**	**3 336 298**	**0**	**8 276 971**
Loyers Tranche 1		3 288 110		3 119 969		5 438 374
GER Maison de la Recherche (UBM)	0	15 245	0	15 621	0	16 006
Loyers versés à la SRIA (A11)	0	0	8 549 531	200 708	0	319 701
Loyers versés à la SRIA (MPGP SHS Tranche 2 UB)			36 436 977	0		993 993
Loyers versés à la SRIA (MPGP Bio-Santé Tranche 3)			39 307 679	0	0	1 508 897
Travaux secteur sciences et technologies	**148 238**	**311 103**	**0**	**0**	**42 964**	**7 695**
Réhabilitation A11	0	0	0	0	0	0
Rénovation A29	0	0	0	0	0	0
Désamiantage - Démolition A4 A3	0	0	0	0	0	0
Plateforme technique multi-services	148 238	311 103			42 964	7 695
Travaux secteur sciences humaines et sociales	**200 000**	**1 945 943**	**28 470**	**7 889 566**	**1 217 860**	**2 557 717**
MPGP SHS	0	245 943	28 470	6 415 566	1 217 860	2 288 190
Pôle Archéologie	200 000	1 700 000		1 474 000		269 527
Travaux secteur biologie santé	**68 271**	**192 933**	**30 000**	**217 820**	**381 179**	**931 856**
MPGP Biologie-Santé	68 271	192 933	30 000	217 820	381 179	931 856
Travaux vie de Campus	**1 885 588**	**89 194**	**7 446 662**	**4 797 800**	**849 714**	**4 721 954**
Rénovation Piscine (III)	0	0	0	0	0	0
Sinistre Piscine	12 108	7 428	0	4 680	0	0
Halle des sports (III)	15	630	0	0	0	8 308
Pôle de vie de campus Marne	1 800 000	0	0	0	0	1 800 000
Plaine Rocquencourt (rugby)	0	0	0	0	0	0
Rocquencourt (SMART)	0	0	7 063 514	4 095 073	849 673	2 913 605
Rocquencourt (vestiaires)	65 000	0	112 656	93 082	41	41
Campus Carreire	8 465	81 136	270 492	604 965	0	0
Opérations d'aménagement	**2 500 000**	**0**	**2 148 000**	**574 076**	**0**	**2 773 924**
Liaison Nord-Sud Carreire	0	0	48 000	280 000	0	48 000
Liaison Est-Ouest Carreire	0	0	0	0	0	0
Aménagement Montaigne-Montesquieu	2 500 000	0	0	294 076		2 205 924
Aménagement Hoffmann-Martinot	0	0	1 290 000	0	0	120 000
Aménagement Arts et Métiers			810 000	0	0	400 000
Autres	**359 591**	**359 591**	**434 286**	**430 507**	**715 640**	**715 640**
Ingénierie	359 591	359 591	424 457	424 457	610 000	610 000
Mobilité campus			9 829	6 050	105 640	105 640
Remboursement des intérêts des emprunts BEI et CDC	**2 114 410**	**613 081**	**13 293 498**	**919 931**	**0**	**1 715 775**
CDC	0	371 954	3 486 546	442 126		645 323
BEI	2 114 410	241 127	9 806 952	477 804		1 070 452
Total dépenses budgétaires	**7 276 098**	**6 815 201**	**107 675 103**	**18 165 998**	**3 207 357**	**21 701 532**

Provision 5% aléas *(modèle financier novembre 2022)*		**2 687 321**		**3 085 776**		**825 477**
Remboursement du capital des emprunts BEI et CDC		**4 490 742**		**5 707 060**		**4 728 999**
CDC		745 889		831 491		1 211 999
BEI		1 860 435		2 933 433		3 517 000
SRIA / CDC (loyers financiers)		1 884 419		1 942 135		0
Provisions GER UB *(modèle financier novembre 2022)*		**601 067**		**680 547**		**923 036**
GER Odontologie (UB)		*81 467*		*83 476*		*85 534*
GER A29		*59 609*		*61 078*		*62 584*
GER Bâtiment H		*154 655*		*158 468*		*162 375*
GER Halle des sports		*74 046*		*75 871*		*77 742*
GER plateforme		*67 542*		*91 997*		*94 265*
GER Rocquencourt terrains de rugby		*53 121*		*54 431*		*55 773*
GER Rocquencourt SMART						*45 322*
GER pôle archéologie				*26 130*		*106 127*
GER Pôle de vie Carreire				*15 743*		*63 939*
GER Pôle de vie Marne						*53 227*
GER Rénovation piscine (UB)		*110 626*		*113 353*		*116 148*
Total dépenses non budgétaires		**7 779 130**		**9 473 382**		**6 477 512**

Intérets de la dotation perçus		**19 101 329**		**19 153 805**		**19 152 000**

Solde annuel (dépenses budgétaires)		**12 286 128**		***987 807***		***- 2 549 532***
Solde cumulé depuis 2017 (dépenses budgétaires)		**50 096 302**		**51 084 109**		**48 534 577**

Solde annuel (y compris dépenses non budgétaires)		**4 506 998**		***- 8 485 575***		***- 9 027 044***
Solde cumulé depuis 2017 (y compris dépenses non budgétaires)		**36 564 242**		**28 078 667**		**19 051 623**

L’opération Campus est entrée depuis 2020 dans son pic d’investissement qui se poursuivra jusqu’en 2023 inclus et diminuera à compter de 2024, avec notamment le plus gros des dépenses de ses opérations de grande ampleur (MPGP SHS, MPGP Biologie-Santé, pôle de vie Campus Marne, SMART, bâtiment H, pôle de vie Carreire, etc.).

Cela se traduit par un décaissement plus important que les années précédentes sur toutes les sources de financement, y compris les intérêts de la dotation.
Par ailleurs, l’engagement des AE relatifs aux loyers d’entretien et de frais financiers payés à la SRIA traduit la livraison progressive des MPGP.

Par ailleurs, les intérêts de la dotation financent le remboursement du capital et des intérêts des emprunts contractés auprès de la BEI et de la CDC). Les derniers tirages ayant été réalisés en 2022, ces montants sont désormais figés.

La soutenabilité globale du modèle reste cependant parfaitement assurée dans tous les scénarios de sensibilité aux taux étudiés lors de sa dernière actualisation en novembre 2022 à l’issue du dernier tirage d’emprunt.

La récente poussée inflationniste a un impact limité sur la soutenabilité du modèle étant donné que l’essentiel des prix d’investissement ont été figés.

4.2 **Tableaux budgétaires**

Montant des autorisations d'engagement (AE) et des crédits de paiement (CP) de l'opération Campus au sein des comptes financiers de l'université de Bordeaux.

TABLEAU BUDGETAIRE DEPENSES	Désignation de l'opération	Coût final Opération Campus (janvier 2023)	Compte financier UB Opération Campus	AE Consommées au 31/12/2021	CP Consommés au 31/12/2021	Conso AE 2022	Conso CP 2022	AE Consommées au 31/12/2022	CP Consommés au 31/12/2022	AE 2023 Budget initial	CP 2023 Budget initial	AE Reste à engager	CP Reste à payer
Ingénierie du projet	Ingénierie (2016 -2023)	8 301 769	8 301 769	6 906 769	6 659 734	477 286	459 283	7 384 055	7 119 017	610 000	610 000	307 714	572 752
Opérations intermédiaires hors périmètre appel à projet	Halle des sports - 2ème tranche	1 100 880	1 100 880	1 100 880	1 100 880	-	1 360	1 100 880	1 102 240				
	Plaine des sports Monadey	6 998 202	6 998 202	6 998 202	6 998 202	-	-	6 998 202	6 998 202				
	Bibliothèque Carreire	3 724 980	3 724 980	3 724 980	3 724 980	-	-	3 724 980	3 724 980				
	PTIB	76 000	76 000	76 000	76 000	-	-	76 000	76 000				
Secteur sciences et technologies	Tranche 1 - sciences et technologies	118 675 000	29 747 872	29 747 872	29 747 872	-	-	29 747 872	29 747 872				
	Coûts annexes tranche 1	5 676 051	5 676 051	5 676 051	5 676 051	-	-	5 676 051	5 676 051				
	Réhabilitation A11	12 187 109	6 118 628	6 235 086	6 118 628	-	-	6 235 086	6 118 628				
	Réhabilitation A29	2 767 341	2 432 148	2 600 000	2 432 138	- 167 852	10	2 432 148	2 432 148				
	Parachèvements A29 et Béthanie	1 625 000	1 625 000	1 625 000	563 331	-	1 004 039	1 625 000	1 567 370		57 630		- 0
	Désamiantage - Démolition A3 A4	5 423 000	5 423 000	5 423 000	1 213 260	-	-	5 423 000	1 213 260	-	2 074 356		2 135 384
	Peixotto	2 500 000	2 500 000			-	-	-	-	2 500 000	500 000	-	2 000 000
	Construction plate-forme technique	5 567 983	5 567 983	5 278 680	4 909 768	37 610	195 289	5 316 290	5 105 057	244 303	462 926	-	-
Secteur sciences humaines et sociales	Tranche 2 - SHS Pessac	72 851 768	54 145 285	47 232 680	20 051 974	- 1 683 283	22 099 249	45 549 397	42 151 223	8 617 860	9 688 190	195 888	2 285 120
	Bâtiment H (maison de l'économie)	19 334 856	19 334 856	19 334 856	18 274 857	-	29 883	19 334 856	18 304 740	-	1 028 371		
	Pôle Archéologie UBM	3 703 527	3 703 527	3 703 527	1 934 000	-	1 500 000	3 703 527	3 434 000		269 527	-	-
Secteur biologie-santé	Construction Odontologie	10 197 364	10 197 364	10 197 364	10 197 364	-	-	10 197 364	10 197 364	-	-	-	-
	Tranche 3 - biologie santé	84 603 740	66 223 165	67 051 834	60 444 253	- 1 734 000	2 217 820	65 317 834	62 662 073	381 179	2 070 000	524 152	1 491 093
Vie de Campus et équipements sportifs	Pôle vie de campus - Marne	17 359 354	17 359 354	17 358 147	2 101 419	0	6 298 751	17 358 147	8 400 170	1 207	8 959 184		
	Plaine Rocquencourt Rugby	2 737 585	2 737 585	2 770 583	2 733 785	- 32 998	-	2 737 585	2 733 785	-	3 800	-	-
	Plaine Rocquencourt SMART	14 062 813	14 062 813	893 140	794 621	10 855 909	4 095 073	11 749 049	4 889 694	1 959 673	7 268 192	354 091	1 904 927
	Vestiaires Rugby	1 292 588	1 292 588	65 000		112 656	93 082	177 656	93 082	50 000	828 226	1 064 932	371 280
	Piscine - tranche 3	4 240 000	4 240 000	4 016 477	3 668 661	29 163	71 785	4 045 640	3 740 446			194 360	499 554
	Sinistre Piscine - tranche 4	317 746	317 746	317 746	313 066	-	4 680	317 746	317 746				
	Halle des sports - tranche 3	3 512 800	3 512 800	3 512 800	3 471 961	13 755	32 527	3 526 555	3 504 488	-	8 312		
	Mobilité	117 500	117 500			9 829	6 050	9 829	6 050	105 000	107 000		
	Pôle Vie de campus - Carreire	8 583 093	8 583 093	6 979 419	3 343 869	646 078	3 846 269	7 625 497	7 190 138	553 739	553 739	-	-
Opérations d'aménagement	Béthanie	4 788 545	3 788 545	3 788 545	3 788 545	-	-	3 788 545	3 788 545				
	Bordes	3 734 000	2 867 650	2 900 000	2 867 650	- 32 350	-	2 867 650	2 867 650				
	Liaison Nord-Sud Carreire	1 428 000	1 428 000	1 380 000	102 846	48 000	1 207 788	1 428 000	1 310 634	-	117 366		
	Liaison Est-Ouest Carreire	3 258 000	3 258 000	3 258 000	3 257 423	-	-	3 258 000	3 257 423				
	Aménagement Montaigne-Montesquieu	11 964 921	11 964 921	12 064 921	271 728	- 100 000	194 074	11 964 921	465 802	-	7 518 092	-	3 977 024
	Aménagement Hoffmann-Martinot	1 900 000	1 900 000	-	-	1 900 000	-	1 900 000	-	-	280 000	-	1 620 000
	Aménagements Arts & Métiers	4 050 000	4 050 000	-	-	4 050 000	-	4 050 000	-	-	2 850 000	-	1 200 000
Phase d'exploitation	Loyers Tranche 1	135 600 902	135 600 902	135 600 902	31 937 372	-	4 871 597	135 600 902	36 808 969	-	5 438 374	-	93 353 559
	GER Maison de la recherche	470 300	470 300	470 300	72 646	-	15 621	470 300	88 267		15 621		366 412
	GER A11	10 220 200	10 220 200			8 549 531	200 708	8 549 531	200 708	-	319 701	6 711 751	9 699 791
	Loyers versés à la SRIA (MPGP SHS Tranche 2 UB)	38 612 661	38 612 661			36 436 977	-	36 436 977	-		993 993		37 618 668
	Loyers versés à la SRIA (MPGP SHS Tranche 3)	45 878 871	45 878 871			39 307 679	-	39 307 679	-		1 508 897		37 798 781
Total périmètre des comptes financiers Université de Bordeaux		**679 444 450**	**545 160 240**	**418 288 761**	**238 848 884**	98 723 989	48 444 938	**517 012 750**	**287 293 822**	**15 022 960**	**53 531 497**	**9 352 889**	**196 894 346**

TABLEAU BUDGETAIRE RECETTES	Désignation de l'opération	Coût final Opération Campus	Compte financier UB Opération Campus	Compte financier UB Opération Campus Montants encaissés au 31/12/2022	Compte financier UB Opération Campus Reste à encaisser (2023 et au-delà)
Ingénierie du projet	Ingénierie (2016 -2021)	8 301 769	8 301 769	5 363 211	400 000
Opérations intermédiaires hors périmètre appel à projet initial	Halle des sports - 2ème tranche	1 100 880	1 100 880	1 100 880	-
	Plaine des sports Monadey	6 998 202	6 998 202	6 998 202	-
	Bibliothèque Carreire	3 724 980	3 724 980	3 433 675	291 305
	PTIB	76 000	76 000	270 000	30 000
Secteur sciences et technologies	Tranche 1 - sciences et technologies	118 675 000	29 747 872	29 047 872	-
	Coûts annexes tranche 1	5 676 051	5 676 051	5 461 560	214 491
	Réhabilitation A11	12 187 109	6 118 628	540 000	60 000
	Réhabilitation A29	2 767 341	2 432 148	2 235 807	230 000
	Parachèvements A29 et Béthanie	1 625 000	1 625 000		
	Démolition A4	5 423 000	5 423 000	300 000	900 000
	Peixotto	2 500 000	2 500 000	400 000	2 100 000
	Construction plate-forme technique	5 567 983	5 567 983	1 277 783	62 200
Secteur sciences humaines et sociales	Tranche 2 - SHS Pessac	72 851 768	54 145 285	-	-
	Bâtiment H (maison de l'économie)	19 334 856	19 334 856	10 760 000	307 428
	Pôle Archéologie UBM	3 703 527	3 703 527	234 000	26 000
Secteur biologie-santé	Construction Odontologie	10 197 364	10 197 364	10 556 598	2 151 886
	Tranche 3 - biologie santé	84 603 740	66 223 165	-	-
Vie de Campus et équipements sportifs	Pôle vie de campus - Marne	17 359 354	17 359 354	3 700 000	4 500 000
	Plaine Rocquencourt Rugby	2 737 585	2 737 585	870 000	-
	Plaine Rocquencourt SMART	14 062 813	14 062 813	2 755 000	2 725 000
	Vestiaires Rugby	1 292 588	1 292 588		
	Piscine - tranche 3	4 240 000	4 240 000	3 168 000	622 000
	Sinistre Piscine - tranche 4	317 746	317 746		
	Halle des sports - tranche 3	3 512 800	3 512 800	1 580 000	270 000
	Mobilité	117 500	117 500	117 500	-
	Pôle Vie de campus - Carreire	8 583 093	8 583 093	2 400 000	600 000
Opérations d'aménagement	Béthanie	4 788 545	3 788 545	3 747 500	167 500
	Bordes	3 734 000	2 867 650	2 000 000	-
	Liaison Nord-Sud Carreire	1 428 000	1 428 000	494 000	606 000
	Liaison Est-Ouest Carreire	3 258 000	3 258 000	2 875 000	155 000
	Aménagements Montaigne-Montesquieu	11 964 921	11 964 921	1 892 984	7 571 905
	Aménagements Hoffmann-Martinot	1 900 000	1 900 000	122 000	610 000
	Aménagements Arts et Métiers	4 050 000	4 050 000	-	3 240 000
Phase d'exploitation	Loyers Tranche 1	135 600 902	135 600 902	11 062 626	-
	GER Maison de la recherche	470 300	470 300		
	GER A11	10 220 200	10 220 200		
	Loyers versés à la SRIA (MPGP SHS Tranche 2 UB)	38 612 661	38 612 661		
	Loyers versés à la SRIA (MPGP SHS Tranche 3)	45 878 871	45 878 871		
Total recettes		**679 444 450**	**545 160 240**	**114 764 198**	**27 840 715**
pour mémoire, intérêts de la dotation perçus par l'université au 31/12/2022 (non fléchés sur les opérations)				*115 847 328*	

4.3 Bilan Convention d'ingénierie

La convention d'ingénierie, financée principalement sur les intérêts de la dotation campus, couvre les frais d'études pré-opérationnelles et de fonctionnement de la mission campus, au sein de l'université de Bordeaux, porteur du projet Opération Campus Bordeaux.

DÉPENSES				
1 - ETUDES ET PRESTATIONS		**Exécution 2021**	**BR 2022**	**BI 2023**
Organisation et management	AMO juridique	10 409 €	15 000 €	5 000 €
	AMO financière lié au montage	11 380 €	15 000 €	15 000 €
	Convention A'Urba	0 €	0 €	0 €
Opérationnel	Mission OPC - bâtiment A11	18 070 €		
	Mission OPC - Pessac		0 €	0 €
	Etudes aménagement Montaigne-Montesquieu	4 615 €		
	Schéma directeur + programmation Rocquencourt	14 287 €	2 486 €	0 €
	Diagnostics et AMO divers	25 059 €	6 300 €	0 €
	AMO diverses (études urbaines, AMO techniques, …)	24 574 €	38 362 €	51 250 €
Communication et fonctionnement	Eléments de communication	13 871 €	6 144 €	0 €
	Animation de chantier - Station Campus	1 760 €	0 €	5 000 €
	Campus en commun			
	1% artistique	0 €	0 €	50 000 €
	Matériel, fournitures, fonctionnement du service	10 706 €	16 707 €	23 750 €
Total Etudes et Prestations		**134 731 €**	**100 000 €**	**150 000 €**
2 - SALAIRES		**Exécution 2021**	**Prévision 2022**	**Prévision 2022**
Total Frais de personnel		**359 591 €**	**425 000 €**	**460 000 €**
3 - ETUDES ET SALAIRES (1+2)		**Exécution 2021**	**Prévision 2022**	**Prévision 2022**
Total Dépenses		**494 322 €**	**525 000 €**	**610 000 €**

Les dépenses d'ingénierie sont prolongées prévisionnellement jusqu'à 2024 inclus pour permettre d'assurer la réalisation de l'opération Campus jusqu'à son terme.

Le budget 2023 de la convention d'ingénierie de l'opération Campus prévoit :

- Une prolongation prévisionnelle des dépenses d'ingénierie jusqu'à 2024 inclus
- Une masse salariale maîtrisée et le recrutement de deux personnes en 2022 (assistante de direction et chargée de mission mobilités)
- Des dépenses ponctuelles prévues en 2023

RECETTES				
		Exécution 2021	**BR 2022**	**Budget 2023**
Participations aux salaires	Université Bordeaux Montaigne	50 000 €	50 000 €	50 000 €
	Université de Bordeaux	150 000 €	150 000 €	150 000 €
	Total Participations aux dépenses de salaires	**200 000 €**	**200 000 €**	**200 000 €**
Versement Convention d'ingénierie	Reliquat au 31/12/N-1	1 065 998 €	1 251 677 €	1 515 951 €
	Convention ingénierie	480 000 €	589 274 €	645 000 €
	Total Versement à la convention ingénierie	**1 545 998 €**	**1 840 951 €**	**2 160 951 €**
Total Recettes		**1 745 998 €**	**2 040 951 €**	**2 360 951 €**

SOLDE SUR CONVENTION D'INGENIERIE			
	Solde 2021	**Solde prévisionnel 2022**	**Solde prévisionnel 2023**
Solde convention d'ingénierie	**1 251 677 €**	**1 515 951 €**	**1 750 951 €**

Les financements dont bénéficie la convention d'ingénierie restent constants de la part de l'Etat (via les intérêts de la dotation), l'université de Bordeaux et l'université Bordeaux Montaigne.

Au cours de la période 2020-2023, plusieurs reversements ponctuels aux opérations ont été permis par le solde toujours positif de la convention d'ingénierie :

- 2020 : plateforme technique (300 k€)
- 2021 : pôle archéologie (200 k€) et Halle des sports tranche 3 (70 k€)
- 2022 : vestiaires rugby (148 k€)
- 2023 : amorçage des actions Mobilités (105 k€)

CONTACT
Mission Campus
Direction de l'Aménagement Urbain
Pôle Patrimoine et Environnement

Université de Bordeaux
351, cours de la Libération
33405 Talence Cedex

www.operation-campus.u-bordeaux.fr

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
séance du 14 mars 2023

DÉLIBÉRATION RELATIVE AU BILAN DU PLAN D'ACTIONS ACHAT 2022 ET AU BILAN BUDGÉTAIRE 2022 DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 712-3, L. 719-5 et R. 719-100 à R.719-104 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment les articles 202 et 210 à 214 ;

Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes ;

Vu la Circulaire DF-2B2O-20-3200 (NOR ECOB2016082C) relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et des opérateurs de l'État pour 2021 ;

Vu les statuts de l'Université de Bordeaux ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le bilan budgétaire et le bilan du plan d'actions achats pour l'exercice 2022, annexés à la présente délibération, sont adoptés.

Article 2.

Le conseil d'administration approuve les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **5 691 ETPT**, dont **4 325 ETPT** sous plafond législatif et **1 366 ETPT** hors plafond législatif
- **640 051 194,20 €** d'autorisations d'engagement dont :
  - **386 431 877,85 €** de personnel
  - **193 495 192,99 €** de fonctionnement
  - **60 124 123,36 €** d'investissement
- **574 994 486,41 €** de crédits de paiement
  - **386 432 018,18 €** de personnel
  - **96 840 852,11 €** de fonctionnement
  - **91 721 616,12 €** d'investissement
- **574 578 692,90 €** de recettes
- **-415 793,51 €** de solde budgétaire

Article 4.

Le directeur général des services et l'agent comptable sont chargés de l'exécution de la présente délibération. Elle sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Adoptée à la majorité des votes exprimés (33 votants)
Pour : 29
Contre : 4
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration du 14 mars 2023

Bilan du plan d'actions achat 2022

Sommaire

Chiffres clés de l'université 3

Les achats à l'UB – Résumé 4

PREAMBULE 5

Propos introductifs 6

ANALYSE DES AXES DE PERFORMANCE 7

AXE 1 : Sécurité juridique 8

AXE 2 : Performance économique 10

AXE 3 : Développement durable 12

AXE 4 : Accessibilité des PME 14

AXE 5 : Achats innovants 16

LEVIER TRANSVERSAL 17

SYNTHESE DE L'ANNEE 2022 19

ANNEXES 20

FORMULAIRES MARCHES 21

CARTOGRAPHIE DES ACHATS 2022 21

CARTOGRAPHIE DES MARCHES 2022 21

Chiffres clés de l'université

113,88 M€ HT de dépenses achats
soit 20,23% des dépenses HT globales de l'université

2ie poste de dépenses après la masse salariale

Sécurité juridique

93M€ HT de dépenses couvertes juridiquement (soit **81,68%)**

269 marchés notifiés / **730 marchés actifs**

Performance économique

1,79M€ HT d'économies achats réalisées en 2022 (soit **5,02%** de performance achats sur les marchés notifiés)

Développement durable

10,04% des marchés notifiés comprennent une **clause sociale** (soit **12,63%** des marchés notifiés hors formulaires)

4 111 heures d'insertion sociale

24,91% des marchés notifiés comprennent une **clause environnementale** (soit **31,81%** des marchés notifiés hors formulaires)

Accès aux PME

56,02% du montant des marchés est attribué à des PME

144 marchés notifiés à des PME **soit 53,53%** pour un montant de près de **49,5M€ HT**

Les PME girondines ont capté près de 54,68% des enjeux financiers de l'ensemble des PME retenues

Achats innovants

En 2022, **1** marché innovant notifié

Compétences achats

Plus de **22** jours/homme de formation achats pour **35** agents formés (dont 34 agents formés à la commande publique à l'université)

48 actions de communication

11 réunions préparatoires au Plan d'Actions Achat

Les achats à l'UB – Résumé

Second poste de dépenses après la masse salariale, les **dépenses "achat "** de l'université s'élèvent à **125 M€ budgétaire en 2022**, soit 20,23% des dépenses HT globales.



Assurer la sécurité juridique des achats avec le taux de couverture juridique

En 2022, l'université de Bordeaux enregistre, un taux de couverture juridique de **81,68%** des dépenses achats globales (soit 93 M€ HT sur un total de 113,88M€ HT d'achats). Cette performance permet de dépasser l'objectif fixé à 75% et semble se stabiliser sur les 4 dernières années. Sur **269 marchés notifiés, aucun contentieux n'est intervenu.**



Améliorer la performance économique avec les gains achats

Avec près de **1,79 M€ HT d'économies sur 12 mois** en 2022, les actions achats constituent un levier économique au service de la communauté. L'objectif de gains achats annualisés sur l'année 2022 était fixé à 1,2 M€ et est atteint avec près de 600 K€ supplémentaires. Au total sur ces 9 ans, 1,53 M€ HT en moyenne ont été économisés sur 12 mois.



Développer les achats durables avec les clauses sociales et environnementales

En 2022, l'université de Bordeaux a poursuivi ses engagements en matière de développement durable. Ainsi, 27 marchés notifiés soit **10,04%** comportent une clause sociale pour un objectif de 15%. 17 d'entre eux ont permis de générer **4 111 heures d'insertion sociale**. 67 marchés soit **24,91%** contiennent une clause environnementale pour un objectif de 25%.



Faciliter l'accès des PME aux marchés de l'établissement

En 2022, 144 marchés ont été notifiés à des PME, soit près de 54% des marchés notifiés. Ils représentent un chiffre d'affaires total de plus de 49 M€ HT, soit **56,02% du montant des marchés attribués**. Les PME localisées en Gironde ont capté près de 55% des enjeux financiers de l'ensemble des PME retenues. L'objectif 2022 fixé à 35% est ainsi atteint avec 21,02 points de pourcentage supplémentaires.



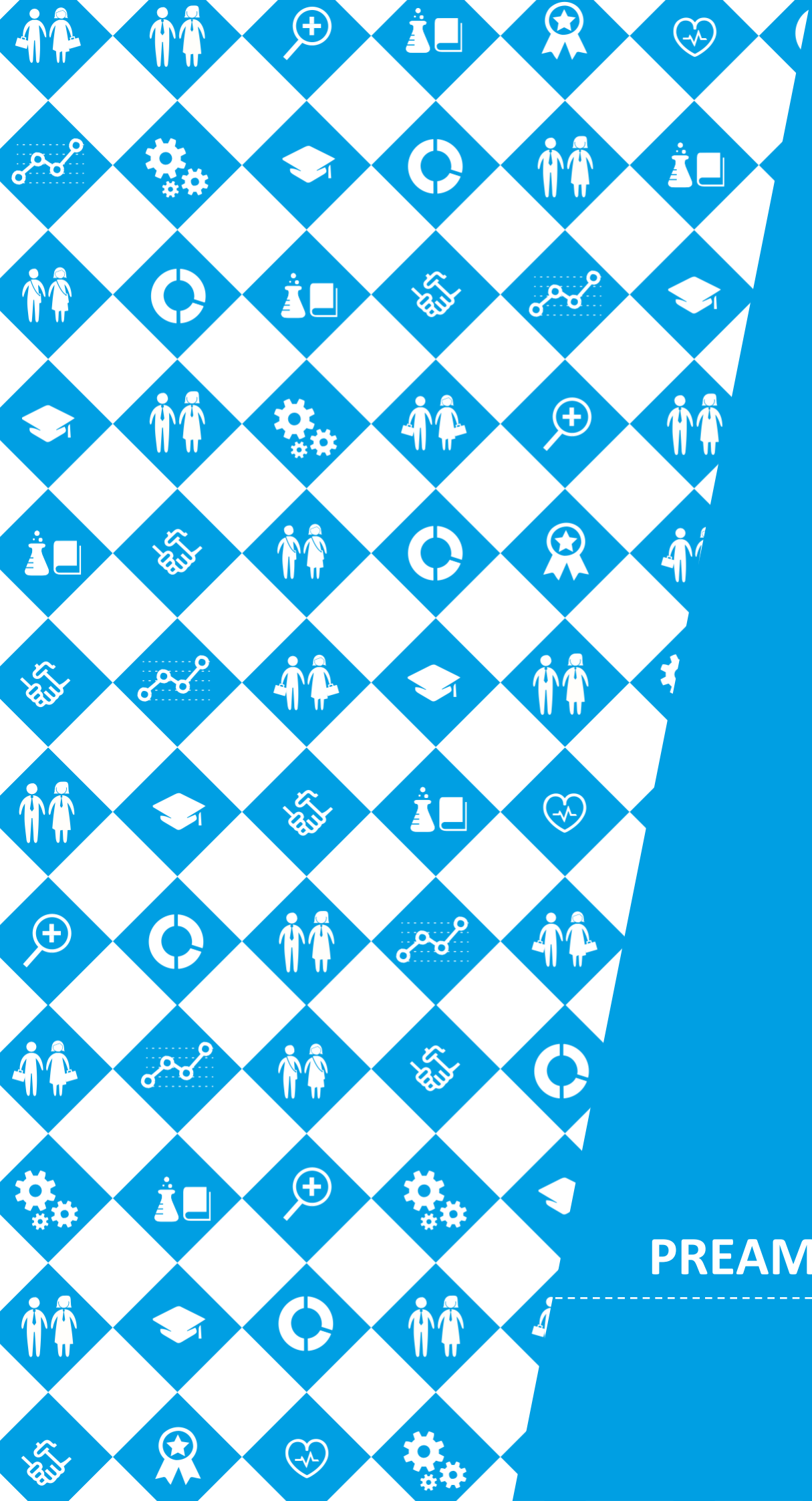
S'ouvrir aux achats innovants, avec la part des dépenses facturées à des PME ou ETI innovantes.

Les résultats ne sont plus transmis par la DAE depuis 2019**.** En 2022, **1 marché** entrant **dans le périmètre de l'innovation** a été notifié.



Levier transversal : renforcement des compétences « achats »

Outre les actions sur les volets organisationnels et de formation depuis 2014, c'est plus de 40 actions de communications qui sont effectuées à destination de la communauté tous les ans. En 2022, **48 actions de communication** et des formations ont été réalisées afin de renforcer les connaissances de la communauté à la commande publique.



PREAMBULE

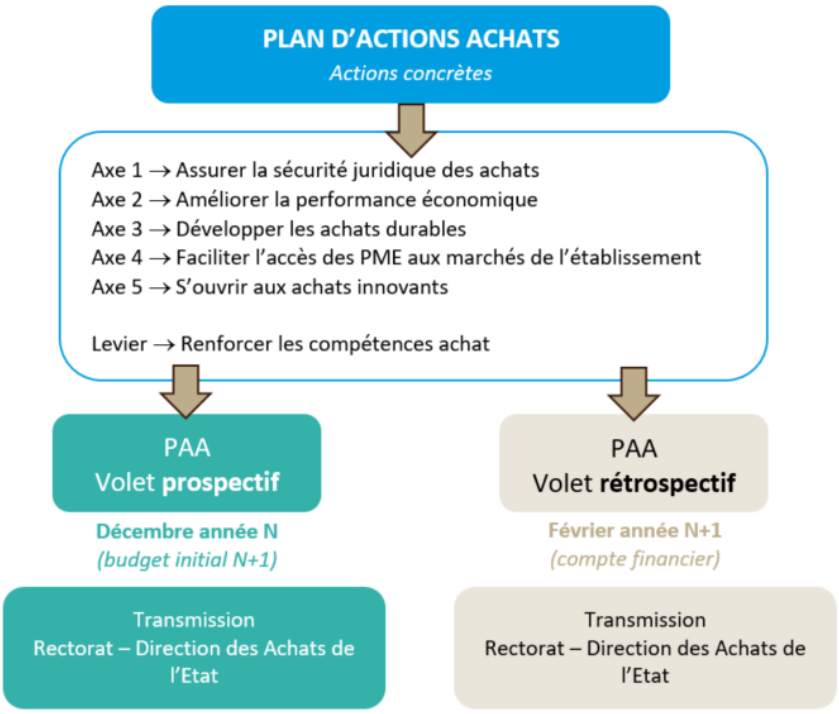
Propos introductifs

Le présent document constitue le bilan du plan d'actions achat 2022 (PAA), dont le volet prospectif (PAA 2022) a été approuvé par le Conseil d'Administration dans sa séance du 13 décembre 2021.

Il présente une synthèse des actions mises en œuvre jusqu'au 31 décembre 2022 sur les cinq axes de la politique d'achat de l'université, et des actions de formation et de communication réalisées dans l'objectif de renforcer les compétences achat au sein de la communauté (levier transversal) :

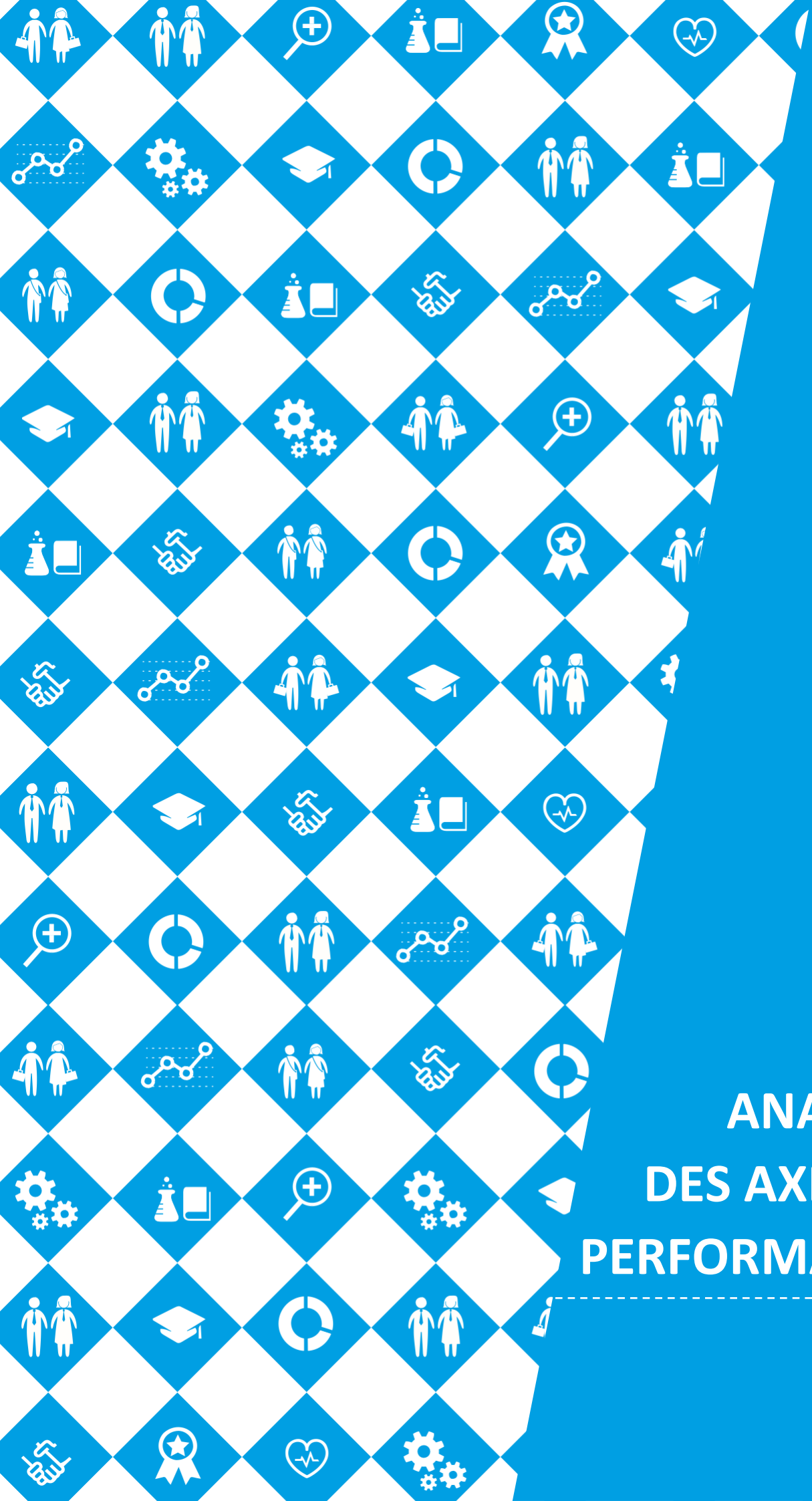
- Axe 1 – Assurer la sécurité juridique,
- Axe 2 – Améliorer la performance économique,
- Axe 3 – Développer les achats durables,
- Axe 4 – Faciliter l'accès des PME aux achats de l'université,
- Axe 5 – Aider au développement des entreprises et notamment à la croissance des PME et ETI porteuses de solutions innovantes,
- Levier transversal – Renforcement des compétences achat.

Le PAA 2022 a été adressé au Rectorat, puis à la Direction des Achats de l'Etat (DAE), avant le 31 décembre 2021. Ce volet rétrospectif doit également leur être transmis avant le 31 mars 2023.



Pour ce bilan :

- Pour l'axe 1, les données ont été extraites de BO depuis la brique « GFC Dépenses » du système d'information COCKTAIL, le 25 janvier 2023,
- Pour les autres axes, les données sont issues d'un tableau de suivi hors système d'information,
- Les montants sont exprimés hors taxe (HT) et concernent les achats dont les paiements ont été réalisés sur 2022.



ANALYSE DES AXES DE PERFORMANCE

AXE 1 : Sécurité juridique

75% des achats couverts juridiquement par un marché formalisé

Assurer la sécurité juridique, c'est :

→ Respecter les procédures d'achats,
→ Garantir la régularité juridique des procédures et des documents contractuels,
→ Assurer la couverture des dépenses sur des marchés.

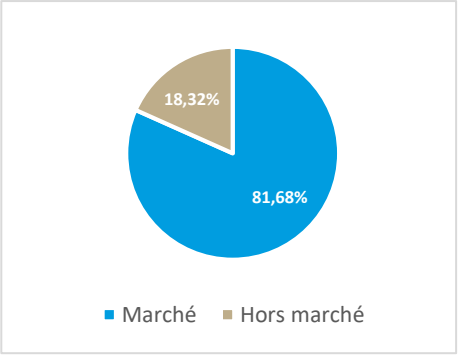
L'indicateur de mesure utilisé :

Taux des dépenses couvertes par des marchés. Depuis 2017, l'indicateur intègre les dépenses réalisées par application des Conditions Générales d'Achats mises en place en octobre 2016, pour les achats inférieurs à 25 K€ HT sur l'année.

>> Résultats

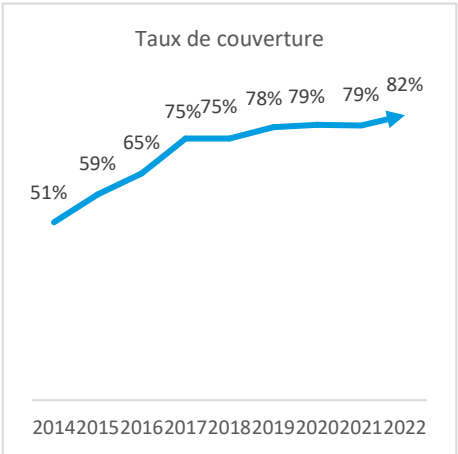
Au 31 décembre 2022, le taux de couverture des dépenses sur marché atteint **81,68%**, soit 93 M€ HT sur un total de plus de 113,88 M€ HT d'achats. L'objectif, fixé à 75%, est ainsi atteint avec près de 7 points supplémentaires. Cette hausse s'explique par l'effet du Plan de Relance National qui a donné lieu à plus de 20M€HT de dépenses supplémentaires couvertes par un marché.

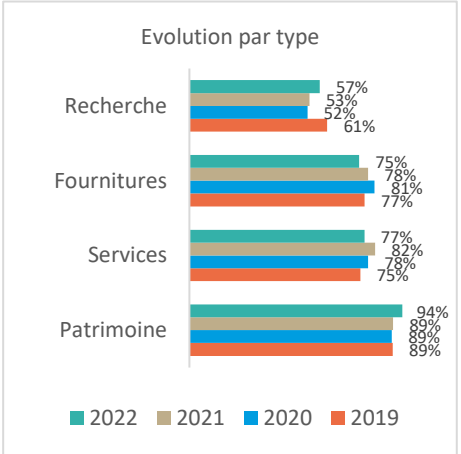
Par ailleurs, aucun contentieux perdant n'est intervenu sur la période d'observation.

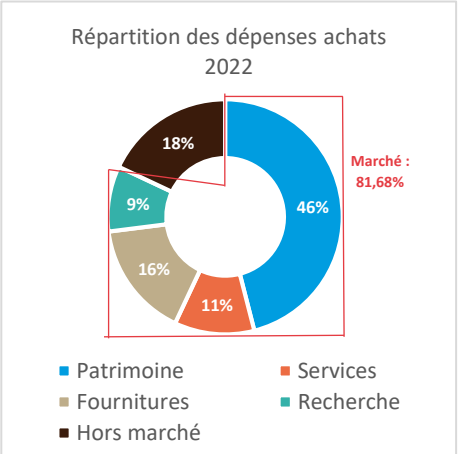


Evolution 2014-2022 :

L'évolution du taux de couverture des dépenses sur marchés en 9 ans souligne un renforcement de la sécurité juridique des achats à l'université. Le taux de couverture a nettement progressé, marquant une hausse de 30,68 points de pourcentage entre 2014 et 2022.





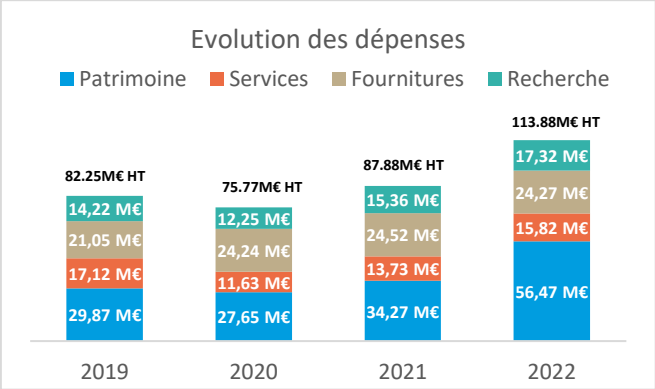


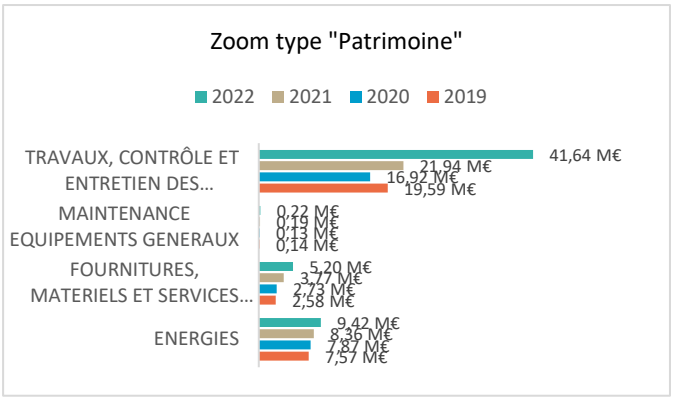
AXE 1 : Sécurité juridique

ANALYSE

- **La hausse des dépenses totales**

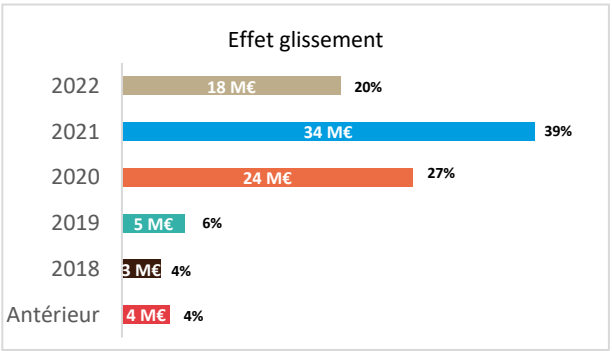
Sur la période 2019-2022, une hausse des dépenses de l'ordre de 31,63 M€ HT est constatée. Cette hausse résulte principalement des effets du Plan de Relance National entraînant une augmentation des dépenses achats de plus de 26M€ HT entre 2021 et 2022. A ce titre, une hausse de l'activité liée au type « Patrimoine » est constatée avec notamment une accélération des dépenses de travaux (+22M€ HT sur 4 ans).





- **L'effet glissement**

Sur 2022, l'évolution du taux global de couverture marché présente un lien direct avec le nombre de marchés actifs et à une activité soutenue depuis 2014 : le caractère pluriannuel de nombreux marchés génère un effet de glissement des dépenses sur les années ultérieures à la notification. Ceci impacte le taux de couverture constaté annuellement. Ainsi, le taux de couverture 2022 résulte de l'utilisation de **730 marchés actifs** entre 2011 et 2022.



Cet effet glissement est d'autant plus important sur les marchés de travaux notifiés en 2021, lesquels ont permis de générer près de 17M€ HT de dépenses impactant directement le taux de couverture 2022.

- **Le rôle des Conditions Générales d'Achats (CGA) et des formulaires marchés**

Depuis octobre 2016, l'application des Conditions Générales d'Achats (CGA) pour les achats sur les codes de nomenclature inférieurs à 25 000€ HT sur l'année, a entraîné une hausse significative du taux de couverture dès 2017 ayant permis de sécuriser, de manière constante, environ 4M€ HT supplémentaires par an.
Les formulaires marchés mis en place depuis février 2020 ont eu un impact direct sur le taux de couverture avec près de 2,29M€ HT de dépenses en 2022 vs. 2,43M €HT en 2021 (cf. Annexe « Formulaires marchés »).

AXE 2 : Performance économique

1,2 M€ HT de gains annualisés

Cet axe vise à réduire :

→ **Les coûts directs** (prix d'achat, coûts complets comprenant le prix d'achat et le coût d'un équipement sur son cycle de vie),

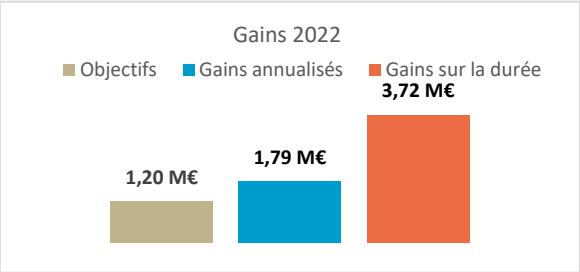
→ **Les coûts indirects** (coûts de gestion internes) supportés par l'université.

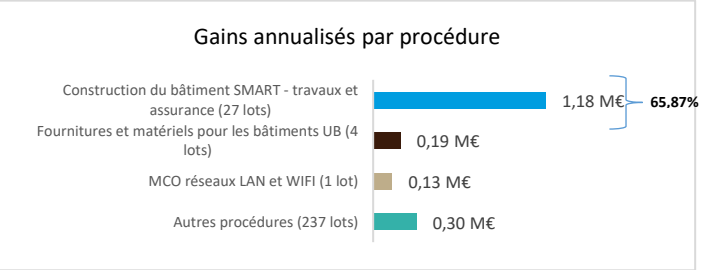
L'indicateur de mesure utilisé :

Somme des gains obtenus sur les actions mises en œuvre au titre de l'exercice. Depuis 2018, les gains sont exprimés en montant annualisé (PAA/Hors PAA) afin de se caler sur les méthodes de mesures de l'Etat et des hôpitaux.

>> Résultats

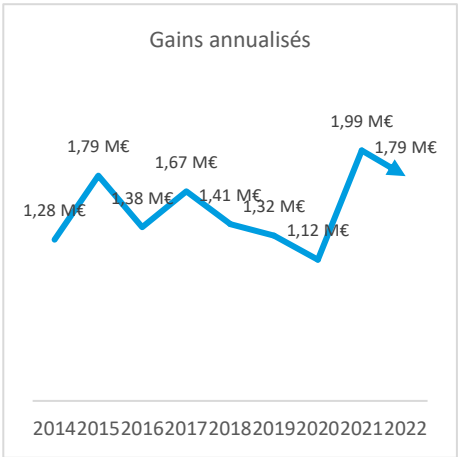
Les 269 marchés notifiés en 2022 pour un montant total annualisé de plus de 88 M€ HT ont donné lieu à **1,79 M€ HT** d'économies sur 12 mois soit plus de 3,7M€ HT sur la durée totale des marchés. Ce volume important de gains résulte principalement d'un projet (Construction bâtiment SMART) qui a donné lieu à la notification de 27 lots (travaux et assurance) et généré près de 66% des gains annualisés.

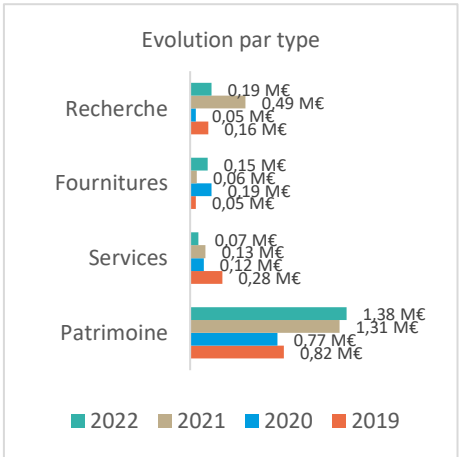


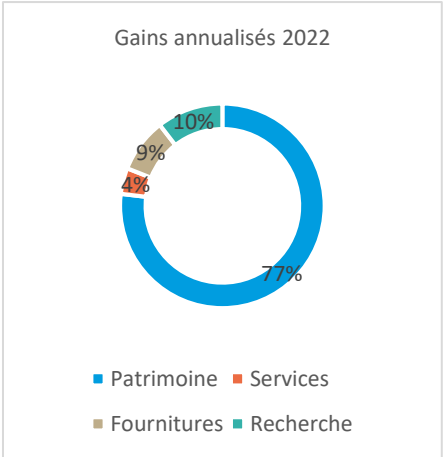


Evolution 2014-2022 :

Sur la période près de 14M€ HT de gains annualisés ont été réalisés soit en moyenne 1,53M€ par an.







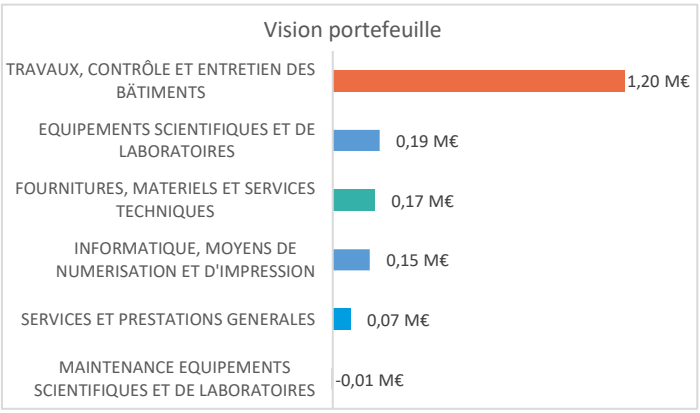
AXE 2 : Performance économique

ANALYSE

- **Répartition des gains par type d'achats**

La performance achat sur les marchés notifiés en 2022 s'élève à 5% par rapport au prix de référence. Les marchés de type « Patrimoine » qui sont à l'origine de 77% des gains réalisés, essentiellement du fait des travaux, atteignent une performance achat de près de 10,38%.

	Montant HT annualisé	Montant estimatif annualisé	Gains ou perte à notification sur 12 mois	% gains
PATRIMOINE	13 253 418,86	11 878 175,23	1 375 243,63	**10,38%**
SERVICES	6 070 113,14	5 996 703,35	73 409,79	**1,21%**
FOURNITURES	9 137 176,90	8 984 372,39	152 804,51	**1,67%**
RECHERCHE	7 168 672,34	6 981 153,79	187 518,55	**2,62%**
TOTAL GENERAL	**35 629 381,24**	**33 840 404,76**	**1 788 976,48**	**5,02%**



- **Les actions de progrès**

Plusieurs marchés sont représentatifs d'actions dépassant l'approche de la seule performance économique :

- **Les achats de service traiteurs** font le **lien direct avec la politique de transitions** portée par l'établissement. La passation de ce marché a été menée par la Direction des achats avec **un groupe de travail représentatif des structures** qui a été associé à l'ensemble des phases de la consultation (élaboration de la stratégie achat, rédaction du cahier des charges, participation aux sessions de dégustations). Le cahier des charges du marché porte la forte ambition de l'établissement en matière sociale et environnementale pour **tendre notamment vers des prestations sans plastique à usage unique**. En outre, les préparations fournies par les titulaires comprennent une part au moins égale, en valeur, à 50% de produits de qualité et durables, dont au moins 20% de **produits issus de l'agriculture biologique**. Ce marché prévoit la possibilité de repas végétariens, vegan, sans allergènes.

- Le **recours à de nouveaux moyens de mutualisation** via la **centrale d'achat hospitalière UNIHA**. Ainsi, l'IHU a pu **profiter de l'expertise hospitalière** pour acquérir rapidement un scanner photonique profitant de performances spécifiques dans le domaine de l'imagerie cardiaque avec un prix promotionnel et des frais de gestions réduits portant l'économie à 11%. Le **renouvellement du marché de fournitures d'atelier et quincaillerie**, après une étude du marché UNIHA auprès des fournisseurs et des commandes tests par le Pôle Patrimoine et Environnement, a permis d'obtenir des **conditions tarifaires très avantageuses** (35% de gains)

- **La mise en place de marchés transversaux** pour les **équipements d'animalerie** nécessaires au nouveau bâtiment de Recherche (site de Carreire) a permis de **faire bénéficier à l'ensemble de la communauté scientifique de l'Université de Bordeaux des meilleurs standards**, notamment en matière de soutien aux activités de recherche in vivo. Ces marchés permettront également de moderniser les installations existantes. Ces marchés ont **permis d'insérer, grâce à une volonté forte du prescripteur porteur du projet (SCA), l'ensemble des clauses environnementales** (au nombre de 12) **sur le domaine Recherche pour l'année 2022.**

AXE 3 : Développement durable

15% des marchés avec clause sociale

25% des marchés avec clause environnementale

Achat durable : trois piliers interdépendants

- → **Économique** (axe 2 PAA),
- → **Social** (soutien et accompagnement des plus fragiles),
- → **Environnemental** (contribuer à un développement écologiquement soutenable).

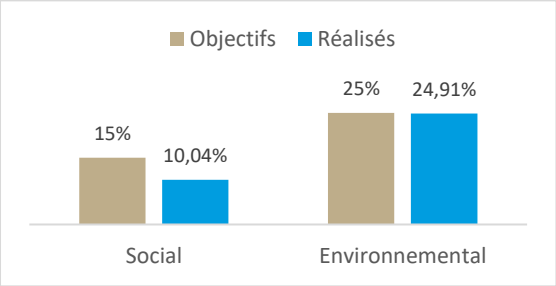
L'indicateur de mesure utilisé :

Part des marchés comportant une clause sociale et/ou environnementale par rapport au nombre total de marchés notifiés.

>> Résultats

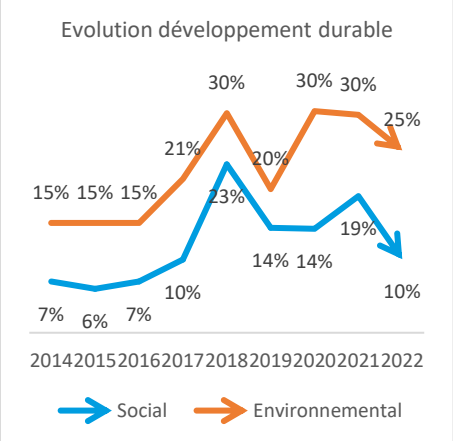
Sur l'exercice 2022 :

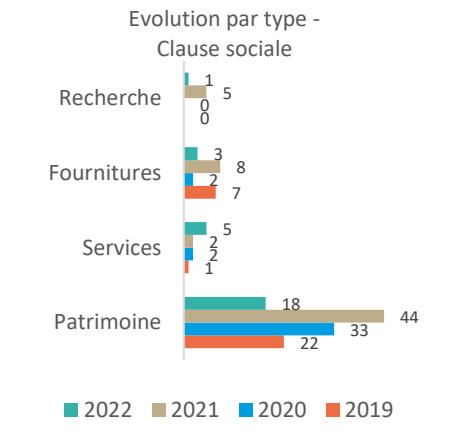
- **10,04%** des marchés notifiés comportent une **clause sociale** (soit **12,63%** des marchés notifiés hors formulaires).
- **24,91%** des marchés notifiés comportent une **clause environnementale** (soit **31,81%** des marchés notifiés hors formulaires).

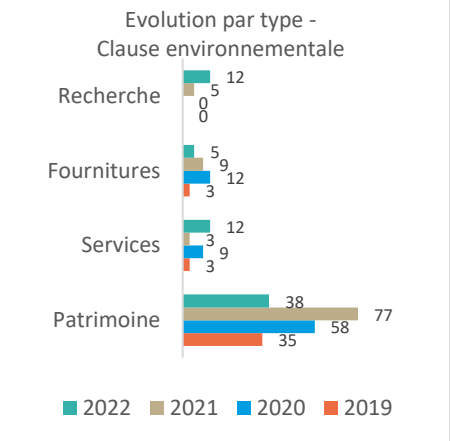


Evolution 2014-2022 :

Depuis 2014, l'université de Bordeaux s'est engagée dans une véritable démarche de développement durable. A ce titre, si les résultats atteints ont connu une progression, le pan social reste à développer dans les achats de fournitures et de recherche.



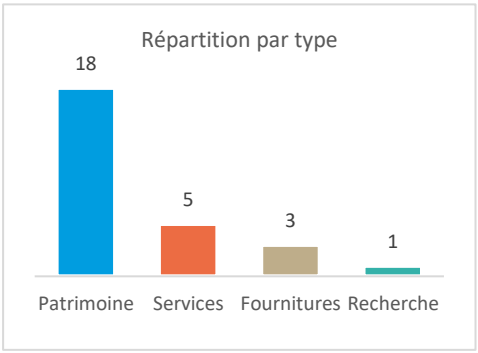




AXE 3 : Développement durable

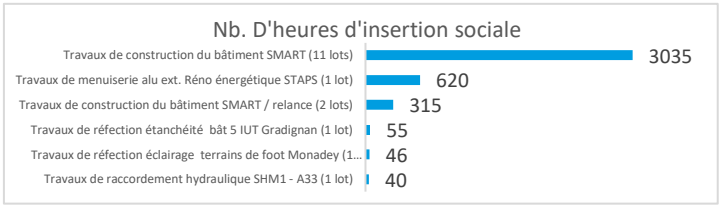
ANALYSE

- **Clauses sociales**



27 marchés (soit 15 procédures) ont été notifiés en prenant en compte des considérations d'ordre social.

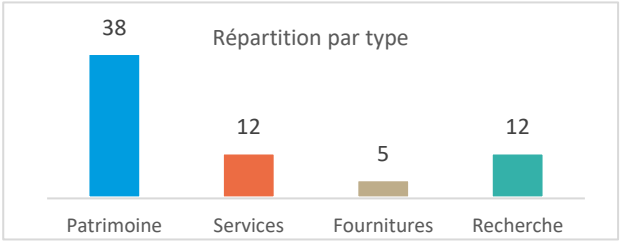
→ 67% proviennent du type « Patrimoine » pour un montant d'attribution annualisé de 7,3M€ ;
→ 11% proviennent du type « Fournitures » pour un montant d'attribution annualisé de 177K€ et 18,52% proviennent du type « Services » pour un montant annualisé de 74,2K€ ;
→ 4% proviennent du type « Recherche » pour un montant d'attribution annualisé de 37,5K€
→ L'exclusion des formulaires marchés permet d'atteindre un taux de **12,63%** de marchés notifiés avec une clause sociale.

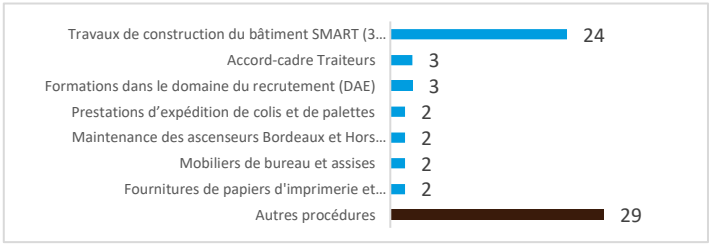


17 marchés ont permis de générer **4 111 heures d'insertion sociale** dans le portefeuille « travaux ». Cela représente plus de **2,6 équivalents temps plein (ETP)** sur l'année.

- **Clauses environnementales**

→ **67 marchés** (soit 38 procédures) intègrent des considérations d'ordre environnemental. 57% proviennent du type « Patrimoine », 18% du type « Recherche », 18% du type « Services » et 7% du type « Fournitures ». L'exclusion des formulaires marchés permet d'atteindre un taux de **31,81%** de marchés notifiés avec une clause environnementale.





<u>Les mesures en faveur de l'environnement :</u>

→ Engagement en matière de protection de l'environnement concernant la fabrication, le conditionnement, l'approvisionnement ainsi que la traçabilité des produits
→ Réduire des nuisances sonores, des polluants dans l'air, adopter des techniques et produits respectueux de l'environnement (Eco label ou normes équivalentes)
→ Valoriser la performance énergétique par la réalisation de travaux de rénovation
→ Réduire les déchets et gestion différenciée (tri sélectif, évacuation, valorisation, élimination des déchets).

AXE 4 : Accessibilité des PME

35% du montant des marchés formalisés notifiés à des petites et moyennes entreprises (PME)

Une PME c'est :

→ Une entreprise de moins **de 250 salariés,**

→ Ayant un **chiffre d'affaires de moins de 50 M€** ou un **bilan de moins de 43 M€.**

L'indicateur de mesure utilisé :

Part du montant des marchés attribués aux PME* par rapport au montant total des marchés notifiés dans l'année.

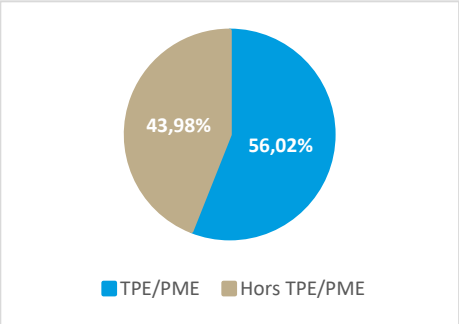
**PME hors secteur public (Données INSEE)*

Un travail de fiabilisation des données a été effectué avec la DSI afin d'automatiser le typage des entreprises issues de la base de données INSEE qui est directement intégrée au fichier fournisseurs dans Agrhum.

>> Résultats

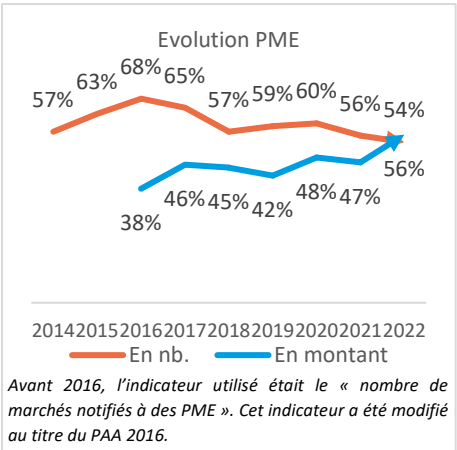
144 marchés ont été notifiés à des PME, soit près de 54% des marchés notifiés. Ils représentent un chiffre d'affaires total de 49,48 M€ HT (18,79 M€ HT sur 12 mois), soit **56,02%** du montant des marchés attribués. L'objectif, fixé à 35% du montant des marchés attribués, est donc atteint.

Le chiffre d'affaires attribué aux PME varie de 2,2 K€ HT à 8,8 M€ HT, soit un chiffre d'affaires moyen par marché de 446 K€ HT vs. 399 K€ HT en 2021.

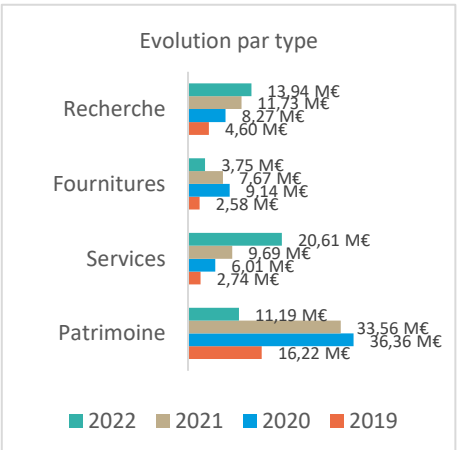


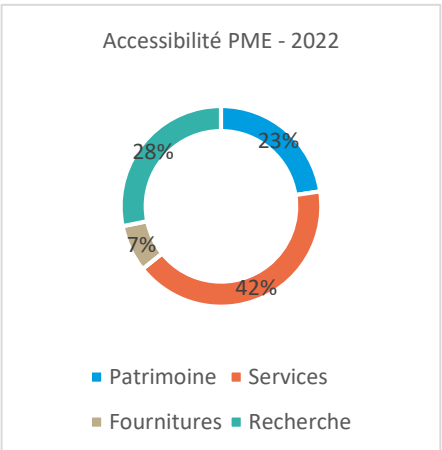
Evolution 2014-2022 :

D'un point de vue général, la part du nombre de marchés attribués à des PME présente une relative stabilité sur la période. En revanche, le volume financier attribué aux PME a augmenté depuis 2015.



Avant 2016, l'indicateur utilisé était le « nombre de marchés notifiés à des PME ». Cet indicateur a été modifié au titre du PAA 2016.





AXE 4 : Accessibilité des PME

ANALYSE

- **Répartition par type d'achats**

Type achats	Nombre de marchés formalisés	Marchés attribués à des PME		Montant total des marchés	Chiffre d'affaires des PME		
		En nombre	En part		Montant des marchés notifiés à des PME	Part sur les marchés du type	Part sur le montant total des marchés 2022
PATRIMOINE	86	45	**16,73%**	22 307 062,73	11 187 384,49	**50,15%**	**12,67%**
SERVICES	40	18	**6,69%**	22 651 405,87	20 614 026,28	**91,01%**	**23,34%**
FOURNITURES	73	46	**17,10%**	21 611 794,03	3 747 414,62	**17,34%**	**4,24%**
RECHERCHE	69	35	**13,01%**	21 721 532,25	13 936 254,74	**64,16%**	**15,78%**
DEPENSES HORS ACHATS(1)	1	0	**0,00%**	39 188,00	0,00	**0,00%**	**0,00%**
TOTAL GENERAL	269	144	**53,53%**	88 330 982,88	49 485 080,13	**56,02%**	**56,02%**

(1) Recours à un formulaire marché pour sécuriser une relation contractuelle avec un centre de ressources technologiques.

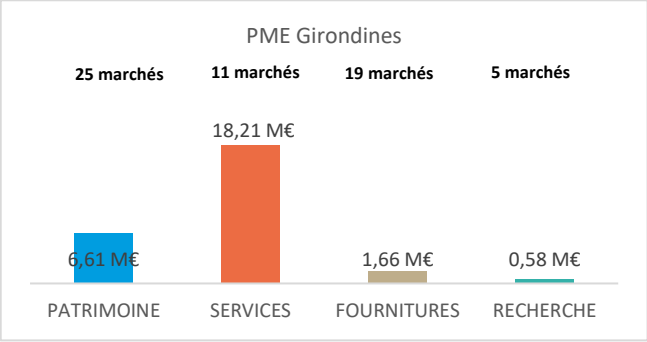
Le volume financier capté par des PME dans le cadre des marchés formalisés diffère selon les spécificités du type achat concerné. Ainsi :

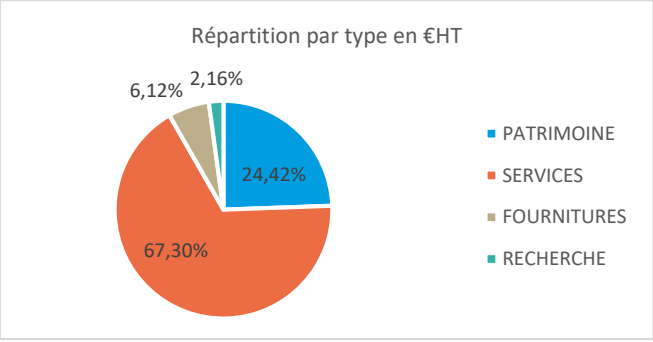
→ « FOURNITURES » est le type achat sur lequel les marchés attribués aux PME sont les plus importants en nombre,

→ Les 18 marchés attribués aux PME sur les « SERVICES » représentent 91,01% du montant des marchés du type achat. Cette proportion est à relativiser car elle ne constitue que 23,34% du montant total des marchés attribués.

- **Les PME locales**

Les PME localisées en Gironde sont parvenues à capter 41,67% du nombre de marchés attribués sur l'année à des PME (soit 60 sur 144). Cela représente 54,68% des enjeux financiers de l'ensemble des PME retenues. 11 marchés attribués à des PME locales sont issus du « SERVICES » et capitalisent 88,33% des enjeux financiers qui en découlent. L'allotissement mis en œuvre a joué un rôle essentiel pour faciliter l'accès des PME aux marchés de l'université.





AXE 5 : Achats innovants

Aider au développement des entreprises, et notamment à la croissance des PME et ETI porteuses de solutions innovantes

PME ou ETI innovantes :

Celles-ci bénéficient soit du :

- → Crédit d'impôt recherche,
- → Crédit d'impôt innovation,
- → Statut de jeune entreprise innovante.

L'indicateur de mesure utilisé :

Depuis fin 2017, l'indicateur est calculé par la Direction Générale des Entreprises et correspond à la part des dépenses facturées à des PME ou ETI innovantes. Celui-ci n'est pas déterminable au niveau de l'établissement [(1)].

(1) Cet indicateur défini par la DAE repose sur des données soumises au respect du secret fiscal. Celui-ci n'est donc pas déterminable au niveau de l'établissement. Ce principe impose également que le contenu des données ne peut être communiqué que par la DAE/DGE.

Initialement 2% des montants des marchés devaient être attribués à des PME ou ETI innovantes, d'ici à 2020. Suite à l'évolution de l'indicateur en 2017, aucun objectif à atteindre n'est fixé par la Direction des Achats de l'Etat (DAE).

>> Résultats

Les résultats ne sont plus transmis par la DAE depuis 2019. Les derniers résultats 2018 communiqués par la DAE en fin d'année 2019, indiquaient un taux de **8,65%** de dépenses dites innovantes (soit 5,90 M€).

En 2022, 1 marché entrant dans le périmètre de l'innovation a été notifié pour :

- La fourniture, livraison, installation et mise en ordre de marche d'un lecteur de plaque à double faisceau de lecture en bioluminescence / fluorescence (IMS).

Les marges de progrès tant au niveau national qu'au niveau de notre établissement restent très importantes.

LEVIER TRANSVERSAL

Renforcer les compétences et la culture achat à l'université

Volet organisationnel	Volet formation	Volet communication
→ **Améliorer les achats** avec les structures → Améliorer les **outils achats/marchés**.	**Etablir un plan de formation** « achat » à destination de la communauté universitaire dans l'objectif de renforcer les compétences.	Publier et diffuser des informations, actualités et/ou procédures achat.

>> Volet organisationnel

- **Expression du besoin d'un système d'information achat (SIHA) intégrant les demandes de marchés et le pilotage des marchés :** Ce projet s'inscrit dans une perspective d'optimisation et de professionnalisation de la fonction achat au sein de l'établissement. Le déploiement d'un SIHA doit répondre au besoin suivant : **avoir un seul outil/SIHA depuis la demande/l'expression du besoin achat jusqu'à l'exécution du marché** (intégration des demandes de marchés, planification des marchés, tableau de suivi marchés et suivi de l'exécution et remontées des données DAE dans la solution AppachWeb). En 2022, des ateliers ont été menés avec la DSI permettant ainsi d'identifier les fonctionnalités de base, de valider le développement potentiel des fonctionnalités demandées par l'université et d'estimer un coût de la solution. En parallèle, des travaux avec la DAE sont menés pour étudier le déploiement potentiel du SIHA Etat aux établissements publics répondant à ce besoin. Une réponse doit être apportée par la DAE courant 2023.

- **Poursuite du projet de déploiement d'un parapheur électronique** s'inscrivant dans le cadre de la dématérialisation des marchés et de la signature électronique. Les tests réalisés en 2020, qui s'étaient pourtant révélés satisfaisants n'ont pas pu aboutir à une mise en production. La solution proposée par Libriciel devait être déployée avec une solution d'archivage dans NUXEO. Malgré les efforts communs (DA/DSI), les tests ont permis de démontrer que l'interfaçage NUXEO/IPARAPHEUR entraînait une complexification et une démultiplication des tâches à accomplir par la Direction des Achats. Une solution alternative a ainsi été proposée par la DSI en juin 2022 et des tests sont encore en cours. La mise en production du parapheur électronique sera effectuée courant 2023.

- **Evolution de la Nomenclature Achats Recherche Enseignement Supérieur (NACRES)** dans l'objectif de s'aligner à la nomenclature nationale et ainsi de disposer d'une nomenclature achats commune à l'ensemble des établissements qui l'utilisent (exemple : CNRS, INSERM ...). Cela doit faciliter le suivi et l'analyse des dépenses à un niveau national et local. Un travail d'harmonisation et de recodification des codes NACRES a été mené tout au long de l'année 2022 afin d'assurer la mise en production dans le système d'information financier (GFC) le 1er janvier 2023.

>> Volet formation

En 2022, dans un objectif de renforcement des compétences et de la culture achat à l'université, près de **22 jours de formation ont été réalisés permettant de former 35 agents**. De plus, des actions spécifiques ont également pu être menées notamment afin d'optimiser le suivi administratif, technique et financier des marchés publics et d'améliorer la connaissance de la communauté universitaire à la commande publique. Un fort turn-over sur l'année 2022 n'a pas permis de former les agents de la Direction des Achats.

22 de jours / homme de formation

Communauté universitaire

LA THEORIE DE L'IMPREVISION APPLIQUEE AUX MARCHES PUBLICS

LE MARCHE ET SON EXECUTION

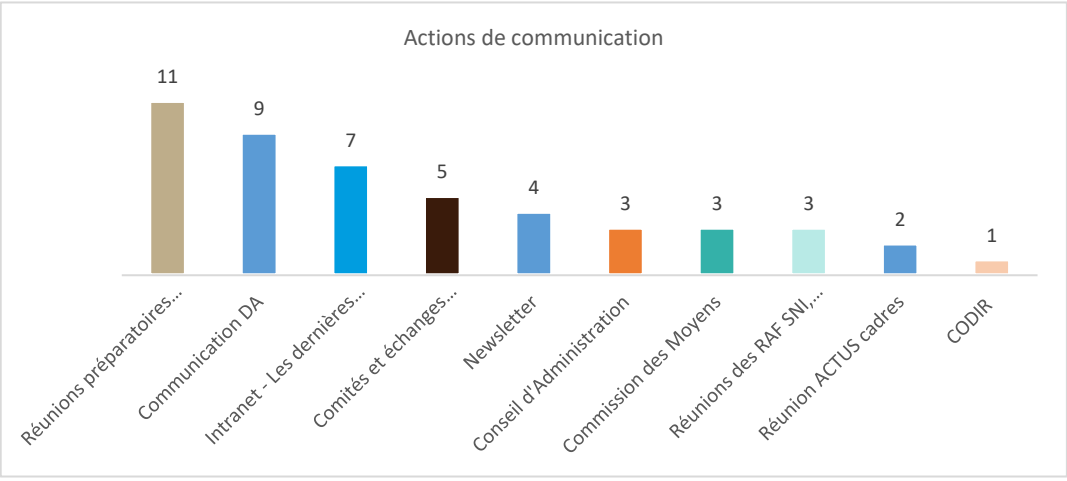
OPTIMISATION DES CCAG TRAVAUX

LA COMMANDE PUBLIQUE A L'UNIVERSITE

35 agents représentant 22 jours / homme

>> Volet communication

- **48 actions de communication** ont été menées au cours de l'année.



SYNTHESE DE L'ANNEE 2022



Objectifs 2022	Résultats 2022
Axe 1 – Sécurité juridique Taux de couverture marché : **75%**	**Axe 1 – Sécurité juridique** ☑ Taux de couverture marché ***avec les formulaires*** : **81,68%** ☑ Taux de couverture marché ***sans les formulaires*** : **79,66%**
Axe 2 – Performance économique Gains annualisés : **1,2M€ HT**	**Axe 2 – Performance économique** ☑ Gains annualisés : **1,79 M€ HT**
Axe 3 – Développement durable **15%** de marchés à clause sociale **25%** de marchés à clause environnementale	**Axe 3 – Développement durable** ⊗ **10,04%** de marchés à clause sociale ***avec les formulaires*** ⊗ **12,63%** de marchés à clause sociale ***sans les formulaires*** ⊗ **24,91%** de marchés à clause environnementale ***avec les formulaires*** ☑ **31,81%** de marchés à clause environnementale ***sans les formulaires***
Axe 4 – Accessibilité des PME **35%** du montant des marchés formalisés notifiés à des PME	**Axe 4 – Accessibilité des PME** ☑ **56,02%** du montant des marchés formalisés notifiés à des PME ***avec les formulaires*** ☑ **56,10%** du montant des marchés formalisés notifiés à des PME ***sans les formulaires***

LEVIER « Développement des compétences achats »

Près de **22** jours/ homme de formation sur les achats pour **35** agents concernés
48 actions de communication
dont 11 réunions préparatoires au PAA

ANNEXES

FORMULAIRES MARCHES

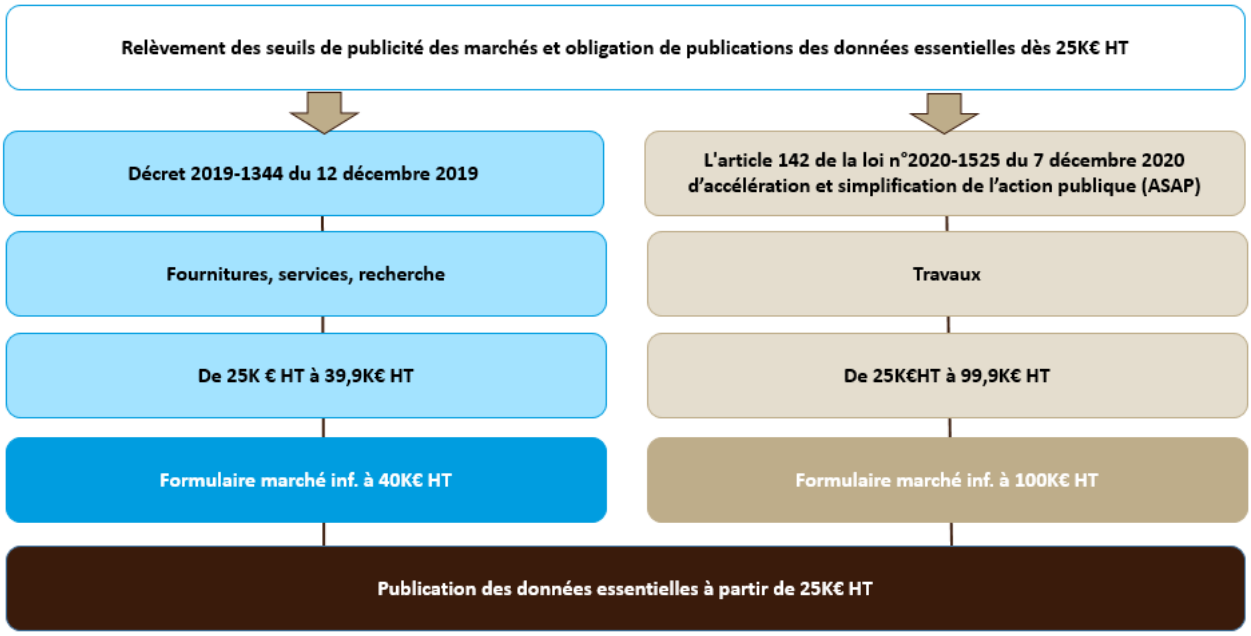
Veiller au respect et à la bonne application des évolutions réglementaires.

Relèvement du seuil de publicité marchés

→ Allègement des procédures,
→ Accès facilité des PME aux marchés,
→ Obligation de publication de 5 données essentielles pour toutes dépenses supérieures ou égales à 25 K€ HT.

Outils visant à assurer le respect des règles :

Procédure de demande de marché fourniture, service et recherche inférieur à 40 K€ HT *(formulaire fourniture, service et recherche)*
Procédure de demande de marché travaux inf. à 100 K€ HT *(formulaire travaux).*

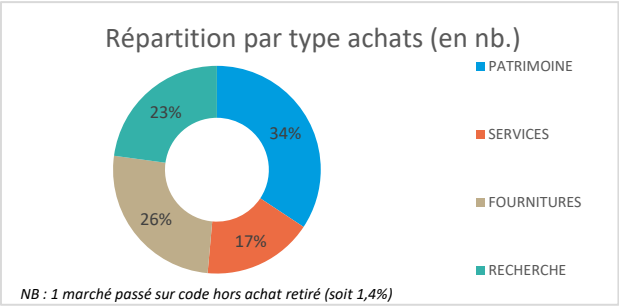


Afin de répondre à cette évolution, l'université de Bordeaux a mis à la disposition de la communauté, un formulaire de demande de marché adopté par le Conseil d'Administration du 27 février 2020 dans le cadre de la mise à jour du Guide de l'Achat.

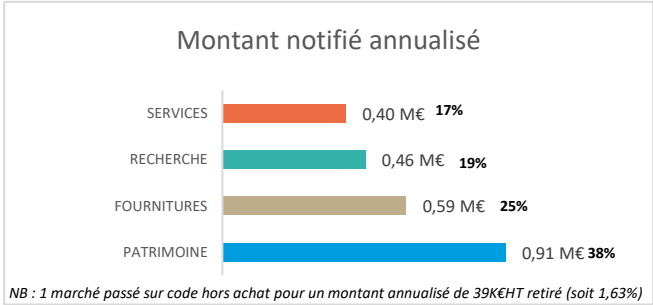
FORMULAIRES MARCHES

ANALYSE

- **Répartition par type achats**



NB : 1 marché passé sur code hors achat retiré (soit 1,4%)



NB : 1 marché passé sur code hors achat pour un montant annualisé de 39K€HT retiré (soit 1,63%)

- **Impact sur les indicateurs achats**

Le déploiement des formulaires a impacté les indicateurs achats de l'université de Bordeaux. En effet, même si ceux-ci permettent une meilleure couverture juridique, ils ne permettent pas de générer de gains. Ils ne comportent ni clauses sociales ni clauses environnementales ne permettant pas d'atteindre les objectifs

	Activité avec formulaire	Activité formulaire	Activité sans formulaire	EFFET DU DEPLOIEMENT DES FORMULAIRES SUR L'ACTIVITE
NB. MARCHES NOTIFIES	269	71	198	**+ 71 marchés notifiés** *(vs. +92 en 2021)*
NB. MARCHES ACTIFS	730	101	629	**+ 101 marchés actifs** *(vs. +104 en 2021)*
TAUX DE COUVERTURE	81,68%	-	79,66%	**+ 2,02 points de pourcentage** *(vs. 2,76 en 2021)*
GAINS	1,79M€ HT	-	1,79M€ HT	**Pas de gains réalisés**
CLAUSES SOCIALES	10,04%	2,82%	12,63%	**- 2,59 points de pourcentage** *(vs. -7,67 en 2021)*
CLAUSES ENVIRONNEMENTALES	24,91%	5,63%	31,81%	**-6,9 points de pourcentage** *(vs. -12,22 en 2021)*
ACCES AUX PME	56,02%	53,57%	56,10%	**+0,08 points de pourcentage** *(vs. +0,16 en 2021)*

>> Résultats

Au 31 décembre 2022, **71 formulaires marchés vs. 92 en 2021** ont été notifiés pour un montant de **2,4 M€ HT sur 12 mois** (soit 2,6M€ HT sur la durée totale des marchés). Ces formulaires se sont traduits par une hausse de l'activité marchés depuis 2 années consécutives. Avant la mise en place de ces formulaires, étaient notifiés en moyenne 215 marchés par an. Sur les 233 formulaires notifiés entre 2020 et 2022, 101 étaient actifs en 2022 et ont permis de générer 2,3 M€ HT de dépenses achats. Par ailleurs, près de **56%** des marchés passés par les formulaires ont été notifiés à des PME pour montant annualisé de 1,29M€HT (soit 54% du montant total). Les PME localisées en Gironde ont capté **55% des enjeux financiers** de l'ensemble des PME retenues dans le cadre des formulaires marchés.

CARTOGRAPHIE DES ACHATS 2022

4 661
Fournisseurs
CA moyen : 24,43 K€

Plus de 113,88 M€ HT d'achats

(± 20,23% des dépenses de l'université)

36 147
Commandes
Montant moyen : 3,15 K€

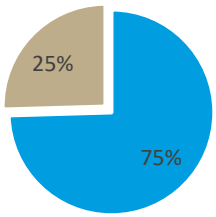
RECHERCHE ET FOURNITURES (± 41,58 M€)

FOURNITURES

INVESTISSEMENT : 23% - FONCTIONNEMENT : 77%

± 24 M€ *(21%)*

Marché ■ Hors marché



1 906 fournisseurs
CA moyen ± 13 K€

11 187 commandes
Montant moyen ± 2,2 K€

PORTEFEUILLE

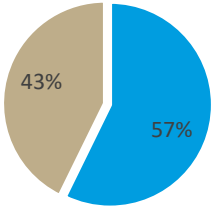
Informatique, numérisation, impression	± 12,5 M€ - 52%
Documentation	± 5,7 M€ - 23%
Communication, location d'espaces	± 3 M€ - 12%
Fournitures générales	± 1,8 M€ - 7%
Equipements généraux	± 1,3 M € - 5%

RECHERCHE

INVESTISSEMENT : 48% - FONCTIONNEMENT : 52%

± 17 M€ *(15%)*

Marché ■ Hors marché



1 174 fournisseurs
CA moyen ± 15 K€

9 997 commandes
Montant moyen ± 1,7 K€

Equipements scientifiques	± 9 M€ - 53%
Consommables et réactifs	± 5,5 M€ - 32%
Maintenances équipements	± 1,3 M€ - 8%
Services scientifiques	± 1,3 M € - 7%

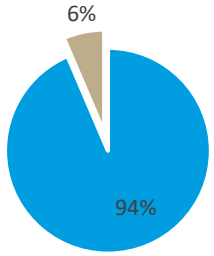
PATRIMOINE ET SERVICES (± 72,30 M€)

PATRIMOINE

INVESTISSEMENT : 65% - FONCTIONNEMENT : 35%

± 56 M€ *(50%)*

Marché ■ Hors marché



917 fournisseurs
CA moyen ± 62 K€

5 727 commandes
Montant moyen ± 9,7 K€

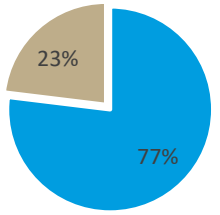
Travaux, entretien bâtiments	± 41,6 M€ - 74%
Energies	± 9,4 M€ - 17%
Fournitures, services techniques	± 5,2 M€ - 9%
Maintenance équipements	± 216 K€ - 0,38%

SERVICES

INVESTISSEMENT : 2% - FONCTIONNEMENT : 98%

± 16 M€ *(14%)*

Marché ■ Hors marché



1 571 fournisseurs
CA moyen ± 10 K€

10 266 commandes
Montant moyen ± 1,5K€

Services, prestations générales	± 13 M€ - 82%
Déplacements, transport, véhicules	± 3 M€ - 18%

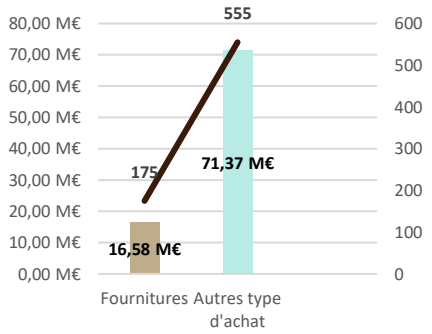
CARTOGRAPHIE DES MARCHES 2022

730 marchés actifs pour 87,9M€ HT

RECHERCHE ET FOURNITURES
268 marchés actifs (37%), soit ± 24 M€ d'achats sur marchés (27%)

PATRIMOINE ET SERVICES
462 marchés actifs (63%), soit ± 64 M€ d'achats sur marchés (73%)

FOURNITURES



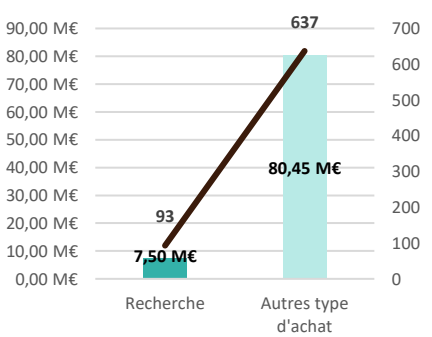
175 marchés actifs (24%)

17 M€ d'achats sur marchés (19%)

Dépenses moyennes par marché
95 K€

11 marchés-lots MATINFO4/5	± 3 M€
1 marché-lot base documentaire TI	± 2,4 M€
5 marchés-lots équipement audiovisuels	± 1,7 M€
7 marchés-lots Ouvrages	± 710 K€

RECHERCHE



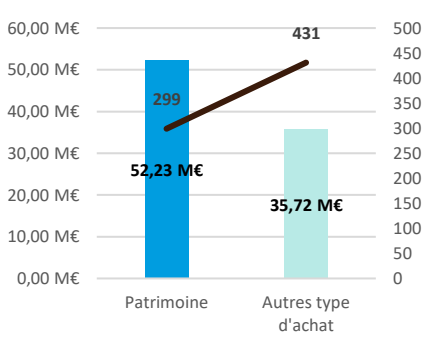
93 marchés actifs (13%)

7,5 M€ d'achats sur marchés (9%)

Dépenses moyennes par marché
81 K€

2 marchés-lots Consommables scientifiques (GAUSS 2015-122 et 2020-015)	± 1,3 M€
2 marchés-lots Spectromètre de masse Orbitrap	± 1,3 M€
1 marché-lot combiné Cytek Aurora	± 793 K€

PATRIMOINE



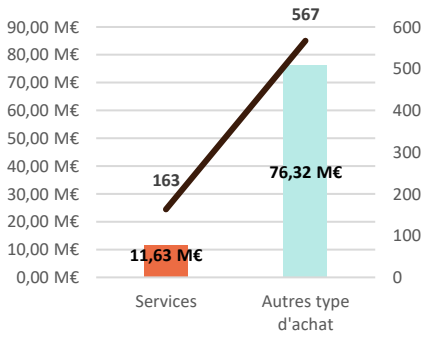
299 marchés actifs (41%)

52 M€ d'achats sur marchés (59%)

Dépenses moyennes par marché
175 K€

44 marchés-lots Accord-cadre travaux (2019-023 – 2021-097 – 2021-005)	±14 M€
5 marchés-lots électricité/gaz	± 8,3 M€
9 marchés-lots travaux construction SMART	± 3,7 M€
12 marchés-lots pôle vie campus	± 3 M€

SERVICES



163 marchés actifs (22%)

12 M€ d'achats sur marchés (13%)

Dépenses moyennes par marché
71 K€

9 marchés-lots nettoyage	± 2,7 M€
14 marchés-lots gardiennage	± 2 M€
2 marchés-lots voyage (2014-119 et 2019-050)	± 1,6 M€
8 marchés-lots traiteurs	± 1,1 M€

CONTACT

Direction des Achats

Bilan budgétaire

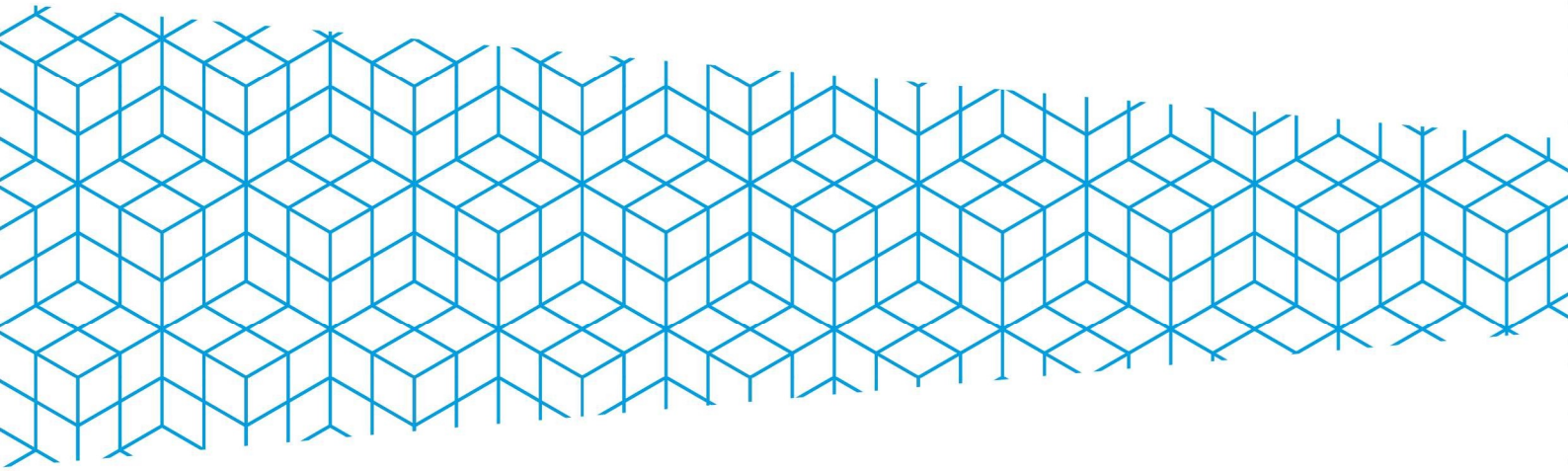
Exercice 2022

Conseil d'Administration du 14 mars 2023

Direction des Finances

université de BORDEAUX

Sommaire



université de BORDEAUX

Sommaire

Partie I. Rapport de l'ordonnateur 4
Résumé 5
Contexte Réglementaire 6
I/ Analyse budgétaire 7
Grandes Evolutions 7
Taux d'Exécution 11
Recettes par nature 12
- Les financements de l'Etat 13
- Les financements publics 16
- Les ressources propres 17

Dépenses par enveloppe 20
- La masse salariale 21
- L'investissement 24
- Le fonctionnement 25

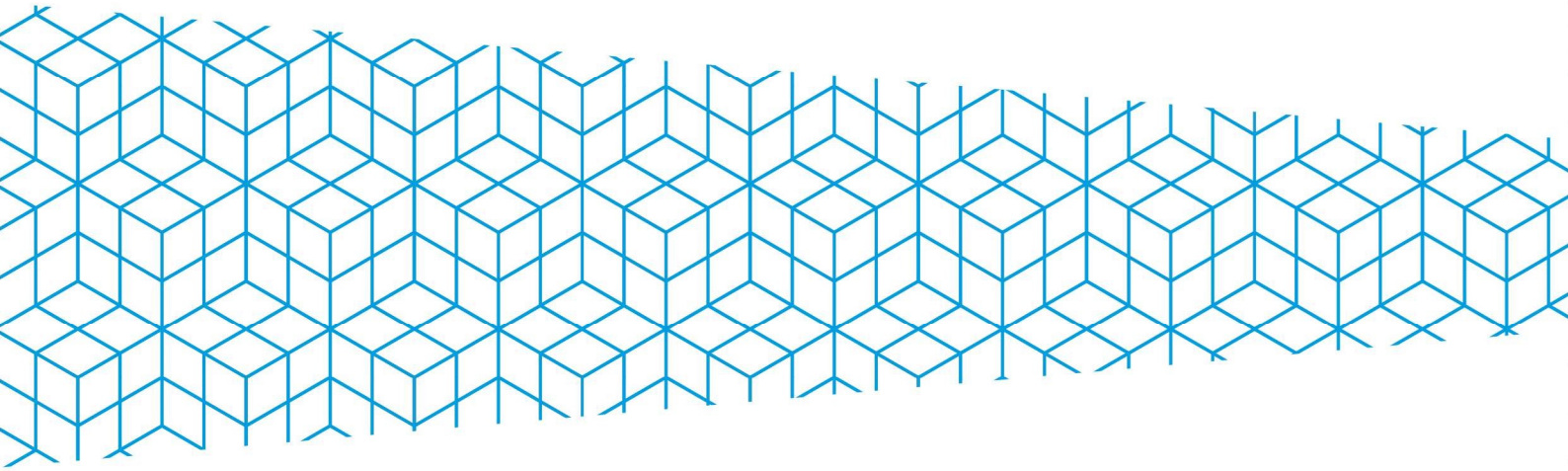
Le solde budgétaire 28
La trésorerie 29
II/ Analyse patrimoniale 30

Partie II. Documents budgétaires 34
Tableau des autorisations budgétaire et de l'équilibre financier (Tableaux 2 et 4) 35
Destination des dépenses et origine des recettes (Tableau 3) 37
Tableau des opérations pour compte de tiers (Tableau 5) 45
Situation patrimoniale (Tableau 6) 46
Plan de trésorerie (Tableau 7) 50
Recettes flechées (Tableau 8) 51
Tableau des opérations pluriannuelles (agregées et detaillées tableau 9 et 10) 56
Tableau de synthèse budgétaire et comptable 104

Partie III. Emplois et masse salariale 105

Partie IV. Autres tableaux annexes 113
Tableau des autorisations budgétaire des services inter-établissements 114
Opération Campus 117

Partie I
Rapport de l'ordonnateur



université de BORDEAUX

Résumé

L'exercice 2022 a présenté de nombreux défis budgétaires pour l'établissement. En premier lieu, l'Université a dû subir les premiers impacts de la crise énergétique, dont les effets s'accentueront probablement en 2023. L'année 2022 a également été celle qui a porté la revalorisation du point d'indice, intervenue en juillet 2022. Cette mesure n'ayant pas été prise en charge par l'Etat, l'établissement a dû en assumer le coût sur fonds propres. Cette mesure conjuguée au manque structurel de financement de la part des tutelles, notamment sur le volet RH, accentue mécaniquement nos difficultés budgétaires.

En dépit de défis conjoncturels et structurels auxquels l'établissement a été confronté , le budget 2022 a permis d'assurer pleinement les missions de l'établissement et de poursuivre les actions stratégiques initiées par sa gouvernance. Grâce au dynamisme des ressources propres (+78M€ hors SCSP depuis 2020), notamment sur l'apprentissage, la politique de valorisation du patrimoine (+8,2M€ en 2022) et à une gestion rigoureuse de ses moyens, l'établissement a réussi à maintenir des indicateurs financiers sains sur cet exercice encore. Cependant, ces indicateurs ne doivent pas occulter les dangers auxquels l'établissement fait face à moyen terme, car les coûts associés aux différents défis évoqués (crise énergétique, manque structurel des financements), ne pourront pas être absorbés éternellement à moyens constants et/ou exigeront une dynamique de ressources propres particulièrement exigeantes assortie d'une politique de répartition ajustée.

Les volumes financiers exécutés sur l'exercice 2022 présentent des niveaux records sur l'ensemble des volets budgétaires (AE, CP et RE). En revanche, les taux de réalisation observés sont plus faibles que ceux ciblés par l'établissement et traduisent pour partie un excès de prudence liée à la conjoncture particulièrement incertaine. Il n'en demeure pas moins que l'établissement peut progresser sur la sincérité de sa prévision budgétaire.

> Analyse budgétaire

L'exécution 2022 s'établit à 640M€ en autorisations d'engagement et 575M€ en crédits de paiement, avec respectivement un taux d'exécution de 89% et 88% par rapport au dernier budget voté. Premier poste de dépense, la masse salariale représente 386M€ (taux d'exécution de 97%) avec 5 691 équivalents temps pleins travaillés (ETPT).
Les recettes encaissées s'établissent à 575M€, soit un taux de réalisation de 94%.
L'écart entre les encaissements (RE) et les décaissements (CP) génère un solde budgétaire de -0,4M€, soit un écart de +43,2M€ par rapport au budget voté (analyse détaillée infra).

> Analyse patrimoniale

Intégrant l'ensemble des opérations comptables, le compte financier présente un résultat prévisionnel d'exploitation de +14,2M€, une capacité d'autofinancement (CAF) dégagée de +14,6M€. Cette CAF, conjuguée aux ressources d'investissement de 72M€ et au recours à l'emprunt pour 37M€, permet de couvrir les dépenses budgétées en investissement à hauteur de 102M€. Le fonds de ressources accumulées (FdRA) s'établit à +98,2M€.

Contexte Réglementaire

L'Université de Bordeaux est soumise au régime budgétaire, financier et comptable défini par les articles R. 719-52 à R. 719-112 du code de l'éducation modifié par le décret n°2014-604 du 6 juin 2014 et par le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP). Ce décret est précisé par plusieurs textes, notamment le recueil des règles budgétaires porté par un arrêté publié le 7 août 2015 (mis à jour le 24 août 2016) et les circulaires annuelles relatives au cadre budgétaire et comptable.

Les états présentés sont conformes à l'arrêté du 18 décembre 2015 relatif aux tableaux budgétaires applicables aux EPSCP :

Tableaux soumis au vote	Tableaux présentés pour information
- Tableau des emplois *(tab 1)* - Tableau des autorisations budgétaires *(tab 2)* - Tableau d'équilibre financier *(tab 4)* - Tableau de situation patrimoniale *(tab 6)* - Tableau des opérations pluriannuelles *(tab 9)*	- Tableau des dépenses par destination et recettes par origine *(tab 3)* - Tableau des opérations pour compte de tiers *(tab 5)* - Plan de trésorerie *(tab 7)* - Tableau des opérations liées aux recettes fléchées *(tab 8)* - Tableau détaillé des opérations pluriannuelles *(tab 10)* - Tableau de synthèse budgétaire et comptable

Sont également annexés à ce rapport :

- Les documents prévisionnels de gestion (DPG) liés aux emplois et aux crédits de personnel
- Les tableaux des autorisations budgétaires des services inter-établissements

I/ Analyse budgétaire

Grandes Evolutions

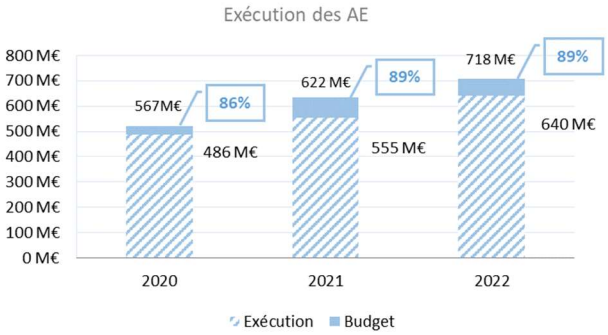
Après l'exercice 2021 désigné d'année de reprise d'activité post-crise sanitaire, l'exercice 2022 peut être qualifié d'année record tant les volumes exécutés sont majeurs sur l'ensemble des indicateurs budgétaires (AE, CP et RE). Ces augmentations massives trouvent des explications diverses, mais qui se concentrent principalement sur le domaine immobilier.

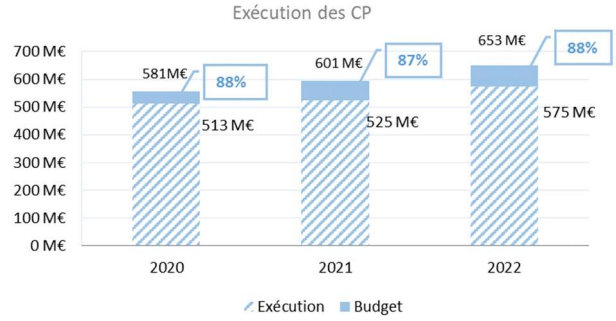
Tout d'abord, l'opération Campus sur lequel les niveaux d'exécution en dépense atteignent probablement leur plus haut point en AE suite à l'engagement d'une convention des loyers tranches 2 et 3 avec la SRIA.

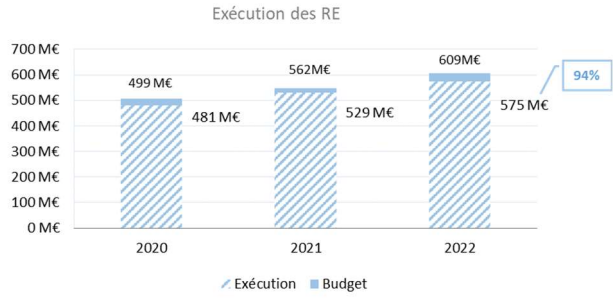
La mise en œuvre des travaux dans le cadre du Plan France Relance est dans sa phase opérationnelle, ce qui occasionne également des pics d'exécution en CP et en RE sur le domaine immobilier.

L'année 2022 est également marquée par la montée en puissance de la politique de valorisation de l'établissement, avec un revenu de cession du site Lamartine pour 8,2M€.

Les niveaux de recettes encaissées connaissent une évolution massive depuis 2 ans, passant de 480M€ en 2020 à 574M€ en 2022, soit une augmentation de +94M€ au global et +78M€ hors SCSP. Cette évolution traduit le dynamisme exceptionnel de l'établissement sur sa capacité à générer des ressources propres.







> Autorisations d'Engagement (AE)

En autorisations d'engagement, le budget annexe Campus est, de l'ensemble des domaines, celui ayant connu les évolutions les plus singulières. Les autres domaines affichent également des volumes exécutés en évolution.

EN M€	2020	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
Pôles et Directions	27,0	29,8	55,9	47,6	40,9	11,2	86%
Recherche	63,3	90,9	129,1	119,9	94,7	3,8	79%
Formation	34,7	42,9	53,4	52,8	45,8	2,9	87%
Masse salariale	291,1	294,0	295,0	303,8	304,3	10,4	100%
Immobilier	30,4	77,4	64,3	50,0	36,5	-40,9	73%
Campus	19,9	21,2	89,0	131,4	115,9	94,7	88%
Transverse	2,0	-1,3	12,5	12,1	1,9	3,2	16%
Total	**468,4**	**554,8**	**699,2**	**717,6**	**640,1**	**85,3**	**89%**

Les AE du budget annexe immobilier sont en forte baisse comparativement à 2021, année de notification des marchés liés aux opérations financées par le Plan France Relance (51,6M€). Pour mémoire, l'une des conditions d'affermissement de ce financement était la capacité de l'établissement à engager la quasi intégralité de ce financement sur l'exercice 2021, enregistrant un pic exceptionnel de consommation en AE.

A contrario, sur le budget annexe Campus, le niveau d'engagement est en forte hausse en raison de la mise en œuvre des opérations des loyers tranches 2 et 3 suite à la fin des phases travaux. Il s'agit des loyers payés à la SRIA au titre de la maintenance, dont les loyers financiers, les loyers GER et les loyers impôts et taxes.

La forte variation en AE du domaine pôles et directions s'explique principalement par l'engagement de marchés pluriannuels, comme le renouvellement du groupement de commande « Technique de l'Ingénieur » - GCTI pour 3 ans qui a généré +7,3 M€ d'AE sur 2022. Pour rappel, la GBCP prévoit que tout engagement ferme vis-à-vis d'un tiers soit engagé intégralement, même si les décaissements associés s'étalent sur plusieurs exercices.

Sur la masse salariale « établissement » correspondant aux crédits de rémunération des emplois titulaires et contractuels hors ressources propres, l'évolution constatée s'explique principalement par la mise en œuvre des mesures obligatoires : revalorisation du point d'indice, mesures LPR.... Le niveau de dépense subit également l'impact lié au déroulement de carrière des agents, en partie compensé par le plan de gestion des emplois et par la variation de la structure d'emploi.

Sur le domaine recherche, l'augmentation s'articule autour de quelques projets ciblés, notamment le nouveau projet FEDER REACT-UE porté par le SCA, qui a enregistré un niveau d'engagement de 3,1M€ en 2022.

Le domaine formation voit ses niveaux d'engagement à la hausse de +2,9M€ qui s'expliquent tout particulièrement par l'évolution de l'apprentissage porté par le CFA (en recette et donc en engagement de dépenses).

> Crédits de Paiement (CP)

Les évolutions en crédits de paiement sont plus contenues que sur les autorisations d'engagement, mais l'évolution reste très forte, de l'ordre de +50M€ par rapport à 2021. L'ensemble des domaines, à l'exception du domaine recherche, connait une évolution positive par rapport à l'exercice passé.

EN M€	2020	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
Pôles et Directions	32,1	33,2	47,2	42,4	35,1	1,9	83%
Recherche	79,8	89,3	134,0	119,0	87,2	-2,2	73%
Formation	35,8	41,1	54,0	53,8	45,1	4,0	84%
Masse salariale	291,1	294,0	295,0	303,8	304,3	10,4	100%
Immobilier	20,1	30,9	90,9	67,7	52,6	21,7	78%
Campus	52,0	37,7	82,9	53,2	47,8	10,1	90%
Transverse	2,0	-1,0	12,5	13,0	2,9	3,9	22%
Total	**512,9**	**525,3**	**716,4**	**653,0**	**575,0**	49,7	88%

Les crédits de paiement du budget annexe immobilier sont en forte hausse (+22M€) en raison de la phase travaux du Plan France Relance (+17,5M€). Cependant, contrairement aux autorisations d'engagement qui devaient impérativement être mobilisées sur 2021, les décaissements associés aux différents projets sont programmés sur 2022 et 2023, expliquant le fort décalage entre AE et CP d'un exercice à un autre.

Les crédits de paiement de l'opération Campus sont également en hausse en raison des décaissements importants pour les projets d'ampleur : MPGP SHS, Pôle de vie Campus Marne, Bâtiment SMART.

En miroir des autorisations d'engagement, la masse salariale « établissement » connait une évolution forte (+10M€) par rapport à l'exercice passé, sous l'effet de la mise en œuvre des mesures obligatoires (revalorisation du point d'indice, LPR,…) et l'effet mécanique du Glissement Vieillesse Technicité.

Sur le domaine Pôle et Directions, l'évolution entre 2022 et 2021 s'explique essentiellement par les dépenses d'investissement et notamment l'opération plan de relance interne (+2M€ de CP) et deux opérations de la DSI liées à la fin du CPER 2015-2020 prolongées jusqu'à la fin 2022.

Sur le domaine formation, l'augmentation observée sur 2022 est principalement concentrée sur 2 structures : Le Collège Santé qui mobilise +1M€ sur son volet investissement par rapport à l'exercice passé au titre des PPI internes, le projet de simulation et une partie de l'équipement relatif à la réforme R2C, et le CFA, en cohérence avec son augmentation d'activité.

Le domaine recherche, le seul qui présente une baisse d'exécution par rapport à 2021, est par essence le domaine connaissant les plus forte variabilité d'activité. En effet, l'exécution étant fortement dépendante de l'avancement des projets, les volumes exécutés peuvent être drastiquement differents d'une année sur l'autre.

> Recettes Encaissées (RE)

En objet GBCP, la recette encaissée constitue une recette reçue en trésorerie, ayant fait objet d'un titre de recette, permettant son rapprochement comptable.

EN M€	2020	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
Pôles et Directions	26,1	26,5	31,3	30,5	28,4	1,9	93%
Recherche	81,6	105,2	94,9	113,1	105,3	0,2	93%
Formation	33,8	43,2	47,4	49,4	47,5	4,4	96%
Masse salariale	290,3	294,4	295,0	297,3	298,4	4,0	100%
Immobilier	20	29,8	84,6	64,4	63,9	34,1	99%
Campus	23,2	23,3	31,8	28,2	25,1	1,8	89%
Transverse	5,6	7,0	24,7	26,4	5,9	-1,1	22%
Total	**480,6**	**529,3**	**609,7**	**609,3**	**574,6**	45,3	94%

L'augmentation des recettes encaissées sur l'exercice 2022 est considérable et trouve diverses explications, dont certaines méritent d'être particulièrement soulignées :

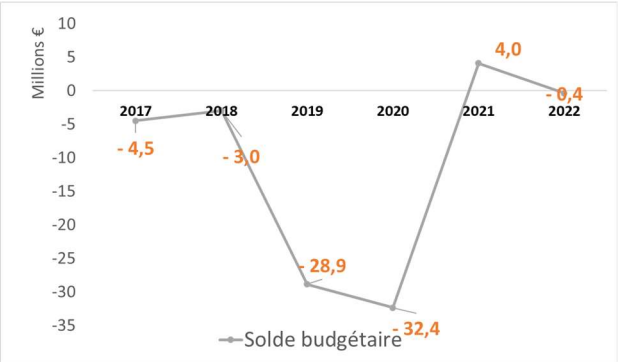
Sur le domaine de la Formation, l'augmentation constatée s'explique quasi intégralement par les recettes de l'apprentissage portées par le CFA, qui continue, cette année encore, de démontrer une dynamique particulièrement positive.

La masse salariale « établissement » intègre une augmentation liée quasi intégralement aux recettes issues de la SCSP qui alloue sur 2022 des crédits supplémentaires, notamment pour la mise en œuvre de mesures obligatoires (LPR, Protection sociale complémentaire…).

Sur le domaine Immobilier, la forte hausse (+34M€) s'explique par plusieurs phénomènes. Tout d'abord, la cession du site Lamartine génère une recette exceptionnelle d'environ 8,3M€. La montée en charge du Plan France Relance (phase travaux) déclenche des encaissements conséquents sur ces projets. Enfin, pour atténuer les effets de la crise énergétique, l'établissement a perçu des aides exceptionnelles pour un total de plus de 3,2M€.

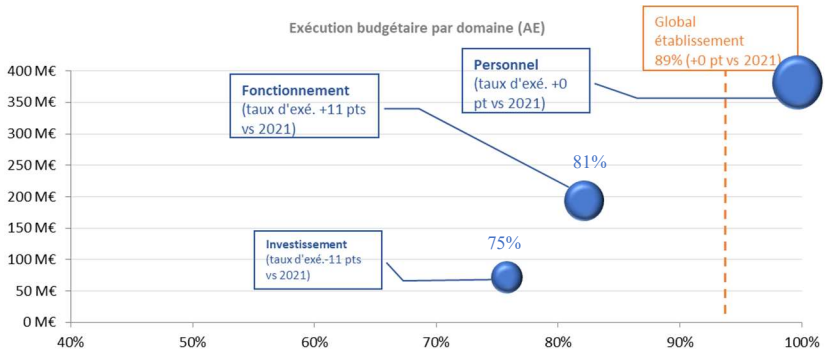
> Solde Budgétaire

Le solde budgétaire correspond à la différence entre les recettes encaissées et les crédits de paiement. Son analyse doit se faire en distinguant bien les projets pluriannuels, pouvant connaitre un fort décalage entre les encaissements et les décaissements, ainsi que les dépenses sur projets immobiliers traduisant la politique institutionelle d'investissement. Le solde budgétaire 2022 s'établit quasiment à l'équilibre (-0,4M€) et fait l'objet d'une analyse plus détaillée en fin de rapport.



Taux d'Exécution

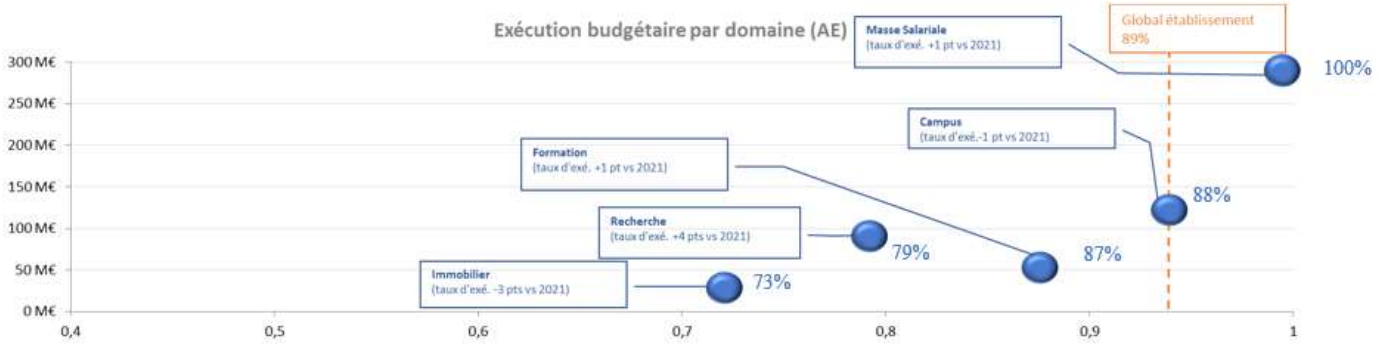
Le taux d'exécution est l'indicateur premier pour juger de la qualité et de la sincérité de la prévision budgétaire de l'établissement.
Le taux d'exécution au global reste stable par rapport à l'exercice 2021 avec 89%, mais toujours largement en-deça de la cible interne fixée de 94%.



L'exécution sur des crédits de personnel reste forte et avoisine les 100% mais s'explique principalement par la réalisation sur la masse salariale « établissement » qui connait de fortes tensions budgétaires.
Même si nous notons une amélioration sur le volet fonctionnement (+11 points par rapport à 2021), le taux observé de 81% est loin d'atteindre la cible fixée.
Le volet investissement est celui qui connait le taux le plus bas (75%) et une dégradation massive par rapport à 2021.

Certains domaines, notamment formation et recherche, connaissent une augmentation du taux d'exécution sur l'exercice, mais leur niveau reste bien insuffisant et largement inférieur à la cible.
Nous notons une dégradation du taux de réalisation sur le volet immobilier (-3 points) qui est par ailleurs le domaine présentant le niveau d'exécution le plus bas. Ce défaut d'exécution s'explique par les retards rencontrés dans le déroulé des projets immobiliers et en partie sur les opérations de valorisation (-3,3M€ en AE), avec le retard dans le projet de requalification d'une voie desservant les futurs projets immobiliers Paulin de Nole et Rocquencourt TreeFrog.

Le budget annexe Campus connait également une dégradation de son taux d'exécution s'expliquant par un retard d'engagement des loyers financiers (tranches 2/3) et l'opération des vestiaires mise en pause suite à la forte hausse du coût du projet total.



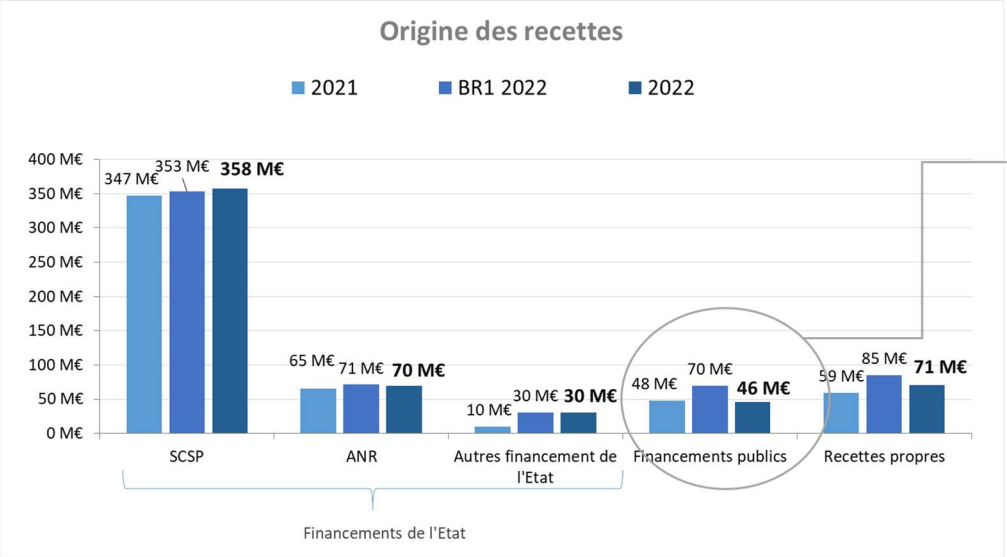
L'établissement doit impérativement relever le défi de fiabilisation de ses prévisions budgétaires en vue d'accroitre la qualité/sincerité de son budget et fiabiliser son pilotage en mobilisant tous les acteurs de la chaine budgétaire et financière.

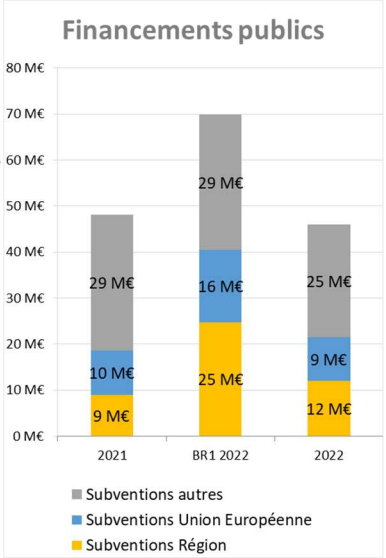
Recettes par nature

Les recettes encaissées 2022 s'élèvent à 575M€, soit une augmentation de +45M€ par rapport à 2021. Sur les deux derniers exercices cumulés (2021 et 2022), l'augmentation des recettes encaissées est de plus de 94M€ traduisant un dynamisme remarquable des ressources propres de l'établissement.

EN M€	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
SCSP	347,0	349,0	353,3	357,7	10,7	101%
ANR	65,1	66,0	71,2	69,9	4,9	98%
Autres financement de l'Etat	10,2	46,1	30,2	30,4	20,2	101%
Financement de l'Etat	**422,2**	**461,2**	**454,6**	**458,0**	**35,8**	**101%**
Financements publics	48,1	65,2	69,8	46,0	-2,1	66%
Recettes propres	58,9	83,4	84,8	70,6	11,6	83%
Total Recettes	**529,2**	**609,7**	**609,3**	**574,6**	**45,3**	**94%**

Les ressources proviennent à 80% de l'Etat (458M€) soit un ratio de dépendance financière qui reste fort mais stable par rapport à l'exercice 2021. En volume, nous notons une forte augmentation de ces financements (+36M€), liée à certaines mesures réglementaires (cf. chapitre SCSP), mais également au dynamisme de nos ressources propres, notamment sur les appels à projets ANR et Etat. Les autres recettes sont également en hausse de plus de 9M€ en cumulé au regard de l'année précédente. Même si cette hausse s'explique par plusieurs facteurs et thématiques, les ressources présentant de plus fortes de évolutions sont l'apprentissage et les subventions provenant de la Région.





◆ Les financements de l'Etat

Les financements **en provenance de l'Etat** sont composés principalement de la **subvention pour charges de service public** (SCSP) et les **financements de l'Agence nationale de la recherche** (ANR) sur projets, dont ceux issus des Programmes d'investissements d'avenir (PIA).

D'autres recettes en provenance de l'Etat, moindres en volume, viennent compléter ce volet de financement. Il s'agit principalement des financements provenant d'autres ministères ou agences de l'Etat qui sont en grande partie destinés au secteur immobilier.

Les financements de l'Etat ont connu des évolutions significatives par rapport au bilan budgétaire 2021, enregistrant une hausse cumulée de presque 35M€.

◆ Subvention pour charge de service public

La subvention pour charges de service public (SCSP) s'élève en 2022 à 358M€, soit 62% de l'ensemble des ressources.

Même si en volume les augmentations observées sur les 3 derniers exercices sont conséquentes (+16M€ depuis 2020), la dépendance à la SCSP a tendance à diminuer au profit d'autres financements (71% en 2020, 66% en 2021 et 62% en 2022).

EN M€	2020	2021	2022	Evol. 22/21	Taux d'éxé. 2022
Masse salariale	305,2	308,6	314,0	5,4	100%
Fonctionnement	31,1	31,4	31,4	0,1	100%
DOTATION SOCLE	**336,3**	**340,0**	**345,5**	**5,5**	**100%**
ACTIONS SPECIFIQUES	**5,2**	**7,0**	**12,2**	**5,2**	**171%**
SCSP NOTIFIEE	**341,5**	**347,0**	**357,7**	**10,7**	**102%**

Evolution de la SCSP

Sur l'exercice 2022, l'établissement s'est vu notifié +10,7M€ de crédits supplémentaires : +5,5M€ sur dotation socle (crédits pérennes) et +5,2M€ d'actions spécifiques.

A noter que ces évolutions concernent des mesures ciblées. Les crédits socle permettant le financement des missions récurrentes et structurelles (évolution naturelle des carrières, fonctionnement …) n'ont connu aucune évolution.

La dotation socle s'établit à 345,5M€ en 2022 et représente 97% de la SCSP. L'évolution de +5,5M€ par rapport à 2021 s'explique essentiellement par :

- + 2,95M€ au titre de la Loi de Programmation de la Recherche – LPR, dont +0,15M€ au titre de la dotation aux laboratoires.
- +0,44M€ pour accompagner l'établissement dans la réforme des études de santé
- +0,5M€ au titre Révision IFSE - filière administative et sociale
- +0,46M€ au titre de la revalorisation indemnitaire - personnels de la filière administrative et sociale
- +0,3M€ au titre de la réforme de la formation initiale en INSPE
- +0,6M€ au titre de la protection sociale complémentaire

La dotation socle est utilisée pour 85 % au financement de la masse salariale des titulaires et contractuels de l'Université.

Les crédits d'actions spécifiques, qui peuvent varier fortement d'une année sur l'autre, connaissent également uné évolution significative de +5,2M€ entre 2021 et 2022. Cette évolution s'explique principalement par un soutien financier lié à la crise énérgétique.
Les mesures nouvelles les plus significatives sont les suivantes :

- +3,3M€ au titre du soutien pour le surcoût energétique. Cette enveloppe perçue en fin d'année 2022 permettra d'atténuer l'impact de la hausse du coût de l'energie sur l'exercice 2023 (en opérant une reprise sur le fonds de roulement)
- +0,15M€ notifiés dans le cadre du dialogue stratégique de gestion au titre de la trajectoire financière et salariale (qui viennet s'ajouter au 0,8M€ déjà notifiés en 2021)
- +0,8M€ notifiés dans le cadre du dialogue stratégique de gestion au titre du soutien d'actions de transformation structurelle
- +0,3M€ au titre de l'indémnité inflation

◆ Les recettes de l'Agence National de la Recherche

Anticipée à hauteur de 71,2M€, la réalisation sur les recettes en provenance de l'Agence Nationale de la Recherche s'établit à 69,9M€, soit un taux de réalisation de 98%.

EN M€	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
ANR Investissements d'avenir	29,6	30,4	36,4	54,6	25,0	150%
ANR Hors investissements d'avenir	35,5	35,6	34,8	15,4	-20,1	44%
TOTAL ANR	**65,1**	**66,0**	**71,2**	**69,9**	**4,9**	**98%**

Les recettes issues de la dotation Campus avaient jusque là été qualifiées hors investissement d'avenir. En 2022, ces recettes ont été requalifiées en investissement d'avenir générant ainsi une sous-exécution artificielle sur la ligne de la prévision. Cette recette représentant environ 19M€, la réalisation hors IA et hors Campus reste ainsi relativement stable.

> Financement ANR investissement d'avenir

Créés en 2010, les Programmes d'investissements d'avenir (PIA) ont pour objectif de stimuler l'emploi, de renforcer la productivité et d'accroître la compétitivité des entreprises françaises, en favorisant l'investissement et l'innovation dans des secteurs prioritaires, générateurs de croissance.

Sur le volet IA, si nous neutralisons le rebord lié à la requalification des recettes de Campus, nous notons une forte augmentation (+6M€ environ) par rapport à l'exercice 2021.

Ces financements se sont exécutés principalement comme suit :

- 24M€ au titre de l'IDEX pérenne, qui correspondent aux intérêts générés par une dotation non consomptible de 700 M€ placés par l'Etat pour le compte de l'Université de Bordeaux dans le cadre de PIA 1
- 19M€ des intérêts générés par la dotation non consomptible de 475M€ de l'opération campus

- 3,6M€ au titre du premier versement dans le cadre du projet InnovationS. En 2022, l'Université de Bordeaux a été lauréat de l'appel à projets "Excellences sous toutes ses formes", qui propose une approche élargie et renouvelée de l'innovation et vise à en intensifier la culture et les pratiques. Bénéficiant d'un budget de 24,4 millions d'euros sur 7 ans, le projet s'appuie sur un large réseau de partenaires afin d'accroître l'attractivité et les compétences du territoire.
- 1,9M€ au titre du deuxième versement pour le projet ACT (Augmented university for Campus and world Transition) - AAP IDéEs / PIA 3, visant à transformer les campus de l'université de Bordeaux en un laboratoire vivant et un incubateur de projets expérimentaux à l'échelle régionale.
- 1,5M€ pour l'action « Ecoles universitaires de recherche » ou EUR- PIA 3, ayant pour objectif d'offrir à chaque site universitaire la possibilité de renforcer l'impact et l'attractivité internationale de sa recherche et de ses formations dans un ou plusieurs domaine(s) scientifique(s), par la création d'une ou plusieurs écoles universitaires de recherche qui rassembleront des formations de master et de doctorat ainsi qu'un ou plusieurs laboratoires de recherche de haut niveau.

> Financement ANR hors investissement d'avenir

Les financements s'établissent à 15,4M€, soit en relative stabilité par rapport à l'exécution 2021 après neutralisation de l'effet de changement de comptabilisation sur le financement Campus. Ces financements irriguent principalement le domaine recherche (79%), le domaine immobilier (20%) et plus à la marge les pôles et directions centrales (1%). Cette réalisation en recette s'explique principalement par :

- 12,4 M€ au titre des recettes relatives au domaine de la recherche, répartis sur 314 projets
- 2,8M€ au titre de la part hébérgeur du Préciput ANR, bénéficiant au budget annexe immobilier, porteur d'une partie des marchés forfaitaires et obligatoires de l'établissement, notamment les fluides. Cette recette a connu une évolution d'environ 1M€ par rapport à 2021, du fait de l'augmenation du taux de financement dans le cadre de la LPR (13,5% en 2022 vs 11% en 2021), ainsi que l'augmentation de la réussite de l'établissement aux AAP de l' ANR (16,8M€ AAP 2020 vs 23,7M€ AAP 2021)

◆ Autres financement de l'Etat

Ce volet de financement en provenance de l'Etat irrigue l'ensemble des domaines, mais avec une part très marquée sur le domaine immobilier (87%), notamment depuis la mise en place des projets du Plan France Relance. Sur ce dernier volet, l'encaissement réalisé en 2022 est de 21,4M€.

◆ Les financements publics

En dehors des subventions de l'Etat, l'Université perçoit des subventions publiques qui ont représenté 8% des ressources de l'établissement. Ces recettes sont organisées par financeurs publics : Région, Union Européenne et les autres financements publics (département, communes, autres collectivités, organismes nationaux et internationaux et autres).

EN M€	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
Subventions Région	9,0	17,9	24,7	12,0	3,0	49%
Subventions Union Européenne	9,6	15,2	15,7	9,5	-0,1	60%
Subventions autres	29,5	32,1	29,4	24,5	-5,0	83%
Total financement Public	**48,1**	**65,2**	**69,8**	**46,0**	**-2,1**	**66%**

Sur ce volet, même si la réalisation reste largement inférieure à la prévision établie au BR1 2022, elle reste très comparable à la réalisation sur l'exercice 2021.

> Financement Région

La contribution 2022 de la Région Nouvelle Aquitaine a connu une évoluttion de 3M€ par rapport à 2021 et a irrigué l'ensemble des domaines, sur 209 opérations :

- 6,6M€ sur le domaine recherche, présentant une évolution de presque 2M€ par rapport à l'année 2021. Les contributions les plus importantes concernent le projet d'acquisition d'un scanner à l'IHU (650K€) et le solde pour le financement d'une 5ème phase du projet Neurocampus (470K€)
- 2,7M€ pour le domaine immobilier, présentant une évolution de 1,1M€ par rapport à l'année 22021. Les sommes perçues concernent principalement les opérations Rocquencourt/Smart, Piscine Phase 3 et la réhabilitation de l'IUT Gradignan.
- 1M€ pour le domaine pôle et directions, soit une baisse de 0,3M€ par rapport à l'exercice passé. Le versement le plus significatif (0,43M€) concerne le projet Réaumur 3.0 mené par la DSI
- 1,7M€ pour le domaine formation réparti sur 26 projets. Les versements les plus siginificatifs sont constatés sur le financement des formations IFSI au Collège Santé (0,6M€) et le projet ACcomPagneMEnt 4.0 mené par l'IUT qui a bénéficié d'un versement de 0,26M€

> Financement Union Européenne

Les crédits de l'Union Européenne perçus en 2022 s'elevent à 9,5M€, présentant ainsi une très légère baisse (-0,1M€) par rapport à l'exécution constatée sur l'exercice 2021.

Ces crédits sont principalement destinés au domaine de la recherche (8,8M€) et traduisent une forte dynamique de réussite aux appels à projets de l'établissement. 17 nouveaux projets, dont l'ERC HELP, ont été obtenus par l'établissement en 2022, intégralement sur le domaine recherche et les avances encaissées au titre de ces projets ont représenté environ 5M€ sur l'exercice 2022. Le nouveau projet de recherche présentant le flux de recette le plus important concerne le projet AMIR-EM porté par la DRI (1,9M€).

Sur le domaine pôle et directions, deux projets obtenus en 2021, Reset et eSTEM expliquent intégralement la recette perçue en 2021 en provenance de l'Union Européenne (0,16M€).

Sur le domaine de la formation, le projet PARI porté par l'IUT représente la quasi totalité des encaissements 2022 (0,45M€ sur un total de 0,5M€ encaissés).

> Autres financements publics

Les autres subventions publiques, s'établissant à 24,5M€ en 2022, connaissent un taux d'exécution de 88% par rapport à la prévision au BR1 2022 et sont en baisse de 5M€ par rapport à l'exercice passé.

La réalisation globale de 24,5M€ se répartit comme suit entre les domaines :

- 13,6 M€ en recherche, répartis sur plus de 286 opérations, dont 0,64M€ dans le cadre du nouveau projet PREDICAPA financé par l'INSERM et porté par ImmunoConcept et 0,8 M€ pour le nouveau projet SO-RISP financé par l'INCA et porté par BPH.
- Environ 5M€ au titre de l'activité immobilière, dont 1,9M€ relatifs au financement de l'aménagement Montaigne-Antilles et 1,46M€ pour le projet SMART-Rocquencourt, les deux recettes en provenance de Bordeaux Métropole
- 4,1M€ dans le domaine de la formation, dont 0,9M€ de subventions des collectivités au titre du site délocalisé d'Agen et 0,9M€ de rétrocession des crédits MERRI (Indemnités des maîtres de stage des internes) rétrocédés par l'ARS via le CHU de Bordeaux. Par ailleurs, 9 nouveaux projets ont été décrochés par ce domaine en 2022, générant un encaissement de 0,34M€.
- 1,7M€ pour le domaine pôle et directions, dont 0,64M€ au titre du projet Acces, financé par la Caisse des Dépôts et Consignations
- 0,07M€ au titre du CRB MS au titre des mises à disposition de personnel et autres financements.

◆ Les ressources propres

Les ressources propres (71M€) représentent 12% des ressources de l'établissement. Elles rassemblent les ressources propres liées au domaine formation (droits universitaires, prestations de formation tout au long de la vie continue, taxe d'apprentissage hors quota), les contrats et prestations de recherche, la fiscalité affectée et les autres ressources propres (ventes de publications, produits de colloques, dons et legs, prestations informatique, produits de mise à dispostion de locaux ou de personnel, redevance de brevets, produits exceptionnels et financiers…). Même si la réalisation reste inférieure à la prévision du BR1 2022, elle présente un niveau très elevé, avec une augmentation de 11,6M€ par rapport à l'exercice passé.

EN M€	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
Droits d'inscription	9,5	10,9	10,7	9,4	-0,2	87%
Formation Continue, diplômes propres et VAE	9,5	10,6	9,6	9,4	-0,2	97%
Taxe d'apprentissage	10,9	14,1	14,5	16,1	5,2	111%
Contrats et prestations de recherche	3,8	4,3	4,0	3,4	-0,3	85%
Fiscalité affectée	3,0	2,1	3,1	2,2	-0,8	72%
Autres recettes	22,2	41,5	42,8	30,1	7,9	70%
Total Recettes propres	**58,9**	**83,4**	**84,8**	**70,6**	**11,6**	**83%**

> Les ressources propres liées au domaine formation

Les ressources propres liées aux prestations de formation sont à analyser au regard des inscriptions au sein des differents cursus proposés par l'université.

Depuis 4 ans, le nombre d'étudiants s'érode globalement mais nous notons une dynamique positive sous l'impulsion du développement de l'apprentissage.

Régime d'inscription	2019	2020	2021	2022	Evolution 21/22
Formation initiale	48 844	47 699	45 716	43 744	-1 972
Formation continue	4 870	4 399	4 926	4 509	-417
Apprentissage	1 509	1 784	2 215	2 477	262
Contrat Pro	513	275	224	182	-42
Fonctionnaire Stagiaire	589	649	634	358	-276
Effectif total	**56 325**	**54 806**	**53 715**	**51 270***	**-2 445**

Evolution des effectifs en fonction des régimes d'inscription
** données provisoires*

Les tarifs nationaux restant stables, c'est bien un effet volume qui est constaté. Premier facteur, selon le SIES, service statistique du ministère de l'Enseignement supérieur, la baisse de la natalité au début des années 2000 impacte le nombre de lycéens en âge de passer le bac ces dernières années. La crise sanitaire a également eu un impact sur le nombre d'étudiants étrangers inscrits (en baisse de 10%).

Globalement, les variations constatées par rapport à l'exercice 2021, sur les recettes des droits d'inscription et la formation continue, restent faibles, mais correlées avec la baisse des effectifs.

En revanche, les formations en apprentissage affichent une hausse d'encaissement de +5,2M€ par rapport à l'exercice passé. Cette évolution est liée à l'augmentation du nombre d'apprentis (effet volume), mais également par une conjoncture propre à l'établissement. En effet, la mise en place en 2021 du logiciel de suivi des contrats d'apprentissage Ypareo a occasionné un certain retard dans la facturation des recettes sur cet exercice. En 2022 nous observons donc un effet rattrapage de ces échéances non facturées, expliquant ainsi en parti le bond enregistré.

> Les contrats et prestations de recherche

Les contrats et prestations de recherche anticipés pour 4M€ enregistrent une réalisation en dessous de la prévision (3,4M€). Après une année de rebond en 2021 (post crise sanitaire), nous notons un léger tassement (-0,3M€) des recettes sur ce volet.

> La fiscalité affectée

La fiscalité affectée correspond à la Contribution Vie Etudiante et de Campus (CVEC). En conformité avec le décret, la notification du droit final à percevoir au titre de la campagne 2021-2022 (du 19/07/2022) et les nouvelles directives de versement nationales, la recette 2022 s'établit à 2,2M€, contre 3M€ pour 2021. Il est à noter que cette baisse de recettes n'est que conjoncturelle et fait suite à la modification des temporalités de versements qui sont désormais annuelles à partir de la campagne CVEC 2022-2023 (auparavant sur une année universitaire et donc à cheval sur 2 exercices budgétaires).

> Les autres ressources propres

Les autres ressources atteignent un niveau record de 30,1M€ en 2022, soit +7,9M€ de plus par rapport à 2021. Cette augmentation s'explique par le produit exceptionnel de cession du site de Lamartine (8,2M€) et une très forte augmentation des autres recettes liées à l'immobilier (1,6M€ en 2021 et 3,4M€ en 2022), notamment les recettes de co-génération.

Les autres recettes sont principalement composées de :

- 7,3M€ d'avance sur projets, principalement en provenance des financeurs privés
- 3,5M€ de diverses recettes du domaine de la formation (refacturation délégations, diverses frais de formation)
- 2,4M€ d'encaissement au titre du groupement de commande Technique de l'ingenieur
- 1,2M€ de mise à disposition de personnel (-0.1M€ par rapport à 2021)
- 1,1M€ pour des recettes diverses liées aux ressources humaines (ex indémnités journalières)
- 1M€ de prestations et travaux informatiques
- 0,8M€ de recettes diverses du domaine de la recherche, principalement liées aux événements scientifiques, ex colloques.

Le solde intègre un ensemble de recettes trop hétérogènes pour être décrit de façon synthétique.

Dépenses par enveloppe

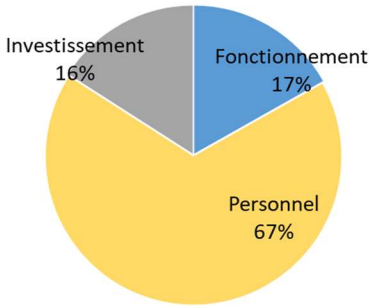
Le budget en dépense se décompose en trois enveloppes limitatives :

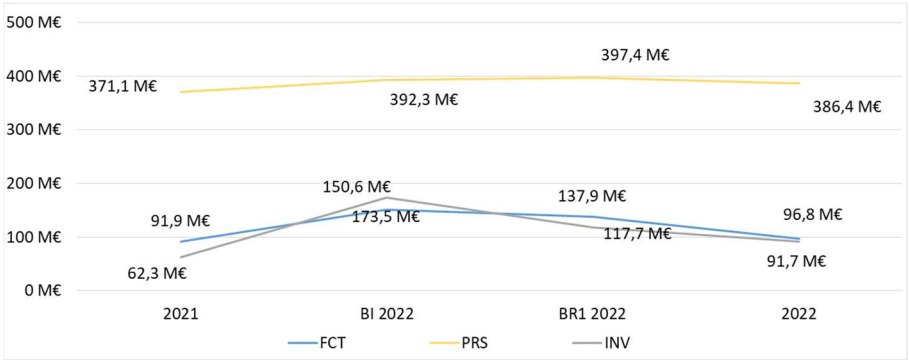
- La masse salariale qui rassemble les crédits destinés au financement des rémunérations des personnels de l'Université. Ces crédits comprennent l'ensemble des rémunérations (cotisations patronales, cotisations salariales et primes).
- Le fonctionnement regroupe les charges qui se rapportent à la gestion annuelle de l'établissement, c'est-à-dire à son fonctionnement normal.
- L'investissement, qui se définit par les dépenses pour acquérir ou créer un bien durable destiné à rester au moins un an sous la même forme. La valeur du bien doit être au moins égale à 800 euros. En comptabilité, l'investissement augmente la valeur du patrimoine de l'entreprise et fait l'objet d'un amortissement dont la durée et le taux sont fonction de sa nature.

La réalisation 2022 traduit la dynamique de projet et le rebond d'activité déjà observé sur 2021: en valeur, les niveaux de réalisation connaissent une augmentation de +50M€ en CP et +85M€ en AE par rapport à 2021.

	AE						CP						
EN M€	2020	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	2020	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
Fonctionnement	83,8	91,0	196,9	240,1	193,5	102,5	80,7	91,9	150,6	137,9	96,8	5,0	70%
Personnel	361,4	371,1	392,3	397,4	386,4	15,4	363,4	371,1	392,3	397,4	386,4	15,3	97%
Investissement	23,2	92,7	109,9	80,0	60,1	-32,6	68,8	62,3	173,5	117,7	91,7	29,4	78%
Total	**468,4**	**554,8**	**699,2**	**717,6**	**640,1**	**85,3**	**512,9**	**525,3**	**716,4**	**653,0**	**575,0**	**49,7**	**88%**

En volume, le niveau de réalisation 2022, par ses taux d'exécution, traduisent une réelle marge de progression de l'établissement en terme d'anticipation budgétaire.



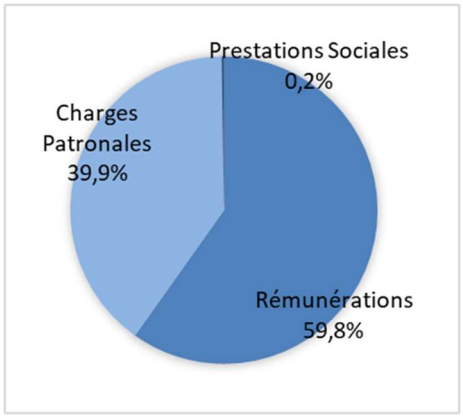


Evolution des enveloppes de dépense en CP

L'analyse par enveloppe, en infra, permet d'apporter des éléments d'éclairage.

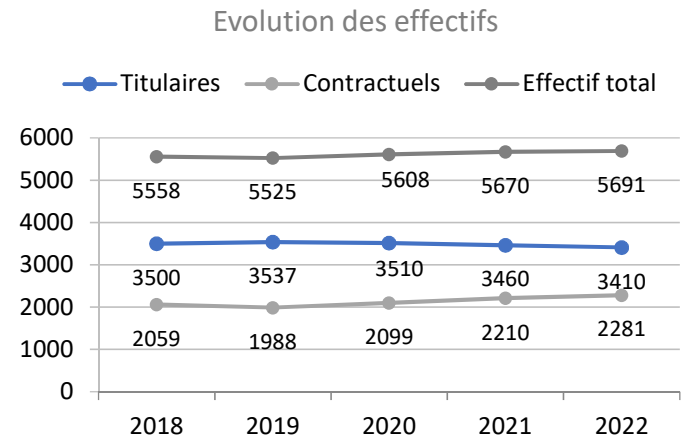
◆ La masse salariale

La consommation de crédits de masse salariale 2022 s'élève à 386M€, soit un taux d'éxécution de 97 % par rapport au 397M€ du budget rectificatif 2022.
Le plafond d'emplois associé est consommé à 99%, avec un effectif total de 5 691 ETPT (Equivalents Temps Plein Travaillés) pour une prévision 2022 de 5 746 ETPT.

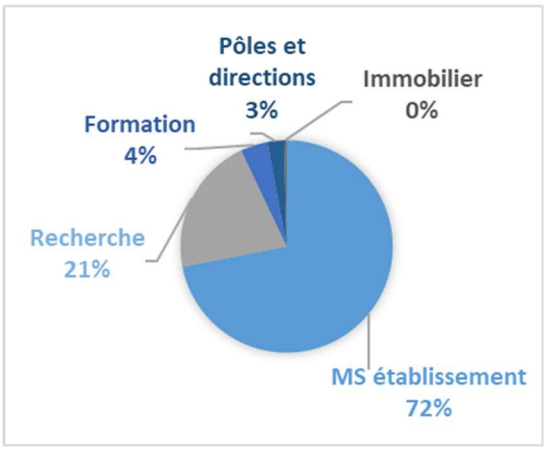


La décomposition de ces crédits évolue peu d'un exercice à l'autre, principalement répartie entre rémunérations et charges sociales.

Avec une évolution de + 21 ETPT par rapport à 2021, les effectifs connaissent un variation dans la structure d'emploi : En effet, les effectifs contractuels ont progressé de +71 ETPT (soit +3,1%) alors que les effectifs titulaires ont reculé de -50 ETPT (soit -1,4%).
A noter que cette tendance est plus marquée sur le personnels BIATSS.



Evolution des effectifs



Répartition des effectifs par composante

La masse salariale de l'Université a progressé de +15,4M€, soit une hausse de 4% par rapport à 2021.

Cette progression résulte de facteurs endogènes comme l'évolution des effectifs et la progression des carrières, mais également, de facteurs exogènes, liés à la mise en place de mesures ministerielles, notamment la revalorisation de la valeur du point d'indice.

L'analyse de l'enveloppe de masse salariale doit se faire en regard des domaines d'activité :

	AE / CP						
EN M€	2020	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
Masse salariale établissement	291,1	294,0	295,0	303,8	304,3	10,3	100%
Recherche	45,1	44,9	59,1	52,5	47,4	2,6	90%
Formation	18,1	20,3	20,6	23,3	21,4	1,1	92%
Pôles et Directions	6,4	7,7	9,8	9,8	8,7	1,0	89%
Immobilier	0,6	0,7	1,1	0,9	0,7	0,0	82%
Campus	0,0	0,4	0,4	0,4	0,4	0,1	94%
Transverse	0,0	3,2	6,3	6,7	3,4	0,2	51%
Total	**361,4**	**371,1**	**392,3**	**397,4**	**386,432**	**15,4**	**97%**

Données incluant les virements de contribution

> La masse salariale « Etablissement »

Avec 304M€ en 2022, la masse salariale « établissement » ou CRB MS représente 79 % de la masse salariale totale et concentre 72 % des effectifs, soit 4 096 ETPT.
La progression de +10,3M€ par rapport à 2021 résulte de l'effet conjugué de mesures nouvelles et de la mécanique de déroulement des carrières (effet taux) compensées par -0,8M€ d'économies liées aux plans de gestion des emplois (PGE) 2021 et 2022 (effet volume). L'intégration de différentes mesures liées à la LPR et à des mesures nationales font mécaniquement augmenter le financement et par conséquent le niveau de dépense sur ce budget. Ainsi, la revalorisation de la valeur du point fonction publique de 3,5% au 1er juillet 2022 a engendré une hausse d'environ +4,7M€ de dépenses en 2022)

Focus - Primes et indemnités

Pour 2022, les primes et indemnités s'élèvent à 16,3M€, soit +1 M€ (+6,6%) par rapport à 2021. Cette hausse résulte de la mise en place de nouvelles mesures sur 2022 :
- Instauration du forfait télétravail
- Prise en charge d'une partie des frais de protection sociale complémentaire
- Mise en paiement de la prime inflation dite prime "Castex"
- Evolution du forfait mobilité durable
- Refonte du régime indemnitaire opérée par le RIPEC (régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs)

> Recherche

Les départements de la recherche et le collège des écoles doctorales supportent la masse salariale relative aux conventions de recherche et aux doctorants. Les départements de recherche financent 12% de la masse salariale totale de l'Université à travers des subventions perçues pour différents projets de recherche. Le niveau de la réalisation est en hausse de +2,6M€ par rapport à 2021, du fait notamment des dispositions de la LPR visant à renforcer l'attractivité du doctorat (création et revalorisation des contrats doctoraux).

> Formation

Sur le périmètre de la formation, l'exécution de la masse salariale 2022 s'élève à 21,4M€ soit une évolution de +1,1M€ en comparaison à 2021.
Cette enveloppe est répartie à hauteur de 8,7M€ sur les collèges, 7,9M€ sur les instituts et 4,8 M€ sur le CFA et c'est bien la dynamique de l'apprentissage qui explique l'evolution 2022.

Par ailleurs, l'exécution de l'enveloppe des heures de cours complémentaires (HCC) s'élève à 10,9M€ en 2022, en augmentation de +0,1M€ par rapport à 2021.

	AE / CP					
EN M€	2020	2021	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
Services centraux	0,20	0,20	0,30	0,30	0,10	100%
Apprentissage	0,30	0,20	0,60	0,30	0,10	50%
Collèges	5,40	6,00	5,90	5,70	- 0,30	97%
Instituts	4,40	4,40	5,00	4,60	0,20	92%
Total général	10,30	10,80	11,70	10,90	0,10	93%

> Pôles et directions

La masse salariale du domaine Pôle et Directions progresse de +1M€ pour atteindre 8,7M€. Parallèlement, ses effectifs ont progressé de +9 ETPT, soit 145 ETPT. Cette évolution est principalement portée par le pôle formation, insertion professionnelle et vie universitaire avec le renforcement de la mission d'appui à la pédagogie et à l'innovation (MAPI) sur des projets européens ou encore de formation des enseignants chercheurs au numérique (+ 0,6M€ et + 5 ETPT).

> Immobilier

La réalisation des budgets annexes immobilier et Campus est stable par rapport à l'exercice 2021 et atteint 1,1M€.

◆ L'investissement

L'enveloppe d'investissement, même si son taux de réalisation reste largement en-deçà de la prévision, enregistre les plus fortes variations, principalement liées au domaine immobilier.

	AE							CP						
EN M€	2020	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022	2020	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
Pôles et Directions	5,7	4,1	13,4	8,1	7,0	3,0	87%	6,0	3,4	10,0	7,3	5,6	2,2	76%
Recherche	5,9	11,5	17,5	18,4	13,7	2,2	74%	5,9	10,2	18,5	15,4	7,2	-3,1	47%
Formation	3,0	6,1	7,8	8,2	7,2	1,1	88%	3,1	5,2	8,4	9,1	6,6	1,4	72%
Immobilier	9,5	52,3	41,8	24,3	14,5	-37,8	60%	5,9	42,7	66,7	41,0	31,2	-11,4	76%
Campus	15,2	18,3	29,4	21,0	17,7	-0,6	84%	47,9	0,4	69,8	44,9	41,2	40,8	92%
Transverse	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	-0,5	0%	0,1	0,5	0,0	0,0	0,0	-0,5	0%
Total	**39,4**	**92,7**	**109,9**	**80,0**	**60,1**	**-32,6**	**75%**	**68,9**	**62,3**	**173,5**	**117,7**	**91,7**	**29,4**	**78%**

> Domaine pôles et directions

L'évolution entre 2022 et 2021 s'explique par l'opération plan de relance interne (+2M€ de CP) et deux nouvelles opérations sur la Direction des Services Informatiques dans le cadre de la fin du CPER 2015-2020 prolongé jusqu'à la fin 2022.

> Recherche

Le domaine de la recherche est par essence le domaine qui peut connaitre les plus fortes variations. En effet, l'exécution étant fortement dépendante de l'avancement des projets, les volumes exécutés peuvent être variables d'une année sur l'autre. Sur l'exercice 2022, c'est environ 2 150 projets qui étaient actifs budgétairement.

Sur le volet des AE, nous pouvons souligner l'activité du nouveau projet FEDER REACT-UE porté par le Service commun des animaleries - SCA, qui a enregistré un niveau d'engagement de 3,1M€ en 2022.

> Formation

Le domaine formation enregistre une augmentation de plus de 1M€ de consommation, en AE et en CP, sur les crédits d'investissement. L'augmentation s'explique quasi totalement sur les dépenses observées au collège Santé. Comparativement à 2021, nous notons sur ce périmètre des variations suivantes :

- Mobilisation des PPI internes (+275K€ en AE et CP)
- Projet de plateforme de simulation (+ 185K€ en AE et 358K€ en CP)
- Acquisitions liées à la mise en œuvre de la réforme des études de santé (R2) (+411K€ en AE et 255K€ en CP)

> Immobilier

Le budget annexe Immobilier porte la mise en œuvre des projets financés par le plan France Relance (51,6M€). Les notifications des marchés afférentes à ces opérations ont été réalisées en 2021. Ainsi, l'enveloppe des AE est en forte baisse cette année.

Comme sur les AE, les CP connaissent des variations notables liés aux pics d'activité sur le domaine immobilier (Plan France Relance). Cependant, contrairement aux AE qui devaient impérativement intervenir sur 2021 sur le Plan France Relance, les décaissements associés seront étalés dans le temps, en 2022 et 2023, ce qui explique ce fort décalage entre AE et CP et une hausse des CP.

> Campus

Le budget annexe Campus présente un niveau d'engagement stable par rapport à 2021, et un niveau de dépenses en hausse du fait des projets en cours avec des décaissements importants : MPGP SHS, Pôle de vie Campus Marne, SMART.

◆ Le fonctionnement

La consommation sur l'enveloppe de fonctionnement connait une évolution très conséquente sur les AE et une relative stabilité sur les CP.

	AE						
EN M€	2020	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
Pôles et Directions	17,2	19,6	32,7	29,7	25,2	5,6	85%
Recherche	27,1	33,0	52,4	49,0	33,6	0,7	69%
Formation	14,5	16,5	24,9	21,2	17,16	0,7	81%
Masse salariale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0%
Immobilier	25,0	24,4	21,4	24,8	21,2	-3,2	86%
Campus	0,0	2,6	59,2	109,9	97,8	95,2	89%
Transverse	0,0	-5,0	6,2	5,4	-1,5	3,5	-28%
Total	**83,8**	**91,0**	**196,9**	**240,1**	**193,5**	**102,5**	**81%**

	CP						
2020	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021	Taux d'éxé. 2022
20,7	23,7	27,4	25,3	20,9	-2,8	83%
27,9	32,7	56,3	51,1	32,5	-0,2	64%
14,6	15,7	25,0	21,5	17,1	1,5	80%
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0%
17,7	18,1	23,0	25,8	20,7	2,5	80%
0,0	6,4	12,6	7,9	6,2	-0,2	79%
0,0	-4,8	6,2	6,3	-0,5	4,2	-9%
80,9	**91,9**	**150,6**	**137,9**	**96,8**	**5,0**	**70%**

> Pôles et Directions

Concernant les AE, ce domaine étant gestionnaire d'un ensemble de marchés forfaitaires, de fortes variations entre les exercices sont possibles du fait de leur engagement pluriannuel, conformément aux prérequis de la GBCP. C'est ainsi qu'après une baisse, artificielle, observée sur 2020 et 2021 suite à l'engagement d'un ensemble de marchés en 2019, les AE sont en forte augmentation en 2022 (+5,6M€) liée au renouvellement du groupement de commande « Technique de l'Ingénieur » - GCTI pour 3 ans (7,3M€ d'AE).

Ce secteur connait une diminution notable en CP (-2,8M€). Quelques phénomènes méritent une mise en exergue pour expliquer les variations en CP :

- -3M€ sur les activités logistique, dont -1,1M€ sur la sécurité et le gardiennage et -1,57M€ sur les frais généraux des sites universitaires (prestation de nettoyage, location de copieur…), en raison notamment des travaux sur les sites de Talence et de Carreire.

- -0,9M€ sur le fonctionnement courant de la gouvernance qui conjugue une hausse de +0,2M€ de reprise des missions/déplacements et une baisse de -1,1M€ dont -0,6M€ de contribution de membre fondateur versée à la Fondation Université de Bordeaux sur l'exercice 2021.
- +1,1M€ lié à l'accélération du projet FTAP et donc des reversements aux partenaires du projet pour lequel l'établissement est porteur.

> Domaine recherche

Le bilan budgétaire 2022 fait apparaitre un niveau d'exécution très faible par rapport aux anticipations du BR1 2022.

En volume, la réalisation 2022 est relativement stable par rapport à 2021, avec +0,7M€ en autorisations d'engagement et -0,2M€ en crédits de paiement. L'exercice 2021 enregistrait des volumes financiers (AE/CP) conséquents sur les programme Equipex Petal+ et Elorprintec, le CPER ANIMUB. De nouveaux projets ont été installés sur 2022 pour des montants sensiblement similaires : Financement de masters Erasmus Mundus, des projets majoritairement financés par des organismes publics, comme le projet SO-RISP par l'INSERM.

> Domaine Formation

Le domaine de la formation affiche une augmentation de ses niveaux de dépenses de fonctionnement, mais ces taux d'exécution (81% en AE et 80% en CP) demeurent faibles. L'augmentation observée entre 2021 et 2022 est concentrée sur le CFA, en cohèrence avec le niveau de recettes en hausse sur l'apprentissage.

> Domaine immobilier

Comme sur le domaine de la recherche, le taux d'exécution sur les crédits de fonctionnement reste en-deçà de la prévision.

Coté autorisation d'engagement, quelques évolutions importantes sont à noter : une hausse des engagements liée aux fluides (+1,7M€), et au renouvellement du marché assurance (1,3M€) et à contrario, une forte baisse sur les activités de maintenance en raison du renouvellement du marché en 2021.

On retrouve les mêmes tendance dans les évolutions relatives aux crédits de paiement. Par rapport à 2021, la réalisation 2022 connait une évolution de +2,5M€ :

- +1,1M€ sur les dépenses de GER et de maintenance
- +0,9M€ d'impact fluides
- +0,3M€ sur les primes d'assurance
- +0,1M€ relative à la souscription et maintenance de licences annuelles PLANON SOFTWARE
- +0,1M€ sur les opération du Plan France relance, principalement des sousciption de polices d'assurance construction dommage ouvrage

Focus – Fluides

Du fait des décalages qu'il peut y avoir sur le paiement des factures des derniers mois de l'exercice, l'analyse proposée s'effectue en service fait à la place des CP.

L'exercice 2022 est celui qui a porté les premiers effets de la crise énergétique. Ces effets étant difficilement mesurables, faute de recul et de visibilité sur les évolutions tarifaires, la prévision 2022 s'est avérée supérieure à la réalisation constatée (-1,1M€ par rapport au BR1 2022).

En revanche, nous observons bien l'effet de la crise sur la facture énergétique qui augmente de 1M€ par rapport à l'exercice passé.

Compte financier 2021	Prévision BR1 2022	Réalisation 2022	Ecart Prévision-réalisation 2022	Evolution 2021-2022
9,8	**11,8**	**10,8**	**-1,1**	**1,0**

Sur le volet recettes, l'établissement a bénéficié de deux dispositifs d'aide de la part de l'Etat, les deux ayant été versés par le biais de la SCSP :

- 0,95M€ dans le cadre du Dialogue Stratégique de Gestion ce qui a permis peu ou prou d'absorber l'augmentation du coût constaté
- 3,2M€ d'aide exceptionnelle perçue en fin d'année

> Campus

Le niveau d'engagement est en forte hausse en raison de la signature des conventions de financement et des COT-CL des opérations des loyers tranches 2 et 3 suite à la fin des phases travaux (respectivement 36M€ et 39M€).

Pour rappel il s'agit des loyers payés pour la SRIA par l'opération Campus au titre de la maintenance dont les loyers financiers, les loyers GER et les loyers impôts et taxes.

La sous-consommation en AE s'explique par les opérations de loyers tranches 2/3 et une erreur d'estimation du montant budgétaire (9 M€).

La réalisation 2022, en crédits de paiement, connait un léger tassement par rapport à 2021 de -0,2M€.

Le solde budgétaire

Le solde budgétaire de l'exercice 2022 s'élève à -0,4M€.

Il est l'agrégation des soldes budgétaires du budget principal et des budgets annexes immobiliers.

EN M€	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021
Budget Principal	20,7	-49,3	-15,5	11,7	-9,0
Budget annexe Immobilier	-2,3	-6,3	-3,1	10,6	12,8
Budget annexe Campus	-14,4	-51,1	-25,1	-22,7	-8,3
Total	**4,0**	**-106,7**	**-43,7**	**-0,4**	**-4,5**

> Budget principal

Le solde budgétaire du budget principal s'établit à +11,7M€ et se dégrade de -9M€ par rapport à l'exercice 2021.

EN M€	2021	BI 2022	BR1 2022	2022	Evol. 2022 / 2021
Pôles et Directions	-6,7	-15,9	-11,9	-6,7	0,0
Recherche	15,8	-39,1	-5,9	18,2	2,4
Formation	2,0	-6,5	-4,4	2,4	0,4
Masse salariale	0,4	0,0	-6,5	-5,9	-6,3
Transverse	9,1	12,2	13,3	3,7	-5,0
Total Budget Principal	**20,7**	**-49,3**	**-15,5**	**11,7**	**-9,0**

Sur le domaine pôles et directions, le solde budgétaire négatif de -6,7M€ s'explique par le décalage de trésorerie sur opérations pluriannuelles pour -3,6M€ et pour -3,2M€ par l'autofinancement de projets institutionnels par prélèvement sur le fonds de ressources accumulées : plans pluriannuels d'investissement internes, co-financement interne (plan France Relance) ou bien l'amorçage de projets stratégiques.

Sur le volet recherche, Le solde budgétaire s'établit à +18,2M€. Les efforts organisationnels entrepris depuis 2021 portent leurs fruits et l'exercice 2022 enregistre un niveau de recettes supérieur aux décaissements et en augmentation par rapport à l'exercice passé, principalement des avances sur nouveaux projets.

Sur le volet formation, le solde budgétaire est positif avec +2,4M€. Il conjugue un décalage de trésorerie sur opérations pluriannuelles pour -1,8M€ et un boni de +4,2M€ sur l'ensemble des composantes de formation, notamment grâce au dynamisme des recettes d'apprentissage (+2,9M€).

Le solde budgétaire du CRB MS permet une lecture chiffrée du manque structurel et historique de financements de la part de l'Etat sur certaines mesures RH obligatoires (GVT, SMIC, télétravail…). Ce manque est particulièrement fort et sa traduction chiffrée particulièrement marquée (-5,9M€) sur l'exercice 2022, puisque cet exercice se distingue par la non couverture par l'Etat de la revalorisation du point d'indice intervenue en juillet 2022 et dont le coût a représenté environ 4,7M€ sur l'année sur ce CRB (sur 5,2M€ environ au niveau de l'ensemble de l'établissement).

> Budget annexe Immobilier

Sur le domaine immobilier, le solde budgétaire est exceptionnellement positif de +10,6M€. En effet, ce budget, fortement marqué par le contexte inflationniste, a fait l'objet d'autofinancement par prélèvement sur le fonds de ressources accumulées, sur l'exercice.
Ce résultat positif s'explique principalement par des encaissements exceptionnels sur 2022 :

- 8,2M€ de produits de cession du site de Lamartine à la société Immobilière Atlantic Aménagement
- 3,4M€ de boni entre les versements d'avances sur les projets financés par le Plan France Relance et les décaissements réalisés sur l'exercice.
- 3,2M€ de soutien exceptionnel de l'Etat

> Budget annexe Campus

Sur le budget annexe Campus, le solde budgétaire négatif -22,7M€ découle de la mécanique GBCP qui exclue l'emprunt du calcul de cet indicateur. En effet, l'opération campus est en partie financée par l'emprunt mais ce mode de financement ne constitue pas une opération budgétaire (pas de RE), contrairement aux dépenses afférentes qui génèrent des CP. Le solde budgétaire est donc négatif pour 2022, dernière année de mobilisation de l'emprunt.

La trésorerie

La trésorerie est une notion comptable et économique qui décrit les ressources financières spontanément mobilisables, à l'instant t.
La trésorerie est impactée des opérations budgétaires (solde budgétaire) et des opérations non budgétaires (Emprunt, TVA, opérations au nom et pour le compte de tiers : conventions de mandat, certains dispositifs d'intervention, certains programmes européens…)

La trésorie initiale 2022 s'établissait à 195,8M€.

EN M€	Trésorerie	Trésorerie fléchée	Trésorerie non fléchée
01/01/2022	**195,8**	9,8	186,0
Solde budgétaire	-0,4	-11,2	10,8
Tirage d'emprunt	37,0		37,0
Remboursement d'emprunt	-5,8		-5,8
Dispositifs d'intervention pour compte de tiers	6,1		6,1
TVA	-3,3		-3,3
31/12/2022	**229,3**	-1,4	230,7

La variation de trésorerie de l'année s'explique :

- par un abondement de trésorerie globalisée de 10,8M€ et par un prélèvement de trésorerie fléchée de 11,2M€, le cumul des deux représentant le solde budgétaire de -0,4M€
- par les opérations liées à l'emprunt : un abondement de trésorerie correspondants à la dernière mobilisation d'emprunt de 37M€ et un décaissement -5,8M€ relatif aux intérêts d'emprunts en cours
- par un abondement de trésorerie de 6,1M€ sur les opérations pour compte de tiers
- Un décaissement de -3,3M€ liée à la TVA

Le niveau de trésorerie atteint 230,7M€ en fin d'exercice 2022.

II/ Analyse patrimoniale

L'analyse comptable permet de contrôler les équilibres financiers de l'établissement. Elle retrace l'ensemble des opérations budgétaires (étudiées précédemment) et comptables. Ces dernières sont constituées des opérations non budgétaires, à savoir, les opérations non décaissables et non encaissables. Elles incluent notamment les amortissements et les opérations de rattachement des charges et des produits à l'exercice.

					budgets annexes				
En M€	**2020**	**2021**	**BR 2022**	**2022**	**BP**	**IMMO**	**CAMPUS**	**Evol. 2022/2021**	**Evol. 2022 / BR 22**
Subvention de l'Etat	390,1	391,3	408,8	400,8	369,9	23,8	7,1	10,7	-8,0
Autres subventions	34,3	34,9	47,1	33,7	33,0	0,6	0,1	-0,6	-13,4
Autres produits	91,1	103,4	118,9	114,8	77,8	31,3	5,7	23,7	-4,1
Total des produits	**515,5**	**529,6**	**574,8**	**549,3**	**480,7**	**55,8**	**12,9**	33,8	-25,5
Charges de personnel	363,0	367,3	393,5	381,0	379,9	0,7	0,4	18,0	-12,5
Fonctionnement	145,4	156,2	181,2	154,0	98,2	43,4	12,5	8,7	-27,2
Total des charges	**508,3**	**523,5**	**574,7**	**535,1**	**478,1**	**44,1**	**12,9**	26,7	-39,7
Résultat de fonctionnement	**7,2**	**6,1**	**0,1**	**14,2**	**2,6**	**11,7**	**0,0**	**8,2**	**14,2**

Premier indicateur de notre équilibre financier, le résultat de fonctionnement demeure positif et s'établit à +14M€. Ce montant agrége le résultat de trois budgets :

> Budget principal

Le résultat du budget principal, prévu au BR1 2022 à -5,5M€, s'établit à +2,6M€. Ce resultat conjugue plusieurs situations contrastées :

- -6,4M€ de déficit de la masse salariale « établissement » (Cf. focus infra)
- -1,2M€ de déficit des fonctions supports ou domaine pôles et directions
- -0,2M€ de résultat pour l'ensemble du domaine recherche
- +10,5M€ d'excédent des composantes du domaine formation et particulièrement sur le CFA (4,8M€), l'IUT (1,5M€) et le Collège des sciences de la santé (1,3M€).

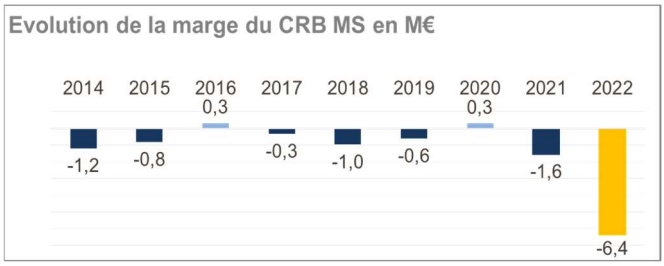
Focus – Résultat patrimonial de la masse salariale « établissement » (CRB MS)

En miroir du volet budgétaire, nous notons une dégradation particulièrement marquée du déficit du CRB MS en comptabilité générale.

En effet, en plus du manque structurel et historique de financements sur certaines mesures RH obligatoires (GVT, SMIC, télétravail…) qui errodent mécaniquement nos marges exercice après exercice, l'année 2022 se distingue par la non couverture par l'Etat de la revalorisation du point d'indice intervenue en juillet 2022. Cette mesure, représentant environ 4,7M€ sur ce CRB, a été entièrement assumée par l'établissement sur fonds propres.

L'impact financier global (revalorisation du point, GVT, LPR, SMIC, télétravail…) est donc particulèrement fort sur l'exercice (+12,9M€) et en dépit de mesures internes de compensation par le biais du Plan de Gestion des Emplois (-0,8M€), le niveau des dépenses connait une évolution de +12,1M€.
Le niveau des charges à payer ayant été particulièrement élevé en 2021, sous l'impulsion de la LPR, l'exercice 2022 présente des niveaux fortement en baisse sur ce volet non budgétaire.

Les recettes, certes en évolution, notamment par le biais de la SCSP (nouvelles tranches de la LPR, IFSE, revalorisation intermnitaire) et la contribution du CFA, ne permettent pas de couvrir l'évolution des dépenses et le résultat patrimonial du CRB MS connait une dégradation de -4,8M€ par rapport à 2021 pour s'établir à -6,4M€ sur l'exercice 2022.



La dynamique observée est anticipée sur le CRB MS constitue l'alerte principale quant à la trajectoire financière de l'établissement : les dépenses RH, continueront mécaniquement d'augmenter au fil des exercices et la prise en charge pérenne de cette difficulté pérenne, ne semble pas être prévue dans la politique de l'Etat.

> Budget annexe immobilier

Le résultat du budget annexe Immobilier prévu à +5,6M€ au BR1 2022, s'établit à +11,3M€, soit 6M€ de plus que prévu. Comme détaillé dans l'analyse du solde budgétaire, cette variation résulte essentiellement, d'une sous-exécution budgétaire et de l'inscription de produits exceptionnels :

- 3,4M€ de boni entre les versements d'avances sur les projets financés par le Plan France Relance et les décaissements réalisés sur l'exercice.
- 3,2M€ de soutien exceptionnel de l'Etat

> Budget annexe Campus

Le résultat du budget annexe Campus est en léger déséquilibre, comme prévu, en raison de la différence comptable entre dotations aux amortissements et quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice.

budgets annexes

En M€	2020	2021	BR 2022	2022	BP	IMMO	CAMPUS	Evol. 2022/2021	Evol. 2022 / BR 22
Résultat de fonctionnement	**7,2**	**6,1**	**0,1**	**14,2**	**2,6**	**11,7**	**0,0**	**8,2**	**14,2**
+ dotations aux amortissements et prov.	50,3	50,3	39,6	42,3	16,2	20,5	5,6	-8,0	2,7
+ valeur nette cptable des éléments cédés	-39,6	-38,4	-30,0	-34,6	-9,7	-19,3	-5,6	5,0	-4,7
- reprises sur amortissements et prov.		-4,8		1,0	0,0	1,0	0,0	1,0	1,0
- produits de cession d'éléments d'actifs		0,0	-8,4	-8,2	0,0	-8,2	0,0	-8,2	0,1
- quote-part des subv. d'investissement				0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement	**17,9**	**13,1**	**1,3**	**14,6**	**9,0**	**5,6**	**0,0**	**1,5**	**13,3**

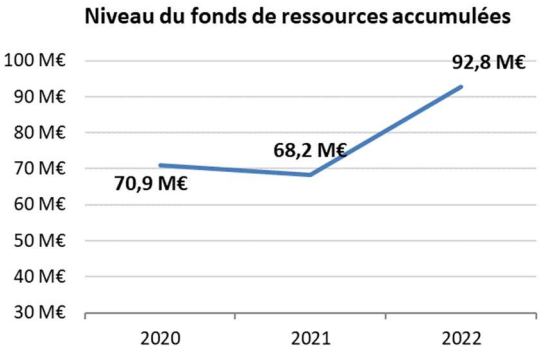
La capacité d'autofinancement (CAF) désigne les ressources générées par les activités de l'établissement pour permettre le financement de ses investissements.
Pour calculer la CAF, le résultat de fonctionnement est corrigé des écritures n'ayant pas donné lieu à encaissements (reprises d'amortissements, quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice, produits exceptionnels de cession) et décaissements (dotations aux provisions et amortissements, valeur nette comptable des éléments cédés).

La CAF 2022, sous l'effet notamment d'un résultat bonifié par rapport à la prévision, s'établit à 14,6M€.

budgets annexes

En M€	2020	2021	BR 2022	2022	BP	IMMO	CAMPUS	Evol. 2022/2021	Evol. 2022 / BR 22
Capacité d'autofinancement	**17,9**	**13,1**	**1,3**	**14,6**	**9,0**	**5,6**	**0,0**	**1,5**	**13,3**
Financement de l'actif par l'État	7,2	15,0	41,2	50,4	3,1	24,8	22,5	43,2	9,2
Autres ressources	14,4	13,7	23,4	21,6	6,1	10,3	5,1	7,2	-1,8
Augmentation des dettes financières	38,5	24,6	37,0	37,0			37,0	-1,5	0,0
Total des ressources	**77,9**	**66,3**	**102,9**	**123,6**	**18,2**	**40,7**	**64,7**	**57,3**	**20,7**
Investissements	69,9	62,4	117,0	96,3	19,7	34,4	42,1	26,4	-20,8
Remboursement des dettes financières	2,7	4,4	5,7	5,7		0,1	5,5	2,9	0,0
Total des emplois	**72,6**	**66,8**	**122,7**	**101,9**	**19,7**	**34,6**	**47,6**	**35,2**	**-20,8**
Variation du fonds de ressources accumulées	**5,3**	**-0,5**	**-19,8**	**21,6**	**-1,5**	**6,1**	**17,0**	**22,1**	**41,4**
Ajustements comptables	-0,1	-2,2		3,0	1,7	0,1	1,3	5,2	3,0
Variation du fonds de ressources accumulées	**5,2**	**-2,7**	**-19,8**	**24,6**	**0,2**	**6,1**	**18,3**	**27,3**	**44,4**
Niveau du fonds de ressources accumulées	**70,9**	**68,2**	**48,4**	**92,8**	**53,8**	**18,9**	**20,1**	**24,6**	**44,4**

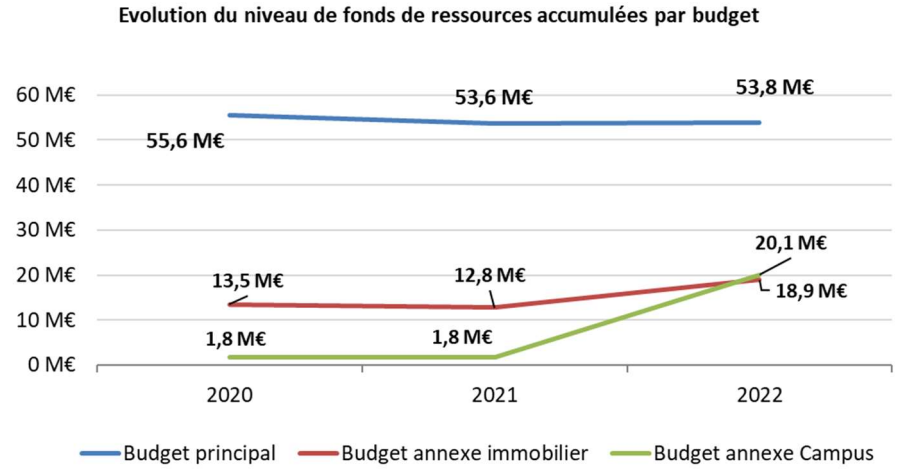
Cette CAF soutenue, conjuguée aux ressources d'investissement (72M€) et au tirage de l'emprunt de 37M€, suffit à couvrir l'intégralité des dépenses exécutées en investissement (102M€) et le fonds de ressources accumulées (FdRA) se trouve abonder de 21,6M€. Ce prélèvement est complété des ajustements comptables réalisés en clôture pour +3M€, portant le niveau du FdRA à 98,2M€.



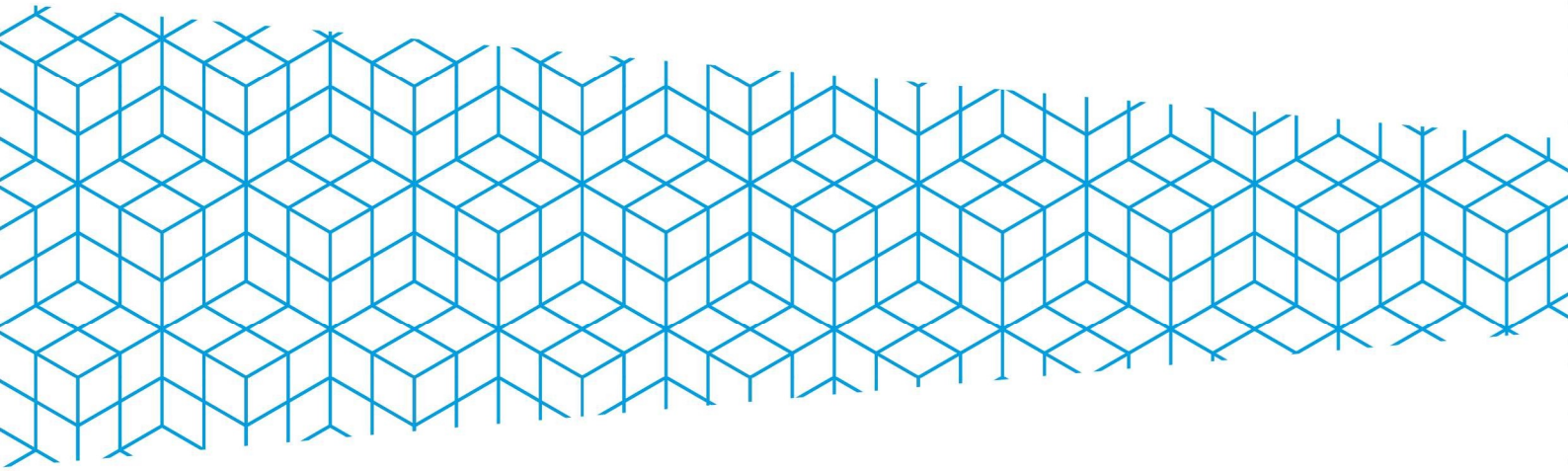
Le niveau final du fonds de ressources accumulées de l'exercice 2022 reste élevé mais doit être analysé de façon plus fine, a minima par budget.

Le niveau de FdRA du budget principal est plutôt stable depuis 3 ans. A contrario, le FdRA du budget annexe Campus intègre les crédits mobilisés par le biais de l'emprunt.
En effet, 2022 était la dernière année de mobilisation des fonds et ces derniers sont venus abonder le FdRA, pour être prélevés sur l'exercice 2023.

Le budget annexe immobilier intègre les produits de cession et devrait être prélevé lors de la création de la filiale de valorisation



Partie II
Documents budgétaires



université de BORDEAUX

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget de l'établissement (agrégé)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses						
	Budget 2022 après BR1		Execution		Ecarts	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	397 439 032	397 439 032	386 431 878	386 432 018	- 11 007 154	- 11 007 014
dont contributions employeur au CAS Pension			*102 507 711*	*102 507 711*		
Fonctionnement	240 142 636	137 870 004	193 495 193	96 840 852	- 46 647 443	- 41 029 152
Investissement	80 046 536	117 672 059	60 124 123	91 721 616	- 19 922 413	- 25 950 443
TOTAL DES DÉPENSES	**717 628 204**	**652 981 095**	**640 051 194**	**574 994 486**	**- 77 577 010**	**- 77 986 609**
Solde budgétaire (excédent)						**43 015 260**

Budget 2022 après BR1	**Execution**	**Ecarts Budget/exécution**		
544 030 513	**513 161 172**	**-**	**30 869 340**	**Recettes globalisées**
353 308 316	357 699 430		4 391 114	Subvention pour charges de service public
44 805 182	45 756 030		950 848	Autres financements de l'Etat
3 060 450	2 210 879	-	849 570	Fiscalité affectée
61 112 737	39 279 071	-	21 833 666	Autres financements publics
81 743 827	68 215 762	-	13 528 066	Recettes propres
65 281 095	**61 417 520**	**-**	**4 102 009**	**Recettes fléchées**
56 533 504	54 556 027	-	1 977 477	Financements de l'Etat fléchés
8 728 993	6 723 678	-	2 005 315	Autres financements publics fléchés
18 599	137 816	-	119 217	Recettes propres fléchées
609 311 608	**574 578 693**	**-**	**34 971 349**	**TOTAL DES RECETTES**
43 669 487	**415 794**			**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 4 - Équilibre financier

Besoins (utilisation des financements)			
	Budget 2022 après BR1	**Execution**	**Ecarts**
Solde budgétaire (déficit)	43 669 488	415 794	- 43 253 694
Remboursements d'emprunts	5 664 209	5 835 828	171 619
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	4 600 000	7 386 485	2 786 485
TVA décaissée	9 300 000	11 325 950	2 025 950
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	2 000 000	1 550 455	- 449 545
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	65 233 697	26 514 512	- 38 719 185
Variation de trésorerie	-	33 541 442	33 541 442
dont Abondement sur la trésorerie des opérations non budgétaires	*36 009 768*	*33 957 235*	- 2 052 533
dont Abondement sur la trésorerie fléchée	-		
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	-	*10 750 498*	10 750 498
TOTAL DES BESOINS	**65 233 697**	**60 055 954**	**- 5 177 743**

Budget 2022 après BR1	**Execution**	**Ecarts**	
-	-	-	Solde budgétaire (excédent)
36 973 977	36 973 977	-	Nouveaux emprunts
5 000 000	10 473 251	5 473 251	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
9 600 000	8 042 549	- 1 557 451	TVA
6 000 000	4 566 176	- 1 433 823	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
57 573 977	60 055 954	2 481 977	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)**
7 659 721		- 7 659 721	**Variation de trésorerie**
		-	*dont Prélèvement sur la trésorerie des opérations non budgétaires*
18 023 539	*11 166 292*	- *6 857 247*	*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée*
25 645 950		- *25 645 950*	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée*
65 233 699	**60 055 954**	**- 5 177 744**	**TOTAL DES FINANCEMENTS**

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses										
	Budget 2022 après BR1		Execution		Ecarts		Budget 2022 après BR1	Execution	Ecarts Budget/exécution	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	396 124 231	396 124 231	385 297 596	385 297 638	- 10 826 635	- 10 826 593	**479 598 395**	**449 173 602**	**- 30 424 793**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension							336 292 888	336 595 341	302 453	Subvention pour charges de service public
							13 984 685	16 591 620	2 606 935	Autres financements de l'Etat
							3 060 450	2 210 879	- 849 570	Fiscalité affectée
Fonctionnement	105 512 880	104 257 768	73 817 942	69 339 952	- 31 694 939	- 34 917 816	55 761 395	37 561 666	- 18 199 729	Autres financements publics
							70 498 977	56 214 095	- 14 284 882	Recettes propres
							37 130 988	**36 289 168**	**- 841 820**	**Recettes fléchées**
Investissement	34 709 050	31 805 064	27 538 576	19 170 563	- 7 170 475	- 12 634 501	36 311 996	35 402 222	- 909 774	Financements de l'Etat fléchés
							818 993	774 462	- 44 530	Autres financements publics fléchés
							-	112 484	112 484	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	**536 346 162**	**532 187 063**	**486 654 114**	**473 808 154**	**- 49 692 049**	**- 58 378 909**	**516 729 384**	**485 462 770**	**- 31 266 613**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)				**11 654 617**		**27 112 296**	**15 457 679**			**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget annexe (IMMO)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses										
	Budget 2022 après BR1		Execution		Ecarts		Budget 2022 après BR1	Execution	Ecarts Budget/exécution	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	874 801	874 801	719 925,63	720 024	- 154 875	- 154 777	**64 432 117**	**63 987 570**	**- 444 547**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension							17 015 428	21 104 089	4 088 661	Subvention pour charges de service public
							30 820 497	29 164 410	- 1 656 087	Autres financements de l'Etat
							-	-	-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	24 688 990	25 703 265	21 874 001,62	21 283 870	- 2 814 989	- 4 419 395	5 351 342	1 717 405	- 3 633 938	Autres financements publics
							11 244 850	12 001 667	756 816	Recettes propres
							-	**-**	**-**	**Recettes fléchées**
Investissement	24 335 933	40 988 821	14 900 482,52	31 392 975	- 9 435 451	- 9 595 846	-	-	-	Financements de l'Etat fléchés
							-	-	-	Autres financements publics fléchés
							-	-	-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	**49 899 724**	**67 566 886**	**37 494 410**	**53 396 869**	**- 12 405 314**	**- 14 170 018**	**64 432 117**	**63 987 570**	**- 444 547**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)				**10 590 702**		**13 725 471**	**3 134 769**			**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget annexe (Campus)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses										
	Budget 2022 après BR1		Execution		Ecarts		Budget 2022 après BR1	Execution	Ecarts Budget/exécution	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP				
Personnel	440 000	440 000	414 356	414 356	- 25 644	- 25 644	**-**	**-**	**-**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension							-	-	-	Subvention pour charges de service public
							-	-	-	Autres financements de l'Etat
							-	-	-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	109 940 765	7 908 972	97 803 249	6 217 030	- 12 137 516	- 1 691 942	-	-	-	Autres financements publics
							-	-	-	Recettes propres
							28 150 106	**25 128 352**	**- 3 021 754**	**Recettes fléchées**
Investissement	21 001 553	44 878 174	17 685 065	41 158 078	- 3 316 487	- 3 720 096	20 221 508	19 153 805	- 1 067 703	Financements de l'Etat fléchés
							7 910 000	5 949 215	- 1 960 785	Autres financements publics fléchés
							18 599	25 332	6 733	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	**131 382 318**	**53 227 146**	**115 902 671**	**47 789 464**	**- 15 479 647**	**- 5 437 682**	**28 150 106**	**25 128 352**	**- 3 021 754**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)						**2 415 928**	**25 077 039**	**22 661 112**		**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine - Budget de l'établissement

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	**172 558 571**	**172 558 571**	**17 621 043**	**17 520 063**	**7 791 671**	**7 103 682**	**197 971 285**	**197 182 316**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	112 891 766	112 891 766	9 348 014	9 441 487	5 202 009	4 801 135	127 441 789	127 134 388
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	49 321 770	49 321 770	7 312 169	7 160 674	2 523 600	2 258 861	59 157 539	58 741 306
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	10 345 035	10 345 035	960 860	917 902	66 062	43 685	11 371 958	11 306 623
D105 - Bibliothèques et documentation	8 021 797	8 021 797	10 661 849	5 919 432	62 214	72 148	18 745 860	14 013 378
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	49 897 632	49 918 582	15 755 858	14 906 090	10 063 050	3 603 966	75 716 540	68 428 638
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	14 700 017	14 700 017	1 286 000	1 344 215	240 413	297 232	16 226 431	16 341 464
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	27 237 654	27 237 654	3 818 012	3 815 609	2 088 558	1 677 202	33 144 224	32 730 465
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	1 420 891	1 420 891	43 847	44 688	-	-	1 464 738	1 465 580
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	9 045 667	9 045 667	1 692 480	1 660 171	802 338	1 131 491	11 540 484	11 837 329
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	23 767 372	23 767 372	2 793 137	2 801 475	135 778	163 717	26 696 287	26 732 563
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 401 868	2 401 868	1 055 042	1 227 736	375 099	352 420	3 832 009	3 982 024
D113 - Diffusion des savoirs et musées	705 401	705 401	45 974	49 016	-	-	751 375	754 417
D114 - Immobilier	3 639 980	3 640 078	122 497 620	31 397 096	33 075 001	73 585 133	159 212 601	108 622 307
D115 - Pilotage et support	66 824 717	66 803 810	13 861 983	13 880 271	4 850 442	3 297 764	85 537 142	83 981 845
Étudiants	6 210 311	6 210 311	**2 362 350**	**2 274 991**	**639 558**	**436 859**	**9 212 218**	**8 922 161**
D201 - Aides directes aux étudiants	2 101 897	2 101 897	63 330	43 918	-	-	2 165 228	2 145 816
D202 - Aides indirectes	488 623	488 623	183 183	186 857	-	-	671 806	675 480
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	3 619 791	3 619 791	2 115 837	2 044 216	639 558	436 859	6 375 185	6 100 865
Total	**386 431 878**	**386 432 018**	**193 495 193**	**96 840 852**	**60 124 123**	**91 721 616**	**640 051 194**	**574 994 486**
						SOLDE BUDGETAIRE (excédent)		**0**

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	357 699 430	-	-	-	-	-	-	-	357 699 430
Droits d'inscription	-	-	-	-	9 359 806	-	-	-	9 359 806
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	9 364 238	-	-	-	9 364 238
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	16 053 360	-	-	-	16 053 360
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	3 438 657	-	-	-	3 438 657
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	54 556 027	-	-	54 556 027
ANR hors investissements d'avenir	-	15 258 283	-	122 203	-	-	-	-	15 380 486
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	9 864 586	-	-	2 159 231	-	12 023 818
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	9 470 444	-	-	-	-	9 470 444
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	30 497 747	-	19 344 132	1 425 124	-	4 564 446	-	55 831 449
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	2 085 860	-	-	-	2 085 860
Autres recettes	-	-	2 210 879	477 706	26 488 718	-	-	137 816	29 315 119
Total	**357 699 430**	**45 756 030**	**2 210 879**	**39 279 071**	**68 215 762**	**54 556 027**	**6 723 678**	**137 816**	**574 578 693**
							SOLDE BUDGETAIRE (déficit)		**415 794**

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine - Budget principal

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	**172 558 571**	**172 558 571**	**17 486 647**	**17 375 521**	**6 911 463**	**6 297 161**	**196 956 681**	**196 231 254**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	112 891 766	112 891 766	9 223 156	9 310 215	4 440 043	4 082 736	126 554 964	126 284 716
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	49 321 770	49 321 770	7 302 631	7 147 405	2 405 358	2 170 740	59 029 759	58 639 915
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	10 345 035	10 345 035	960 860	917 902	66 062	43 685	11 371 958	11 306 623
D105 - Bibliothèques et documentation	8 021 797	8 021 797	10 661 849	5 919 432	62 214	72 148	18 745 860	14 013 378
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	49 897 632	49 918 582	15 754 478	14 904 709	10 061 038	3 602 901	75 713 148	68 426 192
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	14 700 017	14 700 017	1 286 000	1 344 215	240 413	297 232	16 226 431	16 341 464
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	27 237 654	27 237 654	3 818 012	3 815 609	2 088 558	1 677 202	33 144 224	32 730 465
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	1 420 891	1 420 891	43 847	44 688	-	-	1 464 738	1 465 580
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	9 045 667	9 045 667	1 636 974	1 602 599	802 338	1 131 491	11 484 979	11 779 757
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	23 767 372	23 767 372	2 792 907	2 801 245	135 778	163 717	26 696 057	26 732 333
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 401 868	2 401 868	1 054 520	1 226 634	375 099	352 420	3 831 487	3 980 922
D113 - Diffusion des savoirs et musées	705 401	705 401	45 974	49 016	-	-	751 375	754 417
D114 - Immobilier	2 968 659	2 968 659	3 978 600	4 923 574	2 272 966	2 405 047	9 220 225	10 297 280
D115 - Pilotage et support	66 361 756	66 340 849	13 355 727	13 456 903	4 143 602	2 947 039	83 861 084	82 744 792
Étudiants	**6 210 311**	**6 210 311**	**1 902 408**	**1 875 807**	**445 106**	**224 203**	**8 557 825**	**8 310 320**
D201 - Aides directes aux étudiants	2 101 897	2 101 897	63 330	43 918	-	-	2 165 228	2 145 816
D202 - Aides indirectes	488 623	488 623	178 863	182 537	-	-	667 486	671 160
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	3 619 791	3 619 791	1 660 215	1 649 351	445 106	224 203	5 725 111	5 493 344
Total	**385 297 596**	**385 297 638**	**73 817 942**	**69 339 952**	**27 538 576**	**19 170 563**	**486 654 114**	**473 808 154**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	**11 654 617**

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	336 595 341	-	-	-	-	-	-	-	336 595 341
Droits d'inscription	-	-	-	-	9 078 385	-	-	-	9 078 385
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	9 364 238	-	-	-	9 364 238
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	15 996 068	-	-	-	15 996 068
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	3 438 657	-	-	-	3 438 657
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	35 402 222	-	-	35 402 222
ANR hors investissements d'avenir	-	12 369 972	-	122 203	-	-	209 231	-	12 282 944
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	9 303 172	-	-	209 231	-	9 512 403
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	9 470 444	-	-	-	-	9 470 444
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	4 221 648	-	18 188 142	1 425 124	-	774 462	-	24 609 376
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	2 085 860	-	-	-	2 085 860
Autres recettes	-	-	2 210 879	477 706	14 825 764	-	-	112 484	17 626 834
Total	**336 595 341**	**16 591 620**	**2 210 879**	**37 561 666**	**56 214 095**	**35 402 222**	**774 462**	**112 484**	**485 462 770**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	**-**

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine - Budget annexe (IMMO)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	**-**	**-**	**134 396**	**144 542**	**880 208**	**806 521**	**1 014 604**	**951 063**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	-	-	124 858	131 273	761 966	718 399	886 824	849 672
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	-	-	9 538	13 269	118 242	88 121	127 780	101 390
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	-	-	-	-	-	-	-	-
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	-	-	1 380	1 380	2 012	1 065	3 392	2 445
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	55 506	57 571	-	-	55 506	57 571
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	-	-	-	-	-	-	-	-
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	522	1 102	-	-	522	1 102
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	308 513	308 611	20 716 000	20 256 723	13 116 970	30 022 008	34 141 483	50 587 342
D115 - Pilotage et support	411 413	411 413	506 256	423 367	706 841	350 725	1 624 510	1 185 505
Étudiants	**-**	**-**	**459 942**	**399 185**	**194 452**	**212 656**	**654 394**	**611 841**
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes	-	-	4 320	4 320	-	-	4 320	4 320
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	455 622	394 865	194 452	212 656	650 074	607 521
Total	**719 926**	**720 024**	**21 874 002**	**21 283 870**	**14 900 483**	**31 392 975**	**37 494 410**	**53 396 869**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	**10 590 702**

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	21 104 089	-	-	-	-	-	-	-	21 104 089
Droits d'inscription	-	-	-	-	281 421	-	-	-	281 421
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	57 292	-	-	-	57 292
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR hors investissements d'avenir	-	2 888 311	-	-	-	-	-	-	2 888 311
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	561 415	-	-	-	-	561 415
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	26 276 099	-	1 155 990	-	-	-	-	27 432 089
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres recettes	-	-	-	-	11 662 954	-	-	-	11 662 954
Total	**21 104 089**	**29 164 410**	**-**	**1 717 405**	**12 001 667**	**-**	**-**	**-**	**63 987 570**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	**-**

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine - Budget annexe (Campus)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	-	-	-	-	-	-	-	-
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	-	-	-	-	-	-	-	-
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	-	-	-	-	-	-	-	-
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	-	-	-	-	-	-	-	-
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	-	-	230	230	-	-	230	230
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	-	-	-	-	-	-
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	362 808	362 808	97 803 019	6 216 800	17 685 065	41 158 078	115 850 893	47 737 686
D115 - Pilotage et support	51 548	51 548	-	-	-	-	51 548	51 548
Étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes	-	-	-	-	-	-	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	**414 356**	**414 356**	**97 803 249**	**6 217 030**	**17 685 065**	**41 158 078**	**115 902 671**	**47 789 464**

SOLDE BUDGETAIRE (excédent)	**0**

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'inscription	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	19 153 805	-	-	19 153 805
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	209 231	-	209 231
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	-	-	-	1 950 000	-	1 950 000
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	-	-	-	-	-	3 789 984	-	3 789 984
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres recettes	-	-	-	-	-	-	-	25 332	25 332
Total	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**19 153 805**	**5 949 215**	**25 332**	**25 128 352**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	**22 661 112**

Tableau 5 - Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements prévisionnels BR1	Décaissements exécutés	Encaissements prévisionnels BR1	Encaissements exécutés
Opérations pour compte de tiers	4671	AMI : Aide à la mobilité internationale des étudiants	521 600	225 600	521 600	521 600
	46781	Bourses ERASMUS	589 110	702 300	989 110	992 527
	47313	Projet sur convention	3 489 290	6 458 585	3 489 290	8 959 124
Total			***4 600 000***	***7 386 485***	***5 000 000***	***10 473 251***
TVA			**9 300 000**	**11 325 950**	**9 600 000**	**8 042 549**

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget de l'établissement (agrégé)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	PRODUITS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Personnel	367 347 857	393 498 638	381 011 745	- 12 486 893	Subvention de l'Etat	391 278 294	408 827 093	400 828 471	- 7 998 622
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	156 184 586	181 208 374	154 039 042	- 27 169 331	Autres subventions	34 917 791	47 065 894	33 660 735	- 13 405 159
					Autres produits	103 391 114	118 877 955	114 807 838	- 4 070 117
TOTAL DES CHARGES (1)	**523 532 444**	**574 707 012**	**535 050 787**	**- 39 656 225**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**529 587 200**	**574 770 942**	**549 297 044**	**- 25 473 898**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**6 054 756**	**63 930**	**14 246 257**	**14 182 327**	*Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)*				
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**529 587 200**	**574 770 942**	**549 297 044**	**- 25 473 898**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**529 587 200**	**574 770 942**	**549 297 044**	**- 25 473 898**

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Résultat prévisionnel de l'exercice	**6 054 756**	**63 930**	**14 246 257**	**14 182 327**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	50 308 225	39 589 000	42 279 883	2 690 883
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 43 248 040	- 29 953 500	- 34 648 705	- 4 695 205
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	969 724	969 724
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 15 664	- 8 378 500	- 8 229 220	149 280
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-
= CAF ou IAF*	**13 099 277**	**1 320 930**	**14 617 938**	**13 297 008**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	RESSOURCES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Insuffisance d'autofinancement*	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement*	13 099 277	1 320 930	14 617 938	13 297 008
Investissements	62 387 606	117 035 220	96 266 027	- 20 769 193	Financement de l'actif par l'État	14 954 840	41 235 161	50 405 204	9 170 043
					Autres ressources	13 679 164	23 385 378	21 576 241	- 1 809 137
Remboursement des dettes financières	4 392 036	5 664 209	5 673 462	9 253	Augmentation des dettes financières	24 582 360	36 973 977	36 973 977	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**66 779 642**	**122 699 429**	**101 939 489**	**- 20 759 940**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**66 315 641**	**102 915 446**	**123 573 360**	**20 657 914**
APPORT au FDRA (7) = (6)-(5)	**-**	**-**	**21 633 871**	**41 417 854**	**PRELEVEMENT sur FDRA (8) = (6)-(5)**	**464 001**	**19 783 983**	**-**	**-**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 464 001	- 19 783 983	21 633 871	41 417 854
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 26 097 633	- 12 124 262	- 11 907 571	216 691
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	25 633 632	- 7 659 721	33 541 442	41 201 163
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	68 207 628	48 423 646	92 814 300	44 390 654
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 127 558 744	- 139 683 006	- 136 493 514	3 189 492
Niveau de la TRESORERIE	195 766 372	188 106 651	229 307 814	41 201 163

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	PRODUITS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Personnel	366 301 255	392 183 837	379 896 880	- 12 286 957	Subvention de l'Etat	374 653 841	379 558 103	369 895 773	- 9 662 329
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	96 108 115	123 501 084	98 214 542	- 25 286 543	Autres subventions	25 320 527	46 434 059	32 993 061	- 13 440 998
					Autres produits	68 789 699	84 146 058	77 801 859	- 6 344 199
TOTAL DES CHARGES (1)	**462 409 370**	**515 684 922**	**478 111 422**	**- 37 573 500**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**468 764 067**	**510 138 219**	**480 690 694**	**- 29 447 526**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**6 354 697**	**-**	**2 579 272**	**8 125 974**	*Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)*		**5 546 702**	**-**	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**468 764 067**	**515 684 922**	**480 690 694**	**- 29 447 526**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**468 764 067**	**515 684 922**	**480 690 694**	**- 29 447 526**

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Résultat prévisionnel de l'exercice	**6 354 697**	**- 5 546 702**	**2 579 272**	**8 125 974**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 422 290	15 195 000	16 155 588	960 588
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 11 301 040	- 7 769 300	- 9 716 915	- 1 947 615
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 15 664	-	- 24 220	- 24 220
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-
= CAF ou IAF*	**11 460 284**	**1 878 998**	**8 993 725**	**7 114 727**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	RESSOURCES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Insuffisance d'autofinancement*	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement*	11 460 284	1 878 998	8 993 725	7 114 727
Investissements	18 633 720	31 314 755	19 719 355	- 11 595 400	Financement de l'actif par l'État	- 1 667 861	3 782 400	3 105 449	- 676 950
	-	-			Autres ressources	11 768 394	14 221 796	6 146 206	- 8 075 589
Remboursement des dettes financières	-	-		-	Augmentation des dettes financières	-	-		-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**18 633 720**	**31 314 755**	**19 719 355**	**- 11 595 400**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**21 560 816**	**19 883 193**	**18 245 381**	**- 1 637 812**
APPORT au FDRA (7) = (6)-(5)	**2 927 096**	**-**	**-**	**9 957 588**	**PRELEVEMENT sur FDRA (8) = (6)-(5)**		**11 431 562**	**1 473 973**	

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	2 927 096	- 11 431 562	- 1 473 973	9 957 588
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 19 441 744	5 595 657	- 35 015 416	- 40 611 072
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	22 368 840	- 17 027 219	33 541 442	50 568 661
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	53 621 020	42 189 458	53 805 614	11 616 156
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 72 889 875	- 67 294 218	- 87 598 227	- 20 304 009
Niveau de la TRESORERIE	126 510 894	109 483 676	141 403 841	31 920 165

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget annexe (IMMO)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	PRODUITS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Personnel	693 079	874 801	707 782	- 167 018	Subvention de l'Etat	16 624 453	21 095 842	23 808 278	2 712 436
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	48 317 201	44 162 210	43 372 800	- 789 410	Autres subventions	2 668 661	631 835	617 674	- 14 161
					Autres produits	29 425 056	28 931 350	31 326 310	2 394 959
TOTAL DES CHARGES (1)	**49 010 281**	**45 037 010**	**44 080 583**	**- 956 428**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**48 718 170**	**50 659 028**	**55 752 261**	**5 093 234**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**-**	**5 622 017**	**11 671 679**	**6 049 662**	*Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)*	**292 111**			
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**49 010 281**	**50 659 028**	**55 752 261**	**5 093 234**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**49 010 281**	**50 659 028**	**55 752 261**	**5 093 234**

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Résultat prévisionnel de l'exercice	**- 292 111**	**5 622 017**	**11 671 679**	**6 049 662**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	28 703 489	18 758 300	20 531 893	1 773 593
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 26 775 508	- 16 560 500	- 19 339 389	- 2 778 889
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		-	969 724	969 724
- produits de cession d'éléments d'actifs		- 8 378 500	- 8 205 000	173 500
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-		-
= CAF ou IAF*	**1 635 871**	**- 558 683**	**5 628 907**	**6 187 590**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	RESSOURCES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Insuffisance d'autofinancement*	-	558 683	-	- 558 683	Capacité d'autofinancement*	1 635 871	-	5 628 907	5 628 907
Investissements	13 046 848	40 842 291	34 443 866	- 6 398 425	Financement de l'actif par l'État	6 532 390	30 060 355	24 762 599	- 5 297 756
				-	Autres ressources	1 910 770	3 133 283	10 286 206	7 152 924
Remboursement des dettes financières	141 316	141 316	141 316	-	Augmentation des dettes financières		-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**13 188 163**	**41 542 290**	**34 585 182**	**- 6 957 108**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**10 079 031**	**33 193 637**	**40 677 712**	**7 484 075**
APPORT au FDRA (7) = (6)-(5)	**-**	**-**	**6 092 530**	**14 441 183**	**PRELEVEMENT sur FDRA (8) = (6)-(5)**	**3 109 133**	**8 348 653**	**-**	**-**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 3 109 133	- 8 348 653	6 092 530	14 441 183
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 638 106	- 11 342 106	- 4 398 849	6 943 257
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	- 2 471 026	2 993 453	10 491 379	7 497 926
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	12 777 559	4 428 906	18 927 043	14 498 137
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 2 417 140	- 13 759 245	- 6 759 035	7 000 211
Niveau de la TRESORERIE	15 194 698	18 188 151	25 686 078	7 497 926

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget annexe (Campus)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	PRODUITS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Personnel	353 523	440 000	407 082	- 32 918	Subvention de l'Etat	6 878 603	8 173 148	7 124 420	- 1 048 728
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	11 759 270	13 545 080	12 451 700	- 1 093 379	Autres subventions	50 000	-	50 000	50 000
					Autres produits	5 176 360	5 800 547	5 679 669	- 120 878
TOTAL DES CHARGES (1)	**12 112 793**	**13 985 080**	**12 858 783**	**- 1 126 297**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**12 104 963**	**13 973 695**	**12 854 089**	**- 1 119 606**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**-**	**-**	**-**	**6 691**	*Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)*	**7 830**	**11 385**	**4 694**	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**12 112 793**	**13 985 080**	**12 858 783**	**- 1 119 606**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**12 112 793**	**13 985 080**	**12 858 783**	**- 1 119 606**

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Résultat prévisionnel de l'exercice	**- 7 830**	**- 11 385**	**- 4 694**	**6 691**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5 182 445	5 635 700	5 592 402	- 43 298
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 5 171 492	- 5 623 700	- 5 592 402	31 298
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		-		-
- produits de cession d'éléments d'actifs		-		-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-
= CAF ou IAF*	**3 123**	**615**	**- 4 694**	**- 5 309**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	RESSOURCES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Insuffisance d'autofinancement*	-	-	4 694	4 694	Capacité d'autofinancement*	3 123	615	-	- 615
Investissements	30 707 038	44 878 174	42 102 807	- 2 775 368	Financement de l'actif par l'État	10 090 311	7 392 407	22 537 156	15 144 749
		-			Autres ressources		6 030 299	5 143 828	- 886 471
Remboursement des dettes financières	4 250 721	5 522 893	5 532 146	9 253	Augmentation des dettes financières	24 582 360	36 973 977	36 973 977	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**34 957 758**	**50 401 067**	**47 639 646**	**- 2 761 420**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**34 675 794**	**50 397 299**	**64 654 961**	**29 979 167**
APPORT au FDRA (7) = (6)-(5)	**-**	**-**	**17 015 315**	**32 740 587**	**PRELEVEMENT sur FDRA (8) = (6)-(5)**	**281 964**	**3 768**	**-**	**-**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 281 964	- 3 769	17 015 315	17 019 083
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 6 017 783	- 6 377 813	8 858 199	15 236 012
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	5 735 818	6 374 045	8 157 116	1 783 071
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	1 809 050	1 805 282	20 081 643	18 276 362
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 52 251 729	- 58 629 543	- 42 136 252	16 493 290
Niveau de la TRESORERIE	54 060 780	60 434 824	62 217 896	1 783 071

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 7 - Plan de trésorerie - Université de Bordeaux

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	**195 766 372**	**290 995 441**	**236 279 225**	**200 044 849**	**248 263 803**	**225 210 633**	**194 372 483**	**283 224 884**	**295 477 090**	**263 053 106**	**283 913 761**	**261 471 671**	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	***4 422 240***	***6 524 669***	***94 483 757***	***91 174 380***	***17 251 464***	***6 206 546***	***133 664 657***	***12 783 294***	***8 902 308***	***67 531 594***	***20 619 627***	***50 906 109***	***514 470 646***
Subvention pour charges de service public	0	0	87 946 835	86 895 085	0	0	121 195 795	3 243 653	0	51 817 227	481 000	6 119 835	357 699 430
Autres financements de l'État	461 751	523 970	688 598	489 022	9 946 027	1 823 549	3 890 218	6 757 813	1 423 373	-241 621	8 902 107	12 305 705	46 970 511
Fiscalité	0	0	234	0	175	0	2 210 450	0	0	0	927	410	2 212 196
Autres financements publics	1 154 300	2 290 976	2 222 316	1 088 537	4 384 482	1 379 511	2 170 033	688 923	4 483 432	3 085 474	5 626 932	10 885 965	39 460 881
Recettes propres	2 806 189	3 709 723	3 625 774	2 701 736	2 920 780	3 003 487	4 198 161	2 092 906	2 995 503	12 870 514	5 608 661	21 594 195	68 127 629
Recettes budgétaires fléchées	***10 849 649***	***875 167***	***1 923 665***	***12 564 773***	***667 017***	***20 507***	***15 266 618***	***1 459 980***	***136 894***	***11 830 142***	***450 000***	***4 063 634***	***60 108 047***
Financements de l'État fléchés	10 849 649	873 000	1 917 949	10 613 788	0	0	10 731 719	1 459 980	3 796 894	11 830 105	0	410 200	52 483 283
Autres financements publics fléchés	0	0	0	1 946 725	642 960	0	4 533 000	0	-3 660 000	0	450 000	3 638 231	7 550 916
Autres recettes fléchées	0	2 167	5 717	4 261	24 057	20 507	1 900	0	0	36	0	15 203	73 847
Opérations non budgétaires	***88 003 331***	***6 640 703***	***-87 559 304***	***1 641 133***	***685 670***	***6 720 383***	***-588 775***	***34 882 495***	***13 213 288***	***-2 687 526***	***10 077 583***	***-10 973 026***	***60 055 954***
Emprunts : encaissements en capital	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	0	29 573 977	*0*	*0*	*7 400 000*	*0*	*36 973 977*
Opérations gérées en comptes de tiers :	**88 003 331**	**6 640 703**	**-87 559 304**	**1 641 133**	**685 670**	**6 720 383**	**-588 775**	**5 308 518**	**13 213 288**	**-2 687 526**	**2 677 583**	**-10 973 026**	**23 081 977**
- TVA encaissée	159 603	1 840 038	406 374	65 365	679 668	440 395	163 063	941 307	972 282	1 889 340	206 634	278 482	8 042 549
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	0	0	156 240	366 569	1 027 249	1 188 520	1 123 309	0	616 513	0	2 007 689	3 987 163	10 473 251
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	87 843 728	4 800 665	-88 121 918	1 209 199	-1 021 247	5 091 469	-1 875 147	4 367 211	11 624 493	-4 576 866	463 260	-15 238 671	4 566 176
A. TOTAL	**103 275 220**	**14 040 539**	**8 848 118**	**105 380 286**	**18 604 150**	**12 947 437**	**148 342 501**	**49 125 768**	**22 252 490**	**76 674 210**	**31 147 210**	**43 996 718**	**634 634 647**
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	***4 941 143***	***2 191 296***	***41 359 789***	***67 558 450***	***40 343 694***	***8 804 755***	***72 862 224***	***1 412 288***	***81 643 536***	***42 688 708***	***49 164 978***	***90 749 287***	***503 720 148***
Personnel	30 952	-900 702	29 710 854	59 111 554	31 892 697	43 635	58 952 747	321	66 976 667	31 310 545	32 397 848	62 705 484	372 232 602
Fonctionnement	5 191 631	1 325 548	7 174 591	6 286 100	6 147 268	5 654 168	9 616 855	947 597	9 223 241	6 273 331	8 743 550	15 331 750	81 915 630
Investissement	-281 439	1 766 449	4 474 344	2 160 797	2 303 729	3 106 951	4 292 622	464 370	5 443 627	5 104 832	8 023 580	12 712 053	49 571 915
Dépenses liées à des recettes fléchées	***1 651 941***	***4 577 783***	***2 190 621***	***15 601 252***	***1 678 438***	***2 243 685***	***10 927 104***	***170 103***	***7 237 516***	***9 888 756***	***2 536 316***	***12 570 825***	***71 274 339***
Personnel	4 736	963 967	975 000	2 106 207	946 459	-2 417	2 068 317	0	2 213 715	1 092 769	1 185 164	2 645 500	14 199 416
Fonctionnement	502 037	3 073 453	841 871	692 257	372 234	1 195 636	1 218 128	162 553	703 273	2 464 066	694 171	3 005 542	14 925 222
Investissement	1 145 167	540 363	373 750	12 802 787	359 744	1 050 465	7 640 660	7 550	4 320 527	6 331 922	656 981	6 919 783	42 149 701
Opérations non budgétaires	***1 453 066***	***61 987 677***	***1 532 084***	***-25 998 370***	***-364 812***	***32 737 147***	***-24 299 229***	***35 291 172***	***-34 204 578***	***3 236 091***	***1 888 006***	***-27 159 536***	***26 098 719***
Emprunts : remboursements en capital	*1 051 848*	*0*	*155 165*	*881 702*	*0*	*0*	*1 597 198*	*0*	*0*	*1 707 021*	*0*	*442 895*	5 835 828
Opérations gérées en comptes de tiers :	**401 219**	**61 987 677**	**1 376 919**	**-26 880 073**	**-364 812**	**32 737 147**	**-25 896 427**	**35 291 172**	**-34 204 578**	**1 529 070**	**1 888 006**	**-27 602 431**	**20 262 890**
- TVA décaissée	340 704	442 279	649 981	560 873	416 701	663 591	1 009 669	151 863	1 305 946	1 112 459	1 045 220	3 626 665	11 325 950
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	28 705	188 350	147 265	479 290	682 322	508 214	306 014	0	660 488	194 204	2 045 389	2 146 244	7 386 485
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	31 810	61 357 047	579 673	-27 920 235	-1 463 834	31 565 342	-27 212 109	35 139 308	-36 171 011	222 407	-1 202 603	-33 375 340	1 550 455
B. TOTAL	**8 046 151**	**68 756 755**	**45 082 494**	**57 161 332**	**41 657 320**	**43 785 587**	**59 490 099**	**36 873 563**	**54 676 474**	**55 813 555**	**53 589 300**	**76 160 576**	**601 093 205**
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	**95 229 069**	**-54 716 216**	**-36 234 376**	**48 218 954**	**-23 053 170**	**-30 838 150**	**88 852 401**	**12 252 206**	**-32 423 984**	**20 860 655**	**-22 442 090**	**-32 163 858**	**33 541 442**
SOLDE CUMULE (1) + (2)	**290 995 441**	**236 279 225**	**200 044 849**	**248 263 803**	**225 210 633**	**194 372 483**	**283 224 884**	**295 477 090**	**263 053 106**	**283 913 761**	**261 471 671**	**229 307 814**	

Niveau initial de la trésorerie	**195 766 372**
dont niveau initial de la trésorerie fléchée	9 782 871
dont niveau initial de la trésorerie globalisée (non fléché + non budgétaire)	185 983 500
dont niveau initial de la trésorerie non budgétaire	

Variation	**33 541 442**
variation trésorerie fléchée	-11 166 292
variation trésorerie non fléchée	10 750 498
variation trésorerie sur op. non budgétaires	33 957 235

Niveau final de la trésorerie	**229 307 814**
dont niveau final de la trésorerie fléchée	-1 383 421
dont niveau final de la trésorerie globalisée (non fléchée + non budgétaire)	230 691 233
dont niveau final de la trésorerie non budgétaire	

Tableau 8 - Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

	Antérieures à 2022 non dénouées	2022	N+1	N+2	>N+2
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**11 384 602**	**1 163 132**	**- 34 753 138**	**- 21 691 431**
Recettes fléchées (b)	**466 082 914**	**61 417 520**	**62 075 129**	**72 545 140**	**742 075 307**
Financements de l'État fléchés	424 916 865	53 683 027	53 382 278	50 564 537	716 055 206
Autres financements publics fléchés	37 329 393	7 596 677	8 692 851	21 980 603	26 020 101
Recettes propres fléchées	3 836 655	137 816	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**454 698 312**	**71 638 989**	**97 991 399**	**59 483 434**	**720 383 876**
Personnel					
AE=CP	117 347 139	14 485 991	21 841 753	**20 548 620**	**218 917 871**
Fonctionnement et intervention					
AE	232 040 435	106 613 604	19 006 188	19 024 944	231 557 989
CP	138 460 876	15 001 787	27 023 497	20 114 967	407 642 030
Investissement					
AE	62 550 162	19 558 473	21 803 848	3 895 974	53 082 335
CP	198 890 297	42 151 211	49 126 149	18 819 848	93 823 974
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**11 384 602**	**- 10 221 469**	**- 35 916 270**	**13 061 706**	**21 691 431**

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées - Opération Campus

	Antérieures à 2022 non dénouées	2022	N+1	N+2	>N+2
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**- 32 818 179**	**- 55 479 291**	**- 81 961 073**	**- 72 756 820**
Recettes fléchées (b)	**174 907 142**	**25 128 352**	**27 248 928**	**35 986 242**	**319 630 908**
Financements de l'État fléchés	140 865 858	19 153 805	19 547 428	20 152 000	317 069 641
Autres financements publics fléchés	31 373 549	5 949 215	7 701 500	15 834 242	2 561 267
Recettes propres fléchées	2 667 735	25 332	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**207 725 321**	**47 789 464**	**53 730 710**	**26 781 989**	**246 874 088**
Personnel					
AE=CP	3 182 324	414 356	460 000	422 500	35 000
Fonctionnement et intervention					
AE	119 906 578	97 803 270	374 204	8 300 619	38 584 623
CP	33 864 948	6 217 050	8 391 513	9 390 642	207 105 139
Investissement					
AE	275 785 634	17 685 066	17 556 897	2 044 974	345 529
CP	170 678 049	41 158 058	44 879 197	16 968 848	39 733 948
	-				
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**- 32 818 179**	**- 22 661 112**	**- 26 481 782**	**9 204 253**	**72 756 820**

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées - Investissements d'avenir

	Antérieures à 2022 non dénouées	2022	N+1	N+2	>N+2
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	**-**	**44 202 781**	**56 642 424**	**47 207 936**	**51 065 389**
Recettes fléchées (b)	**291 175 772**	**36 289 168**	**34 826 201**	**36 558 898**	**422 444 399**
Financements de l'État fléchés	284 051 007	34 529 222	33 834 850	30 412 537	398 985 565
Autres financements publics fléchés	5 955 844	1 647 462	991 351	6 146 361	23 458 834
Recettes propres fléchées	1 168 920	112 484			
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**246 972 991**	**23 849 525**	**44 260 689**	**32 701 445**	**473 509 788**
Personnel					
AE=CP	114 164 815	14 071 635	21 381 753	20 126 120	218 882 871
Fonctionnement et intervention					
AE	112 133 857	8 810 334	18 631 984	10 724 325	192 973 366
CP	104 595 928	8 784 737	18 631 984	10 724 325	200 536 891
Investissement					
AE	28 685 214	1 873 407	4 246 951	1 851 000	52 736 806
CP	28 212 248	993 153	4 246 952	1 851 000	54 090 026
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**44 202 781**	**12 439 643**	**- 9 434 488**	**3 857 453**	**- 51 065 389**

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	**Restes à engager en fin d'année n (AE)**	**Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)**
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(3)-(7)	(15)=(7)-(13)
TOTAL RECHERCHE	**1 137 625 542**	**447 777 973**	**380 649 020**	**0**	**98 343 451**	**77 378 436**	**458 027 456**	**447 512 811**	**366 934 017**	**0**	**97 362 307**	**70 343 540**	**437 277 556**	**679 598 086**	**20 749 899**
DONT IA SUR OPERATIONS (b)	821 294 438	274 957 987	254 983 886	0	28 165 968	24 755 376	279 739 262	270 802 486	246 972 991	0	29 150 979	23 849 525	270 822 516	541 555 176	8 916 746
TOTAL IMMOBILIER	**708 782 046**	**539 433 594**	**478 311 562**	**0**	**242 787 975**	**129 185 797**	**607 497 360**	**285 108 551**	**239 250 841**	**0**	**107 633 819**	**78 077 614**	**317 328 455**	**101 284 687**	**290 168 905**
Dont Campus sur opérations	525 039 556	435 542 447	387 644 708	0	223 373 135	115 902 692	503 547 400	226 375 382	200 493 238	0	67 919 815	47 789 464	248 282 703	21 492 156	255 264 697
Dont Coûts annexes (hors opération)	57 862 016	11 229 828	11 229 828	0	0	0	11 229 828	7 232 083	7 232 083	0	0	0	7 232 083	46 632 188	3 997 746
TOTAL FORMATION	**23 878 379**	**13 313 870**	**9 379 238**	**0**	**6 184 974**	**4 617 369**	**13 996 607**	**13 351 780**	**8 509 007**	**0**	**6 878 191**	**4 002 330**	**12 511 337**	**9 881 772**	**1 485 270**
TOTAL AUTRE TRANSVERSE	**61 035 940**	**28 541 558**	**19 675 251**	**0**	**15 822 065**	**11 920 889**	**31 596 140**	**28 210 799**	**18 083 484**	**0**	**14 242 536**	**10 561 487**	**28 644 971**	**29 439 800**	**2 951 169**
TOTAL SUR OPERATIONS	**1 931 321 907**	**1 029 066 996**	**888 015 071**	**0**	**363 138 465**	**223 102 491**	**1 111 117 562**	**774 183 941**	**632 777 348**	**0**	**226 116 853**	**162 984 971**	**795 762 320**	**820 204 345**	**315 355 243**
pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :															
Ss total personnel		178 905 891	176 141 046	0	46 590 298	40 180 184	46 590 298	178 905 891	176 141 046	0	46 590 298	40 180 184	46 590 298		
Ss total fonctionnement et intervention		250 405 902	299 175 082	0	242 789 450	132 138 845	242 789 450	250 475 779	200 469 617	0	63 561 720	39 534 779	63 561 720		
Ss total investissement		599 755 203	412 698 943	0	73 758 717	50 783 462	73 758 717	344 802 271	256 166 685	0	115 964 835	83 270 008	115 964 835		

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(18)
TOTAL RECHERCHE	**1 137 625 542**	**6 486 099**	**1 131 139 443**	**408 227 067**	**93 333 466**	**86 443 657**	**636 468 718**
DONT IA SUR OPERATIONS (b)	821 294 438	967 849	820 326 589	291 175 772	39 079 958	36 289 168	492 861 649
TOTAL IMMOBILIER	**708 782 046**	**38 729 288**	**670 052 758**	**199 420 956**	**58 117 775**	**54 414 523**	**416 217 279**
Dont Campus sur opérations	525 039 556	0	525 039 556	159 567 668	28 409 338	25 121 619	340 350 269
Dont Coûts annexes (hors opération)	57 862 016	0	57 862 016	15 339 474	6 733	6 733	42 515 809
TOTAL FORMATION	**23 878 379**	**5 461 747**	**18 416 633**	**6 628 882**	**4 688 331**	**3 671 525**	**8 116 226**
TOTAL AUTRE TRANSVERSE	**61 035 940**	**25 783 719**	**35 252 220**	**12 925 773**	**8 725 199**	**8 147 722**	**14 178 725**
TOTAL SUR OPERATIONS	**1 931 321 907**	**76 460 853**	**1 854 861 054**	**627 202 678**	**164 864 770**	**152 677 427**	**1 074 980 949**

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
Erasmus Mundus-Fame-n°2007-1492/001-001	238 000	209 200	209 200		-	-	209 200	209 200	209 200		-	-	209 200	28 800	-
Erasmus Mundus Fame n° 2008-1597/001-001	82 200	77 700	77 700		-	-	77 700	77 700	77 700		-	-	77 700	4 500	-
FAME Préparation of academic year 2008-2009	165 588	162 507	132 417		14 175	9 002	141 419	173 211	130 917		11 494	7 042	137 959	24 168	3 460
Projet Master Environments and Ressources	512 467	422 067	407 577		26 491	26 479	434 055	428 838	407 254		26 598	26 479	433 732	78 412	323
AISBL INTEROP 2009 GIS INTEROP	195 350	265 419	182 793		12 557	2 284	185 077	265 419	182 793		12 557	2 284	185 077	10 273	-
DGA+CRA cofinancement doctorant	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
ALLOCATION RECHERCHE 2012160303 - Marion Corn	128 878	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	128 878	-
REGION N°20121302011-ANTUNESNB/CRA + DGA	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
alloc region/dga 20121602003 Sautour	104 000	97 162	97 162		-	-	97 162	97 162	97 162		-	-	97 162	6 838	-
alloc region/dga 20121602005 bindel	103 999	101 755	101 755		-	-	101 755	101 755	101 755		-	-	101 755	2 244	-
Analyse tridimensionnelle du mouvement	146 888	159 451	72 108		18 998	- 16 419	55 689	159 451	70 504		18 998	- 16 272	54 232	91 199	1 456
Etude de la contribution gustative des composés non lycoc	108 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	108 000	-
DON-PROTOCOLE ETUDE CLINIQUE	46 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	46 000	-
PROGRAMME ECO-INNOVERA.VALUXTRACT N° 12-IN	323 648	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	323 648	-
Determinants psycho-sociaux,familiaux et médicaux du dia	236 122	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	236 122	-
DGASCHU opinions publiques et guerres asymétriques: le	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
POST DOC DGA PDE 12C0027	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
CONV.DE REVERST. "DON BIOCODEX"	66 930	100 849	46 425		16 277	8 130	54 555	102 289	46 412		16 027	8 130	54 543	12 375	13
SUBV PUBLIC -SAMMUEL DE CHAMPLAIN PROG 185	9 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	9 500	-
Injection médullaire de toxine botulique	13 344	7 619	5 807		-	-	5 807	7 619	5 807		-	-	5 807	7 536	-
ALLOCATAIRE BERGONIE-KAYALI SAMER	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
BERGONIE-HAMMADI MEHDI-AVENANT N°1-POST DOC	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
GENESPOIR - Recherche sur Albinisme.	163 800	166 531	113 989		29 811	28 915	142 904	166 810	109 040		34 760	29 977	139 016	20 896	3 888
SIRIC BRIO.PIQUET LEO.PROGRAMME FOIE.ETUDE D	105 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	105 000	-
SIRIC BRIO.ESPADINHA ANNE SOPHIE.PROGRAMME	105 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	105 000	-
A ARCHIVER - SIRIC BRIO-FOURNEAUX BENJAMIN-PR	140 000	138 925	138 743		-	-	138 743	138 925	138 743		-	-	138 743	1 257	-
BERGONIE-LARTIGUE LYDIA.SIRIC BRIO-PROGRAMM	150 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	150 000	-
BERGONIE-ROCHE EMMANUEL AVENANT N° 2	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
RB-INSPIRE-SANPSY	60 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	60 000	-
RB-RIME-SANPSY	25 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	25 000	-
CRA THESE/ESA/DH	124 000	124 000	118 407		-	-	118 407	125 019	118 407		-	-	118 407	5 593	0
A ARCHIVER - ANR-11-RSNR-0002 Proj AMORAD - EPC	188 864	218 159	188 801		63	- 1 411	187 390	224 805	188 760		104	- 1 411	187 349	1 474	41
DECROCHAGE SCOLAIRE Les dispositifs de lutte contre	36 901	37 146	36 059		-	-	36 059	37 379	36 059		-	-	36 059	842	0
AST N°2013-397 et 2016-191 - Comparaison de plusieurs	128 196	228 026	83 645		44 551	24 969	108 614	231 263	83 669		44 527	23 365	107 034	19 582	1 580
A ARCHIVER - BIO DATA CLOUD	42 111	42 111	38 377		-	-	38 377	42 111	38 377		-	-	38 377	3 735	-
OLIGOMER TOXICITY INHIBITION IN SYNUCLEOPPATH	575 543	667 191	575 294		249	249	575 543	683 219	560 373		15 171	2 595	562 968	-	12 576
MOSTRA / Efficacité et conditions d'efficacité de la mise e	37 000	50 573	36 330		670	-	36 330	52 111	36 263		737	-	36 263	670	67
REGION : Analyse Physiopathologie de la maladie rare - S	132 337	141 473	122 640		-	-	122 640	141 473	122 640		-	-	122 640	9 697	-
BERGONIE-Etude post-doctorale dans le cadre du SIRIC	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
POST DOC ANDRIQUE LAETITIA	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
A ARCHIVER - BERGONIE - Etude post-doctorale "Progra	164 000	169 938	167 562		-	-	167 562	169 938	167 562		-	-	167 562	- 3 562	-
ANR-14-CE12-0016-01 - PROJET VASCOGENE	454 645	665 004	450 695		-	-	450 695	675 072	445 698		-	-	445 698	3 950	4 996
A ARCHIVER - CONV DE REVST "LIFE"13 NAT/FR/0005	888 221	1 448 276	810 460		-	-	810 460	1 471 324	808 846		-	-	808 846	77 761	1 614
MANTEAU BLEU Influence de l'environnement lumineux s	41 790	45 631	41 774		-	-	41 774	53 854	41 259		-	-	41 259	16	515
PROJAC POSTDOC Les projets artistiques et culturels da	46 000	45 376	45 376		-	-	45 376	45 376	45 376		-	-	45 376	624	-
CRA INMERON 2014-1R10102-00002867-00002868 THE	55 000	58 535	54 786		-	-	54 786	58 908	54 786		-	-	54 786	214	-
PASSERELLE GROTTE DE CUSSAC	35 000	35 000	33 963		-	-	33 963	35 000	33 963		-	-	33 963	1 037	-
A ARCHIVER - BERGONIE ICGC - "Programme ICGC Lé	144 000	103 102	97 194		-	-	97 194	103 102	97 194		-	-	97 194	46 806	-
Engt N°2014-00053472-Les dyskinésies dopa-induites sar	102 714	174 211	40 601		62 114	61 509	102 110	174 211	40 410		62 305	61 700	102 110	605	-
ACCORD CADRE SEL & LEVURE / REF AST 2013-505 F	835 100	688 697	564 500		113 100	106 712	671 211	692 925	561 453		116 147	104 498	665 951	163 889	5 261
ANR-MEMORYTRACK-Dynamiques des interactions hipp	357 136	514 930	327 801		-	-	327 801	525 605	322 795		-	-	322 795	29 335	5 006
ANRS DECISION N° 15058 / D. GABILLARD	429 089	404 271	337 264		30 545	22 830	360 094	392 195	337 264		30 545	22 830	360 094	68 995	-
MO2VE / FUI Maîtrise de l'oxygène dans le vin au cours d	300 336	338 127	296 652		-	-	296 652	350 468	292 481		-	-	292 481	3 684	4 171
CRA arrêté n°SK15002296-Opérations structurantes de l'C	39 702	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	39 702	-
ETUDE PLAQINSTEP-CHU n°2015-107-DRC-CCR-D.FEF	11 887	14 667	11 837		50	-	11 837	18 167	11 837		50	-	11 837	50	-
A ARCHIVER - THESE LOUIS GALEY REGION REF 2011	49 000	49 001	47 635		-	-	47 635	49 001	47 635		-	-	47 635	1 365	-
SPOT MATERIAUX HYBRIDES region	55 000	62 257	53 750		-	-	53 750	62 257	53 750		-	-	53 750	1 250	-
APPEL A PROJET SYNTHONS CO²	62 637	79 675	55 434		-	-	55 434	79 675	55 434		-	-	55 434	7 203	-
CLARIFIL _ REGION REF 14008027-050 PROJET CLARI	100 000	110 611	99 878		-	-	99 878	111 023	99 853		-	-	99 853	122	25
REGION REF 2014-1R20202-00002988-00002989 THESE	55 000	55 738	55 139		-	-	55 139	55 738	55 139		-	-	55 139	- 139	-
CRA SYNTHONS CO² INVESTISSEMENT	45 000	88 764	44 107		-	-	44 107	88 764	44 107		-	-	44 107	893	-
ANR DynHippo	165 776	195 064	165 775		-	-	165 775	196 561	165 105		-	-	165 105	2	670
CRA - Validation fonctionnelle de gènes candidats dans l'c	49 000	49 004	32 615		-	-	32 615	49 004	32 615		-	-	32 615	16 385	-
CRA + BERGONIE SIRIC BRIO (Programme Myéloide - E	98 000	98 325	96 880		-	-	96 880	98 325	96 880		-	-	96 880	1 120	-
IUF 2015 TANASA Adrian	75 000	88 811	72 122		2 678	2 789	74 911	89 969	71 434		3 566	2 789	74 223	89	688
SPOT MATERIAUX HYBRIDES EQUIPEMENT	120 000	120 000	120 000		-	-	120 000	120 000	120 000		-	-	120 000	-	-
A ARCHIVER_ANR GRAVETTOS	210 000	245 742	207 992		-	-	207 992	245 761	207 982		-	-	207 982	2 009	9
A ARCHIVER_CRA CARMOTHAP n°2015-1R40205	71 868	101 940	70 238		-	-	70 238	106 663	70 799		-	-	70 799	1 630	- 561
IFSMACS / Interaction Fluide-Structure : Modélisation, an	85 103	105 701	85 103		-	-	85 103	105 701	85 103		-	-	85 103	0	0
EGALPRO / "Egalité professionnelle entre les femmes et l	58 750	111 338	31 395		-	-	31 395	113 544	31 331		-	-	31 331	27 355	64
"Les jeunes actifs et la sélectivité dans le recrutement : ste	36 500	40 294	36 375		-	-	36 375	40 509	36 500		-	-	36 500	125	- 125
KIC Projet CLC - EIT Raw Materials Knowledge and Innov	89 755	104 579	64 005		-	-	64 005	104 533	64 038		-	-	64 038	25 750	- 33
Contrat de delegation de taches -protocole de recherche S	20 733	20 733	20 732		-	-	20 732	20 733	20 732		-	-	20 732	0	-
Analyse comparée de 3 processus translationnels : les ca	143 560	161 209	133 904		-	-	133 904	161 209	133 648		-	-	133 648	9 656	256
C.R.A Matériaux Fonctionnels Avancés	90 000	196 000	89 422		-	-	89 422	196 000	89 422		-	-	89 422	578	-
A ARCHIVER - Study on Environmental and GenomeWide	1 500 621	1 911 761	1 424 460		76 160	67 435	1 491 895	1 955 585	1 426 232		74 389	67 410	1 493 641	8 726	- 1 747
Thèse de M Sachet : "L'agroforesterie, un mouvement soc	100 600	101 124	99 106		-	-	99 106	101 124	99 106		-	-	99 106	1 494	-
UE - SENSE-Cog / Grant Agreement N° 668648 - SENSE-	1 323 902	1 921 044	749 970		567 932	55 885	805 855	1 948 352	743 589		574 313	45 772	789 360	518 046	16 495
projet DOMCARE, "espace d'expérimentation et d'évaluati	8 000	8 000	7 688		-	-	7 688	8 000	7 688		-	-	7 688	312	-
ANR-15-CE32-0007-01 - Locogaze - Combes	274 896	295 523	274 523		-	-	274 523	297 974	273 194		-	-	273 194	373	1 329
ISLET CHIP (CHU DE BX ET GRENOBLE)	46 800	83 846	46 288		-	-	46 288	143 017	29 146		2 499	-	29 146	512	17 142
PROJET MIRA 2015 - anr-15-ce24-0023-01	220 688	246 967	220 672		-	-	220 672	247 443	220 675		-	-	220 675	16	- 3
ELABORATION DE COMPOSITES STRUCTURAUX BOIS	49 000	50 322	47 678		-	-	47 678	50 322	47 678		-	-	47 678	1 322	-
A archiver Aide à la décision interactive pour la réhabilitati	208 814	316 494	174 513		8 031	8 031	182 544	321 999	174 224		8 031	8 031	182 255	26 270	288
Projet Présidio / AAP "Cloud computing et big data n°4"	465 146	515 061	257 240		-	-	257 240	515 133	257 204		-	-	257 204	207 906	36
ANR N° 15-CE18-0012-01 - PULMOZYMAGE - MELLET	210 981	224 185	209 975		-	-	209 975	225 606	209 678		-	-	209 678	1 006	297
ANR 15-CE19-0015-01 - SUPERQIF- THIAUDIERE Eric	256 013	320 315	237 552		-	-	237 552	338 344	236 752		-	-	236 752	18 461	800
ANR -15-CE37-0005-02 TAILPARK - FRANCOIS GEORG	227 500	238 003	219 581		-	-	219 581	286 408	217 828		-	-	217 828	7 919	1 753
ANR-15-CE37-0008-01 -DYSNICOTON- GUILLEM Karine	234 572	227 150	211 962		22 610	22 600	234 562	240 503	211 929		22 643	22 600	234 529	10	33
ANR 15-CE37-0005-03 TAILPARK- BEZARD	83 200	142 904	82 607		-	-	82 607	147 439	82 185		-	-	82 185	593	422
A ARCHIVER - SIRIC BRIO / M.Quintard	50 000	50 000	48 305		-	-	48 305	50 072	48 305		-	-	48 305	1 695	-
DRAC / EJ : 2101 704 101 / Troisième phase de pérennis	35 000	59 715	34 561		439	357	34 918	62 314	33 684		1 316	381	34 065	82	853
ANR -15-CE37-0013-02 -CortMem- Bontempi Bruno	222 560	242 019	222 208		-	-	222 208	242 020	219 723		-	-	219 723	352	2 485
SRIA	40 000	66 034	25 471		14 529	-	25 471	67 333	25 111		14 889	-	25 111	14 529	360
A ARCHIVER ANR GLYCONOV / "Voies métaboliques gl	154 415	166 350	154 406		-	-	154 406	169 238	153 073		-	-	153 073	9	1 333
BERGONIE SIRIC BRIO - CHU BX 2016-196-DRC-FI-R -	110 307	105 057	105 021		-	-	105 021	105 928	104 721		-	-	104 721	5 286	299
BERGONIE SIRIC BRIO - CHU BX 2016-196-DRC-FI-R -	50 500	50 500	42 673		-	-	42 673	50 500	42 673		-	-	42 673	7 827	-
BERGONIE SIRIC BRIO (B2BB PROG) - Projet "Role of p	180 000	180 000	177 297		-	-	177 297	180 413	176 974		-	-	176 974	2 703	323
Convention financière entre l'Adera et l'université de borde	1 625 820	1 559 485	1 444 449		54 603	40 940	1 485 389	1 564 338	1 444 266		54 786	40 974	1 485 240	140 431	149
OENO CLIM 2016 / "Réseau scientifique en oenologie et c	21 000	27 222	20 697		-	-	20 697	29 659	20 710		-	-	20 710	303	- 13
Conv de reverst IRSTEA-EPOC Projet AquaVIT	41 087	56 014	41 024		-	-	41 024	77 678	40 437		-	-	40 437	63	587
A ARCHIVER PROJET SIMALA ANR -15-CE37-0002-04	15 600	15 600	14 761		-	-	14 761	15 600	14 761		-	-	14 761	839	-
Convention attributive d'aide n° ANR-16-MRSE-0028-01 I	29 960	56 342	29 755		-	-	29 755	57 573	29 270		-	-	29 270	205	486
ANR-15-HDHL-0002-04 D-CogPlast	133 461	173 819	131 306		-	-	131 306	173 891	131 270		-	-	131 270	2 155	36
Pérennisation des compétences analytiques dela plate-for	40 000	90 000	15 000		-	-	15 000	90 000	25 000		-	-	25 000	25 000	- 10 000
ARC - ESSAIS CLINIQUESRESPONSABLE SCIENTIFIQ	139 500	139 639	128 783		-	-	128 783	139 639	128 783		-	-	128 783	10 717	-
A ARCHIVER - ANR PETIMIT	168 460	185 354	166 185		2 275	2 254	168 439	186 303	166 163		2 297	2 081	168 244	21	195
CRA THESE DIAMANTR / Simulation et analyse de perfor	98 000	114 488	85 774		-	-	85 774	114 488	85 774		-	-	85 774	12 226	-
	29 160	43 934	28 588		-	-	28 588	44 334	28 292		-	-	28 292	572	297
ANR WISSI	254 016	316 541	254 015		-	-	254 015	325 649	253 583		-	-	253 583	1	432
Bordeaux Sciences Agro - reversement TSE : "l'effet des	30 541	75 462	28 536		-	-	28 536	82 464	24 222		-	-	24 222	2 005	4 314
ERC COSMIC DANCE GA N°682903	1 859 413	2 213 809	1 233 001		626 412	131 192	1 364 194	2 214 708	1 231 746		627 667	41 971	1 273 717	495 219	90 477
IUF - CORMIER ERIC	75 000	95 303	74 976		-	-	74 976	96 487	71 305		3 695	3 024	74 329	24	647
KIC Famme Inno / Amis (ancien Fame Inno) europe	388 277	402 370	153 203		159 579	51 369	204 572	406 031	151 168		161 614	51 789	202 957	183 705	1 615
A ARCHIVER Fusion des institutions décentralisées et égi	46 000	46 000	45 366		-	-	45 366	46 000	45 366		-	-	45 366	634	-
Decrochage scolaire et parcours d'insertion des jeunes sa	98 000	112 712	88 825		-	-	88 825	112 712	88 825		-	-	88 825	9 175	-
Parcours des décrocheurs scolaires en zone rurale de la g	4 696	18 152	2 013		2 683	2 676	4 689	18 275	2 013		2 683	2 676	4 689	7	-
A ARCHIVER - Auto-stabilisation et amélioration de la sûr	151 092	180 147	131 136		19 956	9 585	140 721	182 582	130 827		20 265	9 895	140 721	10 371	0
Formes et dynamiques du "local Welfare" le secteur médi	52 000	119 503	30 787		-	-	30 787	119 635	30 657		-	-	30 657	21 213	130
PID-PREV "Dépistage précoce et traitement des infections	38 474	99 804	32 411		6 063	6 061	38 472	112 388	31 852		6 622	6 061	37 913	2	559
A ARCHIVER_CRA NATCH : Neanderthalenses Aquitanes	285 858	416 302	217 160		-	-	217 160	428 669	215 998		-	-	215 998	68 698	1 161
Abstraction modulaire pour le calcul distribué	162 801	179 200	157 465		-	-	157 465	183 170	156 649		-	-	156 649	5 336	816
A ARCHIVER - DEfis pour la Logique, les Transducteurs e	128 130	130 646	112 952		15 178	8 077	121 029	129 718	113 545		14 585	8 077	121 622	7 101	- 593
RHYTHM	1 435 775	1 228 147	886 870		548 905	190 732	1 077 602	1 232 851	873 429		562 346	159 563	1 032 992	358 173	44 610
WAYLESS / Stimulation de surface étendue à faible intens	261 360	385 296	225 349		-	-	225 349	386 862	224 602		-	-	224 602	36 011	747
GOTMI / ANR-16-CE33-0010-01"Generalized Optimal Trai	165 348	234 573	155 260		-	-	155 260	236 499	154 805		-	-	154 805	10 088	456
ANR OLD	137 787	196 984	113 719		24 068	24 021	137 740	197 514	113 504		24 283	23 445	136 949	47	791
BIO 3	170 640	191 214	170 634		-	-	170 634	191 650	170 634		-	-	170 634	6	0
A ARCHIVER - IRSTEA N°2015/EABX/CR/121 Proj PHYT	80 000	160 000	79 954		-	-	79 954	160 000	79 954		-	-	79 954	46	-
A ARCHIVER - ANR 16 CE34 0005 02 Proj ILETOP	196 240	285 992	115 799		76 441	76 072	191 872	286 010	103 508		88 732	88 346	191 854	4 368	17
INCA ETIOSARC 2016-118 / A. LACOURT	464 846	688 502	464 693		-	-	464 693	674 294	448 964		-	-	448 964	153	15 729
UE - N° 722605 TRANSMIT - TRANSlating the role of Mito	254 296	322 436	234 170		-	-	234 170	334 414	231 559		-	-	231 559	20 126	2 611
KIC AMIR	3 346 690	1 431 616	1 192 606		515 705	457 106	1 649 712	1 431 759	1 178 736		515 705	452 081	1 630 818	1 696 978	18 895
PPI - CBMN - Plateforme mutualisée	223 000	223 431	217 569		-	-	217 569	223 431	217 569		-	-	217 569	5 431	-
Lien financeur-financé et financement des PME	45 302	99 621	25 379		19 923	10 315	35 693	100 594	24 892		20 410	9 961	34 853	9 609	840
ULPEC/UE/Grant agreement 732642-ULPEC-H2020-ICT-2	588 396	718 145	585 546		-	-	585 546	726 269	580 881		-	-	580 881	2 850	4 665
ANR EDGAN / ANR-16-CE24-0026-03 / Co intégration des	118 800	173 442	93 779		25 021	16 490	110 269	173 870	91 467		27 333	17 922	109 388	8 531	880
@H2MENS - ANDRA/ANR - RTSCNADAA16-0064	608 126	633 721	581 369		26 757	17 606	598 975	1 092 202	445 702		29 430	18 062	463 764	9 151	135 211

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
Socio-histoire du marché français du maintien en conditior	46 000	46 000	45 381		-	-	45 381	46 000	45 381		-	-	45 381	619	-
Région Nouvelle Aquitaine - Imagerie par IRM réseau Pur	49 000	49 010	44 261		-	-	44 261	49 010	44 261		-	-	44 261	4 739	-
ANR - MIAM (Maladies, Intéractions Alimentation-Médicar	175 716	195 683	162 762		-	-	162 762	198 789	163 574		-	-	163 574	12 954	- 812
Promotion Grp Lab	96 414	94 649	94 213		2 201	1 975	96 187	94 649	94 213		2 201	1 975	96 187	227	-
ANR 16-NEU3-0002-01-TRAINS-BADAUT	199 943	207 910	198 199		-	-	198 199	208 494	197 523		-	-	197 523	1 744	676
AP-HP RC15088_Bordeaux_20161215 - Prévention des cc	78 420	96 953	62 156		-	-	62 156	103 833	60 896		-	-	60 896	16 264	1 260
UNITAID - TB SPEED	13 719 167	13 997 275	11 289 031		1 808 424	1 531 065	12 820 097	14 508 234	9 673 652		1 805 024	1 801 669	11 475 321	899 070	1 344 776
Projet ECSTATIC ERC-2016-STG	1 394 105	1 594 769	1 098 069		250 125	238 993	1 337 062	1 623 269	1 098 069		248 005	236 884	1 334 953	57 043	2 109
REGION - THESE DUCROT - 2016-1R60203-0000743 7-T	49 000	64 410	45 274		-	-	45 274	64 410	45 274		-	-	45 274	3 726	-
Fondation de France / F-X Mahon / Post Doc Ana Real Ca	74 000	86 773	32 227		-	-	32 227	86 773	32 227		-	-	32 227	41 773	-
ANR-16-CE06-0012-01 ANR PC2TES	225 710	290 538	225 406		-	-	225 406	324 891	216 720		-	-	216 720	304	8 685
A ARCHIVER - ARC - SURROGATE : Développement mé	50 000	96 752	28 538		-	-	28 538	99 329	28 537		-	-	28 537	21 462	1
Convention n° EL2017.LNCC/JDM	376 712	397 336	373 200		-	-	373 200	410 892	369 688		3 512	2 475	372 163	3 512	1 037
CRA LABCOM NOBATEK INEF 4 / Convention N° 379842	307 500	360 872	238 753		68 747	66 197	304 949	361 171	237 910		69 590	66 197	304 107	2 551	843
A ARCHIVER_NANOHELIFLEX	27 512	35 444	27 431		81	- 37	27 394	39 426	26 904		608	476	27 380	118	14
Commerce connecté : recherche fondamentale et émerger	27 700	18 396	16 492		3 500	-	16 492	22 342	15 231		3 500	-	15 231	11 208	1 261
A ARCHIVER_ATHENE	2 400	2 400	2 400		-	-	2 400	2 400	2 400		-	-	2 400	-	-
A ARCHIVER REGION 5ème PHASE NEUROCAMPUS N	2 231 331	2 535 936	2 231 219		-	-	2 231 219	2 939 330	2 213 627		-	-	2 213 627	112	17 592
A ARCHIVER_Convention de reversement CEA/UB	82 500	109 379	82 492		-	-	82 492	110 474	82 492		-	-	82 492	8	-
CTFC / DOCAMEX-n°5624	105 110	138 601	101 342		-	-	101 342	139 024	101 275		-	-	101 275	3 768	67
A ARCHIVER - ANR-16-CE92--0035-01 genesis	175 490	203 830	166 505		-	-	166 505	204 259	166 026		336	336	166 362	8 985	143
A ARCHIVER - GIP SEINE AVAL SA6 Proj PLASTIC SEIN	108 360	134 404	106 780		-	-	106 780	136 271	106 562		-	-	106 562	1 580	218
ANR/LABIMA N° 16-LCV2-0006-01	300 000	345 610	299 880		-	-	299 880	366 756	296 334		3 546	3 546	299 880	120	0
Ligue Contre le Cancer des Landes / D. Santamaria	15 335	15 044	14 995		335	335	15 330	17 092	14 665		335	-	14 665	5	666
Ligue Contre le Cancer (47) - Dr Bresson-Bepoldin	13 000	19 066	12 981		-	-	12 981	22 843	11 480		285	-	11 480	19	1 501
Fondation Lily Shriver / Frédéric Chibon	92 907	216 101	88 613		3 933	3 933	92 545	246 216	74 410		15 716	-	74 410	361	18 136
CAJAL ADVANCED NEUROSCIENCE TRAINING PROGF	3 122 226	2 596 487	1 662 582		810 000	666 890	2 329 471	2 666 658	1 650 461		810 000	611 084	2 261 545	792 754	67 926
TARANTO /UE-DGE/Grant Agement N° 737454	521 312	575 890	516 649		-	-	516 649	576 268	516 460		-	-	516 460	4 663	189
IMI N° 116060- IMPRIND- IMN	505 000	589 061	505 000		-	-	505 000	692 277	503 062		1 938	-	503 062	-	1 938
Accord Cadre Seguin-Moreau	320 000	327 227	165 328		28 028	7 219	172 547	339 690	158 893		28 828	8 605	167 498	147 453	5 049
Organisation d'opérations de recherche et de formation da	20 000	30 242	11 004		8 996	4 464	15 468	34 272	10 606		9 394	4 464	15 070	4 532	398
CONVENTION CEA/ GIN / IMN	112 000	152 474	55 614		2 386	-	55 614	155 692	54 751		3 249	-	54 751	56 386	863
Fondation Maladies Rares - Prise en charge pluridisciplina	97 000	95 332	54 885		-	-	54 885	95 600	53 661		-	-	53 661	42 115	1 223
région 2015-1R10207-00004862-thése	49 000	49 381	42 034		-	-	42 034	49 381	42 034		-	-	42 034	6 966	-
ADEME N° 1662C0024 Proj CERVOLAND	258 027	274 850	257 823		203	140	257 963	287 517	128 630		129 397	253	128 882	64	129 081
Subvention INCA n° 2017-040 Impact du tabagisme sur le	228 107	325 491	207 959		-	-	207 959	338 290	202 303		2 583	2 583	204 886	20 148	3 072
IUF 2017-2022 HAMID KELLAY	75 000	72 950	46 560		28 440	28 439	74 998	72 950	46 560		28 440	28 414	74 973	2	25
A ARCHIVER - INCA 2017-0042 - Electra-Share : la cigare	449 634	511 706	287 208		130 559	109 106	396 314	513 397	285 572		132 195	109 106	394 678	53 320	1 636
IUF 2017-2022 BRAHIM LOUNIS	75 000	65 338	58 836		16 164	16 149	74 985	66 203	56 651		18 349	15 006	71 657	15	3 327
EMUNI IPCV 586508-EPP-1-2017-1-FR-EPPKA1-JMD-MC	2 737 550	2 564 747	2 139 378		307 303	304 656	2 444 033	2 525 747	2 092 753		348 164	345 896	2 438 648	293 517	5 385
IUF 2017 / NAGERL/ IINS	75 000	79 812	52 923		22 077	20 846	73 770	79 011	49 324		25 676	18 806	68 131	1 230	5 639
A ARCHIVER - REGION N° 2016-1R60206 - 00007435 - T	49 000	59 367	44 550		-	-	44 550	59 367	44 550		-	-	44 550	4 450	-
A ARCHIVER - EUROREGION Aquitaine Euskadi - Proj T	19 750	20 675	19 750		-	-	19 750	20 752	19 673		-	-	19 673	0	77
IUF MERCIER Charles	75 000	63 750	36 329		38 671	8 353	44 681	63 750	35 221		38 671	8 167	43 388	30 319	1 294
Programme de recherche Echange entre L'université de ba	16 000	27 817	15 965		36	17	15 981	29 930	14 847		1 153	152	14 999	19	982
IUF PLACE Thomas	76 013	71 260	19 162		56 851	26 878	46 040	69 509	17 875		57 125	26 878	44 753	29 973	1 287
IUF Junior/ J. BIGOT	75 000	74 532	55 111		19 889	17 387	72 498	75 482	53 466		21 534	17 387	70 853	2 502	1 645
Fondation de France / post doc Ana Real-Calderon	74 000	123 080	24 926		17 025	17 025	41 951	124 437	24 748		17 025	17 025	41 773	32 049	178
REGION N° 2017-1R20107-00013093 - Thèse A.MOURAC	62 503	63 036	60 110		-	-	60 110	63 036	60 110		-	-	60 110	2 393	-
A ARCHIVER - DGA N° 2017 600032 N° SEDO456JE075	59 000	59 574	59 000		-	-	59 000	59 574	59 000		-	-	59 000	0	-
CRNA Décision 17003954 - Chaire d'accueil Anna BEYEL	464 000	443 585	420 669		26	25	420 694	443 585	420 669		26	25	420 694	43 306	-
DGA 2017600032 - N° DES 0456JE75 N° EJ CHORUS	118 000	126 693	108 905		-	-	108 905	126 695	108 903		-	-	108 903	9 095	2
STILPROTECT	198 898	272 401	172 305		26 593	2 412	174 717	272 886	157 871		41 027	16 060	173 931	24 181	786
A ARCHIVER - REGION 2017-1R30220-00013225 + FRM	103 032	113 737	100 578		-	-	100 578	113 737	100 578		-	-	100 578	2 454	-
ANR POLYPHENOLPROT	160 442	222 579	160 291		-	- 858	159 433	224 818	160 171		178	- 784	159 387	1 009	46
A ARCHIVER ANR-17-CE07-0043-01_DELIGHT	328 090	385 389	311 308		-	-	311 308	390 021	311 206		61	61	311 268	16 782	40
GW RESEARCH LIMITED 01834 --AST 2016-432	98 750	143 411	96 337		2 413	2 413	98 750	143 507	96 246		2 413	2 413	98 659	-	91
INCA N° 2017-166 -THERACAN-INDIE ELIF	394 160	539 948	393 967		-	-	393 967	609 984	373 635		-	-	373 635	193	20 332
DGA 2017 60 0032 N° SED0456JE075 N°EJ Chorus	118 000	129 607	110 665		-	-	110 665	129 607	110 665		-	-	110 665	7 335	-
REGION AQUITAINE 2017-1R30110-THESE - BOURDEL	103 298	108 004	100 935		-	-	100 935	108 004	100 935		-	-	100 935	2 363	-
CRNA SPECAERO equipement	92 000	162 521	92 000		-	-	92 000	318 826	92 000		-	-	92 000	-	-
CRNA SPECAERO THESE	49 000	61 603	45 072		-	-	45 072	61 603	41 145		3 927	3 927	45 072	3 928	-
A ARCHIVER CRA Thèse Jenny Benois-Pineau	98 000	114 047	88 646		-	-	88 646	114 047	88 646		-	-	88 646	9 354	-
ANR-17-CE40-0022-02_HOSIGRA	140 499	132 382	103 590		27 209	23 772	127 362	132 472	103 422		27 377	8 281	111 703	13 137	15 659
ANR-17-CE40-0013-03_FREDDA	99 036	62 313	22 752		16 535	13 492	36 244	62 515	22 343		14 944	13 901	36 244	62 792	-
ANR-17CE40-0028-01_BRAVAS	106 758	97 219	73 661		10 069	7 860	81 521	98 211	73 521		10 069	7 850	81 371	25 237	150
DIAGLYC / Allocation Recherche Thèse / 2017-1R302260	100 744	108 022	100 743		-	-	100 743	108 022	100 743		-	-	100 743	1	-
A ARCHIVER_MULTISPOT_ANR-17-CE09-0015-01	185 288	251 512	183 507		688	688	184 194	253 190	183 433		688	688	184 120	1 094	74
A ARCHIVER_REGION NOUVELLE AQUITAINE_2017-1R	55 275	66 106	36 756		18 519	18 519	55 275	80 815	36 756		18 519	18 519	55 275	-	-
ENABLE / EUROPE / NUMBER-764979-ENABLE	525 413	546 719	450 919		74 495	73 784	524 702	553 630	445 939		79 475	72 660	518 599	711	6 104
FEDER- Prog INTERREG. COCKLES Projet EAPA-458 /	367 677	421 650	329 693		993	919	330 612	436 284	329 385		993	919	330 304	37 065	308
A ARCHIVER - ANR-17-CE01-0014-01 Proj SONO	240 477	288 373	201 168		39 309	38 363	239 531	286 625	199 986		40 491	38 775	238 761	946	769
CRA DIVINS	46 100	49 927	38 002		-	-	38 002	49 927	38 002		-	-	38 002	8 098	-
Projet DISRUPT - Contrat d'aide n°DOS0061668/00	498 989	677 446	338 735		158 314	125 234	463 969	686 522	326 876		170 173	125 123	451 998	35 020	11 971
PIC IHU CEE	254 516	281 357	230 213		24 303	23 691	253 904	281 592	230 213		24 303	23 691	253 904	612	0
CRNA ISSPANUM 2017-1R30222 - Inégalités sociales et	82 900	89 452	42 675		40 225	36 213	78 888	90 178	42 368		40 532	36 213	78 581	4 012	307
ASPAG - Analyse et Simulation Probabilistes des Algorithr	84 888	81 724	61 068		23 820	1 154	62 222	81 724	61 068		23 820	1 154	62 221	22 666	154
ANR-17-CE09-0001-02_SLOW 2	131 944	143 093	122 243		9 701	9 701	131 944	144 439	122 243		9 701	8 492	130 735	0	1 209
A ARCHIVER ANR-17-CE11-0041-01 MITOCARD	175 480	204 635	172 278		1 161	998	173 276	218 852	168 508		4 931	4 571	173 080	2 204	197
A ARCHIVER ANR-17-CE09-0015-03 MULTISPOT	79 154	106 648	78 973		-	-	78 973	106 648	78 876		150	98	78 973	181	-
A ARCHIVER_ANR EchoCell	81 526	107 671	77 329		3 671	3 493	80 822	123 326	72 954		8 046	7 841	80 795	704	27
A ARCHIVER_POLYPHENOLPROT_ANR-17-CE11-0033	143 544	204 063	143 309		-	-	143 309	204 063	143 309		-	-	143 309	235	0
CRA Post Doc AKKA ZEMMARI référence 2017-1R50108	46 000	61 333	43 536		-	-	43 536	61 333	43 536		-	-	43 536	2 464	-
A ARCHIVER_FoldaRotaxanes_ANR-17-CE07-0014-02	200 015	213 429	174 513		15 484	15 464	189 978	218 130	167 752		20 235	20 201	187 953	10 037	2 025
A ARCHIVER_ FOLDINGUE_ANR-17-CE07-0020-01	217 659	239 084	193 976		23 683	23 176	217 152	249 343	191 283		26 376	25 635	216 919	507	234
ALLOC THESE 1 ZIMMER / CRA / 2017-1R50218-000134	49 000	55 116	47 566		-	-	47 566	55 116	47 566		-	-	47 566	1 434	-
ALLOC THESE 2 ZIMMER / CRA / 2017-1R50218 000134	49 000	49 310	48 520		-	-	48 520	49 310	48 520		-	-	48 520	480	-
CRA FAST INVEST / CRA / 2017-1R50218-00013459 / Su	94 000	84 011	24 481		69 519	40 425	64 906	84 011	24 481		69 519	40 425	64 906	29 094	-
A ARCHIVER_ArchaeoMembranes_ANR-17-CE11-0012-	78 840	73 036	45 710		33 130	33 130	78 840	75 286	41 983		36 857	36 186	78 169	0	670
CRA CARGESE INVEST / 2017-1R10123-00013061 / imp	26 000	30 636	25 957		-	-	25 957	28 318	25 957		-	-	25 957	43	-
A ARCHIVER - REGION N°2017-1R20107-00013091 - IN	42 295	96 820	38 079		-	-	38 079	99 190	38 055		-	-	38 055	4 215	25
Projet ConFlex H2020 N° du GA: 765579 / MSCA-ITN-201	482 551	531 217	450 342		24 610	10 768	461 111	531 217	441 502		33 450	13 594	455 096	21 441	6 015
CB CRYPT / ANR / ZEMMOR / ANR-17-CE39-0007-04 / C	86 616	116 147	14 508		57 473	-	14 508	116 147	14 508		57 473	-	14 508	72 108	-
A ARCHIVER UBINERGY	282 280	300 945	255 197		27 083	26 938	282 135	301 049	252 401		29 879	25 504	277 905	145	4 231
FLAIR / ANR-17-CE40-0012-01 / "Familles de fonctions L	87 480	93 963	64 343		23 137	23 098	87 440	95 357	60 790		26 690	25 650	86 441	40	999
A ARCHIVER ANR-17-CE10-0004-01 GEOCAM	300 454	372 250	218 458		81 996	30 287	248 744	373 136	214 189		86 265	30 000	244 189	51 710	4 555
ARPO2M / DPI / DPI CONDITIONS 2015	240 000	271 468	191 497		-	-	191 497	272 808	162 404		22 681	22 681	185 084	48 503	6 412
2017-1R10101-00013015-13020 / CRA / Fisuration des i	55 000	66 488	51 660		-	-	51 660	67 763	51 474		-	-	51 474	3 340	186
CRYME 320-3253R-7	118 741	118 741	42 728		-	- 235	42 494	142 474	35 004		-	- 235	34 769	76 247	7 725
ANR 17-CE37-0011-01/NANOSPACE-BADAUT-INCIA	313 599	328 501	157 599		90 849	90 506	248 105	337 397	149 266		100 121	89 227	238 492	65 494	9 613
La protection sociale en marché, identifier et comprendre l	71 000	67 735	49 153		19 847	10 308	59 461	71 836	49 152		19 848	10 308	59 460	11 539	1
TKC-Migrants hautement qualifiés et flux internationaux de	199 926	277 958	175 949		23 977	12 337	188 285	282 076	175 492		24 434	12 337	187 829	11 641	457
NPEIE : Non-Practicing Entities et innovation en Europe	171 215	196 934	169 852		-	-	169 852	198 014	169 516		-	-	169 516	1 363	336
Divins - CIVB et CVSE	70 000	70 247	45 752		11 863	11 863	57 615	70 247	44 740		11 863	-	44 740	12 385	12 875
ANR CHITOWINE - AAP GENERIQUE 2017	195 480	203 603	159 177		36 303	35 496	194 672	203 603	157 724		37 756	36 295	194 019	808	653
A ARCHIVER ANR-17-CE11-0041-02 MITOCARD	106 920	152 670	74 575		32 345	30 749	105 324	152 670	25 748		81 172	79 546	105 294	1 596	30
A ARCHIVER ANR-17-CE19-0017-04 Projet : CHORUS	118 800	141 101	92 714		26 086	25 701	118 415	141 101	92 819		25 981	25 701	118 521	385	- 105
A ARCHIVER ANR-17-CE14-0029-01 UNMASC	409 221	510 035	346 005		63 216	62 671	408 677	510 035	333 033		72 919	72 277	405 310	544	3 366
Agence Biomédecine - Dr Moreau-Gaudry	21 000	21 000	20 975		-	-	20 975	21 000	20 927		-	-	20 927	25	48
EXPERTISE France - Subvention N° 16SANIN215	1 542 151	2 210 059	1 302 819		239 332	201 645	1 504 464	2 214 168	1 243 802		293 600	254 241	1 498 043	37 688	6 421
A ARCHIVER - INCA - N° 2017-125 - EVALUATES : Evalu	174 556	213 879	158 821		-	-	158 821	242 459	156 429		-	-	156 429	15 735	2 392
A ARCHIVER - ANR-17-CE34-0008-05 Proj PEPSEA	130 567	163 041	130 507		60	-	130 507	165 644	130 507		60	-	130 507	60	0
A ARCHIVER - INCA - N° 2017-125 - EVALUATES : Evalu	18 200	35 700	17 573		-	-	17 573	35 700	17 573		-	-	17 573	627	-
A ARCHIVER_FFC E.Gerbaud	80 000	154 331	28 281		51 719	24 120	52 401	170 356	28 201		51 800	23 486	51 686	27 599	714
europe SUN-PILOT	561 912	688 339	454 291		107 621	85 316	539 608	706 645	435 528		126 384	94 397	529 925	22 305	9 683
REGION / 2017-1R10223-00013089-00013090-THESE / C	55 000	62 158	51 858		-	-	51 858	63 103	51 858		-	-	51 858	3 142	-
A ARCHIVER_HADoC_ANR-17-CE31-0010-04	65 038	83 092	55 267		9 771	9 604	64 871	83 115	55 267		9 771	9 604	64 871	167	-
These Amel Chaib	52 332	52 648	51 669		-	-	51 669	52 648	51 669		-	-	51 669	663	-
thèse Sara WINDHOLTZ	49 000	49 325	48 942		-	-	48 942	49 325	48 942		-	-	48 942	58	-
ANR 17-CE34-0002-02 EMBRASE "Environnement Micro	113 400	136 974	95 854		17 546	2 472	98 326	136 974	95 854		17 546	2 472	98 326	15 074	0
(ECCE OMO)_CONV 2017-1R40219-00013283&00001328	47 240	43 240	19 160		28 080	27 485	46 645	43 240	19 160		28 080	27 485	46 645	595	-
CONVENTION n° 17006518 CPER 2015-2020 2.4.1.3 ANI	821 950	821 950	821 950		-	-	821 950	821 950	821 950		-	-	821 950	-	-
FRANCE ALZHEIMER-SORYMA-CATHELINE GWENAEL	80 700	100 234	60 234		20 466	11 766	72 000	120 234	60 234		20 466	3 790	84 024	8 700	7 976
A ARCHIVER - REGION N° 2017-1R20110 - 17004351 Pr	75 000	150 000	74 874		-	-	74 874	150 000	74 874		-	-	74 874	126	-
ANR-17-CE35-0002-02 PROJET DACSYMY	154 875	173 366	150 747		4 128	-	150 747	173 778	150 459		4 128	-	150 459	4 128	288
Convention Région n°2017-1R30128-00013205 Function a	37 300	55 717	33 074		-	-	33 074	55 717	33 074		-	-	33 074	4 226	-
Région Nelle Aquitaine 2017-1R30105 - 00013194 & 0001	264 000	-	-		70 000	-	-	-	-		70 000	-	-	264 000	-
ANR 17-CE18-0026-01-PARKINGTON-BEZARD	241 812	256 252	175 847		57 405	34 257	210 104	259 060	175 717		57 534	32 757	208 474	31 708	1 630
CPER 2015/2020-2.4.1.8 PMUSC/VI-17006253	1 103 000	1 137 962	1 101 059		1 941	-	1 101 059	1 137 542	1 100 199		2 801	-	1 100 199	1 941	859
A ARCHIVER ANR / EchoCell / ANR-17-CE11-0020-01	246 321	298 496	201 469		44 852	14 593	216 062	301 965	195 197		51 124	20 059	215 257	30 259	805
Economie des plateformes et mutations du travail et des c	91 000	101 212	52 225		38 775	38 775	91 000	109 709	51 059		39 941	38 799	89 858	0	1 142
A SUPPRIMER DOUBLON	21 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	21 000	-
Sécurité sociale et couverture maladie complémentaire : V	47 000	60 645	18 897		-	-	18 897	60 748	18 794		-	-	18 794	28 103	104
Stabilité Financière et Performance Macroéconomique - C	60 723	71 543	40 726		19 997	17 709	58 435	73 442	38 367		22 356	17 709	56 076	2 288	2 359
A ARCHIVER ANR POLYPHENOLPROT	116 976	119 629	116 937		-	-	116 937	123 148	116 432		544	491	116 923	39	14
A ARCHIVER - ANR PROTeus 17-CED8-0042-03	82 582	115 899	69 255		13 327	12 107	81 362	116 098	69 130		13 452	12 107	81 237	1 220	125
Collège Doctoral Franco Allemand	29 000	44 438	23 260		-	-	23 260	44 438	23 260		-	-	23 260	5 740	0
PRIX Scientifique François PETAY / FRM / R.Marthan	17 000	25 798	11 648		3 280	3 280	14 927	25 798	11 648		3 280	3 280	14 927	2 073	-
ANR RESOLVE	111 780	152 082	103 879		7 901	7 892	111 771	152 954	101 251		10 529	10 273	111 525	9	246
CRA / SouBois / 2017-1R10206-17004181 / Surveillance e	26 200	39 282	26 200		-	-	26 200	56 782	26 200		-	-	26 200	-	-
A ARCHIVER ANR / CliCoPha / ANR-17-CE08-0015-01 /	266 040	283 281	214 924		51 116	2 738	217 662	285 273	210 062		55 978	4 774	214 837	48 378	2 825
ANR/CCEM/ANR-17-CE-040-0034-01/Contraintes de Cou	23 332	26 228	13 674		9 658	5 773	19 447	25 381	14 513		8 819	5 919	20 433	3 885	- 986
ATHERMO FUI / BPI France / DOS0061406 / Développen	241 600	252 324	229 707		-	-	229 707	252 329	229 707		-	-	229 707	11 893	0
JMSAE Joint Master in Sustainable Automotive Engineerin	40 486	55 971	33 601		1 665	1 480	35 081	56 772	33 598		1 668	1 480	35 078	5 405	3
LA CASE-AURIACOMBE /SANPSY	88 550	130 373	78 411		10 139	10 138	88 548	130 373	78 411		10 139	10 106	88 517	2	31
CHIC - Etude de faisabilité d¿un dépistage organisé du ca	109 200	120 000	101 930		5 659	4 547	106 477	120 000	101 930		5 659	4 547	106 477	2 723	-
Distinction entre dettes et capitaux propres : recours aux f	10 395	17 207	8 845		-	-	8 845	17 207	8 845		-	-	8 845	1 550	-

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
La mise en équivalence : revue de littérature, pratiques et	19 610	35 497	11 197		8 413	6 816	18 013	31 784	10 737		8 873	6 564	17 301	1 597	712
A ARCHIVER ANR-17-ROSE-0001-02_BIPBIP	174 879	200 893	172 858		723	-	172 858	192 184	172 099		1 482	57	172 156	2 020	702
La communication dans le syndrome Prader-Willi	97 520	139 760	97 377		141	141	97 517	139 898	97 238		141	141	97 379	2	138
UE - Grant Agreement N° 754517 - PREvention of STRoke	330 609	293 567	77 353		10 000	-	77 353	292 373	77 333		10 000	-	77 333	253 257	20
PO FEDER DIAGLYC / ARRETE 2017/20100102R AQT	61 800	80 914	53 608		-	3 544	50 065	80 914	53 608		-	3 544	50 065	11 735	0
ANR FAMINEQ	16 200	17 733	15 813		387	386	16 199	18 295	14 866		1 334	725	15 591	1	607
Center of Excellence "Center for early sapiens behaviour"	63 783	38 302	36 401		7 899	4 504	40 906	40 275	36 401		7 899	4 504	40 906	22 878	-
Ligue cancer - Projet ELLA : Facteurs environnementaux e	420 000	291 680	208 004		97 996	73 436	281 441	293 712	206 003		99 997	73 247	279 250	138 559	2 190
A ARCHIVER - ANR-17-CE36-0002-02 ELIPSES - Psycho	151 092	156 314	129 777		21 315	17 329	147 106	156 512	129 693		21 399	17 329	147 022	3 986	84
CIVB / SANSO: "Les Vins Rouges de Bordeaux sans sulfit	268 626	303 212	267 086		-	-	267 086	306 187	253 619		15 007	12 222	265 841	1 540	1 245
ANR-17-ECVD-0005-01 ERA-CVD PREMED-CAD	243 000	198 834	181 496		61 504	49 690	231 187	198 834	175 952		67 048	53 639	229 591	11 813	1 596
EUROPE / 777826 / NoMADS : "Nonlocal Methods for Arb	58 225	69 975	38 053		20 172	16 552	54 605	69 975	38 043		20 182	16 552	54 595	3 620	10
FRM / Véronique FREUND-MICHEL	338 399	408 427	324 114		14 284	13 506	337 621	493 523	312 323		23 945	14 503	326 826	778	10 795
nouveau projet Cassandra - M Aksam Merched	90 000	94 763	89 776		-	-	89 776	98 366	88 079		875	367	88 446	224	1 330
CROSS_ANR-17-CE11-0050-03	54 000	75 446	53 835		165	158	53 994	75 662	51 681		2 319	2 231	53 912	6	81
ANR / I-LEGO / ANR-17-MRS5-0005-01	29 999	34 960	29 193		-	-	29 193	44 140	28 703		-	-	28 703	806	491
NOBATEK-INEF4/CT 2017-552 / Gouvernance et Pilotage	354 160	300 119	100 489		84 494	38 678	139 167	300 904	99 677		84 494	38 402	138 079	214 994	1 087
INTERACT " Interactions entre groupes humains en Europ	286 671	294 885	232 928		50 743	46 212	279 140	294 905	232 904		50 767	45 993	278 897	7 531	243
Project n° 586107-EPP-1-2017-1-CO-EPPKA2-CBHE-JP 2	67 980	125 959	34 751		6 300	6 223	40 974	126 304	34 751		6 300	6 223	40 974	27 006	-
ANR Cybertife - ANR-17-CE36-0013-01	397 380	341 812	287 573		79 028	57 465	345 039	341 812	287 573		79 028	57 407	344 981	52 341	58
Thèse CIFRE Martin Paquette - AST CT_2018-058	30 000	46 537	29 442		558	-	29 442	46 537	26 777		3 223	2 665	29 442	558	0
REGION N°18000413-00S ISOSA PHASE 1-R & D -SANP	415 189	480 344	326 971		-	-	326 971	482 993	326 165		-	-	326 165	88 218	806
A ARCHIVER - Neuroprotective effects of NFE2L1 in PD n	44 052	71 567	38 377		5 674	5 632	44 009	73 766	36 179		7 873	5 632	41 811	42	2 198
A ARCHIVER ANR-17-CE08-0005-03_MOMA	101 395	105 268	83 839		17 556	17 217	101 056	105 268	80 524		20 871	20 518	101 042	339	14
ANR-17-NEU3-0005-02 -ERANET NEURON-BADAUT	168 120	232 773	161 227		6 893	4 631	165 857	239 619	154 203		13 917	4 631	158 833	2 263	7 024
FRM DEQ20180339189- HUMEAU Yann	399 172	440 232	358 413		40 759	39 296	397 709	464 072	343 477		55 695	37 453	380 930	1 463	16 779
projet IS-OSA Phase 1 - CRNA	63 119	83 544	49 549		-	-	49 549	83 544	49 549		-	-	49 549	13 570	-
DRAC / EJ 2102449117 / Arrêté 2018/ Analyse qualitative	64 108	74 945	63 715		393	393	64 108	75 639	63 607		393	-	63 607	-	501
EPISTEMOLOGIES DU DROIT. APPROCHES PLURIDISC	5 000	6 000	1 743		3 257	326	2 069	6 000	1 743		3 257	326	2 069	2 931	-
Convention n° 18001711-18001712 Accompagnement Neu	721 307	674 599	611 062		110 245	57 231	668 293	675 011	607 602		113 705	56 820	664 421	53 014	3 872
Convention n° 18000716-18001717 Accompagnement Ne	919 851	861 535	626 782		260 062	186 113	812 895	872 936	623 471		261 484	177 376	800 847	106 957	12 047
A ARCHIVER_REGION n°2017-1R30114-00013238 THES	53 440	51 077	46 606		6 834	6 406	53 012	51 077	46 606		6 834	6 403	53 009	428	3
REGION N° 17004046 CHAIRE ACCUEIL LISA ROUX	41 500	58 550	33 000		-	-	33 000	58 550	33 000		-	-	33 000	8 500	-
AUTODIS EID - Entente Interdépart. Pr la démoustication	32 000	47 278	31 761		239	223	31 984	55 231	31 761		239	223	31 984	16	-
LYSOGENIE	97 332	96 380	88 112		9 220	9 018	97 130	97 096	87 771		9 561	9 018	96 789	202	341
A ARCHIVER_GA - 794891 ArchFarm H2020-MSCA-IF-2(	277 894	276 484	269 276		1 642	1 642	270 918	276 484	268 556		2 362	2 362	270 918	6 976	-
Chaire Denis Dubourdieu	152 500	145 979	142 511		9 474	7 977	150 488	157 670	140 875		9 474	7 977	148 852	2 012	1 636
A ARCHIVER - ITE - FRANCE ENERGIES MARINES - FE	9 828	19 481	8 198		1 630	41	8 239	19 744	4 314		5 514	3 923	8 237	1 589	3
EVA	12 500	17 318	12 312		188	188	12 500	17 318	12 312		188	-	12 312	-	188
Ecopiste - Contribution des expérimentations citoyennes à	15 000	20 171	14 989		-	-	14 989	20 171	14 989		-	-	14 989	11	-
Région AAP 2018 - Bourse Thèse équipe Mircade - Encad	55 818	61 713	46 041		9 777	7 966	54 007	61 713	46 041		9 777	7 966	54 007	1 811	-
Etudes biologiques et précliniques de nouveaux agents an	103 202	62 700	54 982		5 311	5 311	60 293	63 612	54 982		5 311	5 311	60 293	42 909	-
Conseil Scientifique de la FRM J. Dechanet-Merville 2018	115 000	105 700	86 107		28 893	16 150	102 257	107 222	85 252		29 748	15 747	100 999	12 743	1 258
IUF LEPETIT	75 000	33 750	15 123		-	-	15 123	33 750	15 122		-	-	15 122	59 877	1
GravettoNiches_THESE_Région 2018-1R40205_dossier 2	98 000	99 733	97 740		-	-	97 740	99 733	97 740		-	-	97 740	260	-
ANR-18-CE25-0002-01_HERA JCJC	216 856	200 424	141 669		42 567	19 538	161 207	200 424	141 669		41 387	19 538	161 207	55 649	-
ANR CQFD	136 026	99 550	89 438		35 914	31 139	120 577	99 634	89 438		35 914	28 671	118 109	15 449	2 468
FRM ECO 201806006853-COUSINEAU Jérémy - BAUFRE	106 224	102 703	102 024		4 200	4 099	106 123	102 703	102 024		4 200	4 099	106 123	101	-
Projet FLAVOR - Thèse De Ferron Philippine	49 000	65 559	48 550		-	-	48 550	65 559	48 550		-	-	48 550	450	-
A ARCHIVER ANR - PIA EMR 2017-ANR-10-IEED-0006-2	118 456	165 998	116 702		1	-	116 702	168 124	114 072		2 631	2 030	116 101	1 754	601
ANR NanoGSkin	188 525	196 898	182 130		-	-	182 130	201 258	178 350		-	-	178 350	6 395	3 780
Appel à projet 2018 "volet Recherche Plateformes Mutuali	100 000	100 000	99 159		-	-	99 159	100 000	99 159		-	-	99 159	841	-
Thèse CRNA Développement de verres d'oxydes lours	70 254	57 056	24 091		15 254	-	24 091	57 056	24 091		15 254	-	24 091	46 163	-
BoscEnFlux -	1 440	3 281	879		21	21	900	3 395	874		21	21	895	540	6
NANO THERMAL IMAGING_thèse_Région 2018-1R50303	56 700	52 940	51 563		5 137	3 239	54 802	52 940	51 563		5 137	3 239	54 802	1 898	-
REGION 2018-1PFM30202-ANDREOLA-TBM CORE	7 000	7 000	7 000		-	-	7 000	7 000	7 000		-	-	7 000	-	-
A ARCHIVER_NACRES_Région 2018-1R10301 00018833	92 000	92 279	92 000		-	-	92 000	92 279	92 000		-	-	92 000	0	-
CRNA invest - Protection des vins exposés à la lumière : F	101 000	144 387	100 868		-	-	100 868	144 387	100 868		-	-	100 868	132	-
A ARCHIVER FRM Projet DEQ20180339229 Analyses co	327 115	270 072	255 712		71 403	71 140	326 851	270 072	254 887		72 228	71 964	326 851	263	1
ANR-18-CE07-0037-01_LightNing	173 340	171 680	139 285		34 055	34 041	173 326	172 966	139 138		34 202	34 070	173 208	14	118
GravettoNiches_FONC/INV_Région 2018-1R40205_dossi	14 805	16 208	6 054		8 751	4 487	10 541	16 954	6 054		8 751	4 487	10 541	4 264	0
CRNA invest Renouvellement du cluster de calcul de la pl	150 057	176 517	115 632		7 925	-	115 632	268 859	115 632		7 925	-	115 632	34 425	-
ANR-18-CE40-0015-03_TickTac	29 873	27 073	9 921		10 916	4 452	14 373	27 073	9 921		10 916	4 152	14 073	15 499	300
ANR-18CE40-0007-02_Codys	147 960	164 393	120 624		21 791	17 027	137 651	165 003	120 191		20 667	17 013	137 204	10 309	447
CRNA invest Nematuum	25 000	25 000	25 000		-	-	25 000	75 000	25 000		-	-	25 000	-	-
A ARCHIVER: ANR AAP LEAP-Agri VITAPALM	249 950	288 979	172 865		77 085	77 081	249 946	288 767	170 803		79 147	75 527	246 330	4	3 616
ANR IODOCHEM	194 280	184 485	151 188		32 894	16 467	167 654	185 073	150 871		33 210	16 225	167 096	26 626	558
20181-1R30229 REGION / DGA	118 000	124 291	98 268		19 732	2 655	100 923	124 291	98 268		19 732	2 655	100 923	17 077	-
A ARCHIVER - CRNA invest Séréna	10 000	20 000	3 653		-	-	3 653	20 000	3 653		-	-	3 653	6 347	-
A ARCHIVER - CRNA alloc recherche SERENA	107 000	115 682	75 910		19 568	16 937	92 847	115 682	75 910		19 568	16 937	92 847	14 153	-
SHOM Contrat N°18CP05 Projet MEPELS	132 000	159 355	127 691		4 309	3 657	131 348	167 886	127 511		4 489	3 657	131 168	652	180
FLAVOR / investissement / Cécile Thibon	36 850	53 000	26 500		-	-	26 500	53 000	26 500		-	-	26 500	10 350	-
CRI In vivo study of mechanisms that regulate tumor-deriv	172 000	175 729	171 942		-	-	171 942	190 183	170 199		1 891	274	170 473	58	1 469
A ARCHIVER - CNRS N° 174729 - Projet INTERPOL	55 992	64 240	55 991		-	-	55 991	64 240	55 991		-	-	55 991	1	-
ESA - ESTEC- Prog BIOMASS DesertSAR	79 860	73 169	42 079		37 781	1 929	44 008	82 200	42 059		37 801	1 929	43 988	35 852	20
ANR 18 CE31 0002 02 proj COLD WORLDS	31 320	29 854	14 449		13 871	2 308	16 757	33 326	14 401		13 919	2 308	16 709	14 563	47
VICARD	103 052	128 710	103 052		-	-	103 052	128 710	102 931		121	121	103 052	0	-
A ARCHIVER ANR ROSAE	297 000	327 127	253 120		23 999	22 000	275 120	328 388	245 363		23 999	23 966	269 329	21 880	5 791
FONDS DE RECHERCHE EN SANTE RESPIRATOIRE- T	111 286	106 702	94 162		9 886	9 886	104 048	106 702	94 162		9 886	9 886	104 048	7 238	-
CRA 2018-1R20201 - ALLOCATION RECHERCHE-AIDE	111 565	103 594	100 900		10 665	-	100 900	103 594	100 900		10 665	-	100 900	10 665	-
AST CT 2018-401 Supplement Master Research Agreeme	105 008	103 248	62 961		42 047	31 924	94 885	103 248	62 961		42 047	31 924	94 885	10 123	-
ANR-18-CE45-0013-01_DeepVolBrain	260 211	207 504	176 239		46 387	28 744	204 983	204 115	174 496		46 808	28 744	203 240	55 228	1 743
projet KIWI	249 744	312 907	195 400		-	-	195 400	312 907	195 400		-	-	195 400	54 344	-
SAMBA - Ariane/Safran - Thèse J.BOURBON / AST CT20	120 000	128 312	112 917		7 083	6 412	119 329	130 677	112 867		7 133	3 868	116 735	671	2 594
REGION / N° 2017-1R10101-00013019-Thèse / J.BOURB	52 900	71 292	47 431		5 468	5 331	52 762	71 292	47 431		5 468	5 331	52 762	138	-
GPMB (Grand Port Maritime de Bordeaux) Proj "CROISIER	202 857	246 125	174 529		28 328	28 327	202 856	251 262	166 373		36 484	31 346	197 719	1	5 137
ANR-18-CE40-0031-03_QUID	31 320	24 066	10 733		15 140	13 202	23 935	24 066	10 733		15 140	13 202	23 935	7 385	-
ANR PING-ACK ANR-18-CE40-0011-04	29 592	21 871	8 273		8 336	-	8 273	22 396	8 131		7 216	-	8 131	21 319	142
ANR-18-CE06-0018-02 FORESEE	177 444	53 158	27 908		100 989	99 799	127 707	53 309	27 806		101 091	99 765	127 571	49 737	136
Projet RECODNA - ANR-18-CE06-0022-04	102 105	87 563	65 696		8 409	8 276	73 973	88 028	64 573		9 532	9 400	73 973	28 133	0
ANR-18-CE05-0021-02_HYPERSOL	143 426	81 000	20 442		61 396	52 935	73 377	81 208	20 145		61 693	51 868	72 012	70 049	1 365
UltraLightProbe_ Région_Post Doc _2018-1R50304_délib	46 000	46 720	43 536		-	-	43 536	46 720	43 536		-	-	43 536	2 464	-
Parkident	26 805	44 369	20 885		5 919	3 855	24 740	62 550	13 803		13 001	3 855	17 658	2 064	7 082
RYTHMS - UE - Grant agreement number : 821336 - H202	182 459	185 410	159 256		23 203	20 602	179 858	185 497	159 117		23 342	20 602	179 719	2 601	139
ANR / LEGO / ANR-18-CE24-0005-01	133 540	66 797	28 361		105 179	84 548	112 909	86 797	28 360		105 179	84 548	112 908	20 631	0
ANR / DIABLO / ANR-18-CE17-0005-01	247 536	238 621	209 645		37 891	31 595	241 240	238 621	207 206		40 330	33 061	240 267	6 296	974
VRAI - Fondation Bx Université	37 200	30 283	27 586		-	-	27 586	32 053	26 613		-	-	26 613	9 614	973
ANR / HYPERSOL / ANR-18-CE05-0021-01	216 000	112 033	92 766		28 795	12 888	105 654	112 033	86 713		32 977	13 842	100 556	110 346	5 099
ANR / BIOTIF / ANR-18-NEUC-0002-01	151 799	55 659	45 086		48 633	22 988	68 074	55 659	43 012		48 633	24 550	67 562	83 726	512
Impression et fibrage de matériaux vitreux 2018-1R10127	85 508	75 866	48 191		15 254	10 702	58 893	75 866	48 191		15 254	10 702	58 893	26 615	-
IUF / Franck Sueur / NOR ESRS1800063A / Arrêté du 06/	75 000	50 015	28 267		25 600	16 540	44 807	50 015	27 330		25 600	15 807	43 136	30 193	1 671
ESO Crt N° 82825-ESO-18-90129-ADI - LAB	66 750	104 607	25 551		31 199	8 921	34 472	104 707	24 387		32 364	7 639	32 026	32 278	2 447
REGION / LABCOM NOBATEK INEF4 2018 / Contrat N°'	198 500	230 814	147 452		51 048	49 772	197 224	260 671	141 911		51 589	50 043	191 954	1 276	5 270
REGION / DuRSAdh / Convention N° 2017-1R10101-0001	35 000	35 000	35 000		-	-	35 000	35 000	35 000		-	-	35 000	-	-
Le facteur humain au coeur des transformations des "usine	55 200	54 419	33 761		21 439	861	34 623	54 419	33 758		21 442	861	34 619	20 577	4
Une méthodologie de recherche innovante pour les "usines	46 000	46 000	-		41 000	36 648	36 648	46 000	-		41 000	36 648	36 648	9 352	-
RNA - Usines du futur [Thèse] - L'effet des transformations	98 000	103 639	95 589		-	-	95 589	103 639	95 589		-	-	95 589	2 411	-
DeerPal_ ANR-18-CE03-0007-02	138 602	126 543	90 973		32 665	28 071	119 044	126 543	90 973		32 665	28 071	119 044	19 558	0
IUF M. MALET / Mise en place de projets pilotes dans le c	75 000	48 750	33 789		34 104	30 839	64 628	48 750	33 091		34 104	31 024	64 115	10 372	513
ENTENDRE AST CT 2018-226 - «Mécanismes de surdité	90 000	90 000	89 092		-	-	89 092	90 000	89 092		-	-	89 092	908	-
RAGE / ANR / ANR-18-CE40-0012-01 / Analyse Réelle et	94 968	77 035	35 179		40 000	35 634	70 813	77 035	34 354		40 000	34 976	69 330	24 155	1 483
Formes d'économie collaborative et protection sociale - DF	111 500	114 000	101 119		10 381	10 376	111 494	114 000	101 119		10 381	10 309	111 427	6	67
Hépatoblastome / C Grosset - Région	5 000	5 000	5 000		-	-	5 000	5 000	5 000		-	-	5 000	-	-
Projet Région MEDAS - Vibrométre laser 3D / CARNOT : E	546 266	546 268	546 266		-	-	546 266	546 268	546 266		-	-	546 266	-	-
EBOVAC3 « Bringing a prophylactic Ebola vaccine to licen	196 875	90 775	86 769		59 375	-	86 769	90 775	86 769		59 375	-	86 769	110 106	-
2018-1R10135_INV_00018762_delib 2018.1229.CP	100 650	105 000	95 000		-	-	95 000	105 000	95 000		-	-	95 000	5 650	-
ANR - PROJET DYMES - Modèles Dynamiques pour les E	321 720	253 375	237 861		74 752	73 765	311 627	253 375	237 861		74 752	73 723	311 585	10 093	42
Fonds sur les maladies chroniques - Laurence DELHAES	20 000	56 625	3 456		16 544	16 542	19 999	56 625	3 456		16 544	16 542	19 999	1	-
FIRAH AP2017_037 - Stigma Hanpsy	30 000	31 214	13 614		16 386	14 850	28 465	31 214	13 614		16 386	12 986	26 600	1 535	1 865
ANR / Correspondance de Langlands p-adique : une appro	84 240	32 739	9 714		71 975	60 826	70 540	32 739	9 714		71 975	60 826	70 540	13 700	-
VINOVEA - Durabilité agronomique et économique de deu	24 000	38 692	18 874		5 126	622	19 497	38 995	18 591		5 409	622	19 213	4 503	283
Genograpе	73 560	114 103	69 639		3 921	3 921	73 560	116 338	69 639		3 921	3 921	73 560	-	0
ARS - Projet n° 2018-75-102 : Une intervention de renforc	128 500	124 896	69 549		39 951	29 899	99 448	125 025	69 420		40 080	29 899	99 319	29 052	129
Agence de Biomédecine - Association entre précarité et in	5 000	9 520	4 085		915	596	4 681	9 520	4 079		921	596	4 675	319	6
CHU de BX ETUDE AJUST N 2018-674-DRC-CCR-D	112 068	72 766	31 266		33 694	-	31 266	72 766	31 266		33 694	-	31 266	80 802	-
ANR-18-CE28-0015-04-VICONTE-ZENON -INCIA	44 608	35 803	16 973		8 304	2 788	19 762	35 928	16 060		9 239	3 619	19 678	24 847	83
ANR QuDATA	124 000	90 818	75 237		15 053	12 591	87 828	90 818	74 941		15 350	10 881	85 822	36 172	2 007
ANR / ANR-18-CE40-0027-03 / Ecoulements avec singula	48 612	48 377	21 284		8 812	5 686	26 969	48 377	18 687		8 812	5 638	24 325	21 643	2 644
598507-EPP-1-2018-1-ES-EPPKA2-CBHE-JP VITAGLOBA	48 987	52 732	29 815		16 138	15 099	44 913	52 732	29 815		16 138	15 099	44 913	4 074	-
Des virus pour soigner ! le difficile développement d'une in	282 747	267 684	228 895		19 900	17 156	246 051	267 820	228 812		19 983	17 156	245 967	36 696	83
ANR-18-CE32-0006-05 Projet PAMPAS	45 136	55 952	3 848		24 288	20 393	24 241	55 952	3 848		24 288	20 393	24 241	20 895	-
THEA PHARMA - Etude des associations des facteurs nut	212 400	237 992	170 667		5 000	2 360	173 027	239 111	170 667		5 000	600	170 067	39 373	2 960
Convention recherche ACTION: Accord de partenariat ent	10 000	16 257	3 962		-	-	3 962	16 605	3 669		300	293	3 962	6 038	-
ANR-18-CE13-0025-01 caLIPSO	278 780	172 349	151 758		60 499	58 497	210 255	172 349	150 864		61 393	58 786	209 650	68 525	605
SYNAPSE MEDICINE - Etude : Service de gestion efficien	19 900	21 425	17 022		2 878	2 037	19 059	22 161	17 003		2 897	2 023	19 026	841	33
reversement INSERM équipe 3 du projet INCA PLBIO 201	175 760	207 217	171 779		-	-	171 779	246 400	164 779		10 816	1 052	165 831	3 981	5 948
INSERM 17CE037-00 ETIOSARC 2 - Etiologie environner	276 952	264 210	215 533		35 590	30 949	246 482	256 447	203 820		47 303	30 697	234 517	30 470	11 965
OCEAN 12 / ESCELL / UE / DGE / UE : 6257690 - 20/12/	301 552	331 945	289 454		12 098	6 954	296 408	331 945	289 454		12 098	6 954	296 408	5 144	-
A ARCHIVER - Fce Alzheimer DATALink - Relations dyna	98 888	109 993	92 625		1 463	1 462	94 088	110 163	92 318		1 776	1 462	93 780	4 800	307
EUROPE G.A N° 773921 Projet POSHBEE	171 828	126 893	73 748		38 640	27 380	101 128	126 907	73 748		38 640	27 380	101 128	70 700	-
INCA - Sawai 2018-143	421 093				-	-	-	-	-		-	-	-	421 093	-
ANR MEGAVOLT	298 501	177 111	100 091		100 000	83 907	183 998	177 111	101 448		100 000	83 775	185 224	114 503	1 225
CONTRAT DE PARTENARIAT-MOTAC-UB18-438-IMN-BE	151 200	80 146	70 005		14 878	14 829	84 834	80 146	70 005		14 878	14 829	84 834	66 366	-
KIC REDLED -KIC-RM -I2M	322 544	311 004	226 263		61 986	59 078	285 341	312 624	213 347		74 902	33 230	246 577	37 203	38 764
CRNA + ARS : Santé des chômeurs en Nouvelle Aquitaine	77 163	97 442	46 477		30 686	30 661	77 138	97 493	46 426		30 737	30 661	77 087	25	51
Contrat de prestations de service	137 870	118 886	99 860		-	-	99 860	118 886	99 860		-	-	99 860	38 011	-
UE kANNa / Knowledge graph completion using Artificial N	185 076	199 566	183 278		-	-	183 278	201 310	175 274		9 802	2 060	177 334	1 798	5 944

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=((2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=((8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=((1)-(7)	(15)=((7)-(13)
KIC C2CC - KIC RM ISM	103 418	114 343	85 453		-	-	85 453	114 343	85 453		-	-	85 453	17 965	0
KIC WHISPER KIC RM ISM	124 648	144 690	78 359		-	-	78 359	144 835	78 214		-	-	78 214	46 289	145
KIC PANORAMA KIC RM ISM	136 486	147 545	88 025		-	-	88 025	147 278	88 025		-	-	88 025	48 461	0
INCA PLBIO18-114	421 093	296 655	179 743		166 018	79 993	259 736	296 655	152 949		166 018	100 455	253 404	161 357	6 331
ANR BrettAdapt	270 799	240 614	187 207		42 500	41 973	229 181	240 614	186 430		43 277	39 372	225 802	41 619	3 378
GALF / ANR-18-CE40-0029-01 / Représentations galoisie	169 800	63 978	26 416		56 000	49 208	75 624	63 978	26 176		56 000	49 208	75 384	94 176	240
Convention de subvention ARIT reversement bénéfices pa	32 723	23 090	23 090		9 632	3 239	26 329	23 090	21 990		10 733	3 239	25 229	6 394	1 100
Comité Régional de la Conchyliculture AST CT 2018-039	119 200	134 168	118 163		-	-	118 163	134 512	118 157		-	-	118 157	1 037	6
CCA-INSERM-BETTENCOURT-PLANCHE Vincent-IMN	135 000	138 106	135 000		-	-	135 000	141 761	129 906		5 094	3 520	133 427	-	1 573
CHU BX - Gestion enveloppe budgétaire du système d'info	199 000	274 456	159 664		39 336	39 335	198 999	274 456	159 664		39 336	39 335	198 999	1	-
kW-flexiburst -GA 825246	891 720	600 712	600 712		-	-	600 712	600 712	600 712		-	-	600 712	291 008	-
Europe H2020 Projet IONBIKE N°823989	271 400	76 972	29 121		25 000	10 179	39 300	158 643	24 550		25 000	10 179	34 729	232 100	4 571
PROJET RISE FUNGLASS	864 800	531 405	443 255		107 245	88 996	532 251	675 373	369 381		181 119	88 799	458 180	332 549	74 071
ANR SPIN-IA / ANR-18-ASTR-0015-04	109 458	142 064	75 024		-	-	75 024	142 064	75 024		-	-	75 024	34 434	-
kW - Flexiburst - GA 825246	510 202	216 843	40 575		163 433	141 921	182 496	351 654	34 608		169 399	132 754	167 363	327 705	15 134
BOURSE FYSSEN Gleize Yves_Conv Subvention de Rec	35 000	57 139	24 551		10 449	4 050	28 601	57 139	24 551		10 449	4 050	28 601	6 399	-
ANR-18-CE37-0009-01 COCOGIT- ZENON	363 964	261 761	204 528		59 668	30 604	235 133	261 859	199 672		64 024	35 446	235 118	128 832	14
CRA LABCOM NOBATEK INEF4 2019 / Convention N° 37	884 300	559 810	462 112		225 207	199 939	662 052	559 810	459 964		227 356	199 082	659 045	222 248	3 006
ASSOCIATION FRANCE ALZHEIMER-Christophe MULLE	108 138	102 628	94 433		13 705	11 692	106 125	106 246	92 120		16 018	11 692	103 812	2 013	2 313
Partenariat INRA - Convention d'unité sous contrat (USC)	117 545	60 998	39 140		43 405	43 110	82 250	63 814	38 532		44 013	43 539	82 071	35 295	179
CRA BIOMCP / N° 2017-1R10209-00013023 / Matériaux d	17 500	17 500	17 500		-	-	17 500	17 500	17 500		-	-	17 500	-	-
REGION N° 3428720- CHAIRE D'ACCUEIL ELEGHEERT	41 500	30 500	22 000		19 500	11 000	33 000	30 500	22 000		19 500	11 000	33 000	8 500	-
ANR-18-FRAL-0003-01-MEDIANEURO-MALLET	173 448	159 805	136 968		36 480	25 590	162 558	159 805	136 968		36 480	25 590	162 558	10 890	-
GREAT - GA 813159 H2020-MSCA-ITN-2018	274 802	140 550	99 436		71 700	65 675	165 111	140 550	99 436		71 700	65 675	165 111	109 692	-
Projet RISE FUNGLASS	-	-	13 860		-	-	13 860	-	13 860		-	-	13 860	13 860	-
Projet européen FUNGLASS	-	7 000	36 145		-	-	36 145	7 000	36 145		-	-	36 145	36 145	-
Projet Européen FUNGLASS ICMCB	-	-	37 500		-	-	37 500	-	35 400		-	-	35 400	37 500	2 100
INTENSE-TBM - Intensified tuberculosis treatment to redu	580 528	370 067	186 526		75 000	53 149	239 674	370 108	186 423		75 000	52 156	238 578	340 854	1 096
A ARCHIVER - AEAG N°310 33 0166 Projet ARPLASTIC	125 400	144 564	111 318		14 082	13 735	125 053	159 019	108 729		14 771	14 218	122 947	347	2 106
ANR-18-CE34-0012-02 projet CUTE	62 960	40 364	24 653		36 307	35 914	60 567	41 460	23 549		36 307	35 913	59 462	2 394	1 104
REPKA / ANR-18-CE40-0035-02 / Noyaux reproduisants a	134 440	109 279	81 947		37 720	33 881	115 828	109 279	81 876		37 791	33 881	115 757	18 612	71
SUPREMATIM / ANR-18-CE92-0050-01 / Super-résolution	135 432	109 270	80 896		39 958	35 057	115 953	110 340	80 896		39 958	34 850	115 746	19 479	207
ANR-18-CE92-0050-02 / SUPREMATIM / Super Résolutio	24 624	8 184	5 513		5 920	3 115	8 628	8 184	5 513		5 920	3 115	8 628	15 996	-
ANR-18-CE32-0006-06 PAMPAS «Evolution de l'identité	17 524	9 601	6 958		3 866	989	7 947	9 601	6 743		4 081	1 118	7 861	9 577	86
CNIEL - Associations entre Produits laitiers, structure céré	140 525	93 405	43 157		97 368	29 482	72 640	93 405	40 222		100 303	32 044	72 266	67 885	373
NEUROTECH UE / Grant Agreement number : 824103 ¿	16 958	14 286	4 758		12 199	7 737	12 495	14 286	4 758		12 199	7 737	12 495	4 462	-
SENSOFT UE / Grant Agreement number: 823895 ¿ SENS	89 377	4 850	4 514		84 863	2 406	6 920	4 850	4 514		84 863	2 406	6 920	82 457	-
Projet COPEC H2020-MSCA-2017 n°794837 ref.Ares(201	249 799	249 799	116 135		72 792	11 147	127 282	249 799	116 135		71 992	11 147	127 282	122 517	-
Association ESCAPE - Dr Grosset / ES2019-1EF	12 448	17 342	12 440		-	-	12 440	18 171	12 344		-	-	12 344	8	96
A ARCHIVER - REGION BRETAGNE N° IMPROI501/1800	171 611	164 710	145 357		18 763	18 595	163 953	165 735	143 794		20 326	20 114	163 909	7 659	44
ADERA AD-19-020 projet "étude de la pollution ds milieux	101 500	83 630	70 601		30 899	30 689	101 290	83 630	70 601		30 899	30 689	101 290	210	-
ANR-18-CE04-0006-01 Projet TRANSPRO	195 480	155 867	65 144		26 085	25 358	90 501	155 867	64 365		26 863	23 896	88 261	104 979	2 240
CRNA CONVENTION N°2018-1R30107 - Délibération 201	13 800	13 319	7 283		6 517	6 384	13 667	13 319	6 523		7 277	6 712	13 234	133	433
BRGM- UMS POREA Programme de coordination- OCA	40 000	51 113	26 053		13 947	12 940	38 993	51 478	21 867		18 133	17 408	39 275	1 007	282
Convention de partenariat entre UB, Région Nouvelle Aqui	1 275 000	1 277 049	369 267		135 606	113 005	482 272	1 285 450	349 653		135 606	113 005	462 658	792 728	19 614
FRM-ARF201809006996-JOBIN ML	201 600	180 015	174 377		27 224	21 889	196 266	180 015	174 377		27 224	21 889	196 266	5 334	-
CONNECTOME_Région NA n°2018-1R30225 _ dossier 2	30 000	60 000	18 050		-	-	18 050	60 000	16 900		-	-	16 900	11 950	1 150
ARC 2018 - Frédéric DELOM - session d'automne	50 000	62 475	49 337		18	18	49 355	64 261	44 062		3 821	3 621	47 683	645	1 672
ARIANEGroup / Convetion Spécifique SAMBA / Thèse Cl	81 251	88 023	60 613		20 638	8 735	69 347	88 025	53 941		27 310	9 827	63 568	11 904	5 779
AGRI TRUFFE	44 688	53 829	24 593		13 000	6 673	31 265	53 829	23 326		14 041	5 479	28 806	13 422	2 460
REGION 2018-1R10127 - 00018822 - Thèse Interaction L	53 680	43 700	42 991		10 689	8 777	51 769	43 700	42 991		10 689	8 777	51 769	1 911	-
Projet ANTIDOTE-APPEL A PROJET REGION-CONVENT	19 500	15 500	8 661		2 200	1 541	10 203	15 500	3 752		7 109	6 450	10 202	9 298	0
ANSES -N°2018/2RF/27-BONTEMPI	128 032	152 183	123 426		-	-	123 426	169 701	122 138		3 608	1 069	123 207	4 606	219
ANSES - N°2018/2 RF/27 - PACARY	71 648	75 380	71 626		-	-	71 626	84 345	71 626		-	-	71 626	22	0
PROJET REGION DYAL CONNECT-CONVENTION 2018-	9 160	7 106	1 211		7 949	7 834	9 045	7 106	1 195		7 965	7 526	8 721	115	324
IPALM	239 630	39 750	-		-	-	-	39 750	-		-	-	-	239 630	-
LVAD-Strat ANR	302 400	138 357	119 260		64 498	46 796	166 057	138 357	119 260		64 498	44 946	164 206	136 343	1 851
MATCH ANR ANR-18-PERM-0006-01 ERA PerMed 2018	226 800	140 143	123 881		54 983	34 247	158 128	140 143	122 851		56 013	35 183	158 034	68 672	94
SIRIC BRIO_LP2N	96 800	96 801	90 276		6 524	6 080	96 356	96 801	90 276		6 524	4 596	94 872	444	1 484
SIRIC BRIO INCA GCS PARC - Equipe EPICENE	613 000	328 715	292 956		203 992	170 474	463 430	328 715	292 955		203 993	170 474	463 429	149 570	1
ANR-18-ECVD-0002-03 ERA-CVB Multifib - Richard WAL	248 681	264 000	217 229		31 453	31 276	248 505	264 000	212 050		36 242	35 406	247 456	177	1 048
SIRIC BRIO INCA - ACTION	249 000	391 032	212 390		36 610	45 416	166 974	391 733	210 245		38 755	45 416	164 829	82 026	2 145
SIRIC BRIO PRIME COMMUCAN ET SARCOMES GCS	320 000	252 541	196 008		7 861	7 086	203 094	268 181	177 788		13 459	13 458	191 246	116 906	11 847
REGION 2018-1R30101-Jérome Badaut	108 000	113 000	89 686		-	-	89 686	119 214	83 472		-	-	83 472	18 314	6 214
Convention 2018-1R30226 Région Nouvelle Aquitaine Ber	46 000	22 000	21 768		24 232	24 232	46 000	22 000	21 768		24 232	24 232	46 000	-	-
CMA as a Means to Counteract alpha-Synuclein Patholog	114 348	114 559	106 764		7 584	7 584	114 347	114 832	85 933		28 415	25 289	111 222	1	3 126
ANR -18-CE16-0018-02 Cattaert Daniel Projet NanoDend	18 949	18 798	13 758		3 692	3 680	17 437	18 798	13 649		3 800	3 789	17 437	1 512	-
IRP N° P 176-The intraspinal cholinergic system. Cazalets	124 500	113 848	108 118		16 382	13 220	121 338	112 621	104 680		19 820	14 043	118 722	3 162	2 615
SIRIC BRIO CONTRAT DOCTORAL DANIELA BOAVENT	77 700	74 224	66 717		9 468	8 650	58 067	74 224	66 717		9 468	8 650	58 067	19 633	-
SHORELINE: "Stratégies adaptatives, cHOix résidentiels	14 400	9 527	4 155		3 000	1 023	5 178	9 527	4 154		3 000	1 023	5 177	9 222	1
CNRS - Appui financier à un projet du programme de rech	9 840	24 169	9 737		-	-	9 737	24 169	9 737		-	-	9 737	103	-
Matrices cellulaires 3D en gels supramoléculaires_REGIO	46 000	46 003	45 779		-	-	45 779	46 003	45 779		-	-	45 779	221	-
ANR-18-CE07-0046-01_GLUE BOCA	259 134	184 836	164 699		58 261	40 669	205 368	186 150	163 595		59 365	41 125	204 720	53 766	648
Observatoire national et universitaire des fiances publique	100 000	81 234	45 047		54 953	49 167	94 214	81 843	44 870		55 130	46 287	91 157	5 786	3 057
RECOGER "Reformulation de la Colorimétrie à l'aide de la	98 000	75 760	18 981		28 838	9 388	28 368	75 760	18 981		28 838	9 388	28 368	69 632	-
Low Energy Atrial Cardioversion / REGION / 2018-1R3021	61 000	68 729	48 270		12 730	-	48 270	68 729	48 270		12 730	-	48 270	12 730	-
CRA/ Matériaux composites à matrice céramique 2018-1R	55 000	48 056	754		41 111	32 768	33 522	48 056	753		41 111	32 768	33 521	21 478	1
A ARCHIVER Implication de la voie IL15/IL15Récepteur d	227 250	232 408	209 525		17 725	17 328	226 853	233 202	209 922		17 328	17 328	227 250	397	397
Partenariat strategique ERASMUS + 597924-EPP-1-2018-	71 342	68 045	25 722		36 708	35 293	61 015	70 454	25 722		36 708	35 293	61 015	10 327	-
Contrat Collaboration Recherche Projet MICROLUPS 201	40 000	67 051	39 980		20	-	39 980	71 353	39 144		856	-	39 144	20	836
B4IoT-2018-1R50117-00021171	102 600	74 943	67 964		33 286	32 382	100 346	74 943	67 964		33 286	32 382	100 346	2 254	-
INCA - TABAC18-022_AM	217 097	182 989	15 607		55 093	5 454	21 061	183 770	15 267		55 093	5 454	20 721	196 036	340
A ARCHIVER - GIP SEINE AVAL 6 Projet SARTRE 4	53 460	57 776	42 070		11 390	9 882	51 952	57 893	42 036		11 424	9 882	51 918	1 508	34
Signature génique et métabolique des cellules souches hé	20 000	34 601	20 000		-	-	20 000	34 733	19 901		-	-	19 901	-	99
AST CT_2018-364 2018-1207-DRC-CMDM-D AUBACOG	48 000	9 660	6 968		41 032	29 091	36 060	9 660	6 863		41 137	27 281	34 144	11 940	1 916
AST CT_2018-248 2018-1071-DRC-CMDM-D PROCOG	54 000	13 857	7 390		8 910	3 565	10 955	13 506	7 007		9 293	3 438	10 445	43 045	510
SUGAR / ANR MRSEI -ANR-19-MRS20014-01	30 000	49 969	19 171		5 905	5 905	25 076	49 969	18 977		5 905	-	18 977	4 923	6 100
PROJET RÉGION : Etude Didactique interdisciplinaires de	16 290	24 843	9 194		7 096	3 310	12 504	25 779	7 891		8 399	3 293	11 185	3 786	1 319
HPC scalable ecosystem	147 650	134 256	61 360		30 421	28 649	90 010	134 256	61 360		30 421	28 649	90 010	57 640	-
NEARSENCE 2 DEUTSCHE FORSCHUNGSGEMEINSCH	124 835	155 564	85 882		27 058	25 053	110 935	155 564	85 877		27 058	25 053	110 930	13 900	5
Convention pluriannuelle de reversement de subventions d	208 800	311 280	87 884		120 916	108 233	196 117	311 280	87 673		121 127	103 371	191 044	12 683	5 073
Etude des nouvelles cibles thérapeutiques dans les tumeu	39 558	42 030	39 545		-	-	39 545	42 030	39 545		-	-	39 545	14	-
GCS PARC - Convention pluriannuelle de reversement de	185 000	167 824	80 625		104 375	86 485	167 111	167 824	80 625		104 375	80 870	161 496	17 889	5 615
LIBERTY	99 706	114 525	99 510		-	-	99 510	115 306	98 727		-	-	98 727	196	783
CHU ST ETIENNE REF 18CC093 UB18-228 Etude des 3	49 167	11 257	6 257		-	-	6 257	11 257	6 257		-	-	6 257	42 910	-
FRM projet EQU201903007845	366 614	277 867	231 351		85 298	81 756	313 107	277 867	226 836		85 298	83 409	310 244	53 507	2 863
TIMPANI ANRS 12404	473 180	329 600	183 916		112 838	51 873	235 789	329 600	182 578		114 176	49 821	232 399	237 391	3 391
INRA VITIRHIZOBIONE	69 281	117 456	48 350		20 931	20 631	68 981	117 456	48 332		20 949	20 631	68 962	300	18
Fidélisation des clients-AQUITEM	30 000	20 572	3 478		26 522	25 453	28 931	20 441	4 480		25 520	25 453	29 933	1 069	1 001
SIRIC BRIO GCS PARC PRIME/COMMUCAN -Anticorps	60 000	43 173	42 414		17 586	17 586	60 000	43 207	41 727		18 273	18 273	60 000	-	-
A ARCHIVER - UCO-Asso Saint-Yves / ANSES N°2018/1/	98 342	87 651	60 260		38 082	35 997	96 257	88 990	58 799		39 543	36 902	95 701	2 085	556
BOSTON SCIENTIFIC	90 000	75 603	70 593		19 407	16 202	86 795	75 603	70 593		19 407	16 202	86 795	3 205	-
Thèse FCBA / AST CT 2019-053 / Y.SOUSSEAU : Lois de	28 024	35 555	8 876		16 404	16 150	25 025	35 555	8 596		16 404	13 150	21 747	2 999	3 278
TFM - ASA	57 822	53 122	23 368		34 454	11 585	34 953	55 999	18 860		38 962	11 585	30 445	22 869	4 508
NEPTUNUS-EAPA-576/2018:WATER-ENERGY-SEAFOO	150 000	83 195	43 987		106 013	38 929	82 916	83 559	43 207		106 793	39 319	82 526	67 084	390
Drone Ball Cup:Aerual Playing Volleyball And Netball	20 000	22 000	2 139		17 861	8 618	10 757	22 000	2 139		17 861	8 618	10 757	9 243	-
"SHERLOCK, la détection des transcrits BCR-ABL1 invisit	20 885	45 062	19 481		1 404	1 343	20 824	45 947	18 657		1 343	1 343	20 000	62	824
CEVECOMP / REGION / N°2018-1R10206 / Caractérisatio	61 000	61 886	43 776		17 224	12 686	56 462	61 886	43 776		17 224	9 700	53 477	4 538	2 986
SAMUEL DE CHAMPLAIN	12 750	4 956	4 695		8 055	3 220	7 915	4 956	4 695		8 055	3 220	7 915	4 835	-
ARDCO 5 - Cohorte pour le dépistage des affections liées	100 500	73 300	65 956		34 544	26 795	92 752	73 300	65 955		34 545	26 685	92 640	7 748	112
NEURONALG - Développement d'actifs nutritionnels algo-	30 000	30 000	30 000		-	-	30 000	30 000	30 000		-	-	30 000	-	-
ONCOPROBE/ Cancéropole	18 360	37 467	9 728		8 104	7 754	17 482	37 467	6 519		11 181	10 831	17 350	878	132
IRAM Institut de Radioastronomie Millimétrique Co-Finan	32 130	7 500	5 098		27 033	17 986	23 083	7 500	5 098		27 033	17 986	23 083	9 047	-
ADERA AD-19-423 étude de la pollution ds milieux aquat	50 000	52 370	44 488		5 512	5 505	49 993	52 370	44 488		5 512	5 491	49 979	7	14
INEXTVIR - Innovation Network for Next Generation Trainir	251 402	194 853	159 951		72 402	70 909	230 861	194 853	159 945		72 402	70 569	230 514	20 542	346
ANR-19-CE01-0001-01 Proj BRAISE	162 594	122 769	109 810		42 434	35 506	145 316	124 257	109 779		42 465	33 962	143 741	17 278	1 575
PRISM: "Procédé Innovant Stabilisation Microbiologique (t	47 500	56 965	47 500		-	-	47 500	71 606	45 962		-	-	45 962	0	1 538
SIRIC BRIO GCS PARC BARITON MOREAU	79 000	106 279	56 436		22 564	22 462	78 897	106 279	56 436		22 564	22 462	78 897	103	-
REGION SCHEMA MARTIN JEAN 2019-1R20220 000320	49 000	49 084	48 097		903	-	48 097	49 084	48 097		903	-	48 097	903	-
CONV FINANCEMENT AMS-ARAMISE	30 000	36 584	29 262		-	-	29 262	36 584	29 262		-	-	29 262	738	-
SIDACTION 18-2-EQR-12196-4 TOWARDS HIV	18 000	18 000	-		-	-	-	18 000	-		-	-	-	18 000	-
FRM - financement poste de these pour internes et assist	180 000	132 017	130 421		49 579	49 541	179 962	132 017	130 421		49 579	49 541	179 962	38	-
ANR-19-MGPA-0006 ECS MAKE OUR PLANET GREAT A	540 000	426 440	332 857		159 048	134 401	467 258	426 440	322 829		169 076	132 993	455 821	72 742	11 437
GSAF : Grades and Standards for African Farmers/ANR	185 760	110 277	91 086		81 980	57 748	148 833	110 277	91 086		81 980	57 748	148 833	36 927	-
ANR-19-CE20-0016-02 PLAYMOBIL	141 700	99 496	90 292		42 399	35 837	126 129	99 496	87 722		43 266	37 828	125 549	15 571	580
ANR-19-CE17-0014-03 FLAGEL-OME	179 280	124 945	105 717		41 752	40 767	146 484	124 945	105 606		41 752	40 767	146 374	32 796	111
ANR-19-CE06-0015-02_CARBENOPOL	157 840	111 872	97 025		46 500	44 523	141 548	111 909	96 968		46 500	44 241	141 209	16 292	339
ID/Ref : 76977 - University ok Kent	20 404	24 530	16 125		4 280	4 050	20 175	24 530	15 325		5 080	4 650	19 975	229	200
ANR-19-CE07-0008-01_HYPE4ALL	204 014	170 324	140 478		34 016	33 869	174 347	170 324	140 478		34 016	33 637	174 115	29 667	232
SIMRIC REGION (simulateur pédagogique mecaniqueme	91 000	116 699	12 801		55 501	45 342	32 540	116 699	12 801		55 501	45 342	32 540	58 460	-
CRNA Pérennisation des compétences analytiques de la p	190 500	190 500	166 600		-	-	166 600	190 500	142 600		24 000	24 000	166 600	23 900	-
ALLOC THESE - REGION - HIRSCH - CELLULES SOLAI	49 000	44 320	34 736		14 258	13 360	48 097	44 320	34 736		14 258	13 360	48 097	903	-
ERASMUS + 2019-1-FR01-KA202-062965 I4EU	352 877	286 172	211 076		84 210	70 647	281 724	286 851	211 018		84 268	70 647	281 665	71 153	58
ANR-19-CE07-0010-01 BAC-C	231 120	134 009	102 802		41 716	41 205	144 006	134 111	102 802		41 716	41 205	144 006	87 114	-
DGESIP B2-2 n°2019-0095 Bienvenue en France (courrier	120 000	177 360	33 338		-	-	33 338	179 726	33 338		-	-	33 338	153 338	0
PROJET RÉGION : Etude de l'impact des dispositifs de fo	103 480	68 539	68 525		34 955	31 396	99 920	68 539	68 525		34 955	31 396	99 920	3 560	-
ANR-19-CE06-0003-02_aBOVE	230 712	197 661	118 188		54 631	46 956	165 144	198 435	116 464		55 493	46 949	163 412	65 568	1 731
CANALBRET / ANR / PROGRAMME CE44 / ANR-19-CE	281 222	225 537	195 867		77 999	77 979	273 846	225 537	184 713		89 153	87 969	272 682	7 376	1 164
Contrat de collaboration CIFRE TOUTON	30 000	24 128	14 594		15 406	14 312	28 906	24 635	14 594		15 406	13 953	28 547	1 094	359
BENEVOLENTIA GRANT AGREEMENT GR-069826	180 000	164 931	158 310		21 090	18 274	176 584	163 509	153 742		26 258	20 348	174 090	3 416	2 495
Programme PAUSE Collège de France	87 464	63 415	57 902		29 562	29 310	87 213	63 415	57 902		29 562	29 310	87 213	251	-
VINCI Vin, Innovation, Compétitivité Internationale	213 750	187 280	151 016		59 234	50 864	201 880	195 716	144 671		65 579	50 298	194 969	11 870	6 911
POPSU-IEP	26 600	23 269	7 651		18 949	18 806	26 457	23 366	6 782		19 818	19 618	26 399	143	57
FLAVOR- ACCORD COLLABORATION RECHERCHE-GIE	104 500	123 637	86 126		5 000	4 579	90 704	141 813	86 064		5 000	4 446	90 511	13 796	193
SCHEMA-CRA	49 000	54 362	45 636		3 364	-	45 636	54 362	45 636		3 364	-	45 636	3 364	-
IUF 2019 QUIDEAU Stéphane	75 000	32 303	18 894		25 000	18 303	37 197	32 303	18 277		25 618	15 501	33 777	37 803	3 419
ANR ATOMIC	165 240	127 443	79 423		50 000	40 017	119 440	121 943	78 903		50 520	39 965	118 868	45 800	572

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
Région Nouvelle Aquitaine n°4370420 délibération n° 2019	1 000 000	1 213 224	999 424		-	-	999 424	1 262 408	969 763		30 237	21 952	991 715	576	7 709
SIRIC BRIO-Recettes+Frais de gestion	1 974 450	54 000	54 000		13 500	13 500	67 500	54 000	54 000		13 500	13 500	67 500	1 906 950	-
ANR -19-CE13-0021-01:Projet PhosphoREM-domain	208 980	81 730	61 919		68 000	62 378	124 296	81 730	59 832		68 000	62 378	122 210	84 684	2 086
REGION N°2019-1R20107-00031632 THESE SCHAFER	64 560	37 807	32 390		19 591	19 589	51 979	37 807	32 390		19 591	19 589	51 979	12 581	-
THESE CIFRE- Mickael CORNILLE-GARRIC	175 531	116 231	76 023		99 508	43 037	119 061	116 231	76 023		99 508	41 803	117 826	56 471	1 234
SMIDDEST Projet CONTROL "Caract de la contamin de l'	141 668	143 470	140 395		1 272	-	140 395	144 101	138 288		3 379	2 094	140 382	1 272	13
ARC Aide individuelle jeunes chercheurs : printemps 2019	30 600	32 138	29 668		-	-	29 668	32 138	29 668		-	-	29 668	932	-
ANSM EPI-PHARE Réf : AAC-2019-DRUGS-SAFE 2019S	1 995 660	936 838	933 070		490 631	431 544	1 364 614	936 688	931 431		490 631	431 200	1 362 630	631 046	1 984
Région 2019-1R30124-00031732 Allocataire Région	57 500	56 800	52 826		-	-	52 826	56 800	52 826		-	-	52 826	4 675	-
ARC DOC20190509041 Aides doctorales médico scientifiq	85 000	85 588	83 850		-	-	83 850	85 588	83 850		-	-	83 850	1 150	-
EDF- CT 2018-176 "Surveillance écologique et halieutique	2 025 213	879 092	450 432		394 128	258 057	708 488	900 105	437 952		406 608	255 467	693 419	1 316 725	15 069
COCOTIER / Concept de Cockpit et Technologies Intégré	116 500	131 169	86 757		-	-	86 757	131 169	86 467		-	-	86 467	29 743	290
KIC INCO PILES KIC RM	56 340	87 603	41 904		-	-	41 904	91 105	41 904		-	-	41 904	14 435	-
Etude couplée de la dynamique du radon, du CO2 et du 8	58 588	59 124	57 929		659	659	58 588	67 947	57 841		659	-	57 841	-	746
Projet SIMLAW TIMBER - Lois de similitude pour les bâtin	66 383	112 535	19 475		-	-	19 475	113 158	18 469		301	301	18 770	46 908	704
AODyng / ANR / Algèbres d'Opérateurs et Dynamique des	60 300	47 934	10 642		32 000	25 702	36 344	47 934	10 642		32 000	25 702	36 344	23 956	-
A ARCHIVER - AEAG N° 310330173 "contam métal ds sé	35 000	45 902	34 129		871	-	34 129	45 902	33 238		1 762	708	33 946	871	182
MOBSCAN / Méthodologie innovante pour l'évaluation non	25 000	25 001	24 224		-	-	24 224	25 001	24 224		-	-	24 224	776	-
MaSDOL / ANR / Programme CE 23 / ANR-19-CE23-0017	158 544	74 903	27 086		48 701	35 715	62 801	74 903	27 086		48 701	35 715	62 801	95 743	-
ANR-19-CE34-0005-03 Projet FEATS	151 200	23 807	12 807		-	-	12 807	23 807	12 807				12 807	138 393	-
ANR 19-CE27-0011-04 Projet NEANDROOTS	17 215	15 634	13 497		3 718	3 260	16 757	17 558	13 497		3 718	3 260	16 757	458	-
QuAMProcs / Programme CE40 / ANR-19-CE40-0010-01	155 600	115 052	59 287		45 000	37 721	97 007	115 052	59 141		45 000	37 721	96 861	58 593	146
ANR-19-CE15-0004-04: Projet AdipoTryp CE15	70 628	57 232	41 066		8 396	3 729	44 795	57 232	41 066		8 396	3 354	44 420	25 833	375
MoDiff / ANR -19-CE40-0003-01	69 336	47 472	18 735		17 500	14 523	33 258	47 472	18 735		17 500	14 523	33 258	36 078	-
ANR 19-CE03-0009-02 Projet TRAJECTOIRE	118 800	40 682	31 009		30 201	29 498	60 507	41 071	30 956		30 254	29 498	60 454	58 293	53
ANR-19-CE15-0004-01 Adipo Tryp MFP	238 680	90 547	70 482		21 500	18 994	89 476	90 547	70 482		21 500	18 994	89 476	149 204	-
PostProdLEAP / ANR / ANR-19-CE23-0027-02	160 704	85 904	54 756		53 000	46 506	101 262	85 904	54 756		53 000	46 372	101 128	59 442	134
Thèse Chaire Denis Dubourdieu: "Modifications gustatives	130 000	85 722	68 901		48 094	47 108	116 009	85 722	68 428		48 567	47 171	115 599	13 991	411
ANR CAPTIVE MFP ANR-19-CE15-0001-01	459 744	249 320	230 819		87 971	84 422	315 242	249 320	229 326		87 971	85 677	315 003	144 502	238
STIMULATION CARDIAQUE NON INVASIVE PAR ULTRA	106 000	115 173	62 557		34 270	-	62 557	115 173	62 557		34 270	-	62 557	43 443	-
ANR-19-CE11-0012-02 SUBSIST Fronzes	151 200	93 966	44 933		39 334	29 804	74 737	93 966	44 933		39 334	29 804	74 737	76 463	-
REGION N°2019-1R20107-00031633 P. ABADIE	68 508	45 807	41 813		23 043	23 043	64 856	45 807	41 813		23 043	23 043	64 856	3 652	-
PROJET SONDE FIBRE OPTIQUE	124 500	145 051	114 417		10 083	10 082	124 499	151 500	114 417		10 083	10 082	124 499	1	-
ANR VirMEDACO Wodrich	237 384	146 811	132 113		64 652	64 555	196 668	152 169	129 821		64 922	61 003	190 824	40 716	5 844
CFQCU-Samuel de Champlain 2019-2020	12 750	23 824	1 676		11 074	9 741	11 417	23 856	1 644		11 106	8 290	9 934	1 333	1 483
REGION 2019-1R20107-00031635 POST DOC BEAUDRI	68 508	47 274	42 010		22 994	22 786	64 796	47 274	42 010		22 994	22 786	64 796	3 712	-
A ARCHIVER ANRS ECTZ103899 Décision 21067 Andre	70 885	48 885	22 268		48 617	48 588	70 856	48 885	21 607		49 278	49 249	70 856	29	-
ERASMUS + 2019-1-FR01-KA107-061870 MIC	146 070	97 380	31 722		48 690	25 757	57 479	97 380	30 929		48 690	25 757	56 686	88 591	793
INCA - REGISTRE DES CANCERS - COP 2019-2023	1 938 642	750 786	684 479		447 661	423 479	1 107 958	751 117	683 540		448 600	422 643	1 106 183	830 684	1 776
REGION N°2019-1R20109-00031637 Post doct MORIN	43 058	45 481	43 058		-	128	42 930	45 481	43 058		-	128	42 930	128	-
Ciblage thérapeutique de la dimérisation de KRAS dans le	349 067	327 440	251 265		62 371	62 158	313 423	340 190	245 293		63 013	62 812	308 105	35 645	5 318
ANR: ANR-19-CE15-0018 NUCLEONDRIA MRGM Garau	222 167	216 457	205 811		16 356	13 981	219 792	199 541	167 364		54 803	39 613	206 977	2 375	12 814
REGION N°2019-1R20107-00031634 SOTTOLICHIO	45 672	28 509	22 807		4 000	-	22 807	28 509	22 807		4 000	-	22 807	22 865	-
@REGION N°2018-1R50309 Projet USOFF	10 000	6 000	-		10 000	10 000	10 000	6 000	-		10 000	2 500	2 500	-	7 500
EMELCARA 2/FEDER-FSE 2014-2020	416 900	299 000	197 612		179 101	92 878	290 490	299 000	182 617		181 262	102 029	284 645	126 410	5 845
REGION N°2019-1R2M0301-00031670 THESE BUDZINS	49 000	5 344	5 344		32 583	32 583	37 927	5 344	5 344		32 583	32 583	37 927	11 073	-
Etude " moins-disant ou mieux-disant" CRA/ 2019-1R4M0	64 310	29 000	8 612		15 310	5 680	14 292	29 000	8 262		15 310	5 680	13 942	50 018	349
REGION N°2019-1R2M0102-00031665 THESE SOTTOLI	49 000	20 392	20 040		16 292	16 291	36 331	20 392	20 040		16 292	16 291	36 331	12 669	-
Normes et échanges commerciaux de la filière bois papier-	107 400	67 166	63 816		34 184	32 820	96 636	67 166	63 816		34 184	32 820	96 636	10 764	-
Un marché à risques? PREDICT OP ANR	351 386	225 259	198 406		106 900	91 844	290 250	226 414	197 468		106 900	91 558	289 025	61 135	1 225
COMPET-CRA 2019-1R2M0902	16 800	14 000	3 975		7 208	7 114	11 090	14 000	3 790		7 393	7 114	10 905	5 710	185
REGION 2019-1R2M0102-00031666 P. DOC SENECHAL	34 500	39 523	33 446		1 054	-	33 446	39 523	33 446		1 054	-	33 446	1 054	-
CYVI - ANR SupplyPBM	15 000	11 111	6 626		4 268	-	6 626	12 203	6 626		4 268	-	6 626	8 374	-
ANR-19-CE23-0027-01 PostProdLEAP	169 344	77 662	62 439		51 503	42 121	104 560	77 662	62 439		51 503	42 121	104 560	64 784	-
Programme WISE phase 1 : Grapevine canes	194 648	127 930	90 789		103 859	69 761	160 550	127 930	88 089		106 559	69 624	157 713	34 098	2 838
StillDeTox ANR	210 168	152 032	107 748		67 300	47 406	155 154	153 986	107 356		67 692	47 580	154 936	55 014	218
EXTRAWINE: Procédés Innovants d'extraction et de stabil	74 375	88 925	74 240		-	-	74 240	89 120	73 374		795	795	74 169	135	71
PLAN CANCER 2014-2019 INSERM 19CP098-00	45 840	59 016	45 744		-	-	45 744	60 509	43 527		2 170	2 169	45 696	96	48
Polymer enhanced foams to improve oil recovery in Qatari	54 624	64 580	33 808		-	-	33 808	69 295	30 605		3 410	3 410	34 014	20 816	- 206
ANR-19-CE18-0024-03_TEPEE	131 760	64 515	20 262		26 600	14 791	35 053	64 515	18 668		28 194	16 154	34 822	96 708	231
ANR-19-CE48-0011-03 COMBINE	104 544	34 144	13 166		24 848	15 626	28 791	34 144	13 166		22 348	15 626	28 791	75 753	-
Projet SOPRANO Soutien pour le diagnostic des patients	100 000	60 000	-		100 000	677	677	60 000	-		100 000	677	677	99 323	-
Réglementations et bouclage carbone/nutriments : quel rô	46 000	51 773	43 536		-	-	43 536	51 773	43 536		-	-	43 536	2 464	-
Quelles innovations agroécologiques face à la transition é	107 400	64 313	64 251		33 687	32 583	96 834	64 313	64 251		33 687	32 583	96 834	10 566	-
AXYOM-SCAC QUEBEC	16 350	13 679	6 293		3 600	-	6 293	13 679	6 293		3 600	-	6 293	10 057	-
France Parkinson projet SNR-PARK	555 000	64 641	47 922		7 578	7 441	55 364	65 347	46 922		8 578	8 175	55 097	499 636	266
AHF-CHU HUNTINGTON- Margaud LEBOUC	125 000	86 500	61 789		28 211	27 906	89 694	86 500	61 789		28 211	27 906	89 694	35 306	-
A ARCHIVER_H2020-MSCA-IF-2018 _BB SLM : Polychror	196 708	181 985	176 501		20 207	20 207	196 708	181 985	175 089		21 619	20 731	195 820	-	888
POST DOC CRNA contrôle de dopage et de la chimie de	46 000	41 000	29 095		15 000	14 553	43 648	41 000	29 095		15 000	14 553	43 648	2 352	-
Convention de Collaboration "Essai MOTIV-POSDEP" CH	92 490	57 955	41 887		10 603	8 387	50 274	59 521	41 381		11 110	7 233	48 613	42 216	1 661
ANR19-CE10-0003-01 AToPAd - ANR	147 528	109 224	74 606		48 602	38 018	112 624	109 224	74 606		48 602	37 987	112 594	34 904	30
ANR NORAD	182 382	125 620	113 160		49 545	49 545	162 704	125 620	112 776		49 929	49 844	162 621	19 678	84
ANR MEEGASAFE - LABCOM 2019	350 000	70 165	36 020		58 689	47 339	83 359	43 085	12 089		58 689	44 391	56 480	266 641	26 879
ANR CoCoChoice	242 400	85 338	74 326		55 740	55 668	129 994	85 338	72 754		55 880	55 808	128 563	112 406	1 432
FRANCE PARKINSON DELGADO-ZABALZA	58 344	59 061	58 212		-	-	58 212	59 061	58 212		-	-	58 212	132	-
A ARCHIVER_H2020-MSCA-IF-2018 _ KELBUS2 : Experi	196 708	180 031	170 065		26 642	23 431	193 496	180 560	170 065		26 642	23 431	193 496	3 212	0
FRM POST DOC France -PETIT-PEDROL	100 000	103 839	96 101		3 899	3 897	99 998	103 839	96 101		3 899	3 897	99 998	2	-
CRA ICAP-Isotopes du calcium et anthropobiologie au Pal	50 000	30 000	17 785		11 134	9 187	26 972	30 000	17 785		11 134	9 089	26 874	23 028	98
NANOCLAY / THESE-CRNA 2019-1R1M0301	114 047	82 000	66 801		32 599	32 583	99 384	82 000	66 801		32 599	32 583	99 384	14 663	-
ANR-19-CE27-0011-03_ NEANDROOTS	62 338	5 618	4 618		40 259	34 794	39 412	5 618	4 618		40 259	34 794	39 412	22 926	-
ANR-19-CE27-0012-01_ PSCHEET	231 087	148 209	118 456		46 350	43 995	162 451	148 209	115 536		44 510	44 451	159 986	68 636	2 465
ANR-19-CE35-0005-02_MORTUI	58 666	20 666	4 346		7 596	624	4 969	20 666	4 346		7 596	624	4 969	53 696	-
Hardware BPE Projet Aetion	90 000	90 000	82 000		-	-	82 000	91 470	82 000		-	-	82 000	8 000	-
NCU "ASPIE FRIENDLY "	85 536	28 691	18 040		8 525	2 400	20 440	28 691	17 767		8 525	2 400	20 167	65 096	273
Développement de thérapies vectorisées innovantes ciblar	5 000	5 000	4 992		-	-	4 992	5 592	4 992		-	-	4 992	8	-
PROJET : Caractérisation par IRM des altérations cardiaq	50 000	54 700	49 758		-	-	49 758	54 924	49 758		-	-	49 758	242	-
Ministère de l'intérieur DSR	156 000	144 197	127 151		22 849	22 541	149 691	144 206	127 142		22 858	22 541	149 682	6 309	9
COP 2019/2023 - Registre des Tumeurs du Système Nerv	246 038	144 463	121 152		71 866	61 460	182 612	144 463	119 297		73 721	63 290	182 587	63 426	25
@REGION 2019-1R20109-00031636 B.MORIN INVEST	68 497	80 938	41 553		8 472	8 472	50 025	83 813	41 553		8 472	8 472	50 025	18 472	-
EU -EURAMET 18NRM01 EDC-WFD Proj EMPIR	125 000	94 001	75 282		49 718	49 291	124 573	93 000	74 965		50 035	49 608	124 573	427	-
ANR-19-CE19-0008-01 CARCOI	356 240	147 888	36 181		75 000	23 709	59 891	147 888	36 181		75 000	23 709	59 891	296 349	0
ANR PEPIMPULSE	29 916	51 798	22 598		7 318	5 915	28 513	54 008	12 448		17 468	16 065	28 513	1 403	-
NANOFUNC GRANT AGREEMENT	196 708	175 998	162 431		34 277	32 577	195 008	175 998	161 244		35 464	33 595	194 839	1 700	169
CNRS DR 15D-19-033 ANIMUB SCA Rongeurs/SCA HUE	400 000	218 050	218 050		181 950	172 405	390 455	218 050	218 050		43 568	34 004	252 054	9 545	138 401
A ARCHIVER DataGuard ANR-19-MRS3-0005-01	29 916	31 062	17 857		12 059	2 429	20 286	34 993	12 883		17 033	2 429	15 312	9 630	4 974
KIC Projet TRIPLELINK ex GUCCIS KIC RM ISM	354 175	255 165	204 914		146 686	138 895	343 809	255 165	204 419		147 181	138 808	343 227	10 366	582
2019-1-RO01-KA203-063157 PROMIS	60 834	39 044	20 470		23 000	22 347	42 817	39 044	20 470		23 000	22 347	42 817	18 017	-
ANR-19-CE17-0010-01 Projet MAESTRO	343 440	112 440	55 676		45 000	10 054	65 730	112 440	55 618		45 000	10 054	65 672	277 710	58
GTD Free Convention de reversement BSA-UBx	211 836	207 786	191 902		-	-	191 902	207 786	179 787		11 872	11 872	191 659	19 934	243
Consommation globale des soins des PVVIH relative à leu	65 408	56 388	37 097		28 311	14 593	51 690	56 388	34 878		30 530	13 470	48 347	13 718	3 342
ANR-19-CE18-0024-02 TEPEE Immunoconcept	240 538	49 943	42 455		81 258	45 103	87 558	49 943	40 840		82 876	46 543	87 382	152 980	176
ANR-19-CE02-0013-02 Projet SIXP	151 883	88 315	71 539		41 691	39 806	111 345	88 448	70 790		42 215	40 330	111 120	40 538	225
KIC IRTC BUSINESS KIC RM ISM	75 174	39 802	36 292		1 353	-	36 292	39 802	36 292		1 353	-	36 292	38 882	-
KIC SusCritMOOC - KIC RM ISM	20 744	22 734	11 008		1 567	-	11 008	22 734	11 008		1 567	-	11 008	9 736	-
A ARCHIVER - Contrat de collaboration : micro sondes Rh	9 000	14 800	7 188		1 812	1 765	8 953	15 155	3 496		5 505	5 418	8 913	47	40
Chaire industrielle 2019 SMILE ANR	2 000 000	682 496	563 082		409 790	290 661	853 743	685 242	521 040		409 790	307 671	828 712	1 146 257	25 031
NANOCLAY CRNA 2019-1R1M0301	94 140	146 773	89 819		3 366	-	89 819	179 140	89 819		3 366	-	89 819	4 321	-
SIRIC BRIO BERGONIE / GCS PARC	185 000	190 024	178 655		6 345	4 635	183 290	231 505	171 118		13 882	11 933	183 051	1 710	240
Etude du potentiel de vieillissement en lien avec la richess	32 813	47 146	32 624		-	-	32 624	47 146	32 056		625	441	32 497	188	127
2019-1-DK01-KA203-060268 INOS	73 462	37 176	14 670		58 792	27 232	41 902	50 881	13 338		60 124	28 465	41 803	31 560	99
EGE LASCAUX - Etude Géophysique de l'Environnement	64 688	78 936	64 063		617	200	64 263	78 936	59 423		4 466	4 466	63 889	425	374
Contrat AFD - "Etude Classes Moyennes en Argentine et	80 000	60 961	34 034		45 966	45 966	80 000	64 161	34 034		45 966	44 833	78 867	0	1 133
REGION ADOENO	3 440	6 880	-		-	-	-	6 880	-		-	-	-	3 440	-
FastRelaxMRI_ANR-19-CE19-0014-01	299 952	156 997	131 834		78 807	61 961	193 794	156 997	128 761		79 928	53 680	182 441	106 158	11 353
Endomicroscopie multiphotonique des plaques athéroscléi	24 840	12 420	-		13 340	1 840	1 840	12 420	-		13 340	1 840	1 840	23 000	-
ANR-19-CE44-0010-02-Projet CANALBERT	56 580	61 962	30 713		17 020	12 605	43 318	65 349	30 643		17 020	12 666	43 309	13 262	9
ANR UNDERDI -19-CE37-0013-01	321 832	34 916	33 492		40 739	34 848	68 340	35 820	32 154		42 078	30 069	62 223	253 492	6 117
ANR 19-ERC7-0001-01 TREMPLIN ERC Projet CHEMTR	77 004	77 004	61 308		15 696	-	61 308	77 004	61 308		15 696	-	61 308	15 696	0
Etude TARPON ANSM 2019S014	50 000	2 000	2 000		48 000	48 000	50 000	2 000	2 000		48 000	48 000	50 000	0	-
MEAP_ANR-19-CE19-0019-04	90 828	63 828	17 182		14 157	13 019	30 201	63 828	15 560		16 595	12 203	27 763	60 627	2 438
Projet : BASIN ANR-19-CE17-0021-04	30 240	25 604	20 907		9 333	3 674	24 581	25 604	18 491		11 749	2 802	21 293	5 659	3 288
AND-PD	531 250	288 763	270 347		145 483	137 614	407 961	289 976	269 406		146 424	130 399	399 805	123 289	8 156
PSR-FRANCE BEZARD	25 000	47 042	3 477		21 523	21 502	24 979	47 042	3 477		21 523	21 133	24 609	21	370
A ARCHIVER - Fondation Roger de Spoelberch	100 000	106 462	89 240		10 760	10 584	99 824	106 462	89 240		10 760	10 584	99 824	176	-
VITIGREFSEC AST CT2019/232	23 334	18 556	12 334		-	-	12 334	18 556	7 791		5 000	4 542	12 333	11 000	0
CHAIRE E2WP Actions collective / AST CT 2018-327 / RE	431 842	157 167	122 716		167 551	70 153	192 868	157 167	122 434		167 832	69 903	192 337	238 974	531
FONDATION POUR LA RECHERCHE SUR ALZHEIMER	226 800	119 943	103 723		71 000	69 490	173 213	119 943	103 723		71 000	69 490	173 213	53 587	-
Réseau Recherche Régional Europe, Droit et Action Publi	101 000	157 002	76 818		23 183	20 689	97 506	157 469	70 678		29 322	26 015	96 693	3 494	813
Projet SMILE /Chaires industrielles-ANR-19-CHIN-0002-01	1	-	37 735		-	-	37 735	-	37 735		-	-	37 735	37 736	-
Décision n° 2019 Nouvelle Aquitaine P2413/Subvention n°	764 944	764 944	761 000		-	-	761 000	764 944	761 000		-	-	761 000	3 944	-
Fondation Bordeaux Université	122 547	98 414	83 977		31 070	30 908	114 885	104 407	77 121		37 926	30 765	107 887	7 662	6 998
PRESTATION PLATEFORME CREDIM	210 310	210 310	72 201		-	-	72 201	210 410	68 022		-	-	68 022	138 109	4 179
Fondation de Dotation Patrick de BROU de LAURIERE CD	20 000	17 440	17 431		2 566	2 414	19 844	17 440	17 425		2 572	2 414	19 838	156	6
ANR-19-CE22-0003-02 - SwiTCh	19 440	10 690	7 516		2 291	658	8 174	10 690	7 506		2 300	667	8 174	11 266	1
CMRNABONE - H2020	-	-	23 019		-	23 427	46 446	-	23 019		-	29 969	52 988	46 446	6 542
A ARCHIVER_FONDATION DE FRANCE SNR-PARK	31 800	33 356	30 213		1 587	1 586	31 799	34 076	28 958		2 842	2 121	31 079	1	720
DGE / CONVENTION N0 192930216 / NANO 2022	916 945	475 994	439 208		477 737	376 130	815 339	475 994	438 971		477 974	375 725	814 696	101 606	643
FRC-NAGERL	50 000	5 000	4 611		45 389	14 543	19 154	5 000	2 874		47 126	14 507	17 381	30 846	1 773
COMMUCAN - SIRIC BRIO	68 000	57 566	57 490		10 510	9 991	67 481	57 566	57 490		10 510	9 991	67 481	519	-
HELIXOPTICS_délib.2019.1071.CP_Region n°2019-1R50	55 070	55 238	54 593		-	-	54 593	55 238	54 593				54 593	477	-
UBx-UB19-255 - Université Amsterdam	120 000	83 800	82 262		32 000	32 000	114 262	83 800	82 262		32 000	32 000	114 262	5 738	-
FARM VALUE : valeur et transmission de l'exploitation agr	40 092	43 545	38 601		1 491	1 491	40 092	43 545	38 601		1 491	1 491	40 092	0	-
IRT FELINE2 / FREMONT / REF AV-055-CDP-E-042-039-	75 000	38 437	27 910		47 090	29 039	56 948	38 437	27 910		47 090	28 817	56 727	18 052	221
IRT FELINE 3/ MARC / REF : AV-055-CDP-E-042-039-V0	49 500	38 850	4 185		26 557	-	4 185	38 850	4 185		26 557	-	4 185	45 315	-
GENVIPART : les dimensions genrées des violences contr	45 050	39 309	32 747		2 303	2 267	35 013	39 309	31 320		3 730	3 691	35 011	10 037	2
Commande de sysytemes complexes et réduction de mod	46 000	46 888	43 536		-	-	43 536	46 888	43 536		-	-	43 536	2 464	-
GALATI - 5214620 Région Nouvelle-Aquitaine-GALATI	26 920	17 460	760		7 460	741	1 501	17 460	171		7 460	741	912	25 419	589

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
Projet Plateforme Procédés Avancés 4.0 / REGION N°201	550 250	172 414	124 221		317 293	317 293	441 514	172 414	124 221		317 293	317 293	441 514	108 737	-
Région- Accompagnement Neurocampus Chaire Fabien V	951 050	583 264	458 537		413 581	411 414	869 951	637 066	440 193		431 925	403 832	844 024	81 099	25 926
SANTE PUBLIQUE FRANCE ESSAT	498 898	311 779	282 827		147 549	121 612	404 439	311 779	273 930		147 549	130 509	404 439	94 459	0
ECO MOB -PROJET REGION 2019-1RSM0102	11 000	7 000	-		7 000	-	-	7 000	-		7 000	-	-	11 000	-
Trois essais sur le capital humain en Côte d'Ivoire : détern	30 000	12 908	11 293		18 707	17 651	28 944	13 208	11 293		18 707	17 444	28 737	1 056	208
AFB / PNMBA Projet ARCADE	104 375	74 569	74 362		16 292	16 292	90 654	74 569	74 362		16 292	16 292	90 654	13 721	-
Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux	15 000	3 353	353		14 647	14 539	14 892	3 353	353		14 647	14 445	14 798	108	94
5G-SAMU / ANSES / PNR EST 2019 - N° 2019/2RF/18	249 207	192 799	181 666		59 709	59 679	241 345	205 299	167 511		63 899	45 535	213 046	7 862	28 299
A ARCHIVER - AFB Projet PESTIPREV	72 355	58 000	14 253		58 102	57 733	71 986	58 000	13 898		58 102	57 139	71 037	369	949
BEING 21 - Benchmarking Education to Improve the New	10 140	12 193	1 305		8 835	-	1 305	12 193	1 305		8 835	-	1 305	8 835	-
@REGION N°2019-1R2M0301-00031669 - ETRAC BUD2	100 000	50 000	50 000		50 000		50 000	50 000	-		50 000			50 000	50 000
cmRNAbone_GA 874790_H2020	1 117 559	451 481	412 964		185 648	167 306	580 271	451 965	410 255		187 004	157 640	567 895	537 288	12 376
A ARCHIVER -FEADER VASC - "reconstit et amélior. ds s	101 882	90 001	67 322		34 560	28 939	96 261	90 001	67 322		34 560	28 939	96 261	5 621	-
OENOCLIM ADAPT - Vine and Wine adaptation to Climat	92 676	61 450	57 968		21 732	19 036	77 004	61 450	57 885		21 815	19 036	76 920	15 672	84
FBU PAS DE PROGRAMME	2 350 000	895 000	723 296		1 007 083	1 003 123	1 726 419	895 000	723 296		1 007 083	602 680	1 325 976	623 581	400 443
IS GLOBAL (Barcelona Institute for Global Health Fundatic	10 900	35 458	2 380		8 520	4 101	6 481	35 458	2 380		8 520	4 101	6 481	4 419	-
LNCC COMITE GIRONDE	10 000	10 000	2 843		7 157	7 157	10 000	10 000	-		10 000	9 563	9 563	-	437
Electroportation in vivo des tumeurs pour l'édition du génoi	15 000	26 680	14 999		-	-	14 999	26 680	14 599		401	400	14 999	1	-
Agence Française pour la Biodiversité (AFB)	12 267	7 715	2 580		688	688	3 267	7 715	2 312		688	688	3 000	9 000	267
CHU - UB19-290 - 2019-1206-DRC-CCR-D	53 909	57 884	10 084		43 825	13 973	24 056	58 580	10 084		43 825	13 597	23 680	29 853	376
PersonalizeAF H2020- MSCA-ITN 2019	274 802	134 401	95 647		107 073	72 348	167 995	134 401	95 647		107 073	72 253	167 900	106 807	95
TEES TRANSAGRINA - Trajectoires de Transition en Agri	101 856	75 927	50 025		35 805	15 130	65 155	75 927	50 013		35 817	15 130	65 143	36 701	12
Trajectoires de Transition en Agriculture en Nouvelle-Aquit	25 800	7 000	4 501		4 800	1 014	5 515	7 214	4 435		4 800	1 014	5 449	20 285	66
STIGMAPRO : Destigmatiser les pratiques professionnelle	124 300	95 600	75 439		35 779	35 174	110 613	95 600	74 773		36 445	35 841	110 613	13 687	-
SHOM Contrat N°19CP06 projet MEPELS	124 943	77 940	77 274		34 865	33 915	111 189	77 940	77 274		34 865	33 915	111 189	13 754	-
Programme de recherche 2020-2022 - INEF 4 / REGION /	270 000	39 000	33 721		54 905	39 871	73 592	39 000	33 721		54 905	39 615	73 337	196 408	255
ARC - Programme leaders de demain en oncologie - conv	1 500 000	997 715	924 213		337 129	323 655	1 247 868	1 059 043	901 881		341 429	334 324	1 236 206	252 132	11 662
Les profils métaboliques de la peau comme biomarqueurs	38 000	38 000	37 992		-	-	37 992	38 000	37 992		-	-	37 992	8	-
HOFFMANN-LA ROCHE / REF AST CT 2019-240 - "devel	150 606	138 078	88 844		61 762	61 727	150 571	138 078	88 844		61 762	55 054	143 898	35	6 673
MoosyWine	49 000	33 469	33 401		15 531	15 527	48 928	33 469	33 401		15 531	15 527	48 928	72	-
AFB - Projet CALACO	103 000	87 400	9 600		10 000	10 000	19 600	87 400	9 600		10 000	10 000	19 600	83 400	-
ECT + Universidad Del Pais Vasco 2019-1485/001-001 / 6	138 457	17 829	15 500		39 144	33 790	49 290	17 829	13 280		39 144	36 010	49 290	89 167	0
ANS (Agence du Numérique en Santé)	23 500	20 343	13 677		9 823	9 718	23 395	20 343	13 677		9 823	9 718	23 395	105	-
IRSST - Dossier N°2016-0001 - Projet PESTO 3 - QUEBE	61 987	3 000	-		22 263	22 262	22 262	3 000	-		22 263	22 262	22 262	39 725	-
Région n° 2019-1R3M02 - Allocataire de Recherche Erwa	46 000	46 072	45 210		-	-	45 210	46 072	45 210		-	-	45 210	790	-
DGA N° 2020 65 0005 -Subvention Post-Doctorant GUEM	48 200	48 200	47 833		-	-	47 833	48 200	47 833		-	-	47 833	367	-
ANR Neu-vasc - 19-NEUR-0006-01	245 431	176 801	43 664		111 430	33 229	76 893	176 801	42 827		111 430	32 616	75 443	168 538	1 450
Ciblage thérapeutique de la dimérisation de KRAS dans le	114 920	20 320	13 869		101 051	100 853	114 722	20 320	13 869		101 051	43 602	57 471	198	57 250
BIOMOLMACS H2020-MSCA-ITN-2019 Pojet EUROPE	242 402	109 601	76 372		90 001	84 828	161 200	109 601	75 343		90 001	85 076	160 419	81 202	781
Connaissances et gestion des bactéries lactiques des vins	260 625	171 875	160 786		48 000	45 429	206 215	171 875	159 345		49 070	45 693	205 038	54 410	1 177
COMITE DES LANDES - LIGUE CONTRE LE CANCER-S	5 000	5 000	-		5 000	4 993	4 993	5 000	-		5 000	4 866	4 866	7	126
Ligue contre le Cancer (40) - Richard IGGO	15 500	15 031	15 000		-	-	15 000	15 388	14 106		-	-	14 106	500	894
Etude SOMNOTHERM - AFRETH	10 000	8 000	- 7 087		2 000	1 334	- 5 753	8 000	- 7 087		2 000	1 333	- 5 754	15 753	1
Prélèvement, expansion et conservation des cellules souc	79 763	63 900	50 666		-	- 0	50 666	63 900	50 666		-	- 0	50 666	29 097	-
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	2 839	2 839	2 839		-	-	2 839	2 839	2 839		-	-	2 839	-	-
Santé Publique France	210 000	128 000	66 927		143 073	127 792	194 719	128 000	66 927		143 073	127 792	194 719	15 281	-
A ARCHIVER - CRNA Projet AclimaT N°8905820	100 000	83 560	62 369		37 631	37 311	99 680	83 560	61 806		38 194	37 848	99 654	320	25
Presta Recherche 2020 IRM Tesla 3.0	41 659	41 659	8 000		-	-	8 000	41 659	8 000		-	-	8 000	33 659	-
RNA ENV01-02-2019-5620220/8500042652 OL5620220 B	20 000	30 000	-		20 000	5 999	5 999	30 000	-		20 000	4 819	4 819	14 001	1 180
ANR-20-COVI-0010-01 / Fondation de France	58 240	66 004	55 230		-	-	55 230	63 345	55 230		-	-	55 230	3 010	-
2019-1RSM04 : Projet : "Lasers à Haute Cadence visibles,	50 000	50 000	43 536		-	-	43 536	50 000	43 536		-	-	43 536	6 464	-
ANR-SICVALVES / ANR-19-ECVD-0006-01	205 200	119 177	102 790		53 640	51 071	153 861	119 177	95 282		58 130	58 113	153 395	51 339	466
Fondation de France ANACONDA Programme COVID-19	192 240	194 574	182 103		10 137	9 803	191 905	195 827	181 163		11 077	10 743	191 905	335	0
A ARCHIVER - INSERM	60 030	76 984	52 144		7 886	-	52 144	76 984	52 144		7 886	-	52 144	7 886	-
AEAG - 320 33 0161 - n°2019/5411 - Cadmium 2019-202	159 000	128 225	84 885		35 590	35 555	120 440	128 225	59 510		60 965	60 479	119 989	38 560	451
ANR MAGITICS JPI-EC-AMR JTC 2019	116 640	88 360	77 154		28 100	23 006	100 160	88 360	77 154		28 100	22 562	99 716	16 480	443
ANR ANACONDA CRCTB (fonds MFP OPE-2020-0178)	-	15 356	183		183	183	-	23 028	- 478		478	435	- 44	-	44
DEEP SMS - Innovation au service d'une pêche durable, le	125 262	60 975	57 266		51 716	37 442	94 708	60 975	56 736		51 716	37 409	94 145	30 554	563
Convention LCC - Comité des Landes - Le microARN-15	15 000	15 000	14 974		-	-	14 974	15 000	14 974		-	-	14 974	26	0
00044753 Région/FBU Participation au tournoi universitair	15 395	15 395	640		-	-	640	15 395	640		-	-	640	14 755	-
IRT SAINT EXUPERY: CONSORTIUM-ASSEMBLAGES II	86 250	119 283	82 613		1	-	82 613	119 283	81 508		737	735	82 243	3 637	370
Convention Région Nobatek-INEF 4 - Via Inno	70 000	72 985	48 922		21 078	12 934	61 856	72 985	48 826		21 174	12 506	61 332	8 144	524
Grant Agreement number: 861389 PUSHH - H2020	237 002	111 600	90 020		65 500	63 375	153 396	111 600	89 962		65 500	63 154	153 116	83 606	279
Grant Agreement number: 896908 - SAInTHz - H2020- Bo	196 708	88 486	63 480		81 300	79 094	142 574	88 486	63 480		81 300	79 094	142 574	54 134	-
ANRS doctorant / post-doctorant	96 720	68 702	66 889		29 831	29 831	96 720	68 702	66 889		29 831	29 831	96 720	-	-
ACCORD DE COLLABORATION CIFRE	72 563	36 281	26 274		12 307	12 307	38 581	36 281	25 963		12 606	12 606	38 569	33 982	12
ANR-19-FOSM-0003-02 Projet EMPHASE	136 296	77 476	63 310		54 251	48 965	112 275	77 476	62 665		54 896	49 535	112 200	24 021	75
CHU BORDEAUX	201 027	99 086	68 368		113 615	74 987	143 355	99 086	68 368		113 615	74 987	143 355	57 672	-
AIB-PROBIOSIM /CHU DE BORDEAUX/EMMANUEL LAN	34 000	43 300	6 091		-	-	6 091	43 300	6 091		-	-	6 091	27 909	-
REGION NOUVELLE AQUITAINE	46 000	46 000	43 877		-	-	43 877	46 000	43 877		-	-	43 877	2 123	-
Ligue contre le cancer Pyrénées Atlantique	14 500	17 000	14 337		-	-	14 337	17 000	14 337		-	-	14 337	163	-
Fondation Maladies Rares	74 500	91 348	39 545		34 955	29 772	69 317	91 348	39 545		34 955	29 772	69 317	5 183	-
EDCTP	66 875	45 007	26 359		12 037	-	26 359	45 007	26 359		12 037	-	26 359	40 516	-
Fonds de dotation des spécialistes de la rétine	65 014	53 214	11 857		36 635	- 9 905	1 952	53 214	11 857		36 635	- 9 905	1 952	63 062	-
Réalisation des portraits des travailleurs du numérique à p	46 000	49 833	32 937		-	-	32 937	49 833	32 937		-	-	32 937	13 063	-
POCTEFA - OCEAN i3 Convention transfrontalière de part	61 100	76 847	61 045		-	-	61 045	77 608	60 851		-	-	60 851	55	194
Projet SEASIDE -Programme ANR MRSEI	29 970	27 000	9 706		20 264	15 368	25 073	27 000	9 706		20 264	6 546	16 252	4 897	8 822
ANR Projet SUMMA	57 999	57 999	4 640		26 680	26 366	31 005	57 999	4 640		26 680	23 438	28 078	26 994	2 927
KIC - EU G.A N° 15099-2020-SMECall-1 Projet CRUCIAL	81 494	80 585	70 177		2 442	-	70 177	82 918	60 978		11 641	8 038	69 015	11 317	1 161
Analyse du matériel organique d'échantillons du patrimoine	665 000	665 000	662 129		2 871	2 860	664 989	665 000	326 933		338 067	338 056	664 989	11	-
Projet MANIFICA Recycling : MANufacture et Innovation a	949 310	513 711	285 970		493 300	154 510	440 480	513 791	281 781		493 300	145 383	427 165	508 830	13 315
CORIOLIS / COLLABORATIVE RESEARCH AGREEMEN	15 728	15 728	-		2 000	-	-	15 728	-		2 000	-	-	15 728	-
A ARCHIVER - ESA n°4000131001/20/I-NS projet SENTI	91 000	60 313	58 048		32 952	32 952	91 000	60 313	58 048		32 952	32 952	91 000	-	-
A ARCHIVER INCA	49 764	50 598	48 643		-	-	48 643	51 107	48 134		-	-	48 134	1 121	509
Etude "SMART"	2 500	2 500	2 500		-	-	2 500	3 555	1 445		1 055	-	1 445	-	1 055
GM/03/2020 Ligue Contre le Cancer Gironde Blanco	15 000	22 005	15 000		-	-	15 000	22 005	14 831		169	169	15 000	-	-
ValoSed : Valorisation de sédiments de dragage ValoSed /	268 000	53 083	36 824		121 642	114 308	151 132	53 083	36 824		121 642	89 379	126 203	116 868	24 930
OFFICE FRANCAIS DE LA BIODIVERSITE Projet MAGM	194 084	148 391	61 326		39 543	29 944	91 271	148 391	61 326		39 543	28 994	90 320	102 813	950
ATMOSR - Accord de collaboration d'une thèse CIFRE	15 000	10 075	7 573		5 500	5 388	12 961	10 075	5 712		7 361	7 104	12 816	2 039	145
FDF- Projet parkinson 2020	100 000	64 659	58 136		41 864	39 558	97 694	64 659	58 136		41 864	39 558	97 694	2 306	-
ANR RECOV	70 956	86 946	26 803		8 660	-	26 803	86 946	26 803		8 660	-	26 803	44 153	-
MAPLA 2020 "Matières Premières Lithiques dans les antill	40 349	29 912	23 456		9 119	8 362	31 818	29 595	22 582		9 793	8 354	30 936	8 531	881
Cancéropole GSO projet émergent SCHOLLHAMMER	20 000	29 600	17 564		2 436	2 104	19 668	29 600	17 564		2 436	2 104	19 668	332	-
MAPP : Méthode d'Aide à la Planification dans le SPW	26 500	34 608	25 032		1 468	1 359	26 391	34 608	25 032		1 468	1 359	26 391	109	-
Fondation pour l'audition N° FPA RD-2020-8	289 380	133 936	111 746		104 070	97 135	208 881	133 936	111 746		104 070	96 272	208 018	80 506	863
Recherches sur les composés du bois de chêne modulant	80 000	74 850	64 453		15 547	15 294	79 746	74 850	63 835		16 165	14 711	78 546	254	1 201
ANR-19-JAMR-0006-02 MAGISTICS	132 479	48 413	36 750		32 000	25 054	61 804	48 413	36 308		32 000	25 140	61 448	70 676	356
ANSES N°2019 -1 - 031 Projet BIODITOX	87 672	54 522	20 039		17 633	14 609	34 648	54 522	10 039		27 633	24 609	34 648	53 024	-
UBISOFT - Recherche des déterminants de la qualité de v	15 000	10 000	-		15 000	3 340	3 340	10 000	-		15 000	3 339	3 339	11 660	0
Convention de collaboration CHU Etude "OBESADEM"	17 142	20 637	7 195		9 947	8 966	16 160	20 637	7 195		9 947	8 966	16 160	982	-
ANSES / 2019 /1/ 237 - Projet INDEE	67 598	59 848	2 631		22 217	20 951	23 582	59 848	2 631		22 217	20 951	23 582	44 016	-
DFH/UFA-S02-19-2019/2020 Licence Franco-Allemande e	67 800	40 200	31 775		36 025	32 800	64 575	40 200	31 775		36 025	32 800	64 575	3 225	- 0
A ARCHIVER - INERIS - THESE clémence CHARBON - P	15 000	21 000	14 995		5	-	14 995	21 000	14 995		5	-	14 995	5	0
2019-110-DRC-RC HIS	13 020	71 400	11 620		13 020	13 020	1 400	71 400	- 11 620		13 020	13 020	1 400	11 620	-
ARN non-codants en cancérologie : du fondamental au tra	180 360	126 860	113 616		66 743	64 320	177 937	128 963	113 321		67 038	63 862	177 183	2 423	754
A ARCHIVER CPER MCIA LSD2	1 500 000	1 500 000	1 475 130		24 870	9 064	1 484 194	1 500 000	1 380 590		119 410	103 603	1 484 194	15 806	0
REGION/ALLOC POST DOC ZOLGHADRI / N°2019-1R-5	46 000	46 000	43 536		-	-	43 536	46 000	43 536		-	-	43 536	2 464	-
HYDROgen CAncer Treatment (HYDROCAT)	15 000	11 900	1 953		13 047	13 029	14 981	11 900	1 918		13 082	13 029	14 946	19	35
SCHEMA : Stabilisation des vins et Caractériasation de la	51 500	41 375	41 375		7 500	7 232	48 606	41 375	41 375		7 500	2 522	43 896	2 894	4 710
INCA- Karine GUILLEM-Subvention n° 2020-025	598 759	350 623	192 262		229 334	170 593	362 855	350 623	192 262		229 334	167 478	359 739	235 904	3 116
CHU de Bordeaux	420 688	181 758	181 408		57 173	39 617	221 025	181 758	181 408		57 173	39 617	221 025	199 663	-
INSERM-GIS Autisme clinical biological and Neurophysiol	11 765	17 765	11 738		27	-	11 738	17 765	5 071		6 694	6 667	11 738	27	-
CHU de Bordeaux	15 000	30 000	2 504		-	-	2 504	30 000	2 504		-	-	2 504	12 496	-
INSERM	26 025	31 977	25 857		-	-	25 857	31 977	25 857		-	-	25 857	168	-
Droit à l'erreur des collaborateurs et expérience en cas d'é	5 000	4 000	2 000		3 000	2 617	4 617	4 000	2 000		3 000	1 831	3 831	383	786
Fonds de dotation JETONS CANCER	49 000	49 000	48 999		-	-	48 999	49 000	48 999		-	-	48 999	1	-
Evaluation d'un composé sur un modèle d'épiderme mélan	134 443	67 802	57 625		76 818	18 847	76 472	67 870	57 625		76 818	18 847	76 472	57 971	-
ESTEAM: Etude des déterminants psychologiques du bie	25 000	10 000	1 795		23 204	12 210	14 006	10 000	1 795		23 205	12 210	14 006	10 995	-
Etude de biologie reliée à un protocole de recheche interne	48 000	24 000	24 000		24 000	24 000	48 000	24 000	24 000		24 000	24 000	48 000	-	-
Etude multi-échelle des altérations de la voie Wnt dans l,é	121 500	121 500	92 433		20 240	20 239	112 672	124 996	92 433		20 240	20 239	112 672	8 828	-
Radiothérapie potentialisée par les Porphyrines dans le Gl	20 000	28 203	13 882		6 118	5 258	19 140	28 203	13 112		6 888	6 027	19 140	860	0
Métabolisme du tryptophane dans le cancer du foie : rôle	20 000	20 000	20 000		-	-	20 000	20 845	19 616		203	203	19 819	-	181
AEAG N°310330188 - Proj BIOTRACEUR2 - Biodisp du cd	159 000	54 917	49 130		50 313	49 000	98 731	54 917	47 450		51 993	49 439	96 890	60 269	1 841
Données de cancer pédiatriques du foie pour combattre la	277 070	228 229	147 849		107 448	99 026	246 874	228 229	138 844		116 453	103 234	242 078	30 196	4 796
Etude des anomalies de la réponse immunitaire au cours	164 377	162 782	61 045		103 331	103 331	164 377	164 281	56 271		103 729	103 171	159 442	-	4 934
Le neutrophile exprimant CXCR24 : Une cible potentielle p	19 416	23 342	19 241		-	-	19 241	24 269	18 789		-	-	18 789	175	452
Etude des voies de signalisation intracellulaire modulées p	15 000	22 968	15 000		-	-	15 000	23 579	13 759		1 241	456	14 215	-	785
Région AAP 2020- Plateforme d'analyse du mouvement	90 000	25 955	20 452		46 228	46 228	66 680	25 955	20 452		46 228	6 469	26 921	23 320	39 758
Région AAPF2020I-2019-8355510 / SIRIC BRIO B2BBTE	180 000	130 000	119 500		-	-	119 500	130 000	119 483		-	-	119 483	60 500	17
ANRS	18 590	13 470	5 525		13 065	3 721	9 246	13 470	5 525		13 065	2 901	8 426	9 344	820
Convention de reversement de la quote-part de l'aide ANR	399 008	83 556	-		35 000	959	959	83 556	-		32 000	959	959	398 049	0
SRASS:Stratégie Régionale néo-Aquitaine pour la sécurité	77 999	79 999	68 347		9 652	9 616	77 963	79 999	67 984		10 015	9 616	77 599	36	364
Observatoire des politiques en situation d'épidémie et post	185 500	80 895	72 016		113 484	71 155	143 170	80 895	72 016		113 484	71 155	143 170	42 330	-
ESO N° 92346/20/101707/HNE	50 000	25 000	-		50 000	49 677	49 677	25 000	-		50 000	19 790	19 790	323	29 888
20CP093-00 - INSERM - CRMSB	39 852	39 852	12 318		27 534	26 211	38 529	39 852	12 318		27 534	25 505	37 823	1 323	706
RNA PROJET SMART INVEST / 2019-1PFM050101	750 000	90 000	3 384		-	-	3 384	90 000	3 384		-	-	3 384	746 616	- 0
Programme AGREEMENT NUMBER - 2019-1-FR01-KA20	22 774	14 110	3 032		9 000	3 000	6 032	14 110	3 032		9 000	3 000	6 032	16 742	-
Accès à l'innovation dans la filière sarcome : le développe	24 000	17 000	1 037		7 000	4 036	5 073	17 000	1 037		7 000	2 067	3 104	18 927	1 969
Comprendre les inégalités selon l'âge dans l'accès aux thé	59 500	55 157	46 622		2 054	1 638	48 260	55 157	46 572		2 054	1 686	48 258	11 240	3
Projet MEGA VIP - accord de collaboration Thèse CIFRE	38 990	25 798	22 562		8 500	7 888	30 449	25 798	22 441		8 500	5 889	28 330	8 541	2 120
PROJET ARNA	15 000	15 000	15 000		-	-	15 000	15 000	15 000		-	-	15 000	-	-
INDIVISUP : L'individualisation des parcours d'études supe	105 058	23 920	16 330		19 430	18 275	34 606	24 020	16 330		19 530	18 275	34 606	70 452	0
KIRIN	25 000	27 485	24 760		-	-	24 760	27 485	23 421		1 250	1 250	24 671	240	88
SHEMA -Accord de collaboration de recherche	356 006	271 025	204 000		150 375	98 718	302 718	271 025	199 443		156 563	91 336	290 779	53 288	11 939
CNRS DR15D-20-015 LAB	61 789	8 415	4 823		33 430	28 843	33 666	8 415	4 823		33 430	28 843	33 666	28 122	-
REGION n°8339710 83558910 - Post-DOC	69 000	24 236	-		24 236	-	-	24 236	-		24 236	-	-	69 000	-
GCS PARC SIRIC BRIO	88 400	20 000	17 588		68 400	41 627	59 216	20 000	5 574		68 400	53 642	59 216	29 184	-

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
REGION INFRARED F'UNCTIONAL GLASS THESE Proj fi	55 000	44 136	35 462		17 538	8 350	43 812	44 136	35 462		17 538	8 350	43 812	11 188	-
RIPI-DRI GATEWAY OFFICE BAYREUTH	180 000	117 040	69 889		62 960	15 179	85 067	117 040	69 889		62 960	15 179	85 067	94 933	0
GCS PARC SIRIC BRIO	56 000	55 301	50 111		5 889	5 889	56 000	55 301	50 111		5 889	5 889	56 000	-	-
INSERM n°20CP076-00	16 308	9 000	3 000		4 927	2 851	5 851	9 000	2 250		5 677	2 304	4 554	10 457	1 296
Convention de collaboration de recherche dans le cadre d'	53 333	52 000	21 447		30 886	10 667	32 114	52 000	21 166		31 167	9 807	30 973	21 219	1 141
Dispositif ECA PEPITE	68 220	68 220	54 015		-	-	54 015	68 220	23 517		1 740	1 317	24 834	14 205	29 181
REGION 2018-1R10127 - 18004284- Frais de fonctionner	6 000	6 000	-		2 000	-	-	6 000	-		2 000	-	-	6 000	-
GCS PARC SIRIC BRIO	143 200	44 200	3 348		89 052	86 956	90 303	44 200	3 348		89 052	86 956	90 303	52 897	-
GCS PARC SIRIC BRIO IMS C.LUCHESI	279 000	179 636	179 636		99 364	85 661	265 297	179 636	179 636		99 364	85 661	265 297	13 703	-
Les effets de la répression en régime autoritaire sur la traj	20 500	10 510	5 488		9 000	-	5 488	10 510	5 488		9 000	-	5 488	15 012	-
Convention de reversement Recherche peptides Thérapeu	12 935	13 109	12 605		330	221	12 827	13 109	12 605		330	221	12 827	108	-
JURY DU PRIX BEZIAT-ROUANET 2020	105 600	41 363	39 430		35 751	35 110	74 540	41 363	39 430		35 751	35 110	74 540	31 060	-
Rôle de la connexine 43 dans l'hypertension artérielle pulm	183 000	71 356	51 979		60 667	57 534	109 513	71 356	51 979		60 667	57 534	109 513	73 487	-
INCA	105 667	39 372	36 073		34 888	30 362	66 434	39 372	36 073		34 888	30 362	66 434	39 233	-
Appel à projet ESR 2020:2 financeurs SIRIC BRIO - COM	98 000	39 064	38 833		33 000	32 707	71 541	39 064	38 833		33 000	32 707	71 541	26 459	-
REGION n°2019-1R5M04 - délib 2019.1071.CP - Investiss	40 000	28 500	5 399		11 500	9 714	15 113	28 500	5 399		11 500	7 139	12 538	24 887	2 575
A ARCHIVER Convention d'hébergement scientifique : M	11 000	8 500	8 493		2 507	2 487	10 980	8 500	7 829		3 171	2 476	10 305	20	675
ANRS - MFP - Décision ANRS n°20222	100 544	72 000	56 510		19 819	16 287	72 798	72 000	54 414		19 819	18 347	72 760	27 747	37
BPI FRANCE	1 579 656	268 521	216 985		319 608	288 942	505 926	268 521	194 697		321 633	149 497	344 194	1 073 730	161 732
ANR ELECTRO: Appel à projet générique 2020	194 206	114 384	56 418		37 602	18 807	75 225	114 384	46 349		47 671	28 623	74 972	118 981	253
REGION AAPPF-2020I-2019-8187210: Centre de bio-inge	827 477	100 000	-		-	-	-	100 000	-		-	-	-	827 477	-
A ARCHIVER Fondation du souffle	35 000	19 700	19 616		15 384	14 624	34 240	19 700	19 590		15 410	14 624	34 214	760	26
ANR-20-CE07-0015-01 NCO-INNOV	199 800	98 400	85 134		48 000	43 173	128 308	123 232	84 322		48 000	43 347	127 669	71 492	638
Application de nouvelles techniques d'imagerie ultrasonore	429 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	429 000	-
Sélection par criblage par naclogique de molécules anticar	10 000	10 000	10 000		-	-	10 000	10 000	10 000		-	-	10 000	-	-
ARSLA 2021- Appel à projet "dotation de recherche scient	51 781	15 000	14 512		37 269	36 816	51 328	15 000	14 512		37 269	36 816	51 328	453	-
Projet ECIAE	66 860	18 000	- 51 791		51 677	51 677	- 114	18 000	- 51 791		51 791	51 677	- 114	66 974	-
Structu-Ring ANR	301 196	76 383	65 307		28 494	27 224	92 530	76 383	65 307		28 494	27 224	92 530	208 666	-
ANR CoBioPro- Projet ASTRID	265 939	97 137	95 198		61 494	58 158	153 356	97 137	95 198		61 494	58 138	153 336	112 583	20
Etude de l'impact des altérations de la voie Wnt sur l'orgar	17 000	8 500	-		5 348	5 065	5 065	8 500	-		5 348	5 065	5 065	11 935	-
VISAIA Visualisation pour la compréhension des IA	161 250	112 250	96 099		23 886	15 937	112 036	112 250	96 099		23 886	15 937	112 036	49 214	-
CRA STRIPE INVEST / N° REGION 2019-1R1M08	35 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	35 000	-
AEAG N° 320 33 0168 / 2020/1790 Proj BIDASSOA pH 2	10 026	6 026	384		-	-	384	6 026	384		-	-	384	9 642	-
REGION PHYSTRIG INVESTISSEMENT / AAPR2020-201	71 250	66 172	66 172		5 078	5 078	71 250	78 446	66 172		5 078	5 078	71 250	-	-
Sélection par criblage pharmacologique de molécules antic	10 400	10 400	10 400		-	-	10 400	10 400	10 090		310	310	10 400	-	-
REGION / PHYSTRIG - THESE CANOVI / AAPR2020A-2	49 000	-	-		24 500	21 977	21 977	-	-		24 500	21 977	21 977	27 023	-
AFM TELETHON	56 781	26 981	26 525		30 256	16 853	43 378	26 981	26 525		30 256	16 853	43 378	13 403	-
Etude de l'impact des altérations de la voie Wnt sur l'orga	32 000	10 000	9 818		4 943	4 904	14 721	10 000	9 818		4 943	4 904	14 721	17 279	-
REGION / PHYSTRIG - THESE PATRIGNONI / AAPR202	49 000	-	-		24 500	22 328	22 328	-	-		24 500	22 328	22 328	26 672	-
Projet Vitiligo	43 900	43 900	43 900		-	-	43 900	43 900	43 900		-	-	43 900	0	-
Financement Thèse Victor PAPIN - Bdx Sciences Agro	90 000	34 000	33 448		30 178	30 177	63 626	34 000	33 448		30 178	30 177	63 626	26 374	-
Doctorat 4eme année fin de thèse	30 600	30 600	29 750		-	-	29 750	30 600	29 750		-	-	29 750	850	-
A ARCHIVER_Autour de Williams 2021	24 000	4 183	4 183		19 817	19 817	24 000	4 183	4 183		19 817	19 817	24 000	-	-
GRAI / ANR 19-CHIA-0003-01 / CHAIRE IA 2019 1	401 544	135 080	66 646		62 008	50 351	116 997	135 080	65 918		62 008	50 984	116 902	284 547	95
REGION 2020 N°P2411 - Proj CPER 2015-2020 POA - PIT	600 000	400 000	400 000		200 000	200 000	600 000	400 000	-		600 000	600 000	600 000	-	-
REGION / AMI FLASH - AFLE 4S	73 125	9 325	5 456		33 188	28 958	34 414	9 325	4 436		33 188	28 176	32 612	38 711	1 801
ANR-20-CE23-0023-04 InvolvD	162 864	24 764	18 883		25 707	3 399	22 282	28 593	18 883		23 043	3 399	22 282	140 582	-
REGION 2019R-8284210 - 8337110 - HI-CEMIR - Post-Dc	50 000	11 975	11 972		38 028	36 298	48 270	11 975	11 972		38 028	36 298	48 270	1 730	-
REGION 2019R-8284210 AAPR2020I-2019 8356910 - HI-I	40 000	20 000	-		20 000	8 450	8 450	20 000	-		20 000	8 450	8 450	31 550	-
GIS-IBISA -INRAE	50 000	-	-		50 000	50 000	50 000	-	-		50 000	50 000	50 000	-	-
CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE TECHNOLOGIQU	48 377	38 098	17 333		23 344	18 492	35 825	38 098	16 291		24 386	19 472	35 763	12 552	62
VIEILLISSEMENT : Caractérisation et préservation de la q	374 281	206 056	117 954		125 115	114 720	232 674	206 056	117 954		125 115	110 941	228 896	141 607	3 778
ANR-20-CE48-0018-01 3DMaps	207 695	31 385	22 086		25 506	20 419	42 505	31 385	18 462		29 130	24 043	42 505	165 189	-
PARAPERF / ANR-19-STHP-0005 / INSTITUT NATIONAL	183 708	77 932	57 018		39 494	35 016	92 033	77 932	57 018		39 494	35 016	92 033	91 675	-
REGION AAPR2020A-2019-8220910 - 8176810 - Post-Dc	23 000	23 000	21 786		-	-	21 786	23 000	21 786		-	-	21 786	1 214	-
Allocation POST-DOC Etienne DUCROT	50 000	50 000	40 119		9 881	3 649	43 768	50 000	40 119		9 881	3 649	43 768	6 232	-
REGION DEE21-70-2019-5738220-Chaire_Naoya TAKAH	41 500	-	-		41 500	27 900	27 900	-	-		41 500	27 900	27 900	13 600	-
FRUITY CLIMATE : Expression fruité des vins rouges de E	49 000	23 133	15 702		16 333	16 235	31 938	23 133	15 702		16 333	16 235	31 938	17 062	-
IPSEN INNOVATION	28 835	21 679	7 912		10 923	6 894	14 806	21 679	7 573		11 262	6 894	14 467	14 029	339
ANR-20-CE29-0009-01_PHONOM	456 179	145 557	108 838		174 467	87 448	196 285	146 678	107 886		175 419	81 955	189 840	259 893	6 445
Allocation POST DOC M. BLANCHARD DESCE Projet 82	46 000	-	-		40 700	40 000	40 000	-	-		40 700	40 000	40 000	6 000	-
NANOPHOT	70 940	51 000	- 5 000		75 940	75 940	70 940	51 000	- 5 000		75 940	75 940	70 940	-	-
LICYDYN	15 000	-	-		15 000	-	-	-	-		15 000	-	-	15 000	-
A ARCHIVER HYDROCAT HYDROgen Cancer Treatment	15 000	6 111	1 111		13 889	13 364	14 475	6 111	1 111		13 889	13 364	14 475	525	-
REGION 2019-1R8286610 - Investissement - THINON Er	19 946	19 946	9 660		5 286	1 600	11 260	19 946	9 660		5 286	1 600	11 260	8 686	0
AQUATERS	197 100	75 378	68 744		52 000	49 212	117 956	75 378	67 121		53 623	46 133	113 254	79 144	4 702
REGION 2019-1R8034610 - Post-Doc THINON Emmanue	46 000	15 500	-		8 500	-	-	15 500	-		8 500	-	-	46 000	-
INCA	62 400	2 400	-		-	-	-	2 400	-		-	-	-	62 400	-
Allocation de thèse - AID 2020-2023 - dossier 202079 - P	71 738	4 614	4 606		50 870	37 062	41 668	4 614	4 606		50 870	35 832	40 438	30 070	1 230
Projet CPER 2015-2020 NEUROAQUITAINE	100 000	100 000	92 169		7 831	7 830	99 999	100 000	92 169		7 831	7 830	99 999	1	-
ANR-20-CE17-0026-02_NeurIT	58 375	14 724	14 418		25 700	15 883	30 301	14 724	14 418		25 700	15 883	30 301	28 074	-
ANR ABCIS -AAPG2020 JCJC	298 075	95 700	84 802		39 615	25 892	110 694	95 700	83 573		40 844	23 121	106 694	187 381	4 000
GCS PARC SIRIC BRIO	20 000	20 000	12 237		7 763	7 151	19 389	20 000	12 237		7 763	7 121	19 358	611	31
LBX-2020-01-1 - projet LANGPOP - Mélanie PRUVOST	25 000	25 000	5 870		19 130	-	5 870	25 000	5 870		19 130	-	5 870	19 130	-
ANR BETAPARK	140 292	46 243	30 165		52 868	41 146	71 311	46 243	28 884		54 149	42 376	71 260	68 981	51
UROGTECH - Thèse CIFRE	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
FUNDACIO LA MARATO DE TV3	100 000	33 750	-		66 250	-	-	33 750	-		66 250	-	-	100 000	-
PEPITE : Dotation de structuration au titre de l'entrepreun	106 720	-	- 6 751		-	-	- 6 751	-	- 10 792		4 042	622	- 10 171	113 471	3 420
619734-EPP-1-2020-1-FR-EPPKA1-JMD-MOB - NEURAS	3 417 000	420 000	292 566		700 693	694 878	987 444	420 000	180 566		712 693	579 225	759 791	2 429 556	227 653
CUSEMA INSERM	262 215	115 835	64 009		82 000	71 172	135 181	115 835	53 157		92 852	73 227	126 384	127 034	8 797
Convention de reversement CHU n°2021-1287-DRC-FI-D	116 343	38 475	4 475		43 800	41 738	46 213	38 475	4 475		43 800	41 738	46 213	70 130	-
Allocation POST-DOC Nicolas Martin	50 000	50 000	39 787		10 213	3 628	43 415	50 000	39 787		10 213	3 628	43 415	6 585	-
IACA IRESP-Projet VITAE	128 440	42 778	4 778		38 194	36 932	41 710	42 778	4 778		38 194	36 932	41 710	86 730	-
Region RECH99-04-2020-10449020/RECH99-04-2020-10	103 000	82 756	81 004		20 490	20 258	101 263	82 756	81 004		20 490	20 258	101 263	1 737	-
EFFIREG / AAPG 2020 / ANR N° ANR-20-CE40-0001-01	143 640	29 911	20 976		46 680	38 252	59 228	29 911	20 976		46 680	38 252	59 228	84 412	-
JINVARIANT / ANR / AAPG 2020	141 199	28 959	13 135		45 000	12 771	25 906	28 959	13 135		45 000	12 771	25 906	115 293	-
TRECOS / ANR / AAPG2020	85 148	24 807	6 307		49 085	22 101	28 409	24 807	6 307		49 085	22 101	28 409	56 739	-
ArithRand / ANR / FWF	17 280	6 980	5 018		7 000	4 455	9 473	6 980	5 018		7 000	4 455	9 473	7 807	-
TIDySModels / ANR / AAPG 2020 / ANR-20-CE 45-0004-(	217 296	31 135	24 493		64 472	59 172	83 665	31 135	23 802		64 472	58 876	82 679	133 631	987
Convention de reversement Fondation Bordeaux universite	18 600	16 418	- 1 634		20 234	20 234	18 600	16 418	- 1 273		19 873	19 873	18 600	0	-
ANR FrontoFat	100 054	30 224	30 223		15 478	14 508	44 732	30 224	30 223		15 478	12 833	43 057	55 322	1 675
ANR P2XforALS - INCIA Partenaire 2	147 960	32 332	31 204		33 474	30 707	61 911	32 332	31 204		33 474	30 677	61 881	86 049	30
ANR VirAiz -AAPG2020 - Partie INCIA	322 817	29 261	25 008		9 700	7 749	32 757	29 261	25 008		9 700	7 749	32 757	290 060	-
ANR P2XforALS -Partie IMN	352 480	84 090	80 230		91 500	86 947	167 177	84 090	79 571		92 159	86 657	166 227	185 303	950
Agence Technique de l'Information sur l'Hospitalisation (AT	293 000	90 303	90 303		161 200	114 357	204 660	90 303	90 248		161 200	114 412	204 660	88 340	-
BPIFRANCE FINANCEMENT	253 295	136 228	108 899		118 396	110 818	219 717	136 228	108 899		118 396	110 818	219 717	33 578	-
A ARCHIVER Convention financement SPILF: Laure BAR	10 000	10 523	6 753		3 247	3 247	10 000	8 022	5 022		4 978	3 247	8 269	-	1 731
projet EUROPEEN DABAT de M. VISENTIN	275 620	180 093	109 291		91 874	73 663	182 954	180 093	91 891		91 874	91 063	182 954	92 666	-
Projet CANCEROPOLE GRAND SUD-OUEST EMERGEN	20 000	15 000	2 164		17 836	17 836	20 000	15 000	400		19 600	19 600	20 000	-	-
Projet ASF: association des sclerodermique de France: Da	25 000	25 000	25 000		-	-	25 000	25 000	24 741		259	259	25 000	-	0
VISAIA Visualisation pour la compréhension des IA	10 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	10 000	-
VISAIA Visualisation pour la compréhension des IA / alloc	25 000	25 000	23 945		-	-	23 945	25 000	23 945		-	-	23 945	1 055	-
VISAIA : Visualisation pour la compréhention des IA / alloc	49 000	-	-		20 951	20 253	20 253	-	-		20 951	20 253	20 253	28 747	-
CONSEIL REGIONAL NOUVELLE AQUITAINE	12 000	7 000	3 167		7 000	2 481	5 648	7 000	3 167		7 000	1 939	5 105	6 352	543
Impact du remplacement percutané de la valve pulmonaire	100 000	70 000	12 169		67 831	54 686	66 855	70 000	12 169		67 831	54 686	66 855	33 145	-
Mise au point et validation d'un modele ovin chronique rep	30 000	25 000	5 061		24 939	2 382	7 443	25 000	5 061		24 939	2 382	7 443	22 557	-
FRUITY CLIMATE : Expression fruité des vins rouges de E	20 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	20 000	-
Contrat Doctoral: SIRIC BRIO et REGION NOUVELLE AC	98 000	32 200	32 064		33 000	32 531	64 595	32 200	32 064		33 000	32 531	64 595	33 405	-
REGION NOUVELLE AQUITAINE	46 000	46 086	43 536		-	-	43 536	46 086	43 536		-	-	43 536	2 464	-
Etudes moléculaires des gliomes pédiatriques	12 000	6 028	6 000		6 000	6 000	12 000	6 028	6 000		6 000	6 000	12 000	-	-
REGION AAPR2020I-2019-8167410: Appel à Projet Nicol	163 000	162 900	92 837		4 972	-	92 837	162 900	92 837		51 100	-	92 837	70 163	-
REGION AAPR2020A-2019-8167310: Appel à projet Nicol	75 000	-	-		3 700	-	-	-	-		3 700	-	-	75 000	-
CHU BORDEAUX	5 600	2 000	1 584		3 600	1 969	3 553	2 000	1 584		3 600	1 969	3 553	2 047	-
AAP Région Nouvelle-Aquitaine : Impact des stress physic	21 075	29 335	19 480		1 595	1 595	21 075	32 585	19 480		1 595	1 595	21 075	-	-
AAP Région Nouvelle-Aquitaine : IRM pulmonaire à 5 dime	180 000	240 000	146 750		33 250	1 350	148 100	240 000	19 250		160 750	1 350	20 600	31 900	127 500
FILMBRETT: Recherches sur les propriétés de bioadhésic	50 000	27 500	19 580		12 500	12 303	31 882	27 500	18 134		12 500	12 167	30 301	18 118	1 582
APP 2020 Flash COVID - RECH99-04-2020-10450420 / R	84 606	47 803	6 100		35 296	23 170	29 270	47 803	6 034		35 362	22 935	28 969	55 336	301
AAPR 2020 CRNA LICYDYN - AAPR2020-2019-819810 /	30 400	23 500	- 2 242		18 917	16 482	14 240	23 500	- 2 242		18 917	917	- 1 325	16 160	15 565
IUF PREVOST 2020 - Programme LAUREAT 2020	75 000	20 153	13 632		20 118	16 275	29 908	20 153	13 465		20 285	15 333	28 799	45 092	1 109
GCS PARC SIRIC BRIO	110 500	44 200	43 832		66 668	66 668	110 500	44 200	43 832		66 668	66 668	110 500	-	-
DESIDE/AAPG 2020 / ANR / ANR-20-CE40-0021-01	125 280	36 632	17 563		50 710	49 211	66 774	36 632	17 563		50 710	48 698	66 261	58 506	512
LIGUE CONTRE LE CANCER - DOCTORANT LUA SOBR	63 918	32 469	30 977		31 323	30 367	61 344	32 469	30 977		31 323	30 367	61 344	2 574	-
Convention de reversement AFB-INRAE Projet SOHO	147 555	70 000	33 896		22 555	21 835	55 731	70 000	33 896		22 555	21 610	55 505	91 824	226
REGION: Projet LEMOINE AAPR2020-2019-8326010/AAF	95 000	-	-		41 580	41 466	41 466	-	-		41 580	41 466	41 466	53 534	-
Etude biologique et moléculaire des tumeurs pédiatriques	20 000	20 000	13 921		6 079	4 423	18 344	20 000	13 921		6 079	4 423	18 344	1 656	-
REGION AAPR2020A-2019-8301210: APPELS A PROJET	49 000	18 760	17 368		16 345	16 291	33 659	18 760	17 368		16 345	16 291	33 659	15 341	-
REGION AAPR2020A-2019-8299610: APPELS A PROJET	69 000	19 000	18 049		43 240	43 239	61 288	19 000	18 049		43 240	43 239	61 288	7 712	-
REGION AAPR2020A-2019-8300510 : APPELS A PROJE	49 000	18 760	17 368		16 480	16 292	33 660	18 760	17 368		16 480	16 292	33 660	15 340	-
ANR-20-CE15-0004-01: Projet DOMINOS	326 400	83 887	82 685		160 078	81 195	163 880	83 887	77 924		160 078	81 344	159 268	162 520	4 613
CONV DE REVST INSU/ DR15/ UB -Proj OSCILLOSCOPI	185 101	185 101	- 13 899		199 000	198 970	185 071	185 101	- 13 899		198 969	198 969	185 070	30	1
REGION 2020 / AMI Flash COVID - RECH99-04-2020-10	43 220	5 205	4 192		15 928	14 585	18 777	6 211	4 190		15 930	14 585	18 774	24 443	2
2020/DREAL/SPN/DBEC/ND/143 - Gestion de la plateform	530 800	306 800	281 967		248 833	247 912	529 879	306 800	280 647		250 153	247 912	528 559	921	1 321
Soutien au projet MetapianoMidifile Performer (2020-2021	10 000	10 000	9 960		-	-	9 960	10 000	9 960		-	-	9 960	40	-
Soutien au projet SEGMent-apprentissage culturel par le j	10 000	10 000	4 285		5 715	5 715	10 000	10 000	4 285		5 715	5 674	9 959	0	41
REGION NOUVELLE AQUITAINE	50 500	50 500	50 500		-	-	50 500	50 500	50 500		-	-	50 500	-	-
INSTITUT PASTEUR: INCA 2017-144	50 232	50 232	49 858		-	-	49 858	50 232	49 858		-	-	49 858	374	-
DOUBLON DE L' OPE-2020-0193:PROJET GRANT AGRE	150 000	290 000	83 500		66 500	65 640	149 140	290 000	40 000		110 000	68 528	108 528	860	40 611
Financement du contrat doctoral de Ribal Mehri	86 502	27 185	16 669		40 173	30 045	46 714	27 185	16 669		40 173	30 045	46 714	39 788	-
Fondation ALZHEIMER -Programme Allocation Jeunes ch	153 936	50 000	48 958		-	-	48 958	50 000	48 958		-	-	48 958	104 978	-
INCA-AAP 2020 Subventions doctorales -BAILLET Emmar	104 240	43 486	33 884		40 340	37 434	71 318	43 486	33 581		40 643	37 570	71 151	32 922	167
SIRIC BRIO CAPONE	36 300	36 393	35 414		886	886	36 300	36 393	35 414		886	886	36 300	-	-
INERIS / Agence Eau Seine Normandie - projet GLUCO	73 480	15 000	18		15 482	2 495	2 513	15 000	18		15 482	2 356	2 373	70 967	140
Convention de reversement INSERM -France Parkinson-G	98 940	1 940	1 940		-	-	1 940	1 940	1 940		-	-	1 940	97 000	-
BACO BLANC: Contribution de l'eugénol aux mécanismes	174 133	83 585	67 084		56 800	54 368	121 452	86 585	66 739		56 800	54 011	120 750	52 681	703
BAYER HEALTHCARE	100 000	77 500	12 168		83 974	56 823	68 991	77 500	12 168		83 974	56 823	68 991	31 009	-
A ARCHIVER_ADERA - CONVENTION DE REVERSEME	46 000	44 600	44 433		1 567	1 481	45 914	44 600	44 433		1 567	1 481	45 914	86	-
Convention de reversement fondation Bordeaux Universite	23 250	23 250	18 587		4 663	4 663	23 250	23 250	18 587		4 663	4 657	23 245	-	5

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
REGION AAPR2020A-2019-8292410: Maya SALEH Post	69 000	56 890	56 883		12 117	11 942	68 824	56 890	56 883		12 117	11 942	68 824	176	-
SIRIC BRIO: COMMUCAN Julie DECHANET-MERVILLE	20 000	10 000	4 813		15 187	15 177	19 991	10 000	4 813		15 187	15 122	19 935	9	56
SIRIC BRIO: COMMUCAN DULUC	40 500	10 000	10 000		15 500	15 007	25 007	10 000	70		30 430	24 660	24 730	15 493	277
SIRIC BRIO: JDM/FLorent GUERVILLE	49 000	49 013	48 924		76	73	48 997	49 013	48 924		76	73	48 997	3	-
GENVIPART : les dimensions genrées des violences cont	58 480	33 000	22 230		3 000	299	22 528	33 000	22 226		3 000	188	22 414	35 952	114
BiGS - Biais de Genre dans la Science	151 900	23 370	3 953		46 688	44 748	48 701	23 370	3 953		46 688	44 748	48 701	103 199	-
EMOTION: Evaluation des états émotionnels de l'être hum	49 000	16 333	16 032		16 783	16 567	32 599	16 333	16 032		16 783	16 567	32 599	16 401	-
EMOTION: Evaluation des états émotionnels de l'être hum	12 500	12 500	7 485		-	-	7 485	12 500	7 485		-	-	7 485	5 015	-
PROFIL: Profil sensoriel et analytique des vins rouges de	196 750	194 650	108 016		88 734	73 632	181 648	194 650	107 987		88 763	73 154	181 141	15 102	506
BEST4.0 « Making Better to live better / conv revers INP	107 000	107 000	18 267		107 000	107 000	88 733	107 000	18 267		107 000	101 004	82 737	18 267	5 996
ANR-20-THIA-0008-01 - AI by UBx - Contrats doctoraux	757 484	270 000	150 203		95 590	95 586	245 790	270 000	150 203		95 590	95 586	245 790	511 694	-
ICNDE / Région / AAPR2020-2019-8234710	927 500	329 669	293 987		341 650	294 940	588 928	229 669	155 478		335 357	253 159	408 637	338 572	180 291
REGIONAAPR2020I-2019-8637710: Appel à projet Maya	108 600	54 300	2 706		27 150	27 132	29 838	54 300	2 706		27 150	13 297	16 003	78 762	13 834
VITIREV_dossier portail 9191620_ACTION 5.1	139 500	50 000	-		50 000	12 500	12 500	50 000	-		50 000	12 500	12 500	127 001	-
SIRIC BRIO: Appel à projet Maya SALEH Doctorant RAM	60 000	17 368	17 368		16 292	16 292	33 660	17 368	17 368		16 292	16 292	33 660	26 340	-
WAGENINGEN UNIVERSITY	250 625	72 639	51 517		68 308	60 118	111 635	72 639	49 214		70 611	62 236	111 450	138 990	185
ANR -20-SEBM-0002-01 / Projet DIGIPREW	164 160	46 610	46 610		58 525	24 672	71 282	46 610	29 385		75 750	41 897	71 282	92 878	-
REVERSEMENT CHU/INSERM: PLAQSIS INSERM-BOD-	22 857	12 857	8 192		14 665	14 665	22 857	12 857	8 192		14 665	14 665	22 857	-	-
Convention Fondation ARSEP - AAP 2020- BOUE-GRAB	75 000	25 000	24 998		50 002	24 957	49 956	25 000	24 998		50 002	23 879	48 878	25 044	1 078
Analyse des conditions de la transition agroécologique en	3 500	3 500	3 393		107	-	3 393	3 500	1 482		2 018	1 911	3 393	107	-
FRM -Erwan BEZARD-Prix IAGOLNITZER	17 000	17 000	16 078		922	922	17 000	17 000	15 679		1 321	1 146	16 825	-	175
A ARCHIVER - titre unique en 2020-Convention de financ	19 000	19 000	18 774		226	226	19 000	19 000	18 000		1 000	1 000	19 000	-	-
Convention de reversement CNRS et plusieurs partenaires	478 330	198 330	148 330		-	-	148 330	198 330	96 000		-	244 250	148 250	330 000	80
ARSEP FONDATION: PROJET EMERGENCE Nathalie S	150 000	43 500	26 945		60 556	55 842	82 787	43 500	26 945		60 556	53 659	80 604	67 213	2 183
Siric brio Intérêt des "bioactives food components" pour ur	49 500	44 714	32 512		16 988	16 958	49 470	44 714	32 255		17 245	17 156	49 411	30	59
SOCIETE FRANCAISE DE RHUMATOLOGIE UB19-308	78 600	15 600	-		28 600	9 122	9 122	15 600	-		28 600	9 122	9 122	69 478	-
THE HUB - 020-203	120 000	120 000	1 031		-	-	1 031	120 000	35 898		-	-	35 898	121 031	34 866
SOCIETE FRANCAISE DE RHUMATOLOGIE UB19-076 -	98 400	16 650	250		19 400	-	250	16 650	250		19 400	-	250	98 150	-
GA 895713 - NEANDER-TALe	184 708	83 057	76 090		102 281	98 839	174 930	83 057	76 090		102 281	98 839	174 930	9 778	-
DESCA: CONSORTIUM AGREEMENT	119 375	61 466	59 698		20 503	14 172	73 871	61 567	59 693		20 503	10 136	69 825	45 504	4 042
GRANT AGREEMENT: Revesment SimCardioTest GA1	857 875	167 690	118 042		106 648	85 387	203 429	167 690	118 042		106 648	76 982	195 024	654 446	8 405
TraSAD : Du travail soutenable en agriculture durable. Qu	82 856	28 309	27 879		42 520	42 408	70 287	28 159	27 863		42 936	42 408	70 271	12 569	16
PIA VITIREV "Innovons pour des territoires VITIcoles Resp	244 050	13 026	-		50 245	27 663	27 663	13 026	-		50 245	27 663	27 663	216 387	-
GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC VILLAGE LANDAIS	175 500	38 200	37 973		93 569	93 517	131 490	38 200	37 968		93 574	93 508	131 476	44 010	14
Recherche d'anthocyanes diglucosides et triglucosides po	9 208	4 604	3 425		5 783	5 645	9 070	4 604	3 425		5 783	5 645	9 070	138	0
CARMEN: Caractérisation et préservation de la qualité org	195 000	130 000	107 980		74 000	60 494	168 473	130 000	107 980		74 000	57 244	165 223	26 527	3 250
ERAMUS+ 2020-1-FR01-KA103-078222	135 460	214 552	2 321		133 139	132 979	135 300	214 552	1 100		134 360	130 447	131 548	160	3 752
ANR PURPLEPAIN BOUE-GRABOT - ANR-20-CE14-0016	142 358	25 545	15 666		33 200	32 744	48 410	25 545	15 666		33 200	31 220	46 886	93 948	1 524
SIRIC BRIO COMMUCAN: LARMONIER Nicolas	20 000	15 000	12 784		7 216	7 216	20 000	15 000	12 255		7 745	7 740	19 995	-	5
ANR-20-CE06-0011-01_OSCILLEA	174 074	58 894	46 099		56 000	45 772	91 871	58 894	46 099		56 000	40 864	86 964	82 203	4 908
ANR FULLCONTACT: Appel à projets générique 2020	234 317	47 357	45 040		51 771	51 546	96 586	47 357	45 040		51 771	51 546	96 586	137 731	-
Thèse PROST : Le choix de la terre / ENSAP / ED SPI N°2	100 728	33 576	30 582		34 024	34 024	64 606	33 576	30 582		34 024	34 024	64 606	36 122	-
ANR-20-CE29-0006-02_LICORN	131 760	47 660	36 947		44 760	43 539	80 486	47 660	36 947		44 760	43 249	80 196	51 274	290
CAMPUS FRANCE - proj MOPGA 3 - Post doc Dimitri Eva	50 000	43 750	43 720		6 280	6 088	49 807	43 750	43 720		6 280	6 088	49 807	193	-
ANR-20-CE45-0001-01_BNeDiction	250 992	43 192	24 886		29 600	26 161	51 047	43 192	24 884		29 600	26 161	51 045	199 945	2
Nouvelles implantations et impacts de la LGV SEA	12 000	8 600	6 563		2 500	80	6 643	8 600	6 563		2 500	68	6 631	5 357	12
L'émergence de l'intelligence artificielle (IA) en biomédecin	177 840	110 455	105 575		51 155	51 018	156 594	110 455	63 892		53 163	51 830	115 721	21 246	40 872
L'émergence de l'intelligence artificielle (IA) en biomédecin	58 240	9 240	2 240		23 000	4 480	6 720	9 240	2 240		23 000	4 480	6 720	51 520	-
ANR 3C-FruitGrowth: Appel à projets générique 2020	111 894	33 568	15 986		39 960	30 430	46 416	33 568	12 907		39 960	31 977	44 883	65 478	1 533
FONDATION VAINCRE ALZHEIMER	100 000	44 000	35 802		47 000	40 698	76 500	44 000	35 802		47 000	40 698	76 500	23 500	-
Cités éducatives : projet de recherche "gouvernance"	173 370	89 145	89 051		84 319	68 165	157 215	89 145	87 015		86 355	68 323	155 338	16 155	1 877
ANR-20-CE49-0009-02 Projet SOUND	148 500	28 250	18 415		38 813	36 421	54 836	28 250	18 415		38 813	36 421	54 836	93 664	0
L'accompagnement bancaire des entrepreneurs en difficult	77 000	19 000	8 742		22 800	21 982	30 724	19 000	8 742		22 800	21 292	30 034	46 276	690
InfraRed Glass	55 000	18 333	14 946		7 722	757	15 703	18 333	14 946		7 722	757	15 703	39 297	-
Dysfonction du muscle lisse bronchique dans l'asthme	50 000	41 667	40 091		8 333	8 018	48 109	41 667	40 091		8 333	8 018	48 109	1 891	-
Insuffisance cardiaque droite consécutive à l'hypertension	30 000	10 000	3 189		10 000	3 429	6 619	10 000	-		10 000	5 451	5 451	23 382	1 168
ANR-20-CE31-0002-04 Projet PEPPER	137 549	26 439	23 933		44 092	40 287	64 219	26 439	23 933		44 092	40 239	64 171	73 330	48
ANR -PDWALK	200 000	60 935	60 933		82 900	81 696	142 629	60 935	60 933		82 900	79 966	140 900	57 371	1 730
ANR-20-CE22-0004-01 DEMMEFI	234 072	66 651	56 179		109 599	101 309	157 489	66 651	56 133		59 599	36 216	92 349	76 583	65 140
Projet collectif de recherche du tombeau présumé de Mich	55 400	32 600	21 721		33 679	31 581	53 302	32 600	15 881		39 519	37 421	53 302	2 098	-
FVLLMONTI UE/H2020 / NUMBER 101016776	924 731	244 235	222 543		145 713	144 720	367 262	244 235	218 593		145 713	144 720	363 312	557 469	3 950
REGION NOUVELLE AQUITAINE Dossier portail n°91916	320 000	20 000	3 029		60 000	39 485	42 514	20 000	3 029		60 000	39 346	42 375	277 486	139
RADIOSPIN UE / Grant Agreement number: 101017098 ¿	898 526	163 418	137 637		99 086	81 404	219 040	163 418	137 637		99 086	80 370	218 007	679 486	1 034
GRANT AGREEMENT: BEAT AF Appels à projets : H2020	1 474 812	471 981	256 639		237 831	146 089	402 728	471 981	256 639		237 831	146 089	402 728	1 072 084	-
GRFS: Projet CONTIN-BORDES Cécile	10 000	10 000	10 000		-	-	10 000	10 000	9 478		523	523	10 000	-	-
ANR SEMB	138 360	42 949	42 634		70 015	68 022	110 655	42 949	42 634		70 015	67 999	110 632	27 705	23
GRANT AGREEMENT et ANR: Projet MICROCARD	1 610 000	374 000	282 741		328 296	302 822	585 564	374 000	274 075		336 961	311 486	585 561	1 024 436	3
REGION SPINOPROBE-Pascal FOSSAT	55 000	10 000	9 896		30 000	29 658	39 555	10 000	9 896		30 000	29 658	39 555	15 445	-
SIRIC BRIO COMMUCAN: Projet PRADEU LEMOINE Po	143 722	82 050	81 945		32 242	31 994	113 939	82 050	81 945		32 242	31 994	113 939	29 783	-
ANR BRAIN NET / ANR 20-CE45-0005-03	148 054	32 751	25 675		39 638	32 801	58 476	32 751	23 004		42 046	34 888	57 891	89 578	584
KIC Projet HiQ-CARB - 20049_RM ISM	241 250	64 750	51 968		46 125	45 245	97 212	64 750	51 968		46 125	45 151	97 119	144 038	94
ANR-20-CE16-0014-02-ANR MAC	250 487	81 655	75 841		84 100	80 319	156 161	81 655	75 841		84 100	80 319	156 161	94 326	-
ANR-20-CE16-0022-02-ANR NEURAGE	140 400	10 400	10 400		50 000	36 414	46 814	10 400	10 400		50 000	34 505	44 905	93 586	1 910
Centre Scientifique et Technique du Bâtiment AST CT201	86 604	28 868	21 896		35 840	24 805	46 701	28 868	11 656		36 080	35 045	46 701	39 903	0
EIF CALL PAPER 2019 / Backward Stochastic Differential	10 000	5 000	2 000		8 000	6 958	8 958	5 000	2 000		8 000	6 907	8 907	1 042	52
AERDBM -Complément de bourse de thèse sous la direct	23 500	6 166	6 166		9 283	9 276	15 441	6 166	6 166		9 283	9 276	15 441	8 058	-
Chaire Droit des affaires et fiscalité - avenant Menues dép	2 000	2 000	492		1 508	1 508	2 000	2 000	492		1 508	1 508	2 000	-	-
ANR-20-CE06-0002-01-01_MAPPLE	184 356	31 277	18 599		51 669	36 011	54 610	31 277	18 599		51 669	36 010	54 609	129 746	1
SMART MESRI / GYMNASE DES SCIENCES / N° DGES	140 000	-	122		-	-	122	-	37 688		29 166	29 166	8 522	140 122	8 400
FRANCE ALZHEIMER - AAP PFA	85 800	3 300	3 300		10 100	9 500	12 800	3 300	3 300		10 100	9 500	12 800	73 000	-
CRNA_CONVENTION 11396020_jeu de la Marelle	15 000	15 000	14 978		-	-	14 978	15 000	14 978		-	-	14 978	22	-
Grant Agreement 945218 - Projet GERONTE	1 968 981	485 880	73 527		163 045	107 629	181 156	485 880	72 771		163 801	108 154	180 925	1 787 825	231
CEFIPRA INDE Release of funds-6203-1	101 542	36 520	20 795		47 986	14 891	35 686	36 520	19 009		49 772	16 013	35 023	65 856	664
A ARCHIVER SIDACTION: Vincent PARISSI	60 022	44 870	39 422		20 318	20 315	59 737	44 870	38 338		21 402	21 117	59 455	285	282
LIGUE CONTRE LE CANCER: Convention de subvention	15 000	15 000	6 053		8 947	8 879	14 932	15 000	6 053		8 947	8 879	14 932	68	-
FONDATION ARCARCP_20202006000212	25 000	25 000	15 005		-	-	15 005	25 000	14 247		758	758	15 005	9 995	-
ANR-20-CE34-0008-04 Proj VITIBIRD	172 800	18 800	12 800		-	-	12 800	18 800	12 800		-	-	12 800	160 000	-
FONDATION DES GUEULES CASSEES- CON 07-2020-	20 000	20 000	19 758		-	-	19 758	20 000	14 088		5 846	5 109	19 197	242	561
GA 955605_YIELDGAP_H2020-MSCA-ITN-2020	243 338	59 947	45 168		78 801	59 019	104 187	59 947	45 168		78 801	59 019	104 187	139 151	-
GIE - AST CT2020-337 - PERMIBRETT	124 813	59 963	31 196		20 000	13 362	44 559	59 963	31 085		20 112	13 362	44 447	80 254	112
ANR-20-CE31-0011-01_WaterStars	305 748	60 663	45 843		79 709	52 909	98 752	60 663	45 843		79 709	52 909	98 752	206 996	0
DGA_SALAMANDRE	417 408	193 646	145 839		198 569	168 171	314 009	193 646	132 462		211 946	163 453	295 915	103 399	18 095
INCa: projet MELKILL	161 200	117 068	101 778		59 422	23 572	125 350	117 068	58 786		78 000	28 347	87 133	35 850	38 217
ANR-20-CE14-0016-04 - ANR PURPLEPAIN FOSSAT	113 181	34 581	13 081		16 200	16 155	29 236	34 581	12 786		16 495	16 177	28 963	83 945	273
CIFRE INTACTILE - AST CT2020-103 - Appréhension des	7 500	3 000	2 865		4 635	4 475	7 339	3 000	2 521		4 979	4 530	7 051	161	288
Fonds de dotation Bergonié - Prix Josy Reiffers	75 000	14 584	12 920		44 637	44 637	57 556	14 584	12 920		44 637	44 637	57 556	17 444	-
Ligue contre le cancer Etude d'un nouveau variant du réce	15 000	15 000	4 163		10 837	10 790	14 953	15 000	4 163		10 837	10 686	14 849	47	104
Identification de marqueurs pronostiques associés à la mo	15 000	12 000	9 141		5 859	5 859	15 000	12 000	9 078		5 922	5 922	15 000	-	-
GA_955700_NIPU_H2020-MSCA-ITN-2020	483 224	59 168	22 918		147 450	123 216	146 135	59 168	22 918		147 450	119 335	142 253	337 090	3 881
Identification de nouvelles cibles thérapeutiques des forme	150 000	75 000	73 846		76 154	66 066	139 912	75 000	72 864		77 136	61 468	134 332	10 088	5 580
Liens entre altération génétique des effecteurs de la voie V	15 593	12 000	12 000		3 000	3 000	15 000	12 000	11 305		3 593	3 593	14 898	593	102
CRNA_2019-1R10129	55 000	22 800	19 772		32 200	20 121	39 893	22 800	19 772		32 200	18 358	38 130	15 107	1 763
ANRS - COGLOC2 - Décision n°20180	105 909	9 000	1 560		104 349	41 036	42 596	9 000	1 560		104 349	41 036	42 596	63 313	-
ANRS COGLOC2 -Convention fille avec BPH	1 560	-	27		1 587	1 587	1 560	-	793		2 353	2 353	1 560	0	-
ANR-20-CE12-0018-01_GENOMORPH	302 673	27 420	24 686		50 992	43 663	68 350	27 420	24 686		50 992	43 663	68 350	234 323	-
Grant Agreement 951284-Projet ENSEMBLE -ERC-2020-	2 499 525	590 324	352 624		566 168	551 963	904 587	590 324	352 623		566 168	265 510	618 133	1 594 938	286 453
ANR SleepInBrainDyn - ANR-20-CE37-0023-02	181 900	33 474	26 840		47 197	40 617	67 458	33 474	23 135		50 902	40 644	63 779	114 442	3 679
SIRIC BRIO COMMUCAN: Clotilde BILLOTET	28 000	20 000	11 442		16 558	15 759	27 201	20 000	10 713		17 287	16 186	26 899	799	302
Caractérisation métabolique des cellules leucémiques aigu	15 000	12 000	12 000		3 000	3 000	15 000	12 000	12 000		3 000	3 000	15 000	-	-
Region: RECH99-04-2020-10486720 SARS-COV-2	13 623	-	-		13 623	13 623	13 623	-	-		13 623	13 623	13 623	-	-
ANR CEPOB - Covid 19 et prévention des épidémies : me	64 763	32 563	16 302		48 461	25 481	41 783	32 563	16 302		48 461	24 635	40 938	22 980	845
RNA - COV-POP - RECH99-04-2020-10449220 / RECH99	84 000	30 000	16 170		67 830	39 258	55 428	30 000	16 170		67 830	39 258	55 428	28 572	-
RNA - COV-POP : Comportements et bien-être des popula	88 725	36 200	31 042		52 958	51 610	82 653	36 200	23 790		60 210	53 836	77 626	6 072	5 027
RNA - RECH99-04-2020-10492720 - IMPACTS COVID 19	27 000	3 500	695		26 305	21 607	22 302	3 500	695		26 305	21 607	22 302	4 698	-
SORBONNE UNIVERSITE - Réf C20/1496	128 425	43 725	25 729		21 919	17 220	42 950	43 725	25 729		21 919	17 220	42 950	85 475	0
SIRIC BRIO - GCS PARC - PRIME/transversal - Post-doc	48 000	3 826	3 826		44 174	41 734	45 561	3 826	3 826		44 174	41 644	45 470	2 439	91
ANR_20-CE20-0008-01_EVOLOWINE	220 968	35 368	30 111		53 000	44 395	74 505	35 368	30 111		53 000	43 795	73 906	146 463	599
Région AAPR2020-2019-8410610: "Biomécanique Ostéoa	62 500	23 000	7 256		32 126	31 201	38 457	23 000	7 256		32 126	14 701	21 957	24 043	16 500
SIRIC BRIO - GCS PARC - PRIME/transversal - Programr	100 000	24 650	24 035		75 965	69 000	93 035	24 650	23 985		76 015	69 028	93 013	6 965	22
EACEA+UGent GRANT AGREEMENT NUMBER 101004	753 444	284 009	186 788		262 030	233 192	419 980	284 009	186 656		262 030	230 775	417 432	333 464	2 548
ANR-20-CE21-0008-04 EVAGRAIN	141 044	14 448	3 524		66 146	63 210	66 734	14 448	3 410		66 200	58 850	62 260	74 310	4 474
Fonds de dotation Prix André Boisseaux	10 000	5 000	-		10 000	10 000	10 000	5 000	-		10 000	10 000	10 000	-	-
Amalor Prix de recherche Institut CARNORT ARTS	8 000	7 753	7 753		247	-	7 753	7 753	7 753		247	-	7 753	247	-
BRGM / REF 21-071 / CONVENTION DE COLLABORATI	136 000	58 700	23 796		61 422	61 289	85 085	58 700	23 796		61 422	61 289	85 085	50 915	-
ANR-20-CE09-0032-02_DEFINED	151 413	16 216	11 216		28 000	15 950	27 166	16 216	11 216		28 000	15 950	27 166	124 247	-
REGION N°12059820 - Proj RIVAGES	100 000	30 000	16 098		72 762	59 953	76 051	30 000	14 163		74 697	61 736	75 899	23 949	152
ANR-20-CE19-0011-03_SEMB	105 474	14 200	25 569		2 000	40 920	66 489	14 200	25 569		2 000	42 268	67 836	171 963	1 347
Etude des nouvelles cibles thérapeutiques dans les tumeu	15 000	15 000	15 000		-	-	15 000	15 000	15 000		-	-	15 000	-	-
Convention de reversement: Projet PLAQSIS Antoine DEV	22 857	12 857	-		-	-	-	12 857	-		-	-	-	22 857	-
UBO - 2020-086 - CAPAFAM	8 528	520	309		3 297	2 287	2 596	520	309		3 297	2 287	2 596	5 932	-
A ARCHIVER Convention attributive aide européenn: CPE	500 000	500 000	500 000		-	-	500 000	500 000	500 000		-	-	500 000	-	-
Subvention Etat MESRI: CPER Animub 2015/2020 -Décis	800 000	800 000	800 000		-	-	800 000	800 000	800 000		-	-	800 000	-	-
CRNA_CONTRAT 11310520_Réseau de recherche robot	100 000	50 000	30 942		69 058	39 632	70 574	50 000	8 042		91 958	58 443	66 485	29 426	4 089
RNA - AAPR2020-2019-8316410 - BRANA - Les Analyste	40 880	5 500	4 931		15 069	1 832	6 763	5 500	4 058		15 942	2 515	6 572	34 117	191
FRM - Projet EGLANTINE ENV202003011520	599 858	261 932	223 014		97 540	38 113	261 127	261 932	223 014		97 540	37 722	260 736	338 731	391
RNA - AAPR2020F-2019-8117810 - VIN EMOTION	2 880	2 880	2 720		-	-	2 720	2 880	2 720		-	-	2 720	160	-
RNA - AAPR2020F-2019-8117910 - VIN EMOTION	2 880	180	180		2 700	180	-	180	180		2 700	180	-	2 880	-
LNCC PA - R.IGGO	7 500	2 500	2 500		5 000	5 000	7 500	2 500	1 482		5 000	4 062	5 545	-	1 955
CIVB_AST CT2020-338 _EMOTION	149 200	77 080	69 188		47 814	36 309	105 497	77 080	68 345		48 657	36 158	104 504	43 703	993
Projet de recherche en Hématologie qui consite à identifier	38 016	17 424	4 313		1 703	946	5 259	17 424	3 589		2 427	1 608	5 197	32 757	62
ANR-20-CE31-0011-02 Projet WaterStars	138 089	23 729	20 957		37 000	34 990	55 948	23 729	20 957		37 000	34 990	55 947	82 141	0
ALPHANOV	48 208	16 069	222		6 275	2 271	2 494	16 069	222		6 275	1 077	1 300	45 714	1 194
CANON	37 365	12 455	2 491		12 455	1 551	4 042	12 455	2 491		12 455	1 551	4 042	33 323	-
REGION_8359010_investissement_Jerôme BADAUT_	45 000	15 000	-		30 000	-	-	15 000	-		30 000	-	-	45 000	-
EUSKAMPUS RESILIENCE COVID-19 - SARSence	16 000	-	0		-	-	0	-	9 458		9 458	9 226	232	16 000	231
INSTITUT BERGONIE - Projet PROSE CAN	26 000	15 258	13 354		2 646	1 055	14 409	14 628	12 723		3 277	869	13 593	11 591	816
GRANT AGREEMENT-NUMBER 101035819-ENLIGHT RI	567 500	172 687	68 954		167 938	123 630	192 584	172 687	63 954		167 938	126 017	189 971	374 916	2 614

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
EUSKAMPUS RESILIENCE COVID-19	60 361	60 361	50 600		-	-	50 600	60 361	50 600		-	-	50 600	9 761	-
EUSKAMPUS Resilience COVID 19- Partie IMN Porjet CO	12 000	-	9 397		9 397	7 819	1 577	-	-		10 848	9 270	1 577	13 577	-
ANR-20-CE26-0008-03 - SKEPTISCIENCE	55 580	-	-		1 000	669	669	-	-		1 000	669	669	54 911	-
GA 101030481_HYPOVACC_ H2020-MSCA-IF-2020	257 620	52 916	43 897		80 683	72 190	116 087	52 916	43 897		80 683	71 809	115 706	141 533	381
Conv de Revst DREAL/IFREMER Proj CIRCATAX	15 400	7 954	6 390		9 010	9 010	15 400	7 954	6 173		9 227	9 010	15 183	0	217
Région AAPR2020-2019-8106510 CRA LASER BLUEEric	389 500	55 000	40 457		286 193	247 591	288 048	55 000	12 471		314 179	137 795	150 266	101 452	137 782
EUSKAMPUS FUNDAZIOA - EUSKAMPUS RESILIENCE	9 761	9 761	9 691		70	-	9 691	9 761	9 691		70	-	9 691	70	-
FRANCE ALZHEIMER - AAP PFA 2020 - Projet n°3060 Vi	65 780	28 780	2 700		13 000	11 274	13 974	28 780	2 700		13 000	11 274	13 974	51 806	-
AS Réseau Raul Porras 2021/2022	10 000	10 000	-		10 000	9 968	9 968	10 000	-		10 000	9 969	9 969	32	- 0
FONDATION ARC - CHOULEUR Tiffanie	30 702	28 152	28 152		2 550	2 550	30 702	28 152	28 152		2 550	2 550	30 702	0	-
Fonds d'animation Scientifique pour le département BORD	12 500	12 500	-		-	-	-	12 500	-		-	-	-	12 500	-
RELIQUATS DE PRESTATIONS 2021	25 076	3 948	3 913		-	-	3 913	3 948	3 913		-	-	3 913	21 163	-
convention de reversement CIMA ET UB: BILEBANK	23 816	-	-		23 816	23 473	23 473	-	-		23 816	21 936	21 936	343	1 537
Convention Reversement Inserm-BOD-2021-06: Projet AN	21 336	21 336	21 336		-	-	21 336	21 336	21 262		74	74	21 336	-	-
CRNA-2019-1R1M01 Interactions ondes optiques	49 000	10 889	9 964		32 667	29 886	39 849	10 889	9 964		32 667	29 886	39 849	9 151	-
BSA Thèse Dalila LADJMILI	49 000	-	-		8 000	6 406	6 406	-	-		8 000	6 406	6 406	42 594	-
Fruity Climate thèse BSA Justine Garbay	49 000	16 400	15 967		16 400	16 235	32 202	16 400	15 967		16 400	16 235	32 202	16 798	-
Région 2019-1R50317 TeraScope	100 000	70 000	31 038		68 962	68 856	99 894	70 000	801		99 199	97 575	98 376	106	1 519
Adera AD 21-151 TeraScope	40 000	40 000	-		40 000	40 000	40 000	40 000	-		40 000	40 000	40 000	-	-
ONF- RESEAU RENECOFOR - Campagne inventaire flori	8 500	8 500	5 598		2 902	-	5 598	8 500	4 970		3 530	-	4 970	2 902	628
EUROPEAN COMMISSION-101032317 - MPFPs - Gilles (	196 708	24 900	21 653		93 200	92 854	114 506	24 900	20 991		93 200	92 486	113 476	82 202	1 030
A ARCHIVER Reversement mécénat	20 000	10 000	9 907		10 093	10 093	20 000	10 270	9 906		10 094	10 093	20 000	-	0
A ARCHIVER - OFB PLATEFORME UNIV Prog DCSMM	57 000	40 300	36 103		20 897	20 711	56 814	40 300	36 103		20 897	20 704	56 807	186	7
ENILV -Dossier 3307378-DOCAMEX	82 320	82 320	39 340		42 980	20 852	60 192	82 320	39 340		42 980	20 852	60 192	22 128	-
ADERA AD-21-197 SMSP - 2021-163 "techn. couplées à l	33 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	33 000	-
Région Nouvelle-Aquitaine - AAPR2021-2020-11969210 -	111 760	18 538	16 032		43 456	34 149	50 181	18 538	16 032		43 456	34 149	50 181	61 579	-
ANR-20-CE14-0033-04_HYPO2	128 520	69 520	29 929		67 500	28 067	57 995	69 520	29 929		67 500	26 077	56 005	70 525	1 990
AEAG N° 240333198 - Décision 2021-875 - REZIN	159 000	21 319	8 777		54 699	53 239	62 016	21 319	8 777		54 699	53 239	62 016	96 984	-
ANR - Décision n°2020-PPR-04 - VITAE	344 205	36 194	31 403		8 932	7 716	39 119	36 194	31 280		9 056	7 716	38 995	305 086	124
SIRIC BRIO / TRANSVERSAL / programme accompagner	60 000	9 600	-		50 400	38 221	38 221	9 600	-		50 400	38 221	38 221	21 779	-
EUROPE GA N°891807 - H2020 -MSCA-IF-2019 Proj ER	277 062	35 201	31 847		89 434	88 952	120 799	35 201	30 809		90 472	87 712	118 522	156 262	2 278
A ARCHIVER - EUSKAMPUS RESILIENCE COVID-19 - C	16 000	16 000	1		-	-	1	16 000	- 1 139		1 140	1 140	1	15 999	-
FRC Martine CADOR	76 000	-	-		33 396	13 992	13 992	-	-		33 396	13 992	13 992	62 008	-
Région AAPPF2021I-2020-11968910 - PAM -CAZALETS	122 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	122 500	-
Projet EcoHealth SDHI - Reversement INRAE -Réf INRAE	83 200	6 900	3 200		61 300	28 632	31 832	6 900	3 200		61 300	28 632	31 832	51 368	0
DREES - SEEE 50/2021 - Impact étudiants Covid	90 568	8 118	7 618		25 976	25 976	33 594	8 118	7 618		25 976	25 976	33 594	56 974	-
CONVENTION 13327120_REGION_ESSAIM DE DRONES	85 700	85 700	13 191		72 509	71 639	84 830	85 700	12 812		72 888	71 639	84 452	870	379
A ARCHIVER Fondation Lefoulon Delalande: recrutement	57 000	-	-		57 000	57 000	57 000	-	-		57 000	57 000	57 000	-	-
LNCC LANDES / Richard IGGO	10 000	2 500	2 107		5 000	480	2 588	2 500	1 788		5 000	-	1 788	7 412	800
Fondation Lefoulon Delalande: recrutement KULKARNI K	50 000	-	-		39 800	38 617	38 617	-	-		39 800	38 617	38 617	11 383	-
ADERA AD-21-170 "dosage ds perturb. endocriniens"	88 000	22 000	-		11 455	11 455	11 455	22 000	-		11 455	11 455	11 455	76 545	-
Etude des processus moléculaires à l'origine des cancers	12 000	12 000	9 000		3 000	3 000	12 000	12 000	8 268		3 732	3 732	12 000	-	-
Convention de collaboration ENSAM S.MART Congrès ICI	30 000	1 000	-		30 000	30 000	30 000	1 000	-		30 000	30 000	30 000	-	-
Evaluation du risque de cancer provoqué par la perte de c	15 000	15 000	14 982		18	18	15 000	15 000	12 320		2 680	2 646	14 966	-	34
Convention de subvention: AMP DIAGNOSTIC PRENATA	30 000	4 950	1 200		10 050	9 933	11 133	4 950	1 200		10 050	9 459	10 659	18 867	474
Région Contrat 11383320-11384820 -Nobatek Inef 4 202	330 000	46 424	39 905		89 497	83 112	123 017	46 424	33 059		96 342	89 349	122 408	206 983	609
Spring ocean convention de cofinancement - Aerospace V	10 000	10 000	2 838		7 162	7 162	10 000	10 000	2 838		7 162	7 162	10 000	0	-
ANR-20-CE22-0015-04 - ScaNing	81 000	15 000	8 184		14 225	8 497	16 681	15 000	7 392		15 017	8 781	16 173	64 319	508
IRD - PDG-MAPS-2020-330 / Xavier ANGLARET	70 311	21 000	18 567		51 744	49 629	68 196	21 000	16 166		54 145	51 916	68 082	2 115	114
FONDATION ARC - Dossier ARCPGA12019120000997 1	405 037	119 134	76 792		184 152	143 277	220 068	119 134	69 285		191 659	150 782	220 067	184 969	1
CHU DE BORDEAUX - 2021-415-DRC-CCR-D / Projet PR	77 975	-	-		39 688	38 308	38 308	-	-		39 688	38 308	38 308	39 667	-
Double Master mention Chimie parcours Polymer Science	7 256	2 721	2 048		5 208	2 455	4 503	2 721	2 048		5 208	2 455	4 503	2 753	-
A ARCHIVER FRM: Projet NOTTELET	36 200	7 500	6 474		29 726	23 968	30 442	7 500	6 474		29 726	23 968	30 442	5 758	-
ADERA AD-21-239 "proj milieux aquat. contam. émergents	36 000	36 000	20 800		15 200	-	20 800	36 000	20 800		15 200	-	20 800	15 200	-
CEA AST 2021-307/AD LRC ANABASE	25 600	25 600	14 626		9 495	7 917	22 543	25 600	14 626		10 532	7 917	22 543	3 057	-
CIFRE BAYER 21N0061RD AST2020-481: DOoctorante L	135 000	25 000	24 937		45 760	44 967	69 904	25 000	17 714		45 993	45 992	63 706	65 096	6 199
PE2021-01F Sélection par criblage pharmacologique de m	10 000	10 000	7 000		3 000	2 263	9 263	10 000	6 487		3 513	2 763	9 250	737	14
ANSM -M2018-041 / MARCHE BNPV ANSM / F. SALVO P	52 370	5 934	2 915		37 369	28 742	31 656	5 934	931		39 353	22 978	23 909	20 713	7 748
Europe n° 964246 ¿ H2020-FETOPEN-2018-2020 HERME	727 348	96 235	87 247		77 935	77 521	164 769	96 235	85 510		79 450	79 037	164 547	562 579	222
AUBUSSON. - IRAMAT ***** Convention Région n° 201	5 126	5 126	-		5 126	- 5 126	- 5 126	5 126	-		5 126	- 5 126	- 5 126	10 252	-
Convention DGA N°2021 65 0021 -N° EJ Chorus 210345	118 000	14 120	11 973		35 500	34 809	46 783	14 120	11 973		35 500	34 809	46 783	71 217	-
DREES - SEEE 52/2021 - Projet ECLIPSE	99 236	10 336	6 836		15 600	11 380	18 216	10 336	6 836		15 600	11 380	18 216	81 020	-
A ARCHIVER_FONDATION LEFOULON DELALANDE - C	57 000	19 000	18 299		38 000	37 453	55 752	19 000	18 299		38 000	37 453	55 752	1 248	-
CHU DE BORDEAUX - MEMENTO - CHUBX 2010/47 - 2	56 448	6 272	6 137		18 816	18 693	24 830	6 272	6 137		18 816	18 693	24 830	31 618	-
RNA_AAPR2021A-2020-11906110_COVI-SOL_[ALLOCAT	98 000	7 616	6 738		32 453	32 249	38 987	7 616	6 738		32 453	32 249	38 987	59 013	-
ANR-21-COVR-0029-01 _Projet ECLIPSE	79 744	8 000	5 630		65 570	65 569	71 199	8 000	5 630		65 570	65 569	71 199	8 545	-
A ARCHIVER CHU	40 000	40 000	40 000		-	-	40 000	40 000	40 000		-	-	40 000	-	-
ACTIVINSIDE_AST CT 2020-310_ACTIV¿INSIDE	387 500	127 500	115 713		50 000	40 683	156 396	127 500	110 094		50 000	36 390	146 485	231 104	9 911
DGT_1000085154_Soutien à la Chaire internationale d'étu	200 000	10 000	-		50 000	36 159	36 159	10 000	-		50 000	36 159	36 159	163 841	-
ESA-Sub Terahertz geodesic lens antenna for imaging sys	175 000	29 082	11 890		163 110	6 917	18 807	29 082	10 630		164 370	8 177	18 807	156 193	-
KIC Smart-WAAM-RM PLACAMAT	43 381	10 833	10 831		15 057	2 529	13 360	10 833	10 831		15 057	2 458	13 290	30 021	71
Projet ASF BLAISON	25 000	-	-		25 000	23 854	23 854	-	-		25 000	23 547	23 547	1 146	308
ANC n°2021-002 - POURTIER	17 960	4 490	-		2 000	1 634	1 634	4 490	-		2 000	1 634	1 634	16 327	-
ANC n°2021-003 - PORTAL	16 850	5 617	199		3 199	199	398	5 617	199		3 199	199	398	16 452	-
Fondation Bordeaux Université - Projet Lumière et santé -	117 000	8 000	4 963		48 500	31 837	36 800	8 000	4 963		48 500	31 837	36 800	80 200	-
CEA / France Life Imaging - Projet FLUOTENSINE App	14 500	1 000	- 6 261		13 500	9 226	2 965	1 000	- 7 261		14 500	8 629	1 368	11 535	1 598
Région nouvelle aquitaine - AAPR2021-2020-11930810-Sa	49 000	-	-		8 200	-	-	-	-		8 200	-	-	49 000	-
ANR_21-PRIM-0008-03_VAILCET	207 407	15 000	12 118		115 000	112 651	124 769	15 000	12 118		115 000	98 987	111 105	82 638	13 664
ASSOCIATION DOCTEURS BRU AST CT2021-101 Adel	53 430	27 068	21 368		20 922	5 952	27 320	27 068	21 347		20 922	5 912	27 260	26 110	60
INCa_SPADOC 21-029_JANOTA	118 800	17 597	15 604		40 000	34 844	50 448	17 597	15 604		40 000	34 844	50 448	68 352	-
Prestation UREKA: AST CT2020-511	7 151	7 151	7 151		-	-	7 151	7 151	1 430		5 721	5 721	7 151	-	-
EUSKAMPUS_RESILIENCE_COVID-19_URJES	6 600	-	- 6 600		6 600	6 600	-	-	- 6 600		6 600	6 600	-	6 600	-
ANRS - Décision de versement n°21252 - Programme Urg	260 000	20 000	10 884		60 000	29 278	40 162	20 000	10 884		60 000	29 278	40 162	219 838	-
INSTITUT GUSTAVE ROUSSY - Projet STEPPING STON	30 000	30 000	1 550		28 450	28 054	29 604	30 000	1 550		28 450	28 054	29 604	396	-
REGION N°AAPR2021-2020-11846410 Th. SENECHAL	83 300	4 079	4 023		21 963	21 963	25 986	4 079	4 023		21 963	21 963	25 986	57 315	-
REGION N°AAPR2021-2020-12082110 Proj ESTOC - CAS	98 250	7 829	5 310		34 401	28 671	33 981	7 829	5 310		34 401	28 671	33 981	64 269	-
COMMUNAUTE DE COMMUNE MEDOC ATLANTIQUE -	104 500	9 189	8 155		26 184	18 455	26 610	9 189	8 155		26 184	18 455	26 610	77 890	-
BSA_UB20-251_Equipe Conseil	6 500	6 500	-		6 500	6 500	6 500	6 500	-		6 500	6 500	6 500	-	-
REGION N°AAPR2021-2020-12078610 Proj SWYM - CAS	9 000	6 000	-		6 388	6 388	6 388	6 000	-		6 388	6 388	6 388	2 613	-
IFMA_Réf. 2101_PLAISANCE	1 500	500	-		1 500	264	264	500	-		1 500	264	264	1 236	-
AFM-Annexins as genetic modifiers of human muscular dy	102 000	8 500	-		37 400	37 352	37 352	8 500	-		37 400	37 352	37 352	64 648	-
FONDATION LEFOULON-DELALANDE: bourse CALUOR	50 000	-	-		45 500	44 927	44 927	-	-		45 500	44 927	44 927	5 073	-
Agence de la biomedecine: Appel d'offre Recherche et gre	20 984	10 807	10 787		10 197	8 241	19 029	10 807	10 173		10 811	8 666	18 839	1 955	190
BPI FRANCE_DOS0131409/00_PEPITE	15 330	15 330	12 914		-	-	12 914	15 330	12 914		-	-	12 914	2 416	-
Etude Novanight Phyto -NUTI711/ Contrat AST2020-634 /	8 500	1 700	1 700		6 800	6 800	8 500	1 700	1 700		6 800	6 800	8 500	-	-
CEA / France Life Imaging - Projet BIVALIMAG Appel à	8 000	3 000	466		5 000	3 996	4 462	3 000	466		5 000	3 422	3 888	3 538	574
THE KING¿S COLLEGE LONDON_2020-1-UK01-KA202-(	39 750	6 600	2 155		32 970	26 421	28 575	6 600	2 155		32 970	26 421	28 575	11 175	0
INCA - DOCSHS 21-006 Allocation doctorale - MANEL RA	123 521	14 700	12 165		42 135	32 486	44 652	14 700	12 165		42 135	32 486	44 652	78 869	-
Développement de thérapies innovantes dans le traitemen	100 000	9 000	7 415		32 430	32 420	39 835	9 000	7 415		32 430	32 420	39 835	60 165	-
Région AAPR2021-2020-11742510-Plateforme Neurocardi	55 000	4 100	3 707		16 481	16 237	19 945	4 100	3 707		16 481	16 237	19 945	35 055	-
Région AAPR2021-2020-11994010 - Charpente Notre Dar	65 000	-	-		65 000	65 000	65 000	-	-		15 000	-	-	-	65 000
REGION: AAPPF2021-2020-11847010: Pierre JAIS	1 250 000	585 000	-		1 250 000	1 250 000	1 250 000	585 000	-		1 250 000	-	-	-	1 250 000
ANR Programme CE36 - AAPG2021 Projet JMECR - Hélè	400 602	6 600	4 943		159 222	49 623	54 566	6 600	4 943		159 222	49 623	54 566	346 036	-
ANR-21-CE45-0008-02 AorticVirtu	80 640	-	-		49 477	42 850	42 850	-	-		49 477	40 439	40 439	37 790	2 411
A ARCHIVER_REGION_convention 13398020_ESASC Ec	4 500	2 600	2 563		1 937	-	2 563	2 600	2 563		1 937	-	2 563	1 937	-
ANR-21-CE07-0047-02 BoriProbe	176 490	26 208	24 186		60 183	25 242	49 429	26 208	24 186		60 183	24 978	49 164	127 061	264
ANR-21-CE42-0008-01_ELISE	194 880	22 403	22 402		77 480	60 354	82 756	22 403	22 402		77 480	58 557	80 959	112 124	1 797
Ciblage thérapeutique par profilage cellulaire des formes a	60 000	20 000	16 083		23 917	7 834	23 917	20 000	13 605		26 395	10 312	23 917	36 083	-
REGION _AAPR2020-2020-8589310_eIF4B nouvelles cibl	50 000	-	-		16 000	-	-	-	-		16 000	-	-	50 000	-
ANR Sympa-CSFcNeurons	220 404	30 115	26 201		77 548	53 987	80 188	30 115	25 727		77 548	54 374	80 100	140 216	87
Fondation Sasakawa-UB SMSP-2021-176-Plateforme Neu	51 000	4 100	3 707		16 334	16 124	19 831	4 100	3 707		16 334	16 124	19 831	31 169	-
ANR_21-CE29-0017-03_ZEPHIRS	56 000	-	-		24 000	10 252	10 252	-	-		24 000	9 870	9 870	45 748	382
Convention concours étudiant AIDV-UB, 2021-2023	22 200	3 250	- 750		11 550	2 250	1 500	3 250	- 750		11 550	2 250	1 500	20 700	-
CHU DE BORDEAUX	24 500	-	-		4 149	4 149	4 149	-	-		4 149	4 149	4 149	20 351	-
REGION NOUVELLE AQUITAINE - AAPR2021-2020-1185	53 960	-	-		16 900	4 149	4 149	-	-		16 900	4 149	4 149	49 811	-
ANR-21-CE19-0015-04_WEB	102 293	9 133	9 133		39 427	16 970	26 104	9 133	9 133		39 427	16 970	26 104	76 190	-
FONDATION ARC - ARCM2R2021020003206 - LAFON M	30 000	5 000	4 542		25 458	25 435	29 977	5 000	4 542		25 458	25 435	29 977	23	-
UNIVERSITE DE LORRAINE - UL GECO 2021-02391 - Pr	34 398	7 548	2 548		3 000	1 758	4 306	7 548	2 548		3 000	1 758	4 306	30 092	-
REGION - AAPR2021 -2020-119770310_INV_LACTATE	13 480	13 480	-		-	-	-	13 480	-		-	-	-	13 480	-
REGION AAPR2021I-2020-11996210: Appel à projet 2021	26 000	26 000	26 000		-	-	26 000	26 000	26 000		-	-	26 000	-	-
«Efficacité et tolérance de la combinaison méthotrexate pl	34 650	1 333	1 333		33 317	27 812	29 144	1 333	1 333		33 317	27 812	29 144	5 506	-
Region AAPR2021I-2020-12028510	210 000	-	-		60 000	53 227	53 227	-	-		60 000	672	672	156 773	52 555
RNA_AAPR2021-2020-12013610_Allocation de recherche	50 000	-	-		8 800	8 286	8 286	-	-		8 800	8 286	8 286	41 714	-
RNA_AAPR2021-2020-11730710_AAPR2021F-2020-1215	12 760	760	-		5 760	5 354	5 354	760	-		5 760	5 354	5 354	7 406	-
Génotoxicité induite par CRISPR-CAS9	326 953	49 534	8 796		120 338	118 734	127 530	49 534	3 107		126 026	108 855	111 963	199 423	15 567
4ème Symposium du Réseau Monocytes- Macrophages	1 500	1 500	1 500		-	-	1 500	1 500	684		816	816	1 500	-	-
Transporteur échangeur d¿anion et résistance des Leucér	20 000	2 400	2 400		17 600	9 405	11 805	2 400	2 281		17 719	8 493	10 774	8 195	1 031
Fondation de France Guillaume LUCAS-N°Engagement 0	198 330	-	-		8 654	-	-	-	-		8 654	-	-	198 330	-
ANR-21-CE09-0003-02 GLADIATOR	109 200	9 750	9 750		47 950	42 088	51 838	9 750	9 750		47 950	42 088	51 838	57 362	-
RNA_AAPR2021-2020-11945310/AAPR2021F-2020-1194	34 600	5 000	2 556		8 607	4 128	6 684	5 000	1 431		8 607	5 035	6 467	27 916	217
DIPSi_CVEC_AAP.Ambassadeurs des Transitions	30 795	12 000	- 10 831		795	- 715	- 10 115	12 000	- 10 831		795	- 2 689	- 13 519	40 910	3 404
RNA_AAPR2021-2020-11945310/AAPR2021A-2020-1194	50 000	-	-		25 000	-	-	-	-		25 000	-	-	50 000	-
OFB - 21-0456 - Proj EVOLECO BEST	99 590	19 790	12 990		35 200	26 350	39 340	19 790	12 990		35 200	26 350	39 340	60 250	-
OFB - Projet PulvERGO - OFB.21.0445	161 000	31 000	28 270		72 730	64 910	93 180	31 000	28 270		72 730	61 410	89 680	67 820	3 500
REGION-AAPPF2021I-2020-12036510 Plateau VOXCEL	17 215	8 607	8 607		8 608	-	8 607	8 607	- 4 039		21 254	12 646	8 607	8 608	-
Région AAPPF2021I-2020-12000710 /SIRIC BRIO COMM	63 637	31 818	31 818		0	-	31 818	- 4 653	- 32 991		64 809	64 809	31 818	31 819	-
ANR-21-CE29-0006-01_CAORSS	377 811	-	-		254 479	48 628	48 628	-	-		254 479	46 203	46 203	329 184	2 425
ANR-21-CE01-0018-01-ODEVIE	213 136	-	-		66 036	33 058	33 058	-	-		66 036	33 058	33 058	180 078	-
ANR-21-CE29-0031-01_SOAPHY	258 360	-	-		92 633	39 267	39 267	-	-		92 633	34 169	34 169	219 093	5 097
GSM/ ANR NLOChiraMat - CE06---	149 444	36 012	26 296		15 362	11 669	37 965	36 012	22 880		15 362	9 107	31 987	111 479	5 978
FRM BAZ-BADILLO - ECO20210603762	105 600	8 550	8 550		35 200	34 325	42 874	8 550	8 550		35 200	34 325	42 874	62 726	-
Canopée GSO n°2021-E15 - Projet ONCO PAS WAY	19 360	1 380	380		12 500	11 826	12 206	1 380	380		12 500	11 826	12 206	7 154	-
Le Fonds de dotation des oenologues de France_VALLIES	9 720	3 875	811		8 909	8 905	9 716	3 875	544		9 176	8 081	8 625	5	1 090
ANR-21-CE06-0018-01_NLOChiraMat	211 736	-	-		38 684	32 221	32 221	-	-		38 684	32 046	32 046	179 515	175
RNA_AAPR2021-2020-11820910 / AAPR2021F-2020-118	38 800	4 000	2 093		19 902	16 244	18 337	4 000	2 084		19 902	10 832	12 916	20 463	5 421
ANR-21-CE07-0044-03_PHOTOMATON	112 000	11 500	11 274		23 226	2 341	13 615	11 500	10 963		23 537	2 650	13 614	98 385	2
RNA_AAPR2021-2020-11940610 / AAPR2021F-2020-119	81 084	5 084	1 093		22 991	17 367	18 459	5 084	593		23 491	17 606	18 198	62 625	261

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
CRNA -2019-1R1M08-STRIPE	63 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	63 000	-
Convention de Collaboration et de Financement Etude "CF	338 127	12 100	4 050		43 720	37 021	41 071	12 100	1 013		46 758	39 592	40 605	297 056	466
ANR-21-CE37-0008-02 Projet RELATIVE	200 192	21 449	17 874		33 000	31 954	49 828	21 449	17 874		33 000	29 473	47 347	150 364	2 481
RNA_AAPR2021-2020-11996010_AAPR2021F-2020-1199	25 000	2 500	- 7 891		4 500	1 547	- 6 344	2 500	- 7 891		4 500	1 544	- 6 347	31 344	3
ANR-21-CE01-0001-01 Proj HYDRATE	239 807	31 694	24 067		38 696	17 658	41 726	31 694	22 632		40 132	19 039	41 671	198 081	55
Opération RNA_AAPR2021-2020-11996010_AAPR2021F-	98 000	2 722	2 672		32 664	32 583	35 255	2 722	2 672		32 664	32 583	35 255	62 745	-
Contrat thèse CIFRE TreeFrog Therapeutics / AST CT202	9 000	-	-		9 000	2 206	2 206	-	-		9 000	2 206	2 206	6 794	-
RNA_AAPR2021-2020-11730710_AAPR2021F-2021-1222	10 000	500	-		500	250	250	500	-		500	250	250	9 750	-
ANR-21-CE09-0012-02_CHIMERA	116 020	-	-		45 788	20 076	20 076	-	-		45 788	17 942	17 942	95 944	2 134
OFB_21.0446 Proj GEREXPO	149 250	30 462	11 010		17 696	-	11 010	30 462	11 010		17 696	-	11 010	138 240	-
SABOM - BRGM_AST CT 2020-558_Thèse CIFRE n°202	21 000	8 200	4 335		7 165	3 178	7 513	8 200	4 335		7 165	3 178	7 513	13 487	-
DAC GUADELOUPE 2021-077 // CR GUADELOUPE CR/	9 770	7 720	5 794		3 976	3 767	9 561	7 720	5 794		3 976	3 767	9 561	209	-
DROLE D ACCES	60 122	-	-		6 000	65	65	-	-		6 000	65	65	60 056	-
Cancéropole GSO: 2021-E10	20 000	5 000	4 420		15 580	12 988	17 407	5 000	4 420		15 580	12 839	17 259	2 593	149
CRNA_AAPPF2021-2020-12006510_Modernisation de la	52 000	18 500	- 22 000		74 000	73 999	51 999	18 500	- 22 000		74 000	73 999	51 999	1	-
AIDV - Vine and Wine Law Open Acces Journal	6 000	-	-		3 000	1 653	1 653	-	-		3 000	1 653	1 653	4 347	-
AEAG N° 240 33 3239 - 2021 / 2470 - Zones humides amo	24 000	2 278	1 778		22 222	21 424	23 202	2 278	1 778		22 222	21 424	23 202	798	-
REGION_117793108_ADNER_FONC 12017610/INV 120	91 250	12 600	4 636		29 611	10 753	15 389	12 600	4 032		29 611	11 354	15 385	75 861	4
AFM-Téléthon: Projet Harald WODRICH	12 936	5 000	4 936		8 000	7 917	12 852	5 000	4 390		8 546	8 462	12 852	84	0
CIFRE COURCELLE--BIASI_AST CT_2020-635_Cabinet	3 000	-	-		2 000	1 764	1 764	-	-		2 000	1 764	1 764	1 236	-
ANR-21-CE18-0001-01 ANR BRONCHIOLE	266 640	53 327	36 263		73 966	33 735	69 998	53 327	23 807		73 966	41 430	65 237	196 641	4 761
SRIA - Prise en charge 2 contrats Bât A11	25 229	15 000	8 600		12 493	9 357	17 957	15 000	-		21 093	9 357	9 357	7 273	8 600
RNA_AAPR2021-2020-11838610 / AAPR2021F-2020-119	29 580	-	-		13 080	6 829	6 829	-	-		13 080	6 429	6 429	22 751	400
ANR-21-CE18-0025-01 Projet NOVEL	283 360	-	-		36 360	34 323	34 323	-	-		36 360	32 959	32 959	249 037	1 365
ANR-21-CE37-0009-01 -Projet DeMake	353 040	37 826	31 521		80 000	77 359	108 880	37 826	31 521		80 000	67 035	98 556	244 160	10 324
REGION NOUVELLE AQUITAINE_AAPES2021F-2020-11	28 500	14 250	-		14 250	7 901	7 901	14 250	-		14 250	7 766	7 766	20 599	134
REGION NOUVELLE AQUITAINE_AAPES2021I-2020-121	55 000	55 000	3 365		10 000	9 291	12 656	55 000	3 365		10 000	2 072	5 437	42 344	7 219
ANR_AAPG2021_WINE	164 146	31 587	23 867		64 540	53 610	77 477	31 587	23 867		64 540	52 708	76 575	86 669	902
MESRI_PEPITE_2021/2022	236 000	118 000	89 973		146 027	139 363	229 336	118 000	88 168		137 832	125 965	214 133	6 664	15 203
Région Nouvelle Aquitaine - AAPR2021-2020-11765410	18 350	18 350	18 350		-	-	18 350	18 350	18 350		-	-	18 350	-	-
ANR-21-CE44-0023-02-BrainFuel - Anne-Karine BOUZIER	190 568	30 515	29 255		71 803	54 476	83 731	30 515	29 255		71 803	51 517	80 772	106 837	2 959
A ARCHIVER_DRAC NA_Complément de subv 2021 - Op	18 006	9 625	9 251		8 755	8 755	18 006	9 625	9 251		8 755	8 755	18 006	-	-
RNA_AAPR2021-2020-11838910/AAPR2021F-2020-1184	66 960	1 500	793		23 160	15 402	16 194	1 500	672		23 160	15 268	15 941	50 766	254
SIRIC : Projet APPAY	100 000	15 000	-		86 600	85 620	85 620	15 000	-		86 600	79 613	79 613	14 380	6 007
Région Nouvelle Aquitaine n°AAPR2020-2019-7993210 - A	46 000	3 000	1 814		43 000	42 810	44 624	3 000	1 814		43 000	42 810	44 624	1 376	-
ANR-21-CE48-0010-01_G4S	139 146	2 000	1 399		26 024	23 881	25 280	2 000	1 399		26 024	23 833	25 232	113 865	48
Inserm N° 21CQ116-00 Projet Rossignol	116 949	116 949	8 663		108 286	108 286	116 949	116 949	8 663		108 286	108 286	116 949	-	-
CRNA_AAPR2021-2020-11921010	54 000	10 000	10 000		27 166	26 884	36 884	10 000	10 000		27 166	26 884	36 884	17 116	-
ANR-21-CE20-0013-02: Projet RecovOIL	264 324	75 932	24 568		34 000	26 648	51 215	75 932	24 568		34 000	26 378	50 946	213 109	269
CRNA_AAPR2021-2020-12072810	25 500	-	- 25 500		-	-	- 25 500	-	- 25 500		-	-	- 25 500	51 000	-
FRM -FSER202112014572 Lisa ROUX financement Fond	100 000	8 224	8 224		82 473	64 319	72 543	8 224	8 224		82 473	64 319	72 543	27 458	-
CRNA_AAPR2020-2019-825210_INFRARED GLASS	55 000	9 167	4 992		17 257	15 134	20 126	9 167	4 992		17 257	14 257	19 249	34 874	877
ANR-21-CE40-0001-01 ReLISCoP	182 560	20 300	18 885		72 000	1 721	20 606	20 300	17 886		72 000	2 637	20 524	161 954	82
Reversement de Toulouse - UT3:0002665-IUF Raissy	74 244	14 400	1 957		15 600	5 201	7 158	14 400	1 957		15 600	5 026	6 982	67 086	176
ANR-21-CE27-0007-01_TAIHA_Mathieu LANGLAIS	277 997	-	-		59 208	52 610	52 610	-	-		59 208	52 610	52 610	225 387	-
ANR 21-CE42-0008- 03 - ELISE	44 800	4 000	4 000		33 000	16 722	20 722	4 000	4 000		33 000	14 928	18 928	24 078	1 794
UV BOOSTING_LIFE20 ENV/FR/000212_LIFE IS LIGHT	191 468	1 000	89		49 240	43 965	44 053	1 000	89		49 240	39 637	39 726	147 415	4 328
ANR-21-CE1560037-03: projet LymphoCentro	186 534	19 986	19 986		10 000	2 374	22 360	19 986	19 986		10 000	2 374	22 360	164 174	-
FONDATION DE FRANCE - Réf : 120254 - Allocation pos	53 000	-	-		22 570	18 535	18 535	-	-		22 570	18 535	18 535	34 465	-
ANR-20-CE36-0003-01 - Projet VirAlz - Catherine HELMEI	189 356	-	-		53 526	50 632	50 632	-	-		53 526	50 632	50 632	138 725	-
ANR-20-PERM-0004-02 - Projet PROGRESS - David-Alex	243 000	18 000	18 000		48 000	46 132	64 132	18 000	18 000		48 000	46 132	64 132	178 868	-
CRNA_AAPR2021-2020-12013210 _SansSoVin Volet 4	49 000	2 050	2 049		16 233	16 219	18 267	2 050	2 049		16 233	16 219	18 267	30 733	-
CRNA_AAPR2021-2020-12013210_SansSoVin Volet 4	15 000	-	-		6 556	6 556	6 556	-	-		6 556	6 556	6 556	8 444	-
BIOLAFFORT_AST CT2021-351_SansSoVin Volet 4	130 000	28 050	28 049		32 789	32 655	60 704	28 050	28 049		32 789	31 203	59 252	69 296	1 452
Etude biologique et moléculaire des tumeurs pédiatriques	20 000	-	-		20 000	15 095	15 095	-	-		20 000	15 095	15 095	4 905	-
DRAC NA_EJ 2103415087_PCR CUSSAC 2021-2022	25 000	3 000	-		25 000	24 960	24 960	3 000	-		25 000	24 960	24 960	40	-
Rôle spécifique des canaux TRPM et des fibres de purkinj	50 000	-	-		32 780	-	-	-	-		32 780	-	-	50 000	-
HSC_Met_Expansion ANR-21-CE13-0001-01	322 200	-	-		82 835	47 218	47 218	-	-		82 835	37 256	37 256	274 982	9 963
LVMHR AST CT 2021-401: Contrat de collaboration de re	80 000	19 065	16 000		53 502	53 296	69 296	19 065	16 000		53 502	52 398	68 398	10 704	898
AGENCE REGIONALE DE SANTE ILE DE FRANCE - Pro	61 360	-	-		31 374	27 646	27 646	-	-		31 374	27 646	27 646	33 714	-
AGENCE REGIONALE DE SANTE NOUVELLE AQUITAIN	48 800	3 800	-		48 800	45 312	45 312	3 800	-		48 800	45 102	45 102	3 488	210
AGENCE REGIONALE DE SANTE NOUVELLE AQUITAIN	160 000	-	-		160 000	9 997	9 997	-	-		160 000	8 997	8 997	150 003	1 000
IREPS - N°UB-21-178 - Projet EVAPOP - Linda CAMBON	58 020	11 170	9 670		22 450	14 902	24 572	11 170	9 670		22 450	14 902	24 572	33 448	-
CONTRAT DE REALISATION D'UN PROJET DE MATUR	66 000	-	-		19 595	19 594	19 594	-	-		19 595	19 594	19 594	46 406	-
ANR-21-CE44-0002-02 ENIgMA: Appel à projets générique	241 584	-	-		104 480	97 910	97 910	-	-		104 480	90 652	90 652	143 674	7 258
ANR-21-CE11-0008-03 ComPil: Appel a projets generique	38 640	4 140	4 140		18 000	17 198	21 338	4 140	4 140		18 000	17 198	21 338	17 302	-
ANR 21-CE19-0015-01_WEB_Simon Hemour	235 797	-	-		43 064	28 019	28 019	-	-		43 064	28 019	28 019	207 779	-
ANR-21-CE36-0004-01 - Projet VAPS - François ALLA	255 237	-	-		129 847	98 682	98 682	-	-		129 847	98 207	98 207	156 554	475
ANR-21-CE19-0014-01 Projet "SYNATRA"	268 527	-	-		41 000	4 238	4 238	-	-		41 000	4 238	4 238	264 289	-
ANR-21-CE27-0011-03_ COSMO-ART - Catherine CRETI	80 718	-	-		27 907	20 594	20 594	-	-		27 907	20 594	20 594	60 124	0
A ARCHIVER ANRS_Dir-CD-2021-175: projet initiation SA	20 000	-	-		20 000	19 998	19 998	-	-		20 000	19 998	19 998	2	-
ARC : Projet de recherche	135 751	-	-		58 200	57 787	57 787	-	-		58 200	57 654	57 654	77 964	133
ADAPSE - L'adaptation de Pseudomonas aeruginosa dans	100 000	12 500	12 023		50 000	47 866	59 890	12 500	12 023		50 000	47 866	59 890	40 110	-
ANR - Projet ESCAPE COVID - MONTAGNI Ilaria - Décisi	153 149	16 409	16 409		49 473	36 422	52 831	16 409	16 409		49 473	36 379	52 787	100 318	44
ANR-21-CE01-0015-01 Proj SHORMOSAT	185 091	-	-		25 245	23 928	23 928	-	-		25 245	22 777	22 777	161 163	1 151
A SUPPRIMER (doublon ave OPE-2021-0550) Etude biol	20 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	20 000	-
INCA : Appel a projet PLBIO 2021 n°PLBIO21-226	48 600	-	-		16 200	-	-	-	-		16 200	-	-	48 600	-
ANR-21-CE03-0008-03-WomenSoFar-Stéphane ROTTIER	160 698	-	-		26 848	18 386	18 386	-	-		26 848	18 386	18 386	142 312	-
ANR-21-CE25-0007-01_ALIEN	233 438	-	-		39 268	35 589	35 589	-	-		39 268	35 588	35 588	197 850	0
VINCI INSERTION EMPLOI - AST CT2020-379 Thèse CIF	21 000	-	-		13 000	7 561	7 561	-	-		13 000	7 561	7 561	13 439	-
OFB N°21-0449 Proj PESTIPREV 2	201 250	-	-		90 499	78 625	78 625	-	-		90 499	78 622	78 622	122 625	3
CNRS IODP France	48 300	-	-		42 789	42 604	42 604	-	-		42 789	42 604	42 604	5 696	-
Mission expertise Louise COLLIAT - DGOS	4 713	-	-		4 713	3 889	3 889	-	-		4 713	3 889	3 889	824	-
INCA n°2021-135 - Projet ETIOSARC - Pr BALDI / Brice A	265 971	-	-		178 366	100 735	100 735	-	-		178 366	52 647	52 647	165 236	48 087
Etude des mécanismes moléculaires responsables du dév	14 000	-	-		14 000	13 988	13 988	-	-		14 000	13 988	13 988	12	-
CRNA_AAPR2021-2020-12041710_BITTWINE	49 000	2 050	2 049		16 400	16 186	18 234	2 050	2 049		16 400	16 186	18 234	30 766	-
CRNA_AAPR2021-2020-12041710_BITTWINE INVEST	25 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	25 000	-
YQUEM_AST CT2021-450_BITTWINE	54 500	11 925	11 924		14 801	14 796	26 719	11 925	11 924		14 801	14 796	26 719	27 781	-
Biolaffort_BITTWINE	28 000	1 025	1 025		10 000	40	1 065	1 025	1 025		10 000	40	1 065	26 935	-
Biolaffort-Seguin Moreau-Diam Bouchage_AST CT2021-02	225 000	51 200	51 199		50 300	49 930	101 129	51 200	51 199		50 300	49 930	101 129	123 871	-
ANR-21-CE16-0025-02/MOTOR-GATE -Jérôme BAUFRET	249 984	26 784	22 320		98 200	81 997	104 317	26 784	22 320		98 200	81 997	104 317	145 667	-
ANR-21-CE16-0025-01/ANR-MOTOR-GATE Nicolas MALI	275 520	29 520	24 600		100 444	100 267	124 867	29 520	24 600		100 444	97 736	122 336	150 653	2 532
ANR 21-CE39-0006-02 - Sangria - G Castagnos	30 666	3 738	2 738		14 880	724	3 462	3 738	2 738		14 880	724	3 462	27 203	-
ANR - CHARM - Etats Unis - Wesolowski B	204 826	20 288	18 288		62 900	14 737	33 025	20 288	18 288		62 900	14 737	33 025	171 801	-
ANR-21-CE36-003-03 - Projet MEMORIES - Cécilia SAMI	78 400	8 400	7 000		22 400	-	7 000	8 400	7 000		22 400	-	7 000	71 400	-
France Parkinson Fin de thèse Sophie GAUTHIER	33 000	-	-		28 000	27 187	27 187	-	-		28 000	27 187	27 187	5 813	-
CEA-FLI Projet GalIA - Equipe INCIA	8 900	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	8 900	-
ANR-Syn4Diag / ANR-21-CE18-0045-03	116 480	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	116 480	-
ANR-21-CE19-0029-03 / Projet IVEON	69 425	-	-		69 425	22 196	22 196	-	-		69 425	20 485	20 485	47 230	1 711
ANR-21-CE17-0003-01 / Projet PDPAIN	296 569	-	-		60 887	47 357	47 357	-	-		60 887	45 350	45 350	249 212	2 006
CHU DE BORDEAUX - 2021-1287-DRC-FI-D - Projet VITA	126 257	-	-		48 669	31 134	31 134	-	-		48 669	31 074	31 074	95 123	60
ANR-21-CE13-0019-02: Appel a projet générique 2021 fatl	165 726	-	-		24 756	18 625	18 625	-	-		24 756	18 438	18 438	147 102	186
ANR-21-ASTR-0023-01 BHE-OP-Antidotes	187 898	-	-		40 679	22 362	22 362	-	-		40 679	17 362	17 362	165 536	5 000
IUF Laetitia GUERLAIN	75 000	3 000	-		15 000	14 696	14 696	3 000	-		15 000	14 376	14 376	60 304	320
SpaceHub	30 000	11 211	8 460		21 540	15 293	23 753	11 211	8 393		21 607	15 293	23 686	6 247	67
FONDATION BORDEAUX UNIVERSITE - conv 66/2021 -	17 600	-	-		17 600	16 220	16 220	-	-		17 600	16 220	16 220	1 381	-
Fondation Clément FAYAT- Financement Thèse Rémi KIN	117 000	-	-		39 000	37 442	37 442	-	-		39 000	37 442	37 442	79 558	-
Projet BEST-TENNIS (ANR-20-STHP0001) -Convention de	13 499	1 500	64		13 435	5	69	1 500	64		13 435	5	69	13 430	-
ANR PSYCOMED/Programme MRSEI -ANR-21-MRS2-00	29 999	-	-		14 814	14 718	14 718	-	-		14 814	14 718	14 718	15 281	-
ANR-21-CE17-0041-01: Appel a projet générique 2021 Pro	222 134	44 426	22 213		44 426	44 286	66 500	44 426	22 213		44 426	43 804	66 017	155 634	483
Fondation Bordeaux Université n°138/2021 - Projet PALO	117 000	2 500	-		39 000	34 448	34 448	2 500	-		39 000	34 448	34 448	82 552	-
ANR-21-CE16-0019-01 /Projet CORTEX-OL	364 616	39 066	32 555		124 400	83 717	116 272	39 066	32 555		124 400	82 795	115 350	248 344	922
CNRS N°243432: Convention de reversement	135 751	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	135 751	-
DREETS Nouvelle-Aquitaine_N°2021-11-06_CIECST	25 000	2 000	900		5 000	3 950	4 850	2 000	-		5 000	4 850	4 850	20 150	-
DDETS 33_BOP 104 2021_DIAIR	15 000	200	-		15 000	14 521	14 521	200	-		15 000	14 521	14 521	479	0
A ARCHIVER Etude des mécanismes menant au développ	19 450	-	-		19 093	19 093	19 093	-	-		19 093	18 736	18 736	357	357
Mécanismes physiopathologiques de l'hypertension pulmo	552	552	-		-	-	-	552	-		-	-	-	552	-
A archiver AST AT2021-194	35 000	-	-		30 108	30 107	30 107	-	-		30 108	30 107	30 107	4 893	-
ANR-21-CE16-0021-02 DYNAGLYCS	155 484	-	-		49 841	29 299	29 299	-	-		49 841	29 263	29 263	126 185	36
Sélection par criblage pharmacologique de molécules anti	10 000	-	-		10 000	10 000	10 000	-	-		10 000	9 650	9 650	0	350
Région ICELLNEURO-Convention N°AAPR2021-2020-120	206 000	-	-		103 000	98 448	98 448	-	-		103 000	90 648	90 648	107 552	7 800
ANR-21-MRS2-0019-01 PRISMS	29 120	8 600	6 529		22 591	16 399	22 928	8 600	2 727		26 393	20 201	22 928	6 192	-
Détermination des partenaires protéiques interagissant ave	35 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	35 000	-
BREDIN PRAT_AST CT 2021-380_Thèse CIFRE HATTY	4 000	-	-		2 000	1 234	1 234	-	-		2 000	1 234	1 234	2 766	-
Ministère de l'Education -Convention n° 2103517586-Littér	75 000	-	-		12 800	10 708	10 708	-	-		12 800	10 708	10 708	64 292	-
Etude des cancers pédiatriques par des approches biologi	4 800	4 800	4 734		66	66	4 800	4 800	-		4 800	4 800	4 800	-	-
Etude des causes et origines du cancer du foie chez l'enfa	30 000	-	-		20 000	20 000	20 000	-	-		20 000	20 000	20 000	10 000	-
ABCardionostics	28 030	6 000	5 158		18 872	16 893	22 051	6 000	3 582		20 449	17 326	20 908	5 979	1 144
OFB N°21-453 EMERGENT SEA - Vieille POP	128 814	25 763	25 763		25 825	4 765	30 528	25 763	25 763		25 825	4 491	30 254	98 286	274
Implication des fibrcytes dans la dysfonction musculaire de	34 200	5 700	-		34 200	34 118	34 118	5 700	-		34 200	34 118	34 118	82	-
ANR-21-CE02-0024-05-PACS-F_Barraquand	21 706	2 171	2 171		7 000	-	2 171	2 171	2 171		7 000	-	2 171	19 535	-
Organisation du « Fourth Philosophy of Cancer Workshop	2 000	2 000	-		2 000	1 679	1 679	2 000	-		2 000	1 679	1 679	321	-
INCA: Appel a projet PLBIO 2021 n°PLBIO21-226	154 440	-	-		92 664	45 262	45 262	-	-		92 664	18 782	18 782	109 178	26 480
Validation de nouvelles molécules anticancéreuses pour le	10 000	-	-		10 000	10 000	10 000	-	-		10 000	10 000	10 000	0	-
MESRI: Dotation CPER 2021-2027 Décision 2021 Nouvel	250 000	-	-		250 000	-	-	-	-		250 000	-	-	250 000	-
Projet QualiMyorythm	100 000	-	-		16 554	14 554	14 554	-	-		16 554	14 554	14 554	85 446	-
Ciblage thérapeutique de la vulnérabilité métabolique des	361 800	-	-		137 414	104 768	104 768	-	-		137 414	59 768	59 768	257 032	45 000
FBU: Convention de reversement PELVICARE	14 395	-	-		14 118	14 118	14 118	-	-		14 118	13 840	13 840	278	278
BiodiversCité 2 - FAUNA - Plan d'action pour un territoire	-	-	-		-	- 15 075	- 15 075	-	-		-	- 15 075	- 15 075	15 075	-
BiodiversCité 2 - BIOGECO - Plan d'action pour un territo	269 795	1 200	-		91 740	52 576	52 576	1 200	-		91 740	52 212	52 212	217 219	364
Centre universitaire Mayotte-Convention ARS-CUFR N° 0	12 100	200	-		12 100	5 596	5 596	200	-		12 100	5 596	5 596	6 504	-
ANR BIOSCIENCE-INCIA -ANR-21-CE37-0019-01	245 381	-	-		98 152	98 152	98 152	-	-		98 152	-	-	147 229	98 152
CPER 2021-2027 -Décision N°2021 NOUVELLE AQUITAI	816 920	-	-		816 920	816 777	816 777	-	-		816 920	816 777	816 777	143	-
ANR_ANR-21-SDG1-0008-03_COVPATH	15 556	1 389	1 389		8 000	7 943	9 332	1 389	1 389		8 000	7 748	9 137	6 224	195
Fondation de France BENAZZOUZ -N° Engagement : 001	80 000	-	-		36 706	36 622	36 622	-	-		36 706	31 303	31 303	43 378	5 319
ANR VIRCHILLD /ANR-21-CE14-0074-04	108 192	-	-		20 264	20 248	20 248	-	-		20 264	20 248	20 248	87 944	-
FMR Fonadation GenOmics2021_0406	19 950	-	-		19 950	19 950	19 950	-	-		19 950	19 950	19 950	-	-

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
A archiver SNFMI: Convention de reversement travaux de	5 000	-	-		5 000	5 000	5 000	-	-		5 000	5 000	5 000	-	-
AIDE AUX JEUNES DIABETIQUES - AJD 2021	25 000	-	-		25 000	21 862	21 862	-	-		25 000	21 862	21 862	3 138	-
Inrae-Avenant 9 à la convention d'unité sous contrat-Prém	50 000	-	-		44 111	37 691	37 691	-	-		44 111	37 691	37 691	12 309	-
Département Pyrenées Atlantiques - ANIMO	29 563	-	-		22 594	3 202	3 202	-	-		22 594	2 999	2 999	26 361	202
SATT Aquitaine - AST AT_2021-062 - MATURATION VGE	40 000	-	-		34 324	34 324	34 324	-	-		34 324	34 324	34 324	5 676	-
Ministère de la Culture_2021 PRD-05_Projet NUDGE	26 670	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	26 670	-
LA CASE - Pole de renforcement des compétences - App	9 580	958	958		8 622	6 833	7 791	958	958		8 622	6 833	7 791	1 789	-
MESRI - SMART 2 - Julien Morlier	100 000	-	-		68 500	13 927	13 927	-	-		68 500	13 927	13 927	86 073	-
PFIZER INC- Pfizer tracking number 69454473	154 733	25 789	25 789		68 852	-	25 789	25 789	25 789		68 852	-	25 789	128 945	-
A'URBA_AST CT_2020-557_Thèse CIFRE Elise THOURC	12 000	2 400	2 400		5 000	421	2 821	2 400	2 400		5 000	421	2 821	9 179	-
ANR-21-CE34-0019-02 Proj TOXSEABIRD	201 600	-	-		18 000	18 000	18 000	-	-		18 000	18 000	18 000	183 600	-
Caux Seine développement_AST CT_2021-080_Thèse Ca	13 000	-	-		7 000	2 600	2 600	-	-		7 000	2 600	2 600	10 400	-
The hUB - Dématérialisation de l'offre de soutien à l'innova	200 000	-	-		100 000	75 166	75 166	-	-		100 000	75 166	75 166	124 834	-
L'ETAT - Direction de la Recherche des Etudes de l'Evalu	105 030	-	-		10 239	5 112	5 112	-	-		10 239	5 112	5 112	99 918	-
CNRS - ECOLAB -PUMA 2101118- Proj AGROGREEN	49 935	9 987	9 987		33 590	31 565	41 552	9 987	9 987		33 590	31 565	41 552	8 383	-
ANR-21-CE16-0028-02 / ANR SubDOPA	258 050	-	-		47 648	30 131	30 131	-	-		47 648	29 102	29 102	227 919	1 029
ANR-21-CE17-0034-01 HEARFACT	213 239	19 039	19 039		45 961	28 767	47 806	19 039	19 039		45 961	24 807	43 847	165 433	3 959
ANRS - Action Coordonnée n°48 "SHS et Covid	41 000	-	-		41 000	18 146	18 146	-	-		41 000	18 006	18 006	22 854	140
IUF 2021 -Laureat Senior-HINDIE Elif	75 000	3 750	150		15 000	3 009	3 159	3 750	150		15 000	3 009	3 159	71 841	-
ERASMUS+ _2021-1-FR01-KA131-HED-000009088	204 095	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	204 095	-
IUF 2021 -Laureat Junior-BARBAUD (NADJAR) Agnès	75 000	3 750	150		20 335	20 212	20 362	3 750	150		20 335	20 212	20 362	54 638	-
Décision N°2021-169 Les composés PROTAC comme nou	438 480	17 840	17 840		44 600	33 634	51 474	17 840	17 840		44 600	33 361	51 201	387 006	273
A ARCHIVER FRM MONTCOUGNIOL PRS20210601456	17 000	-	-		17 000	1 998	1 998	-	-		17 000	1 998	1 998	15 002	-
FBU_Convention de reversement N°134/2021_Chaire TRE	2 000	2 000	-		2 000	2 000	2 000	2 000	-		2 000	2 000	2 000	-	-
ANR-21-CE14-0074-01 VIRCHILLD	197 892	-	-		83 000	73 447	73 447	-	-		83 000	73 447	73 447	124 445	0
INCA - Institut National du Cancer - Décision subvention n	99 497	-	-		83 894	70 318	70 318	-	-		83 894	23 734	23 734	29 179	46 585
Fondation de France_EJ 00112561_Post-trauma complexe	60 000	-	-		60 000	-	-	-	-		60 000	-	-	60 000	-
Association ENCEPHALIA - Subvention 2022 Erwan BEZA	3 500	-	-		3 500	3 500	3 500	-	-		3 500	3 500	3 500	-	-
CNRS_ DR15 D-21-041_PLBIO21-245	86 000	-	-		62 000	55 554	55 554	-	-		62 000	54 756	54 756	30 446	798
ADEME 2172D0213-C Proj IPANEMA	36 000	-	-		2 888	2 888	2 888	-	-		2 888	2 888	2 888	33 112	-
Convention de Subvention "Autour du BPAN" / Jean-Paul L	20 000	-	-		2 168	307	307	-	-		2 168	307	307	19 693	-
Space Biology Unlimited_AST CT2021-204_VIN PETRUS	70 000	-	-		60 500	60 491	60 491	-	-		60 500	60 491	60 491	9 509	-
ULB_UB21-292_SAFE-SORRY	41 310	-	-		15 800	15 756	15 756	-	-		15 800	15 756	15 756	25 554	-
CIVB_AST CT2021-448_Vins-Sans-So	220 103	-	-		64 000	54 081	54 081	-	-		64 000	52 525	52 525	166 022	1 556
Chaire Denis Dubourdieu - Post-doc Sara Windholtz	60 000	-	-		27 350	21 604	21 604	-	-		27 350	21 604	21 604	38 396	-
CRNA_AAPR2021-2020-12013210_SanSoVin volet 1 pers	49 000	-	-		20 350	18 158	18 158	-	-		20 350	18 158	18 158	30 842	-
CRNA_AAPR2021-2020-12013210 _SansSoVin Volet 2	46 000	-	-		20 350	18 589	18 589	-	-		20 350	18 589	18 589	27 411	-
INCA TUMC21-030 Décision attributive de subvention 202	502 200	-	-		312 920	312 914	312 914	-	-		312 920	142 193	142 193	189 286	170 720
ANR-21-CE43-0003-01_VALOLI	239 918	-	-		82 306	81 706	81 706	-	-		82 306	80 463	80 463	158 212	1 243
Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole - Etude c	89 900	-	-		42 652	38 619	38 619	-	-		42 652	38 581	38 581	51 281	38
SIRIC-BRIO PROGRAMME IMS COFINANCEMENT OPE	6 000	-	-		6 000	3 496	3 496	-	-		6 000	3 496	3 496	2 504	-
CRNA_AAPR2021-2020-12013210_SanSoVin volet 3	49 000	-	-		19 000	18 521	18 521	-	-		19 000	18 521	18 521	30 479	-
Bordeaux métropole - Biodiver'cité - Barraquand	13 170	-	-		5 000	-	-	-	-		5 000	-	-	13 170	-
ANR-21-CE29-0031-03 Proj SOAPHY	52 800	-	-		4 714	4 714	4 714	-	-		4 714	4 714	4 714	48 086	-
"FSPI n°2021-90 ES-BALK Enseignement supérieur dans	38 000	-	-		38 000	15 737	15 737	-	-		38 000	14 603	14 603	22 263	1 134
Convention Région N°AAPR2021-2020-12050710-ICELLN	49 000	-	-		26 078	26 078	26 078	-	-		26 078	26 078	26 078	22 922	-
ANRS - Projet QuAliCOV	7 332	-	-		7 332	7 332	7 332	-	-		7 332	7 332	7 332	-	-
Bourse fondation Schlumberger credits 2021	12 315	-	-		12 315	12 264	12 264	-	-		12 315	12 100	12 100	51	164
Bourse fondation Schlumberger Campus france	25 720	-	-		25 720	6 552	6 552	-	-		25 720	6 552	6 552	19 168	-
SIRIC BRIO PRIME SISIRAK	44 200	-	-		44 200	44 200	44 200	-	-		44 200	43 513	43 513	-	687
REGION NA - AAPR2021A-2020-11971710 - LACTATE - /	61 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	61 500	-
Région contrat 13907920-16226920 Nobatek inef 4 - Proj	260 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	260 000	-
Convention de financement - Fondation Anthony Mainguér	24 000	-	-		8 000	5 214	5 214	-	-		8 000	5 040	5 040	18 786	174
GCS PARC - SIRIC BRIO - Programme SIRIC / Antoine IT	34 000	-	-		21 340	21 340	21 340	-	-		21 340	21 340	21 340	12 660	-
Projet INCA-IRESP 2021- Décision N°2021-122 /INCIA eq	202 190	-	-		67 777	65 371	65 371	-	-		67 777	65 371	65 371	136 819	-
Association EVA pour la vie - EPLV-2022-AD-1 / Equipe I	20 000	-	-		13 910	13 910	13 910	-	-		13 910	13 910	13 910	6 090	-
Laboratoire commun avec NOBATEK INEF 4 Programme	75 000	-	-		39 100	26 588	26 588	-	-		39 100	26 588	26 588	48 412	-
"AUTOUR DE WILLIAMS " subvention 2022	15 500	-	-		5 000	4 262	4 262	-	-		5 000	4 262	4 262	11 238	-
Fédération Française du Syndrôme de Willams Beuren -	12 500	-	-		3 000	1 533	1 533	-	-		3 000	1 533	1 533	10 967	-
Euroregión-Euskadi-Navarre 2020-Renovables	2 250	-	-		2 250	- 880	- 880	-	-		2 250	- 880	- 880	3 130	-
SIRIC BRIO PRIME: Recrutement Thèse Gabriel MARSE	17 000	-	-		17 000	16 809	16 809	-	-		17 000	16 809	16 809	191	-
LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE LA GIRONDE	15 000	-	-		5 000	1 917	1 917	-	-		5 000	1 894	1 894	13 083	22
CONV FINANCEMENT CEDS LORMONT	48 260	-	-		24 130	8 043	8 043	-	-		24 130	8 043	8 043	40 217	-
INSERM - BORD-2022-02- projet : Cell interactions betwe	58 293	-	-		46 949	31 401	31 401	-	-		46 949	31 401	31 401	26 892	-
Doctorat 4ème année Fin de thèse 2021 - dossier : ARCD	30 000	-	-		22 250	22 244	22 244	-	-		22 250	22 244	22 244	7 756	-
FEDER-FSE 2021 "Aquitaine" 2014-2020 n°15984510 - R	4 242 000	-	-		4 242 000	3 125 873	3 125 873	-	-					1 116 127	3 125 873
EACEA_101049867-AMIR-EM	3 931 200	-	-		291 600	285 600	285 600	-	-		291 600	119 000	119 000	3 645 600	166 600
Association pour Emma n°PE2022-02FS / Christophe GRO	10 000	-	-		10 000	10 000	10 000	-	-		10 000	8 037	8 037	-	1 963
Association SCOTT AND CO n° SC2022-01F / Patrick AU	10 000	-	-		10 000	7 877	7 877	-	-		10 000	7 877	7 877	2 123	-
Réseau Raul Porras 2022	10 000	-	-		10 000	10 000	10 000	-	-		10 000	10 000	10 000	-	-
INSERM-GIS Autisme et TND N°2022-SPI-01 Projet "CAN	20 000	-	-		20 000	20 000	20 000	-	-		20 000	-	-	-	20 000
ANR-21-CE48-0023-02 FLITTLA	107 856	-	-		21 813	17 284	17 284	-	-		21 813	16 968	16 968	90 572	316
ANR-21-CE21-0003-05 METASIMFOOD	88 558	-	-		29 907	16 106	16 106	-	-		29 907	15 392	15 392	72 452	714
ANR-21-MRS2-0002-01_Spoilcontrol	28 998	-	-		18 480	11 050	11 050	-	-		18 480	9 395	9 395	17 948	1 655
UPV/EHU_101034379 - ADMIRE - COFUND ADAGIO	551 700	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	551 700	-
ANR-21-CE08-0048-03 Nocolox Mme Le Guen	166 802	-	-		64 893	16 609	16 609	-	-		64 893	16 504	16 504	150 193	105
LIGUE CONTRE LE CANCER DE LA GIRONDE / Frédéri	15 000	-	-		15 000	14 841	14 841	-	-		15 000	7 964	7 964	159	6 877
Plateforme Aquatique	9 100	-	-		-	- 650	- 650	-	-		-	- 650	- 650	9 750	-
ANR-21-CE22-0017-03 LearningHome	158 995	-	-		16 656	14 656	14 656	-	-		16 656	14 656	14 656	144 338	-
ACTIVITES CAPITAL HUMAIN ET PERFORMANCE GLO	13 300	-	-		13 300	8 065	8 065	-	-		13 300	8 015	8 015	5 234	50
ANR-21-CE25-0021-03 GenBlock	165 329	-	-		34 912	28 078	28 078	-	-		34 912	27 183	27 183	137 251	895
AERDBM - Don - Etude biologique et moléculaire des tum	5 500	-	-		5 500	4 150	4 150	-	-		5 500	4 150	4 150	1 350	-
SIRIC BRIO: Vanja SISIRAK/Nicolas LARMONIER	50 000	-	-		50 000	49 997	49 997	-	-		50 000	49 108	49 108	3	889
LNC/YSOPIA BIOSCIENCES: Maya SALEH et Sandrine C	66 250	-	-		66 250	48 106	48 106	-	-		66 250	48 106	48 106	18 144	-
Ministère -Smart 2 - Part I2M	42 652	-	-		42 652	20 097	20 097	-	-		42 652	20 097	20 097	22 555	-
ANR-20-PCPA-0010_VITAE	105 840	-	-		47 840	11 147	11 147	-	-		47 840	10 999	10 999	94 693	149
A ARCHIVER SIDACTION: Financement Jeunes Cherche	18 000	-	-		18 000	17 433	17 433	-	-		18 000	17 433	17 433	567	-
PPR ANTIBIORESISTANCE-2020 E - PHAG-ONE	114 480	-	-		8 480	8 480	8 480	-	-		8 480	8 480	8 480	106 000	-
AAP 2021 Laetitia ANDRIQUE /Plateau Voxcell-Conventio	15 000	-	-		15 000	14 160	14 160	-	-		15 000	13 468	13 468	840	692
MAIF - Coupure éléctrique du 19/06/2021 BAT TP Bordeau	90 000	-	-		10 000	1 504	1 504	-	-		10 000	860	860	88 496	644
FBU_Recherche Peptide thérapeutique 2022	9 650	-	-		4 650	4 638	4 638	-	-		4 650	3 753	3 753	5 012	885
Aerospace Valley_Projet Spring Environnement	65 000	-	-		40 000	28 145	28 145	-	-		40 000	27 939	27 939	36 855	206
Association EVA pour la vie - EPLV-2022-1R / Christophe	33 000	-	-		16 085	5 135	5 135	-	-		16 085	5 135	5 135	27 865	-
UNIVERSIDAD DEL PAIS VASCO_AGREEMENT NUMBE	152 894	-	-		23 000	10 621	10 621	-	-		23 000	10 269	10 269	142 273	352
ANR-21-HDH2-0001-04 PlantIntake	259 840	-	-		27 110	24 329	24 329	-	-		27 110	24 329	24 329	235 511	-
ANSES N°2020/01/133- consort 203645 -Proj GINFIZ -	22 880	-	-		880	880	880	-	-		880	880	880	22 000	-
Euskampus-2022-016-LTC SAREA-AENIGME	49 810	-	-		49 810	31 212	31 212	-	-		49 810	31 212	31 212	18 598	-
A ARCHIVER IRESP: BPE Festival 2022	5 000	-	-		5 000	4 443	4 443	-	-		5 000	4 443	4 443	557	-
AARCR: convention de subvention Marie-Elise TRUCHET	20 000	-	-		20 000	19 213	19 213	-	-		20 000	16 022	16 022	787	3 192
LIGUE CONTRE LE CANCER n° AAPPVN2021.LCC/FA -	85 272	-	-		3 000	927	927	-	-		3 000	674	674	84 345	253
CANCEROPOLE ILE DE FRANCE n° 2021-1-PL SHS-01-	57 249	-	-		6 249	4 262	4 262	-	-		6 249	4 262	4 262	52 987	-
Région Nouvelle Aquitaine n°14623020 - projet PREVANA	24 000	-	-		24 000	3 200	3 200	-	-		24 000	3 200	3 200	20 800	-
SIRIC BRIO - Post-doctorat équipes ACTIVE / AHeaD	50 000	-	-		16 300	11 784	11 784	-	-		16 300	11 784	11 784	38 216	-
GRENN CONCRETE-2022-017-LTC SAREA	34 060	-	-		34 060	27 002	27 002	-	-		34 060	27 002	27 002	7 058	-
LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE LA DORDOGI	15 000	-	-		12 383	12 378	12 378	-	-		12 383	12 378	12 378	2 622	-
Bdx Metropole_TOTEM	30 000	-	-		30 000	-	-	-	-		30 000	-	-	30 000	-
ANRS - Décision n° 22015 - projet EVOL-COV-AFRICA - I	46 923	-	-		949	405	405	-	-		1 354	405	405	46 518	-
AARCR: convention de subvention Christophe RICHEZ	20 000	-	-		20 000	18 985	18 985	-	-		20 000	17 547	17 547	1 015	1 438
Plateau BIOCELL -Labellisé par le GPR BRAIN 2030	2 000	-	-		-	- 0	- 0	-	-		-	- 3 191	- 3 191	2 000	3 191
Animalerie GPR -Plateforme labellisée GPRS BRAIN 2030	2 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	2 000	-
Plateforme Primates -Labellisée GPR BRAIN 2030	20 000	-	-		-	-	-	-	-		-	- 2 552	- 2 552	20 000	2 552
Plateforme PIV-EXPE 2022 -Labellisé GPR BRAIN 2030	2 000	-	-		-	- 0	- 0	-	-		-	- 154	- 154	2 000	154
CRNA_AAPF2021-2020-12027110 _AUTOVINIF	100 000	-	-		50 000	12 500	12 500	-	-		50 000	12 500	12 500	87 501	-
SIRIC BRIO GCS PARC/Béatrice Jacques _Projet La relat	40 200	-	-		25 864	23 426	23 426	-	-		25 864	23 426	23 426	16 774	-
ANR-21-CE21-0014-01 WAP NMR	259 392	-	-		49 822	43 357	43 357	-	-		49 822	43 221	43 221	216 035	136
VITIVISTA_AST-CT-2021-317_VITIPULS	154 750	-	-		67 950	30 950	30 950	-	-		67 950	30 950	30 950	123 800	-
Société Française de Rhumatologie Dossier : 4284/membe	20 000	-	-		15 000	14 753	14 753	-	-		15 000	13 342	13 342	5 247	1 411
Ligue contre le cancer: Projet DOMBLIDES	15 000	-	-		15 000	-	-	-	-		15 000	-	-	15 000	-
Convention de reversement SIRIC-BRIO GCS / Part UMS	10 590	-	-		10 590	10 590	10 590	-	-		10 590	10 590	10 590	-	-
Cancéropole GSO-INSERM N°2021-ALS 01 /Convention d	10 200	-	-		10 200	10 200	10 200	-	-		10 200	10 200	10 200	-	-
Foundation for Addies's Research - Equipe MIRCADE - CI	44 340	-	-		25 215	20 636	20 636	-	-		25 215	19 951	19 951	23 704	685
Fôret expérimentale DELZON - DGS 2021	28 400	-	-		28 400	18 656	18 656	-	-		28 400	17 213	17 213	9 744	1 443
ANR-21-CE03-0021-01 EVISA	242 939	-	-		74 939	40 231	40 231	-	-		74 939	39 034	39 034	202 708	1 197
GIP SEINE AVAL - SA7 - Proj CAFEZH	27 000	-	-		8 000	7 556	7 556	-	-		8 000	6 748	6 748	19 444	808
AEAG 320 330183 - 2021/3474 Suivi ds flux de cadmium d	154 351	-	-		21 040	18 452	18 452	-	-		21 040	18 452	18 452	135 899	-
FRC-Le cerveau et l'environement interne du corps	80 000	-	-		5 000	4 960	4 960	-	-		5 000	4 200	4 200	75 040	760
DG 2022_CoSolFi	140 000	-	-		27 000	-	-	-	-		27 000	-	-	140 000	-
ANR-21-ASRO-0006-02_ASSYDUS	130 534	-	-		60 264	44 330	44 330	-	-		60 264	44 330	44 330	86 204	-
Financement ayant vocation à cofinancer l'allocation post	23 000	-	-		6 000	- 1 000	- 1 000	-	-		6 000	- 1 000	- 1 000	24 000	-
Cofinancement du projet région ValoSed : Valorisation de	15 000	-	-		11 750	6 272	6 272	-	-		11 750	4 024	4 024	8 728	2 249
INSERM-FRM Projet "environnement santé 2020" INSERM	97 604	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	97 604	-
FONDATION BORDEAUX UNIVERSITE- CONV DE REVE	19 304	-	-		16 087	281	281	-	-		16 087	281	281	19 023	-
EUROREGION ECLICARE / groupe NSYSA	22 147	-	-		12 000	11 298	11 298	-	-		12 000	10 164	10 164	10 849	1 134
OFB - 21-0879 "develpt outils moléculaires identification d	10 000	-	-		8 000	7 405	7 405	-	-		8 000	7 405	7 405	2 595	-
Projet DRAC - "Impact de la forêt sur le comportement hyc	152 880	-	-		31 505	24 804	24 804	-	-		31 505	24 365	24 365	128 076	439
NANOPROT_SIRIC BRIO_programme COMMUCAN	20 000	-	-		20 000	2 389	2 389	-	-		20 000	1 292	1 292	17 611	1 097
FONDATION UNIVERSITE DE BORDEAUX -CONV.DE R	76 000	-	-		38 000	3 253	3 253	-	-		38 000	726	726	72 747	2 528
Animalerie GPR-Plateforme labellisée GPRS BRAIN 2030	2 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	2 000	-
ANRS _ Décision N°21438_ Projet QUALICOV (équipe C	10 940	-	-		10 940	10 940	10 940	-	-		10 940	10 940	10 940	-	-
CHU N° 2021-806-DRC-FI-D ETUDE VITAE	394 143	-	-		142 120	8 647	8 647	-	-		142 120	4 485	4 485	385 496	4 162
Plateforme PRNPP -Labellisée GPR BRAIN 2030	2 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	2 000	-
ANR-21-CE17-0067-05_FUNGIPLEX	16 800	-	-		6 800	-	-	-	-		6 800	-	-	16 800	-
ARS-FIR 2022_CEST STOP TABAC	120 000	-	-		97 909	74 488	74 488	-	-		97 909	73 981	73 981	45 512	507
ARS-FIR 2022_TSAF	35 200	-	-		16 700	10 700	10 700	-	-		16 700	7 525	7 525	24 500	3 175
SARA-CIFRE 2019/1847-Thèse CIFRE Loik Sylvius	6 750	-	-		1 250	1 250	1 250	-	-		1 250	1 250	1 250	5 500	-
Ligue contre le Cancer de la Dordogne / David CAPPELLE	15 000	-	-		15 000	3 651	3 651	-	-		15 000	3 002	3 002	11 349	649
FOM LAPHIA	20 000	-	-		5 000	4 493	4 493	-	-		5 000	4 010	4 010	15 507	483

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
CRNA Futurs-ACT consolidation	400 000	-	-		42 126	19 996	19 996	-	-		42 126	19 996	19 996	380 004	-
CRNA-Convention n° 15848220-ARGUS	161 000	-	-		33 500	8 680	8 680	-	-		33 500	8 680	8 680	152 320	-
ANR-21-ASRO-0004-02_PARHéRo	99 410	-	-		19 864	7 364	7 364	-	-		19 864	7 364	7 364	92 047	-
DOCAMEX - 12-363-DNUM-CAAF-0003-Volet "Mise à niv	77 761	-	-		83 776	34 487	34 487	-	-		83 776	34 171	34 171	43 274	316
ANR-ANR-22-ENUT-0002-03 CREST	105 465	-	-		24 300	19 944	19 944	-	-		24 300	19 887	19 887	85 521	57
LIGUE CANCER_GM/03/2022_Différenciation de la progre	15 000	-	-		7 500	7 459	7 459	-	-		7 500	7 448	7 448	7 541	12
Groupe de Cancérologie Cutanée (GCC) - Bourse Léa DO	20 000	-	-		20 000	20 000	20 000	-	-		20 000	-	-	-	20 000
"L'externalisation militaire et la transformation de la guerre	7 500	-	-		3 000	2 235	2 235	-	-		3 000	2 202	2 202	5 265	33
Fondation Maladies Rares / Hamid REZVANI	10 500	-	-		5 500	2 678	2 678	-	-		5 500	1 394	1 394	7 822	1 284
INERIS - 203648-2715603- MOTHERR	25 012	-	-		5 262	5 262	5 262	-	-		5 262	1 601	1 601	19 750	3 661
AGENDE DE LA BIOMEDECINE 21REIN005_PROJET R	25 000	-	-		961	961	961	-	-		961	961	961	24 039	-
CHU BORDEAUX_2022-289-DRC-RC-D_PETIPPOP	72 698	-	-		24 614	9 482	9 482	-	-		24 614	9 482	9 482	63 215	-
Ligue contre le Cancer des Landes / Aurélie BEDEL	15 000	-	-		3 000	2 032	2 032	-	-		3 000	2 032	2 032	12 968	-
ANRS_CAPNET COVISSAM_enfants_ANRS0178	193 349	-	-		47 645	35 736	35 736	-	-		47 645	35 736	35 736	157 613	-
Projet "LifeObs", Action ANR EQUIPEX, convention de rev	313 200	-	-		23 200	23 200	23 200	-	-		23 200	23 200	23 200	290 000	-
DSG 2022 Experi-Mental (Projet PRISME) Financement S	200 000	-	-		121 000	97 249	97 249	-	-		121 000	95 748	95 748	102 751	1 501
Grant agreement 2022: Programme de recherche NOAH	44 340	-	-		22 170	9 186	9 186	-	-		22 170	9 131	9 131	35 154	55
Grant Agreement 101064573 PSMNano	211 755	-	-		49 500	47 481	47 481	-	-		49 500	46 823	46 823	164 274	658
REGION NA_AAPR2021-2020-12124110_Projet REALYS/	92 350	-	-		17 650	11 493	11 493	-	-		17 650	10 954	10 954	80 857	540
LIGUE 33_V. RONDEAU_Modélisation du dépistage du C	14 500	-	-		2 405	2 153	2 153	-	-		2 405	2 153	2 153	12 347	0
CHU BX_2022-611-DRC-FI-D_Projet COVAMAX	48 133	-	-		40 749	27 156	27 156	-	-		40 749	27 156	27 156	20 977	-
HORIZON-HLTH-DISEASE-04- Appel a projet europe	1 476 820	-	-		266 126	163 202	163 202	-	-		266 126	150 298	150 298	1 313 618	12 904
Fondation Vaincre Alzheimer - Mathieu BOURDENX	40 000	-	-		15 000	1 702	1 702	-	-		15 000	1 702	1 702	38 298	-
BSA - Convention de financement Dotation UMR 1366 OE	25 000	-	-		25 000	24 801	24 801	-	-		25 000	24 801	24 801	199	0
OFB-21-1257- AEAG Projet I3P - PLASFITO	150 019	-	-		24 246	23 821	23 821	-	-		24 246	21 320	21 320	126 198	2 501
ANR-21-CE03-0021-03 EVISA	164 853	-	-		14 719	14 719	14 719	-	-		14 719	14 719	14 719	150 134	-
SUPPRIMEE DOUBLON DE OPE-2022-0065 Université A	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
CE-21-101027737-RMES	196 708	-	-		36 885	31 313	31 313	-	-		36 885	31 304	31 304	165 395	9
Ligue contre le cancer des Landes / Richard IGGO	15 000	-	-		12 000	-	-	-	-		12 000	-	-	15 000	-
ARIT	15 000	-	-		5 000	-	-	-	-		5 000	-	-	15 000	-
ANR_21-CE37-0019-02_ BIOSCIENCE	19 600	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	19 600	-
SCSP_DSG 2 hors RI-entrepreunariat étudiant	130 000	-	-		20 000	4 887	4 887	-	-		20 000	4 887	4 887	125 113	-
UPM_2021-1-ES01-KA220-HED-000030418_CIRC.LE	47 413	-	-		13 000	961	961	-	-		13 000	961	961	46 452	-
Région Projet RadioMoon-Clément MORGAT_ Dossier N°	52 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	52 500	-
A CLOTURER Doublon avec OPE-2022-0235- MESR-GIS	115 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	115 000	-
MESR-GIS LABCOM PARCOURSUP	115 500	-	-		35 000	7 538	7 538	-	-		35 000	7 538	7 538	107 962	-
ANR-22-PETQ-0006 NISQ2LSQ - PEPR Techno Quantiq	185 986	-	-		50 500	39 568	39 568	-	-		50 500	39 568	39 568	146 418	-
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022 F-2021-171	220 616	-	-		220 616	51 504	51 504	-	-		220 616	19 714	19 714	169 112	31 790
KIC - EU - Projet A. N°21099 - FENICE-KAVA9	150 154	-	-		60 586	33 579	33 579	-	-		60 586	33 575	33 575	116 575	4
ANR-22-PAUK-0010-01	35 000	-	-		35 000	23 128	23 128	-	-		35 000	23 128	23 128	11 872	-
IUF-NOR : ESRS2213765A arrêté du 2-5-2022-BUGEAU /	75 000	-	-		8 000	3 343	3 343	-	-		8 000	3 316	3 316	71 657	26
Convention de financement - Organisation internationale d	22 233	-	-		9 733	9 684	9 684	-	-		9 733	8 761	8 761	12 549	922
ASF: Convention de gestion d'un fonds de recherche attrit	25 000	-	-		8 000	1 303	1 303	-	-		8 000	1 303	1 303	23 697	-
Projet KANOPEE -ARS "mesure MI1-4-4 -COVID"	180 000	-	-		140 000	15 240	15 240	-	-		127 000	7 240	7 240	164 760	8 000
REGION NA_2021-17143510_PROJET SNAIL	52 500	-	-		4 375	2 857	2 857	-	-		4 375	2 857	2 857	49 643	-
Région N° PROJET :16737410 BPCO	72 500	-	-		12 000	10 469	10 469	-	-		12 000	10 469	10 469	62 031	-
INCA -DOCSHS22-019 - Bourse_doctorale_Louis_HÉBRA	107 894	-	-		19 364	19 360	19 360	-	-		19 364	19 360	19 360	88 534	-
CERA CERA Alienor Research Collaboration Agreement	5 000	-	-		5 000	5 000	5 000	-	-		5 000	5 000	5 000	-	-
UBT_GATEWAY OFFICE BAYREUTH_2022-2024	180 000	-	-		22 000	14 214	14 214	-	-		22 000	14 003	14 003	165 786	210
IRESP_2211004-00_RESEAU SO-RISP	382 885	-	-		274 894	261 641	261 641	-	-		274 894	261 641	261 641	121 244	-
INCA_2022-021_SO-RISP	1 599 724	-	-		586 880	532 019	532 019	-	-		586 880	532 019	532 019	1 067 705	-
ARS NA_AVENANT 3_EVALUATION TRANSVERSALE	34 595	-	-		11 450	-	-	-	-		11 450	-	-	34 595	-
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022-2021-17296	108 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	108 500	-
LIGUE CONTRE LE CANCER DE LA DORDOGNE/ CATH	15 000	-	-		12 000	-	-	-	-		12 000	-	-	15 000	-
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022-2021-17014	70 750	-	-		8 331	8 330	8 330	-	-		8 331	-	-	62 420	8 330
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022-2021-17153	56 250	-	-		8 057	8 050	8 050	-	-		8 057	4 300	4 300	48 200	3 750
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022-2021-16809	52 500	-	-		4 286	4 285	4 285	-	-		4 286	4 285	4 285	48 215	-
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022-2021-17363	52 500	-	-		4 286	4 285	4 285	-	-		4 286	4 285	4 285	48 215	-
SYNDICAT DU MORON_Proj Zones Humides	90 000	-	-		18 272	5 556	5 556	-	-		18 272	5 556	5 556	84 444	-
OFB-21-0754-Proj LIMBENBA	54 000	-	-		18 081	18 081	18 081	-	-		18 081	18 081	18 081	35 919	-
OFB-22-0143_Proj ARCUATULA	180 000	-	-		27 500	23 478	23 478	-	-		27 500	23 478	23 478	156 522	-
OFB-22-0117_Proj Carte Habitats Benthiques	133 000	-	-		8 235	8 235	8 235	-	-		8 235	8 235	8 235	124 765	-
FRM / BOURSE DOCTORALE - ECO202206015556 / LO	112 800	-	-		9 150	8 570	8 570	-	-		9 150	8 570	8 570	104 230	-
Europe - GA 101066376 - A-LIGHT	229 401	-	-		29 752	28 228	28 228	-	-		29 752	28 228	28 228	201 173	-
REGION_17143110_Multi-MeV_Allocation doctorale	52 500	-	-		11 668	5 713	5 713	-	-		11 668	5 713	5 713	46 787	-
CRNA - LEVIAERO - THESE / Sophie SOBANSKA / *** A	52 500	-	-		5 050	5 047	5 047	-	-		5 050	5 047	5 047	47 453	-
LES AMIS DE MARIUS - LADM2022-1F - GROSSET	5 316	-	-		5 316	5 316	5 316	-	-		5 316	4 101	4 101	-	1 215
ANR-22-CE16-0014-01 MOVE ON	276 285	-	-		44 917	240	240	-	-		44 917	240	240	276 045	-
ANR-22-MRS2-0003-01_ICO-ICO	29 997	-	-		13 451	-	-	-	-		13 451	-	-	29 997	-
Fondation ARC ARCDOC420220100045 40 bourse de thè	36 894	-	-		10 765	10 764	10 764	-	-		10 765	10 764	10 764	26 130	-
CNRS N°20220729 - IODP-FRANCE Projet Bourse M. Pe	60 400	-	-		12 760	12 668	12 668	-	-		12 760	12 668	12 668	47 732	-
EIT_HEALTH-220639-InEurHeart	150 000	-	-		50 000	40 319	40 319	-	-		50 000	40 319	40 319	109 681	-
FONDATION LEFOULON DELALANDE-V.SOBOTA	100 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	100 000	-
OFB-22-0265_PISTIBA	22 748	-	-		10 748	6 842	6 842	-	-		10 748	6 842	6 842	15 906	-
CRNA - LEVIAERO - EQUIPEMENT/ AAPR2022A-2021-1	45 000	-	-		45 000	4 675	4 675	-	-		45 000	-	-	40 325	4 675
CRNA- Plateforme SIV 2022 / AAPR2022-2021-16611310	345 000	-	-		12 000	6 546	6 546	-	-		12 000	20 000	20 000	351 546	13 455
COULIS DE COMBLEMENT GEOPOLYMERE ECO RESI	20 000	-	-		4 000	4 000	4 000	-	-		4 000	4 000	4 000	16 000	-
EUROPE -GA N°101073045 - Projet TADF Solutions_HO	252 310	-	-		18 309	3 204	3 204	-	-		18 309	3 204	3 204	249 106	-
ANR-22-CE50-0003-02 PhySH	180 122	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	180 122	-
ICNDE AAPR2022A-2021-16730710 et AAPR2022I-2021-	112 500	-	-		10 588	10 113	10 113	-	-		10 588	10 113	10 113	102 387	-
ANR-22-CE29-0025-01 HYDRACLAY	192 552	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	192 552	-
ANR-22-CE50-0002-02_FIDELIO	160 906	-	-		1 557	1 557	1 557	-	-		1 557	-	-	159 350	1 557
EOSC4CANCER	24 375	-	-		4 375	1 042	1 042	-	-		4 375	1 042	1 042	23 333	-
FONDATION MALADIES RARES - PRIX Alnylam2022 - L	20 000	-	-		10 000	2 167	2 167	-	-		10 000	2 167	2 167	17 833	0
IUF/Elise Goujard/Promotion 2022/arrêté mail du 30/08/22	75 000	-	-		9 000	4 500	4 500	-	-		9 000	4 500	4 500	70 500	-
A SUPPRIMER FRM - Bourse de soudure S. LEON - FDT	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
REGION N°AAPR2021-2020-11934110 Proj MON_ECOLE	55 000	-	-		10 167	-	-	-	-		10 167	-	-	55 000	-
Région N°AAPPF2022-202117077010-Andreola LB3	16 000	-	-		16 000	16 000	16 000	-	-		16 000	16 000	16 000	-	-
DR15D-22-016	70 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	70 000	-
INSERM n°22CE052-00: Projet PREDICAPA	818 352	-	-		296 776	254 314	254 314	-	-		296 776	252 403	252 403	564 038	1 911
Région - IRM ihMT -AAPR2022A-2021-17011110	50 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	50 000	-
REGION_AAPR2022-2021-16565910_eGAME	37 500	-	-		4 000	-	-	-	-		4 000	-	-	37 500	-
Contrat Région AAPR2022-2021-17039810	52 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	52 500	-
Fondation de France : n° engagement 00130155 / WB-2	180 000	-	-		5 566	2 589	2 589	-	-		5 566	2 589	2 589	177 411	-
REGION NOUVELLE AQUITAINE_AAPR2022-2021-17122	62 180	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	62 180	-
A20 - ACMG /AST CT 2021-093	10 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	10 000	-
RégionNA_AAPR2022-2021-16969310_BigBlade	137 000	-	-		9 570	9 369	9 369	-	-		9 570	9 369	9 369	127 631	-
FLI - Projet VIGREST	14 195	-	-		1 966	1 966	1 966	-	-		1 966	1 966	1 966	12 229	-
FRM NOWACKA - FDT202204015110	38 600	-	-		9 150	7 662	7 662	-	-		9 150	7 662	7 662	30 938	-
FRM JAMET ZOE - FDT202204014778	38 600	-	-		9 150	9 034	9 034	-	-		9 150	9 034	9 034	29 566	-
CHU - Convention 2022-580-DRC-Fi-D - Projet FIBRILLO	25 000	-	-		10 000	9 286	9 286	-	-		10 000	8 695	8 695	15 714	591
ANR-22-CE17-0023-01 projet TUNE	303 219	-	-		40 000	-	-	-	-		40 000	-	-	303 219	-
EPIQ CONV REVERSEMENT 2022-0774	149 977	-	-		33 996	-	-	-	-		33 996	-	-	149 977	-
ANR-22-CE01-0011-01 Proj PLASTINEST	285 150	-	-		32 548	27 587	27 587	-	-		32 548	27 375	27 375	257 563	212
sidaction 22-2-AEQ-13316: HIV-1 promoter bursting in T-ly	104 000	-	-		5 000	4 000	4 000	-	-		5 000	4 000	4 000	100 000	-
AFMTELETHON 24061	120 000	-	-		15 000	2 893	2 893	-	-		15 000	1 806	1 806	117 107	1 087
RNA AAPR2022A-2021-17054610-ALLOC SADDEDINE	52 500	-	-		4 375	-	-	-	-		4 375	-	-	52 500	-
A SUPPRIMER DOUBLON DE OPE-2022-0331 AFMTELE	120 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	120 000	-
ANR-22-CE37-0009_PPNet - BENAZZOUZ	214 334	-	-		36 348	5 178	5 178	-	-		36 348	5 178	5 178	209 156	-
ADERA_Hypoxie-Ischémie Neonatale_H Roumes	8 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	8 000	-
IUF 2022 - BARON Alexandre	75 000	-	-		6 750	3 000	3 000	-	-		6 750	3 000	3 000	72 000	-
ANR-22-CE15-0038-01 FASAAV	201 310	-	-		11 000	10 713	10 713	-	-		11 000	10 713	10 713	190 597	-
IUF 2022 - Lauréat sénior Hervé BOUY	75 000	-	-		6 750	3 000	3 000	-	-		6 750	3 000	3 000	72 000	-
AGENCE DE LA BIOMEDICINE: Convention de subventi	15 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	15 000	-
ANR-22-CE14-0023-03 nRegSKIN	77 405	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	77 405	-
OPERATION A SUPPRIMER	200 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	200 000	-
Région Nouvelle-Aquitaine - AAPR 2022-2021-17203510 -	50 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	50 000	-
Région- n°19442620-CraScrime	7 000	-	-		2 000	-	-	-	-		2 000	-	-	7 000	-
ERASMUS + 2022-1-FR01-KA131-HED-000057530	250 050	-	-		5 000	-	-	-	-		5 000	-	-	250 050	-
OPERATION A SUPPRIMER	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
IUF 2022-DECHAMBENOIT	75 000	-	-		6 750	3 693	3 693	-	-		6 750	3 000	3 000	71 307	693
DRAC NA_PCR CUSSAC 2022-2023	20 000	-	-		1 000	-	-	-	-		1 000	-	-	20 000	-
BOURSE LEAKEY MISGANAW	12 536	-	-		3 138	1 622	1 622	-	-		3 138	1 622	1 622	10 913	-
AAPR2022-2021-17040310 Région C.Tokarski	58 500	-	-		9 250	-	-	-	-		9 250	-	-	58 500	-
ANR-22-CE15-0034-02 VERSATILE	174 359	-	-		4 300	3 985	3 985	-	-		4 300	3 465	3 465	170 374	520
FFC "Dielectric"	300 000	-	-		30 000	30 000	30 000	-	-		30 000	-	-	270 000	30 000
REGION AAPES2022-2021-17101910 PRIX PEPITE	24 000	-	-		24 000	13 357	13 357	-	-		24 000	11 703	11 703	10 643	1 654
ERC "HELP" project 101054717	2 488 400	-	-		370 000	11 822	11 822	-	-		370 000	11 822	11 822	2 476 578	-
ANR-Chaire PR Junion Nicolas HERAULT	200 000	-	-		43 000	3 283	3 283	-	-		43 000	2 895	2 895	196 717	388
Région AAPR2022-2021-16569010 DSAMAI	80 000	-	-		6 250	-	-	-	-		6 250	-	-	80 000	-
ANR-22-CE17-0006-01: Projet EPI-RUBI	320 977	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	320 977	-
REGION AAPR2022A-2021-17053910: projet BPS-MEDEC	46 000	-	-		9 951	9 949	9 949	-	-		9 951	9 949	9 949	36 051	-
REGION AAPR2022A-2021-1705481: projet BPS-MEDEC	46 000	-	-		9 761	-	-	-	-		9 761	-	-	46 000	-
REGION AAPR2022A-2021-17054910: PROJET BPS-MEI	46 000	-	-		9 761	-	-	-	-		9 761	-	-	46 000	-
REGION AAPR2022A-2021-17055610: BPS-MEDECOPE	46 000	-	-		9 761	-	-	-	-		9 761	-	-	46 000	-
FONDATION BORDEAUX UNIVERSITE -N°152/2022 - Pr	54 000	-	-		8 000	7 510	7 510	-	-		8 000	7 510	7 510	46 490	-
Metabuilding Labs Grant Agreement number: 953193	303 125	-	-		37 189	30 313	30 313	-	-		37 189	30 313	30 313	272 813	-
IUF 2022- Lauréat Deles Romain	75 000	-	-		3 000	3 000	3 000	-	-		3 000	3 000	3 000	72 000	-
ANR-22-CE51-0014-01 ANR PYROMECA	599 437	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	599 437	-
ANR -22-CE37-0004-01 PATHADELCOCO	302 942	-	-		7 000	3 830	3 830	-	-		7 000	380	380	299 112	3 450
ANR-22-C37-0015-01- THALACOR	257 504	-	-		89 264	88 334	88 334	-	-		89 264	32 014	32 014	169 171	56 320
ANR-22-CPJ2-0009-01: Chaire ANR CPJ A. Bustin	200 000	-	-		10 000	3 033	3 033	-	-		10 000	-	-	196 967	3 033
FFC IMAGE-AF / N.Derval	100 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	100 000	-
Région_n°2022/N°19559020_METHANISATION_Sandrine	27 800	-	-		7 597	6 039	6 039	-	-		7 597	5 909	5 909	21 761	130
AVC202207016203	49 900	-	-		3 500	-	-	-	-		3 500	-	-	49 900	-
ESO N°101222/ESO/21/107659/ LOR- ALMA 2030	522 100	-	-		190 000	-	-	-	-		8 000	-	-	522 100	-
RNA /AAPR2022-2021-17080710 /SPRINTEUR	52 500	-	-		1 460	-	-	-	-		1 460	-	-	52 500	-

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
ANR_22-CE17-0038-03 ACT EPIGONE MOREAU-GAUDF	74 580	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	74 580	-
Région-N°AAPR2022-2021-17085010-Françoise LIOT	62 450	-	-		1 500	1 478	1 478	-	-		1 500	1 460	1 460	60 972	17
ANR -22-CE14-0060-02 PURKINJENET	222 734	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	222 734	-
ANR-22-CE40-0009-01 FRACASSO FANELLI	84 072	-	-		1 000	-	-	-	-		1 000	-	-	84 072	-
EGIS - EACEA-Erasmus Erasmus Mundus Design Measu	55 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	55 000	-
ANR-2022-CE16-0002-01 ASAPS	358 210	-	-		33 255	33 255	33 255	-	-		33 255	33 255	33 255	324 955	-
ANR-22-CE15-0038-03 FASAAV	201 310	-	-		31 915	24 017	24 017	-	-		31 915	23 269	23 269	177 293	748
ANR-22-CE37-0002-02 LOCOGATE-LAMBERT	219 084	-	-		31 204	5 975	5 975	-	-		31 204	619	619	213 110	5 355
ARSLA 2022 APPEL A PROJET ROLE DES NEURONES	60 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	60 000	-
Région-AAPR2022A-2021-17118410-Allocation de recherc	25 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	25 000	-
ANR-22-CE45-0004-03 CROSS-TRACTS	194 360	-	-		23 917	22 051	22 051	-	-		23 917	22 051	22 051	172 309	-
NOVARTIS PHARMA SAS_POLLUT-EYE	41 332	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	41 332	-
ANR-22-CE34-0010-018-Projet LUCIOLE	252 770	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	252 770	-
CNRS N°20220906_IODP Paul Moal	49 300	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	49 300	-
ANR-22-CE01-0021-02 Projet DELTA	30 623	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	30 623	-
Financement UB World University Rugby Invitation Tourna	90 000	-	-		11 050	11 028	11 028	-	-		11 050	11 028	11 028	78 972	-
REGION N°_AAPR2022-2021-17042010_ Proj DEVPAP	152 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	152 500	-
CNRS DR15D-22-022 REVERSEMENT ANTENNE IRM G	10 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	10 000	-
ANR-22-CE07-0005-02 CRAC	197 524	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	197 524	-
ANR-22-CE35-0015-01 Projet Resist-LON	238 036	-	-		22 118	22 118	22 118	-	-		22 118	22 118	22 118	215 918	-
France PARKINSON-Bourse RSME 2022-Pascal FOSSAT	36 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	36 000	-
PSP-FRANCE - Vincent PLANCHE (BEZARD)	12 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	12 000	-
ANR-22-CE07-0014-02 ACROSS	116 475	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	116 475	-
CAMURUS BUVIDAL	62 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	62 500	-
Région Nouvelle-Aquitaine-AAPR2022-2021-17203510	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
ANR-22-CE09-0001-02 NANOBIOID	138 041	-	-		12 827	12 827	12 827	-	-		12 827	12 827	12 827	125 214	-
ANR-22-CE42-0005-01_HYPSTER	324 000	-	-		500	-	-	-	-		500	-	-	324 000	-
ANSM-N°2022S006-U.CANNABIS	34 840	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	34 840	-
ANR-22-CE30-0029-02 - LIFT - Fisher	152 550	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	152 550	-
ANR-22-CE24-0010-01_IDOL	215 129	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	215 129	-
ANR-22-CE09-0001-04-NanoBioD	84 411	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	84 411	-
ANR-22-CE24-0010-03 IDOL	185 749	-	-		56 260	40 093	40 093	-	-		56 260	17 260	17 260	145 656	22 833
ANR-22-CE30-0013-02 DALTON	141 250	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	141 250	-
REGION NA-AAPR2022-2021-17147710-PULVERGO	76 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	76 000	-
ANSES_Projet SUSPECT	154 240	-	-		38 948	-	-	-	-		38 948	-	-	154 240	-
ANR-22-CE41-0003-01_PERSCOL	211 294	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	211 294	-
ANR-22-CE07-0026-01 DelivrO2	181 698	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	181 698	-
EACEA_Project 101082041_TFM ASA_Action Erasmus M	55 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	55 000	-
ANR-22-CE18-0035-02 NEONS	168 455	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	168 455	-
ANR-22-CE09-0003-01_SensET	265 549	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	265 549	-
ANR-22-CE19-0029-03 EndoSurf	200 010	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	200 010	-
ANR -22-CE16-0014-02 - Move-On -Nicolas MALLET	272 895	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	272 895	-
CGCL_Contrat AST CT2022-007	20 833	-	-		10 000	10 000	10 000	-	-		10 000	10 000	10 000	10 833	-
Convention de partenariat pluriannuel - MENJS - Poste IG	105 280	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	105 280	-
ANR-22-PAVH-0003-COMPAC-Marina HONTA	303 480	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	303 480	-
INSERM DR BORDEAUX-INSERM-BOD-2022-14-FINANC	212 378	-	-		212 378	212 378	212 378	-	-		212 378	-	-	-	212 378
ANR-22-CE41-0005-02-TDL-Juliette VOLLET	35 595	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	35 595	-
conv de reversement N°10188/2022 BPCO	45 100	-	-		1 500	685	685	-	-		1 500	685	685	44 415	-
ANR-22-CE19-0029-04 EndoSurf	21 470	-	-		1 995	1 995	1 995	-	-		1 995	1 995	1 995	19 475	-
BENRAMOD 2020-732-DRC-CDR	34 320	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	34 320	-
MOTOR CHUBX - 2020/50 - DRCI	1 512	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	1 512	-
EDF-Contrat de Consortium-VITISOLAR	66 000	-	-		3 992	3 992	3 992	-	-		3 992	3 992	3 992	62 008	-
ANR NUMOPTES ANR-22-CE46-0005-03	101 700	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	101 700	-
CNRS-DR15D-22-029-Rénovation de salle	17 651	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	17 651	-
GA 101084348 - Projet Européen NATURSEA	326 221	-	-		73 022	71 894	71 894	-	-		73 022	31 994	31 994	254 327	39 900
ANR-22-CE37-0024-04 - CEA - Jérôme AUPY	151 420	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	151 420	-
Bourse AFTD-"identification des spécificités cliniques du t	3 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	3 000	-
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVING LABS - Pro	33 000	-	-		14 000	13 510	13 510	-	-		14 000	13 510	13 510	19 490	-
ANR-22-CE16-0004-01 MOTOC	242 814	-	-		35 934	5 398	5 398	-	-		35 934	760	760	237 417	4 638
AAPR 2020-2019-8252020 IR FUNGLASS	55 000	-	-		2 860	2 857	2 857	-	-		2 860	2 857	2 857	52 143	-
CHU-2021-069-DRC-CCR-D / RESCO CHUBX 2016/45	39 042	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	39 042	-
ANR-22-CE45-0004-03 CROSS-TRACTS	208 824	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	208 824	-
ANR-22-CE13-0041-04: Projet CryoNanoLam	136 715	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	136 715	-
CONVENTION N°22CP154-00_FLUOTENSINE_MORGAT	124 200	-	-		34 200	34 160	34 160	-	-		34 200	34 160	34 160	90 040	-
ANR-22-CE-16-00004-02-MOTOC2-Cattaert	132 425	-	-		19 235	1 926	1 926	-	-		19 235	-	-	130 499	1 926
FOND DOTATION BERGONIE- PRIX JOSY REIFFERS	75 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	75 000	-
ANR-20-IDES-0001_ACT_Sandrine RUI	21 500	-	-		3 100	1 200	1 200	-	-		3 100	1 200	1 200	20 300	-
SFAR_Bourse de recherche Elise Langouet	10 000	-	-		1 000	-	-	-	-		1 000	-	-	10 000	-
REGION-AAPR2021-2021-12228610-NOVLAND	105 900	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	105 900	-
ANR-22-PAUK-0011-01 - IVEON_Ukraine	70 000	-	-		35 000	34 431	34 431	-	-		35 000	34 431	34 431	35 569	-
ANR-22-CE48-0001-01 TEMPOGRAL	178 055	-	-		24 546	21 024	21 024	-	-		24 546	21 024	21 024	157 030	0
IIMTPIF-ARDCO 6	90 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	90 000	-
INCA - PLBIO 2022-073 -"AGR2 dans la senescence et l	643 680	-	-		7 500	-	-	-	-		7 500	-	-	643 680	-
Fondation Maladies Rares n° FONDATION -FSMR070801	185 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	185 000	-
SIRIC BRIO Soutien CHERFILS programme PrIME	27 600	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	27 600	-
DRAC_Sub. Fonctionnement_n°651/2014_Arts Visuels_F	1 750	-	-		1 750	-	-	-	-		1 750	-	-	1 750	-
Mission Expertise Morgane DARRICAU	2 032	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	2 032	-
Convention Communauté communes Vallée de l'Homme	22 500	-	-		11 250	11 250	11 250	-	-		11 250	11 250	11 250	11 250	-
ANR-22-CE42-0012-01 MIGNON	168 268	-	-		15 636	15 636	15 636	-	-		15 636	15 636	15 636	152 633	-
ANR-22-CE51-0009-03 FLEXIGAN	101 915	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	101 915	-
ANR-22-CE24-XXXX-01 PRECISE	167 579	-	-		18 822	15 572	15 572	-	-		18 822	15 572	15 572	152 008	-
CIDPMEM-/UB-SMSP-2020-036	6 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	6 000	-
ADERA-AD22-482-SANSAPRO	25 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	25 000	-
ANR-22-CE45-0021-01 V-SMART	213 570	-	-		22 000	19 845	19 845	-	-		22 000	19 845	19 845	193 725	-
ANR-22-CE27-0012-01 LINK	309 282	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	309 282	-
CANCEROPOLE GSO N°2022-E12	20 000	-	-		400	400	400	-	-		400	400	400	19 600	-
ANR_22-CE45-0021-02_V-SMART	117 746	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	117 746	-
ANR_22-CE45-0014-02_MIRE4VTach	96 118	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	96 118	-
INSERM-BOD-2022-20-CONVENTION DE REVERSEMEN	255 000	-	-		212 500	212 415	212 415	-	-		212 500	24 415	24 415	42 585	188 000
LIGUE AAPMRC LCC SESSION 2 2022/LD DOUSSET	154 720	-	-		77 360	-	-	-	-		77 360	-	-	154 720	-
La Métive - Projet Arts en réseaux - WebConcert Hermès	6 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	6 500	-
CRNA-2021/150707206-VITISOLAR	102 531	-	-		3 740	3 740	3 740	-	-		3 740	3 740	3 740	98 791	-
CRNA-2021/13631020-VITISOLAR	6 000	-	-		4 000	2 996	2 996	-	-		4 000	2 996	2 996	3 004	-
INCA-2022-116-TABAC-JCC22-002 (en cours de négociat	119 340	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	119 340	-
ARRETE_F_N°_10-08-2022_GIVET	900	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	900	-
CPER 2.4.01.02- Imageries - CryoCLEMLive	180 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	180 000	-
CPER-DRARI_Capteur IRM Haute sensibilité_Dotation n°	600 000	-	-		378 259	378 259	378 259	-	-		378 259	-	-	221 741	378 259
INCA-2022-202-APPIE	774 753	-	-		57 389	57 389	57 389	-	-		57 389	57 389	57 389	717 364	-
ANR-22-PETQ-0008 PQ-TLS	22 800	-	-		3 800	3 800	3 800	-	-		3 800	3 800	3 800	19 000	-
ITMO - 22CP132-00 - PCSI / 2022 / 3DCellDOS / ANDR	178 404	-	-		13 200	13 200	13 200	-	-		13 200	13 200	13 200	165 204	-
EUROPE - G.A N°101093934 - Projet RADIOBLOCKS	315 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	315 000	-
INSERM-2211086-00-APPIE	253 039	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	253 039	-
Project_101085596 EDAP Jean Monnet	99 998	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	99 998	-
Région Nouvelle Aquitaine CPER DRARI P14 NanoCryoC	212 157	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	212 157	-
ANSM-2022S058-Prescriptions potentiellement inappropri	90 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	90 000	-
KIC - EU - Projet N° 21093 - ALCASIM	66 252	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	66 252	-
AAP_AUF_ILIME : Intervenir en milieu scolaire pour amélio	20 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	20 000	-
ANR-22-CE21-0011-05_UnderPhe	73 879	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	73 879	-
FONDATION CLEMENT FAYAT	117 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	117 000	-
ANR-22-CE27-0016-02 NeHos	116 051	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	116 051	-
INCA-2022-126-RESPPAC	286 308	-	-		21 208	21 208	21 208	-	-		21 208	21 208	21 208	265 100	-
ICVV_UB22-361_SOVIMETA	12 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	12 000	-
INSERM ITMO 22CE070-00	129 600	-	-		9 600	9 600	9 600	-	-		9 600	9 600	9 600	120 000	-
INCA - N°2022-146 SPAV1- 22-034 L'altération de l'activité	566 460	-	-		41 960	41 960	41 960	-	-		41 960	41 960	41 960	524 500	-
ANR-22-CP-J2-0007-01 Chaire professeur Junior	200 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	200 000	-
MISSIONS EUSKAMPUS 1.0-21 CRI4.0	5 500	-	-		5 500	-	-	-	-		5 500	-	-	5 500	-
OIT - N°40359733/0 Enhancing labour standarts & protec	25 440	-	-		21 312	4 940	4 940	-	-		21 312	-	-	20 500	4 940
ANR-22-CPJ2-0010-01 -CHAIRE PJ	200 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	200 000	-
ANR-22-CE14-0033-03: Projet BaT-MS	99 949	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	99 949	-
DA INCa 2022-068 : Projet Maya SALEH	993 600	-	-		73 600	73 600	73 600	-	-		73 600	73 600	73 600	920 000	-
DA INCa 2022-094: Projet SISIRAK	576 504	-	-		42 704	42 704	42 704	-	-		42 704	42 704	42 704	533 800	-
REGION Nouvelle Aquitaine - AAPR2020A-2019-8317110	49 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	49 000	-
Convention de transfert de crédits CNRS _Dotation MISSI	4 000	-	-		1 768	1 768	1 768	-	-		1 768	1 768	1 768	2 232	-
Etude "contrôle non destructif par les méthodes US, IR et	35 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	35 000	-
ANR-22-CE28-0023-03 - IDA	46 330	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	46 330	-
Région - n°14728120 - Cinéma émotif 2.0	15 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	15 000	-
INCA - N°2022-146 SPAV1- 22-034 L'altération de l'activité	253 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	253 000	-
TWIST ANR-22-CE-17-0049-03	96 107	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	96 107	-
BPIFRANCE - Prix PEPITE 2022 - DOS0193401/00	16 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	16 000	-
ADERA-AD22-558 PF Projet M&MS	40 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	40 000	-
PRIX JOSY REFFEIRS - BOURSE DOCTORALE SARAH	75 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	75 000	-
LES RECOLTES DE L'ESPOIR - RE-2023-1AD - GROSSI	5 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	5 000	-
CHU BORDEAUX-CHUBX 2021/50-COLAUTOP	36 036	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	36 036	-
Agence de la biomédecine / 22GREFFE007 / Recherche e	20 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	20 000	-
CHU BORDEAUX-2021-309-DRC-CCR-D-PAPASéPA	33 552	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	33 552	-
FBU-10174/2022-ARÔMES	88 640	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	88 640	-
STELLANTIS -CONTRAT D'ETUDE «OPENLAB ELECTR	185 600	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	185 600	-
Programme PAUSE Collège de France	9 800	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	9 800	-
Projet HYperStock	137 618	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	137 618	-
ANR-22-CE51-0030-01_PLAYER ONE	123 046	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	123 046	-
Ligue contre le cancer : Myriam CAPONE	20 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	20 000	-
Fondation Vaincre Alzheimer : Phenomewide association	100 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	100 000	-
URN 9641	2 567	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	2 567	-
Ecole nationale supérieure des sciences agronomiques de	12 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	12 500	-
CHU AST2022-405: NEODEM	24 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	24 000	-
MOTAC AST CT2022-444	4 800	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	4 800	-
CHU AST2021-645: COATING	6 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	6 000	-

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
AUF-DOSSIER N°2658-SAMIA	15 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	15 000	-
European Research Executive Agency (REA) project 1010	487 295	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	487 295	-
Associaiton Encephalia-M2 PERROT-Equipe Jérôme BAU	3 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	3 500	-
TECHNOPOLE DE LA REUNION -PROJET 118 - MYASS	10 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	10 000	-
FLI_BODESS_RE2_22	14 150	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	14 150	-
FLI_IDEAL_RE2_2022	9 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	9 000	-
REGION_AAPR2022A-2021-17254510_GlioSRM	50 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	50 000	-
FLI_MRESAT_RE2_2022	7 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	7 500	-
ADERA_UB23-AD23-029_E. Moreno_I. Bourdel-Marchass	2 580	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	2 580	-
INSERM: Projet europe HORIZON 2020EDCTP2-PREVAC	35 469	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	35 469	-
ANR-22-CE10-0015-03 -REGECOS	195 490	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	195 490	-
OFB-OFB.21.0446-GEREXPO	26 335	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	26 335	-
IA FOR WOOD Région n°15121220	110 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	110 000	-
Réseau Raul Porras 2023	10 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	10 000	-
ANR-22-ASTR-0008-01-LCDI	68 396	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	68 396	-
ANR 22-CE51-0037-04 MPM4RER	221 469	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	221 469	-
PEPR_DIADEME_ANR-22-PEXD-0004_AMETHYST	454 368	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	454 368	-
Europe_HORIZON-MSCA-2021-SE-01_PsyComed_Marc I	454 275	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	454 275	-
TRANSFERT ECOPHYTO II OFB-22-1498	11 040	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	11 040	-
ANR_22-ChR4-0003-02_SNOW	158 844	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	158 844	-
DECIDE - TB _EDCTP3-2022-CALL1-01-01	1 256 279	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	1 256 279	-
ANR-22-CE10-0014-03_SIRENE	63 280	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	63 280	-
LABEX COTE	4 803 156	5 017 681	4 647 898		126 900	99 152	4 747 050	5 168 939	4 584 992		131 900	103 923	4 688 915	56 106	58 135
EQUIPEX/PHENOVIRT.Phénotypage humain et réalité virt	582 406	751 757	576 223		-	-	576 223	775 226	545 983		19 950	19 950	565 933	6 183	10 290
EQUIPEX ELORPRINTEC	8 076 390	8 251 573	7 603 635		469 350	263 870	7 867 506	8 255 937	7 609 826		409 492	329 480	7 939 305	208 884	- 71 800
LABEX AMADEUS	12 593 961	12 946 967	11 982 878		3 000	586	11 983 464	13 215 696	11 875 650		3 820	724	11 876 374	610 496	107 090
IDEX LAPHIA	7 361 215	7 709 093	7 240 153		60 209	44 913	7 285 065	7 897 940	7 124 108		154 624	137 903	7 262 011	76 149	23 054
IHU-LIRYC.ANR-10-IAHU-0004 -UNIVERSITE DE BORDE	19 120 710	17 018 913	15 580 529		1 730 000	1 647 856	17 228 385	17 026 720	15 580 362		1 730 000	797 847	16 378 209	1 892 325	850 176
projet FRANCE LIFE IMAGING - FLI	4 159 334	4 563 683	3 931 023		59 051	47 052	3 978 075	5 130 913	3 928 947		59 051	46 111	3 975 057	181 259	3 018
A ARCHIVER _ EQPX MUSIC - ANR 11-EQPX-0030-INVE	2 593 798	3 015 291	2 235 171		-	-	2 235 171	3 093 975	2 466 986		-	-	2 466 986	358 628	- 231 815
TRAIL Internal Call 2013	8 365 082	8 641 795	8 117 567		104 684	62 712	8 180 279	8 711 273	8 009 573		113 490	71 502	8 081 075	184 803	99 205
IDEX - Action KIC - KIC Raw Materials - FIN 239	919 779	794 176	709 779		87 500	84 186	793 965	796 213	709 665		87 614	84 186	793 851	125 814	114
IDEX - Formation - Innovation Maquettes - SHS pour tous	257 615	247 671	232 439		25 176	20 417	252 856	250 650	230 946		26 670	20 417	251 363	4 760	1 493
BRAIN_ENB	895 059	1 028 007	892 977		-	-	892 977	1 062 650	889 279		758	757	890 036	2 082	2 941
IDEX - Chaire junior 2015- SCHMITT - T4MS - FIN 372	366 379	445 101	198 720		7 550	7 415	206 135	398 528	198 646		7 550	7 415	206 061	160 244	74
BRAIN_IMN_PLATEFORME	591 018	780 449	584 552		-	-	584 552	819 855	578 439		487	472	578 911	6 466	5 641
MoocInnov +	869 301	1 274 308	693 746		-	-	693 746	1 206 974	689 364		-	-	689 364	175 555	4 382
BRAIN_NCM_FRICK	146 065	155 173	136 198		5 000	4 981	141 179	156 019	135 916		5 000	4 981	140 897	4 885	282
IDEX - Formation - Innovation Maquette - Patient Virtuel -	109 200	135 993	108 640		-	-	108 640	136 820	108 585		-	-	108 585	560	55
IDEX - Bibliométrie DirDoc - FIN 793	1 383 708	1 413 619	1 346 096		37 454	37 454	1 383 550	1 038 405	981 254		229 310	229 310	1 210 565	159	172 985
IDEX - Attractivité - Chaire senior 2016 - BOUY - FIN 442	300 000	300 596	261 783		14 066	10 437	272 220	363 255	260 746		15 086	9 850	270 596	27 780	1 624
PERSEVERANCE SCOLAIRE AVEC/PAR LES OBJETS N	358 136	495 447	305 767		38 863	38 863	344 630	505 939	303 657		38 863	38 863	342 520	13 506	2 110
IDEX PILOTAGE MS DIRECTION DES RESSOURCES FI	1 840 282	1 434 438	1 372 082		218 350	218 350	1 590 432	1 434 438	1 372 082		218 350	218 350	1 590 432	249 850	-
IDEX. Pilotage. MS DGP Fin 506	2 097 748	2 135 644	2 048 387		-	-	2 048 387	2 149 059	2 041 866		-	-	2 041 866	49 361	6 521
IdEx. Pilotage. MS DIPE FIN 507	3 269 837	2 435 481	2 265 993		460 000	433 051	2 699 044	2 439 571	2 264 165		460 000	433 051	2 697 216	570 793	1 828
IDEX PILOTAGE MS BACI FIN 512	971 375	746 404	679 620		132 783	130 759	810 379	751 085	673 006		139 397	131 184	804 189	160 996	6 190
IDEX PILOTAGE MS RIPI FIN 511	697 367	598 108	569 368		99 498	98 833	668 201	598 108	569 368		99 498	98 833	668 201	29 165	-
IDEX PILOTAGE MS CED FIN 509	1 030 472	721 530	714 393		140 556	139 347	853 740	721 530	714 393		140 556	139 347	853 740	176 732	-
IDEX CHAIRE SENIOR SOLIGNAC FIN 522	159 800	261 455	139 465		-	-	139 465	265 095	138 242		-	-	138 242	20 335	1 223
IDEX PILOTAGE MS MAPI FIN 513	1 487 853	979 772	961 096		245 000	239 489	1 200 585	979 772	961 096		245 000	239 489	1 200 585	287 269	-
IDEX ENTREPRENEURIAT FIN 529	551 301	459 980	358 217		79 360	77 583	435 800	490 690	338 769		98 809	69 561	408 329	115 501	27 471
IDEX ATTRACTIVITE CHAIRES INTERNATIONALES ASS	644 000	727 516	587 333		50 177	49 994	637 327	733 051	584 929		52 582	49 994	634 922	6 673	2 404
IDEX PILOTAGE MS DIR COMM FIN 530	622 901	486 623	442 692		80 361	79 982	522 674	489 148	441 400		80 361	79 982	521 382	100 227	1 292
IDEX PILOTAGE MS DRI FIN 531	1 079 367	805 773	746 825		110 851	110 851	857 677	805 773	746 825		110 851	110 851	857 677	221 690	-
IDEX FORMATION DEFI INTERNATIONAL FIN 548	573 700	542 982	419 910		53 700	44 853	464 763	556 434	414 146		53 700	44 853	458 999	108 937	5 764
IDEX. Intensifier l'innovation et l'entrepreunariat. UB Friend	150 000	197 055	50 335		5 033	5 033	55 369	197 055	50 257		5 033	5 033	55 291	94 631	78
IDEX. Internationalisation Plateforme Europe FIN 600	1 163 270	1 001 794	787 613		142 849	138 739	926 352	1 218 302	729 257		201 205	102 184	831 442	236 918	94 911
IdEx. Formation. Innovation Maquettes. Licence franco-alle	23 639	33 479	17 863		5 776	4 537	22 400	37 234	17 412		6 227	4 537	21 949	1 239	451
IDEX. DOCTORAT INTERNATIONAL.MOBILITE FIN 611	301 550	295 450	252 134		49 416	24 800	276 934	315 933	245 759		55 791	22 070	267 829	24 616	9 105
IDEX FORMATION AMBASSADEURS/Accompagnement	195 420	189 207	171 800		20 618	20 618	192 418	192 950	171 342		21 077	20 618	191 960	3 002	459
IDEX INTERNATIONAL INDOFRENCH RESEARCH LAB	43 000	51 561	26 484		16 516	14 676	41 161	52 471	26 483		16 517	14 676	41 160	1 839	1
IDEX SOUTIEN PHD CAREER CENTER FIN 649	1 241 220	784 851	693 379		268 000	250 961	944 340	902 299	662 912		268 000	256 919	919 831	296 881	24 509
IDEX. Formation. MI. IPCV. Heures FIN 662	17 770	16 505	13 290		4 480	-	13 290	16 505	13 290		4 480	-	13 290	4 480	-
IDEX.partenariat renforcé. Euskampus Fin 688	391 513	326 185	313 959		73 513	73 513	387 472	326 217	313 927		73 513	73 513	387 440	4 041	31
IDEX.INTERNATIONAL.LTC.QuantumChemPhys FIN 665	115 000	27 692	17 055		52 945	2 806	19 862	29 026	17 055		52 945	2 806	19 862	95 138	-
IDEX.International. LIA LUMAQ FIN 670	20 000	31 927	13 199		5 724	5 724	18 923	32 133	13 130		5 724	4 807	17 937	1 077	986
IDEX INTERNATIONAL LTC AENIGME FIN 664	15 000	22 924	14 311		-	-	14 311	22 963	14 305		-	-	14 305	689	7
IDEX.INTERNATIONAL.PROJET CNPA FIN 671	35 000	35 134	21 177		13 823	10 956	32 133	40 144	21 177		13 823	9 272	30 449	2 867	1 683
IDEX. Formation. MI. Master International de Neuroscienc	22 034	41 527	18 472		3 562	1 242	19 714	41 527	18 472		3 562	1 242	19 714	2 320	-
IDEX.INTERNATIONAL.LIA ARTEMIR. FIN 687	38 106	30 690	20 305		12 801	5 197	25 502	30 704	20 187		12 813	5 197	25 383	12 605	118
IDEX.INTERNATIONAL.LIA NextPV FIN 685	33 000	36 405	21 801		6 199	3 750	25 551	36 107	21 628		6 372	-	21 628	7 449	3 923
IDEX.INTERNATIONAL.Vie étudiante accueil des étudiant	114 000	168 574	104 105		9 895	9 865	113 970	191 651	97 768		16 351	10 707	108 475	30	5 495
IDEX.FORMATION.Innovation maquette. Master Droit des	127 028	142 844	124 525		1 735	1 735	126 260	143 067	124 041		1 921	1 921	125 962	768	298
IDEX.ATTRACTIVITE.Chaires Junior 2016 - Vanja SISIRA	336 414	284 504	230 687		43 563	43 563	274 250	284 504	230 975		43 654	43 654	274 629	62 165	- 379
IDEX. PILOTAGE. GOUVERNANCE FIN 701	243 317	238 498	198 317		40 000	32 440	230 757	266 241	182 889		55 428	36 175	219 063	12 560	11 694
IDEX. Talents. Chaires Junior 2017 Johan GARAUDE FIN	302 541	319 057	302 500		-	-	302 500	326 229	300 636		11	11	300 647	40	1 853
IDEX. Talents.Chaires Junior 2017 Yaser HASHEM FIN 72	265 472	321 412	261 466		3 371	3 371	264 837	327 629	260 696		4 140	3 922	264 619	635	218
IDEX.Talents. Chaires Junior 2017 / Alexandre ZENON FI	354 000	354 195	312 915		41 085	37 580	350 495	356 208	312 129		41 871	36 636	348 764	3 505	1 730
IDEX. INTERNATIONAL.BIS DESTINATIONS PROSPECT	46 203	84 902	46 203		-	-	46 203	84 815	46 203		-	-	46 203	-	-
IDEX.TALENT MANAGEMENT PROMOTION DES CARRI	438 000	398 800	321 116		10 000	8 000	329 116	516 300	277 616		46 000	44 000	321 616	108 884	7 501
SYSNUM	2 702 200	2 289 659	1 983 076		18 300	10 503	1 993 579	2 339 953	1 976 211		20 350	11 480	1 987 692	708 621	5 887
IdEx.TALENTS. Manufacturing / Usine du Futur FIN 749	18 000	34 653	15 177		2 823	2 538	17 715	34 791	15 111		2 889	2 538	17 649	285	65
IDEX. International. Gest lab Waterloo PEREAU FIN 752	14 740	35 928	10 242		4 438	4 438	14 680	37 444	10 242		4 438	4 438	14 680	60	-
IDEX.FORMATION NEWDEAL FIN 754	598 943	205 829	171 543		114 950	109 255	280 798	205 812	171 170		115 323	109 684	280 854	318 145	- 56
IDEX. Formation. MI. Mobilité BIDiplômante Internationale	7 800	18 509	5 496		2 304	1 561	7 057	18 509	5 496		2 304	1 561	7 057	743	-
IdEx. Promotion internationale des formations FIN 766	1 049 000	885 926	696 573		170 208	160 400	856 972	888 627	696 165		170 216	157 579	853 745	192 028	3 228
IDEX. Chaires Junior 2017 / Lisa ROUX FIN 772	314 590	337 539	289 509		24 772	24 772	314 282	370 620	274 246		27 003	23 589	297 836	308	16 446
IDEX. Chaires Senior 2017 / Olivier BARGAIN FIN 770	216 420	145 928	102 530		63 932	47 078	149 608	149 457	101 918		64 544	47 403	149 321	66 812	287
EUR Digital Public Health (DPH)	4 517 700	599 398	498 130		370 383	214 444	712 574	599 398	488 464		370 383	190 493	678 957	3 805 126	33 616
EUR Neurosciences	6 537 650	1 304 099	1 202 128		722 017	705 151	1 907 280	1 304 099	1 147 434		722 017	688 679	1 836 112	4 630 370	71 167
EUR LIGHT Sciences & Technologies	5 166 650	603 842	431 423		357 121	187 099	618 523	603 842	384 209		357 121	177 337	561 547	4 548 127	56 976
IdEx. International. LIA PACCI (ex WAICRID) FIN 798	30 000	30 233	24 873		5 127	5 127	30 000	34 956	22 718		7 282	5 260	27 979	-	2 021
IDEX.IMédialab.Numérique pour la formation. Projet GOF	310 515	197 571	142 177		39 334	39 334	181 511	197 571	142 177		39 334	39 334	181 511	129 004	-
IDEX - STEP - Immersion sur les Terrains de l'Anthropolog	194 895	82 940	35 388		39 088	29 791	65 179	82 940	31 932		42 544	20 909	52 841	129 716	12 338
IDEX.international.Doctorat 2018 FIN 797	675 700	650 314	641 825		26 101	26 101	667 926	650 314	641 825		26 101	26 101	667 926	7 774	-
IdEx.international.Doctorat "Thèses pilotes attractivité" FIN	410 208	376 351	363 250		32 330	32 330	395 580	376 351	363 250		32 330	32 330	395 580	14 628	-
IDEX. ATTRACTIVITE Chaires Junior Op Neurocampus S	281 480	208 364	192 080		69 713	69 500	261 580	193 364	192 080		69 713	69 500	261 580	19 900	-
IDEX. ATTRACTIVITE Chaires Junior Op Neurocampus A	276 480	219 485	199 207		45 273	41 816	241 023	199 485	199 207		45 273	41 816	241 023	35 457	-
IdEx.Numérique pour la recherche. Archive ouverte institut	469 867	425 883	281 337		69 088	36 999	318 336	524 237	272 715		77 710	36 999	309 714	151 531	8 622
IdEx.THE HUB HEBERGEMENT DE STARTUP. FIN 818	1 450 000	1 570 446	279 554		-	-	279 554	1 278 408	260 573		-	-	260 573	1 170 446	18 981
Fond Mutualisé EUR	2 464 180	326 004	171 848		-	-	171 848	326 004	171 848		-	-	171 848	2 292 332	-
IDEX.MASTER INTERNATIONAUX.projet FORMATION F	11 816	17 101	8 968		2 848	2 848	11 816	18 018	8 538		3 279	2 848	11 386	-	431
IDEX.Formation de demain.AERONAUTIX - FIN 814	2 000 000	2 278 521	1 787 425		58 729	49 061	1 836 486	1 771 044	1 072 267		58 729	45 541	1 117 808	163 514	718 678
IDEX.STEP - Intégration de l'enseignement clinique du drc	144 065	45 710	33 332		8 024	8 023	41 355	46 195	32 878		8 266	8 023	40 900	102 710	454
IdEx. Défis scientifiques-Emergences / AutoLip A. BERNA	29 700	34 792	28 666		562	511	29 178	37 182	27 827		562	511	28 338	522	840
IDEX Chaire Junior 2018 / Mikayel AZNAURYAN FIN 844	154 020	258 537	109 069		44 951	44 923	153 992	263 800	108 575		45 445	44 825	153 399	28	593
IDEX.Laboratoires Internationaux. Projet INNOGRAPE /Fil	30 000	15 091	14 909		-	-	14 909	15 208	14 793		-	-	14 793	15 091	116
IDEX. Talents.Chaires Junior 2018 / Timea CSENGERI FI	240 800	197 747	145 144		68 997	49 526	194 670	197 755	144 463		49 678	49 457	193 920	46 130	750
ANR-17-NCUN-0006-NEW_DEAL	9 700 000	2 475 796	2 237 507		1 277 018	1 236 396	3 473 902	2 421 860	2 171 112		1 342 288	1 301 493	3 472 606	6 226 098	1 297
IdEx Programme FTLV. Plateforme de formation MERCUR	130 000	150 313	96 617		-	-	96 617	150 313	96 617		-	-	96 617	33 383	-
IdEx.Programme FTLV. Plateforme de formation MERCUR	1 740	3 480	1 325		331	331	1 656	3 480	1 325		331	331	1 656	84	-
IDEX LUTIN (L'usine du Transformation Numérique) FIN 8	2 846 914	1 550 350	1 472 612		597 517	523 812	1 996 423	1 571 414	1 472 612		597 517	523 812	1 996 423	850 491	0
IDEX Projet STEP DUTC	62 314	34 859	16 927		-	-	16 927	34 859	16 927		-	-	16 927	45 387	0
IDEX Chaire Senior 2018 / David-Alexandre TREGOUET F	214 900	150 277	144 009		50 733	39 195	183 204	154 747	141 665		53 078	37 005	178 669	31 696	4 535
IdEx.Formation.Fonds FLEX.ISPED-APHEA (ex CEPH)He	96 000	76 770	41 953		54 047	26 895	68 848	76 770	41 953		54 047	26 895	68 848	27 152	-
IDEX INTERNATIONALISATION FONCTIONNEMENT PL	49 484	32 933	22 011		10 650	6 113	28 124	34 920	19 386		13 276	6 491	25 877	21 360	2 247
IDEX. Talents.Chaires Junior 2018 / Nicolas MARTIN FIN	183 884	207 654	70 764		10 402	5 728	76 492	207 266	70 850		11 278	4 831	75 680	107 392	812
IDEX Student empowerment (dont entrepreneuriat et initiat	65 000	67 756	53 649		-	-	53 649	68 247	50 399		3 200	3 200	53 599	11 351	50
IdEx.Chaire internationale JUODKAVIS 2016 FIN 897	100 000	98 671	86 298		13 702	13 699	99 997	98 671	84 617		15 383	15 196	99 812	3	185
IDEX INTELLIGENCE ARTIFICIELLE FIN 899	200 000	92 000	82 690		16 079	4 079	86 769	93 690	80 724		16 079	4 339	85 063	113 231	1 706
IDEX Bordeaux Summer Schools Ingénierie FIN 900	114 953	98 985	54 950		41 105	27 913	82 862	102 287	54 911		41 144	27 913	82 824	32 091	39
IdEx.Numérique pour la recherche. Plateforme mutualisée	49 447	70 000	32 412		17 035	-	32 412	70 000	32 412		17 035	-	32 412	17 035	-
IDEX Défi international - RoboCup 2020 FIN 920	164 400	172 540	80 341		40 600	38 891	119 232	173 269	80 153		40 698	34 215	114 368	45 168	4 864
IDEX MS et fonctionnement DIPSI FIN 921	4 125 435	2 420 512	2 301 244		903 941	902 365	3 203 609	2 421 451	2 243 172		937 513	937 328	3 180 500	921 826	23 109
IDEX MS Contrôleur de gestion IdEx FIN 922	158 480	99 900	71 555		42 425	42 425	113 980	99 900	71 555		42 425	42 425	113 980	44 500	-
PROGRAMME EUR_RECETTES FLECHEES	7 459 980	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	7 459 980	-
PROGRAMME IDEX-RECETTES FLECHEES	155 021 744	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	155 021 744	-
IDEX.STEP - PRATIK'Biophar	22 181	4 441	2 941		6 648	6 648	9 589	4 441	2 941		6 648	6 648	9 589	12 592	-
IDEX. International. Bordeaux-Waterloo. Workshop AI FIN	122 000	149 642	45 199		76 801	-	45 199	149 930	45 119		76 881	-	45 119	76 801	80
IDEX Transfers-Fluids-Materials in Aeronautical and Spac	2 485	2 981	2 485		-	-	2 485	2 981	2 485			-	2 485	-	-
IDEX. International. LIA ARCHE FIN 926	30 000	21 749	19 025		10 975	10 965	29 991	20 000	19 900		10 100	2 105	22 005	9	7 985
IDEX Transfers-Fluids-Materials in Aeronautical and Spac	12 777	15 599	4 163		8 614	7 334	11 496	15 726	4 163		8 614	5 051	9 213	1 280	2 283
IdEx MS SCAF FIN 923	493 000	291 000	266 809		111 691	111 101	377 910	291 000	266 809		111 691	111 101	377 910	115 090	-
IdEx.Formation.PAS.DAEES.NewDEAL.FIN 933	252 000	144 000	130 909		58 586	58 345	189 254	144 000	130 909		58 586	58 345	189 254	62 746	-
IDEX.Suite innov maquette.Int niv licence.Smartphoniaq.F	5 000	5 000	-		5 000	-	-	5 000	-		-	-	-	5 000	-
IdEx. Formation.Fonds FLEX.CDD accompagnement des	99 000	65 530	51 769		35 000	29 253	81 022	65 530	51 769		35 000	29 253	81 022	17 978	-
IDEX.LIA.FKMathLIA. FIN 954	27 000	17 000	7 000		10 000	9 758	16 758	17 000	7 000		10 000	9 758	16 758	10 242	-
IDEX.BIS UCLA.LEMOINE.FIN 957	4 565	5 676	2 429		-	-	2 429	5 676	2 410		-	-	2 410	2 137	18
IDEX.LIA.ALLIES.PEREAU.FIN 955	6 000	1 397	1 397		1 603	1 596	2 993	1 397	1 397		1 603	1 596	2 993	3 007	-
IDEX.Post Doc Int.Xinqian LENG.FIN 958	117 801	131 044	105 347		-	- 3 272	102 075	131 044	105 346		-	- 3 272	102 074	15 726	1
IDEX.Post-doc 2019.BENABOU ZDAOU.FIN 952	125 527	132 339	124 933		67	67	125 000	133 261	124 459		540	67	124 526	527	473
IDEX.Post-doc Int 2019.Ana FARINHA.FIN 961	125 421	122 421	107 895		17 526	12 116	120 011	122 421	107 895		17 526	12 116	120 011	5 409	0
IdEx.Doctorat international 2019.FIN 963	772 500	542 500	512 854		210 691	208 130	720 984	542 500	512 854		210 691	208 130	720 984	51 516	-
IdEx.international.Attractivité M to D 2019 FIN 970	284 800	208 400	202 218		75 376	75 363	277 581	208 400	202 218		75 376	75 363	277 581	7 219	-
IdEx.Émergence.OWEN.FIN 973	30 000	35 815	26 191		3 809	3 748	29 939	36 813	26 070		3 930	3 748	29 818	61	121
IdEx.Emergence.REAPER.FIN 974	29 000	29 000	13 858		2 519	2 519	16 377	29 000	10 658		5 719	5 719	16 377	12 623	-

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
IDEX.DEFIS SCIENTIFIQUES Campagne 2019.Emergenc	28 000	32 711	20 910		7 090	7 006	27 916	33 219	12 781		15 219	15 135	27 916	84	-
IDEX.DEFIS SCIENTIFIQUES Campagne 2019.Emergenc	29 000	29 287	21 447		7 286	7 286	28 732	29 538	21 333		6 902	6 902	28 235	268	498
IDEX.DEFIS SCIENTIFIQUES.Emergence 2019.LALANNE	28 000	31 987	25 121		-	2 271	22 850	32 061	24 746		-	2 271	22 475	5 150	375
IDEX.Chaires senior.Maya SALEH.FIN 975	363 200	374 468	292 412		39 708	21 173	313 585	379 905	282 468		49 651	21 173	303 641	49 615	9 943
IdEx Chaires junior 2019 Petya KRASTEVA FIN 979	300 000	251 825	215 121		69 050	68 307	283 428	252 213	215 028		69 143	65 987	281 015	16 572	2 413
IdEx.MS Assistante pôle RIPI.FIN 980	102 805	54 639	54 566		18 138	18 138	72 705	54 639	54 566		18 138	18 138	72 705	30 100	-
IDEX.Visiting Scholars 2019.BARRADO.FIN 982	9 125	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	9 125	-
IdEx.Visiting Scholars 2019.DEMING.FIN 983	15 000	-	-		15 000	14 420	14 420	-	-		15 000	14 420	14 420	580	-
IDEX.Visiting Scholars 2019.D. GORDON FIN 984	8 500	-	-		8 500	1 666	1 666	-	-		8 500	1 661	1 661	6 834	6
IdEx.Visiting Scholars 2019.Paule HALLEY.FIN 986	8 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	8 500	-
IdEx.Talents.Visiting Scholars 2019.Hamed MAJEDI FIN 9	11 750	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	11 750	-
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2019-2.Joan RICHTSME	34 500	-	-		20 715	20 715	20 715	-	-		20 715	20 715	20 715	13 785	-
IDEX.TALENTS.ChairesJunior2019.Emmanuelle THINON	258 400	212 781	155 526		34 374	23 571	179 097	216 976	152 262		37 638	17 207	169 469	79 303	9 628
IDEX.Talents.Visiting Scholars 2019 Alexander MELNIKO	27 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	27 000	-
IdEx.Talents.Visiting Scholars 2019.Maxim SUKHAREV.FI	8 500	2 000	6		-	1 468	1 462	2 000	6		-	1 468	1 462	9 962	-
IDEX.TALENTS.VisitingScholars2019-2.E.VECINO FIN 99	40 000	19 273	19 273		-	-	19 273	19 273	19 273		-	-	19 273	20 727	-
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2019-2.Florian GIRELLI	11 750	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	11 750	-
IDEX STEP - Maths pour les sciences (M4S)	12 124	18 247	6 477		2 647	1 512	7 989	18 247	6 477		2 647	1 512	7 989	4 135	-
IdEx.MS DRV. FIN 1000	1 872 563	838 000	829 652		506 411	501 075	1 330 727	838 000	829 652		506 411	501 075	1 330 727	541 836	-
IDEX.TALENTS.ChaireSenior2019.Nicolas REYES FIN 10	518 450	487 983	386 966		89 500	85 064	472 030	487 983	372 430		104 036	98 137	470 567	46 420	1 463
IDEX.TALENTS.Fonds intervention.Financement Post-Doc	124 300	91 660	83 096		33 214	33 206	116 302	91 660	83 096		33 214	33 206	116 302	7 998	-
IdEx.Talents.Chaire Junior.Etienne DUCROT. FIN 1003	220 000	70 157	50 741		61 587	60 829	111 570	70 219	47 506		63 772	61 833	109 338	108 430	2 231
IDEX.Pré-maturation SPARK.BORDSFORD FIN 1006	111 200	100 000	88 017		16 895	16 892	104 909	115 000	87 157		17 755	16 892	104 049	6 291	860
IDEX.Prématuration.VIBI.PAIVA DOS SANTOS.FIN 1007	3 000	1 535	35		-	22	14	1 535	35		-	22	14	2 987	-
IDEX STEP - Projet "GAME"	40 104	6 209	13 896		12 800	12 800	1 096	8 529	13 896		12 800	12 800	1 096	41 200	-
IdEx Prematuration - PAIVA DOS SANTOS Projet VIBI FIN	30 500	30 500	22 650		7 850	7 395	30 045	30 500	20 521		9 979	9 470	29 991	455	54
IDEX.PREMATURATION.VIBI.PAIVA DOS SANTOS.FIN 1	53 000	44 971	39 841		13 159	13 159	53 000	49 017	38 709		14 291	13 159	51 868	-	1 132
IDEX.BIS.MCGILL.LABADIE.FIN 1010	1 730	1 645	15		1 715	15	-	1 645	15		1 715	15	-	1 730	-
IDEX. INTERNATIONAL. BIS JAPON. ZANOLLI. FIN 1011	2 400	2 300	-		2 400	2 400	2 400	2 300	-		2 400	2 400	2 400	-	-
RHU 4 - SHiVA ANR-18-RHUS-0002	4 765 819	2 648 043	939 755		812 000	717 256	1 657 011	2 661 243	915 614		812 000	468 160	1 383 774	3 108 808	273 237
IDEX.Cotisations CDI Masse salariale Fonds IdEx. FIN 10	315 233	153 520	147 233		58 692	58 692	205 926	153 520	147 233		58 692	58 692	205 926	109 308	-
IDEX.PREMATURATION.SPARK.FIN 1014	10 000	8 501	5 278		-	-	5 278	8 779	5 276		-	-	5 276	4 722	2
IDEX.Conf. intern. 2020.27th wks of the International Stro	7 000	4 000	-		7 000	6 405	6 405	4 000	-		7 000	6 073	6 073	595	332
IDEX.Talent Management.Fonds FLEX.Francisco d'ERRIC	100 000	87 600	70 742		29 258	29 230	99 972	87 600	70 447		29 553	29 525	99 972	28	-
IDEX STEP - Préparation aux concours de l'ENM en e-lear	57 364	52 587	24 080		4 570	4 570	28 650	52 587	24 080		4 570	4 570	28 650	28 713	-
IDEX Evering FIN 1019	1 273 304	757 281	666 443		336 293	332 784	999 227	781 786	598 593		404 142	369 527	968 120	274 077	31 107
IDEX.Master Internationaux.Master Cancer FIN 1020	16 957	13 949	7 360		9 597	4 037	11 398	13 949	7 360		9 597	4 037	11 398	5 560	-
IDEX.Prématuration.Cool-SPS Fin 1022	77 200	86 180	72 996		-	-	72 996	86 939	72 629		367	-	72 629	4 204	367
IdEx.Fonds de prématuration.DECONANO FIN 1023	62 472	63 647	59 487		-	7 152	52 335	63 647	57 691		1 797	5 356	52 334	10 136	1
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2019 A. BREIT SMITH F	16 800	1 736	1 736		-	-	1 736	1 736	1 736		-	-	1 736	15 064	-
IdEx.Structuration et organisation de la démarche develop	250 696	111 696	84 686		110 547	110 502	195 188	111 696	80 772		114 460	109 167	189 940	55 509	5 248
IDEX.Talents.Visiting Scholars 2020 Olalla NIETO FAZA F	17 250	-	-		17 005	17 005	17 005	-	-		17 005	17 005	17 005	245	-
IDEX.Talents.Visiting Scholars 2020 Li-Lian WANG FIN 1	8 500	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	8 500	-
IDEX.Parcours Formation de formateurs à l'international (F	4 348	7 656	1 040		3 308	3 147	4 187	7 656	1 040		3 308	3 147	4 187	161	-
IdEx.Talents.Chaires Junior / Op Neurocampus.WAGNER	180 000	107 500	107 109		54 500	53 737	160 846	107 500	107 109		54 500	53 737	160 846	19 154	-
IdEx.Talents.Chaires Junior / Op Neurocampus TAKAHAS	180 000	49 605	49 562		-	-	49 562	49 605	49 562		-	-	49 562	130 438	-
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le départements	247 000	254 097	247 000		-	-	247 000	254 132	246 814		-	-	246 814	0	186
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département I	81 000	81 442	80 557		-	-	80 557	82 083	78 955		1 602	1 602	80 557	443	0
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le départements	126 000	143 443	107 050		-	-	107 050	143 443	107 050		-	-	107 050	18 950	-
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département I	94 000	104 187	72 345		-	-	72 345	104 187	72 345		-	-	72 345	21 655	0
IDEX.INTERNATIONAL.WATERLOO.BENOIS-PINEAU M	10 260	2 630	915		7 214	7 214	8 129	3 355	909		7 219	7 214	8 123	2 131	5
IDEX.INTERNATIONAL.WATERLOO.BERNON-CHOI FIN	9 000	9 000	1 365		7 619	7 619	8 984	9 000	1 316		7 668	6 604	7 920	16	1 064
IDEX.INTERNATIONAL.WATERLOO.PROUST-LIMA-SEN	7 000	7 000	1 500		3 259	3 259	4 759	7 000	1 500		3 259	3 259	4 759	2 241	-
IDEX.INTERNATIONAL.WATERLOO.TZOURIO-MORITA	6 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	6 000	-
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 PERRIOT FIN 104	5 700	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	5 700	-
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 DONIZETTI DE OL	8 500	580	580		-	580	-	580	580		-	580	-	8 500	-
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 LABICHE FIN 1045	47 500	47 847	45 717		-	-	45 717	47 847	45 717		-	-	45 717	1 783	-
IDEX.Talents.Visiting Scholars 2020 PONCE DE LEON FE	8 500	853	853		7 647	6 757	7 610	853	853		7 647	6 757	7 610	890	-
IdEx.Master inter Science Without Borders FIN 1026	4 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	4 000	-
IDEX.BIS CHINE. D'ERRICO FIN 1048	10 000	-	-		10 000	-	-	-	-		10 000	-	-	10 000	-
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département	470 000	525 904	469 295		176	176	469 471	526 036	468 921		373	219	469 141	529	330
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département	110 000	110 086	109 603		-	-	109 603	110 604	109 085		-	-	109 085	397	518
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département	230 000	238 000	230 000		-	-	230 000	238 000	230 000		-	-	230 000	-	-
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour département Sc	294 000	303 588	292 191		-	-	292 191	303 588	288 391		1 000	1 000	289 391	1 809	2 800
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département	205 000	295 300	200 000		-	-	200 000	295 300	200 000		-	-	200 000	5 000	-
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département	563 000	580 937	562 883		-	-	562 883	580 937	562 883		-	-	562 883	117	-
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département	70 000	74 522	70 000		-	-	70 000	74 522	69 293		313	313	69 606	-	395
IDEX Fonds d'animation Scientifique transverse commissio	300 000	334 915	279 685		-	-	279 685	342 523	264 685		15 000	15 000	279 685	20 315	-
IdEx.BIS Japon. S. RIGAUD FIN 1049	6 300	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	6 300	-
IdEx.BIS Japon. O. KEROUREDAN FIN 1050	1 700	-	-		1 700	337	337	-	-		1 700	337	337	1 363	-
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 VASILIADIS FIN 1	15 000	-	-		15 000	13 549	13 549	-	-		15 000	13 549	13 549	1 451	-
IDEX.Fonds prématuration.projet CELTIQUES FIN 1061	61 500	64 848	56 577		1 017	1 017	57 595	79 661	56 488		1 057	1 057	57 545	3 905	50
IDEX.Ambassadeurs.BaltyKool FIN 1063	45 000	28 500	28 500		16 500	16 500	45 000	28 500	28 500		16 500	16 500	45 000	-	-
IDEX Fonds pour l'animation scientifique Fédération des p	663 000	322 578	322 578		267 422	259 000	581 578	300 578	300 578		289 422	191 000	491 578	81 422	90 000
IDEX.Etude pour l'intensification de la stratégie innovation	144 000	217 256	70 744		-	-	70 744	242 123	50 975		-	-	50 975	73 256	19 769
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 José OBRIEN FIN	10 125	2 000	-		9 214	9 214	9 214	2 000	-		9 214	7 315	7 315	911	1 899
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 ALIZADEH FIN 10	8 500	-	-		7 443	7 429	7 429	-	-		7 443	7 351	7 351	1 071	77
ACCES_UB	5 411 741	949 255	732 887		351 047	305 632	1 038 519	949 177	732 693		351 047	305 045	1 037 739	4 373 222	780
IdEx.mission d'appui pour le pilotage stratégique VIA Inno	160 000	170 586	139 150		20 850	18 667	157 817	203 986	70 710		89 290	49 379	120 089	2 183	37 728
IdEx.Formation. Simba S. FIN 1071	1 400 000	1 098 719	939 979		250 000	249 960	1 189 940	1 159 069	693 146		496 833	494 794	1 187 939	210 060	2 000
IDEX STEP PIX	85 139	9 026	7 040		6 454	6 454	13 494	14 306	9 680		6 454	6 454	16 134	71 645	2 640
IDEX. Ingénierie GPR FIN 1074	66 842	94 079	43 331		23 511	23 511	66 842	94 079	43 331		23 511	23 511	66 842	-	-
IDEX. Master international.Environmental Contamination a	1 900	1 900	-		1 900	-	-	1 900	-		1 900	-	-	1 900	-
IDEX. Master international.Environmental Contamination a	12 844	6 753	2 605		5 891	4 600	7 205	6 753	2 605		5 891	4 600	7 205	5 639	-
IDEX STEP - AUDIANCE	26 094	18 201	-		14 630	14 630	14 630	18 201	-		14 630	14 630	14 630	11 464	-
IDEx. accompagnement RHU SHIVA FIN 1078	198 000	70 700	69 519		46 500	46 427	115 946	70 700	69 519		46 500	46 427	115 946	82 054	-
IDEX. Fonds d'intervention recherche sur le Covid 19 FIN	258 915	270 738	156 823		-	-	156 823	270 738	156 823		-	-	156 823	102 092	-
IdEx UB-C19 SPARK-COVID-IMMUNOLD FIN 1082	25 000	30 000	19 058		5 942	5 918	24 976	30 000	15 920		9 080	8 520	24 440	24	536
IdEx UB-C19 SPARK-LED MFP FIN 1083	10 000	5 000	4 233		5 767	5 766	10 000	5 000	4 233		5 767	5 766	10 000	0	-
IdEx UB-C19 COVIDPRISON FIN 1085	15 000	738	738		5 000	3 713	4 451	738	738		5 000	3 713	4 451	10 549	-
IdEx UB-C19 - P3 FIN 1086	56 211	67 553	55 946		265	265	56 211	66 943	55 681		265	265	55 946	-	265
Convention de Collaboration et de Financement dans le ca	50 000	50 000	49 993		-	-	49 993	50 000	49 993		-	-	49 993	7	-
IDEX - STEP - DidacMath	9 785	14 069	-		7 110	-	-	14 069	-		7 110	-	-	9 785	-
IDEX.Formation.Fonds FLEX.ISPED-CEPH Fonctionnemer	18 000	13 814	1 186		16 814	16 813	17 999	13 814	1 186		16 814	1 094	2 280	1	15 719
Idex. Talents. Chaires senior.Caroline Tokarski.FIN 1089	525 000	485 500	453 150		56 850	43 415	496 565	485 500	453 150		56 850	41 896	495 045	28 435	1 519
IDEX. International. LIA.ABASC. FIN 1091	10 000	10 000	4 979		21	-	4 979	10 000	4 979		21	-	4 979	5 021	-
IdEx. UB-C19.BIOMOL.FIN1092	50 000	48 022	47 717		-	-	47 717	48 616	46 881		836	794	47 675	2 283	42
IdEx. Frais de gestion établissement FIN 1093	12 089 257	5 121 957	5 121 957		3 483 650	3 483 650	8 605 607	5 121 957	5 121 957		3 483 650	3 483 650	8 605 607	3 483 650	-
IdEx. Frais de gestion partenaires FIN 1094	231 219	182 208	180 882		46 851	46 851	227 733	182 208	171 546		46 851	33 244	204 790	3 486	22 943
IdEx. Chargé de communication NewDeal FIN 1096	70 517	35 850	31 117		19 400	18 842	49 958	35 850	31 117		19 400	18 842	49 958	20 558	-
IdEx. Chaires senior.Victor APPAY FIN 1097	330 000	87 242	77 245		38 800	16 326	93 571	87 242	76 133		38 800	12 763	88 896	236 429	4 675
IdEx Fonds prématuration / projet AquaK FIN 1098	70 000	97 910	69 428		-	-	69 428	97 910	68 772		657	362	69 133	572	295
IdEx Fonds prématuration / projet SUPERMAG FIN 1099	110 000	73 900	37 173		49 025	49 025	86 198	73 900	37 173		49 025	43 025	80 198	23 802	6 000
IdEx.International.Doctorat 2020. FIN 1100	720 000	313 750	293 553		240 254	240 253	533 806	313 750	293 553		240 254	240 253	533 806	186 194	-
IdEx.international.Attractivité M to D 2020 FIN 1101	270 000	119 200	110 319		90 522	90 521	200 840	119 200	110 319		90 522	90 521	200 840	69 160	-
IDEX.INTERNATIONAL.Visiting Scholars 2020 MATSUDA	21 500	15 000	-		7 500	-	-	15 000	-		7 500	-	-	21 500	-
COTE- Convention de reversement aux partenaires	580 000	603 206	300 565		-	-	300 565	580 000	295 566		13 000	4 080	299 646	279 435	919
IDEX.INTERNATIONAL.WATERLOO.C.DEJOUS FIN 110	10 300	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	10 300	-
IDEX UB-C19 COVID-VISIERES FIN 1106	1 700	1 700	1 694		-	-	1 694	1 700	284		1 410	1 410	1 694	6	-
IdEx UB-C19 Projet PATIENT C-19 FIN 1107	19 685	25 739	3 811		14 405	14 035	17 846	26 711	3 811		15 874	11 670	15 481	1 839	2 365
LaScaRbX VERSEMENTS PARTENAIRES	830 605	767 400	767 400		13 000	13 000	780 400	867 810	767 400		13 000	13 000	780 400	50 205	-
IDEX.SPARK.RETINET.FIN 1108	100 000	73 250	52 292		47 708	47 587	99 879	73 250	52 292		47 708	47 587	99 879	121	-
IDEX.SPARK.Projet DIAG ROC.FIN 1110	100 000	62 500	5 853		49 114	49 114	54 967	62 500	5 676		49 069	48 891	54 567	45 033	400
IDEX.SPARK.Projet FURIN.FIN 1111	40 000	20 000	13 033		26 967	26 952	39 985	20 000	13 033		26 967	18 822	31 854	15	8 131
IDEX.TALENTS.Fonds d'investissement.Post-doc C.HERF	100 000	46 606	46 605		49 510	49 510	96 115	46 606	46 605		49 510	49 510	96 115	3 885	-
IDEX.Post-doc.Chaire IA INTENDED.M. BIENVENU.FIN 1	110 800	8 400	-		10 000	9 781	9 781	8 400	-		10 000	9 781	9 781	101 019	-
IdEx - Plan de relance - emplois-étudiants DSI - FIN 1119	12 592	20 684	7 401		2 000	-	7 401	20 684	7 401		2 000	-	7 401	5 191	-
IdEx - Plan de relance - emplois-étudiants CVI (Comm) - F	5 509	11 018	737		-	-	737	11 018	737		-	-	737	4 772	-
IdEx - Plan de relance - emplois-étudiants FIPVU-BVE - FI	7 393	14 715	3 871		126	126	3 997	14 715	3 871		126	126	3 997	3 396	-
IDEX.UB-C19 VESSELOID FIN 1127	40 000	40 000	39 896		-	-	39 896	40 000	39 120		42	42	39 162	104	734
IdEx. Versements partenaires dans le cadre de projets. FI	787 953	484 353	484 353		303 600	303 600	787 953	499 353	380 713		407 240	388 600	769 313	-	18 640
IDEX - STEP - Renforcement de l'offre pédagogique de la	3 034	3 034	2 899		136	-	2 899	3 034	2 899		136	-	2 899	136	-
IDEX - STEP - Heures de soutien COVID 19 INSPE	33 700	33 700	28 359		1 242	1 242	29 602	33 700	28 359		1 242	1 242	29 602	4 098	-
IdEx.Animation scientifique ISVV.FIN 1130	20 000	20 000	20 000		-	-	20 000	20 000	20 000		-	-	20 000	-	-
IdEx.Études stratégiques.FIN 1131	176 880	176 880	147 400		-	-	147 400	176 880	147 400		-	-	147 400	29 480	-
IdEx.Ingénierie Chaires pré-recrutement.FIN 1132	93 817	28 817	28 303		40 514	32 184	60 487	28 817	23 817		45 000	36 670	60 487	33 330	-
IDEX.LMU-Bordeaux joint grant.Forkel.FIN 1133	5 000	5 000	54		4 946	-	54	5 000	54		4 946	-	54	4 946	-
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Guichard.FIN 1134	5 000	5 000	4 849		151	-	4 849	5 000	4 849		151	-	4 849	151	-
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Herzog.FIN 1135	3 350	3 350	-		3 350	3 350	3 350	3 350	-		3 350	3 350	3 350	-	-
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Jaubert.FIN 1136	4 900	4 900	3 446		-	-	3 446	4 900	1 708		1 738	1 738	3 446	1 454	-
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Lalanne.FIN 1137	6 000	6 000	5 893		107	-	5 893	6 000	5 893		107	-	5 893	107	-
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Lambert.FIN 1138	7 500	3 012	3 012		4 488	4 452	7 463	3 012	3 012		4 488	4 452	7 463	37	-
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Lesbats.FIN 1139	7 500	7 500	7 484		16	16	7 500	7 500	7 402		98	98	7 500	-	0
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Moreau-Gaudry.FIN 1140	4 500	4 500	4 500		-	-	4 500	4 500	4 500		-	-	4 500	-	-
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Saleh.FIN 1141	500	500	178		322	322	500	500	178		322	322	500	-	-
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.TANASA.FIN 1142	5 750	1 850	346		5 404	1 550	1 896	1 850	346		5 404	1 550	1 896	3 854	-
IDEX STEP-Outils analyse pharmaceutique	1 834	-	-		1 834	1 673	1 673	-	-		1 834	1 673	1 673	162	-
IdEx.STEP.Digitalisation de l'offre de formation en master	13 213	9 734	9 707		3 506	3 044	12 751	9 734	9 707		3 506	3 044	12 751	462	0
IdEx.Plan de relance - Plateforme The hub développemen	150 000	150 000	150 000		-	-	150 000	150 000	144 482		5 518	-	144 482	0	5 518
IdEx.Charge de mission Usine du futur du Pr Olivier CAHU	35 000	-	-		17 500	17 500	17 500	-	-		17 500	17 500	17 500	17 500	-
IdEx.Master Mechanical engineering for industry 4.0.FIN 1	3 044	2 391	-		653	521	521	2 391	-		653	521	521	2 523	-
IdEx.Formation.Plan de relance Insertion professionnelle.F	140 000	5 500	-		34 723	34 722	34 722	5 500	-		34 723	34 722	34 722	105 278	-
IdEx.Formation.Plan de relance formation à l'hybridation.FI	160 000	31 000	20 624		86 876	86 850	107 473	31 000	20 624		86 876	86 850	107 473	52 527	-
IdEx.Partenariat IHU.FIN 1151	161 143	161 142	-		161 143	161 143	161 143	161 142	-		161 143	161 143	161 143	-	-
ANR-20-SFRI-0001_UBGRS2.0	18 000 000	85 000	22 428		510 926	230 129	252 557	85 000	19 677		510 926	212 571	232 248	17 747 443	20 309
IDEX STEP Transformation de l'offre du D.U TDM-FPBB	17 048	12 624	1 636		124	124	1 760	12 624	1 636		124	124	1 760	15 288	-
IdEx.Pilotage opérationnel Quickwin DT.FIN 1152	66 000	21 100	15 018		36 028	36 028	51 046	21 100	15 018		36 028	36 028	51 046	14 954	-

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
IdEx.Pilotage opérationnel Quickwin DSI.FIN 1153	100 000	50 000	29 250		35 600	35 437	64 687	50 000	29 250		35 600	19 049	48 299	35 313	16 388
IdEx.Projet Chatboat Quickwin DSI.FIN 1154	50 000	50 000	40 036		9 964	7 172	47 208	50 000	9 161		40 839	38 047	47 208	2 792	-
IdEx.Projet outil collaboratif Quickwin.FIN 1155	57 000	57 000	52 936		-	-	52 936	57 000	26 458		26 478	26 478	52 936	4 064	-
IdEx.Projet RPA Quickwin.FIN 1156	80 000	40 000	160		79 840	65 984	66 144	40 000	160		44 840	30 875	31 035	13 856	35 109
Convention de reversements dans le cadre du Projet PERS	82 150	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	82 150	-
IdEx.Soutien RH - GPR Départements.FIN 1164	747 200	145 000	132 947		304 436	304 436	437 383	145 000	132 947		304 436	304 436	437 383	309 817	-
IdEx.STEP.Hybridation du CM d'anglais de 2eme semestre	29 804	-	-		5 436	5 425	5 425	-	-		5 436	5 425	5 425	24 380	-
IDEX.Visiting Scholars 2021.Clément SANCHEZ.FIN 1167	13 000	1 000	-		13 000	8 923	8 923	1 000	-		13 000	8 923	8 923	4 077	-
IdEx.NTU-UBx Joint Seed Funding.FIN 1168	3 500	3 500	-		3 500	3 500	3 500	3 500	-		3 500	2 320	2 320	0	1 180
IdEx.NTU-UBx Joint Seed Funding Sidi Mohammed ELACI	3 000	3 000	-		-	-	-	3 000	-		-	-	-	3 000	-
ANR-20-IDES-0001-ACT	17 000 000	300 500	64 227		120 000	115 146	179 372	300 500	63 280		120 947	115 241	178 522	16 820 628	851
IDEX.Conf. internationale.16th GERLI Lipidomics Meeting-	2 500	2 500	2 500		-	-	2 500	2 500	450		2 050	2 050	2 500	-	-
IDEX.GPR HOPE-GOUVERNANCE.FIN 1171	170 420	11 333	451		26 500	13 423	13 874	11 333	451		26 500	9 131	9 582	156 546	4 292
IDEX.GPR LIGHT GOUVERNANCE.FIN 1177	405 000	20 000	434		18 000	17 971	18 406	20 000	434		18 000	7 810	8 245	386 594	10 161
IDEX.GPR HOPE-WP1.FIN 1172	280 600	9 467	-		43 067	18 585	18 585	9 467	-		43 067	18 585	18 585	262 015	-
IDEX.GPR LIGHT THRUST 1 Extreme states of light and r	1 430 000	19 000	7 445		120 000	116 329	123 774	19 000	7 445		120 000	116 295	123 740	1 306 226	34
IDEX.GPR HOPE-WP2.FIN 1173	275 500	21 750	-		56 125	35 414	35 414	21 750	-		56 125	35 196	35 196	240 086	218
IDEX.GPR LIGHT THRUST 2 Hybrid systems for quantum	1 425 000	19 000	9 917		86 000	77 184	87 101	19 000	9 917		86 000	75 398	85 315	1 337 899	1 786
IDEX.GPR HOPE-WP3.FIN 1174	561 000	9 666	-		94 434	79 391	79 391	9 666	-		94 434	77 078	77 078	481 609	2 314
IDEX.GPR LIGHT THRUST 3 Downsize all Optics in One	1 815 000	38 000	14 363		194 000	190 937	205 300	38 000	14 363		194 000	190 531	204 894	1 609 700	406
IDEX.GPR LIGHT THRUST 4 Hybridization in biophotonics	1 425 000	19 000	8 733		84 340	83 706	92 439	19 000	8 733		84 340	83 706	92 439	1 332 562	-
IDEX.GPR HOPE-WP4.FIN 1175	259 500	8 000	973		57 792	17 507	18 480	8 000	87		58 677	17 306	17 393	241 020	1 087
IDEX.GPR HOPE-WP5.FIN 1176	463 000	7 500	270		50 334	22 929	23 198	7 500	-		50 604	23 198	23 198	439 802	-
IDEX.GPR HUMAN PAST-EMERGING PROJECTS FIN 11	379 070	-	-		12 767	11 547	11 547	-	-		12 767	8 627	8 627	367 523	2 920
IDEX.GPR HUMAN PAST-FIELDWORK COMPONENT FI	173 956	10 500	-		19 000	14 874	14 874	10 500	-		19 000	14 864	14 864	159 082	10
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP1.FIN 1184	495 396	81 340	1 000		49 211	29 890	30 890	81 340	-		49 211	30 459	30 459	464 506	430
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP2 FIN 1185	629 213	64 122	-		99 967	77 711	77 711	64 122	-		99 967	77 616	77 616	551 502	95
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP3 FIN 1186	632 808	44 930	-		82 367	81 826	81 826	44 930	-		82 367	79 881	79 881	550 982	1 945
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP4 FIN 1187	512 385	26 667	1 072		70 750	64 422	65 494	26 667	616		71 206	64 379	64 995	446 891	499
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP5 FIN 1188	566 172	11 400	-		57 232	52 016	52 016	11 400	-		57 232	51 337	51 337	514 156	679
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP6-TIPPING POINTS FIN 118	71 000	-	-		6 500	-	-	-	-		6 500	-	-	71 000	-
IDEX.GPR BPS -gouvernance.FIN 1190	587 000	10 000	3 100		77 000	59 400	62 500	10 000	3 100		77 000	54 299	57 399	524 500	5 101
IDEX.GPR BPS -WP1 WATERLOO.FIN 1191	213 500	-	-		37 333	34 974	34 974	-	-		37 333	33 547	33 547	178 526	1 426
IDEX.GPR BPS -WP2 Com4LIFE.FIN 1192	418 400	-	-		24 000	18 907	18 907	-	-		24 000	18 907	18 907	399 493	-
IDEX.GPR BPS -WP3 PROMISE.FIN 1193	622 746	-	-		87 180	81 682	81 682	-	-		87 180	70 863	70 863	541 064	10 819
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP1 NEUROTECHNOLOGIES.F	1 575 949	52 002	23 593		409 677	270 522	294 115	52 002	23 593		409 677	266 772	290 365	1 281 834	3 750
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP2 NANOCODING FIN 1204	862 824	6 290	-		137 587	78 636	78 636	6 290	-		137 587	78 636	78 636	784 188	-
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP3 MEMORY FIN 1205	703 619	-	-		130 165	106 532	106 532	-	-		130 165	106 532	106 532	597 087	-
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP4 NEURODEGEN FIN 1206	803 083	19 674	-		177 572	174 980	174 980	19 674	-		177 572	173 824	173 824	628 103	1 156
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP5 INHIBITION FIN 1207	652 219	-	-		96 234	90 798	90 798	-	-		96 234	85 538	85 538	561 421	5 259
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP6 NEUROFOOD FIN 1208	796 840	-	-		90 216	82 250	82 250	-	-		90 216	82 250	82 250	714 590	-
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP7 ADAPSY FIN 1209	1 236 622	9 164	-		177 121	166 663	166 663	9 164	-		177 121	166 663	166 663	1 069 959	-
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP8 SOUDURE FIN 1210	1 568 844	-	-		42 211	20 231	20 231	-	-		42 211	20 231	20 231	1 548 613	-
IDEX.GPR BPS-WP4 Mycorhize.FIN 1194	188 900	14 000	-		24 667	5 188	5 188	14 000	-		24 667	4 413	4 413	183 712	774
IDEX.GPR BPS-WP5 PERFIT.FIN 1195	198 000	-	-		25 600	13 080	13 080	-	-		25 600	13 080	13 080	184 920	-
IDEX.GPR BPS-WP6 PRESAGE.FIN 1196	400 000	-	-		82 500	75 150	75 150	-	-		82 500	61 181	61 181	324 850	13 969
IDEX.GPR BPS-WP7 Tepimemory.FIN 1197	217 670	-	-		13 760	11 955	11 955	-	-		13 760	11 955	11 955	205 715	-
IDEX.GPR BPS-WP8 Dynasty.FIN 1198	184 700	-	-		15 500	-	-	-	-		15 500	-	-	184 700	-
IDEX.GPR BPS-WP9 VIN WIN.FIN 1199	569 800	-	-		43 900	26 432	26 432	-	-		43 900	26 432	26 432	543 368	-
IDEX.GPR BPS-WP10 QualiBWine.FIN 1200	223 050	4 000	-		33 277	28 888	28 888	4 000	-		33 277	28 888	28 888	194 162	-
IDEX.GPR BPS-WP11 PHYTOSTIM.FIN 1201	196 200	2 000	-		41 100	18 234	18 234	2 000	-		41 100	13 772	13 772	177 966	4 462
IDEX.GPR BPS-WP12 DATA Minig.FIN 1202	160 000	5 000	-		15 333	-	-	5 000	-		15 333	-	-	160 000	-
IdEx. Chaires Pré-Recrutement.EvanHARREL.FIN 1211	380 000	80 200	31 410		163 800	151 364	182 774	80 200	30 398		163 800	130 542	160 940	197 226	21 834
IDEX.GPR PPM-GOUVERNANCE.FIN 1212	473 045	3 035	236		21 000	7 822	8 058	3 035	162		21 000	7 676	7 837	464 987	220
IDEX.GPR PPM-WP1.FIN 1213	1 290 050	31 350	13 676		213 175	180 193	193 869	31 350	13 676		213 175	177 094	190 770	1 096 181	3 099
IDEX.GPR PPM-WP2.FIN 1214	866 775	-	-		94 850	78 346	78 346	-	-		94 850	78 346	78 346	788 429	-
IDEX.GPR PPM-WP3.FIN 1215	1 158 500				148 700	133 882	133 882				148 700	132 376	132 376	1 024 618	1 506
ANR-20-GURE-00068_ENLIGHT	865 185	109 598	66 450		154 077	127 352	193 802	109 598	65 340		154 077	127 644	192 984	671 383	818
IDEX.Fonds prématuration / projet CAPE FIN 1216	60 000	45 000	24 999		34 961	34 961	59 960	45 000	7 500		52 460	52 460	59 960	40	-
IDEX.Fonds prématuration / projet Pandoret FIN 1217	100 000	25 600	22 381		75 298	75 261	97 643	25 600	20 969		76 710	72 099	93 068	2 357	4 574
IDEX.Fonds prématuration / projet ARDENT FIN 1218	61 000	6 500	1 261		49 500	23 916	25 176	6 500	1 261		49 500	23 916	25 176	35 824	-
IdEx.Entrepreneuriat étudiant plan de relance UB FIN 121	37 000	10 000	4 499		32 502	31 441	35 939	10 000	4 499		32 502	31 441	35 939	1 061	-
IdEx.FTLV - MAFCUA DFGC et étude FTLV FIN 1220	120 000	13 320	-		33 500	33 140	33 140	13 320	-		33 500	33 140	33 140	86 860	-
IdEx. Formation. FTLV - Contrôleur de gestion FTLV. Fin 1	80 000	6 660	-		24 000	23 152	23 152	6 660	-		24 000	23 152	23 152	56 848	-
IDEX.Fonds prématuration / projet MultiMAT FIN 1222	70 000	3 700	3 628		47 633	42 288	45 916	3 700	3 628		47 633	41 225	44 853	24 084	1 063
IDEX.GPR IPORA WP1 (ex GOUVERNANCE).FIN 1223	348 538	23 500	-		69 500	57 420	57 420	23 500	-		69 500	55 550	55 550	291 118	1 870
IdEx.FTLV -Accessibilité numérique FIN 1224	40 000	20 000	-		34 117	34 117	34 117	20 000	-		34 117	34 117	34 117	5 883	-
IDEX Plateforme BIOPROT FIN 1225	110 000	10 000	9 548		38 860	38 860	48 408	10 000	9 548		38 860	38 860	48 408	61 592	-
Idex. Chaires Pré-Recrutement.Laura ALVAREZ FRANCE	380 000	-	-		136 000	120 674	120 674	-	-		136 000	95 030	95 030	259 326	25 643
IdEx.The Hub plan de relance UB FIN 1227	160 000	50 000	-		37 000	11 569	11 569	50 000	-		37 000	11 569	11 569	148 431	-
IDEX.Chaire IA Green AI_SAÏGHI FIN 1228	110 800	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	110 800	-
IdEx.Plan de relance SPIID UP PAS.FIN 1229	214 000	-	-		4 000	-	-	-	-		4 000	-	-	214 000	-
IdEx.Plan de relance SPIID UP DSI.FIN 1230	326 000	12 000	2 276		77 557	77 557	79 833	12 000	2 276		77 557	77 557	79 833	246 167	-
IdEx.conférences internationales.L'éthique inclusive comr	1 000	-	-		1 000	986	986	-	-		1 000	986	986	14	-
IdEx.conférences internationales.Troubles du Neurodévelo	5 000	-	-		5 000	5 000	5 000	-	-		5 000	5 000	5 000	-	-
IDEX.Cardiac signals FIN 1234	6 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	6 000	-
IDEX.CRISPR and Translational Medicine FIN 1235	6 000	-	-		6 000	6 000	6 000	-	-		6 000	6 000	6 000	-	-
IdEx - Plan de relance - forêt expérimentale - PPE - FIN 12	49 600	-	-		49 600	49 600	49 600	-	-		49 600	49 600	49 600	-	-
IdEx Plan de relance -forêt expérimentale - BIOGECO FIN	190 400	-	-		81 000	76 468	76 468	-	-		81 000	76 449	76 449	113 932	19
IdEx - feuille de route transitions - Plan vélo - PPE - FIN 1	40 000	-	-		40 000	-	-	-	-		40 000	-	-	40 000	-
ANR-21-ESRE-0024: Convention attributive d'aide EquipE	2 910 060	-	30 000		286 619	239 529	209 529	-	30 000		286 619	239 377	209 377	2 700 531	151
ANR-21-ESRE-0024 - NanoCryoClem	-	-	-		-	-	-	-	-		-	135 230	135 230	-	135 230
ANR-21-ESRE-0024 - NanoCryoClem	230 000	-	-		-	0	0	-	-		-	0	0	230 000	-
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVING LABS - Pro	87 000	11 630	11 325		75 675	70 142	81 467	11 630	5 590		81 410	64 633	70 223	5 533	11 244
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVING LABS - Pro	264 000	-	-		64 000	45 987	45 987	-	-		64 000	42 487	42 487	218 013	3 500
ANR-20-IDES-0001-ACT - FORMATION GOUVERNANCE	20 000	3 000	2 934		17 066	15 136	18 069	3 000	2 934		17 066	15 136	18 069	1 931	-
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme PROJET D'INNOV	70 400	6 200	2 934		49 466	24 891	27 824	6 200	2 934		49 466	24 891	27 824	42 576	-
A CLOTURER-ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVI	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
IdEx Plan de relance - Santé des étudiants - cohorte I-Sha	150 000	-	-		70 462	69 963	69 963	-	-		70 462	69 463	69 463	80 037	500
IDEX. UE méthodologie scientifique - sensibilisation fresqu	7 500	-	-		7 500	2 933	2 933	-	-		7 500	2 933	2 933	4 567	-
IdEx.STEP "Covibe" FIN 1242	24 374	-	-		5 673	3 478	3 478	-	-		5 673	3 478	3 478	20 896	-
IdEx. STEP Création d'UE de remédiations en Master MAS	6 089	-	-		5 219	4 555	4 555	-	-		5 219	4 555	4 555	1 534	-
IdEx.InterPhyChal (Inter-Regional Student Phyto Challeng	4 820	-	-		3 593	3 593	3 593	-	-		3 593	1 475	1 475	1 227	2 118
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme PROJET D'INNOV	400 000	-	-		47 867	25 053	25 053	-	-		47 867	25 053	25 053	374 947	-
IdEx. Soutien RH-RRI.DIR FIN 1244	100 000	-	-		9 700	9 295	9 295	-	-		9 700	9 295	9 295	90 705	-
IdEx. Soutien RH-RRI-SIASD-DRV FIN 1245	320 000	-	-		50 000	39 612	39 612	-	-		50 000	39 612	39 612	280 388	-
IdEx.LTC TRANSMATH.FIN 1246	5 000	-	-		5 000	1 754	1 754	-	-		5 000	1 754	1 754	3 246	-
IdEx.LTC GREEN CONCRETE.FIN 1247	95 000	-	-		5 000	-	-	-	-		5 000	-	-	95 000	-
IdEx.LTC CoMorPD Non-motor CoMorbidities in Parkinson	95 000	-	-		5 000	4 582	4 582	-	-		5 000	4 582	4 582	90 418	0
INSERM 21TT054-00: Projet PRIOMICS	187 154	-	-		90 553	31 811	31 811	-	-		90 553	30 387	30 387	155 343	1 424
IdEx.STEP_ SHS pour tous P. LEGRAIN FIN 1249	27 143	-	-		2 443	2 443	2 443	-	-		2 443	2 443	2 443	24 700	-
IDEX.LMU-Bordeaux Research Cooperation - Asymmetric	6 050	-	-		6 050	5 664	5 664	-	-		6 050	5 500	5 500	386	163
IDEX.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - 4th	4 000	-	-		4 000	3 933	3 933	-	-		4 000	3 933	3 933	67	-
IdEx.LMU-Bordeaux Research Cooperation S.DUVEZIN-C	7 500	-	-		3 771	3 724	3 724	-	-		3 771	3 724	3 724	3 776	-
IDEX.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - Re	7 500	-	-		7 500	7 372	7 372	-	-		7 500	7 372	7 372	128	-
IdEx.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - Tar	7 500	-	-		7 500	7 497	7 497	-	-		7 500	7 497	7 497	3	-
IdEx.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - Vali	2 350	-	-		2 350	2 350	2 350	-	-		2 350	2 350	2 350	-	-
IdEx.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - Exp	7 500	-	-		7 500	7 419	7 419	-	-		7 500	6 129	6 129	81	1 290
IdEx.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - Rol	7 476	-	-		7 476	7 449	7 449	-	-		7 476	7 061	7 061	27	388
IdEx. "ACCES" - Ingénierie AMI Fonds de soutien aux pro	90 000	-	-		11 000	6 191	6 191	-	-		11 000	6 191	6 191	83 809	-
IdEx. Emergences phase 2 NETAWA Solange RIGAUD FI	104 000	-	-		32 390	22 340	22 340	-	-		32 390	19 953	19 953	81 660	2 387
IdEx.Emergences phase 2 OPTONUTRICS BOSCH BOUJ	100 000	-	-		55 971	55 969	55 969	-	-		55 971	55 969	55 969	44 031	-
IdEx. Emergences phase 2 / AutoLip A. BERNARD FIN 12	85 000	-	-		16 720	14 720	14 720	-	-		16 720	14 720	14 720	70 280	-
IDEX.RRI.TACKLING GLOBAL CHANGE FIN 1262	1 092 605	-	-		55 600	18 663	18 663	-	-		55 600	18 437	18 437	1 073 942	227
IDEX.RRI.PHDS FIN 1263	852 750	-	-		14 500	8 068	8 068	-	-		14 500	7 942	7 942	844 682	126
IdEx.ACCES S2P-ORIENTATION - MOI INFORMATICIEN	40 796	-	-		3 415	2 890	2 890	-	-		3 415	2 890	2 890	37 907	-
IDEX.RRI.IMPACT FIN 1265	947 500	-	-		63 500	49 678	49 678	-	-		63 500	49 678	49 678	897 822	-
IDEX.RRI.NEW MOON FIN 1266	900 125	-	-		31 206	24 623	24 623	-	-		31 206	22 869	22 869	875 502	1 754
IDEX.GPR IPORA WP4 FIN 1267	220 460	-	-		24 000	2 090	2 090	-	-		24 000	2 090	2 090	218 370	-
IDEX.RRI.ROBSYS FIN 1268	990 000	-	-		41 233	38 171	38 171	-	-		41 233	27 923	27 923	951 829	10 248
IDEX.RRI.BEST FIN 1269	852 750	-	-		9 022	5 303	5 303	-	-		9 022	5 303	5 303	847 447	-
IDEX.RRI.ORIGINS FIN 1270	852 750	-	-		39 791	36 328	36 328	-	-		39 791	36 312	36 312	816 422	16
ANR-20-IDES-0001-ACT - RAYONNEMENT INTERNATIO	10 000	-	-		10 000	9 894	9 894	-	-		10 000	9 894	9 894	106	-
IdEx.STEP.PARASPORT : Pour une Para pratique sportive	18 238	-	-		18 238	17 651	17 651	-	-		18 238	17 651	17 651	587	0
IDEX.RRI.FRONTIERS OF LIFE FIN 1272	1 091 520	-	-		50 718	36 164	36 164	-	-		50 718	36 164	36 164	1 055 356	-
IdEx.STEP.Licence International Economics FIN 1273	31 727	-	-		2 849	599	599	-	-		2 849	599	599	31 128	-
IDEX.STEP.DEMAIn FIN 1974	72 195	-	-		17 546	13 917	13 917	-	-		17 546	13 917	13 917	58 277	-
IdEx.Accompagnement au dépôt de projet IHU "Precision I	150 000	-	-		50 000	42 209	42 209	-	-		50 000	33 209	33 209	107 791	9 000
IdEx.STEP. Simulation 3D de travaux pratiques d'expérim	58 402	-	-		24 000	24 000	24 000	-	-		24 000	24 000	24 000	34 402	-
IdEx Conférence internationale Bordeaux Polymères 2022	10 000	-	-		10 000	10 000	10 000	-	-		10 000	10 000	10 000	-	-
IdEx Conférence annuelle de la Société Européenne des E	20 000	-	-		20 000	20 000	20 000	-	-		20 000	20 000	20 000	-	-
IdEx. Soutien à l'internationalisation des formations. Maste	13 044	-	-		2 608	-	-	-	-		2 608	-	-	13 044	-
IDEX. Soutien à l'internationalisation des formations. Mast	15 653	-	-		2 608	2 485	2 485	-	-		2 608	2 485	2 485	13 168	-
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVING LABS - Réi	20 000	-	-		20 000	17 484	17 484	-	-		20 000	1 347	1 347	2 516	16 137
IDEX.MITACS - GRA IN - GELINAS Alex FIN 1281	2 020	-	-		2 020	-	-	-	-		2 020	-	-	2 020	-
ANR-21-EXES-0004_InnovationS_RECETTES	24 400 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	24 400 000	-
IdEx.MITACS Mobilité externe GRA OUT + GRI OUT - DR	23 972	-	-		23 972	23 113	23 113	-	-		23 972	23 113	23 113	859	-
ANR-21-RHUS-0015-2022.365-DRC-FI-R - RHU Digital U	1 368 840	-	-		185 380	140 650	140 650	-	-		185 380	128 086	128 086	1 228 290	12 564
ANR-20-IDES-0001-ACT - JUMEAU NUMERIQUE	175 000	-	-		14 000	1 740	1 740	-	-		14 000	1 740	1 740	173 260	-
IDEX. GPR IPORA WP3.FIN 1283	195 572	-	-		3 000	1 172	1 172	-	-		3 000	1 172	1 172	194 400	-
IdEx.STEP.Licence Investigation et Restitution-L.I.E.R FIN	16 912	-	-		2 106	-	-	-	-		2 106	-	-	16 912	-
IdEx.Bordeaux Summer School Wine and sake: the cutting	5 500	-	-		5 500	4 595	4 595	-	-		5 500	4 595	4 595	905	0
IdEx. Bordeaux Summer School Advanced mass spectrom	8 870	-	-		8 870	8 661	8 661	-	-		8 870	7 772	7 772	209	890
IdEx. Bordeaux Summer School Internet of things FIN 128	9 000	-	-		9 000	6 668	6 668	-	-		9 000	6 663	6 663	2 332	5
IdEx. Bordeaux Summer School MAterials to Technologies	7 212	-	-		7 212	5 784	5 784	-	-		7 212	5 784	5 784	1 428	-
IdEx. Bordeaux Summer School Philosophy in biology and	8 000	-	-		8 000	8 000	8 000	-	-		8 000	8 000	8 000	-	-

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
IdEx. Bordeaux Summer School ECNP Immuno-NeuroPsyc	6 500	-	-		6 500	643	643	-	-		6 500	643	643	5 857	-
Idex. Chaires Pré-Recrutement.Laetitia Dalstein FIN 1292	380 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	380 000	-
ANR-21-RHUS-0015-2022.365-DIRC-FI-R-RHU DIGITAL U	103 000	-	-		23 850	23 643	23 643	-	-		23 850	23 643	23 643	79 357	-
ANR-22-PAVH-0003 COMPAC 3/3	86 400	-	-		6 400	-	-	-	-		6 400	-	-	86 400	-
IdEx STEP_Espace Langues DSPEG FIN 1293	12 884	-	-		4 602	4 204	4 204	-	-		4 602	3 769	3 769	8 679	435
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme PROJET D'INNOV/	23 000	-	-		17 000	11 801	11 801	-	-		17 000	11 801	11 801	11 199	-
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVING LABS - Pro	30 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	30 000	-
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme CO-INVESTISSEM	5 000	-	-		5 000	-	-	-	-		5 000	-	-	5 000	-
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme TRANSFORMATIC	6 050	-	-		1 500	-	-	-	-		1 500	-	-	6 050	-
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme RECHERCHE ET I	1 000	-	-		1 000	-	-	-	-		1 000	-	-	1 000	-
ANR COMPAC ANR-21-AVH-00XX 1/3	1 258 976	-	-		60 453	39 920	39 920	-	-		60 453	39 920	39 920	1 219 056	-
ANR -21-RHUS-0015 RHU DIGITAL UROLOGY 3G CON	185 580	-	-		6 796	3 994	3 994	-	-		6 796	788	788	181 586	3 206
IDEX. GPR IPORA WP8 FIN 1295	372 000	-	-		26 000	-	-	-	-		26 000	-	-	372 000	-
IDEX. GPR IPORA VERSEMENTS PARTENAIRES (WP1/	2 532 030	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	2 532 030	-
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme PROJET D'INNOV/	180 964	-	-		177 964	169 713	169 713	-	-		-	-	-	11 252	169 713
IdEx STEP Supports innovants pour l¿apprentissage des t	10 632	-	-		7 588	7 588	7 588	-	-		7 588	1 518	1 518	3 044	6 070
ANR-21-EXES-0004 InnovationS GOUVERNANCE Inge	600 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	600 000	-
ANR-21-EXES-0004_ InnovationS_GOUVERNANCE_Pilot	65 000	-	-		15 000	-	-	-	-		15 000	-	-	65 000	-
ANR-21-EXES-0004 InnovationS GOUVERNANCE Frais	1 807 407	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	1 807 407	-
ANR-21-EXES-0004_ InnovationS_GOUVERNANCE_Jour	15 000	-	-		15 000	12 682	12 682	-	-		15 000	12 682	12 682	2 318	-
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme RECHERCHE ET I	19 036	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	19 036	-
ANR-20-IDES-0001-ACT - Projet 3R	39 760	-	-		500	136	136	-	-		500	-	-	39 625	136
IDEX.MISSIONS GOUVERNANCE FIN 1999	126 500	-	-		46 500	20 860	20 860	-	-		46 500	17 147	17 147	105 640	3 714
IdEx.STEP.Immersion 360	18 253	-	-		14 481	11 618	11 618	-	-		14 481	11 618	11 618	6 634	-
IdEx Conférence internationale Mécanismes moléculaires,	2 136	-	-		2 136	2 136	2 136	-	-		2 136	2 136	2 136	-	-
ANR-21-EXES-0004_ InnovationS_Talents_Actionpilote_Ir	37 700	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	37 700	-
IdEx.STEP UE d¿ouverture transversale arts et sciences «	3 204	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	3 204	-
IDEX STEP UE pédagogie inversée reading seminar FIN	1 714	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	1 714	-
IdEx.COFUND Adagio.Fonctionnement	97 974	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	97 974	-
IA HORS OPERATIONS	355 099 673	134 378 517	134 378 517		397 828	397 828	134 776 346	128 926 904	128 926 904		373 628	373 628	129 300 532	220 323 327	5 475 814
TOTAL RECHERCHE	**1 137 625 542**	**447 777 973**	**380 649 020**	**-**	**98 343 451**	**77 378 436**	**458 027 456**	**447 512 811**	**366 934 017**	**-**	**97 362 307**	**70 343 540**	**437 277 556**	**679 598 086**	**20 749 899**
Dont IA	821 294 438	274 957 987	254 983 886	-	28 165 968	24 755 376	279 739 262	270 802 486	246 972 991	-	29 150 979	23 849 525	270 822 516	541 555 176	8 916 746
Travaux SDEE	1 676 090	1 286 277	766 877		130 480	126 278	893 155	1 685 566	998 468		130 480	-	998 468	782 934	- 105 313
Réhabilitation IUT de Gradignan - CPER ETAT 2015-2020	7 574 000	8 435 650	7 351 330		204 000	43 230	7 394 561	9 603 080	7 166 975		304 787	244 628	7 411 603	179 439	- 17 042
PPI - Pépse	644 057	788 810	565 148		36 408	36 407	601 555	919 303	540 479		50 808	4 309	544 787	42 502	56 768
Projet Créatif - CENBG - Convention de financement	5 384 503	5 395 976	5 196 647		185 501	162 490	5 359 137	5 330 264	3 505 449		1 829 055	1 493 204	4 998 652	25 366	360 485
UB - Adaptation Fonctionnelle	4 038 849	4 029 625	3 869 165		169 683	158 117	4 027 283	3 579 426	2 462 100		1 345 297	1 336 001	3 798 101	11 566	229 182
ANIMUB Projet INSERM - CPER-2015-2020 REGION	1 100 000	1 100 000	1 100 000		-	-	1 100 000	1 100 000	900 000		-	-	900 000	-	200 000
CRCTB - CPER 2015-2020 ETAT	676 000	1 034 542	669 117		6 883	-	669 117	1 203 053	619 813		46 000	12 339	632 152	6 883	36 965
Imagerie Médicale IBIO - CPER Region	1 565 722	1 448 235	941 582		125 870	119 309	1 060 891	1 299 842	894 315		133 555	57 447	951 762	504 831	109 130
PPI - Equipement du batiment H Maison de l'économie Liv	455 000	455 000	454 997		3	-	454 997	455 000	438 634		16 366	16 363	454 997	3	- 0
Action Spécifique MESR - accessibilité	2 829 013	2 473 394	2 069 445		372 460	360 787	2 430 231	2 509 068	1 215 905		538 220	358 630	1 574 535	398 782	855 696
Action Spécifique MESR - sécurité	3 781 714	2 825 732	2 239 248		606 000	604 999	2 844 247	3 163 135	2 085 153		703 720	700 842	2 785 995	937 467	58 252
PPI - Rénovation et transformation de salles	325 000	85 000	70 353		74 647	59 965	130 318	85 000	59 598		85 402	28 897	88 495	194 682	41 823
PPI - Rénovation bureaux alloués au Centre Inserm BPH d	137 500	54 675	45 082		12 918	2 829	47 911	54 675	45 082		12 918	2 829	47 911	89 589	-
PACES Dax matériels audiovisuels et travaux	615 000	618 202	614 889		-	-	614 889	659 187	600 830		14 037	-	600 830	111	14 059
Plan d'actions énergétique A33	980 000	1 001 768	913 118		-	-	913 118	1 254 405	886 309		-	-	886 309	66 882	26 809
Dévolution du Patrimoine Immobilier	1 500 000	2 287 671	838 930		172 745	141 681	980 611	1 350 496	598 567		280 166	205 296	803 863	519 389	176 748
CPER 2015-2020 - Réhabilitation / Extension de l' IMA Mé	4 359 352	5 767 972	3 910 907		418 750	317 884	4 228 791	2 376 471	1 676 873		2 552 784	2 217 375	3 894 248	130 561	334 543
Chaufferie CENBG - Gradignan	300 000	413 797	52 000		100 000	100 000	152 000	270 363	4 500		147 500	147 500	152 000	148 000	-
Mise en sécurité et accessibilité bâtiment AD	94 639	139 685	93 283		1 356	1 356	94 639	183 284	43 466		35 000	13 595	57 061	0	37 579
PPI - DEUST	104 000	37 301	32 261		6 354	3 854	36 116	37 301	32 261		6 354	3 854	36 116	67 884	-
Travaux PACES d'Agen	811 201	881 550	794 984		-	-	794 984	951 247	778 170		12 873	11 196	789 365	16 217	5 619
CENBG - Rénovation du Château	4 700 000	199 500	109 219		158 820	29 365	138 584	232 199	82 123		185 916	21 315	103 438	4 561 416	35 146
Projet ROBOCUP - Rhoban	204 000	230 516	179 080		-	-	179 080	421 213	174 130		4 300	4 224	178 354	24 920	726
Convention de partenariat 2019/2021 Le Grand Périgueux	75 000	75 000	73 510		-	-	73 510	75 000	68 259		5 251	3 885	72 144	1 490	1 366
PPI_Salle de fitness Monadey	724 000	65 281	266 161		656 606	49 880	- 216 281	65 281	- 281 306		656 606	31 863	- 249 443	940 281	33 163
PPI - Rénovation des salles d'enseignement	64 505	30 000	-		64 505	64 504	64 504	30 000	-		64 505	64 504	64 504	1	-
PPI - Rénovation du bâtiment C dans le cadre de l'opérati	300 000	84 516	48 347		181 653	172 620	220 966	84 516	48 347		181 653	172 620	220 966	79 034	- 0
Convention Partenariat Triennale 2018/2021 Département	90 000	90 000	89 995		-	-	89 995	90 434	74 473		13 241	8 648	83 121	5	6 874
PPI - Rénovation du bâtiment Espace Santé	400 000	200 000	159 838		240 162	240 162	400 000	200 000	159 838		240 162	196 595	356 433	-	43 567
POA 2 - Projet Sireauco B19	2 145 369	538 822	345 093		207 600	108 103	453 196	524 009	320 662		153 406	6 789	327 451	1 692 173	125 746
IECB - Accueil de start-up	230 000	271 990	197 733		-	-	197 733	279 826	194 836		-	-	194 836	32 267	2 897
Groupe Electrogène - SHM1	582 000	606 443	557 557		11 300	11 277	568 833	829 853	520 517		47 205	46 924	567 441	13 167	1 392
Plan de relance interne- BAIM	1 207 504	588 232	520 257		317 247	317 247	837 504	765 201	520 257		317 247	317 247	837 504	370 000	0
Valorisation du Patrimoine Immobilier	10 000 000	1 267 893	928 284		3 623 433	319 118	1 247 403	1 118 774	800 428		382 889	353 207	1 153 635	8 752 597	93 768
FRANCE Relance - Transition énergétique	331 874	331 874	315 729		-	-	315 729	331 874	276 514		39 215	39 215	315 729	16 145	0
FR 3806 - Amélioration et optimisation des installations te	430 000	387 000	386 773		43 000	43 000	429 773	301 000	-		215 000	50 853	50 853	227	378 920
FR 3812 - Amélioration et optimisation des installations te	420 000	396 100	396 047		23 953	21 943	417 989	294 000	-		273 000	216 097	216 097	2 011	201 892
FR 3818 - Amélioration et optimisation des installations te	170 000	170 000	160 254		9 746	5 947	166 201	170 000	10 980		159 020	148 974	159 954	3 799	6 247
FR 3819 - Amélioration et optimisation des installations te	298 500	275 000	259 209		39 291	38 980	298 189	275 000	26 139		248 861	237 311	263 450	311	34 738
FR 3825 - Amélioration et optimisation des installations te	310 000	284 000	283 515		26 000	26 000	309 515	217 000	-		206 500	190 752	190 752	485	118 763
FR 3909 - Amélioration et optimisation des installations te	36 000	36 000	34 140		1 860	1 776	35 916	36 000	-		36 000	1 776	1 776	84	34 140
FR 3910 - Amélioration et optimisation des installations te	28 000	28 000	25 491		2 508	2 508	27 999	28 000	-		28 000	17 583	17 583	1	10 416
FR 3911 - Amélioration et optimisation des installations te	32 000	32 000	30 257		1 743	1 262	31 519	32 000	-		32 000	30 257	30 257	481	1 262
FR 3809 - Rénovation énergétique du bâtiment A28	2 600 000	2 387 000	2 053 458		263 000	184 799	2 238 258	200 000	90 148		2 000 000	968 883	1 059 031	361 742	1 179 227
FR 3814 - Rénovation énergétique du bâtiment AD	1 963 959	1 791 000	1 618 913		159 000	60 002	1 678 914	160 000	91 974		895 000	422 589	514 563	285 045	1 164 351
FR 3810 - Rénovation énergétique du bâtiment B20 tour	3 320 000	2 193 000	2 149 148		746 852	610 277	2 759 425	180 000	110 545		1 008 009	458 588	569 132	560 575	2 190 293
FR 3820 - Rénovation énergétique du bâtiment A30	2 960 000	2 718 000	2 300 936		292 000	88 921	2 389 857	200 000	90 966		2 000 000	1 069 060	1 160 026	570 143	1 229 831
FR 3913 - Amélioration et optimisation des installations te	44 000	44 000	34 169		9 831	9 830	43 999	44 000	-		44 000	34 169	34 169	1	9 830
FR 3808 - Déploiement photovoltaïque en ombrières de pa	1 350 000	1 108 000	1 087 590		262 410	253 159	1 340 748	205 000	87 044		1 080 000	995 921	1 082 965	9 252	257 784
FR 3815 - Rénovation énergétique des Amphis Campus C	4 179 822	3 745 000	3 477 739		405 000	95 786	3 573 525	520 000	171 121		1 330 000	950 233	1 121 353	606 297	2 452 172
FR 3816 - Déploiement photovoltaïque et travaux associés	4 650 000	4 380 000	3 537 499		127 010	32 130	3 569 629	300 000	174 558		2 842 010	2 558 147	2 732 705	1 080 371	836 924
FR 3826 - Rénovation énergétique du bâtiment A32	1 110 000	1 019 000	837 248		111 230	72 736	909 984	70 000	53 132		829 990	375 916	429 048	200 016	480 936
FR 3817 - Rénovation énergétique du bâtiment ED	4 985 533	4 610 000	4 336 990		339 492	215 276	4 552 267	410 000	213 326		1 263 431	1 227 084	1 440 410	433 266	3 111 857
FR 3822 - Rénovation énergétique des batiments STAPS (	5 057 225	4 111 000	3 808 942		1 033 558	938 701	4 745 643	300 000	182 924		2 486 697	2 467 436	2 650 360	311 582	2 095 283
FR 3823 - amélioration de la performance energétique des	630 000	630 000	626 200		3 800	3 300	629 500	350 000	56 300		426 850	415 250	471 550	500	157 950
FR 3828 - Rénovation énergétique du bâtiment C5	590 000	542 000	523 096		66 904	58 827	581 924	80 000	54 012		535 988	492 739	546 751	8 076	35 172
FR 3914 - Amélioration et optimisation des installations te	19 000	19 000	17 980		1 020	1 020	19 000	19 000	-		19 000	6 259	6 259	-	12 741
FR 3915 - Amélioration et optimisation des installations te	45 000	45 000	38 843		6 157	6 156	44 999	45 000	-		45 000	44 999	44 999	1	-
FR 3807 - Amélioration et optimisation des installations te	2 877 000	1 930 000	1 921 058		955 942	916 556	2 837 614	536 250	-		840 750	694 582	694 582	39 386	2 143 032
FR 3811 - eclairage exterieur autonome des campus	980 001	950 000	897 198		82 802	76 225	973 423	950 000	-		900 000	899 895	899 895	6 578	73 528
FR 3813 - Amélioration et optimisation des installations te	840 000	829 000	828 919		11 000	10 505	839 424	-	-		170 000	-	-	576	839 424
FR 3821 - Rénovation énergétique du bâtiment A33 et réc	4 960 000	4 360 000	3 940 878		669 110	567 064	4 507 943	800 000	579 513		3 160 000	1 930 919	2 510 432	452 057	1 997 511
FR 3824 - Amélioration et optimisation des installations te	2 130 000	1 915 002	1 890 921		239 079	239 077	2 129 998	532 500	163 526		917 500	912 728	1 076 254	2	1 053 744
FR 3827 - Amélioration et optimisation des installations te	720 000	682 000	681 989		38 000	38 000	719 989	-	-		710 000	589 073	589 073	11	130 916
FR 3857 - Développement ENR CENBG	1 630 000	1 567 000	1 121 107		293 000	211 776	1 332 884	600 000	340 640		963 470	856 014	1 196 654	297 116	136 229
FR 3858 - rénovation énergétique Campus Montaigne Mor	4 260 000	4 260 000	4 260 000		-	-	4 260 000	500 000	500 000		1 700 000	1 700 000	2 200 000	-	2 060 000
Aire de cross training	95 412	-	-		95 412	84 198	84 198	-	-		95 412	83 927	83 927	11 214	271
CLOTURE TERRAIN DE FOOTBALL NMR 1	197 820	15 192	15 192		182 628	182 627	197 819	15 192	12 168		185 652	169 111	181 279	1	16 541
CLOTURE TERRAIN DE FOOTBALL NMR 4	230 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	230 000	-
Etat - Forêt expérimentale FLOIRAC	371 600	62 100	9 480		88 784	74 732	84 212	13 000	4 480		77 740	40 434	44 914	287 388	39 299
REGION- CANIONI - IUT Projet LIGHT	1 365 448	-	-		1 365 448	1 365 000	1 365 000	-	-		159 998	133 333	133 333	448	1 231 667
UB -Transfert Service Santé au travail vers bât 9 IUT (AD	417 000	-	-		300 000	292 083	292 083	-	-		132 000	29 208	29 208	124 917	262 875
UB - Plateau A32 - opération Tetris (ADAPTATION FONCT	588 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	588 000	-
UB - Réfection partielle plateau C4 R+1 - opération tétris (	275 520	-	-		275 520	250 665	250 665	-	-		275 520	146 148	146 148	24 855	104 517
UB - Travaux FIPVU PCSI CHSCT (ADAPTATION FONCT	225 677	-	-		225 677	213 684	213 684	-	-		108 000	56 523	56 523	11 993	157 161
UB - Aménagement A22 rdc collège ST (ADAPTATION FC	23 020	-	-		23 020	19 588	19 588	-	-		23 020	- 30 554	- 30 554	3 432	50 142
Opération Structurante - UB - Régroupement INSPE sur s	1 400 000	-	-		56 800	12 400	12 400	-	-		56 800	-	-	1 387 600	12 400
Opération structurante - UB - Modulaires EPOC - SIREAU	1 886 670	-	-		1 709 170	1 669 339	1 669 339	-	-		89 170	11 620	11 620	217 331	1 657 719
Opération structurante - UB - UFR Pharma Carreire	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
Opération structurante - UB - Amenagement ponctuel Vict	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
Opération Structurante - UB - Amenagement espace UBe	132 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	132 000	-
SIGNALETIQUE	600 000	-	-		195 000	188 295	188 295	-	-		60 000	56 489	56 489	411 705	131 807
Plan de résilience	47 699	-	-		47 699	47 494	47 494	-	-		47 899	6 484	6 484	205	41 009
Accessibilité 2023-2028	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
Sécurité 2023-2028	-	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	-	-
CPER 2021-2027-SIREAUCO	1 592 676	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	1 592 676	-
IECB - Restruct Bât + Nanocryoclem + Ellispharma	300 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	300 000	-
ETAT Construction plateforme PLATIDO CPER2021-2027	2 000 000	-	-		-	-	-	-	-		-	-	-	2 000 000	-
Plateforme robotique TRC (SRIA)	500 000	-	-		500 000	500 000	500 000	-	-		500 000	500 000	500 000	-	-
Plaine des sports Monadey	6 998 202	6 998 202	6 998 202		-	-	6 998 202	6 998 202	6 998 202		-	-	6 998 202	0	- 0
Convention Ingenierie	8 340 957	6 925 423	6 795 957		504 356	477 286	7 273 243	7 106 256	6 641 534		514 356	459 283	7 100 817	1 067 714	172 426
BIBLIOTHEQUE CARREIRE	3 749 121	4 003 765	3 749 121		-	-	3 749 121	4 036 670	3 724 981		-	-	3 724 981	-	24 141
Etudes Odontologie	10 152 938	12 428 846	10 152 938		405 992	-	10 152 938	10 320 342	10 148 583		405 992	-	10 148 583	- 0	4 355
Maison de l'économie	19 334 856	19 562 306	19 334 855		-	-	19 334 855	18 275 003	18 274 857		31 628	29 883	18 304 740	1	1 030 115
Loyers 1ère tranche	135 207 835	155 956 082	135 207 835		-	-	135 207 835	27 505 730	27 505 730		3 119 969	3 119 969	30 625 699	- 0	104 582 136
Bât-A11- Projet études ANR	6 235 086	6 235 086	6 235 086		-	-	6 235 086	6 118 628	6 118 628		-	-	6 118 628	-	116 458
Hall des sport n°2	1 132 679	1 186 367	1 132 679		-	-	1 132 679	1 195 677	1 098 272		1 360	1 360	1 099 632	-	33 047
ANR - Parvis de Béthanie	3 788 545	3 801 441	3 775 745		-	-	3 775 745	3 789 845	3 788 545		-	-	3 788 545	12 800	- 12 800
CTA PESSAC	76 231	36 868	-		76 232	76 231	76 231	36 868	-		76 232	76 231	76 231	-	-
ANR- Projet Cheminement doux Carreire	3 258 000	3 258 000	3 258 000		-	-	3 258 000	3 257 422	3 257 422		-	-	3 257 422	-	578
Aménagt François Bordes	2 900 000	2 900 000	2 900 000		-	-	2 900 000	2 867 650	2 867 650		-	-	2 867 650	-	32 350
Rénovation A29	2 600 000	2 657 510	2 600 000		-	-	2 600 000	2 432 148	2 432 148		-	-	2 432 148	-	167 852
Amphi B200 UB Montaigne	600 000	600 000	600 000		-	-	600 000	600 000	600 000		-	-	600 000	-	-
Piscine Phase 3	4 241 388	4 058 392	4 016 477		226 029	29 163	4 045 640	4 583 970	3 668 661		572 727	71 785	3 740 446	195 748	305 194
Construction d'une plateforme technique multi-services	5 566 875	5 366 019	5 278 680		47 997	37 630	5 316 310	4 997 707	4 909 768		221 822	195 309	5 105 077	250 565	211 233
Hall des Sports - Phase n°3	3 537 570	3 573 640	3 523 815		15 000	13 755	3 537 570	3 471 961	3 471 961		32 505	32 505	3 504 466	-	33 104
ANR-Démolitin du A4	5 423 000	5 493 000	5 423 000		-	-	5 423 000	1 283 260	1 213 260		1	1	1 213 261	-	4 209 739
CAMPUS- MPGP-SHS	47 956 000	47 132 680	47 132 680		28 470	28 470	47 161 150	20 067 860	20 051 975		22 099 249	22 099 249	42 151 224	794 850	5 009 926
CAMPUS -MPGP Biologie - Santé	67 081 834	67 051 834	67 051 834		30 000	30 000	67 081 834	60 444 253	60 444 253		2 217 820	2 217 820	62 662 073	-	4 419 761
Intérêts de la dotation	24 361 738	24 361 738	4 850 022		119 994 121	13 293 498	18 143 520	24 624 822	1 045 499		19 856 216	919 931	1 965 430	6 218 218	16 178 090
GER Maison de la Recherche	470 300	470 300	470 300		-	-	470 300	72 646	72 646		15 621	15 621	88 267	-	382 033
Pôle Archéologie - Université Bordeaux Montaigne	3 703 527	3 703 527	3 703 527		-	-	3 703 527	1 934 000	1 934 000		1 500 000	1 500 000	3 434 000	-	269 527
Pôle de vie Campus Marne	17 359 354	17 358 147	17 358 147		-	-	17 358 147	2 101 419	2 101 419		6 298 751	6 298 751	8 400 170	1 207	8 957 978
Plaine des Sports Roquencourt	2 985 810	2 770 583	2 770 583		-	-	2 770 583	2 733 785	2 733 785		3 800	-	2 733 785	215 227	36 798

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	Restes à engager (AE)	Restes à payer sur AE consommées (CP)
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(7)	(15)=(7)-(13)
Liaison Nord-Sud Carreire	1 428 000	1 380 000	1 380 000		48 000	48 000	1 428 000	102 846	102 846		1 207 788	1 207 788	1 310 634	-	117 366
Sinistre Piscine	317 746	317 746	317 746		-	-	317 746	313 066	313 066		4 680	4 680	317 746	- 0	- 0
Campus Carreire	8 583 093	6 990 025	6 979 419		774 357	646 078	7 625 497	3 355 155	3 343 869		3 846 269	3 846 269	7 190 138	957 596	435 359
Montaigne Antilles	12 064 921	15 564 921	12 064 921		-	-	12 064 921	274 620	271 728		294 076	294 076	565 804	-	11 499 117
Aménagement Hoffmann	1 900 000	610 000	-		1 900 000	1 900 000	1 900 000	-	-		-	-	-	-	1 900 000
Roquencourt SMART	14 062 813	1 100 000	893 138		10 855 909	10 855 909	11 749 047	910 000	794 620		4 095 073	4 095 073	4 889 693	2 313 766	6 859 354
GER SRIA A11	10 220 201	-	-		8 549 531	8 549 531	8 549 531	-	-		200 708	200 708	200 708	1 670 670	8 348 823
Travaux de parachèvement Béthanie	1 625 000	1 625 000	1 625 000		-	-	1 625 000	563 569	563 331		1 004 040	1 004 040	1 567 371	-	57 629
Rocquencourt vestiaires	1 292 588	65 000	65 000		112 656	112 656	177 656	-	-		93 082	93 082	93 082	1 114 932	84 574
BX METROPOLE - Aménagements Arts et Métiers	4 050 000	-	-		4 050 000	4 050 000	4 050 000	-	-		200 000	-	-	-	4 050 000
Mobilité	117 500	-	-		9 829	9 829	9 829	-	-		6 050	6 050	6 050	107 671	3 779
Loyers tranche 2	36 436 977	-	-		36 436 977	36 436 977	36 436 977	-	-		-	-	-	-	36 436 977
Loyers tranche 3	45 878 871	-	-		39 307 679	39 307 679	39 307 679	-	-		-	-	-	6 571 192	39 307 679
CAMPUS HORS OPERATIONS	57 862 016	11 229 828	11 229 828		-	-	11 229 828	7 232 083	7 232 083		-	-	7 232 083	46 632 188	3 997 746
TOTAL IMMOBILIER	**708 782 046**	**539 433 594**	**478 311 562**	**-**	**242 787 975**	**129 185 797**	**607 497 360**	**285 108 551**	**239 250 841**		**107 633 819**	**78 077 614**	**317 328 455**	**101 284 687**	**290 168 905**
Dont Campus sur opérations	525 039 556	435 542 447	387 644 708	-	223 373 135	115 902 692	503 547 400	226 375 382	200 493 238	-	67 919 815	47 789 464	248 282 703	21 492 156	255 264 697
Dont Campus hors opérations	57 862 016	11 229 828	11 229 828	-	-	-	11 229 828	7 232 083	7 232 083		-	-	7 232 083	46 632 188	3 997 746
PASTEL - contribution de la haute pression à la stabilisatio	185 040	212 330	179 242		4 798	3 853	183 095	216 845	174 686		9 354	6 325	181 010	1 945	2 084
SUSTAIN VINO THESE - Mise en place d'une comptabilité	49 000	67 584	49 000		-	-	49 000	67 584	49 000		-	-	49 000	-	-
CRA - CARACHI - Caractérisation avancée en chimie indu	87 000	87 287	87 000		-	-	87 000	87 287	87 000		-	-	87 000	-	-

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
Erasmus Mundus-Fame-n°2007-1492/001-001	238 000	-	238 000	-	-	-	238 000
Erasmus Mundus Fame n° 2008-1597/001-001	82 200	-	82 200	-	-	-	82 200
FAME Préparation of academic year 2008-2009	165 588	-	165 588	9 665	12 715	-	155 922
Projet Master Environments and Ressources	512 467	-	512 467	148 600	-	35 200	328 667
AISBL INTEROP 2009 GIS INTEROP	195 350	-	195 350	40 500	-	11 100	143 750
DGA+CRA cofinancement doctorant	-	-	-	-	-	11 320	- 11 320
ALLOCATION RECHERCHE 20121603003 - Marion Cornet (	128 878	-	128 878	-	-	22 704	106 174
REGION N°20121302011-ANTUNESNB/CRA + DGA	-	-	-	-	-	22 969	- 22 969
alloc region/dga 20121602003 Sautour	104 000	-	104 000	-	-	18 331	85 669
alloc region/dga 20121602005 bindel	103 999	-	103 999	-	-	21 963	82 036
Analyse tridimensionnelle du mouvement	146 888	-	146 888	49 076	2 153	5 709	92 102
Etude de la contribution gustative des composés non lycosiic	108 000	-	108 000	7 000	-	2 000	99 000
DON-PROTOCOLE ETUDE CLINIQUE	46 000	-	46 000	-	-	-	46 000
PROGRAMME ECO-INNOVERA.VALUXTRACT N° 12-INOV	323 648	-	323 648	30 000	-	189	293 459
Determinants psycho-sociaux,familiaux et médicaux du diagn	236 122	-	236 122	-	-	-	236 122
DGASCHU opinions publiques et guerres asymétriques: le ta	-	-	-	-	-	6 095	- 6 095
POST DOC DGA PDE 12C0027	-	-	-	-	-	1 198	- 1 198
CONV.DE REVERST. "DON BIOCODEX"	66 930	-	66 930	10 000	-	-	56 930
SUBV PUBLIC -SAMMUEL DE CHAMPLAIN PROG 185	9 500	-	9 500	-	-	-	9 500
Injection médullaire de toxine botulique	13 344	-	13 344	-	-	-	13 344
ALLOCATAIRE BERGONIE-KAYALI SAMER	-	-	-	-	-	7 607	- 7 607
BERGONIE-HAMMADI MEHDI-AVENANT N°1-POST DOCT(	-	-	-	-	-	44 163	- 44 163
GENESPOIR - Recherche sur Albinisme.	163 800	-	163 800	90 300	20 000	20 000	53 500
SIRIC BRIO.PIQUET LEO.PROGRAMME FOIE.ETUDE DOC	105 000	-	105 000	-	-	33 834	71 166
SIRIC BRIO.ESPADINHA ANNE SOPHIE.PROGRAMME MY	105 000	-	105 000	-	-	32 129	72 871
A ARCHIVER - SIRIC BRIO-FOURNEAUX BENJAMIN-PROC	140 000	-	140 000	-	-	42 625	97 375
BERGONIE-LARTIGUE LYDIA.SIRIC BRIO-PROGRAMME S	150 000	-	150 000	-	-	44 212	105 788
BERGONIE-ROCHE EMMANUEL AVENANT N° 2	-	-	-	-	-	29 497	- 29 497
RB-INSPIRE.SANPSY	60 000	-	60 000	-	-	20 000	40 000
RB-RIME-SANPSY	25 000	-	25 000	-	-	10 000	15 000
CRA THESE/ESA/DH	124 000	-	124 000	21 330	3 670	-	102 670
A ARCHIVER - ANR-11-RSNR-0002 Proj AMORAD - EPOC	188 864	-	188 864	32 968	155 896	-	155 896
DECROCHAGE SCOLAIRE Les dispositifs de lutte contre le	36 901	-	36 901	-	1	-	36 901
AST N°2013-397 et 2016-191 - Comparaison de plusieurs ob	128 196	-	128 196	87 100	-	-	41 096
A ARCHIVER - BIO DATA CLOUD	42 111	-	42 111	-	-	894	41 217
OLIGOMER TOXICITY INHIBITION IN SYNUCLEOPPATHIE	575 543	-	575 543	108 128	-	-	467 416
MOSTRA / Efficacité et conditions d'efficacité de la mise en p	37 000	-	37 000	6 103	-	-	30 897
REGION : Analyse Physiopathologie de la maladie rare - Syr	132 337	-	132 337	44 711	-	10 273	77 353
BERGONIE-Etude post-doctorale dans le cadre du SIRIC BR	-	-	-	-	-	10 558	- 10 558
POST DOC ANDRIQUE LAETITIA	-	-	-	-	-	47 669	- 47 669
A ARCHIVER - BERGONIE - Etude post-doctorale "Program	164 000	-	164 000	-	-	57 000	107 000
ANR-14-CE12-0016-01 - PROJET VASCOGENE	454 645	-	454 645	95 529	-	86 130	272 986
A ARCHIVER - CONV DE REVST "LIFE"13 NAT/FR/00056	888 221	-	888 221	195 580	-	60 913	631 728
MANTEAU BLEU Influence de l'environnement lumineux sur	41 790	-	41 790	-	-	20 895	20 895
PROJAC POSTDOC Les projets artistiques et culturels dans	46 000	-	46 000	-	1	-	46 000
CRA INMERON 2014-1R10102-00002867-00002868 THES	55 000	-	55 000	-	-	24 139	30 861
PASSERELLE GROTTE DE CUSSAC	35 000	-	35 000	-	-	1 037	33 963
A ARCHIVER - BERGONIE ICGC - "Programme ICGC Léiom	144 000	-	144 000	-	-	84 302	59 698
Engt N°2014-00053472-Les dyskinésies dopa-induites sans	102 714	-	102 714	-	2 714	2 714	100 000
ACCORD CADRE SEL & LEVURE / REF AST 2013-505 Ph.	835 100	-	835 100	254 100	-	47 500	533 500
ANR-MEMORYTRACK-Dynamiques des interactions hippoc	357 136	-	357 136	57 142	-	35 150	264 844
ANRS DECISION N° 15058 / D. GABILLARD	429 089	-	429 089	50 289	-	49 475	329 325
MO2VE / FUI Maîtrise de l'oxygène dans le vin au cours de l'	300 336	-	300 336	-	-	178 267	122 069
CRA arrêté n°SK15002296-Opérations structurantes de l'Obs	39 702	-	39 702	-	-	19 696	20 006
ETUDE PLAQINSTEP-CHU n°2015-107-DRC-CCR-D.FERN	11 887	-	11 887	6 164	-	-	5 723
A ARCHIVER - THESE LOUIS GALEY REGION REF 2015-1	49 000	-	49 000	-	-	-	49 000
SPOT MATERIAUX HYBRIDES region	55 000	-	55 000	14 469	-	26 250	14 280
APPEL A PROJET SYNTHONS CO^2	62 637	575	62 062	575	-	20 872	40 615
CLARIFIL _ REGION REF 14008027-050 PROJET CLARIFIL	100 000	-	100 000	-	-	50 000	50 000
REGION REF 2014-1R20202-00002988-00002989 THESE M	55 000	-	55 000	-	-	54 866	134
CRA SYNTHONS CO^2 INVESTISSEMENT	45 000	45 000	-	-	-	12 964	- 12 964
ANR DynHippo	165 776	-	165 776	71 562	-	33 156	61 058
CRA - Validation fonctionnelle de gènes candidats dans l'onc	49 000	-	49 000	-	-	-	49 000
CRA + BERGONIE SIRIC BRIO (Programme Myéloide - Etuc	98 000	-	98 000	38 050	-	-	59 950
IUF 2015 TANASA Adrian	75 000	-	75 000	56 250	-	-	18 750
SPOT MATERIAUX HYBRIDES EQUIPEMENT	120 000	-	120 000	-	-	47 897	72 103
A ARCHIVER_ANR GRAVETTOS	210 000	-	210 000	84 000	-	42 000	84 000
A ARCHIVER_CRA CARMOTHAP n°2015-1R40205	71 868	-	71 868	-	-	35 934	35 934
IFSMACS / Interaction Fluide-Structure : Modélisation, analys	85 103	-	85 103	38 429	-	18 030	28 644
EGALPRO / "Egalité professionnelle entre les femmes et les	58 750	-	58 750	-	-	1 203	57 547
"Les jeunes actifs et la sélectivité dans le recrutement : stéré	36 500	-	36 500	1 200	-	16 900	18 400
KIC Projet CLC - EIT Raw Materials Knowledge and Innovati	89 755	-	89 755	-	-	-	89 755
Contrat de delegation de taches -protocole de recherche SC	20 733	-	20 733	6 500	-	-	14 233
Analyse comparée de 3 processus translationnels : les cas d	143 560	-	143 560	59 698	42	42	83 820
C.R.A Matériaux Fonctionnels Avancés....	90 000	-	90 000	-	-	45 000	45 000
A ARCHIVER - Study on Environmental and GenomeWide p	1 500 621	-	1 500 621	765 647	-	521 641	213 333
Thèse de M Sachet : "L'agroforesterie, un mouvement social	100 600	-	100 600	30 000	-	10 600	60 000
UE - SENSE-Cog / Grant Agreement N° 668648 - SENSE-Co	1 323 902	-	1 323 902	331 857	-	-	992 045
projet DOMCARE, "espace d'expérimentation et d'évaluation	8 000	-	8 000	-	-	6 088	1 912
ANR-15-CE32-0007-01 - Locogaze - Combes	274 896	-	274 896	87 966	-	54 981	131 949
ISLET CHIP (CHU DE BX ET GRENOBLE)	46 800	-	46 800	-	46 800	46 800	-

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
PROJET MIRA 2015 - anr-15-ce24-0023-01	220 688	-	220 688	105 930	44 138	-	114 758
ELABORATION DE COMPOSITES STRUCTURAUX BOIS L	49 000	-	49 000	-	-	23 178	25 822
A archiver Aide à la décision interactive pour la réhabilitation	208 814	-	208 814	100 230	-	12 439	96 145
Projet Présidio / AAP "Cloud computing et big data n°4"	465 146	-	465 146	23 378	-	-	441 768
ANR N° 15-CE18-0012-01 - PULMOZYMAGE - MELLET	210 981	-	210 981	33 757	-	42 196	135 028
ANR 15-CE19-0015-01 - SUPERQIF- THIAUDIERE Eric	256 013	-	256 013	81 924	-	40 247	133 842
ANR -15-CE37-0005-02 TAILPARK - FRANCOIS GEORGES	227 500	-	227 500	72 800	-	45 500	109 200
ANR-15-CE37-0008-01 -DYSNICOTON- GUILLEM Karine	234 572	-	234 572	84 973	-	46 912	102 687
ANR 15-CE37-0005-03 TAILPARK- BEZARD	83 200	-	83 200	13 312	-	16 640	53 248
A ARCHIVER - SIRIC BRIO / M.Quintard	50 000	-	50 000	-	-	-	50 000
DRAC / EJ : 2101 704 101 / Troisième phase de pérennisatic	35 000	-	35 000	-	-	4 282	30 718
ANR -15-CE37-0013-02 -CortMem- Bontempi Bruno	222 560	-	222 560	71 220	-	44 510	106 830
SRIA	40 000	-	40 000	-	-	-	40 000
A ARCHIVER ANR GLYCONOV / "Voies métaboliques glyco	154 415	-	154 415	49 412	105 003	30 885	74 118
BERGONIE SIRIC BRIO - CHU BX 2016-196-DRC-FI-R - "Im	110 307	-	110 307	-	-	48 325	61 982
BERGONIE SIRIC BRIO - CHU BX 2016-196-DRC-FI-R - "Im	50 500	-	50 500	-	-	78	50 422
BERGONIE SIRIC BRIO (B2BB PROG) - Projet "Role of prot	180 000	-	180 000	-	-	46 773	133 227
Convention financière entre l'Adera et l'université de bordeau	1 625 820	-	1 625 820	686 087	872 557	5 000	934 733
OENO CLIM 2016 / "Réseau scientifique en oenologie et cha	21 000	-	21 000	-	-	4 200	16 800
Conv de reverst IRSTEA-EPOC Projet AquaVIT	41 087	-	41 087	13 000	-	-	28 087
A ARCHIVER PROJET SMALA ANR -15-CE37-0002-04	15 600	-	15 600	7 806	7 794	-	7 794
Convention attributive d'aide n° ANR-16-MRSE-0028-01 INS	29 960	-	29 960	-	-	-	29 960
ANR-15-HDHL-0002-04 D-CogPlast	133 461	-	133 461	63 489	-	26 693	43 280
Pérennisation des compétences analytiques dela plate-forme	40 000	20 000	20 000	-	-	10 000	10 000
ARC - ESSAIS CLINIQUESRESPONSABLE SCIENTIFIQUE	139 500	-	139 500	-	-	53 250	86 250
A ARCHIVER - ANR PETIMIT	168 460	-	168 460	80 862	-	33 457	54 141
CRA THESE DIAMANTR / Simulation et analyse de performa	98 000	-	98 000	49 000	-	36 774	12 226
0	29 160	-	29 160	-	-	-	29 160
ANR WISSI	254 016	-	254 016	81 500	-	50 685	121 831
Bordeaux Sciences Agro - reversement TSE : "l'effet des dif	30 541	-	30 541	446	-	-	30 095
ERC COSMIC DANCE GA N°682903	1 859 413	-	1 859 413	1 069 162	-	-	790 251
IUF - CORMIER ERIC	75 000	-	75 000	71 250	-	-	3 750
KIC Famme Inno / Amis (ancien Fame Inno) europe	388 277	-	388 277	166 896	-	35 804	185 577
A ARCHIVER Fusion des institutions décentralisées et égalité	46 000	-	46 000	-	-	45 366	634
Decrochage scolaire et parcours d'insertion des jeunes sans	98 000	-	98 000	-	-	88 825	9 175
Parcours des décrocheurs scolaires en zone rurale de la grai	4 696	-	4 696	-	-	2 313	2 383
A ARCHIVER - Auto-stabilisation et amélioration de la sûreté	151 092	-	151 092	72 525	2 322	-	78 567
Formes et dynamiques du "local Welfare" le secteur médico	52 000	-	52 000	-	-	5 643	46 357
PID-PREV "Dépistage précoce et traitement des infections à	38 474	-	38 474	29 005	9 469	-	9 469
A ARCHIVER_CRA NATCH : Neanderthalenses Aquitanensi	285 858	-	285 858	45 719	-	67 369	172 770
Abstraction modulaire pour le calcul distribué	162 801	-	162 801	104 192	-	-	58 609
A ARCHIVER - DEfis pour la Logique, les Transducteurs et le	128 130	-	128 130	61 614	25 625	20 016	46 500
RHYTHM	1 435 775	-	1 435 775	778 054	-	233	657 488
WAYLESS / Stimulation de surface étendue à faible intensité	261 360	-	261 360	52 272	-	12 259	196 829
GOTMI / ANR-16-CE33-0010-01"Generalized Optimal Transp	165 348	-	165 348	52 912	-	28 295	84 141
ANR OLD	137 787	-	137 787	110 230	-	-	27 557
BIO 3	170 640	-	170 640	136 510	-	34 130	-
A ARCHIVER - IRSTEA N°2015/EABX/CR/121 Proj PHYTOC	80 000	-	80 000	24 000	-	23 972	32 028
A ARCHIVER - ANR 16 CE34 0005 02 Proj ILETOP	196 240	-	196 240	153 790	38 450	-	42 450
INCA ETIOSARC 2016-118 / A. LACOURT	464 846	-	464 846	279 922	-	-	184 924
UE - N° 722605 TRANSMIT - TRANSlating the role of Mitoch	254 296	-	254 296	-	-	27 191	227 104
KIC AMIR	3 346 690	-	3 346 690	662 943	557 672	842 611	1 841 136
PPI - CBMN - Plateforme mutualisée	223 000	45 000	178 000	40 000	-	68 785	69 215
Lien financeur-financé et financement des PME	45 302	-	45 302	4 167	-	-	41 135
ULPEC/UE/Grant agreement 732642-ULPEC-H2020-ICT-20	588 396	-	588 396	408 994	-	114 485	64 917
ANR EDGAN / ANR-16-CE24-0026-03 / Co intégration des tr	118 800	-	118 800	95 040	21 695	21 695	2 065
@H2MENS - ANDRA/ANR - RTSCNADAA16-0064	608 126	-	608 126	403 885	-	-	204 241
Socio-histoire du marché français du maintien en condition o	46 000	-	46 000	-	-	45 381	619
Région Nouvelle Aquitaine - Imagerie par IRM réseau Purkin	49 000	-	49 000	24 500	-	19 761	4 739
ANR - MIAM (Maladies, Intéractions Alimentation-Médicamen	175 716	-	175 716	140 572	-	29 059	6 085
Promotion Grp Lab	96 414	-	96 414	79 130	2 003	2 003	15 280
ANR 16-NEU3-0002-01-TRAINS-BADAUT	199 943	-	199 943	159 956	-	39 987	-
AP-HP RC15088_Bordeaux_20161215 - Prévention des com	78 420	-	78 420	3 500	-	-	74 920
UNITAID - TB SPEED	13 719 167	-	13 719 167	12 303 101	594 052	355 035	1 061 030
Projet ECSTATIC ERC-2016-STG	1 394 105	-	1 394 105	1 123 600	219 273	192 372	78 133
REGION - THESE DUCROT - 2016-1R60203-00007437-THE	49 000	-	49 000	24 500	-	20 843	3 657
Fondation de France / F-X Mahon / Post Doc Ana Real Calde	74 000	-	74 000	74 000	-	-	-
ANR-16-CE06-0012-01 ANR PC2TES	225 710	-	225 710	180 568	-	44 461	681
A ARCHIVER - ARC - SURROGATE : Développement métho	50 000	-	50 000	25 000	-	-	25 000
Convention n° EL2017.LNCC/JDM	376 712	-	376 712	373 200	-	-	3 512
CRA LABCOM NOBATEK INEF 4 / Convention N° 3798420-	307 500	-	307 500	153 750	153 750	-	153 750
A ARCHIVER_NANOHELIFLEX	27 512	-	27 512	22 008	-	-	5 504
Commerce connecté : recherche fondamentale et émergenc	27 700	-	27 700	18 500	-	-	9 200
A ARCHIVER_ATHENE	2 400	-	2 400	1 200	-	1 200	-
A ARCHIVER REGION 5ème PHASE NEUROCAMPUS N° 1	2 231 331	-	2 231 331	1 338 799	-	889 466	3 067
A ARCHIVER_Convention de reversement CEA/UB	82 500	-	82 500	22 500	-	7 492	52 508
CTFC / DOCAMEX-n°5624	105 110	-	105 110	-	-	-	105 110
A ARCHIVER - ANR-16-CE92--0035-01 genesis	175 490	-	175 490	140 392	-	31 842	3 256
A ARCHIVER - GIP SEINE AVAL SA6 Proj PLASTIC SEINE	108 360	-	108 360	108 360	-	-	-
ANR/LABIMA N° 16-LCV2-0006-01	300 000	-	300 000	240 000	-	60 000	-
Ligue Contre le Cancer des Landes / D. Santamaria	15 335	-	15 335	-	-	-	15 335
Ligue Contre le Cancer (47) - Dr Bresson-Bepoldin	13 000	-	13 000	5 436	-	-	7 564
Fondation Lily Shriver / Frédéric Chibon	92 907	-	92 907	-	-	-	92 907
CAJAL ADVANCED NEUROSCIENCE TRAINING PROGRA	3 122 226	-	3 122 226	1 560 656	-	348 600	1 212 970

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
TARANTO /UE-DGE/Grant Agement N° 737454	521 312	-	521 312	397 644	-	35 903	87 764
IMI N° 116060- IMPRIND- IMN	505 000	-	505 000	429 250	-	-	75 750
Accord Cadre Seguin-Moreau	320 000	-	320 000	96 000	32 000	32 000	192 000
Organisation d'opérations de recherche et de formation dans	20 000	-	20 000	6 529	-	-	13 471
CONVENTION CEA/ GIN / IMN	112 000	-	112 000	96 000	-	16 000	-
Fondation Maladies Rares - Prise en charge pluridisciplinaire	97 000	-	97 000	48 500	-	6 272	42 228
région 2015-1R10207-00004862-thése	49 000	-	49 000	24 500	-	18 789	5 711
ADEME N° 1662C0024 Proj CERVOLAND	258 027	-	258 027	103 211	-	-	154 816
Subvention INCA n° 2017-040 Impact du tabagisme sur le re	228 107	-	228 107	200 304	-	-	27 803
IUF 2017-2022 HAMID KELLAY	75 000	-	75 000	63 750	11 250	11 250	-
A ARCHIVER - INCA 2017-0042 - Electra-Share : la cigarette	449 634	-	449 634	404 671	-	-	44 963
IUF 2017-2022 BRAHIM LOUNIS	75 000	-	75 000	63 750	11 250	11 250	-
EMJMD IPCV 586508-EPP-1-2017-1-FR-EPPKA1-JMD-MOB	2 737 550	-	2 737 550	2 720 850	-	10 500	6 200
IUF 2017 / NAGERL/ IINS	75 000	-	75 000	63 750	11 250	11 250	-
A ARCHIVER - REGION N° 2016-1R60206 - 00007435 - THI	49 000	-	49 000	24 500	-	20 171	4 329
A ARCHIVER - EUROREGION Aquitaine Euskadi - Proj TUR	19 750	-	19 750	7 900	-	-	11 850
IUF MERCIER Charles	75 000	-	75 000	63 750	11 250	11 250	-
Programme de recherche Echange entre L'universite de ban	16 000	-	16 000	16 000	-	-	-
IUF PLACE Thomas	76 013	-	76 013	63 750	11 250	11 250	1 013
IUF Junior/ J. BIGOT	75 000	-	75 000	63 750	11 250	11 250	-
Fondation de France / post doc Ana Real-Calderon	74 000	-	74 000	-	-	-	74 000
REGION N° 2017-1R20107-00013093 - Thèse A.MOURAGU	62 503	-	62 503	-	-	60 110	2 393
A ARCHIVER - DGA N° 2017 600032 N° SEDO456JE075	59 000	-	59 000	50 150	-	7 567	1 283
CRNA Décision 17003954 - Chaire d'accueil Anna BEYELER	464 000	-	464 000	278 400	-	-	185 600
DGA 2017600032 - N° DES 0456JE75 N° EJ CHORUS	118 000	-	118 000	100 300	-	8 603	9 097
STILPROTECT	198 898	-	198 898	165 222	-	-	33 676
A ARCHIVER - REGION 2017-1R30220-00013225 + FRM - A	103 032	-	103 032	84 548	-	-	18 484
ANR POLYPHENOLPROT	160 442	-	160 442	128 354	-	-	32 088
A ARCHIVER ANR-17-CE07-0043-01_DELIGHT	328 090	-	328 090	249 131	-	-	78 959
GW RESEARCH LIMITED 01834 --AST 2016-432	98 750	-	98 750	68 750	-	-	30 000
INCA N° 2017-166 -THERACAN-INDIE ELIF	394 160	-	394 160	354 744	-	-	39 416
DGA 2017 60 0032 N° SED0456JE075 N°EJ Chorus	118 000	-	118 000	64 900	-	35 400	17 700
REGION AQUITAINE 2017-1R30110-THESE - BOURDEL-M	103 298	-	103 298	49 000	-	51 935	2 363
CRNA SPECAERO equipement	92 000	-	92 000	47 000	-	45 000	-
CRNA SPECAERO THESE	49 000	-	49 000	24 500	24 500	20 572	3 928
A ARCHIVER CRA Thèse Jenny Benois-Pineau	98 000	-	98 000	49 000	-	-	49 000
ANR-17-CE40-0022-02_HOSIGRA	140 499	-	140 499	112 401	28 098	-	28 098
ANR-17-CE40-0013-03_FREDDA	99 036	-	99 036	79 229	19 807	-	19 807
ANR-17CE40-0028-01_BRAVAS	106 758	-	106 758	85 408	-	-	21 350
DIAGLYC / Allocation Recherche Thèse / 2017-1R30226000	100 744	-	100 744	73 500	-	27 195	49
A ARCHIVER_MULTISPOT_ANR-17-CE09-0015-01	185 288	-	185 288	148 231	37 057	-	37 057
A ARCHIVER_REGION NOUVELLE AQUITAINE_2017-1R3	55 275	-	55 275	27 638	-	-	27 638
ENABLE / EUROPE / NUMBER-764979-ENABLE	525 413	-	525 413	479 211	46 202	46 202	0
FEDER- Prog INTERREG. COCKLES Projet EAPA-458 / 20	367 677	-	367 677	160 393	-	-	207 284
A ARCHIVER - ANR-17-CE01-0014-01 Proj SONO	240 477	-	240 477	192 382	48 095	-	48 095
CRA DIVINS	46 100	-	46 100	-	-	38 002	8 098
Projet DISRUPT - Contrat d'aide n°DOS0061668/00	498 989	-	498 989	399 578	97 471	-	99 411
PIC IHU CEE	254 516	-	254 516	200 133	-	29 168	25 214
CRNA ISSPANUM 2017-1R30222 - Inégalités sociales et ter	82 900	-	82 900	41 450	-	-	41 450
ASPAG - Analyse et Simulation Probabilistes des Algorithme	84 888	-	84 888	38 201	16 977	-	46 687
ANR-17-CE09-0001-02_SLOW 2	131 944	-	131 944	79 168	26 389	-	52 776
A ARCHIVER ANR-17-CE11-0041-01 MITOCARD	175 480	-	175 480	140 384	-	34 683	413
A ARCHIVER ANR-17-CE09-0015-03 MULTISPOT	79 154	-	79 154	63 324	14 248	-	15 830
A ARCHIVER_ANR EchoCell	81 526	-	81 526	64 800	-	-	16 726
A ARCHIVER_POLYPHENOLPROT_ANR-17-CE11-0033-0	143 544	-	143 544	114 836	28 708	28 685	23
CRA Post Doc AKKA ZEMMARI référence 2017-1R50108	46 000	-	46 000	-	-	43 536	2 464
A ARCHIVER_FoldaRotaxanes_ANR-17-CE07-0014-02	200 015	-	200 015	150 390	37 597	-	49 625
A ARCHIVER_ FOLDINGUE_ANR-17-CE07-0020-01	217 659	-	217 659	174 128	43 531	-	43 531
ALLOC THESE 1 ZIMMER/ CRA / 2017-1R50218-00013460	49 000	-	49 000	24 500	24 500	23 030	1 470
ALLOC THESE 2 ZIMMER / CRA / 2017-1R50218 00013461	49 000	-	49 000	-	24 500	23 651	25 349
CRA FAST INVEST / CRA / 2017-1R50218-00013459 / Sub	94 000	-	94 000	47 000	-	-	47 000
A ARCHIVER_ArchaeoMembranes_ANR-17-CE11-0012-04	78 840	-	78 840	63 072	15 768	-	15 768
CRA CARGESE INVEST / 2017-1R10123-00013061 / imprir	26 000	-	26 000	13 000	-	12 978	22
A ARCHIVER - REGION N°2017-1R20107-00013091 - INVE	42 295	-	42 295	21 000	-	17 779	3 516
Projet ConFlex H2020 N° du GA: 765579 / MSCA-ITN-2017	482 551	-	482 551	389 066	-	80 616	12 869
CB CRYPT / ANR / ZEMMOR / ANR-17-CE39-0007-04 / Cryp	86 616	-	86 616	69 293	17 323	-	17 323
A ARCHIVER UBINERGY	282 280	-	282 280	225 824	56 456	-	56 456
FLAIR / ANR-17-CE40-0012-01 / "Familles de fonctions L: ar	87 480	-	87 480	52 488	17 496	-	34 992
A ARCHIVER ANR-17-CE10-0004-01 GEOCAM	300 454	-	300 454	240 364	60 090	-	60 090
ARPO2M / DPI / DPI CONDITIONS 2015	240 000	-	240 000	191 542	-	-	48 458
2017-1R10101-00013015-13020 / CRA / Fissuration des inte	55 000	-	55 000	27 500	-	24 455	3 045
CRYME 320-3253R-7	118 741	25 000	93 741	20 214	-	-	73 526
ANR 17-CE37-0011-01/NANOSPACE-BADAUT-INCIA	313 599	-	313 599	250 880	62 719	-	62 719
La protection sociale en marché, identifier et comprendre les	71 000	-	71 000	36 000	-	-	35 000
TKC-Migrants hautement qualifiés et flux internationaux de ta	199 926	-	199 926	79 970	-	-	119 956
NPEIE : Non-Practicing Entities et innovation en Europe	171 215	-	171 215	136 972	-	32 408	1 835
Divins - CIVB et CVSE	70 000	-	70 000	27 500	-	-	42 500
ANR CHITOWINE - AAP GENERIQUE 2017	195 480	-	195 480	156 384	-	-	39 096
A ARCHIVER ANR-17-CE11-0041-02 MITOCARD	106 920	-	106 920	64 152	42 768	-	42 768
A ARCHIVER ANR-17-CE19-0017-04 Projet : CHORUS	118 800	-	118 800	95 040	23 760	23 760	-
A ARCHIVER ANR-17-CE14-0029-01 UNMASC	409 221	-	409 221	182 680	223 272	-	226 541
Agence Biomédecine - Dr Moreau-Gaudry	21 000	-	21 000	-	-	6 227	14 773
EXPERTISE France - Subvention N° 16SANIN215	1 542 151	-	1 542 151	1 330 206	-	53 455	158 490
A ARCHIVER - INCA - N° 2017-125 - EVALUATES : Evaluati	174 556	-	174 556	157 100	-	-	17 456

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
A ARCHIVER - ANR-17-CE34-0008-05 Proj PEPSEA	130 567	-	130 567	104 454	26 113	26 048	65
A ARCHIVER - INCA - N° 2017-125 - EVALUATES : Evaluati	18 200	-	18 200	16 380	-	417	1 403
A ARCHIVER FFC E.Gerbaud	80 000	-	80 000	40 000	40 000	-	40 000
europe SUN-PILOT	561 912	-	561 912	269 718	-	26 337	265 857
REGION / 2017-1R10223-00013089-00013090-THESE / Op	55 000	-	55 000	27 500	-	24 358	3 142
A ARCHIVER_HADoC_ANR-17-CE31-0010-04	65 038	-	65 038	52 031	13 007	-	13 007
These Amel Chaib	52 332	-	52 332	26 166	-	26 144	22
thèse Sara WINDHOLTZ	49 000	49 000	-	24 500	-	23 806	- 48 306
ANR 17-CE34-0002-02 EMBRASE "Environnement MicroBio	113 400	-	113 400	90 720	22 680	-	22 680
(ECCE OMO)_CONV 2017-1R40219-00013283&00013284	47 240	-	47 240	23 620	23 620	-	23 620
CONVENTION n° 17006518 CPER 2015-2020 2.4.1.3 ANIM	821 950	-	821 950	575 365	246 585	-	246 585
FRANCE ALZHEIMER-SORYMA-CATHELINE GWENAELLE	80 700	-	80 700	40 000	-	-	40 700
A ARCHIVER - REGION N° 2017-1R20110 - 17004351 Proj	75 000	-	75 000	56 250	18 750	18 687	63
ANR-17-CE35-0002-02 PROJET DACSYMY	154 875	-	154 875	123 901	30 974	26 205	4 769
Convention Région n°2017-1R30128-00013205 Function an	37 300	-	37 300	18 650	18 650	-	18 650
Région Nelle Aquitaine 2017-1R30105 - 00013194 & 000131	264 000	-	264 000	15 500	70 000	-	248 500
ANR 17-CE18-0026-01-PARKINGTON-BEZARD	241 812	-	241 812	193 448	-	-	48 364
CPER 2015/2020-2.4.1.8 PMUSCIVI-17006253	1 103 000	-	1 103 000	663 000	-	-	440 000
A ARCHIVER ANR / EchoCell / ANR-17-CE11-0020-01	246 321	-	246 321	147 792	-	15 102	83 427
Economie des plateformes et mutations du travail et des orga	91 000	-	91 000	45 500	-	-	45 500
A SUPPRIMER DOUBLON	21 000	-	21 000	10 500	-	-	10 500
Sécurité sociale et couverture maladie complémentaire : Vers	47 000	-	47 000	23 500	23 500	-	23 500
Stabilité Financière et Performance Macroéconomique - Con	60 723	-	60 723	30 362	-	-	30 362
A ARCHIVER ANR POLYPHENOLPROT	116 976	-	116 976	70 186	46 790	17 926	28 864
A ARCHIVER - ANR PROTeus 17-CED8-0042-03	82 582	-	82 582	49 478	1	-	33 104
Collège Doctoral Franco Allemand	29 000	-	29 000	22 600	-	660	5 740
PRIX Scientifique François PETAY / FRM / R.Marthan	17 000	-	17 000	-	-	-	17 000
ANR RESOLVE	111 780	-	111 780	89 424	-	-	22 356
CRA / SouBois / 2017-1R10206-17004181 / Surveillance et A	26 200	-	26 200	6 200	16 200	10 000	10 000
A ARCHIVER ANR / CliCoPha / ANR-17-CE08-0015-01 / Cliv	266 040	-	266 040	212 832	-	-	53 208
ANR/CCEM/ANR-17-CE-040-0034-01/Contraintes de Courbu	23 332	-	23 332	14 000	4 666	-	9 332
ATHERMO FUI / BPI France / DOS0061406 / Développemen	241 600	-	241 600	-	-	156 307	85 293
JMSAE Joint Master in Sustainable Automotive Engineering (	40 486	-	40 486	22 156	-	-	18 330
LA CASE-AURIACOMBE /SANPSY	88 550	-	88 550	88 550	-	-	-
CHIC - Etude de faisabilité d¿un dépistage organisé du canc	109 200	-	109 200	98 280	10 920	-	10 920
Distinction entre dettes et capitaux propres : recours aux fina	10 395	-	10 395	-	-	7 083	3 312
La mise en équivalence : revue de littérature, pratiques et dé	19 610	-	19 610	-	1	5 200	14 410
A ARCHIVER ANR-17-ROSE-0001-02_BIPBIP	174 879	-	174 879	95 127	-	-	79 752
La communication dans le syndrome Prader-Willi	97 520	-	97 520	47 935	-	-	49 585
UE - Grant Agreement N° 754517 - PREvention of STRoke in	330 609	-	330 609	109 375	203 125	-	221 234
PO FEDER DIAGLYC / ARRETE 2017/20100102R AQT	61 800	-	61 800	10 857	-	-	50 943
ANR FAMINEQ	16 200	-	16 200	10 530	-	-	5 670
Center of Excellence "Center for early sapiens behaviour" - S	63 783	-	63 783	29 110	11 700	7 291	27 382
Ligue cancer - Projet ELLA : Facteurs environnementaux et g	420 000	-	420 000	187 500	168 000	200 000	32 500
A ARCHIVER - ANR-17-CE36-0002-02 ELIPSES - Psychopa	151 092	-	151 092	98 211	30 218	23 122	29 759
CIVB / SANSO: "Les Vins Rouges de Bordeaux sans sulfites	268 626	-	268 626	204 566	-	36 350	27 711
ANR-17-ECVD-0005-01 ERA-CVD PREMED-CAD	243 000	-	243 000	194 400	-	-	48 600
EUROPE / 777826 / NoMADS : "Nonlocal Methods for Arbitra	58 225	-	58 225	36 720	14 556	-	21 505
FRM / Véronique FREUND-MICHEL	338 399	-	338 399	335 490	778	778	2 131
nouveau projet Cassandra - M Aksam Merched	90 000	-	90 000	60 000	-	-	30 000
CROSS_ANR-17-CE11-0050-03	54 000	-	54 000	32 400	-	-	21 600
ANR / I-LEGO / ANR-17-MRS5-0005-01	29 999	-	29 999	24 000	-	4 913	1 086
NOBATEK-INEF4/CT 2017-552 / Gouvernance et Pilotage p	354 160	-	354 160	131 565	50 000	22 566	200 030
INTERACT " Interactions entre groupes humains en Europe (	286 671	-	286 671	172 003	57 334	-	114 668
Project n° 586107-EPP-1-2017-1-CO-EPPKA2-CBHE-JP 201	67 980	-	67 980	61 182	-	-	6 798
ANR Cyberlife - ANR-17-CE36-0013-01	397 380	-	397 380	258 299	-	-	139 081
Thèse CIFRE Martin Paquette - AST CT_2018-058	30 000	-	30 000	30 000	-	-	-
REGION N°18000413-005 ISOSA PHASE 1-R & D -SANPSY	415 189	-	415 189	207 595	-	157 558	50 037
A ARCHIVER - Neuroprotective effects of NFE2L1 in PD mo	44 052	-	44 052	44 052	-	-	-
A ARCHIVER ANR-17-CE08-0005-03_MOMA	101 395	-	101 395	81 117	13 871	-	20 278
ANR-17-NEU3-0005-02 -ERANET NEURON-BADAUT	168 120	-	168 120	134 496	33 624	-	33 624
FRM DEQ20180339189- HUMEAU Yann	399 172	-	399 172	399 172	-	-	-
projet IS-OSA Phase 1 - CRNA	63 119	6 312	56 807	-	-	15 926	40 881
DRAC / EJ 2102449117 / Arrêté 2018/ Analyse qualitative e	64 108	-	64 108	64 000	-	-	108
EPISTEMOLOGIES DU DROIT. APPROCHES PLURIDISCIP	5 000	-	5 000	-	-	5 000	-
Convention n° 18001711-18001712 Accompagnement Neur	721 307	-	721 307	432 784	-	-	288 523
Convention n° 180001716-18001717 Accompagnement Neu	919 851	-	919 851	531 300	-	-	388 551
A ARCHIVER_REGION n°2017-1R30114-00013238 THESE	53 440	-	53 440	24 500	28 940	-	28 940
REGION N° 17004046 CHAIRE ACCUEIL LISA ROUX	41 500	-	41 500	24 900	-	8 100	8 500
AUTODIS EID - Entente Interdépart. Pr la démoustication du	32 000	-	32 000	22 400	-	-	9 600
LYSOGENIE	97 332	-	97 332	97 332	-	-	-
A ARCHIVER_GA - 794891 ArchFarm H2020-MSCA-IF-2017	277 894	-	277 894	230 280	-	40 638	6 976
Chaire Denis Dubourdieu	152 500	-	152 500	123 476	22 500	-	29 024
A ARCHIVER - ITE - FRANCE ENERGIES MARINES - FEM	9 828	-	9 828	3 931	-	-	5 897
EVA	12 500	-	12 500	9 200	-	3 300	-
Écopiste - Contribution des expérimentations citoyennes à la	15 000	-	15 000	12 000	-	2 988	12
Région AAP 2018 - Bourse Thèse équipe Mircade - Encadre	55 818	-	55 818	-	-	27 909	27 909
Etudes biologiques et précliniques de nouveaux agents antic	103 202	-	103 202	28 601	-	-	74 601
Conseil Scientifique de la FRM J. Dechanet-Merville 2018/20	115 000	-	115 000	85 000	30 000	-	30 000
IUF LEPETIT	75 000	-	75 000	18 750	-	-	56 250
GravettoNiches_THESE_Région 2018-1R40205_dossier 211	98 000	-	98 000	49 000	49 000	-	49 000
ANR-18-CE25-0002-01_HERA JCJC	216 856	-	216 856	173 486	-	-	43 370
ANR CQFD	136 026	-	136 026	81 617	-	-	54 409
FRM ECO 201806006853-COUSINEAU Jérémy - BAUFRET	106 224	-	106 224	102 024	-	-	4 200

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
Projet FLAVOR - Thèse De Ferron Philippine	49 000	-	49 000	37 750	-	-	11 250
A ARCHIVER ANR - PIA EMR 2017-ANR-10-IEED-0006-23 I	118 456	-	118 456	94 765	-	-	23 691
ANR NanoGSkin	188 525	-	188 525	111 132	-	36 436	40 956
Appel à projet 2018 "volet Recherche Plateformes Mutualisé	100 000	-	100 000	99 579	-	-	421
Thèse CRNA Développement de verres d'oxydes lours	70 254	-	70 254	27 500	27 500	-	42 754
BoscEnFlux -	1 440	-	1 440	720	-	-	720
NANO THERMAL IMAGING_thèse_Région 2018-1R50303_d	56 700	-	56 700	24 500	24 500	-	32 200
REGION 2018-1PFM30202-ANDREOLA-TBM CORE	7 000	-	7 000	3 500	-	-	3 500
A ARCHIVER_NACRES_Région 2018-1R10301 00018833	92 000	-	92 000	-	-	46 000	46 000
CRNA invest - Protection des vins exposés à la lumière : Pré	101 000	-	101 000	50 500	50 500	-	50 500
A ARCHIVER FRM Projet DEQ20180339229 Analyses comp	327 115	-	327 115	319 859	7 256	-	7 256
ANR-18-CE07-0037-01_LightNing	173 340	-	173 340	156 006	17 334	-	17 334
GravettoNiches_FONC/INV_Région 2018-1R40205_dossier	14 805	-	14 805	7 500	7 305	-	7 305
CRNA invest Renouvellement du cluster de calcul de la plate	150 057	26 500	123 557	69 557	50 000	-	54 000
ANR-18-CE40-0015-03_TickTac	29 873	-	29 873	26 886	-	-	2 987
ANR-18CE40-0007-02_Codys	147 960	-	147 960	132 956	-	-	15 004
CRNA invest Nematuum	25 000	-	25 000	-	-	-	25 000
A ARCHIVER: ANR AAP LEAP-Agri VITAPALM	249 950	-	249 950	224 956	24 994	20 668	4 326
ANR IODOCHEM	194 280	-	194 280	174 852	19 428	-	19 428
20181-1R30229 REGION / DGA	118 000	-	118 000	79 650	8 850	-	38 350
A ARCHIVER - CRNA invest Séréna	10 000	5 000	5 000	2 500	2 500	-	2 500
A ARCHIVER - CRNA alloc recherche SERENA	107 000	-	107 000	71 500	11 000	11 000	24 500
SHOM Contrat N°18CP05 Projet MEPELS	132 000	-	132 000	132 000	-	-	-
FLAVOR / investissement / Cécile Thibon	36 850	-	36 850	-	13 250	-	36 850
CRI In vivo study of mechanisms that regulate tumor-derived	172 000	-	172 000	112 324	4 996	4 996	54 680
A ARCHIVER - CNRS N° 174729 - Projet INTERPOL	55 992	-	55 992	51 968	15 750	4 024	1
ESA - ESTEC- Prog BIOMASS DesertSAR	79 860	-	79 860	34 000	3 930	-	45 860
ANR 18 CE31 0002 02 proj COLD WORLDS	31 320	-	31 320	25 056	-	-	6 264
VICARD	103 052	-	103 052	103 052	-	-	-
A ARCHIVER ANR ROSAE	297 000	-	297 000	237 600	-	-	59 400
FONDS DE RECHERCHE EN SANTE RESPIRATOIRE- THE	111 286	-	111 286	101 400	-	-	9 886
CRA 2018-1R20201 - ALLOCATION RECHERCHE-AIDE CC	111 565	-	111 565	75 683	-	2 655	33 227
AST CT 2018-401 Supplement Master Research Agreement	105 008	-	105 008	21 250	83 758	60 008	23 750
ANR-18-CE45-0013-01_DeepVolBrain	260 211	-	260 211	129 236	51 696	-	130 975
projet KIWI	249 744	-	249 744	201 126	106 036	2 239	46 380
SAMBA - Ariane/Safran - Thèse J.BOURBON / AST CT2017	120 000	-	120 000	115 000	5 000	5 000	-
REGION / N° 2017-1R10101-00013019-Thèse / J.BOURBOI	52 900	-	52 900	24 500	28 400	28 400	-
GPMB (Grand Port Maritime de Bordeaux) Proj "CROISIERE	202 857	-	202 857	202 857	-	-	-
ANR-18-CE40-0031-03_QUID	31 320	-	31 320	28 188	3 132	-	3 132
ANR PING-ACK ANR-18-CE40-0011-04	29 592	-	29 592	26 633	2 959	-	2 959
ANR-18-CE06-0018-02 FORESEE	177 444	-	177 444	159 700	-	-	17 744
Projet RECODNA - ANR-18-CE06-0022-04	102 105	-	102 105	91 895	-	-	10 210
ANR-18-CE05-0021-02_HYPERSOL	143 426	-	143 426	86 057	-	-	57 369
UltraLightProbe_ Région_Post Doc _2018-1R50304_délib 20	46 000	-	46 000	43 536	-	-	2 464
Parkident	26 805	-	26 805	21 105	-	-	5 700
RYTHMS - UE - Grant agreement number : 821336 - H2020-	182 459	-	182 459	113 659	-	-	68 799
ANR / LEGO / ANR-18-CE24-0005-01	133 540	-	133 540	106 833	13 353	-	26 707
ANR / DIABLO / ANR-18-CE17-0005-01	247 536	-	247 536	222 783	-	-	24 753
VRAI - Fondation Bx Université	37 200	-	37 200	9 300	18 600	-	27 900
ANR / HYPERSOL / ANR-18-CE05-0021-01	216 000	-	216 000	129 600	-	-	86 400
ANR / BIOTIF / ANR-18-NEUC-0002-01	151 799	-	151 799	106 257	30 363	30 363	15 179
Impression et fibrage de matériaux vitreux 2018-1R10127	85 508	-	85 508	35 127	15 254	-	50 381
IUF / Franck Sueur / NOR ESRS1800063A / Arrêté du 06/04	75 000	-	75 000	48 750	15 000	15 000	11 250
ESO Crt N° 82825-ESO-18-90129-ADI - LAB	66 750	-	66 750	20 517	-	32 000	14 233
REGION / LABCOM NOBATEK INEF4 2018 / Contrat N°170	198 500	5 000	193 500	118 800	-	-	74 700
REGION / DuRSAdh / Convention N° 2017-1R10101-000130	35 000	-	35 000	-	17 500	17 248	17 752
Le facteur humain au cœur des transformations des "usines	55 200	-	55 200	30 600	-	-	24 600
Une méthodologie de recherche innovante pour les "usines d	46 000	-	46 000	-	41 000	-	46 000
RNA - Usines du futur [Thèse] - L'effet des transformations te	98 000	-	98 000	49 000	-	46 589	2 411
DeerPal_ ANR-18-CE03-0007-02	138 602	-	138 602	110 882	-	-	27 720
IUF M. MALET / Mise en place de projets pilotes dans le cad	75 000	-	75 000	48 750	15 000	15 000	11 250
ENTENDRE AST CT 2018-226 - «Mécanismes de surdité as	90 000	-	90 000	81 250	-	6 250	2 500
RAGE / ANR / ANR-18-CE40-0012-01 / Analyse Réelle et Ge	94 968	-	94 968	75 975	-	-	18 993
Formes d'économie collaborative et protection sociale - DRE	111 500	-	111 500	86 536	-	-	24 964
Hépatoblastome / C Grosset - Région	5 000	-	5 000	-	5 000	-	5 000
Projet Région M6DAS - Vibromètre laser 3D / CARNOT : BC	546 266	-	546 266	351 266	20 000	20 000	175 000
EBOVAC3 « Bringing a prophylactic Ebola vaccine to licensu	196 875	-	196 875	17 981	39 375	-	178 894
2018-1R10135_INV_00018762_delib 2018.1229.CP	100 650	-	100 650	52 500	-	37 500	10 650
ANR - PROJET DYMES - Modèles Dynamiques pour les Etu	321 720	-	321 720	256 176	64 044	-	65 544
Fonds sur les maladies chroniques - Laurence DELHAES (Fo	20 000	-	20 000	16 667	-	-	3 333
FIRAH AP2017_037 - Stigma Hanpsy	30 000	-	30 000	-	-	-	30 000
ANR / Correspondance de Langlands p-adique : une approcl	84 240	-	84 240	50 544	16 848	16 848	16 848
VINOVEA - Durabilité agronomique et économique de deux	24 000	-	24 000	12 000	12 000	-	12 000
Genograpge	73 560	-	73 560	35 474	-	15 840	22 246
ARS - Projet n° 2018-75-102 : Une intervention de renforcem	128 500	-	128 500	65 625	43 875	25 000	37 875
Agence de Biomédecine - Association entre précarité et indic	5 000	-	5 000	-	-	1 162	3 838
CHU de BX ETUDE AJUST N 2018-674-DRC-CCR-D	112 068	-	112 068	40 762	14 028	-	71 306
ANR-18-CE28-0015-04-VICONTE-ZENON -INCIA	44 608	-	44 608	40 148	-	-	4 460
ANR QuDATA	124 000	-	124 000	117 336	-	-	6 664
ANR / ANR-18-CE40-0027-03 / Ecoulements avec singularité	48 612	-	48 612	38 890	-	-	9 722
598507-EPP-1-2018-1-ES-EPPKA2-CBHE-JP VITAGLOBAL	48 987	-	48 987	34 186	-	-	14 801
Des virus pour soigner l le difficile développement d'une inno	282 747	-	282 747	254 473	-	-	28 274
ANR-18-CE32-0006-05 Projet PAMPAS	45 136	-	45 136	41 562	-	-	3 574
THEA PHARMA - Etude des associations des facteurs nutriti	212 400	-	212 400	122 400	90 000	30 000	60 000

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
Convention recherche ACTION: Accord de partenariat entre	10 000	-	10 000	10 000	-	-	-
ANR-18-CE13-0025-01 caLIPSO	278 780	-	278 780	223 024	-	-	55 756
SYNAPSE MEDICINE - Etude : Service de gestion efficiente	19 900	-	19 900	9 950	-	-	9 950
reversement INSERM équipe 3 du projet INCA PLBIO 2018-	175 760	-	175 760	105 456	52 728	52 728	17 576
INSERM 17CE037-00 ETIOSARC 2 - Etiologie environnemer	276 952	-	276 952	228 638	-	-	48 314
OCEAN 12 / ESCELL / UE / DGE / UE : 6257690 - 20/12/17	301 552	-	301 552	103 851	157 540	521	197 180
A ARCHIVER - Fce Alzheimer DATALink - Relations dynamic	98 888	-	98 888	88 999	-	-	9 889
EUROPE G.A N° 773921 Projet POSHBEE	171 828	-	171 828	139 195	25 579	6 858	25 774
INCA - Sawai 2018-143	421 093	-	421 093	294 765	-	-	126 328
ANR MEGAVOLT	298 501	-	298 501	238 801	-	-	59 700
CONTRAT DE PARTENARIAT-MOTAC-UB18-438-IMN-BEZ	151 200	-	151 200	75 600	25 200	25 200	50 400
KIC REDLED -KIC-RM -I2M	322 544	-	322 544	238 451	7 072	35 926	48 166
CRNA + ARS : Santé des chômeurs en Nouvelle Aquitaine	77 163	-	77 163	-	-	-	77 163
Contrat de prestations de service	137 870	-	137 870	85 269	-	-	52 602
UE kANNa / Knowledge graph completion using Articifial Neu	185 076	-	185 076	185 076	-	-	-
KIC C2CC - KIC RM ISM	103 418	-	103 418	62 790	-	40 629	-
KIC WHISPER KIC RM ISM	124 648	-	124 648	76 112	-	7 032	41 504
KIC PANORAMA KIC RM ISM	136 486	-	136 486	93 007	-	6 700	36 779
INCA PLBIO18-114	421 093	-	421 093	-	-	-	421 093
ANR BrettAdapt	270 799	-	270 799	162 481	-	-	108 318
GALF / ANR-18-CE40-0029-01 / Représentations galoisienn	169 800	-	169 800	101 880	-	-	67 920
Convention de subvention ARIT reversement bénéfices parti	32 723	-	32 723	32 723	-	-	-
Comité Régional de la Conchyliculture AST CT 2018-0393 P	119 200	-	119 200	83 440	35 760	35 760	-
CCA-INSERM-BETTENCOURT-PLANCHE Vincent-IMN	135 000	-	135 000	135 000	-	-	-
CHU BX - Gestion enveloppe budgétaire du système d'inform	199 000	-	199 000	129 000	-	35 000	35 000
kW-flexiburst -GA 825246	891 720	-	891 720	666 629	-	91 332	133 759
Europe H2020 Projet IONBIKE N°823989	271 400	-	271 400	162 840	-	-	108 560
PROJET RISE FUNGLASS	864 800	-	864 800	-	-	216 200	648 600
ANR SPIN-IA / ANR-18-ASTR-0015-04	109 458	-	109 458	43 784	-	-	65 674
kW - Flexiburst - GA 825246	510 202	363 736	146 466	-	-	-	146 466
BOURSE FYSSEN Gleize Yves_Conv Subvention de Reche	35 000	-	35 000	35 000	-	-	-
ANR-18-CE37-0009-01 COCOGIT- ZENON	363 964	-	363 964	218 379	-	-	145 585
CRA LABCOM NOBATEK INEF4 2019 / Convention N° 3798	884 300	-	884 300	530 580	353 720	-	353 720
ASSOCIATION FRANCE ALZHEIMER-Christophe MULLE 6I	108 138	2 700	105 438	90 000	10 000	-	15 438
Partenariat INRA - Convention d'unité sous contrat (USC) GF	117 545	-	117 545	82 545	-	35 094	- 94
CRA BIOMCP / N° 2017-1R10209-00013023 / Matériaux à cl	17 500	-	17 500	-	8 750	8 750	8 750
REGION N° 3428720- CHAIRE D'ACCUEIL ELEGHEERT	41 500	-	41 500	-	-	-	41 500
ANR-18-FRAL-0003-01-MEDIANEURO-MALLET	173 448	-	173 448	104 070	-	526	68 852
GREAT - GA 813159 H2020-MSCA-ITN-2018	274 802	-	274 802	206 155	-	-	68 647
Projet RISE FUNGLASS	-	-	-	-	-	-	-
Projet européen FUNGLASS	-	-	-	-	-	-	-
Projet Européen FUNGLASS ICMCB	-	-	-	4 830	-	-	- 4 830
INTENSE-TBM - Intensified tuberculosis treatment to reduce	580 528	-	580 528	303 301	113 000	102 835	174 392
A ARCHIVER - AEAG N°310 33 0166 Projet ARPLASTIC -A	125 400	-	125 400	44 900	-	40 600	39 900
ANR-18-CE34-0012-02 projet CUTE	62 960	-	62 960	35 915	5 985	-	27 045
REPKA / ANR-18-CE40-0035-02 / Noyaux reproduisants an	134 440	-	134 440	120 996	-	-	13 444
SUPREMATIM / ANR-18-CE92-0050-01 / Super-résolution d'	135 432	-	135 432	121 889	-	-	13 543
ANR-18-CE92-0050-02 / SUPREMATIM / Super Résolution c	24 624	-	24 624	22 162	-	-	2 462
ANR-18-CE32-0006-06 PAMPAS «Evolution de l¿identité p	17 524	-	17 524	10 515	1 752	-	7 009
CNIEL - Associations entre Produits laitiers, structure cérébra	140 525	-	140 525	112 420	-	-	28 105
NEUROTECH UE / Grant Agreement number : 824103 ¿ H	16 958	-	16 958	-	4 239	-	16 958
SENSOFT UE / Grant Agreement number: 823895 ¿ SENSC	89 377	-	89 377	-	-	-	89 377
Projet COPEC H2020-MSCA-2017 n°794837 ref.Ares(2018)	249 799	-	249 799	197 575	34 824	34 824	17 400
Association ESCAPE - Dr Grosset / ES2019-1EF	12 448	-	12 448	12 448	-	-	-
A ARCHIVER - REGION BRETAGNE N° IMPRO/501/180064	171 611	-	171 611	65 647	57 445	98 473	7 491
ADERA AD-19-020 projet "étude de la pollution ds milieux ac	101 500	-	101 500	101 500	-	-	-
ANR-18-CE04-0006-01 Projet TRANSPRO	195 480	-	195 480	136 836	58 644	39 096	19 548
CRNA CONVENTION N°2018-1R30107 - Délibération 2018.	13 800	-	13 800	6 900	-	-	6 900
BRGM- UMS POREA Programme de coordination- OCA	40 000	-	40 000	40 000	-	-	-
Convention de partenariat entre UB, Région Nouvelle Aquita	1 275 000	-	1 275 000	427 490	-	40 000	807 510
FRM-ARF201809006996-JOBIN ML	201 600	-	201 600	201 600	-	-	-
CONNECTOME_Région NA n°2018-1R30225 _ dossier 213	30 000	-	30 000	15 000	-	-	15 000
ARC 2018 - Frédéric DELOM - session d'automne	50 000	-	50 000	-	-	-	50 000
ARIANEGroup / Convetion Spécifique SAMBA / Thèse CIFR	81 251	-	81 251	81 251	-	-	-
AGRI TRUFFE	44 688	-	44 688	24 375	-	-	20 313
REGION 2018-1R10127 - 00018822 - Thèse Interaction Las	53 680	-	53 680	26 840	-	-	26 840
Projet ANTIDOTE-APPEL A PROJET REGION-CONVENTIC	19 500	-	19 500	-	8 400	-	19 500
ANSES -N°2018/2RF/27-BONTEMPI	128 032	-	128 032	-	-	38 432	89 600
ANSES - N°2018/2 RF/27 - PACARY	71 648	-	71 648	-	-	21 472	50 176
PROJET REGION DYAL CONNECT-CONVENTION 2018-1F	9 160	-	9 160	4 580	-	-	4 580
IPALM	239 630	-	239 630	143 778	-	-	95 852
LVAD-Strat ANR	302 400	-	302 400	259 200	21 600	-	43 200
MATCH ANR ANR-18-PERM-0006-01 ERA PerMed 2018	226 800	-	226 800	204 120	22 680	-	22 680
SIRIC BRIO_LP2N	96 800	-	96 800	-	-	-	96 800
SIRIC BRIO INCA GCS PARC - Equipe EPICENE	613 000	-	613 000	-	305 400	-	613 000
ANR-18-ECVD-0002-03 ERA-CVB Multifib - Richard WALTC	248 681	-	248 681	223 463	24 829	-	25 218
SIRIC BRIO INCA - ACTION	249 000	-	249 000	-	-	-	249 000
SIRIC BRIO PRIME COMMUCAN ET SARCOMES GCS U1	320 000	-	320 000	-	275 200	-	320 000
REGION 2018-1R30101-Jérome Badaut	108 000	-	108 000	31 000	-	-	77 000
Convention 2018-1R30226 Région Nouvelle Aquitaine Benja	46 000	46 000	-	-	-	-	-
CMA as a Means to Counteract alpha-Synuclein Pathology in	114 348	-	114 348	77 549	-	43 837	- 7 038
ANR -18-CE16-0018-02 Cattaert Daniel Projet NanoDend	18 949	600	18 349	11 011	7 338	-	7 338
IRP N° P 176-The intraspinal cholinergic system. Cazalets	124 500	-	124 500	118 299	-	2 538	3 663
SIRIC BRIO CONTRAT DOCTORAL DANIELA BOAVENTUR	77 700	-	77 700	-	-	-	77 700

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
SHORELINE: "Stratégies adaptatives, cHOix résidentiels et	14 400	-	14 400	7 200	-	-	7 200
CNRS - Appui financier à un projet du programme de recherc	9 840	-	9 840	7 872	-	1 952	16
Matrices cellulaires 3D en gels supramoléculaires_REGION M	46 000	-	46 000	-	-	-	46 000
ANR-18-CE07-0046-01_GLUE BOCA	259 134	-	259 134	233 221	25 913	-	25 913
Observatoire national et universitaire des fiances publiques l	100 000	-	100 000	35 000	-	30 000	35 000
RECOGER "Reformulation de la Colorimétrie à l'aide de la G	98 000	49 000	49 000	24 500	-	-	24 500
Low Energy Atrial Cardioversion / REGION / 2018-1R30211	61 000	-	61 000	7 500	-	-	53 500
CRA/ Matériaux composites à matrice céramique 2018-1R10	55 000	-	55 000	3 000	-	24 500	27 500
A ARCHIVER Implication de la voie IL15/IL15Récepteur dans	227 250	-	227 250	201 825	25 425	25 425	-
Partenariat strategique ERASMUS + 597924-EPP-1-2018-ZA	71 342	-	71 342	66 293	5 049	-	5 049
Contrat Collaboration Recherche Projet MICROLUPS 2018-7	40 000	-	40 000	40 000	-	-	-
B4IoT-2018-1R50117-00021171	102 600	-	102 600	-	-	-	102 600
INCA - TABAC18-022_AM	217 097	-	217 097	44 928	-	-	172 169
A ARCHIVER - GIP SEINE AVAL 6 Projet SARTRE 4	53 460	-	53 460	27 756	25 704	-	25 704
Signature génique et métabolique des cellules souches héma	20 000	-	20 000	-	-	6 145	13 855
AST CT_2018-364 2018-1207-DRC-CMDM-D AUBACOG	48 000	-	48 000	17 700	30 300	3 900	26 400
AST CT_2018-248 2018-771-DRC-CMDM-D PROCOG	54 000	-	54 000	7 800	46 200	4 500	41 700
SUGAR / ANR MRSEI -ANR-19-MRS20014-01	30 000	-	30 000	24 000	-	-	6 000
PROJET RÉGION : Etude Didactique interdisciplinaires des g	16 290	-	16 290	-	-	-	16 290
HPC scalable ecosystem	147 650	-	147 650	-	-	-	147 650
NEARSENCE 2 DEUTSCHE FORSCHUNGSGEMEINSCHAI	124 835	-	124 835	35 205	-	50 189	39 441
Convention pluriannuelle de reversement de subventions du	208 800	-	208 800	-	-	-	208 800
Etude des nouvelles cibles thérapeutiques dans les tumeurs	39 558	-	39 558	24 715	-	14 829	14
GCS PARC - Convention pluriannuelle de reversement de su	185 000	-	185 000	-	-	-	185 000
LIBERTY	99 706	-	99 706	59 824	-	39 882	-
CHU ST ETIENNE REF 18CC093 UB18-228 Etude des 3 cit	49 167	-	49 167	29 500	-	-	19 667
FRM projet EQU201903007845	366 614	-	366 614	366 614	-	-	-
TIMPANI ANRS 12404	473 180	-	473 180	208 260	-	103 272	161 648
INRA VITIRHIZOBIONE	69 281	-	69 281	17 320	-	-	51 961
Fidélisation des clients-AQUITEM	30 000	-	30 000	-	1	10 000	20 000
SIRIC BRIO GCS PARC PRIME/COMMUCAN -Anticorps cyto	60 000	-	60 000	-	45 000	-	60 000
A ARCHIVER - UCO-Asso Saint-Yves / ANSES N°2018/1/01	98 342	-	98 342	68 840	29 502	-	29 502
BOSTON SCIENTIFIC	90 000	-	90 000	-	90 000	-	90 000
Thèse FCBA / AST CT 2019-053 / Y.SOUSSEAU : Lois de s	28 024	-	28 024	20 000	-	5 000	3 024
TFM - ASA	57 822	-	57 822	-	-	-	57 822
NEPTUNUS-EAPA-576/2018:WATER-ENERGY-SEAFOOD	150 000	-	150 000	6 111	45 000	24 216	119 673
Drone Ball Cup:Aerual Playing Volleyball And Netball	20 000	-	20 000	10 000	-	-	10 000
"SHERLOCK, la détection des transcrits BCR-ABL1 invisibles	20 885	-	20 885	-	-	-	20 885
CEVECOMP / REGION / N°2018-1R10206 / Caractérisation	61 000	-	61 000	7 500	-	-	53 500
SAMUEL DE CHAMPLAIN	12 750	-	12 750	-	-	-	12 750
ARDCO 5 - Cohorte pour le dépistage des affections liées à	100 500	-	100 500	28 140	38 690	72 360	-
NEURONALG - Développement d'actifs nutritionnels algo-so	30 000	-	30 000	15 000	-	15 000	-
ONCOPROBE/ Cancéropole	18 360	-	18 360	18 360	-	-	-
IRAM Institut de Radioastronomie Millimétrique Co-Financem	32 130	-	32 130	32 130	-	-	-
ADERA AD-19-423 étude de la pollution ds milieux aquat pr	50 000	-	50 000	50 000	-	-	-
INEXTVIR - Innovation Network for Next Generation Training	251 402	-	251 402	217 592	-	-	33 811
ANR-19-CE01-0001-01 Proj BRAISE	162 594	-	162 594	113 814	32 521	32 521	16 259
PRISM: "Procédé Innovant Stabilisation Microbiologique (the	47 500	-	47 500	23 750	-	-	23 750
SIRIC BRIO GCS PARC BARITON MOREAU	79 000	-	79 000	-	-	-	79 000
REGION SCHEMA MARTIN JEAN 2019-1R20220 00032075	49 000	-	49 000	24 500	-	8 856	15 644
CONV FINANCEMENT AMS-ARAMISE	30 000	-	30 000	7 500	-	12 000	10 500
SIDACTION 18-2-EQR-12196-4 TOWARDS HIV	18 000	-	18 000	-	18 000	18 000	-
FRM - financement poste de these pour internes et assistant	180 000	-	180 000	-	180 000	-	180 000
ANR-19-MGPA-0006 ECS MAKE OUR PLANET GREAT AG	540 000	-	540 000	162 000	162 000	162 000	216 000
GSAF : Grades and Standards for African Farmers/ANR	185 760	-	185 760	167 184	17 676	-	18 576
ANR-19-CE20-0016-02 PLAYMOBIL	141 700	-	141 700	127 530	14 170	-	14 170
ANR-19-CE17-0014-03 FLAGEL-OME	179 280	-	179 280	125 496	35 856	35 856	17 928
ANR-19-CE06-0015-02_CARBENOPOL	157 840	-	157 840	142 056	-	-	15 784
ID/Ref : 76977 - University ok Kent	20 404	-	20 404	-	-	-	20 404
ANR-19-CE07-0008-01_HYPE4ALL	204 014	-	204 014	81 604	40 803	-	122 410
SIMRIC REGION (simulateur pédagogique mecaniquement	91 000	-	91 000	22 500	-	-	68 500
CRNA Pérennisation des compétences analytiques de la plat	190 500	23 800	166 700	47 000	-	-	119 700
ALLOC THESE - REGION - HIRSCH - CELLULES SOLAIRE	49 000	-	49 000	24 500	-	-	24 500
ERASMUS + 2019-1-FR01-KA202-062965 I4EU	352 877	-	352 877	282 302	70 575	-	70 575
ANR-19-CE07-0010-01 BAC-C	231 120	-	231 120	92 448	46 224	-	138 672
DGESIP B2-2 n°2019-0095 Bienvenue en France (courrier n	120 000	-	120 000	120 000	-	-	-
PROJET RÉGION : Etude de l'impact des dispositifs de form	103 480	-	103 480	-	49 000	-	103 480
ANR-19-CE06-0003-02_aBOVE	230 712	-	230 712	92 284	36 018	-	138 428
CANALBRET / ANR / PROGRAMME CE44 / ANR-19-CE44-	281 222	-	281 222	253 100	-	-	28 122
Contrat de collaboration CIFRE TOUTON	30 000	-	30 000	22 500	-	7 500	-
BENEVOLENTIA GRANT AGREEMENT GR-069826	180 000	-	180 000	80 000	-	20 000	80 000
Programme PAUSE Collège de France	87 464	-	87 464	-	-	-	87 464
VINCI Vin, Innovation, Compétitivité Internationale	213 750	-	213 750	91 150	-	15 450	107 150
POPSU-IEP	26 600	-	26 600	17 733	-	8 867	-
FLAVOR- ACCORD COLLABORATION RECHERCHE-GIE-A	104 500	-	104 500	100 000	4 500	4 500	-
SCHEMA-CRA	49 000	-	49 000	24 500	24 500	-	24 500
IUF 2019 QUIDEAU Stéphane	75 000	-	75 000	33 750	15 000	15 000	26 250
ANR ATOMIC	165 240	-	165 240	99 144	33 048	-	66 096
Région Nouvelle Aquitaine n°4370420 délibération n° 2019.3	1 000 000	-	1 000 000	-	500 000	-	1 000 000
SIRIC BRIO-Recettes+Frais de gestion	1 974 450	-	1 974 450	2 845 515	-	-	- 871 065
ANR -19-CE13-0021-01:Projet PhosphoREM-domain	208 980	-	208 980	146 286	41 796	41 796	20 898
REGION N°2019-1R20107-00031632 THESE SCHAFER	64 560	-	64 560	24 500	-	-	40 060
THESE CIFRE- Mickael CORNILLE-GARRIC	175 531	-	175 531	35 106	70 212	140 425	- 0
SMIDDEST Projet CONTROL "Caract de la contamin de l'est	141 668	-	141 668	141 668	-	-	-

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
ARC Aide individuelle jeunes chercheurs : printemps 2019 N	30 600	-	30 600	-	-	30 600	-
ANSM EPI-PHARE Réf : AAC-2019-DRUGS-SAFE 2019S01	1 995 660	-	1 995 660	497 560	530 760	499 200	998 900
Région 2019-1R30124-00031732 Allocataire Région	57 500	-	57 500	-	-	-	57 500
ARC DOC20190509041 Aides doctorales médico scientifique	85 000	-	85 000	-	-	83 850	1 150
EDF- CT 2018-176 "Surveillance écologique et halieutique d	2 025 213	-	2 025 213	796 781	334 446	349 269	879 163
COCOTIER / Concept de Cockpit et Technologies Intégrées	116 500	-	116 500	69 900	-	46 600	-
KIC INCO PILES KIC RM	56 340	-	56 340	19 500	-	10 066	26 774
Etude couplée de la dynamique du radon, du CO2 et du 813	58 588	-	58 588	58 500	-	-	88
Projet SIMLAW TIMBER - Lois de similitude pour les bâtimer	66 383	-	66 383	-	-	36 415	29 968
AODyng / ANR / Algèbres d'Opérateurs et Dynamique des gr	60 300	-	60 300	54 270	-	-	6 030
A ARCHIVER - AEAG N° 310330173 "contam métal ds sédir	35 000	-	35 000	10 500	24 500	24 500	-
MOBSCAN / Méthodologie innovante pour l'évaluation non d	25 000	-	25 000	20 000	-	4 224	776
MaSDOL / ANR / Programme CE 23 / ANR-19-CE23-0017-0	158 544	-	158 544	110 979	11 711	31 711	15 854
ANR-19-CE34-0005-03 Projet FEATS	151 200	-	151 200	45 360	45 360	45 360	60 480
ANR 19-CE27-0011-04 Projet NEANDROOTS	17 215	-	17 215	12 050	3 444	3 444	1 721
QuAMProcs / Programme CE40 / ANR-19-CE40-0010-01	155 600	-	155 600	108 920	31 120	31 120	15 560
ANR-19-CE15-0004-04: Projet AdipoTryp CE15	70 628	-	70 628	28 250	14 128	14 128	28 250
MoDiff / ANR -19-CE40-0003-01	69 336	-	69 336	48 534	13 869	13 869	6 933
ANR 19-CE03-0009-02 Projet TRAJECTOIRE	118 800	-	118 800	83 160	23 760	23 760	11 880
ANR-19-CE15-0004-01 Adipo Tryp MFP	238 680	-	238 680	167 076	47 736	47 736	23 868
PostProdLEAP / ANR / ANR-19-CE23-0027-02	160 704	-	160 704	112 491	32 143	32 143	16 070
Thèse Chaire Denis Dubourdieu: "Modifications gustatives co	130 000	-	130 000	86 667	32 500	-	43 333
ANR CAPTIVE MFP ANR-19-CE15-0001-01	459 744	-	459 744	326 319	88 951	88 951	44 474
STIMULATION CARDIAQUE NON INVASIVE PAR ULTRAS	106 000	-	106 000	-	-	-	106 000
ANR-19-CE11-0012-02 SUBSIST Fronzes	151 200	-	151 200	181 440	15 120	-	- 30 240
REGION N°2019-1R20107-00031633 P. ABADIE	68 508	-	68 508	-	-	34 254	34 254
PROJET SONDE FIBRE OPTIQUE	124 500	-	124 500	-	-	-	124 500
ANR VirMEDACO Wodrich	237 384	-	237 384	166 167	47 479	47 479	23 738
CFQCU-Samuel de Champlain 2019-2020	12 750	-	12 750	-	-	12 750	-
REGION 2019-1R20107-00031635 POST DOC BEAUDRIM	68 508	-	68 508	-	-	-	68 508
A ARCHIVER ANRS ECTZ103899 Décision 21067 Andreola	70 885	-	70 885	40 885	30 000	29 971	29
ERASMUS + 2019-1-FR01-KA107-061870 MIC	146 070	-	146 070	116 856	29 214	-	29 214
INCA - REGISTRE DES CANCERS - COP 2019-2023	1 938 642	-	1 938 642	754 760	300 000	403 251	780 631
REGION N°2019-1R20109-00031637 Post doct MORIN	43 058	-	43 058	-	-	-	43 058
Ciblage thérapeutique de la dimérisation de KRAS dans le tra	349 067	-	349 067	169 572	19 120	-	179 495
ANR: ANR-19-CE15-0018 NUCLEONDRIA MRGM Garaude	222 167	-	222 167	199 951	22 216	-	22 216
REGION N°2019-1R20107-00031634 SOTTOLICHIO	45 672	-	45 672	-	-	-	45 672
@REGION N°2018-1R50309 Projet USOFF	10 000	-	10 000	-	-	5 000	5 000
EMELCARA 2/FEDER-FSE 2014-2020	416 900	-	416 900	-	-	-	416 900
REGION N°2019-1R2M0301-00031670 THESE BUDZINSKI	49 000	-	49 000	-	24 500	24 500	24 500
Etude " moins-disant ou mieux-disant" CRA/ 2019-1R4M080	64 310	-	64 310	32 155	-	-	32 155
REGION N°2019-1R2M0102-00031665 THESE SOTTOLICH	49 000	-	49 000	-	24 500	24 500	24 500
Normes et échanges commerciaux de la filière bois papier- a	107 400	-	107 400	49 000	-	-	58 400
Un marché à risques? PREDICT OP ANR	351 386	-	351 386	316 248	35 138	-	35 138
COMPET-CRA 2019-1R2M0902	16 800	-	16 800	8 400	-	-	8 400
REGION 2019-1R2M0102-00031666 P. DOC SENECHAL	34 500	-	34 500	17 250	-	-	17 250
CYVI - ANR SupplyPBM	15 000	-	15 000	9 000	4 500	4 500	1 500
ANR-19-CE23-0027-01 PostProdLEAP	169 344	-	169 344	118 539	33 871	33 871	16 934
Programme WISE phase 1 : Grapevine canes	194 648	-	194 648	48 662	48 662	-	145 986
StilDeTox ANR	210 168	-	210 168	84 066	42 036	42 036	84 066
EXTRAWINE: Procédés Innovants d'extraction et de stabilist	74 375	-	74 375	74 375	-	-	-
PLAN CANCER 2014-2019 INSERM 19CP098-00	45 840	-	45 840	-	-	-	45 840
Polymer enhanced foams to improve oil recovery in Qatari R	54 624	-	54 624	34 718	-	-	19 906
ANR-19-CE18-0024-03_TEPEE	131 760	-	131 760	52 704	26 352	26 352	52 704
ANR-19-CE48-0011-03 COMBINE	104 544	-	104 544	73 179	20 911	20 911	10 454
Projet SOPRANO Soutien pour le diagnostic des patients et	100 000	-	100 000	60 000	40 000	-	40 000
Réglementations et bouclage carbone/nutriments : quel rôle	46 000	-	46 000	-	-	-	46 000
Quelles innovations agroécologiques face à la transition éne	107 400	-	107 400	53 700	49 000	-	53 700
AXYOM-SCAC QUEBEC	16 350	-	16 350	-	3 600	-	16 350
France Parkinson projet SNR-PARK	555 000	-	555 000	55 500	-	-	499 500
AHF-CHU HUNTINGTON- Margaud LEBOUC	125 000	-	125 000	75 000	15 000	15 000	35 000
A ARCHIVER_H2020-MSCA-IF-2018_BB SLM : Polychroma	196 708	-	196 708	127 860	68 848	68 848	-
POST DOC CRNA contrôle de dopage et de la chimie de sur	46 000	-	46 000	-	-	-	46 000
Convention de Collaboration "Essai MOTIV-POSDEP" CHU	92 490	-	92 490	47 399	-	-	45 091
ANR19-CE10-0003-01 AToPAd - ANR	147 528	-	147 528	132 776	14 752	-	14 752
ANR NORAD	182 382	-	182 382	72 952	36 478	36 478	72 952
ANR MEEGASAFE - LABCOM 2019	350 000	-	350 000	180 000	90 000	-	170 000
ANR CoCoChoice	242 400	-	242 400	96 960	48 480	48 480	96 960
FRANCE PARKINSON DELGADO-ZABALZA	58 344	-	58 344	58 344	-	-	-
A ARCHIVER_H2020-MSCA-IF-2018 _ KELBUS2 : Experime	196 708	-	196 708	127 860	68 848	68 848	-
FRM POST DOC France -PETIT-PEDROL	100 000	-	100 000	100 000	-	-	-
CRA ICAP-Isotopes du calcium et anthropobiologie au Paléo	50 000	-	50 000	25 000	-	-	25 000
NANOCLAY / THESE-CRNA 2019-1R1M0301	114 047	-	114 047	58 800	-	-	55 247
ANR-19-CE27-0011-03_ NEANDROOTS	62 338	-	62 338	24 934	12 470	12 470	24 934
ANR-19-CE27-0012-01_ PSCHEET	231 087	-	231 087	160 052	45 731	45 731	25 304
ANR-19-CE35-0005-02_MORTUI	58 666	-	58 666	52 800	-	-	5 866
Hardware BPE Projet Aetion	90 000	-	90 000	81 930	-	-	8 070
NCU "ASPIE FRIENDLY "	85 536	-	85 536	6 016	-	2 877	76 643
Développement de thérapies vectorisées innovantes ciblant l	5 000	-	5 000	2 500	-	-	2 500
PROJET : Caractéristaion par IRM des altérations cardiaques	50 000	-	50 000	18 000	20 000	2 000	30 000
Ministère de l'intérieur DSR	156 000	-	156 000	444	-	-	155 556
COP 2019/2023 - Registre des Tumeurs du Système Nerveu	246 038	-	246 038	47 894	51 178	99 072	99 072
@REGION 2019-1R20109-00031636 B.MORIN INVEST	68 497	-	68 497	-	25 013	25 013	43 485
EU -EURAMET 18NRM01 EDC-WFD Proj EMPIR	125 000	-	125 000	106 250	18 750	-	18 750

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
ANR-19-CE19-0008-01 CARCOI	356 240	-	356 240	320 616	35 624	-	35 624
ANR PEPIMPULSE	29 916	-	29 916	-	5 983	-	29 916
NANOFUNC GRANT AGREEMENT	196 708	-	196 708	-	68 848	68 848	127 860
CNRS DR 15D-19-033 ANIMUB SCA Rongeurs/SCA HUB	400 000	-	400 000	400 000	-	-	-
A ARCHIVER DataGuards ANR-19-MRS3-0005-01	29 916	-	29 916	-	-	-	29 916
KIC Projet TRIPLELINK ex GUCCIS KIC RM ISM	354 175	-	354 175	109 299	242 301	127 451	117 425
2019-1-RO01-KA203-063157 PROMIS	60 834	-	60 834	48 667	12 166	-	12 167
ANR-19-CE17-0010-01 Projet MAESTRO	343 440	-	343 440	309 096	34 344	-	34 344
GTD Free Convention de reversement BSA-UBx	211 836	-	211 836	211 836	-	-	-
Consommation globale des soins des PVVIH relative à leur q	65 408	-	65 408	-	51 388	51 388	14 019
ANR-19-CE18-0024-02 TEPEE Immunoconcept	240 538	-	240 538	168 375	48 110	-	72 163
ANR-19-CE02-0013-02 Projet SIXP	151 883	-	151 883	106 159	30 334	30 334	15 390
KIC IRTC BUSINESS KIC RM ISM	75 174	-	75 174	16 831	20 815	4 280	54 063
KIC SusCritMOOC - KIC RM ISM	20 744	-	20 744	8 009	4 566	3 143	9 592
A ARCHIVER - Contrat de collaboration : micro sondes RMN	9 000	-	9 000	-	-	-	9 000
Chaire industrielle 2019 SMILE ANR	2 000 000	-	2 000 000	445 000	260 000	195 000	1 360 000
NANOCLAY CRNA 2019-1R1M0301	94 140	-	94 140	39 140	27 500	27 500	27 500
SIRIC BRIO BERGONIE / GCS PARC	185 000	-	185 000	-	-	-	185 000
Etude du potentiel de vieillissement en lien avec la richesse e	32 813	-	32 813	32 813	-	-	-
2019-1-DK01-KA203-060268 INOS	73 462	-	73 462	29 385	14 692	-	44 077
EGE LASCAUX - Etude Géophysique de l'Environnement de	64 688	-	64 688	64 688	-	-	-
Contrat AFD - "Etude Classes Moyennes en Argentine et au	80 000	-	80 000	60 000	-	20 000	-
REGION ADOENO	3 440	-	3 440	1 720	-	-	1 720
FastRelaxMRI_ANR-19-CE19-0014-01	299 952	-	299 952	209 965	59 992	59 992	29 995
Endomicroscopie multiphotonique des plaques athéroscléroti	24 840	-	24 840	17 388	4 968	4 968	2 484
ANR-19-CE44-0010-02-Projet CANALBERT	56 580	-	56 580	33 948	16 974	-	22 632
ANR UNDERDI -19-CE37-0013-01	321 832	-	321 832	225 281	64 368	64 368	32 183
ANR 19-ERC7-0001-01 TREMPLIN ERC Projet CHEMTRIP	77 004	-	77 004	61 603	15 401	-	15 401
Etude TARPON ANSM 2019S014	50 000	-	50 000	-	-	-	50 000
MEAP_ANR-19-CE19-0019-04	90 828	-	90 828	63 578	18 168	18 168	9 082
Projet : BASIN ANR-19-CE17-0021-04	30 240	-	30 240	27 216	-	-	3 024
AND-PD	531 250	-	531 250	256 830	-	194 792	79 628
PSP-FRANCE BEZARD	25 000	-	25 000	25 000	-	-	-
A ARCHIVER - Fondation Roger de Spoelberch	100 000	-	100 000	50 000	-	7 735	42 265
VITIGREFSEC AST CT2019/232	23 334	-	23 334	6 945	-	6 235	10 154
CHAIRE E2WP Actions collective / AST CT 2018-327 / REG	431 842	-	431 842	96 467	193 800	123 800	211 575
FONDATION POUR LA RECHERCHE SUR ALZHEIMER	226 800	-	226 800	156 450	69 000	70 350	-
Réseau Recherche Régional Europe, Droit et Action Publiqu	101 000	-	101 000	50 500	-	500	50 000
Projet SMILE /Chaires industrielles-ANR-19-CHIN-0002-01	1	-	1	-	-	-	1
Décision n° 2019 Nouvelle Aquitaine P2413/Subvention n°21	764 944	-	764 944	-	-	76 100	688 844
Fondation Bordeaux Université	122 547	-	122 547	-	-	87 547	35 000
PRESTATION PLATEFORME CREDIM	210 310	-	210 310	74 082	-	1 135	135 093
Fondation de Dotation Patrick de BROU de LAURIERE CD42	20 000	-	20 000	-	-	10 000	10 000
ANR-19-CE22-0003-02 - SwITCh	19 440	-	19 440	7 776	3 888	3 888	7 776
CMRNABONE - H2020	-	-	-	-	-	-	-
A ARCHIVER_FONDATION DE FRANCE SNR-PARK	31 800	-	31 800	-	-	-	31 800
DGE / CONVENTION N0 192930216 / NANO 2022	916 945	-	916 945	275 084	-	-	641 861
FRC-NAGERL	50 000	-	50 000	45 000	5 000	-	5 000
COMMUCAN - SIRIC BRIO	68 000	-	68 000	-	68 000	-	68 000
HELIXOPTICS_délib.2019.1071.CP_Region n°2019-1R5031	55 070	-	55 070	-	46 000	-	55 070
UBx-UB19-255 - Université Amsterdam	120 000	-	120 000	80 000	40 000	-	40 000
FARM VALUE : valeur et transmission de l'exploitation agricc	40 092	-	40 092	-	-	-	40 092
IRT FELINE2 / FREMONT / REF AV-055-CDP-E-042-039-V0	75 000	-	75 000	75 000	-	-	-
IRT FELINE 3/ MARC / REF : AV-055-CDP-E-042-039-V0	49 500	-	49 500	-	49 500	-	49 500
GENVIPART : les dimensions genrées des violences contre l	45 050	-	45 050	18 000	18 050	9 000	18 050
Commande de sysytemes complexes et réduction de modèle	46 000	-	46 000	-	-	-	46 000
GALATI - 5214620 Région Nouvelle-Aquitaine-GALATI	26 920	-	26 920	13 460	13 460	-	13 460
Projet Plateforme Procédés Avancés 4.0 / REGION N°2019-	550 250	-	550 250	307 500	14 638	44 638	198 112
Région- Accompagnement Neurocampus Chaire Fabien WA	951 050	-	951 050	-	397 650	482 650	468 400
SANTE PUBLIQUE FRANCE ESSAT	498 898	-	498 898	136 168	175 167	152 557	210 173
ECO MOB -PROJET REGION 2019-1R5M0102	11 000	-	11 000	5 500	5 500	-	5 500
Trois essais sur le capital humain en Côte d'Ivoire : détermina	30 000	-	30 000	30 000	-	-	-
AFB / PNMBA Projet ARCADE	104 375	-	104 375	40 306	17 225	42 686	21 383
Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux	15 000	-	15 000	-	6 000	9 000	6 000
5G-SAMU / ANSES / PNR EST 2019 - N° 2019/2RF/18	249 207	-	249 207	169 609	-	-	79 598
A ARCHIVER - AFB Projet PESTIPREV	72 355	-	72 355	-	50 400	-	72 355
BEING 21 - Benchmarking Education to Improve the New Ge	10 140	-	10 140	1 855	-	1 340	6 945
@REGION N°2019-1R2M0301-00031669 - ETRAC BUDZIN	100 000	-	100 000	25 000	12 500	12 500	62 500
cmRNAbone_GA 874790_H2020	1 117 559	-	1 117 559	874 163	-	-	243 396
A ARCHIVER -FEADER VASC - "reconstit et amélior. ds sols	101 882	-	101 882	-	50 941	-	101 882
OENOCLIM ADAPT - Vine and Wine adaptation to Climate C	92 676	-	92 676	35 088	-	-	57 588
FBU PAS DE PROGRAMME	2 350 000	-	2 350 000	-	350 000	-	2 350 000
IS GLOBAL (Barcelona Institute for Global Health Fundation)	10 900	-	10 900	-	-	-	10 900
LNCC COMITE GIRONDE	10 000	-	10 000	5 000	-	-	5 000
Electroportation in vivo des tumeurs pour l'édition du génome	15 000	-	15 000	7 500	-	7 500	-
Agence Française pour la Biodiversité (AFB)	12 267	-	12 267	-	-	-	12 267
CHU - UB19-290 - 2019-1206-DRC-CCR-D	53 909	-	53 909	31 500	22 409	-	22 409
PersonalizeAF H2020- MSCA-ITN 2019	274 802	-	274 802	212 093	-	28 280	34 429
TEES TRANSAGRINA - Trajectoires de Transition en Agricul	101 856	-	101 856	-	47 376	47 376	54 480
Trajectoires de Transition en Agriculture en Nouvelle-Aquitair	25 800	-	25 800	12 900	-	-	12 900
STIGMAPRO : Destigmatiser les pratiques professionnelles d	124 300	-	124 300	-	62 150	62 150	62 150
SHOM Contrat N°19CP06 projet MEPELS	124 943	-	124 943	32 000	68 000	35 000	57 943
Programme de recherche 2020-2022 - INEF 4 / REGION / Cc	270 000	-	270 000	162 000	-	-	108 000
ARC - Programme leaders de demain en oncologie - convent	1 500 000	-	1 500 000	550 000	350 000	-	950 000

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
Les profils métaboliques de la peau comme biomarqueurs di	38 000	-	38 000	38 000	-	-	-
HOFFMANN-LA ROCHE / REF AST CT 2019-240 - "develop	150 606	-	150 606	78 423	47 041	75 432	- 3 249
MousyWine	49 000	-	49 000	16 330	16 340	32 660	10
AFB - Projet CALACO	103 000	-	103 000	-	-	-	103 000
ECT + Universidad Del Pais Vasco 2019-1485/001-001 / 610	138 457	-	138 457	15 500	43 404	43 404	79 552
ANS (Agence du Numérique en Santé)	23 500	-	23 500	23 500	-	-	-
IRSST - Dossier N°2016-0001 - Projet PESTO 3 - QUEBEC	61 987	-	61 987	42 328	9 294	-	19 659
Région n° 2019-1R3M02 - Allocataire de Recherche Erwan E	46 000	-	46 000	-	-	-	46 000
DGA N° 2020 65 0005 -Subvention Post-Doctorant GUEMAN	48 200	-	48 200	33 740	-	14 093	367
ANR Neu-vasc - 19-NEUR-0006-01	245 431	-	245 431	147 259	-	-	98 172
Ciblage thérapeutique de la dimérisation de KRAS dans le tra	114 920	-	114 920	34 476	45 968	-	80 444
BIOMOLMACS H2020-MSCA-ITN-2019 Pojet EUROPE	242 402	-	242 402	181 802	-	24 240	36 360
Connaissances et gestion des bactéries lactiques des vins de	260 625	-	260 625	164 584	82 291	82 291	13 750
COMITE DES LANDES - LIGUE CONTRE LE CANCER-SEV	5 000	-	5 000	5 000	-	-	-
Ligue contre le Cancer (40) - Richard IGGO	15 500	-	15 500	15 000	-	-	500
Etude SOMNOTHERM - AFRETH	10 000	-	10 000	10 000	-	-	-
Prélèvement, expansion et conservation des cellules souche	79 763	-	79 763	23 958	-	-	55 805
Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne	2 839	-	2 839	2 839	-	-	-
Santé Publique France	210 000	-	210 000	147 000	63 000	-	63 000
A ARCHIVER - CRNA Projet AclimaT N°8905820	100 000	-	100 000	50 000	50 000	-	50 000
Presta Recherche 2020 IRM Tesla 3.0	41 659	-	41 659	-	-	-	41 659
RNA ENV01-02-2019-5620220/8500042652 OL5620220 Bio	20 000	-	20 000	10 000	10 000	-	10 000
ANR-20-COVI-0010-01 / Fondation de France	58 240	-	58 240	-	-	19 768	38 472
2019-1R5M04 : Projet : "Lasers à Haute Cadence visibles, U	50 000	-	50 000	-	-	-	50 000
ANR-SICVALVES / ANR-19-ECVD-0006-01	205 200	-	205 200	123 120	61 560	61 560	20 520
Fondation de France ANACONDA Programme COVID-19	192 240	-	192 240	86 000	106 240	19 862	86 378
A ARCHIVER - INSERM	60 030	-	60 030	30 015	-	-	30 015
AEAG - 320 33 0161 - n°2019/5411 - Cadmium 2019-2020	159 000	-	159 000	47 700	59 891	-	111 300
ANR MAGITICS JPI-EC-AMR JTC 2019	116 640	-	116 640	34 992	34 992	34 992	46 656
ANR ANACONDA CRCTB (fonds MFP OPE-2020-0178)	-	-	-	-	-	-	-
DEEP SMS - Innovation au service d'une pêche durable, inn	125 262	-	125 262	-	-	-	125 262
Convention LCC - Comité des Landes - Le microARN-155,	15 000	-	15 000	15 000	-	-	0
00044753 Région/FBU Participation au tournoi universitaire i	15 395	-	15 395	11 253	-	-	4 142
IRT SAINT EXUPERY: CONSORTIUM-ASSEMBLAGES INN	86 250	-	86 250	60 850	-	-	25 400
Convention Région Nobatek-INEF 4 - Via Inno	70 000	-	70 000	42 000	-	-	28 000
Grant Agreement number: 861389 PUSHH - H2020	237 002	-	237 002	177 752	-	16 050	43 200
Grant Agreement number: 896908 - SAInTHz - H2020- Bours	196 708	-	196 708	127 860	68 848	-	68 848
ANRS doctorant / post-doctorant	96 720	-	96 720	-	28 210	-	96 720
ACCORD DE COLLABORATION CIFRE	72 563	-	72 563	21 769	14 513	-	50 794
ANR-19-FQSM-0003-02 Projet EMPHASE	136 296	-	136 296	68 147	-	40 890	27 259
CHU BORDEAUX	201 027	-	201 027	57 974	61 232	61 221	81 832
AIB-PROBIOSIM /CHU DE BORDEAUX/EMMANUEL LANGL	34 000	-	34 000	-	-	-	34 000
REGION NOUVELLE AQUITAINE	46 000	-	46 000	-	-	-	46 000
Ligue contre le cancer Pyrénées Atlantique	14 500	-	14 500	-	-	14 337	163
Fondation Maladies Rares	74 500	-	74 500	-	-	-	74 500
EDCTP	66 875	-	66 875	-	-	-	66 875
Fonds de dotation des spécialistes de la rétine	65 014	-	65 014	50 014	15 000	15 000	-
Réalisation des portraits des travailleurs du numérique à part	46 000	-	46 000	-	-	32 937	13 063
POCTEFA - OCEAN i3 Convention transfrontalière de parten	61 100	-	61 100	-	-	-	61 100
Projet SEASIDE -Programme ANR MRSEI	29 970	-	29 970	23 976	-	-	5 994
ANR Projet SUMMA	57 999	-	57 999	40 597	11 603	11 603	5 799
KIC - EU G.A N° 15099-2020-SMECall-1 Projet CRUCIAL	81 494	-	81 494	62 594	-	13 604	5 296
Analyse du matériel organique d'échantillons du patrimoine c	665 000	-	665 000	65 000	300 000	300 000	300 000
Projet MANIFICA Recycling : MANufacture et Innovation ave	949 310	-	949 310	502 849	5 050	295 900	150 560
CORIOLIS / COLLABORATIVE RESEARCH AGREEMENT (	15 728	-	15 728	-	-	-	15 728
A ARCHIVER - ESA n°4000131001/20/I-NS projet SENTINE	91 000	-	91 000	45 500	45 500	45 500	-
A ARCHIVER INCA	49 764	-	49 764	44 788	-	3 281	1 696
Etude "SMART"	2 500	-	2 500	-	-	2 500	-
GM/03/2020 Ligue Contre le Cancer Gironde Blanco	15 000	-	15 000	7 500	-	7 500	-
ValoSed : Valorisation de sédiments de dragage ValoSed / R	268 000	-	268 000	55 917	31 417	11 000	201 083
OFFICE FRANCAIS DE LA BIODIVERSITE Projet MAGMA	194 084	-	194 084	116 450	-	-	77 634
ATMOSR - Accord de collaboration d'une thése CIFRE	15 000	-	15 000	15 000	-	-	-
FDF- Projet parkinson 2020	100 000	-	100 000	47 500	5 000	-	52 500
ANR RECOV	70 956	-	70 956	-	-	-	70 956
MAPLA 2020 "Matières Premières Lithiques dans les antilles	40 349	-	40 349	21 520	7 715	12 915	5 914
Cancéropole GSO projet émergent SCHOLLHAMMER	20 000	-	20 000	20 000	-	-	-
MAPP : Méthode d'Aide à la Planification dans le SPW	26 500	-	26 500	21 600	-	-	4 900
Fondation pour l'audition N° FPA RD-2020-8	289 387	-	289 387	99 795	81 668	81 668	107 924
Recherches sur les composés du bois de chêne modulant la	80 000	-	80 000	80 000	-	-	-
ANR-19-JAMR-0006-02 MAGISTICS	132 479	-	132 479	79 486	39 746	39 746	13 247
ANSES N°2019 -1 - 031 Projet BIODITOX	87 672	-	87 672	61 370	-	-	26 302
UBISOFT - Recherche des déterminants de la qualité de vie	15 000	-	15 000	15 000	-	-	-
Convention de collaboration CHU Etude "OBESADEM"	17 142	-	17 142	9 942	-	-	7 200
ANSES / 2019 /1/ 237 - Projet INDEE	67 598	-	67 598	47 319	-	-	20 279
DFH/UFA-S02-19-2019/2020 Licence Franco-Allemande en	67 800	-	67 800	40 500	12 900	-	27 300
A ARCHIVER - INERIS - THESE clémence CHARBON - Proj	15 000	-	15 000	10 000	-	5 000	-
2019-110-DRC-RC HBS	13 020	-	13 020	-	13 020	-	13 020
ARN non-codants en cancérologie : du fondamental au trans	180 360	-	180 360	144 288	-	-	36 072
A ARCHIVER CPER MCIA LSD2	1 500 000	1 500 000	-	-	-	-	-
REGION/ALLOC POST DOC ZOLGHADRI / N°2019-1R-501	46 000	-	46 000	-	-	-	46 000
HYDROgen CAncer Treatment (HYDROCAT)	15 000	-	15 000	15 000	-	-	-
SChEMA : Stabilisation des vins et Caractériasation de la Ma	51 500	-	51 500	25 750	-	-	25 750
INCA- Karine GUILLEM-Subvention n° 2020-025	598 759	-	598 759	274 560	109 824	109 824	214 375
CHU de Bordeaux	420 688	-	420 688	108 844	54 422	54 422	257 422

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
INSERM-GIS Autisme clinical biological and Neurophysiologi	11 765	-	11 765	11 765	-	-	-
CHU de Bordeaux	15 000	-	15 000	-	6 000	9 000	6 000
INSERM	26 025	-	26 025	13 013	5 205	-	13 013
Droit à l'erreur des collaborateurs et expérience en cas d'éch	5 000	-	5 000	2 500	-	2 500	-
Fonds de dotation JETONS CANCER	49 000	-	49 000	-	-	49 000	-
Evaluation d'un composé sur un modèle d'épiderme mélanis	134 443	-	134 443	57 625	42 240	42 240	34 578
ESTEAM: Etude des déterminants psychologiques du bien¿	25 000	-	25 000	10 000	-	10 000	5 000
Etude de biologie reliee à un protocole de recheche interne E	48 000	-	48 000	24 000	24 000	24 000	-
Etude multi-échelle des altérations de la voie Wnt dans l¿org	121 500	-	121 500	60 750	-	-	60 750
Radiothérapie potentialisée par les Porphyrines dans le Gliob	20 000	-	20 000	20 000	-	-	-
Métabolisme du tryptophane dans le cancer du foie : rôle da	20 000	-	20 000	20 000	-	-	-
AEAG N°310330188 - Proj BIOTRACEUR2 - Biodisp ds cota	159 000	-	159 000	47 700	47 700	-	111 300
Données de cancer pédiatriques du foie pour combattre la ré	277 070	-	277 070	138 535	55 414	55 414	83 121
Etude des anomalies de la réponse immunitaire au cours des	164 377	-	164 377	115 000	45 000	-	49 377
Le neutrophile exprimant CXCR24 : Une cible potentielle pou	19 416	14 562	4 854	19 416	-	-	- 14 562
Etude des voies de signalisation intracellulaire modulées par	15 000	-	15 000	7 500	-	6 715	785
Région AAP 2020- Plateforme d'analyse du mouvement	90 000	-	90 000	45 000	-	-	45 000
Région AAPF2020I-2019-8355510 / SIRIC BRIO B2BBTECH	180 000	60 000	120 000	55 000	-	-	65 000
ANRS	18 590	-	18 590	-	18 590	18 590	-
Convention de reversement de la quote-part de l'aide ANR (1	399 008	-	399 008	-	-	-	399 008
SRASS:Stratégie Régionale néo-Aquitaine pour la sécurité S	77 999	-	77 999	-	-	-	77 999
Observatoire des politiques en situation d'épidémie et post é	185 500	-	185 500	-	-	-	185 500
ESO N° 92346/20/101707/HNE	50 000	-	50 000	50 000	-	-	-
20CP093-00 - INSERM - CRMSB	39 852	-	39 852	39 852	-	-	-
RNA PROJET SMART INVEST / 2019-1PFM050101	750 000	-	750 000	140 000	-	-	610 000
Programme AGREEMENT NUMBER - 2019-1-FR01-KA204-	22 774	-	22 774	-	4 555	-	22 774
Accès à l'innovation dans la filière sarcome : le développeme	24 000	-	24 000	-	-	12 000	12 000
Comprendre les inégalités selon l'âge dans l'accès aux théra	59 500	-	59 500	-	23 000	29 750	29 750
Projet MEGA VIP - accord de collaboration Thése CIFRE	38 990	-	38 990	19 495	9 748	9 748	9 747
PROJET ARNA	15 000	-	15 000	-	15 000	-	15 000
INDIVISUP : L'individualisation des parcours d'études supéri	105 058	-	105 058	-	52 529	52 529	52 529
KIRIN	25 000	-	25 000	25 000	-	-	-
SHEMA -Accord de collaboration de recherche	356 006	-	356 006	192 894	161 481	-	163 112
CNRS DR15D-20-015 LAB	61 789	-	61 789	61 789	-	-	-
REGION n°8339710 83558910 - Post-DOC	69 000	-	69 000	-	-	-	69 000
GCS PARC SIRIC BRIO	88 400	-	88 400	-	44 200	-	88 400
REGION INFRARED FUNCTIONAL GLASS THESE Proj fibr	55 000	-	55 000	-	10 000	-	55 000
RIPI-DRI GATEWAY OFFICE BAYREUTH	180 000	-	180 000	181 838	-	-	- 1 838
GCS PARC SIRIC BRIO	56 000	-	56 000	-	-	-	56 000
INSERM n°20CP076-00	16 308	-	16 308	-	-	16 308	-
Convention de collaboration de recherche dans le cadre d'un	53 333	-	53 333	26 667	19 333	26 666	-
Dispositif ECA PEPITE	68 220	-	68 220	68 220	-	-	-
REGION 2018-1R10127 - 18004284- Frais de fonctionneme	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
GCS PARC SIRIC BRIO	143 200	-	143 200	-	48 200	-	143 200
GCS PARC SIRIC BRIO IMS C.LUCHESI	279 000	-	279 000	-	-	-	279 000
Les effets de la répression en régime autoritaire sur la trajec	20 500	2 500	18 000	-	1	9 000	9 000
Convention de reversement Recherche peptides Thérapeutic	12 935	-	12 935	12 935	-	-	-
JURY DU PRIX BEZIAT-ROUANET 2020	105 600	-	105 600	105 600	-	-	-
Röle de la connexine 43 dans l'hypertension artérielle pulmo	183 000	-	183 000	183 000	-	-	-
INCA	105 667	-	105 667	34 870	-	34 870	35 927
Appel à projet ESR 2020:2 financeurs SIRIC BRIO - COMMU	98 000	-	98 000	-	-	-	98 000
REGION n°2019-1R5M04 - délib 2019.1071.CP - Investissen	40 000	-	40 000	20 000	-	-	20 000
A ARCHIVER_Convention d'hébergement scientifique : Mm	11 000	-	11 000	8 500	2 500	2 500	-
ANRS - MFP - Décision ANRS n°20222	100 544	-	100 544	-	34 829	29 494	71 050
BPI FRANCE	1 579 656	-	1 579 656	394 000	-	-	1 185 656
ANR ELECTRO: Appel à projet générique 2020	194 206	-	194 206	58 261	58 264	58 264	77 681
REGION AAPPF-2020I-2019-8187210: Centre de bio-ingeni	827 477	-	827 477	413 739	-	-	413 739
A ARCHIVER Fondation du souffle	35 000	-	35 000	-	35 000	34 214	786
ANR-20-CE07-0015-01 NCO-INNOV	199 800	-	199 800	119 880	-	59 940	19 980
Application de nouvelles techniques d'imagerie ultrasonores	429 000	-	429 000	180 000	-	-	249 000
Sélection par criblage par naclogique de molécules anticanc	10 000	-	10 000	10 000	-	-	-
ARSLA 2021- Appel à projet "dotation de recherche scientific	51 781	-	51 781	25 891	25 891	25 891	-
Projet ECIAE	66 860	66 860	-	-	-	-	-
Structu-Ring ANR	301 196	-	301 196	60 239	60 239	60 239	180 718
ANR CoBioPro- Projet ASTRID	265 939	-	265 939	132 968	65 328	66 487	66 484
Etude de l'impact des altérations de la voie Wnt sur l'organis	17 000	-	17 000	17 000	-	-	-
VIS4IA Visualisation pour la compréhension des IA	161 250	-	161 250	80 625	-	80 625	-
CRA STRIPE INVEST / N° REGION 2019-1R1M08	35 000	-	35 000	-	-	-	35 000
AEAG N° 320 33 0168 / 2020/1790 Proj BIDASSOA pH 2	10 026	-	10 026	-	-	-	10 026
REGION PHYSTRIG INVESTISSEMENT / AAPR2020-2019-	71 250	-	71 250	35 625	-	-	35 625
Sélection par criblage pharmacologique de molécules antica	10 400	-	10 400	10 400	-	-	-
REGION / PHYSTRIG - THESE CANOVI / AAPR2020A-201	49 000	-	49 000	-	24 500	24 500	24 500
AFM TELETHON	56 781	-	56 781	30 981	25 800	25 800	-
Etude de l¿impact des altérations de la voie Wnt sur l'organis	32 000	-	32 000	10 000	10 000	-	22 000
REGION / PHYSTRIG - THESE PATRIGNONI / AAPR2020A	49 000	-	49 000	-	-	24 500	24 500
Projet Vitiligo	43 900	-	43 900	43 900	-	-	-
Financement Thèse Victor PAPIN - Bdx Sciences Agro	90 000	-	90 000	28 505	29 664	29 858	31 636
Doctorat 4eme année fin de thèse	30 600	-	30 600	-	-	30 600	-
A ARCHIVER_Autour de Williams 2021	24 000	-	24 000	24 000	-	-	-
GRAI / ANR 19-CHIA-0003-01 / CHAIRE IA 2019 1	401 544	-	401 544	120 463	80 308	80 308	200 773
REGION 2020 N°P2411 - Proj CPER 2015-2020 POA - PITC	600 000	-	600 000	540 000	60 000	60 000	-
REGION / AMI FLASH - AFLE 4S	73 125	-	73 125	-	-	-	73 125
ANR-20-CE23-0023-04 InvolvD	162 864	-	162 864	32 572	32 572	32 572	97 720
REGION 2019R-8284210 - 8337110 - Hi-CEMIR - Post-Doc	50 000	-	50 000	-	25 000	25 000	25 000

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
REGION 2019R-8284210 AAPR2020I-2019 8356910 - Hi-CE	40 000	-	40 000	20 000	-	-	20 000
GIS-IBISA -INRAE	50 000	-	50 000	50 000	-	-	-
CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE TECHNOLOGIQUE	48 377	-	48 377	26 607	7 257	6 102	15 669
VIEILLISSEMENT : Caractérisation et préservation de la qua	374 281	-	374 281	90 000	90 000	-	284 281
ANR-20-CE48-0018-01 3DMaps	207 695	-	207 695	103 846	41 538	41 538	62 311
PARAPERF / ANR-19-STHP-0005 / INSTITUT NATIONAL D	183 708	-	183 708	78 150	45 922	45 922	59 636
REGION AAPR2020A-2019-8220910 - 8176810 - Post-Doc	23 000	-	23 000	11 500	11 500	-	11 500
Allocation POST-DOC Etienne DUCROT	50 000	-	50 000	-	25 000	25 000	25 000
REGION DEE21-70-2019-5738220-Chaire Naoya TAKAHAS	41 500	-	41 500	20 750	-	-	20 750
FRUITY CLIMATE : Expression fruité des vins rouges de Bor	49 000	-	49 000	-	-	-	49 000
IPSEN INNOVATION	28 835	-	28 835	15 912	12 923	-	12 923
ANR-20-CE29-0009-01_PHONOM	456 179	-	456 179	225 040	90 016	96 115	135 024
Allocation POST DOC M. BLANCHARD DESCE Projet 8227	46 000	-	46 000	-	-	-	46 000
NANOPHOT	70 940	-	70 940	23 000	33 940	33 940	14 000
LICYDYN	15 000	-	15 000	-	-	7 500	7 500
A ARCHIVER HYDROCAT HYDROgen Cancer Treatment	15 000	-	15 000	-	-	15 000	-
REGION 2019-1R8286610 - Investissement - THINON Emm	19 946	-	19 946	9 973	-	-	9 973
AQUATERS	197 100	-	197 100	39 420	39 420	39 420	118 260
REGION 2019-1R8034610 - Post-Doc THINON Emmanuelle	46 000	-	46 000	-	-	-	46 000
INCA	62 400	-	62 400	-	44 400	37 440	24 960
Allocation de thèse - AID 2020-2023 - dossier 202079 - Paul	71 738	-	71 738	12 738	-	32 450	26 550
Projet CPER 2015-2020 NEUROAQUITAINE	100 000	-	100 000	90 000	-	-	10 000
ANR-20-CE17-0026-02_NeurIT	58 375	-	58 375	17 512	35 026	17 514	23 349
ANR ABCIS -AAPG2020 JCJC	298 075	-	298 075	149 036	59 614	59 614	89 425
GCS PARC SIRIC BRIO	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
LBX-2020-01-1 - projet LANGPOP - Mélanie PRUVOST	25 000	-	25 000	15 000	-	-	10 000
ANR BETAPARK	140 292	-	140 292	70 145	28 058	28 058	42 089
URGOTECH -Thése CIFRE	-	-	-	-	-	-	-
FUNDACIO LA MARATO DE TV3	100 000	-	100 000	-	30 250	-	100 000
PEPITE : Dotation de structuration au titre de l'entrepreunaria	106 720	-	106 720	106 720	-	-	-
619734-EPP-1-2020-1-FR-EPPKA1-JMD-MOB - NEURASMU	3 417 000	-	3 417 000	851 000	1 708 500	18 000	2 548 000
CUSEMA INSERM	262 215	-	262 215	262 215	-	-	-
Convention de reversement CHU n°2021-1287-DRC-FI-D /IA	116 343	-	116 343	-	-	-	116 343
Allocation POST-DOC Nicolas Martin	50 000	-	50 000	-	25 000	25 000	25 000
IACA IRESP-Projet VITAE	128 440	-	128 440	-	-	-	128 440
Region RECH99-04-2020-10449020/RECH99-04-2020-1047	103 000	-	103 000	-	51 500	-	103 000
EFFIREG / AAPG 2020 / ANR N° ANR-20-CE40-0001-01	143 640	-	143 640	71 820	28 728	28 728	43 092
JINVARIANT / ANR / AAPPG 2020	141 199	-	141 199	70 598	28 239	28 239	42 362
TRECOS / ANR / AAPG2020	85 148	-	85 148	42 573	-	17 029	25 546
ArithRand / ANR / FWF	17 280	-	17 280	3 456	3 456	3 456	10 368
TIDySModels / ANR / AAPG 2020 / ANR-20-CE 45-0004-01	217 296	-	217 296	130 376	65 191	-	86 920
Convention de reversement Fondation Bordeaux université-	18 600	-	18 600	18 600	-	-	-
ANR FrontoFat	100 054	-	100 054	60 032	30 017	30 017	10 005
ANR P2XforALS - INCIA Partenaire 2	147 960	-	147 960	73 980	29 592	29 592	44 388
ANR VirAlz -AAPG2020 - Partie INCIA	322 817	-	322 817	161 408	64 563	64 563	96 846
ANR P2XforALS -Partie IMN	352 480	-	352 480	176 240	70 496	70 496	105 744
Agence Technique de l'Information sur l'Hospitalisation (ATIH	293 000	-	293 000	146 500	87 900	55 248	91 252
BPIFRANCE FINANCEMENT	253 295	-	253 295	126 648	126 647	-	126 647
A ARCHIVER Convention financement SPILF: Laure BARTH	10 000	-	10 000	5 000	5 000	-	5 000
projet EUROPEEN DABAT de M. VISENTIN	275 620	-	275 620	161 753	-	17 400	96 467
Projet CANCEROPOLE GRAND SUD-OUEST EMERGENCE	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
Projet ASF: association des sclerodermique de France: Dam	25 000	-	25 000	-	-	-	25 000
VIS4IA Visualisation pour la compréhension des IA	10 000	-	10 000	-	10 000	5 000	5 000
VIS4IA Visualisation pour la compréhension des IA / alloc po	25 000	-	25 000	-	-	-	25 000
VIS4IA : Visualisation pour la compréhention des IA / alloc do	49 000	-	49 000	-	-	-	49 000
CONSEIL REGIONAL NOUVELLE AQUITAINE	12 000	-	12 000	-	-	-	12 000
Impact du remplacement percutané de la valve pulmonaire s	100 000	-	100 000	50 000	50 000	47 000	3 000
Mise au point et validation d'un modele ovin chronique reproc	30 000	-	30 000	-	3 000	-	30 000
FRUITY CLIMATE : Expression fruité des vins rouges de Bor	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
Contrat Doctoral: SIRIC BRIO et REGION NOUVELLE AQUI	98 000	-	98 000	-	-	-	98 000
REGION NOUVELLE AQUITAINE	46 000	-	46 000	-	-	-	46 000
Etudes moléculaires des gliomes pédiatriques	12 000	-	12 000	6 000	-	-	6 000
REGION AAPR2020I-2019-8167410: Appel à Projet Nicolas	163 000	-	163 000	-	-	81 500	81 500
REGION AAPR2020A-2019-8167310: Appel à projet Nicolas	75 000	-	75 000	-	-	-	75 000
CHU BORDEAUX	5 600	-	5 600	-	-	-	5 600
AAP Région Nouvelle-Aquitaine : Impact des stress physique	21 075	-	21 075	10 538	-	-	10 538
AAP Région Nouvelle-Aquitaine : IRM pulmonaire à 5 dimens	180 000	-	180 000	90 000	-	-	90 000
FILMBRETT: Recherches sur les propriétés de bioadhésion	50 000	-	50 000	20 000	-	-	30 000
APP 2020 Flash COVID - RECH99-04-2020-10450420 / REC	84 606	-	84 606	-	-	-	84 606
AAPR 2020 CRNA LICYDYN - AAPR2020-2019-819810 / AA	30 400	-	30 400	22 700	-	-	7 700
IUF PREVOST 2020 - Programme LAUREAT 2020	75 000	-	75 000	18 750	15 000	15 000	41 250
GCS PARC SIRIC BRIO	110 500	-	110 500	-	-	-	110 500
DESIDE/AAPG 2020 / ANR / ANR-20-CE40-0021-01	125 280	-	125 280	25 056	30 056	25 056	75 168
LIGUE CONTRE LE CANCER - DOCTORANT LUA SOBROI	63 918	-	63 918	31 150	-	31 150	1 618
Convention de reversement AFB-INRAE Projet SOHO	147 555	-	147 555	44 267	-	-	103 289
REGION: Projet LEMOINE AAPR2020-2019-8326010/AAPR	95 000	-	95 000	-	47 500	-	95 000
Etude biologique et moléculaire des tumeurs pédiatriques du	20 000	-	20 000	20 000	-	-	-
REGION AAPR2020A-2019-8301210: APPELS A PROJET M	49 000	-	49 000	24 500	-	-	24 500
REGION AAPR2020A-2019-8299610: APPELS A PROJET M	69 000	-	69 000	34 500	-	-	34 500
REGION AAPR2020A-2019-8300510 : APPELS A PROJET	49 000	-	49 000	24 500	-	-	24 500
ANR-20-CE15-0004-01: Projet DOMINOS	326 400	-	326 400	195 840	97 920	97 920	32 640
CONV DE REVST INSU/ DR15/ UB -Proj OSCILLOSCOPE M	185 101	-	185 101	185 101	-	-	-
REGION 2020 / AMI Flash COVID - RECH99-04-2020-1044	43 220	-	43 220	-	-	-	43 220
2020/DREAL/SPN/DBEC/ND/143 - Gestion de la plateforme	530 800	-	530 800	149 657	-	251 739	129 403

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
Soutien au projet MetapianoMidifile Performer (2020-2021) d	10 000	-	10 000	-	-	10 000	-
Soutien au projet SEGMent-apprentissage culturel par le jeu	10 000	-	10 000	-	-	10 000	-
REGION NOUVELLE AQUITAINE	50 500	-	50 500	-	-	-	50 500
INSTITUT PASTEUR: INCA 2017-144	50 232	-	50 232	-	-	2 995	47 237
DOUBLON DE L' OPE-2020-0193:PROJET GRANT AGREE	150 000	-	150 000	-	150 000	-	150 000
Financement du contrat doctoral de Ribal Mehri	86 502	-	86 502	56 844	-	-	29 659
Fondation ALZHEIMER -Programme Allocation Jeunes cherc	153 936	-	153 936	51 312	51 312	-	102 624
INCA-AAP 2020 Subventions doctorales -BAILLET Emmanu	104 240	-	104 240	34 083	35 040	35 040	35 116
SIRIC BRIO CAPONE	36 300	-	36 300	-	36 300	-	36 300
INERIS / Agence Eau Seine Normandie - projet GLUCO	73 480	-	73 480	-	13 500	-	73 480
Convention de reversement INSERM -France Parkinson-GA	98 940	-	98 940	23 907	-	-	75 033
BACO BLANC: Contribution de l'eugénol aux mécanismes de	174 133	-	174 133	-	-	11 124	163 009
BAYER HEALTHCARE	100 000	100 000	-	-	100 000	65 000	- 65 000
A ARCHIVER_ADERA - CONVENTION DE REVERSEMENT	46 000	-	46 000	46 000	-	-	-
Convention de reversement fondation Bordeaux Université -	23 250	-	23 250	-	-	-	23 250
REGION AAPR2020A-2019-8292410: Maya SALEH Post do	69 000	-	69 000	34 500	34 500	-	34 500
SIRIC BRIO: COMMUCAN Julie DECHANET-MERVILLE	20 000	-	20 000	-	20 000	-	20 000
SIRIC BRIO: COMMUCAN DULUC	40 500	-	40 500	-	25 000	-	40 500
SIRIC BRIO: JDM/FLorent GUERVILLE	49 000	-	49 000	-	49 000	-	49 000
GENVIPART : les dimensions genrées des violences contre	58 480	-	58 480	-	29 240	29 240	29 240
BiGS - Biais de Genre dans la Science	151 900	-	151 900	25 950	49 000	49 000	76 950
EMOTION: Evaluation des états émotionnels de l'être humai	49 000	-	49 000	-	24 500	-	49 000
EMOTION: Evaluation des états émotionnels de l'être humai	12 500	-	12 500	-	6 250	-	12 500
PROFIL: Profil sensoriel et analytique des vins rouges de Bo	196 750	-	196 750	60 000	-	-	136 750
BEST4.0 « Making Better to live better / conv revers INP	107 000	107 000	-	88 733	-	-	- 88 733
ANR-20-THIA-0008-01 - AI by UBx - Contrats doctoraux en	757 484	-	757 484	270 000	90 000	142 495	344 989
ICNDE / Région / AAPR2020-2019-8234710	927 500	-	927 500	270 500	191 032	241 032	415 968
REGIONAAPR2020I-2019-8637710: Appel à projet Maya SA	108 600	-	108 600	-	-	54 300	54 300
VITIREV_dossier portail 9191620_ACTION 5.1	139 500	-	139 500	-	-	-	139 500
SIRIC BRIO: Appel à projet Maya SALEH Doctorant RAMEL	60 000	-	60 000	-	-	-	60 000
WAGENINGEN UNIVERSITY	250 625	-	250 625	-	85 508	-	250 625
ANR -20-SEBM-0002-01 / Projet DIGIPREW	164 160	-	164 160	98 496	49 248	49 248	16 416
REVERSEMENT CHU/INSERM: PLAQSIS INSERM-BOD-20	22 857	22 857	-	-	-	-	-
Convention Fondation ARSEP - AAP 2020- BOUE-GRABOT	75 000	-	75 000	50 000	-	25 000	-
Analyse des conditions de la transition agroécologique en co	3 500	-	3 500	3 500	-	-	-
FRM -Erwan BEZARD-Prix IAGOLNITZER	17 000	-	17 000	17 000	-	-	-
A ARCHIVER - titre unique en 2020-Convention de financem	19 000	-	19 000	-	-	-	19 000
Convention de reversement CNRS et plusieurs partenaires	478 330	50 000	428 330	148 330	-	-	280 000
ARSEP FONDATION: PROJET EMERGENCE Nathalie SCH	150 000	-	150 000	-	50 000	50 000	100 000
Siric brio Intérêt des "bioactives food components" pour une	49 500	-	49 500	-	-	-	49 500
SOCIETE FRANCAISE DE RHUMATOLOGIE UB19-308 JAK	78 600	-	78 600	15 720	47 160	15 720	47 160
THE HUB - 020-203	120 000	-	120 000	120 000	-	-	-
SOCIETE FRANCAISE DE RHUMATOLOGIE UB19-076 - JA	98 400	-	98 400	19 680	19 680	19 680	59 040
GA 895713 - NEANDER-TALe	184 708	-	184 708	120 060	-	-	64 648
DESCA: CONSORTIUM AGREEMENT	119 375	-	119 375	109 807	-	-	9 568
GRANT AGREEMENT: Reversement SimCardioTest GA101	857 875	-	857 875	414 640	280 148	-	443 235
TraSAD : Du travail soutenable en agriculture durable. Quelle	82 856	-	82 856	33 142	-	33 142	16 571
PIA VITIREV "Innovons pour des territoires VITIcoles Respec	244 050	-	244 050	-	-	-	244 050
GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC VILLAGE LANDAIS AL	175 500	-	175 500	138 400	37 100	37 100	-
Recherche d'anthocyanes diglucosides et triglucosides pour	9 208	-	9 208	-	-	9 208	-
CARMEN: Caractérisation et préservation de la qualité organ	195 000	-	195 000	-	-	-	195 000
ERAMUS+ 2020-1-FR01-KA103-078222	135 460	-	135 460	-	-	-	135 460
ANR PURPLEPAIN BOUE-GRABOT - ANR-20-CE14-0016-0	142 358	-	142 358	71 178	28 471	28 471	42 709
SIRIC BRIO COMMUCAN: LARMONIER Nicolas	20 000	15 000	5 000	-	20 000	-	5 000
ANR-20-CE06-0011-01_OSCILLEA	174 074	-	174 074	52 222	52 223	52 223	69 629
ANR FULLCONTACT: Appel à projets générique 2020	234 317	-	234 317	46 863	46 863	46 863	140 591
Thèse PROST : Le choix de la terre / ENSAP / ED SPI N°209	100 728	-	100 728	33 576	-	33 576	33 576
ANR-20-CE29-0006-02_LiCORN	131 760	-	131 760	39 528	39 528	39 528	52 704
CAMPUS FRANCE - proj MOPGA 3 - Post doc Dimitri Evang	50 000	-	50 000	37 500	12 500	12 500	-
ANR-20-CE45-0001-01_BNeDiction	250 992	-	250 992	125 495	50 198	50 198	75 299
Nouvelles implantations et impacts de la LGV SEA	12 000	-	12 000	6 000	-	-	6 000
L'émergence de l'intelligence artificielle (IA) en biomédecine	177 840	-	177 840	53 352	53 352	53 352	71 136
L'émergence de l'intelligence artificielle (IA) en biomédecine	58 240	-	58 240	17 472	-	17 472	23 296
ANR 3C-FruitGrowth: Appel à projets générique 2020	111 894	-	111 894	22 378	22 378	22 378	67 138
FONDATION VAINCRE ALZHEIMER	100 000	-	100 000	-	56 000	75 000	25 000
Cités éducatives : projet de recherche "gouvernance"	173 370	-	173 370	34 100	-	37 858	101 412
ANR-20-CE49-0009-02 Projet SOUND	148 500	-	148 500	74 250	29 700	29 700	44 550
L'accompagnement bancaire des entrepreneurs en difficultés	77 000	-	77 000	13 200	-	39 000	24 800
InfraRed Glass	55 000	-	55 000	27 500	-	-	27 500
Dysfonction du muscle lisse bronchique dans l'asthme	50 000	-	50 000	37 500	12 500	10 609	1 891
Insuffisance cardiaque droite consécutive à l'hypertension ar	30 000	-	30 000	30 000	-	-	-
ANR-20-CE31-0002-04 Projet PEPPER	137 549	-	137 549	27 509	27 509	27 509	82 531
ANR -PDWALK	200 000	-	200 000	59 999	60 003	60 003	79 998
ANR-20-CE22-0004-01 DEMMEFI	234 072	-	234 072	46 814	46 814	46 814	140 444
Projet collectif de recherche du tombeau présumé de Michel	55 400	-	55 400	35 300	8 200	4 100	16 000
FVLLMONTI UE/H2020 / NUMBER 101016776	924 731	-	924 731	446 953	-	258 631	219 147
REGION NOUVELLE AQUITAINE Dossier portail n°9191620	320 000	-	320 000	-	120 000	-	320 000
RADIOSPIN UE / Grant Agreement number: 101017098 ¿ R	898 526	-	898 526	434 288	-	146 170	318 068
GRANT AGREEMENT: BEAT AF Appels à projets : H2020-S	1 474 812	-	1 474 812	568 485	-	-	906 327
GRFS: Projet CONTIN-BORDES Cécile	10 000	-	10 000	10 000	-	-	-
ANR SEMB	138 360	138 360	-	27 672	27 672	27 672	- 55 344
GRANT AGREEMENT et ANR: Projet MICROCARD	1 610 000	-	1 610 000	1 006 356	-	161 000	442 644
REGION SPINOPROBE-Pascal FOSSAT	55 000	-	55 000	-	-	27 500	27 500
SIRIC BRIO COMMUCAN: Projet PRADEU LEMOINE Post-D	143 722	-	143 722	-	143 722	-	143 722

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
ANR BRAIN NET / ANR 20-CE45-0005-03	148 054	-	148 054	29 610	29 610	29 610	88 834
KIC Projet HiQ-CARB - 20049 RM ISM	241 250	-	241 250	26 250	59 813	43 944	171 056
ANR-20-CE16-0014-02-ANR MAC	250 487	-	250 487	150 290	75 149	75 149	25 048
ANR-20-CE16-0022-02-ANR NEURAGE	140 400	-	140 400	84 240	42 120	42 120	14 040
Centre Scientifique et Technique du Bâtiment AST CT2019-5	86 604	-	86 604	-	25 981	-	86 604
EIF CALL PAPER 2019 / Backward Stochastic Differential Ec	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
AERDBM -Complément de bourse de thèse sous la direction	23 500	-	23 500	23 500	-	-	-
Chaire Droit des affaires et fiscalité - avenant Menues dépen	2 000	-	2 000	-	-	-	2 000
ANR-20-CE06-0002-01-01_MAPPLE	184 356	-	184 356	36 871	36 871	36 871	110 614
SMART MESRI / GYMNASE DES SCIENCES / N° DGESIP E	140 000	-	140 000	-	-	-	140 000
FRANCE ALZHEIMER - AAP PFA	85 800	-	85 800	-	-	42 900	42 900
CRNA_CONVENTION 11396020_jeu de la Marelle	15 000	-	15 000	10 500	-	-	4 500
Grant Agreement 945218 - Projet GERONTE	1 968 981	1 291 063	677 919	689 143	319 959	-	- 11 225
CEFIPRA INDE Release of funds-6203-1	101 542	-	101 542	40 400	32 261	-	61 142
A ARCHIVER SIDACTION: Vincent PARISSI	60 022	-	60 022	44 870	-	7 435	7 717
LIGUE CONTRE LE CANCER: Convention de subvention Ni	15 000	-	15 000	7 500	7 500	-	7 500
FONDATION ARCARCPJA3202006000212	25 000	-	25 000	-	-	-	25 000
ANR-20-CE34-0008-04 Proj VITIBIRD	172 800	-	172 800	34 560	34 560	34 560	103 680
FONDATION DES GUEULES CASSEES- CON 07-2020-CA	20 000	-	20 000	20 000	-	-	-
GA 955605_YIELDGAP_H2020-MSCA-ITN-2020	243 338	-	243 338	189 254	-	-	54 085
GIE - AST CT2020-337 - PERMIBRETT	124 813	-	124 813	41 188	41 188	41 188	42 437
ANR-20-CE31-0011-01_WaterStars	305 748	-	305 748	152 873	61 150	61 149	91 726
DGA_SALAMANDRE	417 408	-	417 408	181 395	182 013	27 000	209 013
INCa: projet MELKILL	161 200	-	161 200	48 360	48 360	48 360	64 480
ANR-20-CE14-0016-04 - ANR PURPLEPAIN FOSSAT	113 181	-	113 181	22 636	22 636	22 636	67 909
CIFRE INTACTILE - AST CT2020-103 - Appréhension des ré	7 500	-	7 500	2 500	-	2 500	2 500
Fonds de dotation Bergonié - Prix Josy Reiffers	75 000	-	75 000	75 000	-	-	-
Ligue contre le cancer Etude d'un nouveau variant du récepte	15 000	-	15 000	15 000	-	-	-
Identification de marqueurs pronostiques associés à la morta	15 000	-	15 000	7 500	-	-	7 500
GA_955700_NIPU_H2020-MSCA-ITN-2020	483 224	-	483 224	362 418	48 500	-	120 806
Identification de nouvelles cibles thérapeutiques des formes	150 000	-	150 000	75 000	75 000	75 000	-
Liens entre altération génétique des effecteurs de la voie Wr	15 593	-	15 593	7 500	-	-	8 093
CRNA_2019-1R10129	55 000	-	55 000	-	-	-	55 000
ANRS - COGLOC2 - Décision n°20180	105 909	-	105 909	52 955	-	52 955	-
ANRS COGLOC2 -Convention fille avec BPH	1 560	-	1 560	-	-	-	1 560
ANR-20-CE12-0018-01 _GENOMORPH	302 673	-	302 673	90 801	90 804	90 804	121 068
Grant Agreement 951284-Projet ENSEMBLE -ERC-2020-Sy	2 499 525	-	2 499 525	874 834	-	-	1 624 691
ANR SleepinBrainDyn - ANR-20-CE37-0023-02	181 900	-	181 900	90 948	36 379	36 379	54 573
SIRIC BRIO COMMUCAN: Clotilde BILLOTET	28 000	-	28 000	-	8 000	-	28 000
Caractérisation métabolique des cellules leucémiques aigues	15 000	-	15 000	15 000	-	-	-
Region: RECH99-04-2020-10486720 SARS-COV-2	13 623	-	13 623	-	-	6 812	6 812
ANR CEPOB - Covid 19 et prévention des épidémies : mesu	64 763	-	64 763	51 811	-	-	12 952
RNA - COV-POP - RECH99-04-2020-10449220 / RECH99-0	84 000	-	84 000	-	-	-	84 000
RNA - COV-POP : Comportements et bien-être des populatio	88 725	-	88 725	-	-	-	88 725
RNA - RECH99-04-2020-10492720 - IMPACTS COVID 19	27 000	-	27 000	-	13 500	-	27 000
SORBONNE UNIVERSITE - Réf C20/1496	128 425	-	128 425	42 600	85 825	27 125	58 700
SIRIC BRIO - GCS PARC - PRIME/transversal - Post-doc	48 000	-	48 000	-	-	-	48 000
ANR_20-CE20-0008-01_EVOLOWINE	220 968	-	220 968	110 483	44 193	44 193	66 292
Région AAPR2020-2019-8410610: "Biomécanique Ostéoarti	62 500	-	62 500	-	-	-	62 500
SIRIC BRIO - GCS PARC - PRIME/transversal - Programme	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
EACEA+UGent_GRANT AGREEMENT NUMBER 10100402	753 444	-	753 444	602 755	-	-	150 689
ANR-20-CE21-0008-04 EVAGRAIN	141 044	-	141 044	70 521	28 208	28 208	42 315
Fonds de dotation Prix André Boisseaux	10 000	10 000	-	-	-	10 000	- 10 000
Amvalor Prix de recherche Institut CARNORT ARTS	8 000	-	8 000	-	8 000	7 753	247
BRGM / REF 21-071 / CONVENTION DE COLLABORATION	136 000	-	136 000	-	72 000	72 000	64 000
ANR-20-CE09-0032-02_DEFINED	151 413	-	151 413	75 705	30 282	30 282	45 426
REGION N°12059820 - Proj RIVAGES	100 000	-	100 000	-	-	50 000	50 000
ANR-20-CE19-0011-03_SEMB	105 474	-	105 474	-	-	-	105 474
Etude des nouvelles cibles thérapeutiques dans les tumeurs	15 000	-	15 000	15 000	-	-	-
Convention de reversement: Projet PLAQSIS Antoine DEWI	22 857	-	22 857	-	-	-	22 857
UBO - 2020-086 - CAPAFAM	8 528	-	8 528	5 117	-	2 558	853
A ARCHIVER Convention attributive aide européenn: CPER	500 000	-	500 000	-	-	-	500 000
Subvention Etat MESRI: CPER Animub 2015/2020 -Décisio	800 000	-	800 000	-	800 000	80 000	720 000
CRNA_CONTRAT 11310520_Réseau de recherche robotiqu	100 000	-	100 000	-	40 000	60 000	40 000
RNA - AAPR2020-2019-8316410 - BRANA - Les Analystes F	40 880	-	40 880	-	1	20 440	20 440
FRM - Projet EGLANTINE ENV202003011520	599 858	-	599 858	243 086	181 792	-	356 772
RNA - AAPR2020F-2019-8117810 - VIN EMOTION	2 880	-	2 880	1 440	-	1 312	128
RNA - AAPR2020F-2019-8117910 - VIN EMOTION	2 880	-	2 880	-	1	1 440	1 440
LNCC PA - R.IGGO	7 500	-	7 500	-	5 000	5 000	2 500
CIVB_AST CT2020-338 _EMOTION	149 200	-	149 200	-	91 667	91 667	57 533
Projet de recherche en Hématologie qui consite à identifier le	38 016	-	38 016	17 424	19 008	19 008	1 584
ANR-20-CE31-0011-02 Projet WaterStars	138 089	-	138 089	69 043	27 617	27 617	41 429
ALPHANOV	48 208	-	48 208	16 069	16 069	16 069	16 069
CANON	37 365	-	37 365	12 455	12 455	12 455	12 455
REGION_8359010_investissement_Jerôme BADAUT_	45 000	-	45 000	22 500	22 500	-	22 500
EUSKAMPUS RESILIENCE COVID-19 - SARSence	16 000	-	16 000	-	-	-	16 000
INSTITUT BERGONIE - Projet PROSE CAN	26 000	-	26 000	-	26 000	26 000	-
GRANT AGREEMENT-NUMBER 101035819-ENLIGHT RISE	567 500	567 500	-	425 625	-	-	- 425 625
EUSKAMPUS RESILIENCE COVID-19	60 361	-	60 361	30 181	-	30 181	-
EUSKAMPUS Resilience COVID 19- Partie IMN Porjet CORT	12 000	-	12 000	-	-	-	12 000
ANR-20-CE26-0008-03 - SKEPTISCIENCE	55 580	-	55 580	16 673	16 677	16 677	22 230
GA 101030481_HYPOVACC_ H2020-MSCA-IF-2020	257 620	-	257 620	167 453	-	-	90 167
Conv de Revst DREAL/IFREMER Proj CIRCATAX	15 400	-	15 400	4 620	-	-	10 780
Région AAPR2020-2019-8106510 CRA LASER BLUEEric La	389 500	-	389 500	-	239 250	131 250	258 250

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
EUSKAMPUS FUNDAZIOA - EUSKAMPUS RESILIENCE CO	9 761	-	9 761	-	-	-	9 761
FRANCE ALZHEIMER - AAP PFA 2020 - Projet n°3060 VirA	65 780	-	65 780	32 890	26 312	-	32 890
AS Réseau Raul Porras 2021/2022	10 000	-	10 000	10 000	-	-	-
FONDATION ARC - CHOULEUR Tiffanie	30 702	-	30 702	-	-	30 600	102
Fonds d'animation Scientifique pour le département BORDE	12 500	-	12 500	-	-	-	12 500
RELIQUATS DE PRESTATIONS 2021	25 076	-	25 076	25 076	-	3 000	- 3 000
convention de reversement CIMA ET UB: BILEBANK	23 816	-	23 816	9 526	14 290	-	14 290
Convention Reversement Inserm-BOD-2021-06: Projet ANR-	21 336	-	21 336	-	-	21 336	-
CRNA-2019-1R1M01 Interactions ondes optiques	49 000	-	49 000	-	-	-	49 000
BSA Thèse Dalila LADJMILI	49 000	-	49 000	-	-	16 000	33 000
Fruity Climate thèse BSA Justine Garbay	49 000	-	49 000	15 966	16 333	16 000	17 034
Région 2019-1R50317 TeraScope	100 000	-	100 000	-	-	50 000	50 000
Adera AD 21-151 TeraScope	40 000	-	40 000	-	-	40 000	-
ONF- RESEAU RENECOFOR - Campagne inventaire floristi	8 500	-	8 500	4 250	4 250	-	4 250
EUROPEAN COMMISSION-101032317 - MPFPs - Gilles GU	196 708	-	196 708	127 860	-	-	68 848
A ARCHIVER Reversement mécénat	20 000	-	20 000	-	20 000	-	20 000
A ARCHIVER - OFB PLATEFORME UNIV Prog DCSMM	57 000	-	57 000	17 100	39 900	39 900	-
ENILV -Dossier 3307378-DOCAMEX	82 320	-	82 320	32 928	49 392	27 264	22 128
ADERA AD-21-197 SMSP - 2021-163 "techn. couplées à la s	33 000	-	33 000	33 000	-	-	-
Région Nouvelle-Aquitaine - AAPR2021-2020-11969210 - e-	111 760	-	111 760	-	-	49 000	62 760
ANR-20-CE14-0033-04_HYPO2	128 520	-	128 520	38 556	38 556	38 556	51 408
AEAG N° 240333198 - Décision 2021-875 - REZIN	159 000	-	159 000	8 500	31 844	38 152	112 348
ANR - Décision n°2020-PPR-04 - VITAE	344 205	-	344 205	-	80 818	89 493	254 711
SIRIC BRIO / TRANSVERSAL / programme accompagneme	60 000	-	60 000	-	-	-	60 000
EUROPE GA N°891807 - H2020 -MSCA-IF-2019 Proj EROD	277 062	-	277 062	180 090	-	-	96 972
A ARCHIVER - EUSKAMPUS RESILIENCE COVID-19 - Cov	16 000	-	16 000	-	16 000	-	16 000
FRC Martine CADOR	76 000	-	76 000	-	45 600	45 600	30 400
Région AAPPF2021I-2020-11968910 - PAM -CAZALETS	122 500	-	122 500	-	61 250	61 250	61 250
Projet EcoHealth SDHI - Reversement INRAE -Réf INRAE C	83 200	-	83 200	-	75 400	-	83 200
DREES - SEEE 50/2021 - Impact étudiants Covid	90 568	-	90 568	36 227	27 170	27 170	27 170
CONVENTION 13327120_REGION_ESSAIM DE DRONES	85 700	-	85 700	42 850	42 850	-	42 850
A ARCHIVER Fondation Lefoulon Delalande: recrutement B	57 000	-	57 000	57 000	57 000	-	-
LNCC LANDES / Richard IGGO	10 000	-	10 000	10 000	-	-	-
Fondation Lefoulon Delalande: recrutement KULKARNI Kan	50 000	-	50 000	50 000	50 000	-	-
ADERA AD-21-170 "dosage ds perturb. endocriniens"	88 000	-	88 000	88 000	-	-	-
Etude des processus moléculaires à l'origine des cancers de	12 000	-	12 000	12 000	-	-	-
Convention de collaboration ENSAM S.MART Congrès ICED	30 000	-	30 000	-	30 000	25 000	5 000
Evaluation du risque de cancer provoqué par la perte de chro	15 000	-	15 000	7 500	-	-	7 500
Convention de subvention: AMP DIAGNOSTIC PRENATAL E	30 000	-	30 000	21 000	-	-	9 000
Région Contrat 11383320-11384820 -Nobatek Inef 4 2021-2	330 000	-	330 000	198 000	-	-	132 000
Spring ocean convention de cofinancement - Aerospace Vall	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
ANR-20-CE22-0015-04 - SCaNING	81 000	-	81 000	40 500	16 200	16 200	24 300
IRD - PDG-MAPS-2020-330 / Xavier ANGLARET	70 311	-	70 311	-	70 311	70 311	-
FONDATION ARC - Dossier ARCPGA12019120000997_157	405 037	-	405 037	121 511	116 885	121 511	162 015
CHU DE BORDEAUX - 2021-415-DRC-CCR-D / Projet PROF	77 975	-	77 975	-	26 798	-	77 975
Double Master mention Chimie parcours Polymer Sciences	7 256	-	7 256	-	4 535	9 977	- 2 721
A ARCHIVER FRM: Projet NOTTELET	36 200	-	36 200	36 200	-	-	-
ADERA AD-21-239 "proj milieux aquat. contam. émergents"	36 000	-	36 000	36 000	-	-	-
CEA AST 2021-307/AD LRC ANABASE	25 600	-	25 600	-	25 600	-	25 600
CIFRE BAYER 21N0061RD AST2020-481: DOoctorante LE	135 000	-	135 000	-	45 000	70 000	65 000
PE2021-01F Sélection par criblage pharmacologique de mol	10 000	-	10 000	10 000	-	-	-
ANSM -M2018-041 / MARCHE BNPV ANSM / F.SALVO PHA	52 370	-	52 370	-	-	13 428	38 942
Europe n° 964246 ¿ H2020-FETOPEN-2018-2020 HERMES	727 348	-	727 348	351 551	-	-	375 796
AUBUSSON. - IRAMAT ***** Convention Région n° 2019-	5 126	-	5 126	-	2 563	-	5 126
Convention DGA N°2021 65 0021 -N° EJ Chorus 2103454(	118 000	-	118 000	-	35 400	29 500	88 500
DREES - SEEE 52/2021 - Projet ECLIPSE	99 236	-	99 236	39 694	29 771	29 771	29 771
A ARCHIVER_FONDATION LEFOULON DELALANDE - CO	57 000	-	57 000	57 000	-	-	-
CHU DE BORDEAUX - MEMENTO - CHUBX 2010/47 - 202	56 448	-	56 448	6 272	18 816	18 772	31 404
RNA_AAPR2021A-2020-11906110_COVI-SOL_[ALLOCATI	98 000	-	98 000	14 700	-	14 700	68 600
ANR-21-COVR-0029-01 _Projet ECLIPSE	79 744	-	79 744	63 796	15 948	-	15 948
A ARCHIVER CHU	40 000	-	40 000	-	-	40 000	-
ACTIV'INSIDE_AST CT 2020-310_ACTIV¿INSIDE	387 500	-	387 500	130 000	65 000	65 000	192 500
DGT_1000085154_Soutien à la Chaire internationale d'étude	200 000	-	200 000	40 000	-	40 000	120 000
ESA-Sub Terahertz geodesic lens antenna for imaging syste	175 000	-	175 000	-	175 000	80 000	95 000
KIC Smart-WAAM-RM PLACAMAT	43 381	-	43 381	4 330	12 088	154	38 898
Projet ASF BLAISON	25 000	-	25 000	-	25 000	25 000	-
ANC n°2021-002 - POURTIER	17 960	-	17 960	4 000	-	-	13 960
ANC n°2021-003 - PORTAL	16 850	-	16 850	3 500	7 000	-	13 350
Fondation Bordeaux Université - Projet Lumière et santé - Th	117 000	-	117 000	-	-	19 500	97 500
CEA / France Life Imaging - Projet FLUOTENSINE Appel	14 500	-	14 500	-	-	-	14 500
Région nouvelle aquitaine - AAPR2021-2020-11930810-SAE	49 000	-	49 000	-	24 500	-	49 000
ANR_21-PRIM-0008-03_VAIICET	207 407	-	207 407	-	124 440	124 440	82 967
ASSOCIATION DOCTEURS BRU_AST CT2021-101_Adelin	53 430	-	53 430	-	-	8 905	44 525
INCa_SPADOC 21-029_JANOTA	118 800	-	118 800	39 194	1 198	40 402	39 204
Prestation UREKA: AST CT2020-511	7 151	-	7 151	7 151	-	-	-
EUSKAMPUS_RESILIENCE_COVID-19_URJES	6 600	-	6 600	-	3 300	-	6 600
ANRS - Décision de versement n°21252 - Programme Urgen	260 000	-	260 000	-	60 000	20 000	240 000
INSTITUT GUSTAVE ROUSSY - Projet STEPPING STONe-	30 000	-	30 000	-	-	27 000	3 000
REGION N°AAPR2021-2020-11846410 Th. SENECHAL	83 300	-	83 300	1 905	32 123	32 123	49 272
REGION N°AAPR2021-2020-12062110 Proj ESTOC - CAST	98 250	-	98 250	-	-	31 875	66 375
COMMUNAUTE DE COMMUNE MEDOC ATLANTIQUE - Pro	104 500	-	104 500	-	26 125	52 250	52 250
BSA_UB20-251_Equipe Conseil	6 500	-	6 500	2 500	-	4 000	-
REGION N°AAPR2021-2020-12078610 Proj SWYM - CASTE	9 000	-	9 000	-	-	4 500	4 500
IFMA_Réf. 2101_PLAISANCE	1 500	1 500	-	-	1 500	-	-

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
AFM-Annexins as genetic modifiers of human muscular dystr	102 000	102 000	-	32 500	35 500	33 700	- 66 200
FONDATION LEFOULON-DELALANDE: bourse CALUORI G	50 000	-	50 000	50 000	-	-	-
Agence de la biomedecine: Appel d'offre Recherche et greffe	20 984	-	20 984	14 689	-	-	6 295
BPI FRANCE_DOS0131409/00_PEPITE	15 330	-	15 330	10 731	4 599	-	4 599
Etude Novanight Phyto -NUT0111/ Contrat AST2020-634 / R	8 500	-	8 500	-	6 750	8 500	-
CEA / France Life Imaging - Projet BIVALIMAG Appel à é	8 000	-	8 000	-	3 000	-	8 000
THE KING¿S COLLEGE LONDON_2020-1-UK01-KA202-07	39 750	-	39 750	-	23 922	-	39 750
INCA - DOCSHS 21-006 Allocation doctorale - MANEL RAKE	123 521	-	123 521	-	41 997	82 759	40 762
Développement de thérapies innovantes dans le traitement d	100 000	-	100 000	-	35 000	35 000	65 000
Région AAPR2021-2020-11742510-Plateforme Neurocardiac	55 000	-	55 000	-	-	27 500	27 500
Région AAPR2021-2020-11994010 - Charpente Notre Dame	65 000	-	65 000	-	32 500	-	65 000
REGION: AAPPF2021-2020-11847010: Pierre JAIS	1 250 000	-	1 250 000	-	-	625 000	625 000
ANR Programme CE36 - AAPG2021 Projet JMECR - Hélène	400 602	-	400 602	-	143 500	160 240	240 362
ANR-21-CE45-0008-02 AorticVirtu	80 640	-	80 640	16 128	16 128	16 128	48 384
A ARCHIVER_REGION_convention 13398020_ESASC Echa	4 500	-	4 500	-	2 250	4 197	303
ANR-21-CE07-0047-02_BoriProbe	176 490	-	176 490	35 297	35 298	35 297	105 896
ANR-21-CE42-0008-01_ELISE	194 880	-	194 880	38 976	43 306	38 976	116 928
Ciblage thérapeutique par profilage cellulaire des formes agr	60 000	-	60 000	20 000	20 000	20 000	20 000
REGION _AAPR2020-2020-8589310_eIF4B nouvelles cibles	50 000	-	50 000	-	25 000	-	50 000
ANR Sympa-CSFcNeurons	220 404	-	220 404	44 080	44 080	44 080	132 244
Fondation Sasakawa-UB SMSP-2021-176-Plateforme Neuro	51 000	-	51 000	17 000	17 000	17 000	17 000
ANR_21-CE29-0017-03_ZEPHIRS	56 000	-	56 000	11 200	11 200	11 200	33 600
Convention concours étudiant AIDV-UB, 2021-2023	22 200	-	22 200	-	7 400	7 400	14 800
CHU DE BORDEAUX	24 500	-	24 500	-	-	-	24 500
REGION NOUVELLE AQUITAINE - AAPR2021-2020-11850	53 960	-	53 960	-	-	-	53 960
ANR-21-CE19-0015-04_WEB	102 293	-	102 293	20 458	25 573	20 458	61 377
FONDATION ARC - ARCM2R2021020003206 - LAFON MAT	30 000	-	30 000	-	15 000	30 000	-
UNIVERSITE DE LORRAINE - UL GECO 2021-02391 - Proje	34 398	-	34 398	-	4 422	4 422	29 976
REGION - AAPR2021 -2020-119770310_INV_LACTATE	13 480	-	13 480	-	6 740	6 740	6 740
REGION AAPR2021I-2020-11996210: Appel à projet 2021	26 000	-	26 000	-	-	13 000	13 000
«Efficacité et tolérance de la combinaison méthotrexate plus	34 650	-	34 650	-	-	17 325	17 325
Region AAPR2021I-2020-12028510	210 000	-	210 000	-	105 000	30 000	180 000
RNA_AAPR2021-2020-12013610_Allocation de recherche_(	50 000	-	50 000	-	25 000	-	50 000
RNA_AAPR2021-2020-11730710_AAPR2021F-2020-12156	12 760	-	12 760	-	1	6 380	6 380
Génotoxicité induite par CRISPR-CAS9'	326 953	-	326 953	64 462	96 694	96 694	165 797
4ème Symposium du Réseau Monocytes- Macrophages	1 500	-	1 500	-	1 500	-	1 500
Transporteur échangeur d¿anion et résistance des Leucémie	20 000	-	20 000	20 000	-	-	-
Fondation de France Guillaume LUCAS-N°Engagement 001	198 330	-	198 330	70 000	-	-	128 330
ANR-21-CE09-0003-02 GLADIATOR	109 200	-	109 200	21 840	21 840	21 840	65 520
RNA_AAPR2021-2020-11945310/AAPR2021F-2020-119475	34 600	-	34 600	17 300	-	-	17 300
DiPSi_CVEC_AAP.Ambassadeurs des Transitions	30 795	30 795	-	-	-	-	-
RNA_AAPR2021-2020-11945310/AAPR2021A-2020-119476	50 000	-	50 000	-	-	-	50 000
OFB - 21-0456 - Proj EVOLECO BEST	99 590	-	99 590	29 877	19 918	19 918	49 795
OFB - Projet PulvERGO - OFB.21.0445	161 000	-	161 000	82 800	-	-	78 200
REGION-AAPPF2021I-2020-12036510 Plateau VOXCELL /	17 215	8 608	8 607	4 304	-	-	4 304
Région AAPPF2021I-2020-12000710 /SIRIC BRIO COMMU(	63 637	1 819	61 818	15 909	-	-	45 909
ANR-21-CE29-0006-01_CAORSS	377 811	-	377 811	75 562	75 562	75 562	226 687
ANR-21-CE01-0018-01-ODEVIE	213 136	-	213 136	42 627	42 627	42 627	127 882
ANR-21-CE29-0031-01_SOAPHY	258 360	-	258 360	-	103 443	103 344	155 016
GSM/ ANR NLOChiraMat - CE06-----	149 444	-	149 444	29 888	29 888	29 888	89 668
FRM BAZ-BADILLO - ECO202106013762	105 600	-	105 600	102 600	-	3 000	-
Cancéropôle GSO n°2021-E15 - Projet ONCO PAS WAY	19 360	-	19 360	19 360	-	-	-
Le Fonds de dotation des oenologues de France_VALLIES	9 720	-	9 720	-	-	9 720	-
ANR-21-CE06-0018-01_NLOChiraMat	211 736	-	211 736	42 347	42 347	42 347	127 042
RNA_AAPR2021-2020-11820910 / AAPR2021F-2020-11821	38 800	-	38 800	19 400	-	-	19 400
ANR-21-CE07-0044-03_PHOTOMATON	112 000	-	112 000	22 400	22 400	22 400	67 200
RNA_AAPR2021-2020-11940610 / AAPR2021F-2020-11941	81 084	-	81 084	40 542	-	-	40 542
CRNA -2019-1R1M08-STRIPE	63 000	-	63 000	12 000	25 500	43 000	8 000
Convention de Collaboration et de Financement Etude "CRA	338 127	-	338 127	-	77 100	31 000	307 127
ANR-21-CE37-0008-02 Projet RELATIVE	200 192	-	200 192	40 038	40 038	40 038	120 116
RNA_AAPR2021-2020-11996010_AAPR2021F-2020-11996	25 000	-	25 000	12 500	-	-	12 500
ANR-21-CE01-0001-01 Proj HYDRATE	239 807	-	239 807	47 961	47 961	47 961	143 885
Opération RNA_AAPR2021-2020-11996010_AAPR2021F-2(	98 000	-	98 000	-	1	49 000	49 000
Contrat thése CIFRE TreeFrog Therapeutics / AST CT2020-2	9 000	-	9 000	3 000	3 000	3 000	3 000
RNA_AAPR2021-2020-11730710_AAPR2021F-2021-12227	10 000	-	10 000	-	5 000	5 000	5 000
ANR-21-CE09-0012-02_CHIMERA	116 020	-	116 020	23 203	23 204	23 203	69 614
OFB 21.0446 Proj GEREXPO	149 250	-	149 250	44 775	-	-	104 475
SABOM - BRGM_AST CT_2020-558_Thèse CIFRE n°2020/(	21 000	-	21 000	-	-	14 000	7 000
DAC GUADELOUPE 2021-077 // CR GUADELOUPE CR/21	9 770	-	9 770	8 793	977	-	977
DROLE D ACCES	60 122	-	60 122	-	30 061	30 061	30 061
Canceropole GSO: 2021-E10	20 000	-	20 000	20 000	-	-	-
CRNA_AAPPF2021-2020-12006510_Modernisation de la pla	52 000	-	52 000	-	15 000	15 000	37 000
AIDV - Vine and Wine Law Open Acces Journal	6 000	-	6 000	4 000	1 000	1 000	1 000
AEAG N° 240 33 3239 - 2021 / 2470 - Zones humides amon	24 000	-	24 000	7 200	-	-	16 800
REGION_117793108_ADNER _FONC 12017610/INV 12017	91 250	-	91 250	43 325	-	2 300	45 625
AFM-Téléthon: Projet Harald WODRICH	12 936	-	12 936	-	-	12 936	-
CIFRE COURCELLE--BIASI_AST CT_2020-635_Cabinet d'a	3 000	-	3 000	-	-	-	3 000
ANR-21-CE18-0001-01 ANR BRONCHIOLE	266 640	-	266 640	53 327	53 327	53 327	159 986
SRIA - Prise en charge 2 contrats Bât A11	25 229	-	25 229	25 229	-	-	-
RNA_AAPR2021-2020-11838610 / AAPR2021F-2020-11963	29 580	-	29 580	-	14 790	14 790	14 790
ANR-21-CE18-0025-01 Projet NOVEL	283 360	-	283 360	56 672	56 672	56 672	170 016
ANR-21-CE37-0009-01 -Projet DeMake	353 040	-	353 040	70 607	70 607	70 607	211 826
REGION NOUVELLE AQUITAINE_AAPES2021F-2020-1192	28 500	-	28 500	-	-	-	28 500
REGION NOUVELLE AQUITAINE_AAPES2021I-2020-12112	55 000	-	55 000	-	-	-	55 000

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
ANR_AAPG2021_WINE	164 146	-	164 146	32 829	49 243	49 243	82 074
MESRI_PEPITE_2021/2022	236 000	-	236 000	118 000	118 000	118 000	-
Région Nouvelle Aquitaine - AAPR2021-2020-11765410	18 350	-	18 350	-	-	-	18 350
ANR-21-CE44-0023-02-BrainFuel - Anne-Karine BOUZIER S	190 568	-	190 568	38 113	57 170	57 170	95 285
A ARCHIVER_DRAC NA_Complément de subv 2021 - Opéra	18 006	-	18 006	18 006	-	-	-
RNA_AAPR2021-2020-11838910/AAPR2021F-2020-118457	66 960	-	66 960	-	-	33 480	33 480
SIRIC : Projet APPAY	100 000	-	100 000	-	100 000	-	100 000
Région Nouvelle Aquitaine n°AAPR2020-2019-7993210 - All	46 000	-	46 000	-	23 000	-	46 000
ANR-21-CE48-0010-01_G4S	139 146	-	139 146	27 829	41 743	41 743	69 574
Inserm N° 21CQ116-00 Projet Rossignol	116 949	-	116 949	93 559	23 390	-	23 390
CRNA_AAPR2021-2020-11921010	54 000	-	54 000	-	-	-	54 000
ANR-21-CE20-0013-02: Projet RecovOIL	264 324	-	264 324	52 864	52 864	52 864	158 596
CRNA_AAPR2021-2020-12072810	25 500	-	25 500	-	25 500	1 250	24 250
FRM -FSER202112014572 Lisa ROUX financement Fondati	100 000	-	100 000	81 620	5 420	-	18 380
CRNA_AAPR2020-2019-825210_INFRARED GLASS	55 000	-	55 000	-	-	-	55 000
ANR-21-CE40-0001-01 ReLISCoP	182 560	-	182 560	36 512	36 512	36 512	109 536
Reversement de Toulouse - UT3:0002665-IUF Raissy	74 244	-	74 244	-	15 000	32 994	41 250
ANR-21-CE27-0007-01_TAIHA_Mathieu LANGLAIS	277 997	-	277 997	55 599	55 599	55 599	166 799
ANR 21-CE42-0008- 03 - ELISE	44 800	-	44 800	8 960	8 960	8 960	26 880
UV BOOSTING_LIFE20 ENV/FR/000212_LIFE IS LIGHT	191 468	-	191 468	-	-	-	191 468
ANR-21-CE1560037-03: projet LymphoCentro	186 534	-	186 534	37 306	55 960	55 960	93 268
FONDATION DE FRANCE - Réf : 120254 - Allocation postdo	53 000	-	53 000	-	25 000	25 000	28 000
ANR-20-CE36-0003-01 - Projet VirAlz - Catherine HELMER	189 356	-	189 356	94 677	37 871	37 871	56 808
ANR-20-PERM-0004-02 - Projet PROGRESS - David-Alexan	243 000	-	243 000	121 500	72 900	72 900	48 600
CRNA_AAPR2021-2020-12013210 _SansSoVin Volet 4	49 000	-	49 000	-	-	24 500	24 500
CRNA_AAPR2021-2020-12013210_SansSoVin Volet 4	15 000	-	15 000	-	-	-	15 000
BIOLAFFORT_AST CT2021-351_SansSoVin Volet 4	130 000	-	130 000	78 000	19 500	-	52 000
Etude biologique et moléculaire des tumeurs pédiatriques du	20 000	-	20 000	-	20 000	20 000	-
DRAC NA_EJ 2103415087_PCR CUSSAC 2021-2022	25 000	-	25 000	25 000	-	-	-
Rôle spécifique des canaux TRPM et des fibres de purkinje c	50 000	-	50 000	25 000	23 000	-	25 000
HSC_Met_Expansion ANR-21-CE13-0001-01	322 200	-	322 200	64 440	64 440	64 440	193 320
LVMHR AST CT 2021-401: Contrat de collaboration de rech	80 000	-	80 000	-	70 000	40 000	40 000
AGENCE REGIONALE DE SANTE ILE DE FRANCE - Projet	61 360	-	61 360	30 680	18 408	-	30 680
AGENCE REGIONALE DE SANTE NOUVELLE AQUITAINE	48 800	-	48 800	39 040	9 760	-	9 760
AGENCE REGIONALE DE SANTE NOUVELLE AQUITAINE	160 000	-	160 000	128 000	32 000	-	32 000
IREPS - N°UB-21-178 - Projet EVAPOP - Linda CAMBON	58 020	-	58 020	-	29 010	-	58 020
CONTRAT DE REALISATION D'UN PROJET DE MATURAT	66 000	-	66 000	-	33 000	33 000	33 000
ANR-21-CE44-0002-02 ENIgMA: Appel à projets générique	241 584	-	241 584	48 316	48 316	48 316	144 952
ANR-21-CE11-0008-03 ComPil: Appel a projets generique 20	38 640	-	38 640	7 728	15 456	7 728	23 184
ANR 21-CE19-0015-01_WEB_Simon Hemour	235 797	-	235 797	47 159	47 159	47 159	141 479
ANR-21-CE36-0004-01 - Projet VAPS - François ALLA	255 237	-	255 237	51 047	76 571	76 571	127 619
ANR-21-CE19-0014-01 Projet "SYNATRA"	268 527	-	268 527	53 705	80 558	80 558	134 264
ANR-21-CE27-0011-03_ COSMO-ART - Catherine CRETIN	80 718	-	80 718	16 143	16 143	16 143	48 432
A ARCHIVER ANRS Dir-CD-2021-175: projet initiation SARS	20 000	-	20 000	-	20 000	-	20 000
ARC : Projet de recherche	135 751	-	135 751	-	-	-	135 751
ADAPSE - L'adaptation de Pseudomonas aeruginosa dans la	100 000	-	100 000	-	62 500	62 500	37 500
ANR - Projet ESCAPE COVID - MONTAGNI Ilaria - Décision	153 149	-	153 149	-	122 520	122 520	30 629
ANR-21-CE01-0015-01 Proj SHORMOSAT	185 091	-	185 091	37 018	37 018	37 018	111 055
A SUPPRIMER (doublon ave OPE-2021-0550) Etude biolog	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
INCA : Appel a projet PLBIO 2021 n°PLBIO21-226	48 600	-	48 600	14 580	48 600	14 580	19 440
ANR-21-CE03-0008-03-WomenSoFar-Stéphane ROTTIER	160 698	-	160 698	32 139	32 139	32 139	96 420
ANR-21-CE25-0007-01_ALIEN	233 438	-	233 438	46 687	46 687	46 687	140 064
VINCI INSERTION EMPLOI - AST CT2020-379 Thèse CIFRE	21 000	-	21 000	-	5 250	-	21 000
OFB N°21-0449 Proj PESTIPREV 2	201 250	-	201 250	61 972	82 630	-	139 278
CNRS IODP France	48 300	-	48 300	48 300	-	-	-
Mission expertise Louise COLLIAT - DGOS	4 713	-	4 713	4 713	-	-	-
INCA n°2021-135 - Projet ETIOSARC - Pr BALDI / Brice AM	265 971	-	265 971	79 791	133 335	79 791	106 388
Etude des mécanismes moléculaires responsables du dévelo	14 000	-	14 000	14 000	-	-	-
CRNA_AAPR2021-2020-12041710_BITTWINE	49 000	-	49 000	-	24 500	-	49 000
CRNA_AAPR2021-2020-12041710_BITTWINE INVEST	25 000	-	25 000	-	12 500	-	25 000
YQUEM_AST CT2021-450_BITTWINE	54 500	-	54 500	19 000	18 000	-	35 500
Biolaffort_BITTWINE	28 000	-	28 000	-	-	3 500	24 500
Biolaffort-Seguin Moreau-Diam Bouchage_AST CT2021-027	225 000	-	225 000	-	33 750	191 250	33 750
ANR-21-CE16-0025-02/MOTOR-GATE -Jérôme BAUFRETO	249 984	-	249 984	-	49 996	99 992	149 992
ANR-21-CE16-0025-01/ANR-MOTOR-GATE Nicolas MALLE	275 520	-	275 520	-	110 208	110 208	165 312
ANR 21-CE39-0006-02 - Sangria - G Castagnos	30 666	-	30 666	6 133	6 133	6 133	18 400
ANR - CHARM - Etats Unis - Wesolowski B	204 826	-	204 826	-	51 206	102 412	102 414
ANR-21-CE36-003-03 - Projet MEMORIES - Cécilia SAMIER	78 400	-	78 400	15 680	17 080	15 680	47 040
France Parkinson Fin de thése Sophie GAUTHIER	33 000	-	33 000	-	33 000	33 000	-
CEA-FLI Projet GallA - Equipe INCIA	8 900	-	8 900	-	8 900	-	8 900
ANR-Syn4Diag / ANR-21-CE18-0045-03	116 480	-	116 480	23 296	23 296	23 296	69 888
ANR-21-CE19-0029-03 / Projet IVEON	69 425	-	69 425	13 885	20 827	20 827	34 713
ANR-21-CE17-0003-01 / Projet PDPAIN	296 569	-	296 569	-	118 626	118 626	177 943
CHU DE BORDEAUX - 2021-1287-DRC-FI-D - Projet VITAE	126 257	-	126 257	113 007	13 250	-	13 250
ANR-21-CE13-0019-02: Appel a projet générique 2021 fatRC	165 726	-	165 726	33 145	33 145	33 145	99 436
ANR-21-ASTR-0023-01 BHE-OP-Antidotes	187 898	-	187 898	-	56 369	93 948	93 950
IUF Laetitia GUERLAIN	75 000	-	75 000	3 750	15 000	15 000	56 250
SpaceHub	30 000	-	30 000	-	30 000	30 000	-
FONDATION BORDEAUX UNIVERSITE - conv 66/2021 - pro	17 600	-	17 600	-	17 600	17 600	-
Fondation Clément FAYAT- Financement Thése Rémi KINET	117 000	-	117 000	-	39 000	78 000	39 000
Projet BEST-TENNIS (ANR-20-STHP0001) -Convention de r	13 499	-	13 499	-	-	1 500	11 999
ANR PSYCOMED/Programme MRSEI -ANR-21-MRS2-0015-	29 999	-	29 999	23 999	-	-	6 000
ANR-21-CE17-0041-01: Appel a projet générique 2021 Proje	222 134	-	222 134	44 426	44 426	44 426	133 282
Fondation Bordeaux Université n°138/2021 - Projet PALOME	117 000	-	117 000	-	19 500	22 750	94 250

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
ANR-21-CE16-0019-01 /Projet CORTEX-OL	364 616	-	364 616	-	109 384	182 307	182 309
CNRS N°243432: Convention de reversement	135 751	-	135 751	-	40 725	40 725	95 026
DREETS Nouvelle-Aquitaine_N°2021-11-06_CIECST	25 000	-	25 000	5 000	-	5 000	15 000
DDETS 33_BOP 104 2021_DIAIR	15 000	-	15 000	15 000	-	-	-
A ARCHIVER Etude des mécanismes menant au développer	19 450	-	19 450	4 773	14 320	14 320	357
Mécanismes physiopathologiques de l'hypertension pulmona	552	-	552	552	-	-	-
A archiver AST AT2021-194	35 000	-	35 000	-	-	35 000	-
ANR-21-CE16-0021-02 DYNAGLYCS	155 484	-	155 484	-	31 096	62 192	93 292
Sélection par criblage pharmacologique de molécules anticar	10 000	-	10 000	10 000	-	-	-
Région ICELLNEURO-Convention N°AAPR2021-2020-12050	206 000	-	206 000	-	51 500	51 500	154 500
ANR-21-MRS2-0019-01 PRISMS	29 120	-	29 120	23 296	-	-	5 824
Détermination des partenaires protéiques interagissant avec	35 000	-	35 000	35 000	-	-	-
BREDIN PRAT_AST CT 2021-380_Thèse CIFRE HATTY	4 000	-	4 000	-	-	2 000	2 000
Ministère de l'Education -Convention n° 2103517586-Littérati	75 000	-	75 000	25 000	25 000	-	50 000
Etude des cancers pédiatriques par des approches biologiqu	4 800	-	4 800	4 800	-	-	-
Etude des causes et origines du cancer du foie chez l'enfant	30 000	-	30 000	-	10 000	-	30 000
ABCardionostics	28 030	-	28 030	22 424	-	-	5 606
OFB N°21-453 EMERGENT SEA - Vieille POP	128 814	-	128 814	38 644	51 527	-	90 170
Implication des fibrcytes dans la dysfonction musculaire des	34 200	-	34 200	34 200	-	-	-
ANR-21-CE02-0024-05-PACS-F. Barraquand	21 706	-	21 706	4 341	4 341	4 341	13 024
Organisation du « Fourth Philosophy of Cancer Workshop »	2 000	-	2 000	-	2 000	2 000	-
INCA: Appel a projet PLBIO 2021 n°PLBIO21-226	154 440	-	154 440	46 332	46 332	46 332	61 776
Validation de nouvelles molécules anticancéreuses pour le tr	10 000	10 000	-	10 000	-	-	- 10 000
MESRI: Dotation CPER 2021-2027 Décision 2021 Nouvelle-	250 000	-	250 000	225 000	25 000	-	25 000
Projet QualiMyorythm	100 000	-	100 000	50 000	-	-	50 000
Ciblage thérapeutique de la vulnérabilité métabolique des ca	361 800	-	361 800	108 540	108 540	108 540	144 720
FBU: Convention de reversement PELVICARE	14 395	-	14 395	14 118	-	-	278
BiodiversCité 2 - FAUNA - Plan d'action pour un territoire en	-	-	-	-	-	-	-
BiodiversCité 2 - BIOGECO - Plan d'action pour un territoire	269 795	-	269 795	-	101 610	101 610	168 185
Centre universitaire Mayotte-Convention ARS-CUFR N° 084/	12 100	-	12 100	12 100	-	-	-
ANR BIOSCIENCE-INCIA -ANR-21-CE37-0019-01	245 381	-	245 381	49 076	49 076	49 076	147 229
CPER 2021-2027 -Décision N°2021 NOUVELLE AQUITAINE	816 920	-	816 920	444 600	372 320	258 336	113 984
ANR_ANR-21-SDG1-0008-03_COVPATH	15 556	-	15 556	8 555	3 890	3 890	3 111
Fondation de France BENAZZOUZ -N° Engagement : 00121	80 000	-	80 000	-	35 000	35 000	45 000
ANR VIRCHILLD /ANR-21-CE14-0074-04	108 192	-	108 192	21 638	32 457	32 457	54 097
FMR Fonadation GenOmics2021_0406	19 950	-	19 950	19 950	-	-	-
A archiver SNFMI: Convention de reversement travaux de re	5 000	-	5 000	-	5 000	5 000	-
AIDE AUX JEUNES DIABETIQUES - AJD 2021	25 000	-	25 000	12 500	12 500	12 500	-
Inrae-Avenant 9 à la convention d'unité sous contrat-Prématu	50 000	-	50 000	-	43 000	43 000	7 000
Département Pyrenées Atlantiques - ANIMO	29 563	-	29 563	-	22 594	23 650	5 913
SATT Aquitaine - AST AT_2021-062 - MATURATION VGB	40 000	-	40 000	-	40 000	-	40 000
Ministère de la Culture_2021 PRD-05_Projet NUDGE	26 670	26 670	-	10 668	-	-	- 10 668
LA CASE - Pole de renforcement des compétences - Appel	9 580	-	9 580	-	9 580	9 580	-
MESRI - SMART 2 - Julien Morlier	100 000	-	100 000	100 000	-	-	-
PFIZER INC- Pfizer tracking number 69454473	154 733	-	154 733	-	89 932	89 932	64 801
A'URBA_AST CT_2020-557_Thèse CIFRE Elise THOURON	12 000	-	12 000	-	4 800	8 000	4 000
ANR-21-CE34-0019-02 Proj TOXSEABIRD	201 600	-	201 600	40 320	40 320	40 320	120 960
Caux Seine développement_AST CT_2021-080_Thèse Cam	13 000	-	13 000	-	10 000	10 000	3 000
The hUB - Dématérialisation de l'offre de soutien à l'innovatio	200 000	-	200 000	200 000	-	-	-
L'ETAT - Direction de la Recherche des Etudes de l'Evaluatio	105 030	-	105 030	-	73 521	42 012	63 018
CNRS - ECOLAB -PUMA 2101118- Proj AGROGREEN	49 935	-	49 935	-	39 948	42 235	7 700
ANR-21-CE16-0028-02 / ANR SubDOPA	258 050	-	258 050	-	51 610	103 220	154 830
ANR-21-CE17-0034-01 HEARFACT	213 239	-	213 239	42 647	63 971	63 971	106 621
ANRS - Action Coordonnée n°48 "SHS et Covid	41 000	-	41 000	41 000	-	-	-
IUF 2021 -Laureat Senior-HINDIE Elif	75 000	-	75 000	3 750	15 000	15 000	56 250
ERASMUS+ _ 2021-1-FR01-KA131-HED-000009088	204 095	-	204 095	36 004	-	-	168 091
IUF 2021 -Laureat Junior-BARBAUD (NADJAR) Agnès	75 000	-	75 000	3 750	15 000	15 000	56 250
Décision N°2021-169 Les composés PROTAC comme nouve	438 480	-	438 480	72 252	72 252	190 836	175 392
A ARCHIVER FRM MONTCOUGNIOL PRS202106014567 C	17 000	-	17 000	-	17 000	17 000	-
FBU_Convention de reversement N°134/2021_Chaire TREN	2 000	-	2 000	-	2 000	2 000	-
ANR-21-CE14-0074-01 VIRCHILLD	197 892	-	197 892	39 578	59 367	59 367	98 947
INCA - Institut National du Cancer - Décision subvention n°20	99 497	-	99 497	-	99 497	89 547	9 950
Fondation de France_EJ 00112561_Post-trauma complexe	60 000	-	60 000	58 000	-	-	2 000
Association ENCEPHALIA - Subvention 2022 Erwan BEZAR	3 500	-	3 500	-	3 500	3 500	-
CNRS_ DR15 D-21-041_PLBIO21-245	86 000	-	86 000	-	51 600	25 800	60 200
ADEME 2172D0213-C Proj IPANEMA	36 000	-	36 000	-	-	-	36 000
Convention de Subvention "Autour du BPAN" / Jean-Paul LA	20 000	-	20 000	-	20 000	20 000	-
Space Biology Unlimited_AST CT2021-204_VIN PETRUS IS	70 000	-	70 000	-	30 000	-	70 000
ULB_UB21-292_SAFE-SORRY	41 310	-	41 310	-	20 655	-	41 310
CIVB_AST CT2021-448_Vins-Sans-So	220 103	-	220 103	-	98 301	-	220 103
Chaire Denis Dubourdieu - Post-doc Sara Windholtz	60 000	-	60 000	-	30 000	30 000	30 000
CRNA_AAPR2021-2020-12013210_SanSoVin volet 1 perso	49 000	-	49 000	-	24 500	-	49 000
CRNA_AAPR2021-2020-12013210 _SansSoVin Volet 2	46 000	-	46 000	-	24 500	-	46 000
INCA TUMC21-030 Décision attributive de subvention 2021-	502 200	-	502 200	-	150 660	251 100	251 100
ANR-21-CE43-0003-01_VALOLI	239 918	-	239 918	-	47 983	95 966	143 952
Caisse Centrale de la Mutualité Sociale Agricole - Etude du	89 900	-	89 900	-	71 920	35 960	53 940
SIRIC-BRIO PROGRAMME IMS COFINANCEMENT OPE-20	6 000	-	6 000	-	6 000	-	6 000
CRNA_AAPR2021-2020-12013210_SanSoVin volet 3	49 000	-	49 000	-	24 500	-	49 000
Bordeaux métropole - Biodiver'cité - Barraquand	13 170	-	13 170	-	4 390	-	13 170
ANR-21-CE29-0031-03 Proj SOAPHY	52 800	-	52 800	-	21 120	21 120	31 680
"FSPI n°2021-90 ES-BALK Enseignement supérieur dans les	38 000	-	38 000	-	11 400	11 400	26 600
Convention Région N°AAPR2021-2020-12050710-ICELLNE	49 000	-	49 000	-	24 500	24 500	24 500
ANRS - Projet QuAliCOV	7 332	-	7 332	-	7 332	7 332	-
Bourse fondation Schlumberger credits 2021	12 315	-	12 315	-	-	-	12 315

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
Bourse fondation Schlumberger Campus france	25 720	-	25 720	-	-	25 720	-
SIRIC BRIO PRIME SISIRAK	44 200	-	44 200	-	44 200	-	44 200
REGION NA - AAPR2021A-2020-11971710 - LACTATE - All	61 500	-	61 500	-	-	-	61 500
Région contrat 13907920-16226920_Nobatek inef 4 - Progra	260 000	-	260 000	-	195 000	195 000	65 000
Convention de financement - Fondation Anthony Mainguéné	24 000	-	24 000	-	8 000	8 000	16 000
GCS PARC - SIRIC BRIO - Programme SIRIC / Antoine ITAL	34 000	-	34 000	-	32 000	-	34 000
Projet INCA-IRESP 2021- Décision N°2021-122 /INCIA equip	202 190	-	202 190	-	101 195	60 657	141 533
Association EVA pour la vie - EPLV-2022-AD-1 / Equipe MI	20 000	-	20 000	-	20 000	-	20 000
Laboratoire commun avec NOBATEK INEF 4 Programme 20	75 000	-	75 000	-	45 000	-	75 000
"AUTOUR DE WILLIAMS " subvention 2022	15 500	-	15 500	-	15 500	15 500	-
Fédération Française du Syndrôme de Williams Beuren - Gr	12 500	-	12 500	-	12 500	12 500	-
Eurorégion-Euskadi-Navarre 2020-Renovables	2 250	-	2 250	-	2 250	824	1 426
SIRIC BRIO PRIME: Recrutement Thèse Gabriel MARSERES	17 000	-	17 000	-	17 000	-	17 000
LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE LA GIRONDE / V	15 000	-	15 000	-	7 500	7 500	7 500
CONV FINANCEMENT CEDS LORMONT	48 260	-	48 260	-	24 130	24 130	24 130
INSERM - BORD-2022-02- projet : Cell interactions between	58 293	-	58 293	-	46 634	-	58 293
Doctorat 4ème année Fin de thèse 2021 - dossier : ARCDOC	30 000	-	30 000	-	30 000	30 000	-
FEDER-FSE 2021 "Aquitaine" 2014-2020 n°15984510 - REA	4 242 000	-	4 242 000	-	3 393 600	-	4 242 000
EACEA_101049867-AMIR-EM	3 931 200	-	3 931 200	-	1 965 600	1 965 600	1 965 600
Association pour Emma n°PE2022-02FS / Christophe GROS	10 000	-	10 000	-	10 000	10 000	-
Association SCOTT AND CO n° SC2022-01F / Patrick AUGU	10 000	-	10 000	-	10 000	10 000	-
Réseau Raul Porras 2022	10 000	-	10 000	-	10 000	10 000	-
INSERM-GIS Autisme et TND N°2022-SPI-01 Projet "CANGI	20 000	-	20 000	-	20 000	20 000	-
ANR-21-CE48-0023-02 FLITTLA	107 856	-	107 856	-	43 142	43 142	64 714
ANR-21-CE21-0003-05 METASIMFOOD	88 558	-	88 558	-	35 422	17 711	70 847
ANR-21-MRS2-0002-01_Spoilcontrol	28 998	-	28 998	-	23 198	23 198	5 800
UPV/EHU_101034379 - ADMIRE - COFUND ADAGIO	551 700	-	551 700	-	275 850	275 850	275 850
ANR-21-CE08-0048-03 Nocolox Mme Le Guen	166 802	-	166 802	-	66 720	66 720	100 082
LIGUE CONTRE LE CANCER DE LA GIRONDE / Frédéric D	15 000	-	15 000	-	7 500	7 500	7 500
Plateforme Aquatique	9 100	-	9 100	-	-	-	9 100
ANR-21-CE22-0017-03 LearningHome	158 995	-	158 995	-	63 596	63 596	95 399
ACTIVITES CAPITAL HUMAIN ET PERFORMANCE GLOBA	13 300	-	13 300	-	13 300	13 300	-
ANR-21-CE25-0021-03 GenBlock	165 329	-	165 329	-	66 130	66 130	99 199
AERDBM - Don - Etude biologique et moléculaire des tumeu	5 500	-	5 500	-	5 500	-	5 500
SIRIC BRIO: Vanja SISIRAK/Nicolas LARMONIER	50 000	-	50 000	-	50 000	-	50 000
LNC/YSOPIA BIOSCIENCES: Maya SALEH et Sandrine CLA	66 250	-	66 250	-	22 081	44 162	22 088
Ministère -Smart 2 - Part I2M	42 652	-	42 652	-	-	-	42 652
ANR-20-PCPA-0010_VITAE	105 840	-	105 840	-	10 584	10 584	95 256
A ARCHIVER SIDACTION: Financement Jeunes Chercheurs	18 000	-	18 000	-	18 000	17 433	567
PPR ANTIBIORESISTANCE-2020 E - PHAG-ONE	114 480	-	114 480	-	1	1 000	113 480
AAP 2021 Laetitia ANDRIQUE /Plateau Voxcell-Convention	15 000	-	15 000	-	7 500	7 500	7 500
MAIF - Coupure éléctrique du 19/06/2021 BAT TP Bordeaux	90 000	-	90 000	-	90 000	90 000	-
FBU_Recherche Peptide thérapeutique 2022	9 650	-	9 650	-	9 650	9 650	-
Aerospace Valley_Projet Spring Environnement	65 000	-	65 000	-	65 000	65 000	-
Association EVA pour la vie - EPLV-2022-1R / Christophe GF	33 000	-	33 000	-	19 000	-	33 000
UNIVERSIDAD DEL PAIS VASCO_AGREEMENT NUMBER	152 894	-	152 894	-	55 118	55 118	97 776
ANR-21-HDH2-0001-04 PlantIntake	259 840	-	259 840	-	155 904	155 904	103 936
ANSES N°2020/01/133- consort 203645 -Proj GINFIZ -	22 880	-	22 880	-	16 016	16 016	6 864
Euskampus-2022-016-LTC SAREA-AENIGME	49 810	-	49 810	-	49 810	49 810	-
A ARCHIVER IRESP: BPE Festival 2022	5 000	-	5 000	-	5 000	5 000	-
AARCR: convention de subvention Marie-Elise TRUCHETET	20 000	-	20 000	-	20 000	20 000	-
LIGUE CONTRE LE CANCER n° AAPPVN2021.LCC/FA - Fr	85 272	-	85 272	-	85 272	56 048	29 225
CANCEROPOLE ILE DE FRANCE n° 2021-1-PL SHS-01-UN	57 249	-	57 249	-	17 175	34 349	22 899
Région Nouvelle Aquitaine n°14623020 - projet PREVANA -	24 000	-	24 000	-	16 800	16 800	7 200
SIRIC BRIO - Post-doctorat équipes ACTIVE / AHeaD	50 000	-	50 000	-	16 300	-	50 000
GRENN CONCRETE-2022-017-LTC SAREA	34 060	-	34 060	-	34 060	34 060	-
LIGUE CONTRE LE CANCER COMITE DE LA DORDOGNE	15 000	-	15 000	-	7 500	7 500	7 500
Bdx Metropole_TOTEM	30 000	-	30 000	-	30 000	15 000	15 000
ANRS - Décision n° 22015 - projet EVOL-COV-AFRICA - Ma	46 923	-	46 923	-	15 080	15 080	31 843
AARCR: convention de subvention Christophe RICHEZ	20 000	-	20 000	-	20 000	20 000	-
Plateau BIOCELL -Labellisé par le GPR BRAIN 2030	2 000	-	2 000	-	-	-	2 000
Animalerie GPR -Plateforme labelisée GPRS BRAIN 2030	2 000	-	2 000	-	-	-	2 000
Plateforme Primates -Labellisée GPR BRAIN 2030	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
Plateforme PIV-EXPE 2022 -Labellisé GPR BRAIN 2030	2 000	-	2 000	-	-	-	2 000
CRNA_AAPPF2021-2020-12027110_AUTOVINIF	100 000	-	100 000	-	50 000	-	100 000
SIRIC BRIO GCS PARC/Béatrice Jacques .Projet La relation	40 200	-	40 200	-	1	-	40 200
ANR-21-CE21-0014-01 WAP NMR	259 392	-	259 392	-	103 756	103 756	155 636
VITIVISTA_AST-CT-2021-317_VITIPULS	154 750	-	154 750	-	61 900	-	154 750
Société Française de Rhumatologie Dossier : 4284/membre	20 000	-	20 000	-	10 000	20 000	-
Ligue contre le cancer: Projet DOMBLIDES	15 000	-	15 000	-	7 500	7 500	7 500
Convention de reversement SIRIC-BRIO GCS / Part UMS TB	10 590	-	10 590	-	-	-	10 590
Cancéropole GSO-INSERM N°2021-ALS 01 /Convention de	10 200	-	10 200	-	10 200	10 200	-
Foundation for Addies's Research - Equipe MIRCADE - Chris	44 340	-	44 340	-	22 170	-	44 340
Fôret expérimentale DELZON - DGS 2021	28 400	-	28 400	-	-	-	28 400
ANR-21-CE03-0021-01 EVISA	242 939	-	242 939	-	74 939	121 468	121 471
GIP SEINE AVAL - SA7 - Proj CAFEZH	27 000	-	27 000	-	8 100	8 100	18 900
AEAG 320 330183 - 2021/3474 Suivi ds flux de cadmium ds	154 351	-	154 351	-	46 305	-	154 351
FRC-Le cerveau et l'environement interne du corps	80 000	-	80 000	-	48 000	48 000	32 000
DG 2022_CoSolFi	140 000	-	140 000	-	140 000	140 000	-
ANR-21-ASRO-0006-02_ASSYDUS	130 534	-	130 534	-	39 160	39 160	91 374
Financement ayant vocation à cofinancer l'allocation postdoc	23 000	-	23 000	-	10 000	6 500	16 500
Cofinancement du projet région ValoSed : Valorisation de se	15 000	-	15 000	-	10 000	10 000	5 000
INSERM-FRM Projet "environnement santé 2020" INSERM-E	97 604	-	97 604	-	-	-	97 604
FONDATION BORDEAUX UNIVERSITE- CONV DE REVERS	19 304	-	19 304	-	16 087	16 087	3 217

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
EUROREGION ECLICARE / groupe NSYSA	22 147	-	22 147	-	8 859	8 859	13 288
OFB - 21-0879 "develpt outils moléculaires identification ds e	10 000	-	10 000	-	5 000	5 000	5 000
Projet DRAC - "Impact de la forêt sur le comportement hydric	152 880	-	152 880	-	52 000	52 000	100 880
NANOPROT_SIRIC BRIO_programme COMMUCAN	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
FONDATION UNIVERSITE DE BORDEAUX -CONV.DE REV	76 000	-	76 000	-	38 000	38 000	38 000
Animalerie GPR-Plateforme labellisée GPRS BRAIN 2030	2 000	-	2 000	-	-	-	2 000
ANRS _ Décision N°21438_ Projet QUALICOV (équipe C du	10 940	-	10 940	-	10 940	-	10 940
CHU N° 2021-806-DRC-FI-D ETUDE VITAE	394 143	-	394 143	-	282 220	282 220	111 923
Plateforme PRNPP -Labellisée GPR BRAIN 2030	2 000	-	2 000	-	-	-	2 000
ANR-21-CE17-0067-05_FUNGIPLEX	16 800	-	16 800	-	10 800	8 400	8 400
ARS-FIR 2022_CEST STOP TABAC	120 000	-	120 000	-	64 400	96 000	24 000
ARS-FIR 2022_TSAF	35 200	-	35 200	-	28 160	28 160	7 040
SARA-CIFRE 2019/1847-Thèse CIFRE Loïk Sylvius	6 750	-	6 750	-	6 750	6 750	-
Ligue contre le Cancer de la Dordogne / David CAPPELLEN	15 000	-	15 000	-	15 000	15 000	-
FOM LAPHIA	20 000	-	20 000	-	20 000	-	20 000
CRNA Futurs-ACT consolidation	400 000	-	400 000	-	100 000	-	400 000
CRNA-Convention n°15848220-ARGUS	161 000	-	161 000	-	80 500	-	161 000
ANR-21-ASRO-0004-02_PARHéRo	99 410	-	99 410	-	29 823	29 823	69 587
DOCAMEX - 12-363-DNUM-CAAF-0003-Volet "Mise à niveau	77 761	-	77 761	-	-	31 104	46 657
ANR-ANR-22-ENUT-0002-03 CREST	105 465	-	105 465	-	21 093	21 093	84 372
LIGUE CANCER_GM/03/2022_Différenciation de la progress	15 000	-	15 000	-	7 500	7 500	7 500
Groupe de Cancérologie Cutanée (GCC) - Bourse Léa DOUS	20 000	-	20 000	-	20 000	-	20 000
"L'externalisation militaire et la transformation de la guerre : l	7 500	-	7 500	-	2 500	2 500	5 000
Fondation Maladies Rares / Hamid REZVANI	10 500	-	10 500	-	5 500	5 500	5 000
INERIS - 203648-2715603- MOTHERR	25 012	-	25 012	-	17 508	17 508	7 504
AGENDE DE LA BIOMEDECINE_21REIN005_PROJET REI	25 000	-	25 000	-	25 000	-	25 000
CHU BORDEAUX_2022-289-DRC-RC-D_PETIPPOP	72 698	-	72 698	-	58 158	58 158	14 540
Ligue contre le Cancer des Landes / Aurélie BEDEL	15 000	-	15 000	-	15 000	15 000	-
ANRS_CAPNET COVISSAM_enfants_ANRS0178	193 349	-	193 349	-	106 645	106 645	86 704
Projet "LifeObs", Action ANR EQUIPEX, convention de rever	313 200	313 200	-	-	62 640	-	-
DSG 2022 Experi-Mental (Projet PRISME) Financement SC	200 000	-	200 000	-	200 000	200 000	-
Grant agreement 2022: Programme de recherche NOAH	44 340	-	44 340	-	24 470	24 470	19 870
Grant Agreement 101064573 PSMNano	211 755	-	211 755	-	137 641	137 641	74 114
REGION NA_AAPR2021-2020-12124110_Projet REALYSA	92 350	-	92 350	-	17 650	-	92 350
LIGUE 33_V. RONDEAU_Modélisation du dépistage du Can	14 500	-	14 500	-	14 500	10 000	4 500
CHU BX_2022-611-DRC-FI-D_Projet COVAMAX	48 133	-	48 133	-	19 449	-	48 133
HORIZON-HLTH-DISEASE-04: Appel a projet europe	1 476 820	-	1 476 820	-	1 384 560	516 887	959 933
Fondation Vaincre Alzheimer - Mathieu BOURDENX	40 000	-	40 000	-	20 000	20 000	20 000
BSA - Convention de financement Dotation UMR 1366 OEN	25 000	-	25 000	-	25 000	25 000	-
OFB-21-1257- AEAG Projet I3P - PLASFITO	150 019	-	150 019	-	49 500	67 010	83 010
ANR-21-CE03-0021-03 EVISA	164 853	-	164 853	-	82 425	82 425	82 428
SUPPRIMEE DOUBLON DE OPE-2022-0065 Université Ang	-	-	-	-	-	-	-
CE-21-101027737-RMES	196 708	-	196 708	-	127 860	127 860	68 848
Ligue contre le cancer des Landes / Richard IGGO	15 000	-	15 000	-	15 000	15 000	-
ARIT	15 000	-	15 000	-	15 000	15 000	-
ANR _21-CE37-0019-02_ BIOSCIENCE	19 600	-	19 600	-	7 840	7 840	11 760
SCSP_DSG 2 hors RI-entrepreunariat étudiant	130 000	-	130 000	-	130 000	130 000	-
UPM_2021-1-ES01-KA220-HED-000030418_CIRC.LE	47 413	-	47 413	-	18 965	-	47 413
Région Projet RadioMoon-Clément MORGAT_ Dossier N°AA	52 500	-	52 500	-	-	-	52 500
A CLOTURER Doublon avec OPE-2022-0235- MESR-GIS L/	115 000	-	115 000	-	-	-	115 000
MESR-GIS LABCOM PARCOURSUP	115 500	-	115 500	-	115 000	115 500	-
ANR-22-PETQ-0006 NISQ2LSQ - PEPR Techno Quantique	185 986	-	185 986	-	52 500	-	185 986
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022 F-2021-17158	220 616	-	220 616	-	110 308	50 308	170 308
KIC - EU - Projet A. N°21099 - FENICE-KAVA9	150 154	-	150 154	-	24 604	26 841	123 313
ANR-22-PAUK-0010-01	35 000	-	35 000	-	35 000	35 000	-
IUF-NOR : ESRS2213765A arrêté du 2-5-2022-BUGEAU Au	75 000	-	75 000	-	3 750	3 750	71 250
Convention de financement - Organisation internationale de	22 233	22 233	-	-	20 000	20 000	- 20 000
ASF: Convention de gestion d'un fonds de recherche attribué	25 000	-	25 000	-	25 000	25 000	-
Projet KANOPEE -ARS "mesure MI1-4-4 -COVID"	180 000	-	180 000	-	180 000	180 000	-
REGION NA_2021-17143510_PROJET SNAIL	52 500	-	52 500	-	-	-	52 500
Région N° PROJET :16737410 BPCO	72 500	72 500	-	-	36 250	-	-
INCA -DOCSHS22-019 - Bourse_doctorale_Louis_HEBRARI	107 894	-	107 894	-	107 894	36 684	71 210
CERA CERA Alienor Research Collaboration Agreement	5 000	-	5 000	-	5 000	-	5 000
UBT_GATEWAY OFFICE BAYREUTH_2022-2024	180 000	-	180 000	-	90 000	90 000	90 000
IRESP_2211004-00_RESEAU SO-RISP	382 885	-	382 885	-	382 885	382 885	-
INCA_2022-021_SO-RISP	1 599 724	-	1 599 724	-	799 862	799 862	799 862
ARS NA_AVENANT 3_EVALUATION TRANSVERSALE	34 595	-	34 595	-	34 595	34 595	-
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022-2021-172964	108 500	-	108 500	-	54 250	-	108 500
LIGUE CONTRE LE CANCER DE LA DORDOGNE/ CATHEI	15 000	-	15 000	-	15 000	15 000	-
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022-2021-170141	70 750	-	70 750	-	35 375	-	70 750
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022-2021-171539	56 250	-	56 250	-	28 125	-	56 250
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022-2021-168099	52 500	-	52 500	-	26 250	-	52 500
REGION NOUVELLE AQUITAINE AAPR2022-2021-173634	52 500	-	52 500	-	26 250	-	52 500
SYNDICAT DU MORON_Proj Zones Humides	90 000	-	90 000	-	45 000	45 000	45 000
OFB-21-0754-Proj LIMBENBA	54 000	-	54 000	-	12 950	12 950	41 050
OFB-22-0143_Proj ARCUATULA	180 000	-	180 000	-	36 000	36 000	144 000
OFB-22-0117_Proj Carte Habitats Benthiques	133 000	-	133 000	-	66 500	66 500	66 500
FRM / BOURSE DOCTORALE - ECO202206015556 / LOPE	112 800	-	112 800	-	112 800	112 800	-
Europe - GA 101066376 - A-LIGHT	229 401	-	229 401	-	149 111	149 111	80 290
REGION_17143110_Multi-MeV_Allocation doctorale	52 500	-	52 500	-	26 250	-	52 500
CRNA - LEVIAERO - THESE / Sophie SOBANSKA / *** AAPI	52 500	-	52 500	-	26 250	-	52 500
LES AMIS DE MARIUS - LADM2022-1F - GROSSET	5 316	-	5 316	-	5 316	5 316	-
ANR-22-CE16-0014-01 MOVE ON	276 285	-	276 285	-	82 886	55 257	221 028
ANR-22-MRS2-0003-01_ICO-ICO	29 997	-	29 997	-	8 999	-	29 997

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
Fondation ARC ARCDOC42022010004540 bourse de thèse	36 894	-	36 894	-	10 762	-	36 894
CNRS N°20220729 - IODP-FRANCE Projet Bourse M. Peral	60 400	-	60 400	-	60 400	60 400	-
EIT_HEALTH-220639-InEurHeart	150 000	-	150 000	-	12 500	12 500	137 500
FONDATION LEFOULON DELALANDE-V.SOBOTA	100 000	-	100 000	-	50 000	50 000	50 000
OFB-22-0265_PISTIBA	22 748	-	22 748	-	15 924	6 824	15 924
CRNA - LEVIAERO - EQUIPEMENT/ AAPR2022A-2021-171	45 000	-	45 000	-	22 500	22 500	22 500
CRNA- Plateforme SIV 2022 / AAPPF2022-2021-16611310	345 000	-	345 000	-	172 500	172 500	172 500
COULIS DE COMBLEMENT GEOPOLYMERE ECO RESPO	20 000	-	20 000	-	13 340	13 340	6 660
EUROPE -GA N°101073045 - Projet TADF Solutions_HORI	252 310	-	252 310	-	176 617	-	252 310
ANR-22-CE50-0003-02 PhySH	180 122	-	180 122	-	36 024	36 024	144 098
ICNDE AAPR2022A-2021-16730710 et AAPR2022I-2021-16	112 500	-	112 500	-	28 000	-	112 500
ANR-22-CE29-0025-01 HYDRACLAY	192 552	-	192 552	-	-	38 510	154 042
ANR-22-CE50-0002-02 FIDELIO	160 906	-	160 906	-	32 181	32 181	128 725
EOSC4CANCER	24 375	-	24 375	-	18 281	18 281	6 094
FONDATION MALADIES RARES - PRIX Alnylam2022 - LEA	20 000	-	20 000	-	20 000	20 000	-
IUF/Elise Goujard/Promotion 2022/arrété mail du 30/08/22	75 000	-	75 000	-	3 750	3 750	71 250
A SUPPRIMER FRM - Bourse de soudure S. LEON - FDT202	-	-	-	-	-	-	-
REGION N°AAPR2021-2020-11934110 Proj MON_ECOLE	55 000	-	55 000	-	27 500	-	55 000
Région N°AAPPF2022-202117077010-Andreola LB3	16 000	-	16 000	-	8 000	-	16 000
DR15D-22-016	70 000	-	70 000	-	70 000	70 000	-
INSERM n°22CE052-00: Projet PREDICAPA	818 352	-	818 352	-	654 682	654 682	163 670
Région - IRM ihMT -AAPR2022A-2021-17011110	50 000	-	50 000	-	25 000	-	50 000
REGION_AAPR2022-2021-16565910_eGAME	37 500	-	37 500	-	18 750	-	37 500
Contrat Région AAPR2022-2021-17039810	52 500	-	52 500	-	26 250	-	52 500
Fondation de France : n° engagement 00130155 / WB-202	180 000	180 000	-	-	85 000	85 000	- 85 000
REGION NOUVELLE AQUITAINE_AAPR2022-2021-171279	62 180	-	62 180	-	31 090	-	62 180
A20 - ACMG /AST CT 2021-093	10 000	-	10 000	-	5 000	-	10 000
RégionNA_AAPR2022-2021-16969310_BigBlade	137 000	-	137 000	-	68 500	52 500	84 500
FLI - Projet VIGREST	14 195	-	14 195	-	14 195	-	14 195
FRM NOWACKA - FDT202204015110	38 600	-	38 600	-	38 600	38 600	-
FRM JAMET ZOE - FDT202204014778	38 600	-	38 600	-	38 600	38 600	-
CHU - Convention 2022-580-DRC-FI-D - Projet FIBRILLOSC	25 000	-	25 000	-	25 000	25 000	-
ANR-22-CE17-0023-01 projet TUNE	303 219	-	303 219	-	60 643	60 643	242 576
EPIQ CONV REVERSEMENT 2022-0774	149 977	-	149 977	-	22 497	-	149 977
ANR-22-CE01-0011-01 Proj PLASTINEST	285 150	-	285 150	-	-	57 029	228 121
sidaction 22-2-AEQ-13316: HIV-1 promoter bursting in T-lym	104 000	-	104 000	-	-	-	104 000
AFMTELETHON 24061	120 000	-	120 000	-	61 000	-	120 000
RNA AAPR2022A-2021-17054610-ALLOC SADDEDINE	52 500	-	52 500	-	26 250	-	52 500
A SUPPRIMER DOUBLON DE OPE-2022-0331 AFMTELETH	120 000	-	120 000	-	-	-	120 000
ANR-22-CE37-0009_PPNet - BENAZZOUZ	214 334	-	214 334	-	42 867	42 866	171 468
ADERA_Hypoxie-Ischémie Neonatale_H Roumes	8 000	-	8 000	-	-	-	8 000
IUF 2022 - BARON Alexandre	75 000	-	75 000	-	3 750	3 750	71 250
ANR-22-CE15-0038-01 FASAAV	201 310	-	201 310	-	40 262	40 262	161 048
IUF 2022 - Lauréat sénior Hervé BOUY	75 000	-	75 000	-	3 750	3 750	71 250
AGENCE DE LA BIOMEDECINE: Convention de subvention	15 000	-	15 000	-	10 500	10 500	4 500
ANR-22-CE14-0023-03 nRegSKIN	77 405	-	77 405	-	15 481	15 481	61 924
OPERATION A SUPPRIMER	200 000	-	200 000	-	-	-	200 000
Région Nouvelle-Aquitaine - AAPR 2022-2021-17203510 - T	50 000	-	50 000	-	-	-	50 000
Région- n°19442620-CraScrime	7 000	-	7 000	-	4 900	-	7 000
ERASMUS + 2022-1-FR01-KA131-HED-000057530	250 050	-	250 050	-	23 730	23 730	226 320
OPERATION A SUPPRIMER	-	-	-	-	-	-	-
IUF 2022-DECHAMBENOIT	75 000	-	75 000	-	3 750	3 750	71 250
DRAC NA_PCR CUSSAC 2022-2023	20 000	-	20 000	-	20 000	20 000	-
BOURSE LEAKEY MISGANAW	12 536	-	12 536	-	12 398	12 536	-
AAPR2022-2021-17040310 Région C.Tokarski	58 500	-	58 500	-	29 250	-	58 500
ANR-22-CE15-0034-02 VERSATILE	174 359	-	174 359	-	34 872	34 871	139 488
FFC "Dielectric"	300 000	-	300 000	-	100 000	-	300 000
REGION AAPES2022-2021-17101910 PRIX PEPITE	24 000	-	24 000	-	12 000	-	24 000
ERC "HELP" project 101054717	2 488 400	-	2 488 400	-	1 493 040	1 493 040	995 360
ANR-Chaire PR Junion Nicolas HERAULT	200 000	-	200 000	-	200 000	200 000	-
Région AAPR2022-2021-16569010 DSAMAI	80 000	-	80 000	-	40 000	-	80 000
ANR-22-CE17-0006-01: Projet EPI-RUBI	320 977	-	320 977	-	64 195	64 195	256 782
REGION AAPR2022A-2021-17053910: projet BPS-MEDECO	46 000	-	46 000	-	23 000	-	46 000
REGION AAPR2022A-2021-1705481: projet BPS-MEDECOI	46 000	-	46 000	-	23 000	-	46 000
REGION AAPR2022A-2021-17054910: PROJET BPS-MEDE	46 000	-	46 000	-	23 000	-	46 000
REGION AAPR2022A-2021-17055610: BPS-MEDECOPE	46 000	-	46 000	-	23 000	-	46 000
FONDATION BORDEAUX UNIVERSITE -N°152/2022 - Proje	54 000	-	54 000	-	13 500	9 000	45 000
Metabuilding Labs Grant Agreement number: 953193	303 125	-	303 125	-	106 094	106 094	197 031
IUF 2022- Lauréat Deles Romain	75 000	-	75 000	-	3 750	3 750	71 250
ANR-22-CE51-0014-01 ANR PYROMECA	599 437	-	599 437	-	-	119 887	479 550
ANR -22-CE37-0004-01 PATHADELCOCO	302 942	-	302 942	-	-	60 588	242 354
ANR-22-C37-0015-01- THALACOR	257 504	-	257 504	-	-	51 500	206 004
ANR-22-CPJ2-0009-01: Chaire ANR CPJ A. Bustin	200 000	-	200 000	-	-	200 000	-
FFC IMAGE-AF / N.Derval	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
Région_n°2022/N°19559020_METHANISATION_Sandrine R	27 800	-	27 800	-	-	-	27 800
AVC202207016203	49 900	-	49 900	-	-	49 900	-
ESO N°101222/ESO/21/107659/ LOR- ALMA 2030	522 100	-	522 100	-	-	-	522 100
RNA /AAPR2022-2021-17080710 /SPRINTEUR	52 500	-	52 500	-	-	-	52 500
ANR_22-CE17-0038-03 ACT EPIGONE MOREAU-GAUDRY	74 580	-	74 580	-	-	-	74 580
Région-N°AAPR2022-2021-17085010-Françoise LIOT	62 450	-	62 450	-	-	-	62 450
ANR -22-CE14-0060-02 PURKINJENET	222 734	-	222 734	-	-	44 546	178 188
ANR-22-CE40-0009-01 FRACASSO FANELLI	84 072	-	84 072	-	-	16 814	67 258
EGIS - EACEA-Erasmus Erasmus Mundus Design Measure-	55 000	-	55 000	-	-	49 500	5 500
ANR-2022-CE16-0002-01 ASAPS	358 210	-	358 210	-	-	71 642	286 568

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
ANR-22-CE15-0038-03 FASAAV	201 310	-	201 310	-	-	40 262	161 048
ANR-22-CE37-0002-02 LOCOGATE-LAMBERT	219 084	-	219 084	-	-	43 816	175 268
ARSLA 2022 APPEL A PROJET ROLE DES NEURONES S	60 000	-	60 000	-	-	30 000	30 000
Région-AAPR2022A-2021-17118410-Allocation de recherch	25 000	-	25 000	-	-	-	25 000
ANR-22-CE45-0004-03 CROSS-TRACTS	194 360	-	194 360	-	-	38 872	155 488
NOVARTIS PHARMA SAS_POLLUT-EYE	41 332	-	41 332	-	-	-	41 332
ANR-22-CE34-0010-018-Projet LUCIOLE	252 770	-	252 770	-	-	50 553	202 217
CNRS N°20220906_IODP Paul Moal	49 300	-	49 300	-	-	49 300	-
ANR-22-CE01-0021-02 Projet DELTA	30 623	-	30 623	-	-	6 124	24 499
Financement UB World University Rugby Invitation Tournam	90 000	90 000	-	-	-	-	-
REGION N°_AAPR2022-2021-17042010_ Proj DEVPAP	152 500	-	152 500	-	-	-	152 500
CNRS DR15D-22-022 REVERSEMENT ANTENNE IRM GEN	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
ANR-22-CE07-0005-02 CRAC	197 524	-	197 524	-	-	39 504	158 020
ANR-22-CE35-0015-01 Projet Resist-LON	238 036	-	238 036	-	-	47 607	190 429
France PARKINSON-Bourse RSME 2022-Pascal FOSSAT	36 000	-	36 000	-	-	-	36 000
PSP-FRANCE - Vincent PLANCHE (BEZARD)	12 000	-	12 000	-	-	-	12 000
ANR-22-CE07-0014-02 ACROSS	116 475	-	116 475	-	23 294	23 294	93 181
CAMURUS BUVIDAL	62 500	-	62 500	-	-	-	62 500
Région Nouvelle-Aquitaine-AAPR2022-2021-17203510	-	-	-	-	-	-	-
ANR-22-CE09-0001-02 NANOBIOID	138 041	-	138 041	-	-	27 608	110 433
ANR-22-CE42-0005-01_HYPSTER	324 000	-	324 000	-	-	64 799	259 201
ANSM-N°2022S006-U.CANNABIS	34 840	-	34 840	-	-	24 388	10 452
ANR-22-CE30-0029-02 - LIFT - Fisher	152 550	-	152 550	-	-	30 510	122 040
ANR-22-CE24-0010-01_IDOL	215 129	-	215 129	-	-	43 025	172 104
ANR-22-CE09-0001-04-NanoBioD	84 411	-	84 411	-	-	16 882	67 529
ANR-22-CE24-0010-03 IDOL	185 749	-	185 749	-	-	37 149	148 600
ANR-22-CE30-0013-02 DALTON	141 250	-	141 250	-	-	28 250	113 000
REGION NA-AAPR2022-2021-17147710-PULVERGO	76 000	-	76 000	-	-	-	76 000
ANSES_Projet SUSPECT	154 240	-	154 240	-	-	-	154 240
ANR-22-CE41-0003-01_PERSCOL	211 294	-	211 294	-	-	42 258	169 036
ANR-22-CE07-0026-01 DelivrO2	181 698	-	181 698	-	-	36 339	145 359
EACEA_Project 101082041_TFM ASA_Action Erasmus Mun	55 000	-	55 000	-	-	49 500	5 500
ANR-22-CE18-0035-02 NEONS	168 455	-	168 455	-	-	-	168 455
ANR-22-CE09-0003-01_SensET	265 549	-	265 549	-	-	53 109	212 440
ANR-22-CE19-0029-03 EndoSurf	200 010	-	200 010	-	-	40 002	160 008
ANR -22-CE16-0014-02 - Move-On -Nicolas MALLET	272 895	-	272 895	-	-	54 579	218 316
CGCL_Contrat AST CT2022-007	20 833	-	20 833	-	-	10 000	10 833
Convention de partenariat pluriannuel - MENJS - Poste IGR -	105 280	-	105 280	-	-	52 640	52 640
ANR-22-PAVH-0003-COMPAC-Marina HONTA	303 480	-	303 480	-	-	-	303 480
INSERM DR BORDEAUX-INSERM-BOD-2022-14-FINANCEI	212 378	-	212 378	-	-	212 378	-
ANR-22-CE41-0005-02-TDL-Juliette VOLLET	35 595	-	35 595	-	-	7 119	28 476
conv de reversement N°10188/2022 BPCO	45 100	-	45 100	-	-	9 751	35 349
ANR-22-CE19-0029-04 EndoSurf	21 470	-	21 470	-	-	4 294	17 176
BENRAMOD 2020-732-DRC-CDR	34 320	-	34 320	-	-	11 664	22 656
MOTOR CHUBX - 2020/50 - DRCI	1 512	-	1 512	-	-	-	1 512
EDF-Contrat de Consortium-VITISOLAR	66 000	-	66 000	-	-	6 600	59 400
ANR NUMOPTES ANR-22-CE46-0005-03	101 700	-	101 700	-	-	20 340	81 360
CNRS-DR15D-22-029-Rénovation de salle	17 651	-	17 651	-	-	-	17 651
GA 101084348 - Projet Européen NATURSEA	326 221	-	326 221	-	-	-	326 221
ANR-22-CE37-0024-04 - CEA - Jérôme AUPY	151 420	-	151 420	-	-	30 284	121 136
Bourse AFTD-"identification des spécificités cliniques du trou	3 000	-	3 000	-	-	-	3 000
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVING LABS - Proj U	33 000	-	33 000	-	-	-	33 000
ANR-22-CE16-0004-01 MOTOC	242 814	-	242 814	-	-	48 562	194 252
AAPR 2020-2019-8252020 IR FUNGLASS	55 000	-	55 000	-	-	-	55 000
CHU-2021-069-DRC-CCR-D / RESCO CHUBX 2016/45	39 042	-	39 042	-	-	-	39 042
ANR-22-CE45-0004-03 CROSS-TRACTS	208 824	-	208 824	-	-	-	208 824
ANR-22-CE13-0041-04: Projet CryoNanoLam	136 715	-	136 715	-	-	27 343	109 372
CONVENTION N°22CP154-00_FLUOTENSINE_MORGAT	124 200	-	124 200	-	-	99 360	24 840
ANR-22-CE-16-00004-02-MOTOC2-Cattaert	132 425	-	132 425	-	-	26 484	105 941
FOND DOTATION BERGONIE- PRIX JOSY REIFFERS	75 000	-	75 000	-	-	75 000	-
ANR-20-IDES-0001_ACT_Sandrine RUI	21 500	-	21 500	-	-	-	21 500
SFAR_Bourse de recherche Elise Langouet	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
REGION-AAPR2021-2021-12228610-NOVLAND	105 900	-	105 900	-	-	-	105 900
ANR-22-PAUK-0011-01 - IVEON_Ukraine	70 000	-	70 000	-	-	35 000	35 000
ANR-22-CE48-0001-01 TEMPOGRAL	178 055	-	178 055	-	-	35 610	142 445
IIMTPIF-ARDCO 6	90 000	-	90 000	-	-	30 000	60 000
INCA - PLBIO 2022-073 -"AGR2 dans la senescence et l'init	643 680	-	643 680	-	-	193 104	450 576
Fondation Maladies Rares n° FONDATION -FSMR070801 c	185 000	-	185 000	-	-	85 000	100 000
SIRIC BRIO Soutien CHERFILS programme PrIME	27 600	-	27 600	-	-	-	27 600
DRAC_Sub. Fonctionnement_n°651/2014_Arts Visuels_F. Li	1 750	-	1 750	-	-	1 750	-
Mission Expertise Morgane DARRICAU	2 032	-	2 032	-	-	-	2 032
Convention Communauté communes Vallée de l'Homme	22 500	-	22 500	-	-	-	22 500
ANR-22-CE42-0012-01 MIGNON	168 268	-	168 268	-	-	33 653	134 615
ANR-22-CE51-0009-03 FLEXIGAN	101 915	-	101 915	-	-	-	101 915
ANR-22-CE24-XXXX-01 PRECISE	167 579	-	167 579	-	-	-	167 579
CIDPMEM-/UB-SMSP-2020-036	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
ADERA-AD22-482-SANSAPRO	25 000	-	25 000	-	-	-	25 000
ANR-22-CE45-0021-01 V-SMART	213 570	-	213 570	-	-	42 714	170 856
ANR-22-CE27-0012-01 LINK	309 282	-	309 282	-	-	61 856	247 426
CANCEROPOLE GSO N°2022-E12	20 000	-	20 000	-	-	20 000	-
ANR_22-CE45-0021-02_V-SMART	117 746	-	117 746	-	-	23 549	94 197
ANR_22-CE45-0014-02_MIRE4VTach	96 118	-	96 118	-	-	19 223	76 895
INSERM-BOD-2022-20-CONVENTION DE REVERSEMENT	255 000	-	255 000	-	-	-	255 000
LIGUE AAPMRC LCC SESSION 2 2022/LD DOUSSET	154 720	-	154 720	-	-	-	154 720

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
La Métive - Projet Arts en réseaux - WebConcert Hermès v2	6 500	-	6 500	-	4 875	4 875	1 625
CRNA-2021/150707206-VITISOLAR	102 531	-	102 531	-	-	-	102 531
CRNA-2021/13631020-VITISOLAR	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
INCA-2022-116-TABAC-JCC22-002 (en cours de négociation	119 340	-	119 340	-	-	59 670	59 670
ARRETE_F_N°_10-08-2022_GIVET	900	-	900	-	-	900	-
CPER 2.4.01.02- Imageries - CryoCLEMLive	180 000	-	180 000	-	-	-	180 000
CPER-DRARI_Capteur IRM Haute sensibilité_Dotation n°210	600 000	-	600 000	-	-	540 000	60 000
INCA-2022-202-APPIE	774 753	-	774 753	-	-	232 426	542 327
ANR-22-PETQ-0008 PQ-TLS	22 800	-	22 800	-	-	-	22 800
ITMO - 22CP132-00 - PCSI / 2022 / 3DCellDOS / ANDRIQU	178 404	-	178 404	-	-	142 723	35 681
EUROPE - G.A N°101093934 - Projet RADIOBLOCKS	315 000	-	315 000	-	-	-	315 000
INSERM-2211086-00-APPIE	253 039	-	253 039	-	-	-	253 039
Project_101085596 EDAP Jean Monnet	99 998	-	99 998	-	-	69 999	29 999
Région Nouvelle Aquitaine CPER DRARI P14 NanoCryoCLE	212 157	-	212 157	-	-	190 941	21 216
ANSM-2022S058-Prescriptions potentiellement inappropriées	90 000	-	90 000	-	-	45 000	45 000
KIC - EU - Projet N° 21093 - ALCASIM	66 252	-	66 252	-	-	-	66 252
AAP_AUF_ILIME : Intervenir en milieu scolaire pour améliore	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
ANR-22-CE21-0011-05_UnderPhe	73 879	-	73 879	-	-	-	73 879
FONDATION CLEMENT FAYAT	117 000	-	117 000	-	-	-	117 000
ANR-22-CE27-0016-02 NeHos	116 051	-	116 051	-	-	-	116 051
INCA-2022-126-RESPPAC	286 308	-	286 308	-	-	85 892	200 416
ICVV_UB22-361_SOVIMETA	12 000	-	12 000	-	-	-	12 000
INSERM ITMO 22CE070-00	129 600	-	129 600	-	-	-	129 600
INCA - N°2022-146 SPAV1- 22-034 L'alteration de l'activité d	566 460	-	566 460	-	-	169 938	396 522
ANR-22-CP-J2-0007-01 Chaire professeur Junior	200 000	-	200 000	-	-	200 000	-
MISSIONS EUSKAMPUS 1.0-21 CRI4.0	5 500	-	5 500	-	5 500	5 500	-
OIT - N°40359733/0 Enhancing labour standarts & protectio	25 440	-	25 440	-	-	-	25 440
ANR-22-CPJ2-0010-01 -CHAIRE PJ	200 000	-	200 000	-	-	200 000	-
ANR-22-CE14-0033-03: Projet BaT-MS	99 949	-	99 949	-	-	19 989	79 960
DA INCa 2022-068 : Projet Maya SALEH	993 600	-	993 600	-	-	298 080	695 520
DA INCa 2022-094: Projet SISIRAK	576 504	-	576 504	-	-	172 951	403 553
REGION Nouvelle Aquitaine - AAPR2020A-2019-8317110 C	49 000	-	49 000	-	-	-	49 000
Convention de transfert de crédits CNRS _Dotation MISSION	4 000	-	4 000	-	-	-	4 000
Etude "contrôle non destructif par les méthodes US, IR et Te	35 000	-	35 000	-	-	-	35 000
ANR-22-CE28-0023-03 - IDA	46 330	-	46 330	-	-	-	46 330
Région - n°14728120 - Cinéma émotif 2.0	15 000	-	15 000	-	10 500	10 500	4 500
INCA - N°2022-146 SPAV1- 22-034 L'altération de l'activité d	253 000	-	253 000	-	-	-	253 000
TWIST ANR-22-CE-17-0049-03	96 107	-	96 107	-	-	-	96 107
BPIFRANCE - Prix PEPITE 2022 - DOS0193401/00	16 000	-	16 000	-	-	-	16 000
ADERA-AD22-558 PF Projet M&MS	40 000	-	40 000	-	-	-	40 000
PRIX JOSY REFFEIRS - BOURSE DOCTORALE SARAH C(	75 000	-	75 000	-	-	-	75 000
LES RECOLTES DE L'ESPOIR - RE-2023-1AD - GROSSET	5 000	-	5 000	-	-	-	5 000
CHU BORDEAUX-CHUBX 2021/50-COLAUTOP	36 036	-	36 036	-	-	-	36 036
Agence de la biomédecine / 22GREFFE007 / Recherche et g	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
CHU BORDEAUX-2021-309-DRC-CCR-D-PAPASéPA	33 552	-	33 552	-	-	-	33 552
FBU-10174/2022-ARÔMES	88 640	-	88 640	-	-	-	88 640
STELLANTIS -CONTRAT D'ETUDE «OPENLAB ELECTRON	185 600	-	185 600	-	-	-	185 600
Programme PAUSE Collège de France	9 800	-	9 800	-	-	-	9 800
Projet HYperStock	137 618	-	137 618	-	-	-	137 618
ANR-22-CE51-0030-01_PLAYER ONE	123 046	-	123 046	-	-	-	123 046
Ligue contre le cancer : Myriam CAPONE	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
Fondation Vaincre Alzheimer : Phenomewide association stu	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
URN 9641	2 567	-	2 567	-	-	-	2 567
Ecole nationale supérieure des sciences agronomiques de B	12 500	-	12 500	-	-	-	12 500
CHU AST2022-405: NEODEM	24 000	-	24 000	-	-	-	24 000
MOTAC AST CT2022-444	4 800	-	4 800	-	-	-	4 800
CHU AST2021-645: COATING	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
AUF-DOSSIER N°2658-SAMIA	15 000	-	15 000	-	-	-	15 000
European Research Executive Agency (REA) project 101095	487 295	-	487 295	-	-	-	487 295
Associaiton Encephalia-M2 PERROT-Equipe Jérôme BAUFF	3 500	-	3 500	-	-	-	3 500
TECHNOPOLE DE LA REUNION -PROJET 118 - MYASSET	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
FLI_BODESS_RE2_22	14 150	-	14 150	-	-	-	14 150
FLI_IDEAL_RE2_2022	9 000	-	9 000	-	-	-	9 000
REGION_AAPR2022A-2021-17254510_GlioSRM	50 000	-	50 000	-	-	-	50 000
FLI_MRESAT_RE2_2022	7 500	-	7 500	-	-	-	7 500
ADERA_UB23-AD23-029_E. Moreno_I. Bourdel-Marchasson	2 580	-	2 580	-	-	-	2 580
INSERM: Projet europe HORIZON 2020EDCTP2-PREVAC U	35 469	-	35 469	-	-	-	35 469
ANR-22-CE10-0015-03 -REGECOS	195 490	-	195 490	-	-	-	195 490
OFB-OFB.21.0446-GEREXPO	26 335	-	26 335	-	-	-	26 335
IA FOR WOOD Région n°15121220	110 000	-	110 000	-	-	-	110 000
Réseau Raul Porras 2023	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
ANR-22-ASTR-0008-01-LCDI	68 396	-	68 396	-	-	-	68 396
ANR 22-CE51-0037-04 MPM4RER	221 469	-	221 469	-	-	-	221 469
PEPR_DIADEME_ANR-22-PEXD-0004_AMETHYST	454 368	-	454 368	-	-	-	454 368
Europe_HORIZON-MSCA-2021-SE-01_PsyComed_Marc LA	454 275	-	454 275	-	-	-	454 275
TRANSFERT ECOPHYTO II OFB-22-1498	11 040	-	11 040	-	-	-	11 040
ANR_22-CHR4-0003-02_SNOW	158 844	-	158 844	-	-	-	158 844
DECIDE - TB _EDCTP3-2022-CALL1-01-01	1 256 279	-	1 256 279	-	-	-	1 256 279
ANR-22-CE10-0014-03_SIRENE	63 280	-	63 280	-	-	-	63 280
LABEX COTE	4 803 156	-	4 803 156	63 106	-	-	4 740 050
EQUIPEX/PHENOVIRT.Phénotypage humain et réalité virtue	582 406	-	582 406	-	-	-	582 406
EQUIPEX ELORPRINTEC	8 076 390	-	8 076 390	-	-	-	8 076 390
LABEX AMADEUS	12 593 961	-	12 593 961	4 176	-	-	12 589 785

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
IDEX LAPHIA	7 361 215	-	7 361 215	1 490	-	-	7 359 725
IHU-LIRYC.ANR-10-IAHU-0004 -UNIVERSITE DE BORDEAU	19 120 710	-	19 120 710	6 040 376	1 800 000	20 000	13 060 334
projet FRANCE LIFE IMAGING - FLI	4 159 334	-	4 159 334	566 201	75 762	77 762	3 515 371
A ARCHIVER _ EQPX MUSIC - ANR 11-EQPX-0030-INVEST	2 593 798	-	2 593 798	-	-	150 644	2 443 154
TRAIL Internal Call 2013	8 365 082	-	8 365 082	1 161	-	-	8 363 921
IDEX - Action KIC - KIC Raw Materials - FiN 239	919 779	-	919 779	-	-	-	919 779
IDEX - Formation - Innovation Maquettes - SHS pour tous - F	257 615	-	257 615	-	-	-	257 615
BRAIN_ENB	895 059	-	895 059	58	-	-	895 000
IDEX - Chaire junior 2015- SCHMITT - T4MS - FIN 372	366 379	-	366 379	-	-	-	366 379
BRAIN_IMN_PLATEFORME	591 018	-	591 018	-	-	-	591 018
MoocInnov +	869 301	-	869 301	163 136	-	-	706 165
BRAIN_NCM_FRICK	146 065	-	146 065	8 435	-	-	137 630
IDEX - Formation - Innovation Maquette - Patient Virtuel - FiN	109 200	-	109 200	-	-	-	109 200
IDEX - Bibliométrie DirDoc - FiN 793	1 383 708	-	1 383 708	-	-	-	1 383 708
IDEX - Attractivité - Chaire senior 2016 - BOUY - FiN 442	300 000	-	300 000	-	-	-	300 000
PERSEVERANCE SCOLAIRE AVEC/PAR LES OBJETS NUI	358 136	-	358 136	-	-	-	358 136
IDEX PILOTAGE MS DIRECTION DES RESSOURCES FIN 5	1 840 282	-	1 840 282	-	-	-	1 840 282
IDEX. Pilotage. MS DGP Fin 506	2 097 748	-	2 097 748	15 234	-	-	2 082 515
IdEx. Pilotage. MS DIPE FIN 507	3 269 837	-	3 269 837	162	-	-	3 269 675
IDEX PILOTAGE MS BACI FIN 512	971 375	-	971 375	3 825	-	-	967 550
IDEX PILOTAGE MS RIPI FIN 511	697 367	-	697 367	-	-	-	697 367
IDEX PILOTAGE MS CED FIN 509	1 030 472	-	1 030 472	-	-	-	1 030 472
IDEX CHAIRE SENIOR SOLIGNAC FIN 522	159 800	-	159 800	-	-	-	159 800
IDEX PILOTAGE MS MAPI FIN 513	1 487 853	-	1 487 853	286	-	-	1 487 567
IDEX ENTREPRENEURIAT FIN 529	551 301	-	551 301	-	-	-	551 301
IDEX ATTRACTIVITE CHAIRES INTERNATIONALES ASSO	644 000	-	644 000	-	-	-	644 000
IDEX PILOTAGE MS DIR COMM FIN 530	622 901	-	622 901	4 582	-	-	618 319
IDEX PILOTAGE MS DRI FIN 531	1 079 367	-	1 079 367	14 015	-	-	1 065 352
IDEX FORMATION DEFI INTERNATIONAL FIN 548	573 700	-	573 700	-	-	-	573 700
IDEX. Intensifier l'innovation et l'entrepreunariat. UB Friendly	150 000	-	150 000	-	-	-	150 000
IDEX. Internationalisation Plateforme Europe FIN 600	1 163 270	-	1 163 270	17 083	-	-	1 146 187
IdEx. Formation. Innovation Maquettes. Licence franco-allem	23 639	3 000	20 639	-	-	-	20 639
IDEX. DOCTORAT INTERNATIONAL.MOBILITE FIN 611	301 550	-	301 550	-	-	-	301 550
IDEX FORMATION AMBASSADEURS/Accompagnement RH	195 420	-	195 420	-	-	-	195 420
IDEX INTERNATIONAL INDOFRENCH RESEARCH LAB IN	43 000	-	43 000	-	-	-	43 000
IDEX SOUTIEN PHD CAREER CENTER FIN 649	1 241 220	-	1 241 220	-	-	-	1 241 220
IDEX. Formation. MI. IPCV. Heures FIN 662	17 770	-	17 770	-	-	-	17 770
IDEX.partenariat renforcé. Euskampus Fin 688	391 513	-	391 513	-	-	-	391 513
IDEX.INTERNATIONAL.LTC.QuantumChemPhys FIN 665	115 000	-	115 000	-	-	-	115 000
IDEX.International. LIA LUMAQ FIN 670	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
IDEX INTERNATIONAL LTC AENIGME FIN 664	15 000	-	15 000	-	-	-	15 000
IDEX.INTERNATIONAL.PROJET CNPA FIN 671	35 000	-	35 000	-	-	-	35 000
IDEX. Formation. MI. Master International de Neuroscience d	22 034	-	22 034	-	-	-	22 034
IDEX.INTERNATIONAL.LIA ARTEMIR. FIN 687	38 106	-	38 106	-	-	-	38 106
IDEX.INTERNATIONAL.LIA NextPV FIN 685	33 000	-	33 000	-	-	-	33 000
IDEX.INTERNATIONAL.Vie étudiante accueil des étudiants i	114 000	-	114 000	668	-	-	113 332
IDEX.FORMATION.Innovation maquette. Master Droit des pe	127 028	-	127 028	-	-	-	127 028
IDEX.ATTRACTIVITE.Chaires Junior 2016 - Vanja SISIRAK	336 414	-	336 414	-	-	-	336 414
IDEX. PILOTAGE. GOUVERNANCE FIN 701	243 317	-	243 317	-	-	-	243 317
IDEX.Talents. Chaires Junior 2017 Johan GARAUDE FIN 72	302 541	-	302 541	-	-	-	302 541
IDEX. Talents.Chaires Junior 2017 Yaser HASHEM FIN 728	265 472	-	265 472	-	-	-	265 472
IDEX.Talents. Chaires Junior 2017 / Alexandre ZENON FIN 7	354 000	-	354 000	-	-	-	354 000
IDEX. INTERNATIONAL.BIS DESTINATIONS PROSPECTIV	46 203	-	46 203	-	-	-	46 203
IDEX.TALENT MANAGEMENT PROMOTION DES CARRIER	438 000	-	438 000	8 000	-	-	430 000
SYSNUM	2 702 200	-	2 702 200	-	-	-	2 702 200
IdEx.TALENTS. Manufacturing / Usine du Futur FIN 749	18 000	-	18 000	-	-	-	18 000
IDEX. International. Gest lab Waterloo PEREAU FIN 752	14 740	-	14 740	-	-	-	14 740
IDEX FORMATION NEWDEAL FIN 754	598 943	-	598 943	-	-	-	598 943
IDEX. Formation. MI. Mobilité BIDiplômante Internationale Bc	7 800	-	7 800	-	-	-	7 800
IdEx. Promotion internationale des formations FIN 766	1 049 000	-	1 049 000	-	-	-	1 049 000
IDEX. Chaires Junior 2017 / Lisa ROUX FIN 772	314 590	-	314 590	-	-	-	314 590
IDEX. Chaires Senior 2017 / Olivier BARGAIN FIN 770	216 420	-	216 420	-	-	-	216 420
EUR Digital Public Health (DPH)	4 517 700	-	4 517 700	-	-	-	4 517 700
EUR Neurosciences	6 537 650	-	6 537 650	-	-	-	6 537 650
EUR LIGHT Sciences & Technologies	5 166 650	-	5 166 650	-	-	-	5 166 650
IdEx. International. LIA PACCI (ex WAICRID) FIN 798	30 000	-	30 000	-	-	-	30 000
IDEX iMédialab.Numérique pour la formation. Projet GOF FIN	310 515	-	310 515	-	-	-	310 515
IDEX - STEP - Immersion sur les Terrains de l'Anthropologie	194 895	194 895	-	-	-	-	-
IDEX.international.Doctorat 2018 FIN 797	675 700	-	675 700	-	-	-	675 700
IdEx.international.Doctorat "Thèses pilotes attractivité" FIN 79	410 208	-	410 208	-	-	-	410 208
IDEX. ATTRACTIVITE Chaires Junior Op Neurocampus SOU	281 480	-	281 480	-	-	-	281 480
IDEX. ATTRACTIVITE Chaires Junior Op Neurocampus Arne	276 480	-	276 480	-	-	-	276 480
IdEx.Numérique pour la recherche. Archive ouverte institutior	469 867	-	469 867	-	-	-	469 867
IdEx.THE HUB HEBERGEMENT DE STARTUP. FIN 818	1 450 000	-	1 450 000	-	-	-	1 450 000
Fond Mutualisé EUR	2 464 180	-	2 464 180	-	-	-	2 464 180
IDEX.MASTER INTERNATIONAUX.projet FORMATION FOR	11 816	-	11 816	-	-	-	11 816
IDEX.Formation de demain.AERONAUTIX - FIN 814	2 000 000	-	2 000 000	-	-	-	2 000 000
IDEX STEP - Intégration de l'enseignement clinique du droit	144 065	144 065	-	-	-	-	-
IdEx. Défis scientifiques-Emergences / AutoLip A. BERNARD	29 700	-	29 700	-	-	-	29 700
IDEX Chaire Junior 2018 / Mikayel AZNAURYAN FIN 844	154 020	-	154 020	-	-	-	154 020
IDEX.Laboratoires Internationaux. Projet INNOGRAPE /FIN 8	30 000	-	30 000	-	-	-	30 000
IDEX. Talents.Chaires Junior 2018 / Timea CSENGERI FIN 8	240 800	-	240 800	-	-	-	240 800
ANR-17-NCUN-0006-NEW DEAL	9 700 000	-	9 700 000	2 619 000	1 746 000	1 746 000	5 335 000
IdEx Programme FTLV. Plateforme de formation MERCURIA	130 000	-	130 000	-	-	-	130 000

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
IdEx Programme FTLV. Plateforme de formation MERCURIA	1 740	-	1 740	-	-	-	1 740
IDEX LUTIN (L'usine de Transformation Numérique) FIN 867	2 846 914	-	2 846 914	-	-	-	2 846 914
IDEX Projet STEP DUTC	62 314	62 314	-	-	-	-	-
IDEX Chaire Senior 2018 / David-Alexandre TREGOUET FIN	214 900	-	214 900	-	-	-	214 900
IdEx.Formation.Fonds FLEX.ISPED-APHEA (ex CEPH)Heur	96 000	-	96 000	-	-	-	96 000
IDEX INTERNATIONALISATION FONCTIONNEMENT PLAT	49 484	-	49 484	-	-	-	49 484
IDEX. Talents.Chaires Junior 2018 / Nicolas MARTIN FIN 88	183 884	-	183 884	-	-	-	183 884
IDEX Student empowerment (dont entrepreneuriat et initiativ	65 000	-	65 000	-	-	-	65 000
IdEx.Chaire internationale JUODKAVIS 2016 FIN 897	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
IDEX INTELLIGENCE ARTIFICIELLE FIN 899	200 000	200 000	-	-	-	-	-
IDEX Bordeaux Summer Schools Ingénierie FIN 900	114 953	-	114 953	-	-	-	114 953
IdEx.Numérique pour la recherche. Plateforme mutualisée de	49 447	-	49 447	-	-	-	49 447
IDEX Défi international - RoboCup 2020 FIN 920	164 400	-	164 400	-	-	-	164 400
IDEX MS et fonctionnement DIPSI FIN 921	4 125 435	-	4 125 435	-	-	-	4 125 435
IDEX MS Contrôleur de gestion IdEx FIN 922	158 480	-	158 480	-	-	-	158 480
PROGRAMME EUR_RECETTES FLECHEES	7 459 980	-	7 459 980	4 379 940	1 459 980	1 459 980	1 620 060
PROGRAMME IDEX-RECETTES FLECHEES	155 021 744	-	155 021 744	59 457 744	23 891 000	23 891 000	71 673 000
IDEX STEP - PRATIK'Biophar	22 181	22 181	-	-	-	-	-
IDEX. International. Bordeaux-Waterloo. Workshop AI FIN 92	122 000	-	122 000	-	-	-	122 000
IDEX Transfers-Fluids-Materials in Aeronautical and Space A	2 485	-	2 485	-	-	-	2 485
IDEX. International. LIA ARCHE FIN 926	30 000	-	30 000	-	-	-	30 000
IDEX Transfers-Fluids-Materials in Aeronautical and Space A	12 777	-	12 777	-	-	-	12 777
IdEx MS SCAF FIN 923	493 000	-	493 000	-	-	-	493 000
IdEx.Formation.PAS.DAEES.NewDEAL.FIN 933	252 000	-	252 000	-	-	-	252 000
IDEX.Suite innov maquette.Int niv licence.Smartphoniaq.Fin	5 000	-	5 000	-	-	-	5 000
IdEx. Formation.Fonds FLEX.CDD accompagnement des for	99 000	-	99 000	-	-	-	99 000
IDEX.LIA.FKMathLIA.FIN 954	27 000	-	27 000	-	-	-	27 000
IDEX.BIS UCLA.LEMOINE.FIN 957	4 565	-	4 565	-	-	-	4 565
IDEX.LIA.ALLIES.PEREAU.FIN 955	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
IDEX.Post Doc Int.Xinqian LENG.FIN 958	117 801	-	117 801	-	-	-	117 801
IDEX.Post-doc 2019.BENABOU ZDAOU.FIN 952	125 527	-	125 527	-	-	-	125 527
IDEX.Post-doc Int 2019.Ana FARINHA.FIN 961	125 421	-	125 421	-	-	-	125 421
IdEx.Doctorat international 2019.FIN 963	772 500	-	772 500	-	-	-	772 500
IdEx.international.Attractivité M to D 2019 FIN 970	284 800	-	284 800	-	-	-	284 800
IdEx.Émergence.OWEN.FIN 973	30 000	-	30 000	-	-	-	30 000
IdEx.Emergence.REAPER.FIN 974	29 000	-	29 000	-	-	-	29 000
IDEX.DEFIS SCIENTIFIQUES Campagne 2019.Emergence.I	28 000	-	28 000	-	-	-	28 000
IDEX.DEFIS SCIENTIFIQUES Campagne 2019.Emergence.(	29 000	-	29 000	-	-	-	29 000
IDEX.DEFIS SCIENTIFIQUES.Emergence 2019.LALANNE.	28 000	-	28 000	-	-	-	28 000
IDEX.Chaires senior.Maya SALEH.FIN 975	363 200	-	363 200	-	-	-	363 200
IdEx Chaires junior 2019 Petya KRASTEVA FIN 979	300 000	-	300 000	-	-	-	300 000
IdEx.MS Assistante pôle RIPI.FIN 980	102 805	-	102 805	-	-	-	102 805
IDEX.Visiting Scholars 2019.BARRADO.FIN 982	9 125	-	9 125	-	-	-	9 125
IdEx.Visiting Scholars 2019.DEMING.FIN 983	15 000	-	15 000	-	-	-	15 000
IDEX.Visiting Scholars 2019.D. GORDON FIN 984	8 500	-	8 500	-	-	-	8 500
IdEx.Visiting Scholars 2019.Paule HALLEY.FIN 986	8 500	-	8 500	-	-	-	8 500
IdEx.Talents.Visiting Scholars 2019.Hamed MAJEDI FIN 985	11 750	-	11 750	-	-	-	11 750
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2019-2.Joan RICHTSMEIE	34 500	-	34 500	-	-	-	34 500
IDEX.TALENTS.ChairesJunior2019.Emmanuelle THINON FI	258 400	-	258 400	-	-	-	258 400
IDEX.Talents.Visiting Scholars 2019 Alexander MELNIKOV F	27 000	-	27 000	-	-	-	27 000
IdEx.Talents.Visiting Scholars 2019.Maxim SUKHAREV.FIN	8 500	-	8 500	-	-	-	8 500
IDEX.TALENTS.VisitingScholars2019-2.E.VECINO FIN 991	40 000	-	40 000	-	-	-	40 000
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2019-2.Florian GIRELLI FI	11 750	-	11 750	-	-	-	11 750
IDEX STEP - Maths pour les sciences (M4S)	12 124	12 124	-	-	-	-	-
IdEx.MS DRV. FIN 1000	1 872 563	-	1 872 563	-	-	-	1 872 563
IDEX.TALENTS.ChaireSenior2019.Nicolas REYES FIN 1001	518 450	-	518 450	-	-	-	518 450
IDEX.TALENTS.Fonds intervention.Financement Post-Doc S	124 300	-	124 300	-	-	-	124 300
IdEx.Talents.Chaire Junior.Etienne DUCROT. FIN 1003	220 000	-	220 000	-	-	-	220 000
IDEX.Pré-maturation SPARK.BORDSFORD FIN 1006	111 200	-	111 200	-	-	-	111 200
IDEX.Prématuration.VIBI.PAIVA DOS SANTOS.FIN 1007	3 000	-	3 000	-	-	-	3 000
IDEX STEP - Projet "GAME"	40 104	40 104	-	-	-	-	-
IdEx Prematuration - PAIVA DOS SANTOS Projet VIBI FIN 1	30 500	-	30 500	-	-	-	30 500
IDEX.PREMATURATION.VIBI.PAIVA DOS SANTOS.FIN 100	53 000	-	53 000	-	-	-	53 000
IDEX.BIS.MCGILL.LABADIE.FIN 1010	1 730	-	1 730	-	-	-	1 730
IDEX. INTERNATIONAL. BIS JAPON. ZANOLLI. FIN 1011	2 400	-	2 400	-	-	-	2 400
RHU 4 - SHiVA ANR-18-RHUS-0002	4 765 819	-	4 765 819	1 429 688	980 456	1 933 773	1 402 358
IDEX.Cotisations CDI Masse salariale Fonds IdEx. FIN 1012	315 233	-	315 233	-	-	-	315 233
IDEX.PREMATURATION.SPARK.FIN 1014	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
IDEX.Conf. intern. 2020.27th wks of the International Stroke	7 000	-	7 000	-	-	-	7 000
IDEX.Talent Management.Fonds FLEX.Francisco d'ERRICO	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
IDEX STEP - Préparation aux concours de l'ENM en e-learni	57 364	57 364	-	-	-	-	-
IDEX Evering FIN 1019	1 273 304	-	1 273 304	-	-	-	1 273 304
IDEX.Master Internationaux.Master Cancer FIN 1020	16 957	-	16 957	-	-	-	16 957
IDEX.Prématuration.Cool-SPS Fin 1022	77 200	-	77 200	-	-	-	77 200
IdEx.Fonds de prématuration.DECONANO FIN 1023	62 472	-	62 472	-	-	-	62 472
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2019 A. BREIT SMITH FIN	16 800	-	16 800	-	-	-	16 800
IdEx.Structuration et organisation de la démarche développe	250 696	-	250 696	-	-	-	250 696
IDEX.Talents.Visiting Scholars 2020 Olalla NIETO FAZA FIN	17 250	-	17 250	-	-	-	17 250
IDEX.Talents.Visiting Scholars 2020 Li-Lian WANG FIN 1029	8 500	-	8 500	-	-	-	8 500
IDEX.Parcours Formation de formateurs à l'international (FFI	4 348	-	4 348	-	-	-	4 348
IdEx.Talents.Chaires Junior / Op Neurocampus.WAGNER F	180 000	-	180 000	-	-	-	180 000
IdEx.Talents.Chaires Junior / Op Neurocampus TAKAHASHI	180 000	-	180 000	-	-	-	180 000
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le départements S	247 000	-	247 000	-	-	-	247 000
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département EC	81 000	-	81 000	-	-	-	81 000

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le départements C	126 000	-	126 000	-	-	-	126 000
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département DD	94 000	-	94 000	-	-	-	94 000
IDEX.INTERNATIONAL.WATERLOO.BENOIS-PINEAU MIDI	10 260	-	10 260	-	-	-	10 260
IDEX.INTERNATIONAL.WATERLOO.BERNON-CHOI FIN 10	9 000	-	9 000	-	-	-	9 000
IDEX.INTERNATIONAL.WATERLOO.PROUST-LIMA-SEN F	7 000	-	7 000	-	-	-	7 000
IDEX.INTERNATIONAL.WATERLOO.TZOURIO-MORITA FIN	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 PERRIOT FIN 1041	5 700	-	5 700	-	-	-	5 700
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 DONIZETTI DE OLIV	8 500	-	8 500	-	-	-	8 500
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 LABICHE FIN 1045	47 500	-	47 500	-	-	-	47 500
IDEX.Talents.Visiting Scholars 2020 PONCE DE LEON FER	8 500	-	8 500	-	-	-	8 500
IdEx.Master inter Science Without Borders FIN 1026	4 000	-	4 000	-	-	-	4 000
IDEX.BIS CHINE. D'ERRICO FIN 1048	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département B	470 000	-	470 000	-	-	-	470 000
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département Sa	110 000	-	110 000	-	-	-	110 000
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département Sc	230 000	-	230 000	-	-	-	230 000
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour département Scier	294 000	-	294 000	-	-	-	294 000
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département Sc	205 000	-	205 000	-	-	-	205 000
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département Sc	563 000	-	563 000	-	-	-	563 000
IDEX Fonds d'animation Scientifique pour le département Sc	70 000	-	70 000	-	-	-	70 000
IDEX Fonds d'animation Scientifique transverse commission	300 000	-	300 000	-	-	-	300 000
IdEx.BIS Japon. S. RIGAUD FIN 1049	6 300	-	6 300	-	-	-	6 300
IdEx.BIS Japon. O. KEROUREDAN FIN 1050	1 700	-	1 700	-	-	-	1 700
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 VASILIADIS FIN 105	15 000	-	15 000	-	-	-	15 000
IDEX.Fonds prématuration.projet CELTIQUES FIN 1061	61 500	-	61 500	-	-	-	61 500
IDEX.Ambassadeurs.BaïtyKool FIN 1063	45 000	-	45 000	-	-	-	45 000
IDEX Fonds pour l'animation scientifique Fédération des plat	663 000	-	663 000	-	-	-	663 000
IDEX.Etude pour l'intensification de la stratégie innovation F	144 000	-	144 000	-	-	-	144 000
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 José O'BRIEN FIN 10	10 125	-	10 125	-	-	-	10 125
IDEX.TALENTS.Visiting Scholars 2020 ALIZADEH FIN 1067	8 500	-	8 500	-	-	-	8 500
ACCES_UB	5 411 741	-	5 411 741	1 285 920	696 701	696 701	3 429 120
IdEx.mission d'appui pour le pilotage stratégique VIA Inno FI	160 000	-	160 000	-	-	-	160 000
IdEx.Formation. Simba S. FIN 1071	1 400 000	-	1 400 000	-	-	-	1 400 000
IDEX STEP PIX	85 139	85 139	-	-	-	-	-
IDEX. Ingénierie GPR FIN 1074	66 842	-	66 842	-	-	-	66 842
IDEX. Master international.Environmental Contamination and	1 900	-	1 900	-	-	-	1 900
IDEX. Master international.Environmental Contamination and	12 844	-	12 844	-	-	-	12 844
IDEX STEP - AUDIANCE	26 094	26 094	-	-	-	-	-
IdEx. accompagnement RHU SHIVA FIN 1078	198 000	-	198 000	-	-	-	198 000
IDEX. Fonds d'intervention recherche sur le Covid 19 FIN 10	258 915	-	258 915	-	-	-	258 915
IdEx UB-C19 SPARK-COVID-IMMUNOLD FIN 1082	25 000	-	25 000	-	-	-	25 000
IdEx UB-C19 SPARK-LED MFP FIN 1083	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
IdEx UB-C19 COVIDPRISON FIN 1085	15 000	-	15 000	-	-	-	15 000
IdEx UB-C19 - P3 FIN 1086	56 211	-	56 211	-	-	-	56 211
Convention de Collaboration et de Financement dans le cadr	50 000	-	50 000	-	-	-	50 000
IDEX - STEP - DidacMath	9 785	9 785	-	-	-	-	-
IdEx.Formation.Fonds FLEX.ISPED-CEPH Fonctionnement.	18 000	-	18 000	-	-	-	18 000
Idex. Talents. Chaires senior.Caroline Tokarski.FIN 1089	525 000	-	525 000	-	-	-	525 000
IDEX. International. LIA.ABASC. FIN 1091	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
IdEx. UB-C19.BIOMOL.FIN1092	50 000	-	50 000	-	-	-	50 000
IdEx. Frais de gestion établissement FIN 1093	12 089 257	-	12 089 257	-	-	-	12 089 257
IdEx. Frais de gestion partenaires FIN 1094	231 219	-	231 219	-	-	-	231 219
IdEx. Chargé de communication NewDeal FIN 1096	70 517	-	70 517	-	-	-	70 517
IdEx. Chaires senior.Victor APPAY FIN 1097	330 000	-	330 000	-	-	-	330 000
IdEx Fonds prématuration / projet AquaK FIN 1098	70 000	-	70 000	-	-	-	70 000
IdEx Fonds prématuration / projet SUPERMAG FIN 1099	110 000	-	110 000	-	-	-	110 000
IdEx.International.Doctorat 2020. FIN 1100	720 000	-	720 000	-	-	-	720 000
IdEx.international.Attractivité M to D 2020 FIN 1101	270 000	-	270 000	-	-	-	270 000
IDEX.INTERNATIONAL.Visiting Scholars 2020 MATSUDA FI	21 500	-	21 500	-	-	-	21 500
COTE- Convention de reversement aux partenaires	580 000	-	580 000	-	-	-	580 000
IDEX.INTERNATIONAL.WATERLOO.C.DEJOUS FIN 1105	10 300	-	10 300	-	-	-	10 300
IDEX UB-C19 COVID-VISIERES FIN 1106	1 700	-	1 700	-	-	-	1 700
IdEx UB-C19 Projet PATIENT C-19 FIN 1107	19 685	-	19 685	-	-	-	19 685
LaScaRbX VERSEMENTS PARTENAIRES	830 605	-	830 605	-	-	-	830 605
IDEX.SPARK.RETINET.FIN 1108	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
IDEX.SPARK.Projet DIAG RCC.FIN 1110	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
IDEX.SPARK.Projet FURIN.FIN 1111	40 000	-	40 000	-	-	-	40 000
IDEX.TALENTS.Fonds d'investissement.Post-doc C.HERRY.	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
IDEX.Post-doc.Chaire IA INTENDED.M. BIENVENU.FIN 111	110 800	-	110 800	-	-	-	110 800
IdEx - Plan de relance - emplois-étudiants DSI - FIN 1119	12 592	-	12 592	-	-	-	12 592
IdEx - Plan de relance - emplois-étudiants CVI (Comm) - FIN	5 509	-	5 509	-	-	-	5 509
IdEx - Plan de relance - emplois-étudiants FIPVU-BVE - FIN	7 393	-	7 393	-	-	-	7 393
IDEX UB-C19 VESSELOID FIN 1127	40 000	-	40 000	-	-	-	40 000
IdEx. Versements partenaires dans le cadre de projets. FIN 1	787 953	-	787 953	-	-	-	787 953
IDEX - STEP - Renforcement de l'offre pédagogique de la fa	3 034	3 034	-	-	-	-	-
IDEX - STEP - Heures de soutien COVID 19 INSPE	33 700	6 720	26 980	-	-	-	26 980
IdEx.Animation scientifique ISVV.FIN 1130	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
IdEx.Études stratégiques.FIN 1131	176 880	-	176 880	-	-	-	176 880
IdEx.Ingénierie Chaires pré-recrutement.FIN 1132	93 817	-	93 817	-	-	-	93 817
IDEX.LMU-Bordeaux joint grant.Forkel.FIN 1133	5 000	-	5 000	-	-	-	5 000
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Guichard.FIN 1134	5 000	-	5 000	-	-	-	5 000
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Herzog.FIN 1135	3 350	-	3 350	-	-	-	3 350
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Jaubert.FIN 1136	4 900	-	4 900	-	-	-	4 900
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Lalanne.FIN 1137	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Lambert.FIN 1138	7 500	-	7 500	-	-	-	7 500

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Lesbats.FIN 1139	7 500	-	7 500	-	-	-	7 500
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Moreau-Gaudry.FIN 1140	4 500	-	4 500	-	-	-	4 500
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.Saleh.FIN 1141	500	-	500	-	-	-	500
IdEx.LMU-Bordeaux joint grant.TANASA.FIN 1142	5 750	-	5 750	-	-	-	5 750
IDEX STEP-Outils analyse pharmaceutique	1 834	1 834	-	-	-	-	-
IdEx.STEP.Digitalisation de l'offre de formation en master Int	13 213	-	13 213	-	-	-	13 213
IdEx.Plan de relance - Plateforme The hub développement [	150 000	-	150 000	-	-	-	150 000
IdEx.Charge de mission Usine du futur du Pr Olivier CAHUC.	35 000	-	35 000	-	-	-	35 000
IdEx.Master Mechanical engineering for industry 4.0.FIN 114	3 044	-	3 044	-	-	-	3 044
IdEx.Formation.Plan de relance Insertion professionnelle.FIN	140 000	-	140 000	-	-	-	140 000
IdEx.Formation.Plan de relance formation à l'hybridation.FIN	160 000	-	160 000	-	-	-	160 000
IdEx.Partenariat IHU.FIN 1151	161 143	-	161 143	-	-	-	161 143
ANR-20-SFRI-0001_UBGRS2.0	18 000 000	-	18 000 000	1 800 000	1 800 000	-	16 200 000
IDEX STEP Transformation de l'offre du D.U TDM-FPBB	17 048	17 048	-	-	-	-	-
IdEx.Pilotage opérationnel Quickwin DT.FIN 1152	66 000	-	66 000	-	-	-	66 000
IdEx.Pilotage opérationnel Quickwin DSI.FIN 1153	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
IdEx.Projet Chatboat Quickwin DSI.FIN 1154	50 000	-	50 000	-	-	-	50 000
IdEx.Projet outil collaboratif Quickwin.FIN 1155	57 000	-	57 000	-	-	-	57 000
IdEx.Projet RPA Quickwin.FIN 1156	80 000	-	80 000	-	-	-	80 000
Convention de reversements dans le cadre du Projet PERSE	82 150	82 150	-	-	-	-	-
IdEx.Soutien RH - GPR Départements.FIN 1164	747 200	-	747 200	-	-	-	747 200
IdEx.STEP.Hybridation du CM d'anglais de 2eme semestre d	29 804	-	29 804	-	-	-	29 804
IDEX.Visiting Scholars 2021.Clément SANCHEZ.FIN 1167	13 000	-	13 000	-	-	-	13 000
IdEx.NTU-UBx Joint Seed Funding.FIN 1168	3 500	-	3 500	-	-	-	3 500
IdEx.NTU-UBx Joint Seed Funding Sidi Mohammed ELACHA	3 000	-	3 000	-	-	-	3 000
ANR-20-IDES-0001-ACT	17 000 000	-	17 000 000	1 912 500	1 912 500	1 912 500	13 175 000
IdEx.Conf. internationale.16th GERLI Lipidomics Meeting-Tai	2 500	-	2 500	-	-	-	2 500
IDEX.GPR HOPE-GOUVERNANCE.FIN 1171	170 420	-	170 420	-	-	-	170 420
IDEX.GPR LIGHT GOUVERNANCE.FIN 1177	405 000	-	405 000	-	-	-	405 000
IDEX.GPR HOPE-WP1.FIN 1172	280 600	-	280 600	-	-	-	280 600
IDEX.GPR LIGHT THRUST 1 Extreme states of light and ma	1 430 000	-	1 430 000	-	-	-	1 430 000
IDEX.GPR HOPE-WP2.FIN 1173	275 500	-	275 500	-	-	-	275 500
IDEX.GPR LIGHT THRUST 2 Hybrid systems for quantum te	1 425 000	-	1 425 000	-	-	-	1 425 000
IDEX.GPR HOPE-WP3.FIN 1174	561 000	-	561 000	-	-	-	561 000
IDEX.GPR LIGHT THRUST 3 Downsize all Optics in One FIN	1 815 000	-	1 815 000	-	-	-	1 815 000
IDEX.GPR LIGHT THRUST 4 Hybridization in biophotonics a	1 425 000	-	1 425 000	-	-	-	1 425 000
IDEX.GPR HOPE-WP4.FIN 1175	259 500	-	259 500	-	-	-	259 500
IDEX.GPR HOPE-WP5.FIN 1176	463 000	-	463 000	-	-	-	463 000
IDEX.GPR HUMAN PAST-EMERGING PROJECTS FIN 1182	379 070	-	379 070	-	-	-	379 070
IDEX.GPR HUMAN PAST-FIELDWORK COMPONENT FIN 1	173 956	-	173 956	-	-	-	173 956
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP1.FIN 1184	495 396	-	495 396	-	-	-	495 396
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP2 FIN 1185	629 213	-	629 213	-	-	-	629 213
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP3 FIN 1186	632 808	-	632 808	-	-	-	632 808
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP4 FIN 1187	512 385	-	512 385	-	-	-	512 385
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP5 FIN 1188	566 172	-	566 172	-	-	-	566 172
IDEX.GPR HUMAN PAST-WP6-TIPPING POINTS FIN 1189	71 000	-	71 000	-	-	-	71 000
IDEX.GPR BPS -gouvernance.FIN 1190	587 000	-	587 000	-	-	-	587 000
IDEX.GPR BPS -WP1 WATERLOO.FIN 1191	213 500	-	213 500	-	-	-	213 500
IDEX.GPR BPS -WP2 Com4LIFE.FIN 1192	418 400	-	418 400	-	-	-	418 400
IDEX.GPR BPS -WP3 PROMISE.FIN 1193	622 746	-	622 746	-	-	-	622 746
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP1 NEUROTECHNOLOGIES FIN	1 575 949	-	1 575 949	-	-	-	1 575 949
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP2 NANOCODING FIN 1204	862 824	-	862 824	-	-	-	862 824
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP3 MEMORY FIN 1205	703 619	-	703 619	-	-	-	703 619
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP4 NEURODEGEN FIN 1206	803 083	-	803 083	-	-	-	803 083
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP5 INHIBITION FIN 1207	652 219	-	652 219	-	-	-	652 219
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP6 NEUROFOOD FIN 1208	796 840	-	796 840	-	-	-	796 840
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP7 ADAPSY FIN 1209	1 236 622	-	1 236 622	-	-	-	1 236 622
IDEX.GPR BRAIN_2030-WP8 SOUDURE FIN 1210	1 568 844	-	1 568 844	-	-	-	1 568 844
IDEX.GPR BPS-WP4 Mycorhize.FIN 1194	188 900	-	188 900	-	-	-	188 900
IDEX.GPR BPS-WP5 PERFIT.FIN 1195	198 000	-	198 000	-	-	-	198 000
IDEX.GPR BPS-WP6 PRESAGE.FIN 1196	400 000	-	400 000	-	-	-	400 000
IDEX.GPR BPS-WP7 Tepimemory.FIN 1197	217 670	-	217 670	-	-	-	217 670
IDEX.GPR BPS-WP8 Dynasty.FIN 1198	184 700	-	184 700	-	-	-	184 700
IDEX.GPR BPS-WP9 VIN WIN.FIN 1199	569 800	-	569 800	-	-	-	569 800
IDEX.GPR BPS-WP10 QualiBWine.FIN 1200	223 050	-	223 050	-	-	-	223 050
IDEX.GPR BPS-WP11 PHYTOSTIM.FIN 1201	196 200	-	196 200	-	-	-	196 200
IDEX.GPR BPS-WP12 DATA Minig.FIN 1202	160 000	-	160 000	-	-	-	160 000
IdEx. Chaires Pré-Recrutement.EvanHARREL.FIN 1211	380 000	-	380 000	-	-	-	380 000
IDEX.GPR PPM-GOUVERNANCE.FIN 1212	473 045	-	473 045	-	-	-	473 045
IDEX.GPR PPM-WP1.FIN 1213	1 290 050	-	1 290 050	-	-	-	1 290 050
IDEX.GPR PPM-WP2.FIN 1214	866 775	-	866 775	-	-	-	866 775
IDEX.GPR PPM-WP3.FIN 1215	1 158 500	-	1 158 500	-	-	-	1 158 500
ANR-20-GURE-00068_ENLIGHT	865 185	-	865 185	259 556	259 556	259 556	346 074
IDEX.Fonds prématuration / projet CAPE FIN 1216	60 000	-	60 000	-	-	-	60 000
IDEX.Fonds prématuration / projet Pandoret FIN 1217	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
IDEX.Fonds prématuration / projet ARDENT FIN 1218	61 000	-	61 000	-	-	-	61 000
IdEx.Entrepreneuriat étudiant plan de relance UB FIN 1219	37 000	-	37 000	-	-	-	37 000
IdEx.FTLV - MAFCUA DFGC et étude FTLV FIN 1220	120 000	-	120 000	-	-	-	120 000
IdEx. Formation. FTLV - Contrôleur de gestion FTLV. Fin 122	80 000	-	80 000	-	-	-	80 000
IDEX.Fonds prématuration / projet MultiMAT FIN 1222	70 000	-	70 000	-	-	-	70 000
IDEX.GPR IPORA WP1 (ex GOUVERNANCE).FIN 1223	348 538	-	348 538	-	-	-	348 538
IdEx.FTLV -Accessibilité numérique FIN 1224	40 000	-	40 000	-	-	-	40 000
IDEX Plateforme BIOPROT FIN 1225	110 000	-	110 000	-	-	-	110 000
Idex. Chaires Pré-Recrutement.Laura ALVAREZ FRANCES.I	380 000	-	380 000	-	-	-	380 000

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
IdEx.The Hub plan de relance UB FIN 1227	160 000	-	160 000	-	-	-	160 000
IDEX.Chaire IA Green AI_SAÏGHI FIN 1228	110 800	-	110 800	-	-	-	110 800
IdEx.Plan de relance SPIID UP PAS.FIN 1229	214 000	-	214 000	-	-	-	214 000
IdEx.Plan de relance SPIID UP DSI.FIN 1230	326 000	-	326 000	-	-	-	326 000
IdEx.conférences internationales.L¿éthique inclusive comme	1 000	-	1 000	-	-	-	1 000
IdEx.conférences internationales.Troubles du Neurodévelopp	5 000	-	5 000	-	-	-	5 000
IDEX.Cardiac signals FIN 1234	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
IDEX.CRISPR and Translational Medicine FIN 1235	6 000	-	6 000	-	-	-	6 000
IdEx - Plan de relance - forêt expérimentale - PPE - FIN 1236	49 600	-	49 600	-	-	-	49 600
IdEx Plan de relance -forêt expérimentale - BIOGECO FIN 12	190 400	-	190 400	-	-	-	190 400
IdEx - feuille de route transitions - Plan vélo - PPE - FIN 123	40 000	-	40 000	-	-	-	40 000
ANR-21-ESRE-0024: Convention attributive d'aide EquipEx+	2 910 060	-	2 910 060	291 006	465 610	-	2 619 054
ANR-21-ESRE-0024 - NanoCryoClem	-	-	-	-	-	-	-
ANR-21-ESRE-0024 - NanoCryoClem	230 000	-	230 000	-	-	-	230 000
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVING LABS - Projet	87 000	-	87 000	-	-	-	87 000
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVING LABS - Projet	264 000	-	264 000	-	-	-	264 000
ANR-20-IDES-0001-ACT - FORMATION GOUVERNANCE	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme PROJET D'INNOVAT	70 400	-	70 400	-	-	-	70 400
A CLOTURER-ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVIN	-	-	-	-	-	-	-
IdEx Plan de relance - Santé des étudiants - cohorte i-Share	150 000	-	150 000	-	-	-	150 000
IDEX. UE méthodologie scientifique - sensibilisation fresque	7 500	-	7 500	-	-	-	7 500
IdEx.STEP "Covibe" FIN 1242	24 374	-	24 374	-	-	-	24 374
IdEx. STEP Création d'UE de remédiations en Master MAS F	6 089	-	6 089	-	-	-	6 089
IdEx.InterPhyChal (Inter-Regional Student Phyto Challenge)	4 820	-	4 820	-	-	-	4 820
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme PROJET D'INNOVAT	400 000	-	400 000	-	-	-	400 000
IdEx. Soutien RH-RRI-DR FIN 1244	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
IdEx. Soutien RH-RRI-SAASD-DRV FIN 1245	320 000	-	320 000	-	-	-	320 000
IdEx.LTC TRANSMATH.FIN 1246	5 000	-	5 000	-	-	-	5 000
IdEx.LTC GREEN CONCRETE.FIN 1247	95 000	-	95 000	-	-	-	95 000
IdEx.LTC CoMorPD Non-motor CoMorbidities in Parkinson¿s	95 000	-	95 000	-	-	-	95 000
INSERM 21TT054-00: Projet PRIOMICS	187 154	-	187 154	-	112 292	112 292	74 862
IdEx.STEP_ SHS pour tous P. LEGRAIN FIN 1249	27 143	-	27 143	-	-	-	27 143
IDEX.LMU-Bordeaux Research Cooperation - Asymmetric m	6 050	-	6 050	-	-	-	6 050
IDEX.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - 4th W	4 000	-	4 000	-	-	-	4 000
IdEx.LMU-Bordeaux Research Cooperation S.DUVEZIN-CAU	7 500	-	7 500	-	-	-	7 500
IDEX.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - Relax	7 500	-	7 500	-	-	-	7 500
IdEx.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - Targe	7 500	-	7 500	-	-	-	7 500
IdEx.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - Valida	2 350	-	2 350	-	-	-	2 350
IdEx.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - Expre	7 500	-	7 500	-	-	-	7 500
IdEx.LMU-Bordeaux Research Cooperation Program - Role c	7 476	-	7 476	-	-	-	7 476
IdEx. "ACCES" - Ingénierie AMI Fonds de soutien aux projets	90 000	-	90 000	-	-	-	90 000
IdEx. Emergences phase 2 NETAWA Solange RIGAUD FIN	104 000	-	104 000	-	-	-	104 000
IdEx.Emergences phase 2 OPTONUTRICS BOSCH BOUJU	100 000	-	100 000	-	-	-	100 000
IdEx. Emergences phase 2 / AutoLip A. BERNARD FIN 1261	85 000	-	85 000	-	-	-	85 000
IDEX.RRI.TACKLING GLOBAL CHANGE FIN 1262	1 092 605	-	1 092 605	-	-	-	1 092 605
IDEX.RRI.PHDS FIN 1263	852 750	-	852 750	-	-	-	852 750
IdEx.ACCES_S2P-ORIENTATION - MOI INFORMATICIENNI	40 796	-	40 796	-	-	-	40 796
IDEX.RRI.IMPACT FIN 1265	947 500	-	947 500	-	-	-	947 500
IDEX.RRI.NEW MOON FIN 1266	900 125	-	900 125	-	-	-	900 125
IDEX.GPR IPORA WP4 FIN 1267	220 460	-	220 460	-	-	-	220 460
IDEX.RRI.ROBSYS FIN 1268	990 000	-	990 000	-	-	-	990 000
IDEX.RRI.BEST FIN 1269	852 750	-	852 750	-	-	-	852 750
IDEX.RRI.ORIGINS FIN 1270	852 750	-	852 750	-	-	-	852 750
ANR-20-IDES-0001-ACT - RAYONNEMENT INTERNATIONA	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
IdEx.STEP.PARASPORT : Pour une Para pratique sportive a	18 238	-	18 238	-	-	-	18 238
IDEX.RRI.FRONTIERS OF LIFE FIN 1272	1 091 520	-	1 091 520	-	-	-	1 091 520
IdEx.STEP.Licence International Economics FIN 1273	31 727	-	31 727	-	-	-	31 727
IDEX.STEP.DEMAIn FIN 1974	72 195	-	72 195	-	-	-	72 195
IdEx Accompagnement au dépôt de projet IHU "Precision Pu	150 000	-	150 000	-	-	-	150 000
IdEx.STEP. Simulation 3D de travaux pratiques d¿expérimer	58 402	-	58 402	-	-	-	58 402
IdEx Conférence internationale Bordeaux Polymères 2022 FI	10 000	-	10 000	-	-	-	10 000
IdEx Conférence annuelle de la Société Européenne des Bio	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
IdEx. Soutien à l'internationalisation des formations. Master E	13 044	-	13 044	-	-	-	13 044
IDEX. Soutien à l'internationalisation des formations. Master	15 653	-	15 653	-	-	-	15 653
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVING LABS - Réhal	20 000	-	20 000	-	-	-	20 000
IDEX.MITACS - GRA IN - GELINAS Alex FIN 1281	2 020	-	2 020	-	-	-	2 020
ANR-21-EXES-0004_InnovationS_RECETTES	24 400 000	-	24 400 000	-	3 660 000	3 660 000	20 740 000
IdEx.MITACS Mobilité externe GRA OUT + GRI OUT - DRI F	23 972	-	23 972	-	-	-	23 972
ANR-21-RHUS-0015-2022.365-DRC-FI-R - RHU Digital Urolo	1 368 940	-	1 368 940	-	136 894	136 894	1 232 046
ANR-20-IDES-0001-ACT - JUMEAU NUMERIQUE	175 000	-	175 000	-	-	-	175 000
IDEX. GPR IPORA WP3 FIN 1283	195 572	-	195 572	-	-	-	195 572
IdEx.STEP.Licence Investigation et Restitution-L.I.E.R FIN 12	16 912	-	16 912	-	-	-	16 912
IdEx Bordeaux Summer School Wine and sake: the cutting-e	5 500	-	5 500	-	-	-	5 500
IdEx. Bordeaux Summer School Advanced mass spectromet	8 870	-	8 870	-	-	-	8 870
IdEx. Bordeaux Summer School Internet of things FIN 1287	9 000	-	9 000	-	-	-	9 000
IdEx. Bordeaux Summer School MAterials to Technologies fo	7 212	-	7 212	-	-	-	7 212
IdEx. Bordeaux Summer School Philosophy in biology and m	8 000	-	8 000	-	-	-	8 000
IdEx. Bordeaux Summer School ECNP Immuno-NeuroPsych	6 500	-	6 500	-	-	-	6 500
Idex. Chaires Pré-Recrutement.Laetitia Dalstein FIN 1292	380 000	-	380 000	-	-	-	380 000
ANR-21-RHUS-0015-2022.365-DRC-FI-R-RHU DIGITAL UR	103 000	-	103 000	-	-	-	103 000
ANR-22-PAVH-0003 COMPAC 3/3	86 400	-	86 400	-	77 760	-	86 400
IdEx STEP_Espace Langues DSPEG FIN 1293	12 884	-	12 884	-	-	-	12 884

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme PROJET D'INNOVAT	23 000	-	23 000	-	-	-	23 000
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme LIVING LABS - Projet	30 000	-	30 000	-	-	-	30 000
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme CO-INVESTISSEMEN	5 000	-	5 000	-	-	-	5 000
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme TRANSFORMATION	6 050	-	6 050	-	-	-	6 050
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme RECHERCHE ET DE	1 000	-	1 000	-	-	-	1 000
ANR COMPAC ANR-21-AVH-00XX 1/3	1 258 976	-	1 258 976	-	-	226 618	1 032 358
ANR -21-RHUS-0015 RHU DIGITAL UROLOGY 3G CONVE	185 580	-	185 580	-	-	-	185 580
IDEX. GPR IPORA WP8 FIN 1295	372 000	-	372 000	-	-	-	372 000
IDEX. GPR IPORA VERSEMENTS PARTENAIRES (WP1/W	2 532 030	-	2 532 030	-	-	-	2 532 030
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme PROJET D'INNOVAT	180 964	-	180 964	-	-	-	180 964
IdEx STEP Supports innovants pour l¿apprentissage des tec	10 632	-	10 632	-	-	-	10 632
ANR-21-EXES-0004_ InnovationS_GOUVERNANCE_Ingeni	600 000	-	600 000	-	-	-	600 000
ANR-21-EXES-0004_ InnovationS_GOUVERNANCE_Pilotag	65 000	-	65 000	-	-	-	65 000
ANR-21-EXES-0004_ InnovationS_GOUVERNANCE_Frais d	1 807 407	-	1 807 407	-	-	-	1 807 407
ANR-21-EXES-0004_ InnovationS_GOUVERNANCE_Journe	15 000	-	15 000	-	-	-	15 000
ANR-20-IDES-0001-ACT - Programme RECHERCHE ET DE	19 036	-	19 036	-	-	-	19 036
ANR-20-IDES-0001-ACT - Projet 3R	39 760	-	39 760	-	-	-	39 760
IDEX.MISSIONS GOUVERNANCE FIN 1999	126 500	-	126 500	-	-	-	126 500
IdEx.STEP.Immersion 360	18 253	-	18 253	-	-	-	18 253
IdEx Conférence internationale Mécanismes moléculaires, ce	2 136	-	2 136	-	-	-	2 136
ANR-21-EXES-0004_ InnovationS_Talents_Actionpilote_Inn	37 700	-	37 700	-	-	-	37 700
IdEx.STEP.UE d¿ouverture transversale arts et sciences « C	3 204	-	3 204	-	-	-	3 204
IDEX STEP UE pédagogie inversée reading seminar FIN 13	1 714	-	1 714	-	-	-	1 714
IdEx.COFUND Adagio.Fonctionnement	97 974	-	97 974	-	-	-	97 974
IA HORS OPERATIONS	355 099 673	-	355 099 673	210 828 426	5 449	5 449	144 265 798
TOTAL RECHERCHE	**1 137 625 542**	**6 486 099**	**1 131 139 443**	**408 227 067**	**93 333 466**	**86 443 657**	**636 468 718**
Dont IA	821 294 438	967 849	820 326 589	291 175 772	39 079 958	36 289 168	492 861 649
Travaux SDEE	1 676 090	460 000	1 216 090	722 345	479 358	-	493 744
Réhabilitation IUT de Gradignan - CPER ETAT 2015-2020	7 574 000	584 000	6 990 000	5 291 592	500 000	1 000 000	698 408
PPI - Pilpse	644 057	346 000	298 057	256 125	36 408	36 408	5 524
Projet Créatif - CENBG - Convention de financement	5 384 503	184 503	5 200 000	1 766 600	108 400	68 400	3 365 000
UB - Adaptation Fonctionnelle	4 038 849	3 905 202	133 646	133 646	-	-	- 0
ANIMUB Projet INSERM - CPER-2015-2020 REGION	1 100 000	200 000	900 000	350 000	-	-	550 000
CRCTB - CPER 2015-2020 ETAT	676 000	-	676 000	600 000	-	-	76 000
Imagerie Médicale IBIO - CPER Region	1 565 722	425 722	1 140 000	1 140 000	-	-	-
PPI - Equipement du batiment H Maison de l'économie Livrai	455 000	455 000	-	-	-	-	-
Action Spécifique MESR - accessibilité	2 829 013	1 339 013	1 490 000	950 000	270 000	270 000	270 000
Action Spécifique MESR - sécurité	3 781 714	2 411 714	1 370 000	790 000	290 000	590 000	- 10 000
PPI - Rénovation et transformation de salles	325 000	325 000	-	-	-	-	-
PPI - Rénovation bureaux alloués au Centre Inserm BPH dar	137 500	137 500	-	-	-	-	-
PACES Dax matériels audiovisuels et travaux	615 000	-	615 000	470 000	95 000	74 350	70 650
Plan d'actions énergétique A33	980 000	695 000	285 000	285 000	-	-	-
Dévolution du Patrimoine Immobilier	1 500 000	-	1 500 000	1 500 000	-	-	-
CPER 2015-2020 - Réhabilitation / Extension de l' IMA Mérig	4 359 352	559 352	3 800 000	1 100 000	2 700 000	300 000	2 400 000
Chaufferie CENBG - Gradignan	300 000	-	300 000	-	-	-	300 000
Mise en sécurité et accessibilité bâtiment AD	94 639	94 639	-	-	-	-	-
PPI - DEUST	104 000	104 000	-	-	-	-	-
Travaux PACES d'Agen	811 201	11 200	800 001	480 000	320 000	-	320 001
CENBG - Rénovation du Château	4 700 000	4 000 000	700 000	-	-	-	700 000
Projet ROBOCUP - Rhoban	204 000	204 000	-	-	-	-	-
Convention de partenariat 2019/2021 Le Grand Périgueux	75 000	-	75 000	75 000	-	-	-
PPI_Salle de fitness Monadey	724 000	696 000	28 000	28 000	-	-	-
PPI - Rénovation des salles d'enseignement	64 505	64 505	-	-	-	-	-
PPI - Rénovation du bâtiment C dans le cadre de l'opération	300 000	300 000	-	-	-	-	-
Convention Partenariat Triennale 2018/2021 Département D	90 000	-	90 000	90 000	-	-	-
PPI - Rénovation du bâtiment Espace Santé	400 000	400 000	-	-	-	-	-
POA 2 - Projet Sireauco B19	2 145 369	200 000	1 945 369	650 000	1 295 369	1 550 000	- 254 631
IECB - Accueil de start-up	230 000	230 000	-	-	-	-	-
Groupe Electrogène - SHM1	582 000	582 000	-	-	-	-	-
Plan de relance interne- BAIM	1 207 504	1 207 504	-	-	-	-	-
Valorisation du Patrimoine Immobilier	10 000 000	10 000 000	-	-	-	-	-
FRANCE Relance - Transition énergétique	331 874	-	331 874	331 874	-	-	-
FR 3806 - Amélioration et optimisation des installations techr	430 000	-	430 000	301 000	-	-	129 000
FR 3812 - Amélioration et optimisation des installations techr	420 000	-	420 000	294 000	-	18 000	108 000
FR 3818 - Amélioration et optimisation des installations techr	170 000	-	170 000	136 000	34 000	25 000	9 000
FR 3819 - Amélioration et optimisation des installations techr	298 500	23 500	275 000	192 500	80 000	65 000	17 500
FR 3825 - Amélioration et optimisation des installations techr	310 000	-	310 000	217 000	-	-	93 000
FR 3909 - Amélioration et optimisation des installations techr	36 000	-	36 000	36 000	-	-	-
FR 3910 - Amélioration et optimisation des installations techr	28 000	-	28 000	28 000	-	-	-
FR 3911 - Amélioration et optimisation des installations techr	32 000	-	32 000	32 000	-	-	-
FR 3809 - Rénovation énergétique du bâtiment A28	2 600 000	-	2 600 000	198 000	2 000 000	1 300 000	1 102 000
FR 3814 - Rénovation énergétique du bâtiment AD	1 963 959	-	1 963 959	139 800	853 000	913 959	910 200
FR 3810 - Rénovation énergétique du bâtiment B20 tour	3 320 000	930 000	2 390 000	180 000	945 000	1 223 000	987 000
FR 3820 - Rénovation énergétique du bâtiment A30	2 960 000	-	2 960 000	216 000	1 200 000	1 200 000	1 544 000
FR 3913 - Amélioration et optimisation des installations techr	44 000	-	44 000	44 000	-	-	-
FR 3808 - Déploiement photovoltaïque en ombrières de park	1 350 000	-	1 350 000	70 000	1 050 000	1 050 000	230 000
FR 3815 - Rénovation énergétique des Amphis Campus Carr	4 179 822	-	4 179 822	240 000	1 271 000	1 854 822	2 085 000
FR 3816 - Déploiement photovoltaïque et travaux associés C	4 650 000	-	4 650 000	60 000	2 700 000	2 700 000	1 890 000
FR 3826 - Rénovation énergétique du bâtiment A32	1 110 000	-	1 110 000	84 000	650 000	650 000	376 000
FR 3817 - Rénovation énergétique du bâtiment ED	4 985 533	-	4 985 533	270 000	1 200 000	1 491 533	3 224 000
FR 3822 - Rénovation énergétique des batiments STAPS et	5 057 225	577 225	4 480 000	270 000	1 667 000	2 250 000	1 960 000
FR 3823 - amélioration de la performance energétique des in	630 000	-	630 000	20 000	465 000	509 000	101 000
FR 3828 - Rénovation énergétique du bâtiment C5	590 000	-	590 000	43 200	465 000	487 000	59 800
FR 3914 - Amélioration et optimisation des installations techr	19 000	-	19 000	307 000	-	-	- 288 000

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(17)
FR 3915 - Amélioration et optimisation des installations techr	45 000	-	45 000	45 000	-	-	-
FR 3807 - Amélioration et optimisation des installations techr	2 877 000	732 000	2 145 000	536 250	-	532 000	1 076 750
FR 3811 - eclairage exterieur autonome des campus	980 001	1	980 000	735 000	164 000	321 000	- 76 000
FR 3813 - Amélioration et optimisation des installations techr	840 000	-	840 000	210 000	-	-	630 000
FR 3821 - Rénovation énergétique du bâtiment A33 et récup	4 960 000	-	4 960 000	1 016 982	2 773 000	3 092 000	851 018
FR 3824 - Amélioration et optimisation des installations techr	2 130 000	-	2 130 000	532 500	558 000	833 000	764 500
FR 3827 - Amélioration et optimisation des installations techr	720 000	-	720 000	-	392 000	392 000	328 000
FR 3857 - Développement ENR CENBG	1 630 000	-	1 630 000	548 400	829 600	928 000	153 600
FR 3858 - rénovation énergétique Campus Montaigne Monte	4 260 000	-	4 260 000	426 000	3 834 000	2 534 000	1 300 000
Aire de cross training	95 412	-	95 412	-	-	-	95 412
CLOTURE TERRAIN DE FOOTBALL NMR 1	197 820	197 820	-	-	-	-	-
CLOTURE TERRAIN DE FOOTBALL NMR 4	230 000	230 000	-	-	-	-	-
Etat - Forêt expérimentale FLOIRAC	371 600	-	371 600	75 000	200 000	200 000	96 600
REGION- CANIONI - IUT Projet LIGHT	1 365 448	369 000	996 448	-	228 869	-	996 448
UB -Transfert Service Santé au travail vers bât 9 IUT (ADAP	417 000	417 000	-	-	-	-	-
UB - Plateau A32 - opération Tetris (ADAPTATION FONCTIO	588 000	588 000	-	-	-	-	-
UB - Réfection partielle plateau C4 R+1 - opération tétris (AD	275 520	275 520	-	-	-	-	-
UB - Travaux FIPVU PCSI CHSCT (ADAPTATION FONCTIO	225 677	225 677	-	-	-	-	-
UB - Aménagement A22 rdc collège ST (ADAPTATION FON	23 020	23 020	-	-	-	-	-
Opération Structurante - UB - Régroupement INSPE sur site	1 400 000	1 400 000	-	-	-	-	-
Opération structurante - UB - Modulaires EPOC - SIREAUCO	1 886 670	1 886 670	-	-	-	-	-
Opération structurante - UB - UFR Pharma Carreire	-	-	-	-	-	-	-
Opération structurante - UB - Amenagement ponctuel Victoi	-	-	-	-	-	-	-
Opération Structurante - UB - Amenagement espace UBee l	132 000	132 000	-	-	-	-	-
SIGNALETIQUE	600 000	600 000	-	-	-	-	-
Plan de résilience	47 699	-	47 699	-	47 699	47 699	-
Accessibilité 2023-2028	-	-	-	-	-	-	-
Sécurité 2023-2028	-	-	-	-	-	-	-
CPER 2021-2027-SIREAUCO	1 592 676	-	1 592 676	-	-	-	1 592 676
IECB - Restruct Bât + Nanocryoclem + Ellispharma	300 000	-	300 000	-	-	-	300 000
ETAT_Construction plateforme PLATIDO CPER2021-2027	2 000 000	-	2 000 000	-	-	280 000	1 720 000
Plateforme robotique TRC (SRIA)	500 000	-	500 000	-	-	500 000	-
Plaine des sports Monadey	6 998 202	-	6 998 202	-	-	-	6 998 202
Convention Ingenierie	8 340 957	-	8 340 957	4 423 932	50 000	50 000	3 867 025
BIBLIOTHEQUE CARREIRE	3 749 121	-	3 749 121	3 433 675	188 980	-	315 446
Etudes Odontologie	10 152 938	-	10 152 938	10 865 395	-	-	- 712 457
Maison de l'économie	19 334 856	-	19 334 856	9 260 000	1 500 000	1 500 000	8 574 856
Loyers 1ère tranche	135 207 835	-	135 207 835	8 872 361	-	-	126 335 474
Bât-A11- Projet études ANR	6 235 086	-	6 235 086	540 000	-	-	5 695 086
Hall des sport n°2	1 132 679	-	1 132 679	990 880	-	-	141 799
ANR - Parvis de Béthanie	3 788 545	-	3 788 545	3 972 396	-	-	- 183 851
CTA PESSAC	76 231	-	76 231	-	-	-	76 231
ANR- Projet Cheminement doux Carreire	3 258 000	-	3 258 000	2 875 000	-	-	383 000
Aménagt François Bordes	2 900 000	-	2 900 000	2 876 519	-	-	23 481
Rénovation A29	2 600 000	-	2 600 000	2 235 807	-	-	364 193
Amphi B200 UB Montaigne	600 000	-	600 000	540 000	-	-	60 000
Piscine Phase 3	4 241 388	-	4 241 388	2 968 245	209 232	209 232	1 063 911
Construction d'une plateforme technique multi-services	5 566 875	-	5 566 875	1 259 800	17 983	17 983	4 289 092
Hall des Sports - Phase n°3	3 537 570	-	3 537 570	1 660 000	270 615	270 615	1 606 955
ANR-Démolitin du A4	5 423 000	-	5 423 000	300 000	-	-	5 123 000
CAMPUS- MPGP-SHS	47 956 000	-	47 956 000	-	-	-	47 956 000
CAMPUS -MPGP Biologie - Santé	67 081 834	-	67 081 834	-	-	-	67 081 834
Intérêts de la dotation	24 361 738	-	24 361 738	94 845 658	19 153 805	19 153 805	- 89 637 725
GER Maison de la Recherche	470 300	-	470 300	-	-	-	470 300
Pôle Archéologie - Université Bordeaux Montaigne	3 703 527	-	3 703 527	234 000	26 000	-	3 469 527
Pôle de vie Campus Marne	17 359 354	-	17 359 354	3 700 000	1 320 000	-	13 659 354
Plaine des Sports Roquencourt	2 985 810	-	2 985 810	870 000	-	-	2 115 810
Liaison Nord-Sud Carreire	1 428 000	-	1 428 000	494 000	-	-	934 000
Sinistre Piscine	317 746	-	317 746	-	-	-	317 746
Campus Carreire	8 583 093	-	8 583 093	1 500 000	1 752 723	-	7 083 093
Montaigne Antilles	12 064 921	-	12 064 921	-	1 893 000	1 892 984	10 171 937
Aménagement Hoffmann	1 900 000	-	1 900 000	-	122 000	122 000	1 778 000
Roquencourt SMART	14 062 813	-	14 062 813	850 000	1 905 000	1 905 000	11 307 813
GER SRIA A11	10 220 201	-	10 220 201	-	-	-	10 220 201
Travaux de parachèvement Béthanie	1 625 000	-	1 625 000	-	-	-	1 625 000
Rocquencourt vestiaires	1 292 588	-	1 292 588	-	-	-	1 292 588
BX METRPOLE - Aménagements Arts et Métiers	4 050 000	-	4 050 000	-	-	-	4 050 000
Mobilité	117 500	-	117 500	-	-	-	117 500
Loyers tranche 2	36 436 977	-	36 436 977	-	-	-	36 436 977
Loyers tranche 3	45 878 871	-	45 878 871	-	-	-	45 878 871
Hors opérations	57 862 016	-	57 862 016	15 339 474	6 733	6 733	42 515 809
TOTAL IMMOBILIER	**708 782 046**	**38 729 288**	**670 052 758**	**199 420 956**	**58 117 775**	**54 414 523**	**416 217 279**
Dont Campus sur opérations	525 039 556	-	525 039 556	159 567 668	28 409 338	25 121 619	340 350 269
Dont Coûts annexes (hors opération)	57 862 016	-	57 862 016	15 339 474	6 733	6 733	42 515 809
PASTEL - contribution de la haute pression à la stabilisation	185 040	-	185 040	-	-	-	185 040
SUSTAIN VINO THESE : Mise en place d'une comptabilité in	49 000	-	49 000	24 500	24 500	24 500	-
CRA - CARACHI - Caractérisation avancée en chimie industr	87 000	-	87 000	-	-	17 343	69 657

Tableau 10
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Consommation et prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision pluriannuelle	Consommation N											Prévision N+1 et suivantes					
		Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE ouvertes en N	AE consommées en année N	TOTAL des AE consommées	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP ouverts en N	CP consommés en N	TOTAL des CP consommés	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
		(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9)	(10) <= (8) -(9)	(11)	(12)	(13) = (9) + (12)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)
RECHERCHE	Fonctionnement et intervention		202 749 012	167 138 719		40 371 914	28 517 392	195 656 111	202 291 430	155 727 960		42 460 567	27 847 981	183 575 940	47 032 343	49 411 734	22 726 860	23 027 777		
	Investissement		78 140 036	46 621 376		17 192 455	12 973 485	59 594 861	78 332 455	44 317 132		14 122 657	6 608 001	50 925 132	13 865 405	19 205 899	3 317 639	3 178 002		
	Personnel		166 888 925	166 888 925		40 779 083	35 887 558	202 776 484	166 888 925	166 888 925		40 779 083	35 887 558	202 776 484	52 029 151	52 029 151	34 406 388	34 406 388		
TOTAL RECHERCHE		**1 137 625 542**	**447 777 973**	**380 649 020**		**98 343 451**	**77 378 436**	**458 027 456**	**447 512 811**	**366 934 017**	**0**	**97 362 307**	**70 343 540**	**437 277 556**	**112 926 898**	**120 646 784**	**60 450 887**	**60 612 167**	**506 220 301**	**519 089 034**
DONT IA SUR OPERATIONS		**821 294 438**	**274 957 987**	**254 983 886**	**0**	**28 165 968**	**24 755 376**	**279 739 262**	**270 802 486**	**246 972 991**	**0**	**29 150 979**	**23 849 525**	**270 822 516**	**44 260 688**	**44 260 689**	**32 701 445**	**32 701 445**	**464 593 043**	**473 509 788**
IMMOBILIER	Fonctionnement et intervention		33 268 171	123 849 957		194 798 474	98 693 742	222 543 699	34 017 442	37 452 332		13 827 264	6 934 855	44 387 187	1 533 807	9 858 157	10 118 613	11 495 423		
	Investissement		502 343 392	350 730 874		46 595 097	29 539 614	380 270 488	247 269 078	198 067 777		92 412 151	70 190 319	268 258 095	26 459 264	74 089 233	11 447 478	33 176 763		
	Personnel		3 822 031	3 730 732		1 394 404	952 441	4 683 173	3 822 031	3 730 732		1 394 404	952 441	4 683 173	1 035 000	1 035 000	422 500	422 500		
TOTAL IMMOBILIER		**708 782 046**	**539 433 594**	**478 311 562**	**0**	**242 787 976**	**129 185 798**	**607 497 360**	**285 108 551**	**239 250 841**	**0**	**107 633 819**	**78 077 614**	**317 328 455**	**29 028 072**	**84 982 391**	**21 988 591**	**45 094 686**	**50 268 024**	**261 376 515**
Dont Campus sur opérations		**525 039 556**	**435 542 447**	**387 644 708**	**0**	**223 373 135**	**115 902 692**	**503 547 400**	**226 375 382**	**200 493 238**	**0**	**67 919 815**	**47 789 464**	**248 282 703**	**4 889 996**	**43 914 804**	**10 712 682**	**24 528 286**	**5 889 478**	**208 313 763**
Dont Coûts annexes (hors opération)		**57 862 016**	**11 229 828**	**11 229 828**	**0**	**0**	**0**	**11 229 828**	**7 232 083**	**7 232 083**	**0**	**0**	**0**	**7 232 083**	**13 501 104**	**9 815 906**	**55 411**	**2 253 672**	**33 075 673**	**38 560 356**
FORMATION	Fonctionnement et intervention		4 413 858	3 055 363		1 972 909	1 459 590	4 514 954	4 473 152	2 887 845		2 070 508	1 427 100	4 314 945	1 741 736	1 825 975	299 549	299 853		
	Investissement		6 045 132	4 180 963		2 889 833	2 308 664	6 489 627	6 023 748	3 478 250		3 485 451	1 726 115	5 204 366	2 823 480	3 309 042	534 614	534 614		
	Personnel		2 854 881	2 142 911		1 322 232	849 115	2 992 026	2 854 881	2 142 911		1 322 232	849 115	2 992 026	782 390	782 390	10 000	10 000		
TOTAL FORMATION		**23 878 379**	**13 313 870**	**9 379 238**	**0**	**6 184 974**	**4 617 369**	**13 996 607**	**13 351 780**	**8 509 007**	**0**	**6 878 191**	**4 002 330**	**12 511 337**	**5 347 606**	**5 917 406**	**844 163**	**844 467**	**3 690 003**	**4 605 169**
AUTRE TRANSVERSE	Fonctionnement et intervention		9 974 862	5 131 043		5 646 154	3 468 120	8 599 164	9 693 754	4 401 481		5 203 380	3 324 844	7 726 325	6 820 226	7 812 984	2 872 729	2 829 377		
	Investissement		13 226 643	11 165 730		7 081 332	5 961 699	17 127 429	13 176 990	10 303 526		5 944 576	4 745 573	15 049 099	6 465 055	8 547 353	2 976 781	3 054 833		
	Personnel		5 340 054	3 378 477		3 094 580	2 491 070	5 869 548	5 340 054	3 378 477		3 094 580	2 491 070	5 869 548	2 811 528	2 811 528	967 994	967 994		
TOTAL AUTRE TRANSVERSE		**61 035 940**	**28 541 558**	**19 675 251**	**0**	**15 822 065**	**11 920 889**	**31 596 140**	**28 210 799**	**18 083 484**	**0**	**14 242 536**	**10 561 487**	**28 644 971**	**16 096 809**	**19 171 865**	**6 817 503**	**6 852 204**	**6 525 488**	**6 366 900**
	Ss total Fonctionnement et intervention		**250 405 902**	**299 175 082**	**0**	**242 789 450**	**132 138 845**	**242 789 450**	**250 475 779**	**200 469 617**	**0**	**63 561 720**	**39 534 779**	**63 561 720**	**57 128 112**	**68 908 850**	**36 017 751**	**37 652 430**		
	Ss total Investissement		**599 755 203**	**412 698 943**	**0**	**73 758 717**	**50 783 462**	**73 758 717**	**344 802 271**	**256 166 685**	**0**	**115 964 835**	**83 270 008**	**115 964 835**	**49 613 204**	**105 151 527**	**18 276 512**	**39 944 212**		
	Ss total Personnel		**178 905 891**	**176 141 046**	**0**	**46 590 298**	**40 180 184**	**46 590 298**	**178 905 891**	**176 141 046**	**0**	**46 590 298**	**40 180 184**	**46 590 298**	**56 658 069**	**56 658 069**	**35 806 882**	**35 806 882**		
TOTAL SUR OPERATIONS		**1 931 321 907**	**1 029 066 996**	**888 015 071**	**0**	**363 138 466**	**223 102 492**	**1 111 117 562**	**774 183 941**	**632 777 348**	**0**	**226 116 853**	**162 984 971**	**795 762 320**	**163 399 384**	**230 718 446**	**90 101 145**	**113 403 524**	**566 703 815**	**791 437 618**

B - Réalisation et prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision	Réalisation N			Prévisions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération (hors prélèvement sur la trésorerie)	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
		(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)	(24)
RECHERCHE	Financement de l'Etat		312 941 735	48 121 344	49 016 588	44 148 928	37 320 561	
	Autres financements publics		72 327 209	35 387 449	29 577 550	23 940 940	17 487 695	
	Autres financements		22 958 122	9 824 673	7 849 519	8 424 997	1 833 714	
TOTAL RECHERCHE		**1 131 139 443**	**408 227 067**	**93 333 466**	**86 443 657**	**76 514 865**	**56 641 970**	**503 311 884**
DONT IA SUR OPERATIONS		**820 326 589**	**291 175 772**	**39 079 958**	**36 289 168**	**34 826 201**	**36 558 898**	**421 476 550**
IMMOBILIER	Financement de l'Etat		158 825 734	47 275 231	46 989 904	39 970 796	20 702 000	
	Autres financements publics		37 288 549	10 780 804	7 283 566	8 469 079	15 834 242	
	Autres financements		3 306 673	61 739	141 053	0	-	
TOTAL IMMOBILIER		**670 052 758**	**199 420 956**	**58 117 775**	**54 414 523**	**48 439 875**	**36 536 242**	**331 241 162**
Dont Campus sur opérations		**525 039 556**	**159 567 668**	**28 409 338**	**25 121 619**	**26 822 928**	**35 986 242**	**277 541 099**
Dont Coûts annexes (hors opération)		**57 862 016**	**15 339 474**	**6 733**	**6 733**	**426 000**	**-**	**42 089 809**
FORMATION	Financement de l'Etat		426 496	348 741	203 242	101 452	15 000	
	Autres financements publics		5 490 399	2 450 951	2 429 949	1 715 418	150 940	
	Autres financements		711 987	1 888 639	1 038 333	686 662	0	
TOTAL FORMATION		**18 416 633**	**6 628 882**	**4 688 331**	**3 671 525**	**2 503 532**	**165 940**	**5 446 755**
AUTRE TRANSVERSE	Financement de l'Etat		4 755 666	3 789 303	4 169 876	1 004 584	2 304 199	
	Autres financements publics		951 115	1 875 446	1 767 397	3 536 432	1 285 802	
	Autres financements		7 218 992	3 060 450	2 210 450	3 000 000	-	
TOTAL AUTRE TRANSVERSE		**35 252 220**	**12 925 773**	**8 725 199**	**8 147 722**	**7 541 016**	**3 590 001**	**3 047 709**
	Ss total financement de l'Etat		**476 949 631**	**99 534 619**	**100 379 610**	**85 225 759**	**60 341 760**	**-**
	Ss total autres financements publics		**116 057 272**	**50 494 650**	**41 058 462**	**37 661 869**	**34 758 679**	**-**
	Ss total autres financements		**34 195 775**	**14 835 501**	**11 239 355**	**12 111 659**	**1 833 714**	**-**
TOTAL SUR OPERATIONS		**1 854 861 054**	**627 202 678**	**164 864 770**	**152 677 427**	**134 999 287**	**96 934 152**	**843 047 510**

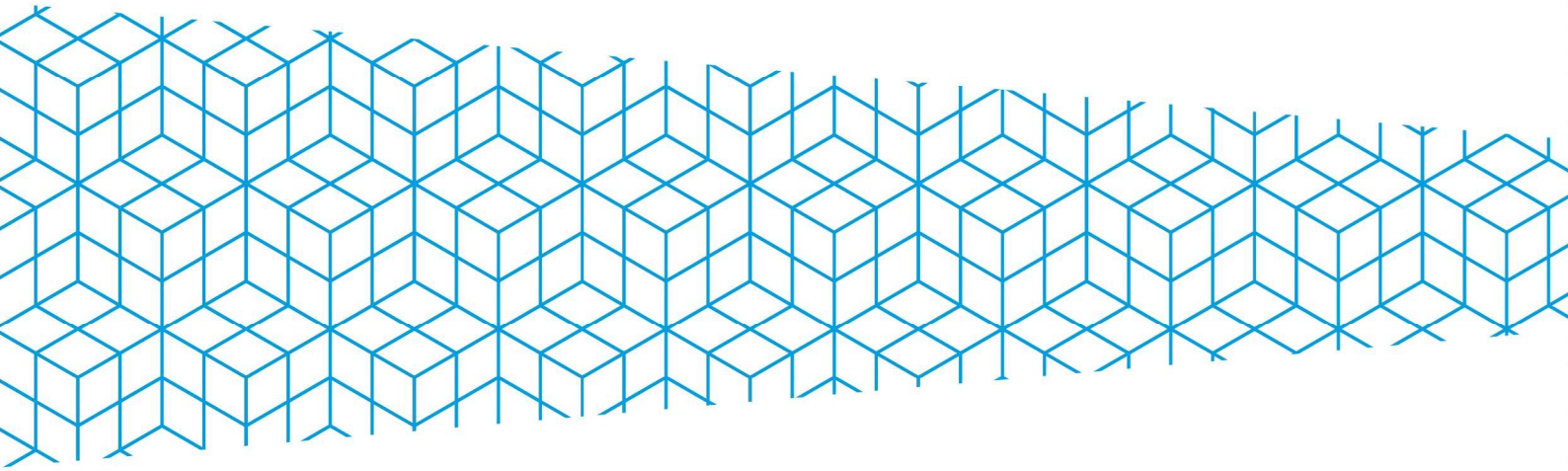
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

				BR1 2022	EXECUTION
Stocks initiaux	1	**Niveau initial de restes à payer**		**325 800 366**	**325 800 366**
	2*	**Niveau initial du fonds de ressources accumulées**		**68 207 628**	**68 207 628**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de ressources accumulées**		**-127 558 744**	**-127 558 744**
	4**	**Niveau initial de la trésorerie**		**195 766 372**	**195 766 372**
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		9 782 871	9 782 871
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		185 983 500	185 983 501
Flux de l'année	5	**Autorisations d'engagement**		**717 628 204**	**640 051 194**
	6	**Résultat patrimonial**		**63 930**	**14 246 257**
	7	**Capacité d'autofinancement (CAF)**		**1 320 930**	**14 617 938**
	8	**Variation du fonds de ressources accumulées**		**-19 783 983**	**21 633 871**
	9	**Opérations bilancielles non budgétaires**	**SENS**	**-31 309 768**	**-31 300 515**
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	**-36 973 977**	**-36 973 977**
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	**5 664 209**	**5 673 462**
		Cautionnements et dépôts	-		
	10	**Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires**	**SENS**	**0**	**0**
		Variation des stocks	+ / -		
		Production immobilisée	+		
		Charges sur créances irrécouvrables	-		
		Produits divers de gestion courante	+		
	11	**Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires**	**SENS**	**55 195 273**	**53 350 180**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	**55 195 273**	**8 202 038**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		**70 005 059**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		**787 131**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		**-25 644 048**
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**		**-43 669 488**	**-415 794**
	12.a	Recettes budgétaires		609 311 608	574 578 693
	12.b	Crédits de paiement ouverts		652 981 095	574 994 486
	13	**Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**		**36 009 768**	**33 957 235**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**		**-7 659 721**	**33 541 442**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		-18 023 539	-11 166 292
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-25 645 950	10 750 498
	15	**Variation du besoin en fonds de ressources accumulées = 9 + 10 + 11 + 13**		**12 124 264**	**11 907 570**
	16	**Restes à payer**		**64 647 109**	**65 056 708**
Stocks finaux	17	**Niveau final de restes à payer**		**390 447 475**	**390 857 074**
	18	**Niveau final du fonds de ressources accumulées**		**48 423 646**	**92 814 300**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de ressources accumulées**		**-139 683 006**	**-136 493 514**
	20	**Niveau final de la trésorerie**		**188 106 651**	**229 307 814**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		-8 240 668	-1 383 421
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		196 347 320	230 691 235

Comptabilité budgétaire

Comptabilité générale

Partie III
Emplois et masse salariale



université de BORDEAUX

Tableau des emplois de l'exercice 2022

Compte Financier 2022

Catégories d'emplois	Nature des emplois		Emplois sous plafond d'Etat (A) En ETPT Prévision	Emplois sous plafond d'Etat (A) En ETPT Exécution		Emplois financés sur ressources propres (B) En ETPT Prévision	Emplois financés sur ressources propres (B) En ETPT Exécution	Global (C= A+B) Prévision	Global (C= A+B) Exécution	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	1 806	1 803	(1)			1 806	1 803	
		CDI	11	12		15	15	26	27	
	Non permanents	CDD	809	793		450	454	1259	1247	
S/Total EC			***2 626***	***2 608***		***465***	***469***	***3 091***	***3 077***	
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			0	0				0	0	
BIATSS	Permanents	Titulaires	1 630	1 607	(2)			1 630	1 607	
		CDI	44	44		263	253	307	297	
	Non permanents	CDD	71	66		647	644	718	710	
S/Total BIATOSS			***1 745***	***1 717***		***910***	***897***	***2 655***	***2 614***	
Totaux			**4 371**	**4 325**	(3)	**1 375**	**1 366**	**5 746**	**5 691**	(4)
Rappel du plafond emplois fixé par l'Etat			**4 488**		(5)			**Plafond global des emplois voté par le CA**		

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux décisions budgétaires modificatives. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les régles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

Tableau 1 : **Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des emplois des EPSCP et EPA bénéficiant des RCE**

Phase 4

Année	2022
Phase	fin décembre 2022
N° UAI	0333298F
Libellé établissement	Université de Bordeaux

		A
Plafond d'emplois Etat notifié par la DGESIP (en ETPT) :	1	**4 488,00**
Plafond d'emplois voté au budget initial (en ETPT) (ou soumis au vote du CA) :	2	**5 708,00**
dont plafond Etat :	3	**4 367,00**
Plafond d'emplois voté après dernier budget rectificatif (en ETPT) :	4	**5 746,00**
N° DBM :	5	**1**
dont plafond Etat :	6	**4 371,00**

Dans ce tableau, les nombres saisis ne doivent pas comporter plus de 2 chiffres après la virgule.
Ne pas supprimer les zéros dans les cellules.

Emplois						exercice 2021		période janvier - avril exercice 2022					période janvier - septembre exercice 2022					période janvier - décembre exercice 2022				
						stock ETP (a) au 31 décembre 2021	moyenne annuelle ETPT 2021(b)	Entrées (en ETP) (c)	Sorties (en ETP)		Stock ETP à la fin avril e=a+c-d (titulaires et CDI) (4)	ETPT (moyenne sur 4 mois)	Entrées (en ETP) (f)	Sorties (en ETP)		Stock ETP à la fin septembre (h)=a+f-g (titulaires et CDI) (4)	ETPT (moyenne sur 9 mois)	Entrées (en ETP) (i) (titulaires et CDI)	Sorties (en ETP)		Stock ETP à la fin décembre 2022 (k)=a+i-j pour les titulaires et CDI, à saisir pour les contractuels (4)	ETPT (moyenne annuelle exercice 2022) (l)
									Total (d)	dont retraites				Total (g)	dont retraites				Total (j) (titulaires et CDI)	dont retraites (titulaires et CDI)		
						B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R
Emplois sous plafond Etat (1)	Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial		1	1 827,20	1 808,00	0,00	7,00	7,00	**1 793,30**	1 797,00	60,00	59,00	18,00	**1 801,30**	1 796,00	60,00	62,00	21,00	**1 798,30**	1 797,00
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		2	1 800,30	1 806,00	0,00	0,00	0,00	**1 813,30**	0,00	60,00	59,00	25,00	**1 814,30**	1 800,00	70,20	71,00	44,00	**1 812,50**	1 806,00
			Exécution		3	1 813,30	1 807,00	1,00	11,50	6,50	**1 802,80**	1 800,90	68,20	59,00	32,00	**1 822,50**	1 800,14	120,30	121,20	38,00	**1 812,40**	1 802,82
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)	Budget initial		4	1 691,40	1 708,00	10,00	22,00	12,00	**1 650,10**	1 653,00	70,00	72,00	17,00	**1 660,10**	1 652,00	85,00	90,00	20,00	**1 657,10**	1 654,00
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		5	1 662,10	1 656,00	0,00	0,00	0,00	**1 649,20**	0,00	70,00	72,00	11,00	**1 647,20**	1 641,00	67,00	94,20	34,00	**1 622,00**	1 630,00
			Exécution		**6**	1 649,20	1 652,80	13,80	37,10	11,80	**1 625,90**	1 617,80	50,00	78,20	23,00	**1 621,00**	1 612,60	147,80	196,50	45,00	**1 600,50**	1 607,01
	sous total titulaires		**Budget initial**		**7**	**3 518,60**	**3 516,00**	**10,00**	**29,00**	**19,00**	**3 443,40**	**3 450,00**	**130,00**	**131,00**	**35,00**	**3 461,40**	**3 448,00**	**145,00**	**152,00**	**41,00**	**3 455,40**	**3 451,00**
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		**8**	**3 462,40**	**3 462,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 462,50**	**0,00**	**130,00**	**131,00**	**36,00**	**3 461,50**	**3 441,00**	**137,20**	**165,20**	**78,00**	**3 434,50**	**3 436,00**
			Exécution		**9**	**3 462,50**	**3 459,80**	**14,80**	**48,60**	**18,30**	**3 428,70**	**3 418,70**	**118,20**	**137,20**	**55,00**	**3 443,50**	**3 412,74**	**268,10**	**317,70**	**83,00**	**3 412,90**	**3 409,83**
	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial		10	788,00	789,00					810,00					811,00				819,00	813,00
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		11	809,80	781,00					0,00					818,00				830,00	820,00
			Exécution		12	841,80	785,50					814,00					818,00				882,00	804,58
		dont ATER et doctorants contractuels	Budget initial		13	446,00	446,00					520,00					521,00				529,00	523,00
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		14	520,00	447,00					0,00					480,00				457,00	442,00
			Exécution		15	504,50	445,80					476,20					455,20				517,00	470,04
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	Budget initial		16	116,00	110,00					100,00					101,00				107,00	103,00
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		17	100,00	98,00					0,00					101,00				107,00	115,00
			Exécution		18	90,00	96,50					98,40					103,70				139,80	110,53
		dont CDI	Budget initial		19	60,70	52,00	0,00	2,00	1,00	**30,40**	31,00	40,00	2,00	1,00	**70,40**	35,00	40,00	2,00	1,00	**70,40**	44,00
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		20	32,40	31,00	0,00	0,00	0,00	**29,70**	0,00	27,80	3,00	1,00	**54,50**	38,00	40,00	3,00	1,00	**66,70**	43,50
			Exécution		**21**	29,70	30,60	6,80	3,00	1,00	**33,50**	31,10	11,00	1,00	1,00	**39,70**	35,14	11,00	3,00	1,00	**37,70**	36,74
			Budget initial		**22**	**904,00**	**899,00**					**910,00**					**912,00**				**926,00**	**916,00**

	sous total non titulaires plafond 1		**Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)**		**23**	**909,80**	**879,00**					**0,00**					**919,00**				**937,00**	**935,00**
			Exécution		**24**	**931,80**	**882,00**					**912,40**					**921,70**				**1 021,80**	**915,11**
	Total plafond 1		**Budget initial**		**25**	**4 422,60**	**4 415,00**					**4 360,00**					**4 360,00**				**4 381,40**	**4 367,00**
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		**26**	**4 372,20**	**4 341,00**					**0,00**					**4 360,00**				**4 371,50**	**4 371,00**
			Exécution		**27**	**4 394,30**	**4 341,80**					**4 331,10**					**4 334,44**				**4 434,70**	**4 324,94**
Emplois sous plafond 2 (1 bis)	**Non titulaires**	Enseignants et enseignants chercheurs	Budget initial		28	447,00	447,70					483,00					483,00				483,00	483,00
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		29	483,00	485,00					0,00					462,00				490,00	465,00
			Exécution		30	472,50	478,60					460,20					456,77				515,78	468,49
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	Budget initial		31	741,00	746,30					850,00					853,00				872,00	858,00
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		32	850,00	850,00					0,00					897,00				899,00	910,00
			Exécution		33	876,90	850,40					893,80					895,40				922,00	897,09
		dont CDI (uniquement EPSCP)	Budget initial		34	246,70	232,70	0,00	2,00	1,00	**244,60**	245,00	26,00	2,00	1,00	**270,60**	248,00	26,00	3,00	1,00	**269,60**	253,00
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		35	246,60	227,00	0,00	0,00	0,00	**250,10**	0,00	31,00	9,50	1,00	**271,60**	258,10	57,00	9,50	1,00	**297,60**	263,00
			Exécution		36	250,10	232,30	16,00	9,50	1,00	**256,60**	253,50	22,20	9,50	0,00	**262,80**	261,50	58,20	34,55	1,00	**273,75**	253,49
		dont contrats aidés	Budget initial		37	7,00	7,00					5,00					5,00				5,00	5,00
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		38	4,00	5,70					0,00					8,00				8,00	8,40
			Exécution		**39**	7,00	6,20					8,00					8,40				9,00	4,16
	Total plafond 2		**Budget initial**		**40**	**1 188,00**	**1 194,00**					**1 333,00**					**1 336,00**				**1 355,00**	**1 341,00**
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		**41**	**1 333,00**	**1 335,00**					**0,00**					**1 359,00**				**1 389,00**	**1 375,00**
			Exécution		**42**	**1 349,40**	**1 329,00**					**1 354,00**					**1 352,17**				**1 437,78**	**1 365,58**
Total emplois rémunérés par l'opérateur	**Titulaires**		Budget initial		43	**3 518,60**	**3 516,00**	**10,00**	**29,00**	**19,00**	**3 443,40**	**3 450,00**	**130,00**	**131,00**	**35,00**	**3 461,40**	**3 448,00**	**145,00**	**152,00**	**41,00**	**3 455,40**	**3 451,00**
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		44	**3 462,40**	**3 462,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 462,50**	**0,00**	**130,00**	**131,00**	**36,00**	**3 461,50**	**3 441,00**	**137,20**	**165,20**	**78,00**	**3 434,50**	**3 436,00**
			Exécution		**45**	**3 462,50**	**3 459,80**	**14,80**	**48,60**	**18,30**	**3 428,70**	**3 418,70**	**118,20**	**137,20**	**55,00**	**3 443,50**	**3 412,74**	**268,10**	**317,70**	**83,00**	**3 412,90**	**3 409,83**
	Non titulaires plafonds 1 et 2		Budget initial		46	**2 092,00**	**2 093,00**					**2 243,00**					**2 248,00**				**2 281,00**	**2 257,00**
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		47	**2 242,80**	**2 214,00**					**0,00**					**2 278,00**				**2 326,00**	**2 310,00**
			Exécution		48	**2 281,20**	**2 211,00**					**2 266,40**					**2 273,87**				**2 459,58**	**2 280,69**
		dont CDI	Budget initial		49	**307,40**	**284,70**	**0,00**	**4,00**	**2,00**	**275,00**	**276,00**	**66,00**	**4,00**	**2,00**	**341,00**	**283,00**	**66,00**	**5,00**	**2,00**	**340,00**	**297,00**
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		50	**279,00**	**258,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**279,80**	**0,00**	**58,80**	**12,50**	**2,00**	**326,10**	**296,10**	**97,00**	**12,50**	**2,00**	**364,30**	**306,50**
			Exécution		**51**	**279,80**	**262,90**	**22,80**	**12,50**	**2,00**	**290,10**	**284,60**	**33,20**	**10,50**	**1,00**	**302,50**	**296,64**	**69,20**	**37,55**	**2,00**	**311,45**	**290,23**
	Total plafonds 1 et 2		**Budget initial**		**52**	**5 610,60**	**5 609,00**					**5 693,00**					**5 696,00**				**5 736,40**	**5 708,00**
			Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		**53**	**5 705,20**	**5 676,00**					**0,00**					**5 719,00**				**5 760,50**	**5 746,00**
			Exécution		54	**5 743,70**	**5 670,80**					**5 685,10**					**5 686,61**				**5 872,48**	**5 690,52**
			Budget initial		55	0,00	0,00					0,00					0,00				0,00	0,00

Dont fonctionnaires stagiaires des ENS	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		56	0,00	0,00					0,00					0,00				0,00	0,00
	Exécution		57	0,00	0,00					0,00					0,00				0,00	0,00
Dont emplois rattachés aux contrats de recherche (5) (plafond 2)	Budget initial		58	800,00	800,00					850,00					850,00				850,00	850,00
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		59	850,00	850,00					783,00					780,00				800,00	790,00
	Exécution		60	760,00	795,00					0,00					785,00				878,00	801,46
Personnels en fonction dans l'établissement non rémunérés par lui (mises à disposition entrantes)	Budget initial		61	0,00	0,00					0,00					0,00				0,00	0,00
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		62	0,00	0,00					0,00					0,00				0,00	0,00
	Exécution		63	0,00	0,00					0,00					0,00				0,00	0,00
dont emplois Etat	Budget initial		64	0,00	0,00					0,00					0,00				0,00	0,00
	Nouvelle/dernière prévision d'exécution (3)		65	0,00	0,00					0,00					0,00				0,00	0,00
	Exécution		66	0,00	0,00					0,00					0,00				0,00	0,00

Les cellules dont le fond est jaune sont les cellules pour lesquelles la saisie doit obligatoirement être différente de zéro
Les cellules dont le fond est bleu ciel sont des cellules calculées automatiquement
La moyenne prévisionnelle et d'exécution annuelle des personnels titulaires et non titulaires sous plafond Etat en ETPT ne doit pas excéder le plafond des emplois notifié par l'Etat
La moyenne prévisionnelle et d'exécution annuelle en ETPT de l'ensemble des emplois rémunérés par l'opérateur ne doit pas excéder le plafond global des emplois voté (au BI ou après le dernier budget rectificatif)
(1) personnels financés en tout ou partie sur la subvention Etat (y compris les mises à disposition sortantes ou délégations sortantes pour les enseignants chercheurs) et personnels titulaires sur emplois gagés
(1 bis) personnels financés exclusivement sur ressources propres ("hors plafond" pour les EPA)
(2) "autres personnels titulaires " comprend notamment les personnels d'encadrement sur emplois fonctionnels, les personnels d'inspection, les conservateurs
(3) Dernière prévision d'exécution pour fin 2021 (colonnes (a) et (b) à renseigner au moment du BI 2022) et nouvelle prévision d'exécution sur 2022 (à renseigner en phases 2, 3 et 4)
(4) le stock ETP à la fin avril, fin septembre et fin décembre 2022 se calcule en phase 1 (BI 2022) à partir de la dernière prévision d'exécution pour fin 2021 (colonne (a) ligne "Nouvelle/dernière prévision d'exécution")
et en phase 2 et suivantes à partir de l'exécution de décembre 2021 (ligne "exécution" colonne (a))
(5) contrat de recherche au sens de la définition apportée par le document de prescriptions générales élaboré par la direction du budget en application du décret GBCP (fascicule n°8, annexe relative aux opérations pluriannuelles) :
acte juridique conclu entre l'établissement d'enseignement supérieur et un ou plusieurs partenaires (privés ou publics) offrant un soutien financier à un chercheur ou une équipe de chercheurs pour effectuer des études scientifiques ou
des prestations de recherche dans un domaine déterminé

Tableau 2 : **Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE**

Phase 4

Année	2022
Phase	fin décembre 2022
N° UAI	0333298F
Libellé établissement	Université de Bordeaux

		A
Masse salariale Etat notifiée par la DGESIP :	1	**319 724 235**
Masse salariale votée au budget initial (ou soumise au vote du CA) : montant limitatif en AE=CP	2	**392 335 278**
Masse salariale votée après dernier budget rectificatif : montant limitatif en AE=CP	3	**397 439 032**
N° DBM :	4	**0**

Dans ce tableau, les nombres saisis doivent êtres des nombres entiers.
Ne pas supprimer les zéros dans les cellules.

Dépenses de personnel					Exercice 2021			Cumul au 30 avril 2022	Cumul au 30 septembre 2022	Cumul au 31 décembre 2022			écart BI 2022 / BI 2021	écart BI 2022 / exécution 2021	écart reprévision 2022 / exécution 2021	écart exécution 2022 / exécution 2021
					Budget initial	Dernière prévision d'exécution (5) (Dépenses décaissées 2021)	Exécution (5) (Dépenses décaissées 2021)	Exécution (décaissements)	Exécution (décaissements)	Budget initial	Nouvelle prévision d'exécution (décaissements prévus sur 2022)	Exécution annuelle				
					B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M
Emplois sous plafond 1	Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs		1	278 405 801	285 101 160	190 665 294	63 347 845	147 480 453	285 008 340	291 559 261	197 261 184	**6 602 539**	**2 957 110**	**9 508 031**	**6 595 890**
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)		2			91 385 936	30 535 996	69 572 399			93 837 507				**2 451 571**
		dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres)		**3**	10 759 118	11 124 403	9 633 088	1 370 791	7 641 002	9 442 255	9 367 100	9 557 682	**-1 316 863**	**-190 833**	**-265 988**	**-75 406**
	sous total titulaires			**4**	**278 405 801**	**285 101 160**	**282 051 230**	**93 883 841**	**217 052 852**	**285 008 340**	**291 559 261**	**291 098 691**	**6 602 539**	**2 957 110**	**9 508 031**	**9 047 461**
	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs		*5*	29 082 451	31 935 022	25 251 109	9 088 677	19 656 394	33 977 735	30 535 328	27 126 600	**4 895 284**	**5 299 348**	**1 856 941**	**1 875 491**
		dont ATER et doctorants contractuels		6			15 304 348	5 537 310	11 851 816			16 768 581				**1 464 233**
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires		*7*			3 427 278	1 245 460	2 983 981			4 465 667				**1 038 389**
		dont CDI		**8**			1 253 976	434 421	1 145 189			1 626 736				**372 760**
	sous total non titulaires			**9**	**29 082 451**	**31 935 022**	**28 678 387**	**10 334 137**	**22 640 375**	**33 977 735**	**30 535 328**	**31 592 267**	**4 895 284**	**5 299 348**	**1 856 941**	**2 913 880**
	Total titulaires et non titulaires (plafonds 1)			**10**	**307 488 252**	**317 036 182**	**310 729 617**	**104 217 978**	**239 693 227**	**318 986 075**	**322 094 589**	**322 690 958**	**11 497 823**	**8 256 458**	**11 364 972**	**11 961 341**
Emplois sous plafond 2	Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs		*11*	49 006 217	57 589 069	20 033 914	6 352 403	14 358 653	72 677 527	67 187 237	19 635 330	**23 671 310**	**20 459 130**	**14 968 840**	**-398 584**
		dont CDI (uniquement EPSCP)		12			1 034 323	306 865	854 159			1 177 904				**143 581**
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires		*13*			32 184 483	11 571 199	26 455 925			37 242 217				**5 057 734**
		dont CDI (uniquement EPSCP)		**14**			10 548 112	3 906 160	9 252 565			12 671 760				**2 123 648**
	Total non titulaires (plafond 2)			**15**	**49 006 217**	**57 589 069**	**52 218 397**	**17 923 602**	**40 814 578**	**72 677 527**	**67 187 237**	**56 877 547**	**23 671 310**	**20 459 130**	**14 968 840**	**4 659 150**
	Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs		16			**190 665 294**	**63 347 845**	**147 480 453**			**197 261 184**				**6 595 890**

Total général (emplois rémunérés par l'opérateur)	**Titulaires (plafond 1)**	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires		**17**	**278 405 801**	**285 101 160**	**91 385 936**	**30 535 996**	**69 572 399**	**285 008 340**	**291 559 261**	**93 837 507**	**6 602 539**	**2 957 110**	**9 508 031**	**2 451 571**
	Non titulaires (plafonds 1 et 2)	Enseignants et enseignants chercheurs		18	**78 088 668**	**89 524 091**	**45 285 023**	**15 441 080**	**34 015 047**	**106 655 262**	**97 722 565**	**46 761 930**	**28 566 594**	**25 758 478**	**16 825 781**	**1 476 907**
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires		**19**			**35 611 761**	**12 816 659**	**29 439 906**			**41 707 884**				**6 096 123**
		sous total non titulaires		**20**	**78 088 668**	**89 524 091**	**80 896 784**	**28 257 739**	**63 454 953**	**106 655 262**	**97 722 565**	**88 469 814**	**28 566 594**	**25 758 478**	**16 825 781**	**7 573 030**
	Total général (plafonds 1 et 2)			21	**356 494 469**	**374 625 251**	**362 948 014**	**122 141 580**	**280 507 805**	**391 663 602**	**389 281 826**	**379 568 505**	**35 169 133**	**28 715 588**	**26 333 812**	**16 620 491**
Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)				**22**	6 994 629	6 994 629	7 506 031	2 425 914	6 315 320	0	7 506 031	6 122 849	**-6 994 629**	**-7 506 031**	**0**	**-1 383 182**
Total des dépenses de personnel suivies dans OREMS (données paie OREMS en exécution)				23	**363 489 098**	**381 619 880**	**370 454 045**	**124 567 494**	**286 823 125**	**391 663 602**	**396 787 857**	**385 691 354**	**28 174 504**	**21 209 557**	**26 333 812**	**15 237 309**
Autres dépenses non suivies dans OREMS (4)				**24**	443 968	443 968	651 175			671 676	651 175	740 664	**227 708**	**20 501**	**0**	**89 489**
Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS				25	**363 933 066**	**382 063 848**	**371 105 220**			**392 335 278**	**397 439 032**	**386 432 018**	**28 402 212**	**21 230 058**	**26 333 812**	**15 326 798**
dont fonctionnaires stagiaires ENS				26	0	0	0	0	0	0	0	0	**0**	**0**	**0**	**0**
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche (6) (saisie de l'exécution fin septembre 2022 obligatoire)				27	32 206 626	52 830 414	45 024 713	23 874 898	30 611 507	61 049 845	59 077 194	47 108 102	**28 843 219**	**16 025 132**	**14 052 481**	**2 083 389**

Tableau 3 : **Document prévisionnel de gestion des emplois et crédits de personnel (DPG) - Décomposition des facteurs d'évolution de la masse salariale entre 2021 et 2022 (en € et en flux)**

Phase 4

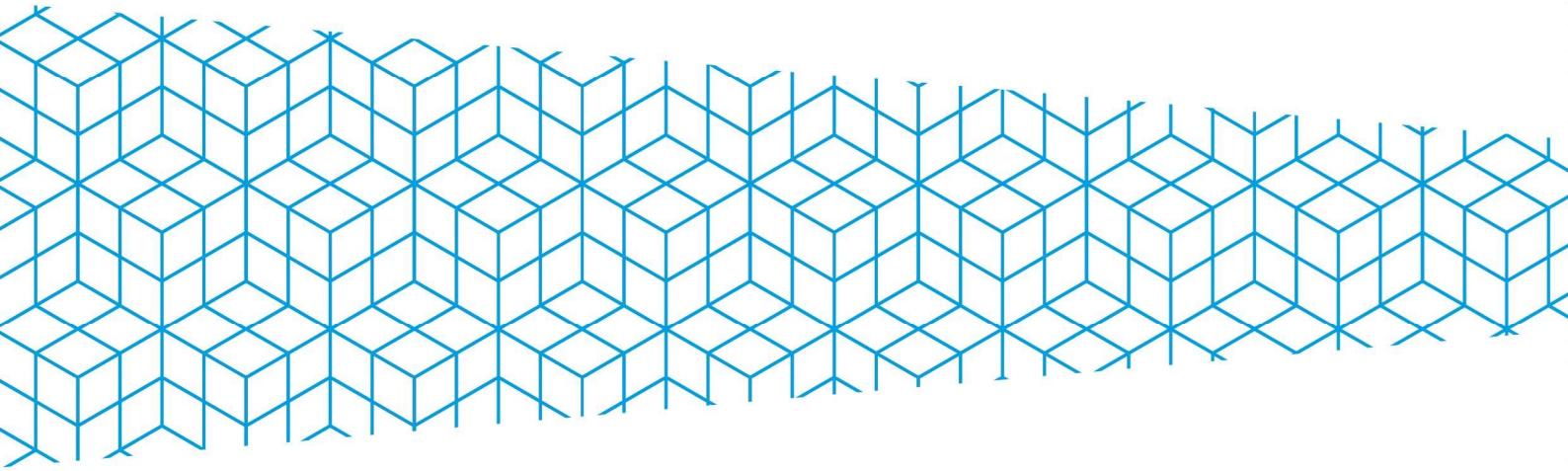
Année	2022
Phase	fin décembre 2022
N° UAI	0333298F
Libellé établissement	Université de Bordeaux

Dans ce tableau, les nombres saisis doivent être des nombres entiers.
Ne pas supprimer les zéros dans les cellules.

Crédits de Masse salariale globale = Montant limitatif en AE=CP			Prévision d'exécution ou exécution 2021 (1)	Correction de l'exécution (évènements exceptionnels non reconductibles) (1 bis)	Extension en Année Pleine des mesures 2021 (2)			Mesures entrant en vigueur en année 2022													Total des flux de 2022	Total prévision ou reprévision de décaissements	Phase 1 : dernier budget voté en 2021 Phase 2,3,4 : dernier budget voté en 2022	Ecart prévision 2022- dernier budget voté (2021 pour la phase 1/ 2022 phases 2,3,4) (V-W)
								Obligatoires							Discrétionnaires									
					Mesures catégorielles titulaires exclusivement (PPCR)	Schéma d'emplois (hors contrats de recherche)	Evolution de la structure des emplois (dont repyramidages, changement de corps et dispositif Sauvadet) (6)	Mesures générales (titulaires et non titulaires) et EAP hausse de la valeur du point sur 2022	SMIC	CAS Pensions (et ATI)	Autres cotisations	Mesures catégorielles (titulaires exclusivement)	Indemnitaire obligatoire (3)	GVT solde personnels titulaires (4) L=M+N	dont GVT NEGATIF	dont GVT POSITIF	Schéma d'emplois hors contrats de recherche	Evolution de la structure des emplois (dont repyramidages, changements de corps et dispositif Sauvadet) (5)	Indemnitaire à l'initiative établissement (6)	Variations des heures complémentaires	Variations sur les contrats de recherche (7)	Autres à détailler	(somme des colonnes B à T sauf M et N)	(V=A+U)		
			A	B	C	D	E	F	G	H	I	J	K	L	M	N	O	P	Q	R	S	T	U	V	W	X
Rémunérations principales		1	**190 594 077**	**0**	**0**	**-280 776**	**235 263**	**3 311 478**	**350 626**			**39 048**	**100 784**	**1 351 703**	**0**	**0**	**883 130**	**1 387 254**			**991 764**	**933 357**	**9 303 631**	**199 897 708**	**207 675 177**	**-7 777 469**
Sous total titulaires (calcul automatique)		2	**135 800 311**	**0**	**0**	**-363 023**	**235 263**	**2 317 517**	**0**			**39 048**	**100 784**	**1 351 703**	**0**	**0**	**-508 654**	**948 368**				**1 882 278**	**6 003 284**	**141 803 595**	**140 729 522**	**1 074 073**
Sous total non titulaires et autres (calcul automatique)		3	**54 793 766**	**0**	**0**	**82 247**	**0**	**993 961**	**350 626**								**1 391 784**	**438 886**			**991 764**	**-948 921**	**3 300 347**	**58 094 113**	**66 945 655**	**-8 851 542**
Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires stagiaires pour les ENS uniquement)	4	93 164 485	0	0	-240 938	0	1 738 138	0			20 399	0	1 013 777	0	0	113 092	944 103				1 987 388	**5 575 959**	**98 740 444**	95 527 684	**3 212 760**
	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires	**5**	42 635 826	0	0	-122 085	235 263	579 379	0			18 649	100 784	337 926	0	0	-621 746	4 265				-105 110	**427 325**	**43 063 151**	45 201 838	**-2 138 687**
Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	6	30 428 345	0	0	-12 128	0	556 618	0								-7 807	435 444			396 706	-578 194	**790 639**	**31 218 984**	37 116 968	**-5 897 984**
	Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	7	24 365 421	0	0	94 375	0	437 343	350 626								1 399 591	3 442			595 058	-370 727	**2 509 708**	**26 875 129**	29 828 687	**-2 953 558**
	dont CDI	8	8 926 894	0	0	0	0	0	0								167 014	0			119 012	850 445	**1 136 471**	**10 063 365**	8 926 894	**1 136 471**
	dont personnels recrutés et financés sur contrats de recherche (8)	**9**	23 239 518	0	0			566 558	0												991 764	302 002	**1 860 324**	**25 099 842**	33 294 961	**-8 195 119**
Autres : stagiaires, apprentis …		**10**	0	0	0	0	0	0	0			0					0	0				0	**0**	**0**	0	**0**
Rémunérations accessoires		**11**	**29 206 453**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**			**0**	**1 780 000**				**0**	**0**	**107 078**	**-215 519**	**0**	**-6 513**	**1 665 046**	**30 871 499**	**29 116 075**	**1 755 424**
Sous total titulaires (à saisir obligatoirement)		**12**	20 205 285	0	0	0	0	0	0			0	1 441 709				0	0	107 078	-127 667		-1 125 358	**295 762**	**20 501 047**	20 226 524	**274 523**
Sous total non titulaires et autres (à saisir obligatoirement)		13	9 001 168	0	0	0	0	0	0				338 291				0	0	0	-87 852	0	1 118 845	**1 369 284**	**10 370 452**	8 889 551	**1 480 901**
	Cours complémentaires et vacations d'enseignement	14	9 633 088	0	0		0	0	0								0	0		-215 519		140 113	**-75 406**	**9 557 682**	9 417 609	**140 073**
	Autres rémunérations accessoires (dont versement au titre des comptes épargne temps)	15	4 384 285	0	0	0	0	0	0			0					0	0	0			660 427	**660 427**	**5 044 712**	4 384 285	**660 427**
	Primes et indemnités des enseignants et enseignants chercheurs	16	6 482 047	0	0	0	0	0	0			0	668 965				0	0	0		0	-1 474 121	**-805 156**	**5 676 891**	6 482 047	**-805 156**
	Primes et indemnités des BIATSS et autres personnels	**17**	8 707 033	0	0	0	0	0	0			0	1 111 035				0	0	107 078		0	667 068	**1 885 181**	**10 592 214**	8 832 134	**1 760 080**
Cotisations et contributions sociales		**18**	**149 972 665**	**0**	**0**	**-301 653**	**217 265**	**2 546 260**	**143 230**	**0**	**0**	**36 061**	**30 673**	**1 248 297**	**0**	**0**	**98 803**	**1 050 275**	**5 354**	**-42 270**	**394 226**	**-1 380 441**	**4 046 080**	**154 018 745**	**159 315 754**	**-5 297 009**
Sous total titulaires (calcul automatique)		**19**	**125 493 866**	**0**	**0**	**-335 251**	**217 265**	**2 140 227**	**0**	**0**	**0**	**36 061**	**30 673**	**1 248 297**	**0**	**0**	**-469 741**	**875 818**	**5 354**	**-6 383**		**-1 259 981**	**2 482 339**	**127 976 205**	**130 051 446**	**-2 075 241**
Sous total non titulaires et autres (calcul automatique)		20	**24 478 799**	**0**	**0**	**33 598**	**0**	**406 033**	**143 230**		**0**						**568 544**	**174 457**	**0**	**-35 887**	**394 226**	**-120 460**	**1 563 741**	**26 042 540**	**29 264 308**	**-3 221 768**
Titulaires	Cas pensions + ATI	21	100 609 206	0	0	-270 815	175 506	1 728 868	0	0		29 130	15 950	1 008 370	0	0	-379 455	707 483	0			-1 116 532	**1 898 505**	**102 507 711**	104 286 398	**-1 778 687**
	Autres cotisations titulaires	22	24 884 660	0	0	-64 436	41 759	411 359	0		0	6 931	14 723	239 927	0	0	-90 286	168 335	5 354	-6 383		-143 449	**583 834**	**25 468 494**	25 765 048	**-296 554**
Non titulaires	Cotisations Assedic	23	2 472 907	0	0	3 331	0	40 255	14 200		0						56 367	17 775	0	-3 558	40 166	2 692	**171 228**	**2 644 135**	2 959 687	**-315 552**
	Autres cotisations non titulaires	**24**	22 005 892	0	0	30 267	0	365 778	129 030		0						512 177	156 682	0	-32 329	354 060	-123 152	**1 392 513**	**23 398 405**	26 304 621	**-2 906 216**
Prestations sociales		**25**	1 332 025	0	0	0	0	0					0				0	0	0		0	312 041	**312 041**	**1 644 066**	1 332 025	**312 041**
TOTAL		**26**	**371 105 220**	**0**	**0**	**-582 429**	**452 528**	**5 857 738**	**493 856**	**0**	**0**	**75 109**	**1 911 457**	**2 600 000**	**0**	**0**	**981 933**	**2 437 529**	**112 432**	**-257 789**	**1 385 990**	**-141 556**	**15 326 798**	**386 432 018**	**397 439 031**	**-11 007 013**
TOTAL hors prestations		**27**	**369 773 195**	**0**	**0**	**-582 429**	**452 528**	**5 857 738**	**493 856**	**0**	**0**	**75 109**	**1 911 457**	**2 600 000**	**0**	**0**	**981 933**	**2 437 529**	**112 432**	**-257 789**	**1 385 990**	**-453 597**	**15 014 757**	**384 787 952**	**396 107 006**	**-11 319 054**
dont titulaires (hors prestations)		**28**	**281 499 462**	**0**	**0**	**-698 274**	**452 528**	**4 457 744**	**0**	**0**	**0**	**75 109**	**1 573 166**	**2 600 000**	**0**	**0**	**-978 395**	**1 824 186**	**112 432**	**-134 050**		**-503 061**	**8 781 385**	**290 280 847**	**291 007 492**	**-726 645**
dont non titulaires et autres (hors prestations)		**29**	**88 273 733**	**0**	**0**	**115 845**	**0**	**1 399 994**	**493 856**		**0**		**338 291**				**1 960 328**	**613 343**	**0**	**-123 739**	**1 385 990**	**49 464**	**6 233 372**	**94 507 105**	**105 099 514**	**-10 592 409**
Incidence sur 2023		30															-1 045 908	0	0	0	0	0				
dont incidence rémunération principale (saisie obligatoire sur colonnes O et P)		31															-497 895	0	0	0	0	0				
dont incidence rémunérations accessoires (saisie obligatoire sur colonnes O et P)		32															0	0	0	0	0	0				
dont incidence cotisations et contributions sociales		33															-548 013	0	0	0	0	0				

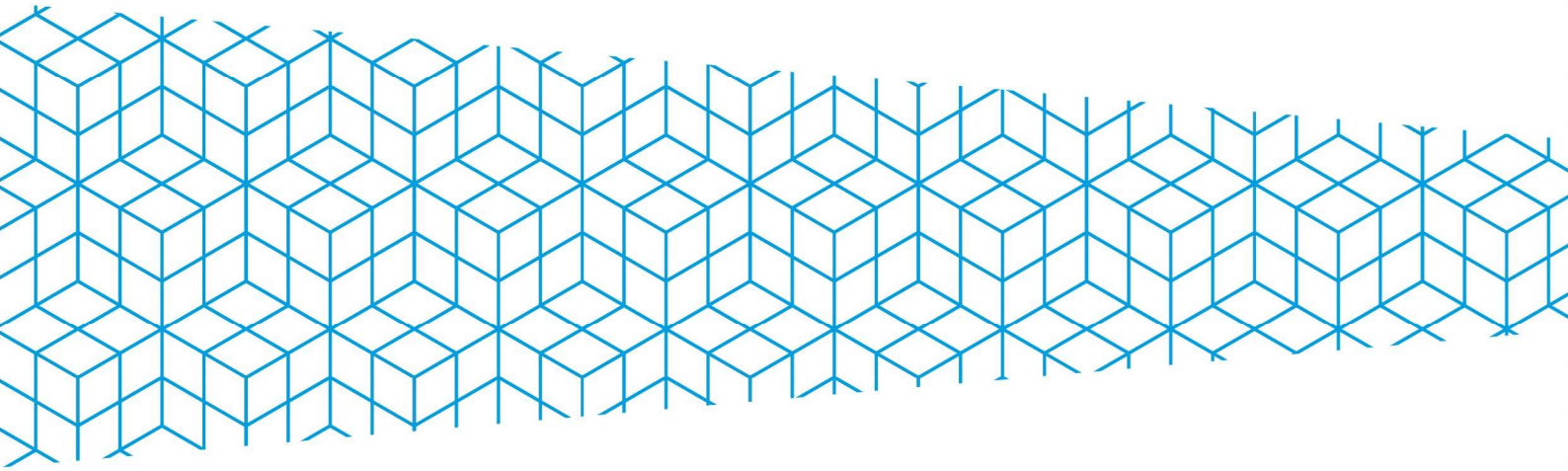
Les cellules dont le fond est jaune sont les cellules pour lesquelles la saisie doit obligatoirement être différente de zéro
Les cellules dont le fond est bleu ciel sont des cellules calculées automatiquement
La masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE=CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)
(1) l'élaboration du budget est fondée sur une prévision d'exécution 2021, réajustée après la fin de l'exercice
(1 bis) jours de grève, versement d'un capital décès ou d'une indemnité exceptionnelle non reconductible
(2) Les colonnes "EAP" couvrent les mesures discrétionnaires (schéma d'emploi et évolution de la structure des emplois) ou obligatoires de l'exercice précédent (2021).
(3) la colonne K comprend les mesures indemnitaires imposées par la réglementation sans marge de manœuvre possible pour l'établissement
(4) la colonne L "GVT solde" comprend le GVT négatif et positif. S'agissant du GVT positif, elle ne comprend que les avancements d'échelon et de grade.
Les changements de corps sont traités dans la colonne P "évolution de la structure des emplois". S'agissant du GVT négatif, il traite le remplacement d'un titulaire par un titulaire au sein d'un même corps.
(5) ces colonnes intègrent :
O : les variations du volume d'emplois (schéma d'emplois hors variations liées aux contrats de recherche, voir colonne S),
P : les variations de coût induites par les transformations de corps (dont celles issues des promotions sur listes d'aptitudes), les repyramidages et les titularisations liées au dispositif Sauvadet
(6) cette colonne intègre les variations du régime indemnitaire décidées par l'établissement
(7) contrat de recherche selon la définition apportée par le document de prescription générale (fascicule n°8, opérations pluriannuelles) :
acte juridique conclu entre l'établissement d'enseignement supérieur et un ou plusieurs partenaires (privés ou publics) offrant un soutien financier à un chercheur ou une équipe de chercheurs pour effectuer des études scientifiques ou des prestations de recherche dans un domaine déterminé

Partie IV
Autres tableaux annexes



université de BORDEAUX

Tableaux des autorisations budgétaires des services inter-établissements



université de BORDEAUX

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget de l'Espace Santé Etudiant (ESE)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses			Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
Personnel	1 869 671	1 869 671	**2 244 802**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension			1 412 651	Subvention pour charges de service public
			-	Autres financements de l'Etat
			-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	198 896	197 912	178 025	Autres financements publics
			654 126	Recettes propres
			-	**Recettes fléchées**
			-	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	2 267	6 777	-	Autres financements publics fléchés
			-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	**2 070 834**	**2 074 360**	**2 244 802**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)		**170 442**	**-**	**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget du SUAPS Inter-Etablissement (SUAPSIE)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses			Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
Personnel	896 233	896 233	**1 009 366**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension			6 517	Subvention pour charges de service public
			-	Autres financements de l'Etat
			-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	129 853	128 753	-	Autres financements publics
			1 002 849	Recettes propres
			-	**Recettes fléchées**
			-	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	25 642	28 192	-	Autres financements publics fléchés
			-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	**1 051 728**	**1 053 177**	**1 009 366**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)		115 -	**43 811**	**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget du Service de Coopération documentaire (SCOOP)

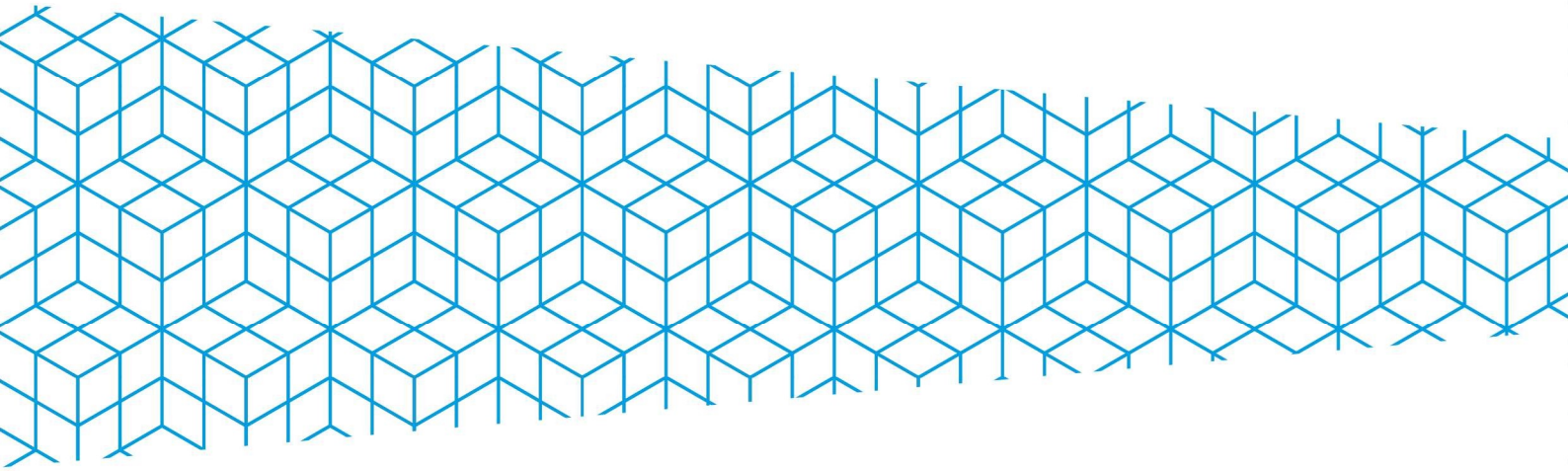
POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses		
	Montants	
	AE	CP
Personnel	79 126	79 126
dont contributions employeur au CAS Pension		
Fonctionnement	386 651	362 455
Investissement	10 121	362 455
TOTAL DES DÉPENSES	**475 898**	**804 037**
Solde budgétaire (excédent)		**-**

Recettes	
Montants	
445 818	**Recettes globalisées**
367 445	Subvention pour charges de service public
-	Autres financements de l'Etat
-	Fiscalité affectée
78 373	Autres financements publics
-	Recettes propres
-	**Recettes fléchées**
-	Financements de l'Etat fléchés
-	Autres financements publics fléchés
-	Recettes propres fléchées
445 818	**TOTAL DES RECETTES**
358 219	**Solde budgétaire (déficit)**

Opération Campus



université de BORDEAUX

Tableau 8 - Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

1- Suivi des opérations liées aux recettes fléchées - Opération Campus - détail intérêts de la dotation

Exercice en cours et ensemble de l'Opération Campus

	Antérieures à 2019 non dénouées	2019	2020	2021	2022	2023	N+1	N+2	>N+2	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**33 491 578**	**6 894 956**	**- 21 912 114**	**- 32 818 179**	**- 55 479 290**	**- 81 961 072**	**- 72 756 820**	**- 72 127 203**	
dont sur intérets dotation										
										-
Recettes fléchées (b)	**100 236 781**	**24 640 150**	**23 162 679**	**26 867 532**	**25 128 352**	**27 248 928**	**35 986 242**	**19 302 000**	**300 328 908**	**582 901 572**
dont sur intérets dotation	*37 384 243*	*19 153 805*	*19 206 281*	*19 153 000*	*19 153 805*	*19 152 000*	*19 152 000*	*19 152 000*	*297 917 641*	*469 424 775*
										-
Financements de l'Etat fléchés	81 919 136	19 423 805	19 206 281	20 316 636	19 153 805	19 547 428	20 152 000	19 152 000	297 917 641	516 788 732
dont sur intérets dotation	*37 384 243*	*19 153 805*	*19 206 281*	*19 153 000*	*19 153 805*	*19 152 000*	*19 152 000*	*19 152 000*	*297 917 641*	*469 424 775*
Autres financements publics fléchés	16 126 500	4 740 000	3 956 398	*6 550 651*	*5 949 215*	*7 701 500*	*15 834 242*	*150 000*	*2 411 267*	63 419 773
Recettes propres fléchées	2 191 145	476 345	-	*245*	*25 332*					2 693 067
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**66 745 203**	**51 236 772**	**51 969 749**	**37 773 597**	**47 789 464**	**53 730 710**	**26 781 990**	**18 672 383**	**228 201 705**	**582 901 572**
dont sur intérets dotation	*13 460 344*	*44 049 471*	*44 589 610*	*33 270 699*	*18 155 897*	*45 584 787*	*26 435 608*	*18 535 940*	*225 342 418*	*469 424 775*
										-
Personnel										-
AE=CP	2 042 476	401 886	378 372	359 591	414 356	460 000	*422 500*	*35 000*		4 514 180
dont AE/CP sur intérets dotation	*442 161*	*401 876*	*378 372*	359 591	414 356	460 000	*422 500*	*35 000*		2 913 855
										-
Fonctionnement										-
AE	101 381 085	9 451 573	4 326 887	*4 747 033*	*97 803 270*	*374 204*	*8 300 619*	*969 125*	*37 615 498*	264 969 293
CP	19 726 000	4 009 528	3 737 358	*6 392 062*	*6 217 050*	*8 391 513*	*9 390 642*	*8 260 894*	*198 844 245*	264 969 293
dont AE sur intérets dotation	85 793 521	9 005 144	3 901 200	*2 403 254*	*97 661 111*	*354 680*	*8 300 619*	*512 005*	*37 615 498*	245 547 031
dont CP sur intérets dotation	4 988 413	3 450 845	3 512 366	*5 973 781*	*6 066 895*	*8 391 513*	*9 053 166*	*8 125 096*	*195 984 958*	245 547 032
										-
Investissement										-
AE	184 704 596	57 481 698	15 209 025	*18 390 314*	*17 685 066*	*17 556 897*	*2 044 974*	*345 529*		313 418 100
CP	44 976 728	46 825 358	47 854 019	*31 021 944*	*41 158 058*	*44 879 197*	*16 968 848*	*10 376 488*	*29 357 460*	313 418 100
dont AE sur intérets dotation	130 398 954	53 287 967	8 464 440	*6 621 832*	*9 589 534*	*10 212 549*	*2 044 974*	*343 637*		220 963 887
dont CP sur intérets dotation	8 029 771	40 196 751	40 698 872	*26 937 327*	*11 674 646*	*36 733 274*	*16 959 942*	*10 375 844*	*29 357 460*	220 963 888
										-
dont AE sur emprunts	79 326 115	39 172 082	7 700 000	-	*1 000 000*	*4 578 140*	-			131 776 337
dont CP sur emprunts	-	31 864 974	37 546 839	*26 431 363*	*24 325 455*	*11 607 706*	-			131 776 337
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**33 491 578**	**-26 596 622**	**-28 807 070**	**-10 906 065**	**-22 661 111**	**-26 481 782**	**9 204 252**	**629 617**	**72 127 203**	**0**

dont sur intérets dotation	*23 923 898*	*- 24 895 666*	*- 25 383 329*	*- 14 117 699*	*997 908*	*- 26 432 787*	*- 7 283 608*	*616 060*	*72 575 223*	-

Contact
Direction des Finances
dir.finances@u-bordeaux.fr

En savoir +

www.u-bordeaux.fr

@ univbordeaux

univbordeaux

universitedebordeaux

universite-de-bordeaux

université de BORDEAUX

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
séance du 14 mars 2023

DÉLIBÉRATION RELATIVE AU COMPTE FINANCIER DE L'UNIVERSITÉ ET À L'AFFECTATION DES RÉSULTATS POUR L'EXERCICE 2022

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 712-3, L. 719-5 et R. 719-100 à R.719-104 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment les articles 202 et 210 à 214 ;

Vu l'arrêté du 7 août 2015 modifié relatif aux règles budgétaires des organismes ;

Vu la Circulaire DF-2B2O-20-3200 (NOR ECOB2016082C) relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et des opérateurs de l'État pour 2021 ;

Vu les statuts de l'Université de Bordeaux ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le compte financier de l'université et l'affectation des résultats pour l'exercice 2022, annexés à la présente délibération, sont adoptés.

Article 2.

Le conseil d'administration approuve les éléments d'exécution comptable suivants :

- **33 541 442,11 €** de variation de trésorerie
- **14 246 256,71 €** de résultat patrimonial
- **14 617 937,98 €** de capacité d'autofinancement
- **25 473 456,65 €** de variation de fonds de roulement

Article 3.

Le conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de **14 246 256,71 €** ainsi que le report à nouveau à hauteur de **2 056 362,98 €** en réserves.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale et des opérations pluriannuelles sont annexés à la présente délibération.

Le rapport des commissaires aux comptes est joint à la présente délibération.

Article 4.

Le directeur général des services et l'agent comptable sont chargés de l'exécution de la présente délibération. Elle sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Adoptée à la majorité des votes exprimés (33 votants)
Pour : 29
Contre : 4
Abstention : 0

Thierry PESTANA
Agent comptable

université de BORDEAUX

COMPTE FINANCIER 2022

COMPTE FINANCIER 2022

SOMMAIRE

Tableaux et états financiers pour vote.....5
Tableaux et états financiers pour information.....25
Compte agrégé.....39
Etablissement principal.....89
BAIM (BA IMMO et BA CAMPUS).....139
Budget annexe IMMO 187
Budget annexe CAMPUS 219

COMPTE FINANCIER 2022

Tableau des emplois
Tableau des autorisations budgétaires
Tableau d'équilibre financier
Tableau de la situation patrimoniale
Tableau des opérations pluriannuelles
Bilan
Compte de résultat
Balance des valeurs inactives

TABLEAUX ET ETATS FINANCIERS

POUR VOTE

Tableau des emplois de l'exercice 2022

Compte Financier 2022

Catégories d'emplois	Nature des emplois		Emplois sous plafond d'Etat (A) En ETPT Prévision	Emplois sous plafond d'Etat (A) En ETPT Exécution		Emplois financés sur ressources propres (B) En ETPT Prévision	Emplois financés sur ressources propres (B) En ETPT Exécution	Global (C= A+B) Prévision	Global (C= A+B) Exécution	
Enseignants, enseignants-chercheurs, chercheurs	Permanents	Titulaires	1 806	1 803	(1)			1 806	1 803	
		CDI	11	12		15	15	26	27	
	Non permanents	CDD	809	793		450	454	1259	1247	
S/Total EC			*2 626*	*2 608*		*465*	*469*	*3 091*	*3 077*	
Elèves fonctionnaires stagiaires des ENS			0	0				0	0	
BIATSS	Permanents	Titulaires	1 630	1 607	(2)			1 630	1 607	
		CDI	44	44		263	253	307	297	
	Non permanents	CDD	71	66		647	644	718	710	
S/Total BIATOSS			*1 745*	*1 717*		*910*	*897*	*2 655*	*2 614*	
Totaux			**4 371**	**4 325**	(3)	**1 375**	**1 366**	**5 746**	**5 691**	(4)
Rappel du plafond emplois fixé par l'Etat			**4 488**		(5)			**Plafond global des emplois voté par le CA**		

Note sur les modalités de renseignement du tableau

Ce tableau doit être annexé au budget de l'établissement et, en cas de modification, aux décisions budgétaires modificatives. Les chiffres qu'il contient doivent être exprimés en équivalents temps plein travaillés (ETPT). Le guide de décompte des emplois élaboré par la DAF et la DGESIP précise les régles de décompte des emplois en ETPT en fonction des catégories de personnel.

Seul est soumis au vote du conseil d'administration le plafond global des emplois (case annotée (4))

Le nombre total d'emplois sous plafond Etat (case annotée (3)) ne peut être supérieur au plafond des emplois Etat qui a été notifié à l'établissement et rappelé en case (5)

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget de l'établissement (agrégé)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses						
	Budget 2022 après BR1		Exécution		Ecarts	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Personnel	397 439 032	397 439 032	386 431 878	386 432 018	- 11 007 154	- 11 007 014
dont contributions employeur au CAS Pension			*102 507 711*	*102 507 711*		
Fonctionnement	240 142 636	137 870 004	193 495 193	96 840 852	- 46 647 443	- 41 029 152
Investissement	80 046 536	117 672 059	60 124 123	91 721 616	- 19 922 413	- 25 950 443
TOTAL DES DÉPENSES	**717 628 204**	**652 981 095**	**640 051 194**	**574 994 486**	**- 77 577 010**	**- 77 986 609**
Solde budgétaire (excédent)						**43 015 260**

Recettes				
Budget 2022 après BR1	Exécution SI GFC	Exécution retraitée	Ecarts Budget/exécution	
544 030 513	**514 470 646**	**513 161 172**	**- 30 869 340**	**Recettes globalisées**
353 308 316	357 699 430	357 699 430	4 391 114	Subvention pour charges de service public
44 805 182	46 970 511	45 756 030	950 848	Autres financements de l'Etat
3 060 450	2 212 196	2 210 879	- 849 570	Fiscalité affectée
61 112 737	39 460 881	39 279 071	- 21 833 666	Autres financements publics
81 743 827	68 127 629	68 215 762	- 13 528 066	Recettes propres
65 281 095	**60 108 047**	**61 417 520**	**- 4 102 009**	**Recettes fléchées**
56 533 504	52 483 283	54 556 027	- 1 977 477	Financements de l'Etat fléchés
8 728 993	7 550 916	6 723 678	- 2 005 315	Autres financements publics fléchés
18 599	73 847	137 816	- 119 217	Recettes propres fléchées
609 311 608	**574 578 693**	**574 578 693**	**- 34 971 349**	**TOTAL DES RECETTES**
43 669 487	**415 794**	**415 794**		**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 4 - Équilibre financier

Besoins (utilisation des financements)			
	Budget 2022 après BR1	Exécution	Ecarts
Solde budgétaire (déficit)	43 669 488	415 794	- 43 253 694
Remboursements d'emprunts	5 664 209	5 835 828	171 619
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	4 600 000	7 386 485	2 786 485
TVA décaissée	9 300 000	11 325 950	2 025 950
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)	2 000 000	1 550 455	- 449 545
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1+e1)	65 233 697	26 514 512	- 38 719 185
Variation de trésorerie	-	33 541 442	33 541 442
dont Abondement sur la trésorerie des opérations non budgétaires	*36 009 768*	*33 957 235*	- 2 052 533
dont Abondement sur la trésorerie fléchée	-		
dont Abondement sur la trésorerie non fléchée	-	*10 750 498*	10 750 498
TOTAL DES BESOINS	**65 233 697**	**60 055 954**	**- 5 177 743**

Financements			
Budget 2022 après BR1	Exécution	Ecarts	
-	-	-	Solde budgétaire (excédent)
36 973 977	36 973 977	-	Nouveaux emprunts
5 000 000	10 473 251	5 473 251	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
9 600 000	8 042 549	- 1 557 451	TVA
6 000 000	4 566 176	- 1 433 823	Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
57 573 977	60 055 954	2 481 977	**Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2+e2)**
7 659 721		- 7 659 721	**Variation de trésorerie**
		-	*dont Prélèvement sur la trésorerie des opérations non budgétaires*
18 023 539	*11 166 292*	*- 6 857 247*	*dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée*
25 645 950		*- 25 645 950*	*dont Prélèvement sur la trésorerie non fléchée*
65 233 699	**60 055 954**	**- 5 177 744**	**TOTAL DES FINANCEMENTS**

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses							Recettes				
	Budget 2022 après BR1		Exécution		Ecarts		Budget 2022 après BR1	Exécution SI GFC	Exécution retraitée	Ecarts Budget/exécution	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP					
Personnel	396 124 231	396 124 231	385 297 596	385 297 638	- 10 826 635	- 10 826 593	**479 598 395**	**450 483 076**	**449 173 602**	**- 30 424 793**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension							336 292 888	336 595 341	336 595 341	302 453	Subvention pour charges de service public
							13 984 685	17 806 101	16 591 620	2 606 935	Autres financements de l'Etat
							3 060 450	2 212 196	2 210 879	- 849 570	Fiscalité affectée
Fonctionnement	105 512 880	104 257 768	73 817 942	69 339 952	- 31 694 939	- 34 917 816	55 761 395	37 743 476	37 561 666	- 18 199 729	Autres financements publics
							70 498 977	56 125 962	56 214 095	- 14 284 882	Recettes propres
Investissement	34 709 050	31 805 064	27 538 576	19 170 563	- 7 170 475	- 12 634 501	**37 130 988**	**34 979 695**	**36 289 168**	**- 841 820**	**Recettes fléchées**
							36 311 996	33 329 478	35 402 222	- 909 774	Financements de l'Etat fléchés
							818 993	1 601 701	774 462	- 44 530	Autres financements publics fléchés
							-	48 516	112 484	112 484	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	**536 346 162**	**532 187 063**	**486 654 114**	**473 808 154**	**- 49 692 049**	**- 58 378 909**	**516 729 384**	**485 462 770**	**485 462 770**	**- 31 266 613**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)				**11 654 617**		**27 112 296**	**15 457 679**				**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget annexe (IMMO)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses							Recettes				
	Budget 2022 après BR1		Exécution		Ecarts		Budget 2022 après BR1	Exécution SI GFC	Exécution retraitée	Ecarts Budget/exécution	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP					
Personnel	874 801	874 801	719 925,63	720 024	- 154 875	- 154 777	**64 432 117**	**63 987 570**	**63 987 570**	**- 444 547**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension							17 015 428	21 104 089	21 104 089	4 088 661	Subvention pour charges de service public
							30 820 497	29 164 410	29 164 410	- 1 656 087	Autres financements de l'Etat
							-		-	-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	24 688 990	25 703 265	21 874 001,62	21 283 870	- 2 814 989	- 4 419 395	5 351 342	1 717 405	1 717 405	- 3 633 938	Autres financements publics
							11 244 850	12 001 667	12 001 667	756 816	Recettes propres
							-	**-**	**-**	**-**	**Recettes fléchées**
Investissement	24 335 933	40 988 821	14 900 482,52	31 392 975	- 9 435 451	- 9 595 846	-	-	-	-	Financements de l'Etat fléchés
							-	-	-	-	Autres financements publics fléchés
							-	-	-	-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	**49 899 724**	**67 566 886**	**37 494 410**	**53 396 869**	**- 12 405 314**	**- 14 170 018**	**64 432 117**	**63 987 570**	**63 987 570**	**- 444 547**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)				**10 590 702**		**13 725 471**	**3 134 769**				**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget annexe (Campus)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses							Recettes				
	Budget 2022 après BR1		Exécution		Ecarts		Budget 2022 après BR1	Exécution SI GFC	Exécution retraitée	Ecarts Budget/exécution	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP					
Personnel	440 000	440 000	414 356	414 356	- 25 644	- 25 644	**-**	**-**	**-**	**-**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension							-	-	-	-	Subvention pour charges de service public
							-	-	-	-	Autres financements de l'Etat
							-	-	-	-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	109 940 765	7 908 972	97 803 249	6 217 030	- 12 137 516	- 1 691 942	-	-	-	-	Autres financements publics
							-	-	-	-	Recettes propres
Investissement	21 001 553	44 878 174	17 685 065	41 158 078	- 3 316 487	- 3 720 096	**28 150 106**	**25 128 352**	**25 128 352**	**- 3 021 754**	**Recettes fléchées**
							20 221 508	19 153 805	19 153 805	- 1 067 703	Financements de l'Etat fléchés
							7 910 000	5 949 215	5 949 215	- 1 960 785	Autres financements publics fléchés
							18 599	25 332	25 332	6 733	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	**131 382 318**	**53 227 146**	**115 902 671**	**47 789 464**	**- 15 479 647**	**- 5 437 682**	**28 150 106**	**25 128 352**	**25 128 352**	**- 3 021 754**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)						**2 415 928**	**25 077 039**	**22 661 112**	**22 661 112**		**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget de l'Espace Santé Etudiant (ESE)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses			Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
Personnel	1 869 671	1 869 671	**2 244 802**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension			1 412 651	Subvention pour charges de service public
			-	Autres financements de l'Etat
			-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	198 896	197 912	178 025	Autres financements publics
			654 126	Recettes propres
			-	**Recettes fléchées**
			-	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	2 267	6 777	-	Autres financements publics fléchés
			-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	**2 070 834**	**2 074 360**	**2 244 802**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)		**170 442**	**-**	**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget du SUAPS Inter-Etablissement (SUAPSIE)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses			Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
Personnel	896 233	896 233	**1 009 366**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension			6 517	Subvention pour charges de service public
			-	Autres financements de l'Etat
			-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	129 853	128 753	-	Autres financements publics
			1 002 849	Recettes propres
			-	**Recettes fléchées**
			-	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	25 642	28 192	-	Autres financements publics fléchés
			-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	**1 051 728**	**1 053 177**	**1 009 366**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)		**-**	**43 811**	**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget du Service de Coopération documentaire (SCOOP)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses			Recettes	
	Montants		Montants	
	AE	CP		
Personnel	79 126	79 126	**445 818**	**Recettes globalisées**
dont contributions employeur au CAS Pension			367 445	Subvention pour charges de service public
			-	Autres financements de l'Etat
			-	Fiscalité affectée
Fonctionnement	386 651	362 455	78 373	Autres financements publics
			-	Recettes propres
			-	**Recettes fléchées**
			-	Financements de l'Etat fléchés
Investissement	10 121	362 455	-	Autres financements publics fléchés
			-	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DÉPENSES	**475 898**	**804 037**	**445 818**	**TOTAL DES RECETTES**
Solde budgétaire (excédent)		**-**	**358 219**	**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget de l'établissement (agrégé)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	PRODUITS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Personnel	367 347 857	393 498 638	381 011 745	- 12 486 893	Subvention de l'Etat	391 278 294	408 827 093	400 828 471	- 7 998 622
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	156 184 586	181 208 374	154 039 042	- 27 169 331	Autres subventions	34 917 791	47 065 894	33 660 735	- 13 405 159
					Autres produits	103 391 114	118 877 955	114 807 838	- 4 070 117
TOTAL DES CHARGES (1)	**523 532 444**	**574 707 012**	**535 050 787**	**- 39 656 225**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**529 587 200**	**574 770 942**	**549 297 044**	**- 25 473 898**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**6 054 756**	**63 930**	**14 246 257**	**14 182 327**	*Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)*				
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**529 587 200**	**574 770 942**	**549 297 044**	**- 25 473 898**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**529 587 200**	**574 770 942**	**549 297 044**	**- 25 473 898**

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Résultat prévisionnel de l'exercice	**6 054 756**	**63 930**	**14 246 257**	**14 182 327**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	50 308 225	39 589 000	42 279 883	2 690 883
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 43 248 040	- 29 953 500	- 34 648 705	- 4 695 205
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	969 724	969 724
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 15 664	- 8 378 500	- 8 229 220	149 280
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-
= CAF ou IAF*	**13 099 277**	**1 320 930**	**14 617 938**	**13 297 008**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	RESSOURCES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Insuffisance d'autofinancement*	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement*	13 099 277	1 320 930	14 617 938	13 297 008
Investissements	62 387 606	117 035 220	96 266 027	- 20 769 193	Financement de l'actif par l'État	14 954 840	41 235 161	50 405 204	9 170 043
					Autres ressources	13 679 164	23 385 378	21 576 241	- 1 809 137
Remboursement des dettes financières	4 392 036	5 664 209	5 673 462	9 253	Augmentation des dettes financières	24 582 360	36 973 977	36 973 977	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**66 779 642**	**122 699 429**	**101 939 489**	**- 20 759 940**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**66 315 641**	**102 915 446**	**123 573 360**	**20 657 914**
APPORT au FDRA (7) = (6)-(5)	**-**	**-**	**21 633 871**	**41 417 854**	**PRELEVEMENT sur FDRA (8) = (6)-(5)**	**464 001**	**19 783 983**	**-**	**-**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 464 001	- 19 783 983	21 633 871	41 417 854
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 26 097 633	- 12 124 262	- 11 907 571	216 691
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	25 633 632	- 7 659 721	33 541 442	41 201 163
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	68 207 628	48 423 646	92 814 300	44 390 654
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 127 558 744	- 139 683 006	- 136 493 514	3 189 492
Niveau de la TRESORERIE	195 766 372	188 106 651	229 307 814	41 201 163

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget principal

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	PRODUITS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Personnel	366 301 255	392 183 837	379 896 880	- 12 286 957	Subvention de l'Etat	374 653 841	379 558 103	369 895 773	- 9 662 329
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	96 108 115	123 501 084	98 214 542	- 25 286 543	Autres subventions	25 320 527	46 434 059	32 993 061	- 13 440 998
					Autres produits	68 789 699	84 146 058	77 801 859	- 6 344 199
TOTAL DES CHARGES (1)	**462 409 370**	**515 684 922**	**478 111 422**	**- 37 573 500**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**468 764 067**	**510 138 219**	**480 690 694**	**- 29 447 526**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**6 354 697**	**-**	**2 579 272**	**8 125 974**	*Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)*		**5 546 702**	**-**	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**468 764 067**	**515 684 922**	**480 690 694**	**- 29 447 526**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**468 764 067**	**515 684 922**	**480 690 694**	**- 29 447 526**

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Résultat prévisionnel de l'exercice	**6 354 697**	**- 5 546 702**	**2 579 272**	**8 125 974**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 422 290	15 195 000	16 155 588	960 588
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 11 301 040	- 7 769 300	- 9 716 915	- 1 947 615
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-
- produits de cession d'éléments d'actifs	- 15 664	-	- 24 220	- 24 220
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-
= CAF ou IAF*	**11 460 284**	**1 878 998**	**8 993 725**	**7 114 727**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	RESSOURCES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Insuffisance d'autofinancement*	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement*	11 460 284	1 878 998	8 993 725	7 114 727
Investissements	18 633 720	31 314 755	19 719 355	- 11 595 400	Financement de l'actif par l'État	- 1 667 861	3 782 400	3 105 449	- 676 950
	-	-			Autres ressources	11 768 394	14 221 796	6 146 206	- 8 075 589
Remboursement des dettes financières	-	-		-	Augmentation des dettes financières	-	-		-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**18 633 720**	**31 314 755**	**19 719 355**	**- 11 595 400**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**21 560 816**	**19 883 193**	**18 245 381**	**- 1 637 812**
APPORT au FDRA (7) = (6)-(5)	**2 927 096**	**-**	**-**	**9 957 588**	**PRELEVEMENT sur FDRA (8) = (6)-(5)**		**11 431 562**	**1 473 973**	

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	2 927 096	- 11 431 562	- 1 473 973	9 957 588
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 19 441 744	5 595 657	- 35 015 416	- 40 611 072
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	22 368 840	- 17 027 219	33 541 442	50 568 661
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	53 621 020	42 189 458	53 805 614	11 616 156
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 72 889 875	- 67 294 218	- 87 598 227	- 20 304 009
Niveau de la TRESORERIE	126 510 894	109 483 676	141 403 841	31 920 165

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget annexe (IMMO)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	PRODUITS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Personnel	693 079	874 801	707 782	- 167 018	Subvention de l'Etat	16 624 453	21 095 842	23 808 278	2 712 436
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	48 317 201	44 162 210	43 372 800	- 789 410	Autres subventions	2 668 661	631 835	617 674	- 14 161
					Autres produits	29 425 056	28 931 350	31 326 310	2 394 959
TOTAL DES CHARGES (1)	**49 010 281**	**45 037 010**	**44 080 583**	**- 956 428**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**48 718 170**	**50 659 028**	**55 752 261**	**5 093 234**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**-**	**5 622 017**	**11 671 679**	**6 049 662**	*Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)*	**292 111**			
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**49 010 281**	**50 659 028**	**55 752 261**	**5 093 234**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**49 010 281**	**50 659 028**	**55 752 261**	**5 093 234**

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Résultat prévisionnel de l'exercice	**- 292 111**	**5 622 017**	**11 671 679**	**6 049 662**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	28 703 489	18 758 300	20 531 893	1 773 593
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 26 775 508	- 16 560 500	- 19 339 389	- 2 778 889
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		-	969 724	969 724
- produits de cession d'éléments d'actifs		- 8 378 500	- 8 205 000	173 500
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-		-
= CAF ou IAF*	**1 635 871**	**- 558 683**	**5 628 907**	**6 187 590**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	RESSOURCES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Insuffisance d'autofinancement*	-	558 683	-	- 558 683	Capacité d'autofinancement*	1 635 871	-	5 628 907	5 628 907
Investissements	13 046 848	40 842 291	34 443 866	- 6 398 425	Financement de l'actif par l'État	6 532 390	30 060 355	24 762 599	- 5 297 756
				-	Autres ressources	1 910 770	3 133 283	10 286 206	7 152 924
Remboursement des dettes financières	141 316	141 316	141 316	-	Augmentation des dettes financières		-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**13 188 163**	**41 542 290**	**34 585 182**	**- 6 957 108**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**10 079 031**	**33 193 637**	**40 677 712**	**7 484 075**
APPORT au FDRA (7) = (6)-(5)	**-**	**-**	**6 092 530**	**14 441 183**	**PRELEVEMENT sur FDRA (8) = (6)-(5)**	**3 109 133**	**8 348 653**	**-**	**-**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 3 109 133	- 8 348 653	6 092 530	14 441 183
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 638 106	- 11 342 106	- 4 398 849	6 943 257
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	- 2 471 026	2 993 453	10 491 379	7 497 926
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	12 777 559	4 428 906	18 927 043	14 498 137
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 2 417 140	- 13 759 245	- 6 759 035	7 000 211
Niveau de la TRESORERIE	15 194 698	18 188 151	25 686 078	7 497 926

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget annexe (Campus)

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	PRODUITS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Personnel	353 523	440 000	407 082	- 32 918	Subvention de l'Etat	6 878 603	8 173 148	7 124 420	- 1 048 728
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	11 759 270	13 545 080	12 451 700	- 1 093 379	Autres subventions	50 000	-	50 000	50 000
					Autres produits	5 176 360	5 800 547	5 679 669	- 120 878
TOTAL DES CHARGES (1)	**12 112 793**	**13 985 080**	**12 858 783**	**- 1 126 297**	**TOTAL DES PRODUITS (2)**	**12 104 963**	**13 973 695**	**12 854 089**	**- 1 119 606**
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	**-**	**-**	**-**	**6 691**	*Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)*	**7 830**	**11 385**	**4 694**	
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	**12 112 793**	**13 985 080**	**12 858 783**	**- 1 119 606**	**TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)**	**12 112 793**	**13 985 080**	**12 858 783**	**- 1 119 606**

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Résultat prévisionnel de l'exercice	**- 7 830**	**- 11 385**	**- 4 694**	**6 691**
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5 182 445	5 635 700	5 592 402	- 43 298
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	- 5 171 492	- 5 623 700	- 5 592 402	31 298
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés		-		-
- produits de cession d'éléments d'actifs		-		-
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-	-	-	-
= CAF ou IAF*	**3 123**	**615**	**- 4 694**	**- 5 309**

*** capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement**

État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts	RESSOURCES	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
Insuffisance d'autofinancement*	-	-	4 694	4 694	Capacité d'autofinancement*	3 123	615	-	- 615
Investissements	30 707 038	44 878 174	42 102 807	- 2 775 368	Financement de l'actif par l'État	10 090 311	7 392 407	22 537 156	15 144 749
		-			Autres ressources		6 030 299	5 143 828	- 886 471
Remboursement des dettes financières	4 250 721	5 522 893	5 532 146	9 253	Augmentation des dettes financières	24 582 360	36 973 977	36 973 977	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	**34 957 758**	**50 401 067**	**47 639 646**	**- 2 761 420**	**TOTAL DES RESSOURCES (6)**	**34 675 794**	**50 397 299**	**64 654 961**	**29 979 167**
APPORT au FDRA (7) = (6)-(5)	**-**	**-**	**17 015 315**	**32 740 587**	**PRELEVEMENT sur FDRA (8) = (6)-(5)**	**281 964**	**3 768**	**-**	**-**

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 281 964	- 3 769	17 015 315	17 019 083
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 6 017 783	- 6 377 813	8 858 199	15 236 012
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	5 735 818	6 374 045	8 157 116	1 783 071
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	1 809 050	1 805 282	20 081 643	18 276 362
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 52 251 729	- 58 629 543	- 42 136 252	16 493 290
Niveau de la TRESORERIE	54 060 780	60 434 824	62 217 896	1 783 071

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 9
Tableau des opérations pluriannuelles

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE ouvertes en N	AE consommées en année n	**Total des AE consommées**	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP ouverts en N	CP consommés en année n	**Total des CP consommés**	**Restes à engager en fin d'année n (AE)**	**Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)**
	(1)	(2)	(3)	(4)<=(2)-(3)	(5)	(6)	(7) = (3)+(6)	(8)	(9)	(10)<=(8)-(9)	(11)	(12)	(13)=(9)+(12)	(14)=(1)-(3)-(7)	(15)=(7)-(13)
TOTAL RECHERCHE	**1 137 625 542**	**447 777 973**	**380 649 020**	**0**	**98 343 451**	**77 378 436**	**458 027 456**	**447 512 811**	**366 934 017**	**0**	**97 362 307**	**70 343 540**	**437 277 556**	**679 598 086**	**20 749 899**
DONT IA SUR OPERATIONS (b)	821 294 438	274 957 987	254 983 886	0	28 165 968	24 755 376	279 739 262	270 802 486	246 972 991	0	29 150 979	23 849 525	270 822 516	541 555 176	8 916 746
TOTAL IMMOBILIER	**708 782 046**	**539 433 594**	**478 311 562**	**0**	**242 787 975**	**129 185 797**	**607 497 360**	**285 108 551**	**239 250 841**	**0**	**107 633 819**	**78 077 614**	**317 328 455**	**101 284 687**	**290 168 905**
Dont Campus sur opérations	525 039 556	435 542 447	387 644 708	0	223 373 135	115 902 692	503 547 400	226 375 382	200 493 238	0	67 919 815	47 789 464	248 282 703	21 492 156	255 264 697
Dont Coûts annexes (hors opération)	57 862 016	11 229 828	11 229 828	0	0	0	11 229 828	7 232 083	7 232 083	0	0	0	7 232 083	46 632 188	3 997 746
TOTAL FORMATION	**23 878 379**	**13 313 870**	**9 379 238**	**0**	**6 184 974**	**4 617 369**	**13 996 607**	**13 351 780**	**8 509 007**	**0**	**6 878 191**	**4 002 330**	**12 511 337**	**9 881 772**	**1 485 270**
TOTAL AUTRE TRANSVERSE	**61 035 940**	**28 541 558**	**19 675 251**	**0**	**15 822 065**	**11 920 889**	**31 596 140**	**28 210 799**	**18 083 484**	**0**	**14 242 536**	**10 561 487**	**28 644 971**	**29 439 800**	**2 951 169**
TOTAL SUR OPERATIONS	**1 931 321 907**	**1 029 066 996**	**888 015 071**	**0**	**363 138 465**	**223 102 491**	**1 111 117 562**	**774 183 941**	**632 777 348**	**0**	**226 116 853**	**162 984 971**	**795 762 320**	**820 204 345**	**315 355 243**
pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :															
Ss total personnel		178 905 891	176 141 046	0	46 590 298	40 180 184	46 590 298	178 905 891	176 141 046	0	46 590 298	40 180 184	46 590 298		
Ss total fonctionnement et intervention		250 405 902	299 175 082	0	242 789 450	132 138 845	242 789 450	250 475 779	200 469 617	0	63 561 720	39 534 779	63 561 720		
Ss total investissement		599 755 203	412 698 943	0	73 758 717	50 783 462	73 758 717	344 802 271	256 166 685	0	115 964 835	83 270 008	115 964 835		

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Restes à encaisser
	(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)	(19)=(15)-(16)-(18)
TOTAL RECHERCHE	**1 137 625 542**	**6 486 099**	**1 131 139 443**	**408 227 067**	**93 333 466**	**86 443 657**	**636 468 718**
DONT IA SUR OPERATIONS (b)	821 294 438	967 849	820 326 589	291 175 772	39 079 958	36 289 168	492 861 649
TOTAL IMMOBILIER	**708 782 046**	**38 729 288**	**670 052 758**	**199 420 956**	**58 117 775**	**54 414 523**	**416 217 279**
Dont Campus sur opérations	525 039 556	0	525 039 556	159 567 668	28 409 338	25 121 619	340 350 269
Dont Coûts annexes (hors opération)	57 862 016	0	57 862 016	15 339 474	6 733	6 733	42 515 809
TOTAL FORMATION	**23 878 379**	**5 461 747**	**18 416 633**	**6 628 882**	**4 688 331**	**3 671 525**	**8 116 226**
TOTAL AUTRE TRANSVERSE	**61 035 940**	**25 783 719**	**35 252 220**	**12 925 773**	**8 725 199**	**8 147 722**	**14 178 725**
TOTAL SUR OPERATIONS	**1 931 321 907**	**76 460 853**	**1 854 861 054**	**627 202 678**	**164 864 770**	**152 677 427**	**1 074 980 949**

(a) Les crédits sont inscrits sur opération au fur et à mesure du lancement des projets
(b) Par hypothèse sur les IA, recettes prévisionnelles jusqu'en N+3

Tableau 10
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Consommation et prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision pluriannuelle	Consommation N											Prévision N+1 et suivantes					
		Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE ouvertes en N	AE consommées en année N	TOTAL des AE consommées	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP ouverts en N	CP consommés en N	TOTAL des CP consommés	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
		(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6)	(7) = (3) + (6)	(8)	(9)	(10) <= (8) -(9)	(11)	(12)	(13) = (9) + (12)	(14)	(15)	(16)	(17)	(18)	(19)
RECHERCHE	Fonctionnement et intervention		202 749 012	167 138 719		40 371 914	28 517 392	195 656 111	202 291 430	155 727 960		42 460 567	27 847 981	183 575 940	47 032 343	49 411 734	22 726 860	23 027 777		
	Investissement		78 140 036	46 621 376		17 192 455	12 973 485	59 594 861	78 332 455	44 317 132		14 122 657	6 608 001	50 925 132	13 865 405	19 205 899	3 317 639	3 178 002		
	Personnel		166 888 925	166 888 925		40 779 083	35 887 558	202 776 484	166 888 925	166 888 925		40 779 083	35 887 558	202 776 484	52 029 151	52 029 151	34 406 388	34 406 388		
TOTAL RECHERCHE		**1 137 625 542**	**447 777 973**	**380 649 020**		**98 343 451**	**77 378 436**	**458 027 456**	**447 512 811**	**366 934 017**	**0**	**97 362 307**	**70 343 540**	**437 277 556**	**112 926 898**	**120 646 784**	**60 450 887**	**60 612 167**	**506 220 301**	**519 089 034**
DONT IA SUR OPERATIONS		**821 294 438**	**274 957 987**	**254 983 886**	**0**	**28 165 968**	**24 755 376**	**279 739 262**	**270 802 486**	**246 972 991**	**0**	**29 150 979**	**23 849 525**	**270 822 516**	**44 260 688**	**44 260 689**	**32 701 445**	**32 701 445**	**464 593 043**	**473 509 788**
IMMOBILIER	Fonctionnement et intervention		33 268 171	123 849 957		194 798 474	98 693 742	222 543 699	34 017 442	37 452 332		13 827 264	6 934 855	44 387 187	1 533 807	9 858 157	10 118 613	11 495 423		
	Investissement		502 343 392	350 730 874		46 595 097	29 539 614	380 270 488	247 269 078	198 067 777		92 412 151	70 190 319	268 258 095	26 459 264	74 089 233	11 447 478	33 176 763		
	Personnel		3 822 031	3 730 732		1 394 404	952 441	4 683 173	3 822 031	3 730 732		1 394 404	952 441	4 683 173	1 035 000	1 035 000	422 500	422 500		
TOTAL IMMOBILIER		**708 782 046**	**539 433 594**	**478 311 562**	**0**	**242 787 976**	**129 185 798**	**607 497 360**	**285 108 551**	**239 250 841**	**0**	**107 633 819**	**78 077 614**	**317 328 455**	**29 028 072**	**84 982 391**	**21 988 591**	**45 094 686**	**50 268 024**	**261 376 515**
Dont Campus sur opérations		**525 039 556**	**435 542 447**	**387 644 708**	**0**	**223 373 135**	**115 902 692**	**503 547 400**	**226 375 382**	**200 493 238**	**0**	**67 919 815**	**47 789 464**	**248 282 703**	**4 889 996**	**43 914 804**	**10 712 682**	**24 528 286**	**5 889 478**	**208 313 763**
Dont Coûts annexes (hors opération)		**57 862 016**	**11 229 828**	**11 229 828**	**0**	**0**	**0**	**11 229 828**	**7 232 083**	**7 232 083**	**0**	**0**	**0**	**7 232 083**	**13 501 104**	**9 815 906**	**55 411**	**2 253 672**	**33 075 673**	**38 560 356**
FORMATION	Fonctionnement et intervention		4 413 858	3 055 363		1 972 909	1 459 590	4 514 954	4 473 152	2 887 845		2 070 508	1 427 100	4 314 945	1 741 736	1 825 975	299 549	299 853		
	Investissement		6 045 132	4 180 963		2 889 833	2 308 664	6 489 627	6 023 748	3 478 250		3 485 451	1 726 115	5 204 366	2 823 480	3 309 042	534 614	534 614		
	Personnel		2 854 881	2 142 911		1 322 232	849 115	2 992 026	2 854 881	2 142 911		1 322 232	849 115	2 992 026	782 390	782 390	10 000	10 000		
TOTAL FORMATION		**23 878 379**	**13 313 870**	**9 379 238**	**0**	**6 184 974**	**4 617 369**	**13 996 607**	**13 351 780**	**8 509 007**	**0**	**6 878 191**	**4 002 330**	**12 511 337**	**5 347 606**	**5 917 406**	**844 163**	**844 467**	**3 690 003**	**4 605 169**
AUTRE TRANSVERSE	Fonctionnement et intervention		9 974 862	5 131 043		5 646 154	3 468 120	8 599 164	9 693 754	4 401 481		5 203 380	3 324 844	7 726 325	6 820 226	7 812 994	2 872 729	2 829 377		
	Investissement		13 226 643	11 165 730		7 081 332	5 961 699	17 127 429	13 176 990	10 303 526		5 944 576	4 745 573	15 049 099	6 465 055	8 547 353	2 976 781	3 054 833		
	Personnel		5 340 054	3 378 477		3 094 580	2 491 070	5 869 548	5 340 054	3 378 477		3 094 580	2 491 070	5 869 548	2 811 528	2 811 528	967 994	967 994		
TOTAL AUTRE TRANSVERSE		**61 035 940**	**28 541 558**	**19 675 251**	**0**	**15 822 065**	**11 920 889**	**31 596 140**	**28 210 799**	**18 083 484**	**0**	**14 242 536**	**10 561 487**	**28 644 971**	**16 096 809**	**19 171 865**	**6 817 503**	**6 852 204**	**6 525 488**	**6 366 900**
	Ss total Fonctionnement et intervention		**250 405 902**	**299 175 082**	**0**	**242 789 450**	**132 138 845**	**242 789 450**	**250 475 779**	**200 469 617**	**0**	**63 561 720**	**39 534 779**	**63 561 720**	**57 128 112**	**68 908 850**	**36 017 751**	**37 652 430**		
	Ss total Investissement		**599 755 203**	**412 698 943**	**0**	**73 758 717**	**50 783 462**	**73 758 717**	**344 802 271**	**256 166 685**	**0**	**115 964 835**	**83 270 008**	**115 964 835**	**49 613 204**	**105 151 527**	**18 276 512**	**39 944 212**		
	Ss total Personnel		**178 905 891**	**176 141 046**	**0**	**46 590 298**	**40 180 184**	**46 590 298**	**178 905 891**	**176 141 046**	**0**	**46 590 298**	**40 180 184**	**46 590 298**	**56 658 069**	**56 658 069**	**35 806 882**	**35 806 882**		
TOTAL SUR OPERATIONS		**1 931 321 907**	**1 029 066 996**	**888 015 071**	**0**	**363 138 466**	**223 102 492**	**1 111 117 562**	**774 183 941**	**632 777 348**	**0**	**226 116 853**	**162 984 971**	**795 762 320**	**163 399 384**	**230 718 446**	**90 101 145**	**113 403 524**	**566 703 815**	**791 437 618**

B - Réalisation et prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision	Réalisation N			Prévisions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération (hors prélèvement sur la trésorerie)	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
		(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)	(24)
RECHERCHE	Financement de l'Etat		312 941 735	48 121 344	49 016 588	44 148 928	37 320 561	
	Autres financements publics		72 327 209	35 387 449	29 577 550	23 940 940	17 487 695	
	Autres financements		22 958 122	9 824 673	7 849 519	8 424 997	1 833 714	
TOTAL RECHERCHE		**1 131 139 443**	**408 227 067**	**93 333 466**	**86 443 657**	**76 514 865**	**56 641 970**	**503 311 884**
DONT IA SUR OPERATIONS		**820 326 589**	**291 175 772**	**39 079 958**	**36 289 168**	**34 826 201**	**36 588 898**	**421 476 550**
IMMOBILIER	Financement de l'Etat		158 825 734	47 275 231	46 989 904	39 970 796	20 702 000	
	Autres financements publics		37 288 549	10 780 804	7 283 566	8 469 079	15 834 242	
	Autres financements		3 306 673	61 739	141 053	0	-	
TOTAL IMMOBILIER		**670 052 758**	**199 420 956**	**58 117 775**	**54 414 523**	**48 439 875**	**36 536 242**	**331 241 162**
Dont Campus sur opérations		**525 039 556**	**159 567 668**	**28 409 338**	**25 121 619**	**26 822 928**	**35 986 242**	**277 541 099**
Dont Coûts annexes (hors opération)		**57 862 016**	**15 339 474**	6 733	**6 733,18**	**426 000,00**	-	**42 089 809**
FORMATION	Financement de l'Etat		426 496	348 741	203 242	101 452	15 000	
	Autres financements publics		5 490 399	2 450 951	2 429 949	1 715 418	150 940	
	Autres financements		711 987	1 888 639	1 038 333	686 662	0	
TOTAL FORMATION		**18 416 633**	**6 628 882**	**4 688 331**	**3 671 525**	**2 503 532**	**165 940**	**5 446 755**
AUTRE TRANSVERSE	Financement de l'Etat		4 755 666	3 789 303	4 169 876	1 004 584	2 304 199	
	Autres financements publics		951 115	1 875 446	1 767 397	3 536 432	1 285 802	
	Autres financements		7 218 992	3 060 450	2 210 450	3 000 000	-	
TOTAL AUTRE TRANSVERSE		**35 252 220**	**12 925 773**	**8 725 199**	**8 147 722**	**7 541 016**	**3 590 001**	**3 047 709**
	Ss total financement de l'Etat		**476 949 631**	**99 534 619**	**100 379 610**	**85 225 759**	**60 341 760**	**-**
	Ss total autres financements publics		**116 057 272**	**50 494 650**	**41 058 462**	**37 661 869**	**34 758 679**	**-**
	Ss total autres financements		**34 195 775**	**14 835 501**	**11 239 355**	**12 111 659**	**1 833 714**	**-**
TOTAL SUR OPERATIONS		**1 854 861 054**	**627 202 678**	**164 864 770**	**152 677 427**	**134 999 287**	**96 934 152**	**843 047 510**

BILAN 2022

Agrégé (Etablissement + SACDs)

ACTIF	EXERCICE 2022			EXERCICE 2021
	BRUT	Amortissements et Provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	4 072 398,13	2 889 113,27	1 183 284,86	997 811,03
Immobilisations corporelles				
Terrains	90 104 828,00	2 617 421,17	87 487 406,83	87 859 729,89
Constructions	770 245 771,46	430 966 526,11	339 279 245,35	353 404 675,51
Installations techniques, matériels et outillage	171 485 676,52	141 423 925,68	30 061 750,84	25 970 438,61
Collections	33 272,42	9 419,51	23 852,91	23 964,92
Biens historiques et culturels	5,00	0,00	5,00	5,00
Autres immobilisations corporelles	69 625 169,43	55 179 685,03	14 445 484,40	15 570 831,35
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	66 854 230,50	0,00	66 854 230,50	38 955 927,74
Avances et comptes sur commandes	118 950 026,59	0,00	118 950 026,59	85 709 260,04
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières				
Immobilisations financières	1 180 749 763,30	718 400,00	1 180 031 363,30	1 180 031 363,30
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	**2 472 121 141,35**	**633 804 490,77**	**1 838 316 650,58**	**1 788 524 007,39**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances				
Créances sur des entités publiques (État, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission Européenne	254 056 767,38	0,00	254 056 767,38	226 943 145,54
Créances sur les clients et comptes rattachés	43 369 776,68	490 649,00	42 879 127,68	38 892 463,04
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par l'organisme	268 106,23	0,00	268 106,23	949 012,06
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	120 635,50	0,00	120 635,50	1 659 320,07
Charges				
Charges constatées d'avances	0,00	0,00	0,00	232 320,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)	**297 815 285,79**	**490 649,00**	**297 324 636,79**	**268 676 260,71**
TRÉSORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	229 307 814,24	0,00	229 307 814,24	195 766 372,13
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	**229 307 814,24**	**0,00**	**229 307 814,24**	**195 766 372,13**
Comptes de régularisation	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	**2 999 244 241,38**	**634 295 139,77**	**2 364 949 101,61**	**2 252 966 640,23**

UNIVERSITE DE BORDEAUX

Agrégé (Etablissement + SACDs)

BILAN 2022

PASSIF	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
FONDS PROPRES		
Financement de l'actif par l'État	319 444 670,42	294 055 669,63
Financement de l'actif par des tiers	159 833 575,88	156 715 570,91
Fonds propres des fondations	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	111 431 601,13	108 870 806,78
Report à nouveau	2 056 362,98	-3 493 961,91
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	14 246 256,71	6 054 756,26
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	**607 012 467,12**	**562 202 841,67**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 376 318,09	2 097 486,12
Provisions pour charges	914 114,00	780 996,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 290 432,09**	**2 878 482,12**
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts sociaux souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	1 321 337 402,60	1 290 292 878,18
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	**1 321 337 402,60**	**1 290 292 878,18**
DETTES NON FINANCIÈRES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 852 532,75	9 271 967,23
Dettes fiscales et sociales	13 039 490,47	13 497 861,92
Avances et acomptes reçus	397 367 849,34	366 791 114,16
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	973 402,00	677 402,00
Autres dettes non financières	11 553 217,17	5 372 530,46
Produits constatés d'avance	1 522 308,07	1 981 562,49
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES	**434 308 799,80**	**397 592 438,26**
TRÉSORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	**0,00**	**0,00**
Compte de régularisation	0,00	0,00
Écarts de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	**2 364 949 101,61**	**2 252 966 640,23**

UNIVERSITE DE BORDEAUX

COMPTE DE RESULTAT 2022

Agrégé (Etablissement + SACDs)

CHARGES	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats		
Achats	0,00	0,00
Consommations		
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	78 751 141,88	71 891 776,32
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	229 460 556,95	220 904 165,28
Charges sociales	149 077 788,56	145 181 913,17
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	2 473 399,44	1 261 778,75
Autres Charges		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	29 180 354,63	31 577 555,93
Dotations		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des charges cédés	43 249 606,54	50 308 225,07
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**532 192 848,00**	**521 125 414,52**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Transferts aux ménages	0,00	0,00
Transferts aux entreprises	0,00	0,00
Transferts aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transferts aux autres collectivités	0,00	0,00
Autres Charges		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations		
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Engagements fonds dédiés		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**532 192 848,00**	**521 125 414,52**
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêts	2 857 939,03	2 407 029,09
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	**2 857 939,03**	**2 407 029,09**
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
Résultat de l'activité (bénéfice)	14 246 256,71	6 054 756,26
TOTAL CHARGES	**549 297 043,74**	**529 587 199,87**

COMPTE DE RESULTAT 2022

Agrégé (Etablissement + SACDs)

PRODUITS	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public	357 699 430,00	347 116 427,79
Subventions de fonctionnement en provenance de l'État et des autres entités publiques	76 738 732,88	78 338 621,49
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'État et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	51 042,80	741 036,10
Produits de la fiscalité affectée	2 210 449,80	2 947 755,71
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)		
Vente de biens ou prestations de services	67 156 176,07	54 520 794,46
Produits des cessions d'éléments d'actif	8 229 220,00	15 663,80
Autres produits de gestion	2 512 637,90	2 556 200,64
Production stockée et immobilisée	50 649,02	102 659,60
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits		
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	3 394 069,04	4 828 818,13
Reprise du financement rattaché à un produit	31 254 636,23	38 419 222,15
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**549 297 043,74**	**529 587 199,87**
PRODUITS FINANCIERS		
Produit des participations et prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	0,00
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Résultat de l'activité (perte)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS	**549 297 043,74**	**529 587 199,87**

CADRE 6

BALANCE DES COMPTES DE VALEURS INACTIVES

Numéro et intitulé du compte		DEBITS			CREDITS			SOLDES	
		Balance d'entrée	Opérations de l'exercice	Total	Balance d'entrée	Opérations de l'exercice	Total	Débiteurs	Créditeurs
862	Comptes de position : titres et valeurs chez les correspondants	85 510,45	5 521,40	91 031,85	-	-	-	91 031,85	-
863	Comptes de prise en charge	-	-	-	85 510,45	5 521,40	91 031,85		91 031,85
Total classe 8		**85 510,45**	**5 521,40**	**91 031,85**	**85 510,45**	**5 521,40**	**91 031,85**	**91 031,85**	**91 031,85**

COMPTE FINANCIER 2022

- Tableau des dépenses par destinations
- Tableau des recettes par origines
- Tableau des opérations pour compte de tiers
- Tableau de variation du fonds de roulement
- Tableau de trésorerie
- Tableau des opérations liées aux recettes fléchées
- Tableau de synthèse budgétaire et comptable

TABLEAUX ET ETATS FINANCIERS

POUR INFORMATION

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine - Budget de l'établissement (retraité)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	**172 558 571**	**172 558 571**	**17 621 043**	**17 520 063**	**7 791 671**	**7 103 682**	**197 971 285**	**197 182 316**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	112 891 766	112 891 766	9 348 014	9 441 487	5 202 009	4 801 135	127 441 789	127 134 388
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	49 321 770	49 321 770	7 312 169	7 160 674	2 523 600	2 258 861	59 157 539	58 741 306
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	10 345 035	10 345 035	960 860	917 902	66 062	43 685	11 371 958	11 306 623
D105 - Bibliothèques et documentation	8 021 797	8 021 797	10 661 849	5 919 432	62 214	72 148	18 745 860	14 013 378
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	49 897 632	49 918 582	15 755 858	14 906 090	10 063 050	3 603 966	75 716 540	68 428 638
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	14 700 017	14 700 017	1 286 000	1 344 215	240 413	297 232	16 226 431	16 341 464
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	27 237 654	27 237 654	3 818 012	3 815 609	2 088 558	1 677 202	33 144 224	32 730 465
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	1 420 891	1 420 891	43 847	44 688	-	-	1 464 738	1 465 580
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	9 045 667	9 045 667	1 692 480	1 660 171	802 338	1 131 491	11 540 484	11 837 329
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	23 767 372	23 767 372	2 793 137	2 801 475	135 778	163 717	26 696 287	26 732 563
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 401 868	2 401 868	1 055 042	1 227 736	375 099	352 420	3 832 009	3 982 024
D113 - Diffusion des savoirs et musées	705 401	705 401	45 974	49 016	-	-	751 375	754 417
D114 - Immobilier	3 639 980	3 640 078	122 497 620	31 397 096	33 075 001	73 585 133	159 212 601	108 622 307
D115 - Pilotage et support	66 824 717	66 803 810	13 861 983	13 880 271	4 850 442	3 297 764	85 537 142	83 981 845
Étudiants	6 210 311	6 210 311	**2 362 350**	**2 274 991**	**639 558**	**436 859**	**9 212 218**	**8 922 161**
D201 - Aides directes aux étudiants	2 101 897	2 101 897	63 330	43 918	-	-	2 165 228	2 145 816
D202 - Aides indirectes	488 623	488 623	183 183	186 857	-	-	671 806	675 480
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	3 619 791	3 619 791	2 115 837	2 044 216	639 558	436 859	6 375 185	6 100 865
Total	**386 431 878**	**386 432 018**	**193 495 193**	**96 840 852**	**60 124 123**	**91 721 616**	**640 051 194**	**574 994 486**
						SOLDE BUDGETAIRE (excédent)		**0**

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	357 699 430	-	-	-	-	-	-	-	357 699 430
Droits d'inscription	-	-	-	-	9 359 806	-	-	-	9 359 806
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	9 364 238	-	-	-	9 364 238
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	16 053 360	-	-	-	16 053 360
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	3 438 657	-	-	-	3 438 657
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	54 556 027	-	-	54 556 027
ANR hors investissements d'avenir	-	15 258 283	-	122 203	-	-	-	-	15 380 486
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	9 864 586	-	-	2 159 231	-	12 023 818
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	9 470 444	-	-	-	-	9 470 444
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	30 497 747	-	19 344 132	1 425 124	-	4 564 446	-	55 831 449
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	2 085 860	-	-	-	2 085 860
Autres recettes	-	-	2 210 879	477 706	26 488 718	-	-	137 816	29 315 119
Total	**357 699 430**	**45 756 030**	**2 210 879**	**39 279 071**	**68 215 762**	**54 556 027**	**6 723 678**	**137 816**	**574 578 693**

SOLDE BUDGETAIRE (déficit)	**415 794**

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine - Budget principal (retraité)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	**172 558 571**	**172 558 571**	**17 486 647**	**17 375 521**	**6 911 463**	**6 297 161**	**196 956 681**	**196 231 254**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	112 891 766	112 891 766	9 223 156	9 310 215	4 440 043	4 082 736	126 554 964	126 284 716
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	49 321 770	49 321 770	7 302 631	7 147 405	2 405 358	2 170 740	59 029 759	58 639 915
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	10 345 035	10 345 035	960 860	917 902	66 062	43 685	11 371 958	11 306 623
D105 - Bibliothèques et documentation	8 021 797	8 021 797	10 661 849	5 919 432	62 214	72 148	18 745 860	14 013 378
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	49 897 632	49 918 582	15 754 478	14 904 709	10 061 038	3 602 901	75 713 148	68 426 192
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	14 700 017	14 700 017	1 286 000	1 344 215	240 413	297 232	16 226 431	16 341 464
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	27 237 654	27 237 654	3 818 012	3 815 609	2 088 558	1 677 202	33 144 224	32 730 465
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	1 420 891	1 420 891	43 847	44 688	-	-	1 464 738	1 465 580
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	9 045 667	9 045 667	1 636 974	1 602 599	802 338	1 131 491	11 484 979	11 779 757
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	23 767 372	23 767 372	2 792 907	2 801 245	135 778	163 717	26 696 057	26 732 333
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 401 868	2 401 868	1 054 520	1 226 634	375 099	352 420	3 831 487	3 980 922
D113 - Diffusion des savoirs et musées	705 401	705 401	45 974	49 016	-	-	751 375	754 417
D114 - Immobilier	2 968 659	2 968 659	3 978 600	4 923 574	2 272 966	2 405 047	9 220 225	10 297 280
D115 - Pilotage et support	66 361 756	66 340 849	13 355 727	13 456 903	4 143 602	2 947 039	83 861 084	82 744 792
Étudiants	**6 210 311**	**6 210 311**	**1 902 408**	**1 875 807**	**445 106**	**224 203**	**8 557 825**	**8 310 320**
D201 - Aides directes aux étudiants	2 101 897	2 101 897	63 330	43 918	-	-	2 165 228	2 145 816
D202 - Aides indirectes	488 623	488 623	178 863	182 537	-	-	667 486	671 160
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	3 619 791	3 619 791	1 660 215	1 649 351	445 106	224 203	5 725 111	5 493 344
Total	**385 297 596**	**385 297 638**	**73 817 942**	**69 339 952**	**27 538 576**	**19 170 563**	**486 654 114**	**473 808 154**
						SOLDE BUDGETAIRE (excédent)		**11 654 617**

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	336 595 341	-	-	-	-	-	-	-	336 595 341
Droits d'inscription	-	-	-	-	9 078 385	-	-	-	9 078 385
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	9 364 238	-	-	-	9 364 238
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	15 996 068	-	-	-	15 996 068
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	3 438 657	-	-	-	3 438 657
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	35 402 222	-	-	35 402 222
ANR hors investissements d'avenir	-	12 369 972	-	122 203	-	-	209 231	-	12 282 944
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	9 303 172	-	-	209 231	-	9 512 403
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	9 470 444	-	-	-	-	9 470 444
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	4 221 648	-	18 188 142	1 425 124	-	774 462	-	24 609 376
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	2 085 860	-	-	-	2 085 860
Autres recettes	-	-	2 210 879	477 706	14 825 764	-	-	112 484	17 626 834
Total	**336 595 341**	**16 591 620**	**2 210 879**	**37 561 666**	**56 214 095**	**35 402 222**	**774 462**	**112 484**	**485 462 770**
							SOLDE BUDGETAIRE (déficit)		**-**

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine - Budget annexe (IMMO) (retraité)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	**-**	**-**	**134 396**	**144 542**	**880 208**	**806 521**	**1 014 604**	**951 063**
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	-	-	124 858	131 273	761 966	718 399	886 824	849 672
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	-	-	9 538	13 269	118 242	88 121	127 780	101 390
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	-	-	-	-	-	-	-	-
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	-	-	1 380	1 380	2 012	1 065	3 392	2 445
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	55 506	57 571	-	-	55 506	57 571
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	-	-	-	-	-	-	-	-
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	522	1 102	-	-	522	1 102
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	308 513	308 611	20 716 000	20 256 723	13 116 970	30 022 008	34 141 483	50 587 342
D115 - Pilotage et support	411 413	411 413	506 256	423 367	706 841	350 725	1 624 510	1 185 505
Étudiants	**-**	**-**	**459 942**	**399 185**	**194 452**	**212 656**	**654 394**	**611 841**
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes	-	-	4 320	4 320	-	-	4 320	4 320
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	455 622	394 865	194 452	212 656	650 074	607 521
Total	**719 926**	**720 024**	**21 874 002**	**21 283 870**	**14 900 483**	**31 392 975**	**37 494 410**	**53 396 869**
						SOLDE BUDGETAIRE (excédent)		**10 590 702**

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	21 104 089	-	-	-	-	-	-	-	21 104 089
Droits d'inscription	-	-	-	-	281 421	-	-	-	281 421
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	57 292	-	-	-	57 292
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR hors investissements d'avenir	-	2 888 311	-	-	-	-	-	-	2 888 311
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	561 415	-	-	-	-	561 415
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	26 276 099	-	1 155 990	-	-	-	-	27 432 089
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres recettes	-	-	-	-	11 662 954	-	-	-	11 662 954
Total	**21 104 089**	**29 164 410**	**-**	**1 717 405**	**12 001 667**	**-**	**-**	**-**	**63 987 570**
							SOLDE BUDGETAIRE (déficit)		**-**

Tableau 3 - Dépenses par destination et recettes par origine - Budget annexe (Campus) (retraité)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Budget	Dépenses de l'organisme							
	Personnel		Fonctionnement et intervention		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
Formation initiale et continue	-	-	-	-	-	-	-	-
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	-	-	-	-	-	-	-	-
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	-	-	-	-	-	-	-	-
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	-	-	-	-	-	-	-	-
D105 - Bibliothèques et documentation	-	-	-	-	-	-	-	-
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	-	-	-	-	-	-	-	-
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	-	-	-	-	-	-	-	-
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	-	-	-	-	-	-	-	-
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	-	-	-	-	-	-	-	-
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	-	-	-	-	-	-	-	-
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	-	-	230	230	-	-	230	230
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	-	-	-	-	-	-	-	-
D113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-	-	-	-	-
D114 - Immobilier	362 808	362 808	97 803 019	6 216 800	17 685 065	41 158 078	115 850 893	47 737 686
D115 - Pilotage et support	51 548	51 548	-	-	-	-	51 548	51 548
Étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-	-	-	-	-
D202 - Aides indirectes	-	-	-	-	-	-	-	-
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	**414 356**	**414 356**	**97 803 249**	**6 217 030**	**17 685 065**	**41 158 078**	**115 902 671**	**47 789 464**
						SOLDE BUDGETAIRE (excédent)		**0**

Tableau des recettes par origine (obligatoire)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	Recettes de l'organisme								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Droits d'inscription	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	-	-	-	-	-
ANR investissements d'avenir	-	-	-	-	-	19 153 805	-	-	19 153 805
ANR hors investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	209 231	-	209 231
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région	-	-	-	-	-	-	1 950 000	-	1 950 000
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres	-	-	-	-	-	-	3 789 984	-	3 789 984
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres recettes	-	-	-	-	-	-	-	25 332	25 332
Total	**-**	**-**	**-**	**-**	**-**	**19 153 805**	**5 949 215**	**25 332**	**25 128 352**
							SOLDE BUDGETAIRE (déficit)		**22 661 112**

Tableau 5 - Opérations pour compte de tiers

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements prévisionnels BR1	Décaissements exécutés	Encaissements prévisionnels BR1	Encaissements exécutés
Opérations pour compte de tiers	4671	AMI : Aide à la mobilité internationale des étudiants	521 600	225 600	521 600	521 600
	46781	Bourses ERASMUS	589 110	702 300	989 110	992 527
	47313	Projet sur convention	3 489 290	6 458 585	3 489 290	8 959 124
Total			***4 600 000***	***7 386 485***	***5 000 000***	***10 473 251***
TVA			**9 300 000**	**11 325 950**	**9 600 000**	**8 042 549**

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget de l'établissement (agrégé)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 464 001	- 19 783 983	21 633 871	41 417 854
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 26 097 633	- 12 124 262	- 11 907 571	216 691
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)	25 633 632	- 7 659 721	33 541 442	41 201 163
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	68 207 628	48 423 646	92 814 300	44 390 654
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 127 558 744	- 139 683 006	- 136 493 514	3 189 492
Niveau de la TRESORERIE	195 766 372	188 106 651	229 307 814	41 201 163

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget principal

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	2 927 096	- 11 431 562	- 1 473 973	9 957 588
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 19 441 744	5 595 657	- 35 015 416	- 40 611 072
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	22 368 840	- 17 027 219	33 541 442	50 568 661
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	53 621 020	42 189 458	53 805 614	11 616 156
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 72 889 875	- 67 294 218	- 87 598 227	- 20 304 009
Niveau de la TRESORERIE	126 510 894	109 483 676	141 403 841	31 920 165

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget annexe (IMMO)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 3 109 133	- 8 348 653	6 092 530	14 441 183
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 638 106	- 11 342 106	- 4 398 849	6 943 257
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	- 2 471 026	2 993 453	10 491 379	7 497 926
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	12 777 559	4 428 906	18 927 043	14 498 137
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 2 417 140	- 13 759 245	- 6 759 035	7 000 211
Niveau de la TRESORERIE	15 194 698	18 188 151	25 686 078	7 497 926

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 6 - Situation patrimoniale - Budget annexe (Campus)

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2021	Budget 2022 après BR1	Exécution 2022	Ecarts
VARIATION DU FDRA : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 281 964	- 3 769	17 015 315	17 019 083
Variation du BESOIN en FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 6 017 783	- 6 377 813	8 858 199	15 236 012
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou RELEVEMENT (II)	5 735 818	6 374 045	8 157 116	1 783 071
Niveau du FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	1 809 050	1 805 282	20 081 643	18 276 362
Niveau du BESOIN EN FONDS DE RESSOURCES ACCUMULEES	- 52 251 729	- 58 629 543	- 42 136 252	16 493 290
Niveau de la TRESORERIE	54 060 780	60 434 824	62 217 896	1 783 071

Les variations intègrent des opérations de report à nouveau qui justifient l'écart avec la variation calculée à partir du tableau précédent

Tableau 7 - Plan de trésorerie - Université de Bordeaux

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	Exécution	
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	**195 766 372**	**290 995 441**	**236 279 225**	**200 044 849**	**248 263 803**	**225 210 633**	**194 372 483**	**283 224 884**	**295 477 090**	**263 053 106**	**283 913 761**	**261 471 671**	
ENCAISSEMENTS													
Recettes budgétaires globalisées	***4 422 240***	***6 524 669***	***94 483 757***	***91 174 380***	***17 251 464***	***6 206 546***	***133 664 657***	***12 783 294***	***8 902 308***	***67 531 594***	***20 619 627***	***50 906 109***	***514 470 646***
Subvention pour charges de service public	0	0	87 946 835	86 895 085	0	0	121 195 795	3 243 653	0	51 817 227	481 000	6 119 835	357 699 430
Autres financements de l'État	461 751	523 970	688 598	489 022	9 946 027	1 823 549	3 890 218	6 757 813	1 423 373	-241 621	8 902 107	12 305 705	46 970 511
Fiscalité	0	0	234	0	175	0	2 210 450	0	0	0	927	410	2 212 196
Autres financements publics	1 154 300	2 290 976	2 222 316	1 088 537	4 384 482	1 379 511	2 170 033	688 923	4 483 432	3 085 474	5 626 932	10 885 965	39 460 881
Recettes propres	2 806 189	3 709 723	3 625 774	2 701 736	2 920 780	3 003 487	4 198 161	2 092 906	2 995 503	12 870 514	5 608 661	21 594 195	68 127 629
Recettes budgétaires fléchées	***10 849 649***	***875 167***	***1 923 665***	***12 564 773***	***667 017***	***20 507***	***15 266 618***	***1 459 980***	***136 894***	***11 830 142***	***450 000***	***4 063 634***	***60 108 047***
Financements de l'État fléchés	10 849 649	873 000	1 917 949	10 613 788	0	0	10 731 719	1 459 980	3 796 894	11 830 105	0	410 200	52 483 283
Autres financements publics fléchés	0	0	0	1 946 725	642 960	0	4 533 000	0	-3 660 000	0	450 000	3 638 231	7 550 916
Autres recettes fléchées	0	2 167	5 717	4 261	24 057	20 507	1 900	0	0	36	0	15 203	73 847
Opérations non budgétaires	***88 003 331***	***6 640 703***	***-87 559 304***	***1 641 133***	***685 670***	***6 720 383***	***-588 775***	***34 882 495***	***13 213 288***	***-2 687 526***	***10 077 583***	***-10 973 026***	***60 055 954***
Emprunts : encaissements en capital	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	*0*	0	29 573 977	*0*	*0*	*7 400 000*	*0*	*36 973 977*
Opérations gérées en comptes de tiers :	**88 003 331**	**6 640 703**	**-87 559 304**	**1 641 133**	**685 670**	**6 720 383**	**-588 775**	**5 308 518**	**13 213 288**	**-2 687 526**	**2 677 583**	**-10 973 026**	**23 081 977**
- TVA encaissée	159 603	1 840 038	406 374	65 365	679 668	440 395	163 063	941 307	972 282	1 889 340	206 634	278 482	8 042 549
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	0	0	156 240	366 569	1 027 249	1 188 520	1 123 309	0	616 513	0	2 007 689	3 987 163	10 473 251
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	87 843 728	4 800 665	-88 121 918	1 209 199	-1 021 247	5 091 469	-1 875 147	4 367 211	11 624 493	-4 576 866	463 260	-15 238 671	4 566 176
A. TOTAL	**103 275 220**	**14 040 539**	**8 848 118**	**105 380 286**	**18 604 150**	**12 947 437**	**148 342 501**	**49 125 768**	**22 252 490**	**76 674 210**	**31 147 210**	**43 996 718**	**634 634 647**
DECAISSEMENTS													
Dépenses liées à des recettes globalisées	***4 941 143***	***2 191 296***	***41 359 789***	***67 558 450***	***40 343 694***	***8 804 755***	***72 862 224***	***1 412 288***	***81 643 536***	***42 688 708***	***49 164 978***	***90 749 287***	***503 720 148***
Personnel	30 952	-900 702	29 710 854	59 111 554	31 892 697	43 635	58 952 747	321	66 976 667	31 310 545	32 397 848	62 705 484	372 232 602
Fonctionnement	5 191 631	1 325 548	7 174 591	6 286 100	6 147 268	5 654 168	9 616 855	947 597	9 223 241	6 273 331	8 743 550	15 331 750	81 915 630
Investissement	-281 439	1 766 449	4 474 344	2 160 797	2 303 729	3 106 951	4 292 622	464 370	5 443 627	5 104 832	8 023 580	12 712 053	49 571 915
Dépenses liées à des recettes fléchées	***1 651 941***	***4 577 783***	***2 190 621***	***15 601 252***	***1 678 438***	***2 243 685***	***10 927 104***	***170 103***	***7 237 516***	***9 888 756***	***2 536 316***	***12 570 825***	***71 274 339***
Personnel	4 736	963 967	975 000	2 106 207	946 459	-2 417	2 068 317	0	2 213 715	1 092 769	1 185 164	2 645 500	14 199 416
Fonctionnement	502 037	3 073 453	841 871	692 257	372 234	1 195 636	1 218 128	162 553	703 273	2 464 066	694 171	3 005 542	14 925 222
Investissement	1 145 167	540 363	373 750	12 802 787	359 744	1 050 465	7 640 660	7 550	4 320 527	6 331 922	656 981	6 919 783	42 149 701
Opérations non budgétaires	***1 453 066***	***61 987 677***	***1 532 084***	***-25 998 370***	***-364 812***	***32 737 147***	***-24 299 229***	***35 291 172***	***-34 204 578***	***3 236 091***	***1 888 006***	***-27 159 536***	***26 098 719***
Emprunts : remboursements en capital	*1 051 848*	*0*	*155 165*	*881 702*	*0*	*0*	*1 597 198*	*0*	*0*	*1 707 021*	*0*	*442 895*	5 835 828
Opérations gérées en comptes de tiers :	**401 219**	**61 987 677**	**1 376 919**	**-26 880 073**	**-364 812**	**32 737 147**	**-25 896 427**	**35 291 172**	**-34 204 578**	**1 529 070**	**1 888 006**	**-27 602 431**	**20 262 890**
- TVA décaissée	340 704	442 279	649 981	560 873	416 701	663 591	1 009 669	151 863	1 305 946	1 112 459	1 045 220	3 626 665	11 325 950
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	28 705	188 350	147 265	479 290	682 322	508 214	306 014	0	660 488	194 204	2 045 389	2 146 244	7 386 485
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	31 810	61 357 047	579 673	-27 920 235	-1 463 834	31 565 342	-27 212 109	35 139 308	-36 171 011	222 407	-1 202 603	-33 375 340	1 550 455
B. TOTAL	**8 046 151**	**68 756 755**	**45 082 494**	**57 161 332**	**41 657 320**	**43 785 587**	**59 490 099**	**36 873 563**	**54 676 474**	**55 813 555**	**53 589 300**	**76 160 576**	**601 093 205**
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	**95 229 069**	**-54 716 216**	**-36 234 376**	**48 218 954**	**-23 053 170**	**-30 838 150**	**88 852 401**	**12 252 206**	**-32 423 984**	**20 860 655**	**-22 442 090**	**-32 163 858**	**33 541 442**
SOLDE CUMULE (1) + (2)	**290 995 441**	**236 279 225**	**200 044 849**	**248 263 803**	**225 210 633**	**194 372 483**	**283 224 884**	**295 477 090**	**263 053 106**	**283 913 761**	**261 471 671**	**229 307 814**	

Niveau initial de la trésorerie	**195 766 372**
dont niveau initial de la trésorerie fléchée	9 782 871
dont niveau initial de la trésorerie globalisée (non fléché + non budgétaire)	185 983 500
dont niveau initial de la trésorerie non budgétaire	

Variation	**33 541 442**
variation trésorerie fléchée	-11 166 292
variation trésorerie non fléchée	10 750 498
variation trésorerie sur op. non budgétaires	33 957 235

Niveau final de la trésorerie	**229 307 814**
dont niveau final de la trésorerie fléchée	-1 383 421
dont niveau final de la trésorerie globalisée (non fléchée + non budgétaire)	230 691 233
dont niveau final de la trésorerie non budgétaire	

Tableau 8 - Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

1- Suivi des opérations liées aux recettes fléchées - Opération Campus - détail intérêts de la dotation

Exercice en cours et ensemble de l'Opération Campus

	Antérieures à 2019 non dénouées	2019	2020	2021	2022	2023	*N+1*	*N+2*	*>N+2*	TOTAL
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**33 491 578**	**6 894 956**	**- 21 912 114**	**- 32 818 179**	**- 55 479 290**	**- 81 961 072**	**- 72 756 820**	**- 72 127 203**	
dont sur intérets dotation										
										-
Recettes fléchées (b)	**100 236 781**	**24 640 150**	**23 162 679**	**26 867 532**	**25 128 352**	**27 248 928**	**35 986 242**	**19 302 000**	**300 328 908**	**582 901 572**
dont sur intérets dotation	*37 384 243*	*19 153 805*	*19 206 281*	*19 153 000*	*19 153 805*	*19 152 000*	*19 152 000*	*19 152 000*	*297 917 641*	*469 424 775*
										-
Financements de l'Etat fléchés	81 919 136	19 423 805	19 206 281	20 316 636	19 153 805	19 547 428	20 152 000	19 152 000	297 917 641	516 788 732
dont sur intérets dotation	*37 384 243*	*19 153 805*	*19 206 281*	*19 153 000*	*19 153 805*	*19 152 000*	*19 152 000*	*19 152 000*	*297 917 641*	*469 424 775*
Autres financements publics fléchés	16 126 500	4 740 000	3 956 398	*6 550 651*	*5 949 215*	*7 701 500*	*15 834 242*	*150 000*	*2 411 267*	63 419 773
Recettes propres fléchées	2 191 145	476 345	-	*245*	*25 332*					2 693 067
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**66 745 203**	**51 236 772**	**51 969 749**	**37 773 597**	**47 789 464**	**53 730 710**	**26 781 990**	**18 672 383**	**228 201 705**	**582 901 572**
dont sur intérets dotation	*13 460 344*	*44 049 471*	*44 589 610*	*33 270 699*	*18 155 897*	*45 584 787*	*26 435 608*	*18 535 940*	*225 342 418*	*469 424 775*
										-
Personnel										-
AE=CP	2 042 476	401 886	378 372	359 591	414 356	460 000	*422 500*	*35 000*		4 514 180
dont AE/CP sur intérets dotation	*442 161*	*401 876*	*378 372*	359 591	414 356	460 000	*422 500*	*35 000*		2 913 855
										-
Fonctionnement										-
AE	101 381 085	9 451 573	4 326 887	*4 747 033*	*97 803 270*	*374 204*	*8 300 619*	*969 125*	*37 615 498*	264 969 293
CP	19 726 000	4 009 528	3 737 358	*6 392 062*	*6 217 050*	*8 391 513*	*9 390 642*	*8 260 894*	*198 844 245*	264 969 293
dont AE sur intérets dotation	85 793 521	9 005 144	3 901 200	*2 403 254*	*97 661 111*	*354 680*	*8 300 619*	*512 005*	*37 615 498*	245 547 031
dont CP sur intérets dotation	4 988 413	3 450 845	3 512 366	*5 973 781*	*6 066 895*	*8 391 513*	*9 053 166*	*8 125 096*	*195 984 958*	245 547 032
										-
Investissement										-
AE	184 704 596	57 481 698	15 209 025	*18 390 314*	*17 685 066*	*17 556 897*	*2 044 974*	*345 529*		313 418 100
CP	44 976 728	46 825 358	47 854 019	*31 021 944*	*41 158 058*	*44 879 197*	*16 968 848*	*10 376 488*	*29 357 460*	313 418 100
dont AE sur intérets dotation	130 398 954	53 287 967	8 464 440	*6 621 832*	*9 589 534*	*10 212 549*	*2 044 974*	*343 637*		220 963 887
dont CP sur intérets dotation	8 029 771	40 196 751	40 698 872	*26 937 327*	*11 674 646*	*36 733 274*	*16 959 942*	*10 375 844*	*29 357 460*	220 963 888
										-
dont AE sur emprunts	79 326 115	39 172 082	7 700 000	-	*1 000 000*	*4 578 140*	-			131 776 337
dont CP sur emprunts	-	31 864 974	37 546 839	*26 431 363*	*24 325 455*	*11 607 706*	-			131 776 337
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**33 491 578**	**-26 596 622**	**-28 807 070**	**-10 906 065**	**-22 661 111**	**-26 481 782**	**9 204 252**	**629 617**	**72 127 203**	**0**

dont sur intérets dotation	*23 923 898*	*- 24 895 666*	*- 25 383 329*	*- 14 117 699*	*997 908*	*- 26 432 787*	*- 7 283 608*	*616 060*	*72 575 223*	-

Tableau 8 - Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

	Antérieures à 2022 non dénouées	2022 SI GFC	2022 retraité	N+1	N+2	>N+2
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**11 384 602**	**11 384 602**	**1 163 132**	**- 34 753 138**	**- 21 691 431**
Recettes fléchées (b)	**466 082 914**	**60 108 047**	**61 417 520**	**62 075 129**	**72 545 140**	**742 075 307**
Financements de l'État fléchés	424 916 865	52 483 283	53 683 027	53 382 278	50 564 537	716 055 206
Autres financements publics fléchés	37 329 393	7 550 916	7 596 677	8 692 851	21 980 603	26 020 101
Recettes propres fléchées	3 836 655	73 847	137 816	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**454 698 312**	**71 638 989**	**71 638 989**	**97 991 399**	**59 483 434**	**720 383 876**
Personnel						
AE=CP	117 347 139	14 485 991	14 485 991	21 841 753	**20 548 620**	**218 917 871**
Fonctionnement et intervention						
AE	232 040 435	106 613 583	106 613 604	19 006 188	19 024 944	231 557 989
CP	138 460 876	15 001 767	15 001 787	27 023 497	20 114 967	407 642 030
Investissement						
AE	62 550 162	19 558 472	19 558 473	21 803 848	3 895 974	53 082 335
CP	198 890 297	42 151 231	42 151 211	49 126 149	18 819 848	93 823 974
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**11 384 602**	**- 11 530 942**	**- 10 221 469**	**- 35 916 270**	**13 061 706**	**21 691 431**

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées - Opération Campus

	Antérieures à 2022 non dénouées	2022 SI GFC	2022 retraité	N+1	N+2	>N+2
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**- 32 818 179**	**- 32 818 179**	**- 55 479 291**	**- 81 961 073**	**- 72 756 820**
Recettes fléchées (b)	**174 907 142**	**25 128 352**	**25 128 352**	**27 248 928**	**35 986 242**	**319 630 908**
Financements de l'État fléchés	140 865 858	19 153 805	19 153 805	19 547 428	20 152 000	317 069 641
Autres financements publics fléchés	31 373 549	5 949 215	5 949 215	7 701 500	15 834 242	2 561 267
Recettes propres fléchées	2 667 735	25 332	25 332	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**207 725 321**	**47 789 464**	**47 789 464**	**53 730 710**	**26 781 989**	**246 874 088**
Personnel						
AE=CP	3 182 324	414 356	414 356	460 000	422 500	35 000
Fonctionnement et intervention						
AE	119 906 578	97 803 249	97 803 270	374 204	8 300 619	38 584 623
CP	33 864 948	6 217 030	6 217 050	8 391 513	9 390 642	207 105 139
Investissement						
AE	275 785 634	17 685 065	17 685 066	17 556 897	2 044 974	345 529
CP	170 678 049	41 158 078	41 158 058	44 879 197	16 968 848	39 733 948
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**- 32 818 179**	**- 22 661 112**	**- 22 661 112**	**- 26 481 782**	**9 204 253**	**72 756 820**

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées - Investissements d'avenir

	Antérieures à 2022 non dénouées	2022 SI GFC	2022 retraité	N+1	N+2	>N+2
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	**-**	**44 202 781**	**44 202 781**	**56 642 424**	**47 207 936**	**51 065 389**
Recettes fléchées (b)	**291 175 772**	**34 979 695**	**36 289 168**	**34 826 201**	**36 558 898**	**422 444 399**
Financements de l'État fléchés	284 051 007	33 329 478	34 529 222	33 834 850	30 412 537	398 985 565
Autres financements publics fléchés	5 955 844	1 601 701	1 647 462	991 351	6 146 361	23 458 834
Recettes propres fléchées	1 168 920	48 516	112 484			
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**246 972 991**	**23 849 525**	**23 849 525**	**44 260 689**	**32 701 445**	**473 509 788**
Personnel						
AE=CP	114 164 815	14 071 635	14 071 635	21 381 753	20 126 120	218 882 871
Fonctionnement et intervention						
AE	112 133 857	8 810 334	8 810 334	18 631 984	10 724 325	192 973 366
CP	104 595 928	8 784 737	8 784 737	18 631 984	10 724 325	200 536 891
Investissement						
AE	28 685 214	1 873 407	1 873 407	4 246 951	1 851 000	52 736 806
CP	28 212 248	993 153	993 153	4 246 952	1 851 000	54 090 026
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**44 202 781**	**11 130 170**	**12 439 643**	**- 9 434 488**	**3 857 453**	**- 51 065 389**

Synthèse budgétaire et comptable

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

				BR1 2022	EXECUTION
Stocks initiaux	1	**Niveau initial de restes à payer**		**325 800 366**	**325 800 366**
	2*	**Niveau initial du fonds de ressources accumulées**		**68 207 628**	**68 207 628**
	3	**Niveau initial du besoin en fonds de ressources accumulées**		**-127 558 744**	**-127 558 744**
	4**	**Niveau initial de la trésorerie**		**195 766 372**	**195 766 372**
	4.a	dont niveau initial de la trésorerie fléchée		9 782 871	9 782 871
	4.b	dont niveau initial de la trésorerie non fléchée		185 983 500	185 983 501
Flux de l'année	5	**Autorisations d'engagement**		**717 628 204**	**640 051 194**
	6	**Résultat patrimonial**		**63 930**	**14 246 257**
	7	**Capacité d'autofinancement (CAF)**		**1 320 930**	**14 617 938**
	8	**Variation du fonds de ressources accumulées**		**-19 783 983**	**21 633 871**
	9	**Opérations bilancielles non budgétaires**	**SENS**	**-31 309 768**	**-31 300 515**
		Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	**-36 973 977**	**-36 973 977**
		Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	**5 664 209**	**5 673 462**
		Cautionnements et dépôts	-		
	10	**Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires**	**SENS**	**0**	**0**
		Variation des stocks	+ / -		
		Production immobilisée	+		
		Charges sur créances irrécouvrables	-		
		Produits divers de gestion courante	+		
	11	**Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires**	**SENS**	**55 195 273**	**53 350 180**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	**55 195 273**	**8 202 038**
		Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		**70 005 059**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		**787 131**
		Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		**-25 644 048**
	12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**		**-43 669 488**	**-415 794**
	12.a	Recettes budgétaires		609 311 608	574 578 693
	12.b	Crédits de paiement ouverts		652 981 095	574 994 486
	13	**Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**		**36 009 768**	**33 957 235**
	14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**		**-7 659 721**	**33 541 442**
	14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		-18 023 539	-11 166 292
	14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-25 645 950	10 750 498
	15	**Variation du besoin en fonds de ressources accumulées = 9 + 10 + 11 + 13**		**12 124 264**	**11 907 570**
	16	**Restes à payer**		**64 647 109**	**65 056 708**
Stocks finaux	17	**Niveau final de restes à payer**		**390 447 475**	**390 857 074**
	18	**Niveau final du fonds de ressources accumulées**		**48 423 646**	**92 814 300**
	19	**Niveau final du besoin en fonds de ressources accumulées**		**-139 683 006**	**-136 493 514**
	20	**Niveau final de la trésorerie**		**188 106 651**	**229 307 814**
	20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		-8 240 668	-1 383 421
	20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		196 347 320	230 691 235

Comptabilité budgétaire

Comptabilité générale

COMPTE FINANCIER 2022

COMPTE AGREGE

Agrégé (Etablissement + SACDs)

ACTIF	EXERCICE 2022			EXERCICE 2021
	BRUT	Amortissements et Provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	4 072 398,13	2 889 113,27	1 183 284,86	997 811,03
Immobilisations corporelles				
Terrains	90 104 828,00	2 617 421,17	87 487 406,83	87 859 729,89
Constructions	770 245 771,46	430 966 526,11	339 279 245,35	353 404 675,51
Installations techniques, matériels et outillage	171 485 676,52	141 423 925,68	30 061 750,84	25 970 438,61
Collections	33 272,42	9 419,51	23 852,91	23 964,92
Biens historiques et culturels	5,00	0,00	5,00	5,00
Autres immobilisations corporelles	69 625 169,43	55 179 685,03	14 445 484,40	15 570 831,35
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	66 854 230,50	0,00	66 854 230,50	38 955 927,74
Avances et comptes sur commandes	118 950 026,59	0,00	118 950 026,59	85 709 260,04
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières				
Immobilisations financières	1 180 749 763,30	718 400,00	1 180 031 363,30	1 180 031 363,30
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	**2 472 121 141,35**	**633 804 490,77**	**1 838 316 650,58**	**1 788 524 007,39**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances				
Créances sur des entités publiques (État, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission Européenne	254 056 767,38	0,00	254 056 767,38	226 943 145,54
Créances sur les clients et comptes rattachés	43 369 776,68	490 649,00	42 879 127,68	38 892 463,04
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par l'organisme	268 106,23	0,00	268 106,23	949 012,06
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	120 635,50	0,00	120 635,50	1 659 320,07
Charges				
Charges constatées d'avances	0,00	0,00	0,00	232 320,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)	**297 815 285,79**	**490 649,00**	**297 324 636,79**	**268 676 260,71**
TRÉSORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	229 307 814,24	0,00	229 307 814,24	195 766 372,13
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	**229 307 814,24**	**0,00**	**229 307 814,24**	**195 766 372,13**
Comptes de régularisation	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	**2 999 244 241,38**	**634 295 139,77**	**2 364 949 101,61**	**2 252 966 640,23**

UNIVERSITE DE BORDEAUX

BILAN 2022

Agrégé (Etablissement + SACDs)

PASSIF	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
FONDS PROPRES		
Financement de l'actif par l'État	319 444 670,42	294 055 669,63
Financement de l'actif par des tiers	159 833 575,88	156 715 570,91
Fonds propres des fondations	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	111 431 601,13	108 870 806,78
Report à nouveau	2 056 362,98	-3 493 961,91
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	14 246 256,71	6 054 756,26
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	**607 012 467,12**	**562 202 841,67**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 376 318,09	2 097 486,12
Provisions pour charges	914 114,00	780 996,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 290 432,09**	**2 878 482,12**
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts sociaux souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	1 321 337 402,60	1 290 292 878,18
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	**1 321 337 402,60**	**1 290 292 878,18**
DETTES NON FINANCIÈRES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 852 532,75	9 271 967,23
Dettes fiscales et sociales	13 039 490,47	13 497 861,92
Avances et acomptes reçus	397 367 849,34	366 791 114,16
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	973 402,00	677 402,00
Autres dettes non financières	11 553 217,17	5 372 530,46
Produits constatés d'avance	1 522 308,07	1 981 562,49
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES	**434 308 799,80**	**397 592 438,26**
TRÉSORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	**0,00**	**0,00**
Compte de régularisation	0,00	0,00
Écarts de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	**2 364 949 101,61**	**2 252 966 640,23**

UNIVERSITE DE BORDEAUX

COMPTE DE RESULTAT 2022

Agrégé (Etablissement + SACDs)

CHARGES	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats		
Achats	0,00	0,00
Consommations		
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	78 751 141,88	71 891 776,32
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	229 460 556,95	220 904 165,28
Charges sociales	149 077 788,56	145 181 913,17
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	2 473 399,44	1 261 778,75
Autres Charges		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	29 180 354,63	31 577 555,93
Dotations		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des charges cédés	43 249 606,54	50 308 225,07
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**532 192 848,00**	**521 125 414,52**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Transferts aux ménages	0,00	0,00
Transferts aux entreprises	0,00	0,00
Transferts aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transferts aux autres collectivités	0,00	0,00
Autres Charges		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations		
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Engagements fonds dédiés		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**532 192 848,00**	**521 125 414,52**
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêts	2 857 939,03	2 407 029,09
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	**2 857 939,03**	**2 407 029,09**
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
Résultat de l'activité (bénéfice)	14 246 256,71	6 054 756,26
TOTAL CHARGES	**549 297 043,74**	**529 587 199,87**

COMPTE DE RESULTAT 2022

Agrégé (Etablissement + SACDs)

PRODUITS	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public	357 699 430,00	347 116 427,79
Subventions de fonctionnement en provenance de l'État et des autres entités publiques	76 738 732,88	78 338 621,49
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'État et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	51 042,80	741 036,10
Produits de la fiscalité affectée	2 210 449,80	2 947 755,71
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)		
Vente de biens ou prestations de services	67 156 176,07	54 520 794,46
Produits des cessions d'éléments d'actif	8 229 220,00	15 663,80
Autres produits de gestion	2 512 637,90	2 556 200,64
Production stockée et immobilisée	50 649,02	102 659,60
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits		
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	3 394 069,04	4 828 818,13
Reprise du financement rattaché à un produit	31 254 636,23	38 419 222,15
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**549 297 043,74**	**529 587 199,87**
PRODUITS FINANCIERS		
Produit des participations et prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	0,00
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Résultat de l'activité (perte)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS	**549 297 043,74**	**529 587 199,87**

DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT
EXERCICE 2022

Agrégé (Etablissement + SACDs)

	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice ou perte)	14 246 256,71	6 054 756,26
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	42 279 882,80	50 308 225,07
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	34 648 705,27	43 248 040,28
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	969 723,74	0,00
- produits de cession d'éléments d'actifs	8 229 220,00	15 663,80
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0,00	0,00
= Capacité d'autofinancement	14 617 937,98	13 099 277,25

1. Tableau des Provisions

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement (participation des salariés)					
Provisions pour hausse de prix					
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif					
Amortissements dérogatoires					
Provision spéciale de réévaluation					
Plus-values réinvesties (assimilées à des amortissements dérogatoires)					
Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	494 080,00	0,00	0,00	0,00	494 080,00
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes sur contrat	1 538 406,12	246 482,12	1 133 090,15	0,00	651 798,09
Provisions pour risques d'emploi					
Autres provisions pour risques	65 000,00	165 440,00	0,00	0,00	230 440,00
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions obligatoires similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour impôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour renouvellement des immobilisations (établissement concessionnaire)					
Provisions pour travaux à répartir					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour remises en état	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour CET	780 996,00	232 427,00	99 309,00	0,00	914 114,00
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions	**2 878 482,12**	**644 349,12**	**1 232 399,15**	**0,00**	**2 290 432,09**

2. Tableau des dépréciations

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	2 365 655,86	1 832 594,03	0,00	4 198 249,89
Dépréciations des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes de tiers	1 357 433,86	0,00	866 784,86	490 649,00
Dépréciations des comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépréciations	**3 723 089,72**	**1 832 594,03**	**866 784,86**	**4 688 898,89**

3. Tableau des variations de stocks

Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Animaux et végétaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Matières premières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des stocks	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

4. Tableau des immobilisations

Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Acquisitions, Mises à disposition	Transfert des en-cours	Par virement de poste à poste	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	**3 329 070,05**	**667 086,52**	**0,00**	**76 241,56**	**0,00**	**0,00**	**4 072 398,13**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 278 324,89	700 113,15	0,00	0,00	0,00	0,00	3 978 438,04
Droit au bail	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	25 745,16	-33 026,63	0,00	76 241,56	0,00	0,00	68 960,09
Immobilisations corporelles	**1 075 883 800,51**	**23 896 420,01**	**10 066 307,32**	**488 675,24**	**60 828,46**	**8 779 651,79**	**1 101 494 722,83**
Terrains	90 550 588,44	807 134,38	0,00	-420,00	0,00	1 252 474,82	90 104 828,00
Constructions	761 969 717,44	4 292 083,71	9 796 749,32	1 420 854,85	0,00	7 233 633,86	770 245 771,46
Installations techniques, matériels et outillage	159 002 336,87	12 224 823,11	258 516,54	0,00	0,00	0,00	171 485 676,52
Collections	33 272,43	-0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	33 272,42
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00
Autres immobilisations corporelles	64 327 880,33	6 572 378,82	11 041,46	-931 759,61	60 828,46	293 543,11	69 625 169,43
Immobilisations mises en concession	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations corporelles en cours	**124 665 187,78**	**71 264 120,22**	**-10 066 307,32**	**-58 743,59**	**0,00**	**0,00**	**185 804 257,09**
Immobilisations grevées de droits	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations corporelles (biens vivants)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	**5 304 202,00**	**438 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 742 602,00**
Titres de participation	5 304 202,00	438 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 742 602,00
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiales)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des sociétés en participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	**1 175 007 161,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 175 007 161,30**
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés (droit de créance)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements versés	1 175 007 161,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 175 007 161,30
Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**2 384 189 421,64**	**96 266 026,75**	**0,00**	**506 173,21**	**60 828,46**	**8 779 651,79**	**2 472 121 141,35**

5. Tableau des amortissements

Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Cumulés à la fin de l'exercice
		Dotations de l'exercice	Autres opérations	Amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis	Autres opérations	
Immobilisations incorporelles	**2 331 259,02**	**565 831,57**	**0,00**	**7 977,32**	**0,00**	**2 889 113,27**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 286 584,74	550 777,79	0,00	0,00	0,00	2 837 362,53
Droit au bail	24 283,37	716,63	0,00	0,00	0,00	25 000,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	20 390,91	14 337,15	0,00	7 977,32	0,00	26 750,74
Immobilisations corporelles	**590 968 499,37**	**39 337 823,08**	**2 611 111,07**	**6 052 173,99**	**148 131,92**	**626 717 127,61**
Terrains	605 202,69	117 824,33	0,00	191 261,71	0,00	531 765,31
Constructions	408 565 041,93	24 444 746,45	2 507 241,62	5 860 912,28	83 477,98	429 572 639,74
Installations techniques, matériels, et outillage	133 031 898,26	8 297 570,79	94 456,63	0,00	0,00	141 423 925,68
Collections	9 307,51	112,00	0,00	0,00	0,00	9 419,51
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	48 757 048,98	6 477 569,51	9 412,82	0,00	64 653,94	55 179 377,37
Immobilisations mises en concession	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
~~**Immobilisations corporelles en cours**~~						
~~**Immobilisations grevées de droits**~~						
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations						
Titres de participation						
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiales)						
Autres formes de participation						
Créances rattachées à des participations						
Créances rattachées à des sociétés en participation						
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés						
Autres immobilisations financières						
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)						
Titres immobilisés (droit de créance)						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Prêts						
Dépôts et cautionnements versés						
Autres créances immobilisées						
TOTAUX	**593 299 758,39**	**39 903 654,65**	**2 611 111,07**	**6 060 151,31**	**148 131,92**	**629 606 240,88**

6. Tableau des financements de l'actif

Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Autres opérations	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT	**294 055 669,63**	**50 405 204,23**	**0,00**	**-1 600 887,69**	**20 494 168,72**	**1 394 194,03**	**1 526 953,00**	**319 444 670,42**
Financements non rattachés à un actif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financements rattachés à un actif	**294 055 669,63**	**50 405 204,23**	**0,00**	**-1 600 887,69**	**20 494 168,72**	**1 394 194,03**	**1 526 953,00**	**319 444 670,42**
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	92 230 675,45	1 913 600,00	0,00	31 693 474,79	7 128 252,97	1 394 194,03	1 388 501,28	115 926 801,96
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	121 553 177,26	0,00	0,00	-32 663 198,53	7 682 537,41	0,00	-88 266,75	81 295 708,07
- Financement des autres actifs :						0,00		0,00
État	19 689 067,65	24 087 471,40	0,00	-138 259,92	868 042,67	0,00	0,00	42 770 236,46
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	52 806 911,69	22 759 146,46	0,00	265 828,86	3 626 676,05	0,00	180 747,91	72 024 463,05
Autres	7 775 837,58	1 644 986,37	0,00	-758 732,89	1 188 659,62	0,00	45 970,56	7 427 460,88
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	**156 715 570,91**	**13 347 020,86**	**0,00**	**-280 520,91**	**9 882 663,29**	**0,00**	**65 831,69**	**159 833 575,88**
Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Régions	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres collectivités et établissement publics	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Financements rattachés à un actif	**156 715 570,91**	**13 347 020,86**	**0,00**	**-280 520,91**	**9 882 663,29**	**0,00**	**65 831,69**	**159 833 575,88**
- Régions	46 239 402,76	6 304 100,10	0,00	-287 935,54	5 736 769,89		75 104,50	46 443 692,93
- Départements	892 849,83	10 309,37	0,00	0,00	21 592,73		0,00	881 566,47
- Communes et groupements de communes	14 576 033,68	4 725 994,64	0,00	-75 265,49	383 139,97		0,00	18 843 622,86
- Autres collectivités et établissement publics	3 806 029,38	2 015 461,66	0,00	52 426,60	779 794,52		-9 307,71	5 103 430,83
- Union Européenne	6 511 826,51	98 576,68	0,00	0,00	496 942,72		34,90	6 113 425,57
- Autres organismes	84 689 428,75	192 578,41	0,00	30 253,52	2 464 423,46		0,00	82 447 837,22
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAUX	**450 771 240,54**	**63 752 225,09**	**0,00**	**-1 881 408,60**	**30 376 832,01**	**1 394 194,03**	**1 592 784,69**	**479 278 246,30**

7. Tableau des filiales et participations

Informations financières Filiales et participations (1)	N° SIREN	Niveau de Contrôle (quote-part détenue)	Apport de fonds effectués (3)	Observations
A. Renseignements concernant les filiales (2)				
1. Filiales françaises				
SAS ADERA	403 280 308	60%	3 699 346,00	
SAS SRIA	521 530 113	51%	1 030 600,00	
SAS SATT AQUITAINE SCIENCE TRANSFERT	753 027 663	28%	280 000,00	
GIE ACCELENCE	530 918 325	47%	438 400,00	
2. Filiales étrangères				
B. Renseignements concernant les participations (2)				
1. Participations dans des entités françaises				
SCIC NOBATEK/INEF4	451 931 208	3,41%	30 000,00	
2. Participations dans des entités étrangères				

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles l'organisme a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN)
(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle l'organisme a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.
(3) En Euros

8. Tableau des créances

Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	**1 175 007 161,30**	**0,00**	**1 175 007 161,30**
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	1 175 007 161,30	0,00	1 175 007 161,30
		0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	**297 815 285,79**	**41 580 100,27**	**256 235 185,52**
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques), des organismes internationaux et la Commission Européenne	254 056 767,38	30 304 159,31	223 752 608,07
- Créances clients et comptes rattachés	43 369 776,68	10 887 199,23	32 482 577,45
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	268 106,23	268 106,23	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	120 635,50	120 635,50	0,00
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**1 472 822 447,09**	**41 580 100,27**	**1 431 242 346,82**

9. Tableau des dettes

Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	**1 321 337 402,60**	**6 684 424,32**	**25 199 547,20**	**1 289 453 431,08**
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	1 321 337 402,60	6 684 424,32	25 199 547,20	1 289 453 431,08
Dettes non financières	**434 308 799,80**	**434 308 799,80**	**0,00**	**0,00**
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	9 852 532,75	9 852 532,75	0,00	0,00
- Dettes fiscales et sociales	13 039 490,47	13 039 490,47	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	397 367 849,34	397 367 849,34	0,00	0,00
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	973 402,00	973 402,00	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	11 553 217,17	11 553 217,17	0,00	0,00
- Produits constatés d'avance	1 522 308,07	1 522 308,07	0,00	0,00
TOTAUX	**1 755 646 202,40**	**440 993 224,12**	**25 199 547,20**	**1 289 453 431,08**

SPE1 - Evolution de la situation patrimoniale

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement	0,00	Capacité d'autofinancement	14 617 937,98
Investissements	96 266 026,75	Financement de l'actif par l'Etat	50 405 204,23
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	13 347 020,86
		Autres ressources	8 229 220,00
Remboursement des dettes financières	5 673 461,58	Augmentation des dettes financières	36 973 977,00
TOTAL EMPLOIS	**101 939 488,33**	**TOTAL RESSOURCES**	**123 573 360,07**
Apport au fonds de roulement	**21 633 871,74**	**Prélèvement sur fonds de roulement**	**0,00**

SPE2 - Variation et niveau de fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

N° ligne	Libellé	Montants
1	Variation du Fonds de Roulement : Apport ou Prélèvement	21 633 871,74
2	Variation du Besoin en Fonds de Roulement (Fonds de Roulement - Trésorerie)	-11 907 570,37
3	Variation de la Trésorerie : Abondement ou Prélèvement	33 541 442,11
4	Niveau du Fonds de Roulement	92 814 300,23
5	Niveau du Besoin en Fonds de Roulement	-136 493 514,01
6	Niveau de la Trésorerie	229 307 814,24

Calcul à réaliser par code de gestion afin générer les niveaux d'agrégation demandés

Fonds de roulement calculé au 31/12/2021	68 207 628,44
Fonds de roulement calculé au 31/12/2022	92 814 300,23
Variation 2022-2021	24 606 671,79
écart sur variation SPE1	2 972 800,05

***L'écart constaté sur la variation du fonds de roulement entre 2021 et 2022 se justifie par :**

Des opérations impactant le report à nouveau réalisées au cours de l'exercice pour un montant de	2 972 800,05

COMPTE AGREGE

Balance avant solde

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
10411	Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements Etat		29 300 431,42	29 300 431,42	242 711 006,55	69 150 242,71	311 861 249,26		282 560 817,84
10412	Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété Etat		71 857 618,60	71 857 618,60	332 892 968,59	27 310 319,19	360 203 287,78		288 345 669,18
104131	Financements des autres actifs - Etat		7 093 658,11	7 093 658,11	37 094 655,32	31 181 129,51	68 275 784,83		61 182 126,72
1041321	Revenus de la dotation sur le financement des actifs DNC CAMPUS IDEX	5 099 391,77	47 730 281,45	52 829 673,22	86 059 986,11	70 860 077,38	156 920 063,49		104 090 390,27
1041322	Financement des actifs ANR IA hors DNC CAMPUS IDEX		13 899 538,02	13 899 538,02	243 397,03	14 150 766,57	14 394 163,60		494 625,58
1041323	Financements des actifs CDC IA (PIA ACCESS)					71 577,69	71 577,69		71 577,69
1041381	Financements des actifs ANR hors IA		11 681 579,49	11 681 579,49	11 236 539,37	11 912 196,31	23 148 735,68		11 467 156,19
1041388	Financements des actifs Autres financeurs		886 282,17	886 282,17	1 692 869,09	1 091 611,19	2 784 480,28		1 898 198,11
10491	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs mis à	150 480 331,10	20 716 227,65	171 196 558,75		4 562 542,87	4 562 542,87	166 634 015,88	
10492	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs remis en	211 339 791,33	11 031 498,81	222 371 290,14		15 321 329,03	15 321 329,03	207 049 961,11	
104931	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Etat	17 405 587,67	1 006 302,59	18 411 890,26				18 411 890,26	
1049321	Reprise au résultat du financement des autres actifs - DNC CAMPUS IDEX	28 397 079,68	4 256 430,17	32 653 509,85		21 379,36	21 379,36	32 632 130,49	
1049322	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR IA hors DNC		2 785 458,94	2 785 458,94		2 785 458,94	2 785 458,94		
1049381	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR hors IA	5 099 391,77	1 237 031,22	6 336 422,99		452 708,68	452 708,68	5 883 714,31	
1049388	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Autres	54 179,11		54 179,11				54 179,11	
10682	Réserves facultatives		3 854 532,40	3 854 532,40	108 870 806,78	6 415 326,75	115 286 133,53		111 431 601,13
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	*417 875 752,43*	*227 336 871,04*	*645 212 623,47*	*820 802 228,84*	*255 286 666,18*	*1 076 088 895,02*	*430 665 891,16*	*861 542 162,71*
110	Report à nouveau (solde créditeur)		12 565 684,54	12 565 684,54	6 176 273,52	11 867 015,62	18 043 289,14		5 477 604,60
119	Report à nouveau (solde débiteur)	9 670 235,43	5 169 748,23	14 839 983,66		11 418 742,04	11 418 742,04	3 421 241,62	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 11	*9 670 235,43*	*17 735 432,77*	*27 405 668,20*	*6 176 273,52*	*23 285 757,66*	*29 462 031,18*	*3 421 241,62*	*5 477 604,60*
120	Résultat de l'exercice (bénéfice)		6 354 697,20	6 354 697,20	6 354 697,20		6 354 697,20		
129	Résultat de l'exercice (perte)	299 940,94		299 940,94		299 940,94	299 940,94		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12	*299 940,94*	*6 354 697,20*	*6 654 638,14*	*6 354 697,20*	*299 940,94*	*6 654 638,14*		
13412	Financements rattachés à des actifs - Régions		29 318 664,43	29 318 664,43	101 251 711,09	34 914 964,12	136 166 675,21		106 848 010,78
13413	Financements rattachés à des actifs-Départements		74 970,00	74 970,00	1 326 179,77	85 279,37	1 411 459,14		1 336 489,14
13414	Financements rattachés à des actifs - Communes et groupements de communes		12 263 322,56	12 263 322,56	15 219 943,87	16 914 051,71	32 133 995,58		19 870 673,02
13415	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres entités dont		1 313 999,76	1 313 999,76	11 939 888,01	3 413 461,42	15 353 349,43		14 039 349,67
13416	Financements rattachés à des actifs déterminés - Union Européenne		495 127,18	495 127,18	12 736 003,29	593 703,86	13 329 707,15		12 834 579,97
13417	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres organismes		4 447 756,56	4 447 756,56	100 103 227,60	4 640 334,97	104 743 562,57		100 295 806,01
13492	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Régions	55 012 308,33	5 886 886,86	60 899 195,19		494 877,34	494 877,34	60 404 317,85	
13493	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Départements	433 329,94	21 592,73	454 922,67				454 922,67	
13494	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Communes et	643 910,19	383 139,97	1 027 050,16				1 027 050,16	
13495	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres entités	8 133 858,63	865 020,23	8 998 878,86		62 960,02	62 960,02	8 935 918,84	
13496	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Union Européenne	6 224 176,78	514 797,75	6 738 974,53		17 820,13	17 820,13	6 721 154,40	
13497	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres organismes	15 413 798,85	2 464 423,46	17 878 222,31		30 253,52	30 253,52	17 847 968,79	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	*85 861 382,72*	*58 049 701,49*	*143 911 084,21*	*242 576 953,63*	*61 167 706,46*	*303 744 660,09*	*95 391 332,71*	*255 224 908,59*
1511	Provisions pour litiges				494 080,00		494 080,00		494 080,00
1516	Provisions pour pertes sur contrats et opérations		1 133 090,15	1 133 090,15	1 538 406,12	246 482,12	1 784 888,24		651 798,09
1518	Autres provisions pour risques				65 000,00	165 440,00	230 440,00		230 440,00
1582	Provisions pour CET		99 309,00	99 309,00	780 996,00	232 427,00	1 013 423,00		914 114,00

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 15		*1 232 399,15*	*1 232 399,15*	*2 878 482,12*	*644 349,12*	*3 522 831,24*		*2 290 432,09*
1674	Avances de l'État et des entités publiques				**1 175 000 000,00**		**1 175 000 000,00**		**1 175 000 000,00**
16781	Emprunts PILPSE (à taux zéro)		**141 315,55**	**141 315,55**	**2 261 048,80**		**2 261 048,80**		**2 119 733,25**
16782	Emprunts BEI		**2 912 938,58**	**2 912 938,58**	**71 291 891,00**	**25 270 263,00**	**96 562 154,00**		**93 649 215,42**
16783	Emprunts Banque des territoires (CDC)		**1 047 093,49**	**1 047 093,49**	**19 790 569,44**	**11 892 481,11**	**31 683 050,55**		**30 635 957,06**
1687	Autres dettes		**2 037 619,54**	**2 037 619,54**	**21 777 749,20**	**30 000,44**	**21 807 749,64**		**19 770 130,10**
1688	Intérêts courus		**171 619,74**	**171 619,74**	**171 619,74**	**162 366,77**	**333 986,51**		**162 366,77**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 16		*6 310 586,90*	*6 310 586,90*	*1 290 292 878,18*	*37 355 111,32*	*1 327 647 989,50*		*1 321 337 402,60*
18551	BA IMMOS	**17 024 626,72**	**158 514 630,07**	**175 539 256,79**	**17 024 626,72**	**158 514 630,07**	**175 539 256,79**		
18552	BA CAMPUS	**63 177 578,01**	**130 281 876,67**	**193 459 454,68**	**63 177 578,01**	**130 281 876,67**	**193 459 454,68**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 18	*80 202 204,73*	*288 796 506,74*	*368 998 711,47*	*80 202 204,73*	*288 796 506,74*	*368 998 711,47*		
	TOTAL CLASSE 1	**593 909 516,25**	**605 816 195,29**	**1 199 725 711,54**	**2 449 283 718,22**	**666 836 038,42**	**3 116 119 756,64**	**529 478 465,49**	**2 445 872 510,59**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
20531	Logiciels acquis ou sous-traités	**2 788 926,38**	**716 706,17**	**3 505 632,55**		**108 494,96**	**108 494,96**	**3 397 137,59**	
2058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,	**489 398,51**	**191 859,50**	**681 258,01**		**99 957,56**	**99 957,56**	**581 300,45**	
206	Droit au bail	**25 000,00**		**25 000,00**				**25 000,00**	
208	Autres immobilisations incorporelles	**25 745,16**	**633 203,26**	**658 948,42**		**589 988,33**	**589 988,33**	**68 960,09**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	*3 329 070,05*	*1 541 768,93*	*4 870 838,98*		*798 440,85*	*798 440,85*	*4 072 398,13*	
211586	Autres terrains bâtis - Mis à disposition	**52 813 587,76**	**2 770,00**	**52 816 357,76**		**2 070,00**	**2 070,00**	**52 814 287,76**	
211587	Autres terrains bâtis - Acquis	**34 965 743,52**	**249 398,98**	**35 215 142,50**		**827 475,60**	**827 475,60**	**34 387 666,90**	
21217	Agencements, aménagements de terrains nus acquis	**39 009,05**	**53 767,84**	**92 776,89**		**83 075,16**	**83 075,16**	**9 701,73**	
21227	Agencements, aménagements de terrains aménagés acquis	**1 192 344,53**	**659 677,12**	**1 852 021,65**		**889 995,06**	**889 995,06**	**962 026,59**	
212587	Autres agencements, aménagements de terrains bâtis - Acquis	**1 539 903,58**	**672 427,45**	**2 212 331,03**		**281 186,01**	**281 186,01**	**1 931 145,02**	
213186	Autres bâtiments - mise à disposition	**300 078 153,59**	**42 506 136,67**	**342 584 290,26**		**28 605 853,56**	**28 605 853,56**	**313 978 436,70**	
213187	Autres bâtiments - Acquis	**315 951 721,85**	**28 960 644,48**	**344 912 366,33**		**43 793 249,98**	**43 793 249,98**	**301 119 116,35**	
213586	Mise à disposition - autres installations generales, agencements, aménagements	**72 413 804,11**	**3 356 068,96**	**75 769 873,07**		**2 129 205,10**	**2 129 205,10**	**73 640 667,97**	
213587	Acquis - Autres installations générales, agencements, aménagements des autres	**70 908 178,96**	**10 244 838,25**	**81 153 017,21**		**1 651 512,51**	**1 651 512,51**	**79 501 504,70**	
214187	Autres bâtiments sur sol d'autrui - Acquis	**2 617 858,93**	**15 038,40**	**2 632 897,33**		**626 851,59**	**626 851,59**	**2 006 045,74**	
215117	Installations complexes sur sol propre acquises	**9 038 541,17**	**1 116 068,50**	**10 154 609,67**		**1 235,75**	**1 235,75**	**10 153 373,92**	
215371	Matériel scientifique acquis	**122 103 592,83**	**7 164 291,82**	**129 267 884,65**		**420 702,77**	**420 702,77**	**128 847 181,88**	
215372	Matériel scientifique acquis (amortissement dérogatoire)	**3 490 020,38**	**254 144,80**	**3 744 165,18**		**168,66**	**168,66**	**3 743 996,52**	
21557	Outillage acquis	**2 694 914,51**	**115 305,68**	**2 810 220,19**		**1 461,14**	**1 461,14**	**2 808 759,05**	
21567	Matériel d'enseignement acquis	**20 585 251,39**	**4 385 212,40**	**24 970 463,79**		**356 264,17**	**356 264,17**	**24 614 199,62**	
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage acquis	**1 090 016,59**	**267 443,62**	**1 357 460,21**		**39 294,68**	**39 294,68**	**1 318 165,53**	
21617	Collections acquises	**33 272,43**		**33 272,43**		**0,01**	**0,01**	**33 272,42**	
21647	Collections littéraires, scientifiques, artistiques acquises		**0,01**	**0,01**		**0,01**	**0,01**		
2171	Biens historiques et culturels immobiliers (utilisation sur accord de la DSC)	**5,00**	**29 611,49**	**29 616,49**		**29 611,49**	**29 611,49**	**5,00**	
21817	Installations générales, agencements, aménagements divers acquis	**7 702 870,96**	**2 099 815,99**	**9 802 686,95**		**1 499 864,33**	**1 499 864,33**	**8 302 822,62**	
21827	Matériel de transport acquis	**1 727 588,22**	**132 280,16**	**1 859 868,38**				**1 859 868,38**	
218317	Matériel de bureau acquis	**2 155 029,39**	**113 567,30**	**2 268 596,69**		**22 033,85**	**22 033,85**	**2 246 562,84**	
218327	Matériel informatique acquis	**33 616 978,23**	**4 153 834,79**	**37 770 813,02**		**528 293,84**	**528 293,84**	**37 242 519,18**	
21847	Mobilier acquis	**7 083 322,17**	**134 149,01**	**7 217 471,18**		**10 499,98**	**10 499,98**	**7 206 971,20**	
21887	Matériels divers acquis	**12 042 091,36**	**769 725,75**	**12 811 817,11**		**45 391,90**	**45 391,90**	**12 766 425,21**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	*1 075 883 800,51*	*107 456 219,47*	*1 183 340 019,98*		*81 845 297,15*	*81 845 297,15*	*1 101 494 722,83*	
2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions	**7 196 619,61**	**9 135 923,03**	**16 332 542,64**		**8 429 138,06**	**8 429 138,06**	**7 903 404,58**	
2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations techniques, matériel et	**4 270 688,25**	**3 291 298,71**	**7 561 986,96**		**494 331,04**	**494 331,04**	**7 067 655,92**	
2318	Immobilisations corporelles en cours - Autres immobilisations corporelles	**27 488 619,99**	**27 727 054,69**	**55 215 674,68**	**0,11**	**3 332 504,57**	**3 332 504,68**	**51 883 170,00**	
238132	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**19 200 000,00**	**22 380 000,00**	**41 580 000,00**				**41 580 000,00**	
238135	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**1 715 551,55**	**29 883,19**	**1 745 434,74**		**419 919,90**	**419 919,90**	**1 325 514,84**	
23815	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Installations	**962 159,96**	**489 851,42**	**1 452 011,38**				**1 452 011,38**	
23818	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Autres	**63 831 548,53**	**11 597 066,97**	**75 428 615,50**		**836 115,13**	**836 115,13**	**74 592 500,37**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	*124 665 187,89*	*74 651 078,01*	*199 316 265,90*	*0,11*	*13 512 008,70*	*13 512 008,81*	*185 804 257,09*	
2618	Titres de participation - Autres titres	**5 304 202,00**	**438 400,00**	**5 742 602,00**				**5 742 602,00**	

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	*5 304 202,00*	*438 400,00*	*5 742 602,00*				*5 742 602,00*	
2751	Dépôts	**1 175 000 000,00**		**1 175 000 000,00**				**1 175 000 000,00**	
2755	Cautionnements	**7 161,30**		**7 161,30**				**7 161,30**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	*1 175 007 161,30*		*1 175 007 161,30*				*1 175 007 161,30*	
280531	Amortissement Logiciels acquis ou sous-traités				**2 040 932,76**	**451 152,62**	**2 492 085,38**		**2 492 085,38**
28058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,				**245 651,98**	**99 625,17**	**345 277,15**		**345 277,15**
2806	Droit au bail		**0,66**	**0,66**	**24 283,37**	**717,29**	**25 000,66**		**25 000,00**
2808	Autres immobilisations incorporelles		**7 977,32**	**7 977,32**	**20 390,91**	**14 337,15**	**34 728,06**		**26 750,74**
281217	Amortissement des agencements et aménagements de terrains nus acquis		**16 393,19**	**16 393,19**	**16 393,19**	**138,60**	**16 531,79**		**138,60**
281227	Amortissement des agencements, aménagements de terrains aménagés acquis		**172 605,38**	**172 605,38**	**243 964,68**	**40 289,62**	**284 254,30**		**111 648,92**
2812587	Amortissement des agencements et aménagements de terrains batiS ACQUIS		**2 263,14**	**2 263,14**	**344 844,82**	**77 396,11**	**422 240,93**		**419 977,79**
2813186	Amortissement bâtiments affectés ou remis en dotation		**4 627 366,02**	**4 627 366,02**	**159 031 714,02**	**18 264 548,50**	**177 296 262,52**		**172 668 896,50**
2813187	Amortissement bâtiments acquis		**11 989 294,43**	**11 989 294,43**	**218 184 375,19**	**12 461 558,32**	**230 645 933,51**		**218 656 639,08**
2813586	Amortissement Mise à disposition des installations générales, agencements,		**209 420,12**	**209 420,12**	**5 458 310,40**	**3 214 834,87**	**8 673 145,27**		**8 463 725,15**
2813587	Amortissements Acquis Autres installations générales agencements acquis		**317 495,76**	**317 495,76**	**24 956 897,57**	**3 438 530,61**	**28 395 428,18**		**28 077 932,42**
2814187	Amortissement des bâtiments sur sol d'autrui acquis				**933 744,75**	**771 394,18**	**1 705 138,93**		**1 705 138,93**
2815117	Amortissement des installations techniques complexes acquises				**8 470 630,26**	**252 312,63**	**8 722 942,89**		**8 722 942,89**
2815371	Amortissement du matériel scientifique acquis				**107 019 452,29**	**6 247 225,00**	**113 266 677,29**		**113 266 677,29**
2815372	Amortissement du matériel scientifique acquis (sur accord de l'AC)				**3 460 016,87**	**149 585,65**	**3 609 602,52**		**3 609 602,52**
281557	Amortissement de l'outillage acquis				**1 989 397,22**	**129 425,98**	**2 118 823,20**		**2 118 823,20**
281567	Amortissement du matériel d'enseignement acquis		**1 798,81**	**1 798,81**	**11 254 944,91**	**1 554 822,30**	**12 809 767,21**		**12 807 968,40**
281577	Amortissement des agencements et aménagements du matériel et outillage				**837 456,71**	**60 454,67**	**897 911,38**		**897 911,38**
281617	Amortissement des collections acquises				**9 307,51**	**112,00**	**9 419,51**		**9 419,51**
281817	Amortissement des installations générales, agencements, aménagements divers		**64 653,94**	**64 653,94**	**4 690 357,19**	**382 421,54**	**5 072 778,73**		**5 008 124,79**
281827	Amortissement du matériel de transport acquis				**1 331 563,36**	**112 410,92**	**1 443 974,28**		**1 443 974,28**
2818317	Amortissement du matériel de bureau acquis				**1 437 659,01**	**103 104,74**	**1 540 763,75**		**1 540 763,75**
2818327	Amortissement du matériel informatique acquis				**25 038 209,52**	**4 919 419,40**	**29 957 628,92**		**29 957 628,92**
281847	Amortissement du mobilier acquis				**5 832 761,68**	**207 574,61**	**6 040 336,29**		**6 040 336,29**
281887	Amortissement des matériels divers acquis				**10 426 498,22**	**762 358,78**	**11 188 857,00**		**11 188 857,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28		*17 409 268,77*	*17 409 268,77*	*593 299 758,39*	*53 715 751,26*	*647 015 509,65*		*629 606 240,88*
2911	Dépréciation des immobilisations corporelles Terrains				**2 085 655,86**		**2 085 655,86**		**2 085 655,86**
2913	Dépréciation des immobilisations corporelles Bâtiments					**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**
2961	Titres de participation et parts dans les associations, syndicats et organismes				**280 000,00**	**438 400,00**	**718 400,00**		**718 400,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 29				*2 365 655,86*	*1 832 594,03*	*4 198 249,89*		*4 198 249,89*
	TOTAL CLASSE 2	**2 384 189 421,75**	**201 496 735,18**	**2 585 686 156,93**	**595 665 414,36**	**151 704 091,99**	**747 369 506,35**	**2 472 121 141,35**	**633 804 490,77**

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de services		94 625 193,92	94 625 193,92	4 800,00	94 620 393,92	94 625 193,92		
4017	Retenues de garanties et oppositions				5 169,70	481,07	5 650,77		5 650,77
4041	Fournisseurs - achats d'immobilisations		90 432 189,78	90 432 189,78		90 432 189,78	90 432 189,78		
4047	Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garantie et oppositions		145 450,30	145 450,30	213 173,68	117 007,30	330 180,98		184 730,68
4081	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats de biens ou de prestations de	381 467,18	119 403 666,93	119 785 134,11	7 125 933,39	120 118 455,03	127 244 388,42		7 459 254,31
4084	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats d'immobilisations	82 142,62	104 402 158,65	104 484 301,27	2 386 500,26	104 300 698,00	106 687 198,26		2 202 896,99
40911	Avances sur missions	25 479,21	124 630,45	150 109,66		105 949,18	105 949,18	44 160,48	
40912	Avances sur Dépenses	923 532,85	302 985,28	1 226 518,13		1 002 572,38	1 002 572,38	223 945,75	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	*1 412 621,86*	*409 436 275,31*	*410 848 897,17*	*9 735 577,03*	*410 697 746,66*	*420 433 323,69*	*268 106,23*	*9 852 532,75*
411111	Clients - Exercices antérieurs - Hors conventions privées	2 920 172,34	11 409,17	2 931 581,51		2 801 064,30	2 801 064,30	130 517,21	
411112	Clients - Exercices antérieurs - Subventions conventions privées	2 142 641,67	160 472,60	2 303 114,27		2 189 086,27	2 189 086,27	114 028,00	
411121	Clients exercice en cours - Hors conventions privées		24 444 176,58	24 444 176,58		22 519 470,69	22 519 470,69	1 924 705,89	
411122	Clients exercices en cours - Subv conventions privées		14 939 729,59	14 939 729,59		12 439 803,71	12 439 803,71	2 499 925,88	
4121	Étudiants, élèves, stagiaires - exercices antérieurs	6 564 732,19	490 593,54	7 055 325,73		5 878 533,93	5 878 533,93	1 176 791,80	
4122	Étudiants, élèves, stagiaires - exercice en cours		39 722 192,09	39 722 192,09		35 410 260,34	35 410 260,34	4 311 931,75	
4123	Étudiants, élèves, stagiaires - échéanciers de prélèvements	202 100,56	781 026,26	983 126,82		738 314,86	738 314,86	244 811,96	
4161	Clients douteux ou litigieux - Suite impayés	5 549,00	213,94	5 762,94		3 850,94	3 850,94	1 912,00	
4162	Clients douteux ou litigieux Hors Impayés	483 421,02	235 321,76	718 742,78		242 082,84	242 082,84	476 659,94	
4164	Clients douteux ou litigieux - Sur échéancier	3 400,00	12 898,69	16 298,69		10 383,89	10 383,89	5 914,80	
41811	Factures à établir - Droits d'inscription	51 039,50	50 882,00	101 921,50		66 086,50	66 086,50	35 835,00	
41812	Produits à recevoir - Formation continue	1 327 408,42	1 814 016,88	3 141 425,30		1 327 408,42	1 327 408,42	1 814 016,88	
41814	Produits à recevoir - Divers	4 478 371,59	8 189 538,51	12 667 910,10		5 935 084,40	5 935 084,40	6 732 825,70	
418151	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs privés - Investissement	4 254 581,28	4 051 405,05	8 305 986,33		4 254 581,28	4 254 581,28	4 051 405,05	
418152	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs privés - Fonctionnement	17 816 479,33	19 939 622,55	37 756 101,88		17 907 607,06	17 907 607,06	19 848 494,82	
41911	Clients - avances conventions recherches privées globalisées		10 456 263,72	10 456 263,72	22 400 785,62	7 794 009,93	30 194 795,55		19 738 531,83
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41	*40 249 896,90*	*125 299 762,93*	*165 549 659,83*	*22 400 785,62*	*119 517 629,36*	*141 918 414,98*	*43 369 776,68*	*19 738 531,83*
425	Personnel - Avances et acomptes	6 151,10	18 231,77	24 382,87		17 190,88	17 190,88	7 191,99	
4282	Dettes provisionnées pour congés payés		3 892 293,00	3 892 293,00	3 892 293,00	4 225 145,00	8 117 438,00		4 225 145,00
4286	Autres charges à payer		9 921 926,00	9 921 926,00	9 601 046,00	9 129 830,28	18 730 876,28		8 808 950,28
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 42	*6 151,10*	*13 832 450,77*	*13 838 601,87*	*13 493 339,00*	*13 372 166,16*	*26 865 505,16*	*7 191,99*	*13 034 095,28*
4411	Financements d'investissement Etat et Entités publiques	2 357 402,82	67 722 349,76	70 079 752,58		67 866 903,95	67 866 903,95	2 212 848,63	
4417	Subventions de fonctionnement Etat et entités publiques	19 335 729,85	675 135 159,52	694 470 889,37		670 373 614,25	670 373 614,25	24 097 275,12	
441911	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques globalisées		43 151 806,06	43 151 806,06	148 244 699,73	70 752 593,80	218 997 293,53		175 845 487,47
441912	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques fléchées		87 967 337,34	87 967 337,34	83 361 245,34	85 011 193,29	168 372 438,63		80 405 101,29
4419321	Avances sur revenus de la DNC CAMPUS et IDEX		34 450 459,72	34 450 459,72	112 784 383,47	43 044 805,00	155 829 188,47		121 378 728,75
44352	Aide de l'État versée par l'ASP au titre des contrats aidés		61 759,10	61 759,10	2 900,75	64 253,54	67 154,29		5 395,19
4452	TVA due intra-communautaire		534 130,76	534 130,76	1 622,17	532 508,59	534 130,76		
44551	TVA à décaisser		1 429 390,54	1 429 390,54		1 429 390,54	1 429 390,54		
44562	TVAdéductibles sur immobilisations		4 469 418,48	4 469 418,48		4 469 418,48	4 469 418,48		
44566	TVA déductibles sur autres biens et services		5 606 289,18	5 606 289,18		5 606 289,18	5 606 289,18		

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
44567	Crédit de T.V.A. à reporter		7 225 780,54	7 225 780,54		7 225 780,54	7 225 780,54		
44571	TVA collectée		4 384 488,41	4 384 488,41		4 384 488,41	4 384 488,41		
44583	Remboursement de TVA demandé	1 501 333,00	7 225 783,54	8 727 116,54		5 202 516,54	5 202 516,54	3 524 600,00	
44586	TVA sur factures non parvenues	1 107 465,86	11 354 135,54	12 461 601,40	513 663,70	11 478 502,14	11 992 165,84	469 435,56	
448711	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Investissement	86 170 230,20	116 217 762,66	202 387 992,86		103 102 221,61	103 102 221,61	99 285 771,25	
448771	PAR colloques - Financeurs publics		348 993,61	348 993,61		159 909,37	159 909,37	189 084,24	
448777	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Fonctionnement	116 984 647,51	140 822 245,30	257 806 892,81		133 529 140,23	133 529 140,23	124 277 752,58	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	*227 456 809,24*	*1 208 107 290,06*	*1 435 564 099,30*	*344 908 515,16*	*1 214 233 529,46*	*1 559 142 044,62*	*254 056 767,38*	*377 634 712,70*
458	Associés - Opérations faites en commun et en GIE	438 400,00		438 400,00		438 400,00	438 400,00		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 45	*438 400,00*		*438 400,00*		*438 400,00*	*438 400,00*		
462	Créances sur cessions d'immobilisations		9 870 220,00	9 870 220,00		9 870 220,00	9 870 220,00		
46311	Ordres de recettes ou ordres de reversement à recouvrer - Exploitation -	33,11		33,11		33,11	33,11		
46312	Ordres de recettes ou ordres de reversement à recouvrer - Exploitation - Paye	59 259,00	255 715,46	314 974,46		240 738,60	240 738,60	74 235,86	
4633	Autres dépenses à régulariser - Inscriptions		17 620,00	17 620,00		3 813,00	3 813,00	13 807,00	
4661	Ordres de paiement émis en euros pour les dépenses à l'étranger		1 794 290,41	1 794 290,41		1 805 855,47	1 805 855,47		11 565,06
4663	Virements à réimputer		409 733,07	409 733,07	9 031,26	407 478,52	416 509,78		6 776,71
4664	Excédents de versement à rembourser		3 001 989,95	3 001 989,95	400 530,26	3 011 092,70	3 411 622,96		409 633,01
4665	Opérations particulières avec SRIA (MPGP UBM)	1 155 000,00		1 155 000,00		1 155 000,00	1 155 000,00		
4671	Aide à la Mobilité Internationale		225 600,00	225 600,00	677 402,00	521 600,00	1 199 002,00		973 402,00
4674	Taxe d'apprentissage		1 810 536,68	1 810 536,68	123 979,91	1 702 534,49	1 826 514,40		15 977,72
46781	Bourse erasmus		702 300,00	702 300,00	965 797,80	992 527,00	1 958 324,80		1 256 024,80
46782	Autres comptes débiteurs ou créditeurs		6 940,00	6 940,00	5 066,83	8 160,00	13 226,83		6 286,83
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 46	*1 214 292,11*	*18 094 945,57*	*19 309 237,68*	*2 181 808,06*	*19 719 052,89*	*21 900 860,95*	*88 042,86*	*2 679 666,13*
471111	Droits simples complémentaires et spécifiques		8 229 127,50	8 229 127,50	52 012,50	8 221 416,00	8 273 428,50		44 301,00
471112	Droits spécifiques étudiants extra communautaires		6 633,50	6 633,50		6 633,50	6 633,50		
471114	Droits des Bibliothèques non rattachées à l'établissement		1 129 276,00	1 129 276,00	15 640,00	1 124 312,00	1 139 952,00		10 676,00
471115	Droits de scolarité		8 692 892,64	8 692 892,64	86 484,00	8 752 637,48	8 839 121,48		146 228,84
471116	Droits exercices antérieurs		114 209,10	114 209,10	40 249,60	121 984,60	162 234,20		48 025,10
471122	Recette à classer IJSS		436 719,15	436 719,15		443 898,45	443 898,45		7 179,30
471123	RAFP		19 932,92	19 932,92	7,41	19 932,92	19 940,33		7,41
471124	Intérêts moratoires perçus		631,70	631,70		1 000,42	1 000,42		368,72
471125	Ecarts d'arrondis		25,86	25,86	1,98	25,12	27,10		1,24
471131	Colloques et Congrès		211 717,48	211 717,48	1 032,00	211 717,48	212 749,48		1 032,00
471132	Recettes à classer FORCO		20 428 397,81	20 428 397,81	663 087,04	19 928 122,97	20 591 210,01		162 812,20
471133	Recettes à classer CPF		604 065,53	604 065,53	792,50	603 273,03	604 065,53		
471134	Conventions de recherche globalisée		443 479 620,33	443 479 620,33	2 911 896,02	447 575 963,35	450 487 859,37		7 008 239,04
471135	Conventions de recherche fléchées		27 488 778,45	27 488 778,45		27 488 778,45	27 488 778,45		
471136	Recettes à classer OPCO					145 838,47	145 838,47		145 838,47
471138	Recettes à classer diverses (hors Forco Opco CPF convention)		199 479 895,08	199 479 895,08	92 794,47	199 516 066,42	199 608 860,89		128 965,81
471141	Remboursement fournisseurs en attente de titre		235 581,73	235 581,73	4 126,88	255 691,31	259 818,19		24 236,46

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4715	Recettes des régisseurs à vérifier		**71 122,62**	**71 122,62**		**71 242,62**	**71 242,62**		**120,00**
47211	DPAO Paye		**772 514 158,59**	**772 514 158,59**		**772 514 158,59**	**772 514 158,59**		
47212	DPAO Frais bancaires		**85,00**	**85,00**		**85,00**	**85,00**		
47213	DPAO Factures étrangères émis en devises étrangères et frais associés		**864 600,16**	**864 600,16**		**864 600,16**	**864 600,16**		
47214	DPAO Carte bancaire et frais associés	**27,35**	**38 036,61**	**38 063,96**		**38 025,05**	**38 025,05**	**38,91**	
47215	DPAO - Carte logée		**3 837 542,26**	**3 837 542,26**		**3 837 542,26**	**3 837 542,26**		
47216	DPAO - Cartes achat		**433 391,42**	**433 391,42**		**408 179,26**	**408 179,26**	**25 212,16**	
47218	DPAO Divers	**449,51**	**12 050 585,55**	**12 051 035,06**		**12 050 885,48**	**12 050 885,48**	**149,58**	
4725	Dépenses des régisseurs à vérifier		**121 449,94**	**121 449,94**		**121 449,94**	**121 449,94**		
47311	Conventions avances à rembourser		**13 885,52**	**13 885,52**		**275 455,07**	**275 455,07**		**261 569,55**
47313	Projets sur convention (Université de Bordeaux coordonnateur)		**9 207 665,55**	**9 207 665,55**		**11 065 017,45**	**11 065 017,45**		**1 857 351,90**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 47	*476,86*	*1 509 710 028,00*	*1 509 710 504,86*	*3 868 124,40*	*1 515 663 932,85*	*1 519 532 057,25*	*25 400,65*	*9 846 953,04*
486	Charges constatées d'avance (imputables à l'exercice suivant)	**232 320,00**		**232 320,00**		**232 320,00**	**232 320,00**		
4873	PCA Formation continue		**523 566,30**	**523 566,30**	**523 566,30**	**308 519,87**	**832 086,17**		**308 519,87**
4878	PCA Exploitation Divers		**1 493 138,27**	**1 493 138,27**	**1 457 996,19**	**1 248 930,28**	**2 706 926,47**		**1 213 788,20**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 48	*232 320,00*	*2 016 704,57*	*2 249 024,57*	*1 981 562,49*	*1 789 770,15*	*3 771 332,64*		*1 522 308,07*
4911	Dépréciations des comptes de Clients divers		**866 784,86**	**866 784,86**	**1 357 433,86**		**1 357 433,86**		**490 649,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 49		*866 784,86*	*866 784,86*	*1 357 433,86*		*1 357 433,86*		*490 649,00*
	TOTAL CLASSE 4	**271 010 968,07**	**3 287 364 242,07**	**3 558 375 210,14**	**399 927 145,62**	**3 295 432 227,53**	**3 695 359 373,15**	**297 815 285,79**	**434 799 448,80**

CLASSE 5

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
5112	Chèques bancaires à encaisser	**28 748,52**	**1 500 571,38**	**1 529 319,90**		**1 526 443,39**	**1 526 443,39**	**2 876,51**	
51151	Cartes bancaires à l'encaissement		**250 138,28**	**250 138,28**		**250 138,28**	**250 138,28**		
51152	Paybox à l'encaissement		**9 290 062,55**	**9 290 062,55**		**9 290 062,55**	**9 290 062,55**		
51171	Chèques impayés	**4 386,53**	**3 636,00**	**8 022,53**		**2 538,00**	**2 538,00**	**5 484,53**	
51172	Paiements en trois fois paybox impayés	**20 351,00**	**154 532,00**	**174 883,00**		**158 136,00**	**158 136,00**	**16 747,00**	
51173	Prélèvements impayés		**12 130,04**	**12 130,04**		**12 130,04**	**12 130,04**		
51183	Fichiers de prélèvements à l'encaissement		**371 324,83**	**371 324,83**		**371 324,83**	**371 324,83**		
5151	Compte au Trésor	**195 710 715,22**	**636 127 688,84**	**831 838 404,06**		**602 558 702,25**	**602 558 702,25**	**229 279 701,81**	
5159	Réglements en cours de traitement		**240 768 706,77**	**240 768 706,77**		**240 768 706,77**	**240 768 706,77**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 51	*195 764 201,27*	*888 478 790,69*	*1 084 242 991,96*		*854 938 182,11*	*854 938 182,11*	*229 304 809,85*	
531	Caisse	**2 170,86**	**10 368,43**	**12 539,29**		**9 534,90**	**9 534,90**	**3 004,39**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 53	*2 170,86*	*10 368,43*	*12 539,29*		*9 534,90*	*9 534,90*	*3 004,39*	
543	Régies d'avances - Régie de terrain		**147 724,49**	**147 724,49**		**147 724,49**	**147 724,49**		
545	Régies de recettes		**75,00**	**75,00**		**75,00**	**75,00**		
548	Avances pour menues dépenses - Régie Caisse		**1 889,76**	**1 889,76**		**1 889,76**	**1 889,76**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 54		*149 689,25*	*149 689,25*		*149 689,25*	*149 689,25*		
585	Virements internes de fonds		**9 347,90**	**9 347,90**		**9 347,90**	**9 347,90**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 58		*9 347,90*	*9 347,90*		*9 347,90*	*9 347,90*		
	TOTAL CLASSE 5	**195 766 372,13**	**888 648 196,27**	**1 084 414 568,40**		**855 106 754,16**	**855 106 754,16**	**229 307 814,24**	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
60611	Électricité		**7 534 383,93**	**7 534 383,93**		**654 925,62**	**654 925,62**	**6 879 458,31**	
60612	Carburants et lubrifiants		**319 663,61**	**319 663,61**		**47 213,25**	**47 213,25**	**272 450,36**	
60613	Gaz (hors gas techniques et spéciaux)		**3 237 105,92**	**3 237 105,92**		**500 819,15**	**500 819,15**	**2 736 286,77**	
60614	Chauffage sur réseau		**410 322,22**	**410 322,22**		**68 953,79**	**68 953,79**	**341 368,43**	
60617	Eau		**919 584,43**	**919 584,43**		**158 753,39**	**158 753,39**	**760 831,04**	
60618	Autres fournitures non stockables		**234 824,31**	**234 824,31**		**89 816,65**	**89 816,65**	**145 007,66**	
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		**2 372 318,18**	**2 372 318,18**		**563 641,03**	**563 641,03**	**1 808 677,15**	
6064	Fournitures administratives		**2 014 016,31**	**2 014 016,31**		**208 912,02**	**208 912,02**	**1 805 104,29**	
6065	Linge, vêtements de travail		**123 518,23**	**123 518,23**		**8 872,24**	**8 872,24**	**114 645,99**	
6066	Animaux		**461 873,25**	**461 873,25**		**51 828,99**	**51 828,99**	**410 044,26**	
6067	Fournitures et matériels d'enseignement et de recherche non immobilisés		**9 780 599,82**	**9 780 599,82**		**1 665 531,14**	**1 665 531,14**	**8 115 068,68**	
6068	Autres matières et fournitures non stockées		**1 188 324,76**	**1 188 324,76**		**465 370,08**	**465 370,08**	**722 954,68**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 60		*28 596 534,97*	*28 596 534,97*		*4 484 637,35*	*4 484 637,35*	*24 111 897,62*	
611	Sous-traitance générale		**1 894 923,08**	**1 894 923,08**		**72 557,61**	**72 557,61**	**1 822 365,47**	
6122	Crédit-bail mobilier		**81 004,28**	**81 004,28**		**4 519,17**	**4 519,17**	**76 485,11**	
6132	Locations immobilières		**1 579 617,84**	**1 579 617,84**		**161 685,84**	**161 685,84**	**1 417 932,00**	
6135	Locations mobilières		**829 977,93**	**829 977,93**		**102 179,13**	**102 179,13**	**727 798,80**	
614	Charges locatives et de copropriété		**373 890,03**	**373 890,03**		**123 276,85**	**123 276,85**	**250 613,18**	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers		**4 521 404,40**	**4 521 404,40**		**156 144,29**	**156 144,29**	**4 365 260,11**	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers		**1 210 296,80**	**1 210 296,80**		**288 257,20**	**288 257,20**	**922 039,60**	
6156	Maintenance		**7 002 937,16**	**7 002 937,16**		**832 252,18**	**832 252,18**	**6 170 684,98**	
6161	Multirisques		**52 519,49**	**52 519,49**				**52 519,49**	
6162	Assurance obligatoire dommage-construction		**722 507,48**	**722 507,48**		**6,66**	**6,66**	**722 500,82**	
6163	Assurances transport		**16,93**	**16,93**		**0,73**	**0,73**	**16,20**	
6168	Autres assurances		**555 165,13**	**555 165,13**		**429 889,45**	**429 889,45**	**125 275,68**	
617	Études et recherches		**626 699,39**	**626 699,39**		**405 542,42**	**405 542,42**	**221 156,97**	
6181	Documentation générale et administrative		**127 319,81**	**127 319,81**		**40 281,11**	**40 281,11**	**87 038,70**	
618311	Abonnements français		**466 198,68**	**466 198,68**		**47 659,38**	**47 659,38**	**418 539,30**	
618312	Abonnements etrangers		**423 926,68**	**423 926,68**		**8 685,29**	**8 685,29**	**415 241,39**	
618321	Ouvrages français		**887 602,80**	**887 602,80**		**91 530,59**	**91 530,59**	**796 072,21**	
618322	Ouvrages Étrangers		**69 340,37**	**69 340,37**		**5 976,81**	**5 976,81**	**63 363,56**	
618331	Ouvrages électroniques français		**3 011 265,86**	**3 011 265,86**		**188 442,86**	**188 442,86**	**2 822 823,00**	
618332	Ouvrages électroniques etrangers		**3 986 375,07**	**3 986 375,07**		**2 738 678,13**	**2 738 678,13**	**1 247 696,94**	
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences (organisés par l'établissement)		**644 228,29**	**644 228,29**		**243 273,96**	**243 273,96**	**400 954,33**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 61		*29 067 217,50*	*29 067 217,50*		*5 940 839,66*	*5 940 839,66*	*23 126 377,84*	
6211	Personnel intérimaire		**15 605,48**	**15 605,48**		**3 401,37**	**3 401,37**	**12 204,11**	
62142	Personnel mis à disposition de l'établissement		**764 259,95**	**764 259,95**		**8 713,16**	**8 713,16**	**755 546,79**	
6224	Rémunérations des transitaires		**775,02**	**775,02**		**383,22**	**383,22**	**391,80**	
6226	Honoraires		**2 353 486,83**	**2 353 486,83**		**634 016,88**	**634 016,88**	**1 719 469,95**	
6227	Frais d'actes et de contentieux		**3 142,44**	**3 142,44**		**358,31**	**358,31**	**2 784,13**	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6228	Divers rémunérations d'intermédiaires		302 814,49	302 814,49		279 646,84	279 646,84	23 167,65	
6231	Annonces et insertions		184 861,36	184 861,36		63 958,10	63 958,10	120 903,26	
6233	Foires et expositions		49 705,48	49 705,48		1 748,00	1 748,00	47 957,48	
6236	Catalogues et imprimés		45 277,31	45 277,31		38 688,01	38 688,01	6 589,30	
6237	Publications		320 565,88	320 565,88		85 885,65	85 885,65	234 680,23	
6238	Divers frais de publicité et relations publiques		305 415,64	305 415,64		34 065,63	34 065,63	271 350,01	
6241	Transports sur achats		130 147,88	130 147,88		76 124,98	76 124,98	54 022,90	
6245	Voyages d'études, visites et sorties pédagogiques		303 136,47	303 136,47		40 352,56	40 352,56	262 783,91	
6247	Transports collectifs du personnel		45 475,29	45 475,29		7 815,65	7 815,65	37 659,64	
6248	Divers transports de biens et collectifs		114 149,68	114 149,68		35 413,70	35 413,70	78 735,98	
6251	Voyages et déplacements du personnel		1 496 853,04	1 496 853,04		220 683,10	220 683,10	1 276 169,94	
6254	Frais d'inscription aux colloques		626 859,61	626 859,61		121 831,19	121 831,19	505 028,42	
6255	Frais de déménagement		236 004,18	236 004,18		1 068,58	1 068,58	234 935,60	
62561	Missions des personnels de l'EPSCP		2 611 789,39	2 611 789,39		197 027,70	197 027,70	2 414 761,69	
62562	Missions des étudiants		527 700,34	527 700,34		36 540,25	36 540,25	491 160,09	
62563	Missions des personnalités extérieures		1 530 017,68	1 530 017,68		181 466,36	181 466,36	1 348 551,32	
6257	Réceptions		2 511 626,05	2 511 626,05		335 962,97	335 962,97	2 175 663,08	
6264	Téléphone		221 175,04	221 175,04		41 909,82	41 909,82	179 265,22	
6265	Affranchissements		295 338,77	295 338,77		42 878,63	42 878,63	252 460,14	
6266	Internet		13 189,14	13 189,14		5 101,95	5 101,95	8 087,19	
6267	Liaisons informatiques spécialisées		290 304,61	290 304,61		15 862,70	15 862,70	274 441,91	
6278	Autres frais et commissions		77 327,55	77 327,55		29 954,76	29 954,76	47 372,79	
6281	Concours divers (cotisations...)		1 826 228,84	1 826 228,84		146 765,73	146 765,73	1 679 463,11	
6283	Formation continue du personnel de l'établissement		703 647,20	703 647,20		56 433,23	56 433,23	647 213,97	
6284	Frais de recrutement du personnel		70 731,56	70 731,56		4 221,00	4 221,00	66 510,56	
6285	Prestations extérieures de gardiennage		2 567 406,05	2 567 406,05		47 421,49	47 421,49	2 519 984,56	
6286	Prestations extérieures de nettoyage		3 634 191,09	3 634 191,09		455 709,79	455 709,79	3 178 481,30	
6287	Prestations extérieures d'informatique		2 062 180,08	2 062 180,08		154 859,27	154 859,27	1 907 320,81	
62881	Participation au service commun		350,46	350,46		350,46	350,46		
62885	Facturation des payes à façon		174 999,50	174 999,50				174 999,50	
62888	Autres prestations externes diverses		10 770 729,66	10 770 729,66		2 267 981,58	2 267 981,58	8 502 748,08	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		*37 187 469,04*	*37 187 469,04*		*5 674 602,62*	*5 674 602,62*	*31 512 866,42*	
6331	Versement de transport		4 033 190,61	4 033 190,61		11 375,97	11 375,97	4 021 814,64	
6332	Allocation logement		1 017 897,20	1 017 897,20		2 544,09	2 544,09	1 015 353,11	
63512	Taxes foncières		15,00	15,00				15,00	
63513	Autres impôts ou taxes à caractère local		4 801,59	4 801,59				4 801,59	
6353	Impôts indirects		1 352,93	1 352,93		579,50	579,50	773,43	
63542	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur		273,25	273,25				273,25	
6358	Autres droits		213 022,07	213 022,07		211 978,21	211 978,21	1 043,86	
6372	Taxes perçues par les organismes publics internationaux		2 592,00	2 592,00				2 592,00	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6373	Contribution FIPHFP		**59 895,28**	**59 895,28**				**59 895,28**	
6374	Impôts et taxes exigibles à l'étranger		**1 679,00**	**1 679,00**		**1 679,00**	**1 679,00**		
6378	Taxes diverses		**64 633,48**	**64 633,48**		**55 057,82**	**55 057,82**	**9 575,66**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		*5 399 352,41*	*5 399 352,41*		*283 214,59*	*283 214,59*	*5 116 137,82*	
64111	Rémunérations principales des fonctionnaires et contractuels		**201 346 446,70**	**201 346 446,70**		**9 610 787,55**	**9 610 787,55**	**191 735 659,15**	
641121	Rémunérations accessoires indexées des fonctionnaires et contractuels		**9 586 619,18**	**9 586 619,18**		**7 937,03**	**7 937,03**	**9 578 682,15**	
641122	Rémunérations accessoires non indexées des fonctionnaires et contractuels		**2 198 015,72**	**2 198 015,72**		**13 504,27**	**13 504,27**	**2 184 511,45**	
6412	Congés payés du personnel		**4 200 128,57**	**4 200 128,57**		**3 936 322,00**	**3 936 322,00**	**263 806,57**	
64131	Primes et gratifications indexées		**5 616 969,87**	**5 616 969,87**		**993,30**	**993,30**	**5 615 976,57**	
64132	Primes et gratifications non indexées		**3 654 770,17**	**3 654 770,17**		**33 768,30**	**33 768,30**	**3 621 001,87**	
64142	Indemnité compensatrice à la hausse de la CSG		**1 429 163,81**	**1 429 163,81**		**495,66**	**495,66**	**1 428 668,15**	
64143	Indemnités et avantages indexés		**4 520 733,15**	**4 520 733,15**		**631,28**	**631,28**	**4 520 101,87**	
64144	Indemnités et avantages non indexés		**10 342 789,24**	**10 342 789,24**		**11 555,96**	**11 555,96**	**10 331 233,28**	
6415	Supplément familial		**1 649 159,45**	**1 649 159,45**		**2 083,97**	**2 083,97**	**1 647 075,48**	
6418	Autres rémunérations du personnel		**13 205,87**	**13 205,87**		**12 298,87**	**12 298,87**	**907,00**	
64191	Abattement indemnitaire - article 148 LFi 2016		**379,88**	**379,88**		**1 059 834,50**	**1 059 834,50**		**1 059 454,62**
64192	Indus sur rémunérations - exercice courant		**64 388,03**	**64 388,03**		**472 000,00**	**472 000,00**		**407 611,97**
6451	Cotisations d'assurance-maladie		**22 145 014,38**	**22 145 014,38**		**66 698,37**	**66 698,37**	**22 078 316,01**	
645311	Pensions civiles		**102 502 673,19**	**102 502 673,19**		**25 995,18**	**25 995,18**	**102 476 678,01**	
645312	Pensions militaires		**31 032,93**	**31 032,93**				**31 032,93**	
64532	Cotisations patronales CNRACL		**166 861,68**	**166 861,68**				**166 861,68**	
64534	Cotisations d'assurance vieillesse CNAV - agents non titulaires		**6 579 824,77**	**6 579 824,77**		**48 116,08**	**48 116,08**	**6 531 708,69**	
645351	Cotisations patronales au régime de retraite additionnelle obligatoire (RAFP)		**1 055 580,07**	**1 055 580,07**		**332,95**	**332,95**	**1 055 247,12**	
645352	Cotisations IRCANTEC		**2 856 040,07**	**2 856 040,07**		**21 034,28**	**21 034,28**	**2 835 005,79**	
6454	Cotisations Pôle emploi		**2 660 082,38**	**2 660 082,38**		**18 629,97**	**18 629,97**	**2 641 452,41**	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		**11 289 724,80**	**11 289 724,80**		**28 238,88**	**28 238,88**	**11 261 485,92**	
6471	prestations directes		**1 479 986,63**	**1 479 986,63**		**6 018,18**	**6 018,18**	**1 473 968,45**	
6474	Oeuvres sociales		**22 530,73**	**22 530,73**		**1 666,77**	**1 666,77**	**20 863,96**	
6475	Médecine du travail, pharmacie		**27 479,57**	**27 479,57**		**2 036,96**	**2 036,96**	**25 442,61**	
6478	Divers		**487 923,40**	**487 923,40**		**350 052,47**	**350 052,47**	**137 870,93**	
648	Autres charges de personnel		**819 338,25**	**819 338,25**		**4 084,76**	**4 084,76**	**815 253,49**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		*396 746 862,49*	*396 746 862,49*		*15 735 117,54*	*15 735 117,54*	*382 478 811,54*	*1 467 066,59*
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels		**2 692 763,27**	**2 692 763,27**		**232 298,92**	**232 298,92**	**2 460 464,35**	
6516	Droits d'auteur et de reproduction		**135 011,18**	**135 011,18**		**7 977,91**	**7 977,91**	**127 033,27**	
654	Pertes sur créances irrécouvrables		**51 864,98**	**51 864,98**				**51 864,98**	
656	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés (hors immobilisations financières)		**969 723,74**	**969 723,74**				**969 723,74**	
657811	Exonérations des droits d'inscription de droit (boursiers, ...)		**391 499,00**	**391 499,00**				**391 499,00**	
657812	Exonérations des droits d'inscription par université (extra co)		**13 344 312,00**	**13 344 312,00**		**6 673 176,00**	**6 673 176,00**	**6 671 136,00**	
65782	Bourses		**1 685 912,90**	**1 685 912,90**		**158 695,38**	**158 695,38**	**1 527 217,52**	
65785	Subventions reçues et réparties par l'EPSCP		**1 961 238,42**	**1 961 238,42**		**181 357,76**	**181 357,76**	**1 779 880,66**	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
65786	Subventions diverses accordées par l'établissement		**7 932 739,06**	**7 932 739,06**		**801 555,10**	**801 555,10**	**7 131 183,96**	
65788	Autres charges spécifiques		**2 609 363,86**	**2 609 363,86**		**533 925,14**	**533 925,14**	**2 075 438,72**	
65811	Pénalités sur contrats et conventions		**368,00**	**368,00**				**368,00**	
65812	Pénalités, amendes fiscales ou pénales		**2 154,28**	**2 154,28**		**760,00**	**760,00**	**1 394,28**	
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices		**1 830 569,98**	**1 830 569,98**		**88 380,70**	**88 380,70**	**1 742 189,28**	
6585	Dons, Libéralités		**2 129,40**	**2 129,40**		**2 129,40**	**2 129,40**		
6588	Autres charges diverses de gestion courante		**535 423,32**	**535 423,32**		**430 876,53**	**430 876,53**	**104 546,79**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 65		*34 145 073,39*	*34 145 073,39*		*9 111 132,84*	*9 111 132,84*	*25 033 940,55*	
66116	Intérêts des emprunts et des dettes assimilées		**4 783 368,61**	**4 783 368,61**		**1 925 429,58**	**1 925 429,58**	**2 857 939,03**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 66		*4 783 368,61*	*4 783 368,61*		*1 925 429,58*	*1 925 429,58*	*2 857 939,03*	
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles		**39 934 328,96**	**39 934 328,96**		**30 674,31**	**30 674,31**	**39 903 654,65**	
681511	Dotations aux provisions d'exploitation sur charges de personnel		**834 093,00**	**834 093,00**		**536 941,00**	**536 941,00**	**297 152,00**	
681512	Dotations aux provisions d'exploitation sur autres charges		**246 482,12**	**246 482,12**				**246 482,12**	
6816	Dotations aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		**1 832 594,03**	**1 832 594,03**				**1 832 594,03**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 68		*42 847 498,11*	*42 847 498,11*		*567 615,31*	*567 615,31*	*42 279 882,80*	
	TOTAL CLASSE 6		**578 773 376,52**	**578 773 376,52**		**43 722 589,49**	**43 722 589,49**	**536 517 853,62**	**1 467 066,59**

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706211	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants nationaux ou					5 954 161,00	5 954 161,00		5 954 161,00
706213	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants internationaux		6 679 641,00	6 679 641,00		13 757 405,00	13 757 405,00		7 077 764,00
706214	Droits des diplômes propres à chaque établissement		114 560,00	114 560,00		1 313 023,10	1 313 023,10		1 198 463,10
706221	Redevances (Bibliothèque Droits d'inscription étudiants)					1 053 422,00	1 053 422,00		1 053 422,00
706231	Formation - contrat d'apprentissage		5 752 842,02	5 752 842,02		19 665 562,73	19 665 562,73		13 912 720,71
706232	Premier équipement pédagogique					99 900,00	99 900,00		99 900,00
706238	Autres		2 212,00	2 212,00		100 418,67	100 418,67		98 206,67
70624	Prestations de formation continue		1 978 738,65	1 978 738,65		11 160 973,90	11 160 973,90		9 182 235,25
70625	Validation des acquis de l'expérience (VAE)		16 554,00	16 554,00		168 020,13	168 020,13		151 466,13
70626	Formation en apprentissage		176 390,00	176 390,00		3 047 539,04	3 047 539,04		2 871 149,04
70661	Colloques		175 475,40	175 475,40		456 521,66	456 521,66		281 046,26
706621	Prestations de recherche		50 073,23	50 073,23		2 097 753,75	2 097 753,75		2 047 680,52
706622	Contrat de collaboration de recherche		17 389 116,50	17 389 116,50		28 069 757,18	28 069 757,18		10 680 640,68
70664	Ventes de publications		2 893,50	2 893,50		10 158,75	10 158,75		7 265,25
70681	Prestations et travaux informatiques		337 376,50	337 376,50		1 483 160,71	1 483 160,71		1 145 784,21
706821	Photocopies, impressions, reliures		20 595,84	20 595,84		226 221,83	226 221,83		205 625,99
706828	Autres prestations de services		1 097 448,51	1 097 448,51		6 703 837,37	6 703 837,37		5 606 388,86
7083	Locations diverses		168 929,15	168 929,15		2 056 675,12	2 056 675,12		1 887 745,97
7084	Mise à disposition de personnel facturée		20 018,64	20 018,64		1 421 575,71	1 421 575,71		1 401 557,07
7085	Ports et frais accessoires facturés aux clients		517,20	517,20		4 000,00	4 000,00		3 482,80
7088	Autres produits d'activités annexes		254 976,31	254 976,31		2 544 446,87	2 544 446,87		2 289 470,56
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 70		*34 238 358,45*	*34 238 358,45*		*101 394 534,52*	*101 394 534,52*		*67 156 176,07*
722	Production immobilisée Immobilisations corporelles					50 649,02	50 649,02		50 649,02
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 72					*50 649,02*	*50 649,02*		*50 649,02*
7411111	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Socle		661 222,00	661 222,00		346 121 740,00	346 121 740,00		345 460 518,00
7411112	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Actions		1 521 656,00	1 521 656,00		13 760 568,00	13 760 568,00		12 238 912,00
74118	Autres subventions spécifiques MESRI (hors SCSP)		1 691 614,56	1 691 614,56		3 240 669,64	3 240 669,64		1 549 055,08
74128	Autres subventions Autres ministères		760 182,15	760 182,15		2 175 478,29	2 175 478,29		1 415 296,14
7413111	Intérêts dotation non consomptible Campus		4 134 393,64	4 134 393,64		4 134 393,64	4 134 393,64		
74131121	SUBV EXPLOIT - ANR INVESTISSEMENT AVENIR		6 485 222,37	6 485 222,37		30 233 123,70	30 233 123,70		23 747 901,33
74131122	SUBV EXPLOIT - CDC INVESTISSEMENT AVENIR (PIA ACCESS)		732 693,54	732 693,54		883 840,02	883 840,02		151 146,48
741312	SUBVENTION EXPLOITATION - ANR HORS IA		58 627 046,68	58 627 046,68		74 833 830,04	74 833 830,04		16 206 783,36
741323	Aide de l'état versée par l'ASP au titre des contrats aidés		5 801,50	5 801,50		64 659,85	64 659,85		58 858,35
7442	Subvention d'exploitation Région		22 397 309,91	22 397 309,91		27 606 350,21	27 606 350,21		5 209 040,30
7443	Subvention d'exploitation Département		792 973,03	792 973,03		2 078 749,72	2 078 749,72		1 285 776,69
7444	Subvention d'exploitation Communes et groupements de communes		1 170 306,80	1 170 306,80		2 676 013,98	2 676 013,98		1 505 707,18
7446	Subvention d'exploitation Union Européenne		17 865 263,57	17 865 263,57		24 955 941,07	24 955 941,07		7 090 677,50
7447	Subvention d'exploitation Organismes internationaux		742 296,18	742 296,18		2 900 900,89	2 900 900,89		2 158 604,71
7448	Subvention d'exploitation Autres entités publiques dont organismes publics		31 794 617,43	31 794 617,43		45 066 941,15	45 066 941,15		13 272 323,72
746	Dons, legs, mécénat		589 702,35	589 702,35		640 745,15	640 745,15		51 042,80

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
7481	Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe		**123 983,91**	**123 983,91**		**1 737 186,78**	**1 737 186,78**		**1 613 202,87**
74881	Autres subventions de fonctionnement - Hors conventions recherches		**926 862,47**	**926 862,47**		**2 401 221,64**	**2 401 221,64**		**1 474 359,17**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 74		*151 023 148,09*	*151 023 148,09*		*585 512 353,77*	*585 512 353,77*		*434 489 205,68*
7511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés et logiciels					**740 271,83**	**740 271,83**		**740 271,83**
7516	Droits d'auteur et de reproduction					**495,10**	**495,10**		**495,10**
752	Revenus des immeubles non affectés aux activités de l'établissement		**10 360,00**	**10 360,00**		**54 838,15**	**54 838,15**		**44 478,15**
756	Produits des cessions d'éléments d'actif (hors immobilisations financières)					**8 229 220,00**	**8 229 220,00**		**8 229 220,00**
7571	Taxes affectées (CVEC)					**2 210 449,80**	**2 210 449,80**		**2 210 449,80**
7572	Redevances					**7 500,00**	**7 500,00**		**7 500,00**
7583	Produits de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de demandes de		**10 272,25**	**10 272,25**		**92 924,04**	**92 924,04**		**82 651,79**
7584	Frais de poursuite et de contentieux					**289,98**	**289,98**		**289,98**
7588	Autres produits de gestion courante		**578 096,78**	**578 096,78**		**2 215 047,83**	**2 215 047,83**		**1 636 951,05**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 75		*598 729,03*	*598 729,03*		*13 551 036,73*	*13 551 036,73*		*12 952 307,70*
78131	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs remis en		**873 715,82**	**873 715,82**		**8 004 936,25**	**8 004 936,25**		**7 131 220,43**
78132	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs autres		**160 114,85**	**160 114,85**		**24 283 530,65**	**24 283 530,65**		**24 123 415,80**
78151	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement					**1 584 753,15**	**1 584 753,15**		**1 584 753,15**
7816	Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles					**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants					**415 121,86**	**415 121,86**		**415 121,86**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78		*1 033 830,67*	*1 033 830,67*		*35 682 535,94*	*35 682 535,94*		*34 648 705,27*
	TOTAL CLASSE 7		**186 894 066,24**	**186 894 066,24**		**736 191 109,98**	**736 191 109,98**		**549 297 043,74**

CLASSE 8

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890	BILAN D'OUVERTURE	**3 438 468 954,40**		**3 438 468 954,40**	**3 438 468 954,40**		**3 438 468 954,40**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	*3 438 468 954,40*		*3 438 468 954,40*	*3 438 468 954,40*		*3 438 468 954,40*		
	TOTAL CLASSE 8	**3 438 468 954,40**		**3 438 468 954,40**	**3 438 468 954,40**		**3 438 468 954,40**		
	TOTAL GENERAL	**6 883 345 232,60**	**5 748 992 811,57**	**12 632 338 044,17**	**6 883 345 232,60**	**5 748 992 811,57**	**12 632 338 044,17**	**4 065 240 560,49**	**4 065 240 560,49**

COMPTE AGREGE

Balance définitive

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
10411	Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements Etat		29 300 431,42	29 300 431,42	242 711 006,55	69 150 242,71	311 861 249,26		282 560 817,84
10412	Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété Etat		71 857 618,60	71 857 618,60	332 892 968,59	27 310 319,19	360 203 287,78		288 345 669,18
104131	Financements des autres actifs - Etat		7 093 658,11	7 093 658,11	37 094 655,32	31 181 129,51	68 275 784,83		61 182 126,72
1041321	Revenus de la dotation sur le financement des actifs DNC CAMPUS IDEX	5 099 391,77	47 730 281,45	52 829 673,22	86 059 986,11	70 860 077,38	156 920 063,49		104 090 390,27
1041322	Financement des actifs ANR IA hors DNC CAMPUS IDEX		13 899 538,02	13 899 538,02	243 397,03	14 150 766,57	14 394 163,60		494 625,58
1041323	Financements des actifs CDC IA (PIA ACCESS)					71 577,69	71 577,69		71 577,69
1041381	Financements des actifs ANR hors IA		11 681 579,49	11 681 579,49	11 236 539,37	11 912 196,31	23 148 735,68		11 467 156,19
1041388	Financements des actifs Autres financeurs		886 282,17	886 282,17	1 692 869,09	1 091 611,19	2 784 480,28		1 898 198,11
10491	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs mis à	150 480 331,10	20 716 227,65	171 196 558,75		4 562 542,87	4 562 542,87	166 634 015,88	
10492	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs remis en	211 339 791,33	11 031 498,81	222 371 290,14		15 321 329,03	15 321 329,03	207 049 961,11	
104931	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Etat	17 405 587,67	1 006 302,59	18 411 890,26				18 411 890,26	
1049321	Reprise au résultat du financement des autres actifs - DNC CAMPUS IDEX	28 397 079,68	4 256 430,17	32 653 509,85		21 379,36	21 379,36	32 632 130,49	
1049322	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR IA hors DNC		2 785 458,94	2 785 458,94		2 785 458,94	2 785 458,94		
1049381	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR hors IA	5 099 391,77	1 237 031,22	6 336 422,99		452 708,68	452 708,68	5 883 714,31	
1049388	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Autres	54 179,11		54 179,11				54 179,11	
10682	Réserves facultatives		3 854 532,40	3 854 532,40	108 870 806,78	6 415 326,75	115 286 133,53		111 431 601,13
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	*417 875 752,43*	*227 336 871,04*	*645 212 623,47*	*820 802 228,84*	*255 286 666,18*	*1 076 088 895,02*	*430 665 891,16*	*861 542 162,71*
110	Report à nouveau (solde créditeur)		12 565 684,54	12 565 684,54	6 176 273,52	11 867 015,62	18 043 289,14		5 477 604,60
119	Report à nouveau (solde débiteur)	9 670 235,43	5 169 748,23	14 839 983,66		11 418 742,04	11 418 742,04	3 421 241,62	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 11	*9 670 235,43*	*17 735 432,77*	*27 405 668,20*	*6 176 273,52*	*23 285 757,66*	*29 462 031,18*	*3 421 241,62*	*5 477 604,60*
120	Résultat de l'exercice (bénéfice)		6 354 697,20	6 354 697,20	6 354 697,20	14 250 950,66	20 605 647,86		14 250 950,66
129	Résultat de l'exercice (perte)	299 940,94	4 693,95	304 634,89		299 940,94	299 940,94	4 693,95	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12	*299 940,94*	*6 359 391,15*	*6 659 332,09*	*6 354 697,20*	*14 550 891,60*	*20 905 588,80*	*4 693,95*	*14 250 950,66*
13412	Financements rattachés à des actifs - Régions		29 318 664,43	29 318 664,43	101 251 711,09	34 914 964,12	136 166 675,21		106 848 010,78
13413	Financements rattachés à des actifs-Départements		74 970,00	74 970,00	1 326 179,77	85 279,37	1 411 459,14		1 336 489,14
13414	Financements rattachés à des actifs - Communes et groupements de communes		12 263 322,56	12 263 322,56	15 219 943,87	16 914 051,71	32 133 995,58		19 870 673,02
13415	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres entités dont		1 313 999,76	1 313 999,76	11 939 888,01	3 413 461,42	15 353 349,43		14 039 349,67
13416	Financements rattachés à des actifs déterminés - Union Européenne		495 127,18	495 127,18	12 736 003,29	593 703,86	13 329 707,15		12 834 579,97
13417	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres organismes		4 447 756,56	4 447 756,56	100 103 227,60	4 640 334,97	104 743 562,57		100 295 806,01
13492	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Régions	55 012 308,33	5 886 886,86	60 899 195,19		494 877,34	494 877,34	60 404 317,85	
13493	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Départements	433 329,94	21 592,73	454 922,67				454 922,67	
13494	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Communes et	643 910,19	383 139,97	1 027 050,16				1 027 050,16	
13495	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres entités	8 133 858,63	865 020,23	8 998 878,86		62 960,02	62 960,02	8 935 918,84	
13496	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Union Européenne	6 224 176,78	514 797,75	6 738 974,53		17 820,13	17 820,13	6 721 154,40	
13497	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres organismes	15 413 798,85	2 464 423,46	17 878 222,31		30 253,52	30 253,52	17 847 968,79	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	*85 861 382,72*	*58 049 701,49*	*143 911 084,21*	*242 576 953,63*	*61 167 706,46*	*303 744 660,09*	*95 391 332,71*	*255 224 908,59*
1511	Provisions pour litiges				494 080,00		494 080,00		494 080,00
1516	Provisions pour pertes sur contrats et opérations		1 133 090,15	1 133 090,15	1 538 406,12	246 482,12	1 784 888,24		651 798,09
1518	Autres provisions pour risques				65 000,00	165 440,00	230 440,00		230 440,00
1582	Provisions pour CET		99 309,00	99 309,00	780 996,00	232 427,00	1 013 423,00		914 114,00

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 15		*1 232 399,15*	*1 232 399,15*	*2 878 482,12*	*644 349,12*	*3 522 831,24*		*2 290 432,09*
1674	Avances de l'État et des entités publiques				**1 175 000 000,00**		**1 175 000 000,00**		**1 175 000 000,00**
16781	Emprunts PILPSE (à taux zéro)		**141 315,55**	**141 315,55**	**2 261 048,80**		**2 261 048,80**		**2 119 733,25**
16782	Emprunts BEI		**2 912 938,58**	**2 912 938,58**	**71 291 891,00**	**25 270 263,00**	**96 562 154,00**		**93 649 215,42**
16783	Emprunts Banque des territoires (CDC)		**1 047 093,49**	**1 047 093,49**	**19 790 569,44**	**11 892 481,11**	**31 683 050,55**		**30 635 957,06**
1687	Autres dettes		**2 037 619,54**	**2 037 619,54**	**21 777 749,20**	**30 000,44**	**21 807 749,64**		**19 770 130,10**
1688	Intérêts courus		**171 619,74**	**171 619,74**	**171 619,74**	**162 366,77**	**333 986,51**		**162 366,77**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 16		*6 310 586,90*	*6 310 586,90*	*1 290 292 878,18*	*37 355 111,32*	*1 327 647 989,50*		*1 321 337 402,60*
18551	BA IMMOS	**17 024 626,72**	**158 514 630,07**	**175 539 256,79**	**17 024 626,72**	**158 514 630,07**	**175 539 256,79**		
18552	BA CAMPUS	**63 177 578,01**	**130 281 876,67**	**193 459 454,68**	**63 177 578,01**	**130 281 876,67**	**193 459 454,68**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 18	*80 202 204,73*	*288 796 506,74*	*368 998 711,47*	*80 202 204,73*	*288 796 506,74*	*368 998 711,47*		
	TOTAL CLASSE 1	**593 909 516,25**	**605 820 889,24**	**1 199 730 405,49**	**2 449 283 718,22**	**681 086 989,08**	**3 130 370 707,30**	**529 483 159,44**	**2 460 123 461,25**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
20531	Logiciels acquis ou sous-traités	**2 788 926,38**	**716 706,17**	**3 505 632,55**		**108 494,96**	**108 494,96**	**3 397 137,59**	
2058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,	**489 398,51**	**191 859,50**	**681 258,01**		**99 957,56**	**99 957,56**	**581 300,45**	
206	Droit au bail	**25 000,00**		**25 000,00**				**25 000,00**	
208	Autres immobilisations incorporelles	**25 745,16**	**633 203,26**	**658 948,42**		**589 988,33**	**589 988,33**	**68 960,09**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	*3 329 070,05*	*1 541 768,93*	*4 870 838,98*		*798 440,85*	*798 440,85*	*4 072 398,13*	
211586	Autres terrains bâtis - Mis à disposition	**52 813 587,76**	**2 770,00**	**52 816 357,76**		**2 070,00**	**2 070,00**	**52 814 287,76**	
211587	Autres terrains bâtis - Acquis	**34 965 743,52**	**249 398,98**	**35 215 142,50**		**827 475,60**	**827 475,60**	**34 387 666,90**	
21217	Agencements, aménagements de terrains nus acquis	**39 009,05**	**53 767,84**	**92 776,89**		**83 075,16**	**83 075,16**	**9 701,73**	
21227	Agencements, aménagements de terrains aménagés acquis	**1 192 344,53**	**659 677,12**	**1 852 021,65**		**889 995,06**	**889 995,06**	**962 026,59**	
212587	Autres agencements, aménagements de terrains bâtis - Acquis	**1 539 903,58**	**672 427,45**	**2 212 331,03**		**281 186,01**	**281 186,01**	**1 931 145,02**	
213186	Autres bâtiments - mise à disposition	**300 078 153,59**	**42 506 136,67**	**342 584 290,26**		**28 605 853,56**	**28 605 853,56**	**313 978 436,70**	
213187	Autres bâtiments - Acquis	**315 951 721,85**	**28 960 644,48**	**344 912 366,33**		**43 793 249,98**	**43 793 249,98**	**301 119 116,35**	
213586	Mise à disposition - autres installations generales, agencements, aménagements	**72 413 804,11**	**3 356 068,96**	**75 769 873,07**		**2 129 205,10**	**2 129 205,10**	**73 640 667,97**	
213587	Acquis - Autres installations générales, agencements, aménagements des autres	**70 908 178,96**	**10 244 838,25**	**81 153 017,21**		**1 651 512,51**	**1 651 512,51**	**79 501 504,70**	
214187	Autres bâtiments sur sol d'autrui - Acquis	**2 617 858,93**	**15 038,40**	**2 632 897,33**		**626 851,59**	**626 851,59**	**2 006 045,74**	
215117	Installations complexes sur sol propre acquises	**9 038 541,17**	**1 116 068,50**	**10 154 609,67**		**1 235,75**	**1 235,75**	**10 153 373,92**	
215371	Matériel scientifique acquis	**122 103 592,83**	**7 164 291,82**	**129 267 884,65**		**420 702,77**	**420 702,77**	**128 847 181,88**	
215372	Matériel scientifique acquis (amortissement dérogatoire)	**3 490 020,38**	**254 144,80**	**3 744 165,18**		**168,66**	**168,66**	**3 743 996,52**	
21557	Outillage acquis	**2 694 914,51**	**115 305,68**	**2 810 220,19**		**1 461,14**	**1 461,14**	**2 808 759,05**	
21567	Matériel d'enseignement acquis	**20 585 251,39**	**4 385 212,40**	**24 970 463,79**		**356 264,17**	**356 264,17**	**24 614 199,62**	
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage acquis	**1 090 016,59**	**267 443,62**	**1 357 460,21**		**39 294,68**	**39 294,68**	**1 318 165,53**	
21617	Collections acquises	**33 272,43**		**33 272,43**		**0,01**	**0,01**	**33 272,42**	
21647	Collections littéraires, scientifiques, artistiques acquises		**0,01**	**0,01**		**0,01**	**0,01**		
2171	Biens historiques et culturels immobiliers (utilisation sur accord de la DSC)	**5,00**	**29 611,49**	**29 616,49**		**29 611,49**	**29 611,49**	**5,00**	
21817	Installations générales, agencements, aménagements divers acquis	**7 702 870,96**	**2 099 815,99**	**9 802 686,95**		**1 499 864,33**	**1 499 864,33**	**8 302 822,62**	
21827	Matériel de transport acquis	**1 727 588,22**	**132 280,16**	**1 859 868,38**				**1 859 868,38**	
218317	Matériel de bureau acquis	**2 155 029,39**	**113 567,30**	**2 268 596,69**		**22 033,85**	**22 033,85**	**2 246 562,84**	
218327	Matériel informatique acquis	**33 616 978,23**	**4 153 834,79**	**37 770 813,02**		**528 293,84**	**528 293,84**	**37 242 519,18**	
21847	Mobilier acquis	**7 083 322,17**	**134 149,01**	**7 217 471,18**		**10 499,98**	**10 499,98**	**7 206 971,20**	
21887	Matériels divers acquis	**12 042 091,36**	**769 725,75**	**12 811 817,11**		**45 391,90**	**45 391,90**	**12 766 425,21**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	*1 075 883 800,51*	*107 456 219,47*	*1 183 340 019,98*		*81 845 297,15*	*81 845 297,15*	*1 101 494 722,83*	
2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions	**7 196 619,61**	**9 135 923,03**	**16 332 542,64**		**8 429 138,06**	**8 429 138,06**	**7 903 404,58**	
2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations techniques, matériel et	**4 270 688,25**	**3 291 298,71**	**7 561 986,96**		**494 331,04**	**494 331,04**	**7 067 655,92**	
2318	Immobilisations corporelles en cours - Autres immobilisations corporelles	**27 488 619,99**	**27 727 054,69**	**55 215 674,68**	**0,11**	**3 332 504,57**	**3 332 504,68**	**51 883 170,00**	
238132	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**19 200 000,00**	**22 380 000,00**	**41 580 000,00**				**41 580 000,00**	
238135	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**1 715 551,55**	**29 883,19**	**1 745 434,74**		**419 919,90**	**419 919,90**	**1 325 514,84**	
23815	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Installations	**962 159,96**	**489 851,42**	**1 452 011,38**				**1 452 011,38**	
23818	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Autres	**63 831 548,53**	**11 597 066,97**	**75 428 615,50**		**836 115,13**	**836 115,13**	**74 592 500,37**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	*124 665 187,89*	*74 651 078,01*	*199 316 265,90*	*0,11*	*13 512 008,70*	*13 512 008,81*	*185 804 257,09*	
2618	Titres de participation - Autres titres	**5 304 202,00**	**438 400,00**	**5 742 602,00**				**5 742 602,00**	

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	*5 304 202,00*	*438 400,00*	*5 742 602,00*				*5 742 602,00*	
2751	Dépôts	**1 175 000 000,00**		**1 175 000 000,00**				**1 175 000 000,00**	
2755	Cautionnements	**7 161,30**		**7 161,30**				**7 161,30**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	*1 175 007 161,30*		*1 175 007 161,30*				*1 175 007 161,30*	
280531	Amortissement Logiciels acquis ou sous-traités				**2 040 932,76**	**451 152,62**	**2 492 085,38**		**2 492 085,38**
28058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,				**245 651,98**	**99 625,17**	**345 277,15**		**345 277,15**
2806	Droit au bail		**0,66**	**0,66**	**24 283,37**	**717,29**	**25 000,66**		**25 000,00**
2808	Autres immobilisations incorporelles		**7 977,32**	**7 977,32**	**20 390,91**	**14 337,15**	**34 728,06**		**26 750,74**
281217	Amortissement des agencements et aménagements de terrains nus acquis		**16 393,19**	**16 393,19**	**16 393,19**	**138,60**	**16 531,79**		**138,60**
281227	Amortissement des agencements, aménagements de terrains aménagés acquis		**172 605,38**	**172 605,38**	**243 964,68**	**40 289,62**	**284 254,30**		**111 648,92**
2812587	Amortissement des agencements et aménagements de terrains batiS ACQUIS		**2 263,14**	**2 263,14**	**344 844,82**	**77 396,11**	**422 240,93**		**419 977,79**
2813186	Amortissement bâtiments affectés ou remis en dotation		**4 627 366,02**	**4 627 366,02**	**159 031 714,02**	**18 264 548,50**	**177 296 262,52**		**172 668 896,50**
2813187	Amortissement bâtiments acquis		**11 989 294,43**	**11 989 294,43**	**218 184 375,19**	**12 461 558,32**	**230 645 933,51**		**218 656 639,08**
2813586	Amortissement Mise à disposition des installations générales, agencements,		**209 420,12**	**209 420,12**	**5 458 310,40**	**3 214 834,87**	**8 673 145,27**		**8 463 725,15**
2813587	Amortissements Acquis Autres installations générales agencements acquis		**317 495,76**	**317 495,76**	**24 956 897,57**	**3 438 530,61**	**28 395 428,18**		**28 077 932,42**
2814187	Amortissement des bâtiments sur sol d'autrui acquis				**933 744,75**	**771 394,18**	**1 705 138,93**		**1 705 138,93**
2815117	Amortissement des installations techniques complexes acquises				**8 470 630,26**	**252 312,63**	**8 722 942,89**		**8 722 942,89**
2815371	Amortissement du matériel scientifique acquis				**107 019 452,29**	**6 247 225,00**	**113 266 677,29**		**113 266 677,29**
2815372	Amortissement du matériel scientifique acquis (sur accord de l'AC)				**3 460 016,87**	**149 585,65**	**3 609 602,52**		**3 609 602,52**
281557	Amortissement de l'outillage acquis				**1 989 397,22**	**129 425,98**	**2 118 823,20**		**2 118 823,20**
281567	Amortissement du matériel d'enseignement acquis		**1 798,81**	**1 798,81**	**11 254 944,91**	**1 554 822,30**	**12 809 767,21**		**12 807 968,40**
281577	Amortissement des agencements et aménagements du matériel et outillage				**837 456,71**	**60 454,67**	**897 911,38**		**897 911,38**
281617	Amortissement des collections acquises				**9 307,51**	**112,00**	**9 419,51**		**9 419,51**
281817	Amortissement des installations générales, agencements, aménagements divers		**64 653,94**	**64 653,94**	**4 690 357,19**	**382 421,54**	**5 072 778,73**		**5 008 124,79**
281827	Amortissement du matériel de transport acquis				**1 331 563,36**	**112 410,92**	**1 443 974,28**		**1 443 974,28**
2818317	Amortissement du matériel de bureau acquis				**1 437 659,01**	**103 104,74**	**1 540 763,75**		**1 540 763,75**
2818327	Amortissement du matériel informatique acquis				**25 038 209,52**	**4 919 419,40**	**29 957 628,92**		**29 957 628,92**
281847	Amortissement du mobilier acquis				**5 832 761,68**	**207 574,61**	**6 040 336,29**		**6 040 336,29**
281887	Amortissement des matériels divers acquis				**10 426 498,22**	**762 358,78**	**11 188 857,00**		**11 188 857,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28		*17 409 268,77*	*17 409 268,77*	*593 299 758,39*	*53 715 751,26*	*647 015 509,65*		*629 606 240,88*
2911	Dépréciation des immobilisations corporelles Terrains				**2 085 655,86**		**2 085 655,86**		**2 085 655,86**
2913	Dépréciation des immobilisations corporelles Bâtiments					**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**
2961	Titres de participation et parts dans les associations, syndicats et organismes				**280 000,00**	**438 400,00**	**718 400,00**		**718 400,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 29				*2 365 655,86*	*1 832 594,03*	*4 198 249,89*		*4 198 249,89*
	TOTAL CLASSE 2	**2 384 189 421,75**	**201 496 735,18**	**2 585 686 156,93**	**595 665 414,36**	**151 704 091,99**	**747 369 506,35**	**2 472 121 141,35**	**633 804 490,77**

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de services		94 625 193,92	94 625 193,92	4 800,00	94 620 393,92	94 625 193,92		
4017	Retenues de garanties et oppositions				5 169,70	481,07	5 650,77		5 650,77
4041	Fournisseurs - achats d'immobilisations		90 432 189,78	90 432 189,78		90 432 189,78	90 432 189,78		
4047	Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garantie et oppositions		145 450,30	145 450,30	213 173,68	117 007,30	330 180,98		184 730,68
4081	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats de biens ou de prestations de	381 467,18	119 403 666,93	119 785 134,11	7 125 933,39	120 118 455,03	127 244 388,42		7 459 254,31
4084	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats d'immobilisations	82 142,62	104 402 158,65	104 484 301,27	2 386 500,26	104 300 698,00	106 687 198,26		2 202 896,99
40911	Avances sur missions	25 479,21	124 630,45	150 109,66		105 949,18	105 949,18	44 160,48	
40912	Avances sur Dépenses	923 532,85	302 985,28	1 226 518,13		1 002 572,38	1 002 572,38	223 945,75	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	*1 412 621,86*	*409 436 275,31*	*410 848 897,17*	*9 735 577,03*	*410 697 746,66*	*420 433 323,69*	*268 106,23*	*9 852 532,75*
411111	Clients - Exercices antérieurs - Hors conventions privées	2 920 172,34	11 409,17	2 931 581,51		2 801 064,30	2 801 064,30	130 517,21	
411112	Clients - Exercices antérieurs - Subventions conventions privées	2 142 641,67	160 472,60	2 303 114,27		2 189 086,27	2 189 086,27	114 028,00	
411121	Clients exercice en cours - Hors conventions privées		24 444 176,58	24 444 176,58		22 519 470,69	22 519 470,69	1 924 705,89	
411122	Clients exercices en cours - Subv conventions privées		14 939 729,59	14 939 729,59		12 439 803,71	12 439 803,71	2 499 925,88	
4121	Étudiants, élèves, stagiaires - exercices antérieurs	6 564 732,19	490 593,54	7 055 325,73		5 878 533,93	5 878 533,93	1 176 791,80	
4122	Étudiants, élèves, stagiaires - exercice en cours		39 722 192,09	39 722 192,09		35 410 260,34	35 410 260,34	4 311 931,75	
4123	Étudiants, élèves, stagiaires - échéanciers de prélèvements	202 100,56	781 026,26	983 126,82		738 314,86	738 314,86	244 811,96	
4161	Clients douteux ou litigieux - Suite impayés	5 549,00	213,94	5 762,94		3 850,94	3 850,94	1 912,00	
4162	Clients douteux ou litigieux Hors Impayés	483 421,02	235 321,76	718 742,78		242 082,84	242 082,84	476 659,94	
4164	Clients douteux ou litigieux - Sur échéancier	3 400,00	12 898,69	16 298,69		10 383,89	10 383,89	5 914,80	
41811	Factures à établir - Droits d'inscription	51 039,50	50 882,00	101 921,50		66 086,50	66 086,50	35 835,00	
41812	Produits à recevoir - Formation continue	1 327 408,42	1 814 016,88	3 141 425,30		1 327 408,42	1 327 408,42	1 814 016,88	
41814	Produits à recevoir - Divers	4 478 371,59	8 189 538,51	12 667 910,10		5 935 084,40	5 935 084,40	6 732 825,70	
418151	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs privés - Investissement	4 254 581,28	4 051 405,05	8 305 986,33		4 254 581,28	4 254 581,28	4 051 405,05	
418152	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs privés - Fonctionnement	17 816 479,33	19 939 622,55	37 756 101,88		17 907 607,06	17 907 607,06	19 848 494,82	
41911	Clients - avances conventions recherches privées globalisées		10 456 263,72	10 456 263,72	22 400 785,62	7 794 009,93	30 194 795,55		19 738 531,83
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41	*40 249 896,90*	*125 299 762,93*	*165 549 659,83*	*22 400 785,62*	*119 517 629,36*	*141 918 414,98*	*43 369 776,68*	*19 738 531,83*
425	Personnel - Avances et acomptes	6 151,10	18 231,77	24 382,87		17 190,88	17 190,88	7 191,99	
4282	Dettes provisionnées pour congés payés		3 892 293,00	3 892 293,00	3 892 293,00	4 225 145,00	8 117 438,00		4 225 145,00
4286	Autres charges à payer		9 921 926,00	9 921 926,00	9 601 046,00	9 129 830,28	18 730 876,28		8 808 950,28
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 42	*6 151,10*	*13 832 450,77*	*13 838 601,87*	*13 493 339,00*	*13 372 166,16*	*26 865 505,16*	*7 191,99*	*13 034 095,28*
4411	Financements d'investissement Etat et Entités publiques	2 357 402,82	67 722 349,76	70 079 752,58		67 866 903,95	67 866 903,95	2 212 848,63	
4417	Subventions de fonctionnement Etat et entités publiques	19 335 729,85	675 135 159,52	694 470 889,37		670 373 614,25	670 373 614,25	24 097 275,12	
441911	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques globalisées		43 151 806,06	43 151 806,06	148 244 699,73	70 752 593,80	218 997 293,53		175 845 487,47
441912	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques fléchées		87 967 337,34	87 967 337,34	83 361 245,34	85 011 193,29	168 372 438,63		80 405 101,29
4419321	Avances sur revenus de la DNC CAMPUS et IDEX		34 450 459,72	34 450 459,72	112 784 383,47	43 044 805,00	155 829 188,47		121 378 728,75
44352	Aide de l'État versée par l'ASP au titre des contrats aidés		61 759,10	61 759,10	2 900,75	64 253,54	67 154,29		5 395,19
4452	TVA due intra-communautaire		534 130,76	534 130,76	1 622,17	532 508,59	534 130,76		
44551	TVA à décaisser		1 429 390,54	1 429 390,54		1 429 390,54	1 429 390,54		
44562	TVAdéductibles sur immobilisations		4 469 418,48	4 469 418,48		4 469 418,48	4 469 418,48		
44566	TVA déductibles sur autres biens et services		5 606 289,18	5 606 289,18		5 606 289,18	5 606 289,18		

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
44567	Crédit de T.V.A. à reporter		**7 225 780,54**	**7 225 780,54**		**7 225 780,54**	**7 225 780,54**		
44571	TVA collectée		**4 384 488,41**	**4 384 488,41**		**4 384 488,41**	**4 384 488,41**		
44583	Remboursement de TVA demandé	**1 501 333,00**	**7 225 783,54**	**8 727 116,54**		**5 202 516,54**	**5 202 516,54**	**3 524 600,00**	
44586	TVA sur factures non parvenues	**1 107 465,86**	**11 354 135,54**	**12 461 601,40**	**513 663,70**	**11 478 502,14**	**11 992 165,84**	**469 435,56**	
448711	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Investissement	**86 170 230,20**	**116 217 762,66**	**202 387 992,86**		**103 102 221,61**	**103 102 221,61**	**99 285 771,25**	
448771	PAR colloques - Financeurs publics		**348 993,61**	**348 993,61**		**159 909,37**	**159 909,37**	**189 084,24**	
448777	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Fonctionnement	**116 984 647,51**	**140 822 245,30**	**257 806 892,81**		**133 529 140,23**	**133 529 140,23**	**124 277 752,58**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	*227 456 809,24*	*1 208 107 290,06*	*1 435 564 099,30*	*344 908 515,16*	*1 214 233 529,46*	*1 559 142 044,62*	*254 056 767,38*	*377 634 712,70*
458	Associés - Opérations faites en commun et en GIE	**438 400,00**		**438 400,00**		**438 400,00**	**438 400,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 45	*438 400,00*		*438 400,00*		*438 400,00*	*438 400,00*		
462	Créances sur cessions d'immobilisations		**9 870 220,00**	**9 870 220,00**		**9 870 220,00**	**9 870 220,00**		
46311	Ordres de recettes ou ordres de reversement à recouvrer - Exploitation -	**33,11**		**33,11**		**33,11**	**33,11**		
46312	Ordres de recettes ou ordres de reversement à recouvrer - Exploitation - Paye	**59 259,00**	**255 715,46**	**314 974,46**		**240 738,60**	**240 738,60**	**74 235,86**	
4633	Autres dépenses à régulariser - Inscriptions		**17 620,00**	**17 620,00**		**3 813,00**	**3 813,00**	**13 807,00**	
4661	Ordres de paiement émis en euros pour les dépenses à l'étranger		**1 794 290,41**	**1 794 290,41**		**1 805 855,47**	**1 805 855,47**		**11 565,06**
4663	Virements à réimputer		**409 733,07**	**409 733,07**	**9 031,26**	**407 478,52**	**416 509,78**		**6 776,71**
4664	Excédents de versement à rembourser		**3 001 989,95**	**3 001 989,95**	**400 530,26**	**3 011 092,70**	**3 411 622,96**		**409 633,01**
4665	Opérations particulières avec SRIA (MPGP UBM)	**1 155 000,00**		**1 155 000,00**		**1 155 000,00**	**1 155 000,00**		
4671	Aide à la Mobilité Internationale		**225 600,00**	**225 600,00**	**677 402,00**	**521 600,00**	**1 199 002,00**		**973 402,00**
4674	Taxe d'apprentissage		**1 810 536,68**	**1 810 536,68**	**123 979,91**	**1 702 534,49**	**1 826 514,40**		**15 977,72**
46781	Bourse erasmus		**702 300,00**	**702 300,00**	**965 797,80**	**992 527,00**	**1 958 324,80**		**1 256 024,80**
46782	Autres comptes débiteurs ou créditeurs		**6 940,00**	**6 940,00**	**5 066,83**	**8 160,00**	**13 226,83**		**6 286,83**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 46	*1 214 292,11*	*18 094 945,57*	*19 309 237,68*	*2 181 808,06*	*19 719 052,89*	*21 900 860,95*	*88 042,86*	*2 679 666,13*
471111	Droits simples complémentaires et spécifiques		**8 229 127,50**	**8 229 127,50**	**52 012,50**	**8 221 416,00**	**8 273 428,50**		**44 301,00**
471112	Droits spécifiques étudiants extra communautaires		**6 633,50**	**6 633,50**		**6 633,50**	**6 633,50**		
471114	Droits des Bibliothèques non rattachées à l'établissement		**1 129 276,00**	**1 129 276,00**	**15 640,00**	**1 124 312,00**	**1 139 952,00**		**10 676,00**
471115	Droits de scolarité		**8 692 892,64**	**8 692 892,64**	**86 484,00**	**8 752 637,48**	**8 839 121,48**		**146 228,84**
471116	Droits exercices antérieurs		**114 209,10**	**114 209,10**	**40 249,60**	**121 984,60**	**162 234,20**		**48 025,10**
471122	Recette à classer IJSS		**436 719,15**	**436 719,15**		**443 898,45**	**443 898,45**		**7 179,30**
471123	RAFP		**19 932,92**	**19 932,92**	**7,41**	**19 932,92**	**19 940,33**		**7,41**
471124	Intérêts moratoires perçus		**631,70**	**631,70**		**1 000,42**	**1 000,42**		**368,72**
471125	Ecarts d'arrondis		**25,86**	**25,86**	**1,98**	**25,12**	**27,10**		**1,24**
471131	Colloques et Congrès		**211 717,48**	**211 717,48**	**1 032,00**	**211 717,48**	**212 749,48**		**1 032,00**
471132	Recettes à classer FORCO		**20 428 397,81**	**20 428 397,81**	**663 087,04**	**19 928 122,97**	**20 591 210,01**		**162 812,20**
471133	Recettes à classer CPF		**604 065,53**	**604 065,53**	**792,50**	**603 273,03**	**604 065,53**		
471134	Conventions de recherche globalisée		**443 479 620,33**	**443 479 620,33**	**2 911 896,02**	**447 575 963,35**	**450 487 859,37**		**7 008 239,04**
471135	Conventions de recherche fléchées		**27 488 778,45**	**27 488 778,45**		**27 488 778,45**	**27 488 778,45**		
471136	Recettes à classer OPCO					**145 838,47**	**145 838,47**		**145 838,47**
471138	Recettes à classer diverses (hors Forco Opco CPF convention)		**199 479 895,08**	**199 479 895,08**	**92 794,47**	**199 516 066,42**	**199 608 860,89**		**128 965,81**
471141	Remboursement fournisseurs en attente de titre		**235 581,73**	**235 581,73**	**4 126,88**	**255 691,31**	**259 818,19**		**24 236,46**

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4715	Recettes des régisseurs à vérifier		**71 122,62**	**71 122,62**		**71 242,62**	**71 242,62**		**120,00**
47211	DPAO Paye		**772 514 158,59**	**772 514 158,59**		**772 514 158,59**	**772 514 158,59**		
47212	DPAO Frais bancaires		**85,00**	**85,00**		**85,00**	**85,00**		
47213	DPAO Factures étrangères émis en devises étrangères et frais associés		**864 600,16**	**864 600,16**		**864 600,16**	**864 600,16**		
47214	DPAO Carte bancaire et frais associés	**27,35**	**38 036,61**	**38 063,96**		**38 025,05**	**38 025,05**	**38,91**	
47215	DPAO - Carte logée		**3 837 542,26**	**3 837 542,26**		**3 837 542,26**	**3 837 542,26**		
47216	DPAO - Cartes achat		**433 391,42**	**433 391,42**		**408 179,26**	**408 179,26**	**25 212,16**	
47218	DPAO Divers	**449,51**	**12 050 585,55**	**12 051 035,06**		**12 050 885,48**	**12 050 885,48**	**149,58**	
4725	Dépenses des régisseurs à vérifier		**121 449,94**	**121 449,94**		**121 449,94**	**121 449,94**		
47311	Conventions avances à rembourser		**13 885,52**	**13 885,52**		**275 455,07**	**275 455,07**		**261 569,55**
47313	Projets sur convention (Université de Bordeaux coordonnateur)		**9 207 665,55**	**9 207 665,55**		**11 065 017,45**	**11 065 017,45**		**1 857 351,90**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 47	*476,86*	*1 509 710 028,00*	*1 509 710 504,86*	*3 868 124,40*	*1 515 663 932,85*	*1 519 532 057,25*	*25 400,65*	*9 846 953,04*
486	Charges constatées d'avance (imputables à l'exercice suivant)	**232 320,00**		**232 320,00**		**232 320,00**	**232 320,00**		
4873	PCA Formation continue		**523 566,30**	**523 566,30**	**523 566,30**	**308 519,87**	**832 086,17**		**308 519,87**
4878	PCA Exploitation Divers		**1 493 138,27**	**1 493 138,27**	**1 457 996,19**	**1 248 930,28**	**2 706 926,47**		**1 213 788,20**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 48	*232 320,00*	*2 016 704,57*	*2 249 024,57*	*1 981 562,49*	*1 789 770,15*	*3 771 332,64*		*1 522 308,07*
4911	Dépréciations des comptes de Clients divers		**866 784,86**	**866 784,86**	**1 357 433,86**		**1 357 433,86**		**490 649,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 49		*866 784,86*	*866 784,86*	*1 357 433,86*		*1 357 433,86*		*490 649,00*
	TOTAL CLASSE 4	**271 010 968,07**	**3 287 364 242,07**	**3 558 375 210,14**	**399 927 145,62**	**3 295 432 227,53**	**3 695 359 373,15**	**297 815 285,79**	**434 799 448,80**

CLASSE 5

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
5112	Chèques bancaires à encaisser	**28 748,52**	**1 500 571,38**	**1 529 319,90**		**1 526 443,39**	**1 526 443,39**	**2 876,51**	
51151	Cartes bancaires à l'encaissement		**250 138,28**	**250 138,28**		**250 138,28**	**250 138,28**		
51152	Paybox à l'encaissement		**9 290 062,55**	**9 290 062,55**		**9 290 062,55**	**9 290 062,55**		
51171	Chèques impayés	**4 386,53**	**3 636,00**	**8 022,53**		**2 538,00**	**2 538,00**	**5 484,53**	
51172	Paiements en trois fois paybox impayés	**20 351,00**	**154 532,00**	**174 883,00**		**158 136,00**	**158 136,00**	**16 747,00**	
51173	Prélèvements impayés		**12 130,04**	**12 130,04**		**12 130,04**	**12 130,04**		
51183	Fichiers de prélèvements à l'encaissement		**371 324,83**	**371 324,83**		**371 324,83**	**371 324,83**		
5151	Compte au Trésor	**195 710 715,22**	**636 127 688,84**	**831 838 404,06**		**602 558 702,25**	**602 558 702,25**	**229 279 701,81**	
5159	Réglements en cours de traitement		**240 768 706,77**	**240 768 706,77**		**240 768 706,77**	**240 768 706,77**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 51	*195 764 201,27*	*888 478 790,69*	*1 084 242 991,96*		*854 938 182,11*	*854 938 182,11*	*229 304 809,85*	
531	Caisse	**2 170,86**	**10 368,43**	**12 539,29**		**9 534,90**	**9 534,90**	**3 004,39**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 53	*2 170,86*	*10 368,43*	*12 539,29*		*9 534,90*	*9 534,90*	*3 004,39*	
543	Régies d'avances - Régie de terrain		**147 724,49**	**147 724,49**		**147 724,49**	**147 724,49**		
545	Régies de recettes		**75,00**	**75,00**		**75,00**	**75,00**		
548	Avances pour menues dépenses - Régie Caisse		**1 889,76**	**1 889,76**		**1 889,76**	**1 889,76**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 54		*149 689,25*	*149 689,25*		*149 689,25*	*149 689,25*		
585	Virements internes de fonds		**9 347,90**	**9 347,90**		**9 347,90**	**9 347,90**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 58		*9 347,90*	*9 347,90*		*9 347,90*	*9 347,90*		
	TOTAL CLASSE 5	**195 766 372,13**	**888 648 196,27**	**1 084 414 568,40**		**855 106 754,16**	**855 106 754,16**	**229 307 814,24**	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
60611	Électricité		**7 555 591,30**	**7 555 591,30**		**7 555 591,30**	**7 555 591,30**		
60612	Carburants et lubrifiants		**319 975,59**	**319 975,59**		**319 975,59**	**319 975,59**		
60613	Gaz (hors gas techniques et spéciaux)		**3 242 006,96**	**3 242 006,96**		**3 242 006,96**	**3 242 006,96**		
60614	Chauffage sur réseau		**410 542,11**	**410 542,11**		**410 542,11**	**410 542,11**		
60617	Eau		**920 084,72**	**920 084,72**		**920 084,72**	**920 084,72**		
60618	Autres fournitures non stockables		**237 232,90**	**237 232,90**		**237 232,90**	**237 232,90**		
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		**2 373 215,97**	**2 373 215,97**		**2 373 215,97**	**2 373 215,97**		
6064	Fournitures administratives		**2 015 072,09**	**2 015 072,09**		**2 015 072,09**	**2 015 072,09**		
6065	Linge, vêtements de travail		**123 717,06**	**123 717,06**		**123 717,06**	**123 717,06**		
6066	Animaux		**463 867,05**	**463 867,05**		**463 867,05**	**463 867,05**		
6067	Fournitures et matériels d'enseignement et de recherche non immobilisés		**9 827 031,59**	**9 827 031,59**		**9 827 031,59**	**9 827 031,59**		
6068	Autres matières et fournitures non stockées		**1 194 164,99**	**1 194 164,99**		**1 194 164,99**	**1 194 164,99**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 60		*28 682 502,33*	*28 682 502,33*		*28 682 502,33*	*28 682 502,33*		
611	Sous-traitance générale		**1 910 858,97**	**1 910 858,97**		**1 910 858,97**	**1 910 858,97**		
6122	Crédit-bail mobilier		**81 004,28**	**81 004,28**		**81 004,28**	**81 004,28**		
6132	Locations immobilières		**1 581 670,50**	**1 581 670,50**		**1 581 670,50**	**1 581 670,50**		
6135	Locations mobilières		**831 709,59**	**831 709,59**		**831 709,59**	**831 709,59**		
614	Charges locatives et de copropriété		**373 890,03**	**373 890,03**		**373 890,03**	**373 890,03**		
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers		**4 522 279,46**	**4 522 279,46**		**4 522 279,46**	**4 522 279,46**		
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers		**1 213 954,83**	**1 213 954,83**		**1 213 954,83**	**1 213 954,83**		
6156	Maintenance		**7 005 165,23**	**7 005 165,23**		**7 005 165,23**	**7 005 165,23**		
6161	Multirisques		**52 519,49**	**52 519,49**		**52 519,49**	**52 519,49**		
6162	Assurance obligatoire dommage-construction		**722 507,48**	**722 507,48**		**722 507,48**	**722 507,48**		
6163	Assurances transport		**16,93**	**16,93**		**16,93**	**16,93**		
6168	Autres assurances		**571 106,19**	**571 106,19**		**571 106,19**	**571 106,19**		
617	Études et recherches		**638 813,03**	**638 813,03**		**638 813,03**	**638 813,03**		
6181	Documentation générale et administrative		**127 319,81**	**127 319,81**		**127 319,81**	**127 319,81**		
618311	Abonnements français		**477 522,49**	**477 522,49**		**477 522,49**	**477 522,49**		
618312	Abonnements etrangers		**424 123,04**	**424 123,04**		**424 123,04**	**424 123,04**		
618321	Ouvrages français		**888 921,77**	**888 921,77**		**888 921,77**	**888 921,77**		
618322	Ouvrages Étrangers		**69 513,41**	**69 513,41**		**69 513,41**	**69 513,41**		
618331	Ouvrages électroniques français		**3 011 265,86**	**3 011 265,86**		**3 011 265,86**	**3 011 265,86**		
618332	Ouvrages électroniques etrangers		**3 986 392,52**	**3 986 392,52**		**3 986 392,52**	**3 986 392,52**		
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences (organisés par l'établissement)		**647 183,56**	**647 183,56**		**647 183,56**	**647 183,56**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 61		*29 137 738,47*	*29 137 738,47*		*29 137 738,47*	*29 137 738,47*		
6211	Personnel intérimaire		**15 605,48**	**15 605,48**		**15 605,48**	**15 605,48**		
62142	Personnel mis à disposition de l'établissement		**764 259,97**	**764 259,97**		**764 259,97**	**764 259,97**		
6224	Rémunérations des transitaires		**978,22**	**978,22**		**978,22**	**978,22**		
6226	Honoraires		**2 355 892,33**	**2 355 892,33**		**2 355 892,33**	**2 355 892,33**		
6227	Frais d'actes et de contentieux		**3 142,44**	**3 142,44**		**3 142,44**	**3 142,44**		

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6228	Divers rémunérations d'intermédiaires		**302 916,69**	**302 916,69**		**302 916,69**	**302 916,69**		
6231	Annonces et insertions		**185 579,86**	**185 579,86**		**185 579,86**	**185 579,86**		
6233	Foires et expositions		**49 925,48**	**49 925,48**		**49 925,48**	**49 925,48**		
6236	Catalogues et imprimés		**45 277,32**	**45 277,32**		**45 277,32**	**45 277,32**		
6237	Publications		**321 215,40**	**321 215,40**		**321 215,40**	**321 215,40**		
6238	Divers frais de publicité et relations publiques		**305 486,94**	**305 486,94**		**305 486,94**	**305 486,94**		
6241	Transports sur achats		**130 803,52**	**130 803,52**		**130 803,52**	**130 803,52**		
6245	Voyages d'études, visites et sorties pédagogiques		**303 136,81**	**303 136,81**		**303 136,81**	**303 136,81**		
6247	Transports collectifs du personnel		**45 565,48**	**45 565,48**		**45 565,48**	**45 565,48**		
6248	Divers transports de biens et collectifs		**114 872,64**	**114 872,64**		**114 872,64**	**114 872,64**		
6251	Voyages et déplacements du personnel		**1 500 376,86**	**1 500 376,86**		**1 500 376,86**	**1 500 376,86**		
6254	Frais d'inscription aux colloques		**631 323,64**	**631 323,64**		**631 323,64**	**631 323,64**		
6255	Frais de déménagement		**236 004,18**	**236 004,18**		**236 004,18**	**236 004,18**		
62561	Missions des personnels de l'EPSCP		**2 617 182,39**	**2 617 182,39**		**2 617 182,39**	**2 617 182,39**		
62562	Missions des étudiants		**528 379,37**	**528 379,37**		**528 379,37**	**528 379,37**		
62563	Missions des personnalités extérieures		**1 530 753,62**	**1 530 753,62**		**1 530 753,62**	**1 530 753,62**		
6257	Réceptions		**2 522 671,56**	**2 522 671,56**		**2 522 671,56**	**2 522 671,56**		
6264	Téléphone		**221 688,87**	**221 688,87**		**221 688,87**	**221 688,87**		
6265	Affranchissements		**295 677,77**	**295 677,77**		**295 677,77**	**295 677,77**		
6266	Internet		**13 326,73**	**13 326,73**		**13 326,73**	**13 326,73**		
6267	Liaisons informatiques spécialisées		**290 483,77**	**290 483,77**		**290 483,77**	**290 483,77**		
6278	Autres frais et commissions		**92 998,21**	**92 998,21**		**92 998,21**	**92 998,21**		
6281	Concours divers (cotisations...)		**1 826 268,84**	**1 826 268,84**		**1 826 268,84**	**1 826 268,84**		
6283	Formation continue du personnel de l'établissement		**703 647,20**	**703 647,20**		**703 647,20**	**703 647,20**		
6284	Frais de recrutement du personnel		**70 731,56**	**70 731,56**		**70 731,56**	**70 731,56**		
6285	Prestations extérieures de gardiennage		**2 567 483,61**	**2 567 483,61**		**2 567 483,61**	**2 567 483,61**		
6286	Prestations extérieures de nettoyage		**3 634 308,85**	**3 634 308,85**		**3 634 308,85**	**3 634 308,85**		
6287	Prestations extérieures d'informatique		**2 064 608,66**	**2 064 608,66**		**2 064 608,66**	**2 064 608,66**		
62881	Participation au service commun		**350,46**	**350,46**		**350,46**	**350,46**		
62885	Facturation des payes à façon		**174 999,50**	**174 999,50**		**174 999,50**	**174 999,50**		
62888	Autres prestations externes diverses		**10 787 533,93**	**10 787 533,93**		**10 787 533,93**	**10 787 533,93**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		*37 255 458,16*	*37 255 458,16*		*37 255 458,16*	*37 255 458,16*		
6331	Versement de transport		**4 033 190,61**	**4 033 190,61**		**4 033 190,61**	**4 033 190,61**		
6332	Allocation logement		**1 017 897,20**	**1 017 897,20**		**1 017 897,20**	**1 017 897,20**		
63512	Taxes foncières		**15,00**	**15,00**		**15,00**	**15,00**		
63513	Autres impôts ou taxes à caractère local		**4 801,59**	**4 801,59**		**4 801,59**	**4 801,59**		
6353	Impôts indirects		**1 372,43**	**1 372,43**		**1 372,43**	**1 372,43**		
63542	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur		**273,25**	**273,25**		**273,25**	**273,25**		
6358	Autres droits		**213 215,28**	**213 215,28**		**213 215,28**	**213 215,28**		
6372	Taxes perçues par les organismes publics internationaux		**2 592,00**	**2 592,00**		**2 592,00**	**2 592,00**		

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6373	Contribution FIPHFP		**59 895,28**	**59 895,28**		**59 895,28**	**59 895,28**		
6374	Impôts et taxes exigibles à l'étranger		**1 679,00**	**1 679,00**		**1 679,00**	**1 679,00**		
6378	Taxes diverses		**66 205,33**	**66 205,33**		**66 205,33**	**66 205,33**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		*5 401 136,97*	*5 401 136,97*		*5 401 136,97*	*5 401 136,97*		
64111	Rémunérations principales des fonctionnaires et contractuels		**201 725 255,99**	**201 725 255,99**		**201 725 255,99**	**201 725 255,99**		
641121	Rémunérations accessoires indexées des fonctionnaires et contractuels		**9 586 619,18**	**9 586 619,18**		**9 586 619,18**	**9 586 619,18**		
641122	Rémunérations accessoires non indexées des fonctionnaires et contractuels		**2 198 015,72**	**2 198 015,72**		**2 198 015,72**	**2 198 015,72**		
6412	Congés payés du personnel		**4 200 128,57**	**4 200 128,57**		**4 200 128,57**	**4 200 128,57**		
64131	Primes et gratifications indexées		**5 616 969,87**	**5 616 969,87**		**5 616 969,87**	**5 616 969,87**		
64132	Primes et gratifications non indexées		**3 654 770,17**	**3 654 770,17**		**3 654 770,17**	**3 654 770,17**		
64142	Indemnité compensatrice à la hausse de la CSG		**1 429 163,81**	**1 429 163,81**		**1 429 163,81**	**1 429 163,81**		
64143	Indemnités et avantages indexés		**4 520 733,15**	**4 520 733,15**		**4 520 733,15**	**4 520 733,15**		
64144	Indemnités et avantages non indexés		**10 342 789,24**	**10 342 789,24**		**10 342 789,24**	**10 342 789,24**		
6415	Supplément familial		**1 649 159,45**	**1 649 159,45**		**1 649 159,45**	**1 649 159,45**		
6418	Autres rémunérations du personnel		**13 205,87**	**13 205,87**		**13 205,87**	**13 205,87**		
64191	Abattement indemnitaire - article 148 LFi 2016		**1 059 834,50**	**1 059 834,50**		**1 059 834,50**	**1 059 834,50**		
64192	Indus sur rémunérations - exercice courant		**472 000,00**	**472 000,00**		**472 000,00**	**472 000,00**		
6451	Cotisations d'assurance-maladie		**22 145 014,38**	**22 145 014,38**		**22 145 014,38**	**22 145 014,38**		
645311	Pensions civiles		**102 502 673,19**	**102 502 673,19**		**102 502 673,19**	**102 502 673,19**		
645312	Pensions militaires		**31 032,93**	**31 032,93**		**31 032,93**	**31 032,93**		
64532	Cotisations patronales CNRACL		**166 861,68**	**166 861,68**		**166 861,68**	**166 861,68**		
64534	Cotisations d'assurance vieillesse CNAV - agents non titulaires		**6 579 824,77**	**6 579 824,77**		**6 579 824,77**	**6 579 824,77**		
645351	Cotisations patronales au régime de retraite additionnelle obligatoire (RAFP)		**1 055 580,07**	**1 055 580,07**		**1 055 580,07**	**1 055 580,07**		
645352	Cotisations IRCANTEC		**2 856 040,07**	**2 856 040,07**		**2 856 040,07**	**2 856 040,07**		
6454	Cotisations Pôle emploi		**2 660 082,38**	**2 660 082,38**		**2 660 082,38**	**2 660 082,38**		
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		**11 289 724,80**	**11 289 724,80**		**11 289 724,80**	**11 289 724,80**		
6471	prestations directes		**1 479 986,63**	**1 479 986,63**		**1 479 986,63**	**1 479 986,63**		
6474	Oeuvres sociales		**22 530,73**	**22 530,73**		**22 530,73**	**22 530,73**		
6475	Médecine du travail, pharmacie		**27 479,57**	**27 479,57**		**27 479,57**	**27 479,57**		
6478	Divers		**496 207,89**	**496 207,89**		**496 207,89**	**496 207,89**		
648	Autres charges de personnel		**819 338,25**	**819 338,25**		**819 338,25**	**819 338,25**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		*398 601 022,86*	*398 601 022,86*		*398 601 022,86*	*398 601 022,86*		
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels		**2 692 763,27**	**2 692 763,27**		**2 692 763,27**	**2 692 763,27**		
6516	Droits d'auteur et de reproduction		**135 134,89**	**135 134,89**		**135 134,89**	**135 134,89**		
654	Pertes sur créances irrécouvrables		**51 864,98**	**51 864,98**		**51 864,98**	**51 864,98**		
656	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés (hors immobilisations financières)		**969 723,74**	**969 723,74**		**969 723,74**	**969 723,74**		
657811	Exonérations des droits d'inscription de droit (boursiers, ...)		**391 499,00**	**391 499,00**		**391 499,00**	**391 499,00**		
657812	Exonérations des droits d'inscription par université (extra co)		**13 346 352,00**	**13 346 352,00**		**13 346 352,00**	**13 346 352,00**		
65782	Bourses		**1 685 912,90**	**1 685 912,90**		**1 685 912,90**	**1 685 912,90**		
65785	Subventions reçues et réparties par l'EPSCP		**2 015 032,82**	**2 015 032,82**		**2 015 032,82**	**2 015 032,82**		

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
65786	Subventions diverses accordées par l'établissement		**7 933 989,06**	**7 933 989,06**		**7 933 989,06**	**7 933 989,06**		
65788	Autres charges spécifiques		**2 609 460,67**	**2 609 460,67**		**2 609 460,67**	**2 609 460,67**		
65811	Pénalités sur contrats et conventions		**368,00**	**368,00**		**368,00**	**368,00**		
65812	Pénalités, amendes fiscales ou pénales		**2 154,28**	**2 154,28**		**2 154,28**	**2 154,28**		
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices		**1 830 569,98**	**1 830 569,98**		**1 830 569,98**	**1 830 569,98**		
6585	Dons, Libéralités		**2 129,40**	**2 129,40**		**2 129,40**	**2 129,40**		
6588	Autres charges diverses de gestion courante		**541 942,60**	**541 942,60**		**541 942,60**	**541 942,60**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 65		*34 208 897,59*	*34 208 897,59*		*34 208 897,59*	*34 208 897,59*		
66116	Intérêts des emprunts et des dettes assimilées		**4 783 368,61**	**4 783 368,61**		**4 783 368,61**	**4 783 368,61**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 66		*4 783 368,61*	*4 783 368,61*		*4 783 368,61*	*4 783 368,61*		
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles		**39 936 127,77**	**39 936 127,77**		**39 936 127,77**	**39 936 127,77**		
681511	Dotations aux provisions d'exploitation sur charges de personnel		**834 093,00**	**834 093,00**		**834 093,00**	**834 093,00**		
681512	Dotations aux provisions d'exploitation sur autres charges		**246 482,12**	**246 482,12**		**246 482,12**	**246 482,12**		
6816	Dotations aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		**1 832 594,03**	**1 832 594,03**		**1 832 594,03**	**1 832 594,03**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 68		*42 849 296,92*	*42 849 296,92*		*42 849 296,92*	*42 849 296,92*		
	TOTAL CLASSE 6		**580 919 421,91**	**580 919 421,91**		**580 919 421,91**	**580 919 421,91**		

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706211	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants nationaux ou		**5 954 161,00**	**5 954 161,00**		**5 954 161,00**	**5 954 161,00**		
706213	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants internationaux		**13 757 405,00**	**13 757 405,00**		**13 757 405,00**	**13 757 405,00**		
706214	Droits des diplômes propres à chaque établissement		**1 313 023,10**	**1 313 023,10**		**1 313 023,10**	**1 313 023,10**		
706221	Redevances (Bibliothèque Droits d'inscription étudiants)		**1 053 422,00**	**1 053 422,00**		**1 053 422,00**	**1 053 422,00**		
706231	Formation - contrat d'apprentissage		**20 305 493,08**	**20 305 493,08**		**20 305 493,08**	**20 305 493,08**		
706232	Premier équipement pédagogique		**99 900,00**	**99 900,00**		**99 900,00**	**99 900,00**		
706238	Autres		**100 418,67**	**100 418,67**		**100 418,67**	**100 418,67**		
70624	Prestations de formation continue		**11 160 973,90**	**11 160 973,90**		**11 160 973,90**	**11 160 973,90**		
70625	Validation des acquis de l'expérience (VAE)		**168 020,13**	**168 020,13**		**168 020,13**	**168 020,13**		
70626	Formation en apprentissage		**3 047 539,04**	**3 047 539,04**		**3 047 539,04**	**3 047 539,04**		
70661	Colloques		**456 521,66**	**456 521,66**		**456 521,66**	**456 521,66**		
706621	Prestations de recherche		**2 097 753,75**	**2 097 753,75**		**2 097 753,75**	**2 097 753,75**		
706622	Contrat de collaboration de recherche		**28 599 777,90**	**28 599 777,90**		**28 599 777,90**	**28 599 777,90**		
70664	Ventes de publications		**10 158,75**	**10 158,75**		**10 158,75**	**10 158,75**		
70681	Prestations et travaux informatiques		**1 483 160,71**	**1 483 160,71**		**1 483 160,71**	**1 483 160,71**		
706821	Photocopies, impressions, reliures		**226 221,83**	**226 221,83**		**226 221,83**	**226 221,83**		
706828	Autres prestations de services		**6 768 443,37**	**6 768 443,37**		**6 768 443,37**	**6 768 443,37**		
7083	Locations diverses		**2 056 675,12**	**2 056 675,12**		**2 056 675,12**	**2 056 675,12**		
7084	Mise à disposition de personnel facturée		**1 421 575,71**	**1 421 575,71**		**1 421 575,71**	**1 421 575,71**		
7085	Ports et frais accessoires facturés aux clients		**4 000,00**	**4 000,00**		**4 000,00**	**4 000,00**		
7088	Autres produits d'activités annexes		**2 544 446,87**	**2 544 446,87**		**2 544 446,87**	**2 544 446,87**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 70		*102 629 091,59*	*102 629 091,59*		*102 629 091,59*	*102 629 091,59*		
722	Production immobilisée Immobilisations corporelles		**50 649,02**	**50 649,02**		**50 649,02**	**50 649,02**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 72		*50 649,02*	*50 649,02*		*50 649,02*	*50 649,02*		
7411111	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Socle		**346 121 740,00**	**346 121 740,00**		**346 121 740,00**	**346 121 740,00**		
7411112	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Actions		**13 760 568,00**	**13 760 568,00**		**13 760 568,00**	**13 760 568,00**		
74118	Autres subventions spécifiques MESRI (hors SCSP)		**4 040 669,64**	**4 040 669,64**		**4 040 669,64**	**4 040 669,64**		
74128	Autres subventions Autres ministères		**2 175 478,29**	**2 175 478,29**		**2 175 478,29**	**2 175 478,29**		
7413111	Intérêts dotation non consomptible Campus		**4 134 393,64**	**4 134 393,64**		**4 134 393,64**	**4 134 393,64**		
74131121	SUBV EXPLOIT - ANR INVESTISSEMENT AVENIR		**30 397 538,83**	**30 397 538,83**		**30 397 538,83**	**30 397 538,83**		
74131122	SUBV EXPLOIT - CDC INVESTISSEMENT AVENIR (PIA ACCESS)		**885 971,52**	**885 971,52**		**885 971,52**	**885 971,52**		
741312	SUBVENTION EXPLOITATION - ANR HORS IA		**75 029 307,40**	**75 029 307,40**		**75 029 307,40**	**75 029 307,40**		
741323	Aide de l'état versée par l'ASP au titre des contrats aidés		**64 659,85**	**64 659,85**		**64 659,85**	**64 659,85**		
7442	Subvention d'exploitation Région		**28 106 350,21**	**28 106 350,21**		**28 106 350,21**	**28 106 350,21**		
7443	Subvention d'exploitation Département		**2 078 749,72**	**2 078 749,72**		**2 078 749,72**	**2 078 749,72**		
7444	Subvention d'exploitation Communes et groupements de communes		**2 676 013,98**	**2 676 013,98**		**2 676 013,98**	**2 676 013,98**		
7446	Subvention d'exploitation Union Européenne		**25 601 924,68**	**25 601 924,68**		**25 601 924,68**	**25 601 924,68**		
7447	Subvention d'exploitation Organismes internationaux		**3 281 243,30**	**3 281 243,30**		**3 281 243,30**	**3 281 243,30**		
7448	Subvention d'exploitation Autres entités publiques dont organismes publics		**45 393 491,96**	**45 393 491,96**		**45 393 491,96**	**45 393 491,96**		
746	Dons, legs, mécénat		**1 038 080,70**	**1 038 080,70**		**1 038 080,70**	**1 038 080,70**		

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
7481	Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe		**1 778 843,09**	**1 778 843,09**		**1 778 843,09**	**1 778 843,09**		
74881	Autres subventions de fonctionnement - Hors conventions recherches		**2 476 775,11**	**2 476 775,11**		**2 476 775,11**	**2 476 775,11**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 74		*589 041 799,92*	*589 041 799,92*		*589 041 799,92*	*589 041 799,92*		
7511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés et logiciels		**740 271,83**	**740 271,83**		**740 271,83**	**740 271,83**		
7516	Droits d'auteur et de reproduction		**495,10**	**495,10**		**495,10**	**495,10**		
752	Revenus des immeubles non affectés aux activités de l'établissement		**54 838,15**	**54 838,15**		**54 838,15**	**54 838,15**		
756	Produits des cessions d'éléments d'actif (hors immobilisations financières)		**8 229 220,00**	**8 229 220,00**		**8 229 220,00**	**8 229 220,00**		
7571	Taxes affectées (CVEC)		**2 210 449,80**	**2 210 449,80**		**2 210 449,80**	**2 210 449,80**		
7572	Redevances		**7 500,00**	**7 500,00**		**7 500,00**	**7 500,00**		
7583	Produits de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de demandes de		**92 924,04**	**92 924,04**		**92 924,04**	**92 924,04**		
7584	Frais de poursuite et de contentieux		**289,98**	**289,98**		**289,98**	**289,98**		
7588	Autres produits de gestion courante		**2 215 047,83**	**2 215 047,83**		**2 215 047,83**	**2 215 047,83**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 75		*13 551 036,73*	*13 551 036,73*		*13 551 036,73*	*13 551 036,73*		
78131	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs remis en		**8 004 936,25**	**8 004 936,25**		**8 004 936,25**	**8 004 936,25**		
78132	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs autres		**24 375 450,17**	**24 375 450,17**		**24 375 450,17**	**24 375 450,17**		
78151	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement		**1 584 753,15**	**1 584 753,15**		**1 584 753,15**	**1 584 753,15**		
7816	Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants		**415 121,86**	**415 121,86**		**415 121,86**	**415 121,86**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78		*35 774 455,46*	*35 774 455,46*		*35 774 455,46*	*35 774 455,46*		
	TOTAL CLASSE 7		**741 047 032,72**	**741 047 032,72**		**741 047 032,72**	**741 047 032,72**		

CLASSE 8

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890	BILAN D'OUVERTURE	**3 438 468 954,40**		**3 438 468 954,40**	**3 438 468 954,40**		**3 438 468 954,40**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	*3 438 468 954,40*		*3 438 468 954,40*	*3 438 468 954,40*		*3 438 468 954,40*		
	TOTAL CLASSE 8	**3 438 468 954,40**		**3 438 468 954,40**	**3 438 468 954,40**		**3 438 468 954,40**		
	TOTAL GENERAL	**6 883 345 232,60**	**6 305 296 517,39**	**13 188 641 749,99**	**6 883 345 232,60**	**6 305 296 517,39**	**13 188 641 749,99**	**3 528 727 400,82**	**3 528 727 400,82**

COMPTE FINANCIER 2022

ETABLISSEMENT PRINCIPAL

BILAN 2022

Etablissement

ACTIF	EXERCICE 2022			EXERCICE 2021
	BRUT	Amortissements et Provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	3 680 302,69	2 859 583,07	820 719,62	995 673,90
Immobilisations corporelles				
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériels et outillage	170 775 392,91	141 136 196,67	29 639 196,24	25 652 736,93
Collections	33 272,42	9 419,51	23 852,91	23 964,92
Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	68 059 103,44	54 835 735,26	13 223 368,18	14 206 483,56
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	3 608 510,22	0,00	3 608 510,22	3 192 401,47
Avances et comptes sur commandes	1 525 046,38	0,00	1 525 046,38	1 046 236,42
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières				
Immobilisations financières	705 485 507,30	718 400,00	704 767 107,30	704 767 107,30
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	**953 167 135,36**	**199 559 334,51**	**753 607 800,85**	**749 884 604,50**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances				
Créances sur des entités publiques (État, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission Européenne	140 378 926,79	0,00	140 378 926,79	129 685 636,68
Créances sur les clients et comptes rattachés	41 767 734,37	490 649,00	41 277 085,37	37 421 287,54
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par l'organisme	268 106,23	0,00	268 106,23	949 012,06
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	120 635,50	0,00	120 635,50	504 320,07
Charges				
Charges constatées d'avances	0,00	0,00	0,00	232 320,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)	**182 535 402,89**	**490 649,00**	**182 044 753,89**	**168 792 576,35**
TRÉSORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	141 403 841,03	0,00	141 403 841,03	126 510 894,16
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	**141 403 841,03**	**0,00**	**141 403 841,03**	**126 510 894,16**
Comptes de régularisation	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	**1 277 106 379,28**	**200 049 983,51**	**1 077 056 395,77**	**1 045 188 075,01**

UNIVERSITE DE BORDEAUX

Etablissement

BILAN 2022

PASSIF	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
FONDS PROPRES		
Financement de l'actif par l'État	17 168 595,69	16 293 933,42
Financement de l'actif par des tiers	17 791 710,92	16 970 485,46
Fonds propres des fondations	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	66 005 289,26	59 959 606,81
Report à nouveau	1 087 466,35	-309 014,75
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	2 579 271,78	6 354 697,20
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	**104 632 334,00**	**99 269 708,14**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	1 376 318,09	2 097 486,12
Provisions pour charges	914 114,00	780 996,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**2 290 432,09**	**2 878 482,12**
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts sociaux souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	700 000 000,00	700 000 000,00
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	**700 000 000,00**	**700 000 000,00**
DETTES NON FINANCIÈRES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 413 321,09	5 979 884,49
Dettes fiscales et sociales	13 039 490,47	13 497 861,92
Avances et acomptes reçus	237 891 431,20	215 531 319,48
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	973 402,00	677 402,00
Autres dettes non financières	11 293 676,85	5 371 854,37
Produits constatés d'avance	1 522 308,07	1 981 562,49
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES	**270 133 629,68**	**243 039 884,75**
TRÉSORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	**0,00**	**0,00**
Compte de régularisation	0,00	0,00
Écarts de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	**1 077 056 395,77**	**1 045 188 075,01**

UNIVERSITE DE BORDEAUX

COMPTE DE RESULTAT 2022

Etablissement

CHARGES	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats		
Achats	0,00	0,00
Consommations		
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	54 644 754,32	50 463 893,41
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	228 644 978,22	220 122 247,74
Charges sociales	148 783 920,51	144 917 819,54
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	2 467 981,43	1 261 188,14
Autres Charges		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	27 414 198,91	29 221 930,72
Dotations		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des charges cédés	16 155 588,33	16 422 290,47
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**478 111 421,72**	**462 409 370,02**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Transferts aux ménages	0,00	0,00
Transferts aux entreprises	0,00	0,00
Transferts aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transferts aux autres collectivités	0,00	0,00
Autres Charges		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations		
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Engagements fonds dédiés		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**478 111 421,72**	**462 409 370,02**
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêts	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
Résultat de l'activité (bénéfice)	2 579 271,78	6 354 697,20
TOTAL CHARGES	**480 690 693,50**	**468 764 067,22**

COMPTE DE RESULTAT 2022

Etablissement

PRODUITS	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public	336 595 341,00	331 026 971,79
Subventions de fonctionnement en provenance de l'État et des autres entités publiques	66 242 450,31	68 206 360,16
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'État et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	51 042,80	741 036,10
Produits de la fiscalité affectée	2 210 449,80	2 947 755,71
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)		
Vente de biens ou prestations de services	63 552 807,21	52 141 848,07
Produits des cessions d'éléments d'actif	24 220,00	15 663,80
Autres produits de gestion	2 246 818,47	2 280 731,83
Production stockée et immobilisée	50 649,02	102 659,60
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits		
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	1 999 875,01	2 743 162,27
Reprise du financement rattaché à un produit	7 717 039,88	8 557 877,89
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**480 690 693,50**	**468 764 067,22**
PRODUITS FINANCIERS		
Produit des participations et prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	0,00
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Résultat de l'activité (perte)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS	**480 690 693,50**	**468 764 067,22**

DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT
EXERCICE 2022

Etablissement

	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice ou perte)	2 579 271,78	6 354 697,20
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	16 155 588,33	16 422 290,47
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	9 716 914,89	11 301 040,16
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
- produits de cession d'éléments d'actifs	24 220,00	15 663,80
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0,00	0,00
= Capacité d'autofinancement	8 993 725,22	11 460 283,71

1. Tableau des Provisions

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement (participation des salariés)					
Provisions pour hausse de prix					
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif					
Amortissements dérogatoires					
Provision spéciale de réévaluation					
Plus-values réinvesties (assimilées à des amortissements dérogatoires)					
Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	494 080,00	0,00	0,00		494 080,00
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour pertes sur contrat	1 538 406,12	246 482,12	1 133 090,15		651 798,09
Provisions pour risques d'emploi					
Autres provisions pour risques	65 000,00	165 440,00	0,00		230 440,00
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions obligatoires similaires	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour impôts	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour renouvellement des immobilisations (établissement concessionnaire)					
Provisions pour travaux à répartir					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour remises en état	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour CET	780 996,00	232 427,00	99 309,00		914 114,00
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00		0,00
Autres provisions pour charges	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des provisions	**2 878 482,12**	**644 349,12**	**1 232 399,15**	**0,00**	**2 290 432,09**

2. Tableau des dépréciations

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	280 000,00	438 400,00	0,00	718 400,00
Dépréciations des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes de tiers	1 357 433,86	0,00	866 784,86	490 649,00
Dépréciations des comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépréciations	**1 637 433,86**	**438 400,00**	**866 784,86**	**1 209 049,00**

3. Tableau des variations de stocks

Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Animaux et végétaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Matières premières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des stocks	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

4. Tableau des immobilisations

Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Acquisitions, Mises à disposition	Transfert des en-cours	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	Par virement de poste à poste	
Immobilisations incorporelles	**3 323 913,85**	**356 388,84**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 680 302,69**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 278 324,89	356 388,84	0,00	0,00	0,00	0,00	3 634 713,73
Droit au bail	25 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 000,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	20 588,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	20 588,96
Immobilisations corporelles	**221 192 407,45**	**17 760 174,89**	**269 558,00**	**0,00**	**60 828,46**	**293 543,11**	**238 867 768,77**
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériels et outillage	158 454 812,51	12 062 063,86	258 516,54	0,00	0,00	0,00	170 775 392,91
Collections	33 272,43	-0,01	0,00	0,00	0,00	0,00	33 272,42
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	62 704 322,51	5 698 111,04	11 041,46	0,00	60 828,46	293 543,11	68 059 103,44
Immobilisations mises en concession	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations corporelles en cours	**4 238 637,89**	**1 164 390,82**	**-269 558,00**	**85,89**	**0,00**	**0,00**	**5 133 556,60**
Immobilisations grevées de droits	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations corporelles (biens vivants)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	**5 039 946,00**	**438 400,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 478 346,00**
Titres de participation	5 039 946,00	438 400,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 478 346,00
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiales)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des sociétés en participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	**700 007 161,30**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**700 007 161,30**
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés (droit de créance)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements versés	700 007 161,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	700 007 161,30
Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**933 802 066,49**	**19 719 354,55**	**0,00**	**85,89**	**60 828,46**	**293 543,11**	**953 167 135,36**

5. Tableau des amortissements

Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Cumulés à la fin de l'exercice
		Dotations de l'exercice	Autres opérations	Amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis	Autres opérations	
Immobilisations incorporelles	**2 328 239,95**	**539 320,44**	**0,00**	**7 977,32**	**0,00**	**2 859 583,07**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	2 286 584,74	531 984,42	0,00	0,00	0,00	2 818 569,16
Droit au bail	24 283,37	716,63	0,00	0,00	0,00	25 000,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	17 371,84	6 619,39	0,00	7 977,32	0,00	16 013,91
Immobilisations corporelles	**181 309 222,04**	**14 634 233,77**	**102 549,57**	**0,00**	**64 653,94**	**195 981 351,44**
Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Installations techniques, matériels, et outillage	132 802 075,58	8 239 664,46	94 456,63	0,00	0,00	141 136 196,67
Collections	9 307,51	112,00	0,00	0,00	0,00	9 419,51
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	48 497 838,95	6 394 457,31	8 092,94	0,00	64 653,94	54 835 735,26
Immobilisations mises en concession	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
~~**Immobilisations corporelles en cours**~~						
~~**Immobilisations grevées de droits**~~						
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations						
Titres de participation						
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiales)						
Autres formes de participation						
Créances rattachées à des participations						
Créances rattachées à des sociétés en participation						
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés						
Autres immobilisations financières						
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)						
Titres immobilisés (droit de créance)						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Prêts						
Dépôts et cautionnements versés						
Autres créances immobilisées						
TOTAUX	**183 637 461,99**	**15 173 554,21**	**102 549,57**	**7 977,32**	**64 653,94**	**198 840 934,51**

6. Tableau des financements de l'actif

Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Autres opérations	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT	**16 293 933,42**	**3 105 449,48**	**0,00**	**31 977,32**	**2 262 764,53**	**0,00**	**0,00**	**17 168 595,69**
Financements non rattachés à un actif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financements rattachés à un actif	**16 293 933,42**	**3 105 449,48**	**0,00**	**31 977,32**	**2 262 764,53**	**0,00**	**0,00**	**17 168 595,69**
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Financement des autres actifs :								
État	4 859 895,84	1 719 640,43	0,00	0,00	278 916,01		0,00	6 300 620,26
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	9 114 608,63	1 025 552,34	0,00	31 977,32	961 270,26		403 035,65	8 807 832,38
Autres	2 319 428,95	360 256,71	0,00		1 022 578,26		-403 035,65	2 060 143,05
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	**16 970 485,46**	**6 121 986,42**	**0,00**	**0,00**	**5 546 194,87**	**0,00**	**-245 433,91**	**17 791 710,92**
Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Régions	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres collectivités et établissement publics	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Financements rattachés à un actif	**16 970 485,46**	**6 121 986,42**	**0,00**	**0,00**	**5 546 194,87**	**0,00**	**-245 433,91**	**17 791 710,92**
- Régions	702 870,45	3 801 058,30	0,00	0,00	3 865 395,65		-247 394,70	885 927,80
- Départements	135 429,00	10 309,37	0,00	0,00	260,48		0,00	145 477,89
- Communes et groupements de communes	939 036,27	9 938,79	0,00	0,00	29 749,91		0,00	919 225,15
- Autres collectivités et établissement publics	2 990 097,43	2 015 461,66	0,00	0,00	765 474,83		1 925,89	4 238 158,37
- Union Européenne	1 236 101,38	98 576,68	0,00	0,00	129 444,89		34,90	1 205 198,27
- Autres organismes	10 966 950,93	186 641,62	0,00	0,00	755 869,11		0,00	10 397 723,44
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAUX	**33 264 418,88**	**9 227 435,90**	**0,00**	**31 977,32**	**7 808 959,40**	**0,00**	**-245 433,91**	**34 960 306,61**

7. Tableau des filiales et participations

Informations financières Filiales et participations (1)	N° SIREN	Niveau de Contrôle (quote-part détenue)	Apport de fonds effectués (3)	Observations
A. Renseignements concernant les filiales (2)				
1. Filiales françaises				
SAS ADERA	403 280 308	60%	3 699 346,00	
SAS SRIA	521 530 113	51%	1 030 600,00	
SAS SATT AQUITAINE SCIENCE TRANSFERT	753 027 663	28%	280 000,00	
GIE ACCELENCE	530 918 325	47%	438 400,00	
2. Filiales étrangères				
B. Renseignements concernant les participations (2)				
1. Participations dans des entités françaises				
SCIC NOBATEK/INEF4	451 931 208	3,41%	30 000,00	
2. Participations dans des entités étrangères				

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles l'organisme a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN)
(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle l'organisme a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.
(3) En Euros

8. Tableau des créances

Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	**700 007 161,30**	**0,00**	**700 007 161,30**
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	700 007 161,30	0,00	700 007 161,30
		0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	**182 535 402,89**	**32 532 977,57**	**150 002 425,32**
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques), des organismes internationaux et la Commission Européenne	140 378 926,79	21 798 512,35	118 580 414,44
- Créances clients et comptes rattachés	41 767 734,37	10 345 723,49	31 422 010,88
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	268 106,23	268 106,23	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	120 635,50	120 635,50	0,00
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**882 542 564,19**	**32 532 977,57**	**850 009 586,62**

9. Tableau des dettes

Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	**700 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**700 000 000,00**
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	700 000 000,00	0,00	0,00	700 000 000,00
Dettes non financières	**270 133 629,68**	**270 133 629,68**	**0,00**	**0,00**
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 413 321,09	5 413 321,09	0,00	0,00
- Dettes fiscales et sociales	13 039 490,47	13 039 490,47	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	237 891 431,20	237 891 431,20	0,00	0,00
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	973 402,00	973 402,00	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	11 293 676,85	11 293 676,85	0,00	0,00
- Produits constatés d'avance	1 522 308,07	1 522 308,07	0,00	0,00
TOTAUX	**970 133 629,68**	**270 133 629,68**	**0,00**	**700 000 000,00**

SPE1 - Evolution de la situation patrimoniale

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement	0,00	Capacité d'autofinancement	8 993 725,22
Investissements	19 719 354,55	Financement de l'actif par l'Etat	3 105 449,48
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	6 121 986,42
		Autres ressources	24 220,00
Remboursement des dettes financières	0,00	Augmentation des dettes financières	0,00
TOTAL EMPLOIS	**19 719 354,55**	**TOTAL RESSOURCES**	**18 245 381,12**
Apport au fonds de roulement	**0,00**	**Prélèvement sur fonds de roulement**	**1 473 973,43**

SPE2 - Variation et niveau de fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

N° ligne	Libellé	Montants
1	Variation du Fonds de Roulement : Apport ou Prélèvement	-1 473 973,43
2	Variation du Besoin en Fonds de Roulement (Fonds de Roulement - Trésorerie)	-35 015 415,54
3	Variation de la Trésorerie : Abondement ou Prélèvement	33 541 442,11
4	Niveau du Fonds de Roulement	53 805 614,24
5	Niveau du Besoin en Fonds de Roulement	-87 598 226,79
6	Niveau de la Trésorerie	141 403 841,03

Fonds de roulement calculé au 31/12/2021	53 621 019,62
Fonds de roulement calculé au 31/12/2022	53 805 614,24
Variation 2022-2021	184 594,62

***L'écart constaté sur la variation du fonds de roulement entre 2021 et 2022 se justifie par :**

Des opérations impactant le report à nouveau réalisées au cours de l'exercice pour un montant de 1 658 568,05

ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Balance avant solde

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
104131	Financements des autres actifs - Etat		979,20	979,20	19 209 667,68	1 720 619,63	20 930 287,31		20 929 308,11
1041321	Revenus de la dotation sur le financement des actifs DNC CAMPUS IDEX	4 109 827,49	58 533,54	4 168 361,03	32 455 366,80	785 279,64	33 240 646,44		29 072 285,41
1041322	Financement des actifs ANR IA hors DNC CAMPUS IDEX		243 397,03	243 397,03	243 397,03	494 625,58	738 022,61		494 625,58
1041323	Financements des actifs CDC IA (PIA ACCESS)					71 577,69	71 577,69		71 577,69
1041381	Financements des actifs ANR hors IA		2 626 123,03	2 626 123,03	4 790 566,46	2 781 050,72	7 571 617,18		4 945 494,15
1041388	Financements des actifs Autres financeurs		886 282,17	886 282,17	1 692 869,09	1 091 611,19	2 784 480,28		1 898 198,11
104931	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Etat	14 349 771,84	278 916,01	14 628 687,85				14 628 687,85	
1049321	Reprise au résultat du financement des autres actifs - DNC CAMPUS IDEX	19 474 327,71	1 364 305,91	20 838 633,62		7 977,32	7 977,32	20 830 656,30	
1049381	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR hors IA	4 109 827,49	1 022 578,26	5 132 405,75		403 035,65	403 035,65	4 729 370,10	
1049388	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Autres	54 179,11		54 179,11				54 179,11	
10682	Réserves facultatives				59 959 606,81	6 045 682,45	66 005 289,26		66 005 289,26
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	*42 097 933,64*	*6 481 115,15*	*48 579 048,79*	*118 351 473,87*	*13 401 459,87*	*131 752 933,74*	*40 242 893,36*	*123 416 778,31*
110	Report à nouveau (solde créditeur)		10 445 945,33	10 445 945,33	4 056 534,31	8 385 159,83	12 441 694,14		1 995 748,81
119	Report à nouveau (solde débiteur)	4 365 549,06	908 282,46	5 273 831,52		4 365 549,06	4 365 549,06	908 282,46	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 11	*4 365 549,06*	*11 354 227,79*	*15 719 776,85*	*4 056 534,31*	*12 750 708,89*	*16 807 243,20*	*908 282,46*	*1 995 748,81*
120	Résultat de l'exercice (bénéfice)		6 354 697,20	6 354 697,20	6 354 697,20		6 354 697,20		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12		*6 354 697,20*	*6 354 697,20*	*6 354 697,20*		*6 354 697,20*		
13412	Financements rattachés à des actifs - Régions		9 269 346,73	9 269 346,73	46 318 090,95	13 070 405,03	59 388 495,98		50 119 149,25
13413	Financements rattachés à des actifs-Départements		7 010,00	7 010,00	413 803,85	17 319,37	431 123,22		424 113,22
13414	Financements rattachés à des actifs - Communes et groupements de communes		868,89	868,89	1 030 953,39	10 807,68	1 041 761,07		1 040 892,18
13415	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres entités dont		1 313 999,76	1 313 999,76	11 039 492,88	3 329 461,42	14 368 954,30		13 054 954,54
13416	Financements rattachés à des actifs déterminés - Union Européenne		495 127,18	495 127,18	4 952 007,50	593 703,86	5 545 711,36		5 050 584,18
13417	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres organismes		4 420 968,92	4 420 968,92	16 000 744,46	4 607 610,54	20 608 355,00		16 187 386,08
13492	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Régions	45 615 220,50	3 934 053,23	49 549 273,73		316 052,28	316 052,28	49 233 221,45	
13493	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Départements	278 374,85	260,48	278 635,33				278 635,33	
13494	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Communes et	91 917,12	29 749,91	121 667,03				121 667,03	
13495	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres entités	8 049 395,45	767 400,72	8 816 796,17				8 816 796,17	
13496	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Union Européenne	3 715 906,12	147 299,92	3 863 206,04		17 820,13	17 820,13	3 845 385,91	
13497	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres organismes	5 033 793,53	755 869,11	5 789 662,64				5 789 662,64	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	*62 784 607,57*	*21 141 954,85*	*83 926 562,42*	*79 755 093,03*	*21 963 180,31*	*101 718 273,34*	*68 085 368,53*	*85 877 079,45*
1511	Provisions pour litiges				494 080,00		494 080,00		494 080,00
1516	Provisions pour pertes sur contrats et opérations		1 133 090,15	1 133 090,15	1 538 406,12	246 482,12	1 784 888,24		651 798,09
1518	Autres provisions pour risques				65 000,00	165 440,00	230 440,00		230 440,00
1582	Provisions pour CET		99 309,00	99 309,00	780 996,00	232 427,00	1 013 423,00		914 114,00
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 15		*1 232 399,15*	*1 232 399,15*	*2 878 482,12*	*644 349,12*	*3 522 831,24*		*2 290 432,09*
1674	Avances de l'État et des entités publiques				700 000 000,00		700 000 000,00		700 000 000,00
1687	Autres dettes		30 000,42	30 000,42		30 000,42	30 000,42		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 16		*30 000,42*	*30 000,42*	*700 000 000,00*	*30 000,42*	*700 030 000,42*		*700 000 000,00*
18551	BA IMMOS	914 964,16	74 011 625,42	74 926 589,58	16 109 662,56	84 503 004,65	100 612 667,21		25 686 077,63
18552	BA CAMPUS	4 558 399,22	61 062 380,33	65 620 779,55	58 619 178,79	69 219 496,34	127 838 675,13		62 217 895,58

CLASSE 1

	DEBIT			CREDIT			SOLDE	
	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
SOUS-TOTAL CHAPITRE 18	*5 473 363,38*	*135 074 005,75*	*140 547 369,13*	*74 728 841,35*	*153 722 500,99*	*228 451 342,34*		*87 903 973,21*
TOTAL CLASSE 1	**114 721 453,65**	**181 668 400,31**	**296 389 853,96**	**986 125 121,88**	**202 512 199,60**	**1 188 637 321,48**	**109 236 544,35**	**1 001 484 011,87**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
20531	Logiciels acquis ou sous-traités	**2 788 926,38**	**372 981,86**	**3 161 908,24**		**108 494,96**	**108 494,96**	**3 053 413,28**	
2058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,	**489 398,51**	**189 567,50**	**678 966,01**		**97 665,56**	**97 665,56**	**581 300,45**	
206	Droit au bail	**25 000,00**		**25 000,00**				**25 000,00**	
208	Autres immobilisations incorporelles	**20 588,96**	**18 097,82**	**38 686,78**		**18 097,82**	**18 097,82**	**20 588,96**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	*3 323 913,85*	*580 647,18*	*3 904 561,03*		*224 258,34*	*224 258,34*	*3 680 302,69*	
21227	Agencements, aménagements de terrains aménagés acquis		**31 315,46**	**31 315,46**		**31 315,46**	**31 315,46**		
212587	Autres agencements, aménagements de terrains bâtis - Acquis		**86 479,27**	**86 479,27**		**86 479,27**	**86 479,27**		
213587	Acquis - Autres installations générales, agencements, aménagements des autres		**544 778,95**	**544 778,95**		**544 778,95**	**544 778,95**		
215117	Installations complexes sur sol propre acquises	**8 638 644,41**	**1 116 068,50**	**9 754 712,91**		**1 235,75**	**1 235,75**	**9 753 477,16**	
215371	Matériel scientifique acquis	**122 079 383,33**	**7 145 139,82**	**129 224 523,15**		**401 133,77**	**401 133,77**	**128 823 389,38**	
215372	Matériel scientifique acquis (amortissement dérogatoire)	**3 490 020,38**	**254 144,80**	**3 744 165,18**		**168,66**	**168,66**	**3 743 996,52**	
21557	Outillage acquis	**2 682 950,27**	**90 580,09**	**2 773 530,36**		**163,82**	**163,82**	**2 773 366,54**	
21567	Matériel d'enseignement acquis	**20 559 521,39**	**4 312 152,43**	**24 871 673,82**		**332 277,37**	**332 277,37**	**24 539 396,45**	
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage acquis	**1 004 292,73**	**176 768,81**	**1 181 061,54**		**39 294,68**	**39 294,68**	**1 141 766,86**	
21617	Collections acquises	**33 272,43**		**33 272,43**		**0,01**	**0,01**	**33 272,42**	
21647	Collections littéraires, scientifiques, artistiques acquises		**0,01**	**0,01**		**0,01**	**0,01**		
2171	Biens historiques et culturels immobiliers (utilisation sur accord de la DSC)		**29 611,49**	**29 611,49**		**29 611,49**	**29 611,49**		
21817	Installations générales, agencements, aménagements divers acquis	**6 523 339,22**	**1 234 442,85**	**7 757 782,07**		**508 748,18**	**508 748,18**	**7 249 033,89**	
21827	Matériel de transport acquis	**1 727 588,22**	**128 091,34**	**1 855 679,56**				**1 855 679,56**	
218317	Matériel de bureau acquis	**2 035 084,81**	**110 732,26**	**2 145 817,07**		**19 198,81**	**19 198,81**	**2 126 618,26**	
218327	Matériel informatique acquis	**33 423 299,06**	**4 113 112,77**	**37 536 411,83**		**527 779,58**	**527 779,58**	**37 008 632,25**	
21847	Mobilier acquis	**7 016 800,26**	**128 942,81**	**7 145 743,07**		**8 901,39**	**8 901,39**	**7 136 841,68**	
21887	Matériels divers acquis	**11 978 210,94**	**746 039,26**	**12 724 250,20**		**41 952,40**	**41 952,40**	**12 682 297,80**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	*221 192 407,45*	*20 248 400,92*	*241 440 808,37*		*2 573 039,60*	*2 573 039,60*	*238 867 768,77*	
2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations techniques, matériel et	**544 846,14**	**68 543,17**	**613 389,31**		**270 408,66**	**270 408,66**	**342 980,65**	
2318	Immobilisations corporelles en cours - Autres immobilisations corporelles	**2 647 555,33**	**619 900,13**	**3 267 455,46**		**1 925,89**	**1 925,89**	**3 265 529,57**	
23815	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Installations	**962 159,96**	**489 851,42**	**1 452 011,38**				**1 452 011,38**	
23818	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Autres	**84 076,46**		**84 076,46**		**11 041,46**	**11 041,46**	**73 035,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	*4 238 637,89*	*1 178 294,72*	*5 416 932,61*		*283 376,01*	*283 376,01*	*5 133 556,60*	
2618	Titres de participation - Autres titres	**5 039 946,00**	**438 400,00**	**5 478 346,00**				**5 478 346,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	*5 039 946,00*	*438 400,00*	*5 478 346,00*				*5 478 346,00*	
2751	Dépôts	**700 000 000,00**		**700 000 000,00**				**700 000 000,00**	
2755	Cautionnements	**7 161,30**		**7 161,30**				**7 161,30**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	*700 007 161,30*		*700 007 161,30*				*700 007 161,30*	
280531	Amortissement Logiciels acquis ou sous-traités				**2 040 932,76**	**432 359,25**	**2 473 292,01**		**2 473 292,01**
28058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,				**245 651,98**	**99 625,17**	**345 277,15**		**345 277,15**
2806	Droit au bail		**0,66**	**0,66**	**24 283,37**	**717,29**	**25 000,66**		**25 000,00**
2808	Autres immobilisations incorporelles		**7 977,32**	**7 977,32**	**17 371,84**	**6 619,39**	**23 991,23**		**16 013,91**
2815117	Amortissement des installations techniques complexes acquises				**8 267 764,10**	**222 660,89**	**8 490 424,99**		**8 490 424,99**
2815371	Amortissement du matériel scientifique acquis				**107 010 443,58**	**6 243 653,43**	**113 254 097,01**		**113 254 097,01**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
2815372	Amortissement du matériel scientifique acquis (sur accord de l'AC)				**3 460 016,87**	**149 585,65**	**3 609 602,52**		**3 609 602,52**
281557	Amortissement de l'outillage acquis				**1 988 597,39**	**127 082,55**	**2 115 679,94**		**2 115 679,94**
281567	Amortissement du matériel d'enseignement acquis		**1 798,81**	**1 798,81**	**11 253 268,21**	**1 549 153,97**	**12 802 422,18**		**12 800 623,37**
281577	Amortissement des agencements et aménagements du matériel et outillage				**821 985,43**	**43 783,41**	**865 768,84**		**865 768,84**
281617	Amortissement des collections acquises				**9 307,51**	**112,00**	**9 419,51**		**9 419,51**
281817	Amortissement des installations générales, agencements, aménagements divers		**64 653,94**	**64 653,94**	**4 678 993,39**	**335 048,11**	**5 014 041,50**		**4 949 387,56**
281827	Amortissement du matériel de transport acquis				**1 331 563,36**	**112 349,78**	**1 443 913,14**		**1 443 913,14**
2818317	Amortissement du matériel de bureau acquis				**1 420 887,11**	**91 110,28**	**1 511 997,39**		**1 511 997,39**
2818327	Amortissement du matériel informatique acquis				**24 846 016,42**	**4 914 559,13**	**29 760 575,55**		**29 760 575,55**
281847	Amortissement du mobilier acquis				**5 801 265,05**	**200 801,16**	**6 002 066,21**		**6 002 066,21**
281887	Amortissement des matériels divers acquis				**10 419 113,62**	**748 681,79**	**11 167 795,41**		**11 167 795,41**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28		*74 430,73*	*74 430,73*	*183 637 461,99*	*15 277 903,25*	*198 915 365,24*		*198 840 934,51*
2961	Titres de participation et parts dans les associations, syndicats et organismes				**280 000,00**	**438 400,00**	**718 400,00**		**718 400,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 29				*280 000,00*	*438 400,00*	*718 400,00*		*718 400,00*
	TOTAL CLASSE 2	**933 802 066,49**	**22 520 173,55**	**956 322 240,04**	**183 917 461,99**	**18 796 977,20**	**202 714 439,19**	**953 167 135,36**	**199 559 334,51**

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de services		68 881 570,91	68 881 570,91	4 800,00	68 876 770,91	68 881 570,91		
4017	Retenues de garanties et oppositions				1 144,76		1 144,76		1 144,76
4041	Fournisseurs - achats d'immobilisations		18 995 302,34	18 995 302,34		18 995 302,34	18 995 302,34		
4047	Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garantie et oppositions		8 461,40	8 461,40	44 717,40		44 717,40		36 256,00
4081	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats de biens ou de prestations de	339 100,76	83 302 810,24	83 641 911,00	4 664 028,38	83 008 752,59	87 672 780,97		4 030 869,97
4084	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats d'immobilisations	76 742,36	24 113 622,95	24 190 365,31	1 681 037,07	23 854 378,60	25 535 415,67		1 345 050,36
40911	Avances sur missions	25 479,21	124 630,45	150 109,66		105 949,18	105 949,18	44 160,48	
40912	Avances sur Dépenses	923 532,85	302 985,28	1 226 518,13		1 002 572,38	1 002 572,38	223 945,75	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	*1 364 855,18*	*195 729 383,57*	*197 094 238,75*	*6 395 727,61*	*195 843 726,00*	*202 239 453,61*	*268 106,23*	*5 413 321,09*
411111	Clients - Exercices antérieurs - Hors conventions privées	2 323 221,83	11 409,17	2 334 631,00		2 222 740,08	2 222 740,08	111 890,92	
411112	Clients - Exercices antérieurs - Subventions conventions privées	2 142 641,67	160 472,60	2 303 114,27		2 189 086,27	2 189 086,27	114 028,00	
411121	Clients exercice en cours - Hors conventions privées		20 486 967,87	20 486 967,87		19 084 442,18	19 084 442,18	1 402 525,69	
411122	Clients exercices en cours - Subv conventions privées		14 939 114,31	14 939 114,31		12 439 188,43	12 439 188,43	2 499 925,88	
4121	Étudiants, élèves, stagiaires - exercices antérieurs	6 564 732,19	490 593,54	7 055 325,73		5 878 533,93	5 878 533,93	1 176 791,80	
4122	Étudiants, élèves, stagiaires - exercice en cours		39 440 771,09	39 440 771,09		35 128 839,34	35 128 839,34	4 311 931,75	
4123	Étudiants, élèves, stagiaires - échéanciers de prélèvements	202 100,56	778 150,70	980 251,26		735 439,30	735 439,30	244 811,96	
4161	Clients douteux ou litigieux - Suite impayés	5 549,00	213,94	5 762,94		3 850,94	3 850,94	1 912,00	
4162	Clients douteux ou litigieux Hors Impayés	483 238,02	128 888,06	612 126,08		135 649,14	135 649,14	476 476,94	
4164	Clients douteux ou litigieux - Sur échéancier	3 400,00	11 899,95	15 299,95		9 871,40	9 871,40	5 428,55	
41811	Factures à établir - Droits d'inscription	51 039,50	50 882,00	101 921,50		66 086,50	66 086,50	35 835,00	
41812	Produits à recevoir - Formation continue	1 327 408,42	1 814 016,88	3 141 425,30		1 327 408,42	1 327 408,42	1 814 016,88	
41814	Produits à recevoir - Divers	3 604 329,60	7 128 971,94	10 733 301,54		5 061 042,41	5 061 042,41	5 672 259,13	
418151	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs privés - Investissement	4 254 581,28	4 051 405,05	8 305 986,33		4 254 581,28	4 254 581,28	4 051 405,05	
418152	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs privés - Fonctionnement	17 816 479,33	19 939 622,55	37 756 101,88		17 907 607,06	17 907 607,06	19 848 494,82	
41911	Clients - avances conventions recherches privées globalisées		10 456 263,72	10 456 263,72	22 400 785,62	7 794 009,93	30 194 795,55		19 738 531,83
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41	*38 778 721,40*	*119 889 643,37*	*158 668 364,77*	*22 400 785,62*	*114 238 376,61*	*136 639 162,23*	*41 767 734,37*	*19 738 531,83*
425	Personnel - Avances et acomptes	6 151,10	18 231,77	24 382,87		17 190,88	17 190,88	7 191,99	
4282	Dettes provisionnées pour congés payés		3 892 293,00	3 892 293,00	3 892 293,00	4 225 145,00	8 117 438,00		4 225 145,00
4286	Autres charges à payer		9 921 926,00	9 921 926,00	9 601 046,00	9 129 830,28	18 730 876,28		8 808 950,28
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 42	*6 151,10*	*13 832 450,77*	*13 838 601,87*	*13 493 339,00*	*13 372 166,16*	*26 865 505,16*	*7 191,99*	*13 034 095,28*
4411	Financements d'investissement Etat et Entités publiques	1 660 988,22	11 753 612,94	13 414 601,16		13 175 108,63	13 175 108,63	239 492,53	
4417	Subventions de fonctionnement Etat et entités publiques	19 235 729,85	618 142 933,86	637 378 663,71		617 592 164,25	617 592 164,25	19 786 499,46	
441911	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques globalisées		34 356 806,06	34 356 806,06	129 726 853,73	43 336 494,80	173 063 348,53		138 706 542,47
441912	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques fléchées		31 753 327,97	31 753 327,97	20 716 457,45	42 161 772,00	62 878 229,45		31 124 901,48
4419321	Avances sur revenus de la DNC CAMPUS et IDEX		18 256 767,26	18 256 767,26	42 687 222,68	23 891 000,00	66 578 222,68		48 321 455,42
44352	Aide de l'État versée par l'ASP au titre des contrats aidés		61 759,10	61 759,10	2 900,75	64 253,54	67 154,29		5 395,19
4452	TVA due intra-communautaire		534 122,16	534 122,16	1 622,17	532 499,99	534 122,16		
44562	TVAdéductibles sur immobilisations		2 022 234,81	2 022 234,81		2 022 234,81	2 022 234,81		
44566	TVA déductibles sur autres biens et services		3 737 022,40	3 737 022,40		3 737 022,40	3 737 022,40		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter		3 392 724,36	3 392 724,36		3 392 724,36	3 392 724,36		

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
44571	TVA collectée		2 363 921,71	2 363 921,71		2 363 921,71	2 363 921,71		
44583	Remboursement de TVA demandé	834 888,29	3 392 727,36	4 227 615,65		2 696 166,67	2 696 166,67	1 531 448,98	
44586	TVA sur factures non parvenues	736 986,62	6 496 271,20	7 233 257,82	351 267,84	6 640 918,60	6 992 186,44	241 071,38	
448711	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Investissement	14 915 037,99	18 444 192,85	33 359 230,84		15 614 483,47	15 614 483,47	17 744 747,37	
448771	PAR colloques - Financeurs publics		348 993,61	348 993,61		159 909,37	159 909,37	189 084,24	
448777	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Fonctionnement	92 653 273,55	105 075 548,21	197 728 821,76		97 082 238,93	97 082 238,93	100 646 582,83	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	*130 036 904,52*	*860 132 965,86*	*990 169 870,38*	*193 486 324,62*	*874 462 913,53*	*1 067 949 238,15*	*140 378 926,79*	*218 158 294,56*
458	Associés - Opérations faites en commun et en GIE	438 400,00		438 400,00		438 400,00	438 400,00		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 45	*438 400,00*		*438 400,00*		*438 400,00*	*438 400,00*		
462	Créances sur cessions d'immobilisations		24 220,00	24 220,00		24 220,00	24 220,00		
46311	Ordres de recettes ou ordres de reversement à recouvrer - Exploitation -	33,11		33,11		33,11	33,11		
46312	Ordres de recettes ou ordres de reversement à recouvrer - Exploitation - Paye	59 259,00	255 715,46	314 974,46		240 738,60	240 738,60	74 235,86	
4633	Autres dépenses à régulariser - Inscriptions		17 620,00	17 620,00		3 813,00	3 813,00	13 807,00	
4661	Ordres de paiement émis en euros pour les dépenses à l'étranger		1 771 283,76	1 771 283,76		1 782 848,82	1 782 848,82		11 565,06
4663	Virements à réimputer		409 733,07	409 733,07	9 031,26	407 478,52	416 509,78		6 776,71
4664	Excédents de versement à rembourser		2 900 672,00	2 900 672,00	400 530,26	2 651 737,05	3 052 267,31		151 595,31
4671	Aide à la Mobilité Internationale		225 600,00	225 600,00	677 402,00	521 600,00	1 199 002,00		973 402,00
4674	Taxe d'apprentissage		1 753 244,68	1 753 244,68	123 979,91	1 645 242,49	1 769 222,40		15 977,72
46781	Bourse erasmus		702 300,00	702 300,00	965 797,80	992 527,00	1 958 324,80		1 256 024,80
46782	Autres comptes débiteurs ou créditeurs		6 940,00	6 940,00	5 066,83	8 160,00	13 226,83		6 286,83
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 46	*59 292,11*	*8 067 328,97*	*8 126 621,08*	*2 181 808,06*	*8 278 398,59*	*10 460 206,65*	*88 042,86*	*2 421 628,43*
471111	Droits simples complémentaires et spécifiques		7 967 100,50	7 967 100,50	52 012,50	7 959 389,00	8 011 401,50		44 301,00
471112	Droits spécifiques étudiants extra communautaires		6 633,50	6 633,50		6 633,50	6 633,50		
471114	Droits des Bibliothèques non rattachées à l'établissement		1 129 276,00	1 129 276,00	15 640,00	1 124 312,00	1 139 952,00		10 676,00
471115	Droits de scolarité		8 692 892,64	8 692 892,64	86 484,00	8 752 637,48	8 839 121,48		146 228,84
471116	Droits exercices antérieurs		114 209,10	114 209,10	40 249,60	121 984,60	162 234,20		48 025,10
471122	Recette à classer IJSS		435 789,90	435 789,90		442 969,20	442 969,20		7 179,30
471123	RAFP		19 932,92	19 932,92	7,41	19 932,92	19 940,33		7,41
471124	Intérêts moratoires perçus		631,70	631,70		1 000,42	1 000,42		368,72
471125	Ecarts d'arrondis		25,61	25,61	1,98	24,87	26,85		1,24
471131	Colloques et Congrès		211 717,48	211 717,48	1 032,00	211 717,48	212 749,48		1 032,00
471132	Recettes à classer FORCO		20 415 576,10	20 415 576,10	663 087,04	19 915 301,26	20 578 388,30		162 812,20
471133	Recettes à classer CPF		604 065,53	604 065,53	792,50	603 273,03	604 065,53		
471134	Conventions de recherche globalisée		406 972 437,41	406 972 437,41	2 911 896,02	411 068 780,43	413 980 676,45		7 008 239,04
471135	Conventions de recherche fléchées		17 938 114,04	17 938 114,04		17 938 114,04	17 938 114,04		
471136	Recettes à classer OPCO					145 838,47	145 838,47		145 838,47
471138	Recettes à classer diverses (hors Forco Opco CPF convention)		189 055 666,79	189 055 666,79	92 118,38	189 091 011,60	189 183 129,98		127 463,19
471141	Remboursement fournisseurs en attente de titre		146 946,60	146 946,60	4 126,88	167 056,18	171 183,06		24 236,46
4715	Recettes des régisseurs à vérifier		71 122,62	71 122,62		71 242,62	71 242,62		120,00
47211	DPAO Paye		771 379 778,75	771 379 778,75		771 379 778,75	771 379 778,75		

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
47212	DPAO Frais bancaires		**85,00**	**85,00**		**85,00**	**85,00**		
47213	DPAO Factures étrangères émis en devises étrangères et frais associés		**864 600,16**	**864 600,16**		**864 600,16**	**864 600,16**		
47214	DPAO Carte bancaire et frais associés	**27,35**	**38 036,61**	**38 063,96**		**38 025,05**	**38 025,05**	**38,91**	
47215	DPAO - Carte logée		**3 833 624,85**	**3 833 624,85**		**3 833 624,85**	**3 833 624,85**		
47216	DPAO - Cartes achat		**433 391,42**	**433 391,42**		**408 179,26**	**408 179,26**	**25 212,16**	
47218	DPAO Divers	**449,51**	**520 044,17**	**520 493,68**		**520 344,10**	**520 344,10**	**149,58**	
4725	Dépenses des régisseurs à vérifier		**121 449,94**	**121 449,94**		**121 449,94**	**121 449,94**		
47311	Conventions avances à rembourser		**13 885,52**	**13 885,52**		**275 455,07**	**275 455,07**		**261 569,55**
47313	Projets sur convention (Université de Bordeaux coordonnateur)		**9 207 665,55**	**9 207 665,55**		**11 065 017,45**	**11 065 017,45**		**1 857 351,90**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 47	*476,86*	*1 440 194 700,41*	*1 440 195 177,27*	*3 867 448,31*	*1 446 147 778,73*	*1 450 015 227,04*	*25 400,65*	*9 845 450,42*
486	Charges constatées d'avance (imputables à l'exercice suivant)	**232 320,00**		**232 320,00**		**232 320,00**	**232 320,00**		
4873	PCA Formation continue		**523 566,30**	**523 566,30**	**523 566,30**	**308 519,87**	**832 086,17**		**308 519,87**
4878	PCA Exploitation Divers		**1 493 138,27**	**1 493 138,27**	**1 457 996,19**	**1 248 930,28**	**2 706 926,47**		**1 213 788,20**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 48	*232 320,00*	*2 016 704,57*	*2 249 024,57*	*1 981 562,49*	*1 789 770,15*	*3 771 332,64*		*1 522 308,07*
4911	Dépréciations des comptes de Clients divers		**866 784,86**	**866 784,86**	**1 357 433,86**		**1 357 433,86**		**490 649,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 49		*866 784,86*	*866 784,86*	*1 357 433,86*		*1 357 433,86*		*490 649,00*
	TOTAL CLASSE 4	**170 917 121,17**	**2 640 729 962,38**	**2 811 647 083,55**	**245 164 429,57**	**2 654 571 529,77**	**2 899 735 959,34**	**182 535 402,89**	**270 624 278,68**

CLASSE 5

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
5112	Chèques bancaires à encaisser	**28 748,52**	**1 500 571,38**	**1 529 319,90**		**1 526 443,39**	**1 526 443,39**	**2 876,51**	
51151	Cartes bancaires à l'encaissement		**250 138,28**	**250 138,28**		**250 138,28**	**250 138,28**		
51152	Paybox à l'encaissement		**9 290 062,55**	**9 290 062,55**		**9 290 062,55**	**9 290 062,55**		
51171	Chèques impayés	**4 386,53**	**3 636,00**	**8 022,53**		**2 538,00**	**2 538,00**	**5 484,53**	
51172	Paiements en trois fois paybox impayés	**20 351,00**	**154 532,00**	**174 883,00**		**158 136,00**	**158 136,00**	**16 747,00**	
51173	Prélèvements impayés		**12 130,04**	**12 130,04**		**12 130,04**	**12 130,04**		
51183	Fichiers de prélèvements à l'encaissement		**371 324,83**	**371 324,83**		**371 324,83**	**371 324,83**		
5151	Compte au Trésor	**195 710 715,22**	**636 127 688,84**	**831 838 404,06**		**602 558 702,25**	**602 558 702,25**	**229 279 701,81**	
5159	Réglements en cours de traitement		**240 768 706,77**	**240 768 706,77**		**240 768 706,77**	**240 768 706,77**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 51	*195 764 201,27*	*888 478 790,69*	*1 084 242 991,96*		*854 938 182,11*	*854 938 182,11*	*229 304 809,85*	
531	Caisse	**2 170,86**	**10 368,43**	**12 539,29**		**9 534,90**	**9 534,90**	**3 004,39**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 53	*2 170,86*	*10 368,43*	*12 539,29*		*9 534,90*	*9 534,90*	*3 004,39*	
543	Régies d'avances - Régie de terrain		**147 724,49**	**147 724,49**		**147 724,49**	**147 724,49**		
545	Régies de recettes		**75,00**	**75,00**		**75,00**	**75,00**		
548	Avances pour menues dépenses - Régie Caisse		**1 889,76**	**1 889,76**		**1 889,76**	**1 889,76**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 54		*149 689,25*	*149 689,25*		*149 689,25*	*149 689,25*		
585	Virements internes de fonds		**9 347,90**	**9 347,90**		**9 347,90**	**9 347,90**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 58		*9 347,90*	*9 347,90*		*9 347,90*	*9 347,90*		
	TOTAL CLASSE 5	**195 766 372,13**	**888 648 196,27**	**1 084 414 568,40**		**855 106 754,16**	**855 106 754,16**	**229 307 814,24**	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
60611	Électricité		**148 165,61**	**148 165,61**		**134 078,13**	**134 078,13**	**14 087,48**	
60612	Carburants et lubrifiants		**141 995,71**	**141 995,71**		**9 557,66**	**9 557,66**	**132 438,05**	
60613	Gaz (hors gas techniques et spéciaux)		**27 955,21**	**27 955,21**		**26 883,77**	**26 883,77**	**1 071,44**	
60614	Chauffage sur réseau		**1 780,80**	**1 780,80**		**219,89**	**219,89**	**1 560,91**	
60617	Eau		**33 852,45**	**33 852,45**		**30 565,87**	**30 565,87**	**3 286,58**	
60618	Autres fournitures non stockables		**115 670,28**	**115 670,28**		**53 187,77**	**53 187,77**	**62 482,51**	
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		**1 566 619,21**	**1 566 619,21**		**475 719,98**	**475 719,98**	**1 090 899,23**	
6064	Fournitures administratives		**1 999 240,70**	**1 999 240,70**		**207 130,78**	**207 130,78**	**1 792 109,92**	
6065	Linge, vêtements de travail		**113 181,93**	**113 181,93**		**8 872,24**	**8 872,24**	**104 309,69**	
6066	Animaux		**461 873,25**	**461 873,25**		**51 828,99**	**51 828,99**	**410 044,26**	
6067	Fournitures et matériels d'enseignement et de recherche non immobilisés		**9 752 630,66**	**9 752 630,66**		**1 664 628,10**	**1 664 628,10**	**8 088 002,56**	
6068	Autres matières et fournitures non stockées		**1 170 417,34**	**1 170 417,34**		**455 052,26**	**455 052,26**	**715 365,08**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 60		*15 533 383,15*	*15 533 383,15*		*3 117 725,44*	*3 117 725,44*	*12 415 657,71*	
611	Sous-traitance générale		**134 900,70**	**134 900,70**		**72 557,60**	**72 557,60**	**62 343,10**	
6122	Crédit-bail mobilier		**81 004,28**	**81 004,28**		**4 519,17**	**4 519,17**	**76 485,11**	
6132	Locations immobilières		**1 074 205,31**	**1 074 205,31**		**149 398,34**	**149 398,34**	**924 806,97**	
6135	Locations mobilières		**780 872,64**	**780 872,64**		**82 930,80**	**82 930,80**	**697 941,84**	
614	Charges locatives et de copropriété		**5 654,68**	**5 654,68**				**5 654,68**	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers		**1 012 068,33**	**1 012 068,33**		**64 044,66**	**64 044,66**	**948 023,67**	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers		**1 080 730,17**	**1 080 730,17**		**277 251,21**	**277 251,21**	**803 478,96**	
6156	Maintenance		**3 090 078,25**	**3 090 078,25**		**466 277,52**	**466 277,52**	**2 623 800,73**	
6161	Multirisques		**52 519,49**	**52 519,49**				**52 519,49**	
6163	Assurances transport		**16,93**	**16,93**		**0,73**	**0,73**	**16,20**	
6168	Autres assurances		**248 666,80**	**248 666,80**		**123 570,62**	**123 570,62**	**125 096,18**	
617	Études et recherches		**449 261,14**	**449 261,14**		**285 760,58**	**285 760,58**	**163 500,56**	
6181	Documentation générale et administrative		**127 319,81**	**127 319,81**		**40 281,11**	**40 281,11**	**87 038,70**	
618311	Abonnements français		**465 550,02**	**465 550,02**		**47 659,38**	**47 659,38**	**417 890,64**	
618312	Abonnements etrangers		**423 926,68**	**423 926,68**		**8 685,29**	**8 685,29**	**415 241,39**	
618321	Ouvrages français		**887 602,80**	**887 602,80**		**91 530,59**	**91 530,59**	**796 072,21**	
618322	Ouvrages Étrangers		**69 340,37**	**69 340,37**		**5 976,81**	**5 976,81**	**63 363,56**	
618331	Ouvrages électroniques français		**3 010 081,36**	**3 010 081,36**		**188 442,86**	**188 442,86**	**2 821 638,50**	
618332	Ouvrages électroniques etrangers		**3 986 375,07**	**3 986 375,07**		**2 738 678,13**	**2 738 678,13**	**1 247 696,94**	
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences (organisés par l'établissement)		**643 483,48**	**643 483,48**		**243 151,71**	**243 151,71**	**400 331,77**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 61		*17 623 658,31*	*17 623 658,31*		*4 890 717,11*	*4 890 717,11*	*12 732 941,20*	
6211	Personnel intérimaire		**15 574,31**	**15 574,31**		**3 401,37**	**3 401,37**	**12 172,94**	
62142	Personnel mis à disposition de l'établissement		**764 228,78**	**764 228,78**		**8 681,99**	**8 681,99**	**755 546,79**	
6224	Rémunérations des transitaires		**775,02**	**775,02**		**383,22**	**383,22**	**391,80**	
6226	Honoraires		**1 654 910,36**	**1 654 910,36**		**587 885,75**	**587 885,75**	**1 067 024,61**	
6227	Frais d'actes et de contentieux		**2 782,44**	**2 782,44**		**343,42**	**343,42**	**2 439,02**	
6228	Divers rémunérations d'intermédiaires		**302 814,49**	**302 814,49**		**279 646,84**	**279 646,84**	**23 167,65**	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6231	Annonces et insertions		184 861,36	184 861,36		63 958,10	63 958,10	120 903,26	
6233	Foires et expositions		49 705,48	49 705,48		1 748,00	1 748,00	47 957,48	
6236	Catalogues et imprimés		45 277,31	45 277,31		38 688,01	38 688,01	6 589,30	
6237	Publications		320 565,88	320 565,88		85 885,65	85 885,65	234 680,23	
6238	Divers frais de publicité et relations publiques		305 415,64	305 415,64		34 065,63	34 065,63	271 350,01	
6241	Transports sur achats		130 147,88	130 147,88		76 124,98	76 124,98	54 022,90	
6245	Voyages d'études, visites et sorties pédagogiques		303 136,47	303 136,47		40 352,56	40 352,56	262 783,91	
6247	Transports collectifs du personnel		45 269,79	45 269,79		7 815,65	7 815,65	37 454,14	
6248	Divers transports de biens et collectifs		114 149,68	114 149,68		35 413,70	35 413,70	78 735,98	
6251	Voyages et déplacements du personnel		1 493 646,60	1 493 646,60		220 334,58	220 334,58	1 273 312,02	
6254	Frais d'inscription aux colloques		626 859,61	626 859,61		121 831,19	121 831,19	505 028,42	
6255	Frais de déménagement		200 127,17	200 127,17		1 068,58	1 068,58	199 058,59	
62561	Missions des personnels de l'EPSCP		2 609 338,78	2 609 338,78		197 027,70	197 027,70	2 412 311,08	
62562	Missions des étudiants		527 700,34	527 700,34		36 540,25	36 540,25	491 160,09	
62563	Missions des personnalités extérieures		1 530 017,68	1 530 017,68		181 466,36	181 466,36	1 348 551,32	
6257	Réceptions		2 496 090,98	2 496 090,98		334 878,98	334 878,98	2 161 212,00	
6264	Téléphone		220 520,39	220 520,39		41 901,50	41 901,50	178 618,89	
6265	Affranchissements		295 338,77	295 338,77		42 878,63	42 878,63	252 460,14	
6266	Internet		13 189,14	13 189,14		5 101,95	5 101,95	8 087,19	
6267	Liaisons informatiques spécialisées		289 731,61	289 731,61		15 862,70	15 862,70	273 868,91	
6278	Autres frais et commissions		77 327,55	77 327,55		29 954,76	29 954,76	47 372,79	
6281	Concours divers (cotisations...)		1 602 748,67	1 602 748,67		141 765,73	141 765,73	1 460 982,94	
6283	Formation continue du personnel de l'établissement		683 856,26	683 856,26		55 497,23	55 497,23	628 359,03	
6284	Frais de recrutement du personnel		70 731,56	70 731,56		4 221,00	4 221,00	66 510,56	
6285	Prestations extérieures de gardiennage		2 443 091,05	2 443 091,05		45 162,40	45 162,40	2 397 928,65	
6286	Prestations extérieures de nettoyage		3 467 981,36	3 467 981,36		433 807,02	433 807,02	3 034 174,34	
6287	Prestations extérieures d'informatique		2 057 452,78	2 057 452,78		154 859,27	154 859,27	1 902 593,51	
62881	Participation au service commun		350,46	350,46		350,46	350,46		
62885	Facturation des payes à façon		174 999,50	174 999,50				174 999,50	
62888	Autres prestations externes diverses		9 784 493,28	9 784 493,28		2 080 147,86	2 080 147,86	7 704 345,42	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		*34 905 208,43*	*34 905 208,43*		*5 409 053,02*	*5 409 053,02*	*29 496 155,41*	
6331	Versement de transport		4 017 826,41	4 017 826,41		11 375,97	11 375,97	4 006 450,44	
6332	Allocation logement		1 014 056,10	1 014 056,10		2 544,09	2 544,09	1 011 512,01	
63513	Autres impôts ou taxes à caractère local		4 801,59	4 801,59				4 801,59	
6353	Impôts indirects		1 352,93	1 352,93		579,50	579,50	773,43	
63542	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur		273,25	273,25				273,25	
6358	Autres droits		213 022,07	213 022,07		211 978,21	211 978,21	1 043,86	
6372	Taxes perçues par les organismes publics internationaux		2 592,00	2 592,00				2 592,00	
6373	Contribution FIPHFP		59 895,28	59 895,28				59 895,28	
6374	Impôts et taxes exigibles à l'étranger		1 679,00	1 679,00		1 679,00	1 679,00		

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6378	Taxes diverses		**63 524,68**	**63 524,68**		**55 057,82**	**55 057,82**	**8 466,86**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		*5 379 023,31*	*5 379 023,31*		*283 214,59*	*283 214,59*	*5 095 808,72*	
64111	Rémunérations principales des fonctionnaires et contractuels		**200 579 813,38**	**200 579 813,38**		**9 610 787,55**	**9 610 787,55**	**190 969 025,83**	
641121	Rémunérations accessoires indexées des fonctionnaires et contractuels		**9 586 619,18**	**9 586 619,18**		**7 937,03**	**7 937,03**	**9 578 682,15**	
641122	Rémunérations accessoires non indexées des fonctionnaires et contractuels		**2 198 015,72**	**2 198 015,72**		**13 504,27**	**13 504,27**	**2 184 511,45**	
6412	Congés payés du personnel		**4 199 791,07**	**4 199 791,07**		**3 936 322,00**	**3 936 322,00**	**263 469,07**	
64131	Primes et gratifications indexées		**5 616 969,87**	**5 616 969,87**		**993,30**	**993,30**	**5 615 976,57**	
64132	Primes et gratifications non indexées		**3 610 033,15**	**3 610 033,15**		**33 768,30**	**33 768,30**	**3 576 264,85**	
64142	Indemnité compensatrice à la hausse de la CSG		**1 428 636,93**	**1 428 636,93**		**495,66**	**495,66**	**1 428 141,27**	
64143	Indemnités et avantages indexés		**4 517 983,35**	**4 517 983,35**		**631,28**	**631,28**	**4 517 352,07**	
64144	Indemnités et avantages non indexés		**10 342 789,24**	**10 342 789,24**		**11 555,96**	**11 555,96**	**10 331 233,28**	
6415	Supplément familial		**1 648 255,49**	**1 648 255,49**		**2 083,97**	**2 083,97**	**1 646 171,52**	
6418	Autres rémunérations du personnel		**1 905,00**	**1 905,00**		**998,00**	**998,00**	**907,00**	
64191	Abattement indemnitaire - article 148 LFi 2016		**379,88**	**379,88**		**1 059 834,50**	**1 059 834,50**		**1 059 454,62**
64192	Indus sur rémunérations - exercice courant		**62 697,78**	**62 697,78**		**470 000,00**	**470 000,00**		**407 302,22**
6451	Cotisations d'assurance-maladie		**22 047 584,72**	**22 047 584,72**		**66 698,37**	**66 698,37**	**21 980 886,35**	
645311	Pensions civiles		**102 502 529,92**	**102 502 529,92**		**25 995,18**	**25 995,18**	**102 476 534,74**	
645312	Pensions militaires		**31 032,93**	**31 032,93**				**31 032,93**	
64532	Cotisations patronales CNRACL		**141 845,77**	**141 845,77**				**141 845,77**	
64534	Cotisations d'assurance vieillesse CNAV - agents non titulaires		**6 513 947,23**	**6 513 947,23**		**48 116,08**	**48 116,08**	**6 465 831,15**	
645351	Cotisations patronales au régime de retraite additionnelle obligatoire (RAFP)		**1 055 132,60**	**1 055 132,60**		**332,95**	**332,95**	**1 054 799,65**	
645352	Cotisations IRCANTEC		**2 821 626,74**	**2 821 626,74**		**21 034,28**	**21 034,28**	**2 800 592,46**	
6454	Cotisations Pôle emploi		**2 632 177,22**	**2 632 177,22**		**18 629,97**	**18 629,97**	**2 613 547,25**	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		**11 247 089,09**	**11 247 089,09**		**28 238,88**	**28 238,88**	**11 218 850,21**	
6471	prestations directes		**1 478 759,14**	**1 478 759,14**		**6 018,18**	**6 018,18**	**1 472 740,96**	
6474	Oeuvres sociales		**22 530,73**	**22 530,73**		**1 666,77**	**1 666,77**	**20 863,96**	
6475	Médecine du travail, pharmacie		**27 479,57**	**27 479,57**		**2 036,96**	**2 036,96**	**25 442,61**	
6478	Divers		**487 923,40**	**487 923,40**		**350 052,47**	**350 052,47**	**137 870,93**	
648	Autres charges de personnel		**815 147,73**	**815 147,73**		**4 084,76**	**4 084,76**	**811 062,97**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		*395 618 696,83*	*395 618 696,83*		*15 721 816,67*	*15 721 816,67*	*381 363 637,00*	*1 466 756,84*
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels		**2 643 669,08**	**2 643 669,08**		**232 298,92**	**232 298,92**	**2 411 370,16**	
6516	Droits d'auteur et de reproduction		**135 011,18**	**135 011,18**		**7 977,91**	**7 977,91**	**127 033,27**	
654	Pertes sur créances irrécouvrables		**51 286,65**	**51 286,65**				**51 286,65**	
657811	Exonérations des droits d'inscription de droit (boursiers, ...)		**391 499,00**	**391 499,00**				**391 499,00**	
657812	Exonérations des droits d'inscription par université (extra co)		**13 344 312,00**	**13 344 312,00**		**6 673 176,00**	**6 673 176,00**	**6 671 136,00**	
65782	Bourses		**1 685 912,90**	**1 685 912,90**		**158 695,38**	**158 695,38**	**1 527 217,52**	
65785	Subventions reçues et réparties par l'EPSCP		**1 961 238,42**	**1 961 238,42**		**181 357,76**	**181 357,76**	**1 779 880,66**	
65786	Subventions diverses accordées par l'établissement		**6 427 739,06**	**6 427 739,06**		**801 555,10**	**801 555,10**	**5 626 183,96**	
65788	Autres charges spécifiques		**2 549 159,93**	**2 549 159,93**		**508 150,77**	**508 150,77**	**2 041 009,16**	
65811	Pénalités sur contrats et conventions		**368,00**	**368,00**				**368,00**	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
65812	Pénalités, amendes fiscales ou pénales		**2 154,28**	**2 154,28**		**760,00**	**760,00**	**1 394,28**	
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices		**1 673 845,45**	**1 673 845,45**		**88 380,70**	**88 380,70**	**1 585 464,75**	
6585	Dons, Libéralités		**2 129,40**	**2 129,40**		**2 129,40**	**2 129,40**		
6588	Autres charges diverses de gestion courante		**530 938,38**	**530 938,38**		**426 391,60**	**426 391,60**	**104 546,78**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 65		*31 399 263,73*	*31 399 263,73*		*9 080 873,54*	*9 080 873,54*	*22 318 390,19*	
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles		**15 175 553,68**	**15 175 553,68**		**1 999,47**	**1 999,47**	**15 173 554,21**	
681511	Dotations aux provisions d'exploitation sur charges de personnel		**834 093,00**	**834 093,00**		**536 941,00**	**536 941,00**	**297 152,00**	
681512	Dotations aux provisions d'exploitation sur autres charges		**246 482,12**	**246 482,12**				**246 482,12**	
6816	Dotations aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		**438 400,00**	**438 400,00**				**438 400,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 68		*16 694 528,80*	*16 694 528,80*		*538 940,47*	*538 940,47*	*16 155 588,33*	
	TOTAL CLASSE 6		**517 153 762,56**	**517 153 762,56**		**39 042 340,84**	**39 042 340,84**	**479 578 178,56**	**1 466 756,84**

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706211	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants nationaux ou					5 693 169,00	5 693 169,00		5 693 169,00
706213	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants internationaux		6 679 641,00	6 679 641,00		13 751 716,00	13 751 716,00		7 072 075,00
706214	Droits des diplômes propres à chaque établissement		114 560,00	114 560,00		1 298 283,10	1 298 283,10		1 183 723,10
706221	Redevances (Bibliothèque Droits d'inscription étudiants)					1 053 422,00	1 053 422,00		1 053 422,00
706231	Formation - contrat d'apprentissage		5 752 842,02	5 752 842,02		19 665 562,73	19 665 562,73		13 912 720,71
706232	Premier équipement pédagogique					99 900,00	99 900,00		99 900,00
706238	Autres		2 212,00	2 212,00		100 418,67	100 418,67		98 206,67
70624	Prestations de formation continue		1 978 738,65	1 978 738,65		11 160 973,90	11 160 973,90		9 182 235,25
70625	Validation des acquis de l'expérience (VAE)		16 554,00	16 554,00		168 020,13	168 020,13		151 466,13
70626	Formation en apprentissage		176 390,00	176 390,00		3 047 539,04	3 047 539,04		2 871 149,04
70661	Colloques		175 475,40	175 475,40		456 521,66	456 521,66		281 046,26
706621	Prestations de recherche		50 073,23	50 073,23		2 097 753,75	2 097 753,75		2 047 680,52
706622	Contrat de collaboration de recherche		17 389 116,50	17 389 116,50		28 069 757,18	28 069 757,18		10 680 640,68
70664	Ventes de publications		2 893,50	2 893,50		10 158,75	10 158,75		7 265,25
70681	Prestations et travaux informatiques		337 376,50	337 376,50		1 483 160,71	1 483 160,71		1 145 784,21
706821	Photocopies, impressions, reliures		20 595,84	20 595,84		226 221,83	226 221,83		205 625,99
706828	Autres prestations de services		516 566,10	516 566,10		5 549 576,55	5 549 576,55		5 033 010,45
7083	Locations diverses		29 971,24	29 971,24		458 767,43	458 767,43		428 796,19
7084	Mise à disposition de personnel facturée		20 018,64	20 018,64		1 421 575,71	1 421 575,71		1 401 557,07
7085	Ports et frais accessoires facturés aux clients		517,20	517,20		4 000,00	4 000,00		3 482,80
7088	Autres produits d'activités annexes		80 195,30	80 195,30		1 080 046,19	1 080 046,19		999 850,89
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 70		*33 343 737,12*	*33 343 737,12*		*96 896 544,33*	*96 896 544,33*		*63 552 807,21*
722	Production immobilisée Immobilisations corporelles					50 649,02	50 649,02		50 649,02
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 72					*50 649,02*	*50 649,02*		*50 649,02*
7411111	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Socle		623 959,00	623 959,00		330 129 049,00	330 129 049,00		329 505 090,00
7411112	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Actions		866 656,00	866 656,00		7 956 907,00	7 956 907,00		7 090 251,00
74118	Autres subventions spécifiques MESRI (hors SCSP)		995 606,63	995 606,63		2 342 654,83	2 342 654,83		1 347 048,20
74128	Autres subventions Autres ministères		760 182,15	760 182,15		2 175 478,29	2 175 478,29		1 415 296,14
7413111	Intérêts dotation non consomptible Campus		4 134 393,64	4 134 393,64		4 134 393,64	4 134 393,64		
74131121	SUBV EXPLOIT - ANR INVESTISSEMENT AVENIR		6 485 222,37	6 485 222,37		29 949 602,63	29 949 602,63		23 464 380,26
74131122	SUBV EXPLOIT - CDC INVESTISSEMENT AVENIR (PIA ACCESS)		732 693,54	732 693,54		883 840,02	883 840,02		151 146,48
741312	SUBVENTION EXPLOITATION - ANR HORS IA		22 739 513,37	22 739 513,37		29 603 216,22	29 603 216,22		6 863 702,85
741323	Aide de l'état versée par l'ASP au titre des contrats aidés		5 801,50	5 801,50		64 659,85	64 659,85		58 858,35
7442	Subvention d'exploitation Région		12 401 263,76	12 401 263,76		17 610 304,06	17 610 304,06		5 209 040,30
7443	Subvention d'exploitation Département		576 383,50	576 383,50		1 515 329,22	1 515 329,22		938 945,72
7444	Subvention d'exploitation Communes et groupements de communes		959 167,94	959 167,94		2 252 176,48	2 252 176,48		1 293 008,54
7446	Subvention d'exploitation Union Européenne		17 865 263,57	17 865 263,57		24 955 941,07	24 955 941,07		7 090 677,50
7447	Subvention d'exploitation Organismes internationaux		742 296,18	742 296,18		2 900 900,89	2 900 900,89		2 158 604,71
7448	Subvention d'exploitation Autres entités publiques dont organismes publics		31 784 648,02	31 784 648,02		45 056 119,24	45 056 119,24		13 271 471,22
746	Dons, legs, mécénat		589 702,35	589 702,35		640 745,15	640 745,15		51 042,80

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
7481	Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe		**123 983,91**	**123 983,91**		**1 679 894,78**	**1 679 894,78**		**1 555 910,87**
74881	Autres subventions de fonctionnement - Hors conventions recherches		**926 862,47**	**926 862,47**		**2 351 221,64**	**2 351 221,64**		**1 424 359,17**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 74		*103 313 599,90*	*103 313 599,90*		*506 202 434,01*	*506 202 434,01*		*402 888 834,11*
7511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés et logiciels					**740 271,83**	**740 271,83**		**740 271,83**
7516	Droits d'auteur et de reproduction					**495,10**	**495,10**		**495,10**
756	Produits des cessions d'éléments d'actif (hors immobilisations financières)					**24 220,00**	**24 220,00**		**24 220,00**
7571	Taxes affectées (CVEC)					**2 210 449,80**	**2 210 449,80**		**2 210 449,80**
7572	Redevances					**7 500,00**	**7 500,00**		**7 500,00**
7583	Produits de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de demandes de		**9 926,80**	**9 926,80**		**91 963,31**	**91 963,31**		**82 036,51**
7584	Frais de poursuite et de contentieux					**289,98**	**289,98**		**289,98**
7588	Autres produits de gestion courante		**574 612,78**	**574 612,78**		**1 990 837,83**	**1 990 837,83**		**1 416 225,05**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 75		*584 539,58*	*584 539,58*		*5 066 027,85*	*5 066 027,85*		*4 481 488,27*
78132	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs autres		**91 919,52**	**91 919,52**		**7 808 959,40**	**7 808 959,40**		**7 717 039,88**
78151	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement					**1 584 753,15**	**1 584 753,15**		**1 584 753,15**
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants					**415 121,86**	**415 121,86**		**415 121,86**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78		*91 919,52*	*91 919,52*		*9 808 834,41*	*9 808 834,41*		*9 716 914,89*
	TOTAL CLASSE 7		**137 333 796,12**	**137 333 796,12**		**618 024 489,62**	**618 024 489,62**		**480 690 693,50**

CLASSE 8

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890	BILAN D'OUVERTURE	**1 414 483 215,67**		**1 414 483 215,67**	**1 414 483 215,67**		**1 414 483 215,67**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	*1 414 483 215,67*		*1 414 483 215,67*	*1 414 483 215,67*		*1 414 483 215,67*		
	TOTAL CLASSE 8	**1 414 483 215,67**		**1 414 483 215,67**	**1 414 483 215,67**		**1 414 483 215,67**		
	TOTAL GENERAL	**2 829 690 229,11**	**4 388 054 291,19**	**7 217 744 520,30**	**2 829 690 229,11**	**4 388 054 291,19**	**7 217 744 520,30**	**1 953 825 075,40**	**1 953 825 075,40**

ETABLISSEMENT PRINCIPAL

Balance définitive

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
104131	Financements des autres actifs - Etat		979,20	979,20	19 209 667,68	1 720 619,63	20 930 287,31		20 929 308,11
1041321	Revenus de la dotation sur le financement des actifs DNC CAMPUS IDEX	4 109 827,49	58 533,54	4 168 361,03	32 455 366,80	785 279,64	33 240 646,44		29 072 285,41
1041322	Financement des actifs ANR IA hors DNC CAMPUS IDEX		243 397,03	243 397,03	243 397,03	494 625,58	738 022,61		494 625,58
1041323	Financements des actifs CDC IA (PIA ACCESS)					71 577,69	71 577,69		71 577,69
1041381	Financements des actifs ANR hors IA		2 626 123,03	2 626 123,03	4 790 566,46	2 781 050,72	7 571 617,18		4 945 494,15
1041388	Financements des actifs Autres financeurs		886 282,17	886 282,17	1 692 869,09	1 091 611,19	2 784 480,28		1 898 198,11
104931	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Etat	14 349 771,84	278 916,01	14 628 687,85				14 628 687,85	
1049321	Reprise au résultat du financement des autres actifs - DNC CAMPUS IDEX	19 474 327,71	1 364 305,91	20 838 633,62		7 977,32	7 977,32	20 830 656,30	
1049381	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR hors IA	4 109 827,49	1 022 578,26	5 132 405,75		403 035,65	403 035,65	4 729 370,10	
1049388	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Autres	54 179,11		54 179,11				54 179,11	
10682	Réserves facultatives				59 959 606,81	6 045 682,45	66 005 289,26		66 005 289,26
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	*42 097 933,64*	*6 481 115,15*	*48 579 048,79*	*118 351 473,87*	*13 401 459,87*	*131 752 933,74*	*40 242 893,36*	*123 416 778,31*
110	Report à nouveau (solde créditeur)		10 445 945,33	10 445 945,33	4 056 534,31	8 385 159,83	12 441 694,14		1 995 748,81
119	Report à nouveau (solde débiteur)	4 365 549,06	908 282,46	5 273 831,52		4 365 549,06	4 365 549,06	908 282,46	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 11	*4 365 549,06*	*11 354 227,79*	*15 719 776,85*	*4 056 534,31*	*12 750 708,89*	*16 807 243,20*	*908 282,46*	*1 995 748,81*
120	Résultat de l'exercice (bénéfice)		6 354 697,20	6 354 697,20	6 354 697,20	2 579 271,78	8 933 968,98		2 579 271,78
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12		*6 354 697,20*	*6 354 697,20*	*6 354 697,20*	*2 579 271,78*	*8 933 968,98*		*2 579 271,78*
13412	Financements rattachés à des actifs - Régions		9 269 346,73	9 269 346,73	46 318 090,95	13 070 405,03	59 388 495,98		50 119 149,25
13413	Financements rattachés à des actifs-Départements		7 010,00	7 010,00	413 803,85	17 319,37	431 123,22		424 113,22
13414	Financements rattachés à des actifs - Communes et groupements de communes		868,89	868,89	1 030 953,39	10 807,68	1 041 761,07		1 040 892,18
13415	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres entités dont		1 313 999,76	1 313 999,76	11 039 492,88	3 329 461,42	14 368 954,30		13 054 954,54
13416	Financements rattachés à des actifs déterminés - Union Européenne		495 127,18	495 127,18	4 952 007,50	593 703,86	5 545 711,36		5 050 584,18
13417	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres organismes		4 420 968,92	4 420 968,92	16 000 744,46	4 607 610,54	20 608 355,00		16 187 386,08
13492	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Régions	45 615 220,50	3 934 053,23	49 549 273,73		316 052,28	316 052,28	49 233 221,45	
13493	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Départements	278 374,85	260,48	278 635,33				278 635,33	
13494	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Communes et	91 917,12	29 749,91	121 667,03				121 667,03	
13495	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres entités	8 049 395,45	767 400,72	8 816 796,17				8 816 796,17	
13496	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Union Européenne	3 715 906,12	147 299,92	3 863 206,04		17 820,13	17 820,13	3 845 385,91	
13497	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres organismes	5 033 793,53	755 869,11	5 789 662,64				5 789 662,64	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	*62 784 607,57*	*21 141 954,85*	*83 926 562,42*	*79 755 093,03*	*21 963 180,31*	*101 718 273,34*	*68 085 368,53*	*85 877 079,45*
1511	Provisions pour litiges				494 080,00		494 080,00		494 080,00
1516	Provisions pour pertes sur contrats et opérations		1 133 090,15	1 133 090,15	1 538 406,12	246 482,12	1 784 888,24		651 798,09
1518	Autres provisions pour risques				65 000,00	165 440,00	230 440,00		230 440,00
1582	Provisions pour CET		99 309,00	99 309,00	780 996,00	232 427,00	1 013 423,00		914 114,00
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 15		*1 232 399,15*	*1 232 399,15*	*2 878 482,12*	*644 349,12*	*3 522 831,24*		*2 290 432,09*
1674	Avances de l'État et des entités publiques				700 000 000,00		700 000 000,00		700 000 000,00
1687	Autres dettes		30 000,42	30 000,42		30 000,42	30 000,42		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 16		*30 000,42*	*30 000,42*	*700 000 000,00*	*30 000,42*	*700 030 000,42*		*700 000 000,00*
18551	BA IMMOS	914 964,16	74 011 625,42	74 926 589,58	16 109 662,56	84 503 004,65	100 612 667,21		25 686 077,63
18552	BA CAMPUS	4 558 399,22	61 062 380,33	65 620 779,55	58 619 178,79	69 219 496,34	127 838 675,13		62 217 895,58

CLASSE 1

	DEBIT			CREDIT			SOLDE	
	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
SOUS-TOTAL CHAPITRE 18	*5 473 363,38*	*135 074 005,75*	*140 547 369,13*	*74 728 841,35*	*153 722 500,99*	*228 451 342,34*		*87 903 973,21*
TOTAL CLASSE 1	**114 721 453,65**	**181 668 400,31**	**296 389 853,96**	**986 125 121,88**	**205 091 471,38**	**1 191 216 593,26**	**109 236 544,35**	**1 004 063 283,65**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
20531	Logiciels acquis ou sous-traités	**2 788 926,38**	**372 981,86**	**3 161 908,24**		**108 494,96**	**108 494,96**	**3 053 413,28**	
2058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,	**489 398,51**	**189 567,50**	**678 966,01**		**97 665,56**	**97 665,56**	**581 300,45**	
206	Droit au bail	**25 000,00**		**25 000,00**				**25 000,00**	
208	Autres immobilisations incorporelles	**20 588,96**	**18 097,82**	**38 686,78**		**18 097,82**	**18 097,82**	**20 588,96**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	*3 323 913,85*	*580 647,18*	*3 904 561,03*		*224 258,34*	*224 258,34*	*3 680 302,69*	
21227	Agencements, aménagements de terrains aménagés acquis		**31 315,46**	**31 315,46**		**31 315,46**	**31 315,46**		
212587	Autres agencements, aménagements de terrains bâtis - Acquis		**86 479,27**	**86 479,27**		**86 479,27**	**86 479,27**		
213587	Acquis - Autres installations générales, agencements, aménagements des autres		**544 778,95**	**544 778,95**		**544 778,95**	**544 778,95**		
215117	Installations complexes sur sol propre acquises	**8 638 644,41**	**1 116 068,50**	**9 754 712,91**		**1 235,75**	**1 235,75**	**9 753 477,16**	
215371	Matériel scientifique acquis	**122 079 383,33**	**7 145 139,82**	**129 224 523,15**		**401 133,77**	**401 133,77**	**128 823 389,38**	
215372	Matériel scientifique acquis (amortissement dérogatoire)	**3 490 020,38**	**254 144,80**	**3 744 165,18**		**168,66**	**168,66**	**3 743 996,52**	
21557	Outillage acquis	**2 682 950,27**	**90 580,09**	**2 773 530,36**		**163,82**	**163,82**	**2 773 366,54**	
21567	Matériel d'enseignement acquis	**20 559 521,39**	**4 312 152,43**	**24 871 673,82**		**332 277,37**	**332 277,37**	**24 539 396,45**	
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage acquis	**1 004 292,73**	**176 768,81**	**1 181 061,54**		**39 294,68**	**39 294,68**	**1 141 766,86**	
21617	Collections acquises	**33 272,43**		**33 272,43**		**0,01**	**0,01**	**33 272,42**	
21647	Collections littéraires, scientifiques, artistiques acquises		**0,01**	**0,01**		**0,01**	**0,01**		
2171	Biens historiques et culturels immobiliers (utilisation sur accord de la DSC)		**29 611,49**	**29 611,49**		**29 611,49**	**29 611,49**		
21817	Installations générales, agencements, aménagements divers acquis	**6 523 339,22**	**1 234 442,85**	**7 757 782,07**		**508 748,18**	**508 748,18**	**7 249 033,89**	
21827	Matériel de transport acquis	**1 727 588,22**	**128 091,34**	**1 855 679,56**				**1 855 679,56**	
218317	Matériel de bureau acquis	**2 035 084,81**	**110 732,26**	**2 145 817,07**		**19 198,81**	**19 198,81**	**2 126 618,26**	
218327	Matériel informatique acquis	**33 423 299,06**	**4 113 112,77**	**37 536 411,83**		**527 779,58**	**527 779,58**	**37 008 632,25**	
21847	Mobilier acquis	**7 016 800,26**	**128 942,81**	**7 145 743,07**		**8 901,39**	**8 901,39**	**7 136 841,68**	
21887	Matériels divers acquis	**11 978 210,94**	**746 039,26**	**12 724 250,20**		**41 952,40**	**41 952,40**	**12 682 297,80**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	*221 192 407,45*	*20 248 400,92*	*241 440 808,37*		*2 573 039,60*	*2 573 039,60*	*238 867 768,77*	
2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations techniques, matériel et	**544 846,14**	**68 543,17**	**613 389,31**		**270 408,66**	**270 408,66**	**342 980,65**	
2318	Immobilisations corporelles en cours - Autres immobilisations corporelles	**2 647 555,33**	**619 900,13**	**3 267 455,46**		**1 925,89**	**1 925,89**	**3 265 529,57**	
23815	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Installations	**962 159,96**	**489 851,42**	**1 452 011,38**				**1 452 011,38**	
23818	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Autres	**84 076,46**		**84 076,46**		**11 041,46**	**11 041,46**	**73 035,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	*4 238 637,89*	*1 178 294,72*	*5 416 932,61*		*283 376,01*	*283 376,01*	*5 133 556,60*	
2618	Titres de participation - Autres titres	**5 039 946,00**	**438 400,00**	**5 478 346,00**				**5 478 346,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	*5 039 946,00*	*438 400,00*	*5 478 346,00*				*5 478 346,00*	
2751	Dépôts	**700 000 000,00**		**700 000 000,00**				**700 000 000,00**	
2755	Cautionnements	**7 161,30**		**7 161,30**				**7 161,30**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	*700 007 161,30*		*700 007 161,30*				*700 007 161,30*	
280531	Amortissement Logiciels acquis ou sous-traités				**2 040 932,76**	**432 359,25**	**2 473 292,01**		**2 473 292,01**
28058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,				**245 651,98**	**99 625,17**	**345 277,15**		**345 277,15**
2806	Droit au bail		**0,66**	**0,66**	**24 283,37**	**717,29**	**25 000,66**		**25 000,00**
2808	Autres immobilisations incorporelles		**7 977,32**	**7 977,32**	**17 371,84**	**6 619,39**	**23 991,23**		**16 013,91**
2815117	Amortissement des installations techniques complexes acquises				**8 267 764,10**	**222 660,89**	**8 490 424,99**		**8 490 424,99**
2815371	Amortissement du matériel scientifique acquis				**107 010 443,58**	**6 243 653,43**	**113 254 097,01**		**113 254 097,01**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
2815372	Amortissement du matériel scientifique acquis (sur accord de l'AC)				**3 460 016,87**	**149 585,65**	**3 609 602,52**		**3 609 602,52**
281557	Amortissement de l'outillage acquis				**1 988 597,39**	**127 082,55**	**2 115 679,94**		**2 115 679,94**
281567	Amortissement du matériel d'enseignement acquis		**1 798,81**	**1 798,81**	**11 253 268,21**	**1 549 153,97**	**12 802 422,18**		**12 800 623,37**
281577	Amortissement des agencements et aménagements du matériel et outillage				**821 985,43**	**43 783,41**	**865 768,84**		**865 768,84**
281617	Amortissement des collections acquises				**9 307,51**	**112,00**	**9 419,51**		**9 419,51**
281817	Amortissement des installations générales, agencements, aménagements divers		**64 653,94**	**64 653,94**	**4 678 993,39**	**335 048,11**	**5 014 041,50**		**4 949 387,56**
281827	Amortissement du matériel de transport acquis				**1 331 563,36**	**112 349,78**	**1 443 913,14**		**1 443 913,14**
2818317	Amortissement du matériel de bureau acquis				**1 420 887,11**	**91 110,28**	**1 511 997,39**		**1 511 997,39**
2818327	Amortissement du matériel informatique acquis				**24 846 016,42**	**4 914 559,13**	**29 760 575,55**		**29 760 575,55**
281847	Amortissement du mobilier acquis				**5 801 265,05**	**200 801,16**	**6 002 066,21**		**6 002 066,21**
281887	Amortissement des matériels divers acquis				**10 419 113,62**	**748 681,79**	**11 167 795,41**		**11 167 795,41**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28		*74 430,73*	*74 430,73*	*183 637 461,99*	*15 277 903,25*	*198 915 365,24*		*198 840 934,51*
2961	Titres de participation et parts dans les associations, syndicats et organismes				**280 000,00**	**438 400,00**	**718 400,00**		**718 400,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 29				*280 000,00*	*438 400,00*	*718 400,00*		*718 400,00*
	TOTAL CLASSE 2	**933 802 066,49**	**22 520 173,55**	**956 322 240,04**	**183 917 461,99**	**18 796 977,20**	**202 714 439,19**	**953 167 135,36**	**199 559 334,51**

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de services		68 881 570,91	68 881 570,91	4 800,00	68 876 770,91	68 881 570,91		
4017	Retenues de garanties et oppositions				1 144,76		1 144,76		1 144,76
4041	Fournisseurs - achats d'immobilisations		18 995 302,34	18 995 302,34		18 995 302,34	18 995 302,34		
4047	Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garantie et oppositions		8 461,40	8 461,40	44 717,40		44 717,40		36 256,00
4081	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats de biens ou de prestations de	339 100,76	83 302 810,24	83 641 911,00	4 664 028,38	83 008 752,59	87 672 780,97		4 030 869,97
4084	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats d'immobilisations	76 742,36	24 113 622,95	24 190 365,31	1 681 037,07	23 854 378,60	25 535 415,67		1 345 050,36
40911	Avances sur missions	25 479,21	124 630,45	150 109,66		105 949,18	105 949,18	44 160,48	
40912	Avances sur Dépenses	923 532,85	302 985,28	1 226 518,13		1 002 572,38	1 002 572,38	223 945,75	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	*1 364 855,18*	*195 729 383,57*	*197 094 238,75*	*6 395 727,61*	*195 843 726,00*	*202 239 453,61*	*268 106,23*	*5 413 321,09*
411111	Clients - Exercices antérieurs - Hors conventions privées	2 323 221,83	11 409,17	2 334 631,00		2 222 740,08	2 222 740,08	111 890,92	
411112	Clients - Exercices antérieurs - Subventions conventions privées	2 142 641,67	160 472,60	2 303 114,27		2 189 086,27	2 189 086,27	114 028,00	
411121	Clients exercice en cours - Hors conventions privées		20 486 967,87	20 486 967,87		19 084 442,18	19 084 442,18	1 402 525,69	
411122	Clients exercices en cours - Subv conventions privées		14 939 114,31	14 939 114,31		12 439 188,43	12 439 188,43	2 499 925,88	
4121	Étudiants, élèves, stagiaires - exercices antérieurs	6 564 732,19	490 593,54	7 055 325,73		5 878 533,93	5 878 533,93	1 176 791,80	
4122	Étudiants, élèves, stagiaires - exercice en cours		39 440 771,09	39 440 771,09		35 128 839,34	35 128 839,34	4 311 931,75	
4123	Étudiants, élèves, stagiaires - échéanciers de prélèvements	202 100,56	778 150,70	980 251,26		735 439,30	735 439,30	244 811,96	
4161	Clients douteux ou litigieux - Suite impayés	5 549,00	213,94	5 762,94		3 850,94	3 850,94	1 912,00	
4162	Clients douteux ou litigieux Hors Impayés	483 238,02	128 888,06	612 126,08		135 649,14	135 649,14	476 476,94	
4164	Clients douteux ou litigieux - Sur échéancier	3 400,00	11 899,95	15 299,95		9 871,40	9 871,40	5 428,55	
41811	Factures à établir - Droits d'inscription	51 039,50	50 882,00	101 921,50		66 086,50	66 086,50	35 835,00	
41812	Produits à recevoir - Formation continue	1 327 408,42	1 814 016,88	3 141 425,30		1 327 408,42	1 327 408,42	1 814 016,88	
41814	Produits à recevoir - Divers	3 604 329,60	7 128 971,94	10 733 301,54		5 061 042,41	5 061 042,41	5 672 259,13	
418151	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs privés - Investissement	4 254 581,28	4 051 405,05	8 305 986,33		4 254 581,28	4 254 581,28	4 051 405,05	
418152	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs privés - Fonctionnement	17 816 479,33	19 939 622,55	37 756 101,88		17 907 607,06	17 907 607,06	19 848 494,82	
41911	Clients - avances conventions recherches privées globalisées		10 456 263,72	10 456 263,72	22 400 785,62	7 794 009,93	30 194 795,55		19 738 531,83
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41	*38 778 721,40*	*119 889 643,37*	*158 668 364,77*	*22 400 785,62*	*114 238 376,61*	*136 639 162,23*	*41 767 734,37*	*19 738 531,83*
425	Personnel - Avances et acomptes	6 151,10	18 231,77	24 382,87		17 190,88	17 190,88	7 191,99	
4282	Dettes provisionnées pour congés payés		3 892 293,00	3 892 293,00	3 892 293,00	4 225 145,00	8 117 438,00		4 225 145,00
4286	Autres charges à payer		9 921 926,00	9 921 926,00	9 601 046,00	9 129 830,28	18 730 876,28		8 808 950,28
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 42	*6 151,10*	*13 832 450,77*	*13 838 601,87*	*13 493 339,00*	*13 372 166,16*	*26 865 505,16*	*7 191,99*	*13 034 095,28*
4411	Financements d'investissement Etat et Entités publiques	1 660 988,22	11 753 612,94	13 414 601,16		13 175 108,63	13 175 108,63	239 492,53	
4417	Subventions de fonctionnement Etat et entités publiques	19 235 729,85	618 142 933,86	637 378 663,71		617 592 164,25	617 592 164,25	19 786 499,46	
441911	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques globalisées		34 356 806,06	34 356 806,06	129 726 853,73	43 336 494,80	173 063 348,53		138 706 542,47
441912	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques fléchées		31 753 327,97	31 753 327,97	20 716 457,45	42 161 772,00	62 878 229,45		31 124 901,48
4419321	Avances sur revenus de la DNC CAMPUS et IDEX		18 256 767,26	18 256 767,26	42 687 222,68	23 891 000,00	66 578 222,68		48 321 455,42
44352	Aide de l'État versée par l'ASP au titre des contrats aidés		61 759,10	61 759,10	2 900,75	64 253,54	67 154,29		5 395,19
4452	TVA due intra-communautaire		534 122,16	534 122,16	1 622,17	532 499,99	534 122,16		
44562	TVAdéductibles sur immobilisations		2 022 234,81	2 022 234,81		2 022 234,81	2 022 234,81		
44566	TVA déductibles sur autres biens et services		3 737 022,40	3 737 022,40		3 737 022,40	3 737 022,40		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter		3 392 724,36	3 392 724,36		3 392 724,36	3 392 724,36		

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
44571	TVA collectée		2 363 921,71	2 363 921,71		2 363 921,71	2 363 921,71		
44583	Remboursement de TVA demandé	834 888,29	3 392 727,36	4 227 615,65		2 696 166,67	2 696 166,67	1 531 448,98	
44586	TVA sur factures non parvenues	736 986,62	6 496 271,20	7 233 257,82	351 267,84	6 640 918,60	6 992 186,44	241 071,38	
448711	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Investissement	14 915 037,99	18 444 192,85	33 359 230,84		15 614 483,47	15 614 483,47	17 744 747,37	
448771	PAR colloques - Financeurs publics		348 993,61	348 993,61		159 909,37	159 909,37	189 084,24	
448777	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Fonctionnement	92 653 273,55	105 075 548,21	197 728 821,76		97 082 238,93	97 082 238,93	100 646 582,83	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	*130 036 904,52*	*860 132 965,86*	*990 169 870,38*	*193 486 324,62*	*874 462 913,53*	*1 067 949 238,15*	*140 378 926,79*	*218 158 294,56*
458	Associés - Opérations faites en commun et en GIE	438 400,00		438 400,00		438 400,00	438 400,00		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 45	*438 400,00*		*438 400,00*		*438 400,00*	*438 400,00*		
462	Créances sur cessions d'immobilisations		24 220,00	24 220,00		24 220,00	24 220,00		
46311	Ordres de recettes ou ordres de reversement à recouvrer - Exploitation -	33,11		33,11		33,11	33,11		
46312	Ordres de recettes ou ordres de reversement à recouvrer - Exploitation - Paye	59 259,00	255 715,46	314 974,46		240 738,60	240 738,60	74 235,86	
4633	Autres dépenses à régulariser - Inscriptions		17 620,00	17 620,00		3 813,00	3 813,00	13 807,00	
4661	Ordres de paiement émis en euros pour les dépenses à l'étranger		1 771 283,76	1 771 283,76		1 782 848,82	1 782 848,82		11 565,06
4663	Virements à réimputer		409 733,07	409 733,07	9 031,26	407 478,52	416 509,78		6 776,71
4664	Excédents de versement à rembourser		2 900 672,00	2 900 672,00	400 530,26	2 651 737,05	3 052 267,31		151 595,31
4671	Aide à la Mobilité Internationale		225 600,00	225 600,00	677 402,00	521 600,00	1 199 002,00		973 402,00
4674	Taxe d'apprentissage		1 753 244,68	1 753 244,68	123 979,91	1 645 242,49	1 769 222,40		15 977,72
46781	Bourse erasmus		702 300,00	702 300,00	965 797,80	992 527,00	1 958 324,80		1 256 024,80
46782	Autres comptes débiteurs ou créditeurs		6 940,00	6 940,00	5 066,83	8 160,00	13 226,83		6 286,83
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 46	*59 292,11*	*8 067 328,97*	*8 126 621,08*	*2 181 808,06*	*8 278 398,59*	*10 460 206,65*	*88 042,86*	*2 421 628,43*
471111	Droits simples complémentaires et spécifiques		7 967 100,50	7 967 100,50	52 012,50	7 959 389,00	8 011 401,50		44 301,00
471112	Droits spécifiques étudiants extra communautaires		6 633,50	6 633,50		6 633,50	6 633,50		
471114	Droits des Bibliothèques non rattachées à l'établissement		1 129 276,00	1 129 276,00	15 640,00	1 124 312,00	1 139 952,00		10 676,00
471115	Droits de scolarité		8 692 892,64	8 692 892,64	86 484,00	8 752 637,48	8 839 121,48		146 228,84
471116	Droits exercices antérieurs		114 209,10	114 209,10	40 249,60	121 984,60	162 234,20		48 025,10
471122	Recette à classer IJSS		435 789,90	435 789,90		442 969,20	442 969,20		7 179,30
471123	RAFP		19 932,92	19 932,92	7,41	19 932,92	19 940,33		7,41
471124	Intérêts moratoires perçus		631,70	631,70		1 000,42	1 000,42		368,72
471125	Ecarts d'arrondis		25,61	25,61	1,98	24,87	26,85		1,24
471131	Colloques et Congrès		211 717,48	211 717,48	1 032,00	211 717,48	212 749,48		1 032,00
471132	Recettes à classer FORCO		20 415 576,10	20 415 576,10	663 087,04	19 915 301,26	20 578 388,30		162 812,20
471133	Recettes à classer CPF		604 065,53	604 065,53	792,50	603 273,03	604 065,53		
471134	Conventions de recherche globalisée		406 972 437,41	406 972 437,41	2 911 896,02	411 068 780,43	413 980 676,45		7 008 239,04
471135	Conventions de recherche fléchées		17 938 114,04	17 938 114,04		17 938 114,04	17 938 114,04		
471136	Recettes à classer OPCO					145 838,47	145 838,47		145 838,47
471138	Recettes à classer diverses (hors Forco Opco CPF convention)		189 055 666,79	189 055 666,79	92 118,38	189 091 011,60	189 183 129,98		127 463,19
471141	Remboursement fournisseurs en attente de titre		146 946,60	146 946,60	4 126,88	167 056,18	171 183,06		24 236,46
4715	Recettes des régisseurs à vérifier		71 122,62	71 122,62		71 242,62	71 242,62		120,00
47211	DPAO Paye		771 379 778,75	771 379 778,75		771 379 778,75	771 379 778,75		

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
47212	DPAO Frais bancaires		**85,00**	**85,00**		**85,00**	**85,00**		
47213	DPAO Factures étrangères émis en devises étrangères et frais associés		**864 600,16**	**864 600,16**		**864 600,16**	**864 600,16**		
47214	DPAO Carte bancaire et frais associés	**27,35**	**38 036,61**	**38 063,96**		**38 025,05**	**38 025,05**	**38,91**	
47215	DPAO - Carte logée		**3 833 624,85**	**3 833 624,85**		**3 833 624,85**	**3 833 624,85**		
47216	DPAO - Cartes achat		**433 391,42**	**433 391,42**		**408 179,26**	**408 179,26**	**25 212,16**	
47218	DPAO Divers	**449,51**	**520 044,17**	**520 493,68**		**520 344,10**	**520 344,10**	**149,58**	
4725	Dépenses des régisseurs à vérifier		**121 449,94**	**121 449,94**		**121 449,94**	**121 449,94**		
47311	Conventions avances à rembourser		**13 885,52**	**13 885,52**		**275 455,07**	**275 455,07**		**261 569,55**
47313	Projets sur convention (Université de Bordeaux coordonnateur)		**9 207 665,55**	**9 207 665,55**		**11 065 017,45**	**11 065 017,45**		**1 857 351,90**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 47	*476,86*	*1 440 194 700,41*	*1 440 195 177,27*	*3 867 448,31*	*1 446 147 778,73*	*1 450 015 227,04*	*25 400,65*	*9 845 450,42*
486	Charges constatées d'avance (imputables à l'exercice suivant)	**232 320,00**		**232 320,00**		**232 320,00**	**232 320,00**		
4873	PCA Formation continue		**523 566,30**	**523 566,30**	**523 566,30**	**308 519,87**	**832 086,17**		**308 519,87**
4878	PCA Exploitation Divers		**1 493 138,27**	**1 493 138,27**	**1 457 996,19**	**1 248 930,28**	**2 706 926,47**		**1 213 788,20**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 48	*232 320,00*	*2 016 704,57*	*2 249 024,57*	*1 981 562,49*	*1 789 770,15*	*3 771 332,64*		*1 522 308,07*
4911	Dépréciations des comptes de Clients divers		**866 784,86**	**866 784,86**	**1 357 433,86**		**1 357 433,86**		**490 649,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 49		*866 784,86*	*866 784,86*	*1 357 433,86*		*1 357 433,86*		*490 649,00*
	TOTAL CLASSE 4	**170 917 121,17**	**2 640 729 962,38**	**2 811 647 083,55**	**245 164 429,57**	**2 654 571 529,77**	**2 899 735 959,34**	**182 535 402,89**	**270 624 278,68**

CLASSE 5

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
5112	Chèques bancaires à encaisser	**28 748,52**	**1 500 571,38**	**1 529 319,90**		**1 526 443,39**	**1 526 443,39**	**2 876,51**	
51151	Cartes bancaires à l'encaissement		**250 138,28**	**250 138,28**		**250 138,28**	**250 138,28**		
51152	Paybox à l'encaissement		**9 290 062,55**	**9 290 062,55**		**9 290 062,55**	**9 290 062,55**		
51171	Chèques impayés	**4 386,53**	**3 636,00**	**8 022,53**		**2 538,00**	**2 538,00**	**5 484,53**	
51172	Paiements en trois fois paybox impayés	**20 351,00**	**154 532,00**	**174 883,00**		**158 136,00**	**158 136,00**	**16 747,00**	
51173	Prélèvements impayés		**12 130,04**	**12 130,04**		**12 130,04**	**12 130,04**		
51183	Fichiers de prélèvements à l'encaissement		**371 324,83**	**371 324,83**		**371 324,83**	**371 324,83**		
5151	Compte au Trésor	**195 710 715,22**	**636 127 688,84**	**831 838 404,06**		**602 558 702,25**	**602 558 702,25**	**229 279 701,81**	
5159	Réglements en cours de traitement		**240 768 706,77**	**240 768 706,77**		**240 768 706,77**	**240 768 706,77**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 51	*195 764 201,27*	*888 478 790,69*	*1 084 242 991,96*		*854 938 182,11*	*854 938 182,11*	*229 304 809,85*	
531	Caisse	**2 170,86**	**10 368,43**	**12 539,29**		**9 534,90**	**9 534,90**	**3 004,39**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 53	*2 170,86*	*10 368,43*	*12 539,29*		*9 534,90*	*9 534,90*	*3 004,39*	
543	Régies d'avances - Régie de terrain		**147 724,49**	**147 724,49**		**147 724,49**	**147 724,49**		
545	Régies de recettes		**75,00**	**75,00**		**75,00**	**75,00**		
548	Avances pour menues dépenses - Régie Caisse		**1 889,76**	**1 889,76**		**1 889,76**	**1 889,76**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 54		*149 689,25*	*149 689,25*		*149 689,25*	*149 689,25*		
585	Virements internes de fonds		**9 347,90**	**9 347,90**		**9 347,90**	**9 347,90**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 58		*9 347,90*	*9 347,90*		*9 347,90*	*9 347,90*		
	TOTAL CLASSE 5	**195 766 372,13**	**888 648 196,27**	**1 084 414 568,40**		**855 106 754,16**	**855 106 754,16**	**229 307 814,24**	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
60611	Électricité		**169 372,98**	**169 372,98**		**169 372,98**	**169 372,98**		
60612	Carburants et lubrifiants		**142 307,69**	**142 307,69**		**142 307,69**	**142 307,69**		
60613	Gaz (hors gas techniques et spéciaux)		**32 856,25**	**32 856,25**		**32 856,25**	**32 856,25**		
60614	Chauffage sur réseau		**2 000,69**	**2 000,69**		**2 000,69**	**2 000,69**		
60617	Eau		**34 352,74**	**34 352,74**		**34 352,74**	**34 352,74**		
60618	Autres fournitures non stockables		**118 078,87**	**118 078,87**		**118 078,87**	**118 078,87**		
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		**1 567 517,00**	**1 567 517,00**		**1 567 517,00**	**1 567 517,00**		
6064	Fournitures administratives		**2 000 296,48**	**2 000 296,48**		**2 000 296,48**	**2 000 296,48**		
6065	Linge, vêtements de travail		**113 380,76**	**113 380,76**		**113 380,76**	**113 380,76**		
6066	Animaux		**463 867,05**	**463 867,05**		**463 867,05**	**463 867,05**		
6067	Fournitures et matériels d'enseignement et de recherche non immobilisés		**9 799 062,43**	**9 799 062,43**		**9 799 062,43**	**9 799 062,43**		
6068	Autres matières et fournitures non stockées		**1 176 257,57**	**1 176 257,57**		**1 176 257,57**	**1 176 257,57**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 60		*15 619 350,51*	*15 619 350,51*		*15 619 350,51*	*15 619 350,51*		
611	Sous-traitance générale		**150 836,59**	**150 836,59**		**150 836,59**	**150 836,59**		
6122	Crédit-bail mobilier		**81 004,28**	**81 004,28**		**81 004,28**	**81 004,28**		
6132	Locations immobilières		**1 076 257,97**	**1 076 257,97**		**1 076 257,97**	**1 076 257,97**		
6135	Locations mobilières		**782 604,30**	**782 604,30**		**782 604,30**	**782 604,30**		
614	Charges locatives et de copropriété		**5 654,68**	**5 654,68**		**5 654,68**	**5 654,68**		
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers		**1 012 943,39**	**1 012 943,39**		**1 012 943,39**	**1 012 943,39**		
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers		**1 084 388,20**	**1 084 388,20**		**1 084 388,20**	**1 084 388,20**		
6156	Maintenance		**3 092 306,32**	**3 092 306,32**		**3 092 306,32**	**3 092 306,32**		
6161	Multirisques		**52 519,49**	**52 519,49**		**52 519,49**	**52 519,49**		
6163	Assurances transport		**16,93**	**16,93**		**16,93**	**16,93**		
6168	Autres assurances		**264 607,86**	**264 607,86**		**264 607,86**	**264 607,86**		
617	Études et recherches		**461 374,78**	**461 374,78**		**461 374,78**	**461 374,78**		
6181	Documentation générale et administrative		**127 319,81**	**127 319,81**		**127 319,81**	**127 319,81**		
618311	Abonnements français		**476 873,83**	**476 873,83**		**476 873,83**	**476 873,83**		
618312	Abonnements etrangers		**424 123,04**	**424 123,04**		**424 123,04**	**424 123,04**		
618321	Ouvrages français		**888 921,77**	**888 921,77**		**888 921,77**	**888 921,77**		
618322	Ouvrages Étrangers		**69 513,41**	**69 513,41**		**69 513,41**	**69 513,41**		
618331	Ouvrages électroniques français		**3 010 081,36**	**3 010 081,36**		**3 010 081,36**	**3 010 081,36**		
618332	Ouvrages électroniques etrangers		**3 986 392,52**	**3 986 392,52**		**3 986 392,52**	**3 986 392,52**		
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences (organisés par l'établissement)		**646 438,75**	**646 438,75**		**646 438,75**	**646 438,75**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 61		*17 694 179,28*	*17 694 179,28*		*17 694 179,28*	*17 694 179,28*		
6211	Personnel intérimaire		**15 574,31**	**15 574,31**		**15 574,31**	**15 574,31**		
62142	Personnel mis à disposition de l'établissement		**764 228,80**	**764 228,80**		**764 228,80**	**764 228,80**		
6224	Rémunérations des transitaires		**978,22**	**978,22**		**978,22**	**978,22**		
6226	Honoraires		**1 657 315,86**	**1 657 315,86**		**1 657 315,86**	**1 657 315,86**		
6227	Frais d'actes et de contentieux		**2 782,44**	**2 782,44**		**2 782,44**	**2 782,44**		
6228	Divers rémunérations d'intermédiaires		**302 916,69**	**302 916,69**		**302 916,69**	**302 916,69**		

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6231	Annonces et insertions		185 579,86	185 579,86		185 579,86	185 579,86		
6233	Foires et expositions		49 925,48	49 925,48		49 925,48	49 925,48		
6236	Catalogues et imprimés		45 277,32	45 277,32		45 277,32	45 277,32		
6237	Publications		321 215,40	321 215,40		321 215,40	321 215,40		
6238	Divers frais de publicité et relations publiques		305 486,94	305 486,94		305 486,94	305 486,94		
6241	Transports sur achats		130 803,52	130 803,52		130 803,52	130 803,52		
6245	Voyages d'études, visites et sorties pédagogiques		303 136,81	303 136,81		303 136,81	303 136,81		
6247	Transports collectifs du personnel		45 359,98	45 359,98		45 359,98	45 359,98		
6248	Divers transports de biens et collectifs		114 872,64	114 872,64		114 872,64	114 872,64		
6251	Voyages et déplacements du personnel		1 497 170,42	1 497 170,42		1 497 170,42	1 497 170,42		
6254	Frais d'inscription aux colloques		631 323,64	631 323,64		631 323,64	631 323,64		
6255	Frais de déménagement		200 127,17	200 127,17		200 127,17	200 127,17		
62561	Missions des personnels de l'EPSCP		2 614 731,78	2 614 731,78		2 614 731,78	2 614 731,78		
62562	Missions des étudiants		528 379,37	528 379,37		528 379,37	528 379,37		
62563	Missions des personnalités extérieures		1 530 753,62	1 530 753,62		1 530 753,62	1 530 753,62		
6257	Réceptions		2 507 136,49	2 507 136,49		2 507 136,49	2 507 136,49		
6264	Téléphone		221 034,22	221 034,22		221 034,22	221 034,22		
6265	Affranchissements		295 677,77	295 677,77		295 677,77	295 677,77		
6266	Internet		13 326,73	13 326,73		13 326,73	13 326,73		
6267	Liaisons informatiques spécialisées		289 910,77	289 910,77		289 910,77	289 910,77		
6278	Autres frais et commissions		92 998,21	92 998,21		92 998,21	92 998,21		
6281	Concours divers (cotisations...)		1 602 788,67	1 602 788,67		1 602 788,67	1 602 788,67		
6283	Formation continue du personnel de l'établissement		683 856,26	683 856,26		683 856,26	683 856,26		
6284	Frais de recrutement du personnel		70 731,56	70 731,56		70 731,56	70 731,56		
6285	Prestations extérieures de gardiennage		2 443 168,61	2 443 168,61		2 443 168,61	2 443 168,61		
6286	Prestations extérieures de nettoyage		3 468 099,12	3 468 099,12		3 468 099,12	3 468 099,12		
6287	Prestations extérieures d'informatique		2 059 881,36	2 059 881,36		2 059 881,36	2 059 881,36		
62881	Participation au service commun		350,46	350,46		350,46	350,46		
62885	Facturation des payes à façon		174 999,50	174 999,50		174 999,50	174 999,50		
62888	Autres prestations externes diverses		9 801 297,55	9 801 297,55		9 801 297,55	9 801 297,55		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		*34 973 197,55*	*34 973 197,55*		*34 973 197,55*	*34 973 197,55*		
6331	Versement de transport		4 017 826,41	4 017 826,41		4 017 826,41	4 017 826,41		
6332	Allocation logement		1 014 056,10	1 014 056,10		1 014 056,10	1 014 056,10		
63513	Autres impôts ou taxes à caractère local		4 801,59	4 801,59		4 801,59	4 801,59		
6353	Impôts indirects		1 372,43	1 372,43		1 372,43	1 372,43		
63542	Taxe différentielle sur les véhicules à moteur		273,25	273,25		273,25	273,25		
6358	Autres droits		213 215,28	213 215,28		213 215,28	213 215,28		
6372	Taxes perçues par les organismes publics internationaux		2 592,00	2 592,00		2 592,00	2 592,00		
6373	Contribution FIPHFP		59 895,28	59 895,28		59 895,28	59 895,28		
6374	Impôts et taxes exigibles à l'étranger		1 679,00	1 679,00		1 679,00	1 679,00		

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6378	Taxes diverses		**65 096,53**	**65 096,53**		**65 096,53**	**65 096,53**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		*5 380 807,87*	*5 380 807,87*		*5 380 807,87*	*5 380 807,87*		
64111	Rémunérations principales des fonctionnaires et contractuels		**200 958 622,67**	**200 958 622,67**		**200 958 622,67**	**200 958 622,67**		
641121	Rémunérations accessoires indexées des fonctionnaires et contractuels		**9 586 619,18**	**9 586 619,18**		**9 586 619,18**	**9 586 619,18**		
641122	Rémunérations accessoires non indexées des fonctionnaires et contractuels		**2 198 015,72**	**2 198 015,72**		**2 198 015,72**	**2 198 015,72**		
6412	Congés payés du personnel		**4 199 791,07**	**4 199 791,07**		**4 199 791,07**	**4 199 791,07**		
64131	Primes et gratifications indexées		**5 616 969,87**	**5 616 969,87**		**5 616 969,87**	**5 616 969,87**		
64132	Primes et gratifications non indexées		**3 610 033,15**	**3 610 033,15**		**3 610 033,15**	**3 610 033,15**		
64142	Indemnité compensatrice à la hausse de la CSG		**1 428 636,93**	**1 428 636,93**		**1 428 636,93**	**1 428 636,93**		
64143	Indemnités et avantages indexés		**4 517 983,35**	**4 517 983,35**		**4 517 983,35**	**4 517 983,35**		
64144	Indemnités et avantages non indexés		**10 342 789,24**	**10 342 789,24**		**10 342 789,24**	**10 342 789,24**		
6415	Supplément familial		**1 648 255,49**	**1 648 255,49**		**1 648 255,49**	**1 648 255,49**		
6418	Autres rémunérations du personnel		**1 905,00**	**1 905,00**		**1 905,00**	**1 905,00**		
64191	Abattement indemnitaire - article 148 LFi 2016		**1 059 834,50**	**1 059 834,50**		**1 059 834,50**	**1 059 834,50**		
64192	Indus sur rémunérations - exercice courant		**470 000,00**	**470 000,00**		**470 000,00**	**470 000,00**		
6451	Cotisations d'assurance-maladie		**22 047 584,72**	**22 047 584,72**		**22 047 584,72**	**22 047 584,72**		
645311	Pensions civiles		**102 502 529,92**	**102 502 529,92**		**102 502 529,92**	**102 502 529,92**		
645312	Pensions militaires		**31 032,93**	**31 032,93**		**31 032,93**	**31 032,93**		
64532	Cotisations patronales CNRACL		**141 845,77**	**141 845,77**		**141 845,77**	**141 845,77**		
64534	Cotisations d'assurance vieillesse CNAV - agents non titulaires		**6 513 947,23**	**6 513 947,23**		**6 513 947,23**	**6 513 947,23**		
645351	Cotisations patronales au régime de retraite additionnelle obligatoire (RAFP)		**1 055 132,60**	**1 055 132,60**		**1 055 132,60**	**1 055 132,60**		
645352	Cotisations IRCANTEC		**2 821 626,74**	**2 821 626,74**		**2 821 626,74**	**2 821 626,74**		
6454	Cotisations Pôle emploi		**2 632 177,22**	**2 632 177,22**		**2 632 177,22**	**2 632 177,22**		
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		**11 247 089,09**	**11 247 089,09**		**11 247 089,09**	**11 247 089,09**		
6471	prestations directes		**1 478 759,14**	**1 478 759,14**		**1 478 759,14**	**1 478 759,14**		
6474	Oeuvres sociales		**22 530,73**	**22 530,73**		**22 530,73**	**22 530,73**		
6475	Médecine du travail, pharmacie		**27 479,57**	**27 479,57**		**27 479,57**	**27 479,57**		
6478	Divers		**496 207,89**	**496 207,89**		**496 207,89**	**496 207,89**		
648	Autres charges de personnel		**815 147,73**	**815 147,73**		**815 147,73**	**815 147,73**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		*397 472 547,45*	*397 472 547,45*		*397 472 547,45*	*397 472 547,45*		
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels		**2 643 669,08**	**2 643 669,08**		**2 643 669,08**	**2 643 669,08**		
6516	Droits d'auteur et de reproduction		**135 134,89**	**135 134,89**		**135 134,89**	**135 134,89**		
654	Pertes sur créances irrécouvrables		**51 286,65**	**51 286,65**		**51 286,65**	**51 286,65**		
657811	Exonérations des droits d'inscription de droit (boursiers, ...)		**391 499,00**	**391 499,00**		**391 499,00**	**391 499,00**		
657812	Exonérations des droits d'inscription par université (extra co)		**13 346 352,00**	**13 346 352,00**		**13 346 352,00**	**13 346 352,00**		
65782	Bourses		**1 685 912,90**	**1 685 912,90**		**1 685 912,90**	**1 685 912,90**		
65785	Subventions reçues et réparties par l'EPSCP		**2 015 032,82**	**2 015 032,82**		**2 015 032,82**	**2 015 032,82**		
65786	Subventions diverses accordées par l'établissement		**6 428 989,06**	**6 428 989,06**		**6 428 989,06**	**6 428 989,06**		
65788	Autres charges spécifiques		**2 549 256,74**	**2 549 256,74**		**2 549 256,74**	**2 549 256,74**		
65811	Pénalités sur contrats et conventions		**368,00**	**368,00**		**368,00**	**368,00**		

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
65812	Pénalités, amendes fiscales ou pénales		**2 154,28**	**2 154,28**		**2 154,28**	**2 154,28**		
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices		**1 673 845,45**	**1 673 845,45**		**1 673 845,45**	**1 673 845,45**		
6585	Dons, Libéralités		**2 129,40**	**2 129,40**		**2 129,40**	**2 129,40**		
6588	Autres charges diverses de gestion courante		**537 457,66**	**537 457,66**		**537 457,66**	**537 457,66**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 65		*31 463 087,93*	*31 463 087,93*		*31 463 087,93*	*31 463 087,93*		
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles		**15 177 352,49**	**15 177 352,49**		**15 177 352,49**	**15 177 352,49**		
681511	Dotations aux provisions d'exploitation sur charges de personnel		**834 093,00**	**834 093,00**		**834 093,00**	**834 093,00**		
681512	Dotations aux provisions d'exploitation sur autres charges		**246 482,12**	**246 482,12**		**246 482,12**	**246 482,12**		
6816	Dotations aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		**438 400,00**	**438 400,00**		**438 400,00**	**438 400,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 68		*16 696 327,61*	*16 696 327,61*		*16 696 327,61*	*16 696 327,61*		
	TOTAL CLASSE 6		**519 299 498,20**	**519 299 498,20**		**519 299 498,20**	**519 299 498,20**		

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706211	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants nationaux ou		**5 693 169,00**	**5 693 169,00**		**5 693 169,00**	**5 693 169,00**		
706213	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants internationaux		**13 751 716,00**	**13 751 716,00**		**13 751 716,00**	**13 751 716,00**		
706214	Droits des diplômes propres à chaque établissement		**1 298 283,10**	**1 298 283,10**		**1 298 283,10**	**1 298 283,10**		
706221	Redevances (Bibliothèque Droits d'inscription étudiants)		**1 053 422,00**	**1 053 422,00**		**1 053 422,00**	**1 053 422,00**		
706231	Formation - contrat d'apprentissage		**20 305 493,08**	**20 305 493,08**		**20 305 493,08**	**20 305 493,08**		
706232	Premier équipement pédagogique		**99 900,00**	**99 900,00**		**99 900,00**	**99 900,00**		
706238	Autres		**100 418,67**	**100 418,67**		**100 418,67**	**100 418,67**		
70624	Prestations de formation continue		**11 160 973,90**	**11 160 973,90**		**11 160 973,90**	**11 160 973,90**		
70625	Validation des acquis de l'expérience (VAE)		**168 020,13**	**168 020,13**		**168 020,13**	**168 020,13**		
70626	Formation en apprentissage		**3 047 539,04**	**3 047 539,04**		**3 047 539,04**	**3 047 539,04**		
70661	Colloques		**456 521,66**	**456 521,66**		**456 521,66**	**456 521,66**		
706621	Prestations de recherche		**2 097 753,75**	**2 097 753,75**		**2 097 753,75**	**2 097 753,75**		
706622	Contrat de collaboration de recherche		**28 599 777,90**	**28 599 777,90**		**28 599 777,90**	**28 599 777,90**		
70664	Ventes de publications		**10 158,75**	**10 158,75**		**10 158,75**	**10 158,75**		
70681	Prestations et travaux informatiques		**1 483 160,71**	**1 483 160,71**		**1 483 160,71**	**1 483 160,71**		
706821	Photocopies, impressions, reliures		**226 221,83**	**226 221,83**		**226 221,83**	**226 221,83**		
706828	Autres prestations de services		**5 614 182,55**	**5 614 182,55**		**5 614 182,55**	**5 614 182,55**		
7083	Locations diverses		**458 767,43**	**458 767,43**		**458 767,43**	**458 767,43**		
7084	Mise à disposition de personnel facturée		**1 421 575,71**	**1 421 575,71**		**1 421 575,71**	**1 421 575,71**		
7085	Ports et frais accessoires facturés aux clients		**4 000,00**	**4 000,00**		**4 000,00**	**4 000,00**		
7088	Autres produits d'activités annexes		**1 080 046,19**	**1 080 046,19**		**1 080 046,19**	**1 080 046,19**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 70		*98 131 101,40*	*98 131 101,40*		*98 131 101,40*	*98 131 101,40*		
722	Production immobilisée Immobilisations corporelles		**50 649,02**	**50 649,02**		**50 649,02**	**50 649,02**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 72		*50 649,02*	*50 649,02*		*50 649,02*	*50 649,02*		
7411111	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Socle		**330 129 049,00**	**330 129 049,00**		**330 129 049,00**	**330 129 049,00**		
7411112	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Actions		**7 956 907,00**	**7 956 907,00**		**7 956 907,00**	**7 956 907,00**		
74118	Autres subventions spécifiques MESRI (hors SCSP)		**3 142 654,83**	**3 142 654,83**		**3 142 654,83**	**3 142 654,83**		
74128	Autres subventions Autres ministères		**2 175 478,29**	**2 175 478,29**		**2 175 478,29**	**2 175 478,29**		
7413111	Intérêts dotation non consomptible Campus		**4 134 393,64**	**4 134 393,64**		**4 134 393,64**	**4 134 393,64**		
74131121	SUBV EXPLOIT - ANR INVESTISSEMENT AVENIR		**30 114 017,76**	**30 114 017,76**		**30 114 017,76**	**30 114 017,76**		
74131122	SUBV EXPLOIT - CDC INVESTISSEMENT AVENIR (PIA ACCESS)		**885 971,52**	**885 971,52**		**885 971,52**	**885 971,52**		
741312	SUBVENTION EXPLOITATION - ANR HORS IA		**29 798 693,58**	**29 798 693,58**		**29 798 693,58**	**29 798 693,58**		
741323	Aide de l'état versée par l'ASP au titre des contrats aidés		**64 659,85**	**64 659,85**		**64 659,85**	**64 659,85**		
7442	Subvention d'exploitation Région		**18 110 304,06**	**18 110 304,06**		**18 110 304,06**	**18 110 304,06**		
7443	Subvention d'exploitation Département		**1 515 329,22**	**1 515 329,22**		**1 515 329,22**	**1 515 329,22**		
7444	Subvention d'exploitation Communes et groupements de communes		**2 252 176,48**	**2 252 176,48**		**2 252 176,48**	**2 252 176,48**		
7446	Subvention d'exploitation Union Européenne		**25 601 924,68**	**25 601 924,68**		**25 601 924,68**	**25 601 924,68**		
7447	Subvention d'exploitation Organismes internationaux		**3 281 243,30**	**3 281 243,30**		**3 281 243,30**	**3 281 243,30**		
7448	Subvention d'exploitation Autres entités publiques dont organismes publics		**45 382 670,05**	**45 382 670,05**		**45 382 670,05**	**45 382 670,05**		
746	Dons, legs, mécénat		**1 038 080,70**	**1 038 080,70**		**1 038 080,70**	**1 038 080,70**		

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
7481	Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe		**1 721 551,09**	**1 721 551,09**		**1 721 551,09**	**1 721 551,09**		
74881	Autres subventions de fonctionnement - Hors conventions recherches		**2 426 775,11**	**2 426 775,11**		**2 426 775,11**	**2 426 775,11**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 74		*509 731 880,16*	*509 731 880,16*		*509 731 880,16*	*509 731 880,16*		
7511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés et logiciels		**740 271,83**	**740 271,83**		**740 271,83**	**740 271,83**		
7516	Droits d'auteur et de reproduction		**495,10**	**495,10**		**495,10**	**495,10**		
756	Produits des cessions d'éléments d'actif (hors immobilisations financières)		**24 220,00**	**24 220,00**		**24 220,00**	**24 220,00**		
7571	Taxes affectées (CVEC)		**2 210 449,80**	**2 210 449,80**		**2 210 449,80**	**2 210 449,80**		
7572	Redevances		**7 500,00**	**7 500,00**		**7 500,00**	**7 500,00**		
7583	Produits de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de demandes de		**91 963,31**	**91 963,31**		**91 963,31**	**91 963,31**		
7584	Frais de poursuite et de contentieux		**289,98**	**289,98**		**289,98**	**289,98**		
7588	Autres produits de gestion courante		**1 990 837,83**	**1 990 837,83**		**1 990 837,83**	**1 990 837,83**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 75		*5 066 027,85*	*5 066 027,85*		*5 066 027,85*	*5 066 027,85*		
78132	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs autres		**7 900 878,92**	**7 900 878,92**		**7 900 878,92**	**7 900 878,92**		
78151	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement		**1 584 753,15**	**1 584 753,15**		**1 584 753,15**	**1 584 753,15**		
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants		**415 121,86**	**415 121,86**		**415 121,86**	**415 121,86**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78		*9 900 753,93*	*9 900 753,93*		*9 900 753,93*	*9 900 753,93*		
	TOTAL CLASSE 7		**622 880 412,36**	**622 880 412,36**		**622 880 412,36**	**622 880 412,36**		

CLASSE 8

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890	BILAN D'OUVERTURE	**1 414 483 215,67**		**1 414 483 215,67**	**1 414 483 215,67**		**1 414 483 215,67**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	*1 414 483 215,67*		*1 414 483 215,67*	*1 414 483 215,67*		*1 414 483 215,67*		
	TOTAL CLASSE 8	**1 414 483 215,67**		**1 414 483 215,67**	**1 414 483 215,67**		**1 414 483 215,67**		
	TOTAL GENERAL	**2 829 690 229,11**	**4 875 746 643,07**	**7 705 436 872,18**	**2 829 690 229,11**	**4 875 746 643,07**	**7 705 436 872,18**	**1 474 246 896,84**	**1 474 246 896,84**

COMPTE FINANCIER 2022

BAIM

Budget Annexe Immobilier

(BA IMMO-840 et BA CAMPUS-841)

ACTIF	EXERCICE 2022			EXERCICE 2021
	BRUT	Amortissements et Provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	392 095,44	29 530,20	362 565,24	2 137,13
Immobilisations corporelles				
Terrains	90 104 828,00	2 617 421,17	87 487 406,83	87 859 729,89
Constructions	770 245 771,46	430 966 526,11	339 279 245,35	353 404 675,51
Installations techniques, matériels et outillage	710 283,61	287 729,01	422 554,60	317 701,68
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels	5,00	0,00	5,00	5,00
Autres immobilisations corporelles	1 566 065,99	343 949,77	1 222 116,22	1 364 347,79
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	63 245 720,28	0,00	63 245 720,28	35 763 526,27
Avances et comptes sur commandes	117 424 980,21	0,00	117 424 980,21	84 663 023,62
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières				
Immobilisations financières	475 264 256,00	0,00	475 264 256,00	475 264 256,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	**1 518 954 005,99**	**434 245 156,26**	**1 084 708 849,73**	**1 038 639 402,89**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances				
Créances sur des entités publiques (État, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission Européenne	113 677 840,59	0,00	113 677 840,59	97 257 508,86
Créances sur les clients et comptes rattachés	1 602 042,31	0,00	1 602 042,31	1 471 175,50
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par l'organisme	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	0,00	0,00	0,00	1 155 000,00
Charges				
Charges constatées d'avances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)	**115 279 882,90**	**0,00**	**115 279 882,90**	**99 883 684,36**
TRÉSORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	87 903 973,21	0,00	87 903 973,21	69 255 477,97
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	**87 903 973,21**	**0,00**	**87 903 973,21**	**69 255 477,97**
Comptes de régularisation	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	**1 722 137 862,10**	**434 245 156,26**	**1 287 892 705,84**	**1 207 778 565,22**

BILAN 2022

PASSIF	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
FONDS PROPRES		
Financement de l'actif par l'État	302 276 074,73	277 761 736,21
Financement de l'actif par des tiers	142 041 864,96	139 745 085,45
Fonds propres des fondations	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	45 426 311,87	48 911 199,97
Report à nouveau	968 896,63	-3 184 947,16
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	11 666 984,93	-299 940,94
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	**502 380 133,12**	**462 933 133,53**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts sociaux souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	621 337 402,60	590 292 878,18
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	**621 337 402,60**	**590 292 878,18**
DETTES NON FINANCIÈRES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 439 211,66	3 292 082,74
Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00
Avances et acomptes reçus	159 476 418,14	151 259 794,68
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00
Autres dettes non financières	259 540,32	676,09
Produits constatés d'avance	0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES	**164 175 170,12**	**154 552 553,51**
TRÉSORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	**0,00**	**0,00**
Compte de régularisation	0,00	0,00
Écarts de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	**1 287 892 705,84**	**1 207 778 565,22**

UNIVERSITE DE BORDEAUX

COMPTE DE RESULTAT 2022

BAIM

CHARGES	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats		
Achats	0,00	0,00
Consommations		
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	24 106 387,56	21 427 882,91
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	815 578,73	781 917,54
Charges sociales	293 868,05	264 093,63
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	5 418,01	590,61
Autres Charges		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	1 766 155,72	2 355 625,21
Dotations		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des charges cédés	27 094 018,21	33 885 934,60
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**54 081 426,28**	**58 716 044,50**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Transferts aux ménages	0,00	0,00
Transferts aux entreprises	0,00	0,00
Transferts aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transferts aux autres collectivités	0,00	0,00
Autres Charges		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations		
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Engagements fonds dédiés		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**54 081 426,28**	**58 716 044,50**
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêts	2 857 939,03	2 407 029,09
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	**2 857 939,03**	**2 407 029,09**
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
Résultat de l'activité (bénéfice)	11 666 984,93	0,00
TOTAL CHARGES	**68 606 350,24**	**61 123 073,59**

COMPTE DE RESULTAT 2022

BAIM

PRODUITS	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public	21 104 089,00	16 089 456,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'État et des autres entités publiques	10 496 282,57	10 132 261,33
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'État et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	0,00	0,00
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)		
Vente de biens ou prestations de services	3 603 368,86	2 378 946,39
Produits des cessions d'éléments d'actif	8 205 000,00	0,00
Autres produits de gestion	265 819,43	275 468,81
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits		
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	1 394 194,03	2 085 655,86
Reprise du financement rattaché à un produit	23 537 596,35	29 861 344,26
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**68 606 350,24**	**60 823 132,65**
PRODUITS FINANCIERS		
Produit des participations et prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	0,00
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Résultat de l'activité (perte)	0,00	299 940,94
TOTAL PRODUITS	**68 606 350,24**	**61 123 073,59**

DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT
EXERCICE 2022

BAIM

	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice ou perte)	11 666 984,93	-299 940,94
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	26 124 294,47	33 885 934,60
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	24 931 790,38	31 947 000,12
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	969 723,74	0,00
- produits de cession d'éléments d'actifs	8 205 000,00	0,00
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0,00	0,00
= Capacité d'autofinancement	5 624 212,76	1 638 993,54

1. Tableau des Provisions

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement (participation des salariés)					
Provisions pour hausse de prix					
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif					
Amortissements dérogatoires					
Provision spéciale de réévaluation					
Plus-values réinvesties (assimilées à des amortissements dérogatoires)					
Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	0,00		0,00		0,00
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour pertes sur contrat	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour risques d'emploi					
Autres provisions pour risques	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions obligatoires similaires	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour impôts	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour renouvellement des immobilisations (établissement concessionnaire)					
Provisions pour travaux à répartir					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour remises en état	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour CET	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00		0,00
Autres provisions pour charges	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des provisions	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

2. Tableau des dépréciations

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	2 085 655,86	1 394 194,03	0,00	3 479 849,89
Dépréciations des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépréciations	**2 085 655,86**	**1 394 194,03**	**0,00**	**3 479 849,89**

3. Tableau des variations de stocks

Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Animaux et végétaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Matières premières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des stocks	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

4. Tableau des immobilisations

Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Acquisitions, Mises à disposition	Transfert des en-cours	Par virement de poste à poste	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	**5 156,20**	**310 697,68**	**0,00**	**76 241,56**	**0,00**	**0,00**	**392 095,44**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0,00	343 724,31	0,00	0,00	0,00	0,00	343 724,31
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	5 156,20	-33 026,63	0,00	76 241,56	0,00	0,00	48 371,13
Immobilisations corporelles	**854 691 393,06**	**6 136 245,12**	**9 796 749,32**	**412 433,68**	**0,00**	**8 486 108,68**	**862 550 712,50**
Terrains	90 550 588,44	807 134,38	0,00	-420,00	0,00	1 252 474,82	90 104 828,00
Constructions	761 969 717,44	4 292 083,71	9 796 749,32	1 420 854,85	0,00	7 233 633,86	770 245 771,46
Installations techniques, matériels et outillage	547 524,36	162 759,25	0,00	-931 759,61	0,00	0,00	-221 476,00
Collections	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00
Autres immobilisations corporelles	1 623 557,82	874 267,78	0,00	-76 241,56	0,00	0,00	2 421 584,04
Immobilisations mises en concession	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations corporelles en cours	**120 426 549,89**	**70 099 729,40**	**-9 796 749,32**	**17 412,08**	**0,00**	**0,00**	**180 746 942,05**
Immobilisations grevées de droits	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations corporelles (biens vivants)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	**264 256,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**264 256,00**
Titres de participation	264 256,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264 256,00
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiales)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des sociétés en participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	**475 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**475 000 000,00**
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés (droit de créance)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements versés	475 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 000 000,00
Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**1 450 387 355,15**	**76 546 672,20**	**0,00**	**506 087,32**	**0,00**	**8 486 108,68**	**1 518 954 005,99**

5. Tableau des amortissements

Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Cumulés à la fin de l'exercice
		Dotations de l'exercice	Autres opérations	Amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis	Autres opérations	
Immobilisations incorporelles	**3 019,07**	**26 511,13**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**29 530,20**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0,00	18 793,37	0,00	0,00	0,00	18 793,37
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	3 019,07	7 717,76	0,00	0,00	0,00	10 736,83
Immobilisations corporelles	**409 659 277,33**	**24 703 589,31**	**2 508 561,50**	**6 052 173,99**	**83 477,98**	**430 735 776,17**
Terrains	605 202,69	117 824,33	0,00	191 261,71	0,00	531 765,31
Constructions	408 565 041,93	24 444 746,45	2 506 933,96	5 860 912,28	83 477,98	429 572 332,08
Installations techniques, matériels, et outillage	229 822,68	57 906,33	0,00	0,00	0,00	287 729,01
Collections	0,00		0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	259 210,03	83 112,20	1 627,54	0,00	0,00	343 949,77
Immobilisations mises en concession	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
~~**Immobilisations corporelles en cours**~~						
~~**Immobilisations grevées de droits**~~						
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations						
Titres de participation						
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiales)						
Autres formes de participation						
Créances rattachées à des participations						
Créances rattachées à des sociétés en participation						
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés						
Autres immobilisations financières						
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)						
Titres immobilisés (droit de créance)						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Prêts						
Dépôts et cautionnements versés						
Autres créances immobilisées						
TOTAUX	**409 662 296,40**	**24 730 100,44**	**2 508 561,50**	**6 052 173,99**	**83 477,98**	**430 765 306,37**

6. Tableau des financements de l'actif

Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Autres opérations	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT	**277 761 736,21**	**47 299 754,75**	**0,00**	**-663 141,27**	**18 231 404,19**	**1 394 194,03**	**2 496 676,74**	**302 276 074,73**
Financements non rattachés à un actif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financements rattachés à un actif	**277 761 736,21**	**47 299 754,75**	**0,00**	**-663 141,27**	**18 231 404,19**	**1 394 194,03**	**2 496 676,74**	**302 276 074,73**
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	92 230 675,45	1 913 600,00	0,00	31 693 474,79	7 128 252,97	1 394 194,03	1 388 501,28	115 926 801,96
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	121 553 177,26	0,00	0,00	-31 693 474,79	7 682 537,41	0,00	881 456,99	81 295 708,07
- Financement des autres actifs :								
État	14 829 171,81	22 367 830,97	0,00	-138 259,92	589 126,66	0,00	0,00	36 469 616,20
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	43 692 303,06	21 733 594,12	0,00	636 887,19	2 665 405,79	0,00	180 747,91	63 216 630,67
Autres	5 456 408,63	1 284 729,66	0,00	-1 161 768,54	166 081,36	0,00	45 970,56	5 367 317,83
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	**139 745 085,45**	**7 225 034,44**	**0,00**	**-589 876,71**	**4 336 468,42**	**0,00**	**1 909,80**	**142 041 864,96**
Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Régions	0,00		0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres collectivités et établissement publics	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Financements rattachés à un actif	**139 745 085,45**	**7 225 034,44**	**0,00**	**-589 876,71**	**4 336 468,42**	**0,00**	**1 909,80**	**142 041 864,96**
- Régions	45 536 532,31	2 503 041,80	0,00	-597 291,34	1 871 374,24		13 143,40	45 557 765,13
- Départements	757 420,83	0,00	0,00	0,00	21 332,25		0,00	736 088,58
- Communes et groupements de communes	13 636 997,41	4 716 055,85	0,00	-75 265,49	353 390,06		0,00	17 924 397,71
- Autres collectivités et établissement publics	815 931,95	0,00	0,00	52 426,60	14 319,69		-11 233,60	865 272,46
- Union Européenne	5 275 725,13	0,00	0,00	0,00	367 497,83		0,00	4 908 227,30
- Autres organismes	73 722 477,82	5 936,79	0,00	30 253,52	1 708 554,35		0,00	72 050 113,78
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAUX	**417 506 821,66**	**54 524 789,19**	**0,00**	**-1 253 017,98**	**22 567 872,61**	**1 394 194,03**	**2 498 586,54**	**444 317 939,69**

7. Tableau des filiales et participations

Informations financières Filiales et participations (1) N° SIREN	Niveau de Contrôle (quote-part détenue)	Apport de fonds effectués (3)	Observations
A. Renseignements concernant les filiales (2)			
1. Filiales françaises			
2. Filiales étrangères			
B. Renseignements concernant les participations (2)			
1. Participations dans des entités françaises			
2. Participations dans des entités étrangères			

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles l'organisme a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN)

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle l'organisme a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) En Euros

8. Tableau des créances

Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	**475 000 000,00**	**475 000 000,00**	**0,00**
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	475 000 000,00	475 000 000,00	0,00
		0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	**115 279 882,90**	**9 047 122,70**	**106 232 760,20**
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques), des organismes internationaux et la Commission Européenne	113 677 840,59	8 505 646,96	105 172 193,63
- Créances clients et comptes rattachés	1 602 042,31	541 475,74	1 060 566,57
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	0,00	0,00	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	0,00		0,00
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**590 279 882,90**	**484 047 122,70**	**106 232 760,20**

9. Tableau des dettes

Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	**621 337 402,60**	**6 684 424,32**	**25 764 809,40**	**588 888 168,88**
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	621 337 402,60	6 684 424,32	25 764 809,40	588 888 168,88
Dettes non financières	**164 175 170,12**	**164 175 170,12**	**0,00**	**0,00**
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 439 211,66	4 439 211,66	0,00	0,00
- Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	159 476 418,14	159 476 418,14	0,00	0,00
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	259 540,32	259 540,32	0,00	0,00
- Produits constatés d'avance	0,00		0,00	0,00
TOTAUX	**785 512 572,72**	**170 859 594,44**	**25 764 809,40**	**588 888 168,88**

SPE1 - Evolution de la situation patrimoniale

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement	0,00	Capacité d'autofinancement	5 566 920,76
Investissements	76 546 672,20	Financement de l'actif par l'Etat	47 299 754,75
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	7 225 034,44
		Autres ressources	8 205 000,00
Remboursement des dettes financières	5 673 461,58	Augmentation des dettes financières	36 973 977,00
TOTAL EMPLOIS	**82 220 133,78**	**TOTAL RESSOURCES**	**105 270 686,95**
Apport au fonds de roulement	**23 050 553,17**	**Prélèvement sur fonds de roulement**	**0,00**

SPE2 - Variation et niveau de fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

N° ligne	Libellé	Montants
1*	Variation du Fonds de Roulement : Apport ou Prélèvement	23 050 553,17
2	Variation du Besoin en Fonds de Roulement (Fonds de Roulement - Trésorerie)	4 402 057,93
3	Variation de la Trésorerie : Abondement ou Prélèvement	18 648 495,24
4	Niveau du Fonds de Roulement	39 008 685,99
5	Niveau du Besoin en Fonds de Roulement	-48 895 287,22
6	Niveau de la Trésorerie	87 903 973,21

Fonds de roulement calculé au 31/12/2021	14 586 608,82
Fonds de roulement calculé au 31/12/2022	39 008 685,99
Variation 2022-2021	24 422 077,17

*L'écart constaté sur la variation du fonds de roulement entre 2021 et 2022 se justifie par :

Des opérations impactant le report à nouveau réalisées au cours de l'exercice pour un montant de	1 314 232,00

BAIM

Balance avant solde

BALANCE GENERALE AU 31/12/2022

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
10411	Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements Etat		29 300 431,42	29 300 431,42	242 711 006,55	69 150 242,71	311 861 249,26		282 560 817,84
10412	Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété Etat		71 857 618,60	71 857 618,60	332 892 968,59	27 310 319,19	360 203 287,78		288 345 669,18
104131	Financements des autres actifs - Etat		7 092 678,91	7 092 678,91	17 884 987,64	29 460 509,88	47 345 497,52		40 252 818,61
1041321	Revenus de la dotation sur le financement des actifs DNC CAMPUS IDEX	989 564,28	47 671 747,91	48 661 312,19	53 604 619,31	70 074 797,74	123 679 417,05		75 018 104,86
1041322	Financement des actifs ANR IA hors DNC CAMPUS IDEX		13 656 140,99	13 656 140,99		13 656 140,99	13 656 140,99		
1041381	Financements des actifs ANR hors IA		9 055 456,46	9 055 456,46	6 445 972,91	9 131 145,59	15 577 118,50		6 521 662,04
10491	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs mis à	150 480 331,10	20 716 227,65	171 196 558,75		4 562 542,87	4 562 542,87	166 634 015,88	
10492	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs remis en	211 339 791,33	11 031 498,81	222 371 290,14		15 321 329,03	15 321 329,03	207 049 961,11	
104931	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Etat	3 055 815,83	727 386,58	3 783 202,41				3 783 202,41	
1049321	Reprise au résultat du financement des autres actifs - DNC CAMPUS IDEX	8 922 751,97	2 892 124,26	11 814 876,23		13 402,04	13 402,04	11 801 474,19	
1049322	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR IA hors DNC		2 785 458,94	2 785 458,94		2 785 458,94	2 785 458,94		
1049381	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR hors IA	989 564,28	214 452,96	1 204 017,24		49 673,03	49 673,03	1 154 344,21	
10682	Réserves facultatives		3 854 532,40	3 854 532,40	48 911 199,97	369 644,30	49 280 844,27		45 426 311,87
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	*375 777 818,79*	*220 855 755,89*	*596 633 574,68*	*702 450 754,97*	*241 885 206,31*	*944 335 961,28*	*390 422 997,80*	*738 125 384,40*
110	Report à nouveau (solde créditeur)		2 119 739,21	2 119 739,21	2 119 739,21	3 481 855,79	5 601 595,00		3 481 855,79
119	Report à nouveau (solde débiteur)	5 304 686,37	4 261 465,77	9 566 152,14		7 053 192,98	7 053 192,98	2 512 959,16	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 11	*5 304 686,37*	*6 381 204,98*	*11 685 891,35*	*2 119 739,21*	*10 535 048,77*	*12 654 787,98*	*2 512 959,16*	*3 481 855,79*
129	Résultat de l'exercice (perte)	299 940,94		299 940,94		299 940,94	299 940,94		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12	*299 940,94*		*299 940,94*		*299 940,94*	*299 940,94*		
13412	Financements rattachés à des actifs - Régions		20 049 317,70	20 049 317,70	54 933 620,14	21 844 559,09	76 778 179,23		56 728 861,53
13413	Financements rattachés à des actifs-Départements		67 960,00	67 960,00	912 375,92	67 960,00	980 335,92		912 375,92
13414	Financements rattachés à des actifs - Communes et groupements de communes		12 262 453,67	12 262 453,67	14 188 990,48	16 903 244,03	31 092 234,51		18 829 780,84
13415	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres entités dont				900 395,13	84 000,00	984 395,13		984 395,13
13416	Financements rattachés à des actifs déterminés - Union Européenne				7 783 995,79		7 783 995,79		7 783 995,79
13417	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres organismes		26 787,64	26 787,64	84 102 483,14	32 724,43	84 135 207,57		84 108 419,93
13492	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Régions	9 397 087,83	1 952 833,63	11 349 921,46		178 825,06	178 825,06	11 171 096,40	
13493	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Départements	154 955,09	21 332,25	176 287,34				176 287,34	
13494	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Communes et	551 993,07	353 390,06	905 383,13				905 383,13	
13495	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres entités	84 463,18	97 619,51	182 082,69		62 960,02	62 960,02	119 122,67	
13496	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Union Européenne	2 508 270,66	367 497,83	2 875 768,49				2 875 768,49	
13497	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres organismes	10 380 005,32	1 708 554,35	12 088 559,67		30 253,52	30 253,52	12 058 306,15	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	*23 076 775,15*	*36 907 746,64*	*59 984 521,79*	*162 821 860,60*	*39 204 526,15*	*202 026 386,75*	*27 305 964,18*	*169 347 829,14*
1674	Avances de l'État et des entités publiques				475 000 000,00		475 000 000,00		475 000 000,00
16781	Emprunts PILPSE (à taux zéro)		141 315,55	141 315,55	2 261 048,80		2 261 048,80		2 119 733,25
16782	Emprunts BEI		2 912 938,58	2 912 938,58	71 291 891,00	25 270 263,00	96 562 154,00		93 649 215,42
16783	Emprunts Banque des territoires (CDC)		1 047 093,49	1 047 093,49	19 790 569,44	11 892 481,11	31 683 050,55		30 635 957,06
1687	Autres dettes		2 007 619,12	2 007 619,12	21 777 749,20	0,02	21 777 749,22		19 770 130,10
1688	Intérêts courus		171 619,74	171 619,74	171 619,74	162 366,77	333 986,51		162 366,77
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 16		*6 280 586,48*	*6 280 586,48*	*590 292 878,18*	*37 325 110,90*	*627 617 989,08*		*621 337 402,60*
18551	BA IMMOS	16 109 662,56	84 503 004,65	100 612 667,21	914 964,16	74 011 625,42	74 926 589,58	25 686 077,63	

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
18552	BA CAMPUS	**58 619 178,79**	**69 219 496,34**	**127 838 675,13**	**4 558 399,22**	**61 062 380,33**	**65 620 779,55**	**62 217 895,58**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 18	*74 728 841,35*	*153 722 500,99*	*228 451 342,34*	*5 473 363,38*	*135 074 005,75*	*140 547 369,13*	*87 903 973,21*	
	TOTAL CLASSE 1	**479 188 062,60**	**424 147 794,98**	**903 335 857,58**	**1 463 158 596,34**	**464 323 838,82**	**1 927 482 435,16**	**508 145 894,35**	**1 532 292 471,93**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
20531	Logiciels acquis ou sous-traités		**343 724,31**	**343 724,31**				**343 724,31**	
2058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,		**2 292,00**	**2 292,00**		**2 292,00**	**2 292,00**		
208	Autres immobilisations incorporelles	**5 156,20**	**615 105,44**	**620 261,64**		**571 890,51**	**571 890,51**	**48 371,13**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	*5 156,20*	*961 121,75*	*966 277,95*		*574 182,51*	*574 182,51*	*392 095,44*	
211586	Autres terrains bâtis - Mis à disposition	**52 813 587,76**	**2 770,00**	**52 816 357,76**		**2 070,00**	**2 070,00**	**52 814 287,76**	
211587	Autres terrains bâtis - Acquis	**34 965 743,52**	**249 398,98**	**35 215 142,50**		**827 475,60**	**827 475,60**	**34 387 666,90**	
21217	Agencements, aménagements de terrains nus acquis	**39 009,05**	**53 767,84**	**92 776,89**		**83 075,16**	**83 075,16**	**9 701,73**	
21227	Agencements, aménagements de terrains aménagés acquis	**1 192 344,53**	**628 361,66**	**1 820 706,19**		**858 679,60**	**858 679,60**	**962 026,59**	
212587	Autres agencements, aménagements de terrains bâtis - Acquis	**1 539 903,58**	**585 948,18**	**2 125 851,76**		**194 706,74**	**194 706,74**	**1 931 145,02**	
213186	Autres bâtiments - mise à disposition	**300 078 153,59**	**42 506 136,67**	**342 584 290,26**		**28 605 853,56**	**28 605 853,56**	**313 978 436,70**	
213187	Autres bâtiments - Acquis	**315 951 721,85**	**28 960 644,48**	**344 912 366,33**		**43 793 249,98**	**43 793 249,98**	**301 119 116,35**	
213586	Mise à disposition - autres installations generales, agencements, aménagements	**72 413 804,11**	**3 356 068,96**	**75 769 873,07**		**2 129 205,10**	**2 129 205,10**	**73 640 667,97**	
213587	Acquis - Autres installations générales, agencements, aménagements des autres	**70 908 178,96**	**9 700 059,30**	**80 608 238,26**		**1 106 733,56**	**1 106 733,56**	**79 501 504,70**	
214187	Autres bâtiments sur sol d'autrui - Acquis	**2 617 858,93**	**15 038,40**	**2 632 897,33**		**626 851,59**	**626 851,59**	**2 006 045,74**	
215117	Installations complexes sur sol propre acquises	**399 896,76**		**399 896,76**				**399 896,76**	
215371	Matériel scientifique acquis	**24 209,50**	**19 152,00**	**43 361,50**		**19 569,00**	**19 569,00**	**23 792,50**	
21557	Outillage acquis	**11 964,24**	**24 725,59**	**36 689,83**		**1 297,32**	**1 297,32**	**35 392,51**	
21567	Matériel d'enseignement acquis	**25 730,00**	**73 059,97**	**98 789,97**		**23 986,80**	**23 986,80**	**74 803,17**	
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage acquis	**85 723,86**	**90 674,81**	**176 398,67**				**176 398,67**	
2171	Biens historiques et culturels immobiliers (utilisation sur accord de la DSC)	**5,00**		**5,00**				**5,00**	
21817	Installations générales, agencements, aménagements divers acquis	**1 179 531,74**	**865 373,14**	**2 044 904,88**		**991 116,15**	**991 116,15**	**1 053 788,73**	
21827	Matériel de transport acquis		**4 188,82**	**4 188,82**				**4 188,82**	
218317	Matériel de bureau acquis	**119 944,58**	**2 835,04**	**122 779,62**		**2 835,04**	**2 835,04**	**119 944,58**	
218327	Matériel informatique acquis	**193 679,17**	**40 722,02**	**234 401,19**		**514,26**	**514,26**	**233 886,93**	
21847	Mobilier acquis	**66 521,91**	**5 206,20**	**71 728,11**		**1 598,59**	**1 598,59**	**70 129,52**	
21887	Matériels divers acquis	**63 880,42**	**23 686,49**	**87 566,91**		**3 439,50**	**3 439,50**	**84 127,41**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	*854 691 393,06*	*87 207 818,55*	*941 899 211,61*		*79 272 257,55*	*79 272 257,55*	*862 626 954,06*	
2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions	**7 196 619,61**	**9 135 923,03**	**16 332 542,64**		**8 429 138,06**	**8 429 138,06**	**7 903 404,58**	
2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations techniques, matériel et	**3 725 842,11**	**3 222 755,54**	**6 948 597,65**		**223 922,38**	**223 922,38**	**6 724 675,27**	
2318	Immobilisations corporelles en cours - Autres immobilisations corporelles	**24 841 064,66**	**27 107 154,56**	**51 948 219,22**	**0,11**	**3 330 578,68**	**3 330 578,79**	**48 617 640,43**	
238132	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**19 200 000,00**	**22 380 000,00**	**41 580 000,00**				**41 580 000,00**	
238135	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**1 715 551,55**	**29 883,19**	**1 745 434,74**		**419 919,90**	**419 919,90**	**1 325 514,84**	
23818	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Autres	**63 747 472,07**	**11 597 066,97**	**75 344 539,04**		**825 073,67**	**825 073,67**	**74 519 465,37**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	*120 426 550,00*	*73 472 783,29*	*193 899 333,29*	*0,11*	*13 228 632,69*	*13 228 632,80*	*180 670 700,49*	
2618	Titres de participation - Autres titres	**264 256,00**		**264 256,00**				**264 256,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	*264 256,00*		*264 256,00*				*264 256,00*	
2751	Dépôts	**475 000 000,00**		**475 000 000,00**				**475 000 000,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	*475 000 000,00*		*475 000 000,00*				*475 000 000,00*	
280531	Amortissement Logiciels acquis ou sous-traités					**18 793,37**	**18 793,37**		**18 793,37**
2808	Autres immobilisations incorporelles				**3 019,07**	**7 717,76**	**10 736,83**		**10 736,83**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
281217	Amortissement des agencements et aménagements de terrains nus acquis		**16 393,19**	**16 393,19**	**16 393,19**	**138,60**	**16 531,79**		**138,60**
281227	Amortissement des agencements, aménagements de terrains aménagés acquis		**172 605,38**	**172 605,38**	**243 964,68**	**40 289,62**	**284 254,30**		**111 648,92**
2812587	Amortissement des agencements et aménagements de terrains batiS ACQUIS		**2 263,14**	**2 263,14**	**344 844,82**	**77 396,11**	**422 240,93**		**419 977,79**
2813186	Amortissement bâtiments affectés ou remis en dotation		**4 627 366,02**	**4 627 366,02**	**159 031 714,02**	**18 264 548,50**	**177 296 262,52**		**172 668 896,50**
2813187	Amortissement bâtiments acquis		**11 989 294,43**	**11 989 294,43**	**218 184 375,19**	**12 461 558,32**	**230 645 933,51**		**218 656 639,08**
2813586	Amortissement Mise à disposition des installations générales, agencements,		**209 420,12**	**209 420,12**	**5 458 310,40**	**3 214 834,87**	**8 673 145,27**		**8 463 725,15**
2813587	Amortissements Acquis Autres installations générales agencements acquis		**317 495,76**	**317 495,76**	**24 956 897,57**	**3 438 530,61**	**28 395 428,18**		**28 077 932,42**
2814187	Amortissement des bâtiments sur sol d'autrui acquis				**933 744,75**	**771 394,18**	**1 705 138,93**		**1 705 138,93**
2815117	Amortissement des installations techniques complexes acquises				**202 866,16**	**29 651,74**	**232 517,90**		**232 517,90**
2815371	Amortissement du matériel scientifique acquis				**9 008,71**	**3 571,57**	**12 580,28**		**12 580,28**
281557	Amortissement de l'outillage acquis				**799,83**	**2 343,43**	**3 143,26**		**3 143,26**
281567	Amortissement du matériel d'enseignement acquis				**1 676,70**	**5 668,33**	**7 345,03**		**7 345,03**
281577	Amortissement des agencements et aménagements du matériel et outillage				**15 471,28**	**16 671,26**	**32 142,54**		**32 142,54**
281817	Amortissement des installations générales, agencements, aménagements divers				**11 363,80**	**47 373,43**	**58 737,23**		**58 737,23**
281827	Amortissement du matériel de transport acquis					**61,14**	**61,14**		**61,14**
2818317	Amortissement du matériel de bureau acquis				**16 771,90**	**11 994,46**	**28 766,36**		**28 766,36**
2818327	Amortissement du matériel informatique acquis				**192 193,10**	**4 860,27**	**197 053,37**		**197 053,37**
281847	Amortissement du mobilier acquis				**31 496,63**	**6 773,45**	**38 270,08**		**38 270,08**
281887	Amortissement des matériels divers acquis				**7 384,60**	**13 676,99**	**21 061,59**		**21 061,59**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28		*17 334 838,04*	*17 334 838,04*	*409 662 296,40*	*38 437 848,01*	*448 100 144,41*		*430 765 306,37*
2911	Dépréciation des immobilisations corporelles Terrains				**2 085 655,86**		**2 085 655,86**		**2 085 655,86**
2913	Dépréciation des immobilisations corporelles Bâtiments					**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 29				*2 085 655,86*	*1 394 194,03*	*3 479 849,89*		*3 479 849,89*
	TOTAL CLASSE 2	**1 450 387 355,26**	**178 976 561,63**	**1 629 363 916,89**	**411 747 952,37**	**132 907 114,79**	**544 655 067,16**	**1 518 954 005,99**	**434 245 156,26**

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de services		**25 743 623,01**	**25 743 623,01**		**25 743 623,01**	**25 743 623,01**		
4017	Retenues de garanties et oppositions				**4 024,94**	**481,07**	**4 506,01**		**4 506,01**
4041	Fournisseurs - achats d'immobilisations		**71 436 887,44**	**71 436 887,44**		**71 436 887,44**	**71 436 887,44**		
4047	Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garantie et oppositions		**136 988,90**	**136 988,90**	**168 456,28**	**117 007,30**	**285 463,58**		**148 474,68**
4081	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats de biens ou de prestations de	**42 366,42**	**36 100 856,69**	**36 143 223,11**	**2 461 905,01**	**37 109 702,44**	**39 571 607,45**		**3 428 384,34**
4084	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats d'immobilisations	**5 400,26**	**80 288 535,70**	**80 293 935,96**	**705 463,19**	**80 446 319,40**	**81 151 782,59**		**857 846,63**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	*47 766,68*	*213 706 891,74*	*213 754 658,42*	*3 339 849,42*	*214 854 020,66*	*218 193 870,08*		*4 439 211,66*
411111	Clients - Exercices antérieurs - Hors conventions privées	**596 950,51**		**596 950,51**		**578 324,22**	**578 324,22**	**18 626,29**	
411121	Clients exercice en cours - Hors conventions privées		**3 957 208,71**	**3 957 208,71**		**3 435 028,51**	**3 435 028,51**	**522 180,20**	
411122	Clients exercices en cours - Subv conventions privées		**615,28**	**615,28**		**615,28**	**615,28**		
4122	Étudiants, élèves, stagiaires - exercice en cours		**281 421,00**	**281 421,00**		**281 421,00**	**281 421,00**		
4123	Étudiants, élèves, stagiaires - échéanciers de prélèvements		**2 875,56**	**2 875,56**		**2 875,56**	**2 875,56**		
4162	Clients douteux ou litigieux Hors Impayés	**183,00**	**106 433,70**	**106 616,70**		**106 433,70**	**106 433,70**	**183,00**	
4164	Clients douteux ou litigieux - Sur échéancier		**998,74**	**998,74**		**512,49**	**512,49**	**486,25**	
41814	Produits à recevoir - Divers	**874 041,99**	**1 060 566,57**	**1 934 608,56**		**874 041,99**	**874 041,99**	**1 060 566,57**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41	*1 471 175,50*	*5 410 119,56*	*6 881 295,06*		*5 279 252,75*	*5 279 252,75*	*1 602 042,31*	
4411	Financements d'investissement Etat et Entités publiques	**696 414,60**	**55 968 736,82**	**56 665 151,42**		**54 691 795,32**	**54 691 795,32**	**1 973 356,10**	
4417	Subventions de fonctionnement Etat et entités publiques	**100 000,00**	**56 992 225,66**	**57 092 225,66**		**52 781 450,00**	**52 781 450,00**	**4 310 775,66**	
441911	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques globalisées		**8 795 000,00**	**8 795 000,00**	**18 517 846,00**	**27 416 099,00**	**45 933 945,00**		**37 138 945,00**
441912	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques fléchées		**56 214 009,37**	**56 214 009,37**	**62 644 787,89**	**42 849 421,29**	**105 494 209,18**		**49 280 199,81**
4419321	Avances sur revenus de la DNC CAMPUS et IDEX		**16 193 692,46**	**16 193 692,46**	**70 097 160,79**	**19 153 805,00**	**89 250 965,79**		**73 057 273,33**
4452	TVA due intra-communautaire		**8,60**	**8,60**		**8,60**	**8,60**		
44551	TVA à décaisser		**1 429 390,54**	**1 429 390,54**		**1 429 390,54**	**1 429 390,54**		
44562	TVAdéductibles sur immobilisations		**2 447 183,67**	**2 447 183,67**		**2 447 183,67**	**2 447 183,67**		
44566	TVA déductibles sur autres biens et services		**1 869 266,78**	**1 869 266,78**		**1 869 266,78**	**1 869 266,78**		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter		**3 833 056,18**	**3 833 056,18**		**3 833 056,18**	**3 833 056,18**		
44571	TVA collectée		**2 020 566,70**	**2 020 566,70**		**2 020 566,70**	**2 020 566,70**		
44583	Remboursement de TVA demandé	**666 444,71**	**3 833 056,18**	**4 499 500,89**		**2 506 349,87**	**2 506 349,87**	**1 993 151,02**	
44586	TVA sur factures non parvenues	**370 479,24**	**4 857 864,34**	**5 228 343,58**	**162 395,86**	**4 837 583,54**	**4 999 979,40**	**228 364,18**	
448711	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Investissement	**71 255 192,21**	**97 773 569,81**	**169 028 762,02**		**87 487 738,14**	**87 487 738,14**	**81 541 023,88**	
448777	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Fonctionnement	**24 331 373,96**	**35 746 697,09**	**60 078 071,05**		**36 446 901,30**	**36 446 901,30**	**23 631 169,75**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	*97 419 904,72*	*347 974 324,20*	*445 394 228,92*	*151 422 190,54*	*339 770 615,93*	*491 192 806,47*	*113 677 840,59*	*159 476 418,14*
462	Créances sur cessions d'immobilisations		**9 846 000,00**	**9 846 000,00**		**9 846 000,00**	**9 846 000,00**		
4661	Ordres de paiement émis en euros pour les dépenses à l'étranger		**23 006,65**	**23 006,65**		**23 006,65**	**23 006,65**		
4664	Excédents de versement à rembourser		**101 317,95**	**101 317,95**		**359 355,65**	**359 355,65**		**258 037,70**
4665	Opérations particulières avec SRIA (MPGP UBM)	**1 155 000,00**		**1 155 000,00**		**1 155 000,00**	**1 155 000,00**		
4674	Taxe d'apprentissage		**57 292,00**	**57 292,00**		**57 292,00**	**57 292,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 46	*1 155 000,00*	*10 027 616,60*	*11 182 616,60*		*11 440 654,30*	*11 440 654,30*		*258 037,70*
471111	Droits simples complémentaires et spécifiques		**262 027,00**	**262 027,00**		**262 027,00**	**262 027,00**		
471122	Recette à classer IJSS		**929,25**	**929,25**		**929,25**	**929,25**		

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
471125	Ecarts d'arrondis		**0,25**	**0,25**		**0,25**	**0,25**		
471132	Recettes à classer FORCO		**12 821,71**	**12 821,71**		**12 821,71**	**12 821,71**		
471134	Conventions de recherche globalisée		**36 507 182,92**	**36 507 182,92**		**36 507 182,92**	**36 507 182,92**		
471135	Conventions de recherche fléchées		**9 550 664,41**	**9 550 664,41**		**9 550 664,41**	**9 550 664,41**		
471138	Recettes à classer diverses (hors Forco Opco CPF convention)		**10 424 228,29**	**10 424 228,29**	**676,09**	**10 425 054,82**	**10 425 730,91**		**1 502,62**
471141	Remboursement fournisseurs en attente de titre		**88 635,13**	**88 635,13**		**88 635,13**	**88 635,13**		
47211	DPAO Paye		**1 134 379,84**	**1 134 379,84**		**1 134 379,84**	**1 134 379,84**		
47215	DPAO - Carte logée		**3 917,41**	**3 917,41**		**3 917,41**	**3 917,41**		
47218	DPAO Divers		**11 530 541,38**	**11 530 541,38**		**11 530 541,38**	**11 530 541,38**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 47		*69 515 327,59*	*69 515 327,59*	*676,09*	*69 516 154,12*	*69 516 830,21*		*1 502,62*
	TOTAL CLASSE 4	**100 093 846,90**	**646 634 279,69**	**746 728 126,59**	**154 762 716,05**	**640 860 697,76**	**795 623 413,81**	**115 279 882,90**	**164 175 170,12**

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
60611	Électricité		**7 386 218,32**	**7 386 218,32**		**520 847,49**	**520 847,49**	**6 865 370,83**	
60612	Carburants et lubrifiants		**177 667,90**	**177 667,90**		**37 655,59**	**37 655,59**	**140 012,31**	
60613	Gaz (hors gas techniques et spéciaux)		**3 209 150,71**	**3 209 150,71**		**473 935,38**	**473 935,38**	**2 735 215,33**	
60614	Chauffage sur réseau		**408 541,42**	**408 541,42**		**68 733,90**	**68 733,90**	**339 807,52**	
60617	Eau		**885 731,98**	**885 731,98**		**128 187,52**	**128 187,52**	**757 544,46**	
60618	Autres fournitures non stockables		**119 154,03**	**119 154,03**		**36 628,88**	**36 628,88**	**82 525,15**	
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		**805 698,97**	**805 698,97**		**87 921,05**	**87 921,05**	**717 777,92**	
6064	Fournitures administratives		**14 775,61**	**14 775,61**		**1 781,24**	**1 781,24**	**12 994,37**	
6065	Linge, vêtements de travail		**10 336,30**	**10 336,30**				**10 336,30**	
6067	Fournitures et matériels d'enseignement et de recherche non immobilisés		**27 969,16**	**27 969,16**		**903,04**	**903,04**	**27 066,12**	
6068	Autres matières et fournitures non stockées		**17 907,42**	**17 907,42**		**10 317,82**	**10 317,82**	**7 589,60**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 60		*13 063 151,82*	*13 063 151,82*		*1 366 911,91*	*1 366 911,91*	*11 696 239,91*	
611	Sous-traitance générale		**1 760 022,38**	**1 760 022,38**		**0,01**	**0,01**	**1 760 022,37**	
6132	Locations immobilières		**505 412,53**	**505 412,53**		**12 287,50**	**12 287,50**	**493 125,03**	
6135	Locations mobilières		**49 105,29**	**49 105,29**		**19 248,33**	**19 248,33**	**29 856,96**	
614	Charges locatives et de copropriété		**368 235,35**	**368 235,35**		**123 276,85**	**123 276,85**	**244 958,50**	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers		**3 509 336,07**	**3 509 336,07**		**92 099,63**	**92 099,63**	**3 417 236,44**	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers		**129 566,63**	**129 566,63**		**11 005,99**	**11 005,99**	**118 560,64**	
6156	Maintenance		**3 912 858,91**	**3 912 858,91**		**365 974,66**	**365 974,66**	**3 546 884,25**	
6162	Assurance obligatoire dommage-construction		**722 507,48**	**722 507,48**		**6,66**	**6,66**	**722 500,82**	
6168	Autres assurances		**306 498,33**	**306 498,33**		**306 318,83**	**306 318,83**	**179,50**	
617	Études et recherches		**177 438,25**	**177 438,25**		**119 781,84**	**119 781,84**	**57 656,41**	
618311	Abonnements français		**648,66**	**648,66**				**648,66**	
618331	Ouvrages électroniques français		**1 184,50**	**1 184,50**				**1 184,50**	
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences (organisés par l'établissement)		**744,81**	**744,81**		**122,25**	**122,25**	**622,56**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 61		*11 443 559,19*	*11 443 559,19*		*1 050 122,55*	*1 050 122,55*	*10 393 436,64*	
6211	Personnel intérimaire		**31,17**	**31,17**				**31,17**	
62142	Personnel mis à disposition de l'établissement		**31,17**	**31,17**		**31,17**	**31,17**		
6226	Honoraires		**698 576,47**	**698 576,47**		**46 131,13**	**46 131,13**	**652 445,34**	
6227	Frais d'actes et de contentieux		**360,00**	**360,00**		**14,89**	**14,89**	**345,11**	
6247	Transports collectifs du personnel		**205,50**	**205,50**				**205,50**	
6251	Voyages et déplacements du personnel		**3 206,44**	**3 206,44**		**348,52**	**348,52**	**2 857,92**	
6255	Frais de déménagement		**35 877,01**	**35 877,01**				**35 877,01**	
62561	Missions des personnels de l'EPSCP		**2 450,61**	**2 450,61**				**2 450,61**	
6257	Réceptions		**15 535,07**	**15 535,07**		**1 083,99**	**1 083,99**	**14 451,08**	
6264	Téléphone		**654,65**	**654,65**		**8,32**	**8,32**	**646,33**	
6267	Liaisons informatiques spécialisées		**573,00**	**573,00**				**573,00**	
6281	Concours divers (cotisations...)		**223 480,17**	**223 480,17**		**5 000,00**	**5 000,00**	**218 480,17**	
6283	Formation continue du personnel de l'établissement		**19 790,94**	**19 790,94**		**936,00**	**936,00**	**18 854,94**	
6285	Prestations extérieures de gardiennage		**124 315,00**	**124 315,00**		**2 259,09**	**2 259,09**	**122 055,91**	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6286	Prestations extérieures de nettoyage		**166 209,73**	**166 209,73**		**21 902,77**	**21 902,77**	**144 306,96**	
6287	Prestations extérieures d'informatique		**4 727,30**	**4 727,30**				**4 727,30**	
62888	Autres prestations externes diverses		**986 236,38**	**986 236,38**		**187 833,72**	**187 833,72**	**798 402,66**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		*2 282 260,61*	*2 282 260,61*		*265 549,60*	*265 549,60*	*2 016 711,01*	
6331	Versement de transport		**15 364,20**	**15 364,20**				**15 364,20**	
6332	Allocation logement		**3 841,10**	**3 841,10**				**3 841,10**	
63512	Taxes foncières		**15,00**	**15,00**				**15,00**	
6378	Taxes diverses		**1 108,80**	**1 108,80**				**1 108,80**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		*20 329,10*	*20 329,10*				*20 329,10*	
64111	Rémunérations principales des fonctionnaires et contractuels		**766 633,32**	**766 633,32**				**766 633,32**	
6412	Congés payés du personnel		**337,50**	**337,50**				**337,50**	
64132	Primes et gratifications non indexées		**44 737,02**	**44 737,02**				**44 737,02**	
64142	Indemnité compensatrice à la hausse de la CSG		**526,88**	**526,88**				**526,88**	
64143	Indemnités et avantages indexés		**2 749,80**	**2 749,80**				**2 749,80**	
6415	Supplément familial		**903,96**	**903,96**				**903,96**	
6418	Autres rémunérations du personnel		**11 300,87**	**11 300,87**		**11 300,87**	**11 300,87**		
64192	Indus sur rémunérations - exercice courant		**1 690,25**	**1 690,25**		**2 000,00**	**2 000,00**		**309,75**
6451	Cotisations d'assurance-maladie		**97 429,66**	**97 429,66**				**97 429,66**	
645311	Pensions civiles		**143,27**	**143,27**				**143,27**	
64532	Cotisations patronales CNRACL		**25 015,91**	**25 015,91**				**25 015,91**	
64534	Cotisations d'assurance vieillesse CNAV - agents non titulaires		**65 877,54**	**65 877,54**				**65 877,54**	
645351	Cotisations patronales au régime de retraite additionnelle obligatoire (RAFP)		**447,47**	**447,47**				**447,47**	
645352	Cotisations IRCANTEC		**34 413,33**	**34 413,33**				**34 413,33**	
6454	Cotisations Pôle emploi		**27 905,16**	**27 905,16**				**27 905,16**	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		**42 635,71**	**42 635,71**				**42 635,71**	
6471	prestations directes		**1 227,49**	**1 227,49**				**1 227,49**	
648	Autres charges de personnel		**4 190,52**	**4 190,52**				**4 190,52**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		*1 128 165,66*	*1 128 165,66*		*13 300,87*	*13 300,87*	*1 115 174,54*	*309,75*
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels		**49 094,19**	**49 094,19**				**49 094,19**	
654	Pertes sur créances irrécouvrables		**578,33**	**578,33**				**578,33**	
656	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés (hors immobilisations financières)		**969 723,74**	**969 723,74**				**969 723,74**	
65786	Subventions diverses accordées par l'établissement		**1 505 000,00**	**1 505 000,00**				**1 505 000,00**	
65788	Autres charges spécifiques		**60 203,93**	**60 203,93**		**25 774,37**	**25 774,37**	**34 429,56**	
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices		**156 724,53**	**156 724,53**				**156 724,53**	
6588	Autres charges diverses de gestion courante		**4 484,94**	**4 484,94**		**4 484,93**	**4 484,93**	**0,01**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 65		*2 745 809,66*	*2 745 809,66*		*30 259,30*	*30 259,30*	*2 715 550,36*	
66116	Intérêts des emprunts et des dettes assimilées		**4 783 368,61**	**4 783 368,61**		**1 925 429,58**	**1 925 429,58**	**2 857 939,03**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 66		*4 783 368,61*	*4 783 368,61*		*1 925 429,58*	*1 925 429,58*	*2 857 939,03*	
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles		**24 758 775,28**	**24 758 775,28**		**28 674,84**	**28 674,84**	**24 730 100,44**	
6816	Dotations aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**				**1 394 194,03**	

CLASSE 6

	DEBIT			CREDIT			SOLDE	
	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68		*26 152 969,31*	*26 152 969,31*		*28 674,84*	*28 674,84*	*26 124 294,47*	
TOTAL CLASSE 6		**61 619 613,96**	**61 619 613,96**		**4 680 248,65**	**4 680 248,65**	**56 939 675,06**	**309,75**

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706211	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants nationaux ou					**260 992,00**	**260 992,00**		**260 992,00**
706213	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants internationaux					**5 689,00**	**5 689,00**		**5 689,00**
706214	Droits des diplômes propres à chaque établissement					**14 740,00**	**14 740,00**		**14 740,00**
706828	Autres prestations de services		**580 882,41**	**580 882,41**		**1 154 260,82**	**1 154 260,82**		**573 378,41**
7083	Locations diverses		**138 957,91**	**138 957,91**		**1 597 907,69**	**1 597 907,69**		**1 458 949,78**
7088	Autres produits d'activités annexes		**174 781,01**	**174 781,01**		**1 464 400,68**	**1 464 400,68**		**1 289 619,67**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 70		*894 621,33*	*894 621,33*		*4 497 990,19*	*4 497 990,19*		*3 603 368,86*
7411111	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Socle		**37 263,00**	**37 263,00**		**15 992 691,00**	**15 992 691,00**		**15 955 428,00**
7411112	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Actions		**655 000,00**	**655 000,00**		**5 803 661,00**	**5 803 661,00**		**5 148 661,00**
74118	Autres subventions spécifiques MESRI (hors SCSP)		**696 007,93**	**696 007,93**		**898 014,81**	**898 014,81**		**202 006,88**
74131121	SUBV EXPLOIT - ANR INVESTISSEMENT AVENIR					**283 521,07**	**283 521,07**		**283 521,07**
741312	SUBVENTION EXPLOITATION - ANR HORS IA		**35 887 533,31**	**35 887 533,31**		**45 230 613,82**	**45 230 613,82**		**9 343 080,51**
7442	Subvention d'exploitation Région		**9 996 046,15**	**9 996 046,15**		**9 996 046,15**	**9 996 046,15**		
7443	Subvention d'exploitation Département		**216 589,53**	**216 589,53**		**563 420,50**	**563 420,50**		**346 830,97**
7444	Subvention d'exploitation Communes et groupements de communes		**211 138,86**	**211 138,86**		**423 837,50**	**423 837,50**		**212 698,64**
7448	Subvention d'exploitation Autres entités publiques dont organismes publics		**9 969,41**	**9 969,41**		**10 821,91**	**10 821,91**		**852,50**
7481	Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe					**57 292,00**	**57 292,00**		**57 292,00**
74881	Autres subventions de fonctionnement - Hors conventions recherches					**50 000,00**	**50 000,00**		**50 000,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 74		*47 709 548,19*	*47 709 548,19*		*79 309 919,76*	*79 309 919,76*		*31 600 371,57*
752	Revenus des immeubles non affectés aux activités de l'établissement		**10 360,00**	**10 360,00**		**54 838,15**	**54 838,15**		**44 478,15**
756	Produits des cessions d'éléments d'actif (hors immobilisations financières)					**8 205 000,00**	**8 205 000,00**		**8 205 000,00**
7583	Produits de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de demandes de		**345,45**	**345,45**		**960,73**	**960,73**		**615,28**
7588	Autres produits de gestion courante		**3 484,00**	**3 484,00**		**224 210,00**	**224 210,00**		**220 726,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 75		*14 189,45*	*14 189,45*		*8 485 008,88*	*8 485 008,88*		*8 470 819,43*
78131	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs remis en		**873 715,82**	**873 715,82**		**8 004 936,25**	**8 004 936,25**		**7 131 220,43**
78132	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs autres		**68 195,33**	**68 195,33**		**16 474 571,25**	**16 474 571,25**		**16 406 375,92**
7816	Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles					**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78		*941 911,15*	*941 911,15*		*25 873 701,53*	*25 873 701,53*		*24 931 790,38*
	TOTAL CLASSE 7		**49 560 270,12**	**49 560 270,12**		**118 166 620,36**	**118 166 620,36**		**68 606 350,24**

CLASSE 8

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890	BILAN D'OUVERTURE	**2 023 985 738,73**		**2 023 985 738,73**	**2 023 985 738,73**		**2 023 985 738,73**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	*2 023 985 738,73*		*2 023 985 738,73*	*2 023 985 738,73*		*2 023 985 738,73*		
	TOTAL CLASSE 8	**2 023 985 738,73**		**2 023 985 738,73**	**2 023 985 738,73**		**2 023 985 738,73**		
	TOTAL GENERAL	**4 053 655 003,49**	**1 360 938 520,38**	**5 414 593 523,87**	**4 053 655 003,49**	**1 360 938 520,38**	**5 414 593 523,87**	**2 199 319 458,30**	**2 199 319 458,30**

BAIM

Balance définitive

BALANCE GENERALE AU 31/12/2022

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
10411	Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements Etat		29 300 431,42	29 300 431,42	242 711 006,55	69 150 242,71	311 861 249,26		282 560 817,84
10412	Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété Etat		71 857 618,60	71 857 618,60	332 892 968,59	27 310 319,19	360 203 287,78		288 345 669,18
104131	Financements des autres actifs - Etat		7 092 678,91	7 092 678,91	17 884 987,64	29 460 509,88	47 345 497,52		40 252 818,61
1041321	Revenus de la dotation sur le financement des actifs DNC CAMPUS IDEX	989 564,28	47 671 747,91	48 661 312,19	53 604 619,31	70 074 797,74	123 679 417,05		75 018 104,86
1041322	Financement des actifs ANR IA hors DNC CAMPUS IDEX		13 656 140,99	13 656 140,99		13 656 140,99	13 656 140,99		
1041381	Financements des actifs ANR hors IA		9 055 456,46	9 055 456,46	6 445 972,91	9 131 145,59	15 577 118,50		6 521 662,04
10491	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs mis à	150 480 331,10	20 716 227,65	171 196 558,75		4 562 542,87	4 562 542,87	166 634 015,88	
10492	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs remis en	211 339 791,33	11 031 498,81	222 371 290,14		15 321 329,03	15 321 329,03	207 049 961,11	
104931	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Etat	3 055 815,83	727 386,58	3 783 202,41				3 783 202,41	
1049321	Reprise au résultat du financement des autres actifs - DNC CAMPUS IDEX	8 922 751,97	2 892 124,26	11 814 876,23		13 402,04	13 402,04	11 801 474,19	
1049322	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR IA hors DNC		2 785 458,94	2 785 458,94		2 785 458,94	2 785 458,94		
1049381	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR hors IA	989 564,28	214 452,96	1 204 017,24		49 673,03	49 673,03	1 154 344,21	
10682	Réserves facultatives		3 854 532,40	3 854 532,40	48 911 199,97	369 644,30	49 280 844,27		45 426 311,87
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	*375 777 818,79*	*220 855 755,89*	*596 633 574,68*	*702 450 754,97*	*241 885 206,31*	*944 335 961,28*	*390 422 997,80*	*738 125 384,40*
110	Report à nouveau (solde créditeur)		2 119 739,21	2 119 739,21	2 119 739,21	3 481 855,79	5 601 595,00		3 481 855,79
119	Report à nouveau (solde débiteur)	5 304 686,37	4 261 465,77	9 566 152,14		7 053 192,98	7 053 192,98	2 512 959,16	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 11	*5 304 686,37*	*6 381 204,98*	*11 685 891,35*	*2 119 739,21*	*10 535 048,77*	*12 654 787,98*	*2 512 959,16*	*3 481 855,79*
120	Résultat de l'exercice (bénéfice)					11 671 678,88	11 671 678,88		11 671 678,88
129	Résultat de l'exercice (perte)	299 940,94	4 693,95	304 634,89		299 940,94	299 940,94	4 693,95	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12	*299 940,94*	*4 693,95*	*304 634,89*		*11 971 619,82*	*11 971 619,82*	*4 693,95*	*11 671 678,88*
13412	Financements rattachés à des actifs - Régions		20 049 317,70	20 049 317,70	54 933 620,14	21 844 559,09	76 778 179,23		56 728 861,53
13413	Financements rattachés à des actifs-Départements		67 960,00	67 960,00	912 375,92	67 960,00	980 335,92		912 375,92
13414	Financements rattachés à des actifs - Communes et groupements de communes		12 262 453,67	12 262 453,67	14 188 990,48	16 903 244,03	31 092 234,51		18 829 780,84
13415	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres entités dont				900 395,13	84 000,00	984 395,13		984 395,13
13416	Financements rattachés à des actifs déterminés - Union Européenne				7 783 995,79		7 783 995,79		7 783 995,79
13417	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres organismes		26 787,64	26 787,64	84 102 483,14	32 724,43	84 135 207,57		84 108 419,93
13492	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Régions	9 397 087,83	1 952 833,63	11 349 921,46		178 825,06	178 825,06	11 171 096,40	
13493	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Départements	154 955,09	21 332,25	176 287,34				176 287,34	
13494	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Communes et	551 993,07	353 390,06	905 383,13				905 383,13	
13495	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres entités	84 463,18	97 619,51	182 082,69		62 960,02	62 960,02	119 122,67	
13496	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Union Européenne	2 508 270,66	367 497,83	2 875 768,49				2 875 768,49	
13497	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres organismes	10 380 005,32	1 708 554,35	12 088 559,67		30 253,52	30 253,52	12 058 306,15	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	*23 076 775,15*	*36 907 746,64*	*59 984 521,79*	*162 821 860,60*	*39 204 526,15*	*202 026 386,75*	*27 305 964,18*	*169 347 829,14*
1674	Avances de l'État et des entités publiques				475 000 000,00		475 000 000,00		475 000 000,00
16781	Emprunts PILPSE (à taux zéro)		141 315,55	141 315,55	2 261 048,80		2 261 048,80		2 119 733,25
16782	Emprunts BEI		2 912 938,58	2 912 938,58	71 291 891,00	25 270 263,00	96 562 154,00		93 649 215,42
16783	Emprunts Banque des territoires (CDC)		1 047 093,49	1 047 093,49	19 790 569,44	11 892 481,11	31 683 050,55		30 635 957,06
1687	Autres dettes		2 007 619,12	2 007 619,12	21 777 749,20	0,02	21 777 749,22		19 770 130,10
1688	Intérêts courus		171 619,74	171 619,74	171 619,74	162 366,77	333 986,51		162 366,77
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 16		*6 280 586,48*	*6 280 586,48*	*590 292 878,18*	*37 325 110,90*	*627 617 989,08*		*621 337 402,60*

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
18551	BA IMMOS	**16 109 662,56**	**84 503 004,65**	**100 612 667,21**	**914 964,16**	**74 011 625,42**	**74 926 589,58**	**25 686 077,63**	
18552	BA CAMPUS	**58 619 178,79**	**69 219 496,34**	**127 838 675,13**	**4 558 399,22**	**61 062 380,33**	**65 620 779,55**	**62 217 895,58**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 18	*74 728 841,35*	*153 722 500,99*	*228 451 342,34*	*5 473 363,38*	*135 074 005,75*	*140 547 369,13*	*87 903 973,21*	
	TOTAL CLASSE 1	**479 188 062,60**	**424 152 488,93**	**903 340 551,53**	**1 463 158 596,34**	**475 995 517,70**	**1 939 154 114,04**	**508 150 588,30**	**1 543 964 150,81**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
20531	Logiciels acquis ou sous-traités		**343 724,31**	**343 724,31**				**343 724,31**	
2058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,		**2 292,00**	**2 292,00**		**2 292,00**	**2 292,00**		
208	Autres immobilisations incorporelles	**5 156,20**	**615 105,44**	**620 261,64**		**571 890,51**	**571 890,51**	**48 371,13**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	*5 156,20*	*961 121,75*	*966 277,95*		*574 182,51*	*574 182,51*	*392 095,44*	
211586	Autres terrains bâtis - Mis à disposition	**52 813 587,76**	**2 770,00**	**52 816 357,76**		**2 070,00**	**2 070,00**	**52 814 287,76**	
211587	Autres terrains bâtis - Acquis	**34 965 743,52**	**249 398,98**	**35 215 142,50**		**827 475,60**	**827 475,60**	**34 387 666,90**	
21217	Agencements, aménagements de terrains nus acquis	**39 009,05**	**53 767,84**	**92 776,89**		**83 075,16**	**83 075,16**	**9 701,73**	
21227	Agencements, aménagements de terrains aménagés acquis	**1 192 344,53**	**628 361,66**	**1 820 706,19**		**858 679,60**	**858 679,60**	**962 026,59**	
212587	Autres agencements, aménagements de terrains bâtis - Acquis	**1 539 903,58**	**585 948,18**	**2 125 851,76**		**194 706,74**	**194 706,74**	**1 931 145,02**	
213186	Autres bâtiments - mise à disposition	**300 078 153,59**	**42 506 136,67**	**342 584 290,26**		**28 605 853,56**	**28 605 853,56**	**313 978 436,70**	
213187	Autres bâtiments - Acquis	**315 951 721,85**	**28 960 644,48**	**344 912 366,33**		**43 793 249,98**	**43 793 249,98**	**301 119 116,35**	
213586	Mise à disposition - autres installations generales, agencements, aménagements	**72 413 804,11**	**3 356 068,96**	**75 769 873,07**		**2 129 205,10**	**2 129 205,10**	**73 640 667,97**	
213587	Acquis - Autres installations générales, agencements, aménagements des autres	**70 908 178,96**	**9 700 059,30**	**80 608 238,26**		**1 106 733,56**	**1 106 733,56**	**79 501 504,70**	
214187	Autres bâtiments sur sol d'autrui - Acquis	**2 617 858,93**	**15 038,40**	**2 632 897,33**		**626 851,59**	**626 851,59**	**2 006 045,74**	
215117	Installations complexes sur sol propre acquises	**399 896,76**		**399 896,76**				**399 896,76**	
215371	Matériel scientifique acquis	**24 209,50**	**19 152,00**	**43 361,50**		**19 569,00**	**19 569,00**	**23 792,50**	
21557	Outillage acquis	**11 964,24**	**24 725,59**	**36 689,83**		**1 297,32**	**1 297,32**	**35 392,51**	
21567	Matériel d'enseignement acquis	**25 730,00**	**73 059,97**	**98 789,97**		**23 986,80**	**23 986,80**	**74 803,17**	
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage acquis	**85 723,86**	**90 674,81**	**176 398,67**				**176 398,67**	
2171	Biens historiques et culturels immobiliers (utilisation sur accord de la DSC)	**5,00**		**5,00**				**5,00**	
21817	Installations générales, agencements, aménagements divers acquis	**1 179 531,74**	**865 373,14**	**2 044 904,88**		**991 116,15**	**991 116,15**	**1 053 788,73**	
21827	Matériel de transport acquis		**4 188,82**	**4 188,82**				**4 188,82**	
218317	Matériel de bureau acquis	**119 944,58**	**2 835,04**	**122 779,62**		**2 835,04**	**2 835,04**	**119 944,58**	
218327	Matériel informatique acquis	**193 679,17**	**40 722,02**	**234 401,19**		**514,26**	**514,26**	**233 886,93**	
21847	Mobilier acquis	**66 521,91**	**5 206,20**	**71 728,11**		**1 598,59**	**1 598,59**	**70 129,52**	
21887	Matériels divers acquis	**63 880,42**	**23 686,49**	**87 566,91**		**3 439,50**	**3 439,50**	**84 127,41**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	*854 691 393,06*	*87 207 818,55*	*941 899 211,61*		*79 272 257,55*	*79 272 257,55*	*862 626 954,06*	
2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions	**7 196 619,61**	**9 135 923,03**	**16 332 542,64**		**8 429 138,06**	**8 429 138,06**	**7 903 404,58**	
2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations techniques, matériel et	**3 725 842,11**	**3 222 755,54**	**6 948 597,65**		**223 922,38**	**223 922,38**	**6 724 675,27**	
2318	Immobilisations corporelles en cours - Autres immobilisations corporelles	**24 841 064,66**	**27 107 154,56**	**51 948 219,22**	**0,11**	**3 330 578,68**	**3 330 578,79**	**48 617 640,43**	
238132	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**19 200 000,00**	**22 380 000,00**	**41 580 000,00**				**41 580 000,00**	
238135	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**1 715 551,55**	**29 883,19**	**1 745 434,74**		**419 919,90**	**419 919,90**	**1 325 514,84**	
23818	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Autres	**63 747 472,07**	**11 597 066,97**	**75 344 539,04**		**825 073,67**	**825 073,67**	**74 519 465,37**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	*120 426 550,00*	*73 472 783,29*	*193 899 333,29*	*0,11*	*13 228 632,69*	*13 228 632,80*	*180 670 700,49*	
2618	Titres de participation - Autres titres	**264 256,00**		**264 256,00**				**264 256,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	*264 256,00*		*264 256,00*				*264 256,00*	
2751	Dépôts	**475 000 000,00**		**475 000 000,00**				**475 000 000,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	*475 000 000,00*		*475 000 000,00*				*475 000 000,00*	
280531	Amortissement Logiciels acquis ou sous-traités					**18 793,37**	**18 793,37**		**18 793,37**
2808	Autres immobilisations incorporelles				**3 019,07**	**7 717,76**	**10 736,83**		**10 736,83**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
281217	Amortissement des agencements et aménagements de terrains nus acquis		**16 393,19**	**16 393,19**	**16 393,19**	**138,60**	**16 531,79**		**138,60**
281227	Amortissement des agencements, aménagements de terrains aménagés acquis		**172 605,38**	**172 605,38**	**243 964,68**	**40 289,62**	**284 254,30**		**111 648,92**
2812587	Amortissement des agencements et aménagements de terrains batiS ACQUIS		**2 263,14**	**2 263,14**	**344 844,82**	**77 396,11**	**422 240,93**		**419 977,79**
2813186	Amortissement bâtiments affectés ou remis en dotation		**4 627 366,02**	**4 627 366,02**	**159 031 714,02**	**18 264 548,50**	**177 296 262,52**		**172 668 896,50**
2813187	Amortissement bâtiments acquis		**11 989 294,43**	**11 989 294,43**	**218 184 375,19**	**12 461 558,32**	**230 645 933,51**		**218 656 639,08**
2813586	Amortissement Mise à disposition des installations générales, agencements,		**209 420,12**	**209 420,12**	**5 458 310,40**	**3 214 834,87**	**8 673 145,27**		**8 463 725,15**
2813587	Amortissements Acquis Autres installations générales agencements acquis		**317 495,76**	**317 495,76**	**24 956 897,57**	**3 438 530,61**	**28 395 428,18**		**28 077 932,42**
2814187	Amortissement des bâtiments sur sol d'autrui acquis				**933 744,75**	**771 394,18**	**1 705 138,93**		**1 705 138,93**
2815117	Amortissement des installations techniques complexes acquises				**202 866,16**	**29 651,74**	**232 517,90**		**232 517,90**
2815371	Amortissement du matériel scientifique acquis				**9 008,71**	**3 571,57**	**12 580,28**		**12 580,28**
281557	Amortissement de l'outillage acquis				**799,83**	**2 343,43**	**3 143,26**		**3 143,26**
281567	Amortissement du matériel d'enseignement acquis				**1 676,70**	**5 668,33**	**7 345,03**		**7 345,03**
281577	Amortissement des agencements et aménagements du matériel et outillage				**15 471,28**	**16 671,26**	**32 142,54**		**32 142,54**
281817	Amortissement des installations générales, agencements, aménagements divers				**11 363,80**	**47 373,43**	**58 737,23**		**58 737,23**
281827	Amortissement du matériel de transport acquis					**61,14**	**61,14**		**61,14**
2818317	Amortissement du matériel de bureau acquis				**16 771,90**	**11 994,46**	**28 766,36**		**28 766,36**
2818327	Amortissement du matériel informatique acquis				**192 193,10**	**4 860,27**	**197 053,37**		**197 053,37**
281847	Amortissement du mobilier acquis				**31 496,63**	**6 773,45**	**38 270,08**		**38 270,08**
281887	Amortissement des matériels divers acquis				**7 384,60**	**13 676,99**	**21 061,59**		**21 061,59**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28		*17 334 838,04*	*17 334 838,04*	*409 662 296,40*	*38 437 848,01*	*448 100 144,41*		*430 765 306,37*
2911	Dépréciation des immobilisations corporelles Terrains				**2 085 655,86**		**2 085 655,86**		**2 085 655,86**
2913	Dépréciation des immobilisations corporelles Bâtiments					**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 29				*2 085 655,86*	*1 394 194,03*	*3 479 849,89*		*3 479 849,89*
	TOTAL CLASSE 2	**1 450 387 355,26**	**178 976 561,63**	**1 629 363 916,89**	**411 747 952,37**	**132 907 114,79**	**544 655 067,16**	**1 518 954 005,99**	**434 245 156,26**

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de services		**25 743 623,01**	**25 743 623,01**		**25 743 623,01**	**25 743 623,01**		
4017	Retenues de garanties et oppositions				**4 024,94**	**481,07**	**4 506,01**		**4 506,01**
4041	Fournisseurs - achats d'immobilisations		**71 436 887,44**	**71 436 887,44**		**71 436 887,44**	**71 436 887,44**		
4047	Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garantie et oppositions		**136 988,90**	**136 988,90**	**168 456,28**	**117 007,30**	**285 463,58**		**148 474,68**
4081	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats de biens ou de prestations de	**42 366,42**	**36 100 856,69**	**36 143 223,11**	**2 461 905,01**	**37 109 702,44**	**39 571 607,45**		**3 428 384,34**
4084	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats d'immobilisations	**5 400,26**	**80 288 535,70**	**80 293 935,96**	**705 463,19**	**80 446 319,40**	**81 151 782,59**		**857 846,63**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	*47 766,68*	*213 706 891,74*	*213 754 658,42*	*3 339 849,42*	*214 854 020,66*	*218 193 870,08*		*4 439 211,66*
411111	Clients - Exercices antérieurs - Hors conventions privées	**596 950,51**		**596 950,51**		**578 324,22**	**578 324,22**	**18 626,29**	
411121	Clients exercice en cours - Hors conventions privées		**3 957 208,71**	**3 957 208,71**		**3 435 028,51**	**3 435 028,51**	**522 180,20**	
411122	Clients exercices en cours - Subv conventions privées		**615,28**	**615,28**		**615,28**	**615,28**		
4122	Étudiants, élèves, stagiaires - exercice en cours		**281 421,00**	**281 421,00**		**281 421,00**	**281 421,00**		
4123	Étudiants, élèves, stagiaires - échéanciers de prélèvements		**2 875,56**	**2 875,56**		**2 875,56**	**2 875,56**		
4162	Clients douteux ou litigieux Hors Impayés	**183,00**	**106 433,70**	**106 616,70**		**106 433,70**	**106 433,70**	**183,00**	
4164	Clients douteux ou litigieux - Sur échéancier		**998,74**	**998,74**		**512,49**	**512,49**	**486,25**	
41814	Produits à recevoir - Divers	**874 041,99**	**1 060 566,57**	**1 934 608,56**		**874 041,99**	**874 041,99**	**1 060 566,57**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41	*1 471 175,50*	*5 410 119,56*	*6 881 295,06*		*5 279 252,75*	*5 279 252,75*	*1 602 042,31*	
4411	Financements d'investissement Etat et Entités publiques	**696 414,60**	**55 968 736,82**	**56 665 151,42**		**54 691 795,32**	**54 691 795,32**	**1 973 356,10**	
4417	Subventions de fonctionnement Etat et entités publiques	**100 000,00**	**56 992 225,66**	**57 092 225,66**		**52 781 450,00**	**52 781 450,00**	**4 310 775,66**	
441911	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques globalisées		**8 795 000,00**	**8 795 000,00**	**18 517 846,00**	**27 416 099,00**	**45 933 945,00**		**37 138 945,00**
441912	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques fléchées		**56 214 009,37**	**56 214 009,37**	**62 644 787,89**	**42 849 421,29**	**105 494 209,18**		**49 280 199,81**
4419321	Avances sur revenus de la DNC CAMPUS et IDEX		**16 193 692,46**	**16 193 692,46**	**70 097 160,79**	**19 153 805,00**	**89 250 965,79**		**73 057 273,33**
4452	TVA due intra-communautaire		**8,60**	**8,60**		**8,60**	**8,60**		
44551	TVA à décaisser		**1 429 390,54**	**1 429 390,54**		**1 429 390,54**	**1 429 390,54**		
44562	TVAdéductibles sur immobilisations		**2 447 183,67**	**2 447 183,67**		**2 447 183,67**	**2 447 183,67**		
44566	TVA déductibles sur autres biens et services		**1 869 266,78**	**1 869 266,78**		**1 869 266,78**	**1 869 266,78**		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter		**3 833 056,18**	**3 833 056,18**		**3 833 056,18**	**3 833 056,18**		
44571	TVA collectée		**2 020 566,70**	**2 020 566,70**		**2 020 566,70**	**2 020 566,70**		
44583	Remboursement de TVA demandé	**666 444,71**	**3 833 056,18**	**4 499 500,89**		**2 506 349,87**	**2 506 349,87**	**1 993 151,02**	
44586	TVA sur factures non parvenues	**370 479,24**	**4 857 864,34**	**5 228 343,58**	**162 395,86**	**4 837 583,54**	**4 999 979,40**	**228 364,18**	
448711	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Investissement	**71 255 192,21**	**97 773 569,81**	**169 028 762,02**		**87 487 738,14**	**87 487 738,14**	**81 541 023,88**	
448777	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Fonctionnement	**24 331 373,96**	**35 746 697,09**	**60 078 071,05**		**36 446 901,30**	**36 446 901,30**	**23 631 169,75**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	*97 419 904,72*	*347 974 324,20*	*445 394 228,92*	*151 422 190,54*	*339 770 615,93*	*491 192 806,47*	*113 677 840,59*	*159 476 418,14*
462	Créances sur cessions d'immobilisations		**9 846 000,00**	**9 846 000,00**		**9 846 000,00**	**9 846 000,00**		
4661	Ordres de paiement émis en euros pour les dépenses à l'étranger		**23 006,65**	**23 006,65**		**23 006,65**	**23 006,65**		
4664	Excédents de versement à rembourser		**101 317,95**	**101 317,95**		**359 355,65**	**359 355,65**		**258 037,70**
4665	Opérations particulières avec SRIA (MPGP UBM)	**1 155 000,00**		**1 155 000,00**		**1 155 000,00**	**1 155 000,00**		
4674	Taxe d'apprentissage		**57 292,00**	**57 292,00**		**57 292,00**	**57 292,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 46	*1 155 000,00*	*10 027 616,60*	*11 182 616,60*		*11 440 654,30*	*11 440 654,30*		*258 037,70*
471111	Droits simples complémentaires et spécifiques		**262 027,00**	**262 027,00**		**262 027,00**	**262 027,00**		
471122	Recette à classer IJSS		**929,25**	**929,25**		**929,25**	**929,25**		

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
471125	Ecarts d'arrondis		**0,25**	**0,25**		**0,25**	**0,25**		
471132	Recettes à classer FORCO		**12 821,71**	**12 821,71**		**12 821,71**	**12 821,71**		
471134	Conventions de recherche globalisée		**36 507 182,92**	**36 507 182,92**		**36 507 182,92**	**36 507 182,92**		
471135	Conventions de recherche fléchées		**9 550 664,41**	**9 550 664,41**		**9 550 664,41**	**9 550 664,41**		
471138	Recettes à classer diverses (hors Forco Opco CPF convention)		**10 424 228,29**	**10 424 228,29**	**676,09**	**10 425 054,82**	**10 425 730,91**		**1 502,62**
471141	Remboursement fournisseurs en attente de titre		**88 635,13**	**88 635,13**		**88 635,13**	**88 635,13**		
47211	DPAO Paye		**1 134 379,84**	**1 134 379,84**		**1 134 379,84**	**1 134 379,84**		
47215	DPAO - Carte logée		**3 917,41**	**3 917,41**		**3 917,41**	**3 917,41**		
47218	DPAO Divers		**11 530 541,38**	**11 530 541,38**		**11 530 541,38**	**11 530 541,38**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 47		*69 515 327,59*	*69 515 327,59*	*676,09*	*69 516 154,12*	*69 516 830,21*		*1 502,62*
	TOTAL CLASSE 4	**100 093 846,90**	**646 634 279,69**	**746 728 126,59**	**154 762 716,05**	**640 860 697,76**	**795 623 413,81**	**115 279 882,90**	**164 175 170,12**

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
60611	Électricité		**7 386 218,32**	**7 386 218,32**		**7 386 218,32**	**7 386 218,32**		
60612	Carburants et lubrifiants		**177 667,90**	**177 667,90**		**177 667,90**	**177 667,90**		
60613	Gaz (hors gas techniques et spéciaux)		**3 209 150,71**	**3 209 150,71**		**3 209 150,71**	**3 209 150,71**		
60614	Chauffage sur réseau		**408 541,42**	**408 541,42**		**408 541,42**	**408 541,42**		
60617	Eau		**885 731,98**	**885 731,98**		**885 731,98**	**885 731,98**		
60618	Autres fournitures non stockables		**119 154,03**	**119 154,03**		**119 154,03**	**119 154,03**		
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		**805 698,97**	**805 698,97**		**805 698,97**	**805 698,97**		
6064	Fournitures administratives		**14 775,61**	**14 775,61**		**14 775,61**	**14 775,61**		
6065	Linge, vêtements de travail		**10 336,30**	**10 336,30**		**10 336,30**	**10 336,30**		
6067	Fournitures et matériels d'enseignement et de recherche non immobilisés		**27 969,16**	**27 969,16**		**27 969,16**	**27 969,16**		
6068	Autres matières et fournitures non stockées		**17 907,42**	**17 907,42**		**17 907,42**	**17 907,42**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 60		*13 063 151,82*	*13 063 151,82*		*13 063 151,82*	*13 063 151,82*		
611	Sous-traitance générale		**1 760 022,38**	**1 760 022,38**		**1 760 022,38**	**1 760 022,38**		
6132	Locations immobilières		**505 412,53**	**505 412,53**		**505 412,53**	**505 412,53**		
6135	Locations mobilières		**49 105,29**	**49 105,29**		**49 105,29**	**49 105,29**		
614	Charges locatives et de copropriété		**368 235,35**	**368 235,35**		**368 235,35**	**368 235,35**		
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers		**3 509 336,07**	**3 509 336,07**		**3 509 336,07**	**3 509 336,07**		
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers		**129 566,63**	**129 566,63**		**129 566,63**	**129 566,63**		
6156	Maintenance		**3 912 858,91**	**3 912 858,91**		**3 912 858,91**	**3 912 858,91**		
6162	Assurance obligatoire dommage-construction		**722 507,48**	**722 507,48**		**722 507,48**	**722 507,48**		
6168	Autres assurances		**306 498,33**	**306 498,33**		**306 498,33**	**306 498,33**		
617	Études et recherches		**177 438,25**	**177 438,25**		**177 438,25**	**177 438,25**		
618311	Abonnements français		**648,66**	**648,66**		**648,66**	**648,66**		
618331	Ouvrages électroniques français		**1 184,50**	**1 184,50**		**1 184,50**	**1 184,50**		
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences (organisés par l'établissement)		**744,81**	**744,81**		**744,81**	**744,81**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 61		*11 443 559,19*	*11 443 559,19*		*11 443 559,19*	*11 443 559,19*		
6211	Personnel intérimaire		**31,17**	**31,17**		**31,17**	**31,17**		
62142	Personnel mis à disposition de l'établissement		**31,17**	**31,17**		**31,17**	**31,17**		
6226	Honoraires		**698 576,47**	**698 576,47**		**698 576,47**	**698 576,47**		
6227	Frais d'actes et de contentieux		**360,00**	**360,00**		**360,00**	**360,00**		
6247	Transports collectifs du personnel		**205,50**	**205,50**		**205,50**	**205,50**		
6251	Voyages et déplacements du personnel		**3 206,44**	**3 206,44**		**3 206,44**	**3 206,44**		
6255	Frais de déménagement		**35 877,01**	**35 877,01**		**35 877,01**	**35 877,01**		
62561	Missions des personnels de l'EPSCP		**2 450,61**	**2 450,61**		**2 450,61**	**2 450,61**		
6257	Réceptions		**15 535,07**	**15 535,07**		**15 535,07**	**15 535,07**		
6264	Téléphone		**654,65**	**654,65**		**654,65**	**654,65**		
6267	Liaisons informatiques spécialisées		**573,00**	**573,00**		**573,00**	**573,00**		
6281	Concours divers (cotisations...)		**223 480,17**	**223 480,17**		**223 480,17**	**223 480,17**		
6283	Formation continue du personnel de l'établissement		**19 790,94**	**19 790,94**		**19 790,94**	**19 790,94**		
6285	Prestations extérieures de gardiennage		**124 315,00**	**124 315,00**		**124 315,00**	**124 315,00**		

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6286	Prestations extérieures de nettoyage		**166 209,73**	**166 209,73**		**166 209,73**	**166 209,73**		
6287	Prestations extérieures d'informatique		**4 727,30**	**4 727,30**		**4 727,30**	**4 727,30**		
62888	Autres prestations externes diverses		**986 236,38**	**986 236,38**		**986 236,38**	**986 236,38**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		*2 282 260,61*	*2 282 260,61*		*2 282 260,61*	*2 282 260,61*		
6331	Versement de transport		**15 364,20**	**15 364,20**		**15 364,20**	**15 364,20**		
6332	Allocation logement		**3 841,10**	**3 841,10**		**3 841,10**	**3 841,10**		
63512	Taxes foncières		**15,00**	**15,00**		**15,00**	**15,00**		
6378	Taxes diverses		**1 108,80**	**1 108,80**		**1 108,80**	**1 108,80**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		*20 329,10*	*20 329,10*		*20 329,10*	*20 329,10*		
64111	Rémunérations principales des fonctionnaires et contractuels		**766 633,32**	**766 633,32**		**766 633,32**	**766 633,32**		
6412	Congés payés du personnel		**337,50**	**337,50**		**337,50**	**337,50**		
64132	Primes et gratifications non indexées		**44 737,02**	**44 737,02**		**44 737,02**	**44 737,02**		
64142	Indemnité compensatrice à la hausse de la CSG		**526,88**	**526,88**		**526,88**	**526,88**		
64143	Indemnités et avantages indexés		**2 749,80**	**2 749,80**		**2 749,80**	**2 749,80**		
6415	Supplément familial		**903,96**	**903,96**		**903,96**	**903,96**		
6418	Autres rémunérations du personnel		**11 300,87**	**11 300,87**		**11 300,87**	**11 300,87**		
64192	Indus sur rémunérations - exercice courant		**2 000,00**	**2 000,00**		**2 000,00**	**2 000,00**		
6451	Cotisations d'assurance-maladie		**97 429,66**	**97 429,66**		**97 429,66**	**97 429,66**		
645311	Pensions civiles		**143,27**	**143,27**		**143,27**	**143,27**		
64532	Cotisations patronales CNRACL		**25 015,91**	**25 015,91**		**25 015,91**	**25 015,91**		
64534	Cotisations d'assurance vieillesse CNAV - agents non titulaires		**65 877,54**	**65 877,54**		**65 877,54**	**65 877,54**		
645351	Cotisations patronales au régime de retraite additionnelle obligatoire (RAFP)		**447,47**	**447,47**		**447,47**	**447,47**		
645352	Cotisations IRCANTEC		**34 413,33**	**34 413,33**		**34 413,33**	**34 413,33**		
6454	Cotisations Pôle emploi		**27 905,16**	**27 905,16**		**27 905,16**	**27 905,16**		
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		**42 635,71**	**42 635,71**		**42 635,71**	**42 635,71**		
6471	prestations directes		**1 227,49**	**1 227,49**		**1 227,49**	**1 227,49**		
648	Autres charges de personnel		**4 190,52**	**4 190,52**		**4 190,52**	**4 190,52**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		*1 128 475,41*	*1 128 475,41*		*1 128 475,41*	*1 128 475,41*		
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels		**49 094,19**	**49 094,19**		**49 094,19**	**49 094,19**		
654	Pertes sur créances irrécouvrables		**578,33**	**578,33**		**578,33**	**578,33**		
656	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés (hors immobilisations financières)		**969 723,74**	**969 723,74**		**969 723,74**	**969 723,74**		
65786	Subventions diverses accordées par l'établissement		**1 505 000,00**	**1 505 000,00**		**1 505 000,00**	**1 505 000,00**		
65788	Autres charges spécifiques		**60 203,93**	**60 203,93**		**60 203,93**	**60 203,93**		
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices		**156 724,53**	**156 724,53**		**156 724,53**	**156 724,53**		
6588	Autres charges diverses de gestion courante		**4 484,94**	**4 484,94**		**4 484,94**	**4 484,94**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 65		*2 745 809,66*	*2 745 809,66*		*2 745 809,66*	*2 745 809,66*		
66116	Intérêts des emprunts et des dettes assimilées		**4 783 368,61**	**4 783 368,61**		**4 783 368,61**	**4 783 368,61**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 66		*4 783 368,61*	*4 783 368,61*		*4 783 368,61*	*4 783 368,61*		
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles		**24 758 775,28**	**24 758 775,28**		**24 758 775,28**	**24 758 775,28**		
6816	Dotations aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		

CLASSE 6

	DEBIT			CREDIT			SOLDE	
	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
SOUS-TOTAL CHAPITRE 68		*26 152 969,31*	*26 152 969,31*		*26 152 969,31*	*26 152 969,31*		
TOTAL CLASSE 6		**61 619 923,71**	**61 619 923,71**		**61 619 923,71**	**61 619 923,71**		

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706211	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants nationaux ou		**260 992,00**	**260 992,00**		**260 992,00**	**260 992,00**		
706213	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants internationaux		**5 689,00**	**5 689,00**		**5 689,00**	**5 689,00**		
706214	Droits des diplômes propres à chaque établissement		**14 740,00**	**14 740,00**		**14 740,00**	**14 740,00**		
706828	Autres prestations de services		**1 154 260,82**	**1 154 260,82**		**1 154 260,82**	**1 154 260,82**		
7083	Locations diverses		**1 597 907,69**	**1 597 907,69**		**1 597 907,69**	**1 597 907,69**		
7088	Autres produits d'activités annexes		**1 464 400,68**	**1 464 400,68**		**1 464 400,68**	**1 464 400,68**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 70		*4 497 990,19*	*4 497 990,19*		*4 497 990,19*	*4 497 990,19*		
7411111	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Socle		**15 992 691,00**	**15 992 691,00**		**15 992 691,00**	**15 992 691,00**		
7411112	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Actions		**5 803 661,00**	**5 803 661,00**		**5 803 661,00**	**5 803 661,00**		
74118	Autres subventions spécifiques MESRI (hors SCSP)		**898 014,81**	**898 014,81**		**898 014,81**	**898 014,81**		
74131121	SUBV EXPLOIT - ANR INVESTISSEMENT AVENIR		**283 521,07**	**283 521,07**		**283 521,07**	**283 521,07**		
741312	SUBVENTION EXPLOITATION - ANR HORS IA		**45 230 613,82**	**45 230 613,82**		**45 230 613,82**	**45 230 613,82**		
7442	Subvention d'exploitation Région		**9 996 046,15**	**9 996 046,15**		**9 996 046,15**	**9 996 046,15**		
7443	Subvention d'exploitation Département		**563 420,50**	**563 420,50**		**563 420,50**	**563 420,50**		
7444	Subvention d'exploitation Communes et groupements de communes		**423 837,50**	**423 837,50**		**423 837,50**	**423 837,50**		
7448	Subvention d'exploitation Autres entités publiques dont organismes publics		**10 821,91**	**10 821,91**		**10 821,91**	**10 821,91**		
7481	Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe		**57 292,00**	**57 292,00**		**57 292,00**	**57 292,00**		
74881	Autres subventions de fonctionnement - Hors conventions recherches		**50 000,00**	**50 000,00**		**50 000,00**	**50 000,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 74		*79 309 919,76*	*79 309 919,76*		*79 309 919,76*	*79 309 919,76*		
752	Revenus des immeubles non affectés aux activités de l'établissement		**54 838,15**	**54 838,15**		**54 838,15**	**54 838,15**		
756	Produits des cessions d'éléments d'actif (hors immobilisations financières)		**8 205 000,00**	**8 205 000,00**		**8 205 000,00**	**8 205 000,00**		
7583	Produits de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de demandes de		**960,73**	**960,73**		**960,73**	**960,73**		
7588	Autres produits de gestion courante		**224 210,00**	**224 210,00**		**224 210,00**	**224 210,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 75		*8 485 008,88*	*8 485 008,88*		*8 485 008,88*	*8 485 008,88*		
78131	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs remis en		**8 004 936,25**	**8 004 936,25**		**8 004 936,25**	**8 004 936,25**		
78132	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs autres		**16 474 571,25**	**16 474 571,25**		**16 474 571,25**	**16 474 571,25**		
7816	Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78		*25 873 701,53*	*25 873 701,53*		*25 873 701,53*	*25 873 701,53*		
	TOTAL CLASSE 7		**118 166 620,36**	**118 166 620,36**		**118 166 620,36**	**118 166 620,36**		

CLASSE 8

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890	BILAN D'OUVERTURE	**2 023 985 738,73**		**2 023 985 738,73**	**2 023 985 738,73**		**2 023 985 738,73**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	*2 023 985 738,73*		*2 023 985 738,73*	*2 023 985 738,73*		*2 023 985 738,73*		
	TOTAL CLASSE 8	**2 023 985 738,73**		**2 023 985 738,73**	**2 023 985 738,73**		**2 023 985 738,73**		
	TOTAL GENERAL	**4 053 655 003,49**	**1 429 549 874,32**	**5 483 204 877,81**	**4 053 655 003,49**	**1 429 549 874,32**	**5 483 204 877,81**	**2 142 384 477,19**	**2 142 384 477,19**

COMPTE FINANCIER 2022

BA IMMO

Budget Annexe Immobilier

hors opération Campus

SACD Annexe 840 IMMO 840 IMMO

ACTIF	EXERCICE 2022			EXERCICE 2021
	BRUT	Amortissements et Provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	386 939,24	25 479,89	361 459,35	0,00
Immobilisations corporelles				
Terrains	88 692 751,53	2 217 921,22	86 474 830,31	86 776 549,55
Constructions	575 820 197,74	405 378 375,41	170 441 822,33	186 734 499,63
Installations techniques, matériels et outillage	348 755,18	26 261,94	322 493,24	179 043,72
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels	5,00	0,00	5,00	5,00
Autres immobilisations corporelles	1 256 124,71	90 451,78	1 165 672,93	1 301 245,57
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	53 230 863,48	0,00	53 230 863,48	26 882 213,49
Avances et comptes sur commandes	16 226,30	0,00	16 226,30	16 226,30
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières				
Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	**719 751 863,18**	**407 738 490,24**	**312 013 372,94**	**301 889 783,26**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances				
Créances sur des entités publiques (État, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission Européenne	35 443 724,41	0,00	35 443 724,41	20 407 219,81
Créances sur les clients et comptes rattachés	1 527 347,76	0,00	1 527 347,76	1 471 175,50
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par l'organisme	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	0,00	0,00	0,00	0,00
Charges				
Charges constatées d'avances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)	**36 971 072,17**	**0,00**	**36 971 072,17**	**21 878 395,31**
TRÉSORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	25 686 077,63	0,00	25 686 077,63	15 194 698,40
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	**25 686 077,63**	**0,00**	**25 686 077,63**	**15 194 698,40**
Comptes de régularisation	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	**782 409 012,98**	**407 738 490,24**	**374 670 522,74**	**338 962 876,97**

PASSIF	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
FONDS PROPRES		
Financement de l'actif par l'État	240 448 265,63	234 456 303,87
Financement de l'actif par des tiers	33 718 763,60	32 967 014,52
Fonds propres des fondations	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	44 982 974,70	48 837 507,10
Report à nouveau	-2 001 000,30	-3 562 421,73
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	11 671 678,88	-292 110,67
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	**328 820 682,51**	**312 406 293,09**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts sociaux souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	2 119 733,25	2 261 048,80
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	**2 119 733,25**	**2 261 048,80**
DETTES NON FINANCIÈRES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 039 537,11	3 227 012,99
Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00
Avances et acomptes reçus	39 688 945,00	21 067 846,00
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00
Autres dettes non financières	1 624,87	676,09
Produits constatés d'avance	0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES	**43 730 106,98**	**24 295 535,08**
TRÉSORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	**0,00**	**0,00**
Compte de régularisation	0,00	0,00
Écarts de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	**374 670 522,74**	**338 962 876,97**

COMPTE DE RESULTAT 2022

SACD Annexe 840 IMMO 840 IMMO

CHARGES	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats		
Achats	0,00	0,00
Consommations		
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	21 693 223,24	19 280 469,54
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	518 100,34	522 867,17
Charges sociales	185 815,76	169 641,20
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	3 866,21	570,89
Autres Charges		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	177 960,33	333 242,50
Dotations		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des charges cédés	21 501 616,67	28 703 489,37
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**44 080 582,55**	**49 010 280,67**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Transferts aux ménages	0,00	0,00
Transferts aux entreprises	0,00	0,00
Transferts aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transferts aux autres collectivités	0,00	0,00
Autres Charges		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations		
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Engagements fonds dédiés		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**44 080 582,55**	**49 010 280,67**
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêts	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	**0,00**	**0,00**
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
Résultat de l'activité (bénéfice)	11 671 678,88	0,00
TOTAL CHARGES	**55 752 261,43**	**49 010 280,67**

COMPTE DE RESULTAT 2022

SACD Annexe 840 IMMO 840 IMMO

PRODUITS	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public	21 104 089,00	16 089 456,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'État et des autres entités publiques	3 321 862,72	3 203 658,29
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'État et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	0,00	0,00
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)		
Vente de biens ou prestations de services	3 585 385,61	2 377 323,74
Produits des cessions d'éléments d'actif	8 205 000,00	0,00
Autres produits de gestion	196 535,26	272 224,16
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits		
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	1 394 194,03	2 085 655,86
Reprise du financement rattaché à un produit	17 945 194,81	24 689 851,95
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**55 752 261,43**	**48 718 170,00**
PRODUITS FINANCIERS		
Produit des participations et prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	0,00
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Résultat de l'activité (perte)	0,00	292 110,67
TOTAL PRODUITS	**55 752 261,43**	**49 010 280,67**

DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT
EXERCICE 2022

SACD Annexe 840 IMMO 840 IMMO

	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice ou perte)	11 671 678,88	-292 110,67
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	20 531 892,93	28 703 489,37
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	19 339 388,84	26 775 507,81
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	969 723,74	0,00
- produits de cession d'éléments d'actifs	8 205 000,00	0,00
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0,00	0,00
= Capacité d'autofinancement	5 628 906,71	1 635 870,89

1. Tableau des Provisions

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement (participation des salariés)					
Provisions pour hausse de prix					
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif					
Amortissements dérogatoires					
Provision spéciale de réévaluation					
Plus-values réinvesties (assimilées à des amortissements dérogatoires)					
Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour pertes sur contrat	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour risques d'emploi					
Autres provisions pour risques	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions obligatoires similaires	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour impôts	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour renouvellement des immobilisations (établissement concessionnaire)					
Provisions pour travaux à répartir					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour remises en état	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour CET	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	0,00	0,00	0,00		0,00
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00		0,00
Autres provisions pour charges	0,00	0,00	0,00		0,00
Total des provisions	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

2. Tableau des dépréciations

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	2 085 655,86	1 394 194,03	0,00	3 479 849,89
Dépréciations des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépréciations	**2 085 655,86**	**1 394 194,03**	**0,00**	**3 479 849,89**

3. Tableau des variations de stocks

Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Animaux et végétaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Matières premières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des stocks	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

4. Tableau des immobilisations

Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Acquisitions, Mises à disposition	Transfert des en-cours	Par virement de poste à poste	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**310 697,68**	**0,00**	**76 241,56**	**0,00**	**0,00**	**386 939,24**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0,00	343 724,31	0,00	0,00	0,00	0,00	343 724,31
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	-33 026,63	0,00	76 241,56	0,00	0,00	43 214,93
Immobilisations corporelles	**665 833 494,39**	**6 356 963,47**	**1 351 313,00**	**278 130,01**	**0,00**	**7 778 308,27**	**666 041 592,60**
Terrains	89 138 511,97	807 134,38	0,00	-420,00	0,00	1 252 474,82	88 692 751,53
Constructions	575 191 176,13	4 516 990,88	1 351 313,00	1 286 551,18	0,00	6 525 833,45	575 820 197,74
Installations techniques, matériels et outillage	185 995,93	162 759,25	0,00	-931 759,61	0,00	0,00	-583 004,43
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	5,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5,00
Autres immobilisations corporelles	1 317 805,36	870 078,96	0,00	-76 241,56	0,00	0,00	2 111 642,76
Immobilisations mises en concession	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations corporelles en cours	**26 898 439,79**	**27 776 204,55**	**-1 351 313,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**53 323 331,34**
Immobilisations grevées de droits	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations corporelles (biens vivants)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Titres de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiales)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des sociétés en participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés (droit de créance)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements versés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**692 731 934,18**	**34 443 865,70**	**0,00**	**354 371,57**	**0,00**	**7 778 308,27**	**719 751 863,18**

5. Tableau des amortissements

Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Cumulés à la fin de l'exercice
		Dotations de l'exercice	Autres opérations	Amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis	Autres opérations	
Immobilisations incorporelles	**0,00**	**25 479,89**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 479,89**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0,00	18 793,37	0,00	0,00	0,00	18 793,37
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	0,00	6 686,52	0,00	0,00	0,00	6 686,52
Immobilisations corporelles	**388 756 495,06**	**19 112 219,01**	**2 416 620,38**	**6 052 173,99**	**0,00**	**404 233 160,46**
Terrains	276 306,56	47 220,51	0,00	191 261,71	0,00	132 265,36
Constructions	388 456 676,50	18 973 424,32	2 414 992,84	5 860 912,28	0,00	403 984 181,38
Installations techniques, matériels, et outillage	6 952,21	19 309,73	0,00	0,00	0,00	26 261,94
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	16 559,79	72 264,45	1 627,54	0,00	0,00	90 451,78
Immobilisations mises en concession	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
~~**Immobilisations corporelles en cours**~~						
~~**Immobilisations grevées de droits**~~						
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations						
Titres de participation						
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiales)						
Autres formes de participation						
Créances rattachées à des participations						
Créances rattachées à des sociétés en participation						
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés						
Autres immobilisations financières						
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)						
Titres immobilisés (droit de créance)						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Prêts						
Dépôts et cautionnements versés						
Autres créances immobilisées						
TOTAUX	**388 756 495,06**	**19 137 698,90**	**2 416 620,38**	**6 052 173,99**	**0,00**	**404 258 640,35**

6. Tableau des financements de l'actif

Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Autres opérations	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT	**234 456 303,87**	**24 762 598,88**	**0,00**	**620 060,49**	**15 582 353,85**	**1 394 194,03**	**2 414 149,73**	**240 448 265,63**
Financements non rattachés à un actif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financements rattachés à un actif	**234 456 303,87**	**24 762 598,88**	**0,00**	**620 060,49**	**15 582 353,85**	**1 394 194,03**	**2 414 149,73**	**240 448 265,63**
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	92 230 675,45	1 913 600,00	0,00	31 693 474,79	7 128 252,97	1 394 194,03	1 388 501,28	115 926 801,96
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	121 553 177,26	0,00	0,00	-31 693 474,79	7 682 537,41	0,00	881 456,99	81 295 708,07
- Financement des autres actifs :								0,00
État	14 288 102,89	22 367 830,97	0,00	-14 348,81	499 375,71	0,00	0,00	36 142 209,34
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	927 939,64	401 776,31	0,00	636 810,34	106 106,40	0,00	144 191,46	1 716 228,43
Autres	5 456 408,63	79 391,60	0,00	-2 401,04	166 081,36	0,00	0,00	5 367 317,83
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	**32 967 014,52**	**2 081 206,10**	**0,00**	**82 680,12**	**1 393 117,22**	**0,00**	**19 019,92**	**33 718 763,60**
Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Régions	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres collectivités et établissement publics	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Financements rattachés à un actif	**32 967 014,52**	**2 081 206,10**	**0,00**	**82 680,12**	**1 393 117,22**	**0,00**	**19 019,92**	**33 718 763,60**
- Régions	23 440 546,56	1 603 350,76	0,00	0,00	944 054,16		0,00	24 099 843,16
- Départements	757 420,83	0,00	0,00	0,00	21 332,25		0,00	736 088,58
- Communes et groupements de communes	2 086 968,58	471 918,55	0,00	0,00	143,82		0,00	2 558 743,31
- Autres collectivités et établissement publics	815 931,95	0,00	0,00	82 680,12	14 319,69		19 019,92	865 272,46
- Union Européenne	5 275 725,13	0,00	0,00	0,00	367 497,83		0,00	4 908 227,30
- Autres organismes	590 421,47	5 936,79	0,00	0,00	45 769,47		0,00	550 588,79
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAUX	**267 423 318,39**	**26 843 804,98**	**0,00**	**702 740,61**	**16 975 471,07**	**1 394 194,03**	**2 433 169,65**	**274 167 029,23**

7. Tableau des filiales et participations

Informations financières Filiales et participations (1)	N° SIREN	Niveau de Contrôle (quote-part détenue)	Apport de fonds effectués (3)	Observations
A. Renseignements concernant les filiales (2)				
1. Filiales françaises				
2. Filiales étrangères				
B. Renseignements concernant les participations (2)				
1. Participations dans des entités françaises				
2. Participations dans des entités étrangères				

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles l'organisme a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN)
(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle l'organisme a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.
(3) En Euros

8. Tableau des créances

Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	**36 971 072,17**	**2 581 548,97**	**34 389 523,20**
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques), des organismes internationaux et la Commission Européenne	35 443 724,41	2 114 767,78	33 328 956,63
- Créances clients et comptes rattachés	1 527 347,76	466 781,19	1 060 566,57
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	0,00	0,00	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	0,00	0,00	0,00
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**36 971 072,17**	**2 581 548,97**	**34 389 523,20**

9. Tableau des dettes

Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	**2 119 733,25**	**141 315,55**	**565 262,20**	**1 413 155,50**
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	2 119 733,25	141 315,55	565 262,20	1 413 155,50
Dettes non financières	**43 730 106,98**	**43 730 106,98**	**0,00**	**0,00**
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	4 039 537,11	4 039 537,11	0,00	0,00
- Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	39 688 945,00	39 688 945,00	0,00	0,00
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	1 624,87	1 624,87	0,00	0,00
- Produits constatés d'avance	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**45 849 840,23**	**43 871 422,53**	**565 262,20**	**1 413 155,50**

SPE1 - Evolution de la situation patrimoniale

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement	0,00	Capacité d'autofinancement	5 628 906,71
Investissements	34 443 865,70	Financement de l'actif par l'Etat	24 762 598,88
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	2 081 206,10
		Autres ressources	8 205 000,00
Remboursement des dettes financières	141 315,55	Augmentation des dettes financières	0,00
TOTAL EMPLOIS	**34 585 181,25**	**TOTAL RESSOURCES**	**40 677 711,69**
Apport au fonds de roulement	**6 092 530,44**	**Prélèvement sur fonds de roulement**	**0,00**

SPE2 - Variation et niveau de fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

N° ligne	Libellé	Montants
1*	Variation du Fonds de Roulement : Apport ou Prélèvement	6 092 530,44
2	Variation du Besoin en Fonds de Roulement (Fonds de Roulement - Trésorerie)	-4 398 848,79
3	Variation de la Trésorerie : Abondement ou Prélèvement	10 491 379,23
4	Niveau du Fonds de Roulement	18 927 042,82
5	Niveau du Besoin en Fonds de Roulement	-6 759 034,81
6	Niveau de la Trésorerie	25 686 077,63

Fonds de roulement calculé au 31/12/2021	12 777 558,63
Fonds de roulement calculé au 31/12/2022	18 927 042,82
Variation 2022-2021	6 149 484,19

*L'écart constaté sur la variation du fonds de roulement entre 2021 et 2022 se justifie par :

Le transfert d'immobilisations et des amortissements afférents depuis le BA CAMPUS	56 953,75

BA IMMO

Balance avant solde

BALANCE GENERALE AU 31/12/2022

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
10411	Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements Etat		1 990 112,23	1 990 112,23	242 711 006,55	41 839 923,52	284 550 930,07		282 560 817,84
10412	Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété Etat		44 547 299,41	44 547 299,41	332 892 968,59		332 892 968,59		288 345 669,18
104131	Financements des autres actifs - Etat		7 092 678,91	7 092 678,91	17 228 987,64	29 460 509,88	46 689 497,52		39 596 818,61
1041321	Revenus de la dotation sur le financement des actifs DNC CAMPUS IDEX	989 564,28	563 330,52	1 552 894,80	2 384 004,15	1 601 917,17	3 985 921,32		2 433 026,52
1041381	Financements des actifs ANR hors IA		2 809 909,70	2 809 909,70	6 445 972,91	2 885 598,83	9 331 571,74		6 521 662,04
10491	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs mis à	150 480 331,10	17 383 885,39	167 864 216,49		1 230 200,61	1 230 200,61	166 634 015,88	
10492	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs remis en	211 339 791,33	7 699 156,55	219 038 947,88		11 988 986,77	11 988 986,77	207 049 961,11	
104931	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Etat	2 940 884,75	513 724,52	3 454 609,27				3 454 609,27	
1049321	Reprise au résultat du financement des autres actifs - DNC CAMPUS IDEX	466 500,23	250 297,86	716 798,09				716 798,09	
1049381	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR hors IA	989 564,28	168 482,40	1 158 046,68		3 702,47	3 702,47	1 154 344,21	
10682	Réserves facultatives		3 854 532,40	3 854 532,40	48 837 507,10		48 837 507,10		44 982 974,70
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	*367 206 635,97*	*86 873 409,89*	*454 080 045,86*	*650 500 446,94*	*89 010 839,25*	*739 511 286,19*	*379 009 728,56*	*664 440 968,89*
110	Report à nouveau (solde créditeur)		1 469 250,34	1 469 250,34	1 469 250,34	377 625,19	1 846 875,53		377 625,19
119	Report à nouveau (solde débiteur)	5 031 672,07	2 670 736,16	7 702 408,23		5 323 782,74	5 323 782,74	2 378 625,49	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 11	*5 031 672,07*	*4 139 986,50*	*9 171 658,57*	*1 469 250,34*	*5 701 407,93*	*7 170 658,27*	*2 378 625,49*	*377 625,19*
129	Résultat de l'exercice (perte)	292 110,67		292 110,67		292 110,67	292 110,67		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12	*292 110,67*		*292 110,67*		*292 110,67*	*292 110,67*		
13412	Financements rattachés à des actifs - Régions		4 448 282,86	4 448 282,86	31 202 312,87	6 051 633,62	37 253 946,49		32 805 663,63
13413	Financements rattachés à des actifs-Départements		67 960,00	67 960,00	912 375,92	67 960,00	980 335,92		912 375,92
13414	Financements rattachés à des actifs - Communes et groupements de communes		3 028 081,45	3 028 081,45	2 086 968,58	3 500 000,00	5 586 968,58		2 558 887,13
13415	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres entités dont				900 395,13	84 000,00	984 395,13		984 395,13
13416	Financements rattachés à des actifs déterminés - Union Européenne				7 783 995,79		7 783 995,79		7 783 995,79
13417	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres organismes		26 787,64	26 787,64	907 156,38	32 724,43	939 880,81		913 093,17
13492	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Régions	7 761 766,31	944 054,16	8 705 820,47				8 705 820,47	
13493	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Départements	154 955,09	21 332,25	176 287,34				176 287,34	
13494	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Communes et		143,82	143,82				143,82	
13495	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres entités	84 463,18	34 659,49	119 122,67				119 122,67	
13496	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Union Européenne	2 508 270,66	367 497,83	2 875 768,49				2 875 768,49	
13497	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres organismes	316 734,91	45 769,47	362 504,38				362 504,38	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	*10 826 190,15*	*8 984 568,97*	*19 810 759,12*	*43 793 204,67*	*9 736 318,05*	*53 529 522,72*	*12 239 647,17*	*45 958 410,77*
16781	Emprunts PILPSE (à taux zéro)		141 315,55	141 315,55	2 261 048,80		2 261 048,80		2 119 733,25
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 16		*141 315,55*	*141 315,55*	*2 261 048,80*		*2 261 048,80*		*2 119 733,25*
18551	BA IMMOS	16 109 662,56	84 503 004,65	100 612 667,21	914 964,16	74 011 625,42	74 926 589,58	25 686 077,63	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 18	*16 109 662,56*	*84 503 004,65*	*100 612 667,21*	*914 964,16*	*74 011 625,42*	*74 926 589,58*	*25 686 077,63*	
	TOTAL CLASSE 1	**399 466 271,42**	**184 642 285,56**	**584 108 556,98**	**698 938 914,91**	**178 752 301,32**	**877 691 216,23**	**419 314 078,85**	**712 896 738,10**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
20531	Logiciels acquis ou sous-traités		**343 724,31**	**343 724,31**				**343 724,31**	
2058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,		**2 292,00**	**2 292,00**		**2 292,00**	**2 292,00**		
208	Autres immobilisations incorporelles		**615 105,44**	**615 105,44**		**571 890,51**	**571 890,51**	**43 214,93**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 20		*961 121,75*	*961 121,75*		*574 182,51*	*574 182,51*	*386 939,24*	
211586	Autres terrains bâtis - Mis à disposition	**52 813 587,76**	**2 770,00**	**52 816 357,76**		**2 070,00**	**2 070,00**	**52 814 287,76**	
211587	Autres terrains bâtis - Acquis	**34 965 743,52**	**249 398,98**	**35 215 142,50**		**827 475,60**	**827 475,60**	**34 387 666,90**	
21217	Agencements, aménagements de terrains nus acquis	**39 009,05**	**53 767,84**	**92 776,89**		**83 075,16**	**83 075,16**	**9 701,73**	
21227	Agencements, aménagements de terrains aménagés acquis	**1 192 344,53**	**628 361,66**	**1 820 706,19**		**858 679,60**	**858 679,60**	**962 026,59**	
212587	Autres agencements, aménagements de terrains bâtis - Acquis	**127 827,11**	**585 948,18**	**713 775,29**		**194 706,74**	**194 706,74**	**519 068,55**	
213186	Autres bâtiments - mise à disposition	**186 265 833,36**	**42 506 136,67**	**228 771 970,03**		**1 295 534,37**	**1 295 534,37**	**227 476 435,66**	
213187	Autres bâtiments - Acquis	**306 951 396,54**	**1 116 017,54**	**308 067 414,08**		**43 793 249,98**	**43 793 249,98**	**264 274 164,10**	
213586	Mise à disposition - autres installations generales, agencements, aménagements	**14 669 656,03**	**2 460 589,50**	**17 130 245,53**		**1 342 808,63**	**1 342 808,63**	**15 787 436,90**	
213587	Acquis - Autres installations générales, agencements, aménagements des autres	**64 686 431,27**	**2 550 106,52**	**67 236 537,79**		**960 422,45**	**960 422,45**	**66 276 115,34**	
214187	Autres bâtiments sur sol d'autrui - Acquis	**2 617 858,93**	**15 038,40**	**2 632 897,33**		**626 851,59**	**626 851,59**	**2 006 045,74**	
215117	Installations complexes sur sol propre acquises	**117 007,49**		**117 007,49**				**117 007,49**	
215371	Matériel scientifique acquis	**16 885,98**	**19 152,00**	**36 037,98**		**19 569,00**	**19 569,00**	**16 468,98**	
21557	Outillage acquis	**11 964,24**	**24 725,59**	**36 689,83**		**1 297,32**	**1 297,32**	**35 392,51**	
21567	Matériel d'enseignement acquis	**14 656,40**	**73 059,97**	**87 716,37**		**23 986,80**	**23 986,80**	**63 729,57**	
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage acquis	**25 481,82**	**90 674,81**	**116 156,63**				**116 156,63**	
2171	Biens historiques et culturels immobiliers (utilisation sur accord de la DSC)	**5,00**		**5,00**				**5,00**	
21817	Installations générales, agencements, aménagements divers acquis	**1 179 531,74**	**865 373,14**	**2 044 904,88**		**991 116,15**	**991 116,15**	**1 053 788,73**	
218317	Matériel de bureau acquis	**70 010,61**	**2 835,04**	**72 845,65**		**2 835,04**	**2 835,04**	**70 010,61**	
218327	Matériel informatique acquis	**1 868,40**	**40 722,02**	**42 590,42**		**514,26**	**514,26**	**42 076,16**	
21847	Mobilier acquis	**8 589,79**	**5 206,20**	**13 795,99**		**1 598,59**	**1 598,59**	**12 197,40**	
21887	Matériels divers acquis	**57 804,82**	**23 686,49**	**81 491,31**		**3 439,50**	**3 439,50**	**78 051,81**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	*665 833 494,39*	*51 313 570,55*	*717 147 064,94*		*51 029 230,78*	*51 029 230,78*	*666 117 834,16*	
2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions	**1 339 358,18**	**59 926,72**	**1 399 284,90**		**4 569,02**	**4 569,02**	**1 394 715,88**	
2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations techniques, matériel et	**717 609,16**	**2 676 612,35**	**3 394 221,51**		**167 226,14**	**167 226,14**	**3 226 995,37**	
2318	Immobilisations corporelles en cours - Autres immobilisations corporelles	**24 825 246,26**	**27 101 500,76**	**51 926 747,02**	**0,11**	**3 317 594,68**	**3 317 594,79**	**48 609 152,23**	
238135	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**14 447,00**		**14 447,00**				**14 447,00**	
23818	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Autres	**1 779,30**		**1 779,30**				**1 779,30**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	*26 898 439,90*	*29 838 039,83*	*56 736 479,73*	*0,11*	*3 489 389,84*	*3 489 389,95*	*53 247 089,78*	
280531	Amortissement Logiciels acquis ou sous-traités					**18 793,37**	**18 793,37**		**18 793,37**
2808	Autres immobilisations incorporelles					**6 686,52**	**6 686,52**		**6 686,52**
281217	Amortissement des agencements et aménagements de terrains nus acquis		**16 393,19**	**16 393,19**	**16 393,19**	**138,60**	**16 531,79**		**138,60**
281227	Amortissement des agencements, aménagements de terrains aménagés acquis		**172 605,38**	**172 605,38**	**243 964,68**	**40 289,62**	**284 254,30**		**111 648,92**
2812587	Amortissement des agencements et aménagements de terrains batiS ACQUIS		**2 263,14**	**2 263,14**	**15 948,69**	**6 792,29**	**22 740,98**		**20 477,84**
2813186	Amortissement bâtiments affectés ou remis en dotation		**1 295 023,76**	**1 295 023,76**	**145 292 195,84**	**16 534 508,47**	**161 826 704,31**		**160 531 680,55**
2813187	Amortissement bâtiments acquis		**11 989 294,43**	**11 989 294,43**	**216 649 965,87**	**8 039 653,02**	**224 689 618,89**		**212 700 324,46**
2813586	Amortissement Mise à disposition des installations générales, agencements,		**149 806,57**	**149 806,57**	**2 789 850,55**	**803 806,37**	**3 593 656,92**		**3 443 850,35**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
2813587	Amortissements Acquis Autres installations générales agencements acquis		**264 956,49**	**264 956,49**	**22 790 919,49**	**3 077 224,09**	**25 868 143,58**		**25 603 187,09**
2814187	Amortissement des bâtiments sur sol d'autrui acquis				**933 744,75**	**771 394,18**	**1 705 138,93**		**1 705 138,93**
2815117	Amortissement des installations techniques complexes acquises				**2 580,96**	**1 362,81**	**3 943,77**		**3 943,77**
2815371	Amortissement du matériel scientifique acquis				**1 685,19**	**3 571,57**	**5 256,76**		**5 256,76**
281557	Amortissement de l'outillage acquis				**799,83**	**2 343,43**	**3 143,26**		**3 143,26**
281567	Amortissement du matériel d'enseignement acquis				**378,63**	**4 560,97**	**4 939,60**		**4 939,60**
281577	Amortissement des agencements et aménagements du matériel et outillage				**1 507,60**	**7 470,95**	**8 978,55**		**8 978,55**
281817	Amortissement des installations générales, agencements, aménagements divers				**11 363,80**	**47 373,43**	**58 737,23**		**58 737,23**
2818317	Amortissement du matériel de bureau acquis				**3 435,46**	**7 001,06**	**10 436,52**		**10 436,52**
2818327	Amortissement du matériel informatique acquis				**382,33**	**4 860,27**	**5 242,60**		**5 242,60**
281847	Amortissement du mobilier acquis				**69,20**	**980,24**	**1 049,44**		**1 049,44**
281887	Amortissement des matériels divers acquis				**1 309,00**	**13 676,99**	**14 985,99**		**14 985,99**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28		*13 890 342,96*	*13 890 342,96*	*388 756 495,06*	*29 392 488,25*	*418 148 983,31*		*404 258 640,35*
2911	Dépréciation des immobilisations corporelles Terrains				**2 085 655,86**		**2 085 655,86**		**2 085 655,86**
2913	Dépréciation des immobilisations corporelles Bâtiments					**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 29				*2 085 655,86*	*1 394 194,03*	*3 479 849,89*		*3 479 849,89*
	TOTAL CLASSE 2	**692 731 934,29**	**96 003 075,09**	**788 735 009,38**	**390 842 151,03**	**85 879 485,41**	**476 721 636,44**	**719 751 863,18**	**407 738 490,24**

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de services		22 691 351,67	22 691 351,67		22 691 351,67	22 691 351,67		
4017	Retenues de garanties et oppositions				4 024,94	481,07	4 506,01		4 506,01
4041	Fournisseurs - achats d'immobilisations		29 791 776,11	29 791 776,11		29 791 776,11	29 791 776,11		
4047	Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garantie et oppositions		85 776,17	85 776,17	134 532,42	89 131,09	223 663,51		137 887,34
4081	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats de biens ou de prestations de	42 366,38	25 544 434,59	25 586 800,97	2 459 701,16	26 293 140,16	28 752 841,32		3 166 040,35
4084	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats d'immobilisations	5 400,12	36 853 283,93	36 858 684,05	676 520,97	36 913 266,49	37 589 787,46		731 103,41
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	*47 766,50*	*114 966 622,47*	*115 014 388,97*	*3 274 779,49*	*115 779 146,59*	*119 053 926,08*		*4 039 537,11*
411111	Clients - Exercices antérieurs - Hors conventions privées	596 950,51		596 950,51		578 324,22	578 324,22	18 626,29	
411121	Clients exercice en cours - Hors conventions privées		3 873 780,98	3 873 780,98		3 426 295,33	3 426 295,33	447 485,65	
4122	Étudiants, élèves, stagiaires - exercice en cours		281 421,00	281 421,00		281 421,00	281 421,00		
4123	Étudiants, élèves, stagiaires - échéanciers de prélèvements		2 875,56	2 875,56		2 875,56	2 875,56		
4162	Clients douteux ou litigieux Hors Impayés	183,00	106 433,70	106 616,70		106 433,70	106 433,70	183,00	
4164	Clients douteux ou litigieux - Sur échéancier		998,74	998,74		512,49	512,49	486,25	
41814	Produits à recevoir - Divers	874 041,99	1 060 566,57	1 934 608,56		874 041,99	874 041,99	1 060 566,57	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41	*1 471 175,50*	*5 326 076,55*	*6 797 252,05*		*5 269 904,29*	*5 269 904,29*	*1 527 347,76*	
4411	Financements d'investissement Etat et Entités publiques	696 414,60	36 609 979,79	37 306 394,39		36 973 439,60	36 973 439,60	332 954,79	
4417	Subventions de fonctionnement Etat et entités publiques	100 000,00	33 133 842,00	33 233 842,00		33 048 926,00	33 048 926,00	184 916,00	
441911	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques globalisées		8 795 000,00	8 795 000,00	17 767 846,00	27 416 099,00	45 183 945,00		36 388 945,00
441912	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques fléchées		3 650 000,00	3 650 000,00	3 300 000,00	3 650 000,00	6 950 000,00		3 300 000,00
4452	TVA due intra-communautaire		8,60	8,60		8,60	8,60		
44551	TVA à décaisser		1 429 390,54	1 429 390,54		1 429 390,54	1 429 390,54		
44562	TVAdéductibles sur immobilisations		1 633 001,76	1 633 001,76		1 633 001,76	1 633 001,76		
44566	TVA déductibles sur autres biens et services		1 314 721,63	1 314 721,63		1 314 721,63	1 314 721,63		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter		2 546 329,99	2 546 329,99		2 546 329,99	2 546 329,99		
44571	TVA collectée		2 008 117,61	2 008 117,61		2 008 117,61	2 008 117,61		
44583	Remboursement de TVA demandé	404 560,95	2 546 329,99	2 950 890,94		1 581 711,22	1 581 711,22	1 369 179,72	
44586	TVA sur factures non parvenues	370 168,38	3 248 472,92	3 618 641,30	162 395,84	3 228 528,19	3 390 924,03	227 717,27	
448711	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Investissement	17 163 174,82	32 622 618,80	49 785 793,62		17 965 368,61	17 965 368,61	31 820 425,01	
448777	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Fonctionnement	1 835 296,90	1 508 531,62	3 343 828,52		1 835 296,90	1 835 296,90	1 508 531,62	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	*20 569 615,65*	*131 046 345,25*	*151 615 960,90*	*21 230 241,84*	*134 630 939,65*	*155 861 181,49*	*35 443 724,41*	*39 688 945,00*
462	Créances sur cessions d'immobilisations		9 846 000,00	9 846 000,00		9 846 000,00	9 846 000,00		
4661	Ordres de paiement émis en euros pour les dépenses à l'étranger		23 006,65	23 006,65		23 006,65	23 006,65		
4664	Excédents de versement à rembourser					122,25	122,25		122,25
4674	Taxe d'apprentissage		57 292,00	57 292,00		57 292,00	57 292,00		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 46		*9 926 298,65*	*9 926 298,65*		*9 926 420,90*	*9 926 420,90*		*122,25*
471111	Droits simples complémentaires et spécifiques		262 027,00	262 027,00		262 027,00	262 027,00		
471125	Ecarts d'arrondis		0,22	0,22		0,22	0,22		
471132	Recettes à classer FORCO		12 821,71	12 821,71		12 821,71	12 821,71		
471134	Conventions de recherche globalisée		32 291 720,06	32 291 720,06		32 291 720,06	32 291 720,06		
471138	Recettes à classer diverses (hors Forco Opco CPF convention)		10 424 228,29	10 424 228,29	676,09	10 425 054,82	10 425 730,91		1 502,62

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
471141	Remboursement fournisseurs en attente de titre		**81 596,42**	**81 596,42**		**81 596,42**	**81 596,42**		
47211	DPAO Paye		**720 023,66**	**720 023,66**		**720 023,66**	**720 023,66**		
47215	DPAO - Carte logée		**3 017,60**	**3 017,60**		**3 017,60**	**3 017,60**		
47218	DPAO Divers		**3 515 014,45**	**3 515 014,45**		**3 515 014,45**	**3 515 014,45**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 47		*47 310 449,41*	*47 310 449,41*	*676,09*	*47 311 275,94*	*47 311 952,03*		*1 502,62*
	TOTAL CLASSE 4	**22 088 557,65**	**308 575 792,33**	**330 664 349,98**	**24 505 697,42**	**312 917 687,37**	**337 423 384,79**	**36 971 072,17**	**43 730 106,98**

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
60611	Électricité		**7 386 218,32**	**7 386 218,32**		**520 847,49**	**520 847,49**	**6 865 370,83**	
60612	Carburants et lubrifiants		**177 667,90**	**177 667,90**		**37 655,59**	**37 655,59**	**140 012,31**	
60613	Gaz (hors gas techniques et spéciaux)		**3 209 150,71**	**3 209 150,71**		**473 935,38**	**473 935,38**	**2 735 215,33**	
60614	Chauffage sur réseau		**408 541,42**	**408 541,42**		**68 733,90**	**68 733,90**	**339 807,52**	
60617	Eau		**885 731,98**	**885 731,98**		**128 187,52**	**128 187,52**	**757 544,46**	
60618	Autres fournitures non stockables		**118 151,34**	**118 151,34**		**35 626,19**	**35 626,19**	**82 525,15**	
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		**805 698,97**	**805 698,97**		**87 921,05**	**87 921,05**	**717 777,92**	
6064	Fournitures administratives		**14 038,64**	**14 038,64**		**1 668,58**	**1 668,58**	**12 370,06**	
6065	Linge, vêtements de travail		**10 336,30**	**10 336,30**				**10 336,30**	
6067	Fournitures et matériels d'enseignement et de recherche non immobilisés		**27 969,16**	**27 969,16**		**903,04**	**903,04**	**27 066,12**	
6068	Autres matières et fournitures non stockées		**17 726,69**	**17 726,69**		**10 161,91**	**10 161,91**	**7 564,78**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 60		*13 061 231,43*	*13 061 231,43*		*1 365 640,65*	*1 365 640,65*	*11 695 590,78*	
6132	Locations immobilières		**505 412,53**	**505 412,53**		**12 287,50**	**12 287,50**	**493 125,03**	
6135	Locations mobilières		**45 696,03**	**45 696,03**		**18 796,36**	**18 796,36**	**26 899,67**	
614	Charges locatives et de copropriété		**368 235,35**	**368 235,35**		**123 276,85**	**123 276,85**	**244 958,50**	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers		**3 506 535,45**	**3 506 535,45**		**92 091,36**	**92 091,36**	**3 414 444,09**	
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers		**129 566,63**	**129 566,63**		**11 005,99**	**11 005,99**	**118 560,64**	
6156	Maintenance		**3 912 858,91**	**3 912 858,91**		**365 974,66**	**365 974,66**	**3 546 884,25**	
6162	Assurance obligatoire dommage-construction		**649 220,27**	**649 220,27**				**649 220,27**	
6168	Autres assurances		**306 491,67**	**306 491,67**		**306 312,17**	**306 312,17**	**179,50**	
617	Études et recherches		**172 758,25**	**172 758,25**		**115 101,84**	**115 101,84**	**57 656,41**	
618311	Abonnements français		**648,66**	**648,66**				**648,66**	
618331	Ouvrages électroniques français		**539,10**	**539,10**				**539,10**	
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences (organisés par l'établissement)		**744,81**	**744,81**		**122,25**	**122,25**	**622,56**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 61		*9 598 707,66*	*9 598 707,66*		*1 044 968,98*	*1 044 968,98*	*8 553 738,68*	
6211	Personnel intérimaire		**31,17**	**31,17**				**31,17**	
62142	Personnel mis à disposition de l'établissement		**31,17**	**31,17**		**31,17**	**31,17**		
6226	Honoraires		**402 649,56**	**402 649,56**		**35 042,53**	**35 042,53**	**367 607,03**	
6227	Frais d'actes et de contentieux		**360,00**	**360,00**		**14,89**	**14,89**	**345,11**	
6247	Transports collectifs du personnel		**205,50**	**205,50**				**205,50**	
6251	Voyages et déplacements du personnel		**2 298,38**	**2 298,38**		**312,52**	**312,52**	**1 985,86**	
6255	Frais de déménagement		**35 877,01**	**35 877,01**				**35 877,01**	
62561	Missions des personnels de l'EPSCP		**1 893,73**	**1 893,73**				**1 893,73**	
6257	Réceptions		**14 805,17**	**14 805,17**		**712,74**	**712,74**	**14 092,43**	
6264	Téléphone		**114,10**	**114,10**		**8,32**	**8,32**	**105,78**	
6267	Liaisons informatiques spécialisées		**573,00**	**573,00**				**573,00**	
6281	Concours divers (cotisations...)		**17 771,96**	**17 771,96**				**17 771,96**	
6283	Formation continue du personnel de l'établissement		**19 790,94**	**19 790,94**		**936,00**	**936,00**	**18 854,94**	
6285	Prestations extérieures de gardiennage		**55 889,44**	**55 889,44**		**2 259,09**	**2 259,09**	**53 630,35**	
6286	Prestations extérieures de nettoyage		**157 449,73**	**157 449,73**		**21 902,77**	**21 902,77**	**135 546,96**	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6287	Prestations extérieures d'informatique		**4 727,30**	**4 727,30**				**4 727,30**	
62888	Autres prestations externes diverses		**978 479,37**	**978 479,37**		**187 833,72**	**187 833,72**	**790 645,65**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		*1 692 947,53*	*1 692 947,53*		*249 053,75*	*249 053,75*	*1 443 893,78*	
6331	Versement de transport		**9 792,99**	**9 792,99**				**9 792,99**	
6332	Allocation logement		**2 448,36**	**2 448,36**				**2 448,36**	
63512	Taxes foncières		**15,00**	**15,00**				**15,00**	
6378	Taxes diverses		**1 108,80**	**1 108,80**				**1 108,80**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		*13 365,15*	*13 365,15*				*13 365,15*	
64111	Rémunérations principales des fonctionnaires et contractuels		**489 339,90**	**489 339,90**				**489 339,90**	
6412	Congés payés du personnel		**337,50**	**337,50**				**337,50**	
64132	Primes et gratifications non indexées		**26 379,02**	**26 379,02**				**26 379,02**	
64142	Indemnité compensatrice à la hausse de la CSG		**16,64**	**16,64**				**16,64**	
64143	Indemnités et avantages indexés		**1 999,80**	**1 999,80**				**1 999,80**	
6415	Supplément familial		**27,48**	**27,48**				**27,48**	
6418	Autres rémunérations du personnel		**11 300,87**	**11 300,87**		**11 300,87**	**11 300,87**		
6451	Cotisations d'assurance-maladie		**62 683,99**	**62 683,99**				**62 683,99**	
64532	Cotisations patronales CNRACL		**11 300,87**	**11 300,87**				**11 300,87**	
64534	Cotisations d'assurance vieillesse CNAV - agents non titulaires		**45 810,80**	**45 810,80**				**45 810,80**	
645352	Cotisations IRCANTEC		**20 439,13**	**20 439,13**				**20 439,13**	
6454	Cotisations Pôle emploi		**18 405,43**	**18 405,43**				**18 405,43**	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		**27 175,54**	**27 175,54**				**27 175,54**	
6471	prestations directes		**1 045,69**	**1 045,69**				**1 045,69**	
648	Autres charges de personnel		**2 820,52**	**2 820,52**				**2 820,52**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		*719 083,18*	*719 083,18*		*11 300,87*	*11 300,87*	*707 782,31*	
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels		**49 094,19**	**49 094,19**				**49 094,19**	
654	Pertes sur créances irrécouvrables		**578,33**	**578,33**				**578,33**	
656	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés (hors immobilisations financières)		**969 723,74**	**969 723,74**				**969 723,74**	
65788	Autres charges spécifiques		**60 203,93**	**60 203,93**		**25 774,37**	**25 774,37**	**34 429,56**	
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices		**80 493,10**	**80 493,10**				**80 493,10**	
6588	Autres charges diverses de gestion courante		**4 484,75**	**4 484,75**		**4 484,75**	**4 484,75**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 65		*1 164 578,04*	*1 164 578,04*		*30 259,12*	*30 259,12*	*1 134 318,92*	
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles		**19 137 698,90**	**19 137 698,90**				**19 137 698,90**	
6816	Dotations aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**				**1 394 194,03**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 68		*20 531 892,93*	*20 531 892,93*				*20 531 892,93*	
	TOTAL CLASSE 6		**46 781 805,92**	**46 781 805,92**		**2 701 223,37**	**2 701 223,37**	**44 080 582,55**	

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706211	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants nationaux ou					**260 992,00**	**260 992,00**		**260 992,00**
706213	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants internationaux					**5 689,00**	**5 689,00**		**5 689,00**
706214	Droits des diplômes propres à chaque établissement					**14 740,00**	**14 740,00**		**14 740,00**
706828	Autres prestations de services		**562 899,16**	**562 899,16**		**1 118 294,32**	**1 118 294,32**		**555 395,16**
7083	Locations diverses		**138 957,91**	**138 957,91**		**1 597 907,69**	**1 597 907,69**		**1 458 949,78**
7088	Autres produits d'activités annexes		**174 781,01**	**174 781,01**		**1 464 400,68**	**1 464 400,68**		**1 289 619,67**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 70		*876 638,08*	*876 638,08*		*4 462 023,69*	*4 462 023,69*		*3 585 385,61*
7411111	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Socle		**37 263,00**	**37 263,00**		**15 992 691,00**	**15 992 691,00**		**15 955 428,00**
7411112	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Actions		**655 000,00**	**655 000,00**		**5 803 661,00**	**5 803 661,00**		**5 148 661,00**
74118	Autres subventions spécifiques MESRI (hors SCSP)		**696 007,93**	**696 007,93**		**898 014,81**	**898 014,81**		**202 006,88**
741312	SUBVENTION EXPLOITATION - ANR HORS IA		**1 082 718,17**	**1 082 718,17**		**3 584 899,90**	**3 584 899,90**		**2 502 181,73**
7442	Subvention d'exploitation Région		**3 698 682,05**	**3 698 682,05**		**3 698 682,05**	**3 698 682,05**		
7443	Subvention d'exploitation Département		**216 589,53**	**216 589,53**		**563 420,50**	**563 420,50**		**346 830,97**
7444	Subvention d'exploitation Communes et groupements de communes		**211 138,86**	**211 138,86**		**423 837,50**	**423 837,50**		**212 698,64**
7448	Subvention d'exploitation Autres entités publiques dont organismes publics		**9 969,41**	**9 969,41**		**10 821,91**	**10 821,91**		**852,50**
7481	Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe					**57 292,00**	**57 292,00**		**57 292,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 74		*6 607 368,95*	*6 607 368,95*		*31 033 320,67*	*31 033 320,67*		*24 425 951,72*
752	Revenus des immeubles non affectés aux activités de l'établissement		**10 360,00**	**10 360,00**		**54 838,15**	**54 838,15**		**44 478,15**
756	Produits des cessions d'éléments d'actif (hors immobilisations financières)					**8 205 000,00**	**8 205 000,00**		**8 205 000,00**
7583	Produits de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de demandes de		**345,45**	**345,45**		**345,45**	**345,45**		
7588	Autres produits de gestion courante		**3 484,00**	**3 484,00**		**155 541,11**	**155 541,11**		**152 057,11**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 75		*14 189,45*	*14 189,45*		*8 415 724,71*	*8 415 724,71*		*8 401 535,26*
78131	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs remis en		**766 000,00**	**766 000,00**		**7 897 220,43**	**7 897 220,43**		**7 131 220,43**
78132	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs autres					**10 813 974,38**	**10 813 974,38**		**10 813 974,38**
7816	Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles					**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78		*766 000,00*	*766 000,00*		*20 105 388,84*	*20 105 388,84*		*19 339 388,84*
	TOTAL CLASSE 7		**8 264 196,48**	**8 264 196,48**		**64 016 457,91**	**64 016 457,91**		**55 752 261,43**

BALANCE GENERALE AU 31/12/2022

CLASSE 8

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890	BILAN D'OUVERTURE	**1 113 161 636,75**		**1 113 161 636,75**	**1 113 161 636,75**		**1 113 161 636,75**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	*1 113 161 636,75*		*1 113 161 636,75*	*1 113 161 636,75*		*1 113 161 636,75*		
	TOTAL CLASSE 8	**1 113 161 636,75**		**1 113 161 636,75**	**1 113 161 636,75**		**1 113 161 636,75**		
	TOTAL GENERAL	**2 227 448 400,11**	**644 267 155,38**	**2 871 715 555,49**	**2 227 448 400,11**	**644 267 155,38**	**2 871 715 555,49**	**1 220 117 596,75**	**1 220 117 596,75**

BA IMMO

Balance définitive

BALANCE GENERALE AU 31/12/2022

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
10411	Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements Etat		1 990 112,23	1 990 112,23	242 711 006,55	41 839 923,52	284 550 930,07		282 560 817,84
10412	Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété Etat		44 547 299,41	44 547 299,41	332 892 968,59		332 892 968,59		288 345 669,18
104131	Financements des autres actifs - Etat		7 092 678,91	7 092 678,91	17 228 987,64	29 460 509,88	46 689 497,52		39 596 818,61
1041321	Revenus de la dotation sur le financement des actifs DNC CAMPUS IDEX	989 564,28	563 330,52	1 552 894,80	2 384 004,15	1 601 917,17	3 985 921,32		2 433 026,52
1041381	Financements des actifs ANR hors IA		2 809 909,70	2 809 909,70	6 445 972,91	2 885 598,83	9 331 571,74		6 521 662,04
10491	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs mis à	150 480 331,10	17 383 885,39	167 864 216,49		1 230 200,61	1 230 200,61	166 634 015,88	
10492	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs remis en	211 339 791,33	7 699 156,55	219 038 947,88		11 988 986,77	11 988 986,77	207 049 961,11	
104931	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Etat	2 940 884,75	513 724,52	3 454 609,27				3 454 609,27	
1049321	Reprise au résultat du financement des autres actifs - DNC CAMPUS IDEX	466 500,23	250 297,86	716 798,09				716 798,09	
1049381	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR hors IA	989 564,28	168 482,40	1 158 046,68		3 702,47	3 702,47	1 154 344,21	
10682	Réserves facultatives		3 854 532,40	3 854 532,40	48 837 507,10		48 837 507,10		44 982 974,70
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	*367 206 635,97*	*86 873 409,89*	*454 080 045,86*	*650 500 446,94*	*89 010 839,25*	*739 511 286,19*	*379 009 728,56*	*664 440 968,89*
110	Report à nouveau (solde créditeur)		1 469 250,34	1 469 250,34	1 469 250,34	377 625,19	1 846 875,53		377 625,19
119	Report à nouveau (solde débiteur)	5 031 672,07	2 670 736,16	7 702 408,23		5 323 782,74	5 323 782,74	2 378 625,49	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 11	*5 031 672,07*	*4 139 986,50*	*9 171 658,57*	*1 469 250,34*	*5 701 407,93*	*7 170 658,27*	*2 378 625,49*	*377 625,19*
120	Résultat de l'exercice (bénéfice)					11 671 678,88	11 671 678,88		11 671 678,88
129	Résultat de l'exercice (perte)	292 110,67		292 110,67		292 110,67	292 110,67		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12	*292 110,67*		*292 110,67*		*11 963 789,55*	*11 963 789,55*		*11 671 678,88*
13412	Financements rattachés à des actifs - Régions		4 448 282,86	4 448 282,86	31 202 312,87	6 051 633,62	37 253 946,49		32 805 663,63
13413	Financements rattachés à des actifs-Départements		67 960,00	67 960,00	912 375,92	67 960,00	980 335,92		912 375,92
13414	Financements rattachés à des actifs - Communes et groupements de communes		3 028 081,45	3 028 081,45	2 086 968,58	3 500 000,00	5 586 968,58		2 558 887,13
13415	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres entités dont				900 395,13	84 000,00	984 395,13		984 395,13
13416	Financements rattachés à des actifs déterminés - Union Européenne				7 783 995,79		7 783 995,79		7 783 995,79
13417	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres organismes		26 787,64	26 787,64	907 156,38	32 724,43	939 880,81		913 093,17
13492	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Régions	7 761 766,31	944 054,16	8 705 820,47				8 705 820,47	
13493	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Départements	154 955,09	21 332,25	176 287,34				176 287,34	
13494	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Communes et		143,82	143,82				143,82	
13495	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres entités	84 463,18	34 659,49	119 122,67				119 122,67	
13496	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Union Européenne	2 508 270,66	367 497,83	2 875 768,49				2 875 768,49	
13497	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres organismes	316 734,91	45 769,47	362 504,38				362 504,38	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	*10 826 190,15*	*8 984 568,97*	*19 810 759,12*	*43 793 204,67*	*9 736 318,05*	*53 529 522,72*	*12 239 647,17*	*45 958 410,77*
16781	Emprunts PILPSE (à taux zéro)		141 315,55	141 315,55	2 261 048,80		2 261 048,80		2 119 733,25
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 16		*141 315,55*	*141 315,55*	*2 261 048,80*		*2 261 048,80*		*2 119 733,25*
18551	BA IMMOS	16 109 662,56	84 503 004,65	100 612 667,21	914 964,16	74 011 625,42	74 926 589,58	25 686 077,63	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 18	*16 109 662,56*	*84 503 004,65*	*100 612 667,21*	*914 964,16*	*74 011 625,42*	*74 926 589,58*	*25 686 077,63*	
	TOTAL CLASSE 1	**399 466 271,42**	**184 642 285,56**	**584 108 556,98**	**698 938 914,91**	**190 423 980,20**	**889 362 895,11**	**419 314 078,85**	**724 568 416,98**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
20531	Logiciels acquis ou sous-traités		343 724,31	343 724,31				343 724,31	
2058	Autres concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés,		2 292,00	2 292,00		2 292,00	2 292,00		
208	Autres immobilisations incorporelles		615 105,44	615 105,44		571 890,51	571 890,51	43 214,93	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 20		*961 121,75*	*961 121,75*		*574 182,51*	*574 182,51*	*386 939,24*	
211586	Autres terrains bâtis - Mis à disposition	52 813 587,76	2 770,00	52 816 357,76		2 070,00	2 070,00	52 814 287,76	
211587	Autres terrains bâtis - Acquis	34 965 743,52	249 398,98	35 215 142,50		827 475,60	827 475,60	34 387 666,90	
21217	Agencements, aménagements de terrains nus acquis	39 009,05	53 767,84	92 776,89		83 075,16	83 075,16	9 701,73	
21227	Agencements, aménagements de terrains aménagés acquis	1 192 344,53	628 361,66	1 820 706,19		858 679,60	858 679,60	962 026,59	
212587	Autres agencements, aménagements de terrains bâtis - Acquis	127 827,11	585 948,18	713 775,29		194 706,74	194 706,74	519 068,55	
213186	Autres bâtiments - mise à disposition	186 265 833,36	42 506 136,67	228 771 970,03		1 295 534,37	1 295 534,37	227 476 435,66	
213187	Autres bâtiments - Acquis	306 951 396,54	1 116 017,54	308 067 414,08		43 793 249,98	43 793 249,98	264 274 164,10	
213586	Mise à disposition - autres installations generales, agencements, aménagements	14 669 656,03	2 460 589,50	17 130 245,53		1 342 808,63	1 342 808,63	15 787 436,90	
213587	Acquis - Autres installations générales, agencements, aménagements des autres	64 686 431,27	2 550 106,52	67 236 537,79		960 422,45	960 422,45	66 276 115,34	
214187	Autres bâtiments sur sol d'autrui - Acquis	2 617 858,93	15 038,40	2 632 897,33		626 851,59	626 851,59	2 006 045,74	
215117	Installations complexes sur sol propre acquises	117 007,49		117 007,49				117 007,49	
215371	Matériel scientifique acquis	16 885,98	19 152,00	36 037,98		19 569,00	19 569,00	16 468,98	
21557	Outillage acquis	11 964,24	24 725,59	36 689,83		1 297,32	1 297,32	35 392,51	
21567	Matériel d'enseignement acquis	14 656,40	73 059,97	87 716,37		23 986,80	23 986,80	63 729,57	
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage acquis	25 481,82	90 674,81	116 156,63				116 156,63	
2171	Biens historiques et culturels immobiliers (utilisation sur accord de la DSC)	5,00		5,00				5,00	
21817	Installations générales, agencements, aménagements divers acquis	1 179 531,74	865 373,14	2 044 904,88		991 116,15	991 116,15	1 053 788,73	
218317	Matériel de bureau acquis	70 010,61	2 835,04	72 845,65		2 835,04	2 835,04	70 010,61	
218327	Matériel informatique acquis	1 868,40	40 722,02	42 590,42		514,26	514,26	42 076,16	
21847	Mobilier acquis	8 589,79	5 206,20	13 795,99		1 598,59	1 598,59	12 197,40	
21887	Matériels divers acquis	57 804,82	23 686,49	81 491,31		3 439,50	3 439,50	78 051,81	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	*665 833 494,39*	*51 313 570,55*	*717 147 064,94*		*51 029 230,78*	*51 029 230,78*	*666 117 834,16*	
2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions	1 339 358,18	59 926,72	1 399 284,90		4 569,02	4 569,02	1 394 715,88	
2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations techniques, matériel et	717 609,16	2 676 612,35	3 394 221,51		167 226,14	167 226,14	3 226 995,37	
2318	Immobilisations corporelles en cours - Autres immobilisations corporelles	24 825 246,26	27 101 500,76	51 926 747,02	0,11	3 317 594,68	3 317 594,79	48 609 152,23	
238135	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	14 447,00		14 447,00				14 447,00	
23818	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Autres	1 779,30		1 779,30				1 779,30	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	*26 898 439,90*	*29 838 039,83*	*56 736 479,73*	*0,11*	*3 489 389,84*	*3 489 389,95*	*53 247 089,78*	
280531	Amortissement Logiciels acquis ou sous-traités					18 793,37	18 793,37		18 793,37
2808	Autres immobilisations incorporelles					6 686,52	6 686,52		6 686,52
281217	Amortissement des agencements et aménagements de terrains nus acquis		16 393,19	16 393,19	16 393,19	138,60	16 531,79		138,60
281227	Amortissement des agencements, aménagements de terrains aménagés acquis		172 605,38	172 605,38	243 964,68	40 289,62	284 254,30		111 648,92
2812587	Amortissement des agencements et aménagements de terrains batiS ACQUIS		2 263,14	2 263,14	15 948,69	6 792,29	22 740,98		20 477,84
2813186	Amortissement bâtiments affectés ou remis en dotation		1 295 023,76	1 295 023,76	145 292 195,84	16 534 508,47	161 826 704,31		160 531 680,55
2813187	Amortissement bâtiments acquis		11 989 294,43	11 989 294,43	216 649 965,87	8 039 653,02	224 689 618,89		212 700 324,46
2813586	Amortissement Mise à disposition des installations générales, agencements,		149 806,57	149 806,57	2 789 850,55	803 806,37	3 593 656,92		3 443 850,35

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
2813587	Amortissements Acquis Autres installations générales agencements acquis		**264 956,49**	**264 956,49**	**22 790 919,49**	**3 077 224,09**	**25 868 143,58**		**25 603 187,09**
2814187	Amortissement des bâtiments sur sol d'autrui acquis				**933 744,75**	**771 394,18**	**1 705 138,93**		**1 705 138,93**
2815117	Amortissement des installations techniques complexes acquises				**2 580,96**	**1 362,81**	**3 943,77**		**3 943,77**
2815371	Amortissement du matériel scientifique acquis				**1 685,19**	**3 571,57**	**5 256,76**		**5 256,76**
281557	Amortissement de l'outillage acquis				**799,83**	**2 343,43**	**3 143,26**		**3 143,26**
281567	Amortissement du matériel d'enseignement acquis				**378,63**	**4 560,97**	**4 939,60**		**4 939,60**
281577	Amortissement des agencements et aménagements du matériel et outillage				**1 507,60**	**7 470,95**	**8 978,55**		**8 978,55**
281817	Amortissement des installations générales, agencements, aménagements divers				**11 363,80**	**47 373,43**	**58 737,23**		**58 737,23**
2818317	Amortissement du matériel de bureau acquis				**3 435,46**	**7 001,06**	**10 436,52**		**10 436,52**
2818327	Amortissement du matériel informatique acquis				**382,33**	**4 860,27**	**5 242,60**		**5 242,60**
281847	Amortissement du mobilier acquis				**69,20**	**980,24**	**1 049,44**		**1 049,44**
281887	Amortissement des matériels divers acquis				**1 309,00**	**13 676,99**	**14 985,99**		**14 985,99**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28		*13 890 342,96*	*13 890 342,96*	*388 756 495,06*	*29 392 488,25*	*418 148 983,31*		*404 258 640,35*
2911	Dépréciation des immobilisations corporelles Terrains				**2 085 655,86**		**2 085 655,86**		**2 085 655,86**
2913	Dépréciation des immobilisations corporelles Bâtiments					**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 29				*2 085 655,86*	*1 394 194,03*	*3 479 849,89*		*3 479 849,89*
	TOTAL CLASSE 2	**692 731 934,29**	**96 003 075,09**	**788 735 009,38**	**390 842 151,03**	**85 879 485,41**	**476 721 636,44**	**719 751 863,18**	**407 738 490,24**

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de services		**22 691 351,67**	**22 691 351,67**		**22 691 351,67**	**22 691 351,67**		
4017	Retenues de garanties et oppositions				**4 024,94**	**481,07**	**4 506,01**		**4 506,01**
4041	Fournisseurs - achats d'immobilisations		**29 791 776,11**	**29 791 776,11**		**29 791 776,11**	**29 791 776,11**		
4047	Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garantie et oppositions		**85 776,17**	**85 776,17**	**134 532,42**	**89 131,09**	**223 663,51**		**137 887,34**
4081	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats de biens ou de prestations de	**42 366,38**	**25 544 434,59**	**25 586 800,97**	**2 459 701,16**	**26 293 140,16**	**28 752 841,32**		**3 166 040,35**
4084	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats d'immobilisations	**5 400,12**	**36 853 283,93**	**36 858 684,05**	**676 520,97**	**36 913 266,49**	**37 589 787,46**		**731 103,41**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	*47 766,50*	*114 966 622,47*	*115 014 388,97*	*3 274 779,49*	*115 779 146,59*	*119 053 926,08*		*4 039 537,11*
411111	Clients - Exercices antérieurs - Hors conventions privées	**596 950,51**		**596 950,51**		**578 324,22**	**578 324,22**	**18 626,29**	
411121	Clients exercice en cours - Hors conventions privées		**3 873 780,98**	**3 873 780,98**		**3 426 295,33**	**3 426 295,33**	**447 485,65**	
4122	Étudiants, élèves, stagiaires - exercice en cours		**281 421,00**	**281 421,00**		**281 421,00**	**281 421,00**		
4123	Étudiants, élèves, stagiaires - échéanciers de prélèvements		**2 875,56**	**2 875,56**		**2 875,56**	**2 875,56**		
4162	Clients douteux ou litigieux Hors Impayés	**183,00**	**106 433,70**	**106 616,70**		**106 433,70**	**106 433,70**	**183,00**	
4164	Clients douteux ou litigieux - Sur échéancier		**998,74**	**998,74**		**512,49**	**512,49**	**486,25**	
41814	Produits à recevoir - Divers	**874 041,99**	**1 060 566,57**	**1 934 608,56**		**874 041,99**	**874 041,99**	**1 060 566,57**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41	*1 471 175,50*	*5 326 076,55*	*6 797 252,05*		*5 269 904,29*	*5 269 904,29*	*1 527 347,76*	
4411	Financements d'investissement Etat et Entités publiques	**696 414,60**	**36 609 979,79**	**37 306 394,39**		**36 973 439,60**	**36 973 439,60**	**332 954,79**	
4417	Subventions de fonctionnement Etat et entités publiques	**100 000,00**	**33 133 842,00**	**33 233 842,00**		**33 048 926,00**	**33 048 926,00**	**184 916,00**	
441911	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques globalisées		**8 795 000,00**	**8 795 000,00**	**17 767 846,00**	**27 416 099,00**	**45 183 945,00**		**36 388 945,00**
441912	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques fléchées		**3 650 000,00**	**3 650 000,00**	**3 300 000,00**	**3 650 000,00**	**6 950 000,00**		**3 300 000,00**
4452	TVA due intra-communautaire		**8,60**	**8,60**		**8,60**	**8,60**		
44551	TVA à décaisser		**1 429 390,54**	**1 429 390,54**		**1 429 390,54**	**1 429 390,54**		
44562	TVAdéductibles sur immobilisations		**1 633 001,76**	**1 633 001,76**		**1 633 001,76**	**1 633 001,76**		
44566	TVA déductibles sur autres biens et services		**1 314 721,63**	**1 314 721,63**		**1 314 721,63**	**1 314 721,63**		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter		**2 546 329,99**	**2 546 329,99**		**2 546 329,99**	**2 546 329,99**		
44571	TVA collectée		**2 008 117,61**	**2 008 117,61**		**2 008 117,61**	**2 008 117,61**		
44583	Remboursement de TVA demandé	**404 560,95**	**2 546 329,99**	**2 950 890,94**		**1 581 711,22**	**1 581 711,22**	**1 369 179,72**	
44586	TVA sur factures non parvenues	**370 168,38**	**3 248 472,92**	**3 618 641,30**	**162 395,84**	**3 228 528,19**	**3 390 924,03**	**227 717,27**	
448711	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Investissement	**17 163 174,82**	**32 622 618,80**	**49 785 793,62**		**17 965 368,61**	**17 965 368,61**	**31 820 425,01**	
448777	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Fonctionnement	**1 835 296,90**	**1 508 531,62**	**3 343 828,52**		**1 835 296,90**	**1 835 296,90**	**1 508 531,62**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	*20 569 615,65*	*131 046 345,25*	*151 615 960,90*	*21 230 241,84*	*134 630 939,65*	*155 861 181,49*	*35 443 724,41*	*39 688 945,00*
462	Créances sur cessions d'immobilisations		**9 846 000,00**	**9 846 000,00**		**9 846 000,00**	**9 846 000,00**		
4661	Ordres de paiement émis en euros pour les dépenses à l'étranger		**23 006,65**	**23 006,65**		**23 006,65**	**23 006,65**		
4664	Excédents de versement à rembourser					**122,25**	**122,25**		**122,25**
4674	Taxe d'apprentissage		**57 292,00**	**57 292,00**		**57 292,00**	**57 292,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 46		*9 926 298,65*	*9 926 298,65*		*9 926 420,90*	*9 926 420,90*		*122,25*
471111	Droits simples complémentaires et spécifiques		**262 027,00**	**262 027,00**		**262 027,00**	**262 027,00**		
471125	Ecarts d'arrondis		**0,22**	**0,22**		**0,22**	**0,22**		
471132	Recettes à classer FORCO		**12 821,71**	**12 821,71**		**12 821,71**	**12 821,71**		
471134	Conventions de recherche globalisée		**32 291 720,06**	**32 291 720,06**		**32 291 720,06**	**32 291 720,06**		
471138	Recettes à classer diverses (hors Forco Opco CPF convention)		**10 424 228,29**	**10 424 228,29**	**676,09**	**10 425 054,82**	**10 425 730,91**		**1 502,62**

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
471141	Remboursement fournisseurs en attente de titre		**81 596,42**	**81 596,42**		**81 596,42**	**81 596,42**		
47211	DPAO Paye		**720 023,66**	**720 023,66**		**720 023,66**	**720 023,66**		
47215	DPAO - Carte logée		**3 017,60**	**3 017,60**		**3 017,60**	**3 017,60**		
47218	DPAO Divers		**3 515 014,45**	**3 515 014,45**		**3 515 014,45**	**3 515 014,45**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 47		*47 310 449,41*	*47 310 449,41*	*676,09*	*47 311 275,94*	*47 311 952,03*		*1 502,62*
	TOTAL CLASSE 4	**22 088 557,65**	**308 575 792,33**	**330 664 349,98**	**24 505 697,42**	**312 917 687,37**	**337 423 384,79**	**36 971 072,17**	**43 730 106,98**

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
60611	Électricité		**7 386 218,32**	**7 386 218,32**		**7 386 218,32**	**7 386 218,32**		
60612	Carburants et lubrifiants		**177 667,90**	**177 667,90**		**177 667,90**	**177 667,90**		
60613	Gaz (hors gas techniques et spéciaux)		**3 209 150,71**	**3 209 150,71**		**3 209 150,71**	**3 209 150,71**		
60614	Chauffage sur réseau		**408 541,42**	**408 541,42**		**408 541,42**	**408 541,42**		
60617	Eau		**885 731,98**	**885 731,98**		**885 731,98**	**885 731,98**		
60618	Autres fournitures non stockables		**118 151,34**	**118 151,34**		**118 151,34**	**118 151,34**		
6063	Fournitures d'entretien et de petit équipement		**805 698,97**	**805 698,97**		**805 698,97**	**805 698,97**		
6064	Fournitures administratives		**14 038,64**	**14 038,64**		**14 038,64**	**14 038,64**		
6065	Linge, vêtements de travail		**10 336,30**	**10 336,30**		**10 336,30**	**10 336,30**		
6067	Fournitures et matériels d'enseignement et de recherche non immobilisés		**27 969,16**	**27 969,16**		**27 969,16**	**27 969,16**		
6068	Autres matières et fournitures non stockées		**17 726,69**	**17 726,69**		**17 726,69**	**17 726,69**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 60		*13 061 231,43*	*13 061 231,43*		*13 061 231,43*	*13 061 231,43*		
6132	Locations immobilières		**505 412,53**	**505 412,53**		**505 412,53**	**505 412,53**		
6135	Locations mobilières		**45 696,03**	**45 696,03**		**45 696,03**	**45 696,03**		
614	Charges locatives et de copropriété		**368 235,35**	**368 235,35**		**368 235,35**	**368 235,35**		
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers		**3 506 535,45**	**3 506 535,45**		**3 506 535,45**	**3 506 535,45**		
6155	Entretien et réparations sur biens mobiliers		**129 566,63**	**129 566,63**		**129 566,63**	**129 566,63**		
6156	Maintenance		**3 912 858,91**	**3 912 858,91**		**3 912 858,91**	**3 912 858,91**		
6162	Assurance obligatoire dommage-construction		**649 220,27**	**649 220,27**		**649 220,27**	**649 220,27**		
6168	Autres assurances		**306 491,67**	**306 491,67**		**306 491,67**	**306 491,67**		
617	Études et recherches		**172 758,25**	**172 758,25**		**172 758,25**	**172 758,25**		
618311	Abonnements français		**648,66**	**648,66**		**648,66**	**648,66**		
618331	Ouvrages électroniques français		**539,10**	**539,10**		**539,10**	**539,10**		
6185	Frais de colloques, séminaires, conférences (organisés par l'établissement)		**744,81**	**744,81**		**744,81**	**744,81**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 61		*9 598 707,66*	*9 598 707,66*		*9 598 707,66*	*9 598 707,66*		
6211	Personnel intérimaire		**31,17**	**31,17**		**31,17**	**31,17**		
62142	Personnel mis à disposition de l'établissement		**31,17**	**31,17**		**31,17**	**31,17**		
6226	Honoraires		**402 649,56**	**402 649,56**		**402 649,56**	**402 649,56**		
6227	Frais d'actes et de contentieux		**360,00**	**360,00**		**360,00**	**360,00**		
6247	Transports collectifs du personnel		**205,50**	**205,50**		**205,50**	**205,50**		
6251	Voyages et déplacements du personnel		**2 298,38**	**2 298,38**		**2 298,38**	**2 298,38**		
6255	Frais de déménagement		**35 877,01**	**35 877,01**		**35 877,01**	**35 877,01**		
62561	Missions des personnels de l'EPSCP		**1 893,73**	**1 893,73**		**1 893,73**	**1 893,73**		
6257	Réceptions		**14 805,17**	**14 805,17**		**14 805,17**	**14 805,17**		
6264	Téléphone		**114,10**	**114,10**		**114,10**	**114,10**		
6267	Liaisons informatiques spécialisées		**573,00**	**573,00**		**573,00**	**573,00**		
6281	Concours divers (cotisations...)		**17 771,96**	**17 771,96**		**17 771,96**	**17 771,96**		
6283	Formation continue du personnel de l'établissement		**19 790,94**	**19 790,94**		**19 790,94**	**19 790,94**		
6285	Prestations extérieures de gardiennage		**55 889,44**	**55 889,44**		**55 889,44**	**55 889,44**		
6286	Prestations extérieures de nettoyage		**157 449,73**	**157 449,73**		**157 449,73**	**157 449,73**		

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
6287	Prestations extérieures d'informatique		**4 727,30**	**4 727,30**		**4 727,30**	**4 727,30**		
62888	Autres prestations externes diverses		**978 479,37**	**978 479,37**		**978 479,37**	**978 479,37**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		*1 692 947,53*	*1 692 947,53*		*1 692 947,53*	*1 692 947,53*		
6331	Versement de transport		**9 792,99**	**9 792,99**		**9 792,99**	**9 792,99**		
6332	Allocation logement		**2 448,36**	**2 448,36**		**2 448,36**	**2 448,36**		
63512	Taxes foncières		**15,00**	**15,00**		**15,00**	**15,00**		
6378	Taxes diverses		**1 108,80**	**1 108,80**		**1 108,80**	**1 108,80**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		*13 365,15*	*13 365,15*		*13 365,15*	*13 365,15*		
64111	Rémunérations principales des fonctionnaires et contractuels		**489 339,90**	**489 339,90**		**489 339,90**	**489 339,90**		
6412	Congés payés du personnel		**337,50**	**337,50**		**337,50**	**337,50**		
64132	Primes et gratifications non indexées		**26 379,02**	**26 379,02**		**26 379,02**	**26 379,02**		
64142	Indemnité compensatrice à la hausse de la CSG		**16,64**	**16,64**		**16,64**	**16,64**		
64143	Indemnités et avantages indexés		**1 999,80**	**1 999,80**		**1 999,80**	**1 999,80**		
6415	Supplément familial		**27,48**	**27,48**		**27,48**	**27,48**		
6418	Autres rémunérations du personnel		**11 300,87**	**11 300,87**		**11 300,87**	**11 300,87**		
6451	Cotisations d'assurance-maladie		**62 683,99**	**62 683,99**		**62 683,99**	**62 683,99**		
64532	Cotisations patronales CNRACL		**11 300,87**	**11 300,87**		**11 300,87**	**11 300,87**		
64534	Cotisations d'assurance vieillesse CNAV - agents non titulaires		**45 810,80**	**45 810,80**		**45 810,80**	**45 810,80**		
645352	Cotisations IRCANTEC		**20 439,13**	**20 439,13**		**20 439,13**	**20 439,13**		
6454	Cotisations Pôle emploi		**18 405,43**	**18 405,43**		**18 405,43**	**18 405,43**		
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		**27 175,54**	**27 175,54**		**27 175,54**	**27 175,54**		
6471	prestations directes		**1 045,69**	**1 045,69**		**1 045,69**	**1 045,69**		
648	Autres charges de personnel		**2 820,52**	**2 820,52**		**2 820,52**	**2 820,52**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		*719 083,18*	*719 083,18*		*719 083,18*	*719 083,18*		
6511	Redevances pour concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels		**49 094,19**	**49 094,19**		**49 094,19**	**49 094,19**		
654	Pertes sur créances irrécouvrables		**578,33**	**578,33**		**578,33**	**578,33**		
656	Valeur comptable des éléments d'actifs cédés (hors immobilisations financières)		**969 723,74**	**969 723,74**		**969 723,74**	**969 723,74**		
65788	Autres charges spécifiques		**60 203,93**	**60 203,93**		**60 203,93**	**60 203,93**		
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices		**80 493,10**	**80 493,10**		**80 493,10**	**80 493,10**		
6588	Autres charges diverses de gestion courante		**4 484,75**	**4 484,75**		**4 484,75**	**4 484,75**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 65		*1 164 578,04*	*1 164 578,04*		*1 164 578,04*	*1 164 578,04*		
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles		**19 137 698,90**	**19 137 698,90**		**19 137 698,90**	**19 137 698,90**		
6816	Dotations aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 68		*20 531 892,93*	*20 531 892,93*		*20 531 892,93*	*20 531 892,93*		
	TOTAL CLASSE 6		**46 781 805,92**	**46 781 805,92**		**46 781 805,92**	**46 781 805,92**		

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706211	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants nationaux ou		**260 992,00**	**260 992,00**		**260 992,00**	**260 992,00**		
706213	Droits de scolarité applicables aux diplômes nationaux - étudiants internationaux		**5 689,00**	**5 689,00**		**5 689,00**	**5 689,00**		
706214	Droits des diplômes propres à chaque établissement		**14 740,00**	**14 740,00**		**14 740,00**	**14 740,00**		
706828	Autres prestations de services		**1 118 294,32**	**1 118 294,32**		**1 118 294,32**	**1 118 294,32**		
7083	Locations diverses		**1 597 907,69**	**1 597 907,69**		**1 597 907,69**	**1 597 907,69**		
7088	Autres produits d'activités annexes		**1 464 400,68**	**1 464 400,68**		**1 464 400,68**	**1 464 400,68**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 70		*4 462 023,69*	*4 462 023,69*		*4 462 023,69*	*4 462 023,69*		
7411111	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Socle		**15 992 691,00**	**15 992 691,00**		**15 992 691,00**	**15 992 691,00**		
7411112	Subvention pour charges de service public - tutelle principale - Actions		**5 803 661,00**	**5 803 661,00**		**5 803 661,00**	**5 803 661,00**		
74118	Autres subventions spécifiques MESRI (hors SCSP)		**898 014,81**	**898 014,81**		**898 014,81**	**898 014,81**		
741312	SUBVENTION EXPLOITATION - ANR HORS IA		**3 584 899,90**	**3 584 899,90**		**3 584 899,90**	**3 584 899,90**		
7442	Subvention d'exploitation Région		**3 698 682,05**	**3 698 682,05**		**3 698 682,05**	**3 698 682,05**		
7443	Subvention d'exploitation Département		**563 420,50**	**563 420,50**		**563 420,50**	**563 420,50**		
7444	Subvention d'exploitation Communes et groupements de communes		**423 837,50**	**423 837,50**		**423 837,50**	**423 837,50**		
7448	Subvention d'exploitation Autres entités publiques dont organismes publics		**10 821,91**	**10 821,91**		**10 821,91**	**10 821,91**		
7481	Produits des versements libératoires ouvrant droit à l'exonération de la taxe		**57 292,00**	**57 292,00**		**57 292,00**	**57 292,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 74		*31 033 320,67*	*31 033 320,67*		*31 033 320,67*	*31 033 320,67*		
752	Revenus des immeubles non affectés aux activités de l'établissement		**54 838,15**	**54 838,15**		**54 838,15**	**54 838,15**		
756	Produits des cessions d'éléments d'actif (hors immobilisations financières)		**8 205 000,00**	**8 205 000,00**		**8 205 000,00**	**8 205 000,00**		
7583	Produits de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de demandes de		**345,45**	**345,45**		**345,45**	**345,45**		
7588	Autres produits de gestion courante		**155 541,11**	**155 541,11**		**155 541,11**	**155 541,11**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 75		*8 415 724,71*	*8 415 724,71*		*8 415 724,71*	*8 415 724,71*		
78131	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs remis en		**7 897 220,43**	**7 897 220,43**		**7 897 220,43**	**7 897 220,43**		
78132	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs autres		**10 813 974,38**	**10 813 974,38**		**10 813 974,38**	**10 813 974,38**		
7816	Reprises sur dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		**1 394 194,03**	**1 394 194,03**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78		*20 105 388,84*	*20 105 388,84*		*20 105 388,84*	*20 105 388,84*		
	TOTAL CLASSE 7		**64 016 457,91**	**64 016 457,91**		**64 016 457,91**	**64 016 457,91**		

BALANCE GENERALE AU 31/12/2022

CLASSE 8

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890	BILAN D'OUVERTURE	**1 113 161 636,75**		**1 113 161 636,75**	**1 113 161 636,75**		**1 113 161 636,75**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	*1 113 161 636,75*		*1 113 161 636,75*	*1 113 161 636,75*		*1 113 161 636,75*		
	TOTAL CLASSE 8	**1 113 161 636,75**		**1 113 161 636,75**	**1 113 161 636,75**		**1 113 161 636,75**		
	TOTAL GENERAL	**2 227 448 400,11**	**700 019 416,81**	**2 927 467 816,92**	**2 227 448 400,11**	**700 019 416,81**	**2 927 467 816,92**	**1 176 037 014,20**	**1 176 037 014,20**

COMPTE FINANCIER 2022

BA CAMPUS

Budget Annexe de l'Opération Campus

SACD Annexe 841 CAMPUS 841 CAMPUS

ACTIF	EXERCICE 2022			EXERCICE 2021
	BRUT	Amortissements et Provisions	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles	5 156,20	4 050,31	1 105,89	2 137,13
Immobilisations corporelles				
Terrains	1 412 076,47	399 499,95	1 012 576,52	1 083 180,34
Constructions	194 425 573,72	25 588 150,70	168 837 423,02	166 670 175,88
Installations techniques, matériels et outillage	361 528,43	261 467,07	100 061,36	138 657,96
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	309 941,28	253 497,99	56 443,29	63 102,22
Immobilisations mises en concession	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles en cours	10 014 856,80	0,00	10 014 856,80	8 881 312,78
Avances et comptes sur commandes	117 408 753,91	0,00	117 408 753,91	84 646 797,32
Immobilisations grevées de droits	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations corporelles (biens vivants)	0,00	0,00	0,00	0,00
Immobilisations financières				
Immobilisations financières	475 264 256,00	0,00	475 264 256,00	475 264 256,00
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	**799 202 142,81**	**26 506 666,02**	**772 695 476,79**	**736 749 619,63**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks				
Stocks	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances				
Créances sur des entités publiques (État, autres entités publiques) des organismes internationaux et la Commission Européenne	78 234 116,18	0,00	78 234 116,18	76 850 289,05
Créances sur les clients et comptes rattachés	74 694,55	0,00	74 694,55	0,00
Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00	0,00
Avances et acomptes versés par l'organisme	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs	0,00	0,00	0,00	1 155 000,00
Charges				
Charges constatées d'avances	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE)	**78 308 810,73**	**0,00**	**78 308 810,73**	**78 005 289,05**
TRÉSORERIE				
Valeurs mobilières de placement	0,00	0,00	0,00	0,00
Disponibilités	62 217 895,58	0,00	62 217 895,58	54 060 779,57
Autres	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE ACTIF	**62 217 895,58**	**0,00**	**62 217 895,58**	**54 060 779,57**
Comptes de régularisation	0,00	0,00	0,00	0,00
Écarts de conversion Actif	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL ACTIF	**939 728 849,12**	**26 506 666,02**	**913 222 183,10**	**868 815 688,25**

PASSIF	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
FONDS PROPRES		
Financement de l'actif par l'État	61 827 809,10	43 305 432,34
Financement de l'actif par des tiers	108 323 101,36	106 778 070,93
Fonds propres des fondations	0,00	0,00
Écarts de réévaluation	0,00	0,00
Réserves	443 337,17	73 692,87
Report à nouveau	2 969 896,93	377 474,57
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	-4 693,95	-7 830,27
Provisions réglementées	0,00	0,00
TOTAL FONDS PROPRES	**173 559 450,61**	**150 526 840,44**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques	0,00	0,00
Provisions pour charges	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	**0,00**	**0,00**
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires	0,00	0,00
Emprunts sociaux souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00
Dettes financières et autres emprunts	619 217 669,35	588 031 829,38
TOTAL DES DETTES FINANCIÈRES	**619 217 669,35**	**588 031 829,38**
DETTES NON FINANCIÈRES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	399 674,55	65 069,75
Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00
Avances et acomptes reçus	119 787 473,14	130 191 948,68
Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00
Autres dettes non financières	257 915,45	0,00
Produits constatés d'avance	0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES	**120 445 063,14**	**130 257 018,43**
TRÉSORERIE		
Autres éléments de trésorerie passive	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE PASSIF	**0,00**	**0,00**
Compte de régularisation	0,00	0,00
Écarts de conversion Passif	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL PASSIF	**913 222 183,10**	**868 815 688,25**

COMPTE DE RESULTAT 2022

SACD Annexe 841 CAMPUS 841 CAMPUS

CHARGES	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		
Achats		
Achats	0,00	0,00
Consommations		
Consommation de marchandises et d'approvisionnements, réalisation de travaux et consommation directe de services par l'organisme au titre de son activité ainsi que les charges liées à la variation de stocks	2 413 164,32	2 147 413,37
Charges de personnel		
Salaires, traitements et rémunérations diverses	297 478,39	259 050,37
Charges sociales	108 052,29	94 452,43
Intéressement et participation	0,00	0,00
Autres charges de personnel	1 551,80	19,72
Autres Charges		
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	1 588 195,39	2 022 382,71
Dotations		
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions et valeurs nettes comptables des charges cédés	5 592 401,54	5 182 445,23
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**10 000 843,73**	**9 705 763,83**
CHARGES D'INTERVENTION		
Dispositifs d'intervention pour compte propre		
Transferts aux ménages	0,00	0,00
Transferts aux entreprises	0,00	0,00
Transferts aux collectivités territoriales	0,00	0,00
Transferts aux autres collectivités	0,00	0,00
Autres Charges		
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de l'organisme	0,00	0,00
Dotations		
Dotations aux provisions et dépréciations	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Engagements fonds dédiés		
Engagements à réaliser sur fonds dédiés (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET D'INTERVENTION	**10 000 843,73**	**9 705 763,83**
CHARGES FINANCIÈRES		
Charges d'intérêts	2 857 939,03	2 407 029,09
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Pertes de change	0,00	0,00
Autres charges financières	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations et aux provisions financières	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIÈRES	**2 857 939,03**	**2 407 029,09**
Impôt sur les sociétés	0,00	0,00
Résultat de l'activité (bénéfice)	0,00	0,00
TOTAL CHARGES	**12 858 782,76**	**12 112 792,92**

COMPTE DE RESULTAT 2022

SACD Annexe 841 CAMPUS 841 CAMPUS

PRODUITS	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		
Produits sans contrepartie directe (ou subventions et produits assimilés)		
Subventions pour charges de service public	0,00	0,00
Subventions de fonctionnement en provenance de l'État et des autres entités publiques	7 174 419,85	6 928 603,04
Subventions spécifiquement affectées au financement de certaines charges d'intervention en provenance de l'État et des autres entités publiques	0,00	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Produits de la fiscalité affectée	0,00	0,00
Produits avec contrepartie directe (ou produits directs d'activités)		
Vente de biens ou prestations de services	17 983,25	1 622,65
Produits des cessions d'éléments d'actif	0,00	0,00
Autres produits de gestion	69 284,17	3 244,65
Production stockée et immobilisée	0,00	0,00
Produits perçus en vertu d'un contrat concourant à la réalisation d'un service public	0,00	0,00
Autres produits		
Reprise sur amortissements, dépréciations et provisions (produits de fonctionnement)	0,00	0,00
Reprise du financement rattaché à un produit	5 592 401,54	5 171 492,31
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (Fondations)	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**12 854 088,81**	**12 104 962,65**
PRODUITS FINANCIERS		
Produit des participations et prêts	0,00	0,00
Produits nets sur cessions des immobilisations financières	0,00	0,00
Intérêts sur créances non immobilisées	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement et de la trésorerie	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	0,00	0,00
Gains de change	0,00	0,00
Autres produits financiers	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions financières	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS	**0,00**	**0,00**
Résultat de l'activité (perte)	4 693,95	7 830,27
TOTAL PRODUITS	**12 858 782,76**	**12 112 792,92**

DETERMINATION DE LA CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT
EXERCICE 2022

SACD Annexe 841 CAMPUS 841 CAMPUS

	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice ou perte)	-4 693,95	-7 830,27
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	5 592 401,54	5 182 445,23
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 592 401,54	5 171 492,31
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0,00	0,00
- produits de cession d'éléments d'actifs	0,00	0,00
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	0,00	0,00
= Insuffisance d'autofinancement	-4 693,95	3 122,65

1. Tableau des Provisions

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Solde à la clôture de l'exercice
			Provision utilisée	Provision non utilisée	
Provisions réglementées					
Provisions pour reconstitution des gisements miniers et pétroliers					
Provisions pour investissement (participation des salariés)					
Provisions pour hausse de prix					
Provisions réglementées relatives aux autres éléments de l'actif					
Amortissements dérogatoires					
Provision spéciale de réévaluation					
Plus-values réinvesties (assimilées à des amortissements dérogatoires)					
Autres provisions réglementées					
Provisions pour risques					
Provisions pour litiges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour garanties données aux clients					
Provisions pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour pertes sur contrat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour risques d'emploi					
Autres provisions pour risques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour charges					
Provisions pour pensions obligatoires similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour impôts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour renouvellement des immobilisations (établissement concessionnaire)					
Provisions pour travaux à répartir					
Provisions pour gros entretien ou grandes révisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour remises en état	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour CET	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour CET - Charges sociales et fiscales	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Provisions pour allocation perte d'emploi et indemnités de licenciement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres provisions pour charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

2. Tableau des dépréciations

Rubriques et postes	Solde à l'ouverture de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Solde à la clôture de l'exercice
Dépréciations des immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des stocks et en-cours	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépréciations des comptes financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépréciations	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

3. Tableau des variations de stocks

Nature des stocks et des en-cours	Solde à l'ouverture de l'exercice	Variations des stocks en augmentation (entrées)	Variations des stocks en diminution (sorties)	Solde à la clôture de l'exercice
Animaux et végétaux	0,00	0,00	0,00	0,00
Matières premières et fournitures	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres approvisionnements	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de biens	0,00	0,00	0,00	0,00
En-cours de production de services	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de produits	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks de marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00
Stocks en voie d'acheminement, mis en dépôt ou donnés en consignation	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des stocks	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

4. Tableau des immobilisations

Rubriques et postes	Valeur brute au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions		Valeur brute à la fin de l'exercice
		Acquisitions, Mises à disposition	Transfert des en-cours	Par virement de poste à poste	Par virement de poste à poste	Cessions / Mises au rebut	
Immobilisations incorporelles	**5 156,20**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 156,20**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	5 156,20	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 156,20
Immobilisations corporelles	**188 857 898,67**	**-220 718,35**	**8 445 436,32**	**134 303,67**	**0,00**	**707 800,41**	**196 509 119,90**
Terrains	1 412 076,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 412 076,47
Constructions	186 778 541,31	-224 907,17	8 445 436,32	134 303,67	0,00	707 800,41	194 425 573,72
Installations techniques, matériels et outillage	361 528,43	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	361 528,43
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	305 752,46	4 188,82	0,00	0,00	0,00	0,00	309 941,28
Immobilisations mises en concession	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations corporelles en cours	**93 528 110,10**	**42 323 524,85**	**-8 445 436,32**	**17 412,08**	**0,00**	**0,00**	**127 423 610,71**
Immobilisations grevées de droits	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Immobilisations corporelles (biens vivants)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations	**264 256,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**264 256,00**
Titres de participation	264 256,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	264 256,00
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiales)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres formes de participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Créances rattachées à des sociétés en participation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations financières	**475 000 000,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**475 000 000,00**
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés (droit de créance)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Prêts	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépôts et cautionnements versés	475 000 000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	475 000 000,00
Autres créances immobilisées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**757 655 420,97**	**42 102 806,50**	**0,00**	**151 715,75**	**0,00**	**707 800,41**	**799 202 142,81**

5. Tableau des amortissements

Rubriques et postes	Cumulés au début de l'exercice	Augmentations		Diminutions		Cumulés à la fin de l'exercice
		Dotations de l'exercice	Autres opérations	Amortissements afférents aux éléments de l'actif sortis	Autres opérations	
Immobilisations incorporelles	**3 019,07**	**1 031,24**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 050,31**
Frais d'établissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Frais de recherche et développement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Droit au bail	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Fonds commercial	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations incorporelles	3 019,07	1 031,24	0,00	0,00	0,00	4 050,31
Immobilisations corporelles	**20 902 782,27**	**5 591 370,30**	**91 941,12**	**0,00**	**83 477,98**	**26 502 615,71**
Terrains	328 896,13	70 603,82	0,00	0,00	0,00	399 499,95
Constructions	20 108 365,43	5 471 322,13	91 941,12	0,00	83 477,98	25 588 150,70
Installations techniques, matériels, et outillage	222 870,47	38 596,60	0,00	0,00	0,00	261 467,07
Collections	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Biens historiques et culturels (dont dépenses ultérieures)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Autres immobilisations corporelles	242 650,24	10 847,75		0,00	0,00	253 497,99
Immobilisations mises en concession	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
~~**Immobilisations corporelles en cours**~~						
~~**Immobilisations grevées de droits**~~						
Immobilisations corporelles (Biens vivants)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Participations et créances rattachées à des participations						
Titres de participation						
Parts dans des entreprises liées et créances sur des entreprises liées (filiales)						
Autres formes de participation						
Créances rattachées à des participations						
Créances rattachées à des sociétés en participation						
Versement à effectuer sur titres de participation non libérés						
Autres immobilisations financières						
Titres immobilisés autres que les titres immobilisés de l'activité de portefeuille (droit de propriété)						
Titres immobilisés (droit de créance)						
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille						
Prêts						
Dépôts et cautionnements versés						
Autres créances immobilisées						
TOTAUX	**20 905 801,34**	**5 592 401,54**	**91 941,12**	**0,00**	**83 477,98**	**26 506 666,02**

6. Tableau des financements de l'actif

Rubriques et postes	Cumul au début de l'exercice	Augmentations			Diminutions			Cumul à la fin de l'exercice
		Financements reçus	Financements reconstitués suite à la reprise de la dépréciation de l'actif financé	Autres opérations	Reprise suite à l'amortissement de l'actif financé	Reprise suite à la dépréciation de l'actif financé	Reprise suite à la cession ou mise au rebut de l'actif financé	
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR L'ETAT	**43 305 432,34**	**22 537 155,87**	**0,00**	**-1 283 201,76**	**2 649 050,34**	**0,00**	**82 527,01**	**61 827 809,10**
Financements non rattachés à un actif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Financements rattachés à un actif	**43 305 432,34**	**22 537 155,87**	**0,00**	**-1 283 201,76**	**2 649 050,34**	**0,00**	**82 527,01**	**61 827 809,10**
- Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Financement des autres actifs :					0,00			0,00
État	541 068,92	0,00	0,00	-123 911,11	89 750,95		0,00	327 406,86
Agence nationale de la recherche (ANR) - IA	42 764 363,42	21 331 817,81	0,00	76,85	2 559 299,39		36 556,45	61 500 402,24
Autres	0,00	1 205 338,06	0,00	-1 159 367,50	0,00		45 970,56	0,00
FINANCEMENT DE L'ACTIF PAR DES TIERS AUTRES QUE L'ETAT	**106 778 070,93**	**5 143 828,34**	**0,00**	**-672 556,83**	**2 943 351,20**	**0,00**	**-17 110,12**	**108 323 101,36**
Financements non rattachés à un actif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
- Régions	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres collectivités et établissement publics	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres organismes	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00
Financements rattachés à un actif	**106 778 070,93**	**5 143 828,34**	**0,00**	**-672 556,83**	**2 943 351,20**	**0,00**	**-17 110,12**	**108 323 101,36**
- Régions	22 095 985,75	899 691,04	0,00	-597 291,34	927 320,08		13 143,40	21 457 921,97
- Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Communes et groupements de communes	11 550 028,83	4 244 137,30	0,00	-75 265,49	353 246,24		0,00	15 365 654,40
- Autres collectivités et établissement publics	0,00	0,00	0,00	-30 253,52	0,00		-30 253,52	0,00
- Union Européenne	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
- Autres organismes	73 132 056,35	0,00	0,00	30 253,52	1 662 784,88		0,00	71 499 524,99
- Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00	0,00
TOTAUX	**150 083 503,27**	**27 680 984,21**	**0,00**	**-1 955 758,59**	**5 592 401,54**	**0,00**	**65 416,89**	**170 150 910,46**

7. Tableau des filiales et participations

Informations financières Filiales et participations (1) N° SIREN	Niveau de Contrôle (quote-part détenue)	Apport de fonds effectués (3)	Observations
A. Renseignements concernant les filiales (2)			
1. Filiales françaises			
2. Filiales étrangères			
B. Renseignements concernant les participations (2)			
1. Participations dans des entités françaises			
2. Participations dans des entités étrangères			

(1) Pour chacune des filiales et des entités, avec lesquelles l'organisme a un lien de participation, indiquer s'il y a lieu le numéro d'identification national (numéro SIREN)

(2) Pour chaque filiale et entité avec laquelle l'organisme a un lien de participation indiquer la dénomination et le siège social.

(3) En Euros

8. Tableau des créances

Rubriques et postes	Montants	Degré de liquidité de l'actif	
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an
Créances de l'actif immobilisé	**475 000 000,00**	**475 000 000,00**	**0,00**
- Créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00
- Prêts	0,00	0,00	0,00
- Autres créances immobilisées	475 000 000,00	475 000 000,00	0,00
		0,00	0,00
Créances de l'actif circulant	**78 308 810,73**	**6 465 573,73**	**71 843 237,00**
- Créances sur des entités publiques (Etat, autres entités publiques), des organismes internationaux et la Commission Européenne	78 234 116,18	6 390 879,18	71 843 237,00
- Créances clients et comptes rattachés	74 694,55	74 694,55	0,00
- Créances sur les redevables (produits de la fiscalité affectée)	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes versés sur commandes	0,00	0,00	0,00
- Créances correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00
- Créances sur les autres débiteurs	0,00	0,00	0,00
- Charges constatées d'avance (dont primes de remboursement des emprunts)	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**553 308 810,73**	**481 465 573,73**	**71 843 237,00**

9. Tableau des dettes

Rubriques et postes	Montants	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéance à 1 an au plus	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus	Echéance à plus d'5 ans
Dettes financières	**619 217 669,35**	**6 543 108,77**	**25 199 547,20**	**587 475 013,38**
- Emprunts obligataires	0,00	0,00	0,00	0,00
- Emprunts souscrits auprès des établissements financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
- Dettes financières et autres emprunts	619 217 669,35	6 543 108,77	25 199 547,20	587 475 013,38
Dettes non financières	**120 445 063,14**	**120 445 063,14**	**0,00**	**0,00**
- Dettes fournisseurs et comptes rattachés	399 674,55	399 674,55	0,00	0,00
- Dettes fiscales et sociales	0,00	0,00	0,00	0,00
- Avances et acomptes reçus	119 787 473,14	119 787 473,14	0,00	0,00
- Dettes correspondant à des opérations pour comptes de tiers (dispositifs d'intervention)	0,00	0,00	0,00	0,00
- Autres dettes non financières	257 915,45	257 915,45	0,00	0,00
- Produits constatés d'avance	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAUX	**739 662 732,49**	**126 988 171,91**	**25 199 547,20**	**587 475 013,38**

SPE1 - Evolution de la situation patrimoniale

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement	4 693,95	Capacité d'autofinancement	0,00
Investissements	42 102 806,50	Financement de l'actif par l'Etat	22 537 155,87
		Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	5 143 828,34
		Autres ressources	0,00
Remboursement des dettes financières	5 532 146,03	Augmentation des dettes financières	36 973 977,00
TOTAL EMPLOIS	**47 639 646,48**	**TOTAL RESSOURCES**	**64 654 961,21**
Apport au fonds de roulement	**17 015 314,73**	**Prélèvement sur fonds de roulement**	**0,00**

SPE2 - Variation et niveau de fonds de roulement, du besoin en fonds de roulement et de la trésorerie

N° ligne	Libellé	Montants
1*	Variation du Fonds de Roulement : Apport ou Prélèvement	17 015 314,73
2	Variation du Besoin en Fonds de Roulement (Fonds de Roulement - Trésorerie)	8 858 198,72
3	Variation de la Trésorerie : Abondement ou Prélèvement	8 157 116,01
4	Niveau du Fonds de Roulement	20 081 643,17
5	Niveau du Besoin en Fonds de Roulement	-42 136 252,41
6	Niveau de la Trésorerie	62 217 895,58

Fonds de roulement calculé au 31/12/2021	1 809 050,19
Fonds de roulement calculé au 31/12/2022	20 081 643,17
Variation 2022-2021	18 272 592,98

*L'écart constaté sur la variation du fonds de roulement entre 2021 et 2022 se justifie par :	1 257 278,25
Des opérations impactant le report à nouveau réalisées au cours de l'exercice pour un montant de	1 314 232,00
Le transfert d'immobilisations et des amortissements afférents vers le BA IMMO	-56 953,75

BA CAMPUS

Balance avant solde

BALANCE GENERALE AU 31/12/2022

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
10411	Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements Etat		**27 310 319,19**	**27 310 319,19**		**27 310 319,19**	**27 310 319,19**		
10412	Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété Etat		**27 310 319,19**	**27 310 319,19**		**27 310 319,19**	**27 310 319,19**		
104131	Financements des autres actifs - Etat				**656 000,00**		**656 000,00**		**656 000,00**
1041321	Revenus de la dotation sur le financement des actifs DNC CAMPUS IDEX		**47 108 417,39**	**47 108 417,39**	**51 220 615,16**	**68 472 880,57**	**119 693 495,73**		**72 585 078,34**
1041322	Financement des actifs ANR IA hors DNC CAMPUS IDEX		**13 656 140,99**	**13 656 140,99**		**13 656 140,99**	**13 656 140,99**		
1041381	Financements des actifs ANR hors IA		**6 245 546,76**	**6 245 546,76**		**6 245 546,76**	**6 245 546,76**		
10491	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs mis à		**3 332 342,26**	**3 332 342,26**		**3 332 342,26**	**3 332 342,26**		
10492	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs remis en		**3 332 342,26**	**3 332 342,26**		**3 332 342,26**	**3 332 342,26**		
104931	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Etat	**114 931,08**	**213 662,06**	**328 593,14**				**328 593,14**	
1049321	Reprise au résultat du financement des autres actifs - DNC CAMPUS IDEX	**8 456 251,74**	**2 641 826,40**	**11 098 078,14**		**13 402,04**	**13 402,04**	**11 084 676,10**	
1049322	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR IA hors DNC		**2 785 458,94**	**2 785 458,94**		**2 785 458,94**	**2 785 458,94**		
1049381	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR hors IA		**45 970,56**	**45 970,56**		**45 970,56**	**45 970,56**		
10682	Réserves facultatives				**73 692,87**	**369 644,30**	**443 337,17**		**443 337,17**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	*8 571 182,82*	*133 982 346,00*	*142 553 528,82*	*51 950 308,03*	*152 874 367,06*	*204 824 675,09*	*11 413 269,24*	*73 684 415,51*
110	Report à nouveau (solde créditeur)		**650 488,87**	**650 488,87**	**650 488,87**	**3 104 230,60**	**3 754 719,47**		**3 104 230,60**
119	Report à nouveau (solde débiteur)	**273 014,30**	**1 590 729,61**	**1 863 743,91**		**1 729 410,24**	**1 729 410,24**	**134 333,67**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 11	*273 014,30*	*2 241 218,48*	*2 514 232,78*	*650 488,87*	*4 833 640,84*	*5 484 129,71*	*134 333,67*	*3 104 230,60*
129	Résultat de l'exercice (perte)	**7 830,27**		**7 830,27**		**7 830,27**	**7 830,27**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12	*7 830,27*		*7 830,27*		*7 830,27*	*7 830,27*		
13412	Financements rattachés à des actifs - Régions		**15 601 034,84**	**15 601 034,84**	**23 731 307,27**	**15 792 925,47**	**39 524 232,74**		**23 923 197,90**
13414	Financements rattachés à des actifs - Communes et groupements de communes		**9 234 372,22**	**9 234 372,22**	**12 102 021,90**	**13 403 244,03**	**25 505 265,93**		**16 270 893,71**
13417	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres organismes				**83 195 326,76**		**83 195 326,76**		**83 195 326,76**
13492	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Régions	**1 635 321,52**	**1 008 779,47**	**2 644 100,99**		**178 825,06**	**178 825,06**	**2 465 275,93**	
13494	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Communes et	**551 993,07**	**353 246,24**	**905 239,31**				**905 239,31**	
13495	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres entités		**62 960,02**	**62 960,02**		**62 960,02**	**62 960,02**		
13497	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres organismes	**10 063 270,41**	**1 662 784,88**	**11 726 055,29**		**30 253,52**	**30 253,52**	**11 695 801,77**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	*12 250 585,00*	*27 923 177,67*	*40 173 762,67*	*119 028 655,93*	*29 468 208,10*	*148 496 864,03*	*15 066 317,01*	*123 389 418,37*
1674	Avances de l'État et des entités publiques				**475 000 000,00**		**475 000 000,00**		**475 000 000,00**
16782	Emprunts BEI		**2 912 938,58**	**2 912 938,58**	**71 291 891,00**	**25 270 263,00**	**96 562 154,00**		**93 649 215,42**
16783	Emprunts Banque des territoires (CDC)		**1 047 093,49**	**1 047 093,49**	**19 790 569,44**	**11 892 481,11**	**31 683 050,55**		**30 635 957,06**
1687	Autres dettes		**2 007 619,12**	**2 007 619,12**	**21 777 749,20**	**0,02**	**21 777 749,22**		**19 770 130,10**
1688	Intérêts courus		**171 619,74**	**171 619,74**	**171 619,74**	**162 366,77**	**333 986,51**		**162 366,77**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 16		*6 139 270,93*	*6 139 270,93*	*588 031 829,38*	*37 325 110,90*	*625 356 940,28*		*619 217 669,35*
18552	BA CAMPUS	**58 619 178,79**	**69 219 496,34**	**127 838 675,13**	**4 558 399,22**	**61 062 380,33**	**65 620 779,55**	**62 217 895,58**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 18	*58 619 178,79*	*69 219 496,34*	*127 838 675,13*	*4 558 399,22*	*61 062 380,33*	*65 620 779,55*	*62 217 895,58*	
	TOTAL CLASSE 1	**79 721 791,18**	**239 505 509,42**	**319 227 300,60**	**764 219 681,43**	**285 571 537,50**	**1 049 791 218,93**	**88 831 815,50**	**819 395 733,83**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
208	Autres immobilisations incorporelles	**5 156,20**		**5 156,20**				**5 156,20**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	*5 156,20*		*5 156,20*				*5 156,20*	
212587	Autres agencements, aménagements de terrains bâtis - Acquis	**1 412 076,47**		**1 412 076,47**				**1 412 076,47**	
213186	Autres bâtiments - mise à disposition	**113 812 320,23**		**113 812 320,23**		**27 310 319,19**	**27 310 319,19**	**86 502 001,04**	
213187	Autres bâtiments - Acquis	**9 000 325,31**	**27 844 626,94**	**36 844 952,25**				**36 844 952,25**	
213586	Mise à disposition - autres installations generales, agencements, aménagements	**57 744 148,08**	**895 479,46**	**58 639 627,54**		**786 396,47**	**786 396,47**	**57 853 231,07**	
213587	Acquis - Autres installations générales, agencements, aménagements des autres	**6 221 747,69**	**7 149 952,78**	**13 371 700,47**		**146 311,11**	**146 311,11**	**13 225 389,36**	
215117	Installations complexes sur sol propre acquises	**282 889,27**		**282 889,27**				**282 889,27**	
215371	Matériel scientifique acquis	**7 323,52**		**7 323,52**				**7 323,52**	
21567	Matériel d'enseignement acquis	**11 073,60**		**11 073,60**				**11 073,60**	
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage acquis	**60 242,04**		**60 242,04**				**60 242,04**	
21827	Matériel de transport acquis		**4 188,82**	**4 188,82**				**4 188,82**	
218317	Matériel de bureau acquis	**49 933,97**		**49 933,97**				**49 933,97**	
218327	Matériel informatique acquis	**191 810,77**		**191 810,77**				**191 810,77**	
21847	Mobilier acquis	**57 932,12**		**57 932,12**				**57 932,12**	
21887	Matériels divers acquis	**6 075,60**		**6 075,60**				**6 075,60**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	*188 857 898,67*	*35 894 248,00*	*224 752 146,67*		*28 243 026,77*	*28 243 026,77*	*196 509 119,90*	
2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions	**5 857 261,43**	**9 075 996,31**	**14 933 257,74**		**8 424 569,04**	**8 424 569,04**	**6 508 688,70**	
2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations techniques, matériel et	**3 008 232,95**	**546 143,19**	**3 554 376,14**		**56 696,24**	**56 696,24**	**3 497 679,90**	
2318	Immobilisations corporelles en cours - Autres immobilisations corporelles	**15 818,40**	**5 653,80**	**21 472,20**		**12 984,00**	**12 984,00**	**8 488,20**	
238132	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**19 200 000,00**	**22 380 000,00**	**41 580 000,00**				**41 580 000,00**	
238135	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**1 701 104,55**	**29 883,19**	**1 730 987,74**		**419 919,90**	**419 919,90**	**1 311 067,84**	
23818	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Autres	**63 745 692,77**	**11 597 066,97**	**75 342 759,74**		**825 073,67**	**825 073,67**	**74 517 686,07**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	*93 528 110,10*	*43 634 743,46*	*137 162 853,56*		*9 739 242,85*	*9 739 242,85*	*127 423 610,71*	
2618	Titres de participation - Autres titres	**264 256,00**		**264 256,00**				**264 256,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	*264 256,00*		*264 256,00*				*264 256,00*	
2751	Dépôts	**475 000 000,00**		**475 000 000,00**				**475 000 000,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	*475 000 000,00*		*475 000 000,00*				*475 000 000,00*	
2808	Autres immobilisations incorporelles				**3 019,07**	**1 031,24**	**4 050,31**		**4 050,31**
2812587	Amortissement des agencements et aménagements de terrains batiS ACQUIS				**328 896,13**	**70 603,82**	**399 499,95**		**399 499,95**
2813186	Amortissement bâtiments affectés ou remis en dotation		**3 332 342,26**	**3 332 342,26**	**13 739 518,18**	**1 730 040,03**	**15 469 558,21**		**12 137 215,95**
2813187	Amortissement bâtiments acquis				**1 534 409,32**	**4 421 905,30**	**5 956 314,62**		**5 956 314,62**
2813586	Amortissement Mise à disposition des installations générales, agencements,		**59 613,55**	**59 613,55**	**2 668 459,85**	**2 411 028,50**	**5 079 488,35**		**5 019 874,80**
2813587	Amortissements Acquis Autres installations générales agencements acquis		**52 539,27**	**52 539,27**	**2 165 978,08**	**361 306,52**	**2 527 284,60**		**2 474 745,33**
2815117	Amortissement des installations techniques complexes acquises				**200 285,20**	**28 288,93**	**228 574,13**		**228 574,13**
2815371	Amortissement du matériel scientifique acquis				**7 323,52**		**7 323,52**		**7 323,52**
281567	Amortissement du matériel d'enseignement acquis				**1 298,07**	**1 107,36**	**2 405,43**		**2 405,43**
281577	Amortissement des agencements et aménagements du matériel et outillage				**13 963,68**	**9 200,31**	**23 163,99**		**23 163,99**
281827	Amortissement du matériel de transport acquis					**61,14**	**61,14**		**61,14**
2818317	Amortissement du matériel de bureau acquis				**13 336,44**	**4 993,40**	**18 329,84**		**18 329,84**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
2818327	Amortissement du matériel informatique acquis				**191 810,77**		**191 810,77**		**191 810,77**
281847	Amortissement du mobilier acquis				**31 427,43**	**5 793,21**	**37 220,64**		**37 220,64**
281887	Amortissement des matériels divers acquis				**6 075,60**		**6 075,60**		**6 075,60**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28		*3 444 495,08*	*3 444 495,08*	*20 905 801,34*	*9 045 359,76*	*29 951 161,10*		*26 506 666,02*
	TOTAL CLASSE 2	**757 655 420,97**	**82 973 486,54**	**840 628 907,51**	**20 905 801,34**	**47 027 629,38**	**67 933 430,72**	**799 202 142,81**	**26 506 666,02**

BALANCE GENERALE AU 31/12/2022

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de services		**3 052 271,34**	**3 052 271,34**		**3 052 271,34**	**3 052 271,34**		
4041	Fournisseurs - achats d'immobilisations		**41 645 111,33**	**41 645 111,33**		**41 645 111,33**	**41 645 111,33**		
4047	Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garantie et oppositions		**51 212,73**	**51 212,73**	**33 923,86**	**27 876,21**	**61 800,07**		**10 587,34**
4081	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats de biens ou de prestations de	**0,04**	**10 556 422,10**	**10 556 422,14**	**2 203,85**	**10 816 562,28**	**10 818 766,13**		**262 343,99**
4084	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats d'immobilisations	**0,14**	**43 435 251,77**	**43 435 251,91**	**28 942,22**	**43 533 052,91**	**43 561 995,13**		**126 743,22**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	*0,18*	*98 740 269,27*	*98 740 269,45*	*65 069,93*	*99 074 874,07*	*99 139 944,00*		*399 674,55*
411121	Clients exercice en cours - Hors conventions privées		**83 427,73**	**83 427,73**		**8 733,18**	**8 733,18**	**74 694,55**	
411122	Clients exercices en cours - Subv conventions privées		**615,28**	**615,28**		**615,28**	**615,28**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41		*84 043,01*	*84 043,01*		*9 348,46*	*9 348,46*	*74 694,55*	
4411	Financements d'investissement Etat et Entités publiques		**19 358 757,03**	**19 358 757,03**		**17 718 355,72**	**17 718 355,72**	**1 640 401,31**	
4417	Subventions de fonctionnement Etat et entités publiques		**23 858 383,66**	**23 858 383,66**		**19 732 524,00**	**19 732 524,00**	**4 125 859,66**	
441911	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques globalisées				**750 000,00**		**750 000,00**		**750 000,00**
441912	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques fléchées		**52 564 009,37**	**52 564 009,37**	**59 344 787,89**	**39 199 421,29**	**98 544 209,18**		**45 980 199,81**
4419321	Avances sur revenus de la DNC CAMPUS et IDEX		**16 193 692,46**	**16 193 692,46**	**70 097 160,79**	**19 153 805,00**	**89 250 965,79**		**73 057 273,33**
44562	TVAdéductibles sur immobilisations		**814 181,91**	**814 181,91**		**814 181,91**	**814 181,91**		
44566	TVA déductibles sur autres biens et services		**554 545,15**	**554 545,15**		**554 545,15**	**554 545,15**		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter		**1 286 726,19**	**1 286 726,19**		**1 286 726,19**	**1 286 726,19**		
44571	TVA collectée		**12 449,09**	**12 449,09**		**12 449,09**	**12 449,09**		
44583	Remboursement de TVA demandé	**261 883,76**	**1 286 726,19**	**1 548 609,95**		**924 638,65**	**924 638,65**	**623 971,30**	
44586	TVA sur factures non parvenues	**310,86**	**1 609 391,42**	**1 609 702,28**	**0,02**	**1 609 055,35**	**1 609 055,37**	**646,91**	
448711	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Investissement	**54 092 017,39**	**65 150 951,01**	**119 242 968,40**		**69 522 369,53**	**69 522 369,53**	**49 720 598,87**	
448777	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Fonctionnement	**22 496 077,06**	**34 238 165,47**	**56 734 242,53**		**34 611 604,40**	**34 611 604,40**	**22 122 638,13**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	*76 850 289,07*	*216 927 978,95*	*293 778 268,02*	*130 191 948,70*	*205 139 676,28*	*335 331 624,98*	*78 234 116,18*	*119 787 473,14*
4664	Excédents de versement à rembourser		**101 317,95**	**101 317,95**		**359 233,40**	**359 233,40**		**257 915,45**
4665	Opérations particulières avec SRIA (MPGP UBM)	**1 155 000,00**		**1 155 000,00**		**1 155 000,00**	**1 155 000,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 46	*1 155 000,00*	*101 317,95*	*1 256 317,95*		*1 514 233,40*	*1 514 233,40*		*257 915,45*
471122	Recette à classer IJSS		**929,25**	**929,25**		**929,25**	**929,25**		
471125	Ecarts d'arrondis		**0,03**	**0,03**		**0,03**	**0,03**		
471134	Conventions de recherche globalisée		**4 215 462,86**	**4 215 462,86**		**4 215 462,86**	**4 215 462,86**		
471135	Conventions de recherche fléchées		**9 550 664,41**	**9 550 664,41**		**9 550 664,41**	**9 550 664,41**		
471141	Remboursement fournisseurs en attente de titre		**7 038,71**	**7 038,71**		**7 038,71**	**7 038,71**		
47211	DPAO Paye		**414 356,18**	**414 356,18**		**414 356,18**	**414 356,18**		
47215	DPAO - Carte logée		**899,81**	**899,81**		**899,81**	**899,81**		
47218	DPAO Divers		**8 015 526,93**	**8 015 526,93**		**8 015 526,93**	**8 015 526,93**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 47		*22 204 878,18*	*22 204 878,18*		*22 204 878,18*	*22 204 878,18*		
	TOTAL CLASSE 4	**78 005 289,25**	**338 058 487,36**	**416 063 776,61**	**130 257 018,63**	**327 943 010,39**	**458 200 029,02**	**78 308 810,73**	**120 445 063,14**

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
60618	Autres fournitures non stockables		**1 002,69**	**1 002,69**		**1 002,69**	**1 002,69**		
6064	Fournitures administratives		**736,97**	**736,97**		**112,66**	**112,66**	**624,31**	
6068	Autres matières et fournitures non stockées		**180,73**	**180,73**		**155,91**	**155,91**	**24,82**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 60		*1 920,39*	*1 920,39*		*1 271,26*	*1 271,26*	*649,13*	
611	Sous-traitance générale		**1 760 022,38**	**1 760 022,38**		**0,01**	**0,01**	**1 760 022,37**	
6135	Locations mobilières		**3 409,26**	**3 409,26**		**451,97**	**451,97**	**2 957,29**	
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers		**2 800,62**	**2 800,62**		**8,27**	**8,27**	**2 792,35**	
6162	Assurance obligatoire dommage-construction		**73 287,21**	**73 287,21**		**6,66**	**6,66**	**73 280,55**	
6168	Autres assurances		**6,66**	**6,66**		**6,66**	**6,66**		
617	Études et recherches		**4 680,00**	**4 680,00**		**4 680,00**	**4 680,00**		
618331	Ouvrages électroniques français		**645,40**	**645,40**				**645,40**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 61		*1 844 851,53*	*1 844 851,53*		*5 153,57*	*5 153,57*	*1 839 697,96*	
6226	Honoraires		**295 926,91**	**295 926,91**		**11 088,60**	**11 088,60**	**284 838,31**	
6251	Voyages et déplacements du personnel		**908,06**	**908,06**		**36,00**	**36,00**	**872,06**	
62561	Missions des personnels de l'EPSCP		**556,88**	**556,88**				**556,88**	
6257	Réceptions		**729,90**	**729,90**		**371,25**	**371,25**	**358,65**	
6264	Téléphone		**540,55**	**540,55**				**540,55**	
6281	Concours divers (cotisations...)		**205 708,21**	**205 708,21**		**5 000,00**	**5 000,00**	**200 708,21**	
6285	Prestations extérieures de gardiennage		**68 425,56**	**68 425,56**				**68 425,56**	
6286	Prestations extérieures de nettoyage		**8 760,00**	**8 760,00**				**8 760,00**	
62888	Autres prestations externes diverses		**7 757,01**	**7 757,01**				**7 757,01**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		*589 313,08*	*589 313,08*		*16 495,85*	*16 495,85*	*572 817,23*	
6331	Versement de transport		**5 571,21**	**5 571,21**				**5 571,21**	
6332	Allocation logement		**1 392,74**	**1 392,74**				**1 392,74**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		*6 963,95*	*6 963,95*				*6 963,95*	
64111	Rémunérations principales des fonctionnaires et contractuels		**277 293,42**	**277 293,42**				**277 293,42**	
64132	Primes et gratifications non indexées		**18 358,00**	**18 358,00**				**18 358,00**	
64142	Indemnité compensatrice à la hausse de la CSG		**510,24**	**510,24**				**510,24**	
64143	Indemnités et avantages indexés		**750,00**	**750,00**				**750,00**	
6415	Supplément familial		**876,48**	**876,48**				**876,48**	
64192	Indus sur rémunérations - exercice courant		**1 690,25**	**1 690,25**		**2 000,00**	**2 000,00**		**309,75**
6451	Cotisations d'assurance-maladie		**34 745,67**	**34 745,67**				**34 745,67**	
645311	Pensions civiles		**143,27**	**143,27**				**143,27**	
64532	Cotisations patronales CNRACL		**13 715,04**	**13 715,04**				**13 715,04**	
64534	Cotisations d'assurance vieillesse CNAV - agents non titulaires		**20 066,74**	**20 066,74**				**20 066,74**	
645351	Cotisations patronales au régime de retraite additionnelle obligatoire (RAFP)		**447,47**	**447,47**				**447,47**	
645352	Cotisations IRCANTEC		**13 974,20**	**13 974,20**				**13 974,20**	
6454	Cotisations Pôle emploi		**9 499,73**	**9 499,73**				**9 499,73**	
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		**15 460,17**	**15 460,17**				**15 460,17**	
6471	prestations directes		**181,80**	**181,80**				**181,80**	

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
648	Autres charges de personnel		**1 370,00**	**1 370,00**				**1 370,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		*409 082,48*	*409 082,48*		*2 000,00*	*2 000,00*	*407 392,23*	*309,75*
65786	Subventions diverses accordées par l'établissement		**1 505 000,00**	**1 505 000,00**				**1 505 000,00**	
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices		**76 231,43**	**76 231,43**				**76 231,43**	
6588	Autres charges diverses de gestion courante		**0,19**	**0,19**		**0,18**	**0,18**	**0,01**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 65		*1 581 231,62*	*1 581 231,62*		*0,18*	*0,18*	*1 581 231,44*	
66116	Intérêts des emprunts et des dettes assimilées		**4 783 368,61**	**4 783 368,61**		**1 925 429,58**	**1 925 429,58**	**2 857 939,03**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 66		*4 783 368,61*	*4 783 368,61*		*1 925 429,58*	*1 925 429,58*	*2 857 939,03*	
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles		**5 621 076,38**	**5 621 076,38**		**28 674,84**	**28 674,84**	**5 592 401,54**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 68		*5 621 076,38*	*5 621 076,38*		*28 674,84*	*28 674,84*	*5 592 401,54*	
	TOTAL CLASSE 6		**14 837 808,04**	**14 837 808,04**		**1 979 025,28**	**1 979 025,28**	**12 859 092,51**	**309,75**

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706828	Autres prestations de services		**17 983,25**	**17 983,25**		**35 966,50**	**35 966,50**		**17 983,25**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 70		*17 983,25*	*17 983,25*		*35 966,50*	*35 966,50*		*17 983,25*
74131121	SUBV EXPLOIT - ANR INVESTISSEMENT AVENIR					**283 521,07**	**283 521,07**		**283 521,07**
741312	SUBVENTION EXPLOITATION - ANR HORS IA		**34 804 815,14**	**34 804 815,14**		**41 645 713,92**	**41 645 713,92**		**6 840 898,78**
7442	Subvention d'exploitation Région		**6 297 364,10**	**6 297 364,10**		**6 297 364,10**	**6 297 364,10**		
74881	Autres subventions de fonctionnement - Hors conventions recherches					**50 000,00**	**50 000,00**		**50 000,00**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 74		*41 102 179,24*	*41 102 179,24*		*48 276 599,09*	*48 276 599,09*		*7 174 419,85*
7583	Produits de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de demandes de					**615,28**	**615,28**		**615,28**
7588	Autres produits de gestion courante					**68 668,89**	**68 668,89**		**68 668,89**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 75					*69 284,17*	*69 284,17*		*69 284,17*
78131	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs remis en		**107 715,82**	**107 715,82**		**107 715,82**	**107 715,82**		
78132	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs autres		**68 195,33**	**68 195,33**		**5 660 596,87**	**5 660 596,87**		**5 592 401,54**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78		*175 911,15*	*175 911,15*		*5 768 312,69*	*5 768 312,69*		*5 592 401,54*
	TOTAL CLASSE 7		**41 296 073,64**	**41 296 073,64**		**54 150 162,45**	**54 150 162,45**		**12 854 088,81**

CLASSE 8

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890	BILAN D'OUVERTURE	**910 824 101,98**		**910 824 101,98**	**910 824 101,98**		**910 824 101,98**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	*910 824 101,98*		*910 824 101,98*	*910 824 101,98*		*910 824 101,98*		
	TOTAL CLASSE 8	**910 824 101,98**		**910 824 101,98**	**910 824 101,98**		**910 824 101,98**		
	TOTAL GENERAL	**1 826 206 603,38**	**716 671 365,00**	**2 542 877 968,38**	**1 826 206 603,38**	**716 671 365,00**	**2 542 877 968,38**	**979 201 861,55**	**979 201 861,55**

BA CAMPUS

Balance définitive

BALANCE GENERALE AU 31/12/2022

CLASSE 1

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
10411	Contrepartie et financement des actifs mis à disposition des établissements Etat		**27 310 319,19**	**27 310 319,19**		**27 310 319,19**	**27 310 319,19**		
10412	Contrepartie et financement des actifs remis en pleine propriété Etat		**27 310 319,19**	**27 310 319,19**		**27 310 319,19**	**27 310 319,19**		
104131	Financements des autres actifs - Etat				**656 000,00**		**656 000,00**		**656 000,00**
1041321	Revenus de la dotation sur le financement des actifs DNC CAMPUS IDEX		**47 108 417,39**	**47 108 417,39**	**51 220 615,16**	**68 472 880,57**	**119 693 495,73**		**72 585 078,34**
1041322	Financement des actifs ANR IA hors DNC CAMPUS IDEX		**13 656 140,99**	**13 656 140,99**		**13 656 140,99**	**13 656 140,99**		
1041381	Financements des actifs ANR hors IA		**6 245 546,76**	**6 245 546,76**		**6 245 546,76**	**6 245 546,76**		
10491	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs mis à		**3 332 342,26**	**3 332 342,26**		**3 332 342,26**	**3 332 342,26**		
10492	Reprise au résultat de la contrepartie et du financement des actifs remis en		**3 332 342,26**	**3 332 342,26**		**3 332 342,26**	**3 332 342,26**		
104931	Reprise au résultat du financement des autres actifs - Etat	**114 931,08**	**213 662,06**	**328 593,14**				**328 593,14**	
1049321	Reprise au résultat du financement des autres actifs - DNC CAMPUS IDEX	**8 456 251,74**	**2 641 826,40**	**11 098 078,14**		**13 402,04**	**13 402,04**	**11 084 676,10**	
1049322	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR IA hors DNC		**2 785 458,94**	**2 785 458,94**		**2 785 458,94**	**2 785 458,94**		
1049381	Reprise au résultat du financement des autres actifs - ANR hors IA		**45 970,56**	**45 970,56**		**45 970,56**	**45 970,56**		
10682	Réserves facultatives				**73 692,87**	**369 644,30**	**443 337,17**		**443 337,17**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 10	*8 571 182,82*	*133 982 346,00*	*142 553 528,82*	*51 950 308,03*	*152 874 367,06*	*204 824 675,09*	*11 413 269,24*	*73 684 415,51*
110	Report à nouveau (solde créditeur)		**650 488,87**	**650 488,87**	**650 488,87**	**3 104 230,60**	**3 754 719,47**		**3 104 230,60**
119	Report à nouveau (solde débiteur)	**273 014,30**	**1 590 729,61**	**1 863 743,91**		**1 729 410,24**	**1 729 410,24**	**134 333,67**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 11	*273 014,30*	*2 241 218,48*	*2 514 232,78*	*650 488,87*	*4 833 640,84*	*5 484 129,71*	*134 333,67*	*3 104 230,60*
129	Résultat de l'exercice (perte)	**7 830,27**	**4 693,95**	**12 524,22**		**7 830,27**	**7 830,27**	**4 693,95**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 12	*7 830,27*	*4 693,95*	*12 524,22*		*7 830,27*	*7 830,27*	*4 693,95*	
13412	Financements rattachés à des actifs - Régions		**15 601 034,84**	**15 601 034,84**	**23 731 307,27**	**15 792 925,47**	**39 524 232,74**		**23 923 197,90**
13414	Financements rattachés à des actifs - Communes et groupements de communes		**9 234 372,22**	**9 234 372,22**	**12 102 021,90**	**13 403 244,03**	**25 505 265,93**		**16 270 893,71**
13417	Financements rattachés à des actifs déterminés - Autres organismes				**83 195 326,76**		**83 195 326,76**		**83 195 326,76**
13492	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Régions	**1 635 321,52**	**1 008 779,47**	**2 644 100,99**		**178 825,06**	**178 825,06**	**2 465 275,93**	
13494	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Communes et	**551 993,07**	**353 246,24**	**905 239,31**				**905 239,31**	
13495	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres entités		**62 960,02**	**62 960,02**		**62 960,02**	**62 960,02**		
13497	Reprise au résultat des financements rattachés à des actifs - Autres organismes	**10 063 270,41**	**1 662 784,88**	**11 726 055,29**		**30 253,52**	**30 253,52**	**11 695 801,77**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 13	*12 250 585,00*	*27 923 177,67*	*40 173 762,67*	*119 028 655,93*	*29 468 208,10*	*148 496 864,03*	*15 066 317,01*	*123 389 418,37*
1674	Avances de l'État et des entités publiques				**475 000 000,00**		**475 000 000,00**		**475 000 000,00**
16782	Emprunts BEI		**2 912 938,58**	**2 912 938,58**	**71 291 891,00**	**25 270 263,00**	**96 562 154,00**		**93 649 215,42**
16783	Emprunts Banque des territoires (CDC)		**1 047 093,49**	**1 047 093,49**	**19 790 569,44**	**11 892 481,11**	**31 683 050,55**		**30 635 957,06**
1687	Autres dettes		**2 007 619,12**	**2 007 619,12**	**21 777 749,20**	**0,02**	**21 777 749,22**		**19 770 130,10**
1688	Intérêts courus		**171 619,74**	**171 619,74**	**171 619,74**	**162 366,77**	**333 986,51**		**162 366,77**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 16		*6 139 270,93*	*6 139 270,93*	*588 031 829,38*	*37 325 110,90*	*625 356 940,28*		*619 217 669,35*
18552	BA CAMPUS	**58 619 178,79**	**69 219 496,34**	**127 838 675,13**	**4 558 399,22**	**61 062 380,33**	**65 620 779,55**	**62 217 895,58**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 18	*58 619 178,79*	*69 219 496,34*	*127 838 675,13*	*4 558 399,22*	*61 062 380,33*	*65 620 779,55*	*62 217 895,58*	
	TOTAL CLASSE 1	**79 721 791,18**	**239 510 203,37**	**319 231 994,55**	**764 219 681,43**	**285 571 537,50**	**1 049 791 218,93**	**88 836 509,45**	**819 395 733,83**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
208	Autres immobilisations incorporelles	**5 156,20**		**5 156,20**				**5 156,20**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 20	*5 156,20*		*5 156,20*				*5 156,20*	
212587	Autres agencements, aménagements de terrains bâtis - Acquis	**1 412 076,47**		**1 412 076,47**				**1 412 076,47**	
213186	Autres bâtiments - mise à disposition	**113 812 320,23**		**113 812 320,23**		**27 310 319,19**	**27 310 319,19**	**86 502 001,04**	
213187	Autres bâtiments - Acquis	**9 000 325,31**	**27 844 626,94**	**36 844 952,25**				**36 844 952,25**	
213586	Mise à disposition - autres installations generales, agencements, aménagements	**57 744 148,08**	**895 479,46**	**58 639 627,54**		**786 396,47**	**786 396,47**	**57 853 231,07**	
213587	Acquis - Autres installations générales, agencements, aménagements des autres	**6 221 747,69**	**7 149 952,78**	**13 371 700,47**		**146 311,11**	**146 311,11**	**13 225 389,36**	
215117	Installations complexes sur sol propre acquises	**282 889,27**		**282 889,27**				**282 889,27**	
215371	Matériel scientifique acquis	**7 323,52**		**7 323,52**				**7 323,52**	
21567	Matériel d'enseignement acquis	**11 073,60**		**11 073,60**				**11 073,60**	
21577	Agencements et aménagements du matériel et outillage acquis	**60 242,04**		**60 242,04**				**60 242,04**	
21827	Matériel de transport acquis		**4 188,82**	**4 188,82**				**4 188,82**	
218317	Matériel de bureau acquis	**49 933,97**		**49 933,97**				**49 933,97**	
218327	Matériel informatique acquis	**191 810,77**		**191 810,77**				**191 810,77**	
21847	Mobilier acquis	**57 932,12**		**57 932,12**				**57 932,12**	
21887	Matériels divers acquis	**6 075,60**		**6 075,60**				**6 075,60**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 21	*188 857 898,67*	*35 894 248,00*	*224 752 146,67*		*28 243 026,77*	*28 243 026,77*	*196 509 119,90*	
2313	Immobilisations corporelles en cours - Constructions	**5 857 261,43**	**9 075 996,31**	**14 933 257,74**		**8 424 569,04**	**8 424 569,04**	**6 508 688,70**	
2315	Immobilisations corporelles en cours - Installations techniques, matériel et	**3 008 232,95**	**546 143,19**	**3 554 376,14**		**56 696,24**	**56 696,24**	**3 497 679,90**	
2318	Immobilisations corporelles en cours - Autres immobilisations corporelles	**15 818,40**	**5 653,80**	**21 472,20**		**12 984,00**	**12 984,00**	**8 488,20**	
238132	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**19 200 000,00**	**22 380 000,00**	**41 580 000,00**				**41 580 000,00**	
238135	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Constructions -	**1 701 104,55**	**29 883,19**	**1 730 987,74**		**419 919,90**	**419 919,90**	**1 311 067,84**	
23818	Avances versées sur commande d'immobilisations corporelles - Autres	**63 745 692,77**	**11 597 066,97**	**75 342 759,74**		**825 073,67**	**825 073,67**	**74 517 686,07**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 23	*93 528 110,10*	*43 634 743,46*	*137 162 853,56*		*9 739 242,85*	*9 739 242,85*	*127 423 610,71*	
2618	Titres de participation - Autres titres	**264 256,00**		**264 256,00**				**264 256,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 26	*264 256,00*		*264 256,00*				*264 256,00*	
2751	Dépôts	**475 000 000,00**		**475 000 000,00**				**475 000 000,00**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 27	*475 000 000,00*		*475 000 000,00*				*475 000 000,00*	
2808	Autres immobilisations incorporelles				**3 019,07**	**1 031,24**	**4 050,31**		**4 050,31**
2812587	Amortissement des agencements et aménagements de terrains batiS ACQUIS				**328 896,13**	**70 603,82**	**399 499,95**		**399 499,95**
2813186	Amortissement bâtiments affectés ou remis en dotation		**3 332 342,26**	**3 332 342,26**	**13 739 518,18**	**1 730 040,03**	**15 469 558,21**		**12 137 215,95**
2813187	Amortissement bâtiments acquis				**1 534 409,32**	**4 421 905,30**	**5 956 314,62**		**5 956 314,62**
2813586	Amortissement Mise à disposition des installations générales, agencements,		**59 613,55**	**59 613,55**	**2 668 459,85**	**2 411 028,50**	**5 079 488,35**		**5 019 874,80**
2813587	Amortissements Acquis Autres installations générales agencements acquis		**52 539,27**	**52 539,27**	**2 165 978,08**	**361 306,52**	**2 527 284,60**		**2 474 745,33**
2815117	Amortissement des installations techniques complexes acquises				**200 285,20**	**28 288,93**	**228 574,13**		**228 574,13**
2815371	Amortissement du matériel scientifique acquis				**7 323,52**		**7 323,52**		**7 323,52**
281567	Amortissement du matériel d'enseignement acquis				**1 298,07**	**1 107,36**	**2 405,43**		**2 405,43**
281577	Amortissement des agencements et aménagements du matériel et outillage				**13 963,68**	**9 200,31**	**23 163,99**		**23 163,99**
281827	Amortissement du matériel de transport acquis					**61,14**	**61,14**		**61,14**
2818317	Amortissement du matériel de bureau acquis				**13 336,44**	**4 993,40**	**18 329,84**		**18 329,84**

CLASSE 2

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
2818327	Amortissement du matériel informatique acquis				**191 810,77**		**191 810,77**		**191 810,77**
281847	Amortissement du mobilier acquis				**31 427,43**	**5 793,21**	**37 220,64**		**37 220,64**
281887	Amortissement des matériels divers acquis				**6 075,60**		**6 075,60**		**6 075,60**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 28		*3 444 495,08*	*3 444 495,08*	*20 905 801,34*	*9 045 359,76*	*29 951 161,10*		*26 506 666,02*
	TOTAL CLASSE 2	**757 655 420,97**	**82 973 486,54**	**840 628 907,51**	**20 905 801,34**	**47 027 629,38**	**67 933 430,72**	**799 202 142,81**	**26 506 666,02**

CLASSE 4

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
4011	Fournisseurs - Achats de biens ou de prestations de services		**3 052 271,34**	**3 052 271,34**		**3 052 271,34**	**3 052 271,34**		
4041	Fournisseurs - achats d'immobilisations		**41 645 111,33**	**41 645 111,33**		**41 645 111,33**	**41 645 111,33**		
4047	Fournisseurs d'immobilisations - Retenues de garantie et oppositions		**51 212,73**	**51 212,73**	**33 923,86**	**27 876,21**	**61 800,07**		**10 587,34**
4081	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats de biens ou de prestations de	**0,04**	**10 556 422,10**	**10 556 422,14**	**2 203,85**	**10 816 562,28**	**10 818 766,13**		**262 343,99**
4084	Fournisseurs - Factures non parvenues - Achats d'immobilisations	**0,14**	**43 435 251,77**	**43 435 251,91**	**28 942,22**	**43 533 052,91**	**43 561 995,13**		**126 743,22**
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 40	*0,18*	*98 740 269,27*	*98 740 269,45*	*65 069,93*	*99 074 874,07*	*99 139 944,00*		*399 674,55*
411121	Clients exercice en cours - Hors conventions privées		**83 427,73**	**83 427,73**		**8 733,18**	**8 733,18**	**74 694,55**	
411122	Clients exercices en cours - Subv conventions privées		**615,28**	**615,28**		**615,28**	**615,28**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 41		*84 043,01*	*84 043,01*		*9 348,46*	*9 348,46*	*74 694,55*	
4411	Financements d'investissement Etat et Entités publiques		**19 358 757,03**	**19 358 757,03**		**17 718 355,72**	**17 718 355,72**	**1 640 401,31**	
4417	Subventions de fonctionnement Etat et entités publiques		**23 858 383,66**	**23 858 383,66**		**19 732 524,00**	**19 732 524,00**	**4 125 859,66**	
441911	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques globalisées				**750 000,00**		**750 000,00**		**750 000,00**
441912	Etat - avances subvention - conventions recherches publiques fléchées		**52 564 009,37**	**52 564 009,37**	**59 344 787,89**	**39 199 421,29**	**98 544 209,18**		**45 980 199,81**
4419321	Avances sur revenus de la DNC CAMPUS et IDEX		**16 193 692,46**	**16 193 692,46**	**70 097 160,79**	**19 153 805,00**	**89 250 965,79**		**73 057 273,33**
44562	TVAdéductibles sur immobilisations		**814 181,91**	**814 181,91**		**814 181,91**	**814 181,91**		
44566	TVA déductibles sur autres biens et services		**554 545,15**	**554 545,15**		**554 545,15**	**554 545,15**		
44567	Crédit de T.V.A. à reporter		**1 286 726,19**	**1 286 726,19**		**1 286 726,19**	**1 286 726,19**		
44571	TVA collectée		**12 449,09**	**12 449,09**		**12 449,09**	**12 449,09**		
44583	Remboursement de TVA demandé	**261 883,76**	**1 286 726,19**	**1 548 609,95**		**924 638,65**	**924 638,65**	**623 971,30**	
44586	TVA sur factures non parvenues	**310,86**	**1 609 391,42**	**1 609 702,28**	**0,02**	**1 609 055,35**	**1 609 055,37**	**646,91**	
448711	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Investissement	**54 092 017,39**	**65 150 951,01**	**119 242 968,40**		**69 522 369,53**	**69 522 369,53**	**49 720 598,87**	
448777	PAR opérations pluriannuelles - Financeurs publics - Fonctionnement	**22 496 077,06**	**34 238 165,47**	**56 734 242,53**		**34 611 604,40**	**34 611 604,40**	**22 122 638,13**	
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 44	*76 850 289,07*	*216 927 978,95*	*293 778 268,02*	*130 191 948,70*	*205 139 676,28*	*335 331 624,98*	*78 234 116,18*	*119 787 473,14*
4664	Excédents de versement à rembourser		**101 317,95**	**101 317,95**		**359 233,40**	**359 233,40**		**257 915,45**
4665	Opérations particulières avec SRIA (MPGP UBM)	**1 155 000,00**		**1 155 000,00**		**1 155 000,00**	**1 155 000,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 46	*1 155 000,00*	*101 317,95*	*1 256 317,95*		*1 514 233,40*	*1 514 233,40*		*257 915,45*
471122	Recette à classer IJSS		**929,25**	**929,25**		**929,25**	**929,25**		
471125	Ecarts d'arrondis		**0,03**	**0,03**		**0,03**	**0,03**		
471134	Conventions de recherche globalisée		**4 215 462,86**	**4 215 462,86**		**4 215 462,86**	**4 215 462,86**		
471135	Conventions de recherche fléchées		**9 550 664,41**	**9 550 664,41**		**9 550 664,41**	**9 550 664,41**		
471141	Remboursement fournisseurs en attente de titre		**7 038,71**	**7 038,71**		**7 038,71**	**7 038,71**		
47211	DPAO Paye		**414 356,18**	**414 356,18**		**414 356,18**	**414 356,18**		
47215	DPAO - Carte logée		**899,81**	**899,81**		**899,81**	**899,81**		
47218	DPAO Divers		**8 015 526,93**	**8 015 526,93**		**8 015 526,93**	**8 015 526,93**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 47		*22 204 878,18*	*22 204 878,18*		*22 204 878,18*	*22 204 878,18*		
	TOTAL CLASSE 4	**78 005 289,25**	**338 058 487,36**	**416 063 776,61**	**130 257 018,63**	**327 943 010,39**	**458 200 029,02**	**78 308 810,73**	**120 445 063,14**

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
60618	Autres fournitures non stockables		**1 002,69**	**1 002,69**		**1 002,69**	**1 002,69**		
6064	Fournitures administratives		**736,97**	**736,97**		**736,97**	**736,97**		
6068	Autres matières et fournitures non stockées		**180,73**	**180,73**		**180,73**	**180,73**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 60		*1 920,39*	*1 920,39*		*1 920,39*	*1 920,39*		
611	Sous-traitance générale		**1 760 022,38**	**1 760 022,38**		**1 760 022,38**	**1 760 022,38**		
6135	Locations mobilières		**3 409,26**	**3 409,26**		**3 409,26**	**3 409,26**		
6152	Entretien et réparations sur biens immobiliers		**2 800,62**	**2 800,62**		**2 800,62**	**2 800,62**		
6162	Assurance obligatoire dommage-construction		**73 287,21**	**73 287,21**		**73 287,21**	**73 287,21**		
6168	Autres assurances		**6,66**	**6,66**		**6,66**	**6,66**		
617	Études et recherches		**4 680,00**	**4 680,00**		**4 680,00**	**4 680,00**		
618331	Ouvrages électroniques français		**645,40**	**645,40**		**645,40**	**645,40**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 61		*1 844 851,53*	*1 844 851,53*		*1 844 851,53*	*1 844 851,53*		
6226	Honoraires		**295 926,91**	**295 926,91**		**295 926,91**	**295 926,91**		
6251	Voyages et déplacements du personnel		**908,06**	**908,06**		**908,06**	**908,06**		
62561	Missions des personnels de l'EPSCP		**556,88**	**556,88**		**556,88**	**556,88**		
6257	Réceptions		**729,90**	**729,90**		**729,90**	**729,90**		
6264	Téléphone		**540,55**	**540,55**		**540,55**	**540,55**		
6281	Concours divers (cotisations...)		**205 708,21**	**205 708,21**		**205 708,21**	**205 708,21**		
6285	Prestations extérieures de gardiennage		**68 425,56**	**68 425,56**		**68 425,56**	**68 425,56**		
6286	Prestations extérieures de nettoyage		**8 760,00**	**8 760,00**		**8 760,00**	**8 760,00**		
62888	Autres prestations externes diverses		**7 757,01**	**7 757,01**		**7 757,01**	**7 757,01**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 62		*589 313,08*	*589 313,08*		*589 313,08*	*589 313,08*		
6331	Versement de transport		**5 571,21**	**5 571,21**		**5 571,21**	**5 571,21**		
6332	Allocation logement		**1 392,74**	**1 392,74**		**1 392,74**	**1 392,74**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 63		*6 963,95*	*6 963,95*		*6 963,95*	*6 963,95*		
64111	Rémunérations principales des fonctionnaires et contractuels		**277 293,42**	**277 293,42**		**277 293,42**	**277 293,42**		
64132	Primes et gratifications non indexées		**18 358,00**	**18 358,00**		**18 358,00**	**18 358,00**		
64142	Indemnité compensatrice à la hausse de la CSG		**510,24**	**510,24**		**510,24**	**510,24**		
64143	Indemnités et avantages indexés		**750,00**	**750,00**		**750,00**	**750,00**		
6415	Supplément familial		**876,48**	**876,48**		**876,48**	**876,48**		
64192	Indus sur rémunérations - exercice courant		**2 000,00**	**2 000,00**		**2 000,00**	**2 000,00**		
6451	Cotisations d'assurance-maladie		**34 745,67**	**34 745,67**		**34 745,67**	**34 745,67**		
645311	Pensions civiles		**143,27**	**143,27**		**143,27**	**143,27**		
64532	Cotisations patronales CNRACL		**13 715,04**	**13 715,04**		**13 715,04**	**13 715,04**		
64534	Cotisations d'assurance vieillesse CNAV - agents non titulaires		**20 066,74**	**20 066,74**		**20 066,74**	**20 066,74**		
645351	Cotisations patronales au régime de retraite additionnelle obligatoire (RAFP)		**447,47**	**447,47**		**447,47**	**447,47**		
645352	Cotisations IRCANTEC		**13 974,20**	**13 974,20**		**13 974,20**	**13 974,20**		
6454	Cotisations Pôle emploi		**9 499,73**	**9 499,73**		**9 499,73**	**9 499,73**		
6458	Cotisations aux autres organismes sociaux		**15 460,17**	**15 460,17**		**15 460,17**	**15 460,17**		
6471	prestations directes		**181,80**	**181,80**		**181,80**	**181,80**		

CLASSE 6

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
648	Autres charges de personnel		**1 370,00**	**1 370,00**		**1 370,00**	**1 370,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 64		*409 392,23*	*409 392,23*		*409 392,23*	*409 392,23*		
65786	Subventions diverses accordées par l'établissement		**1 505 000,00**	**1 505 000,00**		**1 505 000,00**	**1 505 000,00**		
6583	Charges de gestion provenant de l'annulation de titres de recettes des exercices		**76 231,43**	**76 231,43**		**76 231,43**	**76 231,43**		
6588	Autres charges diverses de gestion courante		**0,19**	**0,19**		**0,19**	**0,19**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 65		*1 581 231,62*	*1 581 231,62*		*1 581 231,62*	*1 581 231,62*		
66116	Intérêts des emprunts et des dettes assimilées		**4 783 368,61**	**4 783 368,61**		**4 783 368,61**	**4 783 368,61**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 66		*4 783 368,61*	*4 783 368,61*		*4 783 368,61*	*4 783 368,61*		
6811	Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles		**5 621 076,38**	**5 621 076,38**		**5 621 076,38**	**5 621 076,38**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 68		*5 621 076,38*	*5 621 076,38*		*5 621 076,38*	*5 621 076,38*		
	TOTAL CLASSE 6		**14 838 117,79**	**14 838 117,79**		**14 838 117,79**	**14 838 117,79**		

CLASSE 7

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
706828	Autres prestations de services		**35 966,50**	**35 966,50**		**35 966,50**	**35 966,50**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 70		*35 966,50*	*35 966,50*		*35 966,50*	*35 966,50*		
74131121	SUBV EXPLOIT - ANR INVESTISSEMENT AVENIR		**283 521,07**	**283 521,07**		**283 521,07**	**283 521,07**		
741312	SUBVENTION EXPLOITATION - ANR HORS IA		**41 645 713,92**	**41 645 713,92**		**41 645 713,92**	**41 645 713,92**		
7442	Subvention d'exploitation Région		**6 297 364,10**	**6 297 364,10**		**6 297 364,10**	**6 297 364,10**		
74881	Autres subventions de fonctionnement - Hors conventions recherches		**50 000,00**	**50 000,00**		**50 000,00**	**50 000,00**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 74		*48 276 599,09*	*48 276 599,09*		*48 276 599,09*	*48 276 599,09*		
7583	Produits de gestion courante provenant de l'annulation d'ordres de demandes de		**615,28**	**615,28**		**615,28**	**615,28**		
7588	Autres produits de gestion courante		**68 668,89**	**68 668,89**		**68 668,89**	**68 668,89**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 75		*69 284,17*	*69 284,17*		*69 284,17*	*69 284,17*		
78131	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs remis en		**107 715,82**	**107 715,82**		**107 715,82**	**107 715,82**		
78132	Quote-part reprise au résultat des financements rattachés à des actifs autres		**5 660 596,87**	**5 660 596,87**		**5 660 596,87**	**5 660 596,87**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 78		*5 768 312,69*	*5 768 312,69*		*5 768 312,69*	*5 768 312,69*		
	TOTAL CLASSE 7		**54 150 162,45**	**54 150 162,45**		**54 150 162,45**	**54 150 162,45**		

CLASSE 8

		DEBIT			CREDIT			SOLDE	
		BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	BILAN D'ENTREE	EXERCICE	TOTAL	DEBIT	CREDIT
890	BILAN D'OUVERTURE	**910 824 101,98**		**910 824 101,98**	**910 824 101,98**		**910 824 101,98**		
	SOUS-TOTAL CHAPITRE 89	*910 824 101,98*		*910 824 101,98*	*910 824 101,98*		*910 824 101,98*		
	TOTAL CLASSE 8	**910 824 101,98**		**910 824 101,98**	**910 824 101,98**		**910 824 101,98**		
	TOTAL GENERAL	**1 826 206 603,38**	**729 530 457,51**	**2 555 737 060,89**	**1 826 206 603,38**	**729 530 457,51**	**2 555 737 060,89**	**966 347 462,99**	**966 347 462,99**

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 14 mars 2023

DÉLIBÉRATION FIXANT LE CONTINGENT DE CONGÉS POUR RECHERCHES OU CONVERSION THÉMATIQUE (CRCT) AU TITRE DE L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 2023-2024

Vu les dispositions du code de l'éducation, et notamment l'article L.712-3 ;

Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences, et notamment son article 19.

Considérant qu'il appartient, à chaque établissement, de fixer chaque année le contingent de congés pour recherches ou conversions thématiques.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré ;

Article 1.

Au titre de l'année universitaire 2023-2024, le contingent de congés pour recherches ou conversion thématiques est fixé à 14 semestres.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Adoptée à la majorité des votes exprimés (33 votants)
Pour : 33
Contre : 0
Abstention : 0

Dean LEWIS

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
séance du 14 mars 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU BILAN 2022 DU FONDS DE SOLIDARITE ET DE DEVELOPPEMENT DES INITIATIVES ETUDIANTES

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1, L. 712-3, L.841-5 et D.841-2 et suivants ;

Vu le décret n° 2019-205 du 19 mars 2019 relatif aux modalités de programmation et de suivi des actions financées par la contribution de vie étudiante et de campus prévue à l'article L. 841-5 du code de l'éducation ;

Vu la circulaire NOR ESRS1905871C du 21 mars 2019 relative à la programmation et au suivi des actions financées par la contribution vie étudiante et de campus ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu l'avis de la commission formation et vie universitaire du 2 mars 2023.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1

D'approuver le bilan du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes dressé au titre de l'année 2022, tel qu'annexé à la présente délibération.

Article 2

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Président du conseil d'administration

Dean LEWIS



Adoptée à la majorité des votes exprimés (33 votants)
Pour : 33
Contre : 0
Abstention : 0


université
de BORDEAUX

Conseils centraux 2023

Bilan 2022 accompagnement social et soutien à la vie associative – focus FSDIE

- Éléments d'explication et de contexte
- Bilan soutien vie associative (FSDIE aide aux projets, événements vie de campus…)
- Bilan accompagnement social (FSDIE aide sociale, semaine logement, jobdating…)

Point d'information : exonération totale des droits d'inscription en commission aide sociale

La CVEC et le FSDIE : définition et contexte

CVEC :

- **contribution vie étudiante et de campus –** depuis 2018, pour le financement culture, sport, santé, vie étudiante.
- **30% CVEC fléchée sur accompagnement vie associative et accompagnement social,** dont le financement du FSDIE (et également servics civiques, emplois étudiants ou CDD, plan de formation des assos, jobs datings etc)

FSDIE = fonds de soutien et de développement des initiatives étudiantes

- **Fonds** permettant de **soutenir les initiatives associatives** (financement des projets des associations) et les **étudiants rencontrant une difficulté financière** (soutien ponctuel et exceptionnel)
- **Financement à + de 95% par la CVEC**. Financements complémentaires possibles : fondation,…
- **Montant réparti à hauteur de 30% pour l'accompagnement social et 70% pour l'accompagnement associatif**

Accompagnement social et associatif dont FSDIE : budget

Point important pour la compréhension du budget :

- **Le FSDIE ne constitue qu'une partie des dépenses de la CVEC**
- **Les montants CVEC initiaux sont complétés dans l'année: en budget initial (BI) :**
- **Montant CVEC prudentiel de 42 €/étudiant**
- **En juin/juillet après péréquation nationale : montant complémentaire jusqu'à 63,70 €/étudiant (au lieu de 42 €) en 2022**

Budget global disponible accompagnement social et associatif
864 752,84 €

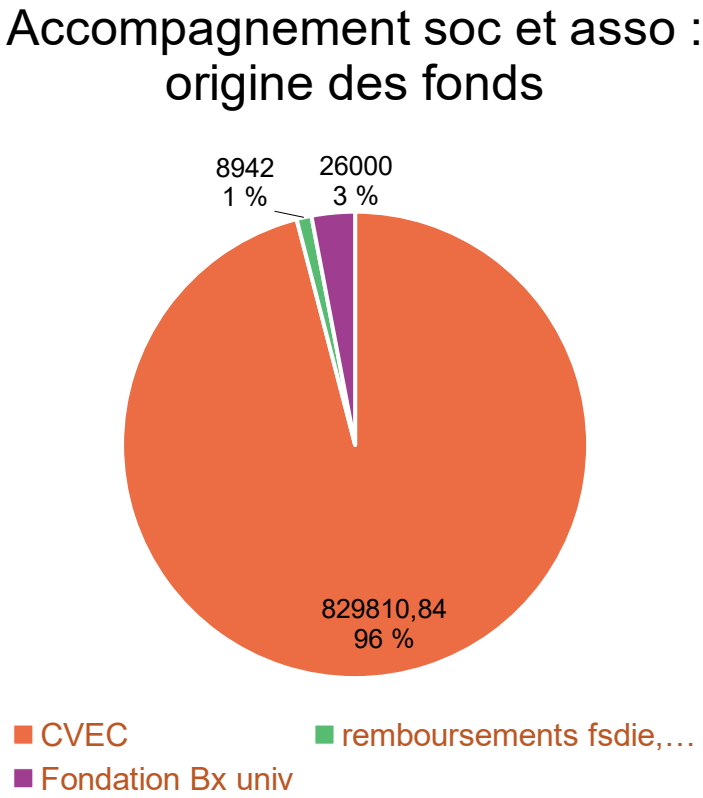
Soutien vie associative :
593 548,87 €

Dont FSDIE aide aux projets:
401 269€

Accompagnement social :
271 203,97 €

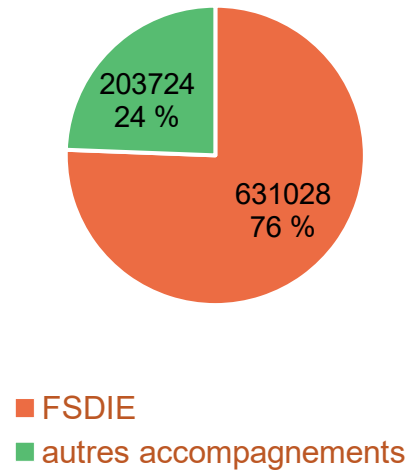
Dont FSDIE aide sociale:
249 759€

Répartition et origine des fonds accompagnement global

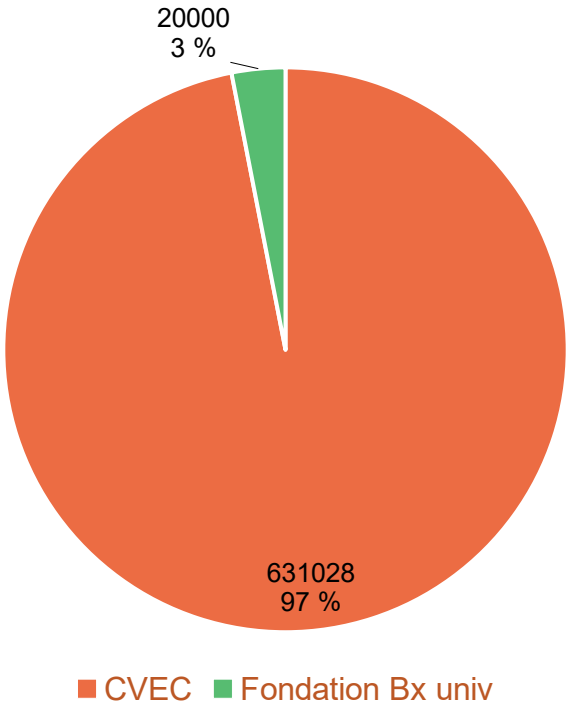


Répartition et origine des fonds FSDIE

Part CVEC pour financement FSDIE



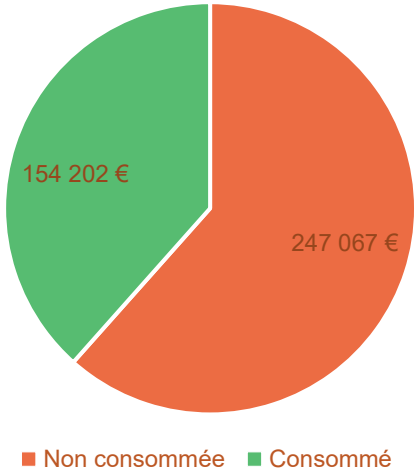
FSDIE: origine des fonds

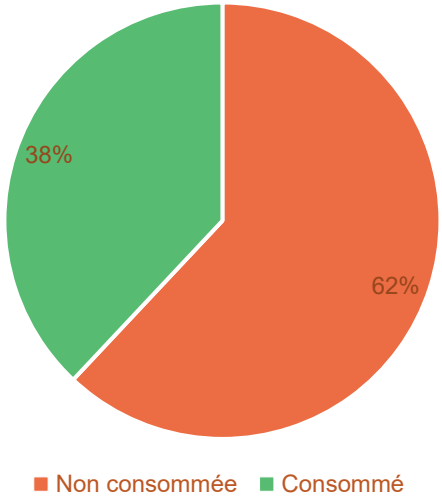


Bilan FSDIE 2022 – consommation Aide aux projets

- ✓ **Budget:**
  - **FSDIE financé CVEC 2022: 401 269€**

- ✓ **Consommation: 154 202€ (38% du budget)**

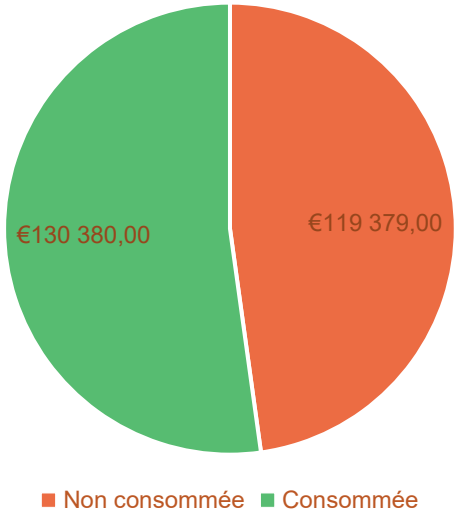


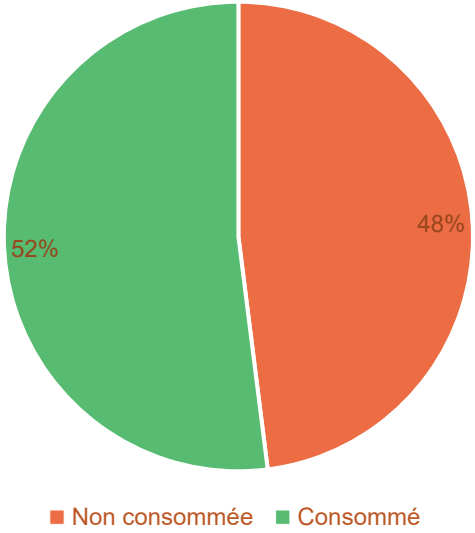


Bilan FSDIE 2022 – consommation Aides sociales

- ✓ **Budget:**
  - **CVEC 2022: 229 759€**
  - **Don fondation Bordeaux université: 20 000€**

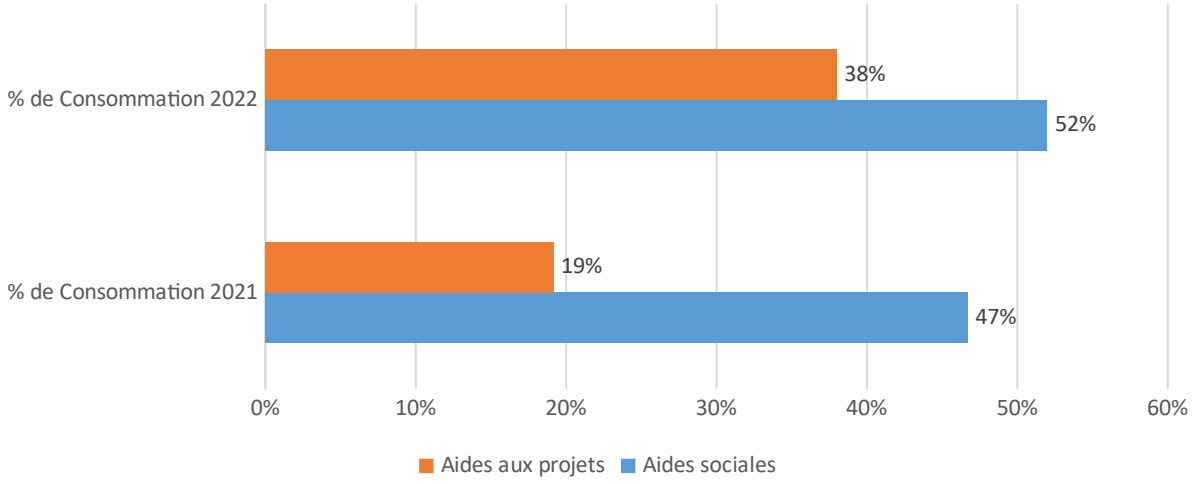
- ✓ **Consommation: 130 380€ (52% du budget)**





Bilan FSDIE 2022: En comparaison à 2021

Colonne1	Budget	Consommation	% de Consommation
Aides sociales	565 006,00 €	263 910,00 €	47%
Aides aux projets	402 134,00 €	77 090,00 €	19%

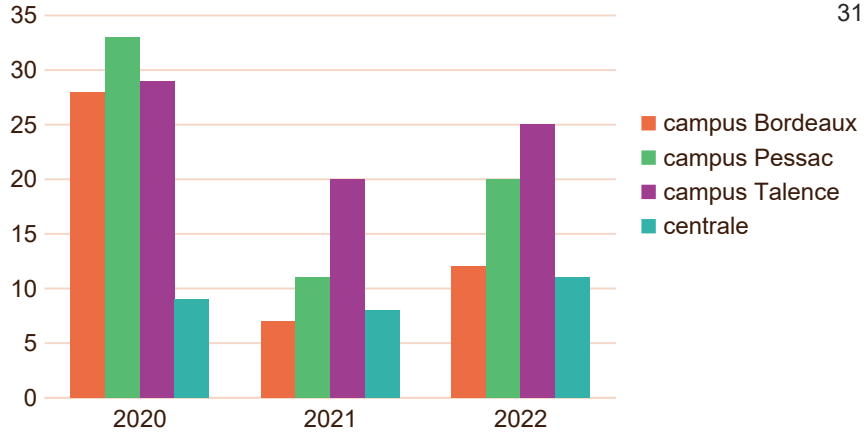


Bilan commissions aide aux projets

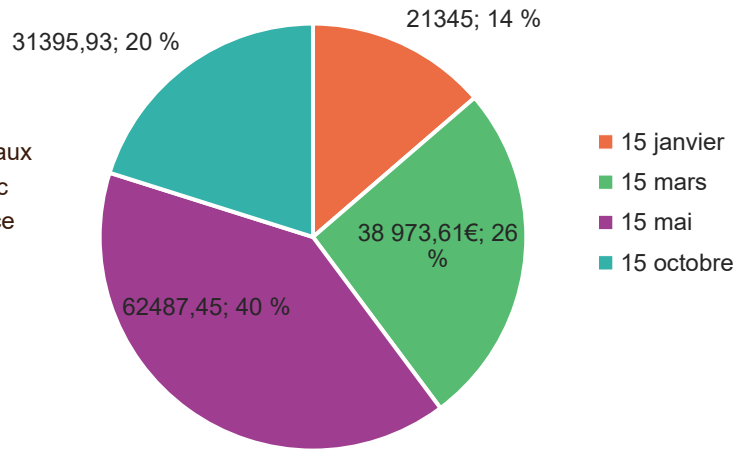
FSDIE aide aux projets – analyse globale

- 118 projets déposés au total
- 77 projets éligibles (principal motif de l'inéligibilité : pas de rdv préalable)
- 68 avis favorables
- 68 subventionnés

Nombre de projets par campus



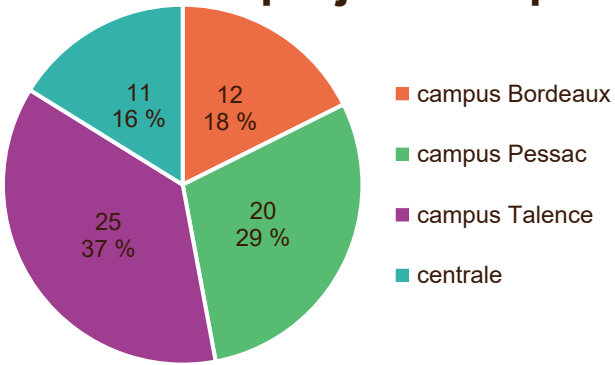
Montant et % par commission



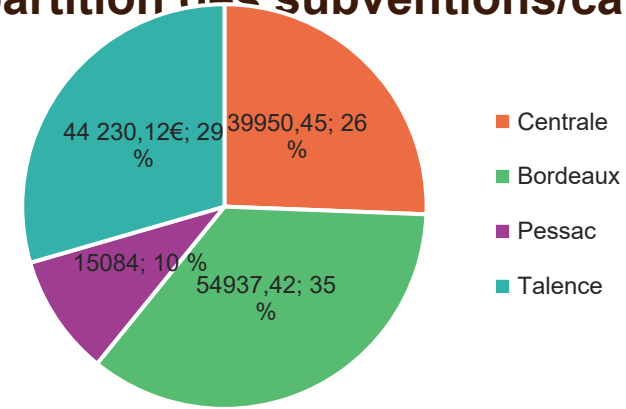
FSDIE aide aux projets – Répartition par campus

- Montant moyen des subventions : 2 052,68 € (min. 96,20 € – max. 14 500 €)
- Pourcentage moyen aide/budget total : 28,58%
- 39,71% projets sur campus / 60,29% projets hors campus

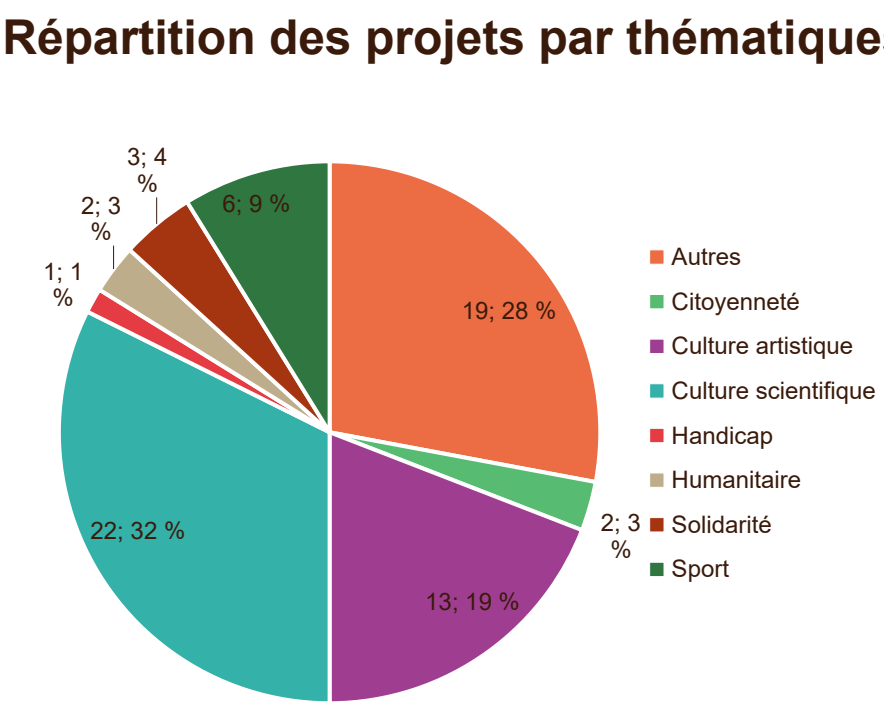
Répartition des projets/campus



Répartition des subventions/campus



FSDIE aide aux projets – Répartition par thématiques



Associations bénéficiaires

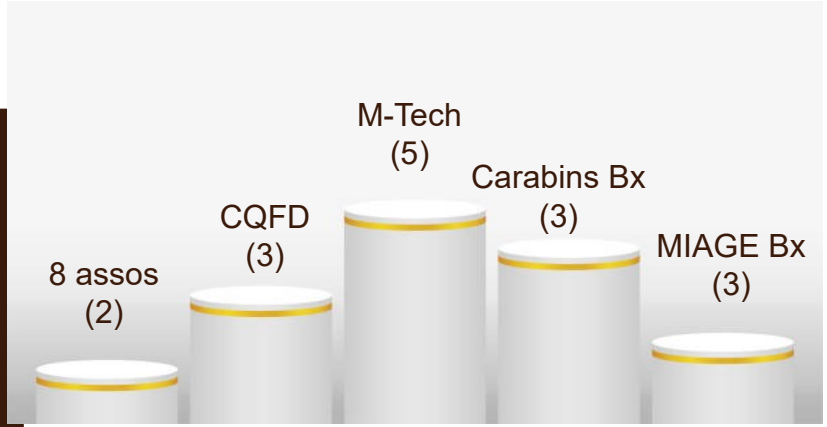
49 associations au total (dont 87,75% domiciliées)

A.M.P.I.R	Domiciliée
ABEMIE	Domiciliée
ACBX	Domiciliée
ACEPB	Domiciliée
ADEBIO	Domiciliée
AEBBCB	Domiciliée
Alt	Non domiciliée
AMBiGU	Domiciliée
AS fac de droit	Domiciliée
Ascoergo	Domiciliée
Association des jeunes juristes des relations de travail ds l'entreprise	Domiciliée
Association des Juristes en Urbanisme et Construction d'Aquitaine	Domiciliée
ATENA	Domiciliée
BASE	Domiciliée
BDE IAE BORDEAUX	Domiciliée
CEE	Domiciliée
Club AES Bordeaux	Domiciliée
CQFD : Ce Qu'il Fallait Déguster	Domiciliée
Créations du Septième Art	Non domiciliée
Dealers de Science	Non domiciliée
Espace - 120	Domiciliée
ESPASS	Domiciliée
Eurofeel	Non domiciliée
F.E.D.I	Domiciliée

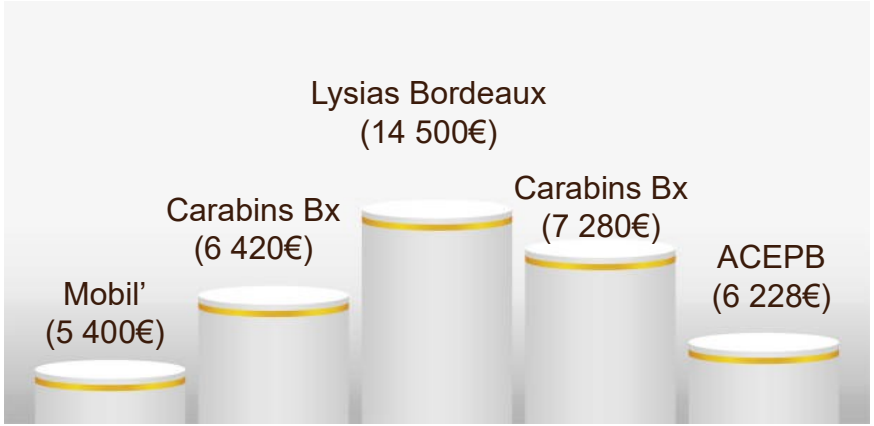
IBO	Domiciliée
IMPB	Domiciliée
Just'Act	Domiciliée
La Tribune Montesquieu	Domiciliée
L'Astragale et la Fourmi	Domiciliée
Le Bureau de la Culture	Domiciliée
Le cercle des étudiants en OEnologie de Bordeaux	Domiciliée
Les Carabins de Bordeaux	Domiciliée
Les Petits Maux en Bulle	Domiciliée
Los Teoporos	Domiciliée
Lysias Bordeaux	Domiciliée
Mass'Cot	Domiciliée
Master 2 droit et gestion du Patrimoine Bordeaux	Domiciliée
Master 2 Droit pénal approfondi	Domiciliée
Master Action Territoriale	Domiciliée
MIAGE	Domiciliée
MOBIL'	Domiciliée
M-Tech	Domiciliée
NBA	Domiciliée
PAEM	Domiciliée
Phar'Madagascar	Domiciliée
RAE	Domiciliée
TACK	Non domiciliée
TerraDoc	Domiciliée
Tongs et curiosités	Non domiciliée

Associations bénéficiaires

Top 5 par nombre de projets



Top 5 par montant des subventions



Lumière sur un évènement du Campus Pessac

L'association Lysias Bordeaux – Concours de plaidoiries et d'éloquence

- Organisation depuis 10 ans du concours de plaidoiries et d'éloquence Lysias Bordeaux, pour promouvoir l'art oratoire.
- Pour L1 et L2: **concours de plaidoiries** en droit civil et droit pénal
- Pour L3,M1, M2, IEJ : déclamation de discours défendant le pour ou le contre d'une question rhétorique dans le cadre du **concours d'éloquence**.

De janvier à mars 2022, l'ensemble de l'équipe Lysias a accueilli **184 candidats**, **137 professionnels** pour les départager, leurs proches et un public toujours plus important.

Nouveauté 2022 : **intégration du campus d'Agen et de Périgueux**. Une dizaine d'étudiants de ces campus ont ainsi pu participer au concours. L'association s'est attachée à mettre en avant le patrimoine bordelais et le campus de Pessac à travers l'organisation systématique de leurs ateliers pré-concours et des deux premiers sur le campus puis les demi-finales à la Cour administrative d'appel et les finales à la Cour d'appel de Bordeaux.

Montant FSDIE alloué 800 € / budget global de 2215 €







Lumière sur un évènement du Campus Talence

Projet « Solidarité, Alimentation et Biodiversité » par l'Astragale et la Fourmi

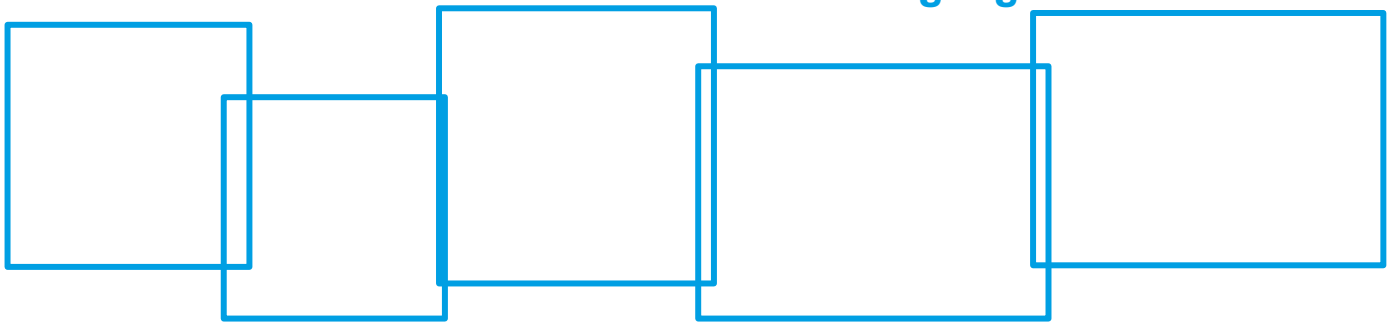
Au centre du projet : le jardin partagé « La Fourmilière », domaine du Haut-Carré

Actions 2022 autour de 3 thématiques

1. **Solidarité** : recréer du lien et cultiver des moments de partage, de transmissions de valeurs et de connaissances entre les personnes
2. **Alimentation** : développer ses connaissances en jardinage et aménagement de culture dans de petits espaces urbains
3. **Biodiversité** : donner une dimension écologique et citoyenne à chacune des actions

= via des chantiers participatifs, visites guidées, conférences, ateliers, journées de rencontres

3600 € accordés en FSDIE sur un budget global de 5776€



Lumière sur un évènement du Campus Victoire

Montant FSDIE alloué = 1 000€ /sur budget 2557€

Lumière sur un projet du Campus Carreire

L’association Mobil

Projet humanitaire au Togo mené par des étudiant.e.s de la filière orthophonie (L2).

Deux groupes de 5 étudiantes sont partis en juin et juillet 2022 : chacun pour 3 semaines afin de mener des sensibilisations sur différentes pathologies liées à l'orthophonie (surdité, autisme, bégaiement) qui sont assez méconnues au Togo. Les personnes atteintes de ces pathologies et de handicap étant en général très souvent stigmatisées et victimes d’isolement social et de grande pauvreté.

Les étudiantes de l’UB se sont rendues dans la région de Kpalimé, dans différents villages, écoles et dans un orphelinat, elles ont ensuite présenté une très belle exposition photographique ainsi que la projection d’un film de restitution sur le campus Carreire dans le cadre du Festival des engagés.

Montant FSDIE alloué 5 400€ / budget global de 26 000€

Renforcement du dispositif de soutien à l'engagement associatif – quelques actions complémentaires

En complément des subventions FSDIE :

- **Coordination du festival des engagé.e.s** et lancement de la première édition des trophées des associations

- **Adaptation d'une offre de formations obligatoires suite aux modifications du RI du FSDIE, pour favoriser des évènements responsables :**
  - Maintien des formations « gestes qui sauvent » et « gestion de bars »
  - Formation à la prévention contre les violences sexuelles et sexistes
  - Formation à l'organisation d'évènements éco-responsables via Aremacs

Bilan commissions sociales

FSDIE aide sociale et exonération

Bilan accompagnement social : contexte

Une politique sociale adaptée et complétée :

En commission, sur financement CVEC (montant règlementaire : env. 9% CVEC) volet **FSDIE aide sociale** : aide ponctuelle et exceptionnelle aux étudiants rencontrant une difficulté financière qui peut perturber le bon déroulement de leur formation.
Forfaits mis en place:
- Forfait aide alimentaire : 200 €
- Forfait achat d'ordinateur : 300 €
- Forfait aide à la connexion : 100 €

En commission, **dispositif complémentaire de lutte contre la fracture numérique**, financement région

En commission
Sur financement établissement
Volet **exonération totale des droits d'inscription** :
à côté de l'exonération de droit des boursiers et pupilles de la Nation, politique volontariste « d'exonération »/ remboursement des droits d'inscription en fonction de la situation personnelle de l'étudiant

Hors commission, sur financement CVEC :
- aide exceptionnelle pour les parents bénéficiaires FSDIE en 2022 :
- 12 chèques cadhoc de 20 €/enfant = 240 €

Un process :
- Dossier dématérialisé disponible sur le site internet
- Traitement du dossier + entretien avec AS possible en visio ou par téléphone
- Étude des dossiers en commission aide sociale, réunies en visio 2 fois par mois

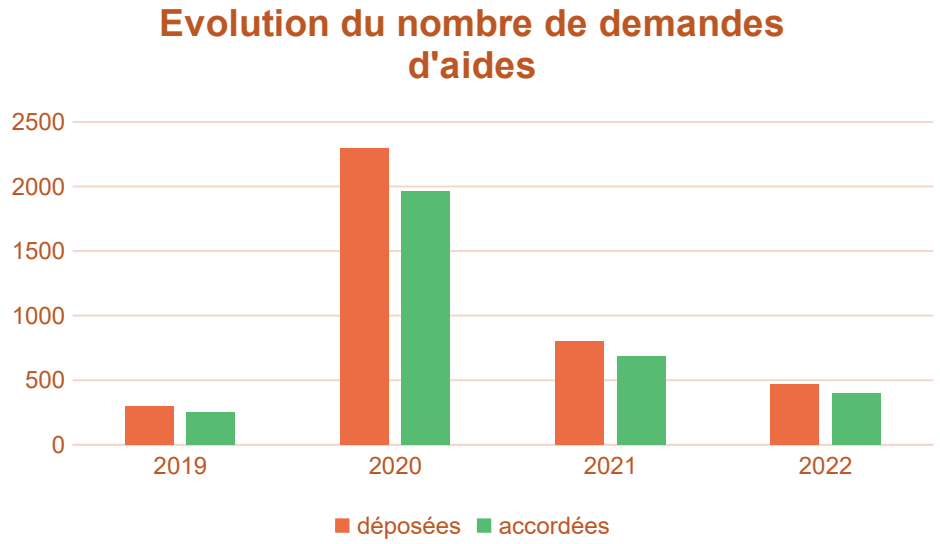
Bilan FSDIE volet social

Bilan FSDIE aide sociale : demandes en commission

Total global des aides demandées/accordées (dossiers en commission) :

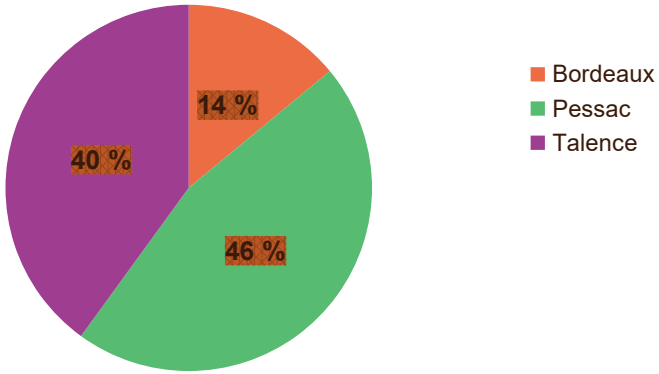
Tableau global des aides demandées/accordées par campus

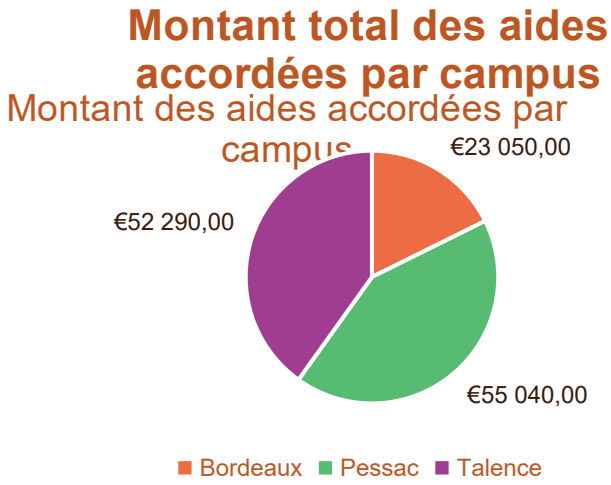
	Aides accordées	Aides déposées	Ratio
Bordeaux	56	65	86,15%
Pessac	184	222	82,88%
Talence	160	180	88,89%
Total	**400**	**467**	**85,6%**



Bilan FSDIE aide sociale : montants

Répartition par campus - Total 2022 : 135 830 € (2021 : 270 410 € / 2020 : 705 785 €)



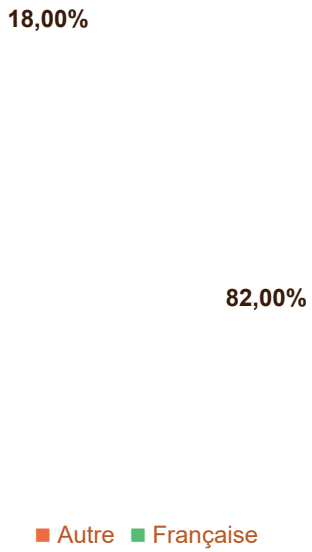


En miroir, poids approximatif des campus
Bordeaux : 43%
Pessac : 34%
Talence : 23%

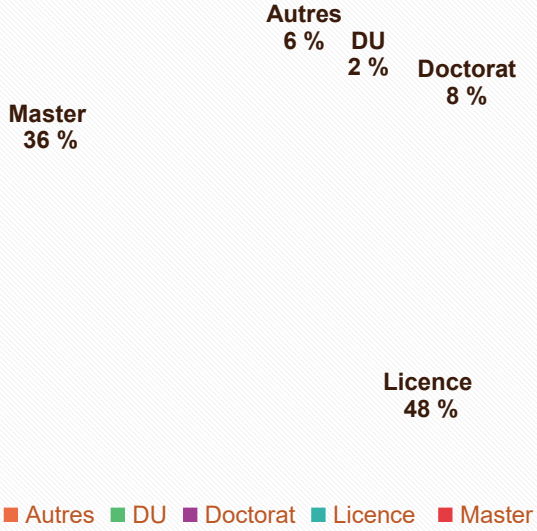
Evolution du montant moyen de l'aide	2022	2021	2020	2019	2018
Bordeaux	**402,00 €**	440,00 €	341,00 €	455,00 €	464,00 €
Pessac	**300,00 €**	383,00 €	369,00 €	429,00 €	461,00 €
Talence	**331,00 €**	386,00 €	357,00 €	802,00 €	461,00 €

Bilan FSDIE aide sociale : les étudiants aidés

Aides accordées par nationalité

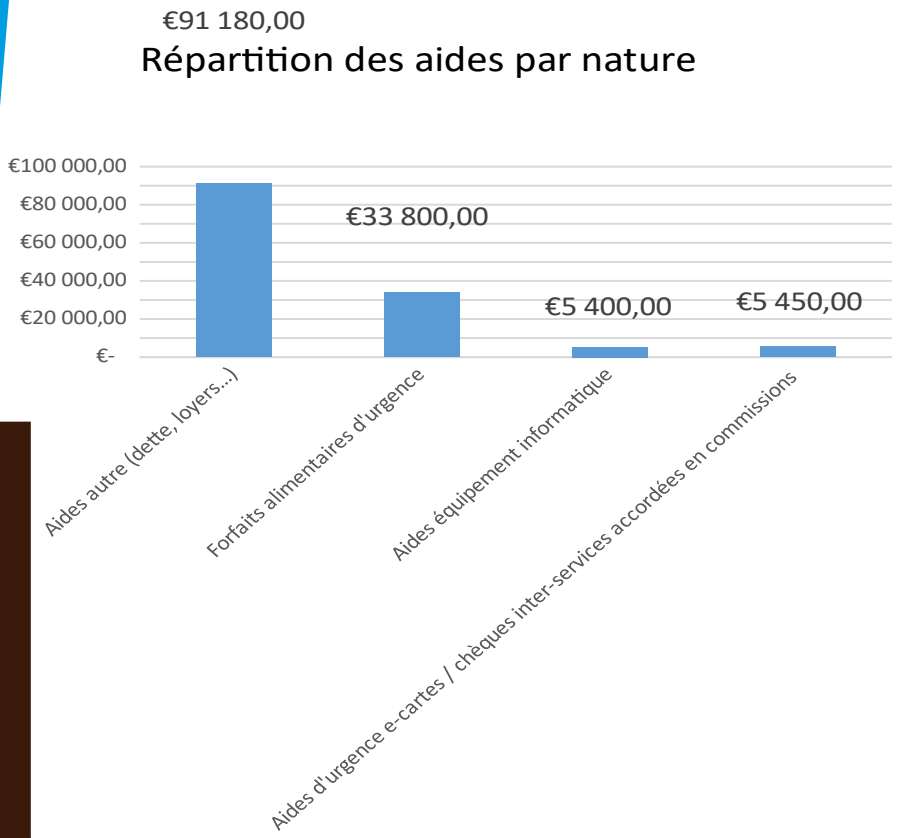


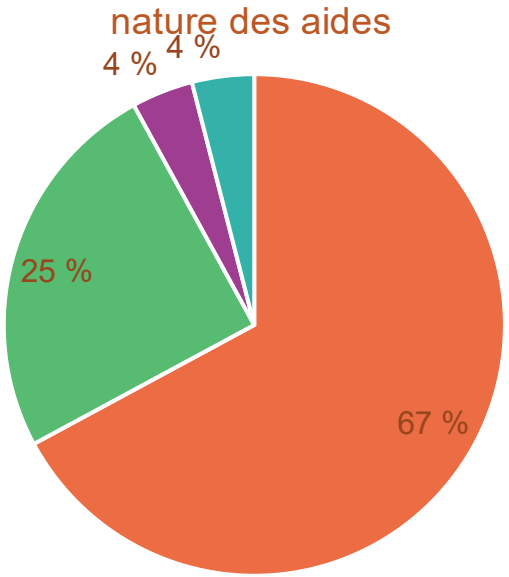
Aides accordées par niveau d'études



NB : licence = L/ BUT/ PASS

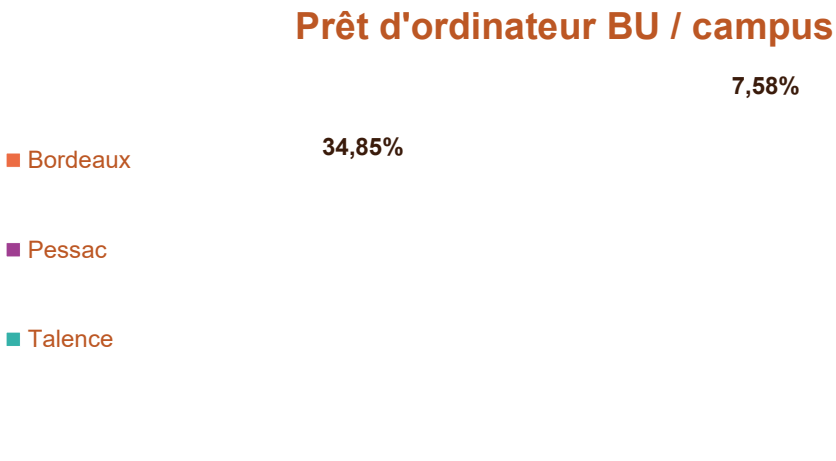
Bilan FSDIE aide sociale : nature des aides accordées





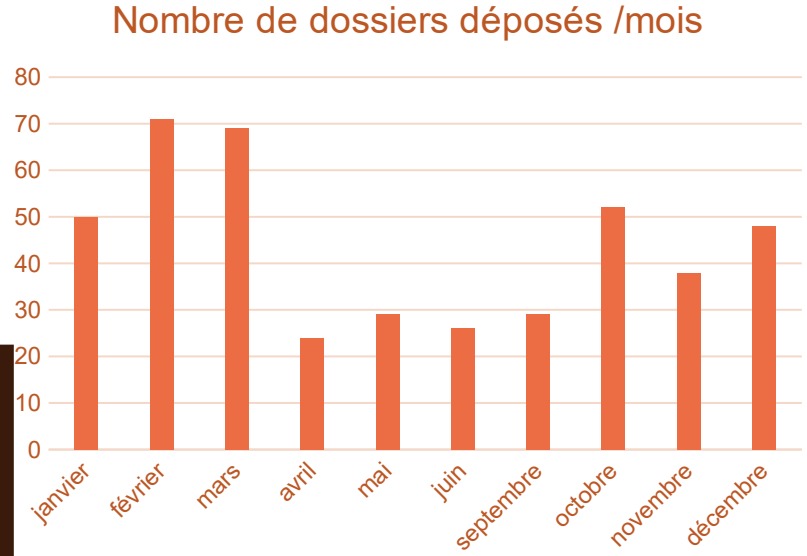
- 42% des aidés ont obtenus une aide alimentaire (169)
- 18 aides au financement d'ordi accordées

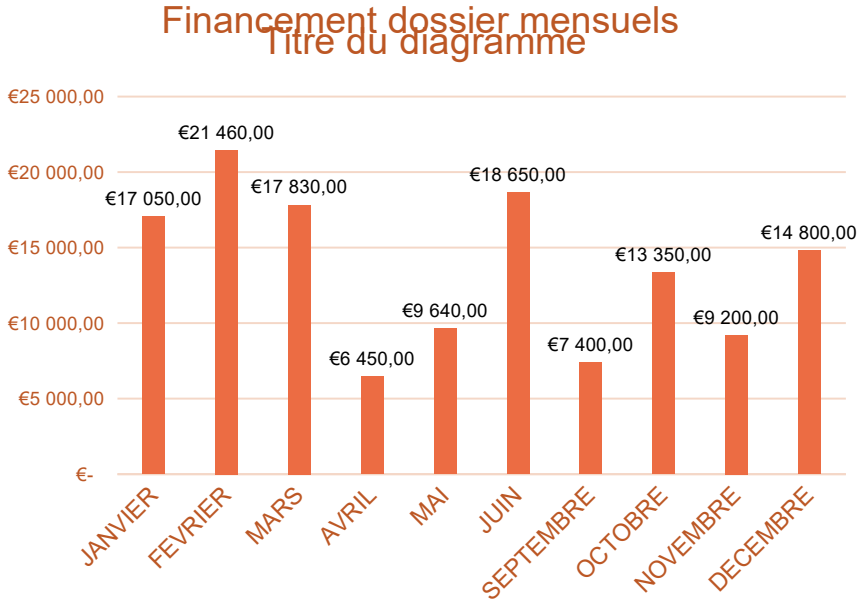
Bilan FSDIE aide sociale : nature des aides accordées



Prêt ordinateur BU / campus	
Bordeaux	5
Pessac	38
Talence	23
Total	66

Evolution des demandes sur l’année



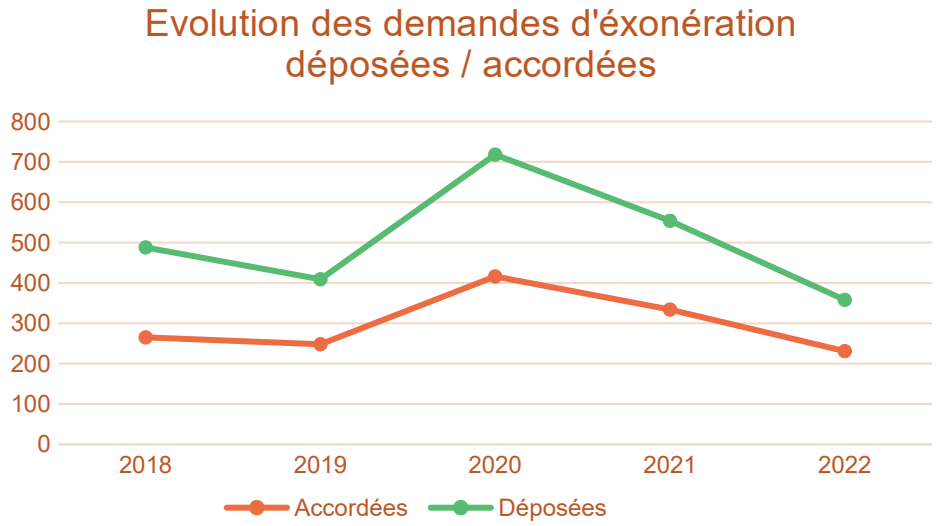


Bilan exonération

Bilan exonérations

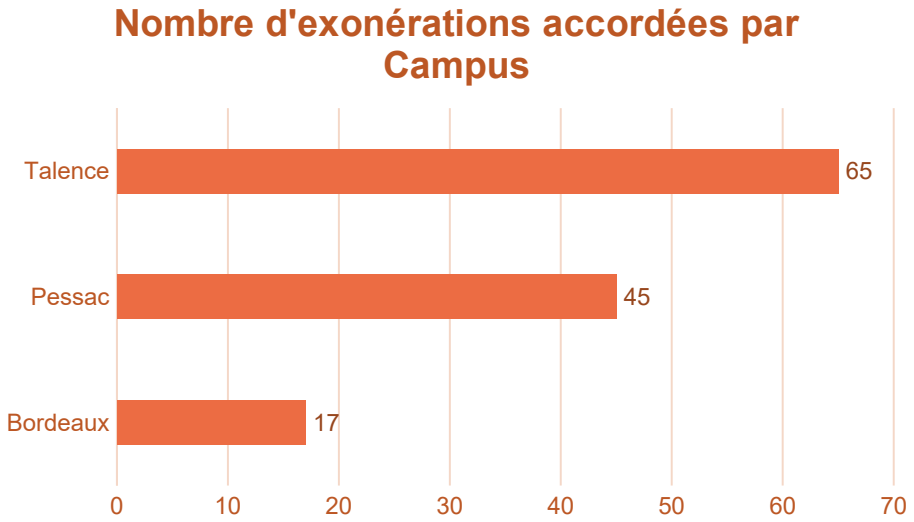
2022 : dossiers déposés 231 / exonérations accordées 127 (soit 55%)

	Déposées	Accordées	Ratio
Bordeaux	43	17	39,53%
Pessac	97	45	46,39%
Talence	91	65	71,43%
Total	231	127	54,98%



Bilan exonération : les étudiants

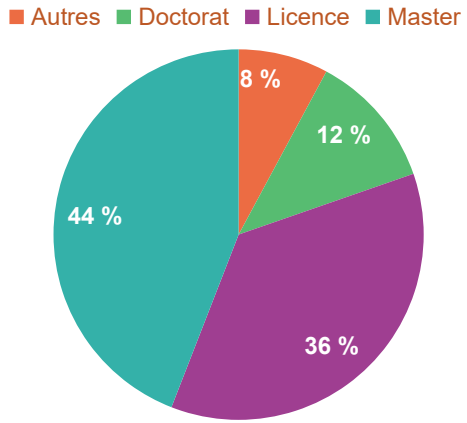




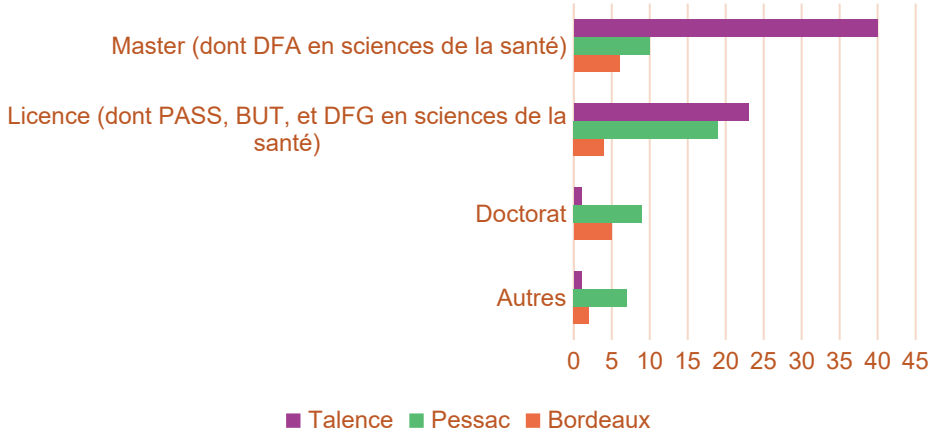
Bilan exonération : les étudiants

Répartition par campus et niveau d'études

Exonérations accordées par niveau d'études



Exonérations accordées / campus / niveau études



université de BORDEAUX

Relevé des points d'information du conseil d'administration du 14 mars 2023

- Présentation de la politique d'archivage
- Présentation des représentants des usagers amenés à siéger au comité social d'administration

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration



Référence : DGS/AGRH/AU/2023/03

Politique d'archivage de l'Université de Bordeaux

L'Université de Bordeaux est dotée d'une politique d'archivage qui, au-delà des obligations auxquelles l'établissement est soumis, doit tenir compte des attentes et des besoins de ses usagers, personnels et partenaires. Il est en effet important que l'établissement assure sa mémoire organisationnelle pour répondre aux nécessités administratives ainsi qu'au cadre législatif et réglementaire applicable, et qu'il développe le soutien technique adapté aux attentes en la matière des domaines de l'enseignement et de la recherche. Par ailleurs, en tant qu'établissement universitaire, l'Université de Bordeaux a pleinement conscience que certaines de ces archives revêtent une richesse patrimoniale et un intérêt historique importants qu'il convient de valoriser.

Cette politique d'archivage doit également être, à sa juste mesure, un élément transformant de l'activité de l'établissement en lui permettant, par des procédures clairement établies et le déploiement d'outils adaptés, de moderniser sa relation avec ses usagers en s'inscrivant pleinement dans les programmes nationaux et territoriaux de l'administration numérique, par la mise en œuvre de l'archivage électronique.

Depuis quelques années les universités françaises se dotent progressivement de services dédiés à la gestion et à la valorisation de leurs archives. Créée en 2014 par la fusion de trois universités, l'Université de Bordeaux a installé en septembre 2016 la fonction « archive » au sein de son organisation ; aujourd'hui Direction des Archives universitaires (DAU) rattachée au pôle Administration générale et ressources humaines. Cette Direction, au service de l'ensemble des structures de l'établissement, doit intervenir dans un cadre explicite pour chacun, en poursuivant des objectifs décrits dans le présent document.

Il est aujourd'hui indispensable de savoir conserver et communiquer les archives, les conserver et les communiquer à bon escient. Trop conserver serait prendre le risque de diluer l'information et la rendre impossible à retrouver et à interpréter lorsque l'on en a besoin ; ne pas conserver, ou mal conserver, serait prendre le risque de ne pouvoir justifier des droits et obligations de l'administration, de ses personnels et usagers. Au-delà, la conservation n'a de sens que dans l'utilité des documents, laquelle induit une communication contrôlée répondant à la fois aux exigences de transparence et de confidentialité, dans le respect des textes en vigueur.

Adresse postale
Université de Bordeaux
351 cours de la libération
33405 Talence cedex
www.u-bordeaux.fr

La politique d'archivage de l'Université de Bordeaux, objet du présent document, établit et fixe les principes du pilotage et de la gouvernance des données et documents d'activité publics de l'établissement, de leur gestion, de leur conservation et de leur communication. **Elle est à ce titre une composante importante de la gouvernance des données dans son acception globale,** au sein de laquelle elle agit tant sur le volet de la connaissance et de la maîtriser des données (indispensables à leurs usages) que sur le volet de leur valorisation et de leur partage (ouverture, réutilisation, gouverner par la données…)[1]

La politique d'archivage fixe et établit également les principes de gestion des archives patrimoniales de l'université.

Elle doit être comprise comme la référence à prendre en compte dès lors que se posent les questions de conservation et d'accès aux données et documents, de fragilité de l'information numérique, de protection des données personnelles (face à la possibilité de détournements malveillants, mais également qu'il faut savoir détruire), ou encore de droit à l'oubli notamment (autrefois préservé par la difficulté de l'accès aux dossiers papier, ce qui n'est plus aussi vrai à l'ère du numérique).

La politique d'archivage a pour but de répondre aux exigences légales et réglementaires, et intégrer peu à peu les recommandations normatives du domaine aux pratiques de l'établissement.

Elle a pour but également de faire face aux besoins de l'activité en termes de documents publics, pour protéger les savoirs, et limiter la responsabilité de l'institution, de ses personnels et dirigeants, dans le cadre d'une analyse des risques ciblée sur le contexte d'activités de l'Université de Bordeaux.

[1] Note d'information équipe présidentielle « La gouvernance des données », du 8 mai 2021 (Pôle CVI – Direction des Archives universitaires)

1. LES ENJEUX

La loi du 13 mars 2000[2] marque l'aube d'un changement de paradigme massif en France : celui de l'apparition de la valeur probante dans l'environnement numérique. Les archives, dont la nature même est de porter cette valeur, et qui ne pouvaient donc être que papier avant, peuvent dès lors être électroniques. Dans ce contexte, la progression constante de la judiciarisation de la société, la recherche des responsabilités, conduisent les administrations françaises à se doter d'une politique d'archivage destinée, dans le cadre de ces problématiques, à assurer leur sécurité juridique et financière.

La pandémie de Covid-19 a, en outre, fortement accéléré ce mouvement amorcé il y a deux décennies, rendant indispensable aujourd'hui l'archivage électronique au cœur des process de l'administration numérique, impératif porté par cette politique d'archivage pour notre établissement.

Il s'agit dès lors, pour l'Université de Bordeaux, de répondre à la nécessité de faire toute leur place dans son système de gouvernance aux principaux enjeux de l'archivage.

Répondre aux exigences légales et réglementaires en termes de création, de conservation et d'accès aux données et de documents publics

L'Université de Bordeaux doit répondre aux exigences légales et réglementaires qui encadrent ses activités et dont la législation sur les archives publiques fait partie ; celle-ci portant sur l'ensemble du cycle de vie des données et documents produits et reçus dans le cadre desdites activités. Elle peut aussi être soumise, dans certains cas, ou choisir d'adopter, des exigences normatives du domaine.

Dans la pratique, la réglementation s'est considérablement densifiée au cours de la dernière décennie, alors que les textes antérieurs relatifs aux archives étaient déjà diversement appliqués. Les archives publiques numériques en particulier, échappent trop souvent, de fait et par méconnaissance, à leur sphère de compétence.

Or, la conservation, la traçabilité, la sécurisation des données et documents de l'établissement sont des éléments fondamentaux de la sécurité juridique de celui-ci.

[2] Loi 2000-230 du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique

Savoir conserver et retrouver des documents dans la durée est une nécessité juridique et administrative, dont la maîtrise peut se déliter au fur et à mesure de la complexification des processus et procédures administratives, en conséquence de la croissance exponentielle de l'information produite et de la diversification de ses supports.

Savoir conserver et retrouver ce qui est un impératif dans le cadre de règlements des litiges. L'Université de Bordeaux doit être en mesure de produire les documents qui doivent être conservés, comme de justifier de la non-production de documents qui auront été détruits à l'échéance de leur durée légale de conservation, conformément à la politique d'archivage.

Protéger les savoirs et savoir-faire

La protection contre le pillage, l'intrusion ou la copie sont également renforcées par une application rigoureuse de la politique d'archivage ; celle-ci intègre en effet nécessairement les questions de gestion de la confidentialité et de la protection du patrimoine informationnel. Le processus d'archivage, décliné à partir de la politique d'archivage, est garant de la protection adéquate de l'information.

Participer à l'efficience de gestion des activités administratives, améliorer l'organisation administrative

Les données et documents publics produits et reçus par les différentes entités de l'Université de Bordeaux, quel que soit leur support (papier, électronique ou autre) constituent le patrimoine et la richesse de l'établissement. Ils sont en particulier ***la seule source d'informations internes dans laquelle les agents et dirigeants peuvent puiser pour préparer leurs décisions et conduire leurs affaires***.

Il est de fait indispensable, en fonction de leur nature et de leur durée légale de conservation, de leur assurer un traitement approprié, propre à garantir :

leur fiabilité et leur intégrité dans le temps (fiabilisation des données dans leur contexte de production),

leur traçabilité et les responsabilités liées à leur gestion,

leur disponibilité dans le temps (exploitabilité) et l'espace (des procédures communes de gestion permettent de pallier à l'absence d'un collaborateur, et de rendre audible un document à toute personne du métier).

Établir les responsabilités des acteurs de la gestion des données et documents publics au sein de l'établissement (personne morale, gouvernance, services et agents)

La politique d'archivage ainsi que les outils fonctionnels de gestion fixent les responsabilités des différents acteurs participant au processus d'archivage, du producteur-utilisateur à la direction de l'établissement.

Analyser et gérer les risques liés à l'archivage

L'Université de Bordeaux doit être capable aujourd'hui d'assurer une maîtrise efficiente des données et documents publics qu'elle produit.

Vouloir tout maîtriser serait une gageure à l'ère du numérique ; la masse et la dispersion de l'information imposent dès lors une politique de gestion des risques passant par l'identification de zones fonctionnelles prioritaires, établissant des degrés de responsabilités, des intérêts vitaux et périmètres indispensables au bon fonctionnement de l'établissement, à la production la moins critique du point de vue des droits et obligations de l'administration et de ses usagers et du fonctionnement administratif des services.

La démarche d'analyse de risques, adaptée au contexte et aux activités de l'établissement, intègre les risques transverses liés à l'archivage ou à l'absence d'archivage :

Risques	*Impacts*				*Atouts*
	Financiers	*Image*	*Juridiques*	*Opérationnels*	
	✦		✦	✦	Maîtrise de la production et de la conservation courante (données, documents, e-mails..)
	✦		✦	✦	Identification des responsabilité, QVT, facilitation, simplification
Surproduction, alourdissement des procédures, difficultés d'accès aux documents utiles		✦	✦	✦	Tri entre documents à détruire et documents à conserver
Perte d'informations opérationnelles	✦		✦	✦	Garantie d'une conservation intègre et pérenne des documents
Perte / vol d'informations confidentielles et/ou stratégiques	✦	✦	✦	✦	Destruction contrôlée des données et documents
Utilisation malveillante par des tiers	✦	✦	✦	✦	Garantie d'une communication contrôlée
Procès, amendes, coûts de discoverie (reconstitution de données et documents)	✦	✦	✦	✦	Informations confidentielles (dont RGPD) et stratégiques sécurisées

2. LE PERIMETRE DE LA POLITIQUE D'ARCHIVAGE

La politique d'archivage définit comme suit les champs de compétences de la Direction des Archives universitaires, chargée de la mise en œuvre de la présente politique :

- Périmètre temporel sur la production de l'Université de Bordeaux (relatif aux données et documents publics produits et reçus)

Les archives publiques sont, au sens de la loi, l'ensemble des données et documents « quels que soient leur date, leur lieu de conservation, leur forme et leur support,... »[3] « qui procèdent de l'activité de l'Etat, des collectivités territoriales, des établissements publics et des autres personnes morales de droit public »[4]. La compétence de la Direction des Archives universitaires s'étend ainsi de la création des données et documents d'activité publics (en amont même de celle-ci pour les données et documents numériques) jusqu'au moment de leur destruction par la voie légale de la procédure d'élimination d'archives publiques ou tout au long de leur conservation patrimoniale pour celles qui deviendront archives définitives, le cas échéant.

L'établissement confie l'archivage patrimonial (c'est-à-dire la gestion des archives qui, au terme de leur âge intermédiaire, sont destinées à n'être plus conservées que pour les besoins de la recherche historique et scientifique future) aux services départementaux d'archives (en fonction du ressort territorial compétent pour chaque site de l'établissement) ainsi que le permet la législation en vigueur. La Direction des Archives universitaires exerce en conséquence principalement ses activités sur le périmètre temporel des données et documents d'activité également nommés « archives courantes et intermédiaires » ou « records ».

- Périmètre fonctionnel sur les activités de l'Université de Bordeaux (relatif aux différentes entités de l'établissement)

Les compétences de la Direction des Archives universitaires, à l'échelle de l'établissement, se déclinent selon 5 domaines : le conseil, la collecte, le classement (intégrant la procédure légale de destruction des données et documents publics), la conservation et la communication (communication administrative, communication au public, valorisation).

3 Code du Patrimoine, article L211-1
4 Code du Patrimoine, article L211-4

La politique d'archivage définie le périmètre d'intervention de la Direction des Archives universitaires, comme couvrant l'ensemble des activités administratives, d'enseignement et de recherche mises en œuvre au sein de l'université.

La Direction des Archives universitaires exerce en particulier une compétence exclusive en matière de destruction de données et documents publics à l'échelle globale de l'établissement.

La notion de site géographique n'entre pas en compte dans la définition de ce périmètre fonctionnel sur les activités de l'établissement.

- Périmètre des interactions aux personnes physiques ou morales (relatif aux relations avec les agents de l'Université de Bordeaux et aux relations extérieures)

La Direction des Archives universitaires exerce une autorité fonctionnelle sur les référents « Archives » positionnés dans les services et entités de l'Université de Bordeaux, dans le cadre des activités d'archivage qui leur sont confiées.

La Direction des Archives universitaires exerce au minimum un rôle de conseil auprès des différentes entités de l'établissement sur toute question liée aux archives courantes et intermédiaires de l'établissement (qu'il s'agisse de déménagement d'archives, de conservation de documents papier, de gestion ou de conservation de données et documents numériques dans les services...).

A ce titre, la Direction des Archives universitaires sera obligatoirement consultée pour validation fonctionnelle sur la définition des besoins dans le cadre de recours à une prestation extérieure touchant aux problématiques de l'archivage papier comme électronique.

L'archiviste - records manager de l'établissement (directeur-rice des Archives universitaires) est, pour celui-ci et par délégation du Président de l'Université, l'interlocuteur de l'Administration des Archives (Ministère de la Culture – Service Interministériel des Archives de France, et directions des services départementaux d'archives compétents au regard des différents sites d'implantation de l'établissement) dans le cadre de l'exercice du contrôle scientifique et technique de l'État sur les archives publiques.

A ce titre et en particulier, l'archiviste - records manager a seul compétence pour engager toute procédure d'élimination d'archives publiques au nom de l'établissement.

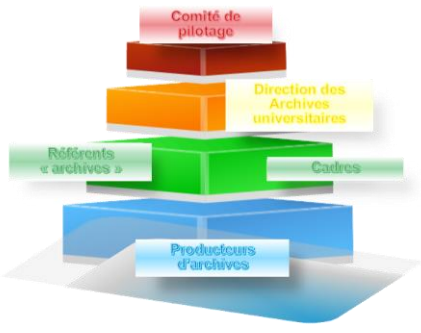
3. LA GOUVERNANCE DE LA POLITIQUE D'ARCHIVAGE

Toute politique d'archivage doit être gouvernée pour rester efficace, être appliquée correctement, répondre aux enjeux pour lesquels elle a été créée, et lutter contre sa propre obsolescence. Cette gouvernance doit être structurée et déclinée sous forme de relais au sein de l'administration.

La gouvernance de la politique d'archivage de l'Université de Bordeaux est pilotée par la vice-présidence du Conseil d'Administration qui s'associe, pour le périmètre relatif aux données et documents d'activité électroniques, un Comité de pilotage de la gouvernance des données et documents d'activité publics, composé au minimum des membres de droit suivants :

- Les vice-présidents statutaires,
- Le directeur général des services,
- Le directeur général des services adjoint délégué au pôle Administration générale et ressources humaines,
- Le directeur des systèmes d'information,
- Le directeur de la documentation,
- Le directeur des affaires juridiques,
- Le directeur des archives universitaires (archiviste - records manager)
- Le responsable de la sécurité des systèmes d'information,
- Le délégué à la protection des données
- Un directeur et un responsable administratif et financier, représentants des composantes de formation,
- Un directeur et un responsable administratif et financier, représentants des départements de recherche.

La vice-présidence du Conseil d'Administration et le comité de pilotage veillent à la cohérence globale de l'application de la politique d'archivage, propose les adaptations nécessaires de ses lignes directrices en fonction des informations de terrain remontées (amélioration continue des performances) et mène les grands arbitrages.



La Direction des Archives universitaires prépare les réunions du comité de pilotage ; elle pilote le programme de mise en œuvre ; anime le réseau des référents « Archives » sur le terrain qui lui font remonter leurs difficultés, demandes et/ou propositions d'amélioration ; organise en outre des réunions régulières avec les directeurs et chefs de service des différentes entités productrices de données et documents publics de l'établissement (utilisateurs).

4. LES PRINCIPES DE MISE EN ŒUVRE

Les principes directeurs de la politique d'archivage de l'établissement sont les garants de sa fiabilité.

- Communiquer et expliquer la politique à l'échelle de l'établissement est un impératif. La politique d'archivage est en outre révisée régulièrement.

- Favoriser l'harmonisation des pratiques d'archivage par le respect de la législation en vigueur, des normes nationales et internationales.

- Assurer la protection, la sécurité et l'intégrité des données et documents en fonction de leur criticité et de leur nature.

- Faciliter l'accès et l'usage des documents, dans le respect des règles de confidentialité et de la législation en vigueur en matière de communication de documents publics ; et en détruisant régulièrement les données et documents qui peuvent l'être dans le respect de la législation sur l'élimination des archives publiques.

- Le principe de base sur lequel repose le « système fonctionnel d'archivage » (ensemble d'outils et de méthodes coordonnés et structurés permettant la mise en œuvre d'un archivage efficient) est l'intégration du *processus d'archivage* au sein des processus métier des producteurs d'archives.

Le « système fonctionnel d'archivage » a pour but premier de garantir la pérennité des données et documents à conserver, sur un support adapté. Les outils d'archivage électroniques complètent donc le dispositif en étant installés à différents niveaux du système d'information de l'établissement, de manière à permettre, en outre, une coordination entre l'archivage des documents papier et celui des données et documents numériques.

- Le « système fonctionnel d'archivage » repose enfin sur la collaboration entre utilisateurs (producteurs d'archives), responsables des unités de production, référents « Archives » et Direction des Archives universitaires.

L'application de la politique d'archivage fait l'objet d'un compte rendu d'activité de la part de la Direction des Archives universitaires. Le système fonctionnel d'archivage mis en œuvre dans le respect de la politique d'archivage est audité régulièrement.

L'organisation et les procédures structurant le système fonctionnel d'archivage sont décrites dans le détail dans le « Règlement général d'archivage » de l'établissement. Celui-ci établit les différentes procédures du processus d'archivage (de la collecte des données et documents par la Direction des Archives universitaires jusqu'aux modalités de communication des données et documents publics en passant par celles relatives à leur conservation et leur destruction éventuelle). Il énonce les règles permettant d'assurer la traçabilité, la pérennité et l'intégrité des données et documents entrant dans le système d'archivage.

Le Règlement général d'archivage est complété par les outils de gestion utilisés par la Direction des Archives universitaires dans le cadre de la mise en œuvre des procédures d'archivage, et/ou ceux mis à disposition des référents « Archives » et agents de l'établissement. Ceux-ci permettent le pilotage et le contrôle de la gestion des données et documents d'activité papier et électroniques présents dans les services producteurs par les premiers responsables d'archivage que sont ces services. Ces outils sont par nature dynamiques et évoluent en fonction des processus d'activité de l'établissement.

5. APPLICATION DE LA POLITIQUE D'ARCHIVAGE

Le présent document a été adopté, dans sa version initiale, par le conseil d'administration du 11 mai 2017.

La version présente, adoptée par le conseil d'administration du 14 mars 2023, remplace la version initiale à compter de ce jour.

Les dispositions du présent document s'appliquent à tout producteur d'archives au sein de l'établissement, qui bénéficie du soutien et de l'expertise de la Direction des Archives universitaires.

Le Président de l'Université de Bordeaux

Dean Lewis

université de BORDEAUX

Conseil d'administration de l'université de Bordeaux

Séance du 14 mars 2023

Modification de la délibération portant création du CSA

12 mai 2022 : Le CA a voté la création du CSA (délibération n°2022-44)

16 février 2023 : sorti d'un décret pour prendre en compte la représentations des usagers au sein du CSA

→ Ajout d'un article dans la délibération

« En application de l'article R.951-5-2 du code de l'éducation, la formation spécialisée du comité social d'administration et les formations spécialisées de site **peuvent se réunir en formation élargie aux représentants des usagers** pour l'examen des questions mentionnées aux articles 73 et 74 du décret n°2020-1427 du 20 novembre 2020. Ces représentants sont au nombre de **trois titulaires** et **trois suppléants**, n'ont pas voix délibérative, sont désignés librement par leurs organisations syndicales représentées au conseil d'administration de l'université. Le nombre de sièges attribués aux représentants des usagers est réparti selon la représentation proportionnelle au plus fort reste, en fonction du nombre de voix obtenues par chaque liste présentée par les organisations mentionnées ci-dessus lors de l'élection au conseil d'administration de l'établissement. Cette désignation intervient dans un délai de quinze jours à compter de la proclamation des résultats de cette élection.

La liste nominative des représentants des usagers est portée à la connaissance des usagers par tout moyen approprié.

La durée du mandat des représentants des usagers est fixée à deux ans. »

Représentants des usagers (Bouge ton campus avec Inter'Assos)

Titulaires

- **Hugo Lopes** (M2 Criminologie)
- **Dorian Villedieu** (L3 AES)
- **Paul Mothes** (M1 droit)

Suppléants

- **Erwan Lavau** (L2 Droit)
- **Océane Pommelet** (L3 Psychologie)
- **Mickaël Larivière** (L3 Sociologie)

université de BORDEAUX

Talence, le 05 avril 2023

Le Président de l'université
à
Mesdames et Messieurs les membres du conseil
d'administration de l'Université de Bordeaux

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à la réunion du conseil d'administration de l'université qui aura lieu **le jeudi 13 avril à 14h** (salle des Actes – Campus de Talence)

ORDRE DU JOUR MODIFICATIF

1. Informations générales	
▪ Point de situation sur l'occupation du site de la Victoire	pour information
2. Procès-verbaux	
▪ PV du 03 février 2023	pour délibération
3. Affaires institutionnelles et générales	
▪ Modification de l'article 7 des statuts des Départements de Recherche	pour délibération
4. Affaires financières	
▪ Présentation du Rapport Annuel de Performance (RAP) de l'université de Bordeaux	pour délibération
5. Ressources humaines	
▪ Règlement intérieur du comité social d'administration (CSA) de l'université de Bordeaux	pour délibération
▪ Modification du dispositif de cumul d'activités	pour délibération
▪ Modification de la délibération instituant le forfait mobilité durable	pour délibération
6. Formation, gestion des cursus et vie universitaire	
▪ Renouvellement de la convention Double Diplôme Chimie des polymères UB/UPV	pour délibération
7. Questions diverses	
▪ Point de situation sur les personnels enseignants du second degré affectés dans le supérieur	pour information

Dean LEWIS
Président du conseil d'administration

université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 13 avril 2023

Président du conseil d'administration : Monsieur Dean LEWIS

Le conseil est composé de 36 membres

PRESENTS : 17	PROCURATIONS : 8	ABSENT(S) : 11
Enseignants-chercheurs et enseignants		
CAZALS Géraldine DOUSSET Vincent FELIX Patrick GAUTHIER Catherine HERNOULD Michel LANNEGRAND Lyda LEWIS Dean PAGEZE Joanne ROUX Pascale	CHARBONNEAU Alexandre GODINAUD Ghislaine	BEDEL Aurélie CHABANOL Marie-Line LUBAC Bertrand PERAUD-PUIGSEGUR Stéphanie TOURNAUX Sébastien
BIATSS		
BERTRAND Xavier GRIMBERT-BRAQUESSAC Maureen PECOSTE Christian PROUZET-MAULEON Valérie		CHAGNAUD Elodie COUSSY-LACROIX Hélène
Etudiants		
ALIKER Jérôme NOUAILLE Melvyn FERRET Florian		CALLEWAERT Ludivine CHAGNAUD Raphaël POTIE Clara
Personnalités extérieures		
HERMES Younis	CHAMPION Isabelle DELPEYRAT Stéphane EVEN Marie LAPLACE Jérôme PAPIN Céline VERRECKT Laurent	CUVELIER Marie-Laure
Le quorum étant atteint, les points à l'ordre du jour peuvent être abordés.		
Autres personnes présentes : Marc JARDINE, représentant la rectrice de l'académie de Bordeaux, chancelière des universités Vincent MOREAU, directeur général des services Marie-Béatrice CELABE, DGSa, déléguée au pôle AGRH Julien ROPIQUET, directeur de la DAJ William L'HONORÉ, responsable BAIS		

université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 13 avril 2023

N°2023-25 Adoption du procès-verbal du CA plénier du 03 février 2023

N°2023-26 Approbation de la modification de l'article 7 des statuts des 11 départements de recherche

N°2023-27 Adoption du Rapport Annuel de Performance (RAP) de l'université de Bordeaux

N°2023-28 Adoption du règlement intérieur du comité social d'administration (CSA) de l'université de Bordeaux

N°2023-29 Approbation de la modification du dispositif de cumul d'activités

N°2023-30 Approbation de la modification de la délibération n°2020-43 du conseil d'administration du 9 juillet 2020 instituant le forfait mobilité durable

N°2023-31 Approbation de la signature pour le renouvellement de la convention de double diplôme chimie des polymères entre l'université de Bordeaux et l'université du Pays Basque (Espagne)

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 13 avril 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 03 FEVRIER 2023

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 03 février 2023 est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (25 votants)
Pour : 25
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 13 avril 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT MODIFICATION DES STATUTS DES DEPARTEMENTS DE RECHERCHE DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu les statuts des 11 départements de recherche de l'université de Bordeaux ;

Vu l'avis de la commission des statuts du 4 avril 2023 ;

Vu les avis des 11 conseils de département de recherche sur la modification de leurs statuts ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Les modifications apportées aux articles 7 des statuts des 11 départements de recherche de l'université de Bordeaux, joints à la présente délibération, sont adoptées.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (25 votants)
Pour : 25
Contre : 0
Abstention :



université de BORDEAUX

Conseil d'administration
séance du 13 avril 2023

DÉLIBÉRATION RELATIVE AU RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-9, L. 712-3, R. 719-52 et R. 719-55

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Considérant que le rapport annuel de performance présente les objectifs poursuivis et comporte des indicateurs d'efficience, d'efficacité et de qualité du service public de l'enseignement supérieur,

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le rapport annuel de performance, joint à la présente délibération, est approuvé.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (25 votants)
Pour : 25
Contre : 0
Abstention : 0

Rapport annuel de performance 2022
Annexe du compte financier 2022

Contexte

Document annexé au compte financier de l'année, le RAP dresse le bilan de la réalisation des objectifs de l'Université, inscrits dans le projet annuel de performance d'établissement, lui-même fondé sur les axes stratégiques et les indicateurs du contrat quadriennal. Il s'attache, d'une part, à actualiser les indicateurs associés à ces objectifs et, d'autre part, à mesurer l'écart entre les cibles fixées dans le projet annuel de performance et les résultats constatés en fin d'année.

Les objectifs/indicateurs sont regroupés par grands domaines :

1. Formation, vie universitaire et citoyenne,
2. Recherche et Innovation,
3. Vie institutionnelle,
4. Relations extérieures.

AXE I – Formation, Vie universitaire et citoyenne

1-1 Poursuivre l'accompagnement et le suivi de la réforme de l'accès aux études de santé

L'année 2020-2021 a constitué la première année de mise en œuvre de l'offre de formation PASS/LAS,à l'UB comme chez les partenaires UBM et UPPA. Les conventions avec ces deux partenaires ont été finalisées pour une durée de deux ans. Une convention est en cours de finalisation avec l'université de La Rochelle (LRU), cette université ouvrant 2 LAS à la rentrée 2022. Le cadre de coordination institué, notamment avec la mise en place d'un comité de coordination, reste en place, avec un rythme mensuel de réunion. Les moyens accompagnant la réforme restent insuffisants, et leur usage est d'ores-et-déjà saturé, ce qui conduit à défendre l'obtention de moyens complémentaires lors du dialogue stratégique de gestion avec le rectorat en octobre 2021.

L'objectif de 2022 était de :

- Obtenir et affecter des moyens complémentaires aux composantes, notamment pour répondre à la surcharge qu'implique la nécessaire coordination entre les structures de l'UB, et avec celles des établissements partenaires ;
- Instituer la DIRET du Collège Santé, fonctionnant déjà sans être pleinement formalisée et déterminer les interactions avec les DIRET des collèges dont les licences portent des parcours de LAS ;
- Améliorer l'information des lycéens, de leur famille et des enseignants du second degré notamment en s'appuyant sur des exemples de dispositifs produits par d'autres structures (ex.BOOST) ;
- Fournir l'appui nécessaire aux équipes pédagogiques des Licences et LAS (dont directions d'études et scolarités) afin qu'elles puissent accompagner les étudiants dans leurs parcours d'études, sous l'angle de la personnalisation des parcours et ce en interaction avec le programme NewDEAL ;
- Engager le chantier d'évolution de cette offre de formation, avec l'hypothèse d'une disparition du PASS comme point de départ des réflexions, et ce en se fixant un horizon au plus tôt à R2023 ;
- Anticiper l'impact sur les capacités d'accueil dans le dialogue avec le rectorat ;Cadrer le processus de suivi, de bilans et analyses pour mesurer la réussite étudiante (PAS).

Bilan de l'année :

La mise en œuvre de l'offre de formation PASS/LAS a été poursuivi durant l'année 2022, suite à différentes analyse interne (enquête sur le devenir des étudiants de ces formations, analyse des résultats des étudiants de PASS au regard de leur diplôme d'origine, Benchmark des organisations des LAS sur le territoire national) ou externe (mission spécifique de l'IGAENER à Bordeaux), il apparaît que le modèle existant est encore imparfait.
A la fois du fait même de la réforme, mais également de par l'organisation de ces formations à l'université de Bordeaux.
Pour autant, durant l'année 2022, la direction des études du collège Santé a été créée et les directeurs d'études de la PASS ont été nommés.
Les interactions avec les autres LAS ont été formalisées, mais méritent encore d'être consolidées en complément des notes et procédures organisationnelles établies.
Les analyses précitées et l'installation des directeurs d'études amènent à poursuivre la réflexion autour de l'organisation du PASS incluant différents modèles dont le tout LAS. Ce dernier semble difficilement envisageable au regard des analyses conduites notamment de par les effectifs à absorber.
Les différentes analyses et l'installation des dispositifs ont également permis d'améliorer grandement l'information des étudiants concernant ces parcours, les niveaux attendus à l'entrée dans ces formations, ainsi que le taux d'accès aux études de santé.
Ces informations ont été retranscrites dans les dispositifs d'informations (site d'information et d'orientation, salons et JPO) à l'attention des lycéens et des familles ainsi que des équipes pédagogiques dans les lycées (participation au plan de formation du Rectorat).Bien que ces études ont largement permis d'éclairer les impacts de la réforme, elles n'ont pas permis malgré les échanges avec les services académiques d'obtenir des moyens à la hauteur de la nécessaire transformation. Des moyens ont été octroyés pour poursuivre la réforme des études de santé, mais ces derniers ne servent que peu les formations PASS et LAS.

1-2 Préparer la mise en œuvre de la stratégie de formation, inscrite au dossier d'accréditation 2022-2027

Entre cette fin d'année et le début de l'année 2022, l'UB sera fixée quant au périmètre de son offre de formation accréditée, après plus d'un an de travaux menés par les composantes avec l'appui des services centraux. Sans attendre, la validation des parcours est programmée lors des CFVU d'octobre et novembre 2021. Il convient désormais de préparer les conditions de déploiement de cette offre 2022-2027, selon les axes suivants :

- Affiner le cadre de soutenabilité pour préparer la rentrée 2022 ;
- Mettre en place une méthode et un cadre de suivi des feuilles de routes, en lien avec les COMS, et en impliquant les SNI dans la définition des modalités et des indicateurs utiles (PAS) ;
- Réviser le REH et valider un nouveau cadre pour la rentrée 2022 ;
- Poursuivre la réflexion relative à la prise en compte des services enseignants au vu des évolutions des pratiques pédagogiques, pour notamment, et le cas échéant, intégrer la référence aux ECTS ;
- Préparer le nouvel affichage de l'offre de formation pour le printemps 2022, en coordination avec l'ensemble des experts métiers (DFGC, DSI, DCOM, MAOIP, OFVU) et des composantes ;
- Poursuivre l'accompagnement des composantes et des équipes pédagogiques pour le déploiement et l'appropriation de GOF ;
- Poursuivre le développement de l'outil conception et progresser vers la PFNI (NewDEAL) (cf. ci-après) ;
- Poursuivre le déploiement d'ADE.

Bilan de l'année

L'année 2022 a permis le déploiement de l'accréditation à travers un cadre de soutenabilité défini en concertation avec les composantes de l'établissement en s'appuyant sur une démarche qualité de vie au travail afin de prendre en compte tant la soutenabilité financière qu'humaine de l'offre de formation.
Cette démarche et le cadre de soutenabilité ont fait l'objet d'une délibération du CAC et du conseil d'administration en mai 2022. Ils ont également fait l'objet d'une présentation en CNESER en Juin 2022. Ces éléments ont été salué par ce conseil qui a validé l'accréditation sans réserve.

Afin de garantir la bonne installation et le suivi de l'accréditation, un chantier de suivi des feuilles de route a été ouvert. Il vise à organiser le suivi collectif de cet outil de pilotage entre les composantes, l'équipe de direction de l'établissement et les services en appui. Confié à la mission d'appui à la pédagogie et à l'innovation (MAPI), ce chantier s'appuie sur toutes les ressources de l'établissement (PAS, DFGC...) ainsi que sur les éléments construits lors de l'accréditation mais également les expérimentations poursuivies en 2022 grâce à NewDEAL (ouverture des cursus, personnalisation). Présenté aux collèges et institut, la finalisation du dispositif est prévue pour la fin du premier semestre 2023.

L'amélioration continue de l'offre de formation s'inscrit dans un temps long et si les feuilles de route en sont un outil central, il en va de même avec les systèmes d'information. Aussi, en 2022, l'outil ADE a été déployé au sein de 3 des 6 collèges et instituts et ce chantier se poursuivra en 2023. Le gestionnaire de l'offre de formation et l'affichage ont également été déployés pour l'ensemble de l'offre de formation à l'exception de celle de l'INSPE. L'appropriation de l'outil GOF a fait l'objet d'un accompagnement renforcé et a permis d'éclairer les évolutions nécessaires et l'accompagnement à la création d'un outil de conception. Ce dernier en version béta est en cours de test sur un périmètre restreint d'équipe et viendra s'installer dans le processus de construction de l'offre de formation en 2023.

La prise en compte dans les services enseignants de l'évolution des pratiques pédagogiques et l'évolution du REH ont fait l'objet de premières réflexions cependant l'installation du RIPEC et le déploiement de l'accréditation ont contraint l'établissement à repousser la finalisation de ce chantier en 2023 voir 2024. En effet, les équilibres liés à ces réformes et l'évolution des pratiques pédagogiques encore en cours si elles viennent éclairer les réflexions de 2022, nécessitent encore de trouver leur place entre les dispositifs REH et RIPEC.

1-3 Progresser vers une plateforme numérique de formation intégrée (PFNI)

Ce projet de PFNI, objectif du programme NewDEAL, permet de mettre en cohérence un certain nombre d'outils ou chantiers à la croisée des formations et du numérique (GOF, AGIR, plateformes de formation...). La mobilisation de la communauté académique lors de la crise sanitaire a conforté cet objectif. L'objectif en 2022, outre le suivi et l'accompagnement des projets et adaptations déjà engagés, est de poursuivre les travaux de coopération entre FIPVU – DFGC – MAPI, et DSI, en transversalité avec le domaine Numérique.

Bilan de l'année

Les travaux de coopération entre FIPVU – DFGC – MAPI, et DSI, en transversalité avec le domaine numérique ont abouti à une organisation solide autour de différents comités de pilotage. Ces derniers ont permis de traiter en transversalité de déploiement d'outils structurants cités au paragraphe précédent (GOF, ADE ...). Ils ont également permis des développements finalisés (Boost) ou encore en cours (Ouverture, outil de conception) qui viendront compléter la PFNI. Le chantier PEGASE qui s'ouvre à présent viendra également rejoindre ce cadre de la PFNI. Pour cela une équipe d'assistant à maîtrise d'ouvrage a été installée avec un rattachement conjoint au pôle FIPVU et à la DSI venant encore fluidifier la compréhension des besoins et faciliter les développements nécessaires.

1-4 Accompagner et évaluer la réussite étudiante en licence

Les collèges de formation ont installé les directions des études (DIRET), et les ont déployées selon leur organisation pédagogique interne. Ils ont désigné des directeurs d'études, dont certains ont été formés en 2019 et en 2020 à ces nouvelles fonctions. Les outils utiles à l'exercice de leurs missions tels que les indicateurs de réussite (les premiers et principaux) et la dématérialisation du contrat pédagogique de réussite (CPR) ainsi que le suivi dématérialisé de l'accompagnement des étudiants (l'application AGIR) ont été développés. Le réseau des DIRET est installé et animé depuis octobre 2019, sous l'égide de la VP ORESIP. En 2020, ont été sécurisées et confortées toutes les innovations de 2019 en lien avec l'arrêté licence et la loi ORE. Les derniers modules utiles d'AGIR ont été développés. Un autre cycle de formation a été mis en place pour les directeurs d'études (DE). L'animation du réseau des DE, des DIRET et des services d'accompagnement (MAOIP, ESE, PHASE, DFGC...) à l'échelle centrale et des composantes de formation a également été développé. Le service PHASE, membre du réseau, a été réorganisé pour se centrer sur son expertise et sa valeur ajoutée dans les techniques d'accompagnement des publics à besoins spécifiques. Cette réorganisation est en place depuis la rentrée 2020. Tout ceci dans l'objectif d'installer et animer durablement les directions d'études, développer des CPR pour toutes les filières et niveaux de licence. Les bilans chiffrés montrent une montée en puissance du dispositif et du nombre de contrats pédagogiques signés. Dans le cadre de notre démarche d'amélioration continue, pour ce dispositif somme toute, un audit conseil interne a été réalisé sur l'évaluation des dispositifs d'accompagnement à la réussite des étudiants de licence fin 2019 et a été finalisé en mars 2021.De plus, l'université participe depuis octobre 2020 à la mission IGESR portant sur les indicateurs de la réussite étudiante. L'expérimentation menée sur les nouveaux indicateurs de réussite individualisée (présence à l'UE, capitalisation de crédits ECTS), complémentaires des indicateurs classiques (réussite académique, réussite longitudinale par suivi de cohortes) a permis d'identifier des indicateurs à stabiliser, fiabiliser et installer dans le suivi et le pilotage des formations. L'IGESR préconise la poursuite de l'analyse des indicateurs de réussite individualisée en proximité avec des mentions ciblées, en s'appuyant sur les DIRET pour étudier leur utilité dans l'élaboration de dispositifs de détection et d'accompagnement d'étudiants selon leurs profils. Ces deux démarches complémentaires ont permis d'identifier des recommandations pour lesquelles il convient à présent de définir des plans d'actions.

Bilan de l'année

Durant l'année 2022, la majeure partie des équipes de directions de l'établissement (tant au niveau de l'université qu'au niveau de ses composantes) ont été renouvelées, et l'offre de formation accréditée a été déployée. Cette dernière ouvrant à présent vers une personnalisation des parcours incluant notamment toutes les dimensions de la loi ORE et recentrant la formation sur la réussite du projet étudiant vient nourrir l'objectif même d'accompagnement vers la réussite en licence.
Tous ces facteurs ont conduit à reporter la définition d'un plan d'action partagé avec les structures. En revanche, sous l'égide de la VP ORESIP et en lien avec les directeurs d'études qui ont également fait l'objet d'un renouvellement important, les axes établissements sont en cours de définition éclairée par les spécificités de chaque communauté. Cette démarche qui s'inscrit dans la continuité des actions menées et éclairées par les productions d'indicateurs réalisées dans le cadre de l'expérimentation DGESIP vient structurer la construction d'un nouveau plan d'action dont les contours ont évolué vers l'ouverture des parcours, leur personnalisation et leur connexion à l'environnement.

Connexe au chantier feuille de route les objectifs et indicateurs opérationnels seront la suite logique de ces travaux.

Ils viendront compléter l'évolution de l'outil AGIR. Concernant ce dernier, il a fait l'objet d'un usage hétérogénie durant les deux dernières années et le constat de l'évolution de la pratique, tant à travers l'offre nouvellement accréditée que dans les attentes des nouveaux DE fait l'objet d'une nouvelle expression de besoin. Cela vise à la fois à simplifier l'usage pour les directeurs d'études, mais également à garantir l'atteinte et le suivi des objectifs de chacune des structures.

1-5 Piloter, gérer et évaluer les moyens et dispositifs CVEC, dans une période qui tend à redevenir normale, mais reste toujours incertaine

Dans le cadre législatif posé par la loi ORE, l'installation de la commission en charge de la répartition des fonds CVEC attribués chaque année à l'UB, et toute l'ingénierie de pilotage et de gestion, sont effectives. L'année 2020 a permis d'asseoir le dispositif, de systématiser le partage d'informations avec les instances de l'université et de recueillir leurs validations : les commissions CVEC se déroulent régulièrement, y compris depuis les périodes de confinement liées à la crise sanitaire Covid-19. La CFVU et le CA sont régulièrement informés des programmations, de l'utilisation des fonds et des bilans d'activités et financiers. Il ressort notamment, en 2020 et 2021, que sans la CVEC, l'université de Bordeaux n'aurait certainement pas pu soutenir aussi fortement ses étudiants en situation de précarité, tout particulièrement au titre des dispositifs d'aide sociale. La communication renforcée sur la CVEC auprès de la communauté, notamment étudiante, est une action qui mérite en 2022 d'être réitérée, le contexte 2020/21 n'ayant pas permis de mener cette action totalement à bien. Par ailleurs, l'année 2021, dans un contexte très incertain, a permis de commencer à mettre en œuvre certains projets financés dans le cadre du 1er budget participatif. Leur réalisation complète a été retardée par la crise sanitaire et devra être finalisée en 2021-2022. L'année 2021 a également été l'occasion de faire un bilan et un état d'avancement des projets financés au titre des AAP « services ». Il apparaît que plus de la moitié des projets a été réalisée (55%) (avec production d'un bilan), 25 % sont encore en cours, 15% ont été reportés et 5 % annulés. Ce bilan, ainsi qu'un rappel des différents projets, ont été présentés en commission CVEC. Ce dispositif a trouvé une réelle adhésion de la communauté et a permis d'appuyer les structures dans le développement de projet au service de la vie étudiante (aménagement de nouveaux espaces, ...). De plus dans le contexte de crise sanitaire, une action de soutien exceptionnel aux associations étudiantes a pu être mise en place, conduisant notamment à rembourser des frais qui ne pouvaient pas, du fait de la situation et du manque à gagner des associations, être pris en charge (assurance des locaux par exemple). En 2022, les projets initiés en 2020 (AAP et budget participatif) seront finalisés.

Par ailleurs, il est envisagé de :

- Lancer une seconde campagne de budget participatif en automne 2022 lors de la semaine de l'engagement étudiant ; 2 (3 en 2023)
- Lancer une nouvelle campagne d'AAP services en 2022 ; 2Les dispositifs CVEC installés à l'université de Bordeaux sont totalement organisés et intégrés par la communauté étudiante et plus largement par la communauté universitaire.

Bilan de l'année :

La CVEC est restée un pilier fort pour les dispositifs d'urgence ou pour le financement de nouvelles actions autour de l'accompagnement des plus fragiles. L'agilité possible grâce aux fonds et la réactivité de la commission CVEC permettent de s'adapter aux différents contextes rencontrés depuis 2018 et de sécuriser actions et projets.

Un bilan annuel délibéré en conseil d'administration dresse l'ensemble des actions programmées, soutenues et réalisées. Sans reprendre ce bilan, citons les éléments notoires suivant :

Au titre de la santé des étudiants, les actions ont notamment porté sur l'adaptation de la politique de prévention à l'évolution des comportements des étudiants en matière d'alcoolisation, de santé mentale, de santé sexuelle et de pratiques tabagiques à travers des formats multiples (numériques, vidéo, podcast, site internet), évènementiels, ou encore à travers le pair à pair avec le déploiement des étudiants relais santé ou le PSSM en formant plus de 1000 étudiants aux premiers secours en santé mentale.

Au titre de la culture a été conduit un élargissement d'une offre et de formats d'ateliers nouveaux : expérimentation de nouvelles formes de médiation numérique, scientifique et artistique sur les questions arts, science et société (podcast, conférences, jeux sérieux...).

Au titre du sport, le financement sur projets des services des sports a quant à lui majoritairement concerné du matériel pédagogique et des sorties APPN (activités physiques de pleine nature). Des actions pour favoriser le développement du sport de haut niveau et de la compétition ont également été conduites, notamment à travers les pôles universitaires sportifs (compétition) dédiés à l'entraînement. Enfin le développement du sport pour tous a été favorisé par l'augmentation de l'offre de pratiques sportives en formation personnelle.

Au titre de la vie étudiante, un renforcement du soutien à la vie associative a été conduit à travers les subventions FSDIE et également par le soutien à l'engagement étudiant.
Sur ce dernier point, la coordination du 3e festival des engagé.e.s et le lancement de la bourse des engagements sur la plateforme participative en octobre 2022 ont permis de répondre à l'engagement signifié dans le PAP 2022.
Suite aux modifications du règlement intérieur du FSDIE, une offre de formations obligatoires, est également venue renforcer la formation des associations afin de favoriser des évènements responsables.

Enfin, deux appels à projets des services ont été reconduits permettant le soutien de multiples projets avec des financements reportables d'une année sur l'autre, même si la dynamique complexe au vu de la situation sanitaire a limité la portée du dispositif.

Dans le but de poursuivre l'évaluation des actions/projets financés par la CVEC avec efficacité, un groupe de travail issu de la commission ad hoc a été réuni deux fois en 2022. Il sera à nouveau réunie en 2023 avec l'objectif d'évaluer les dispositifs existants et de proposer des pistes d'amélioration quant à l'usage des fonds, la simplification des actions et l'identification de nouveaux dispositifs.

Poursuivre l'évaluation des actions/projets financés par la CVEC avec l'efficacité et la fiabilité engagée lors des évaluations précédentes.

1-6 Doter l'université de Bordeaux d'un schéma directeur du sport universitaire

L'université de Bordeaux a souhaité se doter d'un Schéma directeur du Sport universitaire pour rendre lisible sa stratégie en la matière (organisation interne, formation, sport de haut niveau, recherche, vie de campus...) notamment dans le cadre de sa labellisation « génération 2024 » et de sa préparation à jouer un rôle majeur en Nouvelle-Aquitaine lors des JO de 2024, et avant cela lors de la coupe du monde de Rugby 2023.La méthodologie du projet de SD Sport est désormais éprouvée. Les GT ont débuté en septembre 2019: les états des lieux des différents axes relevant du SD ont été produits et les premiers plans d'actions travaillés pour être progressivement formalisés. Toutefois, les confinements de 2020 ont retardé les échanges portant notamment sur la réorganisation du pilotage du sport à l'UB, sujet complexe et transformant du projet. Des négociations internes supplémentaires ont été conduites en 2020 et 2021.Elles ont abouti à la formalisation d'une nouvelle gouvernance permettant d'associer l'ensemble des acteurs du sport à l'UB, ainsi que les établissements partenaires et les autres acteurs du sport (concernés notamment par la question des installations sportives). Les nouvelles instances seront installées fin 2021. Elles permettront notamment de poursuivre la réorganisation du pilotage du sport et de poursuivre les travaux structurants autour des axes du SDsport. Au regard des éléments précités et des travaux restants à accomplir, la validation du SD sport par les instances de l'établissement est reportée en 2022 en lien avec la prochaine mandature. Ce report n'empêche pas la réalisation des actions et projets qui restent, pour chaque axe, très dynamiques. L'année 2022 devra permettre notamment de préparer et organiser au mieux les grands évènements sportifs attendus pour 2023 et 2024, dans le cadre de la coupe du monde Rugby et les JO de 2024(université terre d'accueil de phases préparatoires des JO, organisatrice du WURIT, etc.)

Bilan de l'année :

Dans la nouvelle équipe présidentielle de l'université de Bordeaux mise en place en 2022, le VP partenariats et territoires et le VP vie étudiante et vie de campus ont été chargés du portage politique du

sport universitaire. Dans ce contexte, il leur est paru nécessaire de reprendre le travail sur le schéma directeur du sport qui était en cours, avec une dimension plus transversale et un accompagnement méthodologique renforcé de la part du DGS-adjoint délégué au pôle FIPVU.
Aussi ces travaux toujours en cours ont fait l'objet d'une révision des axes du SD initial élargissant le périmètre sur les 4 axes suivant :

- Axe 1 : Sport et équité, rendre les pratiques accessibles à l'ensemble de la communauté universitaire
- Axe 2 : Le sport à l'université de Bordeaux une dimension forte d'un Living LAB en matière d'Healthy campus un levier d'action dans une stratégie conforme auxau service des ambitions nationales Sport nationales Sport, santé, bien-être.
- Axe 3 : Faire rayonner l'université de Bordeaux à travers le sport
- Axe 4 : Un éco-systéme et des compétences multiples au service d'une politique sportive ambitieuse de l'université de Bordeaux

Ce travail de révision s'appuyant largement sur les précédents travaux permettra de compléter le schéma directeur en s'appuyant sur des groupes de travail regroupant au delà des équipes en charge du sport les compétences du pôle AGRH, du pôle Patrimoine et Environnement afin de répondre l'ensemble des ambitions de l'université de Bordeaux tout en s'appuyant sur les préconisations des récents rapports nationaux et tout particulièrement le rapport de S Braconnier « Le Sport, une ambition pour l'Université » remis à France universités.

1-7 Positionner la FTLV de l'université de Bordeaux dans le marché concurrentiel

La loi du 5 septembre 2018 dite « liberté de choisir son avenir professionnel » a profondément transformé le paysage des acteurs de la FTLV, les règles de gestion, les modèles économiques. La crise sanitaire est venue accélérer le processus de digitalisation qui reste en chantier. Concernant la formation continue (FC) en 2021, l'UB a intégré les éléments de la réforme dans ses organisations et stratégies pour rester attractive :Inscription massive des formations sur la plateforme EDOF de la CDC pour être visible sur «mon compte formation »,Renforcement de la stratégie de communication avec des vidéos, et l'inscription des formations sur différentes plateformes destinées au public FC, Travail de fond et d'outillage, sur l'exploitation des données financières fiables par toutes les structures concernées à l'échelon central et des SNI et sur les coûts complets. Ce dernier point sur le périmètre FC mérite d'être conforté. En 2022, il convient d'accompagner les services de FC de l'université, d'une part vers la certification qualité QUALIOPI retenue nationalement pour tous les opérateurs, d'autre part de digitaliser la partie administrative du processus FC afin de gagner en productivité et enfin de développer la partie commerciale pour mieux répondre aux besoins de formation en particulier en matière de blocs de compétences (BCC).Concernant l'apprentissage, le marché des organismes de formation par apprentissage a également été bouleversé en profondeur en modifiant, le modèle économique de distribution des ressources financières, les interlocuteurs institutionnels, les processus de création des structures et d'ouverture des formations. L'UB a donc anticipé et accompagné tous ces changements qui se poursuivront en 2022 avec notamment la construction d'un nouveau modèle économique pour le CFA de l'UB, la mise en place des formations courtes certifiantes en lien avec les BCC, l'acquisition de la certification qualité Qualiopi. Comme pour la FC, un besoin de développement des missions commerciales des agents est prioritaire.

Bilan de l'année :

La formation continue et l'apprentissage, font partie des priorités de l'établissement et l'échelon central pilote les grandes orientations stratégiques dans le cadre de ses relations aux tutelles (MESRI, Ministère du Travail…). Le modèle est décentralisé pour la mise en œuvre de la FCU. Les onze services de

formation continue universitaire (SFCU) rattachés aux composantes de formation sont ainsi au plus près des besoins des parties prenantes (organisations, organismes financeurs, salariés, demandeurs d'emploi ...).. Cette organisation s'appuie toutefois sur les ressources centrales en termes de coordination, d'accompagnement et de partage de bonnes pratiques.
La VP FTLV anime le réseau des SFCU et pilote les projets transverses en s'appuyant sur une mission d'appui à la formation continue universitaire et à l'apprentissage (MAFCUA), rattachée au pôle FIPVU (installée en mars 2016), et constitue l'interlocutrice des composantes et des SFCU.
La stratégie intégrée a permis de soutenir le développement de l'offre de formation continue et apprentissage permettant en 2021 de générer un chiffre d'affaire pour la FTLV de 18,914M€ contre 16,080M€ en 2020 soit une progression de +17,6%. Le soutien de la MAFCUA et l'accompagnement dédié des services FCU facilitant la montée en compétences sur le plan de la démarche qualité, le pilotage des coûts, l'approche par compétences de l'offre de formation visant à permettre une bonne adéquation avec le CPF et une démarche d'harmonisation de présentation de l'offre de formation aux partenaires socio-professionnels a permis de maintenir le niveau de recettes malgré une diminution du nombre de stagiaires.Pour autant, la marge de progrès demeure importante (professionnalisation, connaissance du marché et stratégie/actions de développement d'affaires auprès des partenaires socio-économiques de l'université, réactivité aux besoins, pilotage systématique à coûts complets et d'un système d'information partagé, démarche qualité Qualiopi portée par le HCERES à élargir en s'appuyant sur l'expérience du CFA), à l'échelle de certains services comme à celle de l'université dans son ensemble, compte tenu de son potentiel et de l'hétérogénéité des pratiques des SFCU.
Aussi, une démarche de commercialisation de l'offre de formation a été initiée en s'appuyant sur les BCC et visant à permettre une bonne adéquation avec le CPF.

En ce qui concerne le CFA, la création du CFA unique au 1er janvier 2018 a été décisive pour asseoir le positionnement de l'université de Bordeaux en matière d'apprentissage faisant progresser à la fois le nombre de formations (81 formations en 2018/2019- 147 en 2022-2023) et le nombre d'apprentis (798 en 2018/2019 - 1667 en 2021/2022). L'apprentissage à l'université de Bordeaux compte ainsi avec plus de 750 employeurs dans 52 départements, avec plus de 90 % d'insertion à 6 mois. .En 2022, grâce à la démarche engagée en 2020, la certification Qualiopi du CFA a été obtenue en Mars 2022 témoignant de la structuration de l'apprentissage à l'université. Cette dynamique et cette structuration sont d'une part des piliers pour faciliter son développement mais également un modèle d'organisation pouvant en partie être partagé avec la formation continue Le positionnement du CFA, et ses liens avec les SNI sont en cours de précision pour améliorer notamment les conditions de dialogue et le suivi financier.

Enfin dans le cadre de l'AAP ASDESR, l'université de Bordeaux a porté un ambitieux projet de développement de la FTLV avec pour ambition une approche renouvelée du marché de la la formation professionnelle avec un objectif de marque université de Bordeaux. Ce projet vise à créer un service de développement qui permettra de s'appuyer sur une démarche marketing et commerciale adaptée aux attentes des entreprises du territoire aquitain.

AXE II – Recherche et innovation

2-1 Accompagner les départements de recherche dans leur phase de développement

Une nouvelle structuration de la recherche avait permis d'installer, à compter du 1er avril 2019, 11 départements de recherche avec pour objectifs une plus grande responsabilisation et une meilleure capacité de pilotage en matière de stratégie scientifique sur leur périmètre et d'autre part, une meilleure organisation pour relever les grands défis qui se présentent actuellement à notre société. Il s'agissait de positionner leur communauté au meilleur niveau international tout en lui permettant d'aller chercher des ressources propres.
Sur l'année 2020, l'établissement a accompagné ces départements dans leur plan de développement en matière d'animation scientifique d'une part en soutenant des actions inscrites dans leur feuille de route et d'autre part en poursuivant la restructuration des services d'appui à la recherche, notamment la nouvelle direction de la recherche et de la valorisation (DRV) au sein du pôle RIPI.

Sur l'année 2021, l'accompagnement s'est poursuivi avec en particulier :

- une action pilote pour la mise en place de COMS (contrats d'objectifs, de moyens et de service) sur trois des départements, SMR, DETS et STS, avec pour objectif à terme une généralisation sur l'ensemble de ces composantes de recherche ;

- une politique de GPR (grands programmes de recherche) favorisant notamment l'interdisciplinarité sur une base inter-départements. Cette action a permis de mobiliser les communautés pour construire une quinzaine de projets ambitieux, dont sept ont été retenus à l'issue d'une étape d'évaluation et de sélection devant un comité scientifique d'établissement constitué de personnalités scientifiques internationales de haut niveau mis en place à cet effet. Les GPR sélectionnés ont été installés à la rentrée universitaire 2021.

Bilan de l'année :

Mise en place de COMS sur trois départements :

- Les COMS des départements SMR, DETS et STS ont été signés en décembre 2021 ou janvier 2022. Ce travail a permis de consolider le dialogue avec la gouvernance, de dégager des axes de développement à la fois cohérents avec la stratégie d'établissement et propres aux forces et faiblesses de chaque contexte. La démarche des COMS permet également de renforcer les relations avec les pôles et directions dans un souci d'amélioration du service à la communauté des départements. Une nouvelle vague de COMS a démarré en janvier 2022, et couvre quatre nouveaux départements (SIN, SBM, CHANGES, ECOr) ainsi que le collège des Ecoles Doctorales.

Politique de Grands Programmes de Recherche (GPR) :

- Pour rappel, le processus de sélection des GPR s'est clôturé en mai 2021, après l'audition en janvier 2021 par un comité international des 15 projets déposés. La gouvernance de l'établissement, en concertation avec ses partenaires de recherche, a suivi les recommandations du comité en labellisant 7 projets GPR (à hauteur de 32 M€ pour la période 2021-2025). De plus, afin de soutenir les dynamiques de site ayant été enclenchées ou poursuivies dans le cadre de l'AAP GPR et de l'installation des départements de recherche, un dispositif de Réseau de Recherche Impulsion a été mis en place et a permis d'accompagner les 8 autres projets à hauteur

de 8 M€ pour 2022-2025. Les projets de GPR se sont installés à la rentrée 2021 avec une journée de lancement organisée le 9 novembre 2021 par l'université en présence des partenaires.

- A la suite de ce lancement officiel, les directions en soutien (DRV et DR) ont rencontré chaque porteur de GPR, son équipe et les laboratoires concernés pour leur présenter les modalités d'accompagnement prévues en appui à la gouvernance et à l'animation scientifique du GPR, d'une part, et pour la mise en place budgétaire et le suivi financier, d'autre part

- Les GPR et les RRI sont désormais en plein développement : plus de 110 doctorants, post-doctorants et ingénieurs ont été recrutés en 2022 dans le cadre des GPR. Chaque GPR produit un bilan annuel de ses avancées et fera l'objet d'un bilan à mi-parcours (à l'issue de 4 ans d'exercice).

2-2 Consolider la politique d'établissement en matière de plates-formes technologiques labellisées : soutenabilité et modèle économique

Suite à une enquête puis un processus de labellisation des plates-formes de l'établissement qui s'est déroulé sur l'année universitaire 2018-2019, les 27 plates-formes labellisées se sont structurées mi-2019 en fédération à l'automne 2019. L'intervention de la fédération sur des dossiers clés pour l'établissement comme la coordination des projets d'équipements scientifiques dans le cadre du futur CPER se poursuit.

En matière de soutenabilité des Infrastructures de Recherche (IR), la fédération, avec l'appui des services, est chargée de travailler sur les modèles d'exploitation des plates-formes, conformément à leurs propres engagements dans la charte de labellisation qui prévoit qu'elles s'engagent à « déployer un modèle économique permettant de pérenniser la plate-forme » et que leur soit fournie une aide aux calculs des coûts complets.
Des modèles proposés par le pôle RIPI intègrent des coûts directs liés aux amortissements et aux frais de personnels, mais aussi aux fluides et au numérique, quand les données sont disponibles. Ces travaux sont réalisés en étroite collaboration avec les pôles PAS et PPE ainsi qu'avec la DSI, dans une vision cohérente avec les modèles de soutenabilité de l'établissement (PC2A, méthodologie HCERES appliquée aux établissements évalués en vague B) et avec la méthodologie nationale qui permet l'analyse des coûts (feuille de route nationale des infrastructures de recherche).
Ce type d'approche a été mis en œuvre dès 2017 avec le CNRS pour le parc d'instruments de RMN

Bilan de l'année :
Au cours de l'année 2021, la seconde campagne de labellisation a permis d'y intégrer 5 nouvelles plateformes. L'année 2022 a permis d'évaluer les 27 autres 3 ans après leur labellisation. La fédération des IR a poursuivi son travail sur les dossiers clés pour l'établissement et notamment a coordonné les projets d'équipements scientifiques dans le cadre du futur CPER. Le projet « d'aide à la tarification des prestations de services des plateformes » a été lancé en 2021. Le cadrage du projet a été opéré sur le premier semestre afin de partager les enjeux et les objectifs (homogénéiser les méthodes, les principes de tarification au sein de l'UB, doter les plateformes d'un outil de calcul de coûts et de tarifs). L'équipe projet est constituée par des représentants de la fédération et la direction des ressources (contrôle de gestion) du pôle RIPI. Un premier périmètre d'expérimentation a été défini autour de 3 plateformes : CESAMO, Protéome et le Bordeaux Imaging Center.

En 2022, le projet « d'aide à la tarification des prestations de services des plateformes » s'est poursuivi avec un approfondissement de la démarche et de la méthodologie de tarification : focus sur les coûts indirects, finalisation et présentation de la V0 de l'outil de calcul des coûts complets à la fédération des plateformes, la direction de l'établissement et l'équipe politique. En 2023, plusieurs simulations en coût réel seront prévues avec les plateformes pilotes, afin de valider les principes de la politique tarifaire des plateformes UBx et permettre le déploiement progressif de la démarche aux autres plateformes labellisées

par la Fédération. Ces analyses viendront conforter le modèle en vue d'une potentielle montée en charge de l'activité « plateformes » dans le cadre du projet DREAM, en cas de succès à l'appel à projet ANR « accélération des stratégies de développement des établissements ESR ». Un des objectifs de l'année 2022 est également d'accompagner la direction de l'Université dans la consolidation de statuts pour les plateformes non UAR ou US.

2-3 Mettre en service la plate-forme numérique dématérialisée The HUB

The Hub est une interface dématérialisée qui permettra d'identifier et d'accéder rapidement à un catalogue de contenus et de services pour intensifier les activités partenariales public/privées au profit de l'innovation et de l'entrepreneuriat sous toutes leurs formes. Après deux années de développement, l'année 2022 a donné lieu au lancement de la première version, avec ses trois premières briques fonctionnelles :

- un catalogue de l'offre de service des plateformes de l'université,
- un outil de mise en contact entre professionnels et experts de l'établissement sur plusieurs domaines ou champs disciplinaires : activité physique et performance ; chimie et matériaux ; photonique, laser et imagerie ; systèmes connectés communicants ; santé publique ; vignobles et vins de demain ; défis environnementaux et sociétaux ; sciences et société ; cerveau et systèmes nerveux
- un catalogue des espaces de location

Bilan de l'année

En 2022 l'outil a été mis en production et en ligne. Un travail de sensibilisation des enseignants chercheurs est mené pour les inviter à utiliser le module « fiche expert », il fallait en effet une masse critique de fiches-experts avant d'ouvrir l'application au grand public. Environ 400 ont été complétées fin 2022. Plusieurs vidéos et séminaires de présentation ont été réalisés à destination des enseignant-chercheur et agents du site. Des présentations de l'outil ont été organisées devant des partenaires socio-économiques et les premiers projets générés via The Hub ont été montés. Le kick off a eu lieu officiellement le 27 septembre 2022 (150 personnes participantes).

Au-delà de l'outil informatique dont le développement est assuré en interne à l'université et s'appuie sur des échanges quasi-quotidiens entre la DSI et la DIPE, The Hub est aussi un dispositif d'animation de la relation entre université et monde socio-économique. Une community manager a été recrutée et 6 community manager thématiques (doctorants conseil) sont également mobilisés pour animer les communautés, intégrer des contenus chauds (actualité, veille, ...) dans le portail et aider à la mise en relation et la création de projets dans l'outil.
Le programme InnovationS obtenu par l'université fin 2021 dans le cadre de l'appel à projets ExcellencES sous toutes ses formes du PIA4 va permettre de poursuivre les développements de The Hub, d'une part en ajoutant de nouvelles fonctionnalités (v2), d'autre part en étendant l'outil à d'autres partenaires du site bordelais.

2-4 Accompagner la transformation de l'association ADERA en filiale de l'université et amélioration continue du pilotage des filiales

La création de la filiale ADERA (de type SAS) a été réalisée en juin 2020 à la suite d'un long processus de co-construction avec les établissements partenaires et futurs actionnaires, processus démarré en 2017 et accompagné par un cabinet spécialisé ayant déjà participé avec succès à la création de filiales de valorisation d'établissements d'enseignement supérieur.

Sur la base des activités générées par l'ADERA, la répartition du capital de l'actionnariat conduit à une répartition à 60% des parts pour l'Université de Bordeaux, 25% pour l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, 10% pour Bordeaux INP et 5% pour La Rochelle Université.
Bien que les activités portées par l'ADERA restent inchangées, un accompagnement est opéré à la fois par les services de UB, coordonné par les administrateurs, et opérationnalisé par la DRV pour organiser au mieux les structures d'échange et de suivi des activités qui lui sont confiées.

Bilan de l'année

Au printemps 2022, suite à l'installation de la nouvelle équipe politique de UB, le président de l'université de Bordeaux a pris la présidence de l'ADERA. Suite au départ à la retraite de l'ancien directeur de l'ADERA, une nouvelle directrice a été recrutée et a pris ses fonctions au 01/06/2022.
Les comités opérationnels se tiennent avec régularité. Un travail approfondi a été mené sur le process de la gestion des colloques impliquant le pôle Patrimoine et Environnement de l'université.

La nouvelle direction de l'ADERA souhaite conforter les liens avec la direction de l'université de Bordeaux. Un 1er comité de suivi impliquant la gouvernance de l'UB et la direction de l'ADERA se tiendra début 2023.
L'un des enjeux de l'année 2023 sera le renouvellement de la convention UB-ADERA arrivant à terme au 30/06/2023.
Par ailleurs, et plus généralement pour l'ensemble des filiales de UB, les recommandations de l'audit interne, démarré en 2021 et finalisé en 2022, portant sur la maîtrise des relations de UB avec ses entités satellites, sont progressivement déployées dans l'objectif à la fois de sécuriser et de fluidifier les relations de l'établissement avec ses filiales.

2-5 Développer la mise en œuvre d'indicateurs de recherche adaptés au domaine SHS

Les formes prises par les activités de recherche des sciences humaines et sociales (SHS) sont singulières : elles débouchent sur des productions qui ne sont pas axées principalement sur des brevets ou sur des articles de revues en co-écriture. A l'échelle de l'établissement, il a paru indispensable d'avoir une juste mesure de l'activité de recherche des équipes et unités de recherche en SHS. C'est la raison pour laquelle, l'UB a ouvert depuis l'année universitaire 2018- 2019 un chantier de construction d'indicateurs de ces activités dont l'objectif principal est de produire une cartographie (« CARTORECH ») qui sera mise à la disposition de l'équipe présidentielle dans une optique de pilotage de la recherche. CARTORECH est initié et conduit par la vice-présidence recherche mobilisant en premier lieu les ressources de ViaInno ainsi que des services de la DIPSI et de la direction de la documentation. Le démonstrateur attendu dans le courant de l'année 2020 a été mis en œuvre à l'échelle d'une UMR et d'une EA. Il a donné des résultats très satisfaisants et il est envisagé de l'étendre aux autres unités de recherche.

Bilan de l'année

Les conditions d'opérationnalisation de l'extension envisagée à l'échelle d'un département de recherche (DETS) ont été étudiées à partir de l'automne 2021 ; en particulier des solutions ont été recherchées afin de prendre en compte le besoin très important de saisie de données brutes, préalable à toute analyse et production de la cartographie par l'action combinée de ViaInno, de la direction de la documentation et de la DIPSI.
Ce chantier sera poursuivi en 2023, sous la forme d'une expérimentation sur un périmètre élargi, en veillant à son articulation avec la mise en œuvre des COMS.

2-6 Mettre en place un tableau de bord stratégique U30

L'objectif de la mise en place d'un tableau de bord stratégique est d'offrir à l'université un outil de pilotage adapté à son cadre stratégique, permettant du niveau stratégique au niveau opérationnel, un suivi et un pilotage efficace de la performance de l'établissement.

Afin d'atteindre cet objectif, deux phases ont été lancées en parallèle dès la fin de l'année 2020 :

- identification des axes stratégiques d'intérêt d'U30,
- conception progressive de l'outil : Proposition d'indicateurs pertinents selon les axes et enjeux (input/ouput/impact) à partir des axes U25 et conception du gabarit

Ainsi, dans le cadre de l'actualisation du plan stratégique à l'horizon 2030, plusieurs enjeux peuvent être mis en lumière :

- rmettre un meilleur suivi des objectifs qui seront fixés (volet input) - e.g. talents, former et apprendre, recherche, gouvernance et opérations, patrimoine, etc,
- mesurer les objectifs de performance (volet outputs) – e.g. réputation institutionnelle, performance de la formation, performance de la recherche, impact socio-économique, campus durable, etc
- évaluer l'impact des activités sur l'environnement et avoir des objectifs de progression (volet impact).

L'objectif est de co-construire la stratégie avec pour chaque axe les indicateurs pertinents. Le livrable final attendu serait une interface dynamique permettant à chacun d'avoir accès aux données.
Ce projet s'inscrit plus globalement dans une démarche d'alignement des outils de pilotage stratégique, depuis le sommet transversal et stratégique (Tableau de bord U30), décliné par secteurs (Tableau de bord formation, Tableau de bord exdcutive du DGS, ...) et par SNI dans leur propre pilotage (COMS & Tableau de bord d'évaluation des COMS).

Bilan de l'année :

Le développement de l'informatique décisionnelle à travers le projet SPiid-UP a connu les avancés majeures suivantes :

Volet formation :

- Entrepôt de données mis à disposition en test (avancement : 80%)

Les prochaines étapes seront en 2023 la finalisation des tests, des échanges à prévoir avec les SNI pour appropriation et personnalisation du sujet, la finalisation des développements et la livraison du lot 2 au printemps 2023.

Volet recherche :

- les travaux préparatoires au premier semestre 2022 ont porté sur la cartographie macro des thématiques, les indicateurs et les axes d'analyse
- Des échanges internes au Pôle RIPI pour stabiliser et enrichir cette cartographie ont eu lieu au 2d semestre 2022
- La définition d'un socle commun d'indicateurs COMS a été rédigée

Les prochaines étapes seront la définition des indicateurs clés et la mise en place de rituels réguliers, en appui de la phase préparatoire à la brique SID Recherche SPiiD-UP.

Volet finance :

- Phase exploratoire en parallèle du TdB Gouvernance
- Test d'un premier TdB finances sous Dig Dash

- Vision budgétaire, annuelle et infra-annuelle, dans un objectif de dialogue et responsabilisation des structures et de maîtrise des risques
- Intégration des correspondances fonctionnelles DF

La prochaine étape sera une réunion d'initialisation pour partager les besoins et programmer les travaux.

Volet stratégie :

- TdB livré en juillet 2021, avec panorama des outils de pilotage
- Formation de la nouvelle équipe présidentielle en mars 2022 (volet pilotage)
- Présentation en CODIR fin novembre 2022, et dans le réseau UDICE
- Mise à jour des données en cours

Les prochaines étapes seront la livraison en février 2023 et le partage auprès des VP et des directeurs de SNI.

2-7 Renouveler les cadres contractuels avec les organismes de recherche

Dans la logique de construction d'une « grande université de recherche », l'université de Bordeaux a souhaité renouveler le cadre de contractualisation avec les organismes de recherche. Sur proposition de Madame la Ministre, et sous le patronage de la DGRI notamment, un dialogue a été engagé en 2019 devant aboutir à la signature d'un contrat pour le développement de l'université de Bordeaux (ou équivalent). Le Cnrs, l'Inserm, l'Inria et l'Inrae se sont engagés dans cette démarche. Ce contrat multipartite constituera un cadre de référence au sein duquel pourront s'articuler les volets territoriaux des contrats d'objectif et de performance (COP) des différents organismes. Il sera associé à un ensemble d'actions concrètes visant une plus forte intégration des activités, et devant conduire à une meilleure performance de la recherche à l'université de Bordeaux. Des indicateurs seront établis, qui traduiront les engagements, notamment vis à vis du Ministère.

Ce contrat multipartite constituera également le chapeau stratégique de conventions bipartites qui seront établies avec chacun des organismes.

Bilan de l'année

En 2022, un dialogue a été construit avec l'INRIA en vue de la mise en place d'un conventionnement par EPC qui devrait aboutir sur l'année 2023, dans le prolongement de l'accord cadre de partenariat en faveur du centre Inria de l'université de Bordeaux signé en juillet 2021.

Avec l'INRAE, le dialogue s'est poursuivi avec la concrétisation de la signature d'une convention d'objectifs et de moyens entre INRAE et UB le 14/09/2022. Le travail se poursuit avec la déclinaison d'une convention-cadre pour le fonctionnement des unités communes qui devrait aboutir courant 2023.
Avec l'INSERM, la convention de mixité pour la période 2022-2027 a été signée le 8/07/2022.
Des échanges ont eu lieu avec le CNRS en vue de renouveler l'accord-cadre UB-CNRS pour le contrat sextennal en cours. La signature est prévue d'ici l'été 2023.

AXE III – Vie institutionnelle

3-1 Œuvrer à la soutenabilité économique de l'établissement et favoriser la mobilisation de la communauté universitaire en faveur de la transition écologique

a. Finaliser deux ou trois opérations de valorisation immobilière.
b. Créer une filiale, de type foncière et détenue à 100 % par l'université, pour la réalisation des opérations de valorisation.
c. Finaliser l'élaboration et la signature d'au moins 5 nouveaux Contrats d'Objectifs de Moyens et de Service (COMS) avec des composantes de formation et de recherche.

d. Installer les modalités de programmation et de mise en œuvre des différents axes de la feuille route des transitions.
e. Mettre en place les procédures de contrôle de la mise en œuvre de la feuille de route des transitions par le nouveau conseil des transitions et publier ses avis.

Bilan de l'année

Conformément aux annonces faites au titre du RAP2021, les 3 opérations de valorisation initiées en 2020 ont été menées jusqu'à signature des actes notariés associés :

- **Lamartine** (Talence): cession de la parcelle pour 8,2M€ : acte de vente signé le 12 septembre 2022
- **Paulin de Nole** (Gradignan) : signature le 1er mars 2022 d'une promesse de Bail à construction longue durée (60 ans) avec apport capitalisé de 7,2M€ complété par une redevance annuelle de 30 000 € versée sur les 60 ans du bail.
- **Treefrog** (Gradignan-plaine de Rocquencourt) : signature le 17 décembre 2021, d'une promesse de Bail à construction non capitalisé d'une durée de 80 ans avec une redevance annuelle d'environ 64 000 euros (en cours d'actualisation) ;

3-2 Développer de nouveaux dispositifs en matière de RH

a. Finaliser le déploiement du nouveau projet de service du pôle Ressources humaines et développement social, autour de la transformation de la fonction RH et de la modernisation de l'action publique.

Bilan de l'année

Les réflexions portées autour de la transformation de la fonction publique, des enjeux de simplification et d'amélioration de la relation aux usagers ont conduit à s'interroger sur l'organisation des fonctions support relevant des pôles Communication et Vie Institutionnelle et Ressources humaines et Développement Social. Cette analyse menée en mode projet, de manière itérative et transparente, a permis de définir les contours d'une nouvelle entité, et sur avis favorable du comité technique d'établissement en juin 2022, à valider la création au 1er septembre 2022 d'un nouveau pôle dénommé Administration Générale et Ressources Humaines (AGRH), au sein de la Direction générale des services de l'université.

Le pôle AGRH regroupe désormais six directions métiers : la direction de la communication, la direction des affaires juridiques, la direction des archives universitaires, la direction des affaires publiques et des territoires, la direction de l'action sociale et de l'innovation sociétale et la direction des ressources humaines. Il comprend également deux services rattachés que sont le service de santé au travail el le service universitaire mutualisé des pensions. Au sein du pôle, est instituée une nouvelle direction, la direction des ressources humaines, qui en lien avec la direction de l'action sociale et innovation sociétale créée en 2021, a pour objectif de porter les enjeux de responsabilité sociétale au travers d'une qualité de service rendu et d'un renforcement de la relation sociale.

Dans un contexte de profondes transitions qui rendent nécessaire de proposer un nouveau modèle d'action publique face aux exigences internes et externes, le projet de service du pôle AGRH s'inscrit dans une conduite du changement pour faire en sorte que l'administration, à l'écoute des communautés enseignantes, scientifiques et techniques, et en interface avec les partenaires publics, soit perçue comme un vecteur facilitant, support efficient des réussites, des missions et des valeurs universitaires.
L'écoute et l'expérience usagers placées au cœur de la démarche de l'administration générale et des ressources humaines, la rencontre régulière des communautés et de leurs représentants, la transparence et l'évaluation sincère de l'impact des actions proposées et menées constitueront autant de facteurs d'évolution permettant de contribuer à un meilleur sentiment d'appartenance et à une valorisation des ressources et des compétences.

Garant des stratégies institutionnelles de l'université de Bordeaux, AGRH a pour objectif de proposer une offre renouvelée en matière d'actions publiques, de conseil, d'expertise et de communication.

b. Améliorer l'information à la communauté sur l'ensemble des services et dispositifs mis à disposition et demeurant souvent méconnus.

Bilan de l'année

Le travail d'amélioration de l'accès à l'information s'est traduit, d'une part, par la poursuite d'actions de communication internes ciblées s'appuyant notamment sur l'utilisation des canaux de diffusion institutionnels, et d'autre part, sur le développement de projets de sensibilisation et de communication spécifiques visant un meilleur accompagnement des communautés.

En terme d'actions de communication internes, le travail a notamment porté sur :

- l'amélioration de information diffusée en amont du recrutement et à l'arrivée des nouveaux personnels (guides, temps d'accueil, mails types, site web…) et tout au long de leur vie professionnelle (communication itérative en newsletter, mise à jour et développement de l'intranet sur des dispositifs ou processus insuffisamment connus tels que la mobilité, les modulations d'enseignement, la prise en charge des accidents de service et maladies professionnelles…)
- l'appropriation de nouveaux dispositifs ou processus issus de nouveautés réglementaires / institutionnelles (mail, newsletter, intranet, réunions d'information diverses…) tels que le RIPEC, le repyramidage, etc...

En terme de projets de sensibilisation et de communication spécifiques, l'université s'est démarquée en remportant deux appels à projet :

- L'appel à projet de soutien aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche, dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, reposant sur création et la diffusion de différents outils (alertomètre, création de croquis investis sous forme d'affiches et de guides) et l'organisation d'expositions itinérantes sur les campus afin de faire connaître la cellule d'écoute, de veille et de signalement pour les témoins et victimes de violences, de discriminations et harcèlement ;
- L'appel à projet fonds d'égalité professionnelle, sur l'axe de l'articulation des temps de vie, et le sujet de la parentalité, qui s'est traduit par une première phase de création d'outils vidéo, l'objectif étant d'amélioration la connaissance sur les dispositifs, droits RH, sociaux, et interlocuteurs des personnels à l'université et en dehors.

Il convient également de souligner :

- la création d'un réseau d'ambassadeurs et ambassadrices handicap, pour relayer en proximité les informations et évènements portant sur le sujet de l'amélioration des conditions de travail et de santé des personnels en situation de handicap, et des démarches et interlocuteurs associés,
- la mise en place de webinaire d'information destiné aux personnels parents d'enfant en situation de handicap afin d'améliorer leur accompagnement.

Par ailleurs, les points opérationnels RH avec les composantes ont été poursuivis et étendus, afin de faciliter la diffusion de l'information, la compréhension des dispositifs et la proximité dans le dialogue. Les évolutions réglementaires issues de la loi de programmation de la recherche ont été explicitées dans différents cercles de cadres de façon à leur permettre d'assurer leur rôle de relais. Le guide sur les congés de santé a été entièrement revu de façon à en actualiser le contenu et de le rendre toujours plus accessible aux personnels.

c. Appliquer le nouveau cadre de gestion des agents contractuels en lien avec les évolutions réglementaires en cours.

Bilan de l'année

L'établissement a poursuivi les travaux visant la refonte du cadre d'emploi et de rémunération des personnels contractuels. La finalité de la démarche est de renforcer les capacités de l'université à recruter de nouveaux collaborateurs, et d'accroître et valoriser la reconnaissance des parcours professionnels possibles pour les agents contractuels. Une vigilance particulière a été portée à l'équité et la maîtrise du dispositif. Et, un dialogue social particulièrement riche et soutenu a été mené.
Sur proposition du Président, une délibération cadre a été adoptée en conseil d'administration du 13 décembre 2022, avec un engagement significatif correspondant pris au titre du budget 2023.

d. Suivre le déploiement des lignes directrices de gestion (LDG)

Bilan de l'année
Dans un souci d'amélioration continue, le dispositif interne mis en place dans les LDG promotion de l'établissement (adoptées en avril 2021), pour les personnels Biatss, a été approfondi de façon à consolider la collégialité de l'examen des différents dossiers de promotion.
Par ailleurs, l'intégration prioritaires des dispositions issues de la LPR n'ont pas permis de poursuivre les travaux prévus en matière d'accompagnement des parcours. Concomitamment, avec la parution du décret sur le RIPEC, l'établissement a décliné les premières opérations nécessaires à l'application du nouveau cadre indemnitaire pour les personnels E-C. De fait, la transposition de ce nouveau cadre dans des LDG indemnitaires de l'établissement a été reporté temporairement, les LDG ministérielles s'appliquant de droit.

e. Poursuivre la mise en place d'un nouveau schéma de l'offre sociale et préparer le chantier d'installation du Comité Social d'Administration.

Bilan de l'année
Les évolutions du schéma de l'offre sociale impliquent les différentes parties prenantes à l'échelle de l'établissement : gouvernance, instances, administration, associations. Les enjeux étaient de redonner de la visibilité à l'action et d'accroître la coordination dans ce domaine. Ces ambitions se matérialisent pas l'inscription d'un article (article 38) dans les statuts de l'établissement, actant la création de la Commission d'Orientation de l'Action Sociale et par la signature d'une convention entre l'université de Bordeaux et le Clascub (Comité de Loisirs et d'Animations Sportives et Culturelles de l'Université de Bordeaux).

f. Assurer la mise en œuvre du schéma directeur qualité de vie au travail (QVT) avec une attention particulière autour des enjeux du numérique et du télétravail.

Bilan de l'année
L'université de Bordeaux mène une politique volontariste en matière de qualité de vie au travail. La mise en œuvre du télétravail s'inscrit dans cette démarche globale en permettant de mieux concilier la vie personnelle et la vie professionnelle des agents, tout en conservant les mêmes exigences de continuité et de qualité du service rendu par chaque personnel.
Elle traduit également l'engagement de l'université de Bordeaux aux valeurs de respect de l'environnement et à la prise en compte des enjeux sociaux et sociétaux.
Son octroi est favorisé de manière pérenne et tient compte de l'impact en terme d'équilibre entre vie personnelle et professionnelle (femmes enceintes, parentalité …), de maintien dans l'emploi (télétravail dérogatoire pour raison de santé, situation de handicap) et de circonstances exceptionnelles (situation perturbant l'accès au site de travail, circonstances météorologiques type canicule, risque incendie…).
En décembre 2022, 1340 BIATSS ont exercé leur activité dans le cadre du droit commun, soit 47% des personnels BIATSS, avec une majorité d'agents l'exerçant sur 2 jours par semaine (34 %).
Parmi les actions visant l'accompagnement des communautés à ce modes d'organisation du travail, des formations ont été organisées portant sur le management en mode hybride et sur l'appropriation des outils et nouvelles fonctionnalités numériques.

g. Renforcer les démarches d'égalité, d'équité, de transparence et d'inclusion en s'appuyant sur le programme RESET.

Bilan de l'année

L'université de Bordeaux implique sa communauté pour poursuivre et renforcer ses engagements en matière d'inclusion au travers notamment de son plan pour l'égalité des genres, voté en 2022, et de son plan handicap et inclusion affiché dans la convention avec le FIPHFP. L'université s'affiche au titre d'employeur inclusif à la faveur de la mobilisation de toutes les structures (évolution des recrutements sur tout poste), elle a mis en place une communication renforcée autour de ses emplois au niveau local.
L'ambition d'inscrire le handicap comme thématique partagée par tous et démystifier le sujet du handicap au travail a été concrétisée par des actions fortes et visibles, comme la mise en place d'un réseau d'ambassadrices et d'ambassadeurs handicap auprès des personnels, installé le 27 septembre 2022, ou une forte mobilisation des personnels pendant la Semaine Européenne de l'Emploi des Personnes Handicapées (SEEPH). L'université inscrit le maintien dans l'emploi et le respect du droit à la compensation comme une priorité. La correspondante handicap œuvre aux côtés d'une équipe pluridisciplinaire à rechercher en complément des aménagements de postes, tout moyen d'adaptation, de compensation pour favoriser ce maintien.
Le plan pour l'égalité des genres s'inscrit dans une perspective de prise en compte du croisement de facteurs multiples de discrimination avec le genre (âge, handicap, origine,…). En 2022, la Cellule de Veille contre le Harcèlement Sexuel a fait l'objet d'un élargissement à tout acte de discrimination. Des actions de sensibilisation, notamment sur le handicap et l'égalité des genres ont été organisées en direction de la communauté universitaire, afin de mieux les définir et les prévenir. Enfin, des outils de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles ont été élaborés et diffusés sur les campus de l'université (alertomètre, bandes-dessinées, sélection d'ouvrages dans les BU).

h. Participer activement aux déploiements du volet social de la feuille de route des transitions.

Bilan de l'année

La Direction de l'Action Sociale et de l'Innovation Sociétale travaille en lien étroit avec l'Institut des Transitions sur des thématiques communes et portées par la feuille de route des transitions, comme le handicap ou l'égalité entre les femmes et les hommes. Par une participation aux groupes de travail et comités techniques organisés par l'institut, l'animation d'ateliers lors des plénières du pôle Administration générale et ressources humaines, et l'alimentation du plan d'action des transitions, cette collaboration permet l'enrichissement du volet sociétal engagé dans la politique de transition de l'établissement, et définit dans la labellisation de l'établissement au titre du développement durable et de la responsabilité sociétale.

3-3 Progresser dans le pilotage et la mise en œuvre de la transformation numérique de l'établissement

a. Déployer l'outillage numérique de gestion de l'offre de formation, et assurer sa prise en main par les composantes.
b. Déployer une méthodologie d'aide à la décision (pilotage par la donnée) sur quelques secteurs.
c. Amorcer le conventionnement avec l'ensemble des partenaires de Nouvelle-Aquitaine sur les activités de calcul scientifique (CPER 2021-2027).
d. Mettre en place une comitologie chargée de la gouvernance de la donnée

Bilan de l'année

a. L'application de gestion de l'offre de formation GOF, le référentiel associé ainsi que l'application dédiée à l'affichage de l'offre de formation sont déployés et utilisés par l'ensemble des composantes de formation. Des travaux sont en cours pour identifier et mettre en œuvre des évolutions fonctionnelles permettant de piloter les évolutions de l'offre d'une année sur l'autre. Parallèlement des travaux vont démarrer pour concevoir et mettre en œuvre une version enrichie de l'afficheur de l'offre de formation qui offrira des mode de navigation dédiés à certains publics comme les néo-bacheliers et les entreprises dans un contexte de formation continue, de professionnalisation ou d'apprentissage.

Un personnel dédié a été positionné en appui aux composantes et équipes pédagogiques permettant de faciliter la prise en main de nombreux acteurs et analyser les besoins d'amélioration.

b. Le projet Spiid'up, piloté de façon transversale sur la période 2022-2024 prévoit la mise en œuvre de plusieurs entrepôt de données thématiques : Formation, Recherche et Finance. La calendrier de mise en œuvre du projet a conduit à la finalisation en 2022 d'un premier lot relatif à la formation permettant de piloter les inscriptions administratives, des droits d'inscription, des stages et des doctorants. L'année 2023 est quasiment dédiée à l'entrepôt de données finances et l'année 2024 est prévue pour l'entrepôt de données recherche.

c. La travail visant à bâtir un mésocentre à l'échelle de la Nouvelle-Aquitaine s'appuie sur l'installation d'un supercalculateur commun programmée au sein du CPER 2021-2027. Un groupe de travail mettant en scène des personnels scientifiques et techniques de chaque établissement du périmètre est en place depuis mi-2022 et se réunit régulièrement pour définir les caractéristiques techniques et les modalités d'usages partagé du futur supercalculateur. Dans l'attente de cet équipement scientifique de premier plan prévu pour 2024, des investissements sont réalisés pour mettre en place des capacités de calcul selon un modèle distribué dans les différents établissements. A cette occasion des travaux sont menés pour définir les modalités de mise à disposition croisée de ces ressources. Ces différents travaux permettent l'appropriation du nouveau périmètre par les différentes équipes et permettront la formalisation d'un conventionnement au cours de l'année 2023

d. La gouvernance des données est identifiée parmi les priorités de structuration du numérique à l'échelle de l'université. Une thèse dédiée à ce sujet fait l'objet d'un soutien dans le cadre du programme « ACT », prenant notamment en compte les différents projets du programme comme terrain d'expérimentation. Un profil dédié à ces questions est également recruté depuis début 2023 qui s'intéressera notamment à définir en 2023 les premières briques de la gouvernance utile et ses modes de fonctionnement.

3-4 Améliorer la visibilité du pilotage de la politique IST de l'établissement par le service documentaire (Direction de la documentation)

a. Déployer la feuille de route de la science ouverte par la mise en place des groupes de travail et du Conseil pour la science ouverte.
b. Développer trois séances supplémentaires de formation en science ouverte pour les doctorants.
c. Intégrer deux revues supplémentaires dans la plateforme de journaux en accès ouvert OPEN U.
d. Informer et supporter 80% des unités de recherche à l'utilisation d'OSKAR Bordeaux
e. Mettre en place la commission consultative spécialisée entre la Direction de la Documentation et la faculté de droit dans le cadre de l'intégration des bibliothèques de droit dans la direction de la documentation.

Bilan :

a. La politique science ouverte de l'établissement constitue un axe important de la stratégie pour une recherche d'excellence et en faveur des transitions (promotion de l'accès ouvert aux donnés et aux savoirs, sensibilisation à la recherche éco-responsable et à l'intégrité scientifique, développement du lien entre science et société). Les actions de formation en direction des étudiants, des enseignants-chercheurs et des personnels, de même que l'accompagnement de chaque unité de recherche (sous forme d'ateliers ou de rendez-vous personnalisés) sont là pour nourrir la réflexion de groupes de travail (préfigurateurs de comités opérationnels tels que définis dans la charte SO adoptée en mars 2021). Si le Conseil pour la science ouverte reste à installer en lien les objectifs des feuilles de route des VP recherche, numérique, transitions et innovation, l'engagement de l'établissement en faveur de la SO se traduit aussi par sa contribution active aux instances nationales (CoSO, GT France universités et Udice) et aux réseaux internationaux (EOSC, Enlight et autres).

b. Le dispositif de formation à l'intention des doctorants, composé à présent de 6 modules, vise à trouver et stocker de manière organisée l'information, adopter les bonnes pratiques en matière de science ouverte pour la publication et la diffusion de ses travaux, s'approprier les méthodes de réutilisation et de citation des données de recherche puis construire une stratégie de présence en ligne pour valoriser son identité numérique et son activité scientifique. Cette formation très complète proposée à toutes les écoles doctorales par la direction de la documentation est dispensée en français et en anglais. Le programme de l'Urfist de Bordeaux met également l'accent sur des outils et des enjeux science ouverte (présentations et journées d'étude) et touche un public régional.
c. La plateforme Open U Journals (OUJ) compte aujourd'hui 10 revues et permet à l'université de Bordeaux de développer une politique d'édition en accès ouvert (plateforme voie diamant, logiciel en open source) de revues scientifiques avec, depuis fin 2021, deux partenaires (Université de Lorraine, et l'INRAE). En effet, lauréates en 2022 de l'AAP FNSO 2, les 3 institutions entendent, au travers du projet Open U Journals 2024, conforter la soutenabilité de toute la chaîne éditoriale pour accueillir de nouvelles revues candidates (modèle économique, processus d'intégration, et infrastructure technologique). Groupes de travail, comité exécutif et comité de pilotage alimentent ce projet et veillent à son articulation avec les éco-systèmes national et européen.
d. Près de 70% des unités de recherche de l'université ont fait l'objet de présentations et de formations à l'utilisation de l'archive ouverte institutionnelle Oskar Bordeaux interopérable avec HAL et les entrepôts internationaux. De manière connexe, pour observer et suivre la progression du taux d'accès ouvert de ses publications scientifiques, l'université de Bordeaux dispose depuis septembre 2022 de son baromètre de la science ouverte : près de 70% des publications de l'université de Bordeaux parues en 2020 sont en accès ouvert mais sous des formes diverses (green ou gold, hybride, diamant) et avec des variations importantes selon les disciplines comme pour les politiques des éditeurs.
e. L'intégration à la direction de la documentation des 3 bibliothèques de l'UF de droit est effective depuis septembre 2021. Un premier bilan de cette intégration va être partagé en avril 2023 avec la direction de l'UF puis du collège et permettra de consolider les modes d'interactions (commission consultative, bibliothécaire référent).

3-5 Développer la culture de l'amélioration continue à l'échelle de l'UB

a. Finaliser quatre projets QUICKWIN.
b. Finaliser un des projets FTAP.
c. Préparer l'autoévaluation et le renouvellement de la labellisation DDRS de l'établissement.

Bilan de l'année :

a. Finalisation de quatre projets QUICKWIN

Pour rappel, l'appel à projet interne « Quick-win » visait à repenser certaines activités administratives afin de proposer des services plus rapides, plus simples et plus efficaces à destination de la communauté.
Dans le cadre de ce premier appel à projet lancé début 2021, 10 projets ont été sélectionnés pour mise en œuvre au regard de 3 critères :

- Des projets transformant sur deux thématiques :
  - Digitalisation des activités et outils numériques
  - Simplification et optimisation des processus et des modes de fonctionnement,
- Des projets avec un impact bien identifié (gain de temps pour les personnels, amélioration de la qualité de service pour les usagers)
- Des projets facilement réalisables amenant des bénéfices rapides et faisables en moins d'un an.

En 2022, 8 des 10 projets sélectionnés ont été menés à bien :

Projet	Objectif
Vis ma vie	Proposer des ateliers de travail flash d'une journée sur une problématique partagée entre les différents niveaux de l'organisation (central, collège, UF, IUT).
NextCloud	Mise en place d'un outil collaboratif qui posséderait : la visioconférence, le transfert de fichiers, un chat, ainsi que la possibilité de travailler en simultané sur les applications Word, PowerPoint, Excel.
Blisar	L'objectif de ce projet est d'optimiser et d'automatiser la base de données de gestion des contrats de recherche de la direction de la recherche et de la valorisation.
Gestion des notes	Mise en place d'un tutoriel global pour les enseignants et les secrétariats pédagogiques montrant l'automatisation, par une marco, de la note à son import web dans APOGEE/SNW
Dématérialisation des demandes d'achats	Développement d'une application permettant le suivi de l'exécution et le circuit de validation des demandes d'achat au sein d'une structure de manière dématérialisée et de faire le lien vers le SI de gestion
Accueil augmenté	Mise en place d'un chatbot pour répondre aux questions des étudiants pour appuyer les services de scolarité en période de charge
Automatisation des tâches répétitives	L'objectif de ce projet est d'automatiser des tâches sans valeur ajoutée ne nécessitant aucun raisonnement humain pour permettre aux personnels de se concentrer sur des activités à plus fort intérêt. PoC mis en place pour éviter la double facturation des apprentis par les personnels du CFA
Click and open	Mise en place d'une armoire permettant une gestion totalement autonome des clés par chacun des occupants d'un bureau ou des espaces partagés

Les deux projets non finalisés ont été mis en stand-by l'un dans l'attente des conclusions d'un audit interne (automatisation de l'accès aux zones à régime restrictif) et l'autre en raison d'un projet de développement national par la direction des achats de l'Etat (dématérialisation de la fiche d'expression du besoin achat).

b. Finaliser l'un des projets du FTAP : Le projet « recrutement »

L'objectif de ce projet est d'optimiser et digitaliser le processus de recrutement des agents contractuels de l'autorisation d'emploi à l'embauche du candidat avec comme point de mire :

- L'amélioration de l'expérience candidat (gain de temps, transparence)
- Un gain de temps pour les chargées de recrutement en vue d'une redistribution de la charge de travail sur des tâches à plus forte valeur ajoutée (rédaction des offres, communication et sourcing, accompagnement des structures)
- Une meilleure visibilité pour les structures recruteuses (circuit de validation et candidatures)
- Une modernisation de l'image de l'université pour une meilleure attractivité

<u>Les étapes franchies en 2022</u>

- Refonte des circuits d'autorisation d'emploi avec un gain en termes de délai de 12 jours en moyenne.
- Rédaction du cahier des charges fonctionnel et technique
- Contractualisation avec le prestataire

<u>Les étapes en cours ou à venir</u>

- Paramétrage et test de l'outil : T1 2023
- Conduite du changement et formation de la communauté : T2 2023

- Déploiement : juin 2023

c. Préparer l'autoévaluation et le renouvellement de la labellisation DDRS de l'établissement

L'université de Bordeaux s'est engagée en 2019 dans un processus d'autoévaluation DD&RS (Développement Durable et Responsabilité Sociétale), sur la base du référentiel élaboré par la Conférence des Présidents d'Université (aujourd'hui France Universités), la Conférence des Grandes Ecoles, les ministères (MESRI et Ministère de la Transition écologique) et le Réseau des Etudiants pour une société écologique et solidaire (RESES). Ce référentiel, qui se veut systémique et adresse les champs de la stratégie et de la gouvernance, de l'enseignement et de la formation, de la recherche et de l'innovation, ainsi que de la politique environnementale et sociale, constitue à la fois une méthode d'évaluation des niveaux de maturité de l'établissement pour dresser un état des lieux et un instrument de pilotage.

A la suite de cette autoévaluation finalisée en 2020, l'université de Bordeaux a été labellisée DD&RS au printemps 2021 pour une durée de 2 ans.

En prévision d'une nouvelle phase d'audit au printemps 2023, l'université s'est organisée dès le printemps 2022 pour coordonner l'ensemble des services administratifs concernés par la démarche. Cette dynamique collective, en plus de replacer les questions environnementales et sociétales au centre de l'activité de chacun, a permis de formaliser la nouvelle autoévaluation en octobre 2023, puis de déposer un dossier de candidature début 2023. Le travail d'autoévaluation montre une progression de l'établissement sur l'ensemble des axes stratégiques du label, preuve d'un effort constant des personnels.

L'audit de labellisation se tiendra le 10 mai 2023.

AXE IV- Relations extérieures

4-1 Consolider le réseau de partenaires européens de l'université de Bordeaux

a. Alliance d'universités européennes ENLIGHT :

Suite à l'obtention du projet soutenu par Erasmus+, par H2020 RISE et par l'ANR :

- accompagner le lancement et l'installation d'ENLIGHT au sein de l'université en y impliquant le plus grand nombre possible de composantes et de services administratifs,
- mettre en place une coordination administrative efficace
- mettre en place les actions,
- produire les livrables dont nous avons le leadership dans le projet.

b. Déployer et consolider les actions autour des partenariats franco-allemands bilatéraux signés en 2019/20 puis mis à l'arrêt par la crise covid en 2020 et 2021:

- LMU Munich : bilan du premier AAP conjoint et lancement d'un 2ème appel à projet conjoint en 2021 et organisation d'un événement de « lancement » en 2021 avec une conférence de prestige +/- les collectivités territoriales / villes jumelées
- Universität Bayreuth : suite à l'ouverture du bureau de liaison à Bordeaux en septembre 2020, définir les actions, les attentes et le fonctionnement en lien avec la DRI du partenaire et optimiser l'intégration de la responsable du bureau au sein l'équipe de la DRI

c. Saisir l'opportunité du BREXIT pour développer au moins un partenariat bilatéral renforcé avec une université britannique. Il s'agit de poursuivre les discussions initiées avec une sélection d'universités (Université de Manchester, Université de Bristol…) dans le but d'affiner les sujets d'intérêt commun pour bâtir des collaborations, organiser un symposium voire un appel à projet conjoint.

d. S'assurer du déploiement optimal et de l'intégration du projet ASSETS+ (Erasmus+ Alliance sectorielle pour les compétences – Defence technologies) dans la dynamique globale de formation de l'université de Bordeaux (NewDEAL notamment)

e. Sécuriser le modèle économique des projets européens de formation.

Bilan de l'année

Alliance d'universités européennes ENLIGHT : le projet ENLIGHT Erasmus+ (volet formation mobilité) s'est installé progressivement, la coordination administrative est en place à la fois à la DRI et à la DSI. La dimension ENLIGHT est bien intégrée au développement et suivi des grands projets structurants, et notamment NewDeal et ACT. Le projet ENLIGHT RISE (volet recherche innovation) est quant à lui installé à la DRV et a notamment conduit en 2022 au développement d'un observatoire de la recherche et de l'innovation sur le périmètre de l'alliance et d'autres outils de cartographie visant à faciliter le dépôt de projets communs par les équipes de recherche des universités ENLIGHT. De manière générale, une dynamique projet conjointe Erasmus+ et Rise est en place, avec la mobilisation coordonnée de la DRV, DRI, DR, DSI et les directions et composantes associées.

- La MAPI est ainsi mobilisée pour accompagner les modules en développement à UB, ainsi que l'Openlab (C. Roiné) éducation et développement des enseignants d'université. L'INSPE est mobilisé pour la formation des enseignants.
- Nos étudiants participent aux programmes courts ENLIGHT (15+ mobilités de ce type 21/22) le catalogue se remplit. Trois formations ENLIGHT développées par Bordeaux se préparent pour le premier semestre 2022/23 : Urban Mines, Academic Democracy et Sustainable Campus Habitat.
- Si les livrables ENLIGHT avancent, des freins internes et nationaux subsistent : installation de crédits dans les parcours étudiant, dématérialisation, diplômes conjoints. Les procédures pour le recrutement des étudiants et la reconnaissance de crédits ne sont pas encore installées.
- Fin 2022, le travail conjoint de préparation de la soumission de la phase 2 d'ENLIGHT (2023-2027) a été mené, aboutissant au dépôt du dossier à la CE en janvier 2023.

Partenariats franco-allemand bilatéraux :

- LMU Munich : bilan du premier AAP conjoint en 2021 (12 dossiers déposés, 11 sélectionnés). En 2022, les 8 dossiers déposés ont été sélectionnés. Un événement commun UB/LMU sera organisé à courte échéance pour célébrer les projets communs aux deux institutions.
- Universität Bayreuth : le bureau de liaison à Bordeaux a permis d'amorcer plusieurs projets (matériaux, biodiversité).

Partenariats avec la Grande Bretagne dans le cadre du Brexit :

Un travail préparatoire conduit en 2021 a permis d'organiser au 1er trimestre 2022 la venue d'une délégation de l'université de Manchester impliquant plusieurs vice-présidents a visité UB et participé à plusieurs réunions de travail organisées par les directeurs de départements de UB. Cette visite a permis de lancer plusieurs pistes concrètes de collaboration pour construire des relations de formation et de recherche dans un contexte post-Brexit, en lien avec les objectifs du plan de relance UB.

Des opportunités de collaboration renforcées avec l'université de Bristol ont été identifiées en 2022 et vont conduire à la signature d'un accord de partenariat ouvrant la mobilité étudiante à de nouvelles disciplines.

Programme ASSETS+ :

ASSETS+ (Erasmus+ Alliance sectorielle pour les compétences – Defence technologies) : Les livrables Bordeaux sont produits, l'offre de formation est installée et partagée. Prochaine étape : tirer profit de ce projet pour intégrer fortement les entreprises de l'écosystème à UB.

4-2 Tableau de bord de l'internationalisation des formations et de la recherche

Cette action doit être menée conjointement avec les domaines formation, recherche et vie institutionnelle et fera l'objet d'un rapport annuel. Elle devrait permettre d'une part d'avoir une connaissance plus précise de certains paramètres quantitatifs d'internationalisation importants pour l'image et l'attractivité de l'université de d'autre part de monitorer l'impact de nos actions sur ces paramètres quantitatifs. Il convient de réunir dans un seul tableau de bord les statistiques suivantes et de les croiser avec indicateurs et objectifs des projets recherche et formation, la Charte Erasmus.

Ce travail doit être engagé avec le pole PAS :

a. L'internationalisation des formations et des étudiants:

RH (chiffre total et par pays) :

- Nombre total (et %) d'étudiants de nationalité étrangère
- Nombre total (et %) d'étudiants de nationalité étrangère en première année d'études
- Nombre total (et %) de diplômés de nationalité étrangère

Enseignements :

- Nombres de formations par niveau enseignées en anglais

Mobilité (chiffre total et répartition par pays d'origine ou d'accueil):

- Nombre (et %) de mobilités sortantes (total, Eramus+, Fulbright ou MITACS, région, IdEX, autre)
- Nombre (et %) de mobilités entrantes (total, Eramus+, Fulbright ou MITACS, région, IdEX, autre)

b. L'internationalisation de la recherche et de la vie institutionnelle

RH (chiffre total et par pays) :

- Nombre total (et %) de professeurs et maîtres de conférence de nationalité étrangère
- Nombre total (et %) de chercheurs / enseignants-chercheurs de nationalité étrangère
- Nombre total (et %) de professeurs et maîtres de conférence nouvellement nommés ou recrutés de nationalité étrangère
- Parmi chaires d'excellences / autres dispositifs talents, nombre (et %) de récipiendaires étrangers

Financements de la recherche

- Ressources annuelles de l'UB et % émanant de financements internationaux (Europe, autres)

Bilan de l'année :

Le travail sur ce volet n'a pas avancé en 2022 mais est planifié en 2023.

Il fait l'objet de la feuille de route du VP Internationalisation et s'inscrira dans le cadre de l'implication du pôle RIPI dans le projet SPiiD-Up.

4-3 Consolider nos partenariats internationaux stratégiques

a. Formaliser la création d'un institut conjoint de recherche, d'innovation et de formation avec l'Université de Waterloo au Canada et organiser un événement autour des 10 ans du partenariat. Finaliser le schéma de collaboration le plus adapté.

b. Développer une feuille de route commune avec l'Université de Kyoto dans le cadre du partenariat renforcé en recherche entre nos deux établissements, dans le cadre de la sélection

récente d'UB comme un des premiers partenaires stratégiques de l'université de Kyoto. Les thèmes d'intérêt commun pour les prochaines années s'articulent autour des matériaux et de l'énergie ; de la médecine et de la santé ; et des Afriques dans le monde. L'organisation du quatrième symposium Bordeaux-Kyoto en 2021 devrait permettre d'établir une feuille de route sur ces sujets de collaboration.

c. Déployer la stratégie Afrique de l'université de Bordeaux, notamment autour des actions ci-après :

- mise en place de projets de formation et de recherche multidisciplinaires autour de 3 hubs au Maroc, en Côte d'Ivoire et en Ethiopie, en établissant un lien avec le partenariat Université de Bordeaux-Université de Kyoto,
- formalisation d'un réseau alumni internationaux avec un volet Afrique.

d. La stratégie Bienvenue en France nous appelle à développer une stratégie ciblée et réfléchie de promotion et de recrutement auprès des partenaires africains (réseau Campus France, postes diplomatiques, lycées d'excellence…) dans une approche stratégique et partenariale de la mobilité individuelle.

Pour faire évoluer et structurer plus avant la coopération entre l'université de Bordeaux, le Maghreb et le reste du continent africain, il serait pertinent de se pencher sur l'émergence des campus franco-X. Ces nouveaux formats de coopération transnationale font partie des grands axes de développement de l'enseignement supérieur et de la recherche françaises à l'international. Une discussion pourrait ainsi être engagée avec plusieurs partenaires dans les hubs mentionnés ci-dessus (Maroc, Côte d'Ivoire, Ethiopie) ou éventuellement d'autres partenaires, tels que l'Université Franco-Egyptienne (UFE), le campus franco-sénégalais qui s'apprête à lancer un AAP pour constituer un consortium de partenaires côté français.

e. Mise en place d'un fonds commun de soutien aux collaborations avec National Taiwan University : premier appel à projet lancé fin 2020.

f. Analyse d'autres opportunités de collaborations (mobilités, partenariats privilégiés…) à développer en Asie.

L'Asie représente 70% de la croissance des mobilités étudiantes internationales sur les 15 dernières années. Tenant compte de cette réalité, il convient de mener une politique de promotion et de recrutement adaptée vers ce continent, notamment vis-à-vis des nouveaux pays fortement émetteurs de mobilité : en Inde, en Chine, comme en Asie du Sud-Est.

L'établissement pourrait ainsi s'appuyer sur sa longue tradition d'accords interuniversitaires avec le Japon pour développer de la coopération triangulaire avec des pays d'Asie du Sud-Est comme la Malaisie ou Singapour. On pense notamment au Malaysian Japanese International Institute of Technology (MJIIT) de l'Université de Technologie Malaysia (UTM) qui coopère de manière très intégrée avec Tsukuba ou l'Université de Tokyo et qui s'inscrirait dans une suite logique au développement de la coopération universitaire internationale de l'Université de Bordeaux sur le continent asiatique.

Au-delà, il faut également envisager une redéfinition de notre stratégie avec la Chine via la mise en place de nouveaux partenariats.

g. Alliance U7+ : cibler un livrable commun dans le courant de l'année 2021 pour l'action que nous co-coordonnons, à mettre en place conjointement avec l'université d'Ottawa (par exemple un programme de global citizenship) ; continuer à assurer une représentation active dans les groupes de travail

h. Renforcer notre partenariat avec le Ban Ki-moon Center for Global Citizens, dans le cadre d'ENLIGHT d'une part (où ils sont partenaires associés et représentés dans l'external advisory board) et de notre stratégie de coopération avec l'Afrique d'autre part.

Bilan de l'année

De manière générale, après une année 2021 durement impactée par le contexte pandémique, les activités et actions ontrepris très progressivement au 2eme semestre 2021 puis en 2022, en fonction des zones géographiques. Le contexte géopolitique international est par ailleurs déstabilisé par la guerre en Ukraine depuis février 2022. Dans ce contexte, l'université de Bordeaux mène une réflexion pour affiner sa stratégie internationale, et plus globalement la visibilité du site bordelais dans le cadre d'une politique de site, au regard à la fois d'éléments de bilan des partenariats existants et d'éléments plus prospectifs liés à sa stratégie de recherche et de formation, à ses valeurs et à sa marque employeur.

Quelques éléments marquants :

- Stratégie Afrique: celle-ci est revue dans le contexte post-pandémie et en lien avec la politique des transitions. Un groupe de travail est installé pour identifier des thèmes prioritaires et affiner la stratégie en particulier en matière de dynamique territoriale. Une délégation est organisée fin 2022 au Sénégal suivie d'une délégation en Côte d'Ivoire et Sénégal en janvier 2023. Elles ont permis d'affiner les opportunités ou périmètres de partenariat avec plusieurs établissements d'enseignement supérieur et de recherche africains à Abidjan et à Dakar, et également de renforcer les liens avec des établissements situés au Maroc et en Ethiopie grâce au réseau de partenaires du GPR IPORA.
- Stratégie avec le Canada : une délégation au Québec organisée en novembre 2022 a permis de renforcer les collaborations historiques avec l'université Laval de Québec et d'élargir les possibilités de collaborations avec l'INRS et l'université de Montréal. Les collaborations avec l'Université de Waterloo se poursuivent et vont se renforcer avec la mise en place prochaine d'appels à projets conjoints. Ces collaborations contribuent notamment à enrichir la position de UB dans le domaine de l'intelligence artificielle et du quantique.
- Bienvenue en France :

En 2022, ont notamment été mises en place les actions suivantes :

  - La semaine d'accueil qui a été organisée du 22 au 27 août 2022 et a touché près de 400 étudiants en mobilité.
  - Les cours de FLE proposés tout au long de l'année sur tous les campus, l'accompagnement à la recherche de logement proposé par les BVE et les BMI.
  - Le guide d'accueil téléchargeable sur le site internet qui est également disponible en anglais pour une facilité d'accès des informations aux publics internationaux.
  - La plateforme de parrainage : https://parrainage.u-bordeaux.fr/
  - des activités sociales proposées tout au long de l'année pour les étudiants internationaux (soirées, sorties sur les we…).

L'université de Bordeaux s'investit par ailleurs dans des réseaux internationaux à haute valeur ajoutée, notamment : Alliance U7+, DG2, HUMANE.

4-4 Poursuivre l'internationalisation des formations et du campus et la reconnaissance des compétences associées dans le parcours des étudiants et des personnels

L'Europe demeure la 1ère zone des étudiants en mobilité internationale avec 2.8 millions d'étudiants accueillis en 2018. 4 pays européens, dont la France, accueillent plus de la moitié de ces mobilités. Les autres pays sont le Royaume-Uni, l'Allemagne et la Russie.

86% des européens qui partent étudier à l'étranger restent sur le continent. L'Europe reste la 2ème zone d'origine des étudiants en mobilité derrière l'Asie-Océanie avec 1,3 millions d'étudiants hors de leur pays.

La France n'est classée que 9ème pays de destination des étudiants européens avec 43 000 étudiants européens accueillis en 2018. Les consortia d'universités européennes doivent permettre de rendre aux

établissements français leur place centrale en Europe. Le recrutement français est en effet traditionnellement tourné vers l'Afrique et le Moyen-Orient.

a. Installer et démarrer ENLIGHT dans la formation – mise en œuvre de WP2 en articulation avec ACT/SFRI/NewDeal.

b. Diversifier et renforcer les modalités de la mobilité - échanges virtuels, mobilités hybrides et virtuelles afin de protéger et consolider nos partenariats à l'ère du COVID / post-COVID, prise en main par SNI et composantes des objectifs et indicateurs de la Charte Erasmus 21-27 (à intégrer au tableau de bord et suivi PAS (cf.4.2)).

c. Ancrer plus fortement le suivi de l'internationalisation dans les SNI et composantes – politique de recrutement, coordination mobilité, amélioration continue de l'offre de formation (opportunité accréditation).

Bilan de l'année

Dans la continuité de la dynamique ENLIGHT, la diversification de la mobilité est effective : installation des dispositifs Erasmus + Blended Intensive Programmes (BIP), ENLIVE, Internationalisation@home (NewDeal)…

Les UE d'ouverture, BCC et l'accréditation sont des évolutions positives qui permettront de mieux asseoir ces possibilités dans les formations, pour le moment les procédures et la reconnaissance de crédits est fragile. Ces formats ne sont pas suffisamment identifiés par les composantes. Le suivi par les bureaux de mobilités doit se stabiliser.

Le programme BSS (Bordeaux Summer Schools) a pour objectifs i/ d'attirer les jeunes chercheurs internationaux et les inciter à revenir, ii/ devenir une référence internationale en matière d'écoles d'été. Il poursuit son développement et prévoit l'accompagnement de 12 écoles d'été en 2023. En 2022, le programme BSS représente :

- 10 écoles d'été organisées de mai à septembre, dont 1 en ligne, 9 en présentiel et 5 en gestion financière complète
- 340 candidatures, 237 participants (39 UBx, 32 français, 106 européens, 60 internationaux)
- 160 intervenants (98 UBx, 11 français, 19 européens, 32 internationaux)
- 10 sites web dédiés, 2 plateformes événementielles
- - +20h d'enseignement à distance, +150h d'enseignement en présentiel, +148h de travaux dirigés, +15h de networking, +44h d'échanges informels (programme social)

Une enquête de satisfaction réalisée auprès des participants (taux de réponse de 50%) montre que :

- 85% affirment avoir développé leurs compétences à l'issue de l'école (31% « agree », 54%strongly agree »)
- 99% des participants évaluent la réactivité et le soutien fourni à la hauteur de leurs attentes (18% « attentive », 81% « extremely attentive »)
- 95% recommanderaient les Bordeaux Summer Schools à leur entourage (16% « will », 79%
- « definitively will »)

4-5 Accompagner, de façon transversale, la définition du nouveau cadre et des nouvelles modalités de gouvernance pour les programmes IdEx de soutien à l'internationalisation

Nouvelle programmation IdEx – soutien à l'internationalisation

Conseil d'administration
Séance du 13 avril 2023

DELIBERATION PORTANT ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE SOCIAL D'ADMINISTRATION DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Vu le code de l'éducation, notamment son article L. 951-1-1 ;
Vu le décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 relatif aux comités sociaux d'administration dans les administrations et les établissements publics de l'Etat et notamment son article 86 ;
Vu les statuts de l'université de Bordeaux en vigueur ;
Vu la délibération n°2023-19 du conseil d'administration du 13 mars 2023 portant modification du comité social d'administration de l'université de Bordeaux ;
Vu l'avis de la commission de statuts du 04 avril 2023 ;
Vu l'avis du comité social d'administration du 07 avril 223 ;
Vu les propositions de la formation spécialisée du 03 avril 2023 ;
Vu les propositions de la formation spécialisée de site de Carreire du 24 mars 2023 ;
Vu les propositions de la formation spécialisée de site de Pessac du 16 mars 2023 ;
Vu les propositions de la formation spécialisée de site de Talence du 20 mars 2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le règlement intérieur du comité social d'administration de l'université de Bordeaux, annexé à la présente délibération, est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS
Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (25 votants)
Pour : 25
Contre : 0
Abstention : 0

Règlement intérieur du comité social d'administration et de ses formations

Vu l'avis de la formation spécialisée de site de Carreire du 24 mars 2023
Vu l'avis de la formation spécialisée de site de Pessac du 16 mars 2023
Vu l'avis de la formation spécialisée de site de Talence du 20 mars 2023
Vu l'avis de la formation spécialisée du 03 avril 2023
Vu l'avis du comité social d'administration du 07 avril 2023
Vu l'avis de la commission des statuts du 04 avril 2023
Vu la délibération du conseil d'administration du 13 avril 2023

SOMMAIRE

Article 1. Objet 4

DISPOSITIONS GENERALES 4

Article 2. Programmation des travaux du comité 4

Article 3. Périodicité des réunions 4

Article 4. Présidence 4

CONVOCATION A LA REUNION DU COMITE ET DES FORMATIONS SPECIALISEES 5

Article 5. Convocation des représentants titulaires et suppléants 5

Article 6. Convocation des experts 5

Article 7. Convocation du médecin du travail et du conseiller de prévention 5

Article 8. Ordre du jour 6

Article 9. Amendements des documents de travail 6

ARTICULATION DES COMPETENCES ENTRE LES INSTANCES 7

Article 10. [illegible] 7

Article 11. Attributions de la formation spécialisée 7

Article 12. Attributions des formations spécialisées de site 7

Article 13. Articulation des compétences en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail 7

DEROULEMENT DES REUNIONS DU COMITE ET DES FORMATIONS SPECIALISEES 8

Article 14. Quorum et ordre de séance 8

Article 15. Report de la réunion 8

Article 16. Obligations des présidents du comité et des formations spécialisées 8

Article 17. Secrétariat de séance 8

Article 18. Voix délibérative des experts et des collaborateurs 8

Article 19. [illegible] 9

Article 20. Lecture et distribution des documents lors de la réunion 9

Article 21. Voix délibérative des représentants 9

Article 22. Modalités de vote 9

Article 23. [illegible] 9

Article 24. Suspension de séance 10

Article 25. Procès-verbaux des réunions 10

Article 26. Suivi des réunions 10

Article 27. Dialogue social 10

Article 28. Communication du rapport 11

Article 29. Exercice des fonctions des représentants 11

Article 30. Confidentialité 11

DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA REUNION A DISTANCE DU COMITE ET DES FORMATIONS SPECIALISEES 12

Article 31. Modalités de délibération par visioconférence 12

Article 32. [illegible] 12

Article 33. Modalités d'enregistrement des débats 12

DISPOSITIONS FINALES 12

Article 34. Modification du règlement intérieur 12

Article 1. Objet

Le présent règlement intérieur a pour objet de fixer, dans le cadre des lois et règlements en vigueur, les conditions de fonctionnement du comité social d'administration de l'université de Bordeaux, de sa formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et des conditions de travail et des trois formations spécialisées de site qui lui sont rattachées.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 2. Programmation des travaux du comité

Le comité débat au moins une fois par an de la programmation de ses travaux.

Article 3. Périodicité des réunions

I. Le comité social d'administration tient au moins deux réunions par an sur convocation de son président, soit à son initiative, soit à la demande écrite de la moitié au moins des représentants titulaires du personnel du comité.

Dans ce dernier cas, la demande précise la ou les questions à inscrire à l'ordre du jour. Dans la mesure du possible, elle est transmise par un écrit unique. Le comité se réunit dans le délai maximal de deux mois à compter de la date de réception par l'administration des demandes émanant de la moitié au moins des représentants du personnel du comité.

II. Afin de permettre la mise en œuvre de l'ensemble des attributions en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail, la ou les formations spécialisées tiennent au moins une réunion par an.

Lorsque la réunion de la formation spécialisée fait suite à un accident ayant entrainé ou ayant pu entrainer des conséquences graves en application de l'article 64 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020, elle est organisée dans les plus brefs délais. En présence d'un danger grave et imminent et en cas de divergence entre le chef de service et le représentant du personnel sur la réalité du danger ou les mesures pour y remédier, elle se tient dans les vingt-quatre heures conformément aux dispositions du troisième alinéa de l'article 67 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020. Dans ce dernier cas, le président en informe l'inspecteur du travail en lui précisant qu'il peut y assister.

Un calendrier prévisionnel annuel peut être élaboré pour programmer les visites de site prévues à l'article 63 du même décret.

Article 4. Présidence

Le comité social d'administration est présidé par le président de l'université.

La formation spécialisée est présidée par le président de l'université.

La formation spécialisée de site de Pessac est présidée par le vice-président en charge du conseil d'administration.

La formation spécialisée de site du site de Talence est présidée par le vice-président en charge des ressources humaines.

La formation spécialisée de site du site de Carreire Victoire est présidée par le vice-président en charge de la vie étudiante et de la vie de campus.

En cas d'empêchement, les présidents des instances peuvent se faire remplacer.

Le président est chargé de veiller à l'application des dispositions de la présente décision auxquelles sont soumises les avis du comité. Il est chargé d'assurer la bonne tenue et la discipline des réunions.

CONVOCATION A LA REUNION DU COMITE ET DES FORMATIONS SPECIALISEES

Article 5. Convocation des représentants titulaires et suppléants

I. Le président du comité convoque les représentants titulaires et suppléants du personnel. Il en informe leur chef de service.

Les convocations leur sont adressées, accompagnées de l'ordre du jour et des documents qui s'y rapportent par voie électronique, quinze jours au moins avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être ramené à huit jours. Des garanties techniques doivent assurer l'origine et l'intégrité des convocations et leur réception par les personnes concernées.

Tout membre titulaire qui ne peut pas répondre à la convocation doit en informer ou en faire informer immédiatement le président du comité.

Les représentants suppléants qui ne remplacent pas un représentant titulaire peuvent assister aux réunions du comité ou de la formation spécialisée dont ils sont membres.

Au début de la réunion, le président communique au comité la liste des participants par le biais de la liste d'émargement.

II. Le président de la formation spécialisée convoque les représentants titulaires et suppléants du personnel. Il en informe leur chef de service.

Pour l'examen des questions mentionnées aux articles 73 et 74 du décret n°2020-1427 susvisé et susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des usagers au regard des risques auxquels ils peuvent être exposés, le président de la formation spécialisée convoque les représentants des usagers.

Les convocations leur sont adressées accompagnées de l'ordre du jour et des documents qui s'y rapportent par voie électronique, quinze jours au moins avant la date de la réunion. En cas d'urgence, ce délai peut être ramené à huit jours. Des garanties techniques doivent assurer l'origine et l'intégrité des convocations et leur réception par les personnes concernées.

Tout membre titulaire qui ne peut pas répondre à la convocation doit en informer ou en faire informer immédiatement le président de la formation spécialisée.

Au début de la réunion, le président communique à la formation spécialisée la liste des participants par le biais de la liste d'émargement.

Article 6. Convocation des experts

I. Pour le comité ou la formation spécialisée, le président peut, à son initiative ou à la demande des membres représentants du personnel, convoquer des experts afin qu'ils soient entendus sur un point inscrit à l'ordre du jour.

II. Ils sont convoqués quarante-huit heures au moins avant l'ouverture de la réunion. Toutefois, ce délai peut être plus bref dans le cas où la réunion est motivée par l'urgence.

Article 7. Convocation du médecin du travail et du conseiller de prévention

I. Lorsque le président du comité social d'administration inscrit, à son initiative ou à celle de la moitié des membres représentants du personnel, directement à l'ordre du jour du comité un projet de texte ou une question faisant l'objet d'une consultation obligatoire de la formation spécialisée et qui n'a pas encore été examinée par cette dernière, le président du comité convoque aux réunions du comité, le médecin du travail et le conseiller de prévention compétents pour le service concerné. Il informe également l'inspecteur santé sécurité au travail prévu à l'article 5 du même

décret, de la tenue de la réunion. Le président leur transmet l'ordre du jour de la réunion et l'ensemble des documents qui s'y rapportent.

Le président du comité, de sa propre initiative ou à la demande de la majorité des membres représentants du personnel, peut demander à ce que l'inspecteur santé sécurité au travail, le médecin du travail et le conseiller de prévention soient entendus sur les points mentionnés aux 4° et au 8° de l'article 48 et au 4° de l'article 50 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020.

II. Le président de la formation spécialisée convoque aux réunions de la formation, le médecin du travail, et le conseiller de prévention prévus à l'article 4 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 compétents pour le service concerné. Il informe également l'inspecteur santé sécurité au travail prévu à l'article 5 du même décret, de l'organisation de la réunion.

III. Le président leur transmet l'ordre du jour de la réunion et l'ensemble des documents qui s'y rapportent.

Article 8. Ordre du jour

I. L'acte portant convocation fixe l'ordre du jour de la séance.

Dans le respect des dispositions des articles 47 à 55, 76 et 77 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020, l'ordre du jour de chaque réunion du comité est arrêté par le président. L'ordre du jour précise les points soumis au vote.

Cet ordre du jour est adressé par voie électronique aux membres du comité au moins quinze jours avant la séance. S'ils ne peuvent être transmis en même temps que les convocations et que l'ordre du jour, les documents se rapportant à l'ordre du jour doivent être adressés aux membres du comité au plus tard huit jours avant la date de la réunion. En cas de dysfonctionnement électronique, ces documents peuvent être transmis par tout moyen.

A l'ordre du jour visé aux deux premiers alinéas du présent article, sont adjointes toutes questions relevant de la compétence du comité en application des articles 48 à 55 et 77 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020, dont l'examen est demandé par écrit au président du comité par la moitié au moins des représentants titulaires du personnel au moins cinq jours avant la date de la réunion. Ces questions sont alors transmises par son président à tous les membres du comité au moins quarante-huit heures avant la date de la réunion.

II. Dans le respect des dispositions des articles 56 à 74 et 79 et 80 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020, l'ordre du jour de chaque réunion de la formation spécialisée est arrêté par le président, après consultation du secrétaire de la formation désignée selon les modalités prévues à l'article 11 du présent règlement intérieur. Le secrétaire peut proposer l'ajout de points à l'ordre du jour, après échanges avec les autres représentants du personnel.

Cet ordre du jour est adressé par voie électronique aux membres de la formation spécialisée au moins quinze jours avant la séance, en même temps que les convocations. S'ils ne peuvent être transmis en même temps que les convocations et que l'ordre du jour, les documents se rapportant à l'ordre du jour doivent être adressés aux membres de la formation au plus tard huit jours avant la date de la réunion. Toutefois, ce délai peut être plus bref en cas d'urgence, comme précisé à l'article 4 du présent règlement intérieur. En cas de dysfonctionnement électronique, ces documents peuvent être transmis par tout moyen.

Les observations et suggestions relatives à la prévention des risques professionnels et à l'amélioration des conditions de travail consignées sur le registre de santé et de sécurité au travail de chaque service, font l'objet d'un point fixé à l'ordre du jour de chaque formation spécialisée.

Article 9. Amendements des documents de travail

Afin de permettre un travail en séance dans les meilleures conditions, les représentants du personnel sont invités à présenter, le cas échéant, des amendements au plus tard deux jours ouvrables avant la date de la séance.

ARTICULATION DES COMPETENCES ENTRE LES INSTANCES

Article 10. Attributions du comité social d'administration

Le comité social d'administration est compétent pour examiner les points relevant des articles 47 à 55 du décret n°2020-1427 susvisé.

Article 11. Attributions de la formation spécialisée

La formation spécialisée est compétente pour examiner les points relevant des articles 56 à 74 du décret n°2020-1427 susvisé.

Article 12. Attributions des formations spécialisées de site

Les formations spécialisées de site sont seules compétentes pour exercer leurs attributions sur le périmètre du site pour lequel elles sont créées.

Chaque année, les formations spécialisées de site informent la formation spécialisée du comité social d'administration auquel elles sont rattachées, des activités et résultats de la politique de prévention des risques professionnels mise en œuvre par chaque instance.

Article 13. Articulation des compétences en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail

Le comité social d'administration est seul consulté sur toute question ou tout projet relevant de ses attributions et qui aurait pu également relever de la formation spécialisée au titre du décret n°2020-1427 susvisé. Toutefois cette règle ne s'applique pas aux questions et projets mentionnés au 9° de l'article 48 du décret n°2020-1427 susvisé.

Le président du comité social d'administration peut, à son initiative ou à celle de la moitié des membres représentants du personnel, inscrire directement à l'ordre du jour du comité un projet de texte ou une question faisant l'objet d'une consultation obligatoire de la formation spécialisée instituée en son sein en application des articles 68, 69, 70 et 71 du décret n°2020-1427 susvisé qui n'a pas encore été examinée par cette dernière. L'avis du comité se substitue alors à celui de la formation spécialisée.

Le président du comité social d'administration, de sa propre initiative ou à la demande de la majorité des membres représentants du personnel, peut demander à ce que l'inspecteur santé et sécurité au travail ou le médecin du travail compétent ainsi que le conseiller de prévention soient entendus sur les points mentionnés aux 4° et 8° de l'article 48 et au 4° de l'article 50 ou sur les points inscrits à l'ordre du jour en application de l'article 77 du décret n°2020-1427 susvisé.

DEROULEMENT DES REUNIONS DU COMITE ET DES FORMATIONS SPECIALISEES

Article 14. Quorum et ordre de séance

Après avoir vérifié que le quorum est réuni, le président du comité et le président de la formation spécialisée ouvrent la réunion. Ils rappellent les points inscrits à l'ordre du jour, et ceux d'entre eux qui seront soumis au vote.

Le président du comité ou de la formation spécialisée, peut, de sa propre initiative ou à la demande de la majorité des membres présents ayant voix délibérative, décider en début de séance d'examiner les points dans un ordre différent de celui fixé par l'ordre du jour.

Article 15. Report de la réunion

Si la moitié des représentants du personnel n'est pas présente à l'ouverture de la réunion, une nouvelle convocation à une réunion est envoyée au plus tard dans un délai de huit jours aux membres du comité ou de la formation spécialisée. Ce délai doit être minoré dans les hypothèses d'urgence mentionnées à l'article 3 du présent règlement intérieur. Le comité et la formation spécialisée siègent alors quel que soit le nombre de représentants présents**.**

Article 16. Obligations des présidents du comité et des formations spécialisées

Le président du comité et le président de la formation spécialisée sont chargés de veiller à l'application des dispositions réglementaires auxquelles sont soumises les délibérations ainsi qu'à l'application du présent règlement intérieur. D'une façon plus générale, ils dirigent les débats, font procéder au vote et sont chargés d'assurer la bonne tenue et la discipline des réunions.

Article 17. Secrétariat de séance

I. Le secrétariat de séance du comité est assuré par un agent désigné à cet effet. Un représentant du personnel est désigné par le comité en son sein pour assurer les fonctions de secrétaire adjoint.

La désignation du secrétaire adjoint s'effectue soit à la suite de chaque renouvellement du comité et pour toute la durée du mandat de celui-ci, soit pour une durée plus courte.

II. Un secrétaire titulaire et un secrétaire suppléant de la formation spécialisée sont désignés par les représentants du personnel qui la composent parmi les membres titulaires ou suppléants. La désignation des secrétaires s'effectuent soit à la suite de chaque renouvellement de la formation spécialisée et pour toute la durée du mandat de celle-ci, soit pour une durée plus courte.

Les secrétaires de la formation spécialisée contribuent au bon fonctionnement de la formation spécialisée. Ils sont les interlocuteurs de l'administration et effectuent une veille entre les réunions de la formation. Ils transmettent aux autres représentants du personnel les informations qui leur sont communiquées par l'administration, ils aident à la collecte d'informations et à leur transmission.

L'autorité auprès de laquelle est placée la formation spécialisée désigne un agent pour assurer le secrétariat administratif de la formation. Ce dernier assiste à ses réunions.

Article 18. Voix délibérative des experts et des collaborateurs

Les experts mentionnés à l'article 88 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020 convoqués par le président du comité ou par le président de la formation spécialisée n'ont pas voix délibérative.

Article 19. Voix délibératives du médecin du travail, du conseiller ou de l'assistant de prévention

Le médecin du travail et le conseiller de prévention qui ont été convoqués en application de l'article 7 du présent règlement intérieur, participent aux débats, mais ne prennent pas part aux votes. Ces dispositions sont également applicables à l'inspecteur santé sécurité au travail.

Article 20. Lecture et distribution des documents lors de la réunion

Les documents complémentaires utiles à l'information du comité et de la formation spécialisée autres que ceux transmis avec la convocation peuvent être lus ou distribués pendant la réunion à la demande du président ou d'au moins un des membres de l'instance ayant voix délibérative, avec l'accord du président.

Article 21. Voix délibérative des représentants

Seuls les représentants titulaires du personnel participent aux votes. Les représentants du personnel suppléants n'ont voix délibérative qu'en l'absence des titulaires qu'ils remplacent.

Les représentants des usagers n'ont pas voix délibérative.

Sur tout point à l'ordre du jour, tout représentant du personnel présent ayant voix délibérative peut demander qu'il soit procédé à un vote sur des propositions formulées par le président ou des propositions émanant d'un ou plusieurs représentants du personnel ayant voix délibérative.

La question ou le projet de texte soumis au vote est celle ou celui figurant à l'ordre du jour, éventuellement modifié suite aux propositions faites par le comité ou la formation spécialisée et acceptées par leur président.

En toute matière, il ne peut être procédé à un vote avant que chaque membre présent ayant voix délibérative, ait été invité à prendre la parole.

S'il est procédé à un vote, celui-ci a lieu à main levée. Un représentant titulaire qui quitte la séance, et qui ne peut être remplacé par un suppléant, peut donner délégation à un autre membre du comité pour voter en son nom.

Aucun vote par procuration n'est admis.

Article 22. Modalités de vote

L'avis du comité ou de la formation spécialisée est favorable ou défavorable lorsque la majorité des membres présents votant en leur nom et le cas échéant, au nom du membre titulaire absent dont ils ont reçu délégation, s'est prononcée en ce sens. Les abstentions sont admises. A défaut de majorité, l'avis est réputé avoir été donné ou la proposition formulée.

L'abstention ne peut être décomptée ni comme un vote favorable ni comme un vote défavorable.

Si un membre présent ayant voix délibérative choisit de ne pas participer au vote, ce choix est assimilé à une abstention.

Les règles définies au présent article s'appliquent, le cas échéant, aux projets d'amendements mentionnés à l'article 8.

Article 23. Réexamen d'un projet de texte

En cas de vote unanime défavorable des représentants du personnel présent ayant voix délibérative du comité sur un projet de texte prévu à l'article 48 du décret n° 2020-1427 du 20 novembre 2020, ce projet fait l'objet d'un réexamen et une nouvelle délibération est organisée dans un délai qui ne peut être inférieur à huit jours et excéder trente jours.

La nouvelle convocation doit être adressée dans un délai de huit jours au moins à compter de la première délibération. Avec cette convocation, est adressé le texte soumis au vote lors de la première délibération. Durant le délai de réflexion compris entre la première et la seconde

délibération, l'administration fait connaitre les modifications éventuelles proposées au projet de texte aux représentants du personnel quarante-huit heures au moins avant la réunion au cours de laquelle aura lieu la seconde délibération. Toutefois, des modifications éventuelles peuvent également être présentées en séance.

Article 24. Suspension de séance

Le président du comité ou de la formation spécialisée peut décider, à son initiative ou à la demande d'un membre ayant voix délibérative, une suspension de séance. Il prononce, le cas échéant, la clôture de la réunion après épuisement de l'ordre du jour.

Article 25. Procès-verbaux des réunions

Le secrétaire de séance du comité et l'agent chargé d'assurer le secrétariat administratif de la formation spécialisée établissent le procès-verbal de la réunion.

Pour chaque point inscrit à l'ordre du jour, ce document comprend le compte-rendu des débats et, le cas échéant, la répartition du vote par organisation syndicale, à l'exclusion de toute indication nominative. De même le résultat et, le cas échéant, la répartition des votes concernant toute proposition formulée par le président et les représentants du personnel doivent figurer dans le procès-verbal.

Le procès-verbal de la réunion du comité est signé par le président et contresigné par le secrétaire de séance ainsi que par le secrétaire adjoint du comité. Le procès-verbal de la réunion de la formation spécialisée est signé par le président et contresigné par le secrétaire de la formation spécialisée. Ce document est transmis, dans un délai d'un mois, à chacun des membres titulaires et suppléants du comité ou de la formation spécialisée.

L'approbation du procès-verbal de la réunion constitue le premier point de l'ordre du jour de la réunion suivante.

Article 26. Suivi des réunions

Dans un délai d'un mois après chaque réunion, l'administration porte à la connaissance des agents en fonction, par tout moyen approprié, les projets élaborés et les avis émis par le comité et la formation spécialisée.

Dans un délai de deux mois après chaque réunion, le président du comité et le président de la formation spécialisée adressent, par écrit, aux membres du comité ou de la formation spécialisée concernés le relevé des suites apportées à leurs propositions et avis.

Lors de chacune de leurs réunions, le comité et la formation spécialisée procèdent à l'examen des suites qui ont été apportées aux questions traitées et aux avis émis par l'instance lors de ses précédentes réunions.

Article 27. Dialogue social

Seules les organisations syndicales disposant d'au moins un siège au comité ou à la formation spécialisée peuvent participer aux groupes de travail convoqués par l'administration et portant sur des sujets relevant de la compétence du comité ou de la formation spécialisée.

L'organisation syndicale désigne librement son ou ses représentants à ces groupes de travail. De même, lorsque le siège est détenu par des organisations syndicales ayant déposé une liste commune, le ou les représentants sont désignés librement par ces organisations.

Au sein de l'université de Bordeaux, le dialogue social est articulé autour de l'échange entre l'administration et les élus de manière à ce que les éléments soumis ou présentés dans les instances objet du présent règlement aient fait l'objet d'échanges, de débats et donné lieu à toutes les explications utiles. Ainsi, la commission du dialogue social joue ce rôle au sein de l'établissement.

Article 28. Communication du rapport

A la suite de l'intervention de l'un des fonctionnaires de contrôle mentionné aux articles 5 et 5-5 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982, la formation spécialisée reçoit communication du rapport en résultant, de la réponse faite par l'autorité administrative compétente, ainsi que, le cas échéant, de la réponse faite par l'autorité ministérielle.

La formation spécialisée est également tenue informée des refus motivés de l'administration des propositions formulées par le médecin du travail en application de l'article 26 du décret du 28 mai 1982.

Article 29. Exercice des fonctions des représentants

Toutes facilités doivent être données aux membres titulaires et suppléants des comités et des formations spécialisées pour exercer leurs fonctions.

Une autorisation spéciale d'absence leur est accordée dans les conditions prévues par l'article 15 du décret n° 82-447 du 28 mai 1982 relatif au droit syndical dans la fonction publique.

Pour l'exercice des attributions relatives à la santé, à la sécurité et aux conditions de travail, les membres des formations spécialisées ou, le cas échéant, les membres des comités, bénéficient des autorisations d'absence prévues par les articles 95 et 96 du décret du 20 novembre 2020 précité

Article 30. Confidentialité

Les séances ne sont pas publiques.

Les personnes participant, à quelque titre que ce soit, aux travaux des instances sont tenues à l'obligation de discrétion professionnelle à raison des pièces et documents dont elles ont eu connaissance à l'occasion de ces travaux.

DISPOSITIONS PARTICULIERES A LA REUNION A DISTANCE DU COMITE ET DES FORMATIONS SPECIALISEES

Article 31. Modalités de délibération par visioconférence

En cas d'urgence ou de circonstances particulières, et dans ce dernier cas sauf opposition de la majorité des membres représentants du personnel, le président du comité et le président des formations spécialisées peuvent décider qu'une séance sera organisée par conférence audiovisuelle ou à défaut téléphonique, sous réserve que le président soit techniquement en mesure de veiller, tout au long de la séance, au respect des règles posées en début de celle-ci, afin que :

- n'assistent que les personnes habilitées à l'être. Le dispositif doit permettre notamment l'identification des participants et le respect de la confidentialité des débats vis-à-vis des tiers ;

- chaque membre siégeant avec voix délibérative ait la possibilité de participer effectivement aux débats et aux votes.

Article 32. Modalités de délibération par échange d'écrits transmis par voie électronique

En cas d'impossibilité de tenir des réunions selon les modalités fixées à l'article précédent, lorsque l'instance doit être consultée, pour le comité ou la formation spécialisée le président peut décider qu'une réunion sera organisée par tout procédé assurant l'échange d'écrits transmis par voie électronique.

Les observations émises par chacun des membres sont immédiatement communiquées à l'ensemble des autres membres participants ou leur sont accessibles, de façon qu'ils puissent y répondre dans le délai prévu pour la réunion afin d'assurer la participation des représentants du personnel.

Article 33. Modalités d'enregistrement des débats

Les séances des comités et des formations spécialisées peuvent être enregistrées lors des séances en visioconférence et en présentiel. Les enregistrements servent à l'établissement des procès-verbaux de séance et seront détruits après soumission au vote et approbation de ceux-ci.

DISPOSITIONS FINALES

Article 34. Modification du règlement intérieur

Toute modification du présent règlement intérieur type doit faire l'objet d'un examen dans les mêmes formes que celles requises pour son adoption.

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 13 octobre 2022

DÉLIBÉRATION RELATIVE A LA MISE EN ŒUVRE DU REGIME DE DECLARATION PREALABLE POUR CERTAINES ACTIVITES

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.123-3 et L. 951-5 ;

Vu le code général de la fonction publique pris notamment en ses articles L. 121-3, L. 123-1 à L. 123-10, L. 124-1 à L. 124-26 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration pris en son article L.231-4 ;

Vu le décret n°2021-1424 du 29 octobre 2021 relatif à la déclaration de certaines activités accessoires par les personnels de l'enseignement supérieur et les personnels de la recherche en application de l'article L. 951-5 du code de l'éducation et de l'article L. 411-3-1 du code de la recherche ;

Vu la circulaire du 22 août 2022 du ministère de l'enseignant supérieur et de la recherche relative à la mise en œuvre du régime de déclaration préalable pour certaines activités accessoires ;

Vu l'avis du comité social d'administration du 07 avril 2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

La note de cadrage relative à l'exercice d'une activité privée ou publique ainsi qu'aux cumuls d'activités de l'université de Bordeaux, jointe à la présente délibération, est adoptée.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (25 votants)
Pour : 25
Contre : 0
Abstention : 0

Cadrage relatif à l'exercice d'une activité privée ou publique ainsi qu'aux cumuls d'activités

version mise à jour pour le CSA du 7 avril 2023
et le CA du 13 avril 2023

Le présent cadrage a pour objet de rappeler les principes régissant les cumuls d'activités pour les agents publics de l'enseignement supérieur, et de préciser la procédure en vigueur au sein de l'université de Bordeaux. Il s'intègre à l'ensemble des dispositifs institués par l'établissement pour garantir l'application des règles déontologiques, d'éthique et d'intégrité scientifique.

Références légales et réglementaires

- Code général de la fonction publique pris notamment en ses articles L 121-3,t L 123-1 à L 123-10, L124-1 à L 124-26 ;
- Code de l'éducation, pris notamment en ses articles L 123-3 et L 951-5 ;
- Code des relations entre le public et l'administration pris en son article L.231-4 ;
- Décret n° 2020-69 du 30 janvier 2020 relatif aux contrôles déontologiques dans la fonction publique ;
- Décret n°2021-1424 du 29 octobre 2021 relatif à la déclaration de certaines activités accessoires par les personnels de l'enseignement supérieur et les personnels de la recherche en application de l'article L. 951-5 du code de l'éducation et de l'article L. 411-3-1 du code de la recherche

SOMMAIRE

1. Les règles générales applicables à tout agent public

2. Les activités incompatibles avec le statut d'agent public

3. Les activités pouvant être librement exercées

4. Les activités soumises à validation préalable de l'université

1. Les activités à titre accessoire
2. L'exercice parallèle d'une activité privée : focus sur la création ou reprise d'entreprise
3. La valorisation des travaux de la recherche, le lien avec une entreprise, la détention d'un capital social

5. Les activités soumises à une simple déclaration préalable auprès de l'université

6. Les sanctions

7. Les personnes ressources

1. LES REGLES GÉNÉRALES APPLICABLES A TOUT AGENT PUBLIC

Le rappel des principales dispositions

Les fonctionnaires et les personnels contractuels de droit public sont soumis à un principe d'exclusivité leur interdisant l'exercice d'une activité professionnelle hors de leur emploi dans l'administration. Ce principe impose aux agents publics l'obligation de consacrer l'intégralité de leur activité professionnelle aux tâches qui leur sont confiées.

Les agents publics peuvent toutefois être autorisés à cumuler certaines activités accessoires en plus de leur activité principale, auprès d'une personne physique ou d'un organisme de droit public ou privé, sous réserve que ces activités ne portent pas atteinte au fonctionnement normal, à l'indépendance ou à la neutralité du service, ou bien encore qu'elles ne mettent pas l'intéressé en situation de méconnaître les dispositions de l'article 432-12 du code pénal relatif à la prise illégale d'intérêts.

Il est à noter que tout conflit d'intérêt doit impérativement être proscrit entre l'activité d'agent public et le cumul d'activité envisagé. Pour guider les agents en la matière, concernant la création/reprise d'entreprise et la valorisation des travaux de recherche, les agents publics, tout comme leur employeur, peuvent saisir le référent déontologue afin de vérifier la compatibilité de l'activité envisagée avec les fonctions exercées au cours des 3 dernières années sans que cette saisine ne suspende le délai durant lequel l'employeur est tenu de se prononcer quant à la demande. Lorsque l'avis du référent déontologue ne permet pas de lever le doute, l'université saisit sans délai la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique.

Seules les activités de nature exceptionnelle et spécifique, s'inscrivant en dehors du périmètre des missions portées par l'agent et décrites dans la fiche de poste, peuvent faire l'objet d'une demande d'autorisation de cumul.

Les personnels doivent effectuer leur cumul d'activités en dehors de leurs locaux (laboratoire, bureau...) et en dehors des heures de service.
Néanmoins, dans l'hypothèse où l'activité accessoire se déroulerait pendant les heures habituelles de service, ce dernier devra régulariser sa situation au regard de son activité principale par la prise de congés annuels.

Pour les personnels enseignants et enseignants-chercheurs, l'autorisation de cumul d'activités est **subordonnée à l'accomplissement intégral des obligations de service d'enseignement et de recherche**. Elle ne peut être délivrée en cas **de sous service statutaire**.

Article 432-12 du code pénal : le fait, par une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public ou par une personne investie d'un mandat électif public, de prendre, recevoir ou conserver, directement ou indirectement, un intérêt quelconque dans une entreprise ou dans une opération dont elle a, au moment de l'acte, en tout ou partie, la charge d'assurer la surveillance, l'administration, la liquidation ou le paiement, est puni de cinq ans d'emprisonnement et d'une amende de 500 000 €, dont le montant peut être porté au double du produit tiré de l'infraction

Dans le cadre des **consultances et/ou expertises** assurées auprès d'un organisme public ou privé, le consultant ne doit avoir aucun intérêt vis-à-vis de l'entreprise ou de l'organisme public concerné (pas de contrat de recherche sur le même thème, pas de participation aux décisions stratégiques, de participation financière...). Sauf dispositions spécifiques (intéressement à la recherche ou à la formation tout au long de la vie), aucune rétribution ne peut donc être perçue à partir d'un contrat qui engage l'université.
La consultance conclue par un personnel n'engage pas la responsabilité de l'université, qui n'est pas contractante.

Les agents exerçant leurs fonctions à temps partiel bénéficient des mêmes dispositions que les agents exerçant à temps complet.

À cet effet, il convient d'appliquer les dispositions de la note de cadrage relative aux horaires et congés,

Il est par ailleurs rappelé qu'un agent cessant temporairement ou définitivement ses fonctions, placé à ce titre dans une position conforme à son statut, et qui se propose d'exercer une activité privée, est tenu d'en informer par écrit l'autorité dont il relève, ou a relevé, trois mois avant le début de l'exercice de son activité privée. L'Université, suite à cette information, peut saisir la haute autorité pour la transparence de la fonction publique qui donnera une appréciation relative à ce projet

Les activités exercées sous le régime de l'auto-entreprenariat

L'article L.133-6-8 du code de la sécurité sociale renvoie au régime fiscal de la micro-entreprise, nouvelle dénomination depuis le 1er janvier 2016 du régime de l'auto-entreprise ;

Le régime de l'auto-entreprenariat n'est pas une catégorie d'activités mais un régime fiscal et social qui permet à un entrepreneur individuel de mener tout type d'activités commerciales, artisanales ou libérales ayant un volume limité. Ce régime est précisé à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale.
Par dérogation à l'interdiction faite aux agents « de créer ou de reprendre une entreprise lorsque celle-ci donne lieu à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à affiliation au régime prévu à l'article L.133-6-8 du code de la sécurité sociale, s'il occupe un emploi à temps complet et qu'il exerce ses fonctions à temps plein », **l'agent peut être autorisé à exercer, sous le régime de l'auto-entreprenariat, les activités accessoires énumérées au 4.**

Les activités accessoires de « services à la personne mentionnés à l'article L. 7231-1 du code du travail » et de « vente de biens fabriqués personnellement par l'agent » **ne peuvent être exercées que sous ce régime de l'auto-entreprenariat**.

2. LES ACTIVITES INCOMPATIBLES AVEC LE STATUT D'AGENT PUBLIC

Il est interdit à tout agent public de :

- **créer ou de reprendre une entreprise** lorsque celle-ci donne lieu à immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à affiliation au régime prévu à l'article L. 133-6-8 du code de la sécurité sociale, s'il occupe un emploi à temps complet et qu'il exerce ses fonctions à temps plein ;
- **participer aux organes de direction de sociétés ou d'associations à but lucratif** ;
- **donner des consultations, de procéder à des expertises ou de plaider en justice dans les litiges intéressant toute personne publique**, le cas échéant devant une juridiction étrangère ou internationale, sauf si cette prestation s'exerce au profit d'une personne publique ne relevant pas du secteur concurrentiel ;
- **prendre ou de détenir**, directement ou par personnes interposées, dans une entreprise soumise au contrôle de l'administration à laquelle il appartient ou en relation avec cette dernière, des intérêts de nature à compromettre son indépendance ;
- **cumuler un emploi permanent à temps complet** avec un ou plusieurs autres emplois permanents à temps complet.

Focus sur le cas particulier des agents nouvellement recrutés et des stagiaires de la fonction publique

Le dirigeant d'une société ou d'une association à but lucratif, lauréat d'un concours ou recruté en qualité d'agent contractuel de droit public, **peut continuer à exercer son activité privée pendant une durée d'un an, renouvelable une fois, à compter de son recrutement,** à condition que celle-ci soit compatible avec ses obligations de service. Dans ce cas, l'intéressé présente une simple déclaration écrite à l'autorité hiérarchique comprenant la nature de l'activité privée ainsi que la forme et l'objet social de l'entreprise, son secteur et sa branche d'activité.

3. LES ACTIVITÉS POUVANT ETRE LIBREMENT EXERCÉES

En l'espèce, il convient que les conditions d'exercice des fonctions principales confèrent à l'agent une indépendance suffisante pour que l'exercice de la profession libérale découle de la nature des missions publiques occupées. Ainsi, et sous réserve d'enseigner dans le domaine correspondant, les enseignants chercheurs peuvent librement exercer les professions d'avocat et de psychologue

- **La production des œuvres de l'esprit** au sens des articles L.112-1, L.112-2 et L.112-3 du code de la propriété intellectuelle, dans le respect des dispositions relatives au droit d'auteur des agents publics, et dans le respect de l'obligation de discrétion professionnelle ;
- **Les professions libérales** (y compris sous le régime de l'auto-entreprise) pour les membres du personnel enseignant, technique ou scientifique des établissements d'enseignement, qui découlent de la nature de leurs fonctions. Ces activités doivent cependant faire l'objet d'une information chaque année auprès de l'Université.
- **La détention de parts sociales** et la perception des bénéfices attachés ;
- **L'exercice d'une activité bénévole au profit de personnes publiques ou privées sans but lucratif.**

4. LES ACTIVITÉS SOUMISES A AUTORISATION PRÉALABLE DE L'UNIVERSITÉ

1 / Les activités pouvant être exercées à titre accessoire, à l'appui d'une autorisation préalable de l'université

Les activités d'expertises et consultations, d'enseignements et de formation, les activités d'intérêt général et les missions d'intérêt public **peuvent relever du régime de déclaration** dont les modalités sont précisées au point 5.

- **Expertises et consultations** ;
- **Enseignement et formation** ;
- **Activité d'intérêt général** exercée auprès d'une personne publique ou auprès d'une personne privée à but non lucratif ;
- **Mission d'intérêt public** de coopération internationale ou auprès d'organismes d'intérêt général à caractère international ou d'un Etat étranger ;
- **Activité agricole** au sens du premier alinéa de l'article L.311-1 du code rural et de la pêche maritime dans des exploitations agricoles constituées ou non sous forme sociale ;
- **Activité de conjoint collaborateur** au sein d'une entreprise artisanale, commerciale ou libérale mentionnée à l'article R.121-1 du code de commerce ;
- **Aide à domicile** à un ascendant, à un descendant, à son conjoint, à son partenaire lié par un pacte civil de solidarité ou à son concubin,

permettant au fonctionnaire de percevoir, le cas échéant, les allocations afférentes à cette aide ;

- **Activité à caractère sportif ou culturel,** y compris encadrement et animation dans les domaines sportif, culturel, ou de l'éducation populaire ;
- **Travaux de faible importance** réalisés chez des particuliers, etc…

Sous réserve que l'activité soit exercée sous le régime de l'auto-entreprenariat :

- Services à la personne mentionnés à l'article L.7231-1 du code du travail ;
- Vente de biens fabriqués personnellement par l'agent.

Cette liste est **limitative**. L'activité doit réellement être accessoire par rapport à l'activité professionnelle principale, ce qui s'apprécie au regard du service normal du par l'agent.

L'activité accessoire ne peut être exercée sous la forme d'un Contrat à durée indéterminée (CDI).

Dans le cas d'un cumul avec une activité assurée auprès d'une personne publique, **cette activité doit être limitée dans le temps**. Elle doit prendre la forme **d'une vacation** ou **d'une mission temporaire**.

Les demandes de cumuls d'activités qui concernent des actions portées par l'**ADERA sont strictement encadrées** (voir document annexe 1).

Les missions d'expertises exercées auprès du Parlement et des autres pouvoirs publics constitutionnels (Le président de la République, le Premier ministre, le Conseil constitutionnel, la Haute Cour de Justice, la Cour de Justice de la République) imposent une déclaration d'intérêt préalable détaillée en annexe 2.

2 / la démarche à suivre pour demander l'autorisation d'exercer une de ces activités accessoires

Toute demande de cumul doit obligatoirement **être transmise 1 mois** minimum avant le début de l'activité accessoire et complétée **au titre d'une année universitaire**.
Toute demande incomplète empêchant son analyse par les services RH sera retournée à son demandeur.

Les démarches

1. Compléter l'ensemble des champs du formulaire de demande de cumul téléchargeable sur l'intranet RH à la rubrique « cumul d'activités » ;
2. Vérifier et collecter la liste des pièces à joindre au formulaire :
   - x la copie du contrat de projet ou tout autre justificatif lié à l'activité accessoire ;
3. Faire viser la demande par le supérieur hiérarchique :
   - x le n+1 ;

- le directeur d'unité de formation uniquement pour les personnels enseignants, enseignants-chercheurs, et en veillant à informer le directeur de laboratoire ;

4. Transmettre la demande accompagnée des justificatifs :
   - au relai RH de proximité si la structure en dispose ;
   - Et sinon directement au gestionnaire RH du pôle AGRH.

Le processus de validation de la demande est le suivant :

1. La demande est analysée par les services RH ;
2. En cas de demande incomplète, et si les services RH estiment ne pas disposer de toutes les informations leur permettant de l'analyser, le demandeur est invité à compléter la demande dans un délai maximum de 15 jours à compter de la réception de celle-ci ;
3. La demande conforme et complète est adressée par les services RH pour avis et signature :
   - Le directeur des ressources humaines (sauf activités spécifiques de consultance et expertise, pour lesquelles l'avis et la signature relèvent de la directrice générale des services adjointe déléguée au pôle administration générale et ressources humaines)
   - du directeur de collège/ de l'IUT/ de l'INSPE/ de l'ISVV pour les personnels enseignants, enseignants-chercheurs
4. La demande est ensuite réceptionnée par les services RH ;
5. Ces derniers notifient l'avis portée sur la demande au demandeur.

Chaque personnel est notifié d'un retour sur la demande dans un **délai d'1 mois à compter de sa 1ère réception** par les services RH.
Ce délai est **prorogé de 15 jours** supplémentaires lorsque l'imprimé renseigné doit être complété.
En l'absence de retour de décision écrite dans ce délai d'1 mois, **l'autorisation est réputée refusée.** L'activité envisagée ne peut alors être effectuée, sous peine de sanctions pécuniaires et disciplinaires.

L'exercice d'une activité privée : focus sur la création ou reprise d'entreprise

1 / le cadre général

L'agent qui occupe un emploi à temps complet peut demander à l'autorité hiérarchique dont il relève, **à être autorisé à accomplir un service à temps partiel** pour créer ou reprendre une entreprise ou exercer une activité libérale dont, à titre d'exemple, une activité privée lucrative.
Cette demande doit être soumise **3 mois au moins avant la date de la création ou de la reprise** de cette entreprise ou de cette activité. Le service à temps partiel autorisé ne peut être inférieur au mi-temps.
L'autorisation est accordée sous réserve des nécessités de la continuité et du fonctionnement du service et compte tenu des possibilités d'aménagement de l'organisation du travail, **pour une durée maximale de 2 ans**, renouvelable pour une durée d'1 an, à compter de la création ou de la reprise de cette entreprise.

En cas de doute sur la compatibilité de l'activité avec les fonctions d'agent public, le conseil du référent déontologue de l'université peut être sollicité.

2 / la démarche à suivre pour demander l'autorisation d'accomplir un service à temps partiel pour créer ou reprendre une entreprise

Les démarches sont les mêmes que pour une demande d'autorisation d'exercer une activité accessoire en ajoutant le formulaire de demande de temps partiel téléchargeable sur l'intranet RH, à la rubrique « horaires, congés, temps partiel » signé par le N+1.

La valorisation des travaux de la recherche, le lien avec une entreprise, la détention d'un capital social

1 / le cadre général

Les agents publics peuvent être autorisés à :

Articles L.531-1, L 531-8 et L. 531-9 du code de la recherche

- **participer à titre personnel, en qualité d'associé ou de dirigeant, à la création d'une entreprise** dont l'objet est d'assurer, en exécution d'un contrat conclu avec une personne publique, une entreprise publique ou une personne morale mandatée par ces dernières, la valorisation des travaux de recherche et d'enseignement, que ces travaux aient été réalisés ou non par ces fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions

  Si l'autorisation est accordée, l'agent est :
  - soit détaché dans l'entreprise,
  - soit mis à disposition de celle-ci, ou d'un organisme concourant à la valorisation de la recherche, contre remboursement
  - les enseignants-chercheurs titulaires peuvent également demander à être placés en délégation, selon les modalités de remboursement prévues à cet effet (cf délib CA)

  Ces modalités peuvent être exercées à temps partiel.

- **apporter leur concours scientifique à une entreprise** qui assure, en exécution d'un contrat conclu avec une personne publique, une entreprise publique ou une personne morale mandatée par ces dernières, la valorisation de travaux de recherche, qu'ils aient été réalisés ou non par les intéressés dans l'exercice de leur fonction.

- **détenir une participation dans le capital social de l'entreprise**, lors de la création de celle-ci ou ultérieurement, sous réserve qu'au cours des cinq années précédentes il n'ait pas, en qualité de fonctionnaire ou d'agent public, exercé un contrôle sur cette entreprise ou participé à

l'élaboration ou à la passation de contrats et conventions conclus entre l'entreprise et le service public de la recherche.
Le fonctionnaire ne peut participer ni à l'élaboration ni à la passation des contrats et conventions conclus entre l'entreprise et le service public de la recherche. Il ne peut, au sein de l'entreprise, ni exercer des fonctions de dirigeant ni être placé dans une situation hiérarchique.

- ❒ **titre personnel, à être membres du conseil d'administration ou du conseil de surveillance d'une société anonyme** afin de favoriser la diffusion des résultats de la recherche publique.

  Leur participation dans le capital social de l'entreprise ne peut excéder 32% de celui-ci ni donner droit à plus de 32% des droits de vote. Ils ne peuvent percevoir de l'entreprise d'autre rémunération que celles prévues aux articles L. 225-45 et L. 225-83 du code de commerce, dans la limite d'un plafond fixé par décret. Cette autorisation ne peut être demandée si le fonctionnaire est autorisé à apporter son concours scientifique à l'entreprise.

2 / La démarche à suivre pour demander un cumul d'activités au titre de la valorisation des travaux de recherche

Contact :
valo-recherche@u-bordeaux.fr

Les démarches :

1. Formuler une demande par écrit accompagnée :
   - d'une explication du projet,
   - d'une lettre de demande d'autorisation adressée au Président
   - des statuts ou projet de statuts de l'entreprise
   - du contrat conclu entre la personne publique et la société ou projet de contrat

2. Transmettre la demande accompagnée des documents justificatifs au pôle RIPI, direction de la Recherche et de la Valorisation, Service Contrat de Recherche et Valorisation :
3. En cas de doute sur la compatibilité de l'activité avec les fonctions d'agent public, demander conseil au référent déontologue de l'université ;

Le processus de validation de la demande est le suivant :

1. La demande est réceptionnée, instruite et transmise au président de l'université par le pôle RIPI. Le président de l'université statue sur la suite à donner à la demande ;
2. En cas de doute quant à la compatibilité de l'activité avec les fonctions d'agent public, le président de l'université peut demander conseil au référent déontologue, et, en cas de coute persistant, saisir ensuite la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique pour avis, la saisine étant accompagnée de l'avis du référent déontologue ;
3. L'avis de la Haute Autorité est rendu à l'université puis à l'agent demandeur.

5. LES ACTIVITÉS SOUMISES A UNE SIMPLE DÉCLARATION PRÉALABLE

1 / Le cadre général

Au titre du régime spécial applicable aux personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche prévu par la loi de programmation de la recherche, les activités **correspondant aux missions de service public** énumérées à l'article L 123-3 du code de l'éducation exercées par des personnels de l'enseignement supérieur au profit des personnes morales de droit public listées ci-dessous **sont soumises à un régime de déclaration**

Liste des structures auprès desquels le cumul peut être exercé :

Missions (article L. 123-3 du code de l'éducation)	Structure auprès de laquelle le cumul est exercé
▪ Formation initiale et continue tout au long de la vie ▪ Recherche scientifique et technologique ▪ Diffusion et valorisation de ses résultats au service de la société ▪ Orientation, promotion sociale et insertion professionnelle ▪ Diffusion de la culture humaniste, en particulier à travers le développement des sciences humaines et sociales, et de la culture scientifique, technique et industrielle ▪ Participation à la construction de l'Espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche ▪ Coopération internationale	▪ Etablissement public d'enseignement supérieur ▪ Etablissement public de recherche relevant du livre III du code de la recherche ▪ Etablissement public relevant du décret mentionné à l'article L. 112-6 du code de la recherche ▪ Fondation reconnue d'utilité publique exerçant une ou plusieurs missions définies à l'article L.123-3 du code de l'éducation ▪ Haut conseil d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur ▪ Administration de l'Etat ▪ Collectivité territoriale ▪ Organisation internationale intergouvernementale ▪ Institution ou organe de l'Union européenne

2 / La démarche à suivre pour adresser une déclaration de cumul d'activités

Toute déclaration doit obligatoirement **être présentée 15 jours avant l'exercice de l'activité accessoire** et complétée **au titre d'une année universitaire**.

Les démarches

1. Renseigner le modèle de déclaration type téléchargeable sur l'intranet RH à la rubrique « cumul d'activités » ;
2. Faire viser la déclaration par le supérieur hiérarchique :
    - le n+1 ;
    - le directeur d'unité de formation uniquement pour les personnels enseignants, enseignants-chercheurs et en veillant à informer le directeur de laboratoire ;

3. Transmettre la demande à la direction de la composante de formation / du laboratoire / du pôle de rattachement. Il relève de la responsabilité de cette dernière :
    - de s'assurer de la conformité de la demande, en sollicitant le cas échéant l'appui des services de la DRH. En effet, sur ces déclarations, l'université peut faire part de recommandations visant à assurer le respect des obligations déontologiques et le fonctionnement normal du service. Et, elle peut s'opposer à l'exercice de l'activité accessoire visée ou à sa poursuite, si l'intérêt du service le justifie, si l'activité déclarée n'entre pas dans le champ de la dérogation prévue par les articles L. 951-5 du code de l'éducation, si les informations communiquées dans la déclaration sont incomplètes ou inexactes ou si ce cumul est incompatible avec les fonctions exercées par l'agent ou l'emploi qu'il occupe au regard des obligations déontologiques mentionnées au chapitre IV de la loi du 13 juillet 1983 susvisée ou des dispositions de l'article 432-12 du code pénal.
    - de conserver ces demandes dans le cas d'un éventuel contrôle mené par les services de la DRH ou par un organisme extérieur
    - d'adresser aux services de la DRH, pour chaque semestre d'une année universitaire, un tableau récapitulatif des demandes instruites

6. LES SANCTIONS

Le non-respect de la réglementation relative aux cumuls et notamment l'exercice d'activités sans autorisation préalable est sanctionné :

- ❒ L'administration a obligation de faire procéder au reversement des sommes indûment perçues, par voie de retenue sur le traitement principal.
- ❒ L'administration peut engager une procédure disciplinaire.

De plus, des poursuites pénales peuvent être engagées si la nature des faits le justifie notamment dans le cas de prise illégale d'intérêts.

7 – LES PERSONNES RESSOURCES

Le référent déontologue

Le référent déontologue de l'université est chargé d'apporter tout conseil utile aux agents qui le saisissent, notamment en ce qui concerne les cumuls d'activité envisagés et la prévention des conflits d'intérêts.
Il peut être saisie par l'employeur en cas de doute sérieux sur la compatibilité de l'activité envisagée avec les fonctions exercées par le fonctionnaire au cours des trois dernières années.

Les services RH

Les relais RH positionnés dans certaines structures ou les gestionnaires RH du pôle AGRH peuvent être directement contactés pour toute question concernant le cumul d'activité et la procédure.

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 13 avril 2023

DELIBÉRATION MODIFIANT LE FORFAIT MOBILITES DURABLES A L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Vu le code de l'éducation et notamment en ses articles L 712-2 et L 712-3 ;

Vu les articles L. 3261-1 et L. 3261-3-1 du code du travail;

Vu le décret n° 2010-676 du 21 juin 2010 modifié instituant une prise en charge partielle du prix des titres d'abonnement correspondant aux déplacements effectués par les agents publics entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail,

Vu le décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat modifié,

Vu l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 relatif au versement du « forfait mobilités durables » dans la fonction publique de l'Etat modifié,

Considérant qu'il appartient au conseil d'administration, conformément à l'article 1er du décret n°2020-543 du 9 mai 2020, d'instituer le forfait mobilités durables à l'université de Bordeaux.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide :

Article 1 :

Les personnels de l'université de Bordeaux, titulaires et contractuels, peuvent se voir attribuer le « forfait mobilités durables » à condition de choisir l'un des moyens de transport éligibles tels que fixés par le décret du 9 mai 2020 susvisé pour se déplacer entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail pendant un nombre minimal de jours sur une année civile.

Le nombre de jours minimal retenu est celui fixé par l'arrêté du 9 mai 2020 modifié susvisé.

Article 2 :

Le montant du « forfait mobilités durables » retenu est celui fixé par l'arrêté du 9 mai 2020 susvisé.

Le nombre minimal de jours est modulé selon la quotité de temps de travail de l'agent.

Article 3 :

A compter du 1er septembre 2022, le versement du « forfait mobilités durables » est cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos prévus par le décret du 21 juin 2010 susvisé. Toutefois, un même abonnement ne peut donner lieu au remboursement des frais de transport et au versement du forfait mobilité durable.

Par dérogation, la présente délibération n'est pas applicable :

- aux agents bénéficiant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail ;
- aux agents bénéficiant d'un véhicule de fonction ;
- aux agents bénéficiant d'un transport collectif gratuit entre leur domicile et leur lieu de travail ;
- aux agents transportés gratuitement par leur employeur.

Article 4 :
Une campagne annuelle de recueil des demandes de bénéfice du forfait mobilités durables est organisée en fin d'année N. Le versement du forfait se réalisera en début d'année N+1.
L'agent formule sa demande qui intègre la déclaration sur l'honneur certifiant l'utilisation de l'un des modes de transports.
L'université pourra solliciter tout justificatif utile au contrôle de l'utilisation effective du covoiturage ou d'un autre mode de transport éligible.

Article 5 :

La délibération du 2020-43 du conseil d'administration du 9 juillet 2020 est abrogée.

Article 6 :

La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère règlementaire de l'université de Bordeaux.

Elle s'applique à compter de la campagne d'attribution du forfait mobilités durables 2022.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (25 votants)
Pour : 25
Contre : 0
Abstention : 0

Conseil d'administration
séance du 13 avril 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DE LA SIGNATURE DU RENOUVELLEMENT DE LA &2 1 9 (1 7 , 2 1 ' ¶ $ 3 3 7 , & $ TION INTERNATIONALE DE DOUBLE DIPLOME MASTER MENTION CHIMIE PARCOURS POLYMER SCIENCES

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L712-1 et L712-2 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

/H FRQVHLO G¶DGPLQLVWUDWLRQ :DSUqV HQ DYRLU GpOLEpUp GpFLGH

Article 1.

La signature du r H Q R X Y H O O H P H Q W G H O D F R Q Y H Q W L R Q G H G R X E O H G L S O ô P H P H Q W L R Q L Q W H après est approuvée.

Diplôme : Master
Mention : Chimie
Parcours : Polymer Sciences
Etablissements partenaires : Universidad del País Vasco / Euskal Herriko Unibertsitatea
Pays : Espagne

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

/H SUpVLGHQW GX FRQVHLO

Dean LEWIS

3UpVLGHQW GH O¶XQLYHUV

Adoptée à la majorité des votes exprimés (25 votants)
Pour : 25
Contre : 0
Abstention : 0

AGREEMENT FOR A DOUBLE MASTERS' DEGREE IN CHEMISTRY TRACK IN POLYMER SCIENCES (UBx) AND CHEMISTRY AND POLYMERS / QUÍMICA Y POLÍMEROS (UPV/EHU)

Between

UNIVERSITY OF BORDEAUX

A public scientific, cultural and professional institution Located at 35, Place Pey-Berland, 33000 Bordeaux (France)
Represented by its President, Prof. Dean LEWIS
Hereafter referred to as "UBx", party of the first part,

And

UNIVERSIDAD DEL PAIS VASCO/EUSKAL HERRIKO UNIBERTSITATEA

A public scientific, cultural and professional institution Barrio Sarriena s/n, 48940 Leioa, Bizkaia (Spain)
Represented by its Rector, Prof. Maria Eva FERREIRA GARCIA
Hereafter referred to as "UPV/EHU", party of the second part,

Collectively referred to hereafter as "the Parties".

=§=-=§=

Having regard to the transmission of the present Agreement to the French Ministry of Higher Education and Research,
Having regard to the French Education Code, in particular Articles L. 123-7 and D.123-15 to D.123-22 referring to the missions of public higher education in international matters,
Having regard to Article L613-1 of the French Education Code and Articles D613-17 to D613-25 relating to degrees awarded in the context of international partnerships,
Having regard to the Decree of 22 January 2014 fixing the national framework leading to the awarding of national degrees,
Having regard to the Decree of 25 April 2002 relating to the national Masters' degree,
Having regard to the Decree of 26 May 2016 awarding UBx the right to award the French degree concerned by the present implementing Agreement,
Having regard to the recommendation of the UBx (*Commission de Formation et de la Vie Universitaire)* relating to the creation of a "Master *mention Chimie – Parcours "Polymer Sciences", dated 28 May 2020*
Having regard to the deliberation of UBx Board of Directors dated April 16, 2019 concerning fee waivers,
Having regard to the decision taken by UBx Council on December, 13th 2021 delegating power to the President of the University,
Having regard to the recommendation of the UBx Academic and University Life Commission relating to the present Agreement dated 6 April 2023
Having regard to the recommendation of the UBx *Conseil de Collège Sciences et technologies* relating to the present Agreement dated 27 March 2023
Having regard to the recommendation of the *Conseil de l'Unité de Formation de Chimie* relating to the present Agreement dated 17 March 2023
Having regard to the Organic Law 6/2001, of 21st December, on Universities Having regard to the Law 3/2004, of 25th February, on the Basque University System
Having regard to the Decree 17/2011, of 15th February, approving the Statutes of the UPV/EHU

Having regard to the Royal Decree 822/2021, of 28th September that establishes the organisation of university education and the procedure for assuring its quality
Having regard to the Decree 274/2017, of 19th December, on establishing and suppressing the official higher education learnings leading to the Degree, Master's Degree and Doctorate Diplomas.
Having regard to the Rules on the Procedure for establishing, modifying and suppressing official Master's Degree proposals (BOPV nº 68, of 8th April, 2019).

IT HAS BEEN AGREED AS FOLLOWS:

ARTICLE 1
Purpose

The purpose of the present Agreement is to establish the conditions of implementation and management of the double Master's degree *mention Chimie parcours "Polymer Sciences"* from UBx and *Master in Chemistry and Polymers/Máster Universitario en Química y Polímeros* from the UPV/EHU hereafter referred to as the Program.

The present Agreement sets out the rights and obligations of the Parties. Both Parties are subject to the rules established in the present agreement regarding their responsibilities towards the students and the other Party.

ARTICLE 2
Degree awarded, legal framework and obligations of the Parties

2.1 DEGREES AWARDED

After having successfully completed the Program, the student will be awarded a double Master's degree recognized by the country of the Parties:

— At UBx the diploma awarded is: Diplôme de Master *mention Chimie parcours "Polymer Sciences"*. The diploma will be delivered in French, in accordance with the national legislation in force.

— At UPV/EHU the title of the diploma awarded is: Master in Chemistry and Polymers/Máster Universitario en Química y Polímeros. The diploma will be delivered in Spanish and Basque, in accordance with the national legislation in force.

When one of the Parties is constraint to change the name of the diploma mentioned above, it shall inform the other Party as soon as possible.
Graduates will receive a transcript of records in accordance with the regulations in effect at the Parties.

2.2 DEGREES ACCREDITATION

The degrees covered by the Program are registered in the country of each Party in accordance with

their national legal rules. The Program will not begin before having been legally validated in both institutions and according to their internal legal rules.

If for any reason one of the Parties is no longer accredited to award the degree during the period concerned by this agreement, it will withdraw from the Program until it receives a new accreditation.

2.3 DUTIES OF PARTIES

The Parties undertake to do all that is necessary for the adequate preparation, implementation and management of the Program, acting in good faith and in such a manner as to respect the other Party in accordance with scientific and academic ethics.

ARTICLE 3
Coordination

3.1 STEERING COMMITTEES

Each Party will set up a steering committee that will oversee the academic and administrative coordination of the Program. The two steering committees will work in close collaboration.

At UBx:

- Academic coordination will be carried out by the head of the track in "Polymer Sciences" of the Master Degree in Chemistry;
- Administrative coordination will be carried out jointly by the International Relations Department and the academic head of the track in "Polymer Sciences".

At UPV/EHU:

- Academic coordination will be carried out by the head of the Academic Committee of the Master´s Program;
- Administrative coordination will be carried out by the person that is designated to that effect by the Centre responsible for the Master's Degree.

These Committees shall each have this specific duty, concerning their own students:

- To define the personalized academic path of each Double Diploma student in the Learning Agreement, to be completed in Annex 2.

If the identity of the coordinator changes, the Party concerned will inform the other Party as soon as possible.

A joint Steering Committee shall be set up, consisting of an equal representation of both parties. Other members may be appointed by mutual agreement, keeping the balance in the number of members between both parties.

This Steering Committee shall have the following academic duties:

— To analyse the applications for participation from students, to verify they match the admission requirements here regulated.
— To examine and supervise the Specific Agreements as per Annex 2 that must be filled in for each student.
— All others of an academic nature.

Moreover, it shall supervise the functioning of the agreement, as specified below:

— Assure the good functioning of the Double Diploma Agreement and of the exchanges it will entail.
— Solve the interpretation and implementation problems that may arise in the development of the activities or from the agreement itself.
— Assure the smooth termination of the activities going on in the event of the termination of the agreement.

To assure the good functioning of the Committee, a meeting shall be held at least once by the end of the academic year, to the following ends:

— Analyse the academic results obtained by the students, and propose alternatives to those that fail to match the requirements to get the Double Diploma.
— Annually evaluate the complaints and suggestions made by the coordinators or the students and propose improvements.
— Analyse the number of students from each university participating in the Double Diploma program and, on this basis, define the maximum flow of students for the next academic year well in advance in order to be able to take the necessary measures.

3.2 SELECTION COMMITTEE

The two Parties will recognize a unique joint Selection Committee, made up at least of the academic coordinators of the two Parties. By mutual agreement, these coordinators may widen the Selection Committee to include other members, keeping the balance between UPV/EHU and UBx members. In this case, the academic coordinators will jointly chair the selection committee.

The Selection Committee is responsible for the selection of the students who apply to the Program (see details in article 5).

ARTICLE 4
Promotion of the Program

The Parties undertake to collaborate in the active promotion of the Program at international, national and local levels. Each party will use its networks to disseminate information aiming to promote the Program in an efficient and diverse manner.

ARTICLE 5
Program and mobility administration

5.1 NUMBER OF STUDENTS AND BALANCE BETWEEN THE PARTIES

A maximum of 20 students, between 5 to 10 from each partner University per intake, will take part to the Program. However, this number could be changed by mutual agreement of the Parties. Provided that they meet the selection criteria, they will be able to participate whatever their country and institution of origin. The Parties will ensure that, over the period of the Agreement, a balance is maintained as to the number of students registered in their own institution. Thus, one of the Parties could transfer an application to the other if the application seems to be acceptable but the number of requests to the two Parties is unequal.

5.2 PROCEDURES AND APPLICATION DATES

In order to take part in the Program, students must have successfully completed three years of a Bachelor's degree (180 ECTS credits).

Every year the Steering Committee will communicate all the relevant information about the application procedure.

The closing date for applications is fixed every year by the academic coordinators of the two Parties.

The selection procedure will take place on the date decided annually by the Parties. The final decision will be taken by April 30st at the latest.

5.3 SELECTION CRITERIA

The Parties will select students on the following criteria:

- Excellence of their academic training and transcripts;
- Compatibility with their academic career;
- Motivation and open-mindedness of the student.

If a student withdraws his application, his/her place on the Program will be offered to the next candidate on the ranked waiting list.

5.4 APPLICATIONS

Any student interested in the Program must send the following documents to the Selection Committee:

- Degree or other certificates;
- Academic transcript;

— Certificate of linguistic ability issued by the student's home institution or by a specialized language centre: a minimum B2 level in English is required. B2 levels in Spanish and French are recommended and shall be assessed.
— Statement of purpose;
— *Curriculum vitae*;
— Copy of national identity document or passport;
— Any other document likely to help the Selection Committee to make its decision.

Apart from the copy of the national identity document and the academic certificates, all the documents will be submitted in English.

5.5 SELECTION PROCEDURE

Selection for the Program will include three stages which will ensure the participation of both Parties in the selection of all the candidates:

1) Admissibility
This stage will be carried out by the administrative departments of the institution, where the student makes his/her application. Basically the student must have 180 ECTS credits approved in Bachelor in Scientific Disciplines or 120 ECTS credits approved and must be registered in 60 ECTS credits in Bachelor in Scientific Disciplines by the time of the application. If this is the case, the student will need to have 180 ECTS approved by the time of starting this Program.

2) Pre-selection
After receiving the eligible applications sent by the administrative departments of his institution, the academic coordinator of each party undertakes to draw up a list of pre-selected students, ranked in accordance with the selection criteria set out in article 5.3.

3) Selection
The list of preselected candidates is sent to the academic coordinator of the other Party, who may validate it or suggest modifications in accordance with his/her opposite number. Personal interviews may be carried out with preselected candidates if necessary. At UBx, once the final decision is made, the President will give authorization to registration by signing the acceptation letter. Each partner is responsible to inform and send the acceptation letter to its students.

5.6 REGISTRATION AND TUITION FEES

During both years of the Program, the selected students will be registered in both institutions (at the institution in which they made their initial application, hereafter "the home institution", and at the "the hosting institution").

Students participating in the Program will be required to pay tuition fees to their home institution (UPV/EHU or UBx) and they will be exempt from the payment of these fees at the host institution (See financial annex 4).

Specific charges or administrative fees may however apply as follows:

— At UPV/EHU: during the first year of the Program, (mobility at the UPV/EHU) students from UBx must pay a compulsory insurance (36,55 € covering up to 270 days, see financial annex 4 for details); during the second year of the program, students from UBx must pay administrative fees such as fixed enrolment costs, file opening costs and diploma issuing costs - these fees are reassessed on an annual basis and amounts to 277,89 € for the year 2022-2023 (UBx will collect UPV/EHU administrative fees from UBx students and will transfer them to UPV/EHU (see financial annex for details).

— At UBx: during the second year of the program students from UPV/EHU must pay a Student and Campus Life Contribution (*Contribution Vie Étudiante et de Campus, CVEC*) on an annual basis to the Regional Student Social Services Centre (CROUS). The payment of the CVEC is a prerequisite for administrative registration at UBx. This contribution is reassessed on an annual basis and amounts to 95 € for the year 2022-2023. Students will be informed of the specific amount and the corresponding procedures upon the completion of their acceptance at UBx.

Each Party is responsible for monitoring the progress of, and assessing, the students that it hosts and undertakes to supply the other Party with their academic transcript of records.

The collection and storage of data relating to students will be carried out in accordance with the rules in force for each Party.

5.7 EXCHANGE

Exchange plan: All students (students initially registered in UBx or in UPV/EHU) will follow the first year of the double Master's Program at UPV/EHU, as students of the 4th year of the UPV/EHU Degree in Chemistry/Grado en Química from approximately September 1st to July 15th. However, the Degree in Chemistry of the UPV/EHU shall not be awarded to students of UBx. The first semester of the second year will be held at UBx, from September 1st to January 31st. The second semester of the second year will be devoted to carry on a Research Project at either UBx or UPV/EHU, or in other research centres (academic or industrial).

In order to take part in the Program at UPV/EHU, students must be holders of bachelor's degree or equivalent.

A scheme of the exchange can be found in Annex 1.

5.8 EXAMINATIONS, DEGREE AND TRANSFER OF MARKS AND CREDITS

a. Recognition of examinations and evaluation procedures

The period of study will take place under the supervision of the hosting institution and the student

will be subjected to the examinations or any other form of assessment in accordance with the rules of that institution. For the case of courses followed by videoconference, the same examinations will be taken at the same time at both institutions, with the supervision of a lecturer in the institution not providing the course.
The Parties will cooperate in accordance with the principle of mutual recognition of examination results.

At the end of each year, the Steering Committee of each institution will communicate the students' results to the other Party, including the grades and ECTS credits obtained, following the template in Annex 3.
Each module successfully completed by the student will lead to the number of ECTS credits defined in Annex 1; the final degree will be obtained after validation of 120 ECTS credits.

b. Joint supervision of Masters' dissertations

The Masters' dissertation will be written in English, under the joint supervision of both directors/tutors from each party. The dissertation may be carried out in the hosting institution's research units with the consent of both Parties.

The viva voce (i.e., defense of the master thesis) will take place with a panel of lecturers from both Parties, physically present or by videoconference.

c. Repeating a year

If the student does not validate all his/her study agreement in the host institution, he/she will not be awarded a degree from that institution, except if a special exemption allows the student to extend his/her stay in order to achieve the necessary credits.

By mutual agreement, the Steering Committees will consider, on a case-by-case basis, any request from a student to modify his/her learning plan. If no modification to the Program is accepted, the exchange student who has not validated all the necessary ECTS credits may request to re-register in his/her home institution. If his/her re-registration is accepted in accordance with the rules in force, the ECTS credits obtained during his/her exchange period (if any) will be transferred.

5.9 RIGHTS AND RESPONSIBILITIES OF STUDENTS

Each party must provide the students that it receives in the context of the Program with:

- help with obtaining a student visa;
- help with completing administrative procedures;
- help with finding accommodation;
- academic advice and orientation;
- Access to complementary services (library, computers, restaurant).

The Parties undertake to provide the same services to students on the Program as to their other

students. The Parties will not finance students' visas, health insurance, or accommodation or language lessons.

Each party is responsible for informing its students of the possibility of scholarships and grants applicable to the Program.

Students must respect the laws and customs of the country and the policies and rules of the institution where they are studying.

Students shall sign and comply with the Learning Agreement in Annex 2.

5.10 INSURANCE

All students taking part in the Program must be able to produce a certificate of a travel insurance covering repatriation and a civil liability insurance (for a private individual) for the whole period of their stay in the host institution.

Students must adhere to the rules in force in the hosting institution, as follows:

For UBx:

- Students must present European Health Insurance Card
- failing to present the European Health Insurance Card: within the context of a mobility period lasting more than 3 months, students participating in the Program must register with the Local Public Health Insurance Office (CPAM) of Gironde for benefits under the French Social Security system
- Otherwise, they should provide proof of private health insurance coverage with no reimbursement limits for the entire duration of their stay in France;

All students admitted to UBx in the context of the Program, regardless of the length of their mobility period, must provide proof of (personal) civil liability insurance for the entire duration of their stay.

For UPV/EHU:

- Enrolment at the UPV/EHU provides a basic accidents insurance valid for Spain, so students should provide proof of private health insurance coverage with no reimbursement limits for the entire duration of their stay in Spain. They could also adhere to the EHU-Ibili insurance policy offered by the UPV/EHU (see https://www.ehu.eus/es/web/kontratazioa/ibili-ehu).
- All students and personnel of the UPV/EHU are covered by a civil liability policy agreed by the UPV/EHU.

ARTICLE 6
Financial details

6.1 COST OF THE PROGRAM

Students are responsible for financing the exchange, whether or not they are eligible for a study allowance from their home institution.

Students are responsible for all the costs related to their exchange, in particular:

- Accommodation, food and travel to the host country;
- Health insurance, and medical costs not covered by such insurance;
- The cost of a passport and any necessary visas;
- Books, clothes and personal expenditure;
- Local travel costs;
- Any other debt contracted during the exchange period.

ARTICLE 7
Quality assurance

The Parties will cooperate with any external evaluations set up by their respective governments, including those for obtaining certification in accordance with the legislation in the two countries.

The Steering Committees are responsible for the quality of the Program, and will take into account the interests of employers and the needs of students, as well as the qualitative evaluation of the students and personnel of the Parties in order that the Program should be constantly improved.

ARTICLE 8
Resolution of conflicts, validity, renewal, termination and amendments

8.1 RESOLUTION OF CONFLICTS

Any conflict arising from the present Agreement, concerning its interpretation, its non-validity, its execution or its termination, as well as conflicts concerning the addition of complementary elements or its adaptation to new conditions, will be resolved in accordance with the provisions of the Framework Agreement mentioned in the preamble.

8.2 VALIDITY AND RENEWAL

This Agreement shall be valid for a period of four years from July 1, 2023. At any time before the end of the period foreseen above, the signatories to the Agreement may unanimously and expressly agree to its extension for a single period of up to four additional years. The extension shall be carried out in accordance with the procedure set out in Article 8.4 “Amendments”.

The expiry of the present Agreement will not prevent the continuation up to their term of the cooperative actions begun during its period of validity.

If for any reason, during the term of the agreement, one of the Parties is no longer authorized/accredited to issue the diploma mentioned above, this will lead to the termination of the Program.

With the signing of this agreement, any other agreement previously signed by the parties in relation to the organisation and development of the double Masters' degree in Chemistry track in polymer sciences (UBx) and Chemistry and polymers / Química y Polímeros (UPV/EHU) becomes null and void.

8.3 TERMINATION

The present Agreement may be terminated by one of the Parties with six (6) months' notice, such termination not coming into force before the end of the academic year nor before the end of ongoing cooperative actions.

8.4 AMENDMENTS

Any modifications to the present Agreement, carried out by mutual agreement and drawn up in the form of an amendment, will be subject to a validation procedure identical to that for the institution of the present Agreement.

ARTICLE 9
Annexes, language and number of copies

9.1 ANNEXES

The following annexes:

- Annex 1 : Program and mobility scheme
- Annex 2 : Learning agreement
- Annex 3 : Transcript of records
- Annex 4 : Financial Annex

are constitutive part of this agreement. Any modifications will be subject to a validation procedure identical to that for the institution of the present Agreement.

9.2 LANGUAGE AND NUMBER OF COPIES

The present Agreement is drawn up in two (2) copies in English.

For the Université de Bordeaux

Bordeaux, ……. / ….....……/ 2023

Prof. Dean LEWIS
President

For the Universidad del Pais Vasco/Euskal Herriko Unibertsitatea

Leioa, …. / ….....……/ 2023

Prof. Maria Eva FERREIRA GARCIA
Rector

ANNEX 1: PROGRAM AND MOBILITY SCHEME

MASTER in CHEMISTRY - Track in POLYMER SCIENCES
DOUBLE DEGREE PROGRAM STRUCTURE

1st year of the program held at UPV/EHU (mobility period for the UBx students)
(Semester 7 and 8)

DEGREE IN CHEMISTRY /GRADO EN QUÍMICA OF THE UPV/EHU, 4th YEAR

Name of the teaching unit (*)	Credits hour	Semester
Materiales Macromoleculares I: Propiedades y Aplicaciones / Macromolecular Materials I: Properties and Applications	6 ECTS credits	**S7**
Caracterización Química y Física de Macromoléculas / Chemical & Physical Characterization of Macromolecules	6 ECTS credits	**S7**
Ciencia de los Materiales / Materials Science	6 ECTS credits	**S7**
Química Macromolecular - Macromolecular Chemistry	6 ECTS credits	**S7**
Procesos Industriales de Polimerización / Industrial Polymerisation Processes	6 ECTS credits	**S8**
Materiales Macromoleculares II: Procesado / Macromolecular Materials II: Processing	6 ECTS credits	**S8**
Trabajo Fin de Grado / Grade Final Project	18 ECTS credits	**S7+S8**
TOTAL	**54 ECTS**	

Whenever possible these courses will be taught in English, otherwise they will be taught in Spanish but the slides will be provided in English, as well as tutorial support and the possibility to handle exams or projects in English (EFC).

MASTER'S DEGREE IN CHEMISTRY OF THE UBx, 1st YEAR (M1)

In order to complete the 60 ECTS credits needed to finish the course, the student will have to follow ONE Teaching unit offered at UBx, as described below, and which will be available to students from UPV/EHU by videoconference.

Name of the teaching unit	Credits hour
Physico-Chemistry of Polymers in Solution (S8)	6 ECTS credits

1st semester of the 2d year of the program held at UBx (mobility period for the UPV/EHU students)

(Semester 9)

MASTER'S DEGREE IN CHEMISTRY - Track in POLYMER SCIENCES OF THE UBx, 2nd YEAR (M2)

Name of the teaching unit	ECTS
Macromolecular Engineering	6 ECTS credits
Functional Polymers	6 ECTS credits
Self-Assembly, Polymers & Surfactants	6 ECTS credits
Latex & Emulsions	6 ECTS credits
TOTAL	**24 ECTS**

MASTER'S DEGREE IN CHEMISTRY – QUÍMICA Y POLÍMEROS OF THE UPV/EHU

In order to complete the 30 ECTS credits needed to finish the semester, students will be able to choose at least two Teaching units amongst the following courses offered at the UPV/EHU, and which will be available to the students at UBx by videoconference:

Name of the teaching unit	ECTS
Polymer Physics	5 ECTS credits
Polymer Reaction Engineering	5 ECTS credits
Técnicas avanzadas de procesado (EFC)	4.5 ECTS credits
Técnicas avanzadas de caracterización (EFC)	5 ECTS credits

EFC (English Friendly Course): these units are taught in Spanish but the slides will be provided in English, as well as tutorial support and the possibility to handle exams or projects in English.

2nd semester of the 2nd year of the program (Semester 10)

MASTER'S THESIS

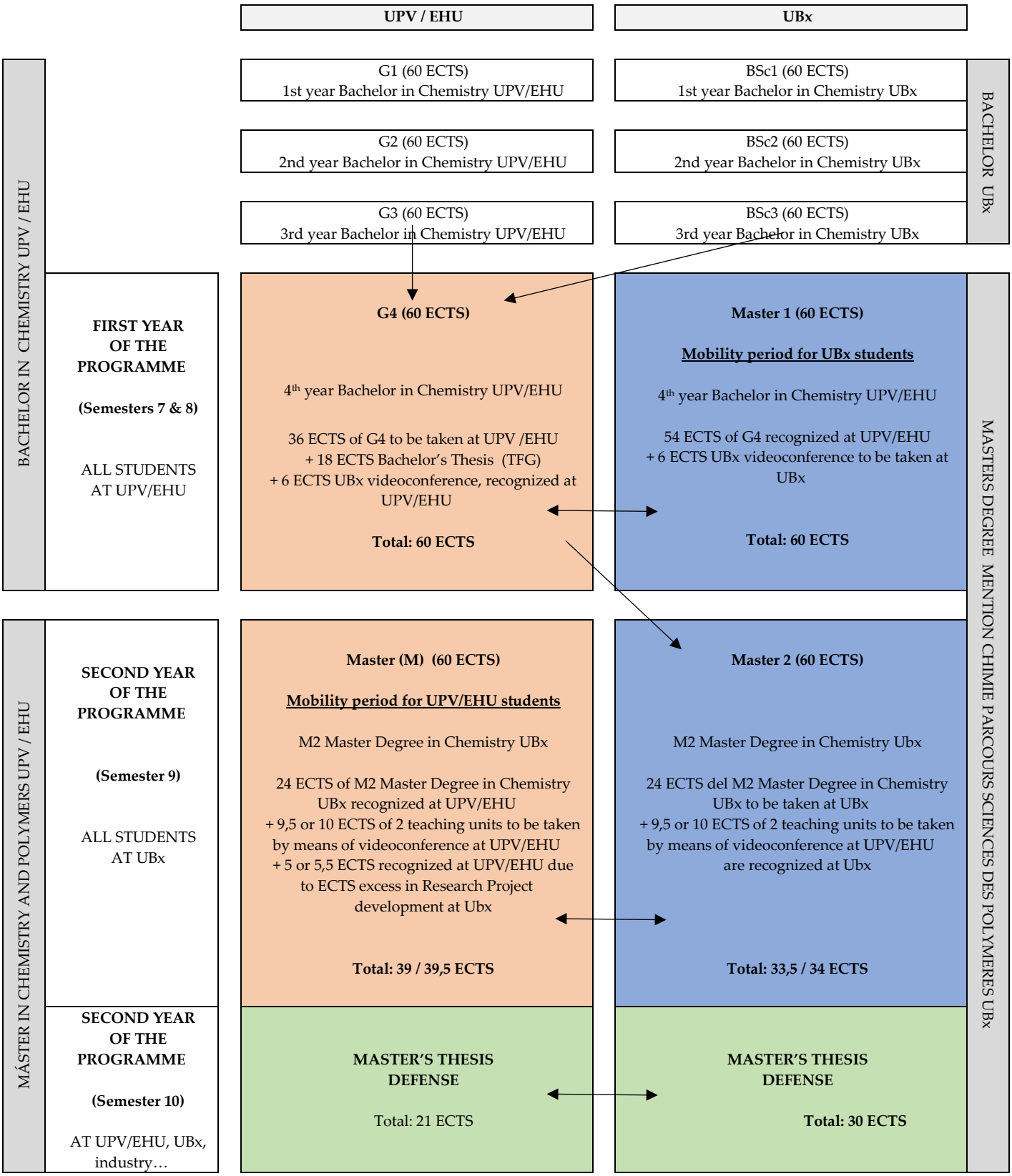
Research internship in Polymer Chemistry: A key component of the Master in Chemistry in both institutions is a long-term internship / research project that provides 30 ECTS.

The long-term internship / research project is a curricular practical training and lasts 5 months in the student's field of study. The internship can be undertaken at UPV/EHU (in one of its research labs), UB (in one of its research labs), business workplace, industry or a government institution.

In France, workplaces are required to pay their full time interns an hourly wage of 4.05€ in 2023 for internships lasting more than two months (This hourly wage is valid for the year 2023 and will be reassessed on annually). In order to avoid salary differences in the internships carried out at UPV/EHU, POLYMAT has agreed to support an equivalent scholarship for the internships carried out in its research groups. UPV/EHU and UBx will request other research centres or industrial partners willing to host internship students to support them at least a similar wage. The internship / research project provides a mechanism to demonstrate a synthesis of knowledge and application of concepts to a specific problem. The student will always have a director/tutor of research internship from the UPV/EHU and another one from the UBx. Furthermore, if the internship is carried out in a company, a professional in the workplace will also oversee the research experience. The internship will include a written report and presentation. The report will be evaluated by two reviewers (one form UPV/EHU and one from UBx). The presentation will be evaluated by a panel of faculty members from both institutions, either in person or by video conference.

With the agreement of the educational coordinators and following the operative provisions in the host institution, students may complete/modify their Learning Agreement by choosing amongst the courses offered by the host institution and beyond the mandatory courses of the degree.

In order to clarify the proposed program, the following scheme may be useful:


UPV / EHU
UBx
BACHELOR IN CHEMISTRY UPV / EHU
G1 (60 ECTS)
1st year Bachelor in Chemistry UPV/EHU
BSc1 (60 ECTS)
1st year Bachelor in Chemistry UBx
BACHELOR UBx
G2 (60 ECTS)
2nd year Bachelor in Chemistry UPV/EHU
BSc2 (60 ECTS)
2nd year Bachelor in Chemistry UBx
G3 (60 ECTS)
3rd year Bachelor in Chemistry UPV/EHU
BSc3 (60 ECTS)
3rd year Bachelor in Chemistry UBx
FIRST YEAR OF THE PROGRAMME
(Semesters 7 & 8)
ALL STUDENTS AT UPV/EHU
G4 (60 ECTS)
4th year Bachelor in Chemistry UPV/EHU
36 ECTS of G4 to be taken at UPV /EHU
+ 18 ECTS Bachelor's Thesis (TFG)
+ 6 ECTS UBx videoconference, recognized at UPV/EHU
Total: 60 ECTS
Master 1 (60 ECTS)
Mobility period for UBx students
4th year Bachelor in Chemistry UPV/EHU
54 ECTS of G4 recognized at UPV/EHU
+ 6 ECTS UBx videoconference to be taken at UBx
Total: 60 ECTS
MASTERS DEGREE MENTION CHIMIE PARCOURS SCIENCES DES POLYMERES UBx
MÁSTER IN CHEMISTRY AND POLYMERS UPV / EHU
SECOND YEAR OF THE PROGRAMME
(Semester 9)
ALL STUDENTS AT UBx
Master (M) (60 ECTS)
Mobility period for UPV/EHU students
M2 Master Degree in Chemistry UBx
24 ECTS of M2 Master Degree in Chemistry UBx recognized at UPV/EHU
+ 9,5 or 10 ECTS of 2 teaching units to be taken by means of videoconference at UPV/EHU
+ 5 or 5,5 ECTS recognized at UPV/EHU due to ECTS excess in Research Project development at Ubx
Total: 39 / 39,5 ECTS
Master 2 (60 ECTS)
M2 Master Degree in Chemistry Ubx
24 ECTS del M2 Master Degree in Chemistry UBx to be taken at UBx
+ 9,5 or 10 ECTS of 2 teaching units to be taken by means of videoconference at UPV/EHU
are recognized at Ubx
Total: 33,5 / 34 ECTS
SECOND YEAR OF THE PROGRAMME
(Semester 10)
AT UPV/EHU, UBx, industry…
MASTER'S THESIS DEFENSE
Total: 21 ECTS
MASTER'S THESIS DEFENSE
Total: 30 ECTS

ANNEX 2: LEARNING AGREEMENT

PROPOSAL OF LEARNING AGREEMENT FOR THE DOUBLE DEGREE PROGRAM IN THE HOST INSTITUTION

Academic Year: _____
Name of Student: _____

Home University: *Université de Bordeaux (UBx, France) – Universidad del País Vasco/Euskal Herriko Unibertsitatea UPV/EHU (cross out the one that is NOT)*

Host University: *Université de Bordeaux (UBx, France) – Universidad del País Vasco/Euskal Herriko Unibertsitatea UPV/EHU (cross out the one that is NOT)*

Home University Degree:

_____

Host University Degree:

_____

DETAILED PROPOSAL OF LEARNING AGREEMENT FOR THE DOUBLE DIPLOMA PROGRAM IN THE HOST INSTITUTION

Subjects to be attended in the Host University		
Character	**Subject Name**	**Credits (ECTS)**
	TOTAL	

Subjects to be recognized in the Home University		
Character	**Subject Name**	**Credits (ECTS)**

TOTAL		

Student's signature

Date: _____

The Student states to know the terms of the Agreement in all matters affecting him/her, pledges to abide by the duties deriving upon him/her therefrom, as well as from the applicable rules and regulations, and authorizes both the UPV/EHU and the UBx to cede and manage his/her personal data exclusively for the ends of the Agreement.

HOME UNIVERSITY

We hereby confirm that the Learning Agreement proposal is approved Responsible person or coordinator's signature

Signed: _____

Date: _____

HOST UNIVERSITY

We hereby confirm that the Learning Agreement proposal is approved Responsible person or coordinator's signature

Signed: _____

Date: _____

ANNEX 3: TRANSCRIPT OF RECORDS

TRANSCRIPT OF RECORDS

Academic Year: _____
Name of Student: _____

Home University: *Université de Bordeaux (UBx, France) – Universidad del País Vasco/Euskal Herriko Unibertsitatea UPV/EHU (cross out the one that is NOT)*

Host University: *Université de Bordeaux (UBx, France) – Universidad del País Vasco/Euskal Herriko Unibertsitatea UPV/EHU (cross out the one that is NOT)*

Character	Subject Name	Credits (ECTS)	Marks

In_____,_____of_____of 20_____

University responsible's signature

Signed:_____**(Position)**_____

University's Stamp
(This document shall not be valid without the official signature

ANNEX 4: FINANCIAL ANNEX

1 Fees collection

Referring to article 5.6, each student will pay the administrative and the tuition fees directly to their home institution, accordingly:

Mobility Scheme	Students from UBx	Students from UPV/EHU
YEAR 1 (mobility at UPV/EHU)	**Pay at UBx: 1.150 €*,** from which 243 € correspond to the Tuition Fees **Pay at UPV/EHU: 36.55*,** EHU-IBILI insurance **Pay at UBx CVEC to the CROUS: 95 € ***	**Pay at UPV: 1. 468,29 €*, from which** 1.190,40 € correspond to Tuition Fees
YEAR 2 (mobility at UBx)	**Pay at UBx: 1.150 €*,** from which 243 € correspond to the Tuition Fees and 277,89* € to UPV/EHU administrative fees **Pay at UBx CVEC to the CROUS: 95 € ***	**Pay at UPV: 1.591,39 €*, from which 1.313,50* €** correspond to Tuition Fees

**These amounts concern the year 2022-2023 and will be reassessed on annually.*
IBILI-EHU insurance for 36,55 € covers up to 270 days (see https://www.ehu.eus/es/web/kontratazioa/ibili-ehu for details and other options).

2 UPV/EHU administrative fees reimbursement

According to the table above, UBx students pay directly to UBx the amount related to UPV/EHU administrative costs. UBx will reimburse UPV/EHU according to the number of students enrolled to the 2nd year of the Program.

UBx will pay it to UPV/EHU by bank transfer, every year before December 31st. UPV/EHU will communicate the bank details to UBx administrative coordinator before October.

université de BORDEAUX

Relevé des points d'information du conseil d'administration du 13 avril 2023

- Point de situation sur l'occupation du site de la Victoire
- Point de situation sur les personnels enseignants du second degré affectés dans le supérieur

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Talence, le 13 mai 2023

Le Président de l'université
à
Mesdames et Messieurs les membres du conseil
d'administration de l'Université de Bordeaux

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à la réunion du conseil d'administration de l'université qui aura lieu **le mardi 23 mai à 14h** (salle des Actes – Campus de Talence)

ORDRE DU JOUR

1. Procès-verbaux

- PV du 23 février 2023 — pour délibération
- PV du 14 mars 2023 — pour délibération

2. Affaires institutionnelles et générales

- Bilan 2020-2022 de la Convention de coordination territoriale en Nouvelle-Aquitaine — pour information
- Désignation d'un représentant des élus étudiants du CA à la commission académique de discipline pour les épreuves de baccalauréat et de BTS — pour délibération
- Charte informatique et politique générale de sécurité des systèmes d'information (PGSSI) — pour délibération
- Présentation du calendrier institutionnel — pour information

4. Affaires financières

- Remises gracieuses et non-valeurs — pour délibération

5. Ressources humaines

- Règlement intérieur de la cellule d'écoute, de veille et de signalement — pour délibération
- Création de la commission d'aides exceptionnelles — pour délibération

6. Formation, gestion des cursus et vie universitaire

- Capacités d'accueil en 2ème et 3ème année du premier cycle des formations de santé pour l'année 2023-2024 dans les filières de médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie — pour délibération
- Calendrier universitaire 2023-2024 — pour délibération

Dean LEWIS
Président du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 23 mai 2023

Président du conseil d'administration : Monsieur Dean LEWIS

Le conseil est composé de 36 membres

PRESENTS : 19	PROCURATIONS : 10	ABSENT(S) : 7
Enseignants-chercheurs et enseignants		
BEDEL Aurélie CHABANOL Marie-Line CHARBONNEAU Alexandre FELIX Patrick GAUTHIER Catherine GODINAUD Ghislaine LEWIS Dean PAGEZE Joanne PERAUD-PUIGSEGUR Stéphanie ROUX Pascale TOURNAUX Sébastien	CAZALS Géraldine HERNOULD Michel LANNEGRAND Lyda LUBAC Bertrand	DOUSSET Vincent
BIATSS		
CHAGNAUD Elodie COUSSY-LACROIX Hélène GRIMBERT-BRAQUESSAC Maureen PROUZET-MAULEON Valérie	BERTRAND Xavier	PECOSTE Christian
Etudiants		
ALIKER Jérôme POTIE Clara		BARNEIX Simon BOULITE Mounia CHAGNAUD Raphaël CALLEWAERT Ludivine
Personnalités extérieures		
CUVELIER Marie-Laure HERMES Younis	CHAMPION Isabelle DELPEYRAT Stéphane EVEN Marie PAPIN Céline VERRECKT Laurent	LAPLACE Jérôme
Le quorum étant atteint, les points à l'ordre du jour peuvent être abordés.		
Autres personnes présentes : Marc JARDINE, représentant la rectrice de l'académie de Bordeaux, chancelière des universités Vincent MOREAU, directeur général des services Marie-Béatrice CELABE, DGSa, déléguée au pôle AGRH Thierry PESTANA, agent comptable Julien ROPIQUET, directeur de la DAJ William L'HONORÉ, responsable BAIS		

université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 23 mai 2023

N°2023-32 Adoption du procès-verbal du CA plénier du 23 février 2023

N°2023-33 Adoption du procès-verbal du CA plénier du 14 mars 2023

N°2023-34 Désignation des représentants des élus étudiants du CA à la commission académique de discipline pour les épreuves de baccalauréat et de BTS

N°2023-35 Adoption de la charte informatique et de la politique générale de sécurité des systèmes d'information (PGSSI)

N°2023-36 Approbation des remises gracieuses et non-valeurs

N°2023-37 Adoption du règlement intérieur de la cellule d'écoute, de veille et de signalement

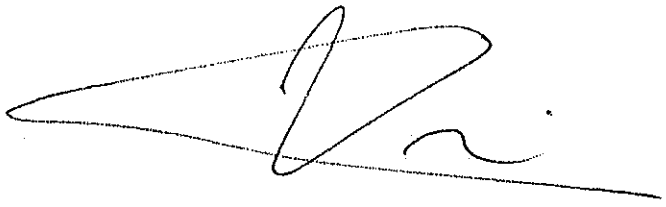
N°2023-38 Approbation de la création de la commission d'aides exceptionnelles

N°2023-39 Approbation des capacités d'accueil en 2ème et 3ème année du premier cycle des formations de santé pour l'année 2023-2024 dans les filières de médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie

N°2023-40 Adoption du calendrier universitaire 2023-2024

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 23 mai 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 23 FEVRIER 2023

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 23 février 2023 est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 23 mai 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 14 MARS 2023

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 14 mars 2023 est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 23 mai 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT DÉSIGNATION DE DEUX ÉLUS ÉTUDIANTS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR SIEGER AU SEIN DE LA COMMISSION ACADEMIQUE DE DISCIPLINE DU BACCALAUREAT GENERAL, TECHNOLOGIQUE, PROFESSIONNEL ET DU BTS

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.712-3 et D. 334-26

Vu la demande de Madame la Rectrice en date du 11 avril 2023 ;

Considérant que la commission académique de discipline des baccalauréats général, technologique, professionnel et BTS, session 2023 comprend un représentant étudiant désigné parmi les représentants des étudiants au conseil d'administration et un suppléant désigné dans les mêmes conditions.

Le Conseil d'administration de l'université de Bordeaux, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Sont désignés pour siéger à la commission académique de discipline du baccalauréat et du BTS les membres suivants :

- Jérôme ALIKER (titulaire)
- Louis BEURY (suppléant)

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux modalités de publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 23 mai 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DE LA CHARTE INFORMATIQUE ET DE LA POLITIQUE GENERALE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu l'avis de la commission des statuts du xx/xx/xx ;

Vu l'avis du comité social d'administration de l'université de Bordeaux du 12 mai 2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

La charte informatique et la politique générale de sécurité des systèmes d'information de l'université de Bordeaux, joints à la présente délibération, sont adoptées.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

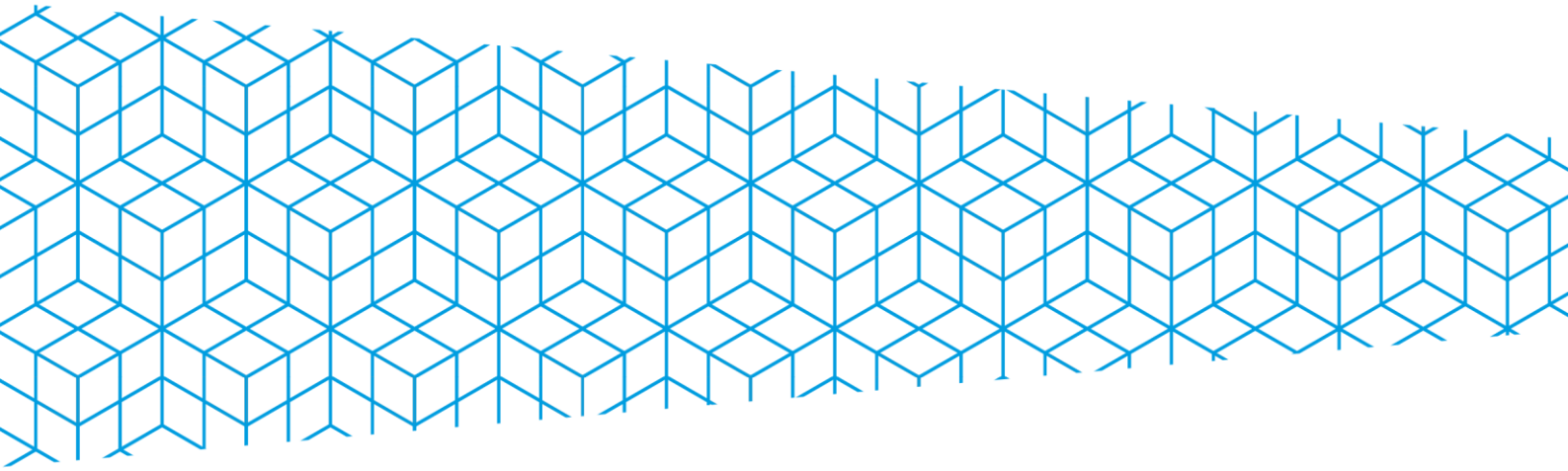
Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

POLITIQUE GENERALE DE SECURITE DES SYSTEMES D'INFORMATION

Version : 1.0
Date de publication : 30/05/2023



université de BORDEAUX

Rédaction
Soben CHHEM (RSSI) Jean-Marc COUVEIGNES (Chargé de mission sécurité) **Principaux contributeurs :** Karim BELEBAS (VP Numérique) Frédéric POMIES (Directeur des Systèmes d'Information)

Table des matières

Lettre d'engagement de la Présidence **3**

I. Définition **5**

II. Introduction **6**

II.1 Objectif 6

II.2 Fondements juridiques 6

II.3 Périmètre d'application 6

II.4 Corpus documentaire SSI 7

III. Organisation et gouvernance de la SSI **8**

III.1 Rôles et responsabilités 8

III.1.1 L'AQSSI 8

III.1.2 Le VP Numérique 9

III.1.3 Le Chargé de mission SSI 9

III.1.4 Le RSSI 9

III.1.5 Le DSI 10

III.1.6 Le Fonctionnaire Sécurité et Défense (FSD) 10

III.1.7 Le correspondant SSI 10

III.2 Instances de gouvernance de la sécurité 11

III.2.1 Le Comité stratégique de la sécurité des SI 11

III.2.2 Le Comité de pilotage de la sécurité des SI 12

III.2.3 Le Comité de suivi de la sécurité des SI 12

IV. Principes de mise en œuvre **13**

IV.1 Garantir la sécurité des SI 13

IV.2 Identifier les risques et définir les mesures prioritaires 13

IV.3 Intégrer la sécurité dans les projets 14

IV.4 Gérer les incidents SSI 15

IV.5 Contrôler et assurer la conformité 15

IV.5.1 Cadre réglementaire et conformité 15

IV.5.2 Audits internes 16

IV.5.3 Réévaluer la PGSSI 17

Lettre d'engagement de la Présidence

Par cette politique générale de sécurité des systèmes d'information (**PGSSI**), la Présidence de l'université de Bordeaux, consciente de l'accroissement et de la diversification des risques, et de l'importance cruciale de la cybersécurité pour la continuité et la qualité de ses activités, souhaite réaffirmer son engagement total en la matière.

L'université de Bordeaux est une grande institution française reconnue en Aquitaine, sur le territoire national et dans le monde, pour l'excellence de ses formations, la qualité de sa recherche, l'intensité et la diversité de son activité d'innovation et de diffusion.

Afin de mieux répondre aux défis scientifiques, aux attentes sociétales et aux urgences environnementales, l'université de Bordeaux s'affirme comme **université étendue**, connectée, ancrée dans ses territoires, ouverte à la société et à la diversité, innovante et intensive en recherche.

Pour réussir cette transformation, l'université de Bordeaux entretient et développe de **nombreux partenariats** scientifiques, institutionnels, territoriaux, culturels.

Vecteur de connaissances, de progrès social et sociétal, d'ouverture, de performance et de rationalisation, la **transition numérique** est au cœur du projet de l'Université. Elle est un instrument majeur de l'innovation pédagogique, de la recherche scientifique, de la qualité de vie sur le campus, de l'efficacité administrative et énergétique, de l'information et de la documentation scientifiques, de la visibilité et de l'attractivité de l'Université.

Le succès de cette transition numérique conditionne donc la réussite du projet de l'Université.

Parce que la **confiance** dans les systèmes d'information est indispensable à la transition numérique, la **cybersécurité** est un **enjeu majeur** de cette transition.

L'Université doit en effet garantir la résilience et l'interopérabilité de ses systèmes d'information. Elle doit protéger son patrimoine informationnel et les utilisateurs de ses systèmes d'information. Elle doit se conformer aux exigences légales et règlementaires et respecter ses engagements contractuels en matière de sécurité.

Pour y parvenir l'Université informe et mobilise **l'ensemble de la communauté académique** (personnels, usagers, partenaires) sur les enjeux, les règles et les bonnes pratiques de la cybersécurité, la prévention et la gestion des risques.

Elle met en place une organisation et une gouvernance de la sécurité des systèmes d'information qui sont décrites dans la politique générale de sécurité des systèmes d'information.

Cette politique générale de sécurité des systèmes d'information de l'université de Bordeaux fournit **un cadre de référence** et de cohérence à la sécurité des systèmes d'information. Elle définit les principes généraux de sécurité à respecter, ainsi que **l'organisation et les responsabilités en matière de sécurité des SI**. Comme l'ensemble des politiques et directives de sécurité, elle s'applique à toutes les structures de l'Université et à tous les utilisateurs de ses systèmes d'information.

Sous la coordination du Responsable de la sécurité des systèmes d'information, plusieurs axes majeurs sont à prendre en compte :

- Renforcer la confiance numérique pour améliorer l'attractivité de l'Université
- Faire évoluer le modèle de gouvernance et de pilotage de la sécurité intégrant les partenaires et les tiers
- Être un acteur de la conformité et assurer la protection de l'information
- Assurer un niveau de résilience élevé pour l'ensemble des activités

L'engagement de l'université de Bordeaux pour la cybersécurité s'inscrit dans une démarche de qualité du service public, d'excellence et de rayonnement scientifique, de progrès sociétal et environnemental, d'efficacité, de conformité règlementaire.

Cet engagement est celui de toute la communauté universitaire.

Le Président
Le 06/01/22



I. Définition

Analyse de risques	Processus visant à identifier les risques, déterminer leurs impacts et leur probabilité d'occurrence et définir les mesures de sécurité nécessaires
Audit	Opération visant à analyser les actions effectuées sur des données ou des biens ou à mesurer l'écart par rapport à un référentiel (par exemple la PSSI-E) ou par rapport à l'état de l'art.
Autorité Qualifiée pour la sécurité des systèmes d'Information (**AQSSI)**	Autorité juridiquement responsable de la sécurité des systèmes d'information de l'université de Bordeaux. Sa responsabilité ne peut être déléguée
Partie prenante	Personne ou organisme susceptible d'affecter, d'être affecté ou de se sentir lui-même affecté par une décision ou une activité
Plan d'assurance sécurité (**PAS)**	Ensemble des dispositions que le prestataire prendra pour garantir le respect des exigences de sécurité du bénéficiaire.
Protection du potentiel scientifique et technique de la nation (**PPST)**	Dispositif protection contre l'espionnage technologique visant à protéger, au sein des établissements publics et privés, les savoirs et savoir-faire stratégiques ainsi que les technologies sensibles qu'ils détiennent.
Politique de sécurité du système d'information (**PSSI)**	Ensemble de règles et d'exigences permettant d'assurer un niveau de sécurité conforme aux besoins de l'Université et permettant d'assurer une conformité règlementaire
Sécurité des systèmes d'information (**SSI)**	Ensemble des moyens techniques, organisationnels, juridiques et humains nécessaire à la protection des systèmes d'information contre les accidents (pannes, pertes, événements etc.), les erreurs (d'utilisation, de conception) et les actes malveillants (piratage, vol, captation d'information, ingénierie sociale, etc.).
Système d'information (**SI)**	Ensemble d'applications, services, actifs informationnels ou autres composants permettant de gérer l'information.

II. Introduction

II.1 Objectif

La Politique Générale de Sécurité du Système d'Information (**PGSSI**), a pour objectif de fournir un cadre de référence et de cohérence en matière de sécurité des systèmes d'information de l'université de Bordeaux. C'est un document fondateur qui s'inscrit dans un ensemble plus large de documents décrivant les exigences et règles de sécurité attendues afin d'assurer la protection des SI et la conformité règlementaire sur l'ensemble de ses activités, de ses projets vis-à-vis de ses partenaires, ses campus distants et ses annexes.

Elle définit les principes généraux de sécurité, le périmètre ainsi que l'organisation et les responsabilités en matière de sécurité des SI afin de :

- Renforcer la confiance numérique pour améliorer l'attractivité de l'Université
- Faire évoluer le modèle de gouvernance et de pilotage de la sécurité intégrant les partenaires et les tiers
- Être un acteur de la conformité et assurer la protection de l'information
- Assurer un niveau de résilience élevé pour l'ensemble des activités

II.2 Fondements juridiques

La PGSSI s'appuie sur les règlements et les directives ministérielles suivantes :

- La Politique de Sécurité des Systèmes d'Information de l'État (PSSI-E)
- Le décret n°2022-513 du 8 avril 2022 relatif à la sécurité du système d'information et de communication de l'État et de ses établissements publics
- L'instruction générale interministérielle n°1337/SGDSN/ANSSI
- Le référentiel général de sécurité (RGS)
- Le règlement général sur la protection des données (RGPD)
- La réglementation sur l'hébergement des données de santé (HDS)
- Le code de la défense
- Le code de l'éducation, notamment l'Article L712-2

La PGSSI s'appuie également sur les recommandations de l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

II.3 Périmètre d'application

La PGSSI s'applique à toutes les structures de l'université de Bordeaux, à tous les utilisateurs et les constituants de ses systèmes d'information (les données, les processus, les composants techniques matériels et logiciels, les infrastructures, etc)

Par structures de l'Université on entend les composantes de l'Université mentionnées à l'Annexe 3 des statuts de l'Université, notamment les collèges, les composantes de formation,

l'IUT, l'INSPE, l'ISVV, le collège des écoles doctorales, les départements de recherche, les unités et structures de recherche, l'OASU, … ainsi que les pôles, directions et services.

Par utilisateur on entend toute personne accédant aux moyens informatiques de l'Université, notamment et non exclusivement les personnels titulaires ou contractuels de l'Université, les étudiants, les personnels des partenaires, les bénéficiaires ou prestataires de l'Université, les visiteurs, les invités, les intervenants extérieurs, etc.

Les termes université de Bordeaux et Université seront employés indifféremment.

La direction de chacune des structures administratives, composantes de formation, laboratoires de recherche et plateformes scientifiques interagissant avec le SI de l'université de Bordeaux est responsable de l'application de la PGSSI et des politiques de sécurité sur l'ensemble de son périmètre d'activité.

D'autre part, les utilisateurs des systèmes d'information de l'Université doivent respecter la charte informatique.

Il est entendu que l'application de la PGSSI se fait dans le respect du décret n°82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique et de la charte de l'élu en vigueur au sein de l'établissement et de tout document qui viendrait à s'y substituer.

La PGSSI est diffusable et peut être communiquée à toute entité justifiant le besoin d'en connaître.

II.4 Corpus documentaire SSI

La politique de sécurité du système d'information de l'Université fait partie d'un référentiel documentaire à quatre niveaux :

- Le présent document, la Politique Générale, en constitue le premier niveau. Il décrit le cadre de référence en matière de sécurité du SI et fixe les enjeux et les principes de gouvernance.
- Un standard de sécurité (socle commun d'exigences de sécurité attendues) et des politiques thématiques (un ensemble de documents qui définit plus précisément les processus et règles de sécurité à mettre en œuvre par thème)
    - Politique de gestion des vulnérabilités
    - Politique de gestion des risques
    - Politique d'autorisation des exceptions
    - etc
- Des directives, à savoir les conditions, les lignes de conduite et les règles à adopter pour utiliser et gérer les services et actifs des SI de l'Université
- Des déclinaisons techniques. Il s'agit de guides, des bonnes pratiques, des procédures et des FAQ qui viennent compléter les politiques thématiques, dans des environnements techniques et organisationnels spécifiques.

La politique générale de sécurité et les politiques de sécurité thématiques de l'université de Bordeaux précisent les lignes directrices et les principes de sécurité à mettre en œuvre.

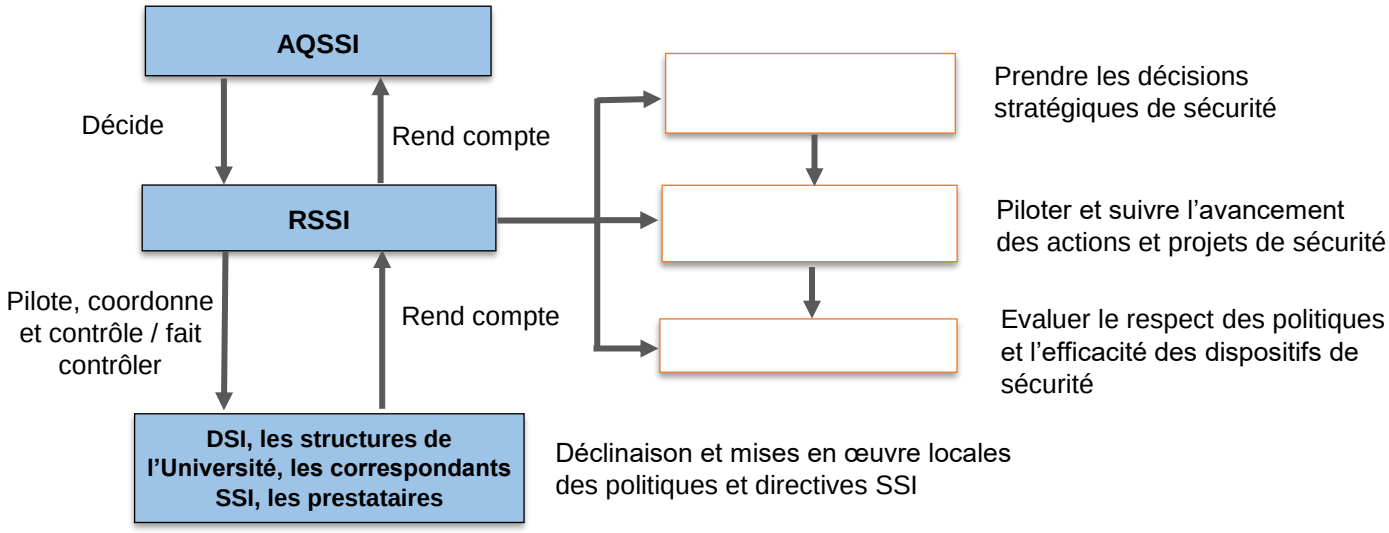
Il revient ensuite à chaque structure de décliner sa propre politique de sécurité, en se basant sur les principes et mesures de sécurité de l'Université, afin de prendre en compte les

spécificités de son environnement (enjeux, menaces, besoins, règlementation sectorielle ou orientations des autres tutelles).

Chaque structure est responsable de la mise en œuvre opérationnelle.

III. Organisation et gouvernance de la SSI

La présidence de l'Université est l'autorité qualifiée en matière de SSI (AQSSI).
A travers un dispositif organisationnel dédié, elle s'appuie sur des rôles et responsabilités distribués à tous les niveaux pour coordonner l'ensemble des actions et mesures de sécurité et faciliter l'application de la PGSSI sur son périmètre.



III.1 Rôles et responsabilités

III.1.1 L'AQSSI

L'autorité qualifiée pour la sécurité du système d'information (AQSSI) est le responsable juridique de la sécurité des SI au sein de son établissement. A ce titre il est le décisionnaire de l'organisation de la SSI et des mesures de sécurité à appliquer. Le président de l'université de Bordeaux en tant que Chef d'établissement porte cette fonction.

Il a pour rôle principal :

- De définir la politique de sécurité des systèmes d'information et de fixer les objectifs en matière de sécurité des SI pour l'établissement et pour toutes les entités rattachées, ou bénéficiaires des moyens informatiques mis à disposition par la DSI de l'université de Bordeaux.
- D'assurer la responsabilité globale du niveau de sécurité nécessaire pour toutes les activités portées au sein de l'établissement
- De veiller au respect du cadre réglementaire et légal
- D'arbitrer le plan de traitement des risques et les ressources et moyens alloués

- De faire mener les contrôles et audits nécessaires au sein même des structures de l'université de Bordeaux, mais aussi chez les partenaires extérieurs et prestataires
- D'intenter des actions en justice si nécessaire

L'AQSSI nomme et mandate le RSSI pour mener toutes les actions utiles au sein de l'université de Bordeaux au regard des exigences réglementaires et de l'état de l'art en matière de SSI.

III.1.2 Le VP Numérique

Le VP numérique, entre autre missions, assure le pilotage politique de la SSI, sa mise en application au sein de l'Université et des composantes qui lui sont rattachées, et la bonne articulation et meilleure cohérence avec la protection du potentiel scientifique et technique (PPST). Il est aussi responsable de la définition et de la mise en œuvre du cadre partenarial de la SSI, notamment en lien avec les organismes nationaux de recherche avec lesquels l'Université partage la tutelle des laboratoires.

III.1.3 Le Chargé de mission SSI

Le chargé de mission SSI assiste le VP Numérique dans le portage politique de la SSI.
Il est l'interlocuteur privilégié des Directeurs des structures, des composantes de formation, des laboratoires de recherche et des plateformes scientifiques dans la déclinaison et la mise en oeuvre des politiques de sécurité.

Il anime le réseau des correspondants SSI et supervise la mise en œuvre des actions de sécurité, les analyses de risques, les plans d'actions préventifs et l'appropriation des enjeux SSI sur l'ensemble du cycle de vie des projets informatiques portés par chaque entité.

En matière de sécurité des SI, il représente l'équipe politique de l'Université auprès des organismes et services de l'Etat ainsi qu'auprès des partenaires de l'Université.

III.1.4 Le RSSI

Le Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information, rattaché hiérarchiquement à l'AQSSI, a pour mission de formaliser les politiques de sécurité des SI, d'organiser et de coordonner la mise en œuvre des politiques de sécurité. Il est force de proposition et de conseil auprès du VP Numérique, du chargé de mission, des directions, des responsables de structures et des responsables de départements.

Il s'appuie sur la DSI et les correspondants SSI de chaque structure pour la mise en œuvre des actions de sécurité, les analyses de risques, les plans d'actions préventifs et l'appropriation des enjeux de la SSI sur l'ensemble du cycle de vie des projets informatiques portés par chaque entité.

Le RSSI est l'interlocuteur opérationnel privilégié pour les organismes et services de l'état (ANSSI, DGSI, COSSIM…), les structures de l'Université, et toute entité collaborant avec l'Université ou en interaction avec elle (partenaires, prestataires, collectivités, associations, etc.).

Le RSSI est associé au pilotage des projets et définit les exigences de sécurité afin d'impulser les actions de sécurisation adaptées aux contextes, à l'état de l'art et dans le respect des exigences règlementaires.

III.1.5 Le DSI

Le Directeur des Systèmes d'Information (DSI), dirige les Systèmes d'Information de l'université de Bordeaux. Il s'appuie sur les accords de coordination établis avec les composantes, laboratoires et plateformes scientifiques pour articuler leurs systèmes d'information propres.

Le DSI, définit la stratégie en matière de mise en oeuvre de la SSI, afin de décliner les politiques et objectifs de sécurité en projets, en mesures et actions de sécurisation.

Dans cet objectif, le DSI coordonne l'action de ses équipes avec le RSSI et le DPO en vue d'intégrer les exigences de sécurité sur l'ensemble des systèmes d'information et des services associés, tout en respectant le besoin de protection des données à caractère personnel, et plus largement le patrimoine informationnel.

III.1.6 Le Fonctionnaire Sécurité et Défense (FSD)

Le Fonctionnaire de sécurité et de défense (FSD) est nommé par le Haut Fonctionnaire de défense et de sécurité (HFDS). En tant que relais fonctionnel du HFDS, le FSD est placé sous l'autorité du président de l'Université qu'il assiste pour l'exercice de ses responsabilités en matière de défense et de sécurité.
A ce titre, le FSD veille à la déclinaison et à la mise en œuvre des dispositions relatives à la protection du potentiel scientifique et technique (PPST) qui s'inscrivent dans le cadre de procédures réglementaires nationales. Son action vise ainsi à protéger les laboratoires contre les atteintes à leurs intérêts économiques et contre les risques de détournement de travaux de recherche à des fins de prolifération ou de terrorisme.

Le FSD, en outre, participe à la protection du patrimoine informationnel de l'université en étroite liaison avec le RSSI. Il est en charge du déploiement des plans nationaux de défense et de protection, en particulier le plan VIGIPIRATE. A cet égard, il identifie et évalue les risques et propose des parades et s'assure de leur mise en œuvre effective.

III.1.7 Le correspondant SSI

Chaque responsable de structure (directeur d'unité, de composante d'enseignement, de laboratoire, de pôle, direction ou service, …) est responsable de la sécurité au sein même de sa structure, et doit par conséquent respecter les exigences SSI de l'université de Bordeaux. À ce titre il doit désigner un correspondant SSI pour sa structure. Ce dernier sera le correspondant direct du RSSI, dans le cadre des actions et projets menés conjointement.

Les activités possibles du correspondant SSI pourront être, selon le contexte :

- Piloter des analyses de risques de son entité
- Mettre en œuvre des mesures de sécurité
- Diffuser en interne des bonnes pratiques
- Participer à la sensibilisation de la SSI auprès des usagers du SI

- Participer aux comités de sécurité organisés par le RSSI
- Participer à la déclinaison des exigences de sécurité sur son entité en coordination avec le RSSI
- Assurer le maintien en conditions de sécurité du SI de son entité : conception, déploiement, supervision, administration et exploitation du SI
- Participer aux traitements des incidents en coordination avec le RSSI et la DSI

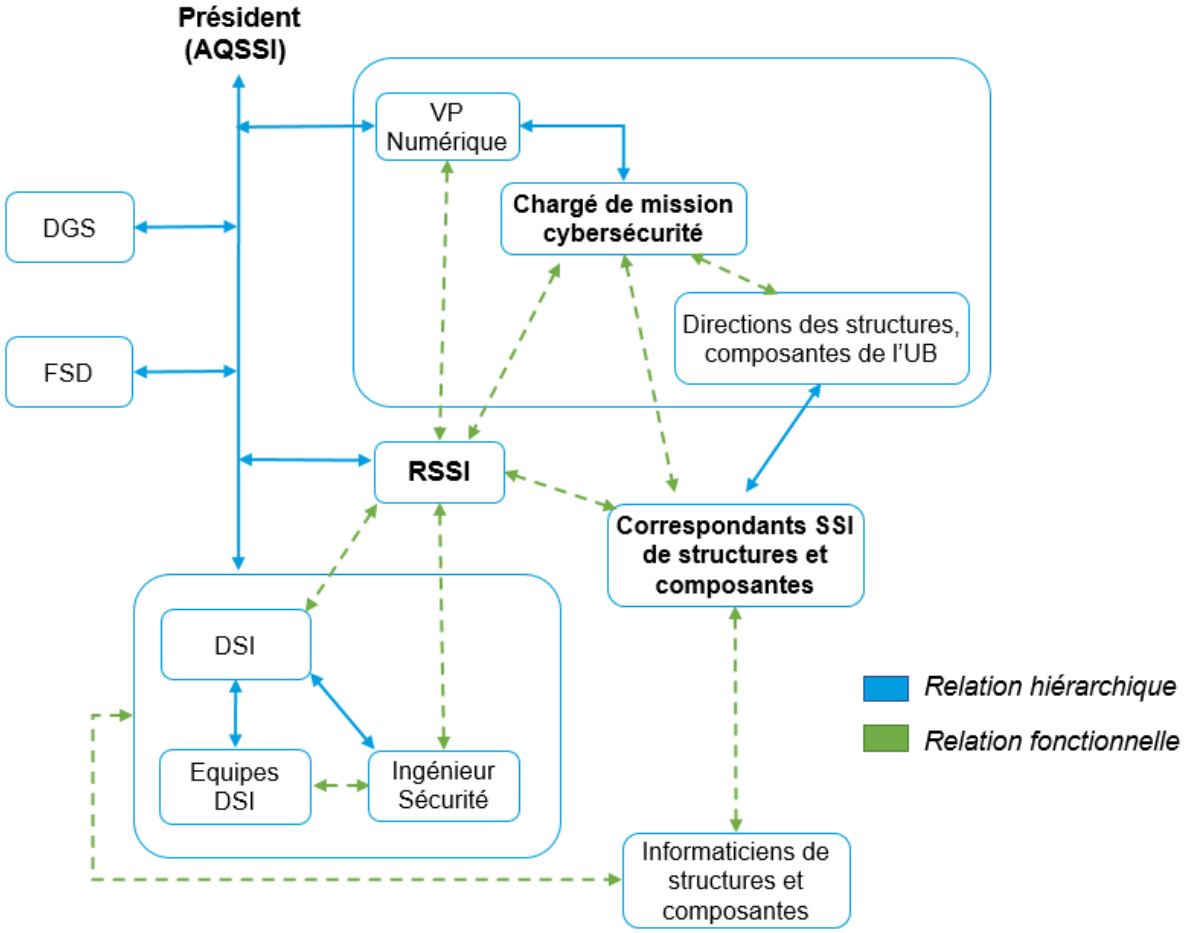


Figure 1 Organisation de la Sécurité des Systèmes d'Information

III.2 Instances de gouvernance de la sécurité

III.2.1 Le Comité stratégique de la sécurité des SI

Le comité stratégique, instance annuelle, composé des membres du Comité de Direction, du VP Numérique, du chargé de mission sécurité, de la DSI, du fonctionnaire de sécurité défense (FSD), du RSSI et du DPO, permet de partager et valider :

- La stratégie de la sécurité des systèmes d'information
- Une vision prospective sur l'évolution des risques cyber
- La feuille de route et les objectifs
- Le plan de traitement des risques

- Les moyens et ressources nécessaires à mettre en œuvre
- Les budgets nécessaires
- Les évolutions de la PGSSI

Ce comité est dirigé par le Président de l'université de Bordeaux, qui s'appuie sur le RSSI pour le pilotage du comité et son animation.

III.2.2 Le Comité de pilotage de la sécurité des SI

Le Comité de pilotage est une instance mensuelle permettant le pilotage et le suivi de la mise en œuvre des actions et des projets de SSI :

- Pilotage de la feuille de route SSI
- Suivi des projets et actions en cours
- Identification des évolutions nécessaires
- Suivi des indicateurs de pilotage

Le comité de pilotage est dirigé par le RSSI en coordination avec les Responsables de Direction en charge de la SSI (FSD, DPO, DSI, Chargé de mission SSI, VP Numérique…).

III.2.3 Le Comité de suivi de la sécurité des SI

Le comité de suivi est une instance bimensuelle sur demande du RSSI, permettant de suivre l'avancement des activités opérationnelles de sécurisation sur l'ensemble du système d'information :

- Suivi des actions de sécurisation
- Analyse des évènements et incidents de sécurité
- Amélioration des processus qualité

Le comité de pilotage est dirigé par le RSSI en coordination avec les correspondants SSI concernés, et les équipes de la DSI.

IV. Principes de mise en œuvre

Les principes de mise en œuvre s'articulent autour d'un pilotage et d'une démarche d'intégration de la sécurité du système d'information à tous les niveaux et d'une chaine de responsabilité. Ils sont basés sur les activités suivantes :

- Engager les responsabilités, au travers de la gouvernance et du pilotage de la sécurité, de chaque structure et tiers utilisateurs du SI
- Identifier les risques et définir les mesures prioritaires
- Implémenter les mesures prioritaires
- Piloter la mise en œuvre et contrôler périodiquement le niveau d'application des mesures
- Identifier et mettre en œuvre des actions en fonction des écarts.

IV.1 Garantir la sécurité des SI

Chaque Responsable de structure (directeur de composante ou de service) et chaque partenaire de l'Université est **responsable de la sécurité de son entité**, et doit pouvoir présenter des garanties en la matière. Il doit assurer un niveau de sécurité et de résilience adapté aux activités qu'il porte, et suffisant pour ne pas compromettre les moyens et services numériques proposés par l'université de Bordeaux. Par conséquent, il est garant de la bonne gestion et maitrise des actifs du SI (PC, équipements industriels, objets connectés, …) auxquels son entité accède. Il répond de la présence légitime ou illégitime d'équipements non référencés et introduits sur le SI dans son périmètre d'activité, par un personnel de son entité ou par un tiers.

À cette fin, au regard des enjeux de SSI, en fonction des missions, des projets et attentes de chaque responsable d'entité, un ensemble d'exigences minimales à respecter, sera défini afin d'établir une zone de confiance favorisant la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité de l'information.

Les réseaux de l'Université sont interconnectés avec le réseau national RENATER et au-delà à des réseaux internationaux (exemple le réseau GEANT).

La vigilance de l'université de Bordeaux contribue ainsi à la sécurité de la recherche nationale et internationale. Pour assurer la sécurité des SI, RENATER et l'Université déploient des outils d'analyse et de détection des menaces et attaques.

En cas de besoin, l'Université peut bloquer les communications sur le réseau, généralement en lien avec les administrateurs des équipements concernés. En cas d'urgence cela peut se faire sans délai.

IV.2 Identifier les risques et définir les mesures prioritaires

Les mesures de sécurité, quel qu'en soit le périmètre, doivent être définies au regard des risques spécifiques de SSI en lien avec la démarche globale du management des risques traités au sein même de l'université de Bordeaux.

Les risques majeurs doivent être identifiés et réévalués périodiquement en fonction de l'état du SI, de ses vulnérabilités, de l'évolution générale des menaces, et des impacts que la réalisation de ces menaces pourrait provoquer sur les actifs critiques. Pour ces raisons, les biens critiques doivent être identifiés et classifiés. La classification est appréciée selon les quatre critères de sécurité (disponibilité, intégrité, confidentialité, et traçabilité).

Le RSSI met en place une méthodologie d'évaluation et de traitement des risques, applicable à l'ensemble des systèmes d'information, et en coordination avec la direction pédagogique, les laboratoires, la DSI et la Présidence de l'université de Bordeaux. Cette dernière s'appuiera sur les évaluations et résultats d'analyses pour piloter le management des risques dans sa globalité (indicateurs de pilotage).

Le RSSI coordonne de manière régulière avec les correspondants SSI, les différentes analyses de risques à mener selon le périmètre du SI identifié (plate-forme, portail web, équipements des laboratoires, etc.) et nécessaires au regard de sa sensibilité, de ses évolutions, des nouveaux usages, et des contraintes réglementaires.

A l'issue de chaque évaluation, un plan de traitement est formalisé pour réduire les risques identifiés à un niveau acceptable.

En complément, des tests d'intrusions pourraient-être réalisés périodiquement ou à chaque évolution majeure, afin de vérifier à minima la robustesse des systèmes d'information.
Les résultats des tests alimenteront les tableaux de bords, notamment la cartographie des risques.

IV.3 Intégrer la sécurité dans les projets

La sécurité des SI doit être prise en compte dans toutes les phases des projets informatiques, et sur l'ensemble du cycle de vie de ces derniers (MOA/MOE), dès la phase d'opportunité d'un projet.

Tout projet devra prendre en compte le principe de « security by design » stipulant que la SSI est prise en compte dès la phase de conception, et que cette dernière garantira la robustesse et le bon niveau de protection des composants (matériel, logiciel, données).

Cette exigence devra s'intégrer dans la démarche méthodologique des parties prenantes, afin de garantir le bon niveau de protection, de la phase de conception jusqu'à la mise en production.

La sécurisation sera atteinte par la mise en œuvre de mesures proportionnées et adaptées visant à assurer le niveau de sécurité requis en terme de :

- **Confidentialité** : capacité à protéger les informations de toute diffusion et divulgation à des personnes, des entités ou des processus non autorisés.

- **Intégrité** : capacité à préserver les informations de toute altération, destruction ou modification non autorisée.

- **Disponibilité** : capacité à maintenir l'accessibilité aux informations et aux applications dans des conditions d'horaire et de délai attendues.

- **Traçabilité** : capacité à enregistrer et à conserver des logs systèmes et les traitements des informations selon la règlementation et les politiques de sécurité.

Dans le cadre d'un recours à un fournisseur ou un prestataire, les exigences de sécurité pourront être complétées par un Plan d'Assurance Sécurité (PAS). Ce document indiquera les engagements et les mesures de sécurité du fournisseur en matière de protection et de sécurité du système d'information concerné.

IV.4 Gérer les incidents SSI

L'objectif est de définir une organisation cohérente, coordonnée et efficace de gestion des incidents liés à la sécurité de l'information, incluant :

- La communication des évènements et des failles liées à la sécurité
- Des enregistrements des évènements et traces liés aux incidents
- Une capitalisation par des actions correctives et préventives

En relation directe avec les correspondants SSI de chaque entité, le RSSI avec la DSI, reçoit et analyse les remontées d'alertes, et appuie le cas échéant, les correspondants SSI dans la qualification des incidents. Le traitement des incidents sera porté soit par la DSI et ses équipes soit par les informaticiens des partenaires, en coordination avec le RSSI. Cette centralisation permettra d'améliorer la réactivité nécessaire en cas d'attaque informatique.

En cas **d'incident majeur ou de situation de crise**, impactant fortement les activités de l'université de Bordeaux, **une cellule de crise sera activée**, impliquant l'ensemble des acteurs permettant de remédier à la situation, et de gérer la crise. Cette cellule pourra en coordination avec le RSSI, s'appuyer sur les services de l'État et les partenaires concernés.

IV.5 Contrôler et assurer la conformité

L'université de Bordeaux souhaite s'inscrire dans une démarche de conformité et de respect du cadre réglementaire. A ce titre, et au regard des exigences de conformité, l'université de Bordeaux s'appuie sur la politique de sécurité de l'État, la PSSI-E, et celle de son ministère de tutelle, la PSSI-M.

IV.5.1 Cadre réglementaire et conformité

Le Référentiel Général de Sécurité (RGS v2.0)

En tant qu'Autorité Administrative comme tout établissement public, l'université de Bordeaux est tenue de respecter le Référentiel Général de Sécurité établi par l'Agence Nationale de la Sécurité des Systèmes d'Information (ANSSI), officialisé par le décret n° 2010-112 du 2 février 2010.

À ce titre, l'université de Bordeaux doit mener à bien les homologations nécessaires, afin d'attester formellement auprès des utilisateurs de son système d'information que celui-ci est sécurisé conformément aux objectifs de sécurité fixés.

La Loi de Programmation Militaire

Compte-tenu des enjeux en matière de protection de l'information, l'université de Bordeaux est tenue de prendre en compte les exigences et contraintes relatives à la sécurité des systèmes d'information des opérateurs d'importance vitale, ces derniers pouvant être partenaires dans des projets de recherche notamment.
À ce titre, elle doit sécuriser ses Systèmes d'Information, afin d'attester que ceux-ci sont protégés conformément aux objectifs de sécurité fixés entre les parties. Elle doit également désigner un officier de sécurité à qui incombe l'organisation, la gestion et le contrôle interne de la protection des informations et supports classifiés et de l'application de la réglementation.

Protection des données à caractère personnel (RGPD)

Pour l'ensemble de ses activités, l'université de Bordeaux participe à la mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel. À ce titre, l'université de Bordeaux doit s'assurer que ces traitements sont réalisés conformément aux exigences de la Loi Informatique et Libertés (loi 78/17), ainsi qu'au règlement EU 2016/679 dont la date d'applicabilité est définie au 25 mai 2018.

Réglementation Hébergement des données de santé (HDS)

L'université de Bordeaux héberge son système d'information et les plates-formes le cas échéant des structures et autres entités. Au regard de la typologie des données, et dans le cadre des activités de recherche, l'obligation d'être certifiés HDS par un organisme accrédité peut s'avérer nécessaire, et l'université de Bordeaux pourra s'inscrire dans cette démarche ou s'appuyer sur un hébergeur certifié.

IV.5.2 Audits internes

Afin de satisfaire au cadre réglementaire, et de vérifier l'application correcte des principes et règles de sécurité émanant de la PGSSI et de tout document relatif à la déclinaison de cette dernière, au travers de directives et actions de sécurité à mener au sein des entités, des contrôles pourront être menés sous la responsabilité du RSSI. Ces contrôles auront pour but notamment d'apporter une meilleure cohérence, et d'évaluer le niveau de maturité sur l'ensemble des entités, afin d'améliorer la résilience de l'université de Bordeaux, de ses partenaires et de tous bénéficiaires du système d'information et services associés.

En complément des contrôles ponctuels évoqués, des audits relatifs au cadre réglementaire, de conformité ou audits internes à l'appréciation du RSSI et en coordination avec l'équipe du contrôle d'audit interne, seront programmés sur l'année, pour analyser et évaluer la pertinence des mesures, l'efficacité des organisations et moyens mis en œuvre. Ces différents audits pourront être aussi menés par des prestataires référents en la matière selon la nécessité, pour appuyer les activités d'audit.

Tout partenaire ou tiers pourra être audité à la demande du RSSI, pour s'assurer du respect des politiques de sécurité des SI et vérifier la bonne application des mesures et les moyens déployés, au regard des enjeux de sécurité, et des niveaux de risques évalués périodiquement.

Concernant la qualification et le référencement des prestataires, fournisseurs, éditeurs et partenaires technologiques externes, ces derniers devront pouvoir apporter des garanties, et démontrer leur capacité à répondre aux exigences de sécurité, exprimées dans l'annexe de sécurité des appels d'offres et marchés de l'Université, précisant notamment, l'acceptation de chacun à pouvoir être audité et contrôlé pendant toute la durée de la relation contractuelle.

Par conséquent, des audits seront réalisés par le RSSI pour vérifier l'application des exigences de sécurité de l'université de Bordeaux, et la pertinence des moyens déployés.

IV.5.3 Réévaluer la PGSSI

La politique devra faire l'objet d'une revue périodique visant à valider son champ d'application ainsi que l'ensemble des principes énoncés et essentiels au regard des enjeux de sécurité des SI. Cette réévaluation devra avoir lieu une fois tous les 2 ans, voire dans un délai plus court si elle est motivée et justifiée par une évolution du contexte et de l'environnement de l'université de Bordeaux. Elle sera portée par le RSSI.

La révision de la PGSSI, imposera de réévaluer les impacts sur le corpus documentaire, et notamment la pertinence des politiques thématiques suivantes :

- Politique de mot de passe
- Politique de chiffrement
- Politique de traitement des vulnérabilités
- Politique de gestion des actifs
- etc

En savoir +

www.u-bordeaux.fr

@ univbordeaux

univbordeaux

universitedebordeaux

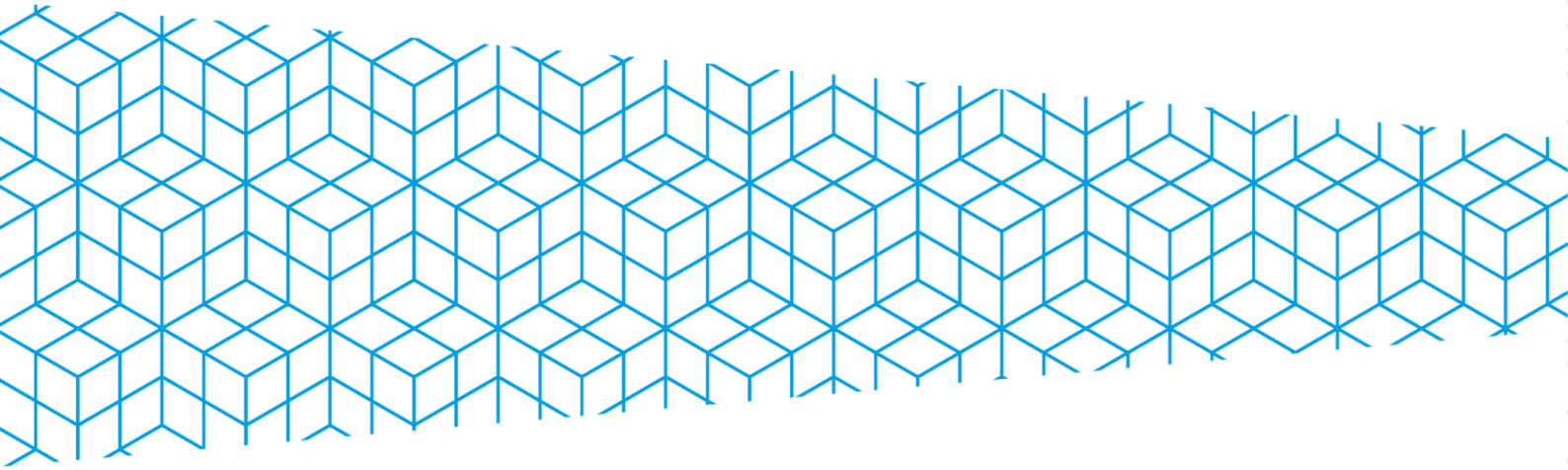
universite-de-bordeaux

université de BORDEAUX

Charte informatique

Version : 1.0

Date de publication : 30/05/2023



université de BORDEAUX

Version	Auteurs	Commentaires	Date de publication
V1	Soben CHHEM (RSSI) Jean-Marc COUVEIGNES (Chargé de mission sécurité) Contributions : Karim BELEBAS (VP Numérique) Frédéric POMIES (Directeur des Systèmes d'Information) Xavier DAVERAT (DPO) Direction des affaires juridiques	Version initiale du document	30/05/203

Vu l'avis du comité social d'administration du 12/05/2023

Vu la délibération du conseil d'administration du 23/05/2023

Table des matières

Définitions……

Table des matières **3**

Définitions 5

I. Préambule **7**

II. Champ d'application et sanctions **8**

III. Opposabilité, entrée en vigueur **8**

IV. Conditions d'utilisation **9**

IV.1 Utilisation professionnelle / privée 9

IV.2 Gestion des absences et continuité de service 9

IV.3 Journalisation et contrôles 9

IV.4 Interdictions 10

V. Principes de sécurité **11**

V.1 Autorisation d'accès 11

V.2 Accès à distance 11

V.3 Gestion des identifiants et des mots de passe 11

V.4 Sécurité du système d'information 12

V.5 Utilisation des supports amovibles 13

V.6 Accès à l'Internet 14

V.7 Utilisation de services « Cloud » 15

V.8 Publication sur le site internet de l'Université 15

V.9 Devoirs de signalement et d'information 15

V.10 Dysfonctionnement, maintenance 16

VI. Protection des données **16**

VI.1 Informations et données professionnelles 16

VI.2 Données confidentielles et sensibles 16

VI.3 Zones à régime restrictif « ZRR » 17

VI.4 Données à caractère personnel 17

VII. Communication numérique **18**

VII.1 Messagerie électronique 18

VII.2 Adresse électronique 18

VII.3 Contenu des messages 18

VII.4 Emission et réception des messages 19

VII.5 Stockage et archivage des messages 19
VII.6 Sécurité de la messagerie 19

VIII. Protection des mineurs 20

IX. Propriété intellectuelle 20

Quelques textes de référence applicables 21

Définitions

Dans cette Charte, on entend par :

Administrateur : Tout agent ou sous-traitant ayant pour mission d'assurer l'administration d'un ou plusieurs systèmes informatiques.

CSN (Centre de Support Numérique) : Le centre de support numérique est le point d'entrée pour les demandes d'assistance et alertes émises par les utilisateurs. Il distribue les sollicitations aux équipes compétentes.

CSSI (Correspondant pour la sécurité des systèmes d'information) : Le CSSI est l'interlocuteur privilégié du RSSI pour sa structure. Il relaie les messages d'information et de sensibilisation. Il accompagne les personnels de sa structure pour les aspects SSI de leurs métiers.

Donnée à caractère personnel : Toute information relative à une personne physique susceptible d'identifier celle-ci directement ou indirectement.

Equipement nomade : Tout support informatique mobile, et notamment : ordinateur portable, tablette tactile, téléphone portable, smartphone (téléphone multifonctions), clé USB, CD ROM, disque dur externe, etc.

RSSI (Responsable de la sécurité des systèmes d'information) : Le RSSI formalise la politique de sécurité des systèmes d'information. Il organise et coordonne sa mise en œuvre.

Service numérique : Ensemble cohérent de **ressources** humaines, matérielles et logicielles mobilisées et orchestrées en vue de permettre à l'utilisateur de réaliser une ou plusieurs tâches professionnelles informatisées. Exemples :

- La fourniture d'équipements informatiques et téléphoniques
- La connectivité au réseau Wi-Fi ou filaire
- La mise à disposition d'applications informatiques prêtes à l'usage
- Le développement d'applications informatiques
- Etc.

Structure : La structure d'un utilisateur est la composante d'enseignement, l'unité de recherche, la direction, le pôle, le service administratif ou toute entité dont relève son activité.

Système d'information (SI) : Ensemble des services numériques mis en œuvre et des données associées, notamment et non exclusivement les matériels, logiciels, applications, bases de données, services, réseaux, objets nomades.

Université : L'Université de Bordeaux.

Utilisateur : Toute personne accédant au système d'information de l'Université, notamment et non exclusivement les personnels titulaires ou contractuels de l'Université, les étudiants, les personnels

des partenaires, clients ou prestataires de l'Université, les visiteurs, les invités, les intervenants extérieurs, etc.

ZRR (Zones à régime restrictif) : Zones protégées afin d'empêcher que des éléments essentiels du potentiel scientifique ou technique de la nation :
— fassent l'objet d'une captation de nature à affaiblir ses moyens de défense, à compromettre sa sécurité ou à porter préjudice à ses autres intérêts fondamentaux;
— ou soient détournés à des fins de terrorisme, de prolifération d'armes de destruction massive et de leurs vecteurs ou de contribution à l'accroissement d'arsenaux militaires.

Ces zones sont précisément délimitées et explicitement signalées.

I. Préambule

L'Université de Bordeaux met en œuvre un système d'information et de communication nécessaire à la réalisation de ses missions. Ce système est un outil de partage de connaissances, un facteur d'excellence de l'enseignement et de la recherche et un instrument majeur des transitions environnementales et sociétales.

Ce système d'information, composé de nombreux logiciels et appuyé sur des réseaux interconnectés à l'échelle mondiale, constitue une cible de choix pour les cyberattaques.

L'Université met en œuvre les moyens humains et matériels propres à assurer la sécurité de son système d'information et à son amélioration. Elle est responsable du contrôle du bon fonctionnement dudit système et veille à l'application des dispositions de la présente charte.

L'utilisateur est responsable de l'usage qu'il fait du système d'information et notamment des services numériques mis à sa disposition. Il concourt à la sécurité par l'application des règles édictée par la présente Charte, par sa vigilance et sa prudence.

L'utilisation des services numériques soulève la double contrainte de la protection de l'information traitée par les utilisateurs et des ressources qui composent le système d'information de l'Université.

Les mesures mises en œuvre pour répondre à cette double nécessité doivent permettre à l'Université de remplir ses missions et de satisfaire en même temps aux exigences imposées :

- Par ses engagements vis-à-vis de ses partenaires
- Par le respect de la réglementation sur la protection des données sensibles et la protection du patrimoine scientifique
- Par le respect des dispositions légales en matières civile et pénale
- Par le respect de la loi sur la protection des données personnelles
- Par la nécessité de maîtriser le coût et l'impact environnemental des services numériques.

L'élaboration des règles d'utilisation et la mise en œuvre des contrôles associés, l'information et la sensibilisation des personnels et étudiants sont donc indispensables.

Cette charte vise à informer les utilisateurs de leurs droits et de leurs devoirs. Il est entendu que l'application de la présente charte se fait dans le respect du décret n°82-447 du 28 mai 1982 relatif à l'exercice du droit syndical dans la fonction publique et de la charte de l'élu en vigueur au sein de l'établissement et de tout document qui viendrait à s'y substituer.

II. Champ d'application et sanctions

La présente charte s'applique à tous les utilisateurs du système d'information de l'Université.

Elle concerne l'ensemble des équipements et logiciels informatiques et audiovisuels et notamment :

- Ordinateurs fixes et mobiles
- Téléphones fixes, mobiles, smartphones, tablettes
- Copieurs, imprimantes, scanners
- Terminaux de visioconférence, zoomrooms, vidéoprojecteurs, écrans, solutions de captation assistées et autonomes
- Logiciels, applications en ligne, sites web, plateformes numériques internes et externes
- Interfaces programmatiques (API), flux de données

La liste n'est pas exhaustive et se limite à illustrer le périmètre global.

Certains services numériques (la téléphonie mobile professionnelle, UBCloud, …) sont encadrés par des règles ou des conditions générales d'utilisation (CGU) spécifiques. Certaines activités requièrent un usage spécifique du numérique (le télétravail, les élections par voie électronique, la communication des organisations syndicales, …). En conséquence, la présente charte s'applique sans préjudice de ces autres cadres, elle vise à les compléter. Les politiques et directives de sécurité sont consultables sur l'intranet et sur le site institutionnel de l'Université.

Chaque utilisateur applique les prescriptions de cette charte et se conforme aux recommandations et aux directives des administrateurs des systèmes d'information et du RSSI.

Il est tenu au respect des lois, des règlements et des obligations statutaires, déontologiques, éthiques et contractuelles le concernant.

L'Université ne pourra être tenue pour responsable des détériorations ou des manquements commis par un utilisateur qui ne se sera pas conformé à ces règles. Tout manquement à ces stipulations engage la responsabilité personnelle de l'utilisateur.

Tout manquement peut donner lieu à :

- **Une limitation ou une interdiction d'accès à ses ressources numériques**
- **La suppression d'une donnée en contradiction avec la charte ou préjudiciable au bon fonctionnement des systèmes d'information**
- **Des sanctions disciplinaires et des poursuites pénales.**

III. Opposabilité, entrée en vigueur

La présente charte sera intégrée au règlement intérieur de l'Université de Bordeaux dont elle sera une annexe. Elle est applicable à compter de son approbation par les instances de l'Université (le comité social d'administration et le conseil d'administration).

IV. Conditions d'utilisation

IV.1 Utilisation professionnelle / privée

La présente Charte qualifie de professionnelle l'utilisation des services numériques :

- dans le cadre des missions confiées à l'utilisateur par l'Université ou par son employeur ;
- dans le cadre des activités pédagogiques pour les utilisateurs étudiants.

Toute autre utilisation est qualifiée de privée.

L'utilisateur utilise les services numériques que l'Université met à sa disposition à seules fins professionnelles. Il fait un usage raisonnable de ces services notamment en termes de puissance de calcul, espace mémoire, bande passante et toute ressource partagée ou limitée. Il s'abstient de perturber le bon fonctionnement du système d'information.

Toutefois, une utilisation privée est autorisée dans les cas d'urgence et de nécessité. En outre, elle est tolérée sous réserve qu'elle soit conforme aux dispositions de cette charte et en particulier aux principes de sécurité. Elle doit être limitée en fréquence comme en durée et non lucrative. Elle ne doit pas mobiliser une part excessive des moyens numériques. Son coût pour l'Université doit être négligeable. Elle ne doit pas nuire au bon fonctionnement de l'Université. Elle ne peut engager la responsabilité de l'Université. Elle ne doit pas porter atteinte à son image ou à sa réputation. Elle ne doit pas affecter la qualité du travail de l'utilisateur ni le temps qu'il y consacre. Elle doit être conforme aux lois, règlements et dispositions internes.

IV.2 Gestion des absences et continuité de service

L'utilisateur est responsable de son espace de données à caractère privé. Lors de son départ définitif de l'établissement, il lui appartient de veiller à la mise à disposition de ses données professionnelles utiles à la continuité de service, de récupérer et supprimer ses données privées, la responsabilité de l'Université ne pouvant être engagée quant à la conservation de cet espace.

Chaque équipe doit prendre toutes les dispositions de transmission de données nécessaires à la continuité de service, dans le respect de la sécurité et de la confidentialité.

Cela vaut notamment pour les accès institutionnels à des réseaux sociaux, et à des plateformes externes gérant leurs propres accès.

En cas de nécessite, et notamment en cas de départ ou d'absence de l'utilisateur, l'Université se réserve le droit d'accéder directement à ses données professionnelles, si nécessaire avec le concours de l'administrateur du système d'information.

IV.3 Journalisation et contrôles

Aucune cyber surveillance généralisée n'est mise en place à l'Université.

Certaines zones des campus sont équipées de dispositifs de vidéo protection. Ces dispositifs, placés sous la responsabilité stricte de la direction en charge de la sureté, entrent dans le cadre réglementaire prévu. Aucune exploitation des données ne peut être faite en dehors de ce cadre.

L'utilisateur des services numériques est informé que l'ensemble des opérations (accès, usages) informatiques et électroniques laisse des traces exploitables en temps réel ou différé. L'Université se réserve le droit de mettre en place, sur tous les services numériques qu'elle met à sa disposition, des dispositifs de collecte des traces aux fins de supervision du bon fonctionnement, de contrôle, de sauvegarde et de journalisation à des fins statistiques, de traçabilité réglementaire ou fonctionnelle, de recherche de panne, d'optimisation, d'audit, de sécurité ou de détection des abus.

Les traces enregistrées alimentent les fichiers de journalisation qui comportent au minimum la date, l'identifiant et le type d'événement. Ils fonctionnent sur le principe de l'ajout exclusif, c'est-à-dire que chaque action de l'utilisateur ajoute une trace supplémentaire, aucune action de l'utilisateur ne conduit à supprimer une trace. Les fichiers de journalisation sont conservés au maximum douze mois sauf contraintes réglementaires. Ils sont exclusivement destinés à l'Université et aux autorités habilitées. Les personnels qui les utilisent sont soumis à une obligation de confidentialité.

Les dispositifs qui opèrent des restrictions d'accès enregistrent les traces des tentatives non autorisées. Il s'agit notamment du système de contrôle d'accès des campus et de bâtiments, des systèmes d'authentification et des pare-feu. Les tentatives non autorisées sont susceptibles de déclencher des comportements préventifs automatisés qui peuvent aller jusqu'à isoler les postes de travail, smartphones, tablettes concernés.

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (RGPD) et à la loi numéro 78-17 du 6 janvier 1978 dite *Informatique et Libertés* modifiée, ce traitement de données sera inscrit au registre des traitements de l'Université. L'utilisateur peut obtenir des précisions concernant ce registre auprès du délégué à la protection des données (voir la section VI.4).

IV.4 Interdictions

L'utilisateur s'interdit expressément d'utiliser quelque élément que ce soit du système d'information de l'Université aux fins de consulter, échanger, charger, stocker, diffuser ou faire suivre des fichiers, images, informations ou communications de toute nature :

- contraire à la législation en vigueur en France ou à l'ordre public, et notamment contenant des éléments à caractère violent, pornographique ou pédophile;
- à caractère discriminatoire, raciste, sexiste, révisionniste ou incitant à la haine;
- portant atteinte aux droits de la personnalité, qu'il s'agisse de la vie privée ou du droit à l'image des personnes physiques, sauf à avoir obtenu l'autorisation expresse des intéressés, laquelle doit comporter le cadre et les limites précises de ladite autorisation;
- portant atteinte au secret des correspondances;
- portant atteinte à la dignité des personnes;
- portant atteinte à la protection des mineurs;
- à caractère diffamatoire;
- portant atteinte à un droit de propriété intellectuelle tel que visé en section IX ci-après;

- en violation des dispositions relatives aux données à caractère personnel;
- en violation du secret attaché à certaines informations (secret professionnel, secret médical, etc.);
- contraire à des règles de déontologie ou des principes éthiques.

L'utilisateur procède à la suppression immédiate de tout élément qu'il a reçu et qui lui apparaît comme portant atteinte à un des droits ou intérêts visés ci-dessus.

V. Principes de sécurité

Les règles de sécurité visent à garantir le bon fonctionnement du système d'information et à protéger la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des informations. Tout manquement à ces règles peut avoir des conséquence graves (humaines, scientifiques, juridiques, financières, environnementale).

V.1 Autorisation d'accès

Toute mise en interaction de systèmes informatiques (équipements, accès aux réseaux, recueils de logs, supports amovibles …), doit se faire dans le strict respect de l'ensemble des dispositions de la présente charte, notamment des principes de sécurité et des obligations de confidentialité. Elle ne doit pas perturber le fonctionnement du système d'information de l'Université ni affaiblir sa sécurité.

L'accès et l'utilisation des services numériques de l'Université, notamment l'octroi d'une identité numérique de l'Université « IDNUM » et l'accès au SI de l'Université, sont soumis à autorisation ou aux accords contractuels.

Toute autorisation prend fin lors de la cessation de l'activité professionnelle ou du contrat qui l'a justifiée, sauf cas particulier, ainsi qu'en cas de manquement grave ou répété à la présente charte.

L'interconnexion au SI de l'Université doit faire l'objet d'une validation préalable par la DSI ou par un tiers avec sa délégation, qui vérifie la conformité. Il est de la responsabilité de l'utilisateur ou de l'établissement employeur de s'en assurer.

V.2 Accès à distance

Le principe général est que l'accès au système d'information, hors du réseau informatique local – hors des locaux de l'université, doit se faire avec le VPN (réseau privé virtuel).
Par exception, pour des raisons de productivité professionnelle dans un contexte de nomadisme croissant, certains composants du système d'information sont directement accessibles depuis l'Internet (messagerie électronique, gestion des commandes, etc.).
En fonction de l'évolution des menaces cyber, le périmètre des traitements d'exception peut faire l'objet d'adaptations rapides.

V.3 Gestion des identifiants et des mots de passe

Lorsque l'accès à un système se fait avec un mot de passe initial celui-ci doit être changé à la première utilisation par son utilisateur, dans le respect des prescriptions ci-dessous. Le mot de passe déterminé par l'utilisateur ne doit pas être facilement déterminable, par déduction, et ne doit notamment pas être constitué des mêmes caractères que l'IDNUM, l'identité de l'utilisateur, un numéro de téléphone, un numéro d'immatriculation de véhicule, etc.

La complexité minimale des mots de passe est paramétrée par l'équipe DSI et les informaticiens de laboratoires et composantes dans les systèmes d'information respectivement sous leur gestion. Lorsque ce n'est pas le cas, le mot de passe doit comporter au minimum 8 caractères alphanumériques, des majuscules, minuscules et des caractères spéciaux.

Pour des raisons d'activités métiers, certains accès disposent d'un compte partagé (identifiant et mot de passe) dont la diffusion et la gestion est de la responsabilité du Responsable de service concerné. Ce dernier doit être en mesure de tracer l'affectation de ce compte partagé.

Les identifiants et mots de passe de chaque utilisateur (IDNUM, comptes applicatifs …) sont strictement personnels et confidentiels. Les mots de passe ne doivent en aucun cas être dévoilés à quiconque, y compris au service informatique ou à tout organe de gouvernance de l'Université. L'utilisateur est seul et totalement responsable de l'utilisation et de la confidentialité du mot de passe.

Les mots de passe doivent être soit mémorisés par l'utilisateur, soit conservés dans un coffre-fort ou un coffre-fort électronique les conservant sous forme chiffrée (logiciel de gestion des mots de passe tel que Keepass). Toute autre forme de stockage, informatique ou papier, est strictement interdite. La fonction de mémorisation du mot de passe, dans les navigateurs Web notamment, est à proscrire.

L'utilisateur saisit généralement son identifiant et mot de passe sur le service central d'authentification (**CAS -** https://cas.u-bordeaux.fr) de l'Université ou des applications web habituelles qui finissent par **u-bordeaux.fr**. Il vérifie préalablement l'adresse de ces sites dans la barre de navigation.

Il est strictement interdit de laisser les mots de passe par défaut dits « usine » sur tout type de ressources.

Les identifiants et mots de passes utilisés pour les activités professionnelles, ne doivent jamais être utilisés dans d'autres cadres notamment personnel (sites Internet, messagerie personnelle telle que Gmail, sites d'achat …).

Toute action effectuée par l'utilisateur, à l'aide de son identifiant est imputable et engage sa responsabilité. L'utilisateur ne doit en aucun cas faire usage des moyens d'authentification ou des habilitations d'une tierce personne.

L'authentification par clé cryptographique (usage répandu chez les informaticiens) est assimilée à une authentification individuelle. L'usage et la conservation des clés cryptographiques doivent bénéficier du même soin que les identifiants et mots de passe.

V.4 Sécurité du système d'information

L'utilisateur respecte les dispositifs mis en place par l'Université pour protéger le système d'information. Il ne modifie pas la configuration de son poste de travail et ne doit jamais désactiver ou tenter de contourner les mécanismes de protection mis à sa disposition (antivirus, pare-feu, mise à jour de sécurité, etc.)

Il utilise les moyens matériels et logiciels disponibles pour protéger les équipements (câbles antivol, rangements fermés à clé, chiffrement des équipements mobiles, etc.)

Il s'interdit de télécharger, installer, utiliser des logiciels ou services dont les droits de licence n'ont pas été acquittés pour cet usage, ou qui ne proviendraient pas de sites de confiance.

Dans tous les cas il sollicite l'accord de sa structure ou de l'administrateur compétent avant d'installer un logiciel.

En cas d'absence, même brève, il verrouille ou ferme les sessions en cours sur son poste de travail et sur tout matériel contenant des données professionnelles.

Il applique les bonnes pratiques de sécurité issues de la politique de sécurité des systèmes d'information de l'Université.

V.5 Utilisation des équipements nomades

Les équipements nomades (tels que définis au début de ce document) sont particulièrement vulnérables du fait de leur mobilité. S'ils facilitent le transport de données, ils représentent une menace importante en cas de perte, de vol ou de connexion sur les SI de l'Université. Ils augmentent le risque de vol d'identifiants et d'usurpation d'identité, et sont plus exposés à l'introduction de virus ou logiciels malveillants.

a) *Usage des équipements nomades :*

Le matériel nomade confié à l'utilisateur par la DSI bénéficie de protections spécifiques. Ne disposant pas des droits d'administrateur, l'utilisateur ne peut modifier la configuration effectuée par la DSI. Il s'interdit de modifier les paramètres du matériel et s'engage à répondre aux sollicitations de la DSI aux fins de mise à jour (applications, antivirus, etc.)

Les supports de stockage et outils de transfert de fichiers mis à disposition par l'Université doivent être privilégiés à tout autre.

L'utilisation des équipements nomades mis à disposition par l'Université respecte les dispositions de la section IV.1.

En cas d'usage de matériel nomade dans le cadre du télétravail, l'utilisateur se soumettra sans restriction aux dispositions de la *Charte du télétravail* de l'Université de Bordeaux.

b) Z •‰}v•]o]š o[µš]o]• š µŒ

L'utilisateur a la garde et la responsabilité du matériel nomade qui lui a été confié. Il s'oblige à fournir un niveau de surveillance renforcé. Il est responsable des données qui sont stockées sur ces équipements. Les informations confidentielles contenues sur ces équipements doivent être chiffrées selon les moyens mis à disposition par l'Université. L'utilisateur veille à ce que des tiers non autorisés ne puissent utiliser les équipements nomades qui lui sont confiés.

L'utilisateur est tenu de ne pas laisser les équipements sans surveillance dans des lieux dont l'accès n'est pas contrôlé, et de faire preuve d'une vigilance particulière dans les lieux publics et les transports en commun. Il active les écrans de veille et fixe un délai de verrouillage automatique des ordinateurs portables, tablettes tactiles, téléphones et smartphones.

L'utilisateur s'assure que les données à caractère professionnel sont sauvegardées sur le système d'information de l'Université. Il efface les données présentes sur les équipements nomades dès lors qu'elles ne sont pas immédiatement utiles. Il est invité à utiliser le service Cloud offert par l'Université.

V.6 Accès à l'Internet

Le réseau informatique de l'université de Bordeaux est relié par l'intermédiaire du Réseau RENATER (Réseau National de télécommunications pour la Technologie, l'Enseignement et la Recherche) à une communauté d'utilisateurs travaillant dans le domaine de l'éducation, de la recherche et de la technologie.

L'utilisateur s'engage à prendre connaissance et à respecter la charte « Charte de bon usage de l'informatique et du réseau RENATER », annexée à la présente charte, ou à tout document qui viendrait s'y substituer.

L'Université met à la disposition des utilisateurs un accès internet destiné à un usage professionnel. Une utilisation privée résiduelle est possible dans les limites énoncées à la section IV et sous réserve que le contenu des sites visités soit conforme à la loi et ne compromette pas la réputation de l'Université

L'Internet est soumis à l'ensemble des règles de droit en vigueur.

L'Université se réserve le droit de limiter ou d'interdire l'accès à certains sites et de procéder au contrôle a priori ou a posteriori des sites visités. Les utilisateurs ne peuvent accéder à l'Internet qu'au travers des dispositifs de sécurité et de contrôle mis en place par l'Université. Ces dispositifs sont notamment constitués de technologies de filtrage des flux réseau (pare-feu) et de prévention d'intrusion (IPS) qui analysent « en temps réel » les flux réseau, autorisent certains flux, en bloquent d'autres et notifient des alertes en cas de flux anormaux.

Dans le cadre d'une utilisation professionnelle ou privée de l'Internet, l'utilisateur veille au respect des prescriptions de la section VI concernant la protection des données. Il applique les recommandations de la *Charte du bon usage du numérique pour améliorer la qualité de vie au travail de tous* et du ' µ] • } v v • ‰ Œ š] ‹ µ • ‰ } µ Œ o [µ • P • } µ š] o • v µ u Œ] ‹ µ

Il ne se connecte pas volontairement à des sites Internet malveillants.

Pour participer à un réseau social, créer un espace ou un site au titre de l'Université ou de sa structure, l'utilisateur doit obtenir l'autorisation préalable de son directeur de structure. Il doit ensuite se conformer aux instructions de ce dernier et à la politique de communication de l'Université. Il doit obligatoirement renvoyer aux Conditions générales d'utilisation, à la politique de confidentialité et aux mentions légales en vigueur à l'Université

V.7 Utilisation de services « Cloud »

Les services cloud, dont certains sont gratuits, permettant très facilement aux utilisateurs de créer des espaces permettant la production, le stockage et le partage de documents et données ne doivent pas être utilisés pour y enregistrer des données professionnelles en lien avec l'Université.

En application de la circulaire n° 6282-SG du 5 juillet 2021 relative à la doctrine d'utilisation de l'informatique en nuage par l'État, les services cloud utilisés à l'Université doivent être conforme à la qualification SecNumCloud, au RGPD et, le cas échéant, à la législation sur l'hébergement des données de santé.

V.8 Publication sur le site internet de l'Université

Les directeurs de publication des sites internet ou intranet de l'université et de ses composantes se réservent le droit de modifier ou de supprimer tout contenu non conforme à la législation en vigueur, aux valeurs de l'université de Bordeaux ainsi qu'à leur ligne éditoriale.

La publication d'informations ou de pages d'information privées sur les serveurs de l'Université n'est pas autorisée.

V.9 Devoirs de signalement et d'information

L'utilisateur est tenu de signaler au Centre de Support Numérique dans les plus brefs délais tout évènement ou comportement de sécurité inhabituel qu'il serait amené à observer tels que :

- Une tentative d'intrusion ou le constat d'une intrusion
- L'utilisation ou la tentative d'utilisation d'un poste de travail par un inconnu, la connexion d'un équipement informatique étranger par un inconnu sur les réseaux informatiques de l'Université.
- Tout logiciel, dispositif, comportement suspect et toute atteinte ou tentative d'atteinte aux moyens d'information (dégradation, vol de matériel ou de données, altération, intrusion physique ou logique, etc.)

Le Centre de Support Numérique peut être contacté à l'adresse csn@u-bordeaux.fr

En cas de perte ou de compromission de ses moyens d'authentification l'utilisateur les renouvelle dès que possible et prévient sans tarder le CSSI de sa structure et le RSSI.

Il informe également le CSSI de sa structure ou le RSSI en cas de perte ou de vol d'un équipement informatique qui lui a été confié.

Le RSSI peut être contacté à l'adresse rssi@u-bordeaux.fr

Il assiste l'Université dans les démarches consécutives à tout incident concernant un moyen informatique mis à sa disposition (témoignage ou dépôt de plainte en cas de vol par exemple).
En cas de sinistre, incident majeur ou autre nécessité absolue, l'Université peut restreindre, suspendre ou supprimer certains services.

V.10 Dysfonctionnement, maintenance

Les services informatiques de l'Université opèrent, sans avertissement, les investigations et actions nécessaires à la résolution de dysfonctionnements des systèmes d'information. Ils s'appuient pour ce faire sur les fichiers de journalisation.

Toute information bloquante ou dangereuse (virus, logiciel malveillant, pourriel, etc.) est susceptible d'être supprimée immédiatement.

Dans le cadre des opérations de maintenance, l'Université intervient (éventuellement à distance) sur les ressources mises à la disposition des utilisateurs. L'utilisateur est informé préalablement à toute opération de maintenance à distance.

Préalablement à son départ définitif l'utilisateur doit restituer l'ensemble des matériels et informations mis à sa disposition par l'Université et s'engage à ne pas conserver de copie.

VI. Protection des données

VI.1 Informations et données professionnelles

Toute information, tout fichier, répertoire ou dossier, ainsi que tout message est considéré comme professionnel sauf mention explicite de son caractère privé. Par exemple le champ *Objet* d'un message électronique privé doit commencer par le mot *privé*. Les données à caractère privé doivent être stockées dans un espace explicitement désigné comme privé. Cet espace ne doit pas contenir de données professionnelles.

Les administrateurs des systèmes d'information peuvent prendre connaissance de ces contenus privés en cas de nécessité avérée relative à la continuité du service, à la sécurité, à la maintenance des systèmes d'information ou bien en cas d'obligation légale.

L'utilisateur a une obligation de réserve et de confidentialité à l'égard des informations et documents qu'il produit ou auxquels il accède. Il n'accède qu'aux informations en rapport avec sa fonction. En particulier il ne cherche pas à accéder sans autorisation à des informations confidentielles ou sensibles. Il ne cherche pas à accéder sans autorisation à des systèmes d'information à régime restrictif ou à des zones à régime restrictif (ZRR) tels que définis par le dispositif de protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST).

Il n'exploite pas des informations professionnelles à des fins non professionnelles.

VI.2 Données confidentielles et sensibles

Une information est considérée comme confidentielle pour un utilisateur ou pour un tiers lorsqu'il n'est pas autorisée à la connaitre.

Doivent être considérées comme sensibles, certaines données personnelles, les données de santé, des informations à régime restrictif telles que définies par le dispositif de protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST), des informations techniques (configuration des équipements, cartographie des éléments de sécurité informatique…).

L’information peut cesser d’être sensible après une période donnée, par exemple, une fois qu’elle a été rendue publique.

L’utilisateur ne communique les informations confidentielles ou sensibles qu’aux personnes dument habilitées. Avant tout envoi, il est impératif de bien vérifier l'identité des destinataires du message et leur qualité à recevoir ces informations.

Les courriers électroniques n’étant pas sécurisés par défaut, les utilisateurs doivent limiter l’envoi d’informations à caractère confidentiel ou sensible aux nécessités de leurs missions professionnelles, et d'autant plus pour les messages externes. En cas de besoin, un chiffrement des messages et/ou des pièces jointes pourra être proposé par la DSI.

Les postes contenant des données sensibles doivent être chiffrés.

VI.3 Zones à régime restrictif « ZRR »

Les zones à régime restrictif (ZRR) sont encadrées par le fonctionnaire de sécurité défense de l’Université, qui agit de concert avec le RSSI de l’Université pour les questions de sécurité informatique.

Les ZRR bâtimentaires se déclinent aux niveaux des services numériques utilisés dans ce cadre, des données produites et des systèmes informatiques sous-jacents.

La présente charte s’applique sans préjudice des règles spécifiques applicables au sein des ZRR.

Les utilisateurs de services numériques « ZRR » et « hors ZRR » doivent apporter un soin particulier aux transferts de données entre services numériques. Il est en particulier a priori interdit de transférer des données d’un services numérique « ZRR » vers un service numérique « hors ZRR ».

VI.4 Données à caractère personnel

Les utilisateurs respectent les dispositions légales en matière de traitements automatisés ou manuels de données à caractère personnel, conformément au Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (**RGPD**) et à la loi numéro 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l’informatique, aux fichiers et aux libertés, dite loi *Informatique et libertés* modifiée et à tout texte qui viendrait s’y substituer ou y apporter des modifications.

L’Université met en œuvre les moyens humains et organisationnels propres à assurer le respect desdites dispositions.

Tout traitement de données à caractère personnel doit être conforme aux textes susvisés. Un traitement s’entend de toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction. Cette disposition s’entend que le support soit numérique ou papier et s’étend aux systèmes de contrôle (dont la vidéosurveillance).

Tout utilisateur souhaitant procéder à un traitement de données à caractère personnel dans le cadre de son exercice professionnel est tenu d’en informer, préalablement à tout traitement et dès la conception du projet donnant lieu au traitement, le délégué à la protection des données (DPO) à

l'adresse dpo@u-bordeaux.fr. Ce dernier prendra les mesures nécessaires au respect des dispositions légales.

Les modalités de protection des données à caractère personnel, ainsi que celles relatives au droit d'accès permanent, de modification, de rectification et d'opposition dont dispose toute personne concernée, s'agissant des informations la concernant, seront consultables dans les *Politiques de confidentialité*, sur le site de l'Université. Un espace dédié aux données à caractère personnel sera ouvert à tout utilisateur sur le même site.

VII. Communication numérique

L'utilisation des moyens de communication numériques (messagerie, réseaux sociaux, blogs, etc.) est soumise aux recommandations de la *Charte du bon usage du numérique pour améliorer la qualité de vie au travail de tous* ou à tout document qui viendrait à s'y substituer.

L'utilisateur qui utilise le système d'information de l'Université pour contribuer à des forums de discussion, systèmes de discussion instantanée, blogs, sites, etc. veille à ne pas porter atteinte à l'image de l'Université.

Les échanges respectent les règles de correction, de décence, de réserve et de bienveillance d'usage dans toute correspondance. Ils respectent les règles édictées par la section IV. 4.

VII.1 Messagerie électronique

L'Université de Bordeaux met à la disposition de l'utilisateur une messagerie électronique nominative lui permettant d'émettre et de recevoir des messages électroniques à caractère professionnel.

Afin d'assurer la sécurité et la confidentialité des messages, pièces et documents joints, l'utilisateur s'oblige à utiliser la messagerie mise à sa disposition par l'Université et s'interdit, pour un usage professionnel, d'utiliser son adresse mail personnelle ou de recourir au service d'un prestataire tiers fournissant un service de messagerie.

La messagerie électronique peut constituer le support d'une communication privée dans les limites définies à la section IV. Tout message est réputé professionnel à moins que son objet ne commence par le mot *privé*.

VII.2 Adresse électronique

La gestion d'adresses électroniques correspondant à des listes de diffusion institutionnelles et désignant des groupes d'utilisateurs est de la responsabilité exclusive de l'Université. L'utilisation de ces adresses est soumise à l'autorisation de la Présidence ou de la Direction générale des services de l'Université. L'utilisateur est particulièrement attentif au contenu, au volume, à la fréquence, à la pertinence et aux conséquences des messages qu'il adresse à ces listes de diffusion.

VII.3 Contenu des messages

Un message électronique a la même portée qu'un courrier manuscrit. Il engage les responsabilités civile et pénale de l'Université et celles de l'utilisateur. Il est un document administratif reconnu comme preuve en cas de contentieux. Il est susceptible de former un contrat sous réserve du respect des conditions fixées par les articles 1369-1 à 1369-11 du code civil. L'utilisateur doit donc se montrer attentif au contenu des messages qu'il échange.

VII.4 Emission et réception des messages

Pour garantir la pertinence et la confidentialité des données l'utilisateur doit vérifier l'identité et les adresses de tous les destinataires et s'assurer qu'ils sont tous concernés par le contenu du message.

La même vigilance s'impose dans l'usage de tous les espaces collaboratifs (répertoires partagés, intranet, etc.)

Afin de limiter l'utilisation de la messagerie électronique en tant que vecteur de propagation des attaques cyber, des limitations et une surveillance sont opérées sur les flux de messagerie électronique. Le nombre de messages qu'un utilisateur est autorisé à envoyer sur une période de temps donnée est limité et la détection d'une suspicion d'utilisation d'une identité numérique IDNUM usurpée à des fins de propagation de cyberattaque conduit à la suspension préventive et sans délai de l'IDNUM concernée.

VII.5 Stockage et archivage des messages

L'Université sauvegarde quotidiennement les boîtes de messagerie des utilisateurs et conserve les sauvegardes sur une durée glissante de 30 jours.

L'utilisateur purge régulièrement sa boîte de messagerie et assure lui-même, par un archivage personnel, la conservation des messages, pièces et documents joints, utiles à son travail ou susceptibles de constituer des preuves. Il détermine les critères de conservation ainsi que la méthode et la durée adaptées de ce stockage, dans le respect de la règlementation applicable en matière d'archives.

VII.6 Sécurité de la messagerie

Des campagnes d'hameçonnage ou de courriels frauduleux ciblent l'université de Bordeaux. L'objectif est de vous diriger vers des sites web malveillants ou de récupérer des informations confidentielles (identifiants et mots de passe, informations bancaires…) qui peuvent produire de graves dommages aux systèmes d'information de l'Université ou vous porter directement préjudice (usurpation d'identité, compte bloqué…). L'utilisateur doit être particulièrement vigilant et respecter impérativement quelques règles de base :

- Si un message paraît suspect, même s'il émane d'un expéditeur connu, examiner attentivement le message, l'adresse mail complète de l'expéditeur et l'objet du courriel avant de l'ouvrir et plus encore avant d'ouvrir les pièces jointes ou de suivre des liens contenus dans le message
- Se méfier des courriels signalant des mises à jour systèmes, de maintenance ou contenant un message alarmant ou menaçant et demandant de cliquer sur un lien
- Ne pas ouvrir les messages suspects ni leurs pièces jointes, les classer dans le dossier « Spam » et vider le dossier
- Changer immédiatement le mot de passe si l'utilisateur a cliqué sur un lien frauduleux

Des tests peuvent être réalisés par l'Université afin de vérifier la vigilance et le besoin d'accompagnement des utilisateurs comme par exemple une campagne de test d'hameçonnage.

VIII. Protection des mineurs

Dans le cadre de ses activités, l'Université est susceptible d'accueillir des mineurs (stagiaires de l'enseignement secondaire notamment) dans ses locaux. Il incombe aux utilisateurs accueillant ces mineurs de les protéger en les préparant, en les conseillant, en les assistant notamment dans leur utilisation de l'Internet et des services numériques ainsi que de leur communiquer la charte en vigueur.

L'ensemble des activités liées aux technologies de l'information et de la communication, effectuées dans l'enceinte de l'Université et mettant en œuvre les services proposés doivent être précédées d'explications ou d'instructions très précises données aux mineurs. Celles-ci doivent notamment porter sur les conditions visées dans cette charte et, le cas échéant, insister sur des consignes spécifiques de sécurité.

Les utilisateurs doivent garder à tout moment, la maîtrise des activités liées à l'utilisation des services proposés par l'Université, notamment en exerçant une surveillance suivie des activités des mineurs, de manière à pouvoir intervenir rapidement en cas de problème, à repérer et faire cesser tout comportement pouvant devenir dangereux.

IX. Propriété intellectuelle

L'utilisateur des moyens d'information et de communication de l'Université est tenu au respect des droits de propriété intellectuelle, ceux de l'Université comme ceux des tiers. Il doit notamment :
— ne pas utiliser, représenter, reproduire, copier, diffuser, modifier les œuvres (photographies, textes, dessins etc) protégées par des droits de propriété intellectuelle sans avoir préalablement obtenu l'autorisation du ou des titulaires de ces droits ;
— n'utiliser les logiciels, bases de données, textes, images ou toutes autres créations que dans le strict respect des licences souscrites.

Pour rappel, l'utilisation d'un œuvre de l'esprit sans l'autorisation préalable et écrit de son auteur ou des titulaires des droits est constitutif d'une contrefaçon.

Quelques textes de référence applicables

1./ Sanctions pénales encourues en cas d'atteinte aux systèmes automatisés de données

Articles 323-1 à 323-7 du code pénal

2./ Sanctions disciplinaires encourues par les usagers

Articles 811-10 à 811-42 du code de l'éducation

3./ Sanctions disciplinaires encourues par les enseignants-chercheurs et membres des corps des personnels enseignants de l'enseignement supérieur

Article 952-8 du code de l'éducation

4./ Sanctions disciplinaires encourues par les autres enseignants en cas d'infraction

Article 952-9 du code de l'éducation

5./ Sanctions disciplinaires encourues par les personnels ingénieurs, administratifs, techniques, ouvriers et de service titulaires

Article 66 de la loi numéro 84-16 du 11 janvier 1984

6./ Sanctions disciplinaires encourues par les agents contractuels

Article 43-2 du décret numéro 86-83 du 17 janvier 1986

7./ Protection du potentiel scientifique et technique de la nation (PPST)

Articles 413-1 à 413-8 du code pénal

Décret numéro 2011-1425 du 2 novembre 2011

Arrêté du 3 juillet 2012 relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la
Circulaire interministérielle numéro 3415/SGDSN/AIST/PST du 7 novembre 2012 de mise

8./ Droit de la propriété intellectuelle

Le code de la propriété intellectuelle

Et en particulier :
Article L112 : Les œuvres de l'esprit concernées par le droit d'auteur
Article L122-5 : Les exceptions

Article L335 : Le délit de contrefaçon

9./ Protection des données à caractère personnel

Loi numéro 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés

Règlement (UE) 2016/679 du parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données

Articles 226-16 à 226-24 du code pénal

Articles R625-10 à R625-13 du code pénal pour les sanctions encourues.

10./ Atteinte à la vie privée

Article 9 du code civil

Articles 226-1 à 226-7 du code pénal

11./ Atteinte à la représentation de la personne

Articles 226-8 à 226-9 du code pénal

12./ Obligation de conservation des données d'identification

Loi pour la confiance numérique du 21 juin 2004, article 6-II
Code des postes et des communications électroniques, article L34-1

DÉLIBÉRATION PROPOSANT D'ACCEPTER UNE ADMISSION EN NON VALEUR ET UNE REMISE GRACIEUSE DE CRÉANCES

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment ses articles L. 712-3 et R. 719-89 ;

Vu les statuts de l'Université de Bordeaux ;

Vu l'avis favorable de l'agent comptable ;

Vu la délibération n°2021-79 du conseil d'administration en date du 13 décembre 2021 portant délégation de pouvoir au président en matière de remises gracieuses inférieures ou égales à 1.500 euros ;

Considérant que les admissions et les remises gracieuses listées ci-après représentent un montant supérieur au seuil en dessous duquel le Président a reçu délégation.

‰ Œ • v À }] Œ o] Œ U o } v •] o – u] v] • š Œ š] } v ‰ Œ } ‰ } • µ ‰ Œ

Article 1

D'admettre en non-valeur la créance suivante :

	ADMISSION EN NON VALEUR					
	Compte	Année	Composantes	Titre	Débiteurs	Montants
Trop-perçu	4162	2021	101 SG	2871	M./Mme F.P.	ó ì ï ò U ð ñ ¦
	4162	2020	101 SG	7759	M./Mme N.R.	6 ò î ô U õ í ¦
TOTAL DES CREANCES (admise en non valeur)						í ï ò ò ñ U ï ò ¦

Article 2

D'accepter la remise gracieuse sur la demande suivante :

	REMISES GRACIEUSES					
	Compte	Année	Composantes	Titre	Débiteurs	Montants
Formation	4164	2022	220 CSANTE	7308	M./Mme O.A.	2 010,00 €
					Sous total :	2 ì í ì U ì ì ¦
Trop-perçu	4162	2022	101 SG	7803	M./Mme L.L.	1 788,84 €
	46312	2022	101 SG	9577	M./Mme C.B.	1 646,43 €
					Sous total :	3 ð ï ñ U î ó ¦
TOTAL DES CREANCES (admises en remise gracieuse)						**5 445,27 €**

Le président du conseil G ¶ D G P L Q L V W U D W

Dean LEWIS

3 U p V L G H Q W G H O ¶ X Q L Y H U V L W

Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 23 mai 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA CELLULE D'ECOUTE, DE VEILLE ET DE SIGNALEMENT

Vu les dispositions du code général de la fonction publique et notamment l'article L. 135-6 ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le règlement intérieur de la cellule d'écoute, de veille et de signalement à l'Université de Bordeaux, joint à la présente délibération, est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

REGLEMENT INTERIEUR DE LA CELLULE D'ECOUTE, DE VEILLE ET DE SIGNALEMENT (CEVS)

Vu l'avis de la formation spécialisée du comité social d'administration de l'université de Bordeaux du 03/04/23
Vu la délibération du conseil d'administration de l'université de Bordeaux du 23/05/23

Table des matières

CHAPITRE 1 – DISPOSITIONS GENERALES 3

SECTION 1. DENOMINATION ET OBJET 3

Article 1 t Création ***3***

Article 2 t Missions ***4***

SECTION 2. ORGANISATION ET COMPETENCES 4

Article 3 t Composition de la formation plénière ***4***

Article 4 t Composition de la formation restreinte ***5***

CHAPITRE 2 – FONCTIONNEMENT 6

SECTION 1. FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE PLENIERE 6

Article 5 t Coordination ***6***

Article 6 t Déontologie ***7***

SECTION 2. FONCTIONNEMENT DE LA CELLULE RESTREINTE 7

Article 7 t Saisine ***7***

Article 8 t Traitement des demandes : Procédure pour la prise en charge du personnel ***7***

Article 9 t Traitement des demandes : Procédure pour la prise en charge des étudiants ***8***

Article 10 t Bilan annuel ***9***

Article 11 t Confidentialité ***9***

Chapitre 1 – Dispositions générales

Section 1. Dénomination et objet

Rappel du cadre légal et des orientations ministérielles

Article L135-6 du code général de la fonction publique : Les employeurs publics mentionnés à l'article L. 2 mettent en place un dispositif ayant pour objet de recueillir les signalements des agents qui s'estiment victimes d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation et de les orienter vers les autorités compétentes en matière d'accompagnement, de soutien et de protection des victimes et de traitement des faits signalés.

Ce dispositif permet également de recueillir les signalements de témoins de tels agissements.

Décret n° 2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et des agissements sexistes dans la fonction publique : Art. 1er. ±Le dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et des agissements sexistes comporte :

1. Une procédure de recueil des signalements des actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et des agissements sexistes dont les victimes ou témoins de tels actes ou agissements ;
2. Une procédure de traitement des signalements vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien ;
3. Une procédure de traitement des signalements vers les autorités compétentes pour prendre toute mesure de protection fonctionnelle appropriée et assurer le traitement des faits signalés, notamment par la mise en œuvre des sanctions disciplinaires.

Plan national d'action pour l'égalité professionnelle dans la fonction publique 2020-2023 – Ministère de la transformation et de la fonction publique

Action 2.1 : Mettre en place un dispositif de signalement structuré, pérenne et visible, comprenant les trois procédures suivantes:

- Écoute et recueil de signalement ;
- Orientation des victimes présumées et témoins vers les services et professionnels compétents chargés de leur accompagnement et de leur soutien ;
- Orientation vers les autorités compétentes en matière disciplinaire.

Article 1 – Création

Créée en 2015 au sein de l'université de Bordeaux, la Cellule d'écoute, de veille et de signalement, les violences sexistes et homophobes (CEVS) fait suite à un groupe de travail mis en place par la présidence de l'université de Bordeaux discrimination, de harcèlement moral ou sexuel et agissements sexistes comme le prévoit la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes

dans la fonction publique. Bien que cette obligation imposée aux administration de l'Etat ne concerne que ses agents, l'université de Bordeaux a fait le choix d'étendre ce dispositif aux signalements émanant de la communauté étudiante. Cette évolution est intégrée au plan d'action en faveur de l'égalité des genres au sein de l'établissement et au plan d'action national « une nouvelle étape dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur de la recherche » du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche pour 2021-2025.

Article 2 – Missions

Le rôle de la cellule de d'écoute, de veille et de signalement (CEVS) est de veiller à la mise en œuvre de la politique de prévention et de traitement des actes de violences, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes au sein de l'université de Bordeaux.

La CEVS est chargée du recueil des signalements auprès des personnes qui s'estiment victimes ou témoins d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation.

Elle assure également leur orientation vers, d'une part, les professionnels et services compétents en matière d'accompagnement et de soutien et, d'autre part, les autorités compétentes pour prendre les mesures de administratives et juridiques appropriées.

Section 2. Organisation et compétences

Article 3 – Composition des formations plénières

La CEVS en formation plénière est composée de membres représentatifs de la communauté universitaire nommés par le président de l'université, sur proposition du ou de la chargée de mission, pour un mandat de deux ans (un an pour les représentants des étudiants) renouvelable.

La composition de la formation plénière de la CEVS est adaptée en fonction de la qualité des auteurs de signalement.

Lorsque l'auteur du signalement est un membre du personnel	Lorsque l'auteur du signalement est un étudiant ou une personne extérieure à l'établissement
Chargée de mission « parité, égalité, diversité »	Chargée de mission « parité, égalité, diversité »
Vice-président en charge des ressources humaines	Vice-président en charge de la vie universitaire
DGSA ou une personne assurant la représentation du pôle Administration Générale et Ressources Humaines	Vice-président étudiant et personne représentants des étudiant.es désignée par VPE
Médiatrice de l'université	DGSA ou une personne assurant la représentation du pôle Formation, insertion professionnelle et vie universitaire (FIPVU)
Directrice de l'action sociale et de l'innovation sociétale	Directrice de la Vie Universitaire
Directeur des affaires juridiques ou son représentant	Médiatrice de l'université
Un responsable du service Santé au travail ou son représentant	Directeur des affaires juridiques ou son représentant
Chef du service prévention des risques	Un représentant des bureaux de la vie étudiante

Deux représentants des syndicats siégeant au comité social d'administration	Un professionnel médico-social de l'Espace santé étudiant (ESE) ou son représentant
Quatre représentant.es des personnels désigné.es par le Comité Social d'Administration	Deux représentant.e.s des étudiants élus et siégeant en Commission de la formation et de la vie universitaire

En formation plénière, la cellule se réunit au moins deux fois par an pour piloter la politique de lutte contre les violences, les comportements sexistes et sexuelles, le harcèlement, la discrimination et l'homophobie et pourra faire toute suggestion utile pour améliorer :

- la diffusion des informations relatives à la prévention des violences, des actes sexistes et sexuels, des discriminations, du harcèlement et de l'homophobie au sein de l'établissement ou au sein des entreprises et collectivités territoriales partenaires accueillant des étudiants (structures de stages, d'apprentissages, associations étudiantes, etc.),
- la définition d'actions de sensibilisation pertinentes dans ces mêmes lieux (au sein de l'établissement, des entreprises partenaires et collectivités territoriales partenaires accueillant des étudiants),
- le fonctionnement du dispositif spécifique d'intervention.

La cellule en formation plénière se réunit nécessairement avant la remise au conseil d'administration du rapport annuel portant sur les cas de saisine (du 1 septembre de l'année N au 1er septembre de l'année N+1). Elle a vocation à être un lieu de partage de connaissances sur les types de cas de de violences, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes et homophobes, commis au sein de l'établissement. Elle est un lieu d'appui et de mise en relation pour les professionnels médico-sociaux qui assurent la réception et le suivi des saisines et des cas.

Article 4 – Composition de la formation restreinte

La CEVS, en formation restreinte, est garante de la mise en œuvre d'un dispositif différencié à destination du personnel et des étudiants qui s'estiment victimes ou témoins d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation.

Le dispositif spécifique d'intervention, co-coordonné par le pôle Administration générale et ressources humaines (AGRH) et le pôle Formation, insertion professionnelle et vie universitaire (FIPVU), sous la responsabilité de la chargée de mission « parité, égalité, diversité » a pour objectif d'écouter, de recueillir le signalement et d'orienter vers un accompagnement adapté les membres de la communauté universitaire qui sollicitent la cellule.

Les membres de la cellule restreinte chargée de l'écoute et du recueil des signalements, soumis au secret professionnel, ne relèvent pas de l'article 40 du code de procédure pénale : ils n'ont pas l'obligation de signaler au procureur de la République les faits qui leur sont rapportés.

	Signalement effectué par les personnels	Signalement effectué par les étudiants ou extérieurs
Coordination	Une assistante sociale du personnel	Un.e professionnel.le du pôle FIPVU
Ecoute et orientation	Un binôme formé à l'écoute et la prise en charge des violences sexistes sexuelles et discriminations constitué de : Une assistante sociale du personnel Une psychologue / référente qualité de vie au travail de l'université	Un.e professionnel.le du pôle FIPVU en appui avec un ou deux cabinet(s) de psychologues externes partenaires de l'université.

Les membres de la cellule restreinte doivent répondre aux demandes dont la cellule est saisie et les traiter selon la procédure décrite ci-après :

- Réceptionner les formulaires de demande ou les courriels de signalement ;
- Collecter les éléments fournis par l'auteur du signalement ;
- Administrer l'adresse fonctionnelle dédiée à la cellule ;
- Organiser le premier entretien auprès de la personne ayant saisi la cellule dans un lieu neutre ;
- Établir avec la personne le compte-rendu du premier entretien et recueillir les preuves éventuelles ;
- Identifier les besoins et caractériser la situation afin d'orienter les personnes vers les dispositifs ou services existants et adaptés ;
- Fournir tous les éléments permettant d'éclairer la décision de la victime ou du témoin quant à la levée d'anonymat ;
- Recueillir le consentement écrit de la victime présumée ou du témoin pour lever l'anonymat vis-à-vis de l'administration en charge du suivi du dossier ;
- Transmettre les éléments, accompagnés le cas échéant de recommandations, à la chargée de mission « parité, égalité, diversité » et aux pôles AGRH et FIPVU ;
- Réaliser un suivi et une synthèse du traitement de la situation ;
- Tenir à jour un registre des signalements traités afin de faciliter la rédaction du rapport et favoriser la traçabilité des cas à un niveau collectif.

Chapitre 2 – Fonctionnement

Section 1. Fonctionnement de la cellule plénière

Article 5 – Coordination

La chargée de mission « parité, égalité, diversité » est garante du dispositif.

Son rôle est de :

- Piloter le dispositif ;
- Assurer la coordination des travaux de la cellule ;
- Convoquer les réunions plénières ;
- Présenter le bilan annuel des activités de la cellule et des saisines au conseil d'administration de l'université, et le rendre accessible à la communauté étudiante ;
- Faire le lien avec les instances et services de l'université.

Article 6 – Déontologie

Les membres s'engagent à respecter les règles de confidentialité, de réserve, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, le secret professionnel et la présomption d'innocence.

Une charte, précisant les règles et consignes générales auxquelles sont soumis les membres de la cellule de veille, est jointe au présent règlement intérieur. Les membres de la cellule sont tenus de signer cette charte et d'en respecter les principes.

La cellule doit veiller, à tous les niveaux de son intervention, à ne pas faire obstacle aux actions mises en œuvre, ou susceptibles de l'être, par la justice et/ou les instances disciplinaires.

Dans le cadre du Plan national de lutte contre les violences sexistes et sexuelles dans l'enseignement supérieur et la recherche 2021-2025, les membres de la CEVS bénéficieront notamment des sessions de formation sur la prise en charge des situations de violences sexistes et sexuelles (VSS). En outre, les membres de la cellule restreinte bénéficient d'une formation spécifique sur l'écoute active, la prise en charge des victimes de violences sexistes et sexuelles, qui sera renouvelée régulièrement.

La CEVS n'est pas une instance disciplinaire. A ce titre, elle écoute, informe et oriente la personne qui fait état d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation dans ses démarches personnelles, elle lui propose une prise en charge adaptée et l'informe des poursuites possibles à l'encontre de l'auteur présumé des faits. En aucun cas, l'intervention de la cellule ne peut se substituer aux actions pénales et/ou disciplinaires.

La CEVS assurera le traitement et le suivi des dossiers dans des délais raisonnables, en tenant compte de la complexité de chaque situation et des contraintes inhérentes au calendrier universitaire.

Section 2. Fonctionnement de la cellule restreinte

Article 7 – Saisine

La CEVS peut être saisie par toute personne s'estimant victime ou témoin d'atteintes volontaires à leur intégrité physique, d'un acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissements sexistes, de menaces ou de tout autre acte d'intimidation au sein de l'université de Bordeaux.

La CEVS peut être saisie par courriel :

- Pour les personnels: celluledeveille.personnel@u-bordeaux.fr
- Pour les étudiants et personnes extérieures: celluledeveille.etudiant@u-bordeaux.fr

Aux termes de son courriel, l'auteur du signalement décrit en détail la situation qu'il souhaite porter à la connaissance de la CEVS et fournit tout élément susceptible d'éclairer les membres de la cellule.

La CEVS peut être saisie via un formulaire sécurisé en ligne.

L'auteur du signalement est informé sans délai de la réception de celui-ci. Les suites qui seront données à ce signalement seront également portées à sa connaissance par courriel.

Article 8 – Prise en charge des signalements émanant des personnels

1. La coordinatrice de la formation restreinte réceptionne les saisines et propose dans les meilleurs délais un premier rendez-vous à l'auteur du signalement avec un binôme de professionnels du secteur médico-social. Ce premier entretien a pour objectifs de hiérarchiser et d'objectiver les faits et d'identifier les besoins de la personne entendue.

2. Lors du premier entretien, l'auteur du signalement est invité à décrire la situation à laquelle il est confronté. A cette occasion, il peut également fournir tout élément susceptible d'éclairer les écoutants. Ces pièces peuvent également être transmises à la cellule à l'aide des adresses e-mail renseignées à l'article 7 du présent règlement.

3. A l'issue du premier entretien, un accompagnement adapté aux besoins de la personne entendue lui est proposée par les écoutants le cas échéant : suivi médical et/ou psychologique. En outre, elle est informée que des mesures administratives et juridiques pourront éventuellement être prises par la suite, à condition qu'elle accepte de lever son anonymat.

4. Les écoutants rédigent un compte-rendu circonstancié du premier entretien qui sera par la suite envoyé à la personne entendue pour validation.

5. Le signalement est instruit par l'équipe d'écoutants.

6. La coordinatrice de la formation restreinte propose à l'auteur du signalement un second entretien au cours duquel il sera question des suites administratives et/ou juridiques susceptibles d'être donnée à la situation signalée.

7. Lors du second entretien, l'équipe d'écoutants informe l'auteur du signalement que seule la levée d'anonymat peut permettre une action des autorités susceptibles de prendre les mesures administratives et/ou juridiques appropriées le cas échéant et lui indique quelles peuvent être les suites;

6. A l'issue de ces entretiens :

- Si l'auteur du signalement accepte de lever son anonymat, le(s) compte-rendu(s) et les preuves sont transmis par courriel à la chargée de mission parité, égalité, diversité, au pôle AGRH (DGSA, DRH et à la DAJ).
- Si l'auteur du signalement refuse de lever son anonymat, la cellule lui propose une orientation vers les structures et/ou les dispositifs déjà existant au sein de l'établissement qui pourront répondre à ses besoins. Le compte-rendu d'entretien peut soit être préservé ou détruit avec le consentement de l'auteur de la saisine.

7. Une fois le dossier transmis aux services compétents, les personnes concernées par le signalement peuvent être reçues par les services qui prennent en charge la suite de la procédure. La cellule se tient à leur disposition pour une nouvelle écoute tout au long du processus de prise en charge du signalement jusqu'à la clôture de la procédure.

8. Tous les éléments de preuve et de compte-rendu transmis sont préservés. Un système d'archivage des preuves est mis en place par l'établissement afin de respecter chaque personne impliquée dans la situation de violences sexistes, et sexuelles, et de discriminations.

Levée de l'anonymat

Bordeaux, le……

Je soussigné-e ……., accepte que mon signalement non anonymisé soit communiqué à la direction des affaires juridiques et/ou à la Direction des Ressources Humaines (pôle AGRH) ou au pôle Formation, Insertion Professionnelle et Vie Universitaire (FIPVU).

Signature :

Article 9 – Prise en charge des signalements émanant des étudiants ou des personnes extérieures

1. La coordinatrice de la formation restreinte réceptionne les saisines et propose dans les meilleurs délais un premier rendez-vous à l'auteur du signalement avec une équipe de psychologues. Ce premier entretien a pour objectifs de hiérarchiser et d'objectiver les faits et d'identifier les besoins de la personne entendue.

2. Lors du premier entretien, l'auteur du signalement est invité à décrire la situation à laquelle il est confronté. A cette occasion, il peut également fournir tout élément susceptible d'éclairer les écoutants. Ces pièces peuvent également être transmises à la cellule à l'aide des adresses e-mail renseignées à l'article 7 du présent règlement.

3. A l'issue du premier entretien, un accompagnement adapté aux besoins de la personne entendue lui est proposée par les écoutants le cas échéant : suivi médical et/ou psychologique. En outre, elle est informée que des mesures administratives et juridiques pourront éventuellement être prises par la suite, à condition qu'elle accepte de lever son anonymat.

4. Les écoutants rédigent un compte-rendu circonstancié du premier entretien qui sera par la suite envoyé à la personne entendue pour validation.

5. Le signalement est instruit par l'équipe d'écoutants.

6. La coordinatrice de la formation restreinte propose à l'auteur du signalement un second entretien au cours duquel il sera question des suites administratives et/ou juridiques susceptibles d'être donnée à la situation signalée.

7. Lors du second entretien, l'équipe d'écoutants informe l'auteur du signalement que seule la levée d'anonymat peut permettre une action des autorités susceptibles de prendre les mesures administratives et/ou juridiques appropriées le cas échéant et lui indique quelles peuvent être les suites;

6. A l'issue de ces entretiens :

- Si l'auteur du signalement accepte de lever son anonymat, le(s) compte-rendu(s) et les preuves sont transmis par courriel à la chargée de mission parité, égalité, diversité, aux pôles FIPVU et AGRH si nécessaire (DGSA, DRH et à la DAJ).
- Si l'auteur du signalement refuse de lever son anonymat, la cellule lui propose une orientation vers les structures et/ou les dispositifs déjà existant au sein de l'établissement qui pourront répondre à ses besoins. Le compte-rendu d'entretien peut-être soit préservé ou détruit avec le consentement de l'auteur de la saisine.

7. Une fois le dossier transmis aux services compétents, les personnes concernées par le signalement peuvent être reçues par les services qui prennent en charge la suite de la procédure. La cellule se tient à leur disposition pour une nouvelle écoute tout au long du processus de prise en charge du signalement jusqu'à la clôture de la procédure.

8. Tous les éléments de preuve et de compte-rendu transmis sont préservés. Un système d'archivage des preuves est mis en place par l'établissement afin de respecter chaque personne impliquée dans la situation de violences sexistes, et sexuelles, et de discriminations.

Article 10 – Bilan annuel

Chaque situation fait l'objet d'un compte rendu anonymisé, adressé au président de l'université et au CHSCT.

Ils font l'objet d'un bilan annuel, complété, présenté devant conseil d'administration de l'établissement et accessible à la communauté étudiante.

Article 11 – Confidentialité

La procédure d'échanges de témoignages, d'entretiens et de pièces fera l'objet d'une annexe à ce règlement intérieur sur le respect du RGPD en lien avec le DPO.

L'ensemble des membres de la cellule d'écoute, de veille et de signalement sont tenus à l'obligation de discrétion professionnelle. L'anonymat des agents et des étudiants est respecté et renforcé si la situation signalée est externalisée à la cellule (sauf autorisation expresse de ces derniers).

De plus, l'ensemble des membres de la cellule signent une charte de confidentialité comme ci-après :

Charte de confidentialité

A destination de tous les membres de la cellule d'écoute, de veille et de signalement

Article 1 – Objet

En application du règlement intérieur de la cellule d'écoute, de veille et de signalement (CEVS), la présente charte a pour objet, d'une part, de préciser les règles et consignes générales à respecter par ses membres.

Les membres de la CEVS signent la présente charte et s'engagent à en respecter les principes.

Article 2 – Règles et consignes

Dans le cadre de leurs fonctions au sein de la CEVS, les membres désignés conformément à l'article 3 du règlement intérieur sont tenus au strict respect des règles déontologiques fixées par la présente charte :

- Confidentialité et secret professionnel concernant les situations et les informations portées à la connaissance de la CEVS ;
- Respect de la présomption d'innocence ;
- Devoir de réserve et de discrétion relatif aux opinions et avis exprimés par les membres de la CEVS sur les cas qui lui sont soumis ;
- Objectivité, neutralité, impartialité et indépendance dans le cadre du traitement des cas individuels et engagement de ne pas participer à son instruction pour tout membre directement concerné par un dossier (relation personnelle ou professionnelle de proximité, témoin, auteur présumé ou victime déclarée) ;
- Engagement à suivre la formation initiale organisée dans les domaines entrant dans le champ de compétence et d'intervention de la CEVS (formation à l'écoute, formation juridique) et la formation continue (analyse des pratiques et compléments de formation) ;
- Engagement à respecter les procédures établies par la CEVS dans son règlement intérieur;
- Disponibilité pour toute la durée de leur mandat : participation aux travaux de la CVDHS, présence aux réunions et, pour la chargée de mission, astreintes particulières dans le strict cadre des missions de la CVDHS (permanences d'accueil, relevé des courriers, réception des courriels, responsabilité du téléphone portable, etc...).

A Bordeaux, le .....

Nom : .....

Prénom : .....

Apposer la mention « Lu et approuvé »

.....

Signature :……..

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 23 mai 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION CREATION DE LA COMMISSION D'AIDES EXCEPTIONNELLES

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 712-2 et L. 951-1 ;

Vu les articles L. 731-1 et suivants du code général de la fonction publique ;

Vu les statuts de l'université ;

Vu l'avis du comité social d'administration en date du 7 avril 2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

D'approuver la création de la commission d'aides exceptionnelles.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

DELIBERATION RELATIVE AUX CAPACITES D'ACCUEIL EN DEUXIEME ANNÉE ET TROISIEME ANNÉE DU PREMIER CYCLE DES FORMATIONS DE SANTÉ DANS LES FORMATIONS DE MÉDECINE, MAIEUTIQUE, ODONTOLOGIE, PHARMACIE POUR L'ANNÉE UNIVERSITAIRE 2023-2024 ET AUX PROSPECTIVES DE CAPACITÉ D'ACCUEIL POUR LES CINQ ANNÉES SUIVANTES EN DEUXIEME CYCLE ET EN DEUXIEME ANNÉE DU PREMIER CYCLE

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L.631-1, L.712-3 et R631-1-1 I et R631-1-6 II ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le décret n°2019-1125 du 4 novembre 2019 relatif à l'accès aux formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique ;

Vu le décret n°2019-1126 du 4 novembre 2019 relatif à l'accès au premier cycle des formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique ;

Vu l'arrêté modifié du 4 novembre 2019 relatif à l'accès aux formations de médecine, de pharmacie, d'odontologie et de maïeutique ;

Vu l'arrêté modifié du 24 mars 2017 modifié relatif aux modalités d'admission en deuxième ou troisième année des études médicales, odontologiques, pharmaceutiques ou de sage-femme ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu l'avis n°2023-09 de la CFVU du 6 avril 2023 ;

Article 1

Après concertation avec les UFRs des sciences médicales, pharmaceutiques, odontologiques, l'école de maïeutique et les universités de Bordeaux et de Pau, de Polynésie Française et de Nouvelle Calédonie, et après avis de l'ARS d'Aquitaine, les capacités d'accueil en deuxième année du premier cycle des formations sont fixées conformément au tableau en annexe du présent avis pour l'année 2023-2024.

Article 2

Après concertation avec les UFRs des sciences médicales, pharmaceutiques, odontologiques, l'école de maïeutique et les universités de Bordeaux et de Pau, de Polynésie Française et de Nouvelle Calédonie, et après avis de l'ARS d'Aquitaine, les prospectives des capacités d'accueil en deuxième année du premier cycle des années 2023-2024 à 2027-2028, et en première année du deuxième cycle des années 2023-2024 à 2027-2028, sont fixées conformément au tableau en annexe du présent avis.

Article 3.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Annexe 1 : Capacités d'accueil en deuxième année du premier cycle des formations pour l'année 2023/2024
Annexe 2 : prospectives des capacités d'accueil en deuxième année du premier cycle de 2023-2024 à 2027-2028, et en première année du deuxième cycle de 2023-2024 à 2027-2028

Le président du conseil d'administration,

Dean Lewis



Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 21
Contre : 6
Abstention : 2

Annexe 1 : Capacités d'accueil en deuxième année du premier cycle des formations pour l'année 2023/2024

Bordeaux 2023-2024 : capacité d'accueil en médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie (y compris les candidats internationaux)

Médecine	**420**
PASS	190
LAS 60 ECTS Universités de Bordeaux et Pau	20
LAS et licences ≥120 ECTS Universités de Bordeaux et de Pau	180
Passerelles tardives	30
Pharmacie	**154**
PASS	62
LAS 60 ECTS Universités de Bordeaux et de Pau	10
LAS et licences ≥120 ECTS Universités de Bordeaux et de Pau	62
Passerelles tardives	20
Odontologie	**70**
PASS Bordeaux	26
LAS 60 ECTS Universités de Bordeaux et de Pau	3
LAS et licences ≥120 ECTS Universités de Bordeaux et de Pau	32
Passerelles tardives	9
Maïeutique	**30**
PASS Bordeaux	10
LAS 60 ECTS Universités de Bordeaux et de Pau	6
LAS et licences ≥120 ECTS Universités de Bordeaux et de Pau	9
Passerelles tardives	5

Pacifique sud 2023-2024 : capacité d'accueil en médecine, maïeutique, odontologie, pharmacie

Médecine	**41**
LAS 60 ECTS Université de Polynésie Française	16
LAS 60 ECTS Université de Nouvelle Calédonie	13
LAS 120 ECTS Université de Polynésie Française	6
LAS 120 ECTS Université de Nouvelle Calédonie	6
Pharmacie	**5**
LAS 60 ECTS Université de Polynésie Française	3
LAS 120 ECTS Université de Polynésie Française	2
Odontologie	**4**
LAS 60 ECTS Université de Polynésie Française	2
LAS 120 ECTS Université de Polynésie Française	2
Maïeutique	**3**
LAS 60 ECTS Université de Nouvelle Calédonie	2
LAS 120 ECTS Université de Nouvelle Calédonie	1

Accueil sur conventions

Médecine	**10**
Université La Réunion (1ère année de 2ème cycle)	10
Pharmacie	**14**
Université La Réunion	6
Université Antilles	4
Université Guyane	4
Odontologie	**46**
LAS Université de Poitiers	36
PASS/LAS Université de Limoges	6
Université La Réunion	4

Annexe 2 : Prospectives des capacités d'accueil en 2ème année du 1er cycle de 2023-2024 à 2027-2028, et en 1ère année du 2ème cycle de 2023-2024 à 2027-2028

Médecine : capacité accueil 2ème année 1er cycle	*sept-21**	*sept-22**	*sept-23*	*sept-24*	*sept-25*	*sept-26*	*sept-27*
Sous total Bordeaux	*439*	*410*	*420*	*420*	*420*	*420*	*420*
Sous total Pacifique sud	*36*	*40*	*41*	*41*	*41*	*41*	*41*
Total général accueil 2ème année 1er cycle	*475*	*450*	*461*	*461*	*461*	*461*	*461*

Médecine : capacité accueil 1ère année 2ème cycle	*sept-23*	*sept-24*	*sept-25*	*sept-26*	*sept-27*
Total général accueil 1ère année 2ème cycle y compris conventions universités La Réunion et Antilles Guyane	*495*	*461*	*480*	*480*	*480*

Pharmacie : capacité accueil 2ème année 1er cycle	*sept-21**	*sept-22**	*sept-23*	*sept-24*	*sept-25*	*sept-26*	*sept-27*
Sous total Bordeaux	*142*	*146*	*154*	*154*	*154*	*154*	*154*
Sous total Pacifique sud	*4*	*4*	*5*	*5*	*5*	*5*	*5*
Total général accueil 2ème année 1er cycle	*146*	*150*	*159*	*159*	*159*	*159*	*159*

Pharmacie : capacité accueil 1ère année 2ème cycle	*sept-23*	*sept-24*	*sept-25*	*sept-26*	*sept-27*
Total général accueil 1ère année 2ème cycle y compris conventions universités La Réunion et Antilles Guyane	*173*	*173*	*173*	*173*	*173*

Odontologie : capacité accueil 2ème année 1er cycle	*sept-21**	*sept-22**	*sept-23*	*sept-24*	*sept-25*	*sept-26*	*sept-27*
Sous total Bordeaux	*68*	*70*	*70*	*80*	*80*	*80*	*80*
Sous total Pacifique sud	*4*	*4*	*4*	*4*	*4*	*4*	*4*
Total général accueil 2ème année 1er cycle	*72*	*74*	*74*	*84*	*84*	*84*	*84*

Odontologie : capacité accueil 1ère année 2ème cycle	*sept-23*	*sept-24*	*sept-25*	*sept-26*	*sept-27*
Total général accueil 1ère année 2ème cycle y compris conventions universités Poitiers, Limoges, La Réunion et Antilles Guyane	*170*	*130*	*130*	*130*	*130*

Maïeutique : capacité accueil 2ème année 1er cycle	*sept-21**	*sept-22**	*sept-23*	*sept-24*	*sept-25*	*sept-26*	*sept-27*
Sous total Bordeaux	*31*	*30*	*30*	*30*	*30*	*30*	*30*
Sous total Pacifique sud	*0*	*2*	*3*	*3*	*3*	*3*	*3*
Total général accueil 2ème année 1er cycle	*31*	*32*	*33*	*33*	*33*	*33*	*33*

Maïeutique : capacité accueil 1ère année 2ème cycle	*sept-23*	*sept-24*	*sept-25*	*sept-26*	*sept-27*
Total général accueil 1ère année 2ème cycle y compris conventions universités La Réunion et Antilles Guyane	*30*	*32*	*33*	*33*	*33*

** pour mémoire*

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 23 mai 2023

DÉLIBÉRATION RELATIVE AU CALENDRIER UNIVERSITAIRE 2023-2024

Vu le code de l'éducation et notamment l'article L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu l'avis du comité social d'administration de l'université de Bordeaux en date du 07 avril 2023 ;

Vu l'avis de la commission de la formation et de la vie universitaire de l'université de Bordeaux en date du 06 avril 2023.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le calendrier universitaire 2023-2024 annexé à la présente délibération est approuvé.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 23 mai 2023

Annexe : Calendrier universitaire 2023-2024

Septembre 2023	Octobre 2023	Novembre 2023	Décembre 2023	Janvier 2024	Février 2024
01 V	01 D	01 M Toussaint	01 V	01 L Jour de l'An	01 J
02 S	02 L	02 J	02 S	02 M	02 V
03 D	03 M	03 V	03 D	03 M	03 S
04 L	04 M	04 S	04 L	04 J	04 D
05 M	05 J	05 D	05 M	05 V	05 L
06 M	06 V	06 L	06 M	06 S	06 M
07 J	07 S	07 M	07 J	07 D	07 M
08 V	08 D	08 M	08 V	08 L	08 J
09 S	09 L	09 J	09 S	09 M	09 V
10 D	10 M	10 V	10 D	10 M	10 S
11 L	11 M	11 S Armistice 1918	11 L	11 J	11 D
12 M	12 J	12 D	12 M	12 V	12 L
13 M	13 V	13 L	13 M	13 S	13 M
14 J	14 S	14 M	14 J	14 D	14 M
15 V	15 D	15 M	15 V	15 L	15 J
16 S	16 L	16 J	16 S	16 M	16 V
17 D	17 M	17 V	17 D	17 M	17 S
18 L	18 M	18 S	18 L	18 J	18 D
19 M	19 J	19 D	19 M	19 V	19 L
20 M	20 V	20 L	20 M	20 S	20 M
21 J	21 S	21 M	21 J	21 D	21 M
22 V	22 D	22 M	22 V	22 L	22 J
23 S	23 L	23 J	23 S	23 M	23 V
24 D	24 M	24 V	24 D	24 M	24 S
25 L	25 M	25 S	25 L Noël	25 J	25 D
26 M	26 J	26 D	26 M	26 V Journée portes ouvertes	26 L
27 M	27 V	27 L	27 M	27 S Journée portes ouvertes	27 M
28 J	28 S	28 M	28 J	28 D	28 M
29 V	29 D	29 M	29 V	29 L	29 J
30 S	30 L	30 J	30 S	30 M	
	31 M		31 D	31 M	

REORIENTATION (Décembre 2023 : 01 V – 15 V)
REORIENTATION (Décembre 2023 : 18 L – 22 V)
REORIENTATION (Novembre 2023 : 20 L – 30 J)
REORIENTATION (Janvier 2024 : 08 L – 12 V)

Mars 2024	Avril 2024	Mai 2024	Juin 2024	Juillet 2024	Août 2024
01 V	01 L Lundi de Pâques	01 M Fête du Travail	01 S	01 L	01 J
02 S	02 M	02 J	02 D	02 M	02 V
03 D	03 M	03 V	03 L	03 M	03 S
04 L	04 J	04 S	04 M	04 J	04 D
05 M	05 V	05 D	05 M	05 V	05 L
06 M	06 S	06 L	06 J	06 S	06 M
07 J	07 D	07 M	07 V	07 D	07 M
08 V	08 L	08 M Victoire 1945	08 S	08 L	08 J
09 S	09 M	09 J Ascension	09 D	09 M	09 V
10 D	10 M	10 V	10 L	10 M	10 S
11 L	11 J	11 S	11 M	11 J	11 D
12 M	12 V	12 D	12 M	12 V	12 L
13 M	13 S	13 L	13 J	13 S	13 M
14 J	14 D	14 M	14 V	14 D Fête Nationale	14 M
15 V	15 L	15 M	15 S	15 L	15 J Assomption
16 S	16 M	16 J	16 D	16 M	16 V
17 D	17 M	17 V	17 L	17 M	17 S
18 L	18 J	18 S	18 M	18 J	18 D
19 M	19 V	19 D Pentecôte	19 M	19 V	19 L
20 M	20 S	20 L Lundi de Pentecôte	20 J	20 S	20 M
21 J	21 D	21 M	21 V	21 D	21 M
22 V	22 L	22 M	22 S	22 L	22 J
23 S	23 M	23 J	23 D	23 M	23 V
24 D	24 M	24 V	24 L	24 M	24 S
25 L	25 J	25 S	25 M	25 J	25 D
26 M	26 V	26 D	26 M	26 V	26 L
27 M	27 S	27 L	27 J	27 S	27 M
28 J	28 D	28 M	28 V	28 D	28 M
29 V	29 L	29 M	29 S	29 L	29 J
30 S	30 M	30 J	30 D	30 M	30 V
31 D Pâques		31 V		31 M	31 S

Congés Université de Bordeaux (Hors IUT et formations de santé)
Jours Fériés
Vacances scolaires zone A (calendrier officiel des vacances scolaires 2023-2024 publié au Journal officiel le 8 décembre 2022)
Période de début des enseignements Semestre 1 et Semestre 2
Périodes de fermeture administrative

REORIENTATION — Examen des candidatures par les équipes pédagogiques

REORIENTATION — Dépôt des candidatures sur APOFLUX

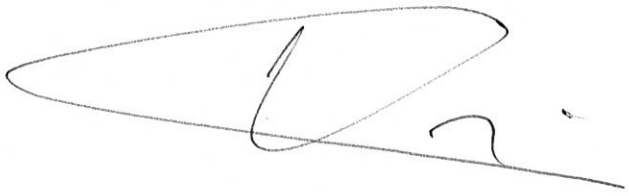
université de BORDEAUX

Relevé des points d'information du conseil d'administration du 23 mai 2023

- Bilan 2020-2022 de la Convention de coordination territoriale en Nouvelle-Aquitaine
- Présentation du calendrier institutionnel

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration



Convention de Coordination Territoriale en Nouvelle-Aquitaine



PRÉSENTATION DE LA CONVENTION DE COORDINATION TERRITORIALE EN NOUVELLE-AQUITAINE (CCT) ET DES ACTIONS

DÉC. 2022

Convention-cadre de la CCT

Convention de Coordination Territoriale en Nouvelle-Aquitaine

En référence à l'ordonnance n°2018-1131 du 12 décembre 2018 (chapitre II), les établissements […] conviennent **de coordonner certaines de leurs actions et de mutualiser des moyens** dans le cadre d'un projet partagé de coordination territoriale défini et mis en œuvre conjointement […].

Travailler en commun à favoriser l'accès des différents publics à l'enseignement supérieur et à mettre en cohérence l'offre de formation au regard des singularités et des équilibres territoriaux :

- Favoriser **l'accès des bacheliers** à l'enseignement supérieur, favoriser **leur réussite** et accroître **la diversité sociale**
- Mettre en commun **une réflexion sur l'offre de formation, notamment en premier cycle**
- Faciliter la **mobilité étudiante intra-régionale et inter-établissements**

Penser et développer collectivement le territoire de l'ESR

- Articuler et coordonner entre les établissements **les sites infra-régionaux**
- Densifier le réseau existant d'**implantations universitaires locales**
- Permettre une meilleure **articulation entre les politiques des établissements et les attentes des différents écosystèmes**

Action 1 : Politique de diversification sociale et territoriale des publics étudiants

Convention de Coordination Territoriale en Nouvelle-Aquitaine

Action portée par l'Université de Bordeaux

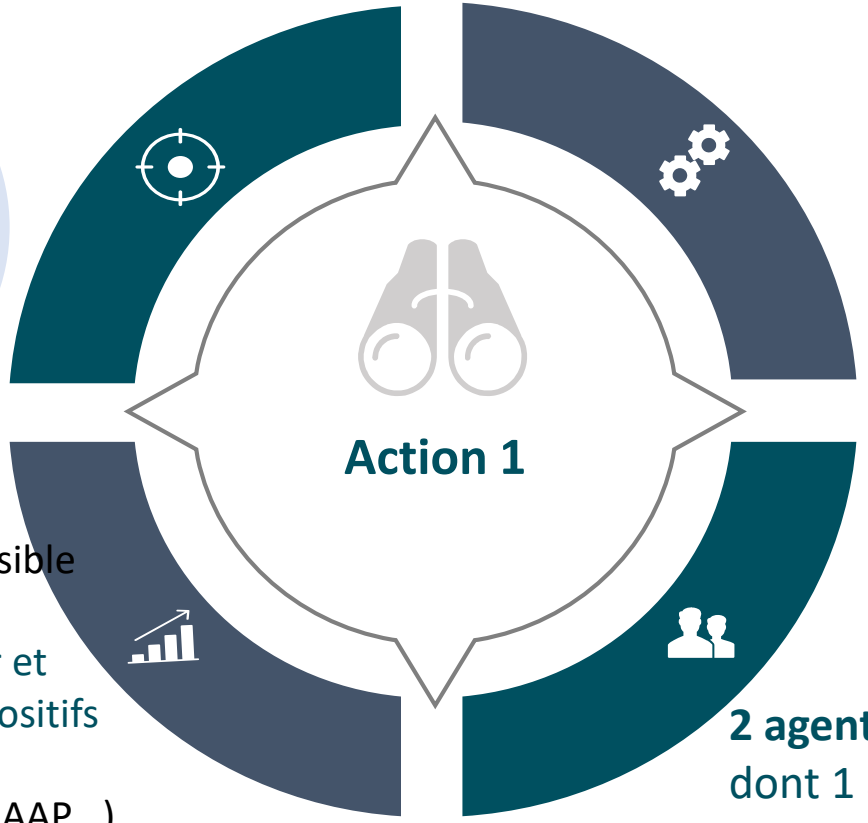
Objectif

Favoriser l'accès à l'enseignement supérieur de publics étudiants diversifiés par le renforcement de la politique d'ouverture sociale et/ou territoriale des établissements partenaires

Démarche

Coordonner - Animer - Développer - Évaluer

Un travail sur l'état des lieux le plus large possible (dispositifs et pratiques des établissements)
Partager pratiques et expériences, s'informer et informer et faire du transfert/essaimage dispositifs
Animer des dispositifs - Innover
Faire ensemble (ex. réponse commune à des AAP…)



Etapes

Formaliser un état des lieux des dispositifs d'accompagnement à l'orientation et à la réussite (cordées de la réussite, projets ACCES, CODA, …)
Définir une feuille de route

L'Action 1 est dans la phase d'état des lieux, installation en parallèle des projets ACCES et CODA

2 agents UB
dont 1 agent mutualisé avec l'Action 3

Appui/Suivi : 7 responsables politiques et 7 référents administratifs

Action 2 : Territorialisation de l'offre de formation et renforcement de la cohésion du réseau des acteurs éducatifs

Convention de Coordination Territoriale en Nouvelle-Aquitaine

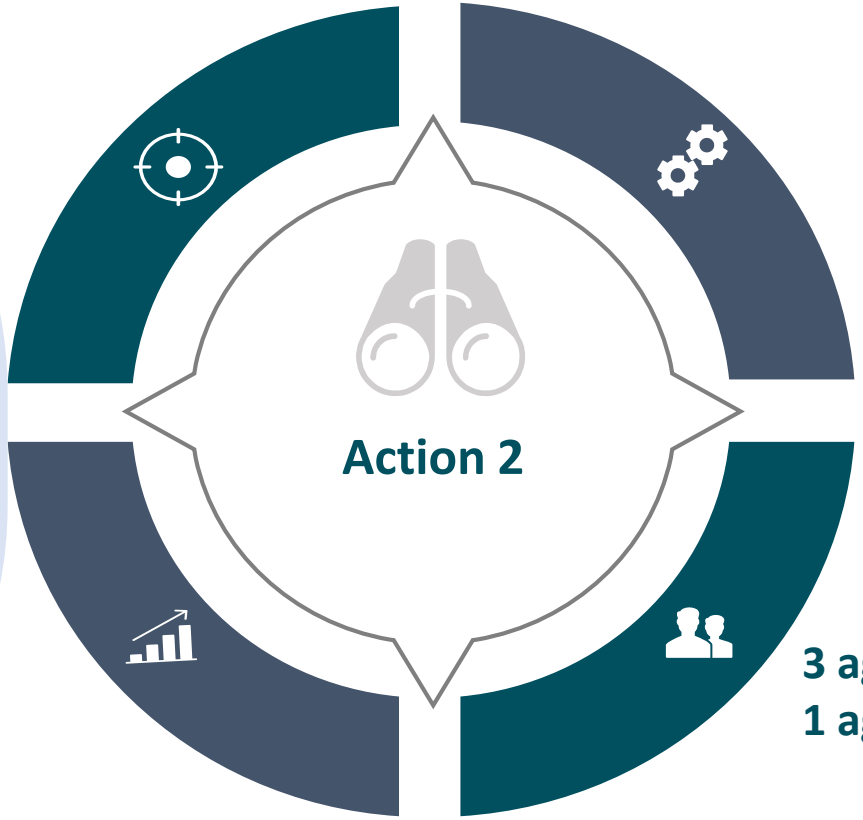
2.1 Coordination territoriale, portée par l'Université de Bordeaux
2.2 Formation des ingénieurs, portée par Bordeaux INP

Objectifs 2.1

Créer les conditions d'une coordination renforcée entre les parties prenantes sur les territoires de Nouvelle-Aquitaine
Faire plus et mieux ensemble avec tous les acteurs du territoire (partenaires socio-économiques, collectivités locales, associations…)

Objectifs 2.2

Développer la visibilité et l'attractivité des écoles d'ingénieurs publiques
Promouvoir une politique de passerelles et d'articulation entre les formations universitaires et formations d'ingénieurs



Etapes

Phase 1 : Diagnostic partagé/Cadrage
Phase 2 : Feuille de route (4 axes) à l'échelle du CQ. 2022-2027
Phase 3 : Opérationnalisation
Déploiement par chaque établissement (avec accompagnement)

3 agents UB
1 agent Bx INP

Appui/Suivi : 7 responsables politiques et 7 référents administratifs

Action 3 : Études

Convention de Coordination Territoriale en Nouvelle-Aquitaine

3.1 Suivi des parcours étudiants et réalisation des études, portée par l'Université de Bordeaux
3.2 Conditions de vie et d'études et volet Logement, portée par l'Université Bordeaux Montaigne

Objectifs 3.1

Suivi, analyse des parcours et caractérisation des publics

Objectifs 3.2

Étudier les conditions de vie et d'études afin de mieux accompagner les étudiants dans leur diversité
Volet Logement

Objectifs communs

Coordination d'enquêtes
Production d'informations
Exploitation et analyse de données



3 agents UB
+ 1 sur l'Action 1
2 agents UBM

Études-Enquêtes

Enquêtes-Études :
Insertion Professionnelle
Parcours étudiants (focus 2021 : projet ACCES)
Prochaine enquête CVE 23-24
Enquête spéciale Covid-19
Enquête Flash Logement
Plan d'action logement
Évaluation des dispositifs territoriaux

Axes de travail

Créer du lien entre les acteurs
Développer l'offre de services
Identifier les synergies
Favoriser la visibilité et la cohérence au niveau du territoire

Appui/Suivi : 7 responsables politiques et 7 référents administratifs

Action 4 : Pratiques pédagogiques

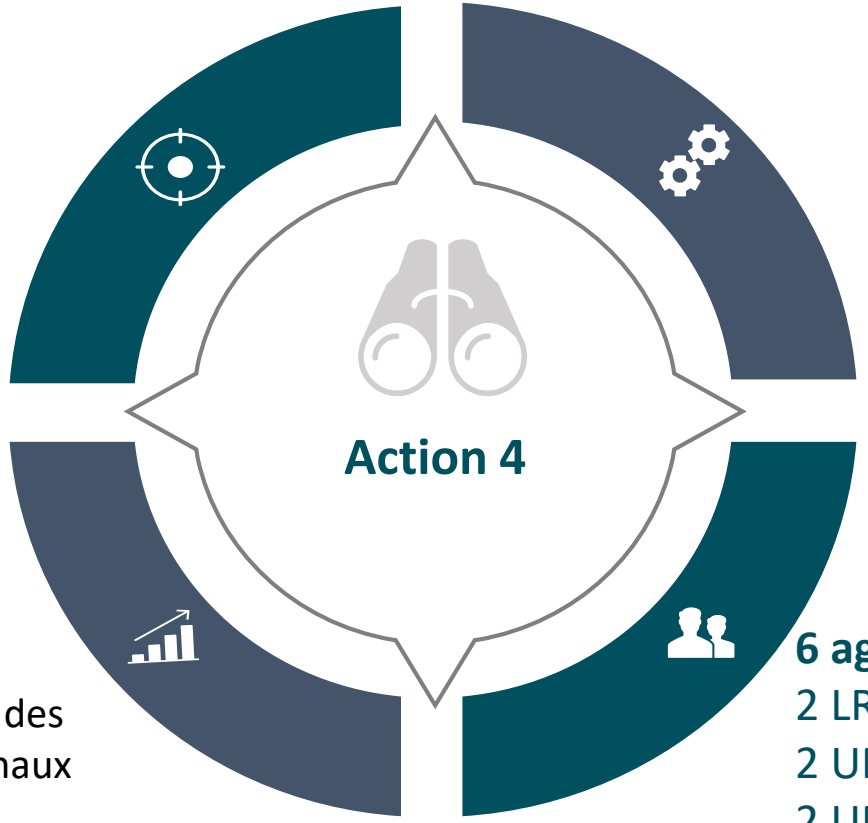
Convention de Coordination Territoriale en Nouvelle-Aquitaine

4.1 Enseignements hybrides, portée par La Rochelle Université
4.2 Accompagnement à l'hybridation, portée par l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
4.3 Éditions - Supports, portée par l'Université Bordeaux Montaigne

Objectifs 4.1 (outils)
Développer des dispositifs techniques et de nouvelles pratiques pédagogiques favorisant les enseignements hybrides mutualisés entre les établissements d'enseignement supérieur

Objectifs 4.2 (pédagogie)
Coopérer sur des actions favorables au développement de dispositifs techniques et de nouvelles pratiques pédagogiques en favorisant le maillage territorial des enseignements

Objectifs 4.3 (édition)
Développement d'une chaine éditoriale qui permette de décliner sous différents formats des contenus pédagogiques et scientifiques originaux
Mise en place et animation des Presses universitaires



6 agents
2 LRUniv
2 UPPA
2 UBM

Etapes
État des lieux / Diagnostics / Cartographie

Développement des réseaux / Groupes de travail

Opérationnalisation / Mise en place et accompagnement / Animation d'ateliers, séminaires

Travail en cours
Cartographie des projets
Réflexion sur les projets conjoints
Travail de lien et de cohérence

Appui/Suivi : 7 responsables politiques et 7 référents administratifs

Action 5 : Dispositif d'accueil et d'accompagnement des étudiants migrants

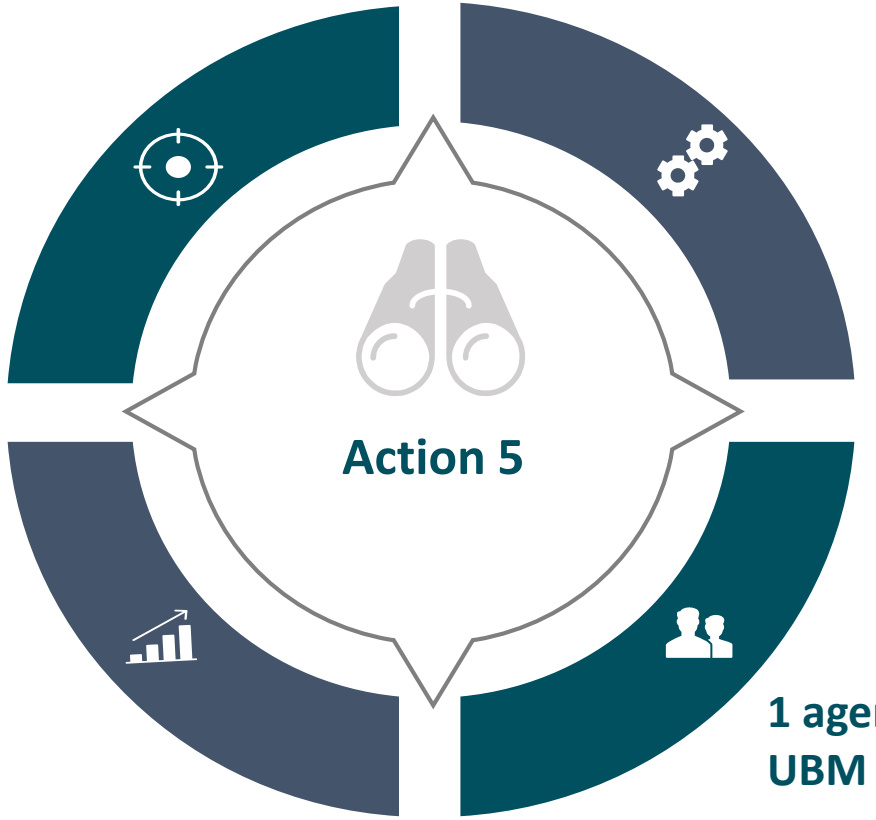
Convention de Coordination Territoriale en Nouvelle-Aquitaine

Action portée par l'Université Bordeaux Montaigne

Objectifs

Coordonner le dispositif d'accueil et d'accompagnement favorisant l'accueil et l'intégration universitaire des populations migrantes sur le territoire de la Nouvelle-Aquitaine

Faciliter l'accès à l'information
Faciliter l'accès aux formations
Faciliter l'accueil des étudiants et chercheurs
Renforcer l'accompagnement



1 agent UBM

Appui/Suivi : 7 responsables politiques et 7 référents administratifs

Étapes

État des lieux
Coordination et renforcement
Rencontres et échanges
Développement de réseaux (MenS, CADA)
Accompagnement et mise en place de dispositifs

Axes de travail

Bureau d'accueil régional (guichet)
DU passerelle (Tremplin)
Communication/Information (services et personnels)
Programme PAUSE
UNIV'R (HCR)
Événementiel

Action 6 : AquiMob

Convention de Coordination Territoriale en Nouvelle-Aquitaine

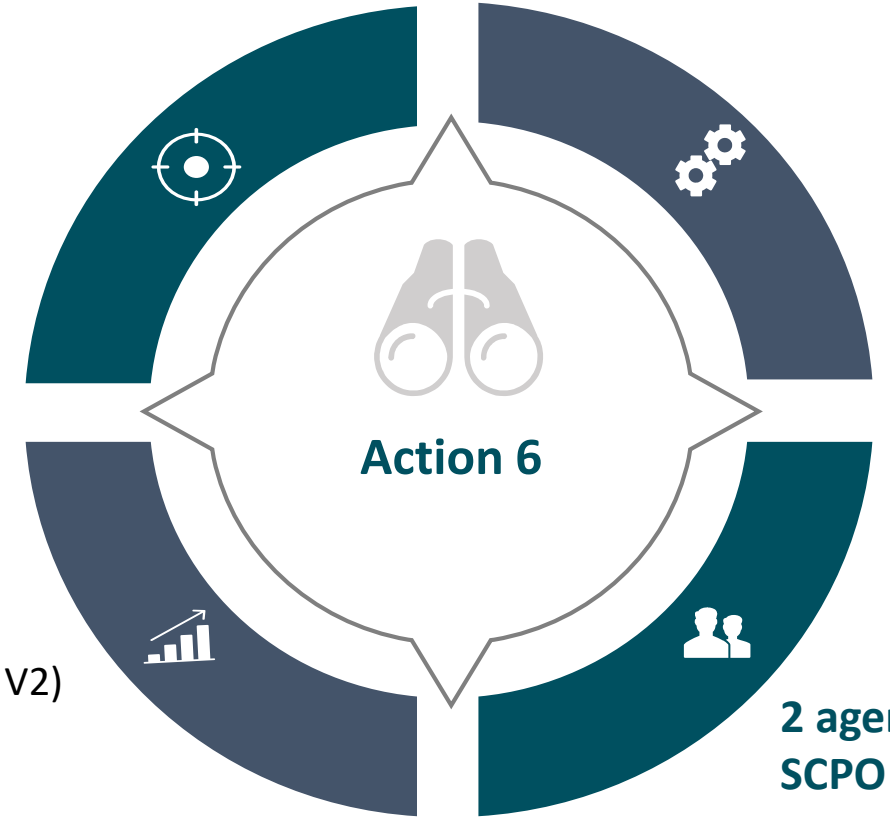
Action portée par Sciences Po Bordeaux

Objectifs

Développer le dispositif à l'échelle de la région Nouvelle-Aquitaine en facilitant les démarches pour les étudiants et favoriser ainsi le nombre d'étudiants en mobilité
Consolider le partenariat local avec la région Nouvelle-Aquitaine
Mutualiser les aides existantes sur le territoire néo-aquitain

Evolutions

Techniques (authentification, lancement : V2)
Règlement Région
Erasmus + et Eurorégion
Intégration nouveaux établissements



2 agents SCPO

Un guichet unique permettant aux étudiants de candidater, en une seule fois, à plusieurs aides : Ministère, établissement, Région, Erasmus+, Eurorégion

Un outil de gestion des aides à la mobilité internationale pour les personnels en charge de l'instruction des dossiers dans les établissements

Un dispositif favorisant la mise en réseau des établissements et les échanges de bonnes pratiques entre gestionnaires

Appui/Suivi : 7 responsables politiques et 7 référents administratifs

Action 7 : Entrepreneuriat étudiant

Convention de Coordination Territoriale en Nouvelle-Aquitaine

Action co-portée par
l'Université de La Rochelle
l'Université de Pau et des Pays de l'Adour
l'Université de Bordeaux

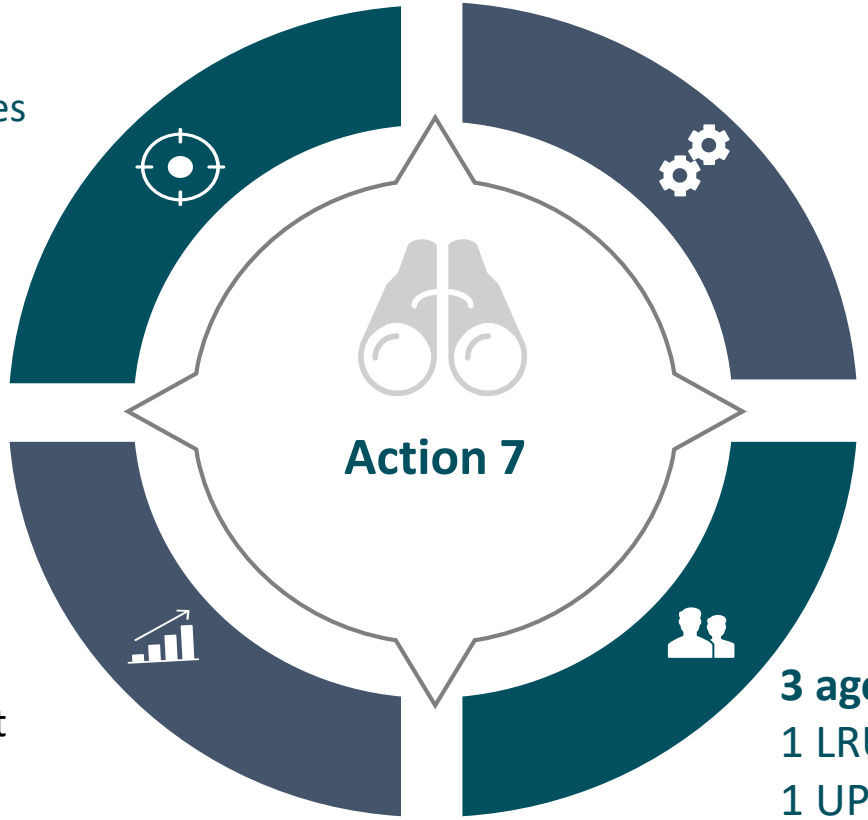
Gouvernance tournante par année universitaire
2022-2023 : l'Université de Pau et des Pays de l'Adour

Objectifs

Élaboration d'un schéma de mise en œuvre des prochaines vagues de labellisation Pépite (ce schéma veille au respect de l'autonomie de chacun en regard de sa politique d'entrepreneuriat étudiant)

Organisation de la territorialisation de l'action visant à assurer le lien avec l'ensemble des établissements de chaque territoire

Diversification sociale et territoriale du public étudiant
Valorisation de l'entrepreneuriat au féminin et de l'inclusion
Délivrance du SNEE et suivi administratif des étudiants entrepreneurs (EE)



Feuille de route

Informer
Sensibiliser
Accompagner
Former
Fédérer

Axes de travail

Homogénéisation de l'offre de services
Mise en place de la démarche entrepreneuriale et partenariale
Professionnalisation des équipes
Pilotage indicateurs
Démarche qualité
Partage et valorisation des ressources
Réponse commune à des AAP

3 agents
1 LRUniv
1 UPPA
1 UB

Appui/Suivi : 7 responsables politiques et 7 référents administratifs

Calendrier 2023-2024

23/05/2023

SEPTEMBRE				OCTOBRE				NOVEMBRE				DECEMBRE				JANVIER			
1	V			1	D			1	M	Toussaint		1	V	CDS		1	L	Jour de l'an	01
2	S			2	L		40	2	J			2	S			2	M		
3	D			3	M	CDS		3	V			3	D			3	M		
4	L		36	4	M			4	S			4	L		49	4	J		
5	M			5	J			5	D			5	M			5	V	Com Patrimoine	
6	M			6	V			6	L		45	6	M			6	S		
7	J	CDS		7	S			7	M	COAS		7	J			7	D		
8	V			8	D		41	8	M			8	V			8	L		02
9	S			9	L			9	J	CDS	Com Moyens	9	S			9	M	CDS	
10	D			10	M	CSA FSS Pessac	CAC restreint	10	V			10	D		50	10	M		
11	L		37	11	M			11	S	Armistice 1918		11	L		CAC restreint	11	J		
12	M			12	J	CSA FSS Talence		12	D			12	M	CAC plénier	CA	12	V		CAC restreint
13	M			13	V			13	L		46	13	M			13	S		
14	J			14	S			14	M			14	J			14	D		
15	V			15	D			15	M			15	V			15	L		03
16	S			16	L		42	16	J		CR restreinte	16	S			16	M		CA
17	D			17	M	CSA FSS Carreire Victoire	CA	17	V	CA		17	D			17	M		
18	L		38	18	M	CDS		18	S			18	L		51	18	J		
19	M	CSA plénier		19	J		CR plénière	19	D			19	M	CDS	CPE plénière	19	V		
20	M			20	V	CSA plénier		20	L		47	20	M			20	S		
21	J			21	S			21	M	CSA plénier		21	J			21	D		
22	V	Com Patrimoine	Com Moyens	22	D			22	M			22	V			22	L		04
23	S			23	L		43	23	J		CFVU	23	S			23	M	CDS	
24	D			24	M	CSA FS		24	V			24	D			24	M		
25	L		39	25	M			25	S			25	L	Noël		25	J		CR plénière
26	M	CDS		26	J		CFVU	26	D			26	M		52	26	V	CSA plénier	
27	M			27	V	Com Patrimoine		27	L		48	27	M			27	S		
28	J		CFVU	28	S			28	M	Com Patrimoine	Cons dir composantes	28	J			28	D		
29	V			29	D		(-1h)	29	M	Com Moyens		29	V			29	L		05
30	S			30	L		44	30	J		CR plénière	30	S			30	M		
				31	M							31	D			31	M		

Légende

CA	Conseil d'administration (CA)
CAC	Conseil académique (CAC) - pl. : plénier
CR	Commission Recherche (CR)
CFVU	Commission Formation et vie universitaire (CFVU)
COAS	Commission de l'orientation de l'action sociale
CPE plénière	Commission paritaire d'établissement
CSA plénier	Comité social d'administration
CSA FS + FSS	FS Formation Spécialisés + FSS (de site)
CDS	Commissions du dialogue social
Com Patrimoine	CP Commission Patrimoine
Com Moyens	Commission de moyens

Vacances universitaires

Vacances scolaires

Fermetures administratives

Noël : du 22/12/22 au soir au 3/01/24 au matin
Eté : du 26/07/24 au soir au 19/08/24 au matin

Calendrier 2023-2024

23/05/2023

FEVRIER

1	J		CFVU
2	V		
3	S		
4	D		06
5	L		
6	M	Com Patrimoine	CDS
7	M		
8	J		
9	V		
10	S		
11	D		
12	L		07
13	M	CDS	
14	M		
15	J		
16	V	CA	
17	S		
18	D		
19	L		08
20	M		CAC restreint
21	M		
22	J		
23	V		
24	S		
25	D		
26	L		09
27	M		
28	M		
29	J		

MARS

1	V		
2	S		
3	D		10
4	L		
5	M	Com Patrimoine	Com Moyens
6	M	CDS	
7	J		CFVU
8	V	CSA plénier	
9	S		
10	D		
11	L		11
12	M	COAS	
13	M		
14	J		
15	V	CA	
16	S		
17	D		12
18	L		
19	M	CDS	
20	M		
21	J	CSA FSS Pessac	
22	V	CAC restreint	
23	S		
24	D		
25	L		13
26	M	CSA FSS Talence	
27	M	CDS	
28	J		CR plénière
29	V		
30	S		
31	D		

AVRIL

1	L	Pâques	14
2	M		
3	M	CDS	
4	J	CSA FSS Carreire Victoire Com Patrimoine	CFVU
5	V	CSA plénier	
6	S		
7	D		15
8	L		
9	M	CSA FS	CAC plénier
10	M		
11	J		
12	V		
13	S		
14	D		
15	L		CAC restreint
16	M	CA + restreint	16
17	M		
18	J		
19	V		
20	S		
21	D		
22	L		17
23	M		
24	M		
25	J		
26	V		
27	S		
28	D		
29	L		
30	M	CDS	

MAI

1	M	Fête du travail	
2	J		18
3	V		
4	S		
5	D		
6	L		19
7	M	Com Patrimoine	Cons dir composantes
8	M	Armistice 1945	
9	J	Ascension	
10	V		
11	S		
12	D		
13	L		
14	M	CDS	20
15	M		
16	J		CFVU
17	V	CA	
18	S		
19	D		
20	L	Pentecôte	21
21	M		
22	M		
23	J		
24	V	CSA plénier	CAC restreint
25	S		
26	D		
27	L		22
28	M	Com Patrimoine	
29	M	CDS	
30	J		CR plénière
31	V		

JUIN

1	S		
2	D		23
3	L		
4	M	CAC restreint	CA + restreint
5	M		
6	J		
7	V	CDS	
8	S		
9	D		24
10	L		
11	M		
12	M		
13	J		
14	V		
15	S		
16	D		25
17	L		
18	M	COAS	CAC restreint
19	M	CDS	
20	J		CFVU
21	V	Com Patrimoine	Com Moyens
22	S		
23	D		
24	L		26
25	M	CSA FS	
26	M		
27	J		CR restreinte
28	V	CSA plénier	
29	S		
30	D		

JUILLET

1	L		27
2	M		
3	M		
4	J		
5	V	CAC restreint	CAC restreint
6	S		
7	D		
8	L		28
9	M	CA + restreint	
10	M		
11	J		CR plénière
12	V		
13	S		
14	D	Fête nationale	
15	L		29
16	M		
17	M		
18	J		
19	V		
20	S		
21	D		
22	L		30
23	M		
24	M		
25	J		
26	V		
27	S		
28	D		
29	L		31
30	M		
31	M		

université de BORDEAUX

Talence, le 10 juin 2023

Le Président de l'université
à
Mesdames et Messieurs les membres du conseil
d'administration de l'Université de Bordeaux

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à la réunion du conseil d'administration de l'université qui aura lieu **le mardi 20 juin** à **14h** (salle des Actes – Campus de Talence)

ORDRE DU JOUR

1. Procès-verbaux	
▪ PV du CA du 13 avril 2023	pour délibération
2. Affaires institutionnelles et générales	
▪ Règlement intérieur de la salle de musculation	pour délibération
▪ Règlement intérieur de la salle d'escalade	pour délibération
▪ Présentation générale de la politique de filialisation de l'université	pour information
▪ Présentation du rapport annuel de l'ADERA	pour information
▪ Approbation du rapport des administrateurs de l'université siégeant au conseil d'administration de l'ADERA pour les exercices 2021 et 2022	Pour délibération
▪ Approbation de la signature de l'avenant 1 de la prolongation de la convention avec l'ADERA signée le 26 août 2020	pour délibération
▪ Présentation du rapport annuel de la SAU AST	Pour information
▪ Approbation du rapport des administrateurs de l'université siégeant au conseil d'administration de la SATT AST pour les exercices 2021 et 2022	Pour délibération
▪ Présentation du rapport annuel de la SRIA	Pour information
▪ Approbation du rapport des administrateurs de l'université siégeant au conseil d'administration de la SRIA pour les exercices 2021 et 2022	Pour délibération

Dean LEWIS
Président du conseil d'administration

université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 20 juin 2023

Président du conseil d'administration : Monsieur Dean LEWIS

Le conseil est composé de 36 membres

PRESENTS : 19	PROCURATIONS : 13	ABSENT(S) : 4
Enseignants-chercheurs et enseignants		
BEDEL Aurélie CAZALS Géraldine DOUSSET Vincent GAUTHIER Catherine GODINAUD Ghislaine HERNOULD Michel LEWIS Dean LUBAC Bertrand PAGEZE Joanne PERAUD-PUIGSEGUR Stéphanie TOURNAUX Sébastien	CHABANOL Marie-Line CHARBONNEAU Alexandre FELIX Patrick LANNEGRAND Lyda ROUX Pascale	
BIATSS		
BERTRAND Xavier CHAGNAUD Elodie COUSSY-LACROIX Hélène GRIMBERT-BRAQUESSAC Maureen PECOSTE Christian PROUZET-MAULEON Valérie		
Etudiants		
NOUAILLE Melvyn POTIE Clara		ALIKER Jérôme BOULITE Mounia CHAGNAUD Raphaël CALLEWAERT Ludivine
Personnalités extérieures		
	CHAMPION Isabelle CUVELIER Marie-Laure DELPEYRAT Stéphane EVEN Marie HERMES Younis LAPLACE Jérôme PAPIN Céline VERRECKT Laurent	
Le quorum étant atteint, les points à l'ordre du jour peuvent être abordés.		

Autres personnes présentes :

Marc JARDINE, représentant la rectrice de l'académie de Bordeaux, chancelière des universités
Vincent MOREAU, directeur général des services
Marie-Béatrice CELABE, DGSa déléguée au pôle AGRH
Thierry PESTANA, agent comptable
Julien ROPIQUET, directeur de la DAJ
William L'HONORÉ, responsable BAIS
Mehdi TABIE, assistant juridique

université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 20 juin 2023

N°2023-41 Adoption du procès-verbal du CA plénier du 13 avril 2023

N°2023-42 Adoption du règlement intérieur de la salle de musculation

N°2023-43 Adoption du règlement intérieur de la salle d'escalade

N°2023-44 Approbation du rapport des administrateurs de l'université de bordeaux siégeant au conseil d'administration de l'ADERA pour les exercices 2021 et 2022

N°2023-45 Approbation de la signature de l'avenant 1 de prolongation de la convention signée en date du 26 août 2020 avec l'ADERA

N°2023-46 Approbation du rapport des administrateurs de l'université de bordeaux siégeant au conseil d'administration de la SATT AST pour les exercices 2021 et 2022

N°2023-47 Approbation du rapport des administrateurs de l'université de bordeaux siégeant au conseil d'administration de la SRIA pour les exercices 2021 et 2022

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 20 juin 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 13 AVRIL 2023

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 13 avril 2023 est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (32 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 3

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 20 juin 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA SALLE DE MUSCULATION DU POLE DE VIE CARREIRE

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu l'avis de la commission des statuts du 08/06/2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le règlement intérieur de la salle de musculation du pôle de vie CARREIRE, joint à la présente délibération, est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (32 votants)
Pour : 32
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Règlement Intérieur
Salle de musculation Pôle de vie Carreire

Vu l'avis favorable de la commission des statuts en date du 8 juin 2023 ;

Vu la délibération n° 2023-42 du conseil d'administration en date du 20 juin 2023 ;

Le présent règlement est applicable à la salle de musculation mise à la disposition des utilisateurs. A cet effet, ces derniers se soumettront aux dispositions du présent règlement. Ils devront en outre se conformer aux instructions données par le personnel d'accueil SUAPS du Pôle de Vie Carreire.

Article 1. Accès à la salle

La salle de musculation est en accès libre sans surveillance. Elle est réservée aux personnes inscrites et ayant acheté la « vignette pratique libre musculation » auprès du SUAPS.
Pour l'inscription, il est indispensable de présenter sa carte Aquipass à jour (ou certificat de scolarité de l'année en cours) afin d'y apposer la vignette. Aucun remboursement ne sera accepté, quelle qu'en soit la raison.
En fonction des plannings, il est obligatoire de se présenter au personnel d'accueil dès l'arrivée et d'être au minimum 2 pour pouvoir pratiquer.
En dehors des horaires de présence du personnel d'accueil, l'accès se fera par le biais de la carte Aquipass des personnes enregistrées.
Pour les créneaux avec inscription obligatoire, le pratiquant peut choisir deux créneaux maximum par semaine (un entre 12h00-14h00 et un entre 16h00-22h00). L'accès ne sera pas autorisé sur d'autres créneaux. A la 3ème absence consécutive non justifiée (par exemple, blessure, examen...), l'utilisateur sera désinscrit de la liste du créneau. Le justificatif des absences est à envoyer par mail à musculationpdvcarreire@u-bordeaux.fr

Article 2. Tenue et équipement du sportif

Une tenue correcte est exigée, il est interdit de s'entraîner torse nu.
L'utilisation des vestiaires est obligatoire pour se changer. Les affaires sont à conserver avec soi et ne peuvent être laissées dans les vestiaires.
Dans un souci d'hygiène et de préservation du matériel, l'utilisation d'une serviette de toilette est obligatoire pour couvrir les appareils même en phase de repos.
Le port d'une paire de chaussures propre et réservée exclusivement à la pratique de la musculation est exigé.

Article 3. Utilisation de la salle

Effectif maximal autorisé : 6 personnes

- Les adhérents devront désinfecter le matériel après chaque utilisation.
- La magnésie est interdite.
- Il est interdit de manger dans la salle.
- Les conversations téléphoniques devront s'effectuer à l'extérieur de la salle.
- Chaque utilisateur est prié de ramasser sa bouteille d'eau avant de quitter la salle et/ou de la mettre dans la poubelle prévue à cet effet.
- L'introduction, la promotion, la possession, la vente, l'achat ou la consommation de substances illégales, toxiques ou nocives pour l'organisme (drogue, alcool, anabolisants ou autres produits dopants) sont rigoureusement interdits. Toute personne qui contreviendrait à cette disposition s'expose à l'exclusion immédiate et définitive des infrastructures sportives et à des poursuites.

Dans un souci de sécurité, les utilisateurs ne peuvent pas être accompagnés par une personne non inscrite.
Les utilisateurs doivent toujours avoir leur carte d'adhérent avec eux afin de pouvoir être identifiés par le personnel d'accueil ou toute personne susceptible de le remplacer.

Article 4. Utilisation des appareils

Chaque appareil devra être utilisé à bon escient. Aucune utilisation autre que celle d'origine ne sera acceptée.
Les appareils devront être utilisés après avoir consulté les consignes explicatives sur les documents mis à disposition dans la salle ou via les instructions sur le tableau explicatif apposé sur chaque machine par le constructeur
La réservation d'appareil est interdite.
Le partage d'appareil entre adhérents est obligatoire si nécessaire.
Pour la sécurité de tous, toute anomalie de fonctionnement d'un appareil doit être signalée.
La structure n'étant pas adaptée, les mouvements d'haltérophilie sont interdits (arraché, épaulé-jeté).
Les charges doivent être accompagnées jusqu'à stabilisation et non jetées au sol.
Afin de travailler en toute sécurité, les exercices avec des charges libres devront se faire avec une personne à proximité pour assister le cas échéant.

Article 5. Rangement du matériel

Après utilisation du matériel il est impératif de :

- ranger les tapis sur les portiques
- ranger les haltères sur le portique

Article 6. Sécurité

Aucun certificat médical ne sera demandé lors de l'inscription.
Il est fortement conseillé aux personnes sujettes aux crises d'épilepsie ou autre pathologie susceptible de complexifier les interventions des sauveteurs de se faire connaitre auprès du personnel d'accueil lors de l'inscription.
En cas d'accident ou d'incident avertir l'agent d'accueil et appeler le Poste Central de Sécurité Incendie (PCSI) 05 57 57 14 50.

Article 7. Responsabilité

L'administration décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol.
L'usager est tenu de prendre connaissance de ce règlement intérieur.
La responsabilité de l'université ne pourra être recherchée en cas d'accidents résultant de la non-observation des consignes de sécurité ou de l'utilisation inappropriée des appareils.

Article 8. Respect du règlement intérieur

L'agent d'accueil est chargé de veiller à l'application de ce règlement. Il a un rôle de facilitateur. Il guide et conseille les usagers. Il veille et contribue à la bonne utilisation de l'équipement et au bon déroulement des activités. Il porte une vigilance particulière à la surveillance des équipements et à l'accès des publics.
Le non-respect du règlement intérieur peut remettre en cause l'attribution ou le bénéfice de l'installation.
En cas de manquement aux dispositions mentionnées, le SUAPS peut interdire l'accès à la salle.

Article 9. Exécution et affichage

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent règlement et de son affichage. Le présent règlement est affiché de façon visible pour les usagers sur l'installation sportive.

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 20 juin 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DE LA SALLE D'ESCALADE DU POLE DE VIE CARREIRE

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu l'avis de la commission des statuts du 08/06/2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le règlement intérieur de la salle d'escalade du pôle de vie CARREIRE, joint à la présente délibération, est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (32 votants)
Pour : 32
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Règlement Intérieur
Bloc d'escalade Pôle de vie Carreire

Vu l'avis favorable de la commission des statuts en date du 8 juin 2023 ;

Vu la délibération n° 2023-43 du conseil d'administration en date du 20 juin 2023 ;

Le présent règlement est applicable au bloc d'escalade mis à la disposition des utilisateurs. A cet effet, ces derniers se soumettront aux dispositions du présent règlement. Ils devront en outre se conformer aux instructions données par le personnel d'accueil SUAPS du Pôle de Vie Carreire.

Article 1. Accès au bloc

Le bloc est en accès libre sans surveillance dans les horaires de présence de l'agent d'accueil et des jobs étudiants selon le planning affiché sous la responsabilité de l'usager. Les ayants droits sont les personnels et étudiants UB ainsi que les utilisateurs qui ont loué par ailleurs le gymnase et y ont accès de droit.
Pour y accéder il est indispensable de prendre connaissance du R.I affiché en complément des consignes de sécurité en annexe.

Article 2. Tenue et équipement du sportif

Une tenue correcte est exigée, il est interdit de s'entraîner torse nu.
L'utilisation des vestiaires est obligatoire pour se changer. Les affaires sont à conserver avec soi et ne peuvent être laissées dans les vestiaires.
Le port d'une paire de chaussures dédiée et réservée exclusivement à la pratique est exigé.

Article 3. Utilisation du bloc

Toute utilisation du bloc nécessite la mise en place puis le rangement des tapis conformément aux indications affichées au niveau du bloc.

La pratique du bloc suppose l'acceptation des risques que la chute peut engendrer. Le grimpeur, avant son ascension, doit s'assurer que l'espace de chute est dégagé (pas de grimpeur, perche, gourde…).
Il est interdit de passer ou de stationner sous quelqu'un qui grimpe. Les chutes n'étant pas prévisibles, il appartient aux personnes au sol de faire attention aux grimpeurs sur les murs et de laisser une distance confortable entre eux et l'espace de chute potentiel des grimpeurs. En cas de chute, aucun grimpeur ne pourra être tenu pour responsable si une personne se trouvant sous lui est blessée.

Article 4. Magnésie

Pour le confort de tous, seule la magnésie liquide est acceptée dans les espaces blocs et au pied des voies.

Article 5. Sécurité

Aucun certificat médical ne sera demandé.
Il est fortement conseillé aux personnes sujettes aux crises d'épilepsie ou autre pathologie susceptible de complexifier les interventions des sauveteurs de se faire connaitre auprès du personnel d'accueil. En cas d'accident ou d'incident avertir l'agent d'accueil et appeler le Poste Central de Sécurité Incendie (PCSI) 05 57 57 14 50.

Article 6. Responsabilité

L'administration décline toute responsabilité en cas de perte ou de vol.
L'usager est tenu de prendre connaissance de ce règlement intérieur.
La responsabilité de l'université ne pourra être recherchée en cas d'accidents résultant de la non-observation des consignes de sécurité ou de l'utilisation inappropriée du bloc.

Article 7. Respect du règlement intérieur

L'agent d'accueil est chargé de veiller à l'application de ce règlement. Il a un rôle de facilitateur. Il guide et conseille les usagers. Il veille et contribue à la bonne utilisation de l'équipement et au bon déroulement des activités. Il porte une vigilance particulière à la surveillance des équipements et à l'accès des publics.
Le non-respect du règlement intérieur peut remettre en cause l'accès à cette installation.

En cas de manquement aux dispositions mentionnées, le SUAPS peut interdire l'accès à la salle.

Article 8. Exécution et affichage

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent règlement et de son affichage. Le présent règlement est affiché de façon visible pour les usagers sur l'installation sportive.

Annexe

université de BORDEAUX



ESCALADE

CONSIGNES DE SECURITÉ

NE PAS GRIMPER AU DESSUS OU AU DESSOUS D'AUTRUI

VÉRIFIER QU'AUCUN GRIMPEUR N'EST AU DESSUS DE SOI AFIN DE STATIONNER OU CIRCULER

SAVOIR SE RÉCEPTIONNER EN CAS DE SAUT OU DE CHUTE : SE RÉCEPTIONNER SUR LES PIEDS, AMORTIR AVEC LES JAMBES ET, ÉVENTUELLEMENT, SE LAISSER ROULER EN PROTÉGEANT SES BRAS

PRIVILÉGIER LA DÉSESCALADE PAR UN ITINÉRAIRE DE DESCENTE FACILE

SAVOIR RENONCER À UN PASSAGE PRÉSENTANT UN MOUVEMENT TRAUMATISANT OU UNE CHUTE DÉLICATE

SE FAIRE PARER EN CAS DE BESOIN

université de BORDEAUX

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 20 juin 2023

DÉLIBÉRATION D'APPROBATION DU RAPPORT DES ADMINISTRATEURS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE L'ADERA POUR LES EXERCICES 2021 ET 2022

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-9, L. 711-1, R. 711-10 et suivants ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Considérant le rapport des administrateurs de l'université de bordeaux au sein du conseil d'administration de l'ADERA pour les exercices 2021 et 2022 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le rapport des administrateurs de l'université de bordeaux au sein du conseil d'administration de l'ADERA pour les exercices 2021 et 2022, joint à la présente délibération, est approuvé.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

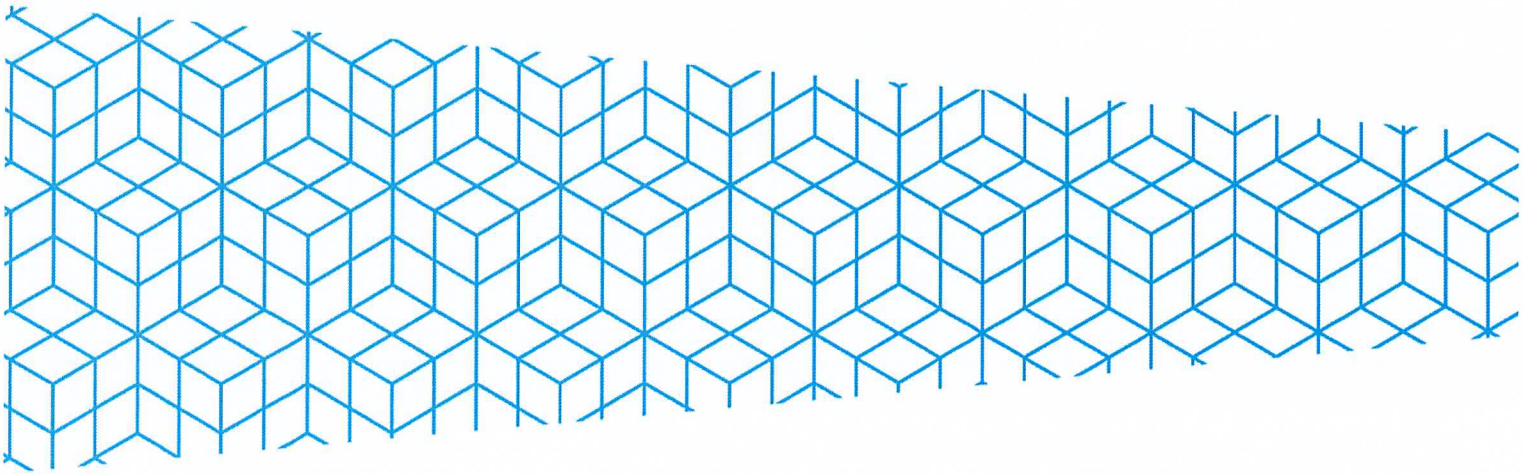
Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (32 votants)
Pour : 32
Contre : 0
Abstention : 0

Rapport sur l'activité des administrateurs UB de la société ADERA

Exercices 2021 et 2022



université de BORDEAUX

Rapport sur l'activité des administrateurs UB de la société ADERA sur les exercices 2021 et 2022

SOMMAIRE

1 - Présentation de l'ADERA 2

A. Objet social (article 2 des statuts de l'ADERA) 2

B. Historique 2

C. Gouvernance 3

D. Répartition du capital social 3

2 – Missions confiées 4

A. Mission 1 - Gestion des cellules de transfert de technologies (CTT) 4

B. Mission 2 - Gestion des prestations de service des labo et plateformes 4

C. Mission 3 - Gestion des collaborations et subventions avec des industriels 4

D. Mission 4 - Accompagnement et gestion de l'organisation de séminaires et de colloques 4

3 – Modalités de fonctionnement et modalités financières 4

A. Comitologie de suivi de la filiale 4

B. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 1 (gestion des CTT) 6

C. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 2 (gestion des prestations de laboratoires et plateformes) 7

D. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 3 (gestion des conventions de recherche avec partenaires industriels) 7

E. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 4 (gestion d'évènements) 8

4 – Exemple de calcul des modalités financières et politique des reliquats 8

5 – Bilan chiffré 2021 et 2022 10

6 – Activité des administrateurs pour l'UB 10

7 – Enjeux à venir 11

1 - Présentation de l'ADERA

A. Objet social (article 2 des statuts de l'ADERA)

« La Société ADERA a pour objet, directement ou indirectement, tant en France qu'à l'étranger, la promotion et la valorisation des activités de recherche de ses actionnaires auprès du monde industriel et scientifique, et notamment :

- *- de contribuer au développement régional par la collaboration et la coopération entre l'enseignement supérieur, les institutions de recherche et le monde socio-économique, et, d'une manière générale, de faciliter et de promouvoir les relations entre universités et écoles d'ingénieurs d'une part, et les entreprises d'autre part ;*
- *- d'accompagner les partenaires publics et/ou privés pour leurs politiques d'aide à l'innovation et de préservation de l'environnement ;*
- *- de contribuer au développement régional par la coordination de projets multipartenaires, y compris dans le cadre de programmes européens et internationaux ;*
- *- de favoriser les activités de recherche partenariale, et notamment de gérer les ressources financières issues de contrats avec des partenaires socio-économiques, qu'ils soient portés par des unités de recherche, des plateformes de recherche ou des cellules de transfert ;*
- *- de favoriser les activités de recherche biomédicale, et notamment de gérer les ressources financières issues des recherches cliniques conduites notamment avec des partenaires industriels,*
- *de faciliter l'adaptation des étudiants des universités d'Aquitaine aux postes ou aux fonctions économiques ;*
- *- d'organiser sous forme de stages, de séminaires, de colloques, ou de toute autres actions adaptées à ces objectifs, des formations non diplômantes à caractère scientifique, professionnel ou technique, dans les domaines de recherche couverts par la Société ;*

Et plus généralement :

- *la participation par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce, ou établissements ;*

- *toutes opérations industrielles, commerciales ou financières, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires ou connexes. »*

B. Historique

Association pour le Développement de l'Enseignement et des Recherches auprès des universités, des centres de recherches et des entreprises d'Aquitaine, l'ADERA a été créée par des industriels et des universitaires en 1967. Elle aide les laboratoires académiques à mettre en avant leurs compétences en les proposant à des entreprises.

L'Adera est filialisée depuis juillet 2020 sous le statut de SAS.

C. Gouvernance

Présidence (article 13 des statuts de l'ADERA) :
« La SAS Adera est représentée et dirigée par un Président personne morale choisi parmi les associés de la Société. Le Président est également membre et Président de droit du conseil d'administration. Lorsqu'une personne morale est nommée en qualité de Président, elle est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant. »

L'université de Bordeaux est Président de la SAS ADERA

Période 2020-2021 :
Représentée par Manuel Tunon de Lara

Période 2022-xxx :
Représentée par Dean Lewis

Direction générale (article 14 et 14-1 des statuts de l'ADERA) :
« Le Président peut être assisté d'un Directeur général qui est une personne physique salariée ou non de la Société. »
« Le Directeur général est nommé par le conseil d'administration qui approuve sa lettre de mission. Il est renouvelé, remplacé, révoqué par le conseil d'administration. »

Période 2020-1er juillet 2022 : Jean Rivenc
Depuis 1er juillet 2022 (recrutement au 16 mars 2021) : Isabelle Rey

D. Répartition du capital social

60 % université de Bordeaux
25 % université de Pau et des pays de l'Adour
10 % Bordeaux INP
5 % La Rochelle Université

Administrateurs représentant l'université de Bordeaux au sein du CA de l'Adera (article 15 des statuts de l'ADERA) :
« *Il est créé un conseil d'administration composé des associés de la Société, en ce compris le Président de la Société qui est membre et Président de droit du conseil d'administration.*

Chaque associé administrateur est représenté par une ou plusieurs personnes physiques spécialement habilitées à le représenter en qualité de représentant qui peuvent être différentes de son représentant légal, et selon la répartition suivante :

- *- l'Université de Bordeaux est représentée par trois représentants ayant chacun 20 % des voix ; »*

Pour la période 2020-2021 (délibération du CA UB du 9 juillet 2020) :
Manuel Tunon de Lara / Éric Papon / Olivier Pujolar

Pour la période 2022-xxx (délibération du CA UB du 11 mars 2022) :
Dean Lewis / Étienne Duguet / Olivier Pujolar

2 – Missions confiées

UB et l'ADERA sont liées par une convention bilatérale qui court du 01/07/2020 au 30/06/2023. Par cette convention, UB a confié quatre missions à sa filiale :

A. Mission 1 - Gestion des cellules de transfert de technologies (CTT)

Une CTT est un plateau technique adossé à un laboratoire de recherche dont l'université de Bordeaux est cotutelle, mobilisant des ressources conjointes de l'ADERA et de l'université de Bordeaux et accompagnée par la Région Nouvelle-Aquitaine pour son lancement. Encadrée par une convention constitutive spécifique, une CTT est constituée autour d'un savoir-faire spécifique ou de la compétence plus générale d'un individu, d'une équipe ou d'une unité de recherche et est destinée à réaliser des Prestations pour un Client.

L'ADERA porte 18 CTT pour le compte de l'UB.
Cette mission inclut l'instruction, le montage, la négociation et la rédaction de Contrats Simplifiés ou de Contrats (le cas échéant avec l'appui des services de l'université de Bordeaux), la co-signature, la gestion administrative et financière, la mise en œuvre des Contrats, et le recrutement des personnels techniques dédiés au fonctionnement de la CTT.

B. Mission 2 - Gestion des prestations de service des labo et plateformes

Cette mission inclut la co-signature, la gestion administrative et financière, la mise en œuvre des Contrats, et le recrutement des personnels techniques dédiés à la réalisation de la Prestation.

C. Mission 3 - Gestion des collaborations et subventions avec des industriels

Cette mission inclut la co-signature, la gestion administrative et financière, la mise en œuvre des conventions, et le recrutement des personnels techniques dédiés à la réalisation des projets de recherche concernés.

D. Mission 4 - Accompagnement et gestion de l'organisation de séminaires et de colloques

Cette mission inclut la gestion administrative et financière d'évènements, dès lors qu'ils sont en lien avec les activités de recherche de l'université de Bordeaux.

3 – Modalités de fonctionnement et modalités financières

A. Comitologie de suivi de la filiale

L'université de Bordeaux assure le suivi de l'activité confiée à ADERA par la mise en place de trois comités : le Comité de Suivi, le Comité Opérationnel et Comité d'Experts.

- Comité de Suivi :

Il est composé :
- du Président de l'ADERA,
- du VP Innovation de l'université de Bordeaux
- du VP Recherche de l'université de Bordeaux,
- du VP Partenariats et Territoires
- du Directeur de l'ADERA
- du DGS de l'université de Bordeaux
- du DGSA du Pôle RIPI de l'université de Bordeaux
- du DGSA Finances et Achats de l'université de Bordeaux
- du DGSA du Pôle AGRH de l'université de Bordeaux
- de l'Agent Comptable de l'université de Bordeaux
- du Directeur Administratif et Financier de l'ADERA

Il se réunit deux fois par an. Il a pour objet :
- assurer le suivi de l'exécution de la Convention, s'assurer du respect des engagements de chacune des Parties et régler les difficultés qui pourraient naître dans l'exécution de la Convention ;
- assurer les relations avec le Ministère de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation, via le DGSA du Pôle RIPI ou son représentant ;
- discuter le rapport annuel, préparé par l'ADERA, avant sa soumission aux conseils d'administration des Parties ;
- faire le bilan des projets terminés, ou en cours, entre les Parties à l'aune des bilans transmis par le Comité opérationnel ;
- valider le tableau récapitulatif de l'ensemble des frais de gestion (hébergeurs) à facturer par l'Université à l'ADERA, préparé par le Comité opérationnel ;
- discuter du périmètre des missions confiées par l'université de Bordeaux à l'ADERA et suivre la mise en œuvre des décisions en résultant

Le comité de suivi s'est mis en place tardivement. Un premier comité de suivi s'est tenu le 17/01/2023. Un autre se tiendra le 22/06/2023.

- Comité Opérationnel :

Il est composé :
- de la directrice de l'ADERA
- du responsable juridique de l'ADERA
- du directeur de la DIPE de l'université de Bordeaux
- de la directrice de la Direction de la Recherche et de la Valorisation de l'université de Bordeaux

Il se réunit tous les 2 mois et a pour objet de :
- coordonner l'exécution de la convention et veiller à son bon déroulement en partageant l'ensemble des informations nécessaires et en proposant des décisions au Comité de Suivi ;
- mettre en place des procédures et des outils de suivi ;
- veiller à la mise en œuvre des décisions prises par le Comité de suivi ;
- échanger sur le fonctionnement des services administratifs de chaque Partie, et le cas échéant à proposer des solutions pour améliorer les échanges ;
- échanger sur le rapport trimestriel ;

- échanger sur les questions relatives aux CTT et aux Plateformes Technologiques ;
- préparer les bilans à l'aune des rapports trimestriels établis par ADERA et le tableau récapitulatif des frais de gestion qui sont ensuite transmis au Comité de Suivi.

Sur les exercices 2021-22, le Comité opérationnel s'est réuni 10 fois aux dates suivantes : 12/03/2021, 6/07/2021, 5/10/2021, 9/12/2021, 01/02/2022, 14/04/2022, 9/06/2022, 11/07/2022, 28/09/2022 et 5/12/2022.

- Comité d'Experts :

Il est composé :
- de la directrice de la DRV (direction en charge de la valorisation de l'université de Bordeaux) ;
- de la directrice de l'ADERA ;
- de 2 ou 3 experts d'UB sur le domaine concerné (finance, achats, colloques…) par la convocation du Comité d'Experts et des personnels de l'ADERA experts dans le domaine objet du Comité d'Experts.

Il se réunit à la demande de l'UB ou de l'ADERA en fonction du besoin.

La mission du Comité d'Experts est de préparer et mettre en œuvre les décisions relatives :
- aux procédures à suivre par l'ADERA dans le cadre de certains achats dont la valeur estimée est égale ou supérieure à 40.000 € HT, ou qui représentent un risque apprécié par les dirigeants de l'ADERA, au titre de la réalisation de conventions de recherche (mission 3). Le Comité d'Experts peut décider de reverser à l'université de Bordeaux les sommes correspondantes pour qu'elle assure l'achat prévu, sous réserve de l'accord préalable de la direction des Achats.
- à veiller à la valorisation du patrimoine de l'Université dans le cadre de la mission 4 (conférences et colloques), ainsi qu'à travailler sur une offre de services harmonisée entre les Parties, notamment dans la tarification.
- toute autre question technique qui nécessite d'être traitée avec les experts du domaine en question de chacune des Parties.

Sur la période 2021-2022, les comités d'Experts ont eu pour objectif d'affiner l'organisation de la mission 4 (gestion d'évènements) entre l'ADERA et le service UB Events du pôle Patrimoine Environnement de l'université.
Les comités d'Experts se sont tenus aux dates suivantes : 15/04/2022 et le 23/11/2022.

B. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 1 (gestion des CTT)

Le responsable technique de la CTT (salarié de l'ADERA), en liaison étroite avec un responsable scientifique désigné par l'université de Bordeaux (et/ou l'établissement cotutelle du laboratoire auquel est adossée la CTT), négocie les conditions techniques et financières, les moyens mobilisés, les livrables attendus et la durée de la Prestation. Il formalise ces conditions avec l'ADERA dans un projet de Contrat basé sur la trame de contrat de prestation de service dressé avec l'ADERA, l'université de Bordeaux, ou autre projet de Contrat proposé par les partenaires extérieurs publics ou privés.

Ce Contrat est co-signé par l'ADERA, l'université de Bordeaux et le Partenaire. Les factures établies par l'ADERA feront référence à la CTT concernée.

Modalités financières :
Prélèvement de 15% du montant facturé :
- 8% pour ADERA au titre de ses frais de gestion
- 7% reversés à UB au titre de l'hébergement et de l'environnement scientifique

C. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 2 (gestion des prestations de laboratoires et plateformes)

La SATT négocie les conditions financières et le responsable scientifique de la prestation négocie les conditions techniques, les moyens mobilisés, les livrables attendus et la durée de la Prestation. Il formalise ces conditions dans un projet de Contrat basé sur la trame de contrat de prestation de service dressé avec l'université de Bordeaux et la SATT. Ce projet de Contrat est validé par l'ADERA avant signature pour les dispositions qui la concernent.

Ce Contrat est co-signé par l'ADERA, l'université de Bordeaux et le partenaire et le cas échéant par un établissement de cotutelle du laboratoire qui réalise la prestation ou du laboratoire auquel est adossé la Plateforme Technologique qui réalise la prestation.

Modalités financières :
Prélèvement de 20% du montant facturé :
- 7% pour l'ADERA au titre de ses frais de gestion
- 13% reversés à UB au titre de l'hébergement et de l'environnement scientifique

D. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 3 (gestion des conventions de recherche avec partenaires industriels)

L'ADERA peut se voir confier la gestion de tout type de conventions de recherche, qu'il s'agisse de contrats de collaboration recherche financés par un partenaire tiers privé pour une partie du coût de réalisation ou financés par certaines subventions publiques (fonds fédéraux US), à l'exclusion des subventions ANR et H2020/Horizon Europe et Programmes FEDER régionalisés.

Le responsable scientifique de l'unité de recherche, désigné par l'université de Bordeaux ou par l'établissement de cotutelle du laboratoire, discute avec un éventuel partenaire les conditions techniques, les moyens mobilisés, les livrables attendus et la durée du projet de recherche collaborative (fondamentale, ou expérimentale). Dès lors que le partenaire est une entreprise ou un EPIC, il est accompagné par la SATT AST, qui négocie les conditions financières et juridiques de ce projet, en coordination, en cas de besoin, avec les services compétents de l'université et avec l'ADERA pour les dispositions qui la concernent.

La SATT AST ou le service compétent de l'université formalise ces conditions dans un projet de convention qui prévoit que la gestion financière et les éventuels recrutements associés au projet seront assurés par l'ADERA, dont les coordonnées bancaires sont précisées pour percevoir les financements du partenaire. Ce projet de convention est validé par l'ADERA avant signature pour les dispositions qui la concernent.

L'ADERA émet les factures associées.

Ce Contrat est co-signé par l'ADERA, l'université de Bordeaux et le partenaire et le cas échéant par un établissement de cotutelle du laboratoire.

Modalités financières :
Prélèvement de 20% du montant facturé :
- 7% pour ADERA au titre de ses frais de gestion
- 13% reversés à UB au titre de l'hébergement et de l'environnement scientifique

E. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 4 (gestion d'évènements)

L'ADERA pourra apporter son soutien à l'université de Bordeaux pour organiser un évènement scientifique entrant dans le cadre des objectifs définis par l'article L. 112-1 du code de la recherche. L'ADERA pourra intervenir notamment dans le choix et la réservation du lieu, la gestion des dépenses et des recettes, la coordination pratique et logistique, la gestion de la communication, et toutes autres prestations en lien avec l'évènement.
L'ADERA doit orienter les chercheurs, pour l'accueil de ces évènements, vers les espaces du domaine universitaire, aux tarifs en vigueur au jour de la réservation. En cas d'indisponibilité ou d'incompatibilité (nombre de participants, nécessité d'une exposition, contraintes techniques, …), d'autres lieux d'accueil pourront être envisagés.

Le service Congrès de l'UB et l'ADERA se mettent d'accord sur les évènements confiés en gestion à l'ADERA. L'ADERA émet un devis détaillé du coût de la réalisation de la manifestation. Lorsque ce dernier est validé par le service Congrès de l'université, après avis du laboratoire concerné, une convention est signée sur la base du modèle fourni par l'université.

Modalités financières :
ADERA prélève entre 7 et 22 % de frais de gestion sur le budget prévisionnel dans le cadre de chaque évènement :
- selon les prestations concernées par évènement, entre 4 et 19 % sont conservés par ADERA au titre des frais de gestion
- un forfait de 3% est reversé au pôle patrimoine et environnement (PPE) de l'UB en charge de la valorisation immobilière à titre de redevance, en contrepartie de la mise à disposition par cette dernière de l'environnement scientifique et structurel.

4 – Exemple de calcul des modalités financières et politique des reliquats

- Exemples chiffrés :
Que cela soit pour une prestation, un contrat de recherche ou un événement, pour chaque contrat un budget est calculé sur la base :
- des coûts directs permettant la réalisation de l'objet contractualisé. Ils comprennent principalement les frais liés à l'acquisition des biens et à leur maintenance, les frais de

fonctionnement (consommables, déplacements, *etc.*) et les frais de personnels réalisant la prestation/le contrat/le colloque
- des coûts indirects :
    - les frais de gestion de l'ADERA
    - le reversement à l'UB au titre de l'hébergement et de l'environnement scientifique

Exemple pour une prestation réalisée par une CTT (mission 1 – prélèvement 15% : 8% ADERA et 7% hébergeur) :
La société X passe un contrat de prestation avec la CTT Z pour des mesures d'échantillons. Le contrat est de 100 k€. Les coûts directs sont de 85 k€ servant directement au développement du projet. Les coûts indirects sont de 15 k€ dont 8 k€ au titre des frais de gestion de l'ADERA et 7 k€ reversés à UB.

Exemple pour un contrat industriel (mission 3 – prélèvement 20% : 7% ADERA et 13% hébergeur) :
La société X souhaite collaborer avec le laboratoire Y (dont UB est tutelle et hébergeur) pour la mise en place d'un développement d'un bras articulé dans le domaine spatial.
Le contrat est de 100 k€. Les coûts directs sont de 80 k€ servant directement au développement du projet. Les coûts indirects sont de 20 k€ dont 7 k€ au titre des frais de gestion de l'ADERA et 13 k€ reversés à UB.

Politique en matière de reliquats :

Il se peut qu'au terme de l'exécution d'un contrat (prestation/contrat industriel), un reliquat de crédits reste sur la ligne budgétaire du contrat. Une politique de gestion des reliquats a été arrêtée au moment de la filialisation de l'ADERA.

Ainsi, les reliquats sont laissés librement à la disposition du titulaire du contrat, dans une certaine limite de temps. Les reliquats peuvent être utilisés pour des besoins de la recherche nécessitant des investissements, du fonctionnement (frais de mission, de réception, petits matériels, informatique, bureautique, ...) ou pour financer des ressources humaines. Les reliquats restent gérés à l'ADERA pour éviter tout impact fiscal.

Pour tous les contrats signés à partir du 1er janvier 2021, le porteur du contrat dispose de 24 mois à compter de l'échéance du contrat pour dépenser son reliquat. Dans le seul cas où le reliquat permettrait de financer un projet de recherche sur 36 mois, en particulier le financement d'une thèse, la période de 24 mois pourrait être portée à 36 mois, par dérogation. Un comité de suivi (composé de représentants de l'université, de l'ADERA, des laboratoires) instruit ces demandes de dérogation.

Pour tous les contrats signés avant le 1er janvier 2021, le porteur du contrat dispose de 36 mois à compter de l'échéance du contrat pour dépenser le reliquat.

Pour tous les contrats échus au 31 décembre 2020 (même depuis plusieurs années), le porteur du contrat dispose de 36 mois à compter du 1er janvier 2021 pour dépenser le reliquat.

5 – Bilan chiffré 2021 et 2022

Chiffre d'affaires HT ADERA généré au titre de l'UB :

2021	2022
14.633 k€	13.983 k€

Par missions, chiffre d'affaires :

	2021 en k€	2022 en k€
Mission 1 (CTT)	3.183	2.836
Mission 2 (prestations labos)	4.889	4.271
Mission 3 (contrats industriels)	6.455	6.316
Mission 4 (évènements)	95	545

A noter : une petite activité (historique) au titre de la formation continue qui devrait tendre à s'arrêter (2021 : 11 k€ - 2022 : 15 k€).

6 – Activité des administrateurs pour l'UB

Instance	Éléments marquants	Manuel Tunon de Lara	Dean Lewis	Etienne Duguet	Eric Papon	Olivier Pujolar
CA 7/04/2021	Discussion sur le changement de directeur	Absent (proc. EP)			Présent	Absent
CA 20/07/2021	Discussion sur le modèle économique de la filiale	Absent (proc. EP)			Présent	Présent
CA 8/12/2021	Recrutement de Mme Isabelle Rey comme directrice générale	Absent (proc. EP)			Présent	Présent
CA 19/01/2022	Revue d'activités ; Analyse budgétaire et de l'évolution de la trajectoire	Absent (proc. EP)			Présent	Présent
CA 3/05/2022	Modification de la répartition des frais de gestion (part ADERA augmentée de 5 à 7% ; part des établissements ramenée de 15 à 13% pour les contrats signés à partir du 1/07/2022) Avis défavorable à l'intégration de l'UBM en tant qu'actionnaire		Présent	Présent		Présent

AGO 18/05/2022			Présent	Présent		Présent
CA 20/09/2022	Autorisation de la mise en cause de la convention collective de la métallurgie (accords nationaux et départementaux) et de l'ouverture des négociations d'un accord de substitution plus adapté à l'activité de l'ADERA		Absent (proc. OP)	Présent		Présent
CA 18/10/2022	Point d'avancement sur la feuille de route stratégique 2023-2025 de la directrice générale		Présent	Présent		Présent
CA 9/12/2022	Point d'avancement sur la politique de gestion des reliquats ; renouvellement et mise à jour des conventions de partenariat ADERA-Établissements Point sur les locaux ADERA (cf. projet Région Nouvelle-Aquitaine de réhabilitation du Centre Condorcet)		Absent (proc. ED)	Présent		Présent

7 – Enjeux à venir

- En cours de négociation, avenant de prolongation de la convention actuelle soit jusqu'au 31/12/2023, soit jusqu'au 28/02/2024
- Nouvelle convention UB-ADERA à compter du 01/01/2024 ou du 01/03/2024
- Stabilisation du modèle économique de l'ADERA
- Politique de reliquats sur contrats de recherche
- Mise en place de process (notamment validation ouverture/fermeture CTT, nouvelle CDisation ADERA sur activités unités de recherche)
- Développement de l'activité de prestation de service des CTT, et renforcement des compétences des porteurs de CTT (en marketing, finance, *etc.*)
- Participation à la gouvernance de l'innovation du pôle universitaire d'innovation (PUI) bordelais (ADERA est membre du comité innovation regroupant les 16 fondateurs)
- Développement de synergies avec AST, l'université, et d'autres partenaires du site via les programmes PUI et DReAM : veille et prospective partagée, partages de données dans des entrepôts de données communs ou les CRM, prospection coordonnée sur les salons et communication harmonisée, intégration des offres complémentaires (prestation de plateforme, recherche, FTLV, espaces locatifs, *etc.*) dans une offre globale
- Clarification du périmètre de contractualisation autour des plateformes technologiques (Articulation SATT / ADERA)
- Travaux conjoints de structuration administrative et financière de certaines plateformes (à commencer par BPE, ELORPrintTEC, ViaInno…)

Le 8 Juin 2023

Dean LEWIS

Etienne DUGUET

Olivier PUJOLAR

ANNEXES :

- Statuts de la SAS ADERA
- Délibération 2020-46 du 9 juillet 2020 du Conseil d'administration de l'université de Bordeaux relative à la désignation de trois représentants de l'université de Bordeaux appelés à siéger au sein du conseil d'administration de l'ADERA
- Délibération 2022-17 du 11 mars 2022 du Conseil d'administration de l'université de Bordeaux relative à la désignation de trois représentants de l'université de Bordeaux appelés à siéger au sein du conseil d'administration de l'ADERA

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 20 juin 2023

DÉLIBÉRATION D'APPROBATION DE L'AVENANT 1 DE PROLONGATION DE LA CONVENTION SIGNEE EN DATE DU 26 AOUT 2020 AVEC L'ADERA

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-9, L. 711-1, R. 711-10 et suivants ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Considérant la convention signée en date du 26 aout 2020 avec l'ADERA,

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

La signature de l'avenant 1 de prolongation de la convention signée en date du 26 aout 2020 avec l'ADERA, joint à la présente délibération, est approuvé.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (32 votants)
Pour : 32
Contre : 0
Abstention : 0

CONVENTION DE PARTENARIAT
Avenant n° 1 à la convention UB2019-330/AD 20-096 du 26 août 2020

Entre

L'UNIVERSITE DE BORDEAUX,
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, dont le siège est 35, Place Pey-Berland, 33000 Bordeaux cedex, et son adresse postale au 351 cours de la libération, 33405 Talence Cedex.
Représentée par son président, Monsieur Dean LEWIS,
N° SIRET: 130 018 351 00010
Code APE : 8542 Z
TVA Intracommunautaire : FR 23 130 018 351

Ci-après dénommée l'« Université » ;

D'une part,

Et
ADERA SAS
Société par Actions Simplifiée au capital de 57 321 euros
Immatriculée au RCS de Bordeaux sous le N° SIREN B 403 280 308,
Située Centre Condorcet, 162 avenue Albert Schweitzer, CS 60040, 33608 PESSAC Cedex, France
Représentée par sa Directrice Générale, Isabelle Rey

Ci-après dénommée « le Partenaire » ou « ADERA »

D'autre part,

L'Université et le Partenaire pouvant être individuellement dénommées « Partie » et collectivement « Parties »

PREAMBULE

Les Parties ont signé en date du 26 août 2020 un accord de partenariat (ci-après la « Convention ») par lequel elles ont convenu que l'Université confiait à l'ADERA la réalisation de certaines activités dans le cadre de ses missions, afin d'accroître ses partenariats avec le monde socio-économique et renforcer la promotion des expertises de ses équipes de recherche et de ses laboratoires.

La Convention a été conclue pour une durée de trois (3) années à compter du 1er juillet 2020.
Il a d'ores et déjà été convenu entre les Parties de prolonger la Convention jusqu'au 31 décembre 2023, selon les termes prévus au présent Avenant.

Article 1 – Prolongation de la durée de la Convention

L'article 2 de la Convention est modifié comme suit :

« La Convention est conclue par la signature des Parties pour une durée courant à compter du 1er juillet 2020, et ce jusqu'au 29 février 2024».

Article 2 – Modification des Conditions Financières

Au titre de l'exercice de ses Missions 2 et 3 (Gestion des Prestations et des conventions de recherche), il est convenu que pour les contrats signés à compter du 1er juillet 2022, ADERA prélèvera 20% sur les sommes encaissées hors taxe dans le cadre de chaque Contrat ou Contrat simplifié, ce prélèvement étant ensuite réparti comme suit :

- 7% seront conservés par ADERA au titre des frais de gestion ;
- 13% seront reversés à l'Université à titre de redevance, en contrepartie de la mise à disposition par cette dernière de l'environnement scientifique et structurel.

Les articles **14.2** et **14.3** de la Convention sont ainsi complétés en conséquence et ce, de façon rétroactive au 1er juillet 2022.

Article 3

Le reste des dispositions de la Convention, non modifiées par le présent Avenant, demeure inchangé.

Fait à Talence, en deux (2) exemplaires originaux, le……..

Pour l'Université de Bordeaux	**Pour ADERA SAS**
Dean LEWIS Président	Isabelle Rey Directrice Générale

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 20 juin 2023

DÉLIBÉRATION D'APPROBATION DU RAPPORT DES ADMINISTRATEURS DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SATT AST POUR LES EXERCICES 2021 ET 2022

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-9, L. 711-1, R. 711-10 et suivants ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Considérant le rapport des administrateurs de l'université au sein du conseil d'administration de la SATT AST pour les exercices 2021 et 2022,

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le rapport des administrateurs de l'université au sein du conseil d'administration de la SATT AST pour les exercices 2021 et 2022, joint à la présente délibération, est approuvé.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (32 votants)
Pour : 32
Contre : 0
Abstention : 0

Rapport sur l'activité des administrateurs UB de la SATT Aquitaine Science Transfert (AST)
sur l'exercice 2021 et 2022

SOMMAIRE

1 - Présentation de la SATT AST 2

A. Objet social 2

B. Historique 2

C. Gouvernance 2

D. Répartition du capital social 2

2 – Missions confiées 2

A. Mission 1 - Transfert de technologies 3

B. Mission 2 – Négociation de contrats de recherche partenariale avec des partenaires privés 3

3 – Modalités de fonctionnement et modalités financières 3

A. Comitologie de suivi de la filiale 3

B. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 1 (transfert de technologies) 4

C. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 2 (négociation des contrats de recherche avec des partenaires privés) 6

4 – Exemples de calcul des modalités financières 8

5 – Bilan chiffré 2021 et 2022 9

6 – Activité des administrateurs de l'UB 10

7 – Enjeux à venir 12

1 - Présentation de la SATT AST

A. Objet social

Détecter et évaluer les inventions issues de laboratoires de la recherche publique pour les accompagner jusqu'à leur transfert vers le monde socio-économique. Les SATT sont des outils lancés dans le cadre du premier PIA (plan investissement d'avenir) pour stimuler le transfert de technologies vers les entreprises afin de renforcer le potentiel d'innovation et de compétitivité de l'industrie.

B. Historique

Aquitaine Science Transfert (AST) est une des 13 Sociétés d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) françaises. Les SATT représentent 400 professionnels de la propriété intellectuelle, de l'ingénierie des projets technologiques, du droit, du marketing et du développement commercial. C'est une SAS au capital de 1M€. Elle a été créée en juillet 2012.

AST a repris à sa création l'activité d'*AQUITAINE VALO*, service mutualisé sans personnalité morale de plusieurs établissements aquitains. Les universités bordelaises avaient en effet mis en place avant la création des SATT une structure à laquelle elles avaient délégué deux de leurs missions : la négociation du partenariat industriel d'une part, la valorisation économique de ses résultats de recherche d'autre part. Chacune de ces deux missions est désormais assumée par AST.

C. Gouvernance

Présidente : Maylis Chusseau

D. Répartition du capital social

33% BPI France
28% Université de Bordeaux (+CHU et ESTIA)
19% CNRS
10% Bordeaux INP (+ université Bx Montaigne, Sc. Po et Bx Sciences Agro)
7% Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA)
3% INSERM

Administrateurs de l'UB (délibération du CA UB du 11/03/2022):
- Dean Lewis (suppléante : Catherine Gauthier)
- Etienne Duguet (suppléant : Eric Papon)

L'UB a souhaité proposer que le CHU utilise l'un de ses 3 sièges : il est occupé par le directeur du CHU, Yann Bubien (suppléant : Gilles Duluc).

2 – Missions confiées

UB et AST sont en cours de renouvellement d'une convention bilatérale qui va couvrir la période du 29 juillet 2022 au 28 juillet 2032. Par cette convention, UB confie deux missions à sa filiale :

A. Mission 1 - Transfert de technologies

Dans ce cadre, AST assure :
- la détection des résultats valorisables dans les laboratoires
- la protection des résultats (dépôt de brevet et logiciels)
- éventuellement la maturation technologique (investissement dans un projet de développement de résultats valorisable en vue de réaliser une preuve de concept ou un prototypage et ainsi faciliter son transfert)
- la commercialisation du portefeuille de technologies (licencing)
- l'incubation de start-up

B. Mission 2 – Négociation de contrats de recherche partenariale avec des partenaires privés

AST assure pour le compte de l'UB la négociation des contrats de partenariat avec un partenaire industriel ou EPIC (collaboration, prestation, accord de consortium, accord de confidentialité, accord de transfert de matériel…).

Dans ce cadre :
- UB fixe la stratégie de partenariat et notamment de propriété intellectuelle ainsi que les conditions financières
- AST la met en œuvre dans la négociation et rédige le contrat
- UB signe (AST n'est pas partie au contrat)

3 – Modalités de fonctionnement et modalités financières

A. Comitologie de suivi de la filiale

L'université de Bordeaux assure le suivi de l'activité confiée à AST par la mise en place de trois comités : le Comité de Pilotage, le Comité de Suivi et le Comité d'Arbitrage. De nombreuses réunions sont organisées sur divers sujets (tarification, modèle économique, contexte national, gouvernance.

- Comité de Pilotage :

Sa composition est la suivante :
- Pour UB : le Président de l'Université et le Directeur Général des Services ou leurs représentants ;
- Pour AST : le Président ou son représentant.

Le Comité de Pilotage se réunira au moins une fois par an sur la durée de la convention, à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, pour échanger sur l'exécution générale de la convention et faire des bilans de l'activité globale d'AST.

Sans formalisation sous le terme de Comité de Pilotage, des réunions se sont tenues régulièrement entre la présidence des deux établissements pour le suivi de la convention :
- sur l'année 2021 : 25/01, 15/04, 21/06, 20/10 et 7/12
- sur l'année 2022 : 02/02, 28/02, 05/05, 23/05, 27/05, 18/10 et 8/12

- Comité de Suivi :

Sa composition est la suivante :

- Pour UB : un représentant de la présidence et des représentants du pôle Recherche International Partenariats Innovation (RIPI) à savoir le directeur de la Direction Innovation Partenariat Entreprises (DIPE), la directrice de la Direction de la Recherche et de la Valorisation (DRV) et la cheffe du service Contrats de recherche et Valorisation (COREV)
- Pour AST : le Directeur de la Négociation de la Recherche Partenariale et le Directeur du Transfert.

Le Comité de Suivi se réunira tous les trois mois afin d'échanger sur l'exécution opérationnelle de la convention et discuter des projets et points opérationnels le nécessitant.

Sur les exercices 2021 et 2022, il s'est réuni les 19/03/2021, 25/05/2021, 16/07/2021, 09/11/2021, 11/01/2022, 30/05/2021 et 14/11/2022.

- Comité d'Arbitrage :
  - Pour UB : un représentant de la présidence et des représentants respectifs des services en charge du partenariat et de la valorisation d'UB ;
  - Pour AST : le Directeur de la Négociation de la Recherche Partenariale (comité d'arbitrage sur la Recherche Partenariale) ou le Directeur du Transfert (comité d'arbitrage sur la Valorisation) et des représentants de leurs directions.
  - D'autres personnels d'UB, d'AST et des représentants des cotutelles des Unités de Recherche concernés par un ordre du jour spécifique.

Le Comité d'Arbitrage se prononce sur les contrats de recherche partenariale, les contrats de valorisation et les titres de propriété intellectuelle nécessitant un arbitrage stratégique de la part d'UB. Il est en outre compétent pour valider l'évolution des annexes à la présente convention UB-AST.

Le Comité d'Arbitrage se réunit à l'initiative de l'une ou l'autre des Parties et en général une fois tous les deux mois.

Sur les exercices 2021 et 2022, il s'est réuni les 29/02/2021, 08/04/2021, 22/07/2021, 19/10/2021, 19/01/2022, 28/06/2022 et 10/11/2022.

- Comité de Propriété intellectuelle

Il se réunit une fois par an avec tous les actionnaires et dresse le bilan d'activité.

Sur l'exercice 2021-22, il s'est réuni les 14/04/2021 et 15/04/2022.

B. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 1 (transfert de technologies)

Modalités de fonctionnement :
AST s'engage à prendre en charge tout ou partie des activités suivantes, sans que cette liste ne soit exhaustive :
- Détection :
  - Contacts réguliers avec les personnels de laboratoire,
  - Constitution des déclarations d'invention ou des déclarations de logiciel avec les responsables scientifiques co-inventeurs ou co-auteurs dans les laboratoires ;

- Protection des résultats puis gestion et suivi des Titres de Propriété Intellectuelle d'UB lorsque cette dernière est Mandataire unique de valorisation et co-propriétaire d'un Titre de Propriété Intellectuelle. AST est alors sous-mandatée pour valoriser et prend en charge les frais inhérents aux actions liées à cette mission :
    - Réception et archivage de l'ensemble des pièces (déclarations d'invention, justificatifs) ;
    - Transmission à UB Mandataire d'un état de son portefeuille de Titres de Propriété Intellectuelle ;
    - Premier dépôt du Titre de Propriété Intellectuelle et prise en charge des frais de maintien et d'entretien du Titre de Propriété Intellectuelle ;
    - Maintien et si nécessaire extension des Titres de Propriété Intellectuelle détenus par UB Mandataire;
    - Transmission de pouvoirs et de contrats (notamment contrats de copropriétés) et collectes des signatures requises ;
    - Accompagnement des inventeurs et/ou des gestionnaires dans les réponses aux lettres officielles pendant les procédures d'examen, ;

- Évaluation des Résultats de recherche au regard de la pertinence technologique (innovation, rupture technologique), de la pertinence au regard du marché, de la stratégie de valorisation (licence, création d'entreprise, cession etc. ...) et de l'évaluation du potentiel retour financier ;

- En cas d'abandon d'un Investissement (abandon de Titres de Propriété Intellectuelle) :

    - Information d'UB Mandataire puis, si UB Mandataire décide également d'abandonner, information des autres copropriétaires puis des inventeurs (avec à chaque fois proposition de reprise).

- Veille stratégique de la technologie et du marché (technico-économique) et détection des besoins des partenaires ;

- Gestion des Projets de Maturation :
    - Marketing technologique et évaluation technico-économique des projets scientifiques ;
    - Mise en place d'un cadre contractuel adapté à chaque Projet de ;
    - Financement et suivi des Projets de Maturation (suivant la décision propre d'AST) ;
    - Dépôt des Titres de Propriété Intellectuelle sur les Résultats issus des Projets de Maturation;
    - Gestion de la valorisation et collecte des informations relatives aux employeurs des inventeurs, à leurs structures de rattachement aux quotes-parts de propriété respectives , aux parts d'inventivité des inventeurs, etc.

- Gestion des Contrats de Valorisation :
    - Évaluation du projet de Valorisation, analyse des risques ;
    - Recherche de partenaires en vue de la concession de Contrats de Valorisation ;
    - Négociation avec les partenaires ;
    - Rédaction et conclusion des Contrats de Valorisation
    - Suivi de l'exécution des Contrats de Valorisation et de l'exploitation réalisée, des retours financiers attendus ;
    - Veille juridique ;

- Suivi des précontentieux et contentieux ; gestion concertée avec UB des litiges (contrefaçon...) ;

- Prise de toutes les décisions et mise en place de toutes les procédures y compris signature de documents, à l'exclusion des actes officiels nécessitant la signature du(des) propriétaire(s) du Titre de Propriété Intellectuelle;

- Conseils ad hoc prodigués à UB en cas de conflit potentiel entre la stratégie de valorisation commerciale et la mission de diffusion des connaissances nouvelles inhérente à l'activité d'un chercheur public

- Incubation de projets de création d'entreprise visant à exploiter les résultats valorisables de l'université, au sein de l'incubateur Chrysalink : coaching et formation des porteurs, financement, mise en réseau, etc.

- AST assure également une prestation sur certaines missions :
  - gestion de la propriété intellectuelle sur des brevets pour lesquels UB n'est pas mandataire unique de valorisation,
  - gestion du portefeuille de Titres de Propriété Intellectuelle repris par UB après abandon par AST de son Investissement

Modalités financières :
AST supporte tous les coûts (détection, dépôt des titres, investissement en maturation, prospection de clients, ...) et se rémunère en prélevant une partie des revenus de valorisation.
En effet, lorsque le titre de propriété intellectuelle (brevet ou logiciel) est licencié et génère des revenus, AST se rembourse dans un premier temps des frais directs engagés sur le titre (dépôt, frais de cabinet, etc).
Puis, elle prélève :
- soit 20% de ces revenus avant la répartition entre les établissements copropriétaires
- soit 75% lorsque l'invention ou le logiciel a fait l'objet d'un projet de maturation. Lorsque les frais de maturation sont totalement remboursés, le prélèvement de AST sur les revenus suivants est de 50%.

AST a également la possibilité de prendre des parts de certaines sociétés créées pour valoriser les travaux de recherche des laboratoires. Lors de la revente de ces parts, AST applique la même clé de répartition de revenus que pour la concession de licence d'exploitation des Titres de Propriété Intellectuelle.

C. Modalités de fonctionnement et modalités financières pour la mission 2 (négociation des contrats de recherche avec des partenaires privés)

Modalités de fonctionnement :
La contractualisation de la recherche partenariale confiée à AST s'entend par l'élaboration de l'ensemble des Contrats de Recherche Partenariale et, au cas par cas, par l'élaboration de certains Contrats d'établissement qui relèvent prioritairement du périmètre de l'UB.

La Prestation comprend tout ou partie des activités suivantes, sans que la liste ne soit exhaustive :

- Assurer la mise en œuvre de la contractualisation des Contrats de Recherche Partenariale, ce qui comprend :
    - Evaluer le partenariat, ses enjeux :
    - En matière de recherche ;
    - Technico-économiques ;
    - Juridiques ;
    - Financiers ;
    - De confidentialité, publication ;
    - PI/exploitation (dont l'évaluation et la négociation des sommes forfaitaires libératoires versées par des tiers dans le cadre des cessions des droits de propriété intellectuelle et/ou de cession de Résultats de recherche)
    - De responsabilités.
    - Analyse des risques ;
- Négocier avec les partenaires ;
    - Rédiger et conclure les Contrats de Recherche Partenariale ;
    - Gérer et optimiser le circuit de signature et la traçabilité des Contrats de Recherche Partenariale ;

- Réaliser les bilans semestriels et assurer le suivi mensuel de l'activité de recherche partenariale ;
- Archiver des copies numériques des contrats de recherche partenariale et autoriser un accès en lecture seule à l'établissement, avec les meilleurs efforts et en fonction des possibilités offertes par la révision du système d'informations ;
- Assurer une veille juridique ;
- Assurer le conseil sur la gestion des litiges, contentieux et contrefaçon en lien avec l'activité ;
- Prendre toutes décisions et mettre en place toute procédure interne nécessaire à l'accomplissement de cette activité dans le respect de la politique de l'UB.

La contractualisation de la Recherche partenariale comprend l'élaboration de l'ensemble des Contrats de Recherche Partenariale et des contrats d'établissements, sur mandatement spécifique au cas par cas, suivant le Périmètre des activités de Prestation de négociation, à savoir les contrats de type :

- Confidentialité ;
- Transfert de matériel (MTA) ;
- Collaboration ;
- Prestation ;
- Avenant ;
- Consortium : projet de recherche dont le financement est d'origine publique (ANR, BPI, FUI, CRA, ...) ;
- Structurant : accord-cadre, constitution de groupement d'intérêt scientifique (GIS), création d'équipe commune de recherche, de laboratoire commun ou de plateformes techniques, etc. ;
- Support à la recherche partenariale : mise à disposition de matériel, de locaux, adossement, cession de droit d'auteur, mandat, lettre d'intention, etc.

La Prestation comprend également la validation des contrats négociés par un établissement public tiers cotutelle des Unités de Recherche concernées.

La Prestation peut également comprendre l'analyse ou le conseil concernant des clauses de propriété intellectuelle ou conditions d'exploitation des Résultats de recherche partenariale ou l'intégralité du contrat.

La Prestation intègre un volet complémentaire pour le développement de l'activité de recherche partenariale d'UB. Il se composera de trois volets :

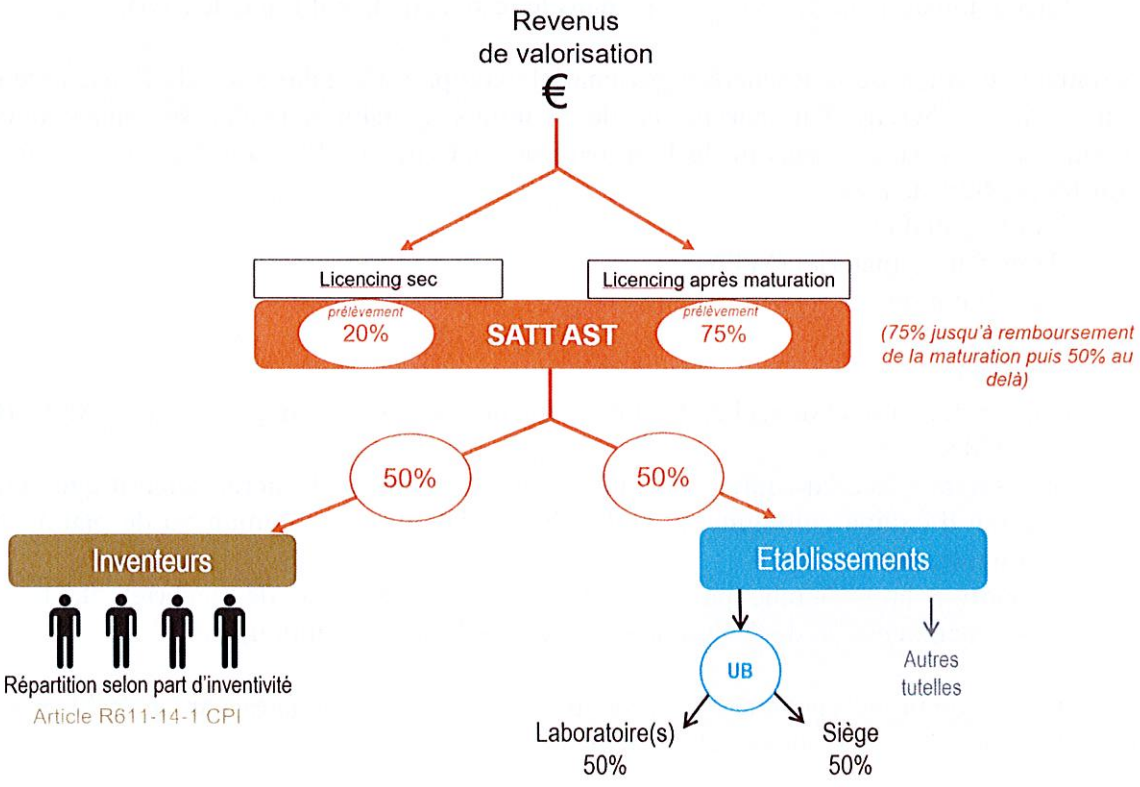
- Les actions de prospection ;
- Les actions de promotion ;
- Les actions d'amélioration de process.

Le plan de développement vise un engagement d'AST à faire ses meilleurs efforts pour une amélioration du nombre d'accords mis en œuvre sur l'intégralité du périmètre dédié et de la prise de commande issue des Contrats de Recherche Partenariale dont elle a en charge, et ce, en comparaison avec les moyens dont elle dispose et le périmètre défini par les accords de site entre les établissements.

Modalités financières :
AST fournit une prestation à l'UB (négociation des contrats) sur la base d'une grille forfaitaire en fonction de la typologie d'actes effectivement signés. Un devis est établi en début d'année civile pour l'année. Une facture semestrielle est adressée à l'UB.

4 – Exemples de calcul des modalités financières

A. Mission 1 - Transfert de technologies



En 2021, 15 licences ont donné lieu à des revenus de valorisation

AST a facturé aux licenciés 2 230 140€.
Après remboursement des frais directs et prélèvement de la part AST, **673 230 € ont été** facturés par l'université à AST (pour intéresser les inventeurs, et répartir le solde aux laboratoires et au siège)

En 2022, 17 licences ont donné lieu à des revenus de valorisation
AST a facturé aux licenciés 2 135 331€.
Après remboursement des frais directs et prélèvement de la part AST, **717 782 € ont été** facturés par l'université à AST (pour intéresser les inventeurs, et répartir le solde aux laboratoires et au siège)

B. Mission 2 – Négociation de contrats de recherche partenariale avec des partenaires privés

La facturation de la Prestation de négociation des partenariats de recherche est basée sur un coût unitaire par typologie de contrat, selon les modalités suivantes :

Typologie Contrats de Partenariat	Prix (€)
Collaboration / Collaboration plan France Relance	3 000
Prestation (type collaboration de recherche)	3 000
Prestation (type prestation usuelle de R&D)	1500
Prestation (type expertise ou consultance)	800
Consortium	6 250
Structurant	9 800
Avenant	800
MTA	1 000
Autre contrat support	800
Confidentialité et avenant confidentialité	500
Validation	800

Coût de la facture AST Négociation de la Recherche Partenariale :

2021	2022
850 820 €	715 575 €

5 – Bilan chiffré 2021 et 2022

Par mission, bilan financier :

Au titre de la Mission 1 (transfert) :

Revenus bruts de licence 2021 avec copropriété UB* : 1 891 165,86 €
• Dont part UB** : 620 124,53 €

Revenus bruts de licences 2022 avec copropriété UB* : 2 318 093,92 €
• Dont part UB** : 755 599,57 €

* Hors prises de parts
**Y compris part inventeurs

Au titre de la Mission 2 (négociation de contrats) :

	2021 en € HT	2022 en € HT
Prise de commande des contrats	10.724.505	8.394.499
Prise de commande des accords de consortium	11.950.724	11.404.333
Total	22.675.229	19.798.832

Par mission, nombre de dossiers traités :

Au titre de la Mission 1 :

- 54 brevets et 17 logiciels ont été déposés en 2021 ;10 accords d'exploitation signés et 14 projets de maturation financés
- 34 brevets et 12 logiciels ont été déposés en 2022, 12 accords d'exploitation signés et 7 projets de maturation financés

Au tire de la Mission 2 :

- 524 contrats de recherche partenariale ont été négociés par AST et signés par l'UB en 2021 ;
- 458 contrats de recherche partenariale ont été négociés par AST et signés par l'UB en 2022.

6 – Activité des administrateurs de l'UB

Pour rappel : les administrateurs ont été renouvelés par décision du CA de l'université de Bordeaux le 11/03/2022.

La participation des 2 administrateurs désignés par UB au Conseil d'Administration d'AST est décrite dans le tableau ci-dessous, y compris les faits marquants des différentes séances (par souci de simplification, ne sont pas mentionnées toutes les décisions récurrentes liées aux comptes de la société, aux mandats donnés à la Présidente, à ses objectifs annuels et son intéressement).

CA	Manuel Tunon de Lara	Dean Lewis	Eric Papon	Etienne Duguet	Faits marquants
04/02/2021	Pouvoir à Eric Papon		Présent		★Décision d'autorisation de prise de participation d'AST au capital de la société A3i
29/04/2021	Pouvoir à Eric Papon		Présent		★Décision d'investissement dans 3 projets de maturation et de désinvestissement dans 9 autres

					★Désignation des membres du Comité d'investissement ★Prise d'acte des nouvelles modalités de prise de parts dans la société ReBrain
24/06/2021	Pouvoir à Eric Papon		Présent		★Décision d'investissement dans 2 projets de maturation et de désinvestissement dans 2 autres ★Renouvellement du mandat de la Présidente
09/09/2021	Présent		Présent		★Ratification du projet de plan d'affaires 2021-2024
26/10/2021	Présent		Présent		★Décision d'investissement dans 6 projets de maturation et de désinvestissement dans 4 autres
14/12/2021	Présent		Présent		★Décision d'investissement dans 3 projets de maturation, d'augmentation de budget pour 2 autres et de désinvestissement dans 1 autre ★Approbation de la convention AST/INRAe ★Désignation des membres du Comité d'investissement
07/02/2022	Représenté par Dean Lewis		Présent		★Validation de la stratégie partenariale pour répondre à l'AAP PIA 4 Maturation-Prématuration
02/03/2022	Pouvoir à Eric Papon		Présent		★Décision d'investissement dans 2 projets de maturation et de désinvestissement dans 3 autres
31/03/2022		Présent		Représenté par Eric Papon	★Décision d'autorisation de prise de participation d'AST au capital de la société Myotact
17/05/2022		Présent		Présent	★Décision d'investissement dans 2 projets de maturation et de désinvestissement dans 1 autre ★Décision de ratifier la nomination d'Etienne Duguet comme membre du Comité Audit et du Comité de nomination et de rémunération d'AST ★Désignation des membres du Comité d'investissement ★Décision d'autoriser le recrutement du nouveau directeur du transfert

30/06/2022		Présent		Présent	★Décision d'investissement dans 2 projets de maturation et de désinvestissement dans 1 autre
29/08/2022 électronique				Absent	★Décision d'extension des locaux, avec nouveau bail cours Gambetta à Talence
25/10/2022		Présent		Pouvoir à Dean Lewis	★Décision d'investissement dans 1 projet de maturation et de désinvestissement dans 1 autre ★Désignation des membres du Comité d'investissement
CA d'AST du 13/12/2022		Présent		Présent	★Décision d'investissement dans 2 projets de maturation, d'augmentation de budget pour 1 autre et de désinvestissement dans 4 autres ★Approbation de l'accord-cadre 2022-2032 AST/UB ★Renouvellement du mandat d'un membre du Comité d'investissement

En outre, Eric Papon a été, puis désormais Etienne Duguet, membre du Comité d'Audit qui s'est réuni les 08/04/2021, 08/10/2021, 05/05/2021 et 13/10/2022 et membre du Comité de Nomination et Rémunération qui s'est réuni le 10/06/2022.

Indépendamment des activités du CA, AST a obtenu par décision du Premier Ministre du 12/04/2022 un financement complémentaire de 14,5M€ pour la période 2022-2024.

7 – Enjeux à venir

- Modèle de pérennisation de la SATT
- Développement de l'activité de la SATT : accroissement du nombre de partenariats et de la prise de commande, augmentation du nombre de start-up accompagnées
- Articulation entre les dispositifs de pré-maturation (portés par UB) et de maturation (portés par AST),
- Développement du nombre de projets de valorisation par la sensibilisation des enseignants-chercheurs, des chercheurs et des doctorants et la détection de nouveaux résultats valorisables
- Dans le cadre des programmes InnovationS, DReAM et PUI, nouvelles synergies à construire sur le Système d'information, l'intelligence économique, la prospective, la prospection, le suivi de la relation avec les acteurs socio-économiques dans le cadre de la politique filières
- Nouvelles synergies à construire avec l'ADERA
- Positionnement à construire dans le nouveau comité innovation du site (instance de gouvernance des projets InnovationS et PUI, scène de discussion de la stratégie d'innovation du site).

Le 8 juin 2023



Dean Lewis



Etienne Duguet

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 20 juin 2023

DÉLIBÉRATION D'APPROBATION DU RAPPORT DES ADMINISTRATEURS DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA SRIA POUR LES EXERCICES 2021 ET 2022

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 123-1 à L. 123-9, L. 711-1, R. 711-10 et suivants ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Considérant le rapport des administrateurs de l'université au sein du conseil d'administration de la SRIA pour les exercices 2021 et 2022,

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le rapport des administrateurs de l'université au sein du conseil d'administration de la SRIA pour les exercices 2021 et 2022, joint à la présente délibération, est approuvé.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

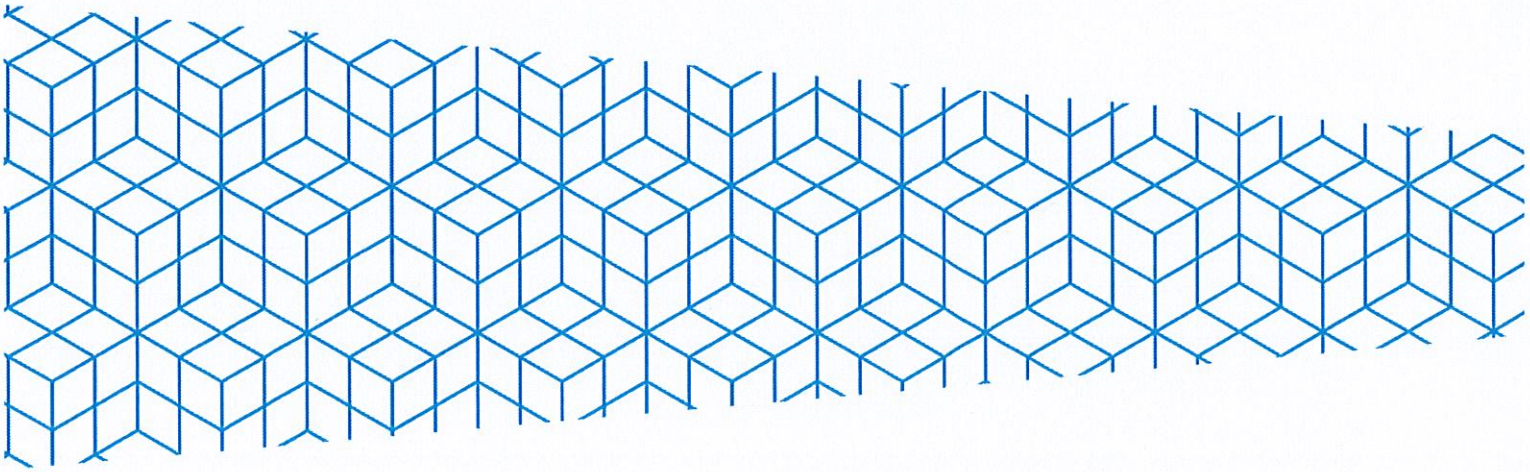


Adoptée à la majorité des votes exprimés (29 votants)
Pour : 29
Contre : 0
Abstention : 0

Rapport sur l'activité des administrateurs de la société SRIA

sur les exercices 2021 et 2022

Juin 2023



université de BORDEAUX

SOMMAIRE

1 - Présentation de la SRIA *4*

A. Objet social 4

B. Historique 5

C. Gouvernance 5

D. Répartition du capital social (2 538 934 €) 5

2 – Missions confiées *6*

A. L'Opération Campus 6

B. Opérations diversifiées 7

3 – Modalités de fonctionnement *7*

A. Décisions collectives / assemblée générale 7

B. Le comité stratégique (COS) 7

5 – Comptes financiers 2021 et 2022 *8*

6 – Activité des administrateurs pour l'UB *10*

7 – Enjeux à venir *10*

PREAMBULE

L'article R711-15 du code de l'éducation prévoit que le conseil d'administration de l'établissement désigne une ou plusieurs personnes physiques pour représenter l'établissement au sein des organes dirigeants des filiales créées en vertu de l'article L711-1.

Ce ou ces représentants adressent chaque année à l'établissement un rapport sur l'activité et la gestion de cette personne morale, qui précise notamment les conditions dans lesquelles sont exécutées les obligations prévues par la convention organisant les relations entre la filiale et l'établissement, auquel est annexé, s'il y a lieu, le rapport du commissaire aux comptes. Ce rapport doit faire l'objet d'une délibération du conseil d'administration de l'établissement.
Le recteur d'académie, chancelier des universités et le directeur régional des finances publiques peuvent se faire communiquer ce rapport.

Le ou les représentants de l'établissement informent le conseil d'administration de celui-ci de toutes les modifications affectant la situation juridique ou financière de la personne morale.

Le présent rapport a ainsi pour objet de présenter au conseil d'administration de l'université de Bordeaux le rapport d'activité des exercices 2021 et 2022 de la société de réalisation immobilière et d'aménagement de l'université de Bordeaux (SRIA UB) et de faire le point sur les réalisations effectuées.

1 - Présentation de la SRIA

A. Objet social

La Société a pour objet, en France, de :

- rénover dans le cadre de l'opération Campus, les bâtiments de l'Université de Bordeaux et de l'Université Bordeaux Montaigne (les "Actifs Immobiliers") et à cette fin, réaliser toutes consultations, opérations de construction, démolition, aménagement, maintenance et entretien sur ces Actifs Immobiliers, puis les remettre à disposition de l'Université de Bordeaux et de l'Université Bordeaux Montaigne ;

- dans le cadre de cet objet, bénéficier de droits réels sur les Actifs Immobiliers octroyés par l'Université de Bordeaux et l'Université Bordeaux Montaigne, notamment sous forme d'une ou plusieurs autorisations d'occupation temporaire du domaine public (la ou les "AOT") associées à des conventions de location non détachables (la ou les "CL") de longue durée des ouvrages construits ou rénovés sur les Actifs Immobiliers objets de l'AOT ;

- à cette fin mener toutes les études et négocier et conclure tous contrats, accords, engagements ou conventions en vue de la rénovation, la maintenance, l'entretien et la gestion des Actifs Immobiliers et de leur financement ;

- de se voir confier par un ou plusieurs de ses associés le type de missions figurant à l'article L2422-1 du code de la commande publique :

  1° L'assistance à maîtrise d'ouvrage
  2° La conduite d'opération
  3° Le mandat de maîtrise d'ouvrage
  4° Le transfert de maîtrise d'ouvrage

  dans les conditions prévues aux articles L2422-2 à L2422-13 du code de la commande publique, sur des opérations de construction, de réhabilitation immobilière ou d'aménagement, qui entrent dans le cadre de l'opération Campus ou relèvent du patrimoine immobilier de l'un des associés ;

- de se voir confier par d'autres pouvoirs adjudicateurs ou entités adjudicatrices que ses associés, pour moins de 20% de son activité totale, le type de missions figurant à l'article L2422-1 du code de la commande publique :

  1° L'assistance à maîtrise d'ouvrage
  2° La conduite d'opération
  3° Le mandat de maîtrise d'ouvrage
  4° Le transfert de maîtrise d'ouvrage

dans les conditions prévues aux articles L2422-2 à L2422-13 du code de la commande publique sur des opérations de construction, de réhabilitation immobilière ou d'aménagement, dans le domaine de l'enseignement supérieur et/ou de la recherche ;

- et plus généralement exercer toutes activités annexes pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement.

De manière générale, la Société réalise l'essentiel de ses activités pour le compte de ses Associés, lesquels ont tous nécessairement la qualité de pouvoir adjudicateur.

B. Historique

Afin de réaliser l'Opération Campus Bordeaux, les partenaires du projet ont opté pour un montage alternatif au contrat de partenariat public-privé initialement privilégié au niveau national. Ce montage a amené le 8 avril 2010 à la création de la SRIA UB (Société de Réalisation Immobilière et d'Aménagement de l'Université de Bordeaux), société de réalisation à capital intégralement public, en relation de quasi régie avec ses actionnaires, initialement au nombre de trois : l'université de Bordeaux majoritaire, le groupe Caisse des Dépôts et le Conseil régional de Nouvelle-Aquitaine. En 2015, l'Université Bordeaux Montaigne a rejoint le capital de la SRIA. Enfin, un décret du 20 février 2019 a autorisé Bordeaux Métropole à entrer au capital de la SRIA.

En complément de la direction de projet au sein de l'université de Bordeaux en charge de l'ingénierie de montage et du pilotage partenarial de l'opération Campus, la SRIA a été créée pour assurer le portage des actifs immobiliers, la fonction de maîtrise d'ouvrage, et le financement de tout ou partie des projets. Cette société transfère les obligations de conception, de réalisation et de maintenance à un ensemble d'opérateurs privés.

Par ailleurs, suite à des recommandations de l'Etat, le recours à des montages plus classiques de maîtrise d'ouvrage publique (MOP) a été développé. La SRIA est ainsi intervenue régulièrement dans le cadre de conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage ; dans un premier temps pour des projets de l'opération Campus, puis ces dernières années, pour des projets immobiliers de l'ensemble des associés ; voire enfin pour d'autres acteurs de l'enseignement supérieur (grâce à une évolution des statuts de la société).

C. Gouvernance

Président : Nicolas FLAMENT

D. Répartition du capital social (2 538 934 €)

- 51% université de Bordeaux
- 17% région Nouvelle-Aquitaine
- 17% caisse des dépôts
- 10% université Bordeaux Montaigne
- 5% Bordeaux Métropole

2 – Missions confiées

A. L'Opération Campus

En termes d'avancement opérationnel, l'Opération Campus Bordeaux poursuit sa trajectoire de finalisation de projets, avec une majorité de projets en phase de réalisation.

En 2021, l'activité a été de nouveau très soutenue. En particulier, les travaux des tranches 2 Sciences Humaines et Sociales et 3 Biologie-santé ont avancé de manière significative, avec des réceptions partielles de locaux. De plus, des réceptions d'opérations, prévues en 2020, ont eu lieu sur le premier semestre : bâtiment A11 (campus Peixotto) et bâtiment H (campus Montesquieu).

L'année 2022 a été une nouvelle période de forte activité : le chantier du pôle de vie Marne (campus Victoire) s'est ajouté à ceux déjà en cours. Ont pu être livrés les aménagements complémentaires de Béthanie à Talence et l'aménagement de la liaison nord-sud sur Carreire.

La SRIA a piloté les études de désamiantage et curage du bâtiment A4 (campus Peixotto) ainsi que celles du projet de démolition du B18 ancien (campus Bordes).

Le contexte économique défavorable (hausse des prix, pénurie de matériaux) s'est confirmé en 2022 avec la guerre en Ukraine et ses conséquences sur l'approvisionnement énergétique. Les deux conséquences principales ont été :

- une actualisation des budgets d'opérations du fait de la forte hausse des prix de construction ; les indices permettant des suivre l'évolution des coûts de la construction ont subi des hausses de près de 14 % sur les deux années écoulées. L'évolution prévisible de ces indices, avant la crise sanitaire, ne pouvait dépasser 2 à 3%. Cette augmentation a conduit à rehausser les budgets d'opération d'une part et à négocier les réclamations d'entreprises en phase travaux afin de lever les risques financiers portant sur les opérations, en particulier pour les tranches 2 et 3, d'autre part ;
- un allongement des calendriers opérationnels.

L'année 2022 a vu aussi se poursuivre les missions d'exploitation-maintenance de la première tranche, démarrée en 2016 et des deuxième et troisième tranches, démarrées parallèlement aux chantiers.

Enfin la société s'est vue confier en fin d'année 2022 de nouvelles missions (désenfumage bâtiments UBM, aménagement secteur station Arts et métiers, aménagement rue Hoffmann-Martinot).

L'année 2023 devrait être l'année des dernières livraisons de projet immobiliers de l'opération Campus ; année intense vu le nombre de projets en cours de travaux avec notamment les tranches 2 SHS et 3 Bio Santé.

Ce sera ensuite la phase de réalisation des derniers projets d'aménagement urbain, de 2023 à 2025. L'opération Campus Bordeaux sera alors finalisée et aura ainsi pris toute sa part dans la transformation des campus bordelais.

B. Opérations diversifiées

Le chantier d'extension de la Cité des Langues Étrangères, du Français et de la Francophonie (CLEFF) à Pessac, pour le compte de l'université Bordeaux Montaigne s'est poursuivi pendant toute l'année 2022.

La SRIA, missionnée par l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysage (ENSAP), a pu livrer dans les délais contraints du plan de relance les travaux de réhabilitation de l'école.

En ce qui concerne les études, la SRIA a piloté, pour le compte de l'université de Bordeaux, les études concernant les installations techniques des bâtiments A12, A4 et B18 et A22 (sorbonnes) et le projet Light (locaux réhabilités à l'IUT).

La SRIA a poursuivi sa mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le compte de l'université de Limoges, en achevant le programme nécessaire à l'organisation du dialogue compétitif visant à la mise en place d'un Marché Public Global de Performance sur le projet OMEGAHEALTH.

La société a également poursuivi sa mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour le compte du conseil régional de Nouvelle-Aquitaine pour le projet Ferrocampus à Saintes en poursuivant la phase de programmation et en conduisant divers diagnostics.

La SRIA a démarré les études des nouveaux projets confiés par Bordeaux Métropole en 2022 (3 écoles, un parc de stationnement et la démolition partielle d'un collège).

La société a poursuivi sa mission d'accompagnement de l'ENSAP dans la réalisation d'un schéma directeur.

3 – Modalités de fonctionnement

A. Décisions collectives / assemblée générale

Les décisions des Associés sont prises en Assemblée Générale (par voie d'une réunion physique ou de visioconférence), par acte écrit unanime des Associés ou par consultation écrite (par voie de correspondance, télécopie ou tout autre support notamment électronique).

L'Assemblée Générale a lieu au moins une fois par an afin de statuer sur l'approbation des comptes annuels et le rapport de gestion.

B. Le comité stratégique (COS)

Le Comité Stratégique a pour fonctions de :

- déterminer annuellement les orientations stratégiques de l'activité de la Société, et veiller à leur mise en œuvre ;

- nommer le Président, exercer le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Président, et le révoquer pour faute grave le cas échéant ;

- autoriser préalablement le Président à adopter certaines décisions significatives énumérées à l'article 14.2.3.

Le Comité Stratégique est composé de 10 (dix) membres (personnes physiques), nommés pour une durée de quatre années, dont 4 (quatre) sont nommés par l'Université de Bordeaux, 2 (deux) par la Région Nouvelle-Aquitaine, 2 (deux) par la Caisse des Dépôts et Consignations, 1 (un) par l'Université Bordeaux Montaigne et 1 (un) par Bordeaux Métropole.

Les représentants de l'université de Bordeaux (délibération du CA UB du 11 mars 2022) sont :
- Dean Lewis, président
- Catherine Gauthier, vice-présidente du Conseil d'Administration
- Frédéric Bos, vice-président en charge du patrimoine immobilier
- Vincent Moreau, directeur général des services

5 – Comptes financiers 2021 et 2022

Analyse comptes de résultat (direction des finances) :

en M€	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	Evolution 2021/2022	Tendance
Chiffre d'affaires	16,8	9,7	8,9	20,0	126%	⇧
Valeur ajoutée	4,7	4,8	4,8	5,3	10%	⇧
Excédent brut d'exploitation	3,6	3,7	3,6	3,9	10%	⇧
Charges de personnel	1,0	1,1	1,1	1,3	11%	⇧
DAP	5,5	5,6	6,1	6,2	3%	⇧
Résultat d'exploitation	-2,1	-2,0	-2,5	-2,3	-8%	⇩
Résultat financier	-1,3	-1,3	-1,2	-1,1	-9%	⇩
Produits exceptionnels sur opération en capital	3,7	3,7	3,9	4,2	9%	⇧
Résultat exceptionnel	3,6	3,3	3,9	4,2	5%	⇧
Impôt sur les sociétés	0,1	0,1	0,1	0,2	93%	⇧
Résultat net	0,1	0,0	0,1	0,5	284%	⇧

Le chiffre d'affaires 2022 de la SRIA est de 20 M€, il est en forte hausse par rapport à 2021 (+11,1 M€) en raison de la phase travaux du projet Marne (6,3 M€) et des travaux complémentaires d'aménagement pour le secteur Béthanie (1,2 M€). Les projets hors UB génèrent également une part importante du CA. Le bâtiment DEFLE (Département d'Études de Français Langue étrangère) représente 2,7 M€ de CA. Il s'agit d'un projet immobilier pour l'installation de la Cité des Langues Étrangères, du Français et de la Francophonie (CLEFF) sur le site de l'Université Bordeaux Montaigne. La SRIA a également été missionnée pour les travaux de réhabilitation de l'ENSAP (1,7 M€).

Au contraire, la production immobilisée diminue fortement (- 14,9 M€) en raison de la fin des travaux des projets en COT-CL (tranches 2 et 3 et bâtiment A11) et notamment le marché public global de performance (MPGP) Biologie Santé Tranche 3 (26,2 M€ en 2021 contre 14,1 M€ en

2022). La légère baisse des achats et charges externes (-4,1 M€ principalement pour le MPGP Biologie Santé Tranche 3) se retrouve dans l'augmentation de la valeur ajoutée (+10 %).
Il en découle un Excédent Brut d'Exploitation (capacité de la SRIA à générer de la trésorerie du seul fait de son exploitation) en augmentation de 10%.

Les frais de personnel sont en augmentation. L'effectif total de la société à fin 2022 est de 12 temps plein, en augmentation par rapport à 2021. Le nombre de personnes connait une augmentation également (+1) et s'établit à 15 personnes en 2022 vs 14 personnes en 2021. Nous remarquons une hausse de 11 % sur l'exercice, qui se retrouve en grande partie sur le coût moyen d'un ETPT (0,1 M€). La montée en charge de l'activité maintenance exploitation (livraisons tranches 2 et 3) explique ce recrutement.
Une provision de 145 K€ pour licenciement a été intégrée dans les comptes en 2019 pour prendre en compte la réduction de la moitié des effectifs à la fin de période de construction soit fin 2023. Cette provision a été revue à la hausse au 31/12/2022 : + 28 K€.

Analyse bilan (direction des finances) :

en M€	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	Evolution 2021/2022	Tendance
Actifs immobilisés	120,7	144,6	194,0	226,9	17%	⇧
Actifs circulant	152,3	128,3	74,3	43,6	-41%	⇩
Fonds propres	89,5	114,9	164,7	199,7	21%	⇧
Dettes	183,2	157,6	103,0	70,1	-32%	⇩
dont à plus de 1 an	33,0	27,6	26,1	24,6	-6%	⇩
dont à - de 1 an	150,2	130,0	76,9	45,5	-41%	⇩
Dettes financières	34,2	32,8	31,3	29,7	-5%	⇩
Disponibilités	37,1	42,9	31,2	25,7	-18%	⇩

Les actifs circulants diminuent très fortement (- 41 %), ils sont de 43,6 M€ au 31/12/2022 contre 74,3 M€ au 31/12/2021.
Dans le détail, la variation 2022 s'explique par :
• les subventions à recevoir : 13,6 M€ contre 40,1 M€ en 2021 soit une baisse de - 26,5 M€ dont - 23,6 M€ sur MPGP SHS Tranche 2, - 1,5 M€ sur MPGP Biologie Santé Tranche 3 ;
• les disponibilités qui baissent de 5,6 M€ soit - 18 % et traduisent un niveau de trésorerie disponible en baisse (compte Kerea Croissance - 5,6 M€).
Au passif, le montant des capitaux propres augmente de 35 M€, la hausse est principalement liée à l'augmentation des subventions d'investissement pour les MPGP Biologie Santé Tranche 3 et SHS Tranche 2.

en M€	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2021	31/12/2022	Evolution 2021/2022	Tendance
Autonomie financière	33%	42%	61%	74%	20%	⇧
Endettement	38%	29%	19%	15%	-22%	⇩

Les dettes financières de la SRIA diminuent (- 5 %), la SRIA n'ayant pas souscrit de nouvel emprunt.

Le total des dettes diminue fortement de 32,9 M€ pour atteindre 70 M€ en 2022. Cette diminution s'explique par les subventions d'investissements non consommées (27 M€ au 31/12/2022 contre 61,6 M€ au 31/12/2021). Les fluctuations des dettes sont principalement liées à ces dernières (effet inverse entre 2018 et 2019) il n'y a pas de risque financier avéré.

6 – Activité des administrateurs pour l'UB

Instance (les faits marquants de ces sessions sont indiqués en note)	Dean Lewis	Catherine Gauthier	Frédéric Bos	Vincent Moreau
	Président	VP CA	VP Pat	DGS
COS du 30/04/2021	présent (MTL)	présent (AdD)	présent (SD)	présent
AG du 18/06/2021 (1)	présent (MTL)	présent (AdD)	présent (SD)	présent
COS du 14/09/2021	présent (MTL)	présent (AdD)	présent (SD)	
COS du 29/11/2021 (2)	présent (MTL)	présent (AdD)		présent
COS du 15/03/2022	présent	présent	présent	présent
AG du 29/06/2022 (3)	présent		présent	présent
COS du 29/06/2022	présent		présent	présent
COS du 10/10/2022	présent	présent		présent
COS du 01/12/2022 (4)	présent	présent	présent	présent
AG du 26/05/2023 (5)	présent	présent	présent	présent

(1) Approbation des comptes financiers 2020
(2) Approbation du budget prévisionnel 2022
(3) Approbation des comptes financiers 2021
(4) Approbation du budget prévisionnel 2023
(5) Approbation des comptes financiers 2022

7 – Enjeux à venir

Alors que l'Opération Campus arrive à son terme, après une quinzaine d'années de mise en œuvre (2009 – 2025), la SRIA, et plus globalement le projet Opération Campus, a permis de créer une relation partenariale de qualité associant les universités, les collectivités et les prêteurs.

Créé pour le plan Campus, la SRIA s'est révélée être un outil performant de maîtrise d'ouvrage de projets immobiliers et d'aménagements complexes.

Pour ces raisons, les partenaires et en particulier l'université de Bordeaux souhaitent pérenniser l'activité de la filiale, en termes de maîtrise d'ouvrage, au-delà du plan Campus.

Pour mémoire, il est cependant prévu dans le cadre de l'Opération Campus que la SRIA poursuive une activité d'exploitation – maintenance – GER. A cette fin, les intérêts de la

dotation Campus financent un budget annuel de fonctionnement de la SRIA, comprenant 6 ETP : le président, le directeur administratif et financier, un assistant, 3 chargés de maintenance (un par campus).

Concernant l'activité de maîtrise d'ouvrage, l'université de Bordeaux pense ainsi confier à sa filiale, en fonction de différents paramètres (complexité, contrainte calendaire, plan de charge, etc.), la mise en œuvre opérationnelle de projets immobiliers dans les prochaines années.
Cela n'enlève en rien la nécessité d'avoir une direction immobilière structurée afin de piloter la mission de la filiale, ainsi que l'exemple du binôme Mission Campus UB / SRIA a pu en montrer la pertinence.

Les administrateurs de l'université de Bordeaux sont par ailleurs particulièrement vigilants à ce que les ressources financières du plan Campus, qui soutiennent l'activité de la SRIA, demeurent bien fléchées au bénéfice des universités bordelaises conformément à la convention qui lie l'Etat à l'université de Bordeaux, établissement porteur du projet Opération Campus.

A cette fin, la SRIA a mis en place une comptabilité analytique permettant d'apprécier le coût des projets hors du champ de l'Opération Campus.

Il est à noter que les différents actionnaires ont d'ores et déjà confié des projets d'études et de mandat de maîtrise d'ouvrage à leur filiale, ce qui rassure sur la volonté de chacun d'assurer un avenir à la SRIA.

Dean Lewis
Président

Catherine Gauthier
VP CA

Vincent Moreau
DGS

Frédéric Bos
VP Patrimoine

université de BORDEAUX

Relevé des points d'information du conseil d'administration du 20 juin 2023

- Présentation générale de la politique de filialisation de l'université
- Présentation du rapport annuel de l'ADERA
- Présentation du rapport annuel de la SATT AST
- Présentation du rapport annuel de la SRIA

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration

université de BORDEAUX

Présentation générale sur les filiales de l'université

Conseil d'administration du mardi 20 juin 2023

Principes généraux

Les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel, en application de l'article L711-1 du code de l'éducation peuvent « *prendre des participations, participer à des groupements et créer des filiales* ».

Ces prises de participations et créations de filiales doivent s'inscrire dans le cadre des missions dévolues à l'université et afin de faire connaitre ses réalisations. Ces outils peuvent ainsi être utilisés pour assurer des prestations de services à titre onéreux, exploiter des brevets et licences, commercialiser les produits de ses activités, contribuer à la gestion et à la valorisation de son patrimoine immobilier, au développement de son offre de formation continue tout au long de la vie, en apprentissage ou en alternance.

Les articles R711-10 et suivants du même code fixent les modalités de prises de participations et de créations de filiales.

Dés lors que l'université détient plus de la moitié des actions ou parts sociales de la personne morale créée, celle-ci est dénommée « filiale », ce qui est le cas pour la SRIA et l'ADERA.

Principes généraux

MODALITES DE PRISES DE PARTICIPATIONS ET DE CREATION DE FILIALES:

1) Délibération du conseil d'administration
2) Approbation du recteur de région académique, chancelier des universités
3) Approbation du directeur régional des finances publiques.

La délibération et ses annexes sont réputées approuvées à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de leur date de réception. Dès lors:

CONCLUSION D'UNE CONVENTION ENTRE L'ETABLISSEMENT ET LA PERSONNE MORALE CREEE soumise à l'approbation du conseil d'administration:

Elle précise :

1) les apports de toute nature effectués par l'université
2) La mise à disposition, la délégation ou le détachement éventuels de personnels de l'université,
3) Le cas échéant, les locaux mis à disposition

Principes généraux

DESIGNATION PAR LE CA D'UNE OU PLUSIEURS PERSONNES PHYSIQUES POUR REPRESENTER L'UNIVERSITE AU SEIN DES ORGANES DIRIGEANTS :

1) Chaque année, ces représentants adressent à l'université un rapport sur l'activité et la gestion de cette personne morale, qui précise notamment les conditions dans lesquelles sont exécutées les obligations prévues par la convention et auquel est annexé, s'il y a lieu, le rapport du commissaire aux comptes.

2) Ce rapport fait l'objet d'une délibération du conseil d'administration.

Ces représentants doivent informer le conseil d'administration de toutes les modifications affectant la situation juridique ou financière de la personne morale.

C'est dans ce contexte qu'ont été mis à l'ordre du jour du conseil d'administration les rapports des représentants de l'université au sein de l'ADERA, d'AST et de la SRIA.

Pour une parfaite information et afin de garantir la plus grande transparence, il a été demandé aux responsables respectifs de ces sociétés de présenter préalablement à la présentation du rapport des administrateurs de l'université, un bilan d'activité.

Enfin, pour rappel, en juillet 2021, l'audit interne a été missionné pour réaliser un audit sur la maîtrise des relations avec les entités satellites de l'université, dont les résultats ont permis d'améliorer les relations avec ces sociétés et d'en renforcer le contrôle, tout en réaffirmant les attentes de l'université.

ADERA
Société par actions simplifiée au capital de 57 321,20 euros
Siège social : Centre Condorcet - 162, avenue A. Schweitzer
CS 60040, 33608 PESSAC CEDEX
403.280.308 RCS BORDEAUX

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 26 MAI 2023

Exercice clos le 31 décembre 2022
Projet présenté au Conseil d'Administration du 4 avril 2023

PROJET

Conformément à la loi et aux statuts de notre Société, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Ordinaire Annuelle afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société durant l'exercice clos le 31 décembre 2022 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et renseignements prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Il vous sera également donné lecture du rapport de votre Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels.

ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ

Situation et évolution de l'activité de la Société au cours de l'exercice

L'activité globale de la société ADERA s'inscrit dans un contexte général de progression pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, pour presque l'ensemble de ses activités, à l'exception de l'activité Plateforme en diminution de 5%, avec un retour à la normale pour l'activité colloque après deux exercices plus ou moins impactés par la crise COVID.

Elle a bénéficié du Plan de relance, notamment au niveau de l'activité contrat de recherche partenariale.

La société a également renforcé ses équipes avec une progression de ses effectifs de 2,63%, qui représentent 273 ETP au 31 décembre 2022.

L’exercice se solde par une perte de -67 900 euros, compte tenu notamment de la diminution des produits financiers de près de 156 000 euros par rapport à l’exercice précédent directement liée à la crise ukrainienne.

Evénements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Depuis le 31 décembre 2021, date de clôture de l'exercice, la survenance d'aucun événement important n'est à signaler.

Activités en matière de recherche et de développement

Nous vous informons que la Société n'a effectué aucune activité de recherche et de développement au cours de l'exercice écoulé.

Evolution prévisible et perspectives d'avenir

Nous comptons, pour l’exercice 2023, sur une hausse des activités de 5% avec un maintien de la masse salariale à fin 2022 avec une enveloppe de 3% d’augmentation.
Nous estimons la progression des revenus financiers de la Société à 600 K€ au 31 décembre 2023.
Par ailleurs nos charges de fonctionnement devraient augmenter compte tenu, non seulement de l’inflation, mais également des budgets nécessaires aux plans d’action de la SAS ADERA (structuration du SI, montée en compétence des porteurs des cellules de transfert, amélioration du plan de communication...)
Nous devrions donc maintenir un résultat similaire à celui de l’exercice précédent avec une légère perte.

FILIALES ET PARTICIPATIONS

Activité des filiales et participations

Vous trouverez dans le tableau annexé à notre bilan des informations relatives à l'activité et aux résultats des filiales de notre Société et des sociétés qu'elle contrôle.

Nous complétons ces informations par les éléments suivants :

Nous vous rappelons que notre Société détient des titres de PERTINENCE INVEST, à hauteur de 12,50% du capital.
Le solde non libéré de la souscription s’élève à 1 356 842,14 euros au 31 décembre 2022.
Le résultat du dernier exercice clos de PERTINENCE INVEST est une perte de – 548 182,97 euros et nous avons doté une provision pour dépréciation de titres d’un montant de 50 000 euros au cours de l’exercice écoulé.

PROJET

INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT

Conformément aux articles L. 441-14 et D. 441-6, I du Code de commerce, nous vous communiquerons dans le rapport définitif qui vous sera présenté lors de l'Assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022, les informations sur les délais de paiement de nos fournisseurs et de nos clients en indiquant le nombre et le montant total des factures reçues et émises non réglées au 31 décembre 2022 et la ventilation de ce montant par tranche de retard.

RÉSULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes et résultats

Nous allons vous présenter en détail les comptes annuels que nous soumettons à votre approbation et qui ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

Un rappel des comptes de l'exercice précédent est fourni à titre comparatif.
Nous vous informons qu'aucun changement de méthode ni de présentation des comptes annuels n'est intervenu par rapport à l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2022, le chiffre d'affaires s'est élevé à 18 566 366 euros contre 14 855 310 euros lors de l'exercice précédent, soit une progression de 24,98%.

Le montant des autres achats et charges externes s'élève à 13 542 626 euros contre 10 749 901 euros pour l'exercice précédent, soit une hausse de 25,98%.
Si les frais de sous-traitance, qui s'élèvent à 3 083 207 euros augmentent de 17,95% par rapport à l'exercice précédent (notamment les prestations de gestion), les achats non stockés diminuent de 10,15% (principalement les achats de petit matériel et outillage hors matériel informatique).
Les autres charges externes qui s'élèvent à 8 286 747 euros augmentent de 44,93% par rapport à l'exercice précédent.
Les principales hausses concernent les frais de déplacement (+1 104 167 euros) et de réception (+419 580 euros), ainsi que les frais de colloques et séminaires (+243 619 euros).
Les charges comptabilisées au titre de la mise à disposition de salarié plan de relance passent de 5 250 euros au 31 décembre 2021 à 505 647 euros au 31 décembre 2022.
Les frais de sous-traitance restauration en hausse de 413 279 euros s'élèvent à 493 551 euros.
A l'inverse les charges relatives à la sous-traitance d'études et recherches diminuent de 26,21% pour atteindre la somme de 1 350 928 euros.

Les subventions d'exploitation, en progression de 7,25%, s'élèvent à 8 641 720 euros contre 8 057 808 euros pour l'exercice précédent.

Le montant des impôts et taxes s'élève à 927 861 euros contre 723 693 euros pour l'exercice précédent, soit une augmentation de 28,21%.

Le montant des traitements et salaires, en hausse de 14,13% par rapport à l'exercice précédent, s'élève à 10 557 780 euros.

PROJET

Les charges de personnel augmentent dans la même proportion (+14,29%) et s'élèvent à 4 258 800 euros contre 3 726 283 euros pour l'exercice précédent.

L'effectif salarié moyen à la clôture de l'exercice s'élève à 273 personnes (ETP) contre 266 personnes à la clôture de l'exercice précédent.

Après transfert de charges d'un montant de 2 064 897 euros (principalement constitué des frais de gestion ADERA SAS) en hausse de 31,04% par rapport à l'exercice précédent, dotations aux amortissements et aux provisions de 389 362 euros, soit un montant similaire à celui de l'exercice précédent, dont dotations aux provisions sur comptes clients de 32 235 euros (40 011 euros pour l'exercice précédent), les charges d'exploitation, en hausse de 19,49%, se sont élevées à 29 677 853 euros et le résultat d'exploitation ressort pour l'exercice à -401 960 euros contre -342 706 euros lors de l'exercice précédent.

Compte tenu d'un résultat financier de 360 597 euros (516 596 euros pour l'exercice précédent), du résultat exceptionnel de -26 537 euros (en raison d'une dotation aux provisions pour risques et charges de 25 000 euros) contre 5 379 euros pour l'exercice précédent et d'un impôt sur les sociétés nul contre 1 013 euros au titre de l'exercice précédent, le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2022 se solde par une perte de 67 900,62 euros contre un bénéfice de 178 255,60 euros au titre de l'exercice précédent.

Au 31 décembre 2022, le total du bilan de la Société s'élevait à 42 237 262 euros contre 39 066 024 euros pour l'exercice précédent, soit une hausse de 8,12%.

PROJET

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître une perte de 67 900,62 euros.

Nous vous proposons également de bien vouloir imputer la perte de l'exercice s'élevant à -67 900,62 euros, en totalité au compte "autres réserves" qui est ainsi ramené à la somme de 1 554 569,81 euros.

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 6 101 888 euros.

Distributions antérieures de dividendes

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'aucune distribution de dividende n'a été effectuée au titre des trois derniers exercices.

Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que la Société n'a supporté aucune dépense non déductible fiscalement au cours de l'exercice écoulé.

CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

Nous allons vous donner lecture du rapport spécial de votre Commissaire aux Comptes sur les conventions visées à l'article L. 227-10 du Code de commerce.
Nous vous précisons qu'aucune convention entrant dans le champ d'application de l'article L. 227-10 du Code de commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DE LA SOCIÉTÉ

Après avoir examiné la situation des mandats des représentants des membres du Conseil d'administration, le Conseil d'administration prend acte que les mandats des représentants des entités membres du Conseil d'Administration arrivent à échéance lors de la prochaine assemblée appelée à se prononcer sur les comptes de l'exercice clos le 31décembre 2022.

Selon les dispositions de l'article 15 des statuts, les associés de la SAS ADERA sont membres du Conseil d'administration, et sont représentés par une ou plusieurs physiques (ci-après désignés Représentants).
Les Représentants des associés administrateurs sont proposés par chaque associé puis nommés par la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.
La durée de leur mandat est de trois ans. Ils sont rééligibles.

Les représentants des associés administrateurs ont été élus lors de l'assemblée générale du 30 juin 2020 et leur mandat prennent fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des associés à tenir dans l'année 2023 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, y compris pour les Représentants remplaçant les partants en cours de mandat.

Il appartiendra en conséquence à la prochaine assemblée générale de désigner sur proposition des associés, les Représentants des administrateurs, soit trois Représentants pour l'Université de Bordeaux, deux Représentants pour l'Université de Pau et des Pays de l'Adour, un Représentant pour l'Université de La Rochelle et un Représentant pour l'INP BORDEAUX, pour une durée de trois ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des associés à tenir en 2026 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé clos le 31 décembre 2025.

Le mandat de président de l'Université de BORDEAUX arrive également à échéance lors de la prochaine assemblée générale. Selon les dispositions de l'article 13 des statuts, le mandat de Président est renouvelable sans limitation du nombre de mandat. Il sera proposé aux associés de renouveler son mandat pour une nouvelle durée de trois ans prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire des associés à tenir dans l'année 2026 pour statuer sur les comptes de l'exercice écoulé clos le 31 décembre 2025.

PROJET

En conclusion, nous souhaitons que ces diverses propositions emportent votre approbation et que vous vouliez bien donner à votre Président quitus de sa gestion pour l'exercice social sur les comptes duquel vous avez à vous prononcer.

Nous vous invitons à adopter les résolutions que nous soumettons à votre vote.

Fait à PESSAC
Le 21 avril 2023

Pour le Conseil d'Administration
Son Président l'EPSCP
UNIVERSITE DE BORDEAUX

PROJET

AQUITAINE SCIENCE TRANSFERT
Accélérateur d'innovations

SATT Aquitaine

Société par actions simplifiée au capital de 1.000.000 euros

Siège social : 351, cours de la libération 33405 TALENCE

753 027 663 RCS BORDEAUX

Siège social
Bâtiment A31, 3ème étage
351 cours de la Libération
33405 TALENCE Cedex
Tél. : 05 33 51 43 00

Établissement secondaire
Avenue de l'Université - BP 81121
64011 PAU Cedex
Tél. : 05 40 17 52 92

www.ast-innovations.com

AQUITAINE SCIENCE TRANSFERT
Accélérateur d'innovations

RAPPORT DE GESTION SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE CLOS AU 31 DECEMBRE 2021

I. Présentation générale de l'activité de la société

Aquitaine Science Transfert® est la Société d'Accélération du Transfert de Technologies de la région Aquitaine (SATT Aquitaine). Créée en juillet 2012 à l'initiative du **Programme des Investissements d'Avenir**, elle a pour objectifs la valorisation de la recherche académique et l'amélioration du processus de transfert de technologies vers les entreprises.

Aquitaine Science Transfert® est porté par ses **actionnaires** que sont l'université de Bordeaux, Bordeaux INP, l'Université de Pau et des Pays de l'Adour (UPPA), le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS), l'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM) et Bpifrance pour le compte de l'Etat.

Aquitaine Science Transfert® est l'interlocuteur des **chercheurs** pour la protection, la maturation et la valorisation de leurs résultats de recherche. Elle les accueille tout au long de l'année pour étudier leurs résultats de recherche, les aider à déclarer leurs inventions et définir une stratégie de protection et de valorisation qu'elle met en œuvre. Pour certains projets, elle investit dans la maturation technico-économique pour finaliser l'invention et réaliser un transfert sur les marchés à courte ou moyenne échéance.

Aquitaine Science Transfert® est aussi l'interlocuteur des **entreprises** qu'elle accompagne pour répondre efficacement à leurs besoins de développement de solutions innovantes. Elle les aide à trouver les compétences scientifiques ou les briques technologiques nécessaires au développement de leurs nouveaux produits, services ou savoir-faire. Trait d'union entre l'entreprise et la recherche publique, elle facilite et sécurise les collaborations et la mise en œuvre des résultats.

Le savoir-faire d'**Aquitaine Science Transfert®** couvre l'ensemble des étapes du **transfert de technologies** : la détection et la protection des inventions, la gestion et l'investissement dans les phases de maturation (technique, propriété intellectuelle, juridique, commerciale) et la valorisation des innovations au travers de la négociation de licences ou la préparation à la création de start-up innovantes.

Aquitaine Science Transfert® propose également aux établissements de ses actionnaires, un ensemble de **prestations** concernant la gestion de la Propriété Intellectuelle (PI), un programme de sensibilisation à la valorisation et au transfert pour les chercheurs et les sites de recherche, la réalisation d'études et de cartographies ainsi que la négociation des contrats de recherche partenariale.

AQUITAINE SCIENCE TRANSFERT
Accélérateur d'innovations

II. Situation et activité de la société au cours de l'exercice écoulé

La durée de l'exercice social de la société est d'une durée de 12 mois et se clôt au 31 décembre.

Pour rappel, la société a obtenu un financement de 14 000 000 euros au titre de la troisième période triennale, à savoir 2019-2021, assurant la continuité de la société sur la période et a été concrétisé par la signature de l'avenant n°2 au contrat bénéficiaire avec l'ANR.

Dans le cadre de l'Appel à Projet « Accélération » du Fonds national de valorisation du Programme des Investissements d'Avenir, la SATT Aquitaine a répondu au mois de septembre 2021 et demandé un financement de 13 000 000 euros au titre des exercices 2022 à 2024, y compris la poursuite du financement des activités d'incubation et de celles liées au site de La Rochelle.

Par décision du Premier Ministre en date du 12 avril 2022, la SATT Aquitaine, sous réserve de contractualisation, s'est vue accordé une enveloppe de 14 500 000 euros.
Cette décision permet d'envisager sereinement la poursuite de l'activité de la SATT pour les 3 prochaines années.

L'exercice 2021 s'est déroulé conformément au budget 2021 voté par le Conseil d'administration dans le cadre du plan d'affaires triennal de la société et au budget. L'exercice 2021 a encore été marqué par les effets de la crise liée au Covid-19.

Hormis les éléments mentionnés ci-dessus, l'exercice 2021 a été par ailleurs été marqué essentiellement par les faits suivants :

- Renouvellement du mandat de la Présidente ;
- Renouvellement de la labellisation French Tech Seed Aquitaine et ouverture au territoire nord nouvelle-aquitaine avec le consortium Alienor Transfert et technopoles de Poitiers, Limoges, La Rochelle et Angoulême ;
- Une année encore marquée par le Covid pour certains volets de l'activité comme la détection et le licensing (11 licences pour un objectif de 17) mais en nette amélioration pour d'autres comme le dépôt des brevets, les revenus ou la contractualisation de la recherche partenariale qui a rattrapé son retard ;
- Des revenus bruts en hausse, grâce à la cession des parts de la société Corlieve Therapeutics ;
- Levée de fonds pour TreeFrog Therapeutics de 64 M€, un record pour une start-up issue des SATT ;

En matière de détection, au titre de l'année 2021 :

- 97 projets détectés pour un objectif de 140 ;
- 74 DI/DI pour un objectif de 85, en nette augmentation comparé à 2020.

Globalement 86% du portefeuille de projets actifs de la SATT est orienté, ce qui est en phase avec l'objectif.
Les nouveaux projets détectés sur le second semestre 2021 qui sont en cours d'instruction, devraient porter leurs fruits en termes de transformation en DI/DL sur le premier semestre 2022.
Deux appels à projets ont été lancés en 2021 contrat 4 en 2020 et 6 prévus en 2022.

Après 3 années de baisse consécutive, il y a eu une nette reprise du nombre de titres déposés en 2021 avec 61 titres dont 42 brevets. Le nombre de brevets déposés en propre par la SATT est en nette augmentation par rapport aux années précédentes équivalent au niveau de 2016/2017.
Le nombre de logiciels déposés en 2021 à 19, est quant à lui en forte augmentation et au-delà des objectifs.
Le nombre de titres en portefeuille gérés ou valorisés par la SATT Aquitaine se stabilise avec un volume de 437 titres (dont 320 brevets, 95 logiciels, 22 autres) en phase avec la stratégie de plafonnement prévue dans le plan d'affaires.

En termes d'activité d'investissement, l'année 2021 a été marquée par un niveau d'investissement comparable à 2019 et 2020 avec 15 nouveaux projets de maturation ; cependant seulement 11 ont un montant supérieur à 120 K€.
Le montant d'investissement de 4 055 K€ (hors RH SATTT et PI) pour un budget de 3 620 K€.
L'exécution des dépenses des projets de maturation est en hausse à 2 098 K€ contre 1 678 K€ en 2020, ainsi que le taux d'exécution qui ressort à 84% contre 61 en 2020.

En 2021, la SATT Aquitaine a conduit la négociation et la signature de 11 accords d'exploitation pour un objectif de 17. Sur ces 11 contrats de transfert qui ont été signés, 10 sont des licences, dont 5 issus de projets de maturation, 1 est un accord de copropriété industrielle avec clause d'exploitation. Par ailleurs une licence antérieure a été résiliée.

Parmi les accords signés en 2021, 6 de ces accords concernent des start-ups, avec 1 prise de participation dans l'une d'entre elles (Rebrain).

Si on intègre la plus-value réalisée suite à la cession des parts détenues dans la société Corlieve, les revenus nets issus des activités de transfert pour l'exercice 2021 ont progressé par rapport à l'année dernière (+5%). Ils sont cependant inférieurs au budget (-8,6%). Hors plus-value, les revenus nets ressortent à 680k€ en forte baisse par rapport à 2020 en raison notamment de moindres prises de parts et d'une régularisation sur un dossier de 250k€.

En ce qui concerne les revenus bruts, ils s'élèvent à 4 544 k€, y compris la plus-value, soit une forte hausse de 25,5% par rapport à 2020. L'objectif est rempli sur cette année car ils sont également supérieurs au budget (4 533 K€). Cependant, hors plus-value, les revenus bruts sont en baisse à 2 513k€ contre 3 620k€ en 2020, pour les mêmes raisons que les revenus nets. La part importante de la plus-value valide bien le modèle choisi d'investissement au capital des start-up issues de la SATT Aquitaine.

En 2021, notamment grâce à la plus-value, le taux de couverture des dépenses d'investissement par les revenus de licence est en progression, comme depuis 2018.

En ce qui concerne l'activité d'incubation, l'année 2021 a été la 2eme année pleine de l'incubateur après sa labellisation SIA. C'est l'année du développement et de la montée en puissance malgré une petite équipe ponctuellement réduite par 2 congés maternité.
Pour autant la totalité des objectifs a été atteinte et parfois dépassée. 13 projets ont été accompagnés en 2021 dont 3 exogènes ; 7 start-up ont été créées pour un objectif de 4.
Par ailleurs, 2 projets ont été accompagnées au concours iLab et 5 projets accompagnés au concours i-PhD.

L'activité d'expérimentation s'est poursuivie en 2021 pour le compte de La Rochelle Université.
Pour sa deuxième année d'activité sur le site de La Rochelle, la SATT Aquitaine a détecté 11 projets dont 8 ont été orientés vers une qualification, 3 déclarations d'invention ont été déposées et 2 déclarations logiciel.
En 2021, 3 titres de PI ont été déposés dont 1 brevet (ARCADE) et 2 logiciels (GALACTIC et OCTONUM).

Les projets issus de l'Appel à Projet Fast track de 2020 ont été maturés pendant cette année 2021 et 1 nouveau projet de maturation a été engagé en octobre 2021.

Aucun accord d'exploitation n'a encore été signé au cours de 2021 mais des transferts sont en cours de négociation.

Pour rappel, les coûts de l'activité de La Rochelle sont entièrement couverts par la subvention de 1,5M€ obtenue dans le cadre de l'expérimentation.

En ce qui concerne les prestations, le chiffre d'affaires total des prestations pour l'exercice 2021 est de 1 115 K€ contre 790 K€ en 2020 et 1 024 K€ au budget.
On note donc une année 2021 avec un bilan plus que positif et notamment une année de très forte activité pour la partie Négociation des contrats partenariat après une année 2020 marquée par le Covid.

Au titre de l'année 2021, le chiffre d'affaires de la Gestion de la PI s'établit à 45k€ en baisse par rapport à 2020 mais est à l'équilibre.

A la suite d'une année 2020 dégradée par les conditions sanitaires et la fermeture temporaire des laboratoires, le rebond constaté fin d'année 2020 pour la prestation de négociation des contrats de recherche partenariale s'est poursuivi en 2021 pour atteindre 648 contrats ouverts sur l'année. Le service s'est concentré essentiellement à la négociation de contrats dépassant les objectifs qu'ils s'étaient fixés avec la signature de 603 contrats sur l'année 2021 (+40,6% par rapport à 2020, +16,2% par rapport à 2019). Il est à noter que le nombre de contrats signés a été accru sur les trois derniers semestres.

Suites aux discussions menées avec les établissements, la nouvelle grille tarifaire visant une revalorisation du travail effectué sur l'ensemble des typologies (à la baisse, ou à la hausse) a été mise en place sur l'année 2021. Ces modifications engendrent un surcoût modéré de +5% pour les établissements.

Le service a poursuivi son évolution sur l'intégration plus systématique de conditions d'exploitation négociées en amont de l'exécution du contrat. Ainsi 17 contrats signés en 2021 ont inclus ce type de clauses pour un montant de cash libératoire pouvant atteindre 267 k€ si les résultats de recherche sont atteints.

Le chiffre d'affaires 2021 de l'activité Négociation de la Recherche Partenariale marque une année de forte croissance, non seulement par rapport à 2020 qui avait été marquée par le Covid mais également par rapport aux années antérieures, le chiffre d'affaires dépassant pour la première fois la barre des 1M€ pour un budget de 950k€. Le résultat de cette prestation affiche un bénéfice de 237k€ permettant de compenser la forte perte enregistrée en 2020.

La société surveille étroitement les conséquences de l'épidémie de Covid-19 et en particulier son impact sur l'activité. Conformément à la réglementation en vigueur, les activités d'exploitation de la société ont été et seront encore amenées à évoluer pour respecter les mesures indispensables de sécurité et de prévention de son personnel et des tiers. A ce stade les éventuels impacts pour 2022 ne peuvent pas être quantifiés mais tout est mis en œuvre pour adapter la stratégie et organiser les plans d'actions nécessaires en fonction de l'évolution de la situation.

En 2021, la société n'a pas bénéficié des mesures d'activité partielle mises en place par le Gouvernement et n'a pas sollicité de prêt garanti par l'Etat.

III. Présentation des comptes annuels

1) Présentation des comptes

Les comptes annuels présentés ont été établis conformément aux règles de présentation et aux méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur.

2) Résultats

Au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2021 le chiffre d'affaires HT s'élève à 3 779 K€ contre 806 K€ au 31/12/2020. Cette hausse importante est pour l'essentiel due à la comptabilisation depuis le 01/01/2021 des redevances non plus en autres produits mais en chiffres d'affaires.
Le chiffre d'affaires 2021 a été intégralement réalisé en France et se décompose comme suit :

- 45 K€ au 31/12/2021, contre 71 K€ en 2020, au titre des prestations de gestion de la propriété ;
- 1 070 K€ au 31/12/2021, contre 662 K€ en 2020, au titre des prestations de négociation des contrats de recherche partenariale ;
- 2 513 K€ de revenus de licences contre 3 531 K€ en 2020 (comptabilisés en autres revenus) ;
- 150 K€ au 31/12/2020 au titre de prestations autres et revenus divers contre 15 K€ en 2020.

Au 31/12/2021, le total des produits d'exploitation s'élève à 15 568 K€ contre 14 456 K€ au 31/12/2020, en hausse de 7,7%, dont :

- 9 134 K€ de reprise de provisions et transfert de charges (8 521 K€ en 2020) ;
- 1 189 K€ de production stockée (336 K€ en 2020) ;
- 736 K€ de production immobilisée (792 K€ en 2020) ;
- 729 K€ de subvention d'exploitation (470 K€ en 2020).

Au 31/12/2021, le total des charges s'élève à 21 006 K€ contre 19 449 K€ en 2020, en hausse de 8,0%, dont :

- 2 703 K€ de salaires et traitements (2 618 K€ en 2020) ;
- 1 148 K€ de charges sociales (1 103 K€ en 2020) ;
- 2 820 K€ d'autres achats et charges externes (2 825 K€ en 2020) ;
- 9 476 K€ de dotations aux provisions sur actif circulant (8 848 K€ en 2020) ;
- 923 K€ de dotations aux amortissements sur immobilisations (914 K€ en 2020) ;
- 3 614 K€ d'autres charges (2 592 K€ en 2020).

Le résultat d'exploitation de l'exercice 2021 affiche une perte de – 5 438 K€ contre -4 993 K€ en 2020 soit une dégradation du déficit de 8,9%.

Le résultat financier est en baisse à 35 K€ contre 61 K€ en 2020 en lien avec la baisse de la trésorerie.

Au cours de l'exercice 2021, la société a enregistré un produit exceptionnel de 2 561 K€ en raison de la cession des parts détenues dans la société Corlieve Therapeutics, permettant de dégager une plus-value de 2 031 K€.

En 2021, le crédit impôt recherche s'établit à 711 K€ contre 679 K€ en 2020.

Le résultat de l'exercice 2021 affiche une perte de – 2 661 K€ contre une perte de -3 254 K€ en 2020.

A la clôture de l'exercice 2020, le total de bilan de la société est de 29 072 K€ contre 29 455 K€ au 31/12/2020, soit une baisse de hausse de 383 K€.

Le total de l'actif immobilisé net s'établit 5 591 K€ contre 5 052 K€ au 31/12/2020.

L'actif circulant net est passé de 24 403 K€ à 23 481 K€, soit une baisse de 922 K€, en raison essentiellement de la baisse des disponibilités.

Au 31/12/2021, les capitaux propres de la société demeurent négatifs à -8 194 K€ en raison des pertes cumulées de 2019 à 2021.

Au 31/12/2021, les dettes sont en hausse à 37 266 K€ contre 34 987 K€ au 31/12/2020 :

- 29 249 K€ d'emprunts et dettes financières divers, identiques à 2020 ;
- 5 832 K€ de dettes fournisseurs (3 908 K€ au 31/12/2020) ;
- 2 048 K€ de dettes fiscales et sociales (1 807 K€ au 31/12/2020).

IV. Affectation du résultat

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice, soit une perte de 2.661.439,16 euros, en totalité au débit du compte « Report à nouveau ».

V. Evolution et perspectives d'avenir

L'année 2021 a été marquée à nouveau par la crise du Covid-19 mais a connu une reprise des investissements en montant et de l'exécution des dépenses en lien avec les projets. Le total des revenus issus des accords d'exploitation est en hausse et conforme au budget, la stratégie de prise de participations étant conforté par la cession des titres de Corlieve Therapeutics intervenue en 2021.

L'activité à titre expérimental pour le compte de La Rochelle Université, débutée fin 2019, s'est poursuivie en 2021.

Dans le cadre du Fonds national de Valorisation du PIA3, un appel à projets (AAP Booster) doté de 200 M€ et réservé aux SATT a été lancé par l'ANR en vue de financer l'accélération du développement des SATT dans le cadre du PIA 3.
Aquitaine Science Transfert a déposé un dossier de candidature en vue d'obtenir un financement pour la période 2022-2024 qui a reçu un avis favorable en avril 2022 avec un montant de dotation de 14,5 M€. De fait, ce nouveau financement permet d'envisager sereinement l'avenir de la société pour les 3 prochaines années.

VI. Dividendes distribués

Nous vous informons qu'il n'a été procédé à aucun versement de dividendes au titre des exercices précédents depuis la création de la société.

AQUITAINE SCIENCE TRANSFERT
Accélérateur d'innovations

VII. Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et quinquies du Code Général des Impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2021 n'intègrent pas de dépenses non déductibles du résultat fiscal.

VIII. Délais de paiement des fournisseurs et des clients

En application des dispositions de l'article D. 441-4 du Code de commerce, nous vous communiquons les informations suivantes relatives aux fournisseurs et clients au 31/12/2021.

	Article D. 441 I.-1° : Factures *reçues* non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu						Article D. 441 I.-2° : Factures *émises* non réglées à la date de clôture de l'exercice dont le terme est échu					
	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)	0 jour (indicatif)	1 à 30 jours	31 à 60 jours	61 à 90 jours	91 jours et plus	Total (1 jour et plus)
(A) Tranches de retard de paiement												
Nombre de factures concernées	95,00					68,00	13					60
Montant total TTC des factures concernées	398 270,80	14 344,20	6 802,19	7 676,92	131 778,19	558 872,30	313 540,99	12 000,00	0,00	13 200,00	1 475 549,58	1 814 290,57
Pourcentage du montant total des achats TTC de l'exercice	6,2%	0,2%	0,1%	0,1%	2,0%	8,7%						
Pourcentage du chiffre d'affaires TTC de l'exercice							6,1%	0,2%	0,0%	0,3%	28,5%	35,0%
(B) Factures exclues du (A) relatives à des dettes et créances litigieuses ou non comptabilisées												
Nombre des factures exclues	0					4	4					4
Montant total TTC des factures exclues	0,00					149 228,35	216,00					216,00
(C) Délais de paiement de référence utilisés (contractuels ou délai légal - article L441-6 ou article L 443-1 du code de commerce)												
Délais de paiement utilisés pour le calcul des retards de paiement	Délais légaux : 60 jours nets						Délais légaux : 60 jours nets					

[MC1]

IX. Tableau des résultats des 5 derniers exercices

Date d'arrêté Durée d'exercice	31/12/2021 12 mois	31/12/2020 12 mois	31/12/2019 12 mois	31/12/2018 12 mois	31/12/2017 12 mois
CAPITAL EN FIN D'EXERCICE					
Capital social	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
Nombre d'actions	1 000	1 000	1 000	1 000	1 000
OPERATIONS ET RESULTATS					

Chiffre d'affaires hors taxes	3 778 595 €	806 003 €	1 199 237 €	1 091 873 €	1 051 717 €
Résultat avant impôts, amortissements et provisions	(2 116 482) €	(2 506 607) €	(2 589 676) €	(2 763 575) €	(2 418 094) €
Impôts sur les bénéfices	(710 929) €	(679 434) €	(794 080) €	(965 598) €	(864 524) €
Amortissements et provisions	1 255 887 €	1 426 593 €	1 419 895 €	2 562 310 €	2 270 534 €
Résultat net	(2 661 439) €	(3 253 765) €	(3 215 500) €	(4 360 287) €	(3 824 104) €
Dividende	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
RESULTAT PAR ACTION					
Résultat après impôts, avant amortissements et provisions	(1 406) €	(1 827) €	(1 796) €	(1 798) €	(1 554) €
Résultat après impôts, amortissements et provisions	(2 661) €	(3 254) €	(3 216) €	(4 360) €	(3 824) €
Dividende par action	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
PERSONNEL					
Effectif moyen	56	53	52	62	47
Masse salariale	2 703 456 €	2 618 120	2 471 923	2 931 464	2 748 328
Sommes versées en avantages sociaux (charges Soc...)	1 148 380 €	1 103 455	1 041 884	1 262 719	1 130 754

X. Activités en matière de recherche et développement

Au cours de l'année 2021, la société a poursuivi ses activités de recherche et développement conformément à son objectif et à son plan d'affaires triennal et investi dans la maturation et la propriété intellectuelle.
Au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2021 la société a comptabilisé 2 390 K€ de dépenses en R&D ayant généré un Crédit Impôt Recherche d'un montant de 710 929 € contre 679 434 € en 2020.

XI. Evènements importants intervenus depuis la clôture

Informations Covid-19

La société surveille étroitement les conséquences de l'épidémie de Covid-19 et en particulier son impact sur l'activité. Conformément à la réglementation en vigueur, les activités d'exploitation de la

société ont été et seront encore amenées à évoluer pour respecter les mesures indispensables de sécurité et de prévention de son personnel et des tiers.

La société n'anticipe pas d'impact potentiel sur son chiffre d'affaires et ses résultats pour le premier semestre 2022 et globalement pour l'exercice 2022.

Procédure en cours

Pour rappel, en date du 30 décembre 2020, la société a reçu, conjointement avec les établissements copropriétaires du brevet donné en licence, une assignation devant le tribunal judiciaire de Paris de la part de l'un de ses licenciés, celui-ci arguant d'affirmations erronées figurant dans la demande de brevet objet de la licence.
Le licencié demande la résiliation de la licence ainsi que le versement de dédommagement visant à réparer le préjudice subi.
Les demandes faites par le licencié à la société conjointement avec les établissements copropriétaires s'élèvent à 9,8 M€ dont 9,7 M€ en réparation du préjudice et 0,1 M€ au titre de l'article 700.

Dans le cadre de la procédure, la société, conjointement avec les établissements concernés s'est constituée auprès du tribunal, une action en incompétence du tribunal ayant été engagée dans un premier temps.
Le tribunal a fait droit à la demande de la SATT Aquitaine et des établissements et s'est déclaré incompétent, invitant le licencié à se pourvoir devant le tribunal de commerce et le tribunal administratif. Le licencié ayant fait appel, la société est dans l'attente de la décision du tribunal.

A ce stade, la société n'est pas en mesure de déterminer le montant ou l'échéance de la sortie de ressources. En conséquence, s'agissant d'un passif éventuel, aucune provision n'a été constituée à ce titre à la clôture. Cependant, eu regard du montant des demandes faites par le licencié, le résultat de la procédure en cours pourrait avoir un impact négatif très important pour la société.

XII. Filiales et participations

- **Société IRISIOME**

Au 31 décembre 2020 Aquitaine Science Transfert possédait 6 424 actions, soit 5,19% du capital de la société Irisiôme, ainsi que 1 212 obligations remboursables en actions pour un montant de 33 330 €.
Aucun mouvement de titres n'a été enregistré au cours de l'exercice 2021.

- **Société CARBON WATERS**

Au 31 décembre 2020, Aquitaine Science Transfert possédait 333 actions, soit 5,18% du capital de la société Carbon Waters. La société possédait également un compte courant d'associé à hauteur de 100 100 €.
Aucun mouvement de titres n'a été enregistré au cours de l'exercice 2021.

- **Société TREEFROG THERAPEUTICS**

Au 31 décembre 2020, Aquitaine Science Transfert possédait 5 591 actions, soit 5% du capital de la société TreeFrog Therapeutics.
Au 31 décembre 2021 Aquitaine Science Transfert possédait 5 911 actions, soit 4,09% du capital de la société TreeFrog Therapeutics suite à la souscription de 320 actions nouvelles lors de l'augmentation de capital du 29 juillet 2021.

- **Société CERTIS THERAPEUTICS**

Au 31 décembre 2020, Aquitaine Science Transfert possédait 13 941 actions, soit 12,5% du capital de la société Certis Therapeutics. La société détenait également un compte courant d'associé à hauteur de 371 182,64 €.
Au cours de l'exercice 2021, Aquitaine Science Transfert a acquis 2 295 actions de Certis Therapeutics pour un montant de 71 994,15 € par compensation avec le compte courant d'associé, portant le nombre d'actions détenues à 16 236, soit 10,03% du capital.
Au 31/12/2021 le solde du compte courant d'associé était de 299 188,49 €.

- **Société CORLIEVE THERAPEUTICS**

Au 31 décembre 2020, Aquitaine Science Transfert possédait 53 040 actions, soit 7,55% du capital de la société Corlieve Therapeutics pour un prix d'acquisition de 530 400 €, par compensation de créance.
Au cours de l'exercice 2021, la société a cédé la totalité des titres détenues dans la société Corlieve Therapeutics.

- **Société INHEART**

Au 31 décembre 2020, Aquitaine Science Transfert possédait 78 751 actions, soit 4,59% du capital de la société inHEART pour un prix d'acquisition de 480 381,10 €, par compensation de créance.
Aucun mouvement de titres n'a été enregistré au cours de l'exercice 2021.

- **Société INHEART**

Au cours de l'exercice 2021, Aquitaine Science Transfert a acquis 7 183 actions, soit 10,05% du capital de la société REBRAIN pour un prix d'acquisition de 199 974,72 €, par compensation de créance.

Titres de participation au 31/12/2021

	Nombre d'actions	Prix d'acquisition des actions	% détention	Nombre d'obligations	Prix d'acquisition des obligations	Compte courant
Irisiôme	6 424	85 100,00 €	5,19%	1 212	33 330,00 €	61 570,00 €
Carbon Waters	333	99 900,00 €	5,18%	-	- €	100 100,00 €
TreeFrog Therapeutics	5 911	922 201,00 €	4,09%	-	- €	- €
Certis Therapeutics	16 236	100 811,51 €	10,03%	-	- €	299 188,49 €
Corlieve Therapeutics						
inHEART	78 751	480 381,10 €	4,59%			
Rebrain	7 183	199 974,72 €	10,05%			25,28 €
Total	**114 838,00 €**	**1 888 368,33 €**		**1 212**	**33 330,00 €**	**460 883,77 €**

XIII. Principaux risques

Les incertitudes concernant Aquitaine Science Transfert résident essentiellement dans l'activité d'investissement de la société.
Ces incertitudes sont liées à la phase de maturation des projets sur lesquels la société investit et notamment l'échec pendant la phase de maturation, l'échec pendant le transfert (acceptation par le marché) et l'échec dans l'exploitation des résultats par les entreprises (industrialisation, commercialisation).
Les incertitudes sont également liées à la rentabilité de l'investissement qui est réalisé à un stade très amont.

XIV. Conventions réglementées

Nous allons maintenant vous donner lecture du rapport sur les comptes annuels de votre Commissaire aux comptes et de son rapport spécial sur les conventions visées aux articles L 227-10 et suivants du Code de commerce.

Nous vous informons qu'aucune convention réglementée n'a été conclue au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2021.

Enfin, nous vous informons qu'aucune convention n'a été conclue ou autorisée postérieurement au 31 décembre 2021.

XV. Informations relatives au capital social

Aucun mouvement de capital n'a été enregistré au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2021. A cette date la composition du capital était la suivante :

- université de Bordeaux : 28% ;
- Bordeaux INP : 10% ;
- Bpifrance : 33% ;
- Centre National de la Recherche Scientifique : 19% ;
- université de Pau et des Pays de l'Adour : 7% ;
- Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale : 3%.

En raison de la perte enregistrée au titre de l'exercice 2019, les capitaux propres au 31/12/2019 étaient inférieurs à la moitié du capital social malgré l'opération de recapitalisation intervenue en octobre 2019.
Conformément aux dispositions légales, une assemblée générale extraordinaire s'est tenue en date du 21 septembre 2020. Lors de cette assemblée, la résolution proposant la dissolution anticipée de la société a été rejetée à l'unanimité.

XVI. Commissaire aux comptes

Au terme de l'appel d'offre, l'assemblée générale mixte du 25 juin 2019 a nommé en qualité de Commissaire aux comptes, la société KPMG SA en remplacement de KPMG AUDIT SUD OUEST pour une durée de 6 exercices commençant à compter de l'exercice ouvert au 1er janvier 2019 et expirant après la réunion de l'assemblée générale ordinaire ayant statué sur les comptes clos au 31 décembre 2024.

Fait à Talence,
Le 01/06/2022

Madame Maylis CHUSSEAU
Président

174 avenue du Truc
B.P. 60275
33697 Mérignac cedex

SOCIETE DE REALISATION IMMOBILIERE ET
'¶$0(1$*(0(17 '(/¶81,9(56,7('(%25'(8;

351 Cours de la Libération
33400 TALENCE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2022

Exco ECAF

174 avenue du Truc
B.P. 60275
33697 Mérignac cedex

A l'assemblée générale de la SOCIETE DE REALISATION IMMOBILIERE ET D'AMENAGEMENT DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la SOCIETE DE REALISATION IMMOBILIERE ET D'AMENAGEMENT DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.
Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2022 à la date d'émission de notre rapport.

S.A.S. d'Expertise Comptable et de Commissariat aux Comptes
Inscrite au tableau de l'Ordre des Experts Comptables de Nouvelle Aquitaine et à la Compagnie des Commissaires aux Comptes de Grande Aquitaine
Capital de 300 000 € - Siège social : 174 avenue du Truc - 33700 Mérignac - RCS Bordeaux 320 544 000

KRESTON GLOBAL

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la mesure de la production immobilisée et la réalité et l'exhaustivité des subventions d'investissement.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATIONS SPECIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés.

Nous attestons de la sincérité et de la concordance avec les comptes annuels des informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce.

RESPONSABILITES DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Mérignac,

Le Commissaire aux Comptes

EXCO ECAF
Christelle NGUEMA EYA

ANNEXE AU RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

ETATS FINANCIERS AU 31 DECEMBRE 2022

BILAN ACTIF

01371 - SAS SRIA

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

ACTIF	Valeurs nettes au 31/12/22	Valeurs nettes au 31/12/21	Variation en valeur	Variation en %
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires	1 174	3 446	-2 272	-66
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles	158 396	164 396	-6 000	-4
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions	86 067 242	91 917 182	-5 849 939	-6
Installations tech., matériel et outillag. indus				
Autres immobilisations corporelles	36 741	45 993	-9 252	-20
Immobilisations corporelles en cours	137 161 149	98 406 223	38 754 926	39
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés/activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	3 429 704	3 429 704		
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ	**226 854 406**	**193 966 943**	**32 887 463**	**17**
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances (3)				
Créances clients et comptes rattachés (3)	1 559 483	427 116	1 132 368	265
Autres (3)	16 299 315	42 613 652	-26 314 337	-62
Capital souscrit - appelé non versé				
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres				
Autres titres	4 330	4 330		
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	25 673 725	31 227 223	-5 553 498	-18
Charges constatées d'avance(3)	27 494	3 639	23 855	656
TOTAL ACTIF CIRCULANT	**43 564 347**	**74 275 959**	**-30 711 612**	**-41**
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes remboursement des emprunts				
Ecarts de conversion actif				
TOTAL ACTIF GÉNÉRAL	**270 418 753**	**268 242 902**	**2 175 851**	**1**

(1) Dont droit au bail
(2) Dont à moins d'un an (brut)
(3) Dont à plus d'un an (brut)

BILAN PASSIF

01371 - SAS SRIA

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

PASSIF	Valeurs au 31/12/22	Valeurs au 31/12/21	Variation en valeur	Variation en %
CAPITAUX PROPRES				
Capital (dont versé : 2 538 934)	2 538 934	2 538 934		
Primes d'émission, de fusion, d'apport				
Écarts de réévaluation				
Écart d'équivalence				
Réserves				
Réserve légale	71 414	64 695	6 719	10
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves				
Report à nouveau	980 236	852 566	127 670	15
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	514 701	134 389	380 312	283
SITUATION NETTE	4 105 284	3 590 584	514 701	14
Subventions d'investissement	195 568 986	161 133 058	34 435 928	21
Provisions réglementées				
TOTAL CAPITAUX PROPRES	**199 674 270**	**164 723 642**	**34 950 629**	**21**
AUTRES FONDS PROPRES				
Produit des émissions de titres participatifs				
Avances conditionnées				
TOTAL AUTRES FONDS PROPRES				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	664 017	539 358	124 659	23
TOTAL PROVISIONS	664 017	539 358	124 659	23
DETTES (1)				
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Empr. et dettes aup. des établiss. de crédit (2)				
Emprunts et dettes financières diverses (3)	29 712 938	31 278 229	-1 565 291	-5
Avances et acptes recus sur cdes en cours				
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 020 752	1 261 265	1 759 487	140
Dettes fiscales et sociales	793 024	675 403	117 620	17
Dettes immobilisations et comptes rattachés	5 342 723	3 781 574	1 561 148	41
Autres dettes	27 269 143	61 849 428	-34 580 285	-56
Instruments de trésorerie				
Produits constatés d'avance	3 941 887	4 134 003	-192 116	-5
TOTAL DETTES	**70 080 466**	**102 979 903**	**-32 899 437**	**-32**
Ecarts de conversion passif				
TOTAL PASSIF GÉNÉRAL	**270 418 753**	**268 242 902**	**2 175 851**	**1**
(1) Dont à plus d'un an	*24 611 205*	*26 128 319*		
(1) Dont à moins d'un an	*45 469 261*	*76 851 584*		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes crédit. de banques				
(3) Dont emprunts participatifs				

COMPTE DE RÉSULTAT

01371 - SAS SRIA

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

	Du 01/01/22 Au 31/12/22	% CA	Du 01/01/21 Au 31/12/21	% CA	Variation en valeur	Variation en %
Produits d'exploitation (1)						
Ventes de marchandises						
Production vendue (biens et services)	20 038 254	100	8 876 879	100	11 161 375	126
Montant net du chiffre d'affaires	**20 038 254**	**100**	**8 876 879**	**100**	**11 161 375**	**126**
Production stockée						
Production immobilisée	38 751 098	193	53 685 370	605	-14 934 272	-28
Subventions d'exploitation						
Reprises sur provisions (et amortissements), transferts de charges	199 495	1	76 205	1	123 290	162
Autres produits	14 827		6		14 821	
TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION	**59 003 674**	**294**	**62 638 460**	**706**	**-3 634 786**	**-6**
Charges d'exploitation (2)						
Achats de marchandises						
Variation de stocks						
Achats de matières premières et autres approvisionnements						
Variation de stocks						
Autres achats et charges externes	53 751 354	268	57 866 717	652	-4 115 363	-7
Impôts, taxes et versements assimilés	53 376		46 147	1	7 230	16
Salaires et traitements	834 271	4	745 086	8	89 185	12
Charges sociales	432 775	2	393 619	4	39 156	10
Dot. aux amortissements et dépréciations						
Sur immobilisations : dot. aux amorts	6 011 124	30	5 892 288	66	118 836	2
Sur immobilisations : dot. aux dépréc.						
Sur actif circulant : dot. aux dépréc.						
Dotations aux provisions	209 091	1	174 242	2	34 849	20
Autres charges	662		3		659	
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	**61 292 654**	**306**	**65 118 102**	**734**	**-3 825 448**	**-6**
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	**-2 288 981**	**-11**	**-2 479 643**	**-28**	**190 662**	**8**
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun						
Bénéfice ou perte transférée						
Perte ou bénéfice transféré						

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RÉSULTAT - SUITE

	Du 01/01/22 Au 31/12/22	% CA	Du 01/01/21 Au 31/12/21	% CA	Variation en valeur	Variation en %
Produits financiers						
De participation (3)						
Autres valeurs mob. créances d'actif immo. (3)						
Autres intérêts et produits assimilés (3)	59 187		13 058		46 129	353
Reprises sur prov., dépréciations, transferts						
Différences positives de change						
Produits nets sur cession de valeurs mobilières de placement						
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS	**59 187**		**13 058**		**46 129**	**353**
Charges financières						
Dot. amortissements, dépréc., prov.						
Intérêts et charges assimilées (4)	1 159 491	6	1 218 574	14	-59 083	-5
Différences négatives de change						
Charges sur cession de valeurs mobilières de placement						
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES	**1 159 491**	**6**	**1 218 574**	**14**	**-59 083**	**-5**
RÉSULTAT FINANCIER	**-1 100 304**	**-5**	**-1 205 516**	**-14**	**105 212**	**9**
RÉSULTAT COURANT avant impôts	**-3 389 285**	**-17**	**-3 685 159**	**-42**	**295 874**	**8**
Produits exceptionnels						
Sur opérations de gestion	71 459		79 526	1	-8 067	-10
Sur opérations en capital	4 217 807	21	3 868 770	44	349 037	9
Reprises sur provisions, dépréciations, transfert de charges						
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS	**4 289 266**	**21**	**3 948 297**	**44**	**340 970**	**9**
Charges exceptionnelles						
Sur opérations de gestion	137 136	1			137 136	
Sur opérations en capital						
Dot. amortissements, dépréciations, prov.						
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	**137 136**	**1**			**137 136**	
RESULTAT EXCEPTIONNEL	**4 152 130**	**21**	**3 948 297**	**44**	**203 834**	**5**
Participation des salariés aux résultats						
Impôt sur les bénéfices	248 145	1	128 749	1	119 396	93
TOTAL DES PRODUITS	**63 352 127**	**316**	**66 599 814**	**750**	**-3 247 688**	**-5**
TOTAL DES CHARGES	**62 837 426**	**314**	**66 465 425**	**749**	**-3 627 999**	**-5**
Bénéfice ou Perte	**514 701**	**3**	**134 389**	**2**	**380 312**	**283**

(3) Dont produits concernant les entités liées 258 894 265 895

(4) Dont intérêts concernant les entités liées

)$,76 &$5$&7e5,67,48(6 '(/ (;(5&,&(

/HV QRWHV RX WDEOHDX[FL DSUqV IRUPHQW SDUWLH GHV FRPSWHV DQQXHOV GH

$QQH[H DX ELODQ DYDQW UpSDUWLWLRQ GH OD PDUJH HW RXYUDQW OHV GURLWV GH HW OH (XU
FRPSWH GH UpVXOWDW GH O H[HUFLFH GpJDJHDQW EpQpILFH GH

/ H[HUFLFH D XQH GXUpH GH PRLVLRUGHFRXYUDQW OD DXSp

&HV FRPSWHV DQQXHOV RQW pWp pWDEOLV OH

$ GDWH GH FO{WXUH OD VRFLpWp HPSRQDWDGLWXjQWHHPSVOHEHSVOHW

,QIRUPDWLRQ FRQFHUQDQW O DFWLYLWp GH O H[HUFLFH
/D SOXV JUDQGH SDUWLH GHV GpSHQVHV HQUHJLVWUpHV HQ FRXUV GH O H[HUFLFH
WUDYDX[GX &50 HW OHV pWXGHV DPRQWWVSRXU GHIVjTXHQWVOSUGHMSHD pWp PDQGDWpH

(Q HIIHW SOXVLHXUV SURMHWV VRQW DFWXHOOHPHQW HQ FRXUV
x $27
03*3 6FLHQFHV (FRQRPLTXHV HW 6RFLDOHV
03*3 %LRORJLH HW 6DQWp

x 0DQGDWV
6LJQDOpWLTXH
'()/(
0DLVRQ (FR +
&7$ 3HVVDF
95' &DUUHLUH 1RUG 6XG
0DUQH
&9& $ $ %
%pWKDQLH
3HL[RWWR
(16$3 6',$
)HUUDFDPSXV
(16$3 5pKDELOLWDWLRQ
&9& /DERV
9HQWLODWLRQ ORFDX[G HQVHLJQHPHQWV GX $
0RQWDLJQH 0RQWHVTXLHX
/LJKW
%XWWLQLqUH
(FROH $ODLQ)RXUQLHU
0DWHUQHOOH 3DOPHU
% 'pPROLWLRQ
8QLYHUVLWp GH /LPRJHV PLVVLRQLQQDLUHV GH O

6HORQ OHV SURMHWV OD 65,$ UHIDRWXSHWVRLWFjOQHXRUOHHXH j VRLW DYHF
UpPXQpUDWLRQ

,QIRUPDWLRQ FRQFHUQDQW OD VWUXFWXUHHLQQDQFHPHQWGXSHUPHW

/D VRFLpWp D\DQW SRXU REMHW OD PLVHHQJHQLGYHHDX8GHLYHULVPHWpE GH %RUGHDXU
JUDQGH SDUWLH SDU GHV VXEYHQWLRQV G LQYHVWLVVHPHQW

/HV FRQYHQWLRQV RQW pWp FRQFOXHVpYGHH %RSU16HDX8QLYHUVpJLRQ 1RXYHDX[
0pWURSROH (OOHV VRQW HQUHJLVWUpHVQSVRXHVOD[SSDUWDXHO SFRQVPPpH jXDYROU

$X OH PQWDQW GHV FUpGLWV FRQVWUXHFWLRQGHDE ORTXpV V pOqYH jW 0¼
DVVRUWLV GH FRPSWHV GH UpVHUYHVUEHSRTXpVQWDHQWD &'&.¼XL

%kWLPHQWV DFKHYpV
7RXV OHV EkWLPHQWV GH OD WUDQFKH VRQW GDFWHYpV HW OD GDWH GH PLV
j O 8% /HV YDOHXUV VRQW ILJpHV j GHWW F/DDFXOWLSDUWLPHQWVRVDQW SRXU GXFKDTXH E
G DPRUWLVVHPHQW pWDQW OLPLWpH DXPRRVEUpSDU DQVHD HGWWGH GH PLVH jOGLVSRVL
GDWH GH OLYUDLVRQ j O 8% VRLWRQWHV SDUWV /GHV VTXEYHQWLRQV &5$ HW $15WGH FKD
DIIHFWpHV DX SRUDWD GH OD YDOHXULGHVXUFRPSRVPHQWVWKWHD PRUW

Le bâtiment A11 a été achevé au 10/03/2021, date de mise à disposition de bâtiment à l'UB. Quelques travaux complémentaires ont été réalisés durant l'exercice.
Il n'y a qu'un seul bâtiment, il a été ventilé par composants. Une durée d'amortissement a été déterminée pour chaque composant, de la même manière que pour la tranche 1. Les subventions UB et RNA sont reprises au même rythme.
La date de transfert du bâtiment à l'UB (fin de l'AOT et de la convention de location) est le 18/02/2049.

Les travaux du SHS et de Bio Santé sont toujours en cours à la clôture.

Formation du résultat de l'exercice :
Les loyers sont facturés et comptabilisés sur la base des conventions conclues avec l'Université de Bordeaux et l'Université Bordeaux Montaigne, comprenant deux grandes composantes de loyer : Financier et hors financier, comprenant notamment la maintenance, le fonctionnement de la SRIA, les impôts et taxes,... Le cumul de ces loyers est une somme fixe durant toute la durée du CRM.

Le loyer financier permet à la SRIA de générer un excédent afin de servir un TRI à ses associés. Il peut naître également des économies entre le loyer attendu facturé et les dépenses réelles de charges financières liées aux Instruments de Dette et Instruments de Fonds Propres.
Il existe donc nécessairement un résultat lié au loyer financier.

Le loyer hors financier, durant les premiers exercices du CRM, génère un excédent provenant de la différence entre les loyers facturés, contractuellement lissés, et les dépenses réellement engagées. En fin de CRM, la SRIA constatera ainsi des déficits, inhérents à la stabilité de la facturation retenu sur la durée du contrat face à une dépense en euros courants.

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- image fidèle
- comparabilité et continuité de l'exploitation
- régularité et sincérité
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2022 ont été établis conformément aux règles comptables françaises suivant les prescriptions du règlement N° 2014-03 du 5 juin 2014 relatif au plan comptable général.

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

Immobilisations en-cours :
La société constate en immobilisation en-cours les constructions, définies par Tranche puis par Bâtiment, non achevées en date de fin d'exercice. La détermination du montant des frais incorporables au coût d'entrée des constructions est établie en trois étapes :
1) Affectation des biens directement attribuables en immobilisations ;
2) Affectation des frais accessoires (frais de structure et frais de personnel) en fonction du temps passé = Frais de "structure dédiée" ;
3) Affectation des frais financiers : commissions et intérêts liés à ses conventions de crédits, intérêts du compte courant d'associé.

Les frais non affectés restent en charges.
Bien que la structure soit intégralement dédiée à la réalisation immobilière sur la période de construction, il est considéré que le temps passé pour la gestion et l'administration de la structure représente une charge réelle de l'exercice et non une charge activable. Il en va de même pour le temps passé des salariés pour les opérations en mandat.
Au 31/12/2022, le MPGP "Sciences Humaines et Sociales" (tranche 2) et le MPGP "Biologie Santé" (tranche 3) sont les deux tranches immobilisables en cours de réalisation figurant à l'actif

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Option de traitement des charges financières :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

- des coûts directement attribuables et engagés pour mettre ces actifs en état de fonctionner selon leurs utilisations envisagées,

- le cas échéant de l'estimation initiale des coûts de démantèlement, d'enlèvement et de restauration du site sur lequel elles sont situées.

Option de traitement des charges financières :

L'entité n'est pas concernée (option non prise).

Option pour l'incorporation de certains frais accessoires :

Les droits de mutation, honoraires, commissions, frais d'actes liés à l'acquisition d'actifs sont incorporés dans les coûts d'acquisition ou de production des immobilisations corporelles éligibles.

Amortissements des biens non décomposables :

La période d'amortissement à retenir pour les biens non décomposables (mesure de simplification pour les PME) est fondée sur la durée d'usage.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

Matériel de bureau et mobilier	3 à 5 ans

Des durées spécifiques par composant ont été appliquées avec le plafonnement de la durée de vie du CRM au 12/11/2042.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

A la clôture de l'exercice, pour chaque mandat, on reprend le total des dépenses engagées sur l'exercice pour la réalisation de la mission. A cela, nous ajoutons la rémunération de la SRIA (selon ce qui est prévu dans la convention de mandat). Ce total est ensuite rapproché des produits de l'année.

Les produits et charges doivent être à l'équilibre, seule la rémunération de la SRIA impacte le résultat.

Les PCA sont donc ainsi valorisées = charges liées au mandat + rémunération SRIA - produits liés au mandat.

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les tanches MPGP "Biologie Santé" (tranche 3) et MPGP "Sciences Humaines et Sociales" (tranche 2) sont en cours de construction.

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS

CADRE A	IMMOBILISATIONS		V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	**TOTAL**			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	**TOTAL**	227 904		
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions	Sur sol propre	124 402 235		142 487
		Sur sol d'autrui			
		Inst. générales, agencts & aménagts construct.			
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
	Autres immos corporelles	Inst. générales, agencts & aménagts divers	306 310		
		Matériel de transport	15 715		
		Matériel de bureau & mobilier informatique	71 503		1 194
		Emballages récupérables & divers			
	Immobilisations corporelles en cours		98 406 223		38 754 926
	Avances et acomptes				
		TOTAL	223 201 987		38 898 607
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		3 429 704		
		TOTAL	3 429 704		
		TOTAL GENERAL	226 859 594		38 898 607

ÉTAT DES IMMOBILISATIONS

01371 - SAS SRIA

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

CADRE B	IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
		par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dévelop. **TOTAL**				
	Autres postes d'immob. incorporelles **TOTAL**			227 904	
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions — Sur sol propre			124 544 722	
	Constructions — Sur sol d'autrui				
	Constructions — Inst. gal. agen. amé. cons				
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.				
	Autres immos corporelles — Inst. gal. agen. amé. divers			306 310	
	Autres immos corporelles — Matériel de transport			15 715	
	Autres immos corporelles — Mat. bureau, inform., mobilier			72 697	
	Autres immos corporelles — Emb. récupérables & divers				
	Immobilisations corporelles en cours			137 161 149	
	Avances et acomptes				
	TOTAL			262 100 594	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts & autres immob. financières			3 429 704	
	TOTAL			3 429 704	
	TOTAL GENERAL			265 758 202	

ÉTAT DES AMORTISSEMENTS

01371 - SAS SRIA

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

CADRE A — SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amorts sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles		60 062	8 272		68 334
TOTAL		60 062	8 272		68 334
Terrains					
Constructions	Sur sol propre	32 485 039	5 992 426		38 477 466
	Sur sol d'autrui				
	Inst. générales agen. aménag.				
Inst. techniques matériel et outil. industriels					
Autres immobs corporelles	Inst. générales agencem. amén.	276 892	3 131		280 023
	Matériel de transport	14 914	531		15 445
	Mat. bureau et informatiq., mob.	55 730	6 763		62 493
	Emballages récupérables divers				
TOTAL		32 832 575	6 002 852		38 835 427
TOTAL GENERAL		**32 892 637**	**6 011 124**		**38 903 761**

CADRE B — VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES

IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amorts fin de l'exercice
		Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement								
Fonds commercial								
Autres immobs incorporelles								
TOTAL								
Terrains								
Constr.	Sur sol propre							
	Sur sol autrui							
	Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage								
A. Immo. corp.	Inst. gales, ag. am div							
	Matériel transport							
	Mat. bureau mobilier inf.							
	Emballages réc. divers							
TOTAL								
Frais d'acquisition de titres de participations								
TOTAL GÉNÉRAL								
Total général non ventilé								

CADRE C — Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices

	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net a la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Provision GER
Une provision GER est comptabilisée.
En effet, le contrat de CRM prévoit que les bâtiments doivent être remis à échéance "en bon état d'entretien et de fonctionnement". D'importantes dépenses périodiques de GER sont donc engagées par la SRIA pour respecter cette condition. Afin d'étaler sur plusieurs exercices ces charges périodiques, cette provision GER a été constatée. Elle se base sur le planning des dépenses à engager. L'horizon de dépenses à prendre en compte est de 5 ans.

Pour une année N, il est provisionné 1/2 des travaux prévus N+1, 1/3 des travaux prévus N+2, 1/4 des travaux prévus N+3 et 1/5 des travaux prévus N+4.

Les échéances plus lointaines seront prises en compte lors du calcul des provisions GER des années suivantes. Quand l'échéance provisionnée est réalisée, reprise de la provision concernée.

Donc tous les ans, sur la base du planning pluriannuel actualisé, une reprise de la provision N-1 correspondant à la part des travaux prévus pour N est constatée. Les travaux plannifiés pour N sont supposés réalisés au cours de l'exercice.

La dotation de l'exercice correspond à la part des travaux supplémentaires des 4 années à venir. En effet, ajout d'une partie des travaux prévisionnels N+4, et modification du taux de risque pris en compte pour les années N+ 1 à N+3.

Le montant de la provision au 31/12/2022 est de 491 150 €, soit une dotation de 181 320 € sur l'exercice et une reprise de 84 432 €. La provision ne concerne que le CRM1.

Un rescrit fiscal a validé la déductibilité fiscale de cette provision.

Provision pour licenciements
La fin des travaux des différentes tranches est prévue à fin 2023. La SRIA n'assurera ensuite que la maintenance des bâtiments. La SRIA connaitra à ce moment-là une baisse de son activité, et plusieurs salariés seront donc licenciés.
Le coût de ces licenciements a été estimé à 172 867 € et provisionné en intégralité au 31/12/22.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

01371 - SAS SRIA

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

Nature des provisions	Montant au début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Montant à la fin de l'exercice
			utilisées	non utilisées	
Provisions pour litiges					
Prov. pour garanties données aux clients					
Prov. pour pertes sur marchés à terme					
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Prov. pour pensions et obligations similaires					
Provisions pour impôts					
Prov. pour renouvellement des immobilisations					
Prov. pour gros entretien et grandes réparations	394 262,00	181 319,85	84 431,97		491 149,88
Prov. pour chges sociales, fiscales / congés à payer	145 095,74	27 771,09			172 866,83
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL	**539 357,74**	**209 090,94**	**84 431,97**		**664 016,71**
Répartition des dotations et des reprises de l'exercice :					
d'exploitation		209 090,94	84 431,97		
financières					
exceptionnelles					

ACTIF CIRCULANT

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

	ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations				
	Prêts (1) (2)				
	Autres immobilisations financières		3 429 704		3 429 704
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux				
	Autres créances clients		1 559 483	1 559 483	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.				
	Personnel et comptes rattachés				
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		93	93	
	Etat & autres coll. publiques	Impôts sur les bénéfices			
		Taxe sur la valeur ajoutée	2 594 549	2 594 549	
		Autres impôts, taxes & versements assimilés			
		Divers	13 597 712	13 597 712	
	Groupe et associés (2)				
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres)		106 961	106 961	
	Charges constatées d'avance		27 494	27 494	
	TOTAUX		**21 315 997**	**17 886 292**	**3 429 704**

Renvois (1) Montant des
- Créances représentatives de titres prêtés
- Prêts accordés en cours d'exercice
- Remboursements obtenus en cours d'exercice

(2) Prêts & avances consentis aux associés (pers.physiques)

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	27 494
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	**27 494**

PRODUITS À RECEVOIR

Les autres créances à recevoir déclinées ci-après sont composés des subventions à recevoir.

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	371 934
Autres créances	13 597 805
Disponibilités	
TOTAL	**13 969 739**

ETAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES

01371 - SAS SRIA

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)					
Autres emprunts obligataires (1)					
Emprunts & dettes etbs de crédit (1)	à 1 an max. à l'origine				
	à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)		26 129 226	1 518 021	4 647 309	19 963 896
Fournisseurs & comptes rattachés		3 020 752	3 020 752		
Personnel & comptes rattachés		56 975	56 975		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux		123 115	123 115		
Etat & autres collectiv. publiques	Impôts sur les bénéfices	126 685	126 685		
	Taxe sur la valeur ajoutée	61 245	61 245		
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, tax & assimilés	425 004	425 004		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés		5 342 723	5 342 723		
Groupe & associés (2)		3 583 712	3 583 712		
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)		27 269 143	27 269 143		
Dette représentative des titres empruntés					
Produits constatés d'avance		3 941 887	3 941 887		
TOTAUX		**70 080 466**	**45 469 261**	**4 647 309**	**19 963 896**

Renvois (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

Emprunts remboursés en cours d'exer. 1 463 145

(2) Montant divers emprunts, dett/associés

COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF

01371 - SAS SRIA

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	3 941 887
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	**3 941 887**

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	959 779
Dettes fiscales et sociales	119 622
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 829 915
Autres dettes	260 422
TOTAL DES CHARGES À PAYER	**3 169 738**

INDEMNITÉ DE DÉPART À LA RETRAITE

L'engagement concernant l'indemnité de départ à la retraite n'a pas été calculé à la clôture. Il n'est donc pas non plus comptabilisé. Ceci en raison de la composition de l'effectif.

DETTES GARANTIES PAR DES SÛRETÉS RÉELLES

01371 - SAS SRIA

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

	Dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
crédits CDC	26 128 319	3 429 704
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		
TOTAL	**26 128 319**	**3 429 704**

HONORAIRES VERSÉS COMMISSAIRES AUX COMPTES

01371 - SAS SRIA

Du 01/01/2022 au 31/12/2022

COMMISSAIRES AUX COMPTES

MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

	Exercice	Exercice N-1
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés :	9 758	9 597
TOTAL	**9 758**	**9 597**

Les produits exceptionnels comprennent notamment 4 218 K€ de reprise de quote-part de subventions, et 44 K€ de pénalités perçues sur les projets en cours. Les charges exceptionnelles de 137 K€ correspondent à des pénalités appliquées précédemment mais levées sur l'exercice.

Le chiffre d'affaires se détaille ainsi :

	2022	2021	2020	2019
Mandats	13 793 469	3 205 130	4 929 572	12 271 296
Loyers	5 305 618	5 099 143	4 609 458	4 494 237
Refacturation énergie	939 167	572 605	135 964	-
Total CA	**20 038 254**	**8 876 878**	**9 674 994**	**16 765 534**

Talence, le 30 juin 2023

Le Président de l'université

à

Mesdames et Messieurs les membres du conseil

d'administration de l'Université de Bordeaux

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à la réunion du conseil d'administration de l'université qui aura lieu **le mardi 11 juillet à 14h** (salle des Actes – Campus de Talence)

ORDRE DU JOUR

1. Procès-verbaux

- PV du CA du 23 mai 2023 — *pour délibération*

2. Affaires institutionnelles et générales

- Création du comité éthique de la recherche de l'université de Bordeaux — *pour délibération*
- Règlement intérieur du comité éthique de la recherche de l'université de Bordeaux — *pour délibération*
- Charte « Labos en transitions » — *pour délibération*
- Révision de la politique voyage — *pour délibération*

2. Affaires financières

- Débat d'orientation budgétaire 2024 — *pour information*
- Compte financier consolidé 2022 — *pour délibération*

3. Ressources humaines

- Délibération relative aux principes généraux de répartition des primes RIPEC — *pour délibération*
- Délibération relative à l'enveloppe prévisionnelle 2023 pour le RIPEC — *pour délibération*
- Décision fixant la cartographie des fonctions et responsabilités particulières relevant de la composante fonctionnelle (« C2 ») du RIPEC — *pour information*

4. Patrimoine

- Approbation de la convention de partenariat relative à la création du réseau de chaleur universitaire — *pour délibération*
- Présentation de la convention de groupement de commandes pour le recrutement d'un assistant à maitrise d'ouvrage pour le projet de création du réseau de chaleur universitaire — *pour information*
- Autorisation de déclasser la maison Jupiter du site de Floirac — *pour délibération*

5. FIPVU

- Modification tarifaire du Diplôme d'Accès aux Etudes Universitaires (DAEU) — *pour délibération*

6. Questions diverses

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration



Relevé de décisions du conseil d'administration séance du 11 juillet 2023

Président de séance : Monsieur Dean LEWIS

Le conseil est composé de 36 membres. Le quorum est atteint.

PRESENTS : 18	PROCURATIONS : 15	ABSENTS : 3
Enseignants-chercheurs et enseignants		**16**
Aurélie BEDEL Géraldine CAZALS Marie-Line CHABANOL Alexandre CHARBONNEAU Vincent DOUSSET Catherine GAUTHIER Michel HERNOULD Lyda LANNEGRAND Dean LEWIS Bertrand LUBAC Stéphanie PERAUD-PUIGSEGUR Pascale ROUX	Patrick FELIX Ghislaine GODINAUD Joanne PAGEZE Sébastien TOURNAUX	
BIATSS		**6**
Xavier BERTRAND Maureen GRIMBERT-BRAQUESSAC Christian PECOSTE Valérie PROUZET-MAULEON	Hélène COUSSY-LACROIX Elodie CHAGNAUD	
Etudiants		**4**
Louis BEURY Melvyn NOUAILLE	Clara POTIE Raphaël CHAGNAUD	Mounia BOULITE / Florian FERRET Juliette SOUCHERE/Ludivine
Personnalités extérieures		**7**
	Marie-Laure CUVELIER Isabelle CHAMPION Stéphane DELPEYRAT Marie EVEN Younis HERMES Céline PAPIN Laurent VERRECKT	Jérôme LAPLACE
Membres de droit		
Marc JARDINE représentant le recteur de l'académie, chancelier des universités Vincent MOREAU, directeur général des services Marie-Béatrice CELABE, DGSa déléguée au pôle AGRH Thierry PESTANA, agent comptable de l'université		

Relevé de décisions du conseil d’administration du 11 juillet 2023

N°2023-48	Adoption du procès-verbal du 23 mai 2023
N°2023-49	Création du comité éthique de la recherche de l'université
N°2023-50	Adoption du règlement intérieur du comité éthique de la recherche
N°2023-51	Adoption de la Charte "Labos en transition"
N°2023-52	Révision de la politique de voyage de l'université de Bordeaux
N°2023-53	Approbation des comptes financiers consolidés de l'université et de ses filiales pour l'exercice 2022
N°2023-54	Approbation des principes généraux de répartition des primes RIPEC
N°2023-55	Approbation de l'enveloppe prévisionnelle 2023 pour le RIPEC
N°2023-56	Approbation du déclassement de la maison Jupiter du site de Floirac
N°2023-57	Approbation de la modification tarifaire du Diplôme d’Accès aux Etudes Universitaires (DAEU)

Dean Lewis
Président du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 11 juillet 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 23 MAI 2023

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 23 mai 2023 est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (33 votants)
Pour : 33
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 11 juillet 2022

DELIBERATION PORTANT CREATION DU COMITE ETHIQUE DE LA RECHERCHE DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Vu le code de l'éducation L123-1 à L123-9;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux en vigueur ;

Vu l'avis du Comité social d'administration en date du 02 mai 2023 ;

Considérant les enjeux des questions éthiques dans le domaine de la recherche ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

La création du **Comité éthique de la recherche de l'université de Bordeaux** est approuvée**.**

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (33 votants)
Pour : 33
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 11 juillet 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU REGLEMENT INTERIEUR DU COMITE ETHIQUE DE LA RECHERCHE DE L'UNIVERSITE

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu l'avis du Comité social d'administration du 02/05/2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le règlement intérieur du comité éthique de la recherche de l'université, joint à la présente délibération, est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (33 votants)
Pour : 33
Contre : 0
Abstention : 0

Comité d'Ethique de la Recherche de l'Université de Bordeaux

REGLEMENT INTERIEUR

Sommaire

PREAMBULE **2**
ARTICLE 1 : MISSIONS **2**
ARTICLE 2 : DOMAINE D'INTERVENTION **3**
ARTICLE 3 : CONSTITUTION **3**
ARTICLE 4 : PROCEDURES **6**
4.1. Fréquence des réunions 6
4.2. Procédure d'examen des dossiers 6
4.3. Avenant pour un projet ayant bénéficié d'un avis favorable 7
4.4. Procédure d'examen IRB (Institutional Review Board) 8
ARTICLE 5 : ARCHIVES ET JURISPRUDENCE **8**
ANNEXES **9**

Version approuvée du 8 juin 2023

Vu O¶DYLV GH OD &RPPLVVLRQ &RQVXOWDWLYH GHV 6DQWpV GX 28 Juin 2023 RU GHDX[HQ GDWH

Vu O¶DYLV GH OD &RPPLVVLRQ 5HFKHUFKH GX &RQVHLO G¶$GPLQLVWUDWLRQ GH O¶8

Vu OD GpOLEpUDWLRQ GX &RQVHLO G¶$GPLQLVWUDWLRQ GH O¶8

PREAMBULE

/HV pTXLSHV GH UHFKHUFKH UDWWDFKpHV j O¶8QLYHUVLWp GH 5RXHQ 1RUPDQGLH

relèvent pas des comités de protection des personnes (CPP) en développement des connaissances biologiques ou médicales » et ne sont donc pas qualifiées de « recherche impliquant la personne humaine » au sens de la loi Jardé (article L1121-1 modifiée du code de la santé publique).

Pour autant, ces recherches peuvent nécessiter XQ DYLV G¶XQ FRPLWp G¶pWKLTXH TXL

ILQDQFHPHQW GH SXEOLFDWLRQ RX HQFRUH DILQ G¶REWH

&RPLWp G¶(WKLTXH GH OD 5HFKHUFKH UBF est destiné à fournir un avis sur les

projets GpYHORSSpV GDQV OHV VWUXFWXUHV GH %

recherches concernées. Sa saisine ne saurait avoir de caractère ni obligatoire ni systématique. Son fonctionnement est régi par le présent règlement.

Le CER-UB a vocation à obtenir une accréditation IRB (« Institutional Review Board », en vue de rendre des avis éthiques dans le V FRQGLWLRQV G¶H[DPHQ GX dossier par

Article 1 : MISSIONS

Le CER-8 % HVW XQ FRPLWp G¶pWKLTXH SOXULGLVFLSOLQDLUH GH

de fournir un avis consultatif sur les aspects éthiques concernant les projets de recherche soumis par un chercheur ou un enseignant chercheur exerçant dans un laboratoire sous tutelle de O¶8 Q

300 du 5 mars 2012 relative aux recherches impliquant directement ou indirectement la personne humaine (dite loi Jardé). Le CER peut également accepter de répondre à des sollicitations de chercheurs RX G¶HQVHLJQDQW

RX G¶DXWUHV SDUWHQDLUHV j GHV SDUWHQDULDWV GH

UpVHUYH OD SRVVLELOLWp G¶DFFHSWHU GHV

prioritaires.

/¶REMHFWLI

recherche.

A ce titre, le CER se donne pour missions principales :

1) Produire un avis écrit formalisé sur le respect des exigences éthiques et des réglementations en vigueur de chaque projet de recherche qui lui est soumis.
2) Proposer XQ DSSXL DX[FKHUFKHXUV

3) Participer à la promotion des principes éthiques, à la diffusion aux communautés des bonnes pratiques et connaissances, notamment par la diffusion de recommandations et de documentation, et en proposant des enseignements ou informations dédiés aux problématiques éthiques liées aux démarches de recherche scientifique.

Pour rendre ses avis, le CER VH IRQGH VXU OHV WH[WHV GH UpIpUHQFH

FRGH pTHIQUE

à la pratique de la recherche et à la protection des données personnelles en vigueur en France.

Article 2 : DOMAINE D'INTERVENTION

Le CER peut être saisi pour toute recherche relevant de ses missions, telles que définies à l'article 1 du présent règlement intérieur.

Sont par ailleurs exclues du périmètre du CER :

- les missions relevant d'un comité d'éthique en expérimentation animale telles que définies aux articles R. 214-118 et suivants du Code Rural et de la Pêche Maritime ;
- les missions relevant des Délégués à la Protection des Données telles que définies par le Règlement Général de Protection des Données (règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016) ;
- les missions relevant des Référents Intégrité scientifique, Laïcité et Déontologie au sein des établissements universitaires ;
- les missions relevant d'un Comité de Protection des Personnes telles que définies aux articles L. 1121-1 et R. 1121-1 du Code de la Santé Publique ;

L'avis délivré par le CER n'affecte en rien la responsabilité du demandeur. L'avis délivré, si favorable, indique essentiellement que le demandeur a sollicité l'avis d'autres professionnels et que le projet tel que décrit a été considéré par ceux-ci comme répondant aux principes éthiques de recherche observés par le CER.

Le CER n'a pas pour vocation d'examiner l'intérêt scientifique de la recherche ou du protocole soumis, excepté lorsque le protocole soulève une question éthique qui peut laisser penser que le participant pourrait encourir un risque quelconque différent de ceux encourus habituellement dans la vie quotidienne.

Article 3 : CONSTITUTION

3.1 Composition

Le CER est composé au minimum de 5 membres, respectant, dans la mesure du possible, la parité entre femmes et hommes. Sa composition reflète la diversité des disciplines et des domaines de recherche concernés par le CER.

Les membres du CER sont répartis en 3 collèges :

- **Collège A** : composé des enseignants-chercheurs et chercheurs et ingénieurs de recherche des unités de recherche de l'Université de Bordeaux.

- **Collège B** : composé du :
  - x référent intégrité scientifique de l'Université de Bordeaux ou son représentant ;
  - x délégué à la protection des données de l'Université de Bordeaux ou son représentant ;

- **Collège C** : composé de membres extérieurs nommés pour leur appartenance à l'une des catégories suivantes :
  - x Experts en matière d'éthique scientifique comme, par exemple, un membre ou ancien membre d'un Comité de Protection des Personnes (CPP) ;
  - x Personnes issues d'organismes représentant les personnes ayant consenti à participer à la recherche ;
  - x Au moins une personne dont les qualifications ou métier ne sont pas liés à la recherche et qui n'est pas liée à l'UB.

Le collège A représente au minimum 50% des membres du CER. Le collège C ne doit pas représenter plus d'un quart du CER.

Sont également invités à titre permanent :

- les Vice-Présidents en charge de Recherche et en charge du Conseil d'administration de l'UB ou leurs représentants ;

- les Directrices Générales des Services adjointes en charge du pôle Recherche, International, Partenariats et Innovation et du pôle Administration Générale et Ressources Humaines ou leurs représentants ;

- La Directrice de la Direction de la Recherche et de la Valorisation de l'Université de Bordeaux ou son représentant.

Le CER se réserve le droit d'inviter toute personne / expert qui lui semblerait pertinent en fonction de l'ordre du jour.

La liste des membres est publiée sur le site internet de l'Université de Bordeaux.

3.2 Nomination et mandat des membres

Un appel à manifestation d'intérêt est lancé par l'Université de Bordeaux auprès des personnels de ses laboratoires (toutes tutelles employeurs confondues.

Les membres sont nommés par décision de l'Université de Bordeaux, après avis de la Commission de la Recherche de l'Université de Bordeaux.

La Commission de la Recherche s'assure notamment que :

- Les membres du CER aient suffisamment d'expérience, d'expertise et de diversité pour rendre des décisions éclairées par rapport au caractère sécurisé et éthique d'une étude et pour statuer sur la capacité de ses participants à donner un consentement libre et éclairé ;
- Les membres du CER soient issus de domaines disciplinaires variés tendant ainsi à favoriser la représentation de l'ensemble des domaines de recherche du site bordelais.

Les membres des collèges A et C sont nommés pour un mandat de 4 ans, renouvelable, sans limite de mandats. Le mandat des membres du collège B est lié à l'occupation de leurs fonctions, sans limite de durée.

3.3 Obligations des membres

Les membres du CER ont conscience de leurs responsabilités individuelles et collectives et s'engagent à :

- participer au fonctionnement du CER, notamment en contribuant à l'évaluation éthique des projets soumis. En cas d'impossibilité, ils s'engagent à prévenir le Bureau ;
- prendre connaissance et à respecter le règlement intérieur du CER;
- respecter les exigences d'indépendance, d'impartialité et de confidentialité dans le cadre de l'évaluation éthique des projets ;
- déclarer leurs éventuels liens d'intérêts[1] vis-à-vis des dossiers traités avant leur examen. En cas de conflit d'intérêts, ils ne peuvent être rapporteurs et ne participent ni aux débats ni au vote ;
- alerter le bureau du CER en cas de dysfonctionnement grave.

Les membres du CER sont soumis au secret professionnel en raison des fonctions qu'ils exercent en son sein. Un engagement de confidentialité est signé par chaque membre du CER en début de mandat (modèle en Annexe 1). Ils ne doivent pas divulguer d'informations de quelque nature que ce soit (scientifique ou éthique) à propos des projets qu'ils examinent, ainsi que des débats et des délibérations. Ces règles de confidentialité s'appliquent également aux membres invités du CER.

[1] Liens d'intérêt : par exemple, implication dans un projet de recherche commun dont l'objet est lié à la demande en cours d'instruction ou dans un projet concurrent, publications communes, conseiller pour une organisation, publique ou privée, dont les intérêts peuvent être concernés par le protocole de recherche en cours d'instruction.

Le Bureau peut prononcer l'exclusion d'un membre lorsqu'il met en péril le bon fonctionnement du CER. L'exclusion est envisagée en dernier recours, après médiation et communication avec le membre concerné. Le Bureau avertit le membre une première fois avant de procéder à l'exclusion si des manquements se produisent. Une exclusion peut être prononcée sans avertissement préalable en cas de faute grave. Lorsqu'un membre du CER est exclu, la Commission de la Recherche de l'université de Bordeaux en est informée.

3.4 Bureau

Le CER est administré par un Bureau composé d'un Président, d'un Vice-Président et d'un Secrétaire, ainsi que d'un représentant de la Présidence de l'Université de Bordeaux.

Le Président et le Vice-Président sont élus parmi les membres du CER, réunis en Assemblée générale, à la majorité absolue des suffrages exprimés pour un mandat de 4 ans, renouvelable une fois.

Le Président du CER peut nommer des membres du CER pour siéger au Bureau en raison de compétences jugées favorables au fonctionnement de celui-ci.

Les missions du Bureau sont :

- Coordonner l'organisation et le fonctionnement du CER ;
- Organiser une assemblée générale annuelle dédiée au bilan de l'année écoulée ;
- Organiser toute autre réunion favorisant la communication sur l'éthique de la recherche ;
- Répondre aux questions des membres du CER ;
- Conseiller, diffuser des informations aux membres et des communautés scientifiques afin de concourir à l'amélioration continue des pratiques et du respect des principes d'éthique de la recherche ;
- Mener la concertation et le cas échéant prononcer l'exclusion d'un membre du CER.

3.5 Secrétariat

Le secrétariat du CER est assuré par un personnel administratif rattaché à la Direction de la Recherche et de la Valorisation de l'Université de Bordeaux. Le secrétariat du CER de Bordeaux assure les missions suivantes :

- Assurer un « Guichet Unique » centralisant les questions portant sur l'éthique de la recherche ainsi que les différentes demandes formulées par les chercheurs au CER ;
- Vérifier la complétude et la recevabilité des demandes réalisées auprès des différentes instances du CER ;
- Assurer la rédaction, l'archivage et la diffusion des différents avis émis et documents pédagogiques au sein des structures internes au CER ;
- Assurer l'organisation administrative et logistiques nécessaire aux différentes instances du CER dans ses différentes missions telles que décrites en Article 1 du présent Règlement Intérieur.
- Diffuser aux membres du CER les informations nécessaires à son bon fonctionnement (documents de référence, dates et ordres du jour des travaux, répartition des dossiers à analyser,…) après discussion et sous la responsabilité du Président et du Vice-Président ou un membre désigné au sein du Bureau du CER.

3.6 Assemblée générale

L'assemblée générale est composée de l'ensemble des membres du CER. Elle se réunit au moins une fois par an sur convocation du Président qui fixe l'ordre du jour, anime la séance et présente un bilan synthétique des activités du CER. L'Assemblée générale peut proposer des modifications du règlement intérieur du CER.

Les convocations sont envoyées par courrier électronique aux membres du CER, au moins quinze jours avant la date de l'assemblée accompagnées de l'ordre du jour et de tous les documents nécessaires à la tenue de la réunion.

Tout membre du CER peut demander au Président, au moins huit jours avant la date du conseil, l'inscription à l'ordre du jour d'une question traitant de la vie du CER. Cette modification de l'ordre du jour s'impose au Président lorsque cette demande émane d'au moins un quart des membres de l'assemblée.

Les membres du CER font un bilan annuel devant la Commission de la recherche de leur activité.

Article 4 : PROCEDURES

4.1. Fréquence des réunions

Le CER se réunit une fois par mois. Le calendrier des réunions du CER, fixé par le Bureau, est communiqué à l'avance, afin de permettre aux membres d'y participer.

4.2. Procédure d'examen des dossiers

- **Saisine du CER :**

Le CER est saisi par toute personne mentionnée à l'article 1. Si le projet ou le travail de recherche est réalisé par un doctorant ou un post-doctorant, le CER sera saisi par l'encadrant qualifié pour le superviser (par exemple, le directeur de thèse).

La soumission du projet se fait en suivant la procédure indiquée sur le site web. Seuls les membres du Bureau reçoivent le projet déposé et vérifient la recevabilité du dossier. Le Bureau se prononce au cas par cas sur la recevabilité de la demande sous la responsabilité du Président du CER. Un accusé de réception est envoyé par le Bureau.

Le CER est sollicité via une fiche de demande fournie sur le site du CER, à remplir impérativement et accompagnée de l'ensemble des pièces nécessaires à l'évaluation sollicité par les demandeurs. Ces fiches de demandes sont adressées au Secrétariat. Seuls les dossiers complets et reçus 12 jours avant la tenue d'une session seront analysés à l'occasion de la dite-session du CER. Dès réception, et après vérification de la recevabilité de la demande, le projet reçoit un identifiant sous la forme CER-UB-date-nom du responsable (ex. : CER-UB-2023-11-07-Untel).

Le Président ou le Vice-Président désigne, pour chaque dossier, au moins 2 rapporteurs qui ne sont ni membres de la même unité de recherche que le responsable du projet, ni en conflit d'intérêt, dans un délai minimal de 10 jours avant la session mensuelle. Ces rapporteurs sont des membres du CER. Le Président ou le Vice-Président peut également solliciter l'avis d'experts extérieurs au comité (membres ou non de l'UB) pour l'examen d'un dossier (sans voix délibérative). Ces experts signent le formulaire d'engagement prévu à l'annexe 2 du règlement intérieur. La participation au CER ne donne lieu à aucune rémunération.

Les rapporteurs (et experts) disposent de 2 semaines pour préparer leur rapport. Les expertises sont anonymes.

- **Examen du dossier en réunion**

Chaque session du CER est présidée par le Président du CER, ou par le Vice-Président, ou encore par un membre préalablement désigné par le Bureau.

Lors de la session, les membres présents à la session déclarent leurs éventuels liens d'intérêt vis-à-vis des dossiers traités avant leur examen. En cas de conflit, ils ne participeront pas aux discussions et ne prendront pas part au vote.

Les rapporteurs effectuent un bref résumé du projet de recherche, en exposent les enjeux voire les problématiques éthiques. Ils aboutissent à une proposition d'avis. Les dossiers sont ensuite discutés entre tous les membres présents à la session du CER.

En cas de nécessité, les rapporteurs, après avis du Bureau du CER, peuvent proposer que le responsable du projet soit invité lors des discussions, hors délibérations et vote, afin de lever les ambiguïtés relatives à son protocole. Le cas échéant, il peut se faire représenter par un collègue participant au projet et titulaire d'un doctorat. Les doctorants et étudiants en master impliqués dans le projet peuvent accompagner le responsable ou son représentant.

A l'issue d'un vote, le CER attribue un des avis possibles au dossier. Le vote est effectué à main levée à la majorité de 3/4 des membres présents. Le quorum est fixé à 1/4 des membres du CER, dont la moitié des membres présents ou représentés sont des chercheurs ou enseignants-chercheurs, et chaque collège doit être représenté. Les procurations sont limitées à deux par personne.

Le CER rend six catégories d'avis :

- **Avis Favorable** (le dossier est déclaré conforme et accepté sans modification) ;
- **Avis Favorable sous réserve de modifications mineures**. Dans ce cas, le bureau, après réception des documents ou modifications demandées, vérifie la conformité et délivre directement l'avis (sans nouvelle réunion du CER);
- **Demande de modifications majeures**. Dans ce cas, les modifications seront à soumettre au CER comme un nouveau dossier ;
- **Requalification CPP** ;
- **Défavorable**. En cas d'avis défavorable, le responsable du projet n'a pas la possibilité de soumettre à nouveau son projet.

L'avis est envoyé par le Secrétaire au demandeur dans les 15 jours qui suivent la réunion. Dans cet avis, il est rappelé au demandeur qu'il relève de sa responsabilité de se conformer à ses obligations légales notamment en ce qui concerne la loi Informatique et Libertés, l'homologation du lieu de recherche et les mesures sanitaires. Le Directeur d'unité du demandeur est mis en copie afin de l'informer de la décision prise par le CER.

En cas de demandes de modifications mineures, le demandeur dispose de 15 jours pour envoyer au CER une nouvelle version du projet mentionnant de manière explicite les modifications apportées. A tout moment, un membre du Bureau ou un des rapporteurs peut communiquer avec le responsable du projet pour améliorer le dossier.

Un avis est délivré par le CER une fois que le demandeur a répondu à l'ensemble des modifications demandées par le CER. En l'absence de réponse du responsable du projet dans un délai de 4 mois à compter de l'envoi de l'avis, le dossier sera considéré comme retiré du processus d'expertise.

Les chercheurs ayant sollicité le CER peuvent contester les avis émis par celui-ci. Pour cela, ils doivent contacter le Bureau du CER qui jugera alors de la nécessité de représenter le dossier en session. Dans un tel cas, le ou les responsables de projet sont invités à prendre part aux discussions ; ils ne peuvent toutefois participer aux délibérations. Les doctorants/post-doctorants impliqués dans le projet peuvent accompagner le responsable (enseignant encadrant) ou son représentant.

4.3. Avenant pour un projet ayant bénéficié d'un avis favorable

Un projet ayant reçu un avis favorable et faisant l'objet d'une nouvelle mise en œuvre avec des changements mineurs du protocole doit faire l'objet d'un avis modificatif. Dans ce cas, le Bureau du CER peut décider d'étendre l'avis favorable à la nouvelle mise en œuvre.

Le demandeur adresse par mail au Bureau du CER un courrier dans lequel il explique les modifications apportées au projet et dans quelles mesures elles ne modifient pas la nature du projet. Il joint également une nouvelle version du protocole faisant apparaitre les modifications apportées.

Le CER n'accepte pas plus de deux demandes d'amendement pour un même dossier, dans un délai maximum de 3 ans entre la date d'obtention de l'avis favorable et la première demande d'amendement, puis dans un délai de 1 an entre la date de la première demande d'amendement et la date de la seconde demande d'amendement.

4.4. Procédure d'examen IRB (Institutional Review Board)

Le demandeur qui souhaite une autorisation du CER agissant en tant qu'IRB peut le solliciter sur demande motivée envoyée au CER et en s'engageant à respecter les conditions d'examen du ministère de la santé des Etats-Unis.

L'autorisation par le CER en tant qu'IRB est délivrée pour des projets de recherche d'une durée d'un an. Certains types de recherche peuvent se voir accorder une prolongation d'autorisation de 3 ans. Afin d'être admissible à cette prolongation, la recherche ne doit présenter qu'un risque minimal pour la personne humaine.

Au-delà de 3 ans, le projet doit faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation d'un IRB à soumettre au CER.

Les demandes d'autorisation IRB sont discutées en réunion.

La composition du comité lors de cette réunion devra respecter les critères d'un IRB.

Un amendement sera possible uniquement si la demande est faite au cours de la première année du projet à compter de la date de l'avis. Si les changements sont mineurs, l'examen peut être fait par le Président ou une personne désignée par le Président.

Le responsable du projet adresse par mail au Bureau du CER, un rapport sur le début de la recherche, ainsi qu'un courrier dans lequel il explique les modifications apportées au projet et dans quelles mesures elles ne modifient pas la nature du projet. Il joint également une nouvelle version du protocole faisant apparaitre les modifications apportées.

Aucune prolongation d'autorisation ne sera accordée.

Article 5 : ARCHIVES ET JURISPRUDENCE

Un compte-rendu confidentiel des échanges de chaque séance du CER partagé avec ses membres. Les avis signés par le Président du CER sont archivés par le secrétaire du CER. Ces documents et les protocoles de recherche sont archivés dans un endroit sécurisé.

Une visibilité est donnée aux avis sous la forme d'un bilan d'activité public du CER.

ANNEXES

Annexe 1 : formulaire d'engagement des membres du CER

Engagement de membre du CER de l'Université de Bordeaux (CER)

Je soussigné(e) : ……

Agissant en qualité de membre du collège ……. du CER, m'engage à :

- **formuler librement mes avis en indépendance vis-à-vis de ma hiérarchie ;**
- **être impartial(e) et à ne pas participer à une évaluation à laquelle je suis intéressé ;**
- **respecter la confidentialité des informations fournies dans les dossiers présentés au comité d'éthique.**
- **transmettre une information complète et à jour sur mes liens d'intérêts**

Date :

Signature :

Informations de contact :

☎ : ……

✉ : ……

Etablissement ou organisme employeur : ……..

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 11 juillet 2020

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DE LA CHARTE D'ENGAGEMENT « LABOS EN TRANSITIONS »

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-2 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Vu la charte d'engagement « Labos en transitions » des structures de recherche du site universitaire de Bordeaux et de leurs établissements de rattachement ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

La charte d'engagement « Labos en transitions » des structures de recherche du site universitaire de Bordeaux et de leurs établissements de rattachement, joint à la présente délibération, est adoptée par le Conseil d'administration.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Adoptée à la majorité des votes exprimés (32 votants)
Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 6

Le président du conseil d'administration,

Dean Lewis

Président de l'université de bordeaux



Insérer les logos des établissements partenaires

Charte d'engagement « Labos en transitions » des structures de recherche du site universitaire de Bordeaux et de leurs établissements de rattachement

Préambule

Relever les défis environnementaux et sociétaux et contribuer aux transitions

Face aux défis environnementaux et sociétaux contemporains et à l'urgence de transformation systémique qui doit être engagée pour y répondre, le monde académique a une responsabilité particulière : promouvoir une recherche responsable, consciente des enjeux environnementaux et respectueuse des personnes qui la produisent, qui contribue aux transitions et permette de comprendre et d'orienter les transformations sociétales en cours et à venir.

Dans les structures de recherche comme ailleurs, les enjeux de transition environnementale ne sont pas séparables des enjeux de transition sociétale, ainsi que l'illustrent les Objectifs de Développement Durable (ODD) de l'ONU et les préconisations du GIEC. La science ne pourra être vectrice de solutions à la crise écologique qu'en interrogeant également leur appropriation sociale, qui associe le plus souvent les questions d'efficacité aux enjeux de justice sociale et environnementale. Au sein des structures de recherche, cette articulation passe par une attention portée aux biais socio-culturels qui réduiraient la diversité des trajectoires, des approches et des points de vue, ainsi qu'à une qualité de vie au travail qui favorise l'inclusion collaborative et la créativité scientifique, dans le respect de la liberté académique ; elle doit également permettre d'assurer que la réduction de l'impact environnemental, nécessaire pour garantir sur le long terme la qualité de vie au sein des structures et la continuité même des activités de recherche, ne se fasse pas au détriment des plus vulnérables.

La charte : un engagement collectif à l'échelle du site pour améliorer les trajectoires

Venant en complément des dispositions règlementaires relatives aux politiques publiques de transition écologique et sociétale[1] et des politiques de transition de chaque établissement de tutelle[2], la charte « Labos en transitions » a vocation à favoriser et soutenir les initiatives des structures de recherche[3] du site pour l'amélioration de leur trajectoire.

C'est pour mutualiser ces dynamiques et l'accompagnement des structures de recherche sur le site de Bordeaux que les établissements de rattachement proposent un dispositif commun d'appui aux politiques de transition : la charte « Labos en transitions ».

Cette charte ne se substitue pas aux dispositifs réglementaires nationaux et de chaque établissement, elle est le signe d'un engagement réciproque et d'une orientation commune :

- en la signant, les structures de recherche s'engagent à s'engager, c'est-à-dire à partager avec les autres structures signataires et leurs établissements de rattachement les diagnostics de points critiques et un plan d'action leur permettant, lorsque c'est possible à leur échelle, d'agir sur leurs trajectoires environnementales et sociétales.

- de leur côté, les établissements, via la collaboration de leurs services et référents transitions, développement durable ou RSE, s'engagent à accompagner les structures dans le plan d'action qu'elles auront élaboré, notamment par la mise à disposition d'indicateurs, de données, de ressources, de bonnes pratiques, de conseils, d'aide aux diagnostics.

La charte porte sur l'appropriation des enjeux de transition par les communautés. Elle manifeste la volonté collective, à l'échelle de la structure et du site, de déployer des actions permettant d'améliorer ses trajectoires sur les plans sociétaux et environnementaux, en développant une réflexion sur l'impact des pratiques de recherche et sur les contributions de la recherche aux défis des transitions.

Engagements sociétaux

Avec les autres structures signataires, et avec l'appui des établissements de rattachement, la structure s'engage à

Garantir l'égalité de traitement et de chances et promouvoir l'ouverture à la diversité

Entretenir et valoriser la diversité dans sa communauté scientifique et professionnelle, qui constitue une richesse, à la fois pour l'environnement de travail et pour le développement de la science et de l'excellence scientifique.

[1] Tels que la loi de transformation de la fonction publique, le plan d'égalité de genre dans la recherche de l'Union européenne, la loi pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, le plan climat-biodiversité du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, les attendus développement durable du HCERES, la circulaire des services publics écoresponsables, le plan national pour des achats durables, la circulaire sobriété énergétique et exemplarité des administrations de l'Etat, y compris les objectifs de réductions d'émissions de CO_2 par secteur fixés par la stratégie nationale bas carbone (SNBC) de la France…

[2] Tels que les plans pour l'égalité professionnelle, les dispositifs de signalement et de veille contre les actes de violence, de discrimination, de harcèlement moral et sexuel et d'agissements sexistes, les conventions avec le fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP), les plans d'accessibilité numérique et bâtimentaire, les dispositifs de déprécarisation, les feuilles de route ou plan de transition, les plans de sobriété énergétique et numérique, les objectifs de rénovation énergétique des bâtiments et d'optimisation des installations techniques, le développement du photovoltaïque, les politiques voyage, les plans de mobilité…

[3] Les initiatives des communautés sont d'ores et déjà multiples et à différentes échelles, locale ou nationale (par exemple, les contributions actives au GDR Labo1point5).

Demander dans toute situation d'évaluation scientifique ou professionnelle : la diffusion de recommandations afin d'éviter biais et discriminations ; la constitution de comités aux profils variés ; l'utilisation de critères transparents et objectifs ; la prévention des situations de conflit d'intérêt, qu'elles soient d'ordre relationnel, collaboratif ou hiérarchique.

Appeler à la vigilance, dans les pratiques et la communication, afin d'entretenir et de valoriser la diversité présente au sein de l'équipe, et encourager ses membres à faire de même.

Veiller au partage de la bonne information dans le déroulé des carrières, notamment en informant et en prévenant les mécanismes de « plafond de verre » qui produisent les inégalités dans les carrières et l'accès aux postes à responsabilité.

Promouvoir le respect des personnes et du travail

Garantir un climat de confiance et de respect, où toute personne est bienvenue et encouragée à s'exprimer et où le travail de chacun et chacune est pris en compte, avec une attention particulière aux pressions qui peuvent être exercées à l'encontre des doctorantes et doctorants, des stagiaires ou des personnels de soutien à la recherche.

Assurer un accompagnement adapté aux personnes en situation de handicap, en tenant compte de la particularité de chaque situation ; être vigilant quant à l'accessibilité numérique des ressources mises en ligne par la structure.

Garantir la protection contre toute forme de violence

Prévenir, par la sensibilisation, contre tout acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral ou sexuel, d'agissement sexiste ou homophobe et les combattre fermement. Refuser en particulier dans les relations interpersonnelles au sein de la structure : la diffusion de propos, d'images ou de vidéos à caractère raciste, antisémite, sexuel, discriminatoire ou violent ; les propos déplacés sur l'habillement ; les questionnements portant sur l'intimité, l'orientation et les pratiques sexuelles ; les contacts physiques non sollicités ; les attentions non réciproques, ou les sollicitations non désirées, à caractère sexuel ou affectif, ainsi que des demandes de sorties insistantes malgré le refus. S'appuyer sur les dispositifs de veille et signalement mis en place par les établissements de rattachement.

Promouvoir la qualité de vie et la santé au travail

Veiller à ce que les choix structurants de la structure intègrent les enjeux en matière de qualité de vie et de santé au travail, physique comme psychique ; Consulter, autant que possible, les personnes concernées sur leurs situations de travail, du point de vue des espaces, des outils y compris numériques et des organisations du travail. Une attention particulière sera accordée à l'accueil des nouveaux personnels et doctorantes et doctorants.

Contribuer à améliorer la trajectoire sociétale du site

Les indicateurs relatifs aux trajectoires sociétales, déjà suivies par les établissements de rattachement, seront consolidés à l'échelle du site.

Les structures de recherche qui le souhaitent se verront fournir par les établissements des indicateurs leur permettant d'établir un diagnostic de base afin d'orienter leurs plans d'action.

Les indicateurs ci-dessous sont donnés à titre d'exemple comme éléments de diagnostic :

- Répartition sexuée : MC, PU et HDR / CR et DR / doctorantes et doctorants / chercheurs contractuels / ASI, IGE et IGR / Catégories A, B et C BIATSS et ITA / Responsabilités scientifiques (direction équipe, axe de laboratoire…)
- Handicap : répartition des agents BOE par corps
- Précarité/QVT : Répartition des agents par statut et type de contrat (titulaires/CDD/CDI) / Proportion de doctorantes et doctorants en contrat doctoral / Ratio effectif BIATSS et ITA permanents BAP J sur effectif de la structure

Engagements environnementaux

Avec les autres structures signataires, et avec l'appui des établissements de rattachement, la structure s'engage à

Faire preuve de sobriété afin de réduire les consommations énergétiques directes et indirectes

En lien avec les services gestionnaires des bâtiments, proscrire les équipements de chauffage et climatisation individuels installés sans autorisation préalable ; réduire les températures de consigne de chauffage des bureaux et limiter autant que possible les températures de refroidissement des équipements scientifiques (congélateurs) ; optimiser et mutualiser l'utilisation des équipements fortement consommateurs ; optimiser l'allumage/veille/extinction des équipements, en lien avec les enjeux de prévention et sécurité ; maximiser le recours à l'hébergement informatique centralisé.

Réduire l'empreinte liée aux missions en favorisant le train plutôt que l'avion ou la voiture, en incitant à l'autopartage pour les déplacements professionnels groupés sur des courtes et moyennes distances, en favorisant le regroupement des missions et en interrogeant leur plus-value, en promouvant les audio ou visioconférences dès que le déplacement peut être évité.

Maîtriser l'impact des achats et nouvelles acquisitions : remplacer les équipements anciens et/ou surconsommateurs par des solutions plus sobres ; mutualiser dès que possible et limiter l'achat de nouveaux équipements ; allonger le cycle de vie des équipements via la souscription de garanties longues à l'achat ; veiller à proposer une offre végétarienne dans les commandes traiteur ; limiter l'achat de goodies et ne retenir que ceux qui sont cohérents avec les objectifs de cette charte ; de manière générale, faire preuve de sobriété dans la gestion des achats.

Réduire les déchets, recycler et préserver les ressources naturelles

Promouvoir une gestion écoresponsable des consommables de laboratoire en limitant la consommation de papier, le recours aux plastiques à usage unique, l'achat de solvants et en favorisant la mutualisation et le recyclage dès que possible.

Réduire la consommation d'eau et assurer le cas échéant la qualité des eaux usées grâce à une gestion adaptée des effluents liquides, en lien avec les enjeux de prévention et sécurité.

Contribuer à améliorer la trajectoire environnementale du site

Les indicateurs relatifs aux trajectoires sociétales, déjà suivies par les établissements de rattachement, seront consolidés à l'échelle du site.

Les structures de recherche qui le souhaitent se verront fournir par les établissements des indicateurs leur permettant d'établir un diagnostic de base afin d'orienter leurs plans d'action.

Les indicateurs ci-dessous sont donnés à titre d'exemple pour permettre d'évaluer et de suivre l'empreinte carbone de la structure :

- Empreinte carbone des bâtiments
- Empreinte carbone des déplacements
- Empreinte carbone du matériel informatique
- Empreinte carbone autres achats

Les données fournies par les services des établissements ou via des extractions (consommations énergétiques, missions, achats) pourront être complétées par les structures sur d'autres postes (déplacements domicile-travail), avec le soutien des services d'accompagnement et des outils mis à disposition par le GDR Labos 1point5 (CNRS, INRAE, ADEME, INRIA).

Organisation et pilotage

Avec les autres structures signataires, et avec l'appui des établissements de rattachement, la structure s'engage à

Elaborer et piloter des plans d'action relativement aux engagements ci-dessus

Se doter d'objectifs précis sur les différents enjeux et relativement aux indicateurs suivis et de plans d'action dans le temps pour les atteindre :

> µ À µ o • ‰] ( ]] š • š] À] š • Œ Z Œ Z š o [š š • o]
> structure U o • } i š] (• š o • ‰ o v • [š] } v • Œ } v [illegible] ‰] ( ] ‹ µ • Z µ v
> tiendront compte • • ‰ Œ š] µ o Œ] š • v u š] Œ [‹ µ] ‰ u v š š [} i š
> ‹ µ • š] } v • š Œ v •] š] } v i v P P • [illegible] • u Œ P • [u o] } Œ š]

Insérer, si possible, la structure de recherche dans le réseau des laboratoires en transition du GDR Labos 1point5 (CNRS, INRAE, ADEME, INRIA).

Participer au réseau des référents transitions / DD / RSE

Participer et échanger au sein de la communauté des référentes et référents des établissements, via la nomination d'un ou plusieurs référents au sein de la structure.

Inviter au sein du conseil de la structure la référente ou le référent transition ou développement durable de la structure.

Communiquer, animer et sensibiliser la communauté de recherche de la structure, en s'appuyant sur les ressources mises à disposition par les services d'accompagnement aux transitions / DD / RSE des établissements.

Traduire la réflexion autour des enjeux environnementaux et sociétaux dans la vision et les projets de recherche de la structure

S'engager dans une réflexion sur la contribution des recherches de la structure aux enjeux environnementaux et sociétaux de transition, dans leurs dimensions inter et transdisciplinaires, avec le soutien méthodologique et d'animation des services d'accompagnement aux transitions dans la recherche.

Etablissements du site universitaire de Bordeaux

Structures de recherche signataires

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 11 juillet 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DE LA POLITIQUE DE VOYAGE DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L. 723-1 ;

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L712-3 ;

Vu le code de la commande publique ;

Vu le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'état, modifié ;

Vu l'arrêté du 30 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2013 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 et portant politique des voyages des personnels civils des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Considérant la recherche d'un équilibre entre la réduction de l'impact environnemental de l'établissement, de la qualité de vie au travail des personnels et de la maîtrise des dépenses de l'établissement,

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

La politique de voyage de l'université de Bordeaux, jointe à la présente délibération, est adoptée.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux figurant à l'annexe 4 des statuts de l'établissement.

Adoptée à la majorité des votes exprimés (31 votants)
Pour : 31
Contre : 0
Abstention : 0

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université

université de BORDEAUX

Politique voyage

SOMMAIRE

PREAMBULE **3**

Cadre réglementaire **4**

LA POLITIQUE VOYAGE DE L'ETABLISSEMENT **5**

I - Préalables **5**

II - Principes généraux **5**

III - Transport **7**

IV - Hébergement **8**

PREAMBULE

La présente politique voyage a pour objet de présenter les règles établissement de l'université de Bordeaux liées aux modalités de déplacements et d'hébergement. Ces règles sont régies par 3 lignes directrices :

- La réduction de l'impact environnemental de l'établissement
- La qualité de vie au travail des personnels
- La maîtrise des dépenses de l'établissement

Au-delà des modalités « réglementaires » de la politique voyage, il est demandé à tout personnel de l'université de Bordeaux une réflexion quant à la nécessité du déplacement, au regard du développement des possibilités de visioconférence (en particulier pour les déplacements courts et lointains), puis une réflexion quant à l'impact environnemental du déplacement s'il s'avère indispensable (nombre de personnes effectuant le déplacement, mode de transport utilisé, etc.).

Au regard des efforts demandés quant au mode de transport retenu, et dans la perspective de conserver une bonne qualité de vie au travail, la catégorie de voyage et le montant des plafonds d'hébergement ont été revus.

Enfin, la maîtrise des dépenses de l'établissement doit rester une ligne directrice forte de notre politique voyage : l'anticipation de la réservation et la recherche du meilleur rapport qualité prix doivent donc être absolument conservées.

En lien avec la politique achat de l'établissement, définie dans le guide de l'achat, la politique voyage s'inscrit dans le cadre réglementaire en vigueur et concerne les prestations couvertes par le marché de l'université relatif à l'achat de prestations de voyages :

- Les déplacements nécessitant l'achat de titre de transport ferroviaire et aérien et les abonnements associés,
- La location de véhicules particuliers de courte durée,
- L'hébergement.

Les principes ainsi posés s'appliquent à tous les voyages pris en charge par l'université et constituent les axes de mise en œuvre du marché de l'université relatif à l'achat de prestations de voyages : la présente politique voyage est communiquée à l'agence de voyage titulaire du marché et paramétrée dans l'outil de commande en ligne mis à disposition de l'université, afin de permettre l'exécution du marché selon les axes définis.

Le directeur général des services et les directeurs généraux des services adjoints pour l'administration centrale, ainsi que les directeurs des structures organisatrices de voyages, hors administration centrale, ont un rôle déterminant dans le respect de cette politique voyage et pour toute décision de dérogation.

Cadre législatif et réglementaire

- Code général de la fonction publique et notamment article L. 723-1 ;
- Code de l'éducation et notamment article L. 712-3 ;
- Code de la commande publique ;
- Décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat, modifié ;
- Arrêté du 30 décembre 2020 modifiant l'arrêté du 20 décembre 2013 pris pour l'application du décret n° 2006-781 du 3 juillet 2006 et portant politique des voyages des personnels civils des ministères chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche ;
- Statuts de l'université de Bordeaux ;

LA POLITIQUE VOYAGE DE L'ETABLISSEMENT

I - Préalables

La politique voyage de l'établissement fixe deux préalables à l'organisation du déplacement : juger de l'opportunité du voyage et recourir systématiquement au marché existant pour toutes les prestations comprises dans son périmètre.

1) Privilégier les solutions alternatives au déplacement

Chaque personnel et chaque structure doivent avant tout réfléchir à la pertinence du déplacement et à la possibilité de solutions alternatives de type visioconférence.

2) Recourir au marché

Le recours à l'agence de voyage, titulaire du marché relatif à l'achat de prestations de voyage, est obligatoire :

- pour l'achat de **titres de transport aérien et ferroviaire** et les abonnements associés,
- pour la **location de véhicules** particuliers de courte durée,
- pour **l'hébergement**, hors organisation de congrès, colloques et séminaires, à l'occasion desquels des actes d'achats spécifiques pourraient être conclus afin d'obtenir des prix plus attractifs.

Il donne lieu à l'achat de prestations qui dispense le voyageur de procéder à l'avance de ces frais, qui sont donc exclus de l'éventuel dossier d'indemnisation lié à son déplacement.

II - Principes généraux

1) Anticiper la préparation du voyage

L'anticipation est un levier essentiel de maîtrise des coûts.

Toute réservation de titres de transport (ferroviaire et aérien, en particulier pour les vols long courrier) et d'hébergement doit être anticipée d'au moins trois semaines, sauf urgence dûment justifiée.

Ce délai d'anticipation est rappelé sur le site de commande en ligne de l'agence de voyage titulaire du marché.

2) Optimiser l'achat des titres de transport ferroviaire par l'utilisation d'abonnements et de cartes de fidélité et de réduction

- Cartes d'abonnement :

Une carte d'abonnement est une carte nominative et non cessible acquise pour un agent auprès d'une compagnie de transport, qui offre à son titulaire des tarifs spécifiques. Elle peut être souscrite pour une destination précise, pour toutes destinations ou pour une zone géographique donnée. Elle a une durée de validité déterminée.

Un abonnement peut être pris en charge par l'université dès lors que le nombre de voyages à réaliser pour le compte de l'établissement permet d'en amortir le coût (le calcul de son amortissement doit donc être apprécié au plus tôt). Il peut par ailleurs être utilisé par son titulaire pour ses voyages personnels ou autres.

Tout voyageur titulaire d'un abonnement est tenu d'en faire état lors de l'organisation de son déplacement : une carte d'abonnement prise à titre personnel est ainsi susceptible d'être utilisée pour les voyages réalisés pour le compte de l'université.

Tout voyageur se déplaçant fréquemment en train doit être doté d'une Carte Liberté, selon le cas, sur une ligne spécifique ou sur la France entière, dès lors que son coût peut être amorti : ces abonnements permettent de bénéficier d'une réduction jusqu'à 60% sur le prix des titres de transport.

- Cartes de fidélité

Une carte de fidélité est une carte délivrée par une compagnie de transport en vue de fidéliser son titulaire.

Tout voyageur se déplaçant en train plusieurs fois dans l'année, peut rejoindre le programme de fidélité Grand Voyageur, qui offre notamment des réductions en fonction du nombre de voyages effectués. Cette carte, délivrée à titre personnel, contient les titres de transports acquis pour le voyageur sous la forme de e-billets, et simplifie les démarches (pas d'impression, de retrait ni de validation du billet).

- Cartes de réduction

Une carte de réduction est une carte nominative et non cessible acquise pour un agent selon sa situation personnelle (Carte Avantage Jeune, Carte Avantage Adulte, Carte Avantage Senior, carte Familles nombreuses…) et qui permet de bénéficier de réductions variables sur le prix des titres de transport.

Tout voyageur titulaire d'une carte de réduction est invité à en faire état lors de l'organisation de son déplacement.

3) Optimiser les frais de gestion appliqués par l'agence de voyage par la commande en ligne

Les prestations d'achat de titres de transport (train, avion, véhicule) et d'hébergement peuvent être commandées selon deux modalités :
- hors ligne (off line), par un mail envoyé à l'agence de voyage titulaire du marché,
- en ligne (on line) via l'outil de réservation en ligne de l'agence titulaire du marché.

Le mode de réservation en ligne, qui permet une dématérialisation des flux et une optimisation des coûts :

- **doit obligatoirement être utilisé pour :**
  - les trajets simples nationaux en train,
  - les trajets simples nationaux et internationaux aérien,
  - la location de véhicules de courte durée.

La réservation hors ligne ne doit être pratiquée qu'à titre exceptionnel dans le cas de voyages complexes, c'est-à-dire comprenant plus de deux destinations avec séjours intermédiaires et retour au point de départ dans la même mission.

- **est conseillée pour l'hébergement national et international.**

III - Transport

Dans le cadre d'une volonté d'établissement de réduire son empreinte carbone globale, et notamment celle liée aux déplacements professionnels, **le train doit être le mode de transport utilisé pour tout trajet réalisable en 6 heures[1] ou moins**. Il est entendu par la notion de « trajet » un aller simple, soit de la gare de départ à la gare finale d'arrivée (correspondances comprises). Exemple : Bordeaux-Strasbourg est un « trajet » de 4h52 en train, comprenant 1 heure de correspondance à Paris O H W U D M H W G R L W G R Q F V ¶ H I I H F W X H U H Q W U D L Q

Dans le même temps, et dans un souci d'amélioration des conditions de voyage, les trajets par voie ferrée de plus de 4 heures (aller) pourront désormais s'effectuer en 1ère classe, après accord de la direction organisatrice du voyage.

1) Train

a) Choix de la classe

Les réservations sont exclusivement établies en 2nde classe, sauf dans les cas suivants :

- Tarif de 1ère classe moins onéreux,
- Saturation de l'offre en 2nde classe ET caractère imprévisible du déplacement,
- Trajet aller de plus de 4 heures,
- A titre exceptionnel : contraintes physiques du voyageur.

Les réservations en 1ère classe sont possibles :

- si la durée du trajet aller est supérieure à 4 heures
- sur autorisation du responsable de la structure organisatrice du voyage, dans le cas des déplacements de personnalités extérieures.

b) Utilisation de billets à contraintes

Il existe plusieurs types de titres de transport dont le prix varie selon le niveau de flexibilité offert :

Billets à contrainte

- les billets non flexibles, qui ne sont ni échangeables ni remboursables (billets Prem's notamment),
- les billets à flexibilité limitée de la gamme Loisirs, qui permettent l'échange et le remboursement avec frais, uniquement avant le départ du train.

Billets flexibles

- les billets flexibles de la gamme Entreprises (par exemple : tarifs TGV PRO ou Liberté), qui permettent l'échange et le remboursement des titres non utilisés.

L'utilisation de billets à contraintes doit être développée. Elle peut être combinée à l'utilisation d'un billet flexible, voire assortie d'une assurance annulation.

2) Avion

Dans la mesure où la durée aller du trajet prévu est supérieure à 6 heures en train, l'usager peut faire le choix, s'il le souhaite[2], de voyager en avion selon les principes de réservation suivants :

- **Les réservations de billets d'avion sont systématiquement établies en classe économique ou équivalente**. L'utilisation de la classe immédiatement supérieure peut être

[1] A terme, et conformément aux recommandations de O ¶ D O O L D Q F H (1 / , * + 7 O ¶ X Q L Y H U V L W p G H % K H X U H V S R X U V \ V W p P D W L V H U O ¶ X W L O L V D W L R Q G X W U D L Q Durée du trajet et impact carbone vol-train-TGV

[2] Les contraintes de W H P S V G ¶ D W W H Q W H Q Z H Liées aux interconnexions et aux trajets aéroport-centre-ville peuvent justifier le V R X K D L W D E O H ¶ H S U p I p U H U O H W U D L j O ¶ D Y L R Q H W F H T X H O T X H V R

autorisée si une des conditions suivantes est réalisée :

- le trajet (aller ou retour) a une durée supérieure à 7 heures dans le cadre d'une mission d'une durée inférieure ou égale à une semaine (délais de vol compris) ;
- le vol en classe immédiatement supérieure est moins cher que la classe économique ;
- il n'y a plus de place disponible en classe économique dans les délais impartis par la mission ;
- un problème de santé de l'agent le rend nécessaire.

– **Les offres à bas prix dites « low cost » doivent être privilégiées dès lors que leur coût complet est moins onéreux**. Une attention particulière est à porter sur les vols surtaxés (week-ends), les options automatiques, les taxes et frais de gestion, suppléments pour bagages en soute…, souvent non inclus aux prix d'appel. La recherche de la solution la moins onéreuse pour un aller-retour peut conduire à l'achat de billets à deux compagnies différentes.

– **Si les offres à bas prix ne peuvent être retenues, il convient de privilégier les compagnies avec lesquels l'université a négocié des accords sur des trajets spécifiques**.

3) Location de véhicule de courte durée

Il est demandé d'étudier les alternatives à la location de voitures individuelles pour les déplacements sur place (transports en commun notamment).

Dans le cas d'une location de véhicule, une attention particulière doit être portée au respect des conditions générales du loueur, en particulier liées au périmètre couvert par les assurances et aux frais complémentaires constatés à la restitution du véhicule : une utilisation inadéquate du véhicule peut entrainer d'importants surcoûts.

IV - Hébergement

Les dépenses d'hébergement des personnels de l'Université et des personnes qui interviennent pour son compte sont limitées aux montants fixés par délibération du conseil d'administration, sauf dérogation accordée. Ces per diem comprennent la nuitée et le petit déjeuner.

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 11 juillet 2023

DÉLIBÉRATION RELATIVE A L'APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS DE L'UNIVERSITÉ ET DE SES FILIALES POUR L'EXERCICE 2022

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 712-3, L. 719-5 et R. 719-100 à R.719-104 ;

Vu le décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, et notamment les articles 202 et 2010 à 2014 ;

Vu la Circulaire DF-2B2O-21-3231 (NOR CCPB2113714C) relative à la gestion budgétaire et comptable publique des organismes et des opérateurs de l'État pour 2022 ;

Vu les statuts de l'Université de Bordeaux ;

Vu le rapport du commissaire aux comptes.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1

Les comptes consolidés de l'université et de ses filiales pour l'exercice 2022, annexés à la présente délibération, sont adoptés.

Article 2

Le conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- **36 299 924 € de variation de trésorerie**
- **13 318 033 € de résultat patrimonial**
- **14 150 663 € de capacité d'autofinancement**
- **97 196 340 € de fonds de roulement**

Article 3

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

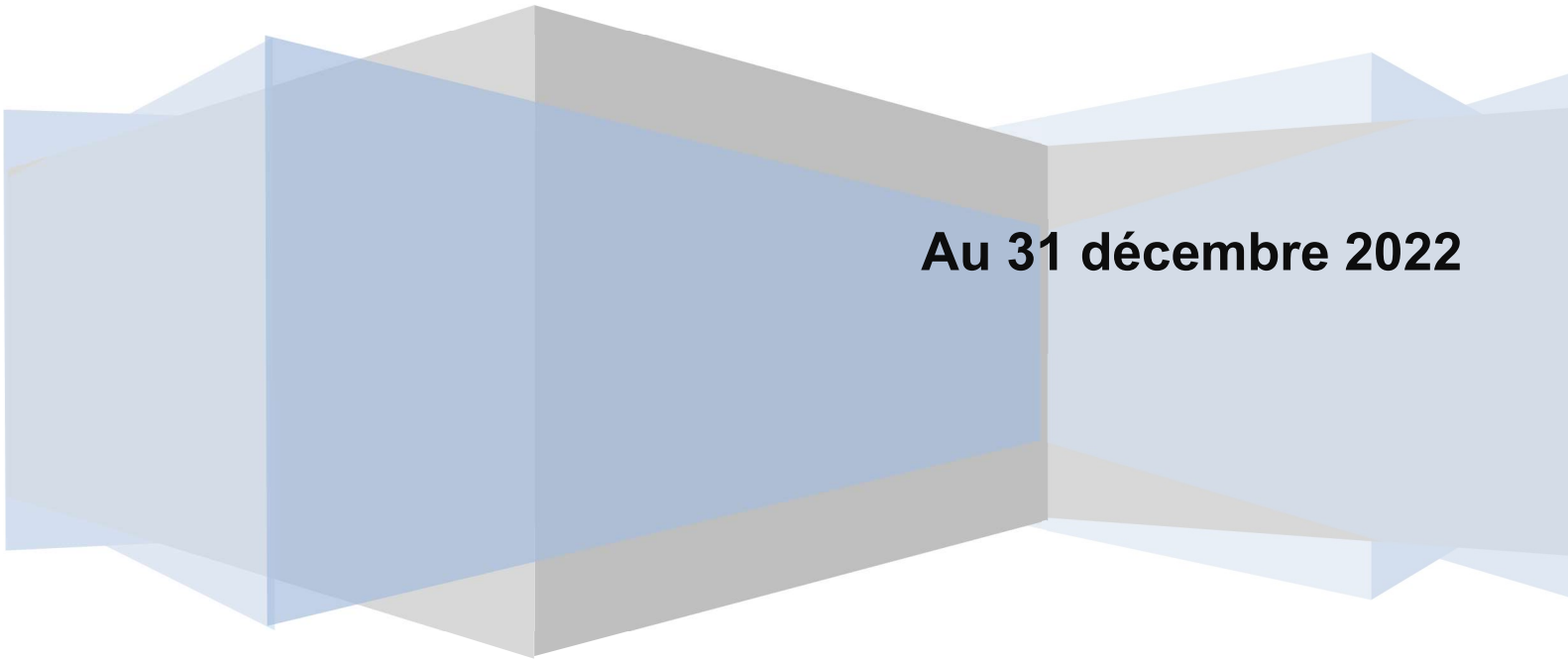
Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (32 votants)
Pour : 32
Contre : 0
Abstention : 0

Green Park III 298 allée du lac
31670 LABEGE
France
Tél : +33 (0)5 61 12 52 20
www.mazars.fr

COMPTES CONSOLIDES Du Groupe De l'Université de Bordeaux



Au 31 décembre 2022

MAZARS
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
SAS au capital de : 2 400 000 euros - RCS : Toulouse 780 138 715 - SIRET : 780 138 715 00096 - APE : 6920Z
Siege social : GREEN PARK III, 298 ALLEE DU LAC 31670 LABEGE - N° de TVA intracom : FR 60 780 138 715

BILAN

Libellé	Notes	Valeurs brutes	Amortissements	Dépréciations	Clôture	Ouverture
Immobilisations incorporelles		**4 379 934**	**(3 133 858)**		**1 246 076**	**1 068 831**
Dont Ecarts d'acquisition						
Immobilisations corporelles		**1 289 246 838**	**(627 934 575)**	(3 479 850)	**657 832 413**	**608 254 115**
Immobilisations financières		**1 177 387 142**		**(593 780)**	**1 176 793 362**	**1 176 849 087**
Titres mis en équivalence		**(669 725)**			**(669 725)**	**(2 358 241)**
Actif immobilisé	**3.1**	**2 470 344 188**	**(631 068 433)**	**(4 073 630)**	**1 835 202 125**	**1 783 813 791**
Stocks et en-cours						**(0)**
Clients et comptes rattachés		**49 355 594**		**(682 710)**	**48 672 884**	**44 268 114**
Autres créances et comptes de régularisation		**255 226 592**			**255 226 592**	**230 372 530**
Dont Impôts différés Actif						
Valeurs mobilières de placement		**26 222 420**		**(205 639)**	**26 016 781**	**15 614 448**
Disponibilités		**237 645 720**			**237 645 720**	**211 748 129**
Actif circulant	**3.2**	**568 450 326**		**(888 349)**	**567 561 976**	**502 003 221**
Total Actif		**3 038 794 514**	**(631 068 433)**	**(4 961 979)**	**2 402 764 101**	**2 285 817 012**
Contrôle						
Capital						
Primes liées au capital						
Ecart de réévaluation						
Réserves					**113 708 596**	**103 660 489**
Résultat net (Part du groupe)					**13 318 033**	**5 415 744**
Capitaux propres (Part du groupe)	**3.3**				**127 026 629**	**109 076 233**
Intérêts minoritaires					**2 440 755**	**2 467 915**
Autres fonds propres					**479 278 246**	**450 771 241**
Total des capitaux propres					**608 745 630**	**562 315 389**
Ecart d'acquisition passif						
Provisions pour risques et charges					**2 315 432**	**2 878 482**
Provisions	**3.4**				**2 315 432**	**2 878 482**
Dettes financières					**1 321 337 403**	**1 290 292 878**
Fournisseurs et comptes rattachés					**9 884 813**	**8 267 564**
Autres dettes et comptes de régularisation					**460 480 824**	**422 062 698**
Dont Impôts différés Passif						
Dettes	**3.6**				**1 791 703 039**	**1 720 623 141**
Compte de liaison Titres - Ecart d'acquisition						
Total Passif					**2 402 764 101**	**2 285 817 012**

mazars

COMPTE DE RESULTAT

Compte de résultat	Notes	2022	2021
Chiffre d'affaires		**84 362 574**	**67 124 111**
Autres produits d'exploitation		**461 595 757**	**446 285 436**
Produits d'exploitation	**3.9.1**	**545 958 331**	**513 409 547**
Achats consommés		**(28 873 111)**	**(26 614 600)**
Charges externes		**(87 096 053)**	**(80 436 471)**
Impôts et taxes		**(6 043 999)**	**(5 643 475)**
Charges de personnel	**3.9.2**	**(395 828 324)**	**(380 324 954)**
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	**3.9.4**	**(42 230 845)**	**(50 690 191)**
Charges d'exploitation		**(560 072 332)**	**(543 709 690)**
Compte d'ajustement (Intra-groupe Résultat d'exploitation)			
Compte de liaison (Intra-groupe Résultat d'exploitation)			
Résultat d'exploitation avant dotations aux amort. et dép. EA		**(14 114 001)**	**(30 300 143)**
Dotations aux amort. et dépréciations des écarts d'acquistion			
Résultat d'exploitation après dotations aux amort. et dép. EA		**(14 114 001)**	**(30 300 143)**
Produits financiers		**436 397**	**594 098**
Charges financières		**(3 372 139)**	**(2 484 531)**
Compte d'ajustement (Intra-groupe Résultat financier)			
Compte de liaison (Intra-groupe Résultat financier)			
Résultat financier	**3.9.5**	**(2 935 742)**	**(1 890 433)**
Opérations en commun			
Produits exceptionnels		**31 254 636**	**38 424 616**
Charges exceptionnelles		**(26 537)**	**(15)**
Résultat exceptionnel	**3.9.6**	**31 228 099**	**38 424 601**
Impôts sur les résultats	**3.5**		**(1 013)**
Résultat net des entreprises intégrées		**14 178 356**	**6 233 012**
Résultat net des activités abandonnées			
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence		(887 484)	(745 966)
Résultat net de l'ensemble consolidé		**13 290 872**	**5 487 046**
Intérêts minoritaires		(27 160)	71 302
Résultat net (part du groupe)		**13 318 033**	**5 415 744**

mazars

TABLEAU DE FLUX

Libellé	2022.12	2021.12
Résultat net total des entités consolidées	**13 290 872**	**5 487 046**
Dotations / Reprises aux amortissements,prov. et dépréciations	39 730 730	47 162 298
Variation de l'impôt différé		
Eléments calculés ou gains/pertes liés aux var. de juste valeur		
Élimination des plus ou moins values de cessions d'actifs	1 360	
Élimination de la quote-part de résultat des sociétés MEE	887 484	745 966
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie	(31 254 636)	(38 419 222)
Marge brute d'autofinancement	**22 655 810**	**14 976 088**
Dividendes reçus des mises en équivalence		
Variation du BFR lié à l'activité (provisions incluses)	15 688 617	30 519 948
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'EXPLOITATION (I)	**38 344 427**	**45 496 036**
Acquisitions d'immobilisations	(96 849 310)	(61 455 669)
Cessions d'immobilisations		
Réduction des autres immobilisations financières	5 725	
Incidence des variations de périmètre		
Variation nette des placements à court terme	(10 400 000)	(955 623)
Opérations internes Haut de Bilan		
FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'INVESTISSEMENT (II)	**(107 243 584)**	**(62 411 292)**
Émissions d'emprunts	36 973 977	24 582 360
Remboursements d'emprunts	(5 929 453)	(4 392 036)
Variation des subventions d'investissements	63 752 225	26 532 684
Dividendes versés des filiales		
Dividendes reçus/versés de la société mère		
Augmentations / réductions de capital		
Actionnaires : capital appelé non versé		
Cessions (acq.) nettes d'actions propres		
Variation nette des concours bancaires		
FLUX NET DE TRESO. GENERE PAR LES OPERATIONS DE FINANCEMENT(III)	**94 796 750**	**46 723 008**
Variation de change sur la trésorerie (IV)		
Variation de change sur autres postes du bilan		
INCIDENCE DES VARIATIONS DE CHANGE		
VARIATION DE FLUX TRÉSORERIE (I + II + III + IV)	**25 897 592**	**29 807 752**
Trésorerie : ouverture	211 748 129	181 940 376
Trésorerie : ouverture	**211 748 129**	**181 940 376**
Trésorerie : cor. à-nouv. / reclass./ Chg méthode/ Juste valeur		
Trésorerie : clôture	**237 645 720**	**211 748 129**

ANNEXES

Au 31 décembre 2022

SOMMAIRE

1 EVENEMENTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE 8

2 REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'EVALUATION 9

2.1 REFERENTIEL COMPTABLE 9

2.2 MODALITES DE CONSOLIDATION 9

2.2.1 METHODE DE CONSOLIDATION 9

2.2.2 ÉLIMINATION DES OPERATIONS ENTRE ENTITES DU GROUPE 10

2.3 METHODES ET REGLES D'EVALUATION 10

2.3.1 ECART D'ACQUISITION 10

2.3.2 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES 10

2.3.3 STOCKS 12

2.3.4 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES 12

2.3.5 TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE 12

2.3.6 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 12

2.3.7 IMPOTS SUR LES RESULTATS 13

2.3.8 BIENS UTILISES EN CREDIT-BAIL 13

2.3.9 DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHES 13

2.3.10 CHIFFRE D'AFFAIRES 13

2.3.11 SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT 13

2.4 PERIMETRE DE CONSOLIDATION 13

2.4.1 PERIMETRE DE CONSOLIDATION 13

2.4.2 SOCIETES NON CONSOLIDEES 14

3 VARIATIONS DES POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT 15

3.1 ACTIF IMMOBILISE 15

3.1.1 ECART D'ACQUISITION 15

3.1.2 VALEURS BRUTES 15

3.1.3 AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS 16

3.2 ACTIF CIRCULANT 16

3.2.1 STOCKS 16

3.2.2 CREANCES CLIENTS ET COMPTES RATTACHES 16

3.2.3 ECHEANCIER DES CREANCES 17

3.2.4 DISPONIBILITES 17

3.3 CAPITAUX PROPRES 18

3.3.1 VARIATION DES CAPITAUX PROPRES PART DU GROUPE ET DES INTERETS MINORITAIRES 18

3.4 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES 19

3.5 IMPOT SUR LES BENEFICES 19
3.6 DETTES FINANCIERES 19
3.6.1 VARIATIONS DES DETTES FINANCIERES 19
3.6.2 DETTES VENTILEES PAR TAUX ET PAR ECHEANCE 20
3.6.3 AUTRES DETTES 20
3.7 INSTRUMENTS FINANCIERS 20
3.8 ENGAGEMENTS HORS BILAN 20
3.9 COMPTE DE RESULTAT 21
3.9.1 CHIFFRES D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION 21
3.9.2 EFFECTIF MOYEN ET CHARGES DE PERSONNEL 21
3.9.3 FRAIS DE RECHERCHE ET DE DEVELOPPEMENT 22
3.9.4 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS, DEPRECIATIONS ET PROVISIONS 22
3.9.5 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS 22
3.9.6 PRODUITS ET CHARGES EXCEPTIONNELS 23
4 AUTRES INFORMATIONS 24
4.1 INFORMATIONS SECTORIELLES 24
4.2 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES 24
4.3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE 24

1 EVENEMENTS SURVENUS AU COURS DE L'EXERCICE

Cession du site Lamartine

Depuis 2021, l'Université de Bordeaux est propriétaire du patrimoine (foncier et bâti) qui lui a été affecté par l'État. Dans un souci de cohérence et d'utilisation plus rationnelle de l'espace, elle a décidé de se séparer du site de Lamartine. En conséquence, il a été réalisé par reprise des balances d'entrée la quote-part de trésorerie et les éléments bilanciels attachés aux transferts de compétences.

L'Université de Bordeaux a publié un appel à projet auprès d'opérateurs immobiliers en vue de céder l'emprise foncière du site de Lamartine correspondant à la parcelle AM 246, située au 40 rue Lamartine sur la commune de Talence. Au total, la surface de l'emprise projet représente 11 621m². Cet appel à projet avait pour objet de sélectionner un opérateur porteur d'un projet immobilier qualitatif d'un point de vue environnemental, architectural et urbain, conforme au Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) en vigueur et répondant aux orientations de l'université de Bordeaux.

Le projet mené par la société Immobilière Atlantic Aménagement (qui s'est substituée au groupe PICHET) a été retenu par le comité stratégique immobilier. Ce projet consiste en la réalisation de 50 maisons individuelles de type échoppe dont 30% feront l'objet de logement locatifs sociaux.

Après déclassement du domaine public de l'Université de Bordeaux, le site Lamartine a été vendu pour un montant de 8 205 000 euros hors taxe net vendeur.

Revalorisation du point d'indice sans compensation de la part de l'Etat sur l'exercice 2022

Gelé depuis 2017, le point d'indice, qui sert de référence au calcul des salaires dans la fonction publique, a été augmenté de 3,5%. Le nouveau taux est applicable dès le 1er juillet 2022 (Décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation). La valeur mensuelle du point d'indice est ainsi passée de 4,68603 euros à 4,85003 euros. Cette augmentation inédite vise à protéger l'ensemble des fonctionnaires face à l'inflation persistante.

N'ayant pas été prévue dans le budget Etat 2022, cette mesure entraine pour l'Université la prise en charge sur ses ressources propres de ces hausses de salaires sur la période de juillet à décembre 2022. Ce financement représente une charge financière lourde de 4,7M€.

Augmentation des fluides et soutien de l'Etat afin de faire face à la crise énergétique

Face à la flambée des coûts de l'énergie et à l'incertitude qui pèse sur les établissements, un « fonds de compensation du surcoût de l'énergie » a été mis en place. Ce dispositif de compensation financière conjoncturelle pour les opérateurs – universités, grandes écoles et organismes de recherche - a pour objectif de leur venir en aide afin de faire face à l'augmentation des coûts du gaz et de l'électricité. Dans cette période de contrainte budgétaire, ce soutien financier a ainsi pour objectif de limiter les surcoûts afin de ne pas pénaliser les conditions d'étude des étudiants, geler des postes ou bloquer les investissements prévus.

A ce titre, l'Université de Bordeaux a bénéficié d'une aide de l'Etat à hauteur de 3,3M€.

2 REFERENTIEL COMPTABLE, MODALITES DE CONSOLIDATION, METHODES ET REGLES D'EVALUATION

2.1 REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du groupe Université de Bordeaux, Établissement Public à caractère Scientifique Culturel et Professionnel (EPSCP), ont été établis selon les principes comptables repris dans l'instruction ministérielle M93 du 29 avril 2002, en conformité avec le PCG résultant du nouveau règlement ANC 2020-01 du 9 octobre 2020 et du référentiel comptable applicable à compter de 2017 en mode GBCP avec la nomenclature applicable M9 du 20 janvier 2017.

Les comptes consolidés du groupe sont établis suivant le nouveau règlement ANC 2020-01 publié au Journal Officiel du 31 décembre 2020, pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2021. Ce nouveau règlement supprime notamment la référence au principe de prédominance de la substance sur la forme et rend certaines méthodes comptables dorénavant obligatoires dans les comptes consolidés.

Le changement de règlementation a été sans incidence sur les comptes car le groupe appliquait les méthodes préférentielles préconisées.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, de la permanence des méthodes comptable d'un exercice à l'autre, de l'indépendance des exercices, de l'application des règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels, de l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité selon la méthode des coûts historiques et en présumant la continuité d'exploitation.

L'exercice comprend une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2022 au 31 décembre 2022. L'exercice précédent avait une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Tous les montants mentionnés dans cette annexe sont exprimés en euros (€).

2.2 MODALITES DE CONSOLIDATION

En application du § 2.1 de l'instruction n° 08-017-M9 du 3 avril 2008, l'Université est bien soumise à l'obligation d'établir des comptes consolidés, compte tenu du fait qu'elle détient des filiales.

2.2.1 Méthode de consolidation

L'entité mère est l'Université de Bordeaux qui est donc détenue par contrôle exclusif. L'entité ADERA Service est détenue par contrôle exclusif. L'entité SATT Aquitaine est détenue par influence notable.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe dispose, directement ou indirectement, du contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale. Il s'agit d'une intégration globale de fait présumé si la fraction des droits de vote est supérieure ou égale à 40%. Il s'agit d'une intégration globale de droit lorsque la fraction des droits de vote est supérieure à 50%.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, un contrôle conjoint sont consolidées par intégration proportionnelle ou intégration globale.

Les sociétés dans lesquelles le Groupe exerce, directement ou indirectement, une influence notable sont consolidées par mise en équivalence.

Les sociétés jugées non significatives sur les critères de chiffre d'affaires, de résultat net et de total du bilan, dont le développement prévisible est limité et dont l'activité n'est pas en synergie avec le Groupe ne sont pas consolidées.

Toutes les entités du Groupe clôturent leurs comptes sociaux au 31 décembre.

2.2.2 Élimination des opérations entre entités du groupe

Toutes les opérations réciproques entre les entités du Groupe sont éliminées.

2.3 METHODES ET REGLES D'EVALUATION

2.3.1 Ecart d'acquisition

Les écarts d'acquisition éventuellement dégagés lors de l'entrée dans le périmètre de consolidation d'une nouvelle filiale sont déterminés par différence entre :

- Le coût d'acquisition des titres comprenant le prix d'acquisition et les coûts directs imputables, nets d'impôts,
- Et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif du bilan et amortis sur une durée déterminée en fonction des caractéristiques liées à la société acquise et aux conditions de l'opération.

Les écarts d'acquisition sont amortis sur une durée de 10 ans.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif du bilan dans les provisions pour risques et rapportés aux résultats sur une période déterminée en fonction des objectifs fixés lors de l'acquisition.

Lorsque la prise de contrôle dégage un écart d'acquisition négatif, aucun écart d'évaluation positif n'est constaté.

Le groupe apprécie à la clôture s'il existe un indice montrant que l'écart d'acquisition a pu perdre notablement de sa valeur. Lorsqu'il existe un indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué sur la base d'hypothèses à moyen terme retenues par le groupe, principalement selon la méthode des flux de trésorerie futurs actualisés.

Le groupe n'a pas à comptabiliser d'écart d'acquisition en 2022.

2.3.2 Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. En outre, les règlements CRC n°2014-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif à la définition, l'évaluation et la comptabilisation des actifs, et relatif à l'amortissement et à la dépréciation des actifs sont appliqués pour les comptes consolidés du groupe.

Un test de dépréciation est effectué à la clôture de l'exercice afin de s'assurer de l'absence de perte valeur. La valeur recouvrable de ces actifs est comparée à leur valeur nette comptable. Lorsque la valeur recouvrable est inférieure à la valeur nette comptable, cette perte de valeur est comptabilisée en diminution des actifs concernés.

Immobilisations incorporelles

Les principales immobilisations incorporelles concernent :

- Logiciels Durée d'amortissement 1 à 3 ans
- Autres droits et valeurs Durée d'amortissement 1 à 10 ans

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens et après déduction des remises et escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à l'acquisition ou la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements sont calculés linéairement selon les durées d'utilisations estimées suivantes :

Terrain	Non amortissable
Agencements, aménagements des terrains	5 à 10 ans
Constructions	20 à 100 ans
Agencement des constructions	15 à 20 ans
Matériel et outillage industriel	3 à 10 ans
Agencements, aménagements et installations	3 à 25 ans
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau et informatique	1 à 10 ans
Mobilier	1 à 10 ans

Les constructions ayant des composants significatifs avec des durées de vie différentes de celle de la structure, ces composants ont fait l'objet d'une comptabilisation séparée.

Les durées d'utilisation sont révisées sur base régulière.

Immobilisations financières

Elles comprennent principalement des prêts, cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participation non consolidés. Une dépréciation est constituée si leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les titres de participation sont inscrits au bilan à leur coût d'acquisition. Cette valeur est comparée en fin de période à la valeur d'usage de ces mêmes titres après prise en compte de la quote-part de capitaux propres correspondant à la participation, des perspectives de rentabilité, de la position sur le marché et, le cas échéant, de leur valeur en bourse.

2.3.3 Stocks

Les stocks sont évalués suivant la méthode du « premier entré, premier sorti ». Pour des raisons pratiques, le dernier prix d'achat connu a été retenu sauf écart significatif. La valeur brute des stocks comprend le prix d'achat et les frais accessoires.

Une provision est constituée pour tenir compte de l'obsolescence et de l'état de chacune des marchandises en stocks.

Aucune des sociétés du groupe n'a de stocks significatifs à la clôture de l'exercice.

2.3.4 Créances clients et comptes rattachés

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

2.3.5 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie comprend les fonds de caisse et les dépôts bancaires à vue à l'exclusion des découverts qui sont présentés au passif du bilan.

Les équivalents de trésorerie sont constitués de placements liquides détenus dans le but de faire face à des engagements de trésorerie futurs.

Les valeurs mobilières de placements figurent au bilan pour leur prix d'acquisition ou leur valeur de marché, si celle-ci est inférieure.

2.3.6 Provisions pour risques et charges

La comptabilisation des provisions pour risques et charges est conforme au règlement CRC n°2014-03 du Comité de la Réglementation Comptable relatif aux passifs.

Une provision est comptabilisée dès lors que la survenance d'un passif est probable.

Provisions Indemnité de départ en Retraite

La provision correspond aux droits acquis par l'ensemble du personnel salarié selon la convention collective en vigueur. Elle fait l'objet d'une évaluation prospective sur la base des salaires de fin de carrière, par catégorie et classe d'âge du personnel, corrigée de l'espérance de vie et des probabilités de maintien dans l'entreprise et actualisée.

Le montant de la provision pour départ à la retraite est de 142 K€. Il ne concerne que les salariés de l'entité SATT AQUITAINE, entité consolidée selon la méthode de la mise en équivalence. Ce montant, non significatif au niveau de la consolidation, n'a pas été repris.

La gestion des indemnités de fin de carrière de l'ensemble du personnel de l'entité ADERA SAS est externalisée par un organisme d'assurance. Le Groupe ne comptabilise donc pas de provision au titre des indemnités de fin de carrière dans ses comptes consolidés.

2.3.7 Impôts sur les résultats

Le Groupe comptabilise un impôt différé dès qu'il existe une différence temporaire entre la valeur comptable et la valeur fiscale d'un actif ou d'un passif. Les actifs et passifs d'impôt ne sont pas actualisés.

Conformément au règlement ANC 2020-01, l'approche dite « bilancielle » a été retenue. Cette méthode consiste à constater des impôts différés sur les différences temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales, ainsi que sur les déficits reportables, selon la méthode du report variable. Les actifs nets d'impôts différés sont dépréciés lorsque leur réalisation future présente un caractère aléatoire.

Selon la méthode du report variable, les impôts différés sont calculés en appliquant le dernier taux d'impôt voté à la date de clôture et applicable à la période de renversement des différences.

Le taux pratiqué aux comptes consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2022 est de 25 %.

Actuellement, le Groupe ne dispose pas d'impôt différé.

2.3.8 Biens utilisés en crédit-bail

Au 31 décembre 2022, il existe des contrats de crédit-bail dans les comptes des entités composant le groupe consolidé. Toutefois, compte tenu du montant présent dans les comptes sociaux (76 K€), le montant étant jugé non significatif, il n'a pas été procédé aux retraitements prévus par le règlement ANC 2020-01.

2.3.9 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Les dettes sont valorisées à leur valeur nominale.

2.3.10 Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires est égal à l'ensemble des produits du Groupe.

2.3.11 Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement sont comptabilisées en comptes de régularisation.

2.4 PERIMETRE DE CONSOLIDATION

2.4.1 Périmètre de consolidation

Les entités comprises dans le périmètre de consolidation sont les suivantes :

ENTITES	SIEGE SOCIAL	N° SIRET	% CONTROLE	% INTERET
UNIVERSITE DE BORDEAUX	35 Place Pey Berland 33000 BORDEAUX	13001835100010	Mère	Mère
ADERA SERVICE	162 Avenue du Docteur Schweitzer 33600 PESSAC	40328030800012	60	60
SATT AQUITAINE	351 Cours de la Libération 33400 TALENCE	75302766300040	28	28

L'entité Université de Bordeaux et l'entité ADERA Service sont consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

L'entité SATT Aquitaine est consolidée selon la méthode de la mise en équivalence, elle est classée en autres activités de soutien aux entreprises.

2.4.2 Sociétés non consolidées

Les sociétés suivantes, n'ayant pas d'impact significatif sur les comptes consolidés en 2022, n'entrent pas dans le périmètre de consolidation :

- La S.A.S. SRIA détenue par l'Université de Bordeaux à hauteur de 51 %. L'entité n'est pas consolidée car l'ensemble des actifs, des passifs et des charges et produits sont reprises dans les comptes de l'Université du fait que le potentiel de service des actifs du plan CAMPUS revient à l'Université. La consolidation de cette filiale ne changerait donc pas la lecture des comptes. Son siège est situé 351 Cours de la Libération 33400 TALENCE.

- Le G.I.E. Accelence détenu par l'Université de Bordeaux à hauteur de 47 %. L'entité n'est pas consolidée car la filiale est en cours de dissolution. Son siège est situé 2 Rue Dubernat 33400 TALENCE.

- La S.C.I.C. NOBATEK/NEF4 détenue par l'Université de Bordeaux à hauteur de 3,41 %. L'entité n'est pas consolidée car le pourcentage de détention des titres de participation par l'Université n'est pas significatif. Son siège est situé 64 Rue de Mirambeau 64600 ANGLET.

3 VARIATIONS DES POSTES DE BILAN ET DU COMPTE DE RESULTAT

Les chiffres présentés dans ce paragraphe sont exprimés en euros (€).

3.1 ACTIF IMMOBILISE

3.1.1 Ecart d'acquisition

Absence d'Ecart d'acquisition.

3.1.2 Valeurs brutes

Libellé	2021	2022	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Frais d'établissement							
Frais de développement							
Concessions, brevets et droits similaires	3 559 098	4 278 352	719 253				
Droit au bail	25 000	25 000					
Fonds commercial	7 622	7 622					
Autres immobilisations incorporelles	25 745	68 960	43 215				
Autres immobilisations incorporelles							
Immobilisations incorporelles en cours							
Avances et acomptes s/immo. incorp.							
Immobilisations incorporelles	**3 617 466**	**4 379 934**	**762 468**				
Terrains	87 779 331	87 201 955	675 518	(1 252 475)			(420)
Agencements et aménagements de terrains	2 771 257	2 902 873	131 616				
Constructions	759 351 859	768 239 726	4 292 084	(6 621 821)			11 217 604
Constructions sur sol d'autrui	2 658 018	2 046 205		(611 813)			
Installations techniques, matériel & outillage	161 072 594	173 288 800	12 494 833	(537 143)			258 517
Autres immobilisations corporelles	64 461 490	69 763 022	6 604 616	(321 537)			(981 547)
Matériel de bureau							
Matériel de transport							
Matériel informatique							
Immobilisations corporelles en cours	38 955 928	66 854 231	38 023 354				(10 125 051)
Avances et acomptes s/immo. corp.	85 709 260	118 950 027	33 240 767				
Immobilisations corporelles	**1 202 759 737**	**1 289 246 838**	**95 462 787**	**(9 344 789)**			**369 103**
Total	**1 206 377 203**	**1 293 626 772**	**96 225 255**	**(9 344 789)**			**369 103**

Libellé	2021	2022	Augmentation	Diminution	Variation de la situation nette MEE	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation	1 325 202	1 763 602	438 400					
Titres immobilisés (non courants)	600 000	600 000						
Dépôts et cautionnements versés	1 175 029 265	1 175 023 540		(5 725)				
Immobilisations financières	**1 176 954 467**	**1 177 387 142**	**438 400**	**(5 725)**				
Titres mis en équivalence	(2 358 241)	(669 725)			(887 484)			2 576 000
Actifs financiers	**1 174 596 225**	**1 176 717 417**	**438 400**	**(5 725)**	**(887 484)**			**2 576 000**

3.1.3 Amortissements et provisions

Libellé	2021	2022	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Concessions, brevets et droits similaires	(2 503 961)	(3 082 108)	(578 147)				
Droit au bail	(24 283)	(25 000)	(717)				
Autres immobilisations incorporelles	(20 391)	(26 751)	(14 337)				7 977
Amortissements des immobilisations incorporelles	**(2 548 635)**	**(3 133 858)**	**(593 200)**				**7 977**
Agencements et aménagements de terrains	(605 203)	(531 765)	(117 824)	191 262			
Constructions	(407 631 297)	(427 867 193)	(23 673 352)	8 588 390			(5 150 934)
Constructions sur sol d'autrui	(940 865)	(1 716 275)	(775 410)				
Installations techniques, matériel & outillage	(134 404 351)	(142 551 513)	(8 588 489)	535 783			(94 457)
Autres immobilisations corporelles	(48 838 250)	(55 267 828)	(6 512 506)	27 994			54 933
Amortissements des immobilisations corporelles	**(592 419 966)**	**(627 934 575)**	**(39 667 581)**	**9 343 429**			**(5 190 457)**
Amortissements sur actif immobilisé	**(594 968 601)**	**(631 068 433)**	**(40 260 782)**	**9 343 429**			**(5 182 480)**

Libellé	2021	2022	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Titres de participation		(438 400)	(438 400)				
Titres immobilisés (non courants)	(105 380)	(155 380)	(50 000)				
Dépréciations sur immobilisations financières	**(105 380)**	**(593 780)**	**(488 400)**				
Dépréciations sur actif financier	**(105 380)**	**(593 780)**	**(488 400)**				

3.2 ACTIF CIRCULANT

3.2.1 Stocks

Absence de Stocks significatifs.

3.2.2 Créances clients et comptes rattachés

Les mouvements sur les dépréciations sont repris ci-dessous.

Libellé	2022 Brut	2022 Provisions	2022 Net	2021 Brut	2021 Provisions	2021 Net
Clients et comptes rattachés	49 355 594	(682 710)	**48 672 884**	45 787 815	(1 519 701)	**44 268 114**
Clients et comptes rattachés	**49 355 594**	**(682 710)**	**48 672 884**	**45 787 815**	**(1 519 701)**	**44 268 114**
Avances et acomptes versés sur commandes	525 967		**525 967**	1 220 417		**1 220 417**
Créances sur personnel & org. Sociaux	49 740		**49 740**	9 100		**9 100**
Créances fiscales hors IS	254 507 636		**254 507 636**	227 207 123		**227 207 123**
Créances sur cessions d'actifs	88 043		**88 043**	59 292		**59 292**
Autres créances	41 258		**41 258**	1 627 957		**1 627 957**
Charges constatées d'avance	13 947		**13 947**	248 641		**248 641**
Autres créances et comptes de régularisation	**255 226 592**		**255 226 592**	**230 372 530**		**230 372 530**
Actif circulant	**304 582 185**	**(682 710)**	**303 899 475**	**276 160 345**	**(1 519 701)**	**274 640 644**

3.2.3 Echéancier des Créances

Libellé	2022	< 1 an	> 1 an
Clients et comptes rattachés	49 355 594	16 872 594	32 483 000
Clients et comptes rattachés	**49 355 594**	**16 872 594**	**32 483 000**
Avances et acomptes versés sur commandes	525 967	525 967	
Créances sur personnel & org. Sociaux	49 740	49 740	
Créances fiscales hors IS	254 507 636	30 754 636	223 753 000
Créances sur cessions d'actifs	88 043	88 043	
Autres créances	41 258	41 258	
Charges constatées d'avance	13 947	13 947	
Autres créances et comptes de régularisation	**255 226 592**	**31 473 592**	**223 753 000**
Actif circulant	**304 582 185**	**48 346 185**	**256 236 000**

3.2.4 Disponibilités

Les disponibilités correspondent à des comptes courants bancaires.

Libellé	2021	2022
Trésorerie active nette	**211 748 129**	**237 645 720**
VMP - Equivalents de trésorerie		
Disponibilités	210 787 791	236 925 055
Intérêts courus non échus s/ dispo.	960 338	720 665
Dépréciations sur VMP - Equivalents de trésorerie		
Dépréciations sur VMP - Autres placements	(207 972)	(205 639)
Concours bancaires (trésorerie passive)		
Trésorerie à court terme	**211 748 129**	**237 645 720**
Placements à court terme	**15 822 420**	**26 222 420**
VMP - Autres placements	15 822 420	26 222 420
Intérêts courus non échus s/ VMP		
Actions propres		
Trésorerie passive assimilée à une dette		
Concours bancaires (dettes)		
Intérêts courus non échus - passif		
Trésorerie à long terme	**15 822 420**	**26 222 420**
Trésorerie nette	**227 570 549**	**263 868 140**

3.3 CAPITAUX PROPRES

3.3.1 Variation des capitaux propres part du groupe et des intérêts minoritaires

Libellé	Capitaux propres (Part du groupe)	Intérêts minoritaires
2020	**106 340 520**	**2 396 613**
Affectation du résultat N-1		
Distribution/ brut versé		
Var. de capital en numéraire et souscrip		
Résultat	5 415 744	71 302
Autres augmentations, diminutions		
Reclassement, restructuration et changement de méthode	(2 680 030)	
Ecart de conversion, effet de change		
Variations de périmètre		
Autre		
2021	**109 076 233**	**2 467 915**
Affectation du résultat N-1		
Distribution/ brut versé		
Var. de capital en numéraire et souscrip	2 576 000	
Résultat	13 318 033	(27 160)
Autres augmentations, diminutions		
Reclassement, restructuration et changement de méthode	2 056 363	
Ecart de conversion, effet de change		
Variations de périmètre		
Autre		
2022	**127 026 629**	**2 440 755**

3.4 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Libellé	2021	2022	Dotation	Reprise	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Provisions pour litiges < 1an	494 080	519 080	25 000				
Autres provisions pour risques < 1an	1603 406	882 238	764 276	(1485 444)			
Autres provisions pour charges < 1an	780 996	914 114	232 427	(99 309)			
Provisions	**2 878 482**	**2 315 432**	**1 021 703**	**(1 584 753)**			

3.5 IMPOT SUR LES BENEFICES

Il n'y a pas de décalage d'imposition significatif comptabilisé en impôt différé actif ou passif.

Libellé	2022	2021
Impôt sur les bénéfices		(1 013)
Produit ou ch. d'impôt lié à l'intégration fiscale		
Impôts différés		
Report		
Charges d'impôts		**(1 013)**

3.6 DETTES FINANCIERES

3.6.1 Variations des dettes financières

Libellé	2021	2022	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Ecart de conversion	Variations de périmètre	Autres variations
Emission titres part. & av. de l'Etat - courant	1 268 343 509	1 301 404 906	36 973 977	(3 921 833)			9 253
Autres emprunts et dettes assimilées - courant	21 777 749	19 770 130		(2 007 619)			
Intérêts courus sur emprunts	171 620	162 367					(9 253)
Dettes financières	**1 290 292 878**	**1 321 337 403**	**36 973 977**	**(5 929 453)**			

Les emprunts et dettes financières divers correspondent pour totalité à l'Université de Bordeaux.
Les nouveaux emprunts sont effectués dans le cadre de l'opération Campus auprès de la Banque européenne d'investissements à hauteur de 25,3 M€ et de la Banque des territoires à hauteur de 11,7 M€ pour un montant total de 37 M€.

3.6.2 Dettes ventilées par taux et par échéance

Libellé	2022	< 1 an	1 an<<5 ans	Au-delà
Emission titres part. & av. de l'Etat	1 301 404 906	6 684 403	25 200 000	1 269 520 503
Autres emprunts et dettes assimilées	19 770 130			19 770 130
Intérêts courus sur emprunts	162 367			162 367
Dettes financières	**1 321 337 403**	**6 684 403**	**25 200 000**	**1 289 453 000**

On peut distinguer quatre échéances pour les dettes financières :
- Echéance 2032 : Emprunt croissance verte, prêt à taux zéro, relatif au financement de travaux d'économies d'énergie ;
- Echéance 2040 : Dotation non consomptible de l'opération Campus et de l'IdEx (1 175 000 K€) ;
- Echéance 2044 : Emprunt relatif au contrat de partenariat privé de l'opération Campus.
- Echéance 2047 : Emprunt relatif à l'opération Campus.

3.6.3 Autres Dettes

Libellé	2021	2022
Dettes fournisseurs	8 267 564	9 884 813
Dettes fournisseurs	**8 267 564**	**9 884 813**
Avances acomptes reçus sur commandes	22 410 688	19 923 028
Dettes sociales	15 140 805	14 746 218
Dettes fiscales (hors IS)	345 650 932	378 926 528
Etat impôts sur les bénéfices	1 013	
Dettes s/ acquis. d'actifs	2 754 531	2 597 628
Autres dettes	6 049 932	12 528 039
Charges à payer (Quote part pertes SNC)	11 368	
Produits constatés d'avance	30 043 429	31 759 384
Autres dettes et comptes de régularisation	**422 062 698**	**460 480 824**
Dettes fournisseurs, autres dettes et comptes de régularisation	**430 330 262**	**470 365 637**

3.7 INSTRUMENTS FINANCIERS

Absence d'instruments financiers.

3.8 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Absence d'engagements hors bilan.

3.9 COMPTE DE RESULTAT

3.9.1 Chiffres d'affaires et autres produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires est réalisé exclusivement en France.

Libellé	2022	2021
Production vendue de services	78 780 318	63 169 915
Produits des activités annexes	5 582 256	3 954 197
Chiffre d'affaires	**84 362 574**	**67 124 111**

Libellé	2022	2021
Production immobilisée	50 649	102 660
Subventions d'exploitation	443 130 925	434 253 893
Rep./Amt. & Dépr. immo. corporelles	1 394 194	2 085 656
Reprise sur provisions d'exploitation	1 584 753	1 479 728
Rep./Dépr. sur actif circulant	417 563	1 267 108
Transferts de charges d'exploitation	2 064 897	1 575 817
Autres produits	12 952 776	5 520 574
Autres produits d'exploitation	**461 595 757**	**446 285 436**

3.9.2 Effectif moyen et charges de personnel

Libellé	2022	2021
Effectif moyen interne	**5959**	**5913**
Effectif moyen intérimaire	**0**	**0**
Effectif moyen total	**5959**	**5913**

Dont ADERA SAS pour 268 ETP et Université de Bordeaux pour 5 691 ETP (L'effectif de SATT Aquitaine, qui est mise en équivalence, n'a pas été ajouté).

Libellé	2022	2021
Rémunérations du personnel	(240 018 337)	(230 154 978)
Charges de sécurité soc. et de prévoy.	(154 994 734)	(150 118 896)
Autres charges de personnel	(815 253)	(51 079)
Charges de personnel	**(395 828 324)**	**(380 324 954)**

3.9.3 Frais de recherche et de développement

Absence de frais de recherche et de développement.

3.9.4 Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions

Libellé	2022	2021
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. incorporelles	(593 200)	(557 609)
Dot./Amt. & Dépr. sur immo. corporelles	(41 061 775)	(49 523 815)
Dot. aux provisions d'exploitation	(543 634)	(568 757)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(32 235)	(40 011)
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	**(42 230 845)**	**(50 690 191)**

3.9.5 Charges et produits financiers

Libellé	2022	2021
Rep./Dépr.sur actifs financiers	2 333	
Gains de change sur opérations financières		105
Autres produits financiers	434 064	593 993
Produits financiers	**436 397**	**594 098**

Libellé	2022	2021
Charges d'intérêts	(2 857 939)	(2 407 029)
Pertes sur créances financières et VMP	(2 000)	
Autres charges financières	(23 800)	
Dot. dépr. sur actifs financiers	(50 000)	(77 502)
Dotations pour dépréciation titres - groupe	(438 400)	
Charges financières	**(3 372 139)**	**(2 484 531)**

3.9.6 Produits et charges exceptionnels

Libellé	2022	2021
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	0	3 720
Produits excep. s/ exercices antérieurs		1 674
Subv. invest. virées au résult, de l'ex.	31 254 636	38 419 222
Produits exceptionnels	**31 254 636**	**38 424 616**

Libellé	2022	2021
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(177)	(15)
VNC des immo. corp. cédées	(1 360)	
Dot. aux provisions à caractère exceptionnel	(25 000)	
Charges exceptionnelles	**(26 537)**	**(15)**

4 AUTRES INFORMATIONS

4.1 INFORMATIONS SECTORIELLES

L'ensemble du chiffre d'affaires du groupe est réalisé en France dans les régions du Sud-Ouest.

Les actifs immobilisés sont situés dans la zone géographique de l'activité.

4.2 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le Groupe a versé aux commissaires aux comptes pour l'audit des comptes sociaux et consolidés des honoraires pour :

- Deloitte & Associés : 34 856,57 €
- ERNST & YOUNG Audit : 36 393,12 €

4.3 EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Aucun évènement postérieur à la clôture n'a d'importance significative sur les comptes consolidés.

Conseil d'administration
Séance du 11 juillet 2023

DÉLIBÉRATION RELATIVE AU REGIME INDEMNITAIRE DES PERSONNELS ENSEIGNANTS ET CHERCHEURS : PRINCIPES GENERAUX DE REPARTITION DES PRIMES

Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le code de l'éducation ;
Vu la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche ;
Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
Vu les lignes directrices de gestion ministérielles du 18 janvier 2023 relatives au régime indemnitaire des enseignants-chercheurs et des chercheurs ;
Vu l'avis du comité social d'administration de l'université de Bordeaux en date du 30 juin 2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1

Les principes généraux qui encadrent la répartition des primes relevant du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (Ripec) de l'université de Bordeaux tendent à la reconnaissance des missions confiées aux enseignants-chercheurs et à l'égalité indemnitaire entre les femmes et les hommes.

Article 2

La composante statutaire (composante C1) est liée au grade détenu. Son montant est déterminé selon un barème annuel national fixé par arrêté du ministre en charge de l'enseignement supérieur.

Article 3
La composante fonctionnelle (composante C2) est liée à l'exercice de certaines fonctions ou responsabilités particulières. Elle est attribuée sans distinction de corps et de grade de l'enseignant-chercheur occupant l'une de ces fonctions ou responsabilités particulières.

Ces fonctions et responsabilités particulières sont réparties comme suit dans les trois groupes prévus par l'arrêté susvisé :

- Sont susceptibles de relever du groupe 1 (« G1-responsabilités particulières ou missions temporaires ») les fonctions intégrant tout ou partie des caractéristiques suivantes :
  - Fonctions associées à une activité de coordination et d'expertise en matière scientifique ou pédagogique ou administrative

- Sont susceptibles de relever du groupe 2 (« G2-responsabilités supérieures ») les fonctions intégrant tout ou partie des caractéristiques suivantes :
  - Fonctions relevant de l'appui à la gouvernance scientifique, pédagogique et administrative de l'établissement
  - Fonctions comportant un périmètre de responsabilités centré sur un champ de thématiques spécifiques, avec un exercice quotidien de la décision dans le domaine couvert et une prise de risque ciblée à l'échelle de l'établissement
  - Fonctions pouvant comporter un rôle de représentation institutionnel de l'établissement tant en interne qu'à l'extérieur

- Sont susceptibles de relever du groupe 3 (« G3-fonctions de direction ») les fonctions intégrant tout ou partie des caractéristiques suivantes :
  - Fonctions relevant de la gouvernance scientifique, pédagogique et administrative de l'établissement
  - Fonctions comportant un large périmètre de responsabilités, avec un exercice quotidien de la décision et une prise de risques élevée à l'échelle de l'établissement
  - Fonctions comportant un rôle de représentation institutionnel de l'établissement tant en interne qu'à l'extérieur, avec une haute intensité

Article 4
Le montant maximum de la prime versée au titre de la composante C2 est fixé à partir de l'arrêté correspondant :

- pour les fonctions relevant du groupe 1, le plafond est fixé à 6 000 € à la date d'application de la présente délibération, par l'arrêté susvisé du 29 décembre 2021 ;
- pour les fonctions relevant du groupe 2, le plafond est fixé à 12 000 € à la date d'application de la présente délibération, par l'arrêté susvisé du 29 décembre 2021 ;
- pour les fonctions relevant du groupe 3, le plafond est fixé à 18 000 € à la date d'application de la présente délibération, par l'arrêté susvisé du 29 décembre 2021.

Les montants correspondants à chacune des fonctions relevant de ces 3 groupes figurent en annexe à la présente délibération.

Article 5
La composante individuelle (composante C3) est liée à la qualité des activités et à l'engagement professionnel des enseignants-chercheurs. Elle est attribuée sans distinction de corps et de grades des bénéficiaires.

La répartition des bénéficiaires de la prime tient compte notamment :

- du prorata existant entre les personnels appartenant aux corps des maitres de conférences et des professeurs des universités éligibles de l'établissement ;
- du prorata existant entre les hommes et les femmes enseignants-chercheurs éligibles de l'établissement, pour chacun de ces corps ;
- de l'accomplissement effectif de l'ensemble des missions d'enseignement et de recherche dévolues aux enseignants-chercheurs ;
- d'un équilibre entre les motifs d'attribution : pour 2023, les cibles seront de 56% d'attribution au maximum pour le motif lié aux activités scientifiques, et de 44% pour les motifs autres (pédagogique, investissement collectif, ensemble des missions) ;
- en cas de nécessité de départager des dossiers de valeur équivalente, il pourra être tenu compte des spécificités disciplinaires de l'établissement.

La composante individuelle ne saurait être attribuée prioritairement pour des activités menées ou ayant été menées dans le cadre d'une fonction reconnue par l'attribution d'une indemnité liée à l'exercice de certaines fonctions ou responsabilités particulières (C2), visée au 2° de l'article 2 du décret du 29 décembre 2021 susvisé, ou une prime d'administration.

Article 6
La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux modalités de publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,
Dean LEWIS
Président de l'université

Adoptée à la majorité des votes exprimés (31 votants)
Pour : 26
Contre : 3
Abstention : 2

Conseil d'administration
Séance du 11 juillet 2023

DÉLIBÉRATION RELATIVE
AU REGIME INDEMNITAIRE DES PERSONNELS ENSEIGNANTS ET CHERCHEURS :
PRINCIPES GENERAUX DE REPARTITION DES PRIMES

Annexe : Liste des fonctions

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	Central		Directeur adjoint	Directeur adjoint service central / commun	Directeur adjoint service sport (formation)	3 000,00 €	0
G1	Central		Directeur adjoint	Directeur adjoint service central / commun	Directeur adjoint haut niveau suaps	3 000,00 €	
G1	Central		Directeur adjoint	Directeur adjoint service central / commun	Directeur adjoint vie de campus suaps	3 000,00 €	
G1	Central		Responsable	Responsable	Responsable opérationnelle et pédagogique à la maison pour la science		96
G1	Central		Référent, formateur, correspondant	Référent, formateur en Central	Formateur égalité diversité	1 000,00 €	
G1	Central		Référent, formateur, correspondant	Référent, formateur en Central	Formateur égalité diversité	1 000,00 €	
G1	Central		Spécifique	Conseiller, auditeur	Auditeur Governing Board ENLIGHT	2 000,00 €	
G1	Central		Responsable	Co-pilote, co-responsable, adjoint responsable	Co-pilotage d'un core groupe ENLIGHT	1 500,00 €	
G1	Central		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	Organisateur Robocup junior	1 000,00 €	
G1	MAPI		Directeur adjoint	Directeur adjoint service central / commun	Directeur adjoint MAPI "Développement informatique et production de ressources numériques et multimédias"	3 000,00 €	48
G1	MAPI		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	Chargé de projet PIX	2 500,00 €	
G1	MAPI		Coordinateur	Coordinateur en Central	Coordination de la mise en œuvre des dispositifs de certification	2 500,00 €	
G1	MAPI		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	référents UNT - UNJF	1 000,00 €	
G1	MAPI		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	référents UNT - AUNEGE	1 000,00 €	
G1	MAPI		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	référents UNT - UNESS STAPS	1 000,00 €	
G1	MAPI		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	référents UNT - UNESS SANTE	1 000,00 €	
G1	MAPI		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	référents UNT - UNISCIEL	1 000,00 €	
G1	MAPI		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	référents UNT - IUT EN LIGNE	1 000,00 €	
G1	MAPI		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	référents UNT - UOH	1 000,00 €	
G1	MAPI		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	référents UNT - UVED	1 000,00 €	
G1	CFA		Spécifique	Directeur des études	Direction des études	3 000,00 €	48
G1	CFA		Responsable	Responsable	Responsabilité relations entreprises	3 000,00 €	48
G1	CFA		Responsable	Responsable	Responsabilité Unité Apprentissage IAE (Collège DSPEG)	3 000,00 €	48
G1	CFA		Responsable	Responsable	Responsabilité Unité Apprentissage MEDGA (Collège DSPEG)	3 000,00 €	48
G1	CFA		Responsable	Responsable	Responsabilité Unité Apprentissage (Collège SH)	3 000,00 €	48
G1	CFA		Responsable	Responsable	Responsabilité Unité Apprentissage (Collège ST)	3 000,00 €	48

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	CFA		Responsable	Responsable	Responsabilité Unité Apprentissage (Collège Santé)	3 000,00 €	48
G1	CFA		Responsable	Responsable	Responsabilité Unité Apprentissage (ISVV)	3 000,00 €	48
G1	CFA		Responsable	Responsable	Responsabilité Unité Apprentissage (IUT)	3 000,00 €	48
G1	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint site déloc composante	Direction adjointe sites délocalisés IDE Périgueux	1 500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Direction UF - Chargé de mission	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Direction UF - Chargé de mission	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Direction UF - Chargé de mission	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Direction UF - Chargé de mission	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission pédagogie IAE	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission Vie à l'IAE	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Directeur Adjoint IUSR	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Directeur Adjoint IUSR	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission développement FTLV et communication	2 500,00 €	
G1	Collège ST		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction innovation et partenariats	2 250,00 €	
G1	INSPE		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission mention 1er degré	2 000,00 €	96
G1	INSPE		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission numérique (INSPE)	2 500,00 €	
G1	INSPE		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission RI (INSPE)	2 500,00 €	
G1	INSPE		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission vie de l'institut	1 350,00 €	
G1	INSPE		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission vie école vie sportive et lien avec l'association étudiante (ASC)	1 250,00 €	
G1	INSPE		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission "référent santé handicap" (INSPE)	500,00 €	
G1	INSPE		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission "référent laicité" (INSPE)	1 500,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsable de site Mont de Marsan	2 500,00 €	192
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsable de site Perigueux	2 500,00 €	192
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsable de site Pau	2 500,00 €	192
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsable de site Bordeaux	3 000,00 €	96
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsable de site Agen	2 500,00 €	96
G1	INSPE		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission "Référent école inclusive" (INSPE)	1 000,00 €	
G1	INSPE		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission préprofessionnalisation	1 000,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur en Central	Coordonnateur mention second degré	2 500,00 €	96
G1	IUT		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent IUT	2 000,00 €	
G1	EDOC		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction Adjointe ED > effectif 200 - ED MI	1 500,00 €	
G1	EDOC		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction Adjointe ED > effectif 200 - ED SPI	1 500,00 €	
G1	EDOC		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction Adjointe ED > effectif 200 - ED Droit	1 500,00 €	
G1	EDOC		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction Adjointe ED > effectif 200 - ED SVS	1 500,00 €	
G1	EDOC		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction Adjointe ED > effectif 200 - ED SC	1 500,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	EDOC		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction Adjointe ED > effectif 200 - ED SP2	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 1		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 1		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 1		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 2		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 2		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 2		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 3		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 3		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 3		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 4 / AJOUT CANCER BIOLOGY		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 4 / AJOUT CANCER BIOLOGY		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	666,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 4 / AJOUT CANCER BIOLOGY		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	666,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 4 / AJOUT CANCER BIOLOGY		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	666,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 5 / CARDIAC EP		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 5 / CARDIAC EP		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 6 / NUMERICS		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 6 / NUMERICS		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	666,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 6 / NUMERICS		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	666,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 6 / NUMERICS		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	666,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 7 / EUREKA		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 8 / SITH		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	EDOC EUR - Projet 8 / SITH		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 8 / SITH		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 9 / ARCHEO		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 10 / EcoPoDeMa		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 10 / EcoPoDeMa		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 11 / SENSE		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 11 / SENSE		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 11 / SENSE		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 12 / Eurafrica		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 12 / Eurafrica		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 12 / Eurafrica		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 13 / Infinity²		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 13 / Infinity131		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 14 / LEXFI		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction EUR	1 500,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 14 / LEXFI		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	EDOC EUR - Projet 14 / LEXFI		Directeur adjoint	Directeur adjoint structure/entité en composante de formation	Direction adjointe EUR	1 000,00 €	
G1	Grands programmes de recherche (IdEX UB) GPR Human Past		Responsable	Co-pilote, co-responsable, adjoint responsable	Adjoint Responsable GPR	1 500,00 €	
G1	Central		Responsable	Responsable	Responsable de mention CPES	2 000,00 €	
G1	Central		Responsable	Responsable	Responsable coordination Transversalité du CPES	1 000,00 €	
G1	Central		Spécifique	Directeur des études	DIRECTEURS DES ETUDES CPES	500,00 €	
G1	Central		Spécifique	Directeur des études	DIRECTEURS DES ETUDES CPES	500,00 €	
G1	Central		Spécifique	Directeur des études	DIRECTEURS DES ETUDES CPES	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Licence professionnelle UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Licence professionnelle UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Licence UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination "Droit Langues" UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination "Droit Langues" UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination "Droit Langues" UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination "Langues" UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination "Langues" UF Droit	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Droit	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Spécifique	Directeur des études	Direction des études UF Droit	1 500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Spécifique	Directeur des études	Direction des études IEJ	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Spécifique	Directeur des études	Direction des études IEJ	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Spécifique	Directeur des études	Direction des études IEJ	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Spécifique	Directeur des études	Direction des études IEJ	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Licence professionnelle UF Eco	1 000,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Licence professionnelle UF Eco	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Licence professionnelle UF Eco	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Licence professionnelle UF Eco	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Licence professionnelle UF Eco	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Licence professionnelle UF Eco	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Licence professionnelle UF Eco	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Licence professionnelle UF Eco	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Eco	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Eco	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Eco	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Eco	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master UF Eco	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination pédagogique UF Eco	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Spécifique	Directeur des études	Direction des études UF Eco	2 500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Spécifique	Directeur des études	Direction des études UF Eco	2 500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination "Langues" UF Eco	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination "Langues" UF Eco	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master IAE	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master IAE	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master IAE	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master IAE	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master IAE	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master IAE	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master IAE	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention Master IAE	2 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Responsable	Responsable	Mention MIAGE IAE	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	1 500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	1 500,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	1 500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	1 500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	1 500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	750,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	2 457,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	83,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	166,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	41,66 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	83,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	208,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	375,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	458,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	291,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	83,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	375,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	500,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	375,00 €	
G1	Collège DSPEG		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent collège	166,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsabilité mention	2 000,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsabilité mention	2 000,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsabilité mention	1 500,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsabilité mention	1 500,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsabilité mention	1 000,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsabilité mention	1 500,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsabilité mention	500,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsabilité mention	500,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsabilité mention	500,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsabilité mention	500,00 €	
G1	INSPE		Responsable	Responsable	Responsabilité mention	500,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	1 500,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	2 000,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	2 000,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	1 500,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	2 000,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	1 500,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	2 000,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	1 500,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	650,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	500,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	500,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	500,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	750,00 €	
G1	INSPE		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination de formations transversales	750,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable ou co-responsable DNO	1 500,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable ou co-responsable DNO	1 500,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable Master ou co-responsable	1 500,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable Master ou co-responsable	1 500,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable Master Erasmus Mundus WINTOUR	1 500,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable Licence Pro.	1 000,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable Licence ISVV	1 000,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable DU	1 000,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable DU	1 000,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable DU	1 000,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable FC	4 000,00 €	
G1	ISVV		Responsable	Responsable	Responsable RI	2 000,00 €	
G1	ISVV		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référents	500,00 €	
G1	ISVV		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référents	500,00 €	
G1	ISVV		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référents	500,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Spécifique	Directeur des études	Direction des Etudes	2 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des stages	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordination des SAE	500,00 €	
G1	IUT		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent Pôle Langue	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsablité ACTIONS TRANSVERSES IUT	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de l'accompagnement des étudiants à besoin spécifiques	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des relations internationales	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des relations internationales	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des relations internationales	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité des relations internationales	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de cycle spécifique	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité d'un DU (Bastide)	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité d'un DU (Bastide)	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité d'un DU (Bastide)	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité d'un DU (Bastide)	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité d'un DU (Périgueux)	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité d'un DU (Périgueux)	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité d'un DU (Gradignan)	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité d'un DU (Gradignan)	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité pédagogique d'une LPro	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité pédagogique d'une LPro	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité pédagogique d'une LPro	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité pédagogique d'une LPro	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité pédagogique d'une LPro	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité pédagogique d'une LPro	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité pédagogique d'une LPro	1 000,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité pédagogique d'une LPro	1 000,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 1	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 1	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 1	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 1	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 1	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 1	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de parcours Niveau 2	1 500,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de cycle spécifique	1 000,00 €	
G1	IUT		Responsable	Responsable	Responsabilité de cycle spécifique	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Spécifique	Directeur des études	Direction des études diplôme d'Etat de Docteur en Pharmacie	2 500,00 €	
G1	Collège Santé		Spécifique	Directeur des études	Direction des études ISPED	2 500,00 €	
G1	Collège Santé		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction Formation Continue ISPED	2 500,00 €	
G1	Collège Santé		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordinateur PASS	2 500,00 €	
G1	Collège Santé		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Directeur du Premier cycle médecine	2 000,00 €	
G1	Collège Santé		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Directeur du Deuxième cycle médecine	2 000,00 €	
G1	Collège Santé		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Directeur du Troisième cycle médecine spécialisée	2 000,00 €	
G1	Collège Santé		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Directeur du Troisième cycle médecine générale	2 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsable relations internationnales médecine	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsable correspondant CNG/ECN	2 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsable PASS réadaptation	2 000,00 €	
G1	Collège Santé		Coordinateur	Coordinateur hors Central	Coordinatrice ESS (école santé sciences)	500,00 €	
G1	Collège Santé		Directeur adjoint	Directeur adjoint thématique en composante de formation	Direction adjointe à la pédagogie - odontologie	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Directeur adjoint	Directeur adjoint thématique en composante de formation	Direction adjointe aux relations internationales - odontologie	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Directeur adjoint	Directeur adjoint thématique en composante de formation	Direction adjointe à la recherche - odontologie	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité cursus Tecsan (licence + master)	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité mention Master Pharmacie	2 000,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité 2ème année cursus pharmacie	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité 3ème année cursus pharmacie	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité 4ème année cursus pharmacie	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité cursus Pharmacie parcours officine	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité cursus Pharmacie parcours industrie	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité cursus Pharmacie parcours préparation internat	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de la FC/CFA pour l'UFR Pharmacie	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de la FC pour l'UFR Odontologie	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité stages officine 2ème, 3ème, 4ème année	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité stages officine 6ème année	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité stages hospitaliers 5ème année	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : M1 Santé publique (présentiel)	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : M1 Santé publique (EAD)	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : M2 Epidémiologie (présentiel + EAD)	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : M2 Promotion de la santé	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : M2 Management OMMS	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : M2 Biostatistique	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : M2 systèmes d'information et techniques informatiques en santé	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : M2 santé internationale	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : M2 santé publique en e-learning	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : Responsable mention Master Santé Publique	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : M2 Promotion de la santé et développement social en e-learning	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité d'année d'étude ISPED : M2 Cadre de Santé	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité année d'étude Médecine : DFASM3	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité année d'étude Médecine : DFASM2	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité année d'étude Médecine : DFASM1	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité année d'étude Médecine : DFGSM3	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité année d'étude Médecine : DFGSM2	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsable année d'études - Master IPA	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent insertion professionnelle (collège)	1 000,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsable de la pédagogie inversée/ pédagogie numerique	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent numérique SIDES (UFR Pharmacie)	500,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent enseignements paramédicaux	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent SIDES UFR sciences médicales	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent UAG UFR sciences médicales	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent Développement des TIC et des TICE + Numérique ISPED	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent développement du numérique SIDES - Odontologie	500,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent service sanitaire collège et UFR médecine	1 500,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent service sanitaire UFR pharmacie	750,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent service sanitaire UFR odontologie	750,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent C2I / PIX pour le collège santé	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité R1C - Referent	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Responsable	Responsable	Responsabilité ESS ECOLE SANTE SCIENCES	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent simulation en pharmacie	1 000,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent simulation en pharmacie	500,00 €	
G1	Collège Santé		Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Référent simulation en pharmacie	500,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence Psychologie	2 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence sociologie	2 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence SDE	1 500,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence anthropologie	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence STAPS	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence STAPS	1 500,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence STAPS	1 500,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence STAPS	1 500,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence pro	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence pro	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence pro	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence pro	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence pro Bayonne	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Master Psycho	2 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Master SDE	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Master sociologie	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Master staps	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Master staps	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Master staps	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable mention Master anthropologie	1 000,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable DEPS (Psychologues de l'Education Nationale)	1 000,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable ECRIN (Collège)	1 250,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable ECRIN (Collège)	1 250,00 €	
G1	Collège SH		Responsable	Responsable	Responsable CRIP (collège)	1 750,00 €	
G1	Collège SH		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission CRIP (collège)	750,00 €	
G1	Collège ST		Spécifique	Directeur des études	Directeur des études N3	3 000,00 €	
G1	Collège ST		Spécifique	Directeur des études	Directeur des études N3	3 000,00 €	
G1	Collège ST		Spécifique	Directeur des études	Directeur des études N3	3 000,00 €	
G1	Collège ST		Spécifique	Directeur des études	Directeur des études N3	3 000,00 €	
G1	Collège ST		Spécifique	Directeur des études	Directeur des études N2	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Spécifique	Directeur des études	Directeur des études N2	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Spécifique	Directeur des études	Directeur des études N2	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Spécifique	Directeur des études	Directeur des études N2	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Spécifique	Directeur des études	Directeur des études N1	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Master	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence	2 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable mention Licence	1 500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable MNES Agen	500,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable licence Pro	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable licence Pro	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable licence Pro	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable licence Pro	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable licence Pro	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable licence Pro	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable licence Pro	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable licence Pro	1 000,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable licence Pro	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable licence Pro	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable licence Pro	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable centre de ressource pédagogique N2

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	Collège ST		Spécifique	Répartiteur	Répartiteur SGSE	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Spécifique	Répartiteur	Répartiteur SGSE	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Spécifique	Répartiteur	Répartiteur SGSE	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission collège ST	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission collège ST	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet hors Central	Chargé de mission collège ST	1 000,00 €	
G1	Collège ST		Responsable	Responsable	Responsable Centre de Langue (48H)	1 000,00 €	
G1	Collège ST	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège ST	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège ST	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège ST	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège ST	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège ST	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège ST	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège ST	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur des études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	1 000,00 €	
G1	Collège DSPEG	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	1 000,00 €	
G1	Collège SH	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur études cycle Licence ORE (positionnemement 1)	1 000,00 €	
G1	Collège SH	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	Directeur études cycle Licence ORE (positionnemement 2)	1 000,00 €	
G1	Collège SH	LOI ORE	Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Fonctions Loi ORE/Référents PARCOURSUP	1 000,00 €	
G1	Collège SH	LOI ORE	Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Fonctions Loi ORE/Référents PARCOURSUP	1 000,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	Collège SH	LOI ORE	Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Fonctions Loi ORE/Référents PARCOURSUP	1 000,00 €	
G1	Collège SH	LOI ORE	Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Fonctions Loi ORE/Référents PARCOURSUP	1 000,00 €	
G1	Collège SH	LOI ORE	Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Fonctions Loi ORE/Référents PARCOURSUP	1 000,00 €	
G1	Collège SH	LOI ORE	Coordinateur	Coordinateur hors Central	Fonctions réforme Etudes santé/coordination LAS-Pass	500,00 €	
G1	Collège SH	LOI ORE	Responsable	Responsable	Missions ORE Parcoursup : phase d'admission (préparation, suivi) et examen des vœux	750,00 €	
G1	Collège SH	LOI ORE	Responsable	Responsable	Missions ORE Parcoursup : phase d'admission (préparation)	125,00 €	
G1	Collège SH	LOI ORE	Responsable	Responsable	Missions ORE Parcoursup : phase d'admission (préparation, suivi) et examen des vœux	1 208,00 €	
G1	Collège SH	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions réforme Etudes santé/coordination LAS-Pass	500,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Fonctions Loi ORE/Référents PARCOURSUP PASS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Fonctions Loi ORE/Référents PARCOURSUP PASS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Fonctions Loi ORE/Référents PARCOURSUP PASS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Fonctions Loi ORE/Référents PARCOURSUP PASS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Référent, formateur, correspondant	Référent, correspondant, hors Central	Fonctions Loi ORE/Référents PARCOURSUP PASS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	Collège Santé	LOI ORE	Spécifique	Directeur des études	DIRECTEUR ETUDES PASS/LAS	1 000,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	IUT	LOI ORE	Responsable	Responsable	Fonctions Loi ORE/Examen des dossiers/Responsable recrutement/PARCOURSUP	500,00 €	
G1	New Deal		Responsable	Responsable	Responsable WP8 (MCF)	1 500,00 €	64
G1	New Deal		Responsable	Responsable	Responsable groupe de travail Compétences transversales	1 500,00 €	
G2	Central		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	Chargé de mission au handicap	4 500,00 €	64
G2	Central		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	Chargé de mission SMART Campus Olympique	4 500,00 €	64
G2	Central		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	Chargé de mission parité égalité diversité	4 500,00 €	64
G2	Central		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	Chargé de mission plateforme recherche	4 500,00 €	64
G2	Central		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	Chargé de mission open science	4 500,00 €	64

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G2	Central		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	Chargé de projet RGPD	4 500,00 €	64
G2	Central		Coordinateur	Coordinateur en Central	Coordinateur campus Agen	2 000,00 €	
G2	Central		Coordinateur	Coordinateur en Central	Coordinateur campus Périgord	2 000,00 €	
G2	Central		Directeur	Directeur service-structure central / commun	Directeur service sport	4 000,00 €	0
G2	Central		Directeur	Directeur service-structure central / commun	Directeur service interétablissement sport	4 500,00 €	
G2	Central		Coordinateur	Coordinateur en Central	Coordinateur sport Agen	2 000,00 €	
G2	Central		Coordinateur	Coordinateur en Central	Coordinateur sport Périgueux	2 000,00 €	
G2	Central		Directeur	Directeur service-structure central / commun	Directeur médecine préventive	4 500,00 €	96
G2	Central		Directeur	Directeur service-structure central / commun	Direction animalerie	4 500,00 €	64
G2	Central		Directeur	Directeur service-structure central / commun	Direction Musée d'Ethnographie	4 500,00 €	
G2	Central		Directeur	Directeur service-structure central / commun	Direction service santé au travail	4 500,00 €	
G2	Central		Responsable	Responsable	Responsabilité pôle langue	1 000,00 €	
G2	Central		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	Chargé de mission filière industrielles et socio-économiques	4 500,00 €	64
G2	Central		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	Chargé de mission sciences et société	4 500,00 €	64
G2	Central		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	chargé de mission sécurité numérique	4 500,00 €	64
G2	Central		Référent, formateur, correspondant	Référent, formateur en Central	Référent intégrité scientifique	2 000,00 €	
G2	Central		Référent, formateur, correspondant	Référent, formateur en Central	référent déontologue-lanceur d'alerte	3 000,00 €	
G2	Central		Référent, formateur, correspondant	Référent, formateur en Central	référent laïcité	- €	
G2	Central		Référent, formateur, correspondant	Référent, formateur en Central	Référent inter-CMI	2 000,00 €	
G2	Central		Directeur	Directeur service-structure central / commun	Direction Maison pour la Sciences	4 000,00 €	
G2	Central		Coordinateur	Coordinateur en Central	Coordinateur ENLIGHT	3 000,00 €	48
G2	Central		Chargé mission, projet	Chargé mission, projet en Central	Chargé missions relations entreprise	4 500,00 €	64
G2	Central		Spécifique	Président entité en Central	Président du comité éthique recherche	2 000,00 €	
G2	Central		Spécifique	Administrateur provisoire / par intérim	création sur recommandation Julien		
G2	MAPI		Directeur	Directeur service-structure central / commun	Directeur MAPI	4 500,00 €	192
G2	MAPI		Coordinateur	Coordinateur en Central	Coordinateur nouveaux espaces et compagnonage	2 500,00 €	32
G2	CFA		Directeur	Directeur collège, Institut, structure en central	Directeur CFA	4 500,00 €	96
G2	NEW DEAL		Directeur	Directeur service-structure central / commun	Directeur projet New Deal	4 500,00 €	96
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Directeur adjoint collège DSPEG	3 000,00 €	48
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Directeur adjoint collège DSPEG	3 000,00 €	48
G2	Collège DSPEG		Directeur	Directeur site déloc composante	Direction sites délocalisés IDE Périgueux	3 000,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur	Directeur site déloc composante	Direction sites délocalisés IDE Agen	3 000,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction IEJ (Institut d'étude judiciaire)	3 000,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction département des langues	4 500,00 €	64
G2	Collège DSPEG		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction sport Collège DSPEG	2 500,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction UF - Direction expertise comptable IAE	2 000,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction UF - Direction adjointe Faculté ECO	1 500,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction UF - Direction adjointe Faculté ECO	1 500,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction UF - Direction adjointe Faculté ECO	1 500,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction UF - Direction adjointe Faculté ECO	1 500,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction UF - Direction adjointe Faculté ECO	1 500,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction UF - Direction adjointe Faculté Droit	2 000,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction UF - Direction adjointe Faculté Droit	2 000,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction UF - Direction adjointe IAE	1 500,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction UF - Direction adjointe IAE	1 500,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction UF - Direction adjointe IAE	1 500,00 €	
G2	Collège DSPEG		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction département de formation continue collège	3 000,00 €	
G2	Collège Santé		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe collège Santé	3 000,00 €	48
G2	Collège Santé		Directeur adjoint	Directeur adjoint thématique en composante de formation	Direction adjointe aux formations LMD	3 000,00 €	48
G2	Collège Santé		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction du département DOM-TOM	3 000,00 €	
G2	Collège Santé		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction des sports	2 500,00 €	0
G2	Collège Santé		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction adjointe UFR Sciences pharmaceutiques	1 500,00 €	
G2	Collège Santé		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction Centre de séméiologie	1 500,00 €	
G2	Collège Santé		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction IUSR	2 000,00 €	
G2	Collège Santé		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction UMFCS	3 000,00 €	
G2	Collège Santé		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction Ecole de chirurgie EDC	2 000,00 €	
G2	Collège Santé		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction DETERCA	1 500,00 €	
G2	Collège SH		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe collège SH	3 000,00 €	48
G2	Collège SH		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe collège SH	3 000,00 €	48
G2	Collège SH		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction département des langues (SH)	4 500,00 €	64
G2	Collège SH		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction des sports (SH)	2 500,00 €	
G2	Collège SH		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction adjointe Faculté Psychologie	2 500,00 €	
G2	Collège SH		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction adjointe faculté STAPS	2 500,00 €	
G2	Collège ST		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe collège ST	3 000,00 €	48
G2	Collège ST		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe collège ST	3 000,00 €	48
G2	Collège ST		Directeur	Directeur site déloc composante	Direction site délocalisé collège ST	3 000,00 €	
G2	Collège ST		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction département Licence (ST)	4 500,00 €	64
G2	Collège ST		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction Evering	2 250,00 €	48

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G2	Collège ST		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction département des langues (ST)	4 500,00 €	64
G2	Collège ST		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction sport Collège ST	2 500,00 €	
G2	Collège ST		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction adjointe UF Mathématique et Interaction	1 500,00 €	
G2	Collège ST		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction adjointe UF Sciences de l'ingénieur	1 500,00 €	
G2	Collège ST		Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Direction adjointe UF de Biologie	1 500,00 €	
G2	INSPE		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe Formation (INSPE)	4 000,00 €	64
G2	INSPE		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe Recherche (INSPE)	4 000,00 €	64
G2	INSPE		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe Formation continuée et continue (INSPE)	4 000,00 €	64
G2	ISVV		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction Formation de l'ISVV	2 500,00 €	64
G2	ISVV		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction Recherche de l'ISVV	2 500,00 €	
G2	ISVV		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe à la Recherche de l'ISVV	2 500,00 €	
G2	ISVV		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe aux Relations Internationales	2 500,00 €	
G2	ISVV		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe à l'innovation et relations filières	2 500,00 €	
G2	IUT		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe IUT Ressources Humaines et Dialogue social	5 000,00 €	
G2	IUT		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe IUT finances	5 000,00 €	
G2	IUT		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe IUT formation	5 000,00 €	
G2	IUT		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe IUT Communication	5 000,00 €	
G2	IUT		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe IUT Vie étudiante	5 000,00 €	
G2	IUT		Directeur adjoint	Directeur adjoint collège, Institut, structure en Central	Direction adjointe IUT Innovation	5 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département CSGU	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département GACO	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département GB	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département GCCD	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département GCGP	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département GEA	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département GEII	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département GLT	4 000,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département GMP	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département HSE	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département INFO	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département MP	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département QLIO	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département SGM	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département TC Bx	4 000,00 €	
G2	IUT		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction département TC Px	4 000,00 €	
G2	EDOC		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction ED Mathématiques et informatique	3 000,00 €	
G2	EDOC		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction ED Sciences physique et de l'ingénieur (SPI)	3 000,00 €	
G2	EDOC		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction ED Droit	3 000,00 €	
G2	EDOC		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction ED EES (entreprise, économie, société)	3 000,00 €	
G2	EDOC		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction ED SE (sciences et environnement)	3 000,00 €	
G2	EDOC		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction ED SVS (sciences de la vie et de la santé)	3 000,00 €	
G2	EDOC		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction ED SC (sciences chimiques)	3 000,00 €	
G2	EDOC		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction ED SP2 (sociétés, politique, santé publique)	3 000,00 €	
G2	BX NEUROCAMPUS		Directeur adjoint	Directeur adjoint département recherche	Direction adjointe	1 500,00 €	
G2	SANTE PUBLIQUE		Directeur adjoint	Directeur adjoint département recherche	Direction adjointe	1 500,00 €	
G2	SCIENCES ARCHEOLOGIQUES		Directeur adjoint	Directeur adjoint département recherche	Direction adjointe	1 500,00 €	
G2	SCIENCES BIOLOGIQUES ET MEDICALES		Directeur adjoint	Directeur adjoint département recherche	Direction adjointe	1 500,00 €	
G2	SCIENCES DE L'INGIERIE ET DU NUMERIQUE		Directeur adjoint	Directeur adjoint département recherche	Direction adjointe	1 500,00 €	
G2	SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR LA SANTE		Directeur adjoint	Directeur adjoint département recherche	Direction adjointe	1 500,00 €	
G2	CHANGES		Directeur adjoint	Directeur adjoint département recherche	Direction adjointe	1 500,00 €	
G2	DROIT ET TRANSFORMATIONS SOCIALES		Directeur adjoint	Directeur adjoint département recherche	Direction adjointe	1 500,00 €	
G2	EVALUATION, COMPORTEMENTS ET ORGANISATIONS		Directeur adjoint	Directeur adjoint département recherche	Direction adjointe	1 500,00 €	
G2	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT		Directeur adjoint	Directeur adjoint département recherche	Direction adjointe	1 500,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G2	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT		Directeur adjoint	Directeur adjoint département recherche	Direction adjointe	1 500,00 €	
G2	CHANGES	BSE	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N3	2 000,00 €	
G2	CHANGES	BSE	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N3	2 000,00 €	
G2	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	LCPO	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N3	1 000,00 €	24
G2	ECOR	IRGO	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N3	1 000,00 €	
G2	SCIENCES BIOLOGIQUES ET MEDICALES	MFP	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N3	1 000,00 €	
G2	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	BIOGECO	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N3	1 000,00 €	
G2	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	EGFV	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N3	1 000,00 €	
G2	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	EPOC	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N4	2 000,00 €	
G2	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	EPOC	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N4	2 000,00 €	
G2	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	BFP UMR-A 1332	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N4	2 000,00 €	
G2	SCIENCES ARCHEOLOGIQUES	PACEA	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N3	- €	24
G2	ECOR	LACES	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N3	1 000,00 €	
G2	ECOR	LACES	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N3	1 000,00 €	
G2	SCIENCES DE L'INGIERIE ET DU NUMERIQUE	IMB	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N4	- €	24
G2	SCIENCES DE L'INGIERIE ET DU NUMERIQUE	LaBRI	Directeur adjoint	Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté	Directeur adjoint d'une UR de niveau N4	2 000,00 €	
G2	IHU		Directeur	Directeur thématique en composante de recherche	Direction scientifique	5 500,00 €	108
G2	IHU		Directeur	Directeur thématique en composante de recherche	Direction de valorisation	5 500,00 €	
G2	Grands programmes de recherche (IdEX UB) GPR IPORA - Interdisciplinary Policy-Oriented Research on Africa		Responsable	Responsable	Responsable GPR	4 500,00 €	
G2	Grands programmes de recherche (IdEX UB) GPR BPS - Bordeaux Plant Sciences		Responsable	Responsable	Responsable GPR	4 500,00 €	
G2	Grands programmes de recherche (IdEX UB) GPR BRAIN_2030 - Bordeaux Région Aquitaine Initiative for the future of Neuroscience		Responsable	Responsable	Responsable GPR	4 500,00 €	
G2	Grands programmes de recherche (IdEX UB) GPR Hope - Understanding Human Well-being and Behavior for better Policies & Societies		Responsable	Responsable	Responsable GPR	4 500,00 €	
G2	Grands programmes de recherche (IdEX UB) GPR Human Past		Responsable	Responsable	Responsable GPR	4 500,00 €	
G2	Grands programmes de recherche (IdEX UB) GPR PPM - Post-Petroleum Materials		Responsable	Responsable	Responsable GPR	4 500,00 €	
G2	Grands programmes de recherche (IdEX UB) GPR LIGHT - Light sciences and its applications		Responsable	Responsable	Responsable GPR	4 500,00 €	
G2	RRI BEST – Factory of the future “Making better to live better”		Responsable	Co-pilote, co-responsable, adjoint responsable	Co-Responsable RRI	2 500,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G2	RRI ROBSYS - Robustness of Autonomous Systems		Responsable	Responsable	Responsable RRI	2 500,00 €	
G2	RRI Frontiers of Life		Responsable	Responsable	Responsable RRI	2 500,00 €	
G2	RRI IMPACT - IMaging for Precision medicine within A Collaborative Translational program		Responsable	Co-pilote, co-responsable, adjoint responsable	Co-Responsable RRI	2 500,00 €	
G2	RRI Origins - from the origin of matter and planetary systems to climate		Responsable	Responsable	Responsable RRI	2 500,00 €	
G2	RRI PHDS - Public Health Data Science Bordeaux Network		Responsable	Responsable	Responsable RRI	2 500,00 €	
G2	RRI NEWMOON - New models in Oncology		Responsable	Responsable	Responsable RRI	2 500,00 €	
G2	RRI Tackling Global Change - Tackling global change: integrated approaches for people and environment		Responsable	Responsable	Responsable RRI	2 500,00 €	
G2	Collège Santé		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction universitarisation / IFSI	2 000,00 €	
G2	Collège ST		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Directeur IREM	1 000,00 €	
G2	Collège ST		Directeur	Directeur thématique en composante de formation	Direction du service formation continue		
G2	Collège ST	LOI ORE	Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Directeur DIRET (positionnemement 1)	1 000,00 €	
G2	Collège DSPEG	LOI ORE	Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Directeur DIRET (positionnemement 1)	1 000,00 €	
G3	Central		VP	VP	VP en charge des transitions environnementales et sociétales	7 500,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP Formation tout au long de la vie	7 500,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP CFVU	9 279,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP Innovation	7 500,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP Internationalisation	7 500,00 €	192
G3	Central		VP	VP	VP Numérique	7 500,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP Orientation et insertion professionnelle	7 500,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP Partenariats et territoires	7 500,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP Patrimoine immobilier	7 500,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP Recherche	9 279,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP Réseaux internationaux	7 500,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP RH	7 500,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP Vie étudiante, vie de campus	7 500,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP CA	9 279,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP en charge des finances et des moyens	7 500,00 €	128
G3	Central		VP	VP	VP Qualité de vie et santé au travail	7 500,00 €	128
G3	Collège DSPEG		Directeur	Directeur collège, Institut, structure en central	Direction du collège DSPEG	7 500,00 €	128
G3	Collège DSPEG		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF - Direction Faculté Droit et Science Po	4 500,00 €	64
G3	Collège DSPEG		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF - Direction Faculté E, AES, G	4 500,00 €	64
G3	Collège DSPEG		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction UF - Direction institut du travail	3 000,00 €	48
G3	Collège DSPEG		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction UF - Direction IAE	4 500,00 €	64
G3	Collège Santé		Directeur	Directeur collège, Institut, structure en central	Direction du collège Santé	7 500,00 €	128

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G3	Collège Santé		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UFR Sciences médicales	4 500,00 €	64
G3	Collège Santé		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UFR Sciences pharmaceutiques	4 500,00 €	64
G3	Collège Santé		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UFR Sciences odontologiques	4 500,00 €	64
G3	Collège Santé		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction Institut du thermalisme	3 000,00 €	48
G3	Collège Santé		Directeur	Directeur structure/entité en composante de formation	Direction ISPED	4 500,00 €	64
G3	Collège SH		Directeur	Directeur collège, Institut, structure en central	Direction du collège SH	7 500,00 €	128
G3	Collège SH		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction Faculté Psychologie	4 500,00 €	64
G3	Collège SH		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF Sociologie	4 500,00 €	64
G3	Collège SH		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF Sciences de l'éducation	4 500,00 €	64
G3	Collège SH		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF Antropologie	3 000,00 €	48
G3	Collège SH		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction faculté STAPS	4 500,00 €	64
G3	Collège ST		Directeur	Directeur collège, Institut, structure en central	Direction du collège ST	7 500,00 €	128
G3	Collège ST		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF Mathématique et Interaction	4 500,00 €	64
G3	Collège ST		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF Informatique	4 500,00 €	64
G3	Collège ST		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF Sciences de l'ingénieur	4 500,00 €	64
G3	Collège ST		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF Sciences de la terre et de l'environnement	4 500,00 €	64
G3	Collège ST		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF de Chimie	4 500,00 €	64
G3	Collège ST		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF de Physique	4 500,00 €	64
G3	Collège ST		Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Direction UF de Biologie	4 500,00 €	64
G3	ISVV		Directeur	Directeur collège, Institut, structure en central	Direction de l'ISVV	4 500,00 €	96
G3	EDOC		Directeur	Directeur collège, Institut, structure en central	Direction EDOC	4 500,00 €	64
G3	BX NEUROCAMPUS		Directeur	Directeur département recherche	Direction	4 500,00 €	64
G3	SANTE PUBLIQUE		Directeur	Directeur département recherche	Direction	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES ARCHEOLOGIQUES		Directeur	Directeur département recherche	Direction	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES BIOLOGIQUES ET MEDICALES		Directeur	Directeur département recherche	Direction	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES DE L'INGIERIE ET DU NUMERIQUE		Directeur	Directeur département recherche	Direction	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR LA SANTE		Directeur	Directeur département recherche	Direction	4 500,00 €	64
G3	CHANGES		Directeur	Directeur département recherche	Direction	4 500,00 €	64
G3	DROIT ET TRANSFORMATIONS SOCIALES		Directeur	Directeur département recherche	Direction	4 500,00 €	64
G3	EVALUATION, COMPORTEMENTS ET ORGANISATIONS		Directeur	Directeur département recherche	Direction	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT		Directeur	Directeur département recherche	Direction	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT		Directeur	Directeur département recherche	Direction	4 500,00 €	64
G3	BX NEUROCAMPUS	BIC 3420-004	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	- €	
G3	BX NEUROCAMPUS	IINS UMR 5297	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	BX NEUROCAMPUS	IMN UMR 5293	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	BX NEUROCAMPUS	INCIA UMR 5287	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G3	BX NEUROCAMPUS	Neurocentre Magendie UMR-S 1215	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	BX NEUROCAMPUS	NutriNeuro UMR-A 1286	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	BX NEUROCAMPUS	SANPSY UAR 3413	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	2 000,00 €	
G3	CHANGES	CeDS UR 7440	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	2 000,00 €	
G3	CHANGES	Centre Emile Durkeim UMR 5116	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	CHANGES	BSE UMR 6060	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	CHANGES	Lab E3D UR 7441	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	CHANGES	PASSAGES UMR 5319	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	CHANGES	SPH UMR 4574	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	DROIT ET TRANSFORMATIONS SOCIALES	CERCCLE UR 7436	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	DROIT ET TRANSFORMATIONS SOCIALES	CERFAPS UR 4600	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	2 000,00 €	
G3	DROIT ET TRANSFORMATIONS SOCIALES	COMPTRASEC UMR 5114	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	DROIT ET TRANSFORMATIONS SOCIALES	CRDEI UR 4193	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	DROIT ET TRANSFORMATIONS SOCIALES	Institut Léon Duguit UR 7439	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	DROIT ET TRANSFORMATIONS SOCIALES	IRDAP UR 4191	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	DROIT ET TRANSFORMATIONS SOCIALES	IRM UR 7434	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	DROIT ET TRANSFORMATIONS SOCIALES	ISCJ UR 4633	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	EVALUATION, COMPORTEMENTS ET ORGANISATIONS	IRGO UR 4190	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	EVALUATION, COMPORTEMENTS ET ORGANISATIONS	LabPsy UR 4139	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	EVALUATION, COMPORTEMENTS ET ORGANISATIONS	LACES UR 7437	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SANTE PUBLIQUE	BPH UMR-S 1219	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES ARCHEOLOGIQUES	UMR 6034 Archéosciences	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	2 000,00 €	
G3	SCIENCES ARCHEOLOGIQUES	PACEA UMR 5199	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES ARCHEOLOGIQUES	FSAB-3383	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	- €	
G3	SCIENCES BIOLOGIQUES ET MEDICALES	BMC UMR-S 1034	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	SCIENCES BIOLOGIQUES ET MEDICALES	IBGC UMR 5095	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES BIOLOGIQUES ET MEDICALES	ImmunoConcEpT UMR 5164	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	SCIENCES BIOLOGIQUES ET MEDICALES	BRIC	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES BIOLOGIQUES ET MEDICALES	MFP UMR 5234	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES BIOLOGIQUES ET MEDICALES	MRGM EUMR-S 1211	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	SCIENCES BIOLOGIQUES ET MEDICALES	TBM-Core UAR 3427 - US 005	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	- €	
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	CeLIA UMR 5107	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	LP2I Bordeaux	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	CRPP UMR 5031	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	

Groupes de rattachement cartographie C2	Affectation 1	Affectation 2 (si précisé)	Familles de fonctions types établissement	Sous catégories familles de fonctions types établissement	Libélés fonctions structures	Montant prime cartographie C2	Volume décharge cartographie C2 en HETD
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	ICMCB UMR 5026	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	ISM UMR 5255	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	LAB UMR 5804	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	LCPO UMR 5629	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	LCTS UMR 5801	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	LOF UMR 5258	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	2 000,00 €	
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	LOMA UMR 5798	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	LP2N UMR 5298	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	SCIENCES DE LA MATIERE ET DU RAYONNEMENT	PLACAMAT UAR 3626	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	2 000,00 €	
G3	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	BFP UMR-A 1332	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	BIOGECO UMR A 1202	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	EGFV UMR-A 1287	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	EPOC UMR 5805	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	LBM UMR 5200	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	SCIENCES DE L'ENVIRONNEMENT	Œnologie UMR 1366	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES DE L'INGIERIE ET DU NUMERIQUE	I2M UMR 5295	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES DE L'INGIERIE ET DU NUMERIQUE	IMB UMR 5251	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES DE L'INGIERIE ET DU NUMERIQUE	IMS UMR 5218	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES DE L'INGIERIE ET DU NUMERIQUE	Labri UMR 5800	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	64
G3	SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR LA SANTE	ARNA UMR 5320 + UMR-S 1212	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR LA SANTE	BIOTIS UMR-S 1026	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR LA SANTE	CBMN UMR 5248	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	64
G3	SANTE PUBLIQUE	CIC 1401	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR LA SANTE	CRCTB UMR-S 1045	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	
G3	SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR LA SANTE	CRM SB UMR 5536	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR LA SANTE	IBIO - BioImagerie de Bordeaux UAR 3767	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	- €	
G3	SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR LA SANTE	IECB UMS 3033	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	3 000,00 €	
G3	OASU	POREA UAR 2567+ OASU	Directeur	Directeur UFR, UF, UR, Faculté	Directeur	4 500,00 €	

Conseil d'administration
Séance du 11 juillet 2023

DÉLIBÉRATION RELATIVE AU REGIME INDEMNITAIRE DES PERSONNELS ENSEIGNANTS ET CHERCHEURS : DEFINITION DE L'ENVELOPPE PREVISIONNELLE

Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le code de l'éducation ;
Vu la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche ;
Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
Vu les lignes directrices de gestion ministérielles du 18 janvier 2023 relatives au régime indemnitaire des enseignants-chercheurs et des chercheurs ;
Vu l'avis du comité social d'administration de l'université de Bordeaux en date du 30 juin 2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1

L'enveloppe prévisionnelle relative aux composantes C2 et C3 du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (Ripec) est fixée comme suit pour les périodes référencées dans le tableau :

Composantes RIPEC ciblées	**Enveloppe annuelle prévisionnelle** *(montant brut primes)*	**Enveloppe annuelle prévisionnelle** *(montant chargé primes)*
Composante C2 *Année universitaire 2022-2023*	1 600 000 € *(enveloppe prévisionnelle liée au montant brut des primes C2 versées au titre de l'année universitaire 2022-2023)*	1 680 000 € *(enveloppe prévisionnelle liée au montant chargé des primes C2 versées au titre de l'année universitaire 2022-2023)*
Composante C3 *Campagne 2023*	2 160 000 € *(enveloppe prévisionnelle sur 3 ans liée aux 180 nouveaux bénéficiaires de la prime C3 à 4 000€, au titre de la cohorte 2023 – montant brut)*	2 268 000 € *(enveloppe prévisionnelle sur 3 ans liée aux 180 nouveaux bénéficiaires de la prime C3 à 4 000€, au titre de la cohorte 2023 – montant chargé)*

Article 2
La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux modalités de publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Adoptée à la majorité des votes exprimés (31 votants)
Pour : 26
Contre : 3
Abstention : 2

Le président du conseil d'administration
Dean LEWIS
Président de l'université

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 11 juillet 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT DECLASSEMENT DE LA MAISON JUPITER SUR LE SITE DE FLOIRAC

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu le code général de la propriété des personnes publiques ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux ;

Considérant que l'université de Bordeaux est propriétaire du site de l'Observatoire universitaire situé sur la commune de Floirac par acte notarié en date du 27 juin 2023
Considérant que ce site dispose de logements d'habitation désaffectés des missions du service public de l'enseignement supérieur et de la recherche
Considérant que l'université souhaite valoriser la maison Jupiter en la proposant à la location sur le parc privé

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

D'autoriser le président à déclasser par arrêté l'ensemble domanial « Maison Jupiter et son jardin » édifié sur les parcelles AP80 et AP82.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux figurant à l'annexe 4 des statuts de l'établissement.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (30 votants)
Pour : 30
Contre : 0
Abstention : 0

DELIBERATION PORTANT MODIFICATION DE LA TARIFICATION DU DIPLÔME D'ACCÈS AUX ÉTUDES UNIVERSITAIRES À DOMINANTE SCIENTIFIQUE (DAEU-B)

Vu le code de l'éducation, notamment ses articles L 712-3 et L 713-1 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux, notamment son article 37 ;

Le conseil d'administration après en avoir délibéré décide :

Article unique :

D'approuver la modification de la tarification du diplôme d'accès aux études universitaires à dominante scientifique (DAEU-B) précisée en annexe du présent avis.

Annexe :

- Tarification du diplôme d'accès aux études universitaires à dominante scientifique (DAEU-B)

Adopté à la majorité des votes exprimés : (30 votants)

Pour : 28
Contre : 0
Abstentions : 2

Le président du conseil d'administration,
Dean Lewis
Président de l'université

ANNEXE : TARIFICATION DU DIPLÔME D'ACCÈS AUX ÉTUDES UNIVERSITAIRES À DOMINANTE SCIENTIFIQUE (DAEU-B)

Tarif applicable aux co-contractants professionnels (employeurs, OPCO, etc.) :

• Tarifs en modalité compensable (présentiel et FOAD) : 2400 € HT
(2 matières obligatoires + 2 matières au choix parmi 3)
• Tarif pour la modalité capitalisable (présentiel et FOAD) : 600 € HT par module

Tarifs applicable aux co-contractants personne physique :

Revenus du stagiaire	Tarifs en modalité compensable	Tarifs en modalité capitalisable Pour 2 modules
< 1500 euros nets/mois	340 € HT	170 € HT
< 2000 euros nets/mois	700 € HT	350 € HT
< 2500 euros nets/mois	1 200 € HT	600 € HT
> 2500 euros nets/mois	2 400 € HT	1200 € HT

Les candidats peuvent être exonérés totalement ou partiellement des frais de formation sur dossier au titre :

- De l'aide de la Région Nouvelle Aquitaine (sous réserve, d'une part, de respecter les critères imposés par la Région et, d'autre part, de ne pas bénéficier d'autres dispositifs pouvant financer la formation, par exemple mobilisation du compte professionnel de formation, ou aide pôle emploi. Sont priorisés les dossiers des stagiaires à plus faibles revenus et traités dans l'ordre de réception des candidatures, dans la limite des places disponibles établies par la Région).

- De l'avis de la commission de réduction des frais du Service Formation continue du Collège Sciences et Technologie de l'Université de Bordeaux.

En cas d'exonération totale des frais de formation, la somme de 340 € de frais de participation est obligatoire à l'inscription. Cette somme est remboursée à la clôture de la session de formation pour laquelle le stagiaire a été inscrit sous réserve d'avoir respecté l'assiduité aux cours et la présence aux examens et épreuves de la formation

uaiversité
"BORDEAUX

Relevé des points d'information

du conseil d'administration du 11 juillet 2023

- Débat d'orientation budgétaire 2024
- Présentation de la décision fixant la cartographie des fonctions et responsabilités particulières relevant de composante fonctionnelle C2 du RIPEC

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration



Débat d’orientation budgétaire 2024

Exercice 2023

Conseil d’administration

11 juillet 2023

Contexte national

L’université de Bordeaux cherche à se donner les moyens d’assumer ses missions :

-> Une accélération de la réussite aux appels à projet France 2030 :

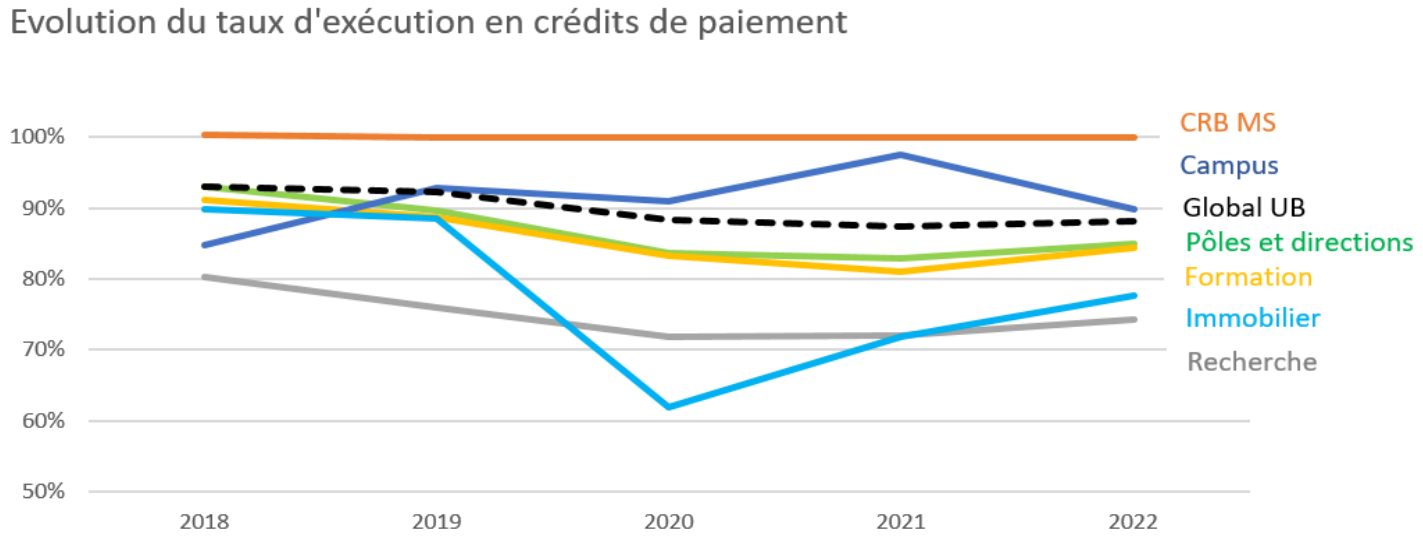
- CMA
- Diversification des ressources : DREAM
- Recherche en Biologie-santé IHU (2)
- PUI
- COMP
- Dévolution du patrimoine

Malgré un contexte budgétaire national tendu :

- Une attention portée par le ministère des finances sur le fonds de roulement et la trésorerie disponible des universités jugés trop importants

Contexte financier

Taux d'exécution



Constat

Une diminution de nos taux d'exécution depuis 3 ans qui fragilise la sincérité budgétaire et qui laisse des montants conséquents non consommés en fin d'exercice

	2018	2019	2020	2021	2022
Tx exécution UB	93%	92%	88%	87%	88%
Montants laissés disponibles (hors opérations pluriannuelles)	*9 M€*	*12 M€*	*23 M€*	*25 M€*	*29 M€*

Contexte financier

Résultat 2022

Résultat de fonctionnement

	UB	Budget principal	BA Immobilier	BA CAMPUS
BI 2022	6 774 632	306 512	6 468 121	0
BR1 2022	63 930	-5 546 702	5 622 017	-11 385
Compte fi 2022	14 246 257	2 579 272	11 671 679	-4 694
écart BR1 / Cpte fi	14 182 327	8 125 974	6 049 662	6 691

Constat
Des marges de manœuvre très différentes selon les budgets

Budget principal

Prévision BR1 : -5,6M€
Résultat : +8M€

➔ Sous-exécution en dépenses, excès de prudente sur l'anticipation des recettes
➔ Gestion de la pluri annualité à maitriser

BA Immobilier

Prévision BR1 : 5,6M€
Résultat : 11,6M€
➔ Sous-exécution en dépense dont -1,5M€ sur les fluides + aide exceptionnelle de 3,2M€ + 0,8M€ refacturation fluide
➔ Vente du site Lamartine 8,3M€

BA Campus

Prévision BR1 : -11K€
Résultat : -5K€

➔ Décalage comptable entre dotations aux amortissement et reprises de subvention

Contexte financier

Dynamique du résultat - budget principal

	2020	2021	2022	Evolution 2022 vs 2020
Subvention de l'Etat	368 826 052	333 238 614	369 895 773	1 069 721
Autres subventions	33 893 266	66 735 755	31 386 107	-2 507 159
Ressources propres	59 220 667	68 789 699	79 408 813	20 188 146
dont Apprentissage	*6 418 675*	*11 997 656*	*16 981 976*	*10 563 302*
dont Contrat recherche	*3 201 405*	*5 681 810*	*10 680 641*	*7 479 236*
TOTAL RECETTES	461 939 985	468 764 067	480 690 694	18 750 709
Personnel	357 607 356	366 301 255	384 914 843	27 307 486
Fonctionnement	97 148 729	96 108 115	93 196 579	-3 952 149
TOTAL DEPENSES	454 756 085	462 409 370	478 111 422	23 355 337
RESULTAT	7 183 900	6 354 697	2 579 272	-4 604 628

Dynamisme de recette principalement porté par nos composantes

Charges récurrentes et obligatoires en hausse

Constat
Le résultat de notre budget principal (cœur de métier) diminue progressivement mais moins vite que prévu

Contexte financier

Dynamique du résultat - budget principal

*

* ,PSDFW GH OD UHYDORULVDWLRQ GX SRLQW G¶LQGLFH VXU OHV PRLV GH O¶DQQ

Constat
Nous disposons encore de marges de manœuvre budgétaires mais elles ne sont pas installées de façon optimale pour les mobiliser

Contexte financier

Subvention pour charge de service public

La SCSP

- 65% des ressources UB (Cpte fi 2022)
- Forte évolution de la part socle +29M€ depuis 2017 mais :
  - Masse salariale : crédits gagés sur des mesures RH (revalorisation du point d'indice, PPCR, LPR…) mais **le GVT reste non financé**
  - Fonctionnement : financement stable alors que les dépenses augmentent continument

Focus sur les prélèvements centralisés

Les frais de gestion sont mobilisés pour les fluides et la MS

Evolution des prélèvements centralisés

2022 - Fléchages sur les postes suivants :

- ✓ 6,2M€ sur CRB MS
- ✓ 6M€ PPE
- ✓ 2M€ DDOC
- ✓ 1,6M€ FIPVU
- ✓ 1,5M€ SG
- ✓ 0,8M€ Fonds mutualisés
- ✓ 0,7M€ Facturation AST
- ✓ 0,2M€ DSI

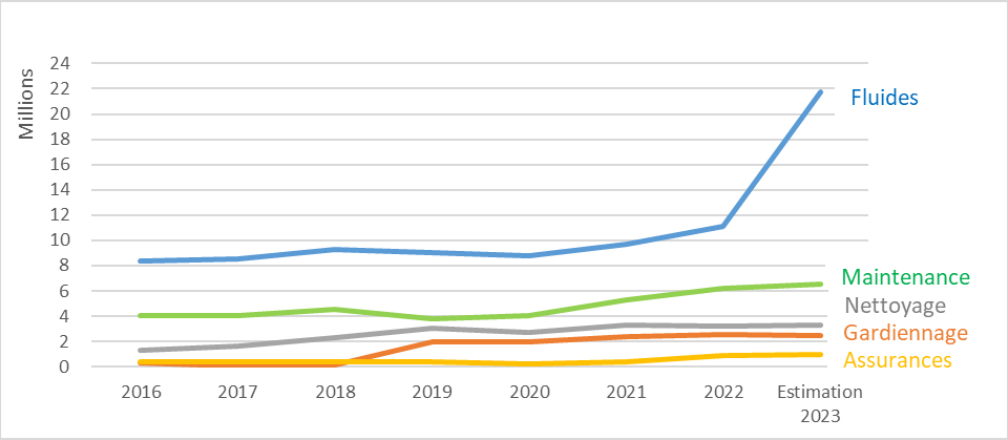
Contexte financier

Subvention pour charge de service public

La part socle de fonctionnement est en décrochage sur la couverture des charges structurelles (fluides, l'entretien, le nettoyage, le numérique…)

Contexte financier
Charges de fonctionnement

➔ De nombreux postes sous tension

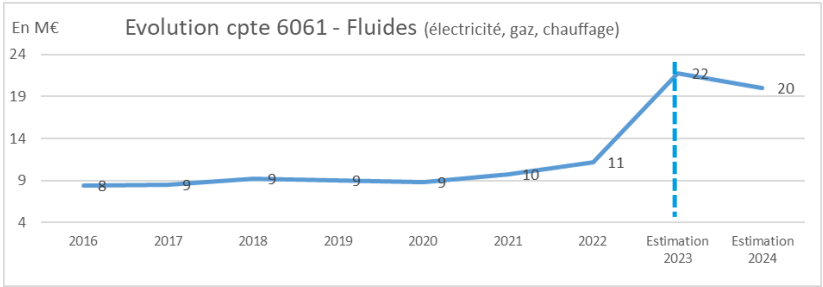


En cohérence avec les anticipations :

- Hausse des prix de l'énergie
- Forte tension sur les prestations extérieures
- Hausse anticipée sur la maintenance
- Taux sinistralité impactant nos cotisations d'assurance

Une situation exceptionnelle de la hausse des fluides

➔ **budget fluides passera de 10 à 22M€ en 2023** et pourrait diminuer ensuite sans toutefois revenir au niveau de 2019.



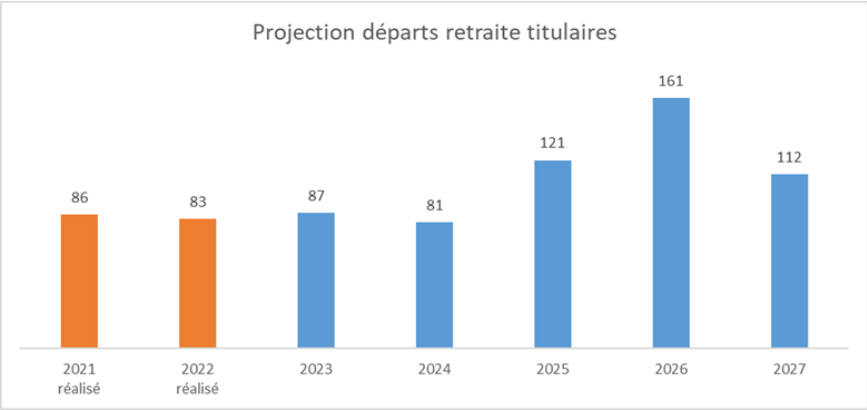
Contexte financier

Annonces ministérielles 2023 - Masse salariale

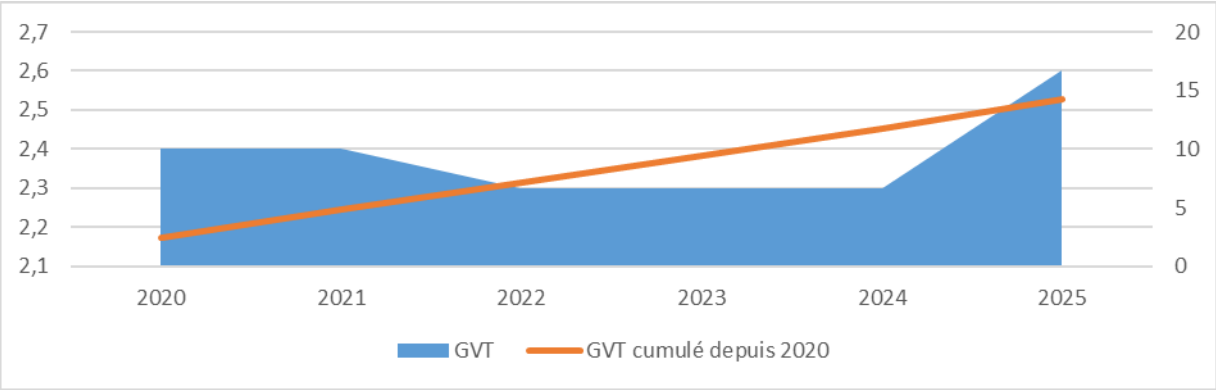
	Date effet	2023	2024
Revalorisation du point d'indice +1,5%	01/07/2023	2,5M€	5M€
Mesure +5 points pour tous les agents	01/01/2024		2,6M€
Mesure « bas de grille »	01/07/2023	90K€	180K€
Prime « pouvoir d'achat »	avant fin 2023	2,5M€	
Prise en charge transport 50% à 75%	01/09/2023	39K€	116K€
Revalorisation des indemnités forfaitaires des jours de CET (+10%)	01/09/2023	357€	1K€
	Total	**5,1M€**	**7,9M€**

Contexte financier
CRB Masse salariale

Une anticipation limitée de départs qui peut être accentuée par la réforme des retraites….



… générant un besoin de financement structurel



GVT : Glissement vieillissement technicité

Le *GVT* est une notion de variation de la masse salariale à effectif constant.

Modélisation de notre trajectoire financière

	Compte financier			*Projection*			
SYNTESE	**2020**	**2021**	**2022**	**2023**	**2024**	**2025**	**2026**
Subvention de l'Etat	390 148 366	391 278 294	400 828 471	405 589 646	409 006 416	411 905 055	413 543 397
Autres subventions	32 695 102	32 698 265	31 996 489	34 700 000	34 700 000	34 700 000	34 700 000
Autres produits	92 681 231	105 610 640	116 472 084	104 668 348	100 981 007	97 280 034	97 380 016
TOTAL RECETTES	**515 524 700**	**529 587 200**	**549 297 044**	**544 957 993**	**544 687 424**	**543 885 089**	**545 623 412**
Personnel	362 969 175	372 215 806	386 048 913	405 939 377	404 518 262	406 549 851	407 097 326
Fonctionnement	145 375 210	151 316 638	149 001 874	157 062 510	152 557 123	148 228 003	148 228 003
TOTAL DEPENSES	**508 344 386**	**523 532 444**	**535 050 787**	**563 001 887**	**557 075 385**	**554 777 854**	**555 325 329**
RESULTAT	**7 180 314**	**6 054 756**	**14 246 257**	**-18 043 894**	**-12 387 961**	**-10 892 765**	**-9 701 916**
RESULTAT hors cession et hors suroût fluide (base 2021)	**7 180 314**	**6 054 756**	**7 440 748**	**-6 023 481**	**-2 045 465**	**-1 147 288**	**43 560**

Le budget principal tend vers l'équilibre mais une situation globale dégradée sous l'impulsion de la hausse des fluides (BAIM) et de mesures RH non financées

Nos orientations pour le budget 2024
Objectifs

En 2024, il faut continuer de **préserver l'emploi** tout en conservant des marges de manœuvre sur le budget principal :

- En poursuivant notre **dynamique de ressources propres**
- En renforçant la **précision de notre pilotage** (sincérité budgétaire)
- En poursuivant des **mesures d'économies**

A partir de 2024, il y a nécessité d'intégrer la **hausse structurelle des prix** de l'énergie dans la construction du budget :

- **baisse des dépenses liées au m2** : sobriété énergétique, isolation des bâtiments, usage des locaux, densification des campus et **diminution des surfaces**
- co-construction et suivi de notre trajectoire budgétaire **avec notre tutelle**

Nos orientations pour le budget 2024
Traductions opérationnelles

Maintenir la capacité de mettre en œuvre nos missions et notre projet stratégique

- Priorité au **maintien de l'emploi** et à son **attractivité** :
  - **PGE 2024** : financement de 50% du GVT (1,2M€) en jouant sur la structure d'emploi
  - Mise en œuvre complète du **SDEC**
  - Politique volontariste de **Chaire de professeur junior - CPJ** (entre 3 et 5 en 2024)
  - Mesures qualitatives (cf. **lettre de cadrage PGE**)

- Prise en compte des **besoins en fonctionnement des composantes : maintien** des dotations grandes masses et des soutiens aux co-investissements

- Augmentation du **budget d'animation de la recherche : +250 k€**

Nos orientations pour le budget 2024
Traductions opérationnelles

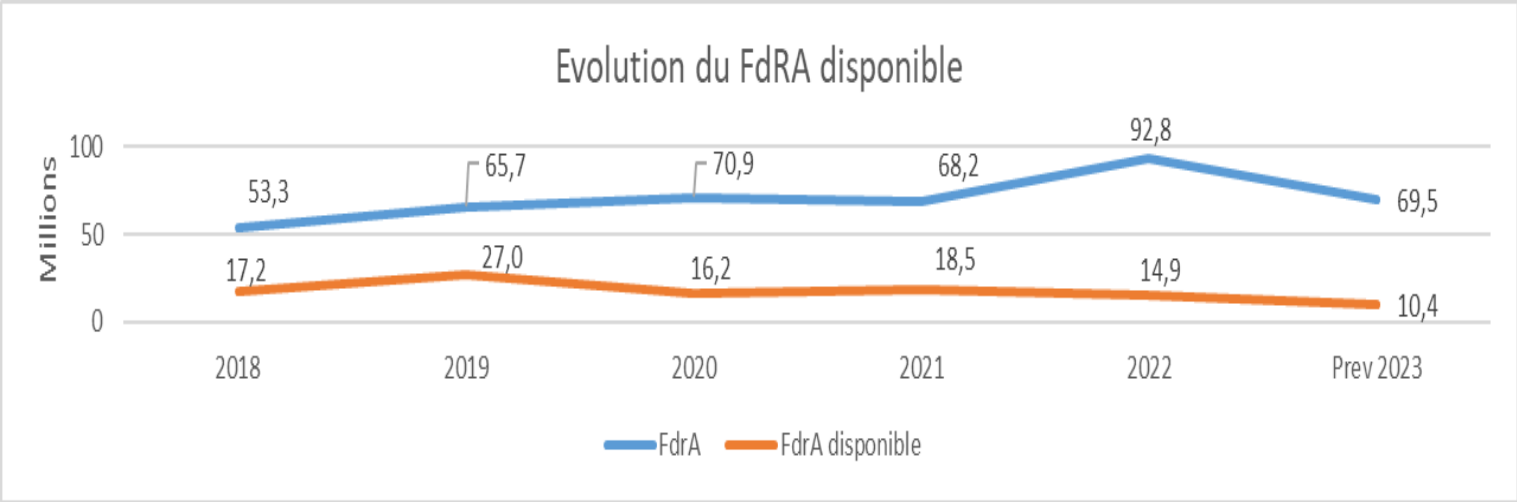
Financer le surcoût de fluides

- **Pistes à explorer :**
  - Ajustement de la dotation de l'Etat (échanges avec nos tutelles)

  - Des marges de manœuvre internes très limitées et au détriment de dépenses nécessaires (cf. diapositives suivantes)
    - Sollicitation du fonds de roulement
    - Frais de gestion des grands programmes (DREAM, AMI CMA,…)

Nos orientations pour le budget 2024
Fonds mobilisables

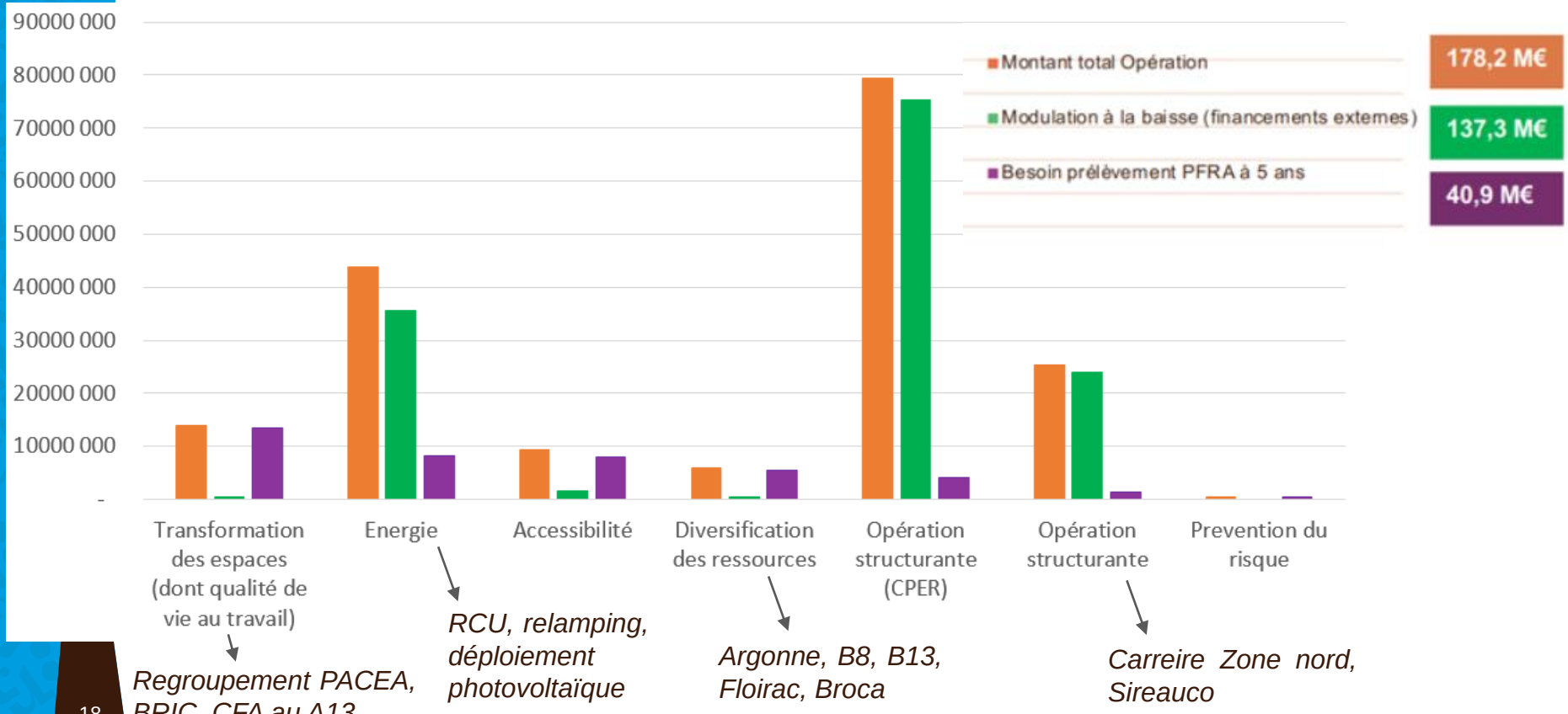
Fonds de roulement



Le fonds de roulement est gagé par des opérations immobilières nécessaires -> Tout prélèvement sur FdRA (fluides, réduction exceptionnelle de SCSP) viendra limiter notre capacité à investir

Nos orientations pour le budget 2024

Besoins d'investissement immobilier 2024-2028



Nos orientations pour le budget 2024
Fonds mobilisables

Sur la base des inscriptions budgétaires 2023 et des anticipations :

Fonds de roulement estimé fin 2023	**69,5M€***
CVEC	-2M€
PPI interne	-1M€
Rappel SCSP	-1,5M€
Coûts annexes CAMPUS	-0,5M€
Arbitrages (CPER, RI, sinistre…)	-3,9M€
Besoins d'investissement immobilier 2024-2028	**-40,9M€**
Projet CAMPUS	-20M€

Estimation d'un besoin minimal de 70M€**

** Intégrant le déficit prévisionnel 2023*
***Hors déficit de fonctionnement ou nouveaux arbitrages*

Nos orientations pour le budget 2024
Fonds mobilisables

IDEx

Intérêts de la dotation par an	23 891 000 €
Montant disponible sur la période 2021-2025	139 704 315 €
Montant restant à planifier sur 2021-2025	22 656 236 €

Axes	Prévisionnel 2023	Prévisionnel 2024	Prévisionnel 2025	Prévisionnel 2026	Prévisionnel 2027	Prévisionnel 2028	Prévisionnel 2029	Prévisionnel 2030
Recherche	3 413 080 €	2 361 000 €	3 446 000 €	7 842 000 €	8 222 000 €	8 222 000 €	2 285 000 €	1 555 000 €
Formation	2 379 975 €	2 307 175 €	1 914 375 €	- €	- €	- €	- €	- €
Innovation	651 500 €	587 500 €	423 500 €	123 500 €	- €	- €	- €	- €
Internationalisation	1 066 833 €	948 257 €	702 025 €	381 500 €	281 500 €	281 500 €	281 500 €	281 500 €
Talents	1 299 733 €	1 410 000 €	1 410 000 €	400 000 €	400 000 €	- €	- €	- €
Expérience étudiante	96 724 €	97 091 €	97 462 €	97 462 €	97 462 €	97 462 €	97 462 €	97 462 €
Transformation institutionnelle	147 000 €	- €	- €	- €	- €	- €	- €	- €
Ingénierie et pilotage	4 335 472 €	4 876 727 €	4 337 994 €	4 337 994 €	4 877 994 €	4 337 994 €	4 857 994 €	5 397 994 €
Fonds	500 000 €	500 000 €	500 000 €	- €	- €	- €	- €	- €
Contributions	3 858 650 €	3 858 650 €	3 858 650 €	3 858 650 €	3 858 650 €	3 858 650 €	3 858 650 €	3 858 650 €
Total général	17 748 967 €	16 946 400 €	16 690 006 €	17 041 106 €	17 737 606 €	16 797 606 €	11 380 606 €	11 190 606 €

Dates clés

Calendrier des **notifications de SCSP**

Prénotification budget 2023
22 novembre 2022

Notification initiale (budget 2023)
23 mars 2023

Notification intermédiaire (budget 2023)
Fin juillet 2023

Notification définitive (budget 2023)
Décembre 2023

Prénotification budget 2024
Novembre 2023

Calendrier de **construction budgétaire**



Le Président de l'université de Bordeaux

Vu le code général de la fonction publique ;
Vu le code de l'éducation ;
Vu la loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche ;
Vu le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;
Vu le décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
Vu l'arrêté du 29 décembre 2021 fixant le montant annuel des composantes indemnitaires créées par l'article 2 du décret n° 2021-1895 du 29 décembre 2021 portant création du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs ;
Vu les lignes directrices de gestion ministérielles du 18 janvier 2023 relatives au régime indemnitaire des enseignants-chercheurs et des chercheurs ;
Vu l'avis du comité social d'administration de l'université de Bordeaux en date du 30 juin 2023 ;
Vu la délibération du conseil d'administration n°2023-54 en date du 11 juillet 2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

DECIDE

Article 1
Au titre de la composante fonctionnelle (C2) du régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs (RIPEC), la répartition des fonctions et responsabilités dans les trois groupes prévus par l'arrêté susvisé du 29 décembre 2021 est fixée selon les principes généraux figurant dans la délibération du conseil d'administration de l'université de Bordeaux n° 2023-54 en date du 11 juillet 2023 susvisée.

Article 2
En application des principes généraux retenus par le conseil d'administration dans sa délibération mentionnée à l'article 1, les fonctions ouvrant droit au bénéfice de la composante fonctionnelle (C2) du RIPEC se décompose comme suit en :

- trois groupes de fonctions ;
- huit familles de fonctions types d'établissement ;
- vingt-neuf sous-catégories de fonctions, réparties au sein des huit familles de fonctions types d'établissement

Ces fonctions sont fixées comme suit :

Groupes	Familles de fonctions types d'établissement	Sous catégories de familles de fonctions types d'établissement
G1	Directeur Directeur adjoint Chargé mission-projet Coordinateur Référent, formateur, correspondant Responsable Spécifique	Directeur thématique en composante de formation Directeur structure/entité en composante de formation Directeur adjoint service central / commun Directeur adjoint site délocalisé composante Directeur adjoint structure/entité en composante de formation Directeur adjoint thématique en composante de formation Chargé mission, projet en Central Chargé mission, projet hors Central Coordinateur hors Central Référent, formateur en Central Référent, correspondant, hors Central Co-pilote, co-responsable, adjoint responsable Responsable Répartiteur Directeur études Conseiller, auditeur
G2	Directeur Directeur adjoint Chargé mission-projet Coordinateur Référent, formateur, correspondant Responsable Spécifique	Directeur collège, institut, structure en central Directeur structure/entité en composante de formation Directeur service-structure central / commun Directeur site délocalisé composante Directeur thématique en composante de formation Directeur thématique en composante de recherche Directeur adjoint collège, institut, structure en central Directeur adjoint département recherche Directeur adjoint UF, UFR, UR, Faculté Directeur adjoint thématique en composante de formation Chargé mission, projet en Central Coordinateur en Central Référent, formateur en Central Président entité en Central Responsable Co-pilote, co-responsable, adjoint responsable Administrateur provisoire / par intérim
G3	Vice-Président Directeur	Vice-Président Directeur collège, institut, structure en central Directeur département recherche Directeur UFR, UF, UR, Faculté Directeur structure/entité en composante de formation

Article 3

La présente décision sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux modalités de publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Fait à Talence, le 24 juillet 2023

Dean LEWIS

université de BORDEAUX

Talence, le 17 octobre 2023

Le President de l'universite
à
Mesdames et Messieurs les membres du conseil d'administration
de l'Universite de Bordeaux

J'ai l'honneur de vous inviter à participer à la reunion du conseil d'administration de l'universite qui aura lieu le **mardi 17 octobre à 14h** (Salle des Actes - Campus de Talence)

ORDRE DU JOUR

1. Informations generates	
2. Proces-verbaux	
• Approbation du proces-verbal du 20 juin 2023	*pour deliberation*
▪ Approbation du proces-verbal du 11 juillet 2023	*pour deliberation*
3. Affaires institutionnelles et generates	
▪ Tarification du programme Disrupt Bordeaux Campus	*pour deliberation*
4. Patrimoine	
▪ Reseau de chaleur universitaire - convention de partenariat entre les etablissements du site bordelais	*pour deliberation*
▪ Approbation de la convention d'Obligations Reelles Environnementales sur le site du Haut Vigneau à Gradignan	*pour deliberation*
5. Affaires financieres	
▪ Évolution du perimetre budgetaire des recettes flechees	*pour deliberation*
* Presentation de la structure budgetaire 2024	*pour information*
▪ Adoption de l'enveloppe des « grandes masses » relative au budget 2024	*pour deliberation*
6. Ressources humaines	
▪ Rapport social unique 2022	*pour deliberation*
* Bilan du rapport de la campagne d'interessement scientifique 2023	*pour information*
• Deliberation-cadre relative aux modalites de constitution et de fonctionnement des commissions d'affectation des enseignants du second degre	*pour deliberation*
▪ Plan de gestion des emplois 2024 - emplois enseignants du 2nd degre	*pour deliberation*
7. Recherche et relations internationales	
▪ Nouvelle tutelle pour Bordeaux Sciences Economiques (BSE) : INRAE	*pour deliberation*
8. Questions diverses	

Dean LEWIS
President du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Relevé de décisions du conseil d'administration du 17 octobre 2023

N°2023-58 Approbation du procès-verbal du 20 juin 2023

N°2023-59 Approbation du procès-verbal du 11 juillet 2023

N°2023-60 Tarification du programme Disrupt Bordeaux Campus

N°2023-61 Réseau de chaleur universitaire - convention de partenariat entre les établissements du site bordelais

N°2023-62 Approbation de la convention d'Obligations Réelles Environnementales sur le site du Haut Vigneau à Gradignan

N°2023-63 Évolution du périmètre budgétaire des recettes fléchées

N°2023-64 Adoption de l'enveloppe des « grandes masses » relative au budget 2024

N°2023-65 Rapport social unique 20224

N°2023-66 Délibération-cadre relative aux modalités de constitution et de fonctionnement des commissions d'affectation des enseignants du second degré

N°2023-67 Plan de gestion des emplois 2024 - emplois enseignants du 2nd degré

N°2023-68 Nouvelle tutelle pour Bordeaux Sciences Economiques (BSE) : INRAE

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration



université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 17 octobre 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 20 JUIN 2023

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 20 juin 2023 est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (28 votants)
Pour : 27
Contre : 0
Abstention : 1

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 17 octobre 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU 11 JUILLET 2023

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le procès-verbal de la séance du conseil d'administration du 11 juillet 2023 est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (28 votants)
Pour : 26
Contre : 0
Abstention : 2

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 17 octobre 2023

DÉLIBÉRATION RELATIVE À LA TARIFICATION DU PROGRAMME DISRUPT BORDEAUX CAMPUS

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1, L. 712-2 et L. 712-3 ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 13 décembre 2021 portant délégation de pouvoirs du conseil d'administration au président de fixer les tarifs des objets, publications et prestations proposés à la vente, d'un montant unitaire inférieur ou égal à 1000 euros HT, à l'exception de ceux correspondant à la mise en œuvre des missions d'enseignement et de recherche de l'Université ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Considérant que le programme Disrupt Campus Bordeaux est un enseignement pluridisciplinaire qui permet aux étudiants de répondre à des problématiques posées par les acteurs du monde socio-économique en fournissant au commanditaire un résultat concret, fruit du travail réalisé en équipe, pendant l'année universitaire.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le programme de formations des étudiants (conférences, ateliers, mises en situation, etc.), le coaching de chaque équipe par un personnel qualifié, ainsi que le suivi administratif et pédagogique de l'enseignement Disrupt Campus Bordeaux, fixe la prestation à 4000€ HT pour les entreprises commanditaires, et 4000€ TTC pour les services de l'Université de Bordeaux qui souhaiteraient avoir recours à ce programme d'enseignement.

Article 2.

La présente délibération au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Article 3.

Le directeur général des services et l'agent comptable sont chargés de l'exécution de la présente délibération.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS



Adoptée à la majorité des votes exprimés (28 votants)
Pour : 27
Contre : 0
Abstention : 1

Laboratoire des Compétences Transversales (LaCT)

université de BORDEAUX

Disrupt/campus

2023-2024



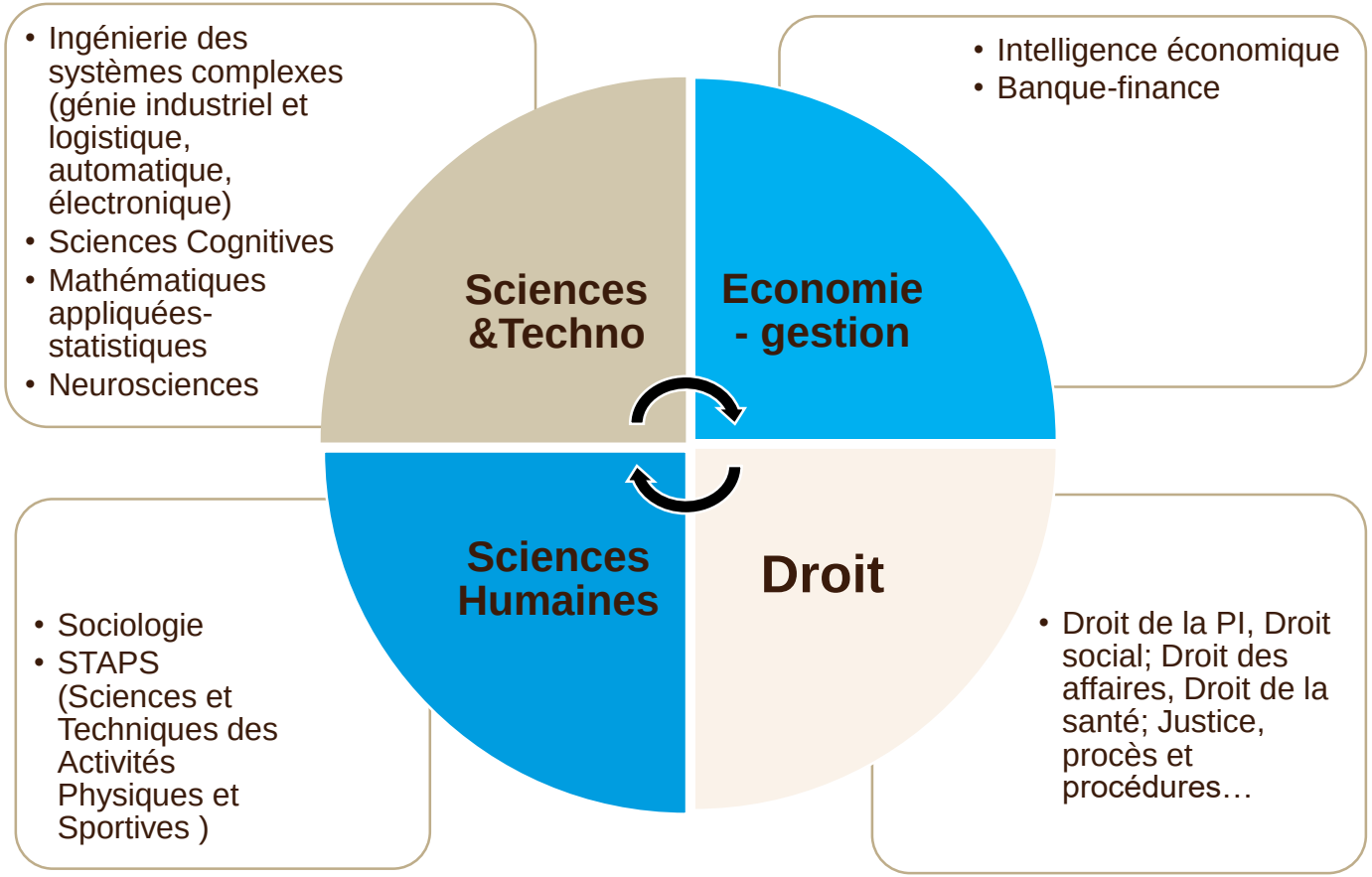
L’offre Disrupt Campus Bordeaux

Un programme d’enseignement **pluridisciplinaire** sur un semestre permettant de **faire travailler, en mode projet, une équipe** d’étudiants de master 1 sur **un cas confié par des acteurs socioéconomiques.**

Lancer et/ou développer un projet interne en lien avec **l’innovation dans un monde en transitions**.

Contribution pour l’entreprise : 4000 € HT
Lancement prochain d’un appel à projet pour permettre le (co)financement de projet pour certains types de structures

Profil de nos étudiants de niveau master 1



Le programme

Travail par groupe sur le cas confié

- ✓ Groupe de 3 à 5 étudiants issus de cursus complémentaires
- ✓ Accompagnement et coaching
- ✓ Implication d'un référent entreprise

Visites de structures

- ✓ Start-up
- ✓ Incubateur
- ✓ Coopérative
- ✓ PME-ETI
- ✓ FabLab

Enseignements transversaux

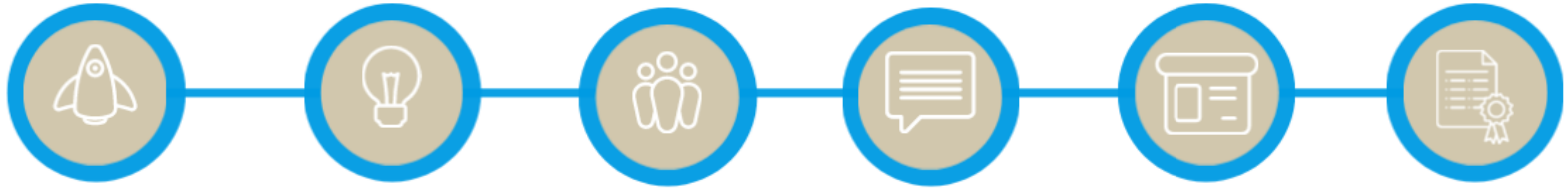
Module de lancement

- ✓ Socle commun Innover dans un monde en transitions
- ✓ Table ronde

Module de professionnalisation

- ✓ Gestion de projet
- ✓ Créativité
- ✓ Business model et création de valeur
- ✓ RSE
- ✓ Management et leadership

Calendrier



Janvier

Module de lancement (Transitions, Innovations, table ronde)

Formations :
- Management de projet
- Créativité 1

Février

Formations :
- Créativité 2
- Business model/création de valeur

Mars

Formations :
-Management/ leadership
-RSE

Avril

Remise des livrables

Formation :
-Prise de parole

Mai

Restitution orale au partenaire

Réalisation des vidéos de projet

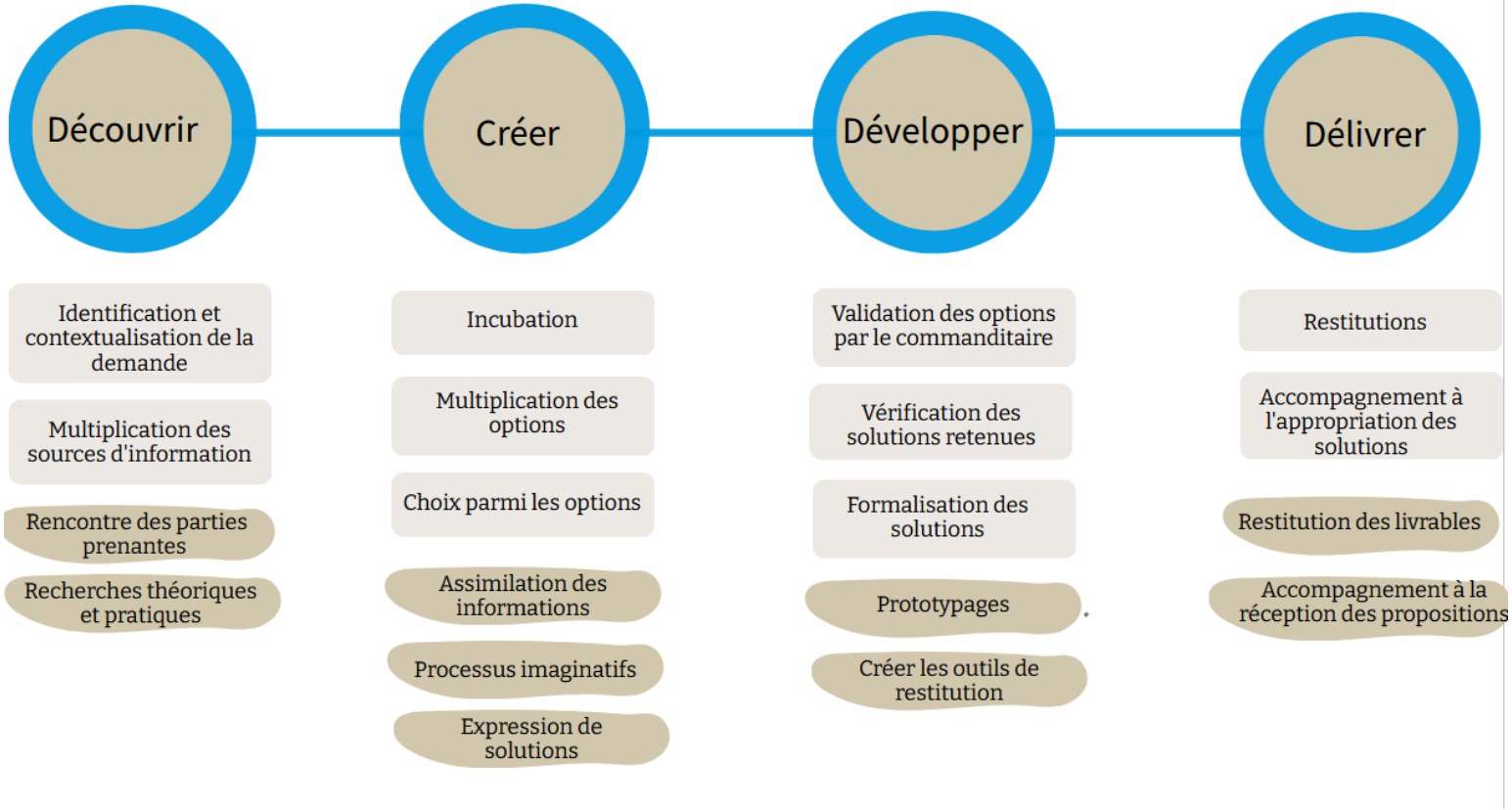
Juin

Evénement de clôture

Travail par groupe sur le cas confié avec le commanditaire et le coach

Visites de structures

Déroulé de la mission sur le cas confié



Résultats

Livrable Entreprise

- **Analyse et contextualisation** de la demande
- Descriptif des **méthodes utilisées** et des **résultats obtenus**
- **Solutions proposées** et prototype le cas échéant

Entreprises participantes
depuis 2018











































Nouveau Produit/Service

- Racks de chais augmenté
- Quels nouveaux usages pour les résidences étudiantes ?
- Quel objet connecté chats/chiens de compagnie ?
- Accueil personnalisé en agence bancaire via outils digitaux
- Lancement d'une plateforme en ligne de recrutement dans le milieu juridique
- Invention d'un modèle de restauration alternatif sur le campus
- Création d'un portail ressources en ligne pour les services aux entreprises

Nouveau Process / outil interne

- Enquêtes marketing Nouveaux services et méthodes de production ?
- Formation des conseillers en agence grâce à la réalité mixte
- Digitalisation du support situation tactique en cas de gestion de crise
- Veille des réseaux sociaux pour anticiper risque d'opinion/rumeurs.
- Transformation numérique du système de gestion des personnels
- Cartographie des legatechs dans le monde
- Valorisation des prototypes issus des travaux réalisés par un laboratoire Innovation

Conduite changement Nouveaux modes travail

- Réduction des risques TMS?
- Médiation scientifique sur des prototypes bancaires
- Implication collaborateurs dans culture (numérique) entreprise
- Plan de déploiement nouveau logiciel et adhésion des utilisateurs finaux
- Actions pour faire évoluer la place des femmes dans les métiers de la Tech
- Repositionnement et adaptation d'une activité bancaire à la modification de son marché
- Identification des compétences transversales en matière de transition env et soc attendues des recruteurs
- Etude des effets des incitations monétaires sur la consommation d'eau domestique
- Comment améliorer la diversité des profils dans les métiers de la Tech
- Etat des lieux et enjeux des transformations des DSI

Avantages à la clé



Traitement transversal d'une problématique et regard neuf des étudiants : génie industriel, droit, économie, sciences cognitives, sociologie...

✓ **Approche globale des transitions**



Travail encadré et abouti, économe de votre temps, grâce à des coaches expérimentés et à l'expertise du Laboratoire des Compétences Transversales auquel est intégré Disrupt Campus Bordeaux

✓ **Programme clés en mains**



Livrables pertinents grâce à l'environnement d'excellence de l'université de Bordeaux : chercheurs, fablab...

✓ **Résultats innovants et adaptés à votre stratégie de transitions**



Repérage d'étudiants dynamiques et compétents pour de futurs recrutements

✓ **Sourcing de talents et développement de la marque employeur**

Pour participer

Avant l’été

- Manifestation d’intérêt
- Proposition de fiche projet

De septembre à novembre

- Finalisation de la fiche projet
- Signature de la convention de partenariat pédagogique

Contacts

Marie CORIS, responsable pédagogique

Jeanne DEFAYE, chargée de missions

disrupt.campus@u-bordeaux.fr

Disrupt Campus Bordeaux

Laboratoire des Compétences Transversales - Université de Bordeaux

disruptcampus.bordeaux

Disrupt/campus

Laboratoire des Compétences Transversales (LaCT)

université de BORDEAUX

université de BORDEAUX

Conseil d'Administration
Séance du 17 octobre 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU PARTENARIAT RELATIF A LA CREATION D'UN RESEAU DE CHALEUR INTERUNIVERSITAIRE

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L 712-3 ;

Vu les statuts de l'Université de Bordeaux ;

Considérant que l'Université de Bordeaux et ses partenaires poursuivent des objectifs ambitieux en terme de transition énergique.
Considérant que les réseaux de chaleur urbain sont un moyen privilégié de massifier la production d'énergie renouvelable et de récupération.
Considérant que Bordeaux Métropole et l'Université de Bordeaux ont acté d'avancer conjointement pour la création d'un réseau de chaleur universitaire tout en permettant aux partenaires de l'enseignement supérieur de pouvoir choisir une modalité différente de collaboration
Considérant que pour acter ce partenariat entre l'Université de Bordeaux, l'université Bordeaux Montaigne, l'IEP de Bordeaux, Bordeaux INP, Bordeaux Sciences Agro, le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Bordeaux, le Centre National pour la Recherche Scientifique, les Parties ont convenu de signer une convention fixant les modalités de coopération.

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide :

Article 1.

D'approuver la convention de partenariat conclue entre l'Université de Bordeaux, l'université Bordeaux Montaigne, l'IEP de Bordeaux, Bordeaux INP, Bordeaux Sciences Agro, le Centre Régional des Œuvres Universitaires et Scolaires de Bordeaux, le Centre National pour la Recherche Scientifique relative au réseau de chaleur urbain.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire.

Annexe.

- Projet de convention de partenariat

Le président du conseil d'administration,
Dean LEWIS



Adoptée à la majorité des votes exprimés (28 votants)
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

CONVENTION DE PARTENARIAT RELATIVE A LA CREATION D'UN RESEAU DE CHALEUR INTERUNIVERSITAIRE ET A L'INTEGRATION DE SOLUTIONS « SMART GRID » SUR LE CAMPUS DE TALENCE-PESSAC-GRADIGNAN

UNIVERSITE DE BORDEAUX – UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE – BORDEAUX INP – INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE BORDEAUX – BORDEAUX SCIENCES AGRO – CROUS DE BORDEAUX-AQUITAINE – CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

ENTRE

L'UNIVERSITE DE BORDEAUX
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège est au 35 place Pey-Berland 33000 Bordeaux cedex et son adresse postale au 351, cours de la Libération 33405 Talence cedex
N°SIRET : 130 018 351 00010
Code APE : 8542 Z
TVA Intracommunautaire : FR 23 130 018 351

Représentée par son Président, Monsieur Dean LEWIS

Ci-après dénommée « **l'UB** »

ET

L'UNIVERSITE BORDEAUX MONTAIGNE
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège est situé Esplanade des Antilles 33607 Pessac Cedex
N°SIRET :
Code APE : 8542 Z
TVA Intracommunautaire :

Représentée par son Président, Monsieur Lionel LARRE

Ci-après dénommé « **l'UBM** »

ET

BORDEAUX INP
Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel
Dont le siège est situé Avenue des Facultés 33405 Talence
N°SIRET :
Code APE : 8542 Z
TVA Intracommunautaire :

Représentée par son Directeur général, Monsieur Marc PHALIPPOU

Ci-après dénommé « **Bordeaux INP** »

ET

L'INSTITUT D'ETUDES POLITIQUES DE BORDEAUX
Etablissement public administratif
Dont le siège est situé Allée Ausone 33607 Pessac Cedex
N°SIRET :
Code APE : 8542 Z
TVA Intracommunautaire :

Représenté par son Directeur, Monsieur Dominique DARBON

Ci-après dénommé « **L'IEP** »

ET

BORDEAUX SCIENCES AGRO
Etablissement public d'enseignement supérieur et de recherche agronomique
Dont le siège est 1 avenue du Général de Gaulle 33170 Gradignan
N°SIRET :
Code APE : 8542 Z
TVA Intracommunautaire :

Représentée par sa Directrice, Madame Sabine BRUN-RAGEUL

Ci-après dénommé « **BSA** »

ET

LE CENTRE REGIONAL DES ŒUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES DE BORDEAUX-AQUITAINE
Etablissement public à caractère administratif
Dont le siège est 18 rue du Hamel 33800 Bordeaux
N°SIRET :
Code APE : 8542 Z
TVA Intracommunautaire :

Représenté par son Directeur général, Monsieur Jean-Pierre FERRE

Ci-après dénommé « **Le CROUS** »

ET

LE CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
Etablissement public à caractère scientifique et technologique
Dont le siège est 3 rue Michel-Ange 75016 Paris
N°SIRET : 180 089 013 03720
Code APE : 7219 Z
TVA Intracommunautaire : FR40 180 089 013

Représenté par son Président – directeur général, Monsieur Antoine PETIT

Ci-après dénommé « **Le CNRS** »

Ci-après dénommées ensemble **« les Parties »**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – EXPOSE 5

ARTICLE 2 – OBJET 6

ARTICLE 3 – PHASES PREALABLES A LA PHASE PROJET 6

ARTICLE 4 – PHASE PROJET 6

ARTICLE 5 – PHASE DE MISE EN OEUVRE 7

ARTICLE 6 – GOUVERNANCE DU PROJET 7

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION 8

ARTICLE 8 – CONDITIONS FINANCIERES DE LA CONVENTION 8

ARTICLE 9 – RETRAIT – RESILIATION 8

ARTICLE 10 – LITIGES 8

ARTICLE 11 – ANNEXES 9

ANNEXE 1 : RECAPITULATIF DES ETUDES ET RAPPORTS TRANSMIS AUX MEMBRES DU GROUPEMENT ESR 10

ANNEXE 2 : ANNEXE FINANCIERE « CLE DE REPARTITION » 10

ANNEXE 3 : ANNEXE RELATIVE A LA GOUVERNANCE DU PROJET 10

ANNEXE 4 : RIB DE L'AGENT COMPTABLE DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX 10

ANNEXE 5 : CALENDRIER PREVISIONNEL 10

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 – EXPOSE

Au sein de la métropole bordelaise, les réseaux de chaleur ont été identifiés comme un moyen privilégié de massifier la production d'énergie renouvelable et de récupération (ENR&R). Fort de ce constat, Bordeaux Métropole a proposé à l'université de Bordeaux de mener des études d'opportunité et de faisabilité pour la création d'un réseau de chaleur dans le sud de la métropole en y incluant le campus.
La création de ce réseau de chaleur permettrait aux établissements publics d'enseignement supérieur implantés dans le sud de la métropole de contribuer efficacement à la transition écologique en baissant de manière significative les émissions de gaz à effet de serre. Pour la seule université de Bordeaux, le déploiement du réseau de chaleur permettrait d'atteindre au minimum moins 40% de gaz à effet de serre d'ici 2030 et offrirait 80% d'énergie renouvelable pour ses besoins en chaleur.
Face à cette opportunité et considérant le potentiel élevé de consommations que représente les établissements publics d'enseignement supérieur de la métropole bordelaise, l'université de Bordeaux propose d'organiser la coordination autour de la création d'un réseau de chaleur interuniversitaire raccordant ainsi, à l'échelle du domaine universitaire situé sur les communes de Pessac, Talence et Gradignan, les établissements publics d'enseignement supérieur, le CROUS de Bordeaux-Aquitaine et le CNRS (le groupement ESR).

La création du réseau de chaleur interuniversitaire (ci-après **« le Projet »)** doit être envisagée comme une opportunité offerte au groupement ESR de prendre une part active à leur politique immobilière et énergétique conformément aux orientations stratégiques du schéma directeur eau-énergies des établissements d'enseignement supérieurs et du CROUS adopté en 2015.

De son côté, Bordeaux Métropole travaille sur des travaux dont l'objectif est de créer un réseau de chaleur urbain sur le sud de la métropole (RCU Métropole Sud) d'une capacité théorique de 150 GWh soit l'équivalent de 30 000 logements. Dans le cadre de sa mission, Bordeaux Métropole envisage d'attribuer par le biais d'une concession à un titulaire la mission de concevoir, réaliser, entretenir et développer un réseau de chaleur urbain sur le sud de la métropole bordelaise pendant une durée de 25 ou 30 ans. Forte de cette opportunité, Bordeaux Métropole s'est ainsi engagée à prendre en compte dans son montage les deux plans ci-après décrits envisagés par le groupement ESR.

Dans le cadre des échanges entrepris entre les membres du groupement ESR, deux plans s'offrent aux membres du groupement ESR :

- Un plan A qui consiste à raccorder le périmètre du groupement ESR en tête de réseau, dès le début de la concession. Le périmètre du groupement ESR serait considéré par le concessionnaire comme un seul abonné, raccordé en un point unique, avec une tarification spécifique de la chaleur facturée au groupement ESR. Le projet de réseau de chaleur interuniversitaire permettrait au groupement ESR d'acheminer la chaleur en pied de chaque bâtiment ESR. Dans le cadre du plan A ce réseau sera développé et exploité par le groupement ESR.
- Le plan B consiste à déployer le projet de réseau de chaleur urbain Métropole Sud sur le périmètre du groupement ESR, avec un raccordement en pied de bâtiment, c'est-à-dire que le périmètre des membres de l'ESR serait constitué d'une multitude d'abonnés, chacun équipé d'un poste de livraison de la chaleur et d'un contrat de fourniture de chaleur associé. Dans le cadre du plan B ce réseau sera développé et exploité par le concessionnaire désigné par la métropole.

ARTICLE 7 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue à compter de sa date de signature et pour toute la durée de réalisation des études de la phase Projet.
Il prendra fin à la validation des prestations prévues en phase projet par le comité de pilotage.

ARTICLE 8 – CONDITIONS FINANCIERES DE LA CONVENTION

Pour la phase projet, les membres du groupement sont redevables d'une contribution financière constituée d'une part fixe et d'une part variable. La part variable est calculée en fonction des prévisions de consommations de chaque membre, précisée dans l'étude d'avant-projet (Cf. Annexe 1).
L'assiette des dépenses inclut les montants des marchés AMO, « Smart Grid » et « juridique », ainsi que la masse salariale de son équipe projet, les frais de personnel intervenant sur le projet.
Une annexe financière détaille l'ensemble des frais prévisionnels et réels exposés par l'université pour la réalisation du Projet. Elle sera mise à jour à l'issue de l'attribution des marchés public d'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Chaque membre du groupement se libérera valablement de sa contribution dans un délai de 30 jours après présentation d'une facture établie par l'université de Bordeaux.
Les sommes seront réglées par virement bancaire sur le compte ouvert au nom de l'agent comptable de l'université de Bordeaux dont les références sont portées en **annexe 4** (**Cf. RIB DE L'AGENT COMPTABLE DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX**).

ARTICLE 9 – RETRAIT – RESILIATION

La non validation par un ou des membres du groupement des études entraine sa sortie du partenariat et actera la fin de sa participation au Projet, il est entendu qu'il restera redevable de la contribution financière liée à cette phase.

ARTICLE 10 – LITIGES

La présente convention est régie par la loi française.

Tout litige, relatif à la présente convention, qui pourrait naître notamment à l'occasion, sans que cette liste ne soit limitative, de l'interprétation, de l'existence, de la validité, de l'exécution ou de mauvaise exécution et/ou de sa cessation pour quelque cause que ce soit donnera lieu à une tentative de règlement amiable entre les Parties.
La procédure amiable sera mise en œuvre par la Partie la plus diligente. La procédure amiable à suivre sera la suivante :
Le représentant légal de chaque Partie désignera un représentant parmi son personnel (hors interlocuteurs habituels) afin de trouver une solution acceptable par les Parties. Avant les rencontres des représentants, ces derniers devront :
Identifier le litige et son origine,
Établir un calendrier de négociations, avec les rencontres et échanges qu'ils considèrent nécessaires pour l'aboutissement d'une solution.

Faute pour les Parties de parvenir à un accord dans un délai de deux mois à compter de la dernière rencontre, ces dernières pourront, à l'initiative de la Partie la plus diligente, porter leur différend devant le tribunal administratif de Bordeaux.

Le calendrier prévisionnel du projet plan A est annexé à la présente convention (**Cf. Annexe 5 : CALENDRIER PREVISIONNEL**).

ARTICLE 2 – OBJET

La présente convention a pour objet de formaliser les engagements des membres du groupement ESR, d'organiser leurs relations de travail, leurs modalités de coopération et de fixer les contributions financières de chaque Partie.
Les Partenaires ESR sont réputés avoir obtenu l'autorisation de leur instance délibérante pour signer la présente convention.

ARTICLE 3 – PHASES PREALABLES A LA PHASE PROJET

Le schéma directeur eau-énergies (SDEE) inter-établissement livré en 2017 a conclu sur une opportunité d'un projet de réseau de chaleur sur le périmètre universitaire. Par la suite des études complémentaires ont été effectuées :

- Etude de faisabilité entre l'université de Bordeaux et Bordeaux Métropole – Confirmation d'un fort potentiel énergétique de chaleur sur le périmètre élargi Bordeaux Sud dont le domaine universitaire fait partie et de l'intérêt de projet de réseau de chaleur commun sur le périmètre avec 3 scénarii privilégiés, étude livrée en 2019 ;
- Etude stratégique complémentaire – Proposition d'un portage alternatif à la concession globale, émergence de deux scénarii (plan A et plan B) potentiels pour le développement du réseau de chaleur, étude livrée en 2021 ;
- Etude d'avant-projet – Actualisation des prévisions de consommations du futur réseau de chaleur interuniversitaire et conception du tracé du réseau pressenti, étude livrée en 2023 en **annexe 1 (Cf. RECAPITULATIF DES ETUDES ET RAPPORTS TRANSMIS AUX MEMBRES DU GROUPEMENT ESR**) ;

Ces études ont été menées et portées par l'université de Bordeaux en relation étroite avec ses partenaires du domaine universitaire et Bordeaux Métropole. Les livrables de cette étude d'avant-projet ont été validés lors du comité technique ESR du mois de mars 2023.

ARTICLE 4 – PHASE PROJET

La phase projet permettra dans un premier temps sera de recruter deux assistances à maître d'ouvrage (AMO) :

- AMO « Smart Grid » dont la mission sera, d'une part, l'assistance à la passation du marché public global de performance ayant pour objet la construction et l'exploitation du réseau, d'autre part, de réaliser une analyse économique, un modèle tarifaire pour le réseau interuniversitaire et de participer aux montages juridiques idoines y compris la préfiguration de l'organisation pour le développement et la gestion du réseau. Cette AMO aura également pour mission d'accompagner le groupement ESR dans le projet de développement élargi de solutions « Smart Grid » sur le domaine universitaire ;
- AMO « juridique » dont la mission sera de proposer et mettre en œuvre un montage juridique idoine ;

Lors de cette phase, l'université s'engage à assurer la gestion administrative, financière et technique des prestations livrées aux AMO. L'université de Bordeaux sera garante de la

qualité des livrables fournis vis-à-vis des membres du groupement, elle s'assurera de la bonne communication des livrables de l'étude aux membres du groupement.
L'université de Bordeaux assurera la présentation de l'étude au comité de pilotage (cf. Art. 6).

Les membres du groupement s'engagent à :

- Répondre favorablement aux sollicitations de l'université de Bordeaux ou toute personne habilitée par elle pour la réalisation des études techniques, économiques et juridiques.
- Contribuer financièrement au Projet conformément à **l'annexe 2** (**Cf. ANNEXE FINANCIERE « CLE DE REPARTITION »**).

La validation de cette phase sera acquise par la validation du comité de pilotage (Cf. Art. 6) des études techniques, économiques et juridiques issues du travail des AMO.

ARTICLE 5 – PHASE DE MISE EN OEUVRE

Avant toute attribution du marché public de travaux et d'exploitation, les Parties décideront d'un commun accord, lors d'un comité de pilotage ESR de choisir entre le plan A ou le plan B.

Le protocole d'accord entre Bordeaux Métropole et université de Bordeaux, précise que le Groupement des Partenaires de l'ESR indiquera sans réserve à la Métropole si elle choisit **le Plan A ou le Plan B,** au plus tard 3 mois après la date de notification de la concession (prévue 2nd semestre 2024).

Les Parties s'engagent donc à faire valider dans leurs instances le choix du plan A ou du plan B proposé par le comité de pilotage ESR dans les meilleurs délais et au plus tard 2 mois après le comité de pilotage ESR.

Dans l'hypothèse du choix du plan A, les Parties signeront un nouveau partenariat fixant les modalités administratives, financières et organisationnelles de la coopération visant à la création et l'exploitation du réseau de chaleur. Ce nouveau partenariat s'inscrira dans une organisation et structuration juridique qui sera étudiée et validée en phase projet (Cf. Art. 4).

Dans l'hypothèse du choix du plan B, le présent partenariat prendra fin. Il est néanmoins convenu que chaque Partie sera tenue de participer financièrement aux études et frais engagés.

ARTICLE 6 – GOUVERNANCE DU PROJET

La gouvernance du projet se compose d'un comité de pilotage, d'un comité technique et d'une équipe projet. Le rôle et l'organisation de cette gouvernance ainsi que les membres de ces comités sont définis en **annexe 3** (**Cf. ANNEXE RELATIVE A LA GOUVERNANCE DU PROJET**).

Le comité de pilotage aura notamment pour objet :

- L'information régulière des Parties sur l'état d'avancement de la réalisation des engagements stipulés dans la présente convention et plus généralement du déroulement du projet ;
- La négociation de bonne foi par les Parties des autres conditions de la convention qui ne seraient pas définies dans le présent document ;

ARTICLE 11 – ANNEXES

Les annexes font corps avec la présente convention de partenariat. Néanmoins, en cas de contradiction entre les annexes et la convention de partenariat, cette dernière prévaudra.

Fait en sept exemplaires originaux, à Talence, le ---- / ---- / 2023.

Pour l'université de Bordeaux,
Dean LEWIS
Président

Pour l'université Bordeaux Montaigne
Lionel LARRE
Président

Pour l'IEP de Bordeaux
Dominique DARBON
Directeur

Pour Bordeaux INP,
Marc PHALLIPOU
Directeur général

Pour Bordeaux Sciences Agro
Sabine BRUN-RAGEUL

Pour le CROUS de Bordeaux-Aquitaine
Jean-Pierre FERRE

Pour le CNRS
Antoine PETIT

ANNEXE 1 : RECAPITULATIF DES ETUDES ET RAPPORTS TRANSMIS AUX MEMBRES DU GROUPEMENT ESR

- A / Livrable présenté en comité technique ESR du 16 mai 2022 – Complément d'étude réseaux de chaleur domaine universitaire ;
- B / Livrable présenté en comité technique ESR du 16 mars 2023 – Etude Réseaux de chaleur Domaine universitaire ;

ANNEXE 2 : ANNEXE FINANCIERE « CLE DE REPARTITION »

ANNEXE 3 : ANNEXE RELATIVE A LA GOUVERNANCE DU PROJET

ANNEXE 4 : RIB DE L'AGENT COMPTABLE DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

ANNEXE 5 : CALENDRIER PREVISIONNEL

GreenFlex

COMPLÉMENT D'ETUDE RÉSEAUX DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE **UNIVERSITE DE BORDEAUX**

Bordeaux, 16/05/22



15.10

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
COMPLÉMENT D'ÉTUDE

1. Synthèse du scénario retenu: scénario hybride
2. Focus sur la stratégie de construction du réseau de chaleur
3. Méthodologie de mise en œuvre du projet

Document confidentiel

1. SYNTHÈSE DU SCENARIO ETUDIÉ

Document confidentiel

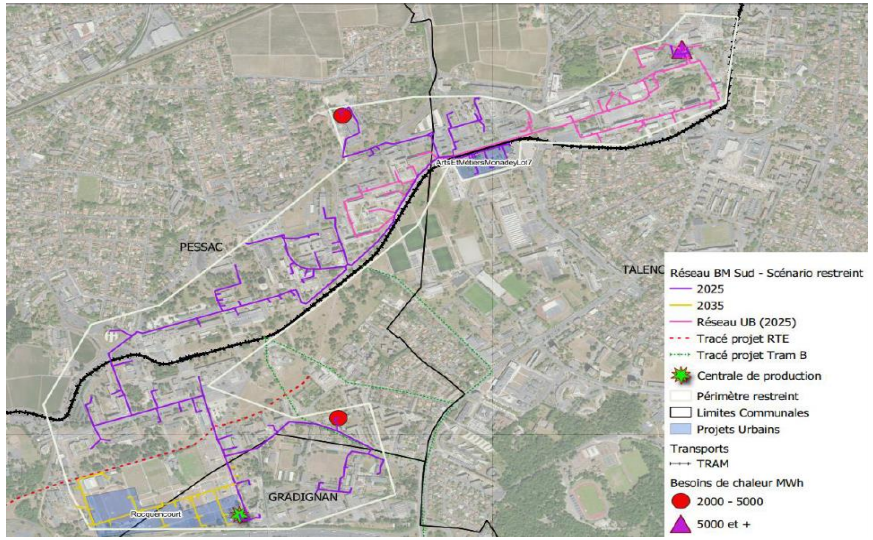
ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
CONTEXTE ET CHIFFRES CLÉS

Etude Greenflex

Oct. 21-Déc. 21

1. Cadrage stratégique:
   Développement durable et transition énergétique. Analyse des objectifs UB, BM.
   Confrontation des ambitions
2. Etude du scénario de référence: Réseau existant UB. Analyse technique, économique, juridique
3. Etude du scénario hybride
   Analyse technique, économique, juridique
4. Analyse du scénario élargi
   Analyse des études existantes.
   Complément juridique & économique

Périmètre du scénario hybride:



	Scénario Hybride	Dont Existant UB	A créer
Consommations	58,2 GWh	10,8 GWh (2020)	47,4 GWh
Réseau	17,6 km	4,9km	12,7 km
Sous-stations	129	37	92
Production		▪ Chaudières gaz 10 MW ▪ Cogénération gaz 1,2 MW ▪ Biomasse 1,2 MW	▪ Sous-station d'échange

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
DESCRIPTIF DU SCÉNARIO HYBRIDE – NOUVEAU SCENARIO

Modes de gestion et portage:

- Réalisation d'un MPGP (Marché Public Global de Performance) sur le périmètre décrit (périmètre géographique restreint)
- Portage via une société projet constitué des établissements ESR et du CROUS, UB et du titulaire du MPGP.

Réseau de chaleur :

- La SPV reste propriétaire du réseau existant (4,9 km) ainsi que des 12,7 km d'extension.
- La SPV exploite et réalise la maintenance de cette partie, via un prestataire titulaire du MPGP.
- Ce réseau est interconnecté au réseau élargi de BM par le biais d'une sous-station d'échange localisée dans la centrale de production biomasse de la plaine de Rocquencourt.
- La SPV achète de la chaleur renouvelable à BM qui est livrée via la sous-station d'échange.

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
DESCRIPTIF DU SCÉNARIO HYBRIDE – NOUVEAU SCENARIO

Equipements de production d'énergie :

- La chaufferie 1,2 MW Biomasse reste en activité jusqu'en 2030. Elle n'est pas mise en conformité réglementaire après cette date, donc sera consignée et déposée
- La cogénération sera mise à disposition jusqu'en 2037 qui est sa fin de vie estimée
- Les chaudières gaz existantes sont soit maintenues en fonctionnement, soit préservées en chaudières de secours soit déposées pour libérer l'emprise foncière. Dans le cas de notre étude, nous avons considéré que ces chaudières sont utilisées en secours afin d'être cohérent avec les ambitions de décarbonation du réseau.

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
PRÉCONISATIONS SUR LES CENTRALES DE PRODUCTION EXISTANTES

- Chaufferie Biomasse:
  - à partir de 2030 la chaufferie ne sera plus en conformité réglementaire
  - 180 k€ de travaux (solution électrofiltres) seront à engager pour limiter les émissions.
  - Ce budget est égale à la valeur résiduelle de la chaufferie (5 années de vie).

  => **Nous préconisons l'arrêt de la chaufferie en 2030**.

- Cogénération:
  - 3 revalorisations étudiées: contrat de mise à disposition, autoconsommation, contrat C16
  - la revalorisation de la cogénération en contrat de mise à disposition est l'issue la plus rentable économiquement, la moins risquée car non exposée aux prix des énergies, mais aussi la plus écologique car ne reposant pas sur une consommation significative de gaz.

  => **Nous préconisons le maintien de la cogénération pour une utilisation en contrat de mise à disposition.**

Scénario de mise à disposition		
Temps de retour brut	TCO sur 12 ans	Taux de rentabilité interne
1,76 années	363 k€	128%

Scénario d'autoconsommation				
Modèle d'évolution des prix énergie		Temps de retour brut	TCO sur 12 ans	Taux de rentabilité interne
Enerdata		Non rentable	-970 k€	NA
Prix actuels fixes	Prix gaz UB	3.83 années	640 k€	34 %
	Prix achat énergie proposé par BM	4.86 années	440 k€	23.32%

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
INVESTISSEMENTS

RESEAU (DN)	longueur (ml)	CAPEX (k€)
DN32	505 ml	239 k€
DN40	447 ml	328 k€
DN50	1 057 ml	596 k€
DN65	1 491 ml	884 k€
DN80	762 ml	498 k€
DN100	1 537 ml	1 118 k€
DN125	2 760 ml	2 142 k€
DN150	272 ml	268 k€
DN200	886 ml	933 k€
DN250	681 ml	815 k€
DN300	731 ml	985 k€
DN350	1 231 ml	1 910 k€
DN400	159 ml	290 k€
DN450	224 ml	480 k€
TOTAL	12 743 ml	11 377 k€

Sous-station (kW)	Nombre sous-station	CAPEX (k€)
50-100	16	282 k€
100-300	36	777 k€
300-500	20	550 k€
500-1000	13	429 k€
1000-3000	7	462 k€
TOTAL	92	2 501 k€

Station d'échange	CAPEX (k€)
Echangeurs	300 k€
Tuyauterie industrielle et accessoires (dont pompes, bâche, TE…)	485 k€
Electricité courant faibles / fort	80 k€
Instrumentation et automates	60 k€
TOTAL	925 k€

Hypothèses:

- Travaux spécifiques:
  2 fonçages sous voie de tram.
  Pas de rabattement de nappe.
- Profondeur du fond de fouille: <1,3m en moyenne

Sur le réseau existant, 2 tronçons identifiés comme critiques sont à pérenniser – budget: 90ke

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
ADEME - SUBVENTION FOND CHALEUR

Eléments clés du Fond Chaleur RCU 2022:

Opérations éligibles

- Les créations de réseaux de chaleur et de froid
- Les extensions de réseaux de chaleur de plus de 300 MWh de chaleur EnR&R par an et 200 mètres linéaires

En cas de nouvelle production, se reporter également aux Conditions d'éligibilité et de financement de la production concernée.

Conditions d'éligibilité

- Réalisation d'une étude de faisabilité ou d'un schéma directeur
- Respect de l'exigence de la quote-part d'EnR&R dans le bouquet énergétique du réseau
- Respect de l'exigence sur la densité thermique minimum
- Respect des exigences règlementaires
- Critères sociaux et gouvernance

Modalités de calcul de l'aide

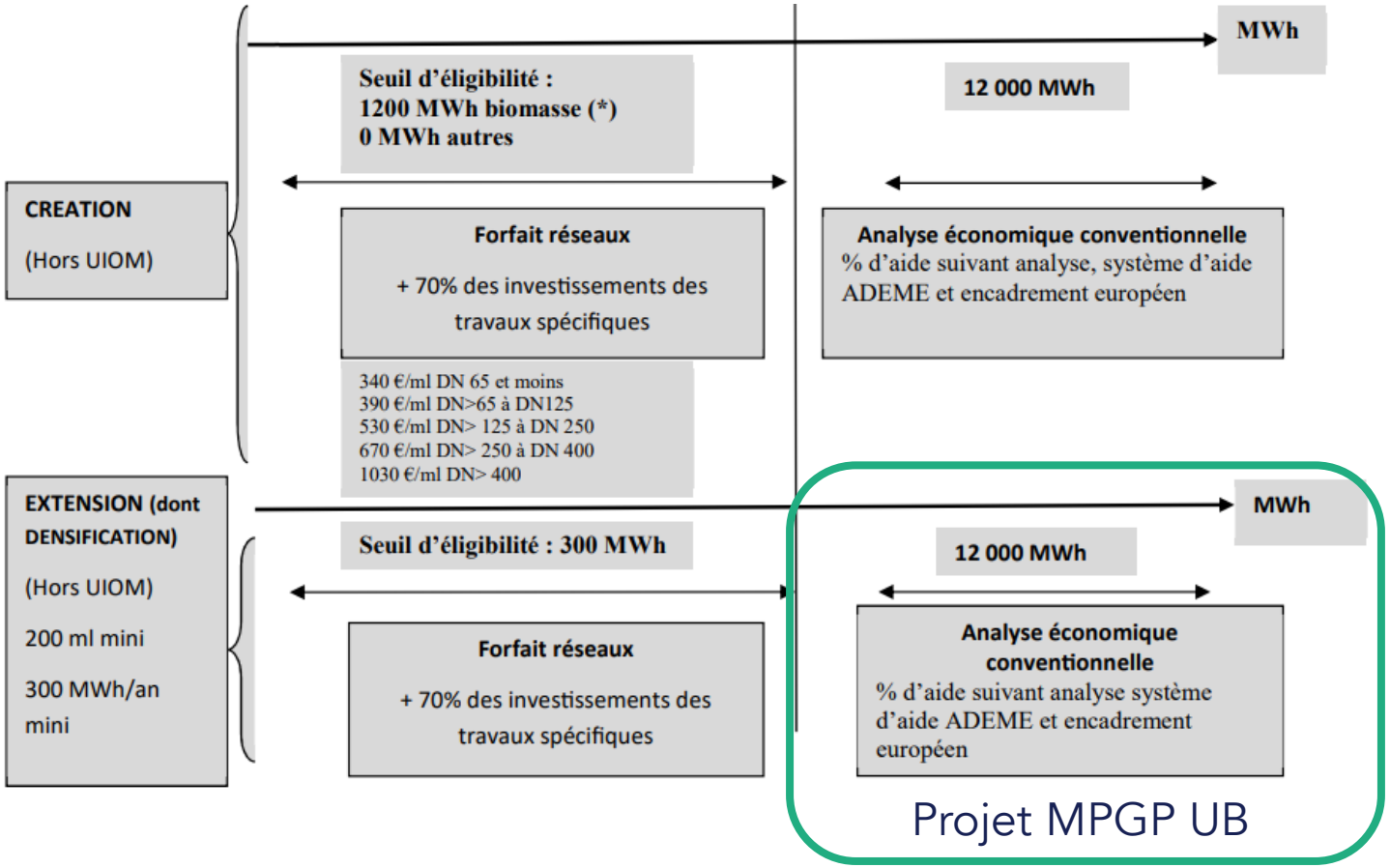
L'aide sera déterminé en fonction de la quantité de chaleur ou de froid EnR&R injectée dans le réseau :

- par forfait pour les projets < 12 000 MWh par an (hors UIOM)
- par analyse économique pour les projets ≥ 12 000 MWh par an ou bien pour les projets < 12 000 MWh dont l'aide forfaitaire (production + distribution) serait ≥ 2,5 M€

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
ADEME - SUBVENTION FOND CHALEUR

Aide à l'investissement Fond Chaleur:



Cadre du projet MPGP scénario Hybride:

- Projet d'extension de réseau >200ml et 300 MWh (création centrale Biomasse /doublet géothermique porté par la concession BM)
- Calcul du montant basé **sur analyse économique (>12 GWh)**. Hors cadre d'aide au forfait.

Critère d'éligbilité:

✓ Seuil EnR&R > 65%
✓ Densité thermique > 1,5 MWh/ml

Périmètre de l'aide:

- Réseau de distribution, stockage inclus.
- Travaux spécifiques (fonçages) inclus
- Sous-station inclus: partie réseau primaire dont échangeurs

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
ADEME - SUBVENTION FOND CHALEUR

Assiette éligible de l'aide:

- 17 M€ - réseaux et sous-stations
- Taux maximal envisagé: 60%
- Taux considéré dans la présente étude: 40%
- Montant escompté total: **6,8 M€**

Sur la base des éléments de l'analyse économique, l'ADEME décide du montant de l'aide lors des commissions. De manière plus arbitraire, les critères suivants sont aussi considérés:

- L'efficience de l'aide du service public: €/MWh revalorisé sur 20 années. Critère cible national en 2021 de 5 €/MWh.
- Le TRI du porteur de projet: entre 6% et 8%. Non applicable sur ce projet.
- Les typologies d'abonnés (logement sociaux…) et leurs prix d'achat de la chaleur

L'ADEME ajuste l'enveloppe d'aide pour que les projets de RCU se concrétisent

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR UNIVERSITE DE BORDEAUX
BUSINESS PLAN

Prix HT

Investissements	CAPEX HT (k€)	Détail
Réseau de chaleur	11 467 k€	Cf planche 9
Sous-stations	2 501k€	Cf planche 9
Sous-station d'échange	925 k€	Cf planche 9
MOE, BC,CSPS	1 489k€	10%
Aléas	745 k€	5%
TOTAL	17 127 k€	-
Subventions	**k€ HT**	**Détail**
Fond chaleur ADEME	6 800 k€	40%
Aide région	0 k€	À vérifier
Reste à charge	**10 327 k€**	**-**

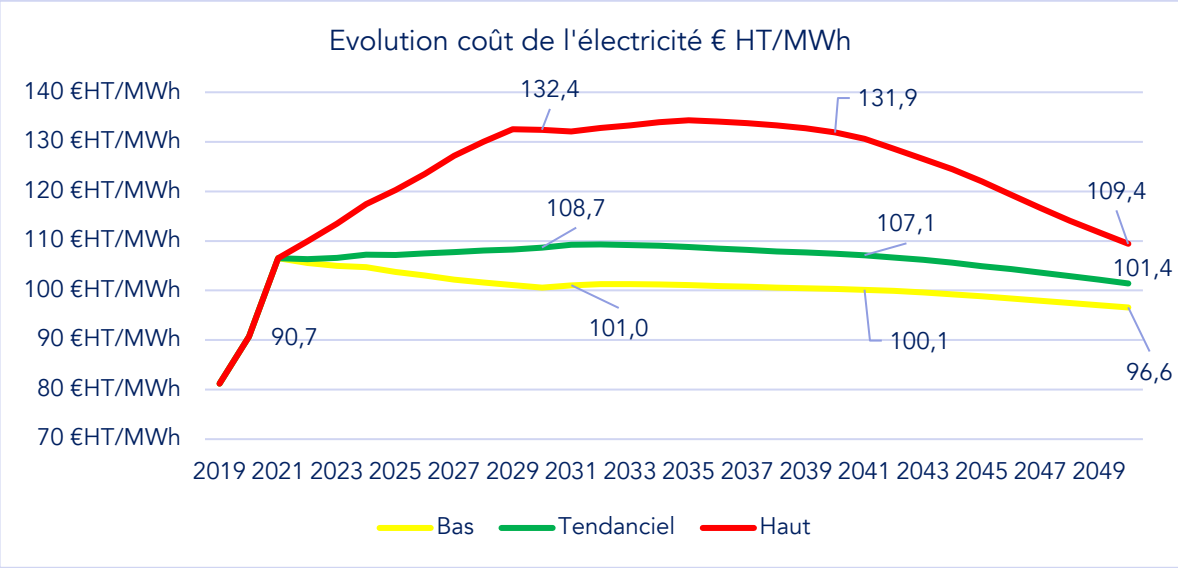
- Taux d'emprunt: 2%
- 80% du Reste à charge en emprunt
- Considération des projections d'évolution des prix des énergies Enerdata.
  Prix d'achat BM pondéré: bois à 85% et gaz à 15%
- Erosion thermique: -30% sur l'existant UB jusqu'en 2030, -0,5%/an après 2030.

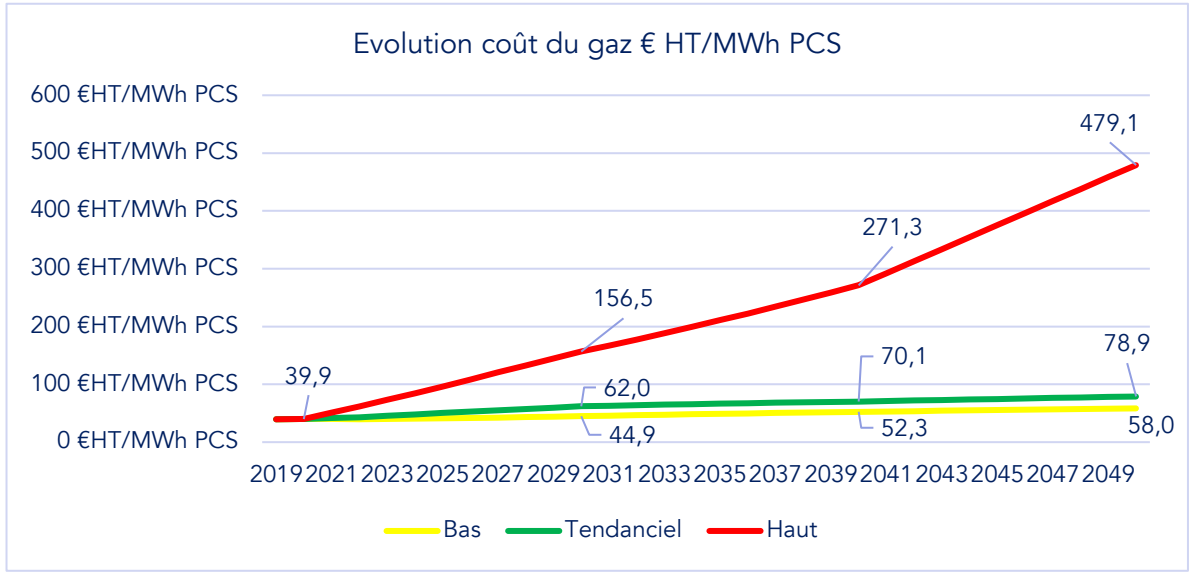
Prix de la chaleur scénario hybride: 88 €HT/MWh

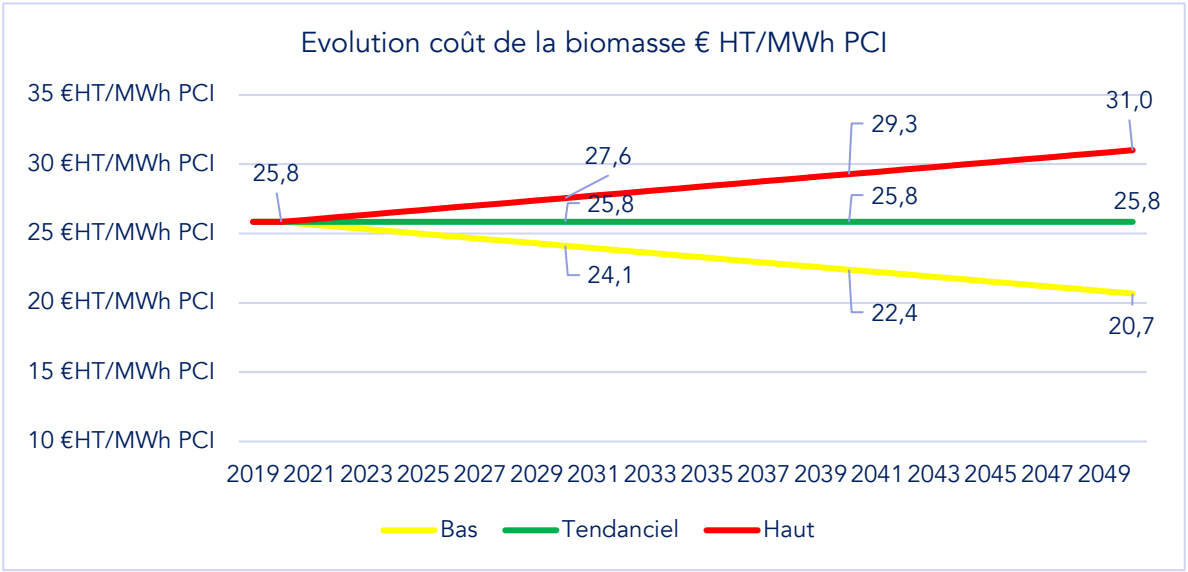
Document confidentiel

MODELES D'EVOLUTION DU PRIX DES ENERGIES

DETAIL DES MODELES ENERDATA







Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
POINTS D'ATTENTION SUR LE BUSINESS PLAN

Points d'attention:

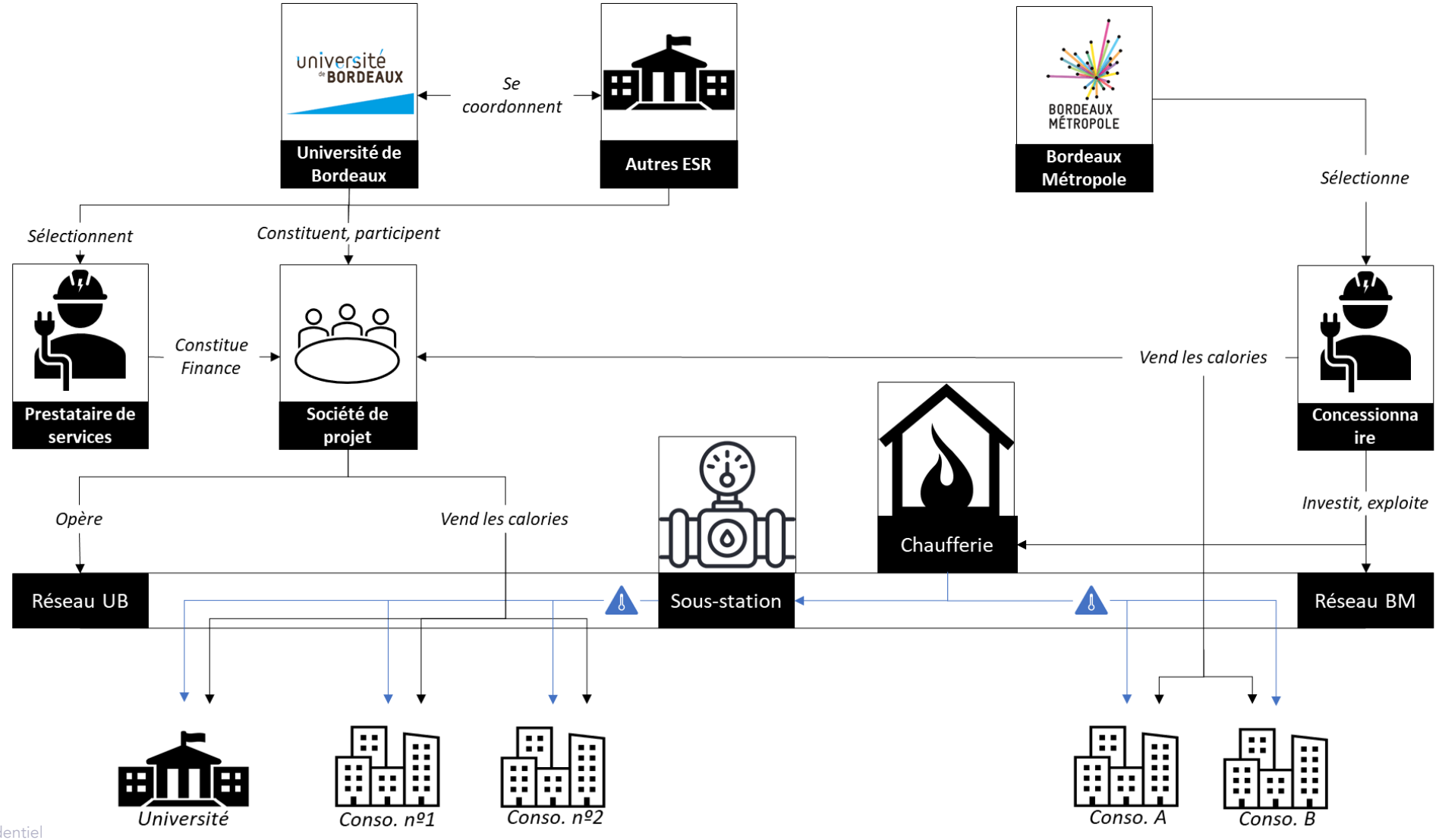
- L'évolution des besoins en chaleur du parc immobilier (exemple UB: -30% sur 5 ans MPGP CVC Dalkia / contexte décret tertiaire) à considérer. Cela représente environ 3,5 GWh de chaleur non vendue, ce qui impacte à la hausse le nouveau prix de vente de la chaleur. L'érosion thermique est également (-0,5%/an) pris en compte.
- Augmentation du nombre d'abonné non considéré – développement immobilier à venir
- Montant aide fond Chaleur ADEME

Document confidentiel

2. FOCUS SUR LA STRATÉGIE DE CONSTRUCTION DU RÉSEAU DE CHALEUR

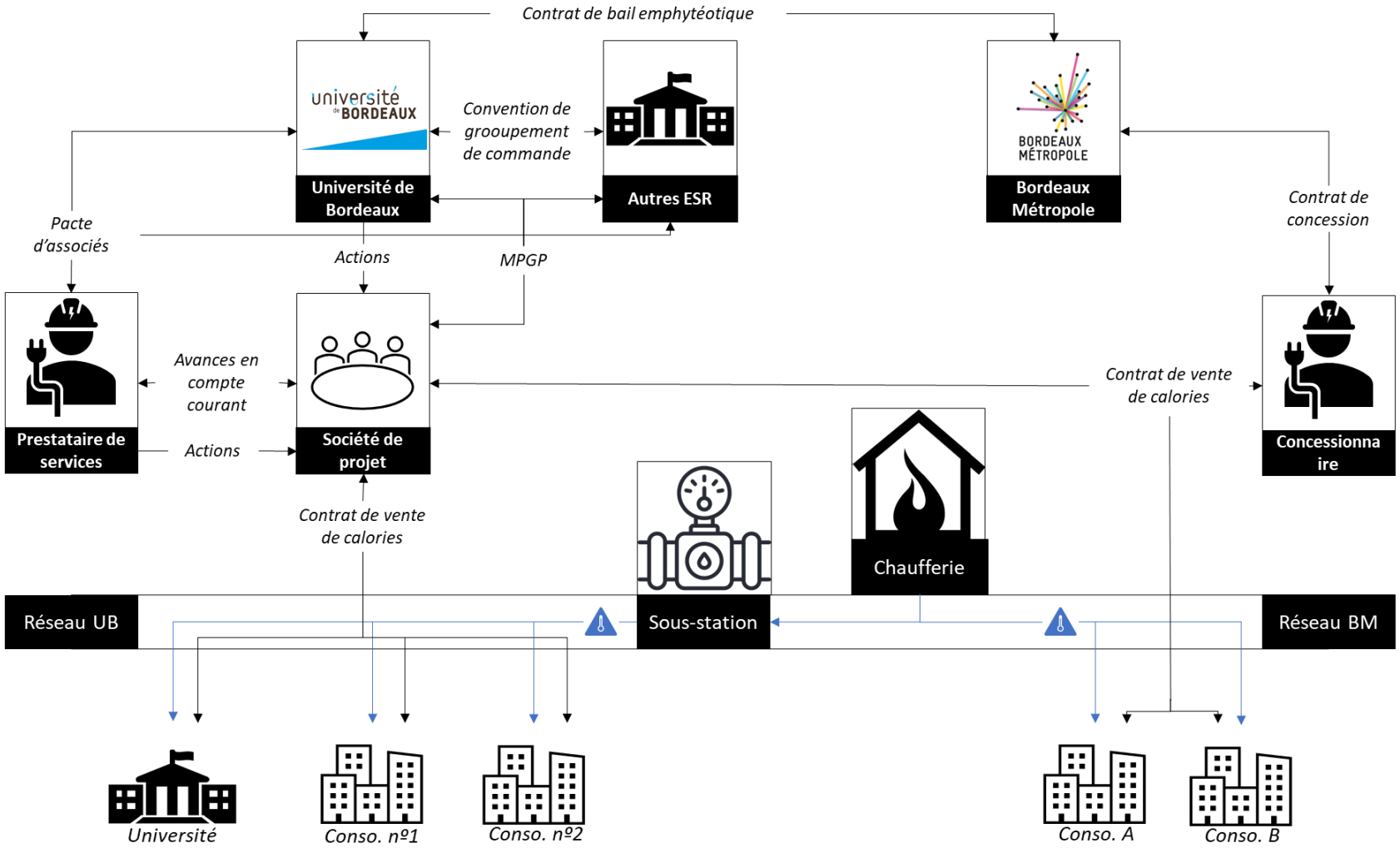
Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
ENVIRONNEMENT CONTRACTUEL DU SCÉNARIO HYBRIDE



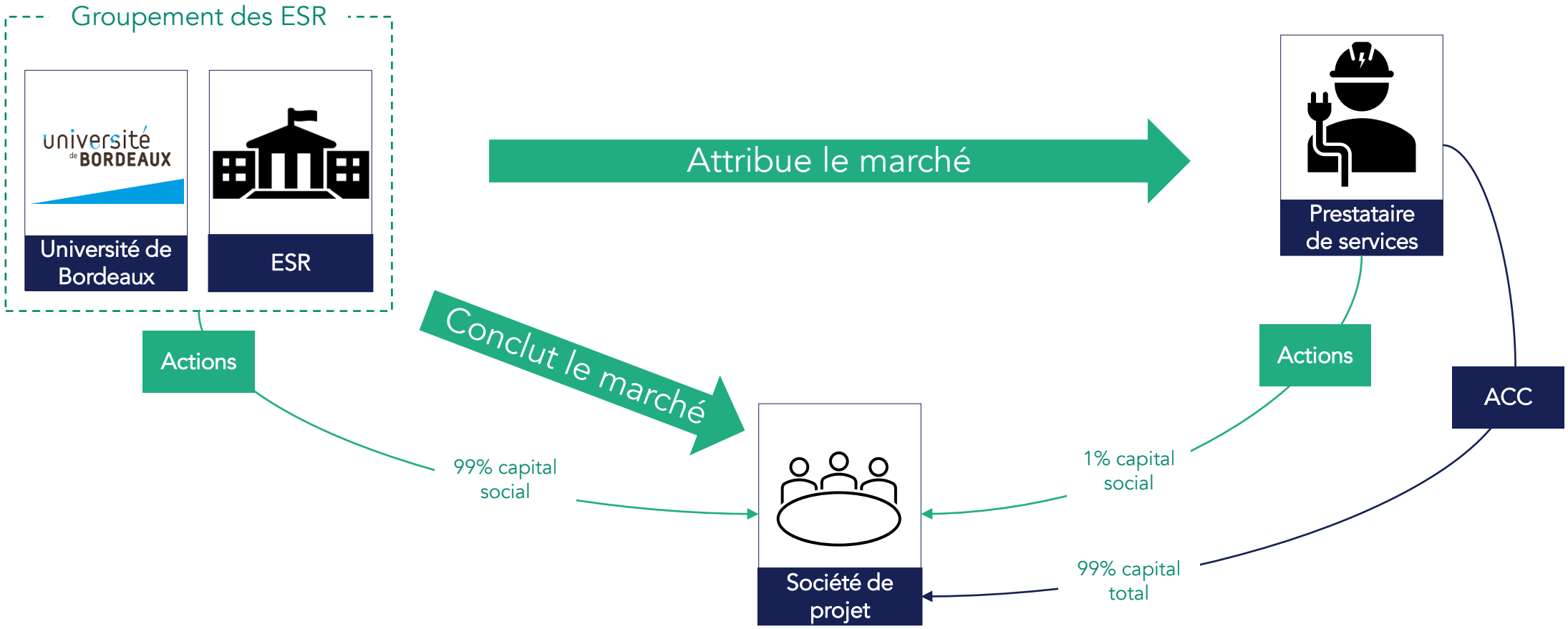
Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
ENVIRONNEMENT CONTRACTUEL DU SCÉNARIO HYBRIDE



Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
MÉTHODE DE FINANCEMENT DE LA SPV - CAPITALISATION



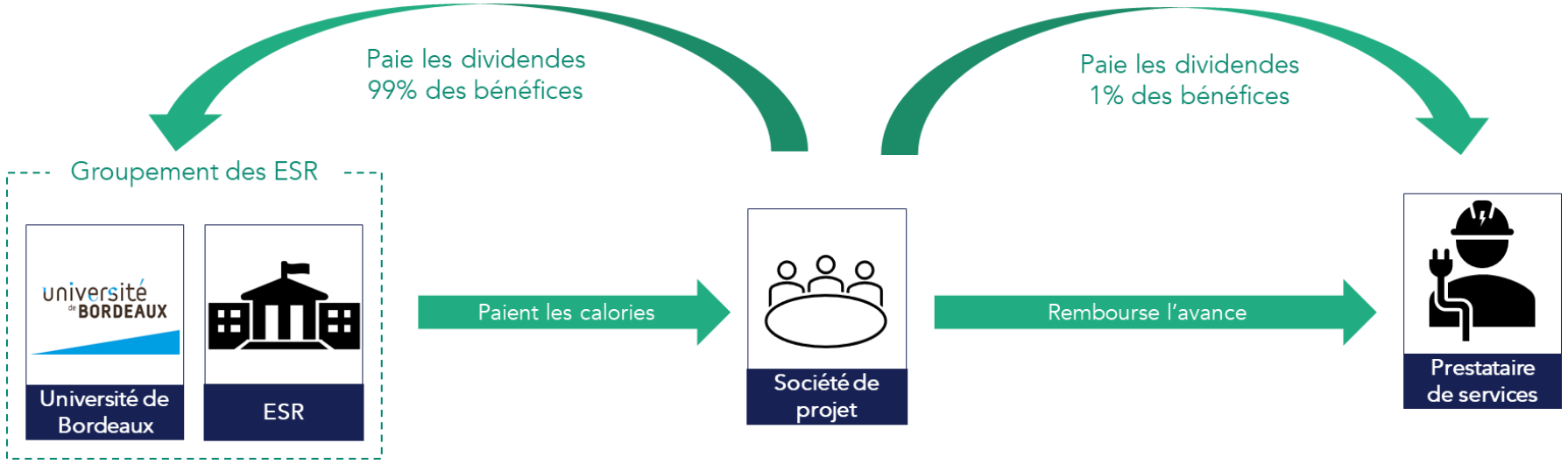
ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
MÉTHODE DE FINANCEMENT DE LA SPV

Recours à l'avance en compte-courant d'associé

- Conservation de la propriété indirectement par le groupement des ESR
- Conservation du contrôle par le groupement des ESR
- Limitation du risque pour l'opérateur
- Possibilité d'éviction de l'opérateur en fin de projet

Sans ACC	Fonds propres	Quasi fonds propres (ACC)	Droits de vote
Titulaire	10 M€	0 €	83%
ESR n°1	1 M€	0 €	8%
ESR n°2	1 M€	0 €	8%

Avec ACC	Fonds propres	Quasi fonds propres (ACC)	Droits de vote
Titulaire	1 €	11 M€	0,10%
ESR n°1	500 k€	0 €	49,95%
ESR n°2	500 k€	0 €	49,95%

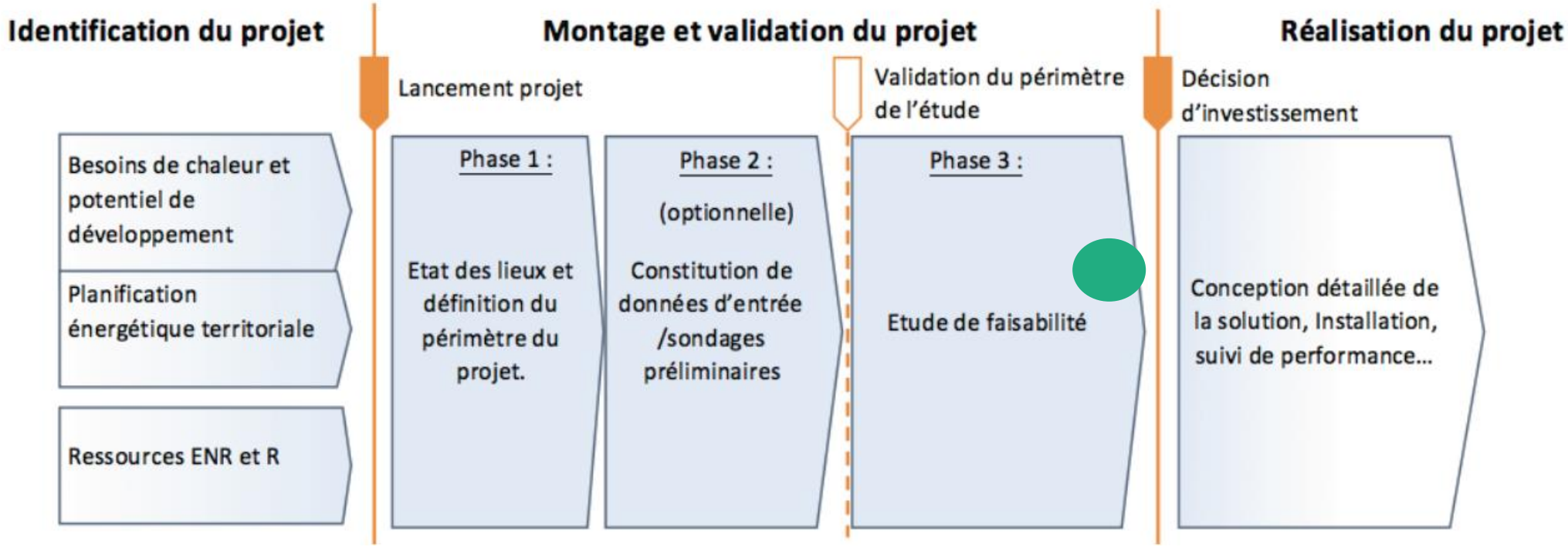


Document confidentiel

3. MÉTHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Document confidentiel

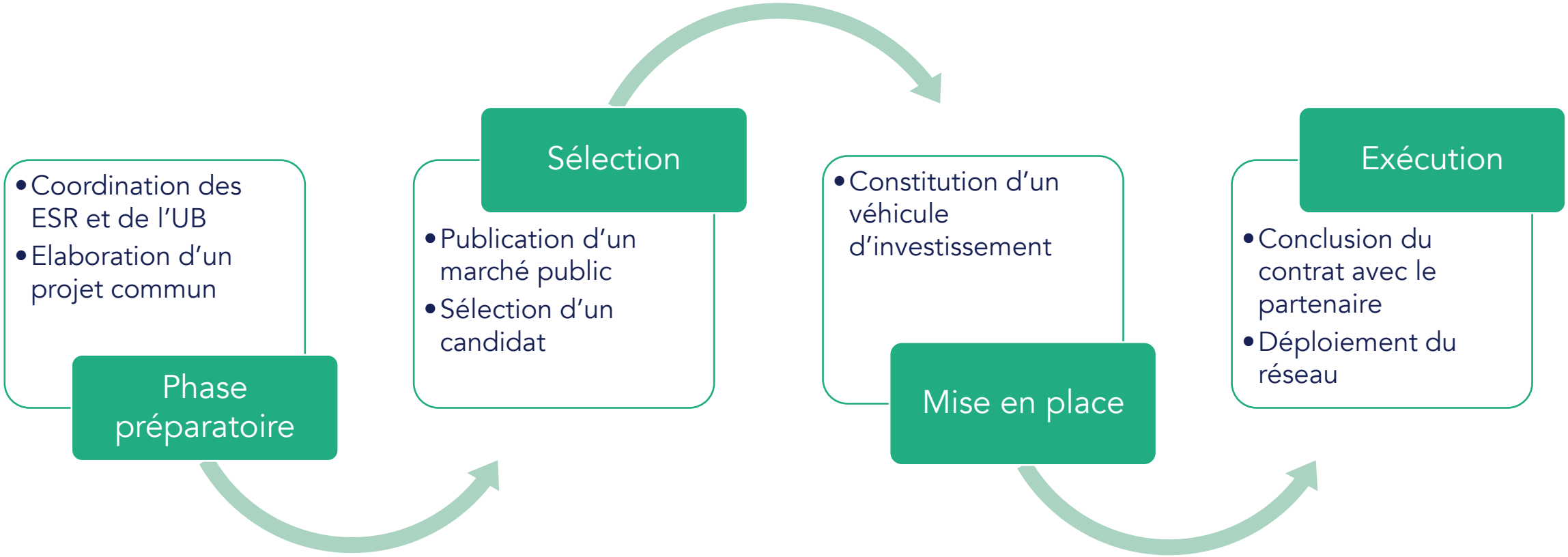
ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
ETAPES CLÉS DE MISE EN ŒUVRE DU RÉSEAU DE CHALEUR



Etat d'avancement actuel

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
ENVIRONNEMENT CONTRACTUEL DU SCÉNARIO HYBRIDE



Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE

CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE

16/05: COTECH ESR 16/05

Juin 22: Décision partenaire du Domaine universitaire de poursuivre MPGP avec option Concession ou Concession BM

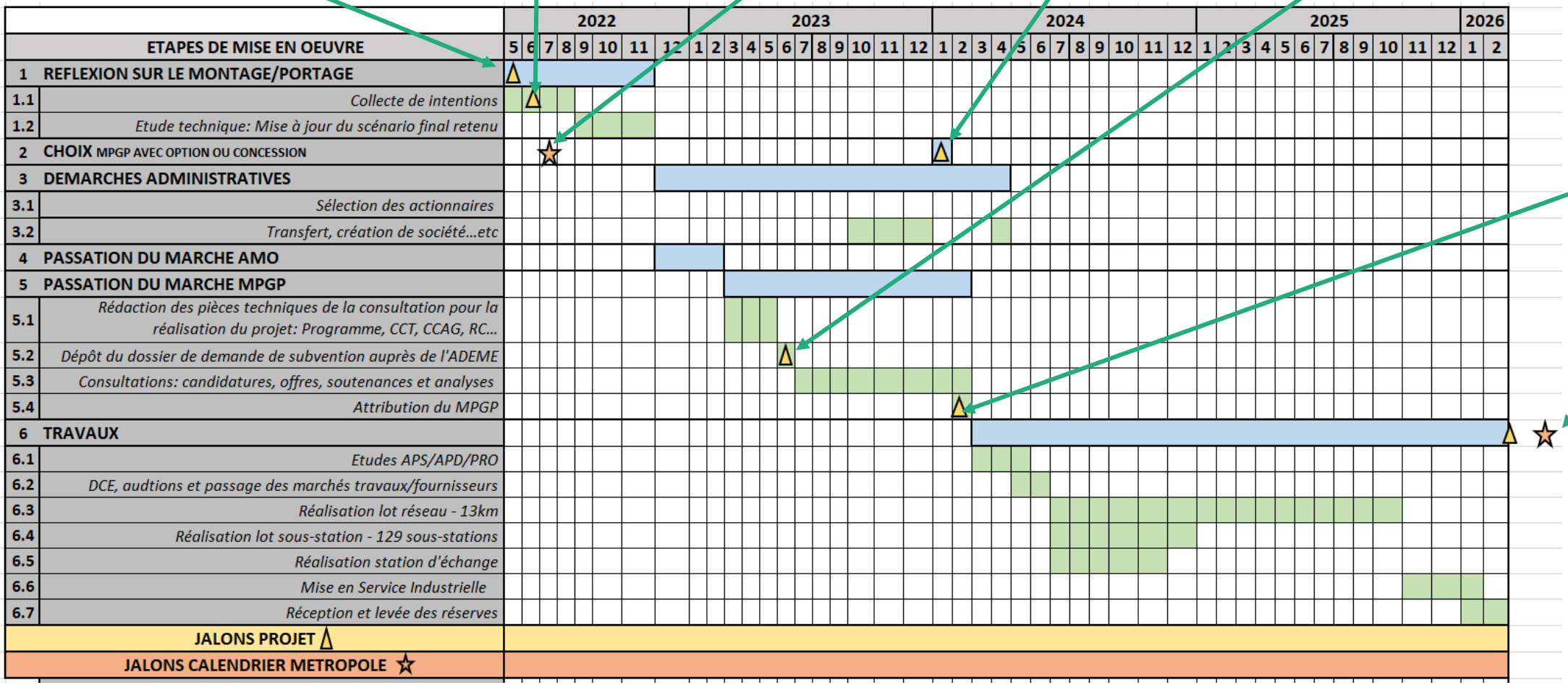
Juillet 22: Décision Bordeaux Métropole

Jan 24: Choix MPGP ou Concession

Jui 23: Dépôt dossier aide ADEME Fond Chaleur

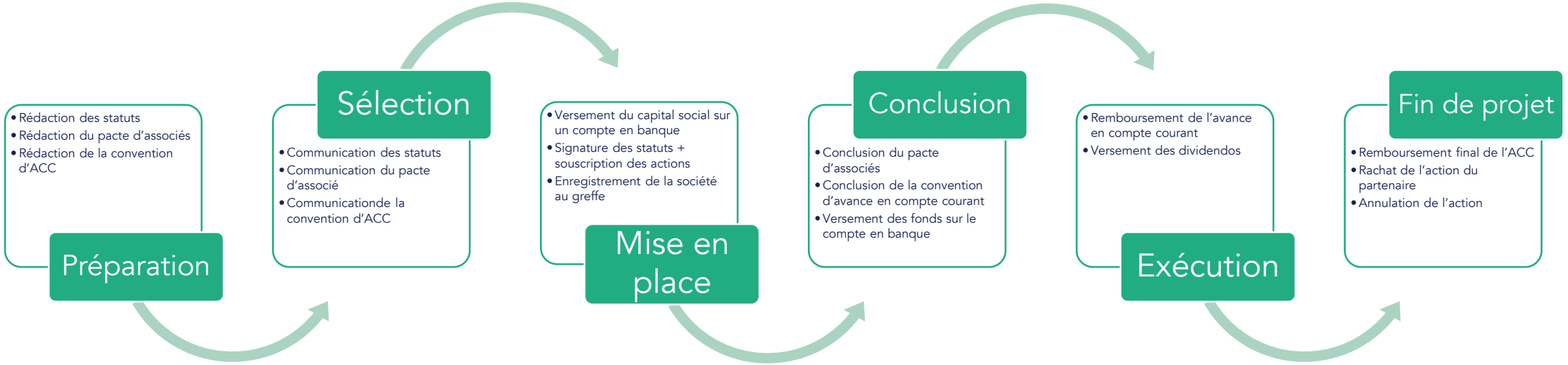
Fév 24: Notification lauréat marché MPGP

Oct 26: Livraison des premiers MWh



Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
INTERACTIONS AVEC LA SPV



Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
PRÉFIGURATION DU PROTOCOLE D'ACCORD – PRIX DE LA CALORIE

- **Enjeu :**
  - *Pour le groupement universitaire*
    - *S'assurer que le prix de la calorie soit juste (pas d'amortissement indû du réseau de BM dans le prix de la calorie vendue au groupement universitaire)*
    - *S'assurer que UB n'est pas discriminé du fait de sa position de client captif*
  - *Pour BM*
    - *S'assurer de la rentabilité de son opération (amortissement investissement)*

- **Recommandation :**
  - Distinguer le coût de la production de son coût d'acheminement
    - ne facturer au groupement universitaire que le coût de la production + O&M sur la sous-station + acheminement en cas de fourniture d'appoint
    - Insérer une clause du client le plus favorisé
  - Prévoir les grands principes des modifications de prix à insérer dans le cahier des charges de la concession:
    - Clauses d'indexation sur le coût des intrants

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
PRÉFIGURATION DU PROTOCOLE D'ACCORD – VOLUMES D'ENLÈVEMENT

- Enjeu :
  - *Pour le groupement universitaire*
    - *S'assurer la sécurité de son approvisionnement*
    - *Pouvoir moduler son engagement d'enlèvement en fonction du volume de consommation*
    - *Pouvoir prendre en compte les objectifs de sobriété énergétique*
  - *Pour BM*
    - *S'assurer de la rentabilité de son opération (amortissement investissement)*
    - *S'assurer de disposer des volumes suffisants pour approvisionner les usagers du concessionnaire*

- Recommandation :
  - Prévoir le principe de seuils d'enlèvement à insérer dans le cahier des charges de la concession:
    - Seuils minima de fourniture en faveur du groupement universitaire
    - Seuils minima d'enlèvement par le groupement universitaire en fonction d'un référentiel révisable année après année pour tenir compte des améliorations de performance énergétique des usagers
  - Associer ces seuils à des engagements de paiement
  - Promouvoir la versatilité des moyens de production du concessionnaire

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
PRÉFIGURATION DU PROTOCOLE D'ACCORD - FILIALISATION

- **Enjeu :**
  - *Pour le groupement universitaire :*
    - *Faire porter l'investissement par un ou plusieurs tiers dans une société de projet*
    - *Permettre la commercialisation des calories*
    - *Préfigurer la constitution future d'une communauté d'énergie en permettant à la société de projet la production d'autres énergies renouvelables*

- **Recommandation :**

  - Prévoir le príncipe de la commercialisation des calories par le concessionnaire au profit d'une SPV dans le cahier des charges de la concession
  - Envisager la décorellation entre consommation et investissement, c.-à-d. la possibilité d'ESR consommateurs non investisseurs)
  - Prévoir la possibilité pour la SPV de produire d'autres types d'énergies (préfiguration d'une communauté d'énergie renouvelable "CER") – conserver un objet social ample et non limité au réseau de chaleur

⚠ Les ESR ne sont pas (encore) autorisés à participer à des CER du fait que cette réglementation est encore en construction (adaptation française d'une législation européenne). Des initiatives existent pour modifier la réglementation et ouvrir le champ des participants éligibles (lobbying réglementaire) à moyen terme.

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
PRÉFIGURATION DU PROTOCOLE D'ACCORD - FONCIER

- Enjeu :
  - *Pour le groupement universitaire:*
    - ➢ *Conserver la propriété du foncier + valoriser son utilisation*
    - ➢ *Favoriser l'optimisation de l'usage du foncier en fonction des besoins du concessionnaire*
  - *Pour BM:*
    - ➢ *Pouvoir insérer ledit foncier dans le domaine concédé de la concession*
  - *Pour le groupement universitaire + BM: déterminer le devenir de la propriété de la chaudière en fin de bail*

- Recommandation :
  - Prévoir le principe de la conclusion d'un bail emphytéotique sur le foncier
  - Prévoir un critère de sélection du concessionnaire en fonction de son occupation du foncier
  - Prévoir un mécanisme de révision du périmètre donné à bail à partir de 18 ans pour toute occupation devenue inutile
  - Prévoir le versement d'un loyer « plein » (et non réintégré dans le prix des calories)
  - Prévoir le démantèlement de la centrale en fin de concession par le concessionnaire (évite les frais de démantèlement d'une centrale obsolète pour le groupement universitaire)

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
PRÉFIGURATION DU PROTOCOLE D'ACCORD – CALENDRIER CHANTIER

- Enjeu :
  - *Pour le groupement universitaire*
    - *S'assurer que la nouvelle chaudière soit fonctionnelle avant "decommissioning" des chaudières existantes*
    - *S'assurer que la SPV soit en mesure de commercialiser des calories dès achèvement du réseau*
  - *Pour BM*
    - *S'assurer d'une capacité d'enlèvement minimale à la mise en service de la chaudière*

- Recommandation :
  - Prévoir une mise en œuvre de la nouvelle chaudière avant le « décommissioning » des deux anciennes
  - Prévoir une mise en service de la nouvelle chaudière à compter de l'achèvement du réseau du groupement universitaire.

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
L'OPTION CONCESSION

Contraintes de "l'option concession"

- Lancer simultanément deux procédures:
  - AMO plus importante
  - Mobilisation plus importante des ESR

- Constitution d'un groupement de commande à « deux degrés »
  - Degré n°1: pour composer le groupement universitaire
  - Degré n°2: Pour se coordonner avec BM

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
MATRICE AVANTAGE & INCONVÉNIENTS

	MPGP (scénario hybride)	Concession (scénario BM)
Complexité de la procédure de sélection	(-) Complexité due au montage en MPGP + constitution SPV	(+) Facilité due à la mise en œuvre de la procédure par BM
Propriété du réseau	(+) (+) Le groupement universitaire est indirectement mais immédiatement propriétaire du réseau	(-) BM devient propriétaire de tout le réseau
Captivité usagers	(+) (+) Le groupement universitaire maîtrise la négociation avec son opérateur	(-) (-) BM maîtrise toute la relation avec l'opérateur
Financement	(-) Le financement est complexe, mais reporté sur le titulaire du marché	(+) Le financement est intégralement assuré par le concessionnaire
Remise en concurrence	(+) (+) Le groupement universitaire peut changer d'opérateur tous les 3-5 ans	(-) (-) BM ne pourra changer d'opérateur que dans 20-25 ans
Prix de la calorie	(+) (+) Ne prend en compte que le coût de production	(-) (-) Prend en compte le coût de production + construction réseau BM + rachat réseau UB
Coût total supporté par le groupement univ.	(+) (+) Coût de production calorie + coût de production réseau universitaire + coût mise à disposition réseau BM	(-) (-) Coût de production calorie + coût de construction réseau total + coût rachat réseau BM

Document confidentiel

CHANGEONS
DE TRAJECTOIRE

Chez GreenFlex, nous sommes convaincus qu'à travers leurs activités les entreprises doivent réparer la planète et la société.

Nos équipes conçoivent et accélèrent la mise en place de solutions visant l'excellence environnementale et sociétale afin d'amener nos clients sur une trajectoire de transformation vers un modèle réparateur : l'économie régénérative.

Grâce à une approche multi-expertise unique alliant conseil, accompagnement opérationnel, digital et financement, nous accompagnons depuis 2009 nos 750 clients pour intégrer la création de valeur environnementale et sociale globale au cœur de leur activité.

GreenFlex a rejoint Total en 2017 au sein de la direction « Carbon Neutrality Businesses » de la nouvelle branche Gas, Renewables & Power. GreenFlex compte plus de 650 collaborateurs déployés dans 19 bureaux en Europe.

CONTACT GreenFlex

Arnaud Miraton
Chef de projet Energies | Industrie
amiraton@greenflex.com

Confidential document

BACK-UP

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
POINTS D'ATTENTION SUR LE BUSINESS PLAN

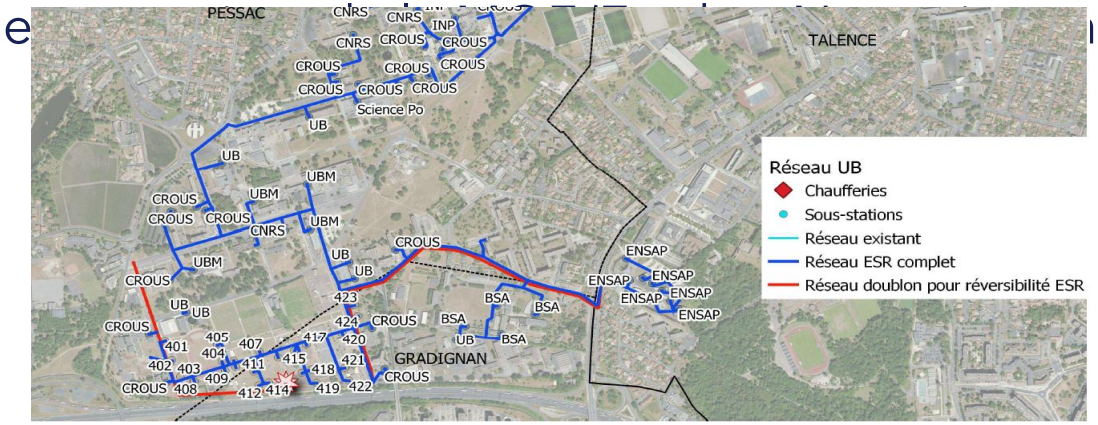
Points d'attention:

- L'évolution des besoins en chaleur du parc immobilier (exemple UB: -30% sur 5 ans MPGP CVC Dalkia / contexte décret tertiaire) à considérer. Cela représente environ 3,5 GWh de chaleur non vendue, ce qui impacte à la hausse le nouveau prix de vente de la chaleur. L'érosion thermique est également (-0,5%/an) pris en compte.
- Augmentation du nombre d'abonné non considéré – développement immobilier à venir
- Le rachat du réseau UB à la valeur de sa VNC paraît faible au vue de sa valeur utile.

- Sur le nouveau scénario:

  Non prise en considération de l'augmentation du DN lié à l'alimentation Talence et Pessac ouest, non prise en considération des tronçons de

Réseau à créer en doublon pour assurer la réversibilité du réseau ESR				
Tronçon	**DN**	**ml**	**Prix unitaire**	**TOTAL €HT**
TALENCE	400	1 269	1 745	2 214 405
PESSAC OUEST	300	813	1 467	1 192 671
Etude+MOE+MOA			15%	511 061
TOTAL		**2 082**		**3 918 137**



Écart de prix entre DN100 et DN450: 1416€/ml

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR UNIVERSITE DE BORDEAUX
FOCUS SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION

PRÉPARATION

Coordination des acteurs (phase préparatoire)

- Les ESR et UB se coordonnent au sein d'un groupement de commande ("**GC**") pour établir les termes du marché public global de performance ("**MPGP**")
- Phase préalable de recueil de consentements /manifestations d'intérêt de la part des ESR
- Conditions du GC
  - Désignation d'un chef de file, chargé de porter l'élaboration du MPGP
  - Elaboration du DCE du MPGP
  - Détermination d'un calendrier commun de publication/sélection
  - Détermination de la participation de chaque acteur dans le projet

Elaboration d'un projet commun

- Elaboration du dossier de consultation des entreprises ("**DCE**") pour le MPGP
  - Préfiguration du programme
  - Préfiguration de la société de projet (statuts + pacte d'associés)
  - Préfiguration du financement de la société de projet (convention d'ACC)
- Confirmation de la procédure de sélection

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR UNIVERSITE DE BORDEAUX
FOCUS SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION

SÉLECTION

- **Publication du DCE**
  - Publication de l'avis d'appel public à concurrence ("**AAPC**")
  - Publication d'un Cahier des Clauses Aministratives Particulières ("**CCAP**") + Programme Fonctionnel et Performanciel ("**PFP**") succinct
  - Publication d'un projet de société de projet + Projet de pacte d'associés

- **Conduite du dialogue compétitif**
  - Visites sur site
  - Réception des offres
  - Etudes de la recevabilité
  - Entretiens avec les candidats

- **Sélection du candidat**
  - Elaboration d'un rapport d'appel d'offre
  - Organisation et tenue d'une commission d'appel d'offre
  - Détermination d'un lauréat
  - Notification du lauréat et des candidats évincés

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR UNIVERSITE DE BORDEAUX
FOCUS SUR LA PROCÉDURE DE SÉLECTION

MISE EN PLACE

- Pré-capitalisation de la société de projet
  - Dépôt du capital social sur le compte de la SPV en construction

- Constitution de la société de projet´("SPV")
  - Tenue de l'assemblée constitutive
  - Enregistrement des statuts / publication
  - Souscription des actions par les ESR + UB + Lauréat
  - Désignation de la gouvernance

- Conclusion du pacte d'associés avec le partenaire privé

EXÉCUTION

- Conclusion du MPGP avec la société de projet
- Capitalisation de la SPV
  - Réalisation de l'avance en compte courant d'associé

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
L'OPTION CONCESSION

Principe de "l'option concession"

- Lancer simultanément une consultation pour le MPGP et pour une concession
- Coordonner les deux procédures de sorte que la procédure MPGP soit terminée en premier
- Selon les résultats du MPGP et de la Concession conclure les contrats correspondants

Type de marché	Fructuosité de la procédure MPGP	Fructuosité de la procédure Concession	Action
MPGP	Fructueuse	Fructueuse	Sélection de la commande la plus attractive
		Infructueuse	Recours au MPGP
	Infructueuse	Fructueuse	Recours à la concession
		Infructueuse	Abandon projet

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE ET POINTS DE VIGILANCE

n°	Etape	Jalon	Risques / Point de vigilance	Point à clarifier
1	REFLEXION sur le montage/portage	▪ 16/05/22: COTECH ESR		
1.1	Collecte de intentions	▪ Juin 22: Décision partenaires du Domaine universitaire de poursuivre le MPGP avec option de sortie concession		
1.2	Etude technique: Mise à jour du scénario retenu			
2	CHOIX	▪ Juillet 22: décision BM de poursuivre ▪ Janvier 24: choix SPV entre MPGP et Concession		
3	DEMARCHES ADMINISTRATIVES			
3.1	Sélection des actionnaires			▪ Est ce que la société peut signer le MPGP sans avoir été pouvoir adjudicateur au moment de l'AO?
3.2	Transfert, création de société		▪ Considérer les temps de décisions long lié aux structures publiques: commissions de validation…etc	
4	PASSATION DU MARCHE AMO sur la passation du MPGP			

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR DOMAINE UNIVERSITAIRE
CALENDRIER DE MISE EN ŒUVRE ET POINTS DE VIGILANCE

n°	Etape	Jalon	Risques / Point de vigilance	Point à clarifier
5	PASSATION DU MARCHE MPGP			
5.1	Rédaction des pièces techniques: programme.			
5.2	Dépôt du dossier ADEME Fond Chaleur		Juin 2023: dépôt dossier ADEME	
5.3	Consultations MPGP			
5.4	Attribution MPGP		Février 2024: notification du lauréat	
6	TRAVAUX			

Document confidentiel

GreenFlex

COTECH:
ETUDE RÉSEAUX DE CHALEUR
DOMAINE UNIVERSITAIRE

Bordeaux, 16/03/23



15.10

Document confidentiel

SOMMAIRE

1. **ETUDE DU BESOIN ENERGETIQUE DU DOMAINE UNIVERSITAIRE**
   - 1.1 Rencontre des différents ESR
   - 1.2 Création d'une base de données
   - 1.3 Besoins énergétiques existants
   - 1.4 Besoins énergétiques futurs
   - 1.5 Hypothèses
   - 1.6 Livrables

2. **ETUDE DU TRACE RESEAU**
   - 2.1 Cheminement réseau et contraintes relevées sur la zone
   - 2.2 Dimensionnement du réseau
   - 2.3 Interface projets MPGP et DSP Concession
   - 2.4 Livrables

ANNEXES

Document confidentiel

1. ETUDE DU BESOIN ENERGETIQUE DU DOMAINE UNIVERSITAIRE

Document confidentiel

Rencontre des différents ESR

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
RENCONTRE AUPRÈS DES DIFFÉRENTS ESR

- Récolte des données
- Validation des périmètres
- Remplissage et validation du questionnaire abonné potentiel

Etablissement	e-mail	Date réunion
Bordeaux INP	Karine.Brun_Gautier@bordeaux-inp.fr	14/12/2022
Bordeaux Sciences Agro	nathalie.rullaud@agro-bordeaux.fr	20/12/2022
CROUS	henry.wallier@crous-bordeaux.fr	15/12/2022
Sciences Po Bordeaux	l.tournoux@sciencespobordeaux.fr	08/12/2022
Université de Bordeaux	gwenaelle.bottin@u-bordeaux.fr et manuel-angel.flores-aviles@u-bordeaux.fr	03/02/2022
CNRS	sandrine.couronne@cnrs.fr	04/01/2022
Université de Bordeaux Montaigne	ibrahim.ahmat@u-bordeaux-montaigne.fr	14/12/2022

Document confidentiel

Création d'une base de données

Document confidentiel

MANERGY

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
CRÉATION D'UNE BASE DE DONNÉES

- Regroupement des informations nécessaires au bon dimensionnement du réseau de chaleur

wkt_geo	ode Pros	Nom Prospect	Gestion	Type RC	Statut	Actuel to	Chauffa	ECS (MW	Process	Renovation Future_1	Réducti	Futur tot	Futur Ch	Futur EC	Futur Pr	Type d'éme	Puissan	otale sous-stat [kW]
Point (1413	19	Village 3 - AB	CROUS	ESR	Existant	844,6	522,6	322,0		Réhabilitation + extension 130 lgr	40%	636	314	322		Radiateur	746	
Point (1414	20	ENSMAC A	INP	ESR	Existant	1524,1	1524			non	5%	1448	1448	0		Radiateur	1724	
Point (1413	33	Lettres 1	UBM	ESR	Existant	1184,2	1184			Démolition/Rénovation/Extension	50%	597	597	0		Radiateur BT	1340	
Point (1414	36	CNRS - ICMCB	CNRS	ESR	Existant	1141,5	1141			ITE	40%	685	685	0		Radiateur	965	
Point (1414	68	CNRS - Centre de Recherche Paul Pascal (CRPP	CNRS	ESR	Existant	903,9	904			Audit STD DEET en cours	5%	859	859	0		Radiateur	764	
Point (1414	111	ENSEIRB - bat. A	INP	ESR	Existant	813,2	813			non	5%	773	773	0		Radiateur	920	
0244548 418	A1	UF/TP de Physique - UF Sciences de l'Ingénieur (	UB	ESR	Existant	149,8	149,85				5%	142	142	0		Radiateur	170	
Point (1413	69	Village universitaire 3 - C, D et restaurant Veracru	CROUS	ESR	Existant	844,6	522,6	322,0		Réhabilitation	5%	818	496	322		Radiateur	746	
	A15	A15	UB	ESR	Existant	245,6	245,63				5%	233	233	0		Radiateur	278	
Point (1414	53	Village universitaire 2	CROUS	ESR	Existant	676,2	506,1	170,1			5%	651	481	170		Radiateur	567	
Point (1413	79	Lettres 2	UBM	ESR	Existant	647,7	648			Démoli - reconstruction future	39%	393	393	0		Radiateur BT	733	
Point (1414	153	CNRS - ICMCB PLACAMAT	CNRS	ESR	Existant	624,8	625			ITE	40%	375	375	0		Radiateur	528	
9627471 418	A2	A2	UB	ESR	Existant	66,0	65,98				5%	63	63	0		Radiateur	75	
Point (1413	236	Résidence Joséphine Baker	CROUS	ESR	Existant	584,4	268,5	315,9		Pas de données	5%	571	255	316		Radiateur	548	
5523595 41	ience univer	Résidence universitaire Pierre&Marie Curie	CROUS	ESR	Existant	710,2	524,24	186			5%	684	498	186		Radiateur	598	
Point (1414	85	ENSMAC C - bat. C - Cheminov 1	INP	ESR	Existant	555,7	556			En travaux - 2023	5%	528	528	0		Radiateur	629	
Point (1414	92	IEP	Science Po	ESR	Existant	543,2	543	0	0		5%	516	516	0	0	Radiateur	614	
Point (1413743.3512918		Restaurant Universitaire Le Forum	CROUS	ESR	Existant	127,5	85	42,5		Pas de données	5%	123	81	43		Radiateur	127	
Point (1413	40	CROUS Res Les Lumieres (village 4)	CROUS	ESR	Existant	495,7	277,8	217,9			5%	482	264	218		Radiateur	448	
0474882 418	A4n	A4n	UB	ESR	Existant	197,3	197,27			Rénovation prévue	40%	118	118	0		Radiateur	223	
Point (1413984.3103575		Cafétéria Le Sirtaki	CROUS	ESR	Existant	0,0				En travaux- CTA élec			0	0		CTA	0	
Point (1413417.6719633		Projet nouvelle résidence CROUS 2027/2030 ent	CROUS	ESR	Futur	0,0						420	245	175		Radiateur	376	
Point (1414	47	Res Universitaire Pierre-Gilles de Gennes	CROUS	ESR	Existant	462,9	290,8	172,1			5%	448	276	172		Radiateur	407	
Point (1414	74	Restaurant Universitaire 2	CROUS	ESR	Existant	460,4	373,0	87,4			5%	442	354	87		Radiateur	450	
3568168 418	A9.1	A9.1	UB	ESR	Existant	25,1	25,13				5%	24	24	0		Radiateur	28	
Point (1415	41	Village universitaire 1 - chaufferie principale	CROUS	ESR	Existant	476,1	476,1	0,0		En travaux - 2023	58%	200	200	0		Radiateur	358	
16146729 41	A10	UF de Chimie (A10)	UB	ESR	Existant	203,3	203,34				5%	193	193	0		Radiateur	230	
Point (1414	145	CNRS Restaurant	CNRS	ESR	Existant	374,1	168	206,0478		Réhabilitation complète	40%	307	101	206		Radiateur	385	
Point (1413572.8721661		Res Michel Serres	CROUS	ESR	Existant	357,6	343,4	14,2			5%	340	326	14		Radiateur	274	
Point (1414	102	Village Universitaire 6	CROUS	ESR	Existant	355,8	314,6	41,2		En travaux - 2023	33%	253	211	41		Radiateur	282	
Point (1413	70	Res Universitaire François Mauriac	CROUS	ESR	Existant	311,1	116,7	194,4			5%	305	111	194		Radiateur	301	
Point (1414	127	ENSEIRB - bat. B	INP	ESR	Existant	313,1	298	15		non	5%	298	283	15		Radiateur	354	
-184855.864	A11	A11	UB	ESR	Existant	209,2	209,18			NB	42%	121	121	0		Radiateur	237	
Point (1414	94	Res Universitaire Maison des Scientifiques	CROUS	ESR	Existant	287,3	137,9	149,4			5%	280	131	149		Radiateur	267	
Point (1413	136	Maison de l'archeologie	UBM	ESR	Existant	275,9	276			Isolation toiture/DV PVC+Rad BT	40%	166	166	0		Radiateur BT	312	
Point (1413	124	CNRS - Maison des Suds	CNRS	ESR	Existant	273,2	273			ITE à voir selon budget	5%	260	260	0		Radiateur	231	
026077034	A12	Recherche Chimie ISM (A12)	UB	ESR	Existant	1555,1	1555,14				5%	1477	1477	0		Radiateur	1759	
3323619 418	A13	Castelterrefort (A13)	UB	ESR	Existant	52,1	52,06			NB	42%	30	30	0		Radiateur	59	
Point (1413	0	Res Simone Viel	CROUS	ESR	Existant	246,0	201,4	44,6			5%	236	191	45		Plancher chau	200	
93313226 41	A21	DLLC / Service Culturel / Associations etudiantes	UB	ESR	Existant	234,4	234,42				5%	223	223	0		Radiateur	265	
1117587 418	A22	A22	UB	ESR	Existant	925,2	925,19				5%	879	879	0		CTA	1047	
Point (1413	128	CROUS Res Ausone	CROUS	ESR	Existant	216,3	127,5	88,7			5%	210	121	89		Radiateur	193	
Point (1415	108	Res Universitaire Galilee	CROUS	ESR	Existant	211,2	107,8	103,4			5%	206	102	103		Plancher chau	194	
Point (1414	35	Village Universitaire 5 - ABCD	CROUS	ESR	Existant	206,8	95,0	111,8			5%	202	90	112		Radiateur	194	
0558794 41	A28	CREMI (A28)	UB	ESR	Existant	170,1	170,07			Mise en place Sondes C02	48%	88	88	0		Radiateur	192	

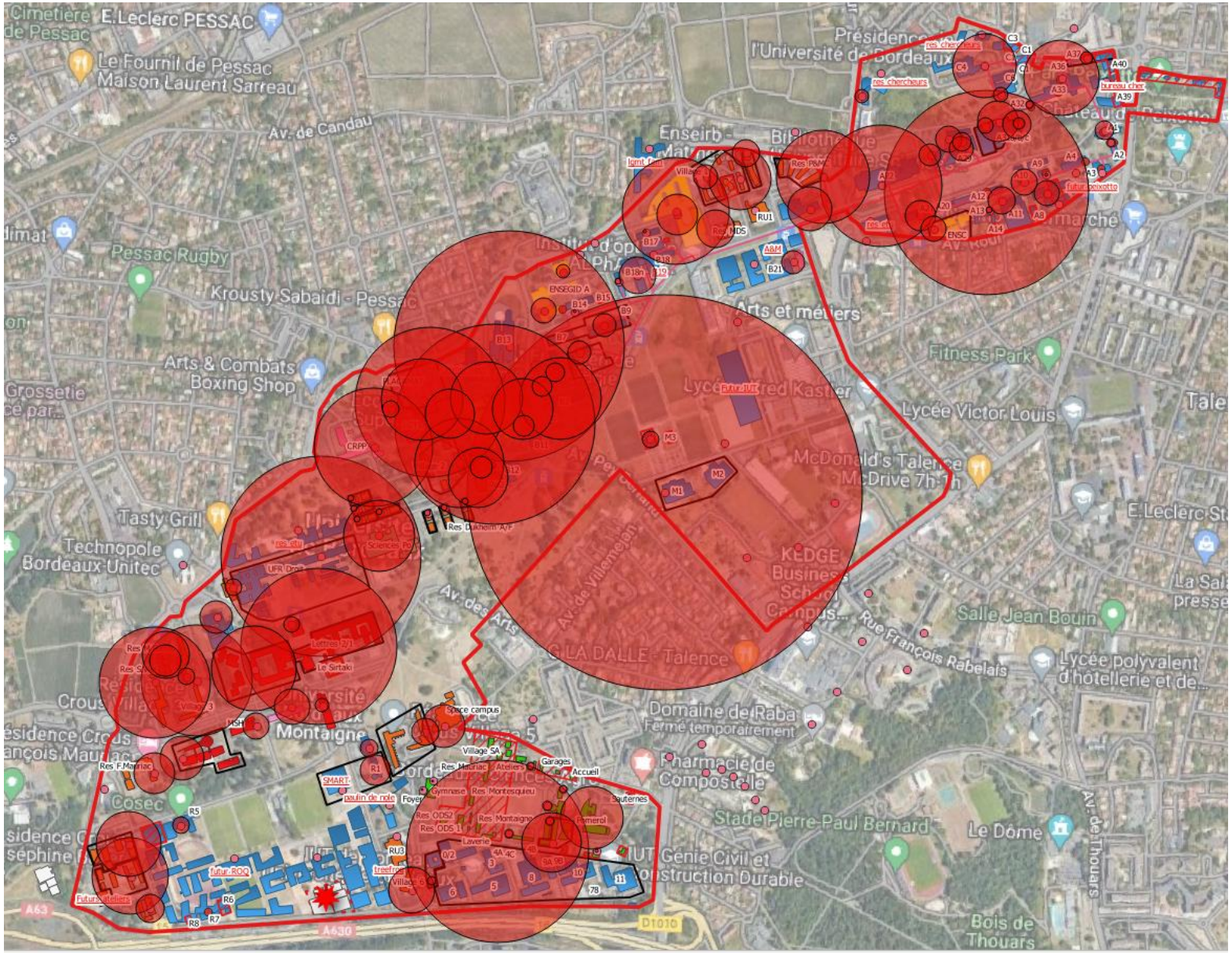
MANERGY

Besoins énergétiques existants

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR

CARTOGRAPHIE DES BESOINS DE CHALEUR – EXISTANT



Légende

RCU UB
- Sous-stations UB
- Réseau UB 2

Bâtiments publics
- Domaine universitaire
- hors RCU
- perimetre chaufferies

Bâtiments publics RCU UB
- Université de Bordeaux
- CNRS
- Université Bordeaux Montaigne
- CROUS
- Bordeaux Sciences Agro
- INP
- Science Po

Document confidentiel

MANERGY

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
RÉSUMÉ DES BESOINS ACTUELS

Sur la zone :

Etat actuel			
ESR	Besoins actuels [MWhu]	Puissance maximum appellée [kW]	Nombre de sous-stations
Bordeaux sciences agro	1 318	1 483	10
CNRS	3 632	3 140	8
CROUS	9 064	7 950	32
INP	3 702	4 187	8
Science Politique	543	614	1
Université de Bordeaux	17 693	18 101	49
Université Bordeaux Montaigne	2 541	2 786	6
Total	**38 493**	**38 263**	**114**

- Bilan de 38,4 GWh utile par an avec une puissance appelée maximum de 38,2 kW (sans foisonnement)

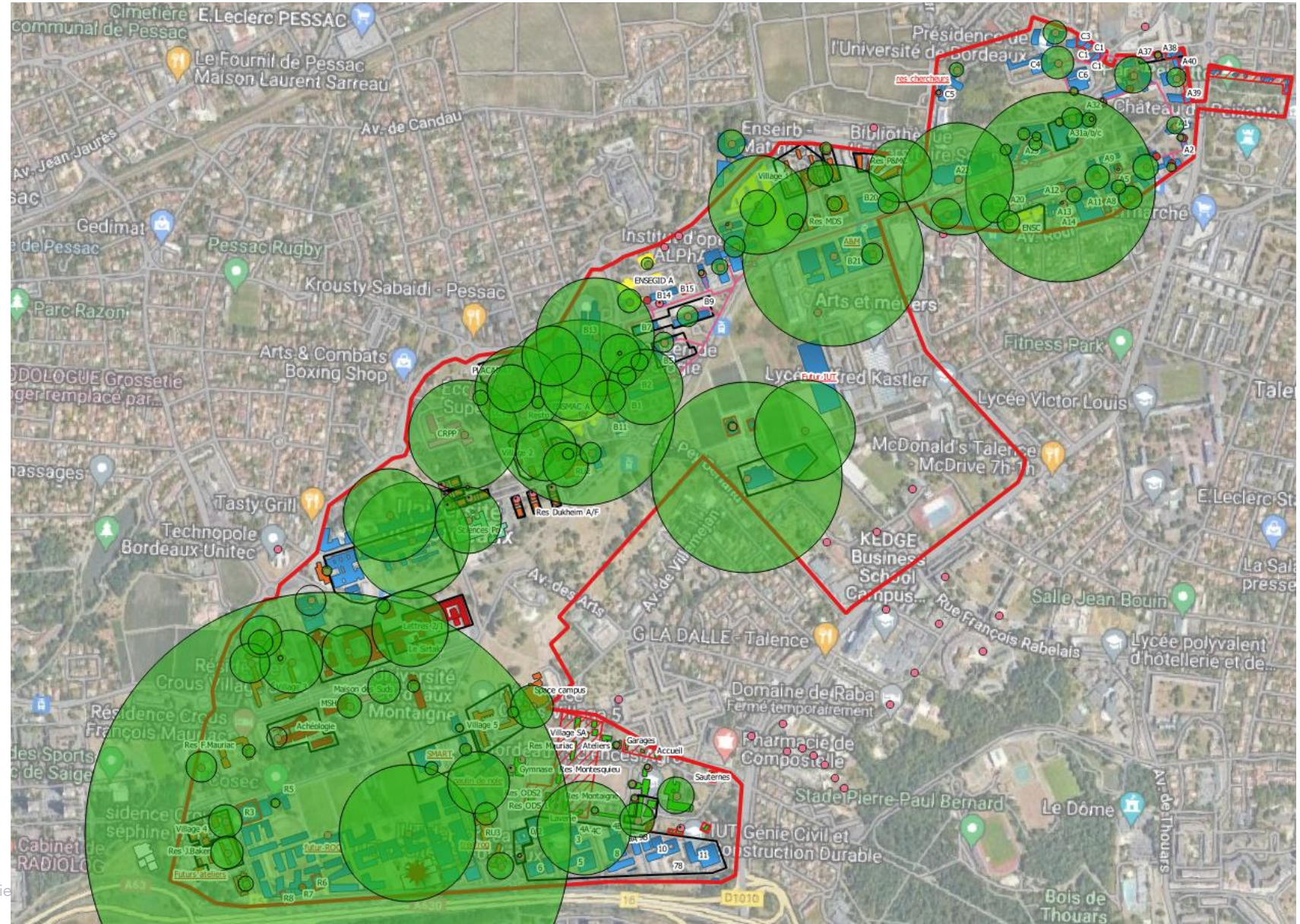
Document confidentiel

Besoins énergétiques futurs

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR

CARTOGRAPHIE DES BESOINS DE CHALEUR – FUTUR



Légende

RCU UB

- Sous-stations UB
- Réseau UB 2

Bâtiments publics

- Domaine universitaire
- hors RCU
- perimetre chaufferies

Bâtiments publics RCU UB

- Université de Bordeaux
- CNRS
- Université Bordeaux Montaigne
- CROUS
- Bordeaux Sciences Agro
- INP
- Science Po

Document confidentiel

MANERGY

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
PROJETS IMMOBILIERS FUTURS

Sur la zone :

Etat futur			
ESR	Besoins actuels [MWhu]	Puissance maximum appellée [kW]	Nombre de sous-stations
Bordeaux sciences agro	923	1 037	10
CNRS	2 777	2 410	8
CROUS	9 564	8 641	34
INP	3 518	3 979	8
Science Politique	516	584	1
Université de Bordeaux	28 851	27 479	65
Université Bordeaux Montaigne	1 567	1 688	6
Total	**47 715**	**45 817**	**132**

- Augmentation des besoins de chaleur du fait des nombreux projets immobiliers futurs

Document confidentiel

Rappel des hypothèses

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
RAPPEL DES HYPOTHÈSES - 1

- DJU : 1700 DJ18
- Tbase : -5°C
- qECS : 110 kWh/m^3
- Etalement ECS : 3 heures

- Températures de non-chauffage historiques

Hebergement	18	°C
Tertiaire	18	°C
Sante	21	°C
Enseignement	20	°C
Equipement	16	°C

- Intermittence

Hebergement	0,9
Tertiaire	0,8
Sante	1
Enseignement	0,65
Equipement	0,65

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
RAPPEL DES HYPOTHÈSES - 2

- Ratio chauffage existant : 50 kWh/m²
- Ratio chauffage neuf : 35 kWh/m²
- Ratio ECS neuf : 25 kWh/m²
- Taille moyenne logement étudiant : 20 m²

Hypothèses utilisées pour sites ci contre :

Nom Prospect	Surface [m²]	Gestionnaire	Statut
Projet nouvelle résidence CROUS 2027/2030 entre ~350 logements	7 000	CROUS	Futur
Doyen Brus	5 500	UB	Futur
Futurs locaux IUT	25 000	UB	Futur
Bâtiment SMART (sous-station STAPS)	3 400	UB	Futur
Paulin de Nole	15 500	UB	Futur
TREEFROG	34 000	UB	Futur
Rocquencourt	120 000	UB	Futur
Résidences étudiantes	23 000	UB	Futur
Chimie Recherche	15 000	UB	Futur
SIRICCO	5 500	UB	Futur
Arts et métiers	45 000	UB	Futur
Béthanie	7 000	UB	Futur
Station Tram Peixotto (hybride à dominante économique)	5 800	UB	Futur
Station Tram Peixotto (résidence avec services/commerces)	6 400	UB	Futur
Station Tram Peixotto (logements/commerces)	2 400	UB	Futur
Peixotto Est	5 000	UB	Futur
Haut Carré Nord	6 000	UB	Futur
Résidence chercheurs	3 700	UB	Futur
Futurs ateliers	9 000	CROUS	Futur
Village universitaire 3 - C, D et restaurant Veracruz	Idem A,B	CROUS	Existant
Restaurant Universitaire Le Forum	1 700	CROUS	Existant
Restaurant Universitaire 1	1 710	CROUS	Existant
B23 Recsol	815	UB	Existant

Document confidentiel

MANERGY

Livrables

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
LIVRABLES

- Cartographie
- Base de données
- Questionnaires abonnés
- Monotone des besoins de chaleur horaires

Document confidentiel

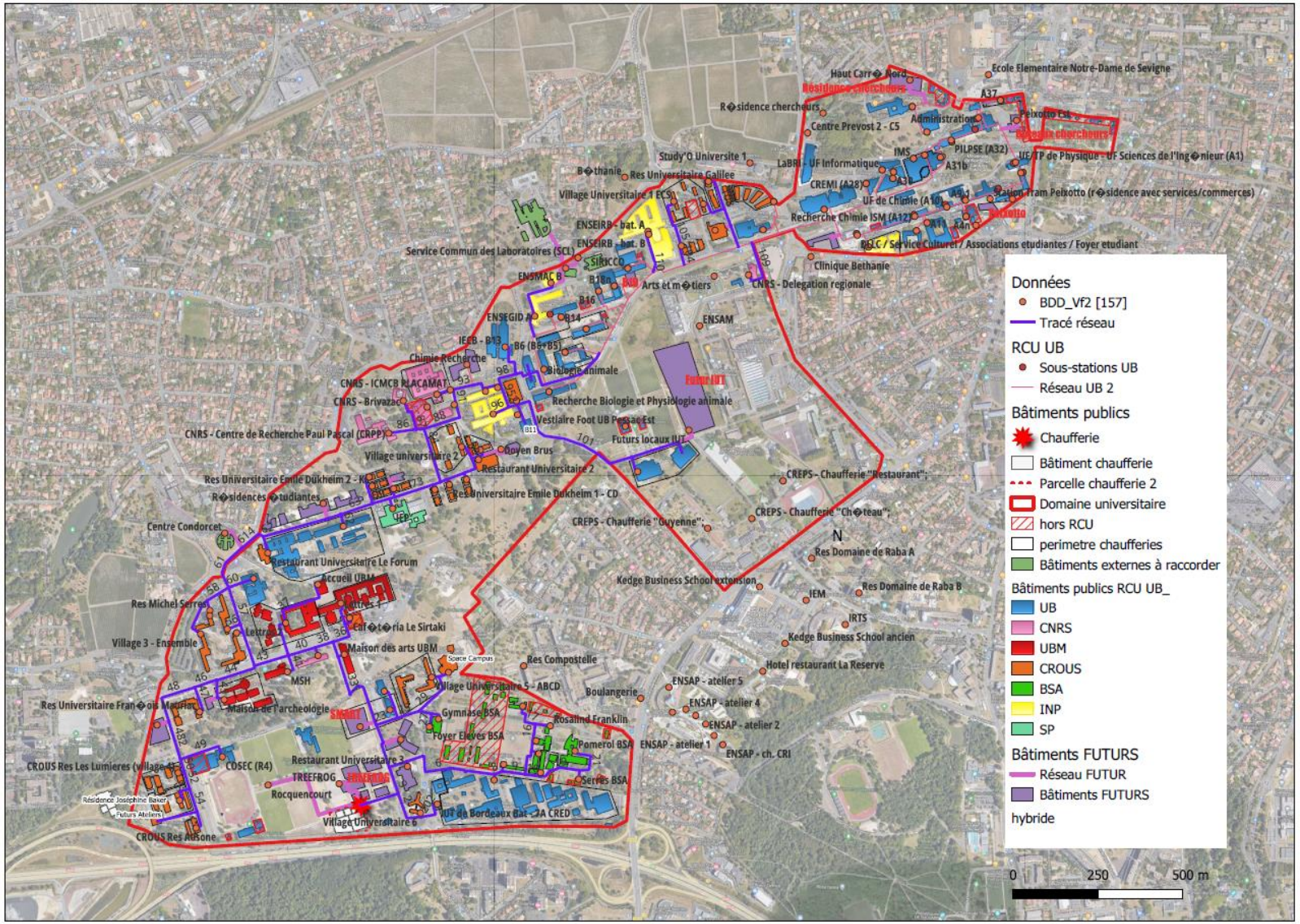
2. ETUDE DU TRACÉ RÉSEAU

Document confidentiel

Tracé réseau

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
CHEMINEMENT DU RESEAU SUR LE PERIMETRE DU DOMAINE UNIVERSITAIRE



Linéaire réseau:

- 9,9 kml de création
- 0,8 kml d'adaptation d'existant

Linéaire réseau projets futurs:

- 1,6 kml de création

TOTAL: **12,2 kml**

Densité thermique besoins actuels = **3,45 MWh/ml**

Densité thermique besoins futurs = **3,75 MWh/ml**

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
CONTRAINTES DE PASSAGE IDENTIFIÉES

Plusieurs points singuliers ont été identifiés sur le cheminement réseau:

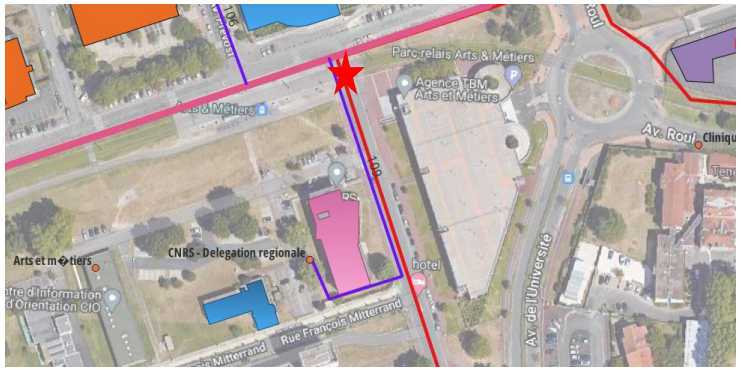
- 3 traversées de ligne de tramway nécessitant 3 fonçages. Il n'y a pas de galeries ou réservations signalées par la métropole. Il n'y a pas non plus de contrainte particulière pour ces fonçages: pas de dénivelé & place disponible.



Fonçage n°1: au niveau de l'allée Maine Biran



Fonçage n°2: au niveau de l'avenue des facultés



Fonçage n°3: au niveau de l'avenue des facultés

- Il n'y a pas d'ouvrages spécifiques type ponts ou traversée d'autoroute sur le cheminement réseau mise à part le passage en encorbellement déjà existant au niveau de l'avenue Roul.

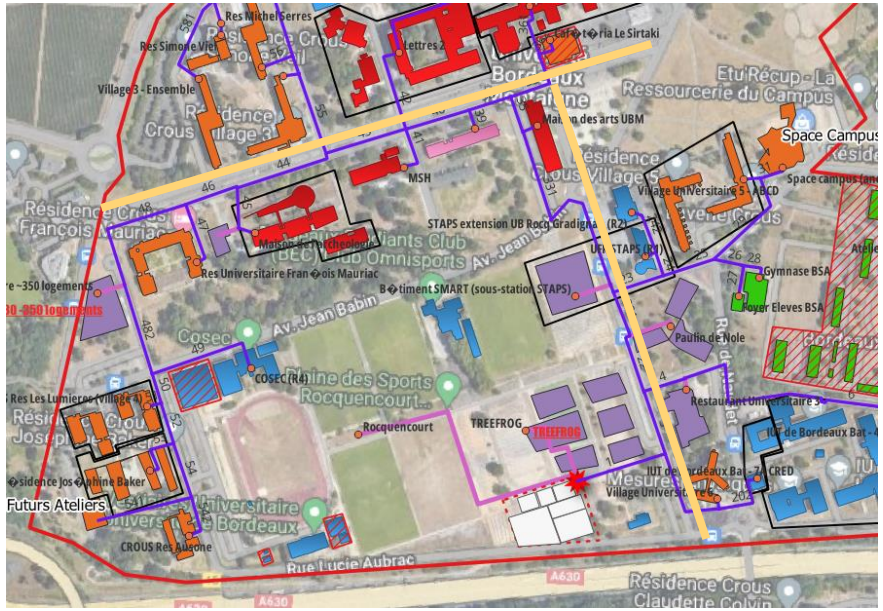
Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
CONTRAINTES DE PASSAGE IDENTIFIÉES

Plusieurs suggestions/préconisations sur le cheminement réseau ont été exprimées par les parties concernées:

- Préférence pour un cheminement sous voirie afin de préserver au maximum les espaces verts.
  Certaines forêts sont classées et à éviter absolument.
  Certaines aménagements sont en cours ou ont été réalisés récemment et sont à éviter dans la mesure du possible.

- Il sera intéressant de minimiser les coûts travaux (mutualisation des réfections de voirie…etc) en phasant au mieux les travaux réseau avec ceux des aménagements futurs. En particulier ceux liés aux projets de ligne de bus express:



Projet de ligne de bus express: recouvrement sur l'Esplanade des Antilles et avenue Camille Julian



Projet de ligne de bus express: pas de recouvrement

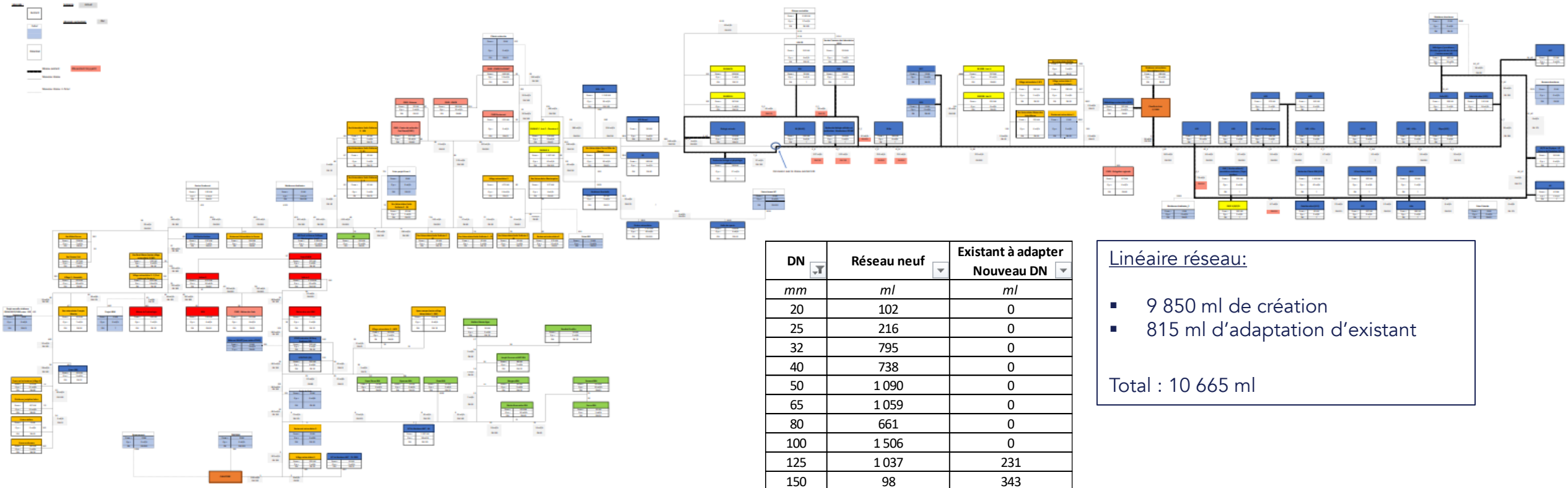
Dimensionnement réseau

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
DIMENSIONNEMENT SUR LES BESOINS ACTUELS

Hypothèses de dimensionnement:

- 30°C de delta de température départ/retour.
- 250 Pa/m maximum de perte de charge



DN	Réseau neuf	Existant à adapter Nouveau DN
mm	*ml*	*ml*
20	102	0
25	216	0
32	795	0
40	738	0
50	1 090	0
65	1 059	0
80	661	0
100	1 506	0
125	1 037	231
150	98	343
250	439	241
300	1 718	0
350	392	0
Total	**9 850**	**815**

Linéaire réseau:

- 9 850 ml de création
- 815 ml d'adaptation d'existant

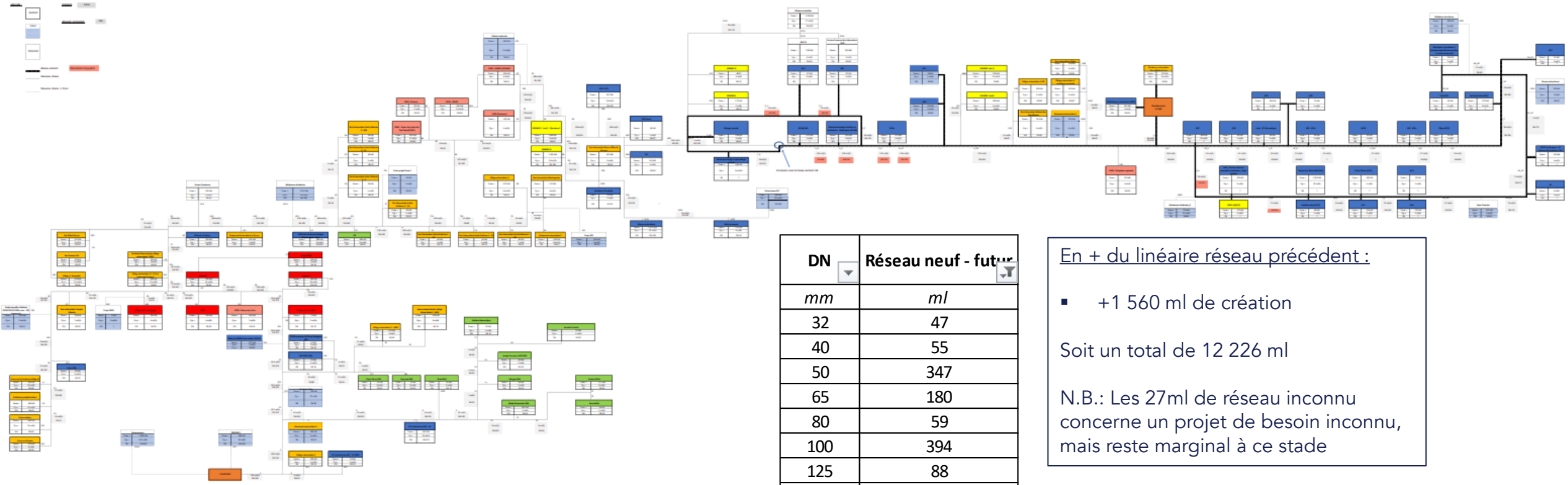
Total : 10 665 ml

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
DIMENSIONNEMENT SUR LES BESOINS FUTURS

Il est entendu par besoins futurs, l'évolution des besoins énergétiques des bâtiments en considérant:

1. L'évolution liée aux rénovations énergétiques en cours/futurs (MPGP, décret tertiaire…etc)
2. La construction et raccordement au réseau de nouveaux bâtiments
3. L'érosion thermique lié au réchauffement climatique



DN	Réseau neuf - futur
mm	*ml*
32	47
40	55
50	347
65	180
80	59
100	394
125	88
200	363
?	27
Total	**1 560**

En + du linéaire réseau précédent :

- +1 560 ml de création

Soit un total de 12 226 ml

N.B.: Les 27ml de réseau inconnu concerne un projet de besoin inconnu, mais reste marginal à ce stade

Document confidentiel

ETUDE RESEAU DE CHALEUR

Interface projets avec Bordeaux Métropole

MPGP et DSP Concession

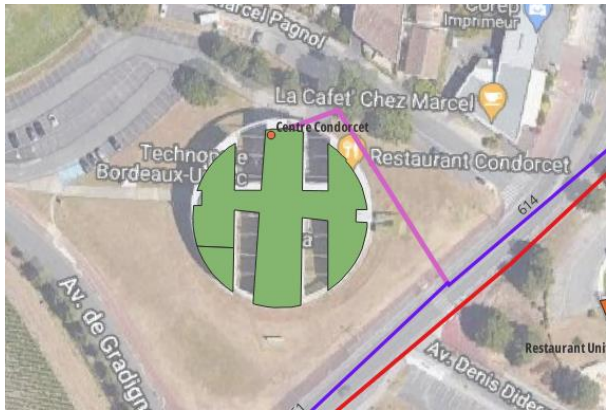
Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
INTERFACE PROJET AVEC BORDEAUX MÉTROPOLE

Bâtiments identifiés par Bordeaux Métropole et dont le raccordement au réseau de chaleur est souhaité:

Bâtiments	Puissance (kW)
Clinique Mutualiste Arnaud Duben	1 300 kW
Centre Condorcet	195 kW
LDA 33	150 kW
SCL Laboratoire de Bordeaux	250 kW





Linéaires concernés: **390 ml**
(252ml DN125 + 131 DN65 + 7ml DN50)



Modalités de raccordement:

- Les travaux de raccordement de ces 4 bâtiments peuvent être réalisés dans le cadre du MPGP ou de la DSP CONCESSION.
- En exploitation, une convention de droit de passage pourra être mise en place autorisant BM à véhiculer la chaleur via le réseau du domaine universitaire.

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
RACCORDEMENT DES FUTURS PROJETS IMMOBILIERS

Projets immobiliers futurs:

- 19 futurs projets immobilier ont été identifiés dans un futur proche (<2030) ou lointain (2040). Les échelles de temps des 2 contrats MPGP (en général 2 années de travaux + 5 ans d'exploitation) ou DSP (30 ans) étant différents, il faut prévoir l'intégration de ces raccordements dans l'un ou l'autre des projets.

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
INTERFACE PROJET BORDEAUX MÉTROPOLE

Piste d'optimisation tracé :

Si souhaité par le Domaine ESR, BM propose d'alimenter les 4 bâtiments du CROUS ci-dessous via le même schéma de fonctionnement de convention de droit de passage BM/Domaine Universitaire.

Linéaire réseau universitaire évité: 205 ml
DN concernés: DN100, DN80, DN65, DN50



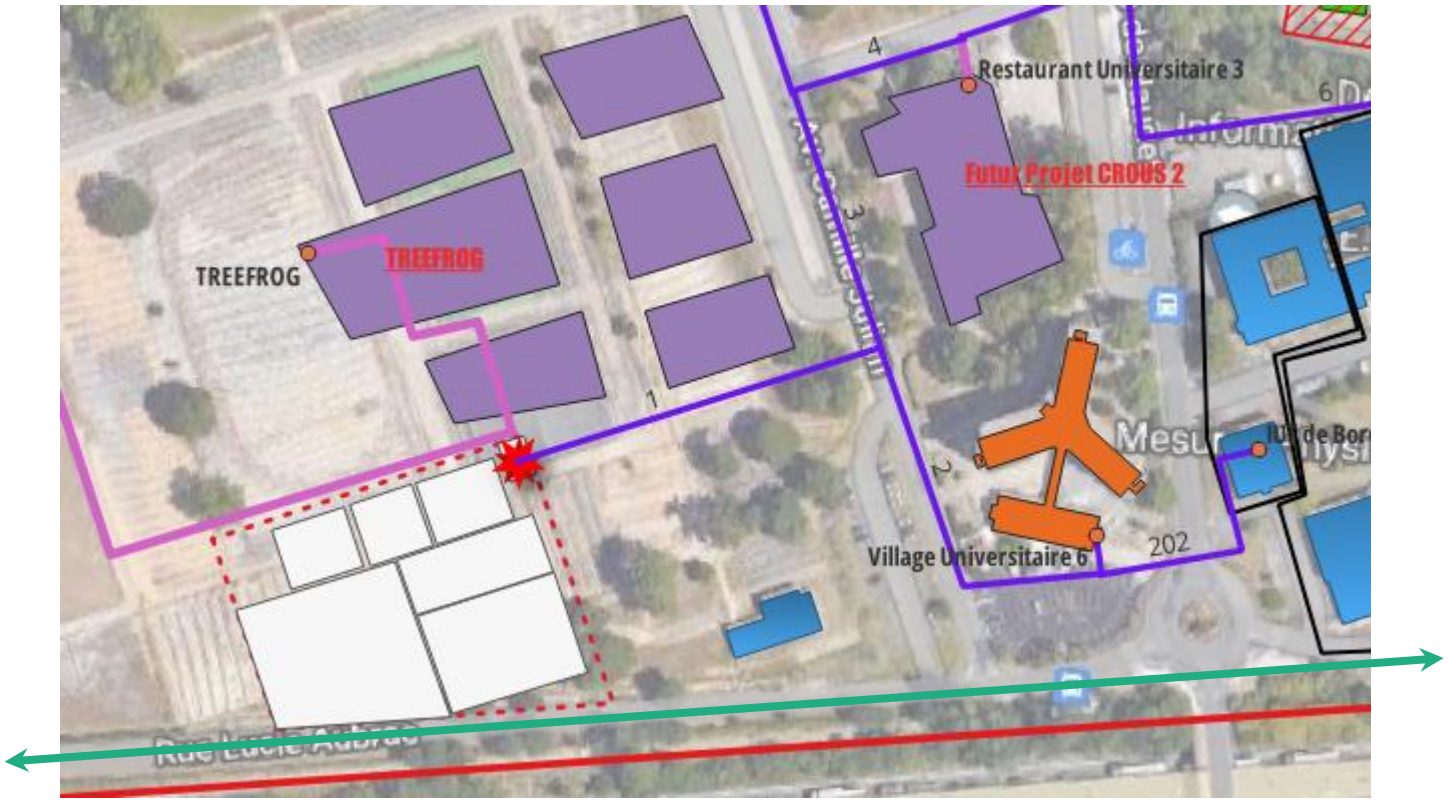
Réseau universitaire concerné

Réseau Métropole alimentation Saige

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
CHAUFFERIE ET SOUS-STATION D'ÉCHANGE

- Afin de simplifier l'exploitation, la sous-station d'échange alimentant le réseau universitaire est localisée dans son propre bâti, positionné en limite de l'emprise réservée à la chaufferie principale. La sous-station bénéficiera de ses propres accès.
- Afin d'optimiser le linéaire, la sous-station a été positionnée en haut à droite de l'emprise.
- Les futurs projets immobiliers (Treefrog, plaine de Rocquencourt) pourront être alimentés avec des départs dédiés



Réseau Métropole

Livrables

Document confidentiel

ETUDE RÉSEAU DE CHALEUR
LIVRABLES

Livrables fournis:

1. Tracé réseau existant et futur
2. QGIS associé
3. DT/DICT collectées
4. Unifilaire besoins actuels (DN, débits)
5. Unifilaire besoins futurs (DN, débits)
6. Synthèse PPT

Document confidentiel

CHANGEONS
DE TRAJECTOIRE

Chez GreenFlex, nous sommes convaincus qu'à travers leurs activités les entreprises doivent réparer la planète et la société.

Nos équipes conçoivent et accélèrent la mise en place de solutions visant l'excellence environnementale et sociétale afin d'amener nos clients sur une trajectoire de transformation vers un modèle réparateur : l'économie régénérative.

Grâce à une approche multi-expertise unique alliant conseil, accompagnement opérationnel, digital et financement, nous accompagnons depuis 2009 nos 750 clients pour intégrer la création de valeur environnementale et sociale globale au cœur de leur activité.

GreenFlex a rejoint Total en 2017 au sein de la direction « Carbon Neutrality Businesses » de la nouvelle branche Gas, Renewables & Power. GreenFlex compte plus de 650 collaborateurs déployés dans 19 bureaux en Europe.

CONTACT GreenFlex

Arnaud Miraton
Chef de projet Energies | Industrie
amiraton@greenflex.com

Confidential document

Note :
Clé de répartition des dépenses prévisionnelles pour la phase projet aux partenaires ESR, comprend :
- le montant estimé de **150 k€ des missions AMO "Smart Grid"** pour la conception du futur réseau de chaleur interuniversitaire ;
- le montant estimé de **50 k€ des missions AMO "juridique"** pour la structuration juridique du portage ESR du futur réseau de chaleur interuniversitaire ;
- la quote-part salariale de l'équipe projet de l'Université de Bordeaux (**10% salaire directeur immobilier, 80% salaire chef de projet et 10% expert juridique**), pour un montant de **60 k€ annuel, soit 90 k€ sur la durée de la phase projet** (Durée phase projet estimée : 1,5 ans).

Soit une estimation d'un montant total à financer de 290 k€ HT (348 k€ TTC).

La clé de répartition est calculée majoritairement, **à hauteur de 80% au pro-rata des projections de consommation** de chaque ESR (Cf. livrable GREENFLEX / MANERGY en Annexe 1B de la convention de partenariat) et le **restant correspond à une part fixe du montant du marché (20%)**.

Une **tranche optionnelle** a été ajoutée, celle correspondant à la **mission d'assistance travaux et exploitation** de l'AMO qui a été estimée à **120 k€ HT soit 144 k€ TTC** sur une période de 3 ans (1 ans de travaux et 2 ans de suivi d'exploitation).

Montant total du marché HT
290 000,00 €
TTC
348 000,00 €

Montant total du marché HT - Tranche optionnelle
120 000,00 €
TTC
144 000,00 €

	Contribution financière		Montant total partenaire ESR	versement 2024	versement 2025	Contribution financière tranche optionnelle		Montant total partenaire ESR	versement 2026	versement 2027	versement 2028
	Part fixe (20%)	Part variable (80%)		1/2	1/2	Part fixe (20%)	Part variable (80%)		1/3	1/3	1/3
UB	9 943 €	168 332 €	**178 275 €**	**89 137 €**	**89 137 €**	4 114 €	69 655 €	**73 769 €**	**24 590 €**	**24 590 €**	**24 590 €**
CROUS	9 943 €	55 801 €	**65 744 €**	**32 872 €**	**32 872 €**	4 114 €	23 090 €	**27 205 €**	**9 068 €**	**9 068 €**	**9 068 €**
UBM	9 943 €	9 143 €	**19 086 €**	**9 543 €**	**9 543 €**	4 114 €	3 783 €	**7 897 €**	**2 632 €**	**2 632 €**	**2 632 €**
INP	9 943 €	20 526 €	**30 469 €**	**15 234 €**	**15 234 €**	4 114 €	8 493 €	**12 608 €**	**4 203 €**	**4 203 €**	**4 203 €**
CNRS	9 943 €	16 202 €	**26 145 €**	**13 073 €**	**13 073 €**	4 114 €	6 704 €	**10 819 €**	**3 606 €**	**3 606 €**	**3 606 €**
IEP	9 943 €	3 011 €	**12 953 €**	**6 477 €**	**6 477 €**	4 114 €	1 246 €	**5 360 €**	**1 787 €**	**1 787 €**	**1 787 €**
BSA	9 943 €	5 385 €	**15 328 €**	**7 664 €**	**7 664 €**	4 114 €	2 228 €	**6 343 €**	**2 114 €**	**2 114 €**	**2 114 €**
TOTAL	69 600 €	278 400 €	**348 000 €**	174 000 €	174 000 €	28 800 €	115 200 €	144 000 €	**48 000 €**	**48 000 €**	**48 000 €**

Besoins futurs (Mwhu) - Chiffres livrable "Etude Réseaux de chaleur Domaine universitaire" ANNEXE 1	
28 851	60%
9 564	20%
1 567	3%
3 518	7%
2 777	6%
516	1%
923	2%
47716	

Réseau de chaleur

Domaine universitaire

Gouvernance du projet

1. Equipe projet

Conformément à la convention de partenariat signée entre l'université de Bordeaux, l'université Bordeaux Montaigne, l'IEP de Bordeaux, Bordeaux INP, Bordeaux Sciences Agro, CROUS Bordeaux-Aquitaine et le CNRS et conformément à la convention de groupement de commande, l'université de Bordeaux est désignée comme coordonnateur du groupement, ayant la qualité de pouvoir adjudicateur.

La conduite de projet est assurée par la direction du patrimoine de l'université de Bordeaux, représentée par :

Directeur projet	**Thierry Decadt** Directeur de l'immobilier UB	06 74 28 95 06	thierry.decadt@u-bordeaux.fr
Chef de projet – **Coordonnateur attitré**	**Damien Charpentier** Chef de projet réseau de chaleur	06 26 60 57 76	damien.charpentier@u-bordeaux.fr
Expert juridique	**Benjamin Roche-Blandin** Chef du service juridique, direction des ressources et d'aide au pilotage	05 40 00 67 96	benjamin.roche-blandin@u-bordeaux.fr
Equipe administrative	**Jean-Baptiste Cottin** **Séverine Levy**	05 40 00 25 31 05 40 00 89 80	jean-baptiste.cottin@u-bordeaux.fr severine.sabourdy@u-bordeaux.fr

2. Comité de pilotage : membres permanents

Le comité de pilotage est constitué de représentants des vices présidences, des directions d'établissement ou directions générales des services des établissements membres du groupement. Des membres de Bordeaux Métropole seront également conviés exceptionnellement pour prendre connaissance de décisions structurantes en lien avec le projet de développement du réseau de chaleur urbain Métropole Sud.

Le rôle du comité de pilotage est de :

- Proposer au pouvoir adjudicateur le choix du candidat dont l'offre est économiquement la plus avantageuse ;
- Suivre et valider les différentes phases du projet ;
- Fixer les objectifs soutenables conditionnant la poursuite des études ;

Chaque établissement membre dispose du même pouvoir décisionnel au sein de ce comité de pilotage dont les décisions sont par nature consensuelles. Les décisions du comité de pilotage, à défaut de consensus, sont prises à la majorité.

Les membres du comité de pilotage s'engagent :

- À respecter les délais de validation demandés par le coordonnateur permettant de respecter le calendrier prévisionnel de l'opération ;

- À assister aux réunions du comité auxquelles il est convoqué par le coordonnateur ;

Le comité de pilotage se réunit autant que de besoin. Chaque membre du groupement a la faculté de demander au coordonnateur d'organiser une réunion du comité de pilotage.

Etablissement membre	Fonction	Représenté par	Adresse mail
Université de Bordeaux	Directeur général des services	Vincent Moreau	vincent.moreau@u-bordeaux.fr Assistante : Céline Berlureau celine.berlureau@u-bordeaux.fr
	Vice-président en charge du patrimoine immobilier	Frederic Bos	frederic.bos@u-bordeaux.fr Assistante : Sophie Cabannes sophie.cabannes@u-bordeaux.fr 05 40 00 37 44
	Vice-président en charge des transitions environnementales et sociétales	Eric Macé	eric.mace@u-bordeaux.fr Assistante : Marina Valverde marina.valverde@u-bordeaux.fr 05 40 00 34 72
	DGSa déléguée au pôle Patrimoine et environnement	Annie Cohen	annie.cohen@u-bordeaux.fr Assistante : Bénédicte Rousseau 05 40 00 30 00
Université de Bordeaux-Montaigne	Président de l'université Bordeaux Montaigne	Lionel Larré	lionel.larre@u-bordeaux-montaigne.fr Directrice de cabinet : Joyce Gabus presidence@u-bordeaux-montaigne.fr
	DGS de l'Université Bordeaux Montaigne	Marlène Barbotin	marlene.barbotin@u-bordeaux-montaigne.fr Assistante : Florence Chevrot florence.chevrot@u-bordeaux-montaigne.fr

Bordeaux INP	Directeur général	**Marc Phalippou**	marc.phalippou@bordeaux-inp.fr Assistante : Allyson Hagimont Allyson.Hagimont@bordeaux-inp.fr 05 56 84 60 33 / 05 56 84 61 00
	Directrice générale des services	**Dominique Salles**	dominique.salles@bordeaux-inp.fr 05 56 84 60 33
	Professeur des Universités Hydrogéologue	**Alain Dupuy**	alain.dupuy@bordeaux-inp.fr
Sciences Po Bordeaux	Directeur	**Dominique Darbon**	d.darbon@sciencespobordeaux.fr Assistante : Lydie Pinchault l.pinchault@sciencespobordeaux.fr 05 56 84 44 10
	Directrice Général des Services	**Nelly Couderc**	n.couderc@sciencespobordeaux.fr
Bordeaux Sciences Agro	Directrice de Bordeaux Sciences Agro	**Sabine Brun-Rageul**	Sabine.Brun-Rageul@agro-bordeaux.fr
CROUS	Directeur général	**Jean-Pierre Ferré**	jean-pierre.ferre@crous-bordeaux.fr secretariat direction : Florence Nayrolles secretariat.direction@crous-bordeaux.fr
	Directeur général adjoint	**Christophe Mathieu**	
CNRS	Délégué régional	**Younis Hermès**	younis.hermes@cnrs.fr
	Responsable Patrimoine	**Sandrine Couronné**	sandrine.couronne@cnrs.fr
Bordeaux Métropole	Cheffe de projet énergies renouvelables	**Aude Rosener**	a.rosener@bordeaux-metropole.fr
	Chargé de mission Réseaux de chaleur	**Xavier Etchegaray**	x.etchegaray@bordeaux-metropole.fr
SIGDU	Directeur du Service inter-établissements de gestion du domaine universitaire	**Guillaume Desbieys**	guillaume.desbieys@u-bordeaux-montaigne.fr
ADEME	Chargée de mission transition énergétique Direction Régionale Nouvelle Aquitaine	**Julien Vermeire**	julien.vermeire@ademe.fr 05 56 33 80 20

3. Comité technique

Le comité technique est constitué de représentants des directions immobilières et d'experts désignés des établissements membres du groupement.

Le rôle du comité technique est de :

- Fournir tous les éléments nécessaires au bon déroulement du projet ;
- Permettre la mise en œuvre technique et financière du projet ;
- Émettre un avis sur tous les éléments relatifs à l'exécution du projet ;

Chacun des membres s'engage à transmettre aux autres membres du groupement :

- Toute information utile au projet dont il aurait connaissance ;
- Toute information dont il serait saisi ;
- Ainsi que tout document utile à la bonne exécution du projet ;

Le comité technique sera animé par le coordonnateur. Il est composé :

- De la direction de projet de l'Université de Bordeaux ;
- De représentants des directions immobilières des établissements ;
- Du directeur du SIGDU ;
- D'experts désignés des établissements membres du projet : compétences et expertises Techniques, Environnementales, Juridiques et Fonctionnelles ;

Université de Bordeaux-Montaigne	Directeur du patrimoine immobilier et logistique	Mickaël Vincent	mickael.vincent@u-bordeaux-montaigne.fr 05 57 12 66 99
	Juriste, Convention partenariat	Giovanni Trouvé	giovanni.trouve@u-bordeaux-montaigne.fr
	Responsable du pôle achat, Convention groupement commande	Blandine Ruel	blandine.ruel@u-bordeaux-montaigne.fr
	Energy Manager	Ibrahim Ahmat	ibrahim.ahmat@u-bordeaux-montaigne.fr
Bordeaux INP	Professeur des Universités Hydrogéologue	Alain Dupuy	alain.dupuy@bordeaux-inp.fr
	Directrice du Patrimoine Immobilier	Karine Brun Gautier	karine.brun_gautier@bordeaux-inp.fr
	Chargé des marchés publics et des affaires juridiques	Benoît Chavagnac	benoit.chavagnac@bordeaux-inp.fr
Sciences Po Bordeaux	Responsable Patrimoine	Cédric BLINEAU	c.blineau@sciencespobordeaux.fr
	Service juridique	Karima TAJRI	K.tajri@sciencespobordeaux.fr
Bordeaux Sciences Agro	Responsable du service patrimoine, logistique et résidence	Nathalie Rullaud	nathalie.rullaud@agro-bordeaux.fr
	Service juridique	Alex Antoine	alex.antoine@agro-bordeaux.fr
CROUS	Directeur général adjoint	Christophe Mathieu	Secrétariat direction : secretariat.direction@crous-bordeaux.fr
		Henry Wallier	henry.wallier@crous-bordeaux.fr
	Service juridique	Sophie Falleri-Vialard	sophie.falleri-vialard@crous-bordeaux.fr
CNRS	Responsable patrimoine et référente juridique et technique	Sandrine Couronné	sandrine.couronne@cnrs.fr
SIGDU	Directeur du Service inter-établissements de gestion du domaine universitaire	Guillaume Desbieys	guillaume.desbieys@u-bordeaux-montaigne.fr 05 57 12 47 71 06 99 11 16 72

université de BORDEAUX

ANNEXE 4 – RIB DE L'AGENT COMPTABLE DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

IDENTIFICATION

Adresse
UNIVERSITE DE BORDEAUX
35 PLACE PEY BERLAND
33000 BORDEAUX

S.I.R.E.T.	S.I.R.E.N.	A.P.E.	T.V.A. intracommunautaire	N° Déclaration d'existence	R.N.E.
130 018 351 00010	**130 018 351**	**8542 Z**	**FR 23 130 018 351**	**72330934133**	**0333298F**

N° EORI : FR 130 018 351 00010 // EORI GB : GB078401901000
N° Juridique : 7383 Assurance MAIF n° contrat 3809909P
N° INSEE : R3301652125B
Personne habilitée
Mr. DEAN LEWIS – PRESIDENT

RELEVE D'IDENTITE BANCAIRE (destiné à être remis à vos créanciers ou débiteurs)

TRESOR PUBLIC - 24 Rue François de Sourdis 33060 - BORDEAUX CEDEX

Identifiant national de compte bancaire - RIB

Code banque	Code guichet	N° compte	Clé RIB	Domiciliation
10071	**33000**	**00001001241**	**28**	**TP BORDEAUX TRES GALE**

Identifiant international de compte bancaire - IBAN (International Bank Account Number)
FR76 1007 1330 0000 0010 0124 128

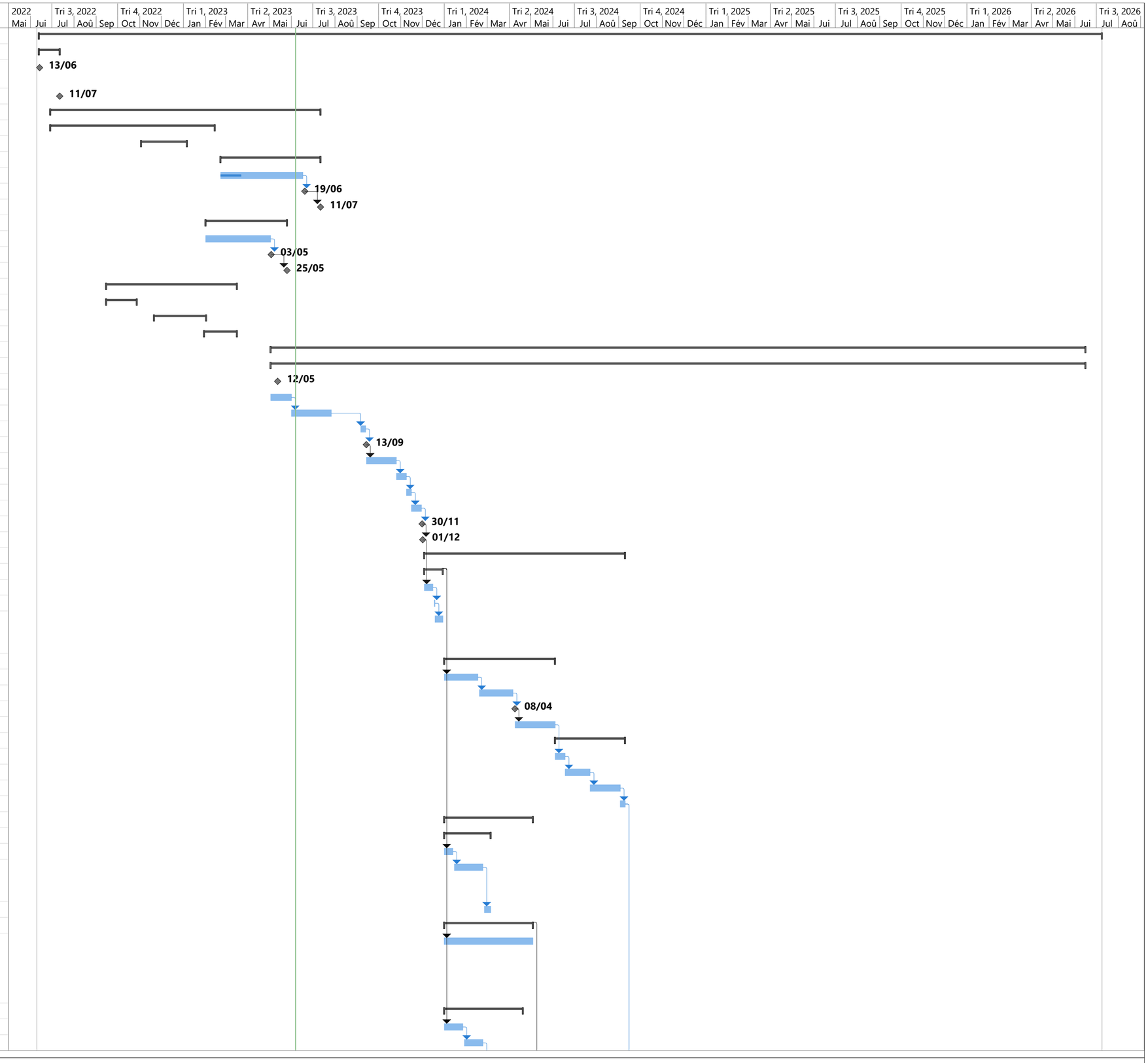
Identifiant international de l'établissement bancaire - BIC (Bank Identifier Code)
TRPUFRP1

Titulaire du compte
UNIVERSITE DE BORDEAUX
35 PLACE PEY BERLAND
33000 BORDEAUX

ADRESSE DE FACTURATION

Université de Bordeaux
Service facturier
146 rue Léo Saignat
Bâtiment ED - CS 61292
33076 BORDEAUX CEDEX

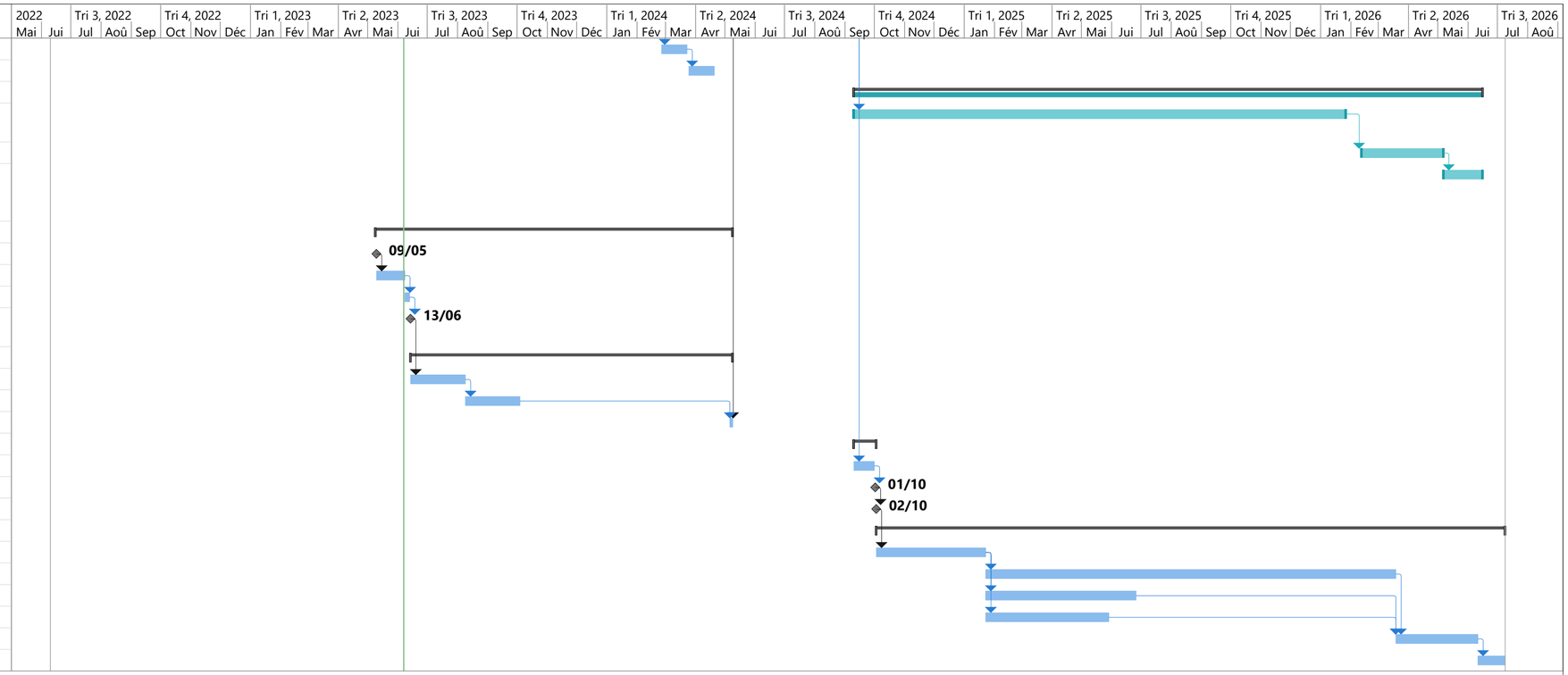
N°	Nom de la tâche	Durée	Début	Fin	Prédécesseurs
1	**Reseau de chaleur domaine universitaire**	**1063 j**	**Lun 13/06/2**	**Mer 08/07/2**	
2	**A/ Phase de faisabilité**	**21 jrs**	**Lun 13/06/2**	**Lun 11/07/2**	
3	COPIL d'engagement Domaine universitaire - COPIL ESR 01	1 jr	Lun 13/06/22	Lun 13/06/22	
4	Decision de faire - Conseil metropolitain	1 jr	Lun 11/07/22	Lun 11/07/22	
5	**B/ Phase de coordination des acteurs**	**270 jrs**	**Mer 29/06/2**	**Mar 11/07/2**	
6	**Protocole d'accord UB/BM**	**164 jrs**	**Mer 29/06/2**	**Lun 13/02/2**	
10	**Lettres de soutien des établissements ESR**	**46 jrs**	**Jeu 03/11/22**	**Jeu 05/01/23**	
13	**Convention de partenariat UB/ESR**	**100 jrs**	**Mer 22/02/2**	**Mar 11/07/2**	
14	Redaction	83 jrs	Mer 22/02/2	Ven 16/06/2	
15	COTECH	1 jr	Lun 19/06/23	Lun 19/06/2	14
16	Vote en CA	1 jr	Mar 11/07/2	Mar 11/07/2	15
17	**Groupement de commande ESR**	**82 jrs**	**Mer 01/02/2**	**Jeu 25/05/23**	
18	Redaction	65 jrs	Mer 01/02/2	Mar 02/05/2	
19	COTECH	1 jr	Mer 03/05/2	Mer 03/05/2	18
20	Vote en CA	1 jr	Jeu 25/05/23	Jeu 25/05/23	19
21	**C/ Phase d'avant projet**	**131 jrs**	**Jeu 15/09/22**	**Jeu 16/03/23**	
22	**C1/ Mise en place des prestataires**	**31 jrs**	**Jeu 15/09/22**	**Jeu 27/10/22**	
28	**C2/ Prévisions de consommation du réseau**	**53 jrs**	**Lun 21/11/2**	**Mer 01/02/2**	
35	**C3/ Conception et tracé des réseaux**	**34 jrs**	**Lun 30/01/2**	**Jeu 16/03/23**	
41	**D/ Phase projet**	**814 jrs**	**Mer 03/05/2**	**Lun 15/06/2**	
42	**D1/ AMO "SMART GRID"**	**814 jrs**	**Mer 03/05/2**	**Lun 15/06/2**	
43	Réunion de lancement - UB DI/DA	1 jr	Ven 12/05/2	Ven 12/05/2	
44	Redaction CCTP	21 jrs	Mer 03/05/2	Mer 31/05/2	
45	Redaction CCAP RC AE	40 jrs	Jeu 01/06/23	Mer 26/07/2	44
46	Validation - COTECH ESR	5 jrs	Mer 06/09/2	Mar 12/09/2	45
47	AAPC	1 jr	Mer 13/09/2	Mer 13/09/2	46
48	DLRO	30 jrs	Jeu 14/09/23	Mer 25/10/2	47
49	Analyse des offres	10 jrs	Jeu 26/10/23	Mer 08/11/2	48
50	Validation	5 jrs	Jeu 09/11/23	Mer 15/11/2	49
51	Lettres de rejet	10 jrs	Jeu 16/11/23	Mer 29/11/2	50
52	Notification	1 jr	Jeu 30/11/23	Jeu 30/11/23	51
53	Réunion de lancement - COTECH ESR	1 jr	Ven 01/12/2	Ven 01/12/2	52
54	**Mission marché reseau de chaleur**	**201 jrs**	**Lun 04/12/2**	**Lun 09/09/2**	
55	**Phase analyse de l'existant**	**20 jrs**	**Lun 04/12/2**	**Ven 29/12/2**	
56	Collecte et analyse des données d'entré	10 jrs	Lun 04/12/23	Ven 15/12/2	53
57	Rédaction fiche synthétique projet	1 jr	Lun 18/12/23	Lun 18/12/23	56
58	Propositions d'optimisation du portage projet (cadrage juridique et montage financier associé)	9 jrs	Mar 19/12/23	Ven 29/12/23	57
59	**Phase redaction DCE pour MPGP**	**111 jrs**	**Lun 01/01/2**	**Lun 03/06/2**	
60	Redaction CCTP	35 jrs	Lun 01/01/24	Ven 16/02/2	55
61	Redaction CCAP RC AE (UB/DA)	35 jrs	Lun 19/02/24	Ven 05/04/2	60
62	AAPC (UB/DA)	1 jr	Lun 08/04/24	Lun 08/04/2	61
63	DLRO	40 jrs	Mar 09/04/2	Lun 03/06/2	62
64	**Phase accompagnement choix MPGP**	**70 jrs**	**Mar 04/06/2**	**Lun 09/09/2**	
65	Analyse des offres	10 jrs	Mar 04/06/2	Lun 17/06/2	63
66	Procédure avec négociation	25 jrs	Mar 18/06/2	Lun 22/07/2	65
67	Analyse des offres	30 jrs	Mar 23/07/2	Lun 02/09/2	66
68	Validation	5 jrs	Mar 03/09/2	Lun 09/09/2	67
69	**Mission montage financier**	**90 jrs**	**Lun 01/01/2**	**Ven 03/05/2**	
70	**Phase Financement**	**47 jrs**	**Lun 01/01/2**	**Mar 05/03/2**	
71	Construction de l'outil Plan de financem	10 jrs	Lun 01/01/24	Ven 12/01/2	55
72	Identification de l'ensemble des parties prenantes internes et externes au projet à consulter	30 jrs	Lun 15/01/24	Ven 23/02/24	71
73	Mises à jour du plan de financement	7 jrs	Lun 26/02/24	Mar 05/03/2	72
74	**Phase montage société de projet**	**90 jrs**	**Lun 01/01/2**	**Ven 03/05/2**	
75	Sous-étape contribution rédaction, communication (statuts, pacte d'associés, convention ACC...) et finalisation SPV (versement du capital social, signatures statuts,	90 jrs	Lun 01/01/24	Ven 03/05/24	55
76	**Mission Smart Grid**	**80 jrs**	**Lun 01/01/2**	**Ven 19/04/2**	
77	Analyse des solutions SG existant/Retex	20 jrs	Lun 01/01/24	Ven 26/01/2	55
78	Etude d'opportunité - Domaine universitai	20 jrs	Lun 29/01/24	Ven 23/02/2	77



Projet : ProjetRCU_2511022
Date : Mer 07/06/23

Tâche	Récapitulative	Jalon inactif	Durée uniquement	Début uniquement	Jalons externes	Progression manuelle
Fractionnement	Récapitulatif du projet	Récapitulatif inactif	Report récapitulatif manuel	Fin uniquement	Échéance	
Jalon	Tâche inactive	Tâche manuelle	Récapitulatif manuel	Tâches externes	Avancement	

N°	Nom de la tâche	Durée	Début	Fin	Prédécesseurs
79	Etude de faisabilité - Domaine universitair	20 jrs	Lun 26/02/24	Ven 22/03/24	78
80	Avant projet	20 jrs	Lun 25/03/24	Ven 19/04/24	79
81	**Mission assistance travaux et exploitation**	**460 jrs**	**Mar 10/09/24**	**Lun 15/06/26**	
82	Assistance à la direction de l'exécution des travaux	360 jrs	Mar 10/09/24	Lun 26/01/26	68
83	Assistance lors des opérations de réceptio	60 jrs	Jeu 12/02/26	Mer 06/05/26	82
84	Assistance pendant les périodes de garantie de parfait achèvement et de bon fonctionnement	28 jrs	Jeu 07/05/26	Lun 15/06/26	83
85	**D2/ AMO "JURIDIQUE" - Cabinet Adaltys**	**262 jrs**	**Mar 09/05/23**	**Mer 08/05/24**	
86	Réunion de lancement UB - DI/DRAP	1 jr	Mar 09/05/23	Mar 09/05/23	
87	Redaction cahier des charges	21 jrs	Mer 10/05/23	Mer 07/06/23	86
88	Consultation accord cadre	3 jrs	Jeu 08/06/23	Lun 12/06/23	87
89	Réunion validation cahier des charges UB - DI/DRAP/AMO	1 jr	Mar 13/06/23	Mar 13/06/23	88
90	**Mission conception Société de projet**	**236 jrs**	**Mer 14/06/23**	**Mer 08/05/24**	
91	Phase état des lieux et analyse	40 jrs	Mer 14/06/23	Mar 08/08/23	89
92	Phase propositions de structures juridique	40 jrs	Mer 09/08/23	Mar 03/10/23	91
93	Phase choix du montage juridique	3 jrs	Lun 06/05/24	Mer 08/05/24	74;92
94	**D3/ Mise en place Société de projet**	**17 jrs**	**Mar 10/09/24**	**Mer 02/10/24**	
95	Choix plan A ou plan B	15 jrs	Mar 10/09/24	Lun 30/09/24	68
96	Création de la société de projet	1 jr	Mar 01/10/24	Mar 01/10/24	95
97	Notification du prestataire	1 jr	Mer 02/10/24	Mer 02/10/24	96
98	**E/ Phase conception realisation**	**460 jrs**	**Jeu 03/10/24**	**Mer 08/07/26**	
99	Etudes	80 jrs	Jeu 03/10/24	Mer 22/01/25	97
100	Travaux reseau	300 jrs	Jeu 23/01/25	Mer 18/03/26	99
101	Travaux sous stations	110 jrs	Jeu 23/01/25	Mer 25/06/25	99
102	Travaux echangeur	90 jrs	Jeu 23/01/25	Mer 28/05/25	99
103	Mise en service industrielle	60 jrs	Jeu 19/03/26	Mer 10/06/26	102;100;101
104	Reception	20 jrs	Jeu 11/06/26	Mer 08/07/26	103



Projet : ProjetRCU_2511022
Date : Mer 07/06/23

Tâche	Récapitulative	Jalon inactif	Durée uniquement	Début uniquement	Jalons externes	Progression manuelle
Fractionnement	Récapitulatif du projet	Récapitulatif inactif	Report récapitulatif manuel	Fin uniquement	Échéance	
Jalon	Tâche inactive	Tâche manuelle	Récapitulatif manuel	Tâches externes	Avancement	

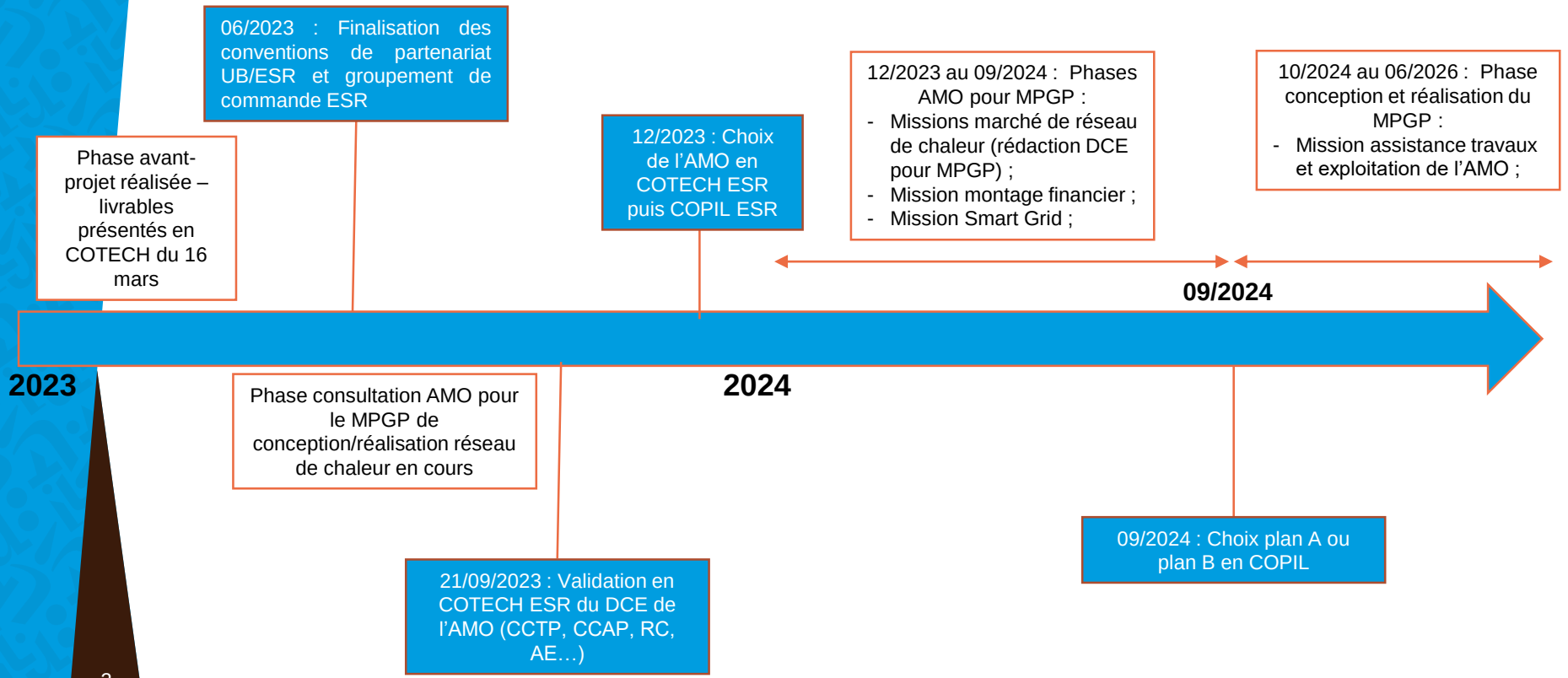
Présentation CA – octobre 2023

Ordre du jour :

- Frise chronologique à jour du projet de réseau de chaleur universitaire (RCU) ;
- Descriptif des missions des AMO « Smart Grid » et « juridique » et leurs temporalités ;
- Présentations des grandes lignes de la convention de partenariat entre l'UB et les partenaires ESR ;

Calendrier opérationnel UB – 2023/2024

Phase projet en cours



05/23

07/26

Phase projet

AO marché public

12/05/23 - 01/12/23

Contrat cadre

09/05/23 - 13/06/24

AMO « Smart Grid »

AMO juridique « Cabinet Adaltys »

Mission marché RCU

04/12/23
02/09/24

1/ Phase état des lieux de l'existant

2/ Phase élaboration DCE pour MPGP

3/ Phase accompagnement choix MPGP

Mission montage juridique et financier

01/01/24
26/04/24

1/ Phase montage financier

2/ Phase montage juridique du groupement ESR

Mission réflexions « Smart Grid »

01/01/24
13/07/26

1/ Phase état des lieux domaine universitaire

2/ Phase étude d'opportunité/faisabilité

3/ Phase avant projet propositions « Smart Grid »

Collaboration

14/06/23
29/04/24

Mission conception société de projet

1/ Phase état des lieux et analyse

2/ Phase propositions de structures juridiques

3/ Phase choix du montage juridique

RAPPEL :

- Montant marché « Phase projet » : **150 k€ HT AMO « Smart Grid » + 50 k€ HT AMO juridique ;**
- Tranche optionnelle - Assistance travaux et exploitation de l'AMO Smart Grid : Budget estimée de **120 k€ HT** (compris dedans 1/sem. pendant phase travaux [Approx. 70 k€] + 2j/mois pendant phase exploitation – Durée 2 ans [Approx. 50 k€])

Convention de partenariat UB/ESR (1/3)

Membres :

- 7 partenaires qui sont UB, UBM, INP, IEP, Sciences AGRO, CROUS et CNRS ;

Objet de la convention :

- Création d'un cadre de travail (juridique, financier et organisationnel) engageant pour les partenaires qui vise à définir les modalités de collaboration entre eux ;

Contenu :

- Rappel le contexte énergétique sur la métropole bordelaise et l'intérêt du développement d'un RCU en collaboration avec les partenaires ESR sur le domaine universitaire ;
- Clarifie la chronologie du projet (phases préalables, phase projet et phase de mise en œuvre) et redéfinit les scénarii A et B ;
- Explicite le déroulement de la phase projet, définit les missions des futurs AMO « Smart Grid « et juridique ainsi que le rôle du comité de pilotage du groupement ;
- Explicite le passage de la phase projet à la phase mise en œuvre et anticipe le choix des partenaires de choisir entre le plan A ou le plan B ;

Convention de partenariat UB/ESR (2/3)

Contenu (suite) :

- Précise :

- UB comme chef de file « Coordonnateur projet » ;
- L'existence de comités de pilotage et technique ainsi que leur rôle respectif ;
- La durée de la convention calée sur la durée de réalisation des études de la phase projet ;

- Fixe le montant des contributions financières des partenaires de la phase projet à la phase exploitation (Détail slide 6) ;

- Précise les conditions de sortie de la convention ;

- Comprend également les éléments suivants :

- Récapitulatif des études d'avant-projet ;
- Annexe financière « clé de répartition » ;
- Annexe relative à la gouvernance du projet ;
- Calendrier prévisionnel du projet ;

Convention de partenariat UB/ESR (3/3)

Récapitulatif « Clé de répartition financière » - Répartition des coûts :

- Sur 2024 et 2025 pour la tranche ferme – Assistance conception/réalisation RCU + montage structure juridique + mission réflexion « Smart Grid » (348 k€ TTC soit 178 k€ pour l'UB env. 50% de l'enveloppe totale) ;
- Puis entre 2026 et 2028 sur la tranche optionnelle – Assistance travaux et exploitation (144 k€ TTC soit 74 k€ pour l'UB) ;

	Contribution financière		Montant total partenaire ESR	versement 2024	versement 2025	Contribution financière tranche optionnelle		Montant total partenaire ESR	versement 2026	versement 2027	versement 2028
	Part fixe (20%)	Part variable (80%)		1/2	1/2	Part fixe (20%)	Part variable (80%)		1/3	1/3	1/3
UB	9 943 €	168 332 €	**178 275 €**	**89 137 €**	**89 137 €**	4 114 €	69 655 €	**73 769 €**	**24 590 €**	**24 590 €**	**24 590 €**
CROUS	9 943 €	55 801 €	**65 744 €**	**32 872 €**	**32 872 €**	4 114 €	23 090 €	**27 205 €**	**9 068 €**	**9 068 €**	**9 068 €**
UBM	9 943 €	9 143 €	**19 086 €**	**9 543 €**	**9 543 €**	4 114 €	3 783 €	**7 897 €**	**2 632 €**	**2 632 €**	**2 632 €**
INP	9 943 €	20 526 €	**30 469 €**	**15 234 €**	**15 234 €**	4 114 €	8 493 €	**12 608 €**	**4 203 €**	**4 203 €**	**4 203 €**
CNRS	9 943 €	16 202 €	**26 145 €**	**13 073 €**	**13 073 €**	4 114 €	6 704 €	**10 819 €**	**3 606 €**	**3 606 €**	**3 606 €**
IEP	9 943 €	3 011 €	**12 953 €**	**6 477 €**	**6 477 €**	4 114 €	1 246 €	**5 360 €**	**1 787 €**	**1 787 €**	**1 787 €**
BSA	9 943 €	5 385 €	**15 328 €**	**7 664 €**	**7 664 €**	4 114 €	2 228 €	**6 343 €**	**2 114 €**	**2 114 €**	**2 114 €**
TOTAL	69 600 €	278 400 €	**348 000 €**	174 000 €	174 000 €	28 800 €	115 200 €	144 000 €	**48 000 €**	**48 000 €**	**48 000 €**

université de BORDEAUX

Conseil d'Administration
Séance du 17 octobre 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU CONTRAT D'OBLIGATIONS REELLES ENVIRONNEMENTALES SUR LE SITE DU HAUT VIGNEAU

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L 712-3 ;
Vu le code de l'environnement et notamment son l'article L.132-3 ;
Vu les statuts de l'Université de Bordeaux ;
Vu l'arrêté n°2021/11 du 17 décembre 2021 de la Préfète de la Gironde portant autorisation pour le projet d'Opération d'intérêt Métropolitain – Bordeaux Inno Campus ;

Considérant que le projet Bordeaux Inno Campus extra-rocade (BIC-ER) est une opération de renouvellement urbain visant à densifier un territoire dominé par des zones d'activités vieillissantes, en conciliant développement économique, promotion de mobilités plus vertueuses et reconquête écologique ;
Considérant que par arrêté du 17 décembre 2021, la préfète de la Gironde a approuvé les prescriptions relatives à la compensation des zones humides et des habitats d'espèces protégées impactés par le projet :

- 2,93ha de zones humides impactés et compensées sur 3 sites représentant 6,5ha : Bioparc (sur les communes de Mérignac et Pessac), Crabette (sur la commune de Gradignan) et CENBG (sur la commune de Gradignan) ;
- 13,94 ha d'habitats variés d'espèces protégées impactés et compensés sur 5 sites représentant 67,3 ha : Bioparc (sur les communes de Mérignac et Pessac), Bois de Saint Médard (sur la commune de Pessac), Jean Bart Nord (sur la commune de Pessac), Crabette (sur la commune de Gradignan) et CENBG (sur la commune de Gradignan) ;

Considérant que l'Obligation Réelle Environnementale (ORE) est l'outil le plus adapté pour porter des actions de maintien, de valorisation et de développement de la biodiversité, par un suivi de longue durée sur les zones compensatoires.
Considérant que l'université de Bordeaux est propriétaire du site du Centre d'Etudes Nucléaires de Bordeaux-Gradignan (CENBG) ;

Après en avoir délibéré, le conseil d'administration décide :

Article 1.

D'approuver le contrat d'Obligations Réelles Environnementales sur le site du CENBG – Haut Vigneau à Gradignan
D'autoriser le président à signer le contrat d'Obligations Réelles Environnementales, l'acte notarié et tout acte permettant la mise en œuvre dudit contrat.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire.

Annexes.

- Projet de contrat d'Obligations Réelles Environnementales

Le président du conseil d'administration,
Dean LEWIS



Adoptée à la majorité des votes exprimés (28 votants)
Pour : 23
Contre : 5
Abstention : 0

CONTRAT D'OBLIGATIONS REELLES ENVIRONNEMENTALES

-

MISE A DISPOSITION DE TERRAIN ET LA MISE EN OEUVRE DE MESURES DE COMPENSATION RELATIVES A LA DESTRUCTION ET LA RESTAURATION DE ZONES HUMIDES ET D'HABITATS D'ESPECES PROTEGEES

-

PROJET D'AMENAGEMENT OIM BORDEAUX INNOCAMPUS SUR LA COMMUNE DE GRADIGNAN

ENTRE :

L'Université de Bordeaux, dont le siège social est situé 351 cours de la Libération à Talence représentée par son Président, **Dean LEWIS**,
Dûment habilité aux fins des présentes par délibération n° ……..
Du Conseil d'administration du 17 octobre 2023,

Précision étant ici faite que ladite délibération n'a pas été prise au visa d'un avis des domaines en vertu des dispositions du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques.
Le présent contrat n'entrant pas dans les projets d'opérations immobilières visés au même code.

Ci-après dénommée **le Propriétaire**.

D'UNE PREMIERE PART,

ET :

Bordeaux Métropole, dont le siège social est situé Esplanade Charles de Gaulle – 33045 Bordeaux cedex, identifiée au SIREN sous le numéro 243 300 316. Représentée par son Président, **Alain ANZIANI**, dûment habilité aux fins des présentes par délibération …….
Du Conseil métropolitain du ……,

Précision étant ici faite que ladite délibération n'a pas été prise au visa d'un avis des domaines en vertu des dispositions de l'article L 1311-9 et suivants du Code général des Collectivités Territoriales le présent contrat n'entrant pas dans les projets d'opérations immobilières visés à l'article L 1311-10 du même code ainsi confirmé par un écrit du service des domaines ci-annexé.

Ci-après dénommée **le Maître d'Ouvrage**

D'UNE DEUXIEME PART,

EXPOSE

L'opération d'aménagement Bordeaux Inno Campus extra-rocade (BIC-ER) :

Le projet Bordeaux Inno Campus extra-rocade (BIC-ER) est une opération de renouvellement urbain visant à densifier un territoire dominé par des zones d'activités vieillissantes, en conciliant développement économique, promotion de mobilités plus vertueuses et reconquête écologique. Réinvestir ce territoire en grande partie urbanisé est en effet une alternative au desserrement des emplois et de l'habitat hors métropole, dans la couronne périurbaine, dont on sait qu'elle se traduira par une accélération du mitage des espaces naturels et un allongement des déplacements pendulaires en voiture.

Cette approche résolument vertueuse ne va pas sans générer des impacts sur l'environnement local. En effet, investir dans les transports alternatifs à la voiture implique de réaliser de nouvelles infrastructures. Requalifier du foncier aujourd'hui en grande partie occupé (même s'il est parfois sous-occupé) nécessite de pouvoir proposer des solutions de relocalisation aux entreprises sur des terrains aménagés. Au terme de la démarche éviter-réduire-compenser-accompagner (ERCA), l'opération BIC-ER propose d'aménager 12,1 ha d'habitats d'espèces protégées à enjeux écologiques faibles à modérés. Cette superficie est indispensable à la relocalisation des activités qu'il est nécessaire de déplacer pour engager la dynamique de renouvellement urbain sur le territoire du projet, aujourd'hui occupé en grande majorité, ce qui fait qu'il n'existe pas d'alternative à l'artificialisation limitée de ces sites de projet.

Garantir l'évitement, la réduction et les compensations écologiques y compris sur le foncier privé :

Bordeaux Métropole a porté une autorisation environnementale unique comprenant l'autorisation loi sur l'eau, l'autorisation de destruction d'espèces et d'habitats d'espèces protégées, l'autorisation de défrichement et l'étude d'impact relative à l'enquête publique.

Le 17 décembre 2021, Madame la Préfète de la Gironde a signé un arrêté portant autorisation pour le projet d'OIM Bordeaux Inno Campus. Cet arrêté intègre des prescriptions relatives à la compensation des zones humides et des habitats d'espèces protégées impactés par le projet :
- 2,93ha de zones humides impactés et compensées sur 3 sites représentant 6,5ha : Bioparc (sur les communes de Mérignac et Pessac), Crabette (sur la commune de Gradignan) et CENBG (sur la commune de Gradignan).
- 13,94 ha d'habitats variés d'espèces protégées impactés et compensés sur 5 sites représentant 67,3 ha : Bioparc (sur les communes de Mérignac et Pessac), Bois de Saint Médard (sur la commune de Pessac), Jean Bart Nord (sur la commune de Pessac), Crabette (sur la commune de Gradignan) et CENBG (sur la commune de Gradignan).

Afin d'apporter à l'Etat les garanties nécessaires en matière d'évitement, de réduction et de compensation des impacts dans un contexte de très grand morcellement de la propriété, il n'était pas possible d'obtenir l'accord écrit de l'ensemble des propriétaires. C'est donc via la mise en compatibilité du document d'urbanisme (MECDU) – qui sanctuarise des espaces boisés classés, des arbres remarquables, et des corridors paysagers tout en imposant des mesures en faveur des énergies nouvelles et renouvelables et de la mobilité alternative) – que l'évitement et la réduction des impacts sont assurés.

Ainsi, de manière atypique, la MECDU a pour principal objectif de réduire la constructibilité afin de sanctuariser les habitats et espèces remarquables, et non pas comme habituellement d'augmenter

la constructibilité. Ce sont ainsi 34,3 ha de zones aujourd'hui constructibles (dont 7,8 ha ajoutés en réponse aux derniers avis du CNPN -Conseil national de la protection de la nature-), 57 arbres remarquables en-dehors de ces emprises et de nouveaux corridors de biodiversité qui sont ainsi protégés, sans qu'aucune zone ne soit ouverte à l'urbanisation.

L'Obligation Réelle Environnementale (ORE) s'est avérée être l'outil le plus adapté pour porter des actions de maintien, de valorisation et de développement de la biodiversité, par un suivi de longue durée sur les zones compensatoires.

En conséquence, le Propriétaire entend utiliser la faculté qui lui est offerte par l'application des dispositions de l'article L.132-3 du Code de l'environnement et ainsi constituer sur ses propriétés (Annexe 1 : plan) une Obligation Réelle Environnementale (ORE).

La consistance de cette ORE est définie par les stipulations du présent acte (ci-après « Contrat ») qui détermine également les engagements réciproques du Propriétaire, en sa qualité de propriétaire des terrains concernés par l'ORE, et du Maître d'Ouvrage, en sa qualité de responsable des mesures de protection et de suivi de l'ORE.

Le Maître d'Ouvrage sera accompagné par un co-contractant pour la mise en œuvre des mesures. Ce co-contractant sera désigné à la suite d'une consultation respectant les règles du Code des marchés publics dès la signature de l'ORE (ci-après le « Prestataire »).

Calendrier prévisionnel

L'autorisation environnementale de l'opération d'aménagement BIC-ER a été délivrée par arrêté préfectoral n°2021/11/ le 17 décembre 2021.

En application de cet arrêté, Bordeaux Métropole réalise des plans de gestion qui seront présentés au service de l'Etat.

Les travaux de restauration des milieux devront être menés pendant la période où ils dérangeront le moins les espèces.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

<u>ARTICLE 1</u> : OBJET DU CONTRAT

Le Contrat a pour objet de déterminer les conditions et modalités de constitution de l'ORE sur les parcelles du Propriétaire définies à l'article 2 et les obligations respectives des Parties correspondantes.

A ce titre, le Propriétaire et le Maitre d'Ouvrage conviennent de la réalisation par le Maître d'Ouvrage des actions de préservation et de suivi de la biodiversité sur ces parcelles, actions constitutives de l'ORE.

Ces actions ont pour objectif d'améliorer la qualité et la fonctionnalité écologique de milieux forestiers, de milieux ouverts à semi-ouverts, boisements clairs, de milieux aquatiques et de zones humides sur une surface de 11 ha afin de compenser l'impact de l'aménagement de l'OIM BIC (plan d'action complet en Annexe 02).

<u>ARTICLE 2</u> : DESIGNATION DES BIENS

Les parcelles concernées par l'ORE sont identifiées dans le tableau ci-dessous.
Elles appartiennent à l'université de Bordeaux, devenue propriétaire suivant l'acte reçu par Maître Pierre Jean MEYSSAN, notaire soussigné, associé de la société SELARL MEYSSAN & ASSOCIES, titulaire d'un office notarial à BORDEAUX (Gironde), 44-50 boulevard George V, le 23 décembre 2021.

SECTION	**NUMERO**	**LIEU-DIT**	**SURFACE* (m^2)**
CP	148	Rue du Solarium	5 840
CP	1299	19 rue du Solarium	6 040
CP	1300	19 rue du Solarium	43 570
CP	10	Allée du Haut Vigneau	525
CP	12	Allée du Haut Vigneau	4 878
CP	13	Allée du Haut Vigneau	4 720
		TOTAL	**65 573**

** les surfaces occupées dans le cadre ce contrat sont indicatives et devront être reprécisées par un géomètre (à la charge du Maître d'Ouvrage).*

L'ensemble des parcelles supportant l'ORE sont désignées ci-après par les « Biens ».

<u>ARTICLE 3</u> : JOUISSANCE DES BIENS

Il est ici précisé que certains Biens objets des présentes sont à ce jour libre de toute occupation et non exploitées. D'autres Biens objets des présentes sont occupés dans le cadre de travaux de recherches (exploitation scientifique de la forêt) et resteront accessibles au propriétaire.

En application de l'article L 132-3 du Code de l'environnement, il est rappelé aux Parties les dispositions dudit article :

« Les propriétaires de biens immobiliers peuvent conclurent un contrat avec une collectivité publique, un établissement public ou une personne morale de droit privé agissant pour la protection de l'environnement en vue de faire naître à leur charge, ainsi qu'à la charge des propriétaires ultérieurs du bien, les obligations réelles que bon leur semble, dès lors que de telles obligations ont pour finalité le maintien, la conservation, la gestion ou la restauration d'éléments de la biodiversité ou de fonctions écologiques.

Les obligations environnementales peuvent être utilisées à des fins de compensation.

La durée des obligations, les engagements réciproques et les possibilités de révision et de résiliation doivent figurer dans le contrat.

Etabli en la forme authentique, le contrat faisant naître l'obligation réelle environnementale n'est pas passible de droits d'enregistrement et ne donne pas lieu à la perception de la taxe de publicité foncière prévue, respectivement, aux articles 662 et 663 du code général des impôts.

Le propriétaire qui a consenti un bail rural sur son fonds ne peut, à peine de nullité absolue, mettre en œuvre une obligation réelle environnementale qu'avec l'accord préalable du preneur et sous réserve des droits des tiers. L'absence de réponse à une demande d'accord dans le délai de deux

mois vaut acceptation. Tout refus doit être motivé. La mise en œuvre d'une obligation réelle environnementale ne peut en aucune manière remettre en cause ni les droits liés à l'exercice de la chasse, ni ceux relatifs aux réserves cynégétiques. »

ARTICLE 4 : OBLIGATIONS RECIPROQUES DES PARTIES

Dans le cadre de la constitution de l'ORE sur les Biens, afin de restaurer, maintenir, conserver, suivre les habitats naturels et la biodiversité sur les Biens, les Parties s'obligent, aux actions suivantes :

4-1 Droits et obligations du Propriétaire attachés aux Biens

Le Propriétaire s'engage à :

- Mettre à disposition du Maître d'Ouvrage dans les conditions financières définies à l'article 6, les Biens sur lesquels est constituée l'ORE ;

- Ne mener aucune action allant à l'encontre des objectifs, des actions ou susceptible d'empêcher ou de gêner la réalisation de ces objectifs, actions ou mesures relatifs à l'ORE ;

- Prendre toutes les dispositions nécessaires pour faire respecter les termes de ce Contrat auprès de toute personne mandatée par ses soins, le Propriétaire étant seul et exclusivement responsable vis-à-vis du Maître d'ouvrage en cas de non-respect des termes du Contrat par ses éventuels mandataires ;

- Ne conclure aucune convention d'occupation ou portant sur la jouissance par un tiers sans l'accord préalable et écrit du Maître d'Ouvrage, qui ne pourra refuser que pour juste motif ;

- Reporter ses obligations sur tout nouveau preneur à bail au travers d'un bail rural environnemental ;

- Autoriser le personnel du Maître d'Ouvrage et son Prestataire ainsi que toute personne mandatée par leurs soins, à réaliser toutes actions nécessaires à la mise en œuvre des actions relatives à l'ORE sur les Biens ;

- Supporter toutes les dépenses prévues ou imprévues nécessitées par l'usage des Biens au regard de son ouverture au public. En aucun cas, la responsabilité du Maître d'Ouvrage ne pourra être recherchée pour défaut d'entretien, de surveillance. A cet effet, le Propriétaire garantit le Maître d'Ouvrage de tout recours de tiers.

Par ailleurs, le Propriétaire pourra :

- Mettre en œuvre sur les Biens, de façon concertée avec le Maître d'Ouvrage, des actions pour répondre à ses propres besoins. La mise en œuvre de ces actions sera réalisée aux frais et à la charge du Propriétaire.

- Exploiter l'ORE à des fins de communication interne et externe afin de mettre en valeur son engagement en faveur de la biodiversité.

4-2 Droits et obligations du Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage s'engage au titre des présentes à :

- Déployer l'ensemble des moyens matériels, humains et financier (moyens propres ou par tout prestataire mandaté par lui et à cet effet), afin de répondre à son obligation de résultats relatives à l'ORE sur les Biens tels que défini à l'article 2, et particulièrement :

- Assurer le suivi écologique sur les Biens. A travers ce suivi, apporter notamment la garantie du respect des objectifs définis dans l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2021.
- Transmettre les données brutes et exploitables de biodiversité collectées dans le cadre de l'ORE au Propriétaire.
- Etablir les rapports de suivi tous les ans et les remettre au Propriétaire.
- Mettre en œuvre, sur les Biens, toutes les mesures nécessaires ou utiles à la réalisation des actions à sa charge relatives à l'ORE, dans les conditions prévues aux présentes ;
- Présenter au Propriétaire le bilan des interventions réalisées lors de l'année en cours, et le programme prévu pour l'année suivante au sein du périmètre de l'ORE ;
- Informer le Propriétaire des mesures de suivi des résultats des inventaires et analyses diverses réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des actions relatives à l'ORE ;
- Apporter toute information nécessaire au Propriétaire pour la réalisation de ses engagements au titre des présentes qui serait raisonnablement demandés par le Propriétaire.

- Être assuré, contre tout accident et dommage, qui pourrait être commis sur les Biens par les personnes, intervenant pour son compte, ou par ses sous-traitants ou ayants-droits, dans le cadre de la mise en œuvre des actions mises à sa charge et des mesures de suivi.
- Les contrats d'assurances propres à chaque partie détermineront la responsabilité en cas de dommages.
- Jouir de l'ensemble immobilier objet de la présente autorisation en bon père de famille, conformément à l'utilisation décrite en exposé et en réalisant l'ensemble des opérations d'entretien nécessaires au titre du Contrat.

- Prendre à sa charge l'ensemble des interventions nécessaires à la réalisation des actions relatives à l'ORE.

- Supporter toutes les dépenses prévues ou imprévues nécessitées par l'usage des Biens au regard des mesures inscrites au plan de gestion compensatoire ci annexé.

- Ne pas mettre en œuvre sur les Biens d'autres mesures que celles prévues au présent Contrat et particulièrement, ne pas mettre en œuvre de mesures compensatoires sur les Biens au bénéfice de tiers sans l'accord préalable et écrit du Propriétaire.

Le Propriétaire rappelle au Maître d'Ouvrage, que l'exécution de ces obligations doit être assurée dans le respect des droits des tiers et dans le seul but d'exécuter les obligations ci-avant définies.

ARTICLE 5 : DUREE DE L'OBLIGATION REELLE ENVIRONNEMENTALE

Le présent Contrat est consenti et acceptée pour une durée de cinquante ans (50) et pourra être renouvelée après accord des deux Parties, six mois avant le terme du présent Contrat. Il prendra effet dès la signature des présentes.

ARTICLE 6 : CONDITIONS FINANCIERES DE L'ENGAGEMENT

Compte tenu de l'importance des interventions à réaliser par le Maître d'Ouvrage sur le site, la présente ORE est consentie à hauteur de 150€/ha/an entre le Propriétaire et le Maître d'Ouvrage.

Soit dans le cadre de la présente ORE, une participation financière annuelle à charge du maitre d'ouvrage de : 150€ x 6,5573ha = 983,6€ / an.

La participation financière sera versée à terme à échoir par année calendaire prévue dans la convention. Elle sera proratisée en fonction de la date de signature de la convention.

Les parties précisent que les présentes n'entrent pas dans le champ d'application de la Taxe sur la Valeur Ajoutée comme ne constituant pas une prestation de service à titre onéreux.

Chaque Partie conserve à sa charge les coûts relatifs à ses propres obligations telles que décrites dans le Contrat ; notamment, le coût des travaux compensatoires, de la gestion et des mesures de suivi réalisées par son futur Prestataire sera porté exclusivement par le Maître d'Ouvrage suivant les règles des marchés publics.

Les impôts et taxes inhérentes aux propriétaires de ces parcelles, resteront à la charge du Propriétaire.

ARTICLE 7 : MODALITES DE REVISION

Les Parties s'accordent sur le fait que la révision du Contrat ne peut avoir pour effet de vider le contrat initial de sa substance.

S'il advient qu'au cours de l'exécution du Contrat l'une des Parties :

- Rencontre une difficulté économique, l'empêchant d'exécuter durablement ses obligations,

- Constate, dans le rapport susvisé, l'inefficacité des prescriptions et/ou la présence d'un nouvel élément de biodiversité ou fonctionnalité écologique devant faire l'objet, d'une action visant à maintenir, conserver, gérer ou restaurer cette fonctionnalité écologique et, nécessitant une révision ou redéfinition des obligations environnementales prévues aux présentes, alors, la Partie la plus diligente pourra saisir par écrit, une demande de révision.

Dans les trente jours (30) jours ouvrés suivant la réception de la demande, les Parties devront se réunir pour étudier les modalités de révision du Contrat.

ARTICLE 8 : SANCTION DE L'INEXECUTION

Il est rappelé aux parties les dispositions de l'article 1103 du Code Civil ci-après : « *Les contrats légalement formés tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faits* ».

Les Parties conviennent que l'inexécution des obligations contenues dans le Contrat entraîne, pour la Partie défaillante, une sanction.

Par exception, aucune sanction, ci-après définie, ne sera mise en œuvre, si à la suite d'un cas de force majeure, les Biens été détruits totalement ou partiellement ou, s'il résultait de cet évènement, que les obligations définies aux présentes ne pouvaient pas être durablement mises en œuvre.

En cas d'impossibilité à mettre en œuvre les obligations définies aux présentes, un règlement amiable entre les Parties sera privilégié.

Sous réserve que ce soit possible tant juridiquement que matériellement, la Partie constatant la non-réalisation ou la mauvaise réalisation d'une obligation de faire par l'autre Partie, pourra, après mise en demeure, requérir son exécution forcée en nature par la Partie défaillante.

La Partie défaillante, dispose d'un délai de deux mois à compter de chaque mise en demeure pour exécuter ses obligations.
En cas d'inexécution après deux mises en demeure consécutives, la Partie à l'origine de la demande pourra faire exécuter, par un tiers, les obligations, aux frais de la Partie défaillante

Concernant le non-respect d'une obligation de ne pas faire, la Partie à l'origine de la demande, pourra, sous réserve que ce soit possible juridiquement et matériellement, exiger la remise en état du site par la Partie défaillante.
Si la remise en état du site n'est pas possible alors, la Partie à l'origine de la demande sera en droit de demander des dommages et intérêts.

Les sanctions prévues aux présentes au titre de l'exécution du présent contrat ne viennent en aucune manière remettre en question des sanctions existantes du chef d'autres législations.

ARTICLE 9 : RESILIATION DU CONTRAT

Le présent Contrat pourra être résilié de plein droit et sans formalité judiciaire par l'une des Parties, si l'autre Partie commet un manquement grave, compromettant définitivement et irrémédiablement la biodiversité et/ou les fonctions écologiques du site.

Cette disposition ne limite, ni n'exclut aucun droit à des dommages et intérêts au bénéfice de la Partie non défaillante. Elle n'exonère pas la Partie défaillante de la mise en œuvre de sa responsabilité au titre d'autres législations.

ARTICLE 10 : ETAT DES LIEUX

Un état des lieux faunistique et floristique a été élaboré.
Un exemplaire dudit état des lieux demeure annexé aux présentes au sein du plan d'action (cf. Annexe 02).

Les Parties conviennent que le suivi régulier permettra un état des lieux annuel.

ARTICLE 11 : RESPONSABILITE/ASSURANCE

- Article 11.1. – RESPONSABILITE

Chacune des Parties au Contrat est responsable de l'exécution des obligations mises à sa charge au titre du Contrat. Les dispositions des articles 1880 à 1882 du code civil s'appliquent.

Aucune des Parties n'encourt de responsabilité vis-à-vis de l'autre à raison des dommages indirects ou incertains, des dommages ou défauts d'exécution du Contrat qui sont la conséquence du fait d'un tiers, ou d'un événement constitutif d'un cas de force majeure.

En tout état de cause, le Maître d'Ouvrage garantit le Propriétaire et ses assureurs contre tout recours de tiers quel qu'il soit, pour toute action en réparation d'un préjudice quelconque subi par le tiers du fait de l'application du Contrat.

- Article 11.2 : ASSURANCES

Le Maître d'Ouvrage souscrira, auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable, une police d'assurance responsabilité civile/professionnelle garantissant toutes les conséquences pécuniaires matérielles, immatérielles et corporelles de sa responsabilité civile/professionnelle qu'il peut encourir de son propre fait ou du fait des choses et des personnes qui sont sous sa garde. Le Bénéficiaire supporte les primes et les franchises correspondantes.

La police d'assurance de responsabilité civile souscrite par le Bénéficiaire devra stipuler que le Maître d'Ouvrage et le Propriétaire sont respectivement tiers entre eux.

Le Maître d'Ouvrage fera son affaire personnelle de tous dommages causés aux aménagements qu'il effectuera dans le Bien ainsi que ceux causés au mobilier, matériel, marchandises et/ou tous objets lui appartenant ou dont il serait détenteur, en renonçant à tout recours contre le Propriétaire et ses assureurs.

Pendant la durée du Contrat, le Bénéficiaire devra justifier de la validité des contrats d'assurance et du paiement des primes.

Le Maître d'Ouvrage informe le Propriétaire par lettre recommandée avec avis de réception, dans les meilleurs délais et au plus tard dans les soixante-douze heures, de tout sinistre survenu sur les Biens et Parcelles mis à disposition même s'il n'en résulte aucun dégât apparent.

ARTICLE 12 : CONSULTATION DE BASES DE DONNEES ENVIRONNEMENTALES

La base de données relative aux risques naturels et technologiques (GEORISQUES) a été consultée.

ARTICLE 13 : DECLARATIONS

13-1 Droits des tiers

La présente obligation s'exercera dans le respect des droits et obligations antérieurement consentis.

13-2 Droits de chasse

Conformément aux dispositions de l'article L. 132-3 du code de l'environnement les présentes ne peuvent avoir pour conséquence de remettre en cause l'exercice des droits liés à l'exercice de la chasse et ceux relatifs aux réserves cynégétiques.

13-3 Cession du Contrat

Le Contrat est conclu intuitu personae. Le Maître d'Ouvrage ne peut pas céder le Contrat sans l'accord préalable et écrit du Propriétaire.

Le notaire soussigné rappelle aux Parties que la cession doit être constatée par écrit, à peine de nullité. Elle ne produira ses effets à l'égard du Propriétaire que lorsqu'il prendra acte de cette cession ou qu'il en recevra une notification.

13-4 Mesures d'informations réciproques

Le Propriétaire s'engage à informer le Maître d'Ouvrage, dans le mois qui suit la signature de l'acte authentique constatant le transfert de propriété, de l'identité et des coordonnées postales du nouveau Propriétaire de tout ou partie des Biens désignés aux présentes.

En cas de changement de situation dans les conditions de jouissance des Biens, le Propriétaire s'engage à en informer le Maître d'Ouvrage dans les meilleurs délais.

Dans l'hypothèse de la conclusion d'un bail rural postérieur aux présentes, le Propriétaire s'engage à informer le preneur à bail de l'existence de/des obligation(s) réelle(s) souscrite(s).

Le Maître d'Ouvrage est informé de l'identité du preneur et du projet de bail rural. La conclusion du bail s'effectue en leur présence.

Cette information sera due en cas de changement d'identité de l'exploitant à quelque titre que ce soit.

13-5 Information en cas de signature d'une nouvelle ORE

Si le Propriétaire souhaite contracter de nouvelles obligations réelles environnementales, il s'engage à informer le Maître d'Ouvrage de son souhait.

Ces informations seront délivrées par écrit au Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 14 : PUBLICITE FONCIERE

L'acte sera soumis à la formalité de publicité foncière au service de publicité foncière de BORDEAUX 3.

Pour les besoins de la publicité foncière, la présente ORE est évaluée à CENT CINQUANTE EUROS (150,00 EUR) donnant lieu à versement d'une contribution de sécurité immobilière minimale de 15,00 euros. Cette contribution sera à la charge du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 15 : DECLARATIONS FISCALES

Il résulte, des dispositions de l'article L.132-3 du code de l'environnement, qu'établi en la forme authentique, le Contrat, faisant naître l'Obligation Réelle Environnementale, n'est pas passible de

droits d'enregistrement, et, ne donne pas lieu à la perception de la taxe de publicité foncière, prévus respectivement, aux articles 662 et 663 du code général des impôts.

ARTICLE 16 : POUVOIRS

Pour l'accomplissement des formalités de publicité foncière, les Parties agissant dans un intérêt commun, et entendant se prévaloir du second alinéa de l'article 1161 du Code civil, donnent tous pouvoirs nécessaires à tout notaire ou à tout clerc de l'office notarial dénommé en tête des présentes, à l'effet de faire dresser et signer tous actes complémentaires ou rectificatifs pour mettre le présent acte en concordance avec tous les documents hypothécaires, cadastraux ou d'état civil.

ARTICLES 17 : COPIE EXECUTOIRE

Une copie exécutoire des présentes sera remise aux parties.

ARTICLE 18 : FRAIS

Les frais, droits et émoluments (notaire, enregistrement…) des présentes sont à charge du Maître d'Ouvrage.

ARTICLE 19 : DOMICILE

Pour l'exécution des présentes et de leurs suites, les parties élisent domicile en leur adresse respective, à savoir :

- Pour l'Université de Bordeaux, 351 cours de la Libération, 33 400 Talence
- Pour Bordeaux Métropole Esplanade Charles de Gaulle, 33 045 Bordeaux

ARTICLE 20 : MENTION SUR LA PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

L'Office notarial traite des données personnelles concernant les personnes mentionnées aux présentes, pour l'accomplissement des activités notariales, notamment de formalités d'actes.

Ce traitement est fondé sur le respect d'une obligation légale et l'exécution d'une mission relevant de l'exercice de l'autorité publique déléguée par l'Etat dont sont investis les notaires, officiers publics, conformément à l'ordonnance n°45-2590 du 2 novembre 1945.

Ces données seront susceptibles d'être transférées aux destinataires suivants :

- Les administrations ou partenaires légalement habilités tels que la Direction Générale des Finances Publiques, ou, le cas échéant, le livre foncier, les instances notariales, les organismes du notariat, les fichiers centraux de la profession notariale (Fichier Central Des Dernières Volontés, Minutier Central Électronique des Notaires, registre du PACS, etc.),

- Les offices notariaux participant ou concourant à l'acte,

- Les établissements financiers concernés,

- Les organismes de conseils spécialisés pour la gestion des activités notariales,
- Le Conseil supérieur du notariat ou son délégataire, pour la production des statistiques permettant l'évaluation des biens immobiliers, en application du décret n° 2013-803 du 3 septembre 2013,
- Les organismes publics ou privés pour des opérations de vérification dans le cadre de la recherche de personnalités politiquement exposées ou ayant fait l'objet de gel des avoirs ou sanctions, de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. Ces vérifications font l'objet d'un transfert de données dans un pays situé hors de l'Union Européenne disposant d'une législation sur la protection des données reconnue comme équivalente par la Commission européenne.

La communication de ces données à ces destinataires peut être indispensable pour l'accomplissement des activités notariales.

Les documents permettant d'établir, d'enregistrer et de publier les actes sont conservés 30 ans à compter de la réalisation de l'ensemble des formalités. L'acte authentique et ses annexes sont conservés 75 ans et 100 ans lorsque l'acte porte sur des personnes mineures ou majeures protégées. Les vérifications liées aux personnalités politiquement exposées, au blanchiment des capitaux et au financement du terrorisme sont conservées 5 ans après la fin de la relation d'affaires.

Conformément à la réglementation en vigueur relative à la protection des données personnelles, les intéressés peuvent demander l'accès aux données les concernant. Le cas échéant, ils peuvent demander la rectification ou l'effacement de celles-ci, obtenir la limitation du traitement de ces données, ou vous y opposer, pour des raisons tenant à votre situation particulière.

L'Office notarial a désigné un Délégué à la protection des données que les intéressés peuvent contacter à l'adresse suivante : cil@notaires.fr.

Si ces personnes estiment, après avoir contacté l'Office notarial, que leurs droits ne sont pas respectés, elles peuvent introduire une réclamation auprès d'une autorité européenne de contrôle, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés pour la France.

ARTICLE 21 : CERTIFICATION D'IDENTITE

Le notaire soussigné certifie que l'identité complète des parties dénommées dans le présent document telle qu'elle est indiquée en tête des présentes à la suite de leur nom ou dénomination lui a été régulièrement justifiée.

ARTICLE 22 : FORMALISME LIE AUX ANNEXES

Les annexes, s'il en existe, font partie intégrante de la minute.

Lorsque l'acte est établi sur support papier les pièces annexées à l'acte sont revêtues d'une mention constatant cette annexe et signée du notaire, sauf si les feuilles de l'acte et des annexes sont réunies par un procédé empêchant toute substitution ou addition.

Si l'acte est établi sur support électronique, la signature du notaire en fin d'acte vaut également pour ses annexes.

- **DONT ACTE sans renvoi**

Généré en l'office notarial et visualisé sur support électronique aux lieu, jour, mois et an indiqués en entête du présent acte.

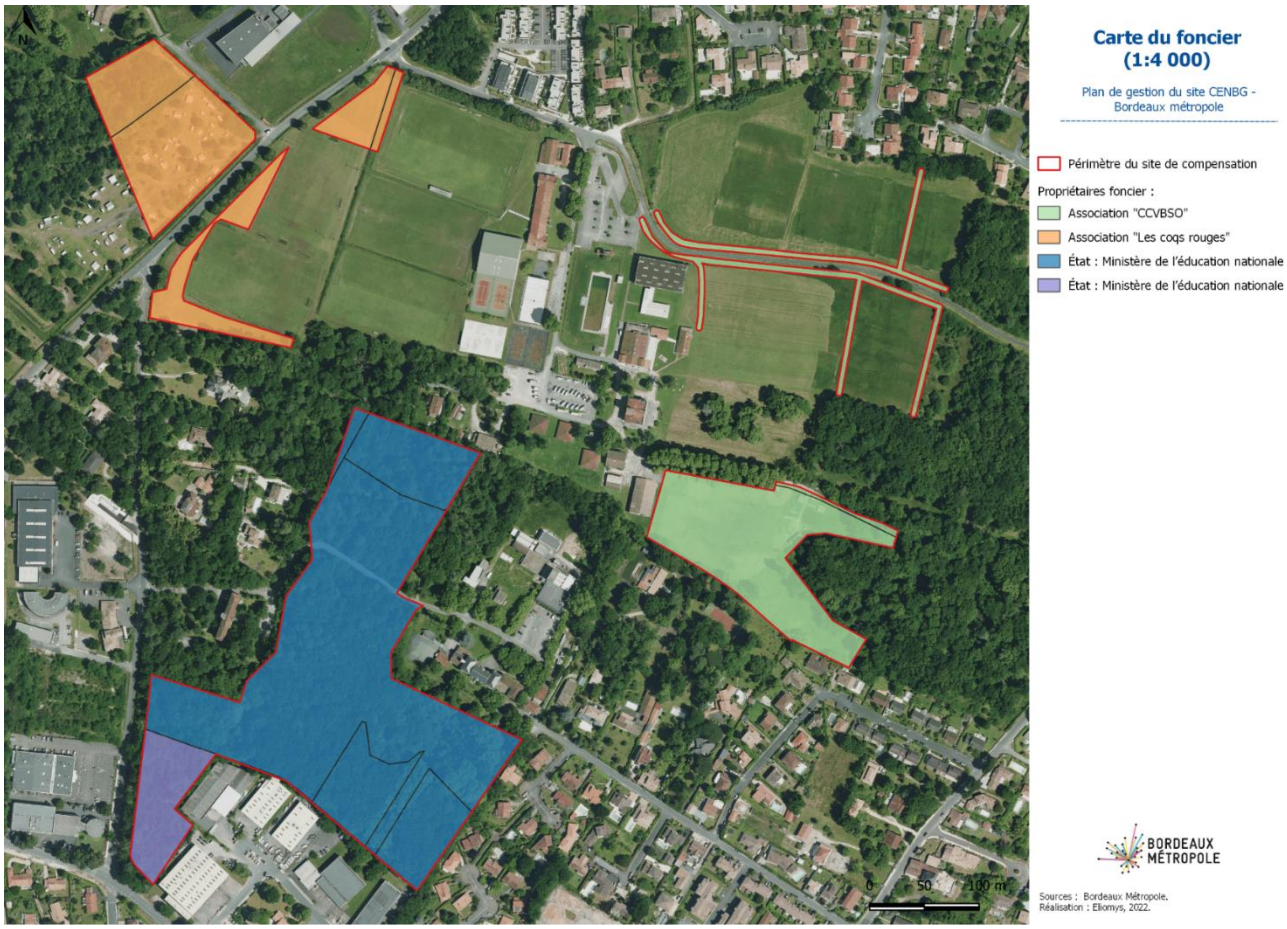
Et lecture faite, les parties ont certifié exactes les déclarations les concernant, avant d'apposer leur signature sur tablette numérique.

Puis le notaire qui a recueilli l'image de leur signature manuscrite a lui-même signé au moyen d'un procédé de signature électronique sécurisé.

Fait à Pessac en deux exemplaires le

UNIVERSITE DE BORDEAUX	BORDEAUX METROPOLE
Dean LEWIS **Président**	**Alain ANZIANI** **Président**

ANNEXE 1


Carte du foncier
(1:4 000)
Plan de gestion du site CENBG -
Bordeaux métropole
Périmètre du site de compensation
Propriétaires foncier :
Association "CCVBSO"
Association "Les coqs rouges"
État : Ministère de l'éducation nationale
État : Ministère de l'éducation nationale
0
50
100 m
BORDEAUX
MÉTROPOLE
Sources : Bordeaux Métropole.
Réalisation : Eliomys, 2022.



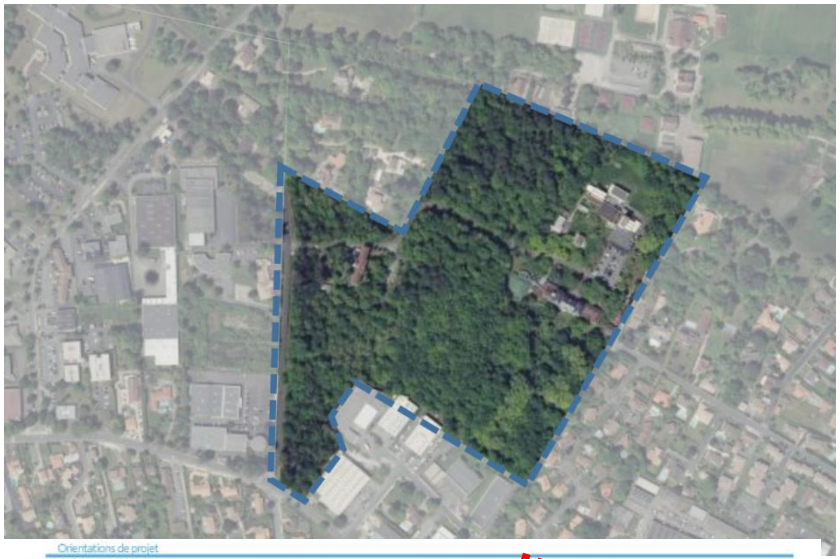
Présentation au CA du 17 octobre 2023
Obligation Réelle Environnementale
Site du CENBG

université de BORDEAUX

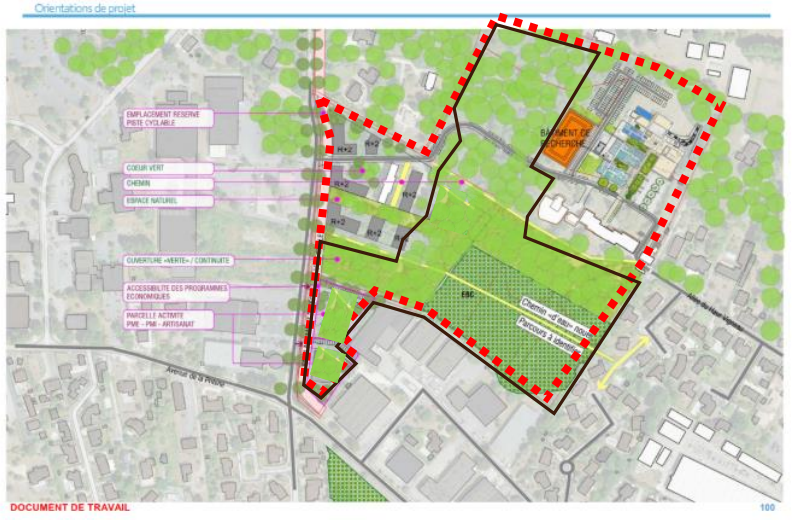
Projet université CENBG / Gradignan

→ **Programme de valorisation**

- Participer à la création de logements (petits collectifs)
- Tenir compte et respecter les qualités environnementales existantes du site



Existant



CENBG

Zone protégée

Fond de plan SPSI

Compensations environnementales

- Bordeaux Métropole a obtenu une autorisation environnementale pour un projet d'aménagement dans le cadre de l'Opération d'intérêt métropolitain Bordeaux InnoCampus
- Le périmètre inclut le projet de valorisation foncière de l'université portant sur le site du Haut Vigneau (CENBG)
- En contrepartie de projets artificialisant les fonciers, obligation de compenser par valorisation environnementale
- Une partie du site CENBG doit donc être valorisée puis entretenue
- Proposition de mise en place d'une Obligation Réelle Environnementale, exemplaire en termes de valorisation de la biodiversité ; contrat pendant 50 ans avec Bordeaux Métropole qui prend à sa charge les dépenses

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
séance du 17 octobre 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT SUR L'EVOLUTION DU PERIMETRE BUDGETAIRE DES RECETTES FLECHEES

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux et notamment son article 13 ;

Vu la délibération 2015-77

Considérant la tenue de la commission des moyens du 9 octobre 2023.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le périmètre budgétaire des recettes fléchées est étendu à l'ensemble des recettes externes affectées de manière conventionnelle par un financeur et faisant l'objet d'une programmation pluriannuelle, quel que soit le montant de l'opération, en sus des projets Investissement d'Avenir et de l'opération CAMPUS (périmètre initial).

Article 2

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux modalités de publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (28 votants)
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

Budget 2024

Evolution du périmètre budgétaire des recettes fléchées

Conseil d'administration
17 octobre 2023



Définition

En GBCP, les recettes sont globalisées

Une recette fléchée est donc une exception au principe d'universalité budgétaire et de non affectation des recettes et des dépenses

Les recettes fléchées résultent d'un accord avec **un tiers financeur** et sont destinées à des **dépenses explicitement identifiées par ce tiers dans le cadre d'un contrat/convention, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement**

Contexte actuel : délibération 2015-77

➔ **Préconisation validée par le Copil GBCP pour 2016, point soumis au vote du CA :**

Retenir deux ressources comme recettes fléchées :

- L'Opération Campus
- Les Investissements d'Avenir

➔ En effet, ces deux financements répondent à tous les critères d'inscription en recettes fléchées, notamment sur le volume financier, la durée, les décalages potentiels de trésorerie et leur caractère stratégique.

➔ D'autres recettes fléchées pourront être inscrites lorsque l'établissement aura acquis une meilleure maîtrise du pilotage en mode GBCP

Point 4.2 des affaires financières

Dans le cadre de la Gestion Budgétaire et Comptable Publique :

- la structure budgétaire actuelle est maintenue
- un Centre de Responsabilité Budgétaire unique pour l'IUT fusionné est créé
- les deux ressources liées à l'Opération Campus et aux Investissements d'Avenir sont inscrites comme des recettes fléchées

Le président du conseil d'administration soumet ce point au vote des conseillers qui l'adoptent à la majorité des suffrages exprimés (5 abstentions).

Fait à Talence, 8 octobre 2015

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME A L'ORIGINAL
Le président du conseil d'administration,
Manuel TUNON de LARA

Décision référencée sous le n°2015-77

Recette fléchée UB

- Projet Investissement d'Avenir
- Opération CAMPUS

Définition

Pour être fléchée, une recette doit cumuler plusieurs critères :

Critère obligatoire

✓ *Utilisation prédéterminée par le financeur (dépenses explicitement identifiées)*

Critères d'appréciations

✓ *Décalage de trésorerie (réalisation sur un exercice différent de leur encaissement)*

✓ *Justification auprès du financeur*

✓ *Montant de la recette significatif*

Proposition

- Un périmètre budgétaire étendu

- Les projets Investissement d'Avenir
- L'Opération CAMPUS

Les recettes externes affectées de manière conventionnelle par un financeur et faisant l'objet d'une programmation pluriannuelle, quel que soit le montant de l'opération

- Date d'effet : au 1er janvier 2024

Impossibilité de gérer la rétroactivité dans le SI de gestion

Budget 2024

Structure budgétaire

Conseil d’administration
17 octobre 2023



Pour mémoire : La structure budgétaire

CRB
centre de responsabilité budgétaire

SO
services opérationnels

SSO
sous services opérationnels

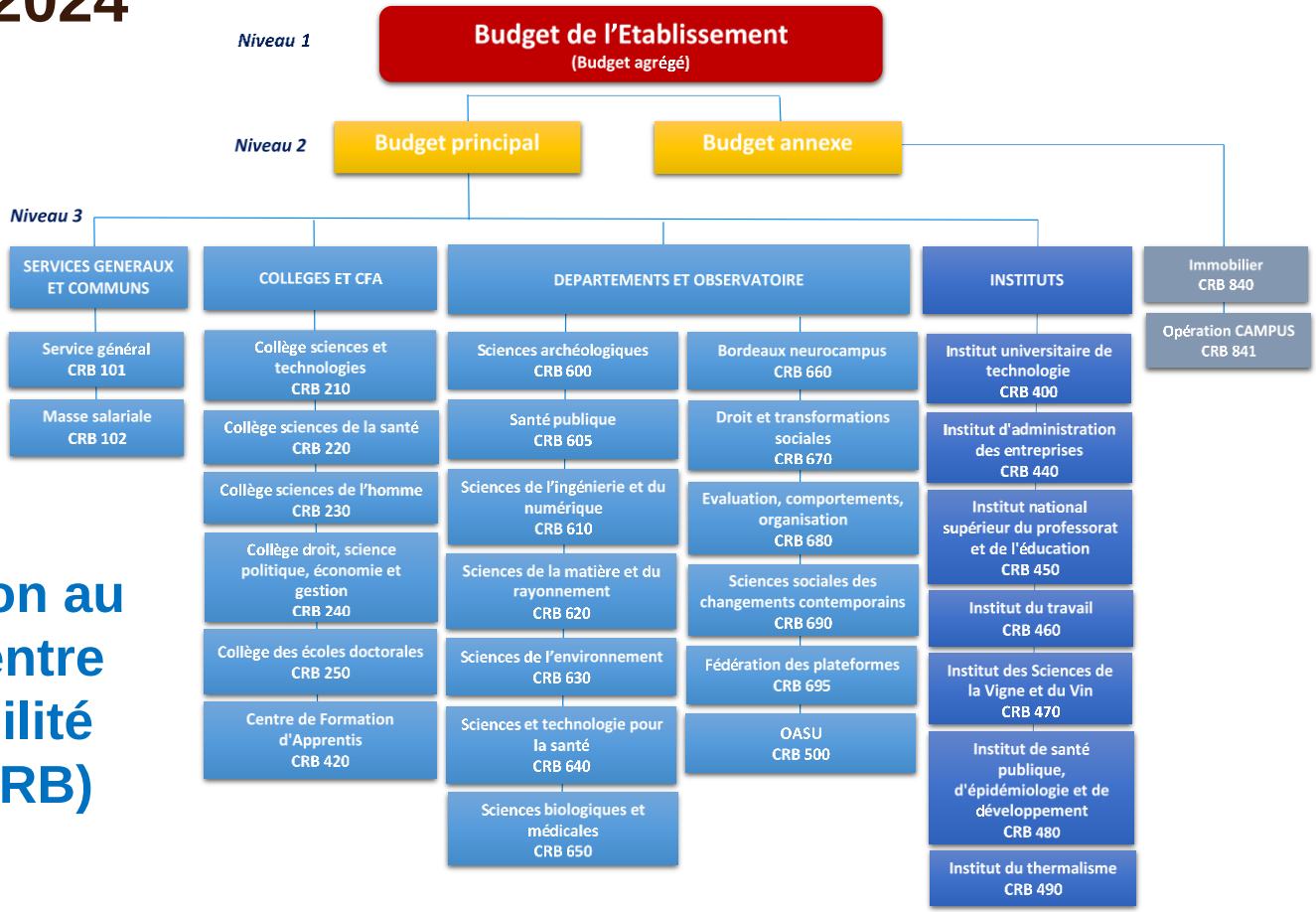
Les CRB - centre de responsabilité budgétaire

- Le niveau le plus élevé dans l'organisation budgétaire
- Ils correspondent aux ordonnateurs (principal, secondaires et délégués)
- C'est le niveau de répartition des enveloppes budgétaires par moyens : répartition des crédits SCSP, programmation, dialogue de gestion

Les SO - services opérationnels

- Le niveau de détail sur lequel porte la programmation avec les CRB et au sein desquels se réalise l'exécution des dépenses et des recettes.

Evolution 2024



Pas d'évolution au niveau des centre de responsabilité budgétaire (CRB)

Budget 2024

Adoption de l’enveloppe Grandes Masses

Conseil d’administration
17 octobre 2023



Contexte 2024

Pour mémoire
Partage de la trajectoire financière de juillet
Conférence budgétaire du Président du 18 septembre

Les « grandes masses » 2023 évoluent sous l'effet :
- Nouveaux crédits soclés de SCSP : +15M€

9 913 491	*Impact hausse valeur du point*
2 102 363	*LPR - Refonte indémnitaire, Repyramidage, reclassement, Chaires de professeur junior*
1 514 727	*Autres mesures RH*
1 071 951	*LPR - contrats doctoraux*
604 504	*Réforme de la formation initiale en INSPE*
148 703	*Réforme des services de santé étudiante*
6 806	*ABES (licence Elsevier)*
-35 901	*contrats doctoraux flechés*
-172 554	*Compensation exoneration de droits d'inscription des boursiers*

- Transferts internes
  - Impact PGE 2023
  - Transferts internes (affectations pérennes de crédit suite à des arbitrages)
  - Révision du modèle de ventilation des moyens LPR aux laboratoires
  - Achèvement du plan de téléphonie filaire

2 - Répartition par unité budgétaire (en k)

		Dotation 2023	Impact PGE 2023	Transfert interne (Réforme des études en santé, SAM, SDEC)	Modèle Recherche	Plan telephonie filaire	Notification SCSP 2023	Dotation 2024
101	Service général	14 688 657		-344 000		60 300	103 855	14 508 811
1910	*Fonds mutualisés*	2 144 503		-1 509 000				635 503
102	Masse salariale	292 182 707	59 000	1 853 000			13 530 581	307 625 288
210	Collège Sciences et technologies	1 381 374				290		1 381 664
220	Collège Sciences de la Santé	1 574 264				-9 266		1 564 998
230	Collège Sciences de l'homme	1 093 268				-8 259		1 085 009
240	Collège Droit, Sciences Politiques, Economie, Gestion	657 937				-1 861		656 076
250	Collège des Ecoles doctorales	11 278 300	-4 000			-2 094	1 036 050	12 308 256
400	IUT de Bordeaux	3 228 226	-45 000			-4 387		3 178 839
450	INSPE	1 626 943				-10 484	483 604	2 100 064
460	Institut du travail	44 211				73		44 284
470	ISVV	406 04	-1 000			-1 294		394 752
480	ISPED	5				-122		51 983
490	Institut du thermalisme	74				-2 044		71 970
500	OASU	143 098				234		143 332
600	Département Sciences Archéologiques	42 944			158	-1 087		42 015
605	Département Santé Publique	165 783			8 200	-1 752		172 231
610	Département Sciences de l'Ingénierie et du Numérique	488 311			24 416	-7 160		505 567
620	Département Sciences de la Matière et du Rayonnement	561 411			-16 682	1 171		545 900
630	Département Sciences de l'Environnement	323 034			-843	3 401		325 591
640	Département Sciences et Technologie pour la Santé	248 537			-4 447	-1 514		242 576
650	Département Sciences biologiques et médicales	286 828			-9 093	-150		277 584
660	Département Bordeaux Neurocampus	291 514			-1 708	-12 644		277 163
670	Département Droit et Transformations Sociales	253 750			-11 037	1 519		244 232
680	Département Evaluation, Comportements, Organisations	180 412			9 021	-970		188 463
690	Département Sciences sociales des changements contemporains	202 742			2 016	-840		203 918
695	Fédération des plateformes	218 893				-1 061		217 832
840	BAIM - Immobilier	10 462 333						10 462 333
		344 302 143					**15 154 090**	**359 456 233**

Encore en mode projet

Merci de votre attention

université de BORDEAUX

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
séance du 17 octobre 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT ADOPTION DE L'ENVELOPPE DES « GRANDES MASSES » RELATIVE AU BUDGET 2024 DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 712-1 et L. 712-3 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux et notamment son article 13 ;

Considérant la tenue de la commission des moyens du 09 octobre 2023 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

L'enveloppe des grandes masses relative au budget 2024 de l'université, jointe à la présente délibération, est adoptée.

Article 2

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux modalités de publication des actes à caractère réglementaire de l'Université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (28 votants)
Pour : 21
Contre : 4
Abstention : 3

le 11/10/2023

université de BORDEAUX

Conseil d'administration du 17/10/2023

Détermination et répartition de l'enveloppe "Grandes masses " - Budget initial 2024

université de BORDEAUX

le 11/10/2023

Pôle Finances et achats
Direction des Finances

Les orientations budgétaires 2024 ont été arrêtées dans la lettre de cadrage du 21 juillet 2023, à partir des échanges menés lors du débat d'orientation budgétaire (DOB) tenu en Conseil d'Administration le 11 juillet dernier.

Le présent document expose, pour délibération, la répartition de la prévision de Subvention pour Charge de Service Public 2024 entre les différents centres de responsabilité budgétaire de l'établissement (CRB). Cette dotation a été ventilée en tenant compte de la nécessité de couvrir le socle de dépenses de l'établissement et de garantir le fonctionnement des activités fondamentales. Cette répartition a pour objectif d'anticiper l'évolution des charges fixes de structure et de personnel et d'assurer la soutenabilité économique de notre budget.

Principes de construction

Les dotations grandes masses 2024 ont évolué sous l'effet conjugué de :
- l'intégration des notifications de crédits soclés depuis la notification intermédiaire 2022, soit +15M€
-l'ajustement de la répartition de crédits entre départements, suite à l'actualisation du modèle Recherche
- l'intégration des impacts budgétaires du PGE 2023
- l'intégration des impacts budgétaires du plan de telephonie filaire
- des reventilations techniques

Structure budgétaire

La structure budgétaire 2024 ne connait aucune modification au niveau des centres de responsabilité budgétaire, mais connait des re-périmétrages infra-CRB, comme des regroupements de pôles.

Tableau de présentation des « Grandes masses »

La répartition de la dotation par structure, présentée dans le tableau suivant, s'appuie sur la dotation intermédiaire n°2 de 2023, actualisée des ajustements validés en cours d'année ou effectués au titre de la préparation du budget 2024.

Suite au vote de cette répartition, les composantes pourront consolider la dotation attribuée avec leurs ressources propres pour une présentation de leurs budgets aux conseils de composantes. La mobilisation de l'ensemble de ces ressources trouvera sa traduction dans le projet de budget initial 2024 qui sera présenté au vote en décembre.

université de BORDEAUX

Pôle Finances et achats
Direction des Finances

le 11/10/2023

1 - Détermination de l'enveloppe "Grandes Masses" (en €)

Hypothèse de stabilité de la dotation allouée par le Ministère :

Notification intermédiaire n°2 2023 du MESR hors actions spécifiques **359 456 233**

(Référence : notification du 14/09/2023)

2 - Répartition par unité budgétaire (en €)

		Dotation 2023	Impact PGE 2023	Transfert interne (Réforme des études en santé, SAM, SDEC)	Modèle Recherche	Plan telephonie filaire	Notification SCSP 2023	Dotation 2024
101	**Service général**	14 688 657		-344 000		60 300	103 855	14 508 811
1910	*Fonds mutualisés*	2 144 503		-1 509 000				635 503
102	**Masse salariale**	292 182 707	59 000	1 853 000			13 530 581	307 625 288
210	**Collège Sciences et technologies**	1 381 374				290		1 381 664
220	**Collège Sciences de la Santé**	1 574 264				-9 266		1 564 998 *
230	**Collège Sciences de l'homme**	1 093 268				-8 259		1 085 009
240	**Collège Droit, Sciences Politiques, Economie, Gestion**	657 937				-1 861		656 076
250	**Collège des Ecoles doctorales**	11 278 300	-4 000			-2 094	1 036 050	12 308 256
400	**IUT de Bordeaux**	3 228 226	-45 000			-4 387		3 178 839
450	**INSPE**	1 626 943				-10 484	483 604	2 100 064
460	**Institut du travail**	44 211				73		44 284
470	**ISVV**	406 046	-10 000			-1 294		394 752
480	**ISPED**	52 105				-122		51 983
490	**Institut du thermalisme**	74 014				-2 044		71 970
500	**OASU**	143 098				234		143 332
600	**Département Sciences Archéologiques**	42 944			158	-1 087		42 015
605	**Département Santé Publique**	165 783			8 200	-1 752		172 231
610	**Département Sciences de l'Ingénierie et du Numérique**	488 311			24 416	-7 160		505 567
620	**Département Sciences de la Matière et du Rayonnement**	561 411			-16 682	1 171		545 900
630	**Département Sciences de l'Environnement**	323 034			-843	3 401		325 591
640	**Département Sciences et Technologies pour la Santé**	248 537			-4 447	-1 514		242 576
650	**Département Sciences biologiques et médicales**	286 828			-9 093	-150		277 584
660	**Département Bordeaux Neurocampus**	291 514			-1 708	-12 644		277 163
670	**Département Droit et Transformations Sociales**	253 750			-11 037	1 519		244 232
680	**Département Evaluation, Comportements, Organisations**	180 412			9 021	-970		188 463
690	**Département Sciences sociales des changements contemporains**	202 742			2 016	-840		203 918
695	**Fédération des plateformes**	218 893				-1 061		217 832
840	**BAIM - Immobilier**	10 462 333						10 462 333
		344 302 143					**15 154 090**	**359 456 233**

* dont 257 895 € au titre de la réforme des études de santé

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 17 octobre 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2022 DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX

Vu le code de l'éducation et notamment les articles L.712-1 ; L.712-3 et L. 951-1-1 ;

Vu le code général de la fonction publique et notamment son article L. 231-4 ;

Vu la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique et notamment ;

Vu le décret n°2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux et notamment son article 13 ;

Vu l'avis du CSA du 19 septembre 2023 ;

Considérant qu'en vertu des dispositions susvisées, il appartient au conseil d'administration de l'université d'approuver le rapport social unique après avis du comité technique.

Considérant que cette obligation correspond à celle mentionnée au point 7° bis de l'article L.712-3 du code de l'éducation visant le bilan social.

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

Le Rapport Social Unique (RSU) de l'université de Bordeaux dressé au titre de l'année 2022, tel qu'annexé à la présenté délibération, est adopté.

Article 2.

La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux figurant à l'annexe 4 des statuts de l'établissement.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (28 votants)
Pour : 23
Contre : 5
Abstention : 0

Rapport social unique 2022



université de BORDEAUX

V.3

Sommaire

Introduction 3

Avant-propos 6

Éléments méthodologiques 35

Partie 1 : EMPLOIS ET EFFECTIFS 37

1. Emplois 41
2. Effectifs 43
3. Typologie des effectifs de l'université 47
4. Caractéristiques de certaines populations 55

Partie 2 : CARRIÈRE 61

1. Recrutements 65
2. Promotions 78
3. Rémunération 97
4. Évolution professionnelle et accompagnement 105
5. Flux de personnels 111

Partie 3 : VIE DES PERSONNELS 115

1. Temps de travail et congés des personnels 119
2. Environnement social 131
3. Formation des personnels 156
4. Origine géographique et domiciliation des personnels 170

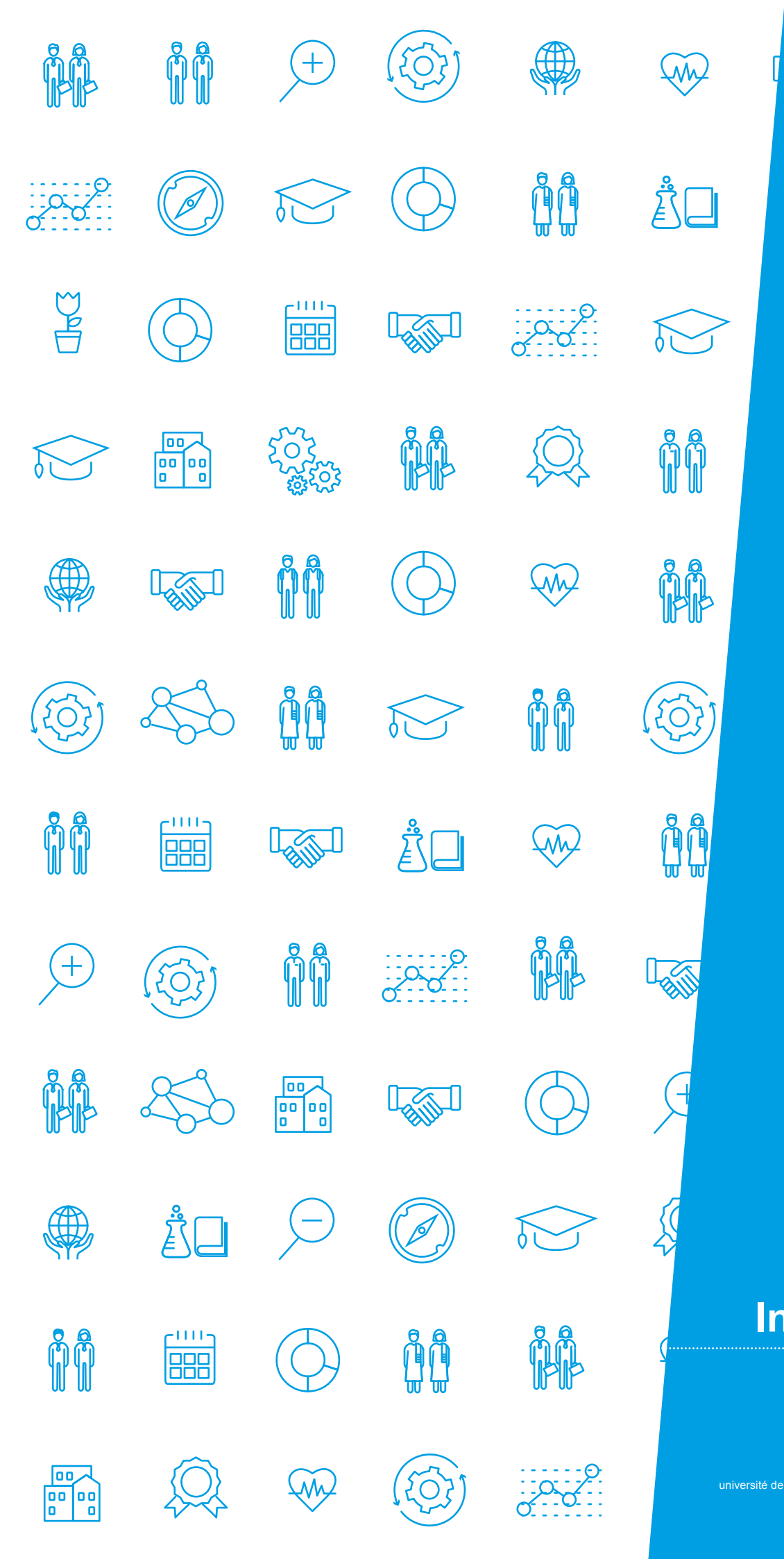
Partie 4 : VIE INSTITUTIONNELLE 173

1. Gouvernance de l'établissement 175
2. Instances de représentation des personnels de l'établissement 179
3. Commissions de dialogue social 184
4. Contentieux, sanctions et conflits sociaux 185

Partie 5 : SIGLES, ABRÉVIATIONS ET GLOSSAIRE 187

Sigles et abréviations 188

Glossaire 190



Introduction

→ Chiffres clés de l'université
au 31 décembre 2022

Formation

4 collèges de formation regroupant 19 unités de formation et 4 instituts, **1** IUT, **1** Institut national supérieur du professorat et de l'éducation, **1** Institut des sciences de la vigne et du vin

52 000 étudiants dont près de **50 %** en 2e et 3e cycles universitaires*

91 % de taux d'insertion post master à N+3 en formation initiale

7 600 étudiants internationaux*

4 900 adultes en reprise d'études

2 400 alternants

115 étudiants entrepreneurs accompagnés depuis 2014

Recherche

3 338 enseignants et chercheurs (université de Bordeaux et organismes de recherche : CNRS, Inserm, Inrae, Inria, Irstea, Ifremer, CEA…)

2 160 doctorants qui préparent un diplôme de doctorat au sein d'un collège des écoles doctorales*

› **8** écoles doctorales

+ de 50 disciplines scientifiques

11 départements de recherche

› **81** structures de recherche dans le cadre du nouveau plan quinquénal 2022-2027

+ 100 plateformes et plateaux techniques au sein des laboratoires de l'université

** Données pour l'année universitaire 2022-2023.*

Institution

1 communauté de près de
63 000
femmes et hommes

› **1 habitant sur 10**
de la métropole bordelaise
étudie ou travaille
à l'université de Bordeaux

6 111 personnels
› **52 %** de femmes
› **48 %** d'hommes

575 M€
de budget

24 sites et campus
en Nouvelle-Aquitaine

187 hectares
de campus
dont 140 ha d'espaces verts

2 000 m² de panneaux
photovoltaïques

Vie de campus

135
associations étudiantes

17 000 étudiants
pratiquent un sport
à l'université chaque année

430 sportifs
de bon et haut niveau

28 hectares
d'équipements sportifs

38 bibliothèques
universitaires
avec **4 000** places de lecture

Avant-propos

Le rapport social unique constitue un état des lieux des données RH et une base qualitative pour élaborer des lignes directrices de gestion. Il répond à plusieurs objectifs :

- assurer une information complète et transparente accessible à toutes et tous ;
- faciliter le dialogue social en nourrissant la réflexion, la discussion et la décision ;
- contribuer au pilotage stratégique de l'établissement en matière de ressources humaines.

Ce document est structuré en deux parties : la première partie met en perspective certaines données illustrant **les effets de la politique des ressources humaines dans le domaine des emplois et de la responsabilité sociétale**.
La seconde partie met à disposition le détail des **données sociales de l'université** au titre de l'année 2022.

Le rapport social unique présente donc, outre des éléments factuels, une vue d'ensemble de la politique des ressources humaines de l'université de Bordeaux. L'analyse et le suivi des données RH permettent de recueillir des indicateurs fiables pour mesurer les effets des actions prises en matière de ressources humaines, mais aussi d'identifier leur impact sur les grandes missions de recherche et de formation. Dans un contexte de crises multiples et d'incertitude sur l'avenir, l'université s'affirme comme un employeur public tourné vers le long terme.

Le rapport social unique 2022 témoigne de changements importants pour l'université de Bordeaux, dont le renouvellement de nombreuses instances et un changement de gouvernance. Si elle s'inscrit dans la continuité des actions menées précédemment, la nouvelle équipe présidentielle, conduite par le président Dean Lewis, affirme des priorités nouvelles.

L'université de Bordeaux s'est ainsi donné les moyens de progresser plus rapidement sur **quatre thématiques prioritaires** :

- les transitions environnementale et sociétale ;
- l'égalité et la diversité ;
- la santé et le bien-être au travail et à l'étude ;
- la prise en compte du handicap.

L'établissement est en outre porteur de valeurs et d'engagements forts en faveur de :

- l'égalité entre les femmes et les hommes ;
- l'équilibre entre vies professionnelle et personnelle.

Le rapport social unique, grâce à l'appréhension objective et chiffrée des situations, associée au bilan qualitatif des actions déjà menées, **permet d'éclairer et de documenter ces ambitions**.

Éléments contextuels

L'année 2022 a été marquée par de nombreux changements organisationnels : l'élection du nouveau président et l'installation d'une nouvelle équipe présidentielle, la préparation à la mise en place des futures instances et la tenue de nombreuses élections.

1. Nouvelle équipe présidentielle

Nouveau président

Après 2 mandats successifs sous la présidence du Pr. Manuel Tunon de Lara, le conseil d'administration (CA) de l'université de Bordeaux a élu le 24 janvier 2022 le Pr. Dean Lewis, précédemment vice-président du conseil d'administration puis vice-président du conseil académique et vice-président des ressources humaines. Ce changement de présidence a impliqué une nouvelle organisation de la gouvernance de l'université, en cohérence avec les priorités affichées.

Nouvelle gouvernance

Afin de répondre aux nouveaux enjeux et projets prioritaires, 16 vice-présidents, 1 vice-présidente étudiante et 8 chargés de mission assistent le nouveau président.

◆ Les vice-présidents

Outre les 3 vice-présidents élus à la tête des conseils centraux :

- la Vice-présidente du conseil d'administration
- le Vice-président de la commission de la formation et de la vie universitaire
- la Vice-présidente de la commission de la recherche

13 vice-présidents ont été nommés par le président.

- la Vice-présidente en charge des ressources humaines
- le Vice-président en charge des transitions environnementales et sociétales
- le Vice-président en charge des réseaux internationaux
- le Vice-président en charge des partenariats et des territoires
- la Vice-présidente en charge de l'orientation et de l'insertion professionnelle
- le Vice-président en charge des finances et des moyens
- la Vice-présidente en charge de l'internationalisation
- le Vice-président en charge de l'innovation
- la Vice-présidente en charge de la formation tout au long de la vie
- le Vice-président en charge de la vie étudiante et vie de campus
- le Vice-président en charge du patrimoine immobilier
- le Vice-président en charge de la qualité de vie et santé au travail
- le Vice-président en charge du numérique

◆ Zoom sur quelques vice-présidents

Cette organisation témoigne du souhait d'un travail en équipe, avec des responsabilités partagées et des experts dans les secteurs clés. Elle reflète également les préoccupations premières de l'université, particulièrement dans les domaines suivants :

› Qualité de vie et santé au travail

Le vice-président en charge de la qualité de vie et santé au travail a pour objectif de favoriser le bien-être au travail au sein de la communauté universitaire, plus particulièrement concernant les personnels, en mettant au premier plan :

- la culture du service rendu,
- l'évaluation de la charge de travail,
- toutes démarches de simplification, ainsi que l'adaptation des environnements et des outils de travail.

La création de cette vice-présidence souligne l'intérêt du président de l'université pour les personnels.

› Finances et moyens

Le vice-président en charge des finances et des moyens a pour mission la construction, l'exécution et le pilotage du budget de l'établissement et plus globalement de tous les aspects de la réflexion concernant :

- le modèle économique de l'établissement,
- sa soutenabilité,
- les questions de diversification des ressources dans le respect d'un équilibre financier.

La création de cette vice-présidence témoigne de la nécessité de poursuivre la réflexion sur la maîtrise du budget de l'établissement, tâche devenant plus ardue au regard du contexte national et impliquant la recherche de ressources diversifiées.

› Transitions environnementales et sociétales

Le vice-président en charge des transitions environnementales et sociétales est chargé de faire de l'université de Bordeaux un établissement de référence au plan national et européen en matière de transitions environnementales et sociétales par le développement durable, le renforcement de l'attractivité vis-à-vis des différents publics (étudiants, chercheurs, partenaires), la conception et promotion des actions transformatrices sur deux plans :

- celui de l'ensemble des activités de l'établissement (formation, recherche, innovation, gouvernance, campus, administration),
- celui de la promotion et de l'animation d'initiatives expérimentales ambitieuses.

Les transitions environnementales et sociétales sont des préoccupations clairement affichées par le président pour ce mandat.

› Ressources humaines

La vice-présidente en charge des ressources humaines (RH) est chargée de définir et développer une politique de ressources humaines au service des personnels et de leurs missions en lien avec les grands projets institutionnels, pédagogiques et scientifiques de l'établissement tout en intégrant les évolutions réglementaires nationales. De fait, les enjeux de la politique RH seront de :

- permettre la mise en œuvre d'une offre de formation centrée sur la réussite étudiante,
- assurer un environnement de travail garantissant l'efficacité et le bien-être de tous,
- renforcer le sentiment d'appartenance et déployer des dispositifs d'attractivité.

› Innovation

Le vice-président en charge de l'innovation a pour mission de porter une stratégie ambitieuse permettant d'assumer pleinement la troisième mission de l'université en alliance avec les autres institutions de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, les acteurs socio-économiques et les collectivités territoriales.
Cette stratégie est prioritairement conduite au bénéfice des transitions socio-environnementales et, de manière générale, doit toujours mieux prendre en compte la notion de progrès et d'impact.

◆ Zoom sur quelques chargés de mission

Dans une volonté de porter la responsabilité sociétale comme une priorité stratégique de l'université et d'en faire un établissement bienveillant, inclusif et responsable en s'appuyant sur les différents schémas directeurs (handicap, égalité professionnelle, QVT, offre sociale) et pilotant tous les dispositifs ou projets favorisant l'égalité, l'équité, la transparence et l'inclusion, le président a confié certaines missions à des chargés de mission, parmi lesquelles :

› **Parité, égalité, diversité**
Une chargée de mission parité, égalité, diversité a été nommée en février 2022, l'université souhaitant poursuivre les efforts engagés pour :

- valoriser la diversité au sein de l'établissement (diversité des statuts, diversité disciplinaire, diversité des personnels au regard de l'origine, etc.),
- porter une attention particulière à l'égalité entre les femmes et les hommes.

› **Sécurité numérique**
Un chargé de mission sécurité numérique a été nommé en avril 2022, suite aux préconisations de la Cour des comptes, aux constats de comités d'audit interne et pour se mettre en conformité réglementaire, afin de renforcer la gouvernance numérique en y apportant une vision stratégique à moyen et long terme (schéma directeur de la transformation numérique).

› **Handicap**
L'université réaffirme son engagement en faveur du handicap et fixe comme axe fort de promouvoir et renforcer l'inclusivité et la participation active des étudiants et du personnel en situation de handicap.
À ce titre, le chargé de mission handicap a été renouvelé dans ses fonctions, déjà occupées depuis 2014, en février 2022. Il a d'ores et déjà concrétisé la mise en application du premier schéma directeur du handicap et, au cours de l'année 2021, co-construit le second et actuel schéma directeur du handicap (2021-2026), en parallèle avec l'obtention d'un conventionnement pluriannuel avec le Fonds interministériel en faveur des personnels en situation de handicap au sein de la fonction publique (FIPHFP)

Des référents et ambassadeurs

L'implication forte de l'établissement dans quelques thématiques d'importance, au cœur des projets actuels, a conduit à installer des référents dans le cadre de la réglementation en cours ou, pour aller plus loin, à la création complète de certaines fonctions.

◆ Zoom sur les référents

› **Référente laïcité**
Le gouvernement a rendu obligatoire la nomination d'un référent laïcité dans tous les établissements d'enseignement supérieur. À ce titre, la vice-présidente en charge du conseil d'administration a été nommée référente laïcité de l'université de Bordeaux en février 2022. Elle est chargée d'apporter tout conseil utile au respect du principe de laïcité à tout fonctionnaire ou responsable de service qui la consulte. Son rôle consiste également dans la sensibilisation des agents au principe de laïcité.

› **Référente déontologie**
En application de la loi n° 2016-483 du 20 avril 2016 relative à la déontologie et aux droits et obligations des fonctionnaires et du décret n° 2017-519 du 10 avril 2017 relatif au référent déontologue dans la fonction publique, une référente déontologue-lanceuse d'alerte a été nommée en juin 2022. Sa mission s'intègre pleinement dans la politique de développement d'une gestion éthique et vertueuse de l'institution pour une université responsable et respectueuse des valeurs du service public auxquelles l'établissement est attaché.

› **Référent intégrité scientifique**
Conformément au décret n° 2021-1572 du 3 décembre 2021 relatif au respect des exigences de l'intégrité scientifique par les établissements publics contribuant au service public de la recherche, les missions du référent

intégrité scientifique, nommé en février 2022, relèvent de deux grands volets :

- l'instruction des signalements et les suites à y donner ;
- l'aide au déploiement de la politique globale en faveur de l'intégrité scientifique.

› **Référent racisme et antisémitisme**
Conformément aux différentes directives ministérielles et à l'article 123-2 du Code de l'éducation, un référent racisme et antisémitisme a été nommé en juin 2022 et marque la volonté politique de l'établissement de prévenir et de lutter contre le racisme et l'antisémitisme au sein de la communauté universitaire. La chargée de mission parité, égalité, diversité a été nommée référente racisme et antisémitisme.

◆ Zoom sur le conseiller de prévention

La désignation d'un conseiller de prévention est justifiée par l'importance des risques professionnels en lien avec le volume des effectifs et l'organisation de l'université. Il contribue à la mise en œuvre de la politique de santé et de sécurité au travail de l'établissement. Sa mission est de conseiller la direction de l'université dans :

- la démarche d'évaluation des risques,
- la mise en œuvre d'une politique de prévention des risques,
- la mise en place des règles de sécurité et d'hygiène au travail.

◆ Zoom sur la correspondante handicap

La correspondante handicap est chargée de la mise en œuvre du schéma directeur handicap. Elle mène des actions pour améliorer le recrutement, l'accueil et le maintien dans l'emploi des personnels en situation de handicap, ainsi que leur accompagnement, afin de réunir les conditions propices à leur autonomie et à leur intégration. Elle travaille en collaboration avec le chargé de mission handicap, et est l'interlocutrice privilégiée de la MDPH (Maison départementale des personnes handicapées) et du FIPHFP.

◆ Zoom sur les référents transitions et ambassadeurs handicap

Sur deux thématiques fortes aux enjeux d'inclusion et de maintien dans l'emploi d'une part, et sociétaux et environnementaux d'autre part, l'université a fait le choix de se doter d'un réseau de référents et ambassadeurs.

› **Ambassadeurs et ambassadrices handicap pour les personnels**
28 personnels se sont engagés pour se former au sujet du handicap et contribuer à mieux informer et sensibiliser la communauté mais aussi être à l'écoute de chacun. Ce réseau constitue un maillon complémentaire entre les personnels et les personnes-ressources de l'université compétentes en matière de handicap sans pour autant se substituer à elles : correspondante handicap, assistantes sociales des personnels, médecins du travail.

› **Référents des transitions**
L'université de Bordeaux engage des actions transformatrices pour relever les défis environnementaux, sociaux, économiques et politiques de notre époque. En plus des ambassadeurs et ambassadrices des transitions engagés parmi les étudiants, les référents et référentes des transitions nommés parmi les personnels de l'université jouent un rôle crucial dans l'intégration des enjeux de transition au cœur de l'établissement. Au sein de leurs structures (composantes de formation ou de recherche, administration), ils se positionnent en médiateurs et médiatrices et sensibilisent sur les enjeux de transitions environnementales et sociétales. Ainsi, tels des relais d'information, ils participent au partage et à la diffusion de bonnes pratiques, ainsi qu'à la mise en place d'outils partagés.

2. Changements organisationnels

Quatre changements organisationnels principaux sont à noter pour l'année 2022 :

- **Le pôle ressources humaines et développement social et le pôle communication et vie institutionnelle ont fusionné pour former le pôle administration générale et ressources humaines (AGRH)**. Ce nouveau pôle, par la convergence de fonctions support mises au service des missions et des personnels de l'établissement, se veut facilitateur et garant de la gestion administrative et institutionnelle. Il comprend 6 directions et 2 services :
  - direction des ressources humaines,
  - direction de l'action sociale et de l'innovation sociétale,
  - direction des affaires publiques et des territoires,
  - direction des affaires juridiques,
  - direction de la communication,
  - direction des archives universitaires,
  - service de santé au travail,
  - service universitaire mutualisé des pensions.
- **La direction des services comptables devient l'agence comptable**. Elle s'organise autour de 4 directions pour une meilleure lisibilité :
  - direction des dépenses,
  - direction des recettes,
  - direction de la comptabilité générale,
  - direction transverse.
- **L'Institut des transitions est créé au 1er janvier 2023 au sein du pôle pilotage et aide à la stratégie**, après présentation du projet au comité technique du 25 novembre 2022. Il est chargé de coordonner les actions et projets menés au sein de l'université dans le cadre des transitions environnementales et sociétales, et interagit avec l'ensemble de la communauté dans les domaines de la formation, de la recherche et de la vie de campus.
- **Le service formation tout au long de la vie (FTLV)** est créé au sein du collège sciences de l'homme, afin d'offrir une meilleure visibilité sur les formations proposées, qu'il s'agisse de formation initiale, continue ou en alternance.

3. L'évolution des instances

La Loi de transformation de la fonction publique modifie les attributions et dénominations de certaines instances :

La commission d'orientation de l'action sociale (COAS)

L'université de Bordeaux définit et met en œuvre sa politique d'action sociale en sa qualité d'employeur. La commission d'orientation de l'action sociale (COAS) contribue à l'orientation et à la gestion de l'action sociale telle que définie par le président de l'université de Bordeaux. Elle se donne pour objectif de travailler à ses missions de manière collaborative et participative.
Elle est créée au 1er janvier 2023, après délibération du conseil d'administration de décembre 2022. La désignation des membres est en cours et la commission se réunira pour la première fois le 7 avril 2023.

La commission patrimoine

L'université de Bordeaux se dote d'une commission patrimoine chargée de mettre en perspective avec la stratégie immobilière de l'établissement toutes

les questions patrimoniales examinées en conseil d'administration. La commission patrimoine se réunit en amont du conseil d'administration dès lors que ce dernier doit délibérer sur un sujet entrant dans le champ d'action de cette commission.

Le comité social d'administration (CSA) et les formations spécialisées

Conformément à la Loi de transformation de la fonction publique, le comité technique (CT) et le comité hygiène, sécurité et conditions de travail (CHSCT) sont appelés à être remplacés par le comité social d'administration (CSA) au 1er janvier 2023. Il peut se réunir en formation plénière (qui reprend certaines attributions du CT) ou spécialisée (qui reprend certaines attributions du CHSCT). L'université de Bordeaux a fait le choix de mettre en place des formations spécialisées de site, à l'instar des anciens CHSCT locaux, sur les trois principaux sites de l'université : Carreire, Pessac et Talence.

◆ Les élections du CSA

Les candidatures présentées par les organisations syndicales devaient correspondre à la proportion de femmes et d'hommes au sein des effectifs.

Il y a eu un taux de participation de 25,70 % avec 1 661 suffrages valablement exprimés.

4 listes ont reçu suffisamment de suffrages pour obtenir des sièges au CSA en formation plénière.

Listes	Nombre de suffrages	%	Nombres de sièges obtenus	
			Titulaires	Suppléants
UNSA Education	549	33,05%	3	3
Ensemble avec la CGT FERC SUP	460	27,69%	3	3
CFDT SGEN RECHERCHE	301	18,12%	2	2
FSU	275	16,56%	2	2
FO ESR affilié à la FNEC-FP FO	76	4,58%	0	0

Chaque organisation syndicale siégeant au comité social d'administration en formation plénière désigne au sein de la formation spécialisée un nombre de représentants titulaires égal au nombre de sièges de représentants titulaires qu'elle détient au sein de la formation plénière.

Un décret paru en février 2023 élargit les formations spécialisées aux représentants des usagers.

◆ Zoom sur les élections et le vote électronique

Les agents de l'université de Bordeaux ont été appelés à voter afin de choisir leurs représentants lors des élections professionnelles qui se sont tenues du 1er au 8 décembre 2022. Les instances concernées par ce vote sont :

- au niveau de l'établissement : le CSA, la CPE et la CCPANT
- au niveau national : le CSA ministériel, la CAP, la CCPANT ministérielle

Ces élections se sont déroulées par vote électronique.

Les élections au sein des composantes

Plus de 110 élections se sont tenues en 2022 pour renouveler les différents collèges électoraux (professeurs, maîtres de conférences, BIATSS, usagers) des conseils des composantes de l'université. Les scrutins de mai et de décembre 2022 se sont tenus par vote électronique.

Les élections des directeurs des composantes

Des élections se sont tenues afin de renouveler les directeurs des collèges :

- Droit, science politique, économie et gestion (DSPEG),
- Sciences et technologies,
- UFR des sciences pharmaceutiques (collège santé),
- UF de mathématiques et interactions (collège sciences et technologies).

L'année 2022 a vu **la poursuite d'une politique de ressources humaines ambitieuse, au service des personnels et de leurs missions.** Elle s'insère à la fois dans la trajectoire des grands projets institutionnels, pédagogiques et scientifiques de l'établissement, et dans le mouvement apporté par les réformes nationales issues notamment de la Loi de transformation de la fonction publique ou de la Loi de programmation de la recherche.

L'objet de cette première partie est de **mettre en perspective les principaux effets de la politique de ressources humaines** et les évolutions observées. L'analyse intègre plus spécifiquement d'une part les caractéristiques des emplois et la situation des agents, et d'autre part la responsabilité sociétale de l'employeur.

Les caractéristiques des emplois et la situation des agents

→ La politique de ressources humaines menée s'inscrit dans une perspective pluriannuelle et vise à conjuguer les objectifs de fidélisation de nos personnels et d'attractivité des métiers. Dans une approche maîtrisée, elle permet à l'établissement de tenir l'enjeu de préservation des emplois avec celui d'équilibre financier, dans un contexte de contraintes budgétaires inédites.



La politique RH de l'université s'inscrit dans la trajectoire des grands projets et des réformes nationales.
© université de Bordeaux

1. Piloter nos emplois au service d'une stratégie de développement maîtrisé

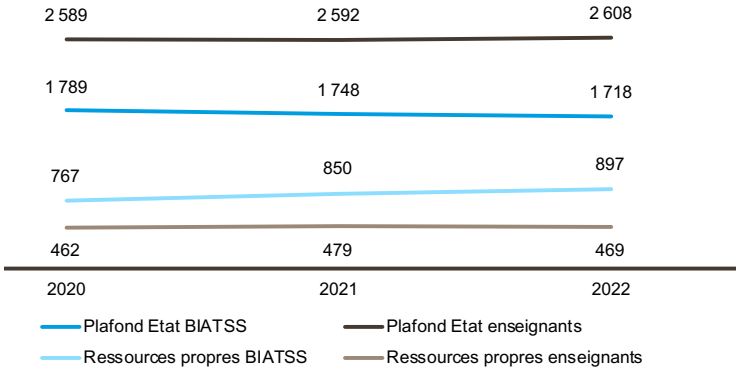
L'évolution des emplois de l'université de Bordeaux, permettant l'accomplissement des missions d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation de l'établissement, est globalement positive sur la période 2020-2022.

Ainsi, tous types de financements confondus (subvention État, autres ressources), les emplois connaissent une progression de + 85 équivalents temps pleins travaillés (ETPT) en moyenne annuelle entre 2020 et 2022, soit +1,5% (5 692 ETPT en 2022 contre 5 608 ETPT en 2020).

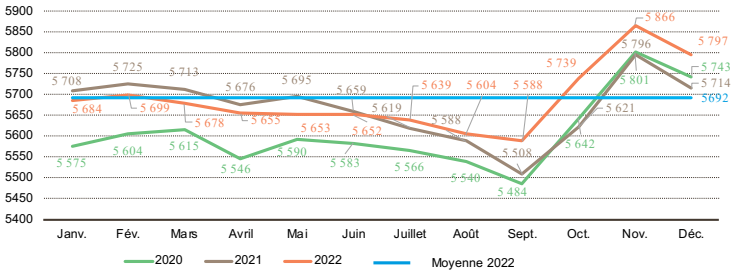
L'évolution des ETPT 2020 – 2022

Sur plafonds d'emplois État et ressources propres[1], la population enseignante compte en moyenne 26 ETPT supplémentaires entre 2020 et 2022. Celle des personnels BIATSS compte 59 ETPT de plus en moyenne sur la même période, soit +85 ETPT au total.

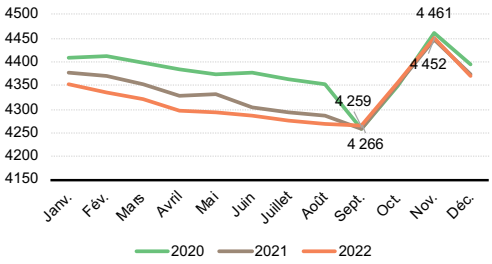
↓ Par type de population et par plafond



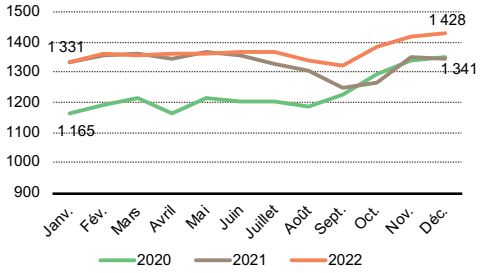
↓ Évolution globale mois par mois



↓ Évolution des ETPT sous plafond État



↓ Évolution des ETPT sur ressources propres



› Emplois émargeant sous plafond d'emplois État

Sur la période 2020-2022, les emplois rémunérés sous plafond État diminuent de 53 ETPT, soit une baisse de 0,6%. Ainsi, en 2022, la part de ces emplois représente 76% de la totalité des emplois rémunérés par l'université (contre 77% en 2020).

Le nombre d'ETPT de la population enseignante est en progression (+19 ETPT entre 2020 et 2022). À contrario, le nombre d'ETPT de la population BIATSS baisse significativement (-70 ETPT entre 2020 et 2022, soit -4%). Cette diminution est concentrée sur les collèges et instituts de formation d'une part (-48 ETPT) et sur les pôles et directions administratives d'autre part (-23 ETPT). Le nombre d'ETPT dans les départements de recherche reste stable.

[1] *L'université dispose d'un plafond d'emplois annuel établi sur les prévisions de consommation d'ETPT et voté par le conseil d'administration en même temps que le budget. Il se divise en 2 plafonds : le plafond État, fixé par le ministère sur la base des emplois pérennes et de la dotation ministérielle de masse salariale, et le plafond ressources propres fixé par l'université au vu des ressources propres connues (conventions de recherche, formation continue...).*

↓ ETPT BIATSS 2020-2022

	ETPT 2020	ETPT 2021	ETPT 2022	Variation 2020-2022
Collèges et instituts	627,4	600,0	579,1	**-48,3**
Départements de recherche	346,8	350,4	348,0	**1,3**
Pôles et directions	813,1	796,3	790,4	**-22,6**
Total	**1 787,2**	**1 746,7**	**1 717,6**	**-69,7**

› Emplois émargeant sous plafond d'emplois ressources propres

Soucieuse de son développement au service de missions d'enseignement et de recherche, l'université de Bordeaux poursuit son engagement dans les grands programmes d'investissement et appels à projets. **Le nombre moyen d'ETPT relevant de ces périmètres a ainsi augmenté de 11% entre 2020 et 2022 (+138 ETPT).** Cette progression témoigne également de l'implication constante de l'établissement dans la recherche de nouvelles ressources.

De manière plus conjoncturelle, cet accroissement est également pour partie une conséquence de la mesure de prorogation des contrats recherche portée par le ministère en raison de la crise sanitaire. En effet, comme en 2020 et 2021, et pour la dernière année, certains projets de recherche impactés par la crise sanitaire ont pu être prolongés, impliquant la prorogation de contrats doctoraux.

Le nombre d'ETPT BIATSS sur ressources propres augmente significativement (+130 ETPT entre 2020 et 2022, dont 47 entre 2021 et 2022), alors qu'elle se maintient pour la population enseignante.

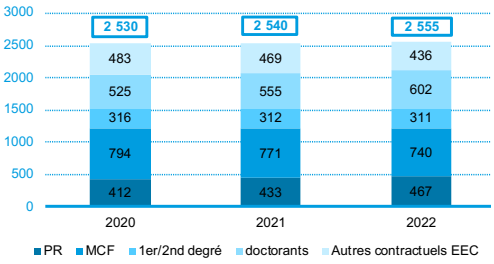
> Soucieuse de son développement au service de missions d'enseignement et de recherche, l'université de Bordeaux poursuit son engagement dans les grands programmes d'investissement et appels à projets.

› Les équilibres de la structure d'emploi selon les populations

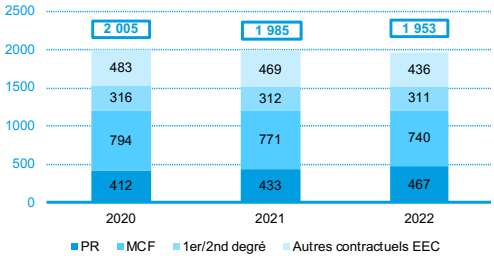
L'emploi des enseignants et enseignants-chercheurs

La politique de l'établissement, conjuguée avec les dispositions de la Loi de programmation pour la recherche (LPR), a pour effet une évolution positive du nombre des professeurs d'université (+55 en trois ans). L'évolution la plus importante concerne les doctorants contractuels (+76 ETPT entre 2020 et 2022), en lien avec la crise sanitaire et la création de nouveaux contrats doctoraux financés par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche dans le cadre de la LPR. La population enseignante hors doctorants contractuels diminue de 52 ETPT en trois ans, essentiellement concentrée sur les contractuels enseignants et enseignants-chercheurs.

↓ Évolution (tout plafond) de la communauté enseignants et enseignants-chercheurs depuis 2020 (en ETPT- hors HU)



↓ Évolution (tout plafond) des enseignants et enseignants-chercheurs depuis 2020 (en ETPT, hors doctorants et HU)

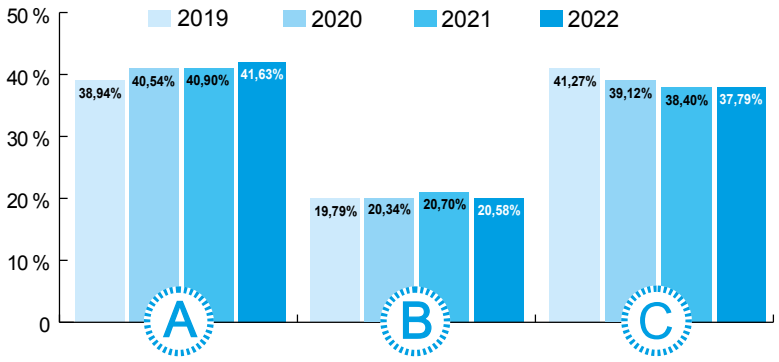


↓ Évolution du taux PR/PUPH :
nb PR+PUPH / (PR/PUPH+MCF/MCUPH)

2019	2020	2021	2022
34%	36%	38%	39%

→ Évolution de la répartition catégorielle des emplois BIATSS

La tendance de progression des emplois de catégorie A et de diminution des emplois de catégorie C déjà observée ces dernières années se poursuit en 2022.



2. Agir pour l'attractivité de l'établissement



L'université s'est engagée dans une dynamique de marketing de ses recrutements.
© Arthur Pequin

L'université de Bordeaux utilise différents leviers afin de renforcer l'attractivité de ses métiers.

Pour cela, l'établissement déploie : une stratégie en matière de recrutement, des trajectoires d'évolution des rémunérations qu'elle met en œuvre, ou encore de la conception d'un nouveau cadre de rémunération applicable aux contractuels BIATSS et chercheurs à compter du 1er janvier 2023.

Les recrutements

› L'université de Bordeaux assure une large diffusion des postes et profils à pourvoir

Pour tous les formats de recrutements
(titulaires par mobilité ou concours, ou contractuels)
et toutes les populations (enseignants, enseignants-chercheurs, personnels BIATSS)

Postes publiés par le service des recrutements et pourvus

		2021	2022
Titulaires	Enseignants-chercheurs	49	48
	Enseignants hospitalo-universitaires	17	13
	Enseignants du 2nd degré	14	17
	ITRF (concours et recrutements sans concours)	42	49
	Mobilités BIATSS entrantes	36	35
		158	**162**
Contractuels	Enseignants et enseignants-chercheurs contractuels (ATER, LRU, associés…)	222	196
	CCA/AHU	139	137
	contractuels BIATSS	180	253
		541	**586**

+

Plateformes dédiées en fonction des populations (listes non exhaustives)

Titulaires et contractuels BIATSS (dont personnels de recherche) :

- sur le site « Place de l'emploi public »,
- sur le site « emploipublic.fr » (et ses sites satellites),
- sur le site de Pôle Emploi,
- et en fonction des profils : sur la page LinkedIn de l'université, sur les sites APEC ou spécialisés (par exemple, le recruteur médical pour les postes de médecins du travail), au sein de réseaux professionnels (réseau C.U.R.I.E ou CSIESR par exemple), sur le portail européen Euraxess pour les profils de chercheurs contractuels…

Titulaires et contractuels enseignants et enseignants-chercheurs :

- au sein des briques dédiées du portail ministériel Galaxie,
- sur le portail européen Euraxess,
- sur le site de Pôle Emploi pour certains recrutements contractuels enseignants,
- et en fonction des profils : sur les pages emplois de revues scientifiques (Nature ou Science par exemple) ou sur des sites spécialisés (Academic Positions par exemple), notamment pour des recrutements dans le cadre des dispositifs d'attractivité (type chaires de pré-recrutement).

Depuis début 2022 et face aux difficultés croissantes de recrutement rencontrées par tous les employeurs, publics comme privés, l'université de Bordeaux a fait le choix de renforcer l'équipe du service recrutement et de poursuivre ainsi la professionnalisation de l'acte de recrutement. En outre, des travaux sur la digitalisation du recrutement (outil de gestion et suivi des candidatures ATS - Applicant Tracking System) ainsi que sur la rationalisation des processus ont été menés tout au long de l'année.

L'université s'est par ailleurs engagée dans une dynamique de marketing de ses recrutements. Pour cela, chaque fiche descriptive de poste, émise par le service, est retravaillée par les équipes. L'objectif est de mettre en exergue les éléments clés du besoin en ciblant uniquement les activités et compétences indispensables au poste. Cette refonte éditoriale rend les offres d'emplois de l'université plus attractives vis-à-vis des candidats potentiels. Cette valorisation est également déterminante pour renforcer l'adéquation « profil du candidat / attendus liés au poste » et renforce l'efficacité des démarches de sourcing.

Cette stratégie s'avère aujourd'hui indispensable pour se différencier et attirer les profils. Elle s'inscrit dans une démarche plus globale de développement de la marque employeur visant à susciter l'intérêt pour l'université de Bordeaux, se faire connaître auprès des candidats potentiels et les amener à considérer l'université comme un employeur de choix pour inciter les « talents » à postuler aux postes à pourvoir.

L'évolution des rémunérations

Le niveau de salaire médian chez les titulaires, BIATSS et enseignants et enseignants-chercheurs, est en hausse sur la période de référence (2020 à 2022).

↓ Salaire médian net mensuel par type de personnels titulaires (décile[2] 5)

	2020	2021	2022	Evolution 2020/2022
EEC titulaires	3 621 €	3 710 €	3 893 €	8%
BIATSS titulaires	1 769 €	1 791 €	1 931 €	9%

Ces évolutions favorables résultent de différentes mesures indiciaires et indemnitaires mises en application par l'université au bénéfice des agents.

› Des rémunérations revalorisées dans le cadre de la mise en œuvre de la Loi de programmation pour la recherche (LPR)

En 2022, l'université de Bordeaux a poursuivi la revalorisation des rémunérations, en particulier dans le cadre de la trajectoire pluriannuelle définie par la LPR sur la période 2021-2030.

Revalorisation indemnitaire avec la mise en place du nouveau régime indemnitaire des enseignants-chercheurs (RIPEC) à compter de 2022

La création du RIPEC par décret du 29 novembre 2021 constitue une nouvelle donne indemnitaire tant dans son architecture que dans la part relative à ses différentes composantes : statutaire, fonctionnelle et individuelle. Il a pour objectif principal la revalorisation des régimes indemnitaires des enseignants-chercheurs et des chercheurs et leur alignement.

› Ainsi, en 2022, 1 218 agents ont pu bénéficier de la **revalorisation de la composante statutaire (liée au grade, dite C1)** portée à 2 800 € bruts par an.

[2] *La répartition par décile classe la population étudiée en fonction des salaires :*
- Le premier décile (D1) est le salaire au-dessous duquel se situent 10% des salaires ;
- Le neuvième décile (D9) est le salaire au-dessous duquel se situent 90% des salaires ;
- Le rapport interdécile met en évidence l'écart entre le haut et le bas de la distribution.

› **Les dispositifs PCA / PRP, et leurs évolutions à venir vers la composante fonctionnelle C2 du RIPEC**
Le droit au bénéfice de la prime de responsabilités pédagogiques (PRP) et prime pour charges administratives (PCA) est ouvert chaque année par la définition d'une liste de fonctions arrêtées par le conseil d'administration. Pour l'année universitaire 2021-2022, 563 agents ont été bénéficiaires de la PRP pour un coût de 625 000 €, 279 agents pour la PCA pour une dépense de 758 000 €. Il est à noter que la composante fonctionnelle C2 du RIPEC se substituera à l'avenir au dispositif PCA et PRP.
Au titre de la composante fonctionnelle C2, l'année universitaire 2022-2023 a représenté une année de transition et l'établissement en a fait une application progressive. Cette composante a ainsi bénéficié aux personnels enseignants-chercheurs nouvellement nommés dans une fonction de gouvernance de l'établissement depuis le 1er janvier 2022. 56 bénéficiaires ont perçu une prime C2, dont le montant moyen attribué est de 2 270 €.

› **La composante individuelle (dite C3)** qui est amenée à remplacer à compter du 1er janvier 2022 la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR) a également été mise en œuvre en 2022 pour 117 bénéficiaires supplémentaires, qui s'ajoutent aux bénéficiaires qui se sont vus attribuer une PEDR avant le 1er janvier 2022. Cette composante individuelle est attribuée sur demande et sur dossier de candidature pour 3 ans.

Ces revalorisations ont représenté au global un montant de 1,3 M€ d'indemnités supplémentaires versées en 2022.

Reclassement enseignants-chercheurs et mesure dite « 2 SMIC » sont deux mesures issues de la LPR

Le reclassement (article 47 de la LPR) qui vise à mieux prendre en compte les parcours antérieurs à la prise de fonction des maîtres de conférences a été initié au sein de l'université fin 2022, les agents intéressés par ce dispositif devant faire une demande de nouveau classement.

La mesure dite « 2 SMIC » a pour objectif quant à elle de rendre plus attractive les carrières scientifiques en revalorisant les agents qui ne peuvent plus être recrutés en dessous d'un salaire équivalent à 2 fois le SMIC. En 2022, elle a bénéficié à 26 maîtres de conférences pour un montant total de près de 27 000 €.

Pour les personnels BIATSS, la démarche engagée en 2021 s'est poursuivie par une revalorisation de la composante « indemnitaire socle » du RIFSEEP (régime indemnitaire tenant compte des fonctions, de sujétions, d'expertise et de l'engagement professionnel) à hauteur de 640 000 € au bénéfice d'environ 1 700 agents, toutes filières et catégories confondues.
Ainsi, entre 2020 et 2022, au regard de la cible LPR, cet indemnitaire socle a connu, selon les corps / grades concernés, des taux d'augmentation situés entre 9% et 26%.

Revalorisation des contrats doctoraux : la rémunération minimale des contrats doctoraux a été portée de 1 768 € brut à 1 866 € brut pour les nouveaux contrats conclus à compter du 1er septembre 2021 pour 203 doctorants, puis à 2 044 € brut pour les nouveaux contrats conclus à compter du 1er septembre 2022 pour 237 doctorants. Par ailleurs, en juillet 2022, les doctorants ont bénéficié d'une hausse de leur rémunération à hauteur de 3,5%, leur rémunération étant indexée sur la valeur du point d'indice de la fonction publique qui a été revalorisé à cette date. Il est enfin à noter qu'à compter de janvier 2023, le salaire de tous les doctorants contractuels passera à 2 044 € bruts par mois, quelle que soit la date de conclusion de leur contrat.

Nouvelle prime d'enseignement supérieur et de recherche (personnels hospitalo-universitaires). Elle a été instituée à compter du 1er janvier 2022 par le décret n°2022-1252 du 23 septembre 2022 au bénéfice des professeurs des universités-praticiens hospitaliers et maîtres de conférences des universités-praticiens hospitaliers. Elle sera mise en œuvre en 2023 de manière rétroactive sur 2022 pour plus de 190 agents pour un montant annuel de 1 015 €.

› L'augmentation de la valeur du point d'indice de 3,5 %

L'ensemble des personnels de l'établissement a bénéficié de cette mesure effective depuis le 1er juillet 2022, chiffrée à hauteur de 5,2 M€ sur 2022.

La revalorisation, dans les mêmes proportions, des agents avec un contrat rémunéré au forfait (plus de 140 personnels concernés) résulte de la volonté propre du président de l'université.

› La prime de précarité

Une indemnité de fin de contrat, dite prime de précarité est, depuis le 1er janvier 2021, versée aux agents contractuels dont la durée du contrat est inférieure ou égale à 1 an, sous certaines conditions. 156 primes ont été versées à ce titre pour un montant de 186 775,33 €.

Le nouveau schéma directeur de l'emploi contractuel (SDEC)

Un nouveau cadre de rémunération applicable aux personnels contractuels a été adopté en conseil d'administration du 13 décembre 2022.

Porté par la direction de l'établissement, il est le fruit d'un dialogue social soutenu et continu initié dès 2021. Il s'appliquera à partir de 2023, et concernera à la fois près de 1 100 personnels contractuels déjà employés au sein de l'établissement et tout nouveau recrutement contractuel (environ 800 par an).

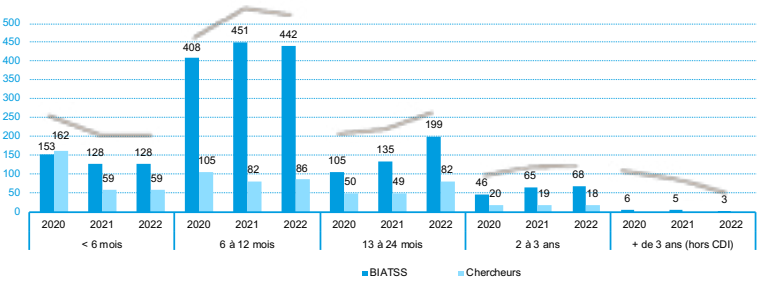
Ainsi, en comparaison avec l'ancien régime contractuel, l'application de ce nouveau cadre à compter de 2023 fera évoluer les rémunérations de +16% en moyenne en début de grilles et de +10% en fin de grilles.

Des actions diverses en faveur de l'attractivité, déclinées ou à l'initiative de l'établissement

› Allongement de la durée des contrats proposés

Les données ci-dessous permettent d'illustrer les effets d'un choix de l'établissement d'inciter les composantes à proposer des durées de contrat supérieures à un an, dès lors que les besoins le justifient et que les conditions de soutenabilité financière sont remplies.

↓ Évolution du nombre de contrats par durée sur 3 ans



Lorsque la nature du besoin le justifie au regard de sa forte spécificité (attractivité, compétences nouvelles ou hautement spécialisées…), un primo recrutement en CDI est possible. En 2022, 12 recrutements de ce type ont été réalisés.

À noter que si l'évolution observée est à la hausse, le volume de primo recrutements en CDI reste malgré tout minoritaire au regard du volume global de recrutements opérés chaque année (3,4%).

En ce qui concerne le recours aux contrats à durée indéterminée (CDI), le nouveau schéma directeur de l'emploi contractuel a vocation à en préciser le cadre de gestion, en lien avec la réflexion portée sur les différents leviers d'attractivité pouvant être mobilisés.

› Des dispositifs d'attractivité ciblés sur des populations spécifiques

Le dispositif « chaire de professeur junior (CPJ) » a été créé par la LPR et vient en complément des voies de recrutement existantes.

Cette nouvelle voie de recrutement permet de recruter de jeunes scientifiques sur un contrat de droit public. Il intègre l'attribution à son bénéficiaire d'une dotation financière spécifique visant à faciliter le lancement de ses travaux de recherche. Et il peut permettre d'accéder, à l'issue d'une période maximale de 6 ans, à une titularisation dans le corps des professeurs des universités.

L'université de Bordeaux a répondu à l'appel à manifestation d'intérêt lancé par le ministère en 2022 sur ce dispositif et a été lauréate de 4 CPJ sur les projets suivants :

- solutions digitales pour la santé mentale,
- économie,
- chimie des matériaux pour l'optique et la photonique,
- imagerie avancée par résonance magnétique pour l'évaluation simplifiée et intelligente des maladies cardiovasculaires.

L'appel à candidatures a recueilli 23 candidatures recevables et 7 candidats ont été auditionnés. Les 4 chaires ont été pourvues au 1er septembre 2022, faisant de cette 1re campagne à l'université une réussite, tant au niveau de la qualité des candidatures qu'en termes de réponse à la stratégie posée par l'établissement.

Ce dispositif CPJ est une solution pertinente pour répondre au besoin de l'université de Bordeaux d'attirer des profils d'enseignants-chercheurs avec une forte expérience internationale, en leur proposant une carrière dans l'établissement via un poste de professeur pleinement intégré dans son écosystème.

Ce dispositif a vocation à s'intégrer avec l'ensemble des opportunités offertes par l'université de Bordeaux, dont les dispositifs déjà soutenus par l'initiative d'excellence (IdEx) dans le cadre du programme Talents.

Il constitue l'une des réponses à l'enjeu de continuer à développer une recherche disciplinaire et interdisciplinaire de haut niveau académique, internationale et à fort potentiel d'innovation, avec des projets s'inscrivant lisiblement dans le cadre d'un soutien :

- à la politique scientifique de l'université partagée avec ses partenaires organismes de recherche,
- à la conduite des grandes transformations du plan Horizon 2030 (innovation pédagogique, transitions / interdisciplinarité, innovation) et de la consolidation du modèle de responsabilité sociétale de l'université (diversité, pyramide des âges ...).



Galerie des amphithéâtres, campus Carreire.
© Arthur Pequin

3. Agir pour la fidélisation des personnels de l'établissement

Parce qu'elle concourt à la performance de l'établissement et qu'elle témoigne d'une dynamique sociale positive, la fidélisation des personnels est un objectif fort de la politique des ressources humaines de l'université de Bordeaux. Aussi, pour concourir à cet objectif, plusieurs leviers sont déployés : formation, accompagnement des parcours professionnels, promotion, politique de CDIsation etc.

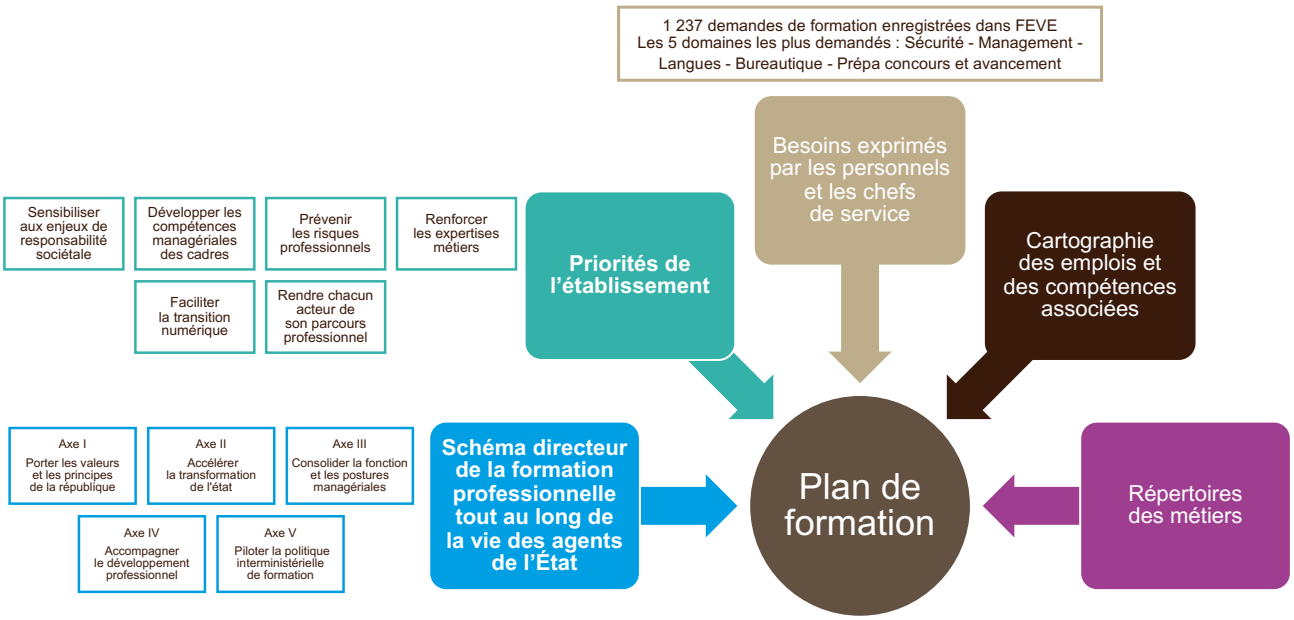
En outre, il convient de rappeler que les engagements pris en la matière sont retranscrits dans les lignes directrices de gestion propres à l'université : celles relatives à la mobilité (adoptées en avril 2020) et celles relatives aux orientations générales en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels (adoptées en avril 2021).

La fidélisation des personnels est un objectif fort de la politique des ressources humaines de l'université de Bordeaux.

Un plan de formation des personnels qui s'insère dans la stratégie de l'université

Conformément à la Loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019, l'adoption des lignes directrices de gestion internes relatives à la mobilité en avril 2020 puis celles fixant les orientations générales en matière de promotion et valorisation des parcours professionnels en avril 2021 permettent de préciser les orientations RH de l'établissement.

Ces lignes directrices de gestion rappellent l'ensemble des dispositifs portés en matière de mutation, de mobilité, d'avancement et de promotion et d'accompagnement des parcours professionnels pour tous les personnels de l'université de Bordeaux.



2020	**2 741** stagiaires	**419 816 €** dépenses nettes
2022	**3 650** stagiaires	**410 204 €** dépenses nettes

› L'expérimentation d'un parcours spécifique d'accompagnement des nouveaux cadres administratifs

En 2022, l'établissement a conçu et mis en œuvre un parcours d'accueil et d'intégration des nouveaux cadres administratifs destiné à co-construire l'identité managériale à l'université et à compléter la boîte à outils dont se dote l'établissement vis-à-vis de ses cadres en ciblant plusieurs objectifs, et en les déclinant de manière progressive :

- Accueillir, intégrer, suivre l'arrivée ;
- Développer les compétences ;
- Fédérer une communauté de pairs.

9 nouveaux cadres ont ainsi bénéficié d'une offre d'accompagnement managérial renforcé, visant à véhiculer une dynamique collective et positive et une appropriation de la culture et des valeurs de l'université.

› Exemples de l'enjeu des transitions : ateliers fresque du climat et ambassadeurs des transitions

Les formations autour de l'enjeu des transitions s'inscrivent parmi les actions menées dans le cadre du label obtenu par l'université au titre du développement durable et de la responsabilité sociétale, et visent à mobiliser les personnels autour de ces défis.

En effet, riche de ses communautés engagées qui portent de nombreuses initiatives, l'université de Bordeaux met en œuvre depuis 2021 une feuille de route des transitions environnementales et sociétales inscrite dans son plan stratégique à 2030. Son objectif est ainsi d'engager des actions transformatrices en interne et avec ses partenaires territoriaux et économiques afin de relever les défis des crises environnementales, sociales, économiques et politiques de l'ère anthropocène. Chaque membre de la communauté peut contribuer par son action individuelle ou collective à ces transitions et trouver sa place au sein de ce vaste chantier.

En s'appuyant sur plusieurs programmes structurants qui soutiennent cette trajectoire - notamment les projets **ACT, InnovationS**, **ENLIGHT**, **RESET** et **SUNSET** - l'université de Bordeaux a pour ambition de devenir une université de référence en matière de transitions environnementales et sociétales, en accompagnant le passage à l'échelle métropolitaine, régionale et européenne des actions de transition.

La fresque du climat est un exemple des actions proposées à la communauté dans ce cadre avec l'objectif de sensibiliser aux enjeux climatiques, afin de mieux décrypter l'information et agir efficacement sur les plans individuel et collectif.

C'est un outil pédagogique permettant de mieux comprendre les composantes du dérèglement climatique et sa dimension systémique, en mobilisant l'intelligence collective et la créativité des participants.

› Formation des élus

Afin de faciliter la prise de fonctions des membres de l'équipe présidentielle et des élus des conseils centraux de l'université, des modules de formation différenciés ont été proposés d'une part aux vice-présidents et chargés de mission, et d'autre part aux élus des conseils académiques et d'administration, sur les grandes thématiques comportant des enjeux en matière de pilotage de l'établissement.

Ces modules de formation, complémentaires les uns des autres, ont été animés par les directeurs généraux des services adjoints et/ou leurs collaborateurs au sein des services administratifs.

L'équipe présidentielle a également bénéficié d'une demi-journée en table ronde sur les sujets de la représentation et de la délégation, du RGPD, de la déontologie et de la responsabilité et de l'intégrité scientifique. Ces différentes actions visaient à transmettre à l'ensemble des nouveaux élus un socle commun de connaissances de l'institution, leur permettant de mieux prendre part à la stratégie et au rayonnement global de l'université en devenant des ambassadeurs porteurs des valeurs de l'établissement.

Ces différentes sessions ont réuni plus de 200 auditeurs au total.

Une politique d'accompagnement des parcours professionnels

› L'accompagnement individuel des agents

L'accompagnement individuel et personnalisé des agents dans leurs projets, ambitions et parcours, constitue un marqueur fort de la politique des ressources humaines de l'université dans les domaines de :

- la mobilité ;
- l'augmentation du niveau de qualification ;
- l'évolution de carrière, le changement d'orientation, voire la reconversion professionnelle ;
- la prévention de l'inaptitude et des reclassements.

L'université déploie les dispositifs réglementaires applicables et développe des accompagnements ad hoc de façon à faciliter les transitions professionnelles, les parcours diversifiés et la mise en convergence des aspirations individuelles avec les besoins de l'établissement.

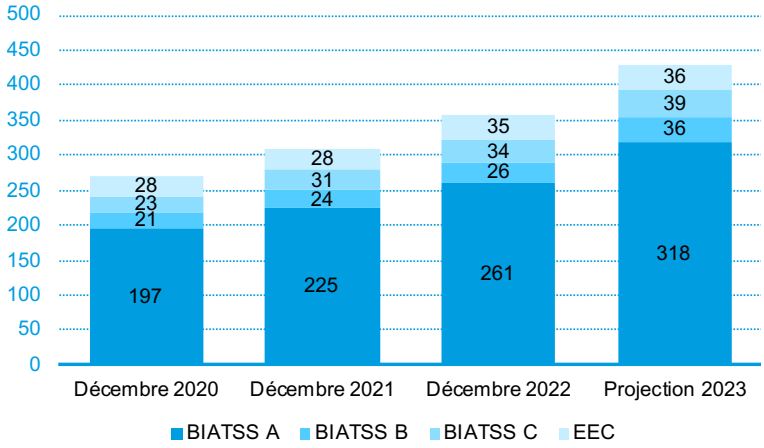
En cohérence avec le souhait de la direction d'investir dans le domaine de l'accompagnement des parcours professionnels et en raison de la montée en charge des sollicitations d'accompagnement, l'équipe chargée de l'accompagnement individuel des agents a été confortée par le recrutement d'une chargée d'accompagnement supplémentaire.

↓ Accompagnements réalisés ou débutés par le service CAPP

Dans le cadre de…	en 2020	en 2022
projets de mobilité (interne ou externe)	116	88
formations diplômantes/certifiantes ou VAE	59	51
bilans de compétences	32	25
réorientation ou de reconversion professionnelle	19	12
prise ou reprise de fonctions	23	31
préparations aux concours ou aux examens professionnel	6	3
reclassements ou de prévention de l'inaptitude	7	10
	262	**220**

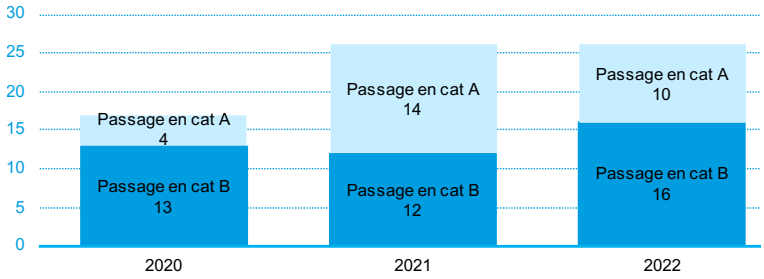
› Le recours au CDI (en ETPT)

L'université de Bordeaux considère le CDI comme un levier d'attractivité à développer et un acte significatif de reconnaissance et de fidélisation de ses agents, ce qui se concrétise par une augmentation sensible du nombre de CDI, en progression de 55 agents sur la période 2020-2022.



› La requalification des contrats (hors concours)

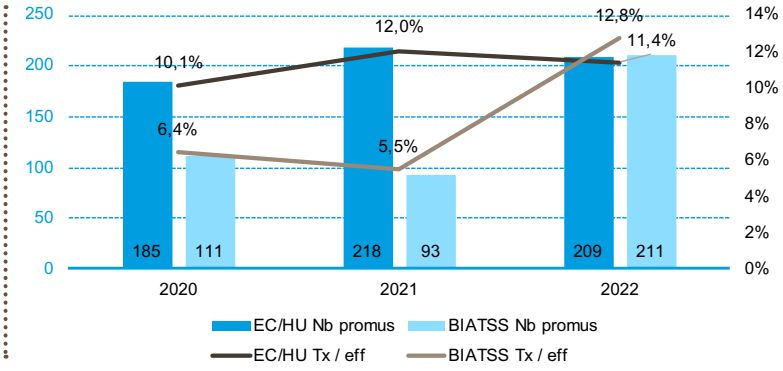
Entre 2020 et 2022, 41 agents contractuels ont pu passer de catégorie C à catégorie B et 28 de catégorie B en catégorie A.



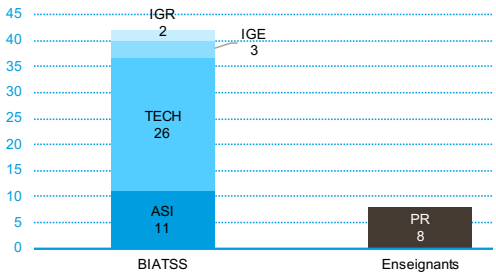
› Le levier de la promotion des personnels titulaires

Sur la période de référence (de 2020 à 2022), on note une hausse du nombre de promotions parmi la population BIATSS et la communauté enseignante, en partie due aux repyramidages prévus dans la LPR et qui ciblent plus spécifiquement la reconnaissance des métiers de la recherche et d'appui à l'enseignement.

Ces promotions par repyramidages ont représenté 42 BIATSS et 8 enseignants en 2022. Pour mémoire, 5 promotions enseignants avaient été obtenues au titre de 2021, résultats connus tardivement.



↓ Promotion par repyramidage en 2022



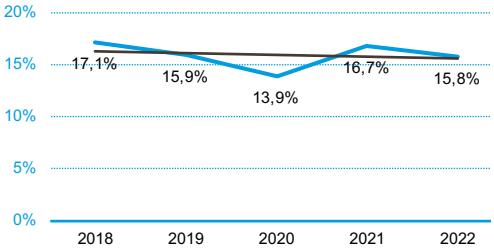
Soit taux de promotion par repyramidage :

- 2,5% de la population titulaire BIATSS
- 0,4% de la population titulaire enseignante

› La mobilité

Le taux de rotation baisse de près d'un point en 2022.

↓ Taux de rotation



Calcul du taux de rotation :

(somme du nb d'arrivées et du nb de départs d'agents au cours de l'année) / 2

rapporté à l'effectif de l'année

D'autres dispositifs individuels ou collectifs spécifiques au bénéfice des agents

› Le forfait mobilité durable, inscrit dans la stratégie de l'établissement en matière de développement durable

Le forfait mobilité durable a été mis en place dès 2020 afin d'encourager les modes de transports alternatifs et durables. Il est à noter que le montant maximal est porté à 300 €. Il peut à présent être cumulé avec le remboursement partiel d'un abonnement de transport en commun.

Ainsi, au titre de 2022, 1 241 agents (pour moitié des enseignants-chercheurs et pour moitié des personnels BIATSS) ont bénéficié de ce dispositif, pour un coût de la mesure pour l'établissement d'environ 300 000 €.

› La rupture conventionnelle au service des aspirations professionnelles des agents hors de l'établissement

4 agents ont quitté l'université en 2022 dans le cadre d'une rupture conventionnelle. Par ailleurs, 2 demandes de rupture conventionnelle ont été exprimées en 2022 pour un montant de 15 500 € d'indemnités de rupture conventionnelle avec un départ effectif en 2023.

› La protection sociale complémentaire

Issue d'une des dispositions de la Loi de transformation de la fonction publique, l'université contribue désormais, depuis 2022 et sur demande de l'agent, au financement d'une partie de la complémentaire santé individuelle souscrite par ses personnels. Cette mesure a bénéficié à 2 845 agents et a représenté une dépense de 478 226 €.

› L'indemnité télétravail

Voir détail dans la partie responsabilité sociétale

L'accompagnement des réorganisations administratives

Sur l'année 2022, de nouvelles organisations ou entités ont été mises en place au sein de certaines structures de l'établissement. Chacune a fait l'objet d'un dialogue social soutenu, et d'un accompagnement RH spécifique. Parmi elles :

- **Création du pôle administration générale et ressources humaines (AGRH),** issu des pôles communication et vie institutionnelle et ressources humaines et développement social qui regroupe désormais six directions métiers et deux services rattachés :
  - la direction de la communication,
  - la direction des affaires juridiques,
  - la direction des archives universitaires,
  - la direction des affaires publiques et des territoires,
  - la direction de l'action sociale et de l'innovation sociétale,
  - la direction des ressources humaines,
  - le service de santé au travail,
  - le service universitaire mutualisé des pensions.

Ce nouveau pôle, par la convergence de fonctions support mises au service des missions et des personnels de l'établissement, se veut facilitateur et garant de la gestion administrative et institutionnelle.

Cette réorganisation s'accompagne de la création d'une DRH regroupant les directions déléguées d'expertise carrière et paie, de pilotage des moyens RH et de la prospective, des talents et développement RH, ainsi que du service de gestion collective RH.

- **Création de l'agence comptable en remplacement de la direction des services comptables**, afin de proposer une organisation plus lisible avec des responsabilités mieux réparties. La gestion budgétaire et comptable publique nécessitait cette modernisation des services comptables.
- **Création du service FTLV (formation tout au long de la vie) au sein du collège sciences de l'homme**, afin de diversifier l'offre de formation et les publics visés avec une meilleure articulation entre formation initiale et formation continue. Cette nouvelle structuration permet en outre d'améliorer la communication et de centraliser les demandes avec la création d'un guichet unique.
- **Création de l'institut des transitions au sein du pôle pilotage et aide à la stratégie**, dont l'objectif est de coordonner et d'accélérer les transitions de l'université dans tous les domaines.

À noter en outre que les travaux portés en 2022 sur la création de pôles d'appui à la gestion des unités de recherche (PAGU) se poursuivront en 2023, en lien avec les acteurs concernés.

Responsabilité sociétale

→ L'université de Bordeaux a inscrit au cœur de son projet politique son engagement en faveur de l'égalité et de l'inclusion. Cette ambition se matérialise par le développement de projets et la mise en place d'actions qui participent aux équilibres sociaux et sociétaux (cohésion sociale, lutte contre la précarité, lutte contre les discriminations, inclusion, conciliation des temps de vie, prévention-santé…).



L'établissement veille à ce que l'ensemble de la communauté, notamment au travers de ces réseaux de référents et d'ambassadeurs, participe à ce projet collectif. © Gautier Dufau

1. Parité, égalité, diversité et lutte contre les discriminations

Dans la lignée de la création d'une mission dédiée à la parité, à l'égalité et à la diversité (2015), de l'adoption de la feuille de route pour l'égalité entre les femmes et les hommes (2015-2020), et du plan d'action pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes – voté en 2021 – l'université de Bordeaux poursuit son engagement pour favoriser la mise en œuvre de politiques inclusives pour la communauté étudiante comme pour ses personnels, avec l'adoption en 2022 du Plan pour l'égalité des genres.

Une mise en conformité avec les cadres légaux français et européen

› L'université de Bordeaux coordinatrice d'un projet européen pour l'égalité des genres (H2020)

Depuis 2021, l'université de Bordeaux coordonne le projet européen **RESET**[1] (Redesigning Equality and Scientific Excellence Together), visant **l'égalité des genres dans les carrières à l'université et l'excellence scientifique.** RESET a été sélectionné dans le cadre de l'**appel à projets H2020 « Science avec et pour la société** (SWAFS) ». Il regroupe un consortium de sept universités européennes, toutes labellisées excellentes.

[1] *Redéfinir ensemble l'égalité et l'excellence scientifique (2021-2024), projet financé par Horion 2020 dans le cadre du programme-cadre Sciences avec et pour la Société (SwafS).*

Ce projet se déroule dans la dynamique **d'Horizon Europe**, programme-cadre dont les obligations en matière d'égalité des genres ont été renforcées[2]. Le pilotage du projet RESET a été confié au pôle administration générale et ressources humaines (AGRH).

› Un plan pour l'égalité des genres qui va au-delà du cadre réglementaire français

Jusqu'en octobre 2022, l'université de Bordeaux disposait d'un plan pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes voté en 2020. Ce dernier répondait à l'obligation mentionnée dans l'accord relatif à l'égalité entre les femmes et les hommes dans la fonction publique du 30 novembre 2018, renforcée le 6 août 2019 par la Loi de transformation de la fonction publique.

Dans le cadre du projet européen RESET, une révision et un élargissement de ce plan ont été réalisés afin de répondre aux exigences de l'Union européenne, et plus particulièrement du programme-cadre Horizon Europe, en matière de prise en compte des dimensions de sexe et de genre dans la recherche et les enseignements.

Le plan pour l'égalité des genres, voté lors du conseil d'administration du 21 juin 2022, est le résultat d'une démarche participative. Un diagnostic approfondi sur la situation en matière d'égalité et de lutte contre les discriminations a été réalisé en 2021 auprès de la communauté des personnels (analyse de données quantitatives, diffusion d'un questionnaire, organisation de focus groupes, sessions de co-construction et de partage de bonnes pratiques en lien avec les universités européennes partenaires). Cela a permis d'identifier les éléments en faveur de l'égalité, mais aussi les besoins et actions à prioriser à l'université de Bordeaux.

Afin de valider la mise en place du plan pour l'égalité des genres et conformément à l'article L 712-2 du code de l'éducation, un rapport sur l'exécution du plan pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (2021-2025) a été présenté en conseil d'administration du 13 octobre 2022. Cette présentation et adoption du rapport a marqué le remplacement officiel de ce document par le plan pour l'égalité des genres (2022-2024).

Ce plan s'articule autour de quatre thématiques préconisées par la Commission européenne :

- le recrutement, l'avancement de carrière et l'articulation entre vie professionnelle et vie personnelle ;
- l'accès au leadership et à la prise de décision ;
- la prise en compte de la dimension de genre dans la recherche et dans le transfert de connaissances ;
- la prévention et le traitement des discriminations, des actes de violence, de harcèlement moral et agissements sexistes.

En lien avec le plan pour l'égalité des genres, deux documents ont été rédigés par le projet RESET et diffusés en 2022 :

- une feuille de route commune aux sept universités partenaires de RESET, afin d'établir des normes et cadres institutionnels égalitaires dans les pratiques en termes de recrutement et d'avancement de carrière ;
- une déclaration commune signée par les présidences des sept universités partenaires du projet RESET sur leur engagement en matière d'égalité et de diversité dans leur démarche d'excellence scientifique. Cette déclaration servira d'appui à d'autres établissements européens d'enseignement supérieur ainsi qu'aux organes de prises de décision au sein de l'Union européenne.

› Un alignement avec la loi concernant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ainsi que les discriminations.

En réponse au **décret n°2020-256 du 13 mars 2020, la cellule de veille contre le harcèlement sexuel a fait l'objet d'un élargissement** à tout acte de violence, de discrimination, de harcèlement moral et sexuel et d'agissements sexistes.

Les dispositions du décret ne valent que pour les personnels. Toutefois, l'université de Bordeaux a fait le choix de répondre aux signalements émanant également de la communauté étudiante. Outre l'extension des thématiques abordées par

[2] *Horizon Europe est le programme-cadre européen pour la recherche et l'innovation (2021-2027). Les attentes en termes d'égalité des genres sont l'obligation d'avoir un plan d'action pour l'égalité si l'on souhaite déposer un projet de recherche ; la mixité des équipes de recherche ; la prise en compte de la dimension / l'impact de sexe et/ou de genre dans la recherche (sauf mention spécifique sur certains appels théoriques).*

la cellule, le dispositif a été renforcé par un approfondissement de la formation des professionnels impliqués. En vue de l'élargissement de la cellule, des groupes de travail, impliquant des personnels de l'université et des membres de la gouvernance, ont été organisés afin de définir les évolutions nécessaires.

› Le déploiement d'outils de sensibilisation grâce à un appel à projets en faveur de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et les discriminations

Au dernier trimestre 2021, l'université de Bordeaux a été lauréate dans le cadre de l'appel à projets ministériel de soutien aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche **dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles**. Ce financement a été mis à profit afin de renforcer la communication à propos de la cellule de veille suite à son élargissement, ainsi que la sensibilisation des personnels et de la communauté étudiante aux violences sexistes et sexuelles.

Trois éléments ont été développés dans le cadre de cet appel à projets :

- en lien avec la direction de la communication et des partenaires locaux (autres établissements d'enseignement supérieur, associations, chargées de mission égalité, collectivités territoriales, établissements de santé, ...), un « alertomètre » - outil de sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles à l'université - a été co-construit. Cet outil a été développé sous un double format marque-page et affiches. Sa diffusion auprès de la communauté universitaire a débuté au dernier trimestre 2022 et se poursuivra en 2023.
- Une exposition de bandes-dessinées réalisées en collaboration avec le collectif de dessinateurs Croq'en Jambe, ayant pour thème les violences sexistes et sexuelles à l'université (entre collègues, au sein de la communauté étudiante et entre le corps enseignant et étudiant), a vocation à être diffusée largement au sein de l'université.
- L'acquisition d'un ensemble d'ouvrages en lien avec la thématique mis à disposition au sein des bibliothèques universitaires sur les différents campus de l'université.

› L'élaboration d'outils de communication pour sensibiliser à une meilleure conciliation entre vie parentale et professionnelle grâce à l'appel à projets fonds d'égalité professionnelle 2022

Au 1er trimestre 2022, l'université de Bordeaux a remporté l'appel à projets « Fonds en faveur de l'égalité professionnelle dans les 3 versants de la fonction publique », proposé par la Direction générale de l'administration de la fonction publique (rattachement au ministère de la transformation et de la fonction publique) sur un projet de sensibilisation des personnels à l'accès aux dispositifs favorisant la conciliation entre parentalité et vie professionnelle. Ce projet vise à compléter et renforcer les actions de communication et de sensibilisation, portées de manière transverse par la DRH et la direction de l'action sociale et de l'innovation sociétale (DASIS), par la création de supports ludiques dont la conception s'étale sur la même année civile préalablement à une action de communication et de diffusion. Au-delà de l'objectif visant l'amélioration de l'accès à l'information RH et sociale concernant les dispositifs existants sur le volet parentalité, il s'agit également :

- de sensibiliser les personnels, quel que soit leur genre ou statut, à leurs droits en tant que chargés de famille et en particulier les hommes sur les congés liés à l'arrivée d'un enfant ;
- d'inciter à déployer les modalités de travail favorisant la conciliation des temps de vie sous un prisme plus égalitaire.

Ainsi, la direction générale des services veille tout particulièrement à ce que les différentes réunions managériales, dont les actu-cadres mensuelles et les campus cadres trimestriels, n'aient plus lieu le mercredi.

Bilan des actions de la mission parité, égalité, diversité

Conformément à la **circulaire du 18 juin 2020 parue au BO du 2 juillet 2020**, le pôle RHDS communique un ensemble d'informations aux comités de sélection dans le cadre des concours de recrutement d'enseignants-chercheurs.

Des données visant à assurer l'égalité de traitement dans les procédures de recrutement, garantir l'égalité professionnelle et limiter les biais de sélection :

- données sexuées sur les viviers au sein de la discipline ;
- données sexuées sur les enseignants-chercheurs au sein de l'établissement ;
- historique des recrutements par structure et proportions par genre ;
- données genrées relatives aux candidatures reçues par poste ;
- données sexuées relatives au nombre de dossiers à auditionner.

L'objectif général est de sensibiliser les membres des comités de sélection aux biais implicites de sélection pouvant influencer leur avis lors des opérations de recrutement en leur permettant ainsi de veiller à ce que des critères discriminatoires n'interfèrent pas.

Une attention particulière est portée à la représentation équilibrée entre les femmes et les hommes dans les postes de prises de décision de l'université de Bordeaux. Concernant la vice-présidence, sont décomptés sept femmes et dix hommes. Cet équilibre ne se retrouve pas chez les chargés de mission, où une seule femme et sept hommes ont été nommés.

La direction administrative de l'université est pilotée par 5 hommes et 5 femmes : un DGS, un agent comptable, quatre DGS adjointes et deux DGS adjoints, un DSI, une directrice de la documentation.

↓ Composition genrée du conseil d'administration, de la commission de la recherche et de la commission de la formation et de la vie universitaire

L'équilibre paritaire est globalement respecté.

Collège	CA		CR		CFVU	
	Total	dont f	Total	dont f	Total	dont f
Collège A	8	4	14	7	8	3
Collège B	8	5	7	3	8	4
Collège C	6	4	6	5	8	3
Collège D	6	3	1	0	32	13
Collège E	-	-	3	1	-	-
Collège F	-	-	1	1	-	-
Collège G	-	-	4	1	-	-
Personnalités extérieures	8	4	5	1	8	6
	36	**20**	**41**	**19**	**64**	**29**

› Des actions pour sensibiliser à l'égalité des genres

Plusieurs personnes ont été identifiées afin de diffuser informations et bonnes pratiques auprès de la communauté universitaire sur les questions de transitions environnementales et sociétales. Des sessions de sensibilisation ont été organisées avec ce public (référentes et référents Transitions[3] de l'université, ambassadeurs et ambassadrices des Transitions, référentes et référents égalité dans certains laboratoires).

Dans le cadre du projet RESET, **une campagne médiatique a été lancée en juin 2022, afin de valoriser des portraits de femmes exerçant des fonctions en support de la recherche**. L'objectif était de valoriser la dimension collective de l'excellence scientifique et la prédominance féminine dans ces fonctions peu visibles et pourtant indispensables au fonctionnement et rayonnement de la recherche. Quatre femmes travaillant à l'université de Bordeaux y ont été mises à l'honneur.

[3] *Les référentes et référents Transitions constituent un réseau de personnels, d'étudiantes et d'étudiants « référents » et « ambassadeurs » des transitions dans toutes les composantes de l'université sur les questions environnementales et sociétales.*

Le 22 novembre, le campus-cadres « Manager en faveur de l'égalité : enjeux et pratiques » a été dédié aux questions d'égalité professionnelle. Ce temps de rencontre s'est rythmé autour de deux ateliers :

- un jeu de société – « Rattrape-moi si tu peux » – créé par la chargée de mission parité, égalité, diversité et les membres du projet RESET, visant à sensibiliser sur les inégalités et différentes situations auxquelles les femmes et les hommes peuvent être confrontés tout au long de leur carrière.
- un atelier autour de la communication égalitaire co-animé par le directeur de la communication et la coordinatrice scientifique du projet RESET. Ils y ont diffusé une liste de 8 recommandations pour communiquer de façon plus égalitaire au travail.

Ces principes ont été repris dans une page dédiée à la communication égalitaire dans la charte éditoriale de l'université, développée par la direction de la communication.

Prévisions

Les deux prochaines années (2023-2024) seront marquées par la mise en place des actions du plan pour l'égalité des genres et l'évaluation de leur impact.

Les membres de la cellule d'innovation sociétale, en lien avec la chargée de mission parité, égalité, diversité et le projet RESET ont développé des ateliers ludiques de sensibilisation aux questions d'égalité et de diversité, visant à être diffusés auprès de publics divers et adaptés aux différents contextes.

Dans la continuité des actions déclinées en 2022 autour des appels à projets lancés par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) et le ministère de la transformation et de la fonction publique, l'année 2023 aura notamment pour objet de valoriser et de diffuser auprès de la communauté universitaire les outils et supports de nature à sensibiliser autour :

- du fonctionnement de la cellule d'écoute, de veille et de signalement (CEVS),
- des situations de violences,
- des dispositifs favorisant la conciliation des temps de vie familiale et professionnelle.

Dans le cadre du projet RESET, un groupe de travail s'est constitué autour de la conciliation des vies professionnelle et personnelle. Il se réunira deux fois dans l'année afin de discuter autour de ce sujet et de trouver ensemble des solutions innovantes afin de favoriser cette articulation.

Une campagne médiatique autour de ce thème sera aussi diffusée au sein de l'université et des universités partenaires du projet.

2. Zoom sur le handicap



Un réseau de 28 ambassadrices et ambassadeurs handicap pour améliorer les conditions de travail et faciliter l'inclusion de leurs collègues. © Gautier Dufau

Un nouveau schéma directeur du handicap et une convention avec le FIPHFP pour poursuivre et renforcer les engagements pris.

Bilan

Conformément à l'art. 92 de la Loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, « tout agent a droit de consulter un référent handicap, chargé de l'accompagner tout au long de sa carrière et de coordonner les actions menées par son employeur en matière d'accueil, d'insertion et de maintien dans l'emploi des personnes handicapées ».

Conformément aux engagements pris par l'université dans la convention signée le 12 janvier 2022 avec le Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP), qui détaille un plan d'actions pluriannuel dans un document intitulé : « convention FIPHFP - université de Bordeaux, 2022- 2024, plan handicap et inclusion : un engagement collectif », et aux objectifs fixés dans son nouveau schéma directeur handicap (2021-2026), un ensemble d'actions a été mis en œuvre tout au long de l'année 2022.

Dès janvier 2022, un comité de pilotage de la convention FIPHFP a été mis en place et en suivant 8 groupes de travail ont été installés (analyse et priorisation des actions puis début des travaux de mise en œuvre pour 2022)

› Une université qui s'affiche au titre d'employeur inclusif

› À la faveur de la mobilisation de toutes les structures, l'université a répondu à ses objectifs avec 22 nouveaux recrutements d'agents en situation de handicap en 2022 (tous supports de postes confondus) ;

› Un engagement politique autour d'une communication renforcée de la gouvernance auprès des structures dans la note de cadrage du plan de gestion des emplois 2023 avec un chapitre dédié à la promotion de l'emploi et l'amélioration de l'insertion professionnelle des personnes en situation de handicap (réservation d'au moins 6 % d'emplois pour le recrutement des personnes en situation de handicap) ;

› Une communication renforcée autour des emplois de l'université au niveau local ;

› Participation :
- aux rencontres Emploi handicap organisées par la Maison de l'emploi de Bordeaux (17/11/2022) ;
- à la matinale de l'emploi (8/12/2022) : présentation des métiers de l'université aux partenaires de l'emploi (Cap emploi, pôle emploi, Handamos, ADAPEI 33, APF asso...).

› Une communauté universitaire engagée

L'ambition d'inscrire le handicap comme thématique partagée par tous et démystifier le sujet du handicap au travail est concrétisée par des actions fortes et visibles :

› **la mise en place d'un réseau d'ambassadrices et d'ambassadeurs handicap auprès des personnels depuis le 27 septembre 2022.**
28 ambassadeurs bénévoles à l'écoute des agents pour les informer des dispositifs en place impliqués dans les objectifs de sensibilisation, de communication, d'information autour de l'accompagnement des situations de handicap (participation à l'accueil des nouveaux personnels, implication dans l'organisation de la semaine européenne de l'emploi des personnes handicapées (SEEPH), journée Duoday, rencontres avec les référents Transitions...).

› **une forte mobilisation des personnels pendant la SEEPH 2022 autour de la journée DUODAY du 17 novembre 2022**, une campagne d'information avec 1 mail/jour pendant 5 jours pour lever le voile sur les handicaps invisibles retransmise par le réseau, un « confestacle » sur les troubles bipolaires avec plus de 200 participants.

› **la participation de plus de 40 agents à un webinaire FIPHFP – correspondante handicap** de l'université le 26 avril 2022 : les démarches et les droits ouverts aux BOE.

› Une université qui inscrit le maintien dans l'emploi et le respect du droit à la compensation comme une priorité

› Des liens renforcés avec Cap emploi avec plus de 33 accompagnements au maintien dans l'emploi pour des agents en situation de handicap.

› Une forte évolution des entretiens individuels menés par la correspondante handicap (198 sur l'année 2022) autour des aménagements de postes et des conditions d'exercice, de l'évolution professionnelle, de l'ensemble des droits ouverts au titre de bénéficiaire de l'obligation d'emploi.

› 52 aménagements de postes mis en œuvre sur site et/ou à domicile.

› En complément des aménagements de postes, tout moyen d'adaptation, de compensation est recherché pour favoriser ce maintien : des réunions interdisciplinaires (service santé au travail, service conseils et accompagnement professionnel, assistantes sociales, gestion RH, correspondante handicap) pour favoriser la recherche de toute solution d'adaptation, de compensation en faveur du maintien dans l'emploi.

3. Le télétravail

Le recours au télétravail : un dispositif largement déployé à l'université de Bordeaux

À la faveur de l'expérimentation télétravail menée en 2018-2019 et du fait du contexte sanitaire lié à la covid 19, l'université a su adapter ses modalités d'exercice en favorisant **le recours au télétravail de manière pérenne et massive au bénéfice de ses personnels.**

Le télétravail dit « de droit commun » peut être autorisé jusqu'à 3 jours par semaine et être mis en œuvre selon des jours fixes et/ou flottants. Il s'inscrit dans la définition d'activités pouvant être exercées à distance et dans le respect des nécessités de service appréciées par le responsable de l'agent.

Son octroi tient également compte de l'impact en termes de qualité de vie au travail, d'équilibre entre vie personnelle et professionnelle, mais également de maintien dans l'emploi (télétravail dérogatoire pour raison de santé, situation de handicap).

En décembre 2022, 1 340 personnels BIATSS ont exercé leur activité dans le cadre du droit commun, soit 47% des personnels BIATSS, avec une majorité d'agents l'exerçant sur 2 jours par semaine (34%).

Sur l'année civile 2022, 159 personnels BIATSS ont bénéficié du télétravail sur prescription médicale (pour raison de santé ou sur détention d'une RQTH).

À compter de 2022, la réalisation de jours de télétravail donne lieu à compensation financière par le versement d'une indemnité télétravail dont le montant journalier s'élève à 2,50 € dans la limite d'un plafond annuel porté à 220 €.



La mise en place du télétravail a été accompagnée par des formations et des outils.
© WavebreakMedia AdobeStock

En 2022, 1 829 agents ont bénéficié d'une indemnité télétravail, soit un coût total de 282 615 € pour l'établissement.

Le télétravail s'appuie sur une reconnaissance accrue de l'autonomie des agents dans les activités professionnelles menées, et modifie en profondeur la notion de lieu d'exercice professionnel et de lien envers le collectif de travail. Il s'accompagne **d'un enjeu managérial fort** de préservation de la cohésion des équipes et des relations sociales professionnelles.

Parmi les actions visant l'accompagnement des communautés à ce mode d'organisation du travail, ont été mises en place des formations portant sur le management en mode hybride et sur l'appropriation des outils et nouvelles fonctionnalités numériques.

Éléments méthodologiques

Ce rapport social unique rassemble les éléments et données à partir desquels sont établies les lignes directrices de gestion qui permettent aux employeurs publics de formaliser leur politique de gestion des ressources humaines.

Sous la responsabilité de la directrice générale des services adjointe déléguée au pôle administration générale et ressources humaines, l'élaboration et l'édition sont réalisées par la direction déléguée études, prospectives et stratégies RH de la direction des ressources humaines. Elle est chargée de la production d'une partie des données ainsi que de la centralisation des informations et de la mise en œuvre des outils informatisés en collaboration étroite avec de nombreux services de l'université :

- le bureau de professionnalisation du collège des écoles doctorales ;
- le bureau des systèmes d'information RH et le bureau SI décisionnel de la direction des systèmes d'information ;
- la cellule de veille du personnel contre les actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes et homophobes (CEVS) ;
- le Clascub ;
- le service culture ;
- la direction prévention des risques, gestion des déchets dangereux, la direction des services aux occupants et le service imprimerie du pôle patrimoine et environnement ;
- la direction de la recherche et de la valorisation et la direction des relations internationales du pôle recherche, international, partenariats et innovation ;
- la mission d'appui à l'orientation et à l'insertion professionnelle, la mission d'appui à la pédagogie et à l'innovation et la direction de la vie universitaire du pôle formation, insertion professionnelle et vie universitaire ;
- la direction de la communication, la direction des affaires juridiques, la direction de l'action sociale et de l'innovation sociétale, le service santé au travail, le service universitaire mutualisé des pensions et la direction des ressources humaines du pôle administration générale et ressources humaines.

1. La réglementation

La Loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique prévoit l'élaboration d'un rapport social unique annuel alimenté par une base de données sociales.

Le rapport social unique est public et sert de support au dialogue social, la base de données sociales étant accessible aux seuls membres des comités sociaux d'administration (CSA).

Le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique précise le champ et l'utilisation de la base de données sociales.

L'arrêté du 7 mai 2021 fixe pour la fonction publique de l'Etat la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales.

Le modèle et la date de mise à disposition ne sont pas encore connus.

→

2. Le périmètre

Les indicateurs sociaux concernent les agents relevant de l'université de Bordeaux (hors personnels hébergés).

Les deux grands types de personnels de l'université de Bordeaux sont :

- la population des enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs ;
- la population des BIATSS (personnels des bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et de santé).

Les personnels relèvent de deux statuts : titulaires ou contractuels.

Les données sociales du RSU se rapportent à dix thématiques principales, à présenter selon différents critères (sexe, âge…) :

- l'emploi ;
- le recrutement ;
- les parcours professionnels ;
- la formation ;
- les rémunérations ;
- la santé et la sécurité au travail ;
- l'organisation du travail et l'amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail ;
- l'action sociale et la protection sociale ;
- le dialogue social ;
- la discipline.

Le RSU intègre l'état de la situation comparée des femmes et des hommes.

3. La date d'observation

Comme prévu par l'arrêté du 7 mai 2021, la date du 31 décembre a été retenue pour les données observées à une date d'observation (effectifs, ETP…), et l'année civile pour les indicateurs relatifs à une période (ETPT, masse salariale…).

Les vacataires d'enseignement, quant à eux, sont recensés sur l'année universitaire écoulée.

4. Les outils

Les données présentées dans ce rapport, notamment celles concernant les effectifs, sont extraites de l'entrepôt de données développé par l'université, des différentes applications composant le système d'information de l'université et de fichiers Excel.

Les bases de données de référence sont :

- MANGUE pour la gestion administrative des agents titulaires et contractuels ;
- GRH retour paie pour les rémunérations des personnels et la masse salariale ;
- SGSE pour les charges d'enseignement ;
- FORMACTION pour la partie formation du personnel ;
- PREVENTIEL pour la gestion de la santé au travail.

Les liens cliquables dans la version web renvoient à l'annexe en ligne contenant les tableaux détaillés.

Dans la partie 5 du document, les sigles sont définis dans « Liste des sigles et abréviations » et les termes spécifiques sont détaillés dans « Glossaire ».

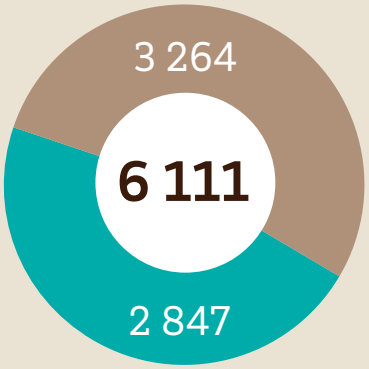


Partie 1.
Emplois et effectifs

→ 6 111 personnels, au sein d'une communauté de 11 449 collaborateurs

L'université de Bordeaux, 3e plus gros employeur de la région[1]

53%
enseignants, chercheurs
et enseignants-chercheurs

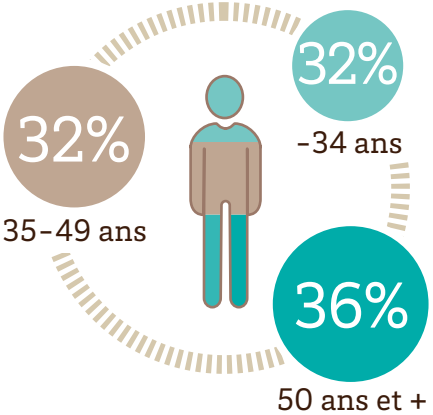


47%
BIATSS[2]

8 personnels sur 10
travaillent dans une composante de formation ou de recherche

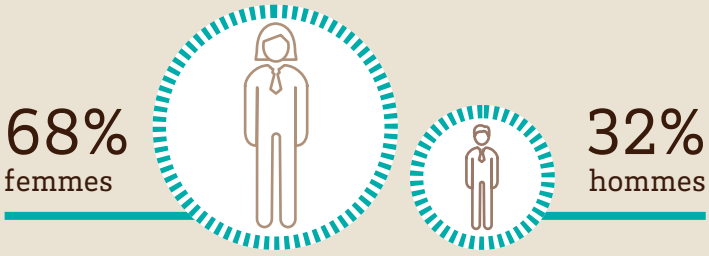
- **16%** pôles et directions administratives
- **40%** départements de recherche
- **44%** collèges, écoles et instituts de formation

Les agents de l'université ont en moyenne 43 ans





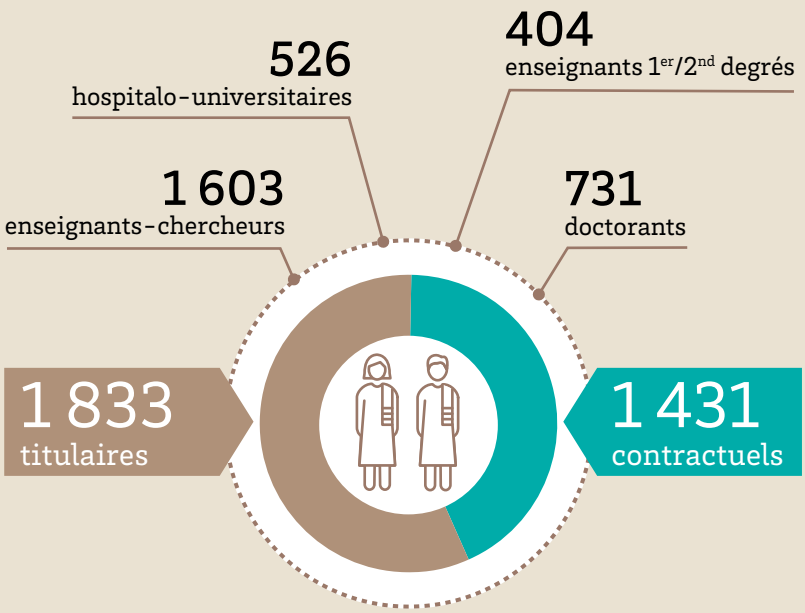
ENSEIGNANTS-CHERCHEURS



BIATSS

[1] *Secteur public et privé hors fonction publique de l'État.*
[2] *Voir glossaire.*

Zoom sur les 3 264 personnels d'enseignement et/ou de recherche



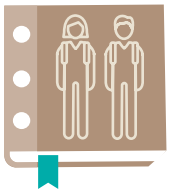
Un réseau de collaborateurs ponctuels parmi lesquels

4 146 vacataires d'enseignement

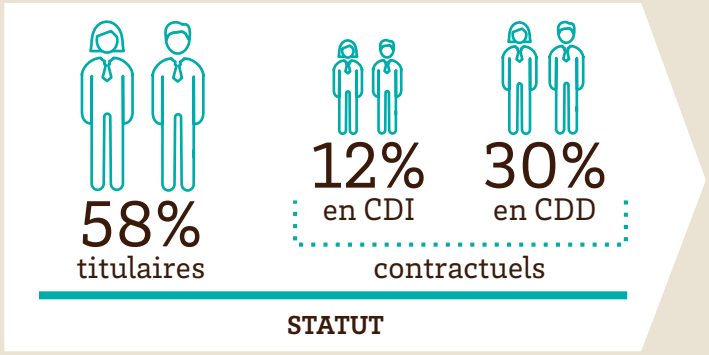


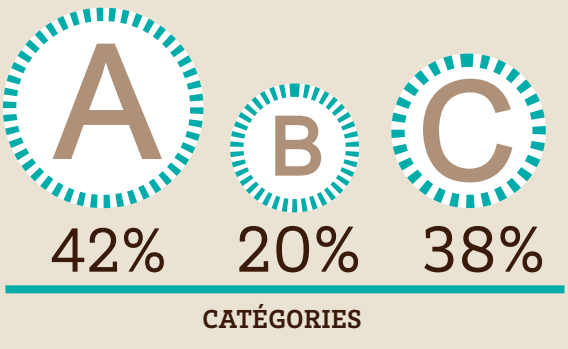
pour un potentiel de **115 203 heures**

1 192 emplois étudiants



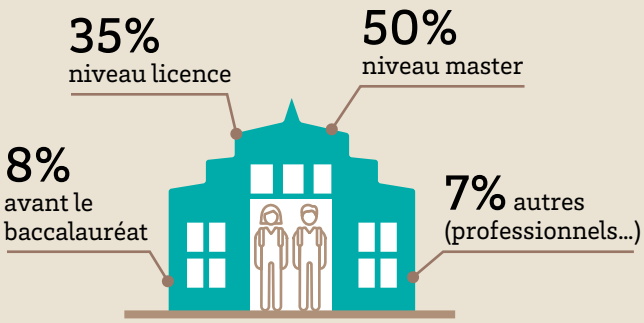
Zoom sur les 2 847 personnels BIATSS



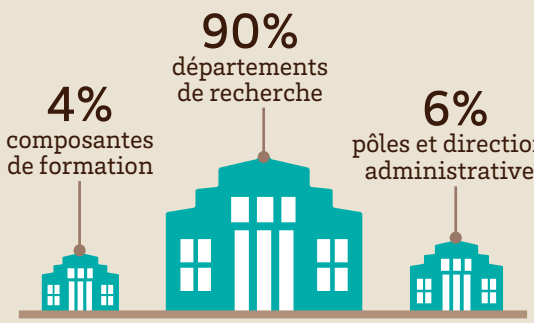


L'université de Bordeaux accueille 1 571 stagiaires

Typologie du stage



Type de structures d'accueil



Partie 1 : Emplois et effectifs

1. Emplois 41

1.1. Les plafonds d'emplois 41

2. Effectifs 43

2.1. L'effectif social 43

2.2. Les effectifs par structure 46

3. Typologie des effectifs de l'université 47

3.1. Les effectifs par statut et filière 47

3.2. Les effectifs par type de personnels 49

4. Caractéristiques de certaines populations 55

4.1. Les doctorants sous contrat 55

4.2. Les vacataires d'enseignement 56

4.3. L'emploi étudiant 58

4.4. L'accueil des stagiaires 59

Partie 1 : Emplois et effectifs

1. Emplois

1.1. Les plafonds d'emplois

Le plafond d'emploi global de l'université s'élève à 5 692 ETPT pour l'année 2022. Il est composé d'une part des emplois sous plafond État défini par le ministère et, d'autre part, des emplois financés sur ressources propres. Ils se répartissent de la manière suivante :

- Le plafond des emplois État comprend l'ensemble des emplois financés en tout ou partie par l'État (dotation ministérielle annuelle), et inclut tous les emplois titulaires. Pour l'université, il s'établit à 4 326 ETPT, à mettre au regard du plafond de 4 488 ETPT autorisés par le ministère pour l'année 2022 ;
- Le plafond des emplois financés par des ressources propres comprend l'ensemble des emplois contractuels en CDD et en CDI non financés par la dotation ministérielle annuelle, notamment les personnels recrutés dans le cadre de l'exécution d'une convention de recherche. Ce plafond s'établit à 1 366 ETPT pour l'année 2022.

Tableau des emplois présentés par l'établissement à l'appui du budget 2022

Le document présenté ci-dessous a été voté lors du budget rectificatif de l'année 2022, à l'occasion de la séance du conseil d'administration du 13 décembre 2022.
La consommation réelle annuelle de ce plafond (5692 ETPT) ne doit pas excéder le plafond voté (5746).

			(A)	*(B)*	*(C) = (A) + (B)*
			Emplois sous plafond Etat	**Emplois financés sur ressources propres**	**Global**
Catégories d'emplois	Nature des emplois		En ETPT	En ETPT	
EEC	Permanents	Titulaires	1 803		1 803
		CDI	12	17	29
	Non permanents	CDD	793	452	1 245
S/total EC			**2 608**	**469**	**3 077**
BIATSS	Permanents	Titulaires	1 607		1 607
		CDI	37	264	301
	Non permanents	CDD	74	633	707
S/total Biatss			**1 718**	**897**	**2 615**
Totaux			**4 326**	**1 366**	**5 692**
Rappel du plafond des emplois fixé par l'Etat			**4 488**		**5 746**
					Plafond global des emplois voté par le CA

Suivi des emplois

Sur l'année 2022, l'université de Bordeaux décompte 5 692 ETPT (équivalent temps plein travaillé) en moyenne, soit 21 ETPT de plus qu'en 2021 (5 671).

ETPT 2022 par type de population

Les enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs représentent 54% de l'ETPT global constaté sur l'année 2022. L'augmentation de +21 ETPT susmentionnée est répartie entre la population BIATSS (+17 ETPT) et enseignante (+4 ETPT).

	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.	ETPT 2022	Rappel 2021
BIATSS	2584	2613	2618	2615	2617	2622	2622	2597	2600	2619	2631	2635	**2615**	2598
EEC	3104	3090	3066	3045	3040	3034	3020	3010	2990	3123	3238	3165	**3077**	3073
	5688	**5703**	**5684**	**5660**	**5657**	**5656**	**5642**	**5607**	**5590**	**5742**	**5869**	**5800**	**5692**	**5 671**

ETPT 2022 par plafond d'emploi

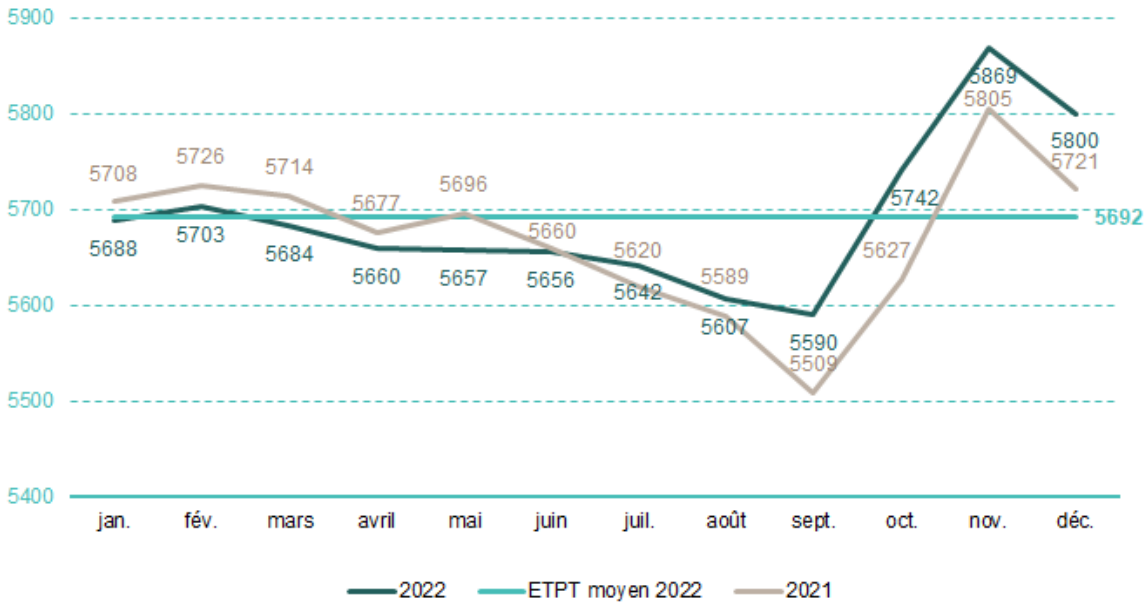
76% des effectifs sont rémunérés sur plafond État. Le nombre des ETPT rémunérés sur ce plafond diminue légèrement (-15 ETPT), alors qu'il augmente sensiblement sur le plafond ressources propres (+36).

	janv.	fév.	mars	avril	mai	juin	juillet	août	sept.	oct.	nov.	déc.	ETPT 2022	Rappel 2021
Emplois rémunérés sur plafond d'emplois Etat	4357	4341	4327	4301	4297	4289	4278	4271	4268	4357	4454	4372	**4326**	4341
Emplois rémunérés sur plafond ressources propres	1331	1362	1357	1359	1360	1367	1364	1336	1322	1384	1415	1428	**1366**	1330
	5688	**5703**	**5684**	**5660**	**5657**	**5656**	**5642**	**5607**	**5590**	**5742**	**5869**	**5800**	**5692**	**5 671**

Par plafond d'emploi et catégorie de personnels

			Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Moyenne	Rappel 2021
Emplois rémunérés sur plafond d'emplois Etat	BIATSS	ITRF	1 358	1 353	1 354	1 351	1 346	1 347	1 348	1 346	1 352	1 343	1 335	1 331	**1 347**	1 380
		AENES	149	148	148	146	147	147	146	144	143	141	141	139	**145**	157
		Bibliothèques et musées	104	104	104	103	103	104	103	103	105	103	103	103	**104**	103
		Pers. sociaux et de santé	10	10	10	10	10	10	10	10	11	11	11	11	**11**	11
		CDD	66	65	71	71	73	70	68	70	73	85	91	96	**75**	66
		CDI	29	31	32	33	33	40	40	40	39	39	43	43	**37**	31
			1 716	1 711	1 720	1 715	1 713	1 717	1 715	1 712	1 723	1 723	1 724	1 723	**1 718**	1 747
	ENS	Enseignants-chercheurs	1 341	1 343	1 334	1 329	1 329	1 329	1 321	1 318	1 308	1 321	1 325	1 326	**1 327**	1 324
		Astronomes et physiciens	12	12	12	12	12	12	12	11	12	12	12	12	**11**	11
		Pers. d'éduc. et d'orientation	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	**1**	1
		Hospitalo-universitaires	522	522	517	514	516	507	507	506	516	510	583	510	**519**	519
		Enseignants 2nd degré	362	362	362	361	361	359	358	358	366	361	359	359	**361**	372
		Enseignants 1er degré	9	9	9	9	9	9	9	8	9	8	8	8	**8**	7
		Doctorants contractuels	394	382	374	361	358	355	356	356	334	422	443	433	**381**	361
			2 641	2 630	2 607	2 586	2 584	2 572	2 563	2 559	2 545	2 635	2 730	2 649	**2 608**	2 594
			4 357	4 341	4 327	4 301	4 297	4 289	4 278	4 271	4 268	4 357	4 454	4 372	**4 326**	4 341
Emplois rémunérés sur plafond ressources propres	BIATSS	CAE	7	8	9	8	9	9	9	9	8	10	9	9	**9**	6
		CDD	602	634	631	631	636	623	621	598	589	607	613	618	**617**	605
		CDI	253	254	252	255	254	268	272	273	272	270	275	273	**264**	232
		Apprentis	6	6	5	5	5	5	5	5	7	9	10	12	**7**	7
			868	902	898	900	904	905	907	885	877	896	907	912	**897**	850
	ENS	Enseignants-chercheurs	206	206	209	215	216	224	219	214	211	216	224	232	**216**	255
		Hospitalo-universitaires	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	1	**1**	1
		Enseignants 2nd degré	32	32	32	32	32	32	32	32	27	29	29	29	**31**	29
		Doctorants contractuels	224	221	217	211	207	205	205	204	206	242	254	254	**221**	194
			463	460	459	459	456	462	457	451	445	488	508	516	**469**	479
			1 331	1 362	1 357	1 359	1 360	1 367	1 364	1 336	1 322	1 384	1 415	1 428	**1 366**	1 330
			5 688	5 703	5 684	5 660	5 657	5 656	5 642	5 607	5 590	5 742	5 869	5 800	**5 692**	5 671

Évolution des ETPT 2021 et 2022 sur l'année



2. Effectifs

2.1. L'effectif social

Au 31 décembre 2022, l'université compte 6 267 personnels dont 6 111 rémunérés par l'université, soit environ 98% de l'effectif social.

Entre le 31 décembre 2021 et le 31 décembre 2022, l'effectif rémunéré a augmenté de 146 agents, et l'effectif non rémunéré a augmenté de 22 agents, avec une hausse du nombre de personnels en détachement sortant (+15).

Effectif total

		EEC	BIATSS	Total	Rappel 2021
Rémunéré	En activité	3 255	2 811	6 066	5 927
	Détachement entrant	1	35	36	28
	Mise à disposition sortante	8	1	9	10
		3 264	2 847	6 111	5 965
Non rémunéré	Congé parental	2	5	7	6
	Détachement sortant	20	57	77	62
	Disponibilité	22	50	72	66
		44	112	156	134
		3 308	**2 959**	**6 267**	**6 099**

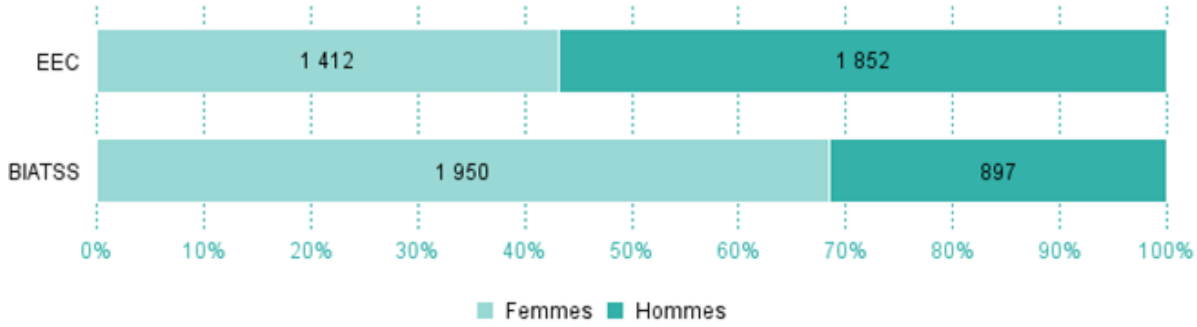
Effectif rémunéré

Par type de personnel et par genre

En 2022, 53% des effectifs de l'université rémunérés sont des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs.

La répartition par genre reste stable, avec une légère progression de la part des femmes enseignantes et BIATSS (respectivement +1% et +4%).

	Femmes	Hommes	Total	%f	Rappel 2021	%f
EEC	1 412	1 852	3 264	44%	3 202	43%
BIATSS	1 950	897	2 847	72%	2 763	68%
	3 362	**2 749**	**6 111**	**55%**	**5 965**	**55%**

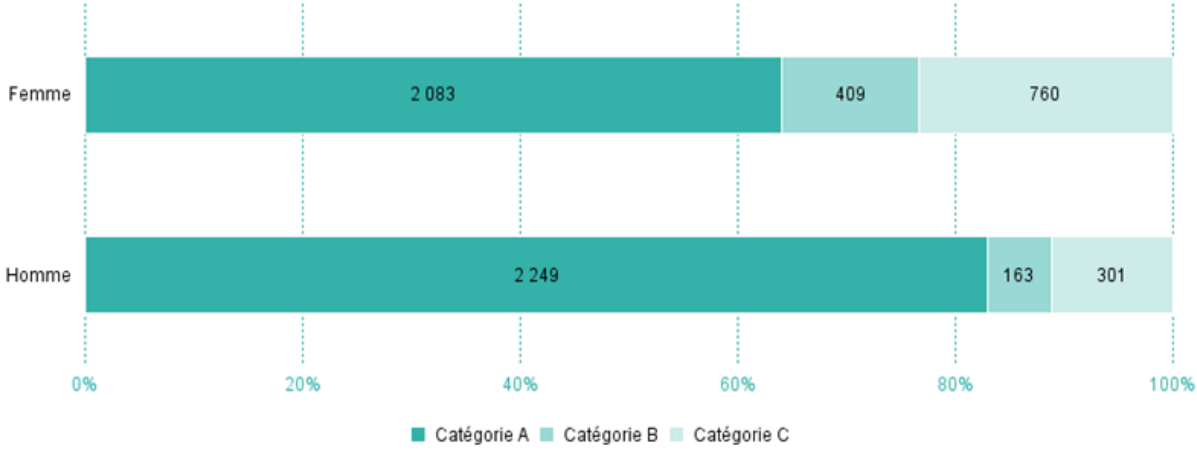


Par catégorie et par genre

L'effectif total de l'université est caractérisé par :

- 73% d'agents de catégorie A. Cette représentation s'explique notamment par le fait que tous les personnels enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs relèvent de la catégorie A ;
- une faible proportion d'agents de catégorie B (10%) ;
- un équilibre des genres pour la catégorie A, et une forte proportion des femmes sur les catégories B et C (plus de 2/3).

	Femmes	Hommes	Total	%f	Rappel 2021	%f
Catégorie A	2 155	2 294	4 449	48%	4 332	48%
Catégorie B	424	162	586	72%	572	72%
Catégorie C	783	293	1 076	73%	1 061	72%
	3 362	**2 749**	**6 111**	**55%**	**5 965**	**55%**



Répartition des effectifs par tranches d'âge

Tranches d'âge	Femmes	Hommes	%f	Total	%pop
- de 25	185	143	56%	328	5%
25-29	504	422	54%	926	15%
30-34	396	289	58%	685	11%
35-39	341	230	60%	571	9%
40-44	397	286	58%	683	11%
45-49	414	329	56%	743	12%
50-54	473	381	55%	854	14%
55-59	408	376	52%	784	13%
60-64	211	241	47%	452	7%
+ de 65	33	52	39%	85	1%
	3 362	**2 749**	**55%**	**6 111**	

Pyramide des âges de l'université

La pyramide des âges de l'université montre un équilibre entre femmes et hommes, et une distribution homogène entre les tranches d'âge de 25 à 60 ans. L'âge moyen est de 42,7 ans.



Âge médian : 44 ans – Femmes : 43 ans – Hommes : 45 ans

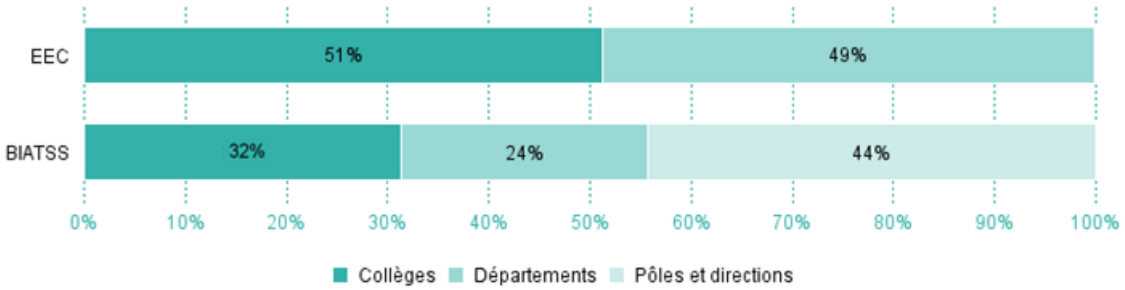
2.2. Les effectifs par structure

Les structures de formation regroupent 45% des effectifs de l'établissement, les structures de recherche 39% et les pôles et directions 16%.

Répartition des effectifs par type de structure

> Les effectifs enseignants-chercheurs et enseignants sont répartis entre collèges (51%) et départements de recherche (49%) ;

> Les personnels BIATSS sont répartis à hauteur de 44% dans les pôles et directions, et 56% dans les collèges, les instituts et les départements.



Répartition des effectifs physiques et ETP par structure

		EEC	BIATSS A	BIATSS B	BIATSS C	Total effectif physique	Total en ETP	Rappel 2021 Eff physique	Rappel 2021 En ETP
Collèges	Centre de formation d'apprentis de l'université de Bordeaux		6	8	10	24	21,1	20	17,3
	Collège des écoles doctorales	4	12	5	10	31	30,1	34	32,1
	Collège droit, sciences politiques, économie et gestion	395	28	34	86	543	348,6	568	355,3
	Collège sciences de la santé	688	63	36	103	890	700,8	904	748,0
	Collège sciences de l'homme	190	12	8	47	257	181,3	245	173,9
	Collège sciences et technologies	785	15	38	71	909	482,9	899	478,6
	INSPé	164	17	24	76	281	251,5	285	252,3
	Institut des sciences de la vigne et du vin	20	7	5	7	39	27,8	38	26,5
	IUT de Bordeaux	309	31	48	82	470	368,8	485	377,6
		2 555	191	206	492	3 444	2 412,8	3 478	2 461,5
Départements	Département Bordeaux neurocampus	185	60	23	18	286	240,4	270	227,8
	Département droit et transformations sociales	213	7	6	8	234	139,0	234	141,5
	Département évaluation, comportements, organisations	179	11	1	2	193	115,7	192	109,2
	Département santé publique	141	90	6	1	238	187,5	201	159,7
	Département sciences archéologiques	41	12	2	1	56	48,5	33	26,0
	Département sciences biologiques et médicales	208	40	25	15	288	218,7	260	202,6
	Département sciences de la matière et du rayonnement	346	38	28	10	422	326,9	408	309,6
	Département sciences de l'environnement	217	44	18	13	292	223,3	286	218,7
	Département sciences de l'ingénierie et du numérique	546	44	12	13	615	426,7	606	417,3
	Département sciences et technologies pour la santé	168	65	21	28	282	222,9	279	224,8
	Département sciences sociales des changements contemporains	172	10	4	2	188	123,6	184	121,9
	Observatoire aquitain des sciences de l'univers	12	4	2	3	21	15,3	20	14,3
		2 428	425	148	114	3 115	2 288,5	2 973	2 173,3
Pôle et directions	Agence comptable		11	11	27	49	48,2	49	48,6
	Direction de la documentation		39	48	57	144	141,6	150	146,4
	Direction des systèmes d'information		84	18	9	111	109,5	106	103,6
	Direction générale des services		6	5	11	22	21,3	22	21,3
	Pôle administration générale et ressources humaines		70	36	37	143	138,2	143	137,7
	Pôle finances et achats		19	15	7	41	39,9	47	46,2
	Pôle formation insertion professionnelle et vie universitaire	5	114	29	40	188	172,6	171	154,2
	Pôle patrimoine et environnement		63	75	226	364	353,1	367	353,2
	Pôle pilotage et aide à la stratégie		49	2	1	52	50,3	45	43,4
	Pôle recherche international partenariats innovation	5	96	11	15	127	120,5	117	110,7
	Présidence		7	1	5	13	13,0	13	12,4
	Université de Bordeaux		3			3	3,0	4	4,0
		10	561	251	435	1 257	1 211,2	1 234	1 181,7
							5 912,5		5 816,5

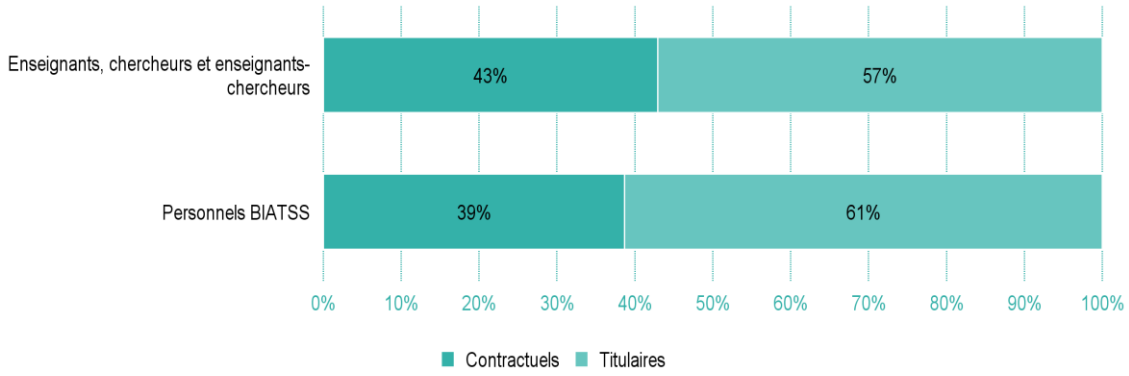
Le recensement de l'effectif physique se fait par structure d'affectation (niveau composante), ce qui conduit à une double comptabilisation dans le cas de multi-affectations entre composantes notamment pour les enseignants-chercheurs.

Le recensement de l'effectif en ETP tient compte des quotités d'affectation des agents et se fait par proratisation des effectifs en équivalent temps plein.

3. Typologie des effectifs de l'université

3.1. Les effectifs par statut et filière

Au 31 décembre 2022, l'université compte 3 487 fonctionnaires soit 57% des effectifs totaux (contre 59% en 2021).



Les effectifs enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs augmentent par rapport à 2021 (+62 dont +56 contractuels) .

Les effectifs BIATSS sont en augmentation également (+84 dont +124 pour les contractuels).

		Contractuels	%f	Titulaires	%f	Total	%f	Rappel 2021	%f
EEC	Astronomes et physiciens			12	42%	12	42%	12	42%
	Doctorants contractuels	731	50%			731	50%	666	48%
	Ens. 1er degré			4	75%	4	75%	5	80%
	Ens. 2nd degré	83	63%	317	47%	400	50%	403	50%
	Ens. Chercheurs et chercheurs	381	52%	1 210	36%	1 591	40%	1 579	39%
	Hospitalo-universitaires	236	48%	290	32%	526	39%	537	40%
		1 431	51%	1 833	38%	3 264	43%	3 202	43%
BIATSS	AENESR			146	86%	146	86%	155	86%
	Bibliothèque - Musée			104	67%	104	67%	105	67%
	ITRF	1 178	68%	1 399	67%	2 577	67%	2 471	67%
	Médicaux sociaux	15	73%	5	100%	20	80%	32	84%
		1 193	68%	1 654	69%	2 847	68%	2 763	68%
		2 624	**59%**	**3 487**	**52%**	**6 111**	**55%**	**5 965**	**55%**

Un agent compte pour 1 quelle que soit sa quotité de travail.

Effectif en activité réparti par type de population et par filière (ETP)

		Contractuels	Titulaires	Total	Rappel 2021
EEC	Astronomes et physiciens		11,5	11,5	11,5
	Doctorants contractuels	730,5		730,5	665,0
	Ens. 1er degré		4,0	4,0	5,0
	Ens. 2nd degré	77,9	314,5	392,4	398,6
	Ens. Chercheurs et chercheurs	351,9	1 186,0	1 537,9	1 530,5
	Hospitalo-universitaires	230,7	289,7	520,4	531,9
		1 391,0	1 805,7	3 196,7	3 142,5
BIATSS	AENESR		142,7	142,7	151,7
	Bibliothèque - Musée		103,2	103,2	103,0
	ITRF	1 142,0	1 366,5	2 508,5	2 403,2
	Médicaux sociaux	9,8	4,7	14,5	22,4
		1 151,9	1 617,1	2 769,0	2 680,3
		2 542,8	**3 422,8**	**5 965,6**	**5 822,7**

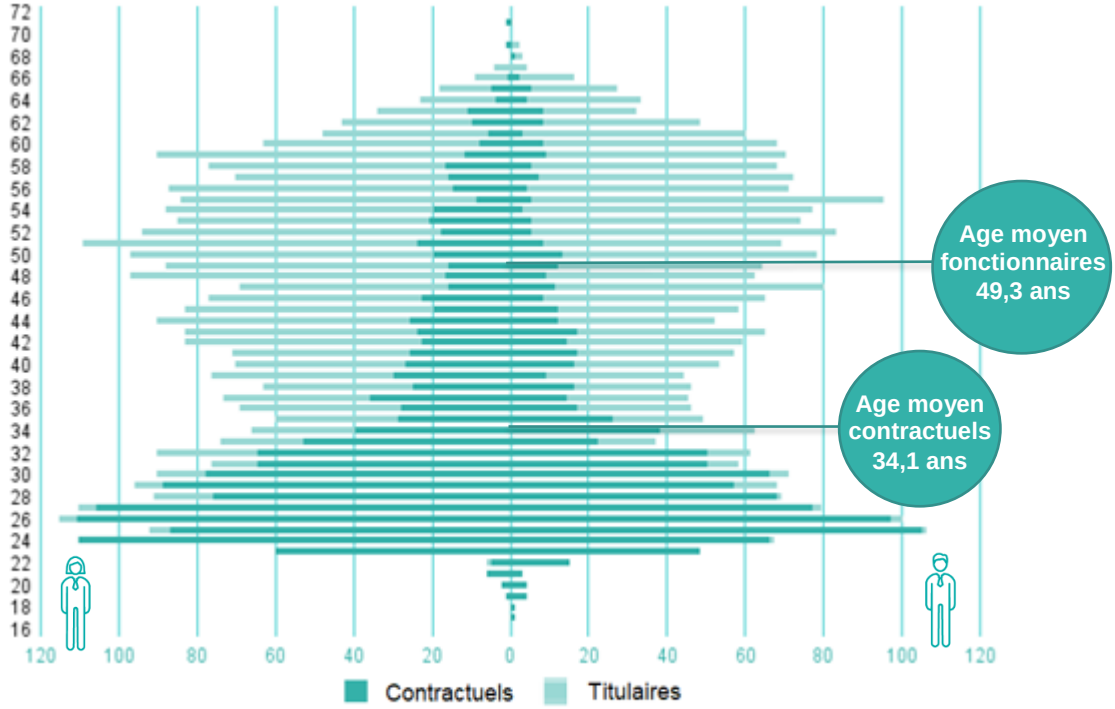
Pyramides des âges

La pyramide des âges des titulaires présente une forme de toupie indiquant une forte représentation des classes d'âge moyennes, et un équilibre dans la répartition entre femmes et hommes.

La pyramide des âges montre également que la population des agents contractuels est jeune (tranches d'âge de 22 à 32 ans majoritaires). Les doctorants contractuels, jeunes et nombreux (731), renforcent la forme de la pyramide. Les agents contractuels BIATSS se révèlent être une population plus âgée que les contractuels enseignants, avec une répartition sur l'ensemble des tranches d'âge et majoritairement féminine.

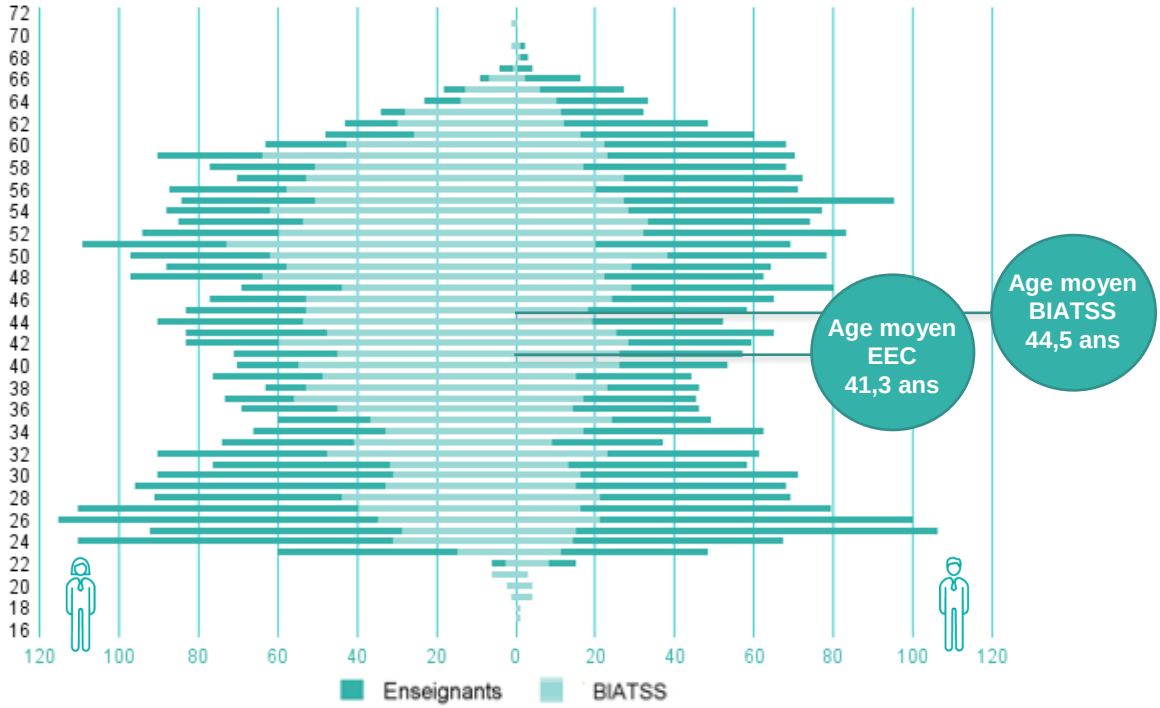
L'âge moyen est 42,8 ans.

Par statut



Age médian : 44 ans – Contractuels : 30 ans – Titulaires : 50 ans

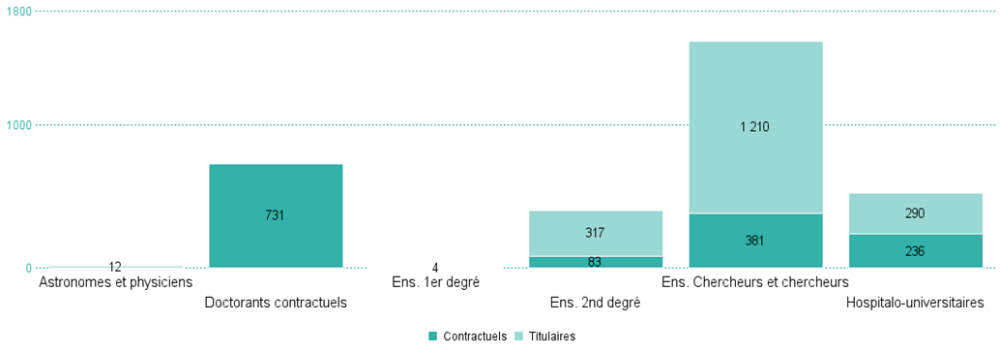
Par type de personnel



Age médian : 44 ans – BIATSS : 45 ans – EEC : 41 ans

3.2. Les effectifs par type de personnels

Enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs



Les effectifs enseignants titulaires et contractuels répartis par filière et genre

Les personnels titulaires comme contractuels voient leur nombre augmenter (+6 agents pour les titulaires et +56 pour les contractuels).

> 58% des enseignants sont titulaires, dont 2/3 sont enseignants-chercheurs (maîtres de conférences et professeurs des universités) ;

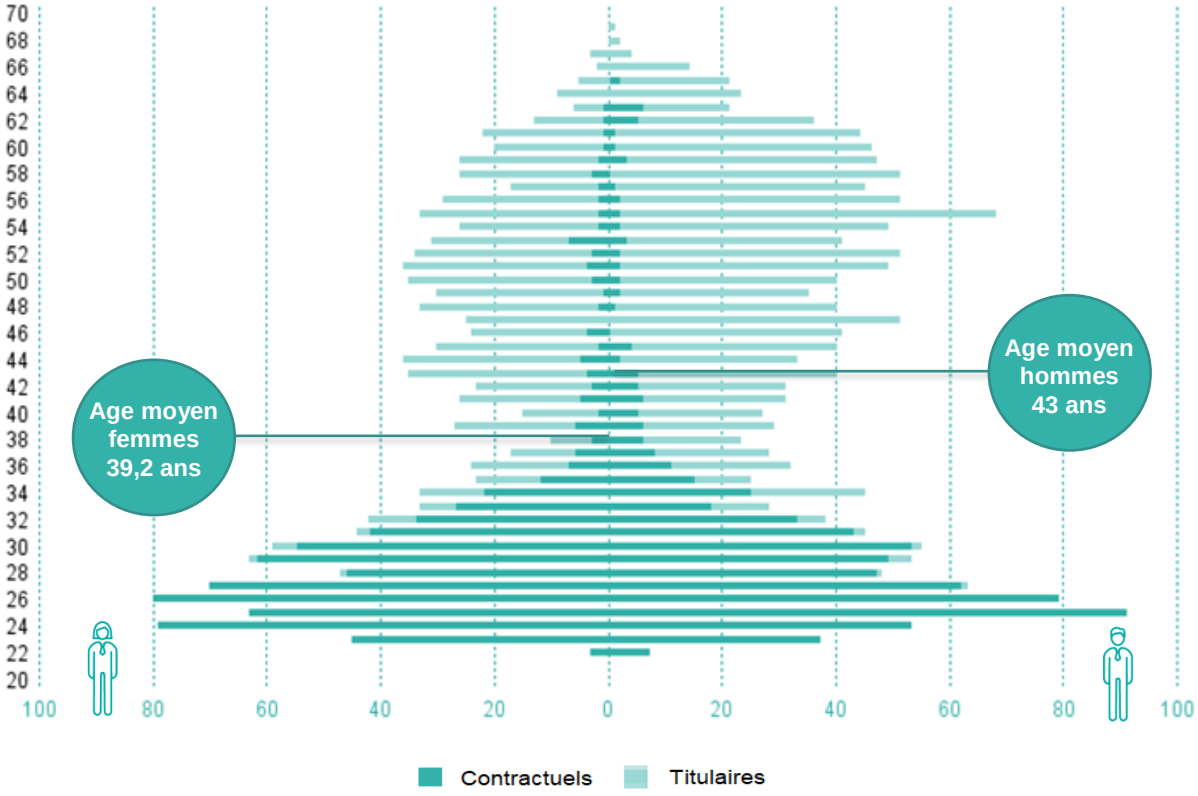
> 65% des personnels enseignants contractuels sont des chercheurs contractuels ou des doctorants contractuels ;

> 57% des enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs de l'université de Bordeaux sont des hommes.

			Femmes	Hommes	Total	%f	Rappel 2021
Titulaires	Ens. cherch. et cherch.	Maîtres de conférences	325	414	739	44%	747
		Professeurs	113	358	471	24%	458
			438	772	1 210	36%	1 205
	Astronomes et physiciens		5	7	12	42%	12
	Hospitalo-universitaires	Maîtres de conférences	48	55	103	47%	97
		Professeurs	46	141	187	25%	186
			94	196	290	32%	283
	Ens. 2nd degré		148	169	317	47%	322
	Ens. 1er degré		3	1	4	75%	5
			688	1 145	1 833	38%	1 827
Contractuels	Ens. cherch. et cherch.	ATER	77	57	134	57%	145
		Chercheurs	104	101	205	51%	
		Personnels associés	16	22	38	42%	187
		Professeurs juniors		4	4	0%	42
			197	184	381	52%	374
	Hospitalo-universitaires		113	123	236	48%	254
	Ens. 2nd degré		52	31	83	63%	81
	Doctorants		362	369	731	50%	666
			724	707	1 431	51%	1 375
			1 412	**1 852**	**3 264**	**43%**	**3 202**

Pyramide des âges enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs

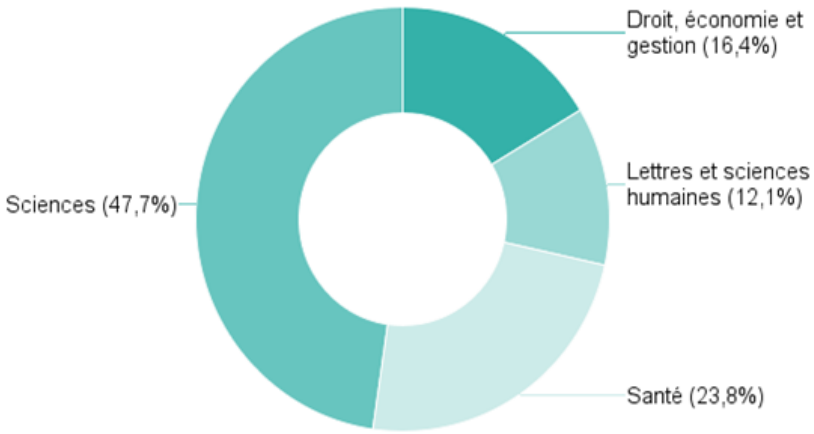
Cette pyramide à base large révèle une forte proportion de jeunes essentiellement contractuels (doctorants, post-doctorants, contractuels HU…), qui constituent un vivier pour l'université. Elle atteste aussi du dynamisme de la recherche au sein de l'établissement. Cette population est majoritairement masculine (57%).



Age médian : 41 ans – Femmes : 36 ans – Hommes : 44 ans

Répartition des enseignants-chercheurs et hospitalo-universitaires titulaires par domaine disciplinaire

Les enseignants relevant des sections CNU sciences et santé représentent près de 3/4 de l'effectif enseignant-chercheur et hospitalo-universitaire.



> La représentation féminine est supérieure dans le domaine des lettres et sciences humaines (51%) et moindre dans le domaine des sciences (28%).

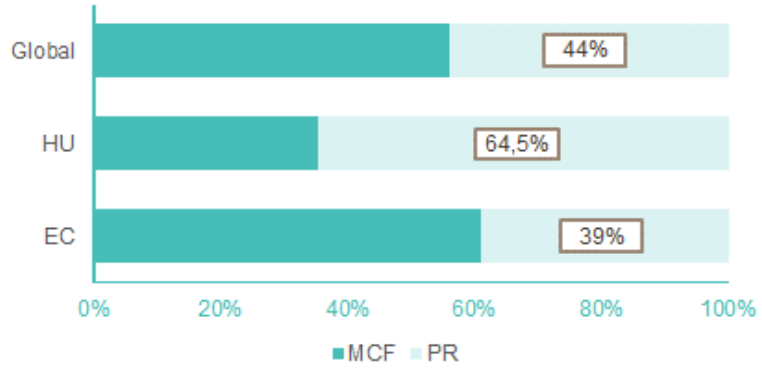
> Bien que la part des professeurs d'université soit très variable selon les domaines, elle a augmenté sur la moyenne générale à 44% (+1% par rapport à 2021). Cette évolution est liée à la mise en œuvre de la Loi de programmation de la recherche qui permet de promouvoir des maîtres de conférences dans les corps des professeurs des universités par voie de repyramidage.

	Ens. Chercheurs et chercheurs				Hospitalo-universitaires				Total	%PR	%f
	MCF	%f	PR	%f	MCF	%f	PR	%f			
Droit, économie et gestion	152	52%	94	29%					246	38%	43%
Lettres et sciences humaines	124	57%	57	39%					181	31%	51%
Santé	45	56%	22	55%	103	47%	187	25%	357	59%	37%
Sciences	417	36%	298	17%					715	42%	28%
	738	**61%**	**471**	**39%**	**103**	**36%**	**187**	**64%**	**1 499**	**44%**	**35%**

Détail de la répartition des enseignants-chercheurs et hospitalo-universitaires titulaires par section CNU

Taux de PR enseignants-chercheurs et hospitalo-universitaires

Le taux de PR en 2022 est de 44% contre 43% en 2021.



Calcul du taux de PR :

$$\frac{\text{Nb de PR}}{\text{Nb de PR + MCF}}$$

Répartition des enseignants titulaires par discipline du second degré

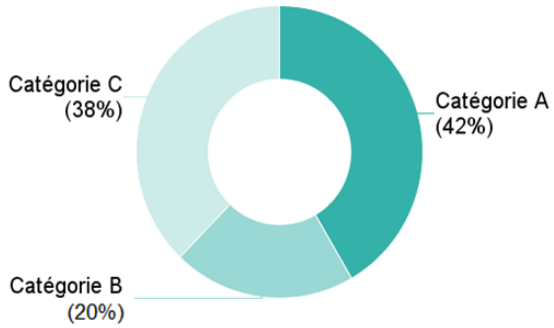
La part des femmes parmi les PRAG a légèrement augmenté en 2022 (+1%) et diminué parmi les PRCE (-2%).

	PRAG		PRCE		Total	
	Eff.	%f	Eff.	%f	Eff.	%f
Droit, économie et gestion	29	41%	16	63%	45	49%
Lettres et sciences humaines	84	56%	75	57%	159	57%
Sciences	77	26%	30	40%	107	30%
	190	**42%**	**121**	**54%**	**311**	**46%**

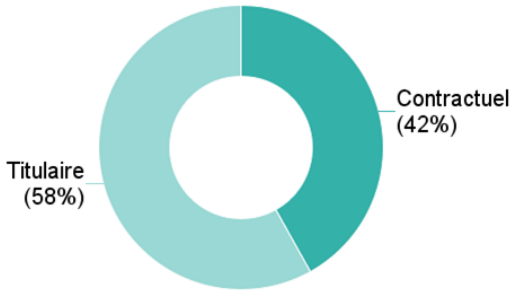
Détail de la répartition des enseignants titulaires par discipline du 2nd degré

Les personnels de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniciens, sociaux et de santé (BIATSS)

Répartition des personnels BIATSS par catégorie



Répartition des personnels BIATSS par statut



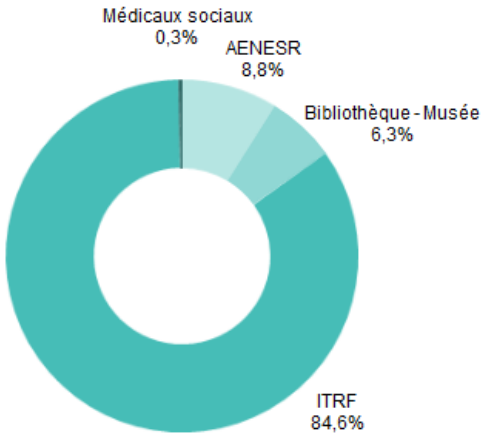
Effectif BIATSS fonctionnaire et contractuel réparti par type de population, par catégorie et par genre

Les personnels de catégorie A représentent 29% de l'effectif titulaire, et 60% de l'effectif contractuel. La proportion de personnels de catégorie C titulaires (44%) est supérieure à celle des contractuels de même catégorie (29%). Les personnels contractuels de catégorie B sont sous-représentés parmi les contractuels (12%) et les titulaires (27%).

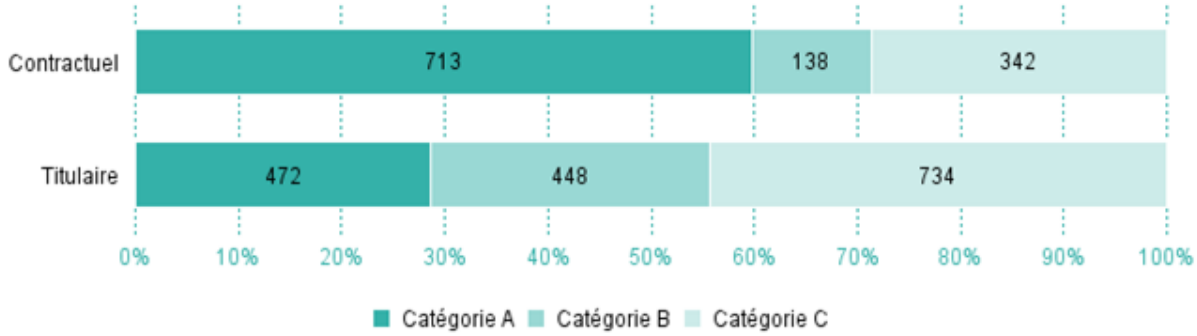
L'effectif CDD augmente (+73 par rapport à 2021), tout comme l'effectif CDI (+43 par rapport à 2021).

		Cat A	%f	Cat B	%f	Cat C	%f	Total	%f	Rappel 2021	%f
Titulaire	AENESR	32	63%	43	95%	71	90%	146	86%	155	86%
	Bibliothèque - Musée	33	70%	30	90%	41	49%	104	67%	105	67%
	ITRF	403	58%	374	66%	622	73%	1 399	67%	1 423	66%
	Médicaux sociaux	4	100%	1	100%			5	100%	11	100%
		472	59%	448	71%	734	73%	1 654	69%	1 694	68%
Contractuel	Autres types de contrat	2	100%	1		9	22%	12	33%	5	20%
	CDD	432	63%	108	76%	284	74%	824	68%	751	67%
	CDI	279	68%	29	86%	40	70%	348	70%	305	71%
	Contrats aidés					9	56%	9	56%	8	50%
		713	65%	138	78%	342	71%	1 193	68%	1 069	68%
		1 185	**63%**	**586**	**72%**	**1 076**	**73%**	**2 847**	**68%**	**2 763**	**68%**

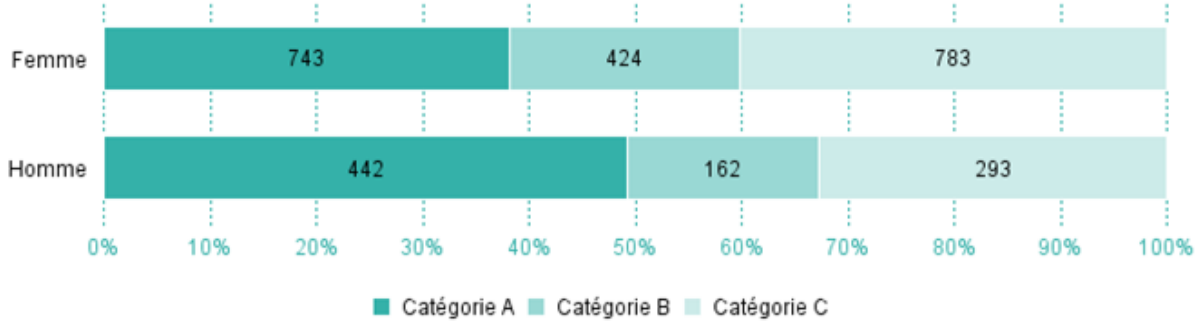
Répartition des effectifs BIATSS titulaires par filière



Répartition des effectifs par statut

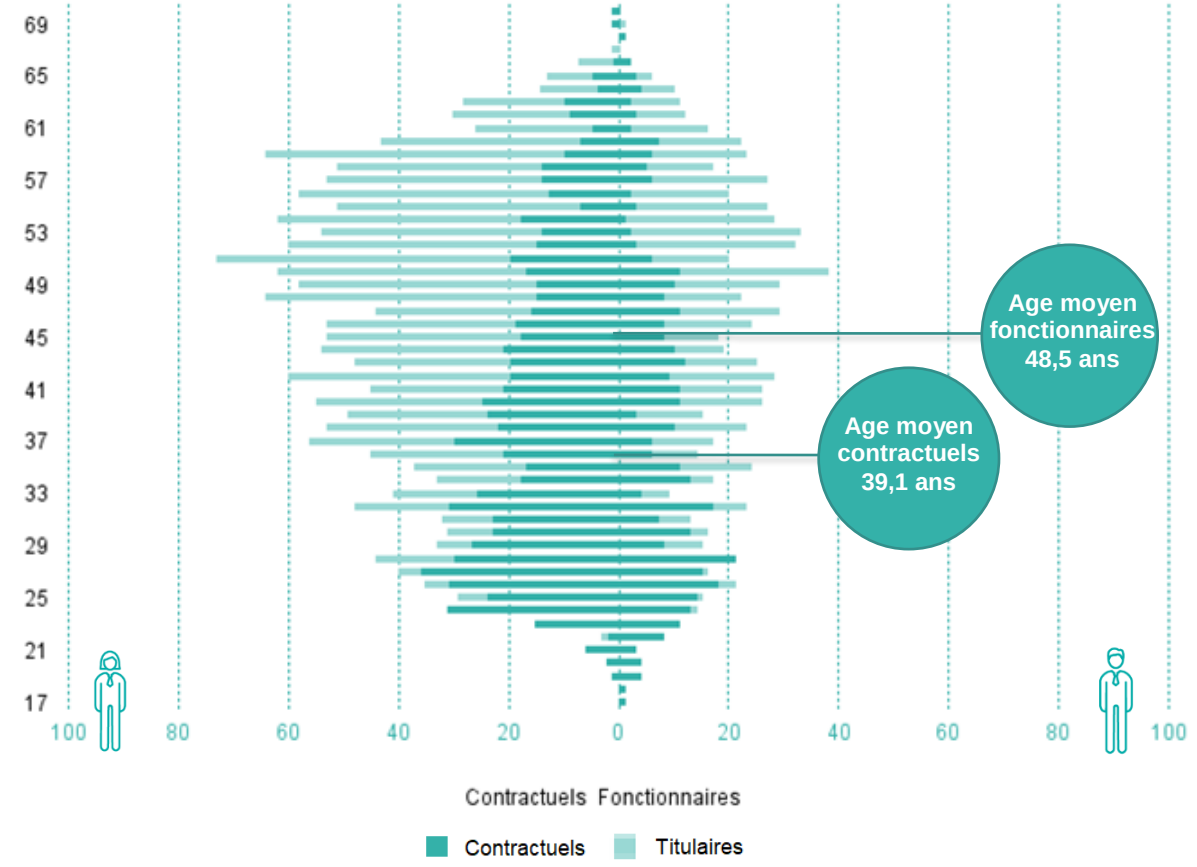


Répartition des effectifs par genre



Pyramide des âges des personnels BIATSS

La pyramide des âges des personnels BIATSS se caractérise par une sous-représentation des moins de 30 ans. Elle est également majoritairement féminine. L'âge moyen est de 44,5 ans.

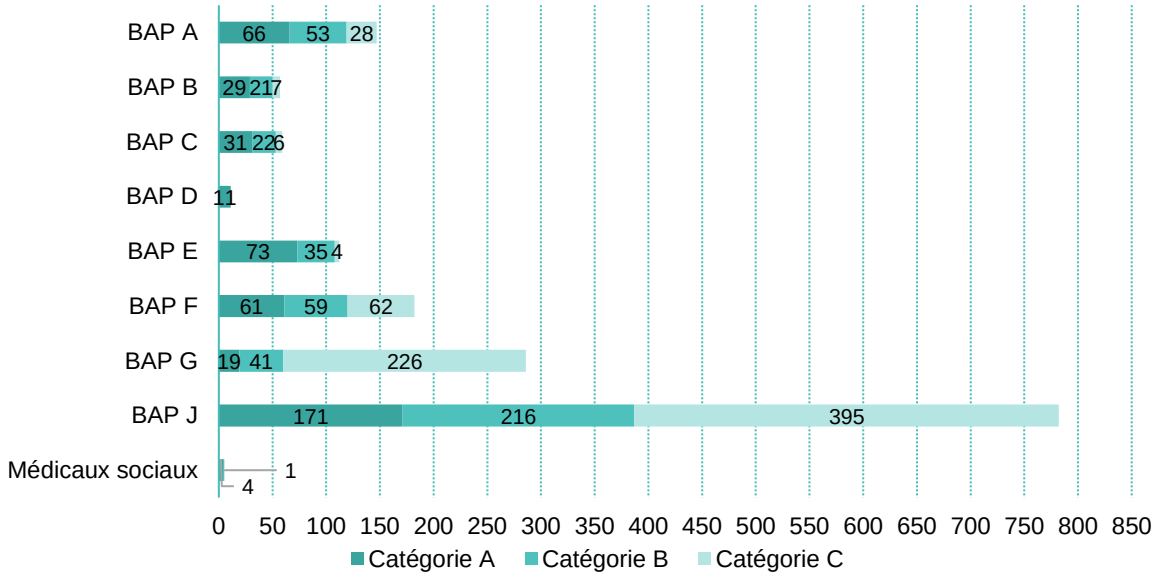


Age médian Femmes et Hommes : 45 ans

Répartition des personnels BIATSS titulaires par branche d'activité professionnelle (BAP)

Les BAP les plus représentées sont les BAP J et G. Elles regroupent 64% des agents, majoritairement de catégorie C. La moins représentée est la BAP D (sciences humaines et sociales).

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C		Total
	Eff.	% A	Eff.	% B	Eff.	% C	Eff.
BAP A	66	45%	53	36%	28	19%	147
BAP B	29	51%	21	37%	7	12%	57
BAP C	31	53%	22	37%	6	10%	59
BAP D	11	100%	-	-	-	-	11
BAP E	73	65%	35	31%	4	4%	112
BAP F	61	34%	59	32%	62	34%	182
BAP G	19	7%	41	14%	226	79%	286
BAP J	171	22%	216	28%	395	51%	782
Médicaux sociaux	4	80%	1	20%	-	-	5
Non renseigné	7	54%	-	-	6	46%	13
	472	**29%**	**448**	**27%**	**734**	**44%**	**1 654**



4. Caractéristiques de certaines populations

4.1. Les doctorants sous contrat

Doctorants sous contrat répartis par tranche d'âge et nationalité

> Le nombre de doctorants contractuels et doctorants recrutés sur le fondement de l'article 4 de la loi 84-16 du 11 janvier 1984 a augmenté de 65 personnes entre 2021 et 2022 ;

> plus d'1/4 des doctorants sont de nationalité étrangère ;

> 91% des doctorants ont moins de 30 ans ;

> l'âge moyen d'un doctorant à l'université de Bordeaux est d'environ 26 ans ;

> 50% des doctorants contractuels sont des femmes (+2% par rapport à 2021).

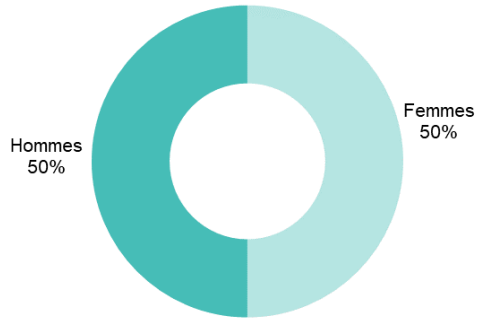
Tranche d'âge	Etrangers	Français	Total	%f	Rappel 2021
- de 25	28	189	217	56%	202
25-29	128	323	451	47%	404
30-34	28	22	50	56%	49
+ de 35	7	6	13	23%	11
	191	**540**	**731**	**50%**	**666**

Doctorants contractuels par type de mission

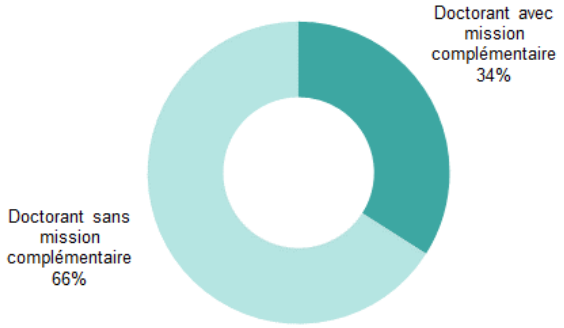
> 34% des doctorants contractuels ont une mission complémentaire (-1% par rapport à 2021).

	Femmes	Hommes	Total	%f	Rappel 2021
Doctorant avec mission complémentaire	123	123	246	50%	232
Doctorant sans mission complémentaire	239	246	485	49%	434
	362	**369**	**731**	**50%**	**666**

Doctorants par genre



Doctorants par type de mission



4.2. Les vacataires d'enseignement

Dans l'enseignement supérieur, les vacataires d'enseignement sont régis par le décret n°87-889 du 29 octobre 1987. Ils peuvent être recrutés en qualité de chargés d'enseignement vacataires (CEV), ou d'agents temporaires vacataires (ATV).

Sur l'année universitaire 2021-2022, l'université a recruté 4 146 vacataires d'enseignement :

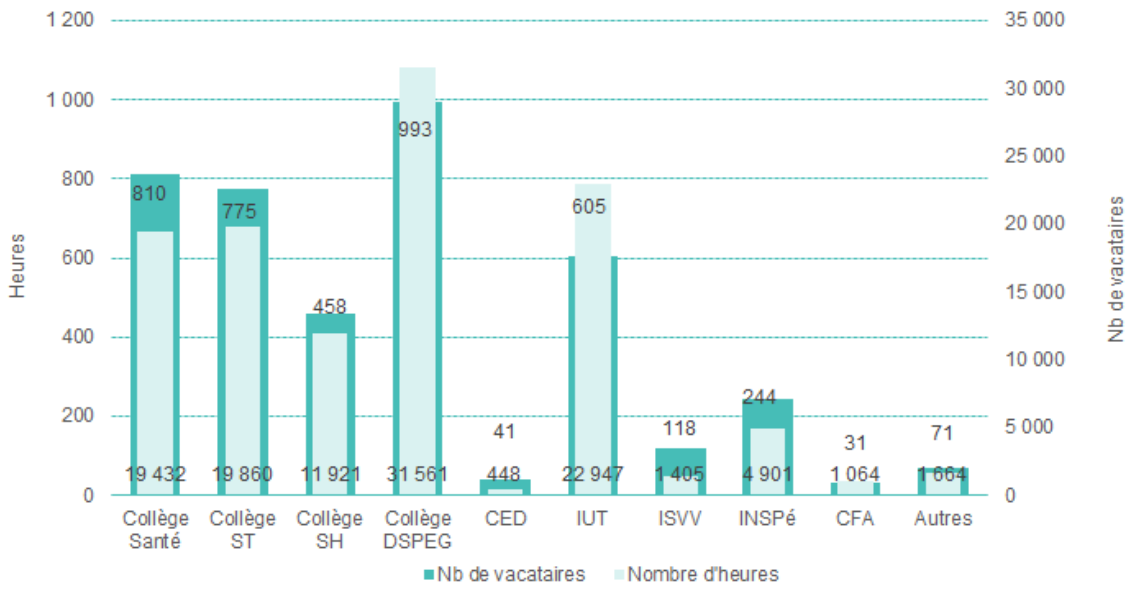
- 3 890 chargés d'enseignement vacataires (3 542 en 2021) ;
- 256 agents temporaires vacataires (230 en 2021) ;
- parmi ces vacataires, 296 sont intervenus au titre d'une convention de partenariat avec un autre établissement (221 en 2021).

Nombre de vacataires ATV/CEV par structure

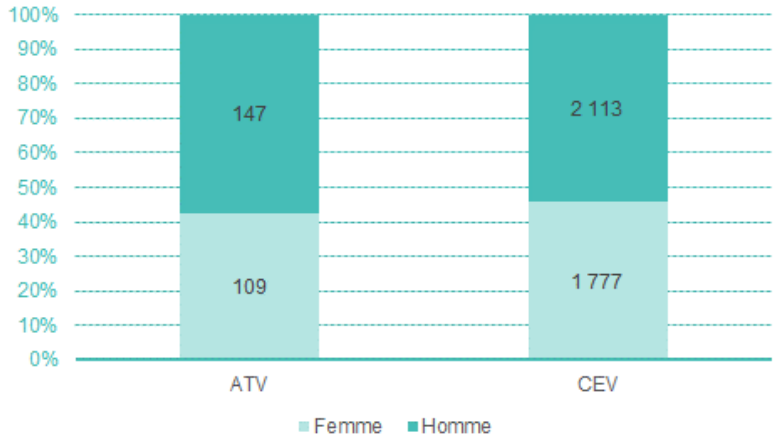
Composante d'affectation	Nb de vacataires	ATV	CEV	dont conventionnés	Nb d'heures	Nb d'heure moyen par vacataire
Collège Santé	810	26	784	107	19 432	24
Collège ST	775	36	739	119	19 860	26
Collège SH	458	38	420	3	11 921	26
Collège DSPEG	993	108	885	9	31 561	32
Collège des écoles doctorales	41	5	36	8	448	11
IUT de Bordeaux	605	27	578	5	22 947	38
Institut des sciences de la vigne et du vin	118	2	116	35	1 405	12
CFA	31	2	29	1	1 064	34
INSPé	244	11	233	8	4 901	20
Autres	71	1	70	1	1 664	23
	4 146	**256**	**3 890**	**296**	**115 203**	**28**

Détail du nombre de vacataires ATV/CEV par sous-structure

Répartition des vacataires par structure



Répartition des vacataires par genre



Délais de paiement des vacataires d'enseignement

> *L'article 11 de la Loi n° 2020-1674 du 24 décembre 2020 de programmation de la recherche pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur précise que la rémunération des chargés d'enseignement vacataires et des agents temporaires vacataires est versée mensuellement au plus tard à partir du 1er septembre 2022.*

À compter de l'année universitaire 2022-2023, la mise en paiement des heures réalisées par les vacataires d'enseignement s'effectue mensuellement après attestation du service fait :

- 189 heures équivalent TD ont été attestées pour le mois de septembre 2022, 22 personnes (5 ATV et 17 CEV) sont concernées et ont été rémunérées en novembre 2022 ;
- 1 014,17 heures équivalent TD ont été attestées pour le mois d'octobre 2022, 62 personnes (31 ATV et 31 CEV) sont concernées et ont été rémunérées en décembre 2022.

Le délai moyen de paiement s'élève à 20 jours (contre 72 jours en 2021), en alignement avec les dispositions fixées par la loi de programmation de la recherche.

		Nb de personnes concernées	Nb moyen d'heures de vacation réalisées dans l'année	Délai moyen de paiement (en jours)
CEV	fonction publique	1 913	27	18
	secteur privé	1 857	28	21
		3 770	28	19
ATV	dont étudiants	177	44	34
	dont retraités	73	31	28
		250	40	32
		4 020	**28**	**20**

Le délai de paiement s'analyse comme la différence entre la date de réalisation du service et la date d'envoi de la paie au comptable payeur.

4.3. L'emploi étudiant

Nombre d'étudiants payés par mois dans le cadre d'un contrat étudiant en cours sur l'année 2022

1 192 étudiants ont bénéficié d'au moins un contrat étudiant au cours de l'année 2022 pour un montant total de 1 694 K€ (chargés), ce qui représente en moyenne mensuelle 282 contrats pour une masse salariale de 141 K€. Le nombre total de contrats étudiants s'élève à 1 420 compte tenu du fait qu'un étudiant peut bénéficier de plusieurs contrats au cours de l'année, soit +125 contrats par rapport à 2021.

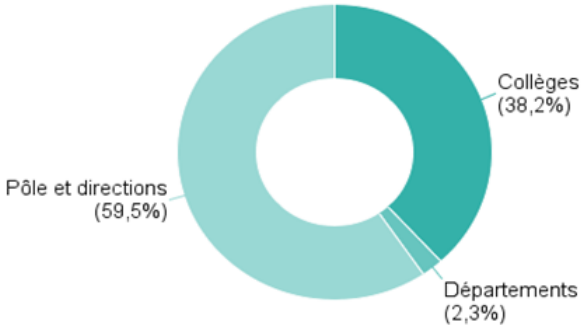
Le nombre d'étudiants ayant bénéficié d'un contrat en 2022 est en augmentation (+86 par rapport à 2021).

	Janv	Fév	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	Oct	Nov	Déc	Effectif global des contrats étudiants sur l'année 2022	Rappel 2021
Femmes	252	324	186	191	209	341	155	59	52	174	194	98	811	707
Hommes	120	141	114	92	96	88	84	24	22	70	93	85	381	399
Total	372	465	300	283	305	429	239	83	74	244	287	183	1 192	1 106
Montant	**4 K€**	**8 K€**	**1 K€**	**2 K€**	**2 K€**	**4 K€**	**6 K€**	**2 K€**	**1 K€**	**9 K€**	**1 K€**	**4 K€**	**1 694 K€**	**1 673 K€**
Nb de contrats payés par mois	664	644	680	662	615	602	91	82	819	822	819	818	1 420	1 295

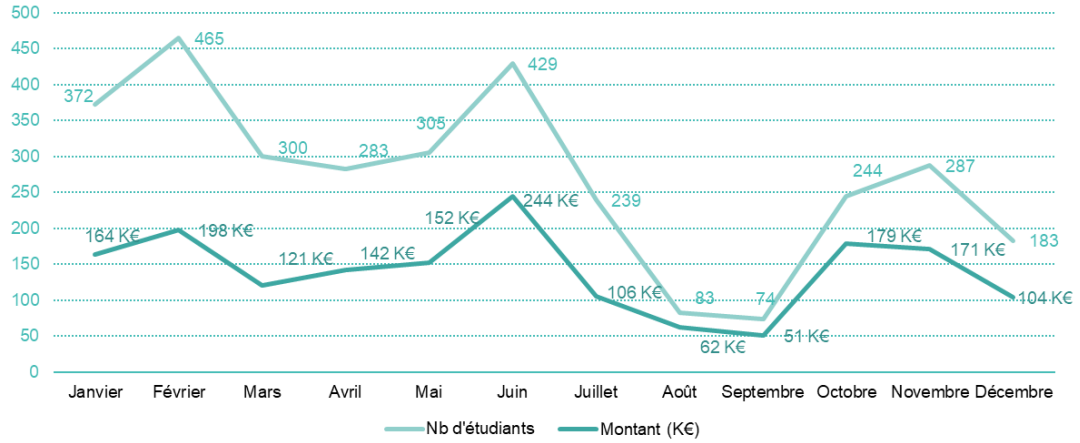
Répartition des emplois étudiants par type de structure

La majorité des contrats étudiants sont réalisés auprès des collèges et des pôles et directions. La part des contrats étudiants dans les pôles et directions est en augmentation (+9%) contre -11% dans les collèges. La part de ces contrats dans les départements de recherche est en légère hausse (+1,5%).

La présence forte des contrats étudiants dans les pôles et directions, en particulier au pôle formation, insertion professionnelle et vie universitaire (FIPVU), au sein du service PHASE (public handicapé, artistes, sportifs, étudiants), est notamment due à l'accompagnement spécifique des étudiants en situation de handicap, porté par l'université.



Évolution du montant et du nombre des étudiants contractuels payés par mois au cours de l'année 2022



4.4. L'accueil des stagiaires

Répartition des stagiaires par structure d'accueil

Près de 1 571 stagiaires ont été accueillis à l'université de Bordeaux en 2022 ; la majeure partie de ces stages (88%) se déroulent dans les départements de recherche.

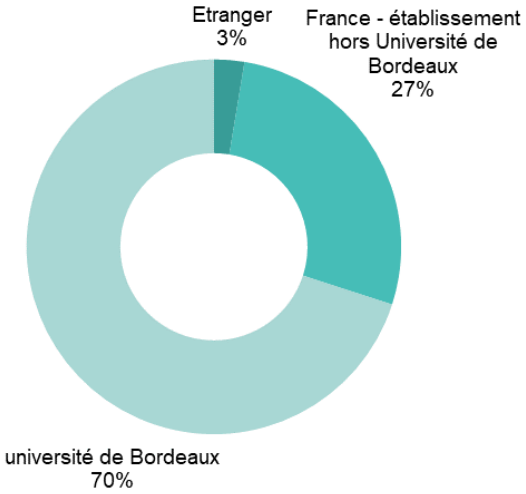
	Nb de stagiaires
Collèges et instituts de formation	60
Départements de recherche	1 422
Pôles et directions administratives	89
	1 571

Détail du nombre de stagiaires par sous-structure

Origine des stagiaires accueillis

Près de 70% des stagiaires accueillis sont étudiants à l'université de Bordeaux et 3% d'entre eux proviennent d'un établissement étranger.

Provenance du stagiaire	Nb de stagiaires
Etranger	41
France - établissement hors Université de Bordeaux	429
université de Bordeaux	1098
Non renseigné	3
	1 571

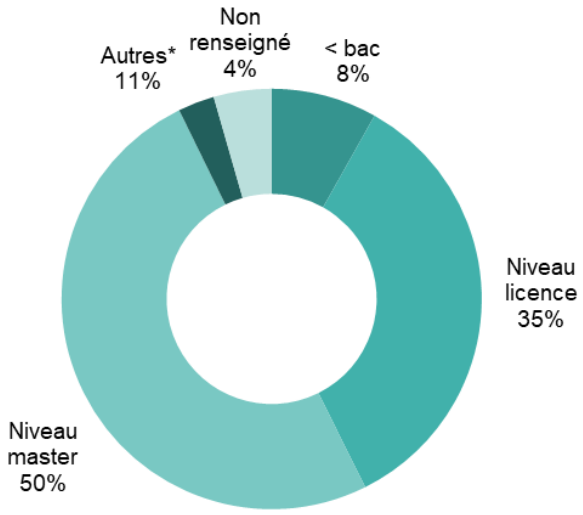


Niveau de formation des stagiaires accueillis

Près de 85% des stagiaires sont inscrits à un diplôme de niveau licence ou master.

Niveau	Nb de stagiaires
< bac	128
Niveau licence	542
Niveau master	787
Autres*	44
Non renseigné	70
	1 571

** Ingénieurs, professionnels de la santé…*



Durée des stages

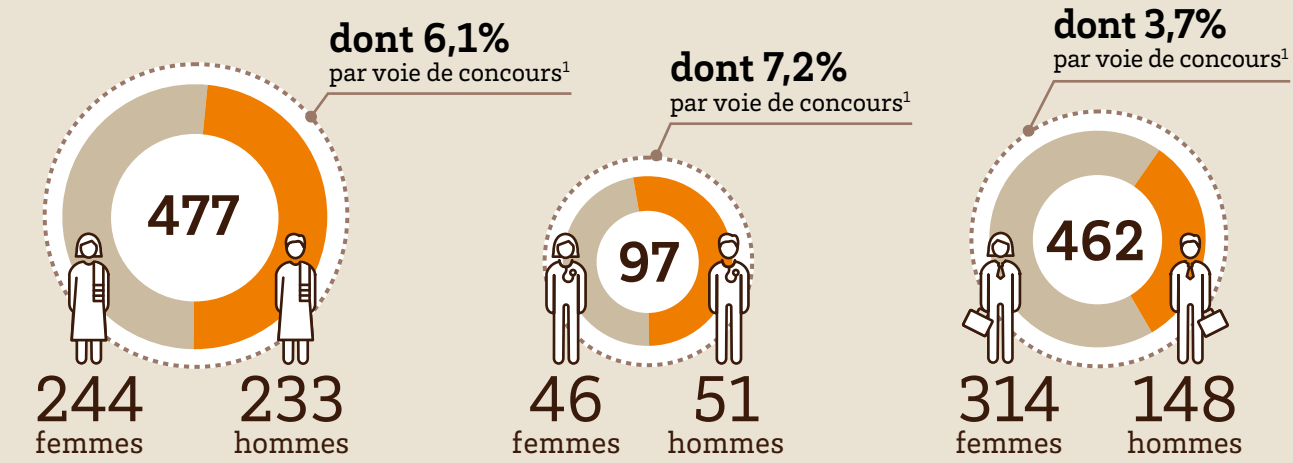


Partie 2.
Carrière

→ Focus sur les recrutements, les promotions et les conditions salariales

L'université attire de nouveaux talents...

1 036 recrutements de nouveaux talents



[1] *Hors promotion des titulaires par concours*

... à l'international



17% des nouveaux talents sont de nationalité étrangère



dont 143 enseignants, chercheurs, enseignants-chercheurs et hospitalo-universitaires

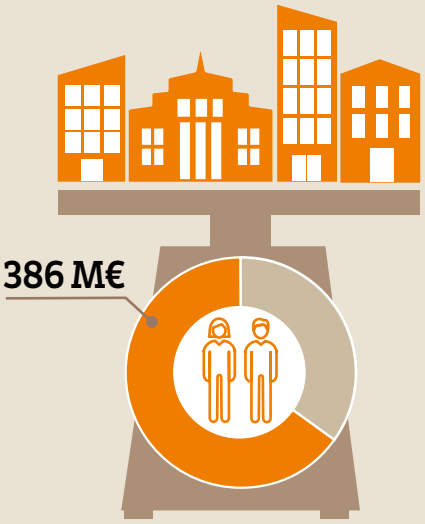
114 chercheurs et enseignants invités

37 nationalités représentées

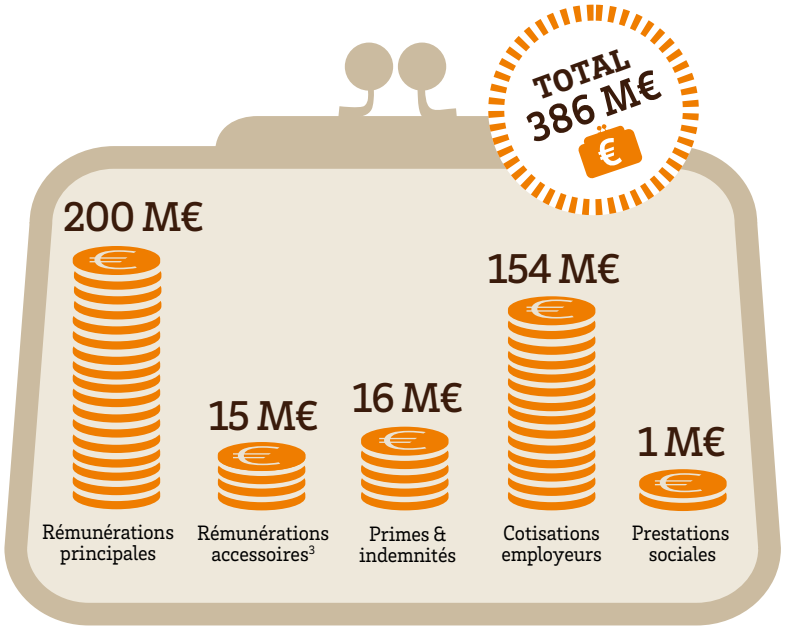


La masse salariale

67% du budget[2] de l'établissement



Répartition de la masse salariale



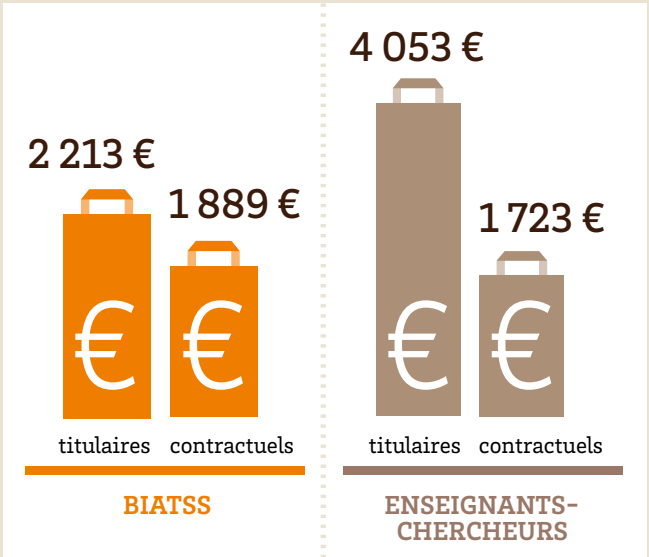
[2] *Budget exécuté*

[3] *Dont heures de cours complémentaires*

Les salaires et promotions

Combien gagnent les personnels en moyenne ?

Rémunération nette mensuelle[4]

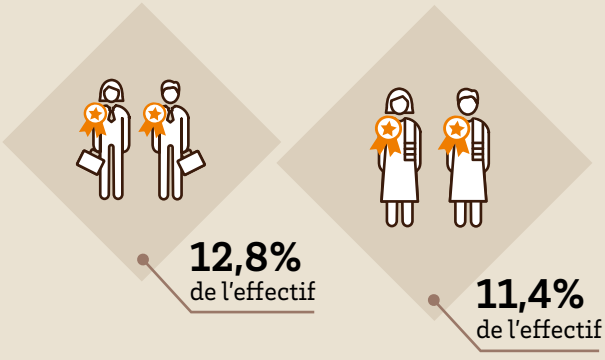


[4] *Salaire moyen mensuel, en équivalent temps plein travaillé*

Promotions des titulaires[5]

211
BIATSS

209
enseignants, enseignants-chercheurs, hospitalo-universitaires



[5] *Promotions des titulaires par avancement ou titulaires université de Bordeaux lauréats de concours*

Partie 2 : Carrière

1. Recrutements 65

1.1. Les concours et recrutements titulaires 65

1.2. Les publications sur la place de l'emploi public (PEP) et mobilités (titulaires BIATSS) 75

1.3. Les recrutements des agents contractuels 75

2. Promotions 78

2.1. Le bilan des promotions de grade des enseignants, enseignants-chercheurs et hospitalo-universitaires 78

2.2. Les promotions des personnels BIATSS 86

2.3. Les voies d'accès temporaires aux corps supérieurs (repyramidages) 95

3. Rémunération 97

3.1. La rémunération nette mensuelle moyenne 97

3.2. Les primes et indemnités versées en 2022 100

3.3. La masse salariale 103

3.4. Les heures de cours complémentaires 104

4. Évolution professionnelle et accompagnement 105

5. Flux de personnels 111

5.1. Le taux de rotation 111

5.2. Les départs 112

Partie 2 : Carrière

1. Recrutements

1.1. Les concours et recrutements titulaires

Concours enseignants-chercheurs

48 postes d'enseignants-chercheurs au total ont été publiés à l'université en 2022 :

> 28 postes de maîtres de conférences (MCF) ;

> 20 postes de professeurs des universités (PR).

Les postes ont tous été pourvus à l'issue des concours.

◆ Bilan des candidatures

Répartition des candidatures par corps et par genre

Corps	Nb de postes publiés	Nb de postes non pourvus	Nb de candidatures recevables			Nb de postes publiés en 2021	Nb de postes non pourvus	Nb de candidatures recevables		
			Femmes	Hommes	Total			Femmes	Hommes	Total
PR	20	-	50	90	140	32	1	91	277	368
MCF	28	-	351	560	911	18	0	260	384	644
	48	**-**	**401**	**650**	**1 051**	**50**	**1**	**351**	**661**	**1 012**

Détail de la répartition des candidatures par corps, genre et structure

◆ Bilan synthétique des lauréats par corps

Corps	Nb de postes publiés	Nb de postes non pourvus	Nb de candidats classés		Total	Nb de postes pourvus par mutation		Total	Nb de postes pourvus par concours		Total	Nb de candidats locaux recrutés		Total
			F	H		F	H		F	H		F	H	
PR	20	-	16	29	45	0	1	1	5	14	19	5	14	19
MCF	28	-	38	59	97	1	2	3	9	16	25	4	3	7
	48	**-**	**54**	**88**	**142**	**1**	**3**	**4**	**14**	**30**	**44**	**9**	**17**	**26**

Bilan des lauréats par corps, genre et structure

Bilan des publications et candidatures recevables 2018-2022

◆ Modalités de recrutement

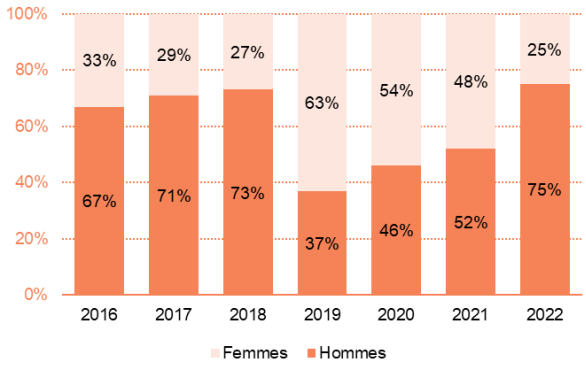
La majorité des postes a été pourvue par la voie du concours : 91,7 % de l'ensemble des postes effectivement pourvus contre 8,3 % pourvus par mutation et aucun par détachement.

En 2022, 3 postes de maîtres de conférences et 1 poste de professeur des universités ont été pourvus par la voie de la mutation dite « prioritaire » (sont considérées comme « prioritaires » les candidatures à la mutation déposées par des personnes qui remplissent les conditions prévues aux articles 60 et 62 de la loi du 11 janvier 1984, en particulier rapprochement de conjoints et handicap).

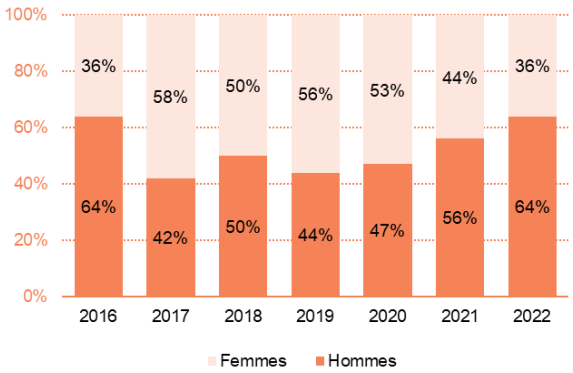
Égalité femmes-hommes

Les postes de professeurs des universités ont été pourvus pour un quart par des femmes (25% des personnes recrutées - 15 hommes pour 5 femmes). Cela revient à une baisse de la tendance observée en 2019 et 2020, années durant lesquelles les recrutements de professeurs femmes ont dépassé les recrutements de professeurs hommes. Cette inversion concerne également les postes de maîtres de conférences, également pourvus majoritairement par des hommes cette année (64% d'hommes recrutés contre 36% de femmes – 18 hommes pour 10 femmes).

Postes de professeurs des universités



Postes de maîtres de conférences

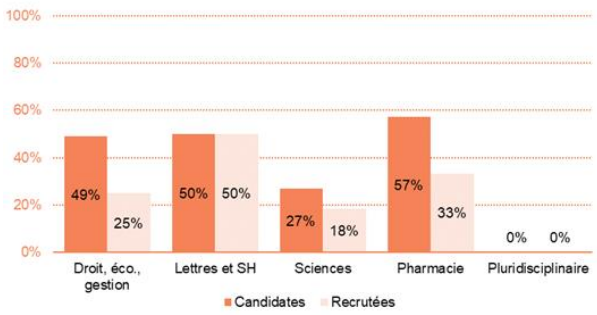


Le nombre de femmes et d'hommes recrutés est assez fluctuant au fil des années, notamment en fonction des disciplines.

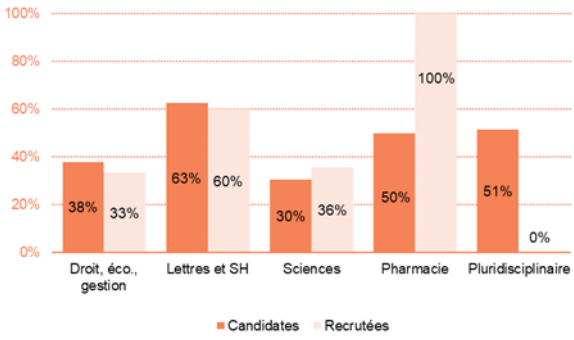
La proportion de femmes recrutées sur les postes de professeurs des universités a légèrement diminué en 2021 et on constate une baisse accentuée des femmes recrutées sur les concours PR en 2022 (-12 points).

Le détail des femmes candidates et recrutées fait apparaître des disparités en fonction du corps et des secteurs disciplinaires.

Part des femmes candidates et recrutées dans le corps des PR par secteur disciplinaire



Part des femmes candidates et recrutées dans le corps des MCF par secteur disciplinaire



Répartition des résultats par groupes disciplinaires en fonction de l'origine des lauréats

Le pourcentage global des recrutements locaux s'élève à 54% pour l'ensemble des recrutements PR et MCF effectués en 2022.

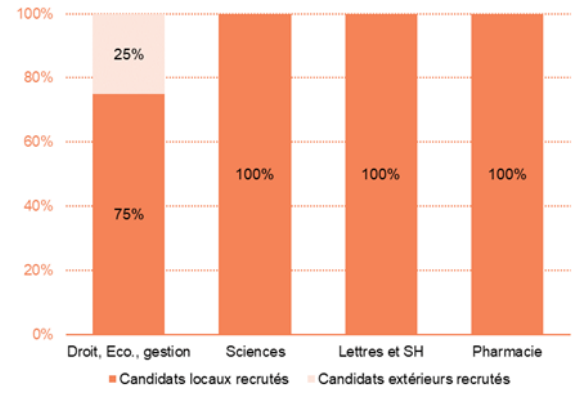
Sur un poste de maître de conférences, est considéré comme un candidat local, le candidat qui a obtenu sa thèse dans l'établissement de recrutement (hors mutation).

Sur un poste de professeur des universités, est considéré comme un candidat local, le candidat qui est maître de conférences dans l'établissement de recrutement.

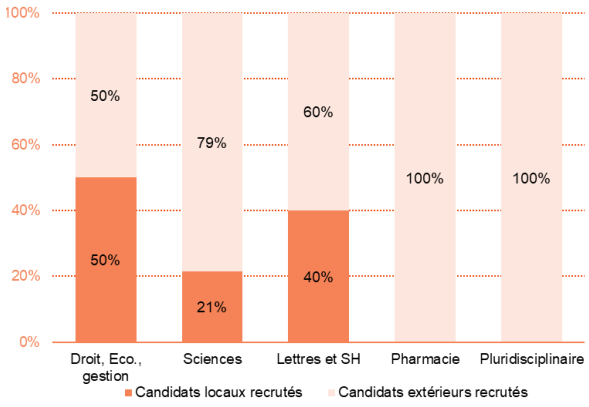
Le recrutement de candidats locaux est plus élevé sur les postes PR avec un taux global de 95% (soit 5% de recrutements externes) contre seulement 25% pour les recrutements MCF (soit 75% de recrutements externes).

Corps	Groupe disciplinaire	Nb de postes pourvus	Nb de candidats locaux recrutés	% recrutements locaux	Nb de candidats extérieurs recrutés	% recrutements externes
Professeurs	Droit, Eco., gestion	4	3	75%	1	25%
	Sciences	11	11	100%	0	0%
	Lettres et SH	2	2	100%	0	0%
	Pharmacie	3	3	100%	0	0%
		20	19	95%	1	5%
Maîtres de conférences	Droit, Eco., gestion	6	3	50%	3	50%
	Sciences	14	3	21%	11	79%
	Lettres et SH	5	2	40%	3	60%
	Pharmacie	2	0	0%	2	100%
	Pluridisciplinaire	1	0	0%	1	100%
		28	8	29%	20	71%
		48	**27**	**56%**	**21**	**44%**

Postes de professeurs des universités



Postes de maîtres de conférences



Composition des jurys (comités de sélection) par genre et par origine des membres

Au sein des comités de sélection constitués en 2022, comme les 4 années précédentes, on observe un nombre moyen de 10 membres pour les comités PR et MCF.

Les proportions femmes / hommes et internes / externes sont conformes, voire légèrement supérieures, aux obligations réglementaires.

> 45 comités de sélection ont été constitués en 2022 pour 48 postes publiés : la différence s'explique par le fait que 3 postes ont été pourvus par des mutations prioritaires, ce qui n'a pas nécessité la mise en place de comités de sélection.

Corps	Nb de postes publiés	Nb de comités constitués	Total membres		Total membres jurys	Proportion globale	
			Femmes	Hommes		Femmes	Hommes
PR	20	19	88	94	182	48%	52%
MCF	28	26	130	134	264	49%	51%
	48	**45**	**218**	**228**	**446**	**49%**	**51%**

◆ Présidence des comités de selection

L'établissement recommande, afin d'éviter un déséquilibre trop important, de favoriser la présidence des comités de sélection par des personnes des deux sexes.

Cet équilibre entre présidence par une femme ou un homme n'a pas été atteint pour 2022, il est en retrait par rapport à l'année 2021.

Corps	Nb de postes publiés	Nb de comités constitués	% Présidence f
PR	20	19	26%
MCF	28	26	42%
	48	**45**	**36%**

Concours des personnels enseignants hospitalo-universitaires

◆ Professeur des universités-praticien hospitalier (PUPH)

6 postes de PUPH ont été ouverts en sciences médicales.

Les femmes représentent 17% des lauréats PUPH.

◆ Maître de conférences des universités-praticien hospitalier

7 postes de MCUPH ont été ouverts en sciences médicales.

Les femmes représentent 28% des lauréats MCUPH.

UFR	MCUPH		PUPH		Total	
	Total	dont f	Total	dont f	Total	dont f
Sciences médicales	7	2	6	1	13	3
Sciences odontologiques	-	-	-	-	-	-
Sciences pharmaceutiques	-	-	-	-	-	-
	7	**2**	**6**	**1**	**13**	**3**

Recrutements enseignants du second degré 2022

Pour la rentrée 2022, 17 emplois d'enseignants du 2nd degré ont été proposés à l'université de Bordeaux pour une affectation au 1er septembre :

> 14 lors de la 1ère campagne ;

> 3 lors de la 2ème campagne.

Les 17 postes proposés ont été pourvus : 6 par des femmes et 11 par des hommes.

Répartition des résultats par genre

Campagne	Nb de postes publiés	Nb de postes pourvus			Nb de postes publiés en 2021	Nb de postes pourvus		
		F	H	Total		F	H	Total
1ère campagne	14	5	9	14	11	5	5	10
2ème campagne	3	1	2	3	4	3	1	4
	17	**6**	**11**	**17**	**15**	**8**	**6**	**14**

Détail de la répartition des résultats par genre (enseignants du 2nd degré)

Concours et recrutements sans concours ITRF

Les concours et recrutements sans concours sont répartis par branche d'activité professionnelle (BAP) et par emploi-type.

En 2022, l'université a ouvert 49 emplois au titre des concours et recrutements sans concours ITRF :

> 17 en catégorie A : 12 concours externes, 5 concours internes ;

> 17 en catégorie B : 9 concours externes et 8 concours internes ;

> 15 en catégorie C : 5 concours externes, 4 concours internes, 2 recrutements sans concours externes, 3 BOE, 1 PACTE.

Sur les 49 postes ouverts à concours, 45 candidats ont été admis en liste principale. A l'issue des propositions faites aux lauréats de ces concours, 7 postes sur les 49 n'ont pas été pourvus dont 3 en catégorie A (3 IGE en concours externe), 1 en catégorie B (1 TCH externe) et 3 en catégorie C (1 ATRF externe, 1 en PACTE et 1 recrutement sans concours).

Bilan des postes non pourvus

Bilan 2022 : recours aux listes complémentaires

Bilan 2022 : répartition inscrits, présents, admissibles, admis

Cat.	Corps	Nature	Nb de postes UB	Nb d'inscrits	Nb admissibles	Nb présents à l'admission	Nb d'admis LP / postes UB		Nb d'admis LC
							Total	dont f	
A	IGR	Interne	1	33	16	5	1	1	2
	IGE	Externe	8	103	44	15	6	2	2
		Interne	2	17	7	3	2	1	0
	ASI	Externe	4	61	14	11	4	3	2
		Interne	2	56	20	7	2	1	3
			17	270	101	41	15	8	9
B	TCH	Externe	9	103	40	9	8	5	8
		Interne	8	146	45	37	8	6	9
			17	249	85	46	16	11	17
C	ATRF	BOE	3	6	6	3	3	2	3
		Externe	5	47	24	0	5	3	4
		Interne	4	36	17	0	4	3	2
		RSC*	2	28	7	7	2	1	2
		PACTE	1	4	0	0	0	0	0
			15	121	54	10	14	9	11
			49	**640**	**240**	**97**	**45**	**28**	**37**

Données incomplètes, certains concours ayant été organisés par d'autres établissements (chiffres UB uniquement)

**RSC : recrutement sans concours*

Détail des répartitions inscrits, présents, admissibles, admis par BAP et emploi-type

Lauréats par genre, par BAP et emploi-type

Les recrutements réservés aux bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE)

En 2022, tous les postes publiés au titre des recrutements BOE ont été pourvus.

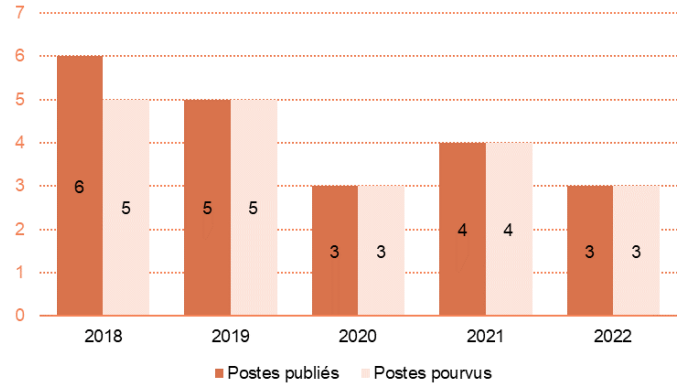
On note une diminution du nombre de candidatures, liée notamment au contexte de la crise sanitaire conduisant à une baisse générale des candidatures sur tous les types de recrutement.

Bilan des recrutements BOE

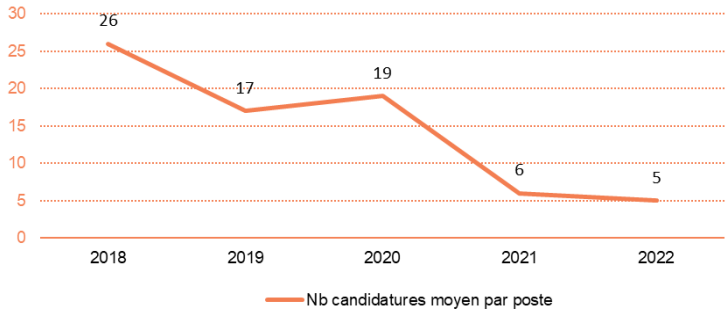
Corps	Nb de postes pourvus par contractualisation directe				
	2018	2019	2020	2021	2022
ATRF	4	4	4	1	3
	4	**4**	**4**	**1**	**3**

Corps	Postes publiés					Candidats					Postes pourvus				
	2018	2019	2020	2021	2022	2018	2019	2020	2021	2022	2018	2019	2020	2021	2022
TCH	1	1	1	1	-	31	25	18	7	-	0	1	1	1	-
ATRF	5	4	2	3	3	123	58	39	18	15	5	4	2	3	3
	6	**5**	**3**	**4**	**3**	**154**	**83**	**57**	**25**	**15**	**5**	**5**	**3**	**4**	**3**

Évolution du nombre de postes pourvus



Évolution du nombre moyen de candidatures par poste publié



Par ailleurs, un recrutement d'assistant ingénieur offert par la voie du détachement aux fonctionnaires de catégorie B bénéficiaires de l'obligation d'emploi a été ouvert.

En effet, conformément à la Loi de transformation de la fonction publique il est possible à tout fonctionnaire bénéficiaire de l'obligation d'emploi et remplissant les conditions, d'accéder à un corps ou cadre de niveau supérieur. Ce dispositif est en expérimentation jusqu'au 31 décembre 2025.

Cat.	Corps	Nature	Nb de postes UB	Nb d'inscrits	Nb admissibles	Nb présents à l'admission	Nb d'admis LP / postes UB		Nb d'admis LC
							Total	dont f	
A	ASI	BOE	1	2	1	1	1	1	0

◆ Répartition des lauréats par origine professionnelle

Répartition des candidatures et lauréats sur les concours par origine professionnelle

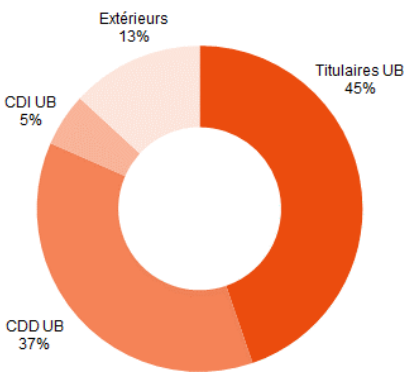
Corps du concours	Nature du concours	Nb de postes ouverts	Origine des lauréats				postes pourvus
			Titulaires UB	CDD UB	CDI UB	extérieurs	
IGR	Concours interne	1	1	0	0	0	1
		1	1	0	0	0	1
IGE	Concours externe	8	3	2	0	0	5
	Concours interne	2	1	0	1	0	2
		10	4	2	1	0	7
ASI	Concours externe	4	1	1	1	1	4
	Concours interne	2	2	0	0	0	2
		6	3	1	1	1	6
TCH	Concours externe	9	2	5	0	1	8
	Concours interne	8	7	0	0	1	8
		17	9	5	0	2	16
ATRF	Concours externe	5	0	3	0	1	4
	Concours interne	4	0	3	0	1	4
		9	0	6	0	2	8
		43	**17**	**14**	**2**	**5**	**38**

Répartition des candidatures et lauréats sur les recrutements sans concours par origine professionnelle

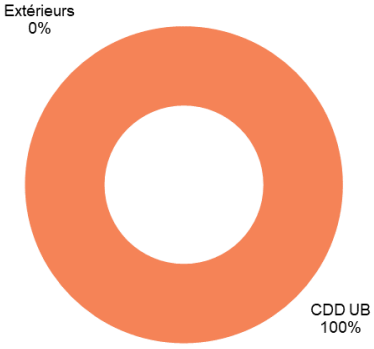
Type de recrutement	Nb de postes ouverts	Origine des lauréats		Postes pourvus	Liste complémentaire	
		CDD UB	Extérieurs		CDD UB	Extérieurs
Recrutements sans concours externes	2	1	-	1	1	-
Recrutements BOE	3	3	-	3	2	1
PACTE	1	-	-	-	-	-
	6	**4**	**0**	**4**	**3**	**1**

Détail de la répartition des candidatures et lauréats sur les recrutements sans concours par origine professionnelle

Origine professionnelle des lauréats des concours de droit commun et réservés (cat. A, B et C)



Origine professionnelle des lauréats des recrutements sans concours

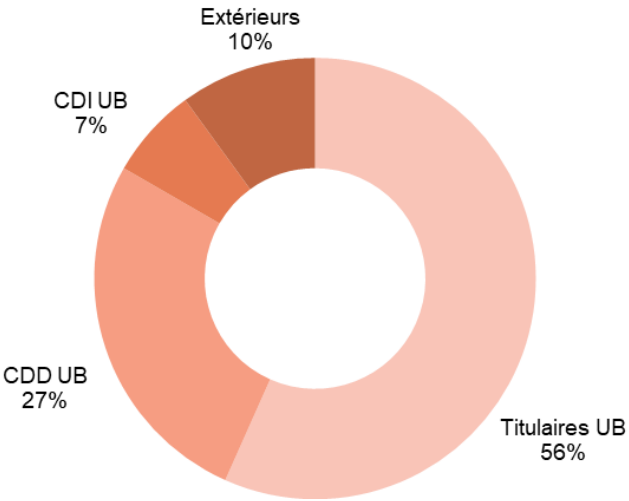


Répartition des candidatures et lauréats sur les concours de catégories A et B par origine professionnelle

Les concours de droit commun ont permis la promotion d'agents titulaires de l'université, ceux-ci représentent 57% des lauréats des concours internes et externes de catégories A et B.

Corps du concours	Nature du concours	Nb de postes ouverts	Origine des lauréats				
			Titulaires UB	CDD UB	CDI UB	Extérieurs	Postes pourvus
IGR	Concours interne	1	1	0	0	-	1
		1	1	0	0	-	1
IGE	Concours externe	8	3	2	0	-	5
	Concours interne	2	1	0	1	-	2
		10	4	2	1	-	7
ASI	Concours externe	4	1	1	1	1	4
	Concours interne	2	2	0	0	0	2
		6	3	1	1	1	6
TCH	Concours externe	9	2	5	0	1	8
	Concours interne	8	7	0	0	1	8
		17	9	5	0	2	16
		34	**17**	**8**	**2**	**3**	**30**

Origine professionnelle des lauréats des concours de droit commun (catégories A et B)



◆ Composition des jurys par genre

Cat.	Corps	Nature	Jurés titulaires		Jurés suppléants		%f	Rappel 2021
			Femmes	Hommes	Femmes	Hommes		
A	IGR	Externe	-	-	-	-	-	50%
		Interne	2	2	0	1	40%	50%
	IGE	Externe	11	10	3	4	50%	50%
		Interne	3	3	1	1	50%	52%
	ASI	Externe	7	4	1	3	53%	0%
		Interne	4	3	1	1	56%	40%
			27	22	6	10	51%	50%
B	TCH	BOE	-	-	-	-	-	50%
		Externe*	14	10	0	4	50%	55%
		Interne*	12	11	2	2	52%	56%
			26	21	2	6	51%	55%
C	ATRF	BOE	3	1	0	1	60%	56%
		Externe	4	5	1	1	45%	57%
		Interne*	2	1	0	1	50%	50%
		RSC	3	4	1	1	44%	53%
		PACTE	1	3	1	0	40%	50%
			13	14	3	4	47%	54%
			66	**57**	**11**	**20**	**50%**	**53%**

** Données incomplètes, certains concours ayant été organisés par d'autres établissements (chiffres UB uniquement)*

Détail de la composition des jurys par genre, BAP et emploi-type

Dispositif exceptionnel lié à la Loi de programmation de la recherche

À ces concours et recrutements sans concours, se rajoutent en 2022 les examens professionnels au titre du plan de repyramidage de la filière ITRF. Ce plan vise à reconnaître les compétences des personnels qui occupent des emplois concourant au développement de la recherche ou d'appui à l'enseignement.

Le protocole d'accord du 12 octobre 2020 sur les carrières et les rémunérations dans l'enseignement supérieur et la recherche issu de la Loi de programmation de la recherche définit les objectifs et le cadre du repyramidage des emplois de la filière des ingénieurs et personnels techniques de recherche et de formation (ITRF).

Pour l'accès au corps des ASI, des examens professionnels exceptionnels sont ouverts aux membres du corps des techniciens de recherche et formation justifiant au 1er janvier de l'année d'au moins quatre ans de services dans leur corps. Ils sont organisés par BAP et emploi-type. Pour l'accès aux autres corps, ces repyramidages se font par liste d'aptitude.

À ce titre, en 2022, l'université de Bordeaux a ouvert 12 postes, 11 se sont avérés fructueux.

Cat.	Corps	Nature	Nb de postes UB	Nb d'inscrits	Nb admissibles	Nb présents à l'admission	Nb d'admis LP / postes UB		Nb d'admis LC
							Total	dont f	
A	ASI	Examen Professionnel Exceptionnel	12	49	39	34	11	5	10

Bilan 2022: répartiton inscrits, présents, admissibles, admis

Détail des lauréats par genre

1.2. Les publications sur la place de l'emploi public (PEP) et mobilités (titulaires BIATSS)

> 280 postes ont été publiés sur la place de l'emploi public en 2022 :
- 68 ouverts aux titulaires et/ou aux contractuels ;
- 212 ouverts aux contractuels (contrats d'un an au minimum).

Ces publications ont suscité plus de 5 000 candidatures (postes titulaires et contractuels confondus), et ont abouti au recrutement de 35 titulaires :
- 12 par la voie du détachement entrant ;
- 8 par la voie de la mutation entrante ;
- 15 par la voie d'une mutation/mobilité interne (hors campagne de mobilité interne).

Les postes non pourvus par des titulaires l'ont été par des contractuels.

Répartition des recrutements d'agents titulaires BIATSS par voie de détachement ou mutation

Détachements							Mobilités internes							Mutations					Total général	Rappel 2021
Cat. A		Cat. B		Cat. C		Total	Cat. A		Cat. B		Cat. C		Total	Cat. A		Cat. C		Total		
Total	dont f	Total	dont f	Total	dont f		Total	dont f	Total	dont f	Total	dont f		Total	dont f	Total	dont f			
3	2	4	3	5	4	12	7	5	3	3	5	4	15	6	4	2	0	8	35	36

Détail publications PEP et mobilité - Mobilités : détail par structures, catégorie et genre

1.3. Les recrutements des agents contractuels

Recrutements des contractuels enseignants

◆ ATER, contractuels LRU et 2nd degré, enseignants associés et lecteurs

Sur les 208 postes d'enseignants contractuels proposés, 196 ont été pourvus, 56% par des femmes et 44% par des hommes.

Répartition des candidats et lauréats par genre

	Nb de postes proposés	Nb de candidatures recevables		Total	Nb de candidats retenus		Total
		F	H		F	H	
ATER	145	606	723	1 329	70	65	135
LRU (CDD Enseignant)	5	6	10	16	3	2	5
LRU (CDD Enseignant/Chercheur)	8	32	23	55	6	2	8
LRU (CDI Enseignant/Chercheur)	-	-	-	-	-	-	-
LRU (CDI Enseignant)	-	-	-	-	-	-	-
LRU (CDI Chercheur)	-	-	-	-	-	-	-
LRU (CDD Doctorant)	5	4	3	7	3	2	5
CPJ	4	8	15	23	0	4	4
CDD 2nd degré	18	79	72	151	11	5	16
PR associé mi-temps (PAST PR)	2	2	0	2	2	0	2
MCF associé mi-temps (PAST MCF)	13	7	6	13	7	6	13
Lecteurs	8	198	78	276	7	1	8
	208	**942**	**930**	**1 872**	**109**	**87**	**196**

Répartition des postes pourvus par des enseignants contractuels par structure

Composition des comités de sélection par genre (contrats LRU)

Type contrat	Nb de postes publiés	Nb de comités constitués	Nb de candidatures recevables	Total membres		Total membres jurys	Nb de femmes présidentes	Proportion globale F/H		% Présidence f
				F	H			F	H	
CDD LRU Enseignants	5	5	12	11	11	22	3	50%	50%	60%
CDD LRU E/C	8	7	44	19	19	38	4	50%	50%	57%
CDI LRU Enseignants	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
CDI LRU EC	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
LRU Doctorants	5	2	5	4	4	8	1	50%	50%	50%
LRU Chercheurs (CDI)	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	18	**14**	**61**	**34**	**34**	**68**	**8**	**50%**	**50%**	**57%**

Composition des comités de sélection par origine des membres

Recrutement des chefs de clinique – assistants des hôpitaux et des assistants hospitaliers universitaires (CCA/AHU)

> *Ils sont régis par le décret 2021-1645 du 13 décembre 2021 relatif au personnel enseignant et hospitalier des centres hospitaliers et universitaires.*

Sur l'année 2022, 137 postes vacants de CCA/AHU ont été pourvus dont 76 par des hommes et 61 par des femmes.

Sur ce total, 94% des postes ont été pourvus en sciences médicales, 2% en sciences pharmaceutiques et 4% en sciences odontologiques.

Répartition des candidats par genre

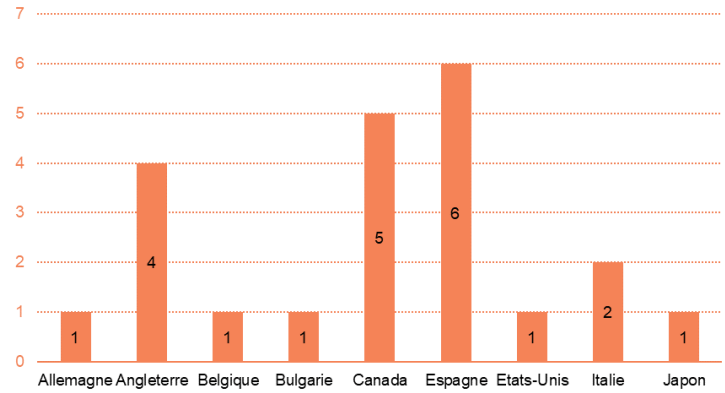
	Nombre de postes	Nombre de candidats	
		Femmes	Hommes
Sciences Médicales	129	56	73
Sciences Pharmaceutiques	3	2	1
Sciences Odontologiques	5	3	2
	137	**61**	**76**

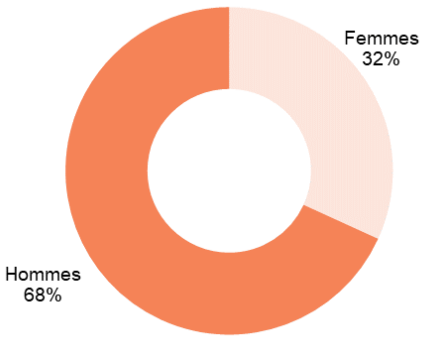
Recrutements d'enseignants invités en 2022

Pour 2022-2023, un avis favorable a été donné à l'accueil de 22 personnes venant d'institutions de 9 pays différents, pour un total de 29 mois, soit une durée moyenne d'invitation de 1,3 mois.

Parmi ces 22 personnes, 21 ont été invitées sur la base d'un financement sur la masse salariale de l'établissement (emplois vacants mobilisés) et 1 dans le cadre de la chaire d'excellence IDEX « BEWELL ».

Répartition des enseignants invités dont l'accueil a été autorisé en 2022-2023 par pays des institutions d'origine et par genre





Recrutements des contractuels BIATSS

Les recrutements accompagnés par la direction des ressources humaines ont abouti à l'embauche de 253 contractuels en 2022 :

- 237 en contrats à durée déterminée ;
- 12 en contrats à durée indéterminée ;
- 1 contrat d'apprentissage ;
- 3 en contrats aidés (CUI-CAE/PEC).

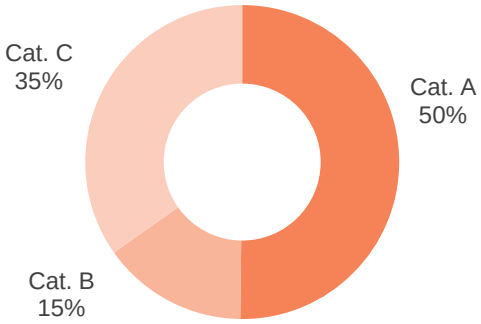
Pour une quarantaine de recrutements infructueux, il a été nécessaire de publier les offres à plusieurs reprises. Sont notamment concernés les postes dans les domaines finances et achats et informatique, sur des profils techniques et à compétences rares.

CDD							CDI			Contrat d'apprentissage			CUI-CAE/PEC			Total général	Rappel 2021
Cat .A		Cat. B		Cat. C		Total	Cat .A		Total	Cat. B		Total	Cat. C		Total		
Total	dont f	Total	dont f	Total	dont f		Total	dont f		Total	dont f		Total	dont f			
115	73	37	26	85	61	237	12	7	12	1	0	1	3	2	3	253	180

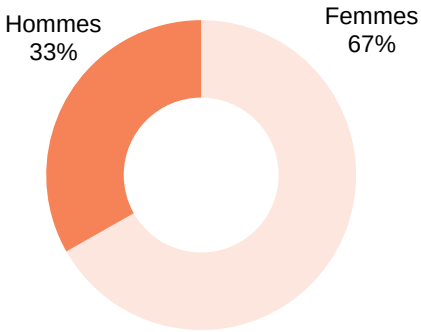
Détail des recrutements contractuels BIATSS par structures, catégories et genres

Répartition des recrutements

Par catégorie



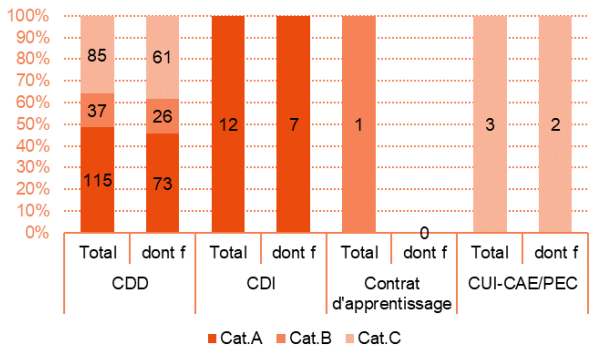
Par genre



Par type de contrat et par catégorie

	CDD	CDI	Contrat d'apprentissage	CUI-CAE/PEC
Cat.A	115	12	0	0
Cat.B	37	0	1	0
Cat.C	85	0	0	3
	237	12	1	3
253				

Par type de contrat et par genre



2. Promotions

2.1. Le bilan des promotions de grade des enseignants, enseignants-chercheurs et hospitalo-universitaires

184 enseignants et enseignants-chercheurs ont bénéficié d'une promotion en 2022 (187 en 2021) :

> 101 promotions d'enseignants-chercheurs dont 8 par repyramidage (115 en 2021) ;

> 35 promotions pour les enseignants du 2nd degré (32 en 2021) ;

> 48 promotions pour les personnels hospitaenalo-universitaires (40 en 2021).

Avancement de grade des enseignants-chercheurs

La campagne d'avancement des enseignants-chercheurs se déroule en 2 étapes :

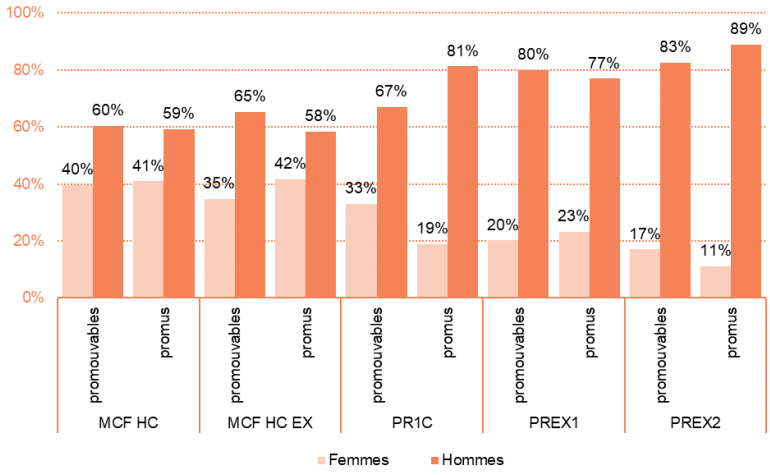
> Une campagne nationale (CNU) sur proposition de l'établissement ;

> Une campagne locale de promotion sur proposition de l'établissement.

Répartition des promotions 2022 par genre

L'avancement de grade des enseignants-chercheurs est soumis au dépôt d'un dossier de candidature.

		Femmes	Hommes	Total	Rappel 2021 Femmes	Rappel 2021 Hommes	Rappel 2021 Total
MCF HC	promouvables	96	146	242	93	150	243
	promus	18	24	42	19	23	42
MCF HC EX	promouvables	16	30	46	20	32	52
	promus	5	7	12	6	6	12
PR1C	promouvables	48	85	133	43	78	121
	promus	4	13	17	9	9	18
PREX1	promouvables	25	99	124	26	105	131
	promus	3	10	13	5	13	18
PREX2	promouvables	14	66	80	12	74	86
	promus	1	8	9	2	17	19
	promouvables	**199**	**426**	**625**	**194**	**439**	**633**
	promus	**31**	**62**	**93**	**41**	**68**	**109**



Ratio du nombre de promus par genres et par structures

Évolution des promotions des enseignants-chercheurs sur 4 années

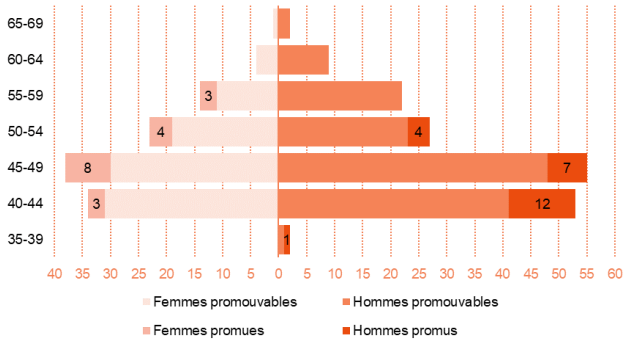
		2019		2020		2021		2022	
		Total	dont f	Total	dont f	Total	dont f	Total	dont f
MCF HC	Promouvables	221	100	246	106	243	93	242	96
	Candidats	90	46	98	47	84	40	81	37
	Promus CNU	25	12	25	13	22	9	22	8
	Promus locaux	16	11	18	8	20	10	20	10
MCF HC EX	Promouvables	42	13	49	19	52	20	46	16
	Candidats	20	7	22	11	20	8	21	9
	Promus CNU	12	4	8	3	6	2	5	3
	Promus locaux	5	2	5	3	6	4	7	2
PR1C	Promouvables	120	32	108	33	121	44	133	48
	Candidats	53	15	41	12	48	16	54	16
	Promus CNU	10	1	4	2	9	5	7	2
	Promus locaux	10	4	9	1	9	4	10	2
PREX1	Promouvables	132	25	126	23	131	26	124	25
	Candidats	41	3	40	8	46	11	43	7
	Promus CNU	13	2	5	2	9	3	5	1
	Promus locaux	8	0	8	0	9	2	8	2
PREX2	Promouvables	84	10	86	12	86	12	80	14
	Candidats	27	1	31	3	32	3	26	3
	Promus CNU	5	1	9	4	12	0	3	1
	Promus locaux	7	0	8	0	7	2	6	0
	Promouvables	**599**	**180**	**615**	**193**	**633**	**195**	**625**	**199**
	Candidats	**231**	**72**	**232**	**81**	**230**	**78**	**225**	**72**
	Promus CNU	**65**	**20**	**51**	**24**	**58**	**19**	**42**	**15**
	Promus locaux	**46**	**17**	**48**	**12**	**51**	**22**	**51**	**16**

Durée moyenne dans le grade d'origine des promus au choix

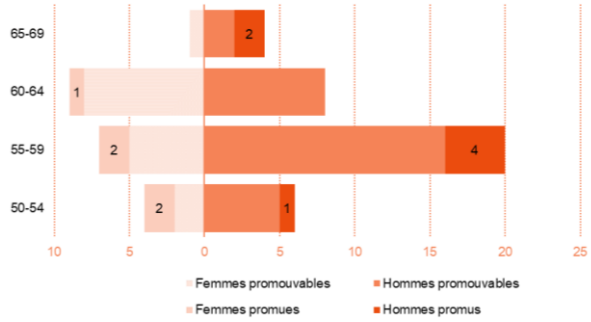
Grades	Nb d'années	
	Femmes	Hommes
MCF HC	13	13
MCF HC EX	9	12
PR 1C	4	7
PR EX1	5	6
PR EX2	4	5

Nombre de promouvables et promus pour chaque grade (par tranches d'âges et genre)

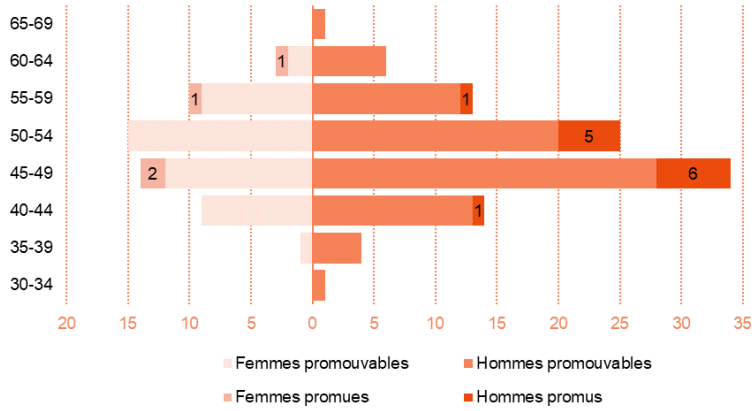
Enseignants promouvables et promus MCF hors classe



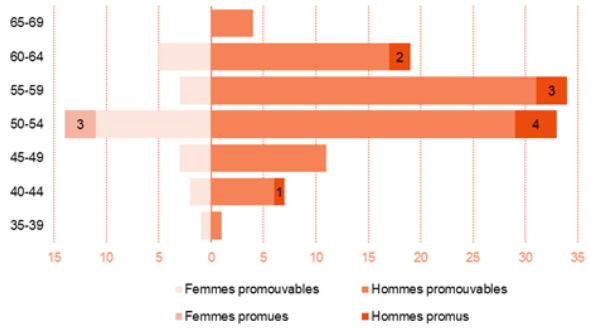
Enseignants promouvables et promus MCF HC échelon exceptionnel



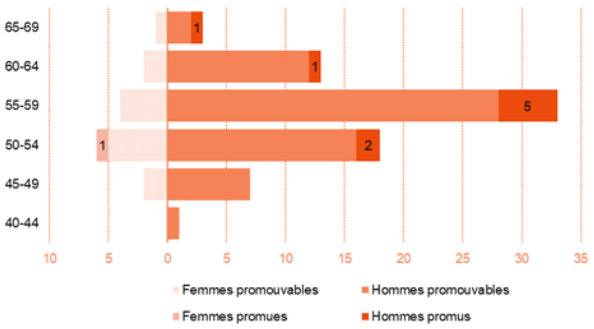
Enseignants promouvables et promus PR 1C



Enseignants promouvables et promus PR EX1



Enseignants promouvables et promus PR EX2



Avancement des personnels hospitalo-universitaires

Avancement de grade des personnels hospitalo-universitaires en sciences médicales, odontologiques et pharmaceutiques. Seul l'avancement au choix a été pris en compte.

			2022		2021	
			Total	dont f	Total	dont f
Sciences médicales	MCU-PH 1C	Promouvables	23	9	16	7
		Promus	9	2	4	2
	MCU-PH HC	Promouvables	7	5	8	5
		Promus	2	1	-	-
	MCU-PH EX	Promouvables	4	3	-	-
		Promus	5	3	-	-
	PU-PH 1C	Promouvables	40	16	45	13
		Promus	6	1	9	0
	PU-PH EX1	Promouvables	51	11	56	10
		Promus	8	0	13	2
	PU-PH EX2	Promouvables	27	8	30	8
		Promus	11	4	7	1
		Promouvables	**152**	**52**	**155**	**43**
		Promus	**41**	**11**	**33**	**5**

			2022		2021	
			Total	dont f	Total	dont f
Sciences Pharmaceutiques	MCU-PH 1C	Promouvables	1	0	3	1
		Promus	-	-	2	1
	MCU-PH HC	Promouvables	1	1	2	2
		Promus	-	-	1	1
	PU-PH 1C	Promouvables	2	1	2	1
		Promus	1	0	-	-
	PU-PH EX1	Promouvables	-	-	1	1
		Promus	-	-	1	1
	PU-PH EX2	Promouvables	1	1	-	-
		Promus	1	1	-	-
		Promouvables	**5**	**3**	**8**	**5**
		Promus	**2**	**1**	**4**	**3**

			2022		2021	
			Total	dont f	Total	dont f
Sciences odontologiques	MCU-PH 1C	Promouvables	5	4	5	4
		Promus	1	1	1	1
	MCU-PH HC	Promouvables	4	0	5	0
		Promus	-	-	1	0
	MCU-PH EX	Promouvables	2	1	-	-
		Promus	1	0	-	-
	PU-PH 1C	Promouvables	3	0	3	0
		Promus	1	0	-	-
	PU-PH 2C	Promouvables	-	-	-	-
		Promus	-	-	-	-
	PU-PH EX1	Promouvables	2	1	2	1
		Promus	2	1	-	-
	PU-PH EX2	Promouvables	1	1	2	2
		Promus	-	-	1	1
		Promouvables	**17**	**7**	**17**	**7**
		Promus	**5**	**2**	**3**	**2**

Récapitulatif des promus sur 4 ans, toutes UFR confondues

	2019		2020		2021		2022	
	Total	dont f	Total	dont f	Total	dont f	Total	dont f
MCU-PH 1C	2	2	7	1	7	4	10	3
MCU-PH HC	1	1	5	0	2	1	2	1
MCU-PH EX	-	-	-	-	-	-	6	3
PU-PH 1C	11	4	9	3	9	0	8	1
PU-PH EX1	8	2	4	1	14	3	10	1
PU-PH EX2	8	0	7	1	8	2	12	5
	30	**9**	**32**	**6**	**40**	**10**	**48**	**14**

Avancement des enseignants du second degré

Il existe deux types d'avancement dans la carrière des enseignants du second degré :

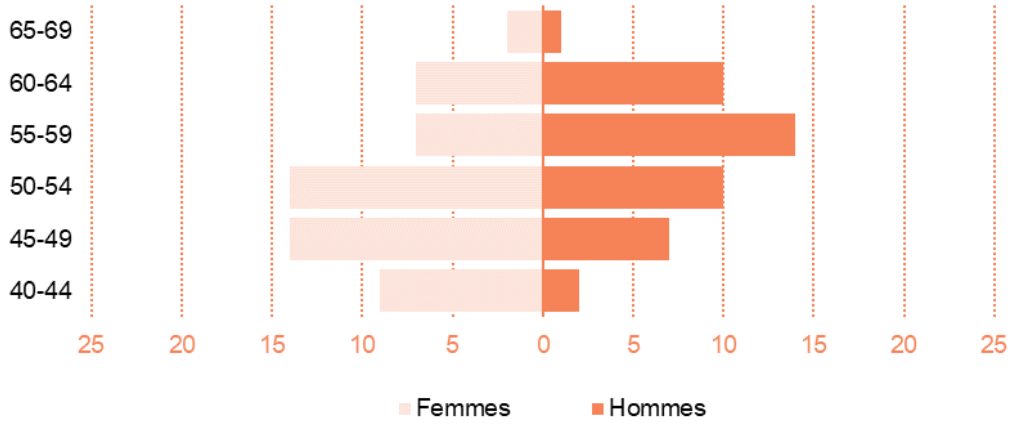
> l'avancement de corps (liste d'aptitude) ;

> l'avancement de grade (tableau d'avancement).

Liste d'aptitude pour l'accès au corps des professeurs agrégés (PRAG)

Promouvables		Candidats		Promus	
Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
53	44	26	14	-	-
97		**40**		**-**	

Enseignants promouvables pour la liste d'aptitude PRAG



Récapitulatif des promus sur 7 ans

Le faible nombre d'enseignants promus par liste d'aptitude s'explique par le fait qu'il n'y a pas de quota spécifique pour les enseignants exerçant dans l'enseignement supérieur.

Ces derniers sont classés avec les enseignants exerçant dans le secondaire. Le classement s'effectue par discipline en tenant compte du quota défini par le ministère.

	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Promus	1	2	0	0	0	3	0

Tableaux d'avancement des professeurs agrégés (PRAG), professeurs certifiés (PRCE), professeurs de lycée professionnel (PLP), professeurs d'éducation physique et sportive (PEPS) et des conseillers principaux d'éducation (CPE)

Accès à la hors classe

	Promus	
	Femmes	Hommes
PRAG	5	7
PRCE	4	1
PEPS	0	3
PLP	1	0
CPE	-	-
	10	11
	21	

Accès à la classe exceptionnelle

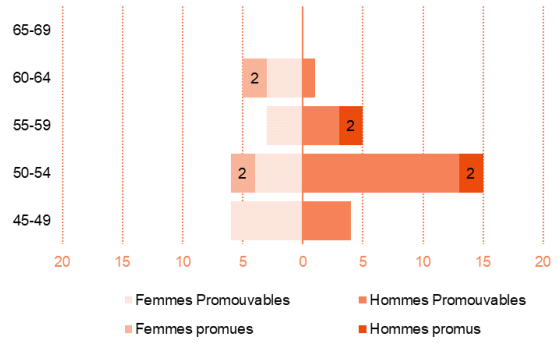
	Promouvables		Promus	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
PRAG	18	20	4	4
PRCE	8	1	3	0
PEPS	0	3	0	0
PLP	0	1	0	1
CPE	-	-	-	-
	26	25	7	5
	51		12	

Accès à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle

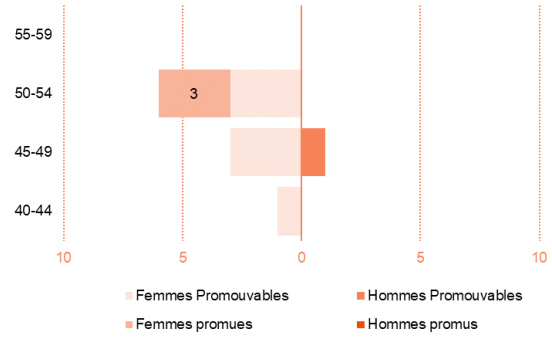
L'échelon spécial de la classe exceptionnelle résulte de la réforme liée au PPCR (parcours professionnels, des carrières et des rémunérations). Cet échelon spécial ne concerne que les corps des PRCE, PEPS, PLP et CPE.

	Femmes	Hommes
PRCE	1	0
PEPS	1	0
PLP	-	-
CPE	-	-
	2	0
	2	

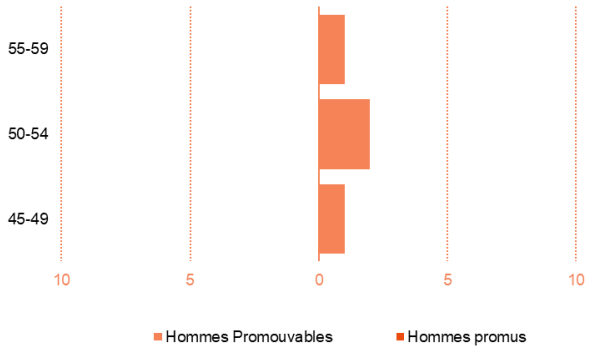
Nombre d'enseignants promouvables et promus PRAG classe exceptionnelle



Nombre d'enseignants promouvables et promus PRCE classe exceptionelle



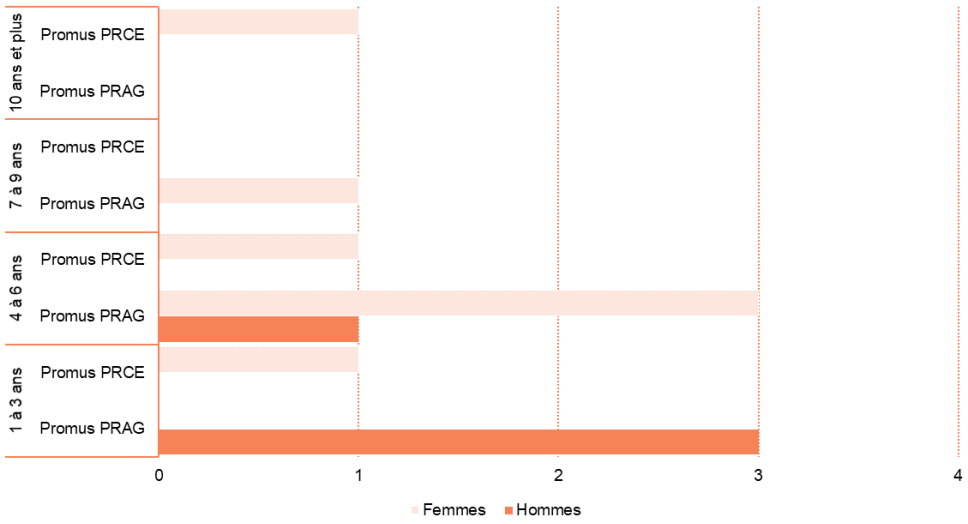
Nombre d'enseignants promouvables et promus PEPS et PLP classe exceptionnelle



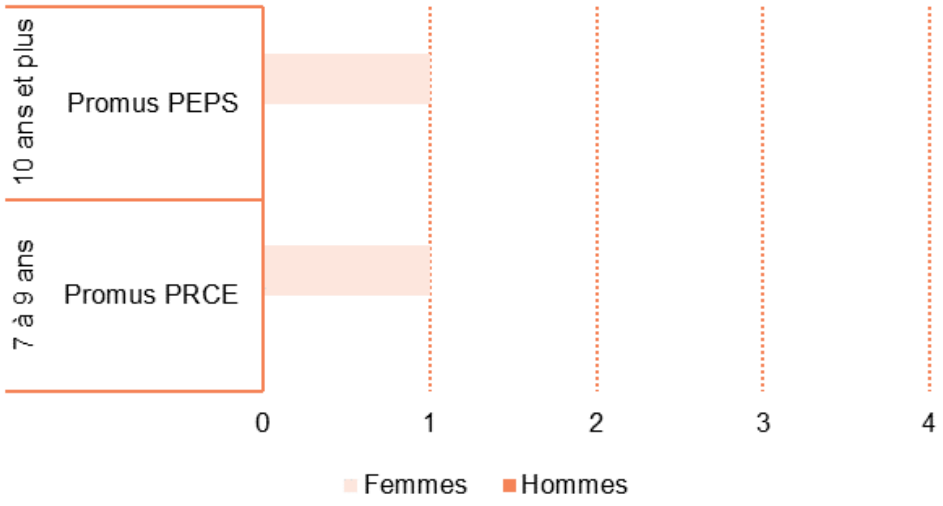
Nombre d'enseignants promus à la hors classe par tranches d'âges et genre

	PRAG		PRCE		PLP		PEPS		Total	
	F	H	F	H	F	H	F	H	F	H
60-64	0	1	0	1	-	-	-	-	0	2
55-59	1	0	-	-	-	-	-	-	1	0
50-54	0	1	2	0	-	-	0	1	2	2
45-49	4	5	1	0	1	0	0	1	6	6
40-44	-	-	1	0	-	-	0	1	1	1
	5	7	4	1	1	0	0	3	10	11
	21									

Durée dans le grade précédent des enseignants PRAG et PRCE promus classe exceptionnelle



Durée dans le grade précédent des enseignants PRCE et PEPS promus à l'échelon spécial de la classe exceptionnelle



2.2. Les promotions des personnels BIATSS

L'avancement au choix comprend l'inscription :

> à une liste d'aptitude (LA) d'accès au corps supérieur ;

> à un tableau d'avancement (TA) au grade supérieur.

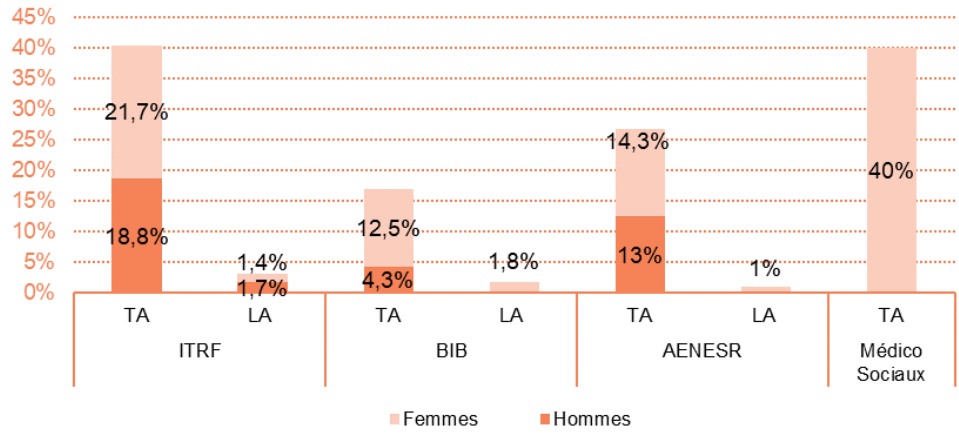
Pour l'année 2022, l'université de Bordeaux a totalisé 152 promotions (134 TA et 18 LA), ce qui représente 5% des possibilités académiques ou nationales (tous corps et grades confondus), en comparaison à 68 TA et 12 LA obtenus en 2021. Cette nette augmentation est due à la mise en place de la campagne de liste d'aptitude exceptionnelle pour l'accès au corps des techniciens issue de la Loi de programmation de la recherche et à l'augmentation du contingent pour les tableaux d'avancement des adjoints techniques de recherche et formation.

Données générales

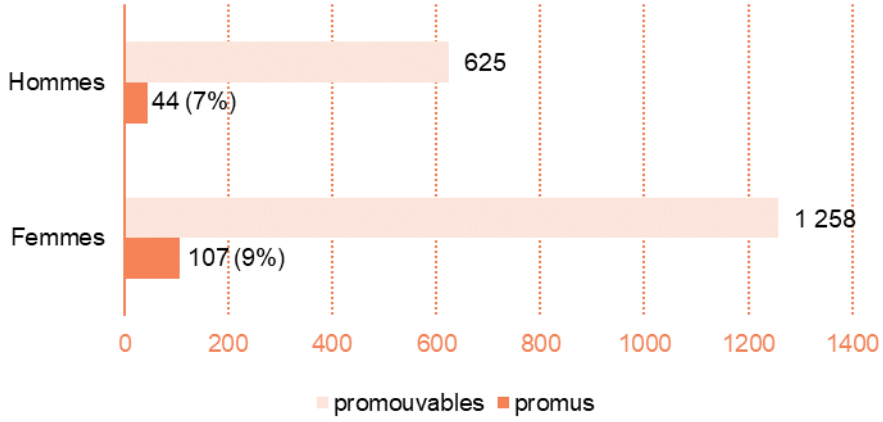
Une seule liste d'aptitude (LA de conseiller technique SS AE[1]) est prévue réglementairement dans la filière médico-sociale. En 2022, aucun personnel de l'université de Bordeaux n'était promouvable.

Filière	Type avancement	Nb promouvables		Nb de promus		Contingent national ou académique	% de promus UB/contingent national ou académique
		Total	dont f	Total	dont f		
ITRF	TA	565	373	117	81	1 570	7,5%
	LA	995	634	15	9	589	2,5%
		1 560	1 007	132	90	2 159	6,1%
BIB	TA	47	24	4	3	366	1,1%
	LA	87	56	1	1	59	1,7%
		134	80	5	4	425	1,2%
AENESR	TA	78	70	11	10	167	6,6%
	LA	106	96	2	2	35	6,0%
		184	166	13	12	202	6,4%
Médico Sociaux	TA	5	5	2	2	27	7,4%
		1 883	**1 258**	**152**	**108**	**2 813**	**5,4%**

Proportion des promus par genre sur l'ensemble des promouvables



[1] *Conseiller technique de service social des administrations de l'Etat*

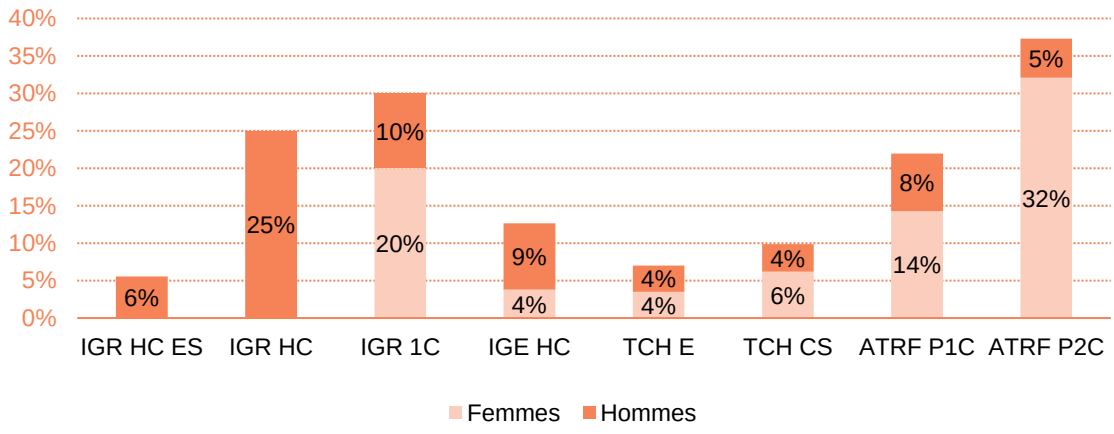


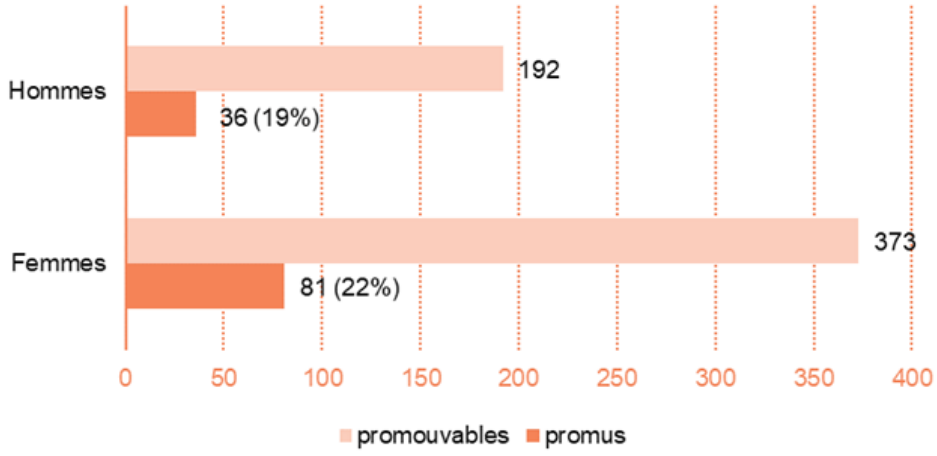
Filière des personnels ITRF

Tableau d'avancement

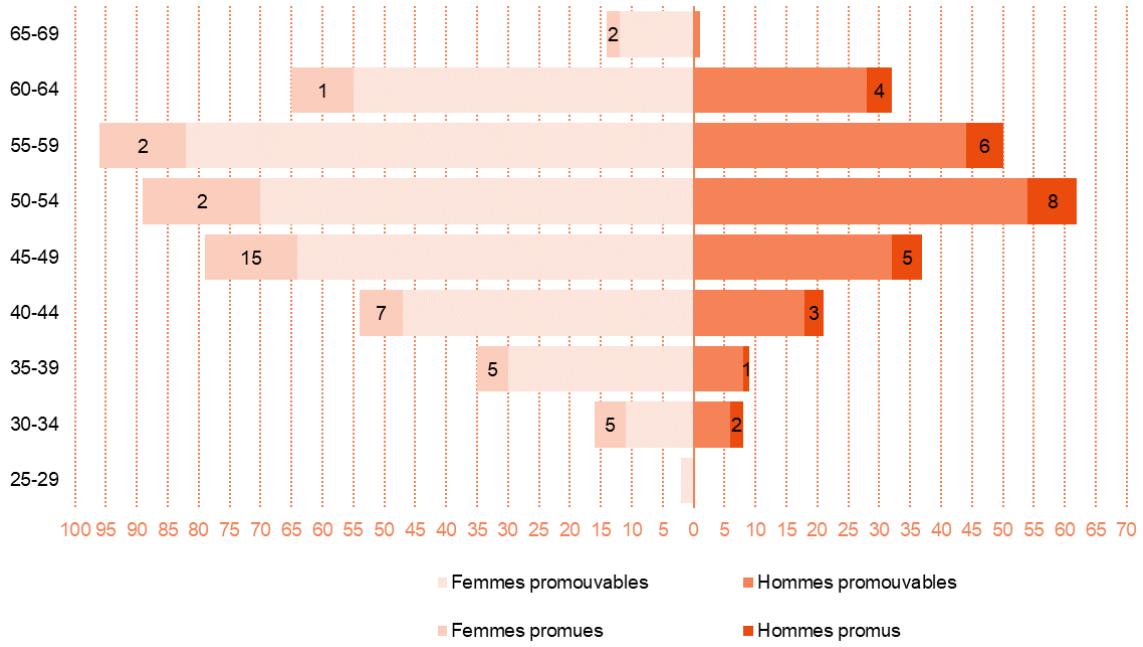
Catégorie	Grade	Nb promouvables		Nb de promus		Contingent national ou académique	% de promus UB/contingent national ou académique	Ancienneté moyenne dans le grade avant promotion
		Total	dont f	Total	dont f			
Catégorie A	IGR HC ES	18	10	1	0	48	2%	3 ans
	IGR HC	4	1	1	0	54	2%	8 ans
	IGR 1C	10	7	3	2	159	2%	2 ans
	IGE HC	79	38	10	3	399	3%	10 ans
Catégorie B	TCH CE	57	35	4	2	175	2%	3 ans
	TCH CS	81	46	8	5	602	1%	9 ans
Catégorie C	ATRF P1C	182	130	40	26	81	49%	11 ans
	ATRF P2C	134	106	50	43	52	96%	9 ans
		565	**373**	**117**	**81**	**1 570**	**7%**	

Proportion des promus par genre sur l'ensemble des promouvables





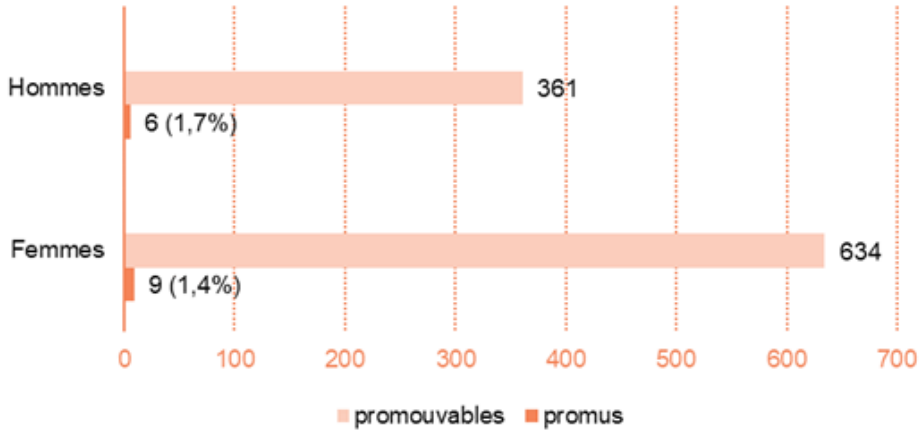
Répartition par tranche d'âge des promouvables et des promus



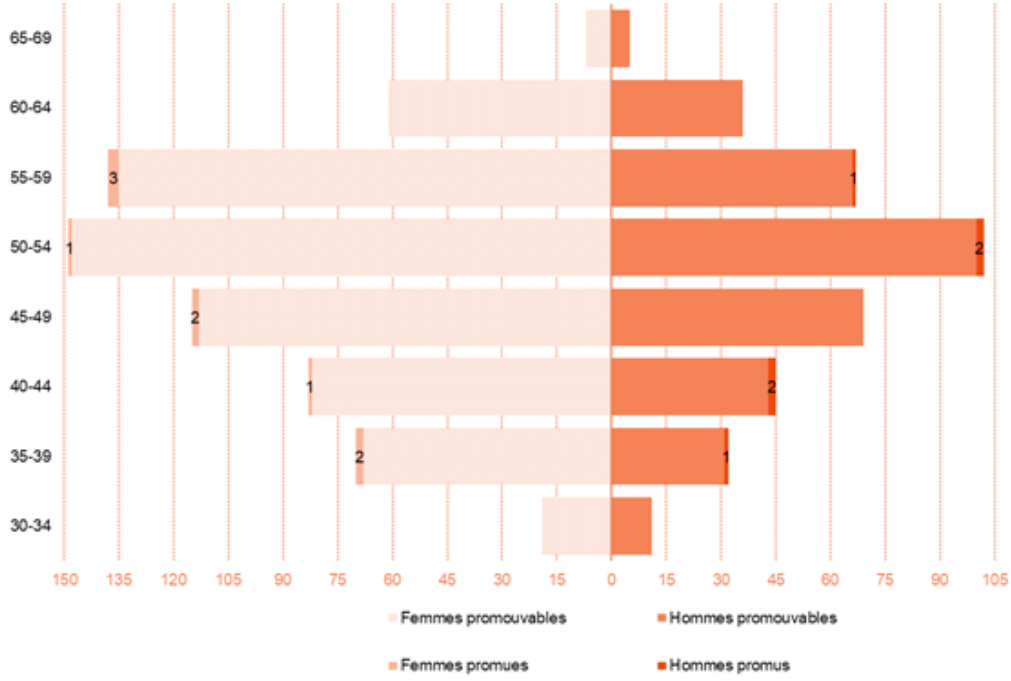
Listes d'aptitude

Catégorie	Grade	Nb promouvables		Nb de promus		Contingent national ou académique	% de promus UB/contingent national ou académique	Ancienneté moyenne dans le corps avant promotion
		Total	dont f	Total	dont f			
Catégorie A	IGR	192	106	1	0	32	3%	14 ans
	IGE	83	50	5	2	181	3%	9 ans
	ASI	264	157	2	1	85	2%	22 ans
Catégorie B	TCH	456	321	7	6	291	2%	13 ans
		995	**634**	**15**	**9**	**589**	**3%**	

Proportion des promus par genre sur l'ensemble des promouvables



Répartition par tranche d'âge des promouvables

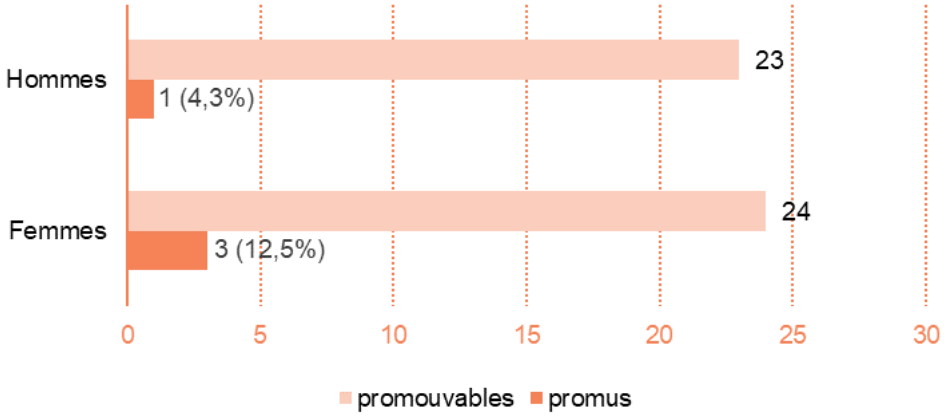


Filière des personnels des bibliothèques

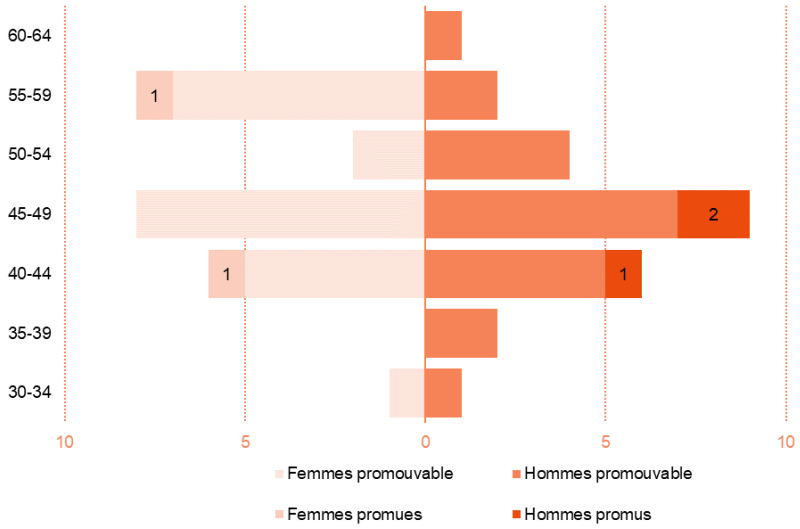
Tableau d'avancement

Catégorie	Grade	Nb promouvable		Nb de promus		Contingent national ou académique	% de promus UB/contingent national ou académique	Ancienneté moyenne dans le grade avant promotion
		Total	dont f	Total	dont f			
Catégorie A	Conservateur en chef	10	6	1	0	56	2%	4 ans
	BIB HC	4	3	1	1	29	3%	9 ans
Catégorie B	BIBAS CE	4	4	0	0	33	-	-
	BIBAS CS	1	1	0	0	33	-	-
Catégorie C	MAG P1C	24	8	1	1	145	1%	16 ans
	MAG P2C	4	2	1	1	70	1%	5 ans
		47	**24**	**4**	**3**	**366**	**13%**	

Proportion des promus par genre sur l'ensemble des promouvables



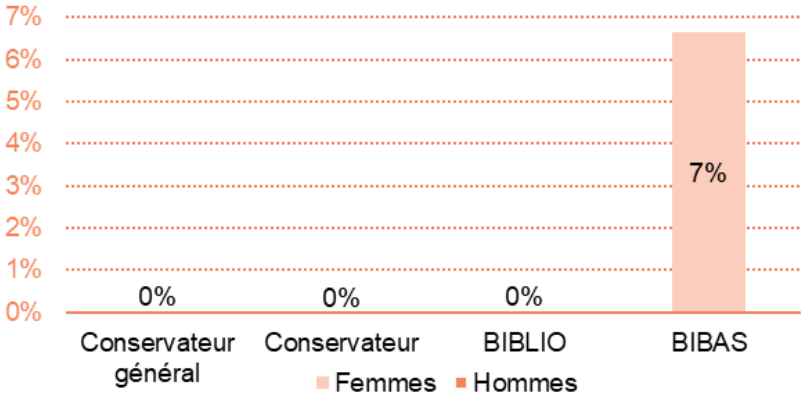
Répartition par tranche d'âge des promouvables et des promus

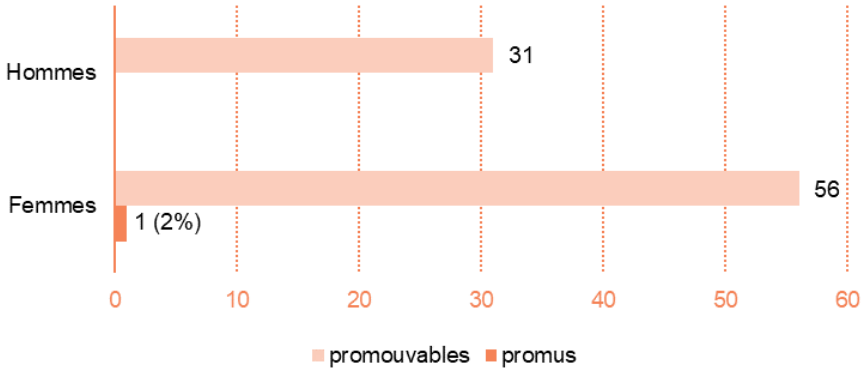


Listes d'aptitude

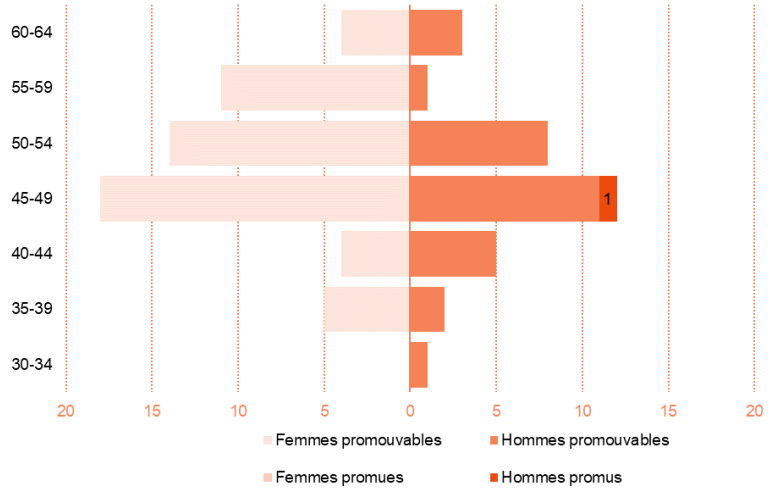
Catégorie	Grade	Nb de promouvables		Nb de promus		Contingent national ou académique	% de promus UB/contingent national ou académique	Ancienneté moyenne dans le corps avant promotion
		Total	dont f	Total	dont f			
Catégorie A	Conservateur général	9	7	0	0	17	-	-
	Conservateur	11	7	0	0	9	-	-
	BIBLIO	29	27	0	0	11	-	-
Catégorie B	BIBAS	38	15	1	1	22	5%	12 ans
		87	**56**	**1**	**1**	**59**	**2%**	

Proportion des promus par genre sur l'ensemble des promouvables





Répartition par tranche d'âge des promouvables et des promus



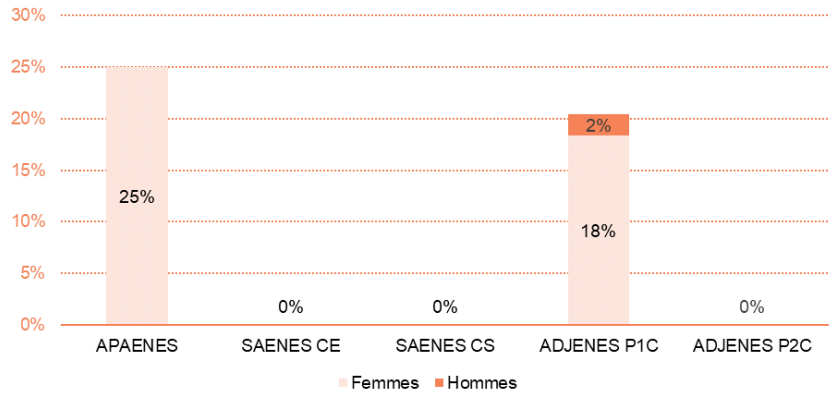
Filière des personnels de l'AENESR et médico-sociaux

Tableaux d'avancement des personnels de l'AENESR

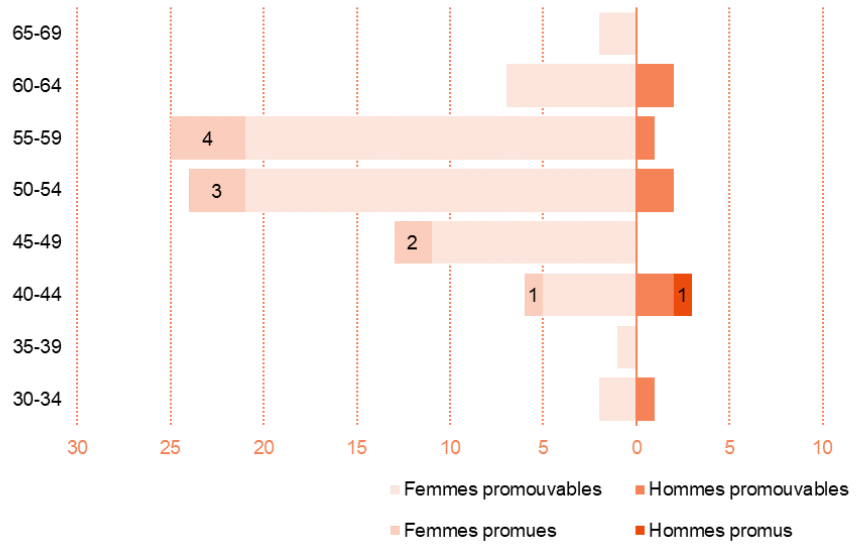
Catégorie	Grade	Nb promouvable		Nb de promus		Contingent national ou académique	% de promus UB/contingent national ou académique	Ancienneté moyenne dans le grade avant promotion
		Total	dont f	Total	dont f			
Catégorie A	APAENES	4	3	1	1	5	20%	15 ans
Catégorie B	SAENES CE	13	12	0	0	9	-	-
	SAENES CS	9	8	0	0	27	-	-
Catégorie C	ADJENES P1C	49	44	10	9	113	8,8%	17 ans
	ADJENES P2C	3	3	0	0	13	-	-
		78	**70**	**11**	**10**	**167**	**6,6%**	

À ces campagnes d'avancement de grade s'ajoute une campagne spécifique pour l'accès au grade d'attaché hors classe (appelé aussi grade à accès fonctionnel ou GRAF). Aucun contingent national de promotion n'est communiqué, l'université de Bordeaux n'a obtenu aucune promotion au titre de l'année 2022.

Proportion des promus par genre sur l'ensemble des promouvables



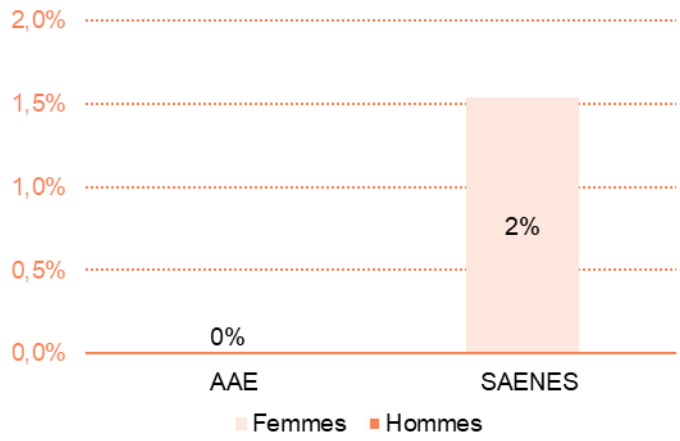
Répartition par tranche d'âge des promouvables et des promus



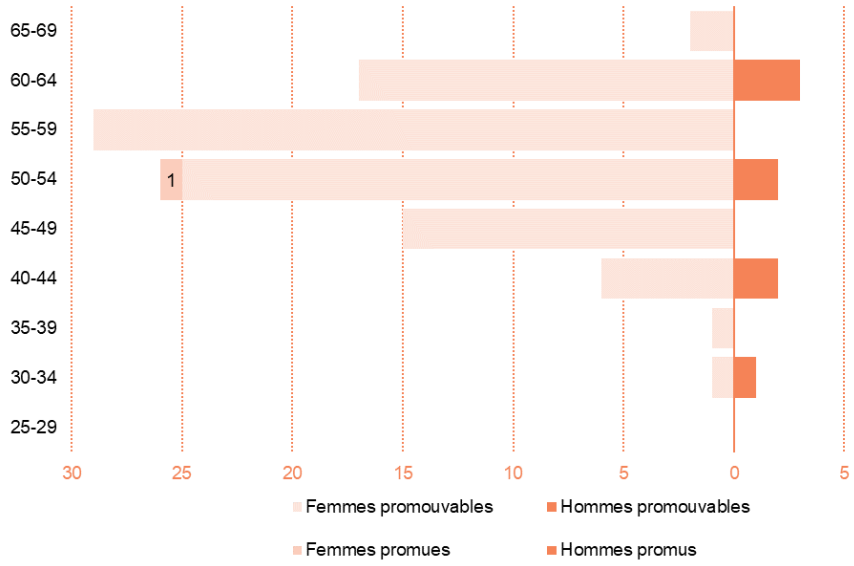
Listes d'aptitude des personnels AENESR

Catégorie	Grade	Nb promouvables		Nb de promus		Promotions académiques	% de promus UB
		Total	dont femmes	Total	dont femmes		
Catégorie A	AAE	33	31	0	0	8	0%
Catégorie B	SAENES	73	65	2	2	27	7%
		106	**96**	**2**	**2**	**35**	**6%**

Proportion des promus par genre sur l'ensemble des promouvables



Répartition par âge des promouvables et des promus



Tableaux d'avancement des personnels médico-sociaux

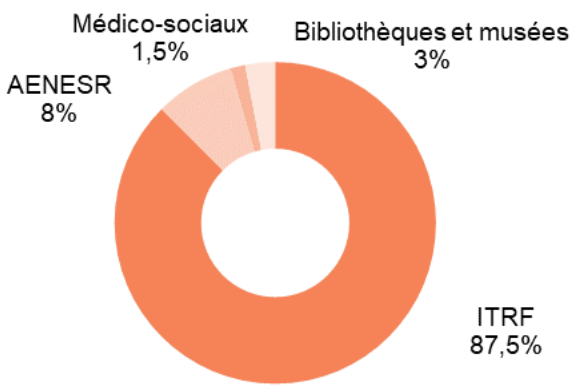
Catégorie	Grade	Nb promouvables		Nb de promus		Contingent national ou académique	% de promus UB/contingent national ou cadémique	Ancienneté moyenne dans le grade avant promotion
		Total	dont f	Total	dont f			
Catégorie A	INFENES HC	2	2	1	1	12	8%	13 ans
	INFENES CS	3	3	1	1	14	7%	4 ans
	CTSSS*	-	-	-	-	1	0%	
		5	**5**	**2**	**2**	**27**	**7%**	

**Conseiller technique supérieur de service social*

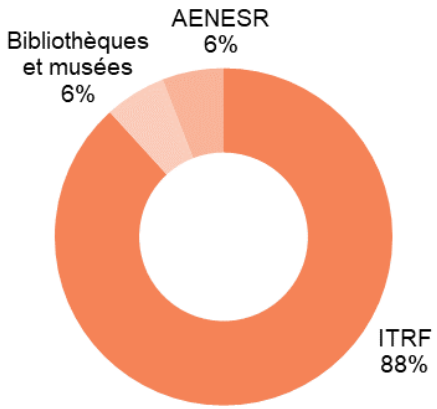
Bilan des promotions - Répartition par filière

La part prise par la filière ITRF sur le total des promus est à mettre en relation avec la forte représentation de ces personnels dans les établissements d'enseignement supérieur.

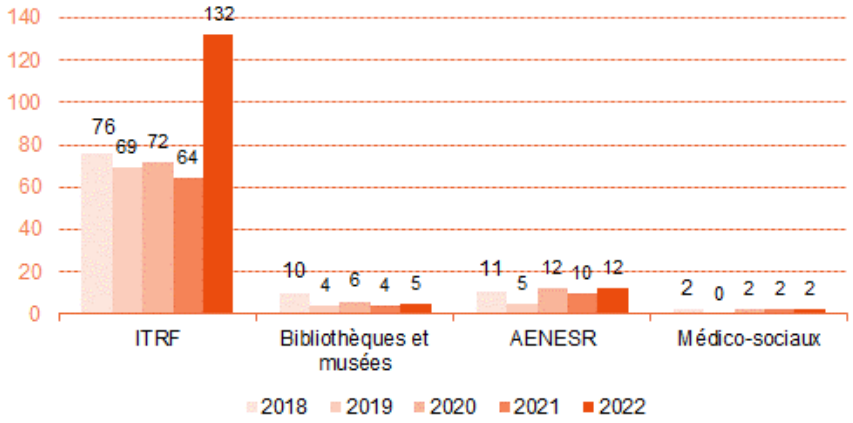
Tableau d'avancement



Liste d'aptitude

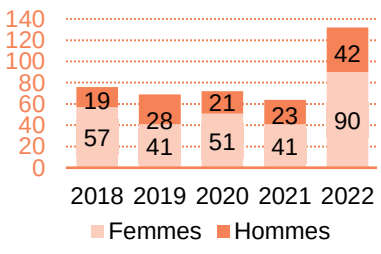


Évolution des promotions par filière sur 5 ans

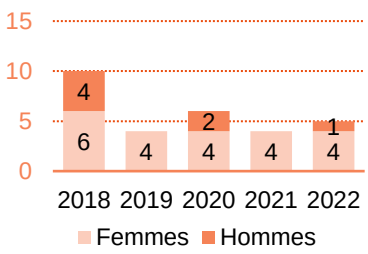


Répartition des données générales des promus par genre sur 5 ans

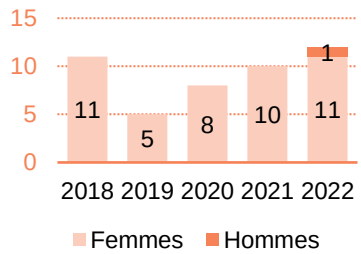
ITRF



Bibliothèques



AENESR



La forte proportion des femmes promues est notamment due à une occupation majoritairement féminine des fonctions administratives.

2.3. Les voies d'accès temporaires aux corps supérieurs (repyramidages)

Le protocole d'accord du 12 octobre 2020 issu de la Loi de programmation de la recherche définit les objectifs et le cadre des processus de repyramidage des emplois.

À cette fin, des recrutements exceptionnels s'ajoutant aux dispositifs de recrutement existants seront organisés entre 2022 et 2026.

Le repyramidage des personnels enseignants-chercheurs

En application du décrét n°2021-1722 du 20 décembre 2021 créant une voie temporaire d'accès au corps des professeurs des universités, l'arrêté du 20 décembre 2021 fixe pour l'année 2021 et l'année 2022 la répartition par établissement public d'enseignement supérieur du nombre de promotions internes possibles.

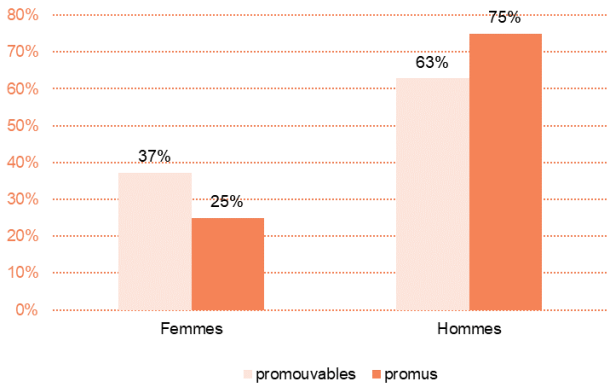
Soit 6 en 2021 et 8 en 2022 à l'université de Bordeaux répartis comme suit :

> Pour l'année 2021 : section CNU 01, 02, 19, 25, 70 et 86

> Pour l'année 2022 : section CNU 04, 05, 11, 20, 60, 64, 70 et 74

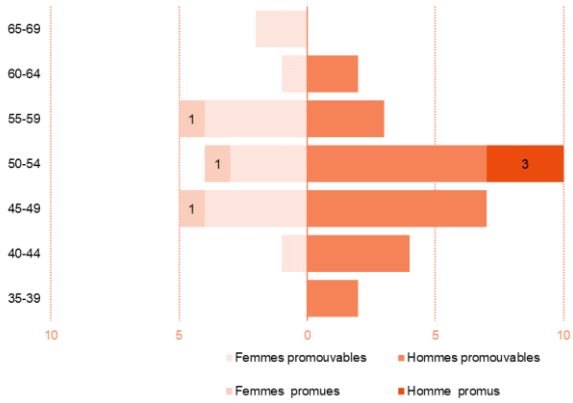
Répartition par genre

	Au titre de 2021		Au titre de 2022	
	Total	dont f	Total	dont f
Promouvables	40	15	43	16
Promus	6	3	8	2
	46	**18**	**51**	**18**

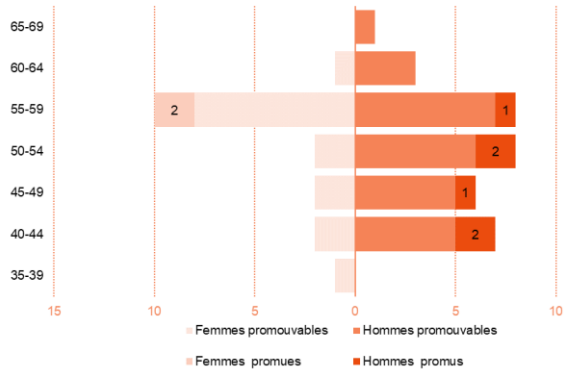


Nombre de promouvables et promus (par tranche d'âge et genre)

Pour 2021



Pour 2022



Durée annuelle moyenne dans le corps d'origine des promus

		Femmes	Hommes	Rappel 2021 Femmes	Rappel 2021 Hommes
PR	Intervalle moyen MCF - PR	28	16	21	23

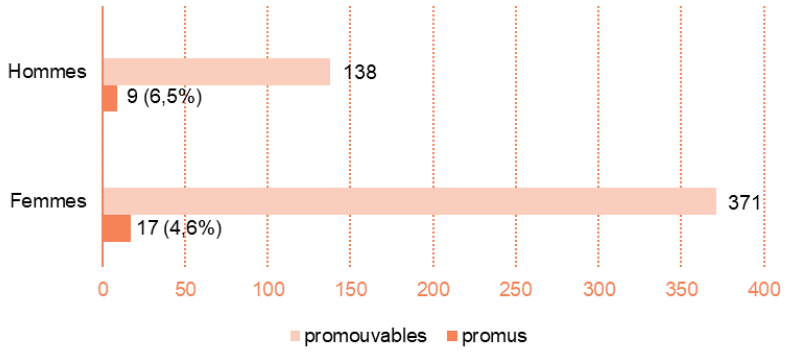
Le repyramidage des personnels BIATSS

En application du décret n°2022-703 du 26 avril 2022, une liste d'aptitude exceptionnelle est créée pour l'accès au corps des techniciens de recherche et formation.

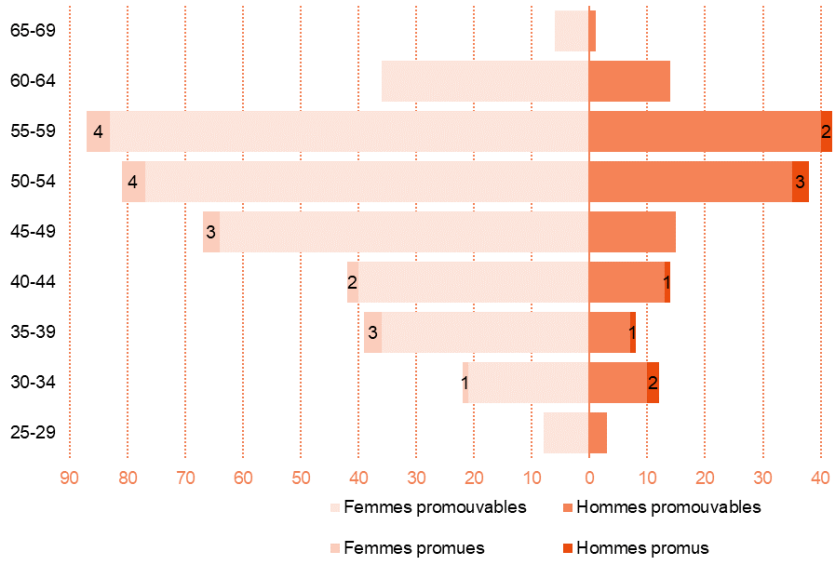
Liste d'aptitude exceptionnelle pour l'accès au corps des techniciens

Catégorie	Grade	Nb de promouvables Total	Nb de promouvables dont f	Nb de promus Total	Nb de promus dont f	Contingent national ou académique	% de promus UB/contingent national ou académique	Ancienneté moyenne dans le corps avant promotion
Catégorie B	TCH	509	371	26	17	500	5%	16 ans

Proportion des promus par genre sur l'ensemble des promouvables



Répartition par tranche d'âge des promouvables et des promus



Par ailleurs, 3 candidats ont été promus IGE dont 2 femmes et 2 candidats ont été promus IGR (2 hommes).

3. Rémunération

Les rémunérations correspondent à des montants nets, payés sur l'année 2022. Le salaire en équivalent temps plein (ETP) permet de ramener l'ensemble des agents rémunérés à temps partiel sur une base de temps de travail à 100%. Le salaire net tient compte du traitement principal, des primes et indemnités ainsi que des éventuelles rémunérations accessoires (heures complémentaires,etc.).

En 2022, la rémunération nette moyenne mensuelle s'élève à 2 629 € toutes populations confondues. Cette moyenne est de 2 345 € pour les femmes et 2 965 € pour les hommes.

Les écarts de moyennes de rémunérations sont étroitement liés à la structure de la population par genre, catégories et métiers.

Pour faciliter la lecture de ces chiffres, il est à rappeler que :

> Les femmes représentent 43% de la population des enseignants, enseignants-chercheurs et chercheurs ;

> Les personnels BIATSS masculins représentent 45% de cette population.

3.1. La rémunération nette mensuelle moyenne

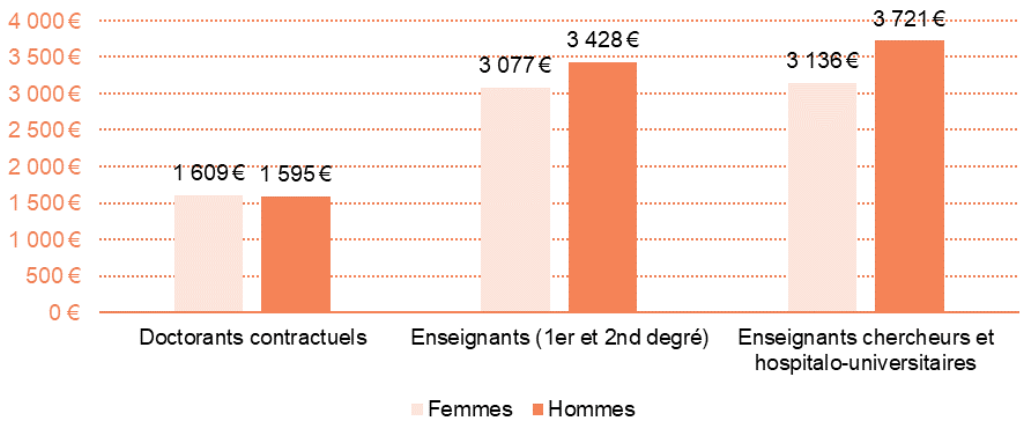
Rémunération nette mensuelle moyenne des personnels enseignants

La rémunération nette moyenne mensuelle des enseignants en 2022 s'élève à 3 090 €, 2 784 € pour les femmes et 3 318 € pour les hommes.

La structure de la population des enseignants est à prendre en compte dans l'analyse des rémunérations moyennes en fonction du genre. En effet, 76% des professeurs d'université et des professeurs hospitalo-universitaires sont des hommes et perçoivent une rémunération supérieure aux maîtres de conférences.

Rémunération nette moyenne mensuelle des personnels enseignants

Les moyennes présentées ci-dessous intègrent les personnels titulaires et contractuels.



Rémunération nette moyenne mensuelle des personnels enseignants par genre, emploi et statut

Statut	Filière	Femmes	Hommes	Salaire moyen global	Rappel 2021 Salaire moyen global
Fonctionnaires	Enseignants chercheurs et hospitalo-universitaires	3 892 €	4 281 €	4 183 €	3 943 €
	Enseignants (1er et 2nd degré)	3 432 €	3 790 €	3 621 €	3 475 €
		3 792 €	4 209 €	4 053 €	3 862 €
Contractuels	Enseignants chercheurs et hospitalo-universitaires	1 768 €	1 901 €	1 835 €	1 813 €
	Enseignants (1er et 2nd degré)	1 991 €	1 527 €	1 808 €	1 727 €
	Doctorants contractuels	1 609 €	1 595 €	1 602 €	1 526 €
		1 711 €	1 735 €	1 723 €	1 681 €
Moyenne globale		**2 784 €**	**3 318 €**	**3 090 €**	**2 967 €**

Rémunération nette moyenne mensuelle des personnels enseignants par décile

La répartition par décile classe la population étudiée en fonction des salaires :

> Le premier décile (D1) est le salaire au-dessous duquel se situent 10% des salaires ;

> Le neuvième décile (D9) est le salaire au-dessous duquel se situent 90% des salaires ;

> Le rapport interdécile met en évidence l'écart entre le haut et le bas de la distribution.

Le salaire médian (D5) pour les enseignants et enseignants-chercheurs, toutes populations confondues, s'élève à 2 806 € nets mensuels : la moitié de cette population bénéficie d'un salaire net en dessous de 2 806 € et l'autre moitié au-dessus de ce montant.

Le rapport interdécile indique que le salaire au dessus duquel se situent 10% des salaires les plus élevés correspond à 3,4 fois le salaire au-dessous duquel se situe 10% des salaires les moins élevés.

	Contractuels		Titulaires		Global	Rappel 2021 Global
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes		
D1	1 158 €	1 163 €	2 755 €	3 051 €	1 421 €	1 341 €
D9	2 571 €	2 706 €	4 778 €	5 503 €	4 836 €	4 635 €
Rapport interdecile (D9/D1)	**2,2**	**2,3**	**1,7**	**1,8**	**3,4**	**3,5**

Détail de la rémunération nette moyenne mensuelle des personnels enseignants par décile

Le salaire médian (D5) pour les enseignants et enseignants-chercheurs contractuels s'élève à 1 643 € nets mensuels, celui des enseignants et enseignants-chercheurs titulaires est de 3 892 € nets mensuels.

Le rapport interdécile pour les enseignants et enseignants-chercheurs contractuels correspond à 2,3 et pour les enseignants et enseignants-chercheurs titulaires à 1,8.

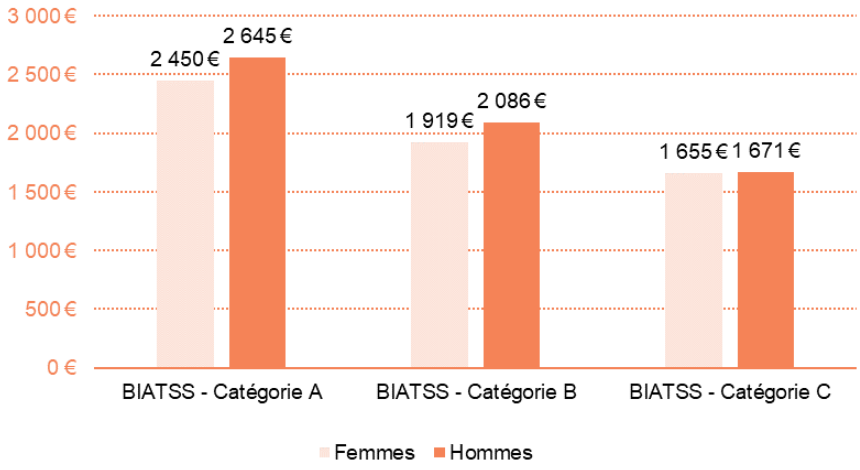
Rémunération nette mensuelle moyenne des personnels BIATSS

La rémunération nette moyenne des personnels BIATSS, s'élève à 2 088 €, 2 021 € pour les femmes et 2 229 € pour les hommes.

La structure de la population des BIATSS est à prendre en compte dans l'analyse des rémunérations moyennes en fonction du genre.

En effet, 73% des effectifs de catégorie C et 72% des effectifs de catégorie B sont des femmes.

Rémunération nette moyenne mensuelle des personnels BIATSS



Rémunération nette moyenne mensuelle des personnels BIATSS par catégorie et par genre

Statut	Filière	Femmes	Hommes	Salaire moyen global
Fonctionnaires	BIATSS - Catégorie A	3 005 €	3 224 €	3 095 €
	BIATSS - Catégorie B	2 063 €	2 223 €	2 112 €
	BIATSS - Catégorie C	1 728 €	1 766 €	1 738 €
		2 125 €	2 402 €	2 213 €
Contractuels	BIATSS - Catégorie A	2 103 €	2 188 €	2 133 €
	BIATSS - Catégorie B	1 498 €	1 550 €	1 511 €
	BIATSS - Catégorie C	1 398 €	1 383 €	1 394 €
		1 852 €	1 963 €	1 889 €
Moyenne globale		**2 021 €**	**2 229 €**	**2 088 €**

Rémunération nette moyenne mensuelle des personnels BIATSS par décile

Le salaire médian (D5) pour les personnels BIATSS, toutes populations confondues, s'élève à 1 833 € nets mensuels : la moitié de cette population bénéficie d'un salaire net en dessous de 1 833 € et l'autre moitié au-dessus de ce montant.

Le rapport interdécile indique que le salaire au dessus duquel se situent 10% des salaires les plus élevés correspond à 2 fois le salaire au dessous duquel se situe 10% des salaires les moins élevés.

	Contractuels		Titulaires		Global
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
D1	1 359 €	1 366 €	1 626 €	1 650 €	1 407 €
D9	2 444 €	2 618 €	2 947 €	3 454 €	2 885 €
Rapport interdecile (D9/D1)	**1,8**	**1,9**	**1,8**	**2,1**	**2**

Détail de la rémunération nette moyenne mensuelle des personnels BIATSS par décile

Le salaire médian (D5) pour les personnels BIATSS contractuels s'élève à 1 664 € nets mensuels, celui des BIATSS titulaires est de 1 931 € net mensuel.

Le rapport interdécile pour les contractuels correspond à 1,8 et pour les titulaires à 2.

Garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA)

Instaurée en 2008, la GIPA résulte d'une comparaison établie entre l'évolution du traitement indiciaire brut (TIB) détenu par l'agent sur une période de référence de quatre ans et celle de l'indice des prix à la consommation (IPC hors tabac en moyenne annuelle) sur la même période. Si le TIB effectivement perçu par l'agent au terme de la période a évolué moins vite que l'inflation, un montant indemnitaire brut équivalent à la perte de pouvoir d'achat ainsi constatée est versé à chaque agent concerné.

La GIPA ou garantie individuelle du pouvoir d'achat du traitement indiciaire des fonctionnaires concerne tous les fonctionnaires titulaires et contractuels indicés, des trois versants de la fonction publique.

	Population	Montants	Bénéficiaires
EEC	Enseignants-chercheurs	89 379 €	56
EEC	Hospitalo-Universitaires	25 147 €	16
EEC	Astronomes et physiciens	1 717 €	1
EEC	Enseignants du 1er et 2nd degré	6 606 €	7
		122 849 €	80
BIATSS	BIATSS catégorie A	26 449 €	43
BIATSS	BIATSS catégorie B	13 565 €	41
BIATSS	BIATSS catégorie C	23 983 €	146
		63 997 €	230
		186 846 €	**310**

3.2. Les primes et indemnités versées en 2022

Au global, les primes et indemnités versées à l'ensemble des personnels de l'université représentent plus de 23,3 M€ en 2022.

Les primes se répartissent de la manière suivante :

- primes communes à tous les personnels : 18% ;
- primes versées aux enseignants : 39% ;
- primes versées aux personnels BIATSS : 43%, dont 89% concernent l'indemnité de fonctions, sujétions et expertise (IFSE).

Les primes et indemnités communes regroupent le remboursement domicile-travail, le télétravail, le supplément familial de traitement, le forfait mobilité durable et l'indemnité compensatrice de la CSG.

Le transfert prime-point (TPP) est réparti selon la population BIATSS ou enseignante.

Primes versées par type de population

	Nb de bénéficiaires		Montant total	Montant moyen par versement	Montant moyen par bénéficiaire			
	Global	dont f			Global	Hommes	Femmes	Ecart F/H
Enseignants	3 218	1 350	9 118 K€	213 €	2 833 €	3 213 €	2 308 €	-905 €
BIATSS	2 971	1 997	9 916 K€	200 €	3 338 €	3 871 €	3 078 €	-793 €
Communes	5 315	3 014	4 258 K€	42 €	801 €	899 €	726 €	-173 €
	6 652	**3 648**	**23 292 K€**	**120 €**	**3 502 €**	**3 942 €**	**3 139 €**	**-803 €**

Détail des primes versées par type de population

Primes BIATSS et enseignants par déciles

Une forte différence apparaît entre les déciles de 2022 et ceux de 2021, due au versement de la prime Castex à un grand nombre d'agents ne bénéficiant habituellement pas de primes (environ 1 450 agents), intégrés dans les premiers déciles. De ce fait, les agents bénéficiant par ailleurs d'autres primes se retrouvent dans des déciles plus élevés. Cette différence est d'autant plus significative chez les agents contractuels enseignants étant donné qu'en temps normal (hors prime Castex), il y a peu de bénéficiaires de primes dans cette catégorie d'agents.

		Contractuels		Titulaires		Total
		Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
Enseignants	D1	100 €	100 €	611 €	1 347 €	100 €
	D9	779 €	890 €	9 194 €	9 578 €	8 194 €
		7,8	**8,9**	**15,0**	**7,1**	**81,9**
BIATSS	D1	100 €	100 €	2 680 €	3 093 €	100 €
	D9	2 315 €	3 729 €	7 591 €	10 333 €	7 160 €
Rapport interdecile (D9/D1)		**23,2**	**37,3**	**2,8**	**3,3**	**71,6**

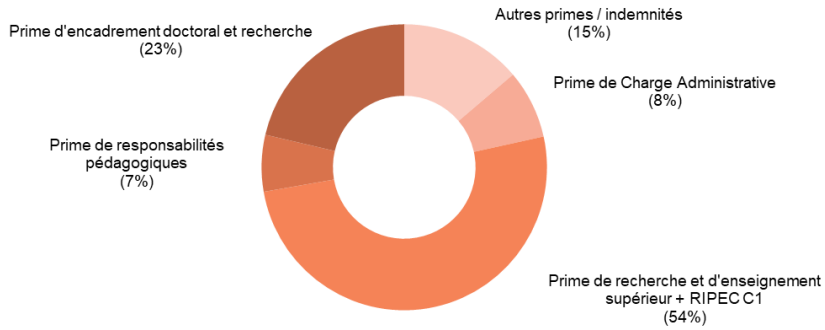
Détail des primes versées

Primes versées aux enseignants

La création du nouveau régime indemnitaire des personnels enseignants-chercheurs et chercheurs (RIPEC) par décret du 29 novembre 2021 constitue une nouvelle donne indemnitaire tant dans son architecture que dans la part relative à ses différentes composantes : statutaire, fonctionnelle et individuelle. Il a pour objectif principal la revalorisation des régimes indemnitaires des enseignants-chercheurs et des chercheurs et leur alignement.

S'agissant de la composante fonctionnelle dite « C2 » qui se substitue à la prime de responsabilités pédagogiques et à la prime de charge administrative, et de la composante individuelle dite « C3 » qui se substitue à la prime d'encadrement doctoral et de recherche pour les enseignants-chercheurs, les lignes directrices de gestion du ministère prévoient qu'elles entrent en application définitive à compter du 1er septembre 2022. Dès lors, et compte tenu notamment du déroulement en année universitaire, les éléments qui la concernent figureront dans la version 2023 du rapport social unique.

Répartition du montant des primes des personnels enseignants par type de prime



Primes de recherche et d'enseignement supérieur + RIPEC C1

	Montant total	Nb de bénéficiaires	Montant moyen par bénéficiaire	Rappel 2021 Montant total*	Nb de bénéficiaires	Montant moyen par bénéficiaire
Contractuels enseignants	128 K€	139	919 €	116 K€	144	807 €
Enseignants 1er degré	15 K€	11	1 342 €	9 K€	6	1 446 €
Enseignants 2nd degré	549 K€	346	1 587 €	449 K€	322	1 396 €
Enseignants-Chercheurs	4 256 K€	1 251	3 402 €	2 276 K€	1 239	1 837 €
	4 948 K€	**1 742**	**2 840 €**	**2 850 K€**	**1 711**	**1 666 €**

**Montant hors RIPEC C1*

Primes de responsabilités pédagogiques

	Montant total	Nb de bénéficiaires	Montant moyen par bénéficiaire	Rappel 2021 Montant total	Nb de bénéficiaires	Montant moyen par bénéficiaire
Contractuels enseignants	2 K€	2	1 000 €	3 K€	1	3 054 €
Contractuels Hospitalo-Universitaires	1 K€	2	750 €	-	-	-
Enseignants 1er degré	1 K€	1	500 €	1 K€	1	500 €
Enseignants 2nd degré	102 K€	85	1 204 €	112 K€	91	1 233 €
Enseignants-Chercheurs	416 K€	339	1 228 €	427 K€	347	1 231 €
Hospitalo-Universitaires	103 K€	75	1 379 €	62 K€	36	1 715 €
	625 K€	**504**	**1 240 €**	**607 K€**	**478**	**1 269 €**

Primes de charges administratives

	Montant total	Nombre de bénéficiaires	Montant moyen par bénéficiaire	Rappel 2021 Montant total	Nb de bénéficiaires	Montant moyen par bénéficiaire
Contractuels enseignants	34 K€	16	2 105 €	21 K€	6	3 464 €
Enseignants 1er degré	3 K€	1	2 500 €	3 K€	1	2 500 €
Enseignants 2nd degré	108 K€	32	3 389 €	100 K€	29	3 445 €
Enseignants-Chercheurs	528 K€	181	2 917 €	612 K€	192	3 188 €
Hospitalo-Universitaires	85 K€	26	3 279 €	107 K€	25	4 261 €
	758 K€	**256**	**2 960 €**	**842 K€**	**265**	**3 284 €**

Primes d'encadrement doctoral et de recherche

	Montant total	Nb de bénéficiaires	Montant moyen par bénéficiaire	Rappel 2021 Montant total	Nb de bénéficiaires	Montant moyen par bénéficiaire
Enseignants-Chercheurs	1 910 K€	382	4 999 €	1 894 K€	375	5 051 €
Hospitalo-Universitaires	174 K€	33	5 278 €	134 K€	27	4 961 €
	2 083 K€	**413**	**5 046 €**	**2 028 K€**	**402**	**5 045 €**

Primes versées aux personnels BIATSS

Répartition du montant de l'IFSE par catégorie

	Nb de bénéficiaires		Montant total	Montant moyen par bénéficiaire			
	Global	dont f		Global	Hommes	Femmes	Ecart F/H
Catégorie A	473	283	4 042 K€	8 545 €	9 623 €	7 822 €	-1 801 €
Catégorie B	466	327	2 252 K€	4 833 €	5 667 €	4 479 €	-1 188 €
Catégorie C	804	586	2 513 K€	3 125 €	3 248 €	3 079 €	-168 €
	1 717	**1 177**	**8 807 K€**	**5 129 €**	**6 156 €**	**4 568 €**	**-1 497 €**

3.3. La masse salariale

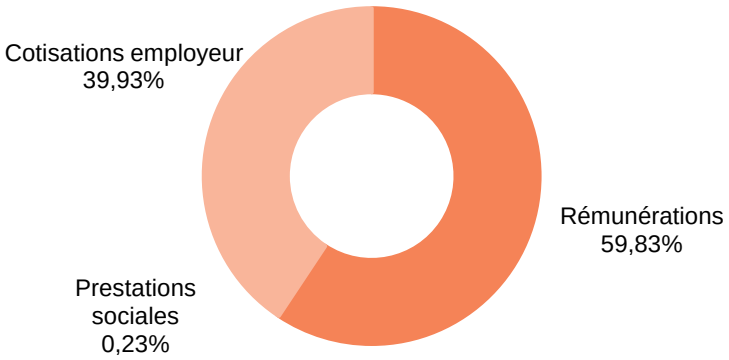
La masse salariale 2022 s'élève à 386 M€ (déversements de paie). Elle est composée de 230,8 M€ de rémunérations brutes (traitement de base, supplément familial de traitement, primes et indemnités, heures de cours complémentaires), de 154 M€ de cotisations employeurs et de 0,9 M€ de prestations sociales, (congés longue durée, remboursement domicile–travail, prestations espèces assurance maladie).

Les cotisations employeur varient en fonction du statut de la personne (titulaire ou contractuel) et des éléments payés. Ainsi, le taux de cotisations employeur des titulaires est d'environ 90% sur la part indicée du traitement brut (du fait notamment du taux CAS Pension 74,6%) ; celui des contractuels est en moyenne de 44% ; les HCC des titulaires sont chargées à environ 5%. Le CAS Pension (cotisations employeur pour le financement des retraites des fonctionnaires) représente 102,5 M€ pour l'année 2022.

Répartition de la masse salariale

En 2022, la rémunération brute moyenne mensuelle s'élève à 3 270 € toutes populations confondues. Cette moyenne est de 2 914 € pour les femmes et 3 690 € pour les hommes.

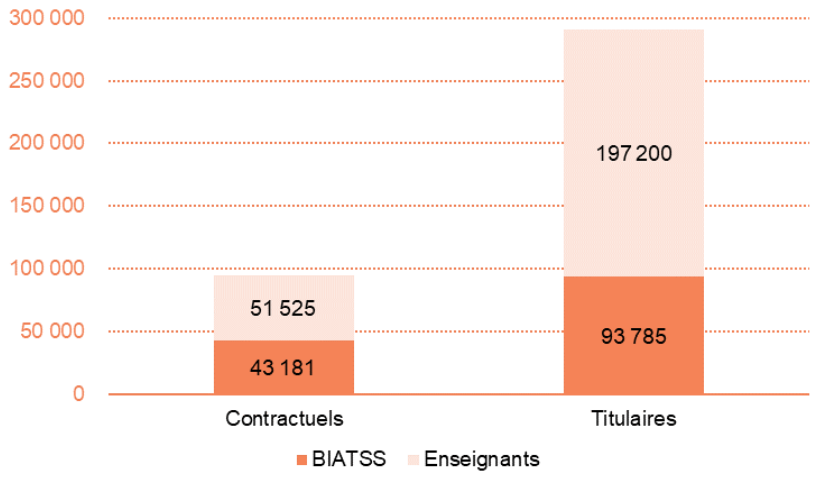
La masse salariale comptable 2022 s'élève à 386 M€. Elle est composée, à hauteur de 60%, de l'ensemble des rémunérations brutes versées (principales, accessoires, primes et indemnités, heures de cours complémentaires) ainsi que des charges patronales afférentes et des prestations sociales (accidents du travail, capitaux décès).



		BIATSS	Enseignants	Total	Rappel 2021
Rémunérations	Rémunérations principales	69 938 K€	129 959 K€	199 898 K€	190 594 K€
	Rémunérations accessoires	2 405 K€	2 640 K€	5 045 K€	4 384 K€
	Primes et Indemnités	10 592 K€	5 677 K€	16 269 K€	15 189 K€
	HCC	1 503 K€	8 055 K€	9 558 K€	9 633 K€
		84 438 K€	146 331 K€	230 769 K€	219 801 K€
Cotisations Employeur	CAS Pension ET ATI	32 086 K€	70 422 K€	102 508 K€	100 609 K€
	Cotisations Pôle Emploi	1 184 K€	1 460 K€	2 644 K€	2 473 K€
	Autres charges	18 573 K€	30 294 K€	48 867 K€	46 891 K€
		51 843 K€	102 176 K€	154 019 K€	149 973 K€
Prestations Sociales		738 K€	166 K€	903 K€	681 K€
		137 019 K€	**248 673 K€**	**385 691 K€**	**370 454 K€**

Répartition de la masse salariale par statut

La masse salariale des titulaires représente 75% de la masse salariale totale.



3.4. Les heures de cours complémentaires

9,56 M€ d'heures de cours complémentaires ont été payées en 2022.

Montants bruts des heures de cours complémentaires payés en 2022

		Titulaires	Contractuels	Total	Rappel 2021
ENSEIGNANTS	Doctorants contractuels	-	44 K€	44 K€	63 K€
	Enseignants	-	46 K€	46 K€	33 K€
	Enseignants-Chercheurs	2 724 K€	356 K€	3 080 K€	3 352 K€
	Professeurs du 1er degré	28 K€	-	28 K€	12 K€
	Professeurs du 2nd degré	1 698 K€	-	1 698 K€	1 655 K€
	Vacataires	-	4 479 K€	4 479 K€	4 335 K€
		4 450 K€	4 925 K€	9 375 K€	9 450 K€
BIATSS	Catégorie A	61 K€	67 K€	128 K€	142 K€
	Catégorie B	34 K€	9 K€	43 K€	30 K€
	Catégorie C	5 K€	7 K€	12 K€	11 K€
		100 K€	82 K€	183 K€	183 K€
		4 550 K€	**5 008 K€**	**9 558 K€**	**9 633 K€**

4. Évolution professionnelle et accompagnement

En 2022, 238 agents ont sollicité un entretien conseil ou un accompagnement en évolution professionnelle :

- 24% ont sollicité ponctuellement le service (58 agents)
- 58% ont sollicité un accompagnement personnalisé (137 agents)
- 18% n'ont pas pu être pris en charge au 31 décembre 2022 (43 agents au regard de la faisabilité)

Les sollicitations des agents demeurent élevées et constantes par rapports aux années antérieures. Elles sont restées similaires à celles des 3 dernières années (238 pour 2022 contre 240 agents en 2021 et 249 en 2020), affirmant le besoin des agents de conseil-accompagnement en évolution professionnelle.

◆ Profil des agents

- 186 femmes (78%) et 52 hommes (22%) ;
- 198 personnels BIATSS (83%) et 40 enseignants et enseignants-chercheurs ou doctorants (17%) ;
- 176 titulaires (74%) et 62 contractuels (26%).

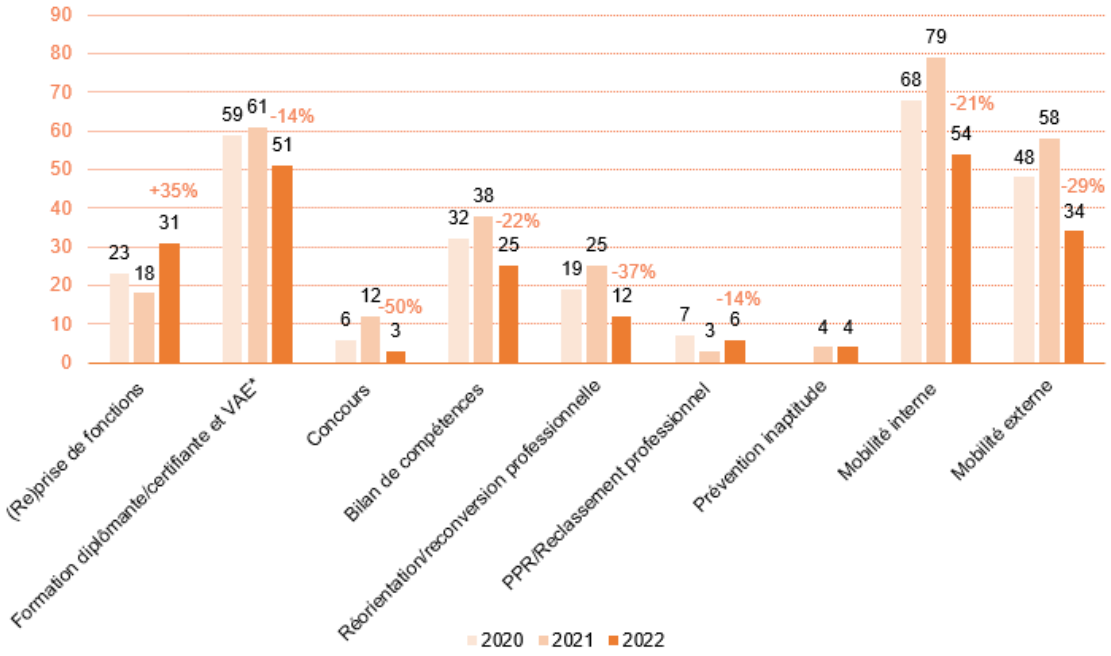
◆ Accompagnements réalisés en 2022

- 220 accompagnements ont été réalisés ou ont débuté en 2022

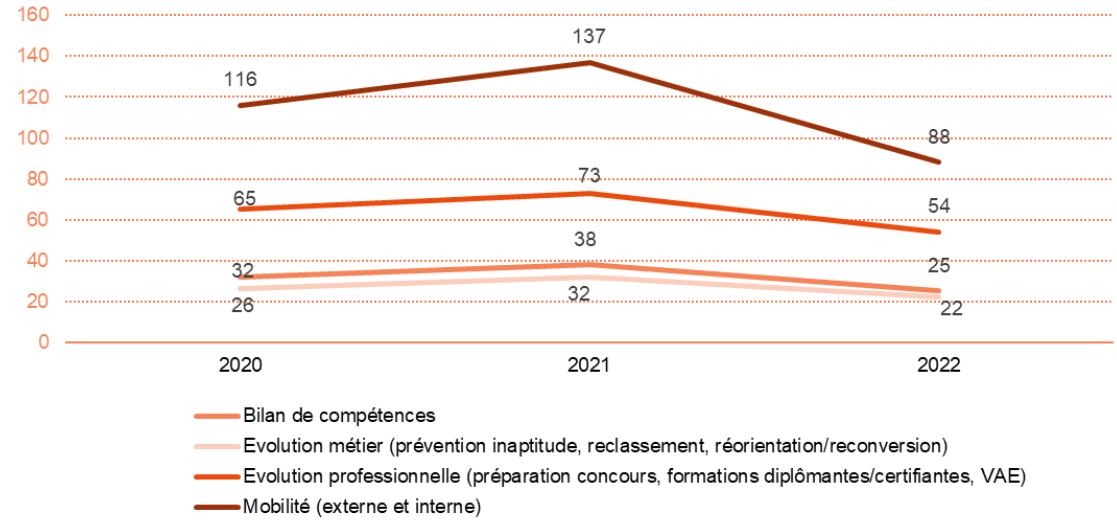
Un agent peut solliciter un ou plusieurs types d'accompagnement. Certains entreprennent parfois plusieurs accompagnements pour maximiser leurs chances de voir leurs projets aboutir (moyenne de 1,6 accompagnement par agent).

Évolution des accompagnements entre 2020 et 2022

Dans la mesure où 43 agents n'ont pu être accompagnés en 2022, les données ci-dessous ne sont pas significatives au titre de l'année 2022. Toutefois on peut noter une tendance à la baisse des demandes d'accompagnement à la mobilité.



**Formation diplômante et certifiante: 45 en 2022, 54 en 2021, 56 en 2020, - VAE : 6 en 2022, 7 en 2021, 3 en 2020.*



(*) Hors accompagnement «(re)prise de fonctions ».

Zoom sur les accompagnements « mobilité interne »

Caractéristiques des 54 agents accompagnés pour une mobilité interne :

> 81% sont des agents titulaires. Parmi les contractuels, 6 agents sont contractuels en CDI et 4 en CDD ;

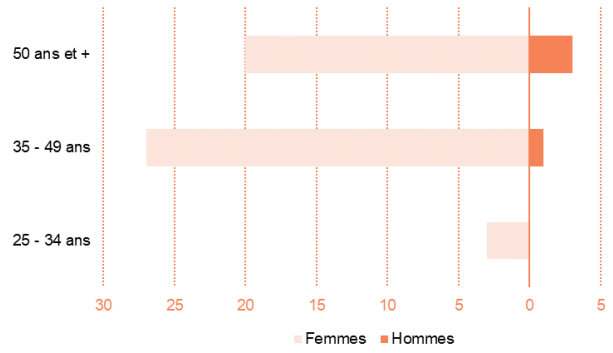
> 94% sont des personnels BIATSS ;

> 52% sont des agents de catégorie C (soit 28 agents).

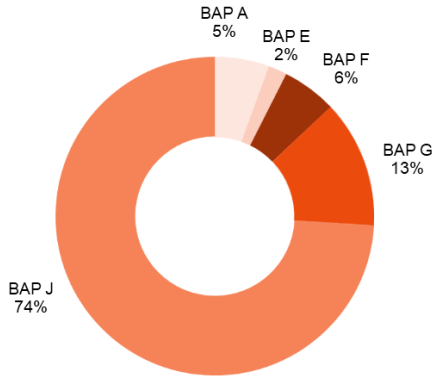
	Titulaires		CDI		CDD		Total
	Nb	%f	Nb	%f	Nb	%f	
Ens., cherch. et ens.-cherch.	3	100%	0	0%	0	0%	3
BIATSS	41	93%	6	83%	4	100%	51
	44	**91%**	**6**	**83%**	**4**	**100%**	**54**

		Femmes	Hommes	Total
Ens., cherch. et ens.-cherch.		3	0	3
BIATSS	Catégorie A	9	2	11
	Catégorie B	11	1	12
	Catégorie C	27	1	28
		50	**4**	**54**

Répartition des agents accompagnés par tranches d'âges



Répartition des agents accompagnés par branches d'activités professionnelles



◆ Bilan accompagnement à la mobilité interne :

Au 31 décembre 2022, parmi les 54 agents accompagnés durant l'année dans une démarche de mobilité interne :

> 26 agents sont toujours en cours d'accompagnement ;

> 17 agents ont réalisé une mobilité interne ;

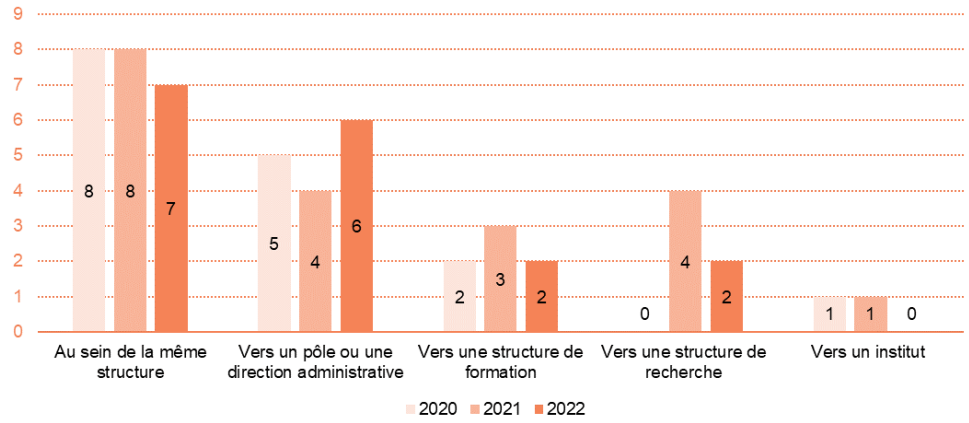
> 1 agent a suspendu sa démarche et 10 ont arrêté leur démarche de mobilité interne (dont 3 ont réalisé une mobilité externe)

Vers quelles structures les 17 mobilités internes ont-elles été réalisées ?

> 41% des mobilités ont été réalisées au sein de la même structure d'affectation ;

> 59% des agents ont changé de structure.

Une augmentation des mobilités internes vers les pôles ou directions administratives est à noter en 2022 (35% en 2022 contre 20% en 2021) pour revenir à un taux similaire à 2020 (31%).



Zoom sur les accompagnements « mobilité externe »

Parmi les 34 agents accompagnés pour une mobilité externe en 2022 :

> 85% sont des agents titulaires ;

> 97% sont des personnels BIATSS ;

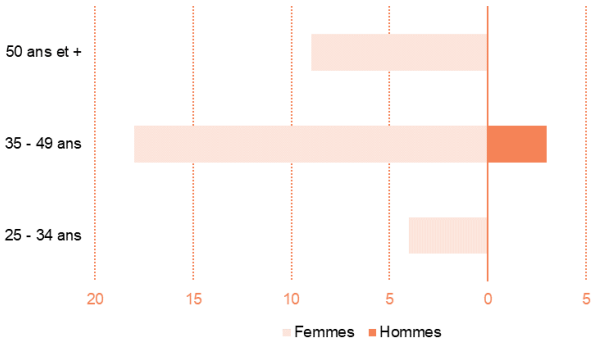
> 50% sont de catégorie C.

En 2022, on note une nette diminution des agents souhaitant réaliser une mobilité externe (58 en 2021).

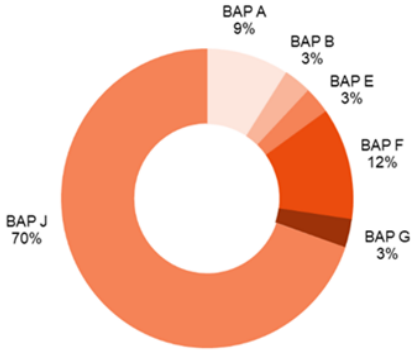
	Titulaires		CDI		CDD		Total
	Nb	%f	Nb	%f	Nb	%f	
Ens., cherch. et ens.-cherch.	1	100%	0	0%	0	0%	1
BIATSS	28	89%	3	100%	2	100%	33
	29	**74%**	**3**	**100%**	**2**	**100%**	**34**

		Femmes	Hommes	Total
Ens., cherch. et ens.-cherch.		1	0	1
BIATSS	Catégorie A	6	1	7
	Catégorie B	9	0	9
	Catégorie C	15	2	17
		31	**3**	**34**

Répartition des agents accompagnés par tranches d'âges



Répartition des agents accompagnés par BAP



Bilan accompagnement à la mobilité externe :

Au 31 décembre 2022, parmi les 34 agents accompagnés durant l'année dans une démarche de mobilité externe :

> 19 agents sont toujours en cours d'accompagnement ;

> 4 agents ont réalisé une mobilité externe ;

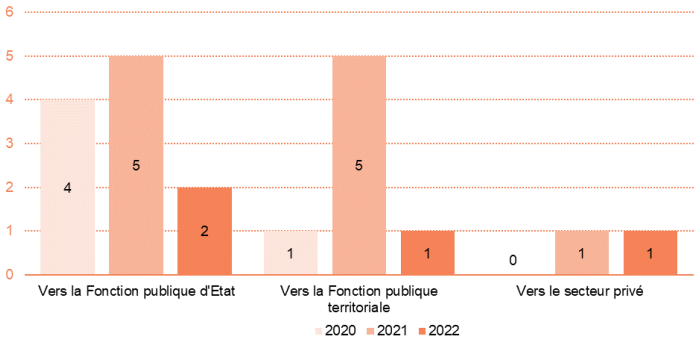
> 2 agents ont suspendu et 9 ont arrêté leur démarche (dont 4 ont réalisé une mobilité interne).

Vers quels types d'employeurs les 4 mobilités externes ont-elles été réalisées ?

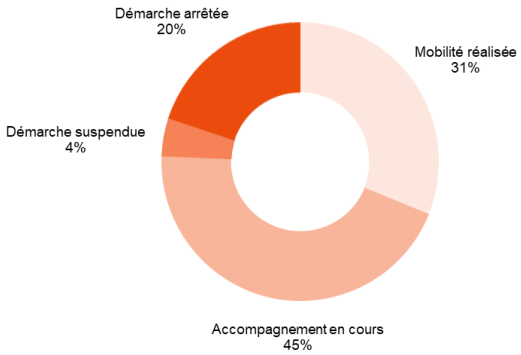
> 2 agents ont choisi d'aller vers la fonction publique d'Etat ;

> 1 agent vers la fonction publique territoriale ;

> 1 agent vers le secteur privé.



Bilan des mobilités internes et externes



Mobilité des enseignants-chercheurs

Afin de permettre aux enseignants-chercheurs de développer leurs activités de recherche, il existe deux dispositifs de mobilité : la délégation et le congé pour recherche et conversions thématiques qui octroient une diminution du service d'enseignement (décret n° 84-431 du 6 juin 1984).

◆ Congés pour recherches et conversions thématiques (CRCT)

Attributions des CRCT au titre de l'année 2022

L'ensemble de ces attributions représente un volume de décharges d'enseignement de 960 HETD.

	Nb de demandes	Attributaires			Total en semestres attribués	Dont attributaires pour une mobilité à l'étranger
		Au titre du CNU	Au titre de l'établissement	Total		
Femmes	7	1	4	5	7	0
Hommes	4	0	3	3	3	2
	11	**1**	**7**	**8**	**10**	**2**

◆ Délégations

Attributions des délégations au titre de l'année 2022

La majorité des délégations (50%) sont faites en direction du CNRS.

L'ensemble des délégations attribuées représente un volume de décharges d'enseignement de 4 964 HETD.

Les délégations font l'objet d'une convention établie entre l'université de Bordeaux et l'organisme d'accueil qui fixe les modalités de compensation financière permettant le remplacement des heures non effectuées par les bénéficiaires.

	Nb de demandes		Attributaires		Attributaires pour une mobilité à l'étranger		Volume de décharges en HETD
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
CNRS	6	30	3	24	0	2	3 072
INRIA	1	5	1	5	0	0	576
Autres	3	9	3	9	1	1	1 316
	10	44	7	38	1	3	
	54		**45**		**4**		**4 964**

◆ Congés pour projet pédagogique (CPP)

Attributions des CPP au titre de l'année 2022

L'ensemble de ces attributions représente un volume de décharges d'enseignement de 576 HETD.

	Nb de demandes		Attributaires		Volume de décharges en HETD
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
Enseignants chercheurs	1	2	1	2	384
Enseignants 1er ou 2nd degré	0	1	0	1	192
	1	**3**	**1**	**3**	**576**
	4		**4**		

5. Flux de personnels

5.1. Le taux de rotation

Le taux de rotation ou turnover donne une indication globale de l'ampleur des mouvements de personnels au sein de l'université.

> Le taux de rotation global est de 15,8% (contractuels 31,5% et titulaires 3,9%).

> Ces taux sont en baisse par rapport à l'année passée.

> Le turnover montre que près d'1/3 de la population est renouvelé en 2022.
Il est en partie lié à la présence de contrats dont la durée est fixée par la règlementation (ex : doctorants contractuels, ATER, chefs de clinique…).

		Entrants 2021	Sortants 2020	Effectifs 2021	Taux de rotation	Rappel 2021
Titulaires	Enseignants, chercheurs et ens.-cherch.	62	71	1 833	3,6%	3,9%
	Personnels BIATSS	38	104	1 654	4,3%	4,8%
		100	175	3 487	3,9%	4,3%
Contractuels	Enseignants, chercheurs et ens.-cherch.	512	438	1 431	33,2%	39,5%
	Personnels BIATSS	424	278	1 193	29,4%	27,8%
		936	716	2 624	31,5%	34,4%
		1 036	**891**	**6 111**	**15,8%**	**16,7%**

Calcul du taux de rotation :

$$\frac{\text{(somme du nombre d'arrivées et du nombre de départs d'agents au cours de l'année) / 2}}{\text{effectif de l'année}}$$

Les entrants 2022 sont les agents présents au 31/12/2022 qui ne l'étaient pas au 31/12/2021 quelle que soit leur situation. De la même façon, les sortants 2022 sont les agents présents au 31/12/2021 qui ne le sont plus au 31/12/2022.

5.2. Les départs

Les retraites des personnels titulaires

◆ État des départs

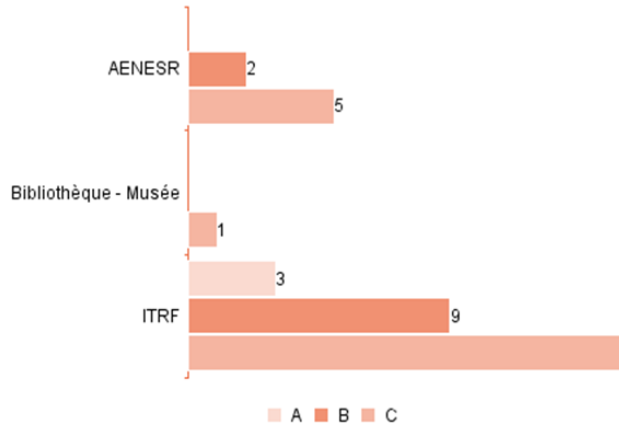
Le nombre de départs à la retraite des personnels titulaires en activité en 2022 s'élève à 79 :

> 35 personnels BIATSS ;

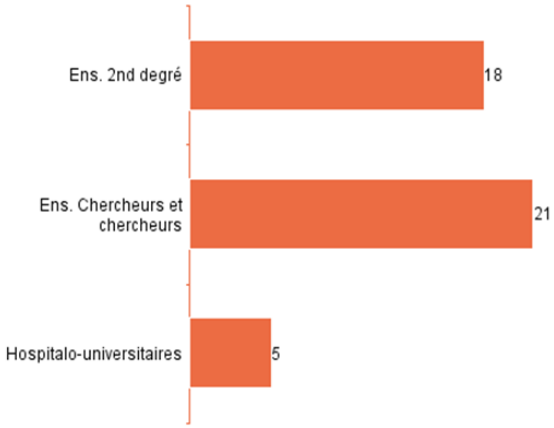
> 44 enseignants et enseignants-chercheurs.

Départ en retraite par filière et par type de population

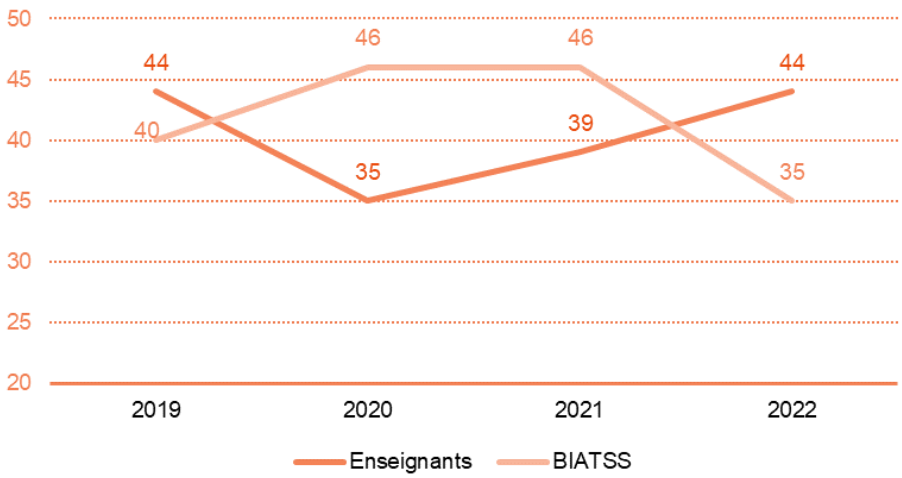
Personnels BIATSS



Enseignants



Évolution des départs sur les 4 dernières années



Départs par statut et genre

			Femmes	Hommes	Total	%f	Rappel 2021	%f
EEC	Ens. 2nd degré	PRAG	3	7	10	30%	5	40%
		PRCE	5	2	7	71%	2	50%
		PROF. EPS		1	1		2	
			8	10	18	44%	9	33%
	Ens. cherch. et cherc.	MCF	7	6	13	54%	10	40%
		PR	1	7	8	13%	11	27%
			8	13	21	38%	22	36%
	Hospitalo-universitaires	MCU-PH	1		1	100%	4	50%
		PUPH		4	4		4	
			1	4	5	20%	8	25%
			17	27	44	39%	39	33%
BIATSS	Catégorie A		1	2	3	33%	15	87%
	Catégorie B		8	3	11	73%	9	22%
	Catégorie C		13	8	21	62%	22	77%
			22	13	35	63%	46	70%
			22	13	35	63%	46	70%
			39	**40**	**79**	**49%**	**85**	**53%**

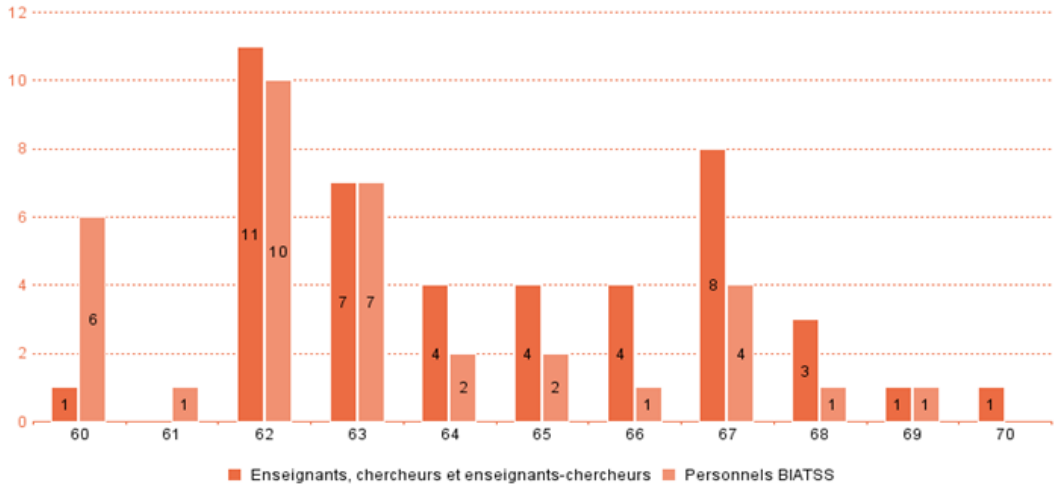
Répartition des départs en fonction de l'âge et du type de personnel

L'âge moyen de départ à la retraite est de 64 ans :

> 64,6 pour les enseignants et enseignants-chercheurs ;

> 63,2 pour les BIATSS.

2/3 des personnels BIATSS partent à la retraite entre 60 et 63 ans, alors que la répartition par âge de départ des enseignants est plus équilibrée entre 62 et 68 ans.

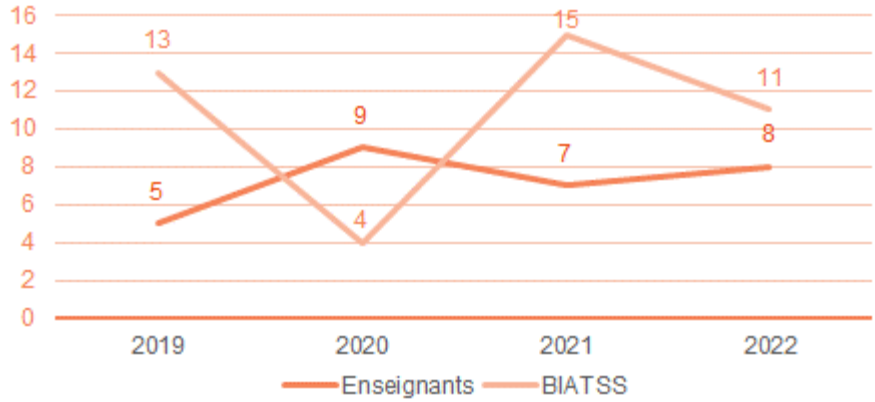


Les autres départs des personnels titulaires

	EEC		BIATSS		Total	Rappel 2021
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes		
Nomination après concours	0	2	5	2	9	5
Mutation	6	2	8	3	19	22
Décédé(e)	0	2	1	2	5	9
Autres départs*	0	1	9	2	12	7
	6	**7**	**23**	**9**	**45**	**43**

** démission, rupture conventionnelle, fin de fonction dans le supérieur, titularisation dans une autre fonction publique*

Évolution des départs pour mutation sur les 4 dernières années

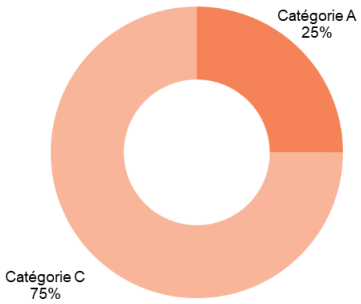


Les ruptures conventionnelles (titulaires et contractuels)

Sur un total de 10 demandes de ruptures conventionnelles traitées en 2022, 4 ont été acceptées.

Demandes acceptées

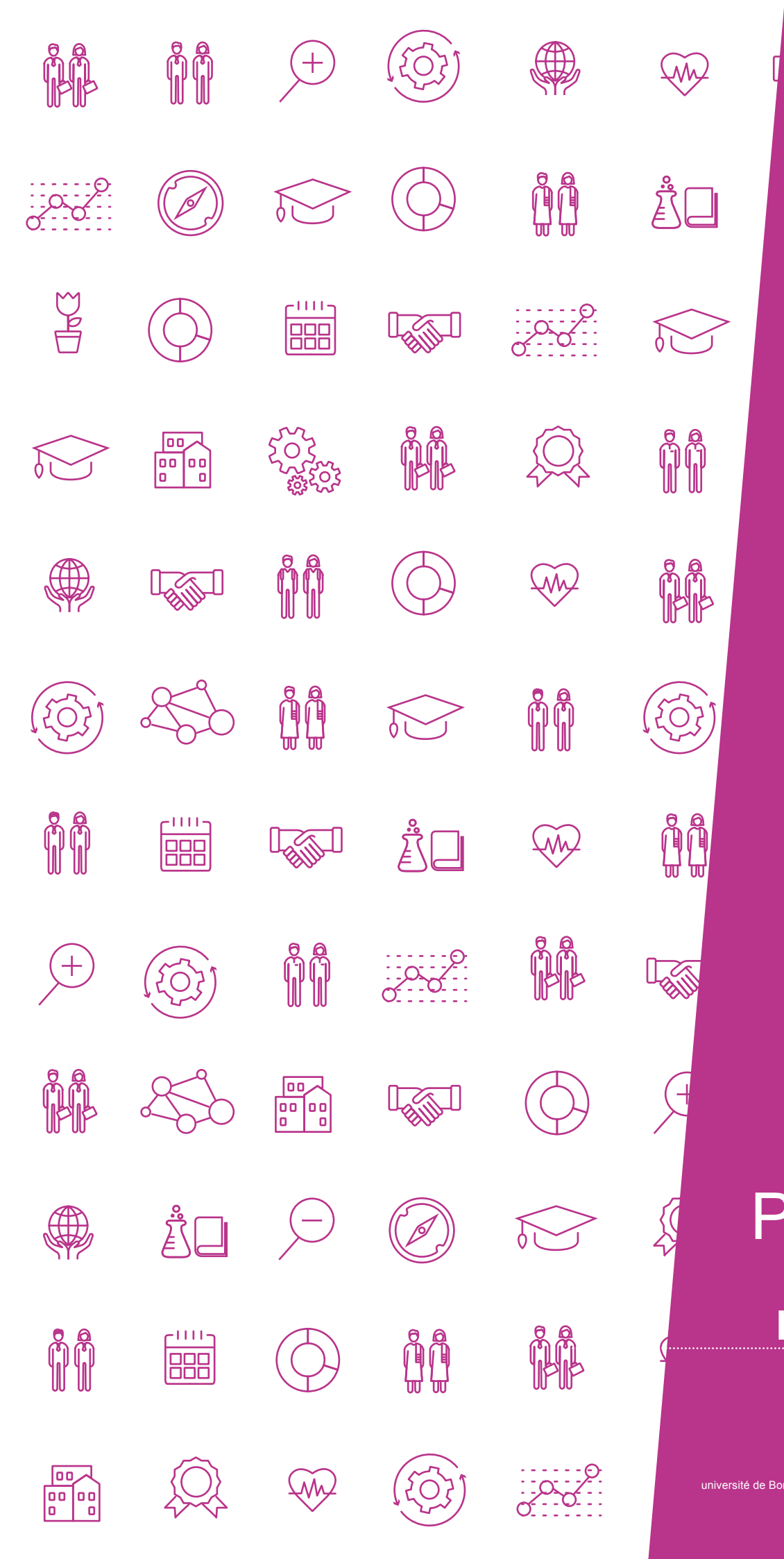
	Contractuels	Titulaires	Total	Rappel 2021
EEC	-	-	-	1
BIATSS	3	1	4	6
	3	**1**	**4**	**7**



Les retraites des personnels en CDI

L'âge moyen de la retraite pour les personnels BIATSS en CDI est de 63 ans.

			Femmes	Hommes	Total	%f	Rappel 2021	%f
Personnels BIATSS	ITRF	Catégorie B	2	0	2	100%	-	-
		Catégorie C	3	0	3	100%	2	50%
			5	**0**	**5**	**100%**	**2**	**50%**



Partie 3.
Vie des personnels

→ Focus sur la vie des personnels

La formation des personnels pour le développement des compétences

410 000 €[1]
de dépenses formation pour les agents



près de **3 650**
participants à des formations

[1] *Hors masse salariale*

L'action sociale

Un engagement de **414 000 €** pour l'action sociale

RESTAURATION
29 871 repas[2]

pour un coût de **84 K€**

ARBRE DE NOËL
2 603 enfants bénéficiaires

pour un coût de **61 K€**

[2] *Partiellement subventionnés par l'université de Bordeaux et l'État*

Le télétravail

47% des personnels BIATSS font du télétravail[3]

54% pôles et directions

32% structures de formation

14% structures de recherche

RÉPARTITION
27% catégorie C
21% catégorie B
52% catégorie A

Nombre de jours par semaine

0,5	1	1,5	2	2,5	3
5%	23%	9%	34%	16%	13%

[3] *de droit commun*

Les absences

Taux d'absence global **3,98%**

1,67% congé pour maladie ordinaire

1,19% congé longue maladie / longue durée

0,25% congé accident du travail et maladie professionnelle (AT/MP)

ABSENCES POUR RAISON DE SANTÉ soit **3,11%**

0,59% maternité / paternité

0,28% congé famille

ABSENCES POUR RAISONS FAMILIALES soit **0,87%**

La santé, la sécurité

83 accidents de travail et de trajet



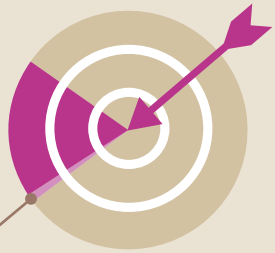
250 assistants de prévention

1 962 visites médicales

Les personnels en situation de handicap[4]

287 personnels bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE)

soit **5,25%** des personnels



objectif : 6% (obligation légale)

173 000 € de dépenses consacrées au handicap



dont 74 000 € d'aménagement de poste

[4] *Comprend tous les bénéficiaires de l'obligation d'emploi*

Partie 3 : Vie des personnels

1. Temps de travail et congés des personnels 119

1.1. Le temps de travail 119

1.2. Le télétravail 123

1.3. Les absences spécifiques (hors congés annuels) 128

2. Environnement social 131

2.1. Les risques professionnels 131

2.2. La cellule d'écoute, de veille et de signalement (CEVS) 134

2.3. La santé au travail 134

2.4. L'hygiène et la sécurité 141

2.5. Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) et l'accompagnement des agents en situation de handicap 143

2.6. L'action sociale 145

2.7. Les actions culturelles et de loisirs 150

3. Formation des personnels 156

3.1. La répartition des personnels formés 156

3.2. Caractéristiques des formations suivies 159

3.3. La formation et l'accompagnement à la pédagogie 162

3.4. Les formations dispensées aux doctorants 165

4. Origine géographique et domiciliation des personnels 170

1. Temps de travail et congés des personnels

1.1. Le temps de travail

L'effectif à temps partiel ou incomplet au 31 décembre 2022

> L'effectif à temps partiel et temps incomplet à l'université de Bordeaux représente 6% de la population totale au 31 décembre 2022.

> 5% de la population titulaire est à temps partiel et 8% des contractuels sont à temps partiel ou incomplet.

> Le nombre important d'agents à temps incomplet parmi la filière médico-sociale s'explique principalement par la présence des médecins contractuels de l'espace santé étudiants (ESE) chargés du suivi médical des étudiants, dont l'activité à l'université s'ajoute à leur activité principale dans le secteur privé.

		Contractuels		Titulaires		Total		Rappel 2021	
		Eff.	% de TP	Eff.	% de TP	Eff.	% de TP	Eff.	% de TP
EEC	Astronomes et physiciens	-		1	8%	1	8%	1	8%
	Doctorants contractuels	1	0%	-	-	1	0%	2	0%
	Ens. 1er degré	-	-	-	-	-	-	-	-
	Ens. 2nd degré	11	13%	7	2%	18	5%	11	3%
	Ens. Chercheurs et chercheurs	59	15%	11	1%	70	4%	62	4%
	Hospitalo-universitaires	11	5%	-	-	11	2%	10	2%
		82	6%	19	1%	101	3%	86	3%
BIATSS	AENESR	-	-	15	10%	15	10%	14	9%
	Bibliothèque - Musée	-	-	5	5%	5	5%	10	10%
	ITRF	106	9%	124	9%	230	9%	239	10%
	Médicaux sociaux	10	67%	1	20%	11	55%	22	69%
		116	10%	145	9%	261	9%	285	10%
		198	**8%**	**164**	**5%**	**362**	**6%**	**371**	**6%**

Les CDD, CDI, apprentis, contrats aidés et PACTE sont rattachés à la filière ITRF.

Répartition des temps partiels des personnels titulaires par quotité et par genre

Le temps partiel à 80% est la formule privilégiée par les personnels titulaires.
Elle est choisie par 57% des agents.

La part des femmes parmi les effectifs à temps partiel est largement majoritaire (85%).

		50%		60%		70%		80%		90%		Total	
		Eff.	%f	Eff.	%f	Eff.	%f	Eff.	%f	Eff.	%f	Eff.	%f
EEC	Astronomes et physiciens	1	100%	-	-	-	-	-	-	-	-	1	100%
	Ens. 2nd degré	3	67%	-	-	2	100%	2	50%	-	-	7	71%
	Ens. Chercheurs et chercheurs	5	60%	2	-	-	-	3	67%	1	100%	11	55%
		9	67%	2	0%	2	100%	5	60%	1	100%	19	63%
BIATSS	AENESR	2	50%	-	-	-	-	10	100%	3	100%	15	93%
	Bibliothèque - Musée	-	-	-	-	-	-	3	100%	2	50%	5	80%
	ITRF	25	84%	6	83%	5	100%	75	87%	13	100%	124	88%
	Médicaux sociaux	-	-	-	-	1	100%	-	-	-	-	1	100%
		27	81%	6	83%	6	100%	88	89%	18	94%	145	88%
		36	**78%**	**8**	**63%**	**8**	**100%**	**93**	**87%**	**19**	**95%**	**164**	**85%**

Répartition des temps partiels par motif

Près d'un quart des temps partiels est accordé de droit.

		Temps partiel de droit	Temps partiel sur autorisation	Total
EEC	Astronomes et physiciens	-	1	1
	Ens. 1er degré	-	-	-
	Ens. 2nd degré	-	7	7
	Ens. Chercheurs et chercheurs	3	8	11
	Hospitalo-universitaires	-	-	0
		3	16	19
BIATSS	AENESR	2	13	15
	Bibliothèque - Musée	-	5	5
	ITRF	36	88	124
	Médicaux sociaux	1	-	1
		39	106	145
		42	**122**	**164**

Temps partiel thérapeutique

> Au 31 décembre 2022, 41 agents exercent à temps partiel thérapeutique (TPTH) avec une quotité de travail de 50%, dont 4 personnels contractuels.

> Près de 10% des personnels à temps partiel thérapeutique sont des enseignants, chercheurs et enseignants-chercheurs.

> 80% des personnels à temps partiel thérapeutique sont des femmes.

		Contractuels	Titulaires	Total	%f	Rappel 2021
EEC		-	4	4	50%	5
			4	4	50%	5
BIATSS	Catégorie A	2	7	9	78%	5
	Catégorie B	1	9	10	100%	4
	Catégorie C	1	17	18	78%	10
		4	33	37	84%	19
		4	**37**	**41**	**80%**	**24**

Dispositif de modulation du service d'enseignement des enseignants et enseignants–chercheurs à l'université de Bordeaux

> *La notion de modulation du service d'enseignement a été introduite par l'article 7 du décret n°84-431 du 6 juin 1984 modifié relatif au statut des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur.*

En complément des dispositifs prévus pour les enseignants-chercheurs, l'université de Bordeaux a fait le choix d'étendre le dispositif aux enseignants des filières du second degré (pour les volets 2, 5 et 6) et du premier degré (pour les volets 5 et 6).

Il existe 6 types de modulations. Le volet 1 a pour objectif de faciliter l'intégration des jeunes maîtres de conférences lors d'une première nomination dans l'enseignement supérieur. Les volets 2, 3 et 6 autorisent un allègement de service permettant une implication dans des projets de recherche ou pédagogique. Les dispositifs 4 et 5 sont plus particulièrement liés à des situations individuelles.

Attribution de modulation de service volet 1

Le dispositif volet 1 est, depuis la rentrée 2018, couplé avec la formation obligatoire visant à l'approfondissement des compétences pédagogiques dont doit désormais bénéficier tout maître de conférences stagiaire.

Pour l'année universitaire 2021-2022, les allègements de service au titre du volet 1 représentent 696 HETD :

- 272 HETD au titre du recrutement 2021 et 216 HETD au titre du recrutement 2020.
- Dont formation obligatoire durant la première année : 448 HETD.

		Dispositif 1	Dispositif 2	Dispositif 3	Dispositif 4
Formation obligatoire	1ère année	32 h	32 h	32 h	32 h
Modulation	1ère année	0	16 h	32 h	64 h
	2ème année	64 h	48 h	32 h	0 h
		96 h	**96 h**	**96 h**	**96 h**

Répartition des modulations par genre du recrutement 2021-2022

Nombre de recrutements		Nombre de renonciations *	
Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
3	11	1	2
14		**3**	

** les enseignants ont choisi de ne pas bénéficier du dispositif de modulation*

Répartition des modulations par structure (recrutement 2021-2022)

Attribution de modulation de service des volets 2 – 3 – 4 et 5

- Le volume de décharges d'enseignement au titre du volet 2 représente 886 HETD de décharges d'enseignement pour l'année 2021-2022 (dont 514 HETD octroyées lors d'années précédentes).
- Le volume de décharges d'enseignement au titre du volet 3 représente 48 HETD de décharges d'enseignement pour l'année 2021-2022 (dont 48 HETD octoyées lors d'années précédentes).
- Une modulation a été attribuée pour le volet 4 au titre de l'année universitaire 2021-2022.
- Le volume de décharges d'enseignement au titre du volet 5 représente 1 920 HETD (859 heures pour les femmes et 1 061 heures pour les hommes).

	Octrois			Rappel 2021		
	Femmes	Hommes	Total	Femmes	Hommes	Total
Volet 2	4	3	7	4	10	14
Volet 3	1	0	1	1	1	2
Volet 4	1	1	2	-	-	-
Volet 5	10	12	22	14	10	24

Attribution de modulation de service volet 6

Le dispositif volet 6 a été mis en œuvre à partir de l'année universitaire 2020-2021.

Les enseignants et enseignants-chercheurs titulaires peuvent bénéficier de cette modulation se déroulant sur deux années.

Ce dispositif est composé d'une année de modulation à la hausse suivie d'une année de modulation à la baisse (32 HETD ou 48 HETD pour les enseignants-chercheurs - 64 HETD ou 96 HETD pour les enseignants).

Une demande a été octroyée au titre de l'année 2020-2021, aucune demande n'a été accordée au titre de l'année 2021-2022.

◆ Le compte épargne temps (CET)

Nombre de jours

Le nombre maximal de jours pouvant être déposés au CET est de 60 jours.

	CET en cours 2022	%f	Nb jours versés	Jours 2022	Rappel 2021	
					CET en cours	Jours
Catégorie A	180	58%	149	2 471	173	2 173
Catégorie B	75	71%	44	1 015	76	951
Catégorie C	59	81%	48	698	59	640
	314	**66%**	**241**	**4 184**	**308**	**3 764**

Répartition de la monétisation des jours du CET

En 2022, 89 jours ont été monétisés (contre 461 en 2021).

	Nb de personnes concernées	Nb de jours	Montant	Montant moyen par jours
BIATSS - Catégorie A	7	89	11 965 €	135 €

1.2. Le télétravail

La mise en œuvre du télétravail au sein de l'université de Bordeaux s'inscrit dans une démarche globale et volontariste d'amélioration de la qualité de vie au travail en permettant de mieux concilier vie personnelle et vie professionnelle des agents, tout en conservant les mêmes exigences de continuité et de qualité du service rendu par chaque personnel.

Elle traduit également l'engagement de l'université de Bordeaux en matière d'environnement et de prise en compte des enjeux sociétaux.

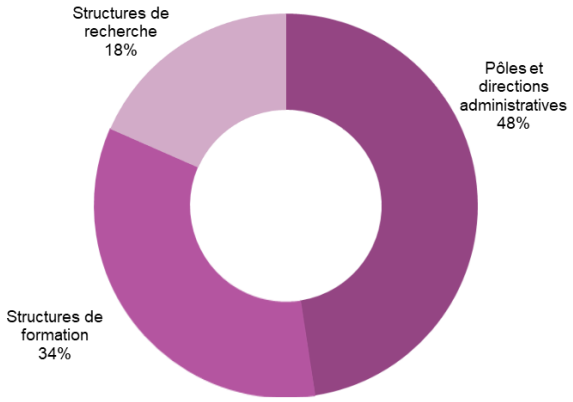
> *Conformément au décret n°2020-524 du 5 mai 2020 modifiant le décret n°2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique, le télétravail « désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux où il est affecté sont réalisées hors de ces locaux en utilisant les technologies de l'information et de la communication ».*

Le télétravail "pour situation exceptionnelle"

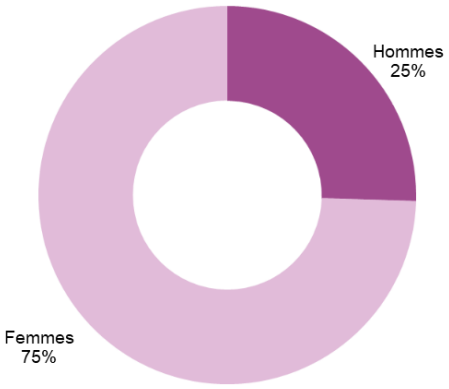
Suite à la dégradation de la situation sanitaire, le début d'année 2022 a été marqué par la mise en place à l'échelle nationale du télétravail pour raison exceptionnelle.

Dans ce contexte, 1 726 personnels BIATSS ont exercé leur activité en télétravail, soit 61% de cette population.

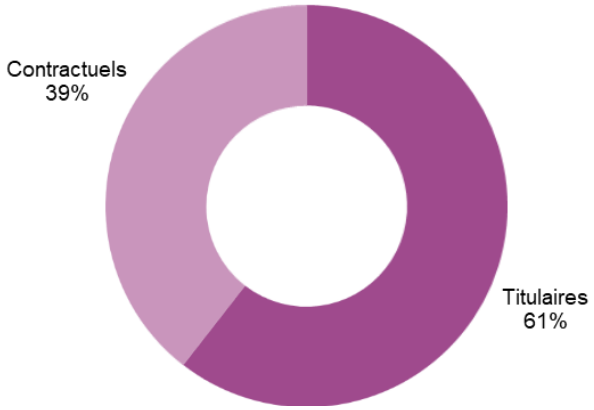
Répartition par structure



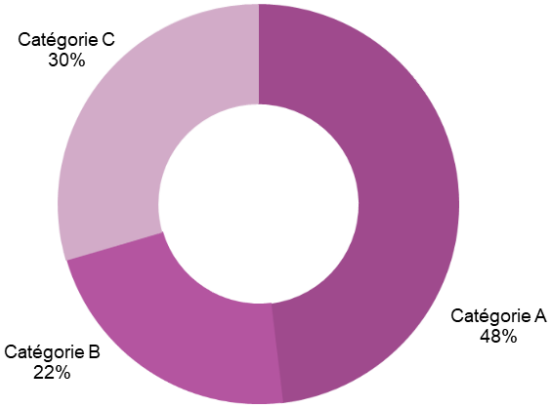
Répartition par genre



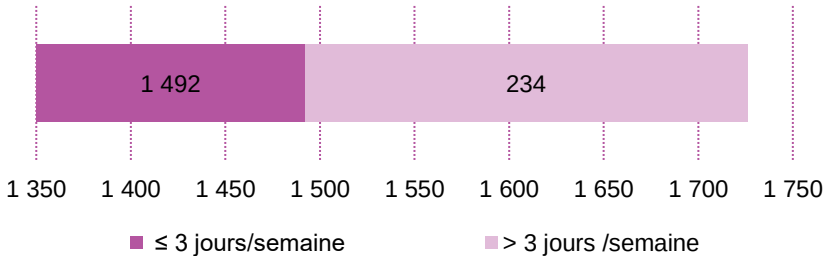
Répartition par statut



Répartition par catégorie



14% des agents BIATSS placés en télétravail exceptionnel avaient accès au télétravail dérogatoire allant au-delà des trois jours réglementaires par semaine.



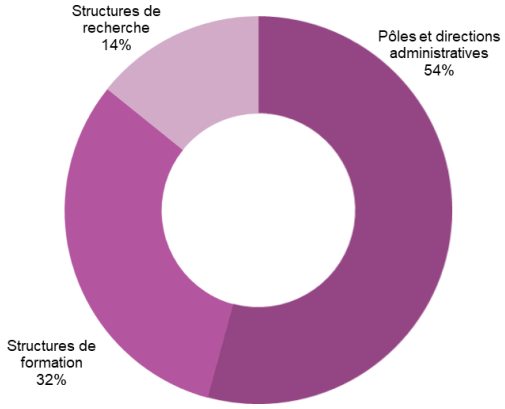
Le télétravail de “droit commun”

Du 3 janvier au 2 février 2022, suite aux directives gouvernementales dû au contexte sanitaire, l'université est entrée dans un dispositif de télétravail pour situation exceptionnelle (déploiement prioritaire sur 3 jours par semaine). Le dispositif de droit commun à repris le 2 février 2022.

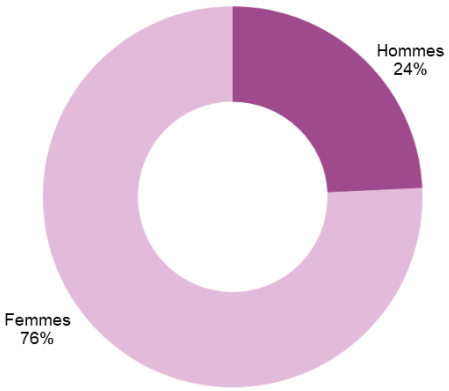
Les autorisations de télétravail sont délivrées par chaque supérieur hiérarchique direct en prenant en compte les nécessités de service, la nature et l’organisation des activités. Le télétravail est mis en place de 0,5 à 3 jours par semaine, selon des modalités fixes et/ou flottantes.
Afin d’avoir une vision des grands équilibres humains, techniques, financiers à l’échelle de l’établissement, un recensement des autorisations de télétravail est réalisé trimestriellement.

En décembre 2022, 1 340 personnels BIATSS exercent leur activité en télétravail dans le cadre du droit commun, soit 47% de cette population (identique à l’année précédente).

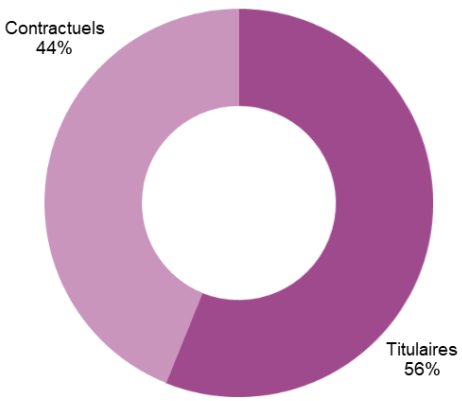
Répartition par type de structure



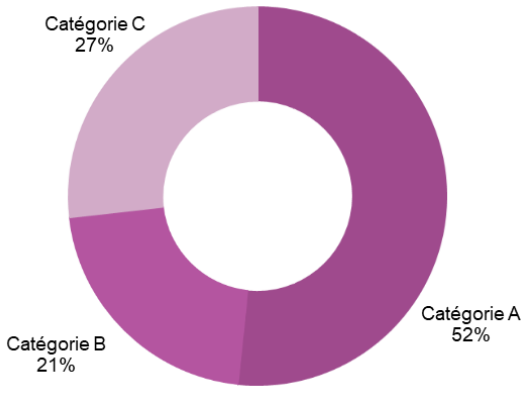
Répartition par genre



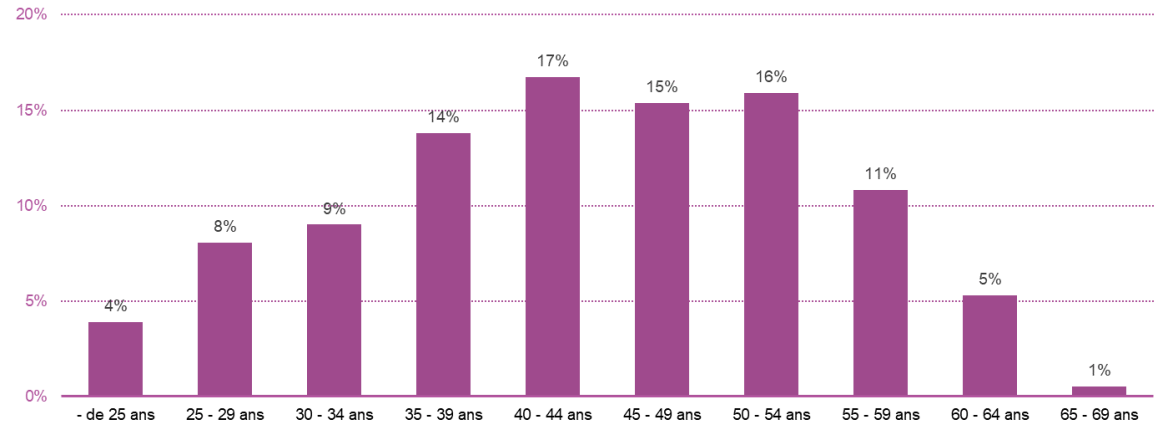
Répartition par statut



Répartition par catégorie

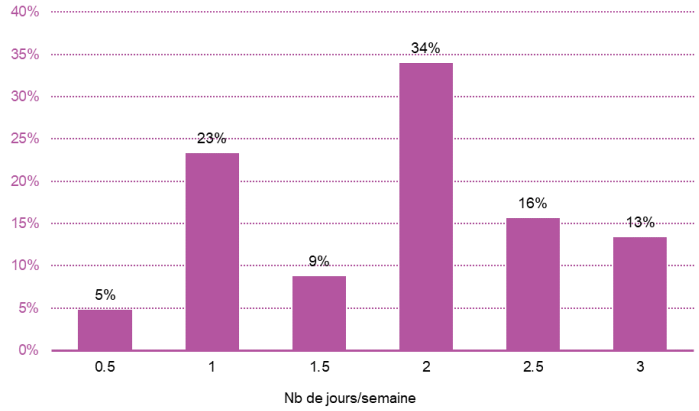


Répartition par tranche d'âge de l'exercice du télétravail

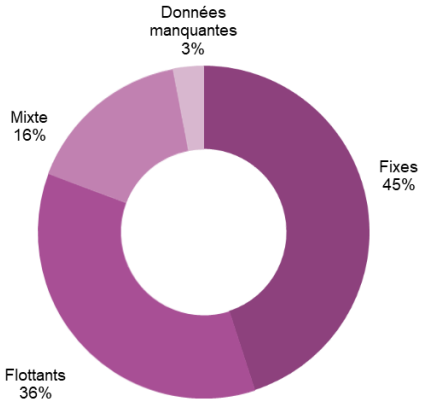


> La majorité des agents ont télétravaillé 2 jours par semaine (34%) et principalement sur des jours fixes (45%). Cependant, on observe une diminution du télétravail sur 2 jours par semaine comparativement à l'année précédente (41% en 2021) et une augmentation du télétravail sur 2 jours et demi par semaine (16% des télétravailleurs sur 2022 contre 5% sur 2021).

Répartition par nombre de jours de télétravail



Répartition par type de télétravail

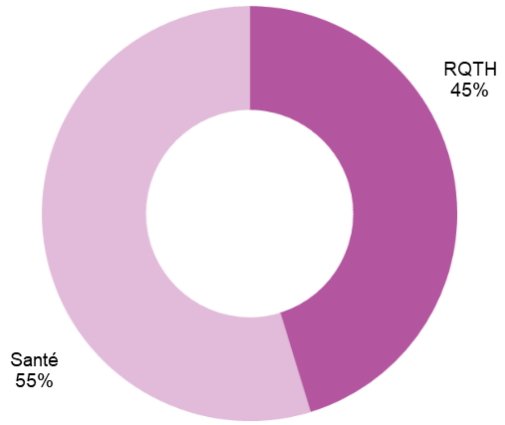


Le télétravail « pour raison de santé »

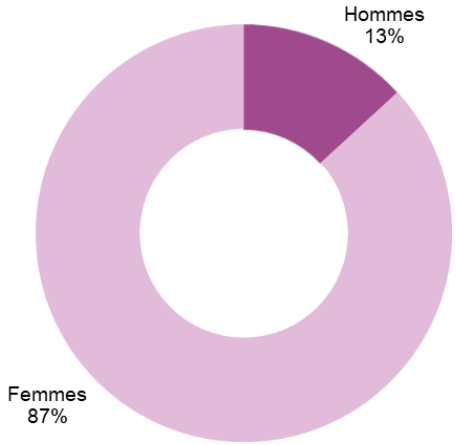
Le télétravail « pour raison de santé » s'appuie sur une prescription médicale délivrée par le service de santé au travail et/ou sur la détention d'une RQTH. Ce télétravail peut être mis en place de façon dérogatoire sur plus de 3 jours par semaine, pour une durée de 6 mois maximum, renouvelable.

Sur l'année 2022, 159 agents ont été positionnés en télétravail sur prescription médicale (1ère prescription médicale et renouvellement), contre 161 agents en 2021. Soit, 6% des personnels BIATSS.

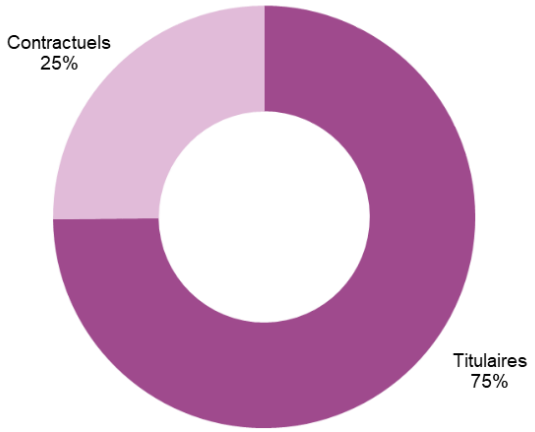
Répartition par motif



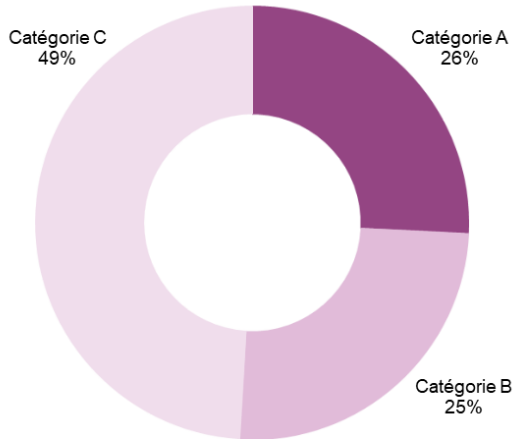
Répartition par genre



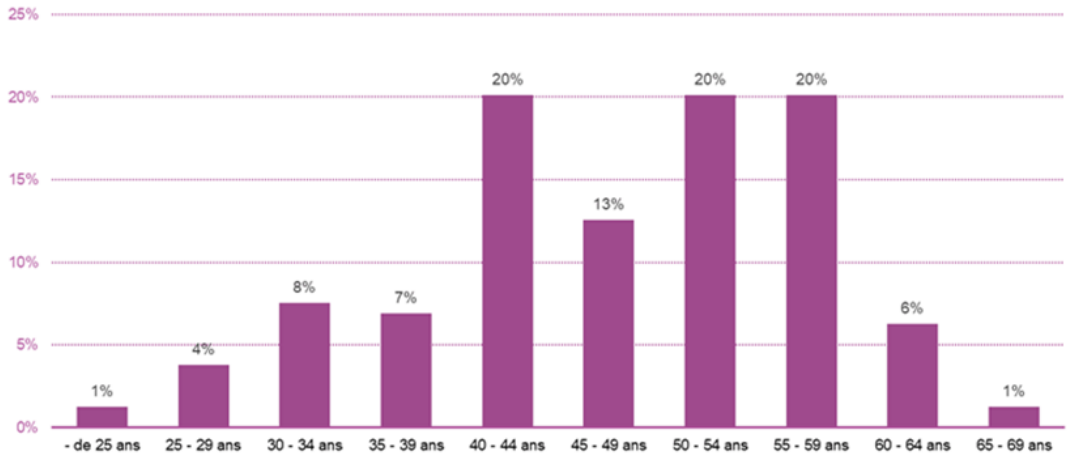
Répartition par statut



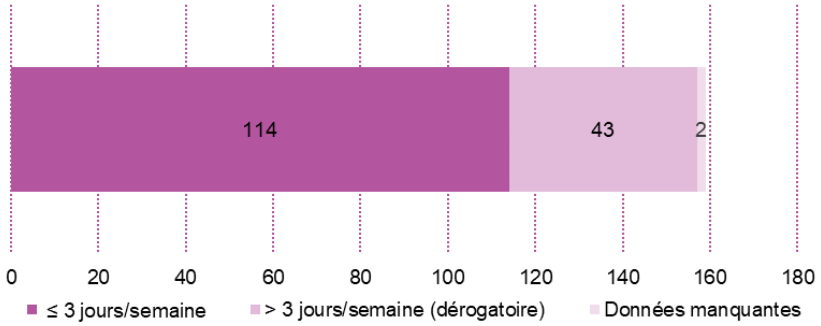
Répartition par catégorie



Répartition par tranche d'âge de télétravail pour raison de santé



> 27% des aménagements de poste en télétravail pour raison de santé et/ou RQTH correspondent à des demandes dérogatoires allant au-delà des trois jours de télétravail par semaine (soit 8% de moins que l'année précédente).



Indemnité télétravail

Conformément au décret n° 2021-1123 du 26 août 2021, une allocation forfaitaire de télétravail est mise en place à compter du 1er septembre 2021, au bénéfice des agents publics et des magistrats dans la fonction publique d'Etat et hospitalière. Le montant de l'indemnité est fixé à 2,50 € par jour télétravaillé, dans la limite d'un plafond annuel (année civile) de 220 €.

Sur l'année 2022, 1 829 agents ont perçu une indemnité télétravail sur au moins l'un des 4 trimestres. Le montant total versé sur 2022 s'élève à 282 615 €.

Période	Nb de jours indemnisés	Nb d'agents indemnisés	Montant versé
1er trimestre 2022	38 879	1 680	97 198 €
2ème trimestre 2022	31 453	1 480	78 631 €
3ème trimestre 2022	25 234	1 529	63 084 €
4ème trimestre 2022	17 481	1 338	43 703 €
	113 046	**6 027**	**282 615 €**

A compter du 1er janvier 2023, l'indemnité télétravail passera à 2,88 € par jour dans la limite d'un plafond annuel de 253,44 €.

1.3. Les absences spécifiques (hors congés annuels)

Répartition des absences par type

> 1 936 personnes (soit 32% du personnel) ont bénéficié d'au moins une absence au cours de l'année 2022 ;

> Le nombre de jours d'absence cumulé s'élève à 84 891, ce qui représente un taux d'absentéisme de 3,98%.

		Absence pour raisons familiales		AT-MP		Congé pour maladie		Total		Rappel 2021	
		Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours
EEC	Contractuels	40	2 491	5	70	125	2 705	170	5 266	150	6 946
	Titulaires	29	1 908	8	354	289	12 963	326	15 225	195	11 794
		69	4 399	13	424	414	15 668	496	20 491	345	18 740
BIATSS	Contractuels	155	7 877	9	828	462	9 345	626	18 050	387	10 718
	Titulaires	213	6 133	50	3 997	766	36 220	1 029	46 350	780	41 570
		368	14 010	59	4 825	1 228	45 565	1 655	64 400	1 167	52 288
		437	**18 409**	**72**	**5 249**	**1 642**	**61 233**	**2 151**	**84 891**	**1 512**	**71 028**

◆ Absences pour raisons familiales

Les absences pour raisons familiales en nombre d'arrêts et en nombre de jours

> 52% des jours d'absence pour raisons familiales concernent des congés de maternité.

> 24% des jours d'absence sont attribués à des enseignants, des chercheurs ou des enseignants-chercheurs.

> 51% concernent des contractuels.

		Congé maternité		Congé parental		Congé paternité		Congé familial personnel		Garde enfants		Total		Rappel 2021	
		Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Somme :		Jours
EEC	Contractuels	27	2 051	-	-	9	156	2	271	4	13	42	2 491	68	4 785
	Titulaires	15	1 518	2	214	10	165	-	-	3	11	30	1 908	37	1 916
		42	3 569	2	214	19	321	2	271	7	24	72	4 399	105	6 701
BIATSS	Contractuels	28	2 658	-	-	12	322	21	4 578	115	319	176	7 877	129	4 473
	Titulaires	31	3 318	10	1 930	9	205	3	150	179	530	232	6 133	208	5 361
		59	5 976	10	1 930	21	527	24	4 728	294	849	408	14 010	337	9 834
		101	**9 545**	**12**	**2 144**	**40**	**848**	**26**	**4 999**	**301**	**873**	**480**	**18 409**	**442**	**16 535**

Taux d'absentéisme pour raisons familiales[1]

Le taux d'absentéisme annuel pour raisons familiales est de 0,87% (0,79% en 2021)

		Congé maternité	Congé parental	Congé paternité	Congé familial	Garde enfants	Total	Rappel 2021
EEC	Contractuels	0,43%	-	0,03%	0,06%	-	0,52%	1,01%
	Titulaires	0,23%	0,03%	0,03%	-	-	0,29%	0,29%
		0,32%	0,02%	0,03%	0,02%	-	0,39%	0,59%
BIATSS	Contractuels	0,68%	-	0,08%	1,18%	0,08%	2,02%	1,24%
	Titulaires	0,56%	0,32%	0,03%	0,03%	0,09%	1,03%	0,88%
		0,61%	0,20%	0,05%	0,48%	0,09%	1,42%	1,01%
		0,45%	**0,10%**	**0,04%**	**0,24%**	**0,04%**	**0,87%**	**0,79%**

[1] *Taux d'absentéisme annuel : Nombre de jours d'absence / (ETP * 365)*

◆ Congés pour maladie

Les absences pour maladie en nombre d'arrêts et en nombre de jours

> Le nombre d'absences pour maladie représente 60 447 jours pour 1 651 agents concernés soit 71% de l'ensemble des absences.

> Un arrêt de travail pour maladie ordinaire dure en moyenne 8 jours.

		Congé long*		Congé maladie		Total		Rappel 2021	
		Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours
EEC	Contractuels	1	365	124	2 340	125	2 705	81	2 153
	Titulaires	25	5 777	264	6 400	289	12 177	157	9 379
		26	6 142	388	8 740	414	14 882	238	11 532
BIATSS	Contractuels	2	589	461	8 756	463	9 345	259	5 885
	Titulaires	63	18 460	711	17 760	774	36 220	560	31 858
		65	19 049	1 172	26 516	1 237	45 565	819	37 743
		91	**25 191**	**1 560**	**35 256**	**1 651**	**60 447**	**1 057**	**49 275**

**Congé longue maladie, congé longue durée et congé grave maladie*

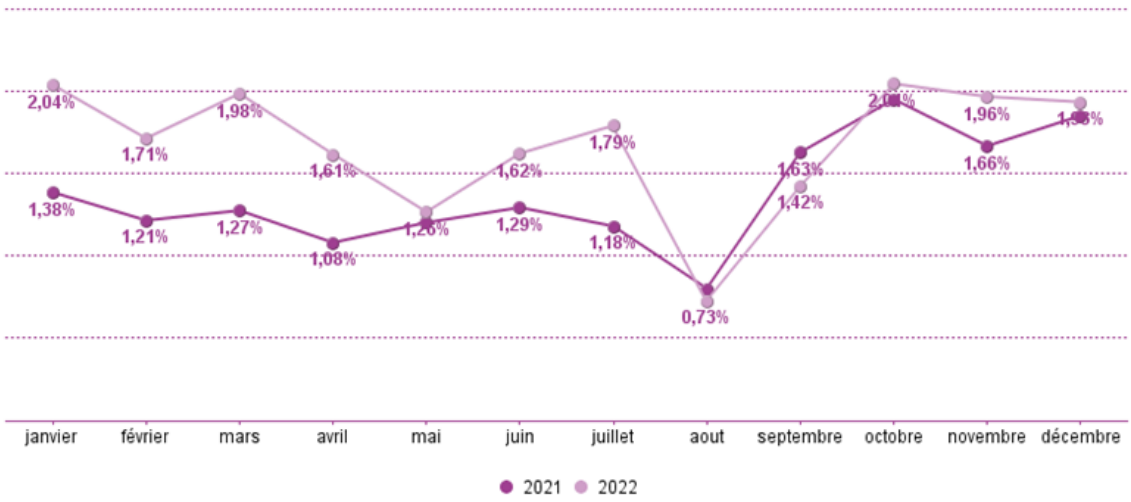
Taux d'absentéisme pour maladie

Le taux d'absentéisme pour maladie 2022 est de 2,86%. Le taux d'absentéisme pour maladie ordinaire 2022 est de 1,67% (1,38% en 2021).

		Congé long	Congé maladie	Total	Rappel 2021
EEC	Contractuels	0,08%	0,49%	0,57%	0,45%
	Titulaires	0,89%	0,98%	1,87%	1,44%
		0,54%	0,77%	1,32%	1,02%
BIATSS	Contractuels	0,15%	2,25%	2,40%	1,63%
	Titulaires	3,09%	2,97%	6,06%	5,22%
		1,93%	2,69%	4,62%	3,89%
		1,19%	**1,67%**	**2,86%**	**2,35%**

Évolution mensuelle du taux d'absentéisme pour maladie ordinaire

Le taux d'absentéisme pour maladie ordinaire en 2022 a légérement augmenté (+0,22%) ainsi que le taux d'absentéisme pour congé long (+0,29%).



Jours de carence

		Eff.	Jours	Eff. 2021	Jours 2021
EEC	Contractuels	69	80	53	56
	Titulaires	148	180	124	137
		217	260	177	193
BIATSS	Contractuels	273	415	169	208
	Titulaires	490	740	483	567
		762	1 155	652	775
		978	**1 415**	**829**	**968**

Lors d'un arrêt pour maladie ordinaire, l'agent public titulaire ou contractuel est rémunéré à partir du deuxième jour de son arrêt de travail. Autrement dit, le premier jour, quel que soit le jour de la semaine, n'est pas indemnisé. C'est ce qu'on appelle le jour de carence.

Le jour de carence a été introduit en 2012 dans la fonction publique. Supprimé en 2014, il a été rétabli en 2018.

La retenue est calculée selon la règle du trentième au prorata du temps de travail. Elle est déduite de la rémunération du mois sur lequel l'absence est notifiée en paie.

La retenue apparaît sur le bulletin de salaire de l'agent sous les initiales SNF (Service Non Fait).

◆ Congés suite à un accident du travail (AT) ou en lien avec une maladie professionnelle (MP)

Les absences pour AT et MP en nombre d'arrêts et en nombre de jours

		Accident du travail		Maladie professionnelle		Total		Rappel 2021	
		Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours
EEC	Contractuels	5	70	-	-	5	70	1	8
	Titulaires	8	354	-	-	8	354	4	133
		13	424	-	-	13	424	5	141
BIATSS	Contractuels	7	240	2	588	9	828	11	360
	Titulaires	40	2 559	10	1 438	50	3 997	36	4 351
		47	2 799	12	2 026	59	4 825	47	4 711
		60	**3 223**	**12**	**2 026**	**72**	**5 249**	**52**	**4 852**

◆ Congés pour motif professionnel

	Congé formation professionnelle		Congé projet pédagogique		Congé recherche thématique		Total		Rappel 2021	
	Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours	Eff.	Jours
EEC	4	518	6	786	15	2 246	25	3 550	26	2 959
BIATSS	4	609	-	-	-	-	4	609	4	647
	8	**1 127**	**6**	**786**	**15**	**2 246**	**29**	**4 159**	**30**	**3 606**

2. Environnement social

2.1. Les risques professionnels

Les accidents de service et de travail

Accidents de service et de travail survenus au cours de l'année 2022

Comme en 2020 et 2021, l'évolution des modalités de travail liée à la crise sanitaire (travail à distance, puis télétravail) a minoré le nombre d'accidents de travail par rapport aux années précédentes.

83 accidents ont été déclarés et reconnus imputables au service en 2022 (79 en 2021). Ils ont généré 2 614 jours d'arrêts de travail.

On peut noter deux accidents de service en télétravail et un accident en mission. Les chutes de personnes restent la première cause d'accident, mais comme en 2021, ce sont les accidents sur la voie publique qui ont entraîné le plus de jours d'arrêt de travail.

	Nb de dossiers			Nb jours d'arrêts			Rappel 2021	
	BIATSS	Ens	Total	BIATSS	Ens	Total	Total Nb de dossiers	Total Nb de jours d'arrêts
Accident voie publique	18	7	25	622	614	1 236	27	639
Agression	1	0	1	89	0	89	1	365
Chute de personne	22	1	23	304	0	304	18	420
Chute d'objet	2	0	2	345	0	345	2	33
Contact	3	0	3	0	0	0	5	29
Exposition, rayonnement	-	-	-	-	-	-	1	7
Glissade	-	-	-	-	-	-	2	246
Heurt	6	4	10	0	144	144	1	0
Manutention	8	0	8	344	0	344	9	60
Projection	1	0	1	0	0	0	4	0
Autres	10	0	10	152	0	152	9	556
	71	**12**	**83**	**1 856**	**758**	**2 614**	**79**	**2 355**

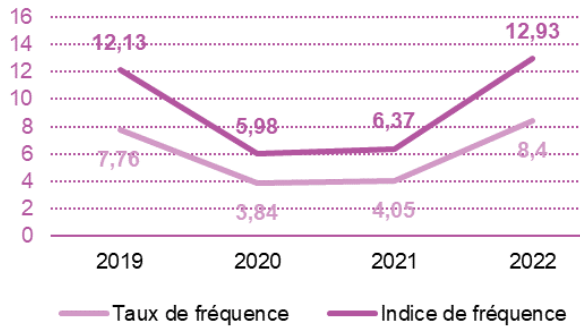
Répartition des dossiers pour les enseignants par type de contrat

Répartition des dossiers pour les personnels BIATSS par type de contrat

Taux et indice de fréquence

Le taux de fréquence en 2022 est de 8,4 et l'indice de fréquence de 12,93.

Au regard du taux de fréquence 2022, on note une hausse du nombre d'accidents par rapport à 2021. L'indice de fréquence montre également une hausse du nombre de jours d'arrêt en lien avec un accident. Celui-ci est en partie dû aux accidents de trajet avec traumas longs et compliqués.



Calcul du taux de fréquence

$$\frac{\text{nombre d'AT ayant occasionné des arrêts x 1 000 000}}{\text{ETP x 1607h}}$$

Calcul de l'indice de fréquence

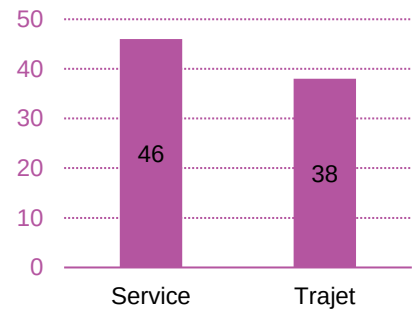
$$\frac{\text{nombre d'AT ayant occasionné des arrêts > 1 jour x 1 000}}{\text{Total de la population}}$$

Types d'accidents par type de population

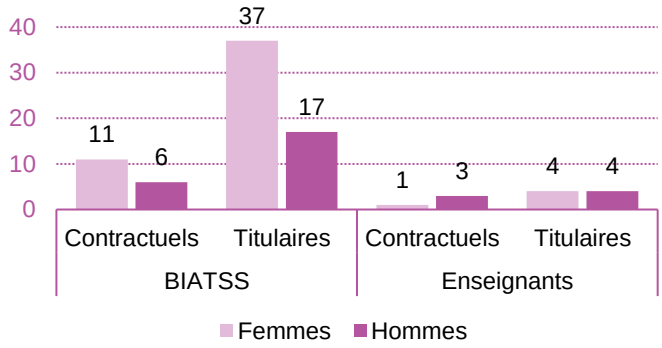
	Personnels BIATSS				Enseignants				Total		Rappel 2021	
	Contractuels		Titulaires		Contractuels		Titulaires				Total	%f
	Nb	%f	Nb	%f	Nb	%f	Nb	%f				
Service	8	50%	36	64%	0	0%	2	50%	46	61%	48	63%
Trajet	9	78%	19	74%	4	25%	6	50%	38	66%	30	60%
	17	**65%**	**55**	**69%**	**4**	**25%**	**8**	**50%**	**84**	**64%**	**78**	**62%**

**On note un écart d'un point puisqu'une personne peut être comptabilisée deux fois (une fois dans les accidents de service et une fois dans les accidents de trajet)*

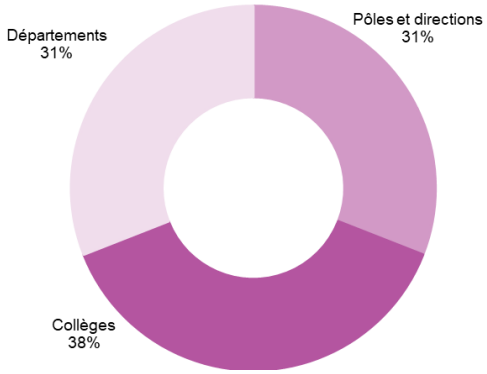
Types d'accidents



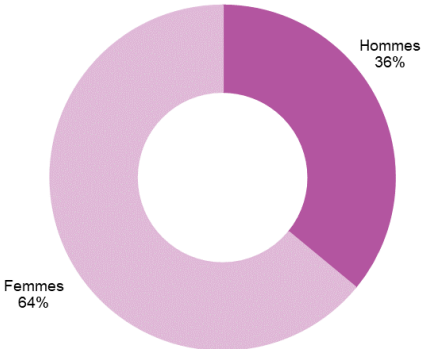
Répartition par population et par genre (tous motifs confondus)



Par structure (tous motifs confondus)

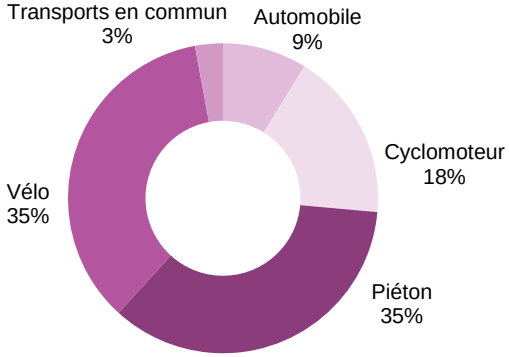


Par genre (tous motifs confondus)

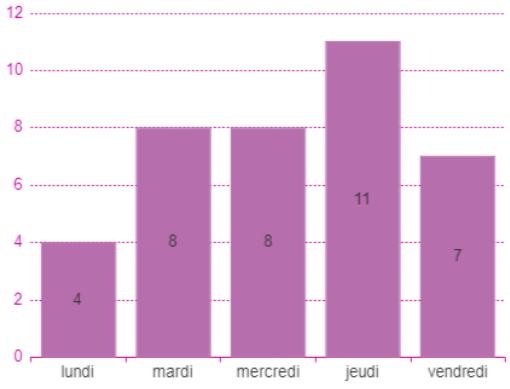


Types d'accidents de trajet

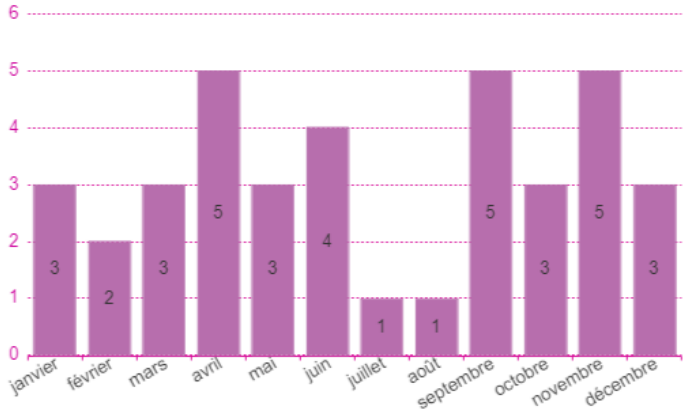
La part des accidents de vélo a diminué (35% contre 44% en 2021) , à l'inverse des accidents des piétons (35% contre 26% en 2021).



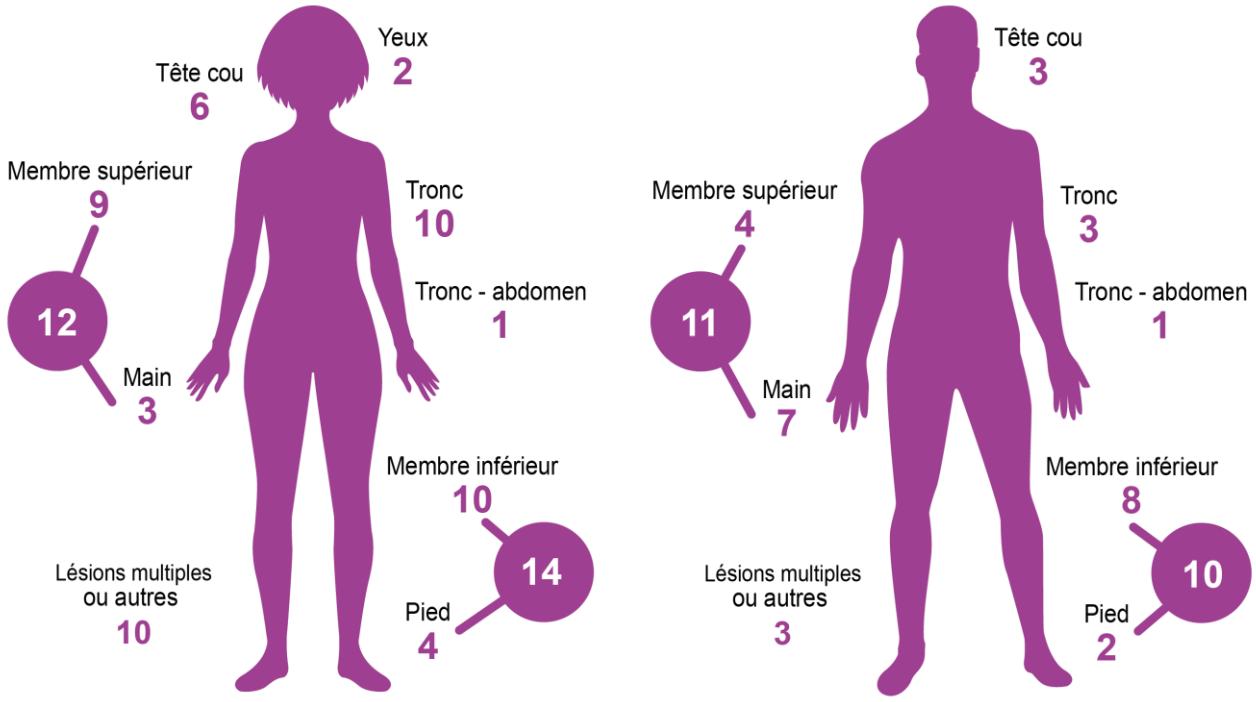
Répartition des accidents de trajet selon les jours de la semaine



Répartition des accidents de trajet selon les mois de l'année



Répartition des accidents de service et de travail par siège des lésions



Les maladies professionnelles

En 2022, 3 dossiers de maladie professionnelle ont été déposés, et 2 dossiers de titulaires qui étaient en cours de traitement suite à l'avis des médecins agréés ont été reconnus.

La plupart des demandes concernent des maladies professionnelles inscrites au tableau du code de la sécurité sociale.

2.2. La cellule d'écoute, de veille et de signalement (CEVS)

Depuis la rentrée universitaire 2022, les saisines adressées par email à la cellule de veille du personnel ont augmenté. Elles concernent des faits dont l'ancienneté varie, certains sont très anciens d'autres viennent de se produire.

Pour 90% des saisines, les auteurs ont de l'ascendant sur leurs victimes.

La communication sur ces sujets s'amplifie en externe comme en interne, la parole se libère mais les craintes liées aux représailles sont encore présentes et bloquent la levée de l'anonymat. Les écoutantes de la cellule sensibilisent les victimes et les témoins sur les suites possibles et sur les conséquences du refus de levée de l'anonymat. Ce dernier constitue fréquemment un obstacle à la mise en place de mesures par l'établissement.

Saisines mettant en cause un comportement au cours de l'année

Genre	Usager	Catégorie	Lieu	Caractéristique	Auteur	Victime	Suite	Sanction
H	Personnel UB	A	Dans l'université de Bordeaux	Harcèlement moral et discrimination	Hiérarchique	Agent	Non	Non
F	Ancienne étudiante	-	Dans l'université de Bordeaux	Harcèlement sexuel	Enseignant	Etudiante	Non	Non
F	Personnel UB	A	Dans et hors université de	Harcèlement sexuel	Hiérarchique	Agente	Non	Non
F	Personnel UB	C	Dans et hors université de	Harcèlement sexuel	Hiérarchique	Agente	Non	Non
H	Personnel UB (témoin)	A	Dans l'université de Bordeaux	Harcèlement sexuel	Enseignant	Etudiante	Non	Non
H	Personnel UB	A	Dans l'université de Bordeaux	Harcèlement moral	Enseignant	Enseignan	Non	Non
F	Personnel UB	A	Dans l'université de Bordeaux	Harcèlement sexuel	Doctorant	Agente	Oui	Non
F	Personnel UB (témoin)	A	Dans l'université de Bordeaux	Harcèlement sexuel	Agent	Etudiantes	Oui	En cours
F	Ancienne doctorante	-	Dans et hors université de	Harcèlement moral, menace,	Directeur de thèse	Doctorante	-	-

Parmi ces 9 saisines, 3 levées d'anonymat ont eu lieu et 2 sont en attente.

2.3. La santé au travail

Composition du service de santé au travail

Composition du service de santé au travail

Effectifs de l'établissement nécessitant un suivi médical

Les effectifs précisés dans ce rapport sont ceux observés/recensés par le service de santé au travail au cours de l'année 2022.

Les différents types de visite auprès du médecin du travail

> Une première consultation: dans le trimestre suivant l'entrée en fonction.
> Puis des visites systématiques dont le rythme peut varier en fonction des cas :

- Visite annuelle: pour les personnels soumis à la surveillance médicale renforcé (SMR) :
  - Risques professionnels définis par la réglementation: CMR, bruit, rayonnement ionisants, RQTH, femmes enceintes...
  - À la demande du médecin : agents d'entretiens, pathologies particulières, personnel en contact avec les animaux, rayonnements non ionisants, poste de sécurité,etc.
- Visite quinquennale : règlementairement prévue pour tous les autres personnels

Effectif nécessitant une surveillance médicale renforcée (SMR) ou une surveillance médicale simple (SMS) au cours de l'année :

Près d'un agent sur cinq nécessite une surveillance médicale renforcée du fait d'expositions à des nuisances professionnelles et/ou de son état de santé.

	Femmes	Hommes	Total
Effectif nécessitant une SMR	974	679	1 653
Effectif nécessitant une SMS	1 670	1 456	3 126
Effectif au 01/01/2022	**2 644**	**2 135**	**4 779**

NB : L'effectif total de ce tableau ne tient pas compte des personnels hospitalo-universitaires car leur suivi est principalement assuré par le service de santé au travail du Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de Bordeaux. Un partenariat étroit est établi avec le service de santé au travail du CHU pour ces agents, concernant la connaissance des dangers et des risques.

Répartition des agents nécessitant une SMR en fonction de la nature du risque

Les principales expositions entraînant une surveillance médicale renforcée sont les substances cancérogènes, mutagènes ou reprotoxiques (plus de 400 agents exposés), devant les risques biologiques (environ 200 agents exposés). Par ailleurs, 302 agents en situation de handicap ont été recensés au cours de l'année 2022 et près de 600 agents présentent des pathologies nécessitant une surveillance médicale par rapport au poste de travail qu'ils occupent.

			Femmes	Hommes	Total
SMR relevant du décret	Causes	Agents biologiques des groupes 3 et 4	113	49	162
		Agents cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction de cat. 1 et 2	234	184	418
		Amiante	10	52	62
		Bruit	14	32	46
		Plomb	3	1	4
		Rayonnements ionisants	39	53	92
		Risque hyperbare	1		1
		Travail de nuit	1	3	4
		Vibrations	2	11	13
	Situations particulières	Travailleurs handicapés	211	91	302
		Femmes enceintes	11	0	11
			639	476	1 115
SMR mise en place à la demande du médecin	Métiers	Agents d'entretien	107	53	160
		Cuisiniers	0	2	2
		Ouvriers des services techniques et imprimerie	14	53	67
		Personnel en contact avec les animaux	18	11	29
	Causes	Pathologies particulières	401	182	583
		Postes de sécurité	4	23	27
		Nanoparticules	6	5	11
		Rayonnements non ionisants	7	47	54
		Risques missions	12	31	43
		Télétravail	0	2	2
			569	409	978
			1 208	**885**	**2 093***

**Un agent peut être exposé à plusieurs risques.*

Principaux indicateurs de santé au travail

◆ Visites médicales et paramédicales

Les visites à la demande du médecin du travail et à la demande des agents sont les plus importantes parmi les consultations médicales : ensemble, elles représentent plus de la moitié des visites, devant les visites périodiques. Aux 1 409 consultations médicales réalisées, s'ajoutent 553 consultations auprès d'autres professionnels de l'équipe : entretiens infirmiers, consultations d'accompagnement au maintien dans l'emploi auprès de la psychologue.

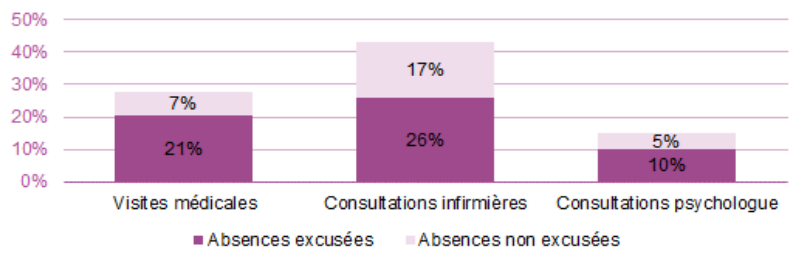
Type de visites		Femmes	Hommes	Total	% total des visites	Rappel 2021 Total	Rappel 2021 % total des visites
Visites d'embauche		71	54	125	8,9%	193	12,7%
Visites périodiques	Suivi médical simple	106	68	174	12,3%	189	12,4%
	Suivi médical renforcé	78	56	134	9,5%	199	13,1%
	Examens médicaux supplémentaires	-	-	-	-	-	-
Visites occasionnelles	A la demande de l'employeur	22	15	37	2,6%	18	1,2%
	A la demande du médecin de prévention	315	100	415	29,5%	452	29,8%
	A la demande de l'agent	234	88	322	22,9%	305	20,1%
	Visites d'urgence	0	0	0	0,0%	2	0,1%
Visite de reprise	Visites de pré-reprise	56	14	70	5,0%	46	3,0%
	Visites de reprise après AT	6	3	9	0,6%	7	0,5%
	Visites de reprise après CLM CLD	20	4	24	1,7%	11	0,7%
	Visites de reprise après CMO	57	26	83	5,9%	82	5,4%
	Visite de reprise après MP	2	0	2	0,1%	2	0,1%
	Visites de reprise après MAT	2	0	2	0,1%	4	0,3%
	Visites de reprise après TPTH	11	1	12	0,9%	9	0,6%
		980	429	1 409	-	1 519	-
Consultations paramédicales	Entretiens infirmiers	170	117	287	51,9%	359	52,6%
	Urgences	0	2	2	0,4%	1	0,1%
	Calendriers professionnels	0	1	1	0,2%	5	0,7%
	Prévention TMS	35	3	38	6,9%	-	-
	Consultations d'accomp. et d'aptitude psychologue	186	39	225	40,7%	315	46,1%
	Consultation d'Urgence psychologue	0	0	0	0,0%	3	0,4%
		391	162	553	-	683	-
		1 371	**591**	**1 962**	-	**2 202**	-

◆ Absences des agents aux visites planifiées

Près de 2 792 convocations ont été envoyées par les secrétaires du service de santé au travail. L'absentéisme aux visites auprès des médecins reste stable, de même que celui de la psychologue, cependant il reste élevé aux entretiens infirmiers (43%). Il représente au total 30% des convocations en 2022 contre 29% en 2020. Dans 2/3 des cas, les agents se sont excusés de leur absence.

Proportion d'absences excusées et non excusées en fonction du type de visite

	Prévues	Réalisées	Absences Excusées	Absences Non excusées	Absentéisme	Rappel 2021
Visites médicales	1 951	1 409	404	138	28%	28%
Consultations infirmières	576	328	149	99	43%	41%
Consultations psychologue	265	225	27	13	15%	13%
	2 792	**1 962**	**580**	**250**	**30%**	**29%**



◆ Conclusions des visites médicales

Au cours des visites réalisées en 2022 auprès des médecins du travail, 585 agents ont été considérés comme aptes au poste qu'ils occupent et 617 soit plus de la moitié des agents aptes sous réserve d'aménagement de leur poste ou de restrictions de leurs tâches. La proportion de ces agents augmente régulièrement au fil des années, en particulier dans les postes présentant une charge physique importante.

	Femmes	Hommes	Total	Rappel 2021
Apte	352	233	585	708
Apte avec restrictions et/ou aménagement de poste	479	138	617	583
Inapte à tous postes	1	2	3	2
Inaptitude temporaire	-	-	-	40
Inapte au poste, apte à un autre	1	0	1	3
	833	**373**	**1 206**	**1 336**

À noter : 203 visites n'ont pas donné lieu à la délivrance d'une fiche d'aptitude parce qu'elles correspondaient à des visites de pré-reprise ou occasionnelles. Parmi ces 203 visites, 15 ont abouti à une orientation vers le médecin traitant.

◆ Préconisations réalisées lors de la consultation infirmière

Les entretiens infirmiers peuvent comporter des préconisations concernant le travail sur écran ainsi que des conseils hygiéno-diététiques ou des recommandations de vaccination.

	Femmes	Hommes	Total	Rappel 2021
Travail sur écran	14	8	22	89
Conseils hygièno-diététiques	0	2	2	15
Port des EPI	-	-	-	0
Vaccination recommandée	5	4	9	31
	19	**14**	**33**	**135**

◆ Orientations réalisées au cours d'une visite médicale

Une visite médicale peut être à l'origine d'orientations, parfois multiples, vers d'autres professionnels de santé ou intervenants non médicaux. En 2022, 382 orientations ont été demandées à l'issue de la visite. À noter que les orientations sont dépendantes des besoins des agents et peuvent donc varier significativement d'une année sur l'autre.

	Femmes	Hommes	Total	Rappel 2021
Orientation médicale	112	59	171	185
Orientation non médicale	175	36	211	163
	287	**95**	**382**	**348**

Détails des orientations réalisées au cours d'une visite médicale

Détails des orientations réalisées au cours d'une visite non médicale

◆ Orientations réalisées au cours d'une consultation infirmière

Un entretien infirmier peut également être à l'origine d'orientations vers d'autres professionnels de santé ou intervenants non médicaux .

Orientations	Femmes	Hommes	Total	Rappel 2021
Orientation médicale	63	62	125	207
Orientation non médicale	41	11	52	60
	104	**73**	**177**	**267**

Détails des orientations réalisées au cours d'un entretien infirmier

Les actions en milieu de travail du médecin du travail

> Le medecin du travail a effectué plusieurs visites de locaux.

Liste des sites visités

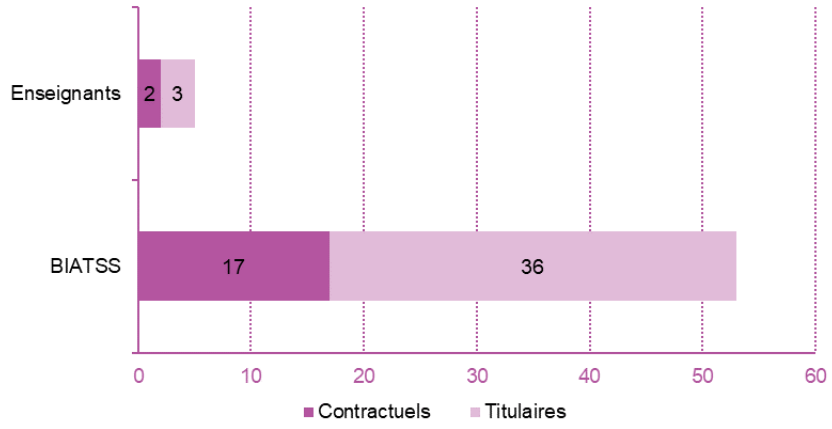
Les actions en milieu de travail du préventeur hygiène sécurité

◆ Études de poste : motifs et caractéristiques

Le nombre d'études de postes a diminué par rapport à 2021, une diminution observée aussi bien pour les postes administratifs que dans les contextes de conditions de travail délétères. La majorité des études de poste ont été réalisées pour des personnels BIATSS (91%) et la plupart d'entre eux étaient titulaires (68%).

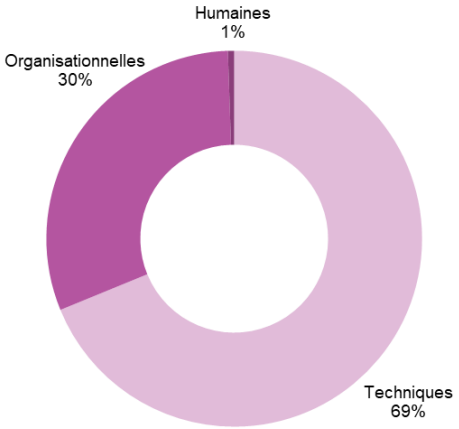
Type études de poste	Total	Rappel 2021
Aménagements poste de travail administratif	35	46
Aménagements poste de travail autre	16	17
Conditions de travail délétère	3	11
Maladies professionnelles	2	1
Suivi étude de poste	2	0
	58	**75**

◆ Répartition des études de postes selon le statut des agents



◆ Préconisations réalisées à l'issue de l'étude de poste

Plusieurs préconisations, humaines, organisationnelles ou techniques peuvent être posées au cours d'une même étude de poste. En 2022, environ 2/3 des préconisations étaient de nature technique et 1/3 organisationnelles.



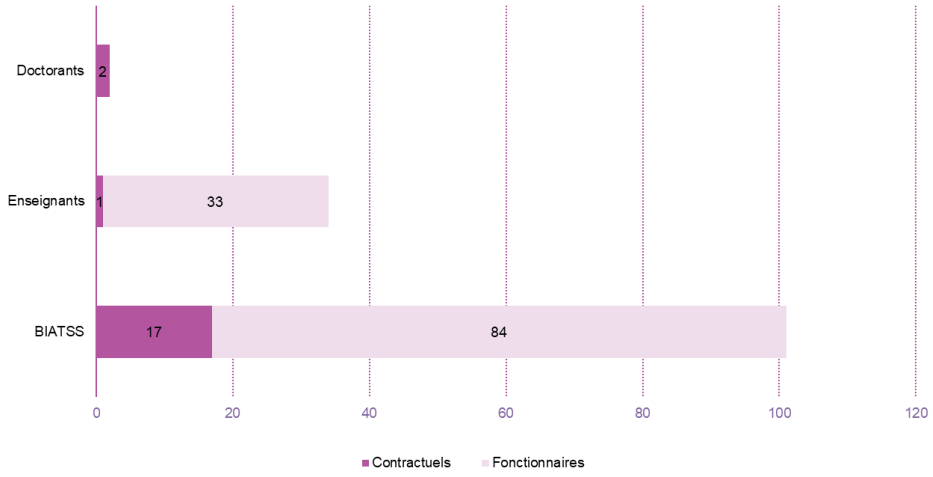
La prévention des risques psychosociaux : les actions de la psychologue

◆ Les consultations : motifs et caractéristiques des agents reçus

En 2022, 137 agents ont été reçus et 225 consultations ont été réalisées, elles correspondent toutes à des consultations d'accompagnement. Comme les années précédentes, elles concernent principalement des femmes (84%).

Motif principal	Femmes	Hommes	Total	Rappel 2021
Consultation d'accompagnement	186	39	225	315
Consultation d'urgence	0	0	0	3
	186	**39**	**225**	**318**

◆ Répartition des agents ayant consulté la psychologue par statut



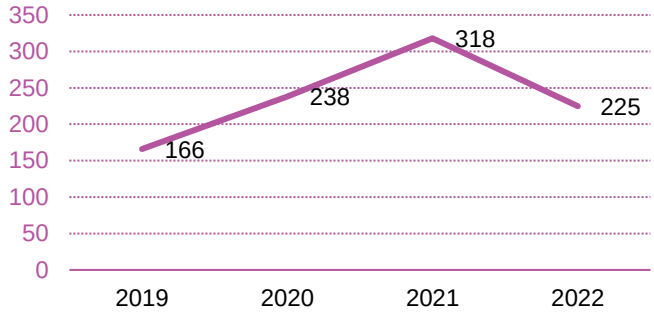
◆ Conclusion sur l'aptitude au poste

La majorité des consultations auprès de la psychologue (52%) a conclu à l'aptitude des agents à leur poste.
Cependant, on note en parallèle une augmentation des inaptitudes temporaires (orientation pour arrêt maladie) de 23%. 4 situations ont amené à une conclusion d'inaptitude définitive au poste.

Conclusions de consultations psychologues	Femmes	Hommes	Total	Rappel 2021
Aptitude	92	29	121	195
Aptitude sous réserve d'un aménagement de son poste	48	7	55	45
Inaptitude temporaire	47	5	52	64
Inaptitude définitive (mobilité pour raisons médicales engagée)	4	0	4	13
	191	**41**	**232**	**317**

Evolution des consultations

En 2021, 164 agents ont été reçus et 318 consultations ont été réalisées, soit une progression de 34% par rapport à 2020. On observe que le nombre de consultations a augmenté de manière continue en 2020 et 2021. Les consultations réalisées pendant cette période de covid-19 ont été motivées en majorité par des difficultés professionnelles rencontrées, peu d'entre elles étant liées à une appréhension du contexte épidémique.



En 2022, on note une stabilisation du nombre de consultations par rapport à 2020, 2021 semblant une année à forte demande.
Ainsi, 225 consultations ont été menées par la psychologue, pour un total de 137 agents reçus, dont 88 nécessitant l'ouverture de nouveaux dossiers.

2.4. L’hygiène et la sécurité

Bilan « document unique d’évaluation des risques professionnels » (DUERP)

> *La notion de DUERP a été introduite par le décret n°2001-1016 du 5 novembre 2001 portant création d’un document relatif à l’évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs, prévu par l’article L.4121-3 du code du travail.*

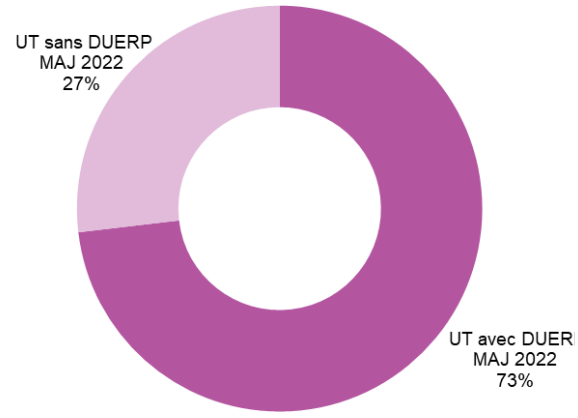
Chiffres clés

Sur les 201 unités de travail (UT) recensées,147 ont réalisé leur document unique d’évaluation des risques professionnels (DUERP) soit 73% et 76 l’ont mis à jour en 2022, soit une progression de +8% comparativement à 2021.

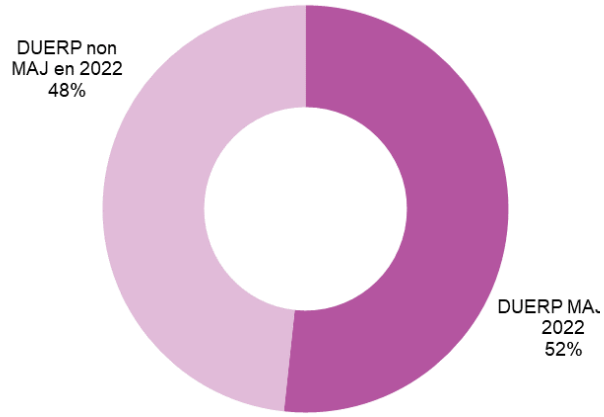
Le nombre d’unités de travail a augmenté significativement par rapport à 2021 (201 en 2022 contre 173 en 2021) du fait d’un redécoupage plus fin nécessaire à la mise en place d’un nouvel outil de dématérialisation de l’évaluation des risques, le progiciel GPuC.

134 agents ont déjà été formés à l’outil GPuC depuis les deux premières vagues de déploiement, couvrant 58 unités de travail soit près de 30% des UT au global. 56 d’entre elles ont évalué leurs risques depuis cette application.

Taux de DUERP réalisés sur 201 UT



DUERP mis à jour

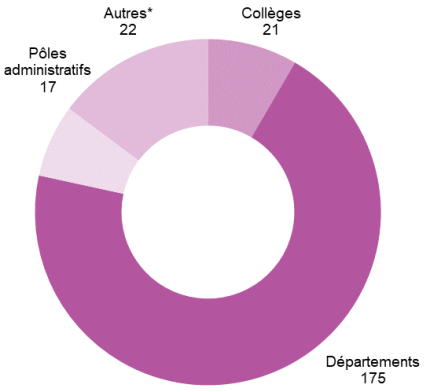


Assistants de prévention

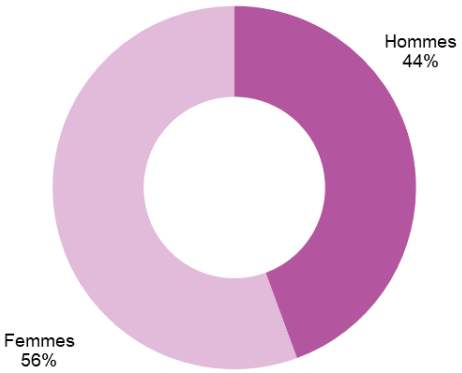
En 2022, 19 agents universitaires ont été formés et nommés assistants de prévention. La formation initiale est organisée conjointement par l'université de Bordeaux, le CNRS, l'Inserm, Bx INP, l'INRAE et Sciences Po Bordeaux. Elle est proposée sous un format de 2 fois 3 jours.

Le réseau compte 250 agents (personnels de l'université de Bordeaux et des établissements partenaires). Tous les assistants de prévention ont une lettre de cadrage.

Répartition des assistants de prévention dans les structures



Répartition des assistants de prévention par genre



**INSPé, IUT, campus Agen, campus Périgord*

2 réunions du réseau des assistants de prévention ont eu lieu les 24 mai et 24 novembre 2022.

Les thématiques abordées à la formation du 24 mai :

- Chutes de plain-pied ;
- Troubles musculo-squlettiques ;
- Retours sur les formation communication ;
- Retours sur les formation des étudiants de l'UF Biologie.

89 agents étaient présents à cette formation..

La journée du 24 novembre avait un format particulier puisqu'il s'agissait de proposer des ateliers prévention sécurité pour tous les agents et étudiants de l'université. Ces ateliers étaient assurés soit par les services prévention de l'université et des établissements partenaires, soit par des prestataires externes, soit par les assistants de prévention eux même.

Les principaux ateliers proposés à la formation du 24 novembre :

- Escape game sur les risques chimiques ;
- Manipulations extincteurs ;
- Initiation aux gestes de 1er secours ;
- Sensibilisation aux risques routiers ;
- Prévention des risques liés au travail sur écran ;
- Bonnes pratiques de conditionnement des déchets dangereux.

Près de 300 agents ont participé à ces différents ateliers.

2.5. Les bénéficiaires de l'obligation d'emploi (BOE) et l'accompagnement des agents en situation de handicap

L'université compte 287 travailleurs bénéficiaires de l'obligation d'emploi au 31 décembre 2022. Le taux d'emploi direct déclaré au FIPHFP est de 5,25%. L'université couvre 87% de l'obligation légale.

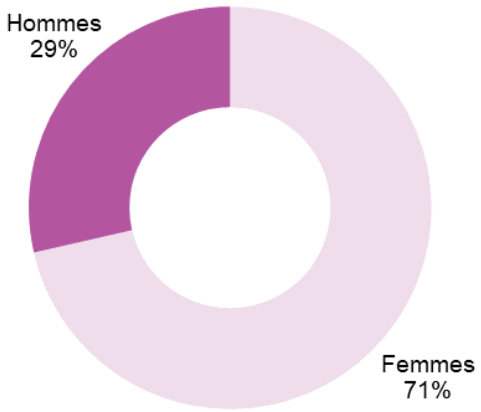
Répartition des effectifs BOE par catégorie

	Femmes	Hommes	Effectif	%par cat.	Rappel effectif 2021
Catégorie A	52	37	89	31%	82
Catégorie B	34	7	41	14%	36
Catégorie C	119	38	157	55%	133
	205	**82**	**287**		**251**

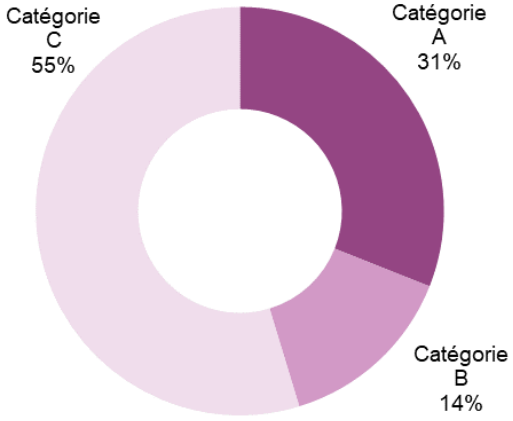
Répartition des effectifs BOE par statut

	Femmes	Hommes	Effectif	%par cat.	Rappel effectif 2021
EEC	4	33	37	13%	40
BIATSS	69	181	250	87%	211
	73	**214**	**287**		**251**

Répartition par genre



Répartition par catégorie

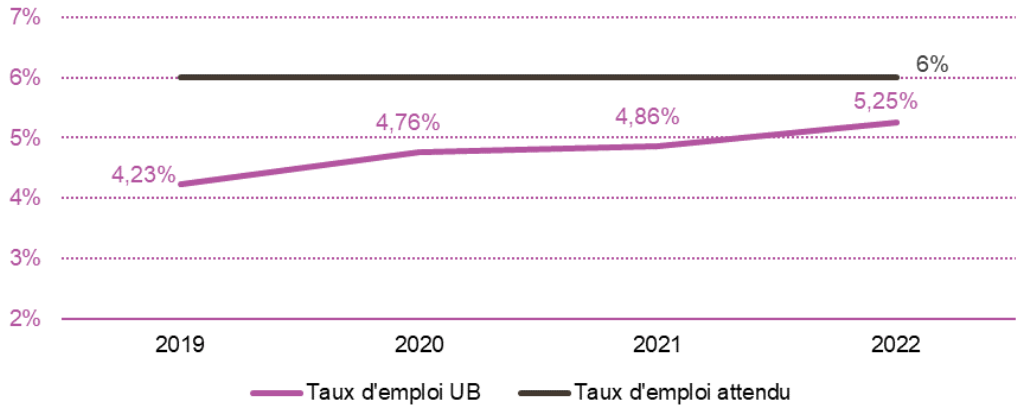


70% des agents actuellement en situation de handicap ne l'étaient pas au moment de leur recrutement.

80% des handicaps sont invisibles.

Taux d'emploi sur 4 ans

	2019	2020	2021	2022
Taux d'emploi UB	4,23%	4,76%	4,86%	5,25%



Dépenses dédiées à des mesures d'accompagnement

En 2022, 54 agents BOE ont bénéficiés d'aide diverses dans le cadre d'un aménagement de poste domicile et/ou sur site.

- 3 agents ont bénéficié d'une aide humaine au travail ;
- 6 agents ont bénéficié d'un double aménagement de poste sur site et au domicile ;
- 13 agents ont bénéficié d'une étude de poste interne ;
- 198 entretiens ont été réalisés par la correspondante handicap dans le cadre de l'accompagnement au maintien dans l'emploi.

	Dépenses	Montants	Nb d'agents concernés*
	Aides auditives	2 738 €	1
	Aides au transport	49 853 €	9
	Aménagements de poste	73 946 €	41
		126 537 €	51
Accompagnement	Bilans de compétences	9 560 €	7
	Formation	3 486 €	6
	Aides humaine	32 919 €	3
		45 965 €	16
		172 501 €	**67**

**un agent peut bénéficer de plusieurs types d'aide*

Les partenariats

En 2022, 33 agents ont bénéficié d'une prestation spécifique de Cap emploi, structure publique et partenaire essentiel à l'accompagnement au maintien dans l'emploi aux côtés des acteurs du pôle AGRH (médecins du travail, conseillères mobilité carrière, assistantes sociales, correspondante handicap) et des managers (un agent pouvant bénéficer de plusieurs types d'aide) :

> 6 dossiers accompagnement à l'aménagement de poste à domicile ;

> 17 agents bénéficiaires d'une prestation d'appuis spécifiques (PAS) avec accompagnement d'une consultante maintien dans l'emploi de Cap emploi ; ces PAS permettent de bénéficier de prestataires experts du handicap mobilisés dans le cadre du maintien dans l'emploi (handicap psychique, visuel, auditif, moteur, mental, troubles cognitifs) ;

> 11 agents bénéficiaires d'une étude préalable à l'aménagement adaptation de situation de travail. La situation doit appeler une réflexion sur l'organisation générale du travail et peut être complexe, du fait de l'environnement de travail et de l'organisation des postes, de la polyvalence du poste, de la multiplicité des situations de travail qu'exige le poste, du temps d'observation nécessaire, de l'existence ou du risque de survenue de relations sociales tendues dans la communauté de travail, etc ;

> 2 agents bénéficiaires du dispositif emploi accompagné : au-delà d'une PAS, il s'agit d'un accompagnement médico-social et d'un soutien au maintien dans l'emploi à long terme par une structure externe spécialisée.

2.6. L'action sociale

Les prestations et aides pilotées par le SUAS

Au travers de ses actions, la direction de l'action sociale et de l'innovation sociétale (DASIS) met en œuvre la responsabilité sociale de l'établissement en sa qualité d'employeur public.

Synthèse

			Dossiers	Montants	Dossiers 2021	Montants 2021
Prestations familles et aides sociales	PIM* et ASIU*	Centres loisirs, séjours éducatifs, vacances et sport	71	6,09 K€	43	4,95 K€
	ASIU	Aides à la garderie périscolaire	38	1,57 K€	24	0,99 K€
		Participations au dépôt de garantie	4	1,60 K€	4	1,51 K€
		Aides aux frais d'études supérieures	4	1,08 K€	3	0,81 K€
			46	4,25K€	31	3,31 K€
			117	10,34 K€	74	8,26 K€
	PIM	APEH*	24	51,43 K€	27	53,79 K€
	CSE*	Aides exceptionnelles d'urgence	39	20,74 K€	48	28,30 K€
			180	82,51 K€	149	90,36 K€
Petite enfance		Berceaux à la crèche P'tit Campus		97,50 K€		97,50 K€
Lien social		Ateliers et animations pour les enfants		6,22 K€		4,57 K€
		Arbre de Noël		61,13 K€		59,99 K€
Total dépenses hors restauration				**342,36 K€**		**297,42 K€**
Restauration		Coût de prise en charge		83,60 K€		73,07 K€
Subventions aux associations des personnels				95,00 K€		45,00 K€
Total général dépenses				**425,96 K€**		**370,49 K€**
Autre dispositifs	Logement	Logement Résidence Escabelle	32		37	
		Logement DDETS*	42		22	
	Transport cartes d'abonnement		173		126	
	Demandes de place à la crèche P'tit Campus		32		15	
			279		200	
Total général nombre de dossiers traités			**459**		**349**	

**Prestation Interministérielle, Aide Spécifique d'Initiative Universitaire, Allocation aux Parents d'Enfants Handicapés, Commission Sociale d'Établissement, Direction Départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités*

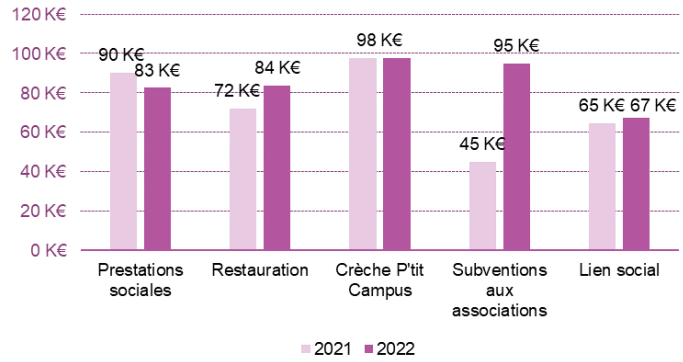
Répartition des dépenses

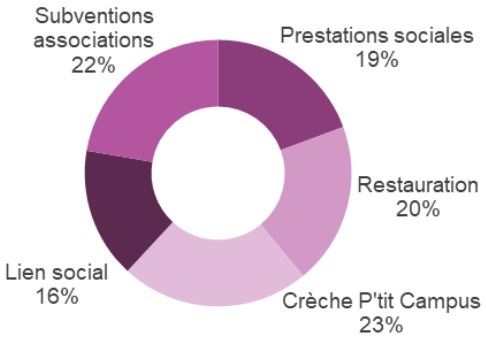
Le montant total des dépenses consacrées à l'action sociale en faveur des personnels s'élève à 414 K€ en 2022, contre 325 K€ en 2021.

Cette hausse s'explique principalement par la volonté de l'établissement de renforcer son engagement auprès des associations des personnels, le Comité de loisirs et d'animations sportives et culturelles de l'université de Bordeaux (CLASCUB) et l'Université Club de Bordeaux (UCB), avec des contributions respectives de 90 K€ et 5 K€.

Sur les autres dépenses, l'activité est restée relativement stable par rapport à 2021.

À noter cependant pour les prestations familiales et aides sociales, une hausse du nombre de dossiers de prestations aux familles (117 contre 74 en 2021, soit +2 K€) correspondant à une reprise de l'activité périscolaire et des centres aérés, et une baisse du nombre d'aides d'urgence (39 contre 48 en 2021, soit -8 K€).





Les prestations, aides et dispositifs sociaux

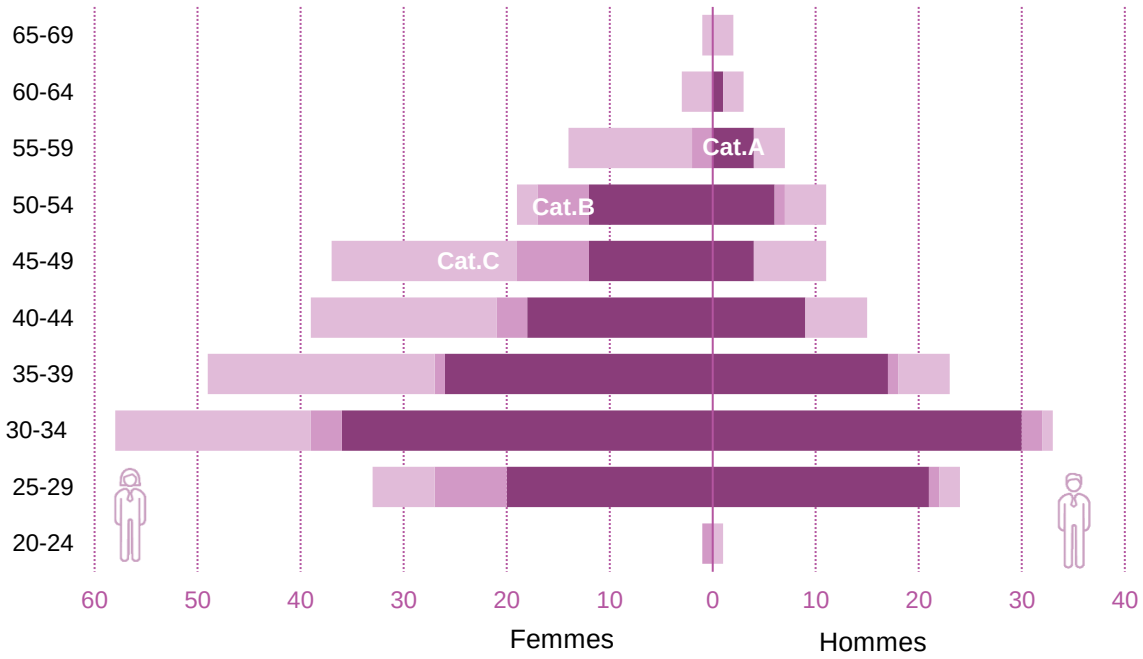
La fin de la crise sanitaire a permis de retrouver progressivement une activité normale et de renouer le lien social avec les personnels.

En prenant en compte l'ensemble du périmètre des actions du service, 459 dossiers ont été traités en 2022, contre 349 en 2021.

Les 180 dossiers de prestations familiales et aides sociales (contre 149 en 2021) ont été instruits au bénéfice de 109 personnels de l'université (un agent pouvant solliciter plusieurs prestations).

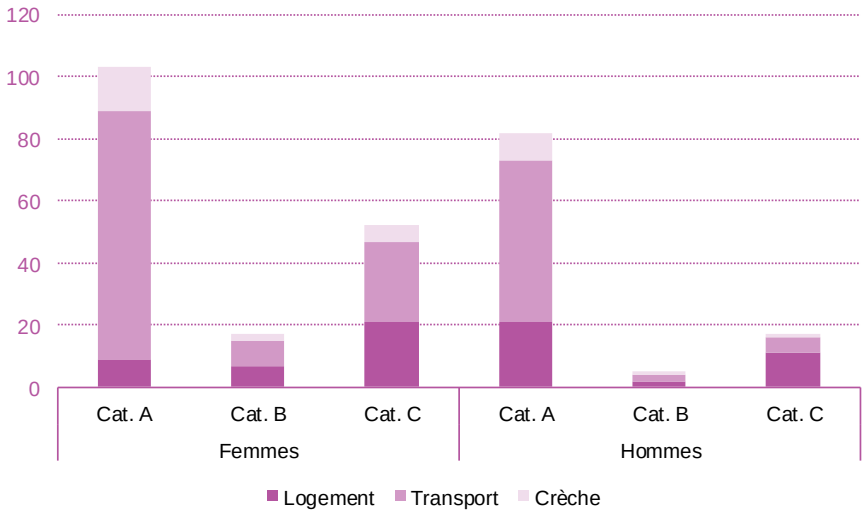
◆ Bénéficiaires des prestations familiales et aides sociales

Répartition par genre, catégorie et tranche d'âge



◆ Bénéficiaires des prestations de logement, transport et petite enfance

Répartition par genre et catégorie



Les actions des assistantes sociales

Les assistantes sociales des personnels contribuent à la mise en œuvre de la politique sociale de l'établissement. Elles proposent aux personnels qui les sollicitent un accompagnement dans le respect du secret professionnel et dans des domaines très variés, à l'interface de la vie professionnelle et personnelle.

Leurs missions s'articulent avec les enjeux sociétaux portés par l'établissement :

> Responsabilité sociétale ;

> Développement durable ;

> Inclusion ;

> Qualité de vie au travail (QVT) ;

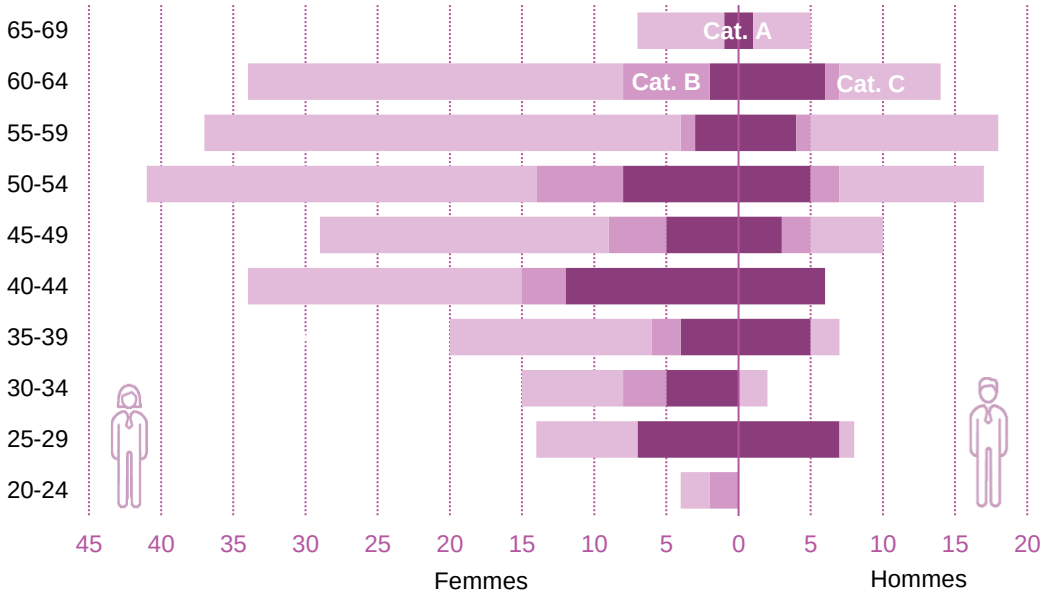
> Violences sexistes et sexuelles.

Typologie des personnels ayant sollicité les assistantes sociales

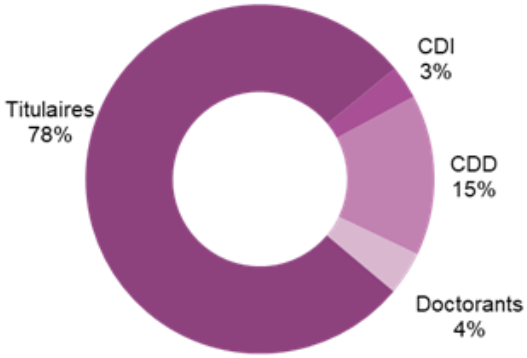
322 personnels ont été reçus, soit une augmentation de 6,7% par rapport à 2021.

		Total	Femmes	Hommes	Rappel 2021	Femmes	Hommes
Titulaires	BIATSS	223	168	55	190	135	54
	EC	28	13	15	30	20	11
		251	181	70	220	155	65
CDI	BIATSS	10	8	2	10	3	7
	EC	0	0	0	1	1	0
		10	8	2	11	4	7
CDD	BIATSS	45	39	6	58	46	12
	EC	3	0	3	7	1	6
		48	39	9	65	47	18
DOCTORANT - ATER		13	7	6	6	5	1
		322	**235**	**87**	**302**	**211**	**91**

Répartition des personnes reçues par genre, catégorie et tranche d'âge



Répartition des personnes reçues par genre



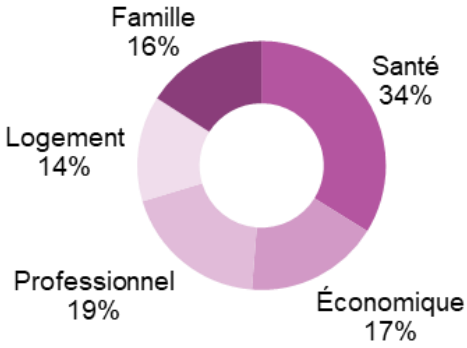
Répartition des personnes reçues par statut en 2022

Répartition du nombre de rendez-vous par thématique

En 2022, comme les années précédentes, la thématique santé a été prépondérante et fortement corrélée aux thématiques économiques et professionnelles.

La part des personnels en congé maladie ou titulaires d'une reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé (RQTH) est majoritaire. Cela s'explique par une meilleure identification des missions portées par le service social du personnel.

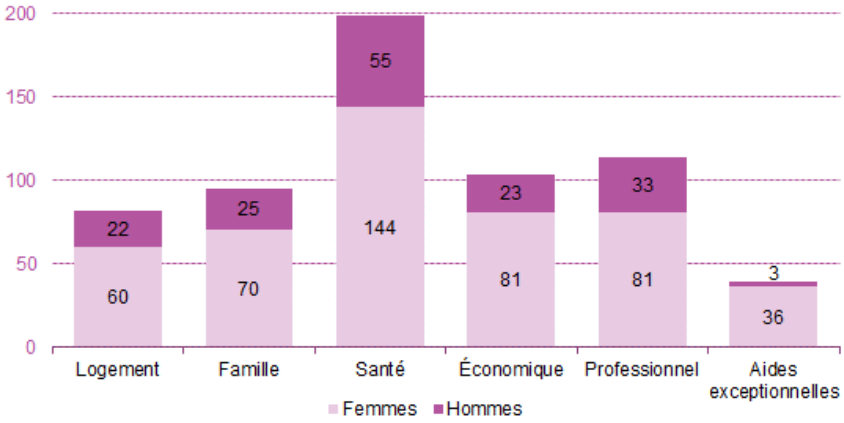
	Nb de rendez-vous	Rappel 2021
Santé	199	179
Économique	104	109
Professionnel	114	95
Famille	95	91
Logement	82	91
Aides exceptionnelles	39	48



Les assistantes sociales du personnel travaillent en collaboration avec le service santé au travail et en lien avec l'ensemble des acteurs du pôle AGRH, dans une démarche de développement social et de coordination des actions menées en faveur des personnels.

Récapitulatif des thématiques par genre

La majorité des rendez-vous concerne des femmes, ce chiffre reflète la structure des effectifs de l'établissement. Les thématiques dominantes sont les mêmes quel que soit le genre (majoritairment santé et professionnel).



La restauration

En 2022, le coût supporté par l'université s'élève à 83,6 K€ pour 29 871 repas pris en charge.

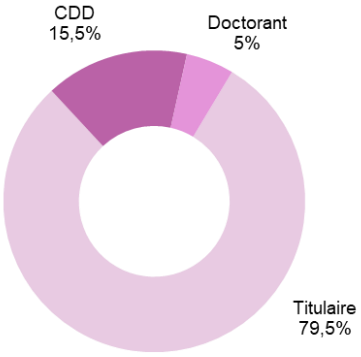
La fréquentation a été plus importante cette année qu'en 2021. Elle reste toutefois loin du niveau de fréquentation d'avant la crise sanitaire et la généralisation du télétravail.

Coût des repas pris en charge

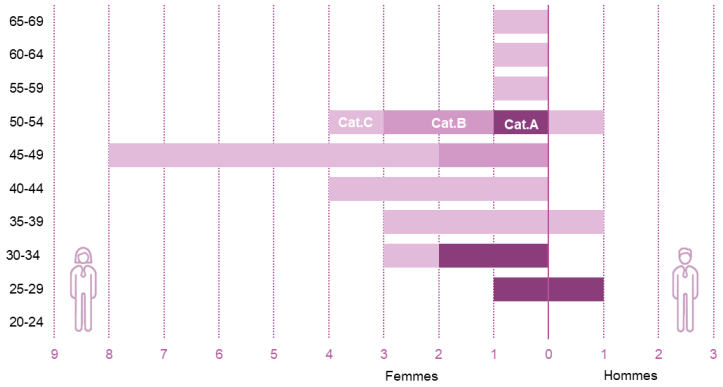
		Rappel 2021
Nombre de repas	29 871	22 569
Coût pris en charge	84 K€	73 K€
Coût moyen par repas pris en charge	2,80 €	3,24 €

Les partenaires conventionnés dans le domaine de la restauration

Répartition par statut du nombre d'aides exceptionnelles d'urgence accordées



Répartition par genre, catégorie et tranche d'âge des bénéficiaires des aides exceptionnelles d'urgence accordées



La majorité des aides exceptionnelles sont octroyées à des agentes titulaires.
Ces aides sont en lien avec des événements familiaux, le logement, la diminution des revenus, des dépenses imprévues, etc.

Le lien social

Animations

Pour les enfants des personnels, des animations ont été proposées pendant les vacances scolaires : spectacle interactif de ventriloquie, marionnettes et mime-clown, ateliers sur les thèmes de l'électricité, de la géologie et des machines, visites et ateliers au musée des arts décoratifs et du design et au musée des douanes.

Au total, 225 enfants ont participé à ces animations, avec une prise en charge financière complète de l'université.

L'arbre de noël

Après deux années sans manifestation, l'arbre de noël a pu être organisé sur différents sites de l'université pour les enfants et leurs familles, avec spectacles et distribution de goûters et chocolats.

706 enfants se sont inscrits aux spectacles proposés sur les 3 sites de Bordeaux et 2 603 enfants âgés de 0 à 13 ans ont bénéficié de chèques et e-chèques cadeaux d'une valeur de 20€.

		Rappel 2021
Nombre d'enfants	2 603	2 661
Offre cadeaux	51,94 K€	53,43 K€
Spectacles et goûters	9,19 K€	6,56 K€
	61,13 K€	**59,99 K€**

2.7. Les actions culturelles et de loisirs

Dans le cadre du nouveau modèle d'offre sociale, une convention de collaboration a été mise en place entre l'université de Bordeaux et le CLASCUB. L'objectif est de développer la politique socioculturelle en proposant aux personnels une offre visible, cohérente et ajustée à leurs besoins, tout en veillant à l'équité d'accès des agents aux prestations et entre les différents sites.

Cette convention a permis de renforcer l'engagement de l'établissement sur ce périmètre avec une augmentation de la subvention allouée au CLASCUB et de clarifier les rôles entre la DASIS, en charge des actions de cohésion et de lien social, et le CLASCUB, porteur des activités culturelles et de loisirs.

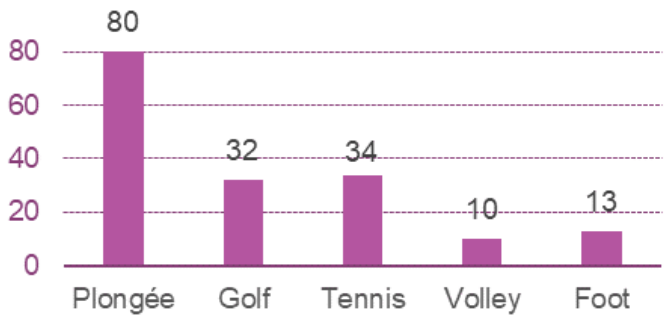
L'université s'est engagée également auprès de l'Université Club de Bordeaux (UCB) à hauteur de 5K€ pour développer la gestion des sections sportives de l'association.

Les activités sportives de l'UCB

Les activités et offres

5 sections sportives ont été proposées en 2022 aux personnels de l'université : plongée, golf, tennis, volley et football, avec au total 169 adhérents.

Nombre d'adhérents UCB par section



Les actions du CLASCUB accessibles au personnel

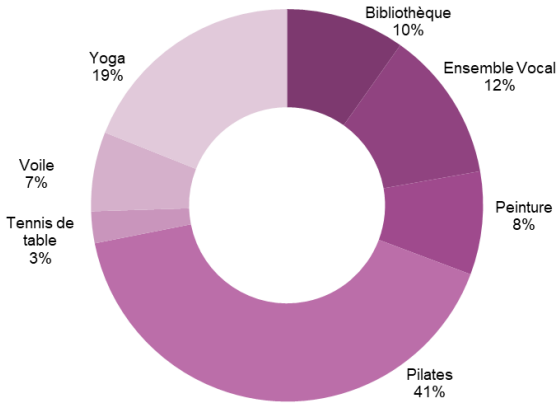
En 2022, le CLASCUB compte près de 1 090 membres actifs. Les travaux du schéma directeur de l'offre sociale (SDOS) menés en 2020 ont redéfini la distribution des actions portées par le SUAS (service universitaire) et le CLASCUB (association des personnels). Ainsi depuis le 1er octobre 2021, l'adhésion est devenue gratuite pour les personnels actifs de l'université, les ateliers peinture et chorale du site de Talence, les propositions de sorties week-end en famille et les offres vacances famille en été, sous conditions, sont gérés par l'association. L'organisation de l'arbre de noël de l'université à destination des enfants des personnels est, quant à elle, un travail collaboratif entre les deux entités.

Cette nouvelle répartition des missions a necessité le recrutement d'une personne supplémentaire dont l'effectif est passé de 2 personnels à 3 au 1er septembre 2022, soit 2,8 ETP.

Activités et offres

Sept activités sont proposées aux agents actifs et retraités de l'université de Bordeaux sur 3 sites différents : Talence, Carreire et Pau.

Sections	Nombre de Participants
Bibliothèque	15
Ensemble Vocal	19
Peinture	13
Photo	
Pilates	63
Tennis de table	4
Voile	10
Yoga	29
	153



- 76 livres empruntés pour 15 emprunteurs
- Cours de Pilates à Carreire - 3 séances par semaine en format hybride
- Cours hebdomadaire de yoga à Carreire en format hybride
- Cours hebdomadaire de yoga à Pau ouverts aux personnels et aux étudiants
- Cours de chant hebdomadaire à Talence proposés de janvier à juin 2022
- Cours de peinture hebdomadaire à Talence proposés de janvier à juin 2022

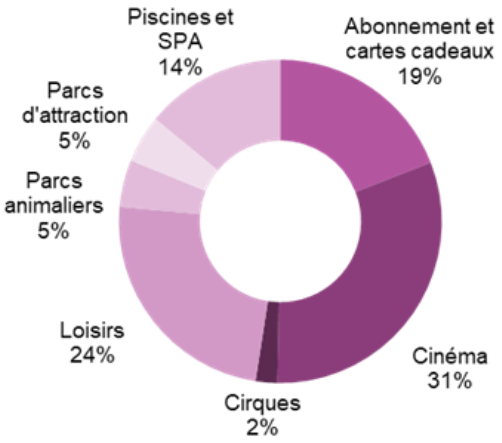
Les chiffres des activités billetterie et autres services

Les offres en matière de billetterie sont de plus en plus proposées en format dématérialisé pour les rendre plus accessibles quel que soit le site d'appartenance.

Le déploiement de l'acheminement des commandes sur les autres campus a également développé l'offre et la demande.

Service billetterie

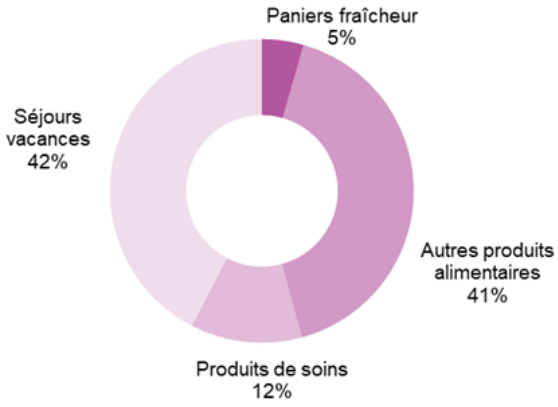
Billetteries	Montant 2022	Rappel 2021
Abonnement et cartes cadeaux	3 021 €	1 335 €
Cinéma	4 944 €	7 849 €
Cirques	343 €	767 €
Loisirs	3 796 €	3 280 €
Parcs animaliers	747 €	528 €
Parcs d'attraction	759 €	110 €
Piscines et SPA	2 227 €	1 267 €
Spectacles	0 €	0 €
	15 836 €	**15 136 €**



- 877 billets de cinéma
- 163 tickets de piscine
- 63 cartes cadeaux
- 112 tickets pour les parcs
- 17 entrées cirques

Autres services

Ventes	Montant 2022	Montant 2021
Paniers fraîcheur	3 697 €	9 857 €
Autres produits alimentaires	34 313 €	35 904 €
Produits de soins	9 850 €	11 912 €
Séjours vacances	35 190 €	18 348 €
	83 049 €	**76 020 €**



- 778 boîtes de biscuits distribuées tous sites confondus
- 363 paniers fraîcheur distribués et depuis mars 2022, livraison possible sur Pessac et Talence
- 43 commandes de produits de soins
- 43 familles ont bénéficié des prestations « vacances » sur toute l'année 2022

Sorties familles 2022

Les sorties familles, qui jusqu'en 2021 étaient gérées par le SUAS, sont aujourd'hui une nouvelle offre prise en charge par le CLASCUB. Elle est soumise au quotient familial.

Deux propositions de sorties ont été programmées avec transport et hébergement au Futuroscope et Puy du Fou pour une participation financière du CLASCUB de près de 6 500 €.

Bilan des sorties familles 2022

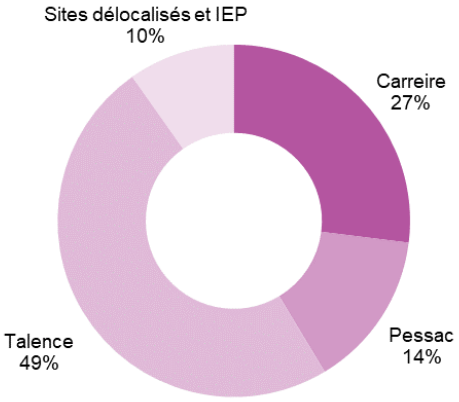
Arbre de noël 2022

Après deux années d'interruption, l'arbre de noël a de nouveau pu être organisé en présentiel.

Une répartition des actions s'est effectuée entre le SUAS et le CLASCUB.

La logistique, couvrant la part achats des consommables pour les pots et goûters et la coordination des acheminements sur les différents sites, a été assurée par le CLASCUB.

	Bordeaux			Sites délocalisés et IEP	Total
	Carreire	Pessac	Talence		
Nombre d'enfants inscrits	209	113	384	79	785
Nombre d'adultes attendus	321	170	576	113	1 180
Total participants par campus	530	283	960	192	1 965
Achats pour goûters et buffets	1 722,66 €	919,84 €	3 120,29 €		
Coût de la manifestation		**5 762,79 €**		**2 175,84 €**	**7 938,63 €**



Le service culture

Les actions du service culture ont pour objectif de permettre à la communauté universitaire de s'épanouir sur le lieu de travail ou d'étude en découvrant des créations, des propositions d'expérimentation ou en profitant d'une diffusion culturelle et artistique.

◆ Zoom sur deux innovations du service culture au cœur des enjeux de transitions sociétale et environnementale en 2022

> Forêt expérimentale : suivi scientifique et artistique du projet de recherche

Ce projet, lancé en 2021, a pour objectif d'étudier la résilience des forêts urbaines face au changement climatique et de quantifier les bénéfices environnementaux et sociétaux de ces espaces sur la ville.

Situé à l'Observatoire de Floirac, 10 hectares de forêt sont étudiés dans le cadre d'un living lab, véritable laboratoire à ciel ouvert, mêlant activités de recherche, d'enseignement, de médiation scientifique et artistique, mais également de projets participatifs ouverts sur la cité.

Le service culture accompagne cette étude grâce à la production de contenus de culture scientifique sous forme d'une série de podcasts accessibles à tous afin de comprendre les enjeux de ce living lab et donner accès aux travaux de recherche.

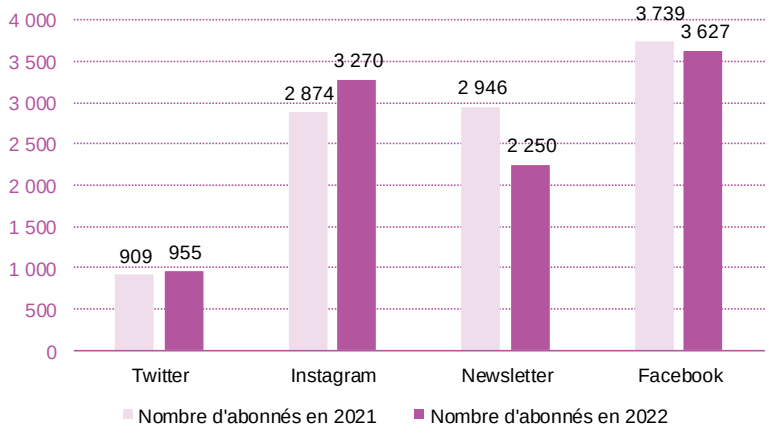
Les chroniques de la forêt expérimentale

> Résidence / exposition de Land Art : projet temporaire : février – juin 2022

Intention artistique : Julien Mourroux, land artiste, a revisité 'Le Banquet' de Platon et le discours d'Aristophane pour produire des œuvres sphériques en bambou sur le thème de l'Amour sur le campus Montaigne Montesquieu : Transition écologique, art dans l'espace public, bien-être sur son lieu de travail.

L'organisation de la résidence / exposition de Land Art

Chiffres clefs des réseaux sociaux du service culture



◆ La diffusion et médiation des savoirs et de la culture scientifique et technique

Les Rencards du savoir [2]:

Programmation annuelle grand public de culture scientifique constituée de cafés-débats et de cinés-débats en lien avec des sujets d'actualité, les Rencards du savoir permettent à la recherche bordelaise de sortir des laboratoires et d'instaurer un dialogue sciences société. Ils permettent au public (dont le personnel de l'université) de rencontrer des chercheurs, d'échanger avec eux et de comprendre le monde qui nous entoure.

A la croisée des regards entre les différentes disciplines : sciences de l'Homme et de la santé, sciences et technologies et sciences humaines et sociales, ils questionnent les sciences et leurs rapports à la société.

Cette programmation a pour objectif de diffuser les savoirs et de partager les connaissances avec les citoyens.

L'organisation des rencards du savoir

Les chiffres clés des rencards du savoir

Les rendez-vous des savoirs et de la culture scientifique et technique et retombées des actions

Liste des retombées des actions

Les programmes d'exposition et retombées des actions

Les programmes de sensibilisation, prix et programmation

◆ Les autres manifestations de diffusion

D'autres manifestations de diffusion et de médiation à caractère national et déclinées spécifiquement par l'université vers sa communauté ont permis aux familles et collègues du personnel universitaire de profiter des richesses des programmations nationales.

> La Fête de la science : ciné-débat Les Rencards du savoir ;

> La Nuit des bibliothèques ;

> La nuit de la lecture : les voix de l'amour, émission radio avec le design sonor Goergette Power, BU histoire du droit public, janvier 2022.

[2] *Programme saison 2021-2022 (2ème semestre) & Programme saison 2022-2023 (1er trimestre)*

Détails des temps forts de la Rentrée

- Plateau Radio quotidien ;
- Soirées artistiques sur les campus (scène ouverte, récital de piano, concert, cirque, séance ciné plein air, spectacle pyrotechnie, ballet aérien, performances de danse avec atelier de pratique).

> Les Moissons d'avril

Les temps forts des Moissons d'avril

◆ La programmation culturelle

> Première édition du Festival de films documentaires « doc campus » ;

> Coin lecture (livres, fauteuil et mapping) autour du prix des lecteurs Bordeaux – Victoire ;

> 2 concerts OUB à l'Agora – 2022 = 50 ans de l'orchestre universitaire de Bordeaux ;

> 3 concerts en co-production avec PAMA (ville Pessac) sur le campus Montaigne Montesquieu ;

> Sélection des œuvres à l'Artothèque ;

> Célébration des 20 ans du SCRIME, labellisé plateforme de recherche ;

> conférence sur l'électroacoustique concert de l'ensemble Proxima Centauri et le SCRIME ;

> Performance avec le collectif Comment c'est maintenant à l'infothèque du PUSG ;

> Cycles de controverses scientifiques dans le cadre du label Science Avec et Pour la Société : Comment concilier éthique environnementale de la recherche et liberté académique ?

Liste des retombées

3. Formation des personnels

3.1. La répartition des personnels formés

La répartition des stagiaires par domaine de formation

Un stagiaire est une personne présente à un stage. Une personne peut être plusieurs fois stagiaire.

Ces chiffres incluent des stagiaires d'autres établissements auxquels ces formations sont proposées et donc peuvent apparaitre dans plusieurs formations.

Le 1er poste de dépenses concerne les formations liées à la sécurité (21% du budget et 20% du nombre de stagiaires formés). Puis viennent les formations en langues et en management. Ces formations sont essentiellement réalisées par des prestataires extérieurs habilités.

Thèmes	Domaines	Nb stagiaires	Dépenses nettes	Nb stagiaires 2021	Dépenses nettes
Métiers	Pédagogie et TICE hors MAPI	0	- €	2	3 322 €
	Pédagogie MAPI	-	- €	1 001	8 779 €
	Sciences	78	33 046 €	178	54 496 €
	Informatique, statistiques, calcul scientifique	18	6 964 €	3	1 489 €
	Documentation	-	- €	7	- €
	Patrimoine immobilier, logistique	36	24 590 €	19	5 836 €
	Finances comptabilité	752	16 828 €	449	10 918 €
	Achats	3	1 074 €	82	15 512 €
	Gestion de l'étudiant formation continue	93	1 400 €	68	4 559 €
	Ressources humaines	114	26 560 €	73	13 632 €
	Autres métiers	3	3 770 €	-	- €
		1 097	114 232 €	1 882	118 543 €
Transverses	Archivage	10	- €	0	- €
	Bureautique/outils numériques	257	10 344 €	268	20 144 €
	Sécurité/habilitations	732	84 840 €	1 012	84 253 €
	Handicap	48	670 €	34	670 €
	Santé au travail	129	11 580 €	100	6 010 €
	Langues étrangères	138	68 796 €	156	58 592 €
	Management	444	32 479 €	418	77 838 €
	Organisation du travail/méthodologie	36	9 614 €	118	12 080 €
	Partenariats/valorisation de la recherche	3	2 080 €	0	- €
	Transitions environnementales	56	440 €	26	2 970 €
	Communication	128	13 340 €	76	16 664 €
	Techniques juridiques	3	1 470 €	6	6 507 €
	Connaissance environ prof	215	1 560 €	248	1 620 €
		2 199	237 213 €	2 462	287 348 €
Parcours professionnels	Prépa concours	253	5 956 €	235	7 599 €
	Prépa diplômes	16	30 815 €	17	31 518 €
	Bilan de compétences	13	17 440 €	23	36 220 €
	Insertion professionnelle	72	4 548 €	62	2 300 €
		354	58 759 €	337	77 637 €
		3 650	**410 204 €**	**4 681**	**483 528 €**

La répartition des agents de l'université formés par type de formation

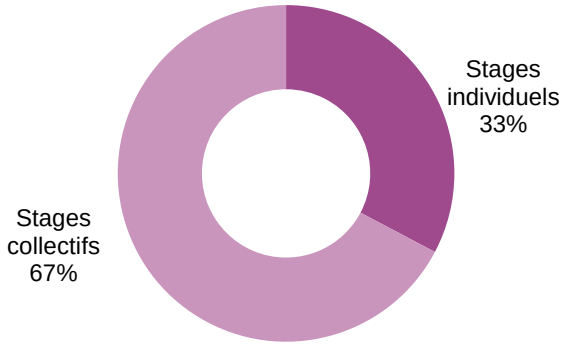
Type de formation	Nb de stagiaires UB	Nb d'agents UB*	Nb de jours de formation	Nb de jours de formation 2021
Formation statutaire	1	1	125	-
Formation continue	3 182	1 515	4 322	3 806
Préparation aux concours et examens professionnels	149	104	86	194
Bilan de compétences	13	13	50	92
VAE	-	-	-	4
Congé de formation professionnelle	8	8	1 127	856
Période de professionalisation	-	-	-	-
	3 353	**1 641**	**5 710**	**4 952**

**Un agent a pu suivre plusieurs types de formations*

Part des formations individuelles et collectives dans le budget

Une formation collective est une formation organisée pour un groupe de personnes. Une formation individuelle est une formation non prévue au plan de formation pour laquelle il n'y a pas d'offre interne, demandée par une seule personne et organisée par un organisme extérieur.

Les demandes hors plan de formation représentent 33% du budget alloué. Il est toujours nécessaire de prévoir une partie du budget pour ces dépenses non prévisibles qui répondent à un besoin très spécifique (bilan de compétences, formation diplômante, formation scientifique très pointue, etc.) ne pouvant être prévu dans le plan de formation.



La répartition des stagiaires par employeur

L'université de Bordeaux a développé un partenariat avec plusieurs établissements. Les personnels des EPST du site bordelais peuvent suivre des formations proposées par l'université contre participation financière (dans la limite des places disponibles). C'est le cas notamment des agents affectés dans les unités mixtes de recherche (CNRS, INSERM, INRAE, etc.). Cette répartition reste stable.

Répartition des stagiaires par employeur

La répartition des agents de l'université formés par statut

Agents ayant suivi au moins une formation dans l'année

Les enseignants sont moins présents dans les formations. Ils s'inscrivent davantage à des colloques. Bien que ceux-ci permettent d'actualiser leurs connaissances, ils ne sont pas considérés comme de la formation au sens strict du terme et ne sont donc pas comptabilisés dans les statistiques présentées.

	Filière	Catégorie	Nb de personnes ayant suivi au moins un stage	Population effectif	Taux de participation
BIATSS	ITRF	A	206	403	51%
		B	209	374	56%
		C	306	622	49%
			721	1 399	52%
	AENESER	A	26	32	81%
		B	25	43	58%
		C	33	71	46%
			84	146	58%
	Bibliothèque	A	14	33	42%
		B	11	30	37%
		C	8	41	20%
			33	104	32%
	Médicaux sociaux	A	5	4	125%
		B	1	1	100%
		C	-	-	-
			6	5	120%
	Agents contractuels	A	250	713	35%
		B	76	138	55%
		C	151	342	44%
			477	1 193	40%
			1 321	2 847	46%
Enseignants et Enseignants-chercheurs	Titulaires		163	1 833	9%
	Doctorants contractuels		42	731	6%
	Autres agents contractuels		15	700	2%
			220	3 264	7%
			1 541	**6 111**	**25%**

La répartition des agents de l'université formés par catégorie

Les tableaux ci-dessous présentent la répartition par catégorie des agents ayant suivi au moins une formation dans l'année.

Tous personnels (titulaires et contractuels)

Les agents de catégorie A suivent moins de formations (16% de l'effectif de catégorie A) que les catégories B et C. La population enseignante est comptabilisée dans la catégorie A de l'université et participe davantage à des colloques qu'à des formations.

	Nb de personnes ayant suivi au moins une formation	Population effectif	Taux de participation	Rappel 2021	Population effectif	Taux de participation
Catégorie A	721	4 449	16%	665	4 332	15%
Catégorie B	322	586	55%	302	572	53%
Catégorie C	498	1 076	46%	578	1 061	54%
	1 541	**6 111**	**25%**	**1 545**	**5 965**	**26%**

BIATSS uniquement

	Nb de personnes BIATSS ayant suivi au moins un stage	Population BIATSS	Taux de participation	Rappel 2021	Population BIATSS	Taux de participation
Catégorie A	501	1 185	42%	561	1 130	50%
Catégorie B	322	586	55%	302	572	53%
Catégorie C	498	1 076	46%	578	1 061	54%
	1 321	**2 847**	**46%**	**1 441**	**2 763**	**52%**

3.2. Caractéristiques des formations suivies

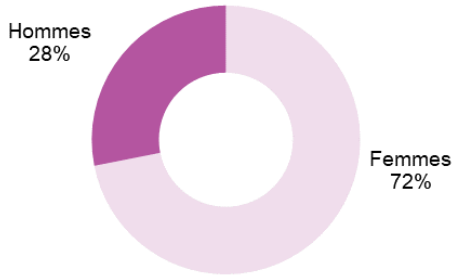
Le nombre de journées de formation

Un jour de formation = 6 heures de formation

Par catégorie

	Nb de personnes	Nb de jours de formation	Rappel 2021	Nb de jours de formation
Catégorie A	721	1 968	665	1 880
Catégorie B	322	845	302	926
Catégorie C	498	1 402	578	1 644
	1 541	**4 215**	**1 545**	**4 450**

Par genre



Le coût de la formation

Par catégorie

Les personnels de catégorie A s'inscrivent plus souvent à des formations individuelles hors plan de formation répondant à des besoins très spécifiques et pointus (ex : formation dans un domaine scientifique). Le coût global des formations pour les personnels de catégorie A est plus onéreux (51% du coût global des formations) car il est fait appel à des prestataires extérieurs.

	Coût de la formation	Rappel 2021
Catégorie A	209 327 €	241 642 €
Catégorie B	74 849 €	95 158 €
Catégorie C	126 028 €	137 949 €
	410 204 €	**474 749 €**



Par genre

La population BIATSS étant majoritairement féminine, on constate une forte inscription des femmes aux formations proposées (soit 62% des dépenses de formation).

	Coût de la formation	Rappel 2021
Femmes	253 965 €	325 525 €
Hommes	156 239 €	149 224 €
	410 204 €	**474 749 €**



L'utilisation du compte personnel de formation (CPF)

L'utilisation du CPF est en diminution, 10 agents ont utilisé leur CPF ce qui représente 867 heures (15 agents en 2021).

Formation	Prestataire	Nb heures CPF
Booster PI	Form en Plus	21
Doctorat droit	Université de Bordeaux	50
HEC challenge +	HEC	48
Master MEEF*	Université de Bordeaux	150
DU** patient formateur	Université de Bordeaux	120
CAP maroquinerie	Greta Eysines	149
Thèse études anglophones	Université Bordeaux Montaigne	150
Crowdfunding	Ulule	21
Préparation agrégation	Université Bordeaux Montaigne	78
M2 Conseil et management des organismes à but non lucratif	Université de Bordeaux	80
		867

**Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation*

***Diplôme universitaire*

Le nombre d'agents ayant suivi au moins une formation à distance

> En 2022,1 558 stagiaires ont été présents à une formation à distance sur un total de 3 354 stagiaires soit 46% des stagiaires. Près d'une personne présente sur 2 l'était à distance.

> 837 personnels de l'université de Bordeaux ont suivi au moins une formation à distance en 2022.

> Sur les 424 sessions de formations gérées par le service, 124 se sont déroulées à distance ou en hybride soit 29%.

Le nombre d'agents ayant bénéficié d'un congé de formation professionnelle

9 agents ont débuté un congé de formation professionnelle en 2022.

Corps de l'agent en congé	Intitulé de la formation	Organisme de formation	Durée du congé*
ADT RF	Diplôme d'études professionnelles bijouterie joaillerie	CFP Maurice Barbeau - Québec	6 mois 12 jours
PRAG	M2 sciences de l'éducation	Université Toulouse Jean Jaurès	3 mois 10 jours
PRAG	M1 psychologie clinique de la santé	Université Paris 8	3 mois 8 jours
MCF	BP paysan boulanger	Centre de Formation Professionnelle et de Promotion Agricole	7 mois
ASI	Certificat capacité d'orthoptiste	Université de Bordeaux	12 mois
PRCE	Préparation agrégation	Université Bordeaux Montaigne	4 mois
ASI	Master MEEF**	Université de Bordeaux	3 mois
ASI	CAP maroquinerie	Greta Eysines	3 mois
CDI A	Thèse études anglophones	Université Bordeaux Montaigne	3 mois

** Durée théorique*

**Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation*

Le nombre d'agents n'ayant suivi aucune formation

Par genre

Genre	Effectif n'ayant suivi aucune formation	Effectif UB	%
Femmes	2 254	3 362	67%
Hommes	2 316	2 749	84%
	4 570	**6 111**	**75%**

Par type de population et par catégorie

Type de population	Catégorie	Effectif n'ayant suivi aucune formation	Effectif UB	%	Rappels 2021	Rappels 2020
Enseignants		3 044	3 264	93%	97%	97%
BIATSS	Catégorie A	684	1 185	58%	50%	63%
	Catégorie B	264	586	45%	47%	56%
	Catégorie C	578	1 076	54%	46%	56%
		1 526	2 847	54%	48%	59%
		4 570	**6 111**	**75%**	**74%**	**80%**

**Pour rappel, les participations aux colloques ne sont pas prises en compte*

Détails de quelques actions

Accompagnement des cadres

L'accompagnement des cadres dans leurs fonctions est proposé sous plusieurs formats :

> Un parcours management est organisé tous les ans. Le parcours 2022 était composé de 16 modules différents se déroulant tout au long de l'année.

252 stagiaires

> 7 ateliers du management, séances d'échanges de bonnes pratiques managériales, animées par les consultantes internes, ont été proposés. Complémentaires aux formations en management, ces ateliers mensuels de courte durée (3h) permettent aux participants d'être acteurs de la séance autour d'une thématique du management.

50 stagiaires

> 3 campus cadres organisés autour de 3 thématiques :
- (Re)donner du sens au travail : le levier de la collaboration intergénérationnelle
- La reconnaissance au travail : quelle pratique au quotidien ?
- Manager en faveur de l'égalité : enjeux et pratiques

139 stagiaires

Sensibilisation aux transitions environnementales

Cette sensibilisation a été mise en place en partenariat avec l'Institut des transitions. 2 thématiques sont proposées : La fresque du climat, sensibilisation aux enjeux climatiques ; Devenir animateur de la fresque du climat.

56 stagiaires

Formation des ambassadeurs handicap

L'objectif était de proposer une formation initiale au réseau des ambassadeurs et ambassadrices handicap, de rappeler leur rôle posture.

27 stagiaires

3.3. La formation et l'accompagnement à la pédagogie

Formations

La MAPI (Mission d'appui à la pédagogie et à l'innovation) propose également un certain nombre de formations ouvertes à tous les enseignants.

Répartition des formations et des enseignants par thématique

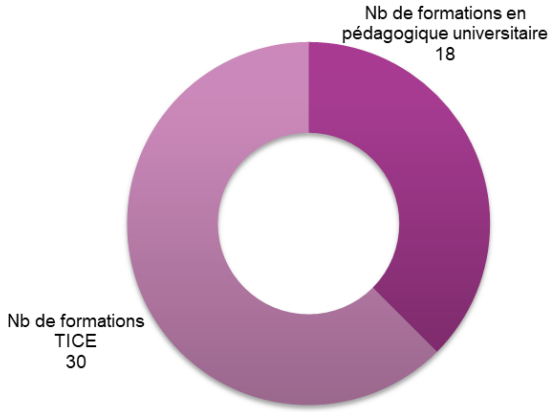
Intitulé	Nb de formations	Nb d'enseignants formés
Parcours Moodle : Découverte	4	13
Parcours Moodle : Evaluer avec "Test"	2	5
Parcours Moodle : Créer des exercices interactifs avec H5P	2	11
Parcours Moodle : Evaluer avec "Devoir" avec une grille critériée*	2	8
Animer une classe virtuelle	2	19
Découvrir et utiliser les Ressources Educatives Libres	4	15
Rendre son cours interactif avec Wooclap	4	21
Parcours vidéo : Enregistrer, enrichir, diffuser une ressource vidéo	3	15
Parcours vidéo : Produire et scénariser une ressource vidéo	2	10
Découvrir et utiliser le logiciel Scenari*	4	21
Découvrir la plateforme de jeux sérieux Ikigaï*	1	20
Parcours Construire un enseignement : Acquis d'apprentissage et stratégies pédagogiques	2	5
Parcours Construire un enseignement : Intégrer l'évaluation dans le processus d'apprentissage	2	10
Favoriser la réflexivité via la démarche portfolio*	2	12
Se lancer dans les pédagogies actives	3	16
Se lancer dans la classe inversée	3	19
Intégrer la gamification dans son enseignement*	2	16
Comprendre l'approche programme	2	6
S'initier au montage et à la gestion de projet de transformation pédagogique*	2	5
	48	**247**

**nouvelles thématiques proposées en 2022*

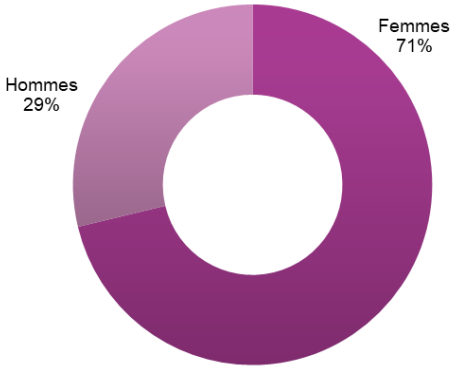
Pour l'année 2022, 48 séances de formation ont été organisées dont 18 en pédagogie universitaire et 30 en TICE.

Au total, 247 enseignants ont été formés, dont 89 en pédagogie universitaire (dont formations à l'hybridation) et 158 en TICE. En 2020 et 2021, le nombre de participants aux formations était exceptionnellement élevé (resp. 969 et 464 enseignants), en raison de la nécessité pour les enseignants de se former à l'hybridation de leurs enseignements et à l'utilisation des outils d'enseignement à distance (Moodle, wooclap) dans un contexte persistant de crise sanitaire.

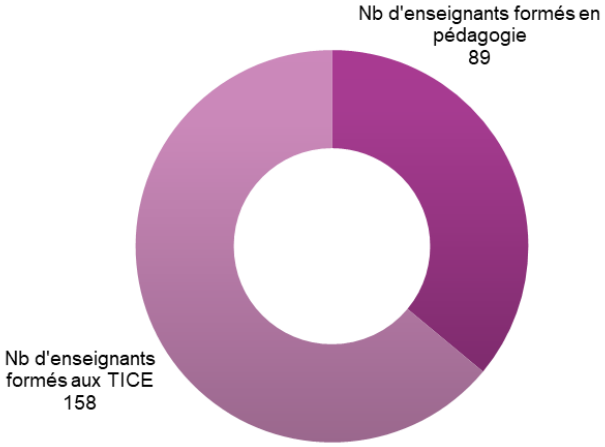
Répartition par type de formation



Répartition des enseignants formés par genre



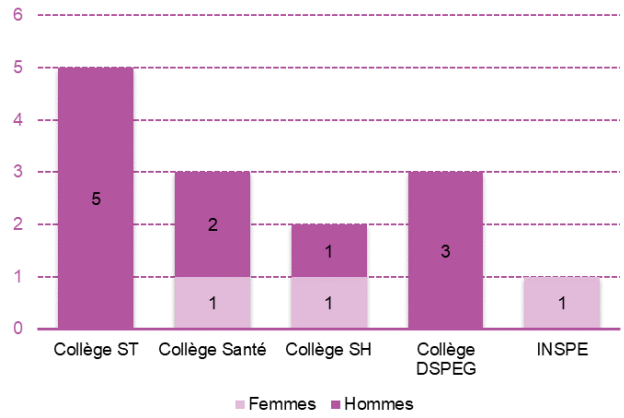
Répartition des enseignants selon le type de formation



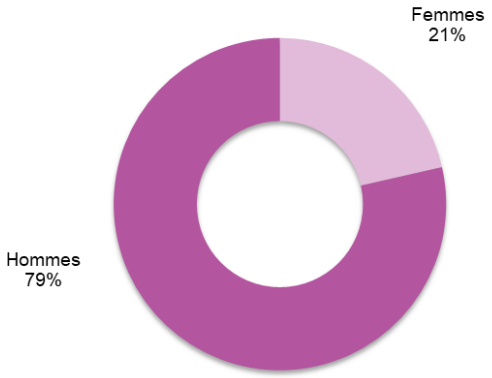
◆ Focus sur la promotion 2021-2022 des MCF stagiaires

14 MCF stagiaires ont été formés au cours de l'année universitaire 2021-2022.

Répartition des MCF stagiaires par genre et par composante



Répartition des MCF stagiaires par genre



Les évènements MAPI

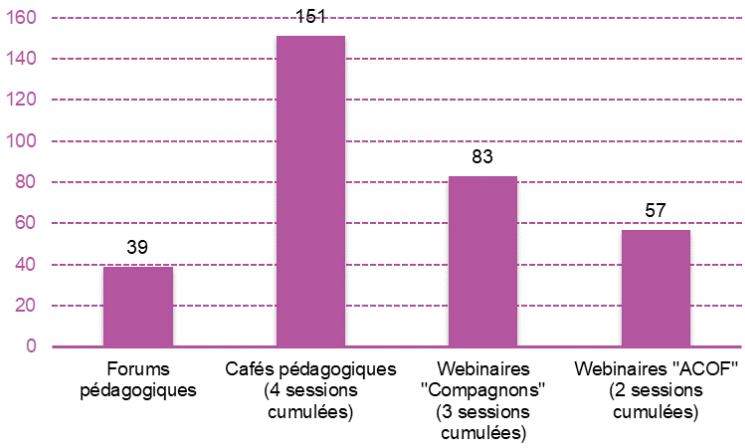
Connaissant la difficulté pour les enseignants-chercheurs pour participer aux formations, des évènements thématiques viennent compléter le plan de formation.

Ils peuvent prendre la forme de journées d'étude (MAPI Day), séminaires (MAPI Camp), barcamp (MAPI Moot), conférences, ou de webinaires et permettent de toucher un plus large public.

Évènements MAPI 2022

- Forum Formation et Pédagogie « L'amélioration continue de l'offre de formation en pratique(s) » (une session en présentiel le 30/06/2022) ;
- Cafés pédagogiques - Moments d'échanges informels entre pairs programmés sur la pause méridienne (4 sessions à distance) ;
- Webinaires « Compagnons » : Retours d'expérience proposés par des enseignants organisés dans le cadre du dispositif de compagnonnage (3 sessions à distance) ;
- Webinaires « ACOF » : sessions d'information animées par les ingénieurs de formation MAPI destinées à favoriser l'appropriation par la communauté enseignante du cadrage de l'amélioration continue de l'offre de formation (2 sessions à distance).

Nombre de participants par événement



3.4. Les formations dispensées aux doctorants

Formations des doctorants

Tout au long de son doctorat, le doctorant, constitue son portefolio de compétences à travers les savoirs, les savoir-faire et les savoir-être lui permettant d'évaluer son employabilité, de valoriser son parcours et de l'utiliser pour sa poursuite de carrière.

Le doctorat est mené par le doctorant à la fois comme un projet personnel et un projet professionnel. Il est une formation par la recherche et à la recherche à laquelle contribuent le collège des écoles doctorales et les huit écoles doctorales en proposant aux doctorants des formations complémentaires.

Les formations complémentaires permettent aux doctorants d'acquérir, développer et consolider des compétences transverses et disciplinaires nécessaires pour mener à bien leurs travaux de recherche, déployer leur employabilité quel que soit leur projet professionnel, pouvoir faire la différence avec un autre candidat lors d'un recrutement quel que soit le secteur d'activité académique ou socio-économique tant au niveau national qu'international.

En début de thèse, chaque doctorant, en concertation avec son directeur de thèse, établit un plan de formation évolutif et révisable chaque année. Il doit suivre a minima 100 heures de formations durant son doctorat, réparties entre les formations transverses et les formations disciplinaires en fonction de ses besoins pendant la thèse et pour l'après thèse.

Les formations à l'intégrité scientifique dans les métiers de la recherche et l'éthique de la recherche, fondamentales dans les métiers de la recherche, sont obligatoires dès la première année de thèse. Dans le cadre du plan national pour la science ouverte depuis 2018, des formations sont mises en place pour les sensibiliser à la recherche documentaire, bibliographique et à la gestion des données. Afin de mieux accompagner les doctorants qui bénéficient d'une mission d'enseignement, l'une des formations du parcours « enseigner à l'université » est obligatoire.

Depuis 2021, une formation certifiante « premiers secours en santé mentale », assurée par le service de médecine préventive, est intégrée au catalogue transverse.

◆ Catalogue de formations professionnelles transverses

Les formations transverses s'adressent à l'ensemble des doctorants des huit écoles doctorales. Les compétences acquises et développées sont transférables quel que soit le domaine d'activité du doctorant et son projet professionnel. Elles sont complétées par des rencontres, des tables rondes, des salons, des ateliers.

Le format des formations en anglais ou en français tient compte :

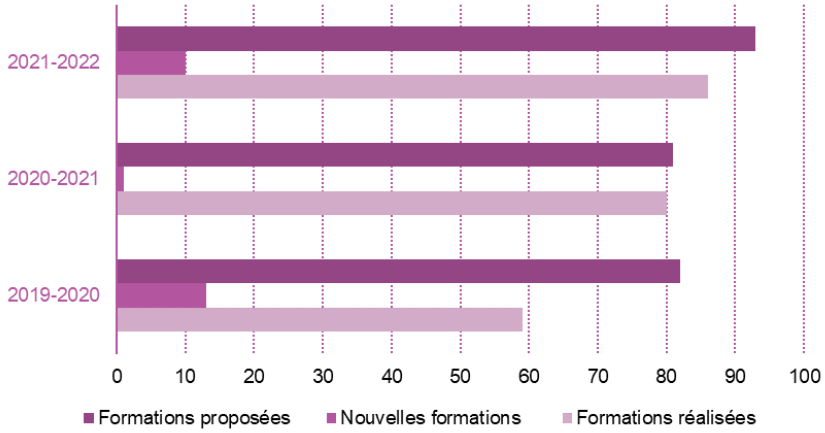
- des compétences et objectifs recherchés par la mise en place si nécessaire de formations en anglais (compétences à l'international),
- du profil des doctorants : les formateurs doivent être en capacité de répondre en anglais aux doctorants de langue étrangère,
- de s'adapter également au contexte sanitaire (passage à distance si nécessaire) à l'exception de celles pour lesquelles le format à distance n'était pas adapté.

S'agissant de formations professionnelles avec une capacité d'accueil limitée, pour répondre aux demandes, plusieurs sessions sont proposées pour certaines formations.

Pour assurer les formations, il est fait appel à différents profils d'intervenants ayant une bonne connaissance du monde de la recherche et du doctorat. Dans certaines formations, l'intervention est assurée par des profils différents complémentaires.

Nombre de formations assurées

Evolution de l'offre de formation



L'offre de formation tient compte chaque année :

- de l'évolution des besoins en compétences des recruteurs au niveau national et international ;
- des différentes enquêtes sur le devenir et l'insertion des doctorants ;
- de l'évolution de l'emploi dans les secteurs d'activités ;
- de l'inscription au RNCP du diplôme de doctorat ;
- des besoins exprimés par les doctorants et de leurs évaluations des formations ;
- du retour des formateurs.

◆ Offre de formation 2021-2022

Pour mieux accompagner les doctorants dans la construction de leur plan de formation et l'acquisition et le développement progressif de compétences, les formations sont référencées dans six thématiques et conseillées par année de thèse.

93 formations :

- 66 formations en français dont 16 à distance ;
- 27 formations en anglais.

dont :

- 3 séminaires (épistémologie, entrepreneurship, entreprenariat) ;
- 5 Moocs en ligne (plateforme FUN ou autre) dont l'intégrité scientifique dans les métiers de la recherche, l'éthique de la recherche, de l'innovation à la créativité, gestion de projet ;
- 6 nouvelles formations ;
- 10 formations ont fait l'objet d'une deuxième session.

Retour au format en présentiel prévu initialement pour les formations passées à distance en 2020-2021 en raison de la crise sanitaire.

Les programmes de certaines formations ont été revus et des parcours ont été enrichis par de nouvelles formations ou révisés tels que :

- Le parcours « pédagogie universitaire », renommé « enseigner à l'université » pour une meilleure visibilité, a été complété par trois nouvelles formations sur les outils numériques et l'innovation pédagogique assurées par la mission d'appui à l'innovation pédagogique.
- Le kit de survie documentaire, assuré par la direction de la documentation, a été refondu entièrement en un parcours « recherche documentaire, citations des publications, sciences ouvertes avec 5 modules dont 2 par domaine de spécialité (SHS, SVS, ST, ST-SE, DSPEG), un atelier d'accompagnement par spécialité, un atelier d'initiation à la science ouverte et un atelier open science en anglais.

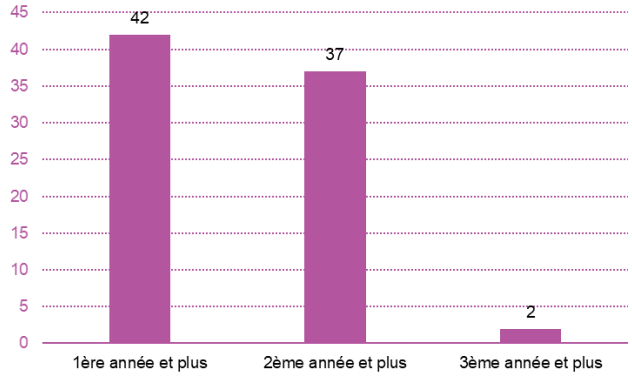
Répartition par thématique et bilan de réalisation

Thématiques	Nb de formations	Nb d'heures de formation	Nb d'inscrits	Nb de participants
Connaitre l'environnement académique	4	12	35	29
Mener à bien ses activités de recherche	45	299	800	635
Communiquer en langue étrangère	7	97	260	-
Dont parcours anglais scientifique	5	30	61	44
Développer ses compétences relationnelles	8	72	141	112
Se former à l'enseignement	8	58.5	248	214
Préparer sa poursuite de carrière	21	218	227	178
	93	**728**	**1 772**	**1 212**

Dans une thématique, certaines formations sont regroupées en parcours pour une meilleure visibilité :

- Mener à bien ses recherches : « recherche documentaire, publications, sciences ouvertes » (7 formations, 24 heures) « rédaction et soutenance de thèse » (3 formations, 54 heures, 61 participants) ;
- Communiquer en langue étrangère : « anglais scientifique », (5 formations, 30 heures, 44 participants) ;
- Développer ses compétences relationnelles : « management » (3 formations, 30 heures) ;
- Se former à l'enseignement : « enseigner à l'université » (2 formations, 30 heures, 30 participants) ;
- Préparer sa poursuite de carrière ; « entreprenariat (en français), entrepreneurship (en anglais) (5 formations, 63 heures, 28 participants) ;
- 165 doctorants avec des missions complémentaires d'enseignement ont suivi l'une des formations obligatoires du parcours « enseigner à l'université ».

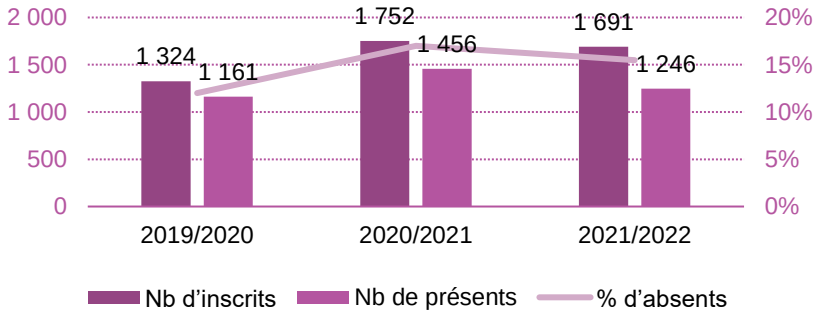
Référencement des formations par année



Certaines formations sont complémentaires les unes des autres dans leur progression, les doctorants peuvent donc les suivre en fonction de leur besoin ou de leurs compétences. Pour permettre une meilleure identification, l'année de thèse conseillée est indiquée. Ainsi, en dernière année de thèse, les formations conseillées sont axées sur la rédaction de celle-ci.

◆ Répartition des participants

Evolution de la participation



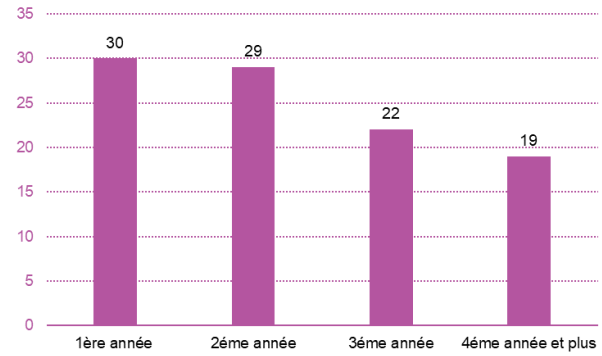
Il est constaté une légère diminution du nombre de participants aux formations, même si pour une meilleure planification, l'ouverture des inscriptions est faite dans les deux mois précédents la formation.

Contrairement aux années précédentes, les absences sont liées à des contraintes le jour même de la formation (professionnelles ou autres) ou à des désistements à l'envoi des convocations.

Participation par écoles doctorales

Même si elle est encore relative, on note une progression dans la participation pour les doctorants des écoles doctorales de droit, sciences économiques et entreprise ainsi qu'un intérêt croissant des doctorants ayant une activité professionnelle pour les formations transverses, surtout dans la thématique « qualités relationnelles ».

Participation par année de thèse



Participation par genre



On note une bonne participation en 1ère année et en 2ème année, démontrant que les doctorants prennent conscience de l'utilité de se former dès l'entrée en thèse. L'entrée en rédaction de la thèse à partir de la 3ème année oriente les doctorants vers des formations sur l'accompagnement à la rédaction et la soutenance de la thèse.

Evaluation des formations des doctorants

Retour des formateurs

Difficulté de faire participer les doctorants à distance, mais en majorité bonne adhésion et adaptation. Doctorants motivés, intéressés, volontaires, ayant conscience du pourquoi se former et de la plus-value.

Retours sur les compétences acquises ou développées

83% des participants identifient le développement ou l'acquisition de compétences à l'issue de la formation, également le besoin de développer d'autres compétences complémentaires ou non.

Bilan financier

Année	Nb de formations	HCC (heures)	Prestataires (€)	Total (€)	Rappel 2020-2021 Nb de formations	HCC (heures)	Prestataires (€)	Total (€)
2021-2022	86	32 563	56 572	**89 134**	81	36 599	34 828	**71 427**

Formation des encadrants (personnels autorisés à diriger une thèse ou diriger des recherches)

Depuis 2018, les candidats qui ont l'autorisation à diriger une thèse (ADT) ou ont l'habilitation à diriger les recherches (HDR) des huit écoles doctorales doivent suivre obligatoirement une formation à l'encadrement doctoral.

La formation comprend deux parties permettant aux futurs directeurs de thèses de :

- Construire une vision de l'encadrement qui tient compte des pratiques selon les domaines scientifiques, du profil du doctorant et des attentes des écoles doctorales ;
- S'approprier les préconisations des textes officiels ;
- Identifier les attentes des encadrants comme des doctorants afin d'ajuster sa posture ;
- Utiliser les outils adaptés en fonction des situations rencontrées (communication, gestion de la motivation, prévention des conflits) ;
- Prendre conscience de l'importance de la relation pour un accompagnement adapté à chaque situation de doctorant.

La formation est assurée par les directeurs des écoles doctorales, le pôle AGRH de l'université ainsi que par un formateur extérieur expert dans le management avec une connaissance du domaine du doctorat et de la recherche.

En 2022 deux sessions de formations ont été assurées.

Bilan 2022

Nb de sessions	Nb de jours de formations	Nb d'inscrits	Nb de participants	Rappel 2021 Nb de sessions	Rappel 2021 Nb de jours de formations	Rappel 2021 Nb d'inscrits	Rappel 2021 Nb de participants
3	9	91	86	3	10	101	88

Le coût de la formation est de 9 800 euros.

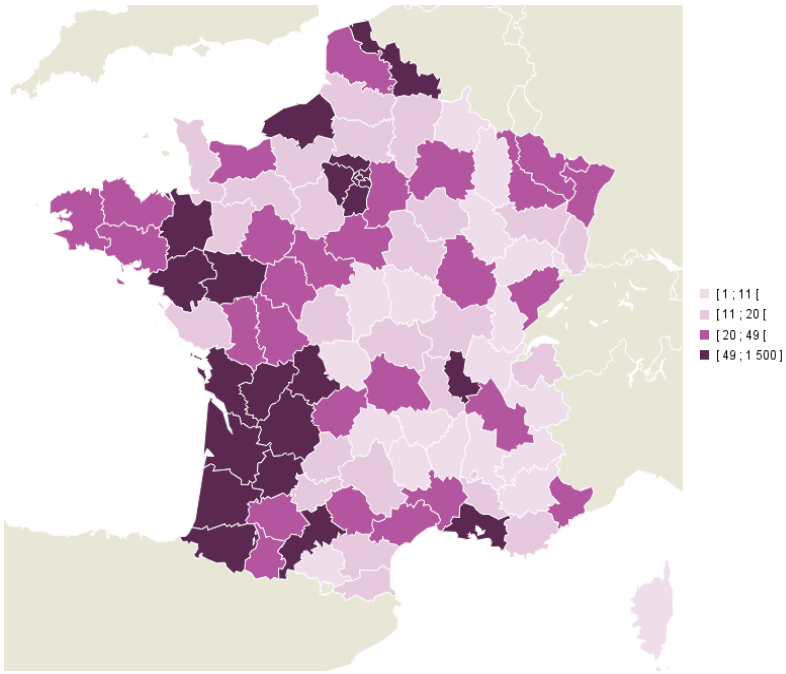
Évaluation de la formation des encadrants

4. Origine géographique et domiciliation des personnels

L'origine géographique des personnels

L'origine géographique des personnels

Répartition des effectifs par département de naissance



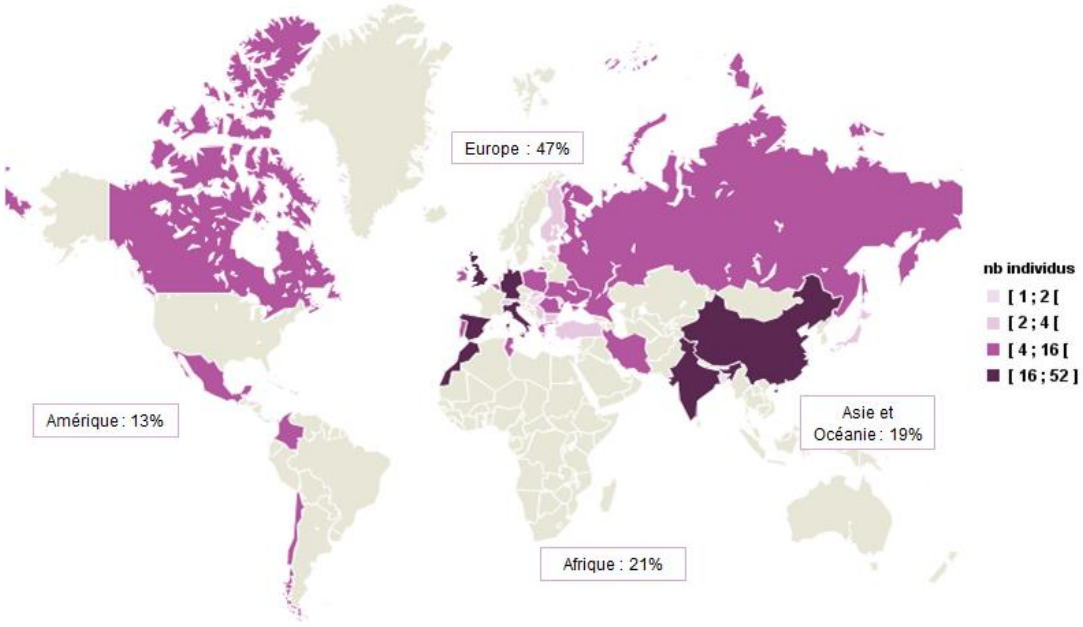
40% des personnels sont originaires de la région Nouvelle-Aquitaine

13% sont nés en Île-de-France

Répartition des effectifs par nationalité

> 9% des personnels de l'université de Bordeaux sont de nationalité étrangère.

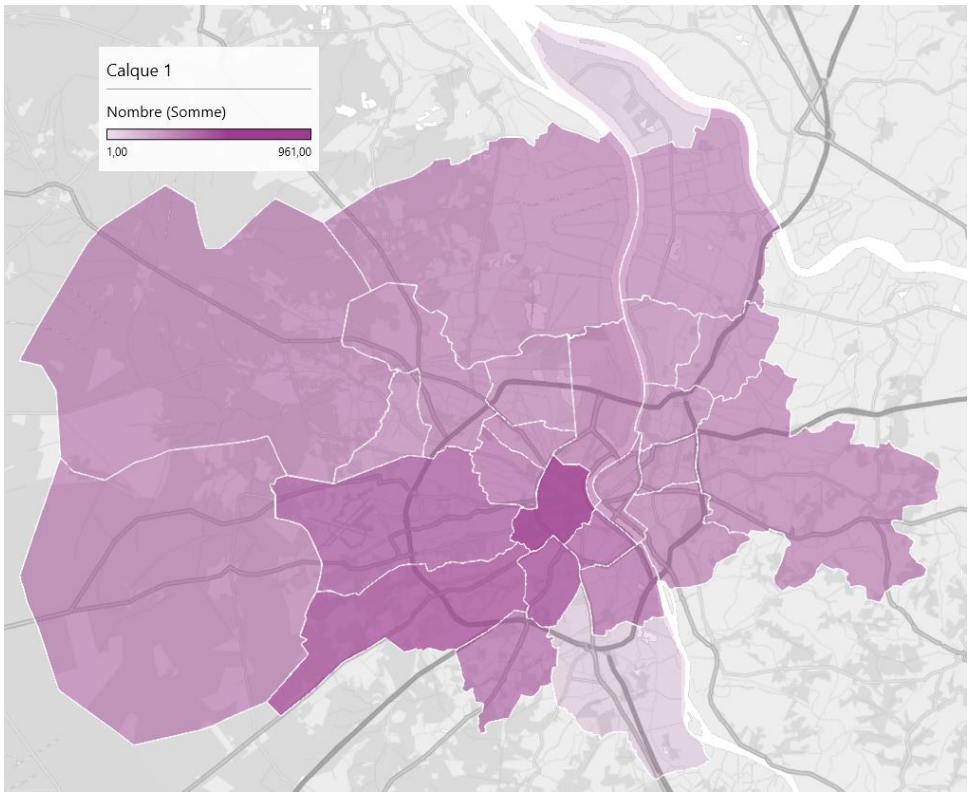
> On constate une augmentation des personnels de nationalité européenne (+2%) et une baisse des nationalités africaines (-2%).



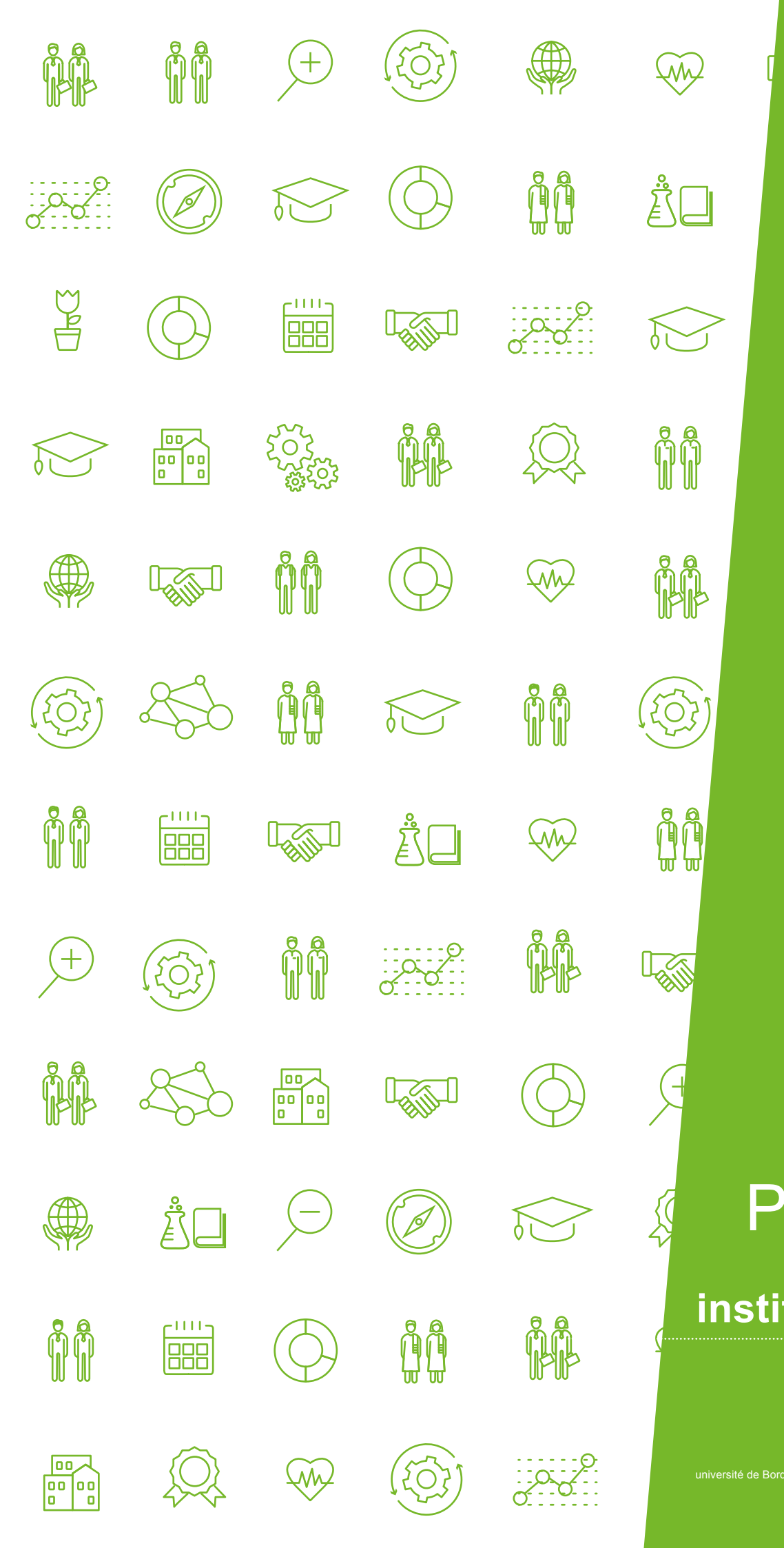
La domiciliation des personnels

Commune de résidence des personnels sur Bordeaux Métropole

- 90% des personnels sont domiciliés sur Bordeaux Métropole ;
- 36% habitent sur la commune de Bordeaux ;
- La répartition des personnels par commune de résidence montre une plus forte concentration à proximité des sites universitaires ;



- La présence plus importante des personnels dans le sud de la Gironde est liée à la localisation du campus au sud de l'agglomération bordelaise.



Partie 4.
Vie institutionnelle

Partie 4 : Vie institutionnelle

1. Gouvernance de l'établissement 175

1.1. La présidence 175

1.2. Le conseil d'administration 175

1.3. Le conseil académique 176

2. Instances de représentation des personnels de l'établissement 179

2.1. Le comité technique de l'université (CT) 179

2.2. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'université (CHSCT) 180

2.3. Les commissions paritaires d'établissement (CPE) 182

2.4. La commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires (CCPANT) 182

2.5. Le conseil de service de l'action sociale 183

2.6. Le bilan des élections 2022 183

3. Commissions de dialogue social 184

4. Contentieux, sanctions et conflits sociaux 185

4.1. Les contentieux 185

4.2. Les sanctions 186

4.3. Les journées d'absence pour grève 186

Partie 4 : Vie institutionnelle

1. Gouvernance de l'établissement

1.1. La présidence

La gouvernance des universités repose sur trois organes :

> un exécutif assuré par le président de l'université ;

> deux assemblées délibérantes que sont :

- le conseil d'administration,
- le conseil académique (composé de deux commissions : la commission de la recherche et la commission de la formation et de la vie universitaire).

1.2. Le conseil d'administration

Le conseil d'administration s'est réuni au cours de 12 séances.

Composition du conseil d'administration

	Nb de membres
Professeurs des universités et personnels assimilés	8
Autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés	8
BIATSS	6
Usagers	6
Personnalités extérieures	8
	36

Délibérations du conseil d'administration

Le conseil a rendu 92 délibérations ou avis en 2022 (88 en 2021, 71 en 2020, 70 en 2019).

Domaine	Nombre
Affaires institutionnelles	42
Ressources humaines	19
Affaires financières	10
Formation et de la vie universitaire	10
Patrimoine	9
Recherche	2
Filiales	7
convention	6
Motion	1
	106*

**Une même délibération peut concerner plusieurs domaines*

8 CA restreints consacrés aux thématiques ressources humaines se sont tenus en 2022, portant principalement sur :

> La rémunération des enseignants associés, invités ;

> La liste des bénéficiaires de PCA et PRP ;

> Le dispositif indemnitaire pour les directeurs d'études ;

> Les candidatures aux concours PR et MCF ;

> Les contrats LRU enseignants-chercheurs 2022 ;

> Les dispositifs d'intéressement scientifique des enseignants-chercheurs.

1.3. Le conseil académique

Le conseil académique regroupe les membres de la commission de la recherche et de la commission de la formation et de la vie universitaire.

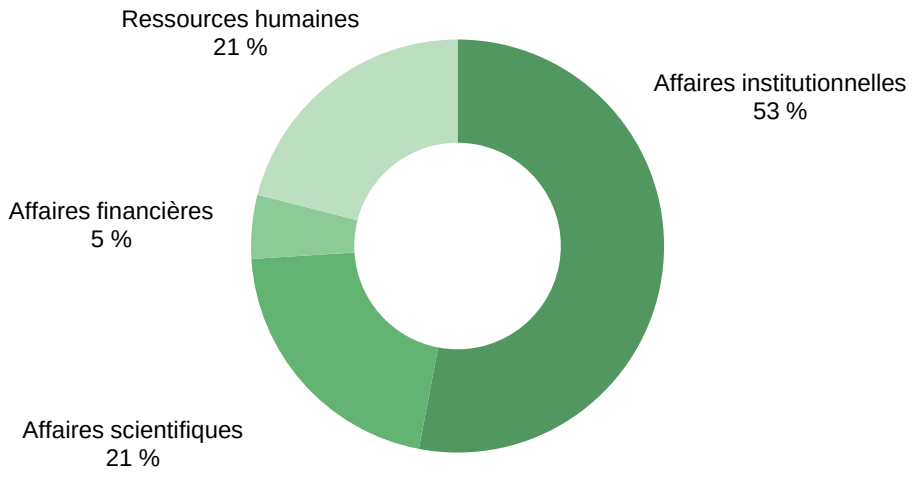
Délibération du conseil académique en formation plénière

Le conseil s'est réuni 3 fois en 2022 et a rendu 11 délibérations ou avis. 8 dossiers ont été présentés à titre d'information.

Répartition par types d'actes

	Types d'actes	Nombre	Rappel 2021
Affaires institutionnelles	Information	1	0
	Délibération	9	1
	Avis	0	2
		10	3
Affaires scientifiques	Information	4	8
	Délibération	-	-
	Avis	0	1
		4	9
Affaires financières	Information	1	-
	Délibération	-	-
	Avis	-	-
		1	-
Ressources humaines	Information	2	0
	Délibération	-	-
	Avis	2	1
		4	1
		19	**13**

Répartition par thèmes abordés



Par ailleurs, lors de séances en formation restreinte, le conseil académique a rendu 2 avis dans le domaine des ressources humaines.

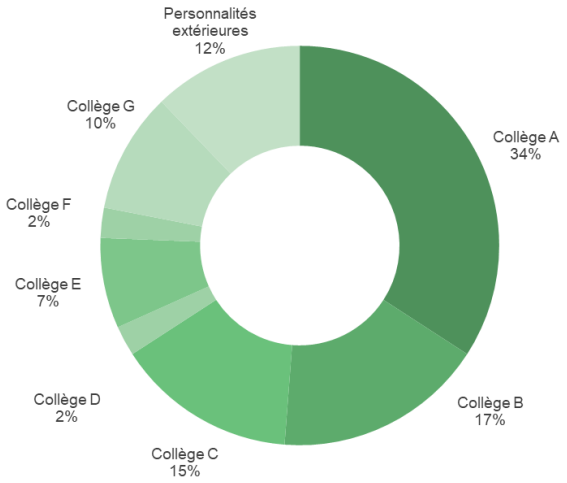
La commission de la recherche

Délibération de la commission de la recherche en formation plénière

Le conseil s'est réuni 5 fois en 2022 et a rendu 9 délibérations ou avis.15 dossiers ont été présentés à titre d'information.

Elle est composée de 39 membres titulaires (18 femmes et 21 hommes) :

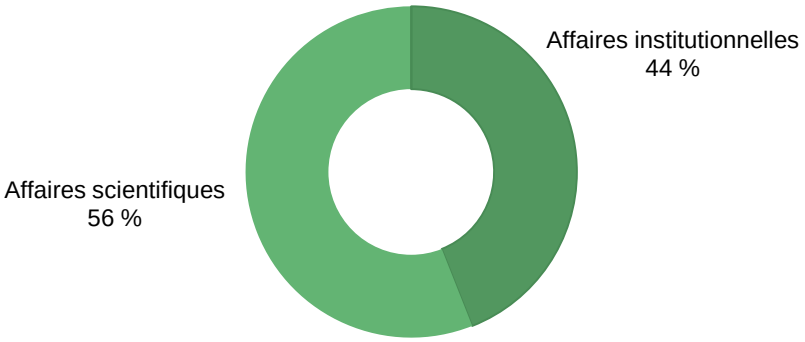
	Nb de membres				
	Titulaires	dont f	Suppléants	dont f	Total
Représentants des professeurs (collège A)	14	7	-	-	14
Représentants des personnels habilités à diriger des recherches (collège B)	7	3	-	-	7
Représentants des personnels titulaires d'un doctorat autre que d'université (collège C)	6	5	-	-	6
Représentants des autres Enseignants-chercheurs, enseignants, chercheurs et personnels assimilés (collège D)	1	0	-	-	1
Représentants des ingénieurs et techniciens (collège E)	3	1	-	-	3
Représentants des autres personnels administratifs (collège F)	1	1	-	-	1
Représentants des usagers - doctorants (collège G)	3	0	1	1	4
Personnalités extérieures	4	1	1	-	5
	39	**18**	**2**	**1**	**41**



Répartition par types d'actes

	Types d'actes	Nombre	Rappel 2021
Affaires institutionelles	Information	2	0
	Délibération	6	4
	Avis	1	0
		9	4
Affaires scientifiques	Information	13	11
	Délibération	0	0
	Avis	2	0
		15	11
Affaires financières	Information	-	2
	Délibération	-	0
	Avis	-	0
		-	2
Ressources humaines	Information	-	4
	Délibération	-	0
	Avis	-	4
		-	8
		24	**25**

Répartition par thèmes abordés



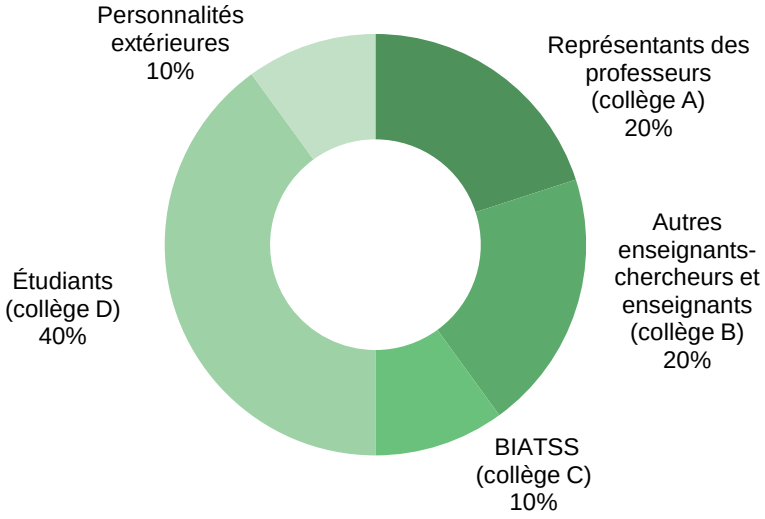
La commission de la formation et de la vie universitaire

La commission de la formation et de la vie universitaire participe à l'élaboration de l'offre de formation et contribue à l'amélioration de la vie universitaire.

Elle est composée de 40 membres titulaires (21 femmes et 19 hommes) :

	Nb de membres				
	Titulaires	dont f	Suppléants	dont f	Total
Représentants des professeurs (collège A)	8	3	-	-	8
Représentants autres enseignants-chercheurs et enseignants (collège B)	8	4	-	-	8
Représentants des BIATSS (collège C)	4	3	-	-	4
Représentants des étudiants (collège D)	16	8	16	5	32
Personnalités extérieures	4	3	4	3	8
	40	**21**	**20**	**8**	**60**

Répartition des représentants



Elle s'est réunie 9 fois en 2022 et a rendu 18 avis, 56 délibérations, 19 points d'information (9 fois en 2021).

2. Instances de représentation des personnels de l'établissement

2.1. Le comité technique de l'université (CT)

L'université dispose d'un comité technique d'établissement chargé d'examiner les questions relatives :

- à l'organisation et au fonctionnement de l'établissement ;
- à la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences ;
- aux évolutions technologiques et de méthodes de travail, et à leur incidence sur les personnels ;
- aux grandes orientations en matière de politique indemnitaire (objectifs, critères, …);
- à la formation, au développement des compétences et qualifications professionnelles et à l'insertion professionnelle ;
- à l'égalité professionnelle, la parité et la lutte contre toutes les discriminations.

Il reçoit communication et débat du rapport social unique de l'établissement.

Le comité technique s'est réuni à 10 reprises en 2022 (comme en 2021).

58 dossiers ont été présentés : 33 pour avis et 25 pour information.
Parmi ces différents sujets, 25 points concernaient les ressources humaines.

Dans le prolongement de la Loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019, l'article 6 du décret du 20 novembre 2020 institue des comités sociaux d'administration (CSA) en lieu et place des comités techniques. Des élections relatives à cette instance ont eu lieu en décembre 2022, aux niveaux national et local (scrutins locaux organisés par l'université). Le premier CSA aura lieu en janvier 2023.

Evolution des dossiers sur les 4 dernières années

	Comité technique			
	2019	2020	2021	2022
Dossiers présentés	49	60	51	58
dont pour avis	20	24	28	33
dont pour information	29	36	23	25
dont sujet RH	26	35	26	25

2.2. Le comité d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'université (CHSCT)

Le CHSCT participe entre autres à la politique globale de prévention de l'établissement en analysant les risques et en proposant des actions de prévention.

L'une de ses missions est d'assurer le suivi et l'analyse des incidents, des accidents du travail et des maladies professionnelles, afin de contribuer à la protection de la santé et de la sécurité des personnels et des usagers face aux risques professionnels (physiques ou psychosociaux) auxquels ils sont exposés.

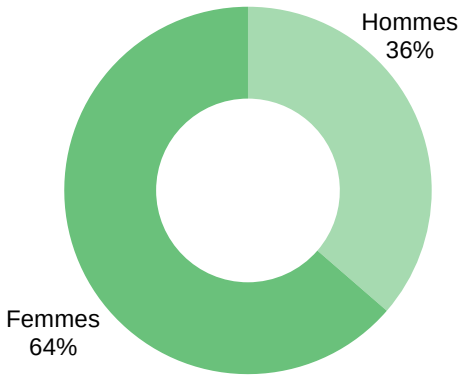
> *Dans le prolongement de la Loi de transformation de la fonction publique du 6 août 2019, l'article 9 du décret du 20 novembre 2020 institue des formations spécialisées en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail au sein d'un comité social d'administration en lieu et place des comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail de l'université. Ces formations spécialisées seront effectives en janvier 2023, à la suite de l'installation du CSA mentionné dans la partie précédente.*

La composition des CHSCT

- le président de l'université ou son représentant ;
- le directeur général des services ou son représentant ;
- des groupes d'experts désignés.

	Représentants des personnels		Représentants des usagers
	titulaires	suppléants	
CHSCT Central	9	9	3
CHSCT Spéciaux	7	7	2
	16	**16**	**5**

Répartition des représentants des personnels par genre (tous CHSCT confondus)



Nombre de séances dans l'année

	Nb de réunions	Rappel 2021
CHSCT Central	3	3
CHSCT exceptionel lié à la crise sanitaire	-	3
CHSCT exceptionel lié à la crise énergétique	2	0
CHSCT Talence	3	4
CHSCT Carreire	3	3
CHSCT Pessac	3	3
	14	**16**

Principaux thèmes de travail traités au CHSCT

> présentation des bilans (radioprotection, accidents de travail/maladies professionnelles, documents uniques d'évaluation des risques,service de santé au travail…) ;

> présentation du plan de formation et des actions en matière d'hygiène et de sécurité ;

> logiciel d'évaluation des risques GPUC ;

> plan de sobriété et plan de continuité énergétique ;

> les modes opératoires sur l'amiante ;

> inspections (santé sécurité au travail, ASN,…) ;

> comptes-rendus de visites réalisées dans le cadre des CHSCT ;

> la cellule d'écoute, de veille et de signalements ;

> la mise en place des CSA et formations spécialisées ;

> déploiement des défibrillateurs sur les campus ;

> mise en place des détecteurs CO_2 dans l'établissement ;

> avancées des travaux sur les projets immobiliers des différents campus.

Visites des sites dans le cadre des CHSCT / Enquête

3 visites ont été réalisées dans le cadre des CHSCT.

Toutes ont fait l'objet d'un compte-rendu de visite étudié en séance. Les recommandations émises par les représentants des personnels ont été soumises au vote des instances.

Pour l'année 2022 :

> Il n'y a pas eu d'enquête réalisée suite à des accidents graves ou répétés.

> Il n'y a pas eu de demande de recours à des experts certifiés, que ce soit par l'administration ou suite à une délibération du CHSCT.

> Il n'y a pas eu de signalement d'un danger grave et imminent ni d'invocation du droit de retrait.

Documents reçus, consultés, étudiés dans le cadre des CHSCT

Plusieurs documents ont été étudiés dans les CHSCT et ont fait l'objet d'un avis de l'instance.

Parmi ces documents :

- Le programme annuel de prévention de l'université de Bordeaux ;
- Le bilan radioprotection ;
- Les modes opératoires pour les interventions de maintenance sur des matériaux amiantés ;
- Le programme de visites des CHSCT ;
- Les compte-rendu de visites des CHSCT.

2.3. Les commissions paritaires d'établissement (CPE)

Nombre de représentants des personnels par catégorie et par groupe

Groupe 1 : Personnels ITRF	Nb de représentants	dont f
Catégorie A	3	2
Catégorie B	3	2
Catégorie C	3	2
	9	6
Groupe 2 : Personnels AENESR		
Catégorie A	2	2
Catégorie B	2	2
Catégorie C	-	-
	4	4
Groupe 3 : Personnels des Bibliothèques		
Catégorie A	-	-
Catégorie B	2	2
Catégorie C	-	-
	2	2

Réunions des CPE

La Loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique modifie les attributions des CPE, qui désormais n'étudient plus les demandes de mobilités depuis 2020 ni les demandes de promotions depuis 2021. Ces évolutions réglementaires expliquent la diminution du nombre de réunions depuis 2019.

Aucune CPE ne s'est réunie en 2022.

		Nb de séances dans l'année	Rappel 2021
Formation plénière		0	1
Formation restreinte	personnels ITRF	0	1
	personnels de l'AENESR	0	0
	personnels des bibliothèques	0	0

2.4. La commission consultative paritaire compétente à l'égard des agents non titulaires (CCPANT)

La CCPANT s'est réunie à 4 reprises en 2022.

Nombre de séances sur les 4 dernières années

2019	2020	2021	2022
3	2	4	4

2.5. Le conseil de service de l'action sociale

Le conseil de service de l'action sociale, qui définit et suit la mise en œuvre des orientations stratégiques de la mission d'action sociale, s'est réuni 3 fois en 2022.

Une réflexion a été menée cette année pour réviser le modèle de gouvernance de l'action sociale, avec pour objectifs de renforcer la place de l'instance, de garantir le rôle de ses membres et d'assurer la représentativité des différents sites de l'université.

À l'issue de groupes de travail réunissant les vice-présidents concernés, l'administration et des élus de l'action sociale, la proposition a été approuvée en conseil de service de l'action sociale et les statuts de la nouvelle commisssion d'orientation de l'action sociale, qui verra le jour en 2023, ont été votés au conseil d'administration du 13 décembre 2022.

2.6. Le bilan des élections 2022

Au cours de l'année 2022, plus de 100 opérations électorales ont été organisées au niveau de l'établissement à l'occasion des échéances suivantes :

- Les élections en vue du renouvellement de la représentation des personnels et des usagers au sein des instances de dialogue social (CSA, CPE et CCPANT avec vote électronique).
- Le renouvellement de la représentation des usagers et des personnels au sein des structures de niveaux intermédiaires et des composantes de l'université.

3. Commissions de dialogue social

Au sein de l'université de Bordeaux, et en complémentarité des instances réglementaires, le dialogue social est articulé autour de temps d'échanges dédiés entre l'administration et les élus, via les commissions de dialogue social. Ces commissions de dialogue social doivent permettre de débattre et d'expliquer, en amont de leur présentation devant les instances, les points et éléments de la politique de l'établissement qui requièrent un passage devant les conseils compétents (CA, CT, …).

Ces commissions sont présidées par la vice-présidente en charge des ressources humaines et le directeur général des services, et coordonnées par la directrice générale des services adjointe déléguée au pôle administration générale et ressources humaines. Elles sont composées de membres désignés parmi les organisations syndicales représentatives au comité technique et au conseil d'administration. Elles associent des experts de l'administration, selon les sujets traités.

Commission	Nb séances
Organisation, réorganisation des services	3
Action sociale	2
Enseignants et enseignants-chercheurs	2
Emploi	2
Repyramidage	1
Indemnitaire	1
Schéma directeur de l'emploi contractuel	6
Plan de sobriété énergétique	1
Spéciale PAGU – plateformes d'appui à la gestion des unités	2
Elections professionnelles 2022	4
Parité, égalité, diversité / Cellule de veille	3
Cumul d'activités	2
Déontologie	2
Rapport Social Unique	1
Revalorisation des CDI LRU	1
Projet RESET	1
Revalorisation BIATSS contractuels Espace santé étudiants	1
Création de l'Institut des Transitions	1
	36

Au total, ces 36 commissions, qui se sont tenues sur l'année 2022, ont permis de préparer les travaux du comité technique.

A titre indicatif, le temps moyen d'une séance de commission de dialogue social est compris entre 1h et 1h30.

Evolution du nombre de comissions qui se sont tenues sur les 4 dernières années

Comissions de dialogue social			
2019	2020	2021	2022
41	45	45	36

4. Contentieux, sanctions et conflits sociaux

4.1. Les contentieux

Le juge administratif peut être saisi des décisions prises par le président de l'université. Le juge est compétent pour contrôler et, éventuellement, sanctionner l'administration.

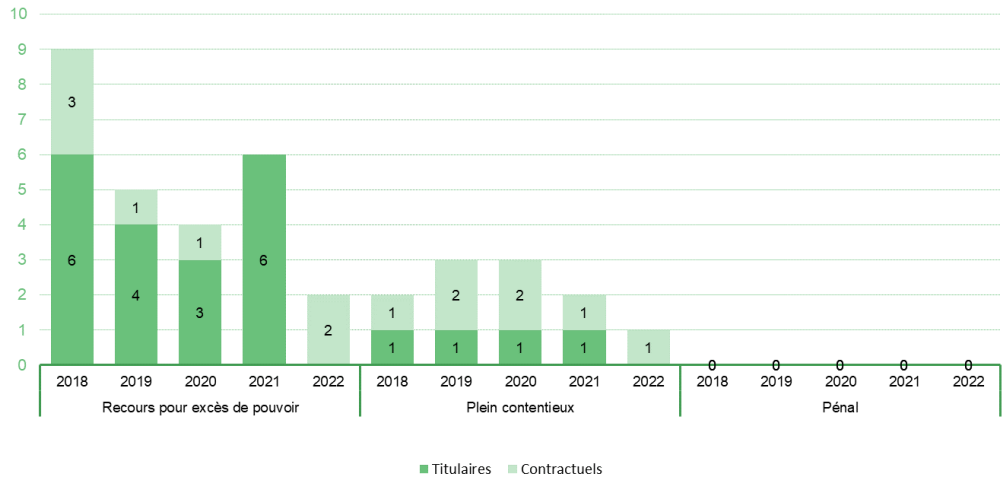
En 2022, les recours contre des décisions de l'université concernant les personnels relèvent de deux types de contentieux : le recours pour excès de pouvoir et le recours de plein contentieux.

3 contentieux introduits en 2022 et 1 datant de 2021 ont été jugés :

> 2 recours de plein contentieux, dont 1 défavorable à l'université ;

> 2 recours pour excès de pouvoir jugés.

Évolution des dossiers contentieux introduits 2018-2022



Il n'y a eu aucune demande de protection fonctionnelle en 2022.

4.2. Les sanctions

En 2022 il y a eu 2 licenciements de contractuels BIATSS de catégorie A et 2 licenciements de contractuels enseignants.

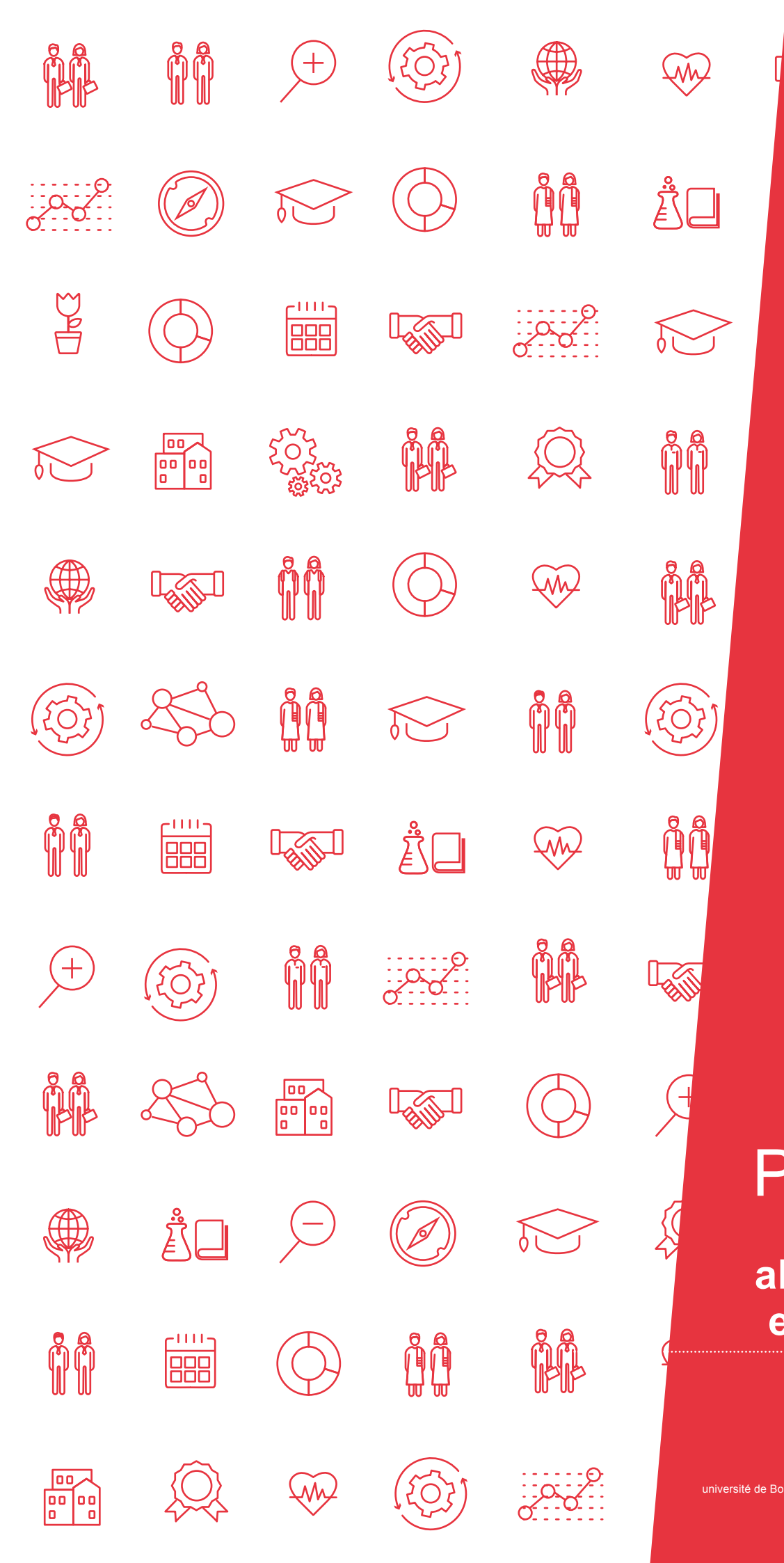
Evolution du nombre de sanctions sur les 4 dernières années

		2022	2021	2020	2019
BIATSS	Titulaires	0	0	0	0
	Contractuels	2	0	3	0
		2	0	3	0
EEC	Titulaires	0	0	0	2
	Conctractuels	2	0	0	0
		2	0	0	2
		4	**0**	**3**	**2**

4.3. Les journées d'absence pour grève

129 journées d'absence pour grève ont été déclarées auprès de l'administration en 2022. Toutes ces absences s'inscrivaient dans le cadre d'un appel national à la grève émis par les organisations syndicales.

	E/C	BIATSS			Total	Rappel 2021
		Cat A	Cat B	Cat C		
Titulaires	4	10	18	48	80	20
Contractuels	0	35	4	10	49	2
	4	**45**	**22**	**58**	**129**	**22**



Partie 5.
Sigles, abréviations et glossaire

Sigles et abréviations

AAE	Attaché des administrations de l'État
ADJENES	Adjoint administratif de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
ADT	Autorisation à diriger une thèse
AENESR	(Filière) Administration de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche
AGRH	Administration générale et ressources humaines
AHU	Assistant-hospitalier universitaire
ANR	Agence nationale de la recherche
APAENES	Attaché principal d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
APEH	Allocation aux parents d'enfants handicapés
ARS	Agence régionale de santé
ASI	Assistant ingénieur de recherche et de formation
ASIU	Aide spécifique d'initiative universitaire
ASN	Autorité de sûreté nucléaire
AT	Accident de travail
ATER	Attaché temporaire d'enseignement et de recherche
ATRF	Adjoint technique de recherche et de formation
ATV	Agent temporaire vacataire
BAP	Branche d'activité professionnelle
BIATSS	Bibliothécaires, ingénieurs, administratifs, techniciens, personnels sociaux et de santé
BIB	Bibliothécaire
BIBAS	Bibliothécaire assistant spécialisé
BO	Bulletin officiel
BOE	Bénéficiaire de l'obligation d'emploi
CA	Conseil d'administration
CAc	Conseil académique
CAS Pensions	Compte d'affectation spéciale « Pensions »
CCA	Chef de clinique-assistant des hôpitaux
CCPANT	Commission consultative paritaire des agents non titulaires
CDD	Contrat à durée déterminée
CDI	Contrat à durée indéterminée
CDS	Commission du dialogue social
CED	Collège des écoles doctorales
CET	Compte épargne temps
CEV	Chargé d'enseignement vacataire
CEVS	Cellule d'écoute, de veille et de signalement
CFA	Centre de formation des apprentis
CFP	Congé de formation professionnelle
CFVU	Commission de la formation et de la vie universitaire
CHSCT	Comité hygiène sécurité et conditions de travail
CHU	Centre hospitalier universitaire
CLASCUB	Comité local d'activités sociales et culturelles
CLD	Congé de longue durée
CLM	Congé de longue maladie
CMO	Congé pour maladie ordinaire
CNAP	Conseil national des astronomes et physiciens
CNRS	Centre national de la recherche scientifique
CNU	Conseil national des universités
CONS	Conservateur
CONSG	Conservateur général
CPE	Commission paritaire d'établissement
CPE	Conseiller principal d'éducation
CPF	Compte personnel de formation
CPJ	Chaire de professeur junior
CPP	Congés pour projet pédagogique
CR	Commission de la recherche
CRCT	Congé pour recherches ou conversions thématiques
CROUS	Centre régional des œuvres universitaires et scolaires
CSA	Comité social d'administration
CSE	Commission sociale d'établissement
CSG	Contribution sociale généralisée
CT	Comité technique
CTSSS	Conseiller technique supérieur de service social
DASIS	Direction de l'action sociale et de l'innovation sociétale
DDCS	Direction départementale de la cohésion sociale
DDETS	Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités
DGFIP	Direction générale des Finances publiques
DGS	Directeur général des services
DGSA	Directeur général des services adjoint
DRFIP	Direction régionale des finances publiques
DRH	Directeur des ressources humaines
DSI	Direction des systèmes d'information
DSPEG	Droit, science politique, économie et gestion
DUERP	Document unique d'évaluation des risques professionnels
EC	Enseignant-chercheur
EPCSP	Établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel
EPST	Établissements publics à caractère scientifique et technologique
ESE	Espace santé étudiants
ESR	Enseignement supérieur et recherche
ETP	Équivalent temps plein
ETPT	Équivalent temps plein travaillé
FIPHFP	Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique
FIPVU	Formation, insertion professionnelle et vie universitaire
FTAP	Fonds de transformation de l'action publique
FTLV	Formation tout au long de la vie
GIPA	Garantie individuelle du pouvoir d'achat
GPEEC	Gestion prévisionnelle des effectifs, emplois et compétences

GVT	Glissement vieillesse technicité
HCC	Heures de cours complémentaires
HDR	Habilitation à diriger les recherches
HETD	Heures équivalent travaux dirigés
HU	Hospitalo-universitaire
IA	Investissement d'avenir
IAE	Institut d'administration des entreprises
IDEX	Initiative d'excellence
IFSE	Indemnités de fonctions, de sujétions et d'expertise
IGE	Ingénieur d'études de recherche et de formation
IGR	Ingénieur de recherche de la filière recherche et formation
INFENES	Infirmier(e)s de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
INM	Indice nouveau majoré
INRAE	Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
INRIA	Institut national de recherche en informatique et en automatique
INSERM	Institut national de la santé et de la recherche médicale
INSPÉ	Institut national supérieur du professorat et de l'éducation
ISPED	Institut de santé publique, d'épidémiologie et de développement
ISVV	Institut des sciences de la vigne et du vin
ITRF	(Filière) Ingénieurs et techniciens de recherche et de formation
IUT	Institut universitaire de technologie
LA	Liste d'aptitude
LPR	Loi de programmation de la recherche
LRU (loi)	Libertés et responsabilités des universités
LTFP	Loi de la transformation de la fonction publique
MAG	Magasinier
MCF	Maître de conférences
MCUPH	Maître de conférences des universités - Praticien hospitalier
MDPH	Maisons départementales des personnes handicapées
MEN	Ministère de l'Éducation nationale
MESRI	Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation
MP	Maladie professionnelle
NBI	Nouvelle bonification indiciaire
OASU	Observatoire aquitain des sciences de l'univers
PACTE	Parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'État
PAGU	Pôles d'appui à la gestion des unités de recherche
PAS	Pilotage et aide à la stratégie
PAST	Professeur associé
PCA	Prime pour charges administratives
PCSI	Poste central de sécurité incendie
PEC	Parcours emploi compétences
PEDR	Prime d'encadrement doctoral et de recherche
PEP	Place de l'emploi public
PEPS	Professeur d'éducation physique et sportive
PES	Prime d'excellence scientifique
PPE	Pôle patrimoine et environnement
PPR	Période de préparation au reclassement
PIM	Prime interministérielle
PLP	Professeur de lycée professionnel
PPCR	Parcours professionnels, carrières et rémunérations
PR	Professeur des universités
PRAG	Professeur agrégé de l'enseignement du second degré
PRCE	Professeur certifié de l'enseignement du second degré
PRES	Prime de recherche et d'enseignement supérieur
PRP	Prime de responsabilité pédagogique
PUPH	Professeur des universités - Praticien hospitalier
QVT	Qualité de vie au travail
RCE	Responsabilités et compétences élargies
RESET	Redesigning equality and scientific excellence together (Repenser ensemble l'égalité et l'excellence scientifique)
RIFSEEP	Régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel
RIPI	Recherche, international, partenariats et innovation
RIPEC	Nouveau régime indemnitaire des personnels enseignants et chercheurs
RQTH	Reconnaissance de la qualité de travailleur handicapé
RSC	Recrutements sans concours
SAENES	Secrétaire d'administration de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur
SDEC	Schéma directeur de l'emploi contractuel
SFT	Supplément familial de traitement
SH	Sciences de l'Homme
SIRH	Système d'information de gestion des ressources humaines
SMS	Surveillance médicale simple
SMR	Surveillance médicale renforcée
SST	Service de santé au travail
ST	Sciences et technologies
SUAS	Service universitaire d'action sociale
TA	Tableau d'avancement
TCH	Technicien de recherche et de formation
TICE	Technologies de l'information de la communication pour l'enseignement
TPP	Transfert primes points
TPTH	Temps partiel thérapeutique
UB	Université de Bordeaux
UFR	Unité de formation et de recherche
URFIST	Unité régionale de formation et de promotion pour l'information scientifique et technique
UT	Unité de travail
VAE	Validation des acquis et de l'expérience
VP	Vice-président

Glossaire

ABSENCE POUR RAISONS FAMILIALES
- Le congé de maternité ouvre droit au minimum à 16 semaines de congés (hors congé pathologique) ;
- le congé d'adoption est au minimum de 10 semaines ;
- le congé parental est d'une durée maximale d'un an renouvelable jusqu'au 3 ans de l'enfant ;
- le congé de paternité et d'accueil de l'enfant ouvre droit à 11 jours ;
- le congé de paternité et d'accueil si l'enfant est hospitalisé à sa naissance ;
- l'autorisation d'absence pour garde d'enfant est de 6 jours fractionnés ou 8 non fractionnés par parent et par année civile ;
- le congé de solidarité familiale est d'une durée maximale de 3 mois, renouvelable une fois ;
- le congé sans traitement pour les agents stagiaires et sans rémunération pour les agents contractuels (congé pour raison familiale ou personnelle non rémunéré).

ACCIDENT DE SERVICE Est considéré comme accident de service, l'accident survenu dans l'exercice de ses fonctions à l'agent titulaire ou stagiaire de la fonction publique.

ACCIDENT DE TRAJET Est considéré comme accident de trajet, l'accident qui survient lors du trajet aller-retour entre le lieu de domicile et le ou les lieu(x) où est exercée l'activité professionnelle.

ACCIDENT DE TRAVAIL Est considéré comme accident de travail, l'accident survenu à l'agent contractuel dans l'exercice de ses fonctions.

ADMINISTRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE (AENESR) Filière des emplois fonctionnels et corps de personnels exerçant des fonctions administratives.

AGENT Synonyme de membre du personnel. Est agent sur une période tout individu possédant soit une carrière soit un contrat de travail géré(e) dans l'établissement.

AGENTS TEMPORAIRES VACATAIRES (ATV) Dans l'enseignement supérieur, les vacataires d'enseignement sont régis par le décret n° 97-889 du 29 octobre 1987. Ils peuvent être recrutés en qualité d'agents temporaires vacataires.
Les ATV peuvent être :
- Étudiants inscrits en vue de la préparation d'un diplôme de 3e cycle de l'enseignement supérieur en France ;
- Retraités ou préretraités âgés de moins de 67 ans.

ASSISTANT-HOSPITALIER UNIVERSITAIRE (AHU) Contractuel qui participe aux activités d'enseignement de l'université et de soins et de recherche dans les centres hospitaliers universitaires et aux contrôles des connaissances.

ASSOCIÉ Les contrats d'enseignants associés permettent à des professionnels d'assurer des fonctions d'enseignant-chercheur, correspondant à celles confiées aux personnels titulaires, à mi-temps ou à temps plein.

ATTACHÉ TEMPORAIRE D'ENSEIGNEMENT ET DE RECHERCHE (ATER) Personnel enseignant contractuel dont les obligations de service sont celles des enseignants-chercheurs (192 HETD). Pour être recruté, il faut être soit fonctionnaire de catégorie A ou étranger (contrat de 4 ans maximum) soit doctorant en fin de thèse ou ayant soutenu la thèse (contrat de 1 ou 2 ans maximum).

AVANCEMENT Progression dans la carrière. L'avancement des fonctionnaires comprend l'avancement d'échelon, l'avancement de grade et l'avancement de corps.
L'avancement de grade a lieu, d'un grade au grade supérieur, par voie d'inscription à un tableau annuel d'avancement, établi, éventuellement après une sélection par voie d'examen professionnel. L'avancement de corps donne lieu à une inscription sur liste d'aptitude établie après avis de la CAP.

BÉNÉFICIAIRE DE L'OBLIGATION D'EMPLOI (BOE) Pour être considérés comme bénéficiaires de l'obligation d'emploi, les agents doivent remplir l'une des conditions suivantes :
- travailleurs reconnus handicapés par la commission des droits et de l'autonomie des personnes handicapées (CDAPH) ;
- victimes d'accidents du travail ou de maladies professionnelles ayant entraîné une incapacité permanente d'au moins 10 % et titulaires d'une rente ;
- titulaires d'une pension d'invalidité, à condition que leur invalidité réduise au moins des 2/3 leur capacité de travail ;
- anciens militaires et assimilés, titulaires d'une pension militaire d'invalidité ;
- sapeurs-pompiers volontaires titulaires d'une allocation ou d'une rente d'invalidité attribuée en raison d'un accident survenu ou d'une maladie contractée en service ;
- titulaires de la carte d'invalidité ou mobilité inclusion ;
- titulaires de l'allocation aux adultes handicapés ;
- Les agents qui bénéficient d'une allocation temporaire d'invalidité ;
- Les agents ayant fait l'objet d'une décision de reclassement ou d'un placement en période de préparation ou reclassement
- Reconnaissance CDAPH.

BIBLIOTHÉCAIRES, INGÉNIEURS, ADMINISTRATIFS, PERSONNELS SOCIAUX ET DE SANTÉ (BIATSS) Ils assurent des missions de soutien et support aux activités cœur de métiers de l'université. Présents dans l'ensemble des structures de l'établissement, ils exercent selon les métiers des missions administratives, techniques, scientifiques.

BRANCHE D'ACTIVITÉ PROFESSIONNELLE (BAP) Un des éléments définissant un poste de la filière ITRF (caractéristique) ou un agent ITRF (spécialisation). Doit impérativement figurer lors de la demande d'ouverture du poste au concours avec l'emploi-type.
- BAP A : Sciences du vivant
- BAP B : Sciences chimiques et Sciences des matériaux
- BAP C : Sciences de l'ingénieur et instrumentation scientifique
- BAP D : Sciences Humaines et Sociales
- BAP E : Informatique, Statistique et Calcul Scientifique
- BAP F : Information, Documentation, Culture, Communication, Édition, TICE
- BAP G : Patrimoine, logistique, prévention et restauration
- BAP J : Gestion et pilotage.

CAS PENSION Le CAS Pensions a été prévu par l'article 21 de la LOLF et créé par l'article 51 de la loi de finances pour 2006, dans l'objectif de constituer un instrument d'amélioration de l'efficacité de la gestion publique par une clarification du mode de financement des pensions. Il apporte une information précise sur les crédits budgétaires inscrits en loi de finances et établit un lien direct entre les recettes et les dépenses.

CATÉGORIE FONCTION PUBLIQUE Dans la fonction publique, les statuts définissent la catégorie à laquelle appartient un corps. Un corps donné appartient à une et une seule catégorie. Il existe aujourd'hui 3 catégories : A, B et C.

CHAIRE DE PROFESSEUR JUNIOR (CPJ) Mise en place par la loi de programmation pour la recherche, la chaire de professeur junior (CPJ) constitue une nouvelle voie de recrutement permettant d'accéder à un emploi de titulaire dans le corps des professeurs de universités et assimilés ou de directeurs de recherche à l'issue d'un contrat d'une durée minimale de 3 ans et maximale de 6 ans. Le recrutement s'effectue sur un projet de recherche et d'enseignement porté par un titulaire de doctorat ou de diplôme équivalent.

CHARGÉ D'ENSEIGNEMENT VACATAIRES (CEV) Les CEV sont des personnalités choisies en raison de leurs compétences dans les domaines scientifique, culturel ou professionnel, qui exercent en dehors de leur activité de chargé d'enseignement.
Leur activité professionnelle principale consiste :
- soit en la direction d'une entreprise ;
- soit en une activité salariée d'au moins 900 heures de travail par an ;
- soit en une activité non salariée à condition d'être assujettie à la taxe professionnelle ou de justifier qu'elles ont retiré

›››

de l'exercice de leur profession des moyens d'existence réguliers depuis au moins trois ans.

Les CEV peuvent être répartis en 2 catégories : fonctionnaires ou non-fonctionnaires.

CHEF DE CLINIQUE-ASSISTANT DES HÔPITAUX (CCA) Sont des contractuels qui participent aux activités d'enseignement de l'université et de soins et de recherche dans les centres hospitaliers universitaires et aux contrôles des connaissances.

CHEVRON Subdivision d'un échelon dont l'échelle indiciaire brute dépasse 1015, constitué d'une échelle lettre (allant de A à G) et d'un chiffre (allant de 1 à 3) qui la subdivise.

COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION (CSA) Nouvelle instance de représentation du personnel dans la fonction publique depuis le 1er janvier 2023, à la suite des élections professionnelles de la fonction publique de décembre 2022. Il est issu de la fusion en une seule instance du Comité technique (CT) et du Comité d'hygiène, de sécurité, et des conditions de travail (CHSCT).

COMPLÉMENT INDEMNITAIRE ANNUEL (CIA) Cette seconde prime intégrée au RIFSEEP, facultative, permet de reconnaître spécifiquement l'engagement professionnel et la manière de servir des agents. Lorsqu'il est mis en œuvre, ce complément indemnitaire est versé annuellement, en une ou deux fois. Sont alors appréciés la valeur professionnelle de l'agent, son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions, son sens du service public, sa capacité à travailler en équipe et sa contribution au collectif de travail.

COMPOSANTE Structure d'un établissement, définie par le Code de l'éducation, Livre VII, titre 1, Chapitre 3 (ex-loi 84-52 du 24 janvier 1984, dite loi Savary), et créée par décret ou arrêté ministériel.

COMPTE ÉPARGNE TEMPS (CET) Il a pour objectif, sous certaines conditions, d'offrir aux agents la possibilité d'épargner des droits à congés non pris au titre de l'année de référence, qu'ils pourront utiliser ultérieurement sous la forme d'un congé rémunéré.

COMPTE PERSONNEL DE FORMATION (CPF) Il permet à toute personne active, dès son entrée sur le marché du travail et jusqu'à la date à laquelle elle fait valoir l'ensemble de ses droits à la retraite, d'acquérir des droits à la formation mobilisables tout au long de sa vie professionnelle.

CONCOURS Mode de recrutement de droit commun des fonctionnaires, consistant à opérer, sur le seul critère des capacités individuelles, une sélection entre les candidats à des postes dont le nombre est limité. Il est soumis au principe de l'égale admissibilité aux emplois publics. Il existe des concours externes, des concours internes, des 3e concours et des concours réservés. Les enseignants-chercheurs sont recrutés sur titres et travaux.

CONGÉ BONIFIÉ Il est accordé au fonctionnaire titulaire originaire d'un DOM (département d'outre-mer), ou qui a des intérêts (résidence principale) dans un DOM et qui exerce ses fonctions sur le territoire métropolitain.

CONGÉ DE FORMATION PROFESSIONNELLE (CFP) Il permet aux fonctionnaires et aux agents contractuels de parfaire leur formation professionnelle. Il peut être accordé pour préparer un concours ou un examen, pendant 3 ans maximum au cours de la carrière, avec une rémunération à hauteur de 80 % la première année uniquement.

CONGÉ DE GRAVE MALADIE (CGM) L'agent contractuel peut être placé en CGM, après avis du comité médical, lorsque la maladie le met dans l'impossibilité d'exercer son activité, nécessite un traitement et des soins prolongés et présente un caractère invalidant et de gravité confirmée.

CONGÉ DE LONGUE DURÉE (CLD) Il est attribué, après avis du comité médical, si l'agent est atteint d'une maladie grave si l'affection figure sur une liste fixée par arrêté ministériel. Le départ en CLD est soumis à conditions et peut durer jusqu'à 5 ans (8 ans si la maladie est d'origine professionnelle). L'agent est rémunéré pendant le CLD.

CONGÉ DE LONGUE MALADIE (CLM) Le fonctionnaire peut être placé en CLM, après avis du comité médical, lorsque la maladie présente un caractère invalidant et de gravité confirmée et nécessite un traitement et des soins prolongés si l'affection figure sur une liste fixée par arrêté ministériel. Le bénéfice du CLM est ouvert pour maladie professionnelle ou non professionnelle. La durée maximale est de 3 ans. L'agent est rémunéré pendant le CLM.

CONGÉ DE MALADIE ORDINAIRE (CMO) L'agent titulaire ou contractuel peut bénéficier d'un congé pour maladie ordinaire (CMO) lorsqu'un médecin, un dentiste ou une sage-femme lui adresse un avis d'interruption du travail. Il doit ensuite déclarer sa maladie à l'administration dont il relève. Le CMO peut atteindre 6 mois consécutifs, renouvelables 6 mois maximum (soit 1 an maximum au total).

CONGÉ PARENTAL Position du fonctionnaire qui est placé hors de son administration d'origine pour élever son enfant. La durée est de trois ans maximum : il prend fin, au plus tard, au 3e anniversaire de l'enfant. L'intéressé(e) cesse de bénéficier de ses droits à rémunération mais le fonctionnaire conserve ses droits à l'avancement d'échelon réduits de moitié.

CONGÉ POUR PROJET PÉDAGOGIQUE (CPP) Dispositif de formation applicable aux enseignants-chercheurs et aux autres personnels chargés de fonctions d'enseignement dans les établissements d'enseignement supérieur.

CONGÉ POUR RECHERCHE OU CONVERSION THÉMATIQUE (CRCT) Période sabbatique de 6 mois ou 1 an, accordée sur leur demande aux enseignants-chercheurs. Le bénéficiaire d'un CRCT est déchargé de son enseignement. Il continue à percevoir son salaire.

CONSEIL NATIONAL DES ASTRONOMES ET PHYSICIENS (CNAP) Le CNAP est un corps d'État dont les missions se répartissent entre recherche scientifique, services d'observation, et enseignement. Le CNAP est composé de trois sections : Astronomie, Terre interne, Surfaces continentales-Océan-Atmosphère.

CONSEIL NATIONAL DES UNIVERSITÉS (CNU) Il est organisé en sections, dont certaines sont subdivisées en sous-sections. Ne concerne que les enseignants-chercheurs, les hospitalo-universitaires et les CNAP. Les sections sont regroupées en groupes de sections.

CONTRACTUEL Agent non titulaire de la fonction publique lié à l'établissement par un contrat de travail. Il convient de distinguer les contractuels de droit public, qui seront classés selon leur niveau de responsabilité par référence aux catégories A, B ou C. Les contractuels relevant du droit privé sont recrutés sous contrat aidé ou d'apprentissage.

CONTRAT DIT « LRU » Contrat créé par les dispositions de l'article L954-3 du code de l'éducation, introduit par la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités. Le président peut recruter, pour une durée déterminée ou indéterminée, des agents contractuels pour assurer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche, (après avis du comité de sélection) ou pour assurer des fonctions de support ou de soutien de haut niveau.

CORPS Ensemble de fonctionnaires soumis au même statut particulier et ayant vocation aux mêmes grades.

DÉLÉGATION Modalité dérogatoire des personnels enseignants-chercheurs, hospitalo-universitaires ou temporaires. La délégation a une durée variable selon le statut de l'enseignant, elle permet à l'enseignant de poursuivre ses activités dans un autre établissement (public ou privé, en France ou à l'étranger) tout en étant payé par son établissement d'origine. Les modalités sont fixées par convention entre l'établissement d'origine et l'établissement ou l'organisme d'accueil.

DÉTACHEMENT Position d'un fonctionnaire placé hors de son corps d'origine et continuant à bénéficier dans ce corps des droits à l'avancement et à la retraite. Il peut être placé dans un autre corps, dit corps d'accueil, et bénéficie alors d'une double carrière.

DISPONIBILITÉ Position du fonctionnaire qui, placé hors de son administration ou service d'origine, cesse de bénéficier de ses droits à rémunération, à l'avancement et à la retraite. La disponibilité est prononcée soit à la demande de l'intéressé (disponibilité pour convenances personnelles, pour suivre son conjoint, etc.) soit d'office pour raison de santé à l'expiration d'un congé (de maladie, de longue maladie ou de longue durée).

DOCTORANT CONTRACTUEL Est recruté pour 3 ans afin d'effectuer des activités de recherche liées à la préparation du doctorat. Il peut également être chargé d'une mission d'enseignement, d'une mission dans les domaines de la diffusion de l'information scientifique et technique et de la valorisation des résultats de la recherche ou d'une mission d'expertise.

DOCUMENT UNIQUE D'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS (DUERP) Transposition par écrit de l'évaluation des risques professionnels. Par décret, 3 exigences sont définies :

› lister et hiérarchiser les risques auxquels les agents sont exposés ; préconiser les actions visant à supprimer ou réduire les risques ; faire l'objet de réévaluations régulières.

ÉCHELON Subdivision du grade. C'est un des constituants d'un élément de carrière. Il peut être lui-même subdivisé en chevrons.

EFFECTIF Nombre de personnes physiques.

EMPLOI Support budgétaire permettant la rémunération d'un agent (fonctionnaire ou agent contractuel).

EMPLOI-TYPE Outil permettant de regrouper un ensemble d'activités et de compétences suffisamment proches entre elles pour être étudiées et traitées globalement.

ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN (ETP) La notion d'ETP représente pour chaque agent la comptabilisation de sa quotité de temps de travail à un moment donné, un agent exerçant à temps plein représentant 1 ETP. Il est procédé à des sommes d'ETP pour connaître le potentiel d'un établissement. L'effectif exprimé en ETP peut ainsi être inférieur au nombre d'agents.

ÉQUIVALENT TEMPS PLEIN TRAVAILLÉ (ETPT) Effectifs physiques pondérés de la quotité de travail des agents en année pleine. Les ETPT tiennent compte simultanément de la durée et de la quotité d'emploi, contrairement aux ETP.

EMPLOI FONCTIONNEL Les emplois fonctionnels sont des postes à responsabilité dans lesquels les personnels sont nommés pour une durée déterminée.

ENSEIGNANT-CHERCHEUR Personnel exerçant simultanément des fonctions d'enseignement et de recherche.

ENSEIGNANT DE MÉDECINE GÉNÉRALE Personnel mono-appartenant exerçant des missions d'enseignement et de recherche ainsi qu'une mission de soin en médecine générale et ambulatoire.

ENSEIGNANT DU PREMIER DEGRÉ Professeur des écoles, qui, à l'université, exerce des missions d'enseignement exclusivement au sein des INSPÉ.

ENSEIGNANT DU SECOND DEGRÉ Personnel exerçant des missions d'enseignement exclusivement.

ENSEIGNANT HOSPITALO-UNIVERSITAIRE Personnel bi-appartenant, exerçant une triple mission d'enseignement, de recherche et de soins simultanément à l'université et à l'hôpital dans les domaines de la médecine, pharmacie et odontologie.

ÉTABLISSEMENT Structure créée par décret. L'établissement est constitué de composantes et d'autres structures.

ÉTUDIANT (CONTRAT OU EMPLOI) Les conditions d'octroi du contrat étudiant et les missions qui sont confiées à leurs bénéficiaires sont régis par l'article L811-2 du code de l'éducation :

› accueil des étudiants,
› aide à l'insertion,
› animations culturelles, scientifiques, sportives et sociales,
› action dans le domaine de la promotion de la santé et du développement durable,
› promotion de l'offre de formation,
› service d'appui aux personnels des bibliothèques et des autres services,
› soutien informatique et aide à l'utilisation des nouvelles technologies,
› tutorat pédagogique,
› assistance et accompagnement des étudiants à besoins spécifiques (tutorat spécialisé, assistance d'un secrétaire d'épreuve, prise de note, aide au travail sur site).

EXAMEN PROFESSIONNEL Une des modalités de sélection pour l'accès au grade supérieur permettant l'inscription à un tableau d'avancement. Il doit être prévu par les statuts particuliers du corps. L'examen se fait sur épreuves (écrites et/ou orales). Le nombre de places est limité.

FAMILLE PROFESSIONNELLE Elle regroupe l'ensemble des emplois-types entre lesquels existe une proximité de compétences professionnelles. Elle détermine une zone naturelle de mobilité et d'évolution de carrière.

FONCTION Il existe trois types de fonctions pour un agent :

› les responsabilités structurelles (charge administrative d'une structure ou mission se rapportant au fonctionnement de l'établissement) ;
› les fonctions nominatives et électives (fonctions relevant d'une instance ; fonctions d'expertise, de conseil et autres) ;
› les fonctions professionnelles (ce qu'accomplit ou doit accomplir un agent pour remplir sa mission au sein de sa structure de travail).

FONCTIONNAIRE Agent ayant la qualité de titulaire ou de stagiaire dans un corps de la fonction publique. Il existe trois fonctions publiques : la fonction publique d'État (tous les corps de l'Éducation Nationale et du MESRI en relèvent), la fonction publique hospitalière et la fonction publique territoriale.

GARANTIE INDIVIDUELLE DU POUVOIR D'ACHAT (GIPA) Instaurée en 2008, la GIPA résulte d'une comparaison établie entre l'évolution du traitement indiciaire brut (TIB) détenu par l'agent sur une période de référence de quatre ans et celle de l'indice des prix à la consommation (IPC hors tabac en moyenne annuelle) sur la même période. Si le TIB effectivement perçu par l'agent au terme de la période a évolué moins vite que l'inflation, un montant indemnitaire brut équivalent à la perte de pouvoir d'achat ainsi constatée est versé à chaque agent concerné.

GLISSEMENT VIEILLESSE TECHNICITÉ (GVT) Part de l'évolution des salaires résultant des évolutions de carrière propres à chaque agent (mesure individuelle).

GRADE Subdivision hiérarchique du corps, fixée par le statut particulier duquel il relève.

HÉBERGÉ Personne qui participe, pour une période donnée, à l'activité de l'établissement au sein de ses structures dites alors Structures de travail. Sa carrière – ou son contrat – est gérée par son institution (CNRS, INRA, etc.) et non pas par l'établissement.

HEURE DE COURS COMPLÉMENTAIRE (HCC) Heures nécessaires à la couverture de l'intégralité de la charge d'enseignement découlant des formations dispensées au-delà des heures d'enseignement dues statutairement par les enseignants en poste dans un établissement ; elles peuvent être confiées à des enseignants en poste ou à des intervenants extérieurs (vacataires).

HEURE ÉQUIVALENT TRAVAUX DIRIGÉS (HETD) Mesure du potentiel que représentent les personnels enseignants par rapport à leurs obligations statutaires d'enseignement.

INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE (IFSE) L'IFSE constitue l'indemnité principale du RIFSEEP. Versée mensuellement, elle a pour objectif de valoriser l'exercice des fonctions. En principe, l'IFSE remplace toutes les primes existantes qui répondent aux mêmes objectifs. Les exceptions à cett e règle de non-cumul, fixées par arrêté interministériel, sont limitées et répondent à des problématiques très spécifiques.

› › ›

INDICE NOUVEAU MAJORÉ (INM) Unité de calcul de la rémunération d'un agent public.

INGÉNIEURS, TECHNICIENS, DE RECHERCHE ET DE FORMATION (ITRF) Cette filière, créée spécifiquement pour les établissements d'enseignement supérieur, se décline en branches d'activités professionnelles (BAP) et regroupe des personnels exerçant des fonctions techniques, administratives et de bibliothèques.

INSTANCE Conseil, Commission ou Comité nommément désigné, et créé en fonction des lois et décrets et/ou des statuts de l'établissement.

INSTITUT NATIONAL SUPÉRIEUR DU PROFESSORAT ET DE L'ÉDUCATION (INSPÉ) Ces instituts forment à des masters Métiers de l'enseignement, de l'éducation et de la formation.

INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE (IUT) Assure la formation de techniciens supérieurs partout sur le territoire. Les IUT préparent leurs étudiants à la fois à une insertion professionnelle immédiate, à Bac +2 ou à Bac +3, et à la poursuite d'études longues, en France ou à l'étranger. Les diplômes construits à la fois par des universitaires et des professionnels, offrent aux étudiants des connaissances pluridisciplinaires et des compétences professionnelles.

INVESTISSEMENTS D'AVENIR (IA) Le programme des Investissements d'avenir a été prévu dans la loi de finances rectificative du 9 mars 2010. L'objectif de ce programme est de renforcer la productivité, d'innover, mais aussi de favoriser l'emploi et de promouvoir l'égalité des chances en favorisant l'investissement et l'innovation au sein des établissements d'enseignement supérieur.

INVITÉ Personnalité exerçant des fonctions d'enseignement ou de recherche dans un établissement d'enseignement supérieur ou de recherche étranger et recrutée pour une période d'un mois à un an.

LECTEUR DE LANGUE ÉTRANGÈRE Enseignant contractuel en général étranger devant postuler au titre de sa langue maternelle (diplôme minimum requis : master ou diplôme étranger reconnu équivalent). Le contrat est de 1 an renouvelable. L'obligation de service est de 250 HETD.

LISTE D'APTITUDE Liste des agents proposés pour un passage à un corps supérieur par leur établissement et retenus par l'autorité compétente après consultation de l'instance (le plus souvent une CAPN ou une CAPA).

LOI DE PROGRAMMATION DE LA RECHERCHE (LPR) Pour les années 2021 à 2030 et portant diverses dispositions relatives à la recherche et à l'enseignement supérieur est une loi française concernant le financement et l'organisation de la recherche et de l'enseignement supérieur.

MASSE SALARIALE Crédits destinés au financement des rémunérations (y compris cotisations employeurs, cotisations salariales et primes).

MODALITÉ DE SERVICE Les différentes modalités de service sont :
- le temps partiel ;
- le mi-temps thérapeutique, la délégation (enseignants) ;
- le surnombre (enseignants-chercheurs).

MODULATION DU SERVICE D'ENSEIGNEMENT La notion de modulation du service d'enseignement a été introduite par l'article 7 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 modifié relatif au statut des enseignants-chercheurs de l'enseignement supérieur. La modulation du service d'enseignement a pour objectif de permettre une redéfinition des équilibres entre l'activité individuelle d'enseignement et de recherche en lien avec la politique d'établissement et en accord avec les enseignants-chercheurs concernés.

MUTATION/MOBILITÉ Changement d'établissement d'affectation.

MUTATION/MOBILITÉ INTERNE Changement de service au sein du même établissement.

NOUVELLE BONIFICATION INDICIAIRE (NBI) Complément de rémunération attaché à l'exercice de certaines fonctions définies réglementairement. La NBI prend en considération l'exercice de responsabilités particulières, notamment l'encadrement ou l'animation d'équipes, ou la mise en œuvre d'une technicité particulière, ou enfin la soumission à des sujétions particulières.

OBLIGATIONS DE SERVICE Les enseignants-chercheurs (professeurs, maîtres de conférences et assistants), ont une mission d'enseignement et une mission de recherche, l'obligation de service d'enseignement est définie statutairement en termes d'heures de cours magistraux et travaux dirigés et se traduit par un volume équivalent à 192 HETD. De la même manière, celle des enseignants du second degré (professeurs agrégés et professeurs certifiés) équivaut à 384 HETD. Les ATER, maîtres de langues étrangères et enseignants associés doivent 192 HETD. Les personnels administratifs, techniques et de bibliothèques ont une obligation de service annuelle de 1607 heures. Les modalités de service des enseignants-chercheurs sont modifiées depuis le 1er septembre 2009 par le décret n° 2009-460 du 23 avril 2009.

(LOI) ORIENTATION ET À LA RÉUSSITE DES ÉTUDIANTS (ORE) Du 8 mars 2018, dite loi ORE : traduction du Plan étudiants dont l'objectif est d'améliorer la réussite des étudiants, quelles que soient leur filière d'origine ou leurs aspirations.

PARCOURS PROFESSIONNELS, CARRIÈRES ET RÉMUNÉRATIONS (PPCR) Dispositif national qui a pour objectif de mieux reconnaître l'engagement des fonctionnaires en revalorisant et simplifiant leurs grilles indiciaires et en améliorant leurs perspectives de carrière. Il concerne l'ensemble de la fonction publique (d'État, territoriale et hospitalière).

PÉRIODE DE PRÉPARATION AU RECLASSEMENT (PPR) L'article 9 de l'ordonnance n° 2017-53 du 19 janvier 2017 portant diverses dispositions relatives au compte personnel d'activité, à la formation et à la santé et la sécurité au travail dans la fonction publique a créé, pour les trois versants de la fonction publique, une période de préparation au reclassement (PPR) au bénéfice du fonctionnaire reconnu inapte à l'exercice de ses fonctions. Cet accompagnement individualisé de l'agent vers de nouvelles fonctions a pour objectif de favoriser la réussite du reclassement dans un contexte d'allongement de la durée du travail. La durée de la période de préparation au reclassement est fixée à 1 an maximum. Elle prend fin à la date du reclassement et au plus tard 1 an après la date à laquelle elle a commencé.

PERSONNEL DE BIBLIOTHÈQUES Regroupe les personnels spécialisés dans les métiers des bibliothèques.

PERSONNEL DE LA FILIÈRE MÉDICO-SOCIALE Regroupe les personnels infirmiers, assistants de service social et médecins contractuels.

POSITION Un fonctionnaire est obligatoirement placé à un instant donné dans une des six positions définies par le statut de la fonction publique : activité, disponibilité, détachement, service national, congé parental et hors cadre.

PRIME DE CHARGES ADMINISTRATIVES (PCA) Peut être attribuée aux enseignants qui exercent une responsabilité administrative ou prennent la responsabilité d'une mission temporaire définie par l'établissement (durée au minimum d'un an). Le président arrête chaque année, sur avis du conseil d'administration, la liste des fonctions pouvant ouvrir droit au bénéfice de la PCA. Les décisions individuelles d'attribution des PCA ainsi que les montants individuels sont arrêtés par le président, après avis du CA.

PRIME D'ENCADREMENT DOCTORAL ET DE RECHERCHE (PEDR) Peut être attribuée aux enseignants-chercheurs dont l'activité scientifique est jugée d'un niveau élevé ainsi que lorsqu'ils exercent une activité d'encadrement doctoral.

PRIME DE RECHERCHE ET D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (PRES) Est attribuée à tous les enseignants-chercheurs en activité dans un établissement d'enseignement supérieur (y compris aux ATER), exception faite de ceux soumis, par ailleurs, à la taxe professionnelle. Son taux annuel est fixe, indexé sur la valeur du point d'indice.

PRIME DE RESPONSABILITÉS PÉDAGOGIQUES (PRP) Peut être accordée aux enseignants exerçant des fonctions pédagogiques spécifiques. Le président fixe chaque année la liste des responsabilités pédagogiques ouvrant droit à la prime, la liste des bénéficiaires et les montants de ces primes, après avis de la Commission de la formation et de la vie universitaire (CFVU) et sur proposition du Conseil d'administration.

PROMOTION Progression dans la carrière, à l'ancienneté (échelon et chevron), au choix (grade et corps), par examen professionnel, ou par concours.

QUOTITÉ D'AFFECTATION Part de quotité de travail d'un agent attribuée à une structure.

RECOURS DE PLEIN CONTENTIEUX Recours fait à une personne publique dans le but d'obtenir une indemnisation en se basant sur sa responsabilité pour faute ou pour risque.

RECOURS POUR EXCÈS DE POUVOIR Est dirigé contre une décision administrative.

RÉFÉRENTIEL DES EMPLOIS-TYPES DE LA RECHERCHE ET DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR (REFERENS) Recueil des emplois-types répertoriés et ordonnés par famille professionnelle et branche d'activité professionnelle pour les personnels de la filière ITRF.

RÉGIME INDEMNITAIRE POUR LES PERSONNELS ENSEIGNANTS ET CHERCHEURS (RIPEC) La loi de programmation pour la recherche (2021-2030) comporte un protocole d'accord relatif à l'amélioration des rémunérations et des carrières permettant d'engager une nouvelle donne indemnitaire pour une harmonisation des régimes de primes des personnels de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce nouveau régime indemnitaire, dénommé régime indemnitaire pour les personnels enseignants et chercheurs (RIPEC), vise à une convergence indemnitaire réalisée sur 7 ans. Le RIPEC comprend trois composantes dont deux indemnités et une prime :

- La première composante est liée à l'exercice des missions du grade.
- La deuxième composante est liée à la tenue de fonctions ou responsabilités particulières et/ou d'une mission temporaire d'une durée de 18 mois maximum.
- La troisième composante est liée à la qualité des activités et de l'engagement professionnel.

Ces composantes font l'objet de lignes directrices de gestion ministérielles qui sont complétées par des lignes directrices de gestion élaborées après dialogue social.

RÉGIME INDEMNITAIRE TENANT COMPTE DES FONCTIONS, DES SUJÉTIONS, DE L'EXPERTISE ET DE L'ENGAGEMENT PROFESSIONNEL (RIFSEEP) Il se définit comme un complément de rémunération.
Le RIFSEEP a vocation :

- à s'appliquer à tous les agents BIATSS titulaires et stagiaires quel que soit leur grade ou leur filière ;
- à remplacer toutes les primes et indemnités préexistantes sauf celles limitativement énumérées par décret ;
- à être mis en œuvre dans un délai raisonnable.

Le RIFSEEP comprend deux parts : l'IFSE et le CIA (voir définitions dans ce glossaire).

REPYRAMIDAGE Action de restructurer et réorganiser les grilles indiciaires des employés au sein d'une organisation. Cette démarche vise à rétablir une pyramide d'indices et de salaires plus cohérente et équilibrée entre les différents niveaux hiérarchiques et postes occupés par les salariés.

RESPONSABILITÉS ET COMPÉTENCES ÉLARGIES (RCE) En référence à la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités.

RESET (REDESIGNING EQUALITY AND SCIENTIFIC EXCELLENCE TOGETHER) RESET est un projet porté par un consortium d'universités européennes reconnues au niveau national comme des institutions d'excellence. Il vise à assurer une plus grande participation des femmes à tous les niveaux de postes scientifiques, stratégiques, de direction et à soutenir l'intégration du genre dans les activités de recherche et d'innovation.

SECTION CNU Discipline d'enseignement et/ou de recherche pour les enseignants du supérieur relevant d'une nomenclature nationale. La liste des sections CNU est disponible sur www.conseil-national-des-universites.fr/cnu/#/

STATUT Règles régissant un corps ou un ensemble de corps.

STRUCTURES Ensemble d'entités hiérarchiquement organisées en une arborescence dont le sommet correspond au niveau établissement.

TABLEAU D'AVANCEMENT Liste des agents proposés à un grade supérieur et retenus par l'autorité compétente après consultation de l'instance dédiée (le plus souvent une CAPN ou une CAPA).

TEMPS INCOMPLET Un agent contractuel est à temps incomplet si sa quotité de recrutement indiquée sur le contrat de travail est inférieure à 100 %.

TEMPS PARTIEL Un agent peut demander à exercer à temps partiel. Sa quotité de travail peut alors être réduite à 50, 60, 70, 80 ou 90 %.

TEMPS PARTIEL THÉRAPEUTIQUE Le temps partiel thérapeutique est attribué pour raison de santé. Il est accordé et renouvelable par périodes de 1 à 3 mois dans la limite d'un an.

TEMPS PLEIN Un fonctionnaire exerce à temps plein s'il travaille à 100 % de ses obligations horaires statutaires. Un contractuel exerce à temps plein si sa quotité de travail est de 100 %.

TITULAIRE Qualité du fonctionnaire ayant soit accompli avec succès son stage, soit ayant réussi un concours interne sans période de stage.

TRANSFERT PRIMES POINTS (TPP) Ce transfert consiste à diminuer le montant des primes versées aux fonctionnaires en contrepartie d'une augmentation de leur traitement de base par le biais d'une revalorisation des grilles indiciaires. Cette intégration permet une prise en compte de ce montant dans le calcul de la pension civile.

(LOI) TRANSFORMATION DE LA FONCTION PUBLIQUE La loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique, publiée au Journal officiel du 7 août 2019, affiche 5 objectifs :

- promouvoir un dialogue social plus stratégique, efficace et réactif, dans le respect des garanties des agents publics ;
- transformer et simplifier le cadre de gestion des ressources humaines pour une action publique plus efficace ;
- simplifier et garantir la transparence et l'équité du cadre de gestion des agents publics ;
- favoriser la mobilité et accompagner les transitions professionnelles des agents publics ;
- renforcer l'égalité professionnelle dans la fonction publique entre les femmes et les hommes, comme vis-à-vis des agents en situation de handicap.

VACATAIRE Personnel contractuel recruté ponctuellement pour faire face à un besoin qui ne peut être couvert par les fonctionnaires. Les vacataires assurent des missions d'enseignement ou des tâches administratives ou techniques.

© Université de Bordeaux – Pôle administration générale et ressources humaines – Direction de la communication – 3 octobre 2023.

université de Bordeaux
351 cours de la Libération
33405 Talence Cedex

En savoir +

www.u-bordeaux.fr

@univbordeaux

univbordeaux

universitedebordeaux

universite-de-bordeaux

université de BORDEAUX

Rapport social unique 2022

Annexes

Table de références

I. Partie 1- 3.2 Détail de la répartition des enseignants-chercheurs et hospitalo-universitaires titulaires par section CNU 3
II.Partie 1 – 3.2 Détail de la répartition des enseignants titulaires par discipline du 2nd degré 5
III. Partie 1 – 4.2 Détail du nombre de vacataires ATV/CEV par sous-structure 6
IV.Partie 1 – 4.4 Détail du nombre de stagiaires par sous-structure 7
V.Partie 1 - 4.4 Durée des stages 7
VI.Partie 2 – 1.1 Détail de la répartition des candidatures par corps, genre et structure 8
VII. Partie 2 – 1.1 Bilan des lauréats par corps, genre et structure 8
VIII. Partie 2 – 1.1 Bilan des publications et candidatures recevables 2018-2022 8
IX. Partie 2 – 1.1 Détail de la répartition des résultats par genre (enseignants du 2nd degré) 9
X. Partie 2 – 1.1 Bilan des postes non pourvus 9
XI. Partie 2 – 1.1 Bilan 2022 : recours aux listes complémentaires 10
XII. Partie 2 – 1.1 Détail des répartitions inscrits, présents, admissibles, admis par BAP et emploi-type 11
XIII. Partie 2 – 1.1 Lauréats par genre, par BAP et emploi-type 12
XIV. Partie 2 – 1.1 Détail de la répartition des candidatures et lauréats sur les recrutements sans concours par origine professionnelle 12
XV. Partie 2 – 1.1 Détail de la composition des jurys par genre, BAP et emploi-type 13
XVI. Partie 2 – 1.1 Bilan 2022: répartition inscrits, présents, admissibles, admis 13
XVII. Partie 2 – 1.1 Détail des lauréats par genre 14
XVIII. Partie 2 – 1.2 Détail Pub PEP et mobilité - Mobilités ext/int. détail : détail par structures, catégorie et genre 14
XIX. Partie 2 – 1.3 Répartition des postes pourvus par des enseignants contractuels par structure 14
XX. Partie 2 – 1.3 Composition des comités de sélection par origine des membres 15
XXI Partie 2 - 1.3 Détail des recrutements contractuels BIATSS par structures, catégories et genres 15
XXII. Partie 2 – 2.1 Ratio du nombre de promus par genres et par structures 16
XXIII. Partie 2 – 3.1 Détail de la rémunération nette moyenne mensuelle des personnels enseignants par décile 16
XXIV. Partie 2 – 3.1 Détail de la rémunération nette moyenne mensuelle des personnels BIATSS par décile 17
XXV. Partie 2 – 3.2 Détail des primes versées par type de population 17
XXVI. Partie 3 – 1.1 Répartition des modulations par structure (recrutement 2021-2022) 19
XXVII. Partie 3 – 2.1 Répartition des dossiers pour les enseignants par type de contrat 19
XXVIII. Partie 3 - 2.1 Répartition des dossiers pour les personnels BIATSS par type de contrat 20
XXIX. Partie 3 - 2.3 Composition du service de santé au travail 20
XXX. Partie 3 - 2.3 Détails des orientations réalisées au cours d'une visite médicale 20
XXXI. Partie 3 - 2.3 Détails des orientations réalisées au cours d'une visite non médicale 21
XXXII. Partie 3 - 2.3 Détails des orientations réalisées au cours d'un entretien infirmier 21
XXXIII. Partie 3 - 2.3 Liste des sites visités 21
XXXIV. Partie 3 – 2.6 Répartition des personnes reçues par statut en 2022 22
XXXV. Partie 3 – 2.6 Les partenaires conventionnés dans le domaine de la restauration 22
XXXVI. Partie 3 - 2.7 Bilan des sorties familles 2022 22
XXXVII. Partie 3 - 2.7 Les chroniques de la forêt expérimentale 23
XXXVIII. Partie 3 - 2.7 L'organsation de la résidence / exposition de Land Art 23
XXXIX. Partie 3 - 2.7 L'organisation des rencards du savoir 23
XL. Partie 3 - 2.7 Les chiffres clés des rencards du savoir 24
XLI. Partie 3 - 2.7 Les rendez-vous des savoirs et de la culture scientifique et technique et retombées des actions 24
XLII. Partie 3 - 2.7 Liste des retombées des actions 24
XLIII. Partie 3 - 2.7 Les programmes d'exposition et retombées des actions 24
XLIV. Partie 3 - 2.7 Les programmes de sensibilisation, prix et programmation 25
XLV. Partie 3 - 2.7 Les temps forts des Moissons d'avril 26
XLVI. Partie 3 - 2.7 Liste des retombées 26
XLVII. Partie 3 - 3.1 Répartition des stagiaires par employeur 26
XLVIII. Partie 3 - 3.4 Nombre de formations assurées 26
XLIX. Partie 3 - 3.4 Participation par écoles doctorales 27
L. Partie 3 – 3.4 Évaluation des formations des doctorants 27
LI. Partie 3 – 3.4 Évaluation de la formation des encadrants 27

Annexes Partie 1

I. Partie 1- 3.2 Détail de la répartition des enseignants-chercheurs et hospitalo-universitaires titulaires par section CNU

		Ens. Chercheurs et chercheurs				Hospitalo-universitaires				Total	%PR	%f
		MCF	%f	PR	%f	MCF	%f	PR	%f			
Droit, économie et gestion	01 - Droit privé et sciences criminelles	38	66%	27	33%					65	42%	52%
	02 - Droit public	23	39%	18	28%					41	44%	34%
	03 - Histoire du droit et des institutions	4	100%	5	40%					9	56%	67%
	04 - Science politique	5	20%	2	50%					7	29%	29%
	05 - Sciences économiques	38	39%	28	21%					66	42%	32%
	06 - Sciences de gestion	44	57%	14	29%					58	24%	50%
										246	**38%**	**43%**
Lettres et sciences humaines	07 - Sciences du langage : linguistique et phonétique générales	5	80%	2	50%					7	29%	71%
	09 - Langue et littérature françaises	4	75%							4		75%
	11 - Langues et littératures anglaises et anglo-saxonnes	15	87%	2	50%					17	12%	82%
	12 - Langues et littératures germaniques et scandinaves			1	100%					1	100%	100%
	14 - Langues et littératures romanes : espagnol, italien, portugais, autres langues romanes	3	67%	1						4	25%	50%
	16 - Psychologie, psychologie clinique, psychologie sociale	31	61%	15	53%					46	33%	59%
	17 - Philosophie	2	50%	1						3	33%	33%
	18 - Architecture (ses théories et ses pratiques), arts appliqués, arts plastiques, arts du spectacle, épistémologie des enseignements artistiques, esthétique, musicologie, musique, sciences de l'art	2	50%							2		50%
	19 - Sociologie, démographie	19	47%	6						25	24%	36%
	20 - Ethnologie, préhistoire, anthropologie biologique	7	57%	6	50%					13	46%	54%
	21 - Histoire, civilisation, archéologie et art des mondes anciens et médiévaux	1	100%							1		100%
	22 - Histoire et civilisations : histoire des mondes modernes, histoire du monde contemporain, de l'art, de la musique	2	100%	4	25%					6	67%	50%
	23 - Géographie physique, humaine, économique et régionale	2	50%							2		50%
	70 - Sciences de l'éducation	11	36%	6	50%					17	35%	41%
	71 - Sciences de l'information et de la communication	6	50%	3	67%					9	33%	56%
	72 - Epistémologie, histoire des sciences et des techniques	2		2						4	50%	
	74 - Sciences et techniques des activités physiques et sportives	12	33%	8	25%					20	40%	30%
										181	**31%**	**51%**
Santé	42 - Anatomie					2	50%	3	33%	5	60%	40%
	42 - Anatomie et cytologie pathologiques					1	100%	3	67%	4	75%	75%
	42 - Histologie, embryologie, cytogenetique					4	50%	3	33%	7	43%	43%
	43 - Biophysique et médecine nucléaire					5	40%	2	50%	7	29%	43%
	43 - Radiologie et imagerie médecine							9		9	100%	
	44 - Biochimie et biologie moléculaire					5	60%	2		7	29%	43%
	44 - Biologie cellulaire					2		2	50%	4	50%	25%
	44 - Nutrition					1	100%	1		2	50%	50%
	44 - Physiologie					2		6		8	75%	
	45 - Bactériologie-virologie, hygiène hospitalière (2 options)					3	100%	6	83%	9	67%	89%
	45 - Maladies infectieuses, maladies tropicales (2 options)					1		3		4	75%	
	45 - Parasitologie et mycologie					2	50%	1	100%	3	33%	67%
	46 - Biostastitiques, informatique médecine et technologies de communication					3	33%	3	67%	6	50%	50%
	46 - Epidémiologie, économie de la santé et prévention					2	100%	5	40%	7	71%	57%
	46 - Médecine et santé au travail					1	100%	1	100%	2	50%	100%
	46 - Médecine légale et droit de la santé					1		1	100%	2	50%	50%
	47 - Cancérologie, radiothérapie (2 options)					1	100%	6	17%	7	86%	29%
	47 - Génétique					1		4	25%	5	80%	20%
	47 - Hématologie, transfusion (2 options)					2		4	25%	6	67%	17%
	47 - Immunologie					2	50%	1		3	33%	33%
	48 - Anesthésiologie-réanimation et médecine péri-opératoire							5	20%	5	100%	20%
	48 - Médecine d'urgence					1		1		2	50%	
	48 - Médecine intensive - réanimation							4		4	100%	
	48 - Pharmacologie fondamentale, pharmacologie clinique, addictologie (3 options)					3	33%	4		7	57%	14%
	49 - Médecine physique et de réadaptation					2	50%	2		4	50%	25%

> Suite du tableau sur la page suivante

		Ens. Chercheurs et chercheurs				Hospitalo-universitaires				Total	%PR	%f
		MCF	%f	PR	%f	MCF	%f	PR	%f			
Santé	49 - Neurochirurgie					1		3		4	75%	
	49 - Neurologie					1		5	20%	6	83%	17%
	49 - Pédopsychiatrie d'adultes, addictologie (2 options)							2		2	100%	
	49 - Psychiatrie d'adultes, addictologie (2 options)					1		5	60%	6	83%	50%
	50 - Chirurgie orthopédique et traumatologique							2		2	100%	
	50 - Chirurgie plastique, reconstructrice et esthétique, brûlologie (2 options)							2		2	100%	
	50 - Dermato-vénéréologie							4	50%	4	100%	50%
	50 - Rhumatologie					1	100%	3	33%	4	75%	50%
	51 - Cardiologie					1	100%	9	11%	10	90%	20%
	51 - Chirurgie thoracique et cardiovasculaire							5		5	100%	
	51 - Chirurgie vasculaire, médecine vasculaire (2 options)							3		3	100%	
	51 - Pneumologie, addictologie (2 options)					1	100%	1		2	50%	50%
	52 - Chirurgie digestive							4	50%	4	100%	50%
	52 - Gastroentérologie, hépatologie, addictologie (3 options)					1	100%	4		5	80%	20%
	52 - Néphrologie					1	100%	4	25%	5	80%	40%
	52 - Urologie							3		3	100%	
	53 - Médecine générale					1		1		2	50%	
	53 - Médecine interne - gériatrie et biologie du vieillissement - addictologie (3 options)					3	33%	10	40%	13	77%	38%
	54 - Biologie et médecine du développement et de la reproduction, gynécologie médecine (2 options)					2	100%			2		100%
	54 - Chirurgie infantile							2		2	100%	
	54 - Endocrinologie, diabète et maladies métaboliques, gynécologie médecine (2 options)					1	100%	4	25%	5	80%	40%
	54 - Gynécologie-obstétrique, gynécologie médecine (2 options)							3		3	100%	
	54 - Pédiatrie							7		7	100%	
	55 - Chirurgie maxillo-faciale et stomatologie					1		1	100%	2	50%	50%
	55 - Ophtalmologie							4	25%	4	100%	25%
	55 - Oto-rhino-laryngologie					1		4	25%	5	80%	20%
	56 - Odontologie pédiatrique et orthopédie dento-faciale					8	25%	1	100%	9	11%	33%
	56 - Prévention, épidémiologie, économie de la santé, odontologie légale					3	33%			3		33%
	57 - Chirurgie orale - parodontologie - biologie orale					8	63%	2		10	20%	50%
	58 - Dentisterie restauratrice, endodontie, prothèses, fonction-dysfonction, imagerie, biomatériaux					12	25%	4	50%	16	25%	31%
	80 - Personnels enseignants et hospitaliers de pharmacie en sciences physico-chimiques et ingénierie appliquée à la santé					2				2		
	81 - Personnels enseignants et hospitaliers de pharmacie en sciences du médicament et des autres produits de santé					4	75%	1	100%	5	20%	80%
	82 - Personnels enseignants et hospitaliers de pharmacie en sciences biologiques, fondamentales et cliniques					3	100%	2	50%	5	40%	80%
	85 - Sciences physico-chimiques et ingénierie appliquée à la santé	15	60%	5	40%					20	25%	55%
	86 - Sciences du médicament et des autres produits de santé			1						1	100%	
	86 - Sciences du médicamentet des autres produits de santé	20	55%	7	57%					27	26%	56%
	87 - Sciences biologiques, fondamentales et cliniques	8	50%	9	67%					17	53%	59%
	91 - Personnels enseignants-chercheurs des disciplines des sciences de la rééducation et de réadaptation	1	100%							1		100%
										357	**59%**	**37%**
Sciences	25 - Mathématiques	27	15%	24	8%					51	47%	12%
	26 - Mathématiques appliquées et applications des mathématiques	33	33%	20	20%					53	38%	28%
	27 - Informatique	46	22%	31	16%					77	40%	19%
	28 - Milieux denses et matériaux	10	30%	10						20	50%	15%
	29 - Constituants élémentaires	13	38%	7						20	35%	25%
	30 - Milieux dilués et optique	11	18%	18	17%					29	62%	17%
	31 - Chimie théorique, physique, analytique	22	36%	14	14%					36	39%	28%
	32 - Chimie organique, minérale, industrielle	16	44%	16	13%					32	50%	28%
	33 - Chimie des matériaux	11	36%	18	22%					29	62%	28%
	34 - Astronomie, astrophysique	3		3						6	50%	
	35 - Structure et évolution de la Terre et des autres planètes	3	33%	1						4	25%	25%
	36 - Terre solide : géodynamique des enveloppes supérieures, paléobiosphère	18	33%	10	10%					28	36%	25%
	37 - Météorologie, océanographie physique de l'environnement	1		1	100%					2	50%	50%
	60 - Mécanique, génie mécanique, génie civil	36	19%	21	10%					57	37%	16%
	61 - Génie informatique, automatique et traitement du signal	20	25%	14	7%					34	41%	18%
	62 - Energétique, génie des procédés	11	45%							11		45%
	63 - Génie électrique, électronique, photonique et systèmes	23	39%	19	37%					42	45%	38%
	64 - Biochimie et biologie moléculaire	22	55%	9	22%					31	29%	45%
	65 - Biologie cellulaire	25	56%	17	41%					42	40%	50%
	66 - Physiologie	24	46%	13	15%					37	35%	35%
	67 - Biologie des populations et écologie	12	75%	8	13%					20	40%	50%
	68 - Biologie des organismes	13	77%	12	17%					25	48%	48%
	69 - Neurosciences	17	41%	12	33%					29	41%	38%
										715	**42%**	**28%**

II.Partie 1 – 3.2 Détail de la répartition des enseignants titulaires par discipline du 2nd degré

	PRAG		PRCE		Total	
	Eff.	%f	Eff.	%f	Eff.	%f
Allemand	1				1	
Anglais	22	77%	25	76%	47	77%
Arts plastiques	3	100%	2	100%	5	100%
Biochimie-génie biologique-biotechno.	1				1	
Biotechnologie : génie biologique			1		1	
Coordination et ingénierie de formation			1	100%	1	100%
Documentation			6	83%	6	83%
ECO-GEST OPTION COMMERCE ET VENTE			1	100%	1	100%
ECO-GEST OPTION COMPTABILITE ET GESTION			1	100%	1	100%
Économie et gestion	23	43%	12	50%	35	46%
Économie : informatique et gestion			1	100%	1	100%
Éducation musicale	3	33%	1	100%	4	50%
Éducation phys. Et sportive	26	35%	20	25%	46	30%
Espagnol	4	50%	3	33%	7	43%
Génie chimique - chimie			2	50%	2	50%
Génie civil	1				1	
Génie civil construction			1		1	
Génie électrique/électrotechnique	1				1	
Génie électrique : informatique et télématique			1		1	
Génie industriel structures métalliques			1		1	
Génie mécanique - mécanique	2		1		3	
Histoire-géographie	7	43%	3	33%	10	40%
Informatique et gestion	1				1	
Lettres			1		1	
Lettres classiques - grammaire	1				1	
LETTRES ESPAGNOL			1		1	
Lettres histoire géographie			1	100%	1	100%
Lettres modernes	14	71%	11	64%	25	68%
Mathématiques	18	39%	11	64%	29	48%
Mathématiques-sciences physiques	1		1		2	
Philosophie	3	67%			3	67%
Physique - chimie	1	100%	1		2	50%
Sciences de la vie et de la terre	8	38%	3	33%	11	36%
Sciences économiques et sociales	5	40%	1	100%	6	50%
Sciences et techniques industrielles	1				1	
Sciences indus. De l'ingénieur et ingénierie des constructions	6	17%			6	17%
Sciences indus. De l'ingénieur et ingénierie électrique	7	14%	1		8	13%
Sciences indus. De l'ingénieur et ingénierie mécanique	15	13%	3	67%	18	22%
Sciences indus. De l'ingénieur option architecture et construction	1	100%			1	100%
Sciences indus. De l'ingénieur option énergie			1		1	
Sciences medico-sociales	1				1	
Sciences physiques et chimiques	3	67%	1		4	50%
Sciences phys. - phys. Appliquée	8	25%			8	25%
SII OPTION INGENIERIE ELECTRIQUE	1				1	
SII OPTION INGENIERIE MECANIQUE	1				1	
Technologie			1	100%	1	100%
	190	**42%**	**121**	**54%**	**311**	**46%**

III. Partie 1 – 4.2 Détail du nombre de vacataires ATV/CEV par sous-structure

Composante d'affectation	Structure d'affectation	Nb de vacataires	ATV	CEV	dont conventionnés	Nb d'heures	Nb d'heure moyen par vacataire
Collège Santé	Institut de Santé Publique et d'Epidémiologie	124	6	118	4	3 192	26
	Institut du Thermalisme	59	1	58	3	1 513	26
	Service de formation continue santé	4	1	3		160	40
	UFR des Sciences Médicales	481	16	465	22	12 160	25
	UFR Odontologie	19		19	19	603	32
	UFR Pharmacie	123	2	121	59	1 804	15
		810	26	784	107	19 432	24
Collège ST	Bureau des sports ST	6		6		288	48
	Département Langue, Lettres et Communication	46	1	45	1	2 105	46
	Département Licence	25		25	9	734	29
	Département Universitaire des Sciences d'Agen	43	1	42		1 760	41
	Formation Continue	26		26	4	615	24
	UF Biologie	129	2	127	32	2 457	19
	UF Chimie	79	4	75	18	1 495	19
	UF de Physique	87	3	84	19	1 691	19
	UF des Sciences de la Terre et de l'Environnement	28	1	27		286	10
	UF des Sciences de l'Ingénieur	154	12	142	23	4 090	27
	UF Informatique	71	7	64	4	2 328	33
	UF Mathématiques et Intéractions	81	5	76	9	2 012	25
		775	36	739	119	19 860	26
Collège SH	Bureau des sports SH	1		1		60	60
	Département de Langues et Cultures	6		6		409	68
	SH - Formation Continue	7		7		84	12
	UF d'Anthropologie	18	4	14		326	18
	UF de Psychologie	174	16	158		4 328	25
	UF de Sociologie	77	6	71	3	2 145	28
	UF des Sciences de l'Education	49	5	44		1 546	32
	UF STAPS	126	7	119		3 025	24
		458	38	420	3	11 921	26
Collège DSPEG	Bureau des sports DSPEG	2		2		43	22
	Faculté d'économie, AES, gestion	220	21	199	3	7 834	36
	Faculté de droit et science politique	517	80	437	4	14 286	28
	IAE	233	6	227	2	8 993	39
	Institut du travail	14	1	13		382	27
	Service de Formation continue DSPEG	7		7		24	3
		993	108	885	9	31 561	32
Collège des écoles doctorales		41	5	36	8	448	11
		41	5	36	8	448	11
IUT de Bordeaux	Département Carrières Sociales - Gestion Urbaine	10		10		360	36
	Département Génie Biologique	35	1	34		1 071	31
	Département Génie Chimique – Génie des procédés	8		8		295	37
	Département Génie Civil – Construction Durable	72	1	71		2 306	32
	Département Génie Electrique et Informatique Industrielle	67	4	63	1	2 046	31
	Département Génie Mécanique et Productique	27	1	26		1 064	39
	Département Gestion Administrative et Commerciale des Organisations	20	1	19		789	39
	Département Gestion des Entreprises et des Administrations	48	2	46		2 384	50
	Département Gestion Logistique et Transport	45	4	41		1 890	42
	Département Hygiène - Sécurité - Environnement	22	3	19	1	610	28
	Département Informatique	47	2	45		1 712	36
	Département Mesures Physiques	39		39	2	964	25
	Département Qualité Logistique Industrielle et Organisation	22	1	21		787	36
	Département Science et Génie des Matériaux	22	1	21	1	612	28
	Département Techniques de Commercialisation Bordeaux	64	1	63		3 214	50
	Département Techniques de Commercialisation Périgueux	18	1	17		798	44
	FTLV Bordeaux	29	3	26		1 558	54
	Transverse IUT	10	1	9		489	49
		605	27	578	5	22 947	38
Institut des sciences de la vigne et du vin		118	2	116	35	1 405	12
		118	2	116	35	1 405	12
CFA	UA Métiers du droit, de l'économie, de la gestion et de l'administration	24	2	22	1	938	39
	UA Sciences et Technologies	7		7		126	18
		31	2	29	1	1 064	34
INSPE	INSPE	237	11	226	8	4 798	20
	Maison Pour la Science en Aquitaine	7		7		103	15
		244	11	233	8	4 901	20
Autres	Médiaquitaine	50	1	49		418	8
	Mission d'appui à la pédagogie et à l'innovation	2		2	1	59	30
	Service Universitaire des Activités Physiques et Sportives	14		14		1 046	75
	URFIST	5		5		142	28
		71	1	70	1	1 664	23
		4 146	**256**	**3 890**	**296**	**115 203**	**28**

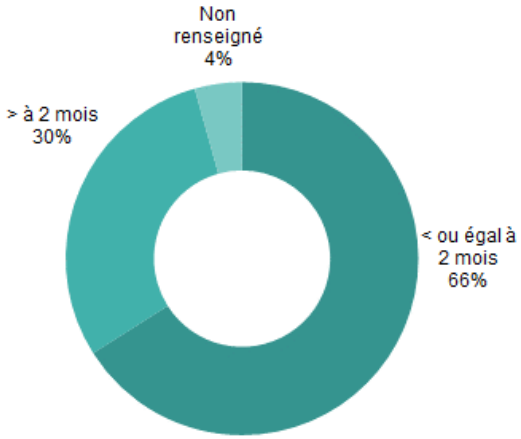
IV.Partie 1 – 4.4 Détail du nombre de stagiaires par sous-structure

		Nb de stagiaires
Collèges et instituts de formation	Collège DSPEG	6
	Collège Santé	3
	Collège SH	NR*
	Collège ST	NR*
	INSPE	NR*
	ISVV	1
	IUT	50
	CED	NR*
		60
Départements de recherche	Unités de recherche	1 422
		1 422
Pôles et directions administratives	Agence comptable	0
	Direction de la documentation	13
	Direction des systèmes d'information	8
	Pôle administration générale et RH	6
	Pôle finances et achats	1
	Pôle FIPVU	23
	Pôle PAS	6
	Pôle PE	32
	Pôle RIPI	NR*
		89
		1 571

**Non Renseigné*

V.Partie 1 - 4.4 Durée des stages

Durée du stage	Nb de stagiaires
< ou égal à 2 mois	1 037
> à 2 mois	466
Non renseigné	68
	1 571



Annexes Partie 2

VI.Partie 2 – 1.1 Détail de la répartition des candidatures par corps, genre et structure

Corps	Composantes	Nb de postes publiés	Nb de postes non pourvus	Nb de candidatures recevables		Total	Nb auditionnés		Total	Nb de candidats classés		Total
				F	H		F	H		F	H	
PR	Collège DSPEG	6	0	25	25	50	9	11	20	4	5	9
	Collège SH	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Collège Santé	4	0	4	4	8	2	4	6	2	4	6
	Collège ST	6	0	16	42	58	9	17	26	9	15	24
	ISVV	1	0	1	1	2	1	1	2	1	1	2
	IUT	2	0	4	16	20	4	8	12	0	2	2
	INSPE	1	0	0	2	2	0	2	2	0	2	2
		20	0	50	90	140	25	43	68	16	29	45
MCF	Collège DSPEG	5	0	104	185	289	8	19	27	6	17	23
	Collège SH	4	0	42	37	79	5	3	8	4	2	6
	Collège Santé	4	0	37	54	91	6	7	13	6	7	13
	Collège ST	9	0	76	174	250	15	36	51	12	28	40
	ISVV	1	0	8	5	13	3	1	4	2	1	3
	IUT	4	0	49	96	145	7	8	15	5	4	9
	INSPE	1	0	35	9	44	6	1	7	3	0	3
		28	0	351	560	911	50	75	125	38	59	97
		48	**0**	**401**	**650**	**1 051**	**75**	**118**	**193**	**54**	**88**	**142**

VII. Partie 2 – 1.1 Bilan des lauréats par corps, genre et structure

Corps	Composantes	Nb de postes publiés	Nb de postes non pourvus	Nb de postes pourvus par mutation		Total	Nb de postes pourvus par concours		Total	Nb de candidats locaux recrutés		Total
				F	H		F	H		F	H	
PR	Collège DSPEG	6	-	0	1	1	2	3	5	2	3	5
	Collège SH	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	Collège Santé	4	-	-	-	-	3	1	4	1	3	4
	Collège ST	6	-	-	-	-	1	5	6	1	5	6
	ISVV	1	-	-	-	-	1	0	1	1	0	1
	IUT	2	-	-	-	-	0	2	2	0	2	2
	INSPE	1	-	-	-	-	0	1	1	0	1	1
		20	-	0	1	1	7	12	19	5	14	19
MCF	Collège DSPEG	5	-	0	1	1	1	3	4	1	1	2
	Collège SH	4	-	0	1	1	2	1	3	1	1	2
	Collège Santé	4	-	-	-	-	1	3	4	1	0	1
	Collège ST	9	-	-	-	-	1	8	9	0	1	1
	ISVV	1	-	-	-	-	1	0	1	-	-	-
	IUT	4	-	1	0	1	2	1	3	1	0	1
	INSPE	1	-	-	-	-	1	0	1	-	-	-
		28	-	1	2	3	9	16	25	4	3	7
		48	**-**	**1**	**3**	**4**	**16**	**28**	**44**	**9**	**17**	**26**

VIII. Partie 2 – 1.1 Bilan des publications et candidatures recevables 2018-2022

2022			2021		2020		2019		2018	
Corps	Nb de postes publiés	Nb de candidatures recevables	Nb de postes publiés	Nb de candidatures recevables	Nb de postes publiés	Nb de candidatures recevables	Nb de postes publiés	Nb de candidatures recevables	Nb de postes publiés	Nb de candidatures recevables
PR	20	140	32	368	28	218	9	62	23	152
MCF	28	911	18	644	17	304	9	342	34	751
	48	**1 051**	**50**	**1 012**	**45**	**522**	**18**	**404**	**57**	**903**

IX. Partie 2 – 1.1 Détail de la répartition des résultats par genre (enseignants du 2nd degré)

Campagne	Nb de postes publiés	Nb de candidats		Total	Nb de candidats auditionnés		Total	Nb de candidats classés		Total	Nb de postes pourvus		Total
		F	H		F	H		F	H		F	H	
1ère campagne	14	109	223	332	32	44	76	19	37	56	5	9	14
2ème campagne	3	14	29	43	6	4	10	4	4	8	1	2	3
	17	**123**	**252**	**375**	**38**	**48**	**86**	**23**	**41**	**64**	**6**	**11**	**17**

X. Partie 2 – 1.1 Bilan des postes non pourvus

Cat.	Corps	Nature	BAP	Emploi-type	Nb de postes UB	Nb d'admis LP postes UB	Nb admis LC	Inscrits en LC nommés sur postes publiés	Postes UB non pourvus
A	IGE	Externe	E	Administrateur-trice de bases de données/intégrateur d'applications	1	1	0	0	1
			G	Chargé-e de la maintenance et de l'exploitation du patrimoine immobilier	1	0	0	0	1
			J	Chargé-e du contrôle de gestion, d'études et d'évaluation	1	0	0	0	1
					3	1	0	0	3
B	TECH	Externe	J	Gestionnaire financier-e et comptable	3	3	1	0	1
					3	3	1	0	1
C	ADT	Externe	A	Préparateur-trice en biologie	1	1	0	0	1
		RSC	G	Opérateur-trice logistique	1	1	0	0	1
		PACTE	G	Opérateur-trice logistique	1	0	0	0	1
					3	2	0	0	3
					9	**6**	**1**	**0**	**7**

XI. Partie 2 – 1.1 Bilan 2022 : recours aux listes complémentaires

Cat.	Corps	Nature	BAP	Emploi-type	Nb de postes UB ouverts au concours	Nb admis LC	Inscrits en LC nommés sur postes publiés	Inscrits en LC nommés sur postes non publiés
	IGR	Interne	J	Responsable de l'administration et du pilotage	1	2	0	0
			B	Ingénieur en science des matériaux/caractérisation	1	1	0	0
			C	Ingénieur en technique expérimentales	1	0	0	0
			D	Ingénieur d'études en production, traitement, analyses de données et enquêtes	1	0	0	0
		Externe	E	Administrateur de bases de données /intégrateur d'applications	1	0	0	0
	IGE		G	Chargé de la maintenance et de l'exploitation du patrimoine immobilier	1	0	0	0
				Chargé du contrôle de gestion, études et évaluation	1	0	0	0
A			J	Chargé des achats et des marchés	1	0	0	0
				Chargé de la gestion financière et comptable	1	1	0	0
		Interne	E	Ingénieur statisticien	1	0	0	0
			J	Chargé de la gestion financière et comptable	1	0	0	0
				ASI en biologie, sciences de la vie et de la terre	1	2	0	0
		Externe	A	ASI en expérimentation et instrumentation biologique	1	0	0	0
	ASI			ASI d'exploitation d'instrument	1	0	0	0
			C	ASI en gestion financière et comptable	1	0	0	0
		Interne	J	ASI en gestion administrative	1	2	0	2
				ASI de formation continue	1	1	0	0
					17	9	0	2
			B	Technicien-ne en chimie et sciences physiques	2	1	0	0
		Externe	E	Technicien-ne d'exploitation, d'assistance et de traitemer	1	1	0	0
			J	Technicien-ne en gestion administrative	3	5	0	0
B	**TECH**		J	Gestionnaire financier et comptable	3	1	0	0
			F	Technicien-ne de fabrication, d'édition et de graphisme	1	2	0	1
		Interne	G	Technicien-ne électricité courants fort ou faible	1	0	0	0
			J	Technicien-ne en gestion administrative	5	6	1	1
			J	Gestionnaire financier et comptable	1	1	0	0
					17	17	1	2
		BOE	J	Adjoint-e en gestion administrative	3	3	0	0
		Externe	B	Préparateur-trice en chimies et sciences physiques	1	0	0	0
			J	Adjoint-e en gestion administrative	4	4	0	0
C	**ADT**	Interne	G	Electricien-ne en courant fort ou faible	1	0	0	0
			J	Adjoint-e en gestion administrative	3	2	1	0
		RSC	G	Opérateur-trice logistique	1	0	0	0
			J	Adjoint-e en gestion administrative	1	2	0	0
		PACTE	G	Opérateur-trice logistique	1	0	0	0
					15	11	1	0
					49	**37**	**2**	**4**

XII. Partie 2 – 1.1 Détail des répartitions inscrits, présents, admissibles, admis par BAP et emploi-type

Cat.	Corps	Nature	BAP	Emploi-type	Nb de postes UB	Nb d'inscrits	Nb admissibles	Nb présents à l'admission	Nb d'admis LP nommés sur postes UB	Taux réussite (admis LP/inscrits)	Admis LP/présents à l'admission	Nb admis LC	Inscrits en LC nommés sur postes publiés	Postes UB non pourvus
A	IGR	Interne	J	Responsable de l'administration et du pilotage	1	33	16	5	1	3%	20%	2	0	0
	IGE	Externe	B	Ingénieur en science des matériaux/caractérisation	1	14	4	3	1	7%	33%	1	0	0
			C	Ingénieur en technique expérimentales	1	12	4	1	1	8%	100%	-	-	-
			D	Ingénieur d'études en production, traitement, analyses de données et enquêtes	1	25	8	2	1	4%	50%	-	-	-
			E	Administrateur de bases de données /intégrateur d'applications	1	6	4	1	1	17%	100%	0	0	1
			G	Chargé de la maintenance et de l'exploitation du patrimoine immobilier	1	6	-	-	-	-	-	-	-	1
			J	Chargé du contrôle de gestion, études et évaluation	1	13	8	4	0	0%	0%	0	0	1
				Chargé des achats et des marchés	1	12	8	1	1	8%	100%	-	-	-
				Chargé de la gestion financière et comptable	1	15	8	3	1	7%	33%	1	0	0
		Interne	E	Ingénieur statisticien	1	4	2	2	1	25%	50%	-	-	-
			J	Chargé de la gestion financière et comptable	1	13	5	1	1	8%	100%	-	-	-
	ASI	Externe	A	ASI en biologie, sciences de la vie et de la terre	1	20	6	5	1	5%	20%	2	0	0
				ASI en expérimentation et instrumentation biologique	1	8	1	1	1	13%	100%	-	-	-
				ASI d'exploitation d'instrument	1	8	3	3	1	13%	33%	-	-	-
			C	ASI en gestion financière et comptable	1	25	4	2	1	4%	50%	-	-	-
		Interne	J	ASI en gestion administrative	1	48	16	4	1	2%	25%	2	0	0
				ASI de formation continue	1	8	4	3	1	13%	33%	1	0	0
					17	270	101	41	15	6%	37%	9	0	3
B	TCN	Externe	B	Technicien-ne en chimie et sciences physiques	2	9	4	NC	2	22%	NC	1	0	0
			E	Technicien-ne d'exploitation, d'assistance et de traitement de l'information	1	10	5	NC	1	10%	NC	1	0	0
			J	Technicien-ne en gestion administrative	3	58	19	NC	3	5%	NC	5	0	0
				Gestionnaire financier et comptable	3	26	12	9	2	8%	22%	1	0	0
		Interne	F	Technicien-ne de fabrication, d'édition et de graphisme	1	8	4	3	1	13%	33%	2	0	0
			G	Technicien-ne électricité courants fort ou faible	1	5	3	3	1	20%	33%	0	0	0
			J	Technicien-ne en gestion administrative	5	113	32	31	5	4%	16%	6	1	0
				Gestionnaire financier et comptable	1	20	6	NC	1	5%	NC	1	0	1
					17	249	85	46	16	6%	35%	17	1	1
C	ADT	BOE	J	Adjoint-e en gestion administrative	3	6	6	3	3	50%	100%	3	0	0
		Externe	B	Préparateur-trice en chimies et sciences physiques	1	13	8	NC	1	8%	NC	0	0	1
			J	Adjoint-e en gestion administrative	4	34	16	NC	4	12%	NC	4	0	0
		Interne	G	Electricien-ne en courant fort ou faible	1	2	2	NC	1	50%	NC	0	0	0
			J	Adjoint-e en gestion administrative	3	34	15	NC	3	9%	NC	2	1	0
		RSC	G	Opérateur-trice logistique	1	1	1	1	1	100%	100%	-	-	-
			J	Adjoint-e en gestion administrative	1	27	6	6	1	4%	17%	2	0	0
		PACTE	G	Opérateur-trice logistique	1	4	0	0	0	0%	0%	0	0	1
					15	121	54	10	14	12%	0%	11	1	2
					49	**640**	**240**	**97**	**45**	**7%**	**46%**	**37**	**2**	**6**

XIII. Partie 2 – 1.1 Lauréats par genre, par BAP et emploi-type

Cat.	Corps	Nature	BAP	Emploi-type	Nb d'admis LP nommés sur postes UB		Total
					F	H	
A	IGR	Interne	J	Responsable de l'administration et du pilotage	1	0	1
	IGE	Externe	B	Ingénieur en science des matériaux/caractérisation	0	1	1
			C	Ingénieur en technique expérimentales	0	1	1
			D	Ingénieur d'études en production, traitement, analyses de données et enquêtes	1	0	1
			E	Administrateur de bases de données /intégrateur d'applications	0	1	1
			G	Chargé de la maintenance et de l'exploitation du patrimoine immobilier	-	-	0
			J	Chargé-e du contrôle de gestion, études et évaluation	-	-	0
				Chargé des achats et des marchés	0	1	1
				Chargé de la gestion financière et comptable	1	0	1
		Interne	E	Ingénieur statisticien	0	1	1
			J	Chargé de la gestion financière et comptable	1	0	1
	ASI	Externe	A	ASI en biologie, sciences de la vie et de la terre	1	0	1
				ASI en expérimentation et instrumentation biologique	0	1	1
				ASI d'exploitation d'instrument	1	0	1
			C	ASI en gestion financière et comptable	1	0	1
		Interne	J	ASI en gestion administrative	0	1	1
				ASI de formation continue	1	0	1
					8	7	15
B	TCN	Externe	B	Technicien-ne en chimie et sciences physiques	0	2	2
			E	Technicien-ne d'exploitation, d'assistance et de traitement	0	1	1
			J	Technicien-ne en gestion administrative	3	0	3
				Gestionnaire financier et comptable	2	0	2
		Interne	F	Technicien-ne de fabrication, d'édition et de graphisme	1	0	1
			G	Technicien-ne électricité courants fort ou faible	0	1	1
			J	Technicien-ne en gestion administrative	5	0	5
				Gestionnaire financier et comptable	0	1	1
					11	5	16
C	ADT	BOE	J	Adjoint-e en gestion administrative	2	1	3
		Externe	B	Préparateur-trice en chimies et sciences physiques	0	1	1
			J	Adjoint-e en gestion administrative	3	1	4
		Interne	G	Electricien-ne en courant fort ou faible	0	1	1
			J	Adjoint-e en gestion administrative	3	0	3
		RSC	G	Opérateur-trice logistique	0	1	1
			J	Adjoint-e en gestion administrative	1	0	1
		PACTE	G	Opérateur-trice logistique	-	-	0
					9	5	14
					28	**17**	**45**

XIV. Partie 2 – 1.1 Détail de la répartition des candidatures et lauréats sur les recrutements sans concours par origine professionnelle

Type de recrutement	Détail BAP - emploi-type	Nb de postes ouverts	Origine des candidats		Total candidatures	Origine des lauréats		Total lauréats (postes pourvus)	Liste complémentaire	
			CDD UB	Extérieurs		CDD UB	Extérieurs		CDD UB	Extérieurs
Recrutement sans concours externes	BAP G - Opérateur.trice logistique	1	0	1	1	0	0	0	0	0
	BAP J - Adjoint.e en gestion administrative	1	17	10	27	1	0	1	2	0
		2	17	11	28	1	0	1	2	0
Recrutements BOE	BAP J - Adjoint.e en gestion administrative	3	5	10	15	3	0	3	0	3
		3	5	10	15	3	0	3	0	3
Recrutements PACTE	BAP G - Opérateur.trice logistique	1	0	4	4	0	0	0	0	0
		1	0	4	4	0	0	0	0	0
		6	**22**	**25**	**47**	**4**	**0**	**4**	**2**	**3**

XV. Partie 2 – 1.1 Détail de la composition des jurys par genre, BAP et emploi-type

Cat.	Corps	Nature	BAP	Emploi-type	Jurés titulaires		Jurés suppléants		% h	% f
					H	F	H	F		
	IGR	Externe	J	Responsable de l'administration et du piotage	2	2	1	0	60%	40%
	IGE	Externe	B	Ingénieur en science des matériaux/caractérisation	2	1	0	1	50%	50%
			C	Ingénieur en technique expérimentales	1	2	1	0	50%	50%
			D	Ingénieur d'études en production, traitement, analyses de données et enquêtes	1	2	1	0	50%	50%
			E	Administrateur de bases de données /intégrateur d'applications	2	1	0	1	50%	50%
			G	Chargé de la maintenance et de l'exploitation du patrimoine immobilier	-	-	-	-	-	-
			J	Chargé-e du contrôle de gestion, études et évaluation	1	2	1	0	50%	50%
				Chargé des achats et des marchés	2	1	0	1	50%	50%
				Chargé de la gestion financière et comptable	1	2	1	0	50%	50%
		Interne	E	Ingénieur statisticien	2	1	0	1	50%	50%
			J	Chargé de la gestion financière et comptable	1	2	1	0	50%	50%
A	ASI	Externe	A	ASI en biologie, sciences de la vie et de la terre	1	2	1	0	50%	50%
				ASI en expérimentation et instrumentation biologique	1	1	0	1	33%	67%
			C	ASI d'exploitation d'instrument	1	2	1	0	50%	50%
			J	ASI en gestion financière et comptable	1	2	1	0	50%	50%
		Interne	J	ASI en gestion administrative	2	2	0	1	40%	60%
				ASI de formation continue	1	2	1	0	50%	50%
		Ex. pro	A	ASI biologie, SVT	2	2	0	0	50%	50%
				ASI en centre d'expérimentation animale	0	0	0	0	0%	0%
			B	ASI en analyse chimique	2	2	0	0	50%	50%
			C	ASI en instrumentation et techniques expérimentales	2	2	0	0	50%	50%
				ASI en réalisation mécanique	2	2	0	0	50%	50%
			E	Gestionnaire d'infrastructures	2	1	0	1	50%	50%
			F	Assistant de collections muséales	1	2	1	0	50%	50%
				Assistant des métiers de l'image et du son	2	2	1	0	60%	40%
		BOE	J	Gestion administrative	1	2	1	0	50%	50%
					22	27	10	6	49%	51%
B	TECH	Externe	B	Technicien-ne en chimie et sciences physiques	2	5	2	0	44%	56%
			E	Technicien-ne d'exploitation, d'assistance et de traitement de l'information	Jury organisé par le Rectorat de Bordeaux, données non communiquées					
			J	Technicien-ne en gestion administrative	6	5	1		58%	42%
				Gestionnaire financier et comptable	2	4	1	0	43%	57%
		Interne	F	Technicien-ne de fabrication, d'édition et de graphisme	2	1	0	1	50%	50%
			G	Technicien-ne électricité courants fort ou faible	1	2	1	0	50%	50%
			J	Technicien-ne en gestion administrative	5	6	1	1	46%	54%
				Gestionnaire financier et comptable	3	3	0	0	50%	50%
					21	26	6	2	49%	51%
C	ADT	BOE	J	Adjoint-e en gestion administrative	1	3	1	0	40%	60%
		Externe	B	Préparateur-trice en chimie et sciences physiques	Concours organisé par le rectorat de Toulouse, données non communiquées					
			J	Adjoint-e en gestion administrative	5	4	1	1	55%	45%
		Interne	G	Electricien-ne en courant fort ou faible	1	2	1	0	50%	50%
			J	Adjoint-e en gestion administrative	Concours organisé par Toulouse 1 Capitole, données non communiquées					
		RSC	G	Opérateur-trice logistique	2	1	0	1	50%	50%
			J	Adjoint-e en gestion administrative	2	2	1	0	60%	40%
		PACTE	G	Opérateur-trice logistique	3	1	0	1	60%	40%
					14	13	4	3	53%	47%
					57	66	20	11	50%	50%

XVI. Partie 2 – 1.1 Bilan 2022: répartition inscrits, présents, admissibles, admis

Cat.	Corps	Nature	BAP	Emploi-type	Nb de postes UB	Nb d'inscrits	Nb admissibles	Nb présents à l'admission	Nb d'admis LP nommés sur postes UB	Taux réussite (admis LP/inscrits)	Admis LP/présents à l'admission	Nb admis LC
A	ASI	EX PRO	A	ASI biologie, SVT	3	17	13	11	3	18%	27%	4
				ASI en centre d'expérimentation animale	1	-	-	-	-	-	-	-
			B	ASI en analyse chimique	2	9	6	6	2	22%	33%	1
			C	ASI en instrumentation et techniques expérimentales	1	8	8	7	1	13%	14%	2
				ASI en réalisation mécanique	1	2	1	1	1	50%	100%	0
			E	Gestionnaire d'infrastructures	2	7	6	4	2	29%	50%	0
			F	Assistant de collections muséales	1	3	2	2	1	33%	50%	1
				Assistant des métiers de l'image et du son	1	3	3	3	1	33%	33%	2
					12	49	39	34	11	22%	32%	10

XVII. Partie 2 – 1.1 Détail des lauréats par genre

Cat.	Corps	Nature	BAP	Emploi-type	Nb d'admis LP nommés sur postes UB		Total
					F	H	
A	ASI	Ex pro excep	A	ASI biologie, SVT	2	1	3
				ASI en centre d'expérimentation animale	-	-	-
			B	ASI en analyse chimique	1	1	2
			C	ASI en instrumentation et techniques expérimentales	1	0	1
				ASI en réalisation mécanique	0	1	1
			E	Gestionnaire d'infrastructures	0	2	2
			F	Assistant de collections muséales	1	0	1
				Assistant des métiers de l'image et du son	0	1	1
					5	**6**	**11**

XVIII. Partie 2 – 1.2 Détail Pub PEP et mobilité - Mobilités ext/int. détail : détail par structures, catégorie et genre

Structures	Détachement							Mutation					Mutation interne							Total général	Rappel 2021
	Cat. A		Cat. B		Cat. C		Total	Cat. A		Cat. C		Total	Cat. A		Cat. B		Cat. C		Total		
	Total	dont f	Total	dont f	Total	dont f		Total	dont f	Total	dont f		Total	dont f	Total	dont f	Total	dont f			
CFA	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0	2	1	0	0	0	0	2	2	-
Collège DSPEG	0	0	1	1	3	3	4	-	-	-	-	0	0	0	0	0	2	2	2	6	5
Collège Ecole Doctorales	0	0	0	0	1	1	1	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-	0	1	2
Collège SH	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0	0	0	0	0	1	1	1	1	3
Collège ST	1	1	0	0	0	0	1	-	-	-	-	0	1	1	0	0	1	0	2	3	1
Collège Santé	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
INSPE	-	-	-	-	-	-	0	1	1	0	0	1	-	-	-	-	-	-	0	1	3
ISVV	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0	1	1	0	0	0	0	1	1	1
IUT	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0	0	0	1	1	0	0	1	1	-
Direction de la documention	-	-	-	-	-	-	0	1	1	0	0	1	0	0	0	0	1	1	1	2	5
Direction de l'audit interne	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Pôle Finances et achats	1	1	0	0	0	0	1	1	0	0	0	1	-	-	-	-	-	-	0	2	4
Pôle FIPVU	1	1	1	1	0	0	2	1	1	1	0	2	1	1	0	0	0	0	1	5	2
Pôle Patrimoine et Environnement	0	0	1	0	1	0	2	0	0	1	0	1	-	-	-	-	-	-	0	3	1
Pôle RHDS	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0	1	0	1	1	0	0	2	2	4
Pôle RIPI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Département Droit et Transformations Sociales	-	-	-	-	-	-	0	1	1	0	0	1	1	1	0	0	0	0	1	2	-
Département Sciences Biologiques et Médicales	-	-	-	-	-	-	0	-	-	-	-	0	0	0	1	1	0	0	1	1	-
Département Sciences de l'Ingénierie et du numéri	-	-	-	-	-	-	0	1	0	0	0	1	-	-	-	-	-	-	0	1	-
Département Sciences et Technologies pour la Sar	0	0	1	1	0	0	1	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-	0	1	-
Département Science de la Matière et du Rayonnen	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	1
	3	**3**	**3**	**2**	**5**	**4**	**11**	**6**	**4**	**2**	**0**	**8**	**7**	**5**	**3**	**3**	**5**	**4**	**13**	**30**	**36**

XIX. Partie 2 – 1.3 Répartition des postes pourvus par des enseignants contractuels par structure

Structure	ATER	LRU						CPJ	CDD 2nd degré	PAST PR	PAST MCF	Lecteurs	Total
		Enseignants		Enseignants-chercheurs		Chercheurs	CDD Doctorant						
		CDD	CDI	CDD	CDI	CDI							
Collège DSPEG	55	0	-	4	-	-	0	1	2	2	1	3	68
Collège Santé	9	2	-	0	-	-	0	0	1	0	3	0	15
Collège SH	16	2	-	3	-	-	5	1	1	0	1	2	31
Collège ST	43	0	-	1	-	-	0	2	2	0	4	3	55
ISVV	1	0	-	0	-	-	0	0	0	0	0	0	1
IUT	10	1	-	0	-	-	0	0	10	0	4	0	25
INSPE	1	0	-	0	-	-	0	0	0	0	0	0	1
	135	**5**	**-**	**8**	**-**	**-**	**5**	**4**	**16**	**2**	**13**	**8**	**196**

XX. Partie 2 – 1.3 Composition des comités de sélection par origine des membres

Type contrat	Nb de postes publiés	Nb de comités constitués	Nb de candidatures recevables	Total membres internes	Total membres externes	Total membres jurys	% global extérieurs
CDD LRU Enseignants	5	5	12	11	11	22	50%
LRU EC CDD	8	7	46	18	20	38	53%
CDI LRU Enseignants	-	-	-	-	-	-	-
CDI LRU E/C	-	-	-	-	-	-	-
LRU doctorants	5	2	5	4	4	8	50%
LRU chercheurs	-	-	-	-	-	-	-
	18	**14**	**63**	**33**	**35**	**68**	**51%**

XXI Partie 2 - 1.3 Détail des recrutements contractuels BIATSS par structures, catégories et genres

Structures	CDD									Total	CDI		Total	Contrat d'apprentissage	Total	CUI-CAE/PEC		Total	Total général
	Cat .A		Total	Cat. B		Total	Cat. C		Total		Cat .A			Cat. B		Cat. C			
	F	H		F	H		F	H			F	H		H		F	H		
CFA	-	-	-	-	-	-	4	1	5	5	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Collège DSPEG	-	-	-	0	1	1	9	1	10	11	-	-	-	-	-	-	-	-	11
Collège des écoles doctorales	1	1	2	-	-	-	1	0	1	3	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Collège Santé	1	2	3	2		2	11	2	13	18	-	-	-	-	-	-	-	-	18
Collège SH	-	-	-	1	0	1	6	1	7	8	1		1	-	-	-	-	-	9
Collège ST	-	-	-	1	1	2	4	3	7	9	-	-	-	-	-	-	-	-	9
Direction de la documentation	1	0	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
Département Bordeaux NeuroCampus	1	1	2	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Département Droit et Transformations Sociales	1	1	2	1		1	0	1	1	4	-	-	-	-	-	-	-	-	4
Départementt Santé Publique	9	7	16	0	1	1	-	-	-	17	0	1	1	-	-	-	-	-	18
Département Sciences Biologiques et Médicales	3	2	5	2	1	3	1	0	1	9	-	-	-	-	-	-	-	-	9
DépartementSciences de la Matière et du Rayonnement	1	1	2	-	-	-	-	-	-	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2
Département Sciences de l'Environnement	2	0	2	1	0	1	1	1	2	5	-	-	-	-	-	-	-	-	5
Département Sciences de l'Ingénierie et du numérique	1	0	1	-	-	-	-	-	-	1	1		1	-	-	-	-	-	2
Département Sciences et Technologies pour la Santé	5	6	11	-	-	-	5	3	8	19	-	-	-	-	-	-	-	-	19
DSC	-	-	-	-	-	-	1	1	2	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2
DSI	1	2	3	-	-	-	1	0	1	4	1	4	5	-	-	-	-	-	9
INSPE	-	-	-	0	1	1	1	0	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2
ISVV	-	-	-	1	0	1		1	1	2	-	-	-	-	-	-	-	-	2
IUT	1	2	3	1	1	2	3	0	3	8	-	-	-	1	1	2	1	3	12
OASU	2	1	3	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Pôle CVI	1	2	3	-	-	-	-	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	3
Pôle F&A	3	1	4	1	0	1	1	0	1	6	-	-	-	-	-	-	-	-	6
Pôle FIPVU	11	1	12	2	0	2	1	1	2	16	-	-	-	-	-	-	-	-	16
Pôle PAS	3	5	8	1	0	1	1	0	1	10	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Pôle PE	3	3	6	7	4	11	3	8	11	28	-	-	-	-	-	-	-	-	28
Pôle RHDS	3	0	3	3	1	4	3	0	3	10	-	-	-	-	-	-	-	-	10
Pôle RIPI	18	4	22	2	0	2	4	0	4	28	4	0	4	-	-	-	-	-	32
Présidence	1	0	1	-	-	-	-	-	-	1	-	-	-	-	-	-	-	-	1
	73	42	115	26	11	37	61	24	85	237	7	5	12	1	1	2	1	3	253

XXII. Partie 2 – 2.1 Ratio du nombre de promus par genres et par structures

			Collège ST	Collège SH	Collège santé	Collège DSPEG	IUT	INSPE	ISVV
MCF HC	Promouvables		101	18	15	44	44	18	2
	Candidats		36	11	2	10	15	6	1
	Promus	H	8	4	0	5	7	0	0
		F	8	2	0	2	3	2	1
	promus		**16**	**6**	**0**	**7**	**10**	**2**	**1**
	%		**16%**	**33%**	**0%**	**16%**	**23%**	**11%**	**50%**
MCF HC EX	Promouvables		27	1	0	10	7	1	0
	Candidats		10	0	0	7	3	1	0
	Promus	H	4	0	0	2	1	0	0
		F	1	0	0	4	0	0	0
	promus		**5**	**0**	**0**	**6**	**1**	**0**	**0**
	%		**19%**	**0%**	**0%**	**60%**	**14%**	**0%**	**0%**
PR 1C	Promouvables		56	10	13	29	14	8	3
	Candidats		29	2	1	10	6	4	2
	Promus	H	7	0	1	3	1	0	1
		F	2	0	0	0	0	2	0
	promus		**9**	**0**	**1**	**3**	**1**	**2**	**1**
	%		**16%**	**0%**	**8%**	**10%**	**7%**	**25%**	**33%**
PR EX1	Promouvables		63	11	9	25	10	4	2
	Candidats		25	4	6	4	2	1	1
	Promus	H	6	0	0	1	1	1	1
		F	1	1	0	1	0	0	0
	promus		**7**	**1**	**0**	**2**	**1**	**1**	**1**
	%		**11%**	**9%**	**0%**	**8%**	**10%**	**25%**	**50%**
PR EX2	Promouvables		45	3	7	17	3	4	1
	Candidats		16	3	2	4	0	1	0
	Promus	H	5	1	1	1	0	0	0
		F	1	0	0	0	0	0	0
	promus		**6**	**1**	**1**	**1**	**0**	**0**	**0**
	%		**13%**	**33%**	**14%**	**6%**	**0%**	**0%**	**0%**

XXIII. Partie 2 – 3.1 Détail de la rémunération nette moyenne mensuelle des personnels enseignants par décile

	Contractuels		Titulaires		Global
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
D1	1 158 €	1 163 €	2 783 €	3 053 €	1 421 €
D2	1 401 €	1 444 €	3 122 €	3 374 €	1 573 €
D3	1 492 €	1 507 €	3 351 €	3 594 €	1 720 €
D4	1 568 €	1 576 €	3 537 €	3 824 €	2 145 €
D5	1 643 €	1 643 €	3 702 €	4 072 €	2 793 €
D6	1 719 €	1 719 €	3 862 €	4 355 €	3 363 €
D7	1 819 €	1 837 €	4 072 €	4 677 €	3 759 €
D8	2 155 €	2 165 €	4 342 €	5 046 €	4 172 €
D9	2 571 €	2 706 €	4 779 €	5 503 €	4 836 €
Rapport interdecile (D9/D1)	**2,2**	**2,3**	**1,7**	**1,8**	**3,4**

XXIV. Partie 2 – 3.1 Détail de la rémunération nette moyenne mensuelle des personnels BIATSS par décile

	Contractuels		Titulaires		Global
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
D1	1 359 €	1 366 €	1 627 €	1 650 €	1 408 €
D2	1 393 €	1 413 €	1 685 €	1 744 €	1 583 €
D3	1 453 €	1 494 €	1 732 €	1 821 €	1 661 €
D4	1 550 €	1 637 €	1 795 €	1 946 €	1 739 €
D5	1 659 €	1 725 €	1 876 €	2 126 €	1 830 €
D6	1 777 €	1 900 €	2 008 €	2 335 €	1 961 €
D7	1 880 €	1 984 €	2 131 €	2 471 €	2 144 €
D8	2 154 €	2 238 €	2 485 €	2 951 €	2 414 €
D9	2 444 €	2 619 €	2 947 €	3 454 €	2 886 €
Rapport interdecile (D9/D1)	**1,8**	**1,9**	**1,8**	**2,1**	**2,0**

XXV. Partie 2 – 3.2 Détail des primes versées

Primes versées par type de population

		Nb de versements	Nb de bénéficiaires	dont f	Montant total	Montant moyen par versement	Montant moyen par bénéficiaire global	Montant moyen par bénéficiaire hommes	Montant moyen par bénéficiaire femmes	Montant moyen par bénéficiaire écart F/H
BIATSS	Autres primes / indemnités	9 933	2 567	1 772	1 527 K€	154 €	595 €	738 €	531 €	-207 €
	IFSE	19 537	1 717	1 177	8 807 K€	451 €	5 129 €	6 156 €	4 658 €	-1 498 €
	Transfert Primes Points	20 055	1 741	1 195	- 418 K€	-21 €	-240 €	-258 €	-232 €	+26 €
		49 510	2 971	1 997	9 916 K€	200 €	3 338 €	3 871 €	3 078 €	-793 €
ENSEIGNANTS	Autres primes / indemnités	2 410	1 718	771	1 345 K€	558 €	783 €	1 029 €	481 €	-547 €
	Prime de Charge Administrative	280	256	84	758 K€	2 706 €	2 960 €	3 039 €	2 798 €	-241 €
	Prime de recherche et d'enseignement supérieur + RIPEC C	13 089	1 742	691	4 948 K€	378 €	2 840 €	2 918 €	2 721 €	-197 €
	Prime de responsabilités pédagogiques	548	504	222	625 K€	1 141 €	1 240 €	1 230 €	1 254 €	+23 €
	Prime d'excellence scientifique*	4 591	413	119	2 083 K€	454 €	5 046 €	5 053 €	5 029 €	-24 €
	Transfert Primes Points	21 901	1 900	721	- 642 K€	-29 €	-338 €	-335 €	-343 €	-8 €
		42 819	3 218	1 350	9 118 K€	213 €	2 833 €	3 213 €	2 308 €	-904 €
Communes	Indemnité compensatrice CSG	44 058	3 828	2 069	1 422 K€	32 €	371 €	422 €	328 €	-93 €
	Forfait mobilité durable	662	661	331	127 K€	192 €	192 €	192 €	192 €	+1 €
	Forfait télétravail	1 741	1 741	1 303	352 K€	202 €	202 €	193 €	205 €	+13 €
	Protection sociale complémentaire	25 352	2 845	1 733	478 K€	19 €	168 €	170 €	167 €	-3 €
	Remboursement Domicile-travail	9 731	1 255	809	232 K€	24 €	185 €	197 €	178 €	-18 €
	Supplément familial	20 216	1 857	1 030	1 647 K€	81 €	887 €	1 092 €	722 €	-370 €
		101 759	5 315	3 014	4 258 K€	42 €	801 €	899 €	726 €	-173 €
		194 088	**6 652**	**3 648**	**23 292 K€**	**120 €**	**3 502 €**	**3 942 €**	**3 139 €**	**-803 €**

**Anciennement prime encadrement doctoral et recherche (PEDR)*

Primes BIATSS par déciles

	Contractuels		Titulaires		Total
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
D1	100 €	100 €	2 680 €	3 093 €	100 €
D2	100 €	100 €	3 149 €	3 221 €	398 €
D3	100 €	100 €	3 260 €	3 318 €	800 €
D4	350 €	300 €	3 269 €	3 681 €	2 011 €
D5	567 €	455 €	3 566 €	4 591 €	3 149 €
D6	700 €	772 €	4 473 €	5 274 €	3 283 €
D7	800 €	1 050 €	4 754 €	6 929 €	4 257 €
D8	1 365 €	1 758 €	5 391 €	8 714 €	4 940 €
D9	2 315 €	3 729 €	7 591 €	10 333 €	7 160 €
Rapport interdecile (D9/D1)	**23,2**	**37,3**	**2,8**	**3,3**	**71,6**

Primes enseignants par déciles

	Contractuels		Titulaires		Total
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	
D1	100 €	100 €	611 €	1 347 €	100 €
D2	100 €	100 €	1 347 €	1 989 €	100 €
D3	100 €	100 €	1 847 €	3 024 €	100 €
D4	100 €	100 €	3 186 €	3 194 €	674 €
D5	100 €	100 €	3 194 €	3 637 €	1 347 €
D6	100 €	100 €	3 682 €	4 912 €	3 024 €
D7	100 €	100 €	4 694 €	6 774 €	3 194 €
D8	100 €	100 €	6 775 €	8 194 €	5 000 €
D9	779 €	890 €	9 194 €	9 578 €	8 194 €
Rapport interdecile (D9/D1)	**7,8**	**8,9**	**15,0**	**7,1**	**81,9**

Annexes Partie 3

XXVI. Partie 3 – 1.1 Répartition des modulations par structure (recrutement 2021-2022)

Ce tableau concerne uniquement la modulation Volet 1

Structure	Nb de recrutements		Nb de renonciations *	
	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes
Collège DSPEG	0	3	0	1
Collège SANTE	1	1	0	0
Collège SH	1	2	0	0
Collège ST	0	2	0	0
INSPE	1	0	1	0
IUT Bordeaux	0	3	0	1
ISVV	-	-	-	-
	3	11	1	2
	14		**3**	

** les enseignants ont choisi de ne pas bénéficier du dispositif de modulation*

XXVII. Partie 3 – 2.1 Répartition des dossiers pour les enseignants par type de contrat

	Nb de dossiers		Total	Nb jours d'arrêts		Total	Rappel 2021	
	Titulaires	Contractuels		Titulaires	Contractuels		Nb de dos.	Nb de jours
Accident voie publique	4	3	7	498	116	614	9	152
Agression	-	-	-	-	-	-	-	-
Chute de personne	1	0	1	0	0	0	3	101
Chute d'objet	-	-	-	-	-	-	-	-
Contact	-	-	-	-	-	-	2	14
Exposition, Rayon.	-	-	-	-	-	-	-	-
Glissade	-	-	-	-	-	-	-	-
Heurt	3	1	4	136	8	144	-	-
Manutention	-	-	-	-	-	-	-	-
Projection	-	-	-	-	-	-	2	0
Autres	-	-	-	-	-	-	1	0
	8	**4**	**12**	**634**	**124**	**758**	**17**	**267**

XXVIII. Partie 3 - 2.1 Répartition des dossiers pour les personnels BIATSS par type de contrat

	Nb de dossiers			Nb jours d'arrêts			Rappel 2021	
	Titulaires	Contractuels	Total	Titulaires	Contractuels	Total	Nb de dos.	Nb de jours d'arrêt
Accident voie publique	12	6	18	512	110	622	18	487
Agression	1	0	1	89	0	89	1	365
Chute de personne	17	5	22	228	76	304	15	319
Chute d'objet	2	0	2	345	0	345	2	33
Contact	2	1	3	-	-	-	3	15
Exposition, Rayon.	-	-	-	-	-	-	1	7
Glissade	-	-	-	-	-	-	2	246
Heurt	2	4	6	-	-	-	1	0
Manutention	8	0	8	344	0	344	9	60
Projection	1	0	1	-	-	-	2	0
Autres	9	1	10	99	53	152	8	556
	54	**17**	**71**	**1 617**	**239**	**1 856**	**62**	**2 088**

XXIX. Partie 3 - 2.3 Composition du service de santé au travail

Statut	ETP	
	Titulaires	Contractuels
Médecin coordonnateur	0,1	0
Médecin de prévention	0,2	0,8
Médecin collaborateur	0	1
Infirmière en santé au travail	1	0
Psychologue	0	1
Préventrice	0	1
Ingénieur	0	0,2
Assistante médico-administrative	2	1
	2,3	**5,2**

XXX. Partie 3 - 2.3 Détails des orientations réalisées au cours d'une visite médicale

Orientation médicales	Femmes	Hommes	Total	Rappel 2021
Cardiologie	0	0	0	0
Consultation de Pathologie Professionnelle	1	0	1	1
Médecin généraliste	73	37	110	113
Médecins Spécialistes	37	22	59	67
Ophtalmologie	0	0	0	0
Oto-rhino-laryngologie	0	0	0	1
Pneumologie	0	0	0	1
Psychiatrie	0	0	0	0
Rhumatologie	0	0	0	0
Service des Urgences	1	0	1	2
	112	**59**	**171**	**185**

XXXI. Partie 3 - 2.3 Détails des orientations réalisées au cours d'une visite non médicale

Orientation non médicales	Femmes	Hommes	Total	Rappel 2021
Assistante Sociale	16	5	21	8
Autre orientation non médicale	4	1	5	1
Conseiller mobilité et carrière	9	1	10	5
Infirmière ST	1	2	3	2
MDPH	9	0	9	3
Médiateur	-	-	-	1
Préventeur	24	12	36	22
Psychologue du travail	69	10	79	86
Référent handicap	6	0	6	2
RHDS (DGSA ou collaborateurs directs)	2	0	2	3
Suivi psychothérapeutique	35	5	40	30
	175	**36**	**211**	**163**

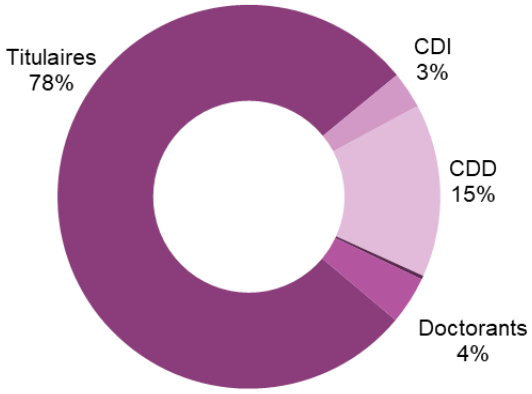
XXXII. Partie 3 - 2.3 Détails des orientations réalisées au cours d'un entretien infirmier

	Orientations	Femmes	Hommes	Total	Rappel 2021
Orientations médicales	Médecin du travail	22	24	46	100
	Médecin généraliste	36	30	66	91
	Médecins Spécialistes	0	1	1	3
	Ophtalmologie	5	7	12	13
		63	62	125	207
Orientations non médicales	Autres orientations non médicales	3	1	4	0
	Infirmière ST	19	1	20	37
	MDPH	0	1	1	1
	Préventeur	4	0	4	5
	Psychologue du travail	13	7	20	16
	Référent handicap	2	1	3	1
		41	11	52	60
		104	**73**	**177**	**267**

XXXIII. Partie 3 - 2.3 Liste des sites visités

- IHU lyric
- LBM bat A3 (VO) VM
- CBMN B14
- Laboratoire d'anatomie
- Espace santé étudiants (ESE)
- BRIC B2

XXXIV. Partie 3 – 2.6 Répartition des personnes reçues par statut en 2022



XXXV. Partie 3 – 2.6 Les partenaires conventionnés dans le domaine de la restauration

- CROUS
- CNRS
- Hôpital Charles Perrens
- Hôpital de Dax
- INRAE
- Rectorat de Bordeaux
- Compass Group France/Eurest de EVERING (nouveau nom de l'IMA).

XXXVI. Partie 3 - 2.7 Bilan des sorties familles 2022

	Futuroscope 09/2022	Puy du Fou 10/2022	Total
Nb de participants	48	50	98
Adultes	28	37	
Enfants	20	13	
Nb de familles inscrites	15	18	33
Nb de familles avec la prise en charge de 10 % à 20 %	4	13	
Nb de familles avec la prise en charge de 21 % à 50 %	11	5	
Participation des agents	3 120,05 €	6 104,50 €	9 224,55 €
Participation CLASCUB	**2 901,88 €**	**3 579,75 €**	**6 481,63 €**
Coût du projet	**6 021,93 €**	**9 684,25 €**	**15 706,18 €**

XXXVII. Partie 3 - 2.7 Les chroniques de la forêt expérimentale

Podcasts proposant une balade sonore au cœur de la forêt de Floirac. Cette série de podcasts, coordonnée par le service Culture de l'université, retrace les activités des scientifiques qui étudient avec attention cette forêt à différentes échelles. Taille des arbres, caractérisation des canopées, et observations du micro-climat au fil des saisons permettent l'enregistrement de données nécessaires aux travaux des scientifiques du laboratoire Biodiversité, gènes & communités (BIOGECO - INRAE et université de Bordeaux), le laboratoire Environnements et paléoenvironnements océaniques et continentaux (EPOC - CNRS, Bordeaux INP et université de Bordeaux) et le laboratoire Interactions sol plante atmosphère (ISPA - INRAE).

Taux d'écoute : 208

- Rencard du Savoir, podcast : 1ère rencontre ouverte au public sur le site du living lab de l'observatoire de Floirac.
- Compte Instagram @forest_ub : médiation scientifique et artistique (reportages photos, vidéos, inerviews, illustrations, portraits).
- Réalisation de cartes postales : récits littéraires de l'auteure Sophie Poirier accompagnant les 4 saisons de la forêt.
- Dispositif de projection vidéos de l'artiste Olivier Crouzel (façade du bat A21 campus Peixotto) Immersion dans la forêt aux cotés de l'équipe de recherche.

111 écoutes

240 abonnés

XXXVIII. Partie 3 - 2.7 L'organsation de la résidence / exposition de Land Art

- Résidence de travail 1 mois et demi.
- Médiation du 28 février au 10 mars 2022 :
- Atelier de tressage du bambou le 10 mars :
- Exposition : mars à juin 2022

142 personnnes rencontrées

15 personnels

XXXIX. Partie 3 - 2.7 L'organisation des rencards du savoir

> Les Rencards du savoir [1]:

Programmation annuelle grand public de culture scientifique constituée de cafés-débats et de cinés-débats en lien avec des sujets d'actualité, les Rencards du savoir permettent à la recherche bordelaise de sortir des laboratoires et d'instaurer un dialogue sciences société. Ils permettent au public (dont le personnel UB) de rencontrer des chercheurs, d'échanger avec eux et de comprendre le monde qui nous entoure.

A la croisée des regards entre les différentes disciplines : sciences de l'Homme et de la santé, sciences et technologies et sciences humaines et sociales, ils questionnent les sciences et leurs rapports à la société.

Cette programmation a pour objectif de diffuser les savoirs et de partager les connaissances avec les citoyens.

Organisés dans une dizaine de lieux culturels partenaires de Bordeaux métropole afin de rendre accessible les connaissances et les avancées scientifiques et aussi enregistrés et mis en ligne pour prolonger les possibilités d'écoute :

- Cap sciences
- Maison écocitoyenne
- Halle des Douves
- Librairie Georges
- Muséum de Bordeaux

[1] *Programme saison 2020-2021 (2ème semestre) & Programme saison 2021-2022 (1er trimestre)*

- UGC Talence
- Auditorium de la Bibliothèque Mériadeck
- Musée d'Aquitaine

XL. Partie 3 - 2.7 Les chiffres clés des rencards du savoir



XLI. Partie 3 - 2.7 Les rendez-vous des savoirs et de la culture scientifique et technique et retombées des actions

Linktree des principales plateformes de podcasts diffusant les Rencards du savoir
L'odorat, activateur de mémoire et d'émotions
Attention marin, plastique à bâbord !
Douleur(s) : combattre, masquer, vivre avec ? En lien avec la semaine du Cerveau
Quand l'art fait du bien à notre santé
Tueurs nés, plongée dans la psyché criminelle
La forêt urbaine au banc d'essai
Agroécologie : vent et changement dans nos champs
Lutte LGBTQIA+ : d'un siècle à l'autre
Criminologie : Tueurs nés, plongée dans ma psyché criminelle
Infuser les sciences dans notre société : nouveaux enjeux, nouvelles formules

Fréquentation totale	770 personnes
Rencontre en moyenne	96 personnes

XLII. Partie 3 - 2.7 Liste des retombées des actions

> Transfert de savoirs
> Enrichir sa perception du monde
> Formation en continue
> Décloisonnement

XLIII. Partie 3 - 2.7 Les programmes d'exposition et retombées des actions

Gratuits, et pour certains, suspendus pour raison de crise sanitaire, ont été proposés à l'ensemble de la communauté universitaire, de leur famille et de leurs réseaux qui ont pu apprécier en présentiel ou par voie dématérialisée un peu plus de 80 œuvres artistiques.

Retombées des actions :

> Transfert de savoirs
> Accès à la culture scientifique
> Enrichir sa perception du monde
> Bien-être au travail, épanouissement
> Formation en continue
> Décloisonnement

Le dispositif Mûrs pour l'Art en partenariat avec l'Artothèque de Pessac, la Direction de la documentation et le service culture

5 cycles d'exposition de 14 œuvres ont été organisés en partenariat avec les bibliothèques et Les arts au murs-Artothèque. Invitation ponctuelle pour des visites d'atelier artistiques.

Nouveauté 2022 : partenariat d'exposition temporaire Artothèque – IAE (choix des œuvres exposées par le personnel du PUSG).

XLIV. Partie 3 - 2.7 Les programmes de sensibilisation, prix et programmation

> Programme de sensibilisation à la littérature contemporaine

Prix des lecteurs de l'*Escale du Livre*, en partenariat avec la Direction de la documentation, À l'égalité, la diversité et la citoyenneté.

> Programme de sensibilisation à l'art contemporain

A l'occasion des 20 ans de l'Artothèque, projection vidéo avec rencontre de l'artiste Véronique Lamare.

> Ateliers de sensibilisation :
  - Cycle d'ateliers olfactifs et gustatifs mensuels en collaboration avec l'Institut des sciences de la Vigne et du Vin et le Musée d'Ethnographie de Bordeaux ;
  - Fabrique des innovations et d'ateliers olfactifs interactifs avec le Musée d'ethnographie ;
  - Atelier de tressage de bambou : résidence Land Art ;
  - Atelier de danse contemporaine : fête la rentrée

> 14 jours de festival sur 3 semaines,
> 27 rendez-vous sur 6 campus,
> 14 restitutions d'ateliers de pratiques artistiques,
> 12 projets suite à l'appel à projets (sur 22 candidatures),
> Invitation de la Cie de danse et de l'orchestre inter-universitaire,
> 7 programmations partenaires,
> 1 soirée d'ouverture et 1 soirée de clôture,
> 1 programme en ligne sur le site ma.culture,
> 1 visuel réalisé par un étudiant de l'atelier illustration

XLV. Partie 3 - 2.7 Les temps forts des Moissons d'avril

Moissons d'avril	
Fréquentation spectacle (nb de public)	1 107
Nb de like (Instagram)	481
Visites du profil	143
Comptes touchés	9 694
dont non abonnés	161
Nb d'impressions	11 392
Nb de vues (vidéos)	2 241

XLVI. Partie 3 - 2.7 Liste des retombées

> Adapter la stratégie de communication en fonction de la diversité des publics ;

> Proposer une offre culturelle et de loisirs participative ;

> Ancrer ces temps fort de la vie de campus grâce à une identité visuelle forte et une programmation diversifiée et de qualité.

XLVII. Partie 3 - 3.1 Répartition des stagiaires par employeur

Etablissement employeur	Nb de stagiaires ayant suivi une formation	%
Université de Bordeaux	3 354	91,9%
CNRS	131	3,6%
INSERM	65	1,8%
Autres EPST	37	1,0%
Autres	63	1,7%
	3 650	100%

XLVIII. Partie 3 - 3.4 Nombre de formations assurées

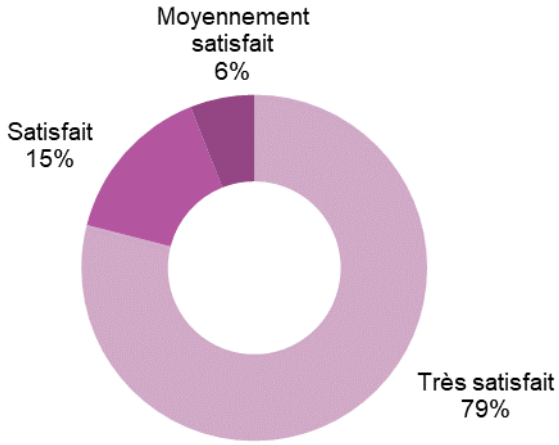
Profil formateur	Nb de formations assurées
Prestataires (organismes)	33
BIATSS	8
Hors UB et enseignants UB	8
Hors UB	6
Enseignants UB et hors UB	1
Enseignant UB	18
Service UB	18

Un doctorant peut participer à plusieurs formations. Les chiffres ci-dessous comptabilisent les doctorants distincts.

XLIX. Partie 3 - 3.4 Participation par écoles doctorales

	Effectif ED	Nb d'inscrits en formation	Nb de participants
Sciences chimiques	320	131	77
Sciences de la vie et de la santé	407	145	107
Sociétés politique, santé publique	383	125	72
Sciences et environnements	99	29	21
Droit	321	100	50
Sciences physiques et de l'ingénieur	387	161	88
Entreprise, économie, société	111	39	18
Mathématiques et informatique	237	106	60

L. Partie 3 – 3.4 Évaluation des formations des doctorants

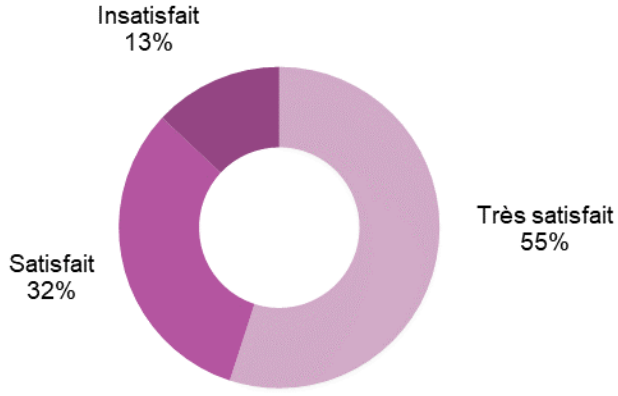


Pour une majorité de doctorants, le catalogue est complet et bien fourni. Les objectifs de la formation sont remplis. Le fait que les formations regroupent des doctorants de plusieurs disciplines est jugé enrichissant, avec de nombreux échanges, partages d'expérience.

Un faible pourcentage (6%) de doctorants se déclarent « moyennement satisfait » des formations mais principalement en raison de l'inaptitude des formations à leur domaine spécifique.

Si, auparavant, les formations en distanciel étaient plébiscitées, on note l'effet inverse depuis le passage à distance des formations en raison du contexte sanitaire, avec une forte demande de retour en présentiel.

LI. Partie 3 – 3.4 Évaluation de la formation des encadrants



Rapport Social Unique 2022



CA

17 octobre 2023

Le rapport social unique

L'article 5 de la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 prévoit dès l'année 2022, et au plus tard le 31 décembre 2022, l'entrée en vigueur dans la fonction publique du rapport social unique (RSU) en remplacement du bilan social, rassemblant les éléments et données à partir desquels sont établies les lignes directrices de gestion et déterminant la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines.

Le décret n° 2020-1493 du 30 novembre 2020 relatif à la base de données sociales et au RSU dans la fonction publique établit la liste de ces données multiples classifiées en 10 thématiques:

- **l'emploi,**
- **le recrutement,**
- **les parcours professionnels,**
- **la formation,**
- **les rémunérations,**
- **la santé et la sécurité au travail,**
- **l'organisation du travail,**
- **l'amélioration des conditions et de la qualité de vie au travail,**
- **l'action sociale et la protection sociale,**
- **le dialogue social et la discipline.**

Rappel des particularités du rapport social unique

La BDS n'est pas encore mise en place par le ministère. Nous sommes en attente de directives.

Présentation du nouveau format

La production est divisée en 3 modules :



Le RSU

(rapport rédigé sur la stratégie RH)



Les données sociales

(format du bilan social classique)



La base de données sociales

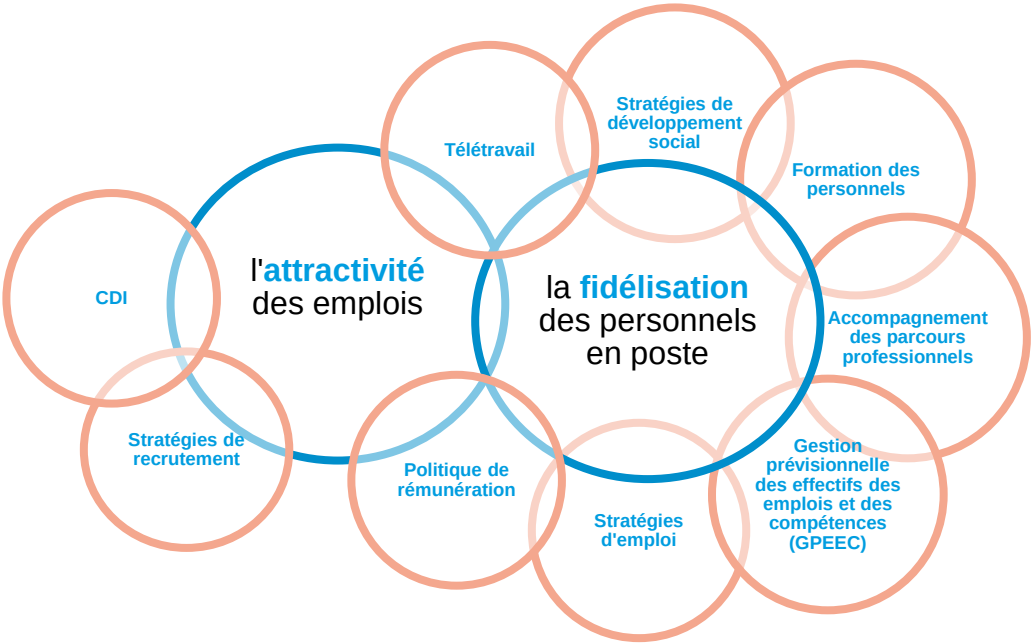
(base de données numérique mise ultérieurement à disposition des membres du CSA)

Le module RSU se divise en 2 grandes thématiques :

- Caractéristiques des emplois et situation des agents de l'établissement.
- Mise en œuvre des mesures relatives à la diversité, lutte contre les discriminations et insertion professionnelle (notamment des personnes en situation de handicap).

RSU
Un outil au service de la stratégie RH

La politique RH instaurée par l'université vise à l'attractivité des emplois et à la fidélisation des personnels en poste :



Sommaire

1/ RSU :

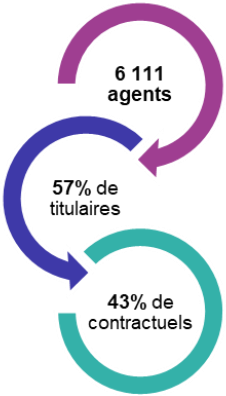
- Caractéristiques des emplois et situation des agents
- Responsabilité sociétale

2/ Données sociales :

- Partie 1 – Emplois et effectifs
- Partie 2 – Carrière
- Partie 3 – Vie des personnels
- Partie 4 – Vie institutionnelle

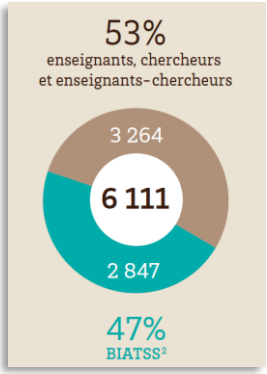
RSU
Caractéristiques des effectifs

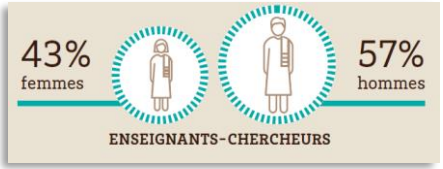
Éléments de panorama général

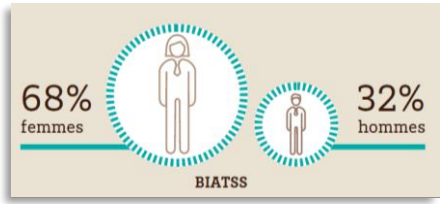


8 personnels sur 10
travaillent dans une composante de formation ou de recherche

- 16% pôles et directions administratives
- 40% départements de recherche
- 44% collèges, écoles et instituts de formation





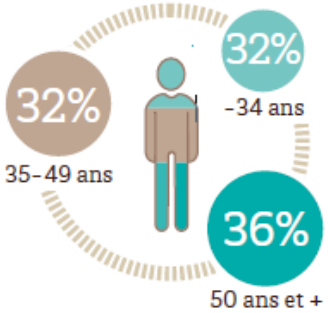


Âge moyen

Titulaires : 49,3 ans

Contractuels : 34,1 ans

Les agents de l'université ont en moyenne
43 ans



Mesures nationales

RSU
Attractivité et Fidélisation – la rémunération

➢ **Revalorisation des rémunérations**

Dans le cadre de la LPR et du protocole carrière et rémunération de l'ESR :

❖ Régime indemnitaire des enseignants-chercheurs RIPEC

Objectif : revaloriser les régimes et aligner les salaires, par le biais de **différentes composantes :**

C1
2022
1 218 bénéficiaires
Montant porté à **2 800€** brut par an et par agent

C2
2021-2022
PRP : 563 bénéficiaires
625 000€

PCA : 279 bénéficiaires
758 000€

2022-2023
C2 : 56 bénéficiaires
Montant moyen par agent **2 270€**

C3
2022
+117 bénéficiaires
(*s'ajoutent aux bénéficiaires de la PEDR, avant le 1er janvier 2022*)

1,3 M€ d'indemnités

❖ Mesure « 2 SMIC » enseignants-chercheurs :
à hauteur de 27 000 € au bénéfice de 26 maîtres de conférences.

❖ Revalorisation RIFSEEP (BIATSS) :
à hauteur de 640 000 € au bénéfice de 1 700 agents.

RSU
Attractivité et Fidélisation – la rémunération

❖ Revalorisation des contrats doctoraux :
237 doctorants (nouveaux contrats conclus au 1er septembre 2022) pour **+2 136 €** brut annuel

❖ Nouvelle prime d'enseignement supérieur et de recherche (personnels HU) :
190 agents pour **1 015 € annuel par agent**

➢ **L'augmentation de la valeur du point d'indice de 3,5%**

L'ensemble des personnels ont bénéficié de cette mesure depuis le 1er juillet 2022. Le coût de la mesure est de **5,2 M€** pour l'exercice 2022 (non compensé par le ministère).



➢ **La prime de précarité**

156 primes ont été versées aux agents contractuels. Le coût est d'environ **187 000 €.**

RSU
Attractivité et Fidélisation

1 036 nouveaux talents en 2022

Turn over 15,8% en 2022 ***vs*** 16,7% en 2021

➢ Le nouveau schéma directeur de l'emploi contractuel (SDEC)

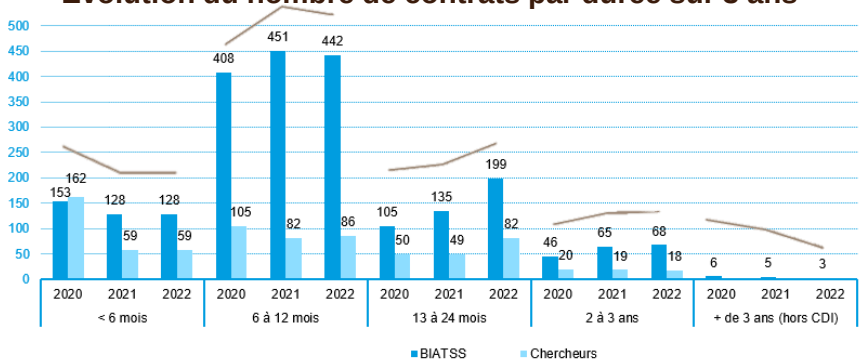
Concerne près de **1 100 personnels** contractuels employés et tout nouveau recrutement contractuel (environ 800/an).

Projection 2023
Évolution moyenne de **+16%** des rémunérations en début de grilles et **+10%** en fin de grilles.

➢ Actions en faveur de l'attractivité, déclinées ou à l'initiative de l'établissement

- Allongement de la durée des contrats proposés
- Recrutements directs en CDI pour des métiers en tension
- Une démarche engagée de mise en œuvre du télétravail

Evolution du nombre de contrats par durée sur 3 ans

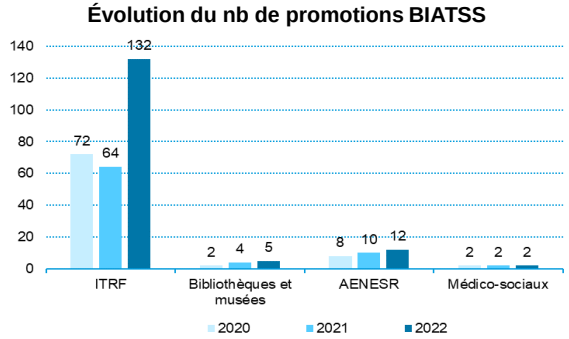


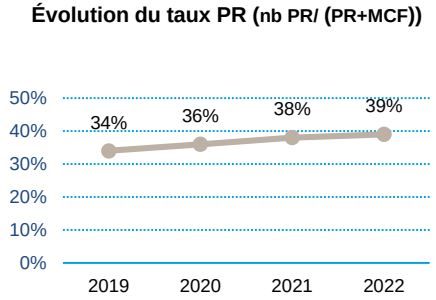
RSU
Attractivité et Fidélisation

➢ **Dispositifs individuels et collectifs spécifiques**

Forfait mobilité durable	Protection sociale complémentaire	Indemnité télétravail	Rupture conventionnelle
1 241 agents bénéficiaires Coût FMD : environ **300 000 €**	**2 845 agents** bénéficiaires Coût PSC : **478 000 €**	**1 829 agents** bénéficiaires Coût : **283 000 €**	**4** ruptures conventionnelles. Coût IRC : **15 500 €**

➢ **Impact des mesures relatives à l' avancement et aux promotions**





RSU
Fidélisation

Politique propre à l'université de Bordeaux

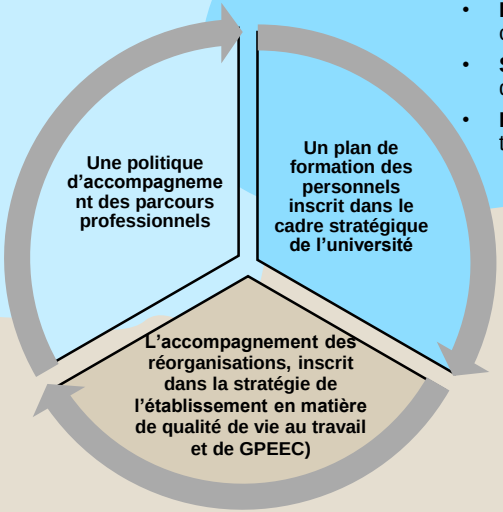
- **Accompagnement** individuel des agents (par le service CAPP)

238 accompagnements réalisés en 2022 *vs* **215** en 2020

- Politique de **fidélisation des talents**

41 agents contractuels ont évolué de la catégorie C à la catégorie B entre 2020 et 2022. Et **28** de la catégorie B à A

Mise en œuvre des repyramidages LPR.



- **Accueil** des nouveaux personnels
- **Développement** des outils et de la culture managériale
- **Sensibilisation** des personnels aux défis posés par les transitions
- **Renforcement** des compétences de toute notre communauté

Création du pôle administration générale et ressources humaines (AGRH)

Création de l'agence comptable (ancienne direction des services comptables)

Création du service FTLV (formation tout au long de la vie) au sein du collège sciences de l'Homme

Création de l'institut des transitions au sein du pôle pilotage et aide à la stratégie

RSU
Responsabilité sociétale



Le projet européen :

RESET
(Redesigning Equality and Scientific Excellence Together), visant l'égalité des genres dans les carrières universitaires et l'Excellence Scientifique.

RSU
Responsabilité sociétale

1 - Diversité et lutte contre les discriminations

➲ **Mise en conformité avec les cadres légaux français et européens**

- Plan d'action : égalité professionnelle entre les femmes et les hommes :

Axe 1 : Évaluation des écarts de rémunération	**Axe 2** : Traitement des écarts de rémunération relevant de la compétence de l'employeur	**Axe 3** : Articulation entre vie personnelle et vie professionnelle	**Axe 4** : Lutte contre les violences sexuelles et sexistes, les harcèlements et les discriminations	**Axe 5** : Vie universitaire

- Alignement avec la loi concernant la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ainsi que les discriminations.
- L'université de Bordeaux coordinatrice d'un projet européen pour l'égalité des genres (H2020 « Science avec et pour la société (SWAFS) »).
- Mise en place de la cellule de veille du personnel contre les actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes et homophobes (CEVS) pilotée par la chargée de mission parité, égalité, diversité.

RSU
Responsabilité sociétale

➲ Bilan des actions de la mission égalité, parité, diversité

- Des données visant à assurer l'égalité de traitement dans les procédures de recrutement, garantir l'égalité professionnelle et limiter les biais de sélection :

données sexuées sur les viviers au sein de la discipline	données sexuées sur les enseignants-chercheurs au sein de l'établissement	historique des recrutements par structure et proportions par genre	données genrées relatives aux candidatures reçues par poste	données sexuées relatives au nombre de dossiers à auditionner

- La réponse à un appel à projets en faveur de la lutte contre les violences sexistes et sexuelles et les discriminations.
- Des actions de communication pour sensibiliser à l'égalité des genres.

➲ Prévisions

- le **Plan pour l'Egalité des Genres**, visant à mettre en œuvre des actions dans une perspective inclusive, a été adopté lors du conseil d'administration du 13 octobre 2022. Ce plan s'articule autour de quatre thématiques :

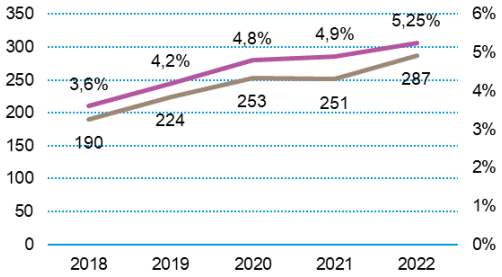
1. Recrutement, avancement de carrière et articulation des temps de vie.
2. Accès aux fonctions de prise de décision et d'encadrement.
3. Intégration de la dimension de genre dans les contenus de la recherche et des enseignements.
4. Prévention et traitement des discriminations, des actes de violence, de harcèlement moral et agissements sexistes.

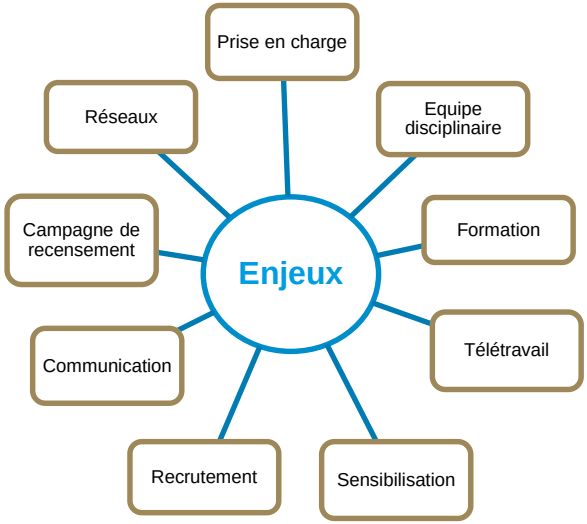
RSU
Responsabilité sociétale

2 - Zoom sur le handicap

Bilan
sur 5 ans

Nombre et taux de personnes en situation de handicap





Moyens

l'université affiche ses engagements pour les 5 prochaines années *(SDH 2021-2026)*

Convention FIPHFP-université de Bordeaux, 2022-2024, plan handicap et inclusion : « un engagement collectif »

Merci pour votre écoute



Rapports sociaux uniques et bilans sociaux - Université de Bordeaux (u-bordeaux.fr)

Calendrier de présentation du RSU

- Commission de dialogue social du 7 septembre 2023
- Comité social d'administration du 19 septembre 2023
- Conseil d'administration du 17 octobre 2023

A partir d'octobre :

- Information via la newsletter
- Diffusion sur internet

DELIBERATION-CADRE RELATIVE AUX MODALITES DE CONSTITUTION ET DE FONCTIONNEMENT DES COMMISSIONS D'AFFECTATION DES ENSEIGNANTS DU SECOND DEGRE

Vu le code de l'éducation pris notamment en ses articles L. 712-1 à L. 712-3 et L. 952-1 ;
Vu la circulaire du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche n'2011-1016 du 29 juillet 2011 relative aux modalités d'examen des candidatures en vue d'une affectation dans les établissements publics d'enseignement supérieur ;
Vu la note ministérielle annuelle relative aux emplois et procédure d'affectation dans les établissements d'enseignement supérieur ;
Vu la délibération du conseil d'administration de l'université de Bordeaux du 10 avril 2014 relative aux modalités de constitution et de fonctionnement des commissions d'affectation des enseignants du second degré.

Considérant que la circulaire du 29 juillet 2011 susvisée recommande aux établissements d'enseignement supérieur de créer des commissions d'affectation chargées d'examiner les candidatures des enseignants du second degré, et de fixer les modalités de leur fonctionnement ;

Considérant que le conseil d'administration de l'université de Bordeaux a adopté, le 10 avril 2014 une délibération-cadre relative aux modalités de constitution et de fonctionnement des commissions d'affectation des enseignants du second degré, dont il convient de modifier certaines dispositions ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1. Cadre général

Dans le cadre du recrutement des enseignants du 2nd degré, les universités mettent en place des commissions d'affectation, afin d'assurer le principe d'égalité, de transparence et d'impartialité.

Le rôle de ces commissions est d'examiner les dossiers, d'auditionner les candidats ayant retenu leur attention et de procéder au classement des candidatures, dans le respect du calendrier déterminé au niveau de l'établissement.

Le travail effectué par ces commissions doit permettre de présenter au président de l'université, par ordre préférentiel, les dossiers qui paraissent les mieux adaptés au profil du poste à pourvoir.

S'agissant des postes ouverts à l'IUT DE BORDEAUX ou à l'INSPE, les propositions des commissions ad hoc devront être préalablement soumises au conseil de la structure concernée. Elles seront ensuite transmises au président de l'université par le directeur de l'institut qui formule un avis.

Le président de l'université arrête le nom ou la liste des candidats qu'il retient et transmet aux services ministériels, pour nomination, le nom du candidat ayant accepté l'emploi.

Article 2. Composition des commissions d'affectation

La composition des commissions d'affectation est fixée comme suit :

Composition type d'une commission d'affectation – toutes disciplines
⇨ directeur de la composante d'affectation de l'emploi ou son représentant (**président de la commission**)
⇨ au moins un enseignant du second degré, désigné par le directeur de la composante
⇨ au moins un spécialiste (enseignant-chercheur ou 2nd degré) de la discipline concernée
⇨ au moins un membre de la composante d'affectation (collège, INSPE, IUT DE BORDEAUX, etc.)
⇨ au moins un enseignant-chercheur de l'établissement de la discipline concernée
N.B. : Un inspecteur d'académie – inspecteur pédagogique régional de la discipline concernée pourra être invité à participer aux travaux de la commission d'affectation

La commission comptera un minimum de 4 membres et un **maximum** de **8 membres et sera composée d'**une **proportion minimale de 40 % de personnes de chaque sexe**.

Les membres de chaque commission d'affectation sont désignés par le président de l'université, sur proposition du directeur de la composante concernée.

Article 3. Fonctionnement des commissions d'affectation

Les dossiers de candidatures sont mis à disposition du président de la commission d'affectation par voie dématérialisée, après examen de leur recevabilité effectuée par le service en charge des recrutements.

Pour garantir un examen des candidatures et des auditions équitables, la présence, physique ou en visio-conférence, d'au moins la moitié des membres de la commission est requise. Cette règle doit être respectée à l'ouverture et durant toute la durée de chaque séance (examen des candidatures et auditions). Si, en cours de réunion, cette règle n'est plus respectée, une interruption de séance doit être prononcée.
Les membres de la commission qui n'auraient pu participer à la séance d'examen des candidatures ne pourront pas participer aux auditions.

Article 3.1. Examen des dossiers en vue de l'audition des candidats

Le président de la commission convoque la commission d'affectation, fixe la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Après examen des dossiers, la commission :

- Rédige les avis par candidature après examen du dossier et y indique notamment les motifs pour lesquels une candidature serait ou ne serait pas retenue pour l'audition ;
- Fixe la liste des candidats qu'elle souhaite auditionner et la matérialise dans l'application ministérielle et le procès-verbal qui en est issu (procès-verbal signé par le président de la commission et déposé dans l'application) ;
- Procède à l'envoi des convocations des candidats et des membres de la commission en vue des auditions.

Les avis par candidature pourront être communiqués (par le service en charge des recrutements exclusivement) aux candidats qui en feront la demande.

Article 3.2. Audition des candidats

Les candidats sélectionnés pour l'audition sont convoqués par le président de la commission. La convocation peut être adressée par voie postale ou par courrier électronique, elle précisera la durée de l'audition et les moyens matériels mis à disposition des candidats.

La durée de l'audition est déterminée par le président de la commission et doit être d'une durée égale pour tous les candidats convoqués.

Après avoir procédé aux auditions, la commission délibère sur les candidatures et émet un **avis motivé** sur chacune d'elles et, le cas échéant, sur le classement retenu.

Le président de la commission, via l'espace jury de l'application ministérielle, établit et signe :

- le procès-verbal de délibération indiquant les candidats classés et non classés,
- le procès-verbal de classement comportant un avis motivé unique portant sur l'ensemble des candidats.

Les avis motivés individuels après audition pourront être communiqués aux candidats concernés qui en feront la demande (par le service en charge des recrutements exclusivement).

Article 3.3. Modalités de vote

La commission se prononce à la majorité des voix des membres présents. Tous les membres participent au vote. En cas de partage des votes, le président de la commission a voix prépondérante.

Article 3.4. Retour des résultats

Au fil des travaux de la commission, le président de la commission dépose dans l'espace jury de l'application ministérielle :

- Les avis motivés par candidature après examen des dossiers et après audition,
- Les procès-verbaux des délibérations (1ère et 2ème réunions),
- Le procès-verbal de classement,
- Les listes d'émargement (1ère et 2ème réunions).

Pour les postes ouverts à l'IUT de Bordeaux ou à l'INSPE, les propositions des commissions d'affectations sont soumises par le président de la commission au conseil de la structure concernée avant transmission de l'ensemble des documents, accompagné du procès-verbal de délibération du conseil, au service des recrutements du pôle AGRH.

Article 3.5. Tenue des réunions des commission d'affectation et audition des candidats en visioconférence

Sans préjudice des dispositions des articles 3-1 à 3-3, les commissions d'affectation peuvent se tenir en visioconférence. Les candidats qui en font la demande peuvent également, sur décision du président de la commission, être auditionnés à distance, sous réserve de pouvoir en assurer la mise en œuvre pour l'ensemble des candidats qui souhaiteraient en bénéficier, eu égard au principe d'égal accès aux emplois publics.

Par ailleurs, le recours à la visioconférence doit satisfaire à des caractéristiques techniques garantissant :

- La transmission de la voix et de l'image du ou des candidats et des membres du comité en temps simultané, réel et continu ;
- La sécurité et la confidentialité des données transmises ;
- L'identification des candidats et des membres du comité de promotion et la participation des seules personnes habilitées à siéger ;
- Le bon déroulement des délibérations des membres du comité (collégialité et confidentialité des délibérations)."

Article 4. Abrogation

La délibération du 10 avril 2014 relative aux modalités de constitution et de fonctionnement des commissions d'affectation des enseignants du second degré susvisée est abrogée.

Article 5. Publication

La présente délibération sera transmise au chancelier des universités d'Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux modalités de publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS
Président de l'université



Adoptée à la majorité des votes exprimés (28 votants)
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 17 octobre 2023

DÉLIBÉRATION RELATIVE AU PLAN DE GESTION DES EMPLOIS DU SECOND DEGRE DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE D'EMPLOI 2024

Vu le code de l'éducation et notamment son article L712-3 ;

Vu l'avis du CSA du 19 septembre 2023 ;

Considérant la liste des emplois d'enseignants du second degré demandés par les structures dans le cadre de la campagne 2024 ;

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article unique

Le plan de gestion des emplois du second degré dans le cadre de la campagne d'emplois 2024 de l'université de Bordeaux, joint à la présente délibération, est adopté.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux



Adoptée à la majorité des votes exprimés (28 votants)
Pour : 28
Contre : 0
Abstention : 0

université de BORDEAUX

Pôle Administration Générale et Ressources Humaines

Plan de gestion des emplois 2024

Liste des emplois d'enseignants du second degré demandés par les structures pour publication dans le cadre de la première campagne 2024

Structure d'affectation	N° emploi	Date de vacance	Motif de vacance	Nom du dernier occupant	Demande	Profil de publication	Discipline 2nd degré	Avis proposé
Collège DSPEG								
FACULTE DROIT SCIENCE POLITIQUE / DEPARTEMENT DES LANGUES	0998	01/09/2024	lauréat MCF	CDD 2nd degré -> 31/08/2024	Maintien de l'emploi	anglais économique	ANGLAIS	Publication en SV
Collège ST								
UF BIOLOGIE	0223	01/09/2024	Transformation PR vacant (retraite au 06/02/2024)		Transformation	Biologie	SVT	Publication en SV
IUT								
DEPARTEMENT GESTION LOGISTIQUE ET TRANSPORT	1572	01/09/2023	Transformation PR demandée au PGE 2024 (mutation externe)	ATER en cours de recrutement -> 31/08/2024	Transformation	Anglais	Anglais	Publication en SV
DEPARTEMENT CARRIERES SOCIALES ET GESTION URBAINE	1601	01/09/2024	Retraite au 01/09/2024		Maintien de l'emploi	Géographie	Histoire - Géographie	Publication en SV
DEPARTEMENT GENIE CIVIL - CONSTRUCTION DURABLE	1403	01/09/2023	Mobilité externe au 01/09/2023		Maintien de l'emploi	sciences industrielles de l'ingénieur et Ingénierie des constructions	Sciences Industrielles de l'Ingénieur	Publication en SV
DEPARTEMENT GESTION ADMINISTRATIVE ET COMMERCIALE DES ORGANISATIONS	1481	01/10/2022	Retraite au 01/10/2022	CDD 2nd degré -> 31/08/2024	Maintien de l'emploi	Comptabilité - Finances	Economie et gestion	Publication en SV
DEPARTEMENT TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION	1546	01/09/2023	Mutation externe	CDD 2nd degré -> 31/08/2024	Maintien de l'emploi	Informatique et Techniques quantitatives	Informatique et gestion	Publication en SV
DEPARTEMENT GENIE CHIMIQUE GENIE DES PROCEDES	1417	01/09/2022	Disponibilité (retour dans le pool académique)	CDD 2nd degré -> 31/08/2024	Maintien de l'emploi	Biochimie-Génie Biologique	Biochimie-Génie Biologique	Publication en SV
DEPARTEMENT GENIE ELECTRIQUE ET INFORMATIQUE INDUSTRIELLE (50%) ET DEPARTEMENT INFORMATIQUE (50%)	1408	01/09/2024	Retraite SV au 09/09/2023 (invalidité)		Maintien de l'emploi	Electronique / Informatique	Electronique	Publication en SV
DEPARTEMENT GENIE MECANIQUE ET PRODUCTIQUE	1374	01/09/2024	Retraite SV au 01/09/2024 (dossier en cours)		Maintien de l'emploi	sciences industrielles de l'ingénieur et ingénierie mécanique	Sciences Industrielles de l'Ingénieur	Publication en SV
DEPARTEMENT GENIE BIOLOGIQUE		01/09/2024	création pour le BUT (Masse salariale complémentaire)		Création	Biochimie, Microbiologie	Biochimie-Génie Biologique	Publication en SV
DEPARTEMENT QUALITE LOGISTIQUE INDUSTRIELLE ET ORGANISATION		01/09/2024	création pour le BUT (Masse salariale complémentaire)		Création	Sciences Industrielles de l'Ingénieur	Sciences Industrielles de l'Ingénieur	Publication en SV

L'ouverture du registre des candidatures dans le cadre de la 1ère campagne est prévue du 20 octobre au 20 novembre 2023, pour une saisie des résultats des commissions le 11 janvier 2024.

N.B. : les postes publiés en 1ère campagne dont la vacance au 01/09/2024 ne serait pas confirmée peuvent être retirés de la procédure de recrutement jusqu'au 9 janvier 2024.

université de BORDEAUX

Conseil d'administration
Séance du 17 octobre 2023

DÉLIBÉRATION PORTANT APPROBATION DE LA NOUVELLE TUTELLE DE BORDEAUX SCIENCES ECONOMIQUES

Vu les dispositions du code de l'éducation et notamment les articles L. 711-1 et L712-2 ;

Vu les dispositions du code de la recherche et notamment l'article L. 313-1 ;

Vu les dispositions du code rural et notamment son article R. 831-2 ;

Vu le décret n°82-993 du 24 novembre 1982 portant organisation et fonctionnement du Centre national de la recherche scientifique (CNRS) et notamment ses articles 17 à 19 ;

Vu les statuts de l'université de Bordeaux.

Vu les statuts du département de recherche Evaluation, Comportements et Organisations (ECOr) ;

Vu les statuts du département de recherche CHANGES ;

Vu l'avis du comité social d'administration de l'université de Bordeaux du 07 avril 2023 ;

Vu l'avis de la Commission de la Recherche de l'université de Bordeaux du 29 juin 2023 ;

Vu l'avis du Conseil du département de recherche ECOr du 14 septembre 2023 ;

Vu l'avis du Conseil du département de recherche CHANGES du 19 septembre 2023 ;

Considérant la cohérence thématique et scientifique des tutelles,

Le conseil d'administration, après en avoir délibéré, décide :

Article 1.

L'INRAE, en sus de l'université de Bordeaux et du CNRS, devient établissement tutelle de l'UMR 6060 BSE.

Article 2.

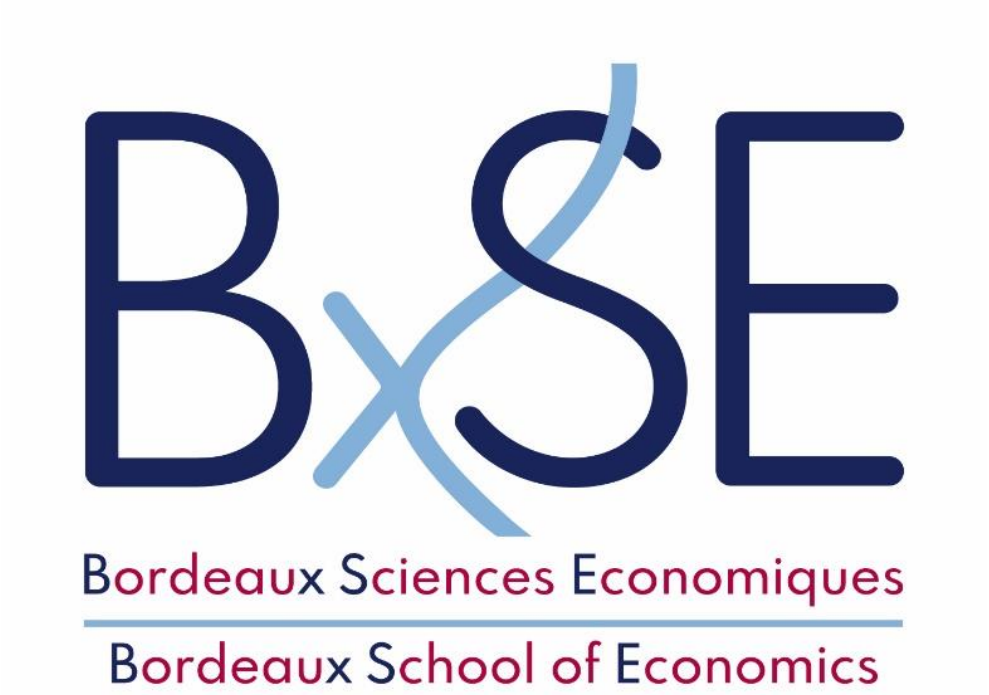
La présente délibération sera transmise au recteur de région académique Nouvelle-Aquitaine. Elle sera publiée conformément aux dispositions relatives à la publication des actes à caractère réglementaire de l'université de Bordeaux.

Le président du conseil d'administration,

Dean LEWIS

Président de l'université de Bordeaux

Adoptée à la majorité des votes exprimés (27 votants)
Pour : 27
Contre : 0
Abstention : 0



Association de l'INRAE aux tutelles de BSE

Université de Bordeaux

Conseil d'administration

17 octobre 2023

1. Information/rappel : BSE, UMR UB / CNRS

2. Justification de l'association de l'INRAE aux tutelles de BSE
   - Bilan des cinq dernières années (USC)
   - Opportunité d'association aux tutelles de l'UMR
   - Mise en oeuvre

BSE, UMR6060 UB / CNRS

Bordeaux Sciences Economiques

Fusion LAREFI (UR UB) - GREThA (UMR UB/CNRS)

Création au 1er Janvier 2022

- Fort soutien: processus interne: 1/1/2019 – 31/5/2021
- HCERES 2021: « Le projet de fusion est bien préparé. Il est justifié sur le plan scientifique et soutenu par la grande majorité des personnels. Il devrait être source de synergies pour stimuler la production et la valorisation scientifiques et donc accroître le rayonnement de la communauté des économistes bordelais. »
- Validation Commission Dialogue Social: 12 Octobre 2021
- Validation Comité Technique: 22 Octobre 2021
- **Unité rattachée à deux départements :**
  CHANGE et ECOR à titre expérimental pour 3 ans (du 01/01/2022 au 31/12/2024)



Bordeaux Sciences Economiques

Vision

- Envergure européenne
- Excellence académique
- Impact sociétal
- Ancrage local

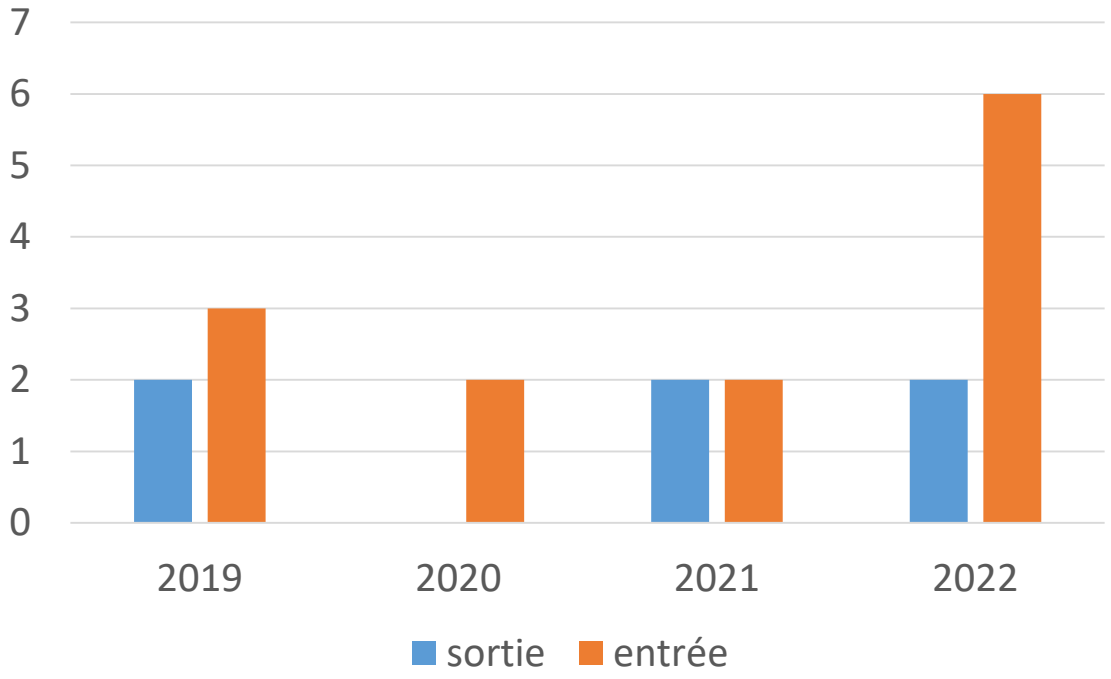
Leviers

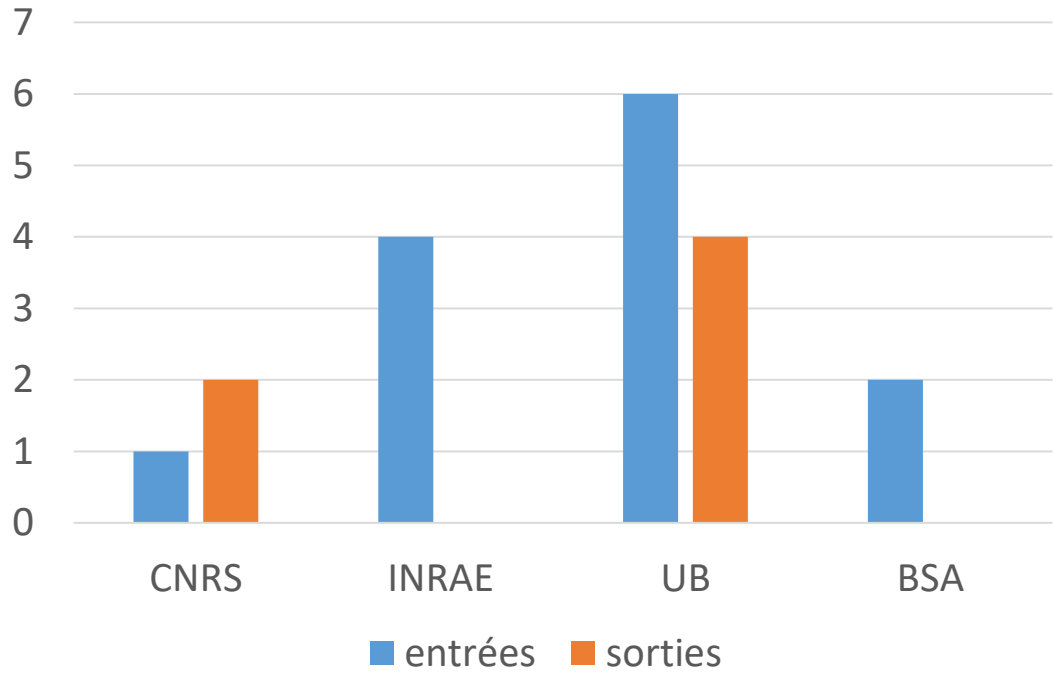
- Interdisciplinarité
- Attractivité
- Liens Politiques Publiques
- Liens tissu économique
- Enseignement par la recherche
- Diffusion

Ressources Humaines - 2023

Employeur	Catégorie	Nombre
UB	EC	69
	Admin et ingénieurs	11
CNRS	Chercheurs	2
	Admin et ingénieurs	3
INRAE	Chercheurs	4
	Admin et ingénieurs	1
BSA		2
VIA Inno		7
Doctorants		55
Contractuels : post-doc et invités		8
Affiliés ETTIS / Sc Po LAM / ISPED		7
Total		169

Ressources Humaines
Dynamique chercheurs sur 3 ans

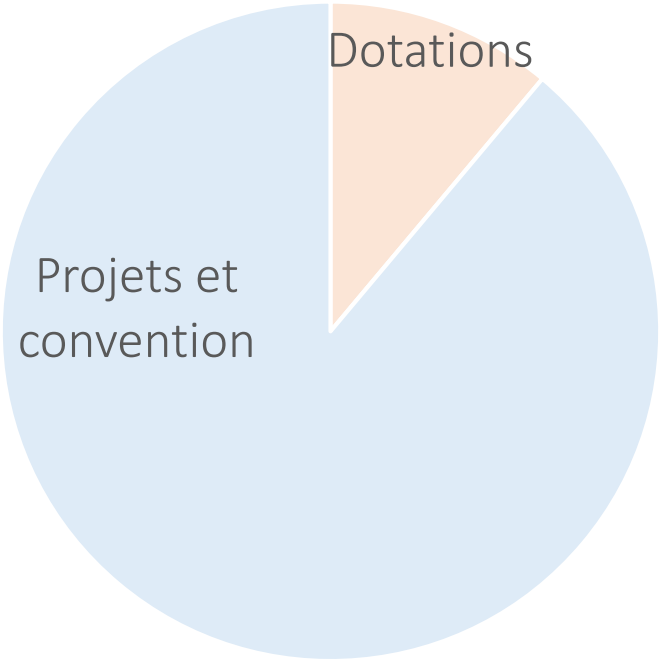




Données financières

Dotations annuelles (K€)

Institution	2021	2022
UB	111	103
CNRS	28	28
INRAE	34	35
Total dotations BSE	172	166



Sources principales	En cours
ANR	8
Région	20
GPR	2
Interreg	2
Chaires d'accueil	2
Europe H2020	2
PEPR	1
Total	37

Données recherche et diffusion (Janvier 2022 – Juin 2023)

- Recherche
  - Séminaires de recherche : 77
  - Conférences et colloques internationaux: 14
  - Publications (Revues à comité de lecture) : 132
    - Y compris interdisciplinaires (ex.Plos One, Nature Sustainability, Nature Communications)

- Diffusion
  - Conférences grand public : 4
  - Interventions médias et diffusions grand public : > 30

Gouvernance

Comité de direction:

- Direction unité
- Responsables programmes
- Responsable Administration et Finance
- Responsables thématiques
  - Pôle doctorants
  - Pôle Maison de l'Economie
  - Pôle grands projets de recherche

Conseil de laboratoire et AG

- 6-8/an, ouverts à tous les membres

Responsabilités transversales

- RSE
- RGPD
- Sciences ouvertes
- Prévention
- Communication

Justification de l’association de l’INRAE aux tutelles de BSE

Appuyé sur un bilan de coopération solide sur les 5 dernières années

Depuis janvier 2018, le GREThA, puis BSE, accueille une Unité Sous Contrat (USC) INRAE, rattachée au département EcoSocio.

- Aujourd'hui 5 personnels titulaires INRAE (3 DR, 1 CR, 1 IE).

Bilan:

- **Insertion** reconnue par ensemble de BSE
- **Publications** : *American Journal of Agricultural Economics, Ecological Economics, European Review of Agricultural Economics, Global Food Security Nature Sustainability, Plos One*
- **Visibilité internationale** : Interreg SUDOE (VINOVERT), ANR-Programme Prioritaire de Recherche-(PPR) « Cultiver et Protéger Autrement » (VITAE)
- **Lien avec les politiques publiques locales** : vigne et du vin, direction scientifique de l'ISVV, chaire Attentes Sociétales (FBU), montage, l'obtention et pilotage du programme VitiREV, "Territoires d'Innovation - Grande Ambition" (TIGA), en partenariat avec la Région Nouvelle-Aquitaine

En cohérence thématiques et scientifiques des tutelles







INSHS

Humains en société : décrire, analyser, comprendre, via la promotion des études aréales, des approches comparées et transnationales, et des sciences partagées, avec **un soutient particulier aux recherches s'appuyant sur la conceptualisation et la formalisation, les analyses qualitatives et quantitatives des données, et les expérimentations.**

ECOr

Comprendre et modéliser les **comportements individuels et collectifs pour évaluer le bon fonctionnement des politiques publiques** et privées à l'aune d'objectifs sociétaux (santé, emploi, pauvreté, innovation, croissance, bien-être...).

CHANGES

Mobiliser les outils des sciences sociales pour mieux **comprendre l'origine et les conséquences des changements climatiques, économiques, techniques et sociaux**, générés par l'activité humaine.

EcoSocio

Comprendre le fonctionnement et les évolutions économiques et sociales de l'agriculture, des industries agroalimentaires et agro-industries, de l'alimentation, et des espaces ruraux, en lien étroit avec les **enjeux environnementaux globaux et locaux, afin d'éclairer les débats publics et les décisions publiques et privées.**

En accord avec la convention d'objectifs et de moyens UB-INRAE 2022-2027 (signée le 14/9/2022)

Socle de valeurs et d'objectifs défini par la convention

- Open Science, souveraineté nationale et notamment l'alimentation, l'insertion dans le tissu économique et social local, priorité donnée aux enjeux sociétaux, politique d'attractivité internationale.

Lien départements, structures et grands projets de recherche visés par la convention.

- CHANGES, ECOr et Sciences de l'Environnement de l'université de Bordeaux.
- Thématique de l'innovation et l'intelligence technologique
- GPR Plant Sciences, ainsi qu'aux RRI Tackling Global Changes et BEST - Usine du futur.
- Analyses comportementales et économiques menées sur la vigne et le vin.

Objectifs énoncés dans la convention.

- Renforcer la formation par et pour la recherche,
- Ouverture européenne et internationale des partenariats, des recrutements et des mobilités.
- Excellence et diffusion auprès des décideurs publics, du tissu économique et social, et du grand public.

- Thématique de la vigne et du vin.

En lien avec l'évolution nationale de la recherche en Economie

CNRS et INRAE sont co-tutelles de cinq des principales unités de recherche françaises en économie, en association avec une grande université régionale

BETA (~135 C/EC), CEE-M (~35), GAEL (~40), PjSE (~105), et TSE-R (~130)

Une suite logique pour BSE:

- Par les thématiques abordées (et notamment environnement),
- Par l'excellence académique reconnue (BSE parmi cinq meilleurs unités nationales en économie)
- Par le bilan de cinq ans de l'USC

Mise en oeuvre

Mise en place d'un comité des tutelles de BSE

- 25/10/2022 – validation du principe d'UMR UB x CNRS x INRAE
- Accompagnement coordonné de la dynamique de l'unité, tenant compte des opportunités et contraintes conjoncturelles de chaque tutelle

Engagement INRAE de continuité du niveau et de la dynamique d'accompagnement

- Ressources humaines
- Dotation et appui au montage et pilotage de programmes de recherche

Horizon : 01/01/2024

Calendrier institutionnel

- UB :
  - Passage en CSA pour avis le 7/04/2023 - √
  - Passage en conseils des 2 départements Change et Ecor pour avis : septembre 2023
  - Passage en commission recherche pour avis : 29/06/2023
  - Passage en CA : octobre / novembre 2023

- CNRS :
  - Validation par DAS économie et direction INSHS - √
  - Validation par direction générale après validation UB

- INRAE :
  - 15 mai: audition à Bordeaux des 2 rapporteurs Comité scientifique du département EcoSocio et direction département EcoSocio - √
  - Juin: réunion pour avis du Conseil Scientifique de Département EcoSocio, pour transmission à la direction générale - √
  - Septembre-Octobre : validation pour mise en œuvre

université de BORDEAUX

Relevé des points d'information du conseil d'administration du 17 octobre 2023

- Présentation de la structure budgétaire 2024
- Bilan du rapport de la campagne d'intéressement scientifique 2023

Dean LEWIS

Président du conseil d'administration,



Budget 2024

Evolution du périmètre budgétaire des recettes fléchées

Conseil d'administration
17 octobre 2023



Définition

En GBCP, les recettes sont globalisées

Une recette fléchée est donc une exception au principe d'universalité budgétaire et de non affectation des recettes et des dépenses

Les recettes fléchées résultent d'un accord avec **un tiers financeur** et sont destinées à des **dépenses explicitement identifiées par ce tiers dans le cadre d'un contrat/convention, potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement**

Contexte actuel : délibération 2015-77

➔ **Préconisation validée par le Copil GBCP pour 2016, point soumis au vote du CA :**

Retenir deux ressources comme recettes fléchées :

- L'Opération Campus
- Les Investissements d'Avenir

➔ En effet, ces deux financements répondent à tous les critères d'inscription en recettes fléchées, notamment sur le volume financier, la durée, les décalages potentiels de trésorerie et leur caractère stratégique.

➔ D'autres recettes fléchées pourront être inscrites lorsque l'établissement aura acquis une meilleure maîtrise du pilotage en mode GBCP

Point 4.2 des affaires financières

Dans le cadre de la Gestion Budgétaire et Comptable Publique :

- la structure budgétaire actuelle est maintenue
- un Centre de Responsabilité Budgétaire unique pour l'IUT fusionné est créé
- les deux ressources liées à l'Opération Campus et aux Investissements d'Avenir sont inscrites comme des recettes fléchées

Le président du conseil d'administration soumet ce point au vote des conseillers qui l'adoptent à la majorité des suffrages exprimés (5 abstentions).

Fait à Talence, 8 octobre 2015

POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME A L'ORIGINAL
Le président du conseil d'administration,
Manuel TUNON de LARA

Décision référencée sous le n°2015-77

Recette fléchée UB

- Projet Investissement d'Avenir
- Opération CAMPUS

Définition

Pour être fléchée, une recette doit cumuler plusieurs critères :

Critère obligatoire

✓ *Utilisation prédéterminée par le financeur (dépenses explicitement identifiées)*

Critères d'appréciations

✓ *Décalage de trésorerie (réalisation sur un exercice différent de leur encaissement)*

✓ *Justification auprès du financeur*

✓ *Montant de la recette significatif*

Proposition

- Un périmètre budgétaire étendu

- Les projets Investissement d'Avenir
- L'Opération CAMPUS

+

Les recettes externes affectées de manière conventionnelle par un financeur et faisant l'objet d'une programmation pluriannuelle, quel que soit le montant de l'opération

- Date d'effet : au 1er janvier 2024

Impossibilité de gérer la rétroactivité dans le SI de gestion

Impact

➔ **Cette modification ne change rien** sur l'installation budgétaire, les règles appliquées, ni l'exécution opérationnelle

➔ Cette extension de périmètre fournit une information plus juste à nos tutelles :

Flécher les recettes sur projets permettra de mieux rendre compte de leur volume dans notre trésorerie

Exemple

A compter du 1er janvier 2024, les volumes financiers vont impacter différemment notre liasse budgétaire

Flux de l'année

11	**Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires**	**SENS**	**34 9**
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	**34 9**
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	
12	**Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11**		**-72 275 065**
12.a	Recettes budgétaires		636 270 811
12.b	Crédits de paiement ouverts		708 545 876
13	**Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires**		**-2 178 354**
14	**Variation de la trésorerie = 12 - 13**		**-74 453 419**
14.a	dont variation de la trésorerie fléchée		-42 169 144
14.b	dont variation de la trésorerie non fléchée		-32 284 275
15	**Variation du besoin en fonds de ressources accumulées = 9 + 10 + 11 + 13**		**-43 770 277**
16	**Restes à payer**		**-49 730 951**
17	**Niveau final de restes à payer**		**340 716 524**
18	**Niveau final du fonds de ressources accumulées**		**17 740 [illegible]**
19	**Niveau final du besoin en fonds de ressources accumulées**		**-95 912 728**
20	**Niveau final de la trésorerie**		**113 653 232**
20.a	dont niveau final de la trésorerie fléchée		-50 409 812
20.b	dont niveau final de la trésorerie non fléchée		164 063 [illegible]

Tableau 2 - Autorisations budgétaires - Budget de l'établissement (agrégé)
Budget Initial 2023

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire

Dépenses				
	Budget Final 2022		BI 2023	
	AE	CP	AE	CP
Personnel	397 439 032	397 439 032	419 654 106	419 654 106
dont contributions employeur au CAS Pension				
Fonctionnement	240 142 636	137 870 004	161 943 730	162 987 559
Investissement	80 046 536	117 672 059	77 217 090	125 904 211
TOTAL DES DÉPENSES	**717 628 204**	**652 981 095**	**658 814 925**	**708 545 876**
Solde budgétaire (excédent)				

Recettes		
Budget final 2022	**BI 2023**	
544 030 513	**572 622 297**	**Recettes globalisées**
353 308 316	359 850 709	Subvention pour charges de service public
44 805 182	40 324 343	Autres financements de l'Etat
3 060 450	2 150 000	Fiscalité affectée
61 112 737	97 891 362	Autres financements publics
81 743 827	72 405 883	Recettes propres
65 281 095	**63 648 514**	**Recettes fléchées**
56 533 504	55 382 278	Financements de l'Etat fléchés
8 728 993	8 266 236	Autres financements publics fléchés
18 599	-	Recettes propres fléchées
609 311 608	**636 270 811**	**TOTAL DES RECETTES**
43 669 488	**72 275 065**	**Solde budgétaire (déficit)**

Tableau 8 - Opérations liées aux recettes fléchées
Budget Initial 2023

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

	Antérieures à 2022 non dénouées	2023	2024	2025	>=2026
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)		**- 7 507 729**	**- 49 676 873**	**- 53 514 663**	**- 59 304 016**
Recettes fléchées (b)	**531 364 008**	**63 648 514**	**65 168 900**	**51 685 393**	**596 867 674**
Financements de l'État fléchés	481 450 368	55 382 278	48 764 537	47 678 019	587 524 417
Autres financements publics fléchés	46 058 386	8 266 236	16 404 363	4 007 374	9 343 256
Recettes propres fléchées	3 855 254	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées (c)	**538 871 737**	**105 817 659**	**69 006 690**	**57 474 746**	**537 563 658**
Personnel					
AE=CP	133 178 527	25 763 992	27 039 005	**22 650 248**	**143 579 915**
Fonctionnement et intervention					
AE	354 079 679	22 202 966	17 154 810	15 863 685	161 308 407
CP	159 357 866	30 649 899	25 954 929	23 387 533	331 259 319
Investissement					
AE	71 782 455	21 685 231	2 704 316	2 319 862	33 270 639
CP	246 335 344	49 403 767	16 012 756	11 436 965	62 724 424
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	**-7 507 729**	**-42 169 145**	**-3 837 790**	**-5 789 353**	**59 304 016**

Budget 2024

Structure budgétaire

Conseil d’administration
17 octobre 2023



Pour mémoire : La structure budgétaire

CRB
centre de responsabilité budgétaire

SO
services opérationnels

SSO
sous services opérationnels

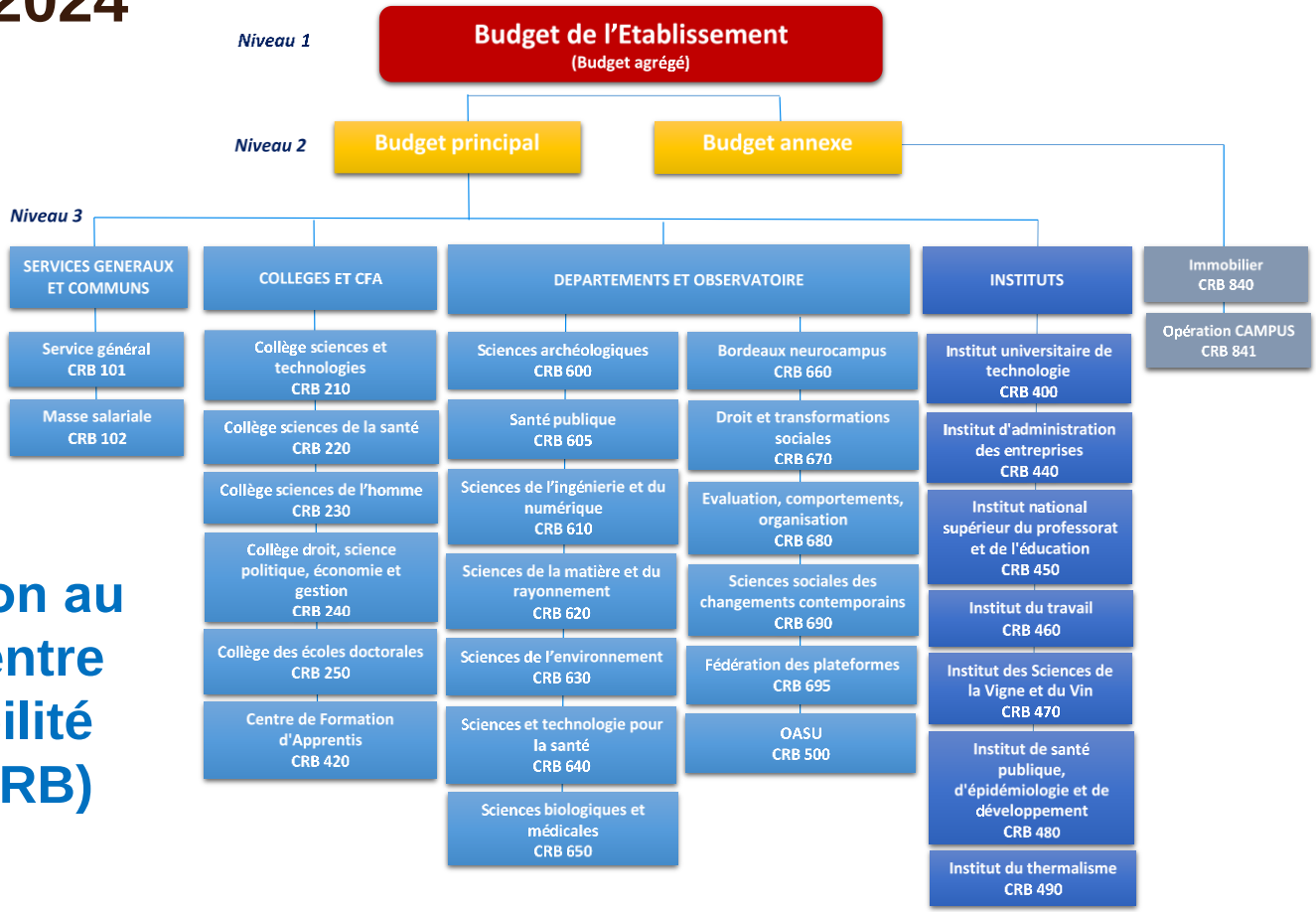
Les CRB - centre de responsabilité budgétaire

- Le niveau le plus élevé dans l'organisation budgétaire
- Ils correspondent aux ordonnateurs (principal, secondaires et délégués)
- C'est le niveau de répartition des enveloppes budgétaires par moyens : répartition des crédits SCSP, programmation, dialogue de gestion

Les SO - services opérationnels

- Le niveau de détail sur lequel porte la programmation avec les CRB et au sein desquels se réalise l'exécution des dépenses et des recettes.

Evolution 2024



Pas d'évolution au niveau des centre de responsabilité budgétaire (CRB)

Budget 2024

Adoption de l’enveloppe Grandes Masses

Conseil d’administration
17 octobre 2023



Contexte 2024

Pour mémoire
Partage de la trajectoire financière de juillet
Conférence budgétaire du Président du 18 septembre

Les « grandes masses » 2023 évoluent sous l'effet :
- Nouveaux crédits soclés de SCSP : +15M€

9 913 491	Impact hausse valeur du point
2 102 363	LPR - Refonte indémnitaire, Repyramidage, reclassement, Chaires de professeur junior
1 514 727	Autres mesures RH
1 071 951	LPR - contrats doctoraux
604 504	Réforme de la formation initiale en INSPE
148 703	Réforme des services de santé étudiante
6 806	ABES (licence Elsevier)
-35 901	contrats doctoraux flechés
-172 554	Compensation exoneration de droits d'inscription des boursiers

- Transferts internes
  - Impact PGE 2023
  - Transferts internes (affectations pérennes de crédit suite à des arbitrages)
  - Révision du modèle de ventilation des moyens LPR aux laboratoires
  - Achèvement du plan de téléphonie filaire

Contexte 2024

Modèle de ventilation de la dotation aux laboratoires (3 045 265€)

Pour les 11 départements, le principe est le suivant :

1. Ventilation entre les départements ST et SVS (79%) et les 3 départements SHS (21%)

➔ *Correspond à la répartition des effectifs titulaires + contractuels entre les sciences dures et les SHS*

2. Application d'un modèle basé sur les effectifs (collectés auprès de chaque tutelle puis vérifiés par les départements)

➔ *Effectifs arrêtés au 31/12/2021 et 31/12/2022*

3. Evolution à +/- 5% pour chaque volet

2 - Répartition par unité budgétaire (en €)

		Dotation 2023	Impact PGE 2023	Transfert interne (Réforme des études en santé, SAM, SDEC)	Modèle Recherche	Plan telephonie filaire	Notification SCSP 2023	Dotation 2024
101	Service général	14 688 657		-344 000		60 300	103 855	14 508 811
1910	*Fonds mutualisés*	2 144 503		-1 509 000				635 503
102	Masse salariale	292 182 707	59 000	1 853 000			13 530 581	307 625 288
210	Collège Sciences et technologies	1 381 374				290		1 381 664
220	Collège Sciences de la Santé	1 574 264				-9 266		1 564 998 *
230	Collège Sciences de l'homme	1 093 268				-8 259		1 085 009
240	Collège Droit, Sciences Politiques, Economie, Gestion	657 937				-1 861		656 076
250	Collège des Ecoles doctorales	11 278 300	-4 000			-2 094	1 036 050	12 308 256
400	IUT de Bordeaux	3 228 226	-45 000			-4 387		3 178 839
450	INSPE	1 626 943				-10 484	483 604	2 100 064
460	Institut du travail	44 211				73		44 284
470	ISVV	406 046	-10 000			-1 294		394 752
480	ISPED	52 105				-122		51 983
490	Institut du thermalisme	74 014				-2 044		71 970
500	OASU	143 098				234		143 332
600	Département Sciences Archéologiques	42 944			158	-1 087		42 015
605	Département Santé Publique	165 783			8 200	-1 752		172 231
610	Département Sciences de l'Ingénierie et du Numérique	488 311			24 416	-7 160		505 567
620	Département Sciences de la Matière et du Rayonnement	561 411			-16 682	1 171		545 900
630	Département Sciences de l'Environnement	323 034			-843	3 401		325 591
640	Département Sciences et Technologies pour la Santé	248 537			-4 447	-1 514		242 576
650	Département Sciences biologiques et médicales	286 828			-9 093	-150		277 584
660	Département Bordeaux Neurocampus	291 514			-1 708	-12 644		277 163
670	Département Droit et Transformations Sociales	253 750			-11 037	1 519		244 232
680	Département Evaluation, Comportements, Organisations	180 412			9 021	-970		188 463
690	Département Sciences sociales des changements contemporains	202 742			2 016	-840		203 918
695	Fédération des plateformes	218 893				-1 061		217 832
840	BAIM - Immobilier	10 462 333						10 462 333
		344 302 143					15 154 090	359 456 233

* dont 257 895 € au titre de la réforme des études de santé

Merci de votre attention

université de BORDEAUX



Campagne intéressement scientifique 22-23

CA du 17 octobre 2023

L’intéressement scientifique

L’intéressement dans les universités : art L954-2 du code de l’éducation

« Le président est responsable de l'attribution des primes aux personnels qui sont affectés dans l'établissement, en application des textes applicables et selon les principes de répartition définis par le conseil d'administration.

Le conseil d'administration peut créer des dispositifs d'intéressement permettant d'améliorer la rémunération des personnels. Un dispositif d'intéressement ne peut se substituer aux régimes indemnitaires institués en application d'un texte législatif ou réglementaire. »

Délibération CA université de bordeaux du 16 juillet 2019 : le dispositif d’intéressement recherche évolue et s’élargit, pour servir les priorités stratégiques de l’établissement

A travers le dispositif d’intéressement scientifique, les objectifs poursuivis sont réajustés :

- Soutenir les axes stratégiques de recherche de l’université de Bordeaux ;
- Favoriser l’excellence, l’attractivité et le rayonnement scientifique de l’université de Bordeaux à l’échelle internationale ;
- Contribuer à l’interdisciplinarité et l’internationalisation de la recherche de l’université de Bordeaux ;
- Appuyer l’innovation et la valorisation des travaux de recherche menés au sein de l’université de Bordeaux ;
- Contribuer à la transformation et à l’innovation pédagogique

L’intéressement scientifique

Les principes de mise en œuvre

La mise en place d’une campagne + d’une commission (qui fait des propositions au président)

Les personnels éligibles :

- Tous les personnels de l’établissement, titulaires et contractuels

- Plus spécifiquement les lauréats d’un projet ERC, les lauréats des chaires d’attractivité (chaires IDEX, chaires industrielles, chaires Région etc.), les participants à titre individuel et nominatif à un ou plusieurs projets de recherche ou de formation d’envergure (porteur / contributeurs).

La détermination des éléments financiers :

- Un principe commun : le financement est à inclure dans le montage du projet (ERC, chaire, …)

- Les sources de financement de l’intéressement : les ressources budgétaires des programmes et des projets associés, selon leurs conditions d’éligibilité respectives

- Les montants d’intéressement pouvant être versés : 2 500 €/an pour les participants ou 5 000 €/an pour les coordinateurs (avec dérogation possible après avis du CA dans la limite de 27 900 €).

Juillet 2023 : 4ème campagne

Mise en œuvre opérationnelle

Co portage Pôle RIPI (DRV) + Pôle AGRH (DRH) + Pôle FA (DF)
Rédaction d'une fiche de campagne
Elaboration du dossier support à la demande, avec ses annexes

Du 10 mai au 30 juin : lancement de la 4ème campagne

Communication vers toutes les unités de recherche pour diffusion auprès de la communauté
Transmission de la fiche de campagne et du dossier de demande
Retours pour le 30 juin via une adresse générique dédiée.

Juillet 2023 : Instruction des demandes (DRH, DRV, DF)

Analyse des demandes : complétude et recevabilité
Expertise des données : éligibilité, disponibilité budgétaire, plafond annuel, …

19 septembre 2023 : commission

28 dossiers reçus

Au final, 8 demandes considérées comme non éligibles au dispositif à l'occasion des travaux de la commission.

- Proposition de validation par le président de 20 demandes
- Des montants **de 1 500 € à 20 700 €**
- **3 demandes dérogatoires**
- Montant total brut : **123 500 €**

Les prochaines échéances :

Présentation devant le CA du 17 octobre des 20 dossiers
Mise en paiement en décembre 2023

Bilan comparatif

Intéressement scientifique

		2019-2020	2020-2021	2021-2022	Prévisionnel 2022-2023
Bénéficiaires	Nombre	21	22	25	20
	Montant	127 460 €	150 330 €	149 678 €	123 500 €
	Moyenne	6 069 €	6 833 €	5 987 €	6 175 €
Non dérogatoires	Nombre	18	18	20	17
	Montant	67 300 €	76 544 €	79 000 €	72 800 €
	Moyenne	3 738 €	4 252 €	3 950 €	4 282 €
Dérogatoires	Nombre	3	4	5	3
	Montant	60 160 €	73 786 €	70 678 €	50 700 €
	Moyenne	20 053 €	18 446 €	14 135 €	16 900 €

Intéressement non dérogatoire pour information

Bénéficiaire	Projet	Statut / Corps / Grade	UR de rattachement	Fonction au sein du projet	Montant demandé	Montant attribué	Observation
1	ASIC mixte	MCF EX	IMS	Porteur du projet	5 000 €	5 000 €	
2	UNDETERRED	MCF EX	BSE	Porteur du projet	4 000 €	4 000 €	
3	BEWELL	PR EX1	BSE	Porteur du projet	5 000 €	5 000 €	
4	SimCardioTest	PR EX1	IMB	Porteur du projet	5 000 €	5 000 €	
5	SimCardioTest	CDI IGR	CRCTB	Contributeur essentiel	1 500 €	1 500 €	
6	INTENSE-TBM	PUPH EX1	BPH	Porteur du projet	5 000 €	5 000 €	
7	UNDETERRED	PR 2C	LACES	Porteur du projet	5 000 €	5 000 €	
8	FVLLMONTI	PE EX1	IMS	Porteur du projet	5 000 €	5 000 €	
9	Caractérisation d'atmosphères d'exoplanètes (ATMEX)	PR 2C	LAB	Porteur du projet	4 500 €	4 500 €	
10	RESET	PR 2C	IRM	Porteur du projet	2 500 €	2 500 €	
11	FUNGLASS	PR EX2	CELIA	Porteur du projet	5 000 €	5 000 €	
12	HELP	PR 1C	CRCTB	Contributeur essentiel	5 000 €	5 000 €	
13	HELP	PR 1C	CRCTB	Contributeur essentiel	5 000 €	5 000 €	
14	Equipe de recherche commune GP2E	PR 2C	I2M	Porteur du projet	5 000 €	5 000 €	
15	RadioSpin	PR EX1	IMS	Contributeur essentiel	2 500 €	2 500 €	
16	RadioSpin	PR 2C	IMS	Porteur du projet	5 000 €	5 000 €	
17	MatriSVDs	CDI Chercheur LRU	BPH	Porteur du projet	3 585 €	2 800 €	Montant prime ajusté à la baisse de façon à rester dans l'enveloppe des crédits disponibles sur l'enveloppe de personnel (frais de structure ANR)

TOTAL	72 800 €